


BIBLIOTECA
NAZIONALE
VITT. EMAN.
SALA
DI STUDIO
65_66
1


FARNESI ALFREDO
Legat. di Libri
ROMA

COLLECTION

DE

DOCUMENTS INÉDITS

SUR L'HISTOIRE DE FRANCE,

PUBLIÉS

PAR ORDRE DU ROI

ET PAR LES SOINS

DU MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

PREMIÈRE SÉRIE.

HISTOIRE POLITIQUE.

ARCHIVES

LÉGISLATIVES

DE LA VILLE DE REIMS.

COLLECTION

DE PIÈCES INÉDITES

POUVANT SERVIR

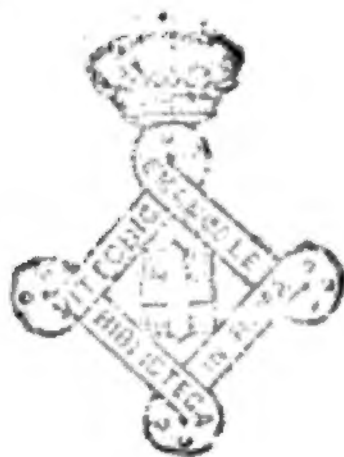
A L'HISTOIRE DES INSTITUTIONS

DANS L'INTÉRIEUR DE LA CITÉ;

PAR PIERRE VARIN,

ANCIEN SECRÉTAIRE DU COMITÉ DES CHARTES ET INSCRIPTIONS, ET DOYEN DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE RENNES.

Humani generis mores tibi nosse volenti
Sufficit una domus......
(JUVÉNAL, sat. XIII, v. 160.)



SECONDE PARTIE.

STATUTS.

PREMIER VOLUME.

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET.

M DCCC XLIV.

APPENDICE

AU VOLUME DES COUTUMES.

De nouvelles recherches faites dans les archives de Reims, et surtout de nouveaux manuscrits dont elles se sont enrichies, nous mettent à même de réparer une omission, et de combler d'importantes lacunes qui se trouvent dans le premier volume de nos Archives législatives.

Et d'abord nous avions écarté trop légèrement deux fragments du *Livre Rouge* de l'échevinage, dont le premier contient l'ébauche d'une rédaction de la coutume en langue vulgaire, vers le milieu du XIIIe siècle; le second, une enquête du XIVe sur une partie de cette même coutume. Nous rétablissons ici ces deux fragments dont une nouvelle lecture nous a fait sentir l'importance.

Mais ce qui rend surtout cet appendice nécessaire, c'est l'offrande généreuse récemment faite à la ville de Reims, d'un manuscrit complet de la coutume de 1481. « Cette coutume (comme le rappelle la préface du manuscrit « nouveau, p. 19) est la plus ancienne coutume de France rédigée par « authorité royale [1], quoy qu'en ayent dict jusqu'à présent tous ceux qui ont

[1] En effet, la rédaction première, celle des quatre commissaires auxquels s'adresse la délégation du bailli de Vermandois (*Archiv. législ.*, I, 650), est bien de 1481; mais cette rédaction paraît n'avoir pas obtenu l'approbation des seigneurs dont la résistance a dû amener un second remaniement en 1507. (Voir *Archiv. législ.*, I, 653, note 1; et 865.) Aussi l'auteur de la préface dont nous citons un fragment dit fort judicieusement, p. 3: « Il y a des différences essentielles entre les « différents manuscrits de cette coutume de « 1481. Elles proviennent de ce que la com- « mission du baillif de Vermandois, ou son « lieutenant à Laon, ayant été adressée à « quatre avocats à Reims, ils firent une « première rédaction de coutume dans la- « quelle ils laissèrent même quelques arti- « cles indécis. Il est à présumer que les sei- « gneurs du terrain qui forme la ville de « Reims... s'étant plaints de cette rédaction, « l'on augmenta le nombre des rédacteurs, « et la coutume fut rédigée de nouveau, et « même corrigée, par la décision des articles « laissés indécis auparavant. Les seigneurs « et plusieurs autres personnes intelligentes « furent consultés.... Ce qui est en marge « de notre manuscrit, par nous adjouté, « sert à prouver les différentes leçons ou lec- « tures des anciens manuscripts qui ont été « copiés sur la première rédaction. »

On voit que l'auteur de cette préface ne

« travaillé sur notre droit français, lesquels ont remarqué unanimement que la « coutume de Ponthieu, rédigée l'an 1495, était la plus ancienne de France. « Leur erreur peut venir de ce que notre coutume n'a été imprimée qu'en 1553, « qu'elle a paru sous le nom de *Coutumier de Reims*, et que dans l'édition qui « en a été faitte on a obmis d'y joindre les lettres patentes cy-dessus, et la « conclusion de cette coutume; à quoy on peut encore adjouter que ces au- « theurs n'ayant pu tirer aucuns éclaircissements des greffes du Parlement, où « cette coutume ne paroît pas avoir été homologuée, ils ont, les uns après « les autres, fait la même faulte, qui leur est d'autant plus pardonnable que « nous ne voyons pas nous-mêmes aucuns actes qui nous renseignent que ces « coutumes ayent été portées au greffe du grand conseil, quoyque cela ait « été ordonné par les lettres et commission cy dessus [1]. »

La note suivante, placée en tête de ce précieux manuscrit, apprend à qui nos archives et la science seront redevables des documents qu'il nous a fournis :

« Donné à la bibliothèque de la ville de Reims par les héritiers de « Mr A. R. Sutaine Duvivier, ancien juge au tribunal civil.

« Reims, le 1er mai 1842.

« L'un des héritiers : Maxime Sutaine. »

connaissait pas, mais soupçonnait le remaniement de la coutume opéré en 1507; toutefois nous présumons qu'il se trompe lorsqu'il pense que son manuscrit reproduit exclusivement la seconde rédaction, et que les variantes placées dans les marges offrent exclusivement des leçons empruntées à la rédaction première. Ce manuscrit, pas plus que ceux dont il emprunte les variantes, pas plus que celui dont nous nous sommes servi pour publier le texte de la coutume de 1481, ne nous parait contenir exclusivement aucune des deux rédactions; et pour démêler ce qui appartient à chacune d'elles, il faut, à notre avis, étudier séparément chaque titre, en partant de ces données, 1°. qu'en général tout article qui n'est suivi d'aucune observation est commun aux deux rédactions; 2°. que tout article à la suite duquel les rédacteurs proposent une modification, appartient exclusivement à la première; 3°. enfin que la seconde doit réclamer exclusivement toute la quatrième partie qui concerne les édifices (*Archiv. législ.*, I, 654) (partie qui manquait primitivement dans le manuscrit nouveau, où l'a transcrite une main récente, ce dont on pourrait se servir pour faire remonter ce manuscrit jusqu'à la rédaction primitive, si d'autres motifs ne combattaient cette présomption). Toutefois nous ne pouvons nous dissimuler que de ces trois données, les deux dernières seules offrent toute certitude, et que la première ne peut être admise qu'en tenant compte des modifications réclamées par les seigneurs et par le bailli de Vermandois (voir *Archiv. législ.*, I, 653, note 1, et 865); à moins que ces modifications n'aient exclusivement porté sur les points qui déjà avaient paru aux quatre premiers commissaires devoir appeler l'attention des législateurs, et qui constituent les articles de la deuxième catégorie.

[1] Voir *Archiv. législ.*, I, 651.

Nous regrettons vivement que ce manuscrit n'ait pu servir de base à l'édition que nous avons donnée de la coutume de 1481, car il nous a offert et des variantes de mots trop multipliées pour que nous puissions maintenant les reproduire, bien qu'elles constituent des leçons meilleures, et des variantes de paragraphes, ou des leçons complètes de paragraphes et de titres omis que nous allons rétablir, il est vrai, mais d'une manière moins opportune que nous ne l'eussions fait dans le corps même de la coutume.

Nous suivrons, comme d'habitude, dans toutes nos restitutions, l'ordre chronologique.

COUTUME DU XIIIe SIÈCLE

EN LANGUE VULGAIRE [1].

Li jugement des us et coutumes de ceste vile [2].

Livre Rouge de l'Échev., p. 28.

Li ons tient tous les acquès qu'il fait entre lui et sa femme toute sa vie.

Hons et fame qui ont hoirs de leur cors, puent faire leur volantei de tout leur héritage; et si il n'ont point d'oir de leur cors, de la moitié; et de l'autre moitié par droite besoigne esclairie.

Hons et fame ne puelent faire de leur héritage, naissant leur anfans, l'un meilleur de l'autre.

Femme ne puet empéechier son doaire que sa vie.

S'aucuns a maison à loyer, il puet panre wage do loyer sans mespanre envers le signeur, si on ne li deffant.

S'aucuns marie son enfant, et il muert sans oirs de son cors, ou sans deviso, il revient au père et à la mère ce que il li ont donei; et se il fait devise, il puet faire do mueble sa volontei, et de la moitié de son héritage.

S'aucuns vant héritage, il doit plège ou contre-wage, se avoir le puet; et se avoir no puet par sairement, li achetères panra le marchiet, ou laira se il vuet.

S'aucuns vant pain à fenestre sans four, il n'en doit point de amende devant qu'il li soit deffandu.

On puet faire fenestre à yraingne, et I pas defors son us, et goutière tant comme elle se puet porter sans esperon, sans meffait au signeur.

Si il eschiet à aucun héritage d'ammis charneis, il puet entrer en la saisine sans meffait au signeur.

Tenure ne vaut nient desouz terre contre voisin.

Tenure de noc sor mur commun ne vaut riens.

[1] Voir une coutume de la même époque rédigée en latin, *Archiv. législ.*, I, 605, et les notes qui l'accompagnent.

[2] Ce fragment de coutumier suit immédiatement, dans le *Livre Rouge*, les jugements de l'an M. CC. LII, sans aucun changement de titre ni d'écriture.

COUTUMES DU XIVe SIÈCLE[1].

[Coustumes observées à Reins sur le faict des édiffices][2].

Livre Rouge de l'Échev., p. 104.

As requestes ou questions faites de la partie des eschevins de Rains, à plusieurs maistres charpentiers et massons de la cité, respondent lidi maistres[3] :

Premiers à celi que li us et la coustume de Rains sont tez, que se aucuns achète aucun héritage, grange, maison, ou chose semblant, se li achetères ou cis qui puis a de lui cause, i font wevre nouvele, se proïmes la retrait, avec le pris de la vendue pour raison de laquelle il retrait, il doit rendre à celui de cui il retrait les coustanges et les mises de l'uevre nouvelle ?— A ce s'accordent li maistre c'on le doit faire.

Item, que se cis de cui on retrait, ou cis de cui il a cause, puis le marchiet pour lequel on retrait, il ont fait nouvelle cheminée tant seulement, jà soit ce qu'elle soit tenant au viez mur, ou du viez torchis, li retraières, selons lesdiz us et coustume, est tenus à rendre avec le pris de la vendue les coustanges de ladite cheminée, desques elle [est] nueve ? — A ce s'acordent li maistre c'on le doie faire.

Item, de 1 nuef toit, s'il a esteit tout abatus, et nuef refais sus viés murs, ou sur viez torchis ? — A ce s'acordent li maistre c'on le doie rendre.

[1] Cette coutume, qui est du commencement du XIVe siècle, doit être placée avant celle que nous avons publiée, *Archiv. législ.*, p. 606.

[2] Voir *Archiv. législ.*, p. 859.

[3] Cette enquête sur les coutumes se trouve immédiatement après un droit de 1306, et avant des pièces datées de 1307.—Nous pensons qu'on a dû y suivre la procédure indiquée dans la note suivante, également extraite du *Livre Rouge* de l'échevinage, p. 150, et dressée vers la même époque que l'enquête même :

« Se tesmoings sont produis à prover coustume, veez-cy introgatoires convenables, lesquelles on leur puet faire en tout ou en partie. Premièrement se il eut veu jugier selons ycelle coustume, et quantes fois, et de quels juges, et entre quels personnes, et en quels temps, et se il fu appeleit de ce jugement ou non, et se il scevent que tous li pueples, ou la plus grant et la plus sainne partie, se soit accordée, consentie expressément ou taisiblement, en cette coustume.... »

Item, de 1 planchier, se il est tous deffais, et tous nués refaiz? — A ce s'acordent li maistre c'on le doie rendre.

Item, de 1 arc nuef, jà soit ce que il soit faiz en viez mur? — A ce s'acordent li maistre c'on le doie rendre.

Item, de 1 mur nuef, s'il est tous abatus, et nués refaiz. — A ce s'acordent li maistre c'on le doie rendre.

Item, s'il est refaiz seur le viez fondement, en tout ou en partie, ou en moitiet, ou en tiers, ou en quart, doudit mur ou torchis, ce qui est nués est rendables par ledit us et coustume? — A ce respondent lidit maistre, car il n'en puelent, ne ne porroient, bien jugier, ne respondre, se il ne vont seur le lieu.

Item, que chambre coie, nuève en tout ou en partie, faite ou refaite, ce qui de nuef i est, est rendables par lesdiz us et coustume? — Li maistre respondent et dient que se on refait dès la vaute de la chambre coie, en amont, le tuel nuef, on doit rendre les mises et coustanges.

Item, que se cis de cui on retrait, ou ses devanciers, puis le marchiet pour lequel on retrait, ont abatue la chose retraite, tout ou en partie, et toute ou en partie refaite nuève, li retraières est tenus as coustanges rendre à son aversaire par lesdiz us et coustume? — A ce s'acordent li maistre c'on les doie rendre.

Item, se cis de cui on retrait, abat sa maison, ou grange, que on li retrait, en tout ou en partie, et refait en partie nouvel, jà soit ce que il le reface ou face refaire de la viez menuevre dou mur abatut, ou dou torchis, ou dou toit, ou dou planchier, ou d'autre partie queilconques, avec nouvele menuevre, li retraières est tenus par les diz us et coustume à rendre à celui de cui il retrait, avec le pris de la vendue, les coustanges et les mises de l'ouvrage deseur [dit?] en la menière deseur dite, à l'estimacion et au pris de ouvriers et de bonnes gens? — A ce s'acordent li maistre c'on le doie faire.

Item, que teil sont lidit us et coustume à Rains, tant généraus comme espéciaux, et espéciaument en la terre de chapitre? — et à ce s'acordent li maistre.

Item, que des choses deseur dites, est-il commune renommée à Rains, et environ? — et à ce s'acordent li maistre.

COUTUMES DU XVe SIÈCLE.

Variantes[1] à la coutume de 1481.

Archiv. Législ., I, 649-865.

Avant l'intitulé: « Icy sont les coutumes » *qui se trouve* Archiv. législ., I, 653, *intitulé qui est celui de la rédaction de 1507, il faut placer le suivant, qui précédait la rédaction de 1481 :*

Ce sont les coustumes de Reims, et les usaiges, stilz et communes observances des cours laies dudit Reims, auxquelles coustumes, usages, stiles et communes observances se sont réglés au temps passé plusieurs villes, villages, païs et lieux estans à l'environ dudit Reims, tant ès termes du baillage de Vermendois comme ès termes de la conté de Champaigne et du ressort du baillage de Vitry ; lesquelles coustumes, usaiges, stiles et communes observances, par l'ordonnance du roy notre sire, apparante par ses lettres patentes données au Plessis le XVIIe jour d'aoust l'an M CCCC IIII^{XX}I, expédiées par le roy en son conseil, et signées J. Duban, et par vertu de la commission sur icelles lettres royaux, donnée de honneste et prudent homme maître Regnaut Doucet, écuier, licentié ès loix, lieutenant général de Mgr. le bailly de Vermandois, commissaire du roy notre sire en cette partie, ont été et sont mises et rédigées par escript en ce présent traicté, et en la forme et manière cy-après déclairée, par nous Jean Cauchon l'aisné, licentié ès loix, seigneur de Ludes et de Sillery, Henry le Membru, aussy licentié ès loix, Guilleaume Coquillart, et Henry Pajot, praticiens en cour laie, demeurans audit Reims, à ce commis et subdélégués par mondit seigneur le lieutenant général, comme il apert par sadite commission à nous adressante, laquelle est cy-devant transcripte ; eu sur ce les avis, opinions et témoignages de plusieurs notables conseillers, officiers, praticiens,

[1] Ces variantes sont empruntées, comme nous l'avons dit plus haut, à l'excellent manuscrit dont les héritiers de M. Sutaine Duvivier ont fait présent à la ville; lorsqu'elles proviennent du corps du manuscrit même, nous les faisons suivre des initiales S. D. (Sutaine Duvivier); lorsqu'elles sont extraites des marges, nous les distinguons par une des lettres C. ou S. Ce sont les initiales du nom de deux magistrats rémois (MM. Colbert et Sutaine), auxquels appartenaient les deux manuscrits qui, parmi plusieurs autres, ont fourni les seules variantes dont nous ayons jugé à propos de faire emprunt à la scrupuleuse collation de textes primitivement accomplie par le possesseur inconnu du manuscrit principal.

nobles personnes, bourgeois et citoiens de ladicte ville et cité de Reims; et lesquelles coustumes, usages, stiles et communes observances, nous envoiâmes closes et scellés devers mondit seigneur le bailly ou son lieutenant, pour par luy les envoier devers nos très honnorés et redoutés seigneurs nosseigneurs du grand conseil du roy notre sire, pour en être fait et ordonné selon leur bon plaisir et vouloir. S. D.

[PREMIÈRE PARTIE.]

Après l'art. 5, Archiv. législ., I, 658, *ajouter :*

Nonobstant ce que dit est, aucuns ont tenu et voulu pratiquer, que héritage laissé par testament, tant universellement comme par partage et division de succession, qui seroit acceptée par le légataire, [avec?] mistère de délivrance à lui faitte et pour [*sic*, après?] le trépas du testateur, par les exécuteurs du testament, ou par justice au deffaut des exécuteurs, seroit acquest et non pas naissant, puisque ledit légataire ne s'y boutteroit pas de sa propre authorité, comme une succession se peut appréhender; laquelle opinion ne semble pas soutenable, même [*sic*, mais est?] à réprouver, parce que par telle cautelle et forme d'acceptation de délivrance de legs, les intentions des père et mère, et parens testateurs, seroient souvent perverties, muées et fraudées; mais si par leur testament ils avoient exprimé, en faisant ce leg, que ce fût acquest aux légataires, il faudroit ensuivre leur ordonnance, et faudroit audits légataires avoir délivrance de tels legs. C.

Après l'art. 23, Archiv. législ., I, 662, *ajouter :*

[23 *bis.*] Héritage pris à seurcens perpétuelle, ou viaigier, ou à temps, est acquest au preneur. S.

Après l'art. 94, Archiv. législ., I, 679, *ajouter :*

Et est assavoir que la femme mariée peult testater, sans la licence de son marit, combien qu'elle ne puisse contracter, ne disposer mesmes de ses biens propres par contract entre vifs, sans la licence de son marit; mais se elle se mesle de marchandise, au veu et sceu de son marit, elle est repputée licenciée de lui, et le contract par elle fais, [vault?] pour le fait de la marchandise dont elle se mesle. S.

Après l'art. 141, Archiv. législ., I, 692, *ajouter :*

Laiz universelz sont quant le testateur [laisse?] tous ses biens, ou le résidu de tous ses biens, ou la moictié, ou le tiers, ou autre quantité d'iceulx. S.

Laiz généraulx sont quant le testateur laisse tous ses meubles, ou tous ses

héritaiges, ou tous ses acquetz, ou une quantité d'iceulx; et non pas s'il laisse tous ses meubles estans en certain lieu, ou tous ses héritaiges ou acquetz assis en certain lieu. S.

A la fin de l'art. 164, Archiv. législ., I, 698, *ajouter :*

Sinon que le marit trespassast depuis que les fruictz et despouilles soient amobiliez..., etc.; et pour savoir quant lesdictz fruicts sont amobiliez, fault avoir regard à la coustume des lieux où lesdictz héritaiges sont assis; mais selon la coustume de Reims, lesdictz fruicts et despouilles sont repputées héritaiges jusques à ce qu'ilz soient coppées ou jus de l'estocq; et pareillement pissons qui sont en vivier ou estangs, jusques à ce qu'ilz soient peschez. S.

Après l'art. 177, Archiv. législ., I, 701, *le nouveau manuscrit donne l'article suivant qui, à notre avis, doit être placé après le* 172, Archiv. législ., I, 700.

[172 *bis?*] Rentes à rachapt, soient perpétuelles ou viaigières, constituées sur aucuns héritaiges, sont repputées meubles; mais s'il n'y a rachapt, sont repputez héritaiges. Supposé qu'elles soient constituées sur fiefz, sy sont-elles roturières, sy n'est qu'elles soient féodez. S.

Après l'art. 202, Archiv. législ., I, 707, *ajouter :*

Mais pour ce qu'il advient souventesfois que aucuns voulans retraire aucuns héritaiges vendus par leurs parens ou linagiers, pour ce qu'ilz n'ont leur argent prest pour rembourser l'acheteur, ou pour autre cause, font faire leur adjournement dès le commencement de l'an, et néantmoins font faire l'assignacion du jour à la fin dudit an, ou autre long jour, comme de huit ou dix mois, affin d'empeschier que ce pendant autre ne puist faire ladicte retraicte; a esté advisé que doresnavant ledict retrayant sera tenu faire faire son assignation à jour compectant, et ne la pourra faire à plus long jour que de quarante jours, au plus long; et sy autrement le fait, il sera débouté et forcloz de ladicte retraicte, et y sera receu le parent ou linagier qui depuis auroit fait faire son assignacion à jour compectant. S.

Après l'art. 209, Archiv. législ., I, 710, *ajouter :*

Mais depuis que ledict achecteur est adjourné en matière de retraicte, il ne puet ne doit faire aucunes réparacions sur ledict héritaige, sy elles ne sont du tout neccessaires, et que sans icelles ledict héritaige fût en danger de tumber en ruyne, ou estre faict deterriers; car aultrement ledict retrayant ne paye-

roit riens desdictes réparacions, quelques utiles qu'elles feussent, sy elles n'avoient esté faictes de son consentement exprès. S.

Dans l'art. 216, Archiv. législ., I, 711, *où il est question de* cinq cas, *le manuscrit* S *en compte sept. Aussi y trouve-t-on les articles suivants qu'il faut placer après l'art.* 221, Archiv. législ., I, 711.

[221 *bis.*] Le sixiesme cas, quant aucun prent héritaiges à titre de seurcens, ou aphitéose, ou à louaige, à plus de trente ans; car jàçoit que par telz contraulx la seigneurie utile soit aliénée, néantmoins la propriété et seigneurie directe n'est pas aliénée. S.

[221 *ter.*] Et le septiesme et dernier cas, quant aucun acqueste rente, ou [*sic*, à?] rachapt, ou sans rachapt, sur aucuns héritaiges; mais néantmoins telz acquesteurs, pour seureté de leur rente, s'en puent faire vestir se bon leur semble. S.

Après ces articles se trouve à la marge du manuscrit, et comme leur faisant suite, l'article suivant, qui nous semblerait mieux placé sous le n° 224 *bis*, Archiv. législ., I, 713:

[224 *bis.*] Mais se aucun baille son héritaige à aultruy, moyennant quelque rente annuelle que ledict preneur lui en doict rendre, laquelle rente soit rachetable pour une somme de deniers à une fois, lequel contract s'appelle bailler à rente et à rachapt; et [*sic*, en?] sont deues lesdictes ventes dès le temps du premier bail, et non au temps du rachapt de ladicte rente, pour ce que au temps dudict bail le preneur en est vestu, et sy on actendoit jusques au temps du rachapt, il se pourroit faire secrètement, sans en advertir la justice; par quoy le droit de signeur seroit perdu. S.

Après l'art. 240, Archiv. législ., I, 718, *ajouter:*

[240 *bis.*] Touteffois, se aucun trespassé avoit aucuns biens meubles ou debtes, en autres lieux que au lieu de sa résidance, et les seigneurs desdictz lieux, ou leurs officiers font saisir lesdictz biens meubles ou debtes, ils seront tenus en lever la main aux héritiers, ou exécuteurs qui feroient apparoir de généalogie, ou du testament, sans en prendre quelque droit ne sallaire pour leur vaccacion, ne pour autre couleur, sy n'estoit que leur eust esté besoing vacquer longuement et inventorier lesdictz biens; et ne pourra le seigneur en la jurisdiction duquel lesditz biens meubles et debtes seront, les atribuer à soy comme vaccans, puisqu'il y aura eu héritier qui tel s'y soit déclairé, et ad ce ait esté receu pardevant la justice du lieu où le deffunct est allé de vie à trespas.

Après l'art. 255, Archiv. législ., I, 723, *ajouter :*

[259 *bis.*] Se en la maison d'aucun qui se mesle de vendre ou achecter denrées, ou marchandises qui se vendent à poix ou à mesure, l'en treuve aucunes faulces mesures, poix, ou balances, il est censé ou reppucté mesure [r] ou peser ausdictes mesures, ou poix et balances, et pour ce tenu de ladicte amende. S.

Après l'art. 268, Archiv. législ., I, 727, *ajouter :*

[268 *bis.*] Se aucun est poursuivy d'office pour bature, le procureur d'office peut conclure par preuve, ou par escondit; et s'il conclud par escondit, le deffendeur ainsy poursuit est tenu d'en dire la vérité par serment, sur lequel serment droit doict estre faict aux parties, sans ce que ledict procureur puisse jamais venir à l'encontre dudict serment, ne mectre en cause ledict deffendeur soubz umbre de parjure, ou autrement; et où le deffendeur seroit reffusant d'en dire par serment, il seroit condempnable en amende, tel que le cas le requiert. S.

[268 *ter.*] Et depuis que ledict procureur aura conclud par preuve, et le deffendeur pris jour ou appoinctement sur ce, ledict procureur d'office ne pourra plus conclure par escondit, ne muer sa conclusion de preuve à escondit, sinon sur-le-champ; et escouter [*sic,* encontre?] s'il conclud par escondit, ne puet muer sa conclusion, sinon sur-le-champ, et avant que ledict deffendeur ayt commencé à disposer. S.

Après l'art. 273, Archiv. législ., I, 728, *ajouter :*

Sauf toutesfois que, s'il y a jusques à dix bestes en pastures, l'amende est de XXII s. VI d. par.; sauf que s'aucuns fait paistre une beste ou plusieurs en aucune terre empouille, ou en aucun jardin ou prés qui ne soit encore despouillé, soit de jour, soit de nuyt, l'amende est arbitraire.

[273 *bis.*] Les estrayères et terres vaccantes que ledict seigneur applicque à soy, et pareillement les terres qu'il acqueste en sa seigneurie, ou qui lui adviennent par confiscacion, ne sont pas en ce cas repputez de son domaine, et par ce l'amende n'y est pas plus grande que en héritaiges privés.

Toutesfois plusieurs assistans à l'assemblée sont d'oppinion que les attrayères et biens vaccans en confiscacion, sont de pareil droit que les héritaiges de domaine. S.

[273 *ter.*] Les habitans d'une ville ou villaige puent mener ou envoyer

pasturer leurs bestes ès vaines pastures de tous les terroirs qui sont joingnans immédiatement à leur terroir, sans pour ce encourir en amende, s'il n'y a droit ou usaige particuliers au contraire; mais non pas en grasses pastures, ne pareillement en vaines pastures, s'il y a terroir moyen.

Après l'art. 280, Archiv. législ., I, 729, *ajouter :*

[280 *bis.*] Se à tel adjourné est par le juge injonction faitte qu'il paye son créancier de la dette qu'il lui demande, et ledict adjourné reçoit l'injonction, et se départ après sans respiter l'amende de XXII s. VI d. p. deue, elle double de I s. par. par jour, jusqu'à la somme de IX s. VI d. par. C.

Ce doublement d'amende semble être chose réprouvable, et plus abusif que fondé en raison, et à ceste cause l'on n'en a même point usé; et semble mieux convenable casser et abolir du tout que laisser.

A la suite de l'art. 285 *bis*, Archiv. législ., I, 730, *ajouter :*

Le deffendeur, pour faire son escondit, doit lever la main droicte devers les sainctz; et en adressant son regard et sa parolle devers le juge, doit dire ainsy ou en substance : « Sire, par les sainctz de cy encontre, de la bature « à sang, ou sans sang, » selon ce que l'en a là proposé la bature estre à sang, ou sans sang, « faict à tel, dont je suis poursuy en la court de séans, « j'en suis pur et innocent. » Après ces parolles dictes, ou autres équipolantes à icelles, le deffendeur puet baisser sa main, qui vault autant que conclure en cause, et prendre droit sur l'escondit tel qu'il a esté [déclairé ?] S. D.

Et se le procureur qui est demandeur veult impugner l'escondit, et monstrer qu'il est moins souffisamment fait, il y doit estre oy, et le deffendeur au contraire à soustenir qu'il l'a bien fait; et sur ce leur doit le juge faire droit. Mais quoy que soit, s'il est faict en la forme dessus escripte, ou pareille en substance, il est bien faict, et doit estre le deffendeur absolz de la demande; et s'il estoit moins souffisamment faict, le deffendeur devroit estre condempné en l'amende, car il seroit censé et repputé atteint du cas, par avoir failly à bien faire son escondit. S. D.

Et se celui qui fait l'escondit, fait doubte après les parolles par lui proferrées qu'il ait aucunement failly ou cas, il puet recommancer tant de fois qu'il lui plaist, puis qu'il n'aura pas avalé sa main; mais s'il l'avoit avalé, il ne seroit jamais receu à recommancer, ne soy corriger; et sy ne puet avoir conseillier qui le puisse de rien advertir. S. D.

Se d'aucune bature à sang, ou sans sang, la plaincte a esté faicte par le battu, devant ou en la présence des eschevins de la ville et seigneurie dont le bateur est subject, et le procureur du seigneur, ou de l'office, choisit sa conclusion par escondit, et requiert que le deffendeur s'en escondis lui septiesme, il sera tenu de ce faire, ou de l'amende du cas. S. D.

La forme et manière de faire cest escondit, est que le deffendeur doit avoir avec lui, au jour qu'il veult faire son escondit, six preudommes ses compurgateurs qui sont bourgois de la seigneurie, et gens sans reproche, lesquelz ensemble, après ce que le deffendeur aura dit les parolles de son escondit, en la forme ou substance cy-devant déclairée, et lui tenant tousjours la main droicte et levé vers les sainctz, doivent lever leurs mains, et l'un après l'autre dire ces parolles ou semblables en substance : « Sire, par les sainctz de cy « encontre, je tient et croit qu'il a faict bon serment. » Et après ces parolles dictes, le deffendeur et les six compurgateurs peuent avaler leurs mains pour conclusion en cause; et se la forme ou la substance de l'escondit et de la compurgacion a esté observée, l'en doit absoudre ledict deffendeur. S. D.

Se ung marit et sa femme sont poursuis [pour] aucune bature que l'en dit avoir esté faicte par ladicte femme, à aucune personne, et ledict marit prent en soy la deffence de ladicte femme, et que contre lui en ce nom soit prise conclusion par escondit, il doit faire son escondit la main en hault levée devers les saintz, en ceste manière : « Sire, par les sainctz de cy en- « contre, de la bature à sang, ou sans sang, faite à *tel* ou *telle*, dont ma « femme a esté poursuye, et je l'ay pris en deffense en la court de séans, « je m'en suis informé à elle, et m'a juré, par son serment, qu'elle en est « pure et innocente, et aussy suis-je [*sic,* fais-je?] à cette cause. » S. D.

Se ung père et son filz, ou sa fille, estant en la puissance paternelle, sont poursuis pour aucune bature que l'en dit avoir esté faicte à aucune personne, par lesdictz filz ou fille, et l'en conclud par escondit, ledit père doit faire l'escondit en ceste forme, ou en substance : « Sire, par les sainctz de « cy encontre, de la bature à sang, ou sans sang, faicte à *tel* ou *telle,* dont « *tel* mon fils, ou *telle* ma fille, et moy, sommes poursuys en la court de « séans, je m'en suis informé à lui, ou à elle, et m'a juré par son serment « que il, ou elle, en est pur et innocent; et aussy suis-je à ceste cause. » S. D.

Se ung tuteur et son pupille sont poursuis pour une bature que l'en dys avoir esté faicte par ledit pupille, et l'en conclud par escondit, le tuteur

doit faire seul l'escondit en la forme, en substance, que fait le père pour son enfant. S. D.

Cest usage des escondis semble bien rigoreux pour l'observance neccessaires des parolles qu'il fault prononcer, actendue mesmement la simplesse et imbécilité de plusieurs populaires, qui aucunes fois sont convenus pour batures à eulx imposez, desquelles ilz puent estre innocens ou sans coulpe; et néantmoins, pour faulte de bien faire leur escondit, sont attainctz en l'amende. Sy puet sembler que bon seroit casser l'usage desdictz escondis, et ordonner que, en lieux d'iceulx, le deffendeur accusé seroit par le juge interrogué par serment solempnel, et seroit tenu d'en respondre vérité par serment, ou autrement il seroit condempnable en l'amende, dont l'amende seroit faicte. S. D.

Le manuscrit C *place, après l'art.* 297, Archiv. législ., I, 736, *les réflexions suivantes, d'après lesquelles ont été réformés les articles* 298 bis *et* 299, ibid., *p.* 738, *mais non l'art.* 305, ibid., *p.* 739.

Et combien que ledit usage des arrests coustumiers soit communément fondé en raisons, toutesfois il en vient souvent des grandes faultes, abbus, travaulx et vexacions indues, parce que plusieurs gens inconnus, trompeurs et décevans, font communément faire arrester le corps ou les biens de bons marchands ou laboureurs, ou autres gens forains, qu'ils disent estre leur tenus; et après que lesdictz arrêtz sont faits, ceux qui les ont fait faire se départent et absentent, lesdictz arrestés [ne sachant?] où recouvrer leurs despens, dommages et interrêts. Se semble, sous toute bonne correction, et pour obvier à telles frauldes, cautèles ou malices, l'on pourroit ordonner qu'avant qu'aucun arrest fût fait, celuy qui le requéroit estre fait, s'il n'estoit demeurant à Reims, bien cogneu reséant et solvable, fût tenu de bailler à la justice qui feroit faire l'arrest, caution fidéjussoire sujette d'icelle justice, de refunder à l'arresté ses despens, dommages et intérest, si ledit [faisant?] faire l'arrest succomboit; et qu'il élust domicile ès termes d'icelle justice, si il n'y estoit demourant. Et s'il ne vouloit ou pouvoit bailler ladicte caution fidéjussoire, qu'il fût contrainct à demourer en arrest, comme celuy qui seroit arresté, là où l'arrest seroit fait en corps; et s'il estoit fait en biens, qu'il fût contraint à consigner ou nantir biens ou deniers à la valeur d'autant que le juge arbitreroit, pour restituer à celuy sur qui l'arrest seroit fait ses despens, dommaiges et interêtz. Et que au regard desdictes coustanges de XII d. par chacun jour durant le procès, ils fussent cassés, du moins modérés à moindre sommes et pour moins de temps, comme jusques à litiscontestacion. C.

[PARTIE DEUXIÈME.]

Après l'art. VII *du chap.* V, Archiv. législ., I, 771, *ajouter :*

Et supposé que l'une des parties n'ait pas en ses écritures assez amplement répondu aux faits articulés par la partie adverse ès siennes, pour ce peut-estre que ladicte partie non respondant n'a pas ouy ne entendus que lesdits faits ayent esté plaidés, ou pource que son avocat a obmis d'y respondre, touttevoies, pour la rigueur du stile, icelle partie ne sera pas receue à y répondre, ne le adjoindre à ses écritures, quelle que réfusion de despens qu'elle offre faire, dont souvent plusieurs parties sont dommagées et intéressées.

Si semble, sous correction, que pour relever les parties litigantes de telles pertes et dommages, et affin que les causes, faits, raisons et allégeances, tant de fait comme de droit, qui peuvent servir à la justification, soustenance et deffense des droits des parties, fussent mieux connues, et examinées, et digérées, et bonne justice estre à chacune partie administrée, l'on pourroit bien statuer et ordonner, en corrigeant cette rigueur de stile, et en suivant le stile de la court du Chastelet de Paris, et d'autres courts de ce royaume, conformes à icelny, que les parties, après les écritures entrechangées et veues, pouroient à icelles amplier par manière d'additions, et chacune partie respondre aux additions de la partie adverse, en communiquant par les avocats leurs écritures l'un à l'autre; et que pour ce faire les parties ayent un brief délay, sans trop proteller ou retarder la procédure de la cause.

Les art. IX *et* X *du même chapitre*, Archiv. législ., I, 772, *devraient, comme l'indique notre manuscrit, être placés entre les art.* VI *et* VII, ibid., 771.

Au chap. XVII, Archiv. législ., I, 812, *il s'est trouvé que, sans discontinuation de la copie, dans le manuscrit sur lequel nous avons publié la coutume de* 1481, *un feuillet entier avait été omis par le copiste, et que cette omission nous a fait confondre le commencement de l'art.* IV, ibid., *p.* 814, *avec la fin de l'art.* VI, *et passer tout l'art.* V; *ainsi, p.* 814, *ligne* 8, *il faut ajouter :*

.....du cas à luy imposé, et comme tel soit levée et ostée à pur et à plain la main de justice mise et assise à son corps, et aussy à ses biens, se mise y a esté, et silence imposé sur ledit cas à toutes ses parties adverses; et s'aucuns d'eulx se rendoit accusateurs, dénunciateurs, partie formelle, ou administrateurs de tesmoings, comme [*sic*, contre ?] lui, soient condempnez en ses despens, dommaiges et intérestz, offrant à prouver, etc. S. D.

[VI.] Sur ces propos et conclusions, auront les deffendeurs s'il leur plaist tous les délaiz ordinaires comme en action personnelle, puis pourront proposer telles deffences qu'il leur plaira, ou pourront les parties privées adjournées dénommer et advertir audit procureur fiscal ce qu'ilz sçavent à la charge du prisonnier, en eulx rapportant audit procureur d'en faire la poursuicte et conclusion, et en déclairant par eulx que autrement ne se vuellent rendre partie, et partant seront mis hors de cours, sans despens ne amende; et demoureront en procès l'exposant prisonnier demandeur d'une part, et ledit procureur deffendeur d'autre part, lequel procureur, pour empescher les requestes et conclusions dudit demandeur, doit proposer toutes les charges dont il est informé et instruit : et s'il a aucunes informacions par escript, le doit mectre devers le juge, et requérir préalablement que contre ledit prisonnier soit procédé criminellement et extraordinairement; et s'il

confesse le cas, conclure affin de pugnicion capitale, ou comme le cas le requiert. S. D.

[VII.] Et au contraire le prisonnier se puet justifier. . . . .

A la suite du chap. XIX, Archiv. législ., I, 819, *ajouter les deux chapitres suivants, dont le second n'était pas même indiqué dans notre table*, ibid., *p.* 762.

[XX.] *Des procès sur taxacion de despens.*

[I.] Quand ung des litigans a obtenu [contre] l'autre, par sentence diffinitive, condempnacion ou appoinctement du juge, adjudicacion de despens qui ne sont taxez promptement sur-le-champ dès qu'ilz sont adjugez, mais en est la taxacion réservée en diffinitive, celui qui a obtenu et qui veult poursuir la taxacion, doit ès auditoires où l'en plaide par escript, ou par registre, lever commission du juge, et par vertu d'icelle faire adjourner et condempner [*sic*, le condempné] à veoir taxer lesdis despens, et sur ce, et en oultre, procéder selon raison. S. D.

[II.] Au jour de l'adjournement, le demandeur requérant ladicte taxacion doit venir et comparoir en jugement en personne, ou par procureur, garny de sa sentence, condempnacion en despens, contenant l'adjudication desdis despens, ensemble de la commission par vertu de laquelle l'ajournement est faict, avec la relacion par escript, ou de vive voix, du sergent qui a faict l'ajournement; et doit proposer et ramener à fait le contenu ès dictes sentences, condempnacion, ou appoinctement, et en ses exploix les mectre devers la court, et sur ce requérir que ses despens lui soient taxés à telle somme qu'il puet nommer, ou à autre somme raisonnable, offrant bailler la déclaracion par escript des parties d'iceulx despens, s'il est ad ce appoinctié. S. D.

[III.] Se l'adjourné deffendeur en ceste instance n'est présent en personne, ou par procureur, ledict demandeur doit avoir deffault contre lui, lequel deffault ne porte point d'amende à justice; mais il porte tel prouffit qui dès lors se doict jugier, que en l'absence dudict adjourné, et sans plus le évocquer, le juge procédera, ou fera procéder, à ladicte taxacion, comme de raison; et pour ce faire, se la matière est grande, appoinctera le demandeur à bailler par escript la déclaracion desdicts despens à certain jour, auquel, s'il la baille, le juge le recevra, verra, et de son office diminuera et modérera ce qui fait à diminuer et modérer, et, le tout veu, asserra sa taxacion. Ou se bon semble au juge, pour éviter plus grans despens, il les taxera sur les actes,

exploix, et pièces du procès, et en baillera ses lettres de taxacion et exécutoire audict demandeur, qui, par vertu d'icelles, pourra faire exécuter sa partie adverse pour lesdictz despens. S. D.

[IV.] Et se le deffendeur vient et compare au jour qu'il est adjourné à veoir taxer lesdicts despens, et il veult empescher la taxacion, et avoir délay pour ce faire, il n'aura autre délay que absence de conseil, lequel délay ne lui doit estre reffusé, pour tant s'il le a eu en la cause principale; et après ledict délay doit dire se que bon lui semble pour empeschier ladicte taxacion; à quoy le demendeur peut repplicquer; et sur ce se puet faire procès sommer; et se la matière le requiert, le juge les appoinctera à escripre par manière de mémoirs; et s'ilz escripvent faictz recevables et neccessaires à examiner, les appoinctera à les prouver, une seule production pour toutes; après bailleront reproches et salvacion. S'il y a faictz déférans, premié les prouveront. Ce fait sera conclud en cause, et fait droit sur ceste instance. S. D.

[V.] Et [*sic, Se?*] le deffendeur ne veult ou scet dire chose qui puisse empescher la taxacion des despens, il puet consentir, se bon lui semble, pour éviter multiplication de despens, qu'ilz soient taxés sur les actes, exploitz, arrements et pièces du procès; ou, s'il veult, le demandeur sera tenu d'en bailler déclaracion par escript, et pour ce faire aura délay. S. D.

[VI.] Après ceste déclaracion de despens baillés par escript par le demandeur, le deffendeur baillera, s'il veult, diminucion au contraire dedans certains tems qui pour ce faire lui sera prescript; et, ce fait, le juge verra les déclaracion et diminucion; et s'il vojd qu'il y ait faictz neccessaires à prouver, les appoinctera à prouver; et sur ce sera faict procès sommer, tel qu'il est dessus déclairé, et droit sur icellui. S. D.

[VI.] Et s'il advenoit que au jour que le demandeur auroit fait adjourner sa partie adverse à veoir taxer despens, icellui demandeur ne comparust pas, l'adjourné auroit congié de court, portant prouffit de ses despens de la journée; mais pourtant ne perderoit pas le demandeur son action desdictz despens à lui adjugiez, ainçois pourroit, après reffusion par lui fait au deffendeur de ses despens dudict congié, faire derechief adjourner ledit deffendeur à veoir taxer sesdictz despens à lui adjugez. S. D.

[XXI.] *De cession de biens.*

[I.] Cession et habendon de biens se puet faire en jugement par chacune personne poure, indigente, et non puissante de payer ses debtes à ses créanciers, qui pour icelle debte font détenir le debteur en prison comme

obligié ou condempné à icelles debtes payer, ou l'en tiennent en procès et doubte estre condempné et contrainct par détencion et emprisonnement de son corps; laquelle cession n'est introduicte, ou par cause [*sic*, permise?], sinon pour obvier à l'emprisonnement et détencion du corps du debteur, et non pas pour empescher la prise et vendicion de ses meubles et héritaiges; car, en faisant la cession, celui qui la fait est tenu de confesser à ses créanciers, et à chacun d'eulx, les debtes qu'il leur doibt, et, pour icelles, leur cedder et habandonner tous ses biens meubles et immeubles, où qu'ilz soient, et de jurer et affermer par serment pardevant le juge qui reçoipt la cession, dont [est justiciable?] ledict cédant, qu'il n'a de quoy il puisse payer, qu'il n'a riens recellé ne destourné de ses biens, et que s'il puet revenir à fortune de biens, il fera satisfacion à sesdicts créanciers; et, en signe d'icelle cession, doit ledict cédant descindre se sainture, et deffuler son affulure, et bailler sa bourse, s'aucune en a, et tout mettre au pied du juge; et, ce faict, le juge le reçoit à icelle cession, en parmettant à sesdicts créanciers de prendre par justice les biens dudict cédant, les faire vendre et adénerer à qui plus, à cry et en lieu publicque; et, des deniers venans de la vendue, doivent estre payez par contribucion, au march la livre. S. D.

[II.] Mais se entre les créanciers en y avoit aucuns plus prévilégiez que les autres, comme se ilz avoient ypothecques constituées pour leurs debtes sur les héritages du cédant, ou aucuns d'iceulx, ou se à une femme estoit deue debte pour son apport, ou pour son doaire, ou se le debteur avoit impignéré et mis en gaige aucuns des meubles ès mains d'aucuns ses créanciers pour seureté de leurs debtes, tels créanciers ne vendroient pas à contribucion, s'il ne leur plaisoit; ains seroient les premiers et entièrement payés, se les héritaiges et meubles y pouvoient fournir. S. D.

[III.] La cession se puet faire par tel debteur, pardevant le juge devant lequel il est en procès, ou de l'auctorité duquel il est détenu prisonnier pour ses debtes; et puet le debteur faire adjourner [devant?] ledit juge tous ses créanciers, pour veoir par icellui debteur faire ladicte cession. Et s'aucuns en y a qui ne soient subjectz dudict juge, ledict debteur doit impétrer de lui commission réquisitoire au juge de qui ilz sont subgectz, pour, de son congié, les faire adjourner pardevant ledict juge donneur de la commission; lequel autre juge ne doit reffuser le congié, mais le doict octroyer et souffrir en ayde de droits, puisque le debteur est prisonnier, ou traict en cause pour ses debtes, devant icellui juge donneur d'icelli commission. S. D.

[IV.] Ou se bon semble audict debteur, soit qu'il soit détenu prisonnier,

ou traict en cause pardevant quelque juge que ce soit, ou qu'il ne soit encore prisonnier, ne en procès, il puet, par vertu d'une commission donnée du juge royal ès fins et termes duquel ses créanciers sont demeurans, faire adjourner pardevant lui sesdicts créanciers, pour veoir par lui faire ladicte cession; et s'il est détenu prisonnier, sera mandé par icelle commission le eslargir jusques au jour qui suievera l'adjournement, en baillant telle caucion qu'il plaira bailler, et faire deffense à sesdictz créanciers que pendant le temps dudict ajournement, ils ne procèdent contre lui à emprisonnement de son corps, ne par censure ecclésiastique, à [*sic, ou?*] sentence d'excommunication, sur peine d'amende à appliquer au roy. S. D.

[v.] Et se ses créanciers estoient demourant en divers baillages royaulx, et il vouloit contre eulx user de ladicte cession, il la lui fauldroit faire en chascun bailliage royal à par soy, sinon qu'il feust détenu prisonnier ès termes d'un bailliage royal; auquel cas il pourroit, par commission réquisitoire du bailly, les faire adjourner, et en actraire illecq la jurisdiction et cognoissance. S. D.

[TROISIÈME PARTIE.]

A l'art. 318, Archiv. législ., I, 823, *ajouter :*

.....se elle ne choisit avoir les meubles comme noble; car se elle veut, elle les aura à la charge des dettes, comme il est dit cy-devant. Et ne préjudicieront à elle la reconnoissance et obligacion de son apport passés par son marit, sinon que par icelles il apparût qu'elle se fût liée à non pouvoir avoir aultre choix que de ses doaire et apport; en ce cas les conventions d'entre les parties seront exécutées. C.

L'art. 316, Archiv. législ., I, 822, *se trouve rejeté après l'art.* 321, ibid., 824, *et rédige en ces termes :*

Doaire coustumier de la femme vesve du marit noble est tel, que s'il y a chastel, forteresse, ou maison noble, elle y aura sa demourance sa vie durant; et sy joïra sa vie de la moictié de tous les héritaiges nobles, ou non nobles, qu'il tenoit au jour qu'il l'espousa, en quelque lieu qu'elle (*sic*) soient assis, s'il n'y a coustume loyalle à ce contraire; et sy, durant ledict mariage, sont esleu [*sic, escheu?*] audict marit par succession en ligne directe aucuns héritaiges, assis soubz la coustume de Champaigne, elle y aura son doaire, et en joyra de la moictié sa vie durant. S.

Après l'art. 346, Archiv. législ., I, 829, *ajouter :*

Mais quant au droit du baillistre, il semble que ce soit chose bien dure et desraisonnable qu'il face sien tous les meubles, et que les poures enffans mineurs, qui perdent père et mère, en soient privez ; parquoy plaise à messieurs les commissaires sur le faict des coustumes refformer ledict coustumier, et statuer [que?] les baillistres doresenavant auront seulement les fruictz des héritaiges, et non les meubles, qui montent aucunes foys autant que les héritaiges ; ou autrement en ordonner, ainsy que verront estre de raison. S.

Dans l'art. 398, Archiv. législ., I, 839, *après ces mots :* sont tenus et mouvans, *le manuscrit* C. *ajoute :*

Jà çoit ce que tant qu'elle se tient en viduité, elle doive seulement hommage, et non relief ; lequel relief, au regard de la garde, se prendra sur les revenus desdits fiefs, et aux dépens desdicts enfans, auxquels le compte en est dû, et au regard du bail qui fait les fruits siens.

En tête de la coutume de 1481, le copiste du manuscrit S. D. *a transcrit un Mémoire que nous croyons devoir reproduire ici.*

Copie d'un Mémoire qui est au commencement de l'ancienne coustume de Vermandois, imprimée à Paris par Charles Langelier, in-12, l'an 1539.

Cas privilégiés au roy seul, et dont la connoissance appartient aux juges roiaux seulement.

1. Infraction de sauve-garde du roy notredit seigneur.

2. Connoissance des personnes qui commettent crime de lèze-majesté, desquelz le roy a la confiscation de leurs biens meubles et immeubles, en quelque seigneurie et jurisdiction qu'ilz soient, sans paier nulles dettes.

3. Connoissance des personnes qui forgent et font faulse monnoie, et de ceux qui en usent sçachans lesdittes monnoyes êtres faulses, et des marchands qui la portent et vuident.

4. Connoissance des personnes qui trangressent les ordonnances roiaux, et par espécial qui concernent le roy et les droits de la couronne.

5. Connoissance du domaine du roy.

6. Connoissance des dettes dues à iceluy seigneur.

7. Connoissance des abus et délits commis et perpétrés par les officiers du roy notredit seigneur, exerceans leursdits offices.

8. Connoissance des injures dites et proférées aux officiers du roy notre sire, en exerceant leursdits offices.

9. Connoissance des personnes qui enfraignent les asseuremens par eux baillés en jurisdiction et justice du roy.

10. Connoissance des crimes et délits commis et perpétrés par personnes bastards et aubains.

11. Connoissance des excès, crimes et délits commis et perpétrés à port d'armes, et assemblée de gens.

12. Connoissance des excès et délits faits et commis par contemnement.

13. Connoissance des crimes et délits commis de guet à pens, et de propos délibéré.

14. Connoissance par prévention de crimes capitaux.

15. Connoissance des personnes qui bouttent feu roiaulment et par subtilité.

16. Connoissance des personnes obligées sous le scel roial.

17. Connoissance des personnes qui falsifient les lettres données par le roy en sa chancellerie, pareillement celles qui sont scellés du scel du roy en le baillage de Vermandois.

18. Connoissance des personnes qui dient aucunes injures, opprobres et vilenios de la reine, de messieurs ses enfans, et de Mess[rs] du sang royal.

19. Connoissance de la reddition des comptes de testamens, quand les testateurs ou les exécuteurs ont soumis lesdits testamens au roy notre sire, ou à ses officiers, ou que par prévention lesdits officiers du roy ont fait adjourner lesdits exécuteurs pour rendre leursdits comptes.

20. Connoissance par prévention des cas de nouvelleté, et de simple saisine.

21. Connoissance des amortissements généraux par tout le royaume.

22. Connoissance des excès, crimes et délits commis et perpétrés par personnes nobles.

23. Connoissance des personnes exemps par apel de la justice dont ilz sont sujets, pendant et durant le temps des appeaux.

24. Connoissance des personnes non nobles qui tiennent des fiefs nobles.

25. Connoissance des mineurs, femmes, veuves, orphelins et misérables personnes.

26. Connoissance de l'enthéri[ne]ment des lettres de rémission et pardons donnés par le roy notre sire.

27. Connoissance des abolitions générales et particulières.

28. Connoissance de l'entérinement des répis donnés par le roy, et des personnes qui empêchent et veulent empêcher impétrans d'iceux, jouir desdits répis, et depuis l'entérinement d'iceux.

29. Connoissance des gens d'église, leurs familiers, sergens et officiers, qui sont en la garde du roy notre sire, quand aucuns excès ou délits leurs ont été faits.

30. Connoissance par prévention des personnes qui renient et maugréent le nom du Dieu notre créateur.

31. Connoissance des personnes qui font et commettent usure, tans des usuriers publics comme des usuriers secrets.

32. Connoissance des attentats commis et perpétrés depuis lesdittes apellations interjettées, lesquelles se relèvent et doivent relever des assises de Mons[r] le bailly de Vermandois.

33. Connoissance des personnes qui enfraignent saisie et main mise du roy notre sire.

34. Connoissance de l'exéoution des sentences données par les baillifs royaux.

35. Connoissance des personnes qui font et commetent monopole contre le roy ou la chose publique.

36. Connoissance des sujets du roy sans moien.

37. Connoissance des malfaiteurs qui sont pris en leurs délits par les officiers du roy.

38. Connoissance des fautes commises et perpétrées par les tabellions royaux, et lettres de contrat qu'ilz passent.

39. Connoissance, punition et correction des crimes capitaux commis et perpétrés par personnes bastards, espaves, ou aubains, en telle manière que si aucun haut justicier en vouloient connoître, cê ne leur [compette?] ne appartient.

FIN DE L'APPENDICE.

STATUTS

DES

CORPORATIONS ECCLÉSIASTIQUES ET CIVILES.

---

§. I.

STATUTS ÉMANÉS DES ARCHEVÊQUES.

ARCHIVES

LÉGISLATIVES

DE LA VILLE DE REIMS.

I.

PRECEPTA SYNODALIA ECCLESIE REMENSIS [1].

Bibl. de Reims, ms. 856-861. — Livre Rouge du chap., fol. 238. — Cart. AB, fol. 57. — Cart. E du chap., fol. 44. — Édit. faite vers 1515. — Actes de la province eccl. de Reims, pag. 514.

[1] Nous avions depuis longtemps transcrit ces préceptes, et nous étions sur le point de les livrer à l'impression, lorsque Mgr l'archevêque de Reims voulut bien nous adresser les deux premiers volumes des Actes ecclésiastiques de sa province, actes dans lesquels ces preceptes ont été insérés. Nous regrettons vivement de n'avoir point connu plus tôt les projets du savant prélat; jaloux d'alléger en même temps ses travaux et les charges du budget qui subvient si généreusement aux frais de notre publication, nous nous fussions empressé d'offrir nos copies pour une œuvre qui avait dû primitivement faire partie de la nôtre (voir Prolégomènes, p. 3 et 116), et qui maintenant en devient le complément naturel. Mais, à défaut d'une offrande que nous eussions voulu faire complète, il ne nous reste plus qu'à indiquer quelques corrections que nous avait fournies la collation du ms. 856-861 (Bibl. de Reims), dont s'est principalement servi Mgr l'archevêque, avec le Livre Rouge et les cartulaires E et AB du chapitre, et surtout avec l'édition si rare publiée avant 1515, dont l'unique exemplaire que nous connaissions a été offert, en 1725, au chapitre de Reims, par son doyen Jean Lebègue.

1°. Toute la dernière partie du IVe précepte du IIe lieu, à dater de ces mots : *confessor confessum*, a été omise dans l'édition princeps;

2°. L'addition qui, dans les Actes de la province rémoise est placée après le VIIe précepte du IIIe lieu, doit être reportée immédiatement après le IVe précepte du même lieu;

3°. Dans le Ier précepte du XIVe lieu, la nouvelle édition porte comme le ms. 856-861, *ipsas* [*citationes*] *deferunt maliciose presbyteris exequendas*... Il fallait : *ipsas differunt maliciose portare presbyteris exequendas;*

4°. La nouvelle édition omet, comme le ms. 856-861, les deux derniers préceptes du XIVe lieu. Nous les rétablissons ici :

« VI preceptum. *Quid agitur tempore generalis interdicti.* Tempore generalis interdicti lati in terram, vel districtum, denegantur regulariter omnia quecumque ecclesiastica sacramenta, et ecclesie subsidia, nisi specialiter a jure sit aliud concessum; et hoc pro regula.

« VII preceptum. *Gratie permisse in tempore generalis interdicti.* Sequuntur gracie permisse : Baptisma parvulorum; penitencie morientium, et eciam viventium, quia tanquam infirmi ad penitentiam sunt admit-

II.

[ORDO RECEPTIONUM, FORMA JURAMENTORUM, NOTITIA DIGNITATUM ECCLESIE REMENSIS[1].]

[§. I. ORDO RECEPTIONUM.]

[I.] Ordo prime receptionis domini remensis archiepi-

tendi, dum tamen non sint excommunicati, qui admitti non debent nisi in articulo mortis; confirmatio et viaticum, sive communicatio morientium; nec deberet, tempore interdicti generalis, in locis interdictis, eucharistie sacramentum quod est viaticum, ministrari, nisi morientibus. *Item*, clerici de loco possunt promoveri ad ordines. *Item*, indifferenter layci possunt in ecclesia interesse ad audiendum verbum Dei, dum nonnullum* divinum officium audiant. *Item*, singulis diebus in ecclesiis et monasteriis misse celebrantur, et alia dicuntur divina officia, sicut prius, submissa tamen voce, januis clausis, campanis non pulsatis, excommunicatis et interdictis expulsis; et licet persone de terra interdicta, non sint interdicte, et possunt admitti ad divina audienda, et eciam ad ecclesiastica sacramenta extra terram interdictam, tamen durante interdicto, in terra interdicta non sunt aliquatenus admittende; verumptamen clerici, et alii, de extra terram venientes, si non sit aliud canonicum quod obsistat quam interdictum in terra, possunt admitti ad audienda divina, undecumque sint clerici et layci extranei. *Item*, clericorum cadavera sine pulsatione campanarum, cessantibus solempnitatibus omnibus, cum silentio tumulentur; ultima unctio, reconciliatio post partum mulieribus, ecclesiastica sepultura, laycis denegantur. Ad contrahendum matrimonium, dimittendi sunt contrahere volentes; debet tamen defferri solempnizatio; tamen potest curatus extra terram interdictam, presentibus suis parrochianis de terra interdicta, missam celebrare de permissu curati loci in quo celebrabit, et sic benedicere nubentes. *Item*, in festivitatibus Natalis Domini, Pasche, Penthecostes, et Assumpcionis gloriose Virginis, campane pulsantur, et januis apertis divina officia sollempniter, alta voce, celebrantur, admittendo parrochianos, eciam loci interdicti, excommunicatis dumtaxat exclusis. »

5°. Dans le synode du 15 avril 1393 (v. s.?), dont le texte se trouve dans le ms. 856-861, et dans l'édition princeps, à la suite des préceptes synodaux, celle-ci contient le fragment suivant qui devrait être placé entre les §§. v et vi de l'édition nouvelle.

« Precipimus decanis ut infra quindecim dies post reversus eorum ad partes suas, sub penis vigenti solidorum parisiensium, omnes curatos suos coram se evocent, ac eis supra penis supradictis precipiant et injungant, auctoritate predicta, ut infra alios quindecim dies omnia alia (*sic*) nomina parrochianorum suorum excommunicatorum, cujus auctoritate, qua occasione, ad cujus instantiam, a quo tempore sunt excommunicati in scriptis redigant, et hujusmodi scripturam decano suis sigillis sigillatam tradere non obmittant, quodque decani infra alios octo dies subsequentes registrario curie nostre remensis mittere, vel asserere, procurent; et sic faciant de suis parrochianis excommunicatis decani supradicti. »

[1] L'opuscule auquel nous donnons ce titre est sorti de la plume de Guillaume Filiastre, cardinal du titre de Saint-Marc. Filiastre, pour le composer, s'était servi des anciennes formules et de l'ancien rituel de l'église de Reims. Malheureusement sa rédaction, mieux adaptée aux besoins de son siècle que ne

* Le Livre Rouge : *dummodo nullum officium*.

scopi in ecclesia remensi, compositus [1] per reverendissimum dominum Guillermum Filliastri, utriusque juris doctorem, ac ejusdem remensis ecclesie decanum, et postea romane ecclesie presbyterum cardinalem, de veteribus moribus ecclesie remensis non scriptis [2].

Primo, ipso die quo recipiendus est dominus archiepiscopus, mane plus solito debet in ecclesia remensi divinum officium celebrari, ut officium receptionis et misse completum sit ante meridiem.

Item, quia die dominico aptum et consuetum est id fieri, complendum est ipsum officium divinum usque ad processionem exclusive, et parari debent ipsa die chorus et altare sicut in grossis duplicibus festis.

Item, post illud completum officium, debet processio ecclesie remensis ordinari in choro ejusdem ecclesie in qua debent esse canonici SS. Symphoriani, Dyonisii, et S. Nutricis remensium, et debent in ipsa processione defferri due cruces per duos subdiaconos canonicos eccle-

l'étaient les précédentes, a fait disparaître les précieux monuments dont elle ne présentait qu'une modification; et c'est à peine si une formule du IXe siècle, et quelques actes du XIIe, que nous avons donnés ou indiqués, *Archives administratives*, I, p. 59, et que nous reproduirons en partie avec quelques variantes à la fin de cet opuscule, nous permettent de soupçonner les changements introduits par Filiastre dans sa compilation. Mais telle qu'elle subsiste, cette compilation nous a paru fort curieuse. Elle offre en peu de lignes tout l'exposé du cérémonial, des obligations, de la hiérarchie du chapitre dans sa constitution intérieure, telle qu'elle avait été, à quelques variantes près, depuis Hincmar, telle qu'elle était en 1400, et telle qu'elle subsistait encore en 1789. L'édition que nous en donnons est conforme, pour les deux premières parties, à l'original écrit de la main même de G. Filiastre, et tout surchargé des ratures et des corrections qui témoignent d'un premier travail. La troisième partie, qui manque dans l'original, est publiée d'après deux manuscrits du XVIIe siècle qui ont été entre les mains du chanoine Lacourt, et qui maintenant font partie de la bibliothèque de Reims, où ils sont classés sous les nos 860-852 et 892-879. Ces derniers manuscrits, qui offrent une copie complète de l'opuscule de G. Filiastre, ne sont pas entièrement conformes à l'original dans les deux premières parties; mais les variantes qu'ils contiennent ne méritent pas d'être signalées.

[1] [Ce recueil a été dressé?] « en vertu « d'une conclusion du 1er août 1410. » *Note marg.*

[2] Ces derniers mots sembleraient indiquer que la première partie de l'opuscule de Filiastre n'a été composée que d'après les traditions du chapitre; cependant, la copie des mss. nos 860-852 et 892-879 donne à cette même partie un titre qui affirme le contraire; voici ce titre : *Ordo prime receptionis domini remensis archiepiscopi in ecclesia remensi, extractus et compositus a libris et consuetudinibus antiquis dicte ecclesie, per reverendissimum G. Filiastri utriusque juris doctorem, et ejusdem ecclesie remensis decanum, et postea tituli S. Marci evangeliste, S. romane ecclesie, presbyterum cardinalem.*

sie remensis, aqua benedicta, cerei duo quilibet duarum librarum cere, et incensoria pulchriora, per pueros ecclesie remensis.

Item, prepositus vel decanus, aut major post illos, si dyaconus fuerit, vel sacerdos, excepto cantore cui ex officio suo incumbit aliud agere in processione, portat textum Evangelii ante pectus suum, ad presentandum domino pontifici, et eum recipiendum.

Item, in ipsa processione debent esse presentes quatuor curati quatuor ecclesiarum parrochialium civitatis remensis, videlicet SS. Petri veteris, Hylarii, Symphoriani et Stephani, capis sericis induti, ad portandum velum sericum super dominum pontificem recipiendum, quod velum plicatum portabunt usque ad receptionem dicti domini pontificis coram S. Dyonisio.

Item, in hoc spatio temporis sint exploratores in via S. Remigii, qui sciant et renuncient in ecclesia remensi quando dominus pontifex veniens de S. Remigio erit ante domum Cordigerarum, et hoc velociter nuntient; quia extunc poterit dicta processio locum debitum adire.

Quo nunciato, procedat ordinate ipsa processio, omnes capis sericis induti, etiam si sit in hyeme, usque ad conum domus elemosine S. Dyonisii; et in illo vico sic ordinetur dicta processio, quod majores cum textu Evangelii, crucibus, cereis, et thuribulis, sint a parte ecclesie S. Dyonisii, minores vero a parte ecclesie remensis, in duobus choris bene ordinatis, cantore et succentore cum baculis argenteis in ipsa processione semper existentibus.

Item, quod stante ibi processione, baillivus capituli, cum servientibus capituli, diligenter custodiant portam civitatis que dicitur S. Dyonisii, que ad capitulum remense pertinet, ne per hominum transitum turbetur ipsa processio.

Item, quod adveniente domino archipresule, et per abbatem S. Remigii, vel alium pro eo, presentato collegio ecclesie remensis, ordinatus ad portandum textum Evangelii, ut supra, in dicto cono domus elemosine S. Dyonisii ipsum recipiat.

Et quia abbas, vel alius pro eo, utitur talibus verbis : « Ecce pastor vester, successor B. Remigii, ipsum vobis presentamus; » respondeat recipiens pro capitulo remensi, eumdem dominum archipresulem apprehendendo per manum, sic dicendo : « Et nos ejus congaudentes ad-

ventui, caris affectibus, et letis animis, ipsum reverenter suscipimus B. Remigii successorem. » Quo sic recepto, idem recipiens offert domino pontifici aspersorium aque benedicte qua se aspergit, postea textum Evangelii apertum quem osculetur. Demum idem recipiens ipsum thuribulat cum incenso; finaliter traddit sibi textum Evangelii ecclesie remensis quem recipit, dimisso illo S. Remigii, et portat in remensem ecclesiam ante pectus suum.

Tunc archidiaconus remensis cappa serica indutus, ipsum dominum pontificem recipit, e latere sinistro cum eo procedens ad portas remensis ecclesie.

Quatuor curati supradicti extendunt super eum velum sericum; cantor incipit responsorium : *Honor*, etc., et tum incipiunt pulsari omnes campane ecclesie. Et his factis cruces festinant ad primos gradus versus ecclesiam, aqua benedicta, cereis, et thuribulis, procedentibus coram ipso domino pontifice, ob reverentiam textus Evangelii, et ita proceditur cantando dictum responsorium usque ad portas ecclesie, servientibus et gentibus domini remensis custodientibus vicos et impetum gentium, ne processionem turbent.

Item, domino archiepiscopo proveniente ad portas ecclesie, fit statio et archidiaconus eum ducens, ipsum in ecclesiam introducit, hec verba proferens : « Ecce, reverendissime pater, ego remensis archidiaconus, vos in hanc vestram ecclesiam in nomine Domini introduco, hanc igitur caris amplexibus et devotis suscipite sponsam vestram honorabilem, et decoram; nunc ingrediamini thalamum sponse vestre, ut in eo pro tempore quiescentes, sic hujus spiritualis matrimonii onera suportetis, quod post palmam laboris et meriti, ad principatus celestis participium, et quietem eternam, valeatis feliciter pervenire. » Dominus archiepiscopus, et astantes, respondeant : *Amen*, et tunc intrent ecclesiam; quo in eadem ingresso, statim curati supradicti deponunt velum predictum.

Et si archydiaconus remensis absens fuerit, vicarius ejus canonicus remensis, et non alius, pro eo dictum dominum archiepiscopum in ecclesiam remensem introducit, sic dicens : « Reverendissime pater, ego vicarius domini remensis archidiaconi, et ejus vice ac nomine, vos in hanc vestram ecclesiam in nomine Domini introduco, » ut supra.

Aut si archydiaconus remensis nullum habeat vicarium, vel ipso die vacet archydiaconatus, canonicus a capitulo remensi deputatus predicta faciat, sic dicens : « Reverendissime pater, ego nomine capituli remensis supplendo vices remensis archidiaconi, vos in hanc vestram ecclesiam in nomine Domini introduco, » ut supra.

Hoc facto, post finitum responsorium : *Honor,* inchoatur a cantore et canitur a choro antiphona : *Beata Dei genitrix Maria;* et canitur organis. Interim procedit processio in chorum, et dominus archiepiscopus, archydiacono, vel alio de predictis, eum associante, ut supra, transeat usque ante majus altare, et ibi genibus flexis in parato oratorio faciat orationem secretam.

Archiepiscopum autem ab oratione surgentem recipit archidiaconus, vel alius de predictis, et ducit ad cordas campanarum, et per traditionem earum, vel unius, domino archiepiscopo, ipsum in corporalem possessionem ecclesie inducat, dicens : « Accipite per hos funes possessionem corporalem hujus ecclesie vestre, et sicut hiis funibus et campanis excitatur fidelium devocio, et laus Deo personatur, sic et opera vestra bona lucentia coram hominibus, per exempla virtutum, gregem vestrum post se ad Deum trahant, voxque predicationis et doctrine mentes excitet et instruat ad Dei dignas laudes, et consequenda premia sempiterna. » Respondeatur *Amen*.

Post hec idem archydiaconus, vel alius ut supra, ducit eundem dominum archiepiscopum quem chorus sequitur ab utraque parte ad cathedram S. Remigii, retro altare B. Marie Magdalene non paratam, quia preciosior est omni ornamento forensi; et eam sibi assignat in sedem archiepiscopalem, eumque sedere faciat in ea, hec verba proferens : « Reverendissime pater, ego remensis archidiaconus, » vel alius pro eo ut supra, « hanc S. Remigii cathedram vobis ejus successori assigno; sic igitur super eam sedeatis, ut in cujus locum succeditis, ejus exempla sectantes, populum vobis creditum doctrinis et operibus instruatis, et mereamini ejusdem vestri predecessoris consorcio feliciter aggregari. » Respondeat dominus archiepiscopus : *Amen*.

Tunc cantor incipit antiphonam S. Remigii, que ibi cantatur a choro, videlicet : *Confessor Domini, Remigi;* qua cantata, dominus archi-

episcopus stando dicit : *Ora pro nobis, B. Remigi*, et demum quasi legendo orationem : *Deus, qui populo tuo*, etc., etc.

Postremo dominus archydiaconus, vel alius pro eo, ut supra, eundem dominum archiepiscopum ducit in stallum chori primum in dextra parte, versus navem ecclesie, quod stallum debet esse paratum ante et retro, per custodes laicos, et ibi eundem dominum pontificem installat dicens : « Reverendissime pater, post adeptam sedem cathedre pontificalis ad eruditionem et doctrinam vestri gregis, stallum istud in choro isto vobis assigno, locum utique orationis vestre ad Dei cultum, et divine laudis organa personanda, ut labor eruditionis et doctrine vestris etiam orationibus adjuvetur, quatenus vobis totoque gregi vestro fructum et premium afferat glorie sempiterne, quam vobis et nobis concedere dignetur unigenitus Dei filius, qui cum Deo patre, et Spiritu Sancto, vivit et regnat in omnia secula seculorum. » Respondeat archiepiscopus : *Amen*.

Hoc facto, archydiaconus, vel alius installans, aspiciens altare incipiat alta voce : *Te Deum laudamus*, et chorus prosequatur usque in finem ; et quandiu canitur *Te Deum*, dominus archiepiscopus debet esse flexis genibus super cussino ante dictum stallum parato. Quo per chorum dicto, surgit dominus archiepiscopus, et mitra amota, dicit versum : *Ora pro nobis, sancta Dei genitrix*. Respondetur a choro : *Ut digni efficiamur promissionibus Christi*. Deinde dicit : *Oremus : concede nos*, etc. ; vel si sit in Adventu : *Deus, qui de B. Marie virginis utero*, etc. ; et si sit inter Nativitatem Domini, et Purificationem B. Marie, dicit versum : *Post partum*, et orationem : *Deus, qui salutis eterne*, etc.

Deinde dominus archiepiscopus intrat vestiarium, sive capitulum, secreto, ante caminum, et ibi abluit pedes, si venerit nudis pedibus ; et exinde cum toto collegio ecclesie venit in capitulum, et paucis honestis cum eo, quantum fieri poterit ; sedet in sede sibi parata per dormentarium, et canonici in suo ordine. Tunc ipse dominus archiepiscopus, si voluerit aliquid perorare, hoc faciat, et breviter ; et presidens capituli, vel alius deputatus, ei responsionem gratulatoriam faciat. Quo facto, vel ohmisso, presidens capituli recitat domino archiepiscopo capitulum habere plura jura, consuetudines, et libertates,

in scriptis redactas, quas domini archiepiscopi remenses jurare consueverunt, quas legi audiet, persuadendo ei gratiose ut illas juret modo consueto. Tunc illas legat dominus scholasticus si presens fuerit, vel alius canonicus a capitulo deputatus, videlicet : *Dei gratia Remorum archiepiscopus*, etc., prout inferius describuntur. Quia verba juramenti sunt, quasi loquatur capitulum domino archiepiscopo petendo ab eo illa que ibi continentur; et illis lectis, debet dominus archiepiscopus ire ad majus altare in choro ecclesie, ac librum illas continentem super altare offerre, easque presentibus canonicis, et aliquibus notariis publicis pro responsione sua promittere, et jurare in hanc formam sequentem, que perprius debet esse scripta in libro formam juramentorum continentem. Sequitur forma juramenti :

Hanc ego N. Remorum consecratus episcopus, etc., prout inferius describuntur. Et sit ibi presens textus Evangelii apertus, super quem ipse dominus archiepiscopus ponat ambas manus, vel manum ad pectus; et post illud juramentum prestitum, debet ipse dominus archiepiscopus post illum, scripturam juramenti se manu propria subscribere; vel si est nobilis genere, faciat cum calamo signum armorum suorum sub illa scriptura immediate.

Hoc prestito juramento dominus archiepiscopus revertitur in capitulum, et canonici cum eo, in quo a singulis exhibetur sibi reverentia, primo a dignitatibus, deinde a canonicis, secundum suum ordinem; et dicit quilibet, uno genu flexo coram domino archiepiscopo sedente : *Pax tibi, pater*. Dominus archiepiscopus respondet : *Et tibi, frater*, et osculatur eum. Deinde dignitates presentes que in libris antiquis dicuntur *Personatus*, prestant hominium, prepositus sinistra manu levata solum, ceteri, more communi, duabus manibus junctis.

Post hec revertuntur omnes cum domino archiepiscopo in chorum ecclesie, et exinde fit processio ordinaria, si sit dominica dies, vel alias fieri debeat, et cum capis sericis, sicut in grossis duplicibus, nisi quod versus non cantatur in pulpito, nisi sit festum majoris duplicis. Dominus archiepiscopus in navi ecclesie dicit benedictionem; qua dicta, processio intrat chorum, et canonicus presbiter ebdomadarius dicit orationem ad gradus ante altare, vel incipit Tertiam; et interim dominus archiepiscopus procedit in vestiarium, et parat se ad missam cum pal-

lio, racionali, et ceteris ornamentis necessariis; et cum eo procedunt septem diaconi, et septem subdiaconi canonici. Quibus indutis, et decenter ordinatis, quando dominus pontifex debet intrare chorum pro missa celebranda, debet ad perticam super hostium chori pendere cum tenui filo parvus globus et rarus stuparum, quem, postquam dominus pontifex et tres diaconi osculati fuerint textum evangelicum ad ostium chori, sistentibus ibidem omnibus, cantor cum candela in summitate virge coram domino pontifice accendet, et cum inflammatus cadet, tunc dicet domino pontifici, quasi legendo : *Pater, sic transit gloria mundi.* Et hoc facto, ascendit dominus pontifex cum aliis, ad altare missam solemniter celebraturus; et sciendum est quod si non est festum ipso die, quo in missa Laudes dici debeant, non dicuntur necessario; sed si placet domino archiepiscopo nodos solvere, de quo debet premoneri a cantore, dicuntur Laudes, et dominus archiepiscopus solvit nodos more solito, et cetera more solito complentur. Deinde dominus archiepiscopus cum aliis in vestiarium revertitur; et exutus sacris vestibus, et communi habitu ecclesie indutus, more solito revertitur in chorum, et dicit gratias. Dehinc transit in palacium cum suis, et aliis qui voluerint eum associare, quia nunquam post missam reducitur processionaliter in palatium suum. Et sequitur prandium in quo capitulum debet habere primam mensam post majorem, prope fenestras a parte capelle; et ipso die, quia domini canonici faciunt officium, non dicuntur Vigilie mortuorum. Idem autem modus, et eadem verba servari possunt per dominum archidiaconum remensem, vel ejus vicarium, in installatione episcoporum suffraganeorum provincie remensis, quia illos debet installare de antiqua consuetudine; et debet ad hoc per episcopum procurari, omissis tamen receptione ante ecclesiam S. Dyonisii, cathedra S. Remigii, juramento, homagio, et globo, super quibus standum est consuetudinibus ecclesiarum.

[II.] Forma et ordo receptionum canonicorum, dignitatum, et aliarum personarum ecclesie remensis, extracta a libris et consuetudinibus antiquis dicte ecclesie remensis, per reverendissimum dominum Guillermum Filiastri, utriusque juris docto-

rem, decanum ejusdem, et S. romane ecclesie presbyterum cardinalem.

[1°.] Forma et ordo receptionis canonicorum.

Canonicus recipiendus debet capitulo litteras collationis presentare. Tunc pulsanda est campana capitularis, ut qui voluerint intersint deliberationi. Quibus per capitulum visis, et deliberato quod recipiendus sit, accedit ad presidentem genu flexo, sine capucio, cum tonsura secundum suum ordinem; et si puer est, id est non in sacris ordinibus, [debet esse tonsus ut pueri chori, in habitu decenti, sicut decet virum ecclesiasticum [1]] et hec districtissime observentur; quem presidens verbo admittit dicens : « Ad possessionem canonicatus et prebende istius ecclesie, quos N. obtinebat, vos admittimus, alieno jure salvo. » Et tunc illum induat superpellicium super humeros. Canonicus autem, hoc facto, exeat capitulum, et induat totum habitum competentem, secundum suum ordinem, cum quo revertens in capitulum, prestat juramentum solitum infrascriptum. Quo prestito juramento, decanus, vel ejus vicarius, ducit eum in *Pretiosa*, et sedens coram Crucifixo in vitro, recipit canonicum genu flectentem, et primo exigit ab eo juramentum tale : « Vos juratis, quod estis de legitimo matrimonio procreatus, prout juste nuptie demonstrant. » Canonicus dicet ita : *Juro*. Et debet habere duos canonicos qui jurabunt se ita credere. Deinde decanus tenens librum Evangeliorum dicit : « Ad possessionem canonicatus, et juris canonici hujus ecclesie, vos admittimus per traditionem hujus libri. » Canonicus librum recipiens osculatur. Deinde decanus tenens panem dicit : « Ad possessionem prebende ejusdem ecclesie vos admittimus, traditione hujus panis; » quem panem canonicus recipiens, osculatur. Deinde decanus surgens ducit ad letterinum marmoreum, ubi legitur *Pretiosa*, et exigit ab eo hoc juramentum : « Vos juratis quod, de emendis taxatis per capitulum, non permittetis remitti ultra viginti solidos, nisi ad mandatum regis, vel preces domini archiepiscopi. » Canonicus dicat : *Ita juro*. Et sciendum quod dormentarius debet providere librum Evangeliorum, et panem in

[1] Ces mots ont été soulignés par une main qui a écrit en marge : *Minime observatur hoc tempore*, 1578.

Pretiosa. Et hoc facto revertitur canonicus ad capitulum, et ibi solvit senescallis, vel cavet de solvendo, quatuor libras parisienses pro pane communi. Tunc cantor, vel eo absente succentor, vel illis absentibus deputatus a capitulo, illum ducit in chorum, et sibi stallum assignat in parte chori cujus est prebenda, superius, vel inferius, secundum suum ordinem et officium, quod tunc fiet in choro, et dicet : « Stallum istud in choro vobis assigno ad psallendum Deo, voce, et mente, in quo psallite sapienter. » Canonicus parum sedens, postea flexit genua, et dicit orationem de B. Maria quam volet. Deinde, si est in sacris, revertitur in capitulum, in quo idem cantor, vel alius predictus, sibi locum assignat secundum suum ordinem, et ultimum illius ordinis; et ita impletur receptio.

Et sciendum est, quod canonicus receptus ex pura vacatione, et collatione, debet dormentario ecclesie quadraginta solidos parisienses, et capellano regis vigenti unum solidos parisienses, et curato S. Michaelis, viginti solidos parisienses. Sed si canonicus receptus sit causa permutationis, nec capellanus regis, neque curatus S. Michaelis, pro ipsa receptione aliquid percipient. Item, sciendum est, quod ex privilegio apostolico ecclesie remensi concesso, nullus per procuratorem admittitur ad possessionem prebende, sive dignitatis, aut personatus, vel officii ecclesie remensis in capitulo ejusdem, preterquam authoritate apostolica, nisi fuerit actu presens in capitulo, aut ex gratia speciali ejusdem capituli.

[2°.] Forma receptionis prepositi ecclesie remensis, cui, cum prepositura, collata est prebenda remensis.

Primo admittitur ad canonicatum et prebendam, secundum formam receptionis canonicorum, et eodem contextu admittitur ad preposituram, nihil mutato, nisi quod in recipiendo dicit presidens : « Ad possessionem canonicatus et prebende, atque prepositure hujus ecclesie, vos admittimus; » et hoc mutatur solum in capitulo. Decanus autem recipit in *Pretiosa,* ut est dictum de canonico solo; nec facit mentionem de prepositura.

Item installatio prepositi, si est in sacris, licet non sit presbiter, in choro fit omni hora, in altis cathedris, videlicet in tertia cathedra

dextri chori; si hora misse, a parte altaris; si alia hora, a parte navis ecclesie. Si non est in sacris, cum pueris chori primo loco.

Item preposito assignatur locus in capitulo, in medio, in loco presidentis, si est in sacris; si non est, nullus locus assignatur sibi in capitulo, quia de jure nullam vocem habet in illo.

Post hec prestat juramentum particulare prepositi : videlicet juramentum fidelitatis, quod infra scribitur in juramentis.

Si autem prepositus non habet prebendam, sed solam preposituram cum canonicatu, sine prebenda, admittitur ad solam prepositaram. Sed quia presidere debet in capitulo, et est canonicus, prestat juramentum canonicum, preter ultimam clausulam de fructibus percipiendis indebite; et ultra hoc prestat juramentum prepositi, et installatur in choro, locusque assignatur in capitulo, ut supra.

Et sciendum quod prepositus tenetur in remensi ecclesia personaliter residere, nec licet sibi, sine capituli licentia, extra Remis pernoctare.

Sciendum eciam quod prepositus debet ad sacerdotium promoveri de jure, per C. primum *De etate et qualitate*[1].

[3°.] Forma receptionis decani.

Talis est sicut prepositi; sed si non est presbiter, non installatur in altis sedibus. Si presbiter est, installatur in sinistra parte chori, in secunda cathedra, sive a parte altaris, sive navis ecclesie, et eadem servatur distinctio, si non habet prebendam; et forma juramenti eadem, quia presidet in capitulo, absente preposito.

Si non est presbiter, installatur in cathedris superioribus, vel inferioribus, secundum suum ordinem et officium quod tunc fiet in choro; si dyaconus, in primo loco; si subdiaconus, primus subdiaconorum a parte altaris.

In capitulo eciam assignatur sibi locus immediate post prepositum a parte sinistra, si tamen est in sacris, alias non.

Idem decanus tenetur ad residenciam personalem, et habet curam animarum omnium personarum ecclesie.

[1] *Decretal.*, lib. 1, tit. xiv.

Item ad decanum pertinet inspicere et cavere quod persone ecclesie decentem habitum et tonsuram deferant, et reprehendere contrafacientes.

[4°.] Forma receptionis cantoris.

Est eadem cum decano, et idem juramentum; sed installatur a dextra parte chori, post prepositum, in quarta cathedra, cum distinctione prescripta de decano.

In capitulo autem, assignatur sibi locus a parte dextra prepositi, et immediate post eum, si est in sacris, quia presidet in capitulo absentibus preposito et decano.

Cantor tenetur ad residenciam personalem, et plura sibi incumbunt officia in choro et processionibus, et ad eum pertinet ordinatio chori in cantu, et ceremoniis, et reprehendere deficientes.

[5°.] Forma receptionis archydiaconi remensis.

Est eadem, et cum eadem distinctione de prebenda, et eadem forma juramenti canonicorum.

Installatur autem et propriam sedem habet, si est dyaconus, in dextra parte chori, in prima cathedra a parte altaris, et ibi omni hora sedet absente archiepiscopo; quo presente in missa, descendit archydiaconus post archiepiscopum, una cathedra vacua inter eos. Si non est dyaconus, installatur in cathedris inferioribus.

In capitulo autem, si prebendam habet, et est sacerdos, assignatur sibi locus post cantorem, a parte dextra; si non est presbiter, sed diaconus, primus erit diaconorum; si subdyaconus, primus subdiaconorum. Si non habet prebendam, vel habet sed non est in sacris, non habet locum in capitulo.

[6°.] Forma receptionis archydiaconi ecclesie remensis.

Est eadem que archydiaconi remensis, nisi quod installatur in sinistra parte chori, in prima cathedra a parte altaris; et ibi omni hora sedet, si est diaconus; sed in Quadragesima, diebus Sabbati, et festis novem lectionum, in Vesperis, descendit in secunda cathedra; et presbiter tenens Vesperas sedet in prima cum cappa serica.

In capitulo assignatur sibi locus, si presbiter est, post decanum; sin

autem, fit sicut de archydiacono remensi est dictum. Eadem preterea forma est juramenti. Et notandum est quod prepositus, licet non sit presbiter, dummodo sit in sacris, installatur et sedet in altis cathedris omni hora; archydiaconi similiter, si sint dyaconi, alias non sedent in altis cathedris, ut est scriptum.

[7°.] Forma receptionis thesaurarii.

Est eadem ut supra de archydiaconis est dictum; sed si presbiter est, installatur superius immediate post decanum, in parte sinistra chori; si in aliis sacris ordinibus est, installatur in cathedris superioribus, vel inferioribus, secundum ordinem et officium quod fiet in choro.

In capitulo autem assignatur sibi locus, ut supra de archydiaconis, si est in sacris; sed post archydiaconum ecclesie remensis, si sunt ejusdem ordinis. Forma juramenti est infra.

[8°.] Forma receptionis vicedomini.

Eadem ut supra de archydiaconis, et sequentibus; sed installatur in dextra parte chori, post cantorem, si sunt ejusdem ordinis; et ita in capitulo.

[9°.] Forma receptionis scolastici.

Eadem est ut supra, et installatur in parte sinistra chori, post thesaurarium, et idem in capitulo, si sunt ejusdem ordinis, alioquin assignatur locus secundum ordinem quem habet.

Scolasticus tenetur ad residentiam personalem, quia debet in choro auscultare lectiones legendas, et instruere lectores. *Item* in capitulo legere litteras legendas, et scribere litteras missibiles.

[III.] Forma receptionis vicariorum capellanorum, capellanique S. Michaelis, ac dormentarii, panetarii et custodum clericorum ecclesie remensis.

Debent esse in habitu et tonsura, sicut dictum est de canonicis, et per presidentem in capitulo induuntur superpelliciis dicendo: « Ad possessionem vicariatus, vel capellanie, aut officii custodie, quem, vel quam, seu quod N. obtinebat vos admittimus, et inducimus per istius

habitus traditionem. » Et jurant in capitulo vicarii, et capellani, ac ceteri supradicti, secundum formam infrascriptam.

Custodes laici admittuntur per eadem verba in suo habitu communi, per traditionem virge.

Capicerius, vinetarius, franci servientes, et alii officia perpetua in ecclesia remensi habentes, admittuntur per eadem verba, in suo habitu communi, per traditionem littere, sive biretti, vel alicujus alterius rei. Servientes vero capituli, per traditionem virge.

[§. II. FORMA JURAMENTORUM.]

[I.] Forma juramenti D. archiepiscopi remensis plura jura, consuetudines, et libertates capituli et ecclesie remensis in se continens.

Dei gratia, etc., etc. [1]

[II. Forma juramenti DD. canonicorum.]

[1°.] Juramentum canonicorum ecclesie remensis [2].

Ego N. canonicus hujus remensis ecclesie, juro ad sancta Dei Evangelia, quod ego fidele consilium prestabo ecclesie mee remensi, contra omnes, secundum conscientiam meam, pro posse meo, requisitus. Item, juro quod ego secreta capituli non revelabo, ubi credam, sciam, seu sperem, quod possit esse in damnum, periculum, seu prejudicium ecclesie, vel singularium personarum ipsius ecclesie, et quod jura, libertates, et privilegia ejusdem ecclesie, secundum consciencíam meam, pro posse meo, contra omnes custodiam et deffendam, et etiam statutum de annualibus, de pueris, et de correctione in *Preciosa* facienda. [Juro ad sancta Dei Evangelia, quod in provisione mea, nulla simonie labes, vel quevis illicita pactio, intervenit [3].] Necnon statuta facta et facienda observabo. Item, si contingat me fructus indebite percipere, vel prebendam a me evinci, aut alias in ea jus non habere, fructus perceptos a tempore litis mote, imo et a tempore quo scivero, aut scire

[1] Ce serment est celui qui se trouve *Archives administratives*, I, p. 224.

[2] Voir le serment inséré dans les statuts de 1327, 1570, 1612, 1640.

[3] Ces mots ne se trouvent pas dans le manuscrit autographe, et dans la copie ils sont accompagnés de cette note : *hæc verba non dicuntur amplius.*

debuero, aut constiterit mihi, in prebendam jus non habere, restituam capitulo, preter fructus illos qui parti adjudicabuntur, et parti restitui tenebuntur.

Hoc prestito juramento, canonicus, ambas manus apponat super textum Evangelii apertum, si non sit sacerdos, et si sit sacerdos, manum dextram apponat ad pectus, sic dicendo : *Ita juro*.

[2°.] Juramentum canonicorum remensium per procuratorem.

Ego N., procurator N. canonici hujus remensis ecclesie, nomine procuratorio ipsius N., et pro ipso, juro ad sancta Dei Evangelia, quod ipse fidele consilium, etc., etc. Item, juro quod ipse secreta capituli non revelabit, ubi, etc., etc. [Juro ad sancta Dei Evangelia quod in provisione ejus, nulla simonie labes, vel quevis illicita pactio, intervenit [1].] Necnon statuta facta et facienda observabit. Item si contingat ipsum fructus indebite percipere, vel, etc., etc.

Hoc prestito juramento, procurator manus apponat super textum Evangelii apertum, vel alias, ut supra. Et dum canonicus ad ecclesiam predictam primo personaliter accesserit, juramentum supradictum in capitulo corporaliter prestet [2].

[III. Juramentum vicariorum, capellanorum, capellani S. Michaelis, dormentarii, panetarii et custodum clericorum ecclesie remensis.]

[1°.] Juramentum vicariorum ecclesie remensis.

Ego N., vicarius hujus remensis ecclesie, juro ad sancta Dei Evangelia, quod ego in dicta ecclesia faciam continuam residentiam personalem, et quod infra annum sacros ordines suscipiam, et quod a civitate remensi me non absentabo ultra duos dies, nisi prius a capitulo super hoc petita licentia, et obtenta. *Item*, juro quod infra annum et dimidium a die ista, reddam cordetenus psalterium, et antiphonarium, uni de dominis meis canonicis remensibus, vel alii quem ad hoc capitulum

[1] Ici, ces mots, qui manquent toujours dans l'original, sont insérés dans le texte de la copie sans aucune note qui indique qu'ils doivent être supprimés.

[2] Voyez à la fin de la notice des dignités d'autres serments dont la place naturelle serait ici, mais que nous avons dû laisser dans l'ordre où nous les offrait notre manuscrit.

duxerit deputandum. *Item*, juro quod fraudem, vel conspirationem, contra dictam ecclesiam, et personas ejusdem non faciam. *Item*, promitto obedientiam et reverentiam dominis meis preposito, decano, cantori, et capitulo ejusdem. *Item*, juro quod missam fundatam pro magistro Gerardo de Ambonnayo, quondam hujus ecclesie canonico, et celebrandam per vicarios, celebrabo, aut celebrari faciam, prout ad me ipsius onus pertinet, et me contingit, juxta ordinacionem, et formam fundacionis ejusdem.

[2°.] Juramentum capellanorum ecclesie remensis.

Ego N., capellanus hujus remensis ecclesie, juro ad sancta Dei Evangelia, [quod in provisione mea nulla simonie labes, aut alia quevis illicita pactio, intervenit, et][1] quod ego in dicta ecclesia personalem faciam residentiam, et quod infra annum statutis ad hoc temporibus faciam me ad sacros ordines promoveri, [nisi mecum per capitulum, seu per alium super hiis habentem potestatem, fuerit dispensatum][2].

Item, juro quod ego statuta facta et facienda in eadem ecclesia, quodque jura et bona capellanie mee, pro posse meo, custodiam et defendam, et alienata, si que sint, revocabo, et si revocare non potero, capitulo significabo. *Item*, juro quod jura et bona dicte ecclesie non usurpabo, et quod fraudem, vel conspirationem contra dictam ecclesiam, et personas ejusdem, non faciam; et si bona seu jura dicte ecclesie usurpata, seu fraudem aut conspirationem scivero, capitulo revelabo. *Item*, promitto obedientiam et reverenciam dominis meis, preposito, decano, cantori, et capitulo ejusdem.

Hoc prestito juramento, capellanus ambas manus apponat super textum Evangelii apertum, si non est presbiter; et si est presbiter, manum dextram apponat ad pectus, sic dicendo : *Ita juro*. Et hoc similiter faciant vicarii, et alii beneficiati in ecclesia remensi, qui in capitulo ejusdem super textum Evangelii juramentum prestare tenebuntur.

[3°.] Juramentum curati S. Michaelis.

Sicut de capellanis, hoc addito quod jurat de faciendo se promoveri infra annum ad sacrum presbiteratus ordinem, ut supra.

[1] Même observation que dans la note précédente.

[2] Cette dernière clause est supprimée dans la copie la plus récente.

[4°.] Juramentum dormentarii, et panetarii et capucerii ecclesie remensis.

Est idem sicut de capellanis; excepto quod ubi dicitur : *capellanus*, dicetur : *dormentarius*, sive *panetarius*, sive *capucerius*, et ubi dicitur : *capellanie mee*, dicetur : *beneficii mei*, etc., ut supra de capellanis.

[5°.] Juramentum custodum clericorum et laicorum ecclesie remensis, quod prestant ipsi coram magistris fabrice, retro magnum altare, in hac forma sequenti :

Ego N., custos hujus remensis ecclesie, juro ad sancta Dei Evangelia, quod ab hac hora in antea, fidelis ero capitulo ejusdem, et quod ego in eadem ecclesia personalem faciam residenciam; nisi mecum per capitulum, seu per alium super hoc habentem potestatem, fuerit dispensatum : quodque officium meum fideliter exequar, et res que ad custodum custodiam pertinent, fideliter custodiam, et perdita pro porcione me contingente, capitulo restituam. Item, promitto obedienciam et reverenciam dominis meis, preposito, decano, cantori, et capitulo ipsius ecclesie.

Officium custodum clericorum ecclesie remensis qui sunt quatuor in numero.

Primo, custos clericus ebdomadarius debet in quolibet sero custodire chorum ecclesie, interim dum custodes laici ecclesiam ipsam scrutantur, pro custodia rerum ejusdem ecclesie.

Item, custodes clerici debent accendere cereos in Missis, que in dicta ecclesia, tam in choro quam in navi ejusdem ecclesie, cum cantu celebrantur; exceptis Missis de beata Maria ad Roellam, in diebus sabbatinis. Debent etiam accendere cereos qui sunt ante magnum altare, semper in Matutinis et Vesperis ac Missis, ipsosque cereos extinguere post Matutinas et Vesperas dictas.

Item, custodes clerici debent accendere omnes cereos qui ponuntur in Vigiliis et Missis exequiarum que fiunt in choro dicte ecclesie, tam pro archiepiscopis, seu canonicis remensibus, et aliis quibuscumque, quam in anniversariis predictorum, que fiunt singulis annis in choro et navi ejusdem ecclesie.

Item, in omnibus festis, et diebus solemnibus, etiam in die Jovis sancta, et aliis duobus diebus sequentibus, custos clericus subebdomadarius, cum custode clerico ebdomadario, cum omni diligentia debent in ecclesia esse pro ornamentis, et aliis rebus necessariis ad eorum officium pertinentibus, tam in vestiariis quam in choro, diligenter administrare.

Item, custodes clerici cum custodibus laicis, debent ordinare ad pulsandum classicium, quando pulsantur campane insimul inferius, in magnis solempnitatibus.

Item, custodes clerici cum custodibus laicis, debent parare ecclesiam quotiescumque debet parari.

Item, custodes clerici debent sollicite providere, et custodibus laicis tradere, libros, thuribula, capas, et alia ornamenta necessaria et consueta portare, pro officio divino faciendo, et alias, in ecclesiis ad quas processio tunc ire debebit, in quibus canonici, seu vicarii, et capellani ecclesie remensis tam in Missis quam in Vesperis, aut alias officium divinum facere, seu capis sericis uti, debebunt.



Item, custodes clerici, et custodes laici, debent cum omni diligencia custodire omnia que sunt infra ecclesiam, quecumque sint, et deperdita restituere communiter, et generaliter omnia alia et singula servicia debita et consueta, que ad eorum officia pertinent, semper cum omni diligencia facere.

Officium custodum laycorum ecclesie remensis, qui sunt quatuor in numero.

Primo, duo illorum quatuor debent esse in qualibet septimana, continue, in servicio ecclesie simul; et in alia septimana alii duo simul, et tenentur dicti duo jacere qualibet nocte in ecclesia; nec debet ipsa ecclesia aliqua hora diei esse sine ipsis, vel saltem uno ipsorum.

Item, dicti duo custodes layci qui sunt in septimana debent quolibet sero scrutari ecclesiam pro custodia rerum ejusdem ecclesie, custode clerico ebdomadario interim chorum custodiente, qui custodes laici debent in ecclesia cenare.

Item, ex antiqua consuetudine unus custodum laycorum predictorum debet jacere coram altari, cum uno serviente.

Item, in omnibus processionibus que fiunt extra ecclesiam remensem, debent esse duo ebdomadarii de predictis quatuor custodibus laicis, et tercius debet custodire chorum. In omnibus vero aliis processionibus que fiunt infra eamdem ecclesiam, dicti duo custodes laici, vel ad minus unus ipsorum, debent semper interesse.

Item, in omnibus processionibus quibuscumque que fient de ecclesia remensi, ad alias ecclesias in quibus canonici, vicarii, et capellani ecclesie debebunt capis sericis uti, ac officium divinum facere, tam ad Missam, quam ad Vesperas, vel alias, custodes laici sollicite portare debent libros, thuribula, capas, et alia omnia ornamenta necessaria et consueta portare pro officio divino in ecclesiis eisdem faciendo, ut supra, ac ipsa ornamenta cum omni diligencia in ecclesiam remensem reportare.

Item, custodes layci debent providere de aqua et sale ad aquam benedicendam diebus dominicis, et providere de vino ad Missas altas in choro, et ad altare de Roella celebrandas.

Item, custodes layci debent accendere cereos qui sunt retro majus altare in Matutinis et Vesperis, et tam illos post Matutinas et Vesperas dictas, quam alios qui sunt in Missis ante et circa idem altare, etiam circa altare B. Marie Magdalene, post Missas dictas extinguere.

Item, custodes layci debent accendere et extinguere omnes alios cereos, scilicet coronos, et alios quoscumque, tam in choro et pulpitro, ac deambulatoriis superioribus ecclesie, in festo Dedicacionis, quam in omnibus aliis solempnitatibus et diebus aliis quibuscumque positos.

Item, custodes layci debent et tenentur singulis annis, facere pulsari omnes campanas, secundum quod consuevit pulsari, in omnibus solempnitatibus ac processionibus tam ordinariis quam extraordinariis, excepto quod custodes clerici debent ordinare ad pulsandum classicium, quando pulsantur campane insimul inferius, in magnis solempnitatibus; exceptis eciam aqua benedicta, et processionibus ordinariis in diebus dominicis quas subcustodes ecclesie debent facere pulsari; et exceptis pulsacionibus que fiunt propter legata fabrice vel propter aliquod miraculum, aut in adventu regis, vel legati, sive pro funeralibus alicujus canonici, vel alterius cujus exequie fierent in ecclesia remensi; in quibus exequiis custodes layci non tenentur.

Item, custodes layci, et custodes clerici, debent parare ecclesiam quotiescumque debet parari.

Item, custodes layci debent mundare ecclesiam quandocumque necesse fuerit, tam in choro quam extra, in pavimento, et cathedris, et in alto, per parietes et pilaria, ad altitudinem unius lancee, cum scopa.

Item, custodes layci, et custodes clerici, debent cum omni diligentia custodire omnia que sunt infra ecclesiam quecumque sint, et deperdita restituere communiter.

Item, custodes layci, vel saltem unus ipsorum, debent semper omnibus horis diei custodire hostium chori, quamdiu officium divinum in ipso choro cantatur.

Item, quatuor custodes layci, et duo subcustodes, debent custodire hostium chori, et alia obsequia consueta facere in festivitatibus infrascriptis, videlicet in Nativitate Domini, in Pascha, in Ascensione, in Pentecoste, in Dedicatione ecclesie, et in festivitatibus B. Marie, excepto quod in Annunciacione B. Marie virginis, in qua subcustodes non tenentur.

Item, dicti custodes layci, et duo subcustodes, debent interesse in omnibus processionibus que fiunt in Rogationibus, et in Ramis Palmarum, et feria tertia post Pentecostem, et quandocumque portatur corpus B. Nicasii, et quandocumque fieret processio obviam alicui magno viro, legato, vel alii, et omnibus consecrationibus episcoporum.

Item, quandocumque pulsatur *Abaie-mort*, pro funere alicujus canonici, debent venire ad ecclesiam omnes tam custodes quam subcustodes, et custodire, et facere obsequia consueta, et generaliter in omnibus aliis temporibus cum omni diligentia facere omnia alia singula obsequia ad eorum officia pertinentia, que, causa brevitatis, non sunt in presenti libro descripta.

[6°.] Juramentum subcustodum ecclesie remensis, quod ipsi jurant magistris fabrice, retro magnum altare, in forma sequenti :

Ego N., subcustos hujus remensis ecclesie, juro ad sancta Dei Evangelia, quod ab hac hora in antea, fidelis ero capitulo ejusdem ecclesie, et quod officium meum fideliter exercebo. Item, promitto obedientiam

et reverentiam dominis meis preposito, decano, cantori, et capitulo ejusdem.

Officium subcustodum ecclesie remensis, qui sunt duo in numero.

Primo, duo subcustodes debent facere pulsari quando fit aqua benedicta, et in processionibus dominicis diebus.

Item, duo subcustodes et custodes layci debent interesse in omnibus processionibus que fiunt in Rogationibus, et in Ramis Palmarum, et feria tertia post Pentecostem, et quandocumque portatur corpus B. Nicasii, et quandocumque fieret processio obviam alicui magno viro, legato, vel alii, et in omnibus consecrationibus episcoporum.

Item, dicti subcustodes, et custodes layci, debent custodire hostium chori, et alia obsequia consueta facere in festivitatibus infrascriptis, videlicet in Nativitate Domini, in Pascha, in Ascensione, in Pentecostem, in Dedicatione ecclesie, et in festivitatibus B. Marie, excepto quam (*sic*) in Annunciacione B. Marie virginis, in qua ipsi subcustodes non tenentur.

Item, subcustodes, et custodes, debent venire ad ecclesiam quandocumque pulsatur *Abaie-mort* pro funere alicujus canonici, et custodire, et facere obsequia consueta.

Item, duo subcustodes debent custodire ecclesiam ad mandatum subthesaurarii, quando custodes ebdomadarii sunt infirmi, vel minuti, vel cum aliquis eorum peregrinatur de licencia subthesaurarii, et generaliter omnia alia et singula obsequia debita et consueta semper cum omni diligentia facere que ad eorum officia pertinent.

[7°.] Forma juramenti quod prestare debent in capitulo illi qui habent officia in ecclesia remensi [1].

Primo, jurabunt ad sancta Dei Evangelia, quod ipsi bene et fideliter sua facient officia, et ea que ipsis incumbunt officiis, prout poterunt, diligenter administrabunt.

Secundo, quod nihil capient pro quocumque negotio, vel causa, a

[1] Voir *Archives administratives*, t. 1, p. 1124. Voir aussi plus bas, du n° 10 à 15, quels étaient les possesseurs d'offices dont on exigeait le serment.

quocumque, in prejudicium capituli, nisi illud salarium quod suo officio deputatum est ab antiquo, nec ullum munus, vel quid aliud occasione sui officii, nisi forsan esculentum, vel poculantum, mera liberalitate oblatum, quod paucis possit consumi diebus, prout jura volunt.

Tertio quod de causis, negociis, vel emendis capituli ultra summam sexaginta solidorum non transigent, vel aliquo modo component, sine dicti capituli consilio et ascensu.

Quarto quod illud quod commune est capituli, vel illud quod pertinet ad suum officium, sibi non appropriabunt, nec in usus suos convertent, in solidum vel in parte.

[8°.] Juramentum quod prestare debet in capitulo ecclesie remensis notarius ejusdem capituli.

Ego N., authoritate apostolica, publicus, ac venerabilis capituli hujus ecclesie remensis notarius institutus, juro ad sancta Dei Evangelia, quod ego ab hac hora in antea fidelis ero capitulo ejusdem, et quod officium meum notariatus, et omnia illa que ad eumdem (*sic*) pertinent, pro posse meo fideliter exercebo, quodque secreta capituli non revelabo, ubi credam, sciam, seu sperem quod possit esse in damnum, periculum, seu prejudicium dicte ecclesie, vel singularum personarum ejusdem. Item promitto obedienciam et reverenciam dominis meis preposito, decano, cantori, et capitulo ejusdem.

[9°.] Forma juramenti illorum qui habere debent, et quibus tradetur clavis librarie ecclesie remensis.

Ego N., juro ad sancta Dei Evangelia, quod clavem librarie hujus remensis ecclesie que mihi tradetur nulli omnino, etiam servitori meo tradam, vel modo quolibet communicabo, et non patiar, si valebo impedire, quod ad alium perveniat, et si clavem hujusmodi casu aliquo perdidero, custodi dicte librarie quam cito potero revelabo, quodque nihil omnino de dicta libraria tollam, vel auferri patiar, si valebo impedire; et si quid ablatum ex illa cognovero aut presumam, illud custodi librarie ejusdem revelabo.

[10°.] Forma juramenti quod prestare debent in capitulo remensi franchi servientes ejusdem capituli in communi.

[11°.] Forma juramenti quod prestare debent coram domino decano remensi, franchi burgenses singulorum canonicorum ecclesie remensis.

[12°.] Forma juramenti quod prestare debet in capitulo remensi baillivus ejusdem capituli Remis residens.

[13°.] Forma juramenti quod prestare debet in capitulo remensi procurator ejusdem capituli Remis residens.

[14°.] Forma juramenti quod prestare debet in capitulo remensi baillivus ejusdem capituli residens in Potestatibus.

[15°.] Forma juramenti quod prestare debent in capitulo remensi servientes ejusdem capituli.

[§. III. NOTITIA DIGNITATUM.]

Sequitur ordo receptionum dominorum archiepiscoporum [*sic*, notitia personarum?], ac dignitatum, et canonicorum prebendatorum, aliorumque beneficiatorum in sancta et venerabili ecclesia metropolitana remensi.

Ut nota sint successoribus nostris canonicis remensibus futuris, ea que tam a predecessoribus nostris, quam ex libris, et scripturis antiquis sancte et venerabilis ecclesie nostre metropolitane remensis didicimus, de numero personarum, sive dignitatum, et canonicorum prebendatorum, aliorumque beneficiatorum, in eadem sancta et venerabili ecclesia remensi, ab antiquis temporibus retroactis institutarum, ac fundatarum, necessario duximus ordinandum pro memoria antiqua premissorum retinenda, in libro nove scripture, reducenda (*sic*) nomina personarum, dignitates et canonicatus ac prebendas in dicta nostra remensi ecclesia possidentium, in die Annunciationis dominice, que secundum computationem ejusdem remensis ecclesie, fuit prima dies anni presentis, ab incarnatione Domini millesimi, quadringentesimi; ac in eodem libro designare stalla, et loca eisdem dignitatibus et canonicis prebendatis ab antiquo assignata in choro et capitulo predicte remensis ecclesie, tam in dextra parte ejusdem chori, que est a parte

curie archiepiscopalis remensis, quam in sinistra parte dicti chori que est a parte processionis ejusdem ecclesie; etiam in eodem libro describere nomina beneficiorum ad que quilibet dictorum canonicorum prebendatorum habet presentare dum vacant, ratione prebende sue dicte remensis ecclesie[1].

Circa quod sciendum est, quod in dicta sancta et venerabili ecclesia metropolitana remensi, ab antiquis temporibus instituta fuerunt ac fundata novem dignitates inferius designate, ac unum officium quod est electivum. Etiam in ipsa remensi ecclesia, ad instar septuaginta duorum discipulorum Domini nostri Jesu Christi, fuerunt instituti et fundati, septuaginta duo canonicatus, et totidem prebende; quarum prebendarum due fuerunt postmodum per sanctam sedem apostolicam divise in quatuor semiprebendis, cum canonicatibus integris, et tenentur quatuor canonici ipsarum semiprebendarum possessores, ad sacerdocium promoveri, et in dicta remensi ecclesia continuam residenciam facere personalem.

[I. Notitia].

[1°.] Predictarum autem novem dignitatum prima, et principalis, est dignitas archiepiscopalis, que est pontificalis, et electiva; cujus eleccio dum caret pastore, sive possessore, ad capitulum remensis ecclesie pertinet pleno jure.

[2°.] Alia dignitas est prepositura; et tenetur prepositus ecclesie remensis ratione sue dignitatis ad sacerdocium promoveri, de jure, per C. primum *De etate et qualitate*[2]. Tenetur eciam in ecclesia remensi personaliter residere, nec licet sibi, sine licentia capituli, extra Remis pernoctare; quia racione sue dignitatis in capitulo remensis ecclesie debet primus presidere; et debet installari in dextra parte chori ecclesie remensis, et in capitulo sibi locus assignari, secundum formam prius annotatam in forma receptionis prepositi ecclesie remensis.

[1] Cet exposé promet plus que ne tient le manuscrit du XVII[e] siècle dont nous nous sommes servi. Malheureusement, nous n'avons pu, comme pour les deux premières parties, retrouver l'original, qui eût été peut-être plus complet, et à défaut duquel on peut consulter les premiers quaternes du *Livre Rouge* du chapitre.

[2] *Decretal.*, lib. I, tit. XIV.

[3°.] Alia dignitas est decanatus; que est dignitas electiva, et dum vacat, per capitulum remense debet alius canonicus idoneus remensis ecclesie in decanum eligi. Et tenetur decanus ecclesie remensis, racione sue dignitatis, ad sacerdocium promoveri, quia curam animarum habet omnium personarum ecclesie remensis. Tenetur etiam in dicta remensi ecclesia residenciam facere personalem, et in capitulo presidere, preposito absente. Ad eumdem decanum eciam pertinet inspicere et cavere, quod persone ecclesie decentem habitum et tonsuram deferant, et reprehendere contrafacientes. Et debet installari in parte sinistra chori ecclesie remensis, et in capitulo sibi locus assignari, prout est superius declaratum, in forma receptionis decani ecclesie remensis.

[4°.] Alia dignitas est cantoris; et tenetur cantor ecclesie remensis racione sue dignitatis ad sacrum ordinem promoveri, et in dicta remensi ecclesia residentiam facere personalem; quia absentibus preposito et decano, debet in capitulo presidere. Et ad eum pertinet ordinacio chori, tam in cantu quam in ceremoniis, et reprehendere deficientes. Ad eundem eciam cantorem, plura incumbunt officia in choro et in processionibus, prout in ordinario ecclesie remensis latius hec describuntur in rubrica : *De officio cantoris*. Debet eciam idem cantor canonicos, et alios beneficiatos in ecclesia remensi per capitulum receptos, in choro ejusdem ecclesie installare, ac eisdem canonicis in sacris ordinibus constitutis, in capitulo ejusdem ecclesie locum assignare, secundum suum ordinem. Et debet ipse cantor installari in parte dextra chori ecclesie remensis, et in capitulo sibi locus assignari, prout est superius descriptum in forma receptionis cantoris ecclesie remensis.

[5°.] Alia dignitas est archidiaconatus remensis; et debet archidiaconus qui alias vulgariter dicitur archidiaconus Christianitatis, racione sue dignitatis per se, vel vicarium suum, introducere dominum archiepiscopum remensem in sua prima receptione in ecclesiam remensem, ac ipsum in possessionem corporalem inducere, et eum installare. Debet eciam idem dominus archidiaconus, de antiqua consuetudine, omnes dominos episcopos suffraganeos remensis provincie, ac omnes abbates et abbatissas monasteriorum de suo archidiaconatu,

in sua primâ receptione in ecclesiis suis introducere, et installare; exceptis tamen abbatibus et abbatissis cisterciensis ordinis. Tenetur insuper idem dominus archidiaconus, racione sue dignitatis, quolibet anno in die Iovis sancta, totum oleum olivarum necessarium pro sacro chrismate, et oleo cathecumenorum, ac oleo infirmorum, consecrandis per dominum archiepiscopum remensem, aut alium quemcumque idoneum pontificem, sive Remis, vel in diecesi, aut extra, suis propriis sumptibus ac expensis, preparare et administrare, deinde post hujusmodi consecrationem in ecclesia remensi reportare. Et insuper tenetur ipse dominus archidiaconus, in omnibus sacris ordinibus per dominum archiepiscopum, aut alium idoneum pontificem, pro ipso, Remis vel extra celebrandis, omnes ordinandos de archidiaconatu suo nominatim presentare. Debet autem ipse dominus archidiaconus remensis installari, et propriam sedem habet si est diaconus, in dextra parte chori ecclesie remensis, et in capitulo sibi locum assignari, prout est superius declaratum in forma receptionis archidiaconi remensis.

[6°.] Alia dignitas est archidiaconatus ecclesie remensis; et debet archidiaconus ecclesie remensis, qui alias vulgariter dicitur archidiaconus Campanie, in ecclesia remensi, racione sue dignitatis, omnes abbates et abbatissas monasteriorum sui archidiaconatus, in sua prima recepcione, in suis ecclesiis introducere et installare, exceptis tamen illis de ordine cisterciensi. Et tenetur ipse dominus archidiaconus racione dicte sue dignitatis, in omnibus sacris ordinibus per dominum archiepiscopum remensem, vel alium pontificem idoneum pro ipso, Remis aut extra, celebrandis, omnes ordinandos de suo archidiaconatu nominatim presentare. Et debet ipse dominus archidiaconus ecclesie remensis installari in sinistra parte chori ecclesie remensis, si est diaconus, et in capitulo sibi locus assignari, prout est superius designatum, in forma receptionis archidiaconi ecclesie remensis.

[7°.] Alia dignitas est thesauraria; et tenetur thesaurarius ecclesie remensis, racione sue dignitatis, quoties dominus archiepiscopus remensis in ecclesia remensi ad matutinas et vesperas officium faciet in pontificalibus, in certis magnis festis solemnibus, in collectario ejusdem ecclesie ad signa clavium latius designatis, cum capa serica, coram ipso domino archiepiscopo, librum apertum tenere, pro capitulis et

orationibus ad easdem horas dicendis, ac in eisdem horis ipsi domino archiepiscopo incensum offerre ad ponendum in thuribulis pro incensando, ad *Benedictus* matutini duntaxat, et ad *Magnificat* vesperarum. Tenetur eciam thesaurarius ecclesie remensis, racione sue jurisdictionis temporalis in ecclesia, instituere ibidem unum servientem idoneum, qui diligenter omni tempore custodiat ecclesiam, de die, et precipue dum cantatur in ecclesia, et ne pergencium impetum turbetur officium divinum, aut rixe, vel alie res inhoneste in ecclesia fiant. Et debet ipse thesaurarius installari in sinistra parte chori ecclesie remensis, et in capitulo sibi locus assignari, prout est superius dictum in forma recepcionis thesaurarii ecclesie remensis.

[8°.] Alia dignitas est vicedominatus; et debet vicedominus ecclesie remensis installari in dextra parte chori ecclesie remensis, et in capitulo sibi locus assignari, prout est superius dictum, in forma receptionis vicedomini ecclesie remensis.

[9°.] Alia dignitas est scholastica, que est dignitas electiva, et dum vacat debet per capitulum remense alius canonicus idoneus remensis ecclesie in scholasticum eligi. Et tenetur scholasticus ecclesie remensis, racione sue dignitatis, in eadem ecclesia residenciam facere personalem, quia debet in choro auscultare lectiones legendas, et instruere lectores, librosque legendarios lecturos per annum in ecclesia remensi a capitulo sibi tradditos, per inventarium, sub sua custodia in choro dicte ecclesie custodire, ac eosdem libros quoties erunt necessarii ad legendum, per se, vel per alium, diligenter administrare, ipsosque postmodum sub dicta sua custodia recuperare. Debet eciam in capitulo legere litteras legendas, et scribere litteras missibiles. Et debet scholasticus ecclesie remensis installari in sinistra parte chori, post thesaurarium, si sunt ejusdem ordinis; et in capitulo sibi locus assignari, prout est superius dictum, in forma receptionis scholastici ecclesie remensis.

[10°.] Succentoria ecclesie remensis est officium electivum, que quociescumque caret possessore, debet per capitulum remense alius canonicus remensis ecclesie ad hujusmodi officium exercendum idoneus in succentorem eligi. Et tenetur succentor ecclesie remensis, racione dicti sui officii, ad sacrum ordinem promoveri, et in dicta remensi

ecclesia continuam residenciam facere personalem, quia absente cantore, ad eum pertinet ordinacio chori, tam in cantu quam in ceremoniis, et reprehendere deficientes; ac in eodem choro, absente cantore, canonicos et alios beneficiatos, in eadem ecclesia per capitulum receptos, installare; eisdemque canonicis in sacris ordinibus constitutis, in capitulo ejusdem ecclesie locum assignare, secundum suum ordinem. Ad eumdem succentorem eciam plura officia incumbunt in choro, et in processionibus, prout in ordinario dicte remensis ecclesie latius hec describuntur, in rubrica: *De officio succentoris*. Et debet succentor ecclesie remensis installari de antiqua consuetudine in sinistra parte chori ecclesie remensis, et in capitulo sibi locus assignari secundum suum ordinem.

Et sciendum quod nulli habenti dignitatem, aut officium, in ecclesia remensi, racione sue dignitatis, vel officii, assignatur locus in capitulo ejusdem ecclesie, nec vocem habet in illo, si non sit in ipsa ecclesia canonicus prebendatus, et in sacris ordinibus constitutus; nisi preposito, decano, et cantori, dum tamen sint canonici, licet non prebendati, et in sacris ordinibus constituti; et hoc racione presidencie in capitulo, quia alias in eodem nullam vocem haberent.

Item, sciendum est, quod prepositus, decanus, cantor et thesaurarius ecclesie remensis, faciunt hominium capitulo et prestant juramentum fidelitatis; videlicet prepositus racione dignitatis et presidentie prime; et ob hoc quando facit homagium domino archiepiscopo, levat sinistram manum solum, dextra capitulo reservata; decanus pro duobus denariis, cantor pro uno denario, quos quotidie quilibet eorum percipit a senescalcia, et thesaurarius pro jurisdictione temporali in ecclesia, et licris.

[II. Appendix de juramentis] [1].

[1°.] Sequitur juramentum predictum fidelitatis. [*Alias*: Forma juramenti prepositi, decani, cantoris, et thesaurarii, post prestitum per ipsos juramentum canonicorum.]

Ego N. prepositus, vel decanus, vel cantor, vel thesaurarius, juro

[1] On s'apercevra facilement que cet appendice n'est plus l'œuvre de G. Filiastre.

quod ab hac hora in antea, fidelis ero capitulo ecclesie remensis, non ero in consilio, vel auxilio, quod damnum patiantur, injuriam, vel scandalum, et cetera que ad felicitatem pertinent sibi, secundum posse meum, observabo. Et manibus junctis osculatur presidentem.

Cetere dignitates ad homagium non tenentur, sed prestant solum juramentum canonicorum, preter ultimam clausulam de fructibus indebite perceptis, quia canonici sunt, etiamsi prebendam non habeant.

[2°.] Juramentum episcoporum [provincie remensis][1].

Ego. N., Dei et sancte sedis apostolice gratia episcopus, dux laudunensis, par Francie, comes anisiacus, huic sancte metropolitane

[1] De tous les matériaux dont avait dû se servir Filiastre pour sa compilation, les anciennes formules du serment des évêques suffragants et des abbés diocésains sont les seuls débris que nous ayons pu retrouver. Nous transcrivons ici tout ce qu'en a conservé le nécrologe de Notre-Dame, fol. 19, *ad calcem*. Notre leçon diffère un peu de celle que nous avons empruntée à l'auteur d'un Mémoire cité p. 59 du premier volume de nos *Archives administratives*; mais elle est conforme à l'original sur lequel nous copions exactement ce qui suit :

« [*Juramentum Jacobi de Bazoches, episcopi suessionensis, ad annum* M. CC. XX. III.]

« Ego Jacobus suessionensis ecclesie ordinandus episcopus, huic sancte remensi ecclesie, et tibi, pater Willerme, tuisque successoribus, secundum sacros canones, et decretum [*sic*, decreta ?] sedis apostolice et [*sic*, ex ?] sacris canonibus et legibus promulgata, pro scire et posse me obediturum promitto; pro ejusdem quoque metropolitani publicis et privatis negociis auxilio, consilio, societate, me laboraturum, et absque illius consensu nullum me prebere in magnis negociis vel ordinationibus assensum, nisi in eo quod ad propriam pertinet parrochiam meam profiteor; et huic professioni mee, coram Deo et sanctis ejus, sub testimonio quoque presentis ecclesie, subscribo, et propria manu firmo.

« Simili modo fecerunt professiones suas Godefridus ordinatus cameracensis episcopus, et Galterus ordinatus tornacensis episcopus, et Milo belvacensis, et Gerardus noviomensis, et Pontius attrebatensis, et Galfridus ambianensis episcopi.

« [*Juramentum episcopi noviomensis sede archiepiscopali remensi vacante prestitum.*]

« Ego Petrus noviomensis ecclesie episcopus ordinatus et consecratus, huic sancte remensi ecclesie, et capitulo ejusdem ecclesie sede vacante, necnon et futuro archiepiscopo ejusque successoribus canonice intrantibus, secundum sacros canones et decreta sedis apostolice ex sacris canonibus et legibus promulgata, etc.... [*] Actum anno Domini M° CC° XL° tercio, mense februario, sede remensi vacante.

« [*Juramentum Nicholai abbatis sparnacensis ad annum* M. CC. XXXIX.]

« Ego frater Nicholaus monasterii S. Martini sparnacensis ordinatus abbas, huic sancte remensi ecclesie, et reverendo patri domino Henrico archiepiscopo, ac successoribus ejus, debitam reverentiam, subjectionem et obedienciam, secundum statuta sanctorum, et regulam B. Augustini, me exhibiturum promitto, et propria manu firmo. »

[*] Le reste comme plus haut.

ecclesie remensi, necnon illustrissimis et reverendissimis dominis archiepiscopis, canonice intrantibus metropolitanis meis, secundum sacros canones; et decreta Sancte Sedis apostolice ex sacris canonibus promulgata, pro viribus, me obediturum promitto; et pro ejusdem metropolitane ecclesie publicis et privatis negotiis consilio, studio, et societate, me laboraturum, nullumque ipsa inconsulta, et absque illius consensu, in magnis negociis et arduis ordinacionibus ipsam sedem metropolitanam tangentibus, assensum me prebiturum, nisi in eo quod ad meam parrochiam, seu diecesim pertinebit, profiteor. Et huic mee professioni coram Deo et sanctis ejus, sub testimonio quoque presentis ecclesie subscribo, atque manu mea propria supradicta firmo. Actum anno Domini millesimo sexcentesimo sexagesimo, die vero undecima mensis aprilis, sede archiepiscopali remensi vacante.

† Ordinatus et consecratus.

[3°.] Juramentum abbatum [diocesis remensis].

Ego, N. abbas ecclesie, seu monasterii S. Nicasii remensis, ordinis S. Benedicti, huic sancte ecclesie remensi, et capitulo ejusdem, debitam reverenciam, subjectionem, et obedientiam, secundum statuta SS. patrum, et regulam S. Benedicti, me exhibiturum promitto, et manu propria firmo, et subscribo. Actum supra majus altare dicte remensis ecclesie, anno Domini millesimo quingentesimo septuagesimo quinto, die vero decima sexta mensis augusti.

[4°.] Juramentum abbatissarum [diocesis remensis].

Ego, N. humilis abbattissa ecclesie, seu monasterii S. Petri remensis, ordinis S. Benedicti, huic sancte remensi ecclesie, debitam reverenciam, subjectionem, et obedienciam, et ejusdem capitulo secundum statuta SS. patrum, et regulam dicti ordinis mei me exhibiturum promitto, et manu propria firmo, et subscribo. Actum in dicta ecclesia remensi, anno Domini M. DC. LX. II, die vero vigesima quinta mensis januarii.

STATUTS

DES

CORPORATIONS ECCLÉSIASTIQUES ET CIVILES.

---

§. II.

STATUTS DU CHAPITRE.

STATUTS DU XII[e] SIÈCLE? [1].

Cart. A de l'archev., fol. 188 v°.

Inter multa sancte conversationis et honestatis insignia, quibus pre ceteris ecclesiis totius provincie gloriari solet et florere mater metropolitana remensis ecclesia, quedam pia recordatione digna hic reci-

[1] Ces statuts, qui paraissent avoir été ignorés de tous ceux qui jusqu'à cette heure se sont occupés de l'histoire de Reims, se trouvent dans le cart. A de l'archev., à la suite de la lettre d'Étienne de Tournai, relative à la décadence de la discipline dans le sein du chapitre rémois. Cette lettre, imprimée dans Marlot, II, 433, est antérieure à l'an 1190, et les statuts qui l'accompagnent dans le cart. A doivent lui être de fort peu postérieurs. Ils ont sans doute été recueillis par quelques chanoines sensibles aux reproches de l'abbé de Sainte-Geneviève.

Ces statuts manquent à la collection des *Actes ecclésiastiques* publiés par M[gr] Gousset, et forment la première série de ceux que nous avions transcrits pour les publier nous-même, avant de connaître les projets du savant prélat. Dix autres séries devaient les accompagner, dont six antérieures et quatre postérieures au XVI[e] siècle. Des six premières, deux seulement ont trouvé place dans les deux volumes maintenant publiés des actes de la province ecclésiastique de Reims, et comme il est impossible de rétablir dans ces volumes, qui atteignent le XVI[e] siècle, les quatre séries omises, nous nous sommes décidé à leur donner ici la place que nous leur avions d'abord réservée. Quant aux séries postérieures au XVI[e] siècle, nous avons prié M[gr] l'archevêque de Reims de vouloir bien accepter nos copies, et d'y joindre une collection des actes capitulaires de sa province dressés au milieu du XIV[e] siècle, et dont le manuscrit existe dans la bibliothèque de la ville; notre offre a été accueillie avec l'empressement le plus gracieux, et les statuts seront placés dans le corps, les actes capitulaires dans l'appendice du 3[e] volume de la collection de M[gr] Gousset.

Il ne nous reste plus qu'à indiquer ici le plan que nous avions projeté de suivre dans la publication de tous ces statuts, de manière à ce que le lecteur puisse d'un coup d'œil en saisir l'ensemble, et en retrouver facilement les diverses séries dans les deux collections où elles se trouvent maintenant dispersées.

§. I. Statuts de la fin du XII[e] siècle.

Ce sont ceux que nous publions ici.

§. II. Statuts du XIII[e] siècle.

Ils se trouvent dans les *Actes ecclésiastiques*, II, 419. L'éditeur les a extraits des archives du chapitre, lay. X, liass. 18, n° 4. — Une note qui provient des papiers du chanoine Lasalle, et qui se trouve insérée dans le portefeuille TT, dit au sujet de ces statuts :

« Antiquissima quæ extant ecclesiæ remensis statuta, sunt anni M[i] CC[i] LXXX[i] (arm. 5. « l. 9. n° 5.) membrana seu volumine pergameno contenta, numero 19. Alio folio seu « volumine continentur eadem statuta renovata anno M° CC° LXXX° II°, duobus articulis auctiora. »

§. III. Statuts du XIV[e] siècle.

1°. *Statuts de 1327, 1[re] rédaction.*

Ils se trouvent dans les *Actes ecclésiastiques*, II, 522. L'éditeur les a empruntés au *Livre Rouge* du chapitre. L'auteur de la note du portefeuille TT, qui a dressé une table de la plupart des statuts du chapitre, dit à propos de ceux de 1327, 1[re] édition,

tantur, de consuetudine antiqua a retroactis longe temporibus in ipsa ecclesia diligenter et devote observata.

[1.] Notandum ergo in primis quod, a prima hora usque ad com-

dont il s'occupe après avoir parlé de ceux de 1280 et de 1282 :

« Sequuntur statuta anni mccc xx viii quorum antiquius et sincerum, ut videtur, « extat exemplar in libro seu cartulario quo« dam rubro corio compacto, quod multos ec« clesiæ et capituli titulos et chartas collectas « complectitur, fol. 304. Hoc exemplar con« tinet statuta M. CC. LXXX. et M. CC. LXXX. II. « paucissimis mutatis; quibus additi sunt alii « plures articuli, suntque omnino 45, quibus « accessere anno M. CCC. XXVIII alii duo. »

2°. *Statuts de 1327, 2e rédaction.*

La note du portefeuille TT. porte :

« Alia sunt statuta preferentia titulum « anni M. CCC. XXVII. contenta in codice gothi« cis litteris exarato, et in alio recentiori scrip« to manu J. Godart cantoris, 57 articulos « habentia, quorum plerique iidem sunt ac in « Libro Rubro, sed ordine prorsus immutato, « alii multi aut plane novi, aut, multis clau« sulis additis, quibusdam detractis, refor« mati. Nec dubium esse potest quin ea quæ « in Libro Rubro leguntur antiquiora et ge« nuina sint, hæc recentiora et interpolata, ut « patebit legenti articulos Libri Rubri 10 « et 11 *De præpositis præbendariorum*, 35 « *De hora pulsandi officii matutini seu noc« turni*, 47 *De Almutiis*, qui articuli in « posterioribus his exemplaribus desunt, « articulos 3, 17, 28, 30, 37, 44, multis « clausulis auctiores, et passim utrumque « exemplar conferenti. »

Les deux manuscrits dont parle cette note se trouvent encore dans les archives du chapitre, lay. 10, liasse 18, n°s 6 et 7. C'est d'après ces deux manuscrits que nous donnons dans notre texte la deuxième rédaction des statuts de 1327, omise par Mr Gousset.

3°. *Statuts du XIVe siècle, postérieurs à 1327.*

Voici ce que l'auteur de la note du portefeuille TT dit au sujet de ces statuts :

« Omnibus statutis notam anni M.CCC.XXVII, « præferentibus, paulo recentiora sunt quæ « sine ulla temporis nota extant in folio seu « volumine papyreo (arm. 5, l. 9, n° 6). Sunt « enim edita in majorem præcedentium ex« plicationem, et eorum sæpe verba ipsa « referunt, additis novis pœnis, remediis, et « clausulis, ad strictiorem priorum observa« tionem. Citant passim ex jure civili et cano« nico regulas ac loca communia more XIVi « sæculi; sed eorum ætas maxime innotescit « ex articulis 10, 22 et 23. » (*Voir dans le texte.*) « Ex quibus colligitur tunc edita « hæc statuta, cum compoti in pellibus seu « membranis describerentur, non in libris, « et antequam deliberationes seu conclu« siones capituli certo ordine in libris seu « registris conservarentur. Porro descriptio « compotorum et conclusionum in libris « cœpit ad annum 1345, aut 1350, cujus « ætatis extant libri conclusionum, primum « quidem imperfecti admodum, et perturbati, « confusi, paulatim vero diligentius dispositi. « Porro hæc statuta, prolixa quidem, sed « multa continent non spernenda, et ad pro« curandam statutorum rectique ordinis ob« servationem utilia. »

Malheureusement de tous les registres de conclusions dont parle cette note, il n'existe plus de traces dans les archives que nous avons consultées, et des statuts prolixes qui servaient de commentaires à ceux de 1327, nous n'avons retrouvé que des fragments peu nombreux, réunis par le chanoine Lasalle, et insérés dans le portefeuille †. Nous les publions dans notre texte.

§. IV. Statuts du XVe siècle.

1°. *Statuts de 1435.*

Les papiers de Lasalle nous ont encore offert seulement quelques renseignements sur ces statuts. Le portefeuille † nous a donne l'extrait que nous en publions dans le texte;

plectorium, non licet aliquem canonicum pro quacunque causa, vel quocunque negotio, ire in villam sine habitu ecclesie ordinato, nisi forte sit eques; et si eques fuerit, equitare debet in habitu seculari.

[11.] *Item* si aliquem canonicum per villam equitare contigerit, et equitando aliquem de ecclesia habentem habitum ecclesie ordinatum obviam habu[er]it canonicus equitans, de consuetudine antiqua divertere se debet dextrorsum, vel sinistrorsum, donec pertranseat habitum

le portefeuille TT nous a fourni la note suivante :

« Sequuntur ordinationes capituli generalis M. CCCC. XXX. V., quæ ad officii divini ordinem, debitam in choro et ecclesia modestiam, et canonicorum et clericorum ecclesiæ mores informandos, pertinent. Sunt numero 12, quarum extat apographum recens descriptum cum statutis M. CC. LXXX. » (Arm. 5, lay. 9, n° 5.)

2°. *Statuts de* 1487.

La note du chanoine Lasalle porte :

« Alia extant statuta circa temporale, edita anno M. CCCC. LXXX. VII, articulis 19 comprehensa ad calcem posteriorum statutorum M. CCC. XXVII in utroque codice [Godartii, et litteris gothicis exarato]. Ex iis liquet desiisse tunc temporis partitionem prebendarum (forte etiam ante posteriora statuta quæ notantur M. CCC. XXVII, et alia sine temporis nota, in quibus præpositorum et præbendariorum nulla mentio). In iis de proclamatione et adjudicatione bonorum temporalium jam in communi positorum, de reddendis rationibus, de officiariis capituli, multa hodiernis temporibus [1720?] prope similia [sunt?], quædam vero observatione digna. »

Nous donnons ces statuts dans notre texte.

§. V. Statuts du xvie siècle.

1°. *Statuts de* 1515.

On lit dans la note de Lasalle :

« Anno M. D. XV. retractata in capitulo generali, et reformata multis articulis statuta M. CCC. XX. VII, posteriorum editionum. Quædam tunc primum instituuntur, quæ servata sunt hactenus. »

Ces statuts seront insérés dans le 3e volume des *Actes ecclésiastiques* de Mgr Gousset.

2°. *Statuts de* 1568.

Ces statuts trouveront également place dans le 3e volume des *Actes ecclésiastiques*. La note de Lasalle porte :

« Anno M. D. LX. VIII. nova cœpta statutorum collectio, nostræ [anni M. DC. XII] prope similis, et solo pene ordine diversa, paucis exceptis articulis postmodum abrogatis, et clausulis quibusdam non magni momenti. Addita sunt annis sequentibus statuta quædam, quæ ad calcem eorum leguntur. »

§. VI. Statuts du xviie siècle.

1°. *Statuts de* 1612.

Ce sont les derniers dont parle la note du portefeuille TT :

« Anno M. DC. XII retractata iterum statuta, pauca immutata aut detracta, novo (forte minus recto) ordine (qui in hodiernis servatur) disposita. »

2°. *Statuts de* 1640.

Ces statuts ainsi que les précédents, ainsi que les suivants, feront partie du 3e volume de Mgr Gousset.

§. VII. Statuts du xviiie siècle.

Il n'y a point de nouvelle série de statuts promulgués durant le xviiie siècle, mais seulement des modifications aux statuts de 1640. Ces modifications, dont la première est de 1736, sont consignées dans un registre officiel violemment fermé par la révolution, au mois de ventôse an XI.

habens ecclesie supradictum, et hoc ob reverenciam habitus religionis [et?] ecclesie, non persone.

[III.] *Item* quando canonicus venit ad ecclesiam intrans chorum, et exiens, debet se vertere, et inclinare caput versus decanum qui caput capituli dicitur esse, et curam habet animarum.

[IV.] *Item* canonicus veniens in medium chorum, veniendo et exeundo debet parumper subsistere discooperto capite; et reverenter caput inclinare versus orientem, hoc est versus Creatorem suum; majorem enim reverentiam sine comparatione debemus exhibere Creatori nostro, quam divitibus personis, sive prelatis, sive personis aliis quibus non modica humilitas et reverentia cotidie exhibetur.

[V.] *Item* de consuetudine antiqua inviolabiliter observata, tota psalmodia de nocte et de die, et totus cantus anthyphonarii, sine candela quacunque semper percurruntur; nec adhibetur candela, nisi solum in Lectionibus legendis et Collecta.

[VI.] *Item* in tota psalmodia de nocte et de die, de consuetudine quociensc unque dicitur : *Gloria Patri*, etc., quilibet debet reverenter caput inclinare versus sancta sanctorum, propter reverentiam sancte Trinitatis; et hoc idem observatur ab antiquo in extremis versiculis hymnorum, in quibus semper exprimitur laus et honor sancte Trinitatis.

[VII.] *Item* ex eadem consuetudine, quicumque legerit lectionem quamcunque, quacunque hora, sive puer, sive subdiaconus, sive diaconus, sive presbiter, sive decanus, sive archiepiscopus, sive ebdomadarius, dicta collecta sua, sive etiam puer post *Benedicamus*, facta trina inclinacione more consueto quilibet debet redire ad locum suum in choro, et in ordine suo; hoc idem observatur in cantu versiculorum nocte, dieque similiter epistola lecta et Evangelio lecto.

[VIII.] *Item* de consuetudine honesta antiquitus introducta et ordinata, quamdiu missa celebratur in choro, et hore decantantur, nullus canonicus debet vagari per ecclesiam extra chorum, vel stacionem facere, sed secedere in secretarium si sit necesse, quoniam vagantes sic extra chorum, vel stantes, scandalum generant in populo.

[IX.] *Item* primo [*sic*, Prima] hora cantata, seu missa post Primam, domini canonici consueverunt in capitulum procedere ordinate, ita

quod primo subdiaconi bini et bini, postea diaconi bini et bini, deinde presbiteri bini et bini, ultimo vestre [*sic*, vero?] persone[1] secundum ordinem et statum suum ordinate.

[x.] *Item* si quis de ecclesia fuerit extra chorum, et viderit dominos canonicos exire, et procedere in capitulum ordinate, ut dictum est, ipse debet more solito divertere se ab occursu procedentium, ob reverenciam processionis donec pertransierit.

[xi.] *Item* idem ordo debet observari more antiquorum, in omnibus processionibus ubicunque fiant, sive in civitate de ecclesia ad ecclesiam, sive extra civitatem sicut in Rogacionibus, ita quod procedatur, ut dictum est, ordinate et devote, non confuse sicut itur ad forum.

[xii.] *Item* quando domini canonici refectionem sumunt in refectorio insimul, consueverunt antiquitus discumbentes observare in refectorio eundem ordinem penitus quam observant in choro, quilibet in ordine suo.

[xiii.] *Item* quicunque tenet chorum in matitunali hora, vel in missa, nullo modo debet astare mutuo colloquentibus vel fabulantibus, sed tales incontinenti reprehendere, et ad bene cantandum et concorditer ipsos et alios diligenter invitare.

[xiv.] *Item* more solito solet hoc teneri, scilicet quod nullus in choro, nec in missa, nec in aliis horis, loquatur mutuo cum aliquo; et si de aliquo duos contingat mutuo loqui, ita caute fiat, ut tertius non audiat ullo modo.

[1] Il y a ici une faute de copiste. Nous pensons que par *persone* il faut entendre les *personnats* et dignités du chapitre.

STATUTS DU XIVe SIÈCLE, IIe RÉDACTION.

Archiv. du chap., lay. 10, liass. 18, n° 6 et 7 [le n° 6 a été transcrit par Godart].

Ad perpetuam rei memoriam. Notum sit presentibus et futuris, quod nos J. prepositus, H.[1] decanus, G. cantor, ceterique remensis ecclesie fratres, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo septimo, die lune post festum Assumptionis B. Marie Virginis in nostro generali capitulo congregati, attendentes quod eadem Ecclesia mater nostra dudum per sacras antiquorum predecessorum nostrorum traditiones, in spiritualibus et temporalibus laudabiliter refloruit pre ceteris totius remensis provincie ecclesiis, prerogativa, honestate, bonis moribus et exemplis, ipsorum hujusmodi sacras traditiones, laudabiles consuetudines, et statuta pro viribus imitantes, et reverentes, et inviolabiliter custodire volentes, easdem in his nostris presentibus inseri fecimus, eas approbando tanquam juste et sancte institutas; sed, exigentibus varietate et qualitate temporum, aliqua ex et in dictis traditionibus et statutis moderanda, aliqua declaranda, et aliqua de novo duximus statuenda, prout inferius continetur.

[SPIRITUALE.]

I. *De presidencia in capitulo.*

Sequentes igitur antiquam ecclesie nostre consuetudinem, volumus et ordinamus quod prepositus, si est presens in capitulo, in ejus absencia decanus, in decani absencia cantor, in ipsorum absencia ebdomadarius ad conferenda beneficia, teneat capitulum, et quod tenens capitulum facta proponat, vel alius ad ipsius requisitionem qui forte melius sciet ea. Responsiones eciam faciat, vel alius ad ejus requisitionem, ut supra. Habebuntque dignitates dicte ecclesie [2], etiam

[1] Il s'agit sans doute ici de Hugues de Juilly, bien que Marlot, I, 492, indique l'année 1331 comme la première de son décanat.

[2] Le portefeuille † nous a fourni la note suivante, écrite vers la fin du XVIIe siècle, et offrant l'énumération complète des dignitaires et des membres, l'énumération par-

si sint de latere sinistro, primas voces in deliberationibus capituli, si fuerint sacerdotes, secundum ordinem suarum dignitatum; primo decanus, deinde cantor, post archidiaconus remensis, dehinc archidia-

tielle des officiers et des employés du chapitre à cette époque :

In ecclesia remensi :

D. Archiepiscopus est prima dignitas.

Archidiaconus remensis, sive major archidiaconus. — Archidiaconus ecclesie remensis, sive archidiaconus Campanie. — Prepositus. — Decanus. — Cantor. — Thesaurarius. — Vicedominus. — Scholasticus.

Penitentiarius extra capitulum est dignitas, non in capitulo.

Canonici de latere dextro. xxix

Canonici de latere sinistro. xxxv

Succentoria est officium quod uni de canonicis confertur.

Theologalis prebenda, non est dignitas, sed obligatur ad predicendum et legendum theologiam.

In antiqua congregatione sunt xxxix capellani. — In nova congregatione sunt xv capellani.

Quatuor custodes clerici. Dormentarius. Panetarius. Curatus S. Michaelis.	Hi septem censentur capellani de antiqua congregatione, preter supradictos xxxix, et percipiunt fructus congregationis.

Vicarii numero xiii sunt fundati.

Decem pueri chori.

Quatuor custodes laici, quorum [officia] conferuntur a D. thesaurario.

Duo subcustodes eliguntur a custodibus.

Capucerius; ejus officium confertur a D. thesaurario.

Antiquitus erant lxxii canonici; octo sed prebende extincte fuerunt [annis 1425, 1532, 1547, 1559(?), 4567, 1567, 1573, 1574] pro cantoria, succentoria, prebenda theologali, vicariis, pueris chori, et seminariis, et nunc solummodo lxiv canonici prebendati; et preterea sunt due prebende, quarum fructus unius percipiunt pueri chori, et alterius seminarii.

Une note extraite du manuscrit O 879 — 892, p. 140, de la bibliothèque de Reims, complétera les renseignements que fournit le portefeuille † sur les officiers et employés du chapitre * :

D[omini?] seneschali. — O[fficiarius?] seneschalcie. — Hebdomadarius. — P[resbyter?] precantor. — Diaconus. — Subdiaconus. — Cantor. — Officiarius horarum. — Officiarius anniversariorum. — Officiarius fabrice. — Ministri provisoris [*sic*, provisores?] fabrice. — Magistri administratores hospitalis Dei. — Magister puerorum chori. — Clavigery. — Magister operum. — Officiarius capituli. — Hospitalis ecclesie remensis. — Dormentarius. — Punctator vicariorum. — Pennetarius. — Curatus S. Michaelis. — Scriba capituli. — Punctator capituli. — Capellanus regis. — Janitor claustri. — Major et prepositus capituli. — Baillivus capituli. — Procurator capituli. — Scriba seneschalcie. — Vinitor capituli. — Pistor capituli. — Turrarius.

* De cette liste des officiers et employés du chapitre, il est peut-être utile de rapprocher celle des officiers et employés de l'archevêché, dans Reims, liste dressée vers la même époque, mais extraite des mss. de la Bibl. Roy., Reims, cart. 1.

[*Pour le spirituel.*]

Deux officiaux, — le secrétaire, — le scelleur, — deux greffiers du registre des excommuniés, — quatre promoteurs, — quatre greffiers des promoteurs, — le sentencier, — cinq audienciers, — cinq commissaires, — cinq positionneurs, — deux appariteurs, — un geôlier, — deux doyens ruraux.

[*Pour le temporel.*]

Le bailli, — le procureur fiscal, — le greffier, — le prévôt, — le greffier de la prévôté, — le[s] sergent[s] du bailliage et de la prévôté, — le geôlier de Porte-Mars, — le bailli de Vesly, — la vicomté qui se donne à ferme, — les sergens de la vicomté, — le controlleur du grenier à sel, — le mesureur de sel.

conus ecclesie remensis, thesaurarius, vicedominus, et scolasticus; fientque qualibet septimana tria capitula ad minus, hora Prime; videlicet diebus Lune, Mercurii et Veneris.

II. *De pane capitulari lucrando.*

Item statuimus quod unicuique canonico presenti in quolibet capitulo, distribuatur unus panis canonicalis albus, quem panem nullus eciam infirmus lucrabitur, nisi prime interfuerit deliberationi, aut saltem secunde, casu quo prime interesse non potuerit, legitime prepeditus, preter illos qui serviunt in choro, vel in negociis ecclesie occupantur. Omnes tamen infirmi, dempto dicto pane, lucrum capitulorum, eciam capituli generalis, integraliter percipient.

III. *De capitulo generali tenendo.*

Item quod singulis annis, in crastino Assumptionis B. Marie Virginis, et per quatuor dies inde sequentes, excepta dominica, si intervenerit, quorum duo primi erunt pro spirituali, duo alii pro temporali, et quintus pro graciis, fiat et habeatur in ecclesia remensi capitulum generale, sine alia convocatione facienda, ad tractandum, ordinandum, et statuendum de rebus et negociis ecclesiasticis et secularibus, seu spiritualibus et temporalibus ecclesie antedicte; ita videlicet, quod quicquid in dicto capitulo generali singulis annis ordinatum fuerit et statutum, firmiter et inviolabiliter observetur, nec possit in toto vel in parte mutari, seu revocari, nisi in alio subsequenti capitulo generali, nisi subsit causa legitima deliberata per capitulum in tribus aliis capitulis sequentibus. In dictis autem singulis diebus assignatis ad dictum capitulum, singuli canonici qui intererunt dicto capitulo, percipient et habebunt quatuor solidos, videlicet a senescallis, a distributoribus horarum et anniversariorum, equaliter et in promptu, finito capitulo, distribuendos.

IIII. *De auctoritate capituli generalis, et prorogatione ejusdem.*

Item statuimus et ordinamus quod omnia et singula statuta nostre ecclesie, non solum illa que durante capitulo generali suum plenum sortita sunt effectum, verum eciam illa que postea fient virtute pre-

dictorum ordinatorum in eodem capitulo, vires habeant tanquam facta et ordinata in capitulo generali.

V. *De legendis statutis singulis annis.*

Item omnia et singula statuta nostre ecclesie annis singulis in capitulo generali legantur et recitentur, ut corrigantur, mutentur, et alia de novo statuantur, prout in capitulo generali omnibus, aut saltem majori et saniori parti, visum fuerit expedire.

VI. *Quod nullus alium attrahat ad se in deliberationibus capituli.*

Item cum simus unum corpus, et de jure non licet membra a corpore dividi, abhominabile vicium conspirationis seu divisionis subjectorum seu membrorum, presentis serie statuti reprobantes, statuimus ut nulli, in dicto capitulo vocem pro quocunque negocio emergente habenti, liceat cum alio vel aliis conspirationem facere, vel alios ut secum conveniant in negociis capituli, seu deliberationibus, tractare, vel attrahere; sed cuilibet licitum sit votum suum, seu deliberationem, libere dicere, secundum suam conscienciam; et si, quod absit, aliquis, vel aliqui, contrarium fecerint aperte, vel occulte, suis cotidianis distributionibus quibuscunque, si in actu lucrandi sunt, sint privati per quatuor menses, et per idem tempus sint capitulo privati; alioquin si distributiones non lucrentur propter absenciam, vel alia rationabili causa, quartam partem fructuum[1] prebende sue unius anni amittant integraliter, ipso facto.

VII. *Quod nullus vocem habeat in capitulo, vel lucretur buchiam, aut ceram, aut almucium defferat, nisi subdiaconatus ordinem susceperit.*

Item ut laudabile statutum in viennensi consilio editum, quod nullus in capitulo vocem habeat, nisi saltem in subdiaconatus ordine fuerit constitutus, observetur. Et, ut ad suscipiendum sacros ordines, nostre remensis ecclesie canonici presentes et posteri facilius inclinentur, presenti firmiter prohibemus statuto, ne de cetero cuicunque

[1] Le ms. de Godart porte : *Grossorum fructuum.*

remensi canonico presenti, vel futuro, puero seu in sacris ordinibus non constituto, liceat nobiscum vel successoribus nostris, in tractatibus et factis capitularibus interesse, vel in choro almucium, aut ibidem, vel alibi, habitum in sacris constitutoribus [*sic*, constitutorum?] deferre, ac, nisi juxta alia remensis ecclesie statuta, continuam fecerit residenciam, fructus[1] sue lucrari prebende, vel ligna, ceram, aut alia que pueris non debentur, recipere. Que ut nullius conatu vel artificio frangantur, juramentis a nobis corporaliter prestitis, nos astrinximus nulli cujuscunque fuerit preeminencie, contra premissa, vel eorum aliqua, hoc salubri durante statuto dispensare[2]; ordinantes ut de cetero perpetuis temporibus, quilibet in sui receptione canonicus idem juret. Verum quia que de novo emergunt novo indigent auxilio, hanc nobis et posteris nostris reservamus potestatem, ut in generali duntaxat capitulo, quod annis singulis statim post festum Assumptionis gloriose Virginis, Remis est per nos solitum celebrari, ex causa rationabili, ab his qui tunc ibidem intererunt, eorum tamen quolibet sigillatim, quid, utilitate et honore ecclesie pensatis, expediat, sub juramento suo specialiter requisito, de omnium, vel saltem duarum partium ibidem presencium unanimi consensu, et non alias, presens statutum mutari valeat, aut modificari, vel in totum tolli.

VIII. *Quod senescalli, horarum, anniversariorum, fabrice, et hospitalis magistri, facta officiorum suorum in capitulo per ordinem promoveant.*

Item, tenentes officia, utpote senescalli, matutinarum et horarum ac anniversariorum distributores, fabrice provisores, et hospitalis nostri remensis magistri, facta seu negocia de quibus oportebit ipsos habere recursum ad capitulum, quilibet pro officio suo, referet capitulo; et ad eorum, vel alterius ipsorum requisitionem, habebit congregare capitulum prepositus, vel aliquis de predictis qui habent tenere capitulum, secundum ordinem suprascriptum; et quod ordinatum super facto proposito fuerit per capitulum, quilibet pro officio suo, prout alias est consuetum, executioni demandabit.

[1] Le ms. de Godart : *Fructus grossos.*

[2] Le ms. de Godart ajoute : *Vel ut sibi in contrarium aliquid liceat indulgere.*

IX. *Quod uno posito in deliberatione, alterum non proponatur.*

Item uno facto juxta ordinationem tenentis capitulum proposito, non proponatur aliud, donec primum fuerit expeditum.

X. *Quod negocia capituli ceteris preferantur in expeditione.*

Item negocia ecclesie propria, in ipsis proponendis et expediendis, aliis preferantur, nisi aliud fieri oporteat, vel deceat, ex causa necessaria vel utili evidenter.

XI. *Quod quilibet respondeat secundum quod interrogatus fuerit a tenente capitulum.*

Item habeat unusquisque respondere, secundum quod erit interrogatus a tenente capitulum; alias non, nisi ipsi occurat super facto proposito aliqua bona ratio, seu aliquid utile vel expediens, et tunc illud dicat, antequam negocium transeat per capitulum, eciam non interrogatus; plures tamen in sermone non concurrant, cum ex hoc impediatur negociorum expedicio, vel saltem retardetur.

XII. *Quod dum tractatur de aliquo negotio tangenti personam alicujus, nullus de ejus genere, familia, vel consilio remaneat in capitulo.*

Item si tractetur de aliquo ponendo in officio, vel alio negocio ipsum tangente, ratione persone sue, vel alterius de cujus sit genere, vel familia, vel hospicio, aut vestibus seu consilio, vel de quo est alias verissimile quod affici debeat cura [*sic,* circa?] illud factum aut negocium, ratione persone sue, vel alterius, in capitulo, durante tractatu super eodem negocio, non remaneat, sed exeat; et si non exeat, ad mandatum tenentis capitulum, qui dicere ei tenebitur, exire tenetur sub pena decem solidorum parisiensium. Sed, eo absente, de alio negocio non tractetur, si redire voluerit.

XIII. *Quod senescalli negocia communia ecclesie promoveant, et execucioni demandent.*

Item negocia communia ad capitulum, non ad officia pertinencia,

senescalli referant capitulo; et instabunt, ut de ipsis per capitulum ordinetur : et per deputandos a capitulo executioni celeri, prout erit possibile, demandabunt, secundum quod hactenus fuit usitatum.

XIIII. *Quod nichil expediatur, nisi ad minus* XII *canonicis presentibus.*

Item nulla gracia, nullum eciam negocium pro quo capitulum debeat congregari transeat, nisi duodecim canonicis ad minus presentibus; et si oporteat, die vel hora ad capitulandum non statuta, capitulum congregari, si materia tractanda ardua fuerit, vel magni ponderis, nichil in eo concludatur, nisi primitus canonicis ad sonum campane vel singulatim evocatis. Et si aliter fiat, quod factum fuerit nullius sit valoris, vel momenti.

XV. *Quod mera gratia, per unum impedita, non transeat.*

Item nulla gratia, que sit mere gratia, contradicta per unum canonicum postea transeat in illo capitulo, vel alio, nisi illo contradicente primitus evocato; et si inter aliquos sit discordia, an sit mere gratia, auditis rationibus hinc inde, capitulum super hoc judicabit.

XVI. *Quod quilibet canonicus ad requestam tenentis capitulum venire et remanere teneatur, nisi legitimum habuerit impedimentum.*

Item quilibet canonicus, nisi legitimam habeat excusationem, seu sit legitime impeditus, habeat venire vel remanere in capitulo ad requisitionem tenentis capitulum, saltim in casu scilicet quando non erunt duodecim canonici in capitulo; alias, secundum ordinationem suprascriptam, possent negocia ecclesie impediri, vel eorum expeditio plus debito retardari.

XVII. *Quod quilibet juret in sua receptione statuta facta et facienda*[1].

Item statuimus quod omnes canonici remenses, in sua nova receptione, videlicet presentes in ecclesia personaliter, et absentes per

[1] Voyez *Archiv. administr.*, I, p. 1124.

procuratores ad hoc sufficienter instructos, et quum postmodum ad ecclesiam accesserint personaliter, jurabunt se servaturos jura, libertates, et privilegia ecclesie pro posse suo, prout continetur in juramento cujus tenor talis est :

Ego N. canonicus hujus remensis ecclesie, juro ad sancta Dei Evangelia, quod ego fidele consilium prestabo ecclesie mee remensi, contra omnes, secundum conscienciam meam, pro posse meo, requisitus. *Item* juro quod ego secreta capituli non revelabo, ubi credam, sciam, seu sperem, quod possit esse in dampnum, periculum, seu prejudicium ecclesie, vel singularium personarum ipsius ecclesie; et quod jura, libertates et privilegia ejusdem ecclesie, secundum conscienciam meam, pro posse meo, contra omnes custodiam, et deffendam; necnon alia statuta facta et facienda observabo.

XVIII. *Quod diaconus sollicite assistat sacerdoti missam celebranti.*

Item diaconus qui presbitero ministrabit in missa, quamdiu ipse presbiter erit in canone, diligenter et sollicite assistat ipsi presbitero celebranti, ut videat et intelligat que dicet et faciet in celebrando sacerdos, propter pericula que possent accidere removenda. Et qui contrarium fecerit, perdet lucrum.

XIX. *De marrantiis in missa commissis.*

Item statuimus et ordinamus de marrenciis, quod canonici presbiteri pro missa quinque, diaconi pro evangelio quatuor, subdiaconi pro epistola tres solidos; qui vero procedentes esse, qui chorum tenere, qui cantare, qui legere debebunt, pro qualibet hora duodecim denarios, divisim et sigillatim, solvent officio horarum.

XX. *De marenciis aliis horis commissis.*

Item pro marrenciis in antiphonis incipiendis, et psalmis intonandis, quelibet singularis persona de ordine et in cujus parte chori cadet marrencia, solvet duos denarios, hoc excepto quod quicunque de ordine illo, in illa hora in qua fiet marrencia, unam antiphonam inceperit, vel unum psalmum intonaverit, ille nichil solvet; et habebit locum ista marrencia ultima, in illis qui horam in qua fiet, lucra-

buntur. Et est sciendum, quod predicte marrencie habebunt locum, quando divina officia supradicta debent non per vicarios fieri, sed per canonicos duntaxat.

XXI. *De marenciis in cathedris commissis.*

Item si canonicus sit solus in altera parte chori, super hoc observetur antiquorum usus, quod nullus canonicus partem suam chori, quando alii ex parte sua recesserint, recedendo similiter vacuam relinquat; sed ad minus unus remaneat in altis cathedris, nisi urgens necessitas, vel evidens utilitas, aliud requirat; alioquin duos denarios solvet.

XXII. *De modo incedendi in processionibus.*

Item in processionibus de ecclesia ad alias ecclesias, in civitate et extra, omnes de ecclesia exeant bini et bini in suo ordine, nisi aliud propter numerum imparem oporteat fieri; et ordinate incedant. Et qui contra hoc, et ordinationem cantoris vel succentoris fecerit, duos denarios solvet.

XXIII. *De lucro et perditione processionum.*

Item quicunque ibit ab ecclesia cum processione, et usque ad ecclesiam non revertetur, medietatem emolumenti processionis amittet. Sciendum est insuper, quod dicte marrencie officio horarum applicabuntur, et per officiarios horarum levabuntur, qui promittent sub juramento quo tenentur ecclesie, quod in hoc nulli parcent, vel remittent. Renuentes autem solvere dictas marrencias, eas solvere compellantur per capitulum, remediis oportunis.

XXIIII. *De magnis tonsuris omnium de habitu ecclesie in sacris non constitutorum.*

Item statuimus quod omnes et singule persone, quecunque sint, in ecclesia remensi beneficiate, et in sacris ordinibus non constitute, gerant magnam tonsuram sicut pueri chori, et quod amodo aliter non recipiantur in capitulo.

XXV. *De antiphonis et introitu misse tractim decantandis.*

Item statuimus quod in feriis, et in diebus processionalibus introitus misse tractim cantetur, necnon singulis diebus cetera, quod ad missam pertinet et maxime postcommunio, antiphone ad *Benedictus* et ad *Magnificat*, et antiphona de Evangelio que dicitur in processione, in navi ecclesie, tractim decantentur, et cum pausa sufficienti.

XXVI. *De modo assistandi in missa, capite velato, vel non.*

Item statuimus quod in missa, durante prefatione, consecratione, et oratione dominica, et revertendo de altari, et quandiu legitur Evangelium, diaconus, subdiaconus, et procedentes, nudis capitibus stent et incedant. Alio vero tempore, quamdiu stare debent, uti possunt bierreto; quandiu vero sedere possunt, uti possunt bierreto et almucio simul; si tamen alicui occurreret necessitas, permittatur sibi secundum conscienciam suam uti bierreto, vel almucio, aut bierreto et almucio simul.

XXVII. *De modo veniendi de sacrario ad chorum, et redeundi.*

Item quod in solemnitatibus, illi qui dicunt : *Venite exultemus*, veniant de sacrario induti cappis, et in idem sacrarium similiter revertantur. Hoc idem dicimus de incensantibus in matutinis et vesperis, et de illis qui tenent chorum, ut de dicto sacrario veniant cum cappis sericis, et baculis argenteis, et simul revertantur.

XXVIII. *De servicio fiendo pro quolibet canonico, ubicunque decedente.*

Item statuimus et ordinamus, quod pro quolibet remensi canonico qui de cetero morietur remensis canonicus, extra civitatem remensem, fiet per canonicos officium defunctorum, et non pulsabitur, nisi prout communiter pro anniversario pulsari consueverit, ponenturque quatuor cerei, quilibet duarum librarum, in lateribus panni aurei extensi super tumbam Renaudi Contracti, qui una cum viginti cereis retro majus altare existentibus ardebunt vigiliis et missa durantibus, fietque distributio decem librarum, de quibus officium fabrice ecclesie pro luminari

percipiet xvi^cim solidos, et canonici presentes in dicto servicio, residuum habebunt inter ipsos distribuendum, solvendum per procuratorem dicti canonici defuncti, de fructibus per eum perceptis ex prebenda remensi, si quos receperit, aut per heredes, sive executores ejusdem defuncti, si ab eis possint haberi; de quo facient procuratores diligenciam, ipsos ad hoc exhortando. Quod si dicta summa ab eis haberi non possit, fiet nichilominus integraliter servicium, ut premissum est, et distribuentur singulis canonicis presentibus duo solidi, fabrice vero pro luminari xvi^cim solidi, de pecuniis ex cedulis canonicorum defunctorum effluxo anno, juxta ordinacionem sequentis immediate statuti recipiendis.

XXIX. *De scedulis canonicorum decedentium, et emolumentis earum post annum [applicandis] ad servicium mortuorum.*

Item statuimus et ordinamus, quod executores testamentorum canonicorum Remis decedentium, vel ibidem domicilium habentium, infra annum a die mortis eorum, reddant compotum hujusmodi executionum coram capitulo, vel committendis ab eo; post quem compotum sic redditum tradere tenebuntur omnes scedulas quas receperant deffuncti canonici ab officiariis ecclesie, pro fructibus prebende remensis percipiendis, cuidam canonico per capitulum deputando, qui de pecuniis ex hujusmodi scedulis, et aliis debitis, eisdem deffunctis ad causam dicte prebende obvenientibus, fieri faciet simile omnino servicium in choro ecclesie, ut pro decedentibus extra Remos premissum est, unum, vel plura, distribuentque ex dictis pecuniis officio fabrice pro luminari xvi^cim solidos, et cuilibet canonico presenti in dicto servicio duos solidos, vel amplius, secundum quantitatem pecunie recepte; fietque unum servicium pro ipsis prima die convenienti post capitulum generale, ut salubris hujus statuti memoria diucius perseveret.

XXX. *Quod quilibet canonicus presbiter tenetur celebrare unam missam pro quolibet canonico ubicunque decedente, et alii psalterium.*

Item ordinamus et statuimus, seu pocius declaramus secundum antiquas et bonas consuetudines remensis ecclesie, quod pro quolibet cano-

nico remensi deffuncto, sive presente sive absente, quilibet superstes canonicus infra mensem a tempore noticie mortis, si canonicus deffunctus sit absens, si superstes canonicus sit presbyter, unam missam pro deffunctis celebrare, vel per alium presbiterum facere celebrari tenetur; et si non sit presbiter, tenetur dicere unum psalterium vel dici facere per alium. [Huic autem statuto additum fuit anno Domini millesimo cccc° xv°, in crastino Assumptionis B. Marie Virginis, quod procuratores canonicorum absencium obitum canonici deffuncti magistris suis notificare teneantur, ut ipsi premissa faciant seu fieri faciant, nisi ipsi procuratores per se ipsos premissa facere voluerint[1].]

XXXI. *Pro magnis commendationibus dicendis in choro, post exequias canonici.*

Item statuimus et ordinamus, quod pro quolibet canonico Remis decedente, dicantur in choro ecclesie magne commendationes per presbiteros ebdomadarios, per XL^ta dies, incipiendo a die exequiarum ipsius; et pro quolibet die percipient octo denarios parisienses de emolumento scedularum ipsius. Quod si contingat alium decedere canonicum, antequam XL^ta dies effluxerint, habebit nichilominus quilibet canonicus deffunctus integraliter commendationes predictas, per quadraginta dies.

XXXII. *Quod anniversaria fiant infra mensem in quo cadunt.*

Item quod anniversaria deffunctorum fiant infra mensem in quo cadunt, et quot possit fieri anniversarium, si expediat, in festo Quinque Cereorum.

XXXIII. *De modo lucrandi anniversaria in choro.*

Item statuimus quod quilibet canonicus, qui in vigiliis anniversariorum debite fecerit introitum, intersit sexte lectioni; et qui ad sextam lectionem non fuerit, saltem ultime orationi intersit, alioquin perdat emolumentum hujusmodi vigiliarum. Hoc idem dicimus de capellanis et vicariis, qui in hujusmodi anniversariis percipiunt porcionem nobiscum.

[1] Ce qui est placé ici entre [ ] se trouve également dans les deux Mss.

XXXIIII. *Quod visitentur cappellani, et vicarii, et cappellanie ipsorum*[1].

Item ordinamus et statuimus, quod capellani et vicarii ecclesie visitentur quolibet anno, et inquiratur de vita et moribus eorumdem, et

[1] Nous empruntons au recueil de Godart, *Archiv. du chap.*, lay. 10, liass. 18, n° 6, p. 29, le statut suivant :

Ordinationes et inhibitiones facte in capitulo generali anni D. m^i^ v^i^ xxx^i^ viii^i^ *vicariis, capellanis et habituatis ecclesie remensis.*

« Vicarii, capellani et habituati hujus ecclesie, tam in minoribus quam in sacris ordinibus constituti, se honeste habeant in vestibus et indumentis, tam intra ecclesiam quam extra, deferendis, prout ordo cujuslibet ipsorum requirit, maxime in ecclesia, gerendo tonsuras, almutia, cappas laneas, colletos, et pelliceas ab antiquo in ecclesia gestari solitas, servicium divinum et horas diurnas et nocturnas frequentando, prout quilibet eorundem secundum institutionem et fundationem cappellaniarum et beneficiorum per eos in ecclesia obtentorum ad hoc tenetur, missas in eorum cappellis et altaribus, diebus et horis, ac modo et forma, in dictis fundationibus declaratis, et non alibi celebrando, et onera ab antiquo eis imposita adimplendo. Quod si quis eorundem missas ipsas celebrare omiserit, aut in alio altari celebraverit, penam quinque solidorum turonensium pro qualibet missa obmissa incurrat; qui quidem quinque solidi percipientur per officiarium fabrice super fructibus seu stipendiis eorundem sic defficientium, in duabus aliis missis per alium capellanum, seu presbyterum, in dicta capella in qua celebrari debent celebrandis, convertendi et applicandi.

« Durantibus divinis maxime tribus horis principalibus in choro assistant, nec exeunt[es] per ecclesiam deambulent cum laicis, aut aliis personis, confabulando. Quod si quis eorundem extra chorum, ut premissum est, inventus fuerit, per promotorem capituli coram officiali ejusdem conveniatur, et prosequatur pro emenda condigna, per dictum officialem contra talem taxanda et persolvenda. Qui vero ex eisdem capellanis ad chorum et interessentiam in eadem ecclesia tenentur, et non intererunt, compellantur per substractionem aut saisinam fructuum suorum beneficiorum, alias prout jus suadebit, ad onera ad que tenentur per se, vel alios ydoneos dicte ecclesie habituatos, adimplenda, ornamenta ac alia jocalia, et indumenta ecclesiastica suis capellaniis spectantia, munda et honesta tenendo, et intertenendo, juxta ordinationem magistrorum capellaniarum singulis eorum factam seu faciendam.

« Nullus nominatorum presumat missas in roella et navi ecclesie, durantibus processionibus que fient in ecclesia, celebrare, sed quilibet eorundem in eisdem processionibus a principio usque in finem intersit. Quod si quis eorundem repertus fuerit deambulans per ecclesiam, aut confabulans cum aliquo, durantibus eisdem processionibus per promotorem capituli, modo quo supra, conveniatur et citetur super eo responsurus.

« Vicarii et alii capellani chorum et interessentiam in matutinis ratione suarum capellaniarum debentes, introitum et residentiam in choro faciant, prout in fundatione domini cantoris [Godartii], cavetur. Similiter in missa majori, vesperis et vigiliis, introitus et exitus consuetos et antiquos observent, cantando et psalmodiando tractim, et pausatim, prout ab antiquo ordinatum est.

« Vicarii ad servicium divinum deputati, videlicet quoad missas, cantum, epistolas et evangelia decantanda, suum officium faciant, prout quemlibet eorum tangit. Quod si aliquo legitimo impedimento detenti, per se facere non poterunt, provideant hora competenti de alio qui deffectus eorum suppleat, sub pena duorum solidorum pro marcentia cujuslibet deffectus, per officiarium horarum super suis stipendiis retinendorum. Horas

de bonis et ornamentis capellaniarum suarum, et qualiter deserviunt in ipsis. Et hoc fiet per deputandos annis singulis a capitulo, secundum tenorem commissionis a nobis super hoc sibi faciende, qui eaque invenient, referent capitulo, per quod, juxta inventa et relata, fiet correctio, et alia que circa hoc facienda fuerint, ac eciam reformanda.

canonicas in choro non dicant; litteras, libros, vel alias scripturas in eodem non perlegant. Missas si quas habeant celebrandas, anticipent, vel retroferant, taliter quod durantibus horis quibus in choro interesse debent, missas ipsas non celebrent. In choro existentes, cantent et psalmodient cum omni devotione et reverentia, sacerdoti missam celebranti respondeant, alter alterum non expectando. Antiphonas, responsoria, tractus, sequentias, hymnos, et alia decantanda prevideant, signent et annotent, tempore et loco oportuno, ne ob deffectum eorum in cantando pausa vel marentia superveniat. Post missam finitam a choro non recedant, nisi Sexta finita, cappas diebus solempnibus indui solitas super cathedras dimittendo.

« Vicarii, ipsi capellani, ceterique ecclesie habituati, tabernas, stuffas, et alia loca inhonesta, non intrent; ad aleas et taxillos, cartas et alios ludos prohibitos, non ludant, nec hujusmodi ludis intersint, coronam et tonsuram congruas defferentes, feminas suspectas ab eorum consortio statim et immediate ejiciant, nec cum eis in aliquo loco suspecto communicent. A crapula et ebrietate * se penitus abstineant. Quod si quis vino suppressus balbuciendo lectionem, aut responsorium, aut aliud canticum, dicere aut cantare repertus fuerit, pro prima vice pena quinque solidorum mulctetur, ac emolumentum diei perdat. Si vero assuetus ab hujusmodi ebrietate se non abstinuerit, si pro secunda vice taliter suppressus et balbuciens deprehensus fuerit, carceribus mancipetur per certos dies, arbitrio officialis capituli, in pane et aqua jejunaturus. Quod si diversis vicibus tanquam pertinax in id vicium reincidat, a vicariatu suo privetur, et a servicio ecclesie licencietur, absque spe regressus.

« Idem ordinatum est dominis canonicis, quoad prohibitiones et injunctiones in precedenti ultimo articulo contentis, statum, mores, vitam, et honestatem ipsorum concernentes.

« Custodes vero et subcustodes tam clerici quam laici, diligentes sint et pervigiles in excercendis eorum officiis, tam circa pulsationem campanarum cum pausis, tractibus, horis debitis et assuetis faciendam, quam in cereis et luminaribus accendendis et extinguendis, ornamentis conservandis, hostiis custodiendis, claudendis et aperiendis, processionibus interessendis, libris collectariis, et cappis defferendis, etiam choro et ecclesia custodiendis, claudendis, et aperiendis, ceterisque oneribus faciendis que suis incumbunt officiis; pulsationes tamen aliquando anticipando, vel retroferendo, prout domini cantor, vel succentor, secundum quod eis pro commoditate et honestate servicii divini eis melius videbitur faciendum, ordinabunt. Caveant insuper custodes tam clerici quam laici, ne de cetero aliqua ornamenta, res, et jocalia ecclesie, alicui tradant, aut accommodant, extra ecclesiam transportanda, et alibi quam usibus hujus ecclesie applicanda. »

* Une conclusion du chapitre, copiée dans le portefeuille XX porte :

« De die 28 junii 1596; D. Adrianus Duval, vicarius, ob nimiam vini potationem per eum in suburbiis burgi Vidule habitam, populi scandalo, conjicietur in carcerem hospitalis ecclesie remensis; et N. Guilleaume, B. Sellier, H. Moustier, et A. Geoffroy, quondam pueri chori, virgis in collegio cedentur diligentia domini promotoris capituli. »

XXXV. *Quod littere fundationum capellaniarum ecclesie, remaneant penes clavigeros.*

Item quia propter absenciam nonnullorum capellanorum, et aliorum dignitates, beneficia, et officia in ecclesia nostra obtinencium, litteras suarum fundationum secum delatas, in manibus extraneorum deperdi, et ob hoc jura dictarum fundationum in toto vel in parte plerumque perire contingit, in dicte ecclesie nostre detrimentum non modicum; statuimus ut de cetero, omnes littere et carte hujusmodi fundationum, sub manu clavigerorum nostrorum, in cartulario ecclesie nostre, custodiantur, quas per *Vidimus* per manus dictorum clavigerorum habere poterunt singuli eorum, prout opus fuerit, pro redditibus et juribus dictorum suorum beneficiorum requirendis et tuendis. Quod si quis contrarium fecerit, vel litteras fundationis sui beneficii, dignitatis, vel officii, contra hanc nostram ordinacionem maliciose retinuerit, vel celaverit; per substractionem omnium fructuum sui beneficii id facere compellatur, vel alia via rationabili.

XXXVI. *Statutum de custodibus.*

Item de custodibus, quod antiqua statuta de ipsis facta teneantur ad unguem, et, per capitulum ad cujus curam spectat, ad ea tenenda oportunis remediis compellantur; statuentes quod diebus singulis et noctibus, sint diligentes et solliciti custodes, tam clerici quam laici, circa officium sibi commissum, scilicet in custodia ecclesie, et ornamentorum omnium, necnon in pulsatione campanarum; in quibus fideles servitores habeant, qui dampna non faciant ecclesie, alioquin in predictis, sicut sciunt, periculum erit suum. Secundo, quod ipsi personaliter deserviant, ita quod unus clericus, et duo laici, in propriis personis, tam de die quam de nocte, suum officium faciant diligenter, tam mane quam sero, in ecclesia comedentes, et ibidem de nocte dormiant, ab ipsa nunquam, aut raro, quandiu suas septimanas faciunt, nisi ex causa necessaria, recedentes. Ad hoc enim ex institutione sua tenentur, et sic in aliis ecclesiis, maxime cathedralibus, observatur. Alioquin emolumentum perdant quod in nostro reffectuario recipiunt; et si opus fuerit, sui grossi fructus saisiantur. Tercio quod nunquam

se absentent ad longum tempus, maxime quando sunt aut esse debent ebdoma[da]rii, sine licencia capituli speciali; alioquin puniantur, ut prius.

XXXVII. *De presentatione beneficiorum ad singulos canonicos spectante.*

Item cum vacante aliquo beneficio, ad collationem nostram communem spectante, preces multiplices et importune, sepissime nobis fierent, quibus cum aliqui nostrum nollent descendere, aliis hujusmodi precibus descendentibus, propter quas affectiones varias, rancores, et dissensiones inter nos orirentur interdum; hec vitare volentes, statuimus et ordinamus, ut quilibet canonicus vocem habens in capitulo, secundum ordinem suum, scilicet primo presbiteri, secundo diaconi, et post subdiaconi antiquiores, unam septimanam duraturam a *Preciosa* diei dominice, usque ad *Preciosa* sequentis dominice, et ibi pronunciabitur cujus erit septimana, ad conferendum beneficia, vel presentandum ad ea que ad nos, tempore presentis statuti, in communi pertinebant, habebunt; et ille in cujus septimana vacabit beneficium, personaliter, infra quindecim dies a tempore vacationis note, in ecclesia tenebitur nobis in capitulo presentare personam ydoneam, per nos approbandam, cui conferri volet, vel eam ad hujusmodi beneficium presentare; et tactis corporaliter sacrosanctis Evangeliis, jurabit presentator cujuscumque dignitatis, conditionis aut status existat, quod in hujusmodi presentatione, seu occasione hujusmodi presentationis, aliquid symoniacum, vel inhonestum, seu juri contrarium, per se, vel per alium ipso sciente, minime intervenit; et predictum juramentum alicui remitti non poterit quoquomodo. Quibus sic actis, nos si personam invenerimus ydoneam, sine difficultate tenebimur recipere presentatam, nec eam poterimus refutare. Quod si forte infra tempus predictum, sicut dictum est, seu, quod absit, personam scienter indignam, [seu?] minus ydoneam, canonicus presentaret, ex tunc ipso facto potestate presentandi illa vice sit privatus, et ad suum immediate successorem canonicum septimanarium, seu in sua septimana ad presentandum existentem, ipso jure presentandi sit potestas hujusmodi devoluta. Et si dictus successor infra quindecim dies a tempore devolu-

tionis potestatis, sicut dictum est, minime, seu minus ydoneam personam forsitan presentaret, hujusmodi presentatione privetur, et devolvatur ipsa potestas in alium successorem suum immediatum, sicuti dictum est in casu precedenti; et sic deinceps in omnibus aliis casibus consimilibus statuimus observandum. Et si forte aliquem de canonicis nostris, in sua septimana ad presentandum existentem, ante consummationem sue septimane cedere vel decedere contigerit, residuum sue septimane, quantum ad provisionem, ad nos capitulum devolvetur, et successor cedentis, vel decedentis, septimanam suam, quantum ad presentationem predictam, loco et tempore, juxta condicionem sui ordinis, obtinebit. Volumus eciam et ordinamus, quod hac instanti die dominica, post *Preciosa*, antiquioris presbiteri canonici Remis residentis incipiat ebdomada, et postmodum, per anni circulum, quilibet in suo ordine, ut dictum est superius, proponatur, et in tabula, que consuevit legi qualibet die dominica in nostro capitulo, pronuncietur post *Preciosa* quis, in presentatione predicta, erit ebdomadarius, sicut in aliis ebdomadariis ad officium misse, et ad conferendum conversas[1]

[1] Voici le statut qui concerne les sœurs converses de l'Hôtel-Dieu, extrait des archiv. du chap., lay. 12, liasse 20, n° † :

« Universis presentes litteras inspecturis, J... prepositus, P... decanus, G... cantor, ceterique remensis ecclesie fratres, salutem in Domino. Non debet reprehensibile judicari si, secundum varietatem temporis, statuta quandoque variantur humana, presertim cum urgens necessitas, et evidens utilitas, id exposcit; quoniam ipse Deus ex hiis que in veteri Testamento statuerat, nonnulla immutavit in novo. Sane licet a multis retro temporibus in nostra remensi ecclesia extiterit observatum, quod cedente vel decedente aliqua de sororibus seu conversis hospitalis nostri Beate Marie remensis, quod in spiritualibus et temporalibus solis [*sic*, solum?] et insolidum nobis subest, et in quo certus numerus sororum seu conversarum statutus est ab antiquo, provisio et dispositio loci quomodocumque vacantis ad nos omnes communiter pertineret, et in communi providebamus eidem; attendentes tamen, quod tam ex multis violentis et importunis precibus per magnates et alios interpositis super hoc, et per multos quesitis, quam ex multis aliis, libera provisio et debita, per nos in communi super hoc facienda, multipliciter impeditur, et quia eciam omnes potentes exaudire non valemus, maxime cum plures pro eodem loco simul et semel ut quamplurimum intercedant, nos, et dictum hospitale, sicut per rerum experienciam didicimus, indignationem multorum nocere [*sic*, nocentem?] potentium propter hoc incurrimus, et magis timemus verisimiliter incurrere in futurum; considerantes eciam rancores et odia que unus erga alium nostrum consequebatur, seu consequi poterat, quando, aliquo nostrorum pro loco vacante obtinendo erga alium de nostris seu alios intercedente, rogatus intercedentis precibus minime descendebat; ex quibus magna dampna et pericula gravia nobis et dicto hospitali poterant futuris temporibus verisimiliter evenire; volentes, quantum cum Deo possumus, hujusmodi dampnis, periculis et rancoribus obviare, hoc perpetuo statuto inviolabiliter observando, in capitulo nostro

in hospitali nostro remensi, est fieri consuetum, antiquis assignationibus super conferendis beneficiis, cuilibet canonico olim factis, in suo generali et hora capituli insimul ad sonum campane, sicut moris est, congregati, deliberatione et tractatibus habitis super hiis diligentibus, consensu unanimi, auctoritate predicti nostri generalis capituli, statuimus et ordinamus ut quilibet canonicorum nostrorum in sacris ordinibus constitutus successive, secundum quod in quodam rotulo quem dormentarius noster, seu ejus clericus, conservare consuevit, in quo quando primo in nostra ecclesia recipiuntur canonici nostri, scilicet antiquior presbiter, post presbiteros dyaconus antiquior, post dyaconos antiquior in receptione subdyaconus, primus, et sic deinceps quilibet in suo ordine secundum quod est in sua receptione antiquior conscribuntur, suam septimanam habebit, que incipiet die dominica postquam finitum fuerit *Preciosa*, et in sequenti die dominica in hora consimili terminabitur. Et quando per mortem, vel alias quoquomodo, in septimana canonici in sacris constituti, dictum locum seu plura loca vacare contigerit, dictus canonicus infra quindecim dies a mortis seu vacationis tempore dicti loci numerandos, personam ydoneam, boni nominis, et bone fame, non claudam vel gibbosam, seu alias corpore viciatam, non debilem sed robustam, cum ad hoc eligantur converse potissime ut pauperibus manualiter et corporaliter deserviant, que eciam persona presentata saltem decimum octavum annum compleverit, et quadragesimum non excesserit, cum intendamus magis hospitali providere principaliter quam persone, nobis personaliter, et non per alium, prius tamen corpore tradito ecclesiastice sepulture, presentabit; et tactis corporaliter sacrosanctis Evangeliis jurabit presentator, cujuscumque dignitatis, condicionis, aut status existat, quod in hujusmodi presentatione, seu occasione hujusmodi presentationis, aliquid symoniacum, vel inhonestum, seu juri contrarium, per se, vel per alium ipso sciente, minime intervenit. Et predictum juramentum alicui remitti non poterit quoquomodo. Quibus sic actis, nos si personam inveneri-mus ydoneam, sine difficultate tenebimur recipere presentatam, nec eam poterimus refutare. Quod si forte infra tempus predictum, sicut dictum est, seu, quod absit, scienter personam minus ydoneam canonicus presentaret, ex tunc ipso facto potestate presentandi illa vice sit privatus, et ad suum immediate successorem canonicum septimanarium, seu in sua septimana ad presentandum existentem, ipso jure presentandi sit potestas hujusmodi devoluta. Et si dictus successor infra quindecim dies a tempore devolutionis potestatis, sicut dictum est, minime, seu minus ydoneam personam scienter forsitan presentaret, de privatione et devolutione potestatis in alium successorem suum immediatum, sicuti dictum est, in casu precedenti, et sic deinceps in omnibus aliis casibus consimilibus, statuimus observandum. Et si forte aliquem de canonicis nostris in sua septimana ad presentandum existentem, ante consummationem sue septimane cedere vel decedere contingeret, residuum sue septimane, quantum ad provisionem, ad nos capitulum devolvetur; et successor cedentis septimanam suam, quantum ad presentationem predictam, loco et tempore, juxta conditionem sui ordinis optinebit. Volumus eciam et ordinamus, quod hac instanti die dominica post *Preciosa*, antiquioris presbiteri canonici incipiat ebdomada, et postmodum per anni circulum quilibet in suo ordine, ut dictum est superius, preponatur, et in tabula que consuevit legi qualibet die dominica in nostro capitulo, pronuncietur post *Preciosa* quis, in presentatione predicta, erit ebdomadarius, sicut in aliis ebdomadariis ad officium misse est fieri hactenus consuetum. In quorum omnium testimonium et munimen, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Actum et datum in capitulo nostro generali, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo secundo, die mercurii post Assumptionem beate Marie Virginis.» — *Scellé en cire verte, sur queue de parchemin.*

robore duraturis. Ab ista autem ordinatione excipimus SS. Jacobi, Petri Veteris, et Hilarii parochiales ecclesias remenses, que, cum magnum habeant populum, decet ut personis magnis, et notis nobis, et ecclesie nostre, utiliter conferantur; quas parochiales ecclesias ad presentationem nostram communiter retinemus[1].

TEMPORALE[2].

XXXVIII. *De eligendis canonicis ad visitandum domos.*

Item debent eligi, in quolibet capitulo generali, duo canonici, vel alii fide digni, qui promittere tenentur, ut fideliter pro posse suo

[1] Godart a intercalé ici, dans son manuscrit, sous le n° XXXVIII, un statut de 1456 relatif à ce que doivent payer sur table les chanoines, à leur réception.

[2] Cette partie des statuts, qui concerne plus spécialement le temporel du chapitre, ne donne, sur l'administration intérieure de ce corps opulent, que des détails incomplets. Nous avons cru devoir y suppléer, en empruntant au portefeuille Y, un mémoire anonyme dressé dans le courant du siècle dernier.

Recueil des usages du chapitre de l'église métropolitaine de Reims, touchant la manière de gagner et de distribuer les fruits et revenus des prébendes de ladite église.

[§. I.] *Du commencement de l'année.*

« L'année canonialle, suivant l'usage de l'église métropolitaine de Reims, commence le jour de Sainte Marie-Magdelaine, quand elle écheoit le dimanche ; et lorsqu'elle écheoit un autre jour, l'année commence le dimanche qui est le plus proche de cette fête.... »

[§. II.] *De l'examen des points et assistances.*

« La semaine qui précède immédiatement le commencement de l'année, est celle dans le cours de laquelle on examine les différens rolles des assistances de l'année précédente, dont elle est la dernière ; et c'est pour cette raison qu'elle est ordinairement appelée la semaine des points.

« Cet examen des points ou assistances se commence ordinairement le lundy à six heures du matin, et se doit faire par messieurs les sénéchaux, et trois de messieurs les chanoines marquez à leur tour, et tirez des trois colonnes differentes qui se trouvent chez M. le receveur de la sénéchaussée et des heures, où le greffier du chapitre doit se trouver aussy et porter tous les rolles de la ponctuation. Les auditeurs peuvent substituer d'autres chanoines majeurs à leurs places ; et il n'est pas nécessaire qu'ils soient de leurs mêmes colonnes, ny qu'ils aient les qualités requises pour être inscrits dans les colonnes, ny même qu'ils y soient inscrits ; mais il faut qu'ils ne soient pas actuellement receveurs de la senéchaussée et des heures, ou de la fabrique, ou des grains, ou des anniversaires ; ny qu'ils aient aucun compte de ces recettes à rendre.

« Comme messieurs les sénéchaux (qui sont de droit examinateurs des points) peuvent encore être marquez auditeurs à leurs tours en qualité de chanoines ; en ce cas ils doivent prier quelques chanoines pour s'y trouver avec eux, affin que le nombre soit toujours remply.

« Tous ces messieurs doivent vaquer par eux-mêmes à l'examen de tous les rolles des assistances, sans s'en raporter à ce qui peut avoir été examiné, calculé et projetté par le greffier, dont le travail n'est pourtant pas inutile, puisqu'il peut servir de controlle ;

facient que secuntur, et non parcent alicui; videlicet quod, saltem semel in anno, videant, inquirant, et investigent in propriis personis

et empêcher quelquefois de recommencer le calcul.

« Dans l'examen des points ou assistances, il faut prendre garde à ceux qui sont éprouvez, c'est-à-dire à ceux qui par inadvertance ayant esté piquez comme présens, quoyqu'absens, sont encore piquez de quatre autres petits points pour la même assistance ou heure, ce qui signiffie qu'ils doivent être réputez comme non piquez.

« Les mois sont composez de trente jours, et comptez pour quatre semaines et deux jours, et les semaines, que l'on appelle encore hebdomades, sont comptées pour sept jours.

« Avant que d'examiner les rolles des points ou assistances, on lit le rolle des chanoines qui ont assisté au chapitre général de l'année précédente, et y ont obtenu les grâces ordinaires. La lecture de ce rolle, qui est apporté par le greffier du chapitre, se fait pour reconnoître ceux auxquels on doit compter trois mois de grâces, soit par raport au billet, ou par raport aux heures.

« Après la lecture de ce rolle, on examine les rolles des assistances aux grandes heures, pour compter seulement les jours d'absence, et l'on fait le rôle ou état de ceux qui sont pleins aux billets, et de ceux qui sont partiaux, en marquant pour combien de mois, de semaines et de jours ils doivent participer aux billets. Cet examen sert aussy par rapport à la fondation de monseigneur le cardinal de Loraine, et par raport aux bois.

« On examine ensuitte les rolles des assistances aux grandes heures et aux petites heures, et ceux des assistances à la fondation de monseigneur le cardinal de Loraine et aux obits, et après cet examen on fait les différens rolles ou états, où on marque ce qui est dû à chaque chanoine, pour les assistances aux grandes et petites heures, pour la fondation, pour les vigilles ou obits, et ceux qui ont gagné les bois.

« On examine aussi les tablettes qui règlent l'office, que l'on expose touttes les semaines dans la sacristie, afin de reconnoître par cet examen qui sont ceux qui sont inscrits *ad missas vicedomini*, et de faire le rolle de ceux qui ont gagné la Terre des prestres. Mais c'est le receveur des anniversaires qui fait, sur ces mêmes tablettes, le rolle de ce qui appartient à tous ceux qui ont été inscrits pour les messes du vidame et autres, soit pour le pain du vidame ou la rétribution des messes; et le receveur de la fabrique fait sur ces mêmes tablettes le rolle de ceux qui doivent avoir la rétribution, pour dire, en allant à l'autel pour y célébrer la grande messe : *Animæ istorum*, [sic, *justorum?*] * etc. »

* La note suivante, extraite des *Varia selecta* du chanoine Lacourt (Bibl. du Roi, Reims, cart. v), explique quelle était cette prière :

« Les obituaires étoient dans leur origine des dyptiques particulières et différentes de celles qui contenoient seulement les noms des évêques; on lisoit les unes et les autres à la messe, à l'endroit du canon où l'on recommande particulièrement à Dieu ceux qui sont dans le sommeil de la paix. Le commencement de cette prière préparoit à l'énumération que le prêtre faisoit ensuite, et qui est encore marquée dans les missels par deux N. N., c'est-à-dire : *les noms*, parce que le prêtre les prononçoit. Les obituaires étoient un supplément à ces dyptiques épiscopales; on n'y mit d'abord que le nom des bienfaiteurs, ou de ceux pour lesquels on avoit des engagemens de prières. Il reste dans l'église de Reims quelques vestiges d'antiquités sur ce sujet. On voit encore une espece de niche au côté droit de la petite porte du chœur, où le célébrant s'arrête pour baiser les saints Évangiles, et lorsqu'il sort de la sacristie, c'est l'usage qu'il prononce cette prière : *Animæ justorum et omnium fidelium defunctorum, parentum, amicorum et benefactorum nostrorum per misericordiam Dei sine fine requiescant in pace*; à quoi le diacre répond : *Amen*. L'origine de cette prière vient de ce qu'anciennement on faisoit chaque semaine une tablette qui contenoit les noms des bienfaiteurs, selon l'ordre de chaque jour, le prêtre s'arrêtoit en cet endroit où la tablette étoit exposée,

suis, conjunctim vel divisim, de domibus et edificiis ecclesie remensis, que et quas tenent canonici ad vitam in civitate remensi, et extra,

[§. III.] *De ceux qui peuvent être examinateurs des points, et auditeurs des comptes.*

« Pour avoir droit d'être à son tour auditeur ou examinateur des points, il ne sutlit pas d'être inscrit dans l'une des trois colonnes, il faut encore avoir assisté, au moins en qualité de soudiacre, au chapitre général precédant l'examen des points, ou avoir été [excusé?] par le chapitre; il faut encore avoir assisté à l'une des trois grandes heures, pen-

le diacre en faisoit la lecture, après quoi le célébrant disoit la priere : *Animæ*, etc. Cette priere est même gravée sur la base de la niche, et c'est ce qui en determine l'usage ancien. Son architecture, et le caractère des lettres ne peut être que du XVIe siècle, vers le milieu. Cette ancienne coutume s'explique par une autre qui subsiste encore aujourd'hui. Le chanoine semainier récite à la sacristie, avant tierce, les prières de prime que l'on disoit autrefois dans un endroit du cloître contigu au lieu où le chapitre s'assemble, et qu'on nommoit même *Pretiosa ;* un des enfans de chœur lit dans l'obituaire les noms des morts de chaque jour, et le chanoine dit à la fin de la prière : *Animæ*, etc. L'usage des obituaires s'est conservé dans l'église de Reims, mais on discontinue d'y inscrire les noms depuis que, la charité s'étant refeoidie, les donations sont devenues très-rares. »

Ces obituaires dont parle Lacourt, subsistent encore tels qu'ils ont été dressés pour l'église de Reims. Le plus ancien est ainsi décrit par La Salle : « Extat necrologium antiquius in bibliotheca ecclesie remensis, cui dono datum est ab Odalrico preposito [qui obiit anno 1075], ut prefert titulus pluribus in locis inscriptus in illo codice manuscripto qui continet Psalterium trilingue...; addita sunt alia manu pauca quedam, sed non ultra obitum Rainaldi Desprets, defuncti anno 1137, qui postremus in eo necrologio refertur.... » C'est à ce manuscrit que nous avons emprunté la notice publiée *Archiv. Admin.*, I, 231. — Un obituaire auquel nous avons fait des emprunts plus nombreux, est le *Necrologium vetus* (voir *Prolegom.*, p. 115), qui a été dressé vers 1260, et dans lequel se trouve intégralement transcrit celui d'Odalric. Ces deux manuscrits font encore partie de la Bibliothèque de Reims. — Enfin, La Salle parle d'un troisième obituaire en ces termes : « Necrologium recentius ecclesie remensis ante annum 1400 exaratum, translatum est in bibliothecam regine Suecie Christine, que nunc est cardinalis Othoboni. Hic codex notatur 144, cujus excerpta quedam descripsit D. Claudius Stephanotius [Estiennot], monachus benedictinus, congregationis S. Mauri Rome procurator generalis, et ad C. Mauritium Letellier misit anno 1685, qui exscriptum illud capitulo remensi concessit. Extat cum ipso veteri necrologio compaginatum in cartulario ecclesie remensis. » C'est encore là que se trouve aujourd'hui cette copie.

Ces trois nécrologes nous ont toujours semblé des monuments très-précieux pour l'histoire, et si nous nous etions d'abord résigné a n'en publier que des extraits (voir *Archiv. Admin.*, *passim*), c'est que nous nous y croyions obligé par le défaut d'espace; mais la place que nous laissent ici même les pièces publiées par Mgr Gousset, nous a permis d'être moins scrupuleux, et nous saisissons avec empressement cette occasion inattendue d'utiliser nos lacunes au profit de la science. Nous allons donc publier les trois nécrologes à la fois. Le second reproduisant presque toujours identiquement le premier, nous placerons entre — ce qui leur est commun; entre ( ), les variantes, ou plutôt les rectifications que nous a fournies le plus ancien. Tout ce que nous emprunterons au plus récent sera placé entre [ ]. Comme nous n'avons plus les originaux sous les yeux, mais seulement la copie que nous en avons faite, il nous est resté quelques doutes sur la concordance de passages peu nombreux des deux cartulaires les plus anciens. Dans ce cas, nous avons fait suivre d'un ? le signe — qui indique cette concordance.

NECROLOGIUM ECCLESIE REMENSIS.

JANUARIUS.

« Kal. — Obierunt Gerfridus diaconus; Odo laicus; Guelpo laicus; Guillelmus abbas; Oldelo abbas; Odo presbyter et canonicus (O. *addit*, filius Fredesendis), qui dedit ad hospitium S. Marie VI jornales (O. *et* R. *addunt* alodii), ad dividendum canonicis duos modios vini in aniversario suo; — et Raganerus levita et canonicus.

« IIII non. — Odo rex, qui dedit nobis partem Salcie ad faciendum anniversarium suum; Radercaus; Rainoldus; — Laurentius presbyter et cano-

utrum in dictis domibus et edificiis sit aliquid faciendum, reparandum, seu reedificandum; et si viderint, seu decreverint dicti canonici, vel

dant la plus grande partie de l'année, c'est-à-dire au moins pendant cent quatre-vingt-trois jours de l'année pour laquelle on examine les points, ou du compte que l'on rend.

Et cette obligation d'assister personnellement pendant la plus grande partie de l'année, est de même nature, et reçoit les mêmes explications et exceptions, que celle qui est

nicus noster; et Gerardus, filius Milonis, qui dedit nobis terram de Ordeomanso, et furnum apud Brimontellum, in quorum solemni anniversario distribuitur medietas decime vini de Vuarmerivilla, scilicet xxxv solidi; et Gobertus subdiaconus, canonicus noster, qui dedit nobis quinquaginta libras ad emendum redditus in solemni anniversario suo distribuendos, de quibus accipiendi sunt viginti solidi in minuta decima de Calmisiaco, et triginta solidi in molendino de Jonchery [R. *ad.* qui modo L solidi sunt assignati in redditibus de Aussoncia], et quinquaginta libras hospitio B. Marie, pro quibus hospitium tenetur singulis annis reddere in die anniversarii sui quatuor tunicas, et quatuor cappas, et quinque paria sotularium, et totidem caligarum, et refectionem tredecim pauperum; et hec omnia statuit pro se, et pro patruo suo, Guidone de Suel, prius canonico nostro, et postea monacho de Esland, distribuenda; et Johannes de Sparnaco canonicus et subdiaconus, qui dedit nobis xxx libras remenses, de quibus empta fuit medietas vicecomitatus de Mailly, de qua debentur nobis singulis annis xxx solidi in die anniversarii sui [R. *ad.* qui modo sunt assignati in redditibus de Aussoncia].

« iii non. — Ragembaldus presbyter et canonicus; Drogo canonicus; Rodulphus episcopus; et Inigobertus (O. Ingobertus). —

« ii non. — Rodulphus abbas; Ragisus presbyter; Odelo; Germundus presbyter; Blismodus; Rainoldus laicus. — Et obiit magister Godefridus scholasticus, qui dedit nobis quinquaginta libras parisienses ad emendum redditus in anniversario suo distribuendos, pro quibus distribuuntur nobis xx solidi de stallis juxta ecclesiam sitis. [Obiit dominus Theobaldus de Paucy [*sic*, Pouancé?], bone memorie quondam episcopus dolensis, qui nobis legavit viii^xx libras, pro quibus assignavimus eidem iv libras in redditibus de Ulmis et de Chaumusiaco, pro anniversario suo in ecclesia nostra annuatim faciendo.]

« Non. — Adilbertus presbyter et canonicus; — et Amalricus levita et canonicus, Roma rediens decessit, qui dedit nobis marcam argenti. [In crastino Epiphanie fit missa de B. Maria in navi ecclesie remensis pro domino Johanne de Arcu, quondam canonico et succentore dicte ecclesie, qui dedit nobis v sextarios messilionis et v avene percipiendos in decima de Calmisiaco, in qua missa quilibet canonicus percipit xii denarios, quilibet de choro ii denarios, reliquum distribuitur presbytero, diacono, subdiacono et tenentibus chorum. Modo dicta missa non fit, quia nihil recipitur de granis predictis, ex eo quod decima non excedit.]

« viii id. — Hincmarus clericus; Josbertus; Gela; Doda; Emma laica, mater Odalrici prepositi. —

« vii id. — Johannes subdiaconus et canonicus; Milo presbyter et canonicus; Hildiardis, Deo sacrata; Sigibertus presbyter; Durannus laicus; Dominicus de S. Dionysio presbyter et reclusus; Ermenricus sacerdos et canonicus; — et Anselmus de Torota subdiaconus et canonicus noster, qui dedit nobis domum suam [R. *ad.* que vocatur domus ad Claves, sitam prope domum S. Martini, venditam iiii^xx, etc.], quondam venditam iiii^xx libris, de quibus habemus iiii libras in furno de Bodillo; quam domum tenet Thomas de Bria concanonicus noster, pro qua reddit nobis xl solidos annui census in furno de Bodillo ipsius Anselmi (*sic*) distribuendos, pro qua etiam domo reddit idem Thomas xl solidos pro magistro Stephano de Pruvino archidiacono parisiensi, vi kal. aprilis. [R... in furnis de Bodillo, et xl solidos super dictam domum distribuendos quolibet anno in anniversario dicti Anselmi.]

« vi id. — Bubertus (O. Hubertus) laicus; Ermentrudis comitissa. — [Obiit Hugo Largus decanus, qui dedit nobis, pro anniversario suo singulis annis in ecclesia nostra faciendo, quicquid emerat a Johanne de Selles armigero, et domicella Perrotta ejus uxore in, villis et territorio et jardinis de S. Memmio de Hendrisgivilla et de Selles, scilicet xvii sestarios avene, xv solidos et tres denarios parisienses, xii gallinas et xl panes, quemlibet panem valoris trium denariorum parisiensium, cum bassa justitia usque ad summam v solidorum. Obiit vir venerabilis Nicolaus de Pongiaco doctor in theologia ac noster canonicus, qui dedit nobis xx florenos de Florentia areti ponderis, pro quibus assignavimus xxxii solidos perpetui redditus super vinnagiis nostris Suppie

alii, ambo simul, vel unus eorum, habito et deliberato consilio cum peritis, quod in dictis domibus et edificiis sit aliquid faciendum, repa-

requise pour jouir des trois mois de grâces dont il sera fait mention cy-après.

« S'il arrive que l'un de messieurs les chanoines qui sont marquez dans les colonnes pour être auditeur soit décédé, ou ayt changé de prébende, ou soit devenu receveur de la sénéchaussée et des heures, des grains, des anniversaires ou de la fabrique, ou ayant

et Retorne dividendos canonicis presentibus in ejus anniversario.]

« v id. — Hugo laicus; Galerannus (O. Gualerannus) abbas; Euvrardus presbyter; Emma laica; Hugo laicus, *frater* Odalrici prepositi (O. *recentiore manu*): Theobaldus bone memorie blesensis comes; — Milo de Lagereio levita et canonicus, qui, pro suo et omnium fratrum hujus congregationis anniversario solempniter faciendo, dedit nobis retro claustrum xviii solidos census et vii denarios et obolum, et apud Bodillum v solidos et v denarios, et iiii sextarios avene et unam minam; et Petrus de Fimis canonicus laudunensis, qui dedit nobis xx libras pruvinenses, pro quo distribuuntur xx solidi remenses, qui accipiuntur in redditibus emptis ab uxore Gilonis de S. Moreto, quos solvunt prebendarii de Burgundia. [Obiit magister Guillelmus de Nivernis canonicus, subdiaconus, pro cujus anniversario habemus iiii libras parisienses annui redditus super vicecomitatu de Tramery, qui fuit domini Erardi de Nautolio, pro quibus iiii libris assignatis habuimus c libras parisienses de executione domini Guillelmi de Voys, executoris dicti domini G. de Nivernis, qui dictas c libras legaverat.]

« iiii id. — Robertus subdiaconus; Berverus (O. Bernerus) presbyter; Tigrinus (O. Tegrinus) laicus. — [Obiit dominus Albericus archidiaconus meteusis et canonicus remensis, qui nobis dedit quater viginti et xi libras parisienses, pro quibus assignavimus eidem lx solidos parisienses super denariis et redditibus nobis debitis in villa de Pontefabricato, pro anniversario suo in nostra ecclesia annuatim faciendo.]

« iii id. — Radoardus presbyter et canonicus, in cujus anniversario debet nobis camerarius duos modios vini —

« ii id. — Rosindis laica; Heribertus filius Liad. (O. Bad.), noster canonicus; Otrisius presbyter S. Petri, et postea canonicus S. Dionysii. —

« Idib. jan. — Decessit dominus Rainaldus, requiescit intus, primum andegavensis episcopus, et postea remensis archiepiscopus, qui emit nobis terram de Hondilicurte, et insuper dedit nobis triginta sex marcas argenti, et ad altare tres marcas auri, ad faciendum suum anniversarium; Ansegisus levita et canonicus; — et Boso noster archidiaconus, pro cujus solemni anniversario faciendo habemus ad distribuendum canonicis apud Sarnacum iiii sextarios et dimidium siliginis, et totidem avene, et novem solidos juxta molendinum S. Remigii, xxii solidos de censu Garini Mordentis Carnem, xxviii solidos, et preterea quidquid ultra xl solidos exierit de terra empta apud Caureel, tam in decima quam in censibus, ventis, vestituris, vinagio, roagio et soigniis; *item*, l solidos quos reddunt prebendarii de Auemant, et septem solidos assignatos apud Jonchery, [assignatos modo in redditibus ville de Aussoncia; *item*, proventus furni de Novo Burigny, qui valent circiter v solid.; *item*, de qualibet masura v denarios cum obolo, valent circiter xx solid.;] quos reddunt senescalli; et duo capellani ejus debent percipere quilibet quantum unus canonicus [si presens fuerit in vigiliis et missa]. Preterea deargentavit coronam que est ante altare S. Crucis.

« xviiii kal. jan. [*sic*, februarii?] — ? Ansoldus; Flavo laicus; Aldricus. — ?

« xviii kal. — Hugo miles; Lambertus laicus; — Gregorius presbyter et canonicus noster, qui dedit nobis xxx solidos annui redditus super molendinum de Joello, nunc ad alium locum translatum, quos debet reddere in anniversario dicti Gregorii ille qui Potestates tenebit. [R.... annui redditus, super redditibus assignatis de Aussoncia pro presenti, distribuendos in anniversario suo annuatim in ecclesia nostra faciendo.] Preterea post decessum Johannis, nepotis predicti Gregorii, accipiendi sunt xl solidi de redditibus ville de l'Esperon, pro eodem anniversario. [Hac die debet celebrari missa de B. Maria in choro ecclesie remensis, pro magistro Remigio de S. Hilario canonico nostro, qui dedit nobis centum florenos francos auri, qui fuerunt positi in emptione ville et terre de Fontenay Bausery, pro quibus assignavimus eidem iiii libras annui et perpetui redditus capiendas super redditibus ville et terre predictarum, et distribuendas canonicis presentibus in dicta missa, ejusdem vita durante, et post ejus decessum distribuendas dictis canonicis in anniversario suo.]

randum, seu reedificandum, ad que teneantur illi qui dictas domos et edificia tenebunt ad vitam, his relatis capitulo, injungat eis capitulum

cessé d'être officier de l'une de ces recettes, n'ayt pas rendu ses comptes, ou qu'il n'ait pas assisté, pendant la plus grande partie de l'année tous les jours au moins à une dès trois grandes heures, dans tous ces cas, le chanoine qui le suit, et qui est inscrit immédiatement après luy dans la même colonne [ou le premjer de la colonne sui-

« xvii kal. — Gontio presbyter; Oda laica; Richerus miles, nuncupatus Puer, qui dedit octo jornales alodii ad hospitium S. Marie, ad persolvendum canonicis duos modios vini quotannis in anniversario suo; Drogo presbyter hujus S. remensis ecclesie, canonicus, et postea Majoris Monasterii monachus. —

« xvi kal. — Hado laicus; Helvidis; Odela; Rainaldus puer; — et Oda, laica et mater Rodulphi Albi.

« xv kal. — Guillelmus bone memorie cathalaunensis episcopus; Hardericus levita et canonicus, qui dedit ad hospitale alodium de Gosmonte cum molendinis et parte ecclesie, et pro cujus anima Garinus (O. Guarinus) sacerdos dedit alodium quod habebat apud Curcellas, S. Marie, ad hospitium, ad persolvendum canonicis duos modios vini quotannis in anniversario suo; Ermenricus levita et canonicus, qui dedit ad idem hospitale vineas in Dominicavilla cum domo et torculari, ad persolvendum quotannis duos modios vini in anniversario suo. —

« xiiii kal. — Manasses levita et canonicus; Adalbertus clericus. — [Obiit Guido de Villa Maris canonicus et scholasticus, qui dedit nobis viii libras turonenses, ad emendos redditus pro suo anniversario in eccl[es]ia nostra faciendo, pro quibus assignavimus eidem quolibet anno xl. solidos in redditibus de Aussoncia; et dedit nobis ad decorem ecclesie culcitram pinctam (*sic*) pulchram.]

« xiii kal. — Hersendis laica; Maria laica. —

« xii kal. — Decessit dominus Rainaldus bone recordationis Remorum archiepiscopus, requiescit intus [R. inter apostolicos], qui dedit S. Marie (O. tria altaria) altare de Chavogiis [et alia duo], ut inde sepeliantur canonici; reliquum vero, in ejus solempni anniversario canonicis qui tunc in urbe fuerint, dividatur. Hugo clericus; Romoldus presbyter; — Ledvidis uxor Alberti de Roceio [R. Rouceio] pro cujus anima idem Albertus dedit ad mensam canonicorum alodium de Bretiniaco, ad faciendum anniversarium suum. (*In O. Ledvidis ponitur* xvii kal.) — Adalbero noster archiepiscopus requiescit intus [pro quo semper debent fieri vigilie in die S. Vincentii, post vesperas festi, nisi evenerit in sabbato festum B. Vincentii predicti, quia tunc differtur usque ad diem lune sequentem, propter dominicam. Inter apostolicos jacet intus.]

« xi kal. — Odo subdiaconus; Arraudus (O. Araldus) monachus; Theodoricus metensis. —

« x kal. (O. Domnus Adalbero archiepiscopus beate memorie; Rodul-)—fus archidiaconus; Hondulfus presbyter et canonicus; Isemburgis; Bernardus levita et canonicus, qui dedit nobis hoc quod habebat in Biscuuis ad dividendum quotannis duos modios vini de cellario indominicato. —

« ix kal. — Folcradus presbyter et canonicus; Richardus presbyter et canonicus; Adelardus presbyter et levita et canonicus (O. Adelardus levita et canonicus); Goncio; Novo laicus (O. *recentiore manu :*) Obiit Odalricus prepositus, levita et canonicus, qui dedit S. Marie alodium de Mutationibus, alodium de Curte Salonis, alodia de Joureio (O. Roureio) [R. Joureio] et Stogia, unde super ejus sepulturam pauperibus debent distribui duo sestarii de sigilo in pane, et unus modius vini quotannis in anniversario suo. — Hadeboldus comes, qui dedit nobis Vorneium, in quorum solemni anniversario distribuuntur canonicis xxx solidi de teloneo. [Obiit Gualterus thesaurarius trecensis, et canonicus remensis, pro cujus anniversario reddunt provisores fabrice sex libras, et exinde habuerunt dicti provisores viii libras parisienses.]

« viii kal. (O. Hadeboldus comes, qui dedit nobis Vorneium;) — Richerus presbyter et canonicus, (O. atque subthesaurarius), — et Rlihardus prepositus et presbyter, per quem habet hospitale nostrum altare de Ercgio, de cujus proventibus idem hospitale debet singulis annis, in die anniversarii sui, reddere centum solidos nobis et clericis chori nostri communiter et equaliter distribuendos, et eodem die centum solidos in refectorio, pro refectione nostra et predictorum clericorum. Sex etiam pauperes clerici pro prefato R[lihardo] in refectorio recipientur; preterea predicti hospitalis procuratores, pro eodem R[lihardo], die anniversarii sui annuatim xiii pauperibus dabunt xiii tunicas cum totidem cappis, et quinque paria caligarum et sotularium, et xl. solidos remenses pauperibus infirmis, in supradicto,

quod infra certum terminum statuendum et assignandum, faciant, reparent, et reedificent, alioquin ex tunc dicti duo canonici, vel alter

vante?], si c'est le dernier de la colonne qui est décedé ou inhabile, est de droit examinateur et auditeur des points, et ne laisse pas d'être encore à son tour examinateur des points, ou auditeur du compte pour lequel il est marqué. Que s'il se rencontroit quelqu'un des susdits empêchemens qui rendît aussy ce chanoine inhabile pour exa-

hospitali in lectulis decumbentibus, de quibus pitancias habebunt.

« vii kal. — ? Ansoaldus laicus, qui res dedit; Gislulphus laicus; Helisendis; Hersendis laica; Judith comitissa; Bertha Deo sacrata; Remigius. — ? [Obiit magister Guillelmus de Monsteriolo presbyter et canonicus noster, qui dedit nobis lx solidos parisienses supra domum suam claustralem; et est vii[a] domus claustri a parte juxta apothecariam, et vocatur domus ad Vignetam. Obiit magister Henricus de Dumparia, quondam canonicus noster, qui dedit nobis v florenos nuncupatos Regales Auri regis Johannis, pro xx libris parisiensibus terre annui et perpetui redditus, emendis pro anniversario suo quolibet in ecclesia nostra perpetuo faciendo; de quibus percipiemus et habebimus xvi libras pro dicto anniversario in ecclesia nostra predicta, et in capella dictorum (sic) vicariorum; et vicarii ecclesie nostre, qui tenebuntur ex nunc in crastino dicti anniversarii, in ecclesia nostra predicta, et in capella dictorum vicariorum dicere vigilias, commendationes et missam pro anima dicti defuncti, percipient et habebunt, per manus distributorum anniversariorum ecclesie nostre, alias iv libras pro dicto anniversario annis singulis faciendo, de qua summa xx librarum predictarum assignate sunt xii libre super v sextariis prati, et xxvi sextariis terre arabilis emptis de novo apud Annemaing ab heredibus Johannis Crestofle.]

« vi kal. — Obierunt Johannes moriuensis episcopus; Sigilio laicus; Bruno lingonensis episcopus; Milo subdiaconus et canonicus, qui dedit S. Marie, ad hospitium, domum suam quam juxta idem hospitium habebat, et vineam in Paterniaco, ad dividendum canonicis duos modios vini quotannis in anniversario suo. —

« v kal. — Obierunt Karolus imperator; Letardus laicus; Albricus levita et canonicus — et Zacharias subdiaconus et canonicus, et Fulco de Vuarmerivilla capellanus remensis, qui dedit nobis xl libras ad edificationem molendini Foulerde de Maubertifonte, in cujus anniversario distribuuntur xl solidi [super redditibus Ville de Aussoncia], quos reddunt senescalli. [Obiit Nicolaus, dictus Bechefer de Ponte, qui dedit nobis xl libras turonenses, pro quibus (assignavimus?) eidem xxx solidos turonenses super redditibus grangie de Aubiniaco, que fuit Thome armigeri.]

« iiii kal. — Gislebertus presbyter et canonicus; Hato presbyter, qui res dedit; Vuihardis (O. Vuihaidis) uxor Lewini, et Tetmari, famulorum, que dedit S. Marie vineas in Ausonno et Bisconis, ad persolvendum canonicis ii modios vini de cellario indominicato quotannis in anniversario suo; — et (sic) canonicus, et thesaurarius ecclesie cathalaunensis.

« iii kal. — Drogo cantor; Adelaidis Deo sacrata; Richerus sacerdos et canonicus; Gervasius. — [Obiit dominus Herveus, quondam hujus ecclesie capellanus, qui nobis legavit quandam vineam sitam in territorio de Hermondivilla, que vendita fuit iiii[xx] x libris turonensibus, pro suo anniversario in nostra ecclesia annuatim faciendo, pro quibus assignavimus eidem xxx solidos in redditibus de Aussoncia.]

« ii kal. feb. — Rodulphus sacerdos, subdecanus, qui ad hospitium dedit alodium quod Carcellis habetur, et vineam in eadem villa, ad persolvendos canonicis duos modios vini quotannis in anniversario suo; Hato laicus, qui res dedit; Ernaudus presbyter; — Guido sacerdos et noster capellanus, qui dedit huic ecclesie textum iiii Evangeliorum; scriniolum quoque argento paratum, et scyphum mazerinum. [Obiit dominus Gilebertus de Tresoliis presbyter et canonicus noster, pro cujus anima habuimus xl libras parisienses, qui converse sunt in emptione domus defuncti magistri Guillelmi de Cramallo, site in claustro, et est ix[a] domus veniendo ad ecclesiam de ecclesia S. Symphoriani, pro quibus habemus xl solidos parisienses super dictam domum annis singulis in perpetuum, pro anniversario ejusdem Gilleberti in nostra ecclesia faciendo. Obiit vir venerabilis dominus Albericus de Altovillari, presbyter et magister scholasticus, qui dedit nobis terram quam emit apud Corcelum, que dicitur Melus Rogerii, que quidem terra valet annuatim xii sextarios et unam minam siliginis, quinque sextarios et minam avene ad mensuram archiepiscopi, ad festum B. Remigii, et emendas v scilicet illi qui defecerit.

eorum, aut alii ad hoc deputati, auctoritate presentis constitutionis, de bonis illorum qui ad hoc tenebuntur, faciant vel faciat fieri, repa-

miner les points, en ce cas, ce seroit le chanoine suivant inscrit, après ces deux chanoines inhabiles, dans la même colonne, qui deviendroit auditeur et examinateur des points, sans cependant perdre le droit qui lui appartiendroit personnellement à son tour, d'entendre le compte, ou d'examiner les points, suivant l'ordre et la disposition

Item, XII solidos in vino. Obiit dominus Johannes de Rumigny, in cujus anniversario distribuitur illud quod habemus apud Avanson, videlicet in majoria dicta de Rumigny, quod nobis legavit dictus Johannes ob remedium anime sue.

« Hac die ultima istius mensis januarii, ac etiam qualibet die ultima omnium mensium totius anni, debemus celebrare in ecclesia ista perpetuo missam de defunctis solempniter ad magnum altare, pro salute anime illustrissimi principis Johannis, quondam regis Francie, qui amortisavit sine financia fabrice istius ecclesie omnia nemora, una cum stannis et aquis que habemus in loco qui dicitur Vernay, in Montana remensi.

« Hac die debet celebrari missa de B. Maria in choro ecclesie nostre, pro magistro Petro de Castro Portuensi concanonico nostro, qui dedit nobis LX francos auri, qui fuerunt positi in emptione terre et ville de Fontenay Baussery, pro quibus assignavimus eidem VI libras annui et perpetui redditus, capiendas super redditibus ville et terre predictarum, et distribuendas canonicis presentibus in dicta missa ejusdem vita durante, et post ejus decessum distribuendas dictis canonicis in anniversario ejusdem.]

FEBRUARIUS.

« Kal. — Odalricus levita et canonicus; Sigebertus presbyter et canonicus; Fredebertus; Haistulphus; Odo laicus; Seibertus; Joffridus levita et canonicus; Ermenricus levita et canonicus, qui dedit S. Marie, ad curiam fratrum, IIII jornales alodii, et domum suam ad hospitium pauperum, — (*desunt in* O.) ad dividendum quotannis duos modios vini de cellario indominicato; — Ragenerus et Theodoricus servientes (O. ipsius); — et Simon laicus. [Obiit Guido de Chaillayo noster concanonicus, qui legavit nobis C libras pro anniversario suo, pro quibus assignavimus LXVI solidos super redditibus de Ulmis et de Chaumusiaco.]

« IIII non. — Simon laicus; Alectrudis; Gilla; Odo noster canonicus, et post abbas S. Medardi; — Nicolaus de Sparnaco levita et canonicus noster, qui dedit nobis altare de Brebantio, de cujus proventu medietas debet dividi in anniversario suo, reliquum in anniversario avunculi sui Leonis bone memorie, hujus ecclesie decani.

« III non. — Hermoldus; Gerlindis; Helbertus miles; (O. *recentiore manu*) et Rogerus bone memorie presbyter et canonicus, qui dedit S. Marie quartam partem molendinorum S. Martini, ad dividendum canonicis — (*desunt in* O.) de cellario indominicato — duos modios vini; — et Anselmus, et magister Thomas Niger archidiaconus Bajocensis et canonicus noster, filius ejus, qui dedit nobis centum libras parisienses, de quibus habemus C solidos parisienses, in reddditu empto apud Justiniam, distribuendos in anniversario dicti Anselmi patris sui et suo pariter, quod ex voluntate et ordinatione dicti Thome, et concessione nostri capituli, debet celebrari singulis annis feria quinta ante dominicam qua cantatur: *Esto michi*, licet aliqualiter vel tempore evenerit. [Obiit dominus Haymardus de Prouilly, capellanus nostre remensis ecclesie, qui nobis legavit LX florenos regales auri, ad emendum redditus pro anniversario suo; et pro hoc assignavimus eidem super omnes redditus officii nostri anniversariorum, XXXII solidos parisienses, canonicis qui intererunt in dicto anniversario distribuendos.]

« II non. — Poncius miles interfectus est. Vualterus (O. *alia scriptura* Vualterus) canonicus; Balduinus monachus, frater Odalrici prepositi; — magister Adam presbyter et noster canonicus, frater R. bone memorie quondam decani nostri, pro cujus Ade anniversario faciendo habemus XXX solidos assignatos super domum que fuit Roberti, ante portam claustri, quam tenet Adam aurifaber. [Obiit dominus Galterus de Senonis, qui legavit nobis XL libras parisienses, pro quibus assignavimus XXVI solidos super redditibus de Ulmis et de Chaumusiaco, pro anniversario suo annuatim faciendo.

« Hac die debet celebrari missa de B. Maria in choro ecclesie nostre, pro domino Radulpho Jaquetelli canonico nostro, qui dedit nobis C francos auri qui fuerunt positi in emptione terre et ville de Fontenay Baussay, pro quibus assignavimus eidem IIII libras annui et perpetui redditus capiendas super redditibus ville et terre predictarum, et distribuendas canonicis presentibus in dicta missa ejus vita

rari, et reedificari deffectum. Et si forte capitulum ad premissa teneatur, secundum conventiones habitas inter capitulum et partem alteram,

des colonnes. Cet usage s'observe pour l'audition des comptes, de même que pour l'examen des points. »

[§. IV.] *De la manière de faire les colonnes pour examiner les points et entendre les comptes, et de ceux qui ont droit d'être inscrits dans les colonnes.*

« On ne met dans les colonnes ny ceux qui sont actuellement receveurs de la sénéchaussée et des heures, des grains, des anniversaires et de la fabrique, ny ceux qui ayant fait quelqu'une de ces recettes, n'ont point encore rendu leurs comptes lors de la confection des colonnes, ny ceux qui n'ont point assisté au chapitre général, au moins en qualité de soudiacre, ny ceux qui n'ont pas assisté tous les jours à une des grandes heures pendant la plus grande partie de l'année.

« C'est le greffier du chapitre qui fait les

durante, et post ejus decessum distribuendas dictis canonicis in anniversario suo.]

« Non. — Dodo diaconus et canonicus; Herimarus; Fulco; Gertrudis; Baldiricus; Adalgarius; Ermensindis; Ermenrada; Erlandus; — Zacharias, frater Henrici et Petri presbyterorum; Fulco de S. Remigio presbyter et canonicus, qui dedit nobis L solidos pro anniversario suo super domum suam, pro quibus habemus II modios bladi, unum siliginis et alium avene in decima de S. Medardo; [hospicium redditum in granario nostro. Obiit dominus Radulphus dominus de Louppeio et de Boursolio, miles, qui dedit nobis centum florenos francos pro suo anniversario singulis annis in ecclesia nostra faciendo.]

« VIII id. — Thetardus (O. Theobardus) laicus; Albricus laicus. —

« VII id. — ? Vindegius — ? [Obiit magister Michael de Verzelay noster canonicus, qui dedit nobis L libras parisienses, pro quibus distributores matutinarum debent reddere L solidos parisienses, distribuendos in die anniversarii sui donec alibi dicti redditus redempti fuerint et assignati. *Item*, dedit nobis XLVIII libras pro quibus magistri operis ecclesie nostre tenentur reddere quolibet anno, in die anniversarii sui, XXVIII solidos super stallum in parvisio remensi.]

« VI id. — Odelhardus presbyter (O. archipresbyter); Dido presbyter; Heribertus miles, pro cujus anima Theodericus filius ejus dedit S. Marie tres solidos (O. de censu) remensis monete apud Brimontellum, pro ejus anniversario — (desunt in O.) ad ignem in refectorio; — et Constantius presbyter et canonicus. — [Obiit magister Hugo de Juilliaco doctor sacre pagine quondam canonicus et decanus noster, qui legavit et dedit nobis VIII^{xx} et XV jornales terrarum arabilium, jardinorum et pratorum, una cum duabus domibus quas habebat et acquisiverat in villa et territorio nostris de Salcia Campanica, una cum quadam domo cum ejus appendiciis cum IV jornalibus bosci, et tribus sestariis vinearum, quos acquisiverat in villa et territorio nostris de Joncheriaco super Vidulam, pro quadam capellania fundata in nostra ecclesia, et pro anniversario suo anno quolibet faciendo in dicta ecclesia; et pro dicto anniversario percipimus per manus nostras dictorum hereditagiorum X libras anno quolibet. *Item*, habuimus et recepimus ab executoribus et heredibus Hugonis CCC libras turonenses, quas legaverat pro pannis et tunicis [illegible] faciendis, per manum decani, si presens sit, si vero absens, per hebdomadarium in crastino S. Dionysii martyris, distribuendis; pro quibus assignavimus X libras perpetui redditus dicto decano vel hebdomadario tradendas, super redditibus nemorum nostrorum de Vernay, que emimus a nobili viro domino Galtero de Nautolio.]

« V id. — Adalbertus canonicus; Odo archidiaconus, qui res dedit; Hanibel presbyter; Gonterus; Girulphus; Goterus; Heribannus; Mainerus; Hermengardis; Macela; Gilinis. —

« IIII id. — Gonterus archipresbyter; Aleconius; Adeboldus; Supplicius; — Helvidis; Hasteia, que dedit S. Marie pro anima sua, et mariti sui, V solidos census et obolum, quedam pars cujus [census?] jacet intra portam presens [*sic*, Parvisium], alia extra portam; et Hugo prior, diaconus et canonicus, pro quo distribuuntur undecim solidi census in vico Lotimariorum; dedit etiam nobis XXX libras pro quibus distribuitur sexta pars decime de Mailly, empte a Guidone milite de Verdenaio.

« III id. — Thebertus; Sigemundus; — et magister Petrus Hispanus, qui dedit nobis XL libras parisienses, pro quibus distribuuntur nobis singulis annis in ejus anniversario XX solidi de redditu, empto apud Justinam. [Obiit dominus Erardus dominus de

dicti duo canonici vel alter eorum, vel deputati, de bonis capituli faciant fieri ea que superius sunt expressa, ne domus et edificia dicte

colonnes, et il aporte au chapitre, le lundy de la semaine qui précède immédiatement les points, le projet qu'il en a dressé, qui est approuvé seulement le vendredy suivant au chapitre, et ensuitte inscrit dans le registre d.s conclusions capitulaires, et affiché dans le vestibule du chapitre. Depuis le lundy jusqu'au vendredy, chacun peut pren-

Nantolio, pro quo habemus terram quam tenebat in villa nostra de Tramereyo.] »

« II id. feb. — Balduynus levita et canonicus interfectus est; Albertus subdiaconus; Oidelardus. — [Obiit Laurentius de Balicurte canonicus, subdiaconus, qui legavit ducenta scuta auri ad emendos redditus pro fundatione sui anniversarii; *item*, legavit ducentos francos auri ad augmentationem misse de Rorila, die sabbathi; *item*, legavit quandam vineam suam apud Pevi, ad augmentationem fundationis pueri chori quem diu ante fundaverat, volens quod si aliquid ultra victum dicti pueri superesset, applicetur fabrice.]

« Idibus februarii. — ? Rodoardus presbyter et canonicus; Hugo; Almannus; Mainsidis, — ?

« XVI kal. martii. — Godulphus presbyter et canonicus; Rogerus; Surthardus; Dudo miles; Gisla laica; — et Henricus de Baisseyo canonicus noster et diaconus, in cujus anniversario distribuuntur XII sextarii et una mina avene, et sex solidi et dimidium annui census, cum septem anseribus et septem gallinis, et XXX dva [*sic*, ovis?] apud Pontem Fabricatum. [Solebat vendi VIII libris, nunc venditur quatuor quas reddunt prebendarii de Salcia Campanica.] »

« XV kal. mart. — Bernardus; Rogerus; Guido archidiaconus et canonicus; Milo miles (O. *ad.* interfectus est.) — Et obiit dominus Thomas de Bellomeso remensis archiepiscopus, qui dedit nobis molendinum de Preia in potestatibus, et unum furnum apud Bithigniacamwillam, quorum proventus omnes in ipsius anniversario distribuuntur, et C solidos quos reddit annuatim abbatissa de Origniaco, ad petram sitam in medio pratelli claustralis in festo S. Martini. [R.... abbatissa S. Benedicte de Auriguiaco, ordinis S. Benedicti, laudunensis diocesis. Inter apostolicos, et pertica.]

« XIIII kal. mart. — Robardus; Heribertus; Hiltrannus; Haimo miles; Gonlaius presbyter; Bertoinus presbyter; Gislebertus conversus; Lethsendis; Heribertus major; Balchardus abbas S. Basoli. —

« XIII kal. mart. — Erchamveus; Mainardus levita; Almaricus; Alvydis; — magister Poncardus de S. Theoderico diaconus et noster canonicus, vir litteratus et honestus, pro cujus anniversario faciendo habemus XXXVIII solidos et dimidium, super IIII domos prope curiam nostram.

« XII kal. mart. — Angelbertus presbyter; Lambertus; Sallaberga Deo sacrata; — *recentiori charactere* : Hugo de Arceiis archiepiscopus remensis; jacet intus. *Vide infra* X *kal. mart.* [Obiit Odo de Senonis, qui legavit nobis IIII^c libras turonenses debilis monete, pro suo anniversario.]

« XI kal. mart. — Emmo; Hildeburgis Deo sacrata; Oda laica; Gilla (O. *ad.* laica), — et Theobaldus, dictus Gobius, diaconus et noster canonicus, qui dedit nobis LX libras parisienses, de quibus habemus LX solidos super domum quam tenet Haymardus faber ejus, ad portam clausi inferiorem, in anniversario dicti Theobaldi annuatim distribuendos; ita tamen quod quando dictus Haymardus, vel ille qui tenebit dictam domum, voluerit assignare al. bi competentes dictos LX solidos, dicta domus liberabitur a predicto supercensu.

« X kal. mart. — Theodericus presbyter et canonicus; Adelaidis laica, que dedit S. Marie, ad cameram, alodium quod habebat in Hermundivilla, ad persolvendum canonicis duos modios vini quotannis in anniversario suo; — Radulphus, qui dedit nobis VII libras ad emendum redditus matutinales, ad faciendum anniversarium suum. Et obiit Nicholaus de Ruminiaco, qui dedit nobis C solidos pro anniversario suo, pro quibus assignavit nobis filius ejus Nicholaus apud Hauvis sex modios bladi, ad mensuram ejusdem ville. [Obiit dominus Hugo de Arceyo, quondam archiepiscopus remensis, de cujus bonis habuimus CCCCLXXX florenos ad scutum regis Johannis, et quedam ornamenta. Inter apostolicos jacet intus, et pertica.]

« IX kal. mart — Ermangaudus; Hermannus laicus; Gualburgis laica; Otho canonicus; — et Rogerus de Joinvilla canonicus et subdiaconus noster; et Johannes de Bria diaconus et noster canonicus, qui dedit nobis apud Germineium juxta Romanium X mansionarios, VI quartellos frumenti, VI quartellos avene, X solidos censuales cum justitia, ventis, restituris et uno dolio vini; dedit etiam nobis quandam vineam quam acquisivit apud Mai-

ecclesie, intus et exterius, propter deffectum nostrum ad nichilum, quod absit, redigantur. Hoc idem de molendinis, furnis, grangiis, et

dre au greffe communication de ce projet des trois colonnes, affin d'être plus en état de [se prononcer?] le vendredy, au chapitre, sur la réformation ou approbation dudit projet.

« Après que le projet des trois colonnes

reium, de qua reddit nobis magister Drogo de Altovillari, quandiu vixerit, XL solidos parisienses, que omnia in anniversario dicti Johannis distribuuntur.

« VIII kal. mart. — Odo presbyter et canonicus; Theodacrus presbyter; Guandelricus; Adelerus, Hildradus presbyter atque decanus; Emma monacha; Gibuinus virdunensis archidiaconus, et sacerdos et noster canonicus; Hugo presbyter et canonicus; — et Clemens subdiaconus et canonicus, qui dedit nobis XX libras remenses, pro quibus distribuitur in ejus anniversario medietas decime que fuit empta a Gerbaudo apud S. Suppletum, scilicet quarta decima pars totius decime S. Suppleti, tam grosse quam minute; et Odo de Germania canonicus noster et subdiaconus; et Hugo de Nantolio presbyter et canonicus noster, qui dedit nobis octoginta libras parisienses, que posite fuerunt in emptione decime de Ulmis, pro quibus debent nobis reddere annuatim senescalli IIII libras, in die anniversarii sui.

« VII kal. mart. — Rainaudus (O. Ratmandus) presbyter et canonicus; Helgaudus presbyter et canonicus; Heribertus comes; Algaudus laicus; — et Bonardus presbyter et canonicus, qui dedit nobis pro remedio anime sue XL libras remenses, ad emendum redditus in anniversario suo annis singulis dividendos, que posite fuerunt in emptione redditus de Ulmis, pro quibus reddunt nobis senescalli singulis annis XL solidos. [Obiit magister Radulphus de Vielines canonicus remensis, qui dedit pro anniversario suam domum, et centum libras turonenses, et dedit hospitali nostro mille quingentas libras turonenses, quas receperunt fratres.]

« VI kal. mart. (O. Framericus laicus; Hato; Frodo monachus; Haimo laicus.)

« V kal. mart. Framericus, laicus; Hato; Frodo monachus; Haimo laicus; Odo miles S. Remigii interfectus est; et — Harduinus (O. qui) et Gislebertus, archidiaconus atque prepositus, qui dedit S. Marie crucem auream, et dorsale pallium valde optimum; Vuarimundus presbyter et canonicus; Johannes presbyter; Rainoldus vicecomes; — Hilduildis laica; Ansiria laica; et obiit Odo Ruffus presbyter et canonicus noster, qui dedit nobis XL libras parisienses que posite fuerunt in emptione de Summide et de Contrevis, de quorum proventibus distribuuntur XL solidi annuatim in anniversario suo.

« IIII kal. mart. Balduinus prepositus et diaconus (in *O. omittitur Balduinus, qui forte idem est qui Harduinus, de quo V kal., vel potius Balduinus junior de quo hic bis habetur.*) — Flotildis; Herimannus levita et canonicus; — et Urso abbas S. Dionysii, et Balduinus, dictus junior, prepositus et diaconus, qui dedit nobis domum suam de Remis [in Parvisio] cum omnibus appendiciis, ita quod in perpetuum et successive vendatur ad vitam unius canonici, et de pretio prime venditionis emantur redditus ad distribuendum canonicis in anniversario suo; de secunda vero venditione redimantur ab ecclesia de Eslencio LX solidi annui census, quos habet dicta ecclesia super dictam domum, et facta tali redemptione, de eo quod residuum fuerit emantur redditus dividendi in anniversario suo cum redditibus emptis de prima venditione; de tertia siquidem venditione et de subsequentibus que in perpetuum fient, emantur redditus quorum tertia pars distribuatur canonicis in die anniversarii sui; tertia pars distribuatur eisdem canonicis in anniversario domini Balduini quondam patrui sui, et prepositi remensis ecclesie, et de alia tertia parte emantur tunice ad distribuendum pauperibus in anniversario dicti B[alduini] junioris: predicta vero domus primo vendita fuit pretio sexies viginti librarum parisiensium, que posite fuerunt in emptione decime de S. Suppleto, empte a Petro milite de Chardeneio, de quibus proventibus debent distribui nobis singulis annis in ejus anniversario VI libre parisienses; secundo vendita fuit domino Johanni de Bria pretio XIXX librarum parisiensium fortium, de quibus redempti sunt LX solidi antedicti, quos habebat ecclesia jam dicta de Eslencio super dictam domum; et in emptione decime de Tannione, empte a domino Petro de Lillet milite, posuimus XXXVI libras parisienses, de cujus proventibus distribuuntur nobis singulis annis IIII libre cum predictis; tertio vendita fuit Ade Choisel, canonico, VIXX libris, que posite fuerunt in edificatione molendinorum de Maubertifonte, de quorum proventibus distribuuntur VII libre et XII solidi in hunc modum, quod in hoc anniversario tertia pars, in anniversario Balduini avunculi sui tertia,

aliis quibuscunque edificiis remensis ecclesie observandum duximus, et eciam statuendum.

a été approuvé au chapitre, on n'est plus reçu à le contredire, ny à demander que quelque chanoine en soit ôté, ny que quelqu'un y soit ajouté, ny à former opposition à la conclusion qui l'a approuvé.

« Pour faire les colonnes, on partage tous

ii° idus septembris, et alia tertia pars hospitali nostro pro tunicis emendis, in eodem anniversario distribuendis; et sic fiet de singulis venditionibus que fient in posterum, secundum voluntatem et dispositionem testatoris, que in omnibus, est observanda; quarto vendita fuit magistro Guillelmo de Brayo archidiacono remensi, pretio iic librarum, de quibus habemus c solidos in terra de la Tirelire, quos reddunt senescalli eodem modo distribuendos, et centum solidos in molendinis predictis de Maubertifonte distribuendos; et de venditionibus predictis, debet dictum hospitium singulis annis xx tunicas in dicto anniversario distribuendas, pro sex libris trigintà denariis minus, quos (*sic*) percipit annuatim.

« iii kal. mart. — Albertus; Guarinus monachus; — et Gallerus canonicus noster et subdiaconus, in cujus solemni anniversario debent distribui nobis xl solidi de stallis, juxta ecclesiam sitis.

« ii kal. mart. — Odalricus comes; Fulcradus monachus; — Haduyndis; et Matheus thesaurarius noster, in cujus solemni anniversario debet nobis distribui quinta pars decime pertinentis ad mensam S. Sixti, tam grosse quam minute.

MARTIUS.

« Kal. martii. — Johannes subdiaconus; Martinus; Frederus miles; Theboldus = Frederus miles, pater Odalrici prepositi; Milo levita et canonicus, qui dedit S. Marie hoc quod habebat in Mairileio (O. Marcileio); Maria Deo sacrata. — [Obiit Petrus episcopus bajocensis; Petrus Senglain ejus nepos dedit nobis c libras parisienses, pro ipsius anniversario.]

« vi non. — Hastulphus presbyter et canonicus; Lotharius rex; Guillelmus archiepiscopus; Rotrudis laica; Haduyndis (O. Haduidis) laica; — et Robertus succentor noster et diaconus, in cujus anniversario distribuuntur lx solidi de proventibus decime de Ludia; et xx solidi assignati senesc[alcie] redduntur de Calmisiaco, et quilibet clericus de choro nostro debet habere vi denarios.

« v non. — Rothardus presbyter; Johannes clericus; Dodo laicus; Raingardis laica; Mainildis laica; Hugo miles; — et magister Radulphus Carnotensis subdiaconus et canonicus noster, qui dedit nobis xl libras pro quibus reddunt nobis prebendarii de Potestatibus xx solidos singulis annis in anniversario suo pro reddità de M[e]flemont, et pro bosco Geslain, et pro tribus mansionariis de Bouignies, quos emimus a Renaudo et a Pafillie fratribus de Serguéu, et distributores missarum xx solidos eadem die similiter distribuendos, pro reddita empto apud Aumenancourt. *Recentiori charactere :* Obiit Robertus de Courtenayo archiepiscopus remensis (qui nobis legavit tres mitras, tres cruces cum baculis coopertis de argento, crucem auream cum lapidibus preciosis et crystallo in medio, in qua ponitur corpus Christi, et portatur in festo S. Sacramenti, et unam cupam ad coopercùlum ponderis v marcarum argenti, que posita fuit in cupa que est super altare, in qua ponitur corpus Christi, capam de samito albo, diapre de auro, que habet platinam argenti in pectore, triacollaria de brodura, et duo auricularia ad supponendum textum, et alia plura, et quingentas libras pro suo anniversario. Inter apostolicos jacet intus; et pertica.

« iiii non. mart. — Silebelmus (O. Siebelmus) presbyter junior; Roduinus acolitus; Ragenerus adolescens; Simon — [Obiit magister Petrus de Bangis, canonicus remensis, qui pro anniversario suo, et pro anniversario Joanne regine, legavit c libras.]

« iii non. mart. — Arnulphus archiepiscopus; Hincmarus abbas; Vuado; Diso miles (O. interfectus est); Gerardus adolescens; — et Hugo de Lagereio presbyter et canonicus.

« ii non. mart. — Hugo monachus; Gualannus laicus; Romarus; Hugo; Albertus laicus; Rotrudis; Licia; Adelina laica; Hugo abbas S. Dionysii; — et Adelais; et Mathildis comitissa flandrensis, que dedit nobis xxx libras ad emendum redditus pro anniversario suo faciendo, pro quibus distribuitur sexta pars decime de Mailly, que fuit empta a Guidone milite de Verzenay.

« Non. mart. — Elisierus presbyter et canonicus; Berta. —

« viii id. mart. —? Bylrincus laicus. —?

« vii id. — Letherus presbyter et canonicus; — magister Ansellus canonicus noster et diaconus, qui pro anniversario suo faciendo dedit nobis domum [retro palatium?] archiepiscopi sitam, in cujus an-

XXXIX. *De visitandis jocalibus et habitibus ecclesie.*

Item singulis annis, semel in anno, in crastino Nativitatis B. Marie Virginis, statim post matutinas, ostendentur et videbuntur a cano-

les chanoines qui n'ont aucunne des raisons d'exclusion raportees cy-dessus, en trois classes égalles, qui contiennent chacunne le tiers des chanoines. Dans la première classe, on met les chanoines qui sont les plus anciens en réception et suivant leur rang de réception, sans avoir egard s'ils sont prestres, ou pourvus de dignites, et on en fait

niversario distribuitur hoc quod habemus apud Ludiam, due partes decime de Ludia, tam minute quam grosse, exceptis quadraginta solidis qui sunt ad matutinas, et exceptis vi libris que alias distribuuntur, et v solidi census apud Mormereium Magnum, de terra empta a Pagano milite, et xx solidi qui accipiuntur in decima de Monte Laurentii.

[illegible] id. — Leudo diaconus et canonicus; Germundus presbyter et canonicus; Rainaldus laicus, qui dedit S. Marie vineam in Villa Francorum ad persolvendos duos modios vini, de camera, in anniversario suo; Emmelina reclusa; Johannes medicus; Berolus (O. Bero laicus); Ermenjardis (O. Ermengardis) comitissa; Ermantrudis; Osmundus subdiaconus et canonicus; — et Robertus Coissardus.

« v id. mart. — Macela laica, pro cujus anima vir suus Richerus dedit stallos in foro, ad faciendum anniversarium amborum; Guinemannus laicus; Rothildis; Lismodis; Grigo laicus; — et Theobaldus Bocher subdiaconus et canonicus, qui dedit nobis xl solidos super domum patris sui, in vico Porte Martis sitam, pro anniversario suo; xl solidi redempti fuerunt de xl libris remensibus que posite fuerunt in emptione decime de S. Clemente, empte a Guitero milite de Challeranges, cujus decime sexta pars majoris, et tertia minute, in die anniversarii sui distribuuntur; (in O. iiii id.) Odo comes, qui dedit nobis villam Joeium; Goudraga laica, que dedit nobis alodium in Reliaco; Odo (O. Dodo) levita et canonicus; Fulcradus laicus; Gaudelandus presbyter; Hugo; Alperus (O presbyter); Hecelinus de Castro (O. de Castello), qui dedit S. Marie allodium de Signeio, cum servis suis, — pro quibus distribuitur medietas molendini de Libera, scilicet xxv solidi, et xx solidi quos reddunt prebendarii de Auncment.

« iiii id. — Adela bone memorie blesensis comitissa, que cum viro suo comite Stephano pro manu firma Virtutis castri in vita sua, et unius tantummodo heredis, dedit nobis perpetuo habendum hoc quod habemus in villa que dicitur Fimes (O. Fimmis), et xl solidos pruvinensis monete de censu predicti castri, singulis annis (O. *ad.* in festo S. Remigii persolvendos). — Blancha bone memorie comitissa trecensis, que dedit ecclesie nostre quinque marcas auri, de quibus fabricata est imago in qua repositum sanctum lac B. Virginis; dedit etiam nobis quinquaginta libras pruvinensium [R. pruvinenses], ad emendos redditus in anniversario suo singulis annis dividendos, pro quibus habemus quinquaginta solidos parisienses accipiendos apud Berru, de terra empta a Milone de Choiffy milite.

« iii id. — Synduinus presbyter et canonicus; Johannes miles; Hugo monachus; Dondatus (O. Deodatus) levita et canonicus; Hermannus comes de Grandi Prato; Isambardus subdiaconus et canonicus, qui dedit ad cameram fratrum allodia sua de Hermundivilla et Vuarmerivilla, et de Alemanicurte, ad dividendos duos modios vini quotannis in anniversario suo, et insuper argentum ad caput S. Mauri reponendum. —

« ii id. mart. — Betho (O. Bettho) laicus; Mathildis regina; Gerardus cameracensis episcopus. —

« Idibus martii. — Sprevus (O. Spervus) corepiscopus [R. Sperius coepiscopus]; Gotspoldus presbyter; Hildierdis laica, que dedit S. Marie tres ancillas; — et Helvidis, que dedit nobis octavam partem furni de Aventione, et duos denarios de censu.

« xvii kal. aprilis. — Harbertus presbyter et canonicus; Dodo medicus; — et Petrus Buirons subdiaconus et canonicus noster, pro quo distribuuntur xl solidi de proventibus domorum, fontis, et cujusdam prati, et xxiiii solidi remenses quos reddunt prebendarii de Auement, pro quibusdam redditibus emptis ibidem de denariis ejusdem prati.

« xvi kal. — Landricus presbyter et canonicus; Albaidis laica; Dudo; Henricus abbas S. Remigii. Guarnerus acolitus. —

« xv kal. — Ramnus [R. Ravinus] prepositus et canonicus (O. *ad.* Signinus subdiaconus et canonicus Romam pergens mortuus est, qui dedit nobis hoc

nicis qui voluerint interesse, vasa aurea, argentea, et alia ornamenta thesauri, et subthesauri ecclesie remensis, et omnia privilegia, ita

la première colonne. Dans la seconde classe on met les chanoines qui, suivant l'ordre de leur réception, suivent immédiatement le dernier de ceux qui composent la première classe, et on en fait la seconde colonne. Dans la troisième classe, on met les autres chanoines, et on en compose la troisième colonne.

« Si le nombre des chanoines n'est pas tel qu'il puisse être partagé en trois classes

quod habebat in villa que dicitur Cis cum serviis suis; *Vide infra IX kal.*); Constantius clericus; Gerfridus episcopus; — et Iolex Brane comitissa, que dedit nobis XL libras pruvinenses ad emendos redditus, in cujus anniversario distribuitur medietas decime de Annella; dedit nobis casulam rubeam auro intextam.

« XIIII kal. — Erluinus presbyter; Harbertus (O. Habertus) presbyter; Ermiardis (O. Ermengardis) regina; Letsala. — Eodem die obiit Petrus de Lagery, vir bone recordationis, presbyter et decanus noster, qui dedit nobis sextam partem decime de Telines, et XX solidos supercensus super domum domini Joannis Cauchon canonici S. Symphoriani, sitam ante dictam ecclesiam, qui distribuuntur in anniversario suo. Habemus etiam super dictam domum XL solidos distribuendos quolibet anno in festo decollationis B. Johannis Baptiste, qui redempti fuerunt de XX libris parisiensibus, que posite fuerunt in emptione redditus de Ulmis. Domina Avelina mater venerabilis viri Simonis vicedomini remensis, in cujus anniversario distribuitur tertia pars tertie partis de S. Moreto, quam dedit nobis idem Simon vicedominus; et in eodem anniversario percipiet capellanus, qui pro tempore fuerit institutus in ecclesia nostra ad capellaniam quam fundavit in ecclesia nostra idem Simon, quantum percipiet unus canonicus.

« XIII kal. apr. — Ebo archiepiscopus; Albertus; Alvamnus; Albricus; Aslevis; Letaudus presbyter; — Vuillelmus Radix, in cujus anniversario solemni distribuuntur C solidi de teloneo, et XL solidi in burgo Vidole, et XL solidi assignati in molendino de Joncherio; in cujus etiam anniversario unusquisque clericorum de choro nostro debet percipere VI denarios.

« XII kal. — Robingus diaconus; Adelelmus clericus; Hamedeus diaconus; Godefridus clericus; Agnes laica; — Renaudus de Vuarmerevilla capellanus ecclesie remensis; et Laurentius nepos ejus, canonicus leodiensis; in quorum anniversario distribuuntur annuatim quatuor libre parisienses percipiende in molendino de Vuarmerivilla, quod tenet Petrus succentor noster ad vitam suam.

« XI kal. — Josbertus miles; Maria; — *recentiori manu*: Johannes de Credonio, archiepiscopus remensis.

« X kal. — Ailulfus prepositus, archidiaconus atque vicedominus; Isaac presbyter et canonicus; domnus Constantius bone (O. beate) memorie canonicus et sacerdos, qui res dedit; — (*desunt in* O.) in cujus anniversario debet nobis claviger hospitii quatuordecim solidos; — Osandus. — [Anniversarium Roberti de Nantolio belvacensis episcopi, qui dedit nobis majorem et furnum de Anemalog, Inter apostolicos.]

« IX kal. — Albertus laicus; Ledvidis; Fulco subdiaconus et canonicus; Rabodus noviomensis episcopus, qui dedit S. Marie altare de Neminco; Girardus (O. Guihardus); — Sigilinus subdiaconus et canonicus Romam pergens mortuus est, qui dedit nobis hoc quod habebat in villa que dicitur Cis cum serviis suis (*Vide* X *kal.* Gervasius hujus ecclesie cantor, et postea S. Dionysii canonicus); Hugo archidiaconus, nepos D. Radulphi archiepiscopi, qui domum suam in manu domini Samsonis archiepiscopi reliquit, qui de ea ita disposuit: capitulo eam donavit et claustralem fecit, et ita ordinavit ut quotienscumque de persona in personam transferretur, persona possidens hospitali S. Marie XL solidos persolveret, et canonicis in communi duos modios vini probati donaret singulis annis persolvendos, dum eam teneret; pro eodem etiam Hugone debent distribui XX solidi, qui accipiuntur in molendinis Soleret qui reddunt mihi; et Stephanus de Porta claustri, levita et canonicus, qui dedit nobis C libras ad redditus emendos et equaliter dividendum (*sic*) in anniversario suo et avunculi sui magistri Albrici bituricensis archiepiscopi; in cujus Stephani solemni anniversario distribuuntur L solidi de theloneo. [Obiit vir venerabilis Guillelmus de Estampis prepositus lausanensis, quondam canonicus noster, qui dedit ecclesie nostre imaginem argenteam magnam et pulchram, in qua continetur sanctum lac quod de-

quod quilibet canonicus qui intererit dicte ostensioni habebit duodecim denarios pro qualibet die qua fiet dicta ostensio, quos solvet capel-

égalles en nombre, en ce cas l'on en met moins dans la première classe, et même moins dans la deuxième, s'il le faut, que dans la troisième, qui est toujours la plus nombreuse, lorsqu'elles ne sont pas égalles....

« Comme on fait des colonnes qui durent trois ans, et que chaque année il y a cinq comptes à entendre et les points à examiner, si chaque colonne ne contient que dix-huit chanoines ny plus ny moins, cha-

dit ecclesie nostre bone memorie Adrianus papa, unum pannum ad imagines operis Sarraceni, ad pendendum in choro, et plures reliquias.]

« VIII kal. aprilis. — Vuillelmus diaconus; Nantildis; Rodulphus laicus; Albertus clericus; magister Teroldus, (O. Letoldus magister bone memorie,) levita et canonicus; — Clarembaudus levita et canonicus noster, qui dedit nobis C libras parisienses super domum suam cum appendiciis, de quibus habemus LX solidos parisienses in anniversario suo distribuendos, quos Stephanus de Lorris concanonicus noster, de assensu et voluntate capituli nostri assignavit super domum que fuit quondam Henrici presbyteri S. Michaelis, nunc est (*sic*); habemus etiam pro eisdem centum libris, XL solidos parisienses in anniversario suo distribuendos, in decima de S. Suppleto; et obiit Rogerus de Porta Carceris, pro quo distribuuntur XIII solidi, qui percipiuntur in decima de Summapinu; et obiit magister Adam de Carnoto noster canonicus, pro cujus anima jam dictus Stephanus de Lorris assignavit nobis, super jam dictam domum presbyteri S. Michaelis, XX solidos annui supercensus cum predictis omnibus distribuendos.

« VII kal. — Rodulphus presbyter et canonicus; Salaco clericus; Goudrada laica; Hildierdis; — Rogerus pater Jacobi de Cerneio.

« VI kal. — Ostraldus episcopus; Dulcimus laicus; Heribertus miles; — et magister Stephanus de Pruvino, archidiaconus parisiensis, in cujus anniversario distribuuntur nobis XLV solidi parisienses, assignati super domum quam tenet Thomas de Bria.

« V kal. aprilis. — Johannes presbyter et canonicus; Flodoardus; Constantius presbyter; Eusebia Deo sacrata; Beva reclusa; — Stanfredus canonicus noster et diaconus, qui dedit nobis XL libras ad emendos redditus in anniversario suo annis singulis distribuendos, pro quibus habemus quinquaginta solidos accipiendos apud Berrucum de terra empta a Milone de Choilly milite; et dominus Hugo Burgundie, quondam major archidiaconus remensis, qui dedit nobis octoginta libras remenses, de quibus empta fuerunt terra et omnes redditus quos habebat

Huardus scutiger de Juvigniaco apud Vuarmerivillam, per se et cum domino Milone milite; et de proventibus eorum reddentur capellanis decem solidi quos ipsi divident iis qui dicti domini Hugonis interfuerint obsequio. [Obiit Robertus de Courteneyo diaconus, remensis canonicus, qui dedit pro anniversario plura hereditagia apud Jonchery, et ad decorem ecclesie quatuor tapetes qui ponuntur in solemnitatibus in choro, in dextera parte, et in qua imagines sunt depicte, videlicet B. Virgo et tres reges colonienses. *Item*, tunicam cum duobus collagiis semati nigri, et alia.]

« IIII kal. — Godescaldus (O. Godescalcus) clericus; Hildegardis Deo sacrata; Rammundis (O. Rainuidis) reclusa; Manasses comes; Hildiardis; — et Renaudus Piot canonicus noster, et postea canonicus S. Dionysii, qui dedit nobis sextam partem decime de S. Clemente, ad faciendum anniversarium suum. [Obiit Martinus (IV) papa, pro cujus solemni anniversario habemus X libras. Inter apostolicos.]

« III kal. — Berandus presbyter; Albrada monacha; Haimo laicus; — Angelina soror Henrici et Petri presbyterorum.

« II kal. — Guido miles, qui dedit ad altare S. Marie duas ancillas, et ad curiam fratrum duos jornales alodii; — et Radulphus miles, pater domini Samsonis archiepiscopi; et decessit dominus Renaudus miles, dominus de Ludia, in cujus anniversario distribuitur tertia pars tertie partis decime de S. Moureto, quam acquisivit nobis Simon vicedominus remensis, filius quondam dicti domini Renaudi; et in isto anniversario percipiet tantum quantum unus canonicus, capellanus qui pro tempore fuerit receptus ad capellaniam quam fundavit in ecclesia nostra idem Simon vicedominus.

APRILIS.

« Kal. april. — Dudo levita et canonicus; Remigius et uxor ejus Hildrada; Ermensludis; Doda; Albrada; — Erlaudus de Porta Claustri, qui dedit nobis domum suam; Boso cathalaunensis episcopus, qui dedit nobis X solidos in Murmureio, et in Aven

lanus fabrice; et per tres dies tantum, et non ultra, durabit distributio dictorum duodecim denariorum.

que chanoine est inscrit une fois seulement, ou pour entendre un compte, ou pour examiner les points d'une année; et si chaque colonne ou classe ne contient que dix-sept chanoines, le premier de chacunne colonne sera marqué deux fois, et ainsy à proportion, lorsque le nombre des chanoines n'est que de quinze ou seize dans chaque classe; mais en ce cas, les trois chanoines qui ont éte marquez deux fois, sont marquez tous les

tione, xv solidos; Baldoinus senescallus, qui dedit nobis duos pannos sericos, et x libras super domum suam, et ad dividendum.

« IIII non. — Guiterimus (O. Vuitrannus) laicus; — [Guido de Nouailles, qui legavit nobis XL libras.]

« III non. — Rollandus presbyter et canonicus; Haimo puer et canonicus; Sigloardus bone memorie; Bertha laica, et Havidis soror ejus. [Obiit Nicolaus Boulei episcopus meldensis, qui dedit nobis C libras turonenses.]

« II non. — Rimuinus et Guilhardis (O. Guilehardis) uxor ejus; Constantius; Bucardus; Oilardus —(deest in O.) cathalaunensis, — abbas S. Petri cathalaunensis; Philippus cathalaunensis episcopus; et noster canonicus; Guarinus presbyter et archidiaconus; Haidericus presbyter; — et Raimundus cathalaunensis archidiaconus (?) et presbyter, pro quo Johannes frater ejus, concanonicus noster, dedit nobis LX libras, de quibus habemus quartam partem totius decime de Thelines tam grosse quam minute, cujus decime proventus in anniversario predictorum Raimundi et Johannis distribuuntur; et clerici de nostro percipient duos denarios in vigiliis, et in missa totidem, quilibet qui interfuerint officio; dedit etiam nobis quosdam redditus apud Fraisne.

« Nonis aprilis. — Gervinus; Vuolfardus (O. Vulfardus) presbyter; Alemarus presbyter; Rogisus; Guarinus subdiaconus et canonicus, in cujus anniversario debet nobis custos hospitii quotannis duos modios vini; Theodericus Parvus, miles, qui dedit S. Marie, ad hospitium, alodium quod habebat in porcensi territorio, in villa Escleio, cum terris, viridario, molendino, et servis et ancillis suis; — et obiit magister Jacobus de Maceriis noster canonicus et diaconus, qui dedit nobis c libras turonenses, que posite fuerunt in edificatione molendinorum de Mauberti Fonte, pro quibus habemus IIII libras parisienses de proventibus predictorum molendinorum distribuendas in predicti Jacobi anniversario solemni, et XII solidos parisienses, quos reddit succentor pro quodam jardino de Bodillo domi sue contiguo, quandiu vixerit persolvendos; et post decessum ejus, qui de dicto jardino bona fide in pleno capitulo plus obtulerit, dictum jardinum obtinebit quandiu vixerit, et sic fiet in posterum.

« VIII. id. — Ledvinus presbyter et canonicus; Sigeboldus (O. Sigebodus); Richildis; — et Guido suessionensis episcopus, pro cujus anima, Guichardus de Castro, frater ejus, presbyter et canonicus noster, dedit nobis XL libras ad emendos redditus in ejus anniversario distribuendos; et quilibet capellanus qui interfuerit in vigilia, habebit duos denarios et totidem in missa; de illis autem XL libris, habemus apud Pontem Fabricatum IIII sextarios avene, et III solidos, et sex denarios emptos a barone de Betiguivilla, et XL solidos in decima de Cergnon emptos a Parilleto armigero, quos reddunt illi qui tenent dictum redditum.

« VII id. — Aldalgardis (O. Adalgardis) abbatissa; Augelbertus laicus et monachus; Raingardis; Bernardus abbas Majoris Monasterii; Odalricus acolitus et canonicus; Arnulphus levita et canonicus. (O. levita et archidiaconus.) —.

« VI id. — Teuto prepositus; Odilo levita et canonicus; Farmircus prepositus; (O. Farnurcus presbyter); Rotildis; Gualterus abbas; — et Thomas presbyter de Ulmis, qui dedit operi B. Marie XX libras; *recentiore manu* : Reginaldus de Carnoto archiepiscopus remensis, cui successit dominus Jacobus Juvenalis archidiaconus remensis, auctoritate apostolica confirmatus archiepiscopus.

« V id. — Odo presbyter; Guarnerus miles; Richildis laica; Dominicus presbyter de S. Michaele; — et magister Fulco de Sparnaco diaconus et noster canonicus, in cujus solemni anniversario singulis annis debent nobis distribui LX solidi de proventibus altaris Ville Tardeni.

« IIII id. — Dauniuus (O. Dauvinus) presbyter et canonicus; Evrardus levita et canonicus, qui dedit ad mensam fratrum alodii jornales octo, et domum secus macellum, ad persolvendum II solidos in anniversario suo; Ludovicus imperator; Oda comitissa; Fredericus (O. Frederus) levita et canonicus; Adam de Pico sacerdos et canonicus. — [Obiit magister Oliverius Serbaudi concanonicus noster, qui donavit c florenos auri nuncupatos f[ran]cas (*sic*).]

XL. *De custodia sigilli, et clavibus* (sic) *thesauri.*

Item statuimus quod de cetero tres canonici custodient claves sigilli, arche commúnis, et cartarum, cum salario quadraginta solidorum

derniers dans les colonnes suivantes; que si, au contraire, les trois colonnes ou l'une d'icelles contenoit plus de dix-huit chanoines, ceux qui seroient inscrits après le nombre de dix-huit, n'entendroient point de compte, et n'examineroient pas les points à leur tour, jusqu'à ce qu'on eût fait de nouvelles colonnes, dans lesquelles ils seroient marquez

« III id. aprilis. — Raguenerus (O. Rageneras); Odalhardus; Henricus laicus; — Nicholaus de S. Remigio noster canonicus, et postea S. Nichasii monachus, qui dedit nobis ad matutinas xl solidos quorum quedam pars est retro claustrum, altera in vico Fabricoso, ad faciendum anniversarium suum; Segardus subdiaconus, qui dedit xxiiii libras ad matutinas; et Johannes l'Apautre, qui dedit x libras, in quorum solemni anniversario distribuuntur xiii solidi census super domum in veteri foro, et de decima empta a Petro de Lireio, v sextarii frumenti et v avene, qui accipiuntur in villa de Monte S. Martini.

« II id. — Vualtadus canonicus; Dodo presbyter et canonicus; Raguenerus (O. Ragenerus) cantor; Magenardus. —

« Idibus aprilis. — Heribannus (O. Heribrannus); Lambertus laicus; Ermiardis (O. Ermengardis) laica; Raimbaldus laicus (O. *ad.* Havidis laica); — Rainaldus Pes Lupi et frater Hugonis Cuissardi.

« XVIII kal. maii. — Elbertus presbyter et canonicus, qui dedit S. Marie alodium in Verniaco ad persolvendum canonicis duos modios vini quotannis in anniversario suo; Guinemannus laicus; Richoara Deo sacrata; Rothildis interfecta; Deccia (O. Daxia); Guelpo subdiaconus et canonicus; — Rogerus de Porta Carceris, suessionensis archidiaconus et noster canonicus, qui dedit nobis quartam partem decime de Taissecio post decessum Rogeri nepotis sui, et preterea calicem aureum XII unciarum cum solemni pallio, et insuper quinquaginta duas libras ad redditus emptionem, huic ecclesie pro suo contulit anniversario, ita videlicet ut in die anniversarii sui sufficienti data refectione nobis cum sex pauperibus, residuum iis qui tunc in urbe fuerint dividatur; qui etiam necessitati providens pauperum, ad eorum hospitium dedit x libras ad redditus emendos quadragesimali refectioni necessarios; magister Helluinus presbyter et canonicus noster, qui dedit nobis x libras ad faciendum anniversarium suum; Robertus subdiaconus et noster canonicus, qui dedit nobis xx libras ad faciendum suum anniversarium; et Mauricius subdiaconus et noster canonicus; in quorum solemni anniversario de dono predicti Rogeri distribuuntur xxx solidi in Malo, et ad Petram que est in medio Remis xl solidos.

« XVII kal. maii. — Emmo canonicus; Azso (O. Atzo presbyter et canonicus); Guildricus miles; Richardus miles; Lezelinus; Leuvinus sacerdos atque decanus; Guarinus presbyter et canonicus, in cujus anniversario debet nobis cellerarius duos modios vini; Dodo; Hugo diaconus; Gothadus; Macela; Berthaidis (O. Berhaidis); — Hugo et Elisabeth laica; Boso et Arvidis uxor ejus; et magister Johannes de Blesis prepositus S. Audomari, diaconus et noster canonicus, in cujus anniversario distribuuntur annuatim lx solidi quos reddunt misse.

« XVI kal. — Trutgarius canonicus; Grimbertus presbyter; Odelgisus acolytus; Raingardis laica; domina Fredesendis S. Petri abbatissa; Elizabeth laica. — [R. Obiit dominus Johannes abbas S. Nicasii remensis.]

« XV kal. — Vulfarius presbyter; Aregius laicus; Regemboldus laicus; Hervicus (O. Herincus); Odo diaconus et canonicus; — et magister Guillelmus de Sarcelo, in cujus anniversario distribuuntur lx solidi de proventibus molendinorum de Vuarmerivilla.

« XIIII kal. — Otradus laicus; Mauricius (O. Mainricus); Elizabeth; Durannus levita et canonicus. —

« XIII kal. — Flodegarius (O. Flotdegarius) canonicus; Paschalis presbyter; Gilbertus (O. Gislebertus) comes; Guarinus; Albricus; Almaricus (O. Amalricus) miles; — et obiit Odo de Calmisiaco presbyter et canonicus noster, in cujus anniversario distribuuntur IIII libre quas reddunt senescalli: preterea idem Odo dedit hospitali nostro xl libras parisienses ad emendum redditus ad usum dicti hospitalis, et decimam de Pertis quam emit a domino Guidone de Alnaudimonte, ita tamen quod dictum hospitale reddit singulis annis tot tunicas ad

cuilibet eorum solvi consueto a distributore horarum; jurabuntque, quod circa ea que pro custodia premissorum fieri incumbent, fideliter se habebunt.

les premiers. Ils pourroient cependant entendre un compte ou examiner les points, si ceux qui seroient inscrits avant eux venoient à mourir, ou étoient faits receveurs, ou quittoient leurs prébendes, ou manquoient à assister la plus grande partie de l'année, au moins à une des trois grandes heures de l'office divin....

« Quand les colonnes sont réglées, on fait le partage ou la division de ceux qui les com-

quot poterit se extendere valor dicte decime distribuendas per manum decani remensis in die anniversarii sui; et dictus decanus percipiet quinque solidos singulis annis de proventibus decime memorate; quelibet vero tunica pauperis debet continere tres ulnas et dimidium.

« XII kal. maii. — Hilduinus acolitus et canonicus; Albertus sacerdos et canonicus, qui dedit partem domus sue in usus pauperum; Hardo; Jorrannus; Theodulphus; — Obiit Alanus de Rosceio canonicus noster, qui dedit nobis tertiam partem quarte partis Germiniaci quam emerat pro XX libris : dedit quoque ad distributionem matutinarum quinquaginta libras; dedit insuper domum suam in claustro ad faciendum anniversarium suum solempne, ea conditione quod canonicus qui in ea manebit (scilicet Guido Rigoz) dabit singulis annis VIII libras in die anniversarii ejus, canonicis qui tunc in urbe fuerint distribuendos (*sic*), admittenturque eadem die in refectorio tres pauperes; de pecunia etiam que per succedentes dominos pro introitu domus dabitur, ementur redditus ad ampliandam dicti anniversarii sui partitionem, et hec disponentur per manum illius qui preerit distributioni matutinarum; et dedit hunc librum martyrologium; pro eodem etiam Alano habemus XX solidos super molendino de Justina : in anniversario etiam ejusdem Alani distribuitur media pars decime de Anuella; Robertus bone memorie attrabatensis episcopus, qui dedit nobis altare de Nigella pro anniversario suo; Thomas subdiaconus et canonicus, qui dedit nobis X libras ad emendum terram pro anniversario suo; et Gerardus de Beigaleus presbyter et canonicus, in cujus anniversario distribuitur quarta decima pars decime de S. Soppleto, tam grosse quam minute; sed inde redduntur clericis chori nostri quinque solidi, et canonicis S. Nutricis quinque solidi.

« XI kal. maii. — Bertrannus laicus; Theodulphus; Raingardis monacha; Berta laica; Guido Claudus levita et canonicus; — Girardus Cloquins presbyter et noster canonicus, qui dedit nobis pro anniversario suo faciendo quosdam redditus quos emerat, scilicet apud Pontem Fabricatum XIII solidi (*sic*) et XV sextarii avene uno quartello minus, et apud Bouriaucourt IIII solidi, et XXV solidi super domum Johannis Blanchart, quos redemit Theobaldus dictus Gounnis, de XXV libris, de quibus habemus XX solidos in redditu de S. Stephano, empto a Juda d'Escry armigero, et XVI solidos in redditu de Fraxinaempto a Thoma de Tainkene, et fratre ejus, cum ventis et vestituris, et de eisdem XVI solidi redduntur ad luminare S. Petri V solidi, et XII denarii alibi.

« X kal. maii. — Udo subdiaconus et canonicus; (O. *ad*. Robertus bone memorie atrebatensis episcopus, qui dedit nobis altare de Nigella pro anniversario suo); Rainaldus levita et canonicus, qui dedit S. Marie ad hospitium domum suam, et partem suam alodii Pontis Fabricati, ad persolvendum canonicis II modios vini quotannis in anniversario suo. — Obiit dominus Renoldus concanonicus noster, archidiaconus abrincensis, in cujus anniversario distribuuntur canonicis qui intererunt redditus empti ab ipso apud Houdrisevillam, qui vale[n]t circa L solidos vel amplius, et XX solidos (*sic*) quos debent senescalli pro XX libris nobis datis ad augmentandum anniversarium suum, que posite fuerunt in edificatione molendinorum de Mauberti Ponte; et domus hospitalis debet distribuere eodem die pauperibus minutis per manus conversorum de dicto hospitio, in curia nostra, pro salute anime dicti Renoldi et benefactorum suorum, et fidelium defunctorum, mille panes de quater viginti de (*sic, et?*) duodecim sextariis et dimidio, quorum medietas est frumenti et medietas siliginis, quam summam bladi emit justo pretio a dicto hospitio ex consensu capituli.

« IX kal. maii. — Rogerus miles interfectus est, et obiit Albricus prepositus; Helvidis; Hersendis; Rodulphus miles de Sparnaco; Falco clericus; — et Robertus Teutonicus, qui dedit nobis duas domos suas de Terrail, pro quibus redduntur [*sic*, reddunt?] XXV solidi [*sic*, solidos?] duo capellani domini Hugonis de Sparnaco, et XIX solidi in burgo Vidule, et XII solidi super domum que fuit magistri

XLI. *De inquisitione fienda de patrimonio ecclesie, per officiarios.*

Item de patrimonio et bonis ecclesie temporalibus, mobilibus et immobilibus quibuscunque, inquiratur si quid in eis est reformandum;

posent, et on marque de quel compte et de quelle année ils doivent entendre, ou s'ils doivent examiner les points, et pour quelle année. On commence par le compte de la sénéchaussée et des heures, pour la première des trois années pour lesquelles les colonnes ont esté faittes, et on écrit dans un quarré ou petite cellule les noms des trois

Radulphi, ante domum domini Milonis de Lagereio, et v solidos super domum Thome de Lagereio, et x solidos super domum que fuit patris Thome succentoris; admittenturque pro ipso in refectorio ad prandium sex pauperes, et in mane xxiiii, quibus xxiiii videlicet hospitale B. Marie singulis annis dabit iii solidos et panem unius mine frumenti, ita quod unusquisque habebit exinde duos denarios et unum panem: totidem etiam pauperes, scilicet xxiiii, pro eodem Roberto die anniversarii ipsius idem hospitale recipiet annuatim, et eos modo premisso procurare tenebitur: preterea dedit in refectorio nostro memoratus Robertus cuppam unam et unum ciphum mazerinos, et decem coclearia argentea, et prefato hospitali iiii libras et v solidos annui trecensus. [Fit festum S. Georgii cum dupplo, et ix cereis, ex ordinatione bone memorie reverendi patris domini Jacobi Gaietani S. Georgii ad Velum Aureum diaconi cardinalis ac remensis canonici, pro quo distribuuntur x libre parisienses. Obiit magister Guillelmus de Nealpha hujus ecclesie canonicus, qui dedit nobis domum et terras de Courcelancy, cum omnibus appendiciis.]

« viii kal. maii. — Lambertus (O. Amalbertus) presbyter; Isambardus (O. Isembardus) laicus; Ermiardis (O. Ermengardis) laica; — Henricus aurelianensis episcopus Romam pergens mortuus est, pro cujus anima mater ejus, comitissa Brane, dedit nobis c solidos pruvinenses ad Pontem Aarceii percipiendos, ad faciendum anniversarium suum, ita quod clerici de choro accipient, sacerdos xii denarios, diaconus vero et subdiaconus vi denarios.

« vii kal. maii. — Ragehardus (O. Ragenhardus); Grecia mater domini Rainaldi archiepiscopi; Elbertus laicus. — Vuiburgis de Ruffeio, in cujus anniversario solvet nobis annuatim prepositus de Potestatibus xl libras; Henricus de Rovereio miles, qui hominibus ville nostre de l'Eperon, pro animalibus suis pascendis, contulit in elemosynam pascua in terra et nemoribus suis de Beneveto.

« vi kal. — Obertus (O. Othertus) canonicus; Grimoardus; Adalbero bone memorie metensis presul; Hardineus; Gislebertus (O. Guillebertus); Hildierdis, Ebalus de Rousseio levita et canonicus noster, in cujus anniversario distribuentur quolibet anno xl solidi, quos reddet nobis ille qui tenebit molendinum de Justina. — ?

« v kal. — Majenardus; Hugo; Raimbertus monachus; Rodericus miles; Rainjardis laica; Bava laica. —

« iiii kal. maii. — Gerardus presbyter et canonicus, qui dedit S. Marie domum suam ad opus infirmorum, juxta monasterium, cum necessaria suppellectili; Berlandus medicus; Teudracus; Heribertus; — et magister Johannes Normannus presbyter et noster decanus, in cujus anniversario distribuuntur singulis annis xl solidi parisienses, percipiendi in proventibus molendinorum de Maubertifonte, quos reddunt senescalli.

« iii kal. maii. — Godefridus canonicus; Genesius presbyter et canonicus; Almaricus (O. Amalricus) levita et canonicus; (O. ad. Ingubertus); Truboldus; Goda Deo sacrata; Fulcradus laicus; Gualterus subdiaconus et canonicus, qui dedit S. Marie alodium suum in Janvereio. — Obiit Simon de Verzelaico diaconus et canonicus, qui dedit nobis torcular quod habebat in villa que dicitur Mons S. Petri, et l libras parisienses, que fuerunt posite in edificatione molendinorum nostrorum de Maubertifonte, in cujus solemni anniversario debent distribui proventus dicti torcularis et quinquaginta solidi parisienses, qui debent accipi in proventibus dictorum molendinorum. [Obiit bone memorie dominus Guillelmus de Brayo, quondam cardinalis et archidiaconus remensis ecclesie, qui dedit nobis mille libras turonenses.]

« ii kal. maii. — Rofredus presbyter; Tancradus; Rogandus; Havidis; — Maria; Hugo sacerdos et custos hujus ecclesie; et Petrus presbyter et canonicus, qui dedit nobis xxxii solidos super domum suam quam tenet Petrus David, et xii denarios censuales in Pascha solvendos super molendinum

et hoc fiet per canonicos officia tenentes, scilicet senescallos, horarum et anniversariorum distributores, et poterunt vocare secum alios

chanoines qui sont chacun le premier dans chacunne des trois colonnes. On met le second de chaque colonne pour entendre le compte des anniversaires. On suit le même ordre pour marquer ceux qui doivent entendre le compte des grains, celui de la fabrique, et les comptes des sénéchaux et agens du chapitre, et de la prébende des

quod situm est inter S. Petrum et S. Stephanum ad Arnam, quos reddunt fratres S. Marie ad Arnam. [Johannes de Vaillaco prepositus noster et archidiaconus cathalanensis, qui dedit nobis CC libras parisienses.].

MAIUS.

« Kal. maii. — Isaac canonicus; Vualterus canonicus; Robertus canonicus; Remigius presbyter; Gerbaldus comes; Durannus canonicus, qui dedit S. Marie stolam auream; Hugo miles. — [R. Obaldus comes, *forte* Gerbaldus?].

« VI non. — Amalgedus laicus; Belvius (O. Bellinus) laicus; Rescelina (O. Tescelina;) Helvidis Deo sacrata; Hervicus (O. Heriveus) miles. — Hic debet celebrari missa pro domino Ottobono, de B. Virgine, et post mortem ejusdem cardinalis et archidiaconi remensis, loco misse debet fieri anniversarium in die obitus ejusdem. [Obiit Ottobonus papa [canonicus?] noster, [Adrianus V,] pro quo habemus XL solidos parisienses.

« V non. — Paschalis canonicus atque decanus; Folcarius presbyter; Rodulfus laicus; — et Hugo de Monte Mirabili decanus carnotensis, presbyter et canonicus noster, qui dedit nobis domum suam claustralem una cum vinea sua de Monte Valesio, ita quod nunquam domus a vinea, vel vinea a domo, separetur, et sub ea conditione quod ille qui domum tenebit annuatim LX solidos solvet die anniversarii ejusdem Hugonis, canonicis qui interfuerunt anniversario, XL reliquos hospitali nostro in refectione pauperum in lectulis decumbentium; decedente vero domus et vinee possessore, nulli liceat eas habere nisi prius eas in communi capitulo ad vitam suam tantummodo emerit, ita scilicet quod idem emptor singulis annis die predicti anniversarii memoratam tam canonicis quam pauperibus tribuat pensionem, et insuper certam summam pecunie capitulo conferet, bona super hoc fide adhibita, ut qui majorem summam obtulerit ceteris omnibus preferatur, et ex pecunia illa emantur redditus quorum duas partes canonici, preter dictam summam XL solidorum die prefati anniversarii, sub equali distributione percipient; reliqua vero pars cum pensione XX solidorum superius dicta, prefatis tribuetur infirmis; et quoties possessor domus et vinee mutabitur, idem modus observetur; preter hec predicto modo distribuitur nobis, et infirmis hospitii, quidquid ultra XXX solidos residuum fuerit de pretio XX modiorum, quos habemus in decima de Nantolio, ex eleemosyna domini Milonis belvacensis electi, pro magistro Herberto de Yvodio; *Item*, eodem modo nobis et infirmis distribuentur XL solidi ex venditione facta magistro priori, quos debent solvere senescalli; *Item*, eodem modo distribuentur nobis, et infirmis, quinquaginta solidi ex venditione facta Odoni presbytero [a?] Clerico Ruffo, quos reddunt senescalli; *Item*, eodem modo distribuuntur nobis annuatim, et infirmis, LXV solidi qui accipiuntur in decima de Sumivide et de Contreviis, empta a Hueto de Burgo; *Item*, distribuentur nobis etiam XX solidi de decima de Monte Laurentii. [Obiit vir nobilis et discretus dominus Petrus de Claciaco levita et concanonicus noster, qui legavit nobis XXX solidos annui et perpetui redditus super domum suam claustralem, que est 1ª claustri a parte apothecarie.]

« IIII non. maii. — Artoldus presbyter et canonicus; Remistagnus presbyter; Adelendis; Hildeburgis; Goda; Drogo; Herimannus bone (O. beate) memorie metensis episcopus; Baldricus monachus. — [Anniversarium R. belvacensis episcopi, valet IIII libras. *Vid. kal. julii et* III *kal. novem.*]

« III non. maii. — Rogerus canonicus et levita; Berta laica; Emma — et Billardus noster canonicus, nepos domini Bosonis quondam archidiaconi, in cujus anniversario distribuuntur XLIIII solidi assignati apud Annemant, et XVII solidi in molendino de Juncheri, quos reddunt senescalli.

« II non. — Erchanrius presbyter et canonicus; Hugo laicus; Berta; Johannes presbyter et canonicus. — [Obiit dominus Johannes dux Brabantie, qui legavit nobis centum libras turonenses.]

« Nonis maii. — Heribertus canonicus et diaconus; Gervinus (O. *al.* Guarinus) laicus; Goda; Hildierdis; Ledvidis Deo sacrata; Havidis — [Obiit bone memorie dominus Thomas de Blammont concanonicus et vicedominus noster, postea episcopus virdunensis, qui legavit nobis LX libras pro suo anniversario. Inter apostolicos.]

canonicos quos voluerint, si et quando eis videbitur expedire. Et que invenerint, et deliberationes suas super his, capitulo referent; quibus relatis, capitulum de illis ordinabit, prout sibi videbitur ordinandum.

enfans de chœur, qui sont tous trois entendus par les mêmes auditeurs, quoyque rendus pour une même année par trois différens receveurs; et enfin on met le sixième chanoine de chaque colonne, pour examiner les points de la première année. On fait la même chose, et on suit le même ordre pour les deux autres années suivantes.... »

[§. V.] *Des trois mois de grâces.*

« Pour avoir les trois mois de grâces qui font quatre-vingt-dix jours, il faut être au

« VIII id. maii. — Berengarius presbyter et canonicus; Adalbertus; Odelgisus presbyter; Dadeus presbyter. Hasulphus presbyter; Havidis laica, que res dedit, et domum suam, ad hospitium pauperum. —

« VII id. maii. — Arnoldus presbyter et canonicus; Hersendis reclusa; — et Alexander canonicus noster et subdiaconus, qui dedit nobis XL solidos census super domum suam, in vico Porte Carceris, pro suo anniversario faciendo.

« VI id. — Geroldus levita et canonicus; Theudo (O. Leudo); Hageufridus clericus; Ragnoldus comes; Raingardis monacha; Amorus laicus. — [Obiit Petrus de Trecis decanus, qui legavit nobis domum suam claustralem, que est propinquior logie Barse [*sic*, basse?] (*sic*) sen custodie claustri a parte refectorii.]

« V id. — Dominus Ebalus archiepiscopus requiescit intus, qui dedit ecclesiam de Betignivilla canonicis, ad faciendum suum anniversarium; Milo presbyter; Maria laica; Oglela; — Gerardus bone memorie levita et canonicus, qui reliquit nobis altare de Machello, in quorum solemni anniversario distribuitur medietas trecensus molendini de Libera, et X solidi quos debet major archidiaconus de quadam curcella retro domum suam; — (in O. III° id.) Albertus presbyter et canonicus, qui dedit S. Marie mansos duos alodii, vineam apud Builleium (O. Buillegium) et juxta Montemfelicem Heron, duos mansos, et vineam cum silva et campis, ad faciendum anniversarium suum. —

« IIII id. — ? Milo; Anselmus. — ?

« III id. *Recentiori manu :* Humbertus archiepiscopus remensis. [Obiit magister Jacobus de Fossa licentiatus in utroque jure, canonicus remensis et presbyter, qui donavit ecclesie magnam librorum copiam Dominus sibi retribuat, cujus gratie sit ipse particeps suffragiorum ecclesie.]

« II id. — Haldericus (O. Haidericus) prepositus; Beroldus; Buinus; Rageuerus prepositus (O. presbyter) et canonicus, qui dedit (O. *ad.* ad hospitium) S. Marie vineas in Cluangio, ad faciendum anniversarium suum; — dominus Hugo de Lagery presbyter, concanonicus noster, dedit nobis C libras pruvinienses, quas posuimus in edificationem molendinorum nostrorum de Maubertifonte, ita quod pro eisdem C libris senescalli nostri, post decessum ipsius Hugonis, IIII libras parisienses quolibet anno in perpetuum in suo anniversario distribuendas, canonicis, vel qui servitio interérunt, solvere de senescalcia nostra tenebuntur : dictas vero IIII libras parisienses dicto Hugoni quandiu vivet, dicti senescalli de senescalcia nostra solvere tenentur quolibet anno, in Ascensione Domini.

Idibus maii. — Alvius presbyter; Rotsindis; Rageuerus; Constantia; Lefeidus; Dodo; Guarnerus; Haimo. — [Obiit dominus Guillelmus de Barema, quondam noster cantor et canonicus, qui fundavit capellaniam in ecclesia nostra, et dedit nobis unam crucem de argento deauratam, in qua aliqua pars ligni sancte crucis est reposita, et ordinavit quod omni die in ecclesia nostra, coram sacerdote magnam missam celebrare volenti, per diaconum portaretur.]

« XVII kal. junii. — Rothardus episcopus; Odalricus; Drogo; Albricus; Elizabeth; Ingunda (O. Ingrada) laica; Lambertus bone (O. beate) memorie attrebatensis episcopus; Guido levita et canonicus. —

« XVI kal. — Flodoardus presbyter et canonicus; Geroldus diaconus et canonicus; Saul; Hubaldus; Goffredus miles; Henricus presbyter. —

« XV kal. — Rothodus (O. Ratholdus) presbyter et canonicus; Matheus Scotus; Fredericus dux; Gonegundis abbatissa; Guiterus; — Hersendis laica, que dedit S. Marie cortinam longitudini ecclesie competentem. [Obiit Guido bone memorie de Rupeforti noster canonicus, postea lingonensis episcopus qui dedit nobis urceum aureum.]

XIIII kal. — Richerus hujus ecclesie cantor (O. *ad.* et canonicus, et postea S. Remigii monachus) — (*desunt in* O.), pro cujus anima; et sua, nepos ejus bone memorie Leo noster decanus, II modios vini in anniversario suo assignavit nobis super grangiam

XLII. *De inquisitione censuum qui non solvuntur.*

Item statuimus quod quilibet officiarius inquiret diligenter de redditibus, censibus, et aliis ad officium suum pertinentibus, que hodie

moins soudiacre, et avoir en cette qualité assisté au chapitre général de l'année courante, lequel chapitre est le cinquième de ceux qui se tiennent après la fête de l'Assomption de la Sainte Vierge, ou en avoir été suffisamment excusé par le chapitre, et avoir assisté tous les jours au moins à une des trois grandes heures de l'office divin, pendant la plus grande partie de l'année; c'est-à-dire au moins pendant cent quatre-

suam, domui sue proximam, de qua ita disposuit ut quicumque haberet domum claustralem, inseparabiliter haberet et grangiam, et vinum solveret. — Gondracus (O. Gundacrus). Tetherus; Petrus clericus (O. *ad.* qui dedit Lucanum S. Marie; Stephanus diaconus et custos); — Herbertus; Asiatus, pro cujus anima Thomas filius ejus dedit nobis terram in qua sita est medietas Noveville de Monte remensi, in cujus solemni anniversario distribuitur canonicis quicquid de eadem medietate exierit in omnibus proventibus; Lambertus presbyter.

« XIII kal. — Almaricus presbyter —; Sibilla laica.

« XII kal. — Gotbertus laicus; Rainrada laica; Guarmundus canonicus; Gerardus presbyter et canonicus, ac S. Remigii monachus. —

« XI kal. — Emundus (O. Herimundus) clericus; Theodericus laicus; Theodericus miles; Albergis monacha; Odo laicus, frater Odalrici prepositi; Avelina comitissa suessionensis et monacha, que dedit S. Marie remensis filacterium insigne argenteum; — Guido cathalaunensis episcopus, qui dedit S. Marie remensi altaria de Vuadenois et de Capellis, de quorum proventibus pro eo distribuuntur XL solidi [R. *ad.* Inter apostolicos]; et Guillelmus Radix, qui dedit nobis XXX solidos census super domum suam, pro anniversario suo.

« X kal. junii. — Berto; Erleboldus laicus; Lambertus. — [Obiit dominus Ricardus cardinalis, pro quo debet nobis dominus Richardus ejus nepos, et noster canonicus, XL solidos super domum suam, sitam retro curiam palatii.]

« IX kal — Adelardus laicus; Guarinus; Drogo miles; Macela laica; Petrus laicus. —

« VIII kal. — Ivo presbyter et canonicus; Leudo laicus; Gipuinus; Richildis laica; Guarinus, filius Haimonis, presbyter et canonicus, qui dedit ad mensam fratrum octo jornales allodii, ad dividendum canonicis duos modios vini quotannis, in anniversario suo; — Hodierna, mater Rogeri pie recordationis, Deo sacrata. Et obierunt Robardus et Berta, in quorum anniversario distribuuntur LX solidi, quos reddunt senescalli.

« VII kal. — Isambardus miles interfectus est; Havidis laica; Thomas levita et canonicus, qui dedit nobis IIII libras cathalaunensis monete, ad cooperiendos quatuor angulos claustri, et ad mensam duos ciphos mazarinos. — Decessit dominus Joffridus bone memorie catalaunensis episcopus. Obiit Vuibertus cantor et presbyter, qui dedit nobis C libras remenses, pro quibus habemus singulis annis C solidos in decima de Monte Laurentii, de quibus C solidis LX solidi distribuuntur in anniversario predicti Vuiberti, et XL solidi in festo S. Firmini. [Decessit dominus Ferricus Cassinel, remensis archiepiscopus, qui nobis legavit II^c francos auri, pro suo anniversario. Inter apostolicos.]

« VI kal. — Theodulphus miles; Letgardis comitissa; Albaudus. — *Recentiori manu* : Ferricus Cassinel, archiepiscopus remensis.

« V kal. — Rodoldus; Lethardus; Alerannus; Petrus laicus —; et Maisidis.

« IIII kal. — Rodoardus laicus; Guido levita de Roceio (O. de Roseio); Johannes laicus —; Remigius.

« III kal. junii. — Constantius (O. qui) et Gencelinus, qui dedit ad mensam fratrum magnum campum continentem jornales XXXVI, in cujus anniversario unicuique canonicorum, de annona quam idem campus attulerit, dividetur sextarius dimidius; in anno vero quo fuerit incultus, de sigilo similiter dividetur dimidius sextarius; — Hugo de Castellione levita et canonicus, qui dedit nobis XX libras; in quorum solemni anniversario distribuitur quod emimus a Johanne de Castello apud Murmureium, apud Brimontellum, pro quo reddunt prebendarii de Brimontello XX solidos.

« II kal. — Theobaldus (O. Tetboldus) archidiaconus et canonicus; Albertus presbyter et canonicus atque camerarius, qui dedit S. Marie auro in-

non solvuntur, et de tenentibus hereditagia nostris contigua; pro quibus sciendis videbunt compotos antiquos, et cartas. Adibunt quoque loca, ad se plenius informandum de statu dictorum reddituum

vingt-trois jours, soit que les années soient bisextiles ou ordinaires, ou qu'elles soient composées de cinquante-trois semaines, comme il arrive quelques fois. Il faut aussy demeurer chanoine jusqu'à la fin de l'année, et s'il arivoit qu'un chanoine quittast sa prébende, et fût pourvu d'une autre prébende, comme par exemple de la pénitencerie, ou qu'il fût même de nouveau pourvu de la prébende qu'il auroit quitté dans le

textam stolam, et ad hospitale IX jornales alodii, ad persolvendos canonicis II modios vini in anniversario suo. —

JUNIUS.

« Kal. junii. — Bildefridus; Hadvidis (O. *ad.* Adelaidis), laica; Sigardus acolitus et canonicus; — Hersbertus panetarius.

« IIII non. junii. — Richaldus; Balduinus de Graudiprato frater Hecelini comitis. — [Decessit Raynaldus de Corbolio episcopus parisiensis, quondam canonicus noster, qui dedit nobis LX libras parisienses, que posite fuerunt in emptione facta apud L'Éperon, a domino Guidone de Altavilla, milite.]

« III non. — Richardus presbyter et canonicus atque decanus; Ermengarius presbyter; Cilinia; Tetrada; Haidericus. —

« II non. — Leuvinus; Rotleius —; Philippus de Vidula subdiaconus et canonicus noster, qui acquisivit nobis medietatem molendini de Justina, ut distribuatur in anniversario suo exinde quicquid exierit, de quo habemus XL solidos.

« Nonis junii. — Orso presbyter; Johannes conversus; Teboldus clericus (O. Teboldus laicus interfectus est); Hugo laicus puer (O. Hugo clericus et puer); Simon acolitus et canonicus, qui dedit S. Marie, ad hospitium, octo jornales alodii, ad persolvendum canonicis duos modios vini, in anniversario suo. —

« VIII id. — Tammo sacerdos (O. Janno presbyter) et canonicus; Guido laicus; Richerus puer; Hugo laicus. —

« VII id. — Flodulphus (O. Floduldus); Amalgisus laicus; Johannes subdiaconus et canonicus; Domnus Nolbertus bone memorie magdeburgensis episcopus (O. archiepiscopus) —

« VI id. — Hildierus (O. Hardierus) sacerdos et canonicus; Bernico presbyter; Gualtadus presbyter; Leburgis; Salomon laicus. — *Longe recentiori manu :* Guido de Roya remensis archiepiscopus, cui successit Simon de Cramaudio, patriarcha alexandrinus postea cardinalis. *De eo mentio non fit in* R.

« V id. — Engelbertus (O. Angelbertus); — et Albricus.

« IIII id. — Constantius levita et canonicus, qui dedit S. Marie, ad hospitium, domum et duas vineas in Villadominica, ad dividendum canonicis duos modios vini quotannis in anniversario suo. — Albricus; Letoldus diaconus et noster canonicus; et obierunt Henricus et Oda parentes Johannis dicti de Ambianis concanonici nostri, in quorum anniversario distribuuntur quadraginta solidi, qui accipiuntur in medietate furnorum de Fraillicorte, quam dictus Johannes emit a domino de Roseto.

« III id. — Vuernifridus (O. Vuerinfridus) laicus, qui (O. *ad.* nostre congregationis societate delectatus, canonicam sibi prebendam obtinuit, quam postea canonicis qui in hac ecclesia sacerdotio fungerentur, ob sui memoriam, in ordine vicis sue perpetualiter habendam, constituit; qui etiam) nobis partem ville que dicitur Justina, quam in porcensi territorio possidebat, S. Marie, ad cameram fratrum, dedit; (*in* O. VIII id.); Joffridus bone memorie levita et noster canonicus, qui unam partem domus sue, ad faciendam in majori claustro viam, concessit nobis, aliam vero partem (O. dono cantori Gregorio, ad habitandum in vita sua tradidit, et post decessum ejus ad faciendum suum anniversarium) in nostra dispositione tradidit; — in quorum anniversario distribuuntur XX solidi de theloneo, et quod emimus apud Paveium, ab Ernaudo de Vico Judeorum, et XL solidos de domo Guidonis advocati, qui redempti fuerunt de XL libris quas posuimus in emptione decime de Tanione, tam grosse quam minute, empte a domino Petro de Lislet milite, in cujus proventibus percipiuntur dicti XL solidi, cum quibus distribuuntur XX solidi quos reddunt senescalli.

« II id. — Gerbaudus presbyter et canonicus; Odela laica; Emma Deo sacrata; Gualterus; Rogerus miles (O. interfectus est), Richildis abbatissa, matertera Odalrici prepositi. —

et censuum, quem referre tenebuntur in capitulo infra festum Nativitatis Domini.

cours de la même année, il seroit privé des grâces qui luy auroient esté accordées comme aux autres chanoines dans le chapitre général; et il n'auroit part au revenu de sa prébende qu'à proportion des jours auxquels il se trouveroit avoir assisté, ou pour lesquels il auroit été suffisamment excusé.

« Outre les quatre-vingt-dix jours de grâces dont jouissent les chanoines constituez aux ordres sacrez, ainsy qu'il est dit cy-

« Idib. jun. — Bevo presbyter et cantor; Harduinus (O. presbyter). —

« XVIII kal. julii. — Albertus presbyter et decanus; Richardus abbas virdunensis, quondam canonicus; Ermenjardis (O. Ermengardis); Rodoalus. — *Recentiore manu :* Joannes de Vienna remensis archiepiscopus; [pro cujus anniversario habemus domum Porte Carceris, X libras, et plura ornamenta. Inter apostolicos : pertica : Jacet intus].

« XVII kal. — Berengarius — Johannes de Germania, qui dedit ad hospitium S. Marie alodium de Conagio; vinagia, modios duos, et tres perticas vinee emit in Moyseyo, que dedit eidem hospitio ad dividendum duos modios vini in anniversario suo. Et obiit Radulphus de Robais noster canonicus, qui dedit nobis XL solidos super domum suam, quam habebat in claustro, quos redemit magister Godefridus scolasticus remensis, de XL libris, que posite fuerunt in emptione redditus de Ulmis, et ibi percipiuntur predicti XL solidi in anniversario dicti Radulphi distribuendi, quos reddunt senescalli singulis annis.

« XVI kal. julii. — Rodulphus presbyter et canonicus; (O. Rotdulfus presbyter; Eutherus; Guiterus.) —

« XV kal. julii. — Dominus Fulco archiepiscopus, qui dedit nobis Nemineum, interfectus est; (*in* O. IIII *kal.*) Oda laica, que dedit nobis pro anima viri Adelaudi hoc quod habemus in Doncia et Profundo Ruro (O. Profundo Rivo), et in Tramereio, in quorum solemni anniversario distribuuntur XXX solidi de teloneo; (O. *in* XV *kal.*) Drogo; (O. *ad.* Legrinus); Richardus levita et canonicus. —

« XIIII kal. — Stephanus diaconus et custos ecclesie; et Helvyndis laica. —

« XIII kal. — Geroldus presbyter et canonicus; Rabertus presbyter et canonicus; Heribertus subdiaconus; (O. *ad.* Rainardus.) —

« XII kal. — Ludovicus Augustus; Fulcradus levita et canonicus Hierosolimis defunctus est. — (O. *ad.* Gislemarus; Restedunus; Angelandis.)

« XI kal. — Teuto diaconus et canonicus; Abbo episcopus; (O. *ad.* Folco archiepiscopus; Drogo laicus; Hugo et Gerardus milites interfecti sunt); domnus Ebalus cathalaunensis, — et Lambinus morinensis, episcopi.

« X kal. — Remistanus; Adalbertus; (O. *ad.* Adelaidis Deo sacrata; Mathildis; Albricus); — et Milo succentor noster et diaconus, qui pro anniversario dedit nobis duas domos cum hortis suis juxta domum Odonis piscatoris, cum viginti tribus solidis censualibus, quos idem emit ab eleemosynario de consensu abbatis et conventus S. Remigii. *Item* alias duas domos cum hortis suis juxta Duo Molendina, quas videlicet domos si vendi contigerit, pretium earumdem in reddita convertetur. [Obiit bone memorie reverendus pater dominus Jacobus Caietani, S. Georgii ad Velum Aureum diaconus cardinalis, ac remensis canonicus, pro cujus anniversario distribuuntur IIII libre.

« IX kal. (O. Hildierus; Isembardus monachus; Adelardus miles); — Lebertus cameracensis episcopus; Nocherus abbas S. Petri de Altovillari; — et magister Johannes de Perona, noster canonicus et decanus, et postea valcellensis monachus, qui dedit nobis LX libras parisienses, de quibus habemus in molendinis de Bodillo X sextarios frumenti, siliginis et hordei, et XXXII solidos de molendinis novis de Maubertifonte. [Obiit dominus Simon Matisfardi episcopus parisiensis, pro cujus anniversario habemus octo libras parisienses. Inter apostolicos.]

« VIII kal. — Raguenerus (O. Rageneras) clericus; Lambertus miles; Gislaudus monachus. —?

« VII kal. julii. — Erchanticus (O. Erchanveus; — Rainsidis laica; Hildeburgis).

« VI kal. — Framegaudus; Albertus; (O. *ad.* Erlebaldus monachus et sacerdos;) et Milo de Lagereio presbyter et canonicus noster, qui dedit nobis XLVI libras remenses, que posite fuerunt in emptionem decime de Masnillo juxta Annellam, in cujus solemni anniversario distribuitur medietas predicte decime, et X solidi quos reddunt misse.

« V kal. — Dodo presbyter et canonicus; Guido. —

« IIII kal. — Odo levita et canonicus, et cathalaunensis archidiaconus. — Odo de S. Theoderico subdiaconus et noster canonicus, pro cujus anniver-

XLIII. *De majoribus qui tenebuntur tradere quaternos reddituum.*

Item quod de cetero, quia tradentur majorie ad firmam, majores obligabuntur tradere quolibet anno, si ad unum annum duntaxat

dessus, on leur donne encore les sept jours de la semaine des points ; on donne aussy ces sept jours aux mineurs, parce que l'on ne pique point durant cette semaine, et que tous les chanoines, tant majeurs que mineurs, sont réputez présens et assistans à tout l'office, même pour les distributions manuelles. Il en est de même des trois derniers jours de la semaine sainte, pendant lesquels on ne pique point. Mais ces trois jours

sario habemus xxx solidos super domum suam, retro S. Symphorianum.

« III kal. — Becco ; — et Christianus cantor noster et canonicus, et presbyter et canonicus (*sic*) noster, qui dedit nobis pro anniversario suo sextam partem decime de Telinues, et quartam partem furni de Marqueuse ; et quilibet de capellanis et clericis de choro nostro debet percipere sex denarios, tam in vigilia quam in missa.

« II kal. — Raginerus clericus ; Paganus ; Pipinus, (in O. Paganus Pipinus III *kal. ponitur, quasi unus et idem, sine distinctionis ulla nota.*) qui dedit nobis in vita sua quinquaginta libras ad turrim claustralem faciendam (O. ad novam turrim construendam) ; post cujus obitum, uxor sua Macela dedit xx libras ad idem opus perficiendum, pro animabus amborum, — et ad hospitium pauperum vineam unam in Moyseio, ad faciendum suum anniversarium, ut inde persolvantur canonicis duo modii vini in anniversario suo.

JULIUS.

« Kalendis julii. — Johannes. — [Anniversarium domini Roberti episcopi belvacensis, qui dedit nobis XVI libras pro suo anniversario. *Vid.* IIII non. *maii.*]

« VI non. julii. — Dominus Heriveus archiepiscopus. — Hic debet fieri festum S. Martialis pastoris Aquitanie, cum novem cereis et novem lectionibus ; et senescalli tenentur reddere in dicto festo LX solidos parisienses distribuendos eis qui interevent divino officio, quos magister Guillelmus de Cremaus, canonicus hujus ecclesie, emit a capitulo pretio LX librarum parisiensium, que posite fuerunt in edificatione molendinorum de Maubertifonte ; et in dicto festo legitur proprium, et cantatur ad matutinas de communi unius episcopi confessoris ; in laudibus vero dicuntur antiphone de proprio, similiter ad horas diei, et ad primas vesperas, et secundas, similiter ad Magnificat : in predictis vero LX solidis capellani qui intererunt matutinis, percipient duos denarios ; similiter qui intererunt misse in principio et in fine et in medio pro majori parte, percipient alios duos denarios.

« V non. — Decessit dominus Gervasius archiepiscopus ; requiescit intus ; qui dedit S. Marie molendinos ad duos pontes (O. citra pontem) ad dividendum canonicis quicquid inde exierit in anniversario suo ; Albiganus clericus ; Heribertus presbyter et monachus ; — Leo bone memorie noster decanus, qui ad faciendum anniversarium suum, dedit nobis apud villam Braibentium partem decime que pertinet, ut vulgo dicitur, ad navem ecclesie ; preterea dedit hospitio nostro, pro refectione pauperum ibi in egritudine jacentium, in anniversario suo hoc quod habebat in villa nostra de Junchereio, scilicet tres solidos censuales, et procurationem unius militis cum armigero uno et equis eorum, et quamplures libros ; in quorum solemni anniversario distribuuntur XXX solidi de teloneo, et medietas proventuum altaris de Braibentio.

« IIII non. — Constantius ; Joffridus puer ; Radulphus ; *Item*, Radulphus (O. *Item*, Radulphus laicus), qui dedit S. Marie allodium de Lescel (O. Lescellis) ; — et magister Johannes de Blesis canonicus et archidiaconus, in cujus anniversario distribuuntur IIII libre de redditibus de Mailly emptis a Hueto de Sillery, quas reddit ille qui tenet villam nostram de Mailly, et XIII solidos qui percipiuntur in redditibus ville de L'Esperon, emptis a domino Guidone milite de Altavilla.

« III non. — Rodulfus puer ; Constantius subdiaconus et canonicus. —

« II non. — Combertus ; Haimerulphus ; Ascelinus presbyter et canonicus ; — et decessit dominus Henricus de Brana pie recordationis remensis archiepiscopus, requiescens intus ; dedit nobis [duas cappas ad aurum, unam cappam de tria collaria, et alia plura ornamenta ;] apud Noriant, in passagio, XXX libras in anniversario suo, redacte sunt ad circiter XXIIII libras que in anniversario suo sin-

firmam habeant, vel in fine trium annorum, si ad tres annos, unum codicem in quo erunt scripti census et redditus ad dictam majoriam

ne se comptent pas pour ceux dont on compte seulement les pertes, à cause qu'ils ont beaucoup assisté, comme il sera dit ci-après, en parlant de la manière dont on gagne les heures, ny pour ceux qui [illegible] été receus en personnes depuis le samedi saint; et la semaine des points ne se donne pas à ceux qui ne sont plus actuellement chanoines.

« Les sept jours de la semaine des points, les trois derniers jours de la semaine sainte,

gulis annis dividentur; et quilibet clericus de choro nostro debet percipere VI denarios in vigilia, et VI denarios in missa; instituit etiam in ecclesia remensi duas capellanias que debent valere unaqueque XV libras parisienses; dedit etiam singulis annis in die anniversarii sui decem libras parisienses distribuendas pauperibus per [illegible] decani, vel hebdomadarii, si decanus presens non fuerit; dedit etiam X libras distribuendas in festo B. Marie egyptiace et X libras distribuendas in festo B. Marie Virginis, secundum quod capitulum ordinaverit; dedit etiam X libras parisienses distribuendas in festo apostolorum Petri et Pauli; et hoc totum continetur quomodo fieri debeat et distribui in litteris bone memorie predicti Henrici super hoc confectis et sigillatis, et quomodo referendum sit ad totam hereditatem suam de Marcurtiis et appendiciorum, si dicte centum libre, de jure et secundum consuetudinem patrie, super pedagium de Noviant non valeant assignari. *Recentiori manu :* Henricus de Brena, archiepiscopus remensis, obiit anno Domini M. CC. XL°. Jacet intus, ante altare.

« Non. julii. — Ansculfus levita et canonicus; Rodulfus; Simon puer; — decessit domnus Eugenius papa. Hic dividitur quinta pars decime pertinentis ad casam S. Sixti, pro festo omnium sanctorum archiepiscoporum. Hic debet fieri missa pro anima Henrici, remensis quondam archiepiscopi, de B. Virgine, pro qua missa celebranda [illegible] prepositus S. Audomari dedit nobis [illegible] libras parisienses, ad emendos redditus [illegible] canonicis qui presentes erunt misse predicte, [illegible] decem solidis qui debent distribui clericis et capellanis qui presentes intererunt misse predicte, et hujusmodi clerici et capellani debent celebrare unam missam similiter de B. Virgine, eadem die, si voluerint predictos denarios habere.

« VIII id. — Loinus presbyter et canonicus; Ermenjardis (O. Ermengardis) laica; Gualterus suessionensis archidiaconus et noster canonicus; — et in commemoratione omnium archiepiscoporum remensium solemniter facienda, distribuitur quinta pars decime pertinentis ad casam S. Sixti.

« VII id. (*In O. non extat*). Decessit Hugo Berengiers panestarius, qui dedit nobis vicesimam quartam partem decime de Besannes, tam grosse quam minute, cujus proventus in anniversario predicti Hugonis distribuuntur annuatim.

« VI id. — Rodulphus presbyter et canonicus atque cantor; Richardus laicus, qui dedit nobis vineam in Villa Francorum, ad persolvendos duos modios vini de camera in anniversario suo; Evrardus clericus; Petrus miles; Odela laica. — Decessit Arnulphus ambianensis episcopus, in cujus anniversario distribuuntur L solidi, qui accipiuntur in medietate furnorum quam emit Johannes de Ambianis concanonicus noster apud Fraillicourt, a domino Rogero quondam domino de Roseto.

« V id. — Gerbertus presbyter et canonicus; Adam puer et canonicus; Hugo subdiaconus et canonicus; Bovo clericus; Hildoardus; Gelbertus; Frederus presbyter et canonicus; Theodericus subdiaconus et canonicus; — et nobilis mulier Cecilia uxor Milonis de Germania, de cujus eleemosyna habemus L solidos remensis monete, assignatos apud Anemain, et distribuendos in solempni anniversario suo, hoc modo quod quilibet clericus de choro nostro habebit XII denarios.

« IIII id. — [illegible] presbyter; Hadvidis laica. —

« III id. — [illegible] imperator; — Bartholomeus noster canonicus et postea laudunensis episcopus; Radulphus levita et canonicus noster, qui dedit nobis tertiam partem decime vini de Vuarmeriville distribuendam canonicis in suo solemni anniversario, scilicet XXXV solidos quos reddunt distributores matutinarum. [Obiit bone memorie D. Nicolaus de Ferrariis decanus hujus ecclesie, qui pro anniversario dedit CC libras turonenses.]

« II id. — Gipuinus presbyter et canonicus; Bardo presbyter et canonicus; (O. Hiltrannus); Hilduinus presbyter; Goderannus abbas; Diso presbyter et canonicus. — ? Decessit Odo bone memorie parisiensis episcopus, in cujus sollempni anniversario distribuitur quinta pars decime pertinentis ad casam Sancti Sixti [que dicitur decima de Vrilly. Inter apostolicos]. *Recentiore manu :* Decessit dominus Johannes

suam pertinentibus, nomina eciam et cognomina eorum qui solverint, et qui non solverint, et qui dictos census vel redditus debent; et si sint facte mutationes possessorum et royerorum.

et les jours d'excuses sur les rolles pour cause d'infirmité sont utiles, et sont comptez à un chanoine pour le faire réputer avoir assisté *per majorem partem anni*, et en conséquence le faire jouir des trois mois de grâces. Mais les autres excuses générales ou particulières, indéfiniment accordées par le chapitre même sur les rolles, si ce n'est pour cause d'infirmité, ne peuvent tenir lieu d'assistance personnelle, ny valoir pour être réputé avoir assisté pendant la plus grande partie de l'année, et en conséquence avoir

Juvenalis de Ursinis, remensis archiepiscopus, anno Domini m. cccc. lxxiii°, cui successit Petrus de Laval episcopus briocensis in Britannia. (*Et infra subscriptum :*) Jacobus de Thuisy, ejus officialis.

« Id. — Albertus presbyter et canonicus (O. Presbyter Albertus, Marie pane nutritus, hic posuit corpus, dictus cognomine parvus). — Eodem die fit solemne anniversarium omnium fratrum nostrorum defunctorum, in quo distribuitur quinta pars decime pertinentis ad casam S. Sixti; et decessit Philippus rex Francie, pro quo distribuuntur xl solidi de fossatis.

« xvii kal. augusti. — Cilinia Deo sacrata; Ermengardis reclusa, Saxvidis; — et Haimo Vacuus diaconus et noster canonicus, qui dedit nobis domum suam sitam ante portam curie [illegible] Marie remensis, de qua reddit nobis ille qui [illegible] dictam domum, singulis annis, viii libras parisiences, in anniversario dicti Haimonis distribuendas.

« xvi kal. — Godefridus; Guarinus laicus; — Jacobus de Porta Carceris levita [illegible] canonicus noster, qui reliquit nobis domum [illegible] cum appendiciis suis, scilicet t[illegible], vivariis, hortis, pro quibus Rogerus [illegible] reddit nobis annuatim xl solidos, in die anniversarii sui distribuendos tam canonicis quam clericis de choro; pro ista domo debet Vicedominus viii libras in isto anniversario; post decessum autem dicti Rogeri, prefata domus cum predictis appendiciis ad ecclesiam nostram revertetur, ita tamen quod possessor ejus domus solvet xl solidos pro vestibus emendis, et pauperibus in die anniversarii sui distribuendis; quicquid vero residuum fuerit distribuetur equaliter canonicis et clericis; et Gervasius de Rufeio subdiaconus et concanonicus noster, qui dedit nobis medietatem domus sue, de cujus venditione recepimus lxxx libras pro quibus, sicut statutum est in capitulo nostro, prepositus de Potestatibus singulis annis nobis persolvet vi libras, quarum xl solidos in die anniversarii sui, et xl solidos in anniversario Hugonis avunculi sui, et similiter xl [illegible] in anniversario matris sue Vuisburgis, canonicis distribuentur; de pecunia vero alterius medietatis prefate domus recepta, empti [illegible] iiii librarum apud S. Lambertum, de quibus emuntur iiii cappe, et totidem tunice, et v paria caligarum et sotularium, que hora misse anniversarii predicti Gervasii, de consilio decani, dabuntur xiii pauperibus, quibus eodem die de bonis hospitalis refectio persolvetur; residuum autem prefatorum reddit000m languentibus magis indigentibus ad lautiorem cibum erogabitur; servientes etiam languentes ad necessaria deportantes, cum languentibus portionem suam eodem die percipient.

« xv kal. aug. — Isaac lingonensis episcopus; Remigius presbyter. — [Obiit magister Johannes de Pennis canonicus remensis, qui dedit pro anniversario pratum Esglantier, bueriam et duas domunculas : destructum fuit dictum pratum cum duobus domunculis a civibus remensibus, anno m. ccc. lviii, propter guerras inter Johannem regem Francie et Edouardum regem Anglie existentes, quia erant domuncule et pratum nimis prope muros civitatis.]

« xiiii kal. — [illegible] presbyter et canonicus; Constantius [illegible] Odo sacerdos; Constantius atque D[illegible] sunt; — Aderoldus corepiscopus [illegible]

« xiii [illegible] corepiscopus et canonicus; Robertus rex; Ermenfridus belvacensis episcopus; Rogerus miles. —

« xii kal. aug. — Ermenraus sacerdos; [illegible] miles; — Mathildis laica; Rogerus; et obiit bone memorie Guido de Sailleio, vir bene litteratus, subdiaconus et remensis ecclesie canonicus, in ecclesia fratrum predicatorum Lugduni cum magno planctu et summa reverentia sub Innocentio papa sepultus.

« xi kal. — Rogerus diaconus et canonicus; Fulcaudus (O. Fulquadus) presbyter; Hugo miles (interfectus est); Guarinus laicus et noster famulus. —

« x kal. — [Inter apostolicos]. Domnus Radul-

XLIIII. *De domibus, et precio earum non distribuendo, ultra decem libras.*

Item quando aliqua domus capituli de cetero vendetur ad vitam, vel aliqua franca sergentaria, vel aliqua summa pecunie, de emendis

les trois mois de grâces. De sorte qu'un chanoine majeur qui auroit assisté personnellement jusqu'à cent quatre-vingt-deux jours, et qui auroit cependant été excusé par le chapitre pour plusieurs jours, ne seroit pas censé avoir assisté la plus grande partie de l'année, et par conséquent n'avoir pas les trois mois de grâces. »

[§. VI.] *Des excuses accordées par le chapitre.*

« Le chapitre n'excuse aucun chanoine

phus magne sanctitatis archiepiscopus, qui emit et acquisivit huic ecclesie villam Athiniacum, et de censu ejusdem ville dedit nobis quinquaginta solidos, singulis annis in augusto mense reddendos; sed et ecclesiam, et civitatem, totamque provinciam ad honorem Dei in magna honestate gubernavit. (O. Decessit domnus Radulphus archiepiscopus qui dedit nobis L solidos de censu Ateniaci, ad faciendum suum anniversarium); — Alpheidis Deo sacrata; Rodulfus miles interfectus est; (*in* O. *id. julii:*) Marcelinus (filius), Gunthelius pater, qui dedit nobis Flengias et ecclesiam de Remericorte (O. Remeicorte) cum tribus mansis et Corcellas juxta Roceium, pro anima ejusdem, ad faciendum anniversarium suum et Marcelini filii sui. (*in* O. XIII *kal. aug.*:) Drogo comes, qui dedit nobis Mauri Montem et Chenereium; — in quorum solemni anniversario distribuitur sexta pars decime de Vallibus.

« IX kal. — Isembardus miles interfectus est; Rainaldus presbyter et canonicus Jerusalem rediens defunctus est; Odo presbyter et canonicus. (O. *ad.* Albertus monachus.) —

« VIII kal. — Richaldus (O. Richaldus) corepiscopus et canonicus; Petrus presbyter; Dominicus presbyter; Rageneius clericus; Guarinus abbas, (O. Roma rediens defunctus est); Nevolus miles. —

« VII kal. — Rothulphus presbyter et canonicus; Helena laica, que dedit nobis vineam in Villa Francorum, ad persolvendum quotannis duos modios vini de camera in anniversario suo; Gualterus clericus; Elbertus diaconus et canonicus; — Ludovicus diaconus et canonicus noster, in cujus anniversario distribuitur octava pars tam majoris quam minoris decime de Policurte; et obiit magister Gerardus Goios de Lauduno diaconus et canonicus noster, vir litteratus, providus et honestus, de cujus bonis habuimus XLV libras, que posite sunt in emptione redditus de Ulmis, empti a domino Balduino milite dicto Jolivet, pro quibus reddunt nobis senescalli nostri XL solidos, annuatim in anniversario dicti Gerardi distribuendos.

« VI kal. aug. — Gerardus et Morannus levite et canonici interfecti sunt; Albricus; (O. *ad.* Robertus; Albricus; Dodo clericus;) — et Stephanus de Novo Castello canonicus noster et subdiaconus, qui dedit ecclesie nostre XX libras ad emendum redditus, ad dividendum quicquid inde exierit canonicis qui interfuerint anniversario suo; Rainoldus noviomensis episcopus; Adam presbyter et canonicus, qui adquisivit nobis duo altaria, unum de Seoilo, alterum de Givereio; in quorum solemni anniversario distribuuntur XX solidi, qui assignati sunt apud Hermundivillam, et medietas Nove ville juxta Vuarmeri villam.

« V kal. (Adam presbyter et canonicus qui adquisivit nobis duo altaria, unum de Seoilo, alterum de Givry, ad faciendum anniversarium suum; Guago laicus; Petrus monachus et sacerdos; Mainerus clericus; Hildradus monachus.)

« IIII kal. — Harduinus clericus; Bernardus clericus. —

« III kal. — Rodoardus cathalaunensis episcopus; Drogo presbyter; Constantius; Longobardus sacerdos et canonicus; Guido miles; (O. *ad.* Rogerus); Bartholomeus acolitus et canonicus; — et Guido archiepiscopus.

« II kal. — Bernacrus levita et canonicus, Roma rediens defunctus est; Haregarius; Ecto (O. Ecco) laicus; — obiit insignis rex Ludovicus; et Robertus de Buisseio diaconus et canonicus remensis, qui ad celebrandam inventionem B. Stephani cum novem cereis, dedit nobis XXXX libras pruvinienses, pro quibus assignati sunt LX solidi redditus super stallos in claustro nostro; dedit et nobis in anniversario

terre nostre, de novo venerit ad ecclesiam remensem, [statuimus?] quod de summis pecunie redactis ex predictis vendicionibus et emendis,

pour affaires domestiques et particulières, qu'après les trois mois de grâces employez et remplis. Et en ce cas même, l'excuse ne s'accorde que par la voye du scrutin, et non pas de vive voix.

« Le chapitre excuse quelquefois *ad effectum* seulement, et cette excuse ne vaut que par raport au billet seulement et non point par raport aux heures, ny à la fondation, ny aux vigilles et maireaux. Elle s'étend néant-

suo faciendo xl libras remenses, pro quibus assignati sunt xl solidi in vico juxta vadum in Gardo. *Item*, dedit hospitali nostro lx libras ad emendum redditus, pro quibus reddit hospitale annuatim in die anniversarii sui iiii cappas, et iiii tunicas et v paria sotularium et totidem caligarum. »

AUGUSTUS.

« Kal. augusti. — Garingarius (O. Guaringarius) presbyter; Remigius (et) Guarnerus miles (O. milites); Fulcardus (O. Fulcradus; —? Guido Remensis archiepiscopus; Guiminus, Dodo miles; Henricus miles; Rodulphus abbas; Raingerus clericus; Guboldus miles; Rainaldus laicus; Petrus acolitus; Fredegardus; Ernaldus; Gaufridus; Rodulfus diaconus et canonicus. [Ob. Henricus rex.]

« iiii non. (Fredegardus, Ernaldus; Gaufridus; Rodulfus diaconus et canonicus.) Haimardus Gregorii levita et canonicus noster, pro cujus anima et sua Johannes frater ejus emit nobis apud Predonam xviii sextarios annui redditus ad mensuram magnam, cum terragiis, justitiis et censu xxiiii solidorum, iii denariis minus; emit etiam nobis sextam partem quarte partis totius decime de S. Clemente tam grosse quam minute; qui redditus dividuntur in anniversario dicti Haimardi, exceptis xl solidis de eisdem redditibus, accipiendis et solvendis annuatim ad fabricam ecclesie nostre quamdiu prefatus Johannes vixerit, sed post decessum ejusdem omnes predicti redditus integre distribuentur in anniversario suo et fratris sui; preterea idem Johannes dedit hospitali nostro x libras remenses, ad emptionem decime de Somide tam grosse quam minute, pro quibus dictum hospitale tenetur singulis annis dare refectionem xxvi pauperibus in die prenominati anniversarii; et Robertus de Roia diaconus et canonicus noster, qui dedit nobis lx libras pro quibus distribuitur medietas redditus empti apud Brimont et Marquense a domino Henrico de Vignoi milite et Margareta uxore sua; *Item*, xx solidos qui accipiuntur in reddito empto a relicta Balduyni de Mailly et filiis ejus; *Item*, v solidos qui accipiuntur in reddito empto apud l'Esperon.

« iii non. (Guiminus clericus; Dodo miles.) Ledvidis laica; Anna laica; Erchambaldus miles interfectus est; Gerardus cameracensis archidiaconus; Abrada laica. (*O. hec ponit nonis augusti.*)

« ii non. (Raingerus clericus; Henricus rex; Rodulphus abbas; Gomboldus miles interfectus est; Mainardus laicus; Petrus acolitus.)

« Non. — Hugo miles, qui dedit nobis mansum unum alodii in Ponte fabricato, Evvatrus (O. Evracrus) presbyter et canonicus; Guillebildis. (*O. hec ponit* viii id.) [Anniversarium debet celebrari in ecclesia remensi festum B. Marie de Nive cum novem cereis, pro quo Stephanus de Lugduno canonicus remensis dedit c libras turonenses; dedit insuper duo corporalia benedicta, corrigiam de serico rubeo et alia ornamenta; *Item*, decretum pulchrum cum Hostiensi et Innocentio et Summam que dicitur Cepiensis, ita quod vendi non possint nec alienari.]

« viii id. [Obiit Neapoleo cardinalis, qui dedit nobis lxvi libras viii solidos parisienses.]

« vii id. — Constantius presbyter et canonicus. — ?

« vi id. — Robertus puer et canonicus; (Simeon puer et clericus;) — [Joannes de Corneyo quondam ecclesie nostre remensis turrarius, qui legavit nobis xx florenos ad scutum de forgia domini nostri regis Johannis.]

« v id. — Sigebertus clericus; Guarnerus conversus; Gerardus laicus; — Robertus presbyter et canonicus, et postea igniacensis monachus, qui dedit huic ecclesie xxx solidos census ad faciendos duos cereos singulos unius libre, qui semper ardeant super majus altare quotiens missa celebrabitur; dedit et huic ecclesie xx solidos census ut distribuantur in festo S. Eligii in matutinis et in missa; preterea dedit nobis furnum de Ausono ad anniversarium suum sollempniter faciendum; dedit insuper clericis chori nostri xx solidos census, quorum medietas distribuetur in festo S. Eligii predictis clericis qui intererunt in matutinis et in missa, et altera medietas simili modo distribuetur predictis clericis in die anniversarii sui in vigilia et in missa.

non distribuantur canonicis singularibus, nisi tantumodo decem libre parisienses, si sit magna quantitas, vel minus de quantitate minori,

moins aussy à tous les articles auxquels on est plein aux billets, comme *reliqua*, *finito*, etc.

« Ceux qui sont excusez indéfiniment par conclusions, sont excusez non-seulement pour toutes les grandes heures, mais encore pour touttes les petites heures, la fondation, les vigilles et les maireaux, s'il y en a eu pour les jours et pendant le temps qu'ils ont été excusez; et le greffier en doit faire notte

« IIII id. — Robertus clericus; Helvydis monacha; Rogerus levita et archidiaconus Jherosolimam pergens obiit in itinere; — magister Odo canonicus et postea tusculanensis episcopus.

« III id. — Rodulphus monachus; Stephanus abbas S. Basoli; Rogerus. — [Obiit Oddo de Lorisco bajocensis episcopus, et quondam noster canonicus, qui dedit nobis CC libras turonenses. Inter apostolicos.]

« II id. — Horsendis laica et sanctimonialis, que dedit nobis alodium quod habebat in Verniaco, ad dividendum duos modios vini quotannis in anniversario suo; Gerardus cameracensis episcopus (O. *ad*. Hilduinus laicus; Marsiria laica; Eva laica). — [Obiit magister Petrus Parvus lemovicensis presbyter, qui dedit nobis epistolas Pauli, et V libros Moysi glossatos et postillatos.]

« Idibus augusti. — Harigiens diaconus et canonicus; Goutramnus archidiaconus, presbyter et canonicus interfectus est, qui dedit nobis antiphonarium et martyrologium (O. *ad*. Theudericus; Hugo clericus; Havidis laica); — et Gilo de S. Theodorico presbyter et canonicus noster, qui in terra nostra apud Portam Martis plantavit vineam, muro clausit et domum in ea edificavit, in cujus anniversario senescalli nostri nobis singulis annis solvere debent XL solidos et de vino predicte vinee unam papelinum.

« XIX kal. septembris. — Richerus canonicus S. Symphoriani qui dedit S. Marie ad hospitium (*deest in* O. S. Marie) IIII jornales alodii; Rodulphus. — [Obiit D. Philippus ebroicensis episcopus, qui dedit pro anniversario LXXX s. Inter apostolicos.]

« XVIII kal. — Guildricus (O. Vuildricus), levita et canonicus; Gaulefridus (O. Vualefridus) canonicus; Jocelinus; Hugo; Haraudus (O. Hairaudus) miles. —

« XVII kal. Com[mune].

« XVI kal. — Erchamarus presbyter et canonicus; Johannes decanus et canonicus; Otho puer, acolitus et canonicus. (O. *ad*. Adhelardus miles, pro cujus anima dedit nobis uxor ejus Oda hoc quod habemus in Doscia et in Profundo Ruth [*sic* rivo?] et in Tramereio. — *Vid*. XI *kal*.)

« XV kal. Com[mune]. — [Obiit bone memorie Adrianus archidiaconus noster, et postea papa creatus, qui dedit nobis CCL libras turonenses, et legavit crucem de auro cum ligno Domini, et lapidibus pretiosis, quam in altari ponere debemus in magnis festivitatibus. Inter apostolicos; pertica.]

« XIIII kal. — Obiit Thomas succentor remensis et subdiaconus. — ? [Obiit Johannes de Cortigniaco remensis archiepiscopus, qui dedit nobis CC libras turonenses. Inter apostolicos, et pertica; jacet intus.]

« XIII kal. — Decessit Balduinus secundus bone memorie Jherosolimorum rex; Aldegaudus presbyter — et Stephanus; et Rodulphus bone memorie noster decanus, vir honestus et litteratus, qui decimam de Gotis, quam emerat, dedit hospitio B. Marie, ut inde pauperes infirmi et non conversi habeant pitantias in adventu Domini et in quadragesima, excepto hoc quod procurator hospitii, singulis annis, de fructibus ejusdem decime emet vestes pauperibus distribuendas in die anniversarii sui, in ecclesia ad missam, pro pretio L solidorum, vel amplius si opus fuerit, scilicet IIII cappas, IIII tunicas et V paria sotularium et caligarum; et hoc fieri debet de consilio presbyteri S. Michaelis; insuper dedit nobis XL libras ad emendum redditus distribuendos in anniversario suo, de quibus habemus X solidos assignatos super Anemant; et post decessum ejusdem presbyteri domus illius erit in anniversario predicti decani et XXX solidos de stallis. *Recentiori manu additum* : Johannes de Courtenayo archiepiscopus remensis.

« XII kal aug. — Decessit domnus Albricus bone memorie bituricensis archiepiscopus et noster canonicus, — pro cujus anima Stephanus de Portaclaustri nepos ejus dedit nobis terram de Curcella, in cujus anniversario medietas redditus empti apud Sanctum Stephanum supra Soppiam distribuitur.

« XI kal. — Albertus presbyter et canonicus; Guido diaconus et canonicus; — Adelardus miles, pro cujus anima dedit nobis uxor ejus Doda hoc quod habemus in Doscia et in Profundo Ricch, et in Tramereio. *Vide supra* XVI *kal*.

« X kal. — Almaricus thesaurarius et cantor; Randulfus acolytus; — et Adam silvanectensis episco-

prout capitulo visum fuerit expedire, exceptis illis XL.ta solidis a venditore, et XL.ta ab emptore pro vino solvendis, qui consueverunt inter

sur les rolles des petites heures, des vigilles et des maireaux, mais non sur les rolles des grandes heures, sur lesquels on n'excuse que les malades, et le théologal, comme il sera dit cy-après au titre des officiers privilégiez, etc. Nul chanoine n'est excusé pour les distributions manuelles, que lorsqu'on lit les rolles au chapitre, ou par conclusions qui le marquent expressément.

« Les malades sont toujours excusez et ré-

pus, qui dedit nobis LX libras parisienses, que posite fuerunt in emptione redditus de Fragilicurte empti a domino de Roseto; de cujus proventibus distribuuntur nobis LXX solidi, quos reddunt senescalli.

« XX kal. — Albertus archidiaconus et canonicus; (*desunt in* O. :) Hugo de Virtuto diaconus et concanonicus noster, qui fecit domum suam claustralem, de qua debentur L solidi nobis singulis annis pro anniversario suo distribuendi, quam tenet Johannes de Serennia prepositus et noster canonicus; — Hungarius presbyter et noster canonicus; Saul medicus; Hilarius; Iso diaconus. —

« VIII kal. Decessit Conradus bone memorie maguntinensis archiepiscopus; — Hugo filius Rogeri comitis, qui dedit nobis vallem Rodigionis; Petrus acolitus; — et memoria domini Eskilli lindensis ecclesie de Dacia archiepiscopi, qui dedit nobis XL marcos argenti pro anniversario suo solempniter faciendo, de quibus empta fuit terra apud Sanctum Stephanum, que valet VIII sextarios siliginis, duos sextarios et II quartellos avene, gallinas et panes, et XXV solidos censuales, quorum reddituum medietas in ejus anniversario distribuitur; magister Stephanus presbyter et canonicus, prius remensis postea parisiensis decanus, in cujus anniversario distribuuntur C solidi de proventibus altarium de Bair de Channerei et de Landres, quos reddunt distributores matutinarum.

« VII kal. sept. — Frambertus presbyter et canonicus; — Ernaudus et Emmelina uxor ejus, qui dederunt VI solidos censuales super domum Rogeri Nani ad luminare remensis ecclesie; et magister prior de Altovillari, in cujus anniversario distribuuntur LX solidi, quos debent reddere illi qui tenent redditum emptum a Radulpho milite in villa de Pontefabricato, et XL solidi qui distribuuntur in festo Ste. Christine.

« VI kal. — Adelelmus vicecomes, qui dedit nobis Tres Puteos (O. villam Tribus Puteis), — (*desunt in* O. :) pro cujus anima datur refectio XIII pauperibus in refectorio; — Odo Fortis, frater domini Ebali archiepiscopi; — Almaricus leodiensis archidiaconus et noster canonicus, qui dedit XL libras ad emendum redditus apud Bodillum, ubi assignati sunt XL solidi de corveis, quos reddunt distributores matutinarum ad dividendum canonicis in suo solempni anniversario; et Matheus clericus.

« V kal. — Robertus diaconus et canonicus; Himiltrudis abbatissa; — et Johannes Blanchardi, in cujus anniversariu debet distribui medietas omnium proventuum vivariorum, molendinorum, quos idem Johannes et Drogo Blanchardi fecerunt et acquisierunt in Potestates, videlicet apud Estables, Novam villam et Lavallem de Morenci, et alibi, et medietas quorumdam redituum quos ibidem habebant; alia vero medietas distribuitur II non. novembris, in anniversario dicti Drogonis Blanchardi, retentis tamen XXX solidis qui in anniversario Ingerrandi de Gennicort distribuuntur.

« IIII kal. — Harduinus clericus; Bernardus clericus; —? obiit Guillelmus aurelianensis episcopus, qui dedit nobis C libras parisienses que posite fuerunt in fabrica molendinorum de Maubertifonte, de quorum proventibus distribuentur C solidi in die anniversarii sui.

« III kal. — Rodulphus abbas. — *Item*, obiit frater Johannes monachus de S. Remigio, in cujus anniversario distribuuntur XL solidi quos reddunt senescalli.

« II kal. Laurentius presbyter et canonicus noster, in cujus anniversario distribuitur medietas duorum septenorum primo emptorum in decima de S. Suppleto tam grossa quam minuta, que valet circiter C sextarios sigili et avene, et XXX solidos, et tres partes decime de Dontreio tam grosse quam minute, que valent circiter XXXVI sextarios sigili, et avene, et IX solidos. Insuper XL solidos quos [reddunt ?] procuratores hospitalis nostri; preterea idem hospitale tenetur dare pauperibus quolibet anno, in anniversario dicti Laurentii, V cappas, V paria sotularium et totidem caligarum. »

SEPTEMBRE.

« Kalendis sept. — (*in O.* IIII *non.* :) Tilpinus remensis archiepiscopus; Seulphus remensis archiepiscopus, qui immunitatem claustri dedit

fratres distribui ab antiquo; et quod tota residua somma pecunie de premissis redacta, in utilitatem et necessitatem communem remensis

putes personnellement présens, même pour les distributions manuelles, excepté celles qui se donnent aux deux fondations faittes par monseigneur Charles-Maurice Letellier, archevesque, duc de Reims. Ceux qui, ayant été malades, demandent et obtiennent du chapitre la permission d'aller prendre l'air à la campagne pour le rétablissement de leur santé, et ceux qui, avec la permission, vont aux eaux, à Paris, ou ailleurs, chercher

canonicis§ (*in O. kal. sept.*) Guido remensis archiepiscopus; Herimannus levita et canonicus, qui dedit nobis omnia que habebat in villa que dicitur Cis ad faciendum anniversarium; — et pie recordationis magister Fulco noster decanus, qui dedit nobis missale optimum, psalterium glossatum, antiphonarium, graduale unum, x libras ad emendum redditus pro anniversario suo faciendo, et duos equos ad opus ecclesie nostre; dedit etiam domui pauperum nostrorum ad usum infirmorum hoc quod habebat in villa nostra Jonchereio, scilicet vi sextarios vinagiorum, et duos denarios censuales; Robertus miles; in quorum solempni anniversario distribuitur canonicis sexta pars decime de Vallibus.

« IIII non. sept. — Rodulphus acolytus et canonicus; Adam levita et canonicus. —

« III non. — Galterus (O. Vuaterus) presbyter et cantor; Pontius levita et canonicus, qui dedit S. Marie ad curiam fratrum vineam in Moiscio cum torculari, et terram juxta eamdem vineam, ad persolvendos duos modios vini quotannis in anniversario suo.

« II non. Helgodus miles et monachus; (O. *alia manu* : Hilgodus miles et cluniacensis monachus). [Obiit Nicolaus de Barro noster canonicus, qui dedit nobis c libras parisienses pro anniversario suo et anniversario magistri Petri de Barro cardinalis, avunculi sui.]

« Nonis septembris. — Ugo thesaurarius et subdiaconus; Odalricus adolescens et canonicus; — et decessit dominus Milo episcopus belvacensis, et quondam noster prepositus, qui fecit nobis duas villas in Potestatibus, scilicet Maubertifontem et Mellemont, de quarum proventibus quos recipiunt senescalli, in anniversario suo LX solidi distribuuntur; dedit etiam plures reliquias, que in ecclesia nostra requiescunt. [Dedit insuper caput S^e. Barbare, et plures alias reliquias. Inter apostolicos.]

« VIII id. — Henricus comes, frater Adalberonis archiepiscopi; Guido levita et canonicus; — et obiit Immorannus de Juvincort levita et canonicus, in cujus solempni anniversario distribuitur quinta pars molendini de Valle in Potestatibus siti, quam emit, pro qua debent singulis annis Drogo Siccus et Johannes nepos ejus, quandiu vixerint vel alter eorum, LX solidos.

« VII *id.* — Grifo; Riboldus; Rohardus; *Item* Riboldus; Dumbertus; Guido; Hugo miles; Odalricus romane ecclesie presbyter cardinalis et noster canonicus, pro cujus anima datur a clavigero hospitii refectio XIII pauperibus — (*desunt in* O. :) quotannis in anniversario ejus. (O. *ad.* Amalricus laicus; Odo canonicus S. Dyonisii.)

« VI id. — Ingelrannus laudunensis episcopus; Robertus; Tebertus; Arnulphus; Maria (O. *ad.* laica); Framberg's (O. Erembergis;) — et magister Michael de S. Dionysio, diaconus et noster canonicus, qui dedit nobis XL libras, de quibus habemus in molendinis de Bodillo II quartellos bladi, qui valent circiter IIII sextarios frumenti, VIII sextarios siliginis, et IIII ordei, ad mensuram dicti molendini.

« V id. [*in R.* VII *id.*] Decessit domnus Vuillelmus pie recordationis remensis archiepiscopus, illustrissimi regis Francorum Philippi avunculus, cujus corpus requiescit intus, [inter apostolicos; pertica] qui dedit nobis altaria de Vuarmerivilla, de Villa in Tardenois, de Jonchereio, de Chambreci, de Baelon, de S. Lupo, et medietatem altarium de Silviniaco et de Villari et de Lort; decimam de Panicurte; decimam de S. Stephano super Arnam et decimam de Juvigniaco; qui dedit etiam huic ecclesie plurima ornamenta ad honorem domus Dei valde competentia, videlicet octodecim pallia serica, casulas quatuor, dalmaticas quatuor, tunicas tres, duas albas optimas, duas corrigias argenteas, mitras quatuor, caligas et sandalia variis lapidibus ornata; vas aureum ad deponendum sanctum viaticum, cuppam auream, balteum, pulvinar valde optimum ad deferendum S. Evangelii textum, cappam purpuream, epistolarium coopertum argento; contulit etiam seorsum sacerdotibus remensis ecclesie altare de Huldrisivilla et de S. Memmio, et quicquid possident in eisdem villis; in cujus anniversario solemni quicquid de predictis duabus altaribus, scilicet de Jonchereio et de Chambreceio provenerit, in missa

ecclesie, per ordinationem capituli, convertatur; hoc excepto, quod pecunia que obveniet ex vendicione domorum, tradetur officiario

pour leurs infirmités les remèdes qu'ils ne pouroient trouver à Reims, sont réputez malades, et jouissent des mêmes grâces et excuses que les malades.

« Ceux qui étant en campagnes pour leurs affaires particulières tombent malades, et sont obligez, à cause de leurs maladies, d'être plus longtemps absens qu'ils n'auroient projetté, en écrivant au chapitre durant leur absence, ou en demandant au cha-

distribuetur, retentis tamen XL solidis qui in anniversario Johannis Britonis distribuentur.

« IIII id. — Ludovicus rex juvenis; Hugo archidiaconus et monachus; Gisloldus, Dodo presbyter, — (O. *ad.* atque famulus).

« III id. — Gunherus presbyter et custos; Auda laica. —

« II id. — Petrus altivillaris abbas; (O. *ad.* Albertus;) — Radulfus diaconus et canonicus; et Balduinus quondam prepositus noster et levita, pro quo distribuuntur XXX solidi de decima quam habuimus de Milone de Novavilla, et de terra empta in Potestatibus a Galtero milite, quos reddunt senescalli pro dictis molendinis; *item* XXXIII solidi de censu terre que dicitur Tirelire, quos reddunt similiter senescalli.

« Idibus septembris. — Nicholaus archidiaconus et monachus; Heroardus; Gocelinus; Rogerus; Hadvidis laica; — Agnes laica, et Thomas de Bria diaconus et canonicus noster, qui dedit nobis CXV solidos super domum suam, quam tenet dominus Hugo de Ponci, noster canonicus; dedit etiam ecclesie S. Dionisii domum, torcular, et quicquid habebat in villa et territorio de Cormissiaco, de quorum proventibus reddit nobis pitentiarius S. Dionisii XX solidos; hospitali XX solidos in pitantia annuatim, et conventui S. Dionisii XL solidos in pitantia annuatim.

« XVIII kal. octobris. — Robertus; Ancherus (O. Anscherus) presbyter; Leudo diaconus et canonicus. — Decessit domnus Henricus Jherosolimorum rex, et Campanie comes, qui pro anniversario suo sollempniter faciendo assignavit nobis XL solidos pruvinensis monete in theloneo de Sparnaco, in octava Pasche reddendos; et magister Petrus de Xantis presbyter et canonicus, qui, dum celebraret in templo, in Jerusalem, a Commanis interfectus est; qui dedit nobis XX libras, que posite sunt in emptione decime de Summa Piru, pro quo distribuuntur singulis annis XX solidi. [Obiit dominus Jacobus de Bolonia morinensis episcopus, qui legavit nobis CC libras parisienses de quibus emimus prata de Salcia a Johanne de Pruneto armigero]

« XVII kal. oct. — Samuhel presbyter et canonicus; Guigarius; Bova; Heribertus miles; Gobertus levita et canonicus; Seibertus (O. Seibertum *notat* II *id.*) levita et canonicus, qui dedit hospitali nostro X jornales alodii, cum bobus et omni supellectili, et altare de Turba in cujus anniversario reddunt nobis senescalli nostri XXIIII sol., (O. unde annuatim persolvantur canonicis a clavigero hospitii XXIIII solidi in ejus anniversario;) — et magister Radolphus de S. Nichasio, qui dedit nobis XXX libras, de quibus empta fuit quarta pars furni de Marqueuse a Thomas de Montigny, et quicquid habebat in eadem villa, et quicquid habebat apud Brimont, tam in blado, denariis censualibus, quam justiciis et emendis; quorum proventus in ejus anniversario distribuuntur.

« XVI kal. — Heroardus laicus; — Almaricus de Manlia diaconus et noster canonicus, in cujus anniversario debent nobis distribui XL solidi de stallis juxta ecclesiam nostram sitis; pro eodem etiam Almarico, die anniversarii sui in ecclesia nostra ad missam, procuratores hospitalis nostri, singulis annis, debent dare pauperibus duas tunicas et duas cappas, duo paria sotularium et duo caligarum; et Fromondus de Vunisseio levita et canonicus noster, qui dedit nobis II [*sic*, II^c?] et LX libras provinenses, in cujus anniversario distribuitur medietas totius decime tam grosse quam minute, quam emimus apud Taniouem, a domino Petro de Lislet milite, deductis tamen et perceptis, antequam aliquid percipiamus in eadem decima, X modiis ad mensuram regitestensem pro capellania Guillelmi de Jagery, et X modiis pro ecclesia de Claro Marisco, et duobus modiis pro Templariis, cum quibus distribuitur quarta pars redditus de S. Stephano empti avida [*sic*, a Vido?] d'Esery armigeri.

« XV kal. oct. (Euvacrus presbyter et canonicus; Vuido canonicus; Gumbertus prepositus; Rogebertus canonicus.)

« XIV kal. — Decessit domnus Manasses bone memorie remensis archiepiscopus, qui dedit ad mensam fratrum IIII altaria, unum de Monte S. Petri, alterum de Miliaco (O. Milleio) [R Maliaco], tertium de Taxeio, quartum de Novavilla ad faciendum suum anniversarium; Dodo laicus, qui

anniversariorum, in reffectionem domorum dicte ecclesie, prout opus fuerit, convertenda, illarum presertim ex quarum vendicione provene-

pitre, après leur retour, d'être excusez pour le temps qu'ils ont été malades, le chapitre les excuse ordinairement comme malades.

« Les chanoines qui demandent au chapitre la permission d'entrer au séminaire de Reims, pour s'y disposer à recevoir les ordres, sont excusez et réputez présens, en assistant néantmoins tous les jours à une des trois grandes heures, et reçoivent tous les fruits de leurs prébendes, dont ils jouiroient

dedit S. Marie x jornales alodii, et unam mansuram in Verniaco, ad persolvendos duos modios vini in anniversario suo; — in quorum solemni anniversario distribuitur canonicis sexta pars decime de Vallibus, et III pauperes in refectorio; Remigius presbyter et noster canonicus, qui dedit nobis XXX libras, de quibus habemus XXX solidos assignatos in molendino de Joochery : senescalli solvant.

« XIII kal. — Com[mune]. — Obiit bone memorie magister Petrus noster decanus, et Longipontis potes monachus, et magister Theodoricus de Sailleio diaconus et noster canonicus, qui dedit nobis LX libras parisienses, que posite sunt in emptione medietatis salvamenti de Vuarmerivilla empti a viro nobili Johanne comite regitestensi, de cujus proventibus debent nobis distribui singulis annis, in anniversario suo, LX solidi parisienses, quos reddunt senescalli; dedit etiam hospitali nostro L libras parisienses, que posite fuerunt in emptione decime de Aceio, empte a Regnaudo milite, de cujus proventibus ejusdem hospitalis procuratores debent distribuere, singulis annis in die anniversarii sui, pauperibus VIII tunicas de sargillo sive burello, cum V paribus sotularium et totidem caligarum.

« XII. kal. — Sichelmus presbyter et canonicus; Teuto presbyter et canonicus; — Fulco cantor hujus ecclesie, et postea canonicus S. Johannis in Vineis suessionensis et presbyter, qui dedit nobis altare de Bosgneiis pro anniversario suo; dedit etiam nobis redditus qui distribuuntur in missa de B. Maria quam celebrant capellani, quam idem instituit; dedit etiam nobis domum suam in claustro, et aliam ad Portam claustri, de quorum proventibus emuntur quadringente et quinquaginta ulne panni que distribuuntur in choro nostro c pauperibus in die Animarum; et Galterus de Cathena canonicus et diaconus, qui dedit nobis XL solidos census, quorum XX solidi sunt super domum quondam in Meso Altivillari sitam, et XX solidos super illam [*sic*, aliam?] domum in vico Alutariorum, pro anniversario suo faciendo; et Adam subdiaconus et canonicus.

« XI kal. octobris. — Adalgerus acolitus; Lambertus levita et canonicus; Rodulfus; Torellus (O. Thorellus) qui dedit S. Marie alodium de Vuandel (O. Vuadellis). — Obiit Robertus de Rusacio famulus noster, qui pro anima sua dedit S. Marie octo solidos censuales; decessit domnus Samson bone memorie Remorum archiepiscopus, qui dedit nobis duo altaria, unum de Malleio, alterum de Machoio, et unum modium frumenti apud Corvillam de decima quam ipse emerat a Galchero de Castellione, et dimidiam partem molendini apud Clarissellum, ad crescendum de hiis omnibus panem canonicorum; insuper multa insignia ad decorem fecit, videlicet : dextram partem altaris auro et lapidibus pretiosis texit, duos calices aureos dedit, casulas quinque, dalmaticas IIII, tres tunicas, et albam sericam dedit; LXII annulos ad faciendam crucem auream dedit; et ad ornandam ecclesiam, XX pallia dedit; dorsale valde optimum dedit quod superponitur altari; et insuper ornamentum ad calicem deferendum dedit; preter hec omnia dextram parietem ex integro renovavit; dedit etiam nobis stolas tres cum mappulis, textum IIII evangeliorum auro et lapidibus ornatum, urceolos tres, duas cappas et tapetia IIII. In cujus solemni anniversario distribuitur canonicis sexta pars decime de Vallibus, et tres pauperes in refectorio.

« X kal. — Stephanus sacerdos et canonicus; Rodericus subdiaconus et canonicus, — et magister Petrus de Balneo subdiaconus et canonicus noster, qui dedit nobis psalterium magne glossature, et V libros Salomonis glossatos, ad usum canonicorum nostrorum qui in eisdem libris legere et studere voluerint, necnon et postillas super psalterium, eo modo videlicet quod dicti libri nec vendi nec alienari, nec ultra leucam unam a villa remensi poterunt deportari; dedit etiam nobis XXX libras pro quibus distribuitur in anniversario suo medietas redditus empti apud Brimont et Marqueuse a domino Henrico de Vignai milite, et Margareta uxore sua; et obiit Johannes parisiensis noster canonicus presbyter, [1] *in* B. IX *kal.* Joannes de Borbonio presbyter et canonicus noster, qui in via Jerusalem, dum reverteretur, apud Nicosiam decessit; hic dedit nobis C libras turonenses et librum Senten-

rit dicta pecunia, si reffectionibus indigeant, nisi pecunia pro prima vendicione domorum converti debeat pro anniversariis illorum quorum fuerunt dicte domus, sicut de aliquibus fieri oportebit.

en assistant à touttes les heures, à l'exception toutesfois des bois, pour lesquels gagner il faut qu'ils assistent personnellement à trente-deux obits pendant le cours de l'année, des fondations particulières de monseigneur le cardinal de Loraine, et distributions manuelles qu'ils ne gagnent qu'en assistant aux offices particuliers pour lesquels elles sont affectées.

« Durant leurs retraittes pour les ordres,

garum;] et Petrus aus Grenons, diaconus et canonicus noster, qui dedit nobis VIII sextarios frumenti percipiendos singulis annis in redditibus ville de Ulmis, pro quibus reddunt nobis senescalli nostri XX solidos parisienses, et in ejusdem Petri anniversario canonicis qui servicio interfuerint annuatim et equaliter distribuendos; dedit etiam nobis XX solidos super vineas et domum quos tenebat Johannes Blanchars concanonicus noster, apud Villare Arnulphi, et de eisdem reddentur capellanis illis qui interfuerint in vigilia et in missa, V solidos; de quibus redemptis pretio XVI librarum a Thoma Baucent et Cochelo Descortis, habemus unum quartellum bladi in molendino de Bodillo, valentem sex sextarios frumenti, siliginis, et ordei.

« IX kal. [Dodo presbyter; Rodulphus subdiaconus et canonicus.]

« VIII kal.—Sicfarius puer et canonicus; (O. ad. Alfridus monachus).—Obiit Petrus Romanus canonicus remensis qui statuit capellaniam valentem XII libras parisienses, cui etiam assignata est a capitulo [domus?] sita in vico qui dicitur la Tornelle, quam emit magister Robertus Anglicus capellanus S^e Marie; pro cujus anima capellanus qui tenebit dictam capellaniam, et dictam domum, dicet unam orationem specialem quando dicet vigilias pro mortuis, vel quando celebrabit, et similiter quando celebrabit nisi sit solempne festum; *item*, pro anima dicti Petri, magister Guillermus de Cramaus executor dicti Petri, statuit pro anima ejus capellaniam in ecclesia S. Nutricis, pro cujus dotatione canonici dicte ecclesie habuerunt creantum suum de CC libris turonensibus, de quibus emi debent redditus ad opus dicti capellani qui habet, vel habebit, dictam capellaniam; *item*, dictus Petrus dedit ecclesie nostre quinque libros Moysi glossatos, et Jeremiam glossatum, et IIII evangelia glossata, tali conditione quod extra septa ecclesie non possint deferri; et canonicis qui intererunt anniversario suo legavit annuatim IX solidos parisienses distribuendos, quos senescalli reddere tenentur de redditibus qui debentur capitulo in villa de Ulmis; et distribuuntur sex pauperibus, sex tunice, per manus septimanarii, quas tenetur reddere abbatia de Claro Marisco, sicut continetur in litteris palatii remensis; scriptum habetur infra, circa finem hujus libri ad tale signum †. *He littere non exstant ad finem codicis; unde colligitur hunc esse apographum, ex alio descriptum.*

« VII kal. octob.—Adam presbyter; Theobaldus sacerdos (O. Theboldus canonicus et sacerdos); — Acharius subdiaconus et noster canonicus, in cujus anniversario distribuuntur XX solidi de decima de Brimericorte, et Arnulphus de Saccio clericus et subdiaconus, in cujus anniversario distribuuntur XXV solidi de proventibus Novi Vici juxta Vadum in Jardo, quos reddunt senescalli nostri.

« VI kal.—Com[mune].— *Recentiore manu:* Guillelmus de Trya, remensis archiepiscopus. [Obiit bone memorie dominus Guillelmus de Tria, quondam archiepiscopus remensis, qui dedit ecclesie quedam ornamenta, inter apostolicos; pertica. Jacet intus. Obiit magister Henricus de Flui, vir prudens, presbyter et noster canonicus, necnon ambianensis decanus, qui dedit nobis C libras turonenses.]

« V kal.—Hadninus diaconus et canonicus; Theodericus levita et canonicus; Odo miles; — Thomas hujus ecclesie cantor, in cujus anniversario distribuuntur XXVIII solidi assignati super domum ipsius que est in claustro, quam tenet Johannes de Ambianis; et sexta pars decime de Sancto Clemente empte a Vuitero milite de Chalerauges.

« IIII kal.—(O. *in alia manu:*) Alemannus, qui dedit nobis hoc quod habemus in Adventione, ad faciendum anniversarium suum; — Guiterus subdiaconus et canonicus, qui reliquit duo altaria, unum de Vuadenois et alterum de Copelliaco; in quorum solempni anniversario [... sol.?] distribuuntur canonicis, et de eisdem altaribus IX pauperibus refectio; et Ada laica.

« III kal. — Richerus judex (O. qui) S. Marie dedit stallos in foro. —

« II kal. — Richerus diaconus et canonicus; Isambardus filius Alerauni subdiaconi et canonici, qui dedit S. Marie alodium de Molereio cum servis

XLV. *Quod executores canonici defuncti possunt tenere domum defunctorum* XL *dies post obitum.*

Item quando continget aliquem canonicum decedere, qui tenebit Remis aliquam domum nostram ad vitam, [statuimus?] quod execu-

ils ne sont point obligez d'assister, et sont cependant réputez présens à touttes les heures, quoiqu'ils n'assistent pas, excepté pour les distributions manuelles.

« Quand un chanoine a la dévotion d'aller à Rome, et qu'ayant proposé son dessein de vive voix au chapitre, ou par écrit, il en a obtenu le congé et la permission, il a une année tout entière pour faire son voyage, durant laquelle il est excusé et réputé pre-

et ancillis suis; Drogo miles et monachus; — et Garnerus presbyter et magister [illegible], qui acquisivit nobis medietatem altarium de Sivigniaco et de Sancto Quintino, de Lort, de Villegi, de Laudres, de Bair et de Chaunery, in cujus anniversario distribuuntur x libre de proventibus predictorum altarium, quas distributores matutinarum solvunt »

OCTOBER.

« Kalendis octobris. — Decessit dominus Artoldus archiepiscopus; Gerardus conversus, qui dedit nobis res suas; Guiterus laicus (O. Vuiterus laicus, avunculus Odalrici prepositi), — Cinchius de S. Eustacio, Romanus, subdiaconus noster, dedit nobis c libras turonenses, quas confitemur conversas in utilitatem ecclesie nostre, ita quod pro eisdem c libris senescalli nostri, post decessum ipsius, v libras parisienses quolibet anno in perpetuum, in suo anniversario, distribuendas canonicis qui servicio suo intererunt, solvere de senescalcia [illegible] tenebuntur; dictas vero v libras, dicto Cinchio, vel ejus mandato, quamdiu vivet, dicti senescalli de dicta senescalcia nostra solvere tenentur [illegible] anno, in festo S. Remigii in capite octobris.

« vi non. — Guildricus presbyter et canonicus, atque decanus, qui dedit ad hospitium S. Marie xxx jornales et vineas in Villa Francorum, ad persolvendum [illegible] modios vini in anniversario suo. —

« v non. — Bivinus diaconus et canonicus; Vulfandus (O. Vulfandus) episcopus; —? et Hugo de Calmisiaco canonicus noster, in cujus solemni anniversario solvet nobis singulis annis prepositus de Potestatibus xl solidos; Bonefacius vicedominus et subdiaconus, qui dedit nobis duos modios bladi in molendino de Betignivilla; dedit preterea nobis xx libras, que posite fuerunt in emptione decime de Joncherio, pro quibus habemus quartam partem decime predicte; que omnia in suo anniversario distribui debent. *Recentiore manu:* Obiit dominus Petrus de Barbez archiepiscopus remensis. *Vel.* III *kal. nov.*

« IIII non. — Petrus levita et canonicus: Guihardus presbyter et canonicus; [illegible] presbyter et canonicus; Thedericus (O. Theodricus) [R. Theodericus] abbas.

« III non. — Henricus presbyter et canonicus; — magister [illegible] Meensis presbyter et canonicus noster, qui nobis acquisivit hoc quod habemus apud Fraillicort, in cujus anniversario faciendo distribuuntur VIII libre ibidem assignate, quas reddunt prebendarii quotannis in anniversario, et v solidi hospitio; Matheus S. Quintini thesaurarius et noster canonicus, qui dedit nobis pro festo S. Quintini faciendo quosdam redditus assignatos [illegible] Frama [*forte* Fraine], et XIIII solidos apud [illegible]

« II non. — Henricus (O. Hunricus) [illegible], Milo subdiaconus et canonicus; Karolus imperator; Bruno eremita; Fulco abbas (O. Folco presbyter atque abbas) — et [illegible] Blanchardi canonicus et succentor noster, pro cujus anniversario dedit nobis Johannes frater ejus LX libras que posite fuerunt in emptione decime de Sum[illegible], pro quo distribuuntur singulis annis LX solidi de proventibus dicte decime.

« Nonis octob. — [illegible]lo clericus; Elizabeth — et Guichardus de castro Portuensi, presbyter et canonicus noster, et in fine S. Dionysii remensis canonicus, qui dedit nobis LII libras, de quibus habemus LX solidos singulis annis in furnis de Bodillo, et quilibet capellanus debet percipere II denarios in vigilia, et II denarios in missa.

« VIII id. — Drogo laicus; Haduidis; Hamedeus; (O. *ad.* Fulco puer); — et Leo bone memorie noster decanus, et postmodum S. Dionysii canonicus, in cujus anniversario singulis annis debentur nobis LX solidi de proventibus altaris Ville Tardeni.

« VII id. — Stephanus sacerdos et canonicus; Angelradus. —

tores dicti deffuncti teneant dictam domum per quadraginta dies post decessum canonici, ut possint dicti executores bona dicti deffuncti distrahere, vendere, et ordinare de eisdem, per dictum tempus, et sine contradictione aut impedimento.

sent comme les malades et officiers du chapitre, et gagne comme eux tous les fruits de sa prébende, même les distributions manuelles, à l'exception des deux fondations de monseigneur l'archevesque; il est inscrit sur la tablette *ad missas vicedomini*, et pour faire sa semaine s'il est prestre, mais non pas pour les messes particulières qui se disent durant les matines, à *Benedictus*, et après le sermon. Il est aussy inscrit sur la

« v id. — Nicholaus puer et canonicus. —

« v id. — Geroldus levita et canonicus; Bruno coloniensis archiepiscopus; Abiudis laica (O. Albuidis laica, soror Odalrici prepositi). — *Recentiori manu:* Obiit Ludovicus Thezar remensis archiepiscopus.

« IIII id. — Guntio presbyter et canonicus; — Johannes de Vuaco subdiaconus et canonicus noster, qui dedit nobis hoc quod habebat in nemore quod dicitur Nemus Hugonis, juxta Florentum et Sarmiers, videlicet quintam partem, et medietatem quinte partis; in cujus solemni anniversario distribuuntur XX solidi quos singulis annis reddit hospitale nostrum pro parte predicta nemoris, et X solidos de redditibus de Brimontello quos reddunt prebendarii, et V solidi quos reddunt misse.

« III id. — Rodulphus levita et canonicus (O. *ad.* avunculus Odalrici prepositi); Balduinus presbyter. —

« II id. — Hugo archidiaconus et canonicus; Buchardus subdiaconus et canonicus; — magister Stephanus de Corbeia sacerdos et canonicus pie recordationis, qui dedit hospitali B. Marie altaria de Ver et de Hameles; in cujus anniversario distribuuntur XIII pauperibus, XIII tunice et IIII cappe et V paria sotularium.

« Idibus octobris. — Affinus presbyter et canonicus; Stephanus acolitus; — Poncardus.

« XVII kal. nov. — Aderrannus diaconus; Tefridus canonicus; — et Elizabeth soror Hugonis cancellarii, in cujus anniversario distribuitur quicquid habemus apud Maisnilium juxta Spinetum; Emmelina laica.

« XVI kal.

« XV. kal. — Vulfarius Remorum archiepiscopus; Erchanraus episcopus; Fulco — (*deest in* O.:) de Autereio — diaconus et canonicus, pro cujus anima debet nobis custos hospitii duos modios vini in anniversario suo. — Obiit etiam Hugo primo burgensis, postea S. Remigii monachus.

« XIIII kal. — Gogo presbyter et canonicus; Godefridus comes, pater Adalberonis archiepiscopi. Ripaldus presbyter et canonicus; Rorico ambianensis episcopus. —

« XIII kal. Obiit Guido de Lagerei canonicus noster, et postea canonicus regularis de Landaviis, qui dedit nobis XXX libras remenses que posite fuerunt in constructionem hale de Maubertifonte, pro quibus debet nobis prepositus de Potestatibus XXX solidos remenses in jam dicti Guidonis anniversario canonicis qui interfuerint distribuendos; insuper dedit nobis vineas quas habebat apud Hermundivillam, de quibus ita statuit, quod quilibet canonicus qui intererit anniversario ejusdem Guidonis habeat unum sextarium vini, et quilibet clericus de choro nostro dimidium sextarium vini, medietatem in vigilia, et alteram medietatem in missa.

« XII kal. nov. — Gislebertus presbyter; Odo cantor, qui dedit S. Marie octo jornales alodii ad persolvendum duos modios vini de cellario indominicato quotannis in anniversario suo. — ?

« XI kal. — Fredericus presbyter et canonicus; Hildebrannus clericus; Fredesendis Deo sacrata et reclusa; Rodulfus subdiaconus et canonicus; Maria uxor Hescelini de Castello que dedit S. Marie alodium de Signeio cum servientibus; Albrada laica, que dedit S. Marie IIII jornales alodii; (*in* O., *alia manu* XVI *kal. novem.*) Joffridus bone memorie hujus ecclesie decanus, qui dedit nobis medietatis quartam partem in molendinis de Frithembaudo, ad dividendum quicquid exierit in anniversario suo, et ad altare calicem deauratum; — Thomas presbyter et canonicus, qui emit nobis X solidos census in Bodillo; in quorum solemni anniversario distribuitur pars decime de Vallibus.

« X kal. Com[mune].

« IX kal. — Alo presbyter et canonicus. —

« VIII kal. — Erlebaudus presbyter et canonicus; Theodericus presbyter; — Robertus de Lauduno levita et canonicus, pro quo habemus medietatem salvamenti de Vuadenois, et XXV solidos in die anniversarii sui, singulis annis distribuendos; *Item*, decem

XLVI. *Quod canonici domos sibi traditas, in bono statu de minutis reparationibus, retinere tenentur.*

Item statuimus et ordinamus, quod si quis aliquam de domibus nostris quas Remis habemus, et habituri sumus vacantem, deinceps

tablette *ad beneficia conferenda*, s'il est constitué dans les ordres sacrez, et la permission obtenue du chapitre pour aller à Rome, emporte de soy la dispense de la pernoctation, quand elle n'y seroit pas expliquée; et si cette année d'excuse se partage dans deux années canoniales, elle vaut pour touttes les deux à proportion comme une assistance personnelle, et peut servir en cas de besoin pour faire partie de l'assistance

solidos qui accipiuntur reddite empto a relicta Balduini de Mailly.

« VII kal. Gislandus prepositus.

« VI kal. — Odela laica, que res dedit; Guillelmus de vico Judeorum presbyter et canonicus, qui dedit ad curiam fratrum denarios XXIX census quem infra urbem habebat (O. *ad.* apud Tornellam); — et dominus Stephanus de Fossanova ecclesie romane cardinalis, pro cujus anima Petrus Romanus canonicus noster, nepos ejus, dedit nobis XL libras de quibus habemus XL solidos en la Tirelire, quos reddunt senescalli in anniversario ipsius Stephani annuatim distribuendos.

« V kal. nov. — Rogerus diaconus et canonicus; Guillebaudus presbyter — et Gerardus de Nevesio diaconus et noster canonicus, qui dedit vineas suas de Hermundivilla, pro quibus reddunt nobis senescalli nostri XL solidos in ejus anniversario distribuendos; dedit etiam nobis XX libras que posite fuerunt in emptione redditus de L'Esperon a domino Guidone milite de Altavilla, de cujus proventibus redduntur nobis annuatim XX solidi.

« IIII kal. — Bertierus presbyter; — Hilduinus noster archidiaconus, qui dedit nobis ad anniversarium suum faciendum medietatem domus quam ante ecclesiam habebat, domum etiam alteram in foro quam emerat, furnum de Burigniaco cum quibusdam redditibus quos emptione possidebat; decimam de Campiniaco, que omnia in suo sollempni anniversario canonicis distribuuntur.

« III kal. — Com[mune]. — [Obijt dominus Petrus de Barbes remensis archiepiscopus, pro cujus anima habemus singulis annis XII libras parisienses super domum quam nunc [anno M. CCC. LXXXVI?] tenet dominus N. de Hermundivilla decanus noster, juxta portam claustri, versus aurifabricaturam, in dextera parte claustri; inter apostolicos et pertica. Jacet intus. *Vid.* V *non. oct.* Obiit R. belvacensis episcopus. *Vid.* IIII *non. maii.*

« II kal. — Magenfridus presbyter et canonicus; Godefridus magister, levita et canonicus; — Renaldus; Pontia; Maria; et magister Nicholaus de Hans subdiaconus et canonicus noster, qui dedit nobis C libras provinenses que posite fuerunt in emptione decime de Summa Pinu, de cujus proventibus distribuuntur singulis annis in anniversario IIII libre parisienses, et quilibet clericus de choro nostro debet habere VI denarios, tres in vigilia et totidem in missa. »

NOVEMBER.

« Kalendis novembris. — Fredericus presbyter et canonicus; Gotsoldus presbyter. — ?

« IIII non. — Rogerus archidiaconus et canonicus qui res dedit; Ansgardis regine; — et Hugo Coissardus. Pro animabus fratrum nostrorum, et omnium fidelium defunctorum, distribuentur nobis L solidi, quos debent prebendarii de Fraillicort, de decima de Bertincort.

« III non. — Sigebertus clericus — et Philippus episcopus belvacensis, qui dedit nobis LX libras ad emendum redditus in anniversario suo faciendo, pro quo distribuitur tertia pars decime de Mailly, empte a Guidone milite de Versenaio.

« II non. — Adelardus presbyter et canonicus; Adelsatus (O. Adelsadus) presbyter et canonicus; Jocelinus presbyter et canonicus; — Simon levita et canonicus, et postea S. Remigii monachus, et Drogo Blanchardi diaconus et canonicus, in cujus anniversario distribuitur medietas omnium proventuum vivariorum et molendinorum que idem Drogo et Johannes Blanchardi fecerunt et acquisierunt in Potestatibus, videlicet apud Estables, Novam Villam, Lavallem de Morency, et etiam medietas quorumdam redditunm quos ibidem habebant; que omnia valent circiter C libras annuatim, retentis tamen XXX solidis qui in anniversario Ingerranni de Gennicort distribuuntur, et VI libris pro pastu dicti Drogonis; alia

ad vitam suam emerit possidendam, ut quandiu vixerit, et dictam domum tenuerit, quam nos capitulum in bono statu positam tradere

personnelle *per majorem partem anni*, qui est nécessaire pour avoir les grâces, [et ?] faire sa semaine ; et de l'assistance personnelle à trente-deux obits, et pendant vingt-huit semaines à une des trois grandes heures, pour gagner les bois.

« Mais lorsque le chapitre, par des considérations particulières, accorde encore quelques grâces, ou excuses au-delà de l'année, ces grâces ou excuses ne peuvent tenir lieu ny faire partie de l'assistance personnelle qui est requise *per majorem partem anni* pour

vero medietas in anniversario dicti Johannis distribuitur et eodem modo.

« Nonis novembris. — Letoldus archidiaconus et canonicus ; Drogo sacerdos et canonicus ; Berlaius [R. Berlardus] pater domini Raimoldi archiepiscopi ; — Gualterus de Meso et Margareta uxor ejus, qui dederunt huic ecclesie super domum suam in foro, c solidos de quorum redemptione distribuuntur II solidi de theloneo, et aliam domum in vico Monetariorum, que debet nobis XXV solidos ; dederunt etiam nobis c libras quas concessimus capellano S. Nichasii pro emendis redditibus ad opus capellanie sue, pro IIII libris quas percipiebat de predictis ; et insuper idem capellanus reddet quolibet anno XX solidos die anniversarii eorum, que omnia distribuentur canonicis qui intererunt, et capellano S. Nichasii similiter ; preterea vicecomitatum de Joncheri emimus XL libris, quas habuimus de bonis eorum.

« VIII id. — Decessit domnus Odalricus archiepiscopus, qui dedit nobis Vindenissam, — (*desunt in O.* :) pro cujus anima dantur pauperibus VI, de communi, XXIIII nummi cum totidem panibus et vino ; et VI pauperes clerici ponuntur in refectorio ; — Rambradus presbyter et canonicus ; Drogo levita et canonicus ; Evrardus custos et monachus ; — Stephanus miles de Novo Castro, qui dedit nobis Novamvillam juxta Vuarmerivillam, cujus ville medietas in suo sollempni anniversario canonicis distribuitur ; altera in anniversario Stephani filii sui ; decessit etiam bone memorie Guillelmus de Jonisvilla, quondam Remorum archiepiscopus, qui tempore suo castellaniam de Mosomo melioravit, et ibidem archiepiscopales redditus ampliavit, et qui dedit nobis II cappas, IIII casulas et duos dalticas [*sic*, dalmaticas ?] sericas, et quandam mitram optimam gemmis et auro decenter ornatam ; dedit etiam hospitali B. Marie cc libras ad emendos redditus ; dedit etiam nobis trecentas et sexaginta libras in anniversario suo distribuendas ; pro cujus anima singulis annis in suo sollempni anniversario distribuuntur XV libre parisienses, que accipiuntur in trecensu Vallis Rodigionis ; et percipere debent capellani III denarios in vigilia, et totidem in missa, et similiter in festo S. Mammetis ; et hospitale tenetur eadem die distribuere pauperibus V cappas et tunicas, et V paria sotularium et totidem caligarum.

« VII id. — Lamfridus presbyter et canonicus ; Richardus virdunensis episcopus (O. *et* R. *ad.* et noster canonicus] ; — et magister Henricus de Silvanecti remensis archidiaconus, qui dedit nobis c libras, pro quibus distribuuntur VI libre de stallis sitis juxta ecclesiam.

« VI id. — Stephanus diaconus et canonicus ; — Renaldus subdiaconus et thesaurarius noster. [Decessit dominus Joannes de Dormans presbyter cardinalis, anno Domini M. CCC LXXII, die festo Sanctissime Trinitatis Dei ; et reverendissimi in Christo patris domini J. romane et apostolice sedis titulo SS. IV coronatorum cardinalis, et dicte sedis nuntii, auxilio mediante, fuit inter reverendum in Christo patrem et dominum Jo. Dei gratia remensem archiepiscopum ex una parte, et nos prepositum, decanum, cantorem et capitulum ecclesie remensis ex altera, pax et concordia super pluribus articulis et discordiis difficilibus, periculosis et arduis reformata. Eapropter nos labores dicti domini cardinalis impensos in premissis, et aliis ad hoc rationabiliter nos moventibus, attendendo, eidem domino cardinali nostras litteras sigillo nostro sigillatas concessimus, quas in nostro martyrologio ad perpetuam rei memoriam conscribi fecimus, quarum tenor sequitur et est talis :

« Universis presentes litteras inspecturis N. prepositus, N. decanus, H. cantor, ceterique remensis ecclesie fratres, salutem in Domino sempiternam. Cum inter venerabilem patrem dominum J., Dei gratia archiepiscopum remensem, ex parte una, et nos ex altera, nonnulle dissentiones super juribus et jurisdictionibus utriusque partis moveri sperabantur, tamen, sicut Deo placuit et nutu divino, reverendissimus in Christo pater dominus J., eadem gratia tituli SS. IV coronatorum presbyter cardinalis, audiens istas dissentiones, ac volens pro posse suo eisdem obviare, cum repute ecclesiam remensem sibi inter alias ecclesias dilec-

tenebimur, eam sustinere et retinere de minutis, et in eque bono statu, vel meliori quo fuerit tradita, dimittere teneatur, suis sump-

avoir les grâces ordinaires et faire sa semaine, ny de l'assistance personnelle à 32 obits, et pendant 28 semaines, à une des grandes heures pour gagner les bois. »

[§. VII.] *De ceux que le ponctuateur peut excuser.*

« Le vicaire qui est ponctuateur des chanoines ne peut piquer ceux qui n'assistent point pendant un jour entier à l'office divin, quand même ils seroient malades, ou occupés aux affaires du chapitre. Mais si un chanoine ayant assisté à une des trois grandes heures, auroit été incommodé, ou occupé des affaires du chapitre, comme à l'audition d'un compte, sans avoir pu assister aux autres parties de

tam. Remis accessit, et auditis dissensionibus predictis et diligenter examinatis, dictum venerabilem patrem et nos ad plenam concordiam, die festi Sanctissime Trinitatis, que fuit anno Domini M CCC. LXXII, XXIII mensis maii, reduxit. Nos igitur attendentes benevolentiam, amorem et favorem quos idem dominus cardinalis ad nostram gerat ecclesiam specialem, nolentes esse apud eum ingrati, et congregati in nostro capitulo, de bonis spiritualibus ipsius ecclesie volentes eidem remunerari, prout tenemur, eidem, quoad vixerit, in crastino festi Sanctissime Trinitatis, de B. Virgine unam missam (et eo sublato de medio, ipsa missa die sui obitus dicetur de *Requiem* perpetuo, per nos et successores nostros), una cum aliis beneficiis et orationibus nostris, tenore presentium concedimus in ecclesia nostra perpetuo celebrandam; et nos et successores nostros ad eam, ut prefertur, celebrandam obligamus; que omnia et singula in martyrologio ecclesie nostre predicte vivorum et mortuorum benefactorum ejusdem, fecimus conscribi. In cujus testimonium presentes litteras nostras fieri fecimus, et nostri sigilli appensione muniri. Datum in capitulo, die et anno predictis. Inter apostolicos.]

« V id. novemb. — Leudo sacerdos et canonicus; Hanno, qui dedit nobis IIII jornales alodii — ad faciendum anniversarium suum; et obiit Odo blesensis levita et canonicus noster, qui dedit nobis LX libras parisienses, que posite fuerunt in emptione redditus de Ulmis, pro quibus tenentur nobis reddere senescalli LX solidos singulis annis, in die anniversarii.

« IIII id. — Constantius puer et canonicus; Rodulfus diaconus et canonicus; — Hugo et Elizabeth uxor ejus. [Obiit Voermundus vicedominus remensis, qui dedit nobis LX libras parisienses.]

« III id. — Rageneras prepositus; Agenardus presbyter; Bernardus levita et canonicus. —

« II id. — Tegrinus (O. Teigrinus) presbyter et canonicus; Rogiens (O: Rotgiens) canonicus; Stephanus diaconus. — Decessit dominus Ludovicus rex Francorum, dum redibat de terra Albigensium, in cujus solemni anniversario distribuuntur XL solidi, quos reddunt senescalli pro Ulmis.

« Idibus novembris. (Odilo presbyter et canonicus; Dyso presbyter et canonicus; Otto puer et canonicus, filius Lotharii regis.) Decessit dominus Henricus pie recordationis archiepiscopus noster, magni Ludovici regis filius, requiescit intus, qui castrum quod Septem Salices nominatur episcopio remensi acquisivit, luminari ecclesie cereos XXIIII addidit, singulos habentes libras IIII, exceptis IIII quorum duo ante corpora Sanctorum, duo vero super altare jugiter ardere positi sunt; hi quatuor singuli duas libras habere debent; dedit etiam huic ecclesie plurima ornamenta ad honorem domus Dei valde competentia, videlicet casulas, dalmaticas, tunicas, pallia, tapeta, cortinas longitudinem [ecclesie] cingentes, et cappas; insuper crucem auro et gemmis constructam, et quatuor pretiosissimis philacteriis adornatam; pelves etiam argenteas, candelabra argentea cum baculis deargentatis; donavit etiam nobis C libras ad emendum redditus qui in die anniversarii ejus solemnis, his qui tunc in urbe fuerint distribuentur; redditus autem ii sunt apud Caurel et Lavennam XL solidi, et de theloneo XL solidi; de decima de Bremericurte quicquid exierit ultra XX solidos; [inter apostolicos; jacet intus; et pertica paratur] Odo comes, pro cujus anima Ermengardis uxor sua dedit nobis Mormoreium, et pro manu-firma Virtutis ville in vita sua et in vita duorum heredum suorum Stephani et Theobaldi. (*in* O. XVI *kal.* Odo comes, post cujus mortem dederunt nobis uxor sua et filii Mormoleium pro anima ejus, et pro manu firma Virtutis ville, in vita trium heredum suorum.)

« XVIII kal. decemb. — Fulcradus diaconus et canonicus; Guarnerus presbyter et canonicus; Heribertus; Baderannus qui dedit S. Marie duos jornales alodii, ad curiam fratrum. —

tibus et expensis; nisi dictam domum, ob vicium seu deffectum soli, seu fondamenti, quod non appareret exterius, vel casu fortuito,

l'office divin, le ponctuateur, sur la déclaration qui luy est faite par le chanoine, peut le piquer pour les heures auxquelles il n'a pu assister à cause de son incommodité, ou de son occupation aux affaires du chapitre; excepté pour les distributions manuelles [que?], ny les receveurs, ny le ponctuateur, ne peuvent excuser non pas même les malades, et qu'il faut nécessairement se faire excuser sur les rolles par le chapitre, lorsqu'on fait la lecture des rolles.

« Le ponctuateur peut excuser pour les

« xvii kal. decemb. — Gualbertus (O. Vualbertus), presbyter et canonicus; Gonnarus (O. Gotmarus) presbyter; Gerardus subdiaconus; — et magister Gerardus de Cavell, in cujus anniversario distribuuntur LV solidi, quos reddunt prebendarii de Lavenna pro Berruco; et magister Radulphus, dictus Parvus, scholasticus noster et canonicus, in cujus anniversario distribuuntur XL solidi, qui accipiuntur super quandam domum suam ante S. Symphorianum, qui redempti fuerunt de XL libris quas posuimus in emptione de Ulmis; dedit etiam hospitali pauperum B. Marie CCC[te] libras, que posite fuerunt ad emendum decimam de Accio, que empta fuit a domino Renaudo de Accio milite; et de fructibus dicte decime debent distribui pauperibus in die anniversarii sui XL tunice, XX paria sotularium et totidem caligarum, et XL solidi ad pitanciam pauperum dicti hospitalis.

« xvi kal. — Olmannus presbyter et canonicus; — Rogerus juvenis de Porta Carceris, levita et canonicus noster, qui apud S. Dionysium habitum religionis devote suscepit, in cujus solemni anniversario distribuuntur XX solidi censuales super quasdam domos juxta domum suam sitas, et tota decima de Germiniaco tam grossa quam minuta, exceptis IIII libris de quibus XL solidi in festo B. Nicholai, et XL solidi in festo B. Marie Magdalene, distribuuntur.

« xv kal. — Robertus presbyter et canonicus; Hevrardus prepositus; — Guillelmus de Lagery noster subdiaconus, qui ad opus capellanie quam in ecclesia nostra fundavit, emit decimam de Vin et de Marval, a Johanne milite de Vrizy et Galia ejus uxore, et X modios bladi ad mensuram regitestensem a Perrequino de Lislet armigero et Emmelina ejus uxore, in perpetuum accipiendos quolibet anno in decima de Tannione, antequam aliquid removeatur ab ea, IIII scilicet siliginis modios, unum frumenti, quinque avene, ita quod tres partes dicte decime de Vin et de Marval debent esse capellanie, et etiam octava decima pars quarte partis; residuum vero debet esse anniversarii ejusdem Guillelmi, et distribui in eodem; similiter tres partes dicti bladi de Tannione, et quinta decima pars quarte partis debent esse capellanie; residuum debet distribui quolibet anno in festo B. Germani altissiodorensis, pro qua distributione Durannus thesaurarius altissiodorensis, canonicus noster, dedit XL libras positas in emptione dictorum X modiorum; emit etiam dictus Guillelmus, ad opus usus dicte capellanie, tres partes sexte partis decime de Vuandresicort, tam grosse quam minute; et quartam partem dicte sexte partis emit capitulum, ad opus senescallie.

« xiiii kal. decemb. — Leudo clericus et noster famulus; et Ebrunus pater Petri et Henrici presbyterorum. (O. Ebruinus pater domini Petri.) —

« xiii kal. — Gerisius (O. Gerisus) presbyter; Ragentrudis abbatissa; Gualterus presbyter; — Johannes de Ambianis presbyter, canonicus remensis, qui dedit nobis quicquid habebat in furno de Frailicurte, ita quod L solidi distribuuntur in anniversario Arnulphi, quondam ambianensis episcopi, et XL solidi pro anniversario parentum ipsius, capellanis qui intererunt officio X solidi, et residuum in anniversario suo.

« xii kal. — Milo levita et canonicus; Guarinus subdiaconus et canonicus — et magister Nicolaus de Sailleio canonicus et noster decanus, qui dedit nobis LX libras parisienses que posite fuerunt in emptione salvamenti de Vuarmerivilla, pro quibus redduntur nobis singulis annis LX solidi parisienses; dedit etiam nobis quartam partem totius decime empte a Macelino clerico in molendinis de Dolaincourt et de Betancourt in Valle Rodigionis, scilicet IIII sectarii molture ad mensuram de Jonivilla, de qua reddit nobis ille qui tenet dictam Vallem X solidos, qui cum predictis LX solidis distribuuntur.

« xi kal. — Guarinus (O. Vuarinus), avunculus Odalrici prepositi, subdiaconus et canonicus; Hugo levita et canonicus (*O. alia manu ad.:* obiit Patniaco monasterio); Gocio presbyter; Albertus levita et canonicus. —

« x kal. decemb. — Haidericus, qui dedit S. Marie ad hospitium quartam partem ecclesie de Pon,

periclitari seu deteriorari in totum contingeret, vel in partem; tunc ad nos dicte domus dampnum, vel periculum, pertineret. Verum si

vespres et les complies, et les vigilles, s'il y en a, les administrateurs de l'hôpital général, les mardys et vendredys, lorsqu'il y a bureau à l'hôpital général; un conseiller clerc au présidial de Reims pour la messe et les vespres les jours d'audiance et de raport de procès; et l'intendant des pauvres pour les vespres, complies et vigilles les jours auxquels se tient le bureau des pauvres, sur la declaration des administrateurs qu'ils ont eté

fabricato, et vi jornales alodii in Varillis, pro cujus anima datur a clavigero hospitii refectio XIII pauperibus quotannis, in anniversario suo; — et Herbertus Mordensacarnem, levita et canonicus, pro quo distribuuntur XXX solidi de redditibus emptis apud Aventionem, quos reddunt prebendarii; et Durannus autissiodorensis thesaurarius et noster canonicus, in cujus anniversario distribuuntur XXX solidi de stallis, ad quorum edificationem habuimus de bonis ejus XXIII libras.

« IX kal. — Teuto presbyter et canonicus; Letaudus (O. Leutadus) abbas; Paganus dormentarius, qui dedit S. Marie tres solidos census ad usum dormitorii, pro remedio anime sue, — et Sigardus subdiaconus et canonicus.

« VIII kal. — Madelulfus clericus; — Albertus, frater ducis Lovaniensis, pie recordationis vir, auctoritate apostolica Remis a domino Vuillelmo archiepiscopo in presbyterum ordinatus, et in episcopum Leodiensem consecratus, IX septimanis et duobus diebus a consecratione ejus elapsis, prope muros civitatis remensis, ab Alemannis traditoribus, gladiis et cultellis interfectus est; in cujus anniversario reddit nobis quolibet anno capitulum cameracense C solidos sterlingorum bonorum et novorum, de quibus reddimus capitulo S. Symphoriani V solidos, S. Timothei V solidos, et cuilibet clerico de choro III stellingos; et Matheus comes Bellimontis, maritus comitisse de Valois, in cujus anniversario distribuuntur II solidi de stallis nostris. [Obiit magister Petrus de Damousis magister in medicina, concanonicus noster.]

« VII kal. — Rodoaldus (O. Rodoldus) presbyter, — et magister Guillelmus Ligais aurelianensis archidiaconus, et noster canonicus, in cujus anniversario distribuuntur XL solidi percipiendi singulis annis super domum Petri Lugduni cantoris ecclesie remensis, pro quibus redemptis de XL libris, a decano S. Symphoriani, reddunt nobis singulis annis senescalli nostri XL solidos de proventibus de la Tirelire.

« VI kal. — Calestus presbyter. —

« V kal. — Rogerus diaconus, — et Philippus diaconus, et archidiaconus noster, in cujus anniversario distribuuntur C solidi de proventibus altaris de Vuarmerivilla; feria V^a ante Adventum Domini debet celebrari missa de B. virgine Maria, in qua distribuuntur X libre de pedagio pontis de Buci a distributore horarum, pro reverendo patre quondam Henrico de Brana archiepiscopo remensi; et quilibet capellanus presens in missa percipit VI denarios, exceptis duobus capellanis suis quorum quilibet percipit quantum unus canonicus; feria III^a ante Adventum Domini debet celebrari missa de Sancto Spiritu pro domino Renaudo episcopo parisiensi, in qua distribuuntur LXVI solidi quos reddunt distributores horarum pro LX libris, que posite fuerunt in redditibus emptis apud L'Esperon, a domino Guidone milite de Altavilla, et post obitum suum distribuentur in anniversario suo. *Obiit anno* M.CC LXVIII.

« IIII kal. — Albertus clericus. — [Obiit Galterius leodiensis archidiaconus, et noster canonicus et comes regitestensis, qui dedit nobis C libras; obiit dominus Guido de Bolonia, bone memorie cardinalis, episcopus portuensis et archidiaconus remensis, pro quo habuimus CC francos auri. Inter apostolicos.]

« III kal. — Geroldus (O. Gerolus) presbyter et vicedominus; Adelulfus presbyter et canonicus; Rodoalus archidiaconus et canonicus; Ribaldus (O. Richaldus) diaconus et canonicus; — Robertus de Latiniaco, diaconus et canonicus, qui dedit nobis LX libras ad emendum redditus pro quibus magister Michael de S. Dionysio assignavit nobis super domum suam LX solidos parisienses, quos redemit idem Michael de LX libris pruvuniensibus, quas posuimus in emptione redditus de Justina empti a Henri homine nostro et heredibus ejus, de cujus proventibus distribuuntur LX solidi parisienses singulis annis, in anniversario dicti Roberti de Latiniaco. [Dominica Ia Adventus renovatur ciborium in ecclesia remensi, ab hebdomadario majoris misse.]

« II kal. decemb. — Hildegarius (O. Haldegarius) clericus; Silleranus famulus. — Johannes Brito levita et noster canonicus, qui dedit nobis duo altaria de Chambriciaco et de Junkereio [R. de Cham-

canonicus nunc tenens domum canonicalem, eam, ubi sibi liceret, alteri canonico vendiderit, dictus emptor, ad ea tantum ad que tene-

au bureau de l'hôpital général, de l'intendant des pauvres qu'il a assisté au bureau des pauvres, et du conseiller clerc qu'il a assisté à l'audiance ou au raport d'un procès, pourvu touttes fois qu'ils assistent personnellement ces jours-là à une des trois grandes heures, et non autrement.

« Le ponctuateur doit piquer le semainier pour tout l'office, et ceux qui officient à la messe canonialle, et aux messes, à tierce, et

breciaco et de Junquery], de quorum redditibus distribuuntur XL solidi in anniversario ejus, et residuum in anniversario Vuillelmi archiepiscopi; et Vuillelmus de Vuanderiis, qui dedit nobis quosdam redditus apud Buriaudi curiam, qui in solemni anniversario ejus distribuuntur, exceptis IIII solidis qui pro Guiardo Doquin distribuuntur XI kal. maii. »

DECEMBER.

« Kal. decemb. — Dombertus presbyter.

« IIII non. — Teberca laica (O. Obiit Tetberga laica, mater domini Petri, *vid.* XIV *kal. decemb.*), — et Hugo canonicus noster, presbyter et cancellarius, et postea Igniaci monachus, in cujus anniversario distribuuntur LX solidi assignati super furnum de Bodillo.

« III non. — Guitelmus (O. Gunthelmus), clericus.

« II non. — Salo miles qui dedit nobis alodium Vilanis. — [Obiit dominus H. Oudardi episcopus andegavensis, pro cujus anima assignavit capitulum CX solidos super redditibus grangie nostre de Aubigniaco, pro aniversario suo. Inter apostolicos.]

« Nonis decemb. — Tebaldus Papilenticus, qui dedit S. Marie, ad curiam fratrum, XI jornales alodii, duas vineas in Moyseio, et domum suam, pro cujus anima debet nobis cellerarius duos modios vini quotannis in anniversario suo; — ? et Henricus de Vonco levita et canonicus noster, qui dedit nobis decimam de Monte Laurentii, in cujus anniversario distribuuntur omnes proventus dicte decime, exceptis VI libris, de quibus XL solidi in festo B. Firmini, et LX solidi in anniversario Vuiberti cantoris, et XX solidi in anniversario magistri Anselmi distribuuntur.

« VIII id. — Karolus rex, — et Hugo comes regitestensis, de cujus bonis habuimus LVI libras que posite fuerunt in emptione decime de S. Suppleto, pro quibus distribuuntur nobis annuatim in ejus solemni anniversario LVI solidi de proventibus decime supradicte.

« VII id. — Dominus Herimarus S. Remigii abbas. — *Recentiore manu :* Obiit dominus Richardus de Bisuntio, archiepiscopus remensis. [Obiit Philippus Pulcher rex Francorum et Navarre, qui dedit nobis XII libras parisienses singulis annis percipiendas in festo B. Martini hiemalis super stallos de Castellione supra Maternam; missa ad magnum altare.]

« VI id. Obiit Guido Pes Lupi levita et canonicus, in cujus anniversario distribuuntur XL solidi, quos reddunt senescalli, et C solidi de stallis juxta ecclesiam sitis; in isto autem anniversario percipiet quantum percipiet unus canonicus, capellanus qui pro tempore fuerit receptus ad capellaniam quam in ecclesia remensi fundavit Simon Pes Lupi remensis vicedominus; percipiet etiam idem capellanus quantum unus canonicus, in anniversario dicti Simonis vicedomini, postquam idem Simon decesserit. *Obiit an.* M.CCC.LXVI. [Decessit dominus Riccardus de Besançonnio, remensis archiepiscopus, qui dedit nobis CC francos auri ad utilitatem officiorum senescalcie et horarum. Inter apostolicos. Jacet intus juxta magnum altare. In latere dextro; et pertica.]

« V id. — Decemb. — Bothardus presbyter et canonicus. —

« IIII id. — Richerus cantor et canonicus; Andulphus (O. Andrulphus) presbyter; Rodulphus levita. —

« III id. — Berengarius presbyter; Simon presbyter. — Milo filius Ertaudi, pro cujus anima Gerardus filius suus dedit ad hospitium S. Marie tres jornales terre censualis, et vineam, ad persolvendum duos modios vini quotannis in anniversario suo, quam utique terram primitus habuit hospitium ab Alberto Testardo, et postea idem Gerardus emit ab hospitio numero XIII librarum; Alexander bone memorie noster archidiaconus, qui dedit nobis infulam de examito, dalmaticam auro desuper intextam, cappam, et cuppam argenteam deauratam ad reponendum corpus Domini super majus altare, cum cruce desuper posita; qui etiam ad altare B. Jacobi, quod optimis ornamentis decoravit, duos instituit capellanos, ibi jugiter servientes; dedit etiam nobis CLX libras, unde assignati sunt LX solidi in decima de Lafsdia, de quibus XL solidi distribuuntur in festo B. Jacobi in julio, et XX solidi in anniversario ejus, cum quibus distribuuntur L solidi de theloneo,

batur venditor, ratione dicte domus vendite, quantum ad retentionem, et ad alia, teneatur. Volumus et ordinamus, quod precium

le souchantre pour l'heure qui précède immédiatement lesdictes messes.

« Le ponctuateur doit piquer le pénitencier lorsqu'il est à son confessionnal.

« Le ponctuateur peut et doit excuser et piquer ceux qui vont à Saint-Remy, à Saint-Nicaise et à Saint-Denis pour y représenter le corps du chapitre aux services qui se disent pour les religieux décédez, pour l'assistance à la messe et aux autres parties de l'of-

quos inde habuimus, et xx solidi in molendino de Joncherejo assignati; et Matheus de Parisius levita et canonicus, qui dedit nobis xl solidos annui census in suo anniversario distribuendos, et lx libras hospitio, pro quibus hospitium tenetur reddere in die anniversarii sui quatuor tunicas, et IIII cappas, et v paria sotularium et totidem caligarum, singulis annis, quos debet reddere Johannes de Parisius de domo sua claustrali, que fuit Guiberti cantoris. [Obiit Stephanus de Suisiaco presbyter cardinalis, in cujus anniversario distribuuntur x libre parisienses]

« II id. — Asgardis (O. Ansgardis) laica que dedit nobis terram de Aceio, et Vuarocium. —

« Idibus decembris. — Framerius (O. Framericus) presbyter et canonicus; Hugo puer et canonicus. —

« XIX kal. januarii.

« XVIII kal. — Gibuinus laudunensis episcopus; Theodericus laicus. — *Recentiori calamo :* Simon de Cramaudio archiepiscopus remensis.

« XVII kal. — Harduinus acolitus; — et Herbertus decanus remensis et levita, pro quo dominus Milo electus belvacensis dedit nobis duos modios bladi in decima de Nantolio annuatim percipiendos, de quorum pretio XXX solidi in ejus anniversario distribuentur, et residuum in anniversario Hugonis de Montemirabili; Hersendis uxor magistri Nicholai Aimeri, qui dedit nobis lx libras ad emendum redditus in anniversario ejusdem Hersendis distribuendos, et inde habebunt singuli clerici de choro tres denarios in vigilia, et tres denarios in missa, pro quibus distribuitur tertia pars decime de Mailly empta a domino Guidone milite de Verzenaio.

« XVI kal. — Gundoldus presbyter; dominus Audebertus prius cenomanensis episcopus et postea turonensis archiepiscopus. *Alii putant eundem esse ac Hildebertum; alii Aldebertum ab eo diversum. Vide in epistola* 277 *Ivonis carnotensis. Ex hoc necrologio idem esse probari potest. — Recentiore manu :* Petrus Trousselli archiepiscopus remensis.

« XV kal. — Dyso presbyter et canonicus, — et Juhellus remensis archiepiscopus qui dedit nobis IIIIor libras parisienses, que posite fuerunt in emptione redditus de Justina empti a Henrico de Justina, et Johanne genero suo, hominibus nostris, de cujus proventibus distribuentur nobis singulis annis IIII libre.

« XIIII kal. — Leudo archidiaconus et prepositus (O. *ad.* Amalricus presbyter;) — et magister Albricus presbyter et canonicus, in cujus anniversario debet nobis reddere singulis annis hospitale nostrum lx solidos de proventibus decime de Johannisville, quam emit et dedit hospitali, et papelinam unam de quadam vinea sita in cretaria Andree. Preterea tenetur idem hospitale, eadem die, dare pauperibus v cappas, v tunicas, v paria caligarum et totidem sotularium; et vir nobilis Rogerus dominus de Roseto, qui dedit nobis viam in nemoribus suis versus Potestates de villa nostra Mellimontis, usque ad Membrecies, XXX pedes continue habentem in latitudine; et propter hoc remensis ecclesia hujus beneficii et aliorum que nobis prestitit non ingrata, assignavit lx solidos remenses de redditibus Mellimontis [qui modo accipiuntur in redditibus ville de Aussoncia], in anniversario dicti Rogeri distribuendos; dedit etiam idem Rogerus nobis xl solidos remenses in parte redditnum suorum de Fraillicort, annis singulis in festo S. Remigii in capite octobris accipiendos, qui cum predictis lx solidis distribuentur.

« XIII kal. — Rorico laudunensis episcopus; Spervus presbyter, — et Yvo diaconus et archidiaconus, vir litteratus et discretus, in cujus anniversario distribuuntur c solidi, quos reddunt senescalli pro salvamento de Vuarmerivilla; hospitale B. Marie remensis debet eodem die pro dicto archidiacono xl solidos annuatim, ad emendum tunicas pauperibus distribuendas; debet etiam dictum hospitale alios xl solidos pro pitancia pauperibus hospitalis facienda annuatim, pro dicto archidiacono. [Obiit felicis recordationis sanctissimus pater D. Urbanus papa quintus. Inter apostolicos.]

« XII kal. jan. — Herimannus presbyter, — et Hugo de Sarkeus [R. Sarqueux] major archidiaconus noster, qui dedit nobis c solidos annui census

pro dictis domibus ab antiquo taxatum, per deputandos a nobis, secundum statum dictarum domorum, fideliter relaxetur.

fice divin qui se disent depuis le départ de l'église de Notre-Dame jusqu'à leur retour, encore qu'ils n'ayent pas assisté à matines, et n'assistent pas à vespres le même jour.

« Le ponctuateur doit piquer ceux qui sont au chapitre, et ceux qui disent la messe pendant quelque partie de l'office divin, même pour les distributions manuelles, si le receveur lui donne son rolle, parce que ceux qui assistent au chapitre, ou qui disent la messe,

super domum que fuit Othiel, juxta domum majoris archidiaconi, qui redempti sunt de c libris pruvinensibus, pro quibus distribuuntur nobis singulis annis in ejus anniversario xii solidi census apud Brimont, quos emimus a Guioto [R. Guidone] armigero de la Bricogne et uxore ejus, et xi sextarii siliginis et avene ad mensuram de Castro, quos emimus a domino Manassero fratre comitis regitestensis, percipiendos apud Aventionem; insuper quicquid exierit de terra quam habemus apud Lavannum, empta a Ricotis de Taissy, et eorum heredibus, [R. a Marcotis de Tassio armigeris, videlicet Joffrido et fratre ejus].

« xi kal. jan. — Macela laica, mater Leonis. — ?

« x kal. — Decessit domnus Hincmarus Remorum archiepiscopus, — *Des. in O.*:) pro quo reddit hospitale nostrum iiii tunicas. — (*in O. vii kal.*:) Herleboldus levita et canonicus, qui dedit S. Marie ecclesiam de Tramereio, et omnia que ibi habebat, cum duobus servis Gundrico et Renaldo (O. Rainardo, ad faciendum suum anniversarium) (*in O. viii kal.*) Gregorius hujus ecclesie cantor, qui dedit apud Verniacum censum x solidorum —; in quorum anniversario distribuitur sexta pars decime de Vallibus, pro cujus etiam cantoris anima et sua, omniumque predecessorum suorum, Johannes Gregorii canonicus dur(ocensis?) dedit hospitali nostro xx libras remenses ad emptionem decime de Somide et de Contreviis, pro quibus idem hospitale reddit annuatim iiii vestes, et duo paria sotularium et totidem caligarum, in hoc eodem anniversario.

« ix kal. — Fredebertus diaconus et canonicus; (O *ad.* Landricus clericus); Gascelinus (O. Guascelinus) miles; — Hugo de Vuares, et decessit bone memorie Albricus archiepiscopus; ordinatum est per capitulum remense, quod istud anniversarium pie recordationis domini Albrici, quondam remensis archiepiscopi, semper fiat die precedenti vigiliam Nativitatis Domini. Si vero Natale Domini evenerit feria ii, vel iii^{a}, dictum anniversarium fiet ferie v vel vi^{a} precedenti. Decessit pie recordationis domnus Albericus archiepiscopus, qui ad ampliandam ecclesiam nostram, et cultum ejusdem, et ad opus cimiterii dedit nobis magnam partem domus sue, quatuor pannos sericos, v cappas sericas, tres casulas, tres dalmaticas, et tres tunicas; ceterum dedit nobis redditus qui dicuntur Casa S. Sixti, altaria de Curvilla, de Amenaucort, de S. Maria subtus Burgum, medietatem altarium de Baalon et de S. Lupo, altaria de Estrebay, de Liart, de Prees, de Geroudelle, de Cerlonne, de Bouigny et de Gruere, altaria de Bar, de Channery, de Landres, cum appendiciis eorum; insuper dedit nobis decimas totius territorii de Potestatibus et circa Potestates, ubicumque remensis ecclesia proprium habet (*R. ad.* fundum), tam in nemore quam in plano, quod non est situm infra fines alicujus parochie, necnon et jus patronatus in ecclesiis que constructe sunt, vel in posterum construentur in villis ejusdem territorii, jam de novo fundatis, vel deinceps in eo fundandis; de quorum proventibus distribuentur x libre in ejus solemni anniversario canonicis et clericis chori qui intererunt, ita quod quilibet dictorum clericorum tres denarios habebit in vigilia, et totidem in missa; ceterum hospitium nostrum in eodem anniversario debet reddere iiii cappas et iiii tunicas, singulas quatuor ulnarum et dimidie, dandas pauperibus, propter quod habuit xl libras parisienses de bonis pie memorie Vuiberti cantoris nostri; reddet etiam eadem die dictum hospitale v paria sotularium et totidem caligarum.

« viii kal. — Rogerus cathalaunensis episcopus; et Gregorius ejus ecclesie cantor (*O. ad.* qui nobis dedit apud Verniacum censum x solidorum, ad dividendum in matutinis). — *Vid. sup.* x *kal.*

« vii kal. jan. — Gislebertus diaconus et canonicus; Theuterus presbyter; Silvanus presbyter; Hardingerus (O. Hardingus presbyter;) Gipuinus diaconus et canonicus, et S. Theoderici monachus. — [Obiit dominus Stephanus de Courtenay, quondam ecclesie nostre prepositus, qui dedit vii libras quolibet anno super domo de Courcelancy.]

« vi kal. — Amandus presbyter; — Petrus Draco, diaconus et noster canonicus, dedit nobis vineam que appellatur Blancoison, ad faciendum anniversarium suum.

XLVII. *Qui compelluntur ad domos capiendas, et qui non, et de modo solutionis.*

Item quia nonnulle de predictis domibus nostris habitatoribus destitute et vacantes, hujus pretextu labuntur in ruinam, aut ob hoc

sont réputez personnellement présent au chœur; et le ponctuateur doit pour ce sujet faire la visitte des chapelles pour reconnoître ceux qui disent la messe durant les matines, la messe d'obit, ou la grande messe, ou qui sont au chapitre, et en cas qu'il y ait distribution manuelle il doit faire sçavoir au receveur qui sont ceux qui ont dit la messe, etc.

« Les officiers du chapitre et les privilégiez qui jouissent des distributions manuelles

« v. kal. — Bertheidis comitissa. —

« IIII kal. — Richerus cantor, presbyter et canonicus; Ysambardus qui res dedit. — [Obiit magister Willelmus de Cramaus presbyter et canonicus noster, qui dedit IIII^xx libras parisienses.]

« III kal. — Obertus (O. Otbertus) presbyter et decanus. (O. ad. Hildegarius presbyter et canonicus.) —

« II kal. jan. — Agenardus presbyter; Geroardus diaconus. — [Obiit bone memorie dominus Guillelmus cardinalis mimatensis, archidiaconus et canonicus remensis, qui nobis legavit c florenos francos auri nuncupatos, et unum calicem argenti ponderis IV marcarum, pro anniversario suo in ecclesia nostra sicut pro simplici canonico.]

« *Ad calcem necrologii* XIV *seculo exarati, fol.* 20, *inter multa invenitur hec prima prebendarum remensium partitio:*

« Th. prepositus, J. decanus, P. cantor, ceterique remensis ecclesie fratres, salutem in Domino. Cum in vinea Domini cultoribus tam mane quam vespere venientibus fuerit equalitas premiorum, nos quos ad colendam vineam suam voluit Dominus evocare, volentes quod cultores equaliter premientur, et precipue ad evitandam discordiam que inter fratres de conferendis nostris beneficiis in nostra ecclesia pluries inolevit, de prudentium virorum consilio, et ad hoc generali capitulo evocato, unanimi consensu omnium et singulorum duximus ordinandum et pariter statuendum, ut unicuique canonico pro tempore instituto unum beneficium assignetur, videlicet prebende, vel parochie, seu capellanie, vel plura si ad hoc se extenderint facultates; quorum scilicet beneficiorum collatio, seu presentatio ad nostrum capitulum dinoscitur pertinere. Collatio autem, seu presentatio beneficii vel beneficiorum cuilibet canonico assignati vel assignatorum, ad ipsum canonicum pertinebit, quamdiu noster concanonicus permanebit. Et post ipsius cessionem vel obitum, idem jus conferendi sive presentandi predictum beneficium vel predicta beneficia, ad illum integraliter pertinebit qui loco ipsius in nostra ecclesia fuerit institutus, dum tamen canonicus institutus in sacris sit ordinibus constitutus. Et quamdiu aliquis de concanonicis nostris in minoribus ordinibus remanebit, collatio sive presentatio illius beneficii vel illorum beneficiorum eidem assignati, ut supra dictum est, vel assignatorum, ad nostrum capitulum pertinebit; prebendarum permutatione seu particione in posterum faciendis propter hoc non obstantibus in hac parte. Preterea collationem seu presentationem parochiarum in civitate remensi existentium capitulum sibi retinuit, et retinere placuit in futurum. Ad hanc autem ordinationem, sicut predictum est, faciendam, elegimus viros providos et honestos et discretos, videlicet Johannem decanum, Leodegarium, Johannem de Bria, et Johannem de Ambianis, concanonicos nostros, qui circumspectione habita diligenti de numero et valore dictorum beneficiorum, eadem beneficia unicuique de concanonicis nostris assignabunt proportionaliter cum equitate, quam bona fide poterunt meliori. In ista autem particione seu divisione adjungentur beneficia que nunc vacant, vel vacabunt in posterum, donec dicta ordinatio fine debito compleatur; debet autem compleri infra instans festum Omnium Sanctorum. Quod si forte predicti IIII^or ordinatores non interfuerint predicte ordinationi faciende, quod a tribus eorum seu duobus fuerit in hac parte ordinatum perpetuo robur obtineat firmitatis. Et quia predicti J. decanus, Leodegarius, J. de Bria, et Johannes de Ambianis, electi ad dictam divisionem faciendam, eam propter quedam impedimenta infra dictum terminum complere minime potuerint, nos dictum terminum de assensu capituli nostri usque ad octabas festivitatis Omnium Sanctorum duximus prorogandum. Ad hoc eciam addimus quod si processu temporis aliquod de predictis beneficiis divideretur in duo, vel aliqua capel-

magnis indigent reparationibus, quas sine gravi jactura ecclesie nostre retinere non valemus, et nonnulli ex canonicis nostris in eadem

quoiqu'absens, sont toujours piquez sur les rolles des distributions manuelles par les receveurs et ponctuateur, mais non sur les autres rolles que lorsqu'ils sont présens, et qu'ils assistent à l'office divin.

« Le ponctuateur ne peut ny ne doit excuser ceux qui assistent à des thèses, enterrements, services, vêtures, professions, ou autres cérémonies de cette nature. »

[§. VIII.] *Du Billet des grains, des gros et petits obits, pain de chapitre, fromens de Moirmont, foasses, reliqua et finito des comptes.*

Ceux qui sont pleins pour le billet sont aussi pleins pour les gros et petits obits, pain de chapitre, froment de Moirmont, foasses, *reliqua* et *finito* des comptes. Ceux qui sont

lania de novo instituentur infra metas alicujus prefatarum parochiarum, collatio beneficii sic divisi, sive capellanie taliter institute, ad illum canonicum pertinebit ad quem ipsum beneficium divisum, vel parochia infra cujus metas capellania instituta fuerit, antea fuerant assignata per particionem antedictam. Sciendum est eciam quod omnia beneficia qualiacumque sint, quorum jus patronatus ad nos pertinet, de quibus in dicta particione nulla mentio facta est, ad nostram donationem libere remanebunt. Quod si forte alicui concanonico nostro moveatur questio super jure patronatus alicujus beneficii sibi taliter assignati, nos causam motam seu movendam propter hoc ad sumptus capituli defendemus. Quod si forte dictum beneficium evincatur, nos infra quindenam post evictionem equivalens beneficium eidem canonico assignabimus loco beneficii sic evicti. In cujus rei testimonium presentes litteras sigilli nostri munimine duximus roborandas. Actum anno Domini m° cc° xx.° nono, feria sexta ante dictam festivitatem Omnium Sanctorum.

Ad calcem hujus partitionis in Libro Rubeo capituli, fol. 309, transcripte, invenitur hec nota, quam hic duximus inserendam.

Hec sunt nomina canonicorum remensium, et beneficiorum, secundum dictam divisionem infra scripta :

[1°.] Ordo presbyterorum.

.. ..

Albericus, Liart.

Droardus, Ver et capellaniam Petri de Joinvile parochiarum de Sevigne et de Sancto-Quintino juxta Vallem Regiam, et L..., parochiam de Sancta Maria in Burgo, et medietatem ...

....

Leodegarius, Vile en Tar...

Hugo Largus, Montem Marigum.

Renoudus, Montem Sancti Petri et Alle.

Guillermus de Cramaus, Mormeron et Capellaniam de Jonchery.

....

[2°.] Ordo diaconorum.

....

Robert de Vailli....

....

Symon vicedominus... et capellaniam Johannis de Machau.

Johannes de Bria....

.... et capellaniam de Fismes.

.... Cheneti, et capellaniam Jacobi de....

Galcherus de Brecy, Barrum et capellaniam de Vernenai.

Johannes de Sezanne, Betegnivile.

.... Sanctum-Lupum in bosco.

.... Vallis, et capellaniam Mathei de Brecy.

.... Nantolium, et capellaniam Yvonis Britonis.

Stephanus de Lorris, Warmerivile.

.... Capellaniam Poncardi Formage.

Renaldus de Nantolio, Blesson.

....

Helmadus Govions, Chaumusi et capellaniam Gerardi de Regiteste.

Petrus cantor, Proelli et capellaniam Foucardi de Warmerivile.

[3°.] Ordo subdiaconorum.

....

Philippus magnus, Fraillicort.

....

Guermondus, Malemi et Wadenc...

Robertus de Courtenai, Landres, et capellaniam Drogonis magistri.

Gilo de Primitio, Gervile, et prebendam Conradi canonici Sancte Marie...

ecclesia residenciam facientes personalem, et quarum prebendarum fructus grossos lucrantes, seu in lucrantes existentes, domos alienas,

partisans pour le billet, le sont aussy à proportion à l'egard de tous ces articles, pour-lesquels on a égard aux assistances en la même manière que pour le billet. On gagne dix-huit livres pour les gros-obits, en assistant pendant les sept premiers mois de l'année canonialle, et quinze livres pour les petits obits en assistant les cinq derniers mois. —

« On gagne quarante livres pour le pain du chapitre, treize livres dix sols pour les

Willermus de Valle Grin[oss?], Sernon.

Johannes de Rumegniaco, Aumenescort magnam, et capellaniam de Fraillicort.

.... Bodillum et capellaniam de Andegueio.

. . . .

Guido Rigos, Novamvillam cum Correel, et prebendam Rollandi Lombardi canonici S. Nutricis.

Othobonus, Aumenescort parvam, et prebendam Galteri de Thanion, canonici S. Nutricis.

. . . .

Petrus de Merfans succentor, Chambrecy et capellaniam Roberti de Sancto Lacte.

. . . .

Stephanus Aurelianensis, Haorges, et prebendam Hugonis canonici Sancte Nutricis.

Henricus de Flui Paivi, et capellaniam Garini de Joluvile.

...et Chimeri.

Renaldus de Lorris, Braibans et capellaniam Poncardi de Burgondia.

Nicholaus Romanus, Horgne et prebendam Roberti monachi canonici S. Nutricis.

Grimerius, Bovencurt, et prebendam Johannis de Meso, canonici S. Nutricis.

Michael Blesensis, Les Eschieles, et capellaniam Gerardi Blondi.

Gerardus de Meness., Escleium.

Hugo nepos archiepiscopi, Sarnacum.

Theobaldus nepos archiepiscopi, Blonbais et capellaniam Johannis de Chaumesiaco.

Symon Burgondiensis, Machaudium et capellaniam Renaudi Piot.

........Taissi, et prebendam Nicholai Bauchant canonici S. Nutricis.

. . . .

Celinus, Chanonges.

« *Ad calcem necrologii recentioris, quod nunc Rome extat manuscriptum in bibliotheca cardinalis Ottoboni, legitur.*

« [Missa de S. Spiritu in choro ecclesie nostre remensis, pro nobili et potenti viro domino Galtero de Castellione, domino de Fera, milite, quandiu vixerit; qui dedit nobis VI^{xx} scuta aurea ad coronam, de qua summa fuerunt tradite L libre parisienses pro libraria ecclesie predicte facienda, et post ejus decessum fiet anniversarium quolibet anno pro dicto domino.

« *Ibidem leguntur transcripta ex autographis instrumenta fundationum obitus Richardi de Bisuntio archiepiscopi, 14 februarii 1386; Dionysii de Meriaco succentoris et canonici, de missa quotidiana ad Roellam, hora prima, XI martii* M. CCC. LXXXIX (*forte* M. CCC. LXXXII); *Jacobi Sacorin canonici, de missa ad altare S. Pauli 7 junii 1396. Hec fundatio in cartulario nunc non reperitur.*

« *Legitur etiam ad calcem ejusdem necrologii, inter alias fundationes Jo[hannis] Godart, Renate de Lotharingia abbatisse S. Petri, et Ant[onii] de Beauchesne canonici, una ejusdem Beauchesne fundatio, pro officio defunctorum, die 13 novembris cantu solemniori et in veteribus libris ecclesie descripto, celebrando, facta 26 augusti 1581; que etiam in cartulario non extat.*

« *De Simone de Cramaud archiepiscopo hec habentur :* Reverendissimus in Christo pater dominus Simon de Cramaudo, loco juxta Rupem de Cavardi ex nobilibus patre Petro de Cramaudo et matre Martha de Sardena de Solemniaco genitus, lemovicensis diocesis oriundus, olim patriarcha alexandrinus, et administrator perpetuus ecclesie carcassonensis, nunc vero ad archiepiscopatum remensem divina inspiratione promotus in concilio generali Pisis celebrato, postquam tribus annis cum dimidio huic ecclesie remensi laudabiliter prefuit, inter cetera bona que huic ecclesie fecit, dona fecit que sequuntur :

« 1°. Solvit unam cappam albam pretiosam cum aurifriziis et monilibus pretiosis, quam debebat pro jucundo adventu suo;

2°. *Item*, unum jocale altum argenteum, in cujus medio est imago nostre Domine, et a parte ante reliquie B. Ignatii, que fuerunt imperatoris Constantinopolitani; et est istud jocale valoris CC francorum et

nostras proprias dimittentes vacuas et inhabitatas, conducere et inhabitare nosmuntur, quod nobis et ecclesie memorate nedum censetur

fromens de Moirmont, et trente-neuf sols pour les fosses. Les *reliqua* et *finito* des comptes sont plus ou moins considérables, à proportion des deniers que les receveurs ont entre les mains.

« Pour gagner le billet plain, il faut assister tous les jours à une des trois grandes heures, c'est à-dire ou à matinnes, ou à la grande messe canoniale ou à vespres; mais on peut suppléer à trois mois d'assistance, par ses trois mois de grâces, qui sont accordez seulement au chanoine constitué dans les ordres sacrez. Ainsy un chanoine prestre, diacre ou soudiacre qui n'aura manqué d'assister tous les jours à une des trois grandes heures que pendant 90 jours, gagnera cependant le billet plain, avec le secours des trois mois de grâces.

« Ceux qui n'ont point assisté pendant tout le cours de l'année, pour en vertu de leurs assistances, ou avec le secours des trois mois de grâces, gagner le billet plain, sont par-

ultra, et in medio est locus aptus ad portandum corpus Domini, et sunt ibidem arma predicti domini archiepiscopi;

« 3°. *Item*, dedit vas argenteum boni ponderis, ad reponendum chrisma, quod ante erat de plumbo vel de stanno;

« 4°. *Item*, dedit unam capellam integram de viridi veluto figurato; videlicet casulam et habitum diaconi et subdiaconi, de panno viridi de Damasco cum aurifriziis bene pretiosis, et ornamentum cathedre archiepiscopalis;

« 5°. Postea fundavit unam missam de S. Spiritu in choro ipsius ecclesie solemniter celebrandam, annuatim, in crastino Conceptionis B. Marie Virginis, quamdiu vixerit; et ordinavit insuper quod post mortem suam predicta die dicantur vigilie mortuorum solemniter in choro predicto, et in crastino missa de defunctis pro anima sua, ac parentum et benefactorum suorum, sicut in eadem ecclesia pro defunctis archiepiscopis est fieri consuetum; et ad distribuendum in missis predictis dedit VIII libras parisienses annui et perpetui redditus, quas de suo proprio adquisivit, videlicet C solidos parisienses, quos dominus Andreas de Jarnicourt miles jure hereditario percipiebat super vicecomitatu remensi, et LX solidos remenses quos Stephanus de Chavourges armiger, et domicella Aelidis de Sapigneux ejus uxor, percipiebat super terram archiepiscopi remensis apud Cormissiacum, quarum acquisitionum litteras tradidit capitulo remensis ecclesie ad perpetuam rei memoriam; et ordinavit quod predicte VIII libre manualiter distribuentur. Acta sunt hec anno 1412, mense decembri, et statim post festum Nativitatis Domini idem reverendissimus dominus pater arripuit iter Romam, vocatus per dominum papam Johannem XXIII, ad statum cardinalis, jam est annus et ultra. Et eodem modo fuit Guillelmus Filiastri cenomanensis diocesis, decanus ecclesie remensis, factus cardinalis, qui acceptavit et realiter est in Roma; et istorum dominorum, archiepiscopi et decani, tempore, fuit edificata libraria ubi nunc est, de consensu capituli, quam dominus Guido de Roya, immediatus predecessor ejusdem domini Simonis, prius ordinaverat fieri in hospitio archiepiscopali, pro qua edificanda dederat CC scuta et plures libros suos, et aliquam materiam pro edificiis; sed dominus Simon predictus, ut libraria magis multiplicaretur, et libri tutius custodirentur, et usus predicte librarie esset magis publicus et communis, cum capitulo concordavit quod fieret ubi nunc est; in qua jam domini de capitulo libros suos posuerunt valde plures, et singulares canonici, et sic per Dei gratiam crescet et augmentabitur in futurum; et dominus Simon prefatus pro edificio dedit de suo C scuta, et materias pro edificio usque ad valorem aliorum C scutorum, et fecit scribi Bartholum super Digestum vetus et novum in V voluminibus, et poni in libraria predicta; capitulum vero alios sumptus pro edificio necessarios fecit.

« Et fuit idem dominus archiepiscopus motus ad faciendum fieri servitium suum predictum in crastinum Conceptionis B. Marie, quia magister Guillelmus de Cramando olim tempore Innocentii IV, jam sunt fere CC anni, de hospitio et genere predicti domini archiepiscopi oriundus, dedit de suo ut festum Conceptionis in ecclesia remensi solemnizaretur, sicut scriptum invenitur in martyrologio ecclesie; quam fundationem, et solemnitatem B. Martialis, etiam per predictum magistrum Guillelmum fundatam, idem archiepiscopus, Domino adjuvante, augmentare intendit.] »

indecorum et periculosum, verum eciam multipliciter dampnosum; nos igitur volentes hujusmodi periculis providere, ut domus nostre

tiaux, et ont part au billet à porportion de leurs assistances personnelles avec les trois mois de grâces s'ils sont dans le cas de les avoir, et les excuses par conclusions s'il y en a en leur faveur. »

[§. IX.] *Observations sur la manière de faire le billet des grains.*

« Pour faire les billets des grains, il faut examiner l'état des grains donné par le receveur des grains, lequel état doit contenir les différentes espèces des grains, leur quantité, et les lieux sur lesquels ces grains sont assignez, en marquant si ce sont des dixmes, préciputs, ou pensions de censes.

« Sur le froment on prend d'abord 240 ou 250 septiers, plus ou moins, pour fournir au boulanger du chapitre pour la confection des pains qui se donnent aux vicaires, enfans de chœur et autres, et cette quantité est déterminée par les examinateurs des points, par raport à la quantité des pains que le boulanger doit fournir pendant l'année, et au nombre de livres de pain qu'il doit rendre de chaque septier de froment, suivant son adjudication.

« Après cette distraction, il faut voir ce qui reste de froment, à quelle quantité monte le seigle et l'avoine, voir combien il faut faire des billets plains, y compris les partiaux, dont on fait de plusieurs ensemble par fraction des billets plains, et partager les trois espèces de grains, de manière que s'il est possible, le total de chaque espèce soit entièrement partagé entre tous ceux qui ont des billets plains et les partiaux, et qu'il en reste peu à l'office.

« Quand cette supputation est faite, on partage les grains en autant de portions qu'il y a de billets plains, y compris les partiaux. On commence par le partage des froments, ensuitte on distribue le seigle, et enfin on partage l'avoine.

« Quoyque dans le compte de la recette des grains, on garde encore la distinction des recettes [*sic*, lieux ?] d'où les grains ont été tirez, lorsque l'on a formé la recette des grains, il n'est pas cependant nécessaire d'avoir égard à cette distinction lorsque l'on fait la parti[ti]on et distribution des grains pour la confection des billets.

« On doit avoir attention que les billets ne soient pas composez de plusieurs articles d'une même espèce de grains, autant que faire se peut, et que les différentes espèces de grains soient partagées de manière que, comme les billets sont toujours égaux en quantité, ils soient aussy semblables pour la qualité des grains, en donnant par exemple du meilleur seigle avec du moindre froment, et partie d'avoine noire avec de l'avoine blanche.

« Quand il reste deux, ou trois, ou quatre septiers d'une cense, d'un préciput, ou d'une dixme, il faut que cette quantité revienne à l'office, si ce n'est que cette petitte quantité soit nécessaire pour rendre un billet complet.

« Il faut avoir égard à faciliter aux fermiers la livraison de leurs redevances, par raport aux voyages et aux voitures.

« Quand tous les billets pleins sont faits, on fait les partiaux, en donnant à chacun, de chaque espèce de grains, ce qui luy appartient pour chaque jour d'assistance, et en marquant les mois, les semaines et les jours.

« A mesure que l'on fait les billets, le greffier en fait un état, en marquant par exemple sur la cense de Fleury-sur-Aisne raportant 73 septiers de froment, six billets, chacun de 12 septiers, montant à 72 septiers, et revient un septier à l'office, et à chacun de ces six billets qu'il marque 1, 2, 3, 4, 5, 6, si ce sont les six premiers billets de l'etat, ou par six autres nombres qui suivent immédiatement le précédent, il ajoute le seigle et l'avoine qui ont esté destinez pour être joints au froment de cette cense, en expliquant le nombre des septiers et quartels, ou autres moindres mesures, les lieux d'où l'on doit les livrer, et s'ils proviennent de cense, de dixmes, ou de préciput.

« Après que les billets pleins sont écrits sur cet état, le greffier écrit les billets partiaux,

predicta in melius reformentur, et per canonicos ecclesie prelibate decencius inhabitentur, presenti scripto statuimus et ordinamus,

mettant à chaque billet partial le nom du chanoine auquel il appartient. Il donne une copie de cet état signée de luy au receveur des grains, et sur l'original qui luy reste en mains, et qui est signé de tous ceux qui assistent aux points, il expédie tous les billets, tant pleins que partiaux..... »

[§. X.] *De la distribution des billets.*

« Le vendredy de la semaine des points, si le greffier a copié tous les billets, on le lundy suivant, on tire au sort tous les billets pleins. Pour cet effet le greffier apporte au chapitre l'état de la confection des billets, tous les billets, et les noms de tous les chanoines qui ont gagné le billet plein, écrits sur de différens morceaux de papier bien roulez et fermez de la même manière; et lorsque touttes les affaires du chapitre sont expédiées, celuy qui préside au chapitre fait entrer le dormentier dans le chapitre, et le greffier ayant rangé et compté tous les petits billets qui contiennent les noms des chanoines, les met dans un bonnet, et après que le dormentier les a suffisamment remuez et meslez, le greffier lit tout haut le premier article de l'état général de tous les billets. Par exemple, sur la cense de Fleury-sur-Aisne raportant 73 septiers de froment seront pris six billets, et il revient un septier à l'office. Aussitôt le dormentier tire un billet de ceux qui sont dans le bonnet, et l'ayant ouvert il dit tout haut le nom de celuy qui se trouve écrit dans ledit billet, par exemple *J. Barrois*, et le receveur de la sénéchaussée et des heures, qui est au bureau, ayant reconnu que le nom est écrit dans ledit billet, comme le dormentier l'a prononcé, écrit au bas du premier billet des grains *J. Barrois*, et le donne à celui auquel il est échu, tandis que le greffier de son côté écrit sur son état, à côté du premier billet, le nom de celuy auquel il est échu. Ensuitte le dormentier tire un autre billet, et ainsy en continuant jusqu'au dernier billet, le receveur de la sénéchaussée et des heures, et le greffier continuant de même d'écrire jusqu'à la fin.

[§. XI.] *De la manière de compter les assistances à touttes les heures de l'office divin.*

« On gagne dix deniers chaque fois que l'on assiste à matinnes avec les laudes, à la messe canoniale, et à vespres : et deux deniers chaque fois que l'on assiste à une des petites heures qui sont prime, tierce, sextes, nones et complies, excepté les lundys, mercredys et vendredys, auxquels jours on ne gagne rien à prime et à tierce, parce que ces jours-là, on tient ordinairement le chapitre. Ainsy il y a par semaine vingt-une grandes heures, dont l'assistance produit dix-sept sols six deniers, et vingt-neuf petites qui produisent quatre sols dix deniers.

« L'assistance à touttes les grandes heures, y compris même la semaine des points et les trois derniers jours de la Semaine-Sainte, auxquels on ne pique point, produit 45 ₶ 10 s.; et de même l'assistance à touttes les petittes heures de l'année, excepté prime et tierce des lundys, mercredys et vendredys, produit 12 ₶ 11 s. 4 d. Ce qui fait pour l'assistance à touttes les heures, tant grandes que petites, pendant les 52 semaines dont l'année est composée, 58 ₶ 1 s. 4 d.

« On gagne cette somme de 58 ₶ 1 s. 4 d. pour le tout, ou en partie, à proportion des assistances aux grandes et petites heures, ou par excuses, ou en vertu des grâces ordinaires. Ces grâces ordinaires, qui sont de trois mois, sont fixées à la somme de 15 ₶ que l'on ajoute au produit des assistances personnelles, et aux excuses accordées par le chapitre, lorsqu'il y en a. Mais ces grâces ne s'accordent qu'à ceux qui ont assisté personnellement, la plus grande partie de l'année au moins, à une des trois grandes heures en la manière raportée cy-devant.

« Pour faciliter le calcul des points ou assistances, on compte différament les assistances de ceux qui ont beaucoup gagné ou

quod quilibet canonicus ad prebendam ecclesie remensis jam receptus, vel in posterum recipiendus, qui personalem residenciam fecerit in eadem per tres menses in anno, simul vel successive, et fructus prebende sue lucrabitur, ut prefertur, secundum ordinem sue receptio-

assisté aux grandes heures, et de ceux qui y ont peu assisté.

« A l'égard de ceux qui ont peu assisté, on compte leurs assistances personnelles; on ajoute ensuitte 17 s. 6d. pour la semaine des points, s'ils sont encore chanoines, et 7s. 6d. pour les trois derniers jours de la Semaine-Sainte, s'ils étoient alors chanoines, et les conclusions d'excuses s'il y en a; et du tout on en fait une somme totale, qui est celle qui leur appartient pour les heures. A l'égard de ceux qui ont beaucoup assisté, on compte seulement leurs absences des grandes heures, et on diminue la somme à laquelle ont monté ces absences, sur la somme de 45 lb 10 s...... Après cette déduction faite, ce qui reste de cette somme de 45 lb. 10 s. est la somme qui leur est due pour leurs assistances personnelles aux grandes heures; par exemple un chanoine a perdu 100 grandes heures qui valent 4 lb. 3 s. 4 d., on déduit cette somme sur celle de 45 lb 10 s.; ainsy il reste la somme de 41 lb 6 s. 8 d. qui est celle qui lui est due, et qu'il a gagné pour ses assistances aux grandes heures. On n'ajoute rien pour la semaine des points, ny pour les trois derniers jours de la Semaine-Sainte, parce que les assistances de cette semaine, et de ces trois jours, aux grandes heures, sont comprises dans ladite somme de 45 lb 10 s.; au contraire il faut la déduire à l'égard de ceux qui ne sont plus chanoines sur ladite somme de 45 lb 10 s.

« Pour ce qui est des petites heures, comme on en perd ordinairement plus que l'on n'en gagne, on compte égallement à l'égard de tous les chanoines leurs assistances personnelles, à raison de deux deniers pour chaque petite heure, et on ajoute à la somme 4 s. 10 d. pour les petites heures de la semaine des points, et ces deux sommes ensemble font celle qui est due pour les assistances aux petites heures. Par exemple un chanoine a gagné 600 petites heures qui valent cent sols, on ajoute à cette somme celle de 4 s. 10 d. pour la semaine des points, ce qui fait en tout 5 lb 4 s. 10 d., qui est la somme due pour les petites heures. Ce n'est point la coutume de rien ajouter pour les petites heures des trois derniers jours de la Semaine-Sainte, qui monteroient à 2 s. 6 d.

« Après le calcul ainsy fait des assistances aux grandes et petites heures, on ajoute la somme de 15 lb à ceux qui ont les grâces, et ensuitte les excuses accordées par conclusions, sy aucunes il y a....

« Pour les chanoines qui sont entièrement pleins aux heures, on ne met qu'un seul article qui est de 58 lb 1 s. 4 d. Et d'autant que de la somme de 58 lb 1 s. 4 d., à laquelle monte tout le produit des heures pour chaque chanoine qui est plain aux heures, le receveur a distribué d'avance 50 lb en plusieurs fois, suivant les rolles qu'il a fait luy-même, et qu'il a présenté dans l'avant-dernier chapitre pour être signez par ceux qui le déservoient (?), ledit receveur fait un rolle de 8 lb. 1 s. 4d. qui s'apelle ordinairement *Parpaye*, comme qui diroit le parachèvement de paye, et ceux qui ne sont point pleins aux heures, ne sont point compris dans ce rolle, ou n'y sont compris que comme partiaux..... Ainsy le receveur des heures doit avoir une grande attention pour régler tous ses rolles particuliers sur l'état général, ou roollé des heures, qui est fait aux points, parce que c'est sur l'arresté de ce rolle, ou état général des points, que l'on se règle, lorsqu'il rend et que l'on examine son compte. Il doit avoir la même attention pour les rolles du pain de chapitre, qui se paye d'avance en quatre fois, et se faire raporter par ceux qui, ayant signé sur les rolles au chapitre, auroient receus d'avance plus que la somme pour laquelle ils seroient compris sur l'état général, ou rolle des heures, ou qui leur ap-

nis, aut fructuum hujusmodi lucrationis, unam ex premissis domibus nostris pro nunc vacantibus, vel de cetero vacaturis, juxta ordina-

partiendroit sur la somme de 40 lb. pour le pain, autrement le trop payé seroit à sa perte.

[§. XII.] *De la fondation de monseigneur le cardinal de Loraine.*

« Pour gagner la fondation de monseigneur le cardinal de Loraine, qui est de 64 lb par an, il faut assister tous les jours de l'année au moins à une des trois grandes heures, et encore aux stations qui se font après vespres tous les dimanches de l'Avent, le jour de la Circoncision, le jour de l'Epiphanie, les dimanches depuis Noël jusqu'à la Purification, et les jours de l'Invention et l'Exaltation de Sainte Croix.

« On perd trois sols six deniers pour chaque fois que l'on manque d'assister à une des trois grandes heures, et encore chaque fois que l'on manque d'assister aux stations marquées dans l'article précédent, lorsqu'on n'est point maladé, ny excusé par le chapitre.

« Les absences des stations cy-dessus raportées ne peuvent se réparer ny suppléer par aucune assistance. Ainsy un chanoine qui a manqué d'assister à une de ces stations, est nécessairement partial de 3s. 6d. pour cette absence ; mais les absences de l'office divin peuvent être suppléez jusqu'au nombre de 60 jours, en assistant aux six autres fondations de monseigneur le cardinal de Loraine en la manière suivante :

« Un chanoine majeur ou mineur, qui assiste aux vigilles de l'obit de Mr le cardinal, gagne cinq jours pour suppléer à cinq jours d'absence de l'office divin, et cinq jours en assistant à la messe dudit obit. Il en gagne autant en assistant aux vigilles et à la messe de l'obit de Mr François de Guise. Il gagne dix jours en assistant à la station de Noël, dix jours en assistant à la station le jour de la Purification, dix jours en assistant à la procession qui se fait le jeudy saint après Ténèbres ; et dix jours en assistant à la procession qui se fait le jour de Pasques, avant les matines.

« Il n'y a point de rétribution attachée pour assister à ces six derniers jours de fondation. Ainsy un chanoine pouroit être plein à la fondation, quand il n'auroit assisté à aucune des six dernières fondations ; mais en ce cas il faudroit qu'il eût assisté tous les jours à une des trois grandes heures sans exception, et encore aux fondations mentionnées au premier article.

« Les vicaires, chapelains, et habituez, gagnent un sol en assistant à chacunne des fondations de Mr le cardinal de Loraine, et l'on examine et arrête aux points, le rolle du ponctuateur à leur égard.

[§. XIII.] *Des Maireaux.*

« Pour gagner la rétribution des Maireaux, qui est de douze deniers pour chacun, il faut assister les dimanches à la procession et à l'aspersion qui s'y fait de l'eau bénite ; à la messe de *Beata* qui se dit le samedy à la nef ; à la messe du Saint-Sacrement qui se dit un jeudy de chaque mois; à l'antienne *Responsum* qui se dit le jour de la Purification à Complies ; à l'antienne *Christus resurgens* qui se dit le lendemain de Pasques après vespres, en rentrant au chœur : à l'antienne *Apertum est* qui se dit le jour de la Nativité de saint Jean-Baptiste, à *Benedictus ;* à l'antienne *Zachée* qui se chante après *Magnificat* le jour de la dédicace ; et à l'antienne *O oriens* qui se chante à vespres le 20 décembre.

« Il y a chaque semaine un rolle pour les Maireaux, dont le nombre n'est pas toujours égal par rapport à la messe de *Beata* qui se dit quelquefois basse ; et ce sont les sénéchaux qui examinent ces rolles, et les arrestent. »

[§. XIV.] *Des distributions manuelles.*

« Pour gagner les distributions manuelles, il faut assister aux heures et aux offices pour lesquels ces distributions sont affectées, ou être excusé par le chapitre, qui n'excuse que les sénéchaux, agens administrateurs de l'Hôtel-Dieu, maîtres des ouvrages, et receveurs, excepté celuy de la prébende des en-

tionem super vendicione dictarum domorum alias factam, recipere teneatur, et ad hoc per substractionem omnium et singulorum fruc-

fans de chœur, les malades, ceux qui sont occupez aux affaires du chapitre ou de la fabrique, et ceux qui sont pourvus des deux prébendes *de comitatu*; les officiers, agehs, et pourvus des prébendes *de comitatu*, sont piquez par le receveur. Mais les malades et ceux qui ont été occupez aux affaires du chapitre dans des cas particuliers, et les administrateurs de l'hôpital général, sont excusez par le chapitre. Cette excuse se fait sur les rolles, parce qu'ils ne sont pas examinez à la fin de l'année, et que ces distributions sont réputées être données sur-le-champ en argent sec et monnoyé.

« Ceux qui disent la messe pendant les parties de l'office divin auxquelles il y a distributions manuelles, sont réputés présens au chœur, et sont picquez par le receveur qui fait la distribution. Il en est de même des chanoines qui vont à Saint-Remy, à Saint-Nicaise, ou à Saint-Denis pour assister aux services qui se disent pour les religieux qui sont décédez.

« Les examinateurs des points n'examinent pas les rolles des distributions manuelles, mais les receveurs font eux-mêmes chacun un état ou roolle dans lequel ils marquent seulement les chanoines qui ne reçoivent pas journellement les distributions manuelles, pour les recevoir touttes ensemble à la fin de l'année, et la somme à laquelle montent touttes les distributions manuelles qu'ils ont gagnez, sauf à chaque chanoine, s'il le juge à propos, d'examiner avec les receveurs les différens rolles des distributions.

[§. XV.] *Des Vigilles.*

« Pour gagner la rétribution des vigilles qui est de quinze deniers pour chaque fois, soit qu'il y ait distribution manuelle, ou qu'il n'y en ay pas, il suffit d'assister à la messe de l'obit, ou aux vigilles.

« Quand il y a des obits les jours de chapitre, ceux qui assistent au chapitre sont réputez présens au chœur, et doivent être piquez par le ponctuateur, qui doit pour cet effet se trouver à l'entrée du chapitre, pour voir ceux qui y sont, après qu'il a piqué ceux qui sont présens au chœur.

« Il arrive quelques fois que les vigilles qui sont marquées, ne se chantent point, et se disent à voix basse par le sousemarlier en son particulier, à cause des prières publiques que l'on fait pour la nécessité du temps ou pour d'autres raisons imprévenes; en ce cas ceux qui assistent à vespres sont piquez pour les vigilles.

« Il arrive aussy quelques fois que la messe de l'obit se dit basse, à cause de la messe pour le Roy, de la messe du Saint-Sacrement, ou d'une messe pour un chanoine de la province; et en ce cas ceux qui assistent à la messe qui se chante au lieu de celle de l'obit, ou au chapitre s'il est assemblé, sont aussy piquez pour l'obit.

« Lorsque l'on examine les points, on donne ordinairement huit vigilles de grâces à ceux qui sont pleins aux heures, et six seulement à ceux qui n'étant pas pleins aux heures, ny à la fondation, ont gagné 80 vigilles par assistances.

« Le nombre des vigilles ou obits* est de cent par an, dont la rétribution est de 6 lb 5 s. Les vigilles qui se chantent le lundy et mardy de la Semaine-Sainte, ne font point partie de ce nombre, et on ne gagne rien en y assistant.

[§. XVI.] *Des Bois, et de la manière de les gagner.*

« Pour gagner les bois il faut être au moins sondiacre, avoir assisté personnellement estant majeur aux vigilles, ou à la messe de 32 obits, et encore tous les jours pendant vingt-huit semaines, dans le cours de l'année

* Dans un recueil de conclusions du chapitre, que renferme le portefeuille XX, il s'en trouve une du 19 août 1546, par laquelle le nombre des obits, qui était de 150, se trouve réduit à 100. Ce dernier nombre est cependant celui qu'indique également la plus ancienne des tablettes conservées dans les ar-

tuum et emolumentorum prebende sue, si hoc facere recusaverit, compellatur. Et quia grave est, prout per rerum experienciam didi-

canonialle, à une des trois grandes heures, et demeurer chanoine jusqu'au premier jour d'octobre de l'année suivante inclusivement; et si un chanoine mineur étoit fait soudiacre dans un temps de l'année canonialle, qu'il ne pût assister à 32 obits, parce qu'il n'y en auroit pas un si grand nombre à chanter depuis son ordination jusqu'à la fin de l'année canonjale, et pendant 28 semaines tous les jours à une des trois grandes heures, il n'au-

chives du chapitre; mais cette tablette a été remaniée postérieurement à la date qu'elle porte, comme il sera facile de le voir en la parcourant:

Catalogus missarum et obituum que a subhebdomadario ad majus altare, vel [ad altare?] S. Crucis, celebrantur, extractus ex tabella confecta anno 1583 [postea vero aucta et emendata?].

JANUARIUS HABET DIES XXXI.

I. Missa pro Odone, presbytero.

II. Missa pro Odone rege, Gerardo, Goberto et Joanne subdiacono.

III. Missa pro benefactoribus.

IV. Missa pro Godefrido scolastico et Guidone Gontier, presbyteris canonicis.

V. Missa pro benefactoribus.

VI. Missa pro Nicolao de Pongiaco, canonico presbytero.

VII. Missa pro Anselmo de Toroje, canonico subdiacono.

VIII. Obitus Joannis le Blanc, Guillelmi Lescot et Philippi Rabillon, canonicorum presbyterorum. Unicuique, X asses.

IX. Missa pro Milone de Lagerio diacono, et Petro de Fimeis.

X. Missa pro Guillelmo de Nivernis, subdiacono.

XI. Missa pro Rodoardo et Roberto de Silice, canonicis presbyteris.

XII. Missa pro Nicolao de Harmondivilla, diacono.

XIII. Missa pro Harderico, diacono.

XIV. Missa pro benefactoribus.

XV. Obitus Caroli regis, et omnium benefactorum hujus mensis. IX lection.... Unicuique, X asses.

XVI. Missa pro Gregorio canonico, et Richero milite, et Goberto Petit, canonico presbytero.

XVII. Obitus Rainaldi archiepiscopi, et Theobaldi episcopi.

XVIII. Obitus Bosonis archidiaconi, et Alberici, canonicorum presbyterorum.

XIX. Obitus Gregorii, Remigii de S. Hilario, et Francisci Colsonet.

XX. Missa pro Petro de Bavais, episcopo bajocensi.

XXI. Missa pro Arderico et Hermerico, diaconis.

XXII. Obitus Adalberonis et Rainaldi, archiepiscoporum remensium.... Intus.

XXIII. Missa pro Bernardo, diacono.

XXIV. Obitus Hugonis decani, Guidonis de Villamaris scholastici et Galteri, canonicorum presbyterorum.

XXV. Missa pro Galtero de Munstreolo, presbytero.

XXVI. Missa pro Milone subdiacono, et Nicolao de Ponte, laico.

XXVII. Missa pro Henrico de Domparia, Odalrico et Bleando, presbyteris.

XXVIII. Missa pro Jo. de A[t]rio, et Alberico de Altovillari, scholastico, et Natali Honorat, canonico presbytero.

XXIX. Missa pro Fulcone et Herveo, capellanis presbyteris.

XXX. Missa pro benefactoribus.

XXXI. Missa pro Rodolpho, Gilberto de Trefoliis et Joanne de Rumigny, presbyteris.

FEBRUARIUS HABET DIES XXVIII.

I. Obitus Caroli regis, et benefactorum hujus mensis. IX lection.... Unicuique, X asses.

II. Missa pro Nicolao de Sparnaco, diacono.

III. Missa pro Haymaldo de Prouilly, presbytero.

IV. Obitus Guidonis de Calaio, Gaufredi Tartier, scolastici, et Maceli Belangier, presbyterorum.

V. Missa pro Adam, Petro de Monte Tremulo, Galtero de Senonis et Radulpho Jacqueleto, presbyteris.

VI. Missa pro Fulcone de S. Remigio, presbytero, et Radulpho comite.

VII. Missa pro Michaele de Vezelaio, presbytero.

VIII. Obitus Hugonis de Juliaco, decani, et Joannis Carreti, presbyterorum.

IX. Missa pro benefactoribus.

X. Missa pro Hugone Priore, diacono.

cimus, maxime novis canonicis, totum precium domus empte statim ab inicio, sicuti est in vendicionibus domorum hactenus observatum,

roit pas les bois. Il en seroit de même d'un chanoine majeur nouvellement reçu, qui ne pourroit assister à 32 obits, et pendant 28 semaines, et d'un chanoine qui ayant assisté quitteroit sa prébende, ou décéderoit avant le premier octobre.

L'assistance aux vigilles qui se chantent le lundy ou le mardy de la Semaine-Sainte, ne peut pas servir pour faire partie des trente-deux obits auxquels il faut assister pour gaguer les bois.

« Cette assistance personnelle à 32 obits, et

XI. Missa pro Petro Hispano, et Erardo domino de Nantolio, milite.

XII. Missa pro Laurentio de Balicurte, subdiacono.

XIII. Missa pro benefactoribus.

XIV. Obitus Guillelmi Parent, presbyteri decani. Unicuique, x asses.

XV. Obitus Thome de Belomeso, archiepiscopi remensis.

XVI. Missa pro Odone de Senonis, et Jo. de Schehery.

XVII. Missa pro Isabella de Proua, vicedomina catalaunensi.

XVIII. Obitus Petri Charlet, cantoris, et Nicolai de Ruminiaco.

XIX. Missa pro Poncardo et Theobaldo Govino, diaconis.

XX. Obitus Hugonis de Arceio, archiepiscopi remensis. Latus. Unicuique..., XVII s. VI d.

XXI. Missa pro Jo. de Bria, diacono.

XXII. Missa pro Hugone de Nantolio, presbytero, et Clemente subdiacono.

XXIII. Obitus Radulphi de Telines, et Balduini prepositi.

XXIV. Obitus Francisci a Lotharingia, ducis Guisie. IX lect.

XXV. Missa pro Bonardo, presbytero.

XXVI. Missa pro Roberto diacono, et Galtero subdiacono.

XXVII. Missa pro Odone Rufo et Joanne Symonis, presbyteris.

XXVIII. Obitus Jo. Regis, et Mathei thesaurarii.

Obitus Pinteau ... Unicuique x asses.

MARTIUS HABET DIES XXXI.

I. Obitus Caroli regis, et omnium benefactorum hujus mensis. IX lect. Unicuique, x asses.

II. Missa pro Roberto succentore, diacono.

III. Obitus Hugonis de Harcy et Petri Sanglerii, presbyterorum.

IV. Missa pro Rodulpho et Petro Heremita, canonicis.

V. Obitus Roberti de Courtenay, archiepiscopi remensis. Latus.

VI. Obitus Petri de Baugis, Hugonis de Lagerico et Drogonis de Altovillari scholastici, et Caroli Richard, canonicorum.

VII. Missa pro Matilde, comitissa Flandrie.

VIII. Obitus Rodulphi, Anselmi carnotensis et Joannis belloyacensis, canonicorum.

IX. Missa pro Adam de Celliaco, presbytero, et Theobaldo Boschet, subdiacono.

X. Missa pro Richero, et uxore ejus.

XI. Missa pro Rainaldo, presbytero.

XII. Missa pro Heschelmo de Castro, Odone comite, et Goudraga, laica.

XIII. Obitus Jo. Regis, et Jo. Doubleau, thesaurarii. Cuilibet, XXV [s.]

XIV. Missa pro Ussambardo, subdiacono.

XV. Missa pro Adella blesensi, Blanca trecensi, et Jolanda Brhane, comitissis, et Aelina, domicella.

XVI. Missa pro Petro Beiron, et Joanne de Luna, canonicis.

XVII. Missa pro Guillelmo Radicis, Hugone archidiacono, et Stephano de Porta.

XVIII. Missa pro Ludovico de Vienne, presbytero canonico. Unicuique ... XV s.

XIX. Missa pro benefactoribus.

XX. Missa pro Petro de Lageriis, decano, Stephano et Huberto de Julinco, canonicis.

XXI. Missa pro Renaldo capellano, et Laurentio ipsius nepote.

XXII. Obitus Roberti de Nantolio, episcopi belloyacensis.

XXIII. Obitus Constantii decani, ad Templum, Gerardi et Oudardi Flamain, canonicorum. Unicuique, x asses.

XXIV. Missa pro Jo. Netelet, Clarembaudo et Petro de Sauria, canonicis presbyteris.

XXV. Missa pro Rogerio de Porta, et Adamo de Carnoto, presbyteris.

supra natam vel buffetum in capitulo solvere, statuimus quod si quis canonicus, vigore hujus statuti in posterum domum recipere compel-

à une des trois grandes heures pendant 28 semaines, est de même nature que celle qui est nécessaire pour être réputé avoir assisté pendant la plus grande partie de l'année, et pour jouir des trois mois de grâces; et elle reçoit les mêmes explications et exceptions qui sont cy-devant raportées en parlant de grâces.

[§. XVII.] *De ce qu'il faut faire pour gagner les vingt livres du premier jour d'avril.*

« Pour gagner la somme de vingt livres qui se distribue le premier jour d'avril, il faut assister ce premier jour, quand même il arriverait l'un des trois derniers jours de

XXVI. Missa pro Roberto de Courtenaio, Hugone de Burgundia, et Stephano de Prunis, archidiacono.

XXVII. Missa pro Adamo de Torota, scholastico, et Jo. de Porta Claustri.

XXVIII. Missa pro Amphredo, et Jo. de Villa Gardana.

XXIX. Missa pro Reginaldo Piort, presbytero.

XXX. Missa pro Jacobo Ferront, et Jo. de Danternay, presbyteris.

XXXI. Obitus Jo. Regis, et Reginaldi de Ludia, militis.

APRILIS HABET DIES XXX.

I. Obitus Caroli regis, et omnium benefactorum hujus mensis. IX lect. Unicuique, X asses.

II. Missa pro Balduino succentore, Jo. Poussin, Guillelmo de Memonte, et Guidone de Nouailes, canonicis.

III. Missa pro benefactoribus.

IV. Missa pro Colardo Raimondo, et Martino Bertelot, presbyteris.

V. Missa pro Jacobo de Maceriis, diacono, et Guarino, subdiacono.

VI. Obitus Guidonis suessionensis, Nicolai meldensis, Bozonis cathalaunensis, Henrici aurelianensis, Roberti atrebatensis et Odonis bajocensis, episcoporum.

VII. Missa pro Petro Barba, presbytero.

VIII. Obitus Jo. Priouleti, et Leonardi de Gravelia, presbyterorum.

IX. Missa pro benefactoribus.

X. Missa pro Oliverio Bertandro, presbytero, et Evrardo diacono.

XI. Missa pro Nicolao de S. Remigio, presbytero, Segardo subdiacono, et Jo. La Pautre.

XII. Missa pro Jo. Raimondo, presbytero.

XIII. Missa pro Helvino, Roberto et Mauritio, canonicis.

XIV. Missa pro Helberto et Rogero de Porta Carceris, presbyteris.

XV. Obitus Jo. Pastoureau, alias Regis, Roberti Cainet, et Simonis de Polliaco, presbyterorum.

XVI. Missa pro Garino, Jo. de Blesis, Balduino Carcenel et Constantio de Provasio.

XVII. Obitus Jo. Doyen, et Roberti de Loriaco. Unicuique... X asses.

XVIII. Missa pro Guillelmo de Sarcelles.

XIX. Missa pro Odone de Calmisiaco, et Thoma subdiacono.

XX. Obitus Petri Gilbault, Simonis de Bourich, vicedominorum, et Alani de Rosseio.

XXI. Missa pro Guichardo Doguin, et Gerardo de Bergincia, presbyteris.

XXII. Obitus Guillelmi de Neelpha, et Pontii Morel, presbyterorum.

XXIII. Missa pro Roberto Teutonico, Rainaldo et Renoldo, canonicis.

XXIV. Missa pro Huberto [de?] Juilly, decano, et Gerardo Le Caron.

XXV. Missa pro Vuiburge de Rosseio [*sic*, Ruffeio?]

XXVI. Missa pro Ebalo de Rousseio, et Petro de Monte Tremulo.

XXVII. Missa pro Jo. Normanno, decano, Jo. Gilbault, Simone de Ludia et Jo. de Ascenio.

XXVIII. Missa pro Gerardo presbytero, Simone de Vernolaico, decano, et Galero subdiacono.

XXIX. Missa pro Guillelmo de Brayo, cardinali et archidiacono remensi.

XXX. Obitus Jo. Regis, Jo. de Vailliaco, prepositi, et Petri canonici.

MAIUS HABET DIES XXXI.

I. Missa pro Pagano de Gravelia, presbytero.

II. Obitus Caroli regis, et omnium benefactorum hujus mensis. IX lect. Unicuique, X asses.

III. Missa pro Hugone de Monte Mirabili, presbytero.

IV. Missa pro Petro de Classiaco, diacono, et Gerardo de Bourgeriis, canonicis.

latur, et ad solvendum ilico supra natam totum dicte domus precium se alleget impotentem, et hoc bona fide et consciencia firmaverit, ad

la Semaine-Sainte à l'une des trois grandes heures, ou avoir auparavant le premier jour d'avril esté excusé et dispensé de cette assistance par le chapitre, qui n'accorde cette dispense ou excuse qu'à ceux qui la demandent en personne, ou par écrit. Il faut encore assister à l'une des trois grandes heures pendant la plus grande partie du temps, qui est entre le premier jour d'avril et le premier jour du mois de novembre suivant, laquelle

v. Obitus Thome de Sarnaco, Blihardi, Helvini, Raphaelis de Pecora, Nicolai et Roberti de Turribus, canonicorum.

vi. Missa pro Jo. duce brabantio, Odone de Bergondia, et Sibilla ejus uxore.

vii. Obitus Roberti de Nantolio belvacensis, Thome virdunensis, episcoporum, et Ottoboni cardinalis, archidiaconi remensis.

viii. Missa pro Petro de Sella, Jo. Burgensi et Renero de Viterhio, canonicis.

ix. Missa pro Alexandro et Renauldo Panier, canonicis.

x. Obitus Petri de Trecis, decani, et Hugonis de Amolio, diaconi.

xi. Obitus Ebali, archiepiscopi remensis. Intus.

xii. Missa pro Alberto et Guillelmo de Courtois, presbyteris.

xiii. Missa pro Simone de Hermando, et Guillelmo de Baserna, cantore.

xiv. Missa pro Ragenero, preposito.

xv. Missa pro benefactoribus.

xvi. Missa pro benefactoribus.

xvii. Obitus Nicolai de Ferrariis, decani, et Jo. Colomio.

xviii. Missa pro Guidone, lingonensi episcopo.

xix. Missa pro Richardo, cantore.

xx. Obitus Petri Gilbault, vicedomini, et Pauli Grand Raoul, scholastici. Unicuique, x asses.

xxi. Missa pro Gerardo Bordon, presbytero.

xxii. Missa pro Guidone, cathalaunensi episcopo, et Guillelmo Radicis.

xxiii. Missa pro Richardo, cardinali, et Gaufredo de Templo, canonicis.

xxiv. Missa pro benefactoribus.

xxv. Missa pro Robardo de Bertha, laico.

xxvi. Obitus Ferici Casinel, archiepiscopi remensis, et Ade, silvanectensis episcopi.

xxvii. Missa pro Vuiberto cantore, et Guillelmo de Valle Grignosa.

xxviii. Missa pro Herberto Nantiers.

xxix. Missa pro Stephano de Ameliis, canonico.

xxx. Missa pro Constantino Gencelino, et Hugone de Castelione, diacono.

xxxi. Obitus Jo. Regis, Alberti et Henrici, canonicorum.

JUNIUS HABET DIES XXX.

i. Obitus Caroli regis, et omnium benefactorum hujus mensis. ix lect. Unicuique, x asses.

ii. Missa pro Stephano de Loriaco, scholastico, et Jo. de Villari Sicco.

iii. Missa pro benefactoribus.

iv. Missa pro Philippo de Vidula, et Laurentio Grassin, canonicis.

v. Missa pro Reginaldo de Corborio [*sic*, Corbolio?], et Simone, episcopis parisiensibus.

vi. Obitus Claudii Dorigny, thesaurarii. Unicuique, x asses.

vii. Missa pro Simone acolyto.

viii. Obitus Guidonis de Roya, et Jo. de Vienna, archiepiscoporum remensium.

ix. Missa pro benefactoribus.

x. Missa pro Jo. capellano, Constantio canonico, Henrico et Oda, laicis.

xi. Missa pro Godefrido diacono, Vernifrido laico, et Philippo Roland, canonico diacono.

xii. Obitus Guillelmi Cauchon. Unicuique, x asses.

xiii. Missa pro benefactoribus.

xiv. Missa pro benefactoribus.

xv. Missa pro Radulpho de Rohais, et Jo. de Germania.

xvi. Missa pro benefactoribus.

xvii. Missa pro Adelardo, laico.

xviii. Missa pro benefactoribus.

xix. Missa pro Petro Serval, presbytero, canonico decano.

xx. Missa pro benefactoribus.

xxi. Missa pro Jo. de Courvilla.

xxii. Obitus Jacobi, cardinalis cajetani, Milonis succentoris, et Jo. de Metrellis, canonicorum.

xxiii. Missa pro Joanne de Perona, diacono.

xxiv. Missa pro Petro de Maceriis.

xxv. Missa pro Guillelmo de Catenaio, presbytero.

xxvi. Missa pro Milone de Lageriis, presbytero.

solvendum idem precium concedetur dilatio unius anni, ut videlicet infra dimidium annum, a die deliberationis ejusdem domus, mediam

plus grande partie consiste en 108 jours, ou avoir été excusé par le chapitre; et si un chanoine ayant receu cette somme de 20 lb, vient à décéder, ou quitter sa prébende, sans avoir satisfait à cette obligation d'assister à une des trois grandes heures pendant 108 jours, ce chanoine, ou ses héritiers, sont obligez de raporter cette somme de 20 lb, qui doit être diminuée sur la somme à laquelle le roolle du premier avril aura esté porté, et ce roolle, quoyqu'arrêté au chapitre au commencement du mois d'avril, peut en ce cas et doit être réformé au commencement du mois de novembre.

[§. XVIII.] *Des vins de Saint-Pierre.*

« Pour gagner la somme de 7 lb 10 s. sous le titre des vins de Saint-Pierre, il faut être constitué dans les ordres sacrez, et assister le 29 juin, jour de la fête de Saint-Pierre, à

xxvii. Obitus Jo. Regis, et Simonis de Cretis, presbyterorum.

xxviii. Missa pro benefactoribus.

xxix. Missa pro Amedeo, cardinali Salaciarum, et Odone de S. Theodorico, subdiacono.

xxx. Missa pro Christiano cantore, et Pipino laico.

Obitus Pineau. Unicuique, x asses.

JULIUS HABET DIES XXXI.

i. Obitus Caroli regis, et omnium benefactorum hujus mensis.... Unicuique, x asses.

ii. Missa pro Herveo de S. Ferreolo, presbytero.

iii. Missa pro Leone, diacono.

iv. Missa pro Joanne de Blesis, archidiacono.

v. Missa pro Guillelmo Auquetil, et Gerardo de Marle, diacono.

vi. Obitus dominorum Gervasii, et Henrici de Branna, archiepiscoporum remensium.... Intus.

vii. Missa pro Henrico de Remis, presbytero.

viii. Missa pro Hugone Berenger, panetario.

ix. Missa pro Richardo, laico.

x. Obitus Roberti de Nantolio belvacensis, Alnulphi ambianensis, et Odonis parisiensis, episcoporum.

xi. Missa pro Cecilia, laica.

xii. Missa pro Nicolao de Ferrariis, diacono, Juliano de Blessono, et Petro de Marolio.

xiii. Missa pro Gerardo de Alneto, presbytero.

xiv. Obitus generalis omnium archiepiscoporum et fratrum nostrorum, per hebdomadarium. ix lect. Unicuique, xxxv s.; unicuique vicario, v s.

xv. Missa pro Philippo rege, et Jo. Crea, canonico.

xvi. Obitus Jo. Juvenalis, et Jacobi Juvenalis de Ursinis, archiepiscoporum remensium. Intus. Dicitur ipsa die, nisi evenerit die dominica; et tunc anticipatur sabbato precedenti.

xvii. Obitus Haymonis Vacui, et Eustachii de Teo, canonicorum.

xviii. Obitus Jo. de Pillas, prepositi, Ja. de Marandes, Jo. Jeoffrin, et Jo. Jacques, canonicorum ... Unicuique, x asses.

xix. Missa pro Jo. de Porta Carceris, et Gervasio de R[o]ussacio, subdiaconis.

xx. Missa pro Jo. de Pennis, et Jo. de Burgo, canonicis.

xxi. Missa pro Thoma Boucher, presbytero canonico et preposito, et pro ejus parentibus, canonicis benefactoribus.

xxii. Missa pro Jo. Follet, presbytero canonico. Unicuique. .. x asses.

xxiii. Missa pro Drogone comite, et Gontello, laicis.

xxiv. Missa pro Petro Loret, capellano, et magistro Priore, canonico.

xxv. Missa pro Helena, laica.

xxvi. Missa pro Ludovico et Gerardo Gonies, diaconis.

xxvii. Missa pro Stephano de Novo Castello, diacono, et Adam, presbytero.

xxviii. Missa pro Henrico de Porta Suavi, et Jo. Boucher, canonicis presbyteris.

xxix. Obitus Jo. Regis, Jo. de Atrio, et Jacobi Brechier, presbyterorum.

xxx. Obitus Petri Remy, archidiaconi majoris, et Jo. Remy, ejus nepotis, canonicorum. Unicuique, x asses.

xxxi. Missa pro Roberto de Bussio, diacono.

AUGUSTUS HABET DIES XXXI.

i. Missa pro Raymondo de Castris, presbytero.

ii. Obitus Caroli regis, et omnium benefactorum hujus mensis. ix lect. Unicuique, x asses.

iii. Missa pro Roberto de Roya, diacono, et Jo. Cauchon, presbytero.

partem, et in fine ipsius anni aliam mediam partem, solvere teneatur; et ad hoc se obliget, dato eciam fidejussore, nostre ecclesie canonico

l'une des trois grandes heures de l'office divin, ou avoir été auparavant le 29e juin dispensé par le chapitre, qui n'accorde cette dispense qu'à ceux qui la demandent en personne, ou par écrit.

[§. XIX.] *Du tour des Messes, et de la Terre des Prestres.*

« Le pain du vidame, la Terre des prestres, et la rétribution attachée au tour des messes,

IV. Obitus Petri Josseteau, Egidii Grand Raoul, Jo. Doctrinelli, Jo. Douzaines, canonicorum. Unicuique.... x asses.

V. Missa pro Stephano Julliaco, presbytero.

VI. Missa pro Neapoleone, cardinali, et Nicolao de Susanna, diacono.

VII. Obitus Hugonis Cady, presbyteri canonici.

VIII. Missa pro Hugone de Pontiaco, et Jo. de Corneo, presbyteris.

IX. Missa pro Roberto et Gerardo, presbyteris.

X. Missa pro Petro Parvi, presbytero.

XI. Missa pro Odone, bajocensi episcopo.

XII. Missa pro Reginaldo du Mont, Jessonio de Perthis et Jo. Bouterelli, presbyteris.

XIII. Missa pro Gelone de S. Theoderico, et Jo. Vuarel, presbyteris.

XIV. Missa pro Stephano decano, et Godefrido de Plessecio, presbyteris,

XV. Missa pro Rodulpho, presbytero.

XVI. Missa pro Alberico, presbytero.

XVII. Missa pro benefactoribus.

XVIII. Missa pro Theobaldo presbytero, et Severino capellano.

XIX. Missa pro Rodulpho, decano.

XX. Missa pro Alberico, bituricensi archiepiscopo et canonico remensi, et Adelardo milite.

XXI. Missa pro benefactoribus.

XXII. Missa pro Adam, silvanectensi episcopo.

XXIII. Missa pro Odone de Virtuto, diacono.

XXIV. Missa pro Roberto de Vasseriis, presbytero.

XXV. Missa pro Stephano, presbytero.

XXVI. Missa pro Almerico presbytero, et Joanne Bachelier presbytero, vicedomino.

XXVII. Obitus Adriani pape, archidiaconi remensis, et Jo. de Courtenayo, archiepiscopi remensis. Totus.

XXVIII. Missa pro Jo. Blanchard.

XXIX. Missa pro Echillo, archiepiscopo in Dacia, Philippo ebroicensi, et Guillelmo aurelianensi, episcopis.

XXX. Missa pro Joanne monacho, Henrico de Cathalauno et Michaele de Serenofonte, presbyteris.

XXXI. Obitus Jo. Regis, et Laurentii, presbyterorum.

SEPTEMBER HABET DIES XXX.

I. Missa pro Seulpho, archiepiscopo remensi, Fulcone diacono, Herimanno diacono, et Roberto milite.

II. Obitus Caroli regis, et omnium benefactorum hujus mensis. IX. lect. Unicuique, x asses.

III. Missa pro domina Renata a Lotharingia, abbatissa S. Petri remensis.

IV. Missa pro Pontio diacono, Henneguino Thiebart, et ejus uxore.

V. Obitus Petri Bongarson, Nicolai de Barro, Hugonis Suzancourt, et Jo. de Monte Clivo.

VI. Obitus Guillelmi ad Albas Manus, archiepiscopi remensis.... Totus.

VII. Missa pro Milone belloyacensi, et Jacobo morinensi, episcopis.

VIII. Missa pro Injoranno de Janicurte, diacono.

IX. Missa pro Michaele de S. Dionisio, diacono.

X. Missa pro Herveo Beritone, Petro de Faucancurte et Jo. Martino, canonicis.

XI. Missa pro Aymerico Sanglerio, presbytero.

XII. Missa pro Balduino preposito, diacono.

XIII. Missa pro Thoma de Bria, diacono.

XIV. Missa pro Henrico, Jerosolymorum rege, et Petro de Xantis, presbytero.

XV. Missa pro Sciberto diacono, et Radulpho de S. Nicasio.

XVI. Missa pro Almerico de Manlia, Jo. de Curri, canonicis, et Jo. Meslier, presbytero canonico.

XVII. Missa pro Odone de Gonaix, et Jo. de Bourdon, presbyteris.

XVIII. Missa pro Nicolao Beguin, Fremondo de Vasserio, Nicolao de Douzy, et Jo. de Molendino, canonicis.

XIX. Obitus Manasses et Sansonis, archiepiscoporum remensium.

XX. Obitus Jo. Godart, cantoris.

XXI. Missa pro Remigio presbytero, Theodorico de Salleio, diacono, et Dudone laico.

prebendato, seu alio nobis justiciabili, nostro arbitrio, ad hoc sufficienti et ydoneo, qui se nobis propter premissa adimplenda obligabit,

avec les six sols cinq deniers qui se payent par le fabricien au semainier pour dire en allant à l'autel: *animæ istorum*, [sic, *justorum?*] etc., ne se gagnent que par les chanoines prestres qui sont inscrits sur la tablette *ad missas vicedomini*, et pour être semainier au grand autel.

« Tout chanoine prestre a droit d'être inscrit sur la tablette *ad missas vicedomini*, et de faire ou faire faire sa semaine par un autre chanoine.

« Mais si un chanoine prêtre demande de n'y être pas inscrit, le chapitre luy accorde sa demande; en ce cas il perd tous les droits

xxii. Missa pro Petro de Perthis, Falcone, Petro de Balbuoco, canonicis.

xxiii. Missa pro Galero de Cathena, Petro de Cremona, diacono, et Petro Romano, cantore.

xxiv. Obitus Guillelmi de Tria, archiepiscopi remensis. Intus.

xxv. Obitus Roberti de Lenoncourt, archiepiscopi remensis. ix lect. Unicuique xx s. Vigilie dicuntur die festo S. Firmini.

xxvi. Missa pro Achaimo et Alnulpho, subdiaconis.

xxvii. Missa pro Henrico de Fluy, et Thoma cantore, presbyteris.

xxviii. Obitus Jo. Regis, Guiatoni, et Galteri cantoris.

xxix. Missa pro Viviano de Bosco, et Richardo de Tasca, presbyteris.

xxx. Missa pro Garnero scholastico, Isambardo subdiacono, et Francisco Sicard, presbytero canonico, succentore.

Obitus Pineau.... Unicuique, x asses.

OCTOBER HABET DIES XXXI.

i. Missa pro Guilderico decano, et Gerardo converso.

ii. Missa pro Bonifacio vicedomino, et Hugone de Calmusiaco, canonicis.

iii. Obitus Caroli regis, et omnium benefactorum hujus mensis. ix lect. Unicuique, x asses.

iv. Missa pro Dionisio de Meriaco, presbytero.

v. Missa pro Jo. de Ponte, et Ernaldo blesensi, presbyteris.

vi. Missa pro Poncardo de Blanchard, succentore, et Thoma Viburti, laico.

vii. Obitus Nicolai Mortis, presbyteri. Unicuique, x asses.

viii. Missa pro Petro Silvestu, scholastico, et Guillelmo de Damey, presbyteris.

ix. Missa pro Richardo de Castroportuensi, et parentibus Romani de Tasca

x. Missa pro Odone de Nealpha, Leone decano, et Philippo de Cateroo, presbyteris.

xi. Missa pro Colardo de Langlesson, et Melota ejus uxore.

xii. Obitus Petri Clerget, Egidii de Placentia, succentoris, et Hilduini, canonicorum.

xiii. Missa pro Jo. de Vuaroq, subdiacono.

xiv. Missa pro Jo., bajocensi episcopo.

xv. Missa pro Joffrido decano, Jo. Calme et Jo. Chehery, canonicis.

xvi. Obitus Andree de Velletro, Galeri de Novavilla, scholastici, et Guidonis de Lagerio, canonicorum.

xvii. Missa pro Elizabetha, laica.

xviii. Missa pro Fulcone de Anterio, diacono.

xix. Missa pro Roberto de Laudano, diacono.

xx Missa pro Jo. et Nicolao de Vinea.

xxi. Missa pro Petro Georget, et Odone cantore, presbyteris.

xxii. Missa pro Maria Albalda et Odella, laicis feminis.

xxiii. Obitus Jo. Regis, et Theodorici de Envilla, presbyterorum.

xxiv. Missa pro Egidio de Pecora, succentore.

xxv. Obitus Drogonis Blanchardi, et Theobaldi Honorati, presbyterorum.

xxvi. Missa pro Stephano de Fossanova, cardinali, et Guillelmo de Vico Judeorum, presbyteris.

xxvii. Obitus Jo. Chalmeau, Jo. Bouchet, Ja. Spiphame, Jo. Clerget, et Jo. de Bassein, presbyterorum. Unicuique.. . x asses.

xxviii. Missa pro Gerardo de Meriaco, et Gerardo de Ergneto, canonicis.

xxix. Obitus Petri de Barbés, archiepiscopi remensis, et Reginaldi de Nantolio, episcopi belloracensis, et antea decani et canonici remensis ecclesie.... Intus.

xxx. Obitus domini Michaelis le Tellier, Francie cancellarii, fundatus a domino Carolo Mauricio

salva semper moderatione capituli. Verum si vacante aliqua ex predictis domibus nostris, et pluribus canonicis residentibus ac grossos

utils dont jouissent ceux qui font, ou font faire leurs semaines Aucun chanoine ne peut faire la semaine au grand autel, soit pour lui à son tour, ou pour un autre, qu'il n'y ait au moins six semaines qu'il n'ayt été semainier, ou pour luy, ou pour un autre, et ces six semaines d'interval se comptent depuis le dernier jour de la semaine du grand autel.

« Pour être inscrit sur la tablette *ad mis-*

le Tellier, archiepiscopo remensi, sine vigiliis. Unicuique.... III lib.

XXXI. Missa pro Nicolao de Hans, subdiacono.

NOVEMBER HABET DIES XXX.

I. Missa pro Rogero, archidiacono.

II. Missa pro Philippo, bellovacensi episcopo.

III. Obitus Caroli regis, et benefactorum hujus mensis ... Unicuique, X asses.

IV. Missa de S. Carolo Borromeo, pontifice, fundata per illustrissimum dominum Carolum Mauricium le Tellier, archiepiscopum remensem. Unicuique ... LX asses.

V. Obitus Dionisii, Jo. de Perthis, Odonis de Barris, et Jo. Lallemant, penitenciarii, presbyterorum.

VI. Obitus Oldarici et Guillelmi de Joinsvilla, archiepiscopi remensis, et Joannis de Dormans, cardinalis..... Intus.

VII. Missa pro Stephano de Novo Castro, milite, Gallero de Mezo, et Margarita ejus uxore

VIII. Missa pro Renaldo thesaurario, et Gallero de Novavilla, scholastico.

IX. Obitus Ludovici et Philippi, regum.

X. Missa pro Henrico de Silvanecto, archidiacono, et Vernando vicedomino.

XI. Missa pro Odone diacono, et Haimone laico.

XII. Missa pro Odone de Goix, presbytero.

XIII. Obitus Henrici, archiepiscopi remensis. Intus.

XIV. Missa pro Radulpho scholastico, et Odone comite.

XV. Obitus Jo. Moet, et Rogerii Juvenis, presbyterorum.

XVI. Missa pro Gerardo de Tavellis, et Heriberto Baderamo.

XVII. Missa pro Guillelmo de Lagery, et aliis benefactoribus.

XVIII. Missa pro Leodegario et Nicolao de Noisiaco, presbyteris.

XIX. Missa pro Joanne de Ambianis.

XX. Missa pro Nicolao de Salleio, decano.

XXI. Missa pro Jo. de Cunello, presbytero.

XXII. Missa pro Herberto Duranno, et Roberto, canonicis.

XXIII. Missa pro Rodulpho de Bellomeso, thesaurario, et Asellino de Maciis, presbyteris.

XXIV. Obitus Sterlinorum. Unicuique, X asses.

XXV. Missa pro Guillelmo le Gonaix.

XXVI. Missa pro Petro de Mouxis, Philippo archidiacono, et Gallero, canonicis.

XXVII. Missa pro Richardo Travados, et Gallero comite.

XXVIII. Missa pro Guidone de Belonia, cardinali portuensi, Guillelmo, cardinali mimatensi, et Oudardo, andegavensi.

XXIX. Obitus Jo. Regis, Petri de Caturco, presbyterorum, et Roberti de Latiniaco, diaconi.

XXX. Missa pro Guillelmo de Vauderua, et Jo. de Britone.

DECEMBER HABET DIES XXXI.

I. Obitus Caroli regis, et omnium benefactorum hujus mensis. IX lect. Unicuique, X asses.

II. Missa pro Aberto et Hugone, presbyteris.

III. Missa pro Gerardo Revineau, canonico presbytero. Unicuique.... X asses.

IV. Missa pro Adam de Dombray, et Theobaldo Papilentio.

V. Obitus Remigii de Dembonay, Henrici de Vinco, et Philippi Pulchi.

VI. Missa pro Hugone, comite rethelliensi, laico.

VII. Obitus Richardi de Bezausonno, archiepiscopi remensis.... Intus.

VIII. Missa pro Odone de Burgondia, et Sibilla ejus uxore.

IX. Missa pro Haymardo Govione, laico.

X. Obitus Alexandri archidiaconi, Nicolai Ducher, et Guidonis, canonicorum.

XI. Missa pro Matheo diacono, Milone et Augardo, laicis.

XII. Obitus [N.] de Castro Vilano, Heberti decani, Federici de Janua, et Jo. Galleri.

XIII. Obitus Pineau, feria quinta Quatuor Temporum Unicuique.... X asses.

fructus prebende sue, ut prefertur, lucrantibus, ac domum canonicalem non habentibus, primus ordine receptionis dicte domus pre-

tas vicedomini, faire sa semaine, et célébrer touttes les messes du grand et petit tour, il faut être prestre, avoir couché dans Reims la nuit du jeudy au vendredy qui précède immédiatement le dimanche pour lequel on doit être inscrit à son tour, suivant l'ordre de réception, pour les messes du vidame, ou avoir auparavant esté dispensé de cette pernoctation, laquelle dispense le chapitre n'accorde qu'à ceux qui la demandent en personne, ou par écrit.

« Il faut aussy que ceux qui ont été ainsy inscrit sur la tablette, assistent personnellement pendant le cours de l'année pour laquelle ils sont inscrits [à l'une des trois grandes heures?] pendant la plus grande partie de l'année, c'est-à-dire pendant cent quatre-vingt-trois jours au moins, et cette obligation d'assister ainsy personnellement est de même nature que celle qui est exigée pour pouvoir jouir des trois mois de grâces, et reçoit les mêmes exceptions et explications que celles qui sont raportées cy-dessus ; et si un chanoine quoyqu'inscrit sur la tablette, et qu'il ait fait ou fait faire sa semaine, n'assistoit pas à une des trois grandes heures tous les jours pendant le cours de l'année, excepté le cas du décès, et celuy auquel il quitteroit sa prébende, il ne recevroit ny la Terre des prêtres, ny les sommes attribuées pour la semaine et pour la célébration des messes; et si un chanoine déclaroit n'avoir pas célébré toutes les messes, en ce cas le chapitre feroit célébrer les messes qui n'auroient pas esté acquittées, et fourniroit la rétribution telle que de raison à celui qui auroit esté commis par le chapitre pour les célébrer.

« Quand un chanoine prestre a esté inscrit sur la tablette pour les messes du vidame, et que la tablette a été exposée au chapitre et à la sacristie, et lue le dimanche suivant lors du *pretiosa* sans réclamation, opposition, ou dénonciation au chapitre, le chanoine est réputé avoir pernocté, et personne ne peut être receu à alléguer que ledit chanoine n'a point pernocté quand le fait seroit vray et constant.

« Celuy qui n'est point inscrit sur la tablette pour les messes du vidame, et pour être semainier au grand autel, soit parce qu'il l'a ainsy demandé au chapitre, ou parce qu'il n'a point pernocté, ou autrement, n'est pas inscrit à son tour *pro hac vice* pour la célébration des messes qui se disent durant les matines, à *Benedictus*, après le sermon, etc.; mais il ne laisse pas d'être inscrit pour le *Venite*, la neuvième leçon, le neuvième ré-

XIV. Missa pro Jo. de Burgondia, diacono.

XV. Missa pro Hersuade, laico.

XVI. Obitus domini Caroli, cardinalis a Lotharingia, archiepiscopi remensis. IX lect.... Intus. Feria quarta Quatuor Temporum, nisi fuerit festum S. Nicasii.

XVII. Missa pro Grivero Lombardo et Ivone, presbyteris.

XVIII. Obitus Urbani secundi, pape, Ivelli, archiepiscopi remensis, et Francisci cardinalis.

XIX. Missa pro Stephano Neapolitano de Saisiaco, cardinali, P. Cauchon belvacensi, et Ludovico de Sery, constantiensi episcopis.

XX. Missa pro Hugone et Ivone, archidiaconis, Rogerio de Roseto et Gallero de Castellione, militibus.

XXI. Missa pro Alberico et Ivone Britone, presbyteris.

XXII. Obitus Alberici, archiepiscopi remensis. Intus.

XXIII. Obitus Jo. Regis, Cinchii de S. Eustachio, et Guidonis Rigoz, canonicorum.

XXIV. Missa pro Gregorio cantore, Herboldo diacono, Gilone decano, et Prunino, canonicis.

XXV. Missa pro Giraldo de Anelliaco, diacono.

XXVI. Missa pro Stephano de Courtenay, presbytero.

XXVII. Missa pro Petro Dracone, diacono.

XXVIII. Missa pro Jo. de Vuitry, preposito, Ada, Nigella, et Stephano de Lorriaco, canonico.

XXIX. Missa pro Hugone de Sarceris, archidiacono.

XXX. Missa pro Renero de Passiaco.

XXXI. Missa pro Guillelmo de Cramans, presbytero.

cium super natam solvere renuerit, aut nequiverit, subsequenti in ordine canonico, in promptu solvere offerenti, assignabitur; et sic deinceps.

pons, etc. Il en est de même de celuy qui ayant été inscrit n'a point assisté *per majorem partem anni* à une des trois grandes heures.

« Un chanoine prestre nouvellement receu, et un chanoine nouvellement ordonné prestre, dont le tour écheoit pour être inscrit sur la tablette *ad missas vicedomini*, doivent être inscrits, faire la semaine, et recevoir la Terre des prestres, et les sommes attribuées pour la célébration des messes, encore qu'ils n'ayent pas assisté, ou qu'ils ne puissent pas assister *per majorem partem anni*: s'il n'y a point de temps suffisamment pour satisfaire à cette obligation dans le cours de l'année canoniale, à compter depuis leur réception ou ordination, et qu'ils n'assistassent point, ils seroient privez de tous les droits utiles attribuez à ceux qui sont inscrits *ad missas vicedomini*, et pour faire la semaine, dans le même cas que ceux dont il est parlé dans les articles précédens.

« Celuy qui succède à un chanoine qui a esté inscrit à son tour sur la tablette *ad missas vicedomini*, et a fait ou fait faire sa semaine, ne peut estre inscrit à son tour sur la tablette *ad missas vicedomini*, et pour être semainier, qu'après que tous ceux qui sont plus anciens que luy en réception y auront été inscrits chacun à leur tour, et que son rang arrive pour y être inscrit selon l'ordre de sa reception.

« Si un chanoine vient à décéder dans le cours de la semaine pour laquelle il est inscrit sur la tablette *ad missas vicedomini*, en ce cas le chanoine prestre qui le suit immédiatement, *ratione receptionis*, et qui seroit en droit d'être inscrit sur la tablette la semaine suivante *ad missas vicedomini*, avance de semaine, et doit être marqué sur la tablette pour être semainier à la place du chanoine décédé, et est tenu de célébrer ou faire célébrer les messes du vidame, pour lesquelles le chanoine décédé étoit inscrit sur la tablette, et reçoit la rétribution destinée pour la célébration desdittes messes. En ce cas on n'a point d'égard si le chanoine dont la semaine est avancée a pernocté, ou non, le jeudi de la semaine précédente.

« Si un chanoine vient à décéder étant semainier de l'autel, ou dans le cours des semaines du tour des messes qui sont marquées sur la tablette, en ce cas les héritiers font achever la semaine, et le tour des messes, ou le chapitre à leur deffaut donne les ordres nécessaires pour faire à leurs dépens achever la semaine, et célébrer touttes les messes marquées sur la tablette, sur laquelle on a continué d'inscrire le chanoine décédé jusqu'à ce que le tour des messes soit entièrement achevé; mais on ne l'inscrit plus pour les messes qui se disent durant les matines, à *Benedictus*, après le sermon, etc. »

[§. XX.] *Des Reliqua et Finito.*

« Pour faire les roolles de la distribution des *reliqua* et *finito*, il faut prendre le roolle des fromens de Moirmont, qui a été fait pour l'année qui répond au compte pour lequel on veut distribuer un *reliqua* ou faire le *finito*, parce que le rolle des fromens de Moirmont comprend sans exception tous ceux qui doivent avoir part au *reliqua* et *finito*, comme pleins, ou comme partiaux.

[§. XXI.] *Des Chanoines mineurs.*

« Les chanoines mineurs, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas constituez aux ordres sacres, gagnent comme les autres chanoines en assistant, ainsy qu'il sera dit cy-après, le billet, le pain de chapitre, les fromens de Moirmont, le premier d'avril, les fosses, les maireaux, les vigilles, les gros et petits obits, la fondation de Mgr le cardinal de Loraine, les distributions manuelles, les *reliqua*, *finito* et les heures; mais ceux qui ont les grâces qui s'accordent en faveur des estudes, ne reçoivent que 30 lb pour les heures, et 32 lb pour la fondation. Ils n'ont rien du tour des messes, de la Terre des prestres, du pain du vidame, des six sols cinq deniers qui se payent au semainier de l'autel pour dire *anime isto-*

XLVIII. *Quod nullus admittatur ad jurisdictionem francorum servientium exercendam pro canonico absenti, nisi sit canonicus.*

Item in francis servientibus recipiendis, et jurisdicione in eos exercenda pro canonicis absentibus, canonici procuratores instituantur,

rum [sic, *justorum?*], ny des vins de Saint-Pierre, et ils n'ont que deux livres de bougies sur la fabrique.

« Les mineurs qui ne demandent point les grâces qui s'accordent ordinairement aux mineurs en faveur de leurs études, sont obligez d'assister pour gagner les fruits de leurs prébendes marquez cy-dessus au premier article, et ne les gagnent qu'à proportion de leurs assistances, comme les autres chanoines, et de leurs excuses s'ils en obtiennent du chapitre. Mais quand ils assisteroient à toutes les heures, ils ne pourroient rien prétendre aux fruits de la prébende énoncez au précédent article.

« Les mineurs qui étudient à Reims, et qui ont demandé et obtenu du chapitre les grâces qui s'accordent ordinairement aux mineurs en faveur de leurs estudes, sont obligez d'assister les jours de fêtes et de dimanches aux trois grandes heures, et les jours de congé auxquels les classes cessent pour toutte la journée, à une des trois grandes, et en assistant ainsy ils gagnent le billet, les foasses, les fromens de Moirmont, le pain du chapitre, les gros et les petits obits, les *reliqua, finito*, la fondation pour laquelle ils ont seulement 52 lb, les heures pour lesquelles ils ont seulement 30 lb, et le premier d'avril, en assistant ce jour-là à une des grandes heures; mais pour les vigilles, maireaux et distributions manuelles, ils ne les gagnent qu'en assistant personnellement, et à proportion de leurs assistances, s'ils ne sont malades, ou excusez par le chapitre.

« Si un chanoine mineur à qui le chapitre a accordé les grâces qui s'accordent ordinairement aux mineurs, en faveur de leurs études, manque un jour de congé d'assister à une des trois grandes heures, il perd un jour; s'il manque un jour de feste ou de dimanche à une des trois grandes heures, il perd un jour. S'il manque à deux, et qu'il assiste seulement à une, il perd deux jours; et s'il manque à assister les jours de fêtes et dimanches entièrement, il perd toute la semaine, et il est partial pour sept jours.

« Un mineur qui étudie dans l'Université de Paris, après en avoir obtenu la permission du chapitre, ne reçoit que son billet, qui ne luy est donné qu'en raportant certificat de ses études en bonne forme; s'il revient pendant les vacances, il gagne comme un autre mineur en assistant, et s'il continue ses estudes, et qu'il se fasse bachelier de la faculté de theologie, du jour qu'il a esté receu et admis à faire sa tentative, il jouit de tous les fruits de sa prébende, tel qu'un chanoine mineur les peut gagner en assistant, excepté les distributions manuelles, et cela tant qu'il continue ses bancs, jusqu'à ce qu'il ait pris ses licences, et encore quatre mois pour prendre le bonnet de docteur; et lorsqu'il est ordonné soudiacre, diacre, ou prestre, il jouit de tous les fruits dont il jouiroit en cette qualité en assistant, excepté les distributions manuelles, et encore les rétributions attribuées aux prestres qui font la semaine, et sont inscrits sur la tablette *ad missas vicedomini*, pour lesquelles il ne peut être inscrit qu'il n'assiste personnellement *per majorem partem anni*.

« On accorde encore deux mois de grâces pour faire la thèse appelée *Résompte*, pendant laquelle on est excusé de touttes assistances nécessaires pour les fruits, excepté pour les distributions manuelles; et cette excuse de deux mois ne peut valoir pour assistance personnelle par rapport aux trois mois de grâces, au tour des messes, à la terre des prestres, et aux bois. »

[§. XXII.] *De la Prébende supprimée au profit du seminaire.*

« Le séminaire, à cause d'une prébende supprimée à son proffit, jouit de tous les fruits

et non alii; et si fiat contrarium, tales procuratores, sive facta per eos, per capitulum non admittantur; et exhibeantur procuratoria quolibet anno in capitulo, infra festum S. Remigii, post capitulum generale, sub pena amissionis panis dicti canonici absentis, donec de sufficienti mandato ad premissa docuerit.

d'une prébende, excepté les bois, les vins de Saint-Pierre, le pain du vidame, le tour des messes, la Terre des prestres, les six sols cinq deniers qui se donnent au célébrant pour dire en allant à l'autel : *animæ istorum* [sic, *justorum ?*], etc., et les distributions qui se donnent pour les chapitres généraux et pour les deux fondations de Monseigr l'archevèque. Il ne reçoit pas non plus les bougies, ny les cierges, pour le jour de Pasques, et la procession de la fête de la Purification. C'est le procureur ou receveur du séminaire qui reçoit les fruits, et signe les rolles, sur lesquels on inscrit *Seminarium.* »

[§. XXIII.] *De la Prébende supprimée au proffit des enfans de chœur.*

« Les enfans de chœur, à cause d'une prébende supprimée à leur proffit, et pour leur nouriture et entretien, jouissent de tous les fruits et revenus d'une prébende, ainsy que le séminaire, et aux exceptions et restrictions marquées dans l'article précédent ; et au lieu du billet il leur est payé par le receveur des anniversaires 80 lb, par celuy de la sénéchaussée 80 lb, et pareille somme de 80 lb sur la recette des heures. C'est le chanoine maître et receveur de la prébende qui reçoit lesdittes sommes, et tous les autres fruits de ladite prébende, et qui signe tous les roolles, sur lesquels on inscrit *Pueri Chori.* »

[§. XXIV.] *Des officiers privilégiez et exempts.*

« Les sénéchaux, les maîtres des ouvrages, les maîtres ou administrateurs de l'Hôtel-Dieu, les receveurs de la sénéchaussée et des heures, des anniversaires, des grains, et de la fabrique, quand même ils n'assisteroient pas, sont toujours reputez présens et assistans, et jouissent de tous les fruits de leurs prébendes, même des distributions manuelles, excepté touttes fois celles qui sont affectées aux deux fondations de Monseigneur l'archevesque, lesquelles ne se donnent en aucun cas qu'aux présens et assistans.

« Les receveurs qui ont fait leur recette pendant deux ou trois ans, jouissent encore des mêmes droits, privilèges et exemptions pendant un an, à compter du jour qu'ils cessent d'être receveurs. Ceux qui n'ont fait qu'une recette, jouissent encore des mêmes droits pendant six mois seulement, à compter du jour qu'ils ont cessé d'être receveurs.

« Les agens du chapitre qui résident à Paris, et les deux chanoines qui ont la prébende *de Comitatu*, jouissent de tous les fruits de leurs prebendes, même des distributions manuelles, excepté celles des deux fondations de Monseigr l'archevesque; mais ils ne sont pas inscrits sur la tablette *ad missas vicedomini*, qu'ils n'ayent assisté à une des grandes heures *per majorem partem anni* : et s'ils manquoient à cette assistance personnelle, ils perdroient tous les droits utiles attachez à la semaine et au tour des messes, ainsy qu'il a esté cy-devant observé à l'egard des autres chanoines.

« Le pénitencier est toujours réputé present au chœur lorsqu'il est au confessional, même pour les distributions manuelles, pour lesquelles cependant il doit se faire excuser sur les rolles quand on en fait la lecture au chapitre.

« Le chanoine théologal suivant l'usage de l'église de Reims est excusé de touttes les assistances, même pour les distributions manuelles pendant toutte la semaine qui precède le dimanche qu'il a presché, et même le dimanche jour de son sermon, quand il ne prescheroit pas le dimanche suivant; et s'il prêchoit un jour de la semaine, comme par exemple le jour de l'Ascension, sans avoir presché le dimanche précédent, et sans pres-

XLIX. *Quod quilibet canonicus teneatur habere francum servientem de terra archiepiscopi, et ad hoc compellatur.*

Item cum unicuique remensi canonico in sacris constituto, grossos fructus prebende sue lucranti, vel in lucrando existenti, licitum sit recipere unum francum servientem in terra domini archiepiscopi, ab omni penitus ipsius juridicione et cohercione liberum et immunem, quod quidem jus, utilitatem, favorem, honorem et libertatem sepedicte nostre ecclesie concernit, et quo jure seu facultate non utendo, tandem in toto, vel in parte, tolli, minui, seu in dubium et controversiam, in magnum dicte ecclesie prejudicium, deduci posset; hoc attendentes, in nostro generali capitulo constituti, statuimus, et firmiter observandum decernimus, ut quilibet canonicus, in sacris constitutus, fructus prebende sue remensis faciens per residenciam personalem, vel per privilegium, francum servientem habere et recipere teneatur de dicta terra, alioquin privetur emolumento prebende sue per tantum tempus quantum fuerit absque hujusmodi serviente, vel aliter via juridica compellatur.

cher le dimanche suivant, il seroit excusé pour toute la semaine dans laquelle il auroit presché; cette excuse luy vaut, pour touttes choses, assistance personnelle, comme aux receveurs. Lorsqu'il ne presche point, il est obligé d'assister comme les autres chanoines.

« Ceux qui ont des offices ou charge de la chapelle du roy, ou autres titres et priviléges qui les exemptent de la résidence et assistance, comme les conseillers clercs du Parlement de Paris, etc., jouissent, en faisant les fonctions de leurs charge et emplois, de tous les fruits de leurs prébendes, comme les agens du chapitre, excepté les distributions manuelles, et ce durant toutte l'année s'ils sont ordinaires de la chapelle du roy, ou pendant leur semestre ou quartier, et encore un mois devant, et un mois après leur semestre ou quartier. Mais pour pouvoir être inscrits *ad missas vicedomini*, et avoir tous les droits utiles attachez à la semaine, il faut qu'ils assistent personnellement comme les autres chanoines tous les jours à une des grandes heures *per majorem partem anni*.

« Ceux qui sont deputez pour assister aux assemblées généralles du clergé de France, jouissent de tous les fruits de leurs prébendes, même des distributions manuelles, pendant tout le temps que durent lesdittes assemblées, et dix jours après qu'elles sont finies; et ce privilége leur appartient, quand même ils seroient nommez par une autre province que celle de Reims pour assister auxdittes assemblées.

« Nul chanoine, tel privilége qu'il ayt, ne peut jouir des fruits de sa prébende, s'il n'a été receu en personne à ses canonicat et prébende. »

L. *Quod canonicus non possit dimittere in refectorio, nisi* LX *panes.*

Item quilibet canonicus panem suum quem habere debebit, in reffectorio nostro capiat, vel capi faciat, singulis diebus quibus panis distribuitur; et si forte contingat quod aliqui dimittant panem suum in reffectorio, usque ad sommam LX^ta panum, et ultra, quod extunc distributor panis non teneatur dare panem eisdem, vel eorum mandato; sed pro estimatione unius sextarii bladi de pane albo, habeant et recipiant sex solidos parisienses; et pro uno sextario de pane nigro, quinque solidos, et non ultra.

LI. *De modo cogendi illos qui tenent domos, vel alia hereditagia.*

Item statuimus ut si aliquis canonicus teneatur remensi capitulo in aliquo debito, seu redditu annuo certa et statuta die solvendo, ac die ad solvendum prefixa in debiti solucionem cessaverit, extunc, si residens presens est, ipso facto amittat panem suum per octo dies; et, si per octo dies post, summatus per capitulum cessaverit, panem suum necnon omnes distributiones amittat. Si vero non residens fuerit, panem suum amittet; et lapsis octo diebus, si in solucione cessaverit, de fructibus prebende sue per senescallos tantum detineatur, quantum de distributionibus percipere potuisset, si in ecclesia presens esset. Ceterum si dies certa non est ad solvendum statuta, triduo elapso postquam fuerit super hoc requisitus, penas supradictas incurrat.

LII. *Statutum de foraneis creandis, vel suspectis.*

Item si aliquis canonicus factus fuerit de foraneitate suspectus, aliqua presumptione probabili contra eum faciente, die statuta ad foraneos faciendos, ac infra sequens festum B. Nicolai se super hoc non purgaverit legitime, per juramentum suum corporaliter vel in capitulo remensi prestandum, vel coram publica persona, seu judice competenti, super quo decernimus fieri publicum instrumentum vel litteras testimoniales, sigillo autentico consignatas, per quas fidem facere possit capitulo super purgatione prestita, extunc perdat ut foraneus.

LIII. *Quod non possit dispensari de stagio, nisi in capitulo generali.*

Item statuimus ut nulli canonico possit fieri gratia per capitulum de stagio faciendo, nisi in capitulo generali.

LIIII. *Statutum de flebotomiis quater in anno.*

Item statuimus quod quilibet canonicus quater in anno, quum minutus fuerit, ubicunque voluerit per triduum, ad loca honesta, causa spaciandi, se transferre possit; et habebit per dictum triduum omnia emolumenta in dicta ecclesia, ac si presens esset; et quarta die sequenti, tali hora qua minutus fuerit, ad ecclesiam revertatur, alioquin amittat omnia emolumenta dicti tridui. Hoc idem dicimus de infirmis, ut quam primum de infirmitate convaluerint, priusquam ad alium locum se divertant, in ecclesia remensi se representent, alioquin perdant ut prius.

LV. *Quod nullus suam presumat, contra fratrem suum, injuriam vindicare.*

Item statuimus quod nulli canonico remensi, vel dicto capitulo subdito, cujuscunque status, dignitatis, ordinis, aut condicionis existat, se per alterum de dictis subditis injuriatum, dampnificatum, vel lesum, pretendenti, liceat via facti, diffidationis, sive guerre, per se, vel per alium, palam vel occulte, directe vel indirecte, suam injuriam vindicare, seu dampnum aut lesionem quamcunque sibi illatas, vel irrogatas, prosequi; sed via juris duntaxat, coram capitulo remensi, vel commissariis ad hoc specialiter deputandis. Et si quis de dictis subditis contrarium attentare presumpserit, quod absit, eo ipso voce quam in capitulo habet, et suis distributionibus omnibus, careat per unum annum, absque spe dispensationis seu venie, ipso facto.

LVI. *De modo lucrandi buchiam, et ceram.*

Item ordinationem de modo lucrandi ligna seu busciam, atque ceram, auctoritate predicti capituli generalis dudum factam, et hactenus observatam, continentem quod nullus canonicus remensis presens, vel futurus, premissa percipiat seu lucretur, nisi per viginti

octo septimanas inter duo festa B. Johannis Baptiste, et in eadem ecclesia, illo anno pro quo premissa vult habere, residenciam [fecerit?] personalem, et quod in eadem ecclesia, juxta morem ipsius ecclesie, XL[a] anniversaria inter duo festa antedicta, et grossos fructus per eum percipiendos lucratus fuerit, et non alias, tanquam salubriter introductam approbantes, auctoritate nostri presentis capituli generalis confirmamus; nichilominus statuentes, dictam ordinationem tam a nobis quam nostris successoribus canonicis remensibus, fore perpetuis temporibus observandam.

LVII. *Statutum de hospitali*[1].

Item de hospitali nostro remensi statuimus, quod deputandi singulis annis per capitulum videant statuta antiqua dicti hospitalis, vocatis,

[1] Les hospices qui subsistoient à Reims, à la fin du dernier siècle, étoient :

1°. *L'Hôtel-Dieu*, dont l'origine remonte aux premiers temps du christianisme, dans la ville de Reims. On y recevoit les pauvres dont les maladies étoient accidentelles et curables.

2°. *L'Hôpital général de Charité*, où l'on recueilloit les vieillards et les orphelins des deux sexes. Cet établissement, primitivement doté par la famille Dorigny, avoit été érigé par lettres patentes du 6 juillet 1633. On y réunit successivement les biens des léproseries de Saint-Éloi et de Sainte-Anne, des chartreries des paroisses, des pauvretés de saint Rigobert, de l'aumônerie de saint Denis, etc., etc. Les orphelins, pour qui avoit été primitivement créé cet hôpital, restèrent quelque temps séparés des vieillards; en 1661, les deux établissements furent réunis. Enfin quelques personnes pieuses firent, en 1685, un fonds, et traitèrent avec l'administration de l'hôpital (composée de trois ecclésiastiques, six laïques et un receveur) pour loger dans un appartement séparé des pauvres huit femmes ou filles débauchées qui y seroient envoyées par les magistrats, avec pouvoir aux administrateurs de les faire punir par prison et exposition au carcan, et fustigation, ce qui fut confirmé par arrêt du parlement, du 8 juin 1695.

3°. *L'Hôpital de Sainte-Marthe*, dit des *Magneuses*. Cet établissement avoit été fondé en 1635, par Barbe Martin, veuve de Nicolas Colbert, gouverneur de la ville et de la tour de Fismes; on y apprenoit aux pauvres filles à confectionner des travaux à l'aiguille. Cette maison étoit administrée par un ecclésiastique et par trois laïques.

4°. *L'Hôpital Saint-Marcoul*, établi l'an 1650, pour les malades attaqués des écrouelles. En 1651, Henry de Maupas, abbé de Saint-Denis, de Reims, et directeur de la maison des béguines de Sainte-Agnès, céda cette maison, la chapelle et ses dépendances, aux lieutenants, gens du conseil et échevins de Reims, *« pour le tout être joint à la mai- « son des incurables »* qui y étoit contiguë [*]. L'administration de cet hôpital est composée d'un ecclésiastique et de deux laïques.

[*] « Cette maison des Béguines de Reims dont parle Guérin Goujon, chanoine de Saint-Symphorien, dans son testament, étoit la société de ces filles dévotes fondée par Begge, prêtre de Liége, qui florissoit vers l'an 1170. Elles commencèrent à s'établir à Nivelles, en Flandres, en 1266, et en peu de temps elles se répandirent dans toute la Flandres, et même en France, vivant du travail de leurs mains, ayant

si et quando videbitur eis expediens, fratribus et sororibus ejusdem hospitalis, qui fuerint pro tempore; et si que in dictis statutis videantur eis moderanda, capitulo referant, per quod ordinabitur, prout sibi videbitur faciendum.

5°. *La maison de l'Enfant Jésus.* Cet établissement avoit pris naissance l'an 1622, par les soins de Marie Brisset, veuve de Georges Varlet, bourgeois de Reims; elle y réunissoit de pauvres orphelins (l'hôpital général n'était pas encore créé), sous l'invocation de Notre-Dame-de-Pureté. En 1678, Roland, théologal de Notre-Dame de Reims, fonda, avec plusieurs personnes charitables, une communauté de filles séculières, sous l'invocation de l'Enfant Jésus, dans la maison de Landèves, au Barbatre. Le conseil de ville, qui avoit longtemps contrarié les projets de la veuve Varlet, agréa l'établissement du théologal Roland, sous les conditions suivantes: 1°. les filles de l'Enfant Jésus devoient tenir quatre écoles gratuites dans quatre différents quartiers de la ville, pour l'instruction des jeunes filles; 2°. la communauté des trente orphelins, établie par la dame Varlet, devoit être unie à la nouvelle, qui seroit tenue de les instruire et de les entretenir; 3°. le supérieur ou administrateur ecclésiastique ne pouvoit y admettre aucun orphelin que sous le billet du lieutenant des habitants, qui pouvoit les retirer à sept ou huit ans, pour les envoyer à l'hôpital général, où ils devoient être reçus sur son billet; 4°. les filles directrices de cet établissement ne devoient jamais être cloîtrées. En conséquence de ce consentement, des lettres patentes de 1679 avoient constitué légalement cette communauté, dont un ecclésiastique avoit seul la direction et l'administration, contrairement à l'usage des autres hôpitaux dans Reims.

6°. *L'Hôpital Saint-Louis*, établi dans le bourg Saint-Denis, par suite du legs de 25,000 liv. fait par le chanoine Godinot, en faveur des cancéreux des deux sexes. Le soin de ces malades étoit confié à deux femmes qui gouvernoient l'hôpital de Saint-Louis, sous les ordres des religieuses de l'Hôtel-Dieu. Deux de ces religieuses, nommées par la supérieure, s'y transportoient deux fois par semaine pour en faire l'inspection. L'administration en appartenoit aux administrateurs de l'Hôtel-Dieu.

7°. *L'Hôpital Saint-Denis*, dit de *Sainte-Catherine*. Cet hôpital n'étoit proprement qu'une aumône située vis-à-vis l'église de Saint-Denis. Il dépendoit de l'abbaye, et étoit d'abord attaché à l'office claustral de l'aumônier, comme il paroît par le titre de sa fondation, qui est aussi ancien que l'abbaye. Cet office, ainsi que les autres offices claustraux de l'abbaye, a été réuni à la mense conventuelle, par arrêt du conseil du 16 mars 1733. Étienne de Givry, natif du village de ce nom, et parvenu par son mérite à l'évêché de Troyes, avait laissé en 1426, à cette aumône, la somme de quarante livres, pour être employée en achat de draps pour les pauvres. Les chanoines réguliers de Saint-Denis étoient obligés, au dernier siècle, d'y recevoir, tous les jours, jusqu'à dix-huit pauvres femmes ou filles passantes, et de leur donner, pour une nuit seule-

un genre de vie qui tient le milieu entre les laïques et les religieux, et n'étant astreintes par aucuns vœux de pauvreté ni d'obéissance.

« Quelques-unes de ces béguines ayant donné dans des erreurs pleines d'absurdités, leur institut fut aboli dans le concile de Vienne, sous Clément V; mais, en 1311, Jean XXII, expliquant le décret de son prédécesseur, déclara qu'il n'y avoit de sociétés éteintes que celles dont les béguines étoient tombées dans l'hérésie. Les Béguines de Reims, qui n'étoient point de ce nombre, subsistèrent encore quelque temps; leur maison servit depuis à loger de pauvres femmes qui y étoient entretenues par la ville et de la charité des gens de bien. Il y en avoit encore vers l'an 1625. »

(*Memoires de Bidet*, t. II, p. 216.)

Hec sunt statuta de hospitali nostro circa temporalitatem.

Primo, quod quilibet habens officium in hospitali, sive sit clericus, sive laicus, frater aut soror, juret ad sancta Dei Evangelia, quod

ment, le pain et le coucher. Cet hospice étoit conduit par une fille à laquelle les religieux donnoient 30 liv. de gages et la même nourriture qu'aux religieux. Son emploi ne consistoit qu'à faire six lits pour les passants.

De tous ces établissements, le plus ancien, on le voit, celui qui se lie à toutes les phases de l'existence de la ville, celui qui intéressoit plus directement le chapitre dont nous imprimons les statuts, c'est l'Hôtel-Dieu. Marlot en a esquissé l'histoire, I, 597. A ce qu'il a dit, nous croyons utile d'ajouter ici un extrait des mémoires de Bidet, II, 199, qui conduit l'histoire de cet Hôtel du siècle où écrivoit Marlot, jusqu'à la fin du dernier siècle.

« Les donations innombrables qui furent faites de toutes parts à cet Hôtel-Dieu, le font passer aujourd'hui pour un des plus considérables et des mieux rentés du royaume.

« Il est de temps immémorial seigneur foncier d'un canton de la Couture, dit *le Quarre du Franc Jardin*, qui fait partie du huitième quarré de la paroisse de Saint-Jacques, dit dans les rolles des frais du sacre, *le quarré de Pellerin-Bataille*, situé entre les rues de la Vieille ou Grande-Couture, etc....

« D'anciens règlements marquent que les pauvres de l'Hôtel-Dieu y étoient autrefois servis par quatre religieux et vingt-une religieuses; et que les fous y étoient reçus et enfermés.

« La mauvaise économie de ces religieux les en a fait sortir; le nombre des religieuses a depuis été augmenté; la forme de leurs vœux a été réglée en 1628, et elles furent réformées en 1641 [*sic*, 1643?] *.

« Anciennement, les hôpitaux, hôtels-Dieu,

* Nous avons retrouvé, dans un des manuscrits de Godart, et dans le portefeuille X de la bibliothèque de Reims, quatre de ces règlements dont parle Bidet, l'un pour les hommes, trois pour les femmes. Le premier de ceux-ci, et celui qui concerne les hommes, nous paraissent antérieurs au XVe siecle, le second est antérieur au XVIIe; le dernier est celui que dressèrent les réformateurs le 3 juin 1643. Tous quatre appartiennent à notre collection.

[§. I. STATUTS EXTRAITS DU MANUSCRIT DE GODART.]

1° *S'ensuyvent aucunes ordonnances et règles que doibvent tenir et observer les religieux de l'Ostel-Dieu de Reims.* (Livre A de Godart, fol. 301 à 306.)

[I.] Chascun frère à sa réception doibt vouer et promettre solempnellement, en la présence des chanoines prouvéeurs, ou l'ung d'eulx, et les frères de la maison et les seurs, à ce veoir faire et oir assemblez, chasteté perpétuel, et après renuncier à proprietté, et obédiance aux chanoines prouvéeurs, et à tous messeigneurs de chapitre de Reims.

[II.] *Item*, chascun frère prometera garder les biens dudit hostel, et que la reigle qui leur est baillée il gardera, et vie commune il tenra.

[III.] *Item*, chascun au seront distribués les offices aux frères appartenant, par l'ordonnance et discrétion des prouvéeurs; et pourront muer et oster toutefois que bon semblera.

[IV.] *Item*, les frères qui auront administration temporelle rendront compte aux prouvéeurs toutesfois que requis en seront; et ne pourront nulle grande chose donner, prester, n'acheter sans le congié des prouvéeurs.

[V.] *Item*, tout ce que les frères acquerront par labeur de leurs mains, ou en autre manière, sera en commun usage de la maison en nécessité, s'il en sont requis par les prouvéeurs.

[VI.] *Item*, se aulcun frère a aucuns biens en son vivant, et il les cèle après ce qu'il sera requis par les prouvéeurs, soit griefement pugni par eulx; et s'aucun estoit malade à mort, et à son vivant ne le disoit ausdictz proviseurs (*sic*), et il moroit en cest estat, il soit privé de sépulture ecclésiasticque; et ne feroit-on point de service pour luy.

[VII.] *Item*, les frères prestres soient vestus longs

bona, jura, redditus, et maxime mobilia, pro posse suo fideliter observabit, nichil prorsus donabit cuicunque persone, nisi forsan

maladreries, n'étoient régis et gouvernés que par des ecclésiastiques : c'est de là qu'on voit ces lieux bâtis proche et joignant les églises cathédrales. Mais nos rois ayant éte informés du peu d'ordre qu'il y avoit dans ces administrations, et que les ecclésiastiques dissipoient, s'approprioient, ou laissoient perdre, par leur inattention et négligence,

de robes noires forrées de aingueaulx blancs seulement, et ne voisent point hors de l'ostel en esté sans avoir vestu rochetz simples, et aumusses d'aingueaulx noires par dehors, et d'aingueaulx blancs par dedans; et en yver surplis sur leurs robes avecques leurs chappes acoustumées; et s'il vont hors la ville pour les nécessités de l'ostel, ou qu'il soient audit hostel, il porront estre en leur robe seulement et honestement.

[VIII.] *Item*, les frères convers soyent vestus de robes noires, ou de cammelin; et s'il vont en la ville qu'il aient capelaires de pareil drap; et s'il vont hors la ville pour leurs nécessités, ou en leurs hostel, ilz pourront estre honnestement, et sans capelaires; et que les habitz, tant de frères prestres comme convers, ne soient point excessif, ne pompeux, ne telz qu'ils soient au déshonneur de leur religion.

[IX.] *Item*, les frères, s'ilz n'ont excusation raisonnable, soient continuellement au service divin, et face chascun son devoir de prier pour les bienfaicteurs de l'ostel, et autres à qui il sont tenus.

[X.] *Item*, nul de frère ne converse point avecque aucune des seurs en chambre, ne en lieu suspect, mais en publicque : ne seuffrent que les seurs, ou les baiseilles de l'ostel, facent leur litz, ne lèvent leurs piedz ou leurs testes, se ce n'est du congié des proviseurs, et en compaignie d'une autre seur.

[XI.] *Item*, nul frère ou convers ne voise hors de l'ostel pour quelque cause, sinon du congié du bourcier ou des proviseurs.

[XII.] *Item*, nul des frères ou couvers ne menjusse char le mercredi; et les aultres jours soient sobres tant en boire comme en mengier.

[XIII.] *Item*, nul hoste ne soit resceu en l'ostel de céans sans le congié des prouvéeurs.

[XIV.] *Item*, les frères aient leur refroitoir et gardent silence, tant à disner comme à soupper, et se aucune chose leur est nécessaire, si le demandent bas, et sans clameurs, à ceulx à qui il appartient.

[XV.] *Item*, l'ung des frères, ou aultres personnes convenables, serviront au refroitoire, à heure de disner et de soupper; et mengeront après, ou devant, au refroitoir.

[XVI.] *Item*, les frères, quand ilz se lèveront de table, diront grâce tous droict, en la manière acoustumée, et s'éclineront quant on dira : *Pater noster*, le *Miserere* et le *Prece*; et prieront pour leur bienfaicteurs trespassés et autres.

[XVII.] *Item*, les frères ne reçoivent en leur refroitoir pour boire ou mengier sinon prestre, ou autres personnes honeste, et de bonne conversation.

[XVIII.] *Item*, les serviteurs de l'ostel boivent et menjussent ensemble au refroitoire, devant ou après les frères.

[XIX.] *Item*, les frères aient ung dortoir commung auquel ilz gisent tout seulz, et en leurs chemises; et s'ilz sont en neccessité de maladie, soient mis en l'enfermerie des frères.

[XX.] *Item*, nul frères n'ysse hors de leur dortoir de nuyt sans le congié de leur dispensateur.

[XXI.] *Item*, les frères se retraient en leur dortoire quant on sonnera la cloche, et gardent silence en leur dortoir, et ne parlent sinon du congié du dispensateur.

[XXII.] *Item*, les frères feront chascune sepmaine le vendredi, ou autre jour, une foys du moins, chappictre pour oir les clameurs, et faire corrections nécessaires, et pour lire au moins deux chappitre de leur riègles; et aussi pour porveoir à leur besongnes communes.

[XXIII.] *Item*, se aucun des frères dit paroles injurieuses à l'autre, ou jure vilainement, ce jour ne bovera point de vin; et s'il met la main par courouz et injurieusement, il jeûnera par septz jours continuellement, et mengera seul arière des autres et sera tenu excommenié jusques ad ce qu'il ait absolution; et en cas plus énormes soient pugnis à la discrétion des prouvéeurs.

[XXIV.] *Item*, s'il trespasse aucuns frères ou seurs de l'ostel, on feras ung service par le prestre et clercs; et chascun prestre dira une messe, et chascun clers ung psautier.

[XXV.] *Item*, la porte de la court soit fermée à clefz de nuyt, à heure compétant, dedant la prière au plus tart; lesquelz clefz gardera ung des frères commis par les prouvéeurs, qui jurera non ouvrir la porte, sinon du congié du dispensateur.

amicis hospitalis, et talibus quibus spes est quod ab illis ad hospitale debeat aliquod commodum provenire; et tunc solum esculentum, et

les biens des pauvres, au lieu de veiller à les employer à leur nourriture et entretien, conformément aux fondations et donations qui en avoient été faites, Charles IX, par son édit donné à Fontainebleau, au mois d'avril 1561, a ordonné qu'à l'avenir, dans tous les hôpitaux du royaume, deux laïques de probité et solvables, seroient élus et nom-

[XXVI.] *Item*, avec les status dessusdicts, a pluseurs autres status; lesquels chascun est tenu de garder en son povoir, sans les enfraindre en aucune manière, sur peine de griefs pugnitions.

Pour l'enfermerie.

[I.] Premièrement soient chascun an esleus par les prouveeurs deux seurs qui soient à l'enfermerie des malades, et jureront loyaulement dispenser les biens appartenant à leur office, et en rendre compte toutes fois que requis en seront par les prouveeurs.

[II.] *Item*, nul malade ne soit resceu en l'ostel perpétuellement; et s'il apporte avec luy aucune chose, que on luy garde diligemment, jusques ad ce qu'il soit guéry; et quant il se départira, que tout luy soit restitué entièrement.

[III.] *Item*, affin que aucun malade qui sera retourné en santé ne renchiesse en maladie par trop tost despartir de l'ostel, soit soutteuu par aucun temps convenable à la discrétion desdictes seurs.

[IV.] *Item*, nul malade ne soit resceu à l'ostel, si n'est premièrement confessé et commenié; et soit pourveu aux malades de chose necessaire et prouffitable à leur maladies.

[V.] *Item*, soient appareilliez pour les malades six paires de peliçons larges et gros, dix paires de bottes, et dix aulmusses pour les aydier quant il auront neccessitée.

[VI.] *Item*, les seurs enfermières soient diligentes de faire confesser les malades, et leur faire administrer leur sacrement par les frères, selon ce qu'il leur sera nécessités.

[VII.] *Item*, que les poures qui pourront user de viandes communes aient leur provende chascun à heure de la grant messe sonnant en l'église, ou devant; et à ceulx qui ne porront user de viande commune, leur soit prouveu selon leurs neccessités par lesdictes seurs.

[VIII.] *Item*, ne soient soustenus aulcunes personnes ou dict hostel plus hault d'une nuyt, s'il n'et en enfermeté de maladie, et s'il peult quérir sa vie aultre part.

[IX.] *Item*, soient admonnestes les malades de faire prière pour les bienfaicteurs de l'ostel, avant que on leur baille leurs réfections.

2°. *S'ensuivent aulcunes ordonnances et règles que doivent tenir et observer les religieuses de l'Ostel-Dieu de Reims.*

[I.] Premièrement, chascune seure à sa réception doit vouer et promettre solennellement, en la presence des chanoines prouvéeurs, ou l'ung d'eux, et les frères de la maison et les seures, à ce veoir et ouïr assemblez, chasteté perpétuelle, et après renoncier du tout à propriété, et obédiance aux chanoines prouvéeurs, et à tous messeigneurs de chapitre de Reims.

[II.] *Item*, chascune seure promectera à garder les biens dudit hostel, et que la riègle qui leur est baillié garderas de son pouvoir, et la vie commune et teure.

[III.] *Item*, chascun ans seront distribués les offices aux seurs appartenant, par l'ordonnance et discrétion des prouvéeurs; et aussi les porront muer et oster toutesfois que bon leur semblera.

[IV.] *Item*, les seurs qui auront administration temporelle renderont compte aux prouvéeurs toutes fois que requise en seront; et ne porront nul grande chose donner, vendre, ne acheter, ne prester, sans le congié des prouvéeurs.

[V.] *Item*, tout ce que les seurs acquerront de la labeurs de leurs mains, ou en autres manières, sera en commun usage de la maison en nécessités, et ielles en sont requises par les prouvéeurs.

[VI.] *Item*, se aucune seurs at aucuns biens en son vivant, et elle les celle après ce qu'el en sera requise par les proveurs, soit pugnie griefment par les proviseurs, et s'aucune estoit malade à mort, et en son vivant ne le die aux maistresse, ou aux proviseurs, et elle muert en cest estat, elle n'avera point de sépulture ecclésiastique, et ne fera-on point de service pour elle.

[VII.] *Item*, les seures facent devoir de servir et garder les malades, tant de jour comme de nuyt, selon la forme de leurs estatus.

[VIII.] *Item*, les seurs aient habis convenables, selon leur ordre, tant à l'ostel comme dehors, et

poculentum, quod tunc possit brevi tempore consumi, et in precio nimium non excedat, cum enim, secundum regulam suam, et rei

més, de trois ans en trois ans, par les personnes ecclésiastiques ou laïques, auxquelles il appartient, pour les gouverner et régler, et les revenus d'iceux administrer.

« Par l'article 73 de l'ordonnance du même roi, donnée aux États de Moulins, au mois de février 1566, il a enjoint à tous les officiers de judicature de tenir la main à l'ob-

par espécial ne voient point hors de l'ostel sans leur voil noir, et se gardent d'avoir habis excessis comme poursis, robes estroites, et autres pompes qui seroit au déshonneur de leur religion.

[IX.] *Item*, les seures ne voient point hors de hostel seulles, ne où elles vorront; mais soient deux ensemble, ou en autre compaignie honeste, du congié des proviseurs, ou des maistresses; et par spécial ne voient point hors de la ville sans le congié des proviseurs.

[X.] *Item*, les seures soyent chascun jour aux matines et aux vespres de leur hostel, s'el n'ont cause ou empeschement raisonnables; et les festes, dimanches, et les festes commandés, voisent en la paroiche de Saint-Michiel, s'el n'ont empeschement ou excusation convenable, et du congié des maistresses.

[XI.] *Item*, les seures qui seront à matines et à vespres diront chascune sept fois la patenostre pour matines, et pour vespres cinq fois, et pour chascune des autres heures trois fois; et celle qui n'y porront estre pour les necessités de l'ostel, diront pour matines vingt patenostre, pour vespres douze, et pour chascune des autres heures cinq.

[XII.] *Item*, nul des seures ne converse point avec aulcuns des frères, ne parle en lieu suspect, mais en publicque; ne face les lis des frères, ou lèvent les piedz, ou leurs testes, se se n'est du congié des proviseurs, ou des maistresses, et en compaignie d'une des seures.

[XIII.] *Item*, nul seures, en quelques temps que ce soit, ne mangeussent char le mercredi; et les autres jours qu'elles soient sobres tant en boire que en mengier.

[XIV.] *Item*, les seurs aient leur refroitoire, et gardent silence tant aux disner comme au soupper; et se aulcune chose leur est neccessaire, le dient à l'une des maistresses, bas, et sans clameurs.

[XV.] *Item*, l'une des seurs ordonnée par les maistresses à heure de disner et de soupper, gardera l'ostel et les malades pour pourvoir à leurs neccessités.

[XVI.] *Item*, deux des seures ordonnées par les maistresses serviront aux convent des seures par sepmaines, à heure de disner et de soupper; lesquelles avec celle qui gardera l'ostel, et les chambrières du couvent, disneront devant ou après les autres en refroitoir.

[XVII.] *Item*, les seurs, quant elle se lèveront de table, elle seront un peu droites, et diront les grâces acoustumées, et s'enclineront quant on dira la *Patenostre* et le *Miserere*, et prieront tant pour les bienfaicteurs trespassés et autres.

[XVIII.] *Item*, les seures ne reçoyvent en leurs refroitoir, pour boire ne pour mengier, synon femmes de religion hounestes, et de bonne conversation.

[XIX.] *Item*, les seures aient ung dortoir commun onquel elle gisent, exceptés les maistresses et celles qui veillent aux malades par l'ordonnance des maistresses.

[XX.] *Item*, les seurs gisent seulles en dortoir, sans desvêtir leurs chemises, et n'isent point de nuyt dehors du dortoir, sans congié, se se n'est en nécessité de maladie; en quel cas elles seront en l'enfermerie des seures.

[XXI.] *Item*, les seures, au son de la cloche, se retraient en leur dortoir, et n'aient point de conversation ou dortoir des frères.

[XXII.] *Item*, les seures seront tenues d'obéir aux maistresses en toutes choses licites et hounestes, touchant les besongues et affaires de l'ostel.

[XXIII.] *Item*, les seures seront tenues chascune sepmaine le vendredi, ou aultres jour, de faire chappitre pour oyr les clameurs des seures, et faire corrections neccessaires, selon le cas, et pour lire aux moins deux chappittres de leurs riègles les plus neccessaires, et pour proveoir à leurs aultres besongnes.

[XXIV.] *Item*, se aulcune des seures dit parole injurieuse à l'autre, ou jure vilannement, se jour ne buveras point de vin; et seille met la main par couroux, ou injurieusement, elle jeûnera par sept jours continuellement, et mangera à la sellette arière des autres, et sera tenue pour excommenié jusques ad ce qu'elle ayt absolutione; et en cas plus énorme suit pugnie à la dicrétion des provéeurs.

[XXV.] *Item*, s'il trespasse aulcun frère ou seurs de l'ostel, chascune seure sera tenue de dire quarante *Pater noster* pour le salut de son âme.

veritatem, bona sint pauperum, et non fratrum aut sororum. Si dent aliquid ultra modum predictum, dant alienum, et per consequens

servation de ses ordonnances et édits sur le fait des hôpitaux, sur peine d'en répondre en leur propre et privé nom.

« Enfin, Henri III, leur faisant la même injonction par l'article 65 de son ordonnance des États de Blois, du mois de mars 1579, leur a pareillement recommandé l'exécution de l'édit de 1561, sur peine de suspension et

[XXVI.] *Item*, avec les status dessudictz, a plusieurs aultres status, lesquelz chascune est tenue de garder à son povoir, sans les enfraindre en aulcune manière, sur peine de griefve pugnition.

Finissent les statuts et ordonnances de l'Ostel-Dieu de Reims.

§. II. STATUTS EXTRAITS DU PORTEFEUILLE X DE LA BIBLIOTHÈQUE DE REIMS.

1°. *Constitutions, statuts et ordonnances [pour les sœurs] de l'Hostel-Dieu Nostre-Dame de Reims [avant la reforme].*

S'ensoivent aucunes constitutions, statutz et ordonnances, lesquelles doibvent tenir les sœurs rendues céans, Hostel-Dieu de Reims.

Premierement, chascune fille désirante estre du nombre des relligieuses de la maison pour relligieusement servire aux pauvres mallades par charité, elle sera par un an ou deulx servante aux pauvres avant que estre receue ne prendre l'haabit, affin d'estre mieulx expérimentée; et après elle sera présentee et receue prenant l'habit de la maison pour faire son an d'approbation entièrement, pour esprouver si elle sera suffisante a porter les labeurs, et durant ledit temps, si elle est capable et proposée de contynuer, du consentement de messeigneurs du chappitre et des filles, elle fera au bout de l'an sa profession, là où elle doibt vouer et prometre solempnellement, en la présence des chanoynes provéseurs ou l'un d'eulx, et les frères de la maison et les sœurs a ce voir et oyr assembles, chasteté perpétuelle, et apres renoncer du tout à propriettė, et obédience aux chanoynes proveyeurs et à tous messeigneurs du chappitre de Reims, en la forme qui s'ensuyt :

« Je N..., faictz profession, et si voue et promectz obédience à Dieu, à la glorieuse Vierge Marie, à saint Nicolas, à saint Augustin, à tous sainctz et sainctes de paradis, à messeigneurs du chappitre de Reims, à vous messeigneurs et à vos successeurs maistres et proviseurs de cest hospital, et que doresenavant je vivray chastement, renonce au siècle et à toutte propriettė, et que loyalement garderay les biens de cest hospital. »

Item, chascune sœur se confessera à prebstres par messeigneurs depputez, à l'entrée de relligion, à la profession, et aux jours qui s'ensuyvent : c'est assavoir le jour de la Nativité de Nostre Seigneur, le jour de la Purification Nostre-Dame, le premier dimanche de Caresme, le jour de Pasques ou de la Cène, le jour de Penthecoste, le jour de la feste du Saint-Sacrement de l'autel, le jour de l'Assumption de Nostre-Dame, le jour de la feste de Tous les Saincts; et receptvront le sacrement de l'autel lesdictz jours, s'il n'y a excusation légitime.

Item, pour ce que obédience est l'un des vœux le principal, seront tenues les sœurs de obéyr à messeigneurs et aux mères en touttes choses licites et raisonnables, en parlant à elles en toute humilité, sans contension quelconque, et si aulcune [est?] trouvée rebelle en quelque sorte, sera punie selon sa rebellion.

Item, les sœurs soyent chascuns jours aux matines et aux vespres de leur hostel, s'ilz n'ont cause ou empeschemens raisonnable, oyront le service de l'église à ladicte maison, sans aller aultre part.

Item, les sœurs qui seront aux matines et aux vespres diront chascunes sept fois la *Patre-nostre* pour matines, pour vespres cinq foys, et chascune des autres heures, trois foys, si elles ont le temps et oportunité de ce faire; et aussi admonestons celles qui sçavent leurs heures et sept pseaulmes, de dire tous les jours leurs sept pseaulmes, et les festes et dimanches leurs heures de Nostre-Dame, s'il n'y a excusation légitime; et celles qui n'y pourront estre pour les nécessités de l'hostel, diront pour matines vingt *Pater noster*, pour vespres douze, et pour chascune des autres heures cinq *Pater noster*, si elles ont le temps et loisir de ce faire.

Item, les mères seront tenues chascune sepmaine, de vendredi ou aultre jour convenable, de faire chappitre, auquel seront lesdictes sœurs par les mères admonestées sur toute chose de garder les commandemens de Dieu, c'est assavoir de aymer Dieu de tout son cueur, et son prochain, amy et ennemy, comme soy-même, de servir aux pauvres diligemment pour l'honneur de Dieu, de vivre en paix sans discord, sans acception de personne ne sans faveur.

Item, celles qui seront particuliairement admo-

furtum committunt; et qui recipiunt illa, male recipiunt, utpote rem furtivam; et sic recipientes contra conscienciam suam, edificant ad

de privation de leur état, et ce nonobstant toutes les provisions ou déclarations délivrées au contraire, ayant même ordonné que les arrêts donnés suivant lesdites ordonnances, seroient exécutés nonobstant toutes les évocations et interdictions.

« Conformément à l'ancien usage, le chapitre de l'église de Reims avoit toujours été

nestées, prendront les admonitions ou corrections en toute humilité et en patience, sans murmur ni contredire, ne respondre, sinon par la licence des mères.

Item, les seurs non occupées après soupper, et que les pauvres auront estez servyz, et se retirent au son de la cloche, diront et chanteront en leur réfectoir ung salut de Nostre-Dame, c'est assavoir *Salve Regina* avec l'oraison *Concede* et *Miserere mei Deus*, avecques *De profundis* pour les trespassez, ainsi qu'il est par messieurs ordonné; et se retournent à leur dortoir, et n'ayent point de conversation au dortoir des frères.

Item, si aulcunes des seurs dict parolle injurieuse à l'autre, ou jure vilainement, ce jour ne boyra point de vin; et si elle met la main par courroux ou injurieusement, elle jeusnera par sept jours continuellement et mangera seullette [*sic*, a la sellette?], arrière des autres, et sera tenue pour excommunyée, jusques ad ce qu'elle ayt absolution; et en cas plus énorme, soyt punye a la discrétion des provoyeurs.

Item, nulle seur doibt accuser l'aultre de faulte notable publicquement sans probation, sur peyne de porter la peyne telle que le cas le requiert.

Item, n'est permis à personne de réveller les secrets des sœurs à séculiers quelconques, excepté aux supérieurs et mères, pour y mectre remedde.

Item, les mères admonnesteront ou commanderont aux sœurs d'assister aux malades non seullement selon l'ordre qui est de coustume, mais aussi selon la nécessité et l'affaire qui peult survenir, en sorte que nulle se excuse, quelle qu'elle soyt, ains au commandement des mères sera tenue de aller sans dylation pour les secourir et ayder.

Item, ne sera licite ne permis à quelque sœur que ce soyt de alyéner, vendre ou achepter, ou mectre entre mains de séculiers ou réguliers, ne de retenir quelque bien que ce soyt, mesmement acquis ou venant de son propre labeure; mais sera tenue dedans douze heures, de les mectre entre les mains des mères, sur peyne de transgression de son veux de relligion, et de punition griefve, selon la discrétion de messeigneurs.

Item, chascune sœur promectra à garder les biens dudict hostel, et que la règle qui leur est baillée gardera de son pouvoir, et la vie commune.

Item, chascun an seront distribuées les offices aux sœurs appartenant, par l'ordonnance et discrétion des provoyeurs; et aussy les pourront muer et oster toutesfois que bon leur semblera.

Item, les seurs qui auront administration temporelle rendront compte aux provoyeurs toutesfoys que requises en seront, et ne pourront donner, ne vendre, ne prester sans le congé des provoieurs.

Item, si d'avanture quelque fille séduicte par l'ennemy de nature retenoit aucuns biens communs, or ou argent, ou aultres biens, sans le congé de messeigneurs, et estoyt trouvé avoir aulcuns biens en son vyvant, ou mis entre les mains d'aultres séculier, prestre ou régulier, ou avoit caché ou alyéné, et elle mouroit en tel estat, elle n'aura point de sépulture ecclésiastique, et ne fera-on point de service pour elle.

Item, on ne peut dispenser à une religieuse de estre propriétaire, ou de vivre en propriette ou particuliarité, ne de exposer les biens de l'hostel, sinon à la nécessité dudict hostel, par l'ordonnance de messeigneurs.

Item, les mères auront à remonstrer à m[essei-gneurs] les choses qui seront utilles et nécessaires ausdictes sœurs, pour avoir leur vestemens et aultres convenables à la vie et a l'habit desdictes seurs.

Item, seront admouestées les seurs de ne estre point ocieuses, mais que une chascune labeure selon l'ordonnance des mères, sans fraulde et au prouffict commun de la maison.

Item, si a aulcune des sœures on donne particuliairement quelque bien, comme linge ou aultre honneste présent, sera tenue de incontinent l'aporter à la mère, qui le fera mectre entre les mains de l'officière a ce commise, duquel bien en disposeront selon leur discrétion les mères ou mère, ou le lairont à celle a qui on aura faict le présent, supposé que ce ne soit or ou argent.

Item, que les officières, selon leur office, reccepvront les choses requises par inventaire de la main de la déposée, en la présence des mère et

gehennam. Qui jurare noluerint, ad officium non admittantur; qui vero post juramentum contrarium fecerit, secundum suam regulam puniatur.

seul administrateur de l'Hôtel-Dieu de cette ville....

« Comme le chapitre avoit de tout temps joui de cette autorité, sans y avoir jamais été troublé par les archevêques, en commettant lui-même deux de ses membres, qui avoient continuellement gouverné cette maison avec une autorité absolue et indépendante, et

soubz-mère, comme des linceux, linges, vaisselles et aultres choses.

Item, rien ne sera presté aux séculiers ou relligieux des biens de la maison, sinon par la licence des mères.

Item, les seurs facent leur debvoir de service de garder les malades, tant de jour que de nuyct, selon la forme de leurs statutz; et seront députées deux relligieuses pour garder les malades, tant de jour que de nuict.

Item, les seurs ayent habits convenables, selon leurs ordres, tant à l'hostel comme dehors; et par espécial ne vasent point dehors de l'hostel sans leur voille noir, et se gardent d'avoir habits excessifz, comme pourfiz, robbes estroictes et autres pompes, qui seroit au déshonneur de leur relligion.

Item, les seurs ne vasent point dehors de l'hostel seulles, ne où elles vouldront; mais soyent deulz ensemble ou en aultre compaignie honneste du congé des proviseurs et des mères; et par espécial ne voisent poinct dehors de la ville sans le congé des proviseurs.

Item, nulles des seurs ayent à converser avec aucuns des frères, ne parler en lieu suspect; mais pourront parler en lieu publicque et du congé des proviseurs et de la mère, et accompaignée d'une des seurs, si n'est en nécessité.

Item, est deffendu à toutes les sœurs de manger chair le mercredi, en quelque temps que ce soyt, et les aultres jours elles viveront sobrement, tant en boir comme en manger.

Item, les seurs ayent leur réfectoir et gardent silence tant au disner que au soupper; et, se aucune chose leur estoit nécessaire, le dyent à la mère bas et sans clameur.

Item, au commancement et à la fin du disner et du soupper se fera une lecture de quelque livre en françoys pour la consolation des seurs, affin de prendre réfection spirituelle et corporelle; et avec ce lyront deulx ou troys articles de leurs statutz, laquelle lecture se commencera et fynira au signe de l'une des mères; et à la fin du disner ou du soupper, l'on dira en aultre *Domine, miserere nostri*, et responderont les seurs : *Deo gratias*.

Item, l'une des mères pourra aulcuns jours, comme le dimanche et le jeudi, au soupper, donner congé aux seurs de parler ensemble par récréation et sans clameur, après la lecture faicte au commencement dudict soupper.

Item, les sœurs, quant elles se lèveront de la table, elles diront toutes droictes les grâces accoustumées, et se inclineront seullement quand on dira le *Pater noster* et les oraisons, et prieront pour leurs bienfaicteurs trespassez et autres.

Item, une des seurs ordonnés par les mère et soubz-mère, servira au couvert des seurs par sepmaine à heure de disner et de soupper.

Item, l'une ou deulx des seurs, ordonné par les mères, à heure de disner et de soupper, gardera l'hostel et les malades pour pourveoyr à leurs nécessités, si la soubz-mère n'y demeure.

Item, les seurs ne recepvront à leur réfectoir pour boyre ou manger, sinon femmes de relligion et honnestes et de bonne conversation.

Item, les seurs ayent ung dortoir commung auquel elles gisent, excepté les mères et celles qui veillent aux malades par l'ordonnance des mères et officières des gisantz et enfermières.

Item, les sœurs gisent seulles en dortoir et non sans quelque habillement; et ne ysent point de nuict hors du dortoir sans congé, si ce n'est de nécessité de malladye, en quel cas elles seront en l'enfermerie des sœurs.

Item, si une fille tumbe mallade, incontinent elle doibt signifier à l'une des mères son mal, du congé de laquelle yra à l'enfermerie; et sera tenue ladicte mère de la faire penser des médecins, si besoing est; mais avant toutes choses sera confessée ladicte sœur malade.

Item, s'il trespasse aulcun frère ou seur de l'hostel, chascune sœur sera tenue de dire quarente *Pater noster*; et si aucunes sçavent leurs vigilles, les pouront dire pour le salut de l'âme du trespassé, ou de la deffuncte, le plus tost que faire se poura.

Secundo, moneantur auctoritate capituli, et in scriptis, omnes illi et ille qui aliquid de bonis dicti hospitalis, sine causa rationabili et

que depuis il n'a pu se déterminer à la partager avec des laïques, relativement aux dispositions de l'édit de Charles IX du mois d'avril 1561, il essaya, en requérant l'enregistrement de cet édit, quant aux autres dispositions y contenues, de faire révoquer celle de la jonction des laïques en cette administration; mais par l'arrêt d'enregistre-

Item, avec les statutz dessusdictz, a plusieurs autres statutz, lesquelz chascune est tenue de garder à son pouvoir, sans les enfraindre en aucune manière, sur peyne de griefve punition.

Item, après le trespas de ung relligieux ou relligieuses, seront tenues les sœurs de dire quarante jours durant, tous les jours, devant la bénédiction du disner ou du soupper, un *Miserere*, pour l'âme du deffunct ou de la deffuncte.

2°. [*Constitutions, statuts et ordonnances pour les sœurs de l'Hôtel-Dieu de Reims, lors de la réforme.*]

I. Les filles auront un lieu séparé du peuple où elles entendront le service divin et les prédications. Elles auront ausi un lieu pour parler avec ceux qui auront à les entretenir de choses spirituelles ou avec leurs parents ou amis, hors lequel lieu il ne leur sera permis de s'entretenir, et ne parleront pendant le service des malades, si ce n'est par nécessité ou avec permission de la mère.

Et afin qu'elles s'acquittent plus fidèlement de leur devoir, elles se doivent souvenir que, s'étant consacrées à Dieu par vœu solemnel de pauvreté, chasteté et obéissance, elles ne sont considérées que comme simples servantes de quelque condition qu'elles ayent été avant leur profession, et comme vrayes religieuses, qui, outre l'obligation commune aux autres personnes de garder leurs vœux, doivent employer leur vie au soulagement des pauvres malades, et les assister par toutes les œuvres de charité et miséricorde chrestienne sortable à leur sexe; et pour ce qu'étant assuré de leur vie pour le reste de leurs jours, ce n'est plus aucun intérest temporel qui les puisse animer au pénible travail nécessaire à leur condition, mais la seule charité, amour de Dieu et du prochain, et le désir de se sauver plus avantageusement, il faut avoir égard à trois choses pour les obliger à l'exécution des réglements et statuts de leur maison, et de ce qui semble y devoir être ajouté:

Premièrement, aux moyens nécessaires pour exciter, fomenter et conserver en elles cet amour qui doit être l'esprit qui les fasse agir, et les sollicite jour et nuit à ne se point épargner pour le soulagement des personnes nécessiteuses qui aspirent après leur assistance, et dont la multitude et assiduité amortit les mouvemens de compassion que leur misère pourroit exciter en d'autres personnes.

Secondement, pour ce qui est requis par la deue observation des vœux solemnels et promesses qu'elles ont faites à Dieu, afin que des personnes qui consacrent leur santé et leur vie au soulagement du public, ne soient pas laissées en danger de leur salut et péril de perdre leur âme, voulants subvenir aux incommoditez corporelles de leur prochain.

Troisièmement, à ce qui est nécessaire pour le soulagement des malades avec le moins d'incommodité et plus de facilité que faire se pourra de la part des religieuses: la continuité du travail, la fâcheuse humeur des malades, le mauvais air du lieu et les autres incommoditez rendant de nécessité cette façon de vie assez difficile, quelque soulagement et diminution de peine qu'on puisse y apporter.

II. Quoyque leur institut ne semble pas les obliger à une si exacte et étroite clôture, et qu'en effet les fréquentes incommoditez où elles peuvent tomber par la fréquentation des malades obligent à les dispenser beaucoup plus souvent que non pas les autres religieuses; néanmoins les saints canons, la pratique des hôpitaux bien réglez, et la trop fréquente expérience des fautes et abus qui proviennent de l'avoir négligé en diverses maisons hospitalières, font assez voir qu'il est absolument nécessaire de la faire observer le plus exactement que faire se pourra, autant que la façon de vie et la santé des personnes qui s'y sont obligées la pourront souffrir; et partant il est nécessaire de leur fournir, dans la maison, les aides qu'elles pourront raisonnablement exiger, et pour le bon état et avancement spirituel de leurs âmes, et pour la conservation de leur santé corporelle, puisque, pour le service du publique, elles se privent volontairement de la liberté de les aller chercher ailleurs, et s'interdisent l'usage commun des choses publiques qui pourroient contribuer à l'un et à l'autre, et le présuppose.

injuste habent et detinent, maxime fratres et sorores ipsius hospitalis, ut infra mensem post monicionem sibi factam, predicta plene resti-

ment du 15 mai 1566, et par un autre du 30 juin 1584, au lieu de deux laïques, il fut ordonné qu'il en seroit nommé quatre tous les trois ans, pour, conjointement avec les deux chanoines de l'église de Reims, administrer les revenus dudit hôpital, et aviser au traitement et nourriture des pauvres.

« Les troubles et les guerres qui désoloient

Quant au premier chef, c'est des dévotions, particulièrement du bon usage des sacremens, des sermons et exhortations des personnes dévotes, de la lecture des bons livres, de la communication et direction des personnes spirituelles bien intelligentes, qu'on peut espérer pouvoir prévenir, et se nourrir dans leurs âmes cette bonne volonté et affection nécessaire pour les faire agir conformément à leur vocation, et partant il faut avoir égard à toutes ces choses et les régler convenablement à cette fin, pour laquelle il sembleroit être à propos de régler l'heure de leur lever, en sorte qu'elles puissent avoir pour le moins trois quarts d'heure, tant pour s'habiller que pour leurs prières du matin, avant que de s'appliquer au soulagement des malades; c'est [*sic*, car?] alors que l'âme est mieux disposée pour recevoir les impressions de Dieu, un quart d'heure est trop court pour luy rendre les devoirs chrétiens, et se donner le loisir de quelque bonne pensée, pour concevoir et confirmer quelque bon désir de le bien servir pendant le jour.

III. Elles se lèveront donc à cinq heures en hiver, à quatre heures et demi en esté; un quart d'heure après elles s'assembleront toutes ensemble en un mesme lieu pour, après y avoir rendu l'adoration qu'elles doivent à la souveraine Majesté, renouveller le désir de bien employer le jour à son service, demander son aide par l'intercession de la Vierge et des Saints et la protection de leur bon ange, employer le reste de la demie-heure à quelque oraison vocale, entretenant cependant leur esprit en la pensée de ce qu'on aura leu le soir précédent, ou en quelqu'autre sujet qui puisse porter leur cœur à se donner fidèlement à Dieu et à l'esprit de leur vocation. Elles finiront toutes ensemble par l'oraison dominicale et l'invocation du Saint-Esprit, à ce qu'il luy plaise leur confirmer et donner la grâce d'effectuer aux occasions les bons sentimens qu'il luy a plu d'inspirer.

IV. Pour éviter plus amplement les distractions, elles garderont un silence exact depuis l'examen du soir jusqu'après l'oraison du matin, suivant qu'il est contenu en leur règle, ne parlant depuis ce temps-là, sinon des choses absolument nécessaires, et qu'on ne sçauroit différer, et ce fort brièvement et tout bas, de peur d'interrompre les autres, et afin de pouvoir retenir plus aisément leurs esprits recueillis et occupes en Dieu, à quoy doit être plus particulièrement consacré la fin et commencement de chaque journée.

V. Elles assisteront journellement à la messe et aux vespres qui se disent en la maison, toutes ensemble, en même lieu, séparées de ceux de dehors, pour y être plus recueillies et pour pouvoir plus aisément remarquer celles qui s'en pourroient absenter, excepté néanmoins celles qui sont députées chaque jour pour le service des malades, lesquelles, si elles ne leur sont pour lors nécessaires, pourront entendre les vêpres de la salle, à ce qu'elles leur soient plus proches en cas de besoin. Quant à la messe, on leur donnera des suppléantes, à ce qu'elles puissent l'entendre tous les jours, tant que faire se pourra, avec dévotion et en repos. Durant ce temps, elles réciteront les prières auxquelles la règle les oblige.

VI. A sept heures du soir, elles se rendront au son de la cloche au lieu désigné pour y chanter le salut et prières ordinaires : elles employeront jusqu'à la demy pour examiner leurs consciences et demander pardon à Dieu des fautes commises durant le jour; puis elles se retireront en silence en leur chambre pour être couché à huit heures. Comme elles sont souvent dans la nécessité de veiller, et que le travail du jour est assez pénible, il est nécessaire de leur donner plus de tems au repos de la nuit, pour réparer plus aisément les forces du corps.

VII. La lecture spirituelle se fera la première demie-heure qu'elles seront assemblées en la communauté pour travailler, après laquelle il leur sera permis de s'entretenir par ensemble de quelques bons discours avec bienséance et modestie. Voilà ce qui semble être à propos pour les dévotions journalières.

VIII. Quant à l'usage des sacremens, parce que la trop grande fréquence porte souvent à les recevoir plus par coutume que par une sincère dévotion, et pourroit on les détourner de l'employ nécessaire aux malades, ou rendre trop difficile la prépara-

tuant magistris hospitalis, canonicis, vel illis quos ad hoc capitulum deputabit. Dicti enim fratres et sorores juxta professionem suam pro-

alors la France firent négliger d'abord l'exécution de ces arrêts : ils reçurent bien des oppositions de la part du chapitre, qui vouloit toujours se conserver à lui seul l'administration de l'Hôtel-Dieu, et n'y admettre aucuns laïques, auxquels ils faisoient empêcher l'entrée du bureau.

« Sur ces entrefaites, le conseil de ville se

tion qui y est requise pour s'en approcher convenablement, il semble n'être à propos de leur permettre de se confesser et communier plus souvent que de quinze jours en quinze jours, le [*sic*, se] divisant par moitié, à ce que tous les dimanches il s'en communie une partie. D'ailleurs, parce que maintenant la coutume a emporté parmy les personnes dévotes de se communier pour le moins tous les huit jours, et que le continuel exercice de la charité qui les occupe journellement ne les en rend pas indignes, pour ne leur donner point occasion de se plaindre, on leur peut permettre de communier et se confesser plus souvent, si elles le demandent, mais non pas plus de huit jours en huit jours, sinon les festes solemnelles de Notre-Seigneur, de Notre-Dame, de Saint-Pierre, Saint-Paul et leur patron, qui pourront escheoir.

IX. Elles se confesseront à un ou deux confesseurs ordinaires, les veilles des jours de communion : le temps du travail en la communauté et des vêpres semble plus convenable. On leur donnera quatre ou cinq fois l'année des confesseurs extraordinaires pour le soulagement et repos de leur conscience, selon qu'elles le demanderont, pourvu que ce soit personne de probité et approuvé de l'ordinaire.

X. Comme la parole de Dieu est grandement puissante à porter toutes sortes de personnes à leur devoir, les sermons qui se font à l'Hostel-Dieu étant plus pour l'instruction des malades et du reste du peuple qui s'y trouvent qu'accommodez aux besoins des religieuses, il semble être nécessaire pour les entretenir en l'esprit de leur vocation, et les aider à se porter de bon cœur à la continuité de leur travail dans l'assistance des malades, de leur faire faire des exhortations en leur particulier pour le moins tous les mois, ou de quinze jours en quinze jours, par des personnes zélées qui ne cherchent autre chose, dans leurs discours, que d'exciter en leurs âmes le feu du Saint-Esprit, qui les puisse animer en leurs actions.

XI. Quoyque la fréquentation trop fréquente avec diverses personnes pour la direction de leur intérieur leur puisse être nuisible et préjudiciable à la continuelle assistance qu'elles doivent aux malades, néanmoins, comme elles ne sont pas exemptes des peines et besoin des consciences, qui ne se peuvent souvent éclaircir dans la brièveté requise dans leurs confessions ordinaires, ou dans la confiance qu'elles ont en leurs confesseurs, et qu'elles ne peuvent pas ailleurs aller chercher l'aide et la conduite qu'elles pourroient désirer, il semble être à propos de leur permettre quelquefois de communiquer hors de confession ou avec leurs confesseurs, ou, si elles aiment mieux, avec quelques autres personnes spirituelles, pourvu que ce ne soit pas d'ordinaire plus que tous les mois ; et, comme toutes ne sont pas de mesme goût, et ne peuvent pas souvent prendre liberté auprès d'une mesme personne, il sera bon de leur en assigner deux ou trois, dont, la demande en étant faite à la mère, elle les propose aux supérieurs pour en avoir la permission.

XII. Étant fort malaisé que le travail continuel qu'elles ont auprès des malades n'altère l'esprit de dévotion avec lequel elles se sont consacrées à Dieu pour leur service, si elles ne l'entretiennent avec grand soin, il semble nécessaire de leur donner chaque année deux jours de récollection pour vaquer à elles-mesmes, sans les obliger à aucun service des malades, afin de les employer totalement, partie en prières, partie à reconnoître l'état de leur âme, et tâcher de concevoir nouvelles affections pour continuer ce qu'elles ont saintement entrepris : les deux jours de devant le jour qu'elles se sont consacrées à Dieu par les vœux de religion, semblent être fort convenables, auquel temps elles pourroient se disposer par une confession générale, depuis leur dernière, à renouveler les promesses qu'elles ont faites à Dieu, et recommencer à le mieux servir par de plus fortes et de plus saintes résolutions.

Quant à l'observation des vœux, puisqu'elle leur est nécessaire à salut, et qu'on la juge plus utile pour le service et bon soulagement des malades que le ministère des personnes libres qu'on auroit pu leur députer, il y faut apporter toutes les précautions qu'on pourra pour la rendre exacte et éloignée de toutes fautes.

XIII. *Et premièrement*, puisque le bien de la maison appartient véritablement aux pauvres malades

prium habere non possunt, nec aliquid, nisi quantum administratio sibi concessa permittit, et illud est in utilitatem communem, sine

pourvut au parlement, qui, par arrêt du 30 avril 1597, les renvoya à se pourvoir devant le juge des lieux. L'affaire, portée devant les officiers du bailliage de Reims, le chapitre les récusa et appela même de leurs jugements des 7 et 14 janvier 1598, comme de juges incompetents et récusés. Mais l'arrêt du 5 mai suivant fit enfin évanouir

gysans en icelle, auxquels il a été aumôné pour subvenir à leur nécessité, que par le vœu de pauvreté qu'elles font, elles se privent de tout ce qu'elles pourroient posséder auparavant, ou qu'elles pourroient désormais acquérir, soit par leur travail et industrie, soit par quelqu'autre titre, puisque l'administration du bien des pauvres ne leur appartient pas, il est manifeste qu'elles ne peuvent se servir ny disposer de rien sans le congé de la mère, dépendamment des administrateurs, et que faire autrement seroit non-seulement contrevenir à leurs vœux, mais plus dérober aux pauvres ce qui leur appartient.

XIV. Le vœu solennel de pauvreté prive toute personne qui le fait de tout droit de jamais rien posséder en propre; et par ainsi, quand quelque personne de dehors, soit parent, soit autres, leur présente quelque chose, quoy que ce soit, soit argent, soit autre chose, pour le vivre et vestir, quelques intentions qu'elles puissent avoir en la donnant, que la chose soit pour leur usage et non pour autre, elles ne la peuvent accepter en leur propre et privé nom, mais comme religieuses de l'Hostel-Dieu, qui mesme en cette qualité ne possèdent rien en commun comme les autres monastères; mais tout le bien dont elles peuvent avoir l'usage appartient en propre à la communauté des pauvres, à qui les fidèles la donnent par aumône; et partant elles ne peuvent non plus se servir ny disposer de ce qu'elles ont accepté de la sorte que du reste du bien de la maison, mesme elles ne le peuvent pas accepter sans le bon plaisir des supérieurs, auxquels elles en doivent rendre compte, comme des autres biens dont l'usage leur est permis.

Qu'elles se souviennent donc que ne possédant rien, elles ne peuvent prester, vendre ny donner, se servir ou autrement disposer de chose aucune de la maison, non pas mesme pour la nécessité des malades, sans le congé des malades [*sic*, de la mère], qui sçaura en ce point des administrateurs jusqu'où s'étend son pouvoir, dépendantes en cela de leurs volontez; et parce que bien souvent elles sont importunées des malades de leur fournir quelque chose selon leur appétit, et que la facilité de leur sexe les peut porter à y condescendre, et prendre quelque chose dans les offices sans congé, avec intérest de leur conscience, il sembleroit bien à propos de donner à un pourvoyeur la direction des vivres, du vin et des grains, sans que les filles s'en entremettent plus.

XV. Le linge, les habits, les livres et tout autre chose dont elles ont besoin pour leur usage, seront gardez par l'officière à ce députée en un lieu commun, lorsqu'elles ne s'en serviront pas actuellement, laquelle, selon l'ordre de la mère, les rendra ou les changera selon qu'elle jugera, sans qu'il soit loisible à personne de s'en plaindre, puisqu'elles n'y ont rien les unes plus que les autres : tous les meubles qui sont dans leurs cellules mesme sont à la pleine et libre disposition de la mère, qui les changera quand bon luy semblera; et il est à propos qu'elle le fasse de temps en temps pour les empescher qu'elles n'y aient trop d'attache, et pratiquer la pauvreté qu'elles ont vouée.

XVI. Si leurs parens ou autres leur offrent quelque chose, elles le présenteront incontinent à la mère, qui en disposera comme elle jugera à propos, en rendant compte comme des autres choses de la maison, si la chose est de quelque valeur; et à ce qu'elles soient plus éloignées de toutes fautes, et à ce que tout ce qu'elles ont soit à la plus libre disposition de la mère, elles n'auront rien de fermé dont elle n'ayt la clef pour y entrer et visiter tout quand bon luy semblera.

XVII. Il est raisonnable qu'employant toute leur vie au service des malades, sans aucune rétribution temporelle, on leur fournisse libéralement tout ce qui leur est nécessaire pour leur vivre, vestir et autres nécessitez corporelles, comme on a fait par le passé; et par ainsi, quand quelque chose leur manquera, elles exposeront leurs nécessitez à la mère ou à celle qui a charge d'y pourvoir, sans faire instance ny par soy, ni par autres, étant bien aise d'expérimenter quelquefois la pauvreté qu'elles ont vouée à l'imitation de leur Seigneur, qu'elles servent journellement en ses pauvres; et parce que tout ce qu'on leur fournit provient du bien des pauvres, elles doivent être soigneuses de conserver tout

diminutione aliqua, convertendum. Similiter quicquid de bonis hospitalis, occasione vel pretextu ipsius, recipitur, in utilitatem communem debet converti.

toutes les espérances du chapitre. Cet arrêt ayant confirmé les sentences de Reims, comme rendues en conformité de l'arrêt du 15 mai 1566, dont il a ordonné l'exécution selon sa forme et teneur, ce faisant que les quatre nommés par la ville auroient, conjointement avec les deux ecclésiastiques nommés par le chapitre, l'administration

ce qu'elles ont pour leur usage, le tenant non comme choses qui leur appartiennent, mais qui leur est prêté pour s'en servir dans le besoin, en volonté de le rendre quand on voudra en meilleur état qu'elles pourront; et pour mesme raison elles doivent employer fructueusement le tems qu'elles ont de libre en quelque travail au profit commun de la maison, et avoir grand soin de la conservation de tout ce qui la touche, et d'y faire le moins de frais qu'elles pourront.

En *second lieu*, quant au vœu de chasteté, elles doivent d'autant plus s'affectionner à cette vertu, qu'il est impossible de les éloigner si fort des occasions qui la pourroient intéresser comme les autres religieuses : la cordiale affection qu'elles doivent avoir de garder une entière fidélité à l'époux céleste qu'elles ont choisie, les sollicitent aisément, non-seulement à lui conserver une pureté angélique et de corps et d'esprit, mais, de plus, apporter soigneusement toutes les précautions nécessaires pour en éviter et les fautes et les blasmes, vivans en une telle deffiance de leur fragilité.

XVIII. Elles ne donneront entrée ès lieux réguliers à quelque personne que ce soit, sans la permission des supérieurs, sinon en cas de nécessité aux médecins et autres qu'on est contraint d'admettre dans leurs besoins; auquel cas elles seront toujours deux ensemble pour les conduire et les accompagner, tandis qu'ils seront dans la maison.

XIX. Elles ne pourront s'entretenir avec personne de quelque qualité que ce soit dans la salle des malades, et est-il à propos de leur désigner quelque lieu propre et déterminé, pour éviter tout sujet de scandale; que, si leur entretien doit être long, elles ne le feront qu'après avoir demandé congé à la mère, à ce qu'elle y puisse prendre garde, si besoin est, et répondre de la fidélité de ses filles. Autrement, si quelqu'une est remarquée s'entretenir quelque espace de temps avec qui que ce soit, elle sera punie comme désobéissante et peu soigneuse de bon exemple qu'elle est obligée de donner à son prochain.

XX. Celles qui sont députées pour l'assistance des malades, la nuit, ne se trouveront seules en la salle des hommes, mais accompagnées l'une de l'autre ou de quelque servante : en levant et couchant les malades, elles auront grand soin qu'ils soient toujours honnestement couvers, selon que la pudeur et la bienséance le requiert.

XXI. Elles coucheront toutes en mesme dortoir, chacune en sa cellule, suivant la règle, et ainsi qu'il est accoutumé; et ne sera permis à aucune de coucher en la cellule de l'autre, ny mesme y entrer sans grande nécessité. Il seroit à propos que quelqu'une des filles couchât auprès de la mère, à ce qu'elle-mesme fût dans la régularité, en tant que faire se pourra, et peut être assistée en cas de besoin. Les portes du dortoir seront fermées la nuit et les clefs gardées par la mère, afin que sans sa permission il ne soit loisible à personne d'en sortir; on en donnera cependant une clef à celles qui veillent les malades, à ce qu'elles puissent éveiller celles qui leur doivent succéder à la minuit, sans réveiller la mère.

XXII. L'infirmerie des religieuses sera pratiquée dans l'enclos des lieux réguliers, à ce qu'elles et celles qui sont nécessaires pour les assister de nuit soient dans la clôture. Il est pareillement important de leur pourvoir d'un lieu où elles puissent assister au service divin, recevoir les sacremens, entendre les exhortations qu'on leur doit faire en particulier, séparé et hors de la vue et communication des séculiers, pour leur faciliter la dévotion et récollection, d'autant plus que leur maison est étroite et souvent peut se ressentir du mauvais air des malades. S'il arrivoit que par leur continuelle demeure avec eux, quelque religieuse tombant malade fût jugée par le médecin avoir besoin de changer d'air et d'en respirer un plus pur quelques jours pour le recouvrement de sa santé, il semble à propos qu'outre ceux qui donnent liberté aux autres religieuses de sortir de leur monastère, comme sont la peste, le feu et semblables, il leur soit permis de sortir; mais à cette condition que ce soit avec le congé des supérieurs, que ce ne sera que pour être porté dans un carrosse ou carriole en une maison des champs choisie autre que la Burie, au moins au

Tercio, excommunicentur ex nunc in scriptis, auctoritate hujusmodi capituli generalis, omnes illi et omnes ille, maxime fratres et

du bien de l'Hôtel-Dieu, procéderoient ensemble, par commun avis, aux baux du revenu, et que les comptes seroient rendus suivant ledit arrêt, avec injonction au substitut du procureur général, de tenir la main à son exécution.

« Les Administrateurs ecclésiastiques de l'Hôtel-Dieu, forcés enfin de reconnoître

tems des chaleurs, à cause de l'indécence de ceux qui ont coutume de s'y baigner, accompagnée d'une religieuse ancienne, et qu'il ne leur sera loisible d'aller ailleurs, ny faire aucune visite ès maisons des particuliers, sans permission expresse des supérieurs et de la mère; et après avoir satisfait à la nécessité, elles seront reconduites de mesme tout droit en la maison, sans descendre ailleurs.

XXIII. Quant aux veux d'obéissance, elle doit être d'autant plus exactement observée, que sans cela il est impossible d'éviter la confusion et le désordre en toutes assemblées de personnes, et de parvenir au bien qu'on y prétend, et que les autres veux sont de peu de conséquence en prix pour rendre leur vie parfaitement agréable à Dieu et leurs actions méritoires de la récompense éternelle; le Saint-Esprit nous ayant assuré qu'il n'est de victime ny sacrifice qui luy soit plus agréable que cet holocauste, par lequel notre volonté luy est immolée, et en la volonté conséquemment tout ce qui est en notre pouvoir, et qu'il n'y a rien qui vitie tellement nos actions que quand nous les faisons par notre propre choix et sentiment, au lieu de faire selon le bon plaisir de Dieu, lequel nous reconnoissons toujours plus certainement par la direction de ceux à qui il a donné l'autorité de nous gouverner que par notre prudence, qui est souvent aveuglée et défectueuse par l'excès de l'amour-propre que nous nous portons, et l'attache que nous avons naturellement à ce qui nous touche.

XXIV. Ceux qui ont l'autorité de leur commander pour le spirituel, sont les supérieurs ecclésiastiques, les administrateurs tant ecclésiastiques que laics, pour ce qui concerne le service des malades, l'administration temporelle et l'ordre de la maison; la mère, la sous-mère et les officières en ce qui concerne leur charge, selon le pouvoir qu'il plaît aux supérieurs et à la mère de leur communiquer. Donc, pour suivre en toutes leurs actions le bon plaisir de Dieu, les luy rendre plus agréables et plus méritoires, et luy offrir un parfait holocauste d'elles-mêmes, qu'elles se laissent absolument conduire à la volonté de ceux ou celles qui ont authorites de leur commander, se rendant prestes et promptes à faire indifféremment tout ce qui leur sera ordonné, en quelque employ, office ou exercice que ce soit, et soigneuses à le faire au mieux qu'il leur sera possible; qu'elles prennent la voix qui leur commande, comme si elle étoit issue de la bouche propre de Jésus-Christ, sans discussion ny examen pourquoy à elles plutôt qu'à d'autres, exécutant tout avec pareille promptitude et allégresse, sans plus de murmure, réplique ny excuses que si luy-mesmes le commandoit en propre personne, quittant promptement tout pour se transporter où le commandement les appelle; qu'elles se souviennent souvent que les personnes qui les gouvernent leur représentent la personne de Notre-Seigneur, qui tient fait à soy-mesme ce qu'on leur fait, pour leur rendre en cette qualité toutes sortes de respect et d'honneur, leur parler humblement et prendre en bonne part tous les avertissemens et répréhensions qu'elles leur pourroient faire, soit en public, soit en particulier, les écoutant modestement et sans les interrompre; qu'elles se donnent bien garde de vouloir directement ou indirectement, par soy ou par autres, faire condescendre à leurs volontez ceux qui leur commandent : autrement ce ne seroit plus suivre la volonté de Dieu, qui leur est déclarée par les supérieurs pour règle de leur volonté, mais la leur propre. Cela n'empesche pas pourtant que, si devant Dieu elles jugent devoir représenter quelque chose, elles ne le puissent faire avec humilité et modestie, sans vouloir l'emporter; et parce qu'elles ne doivent obéissance à personne qu'en considération de Dieu, à qui elles se sont vouées et qui a commis son pouvoir aux personnes qui les gouvernent, elles ne doivent pas avoir égard aux qualitez, talens et grâces naturelles ou surnaturelles que Dieu leur a départies, ny si elles sont premières en supériorité ou subalternes, mais obéir à toutes avec mesme promptitude, soumission et dévotion, voir mesme aux officières, quand elles leur seront assignées pour aides.

XXV. Afin de leur rendre la pratique de cette vertu d'obéissance plus facile, et qu'elles s'y portent avec plus d'inclination et moins de répugnance, les admi-

sorores hospitalis predicti, qui de cetero de bonis ipsius hospitalis retinuerint, celaverint, vel in usus suos converterint, specialiter

les députés de la ville comme leurs égaux dans l'administration temporelle de ses biens, s'avisèrent encore de leur susciter de nouvelles hargnes sur leurs fonctions. Ils leur disputèrent d'abord le droit de nommer le receveur de l'Hôtel-Dieu, puis celui de présentation et réception des novices et des religieuses, et enfin celui de l'élection de la

nistrateurs, pour la nomination de la mère, sous-mère et autres officières, prendront les suffrages des filles en la manière accoutumée; et où ils jugeront qu'elles ayent procédez auxdits suffrages avec fidélité et sans passion, et que celles qu'elles ont nommées auxdites charges soient capables de s'en acquitter dignement, ils opéreront la nomination; mais où ils jugeroient qu'elle auroit été faite par brigue et mauvaise pratique, ils n'y auront pas d'egard, ains feront choix des officières selon leur conscience, sauf néanmoins auxdites filles de faire leur remontrance aux supérieurs.

Quant au troisième chef du service et soulagement des malades, qui est la fin particulière et le bien qu'on prétend de cette congrégation de filles consacrées à Dieu pour ce ministère, il faut avoir égard de leur rendre le plus supportable et le plus facile qu'on pourra; et pour ce il semble à propos de ne les tenir dans les salles des malades, qu'en tant qu'il est nécessaire pour le soulagement et assistance; le reste du tems il vaut mieux qu'elles en soient séparées, tant pour conserver plus facilement leur santé, qui pourroit être intéressée par la respiration continuelle du mauvais air au grand détriment de la maison, qui s'en trouveroit enfin chargée de malades et d'infirmes, au lieu d'assistance a ceux qui le sont, que pour diminuer l'ennuy qu'elles pourroient concevoir, se voyant toujours dans des objets de compassion, et reprendre nouveau courage et nouvelles forces par la communication mutuelle qu'elles auront ensemble, et récollection et repos qu'elles prendront chez elles, par ainsi il leur faut pourvoir de logement commode, non-seulement pour le repos de la nuit, mais aussi pour le travail du jour et divertissement nécessaire à la conservation de la santé; ce qui ne peut être au logement où elles sont présentement, si on ne pourvoit à la mauvaise odeur et infection que causent les immondices qui se trouvent de présent, si on ne se résoud d'y bastir, pour y avoir de plus quatre ou cinq cellules dont on a besoin au dortoir, une infirmerie aux religieuses, quand elles sont malades, si on n'y accommode le jardin pour y prendre quelque divertissement en la saison, et respirer un peu l'air plus libre : on en tirera de plus cette commodité que n'étant plus exposée à tous venans comme dans l'hospital, elles ne perdront pas tant de tems à s'entretenir avec toutes sortes de personnes, elles s'habitueront au travail au profit des pauvres, elles se rendront plus régulières et entretiendront plus aisément l'esprit de dévotion, et retourneront par après avec plus d'allégresse au soulagement des malades. Il faut pourvoir, ainsi qu'il a été toujours fait, libéralement à leur vivre, vestir, et tout ce qui est nécessaire pour les entretenir en santé, quand elles y sont, et la réparer au plus tôt en cas de maladie. Il faut les exemter de tous autres emplois non nécessaires, qui se peuvent aussi bien faire par d'autres, comme de la charge des vins, des sacristies, et semblables, à ce que le besoin des malades étant distribué à toutes, elles se trouvent moins chargées chacune en particulier, et s'en puissent mieux et plus aisément acquitter.

XXVI. Il faut de plus avoir égard que le service qu'elles rendent aux malades soit non seulement pour le soulagement de leur corps, mais aussi pour le bien de leurs âmes, les aidant à supporter patiemment leur mal par quelque consolation salutaire, et avoir recours à Dieu, et bien user des sacremens par quelque bonne instruction, s'ils en ont besoin, et à mourir chrestiennement, s'il plaît à Dieu de les appeler à soy. Pour ce il est nécessaire qu'il continue d'y avoir jour et nuit pour le moins deux religieuses qui n'abandonnent jamais les salles, visitent souvent les malades pour subvenir à leurs besoins, particulièrement de ceux qui sont plus en danger, les assistans à la réception des derniers sacremens, et en ne les abandonnant guères quand ils sont à l'agonie, leur mettant souvent Dieu en mémoire, leur faisant adorer la croix et pratiquer de temps en temps divers actes de foy et d'espérance en la miséricorde de Dieu, de contrition de leurs offenses, et singulièrement d'amour et de charité envers celuy qui les attend en son paradis; que si deux ne peuvent subvenir à cause de la multitude des malades, la mère en députera d'autres autant que besoin.

XXVII. Il est à propos qu'elles continuent de commencer et finir la journée par quelques prières pu-

fratres et sorores habentes proprium, quandocunque et undecunque venerit, donec illud integre restituerint, et emendaverint compe-

mère ou supérieure, et des autres officiers de la maison, prétendant que les laïques ne devoient se mêler de ces choses, sous prétexte que le receveur étoit ecclésiastique, et que les réceptions et élections tenoient de la spiritualité. Mais ces nouvelles contestations ont été encore absolument anéanties par deux arrêts du 5 avril 1605, et 3 décem-

bliques, pour exciter les malades à reconnoître Dieu et avoir recours à luy en ce tems, de mesme que la bénédiction et les grâces se chantent devant et après leur réfection, pour les exciter à reconnoître l'auteur de tous biens; que si quelque malade doit communier le matin, elles soient diligentes à ôter les immondices, et accommoder leur lit à ce que le S. Sacrement soit porté avec plus de décence, lequel, tant que faire se pourra, elles accompagneront avec plus de révérence et respect qu'elles pourront, si elles ne sont actuellement occupées en quelque chose bien nécessaire.

XXVIII. Qu'elles se souviennent qu'étant entretenus et nourris du bien qui a été donné aux pauvres, ce n'est plus la simple charité qui les doit porter à les assister, mais qu'elles y sont en quelque façon obligées par justice, outre la promesse qu'elles en ont faite à Dieu en leur profession; et partant qu'elles les reçoivent et traitent comme un maître en sa maison, avec toutes sortes de douceur et de charité chrétienne; qu'elles prennent grand soin de les nourrir selon leurs nécessitez; qu'elles n'en mettent jamais deux ensemble, quand il y aura quelque danger que la maladie de l'un pourra augmenter celle de l'autre, particulièrement quand quelqu'un est en danger de mort prochaine; qu'elles ne laissent personne coucher auprès de lui; qu'elles soient bien soigneuses d'exécuter tout ce que le médecin aura ordonné pour leur guérison; qu'elles donnent avis à l'officière du nombre de ceux qui sont plus grièvement malades, afin de leur préparer des bouillons et quelque chose de particulier pour leur nourriture.

XXIX. Et afin que les choses susdites puissent être exécutées avec ordre, toutes les religieuses, à l'exception des deux veilleresses, se lèveront ès jours ordinaires à cinq heures du matin et non auparavant, à l'exception des bons jours de l'année, èsquels il y aura quelque dévotion particulière, èsquels jours elles pourront se lever au premier coup des matines de Notre-Dame, pour avoir plus de loisir à célébrer saintement la solemnité de ce jour. Elles ne demeureront pas plus d'un quart d'heure à s'habiller, descenderont aussitôt à la chapelle de Sainte-Catherine, où elles adoreront le S. Sacrement, et feront leurs prières jusqu'à cinq heures et demy, ès dits jours ordinaires, et ès jours solemnels autant de tems qu'elles auront dévotion, pourveu qu'elles n'excèdent pas l'heure de cinq heures.

XXX. Au sortir de ladite chapelle, elles iront faire les lits des plus malades, nettoyer et purger les immondices avec le plus de diligence que faire se pourra, afin qu'ès jours auxquels il se rencontrera quelque malade qui devra communier, le S. Sacrement luy soit porté avec décence immédiatement avant les matines, qui se doivent commencer ordinairement au dernier coup de Notre-Dame, et ès jours solemnels à cinq heures et demy seulement. Les matines commencées, les médecines se donneront à ceux à qui les médecins les auront ordonnez, et auront les religieuses un soin particulier d'assister ceux qui auront pris lesdites médecines, durant le jour qu'elles leur auront été données, afin qu'elles leur puissent profiter.

XXXI. A la fin du *Venite* desdites matines, sera la remuée des malades sonnée par la sous-mère, à laquelle remuée toutes les religieuses travailleront suivant le département qui leur est donné pour accommoder les lits, blanchir et nettoyer lesdits malades, et leur donner leurs nécessitez. Ne seront la sous-mère et la pitancière obligées de vaquer à ladite remuée, à cause des autres emplois nécessaires pendant icelle.

XXXII. A l'heure de sept heures se doit donner le desjeûner des malades, à quoy toutes les religieuses s'employeront selon les rangs qui leur sont donnez en charge, à l'exception des officières qui en sont dispensées; et avant le susdit tems, les novices ou dernières professes auront le soin de laver la bouche à ceux qui en auront besoin, et principalement à ceux qui sont touchez de fièvre.

XXXIII. Le desjeûner des malades achevé, les filles qui voudront prendre quelque chose se retireront au réfectoir, ou bien en quelqu'autre lieu commode de leur clôture, pour y prendre ce qu'elles auront besoin, et de là monteront en leurs cellules pour prendre leur linge blanc, à l'exception des quatre qui n'abandonneront pas les malades jusqu'à ce que

tenter, nisi per nos, aut a nobis commissos, fuerit super premissis cum eisdem dispensatum.

bre 1812, par-lesquels les élections et nominations faites par les ecclésiastiques seuls ont été déclarées nulles, et les administrateurs laïques maintenus contradictoirement dans le droit de procéder avec les administrateurs ecclésiastiques, dans le bureau et à la pluralité des voix, à la nomination d'un receveur laïque ou ecclésiastique, à leur

les autres soient retournées, auquel tems elles iront aussi se reblanchir pour retourner incontinent et être toutes ensemble à la grande messe, qui se commence environ les huit heures et demy, à l'exception des deux reveilleresses qui doivent demeurer pendant toute la journée auprès des malades, et avoir un soin particulier de leurs nécessitez, sans être exemtes pourtant de dire les prières auxquels la règle les oblige; et afin que les malades ne soient sans secours, pendant [que] les religieuses prennent leur repas, lesdites reveilleresses demeureront dans les salles pendant le premier réfectoir, avec la pitancière et la sous-pitancière, qui prendront leur réfection fin du premier réfectoir seulement, et lorsque les autres religieuses seront retournées du repas.

XXXIV. Avant la cloche du diner des pauvres, et immédiatement fin de la grande messe, toutes les filles doivent passer par le rang des malades pour observer s'ils ont quelque nécessité, et leur donner; et pendant ce tems le pain sera distribué par la sous-pitancière, et les potages par les novices et dernières professes.

XXXV. A dix heures, la pitancière sonnera le disner des pauvres, et distribuera les portions, après que la bénédiction aura été faite par elle ou par la semainière, ou les enfans de cœur, ou autres enfans de l'hospital, si ce n'est qu'il s'y rencontre un administrateur, ou autre personne ecclésiastique, qui en veuille prendre la peine. Ladite pitancière sera suivie de toutes les autres religieuses, qui prendront garde que les plus infirmes mangent ce qui leur sera distribué, et les assisteront autant qu'ils en auront besoin, les inciteront doucement à prendre ce qui leur sera nécessaire, et leur prépareront les choses que la pitancière aura trouvé à propos de leur donner selon leur maladie.

XXXVI. Les grâces se diront après la réfection des pauvres en chacune des salles, ainsi que la bénédiction par la semainière, ou l'un des enfans de cœur, ou autres ecclésiastiques qui s'y rencontreront, ou qui le voudront faire.

XXXVII. L'infirmière et la sous-mère ne seront obligées d'assister au diner des pauvres, parce que la première doit vaquer et donner le disner aux filles qui sont à l'infirmerie, et la seconde doit avoir l'œil à ceux qui entrent et sortent de l'hospital; si ce n'est au regard de ladicte infirmerie, qu'il n'y ayt pas pour lors de filles malades. La mère doit suivre les filles, et porter le sel pour en distribuer à ceux qui en ont besoin; et si quelque malade se plaint de la pitance qui luy est donnée, et demande quelque autre chose que ce qui luy est présenté par la pitancière, elle en doit ordonner, si ce n'est qu'il y ait quelque administrateur présent.

XXXVIII. Le disner des religieuses se sonnera à onze heures, et toutes se rendront au réfectoir promptement au son de ladite cloche, sans s'arrester aux salles des malades ou autres occupations non nécessaires, excepté celles qui doivent manger à la dernière table.

XXXIX. Pendant le disner des filles, les portes demeureront fermées par le portier, à ce qu'en l'absence de la mère et des religieuses il ne s'y transporte quelque chose au dehors.

XL. La mère fera la bénédiction au réfectoir, fin de laquelle chacune fille doit prendre séance selon sa réception; et celles d'entre les religieuses qui sçavent lire, doivent faire la lecture par semaine, au désir des statuts dudit hôpital.

XLI. La mère prendra l'ordre des administrateurs ecclésiastiques des livres qui devront être lus pendant le repas. La semainière qui sera en tour de lire dira les grâces, et prononcera les prières qui ont accoutumé d'être dites après la réfection.

XLII. Au sortir du réfectoir, la mère fera les remontrances et exhortations aux novices; et, ce fait, elles iront avec les autres religieuses par les rangs des malades, et travailler au linge des malades; et pendant ce tems lesdites releveresses novices doivent peigner les malades, leur ôter la vermine et leur couper les cheveux s'il est nécessaire.

XLIII. Sur les deux heures, le gouster se donne aux malades au son de la cloche, où doivent assister autant de filles que la mère juge à propos selon le nombre des pauvres; les autres demeurent en ladite communauté, et demeurent à la couture jusqu'à l'heure de vespres, qui ne se chanteront cy-après qu'à trois heures, encore qu'elles se sonnassent plus

FRAGMENTS D'ANCIENS STATUTS SANS DATE,

DU MILIEU DU XIV[e] SIÈCLE.

Bibl. de Reims, portefeuille †

v. *Item*, licet a nostris prædecessoribus, pro debito ac etiam ordinato nostræ remensis ecclesiæ regimine tenendo firmiter in poste-

choix, aussi bien qu'à la réception des novices et religieuses, et à l'élection de la mère, sous-mère et autres officières, avec défense au chapitre et aux administrateurs ecclésiastiques d'en placer que du consentement de tout le bureau.

« Enfin, pour éviter les nouvelles difficultés qui donnoient encore tous les jours occasion à des procès entre les administrateurs ecclésiastiques et les laïques, il a été convenu et arrêté, par un traité fait entre le conseil de ville et le chapitre, le 4 décembre 1658, qu'aux deux seuls administrateurs ecclésiastiques nommés par le chapitre, appartiendroit la connoissance des choses spirituelles, telles que celles des sacrements, réception de vœux, erreur dans la foi, signature du formulaire, etc., etc.; et que l'administration du bien, la direction de l'ordre, de la police et des réglements de la maison, tels que la

matin à Notre-Dame pour quelque solemnité, et ce pour n'interrompre l'ordre des heures dudit hôpital.

XLIV. Toutes les religieuses assisteront aux vespres, pendant lesquelles elles achèveront les prières qui leur sont prescrites par leur règle, si elles ne l'ont fait le matin, à l'exception des deux réveilleresses, qui ne doivent quitter les malades, comme il a été dit ci-dessus.

XLV. A la fin des vespres, lesdites religieuses doivent retourner dans les rangs desdits malades, pour les aider et soulager, s'ils ont besoin de quelque chose, comme elles ont fait à la fin de la messe; et, si il reste du tems entre la fin des vespres et du souper des pauvres, après qu'elles ont fait le tour des rangs, elles se doivent retirer en la communauté, et y coudre, en attendant la cloche du souper des malades, laquelle se doit sonner par la pitancière environ les quatre heures, et, la bénédiction faite, les portions se doivent distribuer aux malades, et les religieuses leur rendre pour leur nourriture l'assistance telle qu'elle a été ditte pour le disner.

LXVI. Lesdits malades ayant soupé, se sonne le réfectoir des filles sur les cinq heures, auxquelle mesme ordre doit être observé qu'au réfectoir du disner. Au sortir du réfectoir se fait la dernière reveue des malades au son de la cloche, pendant laquelle les filles qui doivent manger à la seconde table entrent au réfectoir, et en sortent environ la fin de ladicte remuée.

XLVII. Ledit second réfectoir fini, se chante le salut et les prières ordinaires pour les filles; et fin d'icelles elles se doivent toutes retirer au dortoir, sans s'arrester dans les salles ou autre lieu, sans la permission des supérieurs ou de la mère, à l'exception des deux veilleresses, qui doivent solliciter les pauvres jusques à l'heure de minuit, auxquelles veilleresses les réveilleresses du jour précédent doivent donner avis de ceux qui sont en extrémité de maladie, et en péril de leur vie, afin qu'elles ayent soin de leur faire administrer leurs nécessitez spirituelles et corporelles, et ne les pas abandonner qu'autant de temps que la nécessité des autres malades les requérera.

XLVIII. Sur les dix heures, lesdites veilleresses doivent donner aux plus foibles et nécessiteux ce qui leur est nécessaire pour les fortifier; et à l'heure de minuit elles portent de la lumière aux releveresses pour venir prendre leur place; et ce faisant elles ne doivent demeurer en leurs cellules ny s'entretenir avec elles, mais retourner promptement aux malades, jusqu'à ce que lesdites releveresses soient descendues, lesquelles elles doivent informer de la

rum, et servando, traditum pluries fuerit et statutum, ut certæ personæ per eos declaratæ, capitulum convocent, teneant, factaque proponant, seu per alium proponi faciant, et quod plures in sermone non concurrant, quodque, proposito uno facto, nullum aliud proponatur, quousque primum fuerit expeditum, et quod nullus ad factum propositum respondeat, nisi per tenentem capitulum super hoc fuerit requisitus, præterquam si eidem occurreret super dicto facto aliqua bona ratio, vel aliud utile seu expediens, nam tunc ea secure diceret antequam negotium propositum per capitulum esset expeditum, etiam minime super hoc requisitus, prout hæc in litteris super hoc confectis plenius continentur; nihilominus tamen, quilibet nostrum prædicta statuta quantumcumque rationabilia et honesta, sperneus et contemnens, auctoritatem sibi attribuit proponendi, licet non commissus ad hoc sive deputatus, et interdum negotio primitus proposito nullatenus expedito, necnon respondendi quamvis a nullo super hoc requisitus, ac etiam sermonem alterius interrumpendi, licet minus quam ille quem impedit doctus sit in facto proposito, vel instructus; quæ omnia non solum in nostrorum prædecessorum, sed etiam in nostrum vituperium, etc. Ordinamus quod prædicta statuta, de quibus in articulo præsenti fit mentio, futuris temporibus

réception des novices et des religieuses, l'élection de la mère, sous-mère ou autres officières, le choix du prédicateur, la manutention des arrêts, en un mot, la connoissance de l'exécution ou inexécution de toutes ces choses, et des contraventions à icelles, par telles personnes qu'elles soient faites; toutes lesquelles, comme n'étant point du spirituel, appartiendroient conjointement aux administrateurs, tant ecclésiastiques que laïques, pour en délibérer au bureau, les résoudre à la pluralité des voix, y pourvoir au besoin, et les faire exécuter selon qu'ils jugeroient à propos.

«Les sages dispositions de tous ces arrêts et de cette transaction, ont toujours servi depuis de règle dans l'administration de cette maison.»

nécessité des plus pressans malades, afin de les assister d'un soin particulier.

XLIX. La sous-pitancière doit avertir la mère, autant qu'il sera de sa connoissance, des malades qu'elle jugera être dans les aproches de la mort, pendant le jour, afin qu'elles commettent des religieuses ou autres personnes pour les assister à l'agonie, sans se départir d'auprès d'eux jusqu'à ce qu'ils aient rendu l'esprit.

L. Pendant l'hyver, l'une des relevereses portera de la chandelle à toutes les cellules des filles à l'heure qu'elles se doivent lever, et l'autre aura soin de l'ouverture des portes à l'heure accoutumée, et prendra à cet effet les clefs de la chambre de la mère, et les remettra après l'ouverture.

LI. L'heure la plus commode pour parler aux filles, soit pour les avis spirituelles qu'elles ont à demander, ou pour les visites de leurs parens et amis, est depuis une heure jusqu'aux vespres; pourquoy elles disposeront, autant qu'il leur sera possible, ceux qui auront à leur parler quelquefois, de ne se présenter sans nécessité qu'à ladite heure.

inviolabiliter observentur, et quod totiens quotiens aliquis nostrum contra præmissa vel aliquid præmissorum faceret, vi d. senescalliæ ipsius ecclesiæ irremissibiliter applicandos, solvere teneatur, et una cum prædicta pœna voce sua, sive suffragio suæ vocis, in omnibus actibus capitularibus, usque ad tres dies continuos ab hora qua contravenerit numerandos, noverit se privatum, quibus tamen pœnis ligari [nolumus?] canonicos in officiis ipsius ecclesiæ constitutos, si proponant aliquid quod eorum officia tangere dignoscatur, dum tamen hoc faciant petita primitus licentia ab illo qui tenet capitulum illa die; quod si contrarium in hoc fecerint, perinde dictis pœnis subjaceant sicut cæteri canonici qui non erunt in officio constituti.

VI. *Item*, quia quod omnes tangit, debet ab omnibus approbari, statuimus quod in gratiis per capitulum concedendis, omnes canonici præsentes in villa remensi, propter hoc convocentur, et in capitulo votum cujuslibet singulariter requiratur; quod si aliter dicta gratia sit concessa, volumus quod pro nulla reputetur.

VII. *Item*, quia reperimus jure cautum, etc., etc. Statuimus quod in arduis negotiis tangentibus nostræ remensis ecclesiæ magnam utilitatem vel jacturam, statum vel honorem, super quo, si revocetur in dubium an pro talibus debeant reputari, deliberationi majoris partis capituli volumus fore standum, necnon in litibus agendo sive defendendo per dictum capitulum inchoandis, cum bona et matura deliberatione, non autem ex arrupto, vel ad clamorem duorum vel trium seu plurium procedatur, et quod opinio cujuslibet, et opinionis suæ causa sigillatim requiratur, quia multotiens major non percipit quod minori revelatur; quodque negotium antequam transeat, cum summa et diligenti examinatione discutiatur et tractetur, prævidendo, proponendo, arguendo, ac etiam allegando inter nos, omnia quæ nobis in dicto negotio sive lite nocere possent vel obesse; nec propter hoc arguentes pro eruditione veritatis debent increpari, sed potius commendari et laudari, nam si negotia transeant, et lites inchoentur ita faciliter, sicut hactenus fuit factum, plura inconvenientia, sicut jamdiu est vidimus et videmus, cum maximo vituperio et irreparabili damno nostri ac nostræ remensis ecclesiæ, quod Deus avertat, subsequentur.

x. *Item*, ut deliberata et decisa per capitulum, super casibus dubiis, ac negotiis arduis, necnon omnes litteræ et cartæ venditionum et censarum ad vitam, sive longum tempus per dictum capitulum factarum, ac etiam traditarum : in scriptis de cætero, videlicet in quodam libro papyreo per ipsius capituli notarios redigantur, ut, inspectis prædictis deliberationibus capituli per scripturam taliter memoriæ commendatis, futura negotia similia possint facilius expediri, etc., etc.

XII. Statuimus unanimiter, ac etiam ordinamus, quod de cætero quilibet nostrum ac nostrorum successorum canonicorum remensium, singulis annis, illa die qua officiarii ipsius ecclesiæ creabuntur, antequam ad ipsorum nominationem procedatur, jurare tenebitur specialiter et expresse, quod circumscriptis et ablatis omni affectione, natione, odio et amore, juxta conscientiam, non autem ad alterius suggestionem vel requestam, nominabit illum de capitulo quem ipse credet ad gerendum officium de quo tractabitur magis idoneum, utilem et fidelem, et quod nullum de suis concanonicis rogavit per se, vel per alium, seu rogari fecit, nec rogabit, aut rogari faciet, aut alias quomodolibet procurabit de se ipso, vel alio, ad aliquod de prædictis officiis nominando. Qui culpabilis repertus fuerit, decernimus ut de cætero quamdiu vixerit canonicus, ad gerendum aliquod officium in nostra remensi ecclesia, vel etiam ad institutionem seu nominationem officiariorum ipsius ecclesiæ, nullatenus admittatur. *Ibidem;* statuimus ut ille qui a pluribus in numero de canonicis ibidem præsentibus, licet illi plures majorem partem capituli non faciant, ad aliquod officium nominatus fuerit, in eodem prætigatur, et ad hoc per subtractionem distributionum usque ad mensem continuum, aut alia poena sive mulcta competenti, si non paruerit, eidem imponenda, compellatur, nisi legalem excusationem aliquam prætenderit, de qua si super hoc fuerit requisitus, per juramentum proprium fidem facere teneatur.

XIII. Qui per unum annum gessit aliquod officium, per se vel per alium ab eo substitutum, non possit anno immediate sequente gerere illud idem, nec aliud qualecumque, nisi propter aliquam causam utilem, ac etiam evidentem, ab omnibus in capitulo vocem

habentibus, in villa remensi præsentibus [*Additur inter lineas*: Aut majori parte capituli], singulariter super hoc requisitis, nominatus fuerit concorditer.

XIV. Officiarii intra IV^{am} vel V^{am} diem mensis computent in capitulo de omnibus receptis, misiisque, mensis præcedentis; et præterea solito tempore quo redduntur compoti generales, reddat rationem totius suæ administrationis per annum.

XV. *Item*, quia multotiens dictum fuit, et adhuc a pluribus murmuratur, quod nonnulli officiarii nostri pecuniam quam ex suis officiis receperunt, et quam distribuere tenerentur absque mora, penes se longo tempore retinent causa multiplicis lucri sui, cujus declaratio plenior esset verecunda; nos igitur statuimus, ut nullus officiarius, seu alicujus officii capellanus, pecuniam quam extra villam remensem ex dicto recepit officio, penes se, vel alium, retineat postquam Remis redierit, nec, etiamsi eam Remis receperit, ultra unam diem naturalem, ab hora qua dictam receptam fecerit, continue computandam, sed eam in numero, absque qualicumque cambio de ipsa faciendo, distributurus postmodum fideliter afferat et reponat in quodam scrinio thesaurariæ nostræ remensis ecclesiæ, vel alibi propter hoc eidem per capitulum assignando, in quo erunt duæ claves, quarum prædictus officiarius, seu ipsius officiarii capellanus, unam, custos vero prædictæ thesaurariæ, vel alius de quo per dictum capitulum fuerit ordinatum, alteram habeant custodire. Verumtamen ne solutio minutarum misiarum quotidie contingentium, seu particularia negotia propter hoc retardentur, placet nobis et volumus, quod prædictus officiarius seu ipsius officiarii capellanus, de prædicta sui officii pecunia retinere debeat continue, usque ad summam centum solidorum, et non amplius, pro talibus minutis misiis, prout se casus offerent, persolvendis. Cæterum ne præsens nostra ordinatio ac ejusdem observatio faciliter contempnatur, ordinamus ut unusquisque officiarius, et cujuslibet officiarii capellanus, in sui creatione præsens statutum in capitulo, tactis sacrosanctis Evangeliis, jurare teneantur; statuentes insuper, quod si quis in præmissis, vel aliquo præmissorum, cessante impedimento legitimo, repertus fuerit culpabilis, debite super hoc per capitulum puniatur, et illud quod ultra tempus debitum re-

tinuerit duplicatum reddere teneatur, ad opus illius officii convertendum; ut quos Dei timor a malo non revocat, saltem eos coerceat severitas disciplinæ.

xvi. *Item*, cum in redditione compoti, sive rationis, tria, videlicet lecturæ auditio, partium videlicet receptarum, ac etiam misiarum, examinatio, ac reliquorum seu residui restitutio, juxta juris dispositionem requirantur, statuimus ut, reddito semel in anno, per quemlibet officiarium nostræ remensis ecclesiæ computo generali, partes ipsius compoti per ipsum capitulum, seu personas a dicto capitulo super hoc deputandas, examinentur diligenter; quæ quidem personæ, per juramentum proprium in capitulo tunc præstandum, astringentur quod omnes errores, negligentias, et defectus, si qui fuerint, quos in ipsis compotis poterunt reperire, sublatis penitus odio et favore, fideliter in capitulo referent, infra unum mensem continuum a tempore quo deputati fuerint, cessante tamen impedimento legitimo, numerandum, ut ipsorum relatione considerata diligenter et attenta, capitulum juxta eam, vel alias prout eidem rationabile videbitur, super præmissis debite valeat ordinare.

xvii. *Item*, quia multotiens visum fuit quod post mortem alicujsu canonici qui negotium aut officium aliquod in nostra prædicta remensi ecclesia, tempore quo vivebat administravit, sive gessit, capitulum, petendo residuum compotorum, movet contra ipsius defuncti executores, aut super ipsius mala administratione, vel alias, quæstionem, quantumcumque dictus canonicus a tempore depositi officii seu dimissi, diu duxerit vitam in humanis, propter quod interdum ipsius executio totaliter impeditur, et interdum plus debito protrahitur; igitur statuimus, quod bene caveat capitulum, ut diligentiam debitam apponat in administratione seu compotis talis canonici, postquam eos reddiderit, examinandis et videndis, et in residuo, si quod fuerit, exigendo; nam si post officium depositum seu dimissum, anno tamen jam elapso, dictus canonicus decesserit, nolumus quod deinceps occasione præmissorum, vel alias, quæstio aliqua contra ipsius executionem, sive bona, moveatur.

xviii. De domibus et ædificiis visitandis et reparandis reparationibus necessariis, si visitatores aut alii officiarii in exequendis mandatis aut

negotiis capituli, negligenter aut fraudulenter se gesserint, ipsorum sumptibus damnum reparetur.

XIX. *Item,* quia vidimus pluries, et videmus, quod ultimæ voluntates personarum nostræ remensis ecclesiæ decedentium, debito modo per executores a defuncto nominatos, aut ab ipso capitulo subrogatos, nullatenus exequuntur, nec ad hoc per ipsum capitulum, ut decet, ac de jure fieri posset, et deberet, compelluntur, nec etiam bona dictarum executionum juxta testatorum dispositionem, pro salute suarum animarum, erogantur, sed a dictis executoribus pro magna parte, et interdum omnia, retinentur, et, quod est gravius, pecuniæ per dictos testatores relictæ, seu legatæ, et ad certos usus applicandæ, per ipsummet capitulum in usus alios contra Deum et justiciam, ac dictorum testatorum intentionem per hoc quamplurimum defraudatam, convertuntur; quæ omnia non solum in damnum, etc. Igitur statuimus ut omnes executores in testamentis seu ultimis voluntatibus personarum nostræ remensis ecclesiæ nominati, sive per capitulum subrogati, vel alias quoad hoc deputati, qui prædictarum executionum onus in se susceperint, teneantur eas integraliter adimplere infra annum continuum a tempore mortis testatoris numerandum; quod nisi fecerint, cessante tamen legitimo impedimento, per totum capitulum propter hoc specialiter convocatum concorditer approbando, volumus quod ex tunc, videlicet post lapsum dicti anni, a prædicta executione ipso facto sint exclusi penitus et privati; decernentes ulterius, ut omnia quæ de bonis ipsius executionis receperint, quæ tamen adhuc non fuerunt juxta testatoris dispositionem erogata, restituere sine mora teneantur, et tradere personis aliis loco ipsorum per dictum capitulum subrogandis.

XX. *Item,* quia jura volunt, etc. Statuimus decernentes, ut de cætero nullus executor personæ qualiscumque nostræ remensis ecclesiæ, de bonis ipsius executionis, quocumque titulo, per se, vel per alium pro se, seu pro personis aliis quibuscumque quarum sit dominus seu magister aut procurator, consanguineus vel affinis, possit aliquid emere, vel emi facere, seu quomodolibet alias retinere; quod si contrarium facere sit convictus, res emptas vel retentas restituere compellatur, et ob hoc per substractionem suarum distributionum usque

ad tres menses continuos, vel alias prout ipsi capitulo, juxta personæ ipsius qualitatem, videbitur expediens, puniatur; statuentes insuper, ut quilibet executor dum onus executionis in se suscipiet, hoc statutum jurare teneatur.

XXI. *Item*, quia jura prohibent ne pecunia per aliquem testatorem, aut alias, ad certos usus, licitos tamen et honestos, deputata, in alios usus convertatur; statuimus ut pecuniæ pro redditibus acquirendis, ac fundandis anniversariis in nostra remensi ecclesia, deputatæ, legatæ, seu relictæ, nullatenus pro quibuscumque negotiis aliis expendantur, aut in usus alios applicentur; quod si propter aliquam necessitatem ipsius ecclesiæ, nos aut nostros successores contrarium facere contigerit, volumus, statuimus, ac etiam ordinamus, nos ac nostros prædictos successores canonicos remenses, statim quod prædicta pecunia qualitercumque consumpta fuerit, obligari et teneri ad anniversarium pro quo faciendo dicta pecunia fuerat ordinata, singulis annis de cætero perinde celebrando, ac si dicti redditus forent acquisiti, ac inter nos seu nostros successores juxta consuetudinem ecclesiæ distributi.

XXII. Statuimus ut in posterum omnes pelles compotorum, tam præteriti temporis quam futuri, necnon libri, litteræ, ac scripturæ remensis ecclesiæ, per illosmet qui præmissa consueverunt custodire reponantur in scriniis, infra dictam ecclesiam, aut ipsius capitulum, propter hoc disponendis, etc.

XXIII. *Item*, quia traditiones, ordinationes et statuta ipsius nostræ remensis ecclesiæ, sive capituli, in tot libris, rotulis, et quaternis scripta dispergunctur, quod vix aut nunquam possumus, dum se casus offerunt reperiri; statuimus quod omnium præmissorum facta primitus per nos, aut a nobis super hoc deputandos, examinatione diligenti, illa quæ utilia et servanda videbuntur, per capitulum adprobentur, et in unum recollecta, per ordinem, secundum eorum datam, cæteris resecatis et rejectis, in uno cartulario sive libro reponantur, ad quem solum tanquam approbatum, recursus in talibus habeatur.

XXIV. Ne litium status ignoretur, aut negligenter promoveatur, deputentur quotannis ante initium parlamenti, Parisius, qui cum consiliariis et procuratore consultationem habeant, et capitulo statim

referant. Idem in assisiis laudunensibus fiat. Item deputetur Remis aliquis qui processus dirigere, et de iis respondere possit.

xxv. Senescalli visitent terram ecclesiæ, non solum prò fidelitatibus recipiendis, sed etiam pro informatione de regimine et excessibus officiariorum; et capitulo referant.

xxvi. Commissarii ad negotia ecclesiæ deputati, infra octo dies a reditu specialem rationem reddant capitulo, de receptis misiis et expensis.

xxvii. Contra deferentes longos capillos et coronam modicam, pro magno vituperio reputantes deferre intersignia sui status, cujus tamen gaudenter fructus recipiunt et proventus, tales per capitulum seu personas per..... capitulum deputandas, commoniti, infra unum diem a tempore injunctionis nullas distributiones percipiant, quandiu se reddiderint incorrigibiles.

xxviii. Inhibetur canonicis et aliis, sub debito proprii juramenti, ne indebitas distributiones recipiant.

STATUTS DU CHAPITRE GÉNÉRAL DE 1435.

Bibl. de Reims, portef. †, n° 39.

I. *Primo*, quod prostrationes fieri solitæ in choro, diebus ferialibus, amodo in genuflectiones convertentur, et soli pueri ad sellam eorum sedeant.

II. *Item*, quod de cætero nullus sacerdos, diaconus, vel vicarius, pellicia induatur pro collectis dicendis, in choro vel navi ecclesiæ; sed duntaxat diaconi et subdiaconi chorum tenendo, et juxta consuetudinem officiando.

III. *Item*, cesset amodo cathedrarum collisio pro aliquo defectu, si eveniat; succentor vero, si præsens fuerit, vel alius canonicus in horis interesse consuetus, ad innotescendum punctuatori defectum, seu marentiam, cathedram suam leviter percutiat; et si aliquis illam collisionem fecerit, exigentur ab eo XII d. paris.

IV. *Item*, nullus canonicus, vel alius de habitu ecclesiæ, perambulet per ecclesiam dum cantatur in choro, vel sedeat ad sellam vulgariter *le bourdoir* nuncupatam, juxta revestiarium, sive ad introitum chori, nec in aliis locis ecclesiæ, dum divina in dicta ecclesia celebrantur; et si aliqui inveniantur contrarium facientes, stantes vel sedentes, ad mandatum præpositi, decani, cantoris vel succentoris chorum intrare teneantur.

V. *Item*, quod nullus canonicus in minoribus, vel capellanus, et vicarius, ecclesiam ingrediatur per ostium ferreum, quandiu in ecclesia cantatur.

VI. *Item*, quod nullus de habitu ecclesiæ frequentet tabernas, maxime in habitu ecclesiæ, sub pœna XVI den., pro medietate denuntiatori applicanda, pro alia medietate pueris chori, pro festo Innocentium.

VII. *Item*, de aleatoribus et deciatoribus similiter observetur.

VIII. *Item*, quod omnes de habitu ecclesiæ post monitionem sibi factam per capitulum, vel deputatum ab eo, mulieres suspectas cum ipsis demorantes ab se abjicere intra triduum teneantur, amplius eas non suscepturi. Quod si hujusmodi oppositum, instigante diabolo,

contingeret, omnibus modis et viis jurisdictionis contra ipsos rigorose procedatur, usque ad incarcerationem eorum inclusive.

IX. *Item*, quod nullus cum calepodiis strepitum facientibus per ecclesiam incedat, maxime in choro et processionibus.

X. *Item*, quod nullus existens in choro, dum cantatur, dicat horas suas ad partem in libro vel breviario suo, alias liceat decano, vel cantori, illum tollere a manibus illum tenentis; sed nec litteras legere clausas vel apertas, quoniam hoc faciens non solum obsequium quod obnoxius est choro subtrahit, sed alios psallentes perturbat.

XI. *Item*, quod singulis diebus dominicis alta voce moneantur generaliter excommunicati exire ecclesiam (*sic*), donec servitium factum fuerit; et hoc fiat in prima missa, ad altare S. Lactis, et hora magnæ missæ in pulpito.

XII. *Item*, quod nullus de habitu ecclesiæ mercancias exerceat, vel concedat pecunias ad lucrum; quod si quis fecerit, procuret recuperare sortem, et quittet excrementa, alioquin perdat lucrum sex mensium, vel alia pecuniaria pœna plectatur.

STATUTS DE 1487.

Arch. du chap., lay. 10, liass. 18, n° 6, Ms. de Godard, 293-295

Nos prepositus, decanus, cantor, et capitulum insignis ecclesie remensis ad pulsum campane in capitulo nostro generali capitulariter congregati, de rebus ac negotiis ecclesie nostre pertractantes, post nonnulla per nos ordinaria statuta spiritualitatem ac manutencionem divini cultus dicte nostre ecclesie concernencia, quia temporalia spiritualibus deserviunt, et qui altario servit, de altari vivere debet, matura deliberatione habita, circa temporale dicte nostre ecclesie ordinationes infra scriptas fecimus, condidimus, statuimus et ordinavimus, facimusque per presentes, condimus et statuimus; volentes et decernentes ordinationes hujusmodi in vim statutorum transire, roburque perpetue firmitatis obtinere, ac per nos et quemlibet nostrum, subditosque nostros inconcusse et inviolabiliter observari, ipsarum quoque transgressores aut infractores puniendos et corrigendos, prout et quemadmodum de ceteris antiquis statutis nostrorum patrum seu predecessorum statuta et ordinationes sanxerunt.

Primo igitur volumus, statuimus et ordinamus, quod nulli officiariorum, seu receptorum ecclesie, de cetero presumant admodiare, ad firmam tradere, seu deliberare, decimas, redditus, proventus, aliasve ecclesie mercancias, absque notificatione capitulo fienda, saltem evocatione trium, aut duorum, ex dominis canonicis; atque post assisiam factam in dictis redditibus, decimis, proventibus, et mercanciis, antedicti officiarii, caute et solerter, horaque et tempore congruis, mittant ad loca dictarum mercanciarum cedulas proclamatorias, ut mercatores incariare et remontare valeant ipsas mercancias ad commodum ecclesie.

Item, quod dicte mercancie publicentur et proclamentur in ecclesiis, teatris [*sic*, atriis?], et locis publicis ville, vel villarum vicinarum situationis dictarum mercanciarum, quodque die deliberationis officiarius cum uno ex dominis canonicis ad minus, compareat personnaliter in loco deliberationis fiende, fiatque hujusmodi deliberatio

ultimo remontanti, si sit solvendo, alias non, secundum tenorem cedule proclamatorie.

Item, quod de cetero officiarii seu receptores ecclesie nullum recipiant mercatorem ad faciendum assisiam in et super mercancias ecclesie, nisi sufficientem, et qui sit solvendo, nec deliberent aut tradant hujusmodi mercancias absque cautione fidejussoria. Si autem mercator hujusmodi cautionem dare noluerit, aut non voluerit, habeatur regressus ad precedentem mercatorem, secundum formam cedule proclamatorie compellendo remontantes ad solutionem stulte incariacionis.

Item, et si per antefatos officiarios secus fiat, videlicet quod dictas ecclesie mercancias deliberent non receptibilibus mercatoribus et absque fidejussoria cautione, aut alia sufficienti assecuracione, volumus et ordinamus ipsos officiarios teneri indempnem reddere ecclesiam, nec eisdem allocabuntur in *requirendis* somme per predictos mercatores debite, dum et quando ad audiciones suorum compotorum procedetur.

Item, volumus etiam, statuimus, et de novo ordinamus, quod post deliberationes mercanciarum per officiarios factas, predicti officiarii supra buffetum in capitulo afferant cedulas proclamatorias, una cum declarationibus dictarum mercanciarum, signis manualibus curati loci, aut alterius qui proclamaverit, et illius canonici qui deliberationi presens interfuerit roboratas; quas quidem cedulas, seu proclamationes, scriba seu notarius capituli in libro proprio ad hoc apto scribet. Quo facto poterit officiarius, cum quibusdam commissis per capitulum, videre et considerare numerum dominorum canonicorum residentium et presentium, et computare vel calculare quantitates granorum illo anno capitulo debitas; postea cuilibet dominorum canonicorum fructus suos lucrantium, traddere cedulam in qua continebitur quantum in granis illo anno percipiet pro fructibus sue prebende, tam in frumento quam in siligine et avena, prout et quemadmodum in nonnullis aliis ecclesiis provincie remensis fieri solitum est.

Item, statuimus et ordinamus, quod post traditiones seu admodiationes molendinorum majoriarum, aliorumve reddituum ecclesie, seu per capitulum, seu per officiarium factas, si littere super hiis traditio-

nibus aut contractibus confecte fuerint, teneatur officiarius cum diligencia, et quam cito poterit, litteras hujusmodi traditionum et contractuum in capitulo afferre ut tradantur clavigeris. Fiat tamen ampla declaratio in compotis officiarii de contractu et traditione premissis.

Item, volumus, statuimus et ordinamus, quod in faciendis distributionibus dominis canonicis, per officiarios capituli servetur equalitas, nullum scilicet alteri anteponendo, seu preferendo; sed cum facienda erit distributio, id notificet officiarius capitulo, hancque, si sit in pecunia, faciat in capitulo unicuique equaliter et ordinate, prout jus et ratio suadent.

Item, quod si contingat aut expediat aliquem officiarium pro negotiis ecclesie aut sui officii extra muros hujus civitatis proficisci [ad?] expensas ecclesie, ante ejus recessum causam viagii capitulo exponat, eoque reverso suarum expensarum declarationem exhibeat in capitulo, ut per scribam signata in suis compotis allocentur.

Item, statuimus et ordinamus, quod si in domibus et prediis ecclesie sint fiende reparationes excedentes sommam sexaginta solidorum parisiensium, visitentur prius per magistros operum qui relationem facient capitulo; postmodum proclamentur et publicentur, ac fient per operarios expertos qui pro minori pretio illas facere voluerint, non habitis favore aut affectione ad particulares operatores non expertos. Quibus quidem reparationibus factis, iterum visitentur, si decenter et commode facte sint, uti conventum fuerat.

Item, nulle fiant amodo gratie, aut remissiones debitorum ecclesie, adeo festine, et per favores; sed fiat inquisitio de propositis per requirentes dictas gratias et remissiones, et ad hujusmodi inquisitionem faciendam committatur officiarius cum uno ex dominis canonicis.

Item, et quia experientia compertum est, nec quempiam latere est verisimile quod retroactis temporibus ecclesia nostra non modica dispendia et incommoda passa sit, ex eo videlicet quod officiarii et receptores denariorum ecclesie, nullam de reddendis eorum compotis diligentiam faciebant, nec ad id compellebantur: verum lapsis longis temporibus post finitas administrationes, aut per dissimulationes, aut per incuriam, eorum compoti inauditi remanebant; volumus, ordinamus, ac de novo statuimus, quod de cetero

prefati officiarii, seu receptores, intra sex menses post lapsum anni quo fuerint officiarii, teneantur suos compotos reddere; et si negligentes extiterint, ad id per substractionem fructuum suarum prebendarum, et aliter, omni semota dissimulatione compellantur.

Item, quod ad audiendos compotos dictorum officiariorum committantur semper tres canonici, scilicet alter antiquus, alter de novo acceptus, et alter medius; et ad rotulos auditorum faciendos, deputentur per capitulum duo vel tres ex dominis canonicis, cum de jure honores et munera publica debeant distribui : tenebuntur quoque dicti officiarii ostendere et exhibere suos compotos antedictis auditoribus per quindecim dies antequam ad audienciam ipsorum compotorum procedatur.

Item, statuimus et ordinamus, quod hujusmodi compotorum auditores nullas pecuniarum summas, vel granorum quantitates, allocent, vel admittant in *requirendis*, ipsis officiariis; nisi prius eis constiterit de diligenciis per officiarios factis tempore et hora congruis, videlicet infra annum, saltem immediate post lapsum anni quo fuerint officiarii; qui si aliter fecerint, tenebuntur ecclesiam indempnem reddere, et per ipsos allocata persolvere.

Item, quod si contingat dictos officiarios, seu receptores, per eorum incuriam et negligentiam, quod absit, non esse persolutos, aut integraliter satisfactos granis ad causam dictorum officiorum eis debitis, et grana hujusmodi caro pretio vendantur, volumus estimationem dictorum granorum fieri, officiariosque cogendos et compellendos ad solutionem estimationis predicte, ex quo per eorum incuriam et negligentiam non est eis ex integro satisfactum.

Item, statuimus et ordinamus, quod de cetero dicti officiarii qui compotos habuerint reddendos et audiendos, non presumant alter alterius compotum audire, nec ad id per capitulum committantur.

Item, volumus et ordinamus, ac presenti scripto statuimus, quod de cetero qui per triennium officiarius, seu receptor extiterit et duos compotos ad minus, rationemque et *reliqua* non reddiderit, sit post lapsum hujusmodi triennii ad quevis officia ineligibilis, nisi subsit causa rationabilis per capitulum discucienda; qui etiam per se, vel alios,

palam vel occulte, ad officia ecclesie assumi procurabunt, sint ad hujusmodi officia ineligibiles.

Item, statuimus et ordinamus, quod si qui per capitulum commissi vel deputati fuerint ad inquirendum super aliquo, aut aliquid aliud faciendum, prefigatur terminus eis, et cum omni diligencia dictas suas commissiones execucioni demandare studeant intra terminum eis prefixum, et hoc sub pena decem solidorum parisiensium capitulo applicandorum, aut alia pena arbitrio capituli taxanda.

Item, committantur et deputentur per capitulum tres ex dominis canonicis, unus scilicet antiquus, alter de novo receptus, et alter medius, qui videre habebunt conclusiones compotorum officiariorum qui a viginti annis citra fuerint, et si que et quante requirende vel reste, et a quibus capitulo debeantur, et id capitulo referant.

Item, statuimus et ordinamus, quod singulis ebdomadis afferatur in capitulo supra bufetum rotulus panis capitularis, et quolibet mense afferatur rotulus anniversariorum, ut per hec videri possit qui presentes fuerint, et lucrari debeant suos fructus, et qui non.

Datum, actum et per nos passatum in capitulo nostro generali, more solito, tento anno Domini millesimo quadringentesimo octuagesimo septimo, mensis augusti die vicesima.

STATUTS

DES

CORPORATIONS ECCLÉSIASTIQUES ET CIVILES.

---

§ III.

STATUTS DE L'ABBAYE DE SAINT-REMI.

STATUTS DE L'ABBAYE DE SAINT-REMI.

I.

CONSUETUDINARIUS liber, sive consuetudines archimonasterii S. Remigii remensis [1].

Arch. de l'abb. de Saint-Remi.

[1] C'est ici qu'aurait dû être publié ce curieux manuscrit, si nous avions pu le recouvrer. Voir ce que nous en avons dit, *Archiv. Admin.*, t. I, p. 231 et suiv. Pour combler la lacune qu'il eût remplie, nous avons cru devoir choisir dans les trois cartulaires A, B, C de Saint-Remi et dans le plus ancien Martyrologe de cette abbaye (coté 184-147, parmi les mss. de la Bibl. de Reims), diverses pièces qui toutes ont rapport à sa gestion temporelle avant le xv[e] siècle.

I.

« Carta Herimari abbatis, qua assignat certos redditus pro cena fratrum, pro infirmis, pro peregrinis et pauperibus. » Vers 1076. Mabill. Ann. Ben. V, 39. — Marten., Ampl. Coll., I, 418.

II.

« Azenarii abbatis S. Remigii decretum in graciam pauperum [*]. Vers 1100. Mart., Ampl. Coll., I, 560.

[*] Martenne a tiré ces deux pièces des gardes d'un Lectionnaire de Saint-Remi (grand in-fol. sur vélin), actuellement coté 185-148, parmi les manuscrits de l'hôtel de ville de Reims; à leur suite se trouve une pièce un peu moins ancienne, mais qui a rapport à deux autres publiées dans l'Ampliss. Collect. II, p. 685 et 1001, et que cependant Martenne a cru devoir omettre. Nous la donnons ici :

Vers 1178. « Ut ad bonum pacis rei geste veritas litteris commendata proficiat, tenor[em?] composicionis que inter nobilem virum dominum Gaufridum de Joenvilla, et donnum Petrum [cellensem], abbatem S. Remigii, Domino auctore, provenit, scripti hujus pagina continet. Inprimis ergo, conquerente donno abbate quod dominus Gaufridus multa sibi, in villa que dicitur Donnum Remigium, magis per potenciam quam per justiciam vendicaret; recognovit dominus Gaufridus quod nichil in eadem villa, preter jus pignoris possideret, et quod de his que sibi objiciebantur staret judicio domini Arnulfi de Rignello, a quo se dicebat in eadem villa jus pignoris obtinere. De villa vero Curcellis, in qua sibi jus advocationis, quamvis hoc ei donnus abbas non recognoverit, vendicabat, talis est compositio subsecuta : quod dominus Gaufridus, si quid adversus incolas loci habuerit, proclamationem faciet apud majorem ville, et ille infra xv dies terminum audiende cause constituet, diemque prefixum, si voluerit, monacho S. Remigii nunciabit; quod, si ad diem venerit, sedebit judex, et pars domini Gaufridi parebit sentencie quam curia S. Remigii, causa cognita, promulgabit. Ab aliis autem gravaminibus dominus Gaufridus se deinceps abstinere promisit, et, in quantum poterit, etiam filium suum facturum se cessare spopondit. De his vero gravaminibus, que ex parte sua jam facta fuerant, consilio fratrum de Claravalle, Walcherii videlicet et Rainaldi cellerariorum se parare [*sic*, parere?] constituit. Ceterum querela de tallia, quam in villa ipsa querebat, indecisa remansit. Facta est autem superior compositio apud Pontem de Barro, qui dicitur Baldulinus, xii kal. april., presentibus viris religiosis abbate clarevallensi [Gerardo?] cum duobus supradictis fratribus, et abbate dervensi, et abbate molismensi, cum aliis pluribus viris qui ex utraque parte convenerant. »

Cette charte est placée dans les gardes du Lectionnaire, parmi des fragments de polyptique qui ne peuvent nous dédommager que fort imparfaitement de la perte du grand polyptique, que nous n'avons pu retrouver. Les voici :

[*Redditus S. Remigii de Braiban?*]

« Mathildis de Braiban debet xxi s. et xii sextarios et dimid. annone, ad mensuram Marolii, de uno quarterio terre. *Filius* Girvini de Braiban v d. Guiardus de Braiban, iii d. Uxor Thome Pelliparii, vii d. et ob. Rainbaudus, vi d. Constantius, filius Winebaudi, iiii d. et ob. Haimo, faber, ii d. Ricardus Turbulus, iiii d. Ervid, ii d. Erembergis, ii d. Droardus de Suncis, iiii d. Stephanus, frater ejus, iii d. Masura Mauricii, vi d.

II.

Juramenta abbatis. [*Alias :*] Formule du serment prêté par les seigneurs abbés de Saint-Remy.

Archiv. de Saint-Remi, liass. 13, n° 7. Copie du xvie siècle.

Sequuntur juramenta et promissiones f[ac]iende per reverendos in Cristo dominos, dominos abbates ecclesie seu monasterii Sancti Re-

III.

Vers 1112. Cart. A de Saint Remi, fo. 118, et C, fol. 41 v°.

Privilegium conventus Sancti Remigii, de dono quod donavit Azenarius abbas ipsi conventui, scilicet decimam de Bainna minutam, et omnes redditus ville Duiseilli, ad opus infirmorum.

In nomine sancte et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti, Deo gracias; amen. Constat his temporibus multis pravorum hominum inquietudinibus res ecclesiarum periclitari, et ubi priorum nostrorum studio olim summa opulentia confluxerat, ibi nunc diversis accidentiis, peccatis exigentibus, multa inopia successit. Ideo ego Azenarius Sancti Remigii humilis abbas, com-

Masura Stephani Triart, iii d. Masura Hugonis Pejorantis-Villam, vi d. Domus Henrici, iii ob. Mansura Tancredis, iiii d. Terra filiorum Johannis de Germania, xiiii d. et ob. Robertus de Barra, vi d. Hugo Brussart et soror ejus, viii d. Thomas Liber, ii d. Stephanus, decanus, x d. et ob. Remigius, nepos ejus, iii d. Odo Senex, vi d. Theodericus Barnages, iiii d. Ludovicus Rufus, vi d. Hugo Savoret et Guiardus, presbyter, iii d. Filii Roberti de Chifellei, ii d. Johannes Trotemers, vi d. Willermus, filius Mathildis, vi d. Cunrart de Chevrilles, iiii d. Infirmi Ysaie, iiii d. Terra Hugonis de Ambunnaio, que est sub vineis Ysaie, iiii d. Stephanus, presbyter, xix d. et ob., de quatuor jornalibus terre et de duabus falcaturis prati. Wiardus, presbyter, xii d. de quatuor jornalibus terre. Olricus, filius Ertaudi de Braiban, ix d., de tribus jornalibus terre. Ernaudus de Braiban, xv d., de quindecim jornalibus terre. Ingrannus, vi d., de duobus jornalibus terre. Johannes, filius Erthaudi, iii d., de una falcatura prati.

Redditus S. Remigii de Nibles.

« Hugo de Monte, iiii polkin avene et xvii d. Wido de Cormant, i p[olkin] avene et viii d. de terra de Lares. — Gerlo, filius Widonis, i p. et ii r. avene, et viii d. — Walo Hardir, i r. frumenti. — Aufridus, scab[inus], ii p. avene et xi d. — Alelmus de Monte, ii p. et dimid. avene et xii d. et ob. — Walo, filius Wilgebert, dimid. r. frumenti, sextarium cerv[isie], et ii cap[ones]. — Ernulfus, filius Thizonis, iii p. avene et xiiii d. — Walo Morel, iii p. et i bod. avene, xiiii et dimid. r. frumenti et ii cap[ones]; et de molendino de Lares, i r. frumenti, i sext. cerv[isie] et ii cap. et ii s. et vi d. — Igelir et socii ejus, ii p. avene et xi d. — Ingelbertus, dimid. p. avene et vii d. — Walo, filius Widonis, iii r. avene, dimid. r. frumenti, et i sestir cerv., et ii cap, et iii d. — Hugo, filius Aldelin, i p. avene et viii d. — Balduinus Peverel, ii p. et i bod. avene, et xi d. — Terra Alnulfi Calvi, iii p. avene et xiiii d. — Terra Huberti de Balinghera, iiii p. avene et xvii d. — Terra Oilardi, ii p. avene et xi d. — Terra Godefridi, iii p. avene et xiiii d. — Aloldus Roffart, ii p. et ii r. avene, et xv d. — Terra de Russafelt, i p. et dimid. avene, et ix d. et ob. — Terra Gantranni, iii p. avene et xiiii d. — Wibert, iiii p. avene et xvii d. — Geroldus et socii ejus, iiii p. et xvii d., v r. avene. — Eustachius de Atrio, ii p. iii r. avene, et xiiii d. et dim. r. frumenti, et ii cap. — Wifridus, vi r. avene et v d. et ob. — Stephanus Pincecane, dimid. r. frumenti et ii cap. — Houdebert de Atrio, dimid. r. frumenti avene et ii cap. — Waltir de Atrio, dimid. r. frumenti et ii cap. — Mansura Wulgrini, ii s. et Aloldi Calvi, ii s. — Riquardus Maire, i p. avene et viii d.; et de Curtilis, dimid. r. frumenti, dimid. r. avene et ii cap. et i ob., i cap. et i panem. — Balduinus Lens, i p. avene, et dimid. r. frumenti, et sext. cerv., et xii d., et ii cap. — Rogerus, in oblat. dimid. r. frumenti, et ii cap. —

migii remensis, ordinis Sancti Benedicti, ad honorem et commodum dominorum prioris et conventus ejusdem ecclesie, dum et quando

muni conventus consilio res nostras utiliter commutans, ex his que de rebus hujus ecclesie meo juri cedebant, in usibus infirmorum fratrum minutam decimam de Bainna dono;

Rogerus Meloirs et socii ejus, ii p. avene et xiii d.; et duorum molendinorum, unumquodque i r. frumenti, et i sext. cerv., ii s. et ii cap. — Terra Bernardi, ii p. avene et xi d. — Baroous, i r. frumenti et ii cap. — Waltir, ii p. ii r. avene et xi d. — Oilarz Miler, s. p. av. et vii d. — Robertus, scab[inus,] i p. av. et viii d. — Gerbodo, s. r. frumenti et ii cap. — Ernulfus Sakel, i s. p. av. et ix d. et ob. — Terra Grison s. p. av. iii ob. — Terra Warin, s. p. av. et vi d. et i ob. — Terra Hildreibouir, i p. av. et viii d. — Terra Erardi, i p. avene et viii d. — Heilawidis, i s. p. av., et ix d. et ob. — Marcilius, s. p. av. et iii ob. — Guffridus Berquir, ii p. av. et vi d. — Terra de Quafrensart, ii p. avene et vi d. — Willelinus Butri, de terra de Brukes, iiii p. av. et xvii d. — Alter Willelinus, ii p. avene et xi d. — Anselinus, filius Waltir, ii sext. avene et iiii d. — Desart Hurlaud, s. p. avene. »

Census qui debetur thesaurario.

« In burgo S. Remigii, xxx s. et vi d. — Remis, xvi s. — Apud Campum Floridum, xliii s. — Tessiaco, xvi s. — Chammère, iii s. cathalaunensium et dimidium. — Ad Mesniz, viii s. et dimid. — Apud Janvere, ii s. — Apud Germine, iii s. — Apud Rislle, iiii s. — Apud Silleriacum, ii s. — Apud vii Salices, ix s. et iiii d. — Apud Visnel ante Cathalaunum, v s. et dimid. — Apud Conde, xii s. — Apud Hisse, vi s. pruvenensium. — Apud Treslacum, xx s. pruven. — Apud Haurges, ii s. pruven. — Apud Joe, xii d. — De molendinis fullonum, v s. — Apud Channacum, vii d. — Apud Viller Francsorum, iii s. — Apud Coccesium, ix s. pruven. — Warmerevilla, xii d. — Apud Hespine, xii d. — Apud Nantolium, iii s. — Apud Tenaium, v s. — Puteolis, v s. — Apud Brueres [Breuil], ii s. — De molendinis de Hans, xxx s. — Apud Curtem Auxorum, xxii d. — Apud Nogent, xii d. — Apud Lotharingiam, xx s. — Apud Wandecourt, xii s. — Apud Columnes, xii d. — Altare Curtis Ausorum thesaurarius tenet. »

[*Redditus S. Remigii per annum?*]

« Crusnelo habet Sanctus Remigius per annum: De parvo censu, s. viii et d. vi; s. xi et nummum, mediante maio, de hospiciis; propter carroperam et manuum opera, s. xiii et denar. viii, mediante augusto, et in duobus festis Sancti Remigii xx quatuor s. et d. iii. — De militibus, sol. v et d. vi. — De placitis, iiii libras. — De capitaliciis, sexaginta et x s. — De annona, quadraginta et i sextarium. — De parva decima, s. vi; *item* quatuor modios et iiii^or sextarios avene. — De vino, xl sextarios.

De Salice S. Remigii [Saulx S. Remi]. De placitis, c et xi s. — Pro carropera vini domni abbatis, xxvi.

De Roci [Roisel, village?], x et viii r[emensium] sol. sive duobus nummis (*sic*). — In festo S. Martini, xiii s. rem. — In medio maio, xiii s. rem. — In festo S. Johannis, xxi s. et viii d. — *Item*, in festo S. Remigii, xvii s. rem. — De terra S. Maximini ix s. — De reditu annone, xi modios avene et iii sextario; *item*, iii modios; de molendinis, viii modios.

De Basilica Curte [Bassocourt] mod. xxx et sextar. vii; *item* modios vii et dimid. — De molendinis, mod. x. — De censu, libras vi. — De placitis, s. lx et iiii^or. — De parva decima et de capitaliciis, ix.

De censu Islei [Isle] s. xl^a iii r[em]. — De placitis, s. xxiiii.

Pro capitaliciis de Warmerivilla, s. xxvi cat[halaun.]

De Baina, mod. ii, et dimidium siliginis, et iiii^or mod. avene. — De censu, s. lx^a et xvii et d. viii. — De placitis s. l. iiii rem.

De censu de Condeit, libras vii et s. xv rem. — De molendinis, libras xii cathal. — De capitaliciis, s. x cathal. — De censu pratorum, s. ix et d. ix pruvinensium (?) — De placitis, s. c et x pruvin. — De annona, mod. xii, minus sextar. ii.

De placitis de Chezei, s. lx pruvin. — De censu, s. xl remen. et d. viii.

De censu Mainerio, s. iiii rem. et s. vi pruvin. — De capitalitiis, s. iiii cath.

De censu Pliveis, s. xxxix pruvin. — De arietibus s. vi pruvin.

De Retet., s. viii pruvin. — De parva decima, s. x pruvin.

De Chiis, s. v cath.

novus pastor aliquis efficitur; et dicte ecclesie, ac reddibenciarum ejusdem possessiones.

omnes etiam reditus de villa Duisello, ad eamdem obedientiam concedo, videlicet terras arabiles, prata, animalia, placita, censum, capitalicia, terrarum aratarum debita, et om-

De censu Villaris in Silva, s. LX° VII rem. — De placitis, IX cath. — De annona, sextar. L.

De censu Cheunei et Rislei, s. L et d. VI rem. et s. IIII^or cath. — De placitis, XXX s. cath. — De parva decima, s. XX cath.

De censu Villaris Aleran, libras VII rem. d. XII minus, et s. XXV cath. — De capitaliciis, s. XII cath. — In festum S. Remigii, s. XV et d. VI. — Pro cena, s. XXIII et d. VI cathal. — De placitis, s. LX cathal.

De carropera donni abbatis de Dusel s. IX. — De annona sext. XLVII.

In Campania, libras XVII et s. IX remenses.

Apud Condatum, libras X remenses d. X minus.

Apud Montanam, libras XIII et s. XII remenses.

Apud Crusneum, s. C et s. [*sic* d.?] III remenses.

Asini, pro piscibus de ferennis [sic, *deferendis?*]

De Beinna, II. — De Salice S. Remigii, II. — De Chinai, I. — De Crusneio, II. — De Janvereio et de Columeis, I. — De Saccio, I. — De Vilert Aleran, II. — De Vilert in Selvei, II. — De Capitaliciis, I. — De panetario, II. — De cellerario, II. — Donnus abbas, VI.

De melle.

De Curtis Auxorum, sextarium et dimidium mellis. De Villare in Silva, III sext. — De Villare Allerant, III sext. — De Baina, III. — De Salice S. Remigii, III. — De Saccio, III.

Titulus redituum coquine [*ante incrementa mensium*].

In januario : de capitaliciis, XII libras. — In februario : prepositus de Montana, VIII lib., et prepositus de Crusniaco, IIII^or lib. — In marcio : prepositus flandrensis, LX s. de banna (?) et XL s. de asinis, et alecia. — In aprili : prepositus de Curte Ausorum, X lib. — In maio : de capitaliciis, XII lib. — In junio : prepositus de Condato, XII lib. — In julio : de capitaliciis, XII libr. — In augusto : prepositus de Curte Ausorum, X libr. et XL s. de decima ovium. — In septembrio : Tassiacus [id est, Tassiaci domus]. — In octobri : prepositus de Condato, XII lib. — In novembrio : prepositus de Montana, XII lib. — In decembrio : prepositus de Campania, XII libras.

Hic est numerus mensure frumenti, et census denariorum, que debent homines qui manent super Culturam, juxta molendinos S. Remigii, et super appendiia de Campno, et extra portam Perrersonis et de Viriliaco.

Haymardus, mazzo, d. V. — Locelinus, sutor, d. XXII ϕ. — Rainardus, sacerdos, d. VI ϕ. — Rogerus, sutor, d. VII et ϕ. — Stephanus, d. VII et ϕ. — Haymardus, d. VII et ϕ. — Walterus, d. VII. — Holdiarda, II ϕ. — Wiardus, X (*sic*). — Alardus, V d. — Radulfus, V. — Hugo, sacerdos, VII ϕ. — Wiardus, VII. — Theobaldus, d. V. — Theolda, d. VII et ϕ. — Maria, V. — Mathildis, V. — Nicholaus, V. — Beliarda, II d. ϕ. — Haymardus, VIII ϕ. — Bovo, d. XX. — Petrus, XII. — Arnoldus, VII ϕ — Leudunus, d. V. — Letardus, V. — Eunus, V. — Constancius, VII ϕ.

Frumentum. Theodicus, d. X et sextar. II frumenti. — Balduinus, d. X. — Odardus, d. XII ϕ et V quart. frum. — Odalricus, d. V et plen. min[am?] frumenti. — Blai, d. VII ϕ. et III quart. frumenti. — Everardus, d. V et plen. min. frumenti. — Wibertus, d. VII ϕ et III quart. frumenti. — Gerbertus, d. X et I sext. frumenti. — Gillebertus, d. X et I sext. frumenti. — Heribertus, d. VII ϕ et III quart. frumenti. — Dodo, VII ϕ. et III quart. frumenti. — Artur, VII ϕ. et III quart. frumenti. — Altruda, d. VI ϕ. et IIII quart. frum. — Aalot, d. V et plen. min. frum. — Bordinus, XII ϕ. et V quart. frum. — Lambertus, d. V et plen. min. frum. — Godefridus, d. X et I sext. frum. — Tebaldus, d. V et plen. min. frum. — Johannes, d. V et plen. min. frum. — Helbertus, d. V et plen. min. frum. — Holduinus, d. VII ϕ. et III quart. frum. — Amalricus, d. VII ϕ. et III quart. frum. — Tecelinus, d. VII ϕ. et III quart. frum. — Bonardus, d. V et plen. min. frum. — Teodicus, d. X et I sext. frum. — Mauerius, d. XXXII ϕ. et III sext. frum. et plen. quart. — Eustacius, VII ϕ et III quart. frum. — Stephanus, d. XV et III minas frum. — Bonardus, d. VII ϕ et

In primis, dominus abbas pastor novus effectus, post ejus promotionem, et litterarum confirmationis sue electionis, si que fuerit,

nia que ad nos pertinent, excepto vino quod refectioni fratrum jamdudum donatum est.

Hoc autem in supplementum ejusdem providentie, sub cura procuratoris infirmorum

III quart. frum. — Albricus, d. XV. et II sext. frum. — Johannes, d. VI et plen. mind. [*sic*, minam?], et I buxstellum frum. *Item*, Johannes, d. XII ф. et III min. frum. buxstellum minus. — Constantius, d. V et plen. min. et plen. bustellum frum. — Evrardus sol. quinque et denarium minus, et plen. min. et plen. bustellum frum. — Berardus, d. VII ф. et III quart. — Johannes, d. XV et V quart. frum. — Burdinus, d. X. — Dominicus, d. VII ф. — Emma, d. VIII ф. — Giwardus, d. VII ф. — Robertus, d. XVIII. — Paganus, d. XVIII. — Anselmus, d. VIII. — Girardus, d. XII ф. — Theodiens, X ф. — Helisandis, X ф. — Angelandis, d. V. — Falcoldus, VII ф. — Lambertus, d. X. — Gasmus, XXV (*sic*) et IIII sext. frum. — Milo et Girwinus, d. XV. — Drogo, d. XV. — Evrardus, XVII ф. — Anselmus, X. — Paganus et frater ejus, X. — Girardus, d. V. — Erembaudus, V et plen. min. frum. — Ascelinus, d. VIII et I sext. frum. et II cuppelez. — Martinus, d. VIII et I sext. et II cupelez. — Heribertus, d. VII ф. et X sext. et dimid. quart. frum. — Haymardus, VII ф. et V quart. — Constancius, d. V et III quart. frum. — Johannes, VIII ф. — Engelbertus, VII ф. et III sext. et plen. min. frum. — Haimardus, VII ф. et V quart. — Albricus, VII ф. et V quart. — Johannes, VII ф. et V quart. — Heribertus, VII ф. et V quart. — Rogerus, VII ф. et III minas frum. — Dominicus, d. XV et III sext. frum. — Girardus, VII ф. et III min. frum. — Stephanus, d. X et II sext. — Rodulfus, d. VII ф. et III minas frum. — Hadewida, VII ф. et III minas frum. — Engelwinus et frater ejus, d. XVII ф. et IIII sext. — Albricus, d. V. et I sext. et dimid. quart.

Noticia de benefactoribus S. Remigii

Seniorum nostrorum relatione didici quod Raimbaudus et Berta contulerunt S. Remigio mansionale Mariniacum; Adalbero archiepiscopus, S. Tymothei abbatiam [l'église de Saint-Timothée de Reims]. — Haidericus comes, S. Martini ecclesiam, cum acla [Saint-Martin de Courtisolt. — Acclæ terræ sic dictæ : *acoles*. Simile habetur in privilegio S. Nicasii *aclæ* dato ab Innocentio II]. — Herisendis, Guaillons [Guaillons]. — Fredeluna, Corbiniacum [Corbeni] et Nivisiacum [Neuvisy]. — Heribertus, comes, Treatres [Trestres]. — Albuinus, Duisel [Duisel, au diocèse de Soissons]. — Hincmarus abbas, II mans. in Miltreio [Mutrei] et Lu [Lu-lès-Reims]. — Guido Vetulus, centum modiorum vineam [Vigne de 100 muids]. — Ailendis, Corcellas [Courcelles-lès-Louvemont]. — Gerberga, Marna [Marne, autrement Merzenne]. — Austrudis Dolcorten [Doulcourt, *nunc* Driecourt]. — Rogenoldus comes, Curtem Cedronis [Courtcedre]. — Adelinus, Ramelzeium [Ramoulzei, diocese de Laon]. — Fulcho archiepiscopus, Chiverain et Roisum [Chiver et Rosi ; c'est-à-dire Saulx-Saint-Remi et Rosi, *alias* Le Grand Roy en Vermandois]. — Heriveus archiepiscopus, Bruoil [Breuil, diocèse de Reims]. — Drogo, Nanterus et Heida, Pontem Baironis [Ponthair]. — Hugo dux, Villare [Villeret]. — Boso comes, Domnum Remigium [Domrémy, diocèse de Toul]. — Richuara, Veneium et Lupimontem [Louvemont et Flournay, diocèse de Châlons]. — Eremboldus comes, Tendeniacum [Teudenay ou Tanay en Portian]. — Hugo, Condadam [Condes en Bassigny] cum appendiciis. — Gisliano, Chimereium [*forte* Chimny]. — Bernardus comes, VII mans. in Craugneuna [Craonne]. — Seulphus episcopus, Condatum [Condet]. — Richerus, Gisardis Curtem [Giseicourt]. — Haaboldus comes, Terron [Terron]. — Anscherus, Gerzeium [Gerzei]. — Adelardus comes, Arna [Arne, *alias* Sarnay en Dormois]. — Ebo archiepiscopus, Campum S. Remigii [Le Champ S. Remi ou le Ban. — Comment n'est-il pas question ici de la fameuse donation d'Arnulfe?] — Hildiardis comitissa, Villare [Villers-le-Sec] et Brai [Braus, diocèse de Châlons]. — Oidelo, Villare Asinium [Villers-Asneux]. — Odalricus episcopus, Bairon [Bairon en Rhetelois]. — Falbertus, Nuclearium [Noroi]. — Rotlaus, Berengelcort [Bernicourt]. — Herendis, Taiseium [Taiser]. — Tetbertus, Druleium [Drulei]. — Hugo archiepiscopus, Crusneium [Crunei]. — Burchardus comes, Juhincivillam [Juniville. — Qu'un autre devine mieux et je ne l'envierai pas, attendant plus certaine cognoissance. — *Notes marginales du* XVII*e* *siècle*]

Sur la dernière feuille du Dictionnaire (feuille coupée par moitié), se trouve ce qui suit, tracé

aut alio modo provisus, impetrationem, et de hiis in capitulo facta fide sufficienti, postquam ipse abbas juraverit sub votis religionis et

statui, antecessorum meorum ordinationem non minuens, ut deinceps absque querela infirmis fratribus serviatur, et hoc anathemate firmatum est. Hujus rei testes sunt ego Azenarius abbas, Lambertus decanus, Albericus subdecanus, Richerus macharius, Helias tunc prepositus, Rogerus, Odo, Walterus, Hugo. De laicis Deauratus, Drogo, Lambertus, Martinus, Odelerius; Godefridus scripsit, omnes laudaverunt.

IV.

Simon, Dei miseratione Sancti Remigii abbas, omnibus... Noverit universitas vestra quod cum inter predecessorem nostrum pie memorie Odonem * abbatem, et conventum — 1197. Cart. A des Saint-Remi, fol. 181. B, 161. Martyr. ad calcem, fol. 20.

une main postérieure à celle qui a inséré ce qui précède.

Census qui debetur hospicio.

Dominus Albergil, quo manet villam Lesaile, x d. — Thomas Tricoteris, xxiii. — Bertrandus, xxviii. — Hadvidis, soror Haymardi de Villa Dominica, v. — Albricus, et Jacobus Rodoant frater suus, xiiii. — Uxor Brisebarre v. — Patcardus, xiiii.

Redditus thesauri noster.

Henricus de Curte Ausorum debet singulis annis usque in xiiii annos, xiiii libras. Actum anno gracie m° c° xxxx° vi°. De Condeto pro pasto porci, xxvi s. De Lovois, pro decima, xxix sext. et x, med. frumenti, et med. avene; pro minuta decima, vii s. remensium. Petrus de Curville debet d., med. ad Pascha, et med. ad Pentecosten. De Chauni, vi s. et iii sext. avene et justiciam. De Montenai, xviii sext. frumenti, iiii avene et xxx s. prov[inen]sium]. De Longa Aqua, pro molendinis, xvii sext. frum. ad mensuram Castellionis. De Duisel, xxxvi sext. de conseir ad mensuram que ibi est. De Jamverei, pro decima, xxiiii sext. med. frumenti et med. avene et vi s. Quartam partem habet cellerarius ad rectam mensuram. Procuratio debetur rectoribus. De Insula, xix s. et ii gallinas. De Juvenis villa l s. et iii mod[ios] segetis, med. siliginis et med. avene, ad mensuram que ibi est. — Nicholas de Stempis emit redditum x s. ad Montinei, et dedit thesauro. Idem Nicholaus emit anniversarium ad molendinos fullonarios xx° s. Ad Jamverei furnum qui valet ix sext. med. frumenti med. trementis, et xiiii s. census remensium.

* Odon avait gouverné le monastère de 1118 à 1151. Nous avons retrouvé à la suite du Martyrologe de Saint-Remi, entre ce Martyrologe et la règle de Saint-Benoît, l'acte suivant, dressé par lui, dans lequel il est question des échevins, et qu'il faut rapprocher des pièces publiées par nous. *Arch. admin.*, xiiᵉ siècle, nᵒˢ i et xvii.

Noverint presentes et futuri Matildem, sororem Johannis Catalaunensis militis, qui fuit filius Grivonis, quoddam molendinum, juxta curiam Beati Remigii, juxta Curtem Ausorum situm, ab eodem fratre suo, qui de feodo jam dicti confessoris erat et descendebat, tenuisse. Hec autem matrona, ducta amore Beati Remigii, eundem molendinum assensu et voluntate fratris sui Johannis predicto Sancto libera donatione reddidit et dedit. Erat tunc in vadimonio positum ab ipsa: Dominus vero Baidericus, tunc prepositus ipsius ville, voluntate domni Odonis abbatis, et totius capituli, a Vualtero, Manberti filio, qui tunc eum tenebat centum solidis redemit. Hunc ergo molendinum jam dictus abbas et communis conventus ejusdem Sancti Remigii eidem Vualtero et ejus heredibus sub trecensu xxx solidorum concessit; de quibus solidis persolvent decem infra octo dies Natalis Domini, alios decem in Pascha, alios in Ascensione Domini. Unde et pace supradicti prepositi Baiderici, abbatis, et conventus, pro salute ipsius et refrigerio animarum patris et matris, jam dictos xxx solidos ad refectionem fratrum in die sancto Pentecosten in perpetuum dederunt et statuerunt. Quod si idem Vualterus eundem molendinum alias in loco mutare voluerit, ex integro de suo faciet; sed, si alium juxta, tundentem pannos, quem vulgo *bateres* vocant, prepositus et ipse edificare voluerint, ponet prepositus in constructione duas partes, Vualterus terciam; et sic de beneficio molendini similem accipient participationem. Sciendum preterea quod supradictos xxx solidos sepe nominatus Vu[a]lterus et ejus heredes preposito Curtis Ausorum in supradictis terminis persolvent, quos ipse cellerario dabit: cellerarius vero solummodo eos ad quod diximus reservabit. Ceterum, si sepe nominatus vir et ejus heredes trecensum quem diximus persolvere noluerint, ecclesia quod suum

ordinis Sancti Benedicti, et per suos sacros ordines promiserit super sanctis Evangeliis, observare et intertenere omnia statuta, privilegia, libertates, franchisias, chargias, onera, dominia, reddibentias, jura, proventus, emolumenta ac observationes ab antiquo ecclesie, priori

ipsius, super quibusdam redditibus ad coquinam eorum et infirmariam pertinentibus, querimonia quondam versaretur; tandem ipse abbas quicquid juris et possessionis predicti conventus fuerat, eidem recognovit, et assignans scripto confirmavit, quod tamen jam non parvo temporis intervallo fuerat interruptum. Nos autem celebrate sub Odone predicto compositioni grato concurrentes assensu, omnia ex integro hujus ecclesie nostre anniversaria, tam deinceps acquirenda quam hactenus acquisita, cum aliis refectionibus in diebus festis, et fratrum minutionibus, tam cellarii quam coquine, omnesque redditus et possessiones coquine prenominate simul et infirmarie, cum omnibus suis appendiciis, in manus memorati conventus absolute restituimus; et eidem ponendi cellerarium simul et infirmarium, ac duos fratres de conventu, qui utriusque obedientie de singulis audiant rationem, liberam concessimus facultatem; ea tamen conditione id actum est, quod conventus in electione cellerarii ex se duos fratres eliget, e quibus unum abbas coquine preficiet. De infirmario idem est institutum. Verumtamen de predictis obedientiis quedam, ne posteris venire possint in dubium, quadam speciali distinctione colligendo replicamus. Vestes scilicet cellerarii, quas a camerario nostro sicut unus de claustralibus debet accipere; silvam de Vauhaatem, et nemus quod est supra Villare Aleran, ad usus coquine; XII milia aletium et totidem anguisellorum apud Nieles; duos modios fabe ad mensuram remensem, et tres in anno refectiones trutarum, excepta illa que quarta feria Pasche, sicut in primo die, plenaria exhibetur, in prepositura de Braus et de Aisencella; modium quoque fabe de Gerraudimonte. Cetera vero coquine appenditia quasi nota preterimus, de infirmarie redditibus quedam alia breviter adnectentes: Doisellum cum omnibus que ibi ecclesia nostra possidet, excepto vino de redditibus; altare Sancti Juliani, cum decima tam majori quam minori de Tribus Puteis et de Mumbret; altare de Isla cum Atrio et decima majori et minori atque molendinis et censum Atrii; minutas decimas de Villari Alerani, de Campo Florido, de Salice Sancti Remigii, de Roiseio, de Baina, de Nueroi et de Muscherez; quicquid habemus apud Summesaut et Copelleium; atque hominum ad dominium infirmarie pertinentium, capitagia, forismaritagia, sanguinem, letum, et mortuam-manum. Ista omnia cum his que jam superius generaliter comprehendimus, sepe dicto conventui perpetuo jure tenenda permittimus. Quod ut invicte firmitatis robur obtineat, presentem paginam sigillorum appensione, nostri videlicet et capituli, confirmavimus. Huic nostre concessioni presentes affuerunt dominus Willelmus venerabilis Remorum archiepiscopus, Balduinus prepositus, Guido Peslupi et Robertus de Busseio canonici et officiales domini remensis, Radulphus prior Vallis Sancti Petri, Petrus prior, Gerardus supprior, Albericus quondam abbas Sancti Martini metensis, Thomas quondam abbas Mauri Montis, Guido Bigoz et multi alii. Quicumque vero hujus nostre descriptionis paginam infringere at-

est, scilicet molendinum, recipiet. Quod decretum, ut ipsis heredibus inconvulsum maneat, auctoritate sigilli Beati Remigii roboravimus, et incisione cyrographi, quod etiam apud veteres multum valuit, adjunctis idoneis testibus confirmavimus. Testes hujus rei fuerunt dominus abbas Odo, Rainaldus prior, Haidericus prepositus, Hugo capellanus, Johannes camerarius; de laicis, Thomas villicus, Symon decanus; scabini, Guido, Galterus, Lambertus; de Curtis Ausorum, Bona-Terra, Durandus, Girevinus, Fulinerus, Albricus, Constantius; Mainerus, Johannes, Remigius Quatuorfratres, Dudo et multi alii. »

et conventui deditas et concessas, et quas priores abbates observaverunt ac observare promiserunt et soliti sunt intertenere, ac de nichil temptaverit, eterne dampnationi subjaceat *. Actum anno incarnati Verbi, Mº Cº XCº VIIº.

V.

1197 « Simon, divina patientia Sancti Remigii
* Cart. A de Saint-Remi, fol. 136, B, f. 152, Martyr., fol. 19. abbas, omnibus litteras has inspecturis, in vero salutari salutem. Universalitatem vestram scire volumus, quod cum quedam anniversaria, Sansonis videlicet remensis archipresulis et parentum ejus, Esquili ** archiepiscopi Datie, Bartholomei, Acharini, Macele uxoris Richeti matricularii, et unam de refectionibus Nicholai de Stampis in manu nostra diutius tenuissemus; tandem precibus tocius conventus ad hoc inducti, eam partem decime Thassiaci que nos contingebat, centumque solidos Proveniensium de reddittu quem a Rainero de Coille, apud Condatum supra Maternam, nuper emimus, coquine predicti conventus, pro supradictis refectionibus quotannis faciendis, assignavimus. In cujus rei testimonium presentem paginam sigillorum patrocinio, nostri videlicet et capituli, communimus. » Actum anno Verbi incarnati, Mº Cº XCº VIIº.

VI.

Vers 1200 « Noveriut universi, quod cum inter do-
Cart. A de Saint-Remi, fol. 122, B, fol. 156, C, fol. 42; Martyr., f. 23 vº. minum P. abbatem Sancti Remigii, et T. infirmarium, super quibusdam capitulis controversia verteretur; tandem ad sopiendam contentionem, dominus abbas et infirmarius in Gerardum suppriorem, et Radulphum de Marsna, et Jacobum cantorem, et Droardum creditorem compromiserunt. Inito autem consilio, predicti viri in hoc concordant, quod dominus abbas messem debet creditori infirmarie, et asinario infirmarii, ad exemplum aliorum servientium de conventu qui messem accipiunt in granario. In minuta decima Sancti Juliani nichil habet abbas, quia utraque decima et magna et minuta infirmarii est. Pastum porcorum de quibus infirmarius bacones facit, non debet abbas; sed aliis porcis qui pro carnibus recentibus occiduntur, et gallinis, debet abbas pastum. Infirmis, et hospitibus in infirmaria, debet focum ministrare infirmarius, et eciam infirmis qui balneo utuntur. Camerarius autem debet focum ad rasuras omnes, et ad balnea sanorum fratrum; et hos sanos intelligimus, qui in conventu sunt, vel si non sunt in conventu, et jacent in infirmaria, possunt tamen aliquando in refectorio comedere. Conversum etiam de infirmaria debet infirmarius vestire; si modo talis sit conversus, quod bene et competenter infirmis possit ministrare; et licet infirmarius vestiat conversum, sive non vestiat, tamen

* Cette pièce fut confirmée la même année par l'archevêque Guillaume, qui y ajouta les dispositions suivantes :

« Villelmus, Dei gracia remensis archiepiscopus, Sancte romane Ecclesie, tituli Sancte Sabine cardinalis, Apostolice Sedis legatus, omnibus.... Noverit universitatis vestre discretio quod, cum inter bone memorie Odonem...., etc., etc. Preterea aquam quam de subtus molendinum S. Remigii juxta Carnustrellum tenebamus, et aquam de Folepaine, in qua eadem ecclesia se asserebat jus habere, in elemosinam eidem conventui de mera liberalitate contulimus. Ut ergo hec omnia rata, etc. Actum anno... Mº Cº XCº VIIº. Datum per manum Mathei, cancellarii nostri. » — Cart. de S. Remi, A. fol. 119, B. 149; Martyr., fol. 14.

** Le martyrologe de Saint-Remi, *ad calcem*, nous fournit la note suivante sur ce célèbre archevêque danois :

« Domnus Esquilus, Dei gratia lundensis civitatis Datie venerabilis archiepiscopus, presidens capitulo S. Remigii Francorum-apostoli, petiit humiliter sibi dari fraternitatem et societatem istius ecclesie, quam domnus Petrus abbas, assensu totius capituli, et libenter, et devote, in omnibus, et per omnia, sicut uni ex nostris professis, concessit, et post obitum ejus anuale cum prebenda. Ipse vero ductus amore S. Remigii, et fratrum suorum, ad anniversarii sui diem celebrandum, redditus ad refectionem fratrum sufficientes adquisivit; quem diem secunda feria post Assumptionem S. Marie quamdiu vixerit pro fidelibus defunctis sollempniter, et post obitum suum die depositionis sue, annuatim statuit celebrari. »

innovendo seu innovari, aut attemptari contra premissas constitutiones et privilegia, nisi de consensu conventus et capituli faciendo;

idem converso calciamenta debet camerarius administrare. Senio confectis, et his qui perpetuo morbo laborant, napas infirmarius debet administrare; aliis autem in napis refectorarius debet providere. Octo sextarios siliginis habet pro messe serviens qui loco asinarii est, et panem accipit in camera sicut alii servientes; et in coquina conventus, scutellam habet pulmentorum. Camerarius ad opus sanorum et infirmorum vas ad balneandum debet providere, et duos denarios debet servienti qui administrat balneanti; et in camera accipit idem, singulis diebus quamdiu est in servicio balneandi, duos panes de hautun. Si aliquis ex fratribus ineat cum medico aliquam conventionem de se sanando, et ei mercedem promittat, non debet inde infirmarius respondere. Utensilia omnia ad puteum, de infirmaria debet infirmarius providere. Cellerarius autem ad omnes frixuras, et farsuras, et morterolia, cavalertias, et in omnibus ferculis ubi opus fuerit, debet saginam, et ova, et ad carnes omnes et cibos salem sufficienter ministrare. Pisa etiam debet, et porra si sint in horto conventus; et si per fraudem cellerarius porra vendiderit, nec minus infirmarie porra debet administrare. Pastam ad pastillos et roiselias faciendas debet panetarius, et ad morterolia similiter debet panem refectorarius ministrare. Mercedem servientis qui servit in infirmaria debet abbas; et mercedem mulieris que fratrum panniculos abluit, debet camerarius. Quando carnifex occidit boves, vel porcos, ad carnes sallitas faciendas, habet idem carnifex dimidium sextarium vini in cellario, et in camera tres panes de hautun; et coadjutores ejus singuli debent habere duos panes de hautun. Thesaurarius in coquina infirmarie de candelis debet sufficienter providere, et in occisione porcorum et boum ad carnes sallitas faciendas, et ad omnia fercula preparanda. Garcioni qui de mercato affert carnes per infirmariam, debet panetarius unum panem de hautun. Et si plures fuerint qui carnes afferant, quisque unum panem de hautun habebit. Singuli servientes qui in coquina infirmarie serviunt quamdiu infirmarie durant, singulis diebus duos panes de hautun debent habere. Preter hos predictos panes, singulis diebus, durante infirmaria, creditor et magister coquus duos panes de conventu in refectorio debent habere, et dimidium sextarium vini, et reliqui servientes similiter dimidium sextarium vini; et ad omnia fercula preparanda, debet vinum sufficienter cellerarius vini. Extra generales infirmarias per circulum anni, si duo monachi vel plures fuerint in infirmaria, singulis diebus habet creditor unum panem conventualem, et metretam vini. Si solus monacus fuerit in infirmaria, nichil percipit creditor. Ad omnia opera que per infirmaria fiunt, debet panem panetarius operariis; mercedem vero denariorum, debet infirmarius; sed murorum et tectorum universitatis infirmarie reparationem, non debet infirmarius. Premissis his que dominus abbas infirmarie nostre debet, nunc adnectendum est quid ipse in infirmaria debeat accipere. Dominus abbas in generali infirmaria que fit post Natale Domini, duplicem singulis diebus cum pitancia habet prebendam, in prandio videlicet et in cena. Pars una de capellanis suis que ad mensam infirmarie intitulata est, cum prebenda plenaria, de infirmaria cum ipso debet comedere. Potest eciam dominus abbas duos quos voluerit de conventu ad mensam suam vocare, et ipsi prebendam unam de infirmaria habebunt. Et quia de facili non contingit ut dominus abbas per omnes infirmarias intus assidue demorari possit, dicimus quod durante generali infirmaria, ea que supradicta sunt dominus abbas debet percipere. Si aliquis abbas, vel aliqui hospites, ad mensam abbatis supervenerint, a domino abbate debent procurari, nisi ex gracia ipsis hospitibus infirmarius aliquid largiri voluerit. De procurationibus autem quas ab infirmario in suis minutionibus dominus abbas exigebat, nec tempore abbatum nostrorum Odonis, Hugonis, Petri

per priorem et conventum honorifice, decenter, cum cruce et aqua benedicta, libro evangelico presentato et osculato, processionaliter ad

Simonis, aliquid vidimus, nec a senioribus nostris quicquam audivimus. Adicimus eciam ad cautelam succedentium, quod si forte dominus abbas aliquam infirmitatem incurrerit, de suo se debet procurare, nec super hoc infirmarius ei tenebitur respondere. »

VII.

Vers 1200. Cart. A de Saint-Remi, fol. 120, B, f. 152. Martyr., fol. 21.

« Petrus[*], divina miseratione Sancti Remigii remensis abbas, omnibus litteras has inspecturis in Domino salutem. Quoniam sedem ecclesie Beati Remigii, cui non nostris meritis, sed Dei gratia largiente, presidemus, pro modo nostre possibilitatis in cunctis tenemur diligere, et ad meliora studiosius promovere, ut subditis vigilantie nostre commissis non tam studeamus preesse, quam prodesse, compositioni sub nostris predecessoribus pie memorie Azenario, Odone, Simone quondam abbatibus, facte super querelis redditunm coquine et infirmarie fratrum, et quibusdam consuetudinibus interruptis, assensu grato concurrimus; quedam non minus necessaria de beneplacito nostre sollicitudinis adhibentes, ut sinceritas pacis que predictorum patrum tempore multis causis emergentibus cognoscitur fuisse viciata, detersis contentionibus et erroribus universis, in sua deinceps per nos firmitate restituta permaneat. Et quia rerum hujus mundi labentium mutabilitas in sola quodammodo scriptorum stabilitate solidatur, omnia que jam dicti patres in litteris suis conventui hujus ecclesie data et reddita, vel ab eodem prius possessa, conscripserunt, et suorum appensione sigillorum confirmarunt, nos eciam presentis scripti patrocinio roboramus : universa videlicet hujus nostre ecclesie tam deinceps acquirenda, quam hactenus acquisita, cum aliis refectionibus in diebus festis, et fratrum minutionibus, tam cellarii quam coquine; omnesque redditus et possessiones coquine prenominate simul et infirmarie, cum omnibus suis appenditiis, et liberam facultatem ponendi a conventu cellerarium et infirmarium, ac duos fratres de ipso conventu qui utriusque obedientie de singulis audiant rationem; ita tamen quod in electione cellerarii, vel infirmarii, conventus ex se duos fratres eligat, e quibus unum abbas coquine vel infirmarie preficiet. Nunc de predictis obedientiis, quedam minus cognita colligendo notificamus : Vestes scilicet cellerarii coquine, quas ei camerarius noster sicut uni de claustralibus debet conferre; silvam de Vauhunem, et nemus quod est supra Villam Aleranni ad usus coquine simul et infirmarie; aquam que est juxta villam de Cormontreuel, quam dominus Willelmus Remorum archiepiscopus eidem conventui in elemosinam contulit; aquam de banno domini Thome, cognomento Infantis, pro anniversario patris et matris mee, et aquam in qua canonici partem habent, et eam que est inter duos molendinos, necnon et aquam de Folepera, quartam partem decime Thassiaci; centumque solidos

[*] Nous pensons que les statuts suivants, qui se trouvent dans le Martyrologe, sont émanés de cet abbé, et non de l'un de ses prédécesseurs, Pierre de Celle :

« Cum sepe querimonie versarentur et inde emergerentur discordie de vestiario et conventu commonachorum nostrorum commorantium in prioratibus nostris, nos Petrus abbas, de assensu et concilio quorumdam religiosorum nostrorum volentes omnem contentionis materiam resecare, statuimus de cetero quod cum quidam religiosus missus fuerit in quodam prioratu, et alter revocatus, ille qui pro majori parte termini manserit in dicto prioratu totum vestiarium dicti termini recipiet. »

« Statuimus etiam de conventu, quod cum quidam commonachus noster mansionem fecerit in quodam prioratu pro majori parte anni, totum annum conventum recipiet.

« Statutum est eciam de anniversariis, quod qui presens fuerit in diebus in quibus anniversaria celebrabuntur portionem suam integram habebit. »

majus altare atque ad cathedras abbatiales per prefatum priorem deducendus atque recipiendus est.

Proveniensium apud Braibanc juxta Condatum, pro sex anniversariis quotannis faciendis; duodecim milia alietium et totidem anguisellorum apud Nieles; duos modios pisarum ad mensuram remensem, tres etiam in anno refectiones truttinarum in prepositura de Braus et de Asancella, excepta illa que quarta feria Pasche nobis, sicut in prima die, plenaria exhibetur; modium quoque fabe de Gerrandimonte. Cetera vero coquine appendentia, quasi nota preterimus. De infirmarie redditibus quedam alia breviter adnectentes, Duisellum cum omnibus que ibi ecclesia nostra possidet, excepto vino de redditibus; altare Sancti Juliani, cum decima tam majori quam minori de Tribus Puteis et de Munbres. Altare de Insula cum Atrio, et quodam redditu avene, et decima majori et minori atque molendinis; altare de Columpnis, et censum Atrii, minutas decimas de Villari Aleranni, de Campo Florido, de Salice Sancti Remigii, de Roscio, de Baina, de Mouchereï, de Noeroi. Quicquid etiam habemus apud Summesaut et Coppelleiam, atque hominum ad infirmariam pertinentium capitagia, forismaritagia, sanguinem, letum, et mortuam-manum. Ne igitur nostrum tante utilitatis institutum, et pie intentionis propositum, futura in posterum malignitas valeat vellicare, vel sinistra interpretatione pervertere, presentis scripti testimonio et sigilli nostri patrocinio sancire decrevimus. »

VIII.

Charta conventus nostri, de permutatione de Duisello, et Montbres, et Tribus Puteis.

1201. Cart. C de Saint-Remi, fol. 30 v°.

« Villermus supprior, Jacobus cantor, Wiardus tercius prior, totumque capitulum Sancti Remigii, omnibus ad quos littere iste pervenerint, salutem in Domino. Noverit universitas vestra, quod cum dominus P. abbas noster, apud Duisellum vinagia et decimas haberet, ad manum suam proprie pertinentia, commutationem fecimus cum ipso generali omnium assensu, et quicquid habebat apud prefatam villam, tam in decimis quam in vinagiis, usibus fratrum nostrorum infirmorum in perpetuum possidendum concessit. Nos autem simili modo, quicquid habebamus apud villas scilicet Tres Puteos et Montbres, Campum Floridum et Villare Aleranni, tam in decima minuta quam in decima vini, et tribus sextariis, vinagiis et censibus, excepta majori decima bladorum; insuper etiam quicquid habebamus apud Columnes et Cerfuell, et Vilesaint, que omnia ad nostram infirmariam pertinebant, predicto domino abbati imperpetuum possidenda concessimus, ut deinceps ad suam manum veniat, et in suam cadant dispositionem. Quod ut ratum, firmum et inconvulsum habeatur, presentem commutationem incisione cirographi, et nostri appositione sigilli roboramus. Actum anno dominice incarnationis millesimo cc° primo. »

IX.

1203. Cart. A de Saint-Remi, fol. 162, B, f. 164; Martyr., fol. 22.

« Petrus, Dei patientia Sancti Remigii remensis abbas, omnibus ad quos littere iste pervenerint, in Domino salutem. Noverit universitas vestra, quod cum inter nos et conventum nostrum, super eo querela verteretur, quod redditus coquine sue ad victum cotidianum minime sufficerent, in tantum quod singulis annis pro sua refectione ere alieno quam plurimum laboret; tandem ut omnis contentionis materia de medio tolleretur, in viros venerabiles fratres nostros Ingonem priorem, Jacobum cantorem, T. infirmarium, Radulphum de Marsna, et G. camerarium, benigno assensu compromisimus, ratum habituri quicquid super his omnibus dixerint statuendum. Consilio itaque inito, predicti viri ita arbitrati sunt, quod ad proventus mensium coquine xxv libras remenses conferre debeamus; in mense martio vi libras de Nieles, in aprili super xii libras et dimidium, adicimus vii libras et dimidium, quatuor libras de Nieles, et xxx solidos de Hermunvilla, in initio men-

Item, tenetur ipse abbas jurare et promittere de intertenendo de omnibus et quibuscumque reparationibus, tam grossis quam minutis,

sis solvendos. In mense maio, super xii libras et xv solidos de capitagiis, et supra xxx solidos de Thassiaco, adicimus vii libras et xv solidos, quos accipiet conventus apud Hermunvillam, in initio mensis solvendos. In junio, supra c et x solidos census de Condato, et supra vi libras de molendinis ejusdem ville, et si quid forte de censibus amplius et molendinis habitum fuerit, et supra xxx solidos de domo Thassiaci, et ultra, si quid amplius percipi poterit, adicimus vii libras de Hermunvilla, in initio mensis solvendas. In julio, super x libras et xv solidos de capitagiis, quarum solutio ad nos pertinet, et xxx solidos de Thassiaco, et si quid forte inde plus percipi poterit, adicimus vii libras et xv solidos apud Hermunvillam, xxxv solidos et vi libras ad molendinos Sancti Remigii, in initio mensis solvendas. In mense augusto, supra x libras cathalaunenses, que de Cormicios in censibus et capitagiis pro mense coquine debentur, et supra xl solidos Provinienses qui in eadem villa de decima ovium persolvuntur, et si quid inde forte plus percipi poterit, adicimus ix libras que accipientur in molendinis predictis, in initio mensis solvendas. In mense septembris, supra xiii libras quas coquina habet de Tassiaco, et si quid inde forte plus percipi poterit, adicimus vii libras in molendinis predictis percipiendas, et in initio mensis solvendas. In mense octobri, supra c et x solidos census apud Condatum, et vi libras de molendinis ejusdem ville que de mense coquine sunt, adicimus lx solidos in molendinis Sancti Remigii percipiendos, et in initio mensis solvendos. In mense novembri, supra xii libras quas hospitium coquine debet, adicimus l solidos apud Basencurtem, de redditu de Beefort, quos nos coquine tenemur persolvere. In mense decembri, supra xii libras quas Campania coquine debet adicimus l solidos quos reddemus de redditu de Beefort, in initio mensis solvendos. In mense januario, supra x libras et xv solidos de capitagiis, quas nos coquine debemus, adicimus l solidos de redditu de Beefort percipiendos, et in initio mensis persolvendos. In mense februarii, supra viii libras quas hospitium coquine persolvit, et supra iv libras quas prepositus Crusniaci coquine debet, adicimus l solidos de redditu de Beefort percipiendos, et in initio mensis persolvendos. Preterea ex arbitrio et voluntate predictorum virorum, proventus ecclesiarum de Luvois, et de Villari in Silva, quas venerabilis memorie Willelmus remensis archiepiscopus, pro animabus patris et matris sue, ecclesie nostre in elemosinam contulit, in vi sollempnitatibus, videlicet in Annunciatione dominica, in Ramis Palmarum, in Cena Domini, in Sabbato Sancto, in festivitate apostolorum Petri et Pauli, in Assumptione beate Marie, ad refectionem conventus assignamus. Sciendum vero est, quod domus de Hermunvilla, que a canonicis bucilliensibus comparata est, proprie ad conventum nostrum pertinet, quam nomine ipsorum nos possidere personaliter cognoscimus, ita quod post decessum nostrum, eadem domus cum omnibus acquisitis que ibi fecerimus, libere et sine aliqua contradictione ad eos revertetur; et quoad domum prenotatam tenuerimus, xx libras que mensibus assignate sunt, liberaliter persolvemus. Decreverunt etiam predicti arbitri, ex eo quod viderant, et a majoribus suis didicerant, et propter redditus quos domus de Nieles coquine debet ab antiquo, ipsam domum ad conventum pertinere; et ideo x libras de ipsa domo, ultra antiquam pensionem coquine conventus nostri, ex voluntate nostra, augmentarunt, institutione et destitucione prepositi, sicut prius penes nos remanente; ibique prepositum talem Deo volente instituemus, quod de x libris nuper assignatis, et de antiqua pensione per longua tempora, conventus nullum patietur detrimentum; idemque prepositus caput prepositure cum appenditiis suis, videlicet Moncellis et Roeio, sine aliqua divisione integre possidebit. Preposituram eciam de Aisencella, et de Braus, ad coqui-

ecclesiam prefatam Sancti Remigii remensis, cum edificiis, domibus, atque aliis mansionibus, tam de parte domini abbatis quam conventus ejusdem archimonasterii supervenientibus.

nam dixerunt pertinere, persone institutione penes nos reservata, que de debitis pensionibus conventui satisfaciat. Constituerunt etiam supranominati viri, quod aque omnes ad conventum pertinentes, videlicet aqua que est supra villam de Cormostreuel, et ea que subtus villam est, que vocatur Aqua de banno, quam pie memorie Simon abbas comparavit, et ea que inter nos et canonicos remenses communis est, et ea que inter duos molendinos sita est, et ea que subtus molendinos Sancti Remigii est, ubi dicitur a Folepena, et si qua alia piscatura, vel ex donatione, vel ex emptione, vel alio quoquo modo, conventui poterit provenire, nec a nobis, nec a cellerario de cetero vendentur. Piscatores autem duo super pretaxatas aquas instituentur, qui in panetaria nostra singulis ebdomadibus XXVIII panes accipient; utensilia vero piscatorum et mercedem cellerarius solvet. Nec pretereundum est quod in molendinis Sancti Remigii, in quibus ad incrementum mensium XXV libre assignate sunt, nullam conventus noster debet impensam erogare. Quod ut ratum et inconvulsum perseveret, presentem paginam sigilli nostri munimine roboratam, in testimonium predicto conventui nostro tradidimus. Actum anno Verbi incarnati M° CC° III°.

X.

1203. Cart. A de Saint-Remi, fol. 98, 156, 158; Martyr. fol. 16.

Ingo, divina miseratione Sancti Remigii remensis abbas, omnibus ad quos littere iste pervenerint, in Domino salutem. Noverit universitas vestra, quod cum inter venerabilem predecessorem nostrum Petrum quondam abbatem hujus ecclesie, et conventum nostrum, super eo querela verteretur, quod redditus coquine conventus ad victum cotidianum minime sufficerent, *etc.* (*Comme dans la charte précédente.*). . . . . erogare. — Sane nec eciam pretereundum est, quod cum in autentico pie memorie P. abbatis predecessoris nostri, minus dictum fuisset de die quando porcis, qui in generali infirmaria pro carnibus recentibus occiduntur, pastum ministrare inciperemus, ex consilio nostro et quorumdam fratrum nostrorum, in secunda dominica Adventus Domini diem certum assignamus, qua porcis predictis pastum conpetentem de cetero curabimus exhibere. Preterea nec hoc sub silentio occultare decrevimus, quod molendinos de Sapicort, quos sepedictus P. predecessor noster de novo edificavit, sicut ipse in vita sua constituit, conventui nostro liberaliter confirmamus, et in perpetuum in pace possidere volumus; quorum videlicet redditus in festo Beati Quintini, et Sancti Germani episcopi et martyris, et in duobus aniversariis patris et matris ejusdem abbatis, ad refectionem assignati sunt. Sane ex antecessoris nostri pia devotione inducti, aliud speciale beneficium conventui nostro indulsimus: videlicet ut in granario nostro de frumento unde panis conventualis fit, singulis ebdomadibus, unum sextarium accipiant; nos autem frumentum illud quod in molendinis conventus singulis septimanis habebat, pro permutatione recepimus. Ad hec etiam aliud beneficium valde utile et necessarium adnectentes, cellerario coquine conventus, prebendam cotidianam avene pro equo uno, in perpetuum concessimus, in granario nostro accipiendam; ita tamen quod frater qui curam aget de aniversariis, ipsum equum qui de prebenda illa pascetur, quotiens voluerit, pro aniversariis colligendis, tanquam cellerarius accipiet sine contradictione. Fratres autem nostri non ingrati, sed concessionem nostram pro affectu amplectentes, in reconpensationem hujus nostre donationis, pro stallis faciendis XXX libras remensis monete nobis benigne et unanimiter contulerunt. Volentes igitur ut quod a nobis factum est debitam obtineat firmitatem, presentem paginam sigilli nostri testimonio fecimus roborari. Actum anno Verbi incarnati millesimo ducentesimo tercio.

Item, similiter tenebitur ipse abbas intertenere in franchisiis, libertatibus, privilegiis et possessionibus assuetis ab antiquo, omnes reli-

XI.

1205. Cartul. de Saint-Remi, A, 136; Martyr., f. 18 v°.

Ingo, Dei permissione Sancti Remigii remensis abbas, omnibus.... Noverit universitas vestra quod cum, suggestione quorumdam, essemus admoniti quatinus in querceto de Giverció domum edificaremus ad nutrimenta pecorum, et novalia ibi faceremus, asserentium quod magna nobis exinde posset utilitas provenire, et ipsa loci facies ad hoc in tantum nos induceret, ut eorum assertioni fidem facere videretur, aliquandiu tamen super hoc deliberare voluimus. Tandem vero salubriori tacti consilio, et predecessorum nostrorum vestigiis adherentes, qui redditus coquine pietatis intuitu semper augere studuerunt, prefatum quercetum cum proprietate fundi, et omnibus ad ipsum de jure spectantibus, sicut loca certis signis determinata demonstrant, conventui nostro ex mera liberalitate contulimus in perpetuum possidendum, ad faciendam ipsius prout ei placuerit utilitatem; cum quadam veteri sede molendini prefate ville contigua; statuentes quatinus omnes redditus exinde provenientes refectioni fratrum assignentur, ita dumtaxat ut quadraginta tantum solidi titulo aniversarii nostri deputentur. Ipsi vero fratres nostro beneficio non ingrati, quadraginta et tres libras tam libenter quam liberaliter, nobis contulerunt, postulantes humiliter ut donationem nostram cum debita solemnitate confirmaremus. Volentes igitur ut in posterum rata permaneat, et debite firmitatis robur obtineat, presentem paginam sigilli nostri appensione munitam, eis in testimonium hujus nostre donationis contulimus. Actum anno Domini incarnationis M. CC. V.

XII.

1206. Cartul. de Saint-Remi, f. 124; Martyr., fol. 25.

Milo, Dei gratia Sancti Remigii dictus abbas, omnibus ad quos littere iste pervenerint, salutem in Domino. Noverit universitas vestra, quod cum pie recordationis Simon, Petrus, et Ingo abbates, predecessores nostri, quosdam redditus ad usus coquine et infirmarie specialiter deputatos ampliassent, et sub tali libertate confirmassent, ut ad dispositionem conventus, secundum antiquas consuetudines, in refectionem eorum tantummodo cederent; nos, quia non minori dilectione conventum nostrum amplecti volumus et fovere, ita eorum vestigiis dignum duximus inherere, ut omnia que prefati abbates pia ducti consideratione eidem conventui confirmaverunt, videlicet incrementa mensium, redditus aniversariorum et infirmarie, cum institutione cellerarii et infirmarii, sicut in eorum autenticis continetur, et viri venerabilis Willermi remensis archiepiscopi, apostolice sedis legati, confirmatio protestatur; nos presentis scripti patrocinio, et sigilli nostri karactere, confirmamus, adicientes pabulum unius roncini in feno et avena, preter illam prebendam quam Ingo abbas eis contulerat ad opus unius palefridi. Hanc concessionem taliter confirmavimus, quod nobis astantibus in capitulo, ad petitionem nostram et injunctionem, tam universi quam singuli, in verbo Domini promiserunt, quod nunquam de manu sua illa que premisimus aliqua occasione permittent alienari. Actum anno gratie millesimo cc° vi°.

XIII.

Carta de brevibus deferendis pro defunctis, et quid debeat habere portitor; et quod abbas debet reddere in capite octobris XL solidos illis de Sancto Cosme, quorum medietatem conventus solebat reddere.

1207. Cart. A de Saint-Remi, fol. 116.

Guido, Dei gratia S. Remigii remensis dictus abbas, totumque ejusdem loci capitulum, universis ad quos littere iste pervenerint, salutem in Domino. Quoniam ea que in presenti gesta sunt, per intervalla temporum ab humana dilabuntur memoria, utile quidem est, immo necessarium, ut ea que in presenti aguntur scripto testimoniali, ad noticiam transferantur futurorum. Universis fieri volumus manifestum, quod nos unanimi

giosos beneficiatos, et officiarios existentes tam in claustro et monasterio, quam extra, ac permittet ipsos beneficiatos gaudere de omnibus

constituimus assensu, ut quum aliquem e nostris fratribus a seculo migrasse contingerit, in ipsius anime remedium breves per nostre professionis ecclesias, seu per aliorum religiosorum monasteria, deferantur, ut sic universorum orationibus adjutus, de lacrimis ad gaudia, de laboribus ad requiem, de tenebris ad lucem, [et?] ad electorum consortia mereatur cicius evolare. Ad quod officium diligenter exequendum, ne nostra vel posterorum negligentia relinquatur imperfectum, ad breves per ecclesias deferendos ministrum sufficientem et idoneum, decrevimus eligendum; cujus laboris hoc erit premium : Dabitur ei melior pellicia fratris defuncti, et quadraginta solidi per annum, quos conventus persolvet. Quadraginta vero solidi qui debentur canonicis S. Cosme, singulis annis, kal. octobris, a domino abbate annuatim persolventur, quorum medietas ab ipso abbate, reliqua a conventu solebat persolvi. Habebit etiam octo sextarios siliginis in granario domini abbatis, et prebendam cotidianam unius crucis [que?] pro fratribus defunctis solet dari. Si vero per unum annum aut duos, vel per majus temporis spatium, vel minus, aliquis fratrum nostrorum de medio sublatus non fuerit, brevium bajulus predictorum in officio sibi injuncto, absque ulla contradictione, diligenter et fideliter tenebitur ministrare. Ne vero fraude malignantium hec utilis institutio in posterum aliquatenus pervertatur, omnes anathematis vinculo constringimus qui eam presumpserint perturbare. Quod ut ratum, etc. Anno gratie millesimo cc° vii°.

XIV.

Carta de quitatione buticularie.

Août 1209. Cart. A de Saint-Remi, fol. 126.

Albericus, Dei gratia remensis archiepiscopus, omnibus.... Noverit universitas vestra quod cum inter ecclesiam S. Remigii remensis ex una parte, et Ernaudum militem cognomine Christianum, ex alia, questio verteretur super buticularia et rebus aliis quas idem miles ab eadem ecclesia jure hereditario, nomine ipsius buticularie, requirebat; tandem miles ipse in presentia nostra constitutus, quicquid in eadem buticularia et ejus pertinentiis, vel ipsius nomine, reclamabat, de assensu matris sue et sororum suarum, dicte ecclesie quitum clamavit omnino; retentis tamen sibi, et heredibus suis, hiis que in presenti carta inferius duximus annotanda : apud Erpeium tres sextarios frumenti ad mensuram ejusdem ville; apud Cortosmont duos solidos census et viginti fasciculos lignorum; apud Troylon xviii denarios, et apud Savigni ix denar., et duos sextarios vini; ita quod tam ipse quam heredes sui, ea percipient [es?], inde homines erunt ecclesie supradicte, sine servitio exhibendo. Ne autem ecclesia sepedicta super predictis de cetero valeat inquietari, presentes litteras in testimonium et confirmationem sigilli nostri, etc., etc ... Actum anno gratie m. cc° nono, mense augusti.

XV.

Privilegium Guidonis abbatis, de decem libris quas contulit conventui, accipiendas in molendinis vici Molendinorum; ad refectionem fratrum.

1209. Cart. A de Saint-Remi, fol. 138; et C, fol. 41 v°.

Guido, Dei permissione Sancti Remigii remensis abbas, omnibus ad quos littere iste pervenerint, in Domino salutem. Noverit universitas vestra, quod nos conventum nostrum sincera dilectione amplectentes, ei, ad refectionem suam, contulimus decem libras et decem solidos remensis monete, percipiendos annuatim in festo Sancti Remigii in vendemiis, in redditu molendinorum qui sunt in vico predictorum molendinorum, de quibus decem libris et decem solidis, quinque refectiones annuatim imperpetuum habendas fecimus assignari : prima refectio quadraginta solidorum pro piscibus, et viginti solidorum pro bono vino, assignata est in festo Beate Marie Magdalene; secunda refectio quatuor librarum, assignata est in Omnium Sancto-

fructibus et emolumentis beneficiorum et officiorum, a summis pontificibus, regibus, archiepiscopis et abbatibus concessis et datis.

Item, etiam ipse dominus abbas jurabit et promittet tradere, quorum sollempnitate, ita tamen quod de eisdem quatuor libris, ille qui redditus aniversariorum custodiet, viginti solidos reddet annuatim in eodem festo pauperibus qui sunt in elemosina nostra; tertia refectio triginta solidorum, assignata est in octavis Omnium Sanctorum; sciendum tamen est, quod licet in predictis Beate scilicet Marie Madalene, et Omnium Sanctorum sollempnitatibus, hec sint refectiones assignate, conventus pictantiam roisollarum quam celerarius noster ei in eisdem festivitatibus debet dare, non amittet; quarta refectio viginti solidorum assignata est in aniversario Radulfi le Batail, et Hauvidis uxoris sue; quinta refectio assignabitur in aniversario Berthe de Condes, post decessum ipsius, que pro aniversario suo in ecclesia nostra annuatim faciendo, viginti libras proveniensis monete conventui nostro in elemosinam contulit. Ceterum preter has predictas decem libras et decem solidos, de quibus quinque sunt refectiones, ut predictum est, assignate, sexta in vigilia beati Laurentii martiris assignata est refectio viginti solidorum, quos Nicholaus de Walleio monachus noster, prepositus de Braus, et ejus successores annuatim conventui persolvent, pro quibus ipse Nicholaus recepit a conventu viginti quinque libras proveniensses, ad emendam advocatiam quam Garnerus Taluns clamabat apud Vilers supra Matronam (?) villam nostram. Hoc etiam universis innotescat, quod ad predictorum molendinorum reparationem sive restaurationem, conventus noster nichil de suo aliquando impendet; si vero aliquo casu contingente prefati molendini, quod absit, penitus destruantur, conventus prenominatas decem libras et decem solidos in majoratu Burgi Sancti Remigii annuatim, in predicto termino, libere percipiet et quiete. Quod ut ratum et firmum permaneat, presentem paginam sigillo nostro et sigillo ipsius conventus fecimus roborari. Actum anno incarnationis dominice millesimo ducentesimo nono.

XVI.

Privilegium Petri abbatis et conventus Sancti Remigii remensis, de compositione facta inter ipsos super infirmaria et coquina, et quibusdam aliis rebus.

Février 1213. Cart. A de Saint-Remi, fol. 102; C, f. 43; Martyr., fol. 26.

Petrus, Dei permissione abbas, totusque conventus Sancti Remigii remensis, omnibus ad quos littere iste pervenerint, in Domino salutem. Cum apud nos inter abbatem et conventum diversis ex causis discordie frequenter emergerent, scilicet propter redditus mensium minus sufficientes, et forestas conventus per malam custodiam devastatas, et etiam propter domum de Hermonvilla ad conventum pertinentem, quam abbates petebant sibi sub pensione concedi, et propter quedam alia tam in coquina quam, in infirmaria minus bene ordinata, ego Petrus abbas, omnem volens discordie materiam resecare, in novitate mea, diligentem tractatum tam ego quam conventus super premissis habuimus, et tandem communi assensu in sex de fratribus nostris, Th. priorem tertium, Guidonem Bigot, Nicol. Avem, Dodonem elemosinarium, Gilonem priorem de Retest, et Adam capellanum, compromisimus, ita quod quidquid ipsi super hiis arbitrarentur aut ordinarent, ratum haberemus, et observari faceremus. Predicti itaque fratres tale super premissis arbitrium protulerunt, quod ultra veteres redditus viginti librarum, qui erant singulis mensibus assignati, tantum addiderunt quod unusquisque mensis redditum triginta librarum habeat, sicut impresenti pagina continetur ordinatum, exceptis tantum tribus mensibus, januario, februario et martio, qui non habent adhuc nisi redditum viginti quinque librarum; ita tamen quod si aliquid de Chesia, vel de prepositura de Braus, vel de querceto, ultra consuetos et statutos redditus poterit provenire, ad eorum incrementum in posterum deputetur. Et ut breviter hec incrementa in summam redigantur, sciendum quod ipsi arbitri accepe-

tiens opus fuerit, omnia et singula ornamenta ad divinum cultum necessaria, decentia et pertinentia, et que sunt tam in pannis aureis,

runt in querceto de Givercio viginti quinque libras; in pensione de domo de Hermunvilla, decem libras quas abbas reddet ultra veterem pensionem; de reddita balneorum, septem libras; et reliquum quinque festivitatibus deputabitur, sicut prius. De denariis deputatis ad quadrigam coquine, qui accipientur apud Sarnaium, et in prato Gerardi asinarii, et in lenticulis de Baina, et in censu de vico Balneorum, quinquaginta solidos. De residuo fabarum et pisorum coquine, sex libras reddendas a cellerario. De denariis qui pro quadriga infirmarie expendebantur, sex libras reddendas ab infirmario. De prepositura de Nieles, sex libras. De fassiis piscium de Givereio, quadraginta solidos. De prepositura de Archiis, decem solidos qui reddebantur conventui ante paucos annos. In reddita altaris et furni de Baina, septem libras. In villicatione de Salice Sancti Remigii, decem libras. In villicatione de Basencort, decem libras; et mille gallinas de gallinis abbatis, pro quibus reddet infirmarius tredecim libras ad incrementa mensium. Et hii omnes redditus ita sunt per singulos menses distributi; igitur in mense januario, supra viginti libras ab antiquo assignatas, apposuerunt centum solidos de querceto de Givereio; in februario, centum solidos de querceto; in martio, centum solidos de Nieles; in aprili, decem libras pro gallinis abbatis, quas reddet infirmarius; in maio, novem libras quas reddet infirmarius pro gallinis abbatis, et pro quadriga sua, et de Nieles viginti solidos; in junio, de residuo fabarum et pisorum, adjectis quatuor sextariis fabarum quas camerarius debet, ad supplementum modii fabarum de Gerraudimonte, sex libras; de balneis, quadraginta solidos, et de fassiis piscium de Givereio, quadraginta solidos; in julio, in villicatione de Salice Sancti Remigii, decem libras accipiendas in solutione primi termini; in augusto, decem libras de augmento pensionis domus de Hermonvilla ad conventum pertinentis; in septembri, decem libras accipiendas in villicatione de Basencort, in solutione primi termini, in octobri, septem libras de furno et de altari de Baina, in prima solutione accipiendas, et de querceto, sexaginta solidos; in novembri, de querceto centum solidos, et de balneis centum solidos; in decembri, de querceto septem libras et quinquaginta solidos, quas cellerarius reddet, sicut erant assignati quadrige de coquina, et de Archiis decem solidos. De forestis autem et nemoribus ad conventum pertinentibus, ita ordinaverunt, quod abbas illa habebit, et tanquam sua amodo tenebit, preter duodecim solidos qui redduntur conventui, pro quodam prato sito juxta villam que dicitur Bou; ita tamen, quod si conventus vineas habuerit, accipiet in eis paxillos, vel in aliis nemoribus abbatis; ipse autem abbas sufficienter et competenter providebit ligna ad focum coquine et infirmarie, suis sumptibus et vecturis, ita quod semper in lignariis coquine et infirmarie ligna habeantur, et conversus infirmarie habeat clavem de lignario, ut sine marrantia et sine querela ligna habeat sufficienter, quotiens opus fuerit; si autem in coquina aut in infirmaria ligna non habuerint, et oporteat emere, quod absit, abbas reddet precium quotiens id contigerit. Preterea domum de Hermonvilla ad conventum pertinentem, cum appendiciis suis, abbas Petrus quamdiu vixerit, tenebit pro pensione quadraginta librarum reddenda singulis annis; post decessum autem ejusdem abbatis, ipsa domus, cum omnibus que infra dominium ejus fuerint acquisita et edificata, cum omni suppellectili sua, libere ad conventum revertetur; ita tamen, quod si conventus eam tenere voluerit, reddet pensionem supradictam quam abbas reddebat. Tenebit etiam ipse abbas, quamdiu vixerit, vineas quas abbas Milo emerat pro aniversario suo, pro quibus reddet singulis annis quatuor libras, et unum modium vini. Ceterum inter cetera hoc fuit ordinatum, quod quando refectio fiet de anniversariis, custos anniversariorum dabit pitantias, prioris, cantoris et majoris misse tantummodo; et cellerarius aliis

argenteis quam sericis; intertenere mapas altarium, manutergia, servietas; thus et omnia alia circa divinum cultum necessaria ministrare suis expensis.

providebit, et dabit piper, et omnia que opus fuerint ad salsamenta piscium, preter vinum. Preterea statutum est, quod nec abbas, nec conventus, nec aliquis prior in suo prioratu, poterunt dare alicui prebendam monachi, nisi portet habitum monachi, nisi uni tantum converso qui servit in infirmaria, nec famulis feodatis qui amodo instituentur, preter prebendas matriculariorum antiquas, et Sancti Cosmo, et mandati, et Sancti Laurentii, et Sancti Constantii prebendas. Cum vero servientes coquine qui hactenus feodati fuerunt decesserint, loco eorum ab anno in annum conducentur mercennarii, ita quod ipsi habebunt redditus et libertatem quam feodati habebant, preter assaturas que accipiebantur in hospitio, et framenta de refectorio, que bis accipiebant in anno. In coquina, vel in infirmaria, non erunt creditores ad totam vitam suam, post decessum illorum qui modo credentiam faciunt, et ejus tantum qui succedet Drogoni creditori infirmarie; sed quamdiu bene administraverint, credentiam conventus facient, qui omnes ponentur et ammovebuntur cum opus fuerit, cum consilio abbatis et eorum qui presunt obedientiis illis. Similiter statutum fuit de omnibus servientibus qui sunt ad sellam abbatis feodati de novo, et litteras habent capituli, sicut de canbellario, buticulario, Anselmo qui successit Renaldo, et famulo etiam panetarii, quod quando eos decedere contigerit, nullo modo eorum ministeria alicui de cetero dabuntur, sed imperpetuum de medio tollentur, tribus tantum remanentibus, videlicet marescallo, coquo, panetario, in antiquo statu; hoc duntaxat excepto, quod illi qui eis succedent in coquina conventus, nichil accipient, nec assaturas de hospitio in festo Sancti Remigii, preter panetarium, qui hereditarie id obtinet; et hoc de omnibus aliis servientibus prebendam in coquina habentibus fuit statutum, ut sine tali prebenda possint habere sua ministeria, quamdiu ecclesiâ hoc sustinere voluerit. Preterea duas patellas ferreas, quas prepositus de Lovemonte debet in Pascha, et redditum pro sagimine, videlicet viginti duas libras a prioribus et prepositis, et decem octo libras de Marna, si cellerarius habere non potuerit, abbas faciet reddi. Si abbas voluerit, de anguisellis conventus, si necesse fuerit, usque ad quadraginta ligaturas et non amplius, cellerarius ei dare poterit. Similiter fratres de Monte Dei unum millenarium allecium, et octo ligaturas anguisellorum, singulis annis habebunt. Cellerarius singulis diebus dabit abbati pro pitencia sua, sive presens sive absens fuerit, duos solidos, extra infirmarias generales, quia tunc habet duplicem prebendam in infirmaria. Infirmarius nichil accipiet in coquina conventus pro generali infirmaria, preter pisa et porcos. Nemus quod Connagium dicitur juxta Montem Dei, abbas faciet custodiri, ad opus circulorum et scutellarum; et cellerarius et infirmarius sumptibus suis facient ibi fieri scutellas ad opus suum, et camerarius vecturis suis faciet eas adduci. In cellario abbatis nichil debet cellerarius, nisi propter dolia quibus vinum adducitur. Ceterum in festo Sancti Remigii, et dedicatione sequenti, ultra centum solidos quos prepositus de Marna debet, dabit prepositus de Braus triginta solidos remenses pro tructis quas debet ea die; et ad supplementum refectionis faciende, habebit cellerarius modium frumenti de piscatione de Givereio, et quadraginta solidos accipiendos in redditu de Cormonsteruel. Preterea per sex festivitates, videlicet in Annuntiatione et Assumptione Beate Marie, in Ramis Palmarum, in Cena Domini, in sabbato sancto, et in festo Petri et Pauli, habebit conventus refectionem de redditibus quos habet apud Lovoies et Villare in Silvam, sicut in privilegio abbatis Ingonis continetur. Cellerarius et custos anniversariorum habebunt unum palefridum ad redditus suos requirendos, et emenda cibaria, et infirmarius similiter unum; qui sibi invicem, cum opus fuerit, equos commodabunt, et pabulum in granario abbatis habe-

Item, similiter providere omne luminare cereum quod decet in dicta ecclesia habere, tam diebus festivis quam aliis; antiqua lumi-

bunt. Item cellerarius, infirmarius, et custos anniversariorum, singuli in singulis officiis deputabuntur, qui nullas alias occupationes habeant, nec ammoveri debent nisi in die Sancti Johannis, habito inde tractatu, nisi fuerint interim intolerabiles. De institutione cellerarii et infirmarii, et fratribus qui audiant rationes de expensis eorum, nichil aliud est hic ordinatum, quam quod in privilegio Willermi remensis archiepiscopi continetur. Custodem autem anniversariorum, abbas cum consilio instituet seniorum. Preterea ante Natale Domini, quando incipiuntur antiphone *O sapientia*, etc., faciet abbas prima die refectionem de piscibus et vino; secunda die, cellerarius coquine pisces, et custos cellarii bonum vinum; pro aliis sex diebus octo libras dabunt isti, infirmarius viginti solidos, elemosinarius xx solidos, thesaurarius xx solidos, prepositus camere xx solidos, prepositus de Montana decem solidos, prepositus de Campania x solidos, prepositus de Condeio x solidos, prepositus de Cortoisour x solidos, prepositus de Braus x solidos, prepositus de Crusneio x solidos, prepositus de Vico Sancti Remigii x solidos, et procurator panetarie x solidos; pitancia autem que inde fiet tota ante priorem in refectorio portabitur, et nichil de ea extra refectorium dabitur, nisi monachis. Post hec omnia ea que pertinent ad infirmariam, et diligentiam que erga infirmos debet haberi, ita ordinaverunt, salvo privilegio Petri abbatis, in quo redditus infirmarie et quedam consuetudines ejus continentur; cum enim infirmorum cura specialiter pertineat ad abbatem, ut nullam indigentiam aut negligentiam patiantur, sicut ordo et consuetudo exigit, ita ordinatum fuit, quod infirmarius aut socius ejus sit semper residens, et infirmorum curam assiduam gerat, et habeat aliquod diversorium in domo infirmorum, in qua sint omnia utensilia infirmis necessaria, sive ad mensam, sive ad alia quibus eis opus fuerit, verbi gratia ciphos, vasa vinaria, mappas, manutergia, candelam, candelabra, linteamina, et cetera, ut infirmarius possit eis sine marrantia ministrare. Habeat etiam conversum fortem et validum, et servientem honestum, qui ad mandatum infirmarii serviant infirmis in omnibus que opus fuerit; et si propter infirmorum copiam, indiguerint ad tempus auxilio, infirmarius eis auxilia competentia procuret. Per singulas autem septimanas, sabbato, candelam pro omnibus infirmis sufficienter a thesaurario accipiat, et sicut viderit expedire eam infirmis distribuat; verum quoniam quidam infirmorum prebendam accipiunt in coquina conventus, aliis autem in coquina infirmarie preparatur, summo mane debet infirmarius de statu infirmorum inquirere, et quid velint comedere, et ita per cellerarium coquine, aut ex parte sua, debet eis cibaria preparare; pro infirmis qui de coquina conventus accipiunt, debet cum converso, vel famulo suo, ante horam prandii in coquinam et in cellarium intrare, et que sunt necessaria pro infirmis querere, fragmenta infirmorum colligere, et ad scutellam elemosine remittere. Non debet infirmarius, nisi post prandium infirmorum, prandere, sciens quod si aliquam negligentiam passi fuerint, ad ipsum respicere. Infirmi omnes qui possunt surgere, et in capellam ire, debent in una domo comedere; qui autem surgere non valent, sicut possunt agant et necessitas deposcit. Ceterum quacumque infirmitate monachus teneatur, non poterit extra officinas claustri, vel in elemosinam deportari, nisi duabus de causis, videlicet si fuerit leprosus, aut furiosus. Si quis frater obierit, qui habeat linteamina, ad usum infirmorum remaneant. Per ea vero que detraximus per hoc privilegium aliis privilegiis nostris prius confectis, non volumus eis in aliquo derogari, sed ea firma volumus permanere, et super his articulis que hic non sunt ordinata, cum opus fuerit, ad ea recursum habere. Quod si forte redditus sagiminis, et redditus ad mensium incrementa, et alios redditus supra scriptos cellerarius habere non potuerit, aut abbas reddet, aut reddi faciet. Abbas vero supra pensionem predictam quam cotidie accipit in coquina, cellera-

naria, tam de die quam de nocte, ab antiquo, illuminare, ac candellas cereas pro matutinis decantandis providere et tradere.

rium gravare non poterit; sed continentiam hujus privilegii, tam abbas quam conventus, inviolabiliter inter se conservabunt, et si aliqua controversia inter eos super statu coquine emergat, ad istud privilegium recursum habebunt. Quod ut ratum permaneat, arbitrium et ordinationem predictorum fratrum, sicut in ista pagina continetur expressum, sigillorum nostrorum appensione roboravimus. Actum anno Verbi incarnati millesimo ducentesimo duodecimo, mense februario.

XVII.

1215. Cart. A de Saint-Remi, f. 154; Martyr., fol. 30.

Petrus, Dei permissione Sancti Remigii remensis abbas, totusque ejusdem loci conventus, omnibus.... Noverit universitas vestra, quod nos, de communi fratrum omnium voluntate et assensu, constituimus ut in cena cotidiana, a Pascha usque ad festum Sancte Crucis, quilibet fratrum habeat quatuor ova, vel bonum caseum quatuor ovis equipollentem, ita tamen quod si quis minutus fuerit, supra illa quatuor non poterit alia exigere. Adjectum est etiam, quod cellerarius cerasa exhibebit de orto, quamdiu fructus illius temporis durabit, nec ea poterit vendere, sed sufficienter conventus [*sic*, conventui ?] ministrabit; portio tamen premissa in ovis aut caseo, non ideo minuetur. In vigiliis autem apostolorum et aliorum sanctorum, et in rogationibus, et per octavas post festum Sancte Crucis, quando semel in die reficimus, ova non potuerunt (*sic*) exigi, ratione cene; similiter nec in festis XII lectionum, toto illo tempore; sed cellerarius more solito cenam fratribus exhibebit. Preterea fabas frasatas habebimus a festo Sancti Remigii, usque ad festum Sancti Johannis, excepto quadragesimali tempore, quando pisa habere consuevimus; hoc tamen adjecto, quod cum fabe de orto defuerint, pro minutis que solent apponi cellerarius bonas et Lombardas providebit usque ad festum Sancti Remigii, et ultra, si opus fuerit. Sciendum est etiam, quod in fabis ponenda est tercia pars sextarii sagiminis, aut amplius, si viderimus expedire; de oleo autem quarta pars sectarii, aut amplius si opus fuerit; utrumque tamen tam de sagimine quam oleo, ad legitimam mensuram rerum venalium apponetur. Rogationum autem tempus ita disposuimus: per illas tres dies quibus habere consuevimus mortariola, loco eorum fabas frasatas habebimus; in secundo autem ferculo, habebimus pisces quales poterunt inveniri venales, exceptis makarellis et alosa. Vigilia autem Ascensionis, flacones non mutabuntur. Quatuor autem diebus quibus habere consuevimus bograssam, loco illius habebimus vinum laudabile, quale debet haberi in sollempnitatibus Pasche et Natalis, ita quod, feria secunda et tercia, cellerarius vinum providebit, in recompensationem mellis, et piperis, et aliarum expensarum quas facere solebat in bograssa facienda; reliquis autem diebus dominus abbas vinum ministrabit, ut premissum est, in recompensationem illius vini quod expendebatur in bograssa per dies quatuor. Quoniam autem quedam sunt festivitates quas solebat cellerarius facere de suo, videlicet dominica in Ramis Palmarum, Cena Domini, sabbatum sanctum [festum SS.] Petri et Pauli, Assumptio Beate Virginis, et vigilia Natalis Domini, nos expensis anniversariorum nostrorum, ea facimus et in hac parte cellerario parcimus, et eumdem juvamus. Preterea statutum est, ut olus quamdiu fuerit in orto, nequaquam vendatur, sed ad omnimodam refectionem tam infirmarie quam coquine conservetur, ea videlicet ratione, quod propriis expensis excolimus ortum ipsum. Verum in Rogationibus, propter quedam instituta que fecimus, generale de ovis conventus non amittet; vinum etiam prebendariorum, more solito cellerarius vini persolvet. Novas et pietantias constituimus, ut singulis diebus ebdomadarius cappe et misse matutine pietantias suas habeant; et supprior quicquid contingat duas semper habebit pietantias. Ut autem premissa rata et inconcussa permaneant, presentem paginam sigillorum nostrorum munimine feci-

Item, ordinare unum clericum qui tenebitur, post matutinarum celebrationem, ecclesiam et que intus sunt observare; quem clericum conventus suis expensis enutrire tenetur.

mus roborari. Actum anno gratie millesimo ducentesimo xv, mense maio.

XVIII.

Privilegium Petri Claudi abbatis, et conventus, de vivario de Frichembaut; et quando prepositi et priores debent solvere pro sagimine, et pro librario.

Juin 1216. Cart. A de Saint-Remi, fol. 127; C, 44 v°; Martyr., f. 30 v°.

Petrus, Dei permissione abbas, totusque Sancti Remigii remensis conventus, omnibus litteras istas inspecturis, salutem in Domino. Cum nos, et ecclesia remensis, vivarium de Frichenbaut quondam possideremus pro indiviso, videntes nobis profuturum in posterum, si ad dominium nostrum pars remensis ecclesie deveniret, diligenti super hoc habito tractatu, quicquid ibidem jam dicta ecclesia habebat juris comparavimus, precio ducentarum librarum et quinquaginta, insuper autem et decem librarum annua pensione. Verum cum redditus anniversariorum illius anni minime sufficerent ad tantam solutionem faciendam, adjunximus quedam legata de oblationibus fidelium, pro quibus nos obligavimus ad eorum anniversaria, sicut moris est, perpetuo celebranda. Ea itaque consideratione actum est, ut refectionem in illis anniversariis percipiat conventus noster in vivario ipso, sicut de redditibus alias constitutis facere consuevit. Noverint igitur universi, quod nos de communi assensu statuimus, ut quicumque celerarius fuerit coquine nostre, contentus erit piscatione illa que est supra molendinum Hugonis, et molendinum de Curtemonasterioli, usque ad Vriliacum, nec aliquo modo poterit piscari in tota aqua que est sub predictis molendinis, usque ad molendinos de Frichenbaut, et abhinc usque ad molendinos fullonarios abbatis; sed sub molendino abbatis, piscari poterit sicut prius. Custos autem anniversariorum, sollicitudinem habebit de predictis, ita quod omni ebdomada feria sexta, vel quando utile visum fuerit suppriori, refectionem faciet conventui competentem; ita quod ipse, et non cellerarius, in refectorio serviet de eadem. Adjectum est insuper, quod quicumque serviens piscabitur in vivario nostro, fidelitatem faciet et juramentum exhibebit conventui, quod nunquam piscem accipiet qui duos denarios non valeat, vel qualem viderit supprior expedire; sed non ibi piscatio quacunque necessitate imminente fieri poterit, nisi pro generali refectione conventui facienda. Cum vero contigerit refectionem fieri generalem, cellerarius illa die pitantias universas in refectorio providebit, et de suo redditu ministrabit; ea videlicet ratione, quod ei parcimus ut non oporteat tali die per mensas singulas pitantias facere. Ceterum de redditu saginimis persolvendo, provisum est in hunc modum: in festo Sancti Johannis Baptiste, quando de novo constitui solet cellerarius, qui de novo constituetur, providebit sagimen a predicto festo et deinceps, ita quod per manum creditoris faciet credentiam, usque ad festum Sancti Remigii, quod est kalendis octobris; in quo videlicet festo totum redditum saginimis est recepturus; nec aliquis priorum vel prepositorum excusare se poterit, quin persolvat tam saginimis quam librarii redditus constitutos in festivitate sepedicta; nec a loco isto quisquam recedere poterit, nisi peracta prius solutione memorata. Quod ut ratum permaneat, paginam istam sigillorum nostrorum appensione roboravimus. Actum anno dominice incarnationis millesimo ducentesimo sexto decimo, mense junio.

XIX.

Petrus, Dei permissione Sancti Remigii remensis abbas, omnibus ad quos presentes littere pervenerit, salutem in Domino. Noverit universitas vestra, quod cum semper in ea simus voluntate et proposito ut ampliandis nostri conventus redditibus, quotiens se oportunitas obtulerit, operam velimus adhi-

1216. Cart. A de Saint-Remi, f. 126; Martyr., fol. 34.

Item, tenebitur dominus abbas providere et tradere per suos famulos carbones assuetos et necessarios, tam per diem quam noctem, pro

bere diligentem, sicut hactenus Deo annuente adhibuimus, consilio bonorum virorum inducti, assignavimus eidem conventui decem milia alectium in Adventu Domini expendenda, accipienda in prepositura de Nieles que ad conventum ipsum pertinet, supra viginti quatuor milia alectium et anguisellorum, et alios redditus quos solebat prepositus loci ipsius conventui persolvere; de quibus alectiis ita est ordinatum, quod in Adventu Domini, singulis diebus, unusquisque fratrum quatuor habebit alectia cum generali de ovis, ita quod unum propter aliud non remaneat, nisi tunc [*sic*, tantum] quando conventus generale piscium habebit, quia tunc alectia eidem non dabuntur. In vigilia autem Natalis Domini, ova non dabuntur, sed cum alectiis aliquid de piscibus propter diei reverentiam; quod autem residuum fuerit de alectiis preter Adventum, reservabitur ad opus Septuagesime; que si forte non sufficerint, cellerarius supplebit, et ministrabit de illis sicut in Adventu ministravit. Sciendum autem quod per Adventum et Septuagesimam, cellerarius non faciet pitantias singulares in refectorio de alectiis, quia non est congruum ut inde fiat pitantia, quod cotidie habet conventus ex dispositione nostra. Eapropter omnibus successoribus nostris protestamur, ut divine pietatis intuitu hanc miserationem quam facimus nostro conventui, propter laborem quem circa divini cultus obsequium habet, studeant inviolabiliter observare, sicut suas dispositiones a suis successoribus desiderant firmiter observari. Quod ut ratum permaneat, paginam istam sigillorum nostrorum appensione roboravimus. Actum anno gratie millesimo ducentesimo sexto decimo.

XX.

1216. Martyr., fol. 34 et 34 v°.

Noverint universi, quod anno Domini millesimo ducentesimo sexto decimo, cum canonici remenses cum remensi archiepiscopo processionaliter venissent ad vesperos vigilie Beati Remigii, in festo ejus in vindemiis, nec conventus noster occurisset eis, super hoc diu fuit litigatum [et ?] appellatum, cum dicerent quod deberemus eis processionaliter occurrere, archiepiscopo cum eis processionaliter ad festum veniente, ipso archiepiscopo hoc ipsum cum emenda petente, nec aliter dictos vesperos voluerint cantare. Sed cum abbas et conventus hoc nollet facere, quia non se recolebat aliquando factum fuisse, appellaverunt, et archiepiscopus et canonici, vesperis non cantatis, recesserunt, dicentes inter cetera, quod quidam de monachis, suis canonicis convitia dicissent; verum pastus qui ipsis pro processione illa debetur, ab abbate fuit retentus, nec solutus tunc, donec in Pascha sequenti pro bono pacis fuit redditus, compromissione et amicabili compositione interveniente. Ita enim accidit, quod sicut pastus fuit retentus, quia ad festum Beati Remigii sicut debent non venerunt, ita quia festo nostre Dedicationis non interfuerunt, nec nos ad ipsorum Dedicationem ire voluimus, unde valde commoti fuerunt, talis autem compositio super hoc facta fuit, quod ipsi in capitulo suo, abbate nostro et quibusdam de nostris cum ipso presentibus, recognitionem super processionibus quas tenentur facere, talem fecerunt :

Forma compromissionis facte ab utraque parte, et sigillis utriusque ecclesie roborata, talis fuit : primo fiet emenda de facto ab abbate et conventu Sancti Remigii, vel ab aliquo nomine eorum, pro eo quod non obviaverunt processionaliter ante fores ecclesie sue, processioni Beate Marie cum archiepiscopus presens erat, in vigilia Beati Remigii proximo preterita, hoc modo quod arbitri super hiis, et aliis articulis de quibus est compromissum, electi, inquirent bona fide, tam super proprietate, quam super possessione juris utriusque, super hiis de quibus est compromissum, et inquirent de plano; et si inquisita veritate, invenerint quod predicti abbates et monachi processioni Beate Marie, cum presens fuerit archiepiscopus, debeant processionaliter obviare ante fores sue ecclesie, vel quod ecclesia Beate Marie fuerit in

religiosis et custodibus calefaciendis, sicuti priscis temporibus fuit et est assuetum.

Item, curabit et promittet insuper ipse dominus abbas tradere et deliberare, sive per suos liberari facere, cunctis diebus omnem panem

possessione hujus juris, ante vigiliam quando dissensio orta est, valebit emenda prius facta; penam vero taxabunt arbitri prius electi, et eorum arbitrio stabitur. Si vero non invenerint quod processio debeatur, vel quod ecclesia non fuerit in possessione, emenda prius facta pro infecta et pro nulla habebitur, nec propter hoc erit aliquid juris acquisitum capitulo remensi, nec prejudicium ecclesie Sancti Remigii in aliquo generatum, ex illa emenda.

De eo quod conqueritur capitulum remense, cum quibusdam de canonicis suis injurie fuerint illate, fiet emenda statim illis quibus facta est injuria, et ab illis qui fecerunt, sed tamen extra capitulum remense et ecclesiam remensem; pena vero ordinationi arbitrorum relinquetur, in ecclesia Beati Remigii peragenda. Si vero abbas et conventus Sancti Remigii conquerantur de aliquibus canonicis, quod similiter tunc injuriari (*sic*) aliquibus de monachis suis, coram decano et capitulo remensibus de hoc fiet justicia.

De eo vero quod processio Beate Marie non venit ad Dedicationem Beati Remigii, nec ad festum Sancti Remigii, nec processio Sancti Remigii venit ad Dedicationem Beate Marie, ab utraque parte ad presens erit in bona sufferentia. De pastu non soluto in festo Sancti Remigii nuper preterito, pro bono pacis statim fiet creantum senescallis Beate Marie; utrum (?) aut[em ?] de eo quod non fuit facta solutio in festo Sancti Remigii, debeatur emenda, et si debeatur (?), que debeatur, judicio arbitrorum relinquetur. Facto autem creanto, et facta emenda de facto primo nominato, remense capitulum recognoscet se solere ire processionaliter ad ecclesiam Sancti Remigii, et de cetero libenter ibit; sicut consuevit, et abbas et conventus recognoscent quod, sicut solent, libenter ibunt ad ecclesiam Beate Marie processionaliter. Arbitri autem eligantur hoc modo quod utraque pars unum eligat pro voluntate sua, et illi duo eligant tercium, nec procedent in arbitrio, donec de tercio convenerint; et ab utraque parte in virtute obedientie injungetur arbitris, quod bona fide in prosecutione arbitri, et electione tercii, procedent, et quod infra Ascensionem Domini proximo venturam, terminabitur. Pena autem centum librarum compromissa est ab utraque parte, quam tenebitur solvere pars illa que ab arbitrio resiliet. Actum anno gratie millesimo ducentesimo sexto decimo, mense februarii.

Littere iste sunt reposite cum sigillo capituli nostri.

XXI.

Confirmatio Honorii pape, de anniversariis redditibus infirmarie et refectorii.

Honorius, episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et conventui Sancti Remigii remensis, salutem et apostolicam benedictionem. Justis petentium desideriis dignum est nos facilem prebere consensum, et vota que a rationis tramite non discordant, effectu prosequente complere. Eapropter dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, institutionem anniversariorum, et aliorum redditum a vobis et predecessoribus vestris, ad expensas infirmarie ac refectorii concessorum, sicut provide dinoscitur esse facta, et in instrumentis inde confectis plenius continetur, auctoritate apostolica confirmamus, et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei, et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus, se noverit incursurum. Da-

1217. Cart. A de Saint-Remi, f. 66; C, f. 5; Mart., f. 36.

requisitum et assuetum; pro pitentia religiosorum et supervenientium, de puro frumento, unum panem cum dimidio, coctum ponderis quemlibet viginti quatuor unciarum.

tum Laterani, xv kalendas maii, pontificatus nostri anno primo.

XXII.

Concordia inter conventum et abbatem, super vino conventus meliorando, et super molendino fullonario faciendo, et quibusdam redditibus minutis et sparsis, pro quibus debet conventus recipere, in redditibus molendinorum fullonariorum, sex libras pro sagimine, et viginti solidos cum duodecim denariis pro librario.

1218. Cart. A de Saint-Remi, fol 128.

Petrus, Dei permissione S. Remigii remensis abbas, omnibus litteras istas visuris, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod, cum quedam minus bene disposita inter nos et conventum nostrum materiam sepius discordie generarent, nos, omnem hujusmodi occasionem de medio tollere cupientes, in sex de fratribus nostris, Odonem suppriorem, Guidonem, Nicholaum, Warnerium, Theobaldum, Johannem de Essoniis, compromisimus super tribus articulis, videlicet super vino conventus meliorando per vinum quod provenit de clauso de Murigni, et super molendino fullonario faciendo in Frichembaut, et super quibusdam redditibus minutis et sparsis certo loco assignandis. Igitur dicti fratres arbitrati sunt, quod due partes tocius vini quod provenit ex clauso de Murigni, cedant in usum conventus, et in cellarium ejus integre deferantur, ad meliorandum vinum conventus, et ad faciendum pitancias in festivitatibus que sunt dupplices, et in cappis, et in albis, et aliis diebus quibus pitantia debetur; exceptis quatuor (*sic*) diebus Nathalis Domini, Pasche, Penthecostes, et aliis festis precipuis in quibus classicum pro scilla ad Matutinas pulsatur; tercia vero pars dicti clausi penes nos remanebit, habita tamen super hoc consideratione, si nimia tempestas, aut vini defectus in predictum clausum venerit. Similiter de molendino fullonario dictum fuit, quod fiet juxta molendinos de Frichembaut, et nos inducemus elemosinarium ad componendum cum conventu de molendino faciendo, et de impensis ad faciendum sicut utrique parti melius expedire videbitur; et si molendinis suppositis per novum molendinum dampnum venerit, per arbitrium prioris, et cellerarii, et duorum burgensium, competenter ordinabitur. Pretérea redditus minuti et sparsi qui computati sunt usque ad summam sex librarum pro sagimine, et xxı solidorum pro librario, de obedientiis quas nos tenemus, assignaverunt in reddito molendinorum fullonariorum; et nos ratum habemus ipsorum arbitrium, sicut in presenti scripto continetur; hoc adjecto quod in molendino faciendo ex Frichembaut, de impensis tantum solvemus quod de reddito ejus centum solidos in anniversario nostro habeamus. Ut igitur hec omnia.... Actum anno.... mº ccº xviiiº.

XXIII.

Privilegium Petri abbatis, de restitutione reddituum conventus ipsi conventui, et confirmatione adquisitorum ipsius conventus; et quod concedit ipsi conventui decimam de Noviscio.

Petrus, Dei gratia permissione Sancti Remigii remensis abbas, omnibus presentes litteras inspecturis, in Domino salutem. Ad tollendam non solum in diebus nostris, verum etiam in posterum, inter nos et conventum nostrum materiam tocius discordie, ne occasione temporalium detrimentum patiamur animarum, visum est nobis, et bonorum virorum consilio ad hoc inducti sumus, ut quedam inter nos et conventum nostrum hactenus minus bene disposita disponamus, et ad pacis habundantiam et caritatis custodiam quedam, de mera liberalitate nostra, ad utilitatem majorum et minorum adiciamus; cum igitur aliquanto tempore redditus ad

Décembre 1222. Cart. A de Saint-Remi, fol. 97; C, fol. 45 vº.

Item, etiam panem solitum tradi per singulos dies tam elemosine custodibus, ecclesie procuratori et tonsori; qui quidem panis libet

conventum pertinentes, in manu nostra fuerint, per ordinationem quam dominus remensis, auctoritate apostolica, in nostro fecit monasterio, ad petitionem eorum dictos redditus integraliter ipsis restituimus, tam per litteras patentes domini remensis*, quam nostras, ipsam restitutionem facientes. Preterea quoniam adquisita nomine conventus et etiam adquirenda, a predecessoribus nostris benigne sunt eis concessa et confirmata, nos eorum volentes devotionem imitari, hoc ipsum eis concedimus et confirmamus; inter adquisita de novo, concedimus eis decimam de Noviseio, ita quod exinde sexaginta solidi ad faciendum anniversarium nostrum singulis annis assignabuntur; verum quoniam singulis annis accipiebamus in Chesia centum solidos, et litteras eorum super hoc confectas habebamus, illos centum solidos ipsis donamus ad faciendum anniversarium G. avunculi nostri, patris et matris nostre, et fratrum nostrorum. Similiter quod Henricus de Novie emit ad faciendum anniversarium suum in villa de Polra, quitamus. In molendinis etiam de Villari, ad preposituram de Braus pertinentibus, quos monachus noster Nicholaus de Waisseio edificavit propter anniversarium suum, et patris et matris sue, centum solidos provinensium assignamus, et viginti solidos pro advocatia Warneri Talum, in eadem villa, quam ecclesia a dicto milite emit, et decem solidos ejusdem monete pro nemore de Sivereio, pro quo decem libras militi de Sivereio conventus persolvit, pro anniversario Henrici de Sopia. Ceterum quod de pitantiis vini accipiendis in clauso de Munneio, minus consulte fuit dispositum, de voluntate nostra, et assensu eorum, revocamus; ita quod pitantie vini amodo accipiantur ubi et eo modo quo antea accipiebantur. Ad ultimum vero bonum nobis visum fuit et honestum, ut sicut de biennio in biennium singulis monachis singule pellicie distribuuntur, ita et tunice de sagia, tam in monasterio quam in prioratibus, scilicet foris et intus, infra octabas Omnium Sanctorum singulis monachis singulariter in perpetuum distribuantur, in redditibus nove ville que Quercus Pediculosa dicitur, ad cameram pertinentibus, accipiende; ad quorum reddituum augmentationem, centum libre provinenses ad comparandos redditus alios sunt deputate, de denariis qui allati fuerunt de Marsna, de venditione de Hertines. Et ut hec omnia robur obtineant, et ad posterorum noticiam valeant pervenire, presentes litteras sigilli nostri appensione roboravimus. Actum anno gratie millesimo ducentesimo vicesimo tercio, mense decembri.

XXIV.

Petrus, Dei permissione Sancti Remigii remensis dictus abbas, totusque ejusdem loci conventus, omnibus.... Noverint universi, quod nos attendentes utilitatem et honestatem ecclesie nostre, communi deliberatione vo- Mars 1225. Cart. A de Saint-Remi, f. 112; Martyr., f. 1 v°.

* Voici les lettres de l'archevêque, extraites du Martyrologe de Saint-Remi, *ad calcem* :

« Guillermus, Dei gratia remensis archiepiscopus, apostolice sedis legatus, dilectis filiis priori et conventui S. Remigii remensis, salutem in Domino. Cum per ordinationem quam auctoritate apostolica in monasterio vestro fecimus, ita per nos de bonorum vestrorum consilio fuisset dispositum, ut omnes redditus tam abbatis quam conventus, ad relevationem debitorum vestrorum deputarentur, deductis expensis necessariis et moderatis, et ad hoc faciendum viri discreti tam monachi quam laici, per nos de voluntate abbatis et conventus essent deputati; tandem quia nobis videbatur redditus ad vos pertinentes esse in periculo non ad manus conventus, processu temporis, sicut prius habebantur, de facili posse reverti, ad preces dilecti abbatis vestri, et peticionem vestram, dictos redditus vestros intuitu communis utilitatis vestre, vobis libere tenendos concedimus, ea libertate qua eos ante predictam ordinationem nostram tenebatis. Quod ut ratum permaneat, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum anno D. m. cc° xx° iii°, mense octobris. »

confici de frumento et silligine mediatim, et ponderis septem et decem unciarum.

luntate et assensu omnium, statuimus ne de cetero aliquis, sive senex sive junior, sine assensu capituli in monachum recipiatur; de infantibus autem recipiendis, statuimus ne plusquam quatuor intus vel foris recipiantur, de voluntate tamen et assensu capituli, sicut supra dictum est. Hanc igitur constitutionem in perpetuum ab omnibus inviolabiliter observandam, sigillorum nostrorum appensione roboravimus. Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo quinto, mense marcio.

XXV.

Privilegium abbatis et conventus Sancti Remigii remensis, de minutione, quociens debent minui fratres.

Juillet 1225. Cart. A de Saint-Remi, fol. 130; C, fol. 46 v°; Mart., f. 28.

Petrus, Dei permissione Sancti Remigii remensis abbas, totusque ejusdem loci conventus, omnibus... Cum propter minutiones fratrum que fieri solent, non observata temporum ratione, multum deperiret ordinis disciplina, cum ad voluntatem suam quilibet sibi minueret, et frequenter visum est nobis utile et honestum ut competens remedium tante confusioni possemus apponere et prodesse; de communi igitur fratrum consilio statuimus, ut per tocius anni circulum sex nobis vicibus minuamus; in octava Pasche incipiemus minui; de uno quoque choro quarta pars minuet sibi, prout prior viderit expedire; in infirmaria comedent qui minuti fuerint, per triduum totum minutionis sue, et duobus ferculis carnium reficientur cum pitantia que sufficiat universis, hoc excepto quod in cena semper in refectorio comedere tenebuntur. Porro taliter comedentibus, ut premissum est, nemo admisceri poterit, sive prior sive prepositus forinsecus manentes, sed neque claustralis; unus tamen de prioribus semper cum minutis manducabit, et evocare poterit eum qui ministrabit, sive sit celerarius, aut infirmarius, vel custos anniversariorum; sed nec idem poterit ibi comedere, nisi vocatus fuerit a priore. Si vero aliquem de fratribus contigerit egrotare, infirmarius more solito ei ministrabit in esu carnium, sicut in autentico multo tempore ante confecto plenissime continetur; sane nec abbas, nec prior, portionem poterit exigere, nisi comederit cum minutis; sed neque creditor aliquis, nec aliquis servientium in coquina; nec quicquam extra infirmariam poterit asportari. Si vero aliquis aliquid absportaverit, vel fecerit absportari, refectione illius minutionis et subsequentis omnino carebit. Insertum est etiam huic constitutioni, quod si aliquis custos fuerit alicujus infirmi, nec poterit aliquatenus cum eo manducare, nisi de licentia abbatis, aut priorum. In hiis autem volumus ordinem observari, sicut fieri consuevit, videlicet in statione retro chorum ad horas, et hujusmodi observantiis, nisi rigorem istum utile visum fuerit ab abbate vel prioribus temperari. Cum vero abbatem comedere contigerit cum minutis, uno tantum capellano contentus erit, ita quod nec ipse, nec aliquis priorum, potestatem habebit hospitem supervenientem intromittere, sive laicum, sive clericum, aut etiam monachum. Adjectum est etiam quod si aliquis, necessitate ingruente, minuere sibi voluerit extra tempus minutionum generalium, in refectorio manducabit; nec aliquis priorum cuipiam licentiam dabit minuendi, nisi causa non fuerit manifesta. Preterea si dies jejunii, aut veneris, vel sabbati, evenerit infra tempus minutionis, nichilominus in refectorio comedent minuti, cum prebenda solita et pitantia competenti; salsamenta, pulmenta, ova, et hujusmodi cellerarius sufficienter dabit, quociens fuerit requisitus. In adventu Domini, Septuagesima et Quadragesima, semper in refectorio comedetur. Denique si quid fuerit inmutandum causa meliorationis, ad arbitrium domini abbatis et priorum ordinis, poterit meliorari. Expensas autem quas facere oportebit, taliter disposuimus: cellerarius duodecim libras persolvet, in hiis mensibus: in aprili, maio, junio, julio, augusto, septembri, octobri et novembri, equaliter in

Item, panem assuetum tradi et distribui pauperibus qualibet septimana, in die mercurii, de silligine tamen, et ponderis septemdecim unciarum.

quolibet mense; custos anniversariorum decem et novem libras similiter persolvet, incipiens in aprili; et quolibet mense subsequenti quinquaginta quatuor solidos persolvet, donec totum persolverit. Infirmarius autem sex libras persolvet, in hiis terminis: in festo Sancti Remigii que est kalendis octobris, in festo Omnium Sanctorum, in Pascha, et in festo Sancti Johannis, triginta solidos videlicet, in quolibet terminorum. Denique quia statutum est, transacto tempore, et in instrumento exinde confecto continetur, quod mille gallinas, de gallinis abbatis, habere debemus pro infirmaria generali, statuimus ut quotquot superfuerint, pro minutionibus faciendis reservabuntur et tradentur prenominato tempore, a Pascha videlicet usque ad Adventum Domini; camerarius autem eas proprio adducet vehiculo, sicut fieri solet infirmaria generali. Custos autem granarii per quindecim dies infra tempus minutionis, eis pabulum sufficienter ministrabit. Statuimus insuper, ut singuli de camera caligas de saia percipient, tam in ecclesia quam in prioratibus, annuatim in Pasca, contra fervorem estatis. In cujus rei testimonium presentem paginam sigillorum nostrorum munimine roboravimus. Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo quinto, mense julio.

XXVI.

Mars 1227. Cart. A de Saint-Remi, f. 141; Martyr., f. 8 v°.

Petrus, Dei permissione Sancti Remigii remensis abbas, omnibus... Cum ad nostrum spectet officium modis omnibus providere, ut sine querela sint ante Dominum, quos a Domino suscepimus gubernandos, volentes omnem conquestionis materiam amputare, que ex defectu victualium solet aliquando provenire, de consilio seniorum nostrorum, in recompensatione omnium pitantiarum vini quas debebamus vel faciebamus per totum annum, omnibus ecclesie nostre fratribus, quas nobis in perpetuum totaliter unanimi consensu quietaverunt, eisdem ducentos modios vini singulis annis concessimus, in clauso nostro de Murigniaco percipiendos; et si ibidem non possint repperiri de vino vinearum nostrarum propriarum, de Saceio, de Villari Aleran, de Chagneio, aut de Hermondivilla, de quo nobis melius placuerit, defectum numeri supradicti faciemus suppleri, eosdem ducentos modios vini, ubicumque percipiantur, ad locum ad hoc deputatum sumptibus propriis et vehiculis facientes adduci; ita tamen quod ipsi dolia providebunt, in quibus jam dicta vina voluerint reponenda. Sciendum insuper quod de vino redditum quod in magno cellario solet reponi, quantum necesse fuerit in refectorium sine contradictione aliqua afferetur. Preterea de vineis quas habet conventus, nolumus ut vinum inde proveniens vendetur, sed ad usus fratrum transeat; totum autem vinum istud custodiet aliquis de fratribus, a priore vel suppriore ad hoc institutus, qui de vino jam dicto ad voluntatem prioris vel suppprioris, tam hospitibus quam conventui ministrabit. Ut autem hec predicta rata permaneant, presentes litteras sigilli nostri munimine roboravimus. Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo, sexto mense martio.

XXVII.

Carta Deodati abbatis, et de his que conventus recipit in prepositturis de Braus et de Nieles.

Universis presentes litteras inspecturis, Deodatus divina permissione Sancti Remigii remensis dictus abbas, Petrus prior, Petrus cantor, ceterique ejusdem loci fratres, salutem in Domino. Noverit universitas vestra, quod cum suborta fuisset inter nos abbatem ex una parte, et nos conventum ex altera, super duabus prepositturis, videlicet super prepositura de Braus et d'Aisencele, et super

1239. Cart. C. de Saint-Remi. fol. 47.

Item, tenetur etiam ipse abbas ministrare unum clericum ad serviendum religiosis in refectorio, et in magna camera, preparando

prepositura de Nieles, cum appendiciis earumdem; nobis conventus dicentibus dictas duas prepositurâs ad nos totaliter pertinere, et innitentibus quibusdam verbis in privilegiis vel cartis predecessorum domini abbatis Deodati contentis, que de dictis prepositoris faciunt mentionem; nobis abbate Deodato dicentibus e contrario, quod prefatus conventus dictarum prepositurarum proventus et redditus numquam totaliter perceperat, sed erant quedam speciales pensiones determinate, quas in dictis prepositoris nostro et predecessorum nostrorum tempore dictus conventus percipere consueverat; tandem, mediante bonorum virorum consilio, nos dicti abbas et conventus, pro bono pacis, unanimi assensu eligimus ex nobis tres monachos, videlicet Petrum priorem, Henricum subpriorem, et Petrum granetarium, ad hoc quod quicquid dicti tres monachi super premissis, per consilium et ordinationem nobis abbati dicerent, nos abbas bona fide pro posse nostro adimpleremus; et hoc nos, tam abbas quam conventus, bona fide firmiter observaturos promisimus. Qui supradicti tres monachi, bonorum virorum usi consilio, ita dixerunt et ordinaverunt de premissis; quod prepositus de Braus et de Aisenceles, preter illos redditus quos nos conventus in dicta prepositura a preposito hactenus percipere consueveramus, videlicet viginti libras provinenses quas debet annuatim recipere infirmarius, et proportionaliter singulis obedientiariis ad nos conventum pertinentibus, reddere, sicut hactenus reddi consueverint, reddet annuatim coquine conventuali, ad incrementa mensium, de dicta prepositura de Braus et de Aisencele, quadraginta quinque libras provinenses, videlicet in festo Sancti Martini hyemalis quindecim libras provinenses, in Purificatione beate virginis Marie sequenti quindecim libras provinenses, in Ascensione Domini proximo sequenti quindecim libras provinenses; et sciendum quod infra summam viginti librarum provinensium premissarum, comprehendentur sex libre provinenses pro pastu, quem debebat prepositus de Braus et de Aisencele conventui facere, singulis annis, feria quarta Pasche, a quo pastu omnino quitus erit prefatus prepositus de Braus et d'Aisencele annuatim, pro supradictis sex libris provinensibus que comprehenduntur, ut dictum est, infra summam predictarum viginti librarum provinensium. De prepositura vero de Nieles, et de Monciau, ita ordinaverunt et dixerunt dicti tres monachi, quod prepositus ejusdem prepositure reddet annuatim quinque miliaria alecium, coquine nostre conventuali, preter illam pensionem quam nos conventus annuatim ibidem percipere consuevimus in denariis, in alecibus, in anguisellis et pisis; reddet insuper dictus prepositus de Nieles et de Monceals sepedicte coquine nostre conventuali, annuatim, unum modium pisorum in festo Sancti Remigii in octobri, ad mensuram remensem; et nos abbas omnino quiti erimus ab uno modio fabarum, quem nos hactenus reddere consuevimus annuatim cellerario coquine nostre conventualis, ad mensuram ipsius coquine. Denique sciendum est, quod supradicti tres monachi ordinaverunt et dixerunt, quod nos conventus, in dictis prepositoris, nichil amplius de cetero poterimus reclamare, nec occasione earumdem aliquid amplius ab abbate exigere, nisi solummodo ea que superius sunt expressa, et preter decem sextarios bladi quos nobis conventui contulit annuatim percipiendos dominus Garnerus Taluns, pro anniversario suo faciendo, et preter alios decem sextarios bladi quos emimus ab Anselmo filio dicti Garnerii; qui omnes viginti sextarii, annuatim percipiendi sunt in territorio dicte prepositure de Braus, et preter illa que forte in premissis duabus prepositoris nobis conventui in elemosinam conferentur, vel que de assensu abbatis in prefatis duabus prepositoris acquiremus. Et hoc similiter sciendum est, quod nos abbas tenemur prepositos supradictarum prepositurarum ad hoc effi-

ignem et mappes, ac alia necessaria ab antiquo observata, ut in precedente articulo.

caciter compellere, quod solvant annuatim, terminis statutis, ea ad que dicuntur superius teneri. Sciendum est etiam, quod preter omnia supradicta, debet prepositus de Braus singulis annis, cellerario coquine conventualis, unum modium et dimidium fabarum, ad mensuram ejusdem coquine; ad quarum fabarum solutionem compellendus est per nos abbatem. Hanc autem premissam ordinationem nos abbas et conventus approbamus, ratam habemus, presentis scripti patrocinio et sigillorum nostrorum appensione confirmamus. Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo nono, mense aprili.

XXVIII.

17 août 1254. Martyr. de Saint Remi, fol. 33.

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et conventui monasterii Sancti Remigii remensis, ordinis sancti Benedicti, salutem et apostolicam benedictionem. Ut pulchra et decora filia Jherusalem fidelibus, et terribilis infidelibus appareat, ut castrorum acies ordinata, ecclesia variis insignitur titulis dignitatum, per quas tanquam ornata munilibus (*sic*), et circumamicta varietate, illustrium vitutum [?] exhibeat majestatem; et quod tandem in re habebit, in spe gerere se ostendens, veritatem indicat per figuram. Quare sedes apostolica mater ecclesiarum omnium et magistra, ecclesias alias tanquam adolescentulas suas honorum insignibus libenter adornat, pro meritis singularum, sperans ut ornate, tanto se immaculatas diligencius studeant conservare, quanto propensius tenentur diligere decus proprium et decorem. Eapropter dilecti in Domino filii, vestris supplicationibus inclinati, tibi fili abbas et successoribus tuis in perpetuum, anulo, mittra, tunica, dalmatica, cirothecis et sandalibus, benedicendi calices et pallas altaris, ac alia ornamenta ecclesiastica, dandique benedictionem corone, duos minores ordines, ostiaratum et lectoratum videlicet, et benedictionem sollempnem in divinis officiis et in mensa, plenam concedimus auctoritate presencium facultatem Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei, et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus, se noverit incursurum. Datum Agnanie, xvi kalendas septembris, pontificatus nostri anno duodecimo.

XXIX.

19 janvier 1257. Cart. A de Saint-Remi, f. 110; Martyr., f. 32 v°.

Universis presentes litteras inspecturis, frater O. Dei gracia abbas monasterii Sancti Remigii, dominique pape capellanus, necnon totus loci ejusdem conventus humilis, salutem et orationes in Domino salutares. Noveritis quod cum nos multociens a multis, etiam extraneis, turbaremur super alienationibus domorum nostrarum ad vitam aliquorum faciendis, nos quieti nostre providere volentes, et considerata eciam honestate et utilitate monasterii nostri, statuimus et duximus statuendum, quod nullam domorum nostrarum, prioratuum, seu eciam aliorum membrorum nostrorum, alicui imposterum vendemus, donabimus, vel alias alienabimus sic ad vitam; promittentes nos abbas, ad instanciam dicti conventus nostri, in verbo veritatis, et dictus conventus noster, de voluntate et licentia nostra, super sacrosancta jurando, quod dictum statutum firmiter et inviolabiliter observabimus, nos et successores nostros ad dictum statutum servandum, quantum possumus, obligantes. In cujus rei testimonium et munimen, presentem paginam sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari. Actum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo sexto, mense januarii, feria sexta post festum Beatorum Remigii et Hylarii.

XXX.

Septembre 1257. Cart. A de Saint-Remi, fol. 117.

Carta quid panetarius noster debeat habere.

Universis..... Magister Poncius de Parnaco, officialis curie domini Ottoboni cardi-

Item, tenebitur providere in refectorio mappas, manutergia ac vasa ad aquam ponendam apta; etiam in magna camera mappas, manu-

ualis, remensis archidiaconus (*sic*), salutem in Domino. Noverit universitas vestra, quod cum discordia esset inter Herverum de Saceyo, quondam panisterium S. Remigii remensis ex una parte, et viros religiosos abbatem et conventum S. Remigii remensis ex altera, super eo quod officium sive mesterium panisterie, quod habere se debere dicebat dictus Herverus in monasterio S. Remigii remensis, saisitum erat per ipsos abbatem et conventum, tam pro eo quod ex parte dictorum abbatis et conventus dicebatur dictum Herverum minus sufficienter servire in dicto officio, sive mesterio, et in servitio dicti mesterii in tantum cessasse, quod dictum mesterium sive officium ad dictos abbatem et conventum erat rationabiliter, secundum usum et consuetudines dicti monasterii, devolutum, quam aliis multis de causis. Tandem idem Herveus (*sic*) cum dictis abbate et conventu transigendo sic convenit, quod iidem abbas et conventus eidem Herveo quamdiu vixerit, singulis diebus, per se, vel per eorum mandatum, reddere tenebuntur quatuor panes, videlicet duos conventuales, et duos hospitales, sive de hospitio, albos, et singulis annis duo dolia vini, videlicet quodlibet dolium septem modiorum ad modium remensem de decima de Saceyo apud Saceium, et sexaginta solidos annuatim, pro vestibus suis *Item*, viginti solidos parisienses pro uno bacone, unum sextarium pisorum, unum sextarium fabarum, et quatuor bigatas lignorum, quamlibet ad duos equos, singulis annis, ut dictum est, infra festum B. Remigii in capite octobris, ad hospitium dicti Herveri, Remis, deliberandos; ita etiam, quod si dictum Herveum contingat decedere priusquam Ælidim uxorem suam, dicta Ælidis nichilominus quamdiu vixerit, pro premissis a dictis abbate et conventu, vel eorum mandato, percipiet et habebit singulis diebus duos panes albos de hospitio, unum dolium vini predicti singulis annis; *item*, triginta solidos pro veste, decem solidos pro bacone, unam minam pisorum et aliam fabarum, et duas bigatas lignorum loco et termino supradicto. Post decessum vero dictorum Hervei et ejus uxoris, dicti abbas et conventus, et eorum monasterium, a prestatione premissorum quitti erunt pariter et immunes. Hiis autem mediantibus, idem Herveus, et ejus uxor, eisdem abbati et conventus, [et?] eorum monasterio, in perpetuum quittaverunt dictum officium sive mesterium; et feodum ejusdem mesterii seu officii, eisdem abbati et conventui et eorum monasterio, reddiderunt; promittentes fide data dictus Herveus et ejus uxor, se in dicto officio sive mesterio, ratione feodi cujuscumque, dotis, vel alia quacumque ratione, nichil de cetero reclamaturos; quibus etiam mediantibus, idem Herveus et ejus uxor receperunt, et se recepisse recognoverunt, a dictis abbate et conventu, quaterviginti libras parisienses, ipsos abbatem et conventum, et eorum monasterium, super eisdem quaterviginti libris penitus quitantes. In quorum omnium, etc. Actum anno.... Mº ccº Lº VIIº, mense septembri, feria quarta post Exaltationem S. Crucis.

XXXI.

Ce sont les utiles et li aisement de la chambre enmi, que li couvens a fait achater des deniers dou couvent.

Premièrement, il i a deus taules; li plus grans, si est de vint et deus grans piés, et si est faite toute neuve; et li autre si est de douse grans piés, et n'estoit pas neuve à l'encommencement de la chambre aparillier; et pour la grant taule il i a trois trétiaus: deus grans et gros et pesans, et un plus petit et plus légier assés: *item*, pour la petite taule, il i a deux trétiaus. *Item*, il i a un banc de vint et deux piés de lonc. *Item*, il i a quatre neuves fourmes; la plus longue si est de vint et quatre grans piés, et li autre après si est de vint et deus grans piés; et les deus autres qui sont pareilles, si sont chas-

Janvier 1299. Martyr, fol. 31 vº

tergia, servietas [ad?] recondendum, aptos discos, scutellas, et alia ustensilia necessaria; totiens quotiens opus est recumbere.

cunne de XVI. grans piés. *Item*, il i a une petite fourme pour les garsons maingier, si est de VIII grans piés. *Item*, il i a vint pos d'estain en tout: douse qui sont de quarte, VI à couvresel, et VI sans couvresel; et se en i a quatre chascun de demi-setier, et trois chopinnes, et un pot à aumône: se sont vint en tout. *Item*, il i a deux salières d'estain. *Item*, il i a deux cheminons dou pois de XIII livres. *Item*, un pot de cuevre dou pois de XIII livres. *Item*, deus grans plas pour prendre la viande dedens. *Item*, deus corbilons, un grant et un plus petis. *Item*, VI chandélabres pour taule. *Item*, deux chandélabres mis ou piler d'emmi la chambre. *Item*, un cuvelet. *Item*, un basin et un pot pour donner eau à laver les mains, bons et biaus. *Item*, un piet tourné pour le basin soustenir. *Item*, deus fourmes mises à gravure dedens les fenestres. *Item*, trois perches mises dedens les murs de la chambre. *Item*, une estaulie pour sus dresier. *Item*, un grant escren pour esconsier le estaulie seur que on drese. *Item*, douse quarreiés d'estrain pour les garsons sus seoir. *Item*, un escren fait à tour, de V piés de lonc et V piés de haut. *Item*, VI viés sorcis. *Item*, douse neus sorcis. *Item*, deus clés pour l'uis de la chambre, qui sont pareilles, et deus pour les aumaires pareilles osi. Ce fu fait, ordené et consummé en l'an de l'incarnation nostre Signeur mil deux cens quatre-ving et dis et vuit, ou mois de janvier; et pour toutes ses choses deseur dites, cousta-il au convent douse livres et demi de Paris, sans l'avantage que on aut dou mairien pour faire le grant taule et les traitiaus, et toutes les fourmes, et les autres courtoisies que on i fist. *Item*, III douzaines de escuelles de estain.

XXXII.

12 mars 1299. Martyr., fol. 32

In nomine Domini, amen. Nos fratres Rogerus Dei providentia abbas humilis, Guillermus elemosinarius, totusque conventus monasterii Sancti Remigii remensis, ad perpetuam rei memoriam. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos pastum annis singulis de duobus potagii, et tribus piscium ferculis, et optimi vini, debitum nobis imperpetuum, die anniversarii bone memorie domini Asenarii quondam abbatis monasterii nostri predicti, in modum qui sequitur duximus transmutandum; considerata igitur quadragesimalis temporis gravitate, in quo, sicut exigit observantia regularis, in servicio divino jejuniis insistimus et laboriose vacamus, statuimus, et ob utilitatem nostri monasterii ad relevationem laboris nostri unanimes convenimus, quod elemosinarius noster qui pro tempore fuerit, die qua fiet anniversarium supradictum, singulis annis ex nunc et imperpetuum, in manu custodum legatorum conventus, undecim libras parisienses ponere tenebitur, pro ferculis et vino predictis, et quod dicti custodes per totam quadragesimam, singulis diebus, bonum avenaticum, cum amigdalis bene compositum et paratum, nobis in prandio competenter ministrare tenebuntur, diebus dominicis quibus porros habebimus, duntaxat exceptis; ita quod avenaticum in coquina infirmarie nostre, per ipsius infirmarie cocum, cujus propter hoc taxamus salarium viginti solidos turonenses, annis singulis in dicta pecunia capiendum, decoquatur, componatur, et competenter paretur; statuentes quod si dicta pecunia non sufficiat ad premissa, quod predicti custodes defectum supplerent de legatis conventus; si quod autem residuum fuerit, computare cum legatis de illo residuo teneantur; et premissa, sicut superius sunt expressa, volumus ex nunc et in perpetuum inviolabiliter observari. In cujus rei testimonium et munimen, nos abbas, elemosinarius, et conventus predicti, sigilla nostra litteris presentibus duximus apponenda. Datum anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, mense martii, die beati Gregorii pape.

Item, etiam providere et tradere omnes candellas ex sipo necessarias pro illuminando in refectorio, in magna camera, in camera amico-

XXXIII.

Octobre 1340. Martyr., f. 4, in fronte.

Universis presentes litteras inspecturis, Johannes permissione divina abbas humilis monasterii Sancti Remigii remensis, totusque ejusdem loci conventus, salutem in Domino sempiternam. Cum in ecclesia nostra aliquociens inter ministros conventus est discordia, quis eorum deberet infirmis et senibus ac debilibus necessaria providere, et propter hoc ipsi sepius quam oporteret in suis necessitatibus habendis defectum paterentur, quamvis a predecessoribus nostris abbatibus pingues et bene sufficientes redditus sint propter eorum necessitates derelicti, sicut in cartis et auctenticis ecclesie nostre continetur; noverint universi, quod consideratis cartis et consuetudinibus antiquis ecclesie nostre, in pleno capitulo nostro concordatum fuit, quod amodo omnibus illis qui per magistrum medicine, sive magistrum sirurgie, necessitatem habebunt comedendi carnes a sancto Pascha, videlicet a feria tercia immediate sequente, usque ad Adventum Domini, subinfirmarius de carnibus sufficienter providebit sicut necesse fuerit, per consilium medicorum; ab Adventu vero Domini, usque ad sanctum Pascha, infirmarius eisdem tenebitur eodem modo ministrare; senibus vero, vel debilibus qui in infirmaria perpetuo commanebunt, infirmarius vel subinfirmarius, quilibet suo tempore, ter in ebdomada providebit de carnibus, videlicet die dominica, feria tercia et feria quinta; ceteris vero diebus, et quibus carnibus non licebit eis uti, cellerarius quolibet die unicuique duo frusta piscium ministrabit, sicut expediens fuerit, secundum consilium medicorum. Notandum autem, quod quando aliquis accipit carnes ex parte infirmarii, vel subinfirmarii, nichilominus debet habere in coquina conventus, potagium et ova, vel alecia; quando vero conventus habet generale in refectorio, tunc omnes accipient generale suum, et subinfirmarius nil persolvet; si vero tanta multitudo fuerit infirmorum, vel debilium, seu antiquorum, quod expense pro carnibus facte per subinfirmarium ultra valorem xxx librarum excreverint, tunc infirmarius eum tenebitur adjuvare Sciendum est insuper, quod quando de novo constituitur, nichil accipit in termino jam elapso, et debet facere expensas suas super redditus termini subsequentis. Determinatum est etiam et concordatum, quod si prior vel supprior, in camera sua causa infirmitatis jacuerint, quicquid pecierint pro suis necessitatibus, sive ex parte infirmarii, sive ex parte subinfirmarii, eis tenebitur, sicut eis placuerit, et eis necesse fuerit, ministrare, quilibet eorum in suo tempore, et cellerarius eisdem in piscibus similiter providere. Quando vero supprior, vel tertius, sive quartus, erunt magistri infirmariarum, sive minutionum, sive comedant in magna camera, sive extra, dum tamen in infirmaria comedant, integram pictantiam obtinebunt, et nichilominus illi qui tenebit conventum, in magna camera de integra pictantia servietur. Supprior vero, sive sit de infirmariis, sive non, per infirmarias, si in infirmaria comedat, pictantiam integram habebit. Sciendum est etiam, quod quando aliquis infirmus tenet dietam, cellerarius debet ei amigdala et poma, et alios fructus necessarios; species vero necessarias causa medicine, dominus abbas debet; ordeum vero paratum et avenam paratam, et alias species necessarias causa cibi, debet infirmarius. Culcitras vero necessarias pro infirmis, subinfirmarius debet custodire, et si reparatione indigueri[n]t, debet eas facere reparari; si vero oportuerit novas culcitras emere, infirmarius eas debet infirmis; et debilibus qui non possunt jejunare, in diebus jejunii refectorarius debet panem in prandio, et in cena, et pictenciarius vinum, et cellerarius debet cenam. Et quia in vigiliis Sancti Remigii, aliqui forte volunt comedere in infirmaria, debetur eis a cellerario, refectorario et pictènciario, sicut consuetum est diebus aliis, ministrari. Omnia utensilia in infirmaria necessaria, infirmarius debet; subinfirmarius autem ea debet

rum, in camera Sancti Symonis, et alibi, prout ab antiquo fuit assuetum, a festo Exaltationis Sancte Crucis, in mense septembri, usque ad festum Sancte Pasche inde sequens.

Item, tenebitur prefatus dominus abbas furnire et tradi facere omne lignum combustibile, fouecas, carbones, quas (*sic*) opportet et necessario convenit uti tam in coquina conventus, quam in magna camera, in camera amicorum, etiam prioris, subprioris, Sancti Symonis, et aliis cameris claustri; secundum quod est assuetum et commune ab antiquis temporibus.

Item, tenebitur etiam dominus abbas, si casus occurreret, quod fuerint aliqui religiosi in infirmitate constituti, dare et administrare custodes et servitores, suis expensis, ac medicos, cyrurgicos, apoticarios et tonsores, ac medicamenta et alia circa infirmos necessaria, suis etiam expensis.

Item, tenebitur et jam tradere cuilibet religioso dicti monasterii in die Sancti Martini hyemalis, pro vestiario sive vestitu, sommam sexaginta quatuor solidorum parisiensium.

Item, tradere una cum premissis, subpriori, cantori et magistro puerorum, cuilibet eorumdem sommam triginta duorum solidorum parisiensium.

Item, in die Sancte Pasche, cuilibet religioso claustrali extra scholam existenti unum medium aureum.

Item, tenebitur insuper ipse dominus abbas tradere et ministrare cuilibet religioso prefati monasterii semel in anno, unum flocum, secundum usum et morem dicti monasterii, etiam pannos nocturnales pro dormiendo, et camisias, stamineas tamen, prout est consuetum.

Item, sotulares religiosorum, et refectiones eorumdem, gallice *les rempiétures*.

Item, tenebitur ipse dominus abbas tradere refectiones quando can-

facere reparari; et debet subinfirmarius, saltem semel in anno, vel quando conventui placuerit, de receptis et misiis subinfirmarie computare. Sciendum vero quod in magnis et grossis misiis, que aliquociens per infortunia contingunt, conventus consuerit subinfirmarium adjuvare. Redditus infirmarie, et quid infirmarius debeat, in cartis aliis plenius continentur. Et ut predicta omnia robur et firmitatem habeant, sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda. Actum anno gratie millesimo trecentesimo quadragesimo, mense octobris.

tatur in ecclesia : « O sapientia, » pro prandio; ab antiquo pro prandio dantur LXX s. paris[1].

Item, refectiones in vigiliis festorum Sancti Remigii et Dedicationis hujus ecclesie.

Item, una cum hoc tenetur fournire, tradere, et reddere die lune post dominicam « Esto michi, » secundarias dappes dari solitas.

Item, tenebitur enutrire decenter, secundum usum assuetum, omnes religiosos die Sancte Pasche, et duobus diebus immediate sequentibus, similiter in die Nativitatis Domini, et tribus diebus inde sequentibus, ex omnibus rebus, suis expensis, ipso presente.

Item, pro pitancia religiosorum deliberare tenetur, diebus festivis assuetis, vinum bonum, gallice : *vin de présent*.

Item, tradere tenetur quotannis, pro vino puerorum et adolescentium, sex dolia vini boni, gallice : *queue*.

Item, tenetur tradere, in principio cujuslibet mensis anni, infirmario pro pitantia religiosorum sommam duodecim librarum sexdecim solidorum et octo denariorum parisiensium.

Item, pro espergnamentis S. Gibriani, et aliis rebus, octogenta libras parisienses.

Item, pro prepositura de Montana remensi, sommam sex librarum parisiensium.

Item, eciam tenetur tradere ulterius, pro prioratu de Corbiniaco, tredecim libras parisienses.

Item, tradi facere super major[i]a de Sallice Sancti Remigii, de Roisy, summam septuagiuta sex solidorum parisiensium.

Item, tenetur administrare stabulum pro equo prioris, et equo infirmarii, et enutrire illos equos suis expensis.

Item, tenetur hospitare beneficiatos, et officiarios foraneos, venientes in festis Sancti Remigii, et pro negociis emergentibus, cum suis equis; ipsosque decenter et honeste enutrire.

Item, tenetur tradere et ministrare pastum Dominis de capitulo, singulis annis, in duobus festis Sancti Remigii.

[1] Ce passage semble indiquer que le texte de l'acte que nous donnons ici remonte à une antiquité plus grande que celle de la copie qui nous a servi à le transcrire. Cette copie doit être du milieu du XVI[e] siècle ; elle est signée par Charles de Lorraine.

Item, solvere pensiones debitas ecclesie sive monasterio Sancti Basoli, tam in pecuniis quam in granis.

Item, pariter tenebitur solvere ipse dominus abbas omnes pensiones tam balivo, procuratori, quam greffario dicte domus abbatialis, et aliorum locorum.

Item, pro processibus occurrentibus et deducendis tam Remis, Parisius, quam alibi, tenebitur ipse dominus tradere pecunias quas decebit pro parte.

Item, tenebitur etiam pro infirmis religiosis tradere et furnire in camera Sancti Symonis coopertura, loderea, potos, discos, scutellas, patellas et alia utensilia pro necessitate religiosorum infirmorum subveniendo (*sic*) ac in aliis cameris religiosorum in monasterio tamen existentium, dum contigerit aliquos illorum morbis agittari.

Item, tenebitur ipse dominus abbas facere gadrigare, et adducere suis expensis in celario conventus, mediam partem decimarum vini ville et territorii Villari[s] Allerant.

III.

Commission, procès-verbal et arrest, pour servir de reiglement entre les religieux réformez et les religieux non réformez de l'archimonastère et abbaye de Sainct-Remy de Reims.

Archiv. de Saint-Remi, renseign.

I. *Commission donnée à J. Phelippeaux, pour la réformation de l'abbaye Saint-Remy de Reims.* 22 août 1625.

Louis, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, à nostre amé et féal conseiller en nostre parlement M. Jacob Phelippaux, salut. Comme le jour et datte des présentes, veu par nostredite cour la requeste présentée par Benoist Chastelain, Paul Regnault, René Noel, Remy le Goix, François Chastelain, Nicolas Cocquebert, Philippes Symonet, Gabriel Vaudeleur, Maximilian de Mercy, Toussainct de Pouville, Bernard Caron, Estienne Dureteste, et Jean Bruxelles, tous religieux de l'archimonastère et abbaye Saint-Remy de Reims, ayans embrassé la réforme en ladite abbaye; ensemble Jean Ravineau, grand-prieur, Nicolas Vauroüart, soubs-prieur, et George Oudinet, trésorier dudit archimonastère et abbaye Saint-Remy de

Reims, joincts, contenant que la discipline régulière commençant fort à se relascher dans ledit monastère Sainct-Remy, dépositaire et gardien de la Saincte Ampoulle, sacre de noz rois, les supplians désirans depuis six ans la restablir, à la gloire de Dieu, honneur de l'ordre Saint-Benoist, et réputation de ladite Maison (qui est en la garde et protection de nostre cour), du consentement de tous les religieux et couvent, et avec la permission de feu Jean l'Espaignol, vivant docteur en théologie, grand-prieur de ladite abbaye : ce qu'ayant réüssy, ils auroient avec autres religieux du mesme archimonastère, qui n'ont voulu exercer ladite réforme, faict plusieurs traictez et conventions concernans ladite reigle et conduite, non-seulement du spirituel, mais aussi la disposition et direction du temporel; et d'autant que, sur l'observation desdicts traictez, accords et conventions, surviennent par chacun jour quelques contentions, qui pourroient causer un désordre, et empescher les supplians et autres religieux de vacquer à leur devoir et observance de reigle, requéroient que par l'archevesque de Reims, ou autre évesque et prélat plus prochain, dont les supplians et autres religieux dudit archimonastère de Saint-Remy de Reims conviendront, pour reigler et terminer les différents qui pourroient survenir aux affaires concernans le spirituel, il fût pareillement par luy pourveu aux différents qui regardent leur temporel; et à ceste fin, en tant que besoing seroit, ledit prélat qui seroit commis par nostredite cour, seroit tenu dresser procès-verbal de l'ordre et règlement qu'il y aura apporté, et icelny envoyer au greffe de nostredite cour, pour y avoir recours, s'il survenoit quelque dispute et différent cy-après à l'exécution, et toutesfois et quantes qu'il sera ordonné; plusieurs actes et réglemens; conclusions de nostre procureur général, tout considéré : Nostredite cour a ordonné et ordonne que M. Jacob Phelippeaux, conseiller en icelle, se transportera en ladite abbaye Saint-Remy, pour, avec l'archevesque de Reims (les religieux de ladicte abbaye ouyz), dresser procès-verbal de leurs différents, pour, icelny veu, rapporté et communiqué au procureur général, y pourvoir par nostredite cour ainsi qu'il appartiendra. Si vous mandons en commettant à la requeste desdicts Benoist Chastelain, et consors, mettre le présent arrest à exécution; de ce faire vous donnons pouvoir; commandons au premier nostre huissier ou sergent faire les

exploicts requis. Donné à Paris, le vingt-deuxiesme jour d'aoust, l'an de grâce mil six cens vingt-cinq, et de nostre règne le seiziesme. *Ainsi signé :* par la chambre, Radigues; *et sur le dos :* Scellé le 22 aoust.

II. *Procès-verbal faict par M. Jacob Phelippeaux pour l'archimonastère de Sainct-Remy de Reims.*

L'an mil six cens vingt-cinq, le vingt-sixiesme jour du mois d'aoust, 29 septembre 1625.
à la barre de la cour, par-devant nous Jacob Phelippeaux, conseiller du roy en sa cour de parlement, commissaire de par icelle en ceste partie, est comparu Maistre Claude Petit-Jean, advocat en ladite cour, ayant charge des affaires des religieux réformez de l'archimonastère et abbaye de Sainct-Remy de Reims, assisté de frère Maximilian de Mercy et Toussainct de Ponville, religieux réformez de ladite abbaye, lequel nous a dict et remonstré, que par arrest de ladite cour du vingt-deuxiesme du présent mois d'aoust, sur la requeste présentée par lesdits religieux réformez, et autres joincts avec eux, à ce que pour terminer les différents qui se pourroient mouvoir entr'eux et les autres religieux de ladite abbaye Sainct-Remy dudit Reims, tous lesdicts religieux eussent ensemblement à convênir d'un prélat ou autre personne capable, autrement qu'il en fust par la cour nommé d'office, il auroit esté ordonné que nous nous transporterions en ladite abbaye de Sainct-Remy, pour, avec monseigneur l'archevesque dudit Reims, ouyr les religieux de ladite abbaye Sainct-Remy, dresser procès-verbal de leurs différents; pour, iceluy veu, rapporté et communiqué au procureur général, y pourveoir par la cour ainsi qu'il appartiendroit; requérant à ceste fin, qu'il nous pleust nous transporter en ladicte abbaye Sainct-Remy de Reims, et luy donner nostre ordonnance pour faire assigner à tel jour, lieu et heure qu'il nous plairoit, tous lesdits religieux de ladite abbaye Sainct-Remy, pour procéder à l'exécution dudit arrest; auquel Petit-Jean nous aurions fait response, que puisqu'il estoit ordonné que nous procéderions avec ledit sieur archevesque, il estoit nécessaire d'en avertir ledit sieur archevesque, afin de sçavoir de luy sa commodité, et prendre jour certain pour nous trouver audit Reims; et néantmoins luy avons délivré nostre ordonnance

pour faire assigner à certain et compétant jour lesdits religieux de ladite abbaye Sainct-Remy à comparoir audit Reims en ladicte abbaye Saint-Remy par-devant nous, et monsieur l'archevesque dudit Reims, pour procéder à l'exécution dudit arrest.

Et le jeudy dix-huictiesme jour du mois de septembre ensuivant, audit an mil six cens vingt-cinq, en nostre hostel scis à Paris près l'Arsenal, est comparu ledit Petit-Jean audit nom, qui nous a dict que, suivant la response que luy aurions faict le vingt-sixiesme aoust dernier, lesdits religieux réformez dudit Sainct-Remy s'estoient transportez par-devers monsieur l'archevesque dudit Reims, pour sçavoir sa commodité de vacquer avec nous à l'exécution dudit arrest cy-dessus; lequel sieur archevesque leur auroit promis se tenir prest au vingt-uniesme du présent mois; c'est pourquoy, en vertu de nostre ordonnance cy-dessus, lesdits religieux réformez auroient faict assiguer tous les religieux de ladite abbaye Sainct-Remy de Reims par Miolot, huissier au Chastelet de Paris, le seiziesme du présent mois, en parlânt au vénérable domp Jean Ravineau, grand-prieur, et autres, à comparoir par-devant nous et mondit sieur l'archevesque dudit Reims, en ladicte abbaye Sainct-Remy, le lundy vingt-deuxiesme du présent mois de septembre, pour procéder suivant ladite ordonnance, et outre ainsi que de raison; lequel sieur Ravineau, grand-prieur, auroit faict response qu'il avoit adverty les religieux dudit Sainct-Remy qui estoient aux champs, de se trouver audit jour; nous requérant icelny Petit-Jean audit nom, qu'il nous pleust nous rendre audict jour vingt-uniesme septembre prochain audit Reims, pour exécuter ledit arrest; ce qu'aurions promis faire. Et à ceste fin, le vendredy dix-neufiesme dudit mois de septembre, sommes partis de ladite ville de Paris avec ledict M. Claude Petit-Jean, et serions arrivez audit Reims le dimanche vingt-uniesme dudict mois de septembre, sur les cinq à six heures du soir, et sommes allez loger en l'hostellerie où pend pour enseigne le Moulinet, où estans, nous avons envoyé advertir lesdicts religieux de Sainct-Remy de nostre arrivée, à ce qu'ils eussent à se préparer pour l'exécution dudit arrest, et sçavoir la commodité dudit sieur archevesque.

Et le lundy vingt-deuxiesme dudit mois de septembre, par-devant

nous conseiller et commissaire susdit, est comparu ledit Petit-Jean audit nom, qui nous a dict que lesdicts religieux réformez de Sainct-Remy avoient esté trouver mondit sieur l'archevesque de Reims, suivant ce que leur avions dict le jour d'hier; lequel sieur archevesque leur auroit promis de vacquer avec nous à l'exécution dudit arrest quand il nous plairoit. Comme aussi est comparu vénérable personne domp Jean Ravineau, grand-prieur de ladite abbaye Sainct-Remy, qui nous a dict que la pluspart des religieux de ladite abbaye n'estoient arrivez des champs que le jour d'hier assez tard, et qu'ils n'avoient peu encores s'assembler pour adviser aux affaires de nostre commission; requérant qu'il nous pleust différer jusques à demain, auquel jour il les disposeroit tous de se tenir prests; ce que luy avons accordé.

Et le mardy vingt-troisiesme dudit mois de septembre ensuivant, sur les huict heures du matin, nous nous sommes transportez, avec ledict sieur archevesque dudict Reims, en ladicte abbaye de Sainct-Remy, où estans, nous avons faict sonner la cloche et le timbre pour faire assembler tous les religieux de ladicte abbaye au chapitre; auquel lieu (après que ledit grand-prieur nous a représenté la liste de tous les religieux tant profez que novices de ladite abbaye) nous avons faict faire lecture d'icelle, et se sont trouvez présens ledit vénérable domp Jean Ravineau, grand-prieur de ladite abbaye; domp Nicol Vauroüart, soubs-prieur et soubs-enfermier; domp Oudard Bourgeois, tiers-prieur et trésorier de Corbeny; domp Jacques Bignicourt, quart-prieur et chantre; domp Jacques du Grez, prévost de Condé; domp George Oudinet, trésorier; domp Hiérosme Feret, administrateur du prieuré de Réthel; domp Benoist Chastelain, prestre; domp Paul Regnault; domp René Noël; domp Estienne Vuilquin, enfermier et prévost du Vieil Sainct-Remy; domp Remy Fournival, prestre; domp Jean Collet; domp Sébastien Brodeau; domp André le Poivre; domp Ponce Pichart; domp Nicolas de Sains; domp André Camus; domp Matthieu Buat; domp François Chastelain; domp Jean Maillart; domp Nicolas Cocquebert; domp Claude Bastier; domp Placide Simonet; domp Toussainct de Ponville, soubs-diacre; domp Archambault de l'Hospital; domp Nicolas le Cointre; domp Regnault Cauchon; domp Gabriel Vaudeleur; domp Gérard Pillier; domp

André Dauphin; domp Charles Vize, tous prestres; frères François Cocquillart, soubs-diacre; frère Maximilian de Mercy, diacre; frère Thomas Guérin, soubs-diacre; et frère Bernard Caron, soubs-diacre, tous religieux profez dudit archimonastère de Sainct-Remy; frère Estienne Dureteste, Maur Bazin, Jean Bruxelles, Anthoine de Lalain, Nicolas Boulet, et André le Gros, novices; et quant à domp Remy le Goix, et domp Jacques Bourgeois, qui estoient dans ladicte abbaye, ont esté excusez à cause de leur infirmité; et pour le regard de domp Nicolas Guériot, prestre, demeurant à Réthel, nous a ledit grand-prieur représenté lettre d'iceluy à lui addressante, dattée du dix-neufiesme du présent mois, que nous avons faict recognoistre par aucuns desdits religieux en la présence des autres, par laquelle il prie ledit grand-prieur de parler pour luy, et promet tenir et agréer ce qu'il feroit. Comme aussi ledit domp Jacques du Grez nous a faict apparoir d'une procuration à luy passée par domp Anthoine Gasnier, prestre religieux de ladite abbaye, le dix-septiesme du présent mois, portant pouvoir de proposer en ceste affaire tout ce qui se trouveroit bon et expédient pour le bien de ladite abbaye. Et quant à domp Nicolas Gatinet, et domp Thiéry Clément, prestres aussi religieux de ladite abbaye, absens, nous a ledit grand-prieur derechef certifié en la présence desdits religieux les avoir faict advertir, encores qu'il ne leur ait pas faict signifier nostre ordonnance par exploict de sergent, ayant creu que cela seroit indécent, et qu'il n'estoit pas nécessaire, et que son mandement suffiroit; au moyen de quoy, avons contr'eux et autres non comparans et défaillans donné défault, et par vertu d'iceluy, ordonné qu'il seroit procédé à l'exécution dudit arrest. Et à ceste fin, ayant faict faire lecture d'iceluy à haute voix, nous leur avons dit que nous croyons les devoir exhorter sommairement d'apporter en ceste affaire un esprit de douceur et de concorde, tel que l'on doit espérer des personnes qui font profession de piété et dévotion; que nous devions aussi les inviter de conspirer tous ensemble à restablir en bon ordre ce monastère, en reprenant les anciennes reigles de leur vœu et de leur profession, et n'attendre pas qu'ils y soient forcez et contraincts par les puissances ecclésiastiques et temporelles, et par la sévérité des loix; que nous loüions grandement le courage et le mérite

de ceux qui désiroient la réforme, quelque peine et austérité qu'il y faille souffrir; que nous ne condamnions pas pourtant ceux qui, nourriz en une profession de vie plus douce et plus aisée, ne pouvoient practiquer ceste austérité, n'y ayans esté ny nourriz, ny eslevez, ni habituez; mais que nous détestions ceux qui ne vouloient ny embrasser la réformation, ny ne la vouloient souffrir, ne vouloient guérir et ne vouloient permettre que les autres receussent leur guérison, et désiroient continuer une vie libertine, desreiglée, et désordonnée; que nous nous promettions que parmy un grand nombre de religieux qui estoient là assemblez, il s'en trouveroit peu de ceste qualité; mais que nous pouvions les asseurer que, quels lis (*sic*) fussent, ils n'éviteroient jamais l'ire et la punition de Dieu, et qu'ils seroient sévèrement chastiez par les magistrats spirituels et temporels; que l'affaire qui se présentoit avoit jà esté esbauchée et encommencée par quelques concordats et conventions qui avoient esté faites entr'eux; qu'il estoit temps maintenant de la mettre du tout à sa perfection; et, encores qu'ils soient divisez en deux bandes : l'une, de ceux qui embrassent la réforme, l'autre, de ceux qui veulent suivre l'ancienne profession en laquelle ils ont esté nourriz, néantmoins que cela ne devroit point empescher qu'ils ne vescussent en bonne paix et concorde, puisqu'ils y estoient obligez non-seulement par les liens de ceste fraternité qui estoit commune à tous chrestiens, mais aussi par la profession d'une vie religieuse, soubs mesmes loix, et soubs l'ordre de Sainct-Benoist, puisqu'ils combattoient soubs mesme bannière et soubs mesme estendart; que nous pouvions parvenir à un mesme rendez-vous par divers chemins; que ceux qui embrassoient la réforme avoient choisy un chemin plus fascheux, plus aspre et plus espineux, mais plus droict, plus certain, plus asseuré, et sans aucun destour pour parvenir à la cité de Dieu et à ceste Hiérusalem céleste; que les autres prenoient un chemin plus fréquenté, plus large, plus plaisant aux sentimens, mais qui estoit plein de divertissemens par la fréquentation des choses de ce monde, plein d'embusches et d'empeschemens qui nous estoient dressez par nos plaisirs sensuels, et par mille mauvaises pensées que la chair et le sang dictent souvent à nostre esprit; que toutes les intentions et tous les desseins des uns et des autres

estoient, comme nous croyons, de parvenir à une mesme fin; mais qu'il estoit certain que ceux qui embrasseroient la réforme auroient le devant et les prérogatives, et ne falloit point mettre en avant ce nom d'ancien en la maison, pour ce que le droict d'aisnesse en la maison de Dieu estoit pour ceux qui se conformeroient par une vie saincte plus estroictement et plus affectueusement à ses commandemens et volontez; que la réforme dans le monastère estoit désirée par leur abbé, par le sieur archevesque présent, par tous les chefs et magistrats de leur ville, ainsi que nous avions peu apprendre par leurs discours, et qu'indubitablement elle serviroit et d'exemple et de conséquence, non-seulement par la province, mais aussi dans les autres abbayes du royaume; qu'ils devoient donner ceste satisfaction premièrement à leur conscience et puis au publicq; que l'affaire qui se présentoit estoit facile et aisée parmy des esprits disposez à bien faire; que desjà elle estoit practiquée en d'autres monastères, dans lesquels ceux qui avoient embrassé la réforme vivoient paisiblement avec les anciens non réformez, suivant les concordats et conventions qu'ils avoient entre eux; que nous leur donnions pour avertissement, qu'ils eussent à se reigler amiablement entr'eux pour leurs conventions, et que ceux qui se rendroient revesches et opiniastres contre les conditions qui leur seroient proposées, ne devoient espérer que toute sévérité et rigueur de justice; que les supérieurs ecclésiastiques, et les juges royaux, et les cours souveraines estoient si lasses des désordres et desreiglemens qui se commettoient dans les monastères, que non-seulement la présomption seroit contre ceux qui contrariroient à la réforme, mais aussi la voix du peuple crioit contre eux; que la meilleure justice qu'ils pouvoient espérer, estoit celle qu'ils se rendroient volontairement les uns aux autres, et de laquelle ils recevroient plus de gloire et de contentement; qu'elle seroit plus aisée à exécuter, d'autant qu'elle seroit résoluë et déterminée par une bonne volonté conforme à la raison; que nous estions d'avis, pour parvenir à ce poinct, que ceux qui embrassent la réforme, et ceux qui veulent suivre leur ancienne profession, baillassent leurs demandes, qui seroient respectivement communiquées; et, afin qu'ils fussent inspirez et conduicts en ceste affaire par une bonne volonté, et par l'assistance des grâces

de Dieu, que présentement on célébrast la messe du Sainct-Esprit. Et à l'instant le grand-prieur auroit commandé au semainier de se préparer pour l'office, et cependant quelques religieux nous auroient remonstré qu'ils eussent volontiers embrassé une réforme, pourveu qu'elle eust esté plus douce et plus aisée à supporter; les autres nous auroient dit qu'il leur estoit fascheux de quitter la forme d'habit qu'ils avoient porté d'ancienneté; autres disoient vouloir suivre la bénédictine. A tous lesquels nous aurions respondu qu'ils eussent à prendre une saincte résolution, que la forme d'habit estoit le moins à considérer en ceste affaire, où il estoit principalement question de réformer les coeurs et les consciences : que la bénédictine les obligeoit non-seulement aux voeux de pauvreté, chasteté, et obédience, mais aussi à la closture, et que, sans bailler le change, ils eussent à opter celle qui estoit pratiquée par leurs confrères qui estoient là présens. Ce faict, on a célébré la messe, et après que ledit sieur archevesque a baillé la bénédiction à tous les assistans, ceux qui désirent la réforme nous ont présenté une fueille de papier, dans laquelle estoient comprises leurs demandes, lesquelles à l'instant nous avons faict communiquer aux autres, et mis entre les mains de domp Jacques du Grez avec la coppie de l'arrest, de l'exécution duquel est question, pour fournir de responses, dans lesquelles ils y pourroient comprendre les demandes qu'ils prétendoient faire de leur part; et leur avons faict sçavoir qu'à trois heures de relevée nous nous rendrions audit chapitre. Et à ladite heure de trois heures, nous nous sommes transportez audit chapitre avec ledit sieur archevesque, où tous lesdits religieux estans assemblez au son de la cloche, avons faict faire lecture à haute voix des demandes de ceux qui embrassent la réforme, et, icelle faicte, avons demandé aux autres religieux s'ils avoient dressé leurs responses; lesquels, par l'organe dudit du Grez, religieux, nous auroient dict qu'ils ne les avoient peu rédiger par escrit en si peu de temps, et que leurs advocats, ausquels ils avoient communiqué de leurs affaires, estoient hier absens de ceste ville. Sur quoy leur avons remonstré qu'en ce faict il n'estoit besoing d'aucun ministère d'advocats, et qu'il n'y falloit point procéder par contention, mais avec sincérité et franchise, et leur avons donné terme

jusques au lendemain à huict heures pour rédiger par escrit leursdites responses. — Cependant les religieux de part et d'autre nous ont requis de vouloir, avec ledit sieur archevesque, recognoistre les logemens de l'abbaye : ce qu'avons faict avec ledit sieur archevesque, assistez de trois des religieux qui embrassent la réforme, d'une part, et trois des autres religieux, d'autre part; desquels logemens nous avons faict faire la description ainsi qu'il ensuit :

Déclaration des logemens destinez pour les religieux de l'abbaye Sainct-Remy de Reims.

Premièrement, le grand cloistre, joignant lequel est le chapitre, et d'un costé le grand réfectoir.— Soubs ledit réfectoir sont les caves, où l'on met les provisions ordinaires du couvent, et où est le pressoüer.— Au bout dudit réfectoir, est la cuisine, une petite chambre, et un garde-manger auprès.— Au-dessus de ladite cuisine est le logement de domp Estienne Vuilquin, enfermier; consistant en deux petites chambres, et une estude.— A costé de ladicte cuisine, y a une petite cour et deux chambres pour les serviteurs de cuisine, et une autre cour plus grande pour aller au buscher, qui a sa sortie hors du couvent.— De l'autre costé de ladicte cuisine, et attenant icelle, est une salle, appellée la chambre nattée, en laquelle les religieux mangent de la viande; au-dessus de laquelle est un grenier à mettre des fagots. — Plus avant soubs ledict cloistre, est le logement de domp Nicolas Vauroüart, soubs-prieur, consistant en deux petites chambres, une estude, un grenier, et un petit jardin.— Plus soubs ledict cloistre, proche l'escalier pour monter au dortoir, est le logement de domp Jacques Bignicourt, quart-prieur, destiné pour le soubs-prieur; consistant en un petit jardin, deux chambres, un garderobbe, deux petits greniers, une cave et un petit cellier. — Au-dessus dudit chapitre, est le dortoir, au long duquel y a vingt petites chambres ou cellules.— A costé une grande chambre, dicte le novitiat, en laquelle y a une petite chambre pour le maistre des novices.— En suitte est la bibliothèque, et un grenier y tenant.— Le petit cloistre, sur lequel y a trois chambrettes ou estudes toutes ruinées.— Plus une autre chambre aussi ruinée.— Au costé dudit petit cloistre, est une

grande salle en galletas toute vague. — Une autre salle appelée la chambre peinte, où les réformez font à présent leur cuisine, et une petite cuisine joignant. — Une autre salle appelée la chambre neufve, dans laquelle lesdits réformez font leur réfectoir. — Au-dessus, est le logement destiné au grand-prieur, duquel les réformez jouissent à présent; consistant en une salle, deux chambres et un cabinet, un grand jardin et une gallerie pour y descendre, et un grenier. — A un des bouts dudit petit cloistre, est le logement destiné au soubs-enfermier, consistant en une chambre, estude, et un petit grenier. — A l'autre bout dudit cloistre, y a un galletas, dans lequel est une chapelle appellée la chapelle Sainct-Simon, et quatre chambres où on met les malades. — A costé dudit galletas, est une grande cour pour aller au jardin, en laquelle est un tripot, le jardin au bout, et un bocage. — En ladite cour est le logement de domp Oudard Bourgeois, tiers-prieur, consistant en trois chambres, une sallette, et des greniers dessus, lequel logement a cy-devant esté donné par monsieur l'abbé aux religieux, à la charge de le faire rebastir, lesquels l'ont délaissé audit Bourgeois, pour en jouyr sa vie durant, aux mesmes conditions. — En un autre costé, est le logement de domp George Oudinet, trésorier, affecté audit office de trésorier, consistant en deux chambres basses et une cuisine, deux petites chambres en galletas, une cour, un jardin, une estable, un buscher et une cave dessouz.

Et le mercredy vingt-quatriesme dudit mois de septembre, sur les huict heures du matin, nous nous sommes renduz audict archimonastère avec lediet sieur archevesque, et ayant faict assembler capitulairement lesdits religieux en la manière accoustumée, ledit domp Jacques du Grez nous a représenté les responses qu'il entendoit faire, tant pour luy que pour les autres religieux y desnommez, non réformez; desquelles responses nous avons faict faire lecture à haute voix, et ordonné que les religieux qui embrassent la réforme en prendroient communication, pour y fournir de répliques par escrit, si bon leur sembloit, lesquelles dans ce jour ils nous mettroient ès mains pour les voir et examiner avec ledit sieur archevesque en particulier, et les considérer à loisir avec les demandes et responses, et que le

lendemain nous nous rendrions à pareille heure de huict heures, pour, avec toute l'assemblée, résoudre à l'amiable les différents qui s'y présenteroient, et, sur les difficultez qui ne se pourroient vuider, les remettre à la cour, pour en ordonner ce que de raison. — Et sur les quatre heures après midy dudit jour vingt-quatriesme septembre, lesdits religieux embrassans la réforme nous ont mis en main les réplicques qu'ils avoient dressé contre les responses des non réformez, lesquelles, avec les demandes et responses cy-dessus, avions, avec ledit archevesque, veu et considéré, et sur icelles dressé ensemblement des articles, que nous avons jugé estre raisonnables, pour leur proposer.

Et le jeudy vingt-ciuquiesme dudit mois de septembre, nous nous sommes transportez avec ledit sieur archevesque, sur les huict heures du matin, audit archimonastère; et, estans les religieux capitulairement assemblez comme dessus, avons faict faire lecture à haute voix desdites réplicques, et, icelle faicte, nous leur avons remonstré qu'après avoir veu soigneusement et considéré ce qui avoit esté dict et escrit de part et d'autre, nous avions avec ledit sieur archevesque rédigé par escrit des articles, lesquels nous croyons estre justes et raisonnables, pour les maintenir en repos et en amitié; et, après que d'iceux lecture a esté faicte et réitérée, nous avons demandé à chacun des religieux leur advis sur iceux, et tous concordamment ont iceux acceptez et agréez, et puis après signez. — Et, pour ce que par iceux nous avions différé à proposer un reiglement de ce qui estoit du revenu et maniement du temporel, et de ce qu'il conviendroit fournir pour la pension de chacun des religieux non réformez, et ordonné que, pour y parvenir avec plus grande cognoissance, nous nommerions trois des réformez et trois des non réformez, lesquels avec le grand-prieur considéreroient exactement tout le revenu des religieux, et nous en dresseroient un estat, sur lequel nous pourrions nous reigler; avons, à ceste fin, du consentement de tous les religieux, nommé domp Nicolas Vauroüart, soubs-prieur, domp Jacques du Grez, et domp Jean Maillart, pour les non réformez; et domp Nicolas Cocquebert, domp François Chastelain, et frère Maximilian de Mercy, pour les réformez; lesquels nous ont promis y travailler ceste après-disnée, afin que nous puissions le lendemain asseoir nostre jugement sur l'estat

qu'ils en auroient faict. — Ce faict, nous a ledit grand-prieur, pour tous les religieux, requis que nous eussions à sçavoir des novices s'ils entendoient embrasser la réforme, ou non. Et à l'instant avons faict venir devant nous frère Estienne Dureteste, aagé de vingt-deux ans et plus; Maur Bazin, aagé de dix-huict ans; Jean Bruxelles, aagé de vingt ans et plus; Anthoine de Lalain, aagé de dix-sept ans; Nicolas Boulet, aagé de quinze ans; André le Gros, aagé de quatorze ans et plus: lesquels, en présence de tous les religieux, ont déclaré vouloir embrasser la réforme. Et, pource que frère Pierre Lescacheur estoit, à cause de maladie, absent dudit monastère, a déclaré par escrit vouloir pareillement embrasser (s'il pouvoit) ladite réforme. Desquelles déclarations nous avons donné acte tant ausdits novices qu'ausdits religieux.

Et le vendredy vingt-sixiesme dudict mois de septembre, à huict heures du matin, nous nous sommes renduz avec ledict sieur archevesque dans leur monastère, et à l'instant seroient comparuz le grand-prieur et autres commis pour dresser ledict estat du revenu des religieux; lesquels nous auroient représenté un d'eux signé [1]; et, après

[1] Estat général du revenu temporel du couvent de l'archimonastère et abbaye Saint-Remy de Reims, précisément dressé sur les comptes des trois offices d'iceluy couvent. Ensemble l'estat des mises tant ordinaires qu'extraordinaires, desquelles est chargé chacun desdits offices. Avec l'évaluation des grains, vins, bois et autres choses restantes dudit revenu, lesdites charges déduictes.

I. *Extraict du compte de l'office d'enfermerie rendu par domp Estienne Vuillequin, enfermier, du revenu de l'année mil six cens vingt-quatre.*

[§. I. Receptes.]

1°. *Recepte d'argent.*

« La première grosse somme ou recepte en deniers est de deux mil cinq cens quatre-vingts-quatorze livres dix-neuf sols quatre deniers. — La seconde recette en deniers est de quatre mille trois cens quarante livres quatre sols. — La troisiesme recepte en deniers est de deux mil deux cens trois livres dix-neuf sols denier obole. — La quatriesme recepte en deniers des rentes constituées et autres revenus, est de cinq cens soixante-quatorze livres quatorze sols.

« Somme totale des quatre articles cy-dessus est de neuf mil sept cens treize livres seize sols cinq deniers obole. »

2°. *Recepte des grains et vins, avec les vignes évaluées en argent.*

« Froment, en recepte ordinaire, est de trois septiers; XII l. — Seigle, deux cens quatre-vingts dix septiers trois quartels et demy; avoine, *idem*; à raison de soixante sols la couple, tant seigle que avoine, VIII^{c} LXXII l. XII s. VI d. — Febves, seize septiers, délaissées pour les pauvres, partant néant. — Pois, deux septiers; huict livres. — Chappons, quarante-sept, non évaluez ny les poulles. — Poulles, six, réservées pour les huict anciens. — *Item*, en seigle de la cense de la Chaize, vingt septiers; XL l. —

l'avoir leu et considéré avec ledit sieur archevesque, avons sur iceluy dressé les articles qu'avons jugé estre raisonnable de proposer ausdits

Les vignes en fond de terre, avec vingt pièces de vin, à XL l. la queue; IIII ͨ LXXX l. — Les pigeons, non compris en l'évaluation, réservés pour les anciens et malades. — Plus, les pensions de douze religieux demeurans aux bénéfices dépendans dudit archimonastère, lesquelles se fournissent par les titulaires d'iceux, se montent à trois mil quatre cens livres.

« Somme totale des grains, vins et vignes évaluées en argent avec les susdictes pensions, est cinq mil huict cens douze livres huict sols six deniers.

« Somme générale de la recepte dudit office d'enfermerie, tant en argent, grains, que vins, avec lesdites pensions, est quinze mil cinq cens vingt-six livres huict sols unze deniers obole. »

[§. II. Mises.]

Abrégé des sommes distraictes pour satisfaire aux charges ordinaires du susdict office d'enfermerie.*

« En la première grosse somme, la despense est de deux cens seize livres six sols sept deniers. — Ès unze, douze, treize et quatorze pages, elle est de soixante livres cinq sols un denier. — En la seconde grosse somme, y a despense de trois cens unze livres.

« Somme totale est de cinq cens quatre-

* *Ensuivent les articles desdites mises et charges, ainsi qu'elles ont esté presentées par ledit Vuillequin, enfermier, et supputées par les susnommés.*

[1°. CHARGES PERSONNELLES.]

Aux quatre ordres des Mendians, XX s. — Aux sergens de la ville, XVI s. — Au grand-prieur, pour ses gages, VI l. X s. — Au soubs-prieur, pour ses gages, V l. — Au mesme, pour la librairie, XXV s. — Au tiers-prieur, LXXV s. — Au quart-prieur, LXXV s. — Au chapellain de Sainct-Christofle, VI l. — Au chapellain de Morigny, XV l. — Au curé de Champfleury, V l. — Au curé de Troispuits, V l. — Au soubs-enfermier, XII l. VII s. VI d. — Au tresorier, IIII l. — Au curé de Jonivïlle, XXXVII s. VI d. — A l'officier des Cottes, V l. III s. IX d. — Au chapellain de la chapelle Sainct-Laurent, XXV s. — Aux quatre coustres, XII l. — Plus, auxdits coustres, pour plusieurs articles selon la coustume, XIIII l. — Pour les deux disputes de Sainct-Remy, VI l. — Pour les deux prédications de Sainct-Remy, XXV s. — Pour trois prédications, sçavoir des jours du Jeudy-Absolut, Sainct-Benoist et Sainct-Gibrian, V l. II s. VI d. — Au chirurgien, pour ses œufs, LXII s. VI d. — Pour les surcens deubs aux chanoines de Sainct-Timothé, soubs-enfermier, maieur de Cormonstreuil et de Villers-aux-Neuds, XXXIII s. VI d. — Aux trois serviteurs, sçavoir du prieur, soubs-prieur et enfermier, pour servir à la chambre, III l. — Aux eschevins, pour leurs harangs de Caresme, III l. — Au meusnier de rue de Moulin, pour le moulage, III l. — Au susdit soubs-enfermier, pour le surcens de la maison de l'enseigne Sainct-Nicolas-en-Ban, et pour la moitié de l'oserois, XVII s. VI d. — Au prédicateur qui a fait les prédications durant l'année, XXX l. — A monsieur nostre advocat de Reims, XXXVI l. — Aux procureurs de Reims et de Tannay, XX l. — Pour la messe au jour durant l'année, pour les religieux et le clerc, XIX l. IIII s. — Pour le salut du jour de l'Assomption, VI l. XVII s. VI d. — Pour l'obit de D. Nicol le Peige, LV s. X d. — Pour l'obit de D. Adam Ravinaux, III l. XIII s. VI d. — Pour l'obit de monsieur Beselle, V l. IIII s. — Pour l'obit de monsieur Pregent, L s. IX d. — Pour le *Gaude* de l'Annonciation, VII l. X s. — Pour l'obit de D. Remy Camus, X s. — Aux sonneurs, pour avoir sonné les grosses cloches le jour de l'obit de monsieur de Lenoncourt, faict dedans l'octave de la feste de Sainct-Remy, XVII s. VI d. — Plus, aux mesmes, pour le sonnage du jour de feste de la Relation S. Remy, XXXI s. — Plus, ausdits sonneurs, pour le sonnage des grosses cloches la veille Sainct-Benoist, en mars, XXXI s. — Plus, ausdits sonneurs, pour le sonnage du jour de la Saincte-Trinité, pour la part du convent, XVII s. VI d. — Plus, ausdits sonneurs, pour le sonnage des grosses cloches le jour de l'obit de M. de Lenoncourt durant les octaves du Sainct-Sacrement, XVII s. VI d. — Plus, ausdits sonneurs, pour sonner durant l'octave du Sainct-Sacrement, XXXIII s. VI d. — A celuy qui conduict les soufflets des orgues de céans les festes de l'année, IIII l. X s. VI d. — Pour les gages du tonnelier de céans, XII l. — Pour les aulmosnes ordinaires des pauvres, CXX l.

religieux. Et, pour cest effect, ledit jour vingt-sixiesme, à deux heures de relevée, avons faict assembler tous lesdits religieux capitu-

vingts-sept livres unze sols huict deniers, pour les charges ordinaires estimées par les nommés. Signé, du Gres et Cocquebert. »

II. *Extrait du compte de l'office des Cottes, rendu par domp Jean Collet, officier, de l'année 1625.*

[§. I. Receptes.]

« La recepte en argent dudit office des Cottes, monte à la somme de quinze cens soixante et douze livres unze sols neuf deniers. »

§. II. Ensuivent les mises, desquelles est chargé ledict office des Cottes.]

« Pour les gages et recreues des huict anciens religieux, six cens neuf livres. — Pour l'obit de D. Pierre Ribaille, LXXIII s. — Pour trois saluts, sçavoir Nativité, Purification et du jour de l'Annonciation de la Vierge, XXI l. II s. VI d. — Pour les jours de Pasques, Pentecoste et jour de Feste-Dieu, LXXIIII l. II s. VI d. — Pour les charges contenues folio 20, verso, montant en tout à XII l. VII s. IIII d. »

« Somme totale des mises est sept cens vingt livres cinq sols quatre deniers. »

III. *Extraict du compte de l'office de Monseigneur, rendu par ledit D. Jean Collet, officier, de l'année 1625.*

[§. I. Receptes.]

« La recepte en argent est unze cens livres. — En froment, trois cens quarante septiers, qui ont esté apprétiez à quatre livres chacun septier, et se sont trouvez monter à la somme de treize cens soixante livres. — En bois de busches, cinq cens anneaux; sur quoy ont esté distraicts pour les charges tant ordinaires qu'extraordinaires *, six-vingts anneaux. Et les trois cens quatre-vingts anneaux restans, ont esté apprétiez à raison de soixante sols chacun anneau, à la somme de unze cens quarante livres. — En fagots, cinq milliers : sur quoy a esté distraict, pour le chauffage des susdits religieux et officiers, la quantité de deux mil huict cens fagots **. Et les deux mil deux cens de fagots

[2°.] Mises pour les réparations des bastimens.

Pour les réparations de la grand'maison, X l. — Pour celles de la cense de la Chaise, XX l. — Pour celles du moulin d'Isle, VIII l. — Pour celles de la cense de Murigny, XXX l. — Pour celles de la maison d'Hermonville et pressoir, XXX l. — Pour celles de la Nef de Troispuits, Montbret et Taissy, XV l. — Pour celles de la cense de Duisel, XL l. — Pour celles de la maison de Saincte-Vaulbourg, XX l. — Pour celles de la maison de Margy, VI l.

Somme totale des susdites charges est cinq cens quatre-vingts-sept livres onze sols huict deniers. *Ainsi signé*, D. Estienne Vuillequin, enfermier.

* La recepte des busches se monte par an à cinq cens anneaux. Sur laquelle quantité a esté distraict pour les charges ordinaires ce qui s'ensuit, par nous soubsignez. — A monsieur le grand-prieur, XX anneaux. — A monsieur le grand soubs-prieur, XVI anneaux. — A monsieur le tiers-prieur, XII anneaux. — A monsieur le quart-prieur, XII anneaux. — A monsieur le trésorier, XII anneaux. — Plus, pour les quatre anciens religieux nommez en l'arrest, pour (avec lesdits sieurs prieurs) faire le nombre de huict, à raison de trois anneaux chacun, XII anneaux. — Au boulanger, pour cuire le pain, XV anneaux. — Et le reste du bois, toutes lesdites charges et autres qui sont ordinaires déduictes, a esté apprétié à raison de soixante sols chacun anneau.

** La recepte des fagots se monte à cinq milliers par an. Sur laquelle quantité a esté distraict, sçavoir : — A monsieur le grand prieur, cinq cens fagots. — A monsieur le soubs-prieur, trois cens. — A monsieur le tiers-prieur, deux cens. — A monsieur le quart-prieur, deux cens. — A monsieur le tresorier, trois cens. — Aux susdicts quatre religieux, à raison de deux cens chacun, huict cens. — Et le reste des fagots de la susdite recepte, toutes lesdites charges et autres deduictes, à esté apprétié à raison de six livres chacun cent.

Ainsi signé, J. Du Gres, Cocquebert et Maillart.

lairement au son de la cloche, et commandé leur estre faict lecture dudit estat et des articles que nous aurions dressé; et, après avoir demandé l'advis à chacun d'iceux, tous d'un commun consentement ont iceux acceptez, résoluz et signez : ce faict, auroient encores esté proposez quelques autres articles, lesquels ont pareillement esté consentiz. Tous lesquels articles accordez, tant le jour précédent que ce jourd'huy, avons rédigé ensemble, et iceux mis en un cahier à part, pour leur en estre derechef faict lecture. — Ce faict, nous a esté remonstré par l'un des religieux que, dans l'enclos de leur archimonastère, autrefois y avoit esté basty un jeu de paulme, dont il restoit encor les quatre murailles, et qu'il seroit expédient de le desmolir, et s'aider des matéreaux pour la réfection et réparation des autres bastimens; sur quoy, après avoir demandé l'advis aux autres religieux, tous d'une mesme volonté ont consenty ladite desmolition, dont leur avons donné acte. — Nous ont aussi lesdits religieux remonstré que ayant beaucoup de bénéfices et offices claustraux dépendans de leur maison, et entre autres l'Aumosne, qui est détenue par un religieux du monastère de Sainct-Nicaise, combien que ce soit un bénéfice claustral dudit archimonastère de Sainct-Remy, qui ne doit estre régy et administré que par un religieux profez dudit archimonastère; de laquelle remonstrance leur avons pareillement donné acte, et ordonné qu'ils se pourvoiroient par les voyes de droict. Et au mesme instant le supé-

restans, ont esté apprétiez à six livres chacun cent, et se sont trouvez monter à cent trente-deux livres.

« Lesquels articles font en tout trois mil sept cens trente-deux livres. »

[§. II. Ensuivent les mises, desquelles est chargé ledit office de monseigneur.]

« Pour les frocs des huict anciens religieux, CLXIIII l. — Au clerc de l'église, X l. — Au pannetier, V l. — A l'organiste, XXIIII l. — Au prédicateur des festes Sainct-Remy et Sainct-Gibrian, pour la part de monsieur l'abbé, XXX s. — Audit prédicateur, LXXV s. — A celui qui a conduit la petite horologe, C s. — Pour les trois paires de souliers des huict anciens, XLVIII l. — Pour la pierre desdits huict anciens, VI l. — Aux treize pauvres à la pied-lavé, CIIII s. — Aux autres pauvres, II s. — Pour les mereaux le Jeudy-Absolu, VIII s. IIII d. — Pour le Jeudy-Sainct, XXV s. — Pour les souppers des veilles de Sainct-Remy, XXX l. — Pour les trois disnez des Sainct-Remy et Dédicace, LX l. — Au médecin, XXIIII l. — Au chirurgien, XII l. — Au boulanger, XV l.

« Somme, quatre cens vingt livres deux sols quatre deniers. »

La recepte de l'enfermerie et des deux offices, toutes charges desduictes, monte à la somme de dix-neuf mil cens trois livres un sols cinq deniers. Ainsi signé, D. J. Ravineau, J. du Grez, Cocquebert et Maillart.

rieur des religieux réformez nous auroit remonstré que, par les articles convenuz entre tous les religieux, il auroit esté convenu que tous les meubles de la maison demeureroient en la possession, et soubs le gouvernement desdits réformez, requérant que d'iceux en fust faict inventaire : sur quoy avons ordonné qu'il seroit procédé à la confection de l'inventaire des meubles de ladite maison, ès présence du grand-prieur et de l'un desdits réformez par luy commis, au plus tost qu'il seroit possible ; et aussi qu'inventaire seroit faict de tous les ornemens de l'église dudit archimonastère, ès présence tant desdicts grand-prieur et religieux commis que du trésorier de la maison, et que de chacun desdits inventaires seroient faictes deux copies, dont l'une seroit délivrée audit grand-prieur et l'autre au supérieur desdits réformez.

Et le samedy vingt-septiesme dudict mois, à neuf heures du matin, estant audict archimonastère, aurions, avec ledict sieur archevesque, faict assembler tous lesdits religieux capitulairement au son de la cloche, et leur avons remonstré que de tous les articles cy-devant résoluz, nous aurions dressé un cahier, afin de les revoir encores plus meurement, et y adjouster et corriger ce qui seroit advisé bon estre; et à l'instant avons ordonné lecture leur en estre faicte à haute voix; laquelle faicte et bien entendue, et icelle derechef réitérée, après y avoir adjousté quelques clauses et conditions, tous les religieux unanimement ont déclaré et protesté qu'ils accordoient et acceptoient les conventions contenues èsdits articles; qu'ils désiroient icelles entretenir et observer : et afin qu'elles eussent plus de force et d'authorité, consentoient que par les réformez, ou autres en leur nom, fust poursuivie l'homologation en la cour de parlement, et partout où besoin seroit, dont leur avons baillé acte : et ont tous les religieux signé au bas des articles, qui nous ont faict insérer dans ce présent procès-verbal, avec les demandes, responses et réplicques des religieux réformez et non réformez[1]. — Et après ce, ledict sieur archevesque

[1] « Ensuit la teneur des demandes, responses et réplicques des religieux réformez et non réformez, et des articles convenuz et accordez par tous lesdits religieux.

Les articles des religieux réformez de Sainct-Remy de Reims.

« C'est à sçavoir domp Jean Ravineau,

nous auroit protesté que la présente réformation, qui se faisoit dans ledit archimonastère, ne peut préjudicier à ses droicts de visitations,

grand prieur; domp Nicol Vauroüart, soubsprieur; domp Oudard Bourgeois, tiersprieur; domp Jacques Bignicourt, chantre, et quart-prieur; domp George Oudinet, trésorier; domp Benoist Chastelain, profez de trente ans; domp Paul Regnault, profez de vingt-six ans; domp René Noël, profez de vingt-six ans; domp Henri Chastelain, profez de treize ans; domp Remy Le Goix, profez de treize ans; domp Nicolas Cocquebert, profez de treize ans; domp Placide Symonet, profez de neuf ans; domp Gabriel Vaudeleur, profez de huict ans; domp Maximilian de Mercy, profez de neuf ans; domp Toussainct de Ponville, profez de sept ans; domp Pierre Bernard Caron, profez de sept ans; domp Estienne Dureteste; domp Jean de Bruxelles; domp Maur Bazin, et domp Anthoine de Lalain, novices; sçavoir ledit Dureteste, aagé de vingt-deux ans et plus, ledit de Bruxelles, de plus de vingt ans, ledit Bazin, de dix-huict ans, et ledit de Lalain, de dix-sept ans.

« 1. Qu'incontinent après la profession faicte, monsieur le grand-prieur et messieurs les prieurs d'ordre se déporteront de toute l'authorité et jurisdiction qu'ils pourroient prétendre pour l'esgard des religieux de la réforme, laquelle authorité et jurisdiction sera transférée au supérieur, légitimement esleu et postulé de ladite réforme, sans toutesfois dispenser lesdits religieux du respect, révérence, charité, deubs aux qualitez et mérites des sieurs prieurs, ne se pouvant establir la réforme sans cette condition, comme chacun peut juger.

« 2. Que les religieux postulez seront censez religieux de la maison autant de temps qu'ils y seront, ne pouvans validement exercer leurs charges autrement, et que l'on ne pourroit contraindre les religieux réformez de s'en priver, jusques à ce qu'on aura, avec l'aide de Dieu, érigé une congrégation en Champaigne, où les dispositions sont fort apparentes, n'entendans les autres religieux se joindre en aucune congrégation.

« 3. Que les réformez auront pour leur logis le dortoir, auquel ne sera logé autres que lesdits religieux, soubs quelque prétexte que ce soit; *premièrement*, afin de le pouvoir fermer en temps et lieu; *secondement*, pour y garder la quiétude et le silence que la reigle ordonne; *tiercement*, pour en oster l'abord aux séculiers; le chapitre, cloistre, réfectoir, cuisine, logis pour les serviteurs, buscheries, caves, greniers pour les provisions ordinaires du convent; jardin, où les religieux puissent commodément, et sans danger de distraction, prendre leur récréation; deux chambres communes, une pour les anciens et prestres, et l'autre pour les novices; la bibliothèque, deux chambres pour les infirmes, et deux autres pour recevoir les hostes, le tout conformément à la reigle; l'estable qui est auprès du grand jardin; et parce que encores qu'il y ait beaucoup de lieu en la maison, il y a néantmoins peu de logis, seroit nécessaire à ce dessein qu'il n'y demeurast que les messieurs prieurs et trésorier, lesquels pourront commodément demeurer aux logis qu'ils occupent présentement, sans intérest de ce que dessus, à condition néantmoins que toutes les portes qui donnent entrée ou sortie commune en la maison, seront en la disposition du supérieur des réformez, lequel y pourra establir tel portier que bon luy semblera, sans que lesdits sieurs prieurs puissent introduire qui que ce soit par leurs portes dans le logis des réformez, hors leurs personnes.

« 4. Pour les pensions des religieux non réformez, les réformez la laissent à l'équité et discrétion de messieurs les commissaires; et, si messieurs lesdits cinq logez en la maison, suivant ce que dessus, ont pour agréable d'estre traictez et entretenuz par les réformez, ainsi qu'ils estoient par cy-devant, les réformez y consentent.

« 5. Que toute la charge de l'office, tant du chœur que de l'autel, sera sans réserve et

et autres, qu'il pourroit prétendre sur les maisons solitaires, dont luy avons donné acte : comme pareillement à domp George Oudinet, tré-

entièrement aux réformez, et qu'ils le feront suivant leurs rubriques, sans toutesfois se départir des cérémonies locilles qui se trouveront bien approuvees; chose qui est du tout nécessaire; *premièrement*, à ce que l'office se face en temps et lieu, et que les autres exercices réguliers n'en soient interessez; *secondement*, pour oster toute confusion et meslanges des cérémonies, ce qui est estroictement défendu par les sacrez conciles; consentans néantmoins que monsieur le grand-prieur face l'office, s'il luy plaist, aux festes solemnelles; lesdits articles sont signez de ceux dénommez en l'intitulation. »

Responses des non réformez aux articles cy-dessus.

« Domp Jacques du Grez, chambrier; Hierosme Féret, administrateur du prieuré de Rethel; Remy Fournival; Jean Collet, officier de Monsieur et des Gottes; Sébastien Brodeau, André le Poyvre, Ponce Pichart bouteiller, Nicolas de Sains, André Camus, Matthieu Buat, Jean Maillard, Claude Bastier, Anthoine Gasnier, Archambault de l'Hospital, Nicolas le Cointre, Gérard Pillier, André Daupbin, Charles Vize, George le Febvre, tous prestres et religieux profez; frère François Cocquillart, Pierre Thuret et Thomas Guérin, soubs-diacres et aussi religieux profez en l'abbaye Sainct-Remy de Reims, respondans aux articles à eux proposez par domp Jean Ravineau, grand-prieur et prieur du Chesne; Nicolas Vauroüart, soubs-prieur et soubs-enfermier; Oudard Bourgeois, tiers-prieur et trésorier de Sainct-Marcoul; Jacques Bignicourt, chantre et quart-prieur; George Oudinet, tresorier; Thiery Chastelain, prévost de Corbeny; Claude Regnault, prieur de Sainct-Thomas; Gerard Noël, Oudard Le Goix, Henry Chastelain, Nicolas Cocquebert, Philippe Symonet, prévost de Montigny, Philippe Vaudeleur, aussi prestres et religieux profez; Jean de Ponville, Maximilian de Mercy, Pierre Caron, soubs-diacres, aussi religieux profez en ladite abbaye, disent ce qui s'ensuit :

« 1. Sur le premier article est accordé que les prieurs d'ordre se déporteront de toute l'authorité et jurisdiction qu'ils pourroient prétendre sur les religieux qui ont commencé la réforme, et ce, quand ils auront faict leur profession; laquelle authorité et jurisdiction sera transférée au supérieur légitimement esleu par eux, sans toutesfois que ceste charge puisse estre transférée à aucun estranger, ny que lesdits religieux puissent recevoir aucun religieux estranger, ny qu'ils soient dispensez du respect et charité deubz tant au sieur grand-prieur qu'aux anciens religieux, lesquels demeureront soubs l'authorité du grand-prieur, leur supérieur naturel, qui sera esleu par eux de trois ans en trois ans, pour vivre en ladite maison soubs l'authorite dudit grand-prieur, jusques au nombre de dix des plus anciens, et les autres seront envoyés ès bénéfices dépendans de ladite abbaye; et, arrivant le décez d'un desdits anciens, un autre religieux rentrera dans le mesme monastère en sa place;

« 2. Sur le second, que les religieux postulez ne pourront estre censez ny réputez religieux de la maison, ny demeurer avec ceux qui ont commencé la réforme, sinon jusques au jour de Sainct-Remy, premier jour d'octobre mil six cens vingt-six, jusques auquel temps ils seront traictez le plus honnestement et favorablement que faire se pourra.

« 3. Quant au troisiesme article, le dortoir est accordé soubs l'authorité du supérieur de la réforme, ensemble le chapitre, grand cloistre, réfectoir, cuisine et chambre de l'enfermier au-dessus, la bibliothèque (l'inventaire préalablement faict des livres), en laquelle les religieux anciens auront l'entrée libre; accordans encores les respondans et leurs confrères la chambre dicte *mitée*, tenante à la cuisine, et celles desquelles jouyssent présentement messieurs les soubs-prieur et quart-prieur, la buscherie attenante la-

sorier, de ce que dans iceluy archimonastère il ne recognoit autre supérieur que le grand-prieur. — Ce faict, leur avons remonstré que

dite chambre *nattée*, le cellier et la cave, tant au-dessoubs du grand cloistre que du réfectoir. Comme aussi demeurera soubs l'authorité dudit supérieur de la réforme, la garde des portes tant de l'église que de la maison, desquelles portes l'entrée demeurera libre ausdicts anciens religieux, lesquels (attendu leur grand nombre) jouyront de tout le reste des bastimens du costé du petit cloistre, sçavoir du logement affecté au grand-prieur, de la soubs-enfermerie, des chambres dictes de Sainct-Simon, tant en hault qu'en bas, de la chambre peinte, de la chambre neufve, et du jardin du grand-prieur, des chambrettes ou cuisines y attenantes; comme aussi du jardin du couvent, et de celuy où est le tripot et où sont les arbres appelez le Petit Bois, auquel sera loisible aux religieux de la réforme d'y entrer quand bon leur semblera. Lesquels de la réforme ne pourront rien prétendre au colombier ny en l'estable de la grand'cour.

« 4. Sur le quatriesme, les religieux anciens, au nombre de dix, comme dict est, demandent qu'ils soient nourriz et alimentez, et que leur vestiaire leur soit fourny esgalement à tous; et au regard des autres religieux, tant ceux qui ont embrassé la réforme que ceux qui résideront aux bénéfices de la maison, il leur sera fourny par chacun an, de quartier en quartier, et par advance, une pension telle que le revenu annuel le peut permettre. Et, au cas qu'ausdicts dix anciens religieux pension fût assignée, l'on leur fournira par chacun an du bled froment au prix de quatre livres le septier, et à raison de six septiers pour teste; quatre pièces de vin aussi pour teste, à raison de quarante livres la queue; sçavoir les treize pièces de monsieur l'abbé, six des dixmes de Villiers-Allerant, une pièce de Sacy, et les autres tant de Rilly que Hermonville; douze anneaux de bois aussi pour teste, à raison de soixante sols l'anneau, et seize cens de fagots pour lesdits dix anciens, à raison de six livres le cent, le tout à eux livré sans aucun coust ny frais : le prix desquelles choses cy-dessus sera précompté sur les pensions desdits dix anciens, lesquels seront deschargez de toutes charges telles qu'elles puissent estre. Et lesquelles pensions seront payées et continuées à tousjours à tous les religieux profez, sans diminution; soit qu'il y ait augmentation ou diminution du revenu, qui demeurera au profit et risque de ceux ausquels la direction et administration en est délaissée; et seront lesdites pensions portées et fournies sans fraiz où les religieux de céans seront envoyez par le grand-prieur.

« Outre lesquelles pensions, lesdits religieux qui ont commencé la réforme seront tenuz fournir aux anciens résidents actuellement en ladite abbaye la somme de (*sic*), pour fournir aux frais et despens des survenans, et autres fraiz extraordinaires qui leur conviendra faire en l'abbaye.

« Et, en cas de maladie, vieillesse, guerre, peste, ou autre occasion urgente, auroient lesdits religieux non résidents en la maison, leur refuge et retraicte en icelle pour y estre receuz et traictez selon leur qualité et nécessité, et ceddans leur pension ils seront nourriz, alimentez et chauffez comme lesdits anciens, et leur sera fourny leur vestiaire comme à ceux appelez vulgairement Cardinaux.

« Sera loisible aux religieux novices qui sont en ladite abbaye d'entrer par préférence en ladicte réforme, s'ils en ont la dévotion, et où ils ne voudroient embrasser la réforme, il en sera baillé advis à leurs parens.

« Et, en cas que cy-après quelqu'un des religieux prestres et profez de ceste maison vueillent aussi embrasser la réforme, il sera receu, et y aura rang du jour qu'il a pris l'habit en la première entrée de ceste maison.

« 5. Et sur le cinquiesme et dernier article, accordent les soubsignez que les religieux qui ont commencé la réforme ayent la charge de l'office du chœur suivant leurs rubriques;

nous devions rendre grâces à Dieu de ce qu'il avoit mis ceste œuvre à fin, à sa gloire, et au contentement de tous les gens de bien, et de

et au regard du grand autel, trois d'entr'eux seulement religieux de ceste maison y pourront célébrer, comme quatre des anciens, outre le grand-prieur; et pour les cérémonies localles, elles s'examineront au premier chapitre général qui se tiendra le troisiesme du mois prochain, et ce par ceux qui seront commis pour cest effect, sans que le supérieur de la réforme en puisse rien autrement ordonner maintenant ny cy-après.

« Tout ce que dessus à condition que tous les religieux, tant anciens que de la réforme, residents en la maison, seront tenuz de maintenir de tout leur pouvoir les privilèges, presséances, et aûtres droicts concernans la dignité de ceste maison, en sorte que le corps de ladite abbaye Sainct-Remy en toutes processions, prières publiques, assemblées du clergé, conseil de ville et ailleurs, suive immediatement Messieurs de Nostre-Dame, précédans tous autres corps.

« Tous les desnommez en l'intitulation desdites réponses ont signé, exceptez lesdits de Sains, Garnier, le Cointre, et le Febvre. »

Répliques des réformez.

« Répliques que mettent et baillent par-devant vous, messieurs les commissaires, domp Jean Ravineau, grand-prieur; domp Nicol Maurouart, soubs-prieur; domp Oudard Bourgeois, tiers-prieur; Jacques Bignicourt, chantre et quart-prieur; Georges Oudinet, trésorier; joincts aux soubscrits embrassans la réforme: domp Thiéry Chastelain, Claude Regnault, René Noël, Remy Le Goix, François Chastelain, Nicolas Cocquebert, Placide Symonet, Jacques Bourgeois, Gabriel Vaudeleur, tous prestres profez de ladite abbaye; frères Maximilian de Mercy, diacre; Toussainct de Ponville, Bernard Garon, soubsdiacres; Estienne Dureteste, Jean Bruxelles, Maur Bezin et Anthoine de Lafain, novices, ayant pris l'habit de ladite réforme; aux responses fournies à leurs demandes par domp Jacques du Grez, chambrier et prévost de Condé; Hiérosme Féret, prieur de Saincte-Vaulbourg, dépendant de l'abbaye de Molesme, et prieur de Neufville dépendant de Sainct-Vincent de Laon, et de présent administrateur du prieuré de Réthel; Remy Fournival, Jean Collet, Sébastien Brodeau, André le Poyvre, Ponce Pichart bouteiller, Nicolas de Sains, André Camus, Matthieu Buat, Jean Maillard, Claude Bastier, Anthoine Gasnier, Archambault de L'Hospital, Nicolas le Cointre, Gérard Pillier, André Dauphin, Charles Vize et George le Febvre, tous prestres religieux profez de ladite abbaye; et frères François Coquillart, Pierre Thuret et Thomas Guérin, soubs-diacres, et aussi religieux profez d'icelle l'abbaye.

« Et premièrement, les religieux non reformez cy-dessus desnommes sont en nombre en l'intitulation vingt-quatre, et néantmoins n'y en a que dix-huict qui ont signé, sçavoir ledit du Grez, Féret, Fournival, Collet, Brodeau, le Cointre, le Poyvre, Pichart, Buat, Camus, Maillard, Bastier, de L'Hospital, Dauphin, Pillier, Vize, Cocquillart, Thuret et Guérin; et pour le regard desdits Vuilquin, enfermier; de Sains, Gasnier, le Cointre, et le Febvre, au nombre de cinq, n'ont signé: par le moyen de quoy lesdits religieux réformez soutiennent qu'à l'esgard desdits cinq desnommez, qu'ils ne peuvent estre estimez consentans les moyens alléguez par les autres dix-huict en leurs responses qu'ils ont signez: et quant audit Bourgeois, iceux dix-huict religieux ont tort de le faire entrer en leur nombre et de leur party, parce qu'il est joinct aux réformez, et veut executer leurs demandes.

« Sur la response faicte aux premières et secondes demandes, disent que la réforme ne se devant establir au monastère de Sainct-Remy pour un an ou deux, mais pour tousjours, si faire se peut, les religieux réformez ne doivent estre empeschez de chercher et appeler des superieurs d'où ils pourront pour leur conduite, jusques à ce qu'ils en auront de capables, ce qui ne pouvoit estre bien recognu et jugé, pour oster toutes bri-

ce qu'il les avoit si bien inspirez que, d'un commun consentement, ils s'estoient jugez eux-mesmes et soubsmis à la raison; que nous ne dou-

gues, ambition et présumption, qu'ils ne soient en congrégation suivant leur dessein. Comme ainsi soit que toute la manûtention de la discipline régulière dépende des supérieurs, le chef influant aux membres : lesquels supérieurs ne peuvent estre réputez estrangers, ne se pouvans tirer que d'une congrégation qui est subjecte au roy, et à laquelle Sa Majesté a, par un bref particulier, donné pouvoir d'envoyer ses religieux par tout son royaume aux monastères, ausquels ils seroient demandez pour y establir la réforme; et pour ce qu'il n'y a rien qui empesche qu'ils ne soient censez religieux de la maison, suivant le canon *Federicus* et autres rapportez par Navarre et Asorius, tout le temps qu'ils y seront en ceste qualité, aussi ne peuvent lesdicts religieux réformez concevoir pourquoy messieurs leurs confrères insistent si fort sur ce subject, si ce n'est qu'ils ne peuvent autrement par autre voye, ils taschent par ce moyen saper la réforme, suivant la maxime *Percutiam pastorem, et dispergentur oves gregis.*

« Or, lesdits supérieurs légitimement esleus où postulez par les religieux réformez auront toute la jurisdiction et authorité sur iceux, que messieurs les prieurs d'ordre y pouvoient prétendre par cy-devant, et non autres, incontinent après la profession faicte; et mesdits sieurs prieurs d'ordre demeureront leur vie durant en la possession de celle qu'ils ont jusques icy sur les non réformez, si ce n'est que volontairement et de leur plain gré ils le ceddent; comme ainsi soit que selon le droict, les supérieurs en l'ordre monastique sont perpétuels, comme il appert par la reigle de Sainct-Benoist, et se collige *ex cap. Visit.* 16, *q.* 2., et *cap. Querelam.* et *cap. Inferior. distinct.* 2, si ce n'est qu'il y ait quelques statuts ou constitutions approuvées du Sainct-Siége, qui les facent triennales ou quinquennalles, ce que ne s'estant jamais practiqué au monastère de Sainct-Remy, on ne peut déposer le sieur grand-prieur sans son consentement, ny les autres sieurs prieurs d'ordre sans cause.

« Quant à ce qu'ils demandent qu'on ne puisse recevoir aucun estranger en la maison pour religieux, on ne sçait sur quoy ils se fondent, n'y ayant aucune coustume au royaume, ny au monastère, conforme à ceste demande, ains, par le droict et par la coustume observée de tout temps, les religieux profez d'une maison sont censez profez du pays où ladite maison est scituée, comme il se void par tout le christianisme; aussi est-il croyable que Sa Majesté ne trouvera mauvais que Dieu soit bien servy par qui que ce soit en son royaume, qui est ce que chercheront, si Dieu plaist, tous ceux qui seront admis à la réforme.

« Sur le troisiesme, ils consentent qu'il y en demeure encores trois avec les cinq mentionnez en leurs articles, pourveu qu'ils soient paisibles, sans scandale, ou au choix de messieurs les prieurs d'ordre, trésorier, et réformez, le logis n'en pouvant porter davantage sans incommodité des uns et des autres, comme messieurs les commissaires pourront juger; à condition que venant quelqu'un à décéder, la place ne sera remplie d'aucun autre, si ce n'est au choix et de la volonté desdicts sieurs prieurs d'ordre, trésorier, et réformez; et pour le logement on s'en accordera amiablement les uns avec les autres, ou on en remettra la disposition pour les trois autres à iceux sieurs les commissaires, puisqu'ils ont daigné prendre la peine de la visite des lieux; consentans néantmoins lesdicts réformez que, venant quelqu'un ou plusieurs de ceux qui seront aux prieurez, à estre incommodez de maladie ou de vieillesse, en sorte qu'ils ne puissent y survenir avec leur pension, qu'ils soient receuz et assistez avec toute sorte de charité en la maison par lesdicts réformez, en leur donnant leursdites pensions, et au prorata qu'ils y seront.

« Sur le quatriesme article, n'ont rien à dire, sinon ce qu'ils ont posé en leur quatriesme demande, ne voulant se soubsmettre à autre chose, sinon à ce qu'en jugeront lesdits sieurs commissaires.

tions point que la présence du sieur archevesque, et la nostre, n'eust beaucoup servy pour dissiper les brouilleries, et arrester les désordres.

« Pour la demande que l'on faict ensuite de la responce à ladite quatriesme demande, l'on consent que les novices qui sont présentement en la maison venant à l'aage compétant de prendre l'habit de la réforme, ils en seront sommez et préférez à tous autres, mais en cas de refus, congédiez.

« Sur le cinquiesme, qu'encores que la discipline régulière et le divin service ayent une telle liaison ensemble, qu'il soit impossible de la séparer, consentent néantmoins lesdits réformez, que ledit sieur domp Nicol Vauroüart, soubs-prieur, Oudard Bourgeois, tiers-prieur, et Jacques Bignicourt, quart-prieur, à raison de leurs qualitez, mérites et services qu'ils ont rendu en la maison, conserveront à leurs personnes les qualitez et offices de prestres Cardinaux tout le temps qu'ils demeureront en la maison, sans préjudicier à l'advenir; lesquelles qualitez seront supprimées par leur décez et absence ou cession, et en ce faisant retourneront audits réformez.

« Déclarans lesdicts réformez qu'en cas de protestation aux présentes réplicques, pour éviter à plus long débat et multiplicité de procédures, ils se rapportent de leur part au jugement et advis desdits sieurs commissaires, qui sera homologué par la cour de parlement, prians leurs confrères susnommez non réformez de faire le semblable. Lesdictes réplicques sont signées des susnommez en l'intitulation. »

Articles résolus et accordez entre les religieux réformez et les religieux non reformez de l'archimonastère et abbaye de Sainct-Remy de Reims, ès présence de M. Jacob Phelippeaux, conseiller du roy en sa cour de parlement, abbé de Bourgmoyen de Blois, et messire Gabriel de Saincte-Marie, archevesque de Reims, commissaires députez par ladicte cour, par arrest du vingt-deuxiesme aoust dernier.

« 1. Premièrement, les prieurs d'ordre demeureront en leur authorité sur tous les religieux jusques au jour de la profession de ceux qui prennent la réforme, après laquelle ils remettront ladite authorité entre les mains du prieur des réformez qui a esté par eux esleu, demeurant l'authorité entière au grand-prieur et autres prieurs sur les non réformez.

« 2. Ledict prieur esleu par les réformez demeurera avec son compagnon en ladite abbaye pour la conduicte desdits reformez, tant et si longuement qu'ils jugeront estre nécessaire.

« 3. Ledict prieur postulé et sondit compagnon seront réputez religieux de la maison, autant de temps qu'ils y seront demeurans; et pour l'advenir ne pourront lesdits réformez appeler pour leur conduite aucuns religieux estrangers, sinon que dans cinq ans le prieur postulé par eux esleu et sondit compagnon fussent rappellez par leur supérieur, ou vinssent à décéder, auquel cas pourront en leur place en postuler d'autres capables, soit de l'ordre de Sainct-Vanne, ou autres réformez de ce royaume, pour les régir et gouverner pendant lesdits cinq ans, qui ne commenceront à courir que du jour de la première profession de ceux qui prennent la réforme, qui se fera dans le jour de Toussaincts prochain, et ne pourront se joindre à aucune congrégation qu'à celle qui se pourra faire en Champaigne.

« 4. Le dortoir, cloistres, chapitre, refectoir, cuisine, et tous les autres logements dudit archimonastère demeureront en la possession et jouyssance desdits réformez, sauf les logemens que possèdent les grand-prieur, soubs-prieur, tiers, et quart-prieur, et le trésorier; néantmoins la bibliothèque sera commune aux anciens non réformez, et, avant que prendre par lesdits réformez possession d'icelle, sera faict bon et fidèle inventaire des livres qui y sont, en présence de deux desdits réformez et de deux des non réformez, duquel inventaire seront faictes deux copies, tant pour les uns que pour les autres.

« 5. Toutes les portes qui donnent entrée ou sortie audit monastère, seront en la disposition du supérieur des réformez, lequel y pourra establir tel portier que bon luy

qui estoient parmy eux; que, comme les nautonniers estans battuz des orages et des tempestes, après l'aspect de l'estoille de Castor et

semblera, sans que les prieurs et autres religieux résidents en ladite abbaye puissent introduire qui que ce soit par leurs portes dans le logement desdits réformez, hors leurs personnes. Et néantmoins le trésorier aura son entrée par dehors du costé de Sainct-Julian, si bon luy semble, comme elle est à présent, sans qu'il puisse introduire aucune personne estrangère (comme dict est) dans le département desdits réformez sans leur permission : lesquels prieurs, trésorier, et autres religieux résidents en ladite abbaye, auront l'entrée libre en l'église, tant de nuict que de jour, aux heures ordinaires du divin service.

« 6. Et pour le regard du nombre des anciens religieux qui n'ont embrassé la réforme, qui doivent demeurer dans la maison, sera réduict au nombre de huict seulement, attendu que la maison n'en peut porter davantage; ausquels sera assigné logement convenable par lesdits réformez, dans lequel nombre de huict sont compris lesdicts quatre prieurs et trésorier, et quant aux trois autres restans, seront esleuz par les quatre prieurs, et baillez par escrit audits sieurs commissaires.

« 7. Advenant le décez desdits huict anciens non réformez, seront tenus les réformez choisir quatre autres des anciens non réformez qui seront dans les prieurez dépendans de la maison, pour estre substituez en leur place; et les quatre autres décédés seront encores substituez autres quatre, et ainsi successivement tant qu'il y aura des anciens non réformez, et leur sera assigné logement convenable, sans que néantmoins lesdicts substituez puissent prétendre aucun droict ès dignitez des quatre prieurs et au cardinalat, ny aux esmolumens et prérogatives d'icelles.

« 8. Et néantmoins, en cas de maladie, vieillesse, peste, guerre, ou autre nécessité urgente, auront les religieux non réformez qui ne résideront en ladite abbaye, leur refuge et retraicte en icelle, pour y estre receuz et traictez comme enfans de la maison, quoy faisant demeureront leurs pensions supprimées, autant de temps qu'ils y seront.

« 9. Tout le maniement du revenu temporel et du spirituel dudict archimonastère demeurera soubs la direction des réformez, lesquels seront tenuz de payer à chacun des non réformez la somme de trois cens cinquante livres tournois de pension par chacun an, et la somme de deux cens livres tz. au grand-prieur pour faire ses visites chacun an en chacun prieuré, assisté de deux religieux, dont l'un servira de promoteur, et l'autre de greffier. Comme aussi seront lesdicts réformez tenus de payer la nourriture et entretenement de frère Valeraud Tommelaire, prisonnier, et des serviteurs domestiques ordinaires de la maison, jusques au nombre de quatre.

« 10. Les quatre prieurs, outre les trois cens cinquante livres accordées à chacun d'eux pour leur pension comme religieux, auront leur préciput accoustumé.

« 11. Le cas advenant du décez du grand-prieur, ou de quelqu'un des autres prieurs, succéderont successivement audit grand-prieur le soubs-prieur, tiers et quart-prieur, comme aussi par ordre d'ancienneté les quatre autres restans anciens non réformez, qui jouyront des mesmes dignitez, préciputs, et esmolumens affectez audits offices, et succéderont aux trois autres dignitez de soubs-prieur, tiers et quart-prieur, et mesme à la dignité de Cardinal.

« 12. Advenant le décez de quelqu'un des huict religieux anciens non réformez demeurans en ladite abbaye, comme aussi des autres qui seront hors d'icelle abbaye, la pension qui leur est à chacun d'eux accordée, demeurera esteincte, et accreue au profit des réformez, comme pareillement les quatre dignitez de grand-prieur, soubsprieur, tiers, et quart-prieur, au feur et à mesure qu'il ne se trouvera aucun restant desdits huit anciens, pour estre substituez en leur place.

« 13. Les religieux qui ne seront du nom-

Pollux, espèrent leur calme et sérénité, ainsi la présence de l'authorité des deux puissances ecclésiastique et temporelle auroit appaisé

bre des huict anciens non réformez qui doivent demeurer dans ledit monastère, se retireront chacun dans les prieurez selon l'ordre qui leur en sera donné par leur grand-prieur, ausquels prieurez ils vivront en communauté, sans qu'ils se puissent séparer, et seront tenuz d'obéyr au supérieur qui leur sera donné par ledit grand-prieur; et a ceste fin leur sera payé à chacun d'eux par advance, par les réformez, un quartier de la pension de trois cens cinquante livres, laquelle lesdicts réformez se sont chargés de faire valoir chacun an, et la payer de quartier en quartier entre les mains du despensier de chacunes les communautez qui sera esleu et choisy par les religieux d'icelles : lequel sera tenu rendre compte à ses confrères chacune semaine, et seront tenuz les religieux d'icelles communautez faire sçavoir et nommer ausdits réformez la personne de celuy qu'ils auront esleu despencier; le tout sans préjudice des droicts des prieurs et administrateurs desdites communautez en autre chose.

« 14. Sera baillé aux religieux non réformez demeurans tant audict archimonastère qu'aux prieurez, mesmes aux quatre prieurs, pour une fois payer, chacun la somme de cinquante livres pour les emmeubler : laquelle somme, pour le regard des religieux qui résideront aux prieurez, sera mise ès mains du despencier de chacune communauté, qui les employera en achapt de meubles, dont il fera inventaire, qu'il sera tenu envoyer au grand-prieur, à peine de retention de leur pension jusques à la somme de cinquante livres. Et moyennant ce, tous lesdits religieux non réformez ont ceddé et ceddent dès à présent ausdits religieux réformez tous les grains, vins, provisions, argent monnoyé et non monnoyé, meubles, et toutes choses généralement quelconques qui sont de présent audit archimonastère, sans en pouvoir rien emporter, sinon chacun leur cuillière et leur gobelet d'argent, qu'ils conserveront, pour estre renduz après leur mort à ladicte abbaye; et à ceste fin seront tenuz les représenter au grand-prieur faisant ses visites chacun an, à peine de retention de leur pension jusques à trente livres. Et outre leur ont délaissé toutes et chacunes les debtes actives, à la charge de, par lesdits réformez, acquitter les passives dudict archimonastère; comme aussi tous les ornemens de l'église, sans préjudice des droits et pretentions du trésorier.

« 15. Au cas que les huict anciens non réformez résident audit archimonastère, et qu'il reste encores dans les prieurez des religieux, non réformez, par-dessus le nombre de six, sera loisible ausdicts religieux d'eslire entre eux un supérieur pour les gouverner et conduire, tout ainsi que peut à présent faire le grand-prieur : lequel supérieur esleu résidera en un des prieurez, ou au logement que possède à présent le grand-prieur, par la permission de l'abbé. Et ne pourra ledict supérieur prétendre la qualité de grand-prieur, mais aura par préciput la somme de cent livres, qui lui sera payée par lesdits réformez. La charge tant du chœur que de l'autel appartiendra aux réformez, qui la feront suivant leurs rubriques, sans se departir des cérémonies locales : et néantmoins domp Nicol Vauroüart, soubs-prieur Oudard Bourgeois, tiers-prieur; et Jacques Bignicourt, quart-prieur, pourront exercer, leur vie durant, la charge et function de Cardinal. Et quant au grand-prieur, demeurera en la possession que luy donne sa charge, de pouvoir faire l'office, si bon luy semble, aux festes solemnelles : et néantmoins ledit grand-prieur et autres prieurs s'assubjectiront pour faire le service aux heures qui leur seront prescrites par le supérieur des réformez.

« 16. Les fondations faictes en l'église dudict archimonastère seront inviolablement observées selon l'intention des fondateurs et les contracts passez; et tous les deniers provenants d'icelles, qui ne sont encores mis en fonds, mesmes ceux des venditions et

leurs inquiétudes, chassé tous les nuages des dissentions, et auroit remis leur esprit en repos; les auroit tiré de l'obscurité et de la puissance des ténèbres, et leur auroit donné le jour et la lumière, et renouvellé leur soleil; que heureux seroient les monastères et communautez ecclésiastiques, qui, agitées de pareils désordres, et battuz

aliénations faites de plusieurs biens, seront employez en autres fonds d'héritages, ou demeureront en nature d'immeubles.

« 17. Les religieux réformez feront seuls les baulx du temporel dudict archimonastère, lesquels ne pourront faire aucune aliénation des immeubles sans le consentement des non réformez résidents dans ledit monastère.

« 18. Arrivant le décez de quelqu'un des religieux non réformez demeurans tant en ladite abbaye qu'aux prieurez, lesdicts religieux réformez seront obligez luy faire ses obsèques, tout ainsi comme à l'un des leurs, et ainsi qu'il est porté en la déclaration de la reigle.

« 19. Tous les religieux, tant réformez que non réformez, résidents audit archimonastère, seront tenuz maintenir de tout leur pouvoir les privilèges, presséances, et autres droicts concernans la dignité d'iceluy; et quant au rang qu'ils doivent tenir au chœur et processions, soit particulières ou publiques, sera observé l'ordre qui est practiqué dans ledict archimonastère : et néantmoins, pour conserver les prérogatives dudit archimonastère de Sainct-Remy sur les religieux de Sainct-Nicaise ou autres, lesdits réformez marcheront selon l'ordre de leur réception ès processions publiques comme ils ont accoustumé.

« 20. Les religieux réformez seuls recevront les novices, et les admettront à la profession.

« 21. Sera loisible aux religieux prestres ou profez de ladicte abbaye d'embrasser la réforme toutes fois et quantes que bon leur semblera; auquel cas ils y seront receuz, et auront rang du jour qu'ils ont pris l'habit en leur première entrée en icelle abbaye. Et quant aux novices qui y sont de présent, venans en aage compétant de prendre l'habit de ladite réforme, leur sera loisible d'y entrer par préférence, auquel temps ils seront sommez de ce faire, et en cas de refus, congédiez.

« 22. Lesdits religieux réformez seront tenuz de soustenir à leurs fraiz et despens tous les procez, tant de ladite abbaye que des membres en dépendans, en ayant préalablement eu communication, et de ce qui concernera les droicts de la communauté.

« 23. Les présens articles et conventions commenceront à estre observées au premier jour d'octobre prochain venant, et seront homologuées au plus tost que faire se pourra en la cour de parlement aux fraiz et despens desdits réformez.

« 24. Le sieur archevesque de Reims a protesté que la présente réformation, qui se faict dans ledit archimonastère, ne puisse préjudicier à ses droicts de visitation, et autres qu'il pourroit prétendre sur les maisons solitaires; dont luy avons donné acte.

« Faict et arresté audit archimonastère de Sainct-Remy par tous les religieux d'iceluy capitulairement assemblez en la manière accoustumée, ce jourd'huy vingt-septiesme de septembre mil six cens vingt-cinq. *Ainsi signé* : J. Ravineau, Vauroüart, Bourgeois, Bignicourt, du Grez, Oudinet, Hiérosme Féret, B. Chastelain, Paul Regnault, René Noël, Estienne Vuilquin, Fournival, Collet, Brodeau, le Poyvre, Pichart, de Sains, Buat, domp Remy Le Goix, Chasstelain, Maillard, Cocquebert, Symonet, T. de Ponville, de l'Hospital, le Cointre, Cauchon, Bourgeois, Gabriel Vaudeleur, Charles Vize, F. Cocquillart, P. Thuret, M. de Mercy, T. Guerin, B. Caron, George le Febvre, Estienne Dureteste, M. Bazin, J. Bruxelles, Anthoine de Lalain, Boulet, et le Gros. »

de semblables orages, auroient recours à ces deux puissances comme à deux ancres sacrées, pour se garantir du naufrage : heureux si, imitant leur exemple, ils se soubsmettoient à une réforme, et à sainctement practiquer les reigles de leur ordre; que depuis six jours qu'avions conversé avec eux, nous aurions recognu quatre sortes de conditions d'esprit parmy eux : les uns qui estoient réformez, les autres qui estoient prests d'embrasser la réforme, la troisiesme de ceux qui, encores qu'ils n'embrassent la réforme, néantmoins l'avoient aidé et supporté en ce qu'ils avoient peu; la quatriesme de ceux qui l'avoient empesché, voulans maintenir leur ancienne profession, en laquelle ils avoient esté nourriz et eslevez; que nous excusions ces derniers icy, et principalement ceux qui par leur aage n'en pouvoient supporter les austéritez, et néantmoins que ceux qui avoient la force et la vigueur du corps ne se pourroient excuser envers Dieu, et devoient s'esprouver et efforcer pour y parvenir; que nous estions contraints et icy et ailleurs de rendre un très-bon tesmoignage des quatre prieurs et du trésorier, qui, ne pouvans pour leur aage embrasser ceste austérité de la réforme, avoient néantmoins employé tous leurs courages et les forces de leur esprit pour restablir ce monastère, et y introduire une saincte réformation; que nous louions grandement le désir de ceux qui, inspirez du Sainct-Esprit, s'alloient ranger avec les réformez et suivre un chemin qui les conduiroit à une sainncteté de vie, pour parvenir à leur béatitude; mais qu'il falloit donner le premier honneur aux réformez, qui, comme les fleurs printanières du jardin et parterre de ceste maison, avoient remply ceste compagnie de bonnes odeurs de leurs actions, et embausmé tous les monastères voisins de bons exemples; que nous les exhortions de persévérer, et croire que les grands désordres, comme les grandes maladies, ne se pouvoient guérir qu'avec un long temps; qu'il falloit patienter pour consolider les playes et empescher que la cicatrice ne parust; que toute ceste compagnie avoit une extrême obligation au sieur archevesque du soing et de la paternelle affection qu'il avoit eu pour procurer leur repos; que, pour nostre regard, une partie de nostre contentement estoit d'avoir coopéré à un si sainct œuvre avec un prélat remply de toutes bonnes qualitez qui se peuvent désirer en une telle dignité;

l'autre partie seroit en l'espérance que nous avons que nous serions conservez en la mémoire de leurs bonnes prières. — Ce faict, a esté résolu que, pour rendre grâces à Dieu, seroit faicte une procession publique en l'église de Nostre-Dame, et qu'au retour seroit chanté en l'église de Sainct-Remy l'hymne de *Te Deum;* ce qui a esté faict sur les quatre heures de relevée, et y ont assisté le sieur archevesque et le sieur abbé de Sainct-Remy.

Et à l'instant nous ont les quatre prieurs déclaré que, suivant les articles accordez, ayans esté commis pour choisir et nommer trois personnes qui demeureroient en la maison comme anciens non réformez, qu'ils auroient nommé et choisy domp Jacques du Grez, Hiérosme Féret et Estienne Vuilquin, et de leur nomination et élection nous en auroient baillé acte par escrit signé de leurs mains.

Et le dimenche vingt-huictiesme dudit mois de septembre, à deux heures de relevée, nous nous serions transportez avec ledit sieur archevesque audict archimonastère de Sainct-Remy; et, comme nous estions prests de faire assembler les religieux capitulairement pour leur délivrer des copies signées de nous et dudit sieur archevesque, des articles accordez, seroient survenuz quelques religieux, lesquels, avec peu de respect de nous et dudit sieur archevesque, et avec beaucoup d'insolences envers leurs prieurs, nous auroient faict grandes clameurs, et, avec beaucoup de contention, nous donneroient à entendre qu'ils ne vouloient point estre marquez comme reléguez, et qu'ils vouloient avoir quelque espérance de retourner dans ledict archimonastère comme enfans de la maison : sur quoy nous nous serions, avec ledit sieur archevesque, retirez à part, et, après avoir conféré particulièrement avec les prieurs des non réformez et le supérieur des réformez, aurions ordonné que l'on sonnast la cloche pour faire assembler tous les religieux; et, iceux assemblez, leur aurions remonstré que nous ne pouvions estre trop estonnez de leur façon de procéder insolente et extraordinaire, et desquels, si le récit en estoit faict à la cour, elle en feroit faire un chastiment exemplaire; que par trois fois les articles avoient esté arrestez et signez, qu'ils en avoient faict démonstration de toute sorte de contentement, et mesmes ils en auroient rendu grâces publiques à Dieu; et maintenant poussez

d'un mauvais esprit, et excitez par mauvais conseils, vouloient avec arrógance rétracter ce qui avoit esté tant solemnellement résolu; que nous n'avions refusé d'entendre les raisons du moindre d'entr'eux, mais qu'il y falloit venir en temps et lieu, et avec respect; néantmoins, pour leur oster les mauvaises impressions, et les asseurer qu'ils seroient tousjours réputez comme enfans de la maison, nous aurions faict rayer le septiesme article, qui portoit : « qu'advenant le décez de quelqu'un des huict anciens non réformez, ne seroit admis en leur place aucun autre que par le choix et consentement desdits réformez : » et en la place dudit article insérerions de nostre main les mots : « Advenant le décez desdicts huict anciens non réformez, seront tenuz les réformez choisir quatre autres des anciens non réformez, qui seront dans les prieurez dépendans de la maison, pour estre substituez en leur place, et, les quatre autres décédez, seront encore substituez autres quatre et ainsi successivement tant qu'il y aura des anciens non réformez, et leur sera assigné logement convenable, sans que néantmoins lesdits substituez puissent prétendre aucun droict ès dignitez des quatre prieurs, et au cardinalat, ny aux esmoluments et prérogatives d'icelles. » — Et après avoir faict réitérer plusieurs fois la lecture dudit article, ont tous concordamment déclaré estre contents [1]; et, en conséquence de ce, nous ont prié de leur faire délivrer lesdicts articles accordés, attendant qu'ils peussent avoir copie

[1] Les religieux non réformés adressèrent bientôt au parlement la supplique suivante : *A Nosseigneurs, Nosseigneurs les gens tenans la cour de parlement à Paris.*

« Supplient humblement religieuses personnes dompe Jean Colet, Ponce Pichart, Claude Bastier, Jean Maillart, Nicolas le Cointre, et Archambault de l'Hospital, religieux profez de l'abbaye et archimonastère de Sainct-Romy de Reims, ordre de Sainct-Benoist, disans : qu'aucuns de leurs confrères ayans désiré d'embrasser la réforme selon la première institution, fondation et reigle dudict ordre, les supplians et tous leurs confrères favorisans ce louable dessein, ont consenty que ceux qui embrassoient ceste réforme se retirassent au prieuré de Sainct-Marcoul dépendant de ladite abbaye, soubs le bon plaisir de messire Henry de Lorraine, leur abbé (de la mense duquel dépend ledit prieuré), pour s'esprouver en l'exercice de ladite reigle : accordé de plus, que lorsque le nombre des réformez excéderoit celuy des anciens religieux de ladite abbaye non réformez, de leur quitter l'entière administration tant du spirituel que temporel de ladicte abbaye; sans attendre laquelle condition, leursdicts confrères réformez ayans recherché d'entrer en la maison et en ladicte administration, les supplians et leurs confrères y ont encores consenty : mais pource que les réformez et les anciens ne se pouvoient accorder des conditions, il y auroit eu des commissaires députez de la cour, le révérendissime archevesque et duc de Reims, et monsieur Phelippeaux, l'un des conseillers d'icelle cour, par-devant lesquels auroient esté fourniz de part et d'autre des articles

de tout nostre procès-verbal : ce qu'avons faict, et d'iceux baillé copies signées de nous et dudit sieur archevesque : l'une audict grand-prieur, l'autre au supérieur des réformez, et la troisiesme avons ordonné estre délivrée à un des chefs qui gouverneroit les prieurez dépendans de ladicte abbaye; et les avons exhortez iceux articles entretenir et observer. — Ce faict, nous leur avons déclaré que les quatre prieurs, sui-

et responses, dont auroit esté compilé et rédigé nombre certain d'articles pour reigler tous lesdicts religieux tant anciens que réformez, qui ont esté signez de tous, mais mal digérez et entenduz en partie par les supplians, qui se sont advisé par une réflexion qu'ils ont faict sur le contenu desdicts articles, qu'aucuns d'iceux leur estoient par trop préjudiciables; entre autres le septiesme, qui pourveoit seulement aux huict plus anciens des non réformez, leur donnant la demeure, leur vie durant, dans ladicte abbaye, et les prérogatives des charges qu'ils y avoient, sans que, leur decez arrivant, les subséquents en aage puissent estre subrogez à ce privilége, pour y entrer à leur tour : et arrivant que l'ancien qui en auroit le droict désirast avoir licence de demourer au lieu où il seroit habitué, qu'il fût permis au subséquent de jouyr de la mesme prérogative en son lieu; et le quinziesme, qui donnant quelques droicts aux quatre les plus anciens des non réformez, les attache à leurs personnes singulières, au lieu de les joindre et lier aux charges que ces quatre plus anciens occupent, que l'article susdict faict esteindre en leurs personnes, au lieu de les continuer à ceux qui leur pourroit succéder, tant qu'il y en aura des anciens pour occuper leurs places; et en ce encores que la permission estant donnée à ceux des non réformez, quand ils auront atteinct la vieillesse, de se pouvoir retirer en ladite abbaye pour y estre nourris, logez et entretenuz, y délaissant leur pension, l'aage de ceste vieillesse n'a esté limité par lesdits articles signez; ce que les principaux des anciens ont laissé passer, pour ce qu'ils n'y sont en rien interessez, estant pourveu pour eux par lesdits articles signez. Pourquoy les supplians en ont faict remonstrance à leurs confrères réformez, qui leur ont donné toute espérance pour la civilité qui est en ladicte remonstrance de consentir telle modération que de raison sur lesdits articles; mais les supplians doutent que n'estans ouys à l'homologation de ce qui a esté passé par-devant mesdits sieurs commissaires, il ne soit obmis de leur faire droict sur ce qu'ils ont à requérir sur lesdits articles. — Qu'il vous plaise, Nosseigneurs, ordonner que les supplians seront ouys à l'homologation desdicts articles, pour proposer leurs intérests, qui ne tendent à l'empeschement ny retardation de la réforme dans ladite abbaye, ny de la pleine administration délaissée ausdits réformez, ny à augmentation de pension, ny revenu temporel pour iceux supplians, ains à ce qu'ils puissent du moins, en ordre de leur profession, résider dans ladite abbaye aux places et droicts concédez aux huict anciens, et que cependant il soit permis à ceux des supplians qui, attendans ladite homologation, sont demeurez en ladite abbaye, d'y résider jusques à ce qu'après ladite homologation il leur soit donné département, et ferez justice.

« Nous soubsignez, religieux de Sainct-Remy de Reims, advouons la susdite requeste, et consentons qu'elle soit presentée à Nosseigneurs de parlement, et promettons contribuer aux frais de la présentation et poursuitte d'icelle, et de tout ce qui s'ensuyvra pour la poursuitte et ensuitte d'icelle. Faict le vingtiesme octobre mil six cens vingt-cinq. *Signé*, Clément, Bastier, Gasnier, ledit Clément pour domp A. Camus, fondé de procuration dudict Camus, Maillard, le Cointre, de Sains, de l'Hospital, et Pillier. »

Le parlement fit droit à cette requête par arrêt du 25 octobre 1625.

vant nostre commission, auroient choisy et nommé lesdits domp Jacques du Grez, Hiérosme Féret, et Estienne Vuilquin, pour vivre dans la maison dans le nombre des huict anciens non réformez, selon qu'il avoit esté résolu; de laquelle nomination leur donnions acte. Et avons enjoinct ausdits huict non réformez, de vivre en union et concorde avec les réformez, et faire en sorte que le service divin soit célébré dans leur église à la gloire de Dieu, et la discipline ecclésiastique bien entretenue.

Tout ce que dessus, nous commissaire susdit certifions estre vray. Faict et arresté à Reims le vingt-neufiesme jour dudit mois de septembre mil six cens vingt-cinq. — *Ainsi signé à l'original.*

J. Phelippeaux.

III. *Arrest de la cour de parlement concernant la réforme de l'abbaye Sainct-Remy de Reims.*

Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, au premier de nos amez et féaux conseillers en nostre cour de parlement trouvé sur les lieux, bailly de Vermandois, ou ses lieutenans général ou particulier, ou autre de noz juges premier requis, salut. Comme le jour datte des présentes, veu par nostredite cour l'arrest du vingt-deuxiesme aoust mil six cens vingt-cinq, donné sur la requeste présentée par Benoist Chastelain, Paul Regnault, René Noël, Remy Le Goix, François Chastelain, Nicolas Cocquebert, Philippes Simonet, Gabriel Vaudeleur, Maximilian de Mercy, Toussaincts de Ponville, Bernard Caron, Estienne Durcteste et Jean Bruxelles, tous religieux de l'archimonastère et abbaye de Sainct-Remy de Reims, ayans embrassé la réforme en ladite abbaye; ensemble Jean Ravineau, grand-prieur, Nicolas Vaurouart, soubs-prieur, et George Oudinet, trésorier audit archimonastère; par lequel auroit esté ordonné que M. Jacob Phelippeaux, conseiller en nostredite cour, se transporteroit en ladite abbaye, pour, avec l'archevesque de Reims (les religieux de ladite abbaye oyz), dresser procès-verbal de leurs différents; pour iceluy veu, rapporté, et communiqué à nostre procureur général, y pourveoir par nostredite cour ainsi qu'il appartiendroit; procès-verbal dudit conseiller faict en la présence de l'archevesque de Reims des vingt-six aoust, dix-huict septembre et autres jours suivans; articles résoluz et accordez en plein

chapitre entre les religieux réformez et autres non réformez dudit archimonastère capitulairement assemblez par plusieurs fois en présence dudit archevesque de Reims et dudit conseiller, le vingt-sept septembre audit an, dont la teneur ensuit[1] :

Autre arrest du vingt-cinquiesme octobre ensuivant, par lequel Jean Collet, Ponce Pichart, Claude Bastier, Jean Maillart, Nicolas le Cointre et Archambault de l'Hospital, religieux profez de ladite abbaye et archimonastère, auroient esté receuz opposans à l'homologation desdits articles concernans la réforme de ladite abbaye, et ordonné qu'ils seroient ouyz sur le contenu en leur requeste, pour y faire droict par nostredicte cour ainsi qu'il appartiendroit; signification dudit arrest faicte le dixiesme novembre dernier ausdits religieux réformez de ladite abbaye, contenant leur response, qu'ils estoient sur leur partement pour poursuivre en nostredite cour l'homologation desdits articles, déclarans ausdicts Collet, Pichart et consors, qu'ils eussent à eux trouver à l'ouverture du parlement pour déduire leurs moyens; requeste de frère Jean Ravineau, prestre, religieux, grand-prieur en ladite abbaye; Nicolas Vaurouart, soubs-prieur; Oudart Bourgeois, et Jacques Bignicourt, tiers et quart-prieur; Estienne Vuillequin, enfermier; anciens religieux non réformez, et Paul Regnault, et Benoist Chastelain, et autres religieux réformez dudit archimonastère, présentée à ladite cour le dix-sept novembre dernier, à fin d'homologation desdits articles, ce faisant qu'il fût ordonné qu'ils seroient exécutez selon leur forme et teneur, sans y rien changer, augmenter ou diminuer, et sans avoir esgard à l'opposition desdicts Collet, Pichart et consorts, et autres qu'ils pourroient former, pour avoir eux-mesme signez et accordez lesdicts articles, et autres pièces attachées à ladicte requeste; conclusions de nostre procureur général; et tout considéré. — Nostredicte cour, ayant esgard à ladite requeste du dix-sept novembre, sans s'arrester à l'empeschement desdits Collet, Pichart, Bastier, Maillart, le Cointre, l'Hospital, et autres, a homologué et homologue les articles signez et accordez par les religieux de ladicte abbaye et archimonastère dudit Sainct-Remy de Reims, le vingt-septiesme jour de septembre mil six cens vingt-cinq; ordonné qu'ils

[1] Ici se trouvent reproduits les vingt-quatre articles déjà imprimés plus haut.

seront entretenuz et exécutez de point en point selon leur forme et teneur. Si vous mandons à la requeste desdits religieux réformez mettre le présent arrest en exécution, et au premier nostre huissier ou sergent faire tous exploicts; de ce faire vous donnons pouvoir. Donné à Paris, en parlement, le vingt-deuxiesme jour de novembre, l'an de grâce mil six cens vingt-cinq, et de nostre règne le seiziesme. *Ainsi signé :* par la chambre, Le Febvre.

IV.

Concordat entre l'abbé et les religieux de Saint-Remi, pour le partage des biens de l'abbaye.

Archiv. de Saint-Remi, liass. 13, n° 17.

Par-devant les notaires et garde-nottes du roy, nostre sire, en son Chastelet de Paris, soubzsignez, furent présens en leurs personnes, 15 juillet 1652.
très-haut et très-puissant prince, monseigneur Henry de Savoye, archevesque, duc de Reims, légat né du saint-siége apostolique, primat de la Gaule Belgique, abbé de l'abbaye de Saint-Remy dudit Reims, demeurant à Paris, rue Pavée, dans l'hôtel de Nemours, paroisse Saint-André-des-Arts, d'une part; et dom Nicolas de La Salle, prestre, religieux et célerier de ladicte abbaye de Sainct-Remy, ordre de Sainct-Benoist, congrégation de Sainct-Maure, y demeurant, de présent à Paris, logé à l'abbaye Saint-Germain-des-Prez-lès-Paris, au nom et comme procureur des religieux, prieur et convent de ladite abbaye de Sainct-Remy, par procuration passée par-devant Rogier et Lenermé, notaires audit Reims, le vingt-sixiesme juin dernier, suivant la délibération capitulaire desdits seigneurs, du vingt-cinquiesme desdits mois et an, lesdictes procuration et délibération spéciales pour l'effet des présentes, ainsy qu'il est apparu aux notaires soubzsignez, et demeurées annexées à cesdictes présentes, après avoir esté paraphées dudit père de La Salle et notaires soubzsignez, *ne varietur;* auxquelz religieux, prieur et convent de ladicte abbaye de Saint-Remy iceluy père de La Salle promet faire ratifier le contenu cy-après d'huy en un mois, et par le premier chapitre général un mois après la célébration d'iceluy, et fournir lettres de ratification à mondit seigneur en cette ville de Paris dans lesdits temps et an, d'autre part; disans

lesdictes parties, sçavoir mondit seigneur archevesque, que sur la demande à luy faite par lesdits religieux, prieur et convent de ladicte abbaye de Saint-Remy, du payement des espèces, tant en grains, vins, bois, réparations, cires, qu'autres redevances à eux deues par chacun an par mondit seigneur, comme abbé de ladicte abbaye, conformément au concordat fait avec monseigneur Charles de Lorraine [1], archevesque de Reims, abbé de ladicte abbaye, le huictième janvier mil cinq cens soixante-onze; du prix desquelles espèces et réparations, mondit seigneur soutenant devoir avoir réduction et diminution pour l'année mil six cens cinquante-un et autres années suivantes, tant que le mauvais temps de la guerre continueroit, à cause de la ruine arrivée par les soldats de l'armée françoise et des ennemis de l'Estat en la plus grande partie des fermes et censes de ladicte abbaye, et lesdits religieux soutenans au contraire que ledit concordat devoit estre exécuté de point en point, et que les espèces à eux deues se devans consommer dans la communauté, il leur en falloit acheter au prix courant, si mondit seigneur ne les leur fournissoit; et pour ce devoit mondit seigneur satisfaire au payement d'icelles, ou en espèce, ou en argent, au prix courant; sur laquelle demande lesdits religieux ayans obtenu sentence du présidial de Reims du vingt-unième novembre dernier, par laquelle monditseigneur auroit esté condamné payer lesdictes espèces en nature ou au prix courant, mondit seigneur en auroit interjetté appel à la cour, et pour éviter semblables contestations à l'avenir, et n'avoir plus aucuns différends avec mondit seigneur et ses successeurs abbez touchant le payement desdictes espèces et réparations, les religieux se seroient résolus de demander le tiers du revenu, quoyque la condition leur fust désavantageuse, pendant le temps misérable de la guerre, que tout le bien est ruiné par les soldats, et auroient incidement présenté requeste à la cour le neufviesme janvier dernier, à ce que tous les

[1] En vertu de ce concordat, le seigneur abbé, pour demeurer quitte envers les religieux des pitances dues au couvent tant en argent qu'en grains, bois, cire, vins, vestiaire et autres charges, suivant les traités faits avec ses prédécesseurs, promet de payer plusieurs choses y spécifiées, et notamment 26 septiers de froment, 37 septiers de seigle et 37 septiers d'avoine, pour la récompense d'une cense sise à Crugny, appelée la cense des Cottes, appartenant au petit couvent, que Robert de Lenoncourt avait unie à son domaine par transaction avec les religieux; plus, la somme de 16 livres pour la cession à lui faite du moulin de Crugny, dépendant de la cense des Cottes, etc., etc.

biens et revenus de ladicte abbaye fussent partagez, et d'iceux faits trois lots égaux dont lesdits religieux en auroient un exempt de toutes charges, tant ordinaires qu'extraordinaires, fors des foncières et des réparations, après que monseigneur les auroit mis en bon et suffisant estat; sur laquelle demande monseigneur entendoit soutenir que, pour faire ledit partage, il falloit que lesdits religieux rapportassent à la masse les biens qu'ils possédoient à quelque titre que ce soit, même le revenu des offices, desquelz on leur avoit accordé l'union, le revenu des fondations qui auroient été faites en laditte abbaye, appellées Cotte, ou petit convent, et les acquisitions qui avoient esté faites, et qu'en ce faisant, mondit seigneur devoit estre déchargé de toutes les pensions, charges et prestations qu'il étoit obligé de payer tant auxdits religieux qu'aux religieux des prieurez de Corbeny et de Réthel, qui avoient esté unis à laditte abbaye, en délaissant à tous lesdits religieux le tiers de tout le revenu, tant de laditte abbaye que desdits prieurez unis; et par lesdits religieux estant répliqué que le revenu des offices claustraux estoit uny à la mense conventuelle, qu'ils avoient leurs charges particulières, et n'estoient par conséquent point sujets au rapport, non plus que les fondations faites au profit des religieux à titre onéreux, que lesdits religieux étoient obligez d'aquitter et exécuter, que pour les acquisitions que lesdits religieux avoient faites ils soutenoient ne les devoir non plus rapporter, parce qu'ils avoient esté obligez d'emprunter la somme de vingt mil livres pour y employer, dont ils payoient tous les ans mil livres de rente, et que, supposé que mondit seigneur voulust ou peust prendre part dans lesdictes acquisitions, il faudroit qu'il payast les deux tiers desdittes rentes qui excédoient le revenu, et en général que mondit seigneur abbé ne pouvoit rien prétendre de toutes lesdictes fondations et acquisitions, ny aux Cottes et petit convent qui appartenoient auxdits religieux à titres particuliers; que pour les charges il falloit faire différence de celles qui estoient baillées pour leur nourriture auxdits religieux, vestemens et entretenemens, qu'ils reconnoissoient devoir cesser en leur quittant le tiers, et des prestations qui estoient deues pour autres causes, dont mondit seigneur devoit demeurer chargé, même de ce qui estoit accordé aux religieux de Corbeny et de Réthel, parce que

c'estoient des communautez particulières qui avoient pour leur nourriture et entretenemens des sommes qui leur devoient être fournies, ou des biens qui leur avoient été délaissez, et que le bien qui restoit ayant esté uny à l'abbaye de Sainct-Remy il devoit entrer à la masse du bien, et entrer en partage entre mondit seigneur et lesdits religieux de l'abbaye de Sainct-Remy, sans aucune confusion de ce qui étoit accordé auxdictes communautez particulières. Sur quoy mondit seigneur ayant pris avis de son conseil, et lesdits religieux délibéré entre eux dans leur assemblée capitulaire, même conféré avec leurs supérieurs de toutes lesdictes contestations, et après avoir discuté tant en général qu'en particulier les biens de ladicte abbaye, la qualité et valeur d'iceux, les droits et charges qui ont esté jusqu'à présent, et qui doivent cesser, ou estre conservées en procédant audit partage, et pour cet effect les agens de mondit seigneur et lesdits religieux s'étans transportez sur les lieux pour s'informer exactement de tous les baux rapportez et communiquez, et tout ce qui pouvoit être nécessaire pour en prendre une entière et parfaite connoissance, ont reconnu que pour le bien de la paix, et pour éviter tous procès et différens à l'avenir, mondit seigneur, tant pour luy que pour ses successeurs à l'avenir, a accordé auxdits religieux le partage en rapportant à la masse commune les biens dont ils jouissoient, à la réserve du revenu des offices claustraux, ayans leurs charges affectées comme des aumôneries, trésoreries et autres qui demeureront auxdits religieux, à la charge de faire et aquitter par lesdits religieux toutes les charges dont mondit seigneur et ses successeurs abbez demeureront déchargez; comme pareillement demeureront auxdits religieux les fondations faites à leur profit à titre onéreux, comme obits, processions, messes, saluts et autres dévotions et fondations qui augmentent le service ordinaire que lesdits religieux seront tenus d'aquitter conformément aux titres de fondations, et en faire toutes les charges, tant pour la sonnerie, aumône, que luminaire, généralement quelconques des acquisitions par eux faites à la charge de payer et acquitter les rentes qui ont esté constituées pour lesdictes acquisitions; et de tous lesdits biens par eux possédez sous le titre de Cotte ou petit convent, ou à quelqu'autre titre que ce soit, distraction ayant été faite de ceux qu'on a reconnu

leur devoir appartenir, et n'être sujets audit partage; de tous les autres biens de ladicte abbaye rapportez au partage tant par mondit seigneur que par lesdits religieux, ont esté faits trois lots les plus égaux qu'il a esté possible, dont les parties sont demeurées d'accord; lesquelz ayant été gettez, le premier est écheu à mondit seigneur pour la mense abbatialle, le second aux religieux, et le troisième à mondit seigneur, pour faire et aquitter toutes les charges, tant ordinaires qu'extraordinaires, ainsi qu'il est accoustumé; desquelz lots la teneur ensuit :

Premier lot écheu à mondit seigneur, tant pour luy que pour ses successeurs abbez pour la mense abbatialle : la mairie et greffe du ban Sainct-Remy, et tout ce dont mondit seigneur avoit accoustumé de jouir; le greffe de la justice du bailliage de ladicte abbaye; le grand jardin et parc de ladicte abbaye; les terres d'Huon et Dilumière [1];

10 janvier 1769. [1] Une transaction définitive du 10 janvier 1769, homologuée le 24 du même mois au bailliage, siége royal et présidial de Reims, avait définitivement réglé les droits respectifs de l'abbé et des religieux dans l'intérieur de la ville de Reims. Voici cette transaction :

« Par-devant Pierre Villain, notaire royal au baillage de Vermandois à Reims, résident audit Reims, et Philippe Barbier, notaire au baillage Saint-Remy dudit Reims, résidence de Pauvre, commissaires royaux pour la rénovation du papier terrier et rémembrement général de l'abbaye dudit Saint-Remy, soussignés, étant actuellement en exercice pour la confection dudit terrier, est comparu Mre Jean-Baptiste Savart, prêtre, licencié en théologie, curé de la paroisse Saint-Julien de Reims, demeurant en laditte ville, au nom et comme fondé de procuration d'éminentissime et révérendissime seigneur monseigneur Jean-François-Joseph, cardinal de Rochechouart, évêque duc de Laon, pair de France, abbé de l'abbaye royale et archimonastère de Saint Remy de Reims, ordre de Saint-Benoît, congrégation de Saint-Maur, demeurant à Paris, à l'hôtel de Laon, scise rue de Bourbon, paroisse de Saint-Sulpice, passée devant Mre Sauvaiges et son confrère, notaires au Châtelet de Paris, le quatre janvier présent mois et an, le brevet original de laquelle sera annexé à ces présentes, après avoir été certifié véritable par ledit sieur et paraphé, *ne varietur*, desdits notaires commissaires à terrier soussignés, à sa réquisition, d'une part;

« Et les révérends pères doms Jean-Pierre Chartrée Mousso, grand-prieur; Pierre Caillé, sous-prieur; Claude-Joseph Bertrand, doyen; Jacques-Louis de Gournay; Jean-Baptiste Lochart; Nicolas Benoît; Jean-Baptiste Sandras; Jean-Baptiste Mercier; Étienne Quirot; Jean-Baptiste Solon, célérier; Nicolas Dupuis, sous-célérier; Firmin Thory; Jacques-Claude Vincent; Jean-Stanislas Croisille, procureur; François-Thomas Vernau, dépositaire; Joseph-Philippe Sutaine; Pierre-Gabriel de Bar; Pierre Mignot, et Philibert Payen; tous religieux profès de laditte abbaye, capitulairement assemblés en communauté au son de la cloche, au lieu et en la manière accoutumée, pour délibérer de leurs affaires, d'autre part;

« Lesquelles parties ont déposé ès mains desdits notaires, pour faire avec ces présentes partie des minuttes dudit terrier, et demeurer en la possession dudit Villain, le projet d'arrangement proposé pour terminer les contestations et procès nés et à naître au sujet des droits, biens et revenus respectifs desdittes parties, et dépendances de ladite abbaye Saint-Remy, en la ville et

la seigneurie, dixmes et moulins de Bazancourt; les dixmes de Bézanne; la terre et seigneurie de Condé-sur-Marne; la mairie de

terroir de Reims; ledit projet approuvé par Son Éminence, fin d'ycelui, le quatre, et par ledit révérend père dom Jean-Pierre Chartrée Mousso, le huit du présent mois et an; ensemble trois cartes topografiques : la première contenant le plan détaillé du ban Saint-Remy, en la ville de Reims; la seconde contenant le plan de la rivière de Vesle et prairies de part et d'autre, entre la rue du fauxbourg Fléchambault par bas et la chaussée du moulin de Vrilly par haut, et la troisième contenant le plan du ban de Murigny, compris les bans et trièges de Châtillon et de Chaude-Teste, qui sont de l'ancienne dépendance dudit ban de Murigny, terroir dudit Reims; lesquels plans ont été à l'instant paraphés, *ne varietur*, par ledit sieur Savart, pour et au nom de Son Éminence, et par ledit dom Jean-Pierre Chartrée Mousso, pour et au nom de la communauté desdits religieux, qui ont déclaré unanimement avoir eu ledit projet d'accommodement et lesdits plans en communication, et qu'après mûre délibération, ils les ont approuvé, agréé et ratifié. En conséquence, lesdittes parties ont fait le présent dépost du tout, pour servir de chartres, transaction, titre commun et authentique et règlement définitif pour tous les objets qui y sont contenus et renseignés, et ne faire ensemble qu'un seul et même acte, dont lesdittes parties consentent conjointement, respectivement, l'homologation partout où besoin sera; constituant à cet effet le porteur de la grosse d'ycelui auquel elles en donnent tout pouvoir, promettant, obligeant, renonçant, etc. Fait et passé audit Reims, en laditte abbaye Saint-Remy, l'an mil sept cent soixante-neuf, le dix janvier avant midy. Et ont lesdits sieurs comparants signé, lecture faite, déclarant affirmativement que les objets litigieux dont étoit question n'excèdent pas douze cens livres en principal; et controllé en la minutte à Reims, le onze desdits mois et an, par de Recicourt, qui a reçu treize sols.

Ensuit la teneur du projet susmentionné.

Projet d'arrangement proposé pour terminer toutes les contestations et procès nés et à naître entre son éminence monseigneur le cardinal de Rochechouart, abbé de Saint-Remy de Reims, et messieurs les prieur, religieux et couvent de laditte abbaye, au sujet de leurs droits respectifs dans toute l'étendue du ban Saint-Remy, en la ville et fauxbourg de Reims; ledit projet rédigé après examen scrupuleux des titres, livres, renseignements, mémoires et documents en grand nombre produits de part et d'autre; levée des plans, transport sur le local, conférences amiables et mûres réflexions sur le tout.

[I. DROITS QUI APPARTIENNENT EXCLUSIVEMENT À L'UNE DES PARTIES.]

« 1. Le seigneur abbé de Saint-Remy a et aura le droit de grande main et sera réputé seul seigneur, haut, moyen et bas justicier, foncier et direct dans toute l'étendue du ban Saint-Remy, en la ville et terroir de Reims, sous le nom de Grand-Ban, de Petit-Ban, de ban de Vrigny, de ban de Saint-Léonard, de ban de Châtillon, ban de Chaude-Teste, ban de Murigny, et telles autres dénominations que ce soit, et à lui seul appartiendra tous généralement les droits de chasse, de cens, lots et ventes, vêtures, amandes, et tous autres droits qui peuvent être dûs à l'abbaye de Saint-Remy, les honorifiques ou fruits utils et émolumentaires desdittes justices, tant réels que personnels, mixtes ou autrement, dans toute l'étendue desdits bans, en laditte ville et terroir, sauf et excepté ce qui sera cy-après expliqué.

« 2°. Messieurs les prieurs, religieux et couvent auront et leur appartient la propriété de tous les domaines, tant en bâtimens que jardins, terres, prés, marais et autres natures de biens scitués, en la ville et à la campagne, au terroir de Reims, dans toute l'étendue desdits bans, dont ils sont actuellement en possession; tant à cause de

Plivot; la terre et seigneurie de Crugny; les dixmes, dépendances et moulins de Courtizot; le revenu du prieuré de Réthel; la terre et sei-

leur manse conventuelle qu'à cause de leurs offices claustraux, ou autrement, à quelques titres que ce soit; et seront lesdits domaines francs et exempts de cens et redevances seigneurialles envers leur seigneur abbé, qui de son côté ne leur paiera aucuns semblables droits pour les domaines de sa manse abbatiale qui se trouveront sciués en l'étendue des justices censives et directes desdits religieux, qui seront cy-après désignés au terroir dudit Reims.

« 3°. Lesdits sieurs prieurs, religieux et couvent auront et leur appartient la justice foncière et directe seulement avec les cens, lots et ventes, et droits résultants de laditte foncière justice aussi, tant à cause de leur manse conventuelle qu'à cause de leurs offices claustraux, ou autrement, à quelques titres que ce soit, sur les articles et portions d'articles, tant ès maisons que cours et jardins du ban Saint-Remy en laditte ville de Reims, figurés et environnés d'une ligne verte au plan général dudit ban, qui en a été pour ce levé et qui sera paraphé, *ne varietur*, des parties, et annexé en la minutte de l'acte qui sera dressé relatif au présent projet; lesquels articles sont cottés et numérotés audit plan, sçavoir :

« En la rue de Fléchambault, joignant la porte de part et d'autre de laditte rue, les numéros 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57; en laditte rue de Fléchambault, la moitié du numéro 26 est au seigneur abbé, l'autre moitié ainsi que les numéros 61 et 68 sont entièrement auxdits sieurs religieux;

« En la rue Chantraine, le numéro 95 doit se diviser en deux parties; celle cottée 3242 sur la porte, et le petit bâtiment cotté N audit plan sont auxdits sieurs religieux; ainsi que tous ceux qui vont être rapportés cy-après :

« En la rue des Minimes, le numéro 146; — en la rue des Tuileries, les numéros 150 et 151; — en la rue du Chastelet, le numéro 155; — en la rue des Grands-Murs, les numéros 157, 158, 162, 168, 169, 170, 171 et 172;

« En la place de l'Écaille, le numéro 174 doit se diviser en deux parties; celle cottée 3181 sur la porte, avec l'écurie derrière, à peu près de même largeur, cottée A audit plan, sont auxdits sieurs religieux; le surplus audit sieur abbé;

« En la rue du Pistolet, les numéros 176, 177 et 178; — en la rue du Chastelet, le numéro 181 [sont aux religieux?];

« En la rue Saint-Julien, le numero 188 doit se diviser en deux parties; celle cottée sur la porte 3133 est auxdits sieurs religieux, et l'autre est audit sieur abbé;

« Au marché aux Cochons, le numero 216, — au cul-de-sac Chenix, le numero 256; — en la rue des Cloîtres, les numéros 254 et 333; — en la rue des Bains, les numeros 439 et 440; — en la rue Saint-Remy, le numéro 449 [sont aux religieux?];

« En la Rue-Neuve, le numéro 464 doit se diviser en deux parties : celle tenante au jardin et ledit jardin, sont auxdits sieurs religieux, et l'autre est audit seigneur abbé : et le numéro 470 appartient aussi auxdits sieurs religieux; — et à la Halle Saint-Remy, le numéro 645.

« 4°. Les revenus annuels réclamés par lesdits sieurs prieur et religieux sur plusieurs maisons, jardins et autres héritages du ban Saint-Remy, en la ville et terroir de Reims, autres que ceux affectés sur les numéros cy-dessus désignés, seront par eux perçus comme bon leur semblera, suivant leurs titres, mais seront et demeureront qualifiés de rentes ou surcens seulement, et ne porteront ni foncière justice ni directe, ni droits de vente.

« 5°. Lesdits sieurs prieur et religieux auront, et leur appartient à cause de leurs offices claustraux, tous droits de haute, moyenne et basse justice, foncière et directe, avec tous les droits de chasse, pêches et autres droits, tant honorifiques qu'utils et émolumentaires desdittes justices sur la rivière de Vesle, depuis la planchette de Venize, en remontant, jusqu'à la fosse au-

gneurie de Louvemont, et les dixmes de Dom-Remy; la terre et seigneurie de Pommacle; la seigneurie de Chenay; la seigneurie de

dessous du moulin de Vrilly, compris le moulin de Rue-de-Moulin et le moulin d'Huon, et sur les prés, marais et autres heritages étant de part et d'autre de laditte rivière, soit qu'ils appartiennent à des particuliers, chapitres ou communautés, soit qu'ils appartiennent en propriété auxdits religieux, jusqu'aux holles, fossés et bordures de rivière qui lèzent les terres labourables du côté du levant, depuis laditte fosse au-dessous du moulin de Vrilly et la chaussée dudit moulin (lesdits moulin et chaussée de Vrilly resteront en la justice et seigneurie dudit seigneur abbé), en descendant jusqu'à la tour Chantraine (laissant au dehors, du côté desdites terres, la tour hidrolique et la foulerie au-dessous, aussi en la justice et seigneurie dudit seigneur abbé); et depuis laditte tour Chantraine, en continuant de descendre le long du bord extérieur du mur des remparts et fortifications de la ville jusqu'à la planchette de Venize; et du côté du couchant, à reprendre de laditte fosse du moulin de Vrilly, et suivant le bord occidental de la rivière, le long des prés, marais, jardins et héritages du village et terroir de Cormontreuil, jusqu'au-dessous dudit village, à l'endroit où laditte rivière forme un angle en retour vers le moulin d'Huon; et dudit angle la limitte suit un fossé creusé dans les prés, marais, qui tire à gauche droit au clos de la maison de madame Faciot, qui est la dernière du village de Cormontreuil, du côté de Reims, qu'il faut traverser sur l'alignement droit dudit fossé; laissant à gauche, vers midy, le terroir de Cormontreuil jusqu'à une borne faisant séparation des terroirs de Reims et de Cormontreuil, plantée sur le bord oriental du chemin conduisant de la grande rue dudit Cormontreuil à Reims; et de laditte borne suivre à droite, le long dudit chemin, jusqu'au clos de la maison de Saint-Maurice, appartenante aux cy-devant Jésuites, en laissant vers occident les héritages du ban de Châtillon, terroir de Reims, et la justice et seigneurie dudit seigneur abbé; puis retirant à droite, ensuite à gauche, le long dudit chemin qui lèse le côté méridional et le bout oriental dudit clos de Saint-Maurice, lequel clos dépend du ban de Châtillon, seigneurie dudit seigneur abbé, jusqu'à la seigneurie du chapitre de la métropole; de là, suivant la limitte de laditte seigneurie du chapitre jusqu'au milieu de la rue du fauxbourg de Fléchambault, l'autre moitié d'ycelle rue, à gauche en venant à la ville, étant seigneurie dudit chapitre : le tout suivant le plan et circonscription desdittes rivières, prés, marais et autres héritages susdésignés étant en la justice et seigneurie desdits religieux, qui en a été levé et qui sera paraphé, *ne varietur*, desdittes parties, et annexé à laditte minutte.

« 6°. Lesdits sieurs prieur et religieux, à cause de leurs offices claustraux, auront et leur appartient aussi tous droits de haute, moyenne et basse justice, foncière et directe, et tous les droits, tant honorifiques qu'utils et émolumentaires desdittes justices sur les rues, maisons, bâtiments, jardins et chenevières seulement, composant actuellement le village de Saint-Léonard, compris le tronçon de la Rivière-Neuve, vis-à-vis ledit village, et la pêche en ycelle, à prendre ledit tronçon de rivière par bas au pont de Saint-Léonard, qui est vis-à-vis le chemin conduisant de Cernay à la rue de l'Église dudit Saint-Léonard, et par haut à la Coquecronne, qui est près et au-dessus de la dernière maison dudit Saint-Léonard; et quant aux terres labourables, prés, marais du ban dudit Saint-Léonard, ils sont et demeurent en toute justice et seigneurie dudit seigneur abbé.

« 7°. Auxdits sieurs prieur et religieux appartiendra, à cause de leur maison conventuelle, le droit de chasse et d'établir un garde-chasse sur la portion du ban de Murigny qui commence vers Reims, au Rouilla de Murigny, sur le chemin de la Petite-Barbarie, jusqu'à une borne cottée A au plan qui limitte la pièce de terre de quarante jours appartenante auxdits sieurs reli-

Saulx-Sainct-Remy et Roisy, et les moulins; les dixmes de Perthes, Sainct-Loup et Alaincourt; les dixmes de Fagnon, ainsy que mondit

gieux, et depuis laditte borne, en tirant à gauche vers Champ-Fleury, en ligne droite jusqu'à une autre borne cottée B au plan, qui est près de l'endroit où le chemin de Villers-aux-Nœuds vient joindre celui dudit Champ-Fleury, puis remontant ledit chemin de Champ-Fleury jusqu'à l'endroit où le susdit Rouilla vient traverser ledit chemin de Champ-Fleury, en suivant ledit Rouilla vers l'ouest jusqu'au chemin des Vaurevelles; puis remontant à droite ledit chemin des Vaurevelles vers le nord, jusqu'à l'endroit où il va joindre la grande route d'Épernay, jusqu'au holle ou rideau appellé le Terme, sous les vignes de Champ-Fleury, dans lequel est une borne ditte la borne du Terme; de là suivre le long dudit holle jusqu'au chemin de Villers-Allerand à Reims, qu'il faut suivre, en retirant vers Reims, jusqu'audit Rouilla de Murigny, puis suivre ledit Rouilla en descendant jusqu'au chemin de la Petite-Barbarie, où commence la présente circonscription de chasse, dont le plan figuré sera aussi paraphé des parties, *ne varietur*, et annexé à la minutte dudit acte; sans que, sous prétexte dudit droit de chasse, ni sous aucun autre prétexte, lesdits sieurs prieur et religieux puissent prétendre aucuns droits de haute, moyenne, basse justice, foncière, directe, ni aucuns autres droits de laditte partie dudit ban de Murigny qui sont et appartiendront audit seigneur, ainsi que les droits de cens, lots et vente, vêtures et tous autres, tant honorifiques qu'utils et émolumentaires desdittes justices; et quant au surplus dudit ban de Murigny, compris les bans de Chaude-Teste et de Châtillon, qui en font partie et sont tous terroir de Reims, lesdits droits de justice foncière, directe et tous autres, compris celui de chasse, sont et appartiendront audit seigneur abbé et sans partage d'autrui.

« 8°. L'avant-cour de l'abbatialle est et demeure portion de la manse totale de l'abbaye, qui n'est encore entré en partage, en conséquence des trente sols de cens et surcens que Messieurs du corps de ville de Reims se sont obligés de payer à l'abbaye annuellement, pour la permission à elle accordée par les abbé et religieux d'ouvrir un passage public et d'établir un pavé sur ledit passage, dans laditte avant-cour, suivant l'acte passé devant Nouvelet, notaire à Reims, le treize février mil sept cent cinquante, le seigneur abbé en percevra vingt sols, et lesdits sieurs prieurs et religieux dix sols; et pourront, quand bon leur semblera, réciproquement, ledit seigneur abbé, avancer la clôture de sa cour abbatialle et celle de son grand clos jusqu'audit pavé et passage public, et lesdits prieurs et religieux avancer leurs bâtimens et la clôture de leur cour intérieure aussi jusqu'au pavé et passage public de laditte avant-cour.

« 9°. Et quant aux quinze livres aussi de cens et surcens annuel que mesdits sieurs du corps de ville se sont obligés de payer à laditte abbaye, par ledit acte du treize février mil sept cent cinquante, pour tenir lieu d'indemnité du droit de justice, cens, lots et ventes, et autres, à cause de la maison du nommé Floquet, scise au haut de la rue Flèchambault, sur l'avant-cour de l'abbaye, laditte maison acquise par la ville et démolie pour former le passage libre de laditte rue de Flèchambault dans laditte avant-cour, ils appartiendront audit seigneur abbé en totalité, attendu que laditte maison étoit située en sa justice censive et directe. Lesdits sieurs prieur et religieux prélèveront cependant sur lesdittes quinze livres deux sols six deniers de surcens qu'ils avoient droit de prendre sur laditte maison.

« 10°. Le droit de bourgeoisie au ban Saint-Remy, en la ville de Reims, qui consiste en quinze deniers par an, dus par chaque ménage demeurant sur ledit ban, et moitié pour les demi-ménages ou veuves, appartient audit seigneur abbé en totalité; et est ledit droit querable.

seigneur a de coutume; les dixmes d'Avanson; les dixmes de vin de Trois-Puits et Mombré; la seigneurie de Sapicourt; la seigneurie de

« 11°. Le droit de stellage de tous grains, farines et gruys qui se vendent, soit au marché sous la halle Saint-Remy, soit dans les maisons, en toute l'étendue du ban Saint-Remy, en laditte ville, ainsi qu'il est plus amplement expliqué en la chartre et anciens titres communs entre l'archevèque, l'abbaye Saint-Remy et le corps de ville, appartient à mondit seigneur aussi en totalité, en payant cinq livres par an auxdits sieurs prieurs et religieux à cause de l'office claustral du châtelain.

« 12°. Toutes les amandes qui se prononcent par les officiers de laditte abbaye, pour tels cas que ce soit, pour le regard du ban Saint-Remy, en la ville de Reims, tant en la jurisdiction dudit seigneur abbé qu'en celle desdits sieurs religieux, appartiennent audit seigneur abbé, jusqu'à vingt-deux sols six deniers, des premiers deniers de chaque amende que ledit sieur abbé fait percevoir comme bon lui semble; et le surplus de chaque amende appartient auxdits sieurs prieur et religieux, à cause dudit office claustral du châtelain, qui en font aussi faire le recouvrement comme bon leur semble.

« 13°. Le droit de carrières, croyères, minières qui se trouvent dans le sein de la terre en l'étendue du ban Saint-Remy et terroir de Reims, en la seigneurie de l'abbaye, appartient audit seigneur abbé seul, tel qu'il est réglé par les édits et ordonnances du royaume, s'il n'en est autrement composé par mondit seigneur ou ceux qui ont ses droits, sans préjudice aux honoraires de ses officiers de justice, à qui appartient le droit de fixer l'ouverture desdittes carrières, croyères et minières, pour la plus grande commodité et sûreté du public, et prévenir les accidens.

« 14°. Le droit * de fournage, qui consiste en dix-sept sols six deniers par an, dus par chacun boulanger exerçant son état dans l'étendue du ban Saint-Remy, en la ville de Reims, ledit droit quérable, appartient pour un quart à mondit seigneur abbé, et les trois autres quarts auxdits sieurs prieur et religieux à cause de leurs offices claustraux.

« 15°. Le droit de congé ou permission de déposer fumiers hors la porte de Dieu-Lumière ou ailleurs, hors la ville de Reims, qui est de quinze deniers par an, pour chaque permission, appartient à mondit seigneur abbé seul dans l'étendue de sa jurisdiction, et auxdits sieurs prieur et religieux, aussi seuls, hors la porte de Fléchambault, dans l'étendue de leur justice et seigneurie, lequel droit doit se payer avant ledit dépôt, sous peine de trois livres quinze sols d'amende.

« 16°. Le droit de congé et permission de creuser la terre hors la ville et de l'enlever pour servir aux bâtimens dans la ville et fauxbourgs de Reims, qui est de quinze deniers par an pour chaque permission, payable avant de commencer ledit enlèvement, appartient à mondit seigneur abbé seul en sa jurisdiction, et aux sieurs religieux, seuls aussi, en leurs jurisdictions, sous pareilles amendes de trois livres quinze sols.

[II. Droits appartenant par indivis aux parties.]

[1°] *Autres droits de Reims qui appartiennent à mondit seigneur abbé pour moitié, et auxdits sieurs prieurs et religieux, à cause de leurs offices claustraux, pour l'autre moitié.*

« 17°. Le droit d'afforage, qui consiste en vingt deniers par chaque poinçon de vin qui se vend en détail au ban Saint-Remy, en la ville de Reims.

« 18°. Le droit de langoyage ou visite des porcs, qui consiste pour chaque porc mort

* Cet article et le 12e nous paraissent appartenir au titre suivant. Voir art. 26.

Raillicourt; la seigneurie de Janvery et Germigny; trois livres de rente sur le château de Coucy; trente sols sur le château d'Han en

ou vif visité dans le ban Saint-Remy, en la ville de Reims, quinze deniers.

« 19°. Le droit d'annelage de bois de corde, mesurage de charbon et brassage de foin audit ban Sanit-Remy, en ladìtte ville, qui consiste en quinze deniers pour chaque anneau de bûches, douze deniers pour chaque poinçon de charbon, et dix sols, ou une brassée de foin, au choix du marchand, pour chaque voiture, outre et sans préjudice des salaires tels que de raison, de ceux employés auxdits mesurages, annelage et brassage; et n'est dû ledit droit qu'une fois par an par chaque voiturier ou marchand forain vendant bois, charbon ou foin audit Reims, et ce payable le premier anneau, le premier poinçon et la première voiture de chaques espèces susdittes qui se vendent et se livrent dans ledit ban.

« 20°. Le droit de percevoir cinq sols par an sur chacun de ceux qui amènent sur voiture, et exposent en vente dans l'étendue dudit ban Saint-Remy, fruits et autres denrées, ou marchandises commestibles, et est dû ledit droit de chaque première voiture.

« 21°. Le droit de percevoir deux paires de sabots, pour chaque voiture de sabots qui se vendent dans l'étendue dudit ban Saint-Remy.

« 22°. Le droit de percevoir pour chaque voiture de poterie de terre, de fayancerie ou de verrerie qui se vend audit ban, une pièce de telles marchandises avec cinq sols. Pour une charge de cheval de telle marchandise que ce soit, une pièce ou cinq sols, au choix du marchand; les charges à col ne doivent rien.

« 23°. Le droit de percevoir une demie-livre de beurre par an, pour chaque personne vendant beurre au petit panier dans ledit ban : ledit droit est dû pour le premier panier aussi vendu ; le tout sans préjudice aux droits dus et qui se perçoivent en temps de foire de Saint-Remy.

« 24°. Le droit de poids et balance, vulgairement appelé le poids du roi, et les droits de petite vicomté dans l'étendue dudit ban Saint-Remy, tels et semblables à ceux qui se perçoivent sur le ban de l'archevêché en ladìtte ville, étant établis sur chartres et anciens titres communs entre l'archevêché, l'abbaye Saint-Remy et le corps de ville.

« 25°. Le droit de congé de sonner le bassin pour annoncer ventes publiques dans l'étendue dudit ban Saint-Remy, qui consiste en trente deniers pour chaque vendue, sans préjudice aux salaires du sonneur, qui est de cinq sols chaque vacation. »

[2°] *Autres droits dus audit ban Saint-Remy, en ladìtte ville de Reims, appartenants à mondit seigneur abbé pour les deux tiers, et auxdits sieurs prieurs et religieux, à cause de leurs offices claustraux, pour l'autre tiers.*

Est à observer qu'actuellement, du consentement de mondit seigneur abbé, lesdits droits se perçoivent par tiers, entre lui, son bailly de Saint-Remy et lesdits religieux.

« 26°. Le droit de congé ou permission d'exposer un chef de famille mort, au-devant de sa porte, de poser des auvants ou petits toits aux maisons, de poser barreaux saillans sur la rue, de mettre bouchons ou enseignes à vendre vin ou bierre, de tirer jour sur rue par nouvelles portes ou fenêtres, ou soupiraux de caves, de renchausser fondements et pieds de murs, ou mettre bouquet de pierre sur rue ; de faire goulots et mettre goutières qui jettent les eaux à la rue; de vuider fosses ou latrines; de curer puits et en mettre les vuidanges sur le pavé; de pendre enseignes, grandes ou petites, sur rue; de mettre planches saillantes sur rue pour chacun desquels congés est dû quarante-cinq deniers, qui se divisent par tiers, comme il est dit cy-dessus; et quiconque entreprend de faire les choses susdittes sans avoir auparavant pris ledit congé ou, per-

Champagne; trente-un sol trois deniers sur l'abbaye de Sainct-Nicaise; vingt sols sur l'abbaye de la Val-Dieu.

mission et payé ledit droit, encoure l'amende de trois livres quinze sols, qui se partagent entre ledit seigneur abbé et lesdits sieurs prieur et religieux comme il est cy-dessus expliqué, art. 12.

« 27°. Plus le droit de congé et avis de prendre les alignemens pour connoître si on n'entreprend point sur rue, et de poser étays sur rue, trente deniers, qui appartiennent moitié audit seigneur abbé et moitié auxdits sieurs religieux, à cause de leursdits offices claustraux, sous peine, à défaut de prendre ledit congé et payer ledit droit, de trois livres quinze sols d'amende, partageables comme il vient d'être dit; et au sieur bailly de Saint-Remy, pour droit de visite auxdits alignements ou pose d'étays, trente sols.

« 28°. Et finalement, appartient à mondit seigneur abbé pour moitié, et auxdits sieurs prieurs et religieux, à cause de leurs offices claustraux, l'autre moitié, tous les droits dus et qui se perçoivent à la foire Saint-Remy, tels et ainsi qu'ils sont détaillés ès anciens titres et registres de recette desdits droits, et en la pencarte posée sous la halle du ban Saint-Remy.

[III. Stipulations générales.]

« 29°. Sera stipulé dans l'acte à passer que tout ce qui est cy-dessus arrêté entre ledit seigneur abbé et lesdits sieurs religieux sera sans préjudice et sans garantie vis-à-vis l'un de l'autre des droits et prétentions de tierces personnes; vis-à-vis desquelles tierces personnes chaque partie se défendra comme bon lui semblera, le cas échéant, à ses risques, périls et fortunes, sans recours ni répétitions quelconques pour ce regard vis-à-vis l'un de l'autre.

« 30°. Et au moyen du contenu audit acte, toutes procédures et instances anciennes et nouvelles intentées entre les parties ou dans lesquelles elles seroient intervenues ou mises en cause pour raison des droits respectifs desdittes parties au ban Saint-Remy, en laditte ville et terroir de Reims, réglés par ledit acte, seront et demeureront éteintes, assoupies et comme non avenues, sans répétitions de dépens, ni de quoi que ce soit, ni de part ni d'autre, sauf néanmoins à répéter contre autruy ce qui pourroit appartenir à l'une ou à l'autre des parties, et qui auroit été touché par leurs fermiers, ou seroit encore dû.

« 31°. Et pour le regard des frais dudit acte, et de ceux du travail fait pour parvenir à distinguer les droits respectifs dont est question, et à pouvoir rédiger le présent projet, compris ceux de la levée des plans y mentionnés, ils seront suportés, les deux tiers par mondit seigneur abbé, et l'autre tiers par lesdits sieurs religieux.

« 32°. Et, avant de signer, a été convenu qu'à l'avenir les parties seront et demeureront réglées conformément à ce qui est expliqué ci-dessus, renonçant respectivement, en tant que besoin seroit, à pouvoir rien opposer au contraire; comme aussi qu'il sera libre auxdits sieurs religieux d'aller se promener au tems de leurs récréations dans le grand jardin ou clos appartenant audit seigneur abbé, conformément à l'usage et possession qu'ils en ont, en conséquence de la transaction de mil cinq cent trente-neuf.

« L'avocat soussigné, à qui les parties ont donné leur confiance, estime qu'il sera beaucoup plus avantageux de transiger conformément aux articles contenus au projet d'arrangement ci-dessus, et des autres parts proposés, que de faire régler les différends par les formes juridiques, soit en justice, soit en arbitrage. Il y a trente-cinq ans que le soussigné est à Reims : il a vu perpétuellement sur lesdits objets difficultés qui avoient leur naissance dans des tems plus reculés, sans que les conseils des parties, Me Callou et Me Blavier, ni ceux qui les avoient précédé, aient pu se concilier sur aucunes, parce qu'elles sont toutes liées.

Second lot échu auxdits religieux pour nourriture, vesture et entretien; les grosses et menues dixmes d'Autre; le moulin d'Ailliancelles et ses dépendances; deux petites censes à Allandhuy; les dixmes de Bethancourt, la cense des Grandes Mares, scize à Braux-Sainct-Remy; les dixmes de Bignicourt; la seigneurie et dixmes de Beynes, et tout ce qui en dépend; la seigneurie de Champfleury, basse mairie et four banal; tout le revenu du prieuré de Corbeny et les bois en dépendans; une maison et jardin à Crugny; les moulins de Condé-sur-Marne, affermez à cinquante livres à M. Lallemand, et trois jardins; deux viviers réduits en prez sciz à Coulomniers; la terre et seigneurie de Duizel à la réserve de soixante livres, dont elle est redevable au prévost de Duizel; partie des dixmes de Dricourt et Escordail, Trois-Puits, Tanion, Villers-Alleran, Herpy et Condé, ainsy que lesdits religieux avoient coutume de jouir; la terre et seigneurie d'Hermonville et tout ce qui en dépend; la terre et seigneurie et basse mairie d'Isles, les moulins, dixmes et tout ce qui en dépend; un moulin à Juniville; la cense et moulins de Lanzy, les menues dixmes de Louvois et Saux-Sainct-Remy; la cense de Menrigny; la terre, seigneurie et dixmes de Monceau-sur-Oize; les dixmes de Neufvizy; la terre et seigneurie de Tannay et Pombar; une maison à Reims proche les Pères Minimes, devant le portail Sainct-Remy; moitié de deux prez proche la porte de

Elles demanderoient l'instruction la plus longue et la plus dispendieuse, sans pouvoir s'assurer de parvenir au vrai par cette voie; le point de conciliation proposé paroit être tout ce qu'il y a de mieux. A Reims, ce vingt-trois décembre mil sept cent soixante-huit. *Signé*, Viellart.

« Nous, Jean-François-Joseph cardinal de Rochechouart, évêque duc de Laon, pair de France, abbé de l'abbaye et archimonastère de Saint-Remy de Reims, après avoir vu et examiné le projet de transaction ci-dessus, nous l'avons approuvé en tous ses points, et constitué ce jourd'hui procureur spécial pour transiger en notre nom. A Paris, ce quatrième janvier mil sept cent soixante-neuf. *Signé*, J.-F.-J. cardinal de Rochechouart.

« *Au-dessous est écrit* : Je loue et aprouve le projet ci-dessus, d'après l'adhésion de Son Eminence. A Reims, le huit janvier mil sept cent soixante-neuf. *Signé* Fr.-Jean-Pierre Chartrée Mousso, prieur de Saint-Remy; *et au-dessous sont les deux paraphes desdits notaires.*

« *Ensuite est écrit* : Controllé à Reims, ce onze janvier mil sept cent soixante-neuf. Reçu huit livres neuf sols pour le droit, sur le pied de la valeur des droits litigieux qui forment les objets de la présente transaction, fixée par l'acte de dépôt et ratification du dix du présent mois. *Signé*, de Recicourt. »

Fléchembaux, l'un dit en Chantereine, l'autre de la Malmaison, partissant pour l'autre moitié avec le sous-enfermier; 26 liv. de surcens, faisant partie de 11 liv. deues par ledit sieur abbé pour trois maisons que ses prédécesseurs abbez ont cédé auxdits Pères Minimes; la pesche de la rivière de Vesle, proche dudit Reims, avec le droit de justice sur ladicte rivière; un pré en forme d'isle sur ladicte rivière; deux jardins à Reims; la terre et seigneurie de Revelon, ses appartenances et dépendances, ainsy qu'elle a esté cy-devant affermée au sieur le Grand, demeurant à Péronne; le revenu du prieuré de Valfleury, et tout ce qui en dépend sans rien réserver; le moulin de Raillicourt; les dixmes de Sommesolz et Sainct-Jean-sur-Tourbes; six muids de froment deus par les habitans de Sorbon; la cense et dixmes de Saincte-Vaubourg; la cense et dixmes de Tessy et Tron; la terre et seigneurie de Villers-en-Selve, et tous les bois scis audit lieu dépendans de ladicte abbaye; les dixmes de Villers-en-Argonne; quatre-vingt-une livre cinq sols pour le tiers d'une rente deue par les héritiers de M. Henry Bazin; cent vingt-cinq livres de rente deue par la veuve et héritiers du sieur de la Malmaison; seize septiers de febves deus par l'abbaye de Sainct-Martin de Laon; seize hommées de vigne à Sacy; cinquante-cinq sols de menus cens sur plusieurs maisons à Reims, ainsy que lesdits religieux ont coutume de jouir, et trente sols de surcens au Vieil Sainct-Remy; les moulins de rue des Moulins, proche de Fléchembaux, et tout ce qui en dépend; plusieurs menus cens à Rilly, Chigny et Villers-Allerand, montans environ à quatre livres par an; quarante-sept sols sur la prévosté de Braux Sainct-Remy, pour le droit de dépendance; trente-deux livres sept sols six deniers sur celle de Courtizot pour le même droit, et dix-sept sols de surcens; seize livres deux sols six deniers sur le prieuré de Corbeny; cinq livres deux sols cinq deniers sur le prieuré du Chesne-lez-Arcy; douze livres deux sols cinq deniers sur le prieuré de Condé-lez-Chaumont; cinq livres douze sols six deniers sur la prévosté d'Escharson; six livres cinq sols de rente sur la seigneurie de Festieux, deus par le chapitre Notre-Dame de Laon; quatre livres deux sols sur la prévôté de Louvemont; vingt sols deus par les religieux du Mont-Dieu; quatre livres douze sols sur le prieuré de Réthel; quatre livres douze sols sur le prieuré de Senuc; vingt-cinq sols sur le prieuré de

Sainct-Thomas; bref tout ce dont jouissoient lesdits religieux en l'estat du revenu qu'ils appellent de l'Enfermerie, sans rien réserver, sinon la somme de cent soixante livres sur le prieuré de Sainct-Erme, qui est écheu au lot de mondit seigneur, ainsy qu'il sera dit audit lot.

Troisième lot, écheu à mondit seigneur, tant pour luy que pour ses successeurs abbez, affecté pour les charges: la terre et seigneurie d'Aillancelles; les dixmes d'Amagne; la cense de Luquy; la terre et seigneurie de Givry; les dixmes d'Escordail, ainsy que ledit seigneur abbé a de coutume; la terre et seigneurie d'Allandhuy; la terre et seigneurie du Vieil Sainct-Remy, Faichaux, la Péreuse, et cense d'Aulcé; la terre et seigneurie de Chigny, Rilly et Villers-Allerand, ainsy que mondit seigneur a de coutume; la terre et seigneurie d'Erpy; les terres et seigneuries de Juniville, de Pauvre, et celle de Germigny-Pend-la-Pie; les dixmes de Louvois, Naurois; les terres et seigneuries de Béron, le Chesne, Sauville; les dixmes de l'Isle, de Chammery et Cernay; les dixmes des Mesneux; cent soixante-deux livres pour les deux tiers de la rente deue par les héritiers de M. Henry Bazin; la seigneurie de Sacy; les moulins de Sablon; les dixmes de Vaudesaincourt; le prieuré de Sainct-Erme, et cent soixante livres qui estoient cy-devant auxdits religieux sur ledit prieuré.

Jouiront lesdictes parties respectivement desdits lots, à compter du premier janvier dernier, conformément aux baux faits, qu'ils seront respectivement tenus d'entretenir, ou, en cas de cassation, s'indemniseront réciproquement, et dès ce jour respectivement chargez d'aquitter les préciputs, gros des curez et toutes autres charges réelles et foncières, dont chacun desdits lots peut estre particulièrement chargé; et pour les arrérages procédans desdictes redevances seront payez par ceux qui en auront jouy, et recevront aussy respectivement tous les fruits de ce dont ils ont jouy jusqu'audit jour premier janvier dernier.

Jouiront lesdits religieux du lot qui leur est écheu pour leur vivre, vêture et entretien, tout ainsy qu'en jouissoit mondit seigneur ou ses prédécesseurs abbez, ou eux-mêmes en partie, et tous droits seigneuriaux, féodaux, censuels, de justice, présentation de cures, provision d'offices, et autres droits honorifiques, sans en excepter ny réserver; et demeurera ledit lot exempt de toutes charges, fors desdittes charges

réelles et foncières dudit lot qu'ils acquitteront comme dessus; les bois tant taillis que de haute fustaye estant dans lesdits lots demeureront à chacun d'iceux, pour en jouir, faire et disposer par lesdits, comme bons pères de famille, en laissant, lors de la couppe des gros arbres, deux chesnes de plus belle crue sur chacun arpent, sans qu'ils puissent former opposition respectivement l'un au préjudice de l'autre, nonobstant les traitté et conventions qui pourroient avoir esté faittes au contraire, qui demeureront nuls et résolus, pour les bois qui restent à coupper; et néanmoins a esté accordé que pour les bois de haute fustaye qui sont de présent au prieuré de Corbeny, attendu les grandes réparations qui sont à faire dans tous les bastimens de laditte abbaye à cause des ruines causées par les gens de guerre, dont mondit seigneur se trouve le plus chargé, à cause des deux tiers du bien qui luy est écheu, que de la coupe qui sera faite pour lesdittes réparations suivant les lettres patentes qui en ont esté obtenues par mondit seigneur, demeurans [*sic*, demeureront] à mondit seigneur les deux couppes dont il avoit fait vente, et pour le surplus il sera partagé par moitié entre lesdictes parties, pour estre employé par chacun d'eux aux réparations de leurs lots; et prendront lesdits religieux les bâtimens de leurs lots en l'estat qu'ils sont, et s'en tiennent pour contens sans en pouvoir ores et à l'avenir en rechercher mondit seigneur, lequel en outre ils ont promis d'aquitter de toutes les poursuittes qui en pourroient être faites. Et pour les réparations de l'église et bâtimens réguliers occupez par lesdits religieux, et fournissement de linge, calices, livres et autres ornemens nécessaires à l'église, mondit seigneur a approuvé et ratifié le traitté qui a esté fait pour lesdictes choses entre monseigneur Henry de Lorraine, son prédécesseur abbé, le deuxiesme juin mil six cens trente-huict, homologué en parlement, qui sera exécuté selon sa forme et teneur; et néantmoins, attendu que lesdits religieux ont présentement dans leur lot quantité de bois pour fournir aux réparations, et en sont moins chargez que ledit sieur abbé, n'ayans que le tiers des bâtimens à entretenir, et que ledit traitté ayant esté fait dans le temps où tous les bois étoient en possession dudit sieur abbé, il auroit été stipulé qu'en cas d'accident extraordinaire les religieux fourniroient la somme de six mil livres, et que l'abbé leur fourniroit des bois, il a

esté accordé qu'audit cas d'accident extraordinaire il ne sera pris dans les bois de mondit seigneur et ses successeurs abbez que la moitié des bois nécessaires pour y estre employez, qui seront marquez et délivrez auxdits religieux par les officiers de mondit seigneur, et l'autre moitié dans les bois du lot écheu auxdits religieux; comme aussy a esté accordé que tous les abbez de ladicte abbaye seront tenus de fournir à leur advénement une chapelle d'ornemens complets, ainsy que tous messieurs les abbez ont fait cy-devant, et que mondit seigneur y a pareillement satisfait, et fourny une chapelle d'église complète de trois mil livres, dont lesdits religieux se sont tenus contents et satisfaits; et pour tout le surplus demeurera ledit traitté en sa force et vertu, et sera exécuté selon sa forme et teneur, et seront tenus lesdits religieux satisfaire à toutes les choses qui y seront contenues, en acquitter et décharger mondit seigneur, et jouiront de la terre et seigneurie de Coulommes, et des dixmes de Pargny et Vrigny, qui leur sont délaissées par ledit traité. Et pour la somme de deux mil livres que mondit seigneur étoit obligé de fournir auxdits religieux par ledit traitté, pour fournir auxdictes réparations, et pour toutes les autres charges prétendues par lesdits religieux, sçavoir : huict cens dix livres de cire pour le luminaire de l'église et pour les chandelles de matines; la somme de six vingt livres pour les gages des coustres[1] et souscoustres, dont lesdits

[1] Nous empruntons au volume C de la collection de M. Povillon-Pierrard la note suivante sur l'état des coutres de Saint-Remi au xve siècle :

« En l'an de grâce nostre Signeur mil cccc et lix, estoient coustres de l'église Saint-Remy de Reims, honestes personnes, Jehan Droulot de l'Esfincourt, notaire de la court de Reims, et procureur de laditte église, [N. ?] dit Pacience, Legrant Perrart, et Aubri Melinette; en quel an et temps leedis coustres avoient, levoient, et recevoient les cens, rentes, vestures, pain, vin, blef, argent, cire, oef, harens, potages et autre chose, pour la fourme et manière qui s'ensuit, sans pluseurs autres choses que les coustres soloient avoir de l'ancien temps, comme il appert par les livres qui furent bailliés auzdis coustres de par les signeurs dudit Saint-Remy. »

C'est le gros des coustres de l'église Saint-Remy de Reims.

«Premiers : Un chascun coustre a un tonnel de vin, et xl solz parisis; et les pait le chambrier. — *Item*, un chascun coustre prent devers monsigneur l'abbé, en son grenier, un setier de soilo à la mesure du marchiet — *Item*, xii setiers d'avaine. — *Item*, un chascun coustre, chascun an, prent à l'enfermier du couvent l solz parisis. — *Item*, au chambrier de monsigneur, ... xvii solz ix d. — *Item*, devers le soz-enfermier ... xxv solz paritis. — *Item*, à l'aumoonier, ... v solz paritis. —

religieux avoient accoustumé acquitter ledit sieur abbé, sans y comprendre ce qu'il fournit auxdits coustres en espèces de vin et grains ;

Item, au trésorier,... XII solz et plus, et III livres de cire; et est pour cause de l'ouvrage de la cire que les coustres font. — *Item*, pour les cens, chascun coustre environ VII solz parisis. — *Item*, les ventes aux aventures. »

Se sont les biens et revenues que prennent les IIII coutres de Saint-Remy de Reins devers monsigneur l'abbé, et devers le couvent d'icelle église.

« Premiers, desdis IIII coustres, en sont les deux qui gardent l'esglise par VIII jours coustumés ; et commencent leur semmaine le dimanche à chappitre, qui est environ prime, lesquelz font pluseurs services comme il est contenu en un livre baillié à chascun coutre ; et les II autres pareillement ès semmaines ensuivant. Et prennent lesdis II coutres, pour laditte semmaine, XII pains; c'est assavoir chascun VI pains de couvent. — *Item*, lesdis autres deux coutres qui ne sont point à semmaine, prennent chascune semmaine, nonobstant qui ne déservent pas, X pains de couvent; c'est assavoir chascun V. — *Item*, les II qui sont en semmaine ont tous les jours, devers monsigneur l'abbé, ung pot de vin de chappitre, et si ont le remenant du vin des messes un chascun jour, qui peut valoir environ une pinte; et ainsy a un chascun jour, l'un des coutres qui que est en semmaine, trois choppines de vin et plus; et les II autres qui ne sont mie en semmaine, n'ont point de vin durant laditte semmaine. — *Item*, lesdis deux coutres qui sont à semmaine, ont un chascun jour une escuelle de potage devers le couvent ; et les deux autres qui ne sont mie à semmaine, n'en ont point. — *Item*, toutefois qu'on fait procession générale d'aventure, les II coutres qui ne sont pas à semmaine ont chascun V oef; et se c'est en karesme, ils ont chascun II harens ; et se prennent devers l'enfermier. — *Item*, un chascun an le couvent d'icelle église si font IIII processions : l'une le jour de l'Ascention ; l'autre le jour S. Marc et S. Mathieu; l'autre à S. Julien, et l'autre à S. Cosme ; pour lesquelles quatre processions un chascun coutre prent devers l'enfermier V oef pour chascune procession. — *Item*, pour ce que ledit jour S. Marc il va à ladite procession trois coutres, il prennent, outre ce qu'il est dit, V oef ; c'est assavoir l'un de ceulx qui est à semmaine. — *Item*, à Pasques Flories, les trois coutres qui vont à procession prennent chascun II harens devers l'enfermier. — *Item*, à la Penthecouste, trois desdis coutres qui vont à la procession ont chascun V oef. — *Item*, chascun coutre prent devers monsigneur un chascun an, environ caresme, une pouille. — *Item*, un chascun coutre chascun an prennent en la cuisine du couvent les harens en caresme. — *Item*... au jour de feste de Saint-Remy en vendanges, un chascun coutre a un pain de couvent au four, et chascun XII pains d'ostel au celier monsigneur. — *Item*, un chascun prent un tresuel de vin, qui vaut environ V choppines et demie, en refroitoir. — *Item*, le lendemain de la S.-Remy, un chascun coutres a devers le couvent un tresuel de vin, tel comme dessus. — *Item*, le jour de la Dédicace de l'esglise Nostre-Dame de Reins, un denier à Sainte-Lait. — *Item*, quatre pains de couvent, c'est assavoir chascun coutre un pain. — *Item*, un chascun coutre un tersuel de vin en refroitoir. — *Item*, le jour de la Toussains ..., un tersuel de vin. — *Item*, un pain de parson au four. — *Item*, le jour Saincte-Katherine ... un tersuel de vin en refroitoir. — Le jour de Noël, chascun coutre a un pain de couvent au four, et chascun un tersuel de vin, au refroitoir. — *Item*, les quatre jours ensuivant, un chascun coutre prent en refroitoir un tersuel de vin pour chascun jour. — Le jour de l'Apparission, en refroitoir, un tersuel de vin. — Le jour des Vint-Jours a un tersuel de vin en refroitoir, I pain de couvent au four, IX pains d'autel. — Le jour de la Chandeleur, un tresuel de vin en

cent cinquante livres pour les gages de l'organiste ; la somme de deux livres pour les gages du grand-prieur pour faire les visites des prieurez

réfroitoir, et au trésorier unne septime appellée [*sic*, après?] I cierge de cire. — Le jour Sainte-Agathe I tersuel de vin, en réfroitoir. — Le jour des Brandons, un pain de couvent au four, un tersuel de vin en réfroitoir. — *Item*, le trésorier leur doit donner à souper. — Le jour de la Mi-Karesme, chascun coutre a un pain au four, chascun II pos de vin au réfroitoir. — Le jour de Pasques Flories, un tersuel de vin en réfroitoir. — Le Grant Jeudi, un tersuel de vin au réfroitoir. — Le jour de Bonnes Pasques, II pos de bon vin au réfroitoir, et un pain de couvent au four. — *Item*, pour les trois festes ensuivant, pour chascun jour I tersuel de vin. — Le jour S. Jubrien, un tersuel de vin. — Le jour des Révisions, c'est assavoir devant l'Ascention, chascun des coutres a pour chascun jour un tersuel de vin. — *Item*, la vigile de l'Ascention trois flaons, et trois pains de chappitre en réfroitoir de Nostre-Dame de Reins. — Le jour de l'Ascention, un pain au four de couvent, un tersuel de vin au réfroitoir. — Le jour de la Penthecouste, un pain de couvent au four, et un tersuel de vin en réfroitoir. — Le jour de la Trinité, un tersuel de vin en réfroitoir. — Le jour de la Feste-Dieu, un tersuel de vin au réfroitoir. — Le jour de la Nativité S. Jehan, un pain de couvent au four, et un tersuel de vin au réfroitoir. — Le jour de la S. Pierre et de S. Pol, un tersuel de vin en réfroitoir. — Le jour de la Magdeleine, un pain au four de couvent, et un tersuel de vin. — Le jour S. Xristofe, un tersuel de vin au réfroitoir. — Le jour S. Pierre-Aoust-Entrant, un tersuel de vin au réfroitoir. — Le jour de la Mi-Aoust, un pain de couvent au four, et un tersuel de vin au réfroitoir. — Le jour S. Julien, a un tersuel de vin au réfroitoir... — Le jour S. Jehan Décolace, VI d., et les doit le prieur de Houdain. — Le jour de la N.-Dame en Septembre, a un tersuel de vin.

« *Ce sont les cens qui sont deu un chascun an aux quatre coutres de S. Remy, au jour de feste S. Remy.... lesquels se prennent sur les maisons, masures, jardins, terres qui s'ensieuent, et lesquelz héritages doivent ventes et vestures toutefois qu'ils sont vendus, ne eschangiés, aurdis coutres ; c'est assavoir de* XII *s.* XII *d., et* II *d. pour chacune vesture ; les qui ne les pait, on prent respit tentost luy vestu, il y a* LX *s., ou du moins* XXII *s. d'amende ; et qui laisse à paier les ventes outre* XL *jours, il y a pareille amende.*

« Et premiers une maison... séant en ban Saint-Remy en Nuefve-Rue... X d. et ob. — *Item*, une grange... XIIII d. — Gauchier Brûlé de Tour-sur-Marne, pour la maison de Laponye qui jadis fut au prévost de l'esglise de Reins, par accort, pour ce que ledit prévost avoit fait pluseurs menus acquès ajoint à la maison, et dont ledit prévost est obligiés en lettres, pour ce VIII s. p. — J. Milon, sergent du roy N. S., pour sa maison et jardin, VII d. p. — G. Guillaume, pour sa maison, XII d. p. — P. Sagot, bouchier, pour sa maison... II s. p. *Item*, pour son jardin, VI d. p. — H. Hulin, pour sa maison, V d. p. — G. des Connins, pour sa maison... VI d. p. — Jaquart le charpentier, pour sa maison qui jadis fut appellée la maison du Signe.. XII d. p. »

(*Pour une grange,* XII *d.p.—Maison,* X *d.—Jardin,* IV *d. et ob.—Maison et jardin,* VI *d.—Maison,* VI *d. — Jardin,* VI *d. p.— Maison,* IIII *d. et ob.—Grange et court,* XX *d. p. — Maison et jardinet,* VI *d. — Pièce de terre à Virlousel,* VI *d. —Grange,* XII *d. — Jardin,* XIIII *d.— Jardin,* IIII *d. — Pièce de terre lès le moulin Huon,* II *d. p. et* II *d. t. — Jardin,* III *d. et* I *fort.*)

« Messire J. de Coulommes, clerc de la chambre Saint-Remy, pour son jardin, IIII d.

et prévostez dépendantes de l'abbaye; quarante septiers d'avoine et dix-huict livres pour la paille destinée pour la nourriture du cheval nécessaire pour faire lesdictes visites; la somme de six cens livres pour les pasts ès veilles et jour de feste Sainct-Remy, de la Dédicace de l'église et de la Sainct-Marc, des Rogations, de l'Ascension et du Sainct-Sacrement, esquelz jours lesdits religieux ont de coustume de donner à dîner à tous les chanoines, chapelains et clercs de l'église collégialle de Sainct-Thimothée, qui assistent au service, aux processions desdits jours, et à deux de chacun ordre des religieux mendians qui ont aussy coutume d'assister au service et au dîner, les jours de Sainct-Remy et de la Dédicace de l'église, et autres officiers de ladicte abbaye, qui ont même coutume esdits jours; la somme de cent livres pour les aumônes et pain du Jeudy-Absolu, et à chacun de treize pauvres une paire de souliers et treize deniers; la somme de deux cens livres pour les gages des médecins, apoticaires et chirurgiens; la somme de cinquante livres pour l'entretien des lampes de l'église; pareille somme de cinquante livres pour conduire les deux horologes de ladicte abbaye; la somme de vingt livres pour écurer les cuivres de l'église; la somme de trois cens livres pour le clerc qui doit servir les messes; et pareille somme de trois cens livres prétendue par lesdits religieux pour l'achapt des livres nécessaires à la bibliothèque; ensemble la somme de vingt-cinq livres, quarante septiers d'avoine et trois cens cinquante bottes de paille qu'il devoit par chacun an au religieux chambrier de ladicte abbaye à cause de son office claustral;

et ob.—Guill. de l'Audiënce, pour la teneur qui fut P. de Boudenay, viii d. p. — L'abesse d'Avenay, pour leur maison devant les Cordeliers, xiiii d. p.— Ysabin de Chaalon, qui fut femme P. de Chaalon, x d. et ob. — O. Chevalier, changeur, viii d. et ob. — P. de Digon, iiii d. p.

« *Se sont les cens des marliers de Saint-Remy, que on doit à Sacy en champ Moustreruel, lesquels portent ventes et vestures.*

« Premier, Evrart le Marlier, xii perches et trois quartiers, et présent appartient à... et vaut i fort.—*Item*, G. Javelle, xlvii perches et iiii quartiers... vaut ii fors et i poitevine. — *Item*, Gilet le Marlier, xx perches et iiii quartiers... un fort. »

(*cxii p. et iii quar.* iiii *d. et ob.*—xii *p. et* iiii *quar. une ob. par.* — xvii *p. et demie,* iii *poit. par.* — xliii *p.* ii *fort et le quart d'un fort.* — xxi *p et demie, un fort.* — xxi *p. et demie, un fort.*— xxvii *p.* iii *ob. fort et une poitevine.*)

« Et doient estre paiés au jour de feste S. Remy. »

huict septiers de froment et huict septiers de seigle, aussy par chacun an deus à l'aumônier de ladicte abbaye; de la somme de vingt-six livres deue par ledit seigneur abbé, écheue au lot desdits religieux; et quinze livres à l'office des Cottes, pour des maisons délaissées aux Pères Minimes, appartenantes auxdits religieux, par les prédécesseurs abbez, mondit seigneur pour toutes lesdites charges et prétensions, de partie desquelles il soutenoit n'estre pas tenu, a délaissé auxdits religieux les terres et seigneuries de Bairon, le Chesne, Sauville, Pauvre et Nauroy, que mondit seigneur a tiré de sesdits lots pour leur délaisser avec toutes leurs appartenances et dépendances, droits de justice, provision des officiers d'icelles, présentation de cures, sans en rien réserver ny retenir; dont ils jouiront à commencer dès le premier janvier dernier, et seront tenus en conséquence de tenir quitte, aquitter et indemniser mondit seigneur de toutes les charges susdictes; consent en outre mondit seigneur que les livres qui seront présentement en la maison abbatialle soient portez dans la bibliothèque desdits religieux avec ceux qui sont de présent entre leurs mains, dont le récépissé leur sera rendu, pour s'en servir et demeurer perpétuellement à ladicte abbaye; à la charge que, quand mondit seigneur sera sur les lieux, il se pourra servir des livres de ladicte bibliothèque, dont les religieux luy bailleront une clef pour s'y transporter et en tirer pour son usage tels livres que bon luy semblera, à la charge de les remettre dans ladicte bibliothèque. Et pour ce qui a coustume d'estre fourny aux religieux deservants les prieurez de Corbeny et de Réthel, a esté accordé que lesdits religieux déservans auxdits prieurez, ou lesdits religieux de Sainct-Remy payans leurs pensions, jouiront de tout ce que mondit seigneur ou ses fermiers avoient accoustumé de fournir auxdits religieux pour leur nourriture et entretien, et du bien dont ils ont accoustumé de jouir, qui n'a esté compris au présent partage, et qui demeurera auxdits religieux, aux charges et conditions dont ils en ont cy-devant jouy, même à l'égard des religieux du prieuré de Réthel, de payer le gros du curé, gages des marguilliers et autres redevances, ainsy qu'ils ont accoustumé, et seront lesdits religieux de Sainct-Remy chargez de tout ce que lesdits religieux de Corbeny et Réthel pouvoient prétendre

ores ou à l'avenir, soit pour augmentation de pension, ou pour partition, ou à quelqu'autre titre que ce soit, comme ayans par le moyen dudit partage tout ce qui pourroit appartenir auxdits religieux, et seront tenus d'en quitter et indemniser mondit seigneur, fors et excepté les réparations dudit prieuré de Réthel écheu au lot de mondit seigneur, dont il demeurera chargé, ensemble des autres charges qu'il a accoustumé d'aquitter à cause dudit prieuré. Et en outre ledit seigneur abbé, à cause dudit lot affecté aux charges, sera tenu de payer les décimes ordinaires et extraordinaires imposées sur ladicte abbaye, la prestation deue à l'abbaye de Sainct-Basle, les taxes des pauvres, nourriture des lépreux, gages des coutres de ladicte église, outre ce que lesdits religieux ont accoustumé d'aquitter, et ce qui peut estre deu au chapitre Notre-Dame de Reims pour les pasts, pensions des moynes laïques, s'il y en a, gardes des portes de la ville, et autres charges qui peuvent tomber sur ledit lot affecté aux charges, autres que celles dont lesdits religieux ont été cy-dessus chargez. Sera mondit seigneur déchargé de la somme de cinquante livres par an, vers les religieux prévost de Condé-sur-Marne; et quand aux seize livres que les religieux avoient à prendre sur le moulin de Crugny par eux délaissez aux prédécesseurs abbez, a esté accordé que lesdits religieux se pourvoiront à leurs risques, périls et fortunes, ainsy qu'ils verront être à faire contre le sieur de France, auquel ledit moulin a esté donné en échange, et mondit seigneur en demeurera déchargé. Et pour toutes les choses que mondit seigneur étoit obligé de payer auxdits religieux, tant pour leur nourriture qu'autres choses en argent, épices et autres redevances, pour ledit concordat fait en l'an mil cinq cens soixante-onze, ils en ont déchargé et déchargent mondit seigneur et ses successeurs abbez, promettent ores et à l'avenir n'en faire instance ny demande. Et pour les arrérages des espèces et autres redevances qui restent à payer auxdits religieux, mondit seigneur en demeure quitte et déchargé pour ce qui regarde l'année mil six cens cinquante-deux, attendu la jouissance cy-devant accordée; et en cas que les agens de mondit seigneur en eussent receu quelque chose sur le lot des religieux, il leur sera rendu, et ont les parties reconnu avoir compté par un compte

séparé pour l'année mil six cens cinquante; et pour les arrérages de l'année mil six cens cinquante-un, que lesdits religieux prétendent devoir être payez au prix courant, et mondit seigneur au contraire, lesdictes partyes ont présentement compromis vuider ledit différent à l'amiable. Appartiendront à mondit seigneur les provisions de tous les offices du ban de Sainct-Remy, bailly de l'abbaye et procureur d'office, sans que lesdits religieux y puissent prétendre nommer conjointement en quelque manière que ce soit; et se sont lesdits religieux désistez de tout le droit qu'ils y pouvoient avoir, ensemble du droit de basse mairie par eux prétendu dans le ban Sainct-Remy, et de tous autres droits autres que ceux portez par leur lot, et cy-devant exprimez. Et exercera le bailly de ladicte abbaye sa jurisdiction ès villages qui sont à trois ou quatre lieues de Reims, ainsy qu'il a esté ordonné par l'arrest du jour de (*sic*) mil cinq cens quatre-vingt-quatre[1], et qu'il est accoustumé, et dans tous les autres lieux qui sont écheus au lot desdits religieux. Pourront lesdits religieux mettre et continuer, ou instituer à l'advenir le bailly ou autres officiers qu'ils avoient cy-devant, ou qui ont esté dans lesdits lieux pour y exercer la justice, ainsy qu'ils ont accoustumé; ne pourront néanmoins destituer les officiers qui ont esté instituez par mondit seigneur, sinon pour cause légitime; et sera la justice exercée dans l'un et l'autre desdits lots sous le nom de mondit seigneur abbé, et ses successeurs abbez, et desdits religieux, comme ne faisans qu'un même corps, encore que lesdits biens et revenus soient séparez tant pour la justice que pour les autres droits. A esté accordé qu'après l'expiration des baux qui sont faits à présent, mondit seigneur et ses successeurs abbez et lesdits religieux pourront faire des acquisitions respectivement de fonds d'héritages et seigneuries tombées dans leurs lots, sans payer aucuns droits seigneuriaux l'un à l'autre; et quand aux biens aliennez et usurpez dépendans de ladicte abbaye, et dont ladicte abbaye ne jouit point, lesdits religieux, prieur et convent pourront à leurs frais, périlz et fortunes, faire les poursuites nécessaires pour s'en remettre en possession et en

[1] Les lettres-patentes d'attribution de juridiction sont du 11 mars 1580.

jouir, avec liberté à mondit seigneur de rentrer en jouissance de la moitié desdits biens, en les remboursant de la moitié du principal et des frais qu'ils auront avancez et déboursez pour en faire les poursuites; et, à faute d'y rentrer, par mondit seigneur, dans dix ans après le retrait que lesdits religieux en auront fait, lesdits religieux en jouiront comme de leur propre, sans que ledit seigneur abbé y puisse rentrer. Jouiront lesdits religieux des successions et cottes mortes de tous les anciens religieux de ladicte abbaye qui décéderont d'icy en avant, tant de ceux qui sont actuellement résidents en ladicte abbaye que de ceux qui déservent les prieurez et prévostez dépendans d'icelle, et des autres, en quelque part qu'ils puissent être, sans aucune réservation, ainsy qu'ils ont toujours jouy cy-devant, et ensuite de la continuation que mondit seigneur Henry de Lorraine, cy-devant abbé, leur en a donné le dix-neufviesme avril mil six cens trente-six; et ont lesdictes parties consenty que ces présentes soient homologuées en cette cour de parlement, ou partout ailleurs où besoin sera. Et, pour ce faire, ont constitué leur procureur le porteur des présentes, auquel ils en donnent pouvoir, élisans leurs domiciles irrévocables pour l'exécution et effet desdictes présentes en cette ville de Paris, sçavoir mondit seigneur en son hôtel susdéclaré, et ledit père de la Salle en l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés-lez-Paris; auxquelz lieux ils veulent et accordent que tous actes qui y seront faits ayent le même effect comme s'ils étoient à eux faits, promettans, etc., obligeans, etc., renonceans, etc. Fait et passé à Paris en l'hôtel de mondit seigneur susdit, le quinzième juillet mil six cens cinquante-deux, après midy; et ont signé la minute des présentes demeurée vers et en la possession de Rivière, l'un des notaires soussignez.

Cette transaction fut homologuée en parlement le 15 *janvier* 1653.

V.

26 janvier 1777. Décret d'union de l'abbaye de Saint-Remy à l'archevêché de Reims.

Claude-Charles-Antoine d'Argent, prêtre, docteur en théologie de la maison royalle de Navarre, chanoine théologal et trésorier en

dignité de l'église cathédrale de Chaalons-sur-Marne, official et vicaire général du diocèse dudit Chaalons, commissaire en cette partie de notre saint père le pape Pie VI, par bulle autorisée par des lettres d'attaches du roy duement registrées, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut en Notre-Seigneur. Vu la requête à nous présentée par son éminence monseigneur Charles-Antoine de la Roche-Aimon, cardinal-prêtre de la sainte Eglise romaine, archevêque duc de Reims, premier pair et grand-aumônier de France, abbé commandataire des abbayes de Saint-Germain-des-Prez et de la Sainte-Trinité de Fécamp, en sa qualité d'archevêque duc de Reims, représenté par maître Antoine-Pierre de la Condamine de Lescure, chanoine et grand-archidiacre de l'église de Reims, official métropolitain et vicaire général du diocèse dudit Reims, abbé commandataire de l'abbaye royalle de Ressons, fondé de la procuration de saditte Eminence, passée devant Bro et son confrère, notaires au Châtelet de Paris, le vingt-quatre octobre 1775, dont une expédition est jointe à laditte requête, après avoir été certifiée véritable par ledit sieur de Lescure, laditte requête tendante à ce que pour les causes et raisons y énoncées, sçavoir l'insufisance des revenus de l'archevêché de Reims, eu égard à sa dignité et à ses charges, les droits anciens dudit archevêché à l'abbaye de Saint-Remy, et les causes qui ont été le fondement desdits droits et autres raisons plus amplement exposées en laditte requête, il nous plût, en acceptant la commission portée par la bulle susditte, procéder à son exécution; et en conséquence, 1° éteindre et supprimer à perpétuité le titre abbatial de l'abbaye de Saint-Remy de Reims, ordre de Saint-Benoist, congrégation de Saint-Maur, et unir aussi à perpétuité tous les biens, droits et revenus qui en dépendent à l'archevêché et siége archiépiscopal de laditte ville de Reims; 2° distraire et démembrer tant de laditte manse abbatiale que des biens dudit archevêché de Reims le droit de stellage et autres, tels et ainsi qu'ils sont énoncés dans la bulle susditte et sous les réserves qui y sont faites, pour unir lesdits droits de stellage à l'hôpital général de laditte ville de Reims, et en jouir par ledit hôpital, dans le tems et sauf l'exception dont sera parlé cy-après, et d'ailleurs aux charges, clauses et conditions marquées dans laditte bulle; 3° en

homologuant et confirmant la délibération du chapitre de l'église cathédrale et métropolitaine de Reims, du 18 juin 1774, en ordonner l'exécution suivant sa forme et teneur; et en conséquence, distraire pour unir et affecter à perpétuité audit chapitre les revenus et droits utiles de la manse abbatiale susditte, tels et ainsi qu'en auraient joui et devoient jouir les archevêques de Reims, sous la distraction cy-dessus mentionnée du droit de stellage et autres droits au profit de l'hôpital général de Reims, et sauf l'exception dont il va être parlé; et ce à chaque vacance de l'archevêché de Reims; à la charge par ledit chapitre d'acquitter toutes les rentes foncières, les redevances, les impositions du clergé, les réparations ordinaires qui pourroient survenir pendant laditte année, les frais de justice et autres charges quelconques dont sont ou pourroient être tenus les revenus susdits, et pour chaque année de jouissance, sous la condition expresse que l'archevêque actuel de Reims, et ses successeurs archevêques à titre quelconques, et par conséquent monseigneur Alexandre-Angélique de Talleyrand-Périgord, son coadjuteur audit archevêché de Reims, seront et demeureront dès à présent et pour toujours déchargés de toutes espèces de contribution aux réparations, tant ordinaires qu'extraordinaires, et reconstruction pour causes quelconques présentes ou futures de l'église cathédrale et métropolitaine de Reims, circonstances et dépendances, auxquelles réparations et reconstructions les biens et droits, tant du chapitre susdit que de la fabrique de ladite église, seront et demeureront seuls affectés et hypotéqués, et les biens et droits quelconques de l'archevêché pleinement et à tous égards dès à présent, comme pour toujours, déchargés, en ce qui concerne lesdits archevêques seulement, contre lesquels tant actuels que futurs il ne pourra être formée aucune demande, ni exercé aucun recours, soit à titre d'indemnité, soit pour quelqu'autres causes ou prétexte que ce soit, et sans qu'au surplus il puisse rien être innové en ce qui regarde l'administration des biens de la fabrique de l'église susditte, dont les comptes continueront d'être présentés à l'archevêque de Reims pour être par lui approuvés, si faire se doit; et, pour mettre le chapitre susdit plus en état de subvenir à la dépense des réparations quelconques qui sont ou peuvent être à faire dans l'église cathédrale et métropolitaine susditte, et d'y

pourvoir plus promptement, déclarer que ledit chapitre aura l'année de jouissance susditte, y compris (et pour cette fois seulement), celle du stellage de l'abbaye de Saint-Remy, à unir à l'hôpital général, lorsque l'extinction et union à prononcer s'effectueront par le décès et la démission du sieur abbé commandataire actuel de ladite abbaye de Saint-Remy, et qu'il y aura lieu à ladite jouissance, soit que cet événement arrive pendant la vie archiépiscopale de monseigneur l'archevêque actuel de Reims, ou celle de monseigneur son coadjuteur ou successeur immédiat, ou autre successeur audit archevêché; et sous la condition néanmoins audit cas de jouissance pendant la vie archiépiscopale dudit seigneur archevêque, ou celle de son coadjuteur ou successeur immédiat, de ne pouvoir prétendre ni avoir pour la seconde fois la jouissance susditte, dans laquelle ne sont plus compris celle du stellage et autres droits unis à l'hôpital général, qu'à la vacance de l'archevêché de Reims, arrivant par le décès ou démission dudit seigneur coadjuteur ayant été en pleine possession et jouissance dudit archevêché; et en cas de prédécès dudit seigneur coadjuteur qu'à la vacance arrivant par le décès ou démission de l'archevêque, successeur de mondit seigneur le cardinal de la Roche-Aimon; 4°. et pour indemniser le roy de la perte du droit de nommer à ladite abbaye de Saint-Remy, distraire au profit de Sa Majesté et de sa couronne à perpétuité le droit de nommer et disposer de tous prieurés, prévôtés ou autres bénéfices conventuels *actu aut habitu*, ou simples, dépendants de ladite abbaye de Saint-Remy, à l'exception de ceux auxquels seroit attaché le soin des âmes, à l'exception pareillement de toutes les cures et vicairies perpétuelles dépendantes aussi de ladite abbaye, et dont la pleine et entière disposition retournera conformément au droit commun, et sera assuré aux ordinaires des lieux où lesdits bénéfices sont scitués, en les distinguant à leur profit; enfin donner acte au supliant de ce qu'il a joint à sadite requête expédition de sa procuration, et les brevets, bulle, lettres patentes et arrêt d'enregistrement y énoncés;

L'expédition de ladite procuration passée devant Bro et son confrère, notaires au Châtelet de Paris, et annexée à ladite minutte de requête, après avoir été certifiée véritable par ledit sieur abbé de Lescure, et de nous paraphée, *ne varietur*;

Le brevet du feu roi Louis XV, donné à Versailles le 10 avril 1774, portant entr'autres choses que la dotation actuelle de l'archevêché de Reims n'est pas proportionnée à la dignité de ce siége ni à ses charges, que l'abbaye de Saint-Remy qu'Henry II, l'un de ses augustes prédécesseurs, y avoit fait réunir, et dont l'union a subsisté pendant soixante-dix ans, n'en a été ensuite séparée en quelque sorte que de fait, et que cette union réitérée, si besoin est, et invariablement assurée peut procurer les plus grands avantages pour l'ordre public et le diocèse, ainsi que pour l'archevêché de la ville de Reims, et que l'intention de Sa Majesté est qu'en se conformant aux règles en pareil cas requises, le titre de l'abbaye de Saint-Remy soit éteint et supprimé, et ses biens, droits et revenus, unis à perpétuité audit archevêché de Reims sous la réserve et autorisation marquée audit brevet;

Le brevet de Sa Majesté régnante, du 4 aoust 1774, par lequel le roy donne d'abondant tous consentemens nécessaires aux extinction et suppression du titre de l'abbaye de Saint-Remy, et à l'union des biens et droits qui en dépendent, à l'archevêché de Reims, comme aussi son consentement à la distraction du droit de stellage au profit de l'hôpital général de laditte ville de Reims, et à celle d'une année de revenu de laditte abbaye de Saint-Remy, à chaque vacance dudit archevêché, au profit des chapitre et fabrique de l'église cathédrale, déclarant en outre Sa Majesté qu'elle regarde laditte union comme indépendante des conditions plus amplement exprimées au même brevet;

La bulle de notre saint père le pape Pie VI, donnée à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, la veille des calendes du mois de septembre 1775, duement signée et certifiée sincère et véritable à son original par de Cressac et Richer, expéditionnaires en cour de Rome, contrôlée à Paris, le 2 octobre 1778, et autorisée par des lettres d'attaches du roy duement enregistrées au Parlement, laditte bulle à nous adressée et nous commettant pour procéder aux extinction et suppression du titre de laditte abbaye de Saint-Remy, et la réunion des biens, droits et revenus en dépendans, à l'archevêché de Reims, aux charges, clauses et conditions marquées en laditte bulle et conformément aux brevets susdits; lesdittes lettres d'attaches données à Fontainebleau le 16 octobre 1776, et l'arrêt d'enregistrement

d'icelles sur les conclusions du ministère public du 24 desdits mois et an ;

Notre ordonnance donnée à Chaalons le 18 novembre 1775, étant au bas de la requête susditte, portant acceptation avec respect de la commission à nous adressée, et soit communiquée au promoteur général du diocèse ;

L'acceptation avec respect par ledit sieur promoteur de la commission à lui adressée, et son réquisitoire du 24 dudit mois de novembre ;

Notre ordonnance donnée aussi à Châlons le 27 dudit mois, portant premièrement, qu'à la requête de Mgr le cardinal de la Roche-Aimon, en sa qualité d'archevêque duc de Reims, poursuitte et diligence de M. l'abbé Lescure, son fondé de procuration, les personnes intéressées aux extinction et suppression à perpétuité du titre de l'abbaye de Saint-Remy de Reims, ordre de Saint-Benoist, congrégation de Saint-Maur, pour être les biens, droits et revenus de laditte abbaye et manse abbatiale réunis à perpétuité à l'archevêché de Reims ; au démembrement projetté du droit de stellage et autres biens dépendants de l'archevêché, énoncés dans les brevets du roy et bulle de notre saint père le pape, et à la distraction à faire du droit semblable de la manse abbatiale de l'abbaye de Saint-Remy, pour unir lesdits droits à l'hôpital général de la ville de Reims, aux clauses et conditions portées dans lesdits brevets et bulle ; à la distraction et union de la jouissance d'une année de revenus et droits utils dépendants de laditte manse abbatiale de Saint-Remy à la fabrique de l'église métropolitaine de Reims, dans le cas et aux clauses et conditions exprimées dans lesdits brevets et bulle ; à la distraction encore de la jouissance d'une année de revenus et droits utils dépendants de laditte manse abbatiale de Saint-Remy, à la fabrique de l'église métropolitaine de Reims dans le cas et aux clauses et conditions exprimées dans les brevets et bulle ; soient assignées à comparoir par-devant nous le quinze du mois de décembre lors prochain et jours suivants, en la grande salle de l'abbaye de Saint-Denis de Reims, heure de huit du matin et deux heures de relevée, pour par lesdittes parties intéressées consentir auxdittes extinction, suppression, union, démembrement et distraction ; ou dire contre ce qu'elles avi-

seront : sçavoir les parties connues, à personnes ou domiciles, et les inconnues par proclamation publique et par affiches apposées partout où besoin sera; 2°. qu'il sera fourni par-devant nous le seize dudit mois de décembre et jours suivants, aux lieu et heures susdittes, des états certifiés véritables : sçavoir un des biens, revenus et charges de l'archevêché de Reims par monseigneur le cardinal de la Roche-Aimon, en saditte qualité d'archevêque de Reims; un des biens, revenus et charges de l'hôpital général de laditte ville de Reims par les administrateurs dudit hôpital; un des biens, revenus et charges de la fabrique de l'église cathédrale et métropolitaine de Reims par le chapitre de laditte église, pareillement un des revenus, et biens, et charges de la manse abbatiale de l'abbaye de Saint-Remy par monseigneur le cardinal de la Rochechouart, comme abbé commandataire de laditte abbaye, lequel remettra et fournira en outre un bref état des titres, papiers et renseignements concernant laditte abbaye et la manse abbatiale de Saint-Remy qui peuvent être en sa possession, et indiquera le lieu ou dépôt de confiance où le surplus des titres, papiers et renseignements peut être, et déclarera si ils sont ou non inventoriés, soit séparément, soit avec les titres qui regardent la manse conventuelle, offices claustraux et petit couvent, si aucuns il y a de laditte abbaye; et qu'à l'effet de l'apport et remise desdits états et bref état, ledit promoteur pourra faire donner tous exploits et sommations à sa requête; 3°. qu'il sera par nous informé de la commodité qui peuvent résulter de l'extinction et suppression à perpétuité du titre de l'abbaye de Saint-Remy, de l'union aussi à perpétuité des biens et droits et revenus de laditte abbaye à l'archevêché de Reims, du démembrement projetté dudit droit de stellage et autres énoncés dans lesdits brevet et bulle des biens dudit archevêché, et de la distraction à faire des droits semblables de la manse abbatiale de ladite abbaye de Saint-Remy pour unir lesdits droits à l'hôpital général de laditte ville de Reims, comme aussi de la distraction et union de la jouissance d'une année de revenus et droits utils dépendants de la manse abbatiale de laditte abbaye de Saint-Remy, ainsi qu'il est porté dans les brevets et bulle, et enfin de la distraction du droit de disposer des bénéfices qui y sont désignés et dépendants de laditte abbaye, tant au profit du roy que des ordinaires des lieux, et que pour

cet effet tous et tels témoins qu'il plaira audit promoteur choisir et entendre seront assignés à sa requête à comparoir par-devant nous le dix-huit dudit mois de décembre et jours suivants, à heure de huit du matin et deux de relevée, en ladite grande salle de ladite abbaye de Saint-Denis de Reims, pour lesdits témoins être entendus et déposer vérité sur la comodité ou incommodité des suppression et extinction, union, démembrement et distractions susdittes; 4°. que par François Le Fèvre, architecte, demeurant à Reims, expert, que nous avons nommé et choisi à cet effet, visitte et description seront faites sommairement le dix-neuf dudit mois de décembre des bâtiments de l'abbaye de Saint-Remy et de l'église métropolitaine de Reims, dont sera par nous, et sur le rapport dudit expert, dressé procès-verbal en la manière accoutumée, et que ledit expert sera assigné à la requête, poursuitte et diligence dudit promoteur; 5°. qu'à l'effet de tout ce que dessus, circonstances et dépendances, nous nous transporterons acompagné dudit promoteur à Reims le treize dudit mois de décembre en la maison de ladite abbaye de Saint-Denis de Reims, où nous avons choisi notre résidence, sauf audit promoteur à requérir au surplus et dans la suitte, ainsi que de droit, ce qu'il avisera, et être par nous ordonné ce qu'il appartiendra;

Procès-verbal de notre transport de la ville de Chaalons en celle de Reims, acompagné dudit promoteur, du treize dudit mois de décembre 1775, lequel nous avons rédigé en la grande salle de l'abbaye de Saint-Denis de ladite ville de Reims, après avoir pour l'instruction de la procédure commis pour notre greffier la personne de M. Martin Bara, notaire royal, demeurant audit Reims, et après avoir de lui pris et reçu le serment au cas requis;

Procès-verbal du seize dudit mois, heure de huit du matin, portant dépôt et remise d'une signification à nous faitte et audit promotteur général, par acte de Sart, huissier à Reims, le quinze dudit mois, au domicile dudit notaire Bara, notre greffier commis, à la requête des vénérables prévôt, doyen, chantre, chanoines et chapitre de l'église cathédrale et métropolitaine de Reims, lequel acte porte entre autres choses que ledit chapitre fait toutes protestations contre la conclusion capitulaire par lui prétendue n'être pas l'ouvrage du chapitre général assemblé

in vim juramenti; la copie dudit acte de signification par Sart du quinze dudit mois de décembre;

Autre procès-verbal dudit jour seize décembre, heure de dix du matin, de la comparution du promoteur général portant déclaration de ce qu'en exécution de notre ordonnance dudit jour vingt-sept novembre, il auroit, par exploits de Mené et Gonel, fait assigner monseigneur l'archevêque duc de Reims, mondit seigneur abbé de Saint-Remy, le chapitre de la métropole de Reims et les administrateurs de l'hôpital général de laditte ville, et qu'il requéroit acte de saditte comparution et de la remise par lui faite des originaux desdits exploits, ce que nous lui avons octroyé; les originaux desdits exploits et des quatre et cinq dudit mois de décembre, contrôlés à Reims et à Anizy les quatre et six dudit mois;

Autre procès-verbal ensuitte du précédent des comparutions faites lesdits jours et heure, sçavoir : 1°. par les vénérables prévôt, doyen, chantre, chanoines de l'église métropolitaine de Reims, représentés par les sieurs Pommyer et Rondeau sénéchaux, et Onda fabricien, fondés du pouvoir spécial dudit chapitre par conclusion capitulaire et assemblés *in vim juramenti*, et de la représentation et remise par eux faite de l'état des revenus et charges de la fabrique de laditte église, de tout quoi nous leur avons donné acte et ordonné que lesdits état et conclusions seroient annexés audit procès-verbal; laditte conclusion capitulaire du neuf dudit mois de décembre contrôlé à Reims le quinze du même mois; ledit état des revenus et charge de laditte fabrique, extrait des comptes de dix années, suivant lequel appert que les revenus sont de la somme de dix-sept mille trois cent cinquante-une livres dix-huit sols six deniers, et les charges de la somme de dix-huit mille deux cent trente-deux livres seize sols, ledit état certifié véritable par lesdits sieurs, député du chapitre et de nous paraphé, *ne varietur*, et contrôlé à Reims le vingt-un dudit mois de décembre; 2°. par mondit seigneur archevêque de Reims représenté par ledit sieur abbé de Lescure, et de la représentation et remise par lui faite d'un état des revenus et charges de l'archevêché de Reims; de tout quoi il nous a requis acte à lui octroyé et avons ordonné que ledit état seroit joint à la procédure; ledit état des biens et revenus, et charges, duquel il résulte que le revenu

net de l'archevêché de Reims est de quatre-vingt-cinq mille deux cent quatorze livres, y compris le droit de stellage évalué année commune de douze, depuis 1763 jusqu'en 1774, douze mille neuf cent soixante-cinq livres dix sols, ledit état certifié véritable par lesdits sieur abbé de Lescure et de nous paraphé, *ne varietur*, contrôlé à Reims ledit jour vingt-un décembre; 3°. par mondit sieur abbé de Saint-Remy, représenté par mondit sieur Robert-Marie Rondeau, prêtre, docteur en théologie et chanoine de l'église métropolitaine de Reims, son fondé de procuration, et de la représentation et remise par lui faite d'un état des biens et revenus, et charges de la manse abbatiale de laditte abbaye de Saint-Remy, et en outre un inventaire des titres et papiers de laditte abbaye, avec déclaration qu'il paroit aux récépissés énoncés dans ledit inventaire que le surplus des titres de ladite abbaye a été confié aux sieurs Michault et Langlois par le sieur abbé Ligier, et qu'il y avoit dans laditte maison abbatiale de Saint-Remy un cartulaire dans lequel sont les pièces du greffe du baillage dudit Saint-Remy; de tout quoi il nous a requis acte à lui octroyé, et avons ordonné que lesdits états et inventaire, ensemble laditte procuration, seroient annexés audit procès-verbal; laditte procuration passée devant Peigné et son confrère, notaires au baillage de Vermandois, siége présidial de Laon, au château d'Anisy, le 4 dudit mois de décembre, contrôlé audit Reims le même jour; ledit état des biens, droits et revenus de laditte manse abbatiale de Saint-Remy de Reims, duquel il résulte que le revenu est de la somme de soixante-six mille six cent une livres quinze sols trois deniers; et que les charges sont de vingt-six mille cent-cinquante-deux livres cinq sols cinq deniers, ledit état certifié véritable par ledit sieur Rondeau, audit nom, et de nous paraphé, *ne varietur*, contrôlé à Reims le vingt-un dudit mois de décembre; ledit inventaire des titres et papiers de laditte abbaye de Saint-Remy, qui étoient entre les mains du sieur Villain, régisseur de laditte manse abbatiale en l'année 1775, ledit inventaire certifié véritable par ledit sieur Rondeau et de nous paraphé, *ne varietur*, contrôlé à Reims ledit jour vingt-un décembre; 4°. par les gouverneurs et administrateurs de l'hôpital général de Reims, représentés par les sieurs Jouvant et Savoye, fondés de pouvoir par délibération du bureau dudit hôpital, le cinq dudit mois de décembre, et de la remise par

eux faite du tableau des revenus et charges dudit hôpital général, de quoy ils nous auroient requis acte à eux octroyé, et aurions ordonné que lesdits tableau et délibération seroient joints à la procédure; ladite délibération du bureau de l'hôpital général dudit jour cinq décembre délivrée par Turot, secrétaire dudit bureau, certifiée véritable par les sieurs Jouvant et Savoye, contrôlée à Reims le quinze dudit mois de décembre et de nous paraphé, *ne varietur;* ledit tableau des revenus et charges de l'hôpital général de Reims d'une année commune prise en cinq années arrêtées le vingt novembre 1775, duquel il résulte que le revenu dudit hôpital n'est que de la somme de cinquante-neuf mille soixante-treize livres huit sols, et les charges de celle de quatre-vingt-huit mille cinq cent cinquante-une livre trois sols, certifiée véritable par lesdits sieurs Jouvant et Savoye audit Mené, de nous paraphé *ne varietur,* et contrôlé à Reims ledit jour vingt-un décembre;

Notre ordonnance du 18 dudit mois de décembre de *soit communiqué* au promoteur général; le procès-verbal susdit du seize décembre; ensemble les états et pièces y annexés;

Le réquisitoire du promoteur général du vingt-un dudit mois de décembre, sur lequel est intervenu notre ordonnance cy-après visée du 11 janvier 1776;

Procès-verbal du 16 dudit mois de décembre 1775, heure de trois de relevée, de la comparution du promoteur général, et sa déclaration qu'en exécution de notredite ordonnance du 27 novembre il avoit, par exploit de Mené, huissier royal, fait assigner le sieur François Le Fèvre, architecte, expert nommé d'office par notre ordonnance susdattée, à comparoir ledit jour par-devant nous pour prêter serment de bien et fidellement procéder à la visite des bâtiments de l'église métropolitaine et de l'abbaye de Saint-Remy de Reims, et qu'il nous requéroit de recevoir dudit sieur Le Fèvre, comparant, le serment en tel cas requis;

L'original dudit exploit d'assignation du quinze dudit mois de décembre, contrôlé à Reims le lendemain; le procès-verbal par nous dressé de la prestation et réception de serment dudit sieur Le Fèvre, du même jour 16 décembre;

Procès-verbal du dix-neuf dudit mois de décembre de la comparution

du promoteur général requérant l'audition des témoins assignés à sa requête, en exécution de notredite ordonnance du vingt-sept novembre, par exploit dudit Mené, huissier royal, à comparoir par-devant nous en la grande salle de Sainct-Denis, pour déposer sur la comodité ou incomodité desdittes suppression, union et démembrement; les originaux desdits exploits d'assignation des 16 et 19 dudit mois de décembre contrôlés à Reims les 18 et 19 du même mois;

L'information par nous faite les dix-neuf, vingt et vingt-un dudit mois de décembre, dans laquelle quinze témoins de différents ordres assignés à la requête dudit promoteur, en exécution de notre ordonnance susdatée, ont été entendus séparément; de laquelle information il résulte que l'extinction du titre et la réunion de l'abbaye de Sainct-Remy, seroient très-utiles en ce qu'elles rendroient à la collation libre des archevêques de Reims un grand nombre de cures; que d'ailleurs elles sont nécessaires parce que le revenu de la manse archiépiscopale n'est pás proportionné ni à la dignité du siége de Reims, ni aux charges considérables dont il est grevé, et que cette augmentation de revenu fourniroit audit seigneur archevêque le moyen de secourir les pauvres familles qui sont en grand nombre dans la ville et le diocèse de Reims;

Procès-verbal du quinze décembre 1775, heure de neuf du matin, portant comparution de son éminence monseigneur le cardinal de la Roche-Aimon, archevêque duc de Reims, représenté par mondit sieur abbé de Lescure, son fondé de pouvoir par la procuration susdattée, annexée à la procédure, déclarant audit nom, qu'en exécution de notre ordonnance du vingt-sept novembre, sadítte éminence monseigneur l'archevêque duc de Reims, a, par exploit de Gonel, Mené et Gérard, huissiers royaux, fait assigner monseigneur le cardinal de Rochechouart, abbé commandataire de l'abbaye de Saint-Remy; les religieux prieur et couvent de ladítte abbaye de Sainct-Remy, le supérieur général des religieux de l'ordre de Saint-Benoist, congrégation de Sainct-Maur; les sieurs curés, marguilliers et paroissiens de la paroisse de Sainct-Julien de Reims, en laquelle est scituée ladítte abbaye de Sainct-Remy; les vénérables prévôt, doyen, chautre, chanoines et chapitre de l'église métropolitaine de Reims; les gouverneurs et administrateurs de l'hôpital général dudit Reims; et encore les officiers municipaux de

laditte ville de Reims, à comparoir par-devant nous ledit jour quinze décembre, pour par eux consentir aux extinction, suppression et union dont il s'agist, ou dire contre ce qu'ils aviseront, avec déclaration en outre et remise des assignations données aux parties intéressées inconnues, à cri public, avec proclamation et affiches, des brevets, bulle, lettres d'attache, arrêt d'enregistrement, requête de demande et de notre ordonnance susdattée; requérant que nous eussions à entendre celles des parties intéressées qui comparoitroient, et donner défaut contre les non comparants, et lui donner acte de sa comparution, dire, réquisition et de la remise des originaux desdits exploits, d'un exemplaire d'un placard affiché lors des proclamations, ainsi que de l'état du produit net du stellage de l'archevêché, dont copie a été signifiée aux administrateurs dudit hôpital général; lequel acte nous lui avons octroyé et avons ordonné que toutes lesdittes pièces seroient annexées audit procès-verbal; les originaux desdits exploits d'assignation des premier, quatre et cinq décembre, contrôlés à Paris, à Anisy et à Reims les premier, quatre et six décembre;

Les procès-verbaux d'assignation à cri public du trente novembre et des deux, six, neuf et treize du mois de décembre, contrôlés à Reims lesdits jours; ensemble un exemplaire dudit placard affiché de laditte signification faitte auxdits administrateurs dudit hôpital, le sept dudit mois de décembre, contrôlé à Reims le même jour, de l'état relevé du produit net du stellage de l'archevêché de Reims, duquel il résulte que l'année commune, prise dans douze, est de la somme de douze mille neuf cent soixante-cinq livres dix sols, certifiée par Villain, régisseur du temporel dudit archevêché, ledit jour sept décembre;

Le procès-verbal dudit jour quinze décembre contenant les comparutions, dires et déclarations desdittes parties intéressées assignées à la requête que dessus, sçavoir : 1° de monseigneur le cardinal de Rochechouart, en sa qualité d'abbé commandataire de laditte abbaye de Sainct-Remy, par ledit sieur Rondeau, son fondé de pouvoir par procuration susdattée et cy-dessus visée, avec déclaration qu'il consentoit audit nom, purement et simplement, à l'extinction du titre de l'abbaye de Sainct-Remy et à l'union des biens et revenus en dépendants à la manse archiépiscopale de Reims, néantmoins aux charges, clauses et conditions

énoncées dans lesdits brevets et bulle; 2° des sieurs gouverneurs et administrateurs de l'hôpital général de Reims par les sieurs Jouvant et Savoye, fondés de pouvoir par délibération prise dans un bureau général extraordinairement assemblé auquel les supérieurs majeurs ont été appelés, déclarant auxdits noms qu'ils n'avoient aucuns motifs de s'opposer à la suppression et union de laditte abbaye de Sainct-Remy, et qu'ils consentoient en ce qui les concernoit, mais [qu'après] avoir pris la connoissance la plus exacte du produit du droit de stellage pendant les douze dernières années, et par les motifs exprimés dans laditte déclaration, ils ne pouvoient accepter pour ledit hôpital général la concession dudit droit avec la multitude des charges dont il est grevé; la copie de ladite délibération du bureau général du douze dudit mois de décembre contrôlé à Reims le quinze du même mois, délivré par Petit, receveur et secrétaire dudit hôpital, annexé audit procès-verbal, après avoir été certifié véritable par lesdits sieurs Jouvant et Savoye et de nous paraphé, *ne varietur;* 3° du sieur Maginnet, prêtre, curé de la paroisse de Sainct-Julien, tant en son nom que comme fondé de pouvoir spécial des marguilliers et fabriciens de laditte paroisse, en laquelle est scituée l'abbaye de Sainct-Remi, par acte d'assemblée générale et extraordinaire desdits paroissiens, avec déclaration qu'ils consentent avec respect autant qu'il est en eux que laditte bulle de notre sainct-père le pape Pie VI, soit exécutée selon sa forme et teneur; l'expédition dudit acte d'assemblée du dix dudit mois de décembre, contrôlé à Reims le onze dudit mois, collationné et certifié conforme à l'original par Villain et son confrère, notaires à Reims, ledit jour onze décembre, et annexé audit procès-verbal, après avoir été certifié véritable par le sieur Maginnet et de nous paraphé, *ne varietur;* 4° des lieutenant, gens du conseil et échevins de la ville de Reims, par les sieurs Cocquebert et Tronsson, fondés de pouvoir par délibération du conseil de laditte ville, portant demande d'un délai de cinq jours pour répondre sur l'assignation à eux donnée, lequel nous leur avons octroyé; la copie de laditte délibération du onze dudit mois de décembre, contrôlé à Reims le quinze du même mois de décembre, délivrée par Noël, greffier secrétaire dudit hôtel de ville, et annexé au procès-verbal susdit, après avoir été certifiée véritable par lesdits sieurs Cocquebert et Tronsson

et de nous paraphée, *ne varietur;* 5° enfin de la comparution de son éminence monseigneur le cardinal de la Roche-Aimon, en sa qualité d'archevêque duc de Reims, par ledit sieur abbé de Lescure, fondé de sa procuration annexée à la procédure et cy-dessus visée, contenant demande de lui donner communication des dires et déclarations desdittes parties intéressées, et lecture faite d'iceux, acte du consentement donné à la suppression et union du titre de l'abbaye de Sainct Remy par mondit sieur le cardinal de Rochechouart, en sa qualité d'abbé de Sainct-Remy; par les sieurs curé, marguilliers et paroissiens de laditte paroisse de Sainct-Jullien; et par les gouverneurs et administrateurs dudit hôpital, et du refus par eux fait de la cession du droit de stellage au profit dudit hôpital sous toutes réserves et protestations de droit; lequel acte nous lui avons octroyé, avec réquisition en outre d'ordonner que lesdits sieurs lieutenant, gens du conseil de laditte ville de Reims, seroient réassignés, et de donner défaut contre les religieux, prieur de l'archimonastère de Sainct-Remy de Reims et le supérieur général des religieux de l'ordre de Saint-Benoist, congrégation de Sainct-Maur, contre les vénérables prévôt, doyen, chantre, chanoines et chapitre de l'église métropolitaine de Reims, et enfin contre toutes les parties intéressées inconnues;

Notre ordonnance du même jour quinze décembre portant défaut contre lesdites parties intéressées connues et permission de les faire réassigner, ainsi que les lieutenant, gens du conseil de laditte ville de Reims, à comparoir par-devant nous le vingt dudit mois de décembre, et aussi défaut contre les parties intéressées inconnues et non comparantes; sur le profit duquel nous nous sommes réservé de statuer;

Procès-verbal du seize dudit mois de décembre de la comparution des vénérables prévôt, doyen, chantre, chanoines et chapitre de l'église métropolitaine de Reims par les sieurs Pommier, Rondeau et Onda, fondés de pouvoir par conclusion capitulaire du chapitre assemblé *in vim juramenti*, avec déclaration que le chapitre verra avec la plus grande satisfaction l'union de l'abbaye de Sainct-Remy à l'archevêché de Reims; de laquelle union il ne peut résulter qu'un très-grand bien pour la ville et le diocèse de Reims; qu'il est prêt d'accepter purement et simplement, et pour sa fabrique seulement, les revenus de l'abbaye

de Sainct-Remy à chaque vacance de l'archevêché, mais sans qu'aucun des biens du chapitre puisse, pour raison de ce, être affectés ni hypothéqués, ni les seigneurs archevêques déchargés de contribuer ainsi que de droit aux réparations ou reconstructions de l'église métropolitaine, persistant à cet égard dans les protestations qu'il a fait signifier le quinze dudit mois de décembre par acte de Sart, huissier royal, annexé à la procédure et cy-dessus visé; laditte délibération capitulaire du neuf dudit mois de décembre contrôlée à Reims le quinze, et annexée audit procès-verbal, après avoir été certifiée véritable par lesdits sieurs Pommyer, Rondeau et Onda, et de nous paraphée, *ne varietur;*

Autre procès-verbal dudit jour seize décembre de la comparution de monseigneur le cardinal de la Roche-Aimon par ledit sieur abbé de Lescure, fondé de pouvoir par la procuration susdattée et cy-dessus visée, avec demande de lui donner communication des dires et réquisitions desdits sieurs du chapitre; et lecture faite, acte de la déclaration faite par ledit chapitre qu'il ne peut résulter qu'un très-grand bien pour la ville et le diocèse de Reims de la suppression et réunion de l'abbaye de Sainct-Remy, ainsi que des réserves et protestations faites audit nom, contre les significations faites à Son Éminence par ledit exploit du quinze décembre; et enfin réquisition de luy permettre de faire réassigner lesdits sieurs du chapitre;

Notre ordonnance dudit jour seize décembre, portant permission de faire réassigner ledit chapitre de l'église métropolitaine de Reims à comparoir par-devant nous le 22 dudit mois de décembre à l'effet : 1.° de déclarer purement et simplement s'il consent à l'extinction et union de laditte abbaye de Sainct-Remy, ou dire contre ce qu'il avisera; 2° d'accepter la distraction à son profit d'une année de revenu de laditte abbaye de Sainct-Remy dans les cas prévus dans lesdits brevets et bulle, et sous toutes les charges, clauses et conditions y énoncées, ou d'y renoncer purement et simplement;

Procès-verbal du vingt dudit mois de décembre de la comparution de monseigneur l'archevêque duc de Reims par mondit sieur abbé de Lescure, son fondé de pouvoir, comme dit est, avec déclaration qu'en exécution de nos ordonnances des quinze et seize dudit mois de décembre il a par exploit de Mené et de Gérard, huissiers, fait réassigner les reli-

gieux et prieur de l'archimonastère de Saint-Remy, le supérieur général de l'ordre de Sainct-Benoist, congrégation de Saint-Maur, les lieutenant, gens du conseil et échevins de la ville de Reims, et les vénérables prévôt, doyen, chantre, chanoines et chapitre de l'église métropolitaine de Reims, à comparoir par-devant nous ledit jour aux fins desdittes ordonnances et exploits; et réquisition que nous eussions à entendre celles des parties intéressées qui comparoitroient, et donner défaut contre les non comparantes, et acte desdittes réquisitions et remise des originaux et desdits exploits; ce que nous avons octroyé : les originaux desdits exploits d'assignations données auxdittes parties intéressées par Mené, huissier royal, les seize et dix-huit dudit mois de décembre, contrôlé à Reims les dix-huit et dix-neuf du même mois, et par Gérard, huissier à Paris, le dix-neuf dudit mois, contrôlé le même jour;

Procès-verbal du vingt du même mois de décembre des comparutions, dires et réquisitions desdittes parties intéressées, sçavoir : 1° des prieur et religieux de l'archimonastère de Sainct-Remy par dom Joseph Baudart, fondé de pouvoir par acte capitulaire, avec demande audit nom d'un délai de quinzaine, attendu que lesdits religieux n'avoient pas de réponses positives du supérieur général de la congrégation; ledit acte capitulaire desdits religieux et prieur de l'archimonastère de Sainct-Remy du dix-neuf dudit mois de décembre, contrôlé à Reims le vingt du même mois et joint à la procédure, après avoir été certifié véritable par ledit dom Baudart et de nous paraphé, *ne varietur,* 2° et des sieurs lieutenant, gens du conseil et échevins de la ville de Reims, représentés par les sieurs Cocquebert et Trousson, fondés de pouvoir spécial par délibération du conseil de ville, avec déclaration audit nom, que la ville consent autant qu'il est en elle à la suppression et union de l'abbaye de Sainct-Remy à l'archevêché de Reims, avec d'autant plus de satisfaction que cette réunion donnera à son éminence monseigneur le cardinal de la Roche-Aimon, et à monseigneur le coadjuteur de Reims, plus de moyens d'exercer leur bienfaisance, dont la ville de Reims a ressenti les effets en tant d'occasions; mais qu'à l'égard du droit de stellage, [offert ?] à l'hôpital général, le conseil de ville ne peut qu'approuver le refus que les administrateurs ont fait de ce droit, par les motifs détaillés dans laditte délibération susdattée; la copie de laditte délibération du

18 dudit mois de décembre, contrôlée à Reims le vingt-un suivant, expédiée par Noël, greffier-secrétaire de ladite ville, et annexée audit procès-verbal, après avoir été certifiée véritable par lesdits sieurs Cocquebert et Tronsson, et de nous paraphée, *ne varietur;*

Procès-verbal du vingt-deux dudit mois de décembre, de la comparution des vénérables prévôt, doyen, chantre, chanoines et chapitre de l'église métropolitaine de Reims, représentés par les sieurs Pommyer, Rondeau et Onda, fondés de pouvoir par ladite conclusion capitulaire du neuf du mois de décembre, annexée à la procédure et cy-dessus visée, avec déclaration que le chapitre désirant de prendre de plus amples éclaircissements sur l'objet particulier qui l'intéresse dans le projet d'union de ladite abbaye de Sainct-Remy à la manse archiépiscopale, il demandoit un sursis tel qu'il nous plairoit l'accorder, lequel délai nous aurions octroyé auxdits sieurs députés audit nom, et aurions ordonné que lesdits chanoines et chapitre seroient assignés à comparoir par-devant nous le dix janvier 1776;

Procès-verbal dudit jour vingt-deux décembre 1775, portant comparution de son éminence monseigneur le cardinal de la Roche-Aimon, en sa qualité d'archevêque de Reims, par ledit sieur abbé de Lescure, fondé de sa procuration comme dit est, et après communication par lui prise des procès-verbaux susdattés, contenant les dires et réquisitions desdittes parties intéressées, réassignées en exécution de notre susditte ordonnance des quinze et seize décembre, demande audit nom : 1° de leur donner acte du consentement pur et simple des lieutenant, gens du conseil de laditte ville de Reims, à la réunion de l'abbaye de Sainct-Remy à l'archevêché, lequel acte nous lui avons octroyé; 2° en conséquence du sursis par nous accordé au chapitre de la métropole de Reims, et du délai demandé par les religieux et prieur de Sainct-Remy, il lui fût permis de faire assigner de nouveau lesdittes parties intéressées, 3° de donner défaut contre le supérieur général de l'ordre de Sainct-Benoist, non comparant, ni personne pour lui, sur l'assignation à lui donnée par exploit susdatté, et pour le profit d'icelui permettre de faire assigner de nouveau ledit supérieur général;

Notre ordonnance dudit jour vingt-deux décembre étant au bas dudit procès-verbal, portant permission audit sieur abbé de Lescure, audit

nom, de faire réassigner lesdits religieux et prieur de l'abbaye de Sainct-Remy à comparoir par-devant nous ledit jour dix janvier, et défaut contre ledit supérieur général de l'ordre de Sainct-Benoist, non comparant; et pour statuer sur icelui aurions ordonné qu'il seroit assigné à comparoir par-devant nous le même jour dix janvier;

Procès-verbal dudit jour vingt-deux décembre portant, attendu la proximité et la continuité des fêtes solennelles, notre ordonnance de retour à la ville de Chaalons et sursis à l'instruction de laditte procédure jusqu'au neuf dudit mois de janvier lors prochain, et de notre transport de nouveau accompagné dudit sieur promoteur en laditte ville de Reims le huit dudit mois de janvier, pour continuer l'instruction de laditte procédure;

Procès-verbal du huit janvier 1776, de notre transport et arrivée en laditte ville de Reims, accompagné du promoteur général, en exécution de notre ordonnance susdattée, lequel nous avons fait rédiger par notre greffier commis en la grande salle de Sainct-Denis, les jour et an que dessus;

Procès-verbal par nous dressé le neuf dudit mois de janvier sur le rapport à nous fait par le sieur François Le Fèvre, architecte, en exécution de notredite ordonnance du vingt-sept novembre, et de sa prestation de serment du seize décembre suivant, de la visite et description faitte par ledit expert des bâtiments dépendant de l'abbatiale de Sainct-Remy, et de ceux de l'église métropolitaine de Reims; ledit procès-verbal affirmé par-devant nous ledit jour neuf janvier par ledit sieur Le Fèvre.

Procès-verbal du dix dudit mois de janvier, portant comparution de son éminence monseigneur le cardinal de la Roche-Aimon, archevêque duc de Reims, par ledit sieur abbé de Lescure, son fondé de pouvoir, comme dit est, et de sa déclaration, qu'en exécution de nos ordonnances des vingt et vingt-deux dudit mois de décembre, il a par exploits de Mené, huissier royal à Reims, et Gérard, huissier en la Cour des monnoies à Paris, fait réassigner les religieux et prieur de l'abbaye de Sainct-Remy de Reims, le supérieur-général de l'ordre de Sainct-Benoist, congrégation de Sainct-Maur, et les vénérables prévôt, doyen, chantre, chanoines dudit chapitre de l'église métropolitaine de Reims,

à comparoir par-devant nous, ledit jour dix janvier, aux heures indiquées par lesdits exploits, et à sa réquisition audit nom que nous ayons à entendre celles desdittes parties intéressées qui comparoîtront, et donner défaut contre les non comparants; et enfin acte desdittes comparutions, dires et réquisitions, et remises des originaux desdits exploits; les originaux desdits exploits d'assignations données aux parties intéressées les vingt-trois et vingt-neuf dudit mois de décembre, duement contrôlés lesdits jours;

Procès-verbal dudit jour dix janvier, portant comparution de dom René Gillot, supérieur général de ladite congrégation de Sainct-Maur, représenté par dom Jean-Baptiste Volet, prieur de l'abbaye de Sainct-Jean de Laon, fondé de sa procuration; et des religieux et prieur de l'archimonastère de Sainct-Remy par dom Jean-Joseph Baudart, fondé de pouvoir par l'acte capitulaire du dix-neuf dudit mois de décembre, annexé à la procédure et cy-dessus visée, et demande de remettre au lendemain leur comparution, avec offre de comparoir sur la même assignation du vingt-trois dudit mois de décembre;

Le brevet original de ladite procuration passée devant Baron et son confrère, notaires au Châtelet de Paris, le sept dudit mois de janvier, de l'avis et en présence de dom Claude Jourdain et de dom Charles Lacroix, religieux de ladite congrégation, et assistants dudit supérieur général, annexé audit procès-verbal, après avoir été certifié véritable par ledit dom Volet, audit nom, et de nous paraphé, *ne varietur;*

Procès-verbal dudit jour dix janvier, portant comparution des vénérables prévôt, doyen, chantre et chanoines du chapitre de l'église métropolitaine de Reims, par les sieurs Pommyer de Sarches, et Rondeau, sénéchaux, et Onda, fabricien de ladite métropole, fondés de pouvoir spécial par délibération capitulaire, avec déclaration audit nom que le chapitre n'a jamais eu intention de retarder, et bien moins encore de s'opposer à l'extinction du titre de l'abbaye de Sainct-Remy, ni à l'union des biens et droits en dépendants à l'archevêché de Reims, mais qu'il n'entend ni pour lui, ni en son nom, pour la fabrique de son église dont il est administrateur, accepter une année des revenus de ladite abbaye, à chaque vacance de l'archevêché, aux charges, clauses et conditions énoncées dans les brevets et bulle susdits, et acte

des réserves expresses par eux faittes de tous les priviléges et droits dudit chapitre contre les seigneurs archevêques de Reims ; la copie en forme de ladite délibération du cinq janvier, contrôlé à Reims le douze dudit mois, annexée audit procès-verbal, après avoir été certifiée véritable par lesdits sieurs chanoines, comparants audit nom, et de nous paraphés, *ne varietur ;*

Procès-verbal du 11 dudit mois de janvier, portant comparution des religieux et prieur de l'archimonastère de Sainct-Remy par dom Jean-Joseph Baudart, religieux, procureur de ladite abbaye, fondé de pouvoir spécial par procuration dudit prieur, et déclaration audit nom qu'il consent aux extinction, suppression, union, démembrement et distraction de laditte abbaye de Sainct-Remy, ordonné par lesdits brevets et bulle, et ce sous les vingt-deux conditions et réserves détaillées audit procès-verbal, dont il a requis acte à lui octroyé; l'expédition de laditte procuration, donnée par les religieux et prieur, capitulairement assemblés, devant Huguin et son confrère, notaires à Reims, le 10 janvier 1776, contrôlée à Reims le même jour, et annexée à la procédure après avoir été certifiée véritable par ledit dom Baudart, et de nous paraphée, *ne varietur.*

Procès-verbal du même jour onze janvier, portant comparution de dom René Gillot, supérieur général de l'ordre de Sainct-Benoist, et congrégation de Sainct-Maur, représenté par dom Jean-Baptiste Volet, prieur de l'abbaye de Sainct-Jean de Laon, fondé de pouvoir par laditte délibération du sept dudit mois de janvier cy-dessus visée, et déclaration qu'il consent audit nom, sous les réserves et aux charges, clauses et conditions exprimées dans le procès-verbal cy-dessus des comparutions et dire des religieux et prieur de Sainct-Remy, à l'extinction du titre de laditte abbaye, et à la réunion des biens et droits en dépendant, à la manse archiépiscopale de Reims, et à la ratification, audit nom, en tant que de besoin, du consentement donné par lesdits religieux et prieur à la suppression et union de laditte abbaye, et des clauses et conditions sous lesquelles ils y ont consenti, et enfin acte desdittes comparutions, déclaration et réserves.

Procès-verbal dudit jour onze janvier, portant comparution de son éminence monseigneur le cardinal de la Roche-Aimon, en sadite qua-

lité d'archevêque de Reims, représenté par ledit sieur abbé de Lescure, son fondé de pouvoir, comme dit est, et demande, après communication par lui prise des dires des parties intéressées réassignées et comparantes, en exécution de nos ordonnances susdattées, de lui donner acte : 1°. du consentement donné par lesdits vénérables prévôt, doyen, chanoines et chapitre, à l'extinction et union de l'abbaye de Sainct-Remy à l'archevêché de Reims, et du refus fait par ledit chapitre d'une année des revenus de laditte abbaye à chaque vacance de l'archevêché aux charges, clauses et conditions, énoncées dans lesdits brevets et bulle, avec déclaration en outre qu'à l'égard des protestations faites le quinze dudit mois de décembre par ledit chapitre, mondit seigneur l'archevêque de Reims, d'après le refus fait par ledit chapitre de laditte année des revenus de laditte abbaye de Sainct-Remy, n'entend poursuivre l'homologation de la délibération du 10 juin 1775, ni en tirer aucun avantage par la suitte, comme il proteste contre tout ce qu'on pourroit en induire de contraire à ses droits ; 2°. du consentement donné par les religieux et prieur de l'archimonastère de Sainct-Remy auxdittes extinction, suppression, union et distraction ordonnées par lesdits brevets et bulle, avec déclaration et protestation telles que de droit contre celles desdittes conditions, sous lesquelles lesdits religieux ont donné leur consentement, qui pourroient être contraires aux droits de l'archevêché ; 3°. du consentement donné par ledit supérieur de la congrégation de Sainct-Maur, de l'avis de ses assistants, auxdittes extinction et union de laditte abbaye de Sainct-Remy à l'archevêché de Reims, ainsi que la ratification et approbation données par ledit supérieur général aux consentements des religieux et prieur de l'archimonastère de Sainct-Remy auxdittes extinction et union, avec toutes protestations que de droit contre lesdittes conditions et réserves, sous lesquelles ledit supérieur général a donné son consentement, et approuvé celui donné par lesdits religieux et prieur ; et enfin acte audit sieur abbé de Lescure, audit nom, desdittes déclarations, désistement, réserves et protestations ;

Notre ordonnance dudit jour onze janvier sur le réquisitoire dudit promoteur général, du vingt-deux décembre précédent, portant que le douze dudit mois de janvier, nous nous transporterons, accompagné

dudit sieur promoteur et de notre greffier commis, chez ledit sieur Villain, régisseur de la manse abbatiale de Sainct-Remy, pour y faire le récollement des titres et pièces énoncés dans l'inventaire susdatté et annexé à la procédure, et ensuite en la maison abbatiale de laditte abbaye de Sainct-Remy, à l'effet de dresser procès-verbal sommaire de l'état du cartulaire, dans lequel sont les pièces du greffe du bailliage de ladite abbaye de Sainct-Remy, et enfin en la maison conventuelle de ladite abbaye, pour entendre et dresser procès-verbal des déclarations à faire par lesdits religieux et prieur de l'archimonastère de Sainct-Remy, si il y a eu partage judiciaire ou conventionnel entre les abbé et religieux de laditte abbaye; si, lors du partage, il a été fait nventaire des titres, si dans le chartrier dudit archimonastère il y a des titres qui ne concernent que la manse abbatiale; s'il y en a de communs aux deux manses abbatiale et conventuelle, et qu'à la requête dudit promoteur sommation soit faite audit sieur Villain, au greffier dudit bailliage et auxdits religieux et prieur de Sainct-Remy, chacun en ce qui les concerne, de nous faire la représentation desdits titres et les déclarations mentionnées en notredite ordonnance; les originaux de signification et sommation faites à la requête dudit promoteur, en exécution de notre ordonnance susdattée, par Mené, huissier royal, le onze dudit mois de janvier, contrôlés à Reims le douze suivant;

Procès-verbal du douze dudit mois de janvier de notre transport, accompagné du promoteur général et de Me Martin Bara, notre greffier commis, en exécution de notre ordonnance susdattée: 1°. en la maison dudit sieur Villain, et du récollement par nous fait des titres et pièces énoncés en l'inventaire produit par le fondé de pouvoir de son éminence monseigneur le cardinal de Rochechouart, en sa qualité d'abbé de Sainct-Remy, et annexé au procès-verbal du seize dudit mois de décembre; 2°. en la maison abbatiale de Sainct-Remy de Reims, et du récollement par nous fait, en présence du sieur Delvincourt, greffier du bailliage de Sainct-Remy, des minuttes du greffe dudit bailliage; 3°. enfin dans l'archimonastère de laditte abbaye de Sainct-Remy, et de notre introduction dans le chartrier, par dom Baudart, procureur dudit monastère, et sa déclaration qu'il n'y a pas

eu de partage judiciaire entre les abbés et religieux de Sainct-Remy; qu'il a été fait en 1770 un inventaire des titres dans lequel sont compris ceux qui concernent actuellement la manse abbatiale; que dudit inventaire il a été fait un extrait indicatif des titres des biens appartenant à la manse abbatiale, et des titres communs aux deux manses, tous lesquels titres sont reliés dans cent huit cartons déposés audit chartrier; et qu'en outre des titres compris audit inventaire il y a plusieurs liasses de titres et pièces concernant la manse abbatiale, cottées depuis la lettre A jusques et compris la lettre S, et quatre cartulaires en recueil de chartres sur vélin, contenant des titres communs aux deux manses; le récollement par nous fait dudit inventaire, titres et papiers reliés dans lesdits cartons et recueils de chartres, que nous avons trouvés conformes aux deux états produits par ledit dom Baudart, les deux états contrôlés à Reims le douze dudit mois de janvier, après avoir été certifiés véritables dudit dom Baudart, et de nous paraphés, *ne varietur;*

Procès-verbal dudit jour douze janvier, portant comparution du promoteur général et sa déclaration qu'en exécution de notredite ordonnance du vingt-sept novembre cy-dessus visée, il avoit, par exploit de Gérard, huissier à Paris, fait assigner son excellence monseigneur de Talleyrand-Périgord, archevêque de Trajanople, coadjuteur de l'archevêché et pairie de Reims, et en cette qualité partie intéressée aux extinction du titre de l'abbaye de Sainct-Remy de Reims, et union des biens et droits en dépendant audit archevêché; et à la réquisition dudit promoteur qu'il nous plût entendre Sadite Excellence, comparante, et enfin acte desdittes comparutions, réquisitions et remise de l'original dudit exploit; l'original dudit exploit d'assignation du deux dudit mois de janvier, contrôlé à Paris le cinq suivant;

Procès-verbal dudit jour douze janvier de la comparution de son excellence monseigneur Alexandre-Angélique de Talleyrand-Périgord, archevêque de Trajanople, coadjuteur de l'archevêché de Reims, représenté par M[e] Laurent-Benjamin Arnoult, avocat au parlement, demeurant à Paris, fondé de la procuration de Saditte Excellence, et saditte déclaration qu'il consent audit nom, purement et simplement, aux extinction, suppression et réunion, démembrement et distraction

de l'abbaye de Sainct-Remy, ordonnés par lesdits brevets et bulle, avec réserves, audit nom, de former telles demandes et de prendre par la suite telles conclusions qu'il appartiendra; et enfin acte audit sieur Arnoult, audit nom, de ses comparution, déclaration et réserves. Le brevet original de laditte procuration passée devant Boulard et son confrère, notaires au Châtelet de Paris, le sept dudit mois de janvier, et annexé à la procédure, après avoir été certifié véritable par ledit sieur Arnoult, et de nous paraphé, *ne varietur;*

Notre ordonnance dudit jour douze janvier par laquelle, ce fait, nous avons sursis à l'instruction de laditte procédure et ordonné notre retour en laditte ville de Chaalons;

La requête à nous présentée par son éminence monseigneur le cardinal de la Roche-Aimon, archevêque duc de Reims, représenté par M^e^. de La Condamine de Lescure, fondé de sa procuration cy-dessus dattée et visée, tendante à ce qu'il nous plût ordonner que les religieux et prieur de laditte abbaye de Sainct-Remy, ensemble ledit supérieur général de la congrégation de Sainct-Maur, seroient assignés à comparoir par-devant nous, à tels jours et heures qu'il nous plairoit indiquer, pour être entendus de nouveau sur les extinction et union de laditte abbaye de Sainct-Remy, ordonnée par ledit brevet, et notre ordonnance étant au bas de laditte requête *soit communiqué au promoteur général*, donné à Chaalons, le sept juin 1776; le réquisitoire dudit promoteur général du huit dudit mois;

Notre ordonnance du même jour huit juin, portant qu'à la requête de Sadite Éminence, en sa qualité d'archevêque duc de Reims, poursuitte et diligence dudit sieur abbé de Lescure, les religieux et prieur de l'archimonastère de Sainct-Remy, et le supérieur général de la congrégation de Sainct-Maur, seroient assignés à comparoir par-devant nous le 27 dudit mois de juin, aux fins de la requête susdattée, et qu'en outre faisant droit sur le réquisitoire dudit promoteur, saditte excellence Monseigneur le coadjuteur de Reims seroit aussi assigné à la requête dudit promoteur à comparoir pardevant nous ledit jour vingt-sept juin, trois heures de relevée, pour être entendu sur les dires desdits religieux et prieur, et qu'à cet effet nous nous transporterions à Reims le mercredi vingt-six dudit mois;

Procès-verbal de notre transport et arrivée en la ville de Reims le vingt-six dudit mois de juin, en exécution de notre ordonnance susdattée, lequel nous avons fait rédiger en la grande salle de l'abbaye de Sainct-Denis, par notre greffier commis, ledit jour vingt-six juin;

Procès-verbal du vingt-sept dudit mois de juin, portant comparution de son éminence monseigneur le cardinal de la Roche-Aimon, archevêque duc de Reims, par ledit sieur abbé de Lescure, fondé de pouvoir, comme dit est, et sa déclaration qu'en exécution de notre ordonnance susdattée Saditte Éminence, a, par exploits de Mené, huissier à Reims, et de Sipaux, huissier à Paris, fait assigner les religieux et prieur de l'archimonastère de Sainct-Remy, et dom René Gillot, supérieur général de la congrégation de Sainct-Maur, à comparoir pardevant nous ledit jour vingt-sept juin, trois heures de relevée, et sa réquisition audit nom, que nous eussions à entendre celles desdittes parties intéressées qui comparoîtroient, et donner défaut contre les non comparantes, et enfin acte audit sieur abbé de Lescure, audit nom, de ses comparution, dire, réquisitions et remise des originaux desdits exploits; les originaux desdits exploits d'assignations données auxdittes parties intéressées les dix-neuf et vingt-deux dudit mois de juin, contrôlés à Paris ledit jour dix-neuf et à Reims le vingt-cinq dudit mois;

Procès-verbal dudit jour vingt-sept juin, portant comparution des religieux et prieur de l'archimonastère de Sainct-Remy de Reims, par dom Jean-Joseph Baudart, religieux, procureur de laditte abbaye, fondé de pouvoir spécial par délibération du vingt-six dudit mois de juin, et sa déclaration audit nom que les religieux et prieur dudit archimonastère renouvellent en tant que de besoin le consentement par eux donné aux extinction, suppression du titre de l'abbaye de Sainct-Remy, et l'union des biens en dépendant à l'archevêché de Reims, conformément à l'acte passé devant Bro et son confrère, notaires à Paris, [le 1■ avril?], entre son éminence monseigneur le cardinal de La Roche-Aimon, d'une part, et dom Jean Vinet, religieux, procureur général de la congrégation de Sainct-Maur, stipulant au nom et comme fondé de pouvoir spécial desdits religieux et prieur de l'archimonastère de Sainct-Remy, et procédant sous l'autorisation de dom

René Gillot, supérieur général de la congrégation de Sainct-Maur, et de dom Claude Jourdain et dom Charles Lacroix, assistants dudit supérieur général, autorisés à cet effet par le dernier chapitre général; laditte transaction ratifiée par lesdits religieux et prieur de Sainct-Remy par acte du six may devant Huguin et son confrère, notaires royaux à Reims, portant que lesdits religieux et prieur, après avoir de nouveau mûrement examiné les réserves et conditions sous lesquelles ils ont donné leur consentement à l'extinction et union de laditte abbaye de Sainct-Remy, ils se sont désistés d'une partie desdittes conditions ou réserves énoncées au procès-verbal de leur comparution par-devant nous le onze dudit mois de janvier, et ont fixé invariablement et réduit lesdittes conditions à celles exprimées en laditte transaction; enfin, acte audit dom Baudart, audit nom, de ses comparutions, dire, réserves et remise desdittes délibération, transaction et ratification; laditte délibération des religieux et prieur de l'archimonastère de Sainct-Remy, capitulairement assemblés le vingt-six dudit mois de juin; l'expédition de laditte transaction passée devant Bro et son confrère, notaires à Paris, ledit jour dix-huit avril; la ratification de la transaction par lesdits prieur et religieux de laditte abbaye de Sainct-Remy, capitulairement assemblés devant Huguin et son confrère, notaires à Reims, le six mai 1776, contrôlée à Reims le dix-sept du même mois, toutes lesdittes pièces certifiées véritables par ledit dom Baudart, et de nous paraphées, *ne varietur;*

Procès-verbal du même jour vingt-sept juin, portant comparution de dom René Gillot, supérieur général de la congrégation de Sainct-Maur, représenté par dom Jean-Baptiste Volet, prieur de l'abbaye de Sainct-Jean de Laon, fondé de sa procuration et sa déclaration, audit nom, qu'il approuve, confirme et ratifie le consentement renouvellé par les religieux et prieur de l'archimonastère de Sainct-Remy à l'archevêché de Reims, sous les seules charges, clauses et conditions et réserves exprimées en ladite transaction du dix-huit avril, ainsi que le désistement que lesdits religieux et prieur ont donné par le même acte des autres réserves et conditions sous lesquelles ils avoient d'abord donné leur consentement, et en outre la déclaration dudit dom Volet qu'il consent audit nom à l'extinction, suppression et union de la-

ditte abbaye de Sainct-Remy, aux seules charges, clauses et conditions exprimées en ladite transaction, et qu'il renouvelle, en tant que de besoin, les désistements portés en icelle du surplus desdittes conditions et réserves; et enfin acte audit dom Volet, audit nom, de ses comparution, dire, désistement, réserves et remise de ladite procuration;

Le brevet en original de ladite procuration passée devant Bro et son confrère, notaires à Paris, le vingt-un dudit mois de juin, en présence et du consentement de dom Claude-Maur Jourdain et dom Jean-Baptiste Dehan, religieux, assistants dudit supérieur général, annexé audit procès-verbal, après avoir été certifié véritable dudit dom Volet, et de nous paraphé *ne varietur;*

Procès-verbal dudit jour vingt-sept juin portant comparution du promoteur général, et sa déclaration qu'en exécution de notre ordonnance du huit dudit mois de juin, il a, par exploit de Pépaux, huissier au Châtelet de Paris, fait assigner son excellence monseigneur de Talleyrand-Périgord, coadjuteur de l'archevêché de Reims, à comparoir par-devant nous ledit jour vingt-sept juin, pour être entendu sur les dires des religieux et prieur de Saint-Remy; et les réquisitions que nous eussions à entendre Sadite Excellence; et enfin acte au promoteur de ses comparution, réquisition et remise de l'original dudit exploit; l'original dudit exploit d'assignation donné à la requête du promoteur à son excellence monseigneur le coadjuteur de l'archevêché de Reims le dix-neuf dudit mois de juin, contrôlé à Paris le même jour;

Procès verbal dudit jour vingt-sept juin, portant comparution de son excellence monseigneur le coadjuteur de l'archevêché de Reims par maître Jean-Chrysostôme Dupleix de Cadignan, vicaire général du diocèse de Reims et aumônier de madame la comtesse d'Artois, fondé de procuration; et sa déclaration, après lecture à lui faite des procès-verbaux dudit jour vingt-sept juin des dires des religieux et prieur de Saint-Remy et du supérieur général de la congrégation de Saint-Maur, qu'il consent, audit nom, aux extinction et union de ladite abbaye de Sainct-Remy de Reims à l'archevêché de ladite ville, sous les conditions et réserves énoncées auxdits procès-verbaux, et con-

formément à laditte transaction du dix-huit avril, laquelle a été ratifiée par acte passé devant Villain et son confrère, notaires à Reims, par Sadite Excellence, et enfin acte audit sieur abbé de Cadignan, audit nom, de ses comparution, dire, consentement, réserves et remise des expéditions desdittes procuration et ratification; les expéditions de la procuration passée devant Villain et son confrère, notaires à Reims, le vingt-neuf avril 1776, contrôlée audit Reims le même jour; et de l'acte de ratification de son excellence monseigneur le coadjuteur de Reims passé devant Villain et son confrère, notaires à Reims, ledit jour vingt-neuf avril, contrôlé à Reims le même jour, lesdittes expéditions annexées à la procédure, après avoir été certifié véritable dudit sieur abbé de Cadignan, et de nous paraphé, *ne varietur;*

Procès-verbal dudit jour vingt-sept juin, portant comparution de son éminence monseigneur le cardinal de la Roche-Aimon, représenté par le sieur abbé de Lescure, fondé de pouvoir, comme dit est; et sa réquisition, après avoir pris communication des procès-verbaux susdattés, des comparutions et dires des parties intéressées, de lui donner acte audit nom, 1°. du désistement donné par les religieux et prieur de l'archimonastère de Saint-Remy de différentes conditions sous lesquelles il avoit d'abord été consenti à l'extinction et union de laditte abbaye de Sainct-Remy, et du consentement par eux renouvellé auxdittes extinction et union, aux seules réserves et conditions exprimées en laditte transaction du dix-huit avril 1776; 2°. de l'approbation et ratification données par le supérieur général de la congrégation de Saint-Maur, du consentement renouvellé par lesdits prieur et religieux, et du désistement par eux donné, sous les réserves et conditions qu'ils avoient d'abord apposées à leur consentement donné par ledit supérieur général de la congrégation de Sainct-Maur auxdittes suppression et réunion de laditte abbaye de Saint-Remy à l'archevêché, aux seules charges et conditions exprimées en la transaction susdattée, ainsi que du désistement porté en icelle, qu'il a renouvellé, en tant que besoin il étoit, de tous, et du consentement des deux assistans dudit supérieur général; 4°. du consentement donné par son excellence monseigneur le coadjuteur de Reims auxdittes

extinction et union de laditte abbaye sous les conditions et réserves auxquelles se sont restraint lesdits religieux et prieur de Saint-Remy et ledit supérieur général de la congrégation de Sainct-Maur, conformément à laditte transaction du dix-huit avril, ratifiée par Sadicte Excellence; et enfin acte audit sieur abbé de Lescure, audit nom, de ses comparution, dire et réquisition;

Notre ordonnance dudit jour 27 juin, portant que ce qui avoit été requis et par nous ordonné pour l'instruction de laditte procédure étant fait, nous aurions ordonné notre retour en laditte ville de Chaalons;

La requête à nous présentée par son éminence monseigneur le cardinal de la Roche-Aimon, en sa qualité d'archevêque duc de Reims, représenté par le sieur abbé de Lescure, tendante à ce que, pour les causes y déduites, il nous plût ordonner que toute la procédure et les pièces y jointes soient communiquées au promoteur général, à l'effet de donner ses conclusions définitives, pour, sur ycelles, être par nous procédé au décret de fulmination de la bulle susdattée;

Notre ordonnance donnée à Chaalons le 25 juillet 1776, étant au bas de laditte requête, et portant que toute la procédure et pièces y jointes seroient communiquées au promoteur général, pour avoir ses conclusions définitives, et sur ycelles être par nous décretté et prononcé ce que de droit et de raison;

Les conclusions définitives dudit promoteur général du vingt octobre 1776;

Tout vu et considéré, et le sainct nom de Dieu invoqué; ayant égard à la demande de son éminence monseigneur le cardinal de la Roche-Aimon, en sa qualité d'archevêque duc de Reims, par les requêtes à nous présentées les 18 novembre 1775 et 25 juillet 1776, nous avons donné défaut contre toutes les parties inconnues intéressées ou prétendant l'être, appellées et non comparantes, avons éteint et supprimé à perpétuité le titre abbatial de l'abbaye de Sainct-Remy de Reims, ordre de Sainct-Benoist, congrégation de Sainct-Maur, et uni aussi à perpétuité à l'archevêché de Reims tous les biens, droits et revenus de la manse abbatiale de laditte abbaye de Sainct-Remy, à la réserve du droit de nommer et disposer des bénéfices conven-

tuels *actu* ou *habitu*, ou simples dépendants de ladite abbaye, que nous avons distrait au profit du Roi et de sa couronne à perpétuité, à la réserve encore de disposer des cures et autres bénéfices à charge d'âmes, que nous avons aussi distraits au profit des ordinaires des lieux où lesdits bénéfices sont scitués, et dont la pleine et entière disposition [demeure?] aux archevêques et évêques, conformément au droit commun, pour lesdittes union et distractions ne s'effectuer que par le décès ou démission de son éminence monseigneur le cardinal de Rochechouart, abbé commandataire de laditte abbaye de Sainct-Remy, et en outre conformément au traité[1] passé devant Bro et son confrère,

[1] Un premier traité avait été dressé par les religieux, mais rejeté par l'archevêque; en voici la teneur :

10 janvier 1776. « Par-devant les notaires du Roy en son baillage de Vermandois, siége royal et présidial de Reims, soussignés, furent présents les révérends pères dom Pierre-Gabriel de Bar, grand prieur de l'abbaye royale et archimonastère de Saint-Remy de Reims; dom Jean-Louis Boulaix, sous-prieur; dom Emmanuel Delporte, doyen; dom Jean-Louis de Bar, dom François-Germain de Grez, dom Claude Gérard, dom Jacques-Claude Vincent, dom Joseph-Philippe Sutaine, dom Pierre Mignot, dom Maurice Defaulx, dom Joseph Grandpierre, tous religieux profès de laditte abbaye de Saint-Remy de Reims, ordre de Saint-Benoist, congrégation de Saint-Maur, capitulairement assemblés au lieu et en la manière accoutumés; lesquels ont, par ces présentes, fait et constitué leur procureur général et spécial dom Jean-Joseph Baudart, procureur de ladite abbaye, auquel ils donnent pouvoir de, pour et au nom de leurdite abbaye, comparoir par-devant monsieur l'official de Chaalons et monsieur son subdélégué, le cas arrivant, en la ville de Reims, en la grande salle de l'abbaye de Saint-Denis, pour ce consentir aux extinction, suppression, union, démembrement et distraction ordonnés par les brevets du Roy des dix avril et quatre août mil sept cent soixante-quatorze, et bulle de notre saint père le Pape, du trente-un aoust dernier, en conséquence de l'assignation donnée à ladite abbaye à la requête de monseigneur le cardinal de la Roche-Aimon par Mené, huissier à Reims, le 5 décembre dernier; et là dire et déclarer, pour et au nom de ladite abbaye, que ladite communauté ne consent à ladite union qu'aux conditions et réserves cy-après expliquées, et autres qu'il plaira à ladite communauté d'expliquer par la suite à sondit procureur constitué :

« 1°. Tous les droits, revenus, honneurs, raisons et actions appartenants à la manse conventuelle de ladite abbaye, lui demeureront conformément au partage provisoire ou concordat passé entre monseigneur Henry de Savoye, abbé de ladite abbaye, et les religieux d'ycelle, le quinze juillet mil six cent cinquante-deux, homologué le quinze janvier mil six cent cinquante-trois; lequel subsistera entre toutes ses parties et sera exécuté selon sa forme et teneur, avec les garanties de droit, jusqu'à ce qu'il soit fait un partage canonique, dont les comparants se réservent de faire la demande quand et par-devant qui il appartiendra.

« 2°. Le concordat du sept mars mil six cent quatre-vingt-un, passé entre monseigneur Le Tellier, lors archevêque de Reims et abbé de Saint-Remy, en sadite qualité d'abbé, d'une part, et les religieux de ladite abbaye, d'autre, sera annullé, comme étant un effet de surprise et de violence, et comme ôtant à ladite manse conventuelle plus qu'il

notaires à Paris, le 18 avril 1776, duement autorisé et ratifié par les parties respectivement intéressées, aux charges et conditions énon-

ne lui a été accordé pour les réparations; en conséquence, le délaissement, cession et abandon faits audit seigneur Le Tellier par les religieux de ladite abbaye, pour une prétendue compensation de la terre de Villers-en-Selve, énoncé dans ledit concordat comme dépendant de la manse conventuelle et de l'office des cottes, et faisant partie du second lot porté au concordat de mil six cent cinquante-deux, choisi par les religieux, sera considéré comme nul en toutes ses parties; à cet effet, le capital de l'aliénation de ladite terre, ainsi que la rente d'ycelui, seront rendus auxdits religieux aussitôt que ladite union sera consommée, et yceux religieux seront authorisés à employer les deniers qu'ils auront reçus au retrait qu'ils se proposent de faire à leur profit de ladite terre de Villers-en-Selve.

« 3°. Arrivant le décès de mondit seigneur archevêque de Reims, les religieux jouiront, pendant la vacance du siége jusqu'à la prise de possession canonique, du droit de nommer aux cures dépendantes de ladite abbaye, scituées dans le diocèse de Reims, conformément à un arrêt du Parlement du 13 juillet 1711, à la déclaration du Roy du 30 aoust 1735, ainsi que de la nomination des coutres pendant ladite vacance, avec les priviléges dont ont joui jusqu'à présent messieurs les abbés de ladite abbaye.

« 4°. La nomination aux cures et bénéfices dépendants de la manse conventuelle et des bénéfices claustraux auxquels la communauté est en possession de nommer, demeurera à ladite communauté.

« 5°. Lesdits sieurs religieux se réservent de supplier Sa Majesté de réunir à leur manse les bénéfices dont ils jouissent.

« 6°. Attendu la confusion qui pourroit naitre de ladite union dans l'exercice des justices de l'archevêché et de ladite abbaye, celle de l'abbaye sera toujours exercée en noms collectifs, comme cy-devant, sans qu'elle puisse être réunie ni incorporée à celle de la duché-pairie; le tribunal de la justice de ladite abbaye sera toujours dans l'enceinte de la seigneurie de ladite abbaye, et aura les juges ordinaires, comme bailly, lieutenant du bailly, procureur fiscal général, greffier et sergents distincts et séparés de ceux de ladite duché-pairie, sans que les mêmes personnes puissent être en même tems officiers de deux jurisdictions. Pour assurer davantage ladite distinction, lesdits religieux auront la nomination, à toujours, du lieutenant du bailly et de quatre sergents dans les quatorze qui, de temps immémorial, ont été attachés audit baillage de Saint-Remy, et dont le nombre ne pourra être diminué : les quatre places de sergents, dont les religieux auront la nomination dans les quatorze attachés audit baillage, seront les quatre premières qui viendront à vacquer après ladite union; l'institution et destitution de ceux qui les rempliront appartiendra, à toujours et dans touts les cas, auxdits sieurs religieux seuls; les officiers de justice du baillage de ladite abbaye continueront à connoître de toutes les matières tant civiles que criminelles dont ils connoissoient avant ladite union; toutes leurs sentences et autres actes seront intitulés de même qu'ils l'ont toujours été et l'étoient au moment de ladite extinction et union.

« 7°. Les marchés du ban Saint-Remy, les priviléges et la foire de Saint-Remy, seront conservés en leur entier, sans que, sous aucun prétexte, pour quelque cause et raison que ce soit, il puisse y être donné atteinte, ni que lesdites foires et marchés puissent être ôtés et transférés ailleurs.

« 8°. La sainte ampoule et la châsse de Saint-Remy demeureront toujours déposées et conservées en l'église de ladite abbaye, et lesdits religieux, outre les droits honorifiques, auront les droits utiles résultants de la cérémonie du sacre; les baronnies de Neuvizy et de Bellestre continueront à être dans la mouvance de la manse conventuelle, et attendu que les autres baronnies relèvent de la manse abbatiale, les seigneurs arche-

cées dans ledit traité et dans les procès-verbaux susdattés, dont la teneur s'ensuit :

vêques seront tenus de rembourser auxdits sieurs religieux la moitié de la dépense des quatre croix que lesdits religieux feront faire : lesquelles croix se donnent aux quatre chevaliers barons de la sainte ampoulle à chacque cérémonie du sacre.

« 9°. Tous les honneurs dont a coutume de jouir le prieur de Saint-Remy relativement à la sainte ampoule et à la cérémonie du sacre des Roys lui seront conservés et confirmés ; et, dans ces cas comme dans tous autres, ledit prieur de Saint-Remy, comme grand prieur et chef de ladite abbaye, jouira des mêmes honneurs et prérogatives dont M. l'abbé de Saint-Remy auroit dû ou pu jouir avant l'extinction du titre abbatial, et aura le droit de représenter dans toutes les cérémonies et circonstances où M. l'abbé de Saint-Remy auroit eu droit de représenter par lui-même, si le titre d'abbé n'eût pas été éteint, sans que pour cet effet ledit grand prieur ait besoin d'aucun pouvoir étranger ni autre que celui que lui donne la place de prieur de Saint-Remy.

« 10°. Il ne pourra être fait, en aucun temps, aucune aliénation, soit par concession à titre de cens, ou surcens, soit à titre d'inféodation, ni à tel autre titre et sous telle dénomination que ce soit, des biens dépendants desdites deux manses abbatiale et conventuelle de ladite abbaye, sans le consentement spécial et par écrit desdits sieurs prieur et religieux.

« 11°. Chacun archevêque, à son avénement au siége archiépiscopal, demeurera chargé, ainsi que messieurs les abbés l'étoient ci-devant, de fournir auxdits religieux, dans l'année de leur avénement, une chapelle d'ornements complets valants au moins trois mille livres.

« 12°. Messieurs les chanoines de Saint-Thimothé de Reims resteront obligés à toutes les assistances dont ils sont tenus par titres et usages, moyennant les rétributions qui ont coutume de leur être payées.

« 13°. La vicomté du ban Saint-Remy sera fixée à deux cent cinquante septiers de froment, cent septiers de seigle, cent septiers d'avoine, cinquante septiers d'orge, et à une somme de cent livres pour les autres menus grains et farines, ou en une seule espèce à quatre cents septiers de froment, mesure de la vicomté de revenu actuel ; déclarant, lesdits sieurs comparants, qu'ils considèrent comme nuls, non fait ni avenu, l'acte capitulaire du 3 juin mil sept cent soixante-quatorze, comme ayant été fait et conclu sur de faux renseignements, et comme portant lésion énorme et d'outre moitié ; protestants de se pourvoir contre ledit acte par lettres de rescision, ou autrement en cas de besoin.

« 14°. En cas de suppression de ladite vicomté, elle demeurera, sur le pied de l'évaluation cy-dessus, au lot abbatial, sans qu'il puisse être allégué que ladite suppression doit tomber également sur les deux manses, attendu l'avantage qui résulte, au profit dudit archevêché, de l'union de la manse abbatiale de ladite abbaye ; en conséquence duquel avantage il y a eu abandon des droits de stellage au profit de l'hôpital général de Reims, et, à deffaut d'acceptation par ledit hôpital, retour à l'archevêché, on suppression projettée.

« 15°. Ledit archevêché demeurera garant de la prestation des soixante-dix septiers de seigle dus annuellement entre la Saint-Remy et la Saint-Martin à l'office claustral de l'aumônerie de Saint-Remy, pour être acquittés par tous les biens dudit archevêché, comme étant, ladite prestation, constituée en échange de biens cédés audit archevêché par M. l'abbé et l'aumônerie de Saint-Remy, et ce, conformément à la reconnoissance donnée par monseigneur l'archevêque le quatorze avril mil sept cent soixante-neuf, relative, entre autres titres, à une sentence arbitrale de douze cent soixante-dix-neuf ; transaction du mois de septembre douze cent quatre-vingt ; autre homologuée au Parlement, le dix-huit mars treize cent soixante-unze, sur

Par-devant les conseillers du Roy, notaires au Châtelet de Paris, soussignés, fut présent le révérend père dom Jean Vernet, religieux et procureur général des bénédictins de la congrégation de Sainct-

laquelle est intervenu, l'année suivante, l'arrêt pour le payement des arrérages de ladite prestation.

« 16°. L'emplacement de l'abbatiale sera réuni au jardin intérieur de la communauté (comme étant, ledit emplacement, de toute inutilité dans le cas de ladite union), pour y rester perpétuellement annexé en aggrandissement de leur clôture, aux offres que fait ladite communauté de renoncer à tous droits de promenade dans le grand jardin de ladite abbaye, droit qui a été accordé à ladite communauté par acte du dix-huit février mil cinq cent trente-neuf, droit qui leur devient aujourd'huy inutile, par la raison que 1°. la grande cour de ladite abbaye ayant été rendue passage public, 2°. ledit grand jardin étant loué, et par conséquent ouvert à tout le monde, il n'est ni décent ni du bon ordre que des religieux aillent y prendre leur récréation.

« 17°. Dans le cas où les matériaux du palais abbatial seroient abandonnés à ladite communauté, ycelle communauté offre, en compensation, une maison size à Reims, proche les Minimes, consistant, etc., louée deux cent soixante livres, à la prendre comme elle se comporte et dans son état actuel, où mondit seigneur archevêque pratiquera auditoire et prisons pour toute l'abbaye et seigneuries en dépendantes, conformément aux ordonnances royaux, laquelle maison restera affectée pour logis abbatial, sans que, sous aucun prétexte, aucun archevêque de Reims puisse revenir contre la présente clause.

« 18°. Seront conservés aux religieux tous droits de dépendance dus en argent par les prieurés et prévôtés de l'abbaye, notamment la pension due par le prieuré de Condé-lès-Chaumont, ensemble tous autres droits utils et honorifiques, ainsi que le droit de visitte dans lesdits prieurés et prévôtés.

« 19°. Les mesureurs de grains, pour ce qui concerne le ban de Saint-Remy, continueront d'être présentés à M. le bailly de Saint-Remy et reçus par lui comme cela s'est pratiqué jusqu'à ce jour; sur quoi lesdits religieux demandent qu'ils soient dérogés à la clause de la bulle d'union qui porte que les mesureurs de grains seront présentés au bailli de la pairie.

« 20°. Tous les titres, papiers et renseignement concernants les biens et droits du corps de l'abbaye, tant ceux qui sont à l'archevêché que ceux qui sont à l'abbatiale, ou dans les mains des officiers de la seigneurie ou ailleurs, seront rétablis dans le délai d'un an après la consommation de l'union, dans un chartrier commun en la maison conventuelle; auquel effet il en sera fait, sinon un inventaire en règle, du moins un état par liasses, aux frais dudit seigneur archevêque, comme ayant le tiers lot; desquels titres et papiers il ne pourra, par la suite, être tiré aucun sans donner un récépissé sur un registre qui sera tenu à cet effet dans ledit chartrier, auquel il y aura deux clefs, l'une qui sera au pouvoir dudit archevêque, et l'autre entre les mains des religieux.

« Requérir acte de tout ce que dessus, ycelui signer; et, en cas de refus, faire tous dires, protestations et réserves que besoin sera; et, en cas de difficulté, sera tenu, ledit sieur procureur constitué, d'en référer à ladite communauté, qui, pour les lever ou parvenir à accommodement, lui donnera les pouvoirs qu'elle croira nécessaires, et généralement promettant avoir le tout pour agréable, obligeant, etc.

« Fait et passé à Reims, en ladite abbaye, l'an mil sept cent soixante-seize, le dix janvier, avant midi, et ont lesdits sieurs constituans signés, lecture faite. La minute des présentes, contrôlée audit Reims, le même jour, par Champion, qui a reçu quatorze sols, est demeurée à Mᵉ Huguin, l'un des notaires soussignés. — *Signés* Huguin et Calmé, *avec paraphes, et scellé ledit jour.* »

Maur, demeurant à Paris, à l'abbaye de Sainct-Germain-des-Prez, stipulant en ces présentes au nom et comme fondé de procuration spéciale des prieur, religieux et couvent de l'archimonastère de Sainct-Remy de Reims, insérée en une délibération capitulaire desdits religieux, reçue par maître Huguin et son confrère, notaires à Reims, le vingt-huit mars de la présente année; copie de laquelle, faisant mention du contrôle de sa minutte, que ledit sieur dom Vernet certifie véritable, est demeurée annexée à la minute des présentes, après avoir été signée et paraphée en présence des notaires soussignés; et encore ledit dom Jean Vernet, se faisant et portant fort desdits prieur, religieux et couvent dudit archimonastère de Saint-Remy de Reims, par lesquels il promet et s'oblige de faire ratiffier ces présentes, et de fournir acte de laditte ratiffication dans un mois de ce jour; lequel dom Vernet, audit nom, en vertu de laditte procuration, en la présence et sous l'autorisation des RR. PP. dom René Gillot, supérieur général de la congrégation de Sainct-Maur, dom Claude-Maur Jourdain et dom Charles Lacroix, tous deux assistans dudit sieur supérieur général, demeurants tous trois à Paris à l'abbaye de Sainct-Germain-des-Prez, autorisés à ce par le dernier chapitre général, a dit et déclaré que les prieur et religieux dudit monastère de Sainct-Remy, après avoir de nouveau mûrement examiné les réserves et conditions sous lesquelles ils ont donné leur consentement à l'extinction du titre de l'abbaye de Sainct-Remy de Reims et à l'union des biens et droits dépendans de la manse abbatiale à l'archevêché de la même ville, ainsi qu'aux démembrement et distraction ordonnés par les brevets des rois Louis quinze et Louis seize, des dix avril et quatre aoust mil sept cent soixante quatorze, et par la bulle de notre sainct père le Pape du trente-un aoust dernier, ont unanimement reconnu que plusieurs desdites conditions pouvant être regardées comme étrangères à laditte réunion et autres dispositions portées dans le brevet du quatre aoust mil sept cent soixante-quatorze, et dans laditte bulle, et pouvant être susceptibles de quelques difficultés, pourroient aussi occasionner quelques contestations et retarder les opérations de l'union; ce que voulant éviter, ils se sont désistés d'une partie des conditions portées dans le consentement qu'ils ont donné le onze jan-

vier dernier par-devant monsieur le commissaire du pape, et le sont réduites à celles seulement qui seront cy-après détaillées et énoncées dans le présent acte, entendant que celles qui n'y seront point comprises, quoique portées dans le consentement dudit jour onze janvier dernier, demeurent nulles et soient regardées comme non faites ni avenues; pourquoi ledit dom Jean Vernet, audit nom, a fixé invariablement et limité ainsi qu'il suit les seules réserves et conditions sous lesquelles il renouvelle, en tant que de besoin, le consentement desdits prieur et religieux de Sainct-Remy à l'extinction du titre de l'abbaye de Sainct-Remy de Reims, et à l'union des biens et droits dépendants de sa manse abbatiale à l'archevêché de la même ville;

Ledit dom Vernet réserve aux prieur et religieux dudit monastère de Sainct-Remy :

1°. Tous les droits, revenus, honneurs, prérogatives, raisons et actions appartenants à la manse conventuelle de laditte abbaye, conformément au partage provisoire ou concordat passé entre monsieur Henry de Savoye, abbé de laditte abbaye, et les religieux d'icelle le quinze juillet mil six cent cinquante-deux, homologué le quinze janvier mil sept cent cinquante-trois, lequel subsistera et sera exécuté selon sa forme et teneur, avec les garenties de droit, jusqu'à ce qu'il soit fait un partage canonique, dont les religieux pourront former la demande quand ils le jugeront à propos;

2°. Et de revenir en tems convenable contre le concordat passé entre monsieur Le Tellier, archevêque de Reims, abbé de Sainct-Remy, le sept mars mil six cent quatre-vingt-un, à l'occasion duquel les religieux n'ont eu ni la liberté du consentement, ni celle de pourvoir à leurs intérêts; notamment contre le délaissement, cession et abandon fait pour une prétendue compensation par ledit concordat, par les religieux au seigneur abbé, de Villers-en-Selve, porté dans ledit concordat, comme dépendants de la manse conventuelle et de l'office des cottes; avec protestation de la part des religieux de se pourvoir contre l'aliénation qui a été faite de la terre, seigneurie et dépendances dudit Villers-en-Selve, et de faire le retrait de laditte terre à leur profit.

Outre les réserves cy-dessus, ledit consentement est donné aux conditions cy-après :

1°. Qu'arrivant le décès de monseigneur l'archevêque de Reims, les religieux jouiront pendant la vacance du siége du droit de nommer aux cures dépendantes de l'abbaye, situées dans le diocèse de Reims, conformément à un arrêt du Parlement du treize juillet mil sept cent onze, ainsi que du droit de nommer les coutres; plus, que la nomination des cures et bénéfices dépendants de la manse conventuelle et des offices claustraux, auxquels cures et bénéfices la communauté est en possession de nommer, demeurera toujours auxdits religieux;

2°. Que chacun archevêque de Reims, à son avénement au siége archiépiscopal, demeurera chargé, ainsi que MM. les abbés l'étoient cy-devant, de fournir aux religieux de Sainct-Remi, dans l'année de leur avénement, une chapelle d'ornements complette valante au moins trois mille livres;

3°. Que les droits, prérogatives et priviléges, relativement à la sainte ampoule, notamment celui de la garder en dépôt dans l'église de Sainct-Remy, ainsi que la châsse et les reliques de sainct Remy, patron de laditte église; le droit de porter la sainte ampoule au sacre de nos Rois, et tous autres droits qui de tous tems appartiennent à laditte abbaye et qui ont été exercés jusqu'à présent, tant par l'abbé que par le prieur claustral, connu sous la dénomination de grand prieur, ou à son défaut et légitime empêchement, le sous-prieur ou autres présidents la communauté, aura l'exercice de ses droits, prérogatives et priviléges, pour les exercer comme et de la même manière que l'a fait ou auroit pu le faire l'abbé pendant que le titre de l'abbaye a existé;

4°. Que, comme par l'union de la manse abbatiale à l'archevêché, il pourroit naître une confusion dans l'exercice des justices de l'archevêché et de l'abbaye, et un préjudice aux droits des religieux, la justice de l'abbaye sera toujours exercée en nom collectif, comme cy-devant, sans qu'elle puisse être réunie ni incorporée à celle de la duché-pairie que du consentement exprès des prieur et religieux de l'abbaye; que le tribunal de la justice de l'abbaye sera toujours dans l'enceinte de la seigneurie de laditte abbaye et aura les juges ordinaires, bailli, lieutenant, procureur fiscal, greffier et sergents, sans que le procureur fiscal du baillage de laditte abbaye puisse jamais être

procureur fiscal dans le baillage ducal; et dans le cas où les mêmes personnes, excepté toutesfois le procureur fiscal, seroient en même temps officiers des deux jurisdictions, il leur sera délivré des provisions différentes et séparées, et ils ne pourront rendre la justice que dans chaque tribunal consacré à chacune desdittes jurisdictions; que les religieux auront la nomination du lieutenant de justice de Sainct-Remy et de quatre sergents; que l'auditoire et les prisons seront également distinctes, construites et entretenues aux frais dudit seigneur archevêque;

5°. Que les marchés du ban de Sainct-Remy, les priviléges de la foire Sainct-Remy, seront conservés en leur entier, sans que, sous aucun prétexte, pour quelque cause et raison que ce soit, il puisse y être donné atteinte, ni que laditte foire puisse être ôtée ni transférée ailleurs;

6°. Que si le droit de stellage étoit ceddé à l'hôpital général, ledit droit, en cas de nouveau partage, sera réputé être dans le lot de la manse abbatiale pour le prix qu'il se trouvera avoir au moment du partage;

7°. Que l'archevéché sera tenu, avec hipotèque de tous ses biens, de la prestation de soixante-dix septiers de seigle dus annuellement entre la Sainct-Remy et la Sainct-Martin, à l'office claustral de l'aumonnerie de Sainct-Remy, conformément aux titres que le révérend père dom Vernet, audit nom, déclare être en la possession des religieux de Sainct-Remy;

8°. Que tous les droits de dépendances dus en argent par les prieurés et prévôtés dépendants de l'abbaye, notamment la pension due par le prieuré de Condé-lès-Chaumont, seront conservés aux religieux, ensemble tous autres droits utiles et honorifiques, ainsi que le droit de visite dans les prieurés et prévôtés;

9°. Que les mesureurs de grains, pour ce qui concerne le ban de Sainct-Remy, continueront d'être présentés au bailly de Sainct-Remy et reçus par lui, comme cela s'est pratiqué jusqu'à ce jour;

10°. Que tous les titres, papiers et renseignements concernants les biens et droits du corps de l'abbaye, tant ceux qui sont à l'archevêché que ceux qui sont à l'abbatiale, ou dans les mains des officiers

de la seigneurie ou ailleurs, seront rétablis dans le délai d'un an après la consommation de l'union dans un chartrier commun à la maison conventuelle; auquel effet il sera fait, sinon un inventaire en règle, du moins un état par liasses, aux frais de mondit seigneur archevêque, comme ayant le tiers lot; desquels titres et papiers il ne pourra par la suitte être tiré aucun sans donner un récépissé sur un registre qui sera tenu dans ledit chartrier, auquel il y aura deux serrures et deux clefs : l'une qui sera au pouvoir de mondit seigneur archevêque et l'autre entre les mains des religieux.

Lesquelles dispositions cy-dessus ont été approuvées, ratifliées et confirmées par lesdits RR. PP. DD. Gillot, Jourdain et La Croix, supérieurs majeurs de laditte congrégation de Sainct-Maur, pour être exécutées en tout leur contenu, selon leur forme et teneur, renouvellant lesdits supérieurs majeurs, autant que de besoin, leur consentement auxdittes extinction et union; au moyen de quoi ledit révérend père général se désiste de toutes les réserves, conditions et dispositions portées en sa comparution devant monsieur le commissaire du Pape, du même jour unze janvier dernier, consentant qu'elles demeurent nulles et qu'elles soient toutes regardées comme non faites ni avenues.

A ce faire étoient présents et sont intervenus éminentissime et révérendissime seigneur monseigneur Charles-Antoine de la Roche-Aymon, cardinal-prêtre de la sainte Église romaine, archevêque duc de Reims, premièr pair et grand aumônier de France, commandeur de l'ordre du Sainct-Esprit, abbé commandataire de l'abbaye royale de Sainct-Germain-des-Prez, demeurant à Paris, en son palais abbatial de Sainct-Germain, paroisse Sainct-Simphorien; et maître Laurent-Benjamin Arnoult, clerc tonsuré du diocèse de Meaux, avocat au parlement, demeurant à Paris, rue Sainct-Dominique, paroisse Sainct-Sulpice, stipulant en ces présentes comme ayant charge et pouvoir, ainsi qu'il le déclare, d'illustrissime et révérendissime seigneur monseigneur Alexandre-Angélique de Talleyrand-Périgord, archevêque de Trajanople, coadjuteur de l'archevêché de Reims, abbé commandataire des abbayes royales de Cercamp et de Sainct-Quentin-en-l'Isle, demeurant à Reims; lesquels,

esdits noms et qualités, après avoir pris communication et que lecture leur a été faite du présent acte, ont acquiescé purement et simplement et consenti, tant pour eux que pour leurs successeurs archevêques de Reims, aux réserves et conditions exprimées dans ces présentes, et ont promis, esdits noms et qualités, de les exécuter et accomplir selon leur forme et teneur. Pour faire signiffier ces présentes à qui il appartiendra et les faire enrégistrer partout où besoin sera, les parties en ont donné pouvoir au porteur. Et pour l'exécution des présentes, son éminence monseigneur le cardinal de la Roche-Aimon et ledit maître Arnoult, pour mondit seigneur coadjuteur de Reims, ont fait élection de domicile au palais archiépiscopal de Reims, et lesdits RR. PP. comparants, en l'abbaye de Sainct-Germain-des-Prez, auxquels lieux nonobstant, promettant, obligeant, renonçant, etc. Fait et passé à Paris, à l'égard de Son Éminence, en son palais abbatial de Sainct-Germain-des-Prez; à l'égard des RR. PP. religieux, en ladite abbaye Sainct-Germain-des-Prez, et dudit sieur abbé Arnoult, en l'étude; l'an mil sept cent soixante-seize, le dix-huit avril; et ont signés en la minutte des présentes demeurée à maître Bro, notaire. *Signé :* Trutat et Bro, *et scellé ledit jour.*

Par-devant les notaires du Roy à Reims soussignés, furent présents dom Gabriel Debar, prêtre, grand prieur de l'abbaye royale et archimonastère de Sainct-Remy de Reims; dom Emmanuel Delporte, doyen; dom Jean-Louis Debar; dom François de Grez; dom Claude Gérard; dom Jacques-Claude Vincent, dom Joseph-Philippe Sutaine; dom Jean-Joseph Baudart, dom Pierre Mignot; dom Maurice Defaulx; dom Joseph Grand-Pierre, et dom Jean-Baptiste Flageolet, tous religieux profès de l'abbaye royale de Sainct-Remy de Reims, ordre de Sainct-Benoist, congrégation de Sainct-Maur, capitulairement assemblés au lieu et en la manière accoutumée, lesquels, après avoir pris lecture et communication d'un acte passé devant maître Bro, qui en a la minutte, et son confrère, notaires à Paris, le dix-huit avril mil sept soixante-seize, par les sieurs constituans, représentés par dom Vernet, leur foudé de procuration, en la présence du supérieur général de la congrégation de Sainct-Maur et des assistans dudit supérieur général, et

encore en celle de monseigneur le coadjuteur de Reims, représenté par monsieur l'abbé Arnoult, qui s'est obligé de faire ratifier mondit seigneur coadjuteur; lequel acte contient et détermine invariablement les réserves et conditions sous lesquelles lesdits constituans ont consenti à l'extinction du titre de l'abbaye de Sainct-Remy de Reims, et à l'union des biens et droits dépendants de sa manse abbatiale à l'archevêché de la même ville, ainsi qu'aux démembrements et distractions ordonnés par les brevets des rois Louis XV et Louis XVI, des dix avril et quatre aoust mil sept cent soixante-quatorze, et par la bulle de notre saint-père le Pape du trente-un aoust dernier, ont approuvé, confirmé et ratiffié ledit acte en tout son contenu, et ont consenti qu'il sorte son plein et entier effet et soit exécuté selon sa forme et teneur; dont acte. Promettant, obligeant, renonçant, etc. Fait et passé à Reims en l'abbaye de Sainct-Remy, l'an mil sept cent soixante-seize, le six may de relevée, et ont lesdits sieurs comparans signés, lecture faite. *Signé* D. G. Debar, prieur; Fr.-Emm. Delporte, doyen; M. Defaulx; de Grez; F. Jean-Louis Debar; F. P. Sutaine; D. J.-C. Vincent; P. Mignot; Fr.-C. Gérard Baudart; F.-J.-B. Flageolet; Fr.-Joseph Grand-Pierre; Calmé; Huguin. Contrôlé à Reims le dix-sept may mil sept cent soixante-seize, reçu quatorze sols. *Signé* Champion.

Et faisant droit sur le réquisitoire du promoteur général, nous avons donné acte aux gouverneurs et administrateurs de l'hôpital général de Reims de leur déclaration, portée dans la délibération du 12 décembre 1775, et dans le procès-verbal de leur comparution du 15 du même mois; avons pareillement donné acte aux vénérables prévôt, doyen, chantre, chanoines et chapitre de l'église cathédrale et métropolitaine de Reims, de la déclaration portée dans l'affirmation à nous faite le 15 du mois de décembre 1775, ainsi que dans la délibération capitulaire du 5 janvier 1776, et dans le procès-verbal de leur comparution du dix du même mois.

Comme aussi faisant droit sur le réquisitoire du promoteur, nous avons surcis à statuer définitivement sur les distractions du droit de stellage au profit de l'hôpital général et de laditte année au profit du chapitre de l'église de Reims; et disons que néanmoins, par

provision, le stellage de l'archevêché continuera de lui appartenir et que celuy de Sainct-Remy [1] demeurera compris dans la masse

[1] Le 25 février 1778, Claude d'Argent, commissaire du pape, unit les droits de stellage à l'hôpital général par un décret dont voici quelques considérants et le dispositif :

« Charles.... d'Argent, vu...., etc., etc. Vu aussi la requête à nous présentée par son excellence Mgr Alexandre-Angélique de Talleyrand-Périgord, archevêque duc de Reims, représenté par messire Antoine-Pierre de la Condamine de Lescure, chanoine et grand archidiacre de l'église de Reims, official métropolitain et vicaire général du diocèse, fondé de la procuration de Sadite Excellence, laditte requête, aux fins de reprendre, en laditte qualité d'archevêque duc de Reims et successeur audit archevêché de feu Mgr le cardinal de la Roche-Aimon, la poursuitte de la procédure sur les derniers errements, et faire statuer sur le surcis porté en notredit décret, en ce qui concerne la réunion du droit de stellage à l'hôpital général de la ville de Reims ;

« Laditte procuration passée à Paris devant Boulard et son confrère, notaires, le 20 novembre 1777, certifiée véritable par mondit sieur abbé de Lescure, et de nous paraphée; notre ordonnance du 20 dudit mois de décembre dernier étant au bas de laditte requête, et portant *soit communiquée* au promoteur général ;

« Le réquisitoire du promoteur général du 5 janvier 1778; notre ordonnance donnée à Chaalons le 8 dudit mois de janvier portant acte à Saditte Excellence de ce qu'en sadite qualité de successeur audit archevêché de Reims de feu son éminence Mgr le cardinal de la Roche-Aimon, il entend reprendre, en son lieu et place, la poursuitte de la procédure pour parvenir à l'entière exécution de laditte bulle de N. S. P. le pape Pie VI, et qu'à la requête de Saditte Excellence les personnes intéressées au démembrement et distraction projetté du droit de stellage, pour être ledit droit uni à l'hôpital général de la ville de Reims, aux clauses et conditions énoncées dans lesdits brevets et bulle, seroient assignés à comparoir par-devant nous le 15 dudit mois de janvier dernier, pour consentir auxdits démembrement, distraction et union, ou dire contre ce qu'elles aviseront, et qu'à l'effet de ce que dessus, circonstances et dépendances, nous nous transporterons, accompagné du sieur promoteur général, en laditte ville de Reims, le 14 dudit mois de janvier; procès-verbal de notre transport de Chaalons et de notre arrivée en la ville de Reims, accompagné dudit sieur promoteur, le 14 dudit mois de janvier, lequel nous avons rédigé en la grande salle de l'abbaye de Saint-Denis de la ville de Reims, après avoir, pour la reprise de la procédure, commis pour greffier la personne de Me Martin Bara, notaire royal, demeurant à Reims, duquel nous avons pris et reçu le serment au cas requis.

« Autre procès-verbal du 15 dudit mois de janvier, portant comparution de sadite excellence Mgr l'archevêque duc de Reims, représenté par mondit sieur abbé de Lescure, son fondé de pouvoir par la procuration susdattée, et sa déclaration audit nom qu'en exécution de notre ordonnance du 8 janvier, il avoit, par exploit de Mené, huissier royal à Reims, fait assigner les gouverneurs et administrateurs de l'hôpital général de Reims à comparoir par-devant nous ledit jour 15 janvier, ainsi que les lieutenant, conseillers et échevins de laditte ville de Reims et les vénérables prévôt, doyen, chantre, chanoines et chapitre de l'eglise de Reims pour s'expliquer de nouveau et consentir au démembrement, distraction et union dudit droit de stellage, ou dire contre ce qu'ils aviseront; et enfin acte de la remise par lui faite des originaux desdits exploits, ensemble des copies certifiées de deux arrêts du conseil d'Etat du roy, portant rétablissement de la perception des droits de stellage, au profit de l'archevêché de Reims et de l'abbaye de Saint-Remy; lesdits originaux d'assignation des 9 et 10 du mois

des biens de la manse abbatiale de laditte abbaye unie à l'archevêché ; et qu'en cas que l'union susditte fût consommée avant que nous

de janvier, duement contrôlés ; lesdittes copies de deux arrêts du conseil d'État du roy du 7 février de l'année 1777 *.

« Autre procès-verbal dudit jour 15 janvier, portant comparution des gouverneurs et administrateurs de l'hôpital général, représentés par les sieurs Jouvant et le Large, fondés de pouvoir spécial par délibération du bureau d'administration et leur déclaration audit nom que, si l'administration de l'hôpital général, lors de sa comparution par-devant nous le 15 décembre 1775, n'a pas accepté l'union des droits de stellage aux autres biens dudit hôpital général, c'est qu'alors ces droits paroissoient être au moment de leur suppression, et que l'hôpital craignoit les difficultés auxquelles son acceptation auroit pu l'exposer, mais présentement que les droits paroissoient être à la veille d'être continués, et que la bonté de Mgr l'ar-

* Voici celui de ces arrêts qui concerne l'abbaye de Saint-Remi :

« *Extrait des registres du conseil d'État du roy.*

7 février 1777. « Vu par le roy étant en son conseil, les lettres, pièces et mémoires représentés en exécution de l'arrêt de son conseil, du 13 aoust 1775, et autres intervenus en conséquence pour le sieur cardinal de la Rochechouart, abbé de l'abbaye de Saint-Remy de Reims, se prétendant propriétaire d'un droit de stellage à prendre sur les grains, farines ou gruis qui se vendent dans l'étendue du ban de Saint-Remy de Reims, sçavoir : copie collationnée sur un cartulaire en parchemin étant aux archives de ladite abbaie d'une donation faite, en 989, par l'archevêque de Reims, au monastère de Saint-Remy de ladite ville, du territoire appelé le ban de Saint-Remy et de tous les droits appartenants audit archevêque dans ce territoire ; grosse en parchemin d'un arrêt du parlement de Paris, rendu le 18 mars 1522, en exécution de lettres patentes obtenues du roy par les manans et habitans de la ville de Reims, le 18 novembre 1522, portant homologation d'une transaction passée devant les notaires de Reims, le 30 décembre 1521, entre ledit sieur archevêque de Reims, lors abbé de Saint-Remy, les religieux de ladite abbaye, les manans et habitans de ladite ville de Reims et autres parties y dénommées ; copie collationnée d'extrait délivré en 1716, par la chambre des comptes de Paris, d'une déclaration du temporel de l'abbaye de Saint-Remy fourni le 30 janvier 1549, dans laquelle est énoncé le stellage dudit Saint-Remy, pouvant valoir, avec d'autres droits, vingt livres de revenu ; grosse en parchemin d'un arrêt du parlement de Paris, du 8 mars 1704, rendu sur la demande dudit sieur archevêque de Reims, portant homologation d'une transaction passée devant les notaires audit Reims, le 20 juillet 1703, entre ledit sieur archevêque de Reims, le maire des habitans et le procureur du roy de la ville, échevins et gens du conseil d'icelle, et les fermiers des droits domaniaux de l'archevêque de l'abbaie de Saint-Remy de Reims ; arrêt du conseil, du 15 may 1775, par lequel la perception du droit de stellage a été suspendue dans toute l'étendue de la ville de Reims ; état de recette du stellage de l'abbaye de Saint-Remy pour vingt années, depuis 1755 jusqu'en 1774 ; état fourni le 24 juillet 1776, par le sieur le Jai, fermier et receveur de la vicomté du ban Saint-Remy, du produit du stellage dudit ban, année commune ; acte de notoriété passé par-devant notaires, à Reims, le 18 décembre 1776 sur l'existance du droit de stellage de l'abbaye de Saint-Remy, sa conformité à celui de l'archevêché de Reims, et la possession immémoriale de l'abbaie de Saint-Remy, de percevoir ce droit aux mêmes mesures et suivant les mêmes règles et usages qui ont lieu à l'égard du stellage de l'archevêché ; mémoire présenté par le sieur cardinal de Rochechouart, abbé de Saint-Remy, par lequel il demande le rétablissement du droit de stellage de l'abbaye de Saint-Remy, dont la perception est suspendue en vertu d'arrêt du conseil du 15 may 1775, et l'indemnité pour la non jouissance depuis ledit temps ; conclusions du sieur Lambert, maître des requettes, procureur général de Sa Majesté en cette partie ; vu aussi l'avis des sieurs commissaires nommés par ledit arrêt du 13 aoust 1775 ; ouï le rapport du sieur Taboureau, conseiller d'État ordinaire au conseil royal, controlleur général des finances, le roy étant en son conseil, de l'avis desdits sieurs commissaires, a maintenu et maintient ledit sieur cardinal de la Rochechouart, abbé de Saint-Remy de Reims, à cause de sadite abbaïe, dans la propriété, possession et

eussions définitivement prononcé ensuitte du surcis susdit, que l'archevêché de Reims jouira, par provision aussi, de tous les biens et

chevêque de Reims a supprimé les charges que l'on avoit cru devoir imposer sur lesdits droits, ils acceptoient, pour ledit hôpital général, l'union desdits droits de stellage dépendants de l'archevêché de Reims et de l'abbaye de Saint-Remy, sous les conditions contenues en ladite délibération;

« Laditte délibération du bureau d'administration extraordinairement assemblé le 11 novembre 1777, reçue par Huguin et son confrère, notaires à Reims, contrôlée le 20 du même mois, certifiée véritable par lesdits sieurs administrateurs, et de nous paraphée;

« Autre procès-verbal du même jour, portant comparution des lieutenant, gens du conseil et échevins de la ville de Reims, représentés par les sieurs François-Joseph Souin, lieutenant des habitans, et Pierre-Louis Mopinot, conseiller et échevin de la ville, fondé de pouvoir spécial par délibération du conseil de la ville; et leur déclaration audit nom que les motifs qui avoient déterminé la ville à approuver le refus fait par lesdits administrateurs de l'hôpital général de cette ville lors de leur comparution du 15 décembre 1775, étoient 1°. la suspension des droits de stellage qui donnoit lieu de croire qu'ils seroient entièrement supprimés; 2°. les charges considérables dont ledit hôpital devoit être grevé par cette union, aux termes desdits brevets et bulle; que ces motifs n'ayant plus lieu aujourd'hui par le rétablissement du droit, et parce que Mgr l'archevêque de Reims, par une suitte de sa bienveillance et de sa charité pour les pauvres, a déchargé ledit hôpital des conditions onéreuses sous lesquelles laditte réunion devoit être faite, ils consentent, audit nom, à la distraction dudit droit de stellage, et à la réunion de ces biens et revenus à ceux de l'hôpital général, et approuvent, autant qu'il est en eux, le consentement donné par lesdits sieurs administrateurs auxdittes distraction et réunion; l'expédition de laditte délibération du conseil de la ville de Reims du 12 dudit mois de janvier, contrôlée le 15 dudit mois;

« Autre procès-verbal du 16 dudit mois de janvier, portant comparution des vénérables prévôt, doyen, chantre, chanoines et chapitre de l'église métropolitaine de Reims, représentés par messire (*sic*) Pommyer, doyen et sénéchal dudit chapitre, et messire Henry-Claude Benoist, chanoine et sénéchal dudit chapitre, fondés de pouvoir spécial par délibération dudit chapitre, et leur déclaration, audit nom, que le chapitre applaudit, avec la plus grande satisfaction, à la distraction du droit de stellage, tant de l'archevêché, que de l'abbaye de Saint-Remy, pour l'union en être faite à l'hôpital général; mais qu'ils réclament contre la suspension, qui a été faitte pendant celle du droit de stellage, du payement des prestations, taut en grains qu'en argent à lui dus sur l'archevêché de Reims, et qu'au surplus ledit chapitre se réfère, à cet égard, à l'article 5 de ses dires, et ses réserves contenus au procès-verbal de sa comparu-

jouissance du droit de stellage sur les grains, farines et grais qui se vendent dans l'étendue du ban de Saint-Remy, en ladite ville de Reims; ordonne en conséquence que la suspension dudit droit portée par l'arrêt de son conseil, du 15 mai 1775, cessera d'avoir lieu à compter du jour de la publication du présent arrêt, et que ledit droit continuera d'être perçu à l'avenir par le sieur cardinal de la Rochechouart, abbé de Saint-Remy de Reims, ses fermiers, préposés ou receveurs, comme avant ledit arrêt du 15 may 1775, et conformément aux titres, transactions et arrêts intervenus sur ledit droit, se réservant Sa Majesté de statuer, ainsi qu'il appartiendra, sur l'indemnité prétendue par ledit sieur abbé de Saint-Remy de Reims pour raison de la non-jouissance dudit droit; ordonne que le présent arrêt sera imprimé, publié et affiché dans la ville de Reims et partout où besoin sera. Fait au conseil d'Etat du roy, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 7 février 1777. *Signé*, Bertin. »

droits dépendants de la manse abbatiale susditte de Sainct-Remy unie audit archevêché; et sur le surplus des réserves, demandes

tion par-devant nous le 10 janvier 1776, lequel article porte que les biens de l'archevêché ne pourront être déchargés des préciputs, tant en grains qu'en argent qu'il doit audit chapitre, et qui depuis du tems ont été acquittés sur le produit de la vicomté, pour la commodité des seigneurs archevêques de Reims; l'expédition de ladite délibération du chapitre extraordinairement assemblé le 15 dudit mois de janvier, duement controllée à Reims le même jour, certifiée véritable par lesdits sieurs députés, et de nous paraphée;

« Autre procès-verbal du 16 dudit mois de janvier, portant comparution de sadite éminence Mgr l'archevêque duc de Reims, représenté par mondit sieur abbé de Lescure, son fondé de pouvoir, comme dit est, et acte à lui octroyé, audit nom, du consentement donné par les gouverneurs et administrateurs de l'hôpital général par les lieutenant, géns du conseil et échevins de la ville de Reims, et par les vénérables prévôt, doyen, chantre, chanoines et chapitre de l'église metropolitaine de laditte ville, à la distraction du droit de stellage et union d'iceux audit hôpital général, et sa déclaration, audit nom, qu'il acquiesce aux quatre conditions et réserves faites par les administrateurs dudit hôpital général, et qu'il consent, en outre, qu'il soit, audit nom, donné acte au chapitre de cesdittes réserves, à la charge que les droits et deffenses dudit archevêché seront pareillement réservés, de manière que ledit archevêché, le chapitre et même les autres préciputaires jouissants des prestations qui se payent sur le stellage, et qui sont énoncées dans la bulle, demeureront respectivement conservés dans leurs droits, privilèges, deffenses et actions; notre ordonnance du 16 dudit mois de janvier, portant *soit communiqué* au promoteur général;

« Le réquisitoire dudit promoteur général du 17 dudit mois; notre ordonnance dudit jour 17 janvier, portant qu'il seroit par nous informé de la comodité ou incomodité qui peut résulter du dénombrement [*sic*, démembrement] projetté du droit de stellage, tant de l'archevêché de Reims que de l'abbaye Saint-Remy et de l'union d'iceux à l'hôpital général, et que pour cet effet tous et tels témoins qu'il plairoit audit sieur promoteur faire entendre seroient assignés à sa requête à comparoir par-devant nous, le 19 dudit mois de janvier et jours suivans, huit heures du matin et deux heures de relevée, en la grande salle de l'abbaye de Saint-Denis de Reims, pour être entendus et déposer vérité sur la comodité ou incomodités des distractions, démembrement et union susdits;

« Procès-verbal du 19 dudit mois de janvier, portant comparution du sieur promoteur et sa déclaration qu'en exécution de notreditte ordonnance du 17, il a, par exploit de René, huissier royal à Reims, fait assigner témoins à comparoir par-devant nous ledit jour 19 janvier et jours suivants, aux fins de la requête susdatée, et acte de la remise par lui faite des originaux desdits exploits; les originaux desdits exploits d'assignation du 17 dudit mois de janvier, controllés à Reims le même jour, et joint audit procès-verbal;

« L'information par nous faite les 19 et 20 dudit mois de janvier, par laquelle huit témoins de différents ordres, après serment par eux prêté, et après que lecture leur a été faite des brevets et bulle susditte, ensemble des arrêts du conseil d'État du roy du 17 février 1777, portant rétablissement du droit de stellage de l'archevêché et de l'abbaye de Saint-Remy, ont déposés unanimement que la suppression des droits de stellage, l'incertitude de son rétablissement et les charges considérables dont l'hôpital auroit été grevé par l'acceptation de la réunion de ce droit, auroient pu être les motifs du refus fait précédemment par les administrateurs dudit hôpital, mais que les circonstances étant changées par le rétablissement du droit de stellage, tant de l'archevêché que

et projets énoncés ensuitte des consentements des parties intéressées, appelées et entendues, qui portent sur des objets étrangers à notre

de l'abbaye de Saint-Remy, et parce que Mr l'archevêque duc de Reims a bien voulu consentir à décharger ledit hôpital général des conditions onéreuses sous lesquelles laditte réunion devoit être faite aux termes des brewets et bulles, et notamment de l'établissement d'une infirmerie, ils étoient persuadés que l'union desdits droits de stellage à l'hôpital général lui seroit très-avantageuse, quoiqu'il soit chargé d'acquitter les préciputs et autres charges qui se payent sur le revenu de laditte vicomté, sous la condition néanmoins expressément portée dans laditte bulle que, si par la suitte lesdits droits de stellage devenoient onéreux audit hôpital, ils retourneroient à l'archevêché, et que dans ce cas l'hôpital général seroit déchargé de toutes les charges sous lesquelles la donation desdits droits lui auroit été faite;

« Notre ordonnance du 21 dudit mois de janvier portant notre retour, acompagné dudit sieur promoteur, en la ville de Chaalons;

« La requête à nous présentée par son excellence Mr l'archevêque duc de Reims, représenté par mondit sieur abbé de Lescure, son fondé de pouvoir, comme dit est, tendante à ce qu'il nous plût ordonner que toute la procédure, ensemble les pièces y jointes, fussent communiquées à mondit sieur promoteur général, à l'effet de donner par lui ses conclusions définitives;

« Notre ordonnance donnée à Chaalons le 26 dudit mois de janvier, portant que toute la procédure et les pièces y jointes, seroient remises entre les mains du promoteur général pour avoir ses conclusions définitives, et être ensuitte par nous décrété et prononcé ce que de droit et de raison; les conclusions définitives du promoteur général du 16 du mois de février;

« Autre requête à fin de décret à nous présentée par laditte excellence Mr l'archevêque duc de Reims, représenté par mondit sieur abbé de Lescure, son fondé de pouvoir, comme dit est, tendante à ce qu'il nous plût adjuger le profit du défaut donné contre toutes les parties inconnues intéressées ou non, prétendantes l'être, auxdittes distraction et union du stellage, duement appellées et non comparantes, et déclarer définitif le provisoire ordonné à l'égard dudit droit de stellage par notre décret susdaté, et procéder à l'entière exécution de laditte bulle;

« Tout vu et considéré, le saint nom de Dieu invoqué, ayant égard à la demande de son éminence Mr le cardinal de la Roche-Aimon, en sa qualité d'archevêque duc de Reims, par les requêtes à nous présentées les 18 novembre 1775 et 25 juillet 1776, laditte demande reprise et poursuivie par son excellence Mr de Talleyrand-Périgord, en sa qualité de successeur audit archevêché de Reims, par les requêtes à nous présentées les 20 décembre 1777 et 25 janvier de la présente année, nous avons donné deffaut contre toutes les parties inconnues intéressées ou prétendantes l'être, duement appellées et non comparantes; et faisant droit sur le réquisitoire du promoteur général, avons distrait à perpétuité, tant des biens de l'archevêché de Reims que de la manse abbatiale de Saint-Remi unie audit archevêché, les droits de stellage, marsage, de tonnieu, de ramée, de fuschemarché, des fiens de la halle du ban Saint-Remy, dans lesquels néanmoins ne seront compris les droits de stellage sur le sel, de potagé et ajustage, d'afforage et criage des vins de foire, poids du roy, des loges et étaux à bouchers; et avons uni à perpétuité lesdits droits dépendans desdittes manses archiépiscopale et abbatiale, autres que ceux cy-dessus exceptés, à l'hôpital général de la ville de Reims, à la charge par ledit hôpital 1°. de payer les décimes, dons gratuits et autres impositions, tant ordinaires qu'extraordinaires auxquels lesdits droits transférés pourront être assujétis; 2°. de payer aussi, à compter du jour où lesdits droits commenceront

commission, disons que les parties se pourvoiront respectivement, ainsi que de droit, sauf à l'égard du surcis cy-dessus, et en conséquence ordonnons qu'il continuera d'être perçus au profit dudit hôpital les rentes et préciputs, tant en argent qu'en grains, qui ont coutume d'être perçus sur le revenu du stellage, lesquels préciputs montant, en argent, à la somme de cinq cent six [*sic*, sept?] livres quatorze sols, et, en grains, à la quantité de sept cent quarante-cinq [*sic*, sept cent vingt-neuf?] septiers de froment; cent trente-neuf [*sic*, cent quarante-six?] septiers de seigle, et cent neuf septiers d'avoine, ainsi qu'il appert par le détail suivant:

§. I. EN ARGENT.

1°. *A Pasques de chaque année.*

	liv.	s.
A l'Hôtel-Dieu, vingt-cinq livres, cy.	25	»
A l'hôpital général, trois livres dix-huit sols, cy	3	18
A l'hôpital Saint-Antoine, trois livres dix-huit sols, cy	3	18
Au séminaire, six livres dix sols, cy.	6	10
Au vidame, douze livres dix sols, cy	12	10
A l'abbaye de Saint-Denis	25	»
[Total]...	76	16

2°. *A la Saint-Jean-Baptiste.*

	liv.	s.
A l'Hôtel-Dieu, vingt-cinq livres, cy.	25	»
A l'hôpital général, trois livres dix-huit sols, cy	3	18
A Saint-Antoine, trois livres dix-huit sols, cy	3	18
Au séminaire, six livres dix sols, ci.	6	10
A l'abbaye de Saint-Denis, vingt-cinq livres, cy	25	»
[Total]...	64	6

3°. *Au premier octobre de chaque année.*

	liv.	s.
Au chapelain de Porte-Mars	1	5
A l'hôpital général, trois livres dix-huit sols, cy	3	18
A Saint-Antoine, trois livres dix-huit sols, cy	3	18
A reporter....	9	1
Report....	9	1
Au séminaire, six livres dix sols, cy	6	10
Au vidame, douze livres dix sols, cy	12	10
[Total]...	28	1

4°. *A la Saint-Martin d'hiver.*

	liv.	s.
Au chapitre de Saint-Thimothé..	2	10
Au chapelain du palais épiscopal..	15	»
A Goujon, six livres quinze sols, cy.	6	15
Au chapelain de Porte-Mars	1	5
Au chapitre de la cathédrale, deux cent quatre-vingt-une livres cinq sols, cy	281	5
[Total]...	306	15

5°. *A Noël.*

	liv.	s.
A l'Hôtel-Dieu, six livres cinq sols, cy.	6	5
A l'hôpital général, trois livres dix-huit sols, cy	3	18
A Saint-Antoine, trois livres dix-huit sols, cy	3	18
Au séminaire, six livres dix sols, cy	6	10
A l'abbaye Saint-Denis, six livres cinq sols, cy	6	5
Au prieur de Saint-Remy, sur le stellage de laditte abbaye de Saint-Remy	5	»
[Total]...	31	16

§. II. EN GRAINS.

FROMENT.

1°. *A Pasques de chaque année.*

	sept.	quart.
Au vidame	40	»
Au séminaire	22	3
A l'abbaye de Saint-Denis	29	2
A Saint-Antoine	16	»
Au chapitre de la cathédrale	4	»
A l'abbaye de Saint-Nicaise	48	»
[Total]...	160	1

quence d'icelui, au promoteur à requérir et par nous être ordonné ce que de droit.

2°. *A la Saint-Jean-Baptiste.*

	sept.	quart.
Au chapitre de la cathédrale...	32	»
A Saint-Denis................	29	2
Au séminaire.................	22	3
A l'hôpital de Saint-Antoine..	16	»
A l'hôpital général...........	16	»
Au chapitre de la cathédrale..	4	»
A l'abbaye de Saint-Nicaise....	48	»
[Total]...	168	1

3°. *A la Saint-Remy.*

	sept.	quart.
Au vidame...................	40	»
A l'abbaye de Saint-Denis.....	29	2
Au séminaire.................	22	3
Au chapelain de Porte-Mars...	16	»
A l'hôpital de Saint-Antoine...	16	»
A l'hôpital général...........	16	»
Au chapitre de la cathédrale..	4	»
A l'abbaye de Saint-Nicaise....	48	»
[Total]...	192	1

4°. *A la Saint-Martin d'hiver.*

	sept.	quart.
Au chapitre..................	24	»
A l'abbaye d'Hautvillers.......	32	»
A celle de Saint-Denis........	29	2
Au séminaire.................	22	3
Au chapelain de Porte-Mars...	16	»
A l'hôpital Saint-Antoine.....	16	»
A l'hôpital général...........	16	»
Au chapitre de la cathédrale...	4	»
A l'abbaye de Saint-Nicaise, quarente-huit septiers, cy...	48	»
[Total]...	208	1

SEIGLE.

1°. *A Pasques.*

	sept.	quart.
A l'abbaye d'Hautvillers, quarante-huit septiers, cy......	48	»

2°. *A la Saint-Jean-Baptiste.*

	sept.	quart.
A l'abbaye de Saint-Denis, dix-sept septiers deux quartels, cy.	17	2
A reporter...	65	2

3°. *A la Saint-Martin d'hiver.*

	sept.	quart.
Report....	65	2
A l'aumonnerie de Saint-Remy, soixante-dix septiers, cy....	70	»

4°. *A Noël.*

	sept.	quart.
A l'abbaye de Saint-Denis, dix septiers deux quartels, cy...	10	2
[Total]...	139 (*sic.*)	

AVOINE.

1°. *A la Saint-Jean-Baptiste.*

	sept.	quart.
A l'abbaye de Saint-Denis.....	6	2
A celle d'Hautvillers.........	40	»
Au chapitre de la cathédrale...	8	»

2°. *A Noël.*

	sept.	quart.
A l'abbaye de Saint-Denis.....	6	2
A celle d'Hautvillers.........	40	»
Au chapitre de la cathédrale...	8	»
[Total]...	109	»

« Lesdittes distraction et union faite en outre aux conditions suivantes : 1°. que ledit droit de stellage, après sa réunion audit hôpital général, sera réputé, en cas de nouveaux partages, être dans le lot de la manse abbatiale pour le prix qu'il se trouvera avoir au moment du partage; 2°. que les mesures de grains, pour ce qui concerne le ban de Saint-Remy, continueront d'être présentées au bailli de l'abbaye de Saint-Remy et reçues par lui, ainsi que cela s'est pratiqué jusqu'à présent; 3°. que les archevêques de Reims auront le droit de nommer à douze lits dudit hôpital général douze pauvres vieillards ou infirmes, mais que de ces douze placés il y en aura toujours six remplies par des pauvres natifs de la ville de Reims, ou qui y auront demeurés; 4°. que l'archevêché sera tenu de l'entretien de la maison de la Vicomté et de celui de la halle du ban Saint-Remy, même de leur reconstruction, si le cas y échoit, comme aussi de l'entretien et fourniture des mesures sur le marché, et que sur les protestations et réserves faites, tant par le chapitre de

Et sera notre présent décret déposé au secrétariat de l'évêché de Chaalons, et une expédition d'icelui, ensemble toutes les pièces

l'église métropolitaine de Reims, et par les prieur, religieux de l'abbaye de Saint-Remy, que par mondit seigneur archevêque duc de Reims, lesdits archevêché, chapitre, prieur et religieux de Saint-Remy et autres preciputaires jouissants des prestations, soit en grain soit en argent, qui se payent sur le stellage, demeureront respectivement conservés dans tous leurs droits, priviléges, deffenses et actions, comme avant lesdittes distraction et union.

« Enfin, disons qu'aux termes du brevet du roy et de la bulle susditte, si, par quelque cause que ce puisse être, l'union du droit de stellage à l'hôpital général lui devenoit onéreuse, ledit droit retournera audit archevêché de Reims, sans que ledit hôpital puisse prétendre aucun recours, indemnité; et sera le présent décret déposé au secrétariat de l'évêché de Chaalons, et une copie d'ycelui, ensemble de toutes les pièces de la procédure, au greffe de l'officialité. Donné en notre hôtel à Chaalons-sur-Marne, sous notre seing, contre-seing de notre greffier et le sceau de l'officialité, le vingt-cinq février 1778. *Signé*, D'ARGENT; *par ordonnance de mondit sieur l'official, signé*, VARNIER. »

Un dernier décret intervint le 15 avril 1778. Nous n'avons pu le retrouver; mais il est analysé dans les lettres suivantes, données sur celui du 25 février, et sur celui même qui nous occupe :

« Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous présens et à venir, salut. Notre cher et bien-amé cousin le sieur Alexandre-Angélique de Talleyrand-Périgord, archevêque duc de Reims, nous a fait représenter que l'official du diocèse de Chaalons-sur-Marne, commissaire en cette partie de notre saint père le Pape et du Saint-Siége, a rendu, le 25 janvier 1777, un décret par lequel il auroit éteint et supprimé à perpétuité le titre de l'abbaye de Saint-Remy de Reims;.... que par nos lettres patentes du mois d'août 1777, enregistrées en notre cour du parlement à Paris, le 27 aoust suivant, nous aurions autorisé et confirmé ledit décret du 25 janvier 1777, et ordonné que, dans le délai d'un an, à compter de l'enregistrement de nosdittes lettres patentes, il seroit, par un seul ou deux décrets, fait droit sur les points à l'égard desquels il avoit été par ledit décret surcis de statuer; qu'en conséquence la procédure ou instruction préalable, relativement aux deux objets sur lesquels il avoit été surcis, a été reprise sur les derniers erremens par notredit cousin, et que lorsque laditte instruction s'est trouvée complette, ledit official du diocèse de Chaalons a, en exécution de la bulle susditte, et en conséquence du décret susdit du 25 janvier 1777 et des lettres patentes données sur ledit décret, rendu deux décrets, le premier en datte du 25 février 1778, par lequel il a distrait à perpétuité tant des biens de l'archevêché de Reims que de la manse abbatiale de Saint-Remi unie audit archevêché, le droit de stellage, marage, de tonnieu, de ramée, de fuschemarché, de fiens de la halle du ban Saint-Remy....; que par le deuxième décret, en datte du 15 avril 1778, ledit commissaire du Pape a donné acte à notredit cousin archevêque de Reims du refus réitéré par ledit chapitre de l'église métropolitaine de Reims d'accepter une année des revenus et droits utiles de la manse abbatiale de Saint-Remy unie audit archevêché, dans le cas et aux charges, clauses et conditions exprimées dans notre brevet susdit du 4 aoust 1774 et dans la bulle du 31 aoust 1775; en conséquence a déclaré que l'archevêché de Reims continueroit de jouir et jouiroit à perpétuité de tous les biens et droits dépendans de laditte manse abbatiale de Saint-Remy unie audit archevêché, sans aucune distraction au profit du chapitre ou de la fabrique de laditte église métropolitaine de Reims; et sur les réserves et protestations faites respectivement, tant par l'archevêque que par le chapitre de Reims susdit pour la conservation de leurs

de la procédure, au greffe de l'officialité. Donné le vingt-cinq janvier 1777. *Signé*, D'ARGENT; par mondit sieur, *signé*, VANNIER.

Lettres-patentes de confirmation du décret d'union de l'abbaye de Saint-Remy à l'archevêché.

Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous présens et à venir, salut. Notre cher et féal cousin le sieur Charles-Antoine de la Roche-Aymon, cardinal-prêtre de la Sainte Église Romaine, archevêque duc de Reims, en cette dernière qualité; et notre cousin le sieur Alexandre-Angélique de Talleyrand-Périgord, archevêque de Trajanople et coadjuteur de l'archevêché de Reims, aussi en cette dernière qualité; nous ont fait représenter qu'en exécution de la bulle de notre saint père le pape Pie VI, du 30 aoust 1775, obtenue en conséquence du brevet donné pour les causes y exprimées par notre auguste prédécesseur et ayeul, le 10 avril 1774, et de notre brevet du 4 aoust de la même année, et authorisé par nos lettres d'attache données à Fontainebleau, le 16 octobre de ladite année 1775, Août 1777.

droits ou prétentions, il a été dit qu'ils se pourvoiroient quand et ainsi qu'il appartiendroit; que lesdits deux derniers décrets ne pouvant avoir leur exécution publique et produire leur effet qu'après avoir été approuvés et authorisés par nos lettres patentes sur yceux, notredit cousin l'archevêque duc de Reims nous auroit suplié de lui accorder lesdittes lettres pâtentes, et désirant favorablement traiter ledit sieur de Talleyrand-Périgord, et faire jouir l'hôpital général de la ville de Reims dudit droit de stellage; à ces causes et autres à ce nous mouvant; de l'avis de notre conseil, qui a vu les décrets susdits des 25 février et 15 avril de la présente année cy-attachés sous le contre-scel de nôtre chancellerie; et de notre certaine science, pleine puissance et authorité royalle, nous avons approuvé et confirmé, et, par ces présentes signées de notre main, approuvons et confirmons lesdits deux décrets; voulons qu'ils sortent leur plein et entier effet, et soient exécutés dans tout leur contenu selon leur forme et teneur, dérogeant à cet effet en tant que de besoin à toutes choses à ce contraire. Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens tenans notre cour de parlement de Paris, que les présentes ils ayent à faire registrer, et de leur contenu faire jouir et user tant notredit cousin et ses successeurs archevêques de Reims que les administrateurs dudit hôpital général de Reims, chacun en ce qui les concerne, pleinement, paisiblement et perpétuellement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens contraires; car tel est notre plaisir; et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdittes présentes, données à Versailles au mois d'avril, l'an de grâce 1778, et de notre règne le quatrième, *signé* Louis; par le roy, *signé* BERTIN; *visa*, HUE DE MIROMESNIL. »

Suit l'arrêt d'enregistrement en date du 12 mai 1778.

enregistrées en notre cour de parlement, à Paris, par arrêt du 24 des mêmes mois et an; l'official du diocèse de Chaalons-sur-Marne, commissaire en cette partie de notre saint père le Pape et du Saint-Siége, a rendu, le 25 janvier de la présente année, un décret par lequel il a éteint et supprimé à perpétuité le titre de l'abbaye de Saint-Remy de Reims, ordre de Saint-Benoist, congrégation de Saint-Maur, et uni aussi à perpétuité à l'archevêché de Reims tous les biens et droits dudit titre et manse abbatiale, à la réserve du droit de disposer des prieurés conventuels *actu ou habitu*, et de tous les bénéfices simples distraits et assurés à nous et à notre couronne, et de la disposition libre des cures et autres bénéfices à charge d'âmes; laquelle, distraite aussi, a été laissée aux ordinaires des lieux; pour ne s'effectuer néanmoins lesdites union et distraction que par le décès ou démission de notre cher et féal cousin le cardinal de Rochechouart, abbé commandataire de l'abbaye de Saint-Remy de Reims, et d'ailleurs, aux charges, clauses et conditions marquées dans ledit décret, et particulièrement contenues dans le traité passé devant Bro et son confrère, notaires au Châtelet de Paris, le 18 avril 1776, entre notredit cousin le cardinal de la Roche-Aimon, d'une part, et le fondé de pouvoir des religieux de l'archimonastère de Saint-Remi, authorisés par les supérieurs majeurs de ladite congrégation de Saint-Maur, d'autre part; ledit traité consenti en outre et approuvé par ledit sieur de Talleyrand-Périgord, coadjuteur de l'archevêché de Reims, et ratifié par lesdits prieur, religieux et communauté de Saint-Remy; que par le même décret, il auroit été, sur le réquisitoire du promoteur, surcis à statuer définitivement sur les distractions, tant du stellage ou mesurage des grains dépendans de l'archevêché de Reims et de ladite abbaye de Saint-Remy, au profit de l'hôpital général de la ville de Reims, que sur la jouissance pendant un an, à chaque vacance dudit archevêché de Reims, des biens et droits y joints et provenants de l'abbaye susdite de Saint-Remi, au profit du chapitre de l'église cathédrale et métropolitaine dudit Reims, et sur les déclarations respectivement faites par ledit chapitre et les administrateurs dudit hôpital général, auxquelles distractions nous aurions consenti par notre brevet susdit du 4 aoust 1774, pour les causes et sous les conditions marquées par

ledit brevet, et en déclarant que l'union susdite seroit néanmoins indépendante desdites conditions et distractions; enfin, que ledit décret ne pouvant avoir son exécution qu'après avoir été authorisé et approuvé par nos lettres patentes sur icelui, ils nous suplioient de les leur accorder; et désirant favorablement traiter lesdits sieurs cardinal de la Roche-Aimon et coadjuteur de l'archevéché de Reims; et déterminé d'ailleurs par les motifs exprimés dans les brevets susdits à contribuer, en ce qui dépend de nous, à rendre suffisante la dotation d'un siége distingué à tant de titres dans notre royaume; à ces causes et autres à ce nous mouvant, après avoir pris l'avis de notre conseil, qui a vu le décret susdit du 25 janvier de la présente année, cy-attaché sous le contre-scel de notre chancellerie; de notre certaine science, pleine puissance et authorité royale, nous avons par ces présentes, signées de notre main, authorisé et confirmé, autorisons et confirmons ledit décret d'union; voulons qu'il sorte son plein et entier effet et soit exécuté dans tout son contenu, suivant sa forme et teneur; aux charges, clauses et conditions y portées; notamment que la justice de Saint-Remi sera toujours distincte de celle du baillage ducal de Reims, et continuera de ressortir au baillage royal de ladite ville de Reims, comme aussi que dans le délai d'un an à compter de l'enregistrement des présentes, il soit, par un seul ou deux décrets, fait droit sur les points à l'égard desquels il a été, par le décret susdit, du 25 janvier de la présente année, surcis de statuer, pour ledit ou lesdits décrets nous étant présentés, être authorisés et confirmés par nos lettres patentes, s'il y échoit. Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens tenant notre cour de parlement de Paris, que les présentes ils ayent à faire registrer, et de leur contenu faire jouir et user les exposans pleinement, paisiblement et perpétuellement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens contraires : car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Versailles, au mois d'août, l'an de grâce mil sept cent soixante-dix-sept, et de notre règne le quatrième. *Signé*, Louis. Par le roy, *Signé*, Bertin. *Visa*, *Signé*, Hue de Mirosmesnil.

Registrées en parlement, le 27 aoust 1777. *Signé*, Dufranc.

Arrêt d'enregistrement du décret d'union de l'abbaye de Saint-Remy à l'archevéché de Reims.

27 aoùt 1777. Vu par la cour les lettres patentes du roy, données à Versailles au mois d'aoust 1777, signées Louis, et plus bas : *Par le roy,* Bertin, *Visa,* Hue de Miromesnil, et scellées du grand sceau de cire verte en las de soye rouge et verte, obtenues par Charles-Antoine de la Roche-Aymon, cardinal, archevêque duc de Reims, premier pair et grand-aumônier de France; et Alexandre-Angélique de Talleyrand-Périgord, archevêque de Trajanople, coadjuteur de l'archevêché de Reims; par lesquelles, pour les causes y contenues, le seigneur roi a authorisé et confirmé un décret de l'official de Chaalons, commissaire délégué à cet effet par le Pape, du 25 janvier 1777, attaché sous le contre-scel desdites lettres patentes, portant extinction et suppression du titre abbatial de l'abbaye actuellement vacante de Saint-Remy de Reims, ordre de Saint-Benoist, congrégation de Saint-Maur, et union des biens et revenus de la manse abbatiale de ladite abbaye à l'archevêché de Reims; veut ledit seigneur roy et luy plait que ledit décret sorte son plein et entier effet et soit exécuté en tout son contenu, suivant sa forme et teneur, aux charges et conditions, nottamment sous celles que la justice de Saint-Remi sera toujours distincte de celle du baillage ducal de Reims et continuera de ressortir au baillage royal de la même ville; comme aussi ordonne ledit seigneur roy que, dans le délai d'un an, à compter de l'enregistrement desdites lettres patentes, il soit, par un seul ou deux décrets, fait droit sur les points sur lesquels il a été, par ledit décret du 25 janvier 1777, surcis de statuer, pour, ledit ou lesdits décrets à intervenir ayant été présentés audit seigneur roy, être authorisés et confirmés par lettres patentes, s'il y échet, etc.; ainsi qu'il est plus au long contenu èsdites lettres patentes à la cour adressantes;

Vu ensemble le brevet du feu roi, donné à Versailles le 10 avril 1774, signées; Louis, et plus bas : *Par le roy,* Phelippeaux, par lequel et pour les causes y contenues, ledit seigneur roy auroit consenti à ce que, en se conformant aux règles en pareil cas requises, le titre de

l'abbaye de Saint-Remy fût éteint et supprimé, et à ce que les biens, droits et revenus dépendants de ladite abbaye, fussent unis à perpétuité à l'archevêché de Reims, sous la réserve des bénéfices conventuels ou simples en dépendans, dont la nomination seroit assurée audit seigneur roy et à sa couronne, et des cures dont la pleine disposition appartiendroit aux archevêques et évêques des lieux; en conséquence auroit authorisé l'archevêque de Reims à se pourvoir à cet effet en cour de Rome, et à y faire, ainsi que dans le royaume, toutes poursuittes et actes nécessaires;

Autre brevet du roy, donné en conséquence à Compiègne, le 4 aoust 1777, signé Louis, et plus bas : *Par le roy*, Phelippeaux, par lequel, pour les causes y contenues, ledit seigneur roy auroit d'abondant consenti auxdites extinction, suppression et union; lesquelles néanmoins ne pourroient s'effectuer que par le décès ou démission du titulaire actuel de ladite abbaye de Saint-Remy; en conséquence auroit approuvé les réquisitions faites en cour de Rome pour parvenir auxdites extinction, suppression et union, et auroit authorisé ledit archevêque de Reims à continuer de se pourvoir au même effet en ladite cour de Rome, et à y faire, ainsi que dans le royaume, toutes poursuittes et actes nécessaires aux clauses et conditions portées audit brevet du 10 avril 1774, et à la charge que les droits de stellage ou mesurage des grains appartenans à l'archevêché de Reims et ceux appartenans à ladite abbaye de Saint-Remy, et autres semblables droits, qui seroient plus amplement détaillés dans la supplique qui seroit faite au Pape, en seroient distraits au profit de l'hôpital général de ladite ville de Reims, sous la condition, premièrement, d'acquitter par ledit hôpital et ses administrateurs les décimes, préciputs et autres charges, auxquels lesdits droits de stellage peuvent être sujets et autres charges y relatives; de manière que lesdits archevêché et abbaye n'en puissent être en aucuns cas inquiétés; 2°. que l'archevêque de Reims et ses successeurs auroient droit de nommer à douze places ou lits dans ledit hôpital pour les pauvres infirmes ou vieillards des terres actuellement dépendantes de l'archevêché de Reims et de celles qui pourroient en dépendre par l'effet de ladite union ou autrement, soit de la ville, soit de la campagne; 3°. qu'il seroit établi dans ledit

hôpital une infirmerie destinée aux mendians de la ville et fauxbourgs de Reims; auroit pareillement ledit seigneur roi consenti à ce que, à chaque mutation d'archevêque de Reims, le chapitre de la métropole jouisse la première année des revenus de la manse abbatiale de ladite abbaye, sous la distraction du droit de stellage, qui seroit abandonné audit hôpital, ainsi qu'en devroient jouir lesdits archevêques, à la charge par ledit chapitre d'acquitter toutes les rentes foncières et charges de chaque année de sa jouissance, les décimes et réparations qui surviendroient pendant ladite année, et autres charges qui seroient plus amplement expliquées; sous la condition expresse que les archevêques de Reims demeureroient pour toujours déchargés de toute espèce de contributions aux réparations et reconstructions, tant ordinaires qu'extraordinaires, présentes et futures, de l'église métropolitaine de Reims; au moyen de quoi ledit chapitre, ses biens et ceux de la fabrique demeureroient seuls chargés de toutes lesdites réparations et reconstructions en ce qui concerne les archevêques seulement; n'entendant au surplus ledit seigneur roy qu'il soit rien innové dans l'administration et reddition des revenus de la fabrique de ladite église; et pour indemniser ledit chapitre des réparations étant présentement à faire à ladite église, auroit ledit seigneur roi déclaré que son intention est que le chapitre jouisse de la première année du revenu de la manse abbatiale de Saint-Remy, y compris le droit de stellage qui dépend actuellement de ladite abbaye, pour cette fois seulement, à compter du jour que la réunion de ladite abbaye auroit son effet, soit que ladite réunion arrivât pendant l'archiépiscopat dudit Charles-Antoine de la Roche-Aimon, cardinal, archevêque actuel, soit qu'elle eût lieu pendant celui d'Alexandre-Angélique de Talleyrand-Périgord, archevêque de Trajanople, coadjuteur dudit archevêché de Reims, sous la condition expresse que ledit chapitre, moyennant ses jouissances, ne pourroit plus rien répéter, ni contre ledit archevêque actuel, ni contre ledit coadjuteur, et qu'il n'auroit plus de droit de jouir de la première année des revenus de ladite abbaye de Saint-Remy qu'à la vacance qui surviendroit par le décès dudit coadjuteur ou par sa démission; et que si, par quelque cause que ce puisse être, ladite cession audit hôpital lui devenoit onéreuse, elle retourneroit

audit archevêché, et ledit hôpital ne pourroit prétendre aucun recours ni indemnité, ladite union devant être indépendante des conditions cy-dessus;

Vu pareillement la bulle du Pape, donnée à Sainte-Marie-Majeure, le 31 août 1775, certifiée véritable en original le deux octobre suivant par Decressac et Richer, expéditionnaires de cour de Rome; par laquelle appert que le Pape auroit commis l'official de Chaalons-sur-Marne à l'effet de procéder, après avoir appellé ceux qui doivent l'être aux extinction et suppression du titre de ladite abbaye de Saint-Remy, et à l'union de ses biens et revenus à l'archevêché de Reims, aux charges, clauses et conditions énoncées auxdits deux brevets, et autres exprimées en ladite bulle; et auroit pareillement commis ledit official de Chaalons son vice-gérent, et le promoteur de ladite officialité, pour juger et prononcer sur les oppositions qui pourroient survenir auxdittes extinction, suppression et union, avec pouvoir et faculté de se subdéléguer telles personnes capables qu'ils jugeroient nécessaires, le tout suivant les règles et usages du royaume;

Les lettres patentes du roy à la cour addressantes, en datte du 15 octobre 1775, par lesquelles ledit seigneur roy auroit mandé à la cour que, le procureur général du roy appellé, s'il lui apparoissoit que dans la bulle du Pape il n'y eût rien de contraire aux saints décrets et concordats passés entre le Saint-Siége et ce royaume, aux immunités, franchises et libertés de l'Église gallicane, la cour eût en ce cas à procéder, même en temps de vacations, à l'enregistrement de ladite bulle et desdittes lettres patentes, et le contenu en ycelles faire garder et observer selon leur forme et teneur;

L'arrêt de la cour, rendu sur la requête dudit archevêque de Reims et sur les conclusions du procureur général du roy, par lequel la cour auroit ordonné l'enregistrement desdittes lettres patentes du 16 des mêmes mois et an, pour être ensemble ladite bulle ou commission du Pape, du 31 août précédent, attachée sous leur contre-scel, exécutées selon leur forme et teneur, conformément aux saints décrets, ordonnances du roy, maximes et usages de ce royaume, et sous les clauses et conditions portées èsdits brevets du roy, des 10 avril et 4 aoust 1774; à la charge que sur le décret qui intervien-

droit pour les extinction, suppression et union de ladite abbaye de Saint-Remy à l'archevêché de Reims, ledit archevêque seroit tenu de se retirer par-devant ledit seigneur roy, à l'effet d'obtenir ses lettres patentes de confirmation dudit décret, s'il lui plaisoit de les accorder; lesquelles lettres de confirmation ledit archevêque seroit pareillement tenu de présenter à la cour pour y être enregistrées, si faire se doit, en la manière accoutumée, sauf à être, sur la demande à fin d'enregistrement d'icelles, préalablement pris par le procureur général du roy telles conclusions, et par la cour ordonné ce qu'il appartiendroit;

Vu aussi le décret de l'official de Chaalons, commissaire délégué par le Pape, du 25 janvier 1777, signé dudit official, contre-signé par le greffier et scellé du sceau de ladite officialité, et attaché sous le contre-scel desdittes lettres patentes du mois d'août 1777, par lequel appert que ledit official audit nom auroit éteint et supprimé à perpétuité le titre abbatial de ladite abbaye de Saint-Remi, et auroit uni aussi à perpétuité à l'archevêché de Reims tous les biens, droits et revenus de la manse abbatiale de ladite abbaye, à la réserve du droit de nommer et disposer des bénéfices conventuels *actu* et *habitu*, ou simples dépendans de laditte abbaye, qu'il auroit distraits au profit du roy et de la couronne à perpétuité, comme aussi à la réserve du droit de disposer librement des cures et autres bénéfices à charges d'âmes, qu'il auroit pareillement distrait au profit des ordinaires où lesdits bénéfices sont scitués et dont la pleine et entière disposition appartiendroit aux archevêques et évêques, conformément au droit commun, pour lesdittes union et distraction ne s'effectuer que par le décès ou démission du titulaire lors actuel de laditte abbaye de Saint-Remy, et en outre aux charges, clauses et conditions qui suivent :

1°. Que tous les droits, honneurs, revenus, etc., etc.[1]

Auroit, en outre, ledit official donné acte aux gouverneurs et administrateurs de l'hôpital général de Reims de la déclaration portée en une délibération du bureau général dudit hôpital, du 12 décembre 1775, et dans le procès-verbal de leur comparution en l'offi-

[1] Ici sont répetées les clauses de l'acte du 18 avril 1778.

cialité du 15 du même mois; auroit pareillement donné acte aux prévôt, doyen, chantre, chanoines et chapitre de l'église cathédrale et métropolitaine de Reims de leur déclaration portée en une signification par eux faite audit official, le 15 décembre 1775, ainsi que dans leur délibération capitulaire du 5 janvier 1776, et dans le procès-verbal de leur comparution en l'officialité du 10 du même mois; en conséquence auroit surcis à statuer définitivement sur lesdites déclarations, et sur les distractions du droit de stellage au profit de l'hôpital général et de l'année au profit dudit chapitre, et néanmoins auroit dit que par provision le stellage de l'archevêché continueroit de lui appartenir, et que celui de Saint-Remy demeureroit compris dans la manse des biens de l'abbatiale de ladite abbaye unie à l'archevêché; et qu'en cas que l'union susditte fût consommée avant qu'il eût été définitivement prononcé, ensuitte dudit surcis, que l'archevêque de Reims jouiroit par provision aussi de tous les biens et droits dépendans de ladite manse abbatiale de Saint-Remy unie audit archevêché; et sur le surplus des réserves, demandes ou projets énoncés ensuitte des consentemens des parties intéressées appellées ou entendues, lesquels portent sur des objets étrangers à la commission dudit official, auroit dit que les parties se pourvoiroient respectivement ainsi que de droit, sauf, à l'égard du surcis cy-dessus et en conséquence d'icelui, à être par le promoteur requis et par ledit official ordonné ce que de droit;

Vu aussi la requête présentée à la cour par ledit Charles-Antoine de la Roche-Aimon, cardinal archevêque de Reims, et ledit Alexandre-Angélique de Talleyrand-Périgord, coadjuteur dudit archevêché, impétrans, à fin d'enregistrement desdittes lettres patentes du mois d'août 1777, l'arrêt rendu sur ladite requête et sur les conclusions du procureur général du roy, le 11 août 1777, par lequel la cour, avant de procéder audit enregistrement, auroit ordonné que d'office, à la requête du procureur général du roy, poursuitte et diligence de son substitut au baillage de Reims, et par-devant le lieutenant général audit siége, il seroit informé de la comodité ou incomodité que peuvent apporter les extinction et suppression du titre abbatial de l'abbaye actuellement vacante de Saint-Remy de Reims, ordre de

Saint-Benoist, congrégation de Saint-Maur, et l'union des biens, droits et revenus de la manse abbatiale de laditte abbaye à l'archevêché de Reims, aux charges, clauses et conditions réservées, distraction et surcéances portées au décret de l'official de Chaalons, commissaire délégué par le Pape à cet effet, du 25 janvier 1777, attaché sous le contre-scel des lettres patentes du mois d'août suivant; comme aussi ordonné que lesdittes lettres patentes et ledit décret seroient communiqués à l'archevêque titulaire et au coadjuteur de l'archevêché de Reims, pour donner leur avis sur le contenu èsdittes lettres patentes et décret; lesquels seroient pareillement communiqués aux officiers municipaux et au substitut du procureur général du roy au bureau de la ville de Reims assemblés; aux curé, marguilliers et habitans de la paroisse de Saint-Julien de laditte ville, convoqués et assemblés en la manière accoutumée; au supérieur général de la congrégation de Saint-Maur et à ses assistans; aux prieur et religieux de laditte abbaye de Saint-Remy de Reims capitulairement assemblés; et aux gouverneurs et administrateurs de l'hôpital général de Reims, aussi assemblés en la manière accoutumée, pour donner tous leur consentement à l'enregistrement et exécution desdittes lettres patentes et décret, et y dire autrement ce qu'ils aviseroient; ordonné en outre que les impétrans seroient tenus de rapporter en la cour des états signés d'eux, et par eux certifiés véritables, des biens et revenus, et des charges, tant de la manse abbatiale de ladite abbaye de Saint-Remy, que du temporel dudit archevêché de Reims, pour, le tout fait, rapporté et communiqué au procureur général du roy, être par lui pris telles conclusions et par la cour ordonné ce qu'il appartiendroit;

L'information faite d'office en exécution dudit arrêt de la cour, le 14 août 1777, par-devant le lieutenant général au baillage de Reims, poursuitte et diligence du substitut du procureur général du roy audit siége, composée de onze témoins, qui tous ont unanimement déposé que les extinction et suppression du titre abbatial de ladite abbaye de Saint-Remy de Reims, et l'union de ses biens, fruits et revenus au temporel de l'archevêché de Reims, ne peuvent être susceptibles d'aucun inconvénient, qu'au contraire il en résultera nécessairement

un avantage en faveur du diocèse, en ce que ladite abbaye de Saint-Remi étant le plus souvent possédée par des personnes étrangères et appellées à d'autres endroits par leur grande place, elles n'étoient pas à portée d'y répandre les mêmes bienfaits que le prélat de la métropole, toujours intéressé à faire le plus grand bien à ses diocésains; en ce que cette réunion rendra à l'ordinaire la nomination d'un grand nombre de cures, et par là le mettra à portée de récompenser une plus grande quantité de bons ecclésiastiques et d'exciter l'émulation entre eux; en ce qu'elle le mettra à portée de soutenir plus facilement la dignité d'un aussi grand siége, ce que ne lui permettoit pas l'insuffisance de ses revenus non proportionnés aux charges immenses dont il est tenu;

Un acte passé devant Bro et son confrère, notaires au Châtelet de Paris, le 21 août 1777, par lequel appert que ledit Charles-Antoine de la Roche-Aimon, archevêque duc de Reims, et ledit Alexandre-Angélique de Talleyrand-Périgord, coadjuteur dudit archevêché, après avoir, en exécution dudit arrêt de la cour, pris communication des dites lettres patentes du mois d'aoust 1777, et dudit décret de l'official de Chaalons, du 25 janvier de la même année, attaché sous le contre-scel d'icelles, ont déclarés consentir à leur enregistrement et exécution;

Autre acte passé devant Baron et son confrère, notaires au Châtelet de Paris, le 21 aoust 1777, par lequel appert que frère René Gillot, supérieur général de la congrégation de Saint-Maur, et frères Claude Jourdain et Charles Lacroix, ses assistans, après avoir, en exécution dudit arrêt de la cour, pris communication desdites lettres patentes et décret du 25 janvier et mois d'août 1777, ont unanimement déclaré consentir à leur enregistrement et exécution, supliant néanmoins la cour d'ordonner, en interprétant l'article 3 des réserves portées dans ledit décret, la déclaration du 13 août 1735, et tous autres édits et déclarations, si aucuns y a qui y paroissent contraires, que la communauté des religieux de Saint-Remy jouira du droit de nommer pendant la vacance du siége aux cures scituées dans le diocèse de Reims dépendantes de ladite abbaye de Saint-Remy;

Un extrait du registre des actes capitulaires de l'abbaye de Saint-

Remy de Reims, collationné par Villain et son confrère, notaires royaux à Reims, le 15 août 1777, légalisé le lendemain par le lieutenant général au baillage royal de ladite ville; par lequel appert que le grand-prieur et autres religieux de laditte abbaye, capitulairement assemblés le 16 des mêmes mois et an, après avoir, en exécution dudit arrêt de la cour, pris communication desdittes lettres patentes et décret du 25 janvier et mois d'août 1777, ont unanimement déclaré consentir à leur enregistrement et exécution, supliant néanmoins la cour d'ordonner, en interprétant l'article 3e des réserves portées en la déclaration du roy du 13 août 1735, et tous autres édits et déclarations, si aucuns y a qui y paroissent contraires, que leur communauté jouira du droit de nommer, pendant la vacance du siége, aux cures scituées dans le diocèse de Reims, dépendantes de ladite abbaye de Saint-Remy;

Un extrait des registres des conclusions capitulaires de l'église métropolitaine de Reims, collationné par Desain et son confrère, notaires royaux à Reims, le 19 août 1777, légalisé le lendemain par le lieutenant général, par lequel appert que les prévôt, doyen, chantre et chanoines de laditte église, capitulairement assemblés le 19 des mêmes mois et an, après avoir, en exécution dudit arrêt de la cour, pris communication desdittes lettres patentes et dudit décret des 25 janvier et mois d'août 1777, ont unanimement déclaré consentir à leur enregistrement et exécution, sauf et sans préjudice à tous leurs droits, actions, prétentions et moyens exposés dans une précédente conclusion du 14 décembre 1775, en la signification par eux faite le lendemain 15, à l'archevêque de Reims, et aux official et promoteur de Chaalons, en leur dire du 16 du même mois de décembre, et aux deux procès-verbaux de leur comparution devant ledit official de Chaalons, du 10 janvier 1777, relatés audit décret, et en outre sous la réserve d'y ajouter par la suitte tels autres moyens et conclusions qu'ils aviseront, même de poursuivre dans le délay prescrit par les lettres patentes du mois d'août 1777, le jugement des objets qui les concernent et sur lesquels il a été prononcé un surcis par ledit décret;

Une expédition collationnée par Périn, notaire royal à Montfau-

con, le 16 août 1777, et légalisée le 19 des mêmes mois et an par ledit lieutenant général, d'un acte passé devant ledit notaire et témoins ledit jour 16 août, par lequel appert que Antoine-François Deperthes, prêtre, chanoine, et prévôt dignitaire de l'église collégiale de Montfaucon, nommé représentant au titre de l'abbaye de Saint-Remy, vacant par le décès du cardinal de Rochechouart, évêque de Laon, après avoir audit nom pris communication desdittes lettres patentes et dudit décret des 25 janvier et mois d'août 1777, a déclaré consentir à leur enregistrement et exécution;

Un extrait collationné par Masson et son confrère, notaires royaux à Reims, le 19 août 1777, légalisé le même jour par ledit lieutenant-général, des délibérations du bureau de la ville de Reims, par lequel appert que les lieutenant, sindic et gens du conseil de laditte ville, convoqués et assemblés en la manière accoutumée, après avoir, en exécution dudit arrêt de la cour, pris communication desdittes lettres patentes et décret des 25 janvier et mois d'août 1777, et ouï sur ce le substitut du procureur général du roy au bureau de ladite ville, ont unanimement déclaré consentir à leur enregistrement et exécution, supliant les impétrans de concourir avec eux à la suppression du droit de stellage que le peuple de Reims et de ses environs a toujours attendu comme le premier fruit de l'union de l'abbaye de Saint-Remy à l'archevêché;

L'expédition collationnée par ledit Villain et son confrère, notaires royaux à Reims, le 18 aoust 1777, légalisé le lendemain par ledit lieutenant général, d'un acte en forme de délibération prise le 17 des mêmes mois et an par les curés, marguilliers et habitans de la paroisse de Saint-Julien de laditte ville de Reims, convoqués et assemblés en la manière accoutumée, par laquelle appert qu'après avoir, en exécution dudit arrêt de la cour, pris communication desdittes lettres patentes et dudit décret des 25 janvier et mois d'août 1777, ils ont unanimement déclarés consentir à leur enregistrement et exécution;

Un acte passé devant Dessain et son confrère, notaires royaux à Reims, le 18 août 1777, légalisé le même jour par ledit lieutenant-général, par lequel appert que les gouverneurs et administrateurs du bureau de l'hôpital général de Reims, convoqués et assemblés en la

manière accoutumée, après avoir, en exécution dudit décret et arrêt de la cour, pris communication desdittes lettres patentes et décret des 25 janvier et mois d'août 1777, ont unanimement déclaré consentir à leur enregistrement et exécution, se réservant au surplus leurs droits résultans du surcis prononcé par ledit décret sur les objets qui intéressent ledit hôpital;

Une expédition signée et collationnée par Varnier, greffier de l'officialité de Chaalons, d'un état certiffié véritable par de Leseure, grand-archidiacre de l'église métropolitaine de Reims et vicaire général dudit diocèse, des biens et revenus et des charges dudit archevêché de Reims et de l'abbaye de Saint-Thierry au Mont-d'Or y unie, par lequel appert que lesdits biens et revenus montent annuellement à la somme de cent onze mille cinq cent quatre-vingt-cinq livres et lesdittes charges à celle de 26,371 liv., en sorte qu'il ne reste de net que 85,214 liv. par an;

Autre expédition collationnée et signée par ledit greffier de l'officialité de Chaalons, d'un état certiffié véritable par Roudeau, chanoine de l'église de Reims, cy-devant fondé de la procuration du feu abbé de Saint-Remy, pour consentir à laditte union des biens et revenus et des charges de la manse abbatiale de laditte abbaye de Saint-Remy de Reims, par lequel appert que lesdits biens et revenus montent annuellement à la somme de 66,601 liv. 15 s. 3 d., et lesdittes charges à celle de 26,152 liv. 2 s. 5 d., en sorte qu'il ne reste de net que 40,449 liv. 13 s. 10 d. par an; conclusions du procureur général du roy; ouï le rapport de maître Léonard de Sahuguet d'Espagnac, conseiller; tout considéré;

La cour ordonne que lesdittes lettres patentes du mois d'août 1777, attaché sous leur contre-scel, seront enregistrées au greffe de la cour, pour jouir par les impétrans de l'effet et contenu en iceux et être exécutées selon leur forme et teneur, aux charges, clauses et conditions, réserves et surcis portés èsdittes lettres patentes et décret, et en outre sous les réserves et conditions énoncées ès consentemens, tant du supérieur général de la congrégation de Saint-Maur et des grand-prieur et religieux de l'abbaye de Saint-Remy de Reims des 16 et 21 août 1777, que des prévôt, doyen, chantre, chanoines et chapitre

de l'église métropolitaine de Reims, et des gouverneurs et administrateurs de l'hôpital général de ladite ville des 18 et 19 des mêmes mois et an; défenses réservées au contraire.

Fait en parlement, le 27 août 1777. Collationné. *Signé*, Labbé. *Signé*, Dufresne.

STATUTS

DES

CORPORATIONS ECCLÉSIASTIQUES ET CIVILES.

---

§. IV.

STATUTS CONCERNANT LA BOURGEOISIE.

QUINZIÈME SIÈCLE.

I.

Anciens statuts du Jardin de l'Arbaleste [1].

Hist. manuscr. de Lacourt, vol. I, fol. 66.

C'est l'ordonnance des compaignons du noble jeu de l'arbaleste.

Et premier : Il est vrai que les compaignons font leur feste, c'est Vers 1400.
assavoir de jouer au papegaut, le premier dimanche de may, si fortune

[1] M. P. Tarbé, qui a publié ces statuts dans l'une des brochures dont on est redevable à la société des Bibliophiles de Reims, les accompagne d'une notice à laquelle nous empruntons les extraits suivants :

« L'arbalète fut en honneur à Reims : on en fit usage dans les différents siéges que cette ville eut à soutenir, et on trouve souvent, dans les fouilles qui se font autour des fossés et dans les faubourgs, les carreaux de fer qui garnissaient les flèches qu'elle lançait : elle a donné son nom à une de nos rues.

« Dans le commencement, il y eut à Reims assez de gens habiles à manier l'arbalète pour former deux compagnies. A quelle époque remonte leur institution, c'est ce que nous ignorons : les titres primitifs n'ont pas été retrouvés. Le registre où ont été puisés en partie les renseignements qui suivent n'existe plus : le docte chanoine Lacourt, auquel nous devons les éléments de cette publication, a vu ce registre, qu'il a copié en partie *, mais il constate dans son manuscrit que déjà les soixante-deux premières pages manquaient.

« Les lettres-patentes qui instituent la compagnie des arbalétriers de Paris sont du

* *Extraits [faits par Lacourt] de l'ancien registre du Jardin de l'Arbaleste.*

Dans la liste des chevaliers qui est en tête du registre se trouvent A. de Hellande, capitaine [de Reims], et D. J. Guenlart, abbé de Saint-Nicaise.

« Pieron Cordier, demeurant au ban Saint-Remy, lequel étoit du jeu de l'arbaleste du ban Saint-Remy, fut uni avec le jeu de la Couronne environ le sacre du roy Loys nostre sire, qui fut l'an 1461.

« L'an 1467, le dimanche troisième jour de may, noble homme Gobert de Bohan, escuyer, capitaine pour le roi nostre sire de la ville et cité de Reims, fut fait chevalier de l'arbaleste de Reims.

« Aujourd'hui vendredi vingt-troisième jour de juillet, l'an 1473, fut dit et célébré en l'église de Reims, par les vicaires et enfans d'icelle église, à l'autel de la rouelle, la messe et service pour nostre révérend père en Dieu, monseigneur Jehan Juvénal des Ursins, archevesque et duc de Reims, premier pair de France, nostre frère et compaignon, en son vivant chevalier de l'arbaleste de la Couronne de Reims, trespassé le quatorzième jour de ce présent mois de juillet ; auquel service ont esté convoquez et pries plusieurs notables bourgeois de Reims, chevaliers dudit jeu, jusqu'au nombre de cinquante-quatre ou cinquante-cinq frères ; et à la fin duquel service, par Collart Bouquin, empereur, Gérard Maigueron, roy, Jehan Goulinet, connestable, accompagnez desdits frères et chevaliers, fut requestée à monsieur maistre Jehan Chardon, bailly de Reims, commis par les gens du roy audit baillage durant la régale, l'un des exécuteurs d'icelui nostre feu frère et compaignon, l'arbalestre dudit feu nostre frère et amy, à nous estre baillée et délivrée, de quoy faire fut refusant et délayant ; pour lequel refus nous tirasmes vers noble et honorable homme Thomas Cauchon, seigneur du Goulart, lieutenant à Reims de monsieur le bailly de Vermandois, et Jehan Lepicart, procureur du roy nostre sire, à Laon, audit baillage. Lesquels se nous ont fait réellement bailler et délivrer ladite arbaleste, qui a esté par nous faite armoyer des armes d'icelny nostre frère et amy, à qui Dieu pardoint ses fautes et les nostres aussy. Amen.

Signé : N. Simon.

« Simonet Bignicourt, boucher, reçu le dimanche

ne le deffend, et peuvent les dessusdicts compaignons la continuer à une autre journée; et y doivent estre tous les compaignons pour hono-

9 août 1359; celle de Reims ne peut guère prétendre à une origine plus reculée, mais elle a dû naître à la même époque : les mêmes besoins, les mêmes circonstances ont dû pro-

16 juin 1482 : son service fut fait à Saint-Hilaire, l'an 1523.

« Furent reçus :

« Jehan Moët, apoticaire, reçu le dimanche quatrième jour de may, l'an 1488.

« Jehan Leleux, le 19 mai 1493.

« Jehan Chinoir, seigneur de Chambrecy, le 15 avril 1494.

« Noble homme Jehan de Bohan, seigneur de Damery, le 1er may 1494.

« Remy Legoix, prestre et curé de Cernay-lès-Reims, le 4 mai 1595.

« Thiébaut Levoirier, marchand drappier, le 16 may 1495.

« Charles de Vassé, escuyer, seigneur de Vassé et de Muizon, lieutenant du capitaine de Reims, 6 may 1497.

« Nobles hommes Louis d'Enghien, seigneur de Bouilly, et Me Guillaume Chardon, vicomte de Hermonville, 15 juin 1497.

« Jehan Chiertemps, drappier, 6 may 1498.

« Guillaume Loizeau, chanoine et promoteur de Reims, 8 aoust 1501.

« Jehan de Marne, chapelain de Saint-Jacques, le 6 mars 1504.

« Le vingt-cinquième jour du mois d'avril, l'an 1505, fut dit et célébré en l'église de Saint-Jacques de Reims deux services de *Requiem*, l'un pour messiré Me Gérard Porion, chanoine de Saint-Symphorien, chevalier du jeu de l'arbaleste de la Couronne, estant encore en vie, lequel Porion a quitté la compaignie de l'arbaleste, et l'autre pour Jehan Marcaut dit Bayard, trespassé de ce monde. Le même jour, Jehan Collard, tonnelier et chevalier, se présenta pour tirer avec son tablier de peau, qui parut aux chevaliers une chose deshonneste; la chambre prononça contre lui qu'il viendroit à la première garde des grandes buttes du jardin, nue tête, se présenter devant la broche d'icelle butte à un genou, qu'il baiseroit laditte broche, et après prieroit la compaignie qu'il lui plust luy pardonner; et de laditte sentence s'est acquitté ledit Collard.

« Le premier de may 1502, jour de l'oyseau, Jacques Popelain s'ingéra de tirer un cop audit oiseau, et fut condamné d'aller de l'une des buttes jusqu'à l'autre un pied nu, et avec ce, payer au Jardin deux septiers du bon vin de la Clef, que l'on vendoit pour lors seize deniers le pot.

« Le premier may 1509, Jehan Haupillart, chapelain de Nostre-Dame, reçu chevalier du jeu de l'arbaleste.

« Nicolas Biguicourt, boucher; le 8 mai 1509, mis hors de la compaignie à jamais.

« Furent reçus :

« Jehan Barbier, le 26 may 1512.

« Jehan Cogi, chapelain de l'église de Nostre-Dame de Reims, le 5 de may de l'an 1517.

« Jérosme Grossaine, bailly de Reims, le mesme jour.

« Pierre Lefricque, correur de cuir, le mesme jour.

« Germain de Florennes, son service fait le 24 aoust 1540, à Saint-Pierre-le-Viel, et n'entend plus estre du Jardin.

« Nicolas Chiertemps, fils de Jehan Chiertemps, 22 may 1528.

« Jehan Colbert, apoticaire, 3 may 1526.

« Philippe Moët, le jeune, marchand, 28 avril 1524. Gérard Moët, marchand, 12 juin 1525; son service fut fait de son vivant.

« Drouin Bachelier, marchand, le 24 juillet 1525.

« Remy Cauchon, marchand, 18 aoust 1526.

« Nicolle Fillette, escuyer, prévost du siége royal à Reims, 9 mai 1526.

« Nicolas Pussot, praticien, 18 may 1527.

« Gérard Chiertemps, marchand, 7 aoust 1531.

« Michel Bachelier, sergent royal, 4 mai 1533.

« Garlache Souyn, licencié ès-loix, advocat, 25 may 1533.

« Ragnault Noblet, tailleur de pierres, 13 décembre 1534, mort en 1541 : son service fut fait à Saint-Jacques le 8 novembre.

« Hubert Bachelier, marchand, 3 may 1537.

« Nicolas Vaguier, premier may 1544 : son service fait aux Carmes audit an de son vivant.

« Le 22 juin 1546, Jacques De May, chevalier de la Couronne des archiers, s'est porté appelant pardevant les Empereur, Roy, Connestables et chevaliers du Jardin de la Couronne des arbalestriers, qui sont juges immédiats, auxquels appartient la connoissance des appellations qui sont intervenues audit Jardin des archiers de la Couronne. Le premier

rer ledit jeu à l'heure que le varlet dudit jeu le fera sçavoir, sur peine d'amende de douze deniers parisis pour chacun deffaillant, et sa part

duire les mêmes effets. C'était le temps de nos guerres avec les Anglais : Reims était alors une place de guerre, et elle eut souvent à combattre les ennemis de la France.

aoust 1546 la cause fut jugée, De May, convaincu d'avoir proféré des blasphêmes, et condamné à aller dans les buttes du jardin des archers, à genoux, tête nue, baiser la broche de l'autre butte, et en une demi-livre de cire à appliquer aux torches dudit jardin, boire un verre d'eau, demander mercy à Dieu et aux chevaliers. — [*Les archers avoient pour patronne sainte Barbe ; on les appeloit Chevaliers du Jardin de Sainte-Barbe. Ils avoient une image de cette sainte qu'on mettoit entre les mains du roi, avec la couronne. Les arbalétriers et les archers faisoient porter leur couronne à la tête de la compagnie à la procession de la Fête-Dieu, où ils assistoient avec leurs torches.*]

« Gillet Bignicourt, notaire royal, 5 may 1549.

« Gerard Lecoq, 5 may 1549, son service fait de son vivant

« En 1555, Verrayer manqua à la procession de la Fête-Dieu, et n'y envoya point la couronne qu'il avoit comme Roy de la semaine : il fut condamné à 20 sols d'amende et un pot de vin.

« Pierre Colbert, marchand, 1er may 1559.

« Fourquet Lecourt, marchand, 9 mars 1560.

« Pierre Marlot, 8 juin 1567; son service fait de son vivant.

« Jean Colbert le jeune, 9 mai 1572.

« Pierre Colbert cy-dessus (sentence prononcée contre luy, le 8 de juin, pour réparation de ses violences et de ses juremens) a esté condamné à aller de l'une des grandes broches à l'autre, teste nue et à genoux, baiser les broches d'icelles, et en huit sols parisis d'amende pour l'entretiennement des torches, et privé de la compaignie durant le temps de trois mois : a baisé les broches.

« Robert Auger, tapissier, reçu le 10 décembre 1559 : s'est déporté, autant que ledit Colbert est son beau-frère.

« Pierre Pussot, 13 may 1584. Ledit Pussot a esté chassé hors de la compagnie, le 26 décembre 1587, pour avoir forcé la serrure de la porte aux Molinets, et n'avoir voulu baiser les broches, et boire un verre d'eau de punition.

« Pierre Colbert, hostier, 17 juillet 1588. Il est appelé Pierre Colbert-Trompette, dans une conclusion du 4 juillet 1593. Dans sa demande et sa réception, il signe Pierre Colbert ; cette signature est suivie d'un dessin à la plume représentant une trompette : ce nom n'était qu'un sobriquet pour le distinguer des autres Colbert. Dans l'acte de réception de Fourquet le jeune, du 13 novembre 1592, il est appelé Pierre Colbert, apothicaire, et c'est peut-être ce que veut dire hostier.

« Nicolas Bignicourt, chaussetier, 1er janvier 1589

« Pierre Lefricque, sellier, 19 aoust 1587.

« Nicolas Desrodets, mis aux ceps pendant le goûté des chevaliers, et expulsé pour avoir volé l'arbalestre de N. Trouillard, le 13 mars 1594.

« Warin Ducandal, le 26 juillet 1598, pour paroles injurieuses dites au Connestable, condamné d'aller à genoux, teste nüe, depuis l'une des gardes jusqu'à la butte, et baiser la broche d'icelle butte ; payer la sentence pour cet effet, et boire deux verres d'eau. Ledit Ducandal a acquiescé et satisfait.

« Martin Cloquet, corroyeur, 4 juin 1599.

« Du dimanche 5 juin 1602. Sur les remonstrances faites par les procureurs de céans, ou le substitut, que par cy-devant on avoit obtenu lettres du Roy nostre sire, portant privilége pour un capitaine de ce Jardin, et pour ceux qui abattent l'oyseau durant leur année, lesquelles, pour raison des guerres passées, n'auroient esté entérinées, et à celle fin de ne perdre si beaux priviléges, il seroit besoin obtenir nouvelles lettres du Roy présent, pour confirmation desdits priviléges ; sur quoi les chevaliers trouvent bon et sont d'avis de lesdittes lettres obtenir du Roy, et procéder à la poursuite pour l'obtention d'icelles.

« La compaignie des arquebusiers fit assigner les chevaliers de l'arbaleste à comparoître à la cour des aides, voulant empescher la jouissance des lettres obtenues pour leurs priviléges ; conclusion du 24 aoust (1603) pour envoyer l'assignation à Paris, et deffendre sur l'opposition faite par les arquebusiers aux priviléges de l'arbaleste, et à l'arrest de notification.

« André Despres, prêtre, curé de Cernay-les-Reims, et coustre de l'église de Nostre-Dame, reçu le 23 mai 1604.

« Les lettres patentes portant privilége pour la compaignie des arbalétriers sont du mois de mars 1603, signées par le Roi et son conseil, enregistrées à la cour des aides le 30 avril. Les priviléges que ces lettres attribuoient aux Capitaine, Lieutenant, Gui-

des despens qui se feront laditte journée, si excusation bonne et raisonnable n'y at.

« Quarante-cinq ans après, nous voyons la confrérie remoise déjà en honneur et connue au loin. En 1415, les chevaliers de l'arbalète de Sézanne envoyèrent un défi à leurs confrères de Reims*.

« Au XVe siècle, les deux compagnies

don, Enseigne, au Roy de l'oyseau, et à celui qui l'abattroit à trois années consécutives, furent modifiés, par la vérification, au seul Capitaine et Roy de l'année. L'opposition est vidée par arrest de la cour des aides, du 19 juillet 1604, et les parties mises hors de cause sans despens.

« Élection de Jean Maillefer le jeune, nommé Capitaine de l'arbaleste, le dimanche onzième juillet 1604.

« Assignation donnée en conseil privé aux chevaliers de l'arbaleste, à la requête du syndic des habitants de Reims et des arquebusiers de ladite ville.

« Pierre Lacourt, 4 mai 16·6.

« Guillain Lefricque, maître sellier, 10 octobre 1621.

« Evrard Lefricque, 26 février 1623.

« Thomas Biguicourt, marchand, 13 juin 1653, mort le 22 juin suivant. »

* *Lettre des chevaliers de Sézanne aux chevaliers de l'Arbaleste de Reims, pour les inviter au prix général.*

« A tous Roys, Connestables, Prévosts, chevaliers, confrères et compaignons du noble et gentil jeu de l'arbaleste, auxquels ces présentes lettres seront présentées; à tous autres dud't jeu et serment, qui du contenu en icelles seront avertis et auront aucunement connoissance. Les Roys, Connestables, chevaliers, confrères et compaignons du jeu de l'arbaleste de la ville de Sézanne, au diocèse de Troyes, a tous et à chacun de vous, tant en général comme en particulier, se recommandent tant et le plus humblement que ils puevent, et vous font assavoir : Que, pour l'honneur dudit jeu de l'arbaleste, qui est tant noble et si plaisant que toutes créatures se doivent rejoïr d'en oïr parler, pour avoir connoissance l'un de l'autre, faire bonne chière ensemble, maintenir et soutenir ledit jeu de mieux en mieux, et icelui réveiller qui longuement a dormi : et aussi pour le réjoissement de la paix que Dieu nous a donnée, auquel il plaise la faire maintenir à tousjours : ils ont espérance, au plaisir de Dieu, de donner, et donneront, s'il lui plaist, en ladite ville de Sézanne, audit jeu de l'Arbaleste, deux petits joyaux tels et au prix qui s'ensuit :

« C'est assavoir un cerf d'argent, qui aura les cornes dorées, pour le premier et meilleur jouel; et une biche d'argent pour le second et menre jouël, tout de la meilleure façon que l'on pourra bonnement : lesdits joyaux au prix et valeur de huit à neuf livres tournois ou environ; le cerf, premier jouël, meilleur que la biche, second jouël, de vingt sous tournois au plus; et se donneront lesdits joyaux, audit Sezanne, aux Roys, Connestables, chevaliers et compaignons du serment dudit jeu de l'Arbaleste qui se présenteront audit jeu de Sézanne, pardevant le Roy, Connestable ou autre chevalier du serment de ladite ville, le samedy avant la Saint-Jean-Baptiste prochain venant, au jardin où de présent sont les buttes dudit Sézanne, et ce par la manière qui s'ensuit : c'est assavoir à buttes de bonne longueur, comme de cent et dix pas raisonnables, ou cuirs ès boutillons pendus devant lesdites buttes, se mestier est, et qui seront advisées par lesdits compaignons eux assemblés, celle du premier et meilleur jouël, comme le cerf, plus courte que l'autre; à quatre coups, chacun jouël léalement gagnie et demoure a un seul chevalier, au plus près de la vraye broche; c'est assavoir ledit cerf a quatre cops a la plus courte mesure, et la biche à quatre cops à la plus longue mesure.— Et ne pourra gagnier ne avoir, une ville, que l'un desdits joyaux; mais deux d'une ville pourront penre cop sur chacun jouël, s'il leur en vient, pour une chasse, auxdittes deux mesures, le plus près de la broche a la courte mesure, et l'autre a la seconde mesure; et se délivreront lesdits joyaux tous ensemble et non l'un plutost que l'autre.

« Et le lendemain de la présentation faite, on jouera pour les joyaux incessamment, tant qu'ils seront assevis de jouer; et y seront receus d'une ville et serment jusqu'a deux au moins, et au-dessus tant qu'il en voudra venir; et s'il en venoit moins de deux d'une ville et serment, il n'y seroit point receu, et par celle manière seront receus en présentation.

« Et pour défendre lesdits joyaux, aura laditte ville de Sézanne six défendeurs qui joueront après que les compaignons de dehors auront joué a chacune chasse; et s'il avenoit que aucuns eussent cops ou cop à mesure, s'il vient plus prez aucun desdits défendeurs, les cops ou cop ne vaudront néant à ceux

Item, et le lendemain chacun desdits frères et compaignons doit estre à une messe du Saint-Esperit, que iceux ont ordonné et font dire

avaient chacune leur jardin : l'un était situé au ban Saint-Remi, l'autre entre les deux portes Cérès; ces jardins étaient clos et servaient de lieux d'exercice au noble et gentil jeu d'arbaleste.

« A la fin du règne de Charles VII, les chevaliers de l'arbalète n'étaient plus assez nombreux pour former deux sociétés; au sacre de Louis XI, une fusion s'opéra, et le jardin du ban Saint-Remi fut abandonné.

« Celui de la porte Cérès fut longtemps fréquenté; mais, en 1552, il n'était plus à son tour que le petit jardin : ses jours de gloire étaient passés.

« Le noble jeu de l'arbalète avait planté ses enseignes sur un grand terrain situé entre la rue Large, la rue de la Couture et la rue Châtivesle : ce jardin se trouve encore indiqué à cette place, sur le magnifique plan de Reims fait au milieu du siècle dernier.

« Tout passe en ce monde, et les confrères de l'arbalète devaient avoir le sort commun : en 1702, ils n'étaient plus que sept. L'institution était à son déclin, et les derniers Empereur, Roi, Connétable et chevaliers voulurent s'éteindre d'une manière digne d'eux et faire une œuvre patriotique en rayant leurs noms de la liste des corps existants; [par conclusion du 28 janvier 1701 et traité du 15 février 1702] ils cédèrent leur jardin à la ville de Reims, à condition qu'elle payerait 1,500 liv. à différents individus qu'ils désignèrent [800 à J. Hibert, 220 à N. Mahuet, le reste aux chevaliers], et que sur leur terrain on élèverait des casernes pour le soulagement des troupes, et la sûreté des recrues. Leur dernière inspiration fut militaire comme l'avait été l'idée qui les avait institués trois siècles auparavant : ils finirent comme ils avaient vécu, en servant la couronne de France.

« Les compagnies des arbalétriers avaient, comme toutes les institutions du moyen âge, des privilèges nombreux : le temps a détruit les chartes qui les donnaient; nous n'en connaissons que quelques-uns, et encore est-ce par voie de conséquence. Les rois de France, protecteurs-nés de toutes les institutions guerrières, confirmèrent successivement ceux des arbalétriers. La compagnie avait soin, à chaque avènement, de demander cette confirmation.

« Toute existence privilégiée, même au temps où il y avait des privilèges presque

de dehors qui les auront, si le défendeur étoit plus près de la broche. Toutesvoies, qui voudra jouer et esbattre avant au vin que l'on joue pour les joyaux, à autres qui seront audit jardin que celles où l'on jouera lesdits joyaux, autant de compaignons de ladite ville de Sezanne joueront comme ils sont d'une ville qui voudront jouer pour quaute au prix de dix deniers tournois, et tout par amours.

« Et s'il est advisé de aucune chose corriger de ce que dessus est dit, il se fera par l'avis des Roys, Connestables, chevaliers et compaignons eulx ensemble, se mestier est, pour l'expédition d'eulx.

« Si vous supplie à tous en général et particulier, les deffendeurs dudit serment de ladite ville de Sézanne, et pour les causes devant dites, non mie pour valeur desdits joyaux, qui est po de chose, attendu que ce n'est pas jeu de convoitise, il vous plaise à venir audit jeue esbattre et jouer audit Sézanne, et là ferons bonne chière et lie ensemble; et sur ce rescrire par le porteur de ces présentes lettres vostre bonne volonté, et sceller de l'un de vos sceaux a l'une des queues pendant à ces lettres; s'il vous plaist et vostre volonté est de venir, combien que ce ne vous lie aucunement. Et aussi nous pardonnez ce que mieux et plus sagement ne vous rescrivons et ainsi comme le jeu le requiert; et au plaisir de Dieu, une autre fois nous ferons mieux et plus grandement; car ce n'est icy que commencement, et afin que vous et chacun de vous tenez les choses dessusdittes estre véritables.

« Nous Estienne Mignot, Roy, et Pierre Sorel, Connestable du jeu et serment de l'Arbaleste de laditte ville de Sézanne, avons mis nos sceaux et seings manuels à ces lettres, qui furent faites et escrittes le dernier jour du mois de may, l'an mil quatre cent et quinze, ainsi signé :

« MIGNOT. SOREL. »

à leurs despens, afin que Dieu leur donne puissance de tellement le jeu maintenir et gouverner, que ce soit au plaisir de Dieu, et à une basse

pour tout le monde, excite l'envie; l'envie fait naître des procès. Ils ne manquèrent pas aux chevaliers de l'arbalète : ils en eurent souvent avec les chevaliers du non moins noble jeu de l'arquebuse.

« Ceux-ci, qui ne dataient que de François Ier, s'opposaient sans cesse à ce que les arbalétriers fussent maintenus dans leurs anciens droits. La confrérie de l'arbalète avait demandé, en 1602, à Henri IV, la confirmation d'usage : les arquebusiers s'opposèrent à ce qu'elle fût octroyée; ils perdirent leur procès, furent mis hors de cause, et, en 1603, les arbalétriers obtinrent les lettres-patentes qu'ils sollicitaient.

« Les arquebusiers ne se tinrent pas pour battus : ils élevèrent de nouvelles difficultés, et trouvèrent moyen de faire intervenir la ville de Reims dans leurs intérêts.

« Une lettre du roi, datée de 1607 *, mit fin à ce mauvais vouloir, et les arbalétriers purent se croire désormais à l'abri de toutes querelles.

« Il n'en était rien cependant. En 1642, le capitaine des arbalétriers reçut un billet de garde : il ne se rendit pas au poste, alléguant ce vieux principe de droit, en matière de garde bourgeoise, que tout état qui a trait à guerre en exempte. Le conseil de discipline du temps n'admit pas cette excuse, et le fit poursuivre : ses meubles furent saisis et vendus [*sic* pour rendus?]. Le capitaine trouva la mesure un peu vive, et d'ailleurs il avait à défendre l'honneur du principe : il plaida, gagna son procès, et réparation lui fut faite **.

« Le privilége de ne pas monter sa garde avait son importance, et il est bien des gens qui, sous ce seul point de vue, ne seraient pas fâchés de voir revivre le gentil jeu de l'arbalète. »

Lacourt avait copié, et M. Tarbé a reproduit deux règlements supplémentaires dont le premier venait dans le manuscrit immédiatement après les anciens statuts, dont le second avait été emprunté par Lacourt « au « manuscrit qui est au commencement du « livre des enregistrements des chevaliers de « l'arbalestre. »

[1°.] *L'ordonnance de la Couronne.*

« Les compaignons du jeu de l'Arbaleste

* *Lettre de Henry IV à ses chers et bien-amés les lieutenans et conseils de sa ville de Reims.*

« De par le Roy. Chers bien-amés, nous vous avons cy-devant écrit pour vous faire entendre nostre intention sur la confirmation des priviléges que nous avons accordez aux arbalétriers de nostre ville de Reims, de la compagnie de la Grande-Couronne, afin que de vostre costé vous eussiez à tenir la main à l'exécution de nostre volonté en cet endroit; toutefois, nous sommes averti que, nonobstant nosdites lettres, vous ne laissez de les inquiéter en la jouissance de leurs priviléges, bien qu'ils aient été vérifiez partout où besoin a esté : c'est pourquoy nous avons bien voulu vous en écrire derechef cette lettre, afin que, faisant cesser lesdittes difficultés, vous ayez à les laisser jouir selon que c'est nostre intention; n'y faites faute, car tel est nostre bon plaisir.

« Donné à Paris, le douzième jour de septembre 1607 « Signé : HENRI.

« *Et plus bas* : De Loménie. »

** *Extrait des registres des conclusions des conseil et échevinage de la ville de Reims, du mercredi 24 septembre 1642.*

« Sur la requête verbale faite par Pierre Veron le jeune, Roy de l'oiseau du jardin de l'arbaleste de cette ville de Reims pour la présente année, à ce qu'il soit exempt de la garde de cette ville durant son année, ainsy qu'ont été ses prédécesseurs Rois dudit jardin : l'affaire mise en délibération, conclu a été que ledit Veron jouira de l'exemption de ladite garde durant son année, ce faisant est deschargé des défauts qu'il a faits en laditte garde pour lesquels il a été exécuté, et ses meubles à luy rendus.

« *Signé* : Bourgogne. »

messe de *Requiem* pour les compaignons trespassez ; et qui n'y est, il est et sera à l'amende de dix deniers parisis : et ce jour on rend les comptes de laditte compagnie et fraternité.

de Reims font tous les dimanches un Roy à joüer : et le fait-on tantost après nonnes sonnées en l'église de Reims ; et la gaigne celui qui a mis au premier cop qu'il joüera plus près de la vraye broche à l'heure devant ditte ; et la doit, celuy qui la gaigne représenter le dimanche après ensuivant, ou faire représenter par autre, sur l'amende de six deniers parisis ; et cedit dimanche qu'il la représentera, si un autre la gaigne que luy, il la doit bailler et présenter honorablement à celuy qui l'aura gaigné, sur l'amende dessus dicte, et la boeste avec laditte couronne, sur peine de deux deniers parisis ; et aussi la clef du coffre du Jardin doit estre pendue à laditte boeste, sur l'amende de deux deniers parisis.

« Tous les compaignons qui vouldront entrer en la compaignie dessus dicte doivent, pour la réparation du jardin appartenant audit jeu, la somme de huit sols parisis du moins, et pour les torches deux livres de cire, et aussy, pour le varlet dudit jeu, six deniers parisis ; et si doit, pour sa bienvenue, quatre sols parisis et un pot de vin.

« *Item*, doit jurer solemnellement par Dieu et par sa foy, la croix et la noix de l'arbaleste, de tenir touttes lesdittes ordonnances, et encore mieux s'il puet, et de multiplier ledit jeu le plus qu'il pourra.

« S'ensuit le serment que doit faire un chevalier de l'arbaleste ; et parle premièrement le Connestable ou autre pour luy, et dit au chevalier tout ce que cy-après s'ensuit, excepté que ledit chevalier doit répondre et dire là où il y a écrit *réponce*.

[*Formule de réception.*]

LE CONNESTABLE.

Amy, que vas-tu quérant ?
Que la très-bien venu soye !

RÉPONCE.

Honneur et prix acquérant,
Si j'y puis trouver la voye.

LE CONNESTABLE.

Tu l'auras, mais que tu soye
Tousiours loyal et hardy,
Et que de rien tu ne croye
Médisans, je te le dis.

RÉPONCE.

Sire, je vous pri par amours
Que maintenant je puisse estre
De vostre main, devant tous,
Chevalier de l'arbalestre.

LE CONNESTABLE.

Volontiers.

RÉPONCE.

Grand mercy, Maître.
Dieu doint, qu'après vos jours finis,
Soyez coloqué à sa dextre
En son glorieux paradis.

LE CONNESTABLE.

Il faut que faire te face
Tous les veux que faire dois.

RÉPONCE.

Quels sont-ils ?

LE CONNESTABLE.

Qu'en ceste place
Jures la croix et la noix,
Que le jeu doux et courtois
Maintiendras par bonnes meurs.
Maintenant comme autrefois
Ont fait nos prédécesseurs,
Viens, jure loyallement
Que la couronne de France
Serviras entièrement,
De ta force et ta puissance ;
Ton corps mettras en défence
A Reims, contre ses ennemis,
Desquels tu auras connoissance.

RÉPONCE.

Je promets que de ma puissance
Feray le contenu de vos dicts.

LE CONNESTABLE.

En après aussy, se tu vois
Aucun des frères mesprendre
Contre le jeu, tu le dois,
Si tu ne veux trop fort mesprendre,
Au gouverneur le faire entendre.

Item, que nul desdits compaignons ne s'armera contre la couronne de France, mais la servira de toute sa puissance, en gardant, et pour la tuition et deffence de ceste ville de Reims, et avec iceux habitants.

Afin qu'il en soit pugni :
Veux-tu cecy entreprendre?

RÉPONCE.

En bonne foy, sire, ouy.

LE CONNESTABLE.

Pareillement se tu mesprens
Contre le jeu, ou les frères,
Dès maintenant tu consens
Qu'en touttes bonnes manières
Soye pugny par les frères
Qui en ont le gouvernement?
Ces causes-cy sont touttes claires;
Le veux-tu?

RÉPONCE.

Oui, certainement.

LE CONNESTABLE.

Et encore fais-tu le veu
Que si voyois discorde
Entre les frères du Jeu,
D'y mettre paix et concorde?
Chacun frère ici l'accorde
Avant qu'il soit retenu :
Ce point-cy souvent recorde!

RÉPONCE.

Pour ce suis-je icy venu.

LE CONNESTABLE.

Un autre veu jureras
Pour entrer en la frairie,
Que jusqu'à un blanc feras
Dépense par compaignie,
A ceux d'étrange partie
Qui voudront au jeu jouer.

RÉPONCE.

Icy n'a pas de vilennie;
Je suis prêt de le vouer.

LE CONNESTABLE.

Puisque tu requiers le veu
Jurer par bonne pensée,
Il te convient, se tu veux,
Que si une messe est chantée,
Ou plusieurs durant l'année,
Pour les frères trespassés,
Que ta part y soit donnée.

RÉPONCE.

Je le veuil, sire : est-ce assez?

LE CONNESTABLE.

L'autre veu ne laisse pas :
Met-le bien en ta mémoire,
Que se de vie à trespas
Te menoit le Roy de gloire,
L'arbalestre, et fust d'ivoyre,
Dont tu fais l'esbattement
Est nostre : ainsy le dois croire.

RÉPONCE.

Et je le veuil par mon serment.

LE CONNESTABLE.

Seigneurs, frères et compaignons,
Chacun de nous face feste :
Un frère nouvel avons
De nostre jeu tant honneste.
Des pieds jusques à la tête
Allons nous bouter en müe,
Et là lavons nostre tête
De vin pour sa bienvenue.

[2°.] *Aultres ordonnances.*

« S'il advient jamais à chevalier du loyal serment de l'Arbaleste, de reguier Dieu ou la Vierge Marie, ou aultres saints ou saintes, au Jardin; pour la première fois qu'il lui adviendra, il payera quatre sols parisis, au profit du Jardin; s'il y renchiet, la deuxième fois il payera semblable somme de quatre sols parisis, et se ira à nuds pieds et nüe teste devant le Roy du Jardin, jusqu'au lieu où les chevaliers iront boire. Si la tierce fois il y renchiet, son arbaleste sera confisquée au jeu, et si sera mis hors à jamais de la compaignie.

« *Item*, qui malgréera Dieu, ou sa mère, ou ses saints, pour la première fois il payera deux sols parisis, et pour la deuxième fois quatre sols parisis, et pour la tierce fois huit sols parisis; et si plus il renchiet, il sera mis hors de la compaignie à tout le moins pour un an, ou pour plus, à la discrétion de l'Empereur, du Roi, et par l'avis et conseil des chevaliers.

« *Item*, plus, qui jurera le sang, la mort, le ventre, la teste, les vertus Dieu, ou autre blasphème, il payera pour chacune fois quatre sols parisis; et s'il en est trop coustumier, sera privé de la compaignie pour

Item, que chacun desdits compaignons et frères doient obéir aux commandemens des Connestables dudit jeu, et doient venir à son mandement pour le fait dudit jeu.

Item, que chacun desdits frères et compaignons doient honneur et vénération à l'Empereur, au Roi et au Connestable dudit jeu, en toutes choses touchant iceluy jeu.

Item, que lesdits compaignons et frères se doivent garder de faux ou faire faux dommage ou déshonneur l'un à l'autre; et se l'un sçait le dommage, déshonneur ou déplaisir de l'autre, il le doit faire sçavoir à la partie le plus tôt que faire se pourra.

Item, chacun d'iceux frères et compaignons sera tenu d'aller à toutes les honneurs qui se feront par l'ordonnance et commandemens desdits Connestables; c'est assavoir : aux noces, corps et messes, sur peines de chacune fois d'amende de quatre deniers parisis au profit des boestes.

Item, que s'il y a aucun des compaignons qui, au jardin, tandis que l'on y jouera, nomme la laide bête, noire et détestable, il payera deux deniers parisis à la boeste; et s'il est du dehors du jardin, et non pas chevalier, il sera mis au cep, de pied et de main, parmi le cop du Roy; et criera mercy au Roy, Connestable et à toute la compaignie, et baisera le blanc à deux genoux.

Item, que s'il y a aucun contens ou débat entre lesdits frères et compaignons, soit de paroles, soit de fait ou autrement, touchant le déshonneur dudit jeu ou desdits compaignons et frères, iceux compaignons seront tenus d'eulx soubmettre au dit et ordonnance desdits Connestables et de leur conseil.

Item, que si aucun desdits frères dit aucune paroles maldites ou déshonnêtes, les autres frères qui l'oiront le doivent dire et faire sçavoir aux Connestables et à leur conseil, afin qu'il en soit pugni.

Item, que chacun desdits compaignons et frères doit payer libéralement toutes les amendes par lui faites.

aucun temps ou à jamais, par l'avis et conseil des chevaliers.

« *Item*, plus, les aultres qui ne soyent du serment se trouvant audit Jardin et commettant choses dessusdittes ou aucunes d'elles, ils seront boutez hors du Jardin, et leur sera deffendu de eux y plus trouver, et s'il y a regniement ou maugréement, sera dénoncé à la justice pour en faire pugnition. »

Item, que si un des frères du jeu va de vie à trépas, il doit son arbaleste au jeu, la meilleure qu'il ait, et son touret au profit du jeu, ou pour laditte arbaleste et touret la somme de quarante sous parisis, ou la volenté des compaignons. Et pour ce laditte compaignie lui doit faire faire son service; c'est assavoir, une haute messe à diacre et soubs diacre, et une basse messe de *Requiem*, et y doivent estre tous les compaignons et frères, sur l'amende de quatre deniers parisis. Ou si le frère veut laisser son arbaleste à l'un de ses amis, il est quitte pour payer 20 sols parisis pour faire son service de deux messes, ainsy que les compaignons se promettent l'un à l'autre.

Item, et s'il advenait que aucun desdits compaignons alast de vie à trépas, et il n'avoit de quoy payer ce qu'il devroit audit jeu, lesdits compaignons et frères luy feront faire son service ainsy comme dit est, c'est à sçavoir une haute messe et une basse de *Requiem* : pour ce, se doient lesdits compaignons et frères bien aimer l'un et l'autre.

Item, le jour de la Feste Dieu nostre créateur, que chacun desdits frères et compaignons soit à la procession avec la torche, par bonne ordonnance, pour faire honneur à Dieu.

Item, le lendemain, doit un chacun d'iceux estre à une messe du Saint-Esperit, que lesdits frères et compaignons font dire, afin que Dieu leur veuille donner puissance de tellement gouverner et maintenir leurs esbatemens que ce soit au plaisir de Dieu : et aussy certaine basse messe de *Requiem* pour les trépassez qui ont aidé à ordonner et fonder lesdittes torches qui sont ordonnées pour Dieu servir et honorer, et qui ont aidé ou aideront à soubtenir et multiplier ledit noble jeu.

II.

Réglement des sept corps de métiers dépendans du vidame [1].

Archiv. du chap., lay. 25, liass. 38, n° 1.

Vers 1400 Ce sont les us, coustumes, franchises et libertez esquelles les bourgois de monseigneur le vidame de Reims doivent estre maintenus et

[1] Cet acte n'établit l'état de la vidamé qu'en ce qui concerne les sept corps de métiers; nous compléterons les renseignements qu'il donne par les pièces suivantes, ex-

gardez de par ledit monseigneur le vidame des mestiers appartenans à la jurisdiction dudit seigneur; c'est assavoir des painctres, selliers,

traites, la première des archives de Saint-Remi, liass. 17, n° 12, les autres des liasses de renseignements :

Sentence des Assises de Laon, qui déclare que le vidame de Reims n'a juridiction au ban Saint-Remi.

« A tous ceulz qui ces présentes lettres verront et orront, Jehan de Vannoise, bailli de Vermendois, salut. Comme plaist et procès fust meus et pendant ès assises de Laon en cas de saisine et de nouvelleté, entre les religieux abbé et couvent de Saint-Remy de Reins, d'une part, et monseigneur le vidame de Reins, d'autre part, pour cause que iceulz religieus disoient et maintenoient eulz estre en possession et saisine d'avoir toute justice et signourie haute, moienne et basse, seulz et pour le tout, en un certain lieu en la ville de Reins appelé le ban Saint-Remy, et d'avoir la juridicion en tous cas sur tous les bourgois et soubmanans en iceluy ban, seulz et pour le tout, espécialment sans la compaignie dudit vidame; et avec ce de tenir et maintenir iceulz bourgois et soubmanans en iceluy ban, frans et exemps de toute bourgoisie, juridicion, ou servitude, envers ledit vidame et tous autres, et que d'icelles possessions et saisines avoient joy et usé lezdits religieus de si long temps qu'il n'est mémoire du contraire, ou qu'il souffise à saisine avoir acquise et retenir, et que en eulz troublant et empeschant en leursdictes possessions et saisines, indeuement et de nouvel, ledit vidame ou ses gens pour lui et en son nom, cui fait il avoit pour aggréable, s'estoit efforciés et efforçoit d'avoir la congnoissance des bourgois et soubmanans dudit ban de Saint-Remy, et de eulz faire respondre par devant lui comme ses bourgois; et lez aucuns, par sa force et constraincte de prison, en avoit constrains à eulz recognoistre eulz estre sez bourgois, et de ce s'estoient dolus lezdis religieus, et obtenu lettres en cas de saisine et de nouvelleté, par vertu desquelles, après opposicion trée sur lez lieux entre lesdictes parties par devant Robert de la Cousture, sergent du roy nossire, en la prévosté de Laon, à qui lesdictes lettres s'adrècent pour icelles mettre à exécution, le débat et la chose contencieuse eust esté mis et prins en la main du roy nossire, comme souveraine, par ledit sergent, et par lui journée baillié ausdictes parties a certeines assises passées prochain après en suivant, ausquelles assises, ou depuis à autres assises, eussent esté par lezdis religieus proposés bons faiz et saisine, et conclut selon le contenu ès dictes lettres par eulz sur ce empétrées; et par ledit vidame eust esté proposé lui estre et avoir esté, tant pour lui comme pour cez prédécesseurs vidames de Reins, dont il se disoit avoir cause, en possession et saisine d'avoir la bourgoisie avec toute justice et signourie haute, moienne et basse, correption et pugnition, seulz et pour le tout, sur tous les maingniés, gorreliers, bourreliers, et autres personnes de plusieurs et divers autres mestiers, en quelconques lieux qu'il demourassent en la ville de Reins, espécialement des demourans audit ban de Saint-Remy, et tant eussent sur ce lezdictes parties procédé que icelles estoient sur ce cheues en faiz contraires, et commissaires à eulz donnés qui dezjà avoient commencé à enquerre la vérité; saichent tuit que comparans en jugement ès présentes assises de Laon, Jehan d'Aubemale, procureur dudit vidame d'une part, et Bertran Vicos, procureur desdiz religieus d'autre part, par lequel procureur dudit vidame fu renoncé à sadicte opposicion, et audit plait, procès; recognu et confessé que ledit vidame n'avoit droit aucun, congnoissance, correptions, bourgoisie ne pugnition sur aucune personne demeurant ou habitans audit ban Saint-Remy, à Reins, tant qu'il y soient ou fussent demourans, soient maingniés, courreliers, bourreliers, ou autres mestiers quelconques; et amenda lidis procureur dudit vidame ledit cas de nouvelleté; accordé que ce qui par le débat et opposicion desdictes parties estoit prins et

goherliers, brodeurs, verriers, tailleurs d'images, chaudreliers, pigniers faisans pignes à pignier laines, ouvriers faisans serantz, avec

mis en la main du roy nostre, comme souveraine, fust mis en la main dezdis religieus, comme de parties, à plainne délivrance. Pourquoy nous, la main du roy nostre sire comme souveraine, avons mis et mettons par cez présentes en la main desdits religieus, comme en main de partie, à plaine délivrance, et parmy ce nous lesdictes parties avons licencié de court. En tesmoing de ce nous avons ces présentes lettres scellées du seel de ladicte baillie. Donné en nos assises de Laon, le xxxe jour d'aoust, l'an mil et CCCLIIII. »

Mémoire à consulter pour le vidame.

Le faict est que monsieur le vidame de Reims a esté poursuivy par monseigneur l'archevesque de Reims pour bailler dénombrement de son vidamé;

Et par ledit dénombrement il baille plusyeurs articles, [et] entre autres :

I. Que le fief dudit vidamé conciste en haulte justice, moyenne et basse, sur les sept mestiers demourans ès terres et seigneurie de l'archevesque de Reims.

II. Assavoir : painctres, voiriers, goherliers, scelliers, brodeurs, chauderonniers, faiseurs de pignes à pigner laynes, et ymagiers.

V. Qu'il a droict d'amender LX s. par. sur chacune personne adjournée à comparoir en personne pour chose criminelle et délits, et pour chacun deffaut, LX s. par., comme dit est.

VI. Qu'il a droit de prendre le tiers des amendes qui sont adjugées contre les boullengers pour les faultes trouvées en leurs pains, soit pour mal-façons, faulte de poix, ou autrement.

VII. Qu'il a droit de bailler congé, avec mondict seigneur et les eschevins de Reims, à toutes personnes qui veullent bastir ou entreprendre sur le pavé dudit Reims, sy comme est porté par la coustume de Reims, sans lequel il n'est loysible de y entreprendre.

« Ledict dénombrement a esté blasmé * par le procureur fiscal dudict sieur archevesque et tant proceddé que par sentence de monsieur le bailly de Reims, du XXVIII mars [M.] V^c^ IIII^xx^ est ordonné que ledict sieur vidame déclarera s'il entend avoir jurisdiction sur

* A ce blâme d'un dénombrement du XVIe siècle, nous joignons deux dénombrements, l'un du premier quart du XVe siècle, l'autre du dernier quart du XVIIe, qui servent à faire connaître ce qu'était la juridiction du vidame avant et après les difficultés soulevées par les gens de l'archevêque.

1°. *Dénombrement donné par le vidame vers 1425.*

« Monseigneur le vidame de Reims tient en foy et hommage de très révérend père en Dieu monseigneur l'arcbevesque de Reims, à cause de sa dignité archiépiscopale, le temporel de son vidamé.

« *Premiers*, il a la cognoissance et est seigneur temporel en tous cas de toutes les personnes qui sont des mestiers et qui euvrent des mestiers cy-après déclarez : paintres, verriers, brodeurs, maingniers, chaudreliers, goherreliers, selliers; et si a toute justice haulte, moyenne et basse sur leurs personne, et ès hostels où ils font leur demourance.

« *Item*, il a bailly ou garde de sa justice temporelle, procureur et sergent, auquel bailly appartient la cognoissance, jurisdiction, pugnicion et correction des gens de la nature ou condition et des mestiers dessusdis; et les puet pugnir et corriger de tous cas criminelz et civilz, et tenir ses plaiz, son siége et sa jurisdiction, ès hostelz où icelluy monseigneur le vidame demeure, ou où ceulx des mestiers dessusdits demeurent, et en chascun d'eulx, se mestier est et bon lui semble, en quelque lieu qu'ils demeurent audit Reims, excepté ou ban Saint-Remy et ou ban Saint-Nicaise.

« *Item*, et s'il advient que son bailly ait jugé ung homme ou une femme, et condempné à morir pour ses démérites, ledit bailly le doit bailler et délivrer tout jugié au bailly et aux officiers de monseigneur de Reims, qui a l'exécution dudit jugement, et ledit bailly de monseigneur de Reims baille, en ce faisant, au bailly ou procureur de monseigneur le vidame, la somme de XXX d. par.; et tout ainsy et pareillement que font messeigneurs du chapitre et de Saint-Remy de Reims en tel cas.

« *Item*, les gens des mestiers dessusdit ont acous-

leurs familles, et aussy des femmes vefves qui ont et auront estéez conjoinctes à iceulx par mariage; desquels us, coustumes, franchises et liberté la déclaration s'ensuit :

Premier, il est de coustume d'ancienneté que les mestiers dessus-

lesdicts mestiers tant des chastellenyes, terres, seigneuryes et deppendances dudict archeveschê et duché, que en la ville de Reims; et sy, soubz ces mots *paincires* et *verriers*, il entend comprendre ung ou deux mestiers ensemble, sy soubz ce mot d'*ymager* il entend aussy comprendre le painctre faisant ymage, ou le thailleur d'image en pierre :

tumé chascun an de eslire certains maistres, qu'ils présentent audit monseigneur le vidame ou son bailly, pour visiter les ouvrages qu'ils font; et prent ledit bailly le serment d'eulx de ce fère bien et convenablement en la manière accoustumée, et de fère leurs rapports des faultes qu'ilz y trouveront; et quant ils y trouvent faultes et ils l'ont rapporté, ledit bailly en doit fère raison et justice, et sont creuz de leur rapport; et, s'il y a faulte, ledit bailly puet faire ardoir l'ouvrage et la denrée moins souffisamment faite en l'un des hostels des dessusdis, et condampner le malfaicteur en amende telle comme au cas appartient.

« *Item*, les gens desdis mestiers doivent chascun an à monseigneur le vidame une selle à cheval faicte de certaine façon anciennement ordonnée, laquelle les maistres desdits mestiers luy doivent présenter, quant elle a esté par eulx visitée et qu'elle est telle que l'on a accoustumé, ou à son bailly, la veille de la Toussains.

« *Item*, aucun de quelque estat qu'il soit, en la terre et juridiction de monseigneur de Reims, ne puet fère goulet ou agout d'eaue, auvent, saillie ou autre entreprise hors de son hostel sur la chaulcée, au-dessoubs de XXII pieds, sans le congié et licence de monseigneur de Reims ou de son prévost, ou autres ses officiers, et sans le congié dudit monseigneur le vidame ou de son bailly, et aussy sans le congié des eschevins de Reims; et si ont acoustumé monseigneur de Reims et ses officiers, et ledit monseigneur le vidame, d'en prendre prouffit tel que bon luy semble, quant ils en donnent congié; et quant aux eschevins, ils n'en prennent aucun prouffit, sinon des mesures, quant il y en avient (?).

« *Item*, ledit monseigneur le vidame a droit que, quant le prévost de Reims prent le pain des boulengiers, des taverniers ou autres qui le exposent en vente, et il est porté à la viconté et trouvé trop petit, de prendre, par son bailly ou son procureur, le tiers des amendes, partans entre le prévost et le viconte. Et si puet aler, li sergent dudit vidame avec le sergent dudit prévost, et les sergens du viconte, à prendre ledit pain, se bon ley semble, et par especial au regard de ceulx qui sont bourgoiz de Reims, et dont les eschevins ont le jugement.

« *Item*, messire Jehan Cauchon, chevalier, seigneur du Godart, a et tient un fief dudit monseigneur le vidame qui est arrière-fief à monseigneur de Reims, de certain droit sur les maingniers qui piqent leurs ferremens sur la chaulcée; lequel fief ne doit point d'argent pour relief, mais il doit hommage et dénombrement, et est tenu de le reprendre de monseigneur le vidame, quant il vient nouvel détenteur dudit fief.

« *Item*, ledit monseigneur le vidame a droit que, sitost que ung estranger demourant hors de Reims, qui est de l'un des mestiers dessusdis, quant il vient à Reims, sitost qu'il est entrez dedens les mettes de la banlieue de Reims, il est justiciable et de la juridiction dudit monseigneur le vidame pareillement comme s'il demouroit audit Reims.

« *Item*, monseigneur le vidame a droit et coustume de prendre sur la viconté de Reims, chascun an, IIII^{xx} stiers de froment, tel grain qu'il vient à ladicte viconté et sans drois, et XX liv. par. à deux termes et payement, par équale porcion : c'est assavoir XL stiers froment et dix livres parisis au jour de Pasques Communians, et XL stiers froment et dix livres parisis au jour de la Saint-Remy d'octobre.

« *Item*, de toutes ces choses monseigneur le vidame est tenu fère foy et hommage à monseigneur l'archevesque de Reims, et de luy en bailler son dénombrement, et ne doit aucune finance pour le relief. »

2°. *Projet d'aveu et dénombrement de Jean Bachelier, vidame, etc., vers 1684.*

« Nous, Jean Bachelier, prebstre, vidame et chanoine en l'église métropolitaine de Reims, avouons tenir en plain fief de illustrissime et révérendissime monseigneur messire Charles-Mau-

dis font et puellent eslire trois maistres d'iceulx mestiers, c'est assavoir : des painctres, ung ; des seilliers, ung ; des gohe[rliers], ung, chas-

« Sur le cinquième article, qu'il déclarera s'il prétend estre fondé en droit de prendre LX s. p. sur chacune personne adjournée à comparoir en personne pour chose criminelle, [enc]ores qu'il n'y ait autre deffaut ;

« Que néantmoings il adjoustera aux IIIe, IIIIe et cinquième articles que les appellacions de son bailly ressortissent immédiatement par devant le bailly de Reims, à quoy faire il est condamné ;

« Sur le sixième, qu'il passera soubz ceste modiffication, que icelluy sieur vidame prendra le tiers des amendes adjugées sur les

rice Le Tellier, archevesque duc dudit Reims, premier pair de France, légat-né du Saint-Siége apostolique, primat des Gaules Belgiques, à cause dudit archevesché, le fief et seigneurie dudit vidamé de Reims, concistant en ce qui s'ensuit :

« *Premièrement*, consiste notredit fief et vidamé de Reims, en la haute justice, moienne et basse, sur huit mestiers demeurans en terres et seigneuries de vostredit archevesché de Reims ; à sçavoir peintres, vitriers, gorreliers, selliers, brodeurs, chauderonniers, faiseurs de peignes à peigner laines, et imagers.

« Pour l'exercice de notredicte justice, nous avons bailly, procureur d'office, greffier, sergens, et tous autres officiers en justice ; lequel nostredit bailly a connoissance et juridiction sur tous lesdits mestiers en tous cas civils et criminels ; pardevant nostredit bailly, nous avons droit de prendre cinq sols parisis pour chacun défaut, et deux sols six deniers pour l'amande de l'issue de cour des parties plaidantes, et ayans assignation aux fins que dessus.

« Nous avons aussy droits d'amande de soixante sols parisis sur chacune personne adjournée à comparoir en personne pour crimes et déliots, et pour chacun défaut soixante sols parisis, comme dit est.

« Nous avons le tiers aux amendes qui sont adjugées contre les boulengers pour les fautes trouvées en leurs pains, soit pour mal-façon, faute de poids ou autrement.

« Nous avons aussy droits de bailler congé avec vous, mondit seigneur et les eschevins de Reims, à toutes personnes qui veulent bastir ou entreprendre sur le pavé dudit Reims, suivant qu'il est porté par la coustume dudit Reims, sans lequel il n'est loisible d'y entreprendre.

« Nous avons drois avec ce tel, que lesdits huit maistres sont tenus faire et présanter à leurs despans, par chacun an, une petite selle à cheval garnie et complette d'aucuns points, en ouvrages de leurs mestiers, et de présenter laditte selle, à nous ou nostre procureur, par-devant ledit bailly, par trois maistres desdits mestiers, desquels est pris le serment par-devant nostre bailly ; et ce fait, laditte selle est présentée par nous ou nostredit bailly, ou l'un d'eux, en la présence des greffiers de nostre justice, à vous, mondit seigneur, ou vostre bailly en la présence du greffier de vostre bailliage, en reconnoissance de la mouvance du fief de nostredit vidamé.

« Les maistres desdits mestiers sont tenus eux présenter, par chacun an, le premier jour de la foire de Cousture, présent nostredit bailly et autres nos officiers, mesmes les marchands chauderonniers forains, et eslire entre eux trois maistres, deux de la ville de Reims et un forain, pour faire visitation de leurs ouvrages durant laditte foire, en la présence de notre greffier et un de nos sergens ; à sçavoir, par les trois durant ladicte foire de Cousture, et par les deux de la ville durant toute l'année, et faire et dresser procès-verbal des fautes et malversations qu'ils y trouveront.

« Nostredit bailly a droit, durant la foire de Cousture, de visitation sur touttes les marchandises qui s'y vendent, dépendans desdicts huit mestiers, et, des fautes et malversations qu'ils trouveront èsdites marchandises, condamner les coupables en amandes avec confiscation desdictes marchandises à nostre proffit, s'il est trouvé que faire ce doibve.

« Et sy avons droits de prendre, à cause de nostredit vidamé sur vostre vicomté de Reims, la quantité de quatre-vingts septiers froment, mesure dudit Reims, et la somme de vingt-cinq livres tournois par chacun an, ès jours de Pasque et Saint-Remy ; et sont les vicomtes tenus livrer et faire porter ledit grain en nostre hostel.

« Protestons augmenter le présent dénombrement, sy quelque chose survient à nostre connoissance, en tesmoin de quoi avons signé ces présentes de nostre main, à.... »

Il n'est fait mention dans aucun de ces dénombre-

cun au environ la feste de la Toussaint; et doivent lesdits maistres ainsy esleuz faire le serment devant la justice de mondit seigneur le vidame, du consentement des ouv[riers] desdits mestiers, de bien

boullengers bourgeois de Reims, demourans sur le ban de monseigneur l'archevesque, et justiciablez pardevant le bailly de Reims.

« Sçavoir au conseil ce que ledict sieur vidame doibt faire pour l'exécution de la sentence :

« I. S'il doibt desclarrer qu'il a jurisdiction ès sept mestiers ès chastelleuyes et archevesché.

« II. S'il doibt desclarer que les mestiers de painctre et verrier n'est que ung mestier, actendu que èsdits mestiers, ceulx qui se présentent pour estre receuz en iceulx, font chef-d'œuvre tant de painctre que verrier; et y a aulcuns qui ne font chef-d'œuvre que de l'un desdits mestiers, et ne leur est loisible de besongner de l'autre mestier duquel ilz n'ont faict chef-d'œuvre; les aulcuns tiennent lesdictz mestiers ensemblement, en ayant fait chef-d'œuvre, comme dict est.

« III. S'il doibt desclarer que soubz le nom d'ymager, il n'entend parler des painctres, ains des tailleurs d'ymages, tant en pierre que boys.

« IIII. Pour le cinquiesme article, s'il doibt desclarer qu'il n'entend prétendre LX s., signon pour chacun deffault donné contre les adjournez à comparoir en personne, et non contre les comparans.

« V. S'il doibt adjouster aux IIIe, IIIIe et cinquième articles de son dénombrement, que les appellacions de son bailly ressortiront immédiatement par-devant le bailly de Reims, entendu que de tout temps les appellacions ont esté relevées par-devant le bailly de Vermandoys ou son lieutenant, comme estant ledict sieur vidame en possession et saisine de tenir sa justice et juridiction soubz le ressort et souveraineté du roy; et de ce y en a transaction faicte avec ledict sieur archevesque dès le second jour de febvrier l'an mil trois cens quatre-vingtz-dix-neuf; laquelle transaction sera veue à ceste fin.

« VI. Au regard du tiers des amendes à luy adjugées par le sixième article, est à entendre que, suyvant la sentence, ledict sieur vidame auroit requis par devant monsieur le bailly de Reims, que le tiers des amendes qu'il avoit adjugées contre Pierre Millois, Pierre Thillier et aultres, fût delivré audit sieur vidame. Remy Pussot, prevost dudict sieur archevesque présent, l'auroit empesché et ce pendant requis avoir coppye de ladicte sentence, ce qui auroit esté ordonné pour en revenir au premier jour. Et au lieu de desduire ses moyens d'empeschement, il auroit desclaré qu'il appelloit de ladicte sentence. En la cause d'appel ledict sieur archevesque se seroit joinct, et par arrest est dict qu'il avoit esté bien jugé. Et pour l'exécution d'arrest, commission est obtenue adressante au premier huissier ou sergent.

« Sçavoir au conseil par quel moyen il doibt procedder à l'exécution dudict arrest, sy ledict sieur vidame doibt poursuivre sa première instance; et par quel moyen il pourra faire payer les amendes adjugées contre les boullengers depuis qu'il est receu vidame. S'il pourra, sur escrou des amendes, faire contraindre les boullengers, parce que le greffier ne vouldra délivrer commission exécutoire au nom dudict sieur vidame; ou s'il présentera requeste à monsieur le bailly de Reims, affin d'avoir exécutoire contre les condamnez; ou s'il doibt conclure contre le

ments d'une classe de justiciables du vidame dont il est question dans deux transactions passées entre l'archevêque et le vidame d'une part, et le chapitre de l'autre, le 5 août 1377 et le 19 avril 1412 (archiv. du chap., lay. 25, liass. 38, nº 3); dans ces transactions il est dit que le vidame a juridiction sur les sept mestiers, « et aussy sur toutes foles femmes « séant et estant aux champs, hors des portes de la « ville. »

et léalment garder les drois tant de mondit seigneur comme desdis mestiers.

Item, il est de coustume que les maistres ainsy esleuz doivent et puellent visiter, d'ouvroir en ouvroir, tous les ouvrages desdits mestiers, toutes fois et quantes fois que bon leur semble, par toute la ville et cité de Reims, sans point de préjudice ou main moienne; et, se en faisant ladicte visitation ils truevent aucuns ouvrages qui ne soient bons et souffisans en aucuns desdits ouvroirs, ils les puellent et doivent prendre par sospon (*sic*) et autrement dehuement, et mestre en la main de mondit seigneur.

Item, est de coustume que, après ce que lesdits maistres ou le sergent dudit monseigneur le vidame auront prins les ouvrages, ilz appellent et assemblent tous les compaingnons desdits mestiers pour visiter et jugier iceulx ouvrages si ilz sont bons et souffisans; et se ilz sont trouvez non valables ne souffisans par le jugement et condempnacion desdits compaignons, ledit monseigneur le vidame les doit faire mettre à exécucion au rapport et relacion d'iceulx compaingnons, et sera actains celuy qui aura fait ledit ouvraige, ou le expose en vente, à l'amende de XXII s. VI d., à applicquer à mondit seigneur dix sols, ausdits mestiers dix sols, et à sergent II s. VI d.; et, se ledit ouvraige se trouve bon et souffisant, il doit estre rendu et restitué à celuy à qui il appartient franc et à délivre.

Item, est ainsy que iceulx mestiers, c'est assavoir, painctres, selliers, goherliers, verriers, tailleurs d'ymages, et femmes vefves, ne doivent chascun an à mondit seigneur le vidame que une selle, de laquelle l'arson doit estre de blanc poli, estoffée non [*sic*, de noir?] cordouan, sans estriers et sans poitras, tant seulement; et puellent les dessusdits bourgois faire une taille entre eulx, tant pour païer ladicte selle comme pour deux haultes messes qui se dient à diacre et soubdiacre le jour des Ames, et païer le luminaire que on fait, lequel monte bien de VIII[xx] à

prevost de Reims, affin de restitution du tiers des amendes par lui receu.

« Pour le regard du congé que doibvent prendre ceux qui veullent entreprendre sur le pavé de Reims; sçavoir au conseil pardevant quel juge ledict sieur vidame doibt faire appeler ceux qui ne luy ont demandé congé; et s'il peult poursuivre tous ceulx qui ne luy ont demandé congé depuis qu'il est vidame. »

IX^xx cierges, tant gros comme moyens et aultres, qui sont ardens durans lesdictes messes, et ce, pour les âmes des trespassez, ainsy qu'il est de coustume d'ancienneté de faire.

Item, que lesdits maistres desdits mestiers puellent et doivent visiter, durant la foire à la Cousture, d'estal en estal, tous les ouvraiges qui appartiennent et deppendent desdits mestiers, tout et partout où ilz les trouveront, en quelques lieux qu'ilz soient mis ou exposés en vente, par toutes les terres et seigneuries qu'ilz soient, tant dedens Reims que dehors, sans main moienne; et avec ce durant icelle foire mectre et exposer en vente leurs ouvraiges de leursdits mestiers, tant en leursdicts ostelz, fenestres et estalz, comme en toutes autres places et ruez, sans prendre congié ne enseignez à quelque justice que ce soit.

Item, est de coustume, quant aucun ouvrier forain vient demourer en la cité et ville de Reims, ouvrant devant maistres d'aucun desdits mestiers, il est tenu de paier, à cause de son mestier, v s. p. aux compaignons d'iceulx mestiers; et, se il vuelt lever et dressier son mestier en ladicte ville pour demourer, il est tenu de paier pour son entrée xx s. p. et deux livres de cire ausdicts mestiers.

Item, semblablement est de coustume que, se aucun maistres prent ung aprentifz qui vueille aprendre l'un desdits mestiers, ledit aprentifz est tenu de païer ausdits mestiers xx s. p. et deux livres de cire.

Item, est de coustume que tous les bourgois de mondit seigneur le vidame puellent et doivent mesurer en leurs hostelz et domicillez à toutes mesures, tant de grains comme de vin et autres buvrages, et à tel pois et balances qui soient adjustez à bonne et juste mesure de Reims, sans païer stellage ne prendre congé à quelque juge que ce soit, et avec ce mettre et oster enseignes à leurs maisons pour vendre vin et autres buvrages.

Item, est de coustume que se aucun desdits bourgois vuelt avoir ung quartel ou autre mesure en son hostel, le sergent de mondit seigneur le vidame les doitporter à la viconté pour faire justifier, adjustier et signer, et n'en doit avoir le viconte que XII d., et ledit sergent VI d.

Item, est vray que tous les bourgois de mondit seigneur sont frans et exemps et ne sont tenus de respondre en quelque manière que ce soit, ne pour quelque cause qui puist estre, devant les bailly et prévost

de Reims, et se puellent excuser ou faire excuser par le sergent de mondit sieur le vidame.

Item, est ainsy que nulz sergens royaulx ou autres, de quelque justice que ce soit, ne puellent faire quelquez esplois de justice en l'ostel d'aucuns desdits bourgois, sans le congié de la justice de mondit seigneur le vidame.

Item, est de coustume que monseigneur le vidame doit tenir son siége et ses plais trois fois la semaine, c'est assavoir : le lundi, le mercredi et vendredi, à heure de prime sonnant en l'église de Reims; et ne puet donner nulz deffaulx tant que ladite prime sonne, ains les puelt donner après ladite prime laschiée et sonnée, et, s'il estoit ainsy qu'il n'y eût point de juge en siége à celle heure, celuy qui seroit adjourné s'en puet aller sans préjudice; et ne doit avoir le sergent pour chascun adjournement par luy fait que deux deniers, et s'il y a continuacion de journée et il convient lever et grosser l'acte de ladicte journée, elle ne vault que IIII d. par.

Item, est de coustume que, se aucuns des bourgois de mondit seigneur est adjourné pardevant la justice de mondit seigneur le vidame à requeste d'autre, et après ledit adjournement il face gré à sa partie, il s'en puet raler sans préjudice et sans amende, et, se amende y escheoit, elle ne seroit que de II s. VI d. p.; et s'il y avoit deffaut, ledit deffault ne vault que II s. VI d. p.

Item, est de coustume que d'une bature et main-mise sans sang, l'amende n'est que de VII s. VI d., dont le sergent prend les VI d.; et, se la bature est à sang, l'amende est de XXII s. VI d., sur laquelle ledit sergent prent XII d.

Item, est aussi de coustume ancienne que ledit monseigneur le vidame ne doit ne puelt recevoir aucun bourgois dessoubz luy, s'il n'est souffisant ouvrier de l'un desdits mestiers ou approuvé par les maistres desdits mestiers.

Item, est de coustume que ledit monseigneur le vidame doit avoir et tenir son siége durant la foire de la Cousture, dessoubz les avant-loges de la maison à l'Estoille, emprès Saint-Jaques, le samedi de ladicte foire, à heure de prime; et là doivent comparoir devant la justice de mondit seigneur les compagnons chaudreliers de Reims et autres, pour faire

et eslire par eulx, deux maistres de leurs mestiers pour visiter leurs ouvrages au long de l'an; et, pour ce faire, le sergent de mondit seigneur les doit adjourner ausdits lieu et heure; et les maistres [après?] estre esleuz doivent faire le serment devant le juge qui là sera présent en siége; et, s'il en y a aucuns deffaillans de là venir ou comparoir, ils seront actains à II s. VI d. d'amende, à appliquer moitié à mondit seigneur et moitié audit mestier.

Item, lesdits chaudreliers ne puellent ou doivent vendre ne exposer en vente aucune de leurs denréez jusques après la visitation faicte par lesdits deux maistres durant ladicte foire, et que le bacin soit sonnez, sur peine de V s. p. d'amende, à appliquer moictié à mondit seigneur et moictié audit mestier.

Item, est de coustume que, se ung aprentif vuelt aprendre le mestier de chaudrelier, il doit païer pour son entrée V s. p. après ce qu'il aura demouré avec son maistre par un mois; et, s'il n'y demeure que ung mois, il n'en doit rien, s'il n'est louez.

Item, est de coustume que, se ung varlet ouvrant dudit mestier vient pour demourer et ouvrer devant aucuns maistres dudit mestier, et guaingnier argent, il doit païer pour sa venue audit mestier V s. p.

Item, est accoustumé que, s'il y a aucun compaignon dudit mestier qui vueille lever son mestier et le crier et chassier par la ville et cité de Reims, il doit et est tenu de païer pour les droits dudit mestier aux compaignons d'icelluy mestier LX s. p.; et aussy, se ledit compaignon vuelt sondit mestier dressier, et vendre en la foire de la Cousture, il doit et est tenu de païer aux compaignons de son mestier, pour la première fois, LX s. p., et pareillement à la Saint-Remy en octobre, doit V s. p. auxdits compaignons.

Item, est aussy que chascun chauderlier, demourant à Reims, doit et est tenu chascun an au fiévé de mondit seigneur le vidame à cause de sondit vidamé, paier chascun an audit jour Saint-Remy IIII d. p., et est tenu ledit fiévé de les aller quérir à Saint-Remy, en la place où les chauderliers mettent avant à la foire dudit Saint-Remy, sans amende.

Item, est de coustume que ung chauderlier forain ne puet ne doit huchier ou crier son mestier par la ville de Reims, s'il ne paie ou a païé

audit fiévé IIII d. p.; et de prendre congié aux maistres du mestier, et ce, sur peine de v s. p. d'amende, de laquelle ledit fiévé prent la moitié, et les compaignons dudit mestier l'autre; et en paiant lesdits IIII d. prenant ledit congié, ils sont francs et quictes comme ceux de ladite ville de Reims.

Item, que tous les bourgois de mondit seigneur ont de par luy libertez et franchise de pouvoir fichier en terre, tant pour dressier estalz et signer leurs places ès lieux acoustumés d'ancienneté, pour mettre et exposer en vente leurs denrées en pleine foire à la Cousture, et ce, sans congié des bailly ou prévost de Reims ne d'autres.

Item, est de coustume ancienne que nulz des bourgois de mondit seigneur le vidame ne puelt ou doit faire appeller aucuns d'entre eulx-mesmes, par-devant quelque juge que ce soit, si ce n'est par-devant la justice de mondit seigneur le vidame.

Sur lesquelles coustumes, franchises, libertez et articles cy-dessus déclairiez, les dessusdits bourgois, à cause de leursdits mestiers, tant humblement comme ilz puellent, prient, requièrent et supplient qu'il plaise à mondit seigneur le vidame icelles articles veoir et visiter, et que, après icelles veuez, les mettre à effect selon leur forme et teneur; veu aussy les copies de certaines lectres touchans et conférans approbation de ladicte seignourie de vidamé, il luy plaise, de sa bénigne grâce, à iceulx ses bourgois tenir, garder et garantir ès possessions, franchises, libertez et saisines, ainsy et par la manière que la coustume est et a esté d'ancienneté : car lesdiz bourgois ont très-grant désir et voulenté, avecque l'ayde et diligence de mondit seigneur, de y tenir la main, afin de garder la jurisdiction d'icelluy seigneur; et, en ce faisant, les bourgois prieront Dieu pour mondit seigneur [1].

III.

27 janvier 1404. ARREST du parlement, rendu sur la requeste présentée par-devant les maistres des requestes de l'hôtel, par MM. du chapitre, pour estre receus opposans à certaine pronunciation du

[1] Au bas de cette pièce se trouvent les notes suivantes :

« Cet acte me paroît être du quinzième siècle, et a environ trois cents ans. A Paris, ce 17 avril 1736. *Signé*, F. Bernard de Montfaucon.

« Je pense de même, ce 13 juillet 1785.

« *Signé*, Le Moine, avocat, archiviste. »

parlement, en forme d'arrest, qui contrevient aux priviléges confirmés au chapitre par chartes de 1277 (*Simonine*), et de 1372 (*Johannine*)[1].

Arch du chap., lay. 2, liass. 2, n° IX.

Carolus Dei gracia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod, cum coram dilectis et fidelibus

[1] Cet arrêt est le dernier acte relatif à l'état des francs sergents du chapitre, ou du chapitre même, auquel nous donnons place dans nos Archives. Le cartulaire de ce corps en renferme cependant plusieurs autres du XVe siècle et des siècles suivants; mais il suffit d'en indiquer ici les principaux.

1°. Archiv. du chap., lay. 2, liass. 2, n° 8, un accord sur vingt-neuf articles dont voici les plus importants.

« Sur ce que comme Thiébault Molet eust esté traict en cause d'office en la court ecclésiastique de Mgr...., sur ce que on proposoit dudit office contre lui qu'il avoit mis la main injurieusement en Th. Luquy, soy-disant clerc, et luy avoit osté son chaperon en encourant excommeniement, et sur ce eust esté procédé à enqueste, et les témoins publiés, et depuis ledit Thiébault avoit esté receu franc sergent de messire J. de Nuefville, chanoine de Reims, et par ce disoient lesdits de chapitre et chanoine, ledit Thiébault estre franc et immun de toute jurisdicion et justice de Mgr.... et de sa court; et que ladicte court, ne les officiaulx ne promoteurs d'icelle, ne pouvoient, depuis ladicte réception signifiée à ladicte court, tenir court ne cognoissance; mais devoit ladicte cause estre poursuye et sentenciée devant deux juges esleus, l'un de par Mgr.... l'autre de par ledit chapitre, en lieu que on dit *Preciosa*...., et pour ce a esté assigné jour en parlement; accordé est que, de la cause susdicte, Mes G. Fillastre, doyen de Reims, et G. de La Cambe, compaignon dudit Mgr...., chanoine de Sens et de Noion, jugeront, détermineront...., sans préjudices des droiz desdictes parties....

« Sur ce que lesdits de chapitre dient que toutesfoiz que aucun est prins de par le viconte de Reims...., supposé que ce soit pour le droit de la viconté, et il se avoue subjet ou bourgeoys desdiz de chapitre...., le viconte est tenu de le rendre selon la forme de l'entrecourt.... Accordé est que doresenavant, quant aucun prins par ledit viconte, soy advouant subjet dudit chapitre, sera par ledit chapitre requis par vertu dudit entrecourt, lequel ilz prétendent, le sergent ou aultre qui l'aura prins sera tenuz de jurer devant ledit viconte luy avoir prins ledit soy advouant.... pour les droiz de la viconté non paiés, et oultre les mettes de payer le tonneu ou aultres droiz de ladicte viconté, et sans fraude; et se fera ledit serment présent le requérant de par chapitre, se on trouve ledit sergent en la présance dudit viconte, sinon ledit sergent le jurera devant ledit vicomte, et ledit viconte affirmera par son serment devant aucun officier de chapitre, qui de ce requérera ledit viconte, ledit sergent ou aultres preneurs dudit prisonnier, avoir fait ledit serment par-devant luy; et ce fait, ne sera tenu ledit vicomte de rendre icelluy ainsy prins...., sans préjudice dudit entrecourt en tous aultres cas.

« *Item*, sur la juridiction temporelle... de la maison de la Rouge-Roze, où demeure à présent Gérard de Ville, dit de la Roze, et est chapitre demandeur pour ce que ung des sergens de Mgr.... fut comme justice avec J. de Savigny, sergent du roy N. S., en la prévosté de Laon, à faire certains exploiz à la requeste dudit Mgr.... contre le prévost de Laon, et pour certaines monicions faictes en ladicte maison contre Jehan Milet, prévost de Laon, et aultres ses gens pour la prinse de feu Coleçon Lanchèle et aultres, de l'autorité de la court de Reims; et aussi pour aultres monicions faictes en icelluy hostel ou maison, de l'autorité de feu Me R. de Tours-sur-Marne, lors chanoine...., qui se disoit

gentibus nostris requestas hospicii nostri tenentibus, contra certam scripturam seu prononciationem in nostra parlementi curia per modum

avoir la juridicion ecclésiastique de ladicte maison, pour ce qu'il disoit ledit Girart estre son franc bourgeoys, demeurant en la terre et jurisdicion temporelle desdiz de chapitre; et en ses deux causes chacun est demandeur et défendeur en cas de nouvelleté.... » —*La solution du débat est remise à G. Filiastre, et à G. de La Cambe, official de Reims.*

« *Item*, sur ce que ledit chapitre maintient les biens meubles, demourez du décès feu Tassin de Tilloy, clerc, lequel fut condampné par les officiaulx de Reims, à chartre perpétuelle, pour avoir murdry Thomas de Tilloys, son frère, au moins les biens meubles qui estoient venuz audit Tassin, de la succession dudit Thomas, appartenir audit chapitre par confiscacion...., lesquels biens ledit chapitre, dit Mgr l'archevesque ou ses gens avoir eus, et ne les vouloir rendre. » — *Le débat est remis aux mêmes.* — 22 décembre 1400.

2°. En date du même jour, se trouve, liv. rouge du chap., f° 162, une autre transaction par laquelle,... « Mgr de Reins, en ses lettres qu'il escripra auxdiz de chapitre pour la récepcion de ceux à qui il aura confié les chanoinies et prébendes, usera de ces mots : *dilectis nostris*, et non *filiis nostris*, et *quare recipiatis ipsum*, et non *mandamus ut ipsum*, ne autres mots et paroles emportant ou signifiant telle ou plus grande puissance èsdiz de chapitre.... »

3°. Archiv. du chap., lay. 2, liass. 2, n° 10, transaction du 29 août 1405, par laquelle le chapitre est maintenu dans le droit d'inventaire après décès sur les meubles des chapelains, vicaires et autres de la congrégation de l'église N.-D.

4°. Mêmes archiv., lay. 3, liass. 3, n° 1, transaction du 7 mars 1411 (v. s.), contenant quarante-neuf articles dont voici les principaux :

« *Item*, sur ce que lesdits de chapitre, et les maistres frères et suers de l'ospital nommé l'ostel Notre-Dame, consors en ceste partie, disoient avoir droit et possession d'avoir un franc sergent en la ville de Reins, pour ledit hospital, subgiet seulement et pour le tout desdiz consors, franc et immuns de toute justice et jurisdicion ecclésiastique et temporele dudit Mgr; et néantmoins Robert Witace, demourant à Reins, lors franc sergent dudit hospital, avoit esté admonesté de l'austorité ecclesiastique dudit Mgr, et soubz peine d'excommeniement, que il rendist un clerc, lequel il tenoit comme eslu sur le fait des aydes du roy nostre sire, à Reins, contre les droiz et possessions desdiz consors, sur quoy pendoit procès en la court de parlement, en cas de saisine et nouvelleté, entre lesdictes parties, touz lesquels exploiz faiz de l'auctorité dudit Mgr, lesdiz du chapitre disoient avoir esté faiz à tort et contre leurs droiz et possessions, et ledit Mgr disant touz yceuls exploiz avoir esté faiz par ses gens bien et raisonnablement, en usant de ses droiz, possessions et saisines....

« *Item*, sur ce que ledit Mgr de Reins qui lors estoit, disoit avoir droit et possession que ses subgiez demourans en son dyocèze, ne peuvent contraire mariage, sans recevoir [absolucion de?] sentence d'excommeniement, de l'auctorité de droit, et des constitutions provinciales de la province de Reins, mesmement quant ils sont de linage en degré défendu, quant l'un des contrahans est subgiet dudit Mgr de Reins; et que ceulz qui ainsy ont contraité mariage, ne aussy aucuns prestres ou clers, ne peuent procéder à proclamation de bans sur leur mariage, et à solemnisation d'iceluy, sans estre absolz, mesmement quant ils sont en procès en la court dudit Mgr pour ceste cause; et que il n'est licite à aucun de sa dyocèse contraire mariage sans proclamacion de bans ès églises où ilz demeurent, et par la licence et auctorité dudit Mgr; disoit aussy avoir droit et possession que ceulz qui sont en procès en sa court ecclésiastique, pour avoir contraict mariage clandestinement, et en degré deffendu, ne se peuent exempter de sa jurisdicion, en telle manière que la cognoissance et punicion ne lui en demeure et appartiengne; et que nonobstant, Perreçon de Dijon, et Isabiu, fille de Jehan Moet de

arresti obtentam, et ad utilitatem dilecti ac fidelis conciliarii nostri archiepiscopi remensis, paris Francie, contra dilectos nostros, prepo-

Reins, subgiette dudit Mgr, avoient contraict mariage clandestinement, et en degré de linage défendu, et par paroles de présent, et sur ce eust esté ladicte Isabin, mise en procez en laditte court, et sur ce déclairée pour excommeniée; néantmoins lesdiz Perreçon et Isabin, sans estre absolz dudit Mgr, avoient procédé à proclamacion de leurs bans; lesquelz bans, Mre Cendé, gouverneur de l'église parrochiale de Saint-Michiel de Reins, et Baudesson Tabouzel, son clerc, et par son ordonnance, avoient proclamé en ladicte église, et s'estoient efforciez lesdiz Perreçon et Isabin de procéder à la solemnisacion dudit mariage, sans le congié et licence dudit Mgr; sur quoy pendoit procez en la court de parlement en cas de saisine et de nouvelleté, entre Mgr d'une part, et lesdiz Perreçon et Isabin, messire Cendé, et aussy ledit chapitre de Reins, durant lequel procez, et parties oyes, pour ce qu'il estoit apparu à ladicte court lesdiz Perreçon et Isabin estre absolz de l'excommeniement que on disoit eulz avoir encouru à la cause dessusdicte, et aussi avoir obtenu de très-révérend père en Dieu Mgr le cardinal de Chalans, légat en France, dispensacion sur ledit empeschement de linage, avoit esté ordené par ladicte court de parlement, par provision, ledit mariage estre solemnisé pendant ledit procès; et au surplus les parties appoinctées en faiz contraires;

« *Item*, sur ce que ledit Mre Guy de Roye, archevesque, disoit avoir droit et possession que ses subgiez en esperituel ne peuvent, ne leur loit, contraire mariage de présent, clandestinement et sans proclamacion de trois bans, sur peine d'excommeniement, et que desdiz bans nul, mesmement Me Geuffroy Tartier, chanoine de Reins, ne povoit dispenser, fors lui, et que se aucun estoit cité en sa court pour avoir fait le contraire, il ne luy loisoit procéder en oultre à la solemnisacion du mariage sans le congié dudit Mgr; et que se aucun de ses subgiez avoit empeschement de mariage, et il contrahoit mariage, la punicion en appartenoit audit Mgr de Reins et non à autre, que aucun de ses subgiez citez en sa court pour tele cause ne se puet exempter de sa jurisdicion; ce nonobstant, comme renommée feust que Marguerite, femme à présent Poncelet Cogé, eust juré et voüé chasteté, et pour ce que, après ledit veu, elle vouloit contraire mariage avec ledit Poncelet, eust esté cité à la court de Mgr; néantmoins, après ladicte citation, elle avoit procédé à la solemnizacion dudit mariage, sans proclamacion de bans, par le congié de Me Geuffroy Tartier, qui dudit congié donner et disposer sur ce s'estoit avancié, contre le droit et possession dudit Mgr, sur quoy pendoit procès en parlement en cas de saisine et de nouvelleté:

« Accordé est, s'il plaist à la court, que les excommeniemens, déclaracion et publication, et tout ce qui a esté fait par les gens dudit Mgr, contre ladicte Isabel, femme dudit de Dijon, les proclamacions des bans fais à la requeste desdiz Perreçon et Isabel, par ledit Mre Cendé et Baudesson son clerc, et tout ce qui s'en est ensui, semblablement aussi la dispensacion des bans fais par ledit Me Geuffroy Tartier, pour la solemnizacion du mariage dudit Cogé, et tout ce qui s'en est ensui, et les complaintes faites par chascune desdictes parties à l'occasion dessusdicte, et tout ce qui s'en est ensuy, en tant qu'il touche lesdiz de chapitre, ledit Mgr et ledit Me Geuffroy, et que par ce ils pourroient avoir acquis aucune possession l'une envers l'autre, seront réputés pour non faiz et non advenus; et en tant qu'il touche les mariages faiz par lesdits Dijon et Isabel, attendu la dispensacion et absolucion qu'ils ont eu et obtenu dudit Mgr le cardinal de Chalans, yceluі mariage et le mariage dudit Cogé et de ladicte Marguerite demourront, par la manière que ilz sont faiz, sans ce que aucun empeschement y doye estre mis au temps à venir, de la partie dudit Mgr, pour l'occasion dessusdicte, pourveu que pour raison desdiz mariages, ou à occasion d'iceulx, au-

situm, decanum, cantorem et capitulum remensis ecclesie, factam et latam, iidem prepositus, decanus, cantor et capitulum, certas rationes et

d'un nouvel droit en possession, ne autrement, ne sera acquis auxdiz de chapitre ne audit Me Geuffroy, mais seront et demourront lesdictes parties en tel estat comme elles estoient paravant ;

« *Item*, sur ce que Mgr disoit avoir droit et possession, seul et pour le tout, de conférer les prébendes de l'église de Reins, sans que chapitre en peust aucune conférer, ce nonobstant ledit chapitre avoit conféré à Me Ernault de Malles une prébende de ladicte église, pourquoy s'estoit complaint ledit Mgr en cas de saisine et de nouvelleté, et chapitre s'estoit opposé, maintenant ycelle prébende avoir esté donnée audit maistre Ernault, par droit à eulx dévolu, par la négligence de Mgr, qui ne l'avoit pas conférés dedans temps deu; et sur ce pendoit procès en la court de parlement entre Mgr d'une part, et lesdiz de chapitre et Me Ernault de Malle, d'autre part ;

« Accordé est entre lediz Mgr et lesdiz de chapitre, s'il plaist à la court, en tant comme il leur touche, sans préjudice du droit dudit Me Ernault, ne d'autre à qui la prébende puet appartenir, que tout ce qui a esté fait sera réputé pour non fait, et ysteront de court lediz Mgr et lesdiz de chapitre; et au surplus, si aucuns prétendent à avoir droit en ladicte prébende, ilz en pourront faire ce que bon leur semblera.

« *Item*, sur ce que supposez les droiz, possessions et franchises, que lesdiz de chapitre dient avoir ès maisons des francs sergens de chapitre et des singuliers chanoines, comme dessus est dit, lesdiz de chapitre dient avoir droit et possession que toutes manières de gens peuent, èsdictes maisons des francs sergens, vendre, mesurer, livrer toutes manières de denrées, franchement et au regard dudict Mgr et de sa viconté, à Reins, sans ce que en soit deu audiz Mgr, mesmement à cause de sadicte viconté, aucun strelage, winage, ou autre droit, et que pour occasion de strelage, winage, ou autre droit non paié, des denrées vendues, mesurées et délivrées, comme dessus est dit, ledit Mgr de Reins, ne son viconte, ne autre de par lui, ne peut ne lui loist arrester ou saisir aucuns des biens des vendeurs, délivreurs ou mesureurs; néantmoins les gens dudiz Mgr, ou de son viconte, avoient arresté et saisi certains chevaulx appartenans à Thiébault le Bergerel, et dame Doulce de Grantpré, pour occasion de tonlieu, winage, ou autre droit non payé, de pouldre de tan vendue, mesurée et livrée à Reins, en la maison de Jacques de Toigny, franc sergent au ban dudit Mgr; sur quoy pendoit procès en parlement, en cas de saisine et de nouvelleté ;

« *Item*, sur ce que lesdiz de chapitre dient avoir droit et possession que des grains et autres denrées vendues, mesurées et livrées en leur terre et justice à Reins, mesuré à leur mesure par leurs subgiez, n'est deu audit Mgr ou à son viconte, aucun droit de tonnieu, strelage ou autre, ne pour occasion de ce ne loist audit Mgr, ou à son viconte, prendre ou arester aucuns biens des vendeurs, mesureurs et delivreurs, ou autres, mesmes subgiez desdiz de chapitre; néantmoins Guyot Robert, sergent de la viconté dudit Mgr, avoit contraint Jesson Richier, subgiet desdiz de chapitre, à paier droit de strelage ou autre redevance, pour une quantité de blé par lui vendu et mesuré en la justice desdiz de chapitre, contre les droits et possessions dessusdictes, sur quoy pendoit procès en parlement, en cas de saisine et de nouvelleté, entre ycelles parties ;

« *Item*, sur ce que lesdiz de chapitre disoient avoir, à Reins, une terre et justice nommée *la terre de Saint-Martin*, en laquele ilz ont mesures et droit de strelage des grains ylecques vendus et mesurez, et avoir droit et possession que des grains vendus et mesurez en ladicte terre, lediz Mgr, à cause de sa viconté ou autrement, n'a aucun droit de strelage, tonnieu, winage ou autre droit, ne pour ce ne puet ledit Mgr ou son viconte, arrester ou détenir aucuns biens des vendeurs

facta, per quos in dicta scriptura per modum arresti facta, errores intervenisse dicebant, ex ordinatione nostra per easdem gentes nostras

ou mesureurs; et se aucuns en estoient prins ou arrestez à celle cause, les doivent rendre; néantmoins, un nommé Briffaut, sergent de la viconté dudiz Mᵍʳ, arresta autres fois deux chevaulx appartenans à un nommé le Houlier de Léfincourt, pour occasion de ce qu'il avoit vendu et mesuré en ladicte terre Saint-Martin, en la maison de messire Anne de Sarrebruche, une quantité de grain sans paier strelage ou tonlieu, et avoit, le viconte dudit Mᵍʳ, refusé à rendre lesdiz chevaulx; sur quoy pendoit procès en parlement, entre ycelles parties, en cas de saisine et de nouvelleté;

« *Item*, sur ce que lesdiz de chapitre disoient avoir droit et possession que les habitans de la ville de Bourgongne, à eulz apartenans en seignourie et justice, ne doivent à Reins, audit Mᵍʳ, à cause de sa viconté ne autrement, aucun tonlieu, winage ou autre redevance de quelque chose ou denrées qu'ilz achètent à Reins, pour leur vivre ou usaige, et de tenir yceulx habitans frans de choses dessusdictes; ce nonobstant, Regnault Challé, sergent dudit Mᵍʳ en sa viconté, avoit arresté une quantité de harens, lesquels Jehan Brachet, demourant audit Bourgongne, avoit achetez à Reins, et les emportoit audit lieu de Bourgongne pour son vivre, pour occasion de ce que ledit sergent disoit que ledit Brachet n'avoit paié aucun tonlieu ou autre redevance à la viconté de Reins, pour les harens dessusdiz; ledit Mᵍʳ maintenant tous yceuls exploiz avoir esté faiz par ses officiers à bonne et juste cause, en usant de ses droiz et possessions;

« Accordé est, s'il plaist à la cour, que les prises, arrestz et détencions, contraintes, et tout ce qui a esté fait par les gens dudit Mᵍʳ, à cause dudit viconte, pourquoy lesdiz de chapitre se dient estre empeschiez en leursdictes possessions, les complaintes pour ce faictes par lesdiz de chapitre, et tout ce qui s'en est ensuy, seront et sont réputez pour non faiz et non advenuz.

« *Item*, sur ce que disoient lesdiz de chapitre avoir droit et possession que toutes fois que Mᵍʳ dit la grante messe en l'église de Reins, à plusieurs et certaines festes, et mesmement à la Purification Nostre-Dame, le jour du Saint Sacrement, et le jour de la feste de la Nativité de Nostre-Dame, les deux chanoines qui, à ladicte messe, dient un office qu'on appèle *les laudes*, les deux qui dient le respond, les deux qui dient l'*aleluye*, les deux qui tiennent cuers, le dyacre qui dit l'Euvangile, le soubz-diacre qui dit l'Épistre, chascun desdiz chanoines, après ce qu'il a fait ledit office, a accoustumé d'aler audit Mᵍʳ, à l'autel, et lui baisier le doit ou l'annel; et lors ledit Mᵍʳ est tenuz et a accoustumé de baillier à chascun desdiz chanoines deux solz parisis, envelopez en papier ou autre chose, et pour ce sont appelez *neux*; néantmoins feu Mᵍʳ Guy de Roye, célébrant la grante messe en ladicte église, le jour de la Chandeleur, l'an mil quatre cens et deux, avoit cessé de baillier aux chanoines dessusdiz qui avoient fait lesdiz offices, et allèrent baisier son doit, lesdiz deux solz; et pareillement le jour du Saint-Sacrement, l'an mil quatre cens et trois, et pareillement le jour du Saint-Sacrement, l'an mil quatre cens quatre; laquele feste de l'an quatre cens quatre, fu avant l'an révolu depuis l'autre semblable feste précédant l'an quatre cens et trois; et pareillement avoit cessé le jour de la feste de Nostre-Dame, l'an quatre cens et huit, sur lesqueles cessacions pendoit procès en parlement, en cas de saisine et de nouvelleté en ycelles parties;

« Accordé est, s'il plaist à la court, que toutes les cessacions de paier les deux solz parisis auxdiz chanoines faisant les mistères, pour les jours dessus déclairiés, et tout ce qui s'en est ensui, seront et sont réputez pour non faiz et non advenuz, en tele manière que, pour raison d'icelles cessacions, aucun nouvel droit en propriété, ne en possession, ne sera acquis audit Mᵍʳ, ne à ses successeurs.

« *Item*, sur ce que lesdiz du chapitre di-

visitandas, proposuissent; quas rationes et facta, postquam gentibus nostris prima facie admittendas fore visum fuisset, per supradictam

soient avoir droit et possession de toute seignourie au lieu de leur église, tele qu'en tele chose puet estre eue, et toute jurisdicion ecclésiastique seulz et pour le tout, et que à Mgr ne compétoit aucun droit ou possession, et ne lui loisoit en ladicte église, mesmement de son auctorité métropolitaine, tenir son conseil provincial, et en icelle exercer aucune jurisdicion, ne aussi en ycelle mettre ou fère mettre bancs, formes, chaières ou autres siéges, ou choses empeschans ladicte église, ne aussi mettre ès portaulx d'icelle église aucunes lettres, cédules ou escriptures, mesmement dénotans aucun exercice de jurisdicion; néantmoins ledit Mgr Guy, l'an mil quatre cens huit, avoit tenu son conseil provincial en ladicte église, et ylecques usé de jurisdicion et mis ou fait mettre plusieurs bancs, formes, chaières et siéges pour ycelui conseil tenir, empêchant en ycelle église, et mis ès portes d'icelle aucunes lettres, cédules ou escriptures dénotans exercice de jurisdicion touchant le fait duditconseil, et autrement, sur quoy pendoit procès au parlement en cas possessoire et de nouvelleté; Mgr l'archevesque disant que tout ce qui avoit esté fait par ledit feu Mgr Guy avoit esté fait deuement et raisonnablement;

« Accordé est que tout ce qui est fait par lesdictes parties et tout ce qui s'en est ensuy, seront et sont réputez pour non faiz et pour non advenuz, en tele manière que, pour occasion de ce qui a esté fait, aucun droit nouvel en possession et propriété, ne autrement, ne sera acquis à aucune desdictes parties.

« *Item*, sur ce que lesdiz de chapitre disoient avoir grande et notable justice temporele, tant à Reins comme en plusieurs autres villes, mesmement en la ville de Berru; avoir aussi siége, bailli et scel autentique; avoir droit, possession et saisine d'avoir la cognoissance et le compte de testamens faiz par leurs subgiez en leursdictes justices, mesmement quand lesdiz testamens sont faiz soubz leur scel, et que les testateurs, leurs subgiez, ont voulu ladicte cognoissance et compte apartenir auxdiz de chapitre, sans ce que en tel cas lediz Mgr en puist ou doye par sa jurisdicion cognoistre, ne avoir la cognoissance ou compte; et néanmoins, comme Jehan Goujon, demourant audit Berru, subgiet de chapitre, eust fait son testament soubz le scel desdiz de chapitre, et expressément ordonné la cognoissance et compte dudit testament appartenir auxdiz de chapitre, et nommée exécuteresse sa femme, les officiers de la court ecclésiastique dudit Mgr avoient admonesté ycelle femme exécuteresse de accomplir yceluy testament, et d'en rendre compte en ladicte court; sur quoy pendoit procès en parlement, en cas de saisine et de nouvelleté;

« *Item*, sur ce que ledit Mgr maintenoit avoir droit et possession de toute jurisdicion ecclésiastique, en toute sa diocèse, et mesmement d'avoir la cognoissance de tous testamens faiz en ladicte diocèse et jurisdicion, et que lesdiz de chapitre, ou fait de la cognoissance desdiz testamens, n'ont aucune jurisdiction; néantmoins, lesdiz de chapitre, par eulz ou leur bailli, avoient entrepris la cognoissance du testament dudit feu Goujon, fait audit Berru, en ladicte diocèse et jurisdicion ecclésiastique dudit Mgr; sur quoy pendoit procès en parlement entre ledit Mgr demandeur en cas de saisine et de nouvelleté, contre lesdiz de chapitre.

« Accordé est, entre lesdictes parties, se il plaist à la court, que tout ce qui a esté fait par lesdictes parties, les complaintes d'un costé et d'autre, et tout ce qui s'en est ensuy, seront et sont réputez pour non faiz et pour non advenuz; et au surplus de ce dont descord estoit principalment, c'est assavoir auquel desdictes parties la cognoissance dudit testament appartient et doit appartenir, ycelles parties s'en sont rapportées à droit, et à ce que raison en veult, et ont consenti que ledit testament et tout ce qui fait à voir et considérer, les conseillers qu'elles ont en ladicte court de parlement en dient et déter-

nostram parlamenti curiam visitari, et si errores in dicta scriptura seu pronunciatione per modum arresti facta intervenisse reperirent, emendari et corrigi, si dicte nostre curie bonum videretur, dictis nostris gentibus vocatis, cautioneque a dictis de capitulo remensi de solvendo duplicem emendam, in casu quo succumberent, prius sumpta, per nostras litteras mandassemus; in ipsaque curia nostra cautione predicta per ipsos de capitulo remensi tradita, et per dictam curiam nostram, de procuratoris nostri generalis consensu, recepta, pro parte dictorum de capitulo remensi propositum extitisset, quod tam in communi,

mineut comme il leur semblera qu'il appartiendra; à la déterminacion desquelz lesdictes parties se tendront sans contrevenir.

4°. Archiv. du chap., lay. 3, liass. 3, n° 4, Transaction en dix articles, du 3 mars 1487, par laquelle se trouve reconnue l'exemption de la taille pour les francs sergents.—Le cinquième article concerne une ordonnance de police faite par l'autorité du chapitre au sujet des jeux de dez, et du torquet dit le bellan, ou breland, que l'archevêque n'avait point prohibé dans sa seigneurie; tout sera réputé comme non avenu. — Art. 7. Un franc sergent a été assigné devant le prévôt de l'archevêque, pour n'avoir point mis de lumière à sa fenêtre, pendant la foire de la Couture; il est déclaré n'avoir pu être assigné, et tout ce qui a été fait est déclaré nul. — Art. 9. « Doresenavant, quand aucun aura esté reçu franc servant d'aulcun chanoine, ou qu'il y aura mutacion, le tabellion du chapitre, qui toujours est appelé et présent à ce faire, de tout en fera bon et loïal registre, lequel sera communiqué à Msr ou ses officiers, quant bon leur semblera, et en auront copie à leurs frais.... »

5°. Archiv. du chap., lay. 3, liass. 3, n° 7, Sentence arbitrale du 30 juillet 1518, entre Msr de Reims, tant comme archevêque que comme abbé commendataire de Saint-Remi, et MM. du chapitre. Elle porte entre autres choses : « Touchant la manière de proposer par-devant les officiers séculiers de Msr, l'essongne ou déclinatoire des francs sergens particuliers, appelés bourgeois à chanoines, nous disons et arbitrons que lesdiz bourgeois à chanoines, quant ilz seront adjournés pardevant les officiers séculiers de Msr, seront tenus d'y comparoir et proposer leur déclinatoire; en quoy fesant, lesdiz officiers seront tenus de les laisser sans délay.... »

6°. Archiv. du chap., lay. 3, liass. 3, n° 8, Transaction du 23 septembre 1575, 1°. sur les marais réduits en prairies, proche de la Vesle; 2°. Sur la juridiction des francs bourgeois, réduite à la roye de terre « que les parties ont interpresté et déclairé estre en action pure réelle; » 3°. sur la juridiction des francs bourgeois du ban Saint-Remi, pour laquelle on renvoie à la *Simonine* (1277), et à la *Johannine* (1372); 4°. sur la juridiction des chapelains et autres de la congrégation Notre-Dame. — Voir plus bas, à la date du 10 octobre 1582, une transaction qui confirme celle du 23 septembre 1575, transaction que nous publions en entier, parce qu'elle concerne moins l'état des francs sergents que la police générale de la cité.

7°. Archiv. du chap., liass. 4, n° 5, Transaction du 29 novembre 1645, entre Msr Léonor d'Estampes et MM. les sénéchaux députés du chapitre.... L'archevêque reconnait « qu'il n'entend s'aider de la sentence rendue par le bailly de Reims contre Lepoint, épinglier, dont la marchandise avoit esté saisie en la terre du chapitre, et consent qu'elle demeure nulle et sans effect, et que l'amende de 6 liv. par. qu'il a esté obligé de payer en vertu de ladicte sentence, lui soit rendue.... »

quam in singulari, erant et sunt magnifice in quantum [*sic*, quam?] plurimis magnis et pulchris juribus et prerogativis fundati, habentes inter sua jura predicta, in communi, decem et novem burgenses dictos francos servientes, in terra, banno et justicia dicti archiepiscopi, ac eorum quilibet canonicus prebendatus grossos fructus faciens suos, unum burgensem seu francum servientem in terra, banno, jurisditione et justicia dicti archiepiscopi, qui omnes burgenses seu franci servientes erant et sunt liberi, quitti et immunes in quibuscumque casibus civilibus et criminalibus, ab omni dicti archiepiscopi, suorum gencium et officiariorum, jurisditione seculari sive laycali, et ecclesiastica seu spirituali, et taliter quod dictus archiepiscopus, sue gentes aut officiarii, non possunt jurisditionem secularem seu ecclesiasticam contra dictos francos servientes, nec aliquem ipsorum, sive sint communes dictorum de capitulo, seu ipsorum singulorum proprii, exercere; immo ad ipsos in communi, sive singulari, omnimoda jurisditio et justicia, ecclesiastica et secularis, seu temporalis, in dictos francos servientes in solidum competebat et pertinebat, competit et pertinet; et si contingat dictum archiepiscopum, suas gentes seu officiarios, aliquem de dictis burgensibus seu francis servientibus, citari, admoneri, aut aliter tractari facere, hujusmodique citatus, admonitus seu aliter tractatus, per ipsius remensis ecclesie decanum, seu ab ipso missum, officialibus sive sedem curie predicti archiepiscopi tenentibus significando, quod talis admonitus, citatus, seu aliter tractatus, est de francis servientibus ipsius capituli, seu alicujus canonicorum in dicta remensi ecclesia prebendatorum, ac suos fructus grossos facientis, excusetur, pro excusato haberi debet, ac eidem decano, seu ab ipso misso, fides adhiberi; sicque ipse archiepiscopus, sue gentes seu officiarii, hujusmodi francum servientem pro contumaci tenere sive reputare, neque aliter contra ipsum procedere, de facto nec de jure, non possunt neque debent; et si de facto faciant, totum illud pro nullo et nullius valoris debet reputari; et ad hujusmodi causam et titulum, ac aliter, erant et fuerant [in] possessione et saisina, quod dictus archiepiscopus, sui officiales, gentes, ac officiarii de sua curia ecclesiastica, nec aliquis ipsorum, non possunt nec debent per viam admonitionis, sub pena excommunicationis, nec aliter impedire neque prohibere, ne ipsi de capitulo

per eorum baillivum, servientes, aut officiarios, saisiant et arrestent, et saisire et arrestare, necnon in sua manu valeant ponere, omnia bona mobilia in sua jurisditione existencia; in possessione et saisina, quod si iidem de capitulo, aliqua bona mobilia in sua jurisditione, per suum ballivum servientes seu officiarios, saisierint, seu saisiri fecerint, prefatus archiepiscopus, sue gentes seu officiarii de sua ecclesiastica curia, eorum baillivum, servientes, seu alios officiarios admonere, sub pena excommunicationis, seu alia pena non possunt neque debent, ut talia saisiamenta revocent, neque hujusmodi bona sic saisita restituant; in possessione et saisina, quod dictus archiepiscopus, sue gentes seu officiarii, non possunt neque debent jurisditionem seu justiciam ecclesiasticam, per viam citationis, monitionis, excommunicationis, denunciationis excommunicationis, nec alias, in burgensibus seu francis servientibus dictorum de capitulo, nec canonicorum singularium.... exercere, et maxime postquam dicto archiepiscopo, seu officiali, aut gentibus sive officiariis sue curie ecclesiastice, pro parte dicti decani ecclesie remensis, significatum fuerit seu denunciatum, tales personas, in quas officialis, seu gentes et officiarii dicti archiepiscopi, jurisditionem ecclesiasticam exercere volunt, esse dictorum de capitulo, seu alicujus singularium canonicorum...., burgenses seu francos servientes; et si dictus archiepiscopus, sue gentes aut officiarii, contrarium predictarum possessionum et saisinarum fecerint, illud impugnandi, contradicendi, et impediendi, necnon revocari et adnullari faciendi : nichilominus memoratus archiepiscopus, sue gentes aut officiarii, magistrum Johannem d'Ambonnay, dictorum de capitulo baillivum, ac de Rodulphi de Lavenna canonici in dicta ecclesia remensi prebendati, ac grossos suos fructus facientis, francum servientem, ut redderet nonnulla bona mobilia eidem archiepiscopo, seu ipsius officiariis, dicentes eadem ad Tassinum de Tilleto, qui clericus erat, prout asserebant, pertinere, que bona supradicta baillivus, virtute et auctoritate sue secularis jurisditionis, tanquam in sua alta justicia existencia, saisierat, ex eo quod antedictus Tassinus, qui prisionarius erat, quondam Thomam de Tilleto fratrem suum interfecisse dicebatur, admonuerant, ac eumdem, quamvis se dicte admonitioni opposuisset, et dies eidem in curia dicti archiepiscopi fuisset assignata, et ea pendente,

ex parte memorati decani, tanquam francus serviens supradicti Rodulphi de Lavenna, ne contra ipsum procederent, fuisset excusatus, pro excommunicato de facto denunciari fecerant; similiter Guiotum Lescot, ipsorum de capitulo in communi, necnon Pauletum de Condeto, magistri Johannis de Ayo, ac Guillermum de Wassigny, magistri Johannis Poterii, canonicorum prebendatorum ipsius remensis ecclesie, ac fructus grossos suos faciencium, francos servientes, eo quod ipsos detinere nonulla mobilia bona, ad quendam clericum pertinencia, dicebant, admonuerant, ac eosdem, licet excusati per dictum decanum fuissent, pro excommunicatis denunciari fecerant, ipsos de capitulo predicto, in suis dictis possessionibus et saisinis indebite et de novo, prout dicebant, perturbando; et ob hoc certas querimonie litteras dudum executari fecerant, ad quarum executionem supradictus archiepiscopus cum se opposuisset, fuerat ad certam diem in supradicta nostra curia adjornatus, in qua partes predicte, ipsis auditis, fuerant in factis contrariis, ac in inquesta appunctate; ad quam et alias inquestas, respectu aliarum causarum quas dicte partes inter se habebant faciendas, quondam Guillelmus de Senonis, tunc in dicta nostra curia presidens, necnon dilectus ac fidelis consiliarius noster magister Johannes Chanteprime, commissi ac per ipsam nostram curiam deputati fuerant, qui cum ipsas partes ad concordiam super aliquibus causis et debatis reduxissent, ac in ceteris ipsas concordare nisi fuissent, et ad plenum easdem partes concordare nequivissent, ipse partes super aliquibus punctis discretioni nostre predicte curie, visis, atque per eandem nostram curiam suis litteris, titulis, rationibus et juribus attentis, summiserant ac se retulerant, prout hec clarius ac specialius, per litteras super accordo dictarum parcium confectas, apparere poterant, et apparebant; et quamvis in eisdem litteris accordi caveretur, quod dicte partes volebant, atque consentiebant, quod omnia jura et libertates dictarum partium in sua virtute permanerent, absque hoc quod per dictum accordum, seu ipsius virtute, aliquod jus predictis partibus, nisi illud de quo supra fit mentio, acquireretur, in ipsoque accordo ex expresso esset ac fuisset cuilibet dictarum partium prosecutio proprietatis reservata, certa tamen pronunciatio atque scriptura, per modum arresti in dicta nostra curia XIII^a die decembris anno

Domini millesimo trecentesimo nonagesimo sexto facta fuerat, in qua expresse tangebatur supradictos Guillelmum de Senonis, et Johannem Chanteprime, decidisse atque ordinasse, quod prefatus archiepiscopus premissos Johannem de Ambonnayo, Pauletum de Condeto, Guyotum Lescot, et Guillermum de Wassigny, ad causam suorum predictorum officiorum, et pro casibus pro quibus admoniti atque pro excommunicatis denunciati fuerant, virtute sue jurisdictionis ecclesiastice, et non aliter, admonere et excommunicare, ac contra ipsos procedere potuerat; quodque curia nostra predicta, ad hujusmodi ordinationem, omniaque et singula in predicta scriptura per modum arresti facta, contenta, inviolabiliter observandum, partes supradictas de earum consensu, vocatis ad hoc ipsarum procuratoribus, per arrestum condemnaverat et condemnabat; in qua scriptura seu pronunciatione per modum arresti, ut prefertur, facta, maximum et evidentem errorem intervenisse dicebant, attento quod dicte nostre curie, et non dictorum Guillelmi de Senonis et Johannis Chanteprime, ordinationi se retulerant, iidemque Guillelmus et Johannes totum jus supradictarum questionum, et quoad proprietatem, et quoad possessionem, pro dicto archiepiscopo deciderant, quod facere non potuerant neque debuerant, tractatibus, accordis et submissionibus dictarum parcium, necnon juribus, cartis, privilegiis, sentenciis atque compositionibus dictorum de capitulo, curie predicte nostre traditis, ac in ipsa et penes ipsam positis, et presertim quoad proprietatem, nonnullis sentenciis Simonis quondam cardinalis, in regno nostro tunc legati, visis, pensatis et attentis, in quibus continetur, quod licitum est capitulo remensis ecclesie predicte habere, et quod iidem de capitulo habent, et eciam a tanto tempore de cujus contrario hominum memoria non existit, habuerunt Remis, de terra et in terra, banno, et justicia remensis archiepiscopi, communes et proprios servientes, ab omnimoda archiepiscopi jurisditione, roya terre duntaxat excepta, immunes, adeo quod in eos remensis archiepiscopus, vel ejus officiales non possunt jurisditionem aliquam spiritualem vel temporalem, quomodolibet exercere; ac eciam sententia Johannis de Dormano, quondam cardinalis belvacensis, visa, de parcium consensu lata et data, ubi dicitur quod licitum fuit, est et erit, capitulo novem decim, et cuilibet canonico unum, habere, in

banno et terra dicti archiepiscopi francos servientes, qui omnes et singuli, liberi, fuerunt et erunt immunes ab omni jurisdicione spirituali et temporali dicti archiepiscopi; quo vero ad possessionem, dicti Guillermus et Johannes ordinare non potuerant, nam ad suas possessiones probandas, per ipsos admissi, nec in curia nostra predicta, seu aliquis procurator pro ipsis, ad emologandum seu approbandum dictam scripturam per modum arresti factam seu datam, presentes non fuerant, quamquam ipsa scriptura contrarium contineret; quare concludebant, quatenus diceretur in ipsa pronunciatione seu scriptura per modum arresti facta et data, in quantum clausulam seu clausulas mentionem de decisione quarte questionis [facientem seu facientes?] concernebat, per quam scripturam dictum extiterat quod prefatus archiepiscopus sepedictos Johannem de Ambonnayo, Guillermum de Wassigny, Pauletum de Condeto, et Guyotum Lescot, ad causam suorum officiorum, ac pro casibus pro quibus admonitis et pro excommunicatis denunciati fuerant, virtute sue jurisdictionis ecclesiastice poterat admonere et excommunicare, ac contra eosdem procedere, errorem seu errores intervenisse, quodque predicta pronunciatio seu scriptura corrigeretur, error seu errores antedicti revocarentur, et quod ipsi de capitulo remensi in emenda sex vigenti librarum, seu in alia quacumque, eciam occasione hujus quod contra dictam pronunciationem seu scripturam per modum arresti factam venerant, non condemnarentur, nec condemnari deberent; sed dictam pronunciationem seu scripturam corrigendo, dictosque errores revocando, memorati de capitulo remensi in suis supratactis possessionibus et saisinis, sublato abinde ad eorum utilitatem et adnullato omni impedimento, per dictum archiepiscopum, seu suas gentes et officiarios apposito, manutenerentur et conservarentur, necnon quod dictus archiepiscopus ad cessandum exinde ab hujusmodi impedimentis compelleretur; diceretur insuper, dictos de capitulo ad bonam et justam causam conquestos fuisse, et dictum archiepiscopum ad malam causam se opposuisse, manusque nostra rei contentiose apposita, ad ipsorum utilitatem levaretur, aut saltem quod, in quantum per predictam ordinationem, seu scripturam per modum arresti traditam, proprietas predictarum questionum decisa fuerat, eadem scriptura seu ordinatio erronea diceretur, errorque ille corrigeretur et emenda-

retur, et quod dictus archiepiscopus in suis damnis, interesse et expensis condemnaretur, et ita dici et pronunciari petebant et requirebant.

Archiepiscopo prefato in contrarium proponente ac dicente, quod ipso ad causam sue archiepiscopalis dignitatis, erat et est dux et par Francie, habens inter multas prerogativas, preeminencias, et quamplurima pulchra jura, ad ipsum pertinencia, jurisditionem temporalem ad dictam nostram curiam sine medio ressortissantem, et ecclesiasticam seu spiritualem de jure communi per totam suam diocesim, in quibuscumque casibus civilibus et criminalibus, sub pontificis summi immediato ressorto, ad cujus archiepiscopi officiales pertinet, ac de jure communi pertinere debet, clericorum in sua villa atque diocesi remensi delinquencium correctio ac punitio; quodque si aliquem de suis clericis, per secularem seu laicalem justiciam capi, et carceribus mancipari, bonaque mobilia ipsorum clericorum per aliquem seu aliquos detineri, contingat, dictus archiepiscopus ipsa bona, clericosque predictos, petere ac requirere potest, et dicti clerici pro justicia iisdem ministranda, sibi debent restitui atque reddi; et si judex laicus quisquam eosdem restituere ac tradere recusat, sibi de jure communi licitum est sua ecclesiastica relligione compellere atque cohercere recusantes, quemadmodum judices laici ecclesiasticos judices super jurisditione seculari interprandentes, per sue temporalitatis captionem compellere solent; et ad hujusmodi causam, et aliter debite, idem archiepiscopus erat et est in possessione et saisina omnimodam justiciam ecclesiasticam, in quoscumque clericos ac personas ecclesiasticas in sua diocesi delinquentes, et maxime in casibus ad ecclesiam pertinentibus, habendi, et bona hujusmodi clericorum, seu personarum ecclesiasticarum, mobilia, si per judicem aut officiarium secularis justicie, intra sue diocesis fines et terminos capta, saisita et arrestata essent, pro casu cujus ad ipsum, ratione sue ecclesiastice jurisditionis, cognitio pertineret, ad id quod juris esset et rationis faciendum, requirendi; in possessione et saisina, quod dictorum de capitulo ballivus, servientes seu officiarii, dictos clericos, nec eorum mobilia bona, arrestare, saisire, impedire, nec retinere, et si per eos saisita seu impedita essent, ipsi tamen summati et requisiti, eidem archiepiscopo, suis gentibus seu officiariis, restitutionem ipsorum bonorum, seu redditionem, recusare

non possunt neque debent; que, si post dictam summationem seu requisitionem, restituere recusaverint, dictos ballivum, seu officiarios justicie secularis, admonendi, aut per suos officiales, sive alios sue ecclesiastice jurisditionis admoneri faciendi, de predictis bonis, sub pena excommunicationis, restituendis, et contra eosdem, secundum casus exigenciam, per ecclesiasticam censuram procedendi; in possessione et saisina, quod si dictorum de capitulo ballivus, aut sue jurisditionis secularis officiarii, absque rationabili causa dicte monitioni inobedientes existant, contra ipsos, juxta formam ecclesie, per excommunicationes procedendi, et eosdem pro excommunicatis et aggravatis denunciandi; in possessioneque et saisina, quod, esto quod dictorum clericorum, seu ipsorum bonorum mobilium, dictorum de capitulo ballivus, seu ipsorum alicujus singularis canonici francus serviens, detentor esset, ipsum sub pena excommunicationis, aut aliter, ad dictos clericos, et eorum bona mobilia restituendos, admonendi, atque recusantem seu inobedientem excommunicandi, aggravandi, et contra eumdem per ecclesiasticam censuram, et similiter contra electos super facto subsidiorum regni nostri, in villa remensi predicta ordinatos, et servientes nostros aquarum, eidem archiepiscopo, seu suis officiariis, clericos sibi subditos, aut eorum bona per ipsos detenta, reddere ac restituere modo supratacto summati, renuentes, supposito quod dictorum de capitulo, seu ejusdem singulorum canonicorum franci servientes essent, procedendi; in possessione eciam et saisina, quod dicti de capitulo, seu ipsius singulares canonici, non possunt neque debent, dictum archiepiscopum in suis possessionibus et saisinis antedictis impedire, nec eidem contradicere, quin ipse, per censuram ecclesie, contra dictos ballivum, electos, et servientes, ad causam suorum officiorum, pro causa et modo antedictis, ipsos admonendo, excommunicando, procedere possit; et licet dictis possessionibus et saisinis usus fuisset, et gavisus a tanto tempore de cujus contrario hominum memoria non extabat, nichilominus quia Johannes magister de Ambonnayo, ballivus ac dictorum de capitulo remensi temporalis judex, ad causam ejusdem temporalis jurisditionis, bona mobilia Tassini de Tilleto clerici non conjugati, dicti archiepiscopi subjecti et justiciabilis, et ratione homicidii per ipsum impersonam Thome de Tilleto

fratris sui perpetrati, ut dicebatur, circa annum Domini millesimum trecentesimum nonagesimum quartum, in sua curia ecclesiastica accusati, et incarcerati, et quem casum idem Tassinus confessus fuerat, saisiri et arrestari fecerat, et ipsa restituere per gentes et dicti archiepiscopi officiarios requisitus, renuerat, fuerat per ipsum archiepiscopum, sive suas gentes et officiarios jurisditionis ecclesiastice, suis supradictis possessionibus et saisinis utendo, sub pena excommunicationis .... de dictis bonis mobilibus restituendis, admonitus, et ex eo quod omnino recusaverat et inobedierat, pro excommunicato denunciatus; preterea Guyotus Lescot, et Pauletus de Condeto, electi in villa remensi supradicta, super facto subsidiorum regni nostri, et Guillermus de Wassigny, serviens noster super facto aquarum, Johannem Grosse de Quercu, et Henricum Lesbarre, clericos, et dicto archiepiscopo, ratione sue ecclesiastice jurisditionis justiciabiles, ad causam suorum predictorum officiorum detinentes, et qui eosdem clericos dicto archiepiscopo restituere recusabant, fuerant ut ballivus, electi, et aquarum serviens, admoniti, et pro excommunicatis per ipsum archiepiscopum, seu ipsius gentes et officiarios denunciati; unde memorati de capitulo, dicentes predictos officiarios, videlicet Guyotum Lescot, predicti capituli, ac ceteros nonnullorum suorum singularium canonicorum supranominatorum francos servientes, et per consequens ab ipsius archiepiscopi ecclesiastica et seculari seu temporali jurisditione immunes, certam querimoniam executari fecerant, ad cujus executionem dictus archiepiscopus se opposuerat, quare fuerat in dicta nostra curia adjornatus, in qua, partibus ipsis auditis, eedem partes fuerant in factis contrariis appunctate, super quibus, ad inquestam faciendam ac super quamplurimis aliis dictarum parcium debatis et processibus, fuerant prefati Guillermus de Senonis, et Johannes Chanteprime, commissarii deputati, qui, factis et debatis dictarum parcium in una cedula continente vigenti quinque articulos, seu capitula, redactis, easdem partes in omnibus, nisi in quinque, ad concordiam reduxerant; super quibus quinque articulis seu questionibus, eedem partes, absque aliud proponendo, cum rationibus, articulis, et titulis suis, penes dictam nostram curiam, ad dictarum questionum decisionem, certam cedulam, quam in dicta nostra curia per modum

accordi passaverant, tradiderant; in qua cedula, quarta questio vertebatur circa francos servientes communes dicti capituli, seu ipsius singulorum canonicorum proprios, quos iidem de capitulo liberos asserebant ac immunes ab omni jurisditione et exercicio temporalis et ecclesiastice dicti archiepiscopi jurisditionis, prout per certas litteras et compositiones apparere dicebant, circa quem articulum seu questionem per eandem curiam, et de consensu parcium seu earumdem procuratorum, dictum fuerat, quot sepedictus archiepiscopus supradictos officiarios, ad causam suorum officiorum, pro casibus suprapositis, admonere et excommunicare, et contra ipsos, virtute sue ecclesiastice jurisditionis, et non aliter, procedere poterat; et quamvis ipsa decisio per eandem curiam maturo consilio facta extitisset, ipsam tamen dicti de capitulo eludere, errores proponere satagendo, voluerant ac volebant, ad quod admitti non poterant neque debebant, ut dicebat, attentis consensu et approbatione dicte ordinationis in majori parte per ipsos factis; quodque in presenti super possessorio non vertitur, neque vertebatur questio, sed an bene vel male fuerat judicatum, licet tamen dicti de capitulo super possessorio concludere nitterentur, ad quod si admitterentur, tam [super possessorio quam ?] super errore proposito decisum videretur, ut dicebat archiepiscopus antedictus; suppositoque quod dicti de capitulo admitti deberent, in presenti tamen materia non erat, nec est error, neque interesse seu causa, unde dicti de capitulo possent aut deberent per viam errorum venire; immo recte ac bene judicatum extiterat, quod apparere dicebat ex eo quod ipse, virtute sue ecclesiastice jurisditionis, que est ordinaria et favorabilis, et exemptio per dictos de capitulo proposita extraordinaria et odiosa, ballivum, electos, et servientem nostrum aquarum predictos, qui ut tales, et non ut franci servientes, circa rem non ipsi archiepiscopo exemptam, videlicet circa clericos sibi subditos, et eorum bona mobilia, que cum eisdem clericis, iidem ballivus, electi et serviens aquarum, detinebant, causam non allegantes, virtute temporalis jurisditionis super dicta sua ecclesiastica jurisditione interprandendo, deliquerant, processerat et procedere potuerat et debuerat, cum hujusmodi officia ballivi, electi, et aquarum servientis, ab officio francorum servientium separata sint, nec in aliquo factum francorum servientium dicti capituli concernant; sicque ip-

sius archiepiscopi factum perinde haberi debebat ac si contra non francos servientes processisset, quia de ratione quotiens cumque duo jura omnino ab invicem separata et diversa in eandem personam concurrunt, perinde haberi debent ac si in diversis personis residerent, aliter nisi contra hujusmodi officiarios, ut tales, et non ut francos servientes, procedere potuisset et posset, absurditas nimia sequeretur : scilicet quod cum dicti de capitulo in communi decem novem, et quilibet singularium canonicorum dicti capituli qui in numero sexagenario existunt, unum, francos servientes habere possint, prout dicti de capitulo asserunt, si iidem franci servientes officia et judicaturas patrie remensis caperent, prout faciunt, sic tota justicia temporalis et ecclesiastica ab eodem archiepiscopo exempta foret, et si officiarii hujusmodi super sua jurisditione ecclesiastica sic interpranderint, reparari nequiret; dicta insuper exemptio quamplurimum dicte ville remensi damnosa esset, cum per talem exemptionem contingeret crimina impunita remanere, gravarentur eciam tenues et pauperes dicte ville remensis, circa ejusdem ville onera supportanda, sicuti de sacro nostro, et aliorum Francie regum, in dicta villa remensi celebrari solito, et aliis hujusmodi que subjecti banni dicti archiepiscopi habent sustinere; a quibus oneribus per hujusmodi exemptiones ditiores et potentiores se substrahunt, cum cicius ac libencius dicti de capitulo ditiores ac notabiliores remenses cives quam pauperes eximerent ac eximant, ipsos francos servientes efficiendo. Dicebat eciam, quod ex titulis dictorum de capitulo, et presertim ex tenore cujusdam bulle Innocentii pape, constabat quod persona ad hujusmodi franci servientis officium assumenda, inspicienda erat si eidem qualitas servientis competebat, cum officium hujusmodi sit ac esse debeat personarum parvi status, quemadmodum bedellorum; et cum hujusmodi officii conditio seu qualitas supradictis ballivo atque electis non congruat, aut ipsorum auctoritate pensata non conveniat, apparere poterat atque apparebat, tales, ad ipsius archiepiscopi jurisditionem fraudendam, in francos servientes per dictos de capitulo remensi assumi, que dictam nostram curiam ad judicandum secundum quod judicaverat movere potuerant; nec obstabat quod dicti de capitulo proponebant, quod dicti commissarii, et non ipsa nostra curia judicaverant, nam dicti de capitulo dictam pronunciationem seu scripturam, prout pro se faciebat,

acceptaverant, dictaque scriptura, vel judicium, per arrestum signo ac testimonio dicte nostre curie grapharii tunc existentis, qui vir fidelitate ac probitate comprobatus erat, signata, ac in forma arrestorum passata fuerat, quare pro arresto haberi debebat, supposito quod sola ejusdem curie approbatio, seu eciam post dictorum commissariorum deliberationem, ac eidem curie relationem ipsorum factam, ipsius curie nostre autorisatio intervenissent, cum non referat quoad jus, quod dicti commissarii ex deliberatione dicte nostre curie pronunciaverint, seu quod eadem curia, dictorum commissariorum relatione habita et audita, judicaverit; super eo eciam, super quo debatum inter easdem partes erat, conformiter ad verba accordi per dictam nostram curiam extiterat judicatum, nec in clausula cedule per modum accordi inter dictas partes facte et passate, questio que de francis servientibus agitatur, nec verbum quo appareret quod super possessorio plus quam super petitorio judicari deberet, in eadem cedula continebatur, nulla insuper reservatio judicandi super eodem possessorio, magis quam super petitorio, a dictis de capitulo facta fuerat, cum questio que decidenda erat in terminis generalibus esset; immo super petitorio judicari poterat et debebat, attento quod ipse et dicti de capitulo ad finem sciendi que ipsorum pars jus habebat a processu in casu novitatis pendente, et ab appunctamento in factis contrariis inter ipsos in dicta nostra curia facto et habito, recesserant, et ejusdem curie nostre discretioni se retulerant. Dicebat preterea, quod littere Simonis et Johannis de Dormano, cardinalium legatorum, ut prefertur, minus solemniter facte, et ipsorum legatorum potestate non inserta, nulle erant, nulliusque utilitatis reputari debebant, cum nec dicti legati, nec archiepiscopi remenses qui tunc temporis erant, predictam ecclesiam remensem asservire seu onerare, nec temporale ipsius alienare, absque summi pontificis et predecessorum nostrorum auctoritatibus, ordinationes et leges in prejudicium remensium archiepiscoporum condendo et faciendo, possent neque deberent; cum insuper dictus Simon legatus, potestatem duntaxat haberet super debato captionem cujusdam Johannis Bovis nuncupati tangente, quem dicti de capitulo francum servientem dicebant, seu super alio casu tunc contencioso decidendi; compromissum eciam seu arbitrium in prefatum Simonem initum atque passatum,

non erat neque fuerat aliud quam arbitrium simplex, vallatum pena, non emologatum, non per archiepiscopum illius temporis approbatum, neque confirmatum per superiorem; et supposito quod validum ac solemniter factum extitisset, questio tamen presens, utrum ballivus dicti capituli remensis, [electus?] super facto subsidiorum, ac serviens aquarum memorati, qui sunt officiarii regii, ex eo quod franci servientes dicuntur, sint ab ordinario suo exempti, tunc non agitabatur; qui quidem officiarii antedicti, esto quod franci servientes essent, tamen ex tenore predictarum legatorum litterarum, generaliter in omnibus casibus personalibus, exempti dici non poterant nec debebant; de quibus quamplurimis aliis adductis et deductis rationibus, concludebat quatenus diceretur dictos de capitulo, ad proponendum errorem seu errores in predicto arresto, in eadem nostra curia XIII^a die decembris anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo sexto pronunciato, in quantum concernit decisionem quarte questionis, mentionem facientis quod ipse archiepiscopus sue virtute jurisditionis ecclesiastice supradictos officiarios, ad causam dictorum suorum officiorum, et pro causis superius expressatis, admonere et excommunicare poterat, intervenisse, non esse admittendos, saltem eo modo quo proponere nitebantur; et si admitti deberent, bene tamen, sancte, et juste judicatum ac pronunciatum, presertim quantum ad decisionem supradicte quarte questionis, extitisse, et dictos de capitulo in emendam condemnari debere; diceretur eciam in ipsa pronunciatione seu arresto, errorem seu errores non intervenisse, neque deceptionem, maxime tales qui revocari seu corrigi deberent, dictumque arrestum suum sortiri debere effectum, necnon quod dicti de capitulo causam seu actionem non habebant conclusiones quas faciebant adversus ipsum archiepiscopum faciendi, quin immo idem archiepiscopus ab eisdem absolveretur; in quantum eciam dicti de capitulo proponere et concludere in casu possessorio et novitatis super principali dicte quarte questionis satagebant, quod admittendi non erant, seu quod ad hoc premature veniebant, quodque erga nos ac dictum archiepiscopum in emendam, prout dicte nostre curie discretioni videretur, ac in damnis, interesse, et expensis dicti de capitulo condemnarentur.

Dictis de capitulo replicantibus, ac dicentibus, quod tractatus ac

sentencie predicte, per predictos legatos facti et lati, ac per episcopos remenses approbati fuerant, ipsosque tenere prefatus archiepiscopus juraverat, per quos, cum generaliter loquerentur, et absque exceptione, nisi de roya terre, que regulam in ceteris confirmat ac verificat, et generaliter intelligendam demonstrat, clare apparere dicebant, quod dicti franci servientes, qui, prout satis est commune, predicta officia electionis, atque alia habere possunt et solent, quecumque officia habeant, immunes atque liberi a dicto archiepiscopo, suis privilegiis ac immunitatibus predictis attentis et visis, esse debebant, prout etiam ex dicti Simonis legati, respectu officiorum tutele et cure, seu executorum testamentorum, sententia satis apparebat, per quam dictum extiterat, francos servientes tutores seu curatores minorum, vel testamentorum executores existentes, coram ipsis de capitulo, et non coram dicto archiepiscopo conveniri debere, cum de propriis et personalibus eorum factis ageretur; immo, quod pluris est, si franci servientes predicti, essent dicti archiepiscopi officiarii, in casu delicti, vel alias, per dictos de capitulo, et coram ipsis puniendi forent atque conveniendi; alias, si ratione quorumdam officiorum possent, et quorumdam aliorum non possent, per ipsum archiepiscopum admoneri seu excommunicari, necesse esset dicere hominem plures animas habere, cum excommunicatio animam respiciat seu personam, et non persone officium, seu quod eadem persona excommunicata et non excommunicata diceretur; nec oberat, neque obest, quod dictus archiepiscopus proponebat, quod pro interprisiis per sepedictos officiarios super sua jurisditione ecclesiastica factis, jus, seu rationem, sive de predictis reparationem, habere nequiret, nisi per modum supratactum contra ipsos procederet, quia ipsos officiarios coram suis judicibus conveniendo, seu per litteras requisitorias admoneri faciendo, convenienter sibi providere posset, et melius, ut videtur, cum excommunicatio seu admonitio sit contra jus commune, quo actor sequi forum rei tenetur; ex his, et aliis latius propositis, quod ipsi, et non dictus archiepiscopus, admittendi erant, et ut supra concludentes.

Archiepiscopo memorato duplicando, dicente quod, esto quod ipse supradictas compositiones tenere jurasset, juramentum tamen ipsum in sue ecclesie prejudicium factum non erat servandum, cum talia

juramenta potius perjuria essent dicenda; compositiones eciam predicte mencionem non faciebant neque faciunt de casu de quo erat et est questio, an videlicet baillivus capituli, electi super facto subsidiorum, et servientes aquarum, ad causam hujusmodi officiorum ab ordinario suo sint exempti, neque ipse compositiones generaliter loquebantur nec loquuntur, nec generaliter intelligi, immo, attenta exemptionis materia juri communi odiosa, restringi debebant, et civiliter intelligi; dicta insuper clausula, excepta roya terre, exceptionem a precedentibus facere non poterat nec debebat, cum realiter sub regula personalitatis de ratione minime comprehendi possit aut debeat, nec ratio de tutoribus et curatoribus seu testamentorum executoribus pro dictis de capitulo, immo contra ipsos faciebat; nam ex quo in dictis compositionibus de predictis tutoribus specialiter, et non de baillivo, electis, seu servientibus aquarum predictis, cavetur, de eis attenta materia subjecta denegare videtur; quodque, ex interpretatione clausule de dictis tutoribus, curatoribus, et testamentorum executoribus, per dictum Simonem legatum facta, dicti tutores et curatores, seu testamentorum executores, ab ipso solum exempti dicerentur, si ageretur de eorum proprio et personali facto, et unde commodum seu incommodum ad ipsos pertinere deberet; secus, ubi de facto pupilli seu minoris, vel executionis testamenti, aut ipsorum officii, quo casu subjecti ipsi archiepiscopo dici deberent, ageretur; et sic est in simili de dictis francis servientibus, nam respectu predictorum officiorum baillivi, electi, et aquarum servientis, admoneri et excommunicari per dictum archiepiscopum, tanquam hac ratione sui subjecti, possent ac possunt et debent; nec ab hoc sequitur eundem hominem duas habere animas, seu excommunicatum et non excommunicatum esse, quia, quamvis solam animam idem homo habeat, ipse tamen potest diversa habere ac exercere officia, et ratione ipsorum esse diversorum judicum subjectus, ut de abbate exempto, capellas non exemptas habente, sic dicti franci servientes non ut tales, sed ut baillivus, seu electi, aut aquarum servientes, ipsi archiepiscopo subjecti sunt ac esse debent, et per consequens contra ipsos admonitione et ecclesiastica censura, que est recta via jurisditionem ecclesiasticam manuducendi et tenendi, procedere poterat et debebat; aliter ipsum coram dictis de capitulo, seu

singulari eorum canonico, suum jus prosequi absurdum diceretur ac dici deberet, atque ridiculum; ex his et aliis prout superius, concludendo.

Cumque curia nostra predicta, prefatas partes ad suas rationes hinc inde per modum memorie, cum suis litteris, titulis, actis, et munimentis penes eandem curiam nostram tradendas, et in arresto appunctuasset, visis igitur predictis rationibus per modum memorie, litteris, titulis, actis, et munimentis parcium predictarum, consideratisque et diligenter attentis omnibus circa hec considerandis et attendendis, et que eandem curiam in hac parte movere poterant et debebant; per arrestum ejusdem curie nostre dictum fuit, quod in quantum in dicta scriptura per modum arresti, ac in ipsius pronunciatione, dictum extiterat, quod prefatus archiepiscopus dictos Johannem de Ambonnayo, memoratorum de capitulo remensi ballivum, et Rodulphi de Lavenna, Guillermum de Wassigny, nostrum servientem aquarum, ac magistri Johannis Poterii, Pauletum de Condeto, magistri Johannis de Ayo, canonicorum prebendatorum in ipsa remensi ecclesia, et Guyotum Lescot, electos pro nobis in dicta villa remensi, pro facto subsidiorum regni nostri, ac dictorum de capitulo remensi in communi francos servientes, ad causam suorum predictorum officiorum sue jurisditionis ecclesiastice virtute, et non aliter, admonere poterat atque excommunicare; ac eciam in eo quod in dicta scriptura continêbatur clausula: de consensu procuratorum parcium, error seu errores in eisdem scriptura et pronunciatione intervenerant, et per idem arrestum dictum fuit, supradictam scripturam per modum arresti traditam corrigendo et emendando, quod dicti de capitulo in possessione et saisina manutenebuntur et conservabuntur, quod dictus archiepiscopus non poterat, seu potuit, memoratos Johannem de Ambonnayo, Pauletum de Condeto, Guyotum Lescot, neque Guillermum de Wassigny, francos servientes, ad causam suorum predictorum officiorum, et pro casibus pro quibus admoniti atque excommunicati per dictum archiepiscopum fuerant, excommunicare, neque pro excommunicatis denunciare, facietque idem archiepiscopus, seu ipsius officiarii pro eo, predictos Johannem, Pauletum, Guillermum, et Guyotum, absolvi, et pro absolutis denunciari; per idemque arrestum dictum extitit, quod de

predicta scriptura per modum arresti tradita, auferetur, tolletur, seu amovebitur ipsa clausula : de consensu procuratorum parcium, in predicta scriptura apposita, ac ipsam ex eadem aufert, tollit, et amovet curia nostra memorata, cautionem quam dicti de capitulo dederant ad finem quod ad supradictos errores proponendos admitterentur, seu reciperentur, ad plenum deliberando atque levando. In cujus rei testimonium presentibus litteris nostrum jussimus apponi sigillum. Datum Parisius, in parlamento nostro, XXIIIe die januarii, anno Domini millesimo quadringentesimo secundo, regni nostri vigesimo tertio.

IV.

INSTITUTION de deux échevins comme greffiers-gouverneurs des chaussées [1]. 12 février 1404.

Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, portefeuille M, p. 433. — Portef. G, n° 41. — Portef. V, n° 41.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou oiront, les eschevins de Reims, salut. Sachent tous que nous, confiants à plein du sens, loyauté et bonne diligence de nos amez compagnons, eschevins de Reims, Jean Gaillart et Guillaume Bouillart, à notre assemblée tenue en notre loge et au buffet d'ycelle loge à Reims, pour pourvoir et ordonner à l'office du greffe dudit eschevinage, et aussi au gouvernement des chaussées et pavement de la ville et cité de Reims, pris sur

[1] Les différentes corporations d'arts et métiers établies dans la ville de Reims eurent chacune leurs statuts, et les firent rédiger à diverses reprises; mais les grandes corporations bourgeoises qui réunissaient toutes les autres pour la gestion des intérêts communs de la cité, celle de l'échevinage dans le ban de l'archevêque, celle du conseil dans toute l'étendue de la ville, paraissent n'avoir jamais songé [*] à faire dresser un code municipal où les droits et les fonctions de chaque magistrat, où les devoirs de tous les administrés se trouvassent consignés. Un semblable recueil eût trouvé sa place naturelle dans nos *Archives législatives*; nous n'avons pu y suppléer qu'en réunissant différents actes du genre de ceux dont se composent nos *Archives administratives*, actes où se révèlent, par l'application, les lois traditionnelles, c'est-à-dire les coutumes, qui présidaient à l'organisation municipale, et permettent ainsi de remonter par la pratique aux théories qui nous manquent. Ce procédé est le plus long sans doute, mais nous n'avons pas été maître de choisir.

[*] Voir cependant pour l'échevinage le résumé incomplet que nous avons publié, *Archiv. admin.*, I, p. 484; voir aussi plus bas, *Archiv. législ.*, à la date du 7 décembre 1580, et pour le conseil de ville, les fragments du portef. M. que nous joindrons à l'acte du 31 mai 1735.

ce avis et conseil, eu délibération entre nous, yceux avons tenus, institués et établis, par les présentes faisons, ordonnons, instituons et établissons greffiers et maitres gouverneurs et administrateurs desdits offices, du jour et datte de ces présentes lettres jusques à un an; et leur avons donné pouvoir, puissance et authorité de gouverner et exercer lesdits offices et gouvernements et les appartenances d'iceux; d'en recevoir les profits, revenus et émoluments; de poursuivre et demander tous les droits et causes [1] qu'auxdits officiers, [ou?] aucuns d'iceux, pourront et peuvent appartenir; aux droits, profits, gages et émoluments accoutumés en tel cas, ledit an durant, et générallement de faire et voir toutes choses qu'auxdits officiers pouront compéter et apartenir. Si donnons en mandement à tous ceux à qui il apartient, prions et requérons tous autres qu'auxdits greffiers et gouverneurs, procureurs et administrateurs, obéissent et entendent diligement. En témoin desquelles choses, nous avons ces présentes lettres scellées du scel de notre eschevinage de Reims, qui furent faites et passées l'an de grâce de notre Seigneur mil quatre cens et trois, le douzième jour du mois de février, sous le sceau de l'eschevinage.

V.

5 juillet 1404.

Arrestum per quod effectualiter dictum fuit quod baillivus remensis et homines feodales archiepiscopi, in sua curia judicantes, habere debent jurisdictionem super burgensibus remensibus pro juribus panetarie remensis, et destructione furnorum sine licencia panetarii constructorum.

Cart. A de l'archev., fol. 112 v°. — Cart. B de l'archev., fol. 140.

Karolus, Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras

[1] C'est encore au portefeuille M, p. 433, que nous empruntons l'acte suivant :

« Charles*, par la grâce de Dieu, roy de France, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Sçavoir faisons, nous de grâce spécialle avoir octroyé aux maistres gouverneurs et administrateurs des chaussées de la ville et cité de Reims, qu'eux, en touttes leurs causes communes, meues et à mouvoir contre tous leurs adversaires par devant tous juges séculiers de notre royaume, en demandant et en deffendant, soient reçus par procureur, en parlement et hors, jusqu'à un an. Donné à Paris, le 12 juin, l'an de grâce 1404, et de notre règne le 24°. Par nous, et plus bas, *signé*. N. Herbon. »

* Voir l'acte du 16 novembre 1334, *Archiv. admin.*, tome II, p. 716.

inspecturis salutem. Notum facimus quod cum dilecti nostri scabini banni dilecti et fidelis consiliarii nostri archiepiscopi remensis, et Emmelina, relicta defuncti Gerardi Pichot, in hac parte consortes, nobis exponi fecissent conquerendo super eo quod, licet ad curiam eorum scabinatus, et per cartas, titulos, privilegia et antiqua usagia, cognitio et judicium burgensium de corpore dicti scabinatus, in omnibus casibus, supradictis scabinis spectet et pertineat, absque hoc quod baillivus remensis, homines feodati dicti archiepiscopi, aut aliquis eorum, de hoc se intromittere quomo[do] libet debeant nec possunt, et ad causam hujusmodi ac alias debite, sint et fuerint predicti scabini in possessione et saisina, quod predicti baillivus, homines feodati dicti archiepiscopi, aut aliquis eorundem, et officiariorum dicti archiepiscopi, de dictis burgensibus de corpore scabinatus predictorum, nec aliquorum eorundem, esto quod furnos in eorum domibus, ad decoquendum eorum panem, pastillos, flacones, et focapes, aptos, fieri et construi, seu in eisdem aliquod genus pistorie dequoqui fecerint, cognoscere aut curiam vel cognitionem de ipsis tenere, nisi convocatis ad hoc predictis scabinis, quibus hujusmodi cognitio spectat, ut presertim [*sic*, prefertur?], non possunt neque debent, et in possessione et saisina quod, si dicti ballivus et homines feodali et alii gentium et officiariorum dicti archiepiscopi, contrarium fecerint aut facere voluerint, id contradicendi, predictisque possessionibus et saisinis uti [*sic*, usi?] fuissent et gavisi, conquerentes memorati, tam per se quam suos predecessores scabinos, a tali et tanto tempore quod de ejus contrario hominum memoria non extabat, et quod sufficiebat ad bonas possessiones et saisinas predictas retinendas et acquirendas, dictus ballivus remensis, Stephanus de Charnoyes et Perrardus de Tynsiaco, homines feodatos predicti archiepiscopi se dicentes, sua auctoritate vel alias, curiam et cognitionem de predicta Emmelina, burgensi scabinatus predicti, prefatis scabinis quibus cognitio hujusmodi spectabat et spectat ut prefertur, nunc [*sic*, non?] accersitis, seu convocatis, tenuerant et tenuere [*sic*, tenere?] nisi fuerant, in ipsorum conquerentium prejudicium et jacturam, ac ipsos de dictis suis possessionibus et saisinis perturbando et impediendo indebite et de novo, ut dicebant; et ob hoc certas licteras in casu novitatis et saisine a nobis obtinuissent, quarum virtute predictus archiepiscopus,

qui, seu ipsius procurator, factum hujusmodi in se assumendo, ad earum execucionem se opposuerat, fuisset in nostra parlamenti curia adjornatus, causas sue opposicionis dicturus, et aliter processurus et facturus quod esset rationis; constitutis propter hoc in dicta nostra curia partibus antedictis, cum prefati conquerentes hoc et alia latius recitando omite [*sic*, omne?] factum pertinens proponi, et conclusiones fieri fecissent ad causam novitatis spectantes (?), petendo recredentiam in casu dilationis sibi fieri et adjudicari, et dictum archiepiscopum in eorum expensis condemnari.

Pro parte dicti archiepiscopi propositum extitit ex adverso, quod ipse pannetarius remensis extiterat, quod officium ab ipso Jacobus de la Barbe in feodo tenebat, ad cujus causam fuerat et erat idem Jacobus in possessione et saisina quod, si aliquis in banno dicti archiepiscopi fieri aut construi furnum, absque ipsius Jacobi consensu et voluntate, faciebat, eumdem demoliendi et profficendi [*sic*, profundandi?], ac dictum furnum fieri facultem [*sic*, facientem?] ad emendam LX s. parisiens.; trahendi eciam erat ac fuerat dictus archiepiscopus in possessione et saisina, quod, quando hac de causa contentio movebatur inter dictas partes, de hoc per suum ballivum, dictis scabinis non accersitis, cognicionem habendi et judicandi. Proponebat insuper quod predicta Emmelina quendam furnum seu furnellum in sua domo, quam tunc inhabitabat, in terra et jurisdictione dicti archiepiscopi situata, absque licentia et assensu predicti Jacobi [1] construi, et in eodem pas-

[1] Les fils de ce personnage eurent de nouveaux démêlés relatifs à la paneterie, qui était héréditaire dans leur famille; il en résulta un accord, dont nous avons trouvé la copie mutilée et inachevée dans la liasse 18 des renseign. de l'archev., nº 2. En voici l'extrait :

« .... En la court de parlement, entre feu Hue la Barbe, en son vivant panetier...., impétrant d'aucunes lettres royaulx contenant complainte en cas de saisine et de nouveleté, et demandeur en ce cas;.... et les doyen, chantre et chapitre de l'église N.-D. de Reins, les religieux, abbé et convent de l'église et monastère de Saint-Remy, et les eschevins du ban de Mgr. l'arcevesque,.... et autres particuliers de ladicte ville, opposans et deffendeurs audit cas, d'autre part. Sur ce que ledit demandeur et impétrant a dit et maintient.... en ladicte court, entre autres choses, que à cause de ladicte paneterie il avoit plusieurs biaulx droits, et entre les autres ... en possession et saisine, tant par anciens usaiges, sentences et arrests de parlement, comme autrement...., que il ne loist à aucun demourant en ladicte ville de Reins, soit demourant ès terres desdits arcevesque, chappitre, Saint-Remy, ou autres, de louer ou tenir four, ou fours, pour cuire pain pasticeries ou boulangeries, en la terre dudit arcevesque à Reins, mesmement pour icelles pasticeries et boulangeries vendre publique-

tillos, focapes et alia pistorie genera decoqui fecerat et faciebat; ob quam causam idem Jacobus, qui premissa fore vera liquide perceperat,

ment, ou clandestinement, sans le congié, auctorité et licence dudit panetier, lequel congié est appelé *advénement* audit Reins; en possession.... de donner ledit congiet, et d'en prendre tel prouffit qu'il en puet avoir. — En possession.... aussi que ceulx qui ont ledit congié de lui, ou de ses prédécesseurs panetiers, sont tenus envers lui en certains services d'ancienneté accoustumés. — En possession.... d'avoir congnoissance desdiz avennés, pour avoir d'eulx les prestations desdiz services quant requis en sont. — En possession.... qu'il ne loist aussy à aucuns demourant en ladicte ville, en autre terre que en la terre dudit arcevesque, de vendre ou exposer en vente pain, pasticerie, ou boulengerie, en la terre d'icellui arcevesque, sans le congié dudit panetier, qui est appellé *avennement*, comme dit est.—En possession que il ne loist à aucuns forains, demourans hors la ville, soit en la terre dudit arcevesque, de chappitre, Saint-Remy, ou en autre terre, de exposer en vente en la terre dudit arcevesque à Reins, pains, pasticerie ou boulengerie, en chars, charrettes, hotes, brouettes, sommes à col, paniers ou corbeilles, ou autres sommes, sans l'autorité et licence dudit panetier, lequel en donne ledit congié parmy payant à lui une foiz l'an.... c'est à sçavoir : pour ung char, XVI d. par.; une charrette, XII d. par.; une hote, brouette, somme à col, paniers, corbeille, ou autres sommes, par chacune d'icelles sommes, IIII d. par.; lesquelles reddevances sont appellées audit Reins *les places des forains*. — En possession que toutesfois qu'il vient à la congnoissance dudit panetier, que se aucun fait, ou a fait les choses dessusdictes, sans son congié, de abattre et desmolir lesdiz fours estans en la terre dudit arcevesque, de prendre et appliquer comme acquis et confisquez à lui, le pain, pasticerie et boulengerie trouvez esdiz fours aprestez pour y cuire, et ce que il trouveroit exposé en vente en la terre dudit arcevesque, et de contraindre ceulx qui ce feroient, sans estre advenné, d'amende de LX s. par. à son prouffit pour chacune foiz : et pareillement tous autres demourans en ladicte ville, en quelque terre que ce soit, qui exposeroient en vente pain, pasticerie, ou boulengerie, en la terre dudit arcevesque, sans estre avenné, posé que lesdiz pain, pasticerie.... eussent esté cuys en ladicte ville, en autre terre que en la terre dudit arcevesque à Reins, de iceulx pain.... prendre et appliquer comme acquis et confisquez à lui, et de contraindre les vendeurs en amende de LX s. par. à son prouffit, pour chacune foiz. — En possession.... aussi de prendre sur tous forains demourans hors de ladicte ville, en quelque terre que ce soit, qui n'averont paié leurs places, comme dit est, leurs pains, pasticeries...., et les appliquer comme acquis et confisquez à lui, et de les contraindre d'amende de LX s. par. à son prouffit, par chacune foiz.

« Et aussy en une autre cause contre lesdiz de chappitre tant seulement, sur ce que ledit panetier impétrant d'autres lettres royaulx, contenant complainte en cas de saisine et de nouvelleté, et demandeur en ce cas d'une part, a fait maintenir et proposer en ladicte court, contre ledit chappitre opposant et deffendeur d'autre part, que à cause de ladicte paneterie, il avoit droit, et estoit en possession, d'avoir chacun an, jour de la Chandeleur, en l'église Nostre-Dame, à l'eure que l'on baille les cierges aux chanoines, et au lieu accoustumé de les leur bailler, ung cierge de cire tel que lesdiz chanoines ont cedit jour; lesquelles complaintes furent ramenez à fait, et pluseurs choses proposées par ledit panetier le 21e jour d'aoust l'an mil CCCC et XXI.... »

[*Ici se trouve longuement exposé le cours des procédures entre les parties jusqu'à la mort de Hue la Barbe.*]

« Après ce, ledit Hue est alé de vie à trespassement, et a délaissié Remy la Barbe, son frère, à présent panetier de Reins, qui s'est présenté en ladicte court pour procéder ès diz procès...., finablement, par raison

jure suo utendo in hac parte, presentibus quam plurimis fide dignis, aliquam partem furni supradicti prostraverat, ceterosque pastillos in

ledit Remy et les doyen et chappitre de Nostre Dame, sont d'accort, s'il plaist à la court..., que en tant qu'il touche ledit cierge, et les drois.... que ledit panetier prétend.... sur les boulengiers et pasticiers demourans en la terre de Mgr...., à cause desdiz fours et aussi sur les forains à cause des places...., que ledit Remy soit maintenu et gardé de par le roy.... ; et aueront lesdiz.... de chappitre et ledit panetier, en tant qu'il touche lesdiz de chappitre, congié de court, sans despens d'une partie ou d'autre. »

A la fin du xvᵉ siècle, la paneterie était sortie de la famille des La Barbe; celle des Noël avait hérité des droits et des procès qui semblaient y être attachés; c'est ce que prouvent les pièces suivantes, extraites de la lay. 33, liasse 113, des archives de l'archevêché.

[1°. *Commission du bailli de l'archevêque en faveur du panetier.*]

« Jehan Chardon, licencié en loiz, bailly de Reims, au premier sergent dudit bailliage sur ce requis, salut. Complaint s'est à nous noble homme Jehan Noel l'aisné, escuyer, pannetier de Reims, disant tant affin de saisinne et de possession, comme à cause de sondit office de pannetier de Reims, qui est son héritage, tenu et mouvant en fief de très-révérend père en Dieu monseigneur l'arcevesque duc de Reims, premier per de France, icelluy complaingnant ait pluseurs beaulx droiz.... Pour ce est-il que nous, ces choses considérées, à la requeste dudit complaingnant, vous mandons et commectons par ces présentes que, présens ou appellez pardevant vous, à certains jour et heure compétens, audevant de la maison en laquelle est demourant ledit Simon Pruser pour tous lieux contencieux, icelluy Simonnet Pruser et autres empescheurs et perturbateurs dont requis serez, tenez, gardez, maintenez et deffendez de par mondit seigneur l'arcevesque icelluy complaingnant, ou son procureur pour luy, en sesdis droiz, possessions et saisines, en faisant commandement de par icelluy seigneur, sur certainnes painnes à luy applicquer, ausdis perturbateurs ou empescheurs, et mesmement audit Simonnet Pruser, que d'icelles possessions et saisines seuffrent et laissent ledit complaingnant joyr et user d'ores-en-avant paisiblement, ostent, réparent et mectent au néant tous troubles, nouvelletez et empeschemens par eulx faiz et mis au contraire; seuffrent et laissent par icelluy complaingnant, ou son procureur, démolir et abattre les fours et fourneaulx par eulx faiz ou tenus, et prendre et applicquer au prouffit d'icelluy complaingnant les denrées de boulengerie et pasticerie par eulx faictes et exposées en vente au contraire desdictes possessions et saisines, et amendent à mondit seigneur l'arcevesque et audit complaingnant la nouvelleté d'amende convenable; et en cas d'opposition, ladicte nouvelleté ostée, les débat et chose contencieuse prins et mis en la main de mondit seigneur l'arcevesque, et soubz icelle gouvernez, et restablissement fait réalment et de fait premiers et avant tout euvre des choses entreprises puis an et jour en çà, donnez et assignez jour aux opposans certain et compétent pardevant nous, ou nostre lieutenant, et les hommes de fief de mondit seigneur l'arcevesque, en nostre auditoire de la Pierre-aux-Changes à Reims, heure de plaiz, pour dire les causes de leur opposicion, respondre sur ce et les deppendances audit complaingnant, procéder et aler avant en oultre, comme de raison sera; en rescripvant de ce que fait en aurez; de ce fère vous donnons povoir, mandons à vous, en ce faisant, estre obéy. Donné soubz nostre scel, le xvııᵉ jour du mois de janvier, l'an mil ıııᶜ ıııxx et ııı. *Ainsi signé* : Par commandement. Pıocɴɪ. »

[*Suivent* 2°. *un rescript du sergent qui a donné défaut contre Simon Pruser, en présence d'un notaire royal, et* 3°. *une commission itérative du bailly de Reims.*]

[4°. *Procès-verbal de rétablissement et d'opposition.*]

« A noble homme et saige, mon très-

eodem decoquendi causa existentes tanquam sibi acquisitos et confiscatos arrestaverat, eidem Emmeline, [ne?] deinceps quacumque actione

honouré seigneur, monseigneur le bailly de Reims, ou vostre lieutenant, Colesson L'Escaillon, sergent dudit bailliage, honneur, service et révérence, avec toute obéissance. Mon très-honoré seigneur, plaise vous savoir que, par vertu de vos lectres de commission itérative, impétrées et à moy présentées par noble homme Jehan Noël l'aisné, escuyer, pannetier de Reims, à la marge desquelles ma ceste présente relacion est escripte soubz mon scel, je, le mercredi xxvi[e] jour de janvier l'an mil iiii[c] iiii[xx] et quatre, à la requeste dudit Jehan Noël, impétrant, adjornay Simonnet Pruser, dit Bourdon, boulengier, demourant à Reims, en parlant à sa personne, et [*sic*, à] du dimenche prochain ensuivant en viii jours, qui sera le vi[e] jour du mois de février, à estre et à comparoir pardevant moy, au-devant de sa maison, à heure de dix heures du matin, pour icelles lectres de commission avec voz autres lectres de commission contenant complainte attachée à icelles, veoir mestre à exécution, parentériner et paraccomplir de point en point, selon leur forme et teneur, et pour en oultre procéder selon raison. Auquel jour de dimenche vi[e] jour dudit mois de février me suis transporté au-devant de ladicte maison, à ladicte heure de dix heures, et illecq s'est présenté ledit Jehan Noël par honnourable homme et saige maistre Nicole Frizon, son procureur, souffisamment fondé de lectres de procuracion, dont il me fit obstencion, d'une part; et ledit Simonnet Pruser, présent en sa personne avec Oudard Flamignon, son conseiller, d'autre part; et, après lesdictes deux lectres de commission par moy leues, tins, garday et maintins ledit Jehan Noël, complaingnant, en sesdis drois, possessions et saisines à la personne de sondit procureur, et feis commandement de par monseigneur l'arcevesque duc de Reims, premier per de France, sur peinne de dix mars d'argent à applicquer à icelluy seigneur, audit Simonnet Pruser, que desdictes possessions il laissast et souffrist ledit complaingnant joyr et user d'ores-en-avant paisiblement; cessast, réparast et meist au néant tous troubles, nouvelletez et empeschemens par luy faiz et mis au contraire; souffreist et laissast par icelluy complaingnant ou son procureur desmolir et abattre les fours et fourneaulx par luy fais et tenuz, et prendre et applicquer au prouffit d'icelluy complaingnant les denrées de boulengerie et de pasticerie par luy faictes et exposées en vente au contraire desdictes possessions et saisines; et amendast à mondit seigneur l'arcevesque et audit complaingnant la nouvelleté d'amende convenable; et qu'il restablist réalment et de fait, premiers et avant tout euvre, des choses entreprinses puis an et jour en çà; lequel feit restablissement par signe d'une buschette, et, ce fait, s'opposa. Veue laquelle opposicion, je prins et meis en la main de mondit seigneur l'arcevesque la chose contencieuse d'entre lesdictes parties en délaissant à vostre discrétion l'auctorité de commectre au gouvernement d'icelle; et, pour ce que ledit opposant ne voulut fère aucun restablissement, ledit procureur dudit complaingnant protesta, se recevoye ledit Simon à opposicion sans fère restablissement réalment et de fait, qu'il ne feust jamais receu à aucune chose dire jusques à ce que premièrement il n'eust fait ledit restablissement réalment et de fait; saulve laquelle protestacion, je receuz ledit Simon à opposicion, et luy donnay et assignay jour, en parlant à sa personne, à estre et comparoir pardevant vous et les hommes de fief de mondit seigneur l'arcevesque, en l'auditoire de la Pierre-aux-Changes à Reims, à du vendredi prochain ensuivant en viii jours, qui sera le xviii[e] jour dudit mois de février, pour dire les causes de son opposicion, respondre sur ce et les deppendances audit complaingnant et en oultre procéder selon raison. Et tout ce, mon très-honnouré seigneur, vous certiffie estre vray, ainsi par moy avoir esté fait, par cestedicte ma présente relacion scellée de mon scel et signée de mon seing manuel, cy

in dicto furno uteretur inhibendo, ac causam [*sic*, eciam?] pro emenda LX s. p. quam erga eumdem Jacobum incurrerat, pignorando.

mis les jour et an dessus dis. *Ainsi signé*, C. L'Escaillon.

[5°. *Évocation de la cause aux requêtes du Palais.*]

A mes très-honnourez seigneurs, messeigneurs tenans les requestes du roy nostre sire en son palais royal à Paris; le tout vostre Pierre de Wigny l'aisné, sergent à cheval du roy nostre sire, en la prévosté de Fymes, au bailliage de Vittry, honneur, service et révérence, avec toute obéissance. Mes très-honnourez seigneurs, plaise vous savoir que le vendredi XVIIe jour de février, l'an mil IIII^c IIII^{xx} et quatre, moy estant en l'auditoire du bailly de Reims, séant à la Pierre-aux-Changes, près du marchiet au bled dudit Reims, auquel auditoire séoit et tenoit son siége noble homme et saige maistre Jehan Chardon, licencié en loiz, bailly de Reims, accompaingné de nobles hommes maistre Jehan Cauchon l'aisné, Phelippe de Besannes et Pierre Féret, escuyers, hommes fiefvés de l'arceveschié et duchié de Reims, après évocation faicte par le greffier dudit bailliage de certainne cause introduicte audit jour pardevant lesdis bailly et hommes fiefvez entre noble homme Jehan Noël l'aisné, escuyer, pannetier de Reims, complaingnant et demandeur en cas de saisine et de nouvelleté, d'une part; et Simon Pruser, dit Bourdon, opposant, deffendeur d'autre part; par honnourable homme et sage Guillaume Coquillart, procureur fiscal de très-révérend père en Dieu monseigneur l'arcevesque duc de Reims, premier per de France, illecq présent, fut dit que ladicte cause touchoit les droiz du fief de la panneterie de Reims tenue et mouvant de mondit seigneur l'arcevesque, et que, pour l'intérest que ledit seigneur l'y avoit, icelui procureur se adjoingneit en icelle cause avec ledit complaingnant et demandeur; et, ce fait, me présenta ledit procureur certainnes lectres royaux desquelles la teneur s'ensuit : « Charles, etc.... Donné à Paris, le IIIIe jour de décembre l'an de grâce mil IIII^c IIII^{xx} et quatre et de nostre règne le IIe. » *Ainsi signées* : « Par le conseil, le prévost, Simon; » requérant par ledit procureur de mondit seigneur l'arcevesque que, par vertu desdictes lectres, je feisse commandement ausdis bailly et hommes de fief que ladicte cause ilz renvoyassent avec les parties adjornées à certain et compétent jour pardevant vous comme de raison. Oye ladicte requeste, après assistance à moy octroyée par ledit bailly, je, à la requeste dudit procureur, feis à icelluy bailly et ausdis hommes de fief commandement exprès de par le roy, nostre sire, que ladicte cause qui estoit entière ils renvoyassent avec les parties adjornées à certain et compétent jour pardevant vous, mesdis seigneurs, pour y estre procédé selon raison, sans plus par eux en tenir court; et, pour ce que de cesser ilz feirent reffus ou délay, je feis ledit renvoy et adjornay lesdictes parties, c'est assavoir ledit Jehan Noël, à la personne de maistre Nicole Frizon, son procureur; ledit procureur de monseigneur de Reims, et ledit Simon Pruser, à leurs personnes, à estre à comparoir pardevant vous, à vostre siége et auditoire du palais royal à Paris à dudit vendredy, jour de mon exploict, en trois sepmainnes, qui escherront le vendredi XIe jour du mois de mars prochain venant*, pour en icelle cause procéder comme il appartien-

* Voir le mémoire que produisit pour cette époque le pannetier :

« Mémoire pour noble homme Jehan Noël l'aisné, escuyer, pannetier de Reims, complaingnant, demandeur en cas de saisine et de nouvelleté, et pour très-révérend père en Dieu monseigneur l'archevesque duc de Reims, premier per de France, adjoinct avec ledit Jehan Noël, et demandeur en cas de renvoy à l'encontre de Simon Pruser, dit Bourdon, demourant audit Reims, opposant et deffendeur; lesquelles parties ont jour par renvoy fait par-devant messeigneurs des requestes du palais à Paris, au vendredi XIe jour de mars mil IIII^c IIII^{xx} et quatre.

« *Primo*, fault présupposer que ledit Jehan Noël l'aisné est de son héritage et acquest, pannetier de

Postea vero prefata Emmelina premissis non contenta, de novo [?] certas pastillorum aut alterius pistorie coctiones, in dicto furno, absque

dra par raison ; et tout ce, etc. *Ainsi signé:* « P. de Wigny. »

[6°. *Renvoi de la cause devant le bailli de l'archevêque.*]

Extrait des registres des requestes du palais.

« Entre Jehan Noël, demandeur au principal, et l'arcevesque de Reims, adjoinct avec luy, demandeur en cas de renvoy, d'une part ; et Simon Pruser, deffendeur audit cas, d'autre part ; lesquelles parties estoient appoinctées en droit sur la fin de non proposer, proposée par ledit deffendeur, veuz les advertissemens desdictes parties, et tout ce qu'elles ont produit, et le mémorial à oyr droit, et tout veu ; il est dit que de la cause d'entre lesdictes parties la court ne tiendra aucune congnoissance, mais la renvoye pardevant le bailly et hommes de fief à Reims, pardevant lesquels ladicte cause a esté premièrement introduicte, pour y estre procédé entre elles comme de raison ; et condampne la court lesdis demandeurs aux despens tels, etc., la tauxacion, etc. Pronuncé présens J. Guetier, clerc de Ja. Ronsart, procureur desdis demandeurs, d'une part ; et F. Tuleur, procureur dudit deffendeur, d'autre part ; le premier jour de juing l'an mil IIIIc IIIIxx et cinq. *Ainsi signé:* « G. Macon. *Collacion est faicte.* »

[7°. *Commission pour ajourner les parties devant le bailli de l'archevêque.*]

« Jehan Chardon, licencié en loix, conseillier du roy nostre sire, bailly de Reims, au premier sergent dudit bailliage sur ce requis, salut. De la partie de noble homme Jehan Noël, escuyer, pannetier de Reims,

Reims, qui est ung fief tenu et mouvant de mondit seigneur l'archevesque, à cause de son chastel et chastellenie de Portemars.

« *Item*, que ledit Jehan Noël, à cause de sondit fief et héritage d'icelle panneterie de Reims, a plusieurs beaulx droits, auctorité, prérogatives, prééminences, revenues et possessions en la ville et cité de Reims ; entre lesquels à lui seul appartient avanner, ordonner et instituer les maistres ouvriers du mestier de boulangerie et pasticerie audit Reims.

« *Item*, que, à cause de ce, ledit pannetier a droit, a esté et est en bonne possession et saisine que aucun, de quelque estat et condicion qu'il soit, ne peut, ne doit, ne lui loist, sans le congié et licence dudit pannetier, lequel congié est appelé avannage ou avancement, lever ne tenir mestier de boulengerie ne de pasticerie en la ville de Reims, mesmement en la terre et seignourie de monseigneur l'archevesque duc de Reims.

« *Item.* ....

« *Item*, en possession et saisine que, s'aucun, de quelque estat ou condicion il soit, fait le contraire, il encheit et encourt en amende de LX s. p. envers ledit pannetier, du moins en autre amende.

« *Item*, en possession et saisine aussy, s'aucun fait ou fait fère le contraire de ce que dit est, de povoir, par ledit pannetier ou ses gens, commis et depputtez, abatre et desmolir les fours et fourneaulx qui sans son congié seroient faiz, et de prendre ou fère prendre par la justice de mondit seigneur l'arcevesque, les denrées de boullengerie et pasticerie qui seroient faictes ou exposées en vente autrement que dit est, comme acquises, parfaictes et confisqués audit pannetier de Reims, complaingnant.

« *Item.* ....

« *Item*, or dient lesdis demandeurs et adjoinct que, nonobstans ces choses, depuis ung an en çà en regard à la première exécution de la complainte, qui commença à estre exécutée le lundi XVIIe jour de janvier audit an mil IIIIc IIIIxx et quatre, ledit Simon Pruser, dit Bourdon, soy-disant boulenger ou pasticier, demourant audit Reims, s'est ingéré ou advancé de sa volunté desraisonnable, sans le congié, licence, avannage ou avancement dudit pannetier, de lever, tenir et exercer mestier de boulengerie et de pasticerie audit Reims, en la terre et seignourie de mondit seigneur l'arcevesque.

« *Item.* ....

« *Item*, que, pour ceste cause, ledit pannetier s'est traict par devers le bailly de Reims, qui est juge ordinaire immédiat des causes et procès touchans les drois des fiefs de l'arcevesché, duché de Reims, et dudit bailly a obtenu lectres de commission en forme de complainte, en cas de saisine et de nouvelleté ; donnée en datte le XVIIe jour de janvier mil IIIIc IIIIxx et quatre.

« *Item*, mais ledit Simon s'opposa audites maintenues, deffenses et commandemens, et, pour com-

licentia et voluntate prefati Jacobi, et prout alias fieri fecerat, ipsum Jacobum in suis usibus, juribus et possessionibus supradictis, indebite

et du procureur fiscal de très-révérend père en Dieu monseigneur l'arcevesque de Reims, premier per de France, nous a esté exposé que certainne cause meue et commencée pardevant nous et les hommes de fief de mondit seigneur l'arcevesque entre ledit Jehan Noël, complaingnant et demandeur en cas de saisine et de nouvelleté, d'une part; et Simon Pruser, dit Bourdon, boulengier, demourant audit Reims, opposant et deffendeur, fut dès pièçà par l'adjunction dudit procureur fiscal, et à sa requeste, par Pierre de Wigny, sergent royal, et par vertu de certainnes lectres royaulx obtenues par mondit seigneur l'arcevesque, renvoyée pardevant messeigneurs tenans les requestes du roy nostre sire, en son palais à Paris, au vendredi xie jour de mars l'an mil iiii^{c} iiii^{xx} et quatre; et que depuis, mesdis seigneurs des requestes ont dit et jugié par leur interlocutoire que d'icelle cause et procès ilz ne tiendroient aucune congnoissance, mais l'ont renvoyé pardevant nous et lesdis hommes de fief pour y estre procédé entre lesdictes parties comme de raison, sans par mesdis seigneurs des requestes préfiger ne assigner jour certain servant audit renvoy; et, pour ce, lesdis exposans nous ont requis adjornement à jour certain et compétent pardevant nous et les hommes de fief, contre ledit Simon Pruser, pour venir procéder en ladicte cause selon l'estat d'icelle. Pourquoy, nous, ces choses considérées, veue l'acte dudit renvoy donné de mesdis seigneurs des requestes, par lequel appert icelluy renvoy avoir esté fait sans jour et sans terme, vous mandons et commectons par ces présentes que vous adjornez ledit Simon Pruser à estre et comparoir par-

mandement que luy fiect ledit sergent, ne voulut fere aucun restablissement, sinon par signe d'une buschette; et, après que ledit sergent a pris et mis en la main de mondit seigneur l'arcevesque la chose contencieuse d'entre lesdictes parties, et délaissé audit bailly l'auctorité de commectre au gouvernement d'icelle, icelluy sergent receut à opposicion ledit Simon, saulves les protestacions faictes par le procureur dudit complaingnant, qui protesta que ledit opposant ne feust receu à aucune chose dire jusques à ce que premièrement il eust fait restablissement réalment et de fait; et audit opposant assigna jour icelluy sergent à comparoir par-devant ledit bailly de Reims et les hommes de fief dudit arceveschié, en l'auditoire dudit bailliage, au vendredi xviiie jour dudit mois de février, comme ces choses et autres appèrent et sont contenues plus à plain ès commissions, complainte et relacion par escript dudit sergent, qui pourront estre veues par le conseil dudit Jehan Noel, complaingnant.

« *Item*, audit vendredi xviiie jour du mois de février, ledit complaingnant et ledit opposant comparans en jugement par-devant ledit bailly de Reims et lesdis hommes du fief, séans en jugement, après évocacion de la cause, le procureur fiscal de mondit seigneur l'arcevesque, véant qu'il estoit question en matière possessoire des drois de ladicte panneterie, qui est l'un des principaulx fiefz de l'arceveschié de Reims, par quoi la matière touchoit fort à mondit seigneur l'arcevesque, véant aussy que ledit opposant et ceulx du chappitre de Reims vouloient embrouiller la matière et décliner la jurisdicion dudit arcevesque, alléguant que ledit Simon estoit devenu bourgois de maistre Pierre Barat, chanoine de Reims, à ces causes et pour vuider toutes difficultez, ledit procureur de mondit seigneur l'arcevesque se adjoignit avec ledit Jehan Noël, complaingnant, pour l'intéreest dudit seigneur.

« *Item*, et ce fait, ledit procureur présenta à Pierre de Wigny l'aisné, sergent royal illecq présent, certaines lectres royaulx obtenues par mondit seigneur l'arcevesque, contenans sauvegarde, maintenue, *debitis*, renvoy de cause et adjournement aux requestes du palais, et requist audit sergent que, par vertu desdictes lectres royaulx, il feist commandement, de par le roy nostre sire, auxdis bailly de Reims et hommes de fief, que ladicte cause qui estoit entière ilz renvoyassent par-devers messeigneurs tenans lesdictes requestes au palaix royal, à Paris, lequel sergent royal leur fict ledit commandement; et, pour ce qu'ilz en feirent aucun reffuz ou délay, icelluy sergent renvoya ladicte cause en l'estat qu'elle estoit, par-devant mesdis seigneurs des requestes, à trois sepmaines ensuivantes, qui escherront le vendredi xie jour de mars prochain venant, comme il appert par la relacion par escript dudit sergent.... »

perturbendo et impediendo ; quibus de causis prefatus Jacobus, primitus de premissis plenarie certioratus, predictum furnum omnino prosterni,

devant nous et lesdis hommes de fief de mondit seigneur l'arcevesque, en l'auditoire de la Pierre-aux-Changes, ou marchié au bled dudit Reims, au lundi xxixe jour de ce présent mois de may, heure de la fin de Prime sonnant en l'église de Reims, pour veoir procéder lesdis demandeur et adjoinct exposans, et venir par ledit Simon aussy procéder en ladicte cause et procès, commencés et tentés pardevant nous et lesdis hommes de fief, et à nous et eulx renvoyés par mesdis seigneurs des requestes, selon l'estat d'icelle cause, et en oultre comme il appartiendra par raison. Et rescripvez de ce que fait en aurez. De ce fère vous donnons povoir, mandons à vous, en ce faisant, estre obéy. Donné à Reims, soubz nostre seel, le xviie jour de may, l'an mil iiic iiiixx et six. » *Ainsi signé :* « P. Boulet. »

[8°. *Suit le rescript du sergent.*]

[9°. *Interlocutoire qui octroie communication des pièces, et jour de conseil.*]

« Donné par nous Jehan Chardon, licencié en loiz, conseillier du roy nostre sire, bailly de Reims, ès plaiz par nous tenus en nostre auditoire de la Pierre-aux-Changes, audit Reims, le lundi xxixe jour de may l'an mil iiic iiiixx et six, ès présences de nobles hommes, maistre Jehan Cauchon l'aisné, et Me Guillaume Toigniel, hommes fiefvez de très-révérend père en Dieu, monseigneur l'arcevesque duc de Reims, premier per de France, sur ce que noble homme Jehan Noël l'aisné, pannetier de Reims, et le procureur fiscal de l'archeveschié de Reims, adjoinct avec ledit Jehan Noël, avoient, par vertu de noz lectres de commission, fait adjorner à huy par-devant nous et lesdis hommes de fief, Simon Pruser dit Bourdon, boulenger, demourant à Reims, pour veoir procéder lesdits demandeurs et adjoinct, et venir par ledit Simon aussy procéder en certainne cause et procès commencée et intentée par-devant nous et lesdis hommes de fief, et à nous et eulx renvoyée par messeigneurs tenans les requestes du roy nostre sire en son palais à Paris, selon l'estat d'icelle cause, plus à plain déclairée en icelle commission, et pour en oultre procéder selon raison, comme par les exploiz et relacion par escript de Coleçon l'Escaillon, sergent dudit bailliage, nous est deuement apparu ; audit jourd'huy, lesdictes parties comparans par-devant nous, c'est assavoir, ledit Jehan Noël, par honourable homme et saige, maistre Nicole Frison, souffisamment fondé, et lesdis procureur et Simon Pruser en leurs personnes, après ce que, par ledit Jehan Noël, demandeur, et procureur fiscal, son adjoinct, ont esté proposez et ramenez à fait lectres de complainte en cas de nouvelleté pièçà obtenues de nous par ledit Jehan Noël, l'exécution d'icelles, les autres lectres de commission itératives, et l'exécucion d'icelles, le renvoy fait d'icelle cause de devant nous par-devant mesdis seigneurs des requestes, le renvoy de mesdis seigneurs d'icelle cause par-devant nous et lesdis hommes de fief, avec ladicte dernière commission de nous obtenue, et l'exécution d'icelle, et qu'ilz ont fait leurs demandes, requestes et conclusions en cas et matière de saisine et de nouvelleté, tant affin principal comme de restablissement et de recréance, pour les causes contenues ès dictes lectres de complainte, et qu'ils ont requis que par nous fust commis au gouvernement de la chose contencieuse, aucune personne recéant et solvable qui en puisse rendre compte où et quant il appartiendra ; offrans à prouver et demandans despens ; requérant aussi que ledit deffendeur procédast en icelle cause, selon le renvoy de mesdis seigneurs des requestes, offrans iceulx demandeurs et adjoinct un escu d'or, par eux consignés et mis en la main de nostre greffier, pour les despens adjugez audit Simon, deffendeur, par mesdis seigneurs des requestes, protestant, se ledit escu ne souffisoit pour fournir ausdis despens, de y suppléer et fournir selon la taxacion de justice, et protestans aussy de répéter le par-dessus,

dirui, demoliri, et dictam Emmelinam super premissis responsuram coram dicto baillivo remensi, aut ejus locumtenente, ac hominibus

se la taxacion desdis despens estoit mendre de ladicte somme; par ledit Simon Pruser a esté requis coppie des exploix, actes et munimens (?) desdis demandeur et adjoinct par eulx produiz et mis devers la court, laquelle coppie luy a esté octroyée à ses despens. Et, ce fait, a requis ledit Simon, deffendeur, le délay de jour de conseil, que luy avons octroyé à d'icy en xve prochainne venant. Auquel jour lesdictes parties retorneront en court, et leur y avons donné et assigné jour pour procéder en ladicte cause, comme de raison. Donné soubz nostre seel comme dessus. *Ainsi signé* : Boulet.

[10°. *Interlocutoire qui octroie premier délai de garantie.*]

« Donné par nous, Jehan Chardon, licencié en loiz, conseiller du roy nostre sire, bailly de Reims, ès plaiz par nous tenus en nostre auditoire de la Pierre-aux-Changes, audit Reims, le lundi xiie jour du mois de juing, l'an mil iiii^c iiii^xx et six, ès présences de nobles hommes, Phelippe de Besannes, Pierre Féret, Me Jehan Cauchon l'aisné, et Me Guillaume Toigniel, hommes fiefvez de tres-révérend père en Dieu, monseigneur l'arcevesque de Reims, premier per de France, en la cause meue et pendant illecque entre noble homme Jehan Noël l'aisné, etc.... Après évocation de ladicte cause, ledit deffendeur nous a requis premier délay de garand, que lui avons octroyé à viiie. Donné soubz nostre seel, comme dessus. *Ainsi signé* : P. Boulet.

[11°. *Interlocutoire qui octroie deuxième délai de garantie.*]

« Donné par nous Jehan Chardon, licencié en loiz, conseiller du roy nostre sire, bailly de Reims, ès plaiz par nous tenus en nostre auditoire de la Pierre-aux-Changes, audit Reims, le lundi xixe jour de juing, l'an mil iiii^c iiii^xx et six, ès présences de nobles hommes, maistre Jehan Cauchon l'aisné, et Pierre Féret, fiefvez de très-révérend père en Dieu, monseigneur l'arcevesque, etc.... second délay de garand, que luy avons octroyé à trois sepmainnes. Donné soubz nostre seel, comme dessus. *Ainsy signé* : P. Boulet.

[12°. *Interlocutoire qui octroie troisième délai de garantie.*]

« Donné par nous, Jehan Chardon, licencié en loiz, conseiller du roy nostre sire, bailly de Reims, ès plaiz par nous tenus en nostre auditoire de la Pierre-aux-Changes, audit Reims, le lundi x^e jour de juillet, l'an mil iiii^c iiii^xx et six, ès présences de nobles hommes, maistre Jehan Cauchon l'aisné, escuyer, Pierre Féret, et maistre Guillaume Toigniel, fiefvez, etc.... tiers délay de garand, que luy avons octroyé à trois sepmainnes. Donné soubz nostre seel, comme dessus. *Ainsi signé* : P. Boulet.

[13°. *Interlocutoire pour procéder, malgré le délai octroyé à un tiers garant; appel de ce dernier.*]

« Donné par nous, Jehan Chardon, licencié en loiz, conseillier du roy nostre sire, bailly de Reims, ès plaiz par nous tenus en nostre auditoire de la Pierre-aux-Changes, audit Reims, le lundi dernier jour de juillet, l'an mil iiii^c iiii^xx et six, ès présences de nobles hommes, Jehan Cauchon l'aisné et Pierre Féret, escuyers, vassaulx de l'archeveschié et duchié de Reims;.... par ledit demandeur et adjoinct a esté récité l'estat de ladicte cause, en faisant apparoir, par actes donnés de nous, que ledit deffendeur avoit eu trois délaiz de garand, le tiers eschéant à huy; requérans iceulx demandeur et adjoinct qu'il feust par nous appoincté que la complainte seroit fournie, et, en ce faisant, veu le privillège de la nouvelleté, que premiers et avant toute euvre, la chose contencieuse d'entre lesdites parties, feust séquestrée et gouvernée pendant le procès soubz la main de justice, et que restablissement feust fait réalment et de fait des choses entreprises par ledit deffendeur, puis an et jour en regard à l'exécucion de la complainte. Sur quoy, par ledit deffendeur a esté dit qu'il avoit fait adjorner à huy pardevant nous et lesdis hommes de fief, vénérable et discrette per-

feodatis predicti archiepiscopi, adjornari fecerat; coram quibus baillivo et hominibus, predictorum scabinorum procurator hujus ratione [*sic*,

sonne, maistre Pierre Barat, chanoine de Reims, pour prendre la cause, garandie et deffence de luy en ceste présente cause, pour lequel maistre Pierre Barat est comparu par-devant nous et lesdits hommes de fief, Oudard Flamignon, son procureur, fondé par lectres de procuracion dattées du derrain jour de février, l'an mil IIII^c IIII^xx et quatre, *ainsy signé* : « Charlot; » disant et confessant, ledit Flamignon, qu'il avoit esté adverty que ledit maistre Pierre avoit esté adjorné en son hostel et domicile, assis au Cloistre de Reims, à la personne de messire Jehan Chandrelier, son familier et domestique, lequel avoit dit audit Flamignon, que ledit maistre Pierre n'estoit pas au pays, requérant ledit Flamignon que l'en luy baillast ung bon long délay pour respondre aux sommacions que luy vouldroit fère ledit Simon Pruser, deffendeur; et après ce que ledit Simon Pruser a sommé et requis audit maistre Pierre, à la personne de sondit procureur, qu'il vousist prendre en soy la cause, garandie et deffense de luy en ceste présente cause et procès; et que par lesdis demandeur et adjoinct a esté protesté que ledit Barat ne feust à ce receu, veu que ledit deffendeur ne disoit ne proposoit cause, raison ou moyen par quoy ledit Barat feust tenu de prendre icelle garandie, et ne apparoit point que ledit Barat eust cause de fère, ne qu'il eust aucun intérest en ceste cause, ledit Flamignon, procureur dudit Barat, a requis avoir le délay pour respondre ausdictes sommacions, lequel, du consentement dudit Pruser, luy a esté octroyé à six sepmaines, sans que pour ledit délay la cause principale d'entre les demandeur et adjoinct et ledit deffendeur, délaye ne demeure en suspens. Ce fait, par lesdis demandeur et adjoinct, a esté requis comme devant, le fournissement de ladicte complainte, et le restablissement tel que dessus l'ont requis. A quoy a esté respondu par ledit deffendeur que la continuence de la cause ne se povoit diviser, et que l'en ne devoit plus avant procéder en icelle cause, veu le délay octroyé audit maistre Pierre Barat; et au contraire par lesdis demandeur et adjoinct a esté dit que ledit délay ne devoit empescher ne retarder le fournissement de ladicte complainte. Oyes lesquelles parties, nous avons dit que le deffendeur responderoit sur la requeste desdis demandeur et adjoinct, sans actendre le délay octroyé audit Barat; dont ledit Flamignon, pour ledit Barat, a appelé et n'a voulu déclairier ledit deffendeur, sur ce requis, s'il vouloit adhérer audit appel ou non. Néantmoings, veu ledit appel, avons différé de plus avant cognoistre de ladicte cause jusques à ce qu'autrement en soit ordonné. Donné soubs nostre seel, comme dessus. *Ainsy signé* : P. Boulet.

[14°. *Commission du bailli de Vermandois pour assigner les parties, par suite de l'appel précédent.*]

« Regnault Doulcet, escuyer, licencié en loiz, conseiller du roy nostre sire, lieutenant-général de monseigneur le bailly de Vermandoys, au premier sergent du roy nostre sire audit bailliage sur ce requis, salut. Comme vénérable et discrette personne, maistre Pierre Barat, prebstre, chanoine prébendé de l'église de Reims, se dit deuement avoir appelé, ou son procureur pour luy, aux prochainnes assises de Laon, par-devant ledit monseigneur le bailly ou son lieutenant, de certain appointement faix et donné judiciairement par maistre Jehan Chardon, licencié en loiz, soy disant bailly de Reims, pour et par monseigneur l'arcevesque d'illecq, ès présence de nobles hommes, maistre Jehan Cauchon l'aisné et Pierre Féret, qu'on dit estre fiefvez dudit arcevesque, illecq assistans avec ledit bailly, contre et au préjudice de Simmonnet Prophe (*sic*), pasticier, franc sergent dudit maistre Pierre Barat, et son subject et justiciable en tous cas, à cause de sadicte prébende, et aussy d'icelluy Barat, qui estoit évocqué, actrait et appellé en matière de garandie à la diligence dudit Prophe, et autres tors et griefs à déclairer plus à plein

cause?] remissionem coram ipsis scabinis fieri petierat; quam dictus baillivus per suam sentenciam facere denegaverat, a qua tamen nulla-

en temps et en lieu, au prouffit et pourchatz de Jehan Noël l'aisné, soy disant pannetier dudit arcevesque, et aussy du procureur fiscal dudit arcevesque, joinct avec ledit pannetier, comme de nulz, et, s'aucuns estoient, comme de faulx, mauvez, torçonniers, iniques et desraisonnables; nous, à la requeste dudit appellant, vous mandons et commectons que lesdis maistre Jehan Chardon, bailly, Jehan Cauchon l'aisné, et Pierre Féret, vous adjornez ausdictes assises pour soustenir, justiffier et deffendre les appoinctemens et autres tors et griefz dessusdis, iceulx veoir corriger, réparer et amender, se par raison se doit; respondre audit appellant audit cas d'appel, et procéder selon raison; et intimez audit Jehan Noël l'aisné, monseigneur l'arcevesque de Reims et procureur fiscal dudit arcevesque, et autres parties adverses dudit appellant, s'aucuns en y a, qu'ilz soient ausdictes assises, s'ilz cuident que bon soit et que ladicte cause d'appel leur touche ou appartiengne en aucune manière; et, ce pendant, ne souffrez aucune chose estre faicte, actemptée ou innovée contre ne ou préjudice dudit appelant ne de sadicte cause d'appel; et rescripvez de ce que fait en aurez. De ce fère vous donnons povoir, mandons à vous estre obéy en ce faisant. Donné à Reims, soubz nostre scel, le huitième jour d'aoust, l'an mil IIII^{c} IIII^{xx} et six. *Ainsy signé* : Bignicourt.

[15°. *Rescript du sergent qui constate l'appel du pannetier en parlement.*]

« A noble, puissant et mon très-honnouré seigneur, monseigneur le bailly de Vermandois ou son lieutenant, le tout vostre Guillaume le Roy, sergent ordinaire du roy nostre sire en la prévosté de Laon, audit bailliage, honneur, service et révérence avec toute obéissance. Mon très-honnouré seigneur, plaise vous savoir que, par vertu de certaines lectres de commission en cas d'appel impétrées et à moy présentées de la part de vénérable et discrette personne, maistre Pierre Barat, prebstre, chanoine prébendé de l'église de Reims, à la marge desquelles ceste ma présente relacion est atachée soubz mon seel, je, le huitiesme jour du mois d'aoust, l'an mil IIII^{c} IIII^{xx} et six, moy estant à Reims, après assistance par moy deuement requise, et lecture par moy faicte desdictes lectres, adjornay audit cas d'appel, à la requeste dudit maistre Pierre Barat, impétrant, nobles hommes, maistre Jehan Chardon, bailly dudit Reims, Jehan Cauchon l'aisné, et Pierre Féret, dénommez èsdictes lectres de commission, en leurs hostelz et domiciles, en parlant tant à leurs personnes comme aux personnes de leurs femmes, à estre et comparoir par-devant vous, mondit seigneur le bailly ou sondit lieutenant, aux prochainnes assises dudit Laon, qui illecq se tendront... Par lequel Guillaume Coquillart, procureur fiscal de mondit seigneur l'arcevesque, me fut dit que mondit seigneur l'arcevesque, son bailly et ses hommes de fief estoient subjetz en cas d'appel et de ressort de la court de parlement, sans aucun moyen, tant à cause de la parrie de France, comme à cause de ce que de la cause principale d'entre Jehan Noël, pannetier dudit Reims, et ledit procureur, son adjoinct, contre Simon Pruser, iceulx bailly de Reims et hommes de fief estoient juges déléguez et commissaires du roy nostre seigneur; par quoy monseigneur le bailly de Vermandois ou son lieutenant-général n'avoit peu ne deu donner contre eulx adjornement en cas d'appel, et qu'en le donnant et par l'exécucion d'icelluy estoit fait grief à mondit seigneur bailly; pour ces causes et autres tors et griefz à declairier en temps et en lieu, ledit procureur appelloit en ladicte court de parlement de ladicte commission portant adjornement en cas d'appel, du donneur d'icelle, et de moy qui mestoye ladicte commission a exécucion, en adhérant, se mestier est, à autres appellacions desjà en pareilz cas entrejectées; en moy requérant par ledit procureur ces choses estre mises en ma relacion avec coppie de mes exploix, ce que luy accorday. Et ces

tenus fuerat appellatum; ex quibus jus sibi acquisitum erat et fuerat, nec dicti conquerentes ad tempus se conquerendi, quoniam post sen-

choses; mondit très-honnouré seigneur, je vous certiffie estre vrayes et ainsy par moy avoir esté faictes. Tesmoingz mes seel et seing manuel cy mis les an et jour que dessus. *Ainsy signé* : G. le Roy.

[16°. *Commission pour ajourner en parlement le bailli de Vermandois, et autres intéressés* *.]

« Charles, par la grâce de Dieu, roy de France, au bailly de Vermandois ou à son

* Voici un mémoire à consulter qui explique cet ajournement, et les deux suivants :

« Mémoire pour monseigneur l'arcevesque duc de Reims, premier per de France, appellant contre monseigneur le bailly de Vermandois, [et?] Phelippe de Besannes, soy disant son lieutenant à Reims, et Pierre Thiret, soy disant seggent royal, adjornez en cas d'appel; et contre Simon Popehan, demourant a Reims, intimé; et aussy, pour mondit seigneur l'arcevesque, appellant, contre ledit bailly et maistre Regnault Doulcet, son lieutenant general, et Guillaume le Roy, seggent royal, adjornez; et maistre Pierre Barat, chanoine de Reims, intimé.

« *Primo*, fault présupposer que mondit seigneur l'arcevesque est duc et seigneur de Reims et premier per de France, et que, audit Reims et en plusieurs villes, chastellenies et villages, il a toute seignourie et juridicion haulte, moyenne et basse; pour laquelle exercer il a son bailly de Reims, qui est le chief de tous les autres, et juge immédiat des appellacions entregectées des autres juges et officiers dudit arcevesque, et lequel bailly ressortit sans moyen en la court de parlement.

« *Item*, que de raison, et par les ordonnances royaulx et privillèges des pères de France, leurs baillifz, et aussy les juges et hommes jugeans ès auditoires desdis baillifz, sont en cas d'appel subgectez et ressortissans sans moyen en la court de parlement et ne sont aucunement du ressort des baillifs royaulx; ne lesdis baillifz royaulx ne ont, ne peuvent avoir quelque cognoissance ne juridicion des appellacions entregectées d'iceulx baillifs desdis pères de France, ne des eschevins ou hommes jugeans es auditoires desdis baillifz.

« *Item*, ce nonobstant, ledit bailly de Vermandois et ses lieuxtenans, tant generaulx que particuliers, baillent chascun jour leurs commissions en forme de adjournement en cas d'appel a ceulx qui se portent pour appelans du bailly de Reims, pour adjorner en cas d'appel aux assises de Laon, tenues et a tenir par ledit bailly de Vermandois, icelluy bailly de Reims, et les eschevins et hommes jugeans en son auditoire, en entreprenant sur l'auctorité de la court de parlement, à laquelle et non à autre juge appartient la cognoissance desdictes appellacions et aussy en entreprenant contre les droix, prévillèges et prééminences de mondit seigneur l'arcevesque, qui est le premier des pers de France.

« *Item*, que, pour déclarer les cas particuliers, est vray que au mois de juillet, l'an présent mil IIII^c IIII^{xx} et six, ledit Phelippe de Besannes a baillié a Simon Popehan, soy disant appellant dudit bailly de Reims, sa commission pour adjorner en cas d'appel ausdictes assises ledit bailly de Reims.

« *Item*, et, par vertu d'icelle commission, ledit Pierre Thiret, soy disant sergent royal, en certain jour dudit mois de juillet, adjorna en cas d'appel ledit bailly de Reims auxdictes assises de Laon, et intima le procureur dudit monseigneur l'arcevesque et autres nommes en ses exploix.

« *Item*, et deux jours après l'exploict ainsy fait, et non pas *illico*, maistre Blaise Bouchet, comme vicaire et procureur de mondit seigneur l'arcevesque, se tira devers ledit sergent et luy dit en effet, après plusieurs remontrances, que dudit adjornement et exploict fait par ledit sergent, comme de nouvel venu à sa cognoissance, ensemble de ladicte commission, de l'octroy et donneur d'icelle, il appelloit, et appella formellement en ladicte court de parlement, en adhérant, se mestier est, à autre appellacion autres foiz en cas pareil entrejectée et relevée en ladicte court.

« *Item*, depuis et nonobstant ledit appel, et au mois d'aoust après ensuyans, maître Regnault Doulcet, soy disant lieutenant général dudit bailly de Vermandois, bailla sa commission à maistre Pierre Barat, chanoine de Reims, soy disant appelant dudit bailly de Reims et de maistre Jehan Cauchon l'aisne, et Pierre Feret, hommes fiefvez de mondit seigneur l'arcevesque, jugeans en l'auditoire dudit bailly de Reims; par vertu de laquelle commission, Guillaume le Roy, soi disant sergent royal, adjorna audit cas d'appel ausdictes assises de Laon lesdis bailly et hommes de fief; de laquelle commission, du donneur, et dudit sergent executeur d'icelle, le procureur de mondit seigneur l'arcevesque appela en la-

tentiam qui [*sic*, que?] in vim rei judicate transiverat, bennebat [*sic*, veniebant], quodque, in quantum predictam Emmelinam con-

lieutenant, salut. Comme nostre très-chier et amé cousin et conseillier, Pierre de Laval, arcevesque duc de Reims, premier per de France, se dit deuement avoir appellé à nous ou à nostre court de parlement, en adhérant, se mestier est, à autres appellacions autres-fois par luy intergectées et relevées en nostredicte court, de certaine commission contenant adjournement en cas d'appel à nos assises de Laon, donnée de Phelippe de Besannes, soy disant vostre lieutenant à Reims, et des adjornemens et exploix que s'est efforcé fère

dicte court de parlement en adhérant comme dessus.

« *Item*, et lesquelles deux appellacions ont esté, par mondit seigneur l'arcevesque, relevées en ladicte court à ces présens jours de Vermandois, par deux diverses lectres et adjournemens en cas d'appel, comme l'en pourra veoir par icelles lectres et par les exploix sur ce faiz.

« *Item*, et pour ce que la première desdictes deux appellacions n'a pas été entregectée *illico*, mais à deux jours d'intervalle, soit advisé par le conseil d'en impétrer relief, se mestier est.

« *Item*, et aussi pour ce que, en entregectant icelle première appellacion a esté adhéré à autres appellacions autres fois intregectées et relevées en ladicte court, est à notter que dès l'an mil IIII^c XLVIII, estant arcevesque de Reims feu monseigneur Jacques Juvénal des Ursins, advint que Baudenet du Molinet, escuyer, se porta pour appellant de feu maistre Pierre Toguiel, lors bailly de Reims, et impétra de feu maistre Pierre de Pillory, à ce temps lieutenant-général dudit bailly de Vermandois, une commission pour adjorner, en cas d'appel aux assises de Laon, ledit bailly de Reims, laquelle commission ung nommé Jehan Hermand, sergent royal, s'efforça mectre à exécution, ce que venu à la cognoissance du procureur dudit feu arcevesque, il appela de ladicte commission, du donneur d'icelle, et dudit sergent qui s'efforçoit la mectre à exécucion; et fut ceste appellacion relevée en parlement aux jours de Vermandois dudit an mil IIII^c XLVIII.

« *Item*, et depuis, ou temps de feu monseigneur Jehan Juvénal, successeur arcevesque de Reims, ung nommé Gilet d'Ambly, soy portant pour appellant dudit feu bailly de Reims, print une commission en forme d'adjornement en cas d'appel donnée de feu Guillaume Walet, soy disant lors lieutenant à Reims dudit bailly de Vermandois, laquelle Estienne d'Ormes, sergent royal, voulut exécuter, et, par la vertu d'icelle, adjorner ledit bailly de Reims aux assises de Laon, dont le procureur dudit arcevesque appela et releva en parlement aux jours ordinaires de Vermandois, de l'an mil CCCC XLIX.

« *Item*, et pour ce que depuis, et nonobstant ceste seconde appellacion, ledit Guillaume Walet ne cessoit point de bailler semblables commissions en cas d'appel à ceulx qui se disoient appelant dudit bailly de Reims, et aussy ne cessoit point ledit Estienne d'Ormes de les mectre à exécucion, mondit seigneur l'arcevesque obtint lectres royaulx pour fère informacion sur les actemptas, abbus et excez en ce commis par lesdis lieutenant et sergent; par vertu desquelles lectres royaulx, Jehan de l'Asmerie, sergent royal, après informacion sur ce par lui faicte, adjorna, en cas d'actemptas, en parlement au VIIIe jour de may, l'an mil IIII^c LIII, lesdits lieutenant et sergent, pour en respondre audit arcevesque et à monseigneur le procureur général du roy, et si fit derechief inhibicion et deffense, sur grosses peines, audit lieutenant que plus il ne baillast telles commissions en cas d'appel pour adjorner ledit bailly de Reims ausdictes assises de Laon. »

« *Item*, mais certain temps après, le procureur du roy en Vermandois se porta pour appellant desdictes inhibicions et deffenses faictes par ledit de l'Asmerie, sergent royal, audit lieutenant, de non plus bailler lesdictes commissions, et son appel releva en parlement aux jours de Vermandois dudit an mil IIII^c LIII; soubz umbre de quoy ceulx qui ont esté lieuxtenans, tant à Laon comme à Reims, dudit bailly de Vermandois, n'ont depuis cessé de bailler semblables commissions en cas d'appel, qui ont esté exécutées, et les adjornemens faiz aux assises de Laon, sans en avoir esté appelé du costé de mondit seigneur l'arcevesque, jusques ad ce que des deux commissions données, l'une dudit Phelippe de Besannes, impétrée par Simonnet Popelan, et l'autre de maistre Regnault Doulcet, impétrée par maistre Pierre Barat, il a esté appellé en la manière devant dicte.

« Si soient playdées ces deux causes d'appel ensemble et par une seule plaidoyrie, se bon semble au conseil, en requérant provision qu'il soit inhibé et deffendu audit bailly de Vermandois et ses lieuxtenans, que plus ne baillent telles commissions, jus-

cernebat conclusum, seu possessio aliqualis proposita, aut manutentum per dictos conquerentes non fuerat. Ex quibus, et aliis per ipsum

par vertu d'icelle commission, Guillaume le Roy, soy disant nostre sergent, contre le bailly de Reims de par notredit conseiller, et contre aucuns des vassaulx et hommes de fief, en entreprenant contre les droix de sa parrie et contre l'auctorité de nostredicte court de parlement; ensemble d'aucuns tors et griefs à déclairer en temps et en lieu contre nostredit conseillier et en son préjudice, fais et inférez par lesdis eulx disans lieutenant et sergent au proffit, pourchatz, requeste et instance de Me Pierre Barat, chanoine et [l'église] de Reims ou autrement, comme de nulz, et s'aucuns sont ou estoient, comme de faulx, mauvaiz, torçoniers, inicques ou desraisonnables, nous vous adjornons aux jours ordinaires de vostre bailliage de nostre prochain parlement advenir, et vous enjoingnons qu'ayez avec vous audis jour ledit sergent, lequel néantmoings nous y voulons estre adjorné par le premier de nos autres sergens sur ce requis, pour soustenir et deffendre les tors et griefz dessusdis, iceulx veoir réparer et amender; procéder et aler

ques à ce que par la court en soit autrement ordonné.

² Et, se l'en ne peut obtenir ceste provision, que au moins il soit enjoinct et commandé audit bailly ou à son lieutenant de renvoyer en parlement, s'il en est requis par mondit seigneur l'arcevesque, toutes telles causes d'appel relevées contre ledit bailly de Reims, attendu qu'elles touchent directement mondit seigneur l'arcevesque et les drois de la parrie : car il est tenu de soustenir et deffendre les jugemens et appoinctemens de sondit bailly de Reims, en quelconque cause que ce soit, supposé que le principal dont seroit procès par-devant ledit bailly de Reims, et dont il auroit jugié ou appoincté ne touchast directement ledit arcevesque; puis doncquesque la cause d'appel luy touche, et qu'il est tenu de soustenir le jugement de sondit bailly, les causes d'appel sans difficulté se doivent renvoyer en parlement; car mondit seigneur n'est tenu de plaider ailleurs, s'il ne luy plaist.

« Soit en oultre advisé par le conseil, pour ce que lesdis Simon Popehan et maistre Pierre Barat n'ont ailleurs relevé leurs appellacions que par-devant le bailly de Vermandois, à ses assises de Laon, et ils dïsoient avoir relevé *de directo* en parlement, se il seroit bon de les fère ajorner en parlement sur la désercion desdictes appellacions, après quelles trois mois seroient passez; et sur tout soit fait selon la discrétion du conseil.

« Et, s'il est mestier de déclairer la cause pour laquelle ledit Popehan s'est porté pour appellant, vray est qu'il avoit mis à pris ès mains du receveur du temporel de mondit seigneur la ferme de la viconté de Reims pour trois ans, commençans au premier jour de juillet derrainnement passé, et luy estoit demourée ladicte ferme parmy certaine somme de deniers et quantité de grains qu'il en devoit rendre et payer, et dont il devoit bailler bonne et seure caucion au los du consel de mondit seigneur, sur peine, ou cas qu'il ne le feroit, de la revendre et mectre à nouvelle assiecte à ses périls et fortunes; mais depuis il fut négligent de bailler icelle caune (sic), et par ce fut ladicte ferme revendue à nouvel marchant, dont il s'est porté pour appelant.

« Et pareillement, pour entendre la cause d'appel dudit Me Pierre Barat, vray est que en certaine cause en matière de nouvelleté pendant pardevant le bailly de Reims et les hommes de fief de l'archeveschié de Reims, entre Jehan Noël l'aimé, pannetier de Reims, et le procureur de mondit seigneur son adjoinct, d'une part, et Simon Bruser, dit Bourdon, deffendeur, d'autre part, tant fut procédé que le deffendeur fit adjourner en garand ledit Barat, et lui somma et requit en jugement qu'il prenoist la cause et deffense pour luy, sans alléguer raison pourquoy; sur ladicte sommacion, le procureur dudit Barat requit délay de respondre, qui luy fut octroyé si grant qu'il le voulut demander; et après fut requis par les demandeur et adjoinct contre ledit Bourdon, deffendeur, le fournissement de la complainte, et restablissement, comme autresfoiz l'avoient requis. A quoi respondit ledit Bourdon que fère ne se devoit, veu le delay octroyé audit Barat; sur quoy fut dit que sur icelle requeste ledit Bourdon responderoit sans actendre le délay baillié audit Barat, dont ledit Bourdon n'appella point; mais le procureur dudit Barat, qui n'y avoit aucun intérest, en appella, comme il appert par un acte dudit bailly, qui pourra estre veû par le conseil.

archiepiscopum latius propositis, concludebat quatenus, respectû dicte Emmeline, congedium et expensas haberet et reportaret...., et pre-

avant en oultre selon raison. Et par ces mesmes présentes, mandons et commectons au premier huissier de nostre parlement, ou nostre sergent, qu'il intime et face assavoir à parties adverses dudit appellant, qu'ilz soient, s'ilz cuident que bon soit et que ladicte cause d'appel leur touche ou appartiengnent en aucune manière, en faisant inhibicion et deffense de par nous, sur certainnes peinnes à nous à applicquer, aux dessusdis et à tous autres qu'il appartiendra, que, pendant ladicte cause d'appel, contre ne ou préjudice d'icelle, ne dudit appellant, ilz n'actemptent ou innovent; et aussy vous deffendons que n'y actemptez ou innovez, mais les actemptas ou innovacions, s'aucuns en y a, au contraire, vous réparez et mectez, ou faites réparer et mectre, tantost et sans délay, ou premier estat et deu, en certiffiant souffisamment ausdis jours nos amez et féaulx conseilliers les gens qui tendront nostredit parlement, ausquelz nous mandons que aux parties oyes facent bon et brief droit : car ainsy nous plaist-il estre fait, nonobstant quelzconques lectres subreplicés à ce contraires. Donné à Paris, le deuxiesme jour de septembre, l'an de grâce mil IIII^{c} IIII^{xx} et six, et de nostre règne le IIIIe. *Ainsy signé :* Par le roy et à la relacion du conseil, Guiberteau. »

[17e. *Rescript du bailli de Vermandois qui constate l'ajournement.*]

« Sachent tuit que nous Regnault Doulcet, escuyer, licencié en loiz, conseillier du roy nostre sire, lieutenant général de monseigneur le bailly de Vermandois, par vertu de certainnes lectres royaulx impétrées et à nous présentées de la partie de très-révérend père en Dieu monseigneur l'arcevesque et duc de Reims, premier per de France, à la requeste dudit seigneur, nous sommes tenus et tenons pour bien et souffisamment adjornez pour et au lieu dudit monseigneur le bailly en la court de parlement aux jours, lieu, et par la manière contenue et déclairée ès dictes lettres royaulx, et tout ainsy que le roy, nostredit sire, le veult et mande par icelles. Donné à Laon, soubz le contre-seel dudit bailly, le XIIIIe jour de septembre, l'an mil CCCC IIII^{xx} et six. »

[18e. *Rescript du sergent qui ajourne le procureur général du bailliage de Vermandois.*]

« A mes très-redoubtez et honnourez seigneurs, messeigneurs les gens tenans, ou qui tendront le prochain parlement du roy nostre sire, en son palais à Paris, le tout vostre Oudard de Guignicourt, sergent du roy nostre sire, en la prévosté forainne dudit Laon, honneur, service et référence, avec toute obéissance. Plaise vous savoir que, par vertu de certainnes lectres royaulx à moy adressées, à la marge desquelles ceste ma présente relacion est atachée soubz mon seel, le XIIIIe jour de ce présent mois de septembre mil CCCC IIII^{xx} et six, moy estant audit Laon, à la requeste de très-révérend père en Dieu monseigneur l'arcevesque et duc dudit Reims, per de France, impétrant et dénommé en icelles, après assistance à moi octroyée, et ostencion desdictes lectres royaulx par moy faicte, intimay et feiz assavoir à honnourable homme et saige maistre Phelippe de Bloiz, licencié en loiz, procureur général du roy nostredit seigneur, au bailliage de Vermandois, qu'il soit et compère en ladicte court de parlement aux prochains jours ordinaires dudit parlement prochain advenir, s'il cuide que bon soit, et que la cause d'appel dont ès dictes lectres royaulx est faicte mencion, luy touche ou appartiengne en aucune manière; et au seurplus feiz audit procureur les inhibitions et deffenses contenues et déclairées ès dictes lettres royaulx; et tout ce vous certiffie je estre vray, et ainsy par moy avoir esté fait, par ceste ma présente relacion scellée de mon seel et signée de mon seing manuel, les an et jour dessusdis. *Ainsi signé :* O. DE GUIGNICOURT. »

[19e. *Ajournement en parlement du sergent qui avait ajourné les parties au bailliage de Vermandois.*]

dicti scabini, ad dictam suam querimoniam, et ad alia sua proposita, non erant admittendi; idem archiepiscopus omne factum pertinens proponi, ac conclusiones fieri faciebat ad casum novitatis spectantes, petendo recredenciam in casu dilationis sibi fieri, et quod ipsi conquerentes in expensis hujus cause condemnarentur.

Prefatis conquerentibus replicando, dicentibus quod questio solum movebatur in hoc quod dicti conquerentes, subditos predicti scabi-

« A très-prudent et mes très honnourez et doubtez seigneurs, messigneurs les conseilliers du roy nostre sire, qui tiendront le prochain parlement advenir du roy nostredit seigneur, en son palaiz royal à Paris, commissaires en ceste partie, Estienne Alart, sergent à cheval du roy nostre sire, du bailliage de Victry, en la prévosté de Fymes, et le tout vostre, honneur, service et révérence, avec toute obéissance. Mes très-honnourez et doubtez, plaise vous sçavoir que, par vertu de certainnes lectres royaulx contenans relief en cas d'appel, impétrées et à moy présentées pour mettre à exécucion de la partie de très-révérend père en Dieu monseigneur l'arcevesque duc de Reims, premier per de France, appellant, nommé ès dictes lectres, a la marge desquelles ceste ma présente relacion est attachée soubz mon scel, je, le XXIIe jour du mois de septembre l'an mil IIII^c IIII^{XX} et six, à la requeste dudit appellant, moy estant en la ville de Reims, après lesdictes lectres royaulx par moy leues présent justice pour ce par moy appellée pour assistance, adjornay en cas d'appel Guillaume le Roy, sergent royal demourant audit Reims, en son hostel et domicile, et en parlant à sa personne, à estre et comparoir pardevant vous, mesdis seigneurs, en ladicte court de parlement aux jours ordinaires du bailliage de Vermandois du prochain parlement advenir du roy nostredit seigneur, audit palaiz royal à Paris, pour soustenir et deffendre les tors et griefz mencionnez ès dictes lectres royaulx, iceulx veoir corriger, réparer et amender, procéder et aler avant en oultre selon raison; et, ce mesme jour, intimay oudit cas d'appel, signiffiay et feiz assavoir à vénérable et discrette personne Pierre Barat, chanoine de l'église dudit Reims, partie adverse dudit appellant, en parlant à sa personne et en son hostel et domicile dudit Reims, qu'il feust et soit audis jours pardevant vous, en ladicte court de parlement, s'il cuidoit que bon feust et que la cause dudit appel mencionnée ès dictes lectres royaulx lui touchast ou apparteneist en aucune manière; et en oultre feiz inhibicion et deffence, de par le roy nostredit sire, audis adjorné et intimé, et à chascun d'eulx, en parlant à leurs personnes comme dessus, sur, et à peinne de quarante marcz d'argent à appliquer à icelluy seigneur, que, pendant ladicte cause d'appel, contre ne ou préjudice d'icelle ne dudit appellant, ilz n'actemptassent ou innovassent, ne feissent fère, actempter ou innoyer en aucune manière, mais que les actemptas ou innovacions, s'aucuns en y avoit au contraire, ilz les réparassent et reméissent, ou feissent réparer et remectre, tantost et sans délay, au premier estat et deu, tout selon le contenu desdictes lectres royaulx; par lequel sergent me fut dit et respondu que ladicte cause d'appel ne luy touchoit, et n'en vouloit rien soustenir. Et tout ce, mes très-honnourez et doubtez seigneurs, vous certiffie je estre vray par ceste ma présente relacion, scellée de mon scel et signée de mon seing manuel, cy mis les jour et an dessus dis. *Ainsy signé*: E. Alard. »

Malgré nos recherches dans les archives judiciaires du royaume, nous n'avons pu retrouver la solution de cette affaire, dont les incidents offrent tout un cours de procédure civile au XVe siècle.

natus ipsorum scabinorum, et non predicti archiepiscopi subditos, existere asserebant; propter quod appellatio, si qua intervenisset, non fuisset admissibilis; ne [*sic*, nec] dictus archiepiscopus, sed prefati conquerentes, possessionem habebant cognoscendi et jurisdictionem habendi quoad hoc super subditis predicti scabinatus, et quod predictus archiepiscopus, quoad hoc, super subditis dicti scabinatus jurisdictionem non habebat satis negabant iidem conquerentes; dictam Emmelinam predicti scabinatus subditam esse, allegando; quare erant admittendi, et ut supra concludebant.

Tandem, partibus antedictis in omnibus et [*sic*, que?] certa [*sic*, circa?] premissa dicere [et] proponere voluerunt ad plenum auditis, et ad tradendum penes dictam nostram curiam, sentenciam, licteras et munimenta partium predictarum, et in arresto appuntuatis; ipsis igitur licteris, sentencia, et munimentis penes eamdem nostram curiam traditis, visis et diligenter examinatis; consideratis et attentis circa premissa considerandis et attendendis, et que dictam curiam nostram in hac parte movere poterant et debebant; per arrestum ejusdem curie nostre dictum fuit, quod prefati conquerentes non erant nec sunt, ut conquerentes, admittendi, ipsosque non admisit nec admittit curia nostra supradicta; et per idem arrestum eadem curia nostra ipsos conquerentes in expensis predicti archiepiscopi condempnavit et condempnat, dictarum expensarum taxatione curie nostre memorate reservata. In cujus rei testimonium, presentibus licteris nostrum jussimus apponi sigillum. Datum Parisiis, in parlamento nostro, die quinta julii, anno Domini millesimo cccc° quarto, et regni nostri xx° iv°.

VI.

17 septembre 1404. Arrest donné en parlement par lequel fut dit que les clers mariés de Reins paieroient leur part de la taille avecques les autres bourgois....

Livre Blanc de l'Échev., fol. 326. — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign.

Karolus.... notum facimus quod cum.... scabini.... ex congedio archiepiscopi, et litterarum suarum auctoritate, ac pro necessitatibus scabinatus supportandis...., quandam tailliam super ipsis et burgensibus et habitantibus.... tam clericis conjugatis quam aliis.... levari

ordinassent, pro qua assideñda Simonem Belly, J. Maubon, J. de Tanion et Gobinum le Polis constituissent, prestito per commissos juramento in talibus solito, et quia iidem commissi tailliam assidare recusabant, aut plus debito differebant, scabini certas litteras a nobis obtinuissent pro compellendo commissos ad imponendum tailliam super.... habitantibus, sive essent clerici conjugati, aut alii; quarum virtute litterarum, commissi qui se earum executioni opposuerant, fuissent ad certam diem adjornati coram baillivo viromandensi, causas sue opposicionis dicturi, ac ulterius processuri; coram quo baillivo comparentibus partibus...., litterisque nostris pro parte scabinorum ad factum reductis, commissi an clericos conjugatos in taillia assidarent, vel ne, discretioni curie baillivi se retulissent, dictusque baillivus partibus predictis, una cum procuratore archiepiscopi qui dicens quod videbat tractari de juribus archiepiscopi...., et ideo se in contrarium opponebat, auditis, dixisset et appunctasset quod commissi assidarent tailliam secundum tenorem litterarum nostrarum; et in quantum concernebat dictam opposicionem quam facere nitebatur procurator archiepiscopi, dixisset baillivus quod ipsum ad eam non admitteret, sed si crederet se interesse super hoc habere...., hoc prosequeretur, dum sibi videretur expedire; a quo fuisset pro parte archiepiscopi ad nostram curiam appellatum; et postmodum archiepiscopus et clerici conjugati.... certas litteras a nobis impetrassent, per quas appellacionem predictam mutassemus.... in opposicionem, ac ipsos archiepiscopum et clericos conjugatos ad hujusmodi opposicionem admitti, et super ea in nostra parlamenti curia procedendum mandassemus; constitutis propter hoc in nostra curia scabinis.... et archiepiscopo, et clericis conjugatis.... per arrestum dictum fuit quod clerici conjugati solvent cum aliis.... In cujus rei.... Datum in parlamento, die XVII septembris, anno M° CCCC° IV° et regni nostri XX° V°.

VII.

SENTENCE du bailli de Vermandois qui rejette l'appel d'un prisonnier, et le renvoie au bailli du chapitre de Reims, son premier juge. 22 août 1405.

Archiv. du chap., lay. 43, liass. 107, n° 3.

A tous ceulx qui ces présentes lettres verront ou orront, Enguerrant de Vaussaillon, lieutenant de monseigneur le bailly de Vermandois, salut. Comme Jehan Danfale, drappier, demourant à Reins, luy disant deuement avoir appelé aux assisses de Laon lors ensuivant, par-devant ledit monseigneur le bailly ou son lieutenant, de certain commandemens, main-mise, emprisonnemens et détencion de prison, ou autres griefz inréparables qu'il disoit avoir esté fais contre lui, en son préjudice, par honnorablez et discrètez personnez, prévost, doyen, chantre et chappitre de l'église de Reins, ou maistre Jehan d'Ambonnay, lui disant leur bailly, ou garde de leur juridicion temporelle audit Reins, ou du commandement d'icellui bailly, par D. Fréminet, Jehan le Maire et Thiébaut le Masnier, eulx disans sergens desdis de chapitre, et des autres dessus nommez ou d'aucun d'eulx, comme de nulz ou nulles, et s'aucuns ou auscunes estoient, comme faulx et mauvais, torçonniers et iniques, eust fait adjorner auxdites assises par-devant ledit monseigneur le bailly ou son lieutenant, lesdis de chappitre, ledit maistre Jehan d'Ambonnay.... et ledit Fréminet...., et chascun d'eulx pour tant comme à chascun touchoit et povoit touchier, pour soustenir, deffendre et [*sic*, ou?] délaissier les commandemens, main-mise, emprisonnemens et détencion de prison, et aultres griefz dessusdis, et pour iceulx réparer et mettre au néant, et procéder comme raison doit, et entériner auxdis de chappitre, bailly, et Fréminet, qu'ilz fussent et comparussent auxdictes assises, s'ilz cuidoient que bon fust, et que la chose leur touchast ou appartenist en aucune manière; lequel bailli eust baillié, à certain sergent royal qui fist lesdis exploix, coppie des informacions par vertu desquelles ledit bailly détenoit prisonnier ledit Danfale, et eust icellui sergent prins ledit Danfale ès dictes prisons, et admené prisonnier ès prisons du roy nostre sire, à Laon; et aussi se fut icellui sergent informé de et sur certain actemptas que on disoit avoir esté fais par ledit bailly, et Fréminet, sergent desdis de chappitre, à l'encontre dudit Danfale, et adjorné comme coulpables d'iceulx actemptas lesdis bailly et sergent desdis de chappitre à comparoir auxdictes assises, par-devant ledit monsigneur le bailli ou son lieutenant, à Laon, pour respondre au procureur du roy nostre sire, audit bailliage, et audit Danfale appelant, et à chascun d'eulx pour

tant comme à chascun touchoit, à tout ce que sur lesdis actemptas, les circonstances et deppendances, ilz leur volroient et saveroient demander, et pour procéder selon raison;

Auxquelles assises comparans lesdictes parties, par lesdis procureur du roy nostre sire, et Jehan Danfale, fu proposé et maintenu que ledit Jehan Danfale estoit bon josne homme, et de bonne vie et honneste conversacion, bon marchant de draps, et qui aucunes fois aloit volentiers et fréquentoit avec les gens du roy, pour les compaignier et servir, pour laquelle cause lesdis deffendeurs, et autres qui entreprenoient de tout leur pooir sur la juridicion du roy, fouloient ledit Danfale; le héoient et dommagoient volentiers, qui estoit chose très-desraisonnable, car onque n'avoit mesprins, ne leur meffait aucune chose; et ce nonobstant, ledit maistre Jehan d'Ambonnay, bailly desdis de chappitre, avoit fait adjorner par ledit Fréminet, de vive voix, sans commission et sans aucune informacion préparatoire précédent, ledit Danfale à comparoir personnellement par-devant lui en la séneschaucie de Reims, à certain brief jour, auquel ledit Danfale comparu; mais ledit bailly continua, de son office, ladicte journée à certain autre jour, pour ce qu'il ne lui savoit que demander, combien que ledit Danfale requeist à avoir demande ou congié de court; auquel jour sur ce assigné, comparu en sa personne ledit Danfale en ladicte séneschaucie, et lors, sans aucunement exposer aucuns cas, ne faire demande, sans informacion préparatoire, sans aucun présent délit, et sans cause raisonnable, ledit bailly commanda audit Fréminet qu'il mesist la main audit Danfale, et le menast en prison; duquel commandement incontinent ledit Danfale appella, car en ce il se sentoit et estoit grandement grevé; depuis lequel appel, ledit bailly songa un peu, et puis dist audit Fréminet qu'il prenist et meist ledit Danfale en prison, et qu'il en cheviroit bien; duquel commandement ledit Danfale appella derechief, mais ce nonobstant, ledit Fréminet mist la main à lui; de quoy ledit Danfale appella encores, et en le menant en prison, disoit ledit Danfale : « Sire bailly, j'ay appelé de vous, de vos commandemens, de la main-mise et des griefz que vous et vos sergens m'avez faiz et faictes; et encores en appellé-je derechief; » mais ce ne lui valu rien, car ledit Fréminet le mena en prison très-dure et très-obscure, et le

tinrent en icelle par l'espace de huit jours ou plus, très-durement et griefment, et depuis, pour coulourer leur fait de ladicte prinse et emprisonnement, ilz firent faire certaines informacions contre ledit Danfale, qui depuis furent trouvéez fausses, et furent faictes en actemptant sur ledit appelant, car il estoit exemps de leur juridicion en tous cas; et après ces choses, lesdis bailly et Fréminet firent requérir pluseurs fois audit Danfale qu'il volsist renoncier à son appel, dont il ne volt rien faire; et pour ce, hayneusement, et non mie pour bien de justice, mais pour destruire ledit Danfale, ledit bailly fit faire certaines informacions en cas criminelz contre luy, de l'efforcement d'une fillecte qui avoit demouré en la maison dudit Danfale, que ledit bailly disoit avoir esté fait par ledit Danfale, dont il n'estoit rien; et publièrent et firent publier en pluseurs lieux, que on penderoit ledit Danfale pour le cas pour lequel il estoit prisonnier, et tant que grant peuple s'estoit assemblez pluseurs fois devant la prison où estoit ledit Danfale, qui cuydoient par les paroles desdis bailly et Fréminet que on le deust mener à la justice, avec pluseurs autres fais et raisons; et après ce qu'il fu appoinctié que lesdis de chappitre averoient congié, en tant qu'ilz estoient appellez, fu, par lesdis procureur du roy et Jehan Danfale, et chascun d'eulx, pour tant comme à chascun touchoit et pooit touchier, et tant conjoinctement comme divisément, tendu affin contre lesdis de chappitre, maistre Jehan d'Ambonnay.... et ledit Fréminet, leur sergent, et contre chascun d'eulx, tant parties adjournéez comme intiméez, et en tant que à un chascun d'eulx touchoit et pooit touchier, tant conjoinctement comme divisément, et par la manière qu'ilz estoient poursuis et se deffendoient, qu'il fust dis, et à droit, mal avoir esté commandé, mal prins, emprisonné et détenu prisonnier ledit Danfale, et grevé icellui de griefs irréparables, en abusant de justice, et bien avoir esté appelé par ledit Danfale, et que tout ce qui avoit esté fait, tant contre ledit appel comme autrement, et tout ce qui s'en estoit ensuys, fust réparez et mis au néant, et ne sortissent aucun effect lesdis commandemens, appointemens ou griefz, et fussent lesdis deffendeurs et chascun d'eulx, ou au moins lesdis maistres Jehan et Fréminet, condempnez ès amendes ou amende du roy, telles ou telle que ou cas apartenoit, et ne prinssent lesdictes parties intiméez aucun

prouffit desdis commandemens, et autres choses dessusdictes, et ne fust renvoyé ledit Danfale en la court desdis de chappitre; et aussy que pour lesdis abbus de justice, actemptas et excès dessusdis, lesdis maistres Jehan et Fréminet fussent privez à toujours mais de tous offices et de tous mistères de justice excercer, et fussent condempnez pour lesdis abbus, actemptas, excès et délis, c'est assavoir : ledit maistre Jehan, en amende de mil livres parisis, et ledit Fréminet en amende de deux cens livres parisis, et chascun pour le tout, et le fort portant le fèble, ou au mains en tant, en tout et partout que raison donroit, au prouffit du roy nostre sire; et fussent aussiz condempnez lesdis deffendeurs, ou au moins lesdis maistres Jehan et Fréminet, ès dommages, injures, villenies, despens et intérestz que avoit soustenus et souffert ledit Danfale, par les torsonniers empeschemens à lui fais par lesdis deffendeurs, en la somme de quatre cens livres parisis; et avec ce fussent condempnez lesdis deffendeurs ès noms qu'ilz procédoient et se deffendoient, ès despens dudit Danfale, fais et à faire en ladicte cause, que à tout ce et à tout leur propos, feissent bien à recevoir, et non partie au contraire, et en prenant toutes conclusions à ce pertinens.

Et par ledit maistre Jehan d'Ambonnay.... et Fréminet...., adjournéz en cas d'appel, et ledit maistre Jehan en cas d'abus et d'actemptas, et pour lesdis de chappitre intimez, et pour chascun d'eulx, ès noms et par la manière qu'ilz estoient poursuys, deffendeurs, fu tendu affin contre lesdis demandeurs, et contre chascun d'eulx conjoinctement et diviséement, et pour tant comme il lui touchoit et pooit touchier, qu'il fust dit, et à droit, que se ledit Danfale avoit appelé desdis bailly et sergent desdis de chappitre, ou de l'un d'eulx, qu'il ne feist à recevoir comme appellant, auroit mal et frivoleusement appellé, que par lesdis bailly et sergent n'avoit point esté grevé, mais tout ce que par eulx auroit esté fait contre ledit appellant, qu'il eust esté et fust fait à bonne et juste cause; que pour ce décheist et fust déboutez ledit Danfale de sa cause d'appel, et renvoyé en la court dudit bailly de chappitre pour amender son fol appel, et abandonnez à justicier, comme justicier le pooient avant ladicte appellacion; et à toutes autres fins pertinens, en cas d'appel, contraires aux fins eslevés oudit cas par ledit Danfale; affin

aussy qu'il fust dit, et à droit, que lesdis procureurs du roy et Danfale n'eussent cause ne action de poursuir lesdis deffendeurs, ne aucun d'eulx en cas d'abus ou d'actemptas, et que audit cas ilz n'eussent commis aucuns actemptas, ne faultes ou abus de justice; et se cause ou action avoient, que lesdis deffendeurs en fussent absolz, quittes et délivrez, du moins ne fussent condempnez, ainsy que le requéroient lesdis demandeurs, et à toutes fins contraires des fins desdis demandeurs; en proposant que ledit Danfale estoit homme estrangier, né du pays de Braibant, de Haynaut[1], ou d'autre pays hors du royaume, et estoit venus demourer à Reins, où il y avoit fait pluseurs excès et délis, et estoit homme noiseux, brigeux, bateur de gens, et très-mal renommez, et sy tenoit un très-mauvais hostel, et fort couvine de ribaux et ribaudes, et avoit nom d'estre bourdeur des prévostz de Laon, ou l'un d'eulx, en dénonçant et accusant les bonnes gens envers lesdis prévostz contre vérité, pour les traire à amende, et emmectoit à pluseurs gens ingnocens, et non crimineux, qu'ilz avoient commis certains délis, en les menassant de les dénoncier audit prévost, et par telles menasses en avoit extorqué pluseurs grans sommes de deniers à son prouffit, dont ledit prévost ou son lieutenant n'avoit rien sceu; et tellement que par commune renommée n'avoit homme plus diffamé de maise vie et de conversacion déshonneste, en ladicte ville de Reins; disoient en oultre que au mois de septembre derrainement passé, ou environ, Jehan des Ourmeaulx, autrement dit Breyefort, Estevenin, varlet messire Godeffroy de Chauvency, et un autre, eurent débat environ vespres, à un autre compaignon qui buvoit en

[1] Il paraît que l'un des deux adversaires de Danfale était également étranger à la ville de Reims; c'est ce que nous semblent prouver deux pièces datées du 30 décembre 1401, et du 30 mars 1402, qui se trouvent dans les liasses de renseign. de l'hôtel de ville, et dont voici l'extrait :

« Commission au B. de Vermandois, ou au prévôt forain de Laon, pour remplacer feu J. Bomant, nommé par le prévôt forain à gouverner le fait de la réception des bourgeois, attendu que cette chose contentieuse était aux mains du roi pendant le litige évoqué en parlement, à l'occasion de Frémiet le sergent, et de J. de Renwez. Le remplaçant ne devra être suspect ni favorable à aucunes des parties, et en devra rendre juste et loyal compte, quand métier sera. — Assignation à l'archevêque, de comparaître à Laon pour voir enteriner les lettres précédentes. »

la taverne de Jehan de Lostel, et eussent batu ledit compaignon se ledit Jehan de Lostel ne l'eust destourné, lequel Estouvenin et ses compaignons se courcèrent de ce, et menassèrent de bâtre ledit Jehan de Lostel; et depuis, lesdis compaignons et avec eulx ledit Danfale, armez et fort abastonnez, alèrent de nuyt, environ dix heures en la nuyt, hurter à la porte, huys et fenestre de la maison dudit de Lostel, et par grant vyolence boutèrent jus l'uys ou la porte, et rompirent une fenestre dudit hostel, et tant que par doubte d'eulx, ledit Jehan de Lostel s'enfuist par-dessus les murs de sa maison, et pour ce que lesdis compaignons ne le trouvèrent mie, ilz se partirent pour l'eure; après le département desquelx, ledit Jehan de Lostel revint en sa maison, et à l'aide de ses voisins, rependy ses huis et fenestres, mais environ demi-heure après, lesdis compaignons revinrent et dirent : « Ce ribaut a « rependu son huys et sa porte, boutons tout jus, entrons ens, et tuons « tout; » et incontinent boutèrent et gaugèrent contre la porte et entrée de ladicte maison, laquelle ilz rompirent et ouvrirent tout, et entrèrent dedans ladicte maison, et quant ilz ne trouvèrent mie ledit Jehan de Lostel, pour ce qu'il se mussa, ilz batirent sa femme et une siehne voisine à sanç et à plaie, et les mirent à grant péril de mort; auquel conflict ot grand noise et bahay; depuis lesquelles choses, ledit Danfale dit audit de Lostel que s'il ne faisoit paix audit Estevenin, que ledit Estevenin et ses compaignons le mecteroient jus; disoient en oultre lesdis deffendeurs, que lesdis complices, quant ilz se partirent de ladicte maison dudit Jehan de Lostel, ilz s'en alèrent en l'ostel de Marguerite d'Ayenay, vers l'église Saint-Morise de Reins, auquel ilz entrèrent par-dessus les murs, pour la doubte desquelx ladicte Marguerite et Guillemin l'orfèvre, qui estoient couchiez ensemble, s'enfuyrent par les fenestres presque tous nus, et alèrent lesdis complices après pour les batre et villener, mais pour ce qu'ilz ne les trouvèrent mie, lesdis facteurs retournèrent en l'ostel de ladicte Marguerite, lequel hostel ilz serchèrent, et puis burent et mangèrent ce qu'ilz trouvèrent à boire et à mangier, et prinrent une layette d'espices, quatre clochettes d'argent appartenant à laditte Marguerite, la bourse dudit Guillemin à sonnettes d'argent, et là où il avoit deux ou trois couronnes ou autre

monnoye, et une sainture ferrée à claux d'argent, lesquelles choses ilz emportèrent et applicquèrent à leur usage; et pour ce que ces choses vinrent à la cognoissance dudit bailly, il en fist faire informacion par aucuns sergens desdis de chapitre, laquelle ledit bailly monstra à sages hommes et gens de conseil, par lesquelx fu délibéré que ledit bailly avoit bien cause de mettre main audit Danfale, et de le interrogier sur les choses dessusdictes, comme coulpable d'icelles; et pour ce fu tant procédé contre ledit Danfale, lequel estoit subjet desdis de chappitre, demourans en leur haulte, moyenne et basse justice, que par évocation et adjornement, et non mie par main-mise, comme délibéré avoient lesdis conseillers, fu en tout et partout, par ledit bailly et par sondit sergent, plus doulcement procédé contre ledit Danfale que le cas ne le désiroit, ne ne lui firent chose de quoy il eust cause d'appeller; et aussi quelque chose il lui en pleust à dire, il n'appella point, et s'il appella, sy avoit ce esté absent ledit bailly de chappitre, ou tellement distant dudit Danfale qu'il n'auroit pas oy ledit appel; et ledit Danfale estant en procès par-devant ledit bailly de chappitre, il vint à sa cognoissance que ledit Danfale avoit, de nuyt, environ la Magdelaine derrainement passé, bouté hors sa femme de son hostel, et fait tout son effort de violer et cognoistre charnellement par force Eudeline, fille Colin d'Aisy, juesne baisselecte servant ledit Danfale, et pour ce que par informacion faicte, tant par ledit bailly comme par autres à son commandement, fu trouvé que ledit Danfale, quant il ot bouté hors sadicte femme, comme dit est, print ladicte baisselette, la porta sur son lit, la volt de tout son pooir efforcier, la bati et foula, tira sa dague sur ly, disant quel (*sic*) il la tueroit s'elle ne faisoit son plaisir, laquelle crioit à haulte voix, et pour doubte du cry d'icelle, et qu'il estoit heure du point du jour, ledit Danfale la laissa en paix, et elle se parti de son hostel, et en ala faire plainte par-devers son père ou son frère; mais ledit Danfale les ala menassier de les mener ou faire mener piez et mains loyez à Laon, s'ilz ne taisoient du fait dessusdit; et combien que la cognoissance de ce cas fust venue audit bailly, et informacion faicte sur ce depuis ledit adjournement, toutesvois par ledit cas apparoit de la maise vie, estat et volenté dudit Danfale; et posé que ledit Danfale

eust esté mis en prison par ledit bailly et sondit sergent, sy l'avoit-il bien desservy, et avoit ledit bailly bien cause de le tenir prisonnier, veu l'estat, vie et conversation dudit Danfale, et la première informacion devant dicte, qui le chargoit des deux premiers cas et excès dessusdis, avec pluseurs autres fais et raisons, offrans à prover qu'il souffiroit, et requéroit despens contre ledit Danfale.

Et par lesdis demandeurs en réplicquant eust esté maintenu que en la nuyt que on disoit lesdis huis, maisons et fenestres dudit Jehan de Lostel, et dudit Guillemin, et que on y avoit fait, ledit Danfale ne fut point en la compaignie, mais estoit en sa maison, sauf ce que icelle nuyt il n'alast point hors; et aussi se les informacions qui sur ce avoient esté faictes l'en chargoient, sy n'estoient-elles mie vraies, et avoient esté recoulées, tant par monsigneur le bailly de Vermendois et le conseil du roy, comme par sa commission, et avoient esté faulse et faulsement escriptes, et qu'il n'estoit point coulpables dedis cas; et que depuis que ledit Danfale avoit appellé ordinairement, ledit bailli l'avoit commandé à faire mettre en prison par ledit Fréminet, combien qu'ilz sceussent et ne peussent ignorer ledit appel; disoient en oultre que depuis, et ou contempt dudit appel, et par haynne que ledit bailly avoit eu contre ledit Danfale, ledit bailly, de son auctorité, fit informacion de ce qu'il disoit ledit Danfale avoir efforcié ladicte fillecte; laquelle informacion avoit esté recoulée et trouvée faulse, comme dessus est dit, et n'estoit point icellui Danfale coulpable dudit cas; et tant par ce comme par autres raisons, disoient lesdis demandeurs que leursdictes conclusions leur devoient estre faictes;

Lesquelz fais et raisons proposez par chascune desdictes parties, furent enjoins à ycelles de les apporter et bailler par escript, par devers la court, et fu appointié que ledit Danfale seroit receux par procureur, sans grâce, durant le procès; après lesquels apportez et acordez pour ploidiez, leur furent donnez et députez certains commissaires, pardevant lesquelz chascune desdites parties eust trait et produit pluseurs tesmoings; et les enquestes sur ce faictes et parfaictes, et que lesdictes parties orent mis certaines lettres, informacions et recoulemens en fourme de proeuve, eussent lesdictes parties proposé pluseurs reproches

contre tesmoings et lettres, lesquelles, avec pluseurs salvacions, il eussent baillié par escript par-devant la court, et leur furent députez lesdis commissaires pour sur ce enquérir la vérité; et puis eussent lesdictes parties conclud tant sur principal comme sur reproche, sans faire oïr aucuns tesmoings sur icelles reproches, et ce fait eussent prins jour à oïr droit sur tout ledit procès: sachent tuit que, veu par nous à grant et meure délibéracion tous ledit procès, et ce qui faisoit à veir, comparans aujourd'uy par-devant nous en jugement en ladicte court, Oudart Sézille, procureur dudit Jehan Danfale, et le procureur du roy en sa personne d'une part, et Pierre Trousset, procureur desdis deffendeurs d'autre, requérans à oïr droit sur ledit procès, nous disons et prononçons, et par droit, que lesdis deffendeurs ont mieux et plus souffisamment prouvé leurs fais que lesdis demandeurs n'ont les leurs, et que ledit Danfale a mal appellé, et que ce qui a esté commandé, appoincté, ordonné et fait par ledit d'Ambonnay et sergent desdis de chappitre, a esté bien fait, sans aucuns actemptas; et par ce iceulx deffendeurs absolons des demande et conclusions desdis demandeurs, et icelluy Danfale condempnons en l'amende de sondit fol appel [1] et ès

[1] Voici relativement au fol appel une ordonnance en date du 12 avril 1408, qui se trouve également dans les archives du chapitre, lay. 43, liass. 107, n° 2, et dans celles de Saint-Remi, liass. 15, n° 15.

« Charles...., savoir faisons nous avoir receu humble suplication de nos amez les [doyen, ... et chapitre de l'église de Reins, *alias* les] religieux, abbé et couvent de l'église et monastère de Saint-Remi de Reins, contenant que.... ilz aient pluseurs terres, seignouries et justices, ès mettes des bailliages de Vermandois et de Vitry et ailleurs, que ilz tiennent soubz nous et nostre ressort et souveraineté, sans moyen, pour lesquelles justices gouverner et exercer ilz aient baillis, maires, eschevins, gardes de justices et autres officiers, et aussi hommes jugans en leurs cours, sergens et autres officiers, par-devant lesquelz sont traictées pluseurs causes, de eux et de leurs subjès, et introduis pluseurs procès, et aussi de partie contre autre; et il soit ainsi que, quant aucuns appellent desdis baillis, maires..., et renoncent dedans huit jours à leurs appeaulx, il n'y a aucune amende introduicte ès dis lieux et tens, fors seulement amende de vint solz qui est levée pour nous et à nostre prouffit...., combien qu'il y ait amende en tel cas en pluseurs autres pays et lieux, parquoy s'en ensieut pluseurs grans dommages, inconvényens et despens auxdis supplians et à leurs subjès, car souventefoiz aucuns cauteleux qui sentent avoir mauvaises causes, voulant retarder le procès contre eulx commencié, des appointemens fais par lesdis baillis, maires, ... ou avant que aucun appointement soit fait, appellent, et au bout ou dedens le terme de huit jours...., renoncent, par quoy ilz ne payent seulement que vint solz à nous, comme dit est; après laquelle renunciacion, il convient nécessairement que l'autre partie les face adjourner derechief pour les mettre en cause, et advient souvent que telz fraudu-

despens desdis deffendeurs, la tauxacion réservée devers la court; et renvoyons ledit Danfale en la court dudit bailly desdis de chappitre, pour son fol appel amender, et abandonner à justicier comme justicier le pooit avant ladicte informacion; dont ledit Oudart Sezille, procureur dudit Danfale, et ledit procureur du roy appellèrent [1]. En tesmoing de ce, nous avons seellé ces présentes lettres de nostre propre seel. Ce fu fait l'an de grâce mil quatre cens et cincq, vint-deux jours ou mois d'aoust.

VIII.

Arrest en parlement par lequel fut dit que les eschevins averoient la congnoissance et feroient les jugemens et eslargissemens des bourgois et bourgoises de l'eschevinage en leur loge, avecques le bailli ou le prévost de l'arcevesque, en tous cas criminelz et civilz, et aussi que ledit arcevesque, son bailli ou son 27 février 1406.

leux font trois ou quatre appellacions successivement, ausquelles ils renoncent dedens huit jours.... avant ce que on puist procéder en la cause, dont grans despens s'ensieuent aux parties adverses, car les aucuns ne pueent estre paiez de ce que on leur doit, les autres ont leurs drois indenement empeschiez.... et n'en pueent avoir ne droit ne raison; et souventes fois advient que.... ils laissent leurs bons drois à poursuir....; et souventes fois advient que quant lesdis.... officiers des supplians veullent prendre ou arrester en leurs terres aucuns malfaicteurs ou debteurs, pour estre pugnis de leurs délis, ou pour fère paier leurs créanciers, comme il est accoustumé de arrester pour debtes en pluseurs villes de loy, les délinquens ou obligiez, dè ce qu'ils voyent venir les.... dis officiers, appellent d'eulz, pour doubte desquelz appeaulx et de attempter, yceulz officiers ne les oseut prendre...., mais se partent les délinquens.... hors de la juridicion des supplians, et dedens les huit jours renoncent à leur appel, et demeurent impugnis.... en nous payant lesdis vint solz....; et pour ce seroit neccessité de y pourveoir...., et qu'il y eust autre amende ordonnée à paier avec la nostre, par lesdis appelans et renonçans.... Pour quoy nous ... octroyons.... par ces présentes que de cy en avant ils puissent prendre et lever sur chacune personne qui ainsi frivolement appellera de leursdis baillis, maires, eschevins, gardes de justice, hommes jugans, sergens et autres officiers ... vint solz par. d'amende, oultre ladicte amende de vint solz qui deue nous est....; et que à icelle amende paier auxdis supplians, ils puissent faire contraindre par leurs gens et officiers, tous ceulz qui encherront en dictes amendes....; si donnons en mandement.... Donné à Paris, le XIII[e] jour d'avril, l'an.... mil quatre cens et sept avant Pasques, et de nostre règne le XXVII[e].... *Ainsi signé* : Par le roy, à la relacion du grant conseil, auquel vous, le patriarche d'Alexandrie, l'arcevesque de Sens, les évesques de Tournay, de Beauvez et de Limoges, et autres estiez, et rescripte par votre commandement. — R. Camus. »

[1] La même liasse renferme sous le n° 3 un arrêt du parlement de Paris du 13 septembre 1410, qui confirme la sentence du bailli de Vermandois. — Voir plus loin l'arrêt du 29 juillet 1413.

prévost, averoient la congnoissance desdiz bourgois et bourgoises, en cas que de leurs volentez ils se soubzmetteroient au jugement des bailli ou prévost; et furent les despens compensez [1].

Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign. — Liv. Blanc de l'Échev., fol. 150 v°. — Archiv. de l'Archev., lay. 4, liass. 5, n° 7.

Karolus.... notum facimus quod, lite mota in nostra parlamenti curia inter scabinos.... remenses...., actores et conquerentes in casu novitatis; .... et.... archiepiscopum.... suo et baillivi sui nominibus, defensorem et opponentem.... super eo quod.... actores dicebant quod ipsi ab antiquo tempore.... in corpore et communia.... notabiliter fundati extiterant, et ad causam communitatis.... plures prerogativas et jura, potissime omne.... judicium in et super burgenses...., in omnibus casibus criminalibus et civilibus.... habebant, adeo quod sine ipsis aut aliquibus ipsorum, baillivus aut prepositus.... defensoris solus cognoscere, aut aliquod judicium seu elargamentum de ipsis in quocumque casu criminali vel civili, capitali vel non capitali, facere nullatenus poterant; .... quodque ad faciendum eorum judicia et cognoscendum de causis tangentibus burgenses.... propriam logiam in villa in qua sedere cum baillivo seu preposito archiepiscopi et ibidem judicia burgensium.... in omnibus casibus criminalibus et civilibus, capitalibus dumtaxat exceptis, facere consueverant...., absque hoc quod apud castrum Porte Martis.... adire tenerentur; dictique conquerentes, ad causam predictam et aliter, in.... saisina habendi cognicionem et faciendi judicium omnium burgensium de corpore banni in omnibus casibus

[1] Il se trouve dans les archives de l'hôtel de ville, liasse des renseign., un factum daté de mai 1400, et produit en parlement par les échevins, sur ce que deux d'entre eux s'étant rendus à Porte-Mars pour juger avec le bailli un bourgeois prisonnier, et s'étant aperçus aux clauses de son emprisonnement qu'il ne devait pas être jugé à Porte-Mars, mais à la loge d'en haut, l'affaire étant civile, ils avaient refusé de siéger avec le bailli, qui avait ordonné à un sergent de fermer les portes du château, et de les y retenir. — .... Les échevins, porte le factum, sont, de temps immémorial, en possession de juger les affaires civiles qui touchent les bourgeois, soit avec le bailli, soit avec le prévôt, le mercredi en bailliage, le lundi en prévôté, en un lieu appelé la loge d'en haut, au Change, et non ailleurs. Jamais on n'a connu des causes civiles dans la prison. — Quand la matière est criminelle...., les échevins ont coutume de se transporter à Porte-Mars, où les bourgeois accusés sont détenus prisonniers, et là de siéger en jugement avec le bailli, etc., etc.

criminalibus et civilibus, aut saltem presentes existere ad faciendum judicium ipsorum; absque hoc quod dicti officiarii soli judicium, condempnacionem, absolucionem seu elargamentum de.... burgensibus facere possint....; in.... saisina sedendi et faciendi judicia et elargamenta.... burgensium; aut presentes essendi cum baillivo seu preposito in logia sua prope forum.... ville situata; in.... saisina quod pro judiciis seu elargamentis.... faciendis, ad.... castrum Porte Martis aut alibi extra suam logiam, nullatenus ire tenebantur....; dictisque possessionibus.... actores.... a tanto tempore de cujus contrario.... memoria non extabat...., gavisi fuerant; quibus non obstantibus, baillivus...., scabinos ad dictum castrum pro judicio cujusdam.... Stephani Bourgois.... in carceribus dicti castri.... detenti, vocari fecerat; ipsisque scabinis una cum baillivo in dicto castro existentibus, procurator archiepiscopi conclusionem contra [Stephanum].... quod per.... scabinos in emenda sexaginta solidorum racione verberacionis et vulneracionis in personam Johannis Rubei facte condempnaretur, fecerat; qui scabini [Stephanum].... ad logiam suam per.... baillivum remitti requisierant, et, ob hoc quod crimen capitale non fuerat, recesserant; post quorum recessum.... baillivus [Stephanum].... absque.... scabinis a carceribus elargaverat, et postmodum ad plenum deliberaverat...., [actores] in suis.... saisinis.... de novo perturbando; et ob hoc certas querimonie litteras a nobis impetraverant, execucioni quarum archiepiscopus se opposuerat.... Quare petebant.... actores in suis saisinis.... manuteneri....; impedimentum.... amoveri, et manum nostram.... ad.... [eorum] utilitatem levari...., et.... opponentem in.... expensis [actorum] condempnari....

[Archiepiscopo] in contrarium proponente.... quod ipse ad causam sue dignitatis.... multa jura.... habebat...., videlicet.... justiciam omnimodam.... sub ressorto nostro...., baillivum, prepositum, vicecomitem, servientes et alios officiarios, carceres in dicto castro.... existentes, et sedes ordinatas ad dictam justiciam exercendam...., [etc., etc., etc.,] quodque burgenses.... justiciabiles archiepiscopi.... in omnibus casibus erant....; quodque.... archiepiscopus.... in saisina erat quod, quotienscumque aliquis pro aliquo crimine.... in carceribus predictis detinebatur...., scabini ad dictum castrum.... ad requestam.... baillivi seu

prepositi pro expedicione.... prisionarii, si requirebat, venire tenebantur, nec reffutare.... poterant....; in.... saisina quod, si ipsi sic vocati.... venire.... recusabant, seu ad horam debitam.... non veniebant, aut a sede ultra defensionem.... baillivi aut prepositi recedebant, quod.... baillivus aut prepositus ad expedicionem et liberationem prisionarii procedere poterat....; in.... saisina quod, si prisionarius volebat se submittere judicio et determinacioni.... baillivi seu prepositi, ipse baillivus solus, absque scabinis...., aut prepositus procedere poterat...., et ipsum absolvere, condempnare seu elargare....; in.... saisina quod.... baillivus et prepositus, nisi de eorum voluntate, tenere eorum placita.... in logia scabinorum pro quocumque casu, non tenebantur, nec.... scabini quodcumque explectum absolvendi, condempnandi, seu elargandi, sine presencia baillivi aut prepositi.... facere poterant; dictis possessionibus.... a tanto tempore, [etc., etc....] gavisus fuerat [archiepiscopus]; utendoque dictis.... saisinis...., Stephanus Bourgois pro.... enormi verberacione adeo quod de morte sperabatur...., nocte perpetrata, in recenti facto captus.... incarceratus fuerat, [etc., etc., etc.;] dictusque prisionarius ad sui requestam per baillivum bis vel ter elargatus, et tandem a carceribus deliberatus fuerat, [etc., etc....]

Super quibus et pluribus aliis hinc inde propositis inquesta facta, et ad judicandum, salvis reprobacionibus testium...., recepta...; repertoque quod sine reprobacionibus judicari poterat....; curia nostra per.... judicium.... scabinos in.... saisina habendi cognicionem et faciendi judicia et elargamenta.... masculorum et feminarum burgensium in logia sua...., una cum baillivo seu preposito...., et ad eorum conjuramentum in omnibus casibus civilibus et criminalibus, capitalibus dumtaxat exceptis, ac eciam.... archiepiscopum in.... saisina habendi per suos baillivum seu prepositum cognicionem.... burgensium se sponte jurisdicioni.... baillivi et prepositi submittencium, absque dictis scabinis, manutenuit et conservavit, manum nostram.... ad conquerencium utilitatem levando, et expensas hinc inde compensando. In cujus rei.... Datum Parisius in parlamento, penultima die februarii, anno.... m° cccc° v°, et regni nostri xx° vi°.

IX.

Arrest par lequel est dict que l'archevesque assistera, ou ses officiers, aux comptes des subsides et aydes quy se lèveront à Reims. 17 juillet 1400.

Cart. A de l'Archev., fol. 164 v°. — Cart. B de l'Archev., fol. 142. — Archiv. de l'Archev., lay. 4, liass. 5, n° 4.

Karolus Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod constitutis et litigantibus in nostra parlamenti curia dilecto et fideli consiliario nostro archiepiscopo remensi ex una parte, et dilectis nostris scabinis Theobaldo de Chalon, Jacobo Cauchon ac Johanne Clerici dicto Moet, Roberto la Nage, Petro de Thuisy, Mileto Cocquelet, Pierardo de Besannes, Johanne Cauchon, Alberico de Menre, Johanne Scoti, Oudardo Militis, Thoma Buiron, Johanne de Chalon, et Baudardo l'Escot, dicto Frouart, Thoma à la Tache, et magistro Egidio Melmon, ac ceteris habitantibus ville remensis, necnon capitaneo dicte ville, Pauleto de Coudé et Petro Favignon, electis super facto juvaminum dicte ville et diocesis remensis, ac Remigio de Chalon, receptore juvaminis pro reparatione dicte ville impositi seu indicti ex altera; pro parte dicti archiepiscopi hujusmodi [*sic*, dictum fuit?] tam pro se quam pro suis subditis [se habere?] statum et regimen predicte ville, maxime in subsidiis et juvaminibus pro reparacione et fortifficatione, ac aliis necessitatibus ejusdem ville indictis, et levendis, sicut sibi licebat et pertinebat, taliaque subsidia seu juvamina eo inscio aut non vocato indici aut imponi non poterant vel debebant; quodque in reditione compotorum dictorum subsidiorum seu juvaminum dictus archiepiscopus, vel aliqui ex parte ipsius deputati, interesse poterant et audiri debebant; et de hiis idem archiepiscopus, ac alie gentes ecclesiastice ville predicte, alias arrestum ad ipsorum utilitatem contra scabinos, capitaneum, et habitantes ville predicte a dicta curia obtinuerant [1]. Dicebat ulterius quod a duodecim annis citra, quamplura subsidia et juvamina in predicta villa, tam super [habitantes scabinatus, quam super alios] habitantes ejusdem ville predicte, ad sommam tre-

[1] Voir l'arrêt du 13 mars 1396, dans le vol. III des Archiv. admin. — Voici deux pièces relatives à la reddition des comptes depuis cette époque et antérieurement à l'arrêt

decim millium francorum vel circa, ascendencia, indicta, seu imposita et levata extiterant, que somma pro majori [parte?] in legationi-

de 1406. Elles sont extraites toutes deux des archiv. de l'hôtel de ville, liasse des renseign.

Lettres patentes, mandemens et commissions, donnes par le roy Charles sixiesme, touchant les levées de denyers pour les fortifications de la ville de Reims, et aultres affaires.

« [19 *février* 1400.] Charles, par la grâce de Dieu, roy de France, au capitain de par nous ordonné en la ville et cité de Rains, ou à son lieutenant, salut. Le procureur des eschevins, bourgois, manans et habitans d'icelle ville nous a fait exposer que, jà soit ce que de long temps et ancien, aux capitains d'icelle ville, appellez avec eulx des gens du clergié, eschevins, bourgois et habitans, jusques à certain nombre à ce ordonné, appartiengne la congnoissance de oïr, veoir et visiter, récoler, et corrigier, se mestier est, les comptes des receveurs ordonnez à recevoir les deniers touchant le fait et gouvernement de la forteresse d'icelle ville et de noz guerres, et ainsy en ayent joy et usé lesdis capitains par le temps dessusdit; et pour ce que en certains comptes qui piéçà avoient esté rendu par-devant le capitain lors d'icelle ville, et ceulz qui pour ce faisoient à appeller, par Jehan Caillart, bourgois d'icelle ville, qui avoit esté receveur de la taille des arbalestriers de par nous ordonnée audit lieu de Reins, au temps de nostre premier voyage de Flandres, montant à la somme de quatre cens francs ou environ, fut trouvé vice ou erreur, en tant que la somme de cent frans avoit esté deux fois comptée par ledit receveur et rabatue en ses mises, et par ce tenus de rendre et restituer ycelle somme, il eust esté piéçà appellez par-devant le capitain lors d'ycelle ville, et ceulz qui faisoient à appeller avec lui, pour veoir corriger ledit vice ou erreur en la manière en tel cas acoustumée; lequel Caillart, pour fouir et délayer ladicte correccion, eust proposé certain choses qu'il bailla en escript, sur quoy n'ait depuis esté aucunnement ou bien pou procédé, tant pour ce que ledit capitain lors ala assez tost après de vie à trespassement, comme pour autres empeschemens depuis survenus en ladicte ville et ausdis eschevins, bourgois et habitans, en pluseurs manières, et ainsi porroit la besongne longuement demourer en cest estat contre le bien de justice et ou préjudice desdis eschevins, bourgois et habitans, se par nous n'y estoit pourveu de gracieux remède, convenable et gracieux, si comme ledit exposant dit, suppliant humblement, comme en tel cas l'en doye procéder sommièrement et de plain sans long procès, mesmement que la chose dont il est question gist en briefz termes et si touche le fait de ladicte forteresse, et, afin que de ce la vérité puist estre sceue, nous lui veuillons sur ce pourveoir dudit remède; pour ce est-il que nous, ces choses considérées, et qui volons de telles fraudes la vérité estre sceue et actainte, vous mandons et commectons que, se, appellez ledit Caillart et ceulz qui pour ce seront à appeller, et veuz lesdiz comptes par vous ou vostre lieutenant et ceulz à qui il appartiendra, il vous appert dudit vice ou erreur, tous accessoires rejectez, corrigiez ou faictes corrigier yceulx comptes, selon qu'il appartendra par raison, en contraignant ou faisant contraindre à ce ledit Caillart et autres, se mestier est, qui pour ce feront à contraindre, et à rendre, bailler et délivrer, sans délay ou contredit, ausdis eschevins, bourgois et habitans, ladicte somme de cent francs ou telle autre, comme il sera trouvez estre tenus par la fin d'iceulx comptes; et, en cas d'opposicion ou reffus, faictes entre les parties, ycelles oyes sommièrement et de plain sur ce, et sur ledit procès autreffois commencé pour ceste cause, se mestier est, bon et brief acomplissement de justice, sy et par telle manière qu'il n'en conviengne retourner pardevers nous : car ainsi nous plaist-il estre fait, nonobstant la discontinuacion ou interrupcion dudit procès, se partie s'en voloit aidier, dont nous avons relevé et relevons lesdis eschevins, bourgois et procureur de grâce espécial par

bus et aliis expensis voluntariis conversa fuerat, de qua nichil aut saltem modicum in reparacione seu fortifficatione ville predicte convertendo; et residuum receptores subsidiorum predictorum penes se habere debebant, quod pro reparationibus ipsius ville sine novo imponendo subsidio aut juvamine sufficere poterat et debebat; et licet dictus archiepiscopus in auditione seu redditione compotorum dictorum receptorum admitti et audiri per se aut suas gentes, et potissime compoti

ces présentes, pour considéracion de ce que dit est, us, stile et lectres subreptices à ce contraires. Donné à Paris, le XIXe jour de février, l'an de grâce mil CCC IIII^xx et dix-neuf, et de nostre règne le vintiesme.

« Par le roy, à la relacion du conseil.

« *Signé:* Ferron (*sic*). »

« [9 mars 1400.] Charles, par la grâce de Dieu, roy de France, au bailli de Vermandois ou à son lieutenant, salut. Nostre amé escuier et premier varlet trenchant, Robinet le Tirant, nous a exposé en complaignant, comme il soit capitaine ordonné de par nous de nostre ville de Rains, lequel office ait tenu et excercé par l'espace de dix ans et plus, pendant lequel temps il ait fait faire pluseurs et grans réparacions neccessaires pour la fortifficacion de ladicte ville; ait aussi chacun an, toutes foiz qu'il a esté besoing, tant à cause de sondit office comme par vertu de certain povoir de nous à lui octroyé, oy chacun audit temps pendant, les comptes des receveurs ou commis à recevoir les aides par nous ottroyez aux habitans de ladicte ville, pour estre convertiz en la fortification d'icelle, à ce présens ou appellez pluseurs notables bourgois de ladicte ville, et tout par la meilleure forme qu'il a peu et deu faire, et en telle manière que ladicte ville est de présent bien et notablement fortifiée; néantmoins, vous, soubz umbre de certaines noz lettres données à Rouen le vingt-sixiesme jour de novembre derrenier passé, adréçans à tous noz séneschaulx et baillifs de nostre royaume, ou à leurs lieuxtenans, par lesquelles nous avons volu et ordonné que les clôtures et emparemens de toutes les citez, villes fermées, chasteaux et autres forteresses de nostre royaume, soient réparez et mis en estat de deffence, et aussi la vérité estre sceue comment les prouffiz des aides et subsides qui en temps passé ont esté mis suz par nous, pour estre convertis en fortifications et clôtures de noz villes et citez, ont esté emploiez, comme ces choses et autres l'en dit nosdictes lettres contenir plus à plain, vous, ou vos commis de par vous, vous estes transportez en nostredicte ville de Rains, et en icelle, après ce que nosdictes lettres vous avez fait publier, vous estes efforciez de contraindre à faire venir par-devant vous les commis à recevoir lesdiz aides pour la fortificacion de ladicte ville, de rapporter leurs papiers, et de rendre compte de leurdicte recepte, et aussi volu visiter la forteresse de ladicte ville, combien que audit complaignant seul et pour le tout, appartiengne la congnoissance de cette besongne de nostredicte ville de Rains, et non à autre, lesquelles choses sont faites ou très-grant grief, préjudice et dommage dudit complaignant, si comme il dit, requérans humblement sur ce nostre gracieuse provision; pourquoy nous, ces choses considérées, et pour certaines causes à ce nous mouvans, vous mandons et commectons que plus avant vous ne procédés, ne faictes procéder, à l'exécucion de nos dessusdictes lettres en ladicte ville de Rains, en quelque manière que ce soit; ainsois d'icelle vous en interdissons la congnoissance et exécucion par ces présentes, jusques à ce que par nous en sera autrement ordonné, car ainsi nous plaist-il estre fait, de grâce espécial, par ces présentes, nonobstans quelzconques lettres subreptices à ce contraires. Donné à Paris, le neufiesme jour de mars, l'an de grâce mil CCC IIII^xx et XIX et le XXe de nostre règne. — Par le roy, à la relacion du conseil:

« Ferron (*sic*). »

dicti Remigii de Chalon, qui summam mille trigentarum librarum, vel circa, debebat, petiisset et requ[isiv]isset, nichilominus predictus Paulus de Condé [magister Johannes Cauchon?] et magister Johannes [de Chalon, magistrum Johannem?] de Robertichampo, [baillivum archiepiscopi, et alias?] gentes dicti archiepiscopi [negli]gentes, [eos non vocaverant, sed?] clauso [*sic*, clausi?] in quadam camera, compotum, dicti Paulus, magister Johannes, et magister Johannes [sine Johanne?] de Robertichampo audierant, contra arrestum de quo superfit mentio, temere veniendo. Ulterius proponebat dictus archiepiscopus quod premissis non obstantibus, predicti scabini, capitaneus et alteri superius nominati, certum subsidium seu juvamen, videlicet super quolibet mineto salis duos solidos parisienses, super cauda vini minutatim vel ad detellum sub pretio duorum denariorum par. pro poto vendita, duodecim denarios parisienses, super quauda vini modo predicto sub precio quatuor denariorum paris. pro poto vendita, duos solidos, et pro vendita eo modo sub pretio sex denariorum par. pro poto, tres solidos par. et sic de pluribus [plus?], et de minori minus, virtute certarum literarum per ipsos a nobis obtentarum [imposuerant; quibus se opposuerat archiepiscopus, et fuerat?] ad oppositionem admissus, et in eadem nostra parlamenti curia partes predicte fuerant adjornate; quare concludebat dictus archiepiscopus ad finem quod ipsum ad bonam causam se opposuisse, ac in auditione dictorum compotorum admitti, [et?] predictum subsidium seu juvamen noviter impositum seu indictum cessare debere [1], diceretur....

[1] Pendant que l'archevêque voulait ainsi enlever aux échevins les ressources qu'ils puisaient dans l'impôt indirect, il s'efforçait de leur interdire l'ancien droit dont ils jouissaient de recourir a l'impôt direct, comme le prouvent les pièces suivantes, extraites, les deux premières des archives de l'hôtel de ville, renseign.; la dernière du cart. A de l'archev., f° 114, et du cart. B. de l'archev., f° 158, v°.

« [25 *mai* 1405.] Charles.... au B. de Verm. Nous avons reçu supplique des eschevins, bourgeois et manans, contenant que pour les réparations de la ville ils ont été condamnés naguères par arrêt de parlement a faire certains grands ouvrages [*], ... ce qu'ils ne pourront faire sans aide; de sorte qu'en imposant les tailles levées l'année dernière et cette année dans notre royaume, pour résister à Henri de Lancastre, il a fallu asseoir en outre de grandes sommes sur les habitans de la ville; plusieurs ont refusé de payer ce à quoi ils ont été ainsi imposés, sous prétexte qu'aucuns sont nos officiers, dont quelques uns sur le fait des aides, et sous prétexte aussi que les sommes exigées pour nos tailles avoient été

[*] Un arrêt de parlement du 19 décembre 1404 avait ordonné l'exécution de l'arrêt du 8 avril 1363. — Voir a cette date, tome III des Arch. admin.

Predictis capitaneis, scabinis et aliis superius nominatis ex adverso proponentibus et dicentibus, quod dictus archiepiscopus homo erat

versées. Mais comme de ce qui reste dû par les opposants on pourroit faire une partie desdites réparations, les susdits nous supplient d'y pourveoir de notre grâce, attendu que par nos ordonnances sur les tailles, les officiers ne doivent pas en être exempts.—En conséquence, ordre au B. de Verm., comme plus prochain juge ordinaire, d'appeler les collecteurs et ceux qui seront à appeler, et de forcer les collecteurs à rendre compte; et si par fin de compte, il est prouvé qu'il leur est dû, les obliger à contraindre les débiteurs, etc., etc., etc. »

« [*Novembre* 1406 *et février* 1407.] Commission pour faire payer une taille levée par le roi, à laquelle les habitans en ont ajouté une pour la fortification.. ., et pour faire rendre compte aux receveurs depuis 1403, en appelant devant le bailli de Verm. deux échevins et deux bourgeois. »

Arrestum super petenda licencia per scabinos ab archiepiscopo remensi, de levando tailliam super burgenses remenses pro sustinendis neccessitatibus dictorum scabinorum et burgensium, juramento per eosdem scabinos prestito super neccessitate tailliam predicta[m] levandi.

« [25 *août* 1408.] Karolus, Dei gratia Francorum rex, universis presentes licteras inspecturis notum facimus, quod, cum, nuper comparentibus in nostra parlamenti curia dilectis nostris scabinis remensibus, ex una parte, et dilecto et fideli consiliario nostro archiepiscopo remensi, ex altera parte; pro parte dictorum scabinorum propositum extitisset quod, pro oneribus ville et scabinatus predicti supportandis, earumque litium et processuum contra plures dictorum scabinorum adversarios motorum deductione, ac jurium franchisarumque et libertatum ejusdem ville et scabinatus sustentatione et defencione, necnon pensionum consiliariorum, et advocatorum, et procuratorum ipsius ville, tam in dicta nostra parlamenti curia [quam in curia?] laudunensi, et alibi, solutione, et ad quod [*sic*, quam?] plura alia facta et negocia ville predicte deducenda, oportebat predictos scabinos ac villam predictam quod [*sic*, quam?] plures et varios sumptus, misias et expensas sustinere, ac nonnullas magnarum pecuniarum summas jam debitas persolvere, que non possent sustinere (?) dicti scabini, nisi super burgenses et subditos dicti scabinatus taillia mille librarum parisiensium imponeretur ac assignaretur, ac eisdem licencia et congedium eamdem tailliam imponendi, levandique et colligendi prebeantur, et quam quidem licentiam scabini plur[i]es a dicto archiepiscopo non potuerant obtinere; quare concludebant dicti scabini quod, cum ipsi jamdudum certum obtinuissent arrestum, de quo fidem faciebant, per quod in negligentia dicti archiepiscopi dicta nostra curia dictum facere (?) et eisdem concedere congedium debebat, eadem nostra curia super hiis sibi vellet providere, et eisdem licentiam sive congedium concedere dictam tailliam mille librarum super ipsis et aliis ad eam contribuabilibus imponendi: — dicto archiepiscopo ex adverso proponente quod, a quinque annis citra, ipsi scabini summam duorum millium et octuagenta francorum levaverant, de quibus nullum reddiderant compotum, prout tenebantur, ad quod debebat idem archiepiscopus interesse, nullaque de presenti erat necessitas eamdem tailliam imponendi, saltem de tanta summa, sed sufficiebat summam quadringentorum francorum de presenti colligere et levare: nam, propter consimiles exactiones, quamplures burgenses sui banni recesserunt, in banno Sancti Remigii, et in terra capituli remensis, suam moram facientes, in sui maximum prejudicium; et si sibi assumerant [*sic*, asseverant?] dicti scabini quod dicta summa mille librarum parisiensium erat eis necessaria pro suis oneribus de presenti suportandis, non super hiis sibi juramentum prestiterent [*sic*, prestiterant] debitum et consuetum; ex quibus concludebant [*sic*] dictus archiepiscopus, dictos scabinos sine causa suam fecisse requestam et nul-

litigiosus et rixosus, et ubicumque ipse intererat pax haberi non poterat...., quod plures [civitati?] dederat et intulerat vexationes, quodque idem archiepiscopus dictus [*sic*, dominus?] non erat remensis, saltem solus, sed in eadem quod plures videlicet capitulum ecclesie remensis, religiosi monasteriorum Sanctorum Remigii et Nicasii, et alii, dominium et juridicionem pro medietate dicte ville habebant; dicta insuper villa erat magne circuitatis et ambitus, ac in loco plano.... erat situata, propter quod reparationes.... quam plurimum erant sumptuose; proponentibus insuper quod ab octodecim annis vel circa certum in dicta villa pro dictis reparationibus et sustantationibus ac aliis dicte ville necessitatibus subsidium seu juvamen, videlicet duodecim denarios pro cauda vini minutatim, et sub precio duorum denariorum pro pinta, seu poto, vendita, et duorum solidorum pro cauda vendita sub precio quatuor denariorum pro pinta, ac sic deinceps, prout in aliis hujus regni civitatibus, levare consueverant; quod subsidium sive juvamen ad sommam mille trigentarum librarum anno quolibet, et non amplius, ascendere potuerat et poterat; predictumque subsidium seu juvamen quod eisdem ultimate concesseramus, per tres annos duntaxat duraverat, et in mense septembri ultimo preterito [cessaverat?], et ob hoc certas licteras nostras de consimili subsidio seu juvamine imponendo et levando per generales consiliarios nostros super facto subsidiorum pro guerra ordinatorum

lam licentiam eisdem de summa predicta mille librarum concedi debere, sed in expensis eisdem [*sic*, ejusdem] scabini condempnarentur; tandem pluribus rationibus hinc inde propositis et allegatis, prefata vero curia, auditis partibus antedictis in hiis que dicere et [pro]ponere voluerunt, eas ad tradendum penes dictam curiam, licteras, instrumenta, arrestum, certa [*sic*, et cetera?] munimenta quibus se juvare intendebant, ac in arresto, appunctuasset; visis igitur predictis licteris et instrumentis, arresto et ceteris munimentis, consideratis insuper, [et?] attentis diligenter, omnibus certa [*sic*, circa] premissa considerandis et attendendis, et que dictam nostram curiam in hac parte movere poterant et debebant; per arrestum ejusdem curie nostre dictum fuit, quod dicti scabini super hiis adibunt et requirent iterato dictum archiepiscopum, ut ipse eis concedat licenciam taillandi pro premissis usque ad summam predictam mille librorum [*sic*, librarum?] parisiensium, quam esse propter hoc sibi necessariam jurabunt; et, casu quo dictus archiepiscopus id facere recusaverit aut distuluerit (*sic*), facto dicto juramento, predicta curia eisdem scabinis licentiam hujusmodi, ex nunc prout ex tunc, concessit et concedit. In cujus rei testimonium presentibus licteris nostrum jussimus apponi sigillum. Datum Parisius, in parlamento nostro, XXIII° die mensis augusti, anno Domini millesimo CCCC° octavo, et regni nostri XXVIII°.

deputatos, verificatas, a nobis obtinuerant; pro quo impediendo dictus archiepiscopus nonnullos pauperes cambuarios [*sic*, tavernarios?] dicte ville, quosdam milites, et etiam quasdam.... pauperes gentes congregari fecerant, et nichilominus certas a nobis litteras idem archiepiscopus ut contra hoc opponens admitte[re]tur impetraverat [1]. Dicentibus u[l]terius quod ad nos, officiarios nostros, dictosque capitaneum et scabinos, custodia seu gardia dicte ville, et non ad dictum archiepiscopum spectare debebat, reparationesque facere, taillias et subsidia imponere ac levare pro dictis reparationibus et aliis necessitatibus dicte ville...., nostra auctoritate; et de iisdem tailliis seu subsidiis compotum reddere et audire, dicto archiepiscopo minime vocato nec presente, predicti capitaneus et scabini poterant, et sic facere consueverant et maxime in hiis que fortificationem ejusdem ville concernebant; dictum etiam subsidium seu juvamen noviter impositum erat valde necessarium, cum in dicta villa nullum esset aliud subsidium vel domanium pro reparationibus et necessitatibus dicte ville sustinendem [*sic*, sustinendis?]; nec erat reipublice gravabile (?), nec [*sic*, sed?] exactiones curie dicti archiepiscopi magis quod dictum subsidium seu impositum, et alia quecumque imposita seu subsidia dicte patrie, populum ejusdem ville et patrie gravaverant et gravabant; preterea dicentibus que [*sic*, quod?] dicta subsidia seu juvamina per eos imposita et levata per bonos et probos viros in reparationibus

[1] Il reste encore aux archives, renseign., en date du 19 décembre 1405, un ajournement donné durant ce procès aux échevins, capitaine et habitants de Reims, sur l'opposition faite par l'archevêque et les fermiers du quatrième denier des vins en détail levé pour le roi, au nouvel aide mis sus pour les fortifications.

« L'archev., comme seigneur de la ville, a droit de savoir l'état et gouvernement de la ville, tant pour lui que pour ses sujets, de sorte qu'aucun impôt ne doit être mis sans son consentement, ou du moins sans l'appeler et l'entendre. Depuis douze ans on lève de grandes sommes, tant sur les habitans que sur les forains des environs, montant environ à 1500 liv. t. par an. Ces sommes ont dû suffire aux réparations; il en reste encore plusieurs deniers, et cependant aucuns de la ville ont obtenu les lettres du roi pour lever nouvel aide sur le vin en détail et en gros, et sur le sel.—Ces impôts inutiles ne grèvent d'ailleurs en rien les grands riches hommes marchands de la ville. Ils grèvent l'archev., qui pour sa vicomté ayant des droits de tonnieu et rouage, les voit diminuer depuis tous ces aides, attendu que les villages voisins ne viennent plus vendre leurs denrées à Reims pour éviter l'impôt.—Ils grèvent les fermiers du quatrième par la même raison. — Comme l'archev., en qualité de pair, ne plaide s'il veut qu'au parlement, on y assignera les élus sur les aides à qui ont été adressées les lettres de l'aide, et les capitaine et échevins.... »

ac aliis necessitatibus dicte ville conversa fuerant et applicata, nec de eisdem aliquid sibi applicaverant aut applicare voluerant; dictus etiam archiepiscopus dictus [*sic*, dictis?] subsidiis seu juvaminibus minime contribuerat vel contribuebat; ex quibus et pluralibus aliis rationibus super hoc allegatis predicti scabini, et eciam singuli habitantes dicte ville, necnon predictus receptor temere adjornati, congedium contra dictum archiepiscopum habere requirebant; et si congedium non habuerant, archiepiscopum ad sua proposita non esse admittendum, et casu quo admitteretur, ipsum ad malam finem se opposuisse diceretur, et in eorum expensis dictus archiepiscopus condemnaretur.

Prefato archiepiscopo replicando dicen[te] quod ipse ex nobili genere procreatus, vite laudabilis et honorabilis.... non litigiosus aut rixosus erat et fuerat, et quod verba injuriosa superius contra ipsum proposita et allegata erant emendabilia, cum in presenti causa de injuriis non tractarent, ne[c] ipsa verba ad eorum causam commodo poterant deservire; quodque ipse archiepiscopus caput et dominus pro duabus partibus aut amplius ville predicte ac habitantium in eadem erat et fuerat, et plures subditos habebat in eadem quos a gravaminibus, molestationibus et processuris videbitis [*sic*, indebitis], posse tenus, servare et custodire tenebatur et tenebat [*sic*, debebat?], predictumque subsidium seu juvamen de novo impositum absque causa et forma debita extiterat; nam ad ipsum major et sanior pars dicte ville habitantium fortifficationes in bono et decenti statu [esse retulerant?], et si fortè erant quod [*sic*, quedam?] reparationes necessario facien[de], de pecuniis et receptores [*sic*, receptione?] dictorum subditorum [*sic*, subsidiorum?] debitis et restantibus, absque novi subsidii impositione, fieri poterant et debebant; quibus actentis, et intererat dicti archiepiscopi, et suorum subditorum, subsidium hujusmodi non imponi vel levari, presertim cum illud magis [subditis?] dicti archiepiscopi esset damnosum; dictusque archiepiscopus adjornari fecerat dictum receptorem, et alios superius nominatos contra quos se partem facere poterat; ex hiis, aliis[que], quod ipsi habitantes, scabini, et receptor, congedium per eos requisitum et petitum non haberant [*sic*, haberent?], sed [et?] pro dictis verbis injuriosis contra ipsum prolatis in ipsum condemnarentur, ad hoc et aliter prout superius concludebat.

Replicantibus dictis capitaneo, scabinis, [et] aliis superius nominatis, ac dicentibus quod contra dictum archiepiscopum ipsi nulla verba injuriosa protulerant, vel voluerant proferre, quodque dictus archiepiscopus in auditione dictorum compotorum presens esse non debebat, nec ad ipsum spectabat, et esto quod [in] ipsorum subsidiorum contributione ipsius archiepiscopi subdicti comprehenderentur, ad nos tamen spectabat taillium (*sic*) subsidiorum impositio et indictio, que etiam nostra auctoritate imponebantur, propter quod ad nos, seu officiarios nostros, et ad dictos scabinos et alios superius nominatos spectabat distributio, compoti reddicio et audicio, de quibus dictus archiepiscopus se intromictere non poterat aut debebat; in auditione etiam compotorum dictorum subsidiorum scabini in bannis dicti archiepiscopi existentes, interesse et presentes esse consueverant, quod ipsi archiepiscopo sufficere debebat; nec arrestum allegatum et propositum, viso ejus tenore, eidem prodesse in casu presenti poterat aut debebat; prefati quoque scabini, singulares, et receptor male et indebite, ut dictum est, fuerant adjornati, propter quod congedium per tres [*sic*, eos?] requisitum habere debebant; ad hoc, ut supra, necnon quod in casu dilationis provisio fieret eisdem pro reparationibus necessariis de presenti faciendis, concludendo.

Tandem partibus antedictis in omnibus que circa premissa, tam replicando quam dupplicando, dicere et proponere voluerint, ad plenum auditis, et ad tradendum penes dictam nostram curiam impetrationes, arresta, licteras et cetera munimenta parcium earumdem, ac in arresto appunctatis; visis...., predictis impetrationibus, arrestis, licteris et munimentis, consideratis insuper et attentis diligenter omnibus circa premissa considerandis et attendendis, et que dictam curiam nostram in hac parte movere poterant et debebant, per arrestum ejusdem curie nostre dictum fuit quod dicti scabini, habitantes singulares, et receptor, congedium et expensas per ipsos contra dictum archiepiscopum superius requisitas et petitas non habebunt; et per eu[m]dem (*sic*) arrestum dictum fuit, prefatum archiepiscopum ad bonam et justam causam se opposuisse, ac erunt idem archiepiscopus, si voluerit, aut alii in hac parte per eum deputati, presentes in auditione compotorum predictorum, quodque duo ex consiliariis nostris in dicta

nostra curia per eamdem dabuntur et deputabuntur, qui sumptibus communibus dictarum parcium super locum se transferent et auditioni dictorum compotorum intererunt, ac de commodo dicti impositi, et de necessitatibus reparationum in dicta villa remensi faciendarum, vocatis evocandis, se informabunt; quo facto, super dicto imposito seu subsidio prout fuerit rationis ordinabunt, aut in casu dubii eidem curie nostre refferent seu reportabunt, que postmodum ordinabit ut jus erit; et insuper prefata curia nostra per idem arrestum dictos scabinos, et alios superius nominatos, pro injuriis contra dictum archiepiscopum dictis et prolatis, in amendis, videlicet contra nos centum, et erga dictum archiepiscopum, centum librarum par., dicto archiepiscopo priusquam nobis de emenda sibi adjudicata satisfacto, ipsosque in expensis dicti archiepiscopi condempnavit et condempnat, predictarum expensarum taxacione curie nostre memorate reservata [1]. In cujus.... Datum

[1] Nous joignons à cet arrêt l'analyse d'une commission délivrée au bailli de Vermandois, le 22 décembre 1411, et dont le contenu se rapporte à l'histoire des aides ou octrois dans la cité; nous n'avons d'ailleurs pas trouvé la suite de l'affaire dont il est question dans cette pièce, extraite des liasses de renseign.

« Un aide avoit été mis du consentement des habitans et du clergé, de 6 s. p. sur chaque queue vendue en détail à 8 d. le pot, etc., de 12 d. par queue en gros à lever sur les clercs et les laïcs indifféremment, et de 2 s. sur chaque minot de sel. — Cet aide doit faillir au 1er janvier. — A l'occasion des comptes à rendre de cet aide, les gens d'église qui avoient droit d'y prendre part, puisqu'ils contribuoient, ont élevé des difficultés; afin de les éviter désormais, et pour décharger les taverniers sur qui pèse cet aide, et les forains qui y contribuent à tort, les habitans sont convenus de lever sur eux seuls et non sur le clergé, un aide de 2 s. p. sur chaque queue bue chez tout tavernier ou particulier, indifféremment, 12 d. sur queue vendue en gros, et 2 s. sur chaque minot que les bourgeois prendront au grenier. Ils ont obtenu en conséquence des lettres entérinées par-devant les élus, qui ont fait assembler les habitans de porte en porte pour avoir le consentement de tous. — Ceci fait, les gens d'église ont obtenu une commission au bailli de Vermandois, portant que les habitans laïcs n'ont voulu leur montrer les nouvelles lettres d'octroi, afin d'imposer l'aide soudainement, et sans qu'on ait le temps de débattre s'il est profitable à la ville; que cet aide étant imposé sur les sujets de l'archevêque, des abbés, etc., ceux-ci ont droit d'en connoître dans l'intérêt de leurs bans; — et qu'en conséquence le bailli contraindra les laïcs à exhiber leurs lettres. — Mais les gens d'église n'y étant pas compris, et leurs sujets ayant été appelés et ayant consenti; les laïcs se doutant d'ailleurs que les clercs veulent traîner les choses en longueur et faire tomber l'aide, de sorte qu'il n'y aura plus d'autre moyen que de recourir aux tailles, qui sont choses haineuses, de grande esclandre et à laquelle contribueroient les pauvres gens qui ne donneront rien de l'aide, ils implorent le roi, qui leur accorde révocation des lettres données au clergé, ordonne au bailli de Vermandois de les faire jouir des nouvelles lettres d'octroi, et d'ajourner au parlement tous ceux qui s'y opposeroient, etc. »

Parisius, in parlamento nostro, die XVII julii, anno Domini millesimo quadragentesimo sexto, et regni nostri XXVI°. Per arrestum curie, Baye.

X.

CHARTRE du roy Charles...., par laquelle ledit seigneur a octroyé que les gens d'église, bourgois et habitans de Reins, soient exemps et francs de toutes prinses de vins, blefs, et autres grains, folrages, lars, buefs, bestail, poulaille, chars, couttes, draps de lit...., pour les garnisons dudit seigneur et autres de son sang...., en cas que.... ilz ne seroient en ladicte ville et pour le temps seulement. 13 décembre 1406.

Livre Blanc de l'Échev., fol. 157 v°.

Charles.... Savoir faisons que pour la grant et singulière affection que nous avons à nostre bonne ville de Reims, et aux gens d'église, bourgois et habitans d'icelle, tant pour considéracion de ce que nous avons pris.... le saint sacre, unction, couronne et autres enseignes de nostre règne, en ladicte ville, par quoy lesdiz ont soustenu pluseurs grans charges...., à yceulz octroyons de grâce espécial, plaine puissance...., à tousjours perpétuelement, que en ladicte ville, ès maisons, granches et autres lieux appartenans à yceulx gens d'église, bourgoiz et habitans, dehors ladicte ville, ou à aucun d'eulx, ne soient faictes doresenavant quelconques prinses ou arrestz par nos officiez, ou autres, de quelconques blez, vendenges, vins, avoines, ou autres grains, foings, fourrages, lars, buefs, vaches, moutons ou autre bestail, poullaille ou autre vollaille, chars, charios, charrettes, coutes, coussins, couvertures, draps de lit ne autres linges, ne quelzconques autres choses pour les garnisons et pourvéances des hostelz de nous, de nostre très-chière compaigne la royne, de nostre très-chier aisné fils Loys, duc de Guienne, dalphin de Vienne, de nos très-chiers oncles, frère et cousin, les ducs de Berry, d'Orléans, de Bourgongne et de Bourbonnais, de nostre connestable, et de tous autres ayans droit de prise en nostre royaume, ou qui l'auront ou temps à venir, ne autrement pour quelconque nécessité que ce soit, ou cas toutes-voies que nous, ou autres dessus déclairez, ne serions en ladicte ville, et

pour celui temps seulement. Si donnons en mandement à nos amez les maistres de nostre hostel, au maistre des garnisons de noz vins, à tous chevaucheurs, preneurs, fourriés, porte-chappes, varlés et aides de fourrière, et à tous autres commis et députez à prendre vins, et autres garnisons, pour les provisions desdiz hostelz, ou à leurs lieuxtenans, que yceulx de ladicte ville facent joïr de nostre présente grâce....; sachans que si aucuns d'eulz sont trouvez avoir faict le contraire, nous les en ferons si griefment punir que ce sera exemple à tous autres.... Donné à Paris, le XIII[e] jour de décembre, l'an.... mil CCCC et VI. Par le roy, présens le roy de Secile, messires les ducs de Berry et de Bourgongne, le comte de Nevers, et autres.... BARRAU.

XI.

26 mars 1408.

LECTRES qui déclairent bien au long le procès qui fut en l'an mil IIII[c] et sept, pour XXXVI eschevins qui furent esleuz le jour des Cendres oudit an, pource que les habitans n'en estoient pas d'accord en l'éleccion [1].

Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign.

A tous ceulx qui ces présentes lettres verront ou orront, Mourard des Quiens, conseillier du roy nostre sire, lieutenant de monseigneur le bailli de Vermendois, et commissaire du roy nostredit seigneur, en

[1] « 28 *février* 1407. — L'inventaire de Noël, cart. 1, liass. 4, indique les pièces suivantes qui se rapportent à la même affaire :

« Procès-verbal dressé au palais archiépiscopal par un clerc commis du bailli de Vermandois, contenant la présentation des échevins pour être reçus au serment ordinaire, et le refus qui a été fait par le bailli de les y recevoir sous prétexte que l'élection n'avoit pas été faite juridiquement, duquel refus fut donné acte aux échevins par ledit commissaire. »

« *Même jour.* — Sentence du bailli de l'archevêché qui, pour faire droit sur la nomination des échevins, renvoie audit jour après complies. » — Pièce non signée.

« 6 *mars* 1407. — Commission du roi Charles au bailli de Vermandois pour informer sur l'élection des échevins, au bas de laquelle est l'ordonnance du lieutenant du bailli de Vermandois qui, après information faite, a autorisé par provision les douze échevins nommés à conduire et exercer ledit échevinage pendant le cours du procès d'appel, les met en possession des sceaux, chartes, titres, et clefs de l'échevinage, malgré les protestations et oppositions du procureur de l'archevêque. »

« *Même jour.* — Autre commission portant assignation à l'archevèque à comparoir le 24 dudit mois de mars au parlement, avec défense de troubler et inquiéter les échevins dans leurs possessions. »

ceste partie, salut. Nous avons receu les lectres du roy nostredit seigneur, contenant ceste fourme :

Charles, par la grâce de Dieu, roy de France, au bailli de Vermendois ou à son lieutenant, salut. Nostre amé et féal conseillier l'arcevesque et duc de Reins, per de France, nous a fait exposer en complaignant que, comme à cause de sondit arceveschié il soit seigneur et duc de Reins, et en icelle ville et par espécial en son ban, qui est la plus grant et plus notable partie de ladicte ville, ait toute justice, haulte, moyenne et basse, et y a pluseurs personnes qui sont ses bourgois, subgés et submanans; pour laquelle justice excercer, garder et gouverner, il a son bailli, prévost, sergens et autres officiers; et aussi a en sondit ban douze eschevins qui sont, doivent et ont acoustumé d'estre esleuz chacun an, le premier jour de Karesme, par les bourgois et demourans audit ban de nostredit conseillier, lesquelz ont acoustumé d'avoir les jugemens des causes des bourgois et subgés dudit eschevinaige et lesquelz doivent estre présentés à nostredit conseillier ou à son bailli pour lui, et à lui ou à son bailli pour lui, doivent et sont tenus fère serment qu'ils feront bons jugemens des bourgois dudit ban, et, tant comme à eulx appartiendra, garderont le droit de nostredit conseillier; et, s'il avient que aucun soit esleu en eschevin, et il ne le veult estre, nostredit conseillier le puet et a droit de le contraindre de estre eschevin; si comme ces choses et autres sont plus à plain contenues et déclairées en certaines lectres ou chartres sur ce faictes de longtemps a, esqueles lectres ou chartre entre les aultres choses est contenu que, se les subgés de nostredit conseillier ne sont d'acord ensamble en eslisant lesdis eschevins, nostredit conseillier puet et li loist ordener, créer et instituer eschevins telz comme bon lui samble, pourfitable au bien et utilité de sadicte ville et qu'il verra estre expédient pour l'année; et de ce ait nostredit conseillier et ses prédécesseurs arcevesques de Reins, joy et usé paisiblement de tous temps; et il soit ainsi que le premier jour de Karesme de ceste présente année mil cccc et sept, pluseurs des demourans et habitans audit ban se soient assemblés en l'ostel et en lieu des Hospitailliers de Reins, enquel l'en a acoustumé de faire l'éleccion desdis eschevins, et là, aucuns desdis habitans ont esleu XII eschevins en la manière acoustumée; et, ce fait, 17 mars 1408.

sont venus devers ledit bailli de Reins, pour nostredit conseillier, en son palais archiépiscopal, auquel lieu lesdis eschevins ont acoustumé après leurdicte élection d'estre présentez audit bailli pour prendre et recevoir d'eulx le serment en tel cas acoustumé; et là lui ont présenté lesdis XII eschevins esleux, en lui requérant qu'il les contraignist à estre eschevins et qu'il prenist d'eulx ledit serment, et, pour ce que tous lesdis esleuz en eschevins n'estoient pas lors présens, ledit bailli de nostredit conseillier leur respondit et dist que volentiers il manderoit les absens et les feroit venir audit palais, et eulx venus, il feroit ce qu'il appartendroit; pour laquelle chose faire il leur assigna jour à venir et comparoir par-devant lui cedit jour à certaine heure ensieuant, et commanda à ung des sergens de sondit bailliage que lesdis esleus il feist venir par-devant lui à ladicte heure. Après laquelle ordonnance faicte, Jehan de Chevières, soy disant et portant procureur dudit eschevinage de Reins et des bourgois, manans et habitans audit ban, vint et comparu par-devant ledit bailli, et dit que ladicte élection n'estoit pas faicte du commun assentiment desdis habitans et demourans audit ban, et s'opposoit ad ce que lesdiz esleuz ne fussent receuz en eschevins, disans que pluseurs des autres habitans dudit ban estoient assemblés pour faire l'élection desdis eschevins qui pour l'année devoient estre; et deux heures après ou environ, vindrent audit palais, par-devant ledit bailli, pluseurs autres habitans de ladicte ville et dudit ban, lesquelz dirent qu'ilz avoient esleuz douze eschevins, lesquelz ilz lui nommèrent et présentèrent, en lui requérant que d'eulx il receust le serment acoustumé; à quoi les aultres habitans dudit ban qui avoient faicte ladicte première élection s'opposèrent, disans que ceulx qu'ilz avoient esleuz devoient estre receuz, et non les aultres. Et lors icelui bailli, qui véoit que lesdis habitans dudit ban n'estoient pas d'acord en leurdicte élection, pour pourveoir au gouvernement dudit eschevinage et à la justice et subgés de nostredit conseillier, leur dist que audit jour et heure de relevée, au gros caup de complie sonnant en l'église de Reins, ilz venissent devers lui, et il pourverroit [et ordonne]roit sur ce comme il appartenroit par raison, en leur assignant journée à ladicte heure; à laquelle comparurent pluseurs desdis habitans, tant de la première élection comme de la seconde; et pour nostredit conseillier, véant que

lesdis habitans ne se peuent accorder ensamble, et que lesdictes élections estoient faictes en discord par les habitans et demourans en sondit ban, laquelle se devoit faire en concorde et du commun accord de tous, ou du moins de la plus grand et saine partie, selon le point de laditte chartre, nostredit conseillier volant user de son droit et pourveoir à sa cité et justice, institua et nomma par ses lectres douze eschevins demourans en sondit ban, pour excercer ledit office d'eschevinaige pour ladicte année; et, ce fait, ledit Jehan de Chevières, soy disant procureur dudit eschevinage, et pluseurs aultres particulers dudit eschevinaige, qui avoient esté présens à faire ladicte seconde élection, tous crians de haulte voix, dirent qu'ilz appeloient en parlement, et à tant se départirent d'ilecques; et les aultres qui là estoient présens, jusques à aussi grant nombre et plus comme les aultres, dirent par exprès qu'ilz n'apelloient, ne ne vouloient aucunement appeler, mais leur plaisoit bien l'ordonnance et institution de nostredit conseillier. Obstant lequel appel, ledit bailli de nostredit conseillier n'a osé procéder à prendre le serment desdis eschevins esleuz et ordonnez par nostredit conseillier, pour doubte d'attempter; et depuis iceulx appellans se soient trais par-devers nous et aient obtenu certaines lectres qui sont pures subreptices, teues les choses dessusdictes, par lesquelles entre les autres choses nous avons mandé et commis à toy bailly ou à ton lieutenant, que, s'il t'appert de l'élection et nominacion faicte par eulx, avoir esté faicte par la manière contenue en nozdictes lectres par eulx impétrées, tu, par manière de provision, sans préjudice dudit appel et du droit desdictes parties, commet de par nous à l'exercice dudit eschevinaige, les personnes par eulx nommées, pour ledit eschevinaige excercer et gouverner durant ladicte cause d'appel, et jusques ad ce que autrement en soit ordonné par nostredicte court de parlement; et ainsi, se nosdictes lectres sortissoient leur plain effect par le donner à entendre desdis appellans, lesquels ont depuis relevé, si comme on dit, leurdit appel, pour tousjours fouir et délaier, aux jours de Vermendois de nostre prochain parlement à venir qui ne seront jusques à longtemps, ce seroit descider et déterminer du droit que nostredit conseillier a en ceste partie, sans lui oïr et appeller, qui est tout cler et évident, si comme il l'entend dire et déclairier plus à plain

en temps et en lieu, qui seroit à son grand grief, préjudice et domage, et en grant perturbation des drois et prérogatives de sondit arceveschié, si comme il dit, en nous humblement suppliant que sur ce lui vueillons pourveoir de remède gracieux et convenable.

Pourquoi, nous, ces choses considérées, et qui ne voulons par le donner à entendre desdis appelans nostredit conseillier estre despointié de son droit, sans lui oïr ne appeller, te mandons et comectons que, nonobstant lesdictes lectres impétrées par lesdis appellans, et sans préjudice de leurdit appel et du droit desdites parties, tu commectes douze personnes notables et souffisant, pour ledit office d'eschevins excercer et gouverner pendant ledit procès, autres que ceulx qui ont esté esleuz et nommez par lesdis appellans; lesquelz, se par toy y avoient esté commis, nous voulons estre destituez, jusques à ce que par nostredicte court en soit autrement ordonné; et sur ce procède telement, que nostredit conseillier n'ait pas cause d'en retourner par-devers nous plaintif : car ainsi nous plaist-il estre fait, et à nostredit conseillier l'avons octroyé et octroyons de grâce espécial par ces présentes, nonobstant quelconques lectres subreptices empétrées ou à empétrer à ce contraires. Donné à Paris, le XVIIe jour de mars l'an de grâce mil CCCC et sept, et de nostre règne le XXVIIIe. *Ainsi seignées* : Par le roy, à la relacion du conseil, GAUTIER.

Par vertu desquelles lectres royaulx, nous, à la requeste de honnourable homme et saige maistre Jehan Robertchamp, bailli et procureur de très-révérend père en Dieu monseigneur l'arcevesque de Reins, impétrant d'icelles le XXIIIe jour du mois de mars l'an mil IIIIcc sept, nous transportasmes en la ville de Reins, auquel lieu nous nous informasmes et enquesismes à pluseurs personnes notables pour trouver et avoir XII personnes notables et souffisans du ban dudit monseigneur l'arcevesque, pour l'office d'eschevins, dont lesdictes lectres font mencion, excercer et gouverner pendant le procès déclairié en icelles lectres, autres que ceulx qui nagaires y avoient esté esleuz et nommez par les appellans, dont icelles lectres font mencion; et, pour ce faire, feismes adjourner par-devant nous au dimenche ensieuant, XXVe jour dudit mois, jusques au nombre de XVIII personnes souffissans dudit ban pour penre entre eulx XII des plus souffissans, et en ce faisant vinrent

par-devant nous Jacquesson de Menre, lui portant procureur des eschevins dudit ban par vertu de lectres de procuracion seelléez du seel dudit eschevinaige, [et?] avec lui pluseurs qui se disoient eschevins, créez de par le roy nostredit seigneur, dudit ban; lequel procureur nous dit qu'il avoit entendu que nous avions certain mandement royal, impétré par ledit monseigneur l'arcevesque pour démettre et oster les eschevins qui nagaires avoient esté créez et commis de par le roy nostre sire audit ban, en disant qu'il s'opposoit, et en requérant que nous le voulsiciens recevoir à opposicion; auquel nous respondesismes que ledit mandement ne portoit point d'opposicion; lequel procureur dit qu'il appeloit se nous ne le recevions à opposicion; et néantmoins en procédant en entérinement et exécution desdictes lectres royaulx, feismes adjourner aussi audit xxv[e] jour par-devant nous Jacques le Boutillier, Jehan Caillart, Jehan le Ferron, Jehan Hubert, Henri le Quiquain, maistre Pierre le Roy, Jehan de Saint-Leu, Pierre Crochet, Willame Bouillart et Guillaume l'Orfeuvre, lesquels avoient estez esleuz et nommez eschevins par lesdis appellans, et aussi avoient esté depuis commis et mis eschevins par maistre Enguerrain de Vaussaillon, lieutenant dudit monseigneur le bailli, par vertu de certaines aultres lectres royaulx impétrées par le procureur dudit eschevinaige; auquel dimenche comparans par-devant nous xvi personnes de ceulx que nous avions fait adjourner pour en eslire entre eulx douze des plus souffissans, pour commettre à l'exercice dudit eschevinaige, comme dit est, entre lesquelz par ladicte enqueste nous trouvasmes Baudré l'Escot, Jehan Bourgois, Jehan Locquier, Gérard le Hutreleur, Colart Jouette, Drouart Erlaut, Robin le Galois, Estienne Potier, Colart Bloquel, Bertelemil de la Gravelle, Person Varlet et Jehan Hiebert, tous bourgois soubsmanans audit ban, estre notables et souffissans pour ledit office d'eschevins excercer et gouverner; et, pour ce, icelles xii personnes devant nommées commesismes de par le roy nostre sire pour ledit office d'eschevins excercer et gouverner pendant ledit procès; auxquels nous feismes faire serment solempnel de faire bons jugemens des bourgois dudit ban, et que, tant que à eulx appartenra, garderont le droit dudit monseigneur l'arcevesque, et excerceront bien et loyaument ledit office d'eschevinaige. Et à tout ce faire estoient présens les

dix personnes cy-dessus nommées, lesquelz avoient esté esleuz et nommez par lesdis appellans, et depuis commis par ledit maistre Enguerrain audit office d'eschevinaige, comme dit est. Lesquelz dix personnes nous destituasmes de par le roy dudit office, jusques ad ce que par la court de parlement en soit autrement ordonné, et tout selon la fourme et teneur des lettres royaulx cy-dessus transcriptes; desquelles choses le dessus nommé Jacquesson de Menre, ad ce présent comme procureur dessusdit, appela; et, ce fait, ledit maistre Jehan Robertchamp, comme procureur dudit monseigneur l'arcevesque, nous requist que nous contraindissions les eschevins qui avoient esté commis par ledit maistre Enguerrain à bailler et délivrer aux XII eschevins par nous commis, comme dit est, les seaulx dudit eschevinaige, et la clef de la loge desdis eschevins. Auquel maistre Jehan nous respondesismes que lesdictes lectres royaulx ne portoient point ladicte contrainte, et aussi, que pour doubte de ladicte appellacion, nous n'y procéderiens plus avant. En tesmoing de ce nous avons seellé ces présentes lectres de nostre seel. Ce fu fait l'an et jour dessusdis.

XII.

15 mai 1400. ARRESTUM quo anni M. CCC. LXI, et anni M. CCC. LXXXIV arresta, super recredentiis et aliis libertatibus scabinatus remensis prolata, confirmantur.

Archiv. du roy., sect. jud., jugés, regist. LV, fol. 246 recto.

Cum dudum et pluries motis discordiis inter dilectum et fidelem consiliarium nostrum archiepiscopum remensem, et ejus predecessores remenses archiepiscopos, ex una parte; et scabinos banni dicti archiepiscopi remensis, ex altera; super modo justiciandi burgenses dicti scabinatus per baillivum aut alios officiarios dicti archiepiscopi, casu aliquo criminali vel civili captos, et in carceribus detentos, et contra eos ad condempnacionem de casibus per ipsos commissis, absolucionemve, aut elargamentum procedendi, nonnulla fuissent in nostra parlamenti curia, die videlicet vicesima tercia decembris, anno Domini M° CCC° sexagesimo primo, et die decima sexta julii, anno ejusdem Domini M° CCC° octogesimo quarto, inter cetera prolata arresta, per quorum alterum, dicto anno sexagesimo primo prolatum, ad tol-

lendam omnem questionis seu controversie vel debati materiam, que inter dictos archiepiscopum, ejus gentes et officiarios, et cives et habitantes dicte ville remensis, causa vel occasione quorumcumque predictorum banni et scabinatus burgensium et habitatorum, ac bonorum eorumdem, per ipsos archiepiscopum, aut ejus gentes vel officiarios, quacumque de causa criminali vel civili captorum, et capiendorum, oriri posset, prefata curia nostra ordinasset, quod predictis scabinis qui tunc erant et essent pro tempore futuro, pro omnibus casibus civilibus et eciam criminalibus, littere nostre pro personis dictorum burgensium et habitatorum, et eorum bonis, per dictum archiepiscopum aut ejus gentes vel officiarios captis et deinceps capiendis, illa vice et unica pro omnibus, sub forma in dicto arresto inserta, concederentur, et eas ipsa nostra curia concessisset; per quas, ex parte nostra, baillivo nostro viromandensi, aut ejus locumtenenti committendo, mandabatur quatenus dictum archiepiscopum, et ejus gentes ac officiarios, per se aut commissarium ab eo deputandum, requireret, ut omissis dilacionibus et subterfugiis frivolis quibuscumque, personas et bona burgensium dicte ville, per eosdem archiepiscopum, gentes et officiarios suos, contra puncta carte olim per tunc archiepiscopum remensem civibus et habitatoribus dicte ville super hoc concesse, et per predecessores nostros Francie reges confirmate, necnon contra tenorem certi arresti per dictam nostram curiam super hoc jamdudum prolati, captas et capta recrederet, modo et forma quibus, in casu simili, post dicti arresti prolacionem fuerat consuetum; et in casu quo iidem archiepiscopus, gentes et officiarii sui, hoc facere nollent, ipse baillivus, vel ejus locumtenens aut commissarius, de dictis personis et bonis suis, sicut predictum est, captis, et eciam de aliis personis et bonis dictorum civium et habitatorum, per prefatos archiepiscopum, ejusve gentes aut officiarios, in posterum capiendis, modo simili recredenciam faceret indilate. Per aliud vero arrestum, dicto anno octogesimo quarto prolatum, supradicta nostra curia declarando voluisset et ordinasset, quod de cetero, dum et quociens aliquem burgensem dicti scabinatus banni predicti archiepiscopi, vel in eodem scabinatu commorantem, per baillivum, aut per ceteros officiarios dicti archiepiscopi, racione vel occasione alicujus murtri, furti seu

latrocinii, prodicionis, vel alterius criminis capitalis, capi et incarcerari contingeret, priusquam aliqua recredencia fieret in hoc casu, predicti scabini viderent informacionem per dictum baillivum dicti archiepiscopi super dicto crimine vel delicto factam, et si bonum et expediens dictis scabinis videretur, dicta informacio per dictum baillivum aut ejus locumtenentem, vel per alium ab ipso committendum et deputandum, prompte recolaretur, vocato secum, vel eum (*sic*) ab ipso committendo vel deputando, altero dictorum scabinorum, quem eidem baillivo, aut ejus locumtenenti, vel ab ipso deputando et committendo, bonum videretur, si dictus sic vocatus ad hoc vellet interesse; et quia plerumque, pro bono justicie, nonnullos criminosos, informacione contra ipsos de et super crimine seu criminibus, de quibus accusantur vel criminosi denunciantur, non perfecta, seu non facta, capi et incarcerari contingebat et expediebat, dicta nostra curia per arrestum predictum ordinasset, quod eo casu dicta informacio per baillivum predictum aut ejus locumtenentem, vel per alium ab ipso committendum, vocato secum altero dictorum scabinorum, modo et forma pretactis, perfici aut de novo fieri deberet; qua quidem informacione facta et perfecta, et infra octo dies a tempore capcionis et incarceracionis dictorum criminosorum computandos, penes dictos scabinos reportanda, dicti scabini (*sic*) eo casu, et eciam in casu quo aliquem capi, et in carceribus temporalibus dicti archiepiscopi detineri et incarcerari, occasione criminis vel delicti, super quo ante capcionem dicti prisionarii facta et perfecta esset informacio, contingeret, ad conjuramentum baillivi dicti archiepiscopi, dicti scabini (*sic*) judicium facere tenerentur, brevius et cicius quam fieri posset et deberet, an prisionarius, vel prisionarii, sicut predicitur, captus seu capti, in questionibus vel tormentis, aut processu extraordinario, poni deberent; et hiis casibus, judicium dictorum scabinorum per baillivum dicti archiepiscopi, aut ipsius baillivi locumtenentem, exequeretur; et insuper ordinasset dicta nostra curia, quod in omni casu, in quo prisionarius vel prisionarii per judicium dictorum scabinorum, a quo non esset appellatum, in processu ordinario ponerentur, aut poni deberent, recredencia dicti prisionarii, vel dictorum prisionariorum, per baillivum dicti archiepiscopi, aut ejus locumtenentem, fiet, recipiendo bones ob-

sides et sufficientes juxta formam et tenorem dictarum cartarum et privilegiorum, dictis civibus et habitantibus concessorum; nonnullis aliis conclusionibus parcium predictarum rejectis, et ex causa. Quibus non obstantibus, baillivus dicti archiepiscopi, nuper Johannem Calevin juniorem, Remis commorantem, burgensem de corpore dicti scabinatus, et prisionarium in carceribus dicti archiepiscopi detentum, dictis scabinis recredere aut deliberare, vel causam sue detencionis declarare, aut in casu criminali (*sic*) informaciones contra eundem prisionarium editas, ipsis scabinis in casu criminali (*sic*), si eo casu detinebatur, infra octo dies, ut fieri debebat, tradere recusasset, super hoc debite per dictos scabinos requisitus, contra puncta et tenores dictorum arrestorum veniendo; et ob hoc, dicti scabini litteris dicto baillivo viromandensi directis, ut in altero arrestorum predictorum pertangitur, se juvando, commissionem ab eodem baillivo, primo servienti nostro dicti bailliviatus viromandensis directam, obtinuissent, pro premissis, juxta tenorem dictarum nostrarum litterarum, exequendis; ad que procurator dicti archiepiscopi, post nonnullas dilaciones, asserens dictum Calevin esse burgensem masnerium subditum et justiciabilem dicti archiepiscopi, se opposuisset, propter quod fuisset in dicta nostra curia adjornatus; et eciam dictus archiepiscopus certas a nobis litteras de et super nonnullis excessibus et delictis, quos per dictum servientem nostrum, Johannem de Chevières, procuratorem dictorum scabinorum, et alios, in execucione predicta commissos fuisse et perpetratos, asserebat, obtinuisset, quarum vigore fecisset eosdem servientes, procuratorem scabinorum predictorum, et alios culpabiles repertos, informacione precedente, in dicta nostra curia adjornari; constitutis propter hoc in dicta nostra curia prefato archiepiscopo ex una parte, et dictis scabinis advoamentum pro dicto serviente, nisi in quantum circa premissa excesserat, in se suscipientibus, ex altera, seu procuratoribus eorumdem, et ceteris propter hoc adjornatis; ipsisque archiepiscopo et scabinis agendo et defendendo, hinc inde, procuratore nostro generali pro nobis dicto archiepiscopo adjuncto, ad plenum auditis, eadem nostra curia dictas partes in factis contrariis appunctasset, ac prefatum Calevin per manum superiorem, usque ad instans festum Nativitatis B. Johannis Baptiste elargasset, et nonnullos serarios propter hoc adjor-

natos extra processum posuisset, predictis partibus super provisione ceterorum prisionariorum, a tempore dicti impedimenti incarceratorum, in arresto, et ad tradendum super hoc hinc inde certam cedulam, appunctatis, ac personaliter comparentibus, ad comparendum per procuratorem admissis;

Visis igitur arrestis supradictis, ac quadam cedula pro parte dictorum scabinorum duntaxat tradita, consideratis eciam et attentis diligenter circa hec considerandis et attendendis, et que dictam nostram curiam in hac parte movere poterant et debebant; per arrestum ejusdem curie nostre dictum fuit, quod predicti scabini arresta sua predicta, annorum sexagesimi primi et octogesimi quarti, predictam materiam tangentia et concernancia, exequi facient, juxta sui tenorem et formam, et quoad prisionarios modernis temporibus captos et detentos, et in futurum capiendos et detinendos, prefata curia nostra, predictis archiepiscopo et ejus baillivo, per arrestum predictum injunxit et injungit, quatenus ipsi arresta supradicta, juxta eorum tenorem et formam teneant, et observent, nec aliquid contra ea calumpniose faciant, seu facere presumant, alioquin dicta nostra curia super hoc de tali remedio providebit, quod ceteris quibuscumque cedet in exemplum. Pronunciatum die XV^a maii, anno Domini M° CCCC° IX°.

Ainsi signé, Maále.

XIII.

18 mars 1412. Lettres patantes du roy, révoquant la provision de la capitainerye du chastel de Porte-Mars, par luy donnée au sieur de Bellebonne, voulant que le sieur de Voulziers, pourveu de ceste charge de la part de l'archevesque, en jouisse, en prestant le serment au roy pour ceste foys seulle, sans préjudicier au droict dudit archevesque.

Cart. A de l'Archev., fol. 135 v°.

Charles.... au bailly de Vermandois, et à tous autres justiciers et officiers, ou à leurs lieutenans, salut. Oye l'humble supplicacion de nostre amé et féal conseiller l'archevesque duc de Reims, per de France, contenant que jàçoit ce que à luy, à cause de son église et dignité

archiépiscopale, appartiengne le castel de Porte-Mars, la garde, gouvernement et disposition d'icelle (*sic*), qui est la résidance de son domicil, et ouquel y a ses prisons pour mettre des prisonniers, clers et lays, et lequel chastel, luy et ses prédécesseurs archevesques de Reims, tousjours ont accoustumé joir et user, de faire garder par leurs capitaines, gens et officiers, qu'ilz ont mis à leurs coustz et despens, et sans ce que oncques nous, ne autres, y avons ne ayent mis capitaines ne autres gardes, et tousjours ont esté bien et dilligemment gardé, sans ce qu'aucun inconvénient s'en soit ensuyvy; et dernièrement, pour la garde et seureté dudict castel, nostredict conseiller ayt mis, institué et ordonné nostre amé et féal Henry de Vouziers, chevalier seigneur de Sorcy et de Roche, duquel il a pris le serment qu'il appartient en tel cas, mais ce nonobstant, Robert de Bellebreune (*sic*), chevalier, soubz umbre de certaines choses à nous données à entendre, subrepticement, par importunité, ou aultrement contre raison, a naguères impétré par certaines noz lettres qu'il dict avoir obtenu de nous [1] ledict office de capitainnerie dudict chastel de Porte-Mars; et pour ce que c'estoit grandement ou préjudice de nostredict conseiller et de ses droictz, il nous a faict humblement supplier que sur ce luy vueilliens pourveoir de remède de justice gratieux et convenable; pour ce est-il que nous, voulans tousjours à nostre pouvoir garder et conserver les droitz de l'église et de noz pers, les choses dessusdictes considérées, eu sur ce grand advis et délibéracion de nostre grand conseil, et en déclairant sur ce nostre volonté et intencion, avons voulu et ordonné, voulons.... et déclairons, de nostre certainne science et plaine puissance, par la teneur de ces présentes, que ledict office de capitaine soit et demeure

[1] La collation de cet office est sans doute la conséquence d'une commission adressée au bailli de Vermandois ou au capitaine de Reims, qui se trouve Arch. de l'Hôt. de Ville, renseign., et dont voici l'analyse

« Les princes du sang, et autres, font de grandes assemblées d'hommes d'armes avec de mauvaises intentions; la ville est grande et mal peuplée; l'archevêque a un château qui a entrée et issue dans la ville; — ordre d'appeler l'archevêque ou ses gens, de visiter le château, de commettre pour sa garde, tuition, défense, des gens notables suffisans de la ville, ou autres, en telle quantité qu'il sera expédient; de faire réparer les fossés, clore et murer les portes et poternes qui sont dangerenses; de faire guet et garde de jour et de nuit, tant par les gens d'église que par les laïques : le tout exécutoire par saisie du temporel, etc...., 20 octobre 1411. — Voir dans les notes de l'acte du 12 juin 1440 les conclusions du premier registre, et particulièrement celles du jeudi xv [xvii] avril mil cccc xxxiv. »

audict Henry de Vousiers, par le don à lui faict par nostredict conseiller, comme dict est, et dudict office voulons ledict de Bellebonne (*sic*) estre débouté, et l'en déboutons du tout, et le don que nous luy avons faict révocquons et adnullons par ces présentes; sy vous mandons et enjoingnons expressément, et à chacun de vous, en commettant, se mestier est, par ces présentes, que vous faites. souffrez et laissez ledict Henry de Voussiers joïr et user paisiblement du don à luy faict par nostredict conseiller dudict office de capitainerie de Porte-Mars, sans le souffrir estre empesché, molesté ou traveillé, ores ne ou temps advenir, en aucune manière au contraire, pourveu que ledict de Voussiers, pour ceste foiz seulement, et sans aulcun préjudice de nostredict conseiller, de ses droictz ne de ses successeurs pour le temps advenir, fera serment en noz mains et en celles de nostre amé et féal chancelier, de bien et loyallement garder ledict chastel, tellement que aucun inconvénient ne s'en ensuyt ou préjudice de nous, ne de noz subjectz; car ainsy nous plaist-il estre faict, et à nostre conseiller l'avons octroyé et octroyons de nostre certaine science, grâce espécial et plaine puissance, par ces présentes, nonobstant opposicions ou appellacions faictes ou à faire, et lettres quelzconques impétrées et à impétrer par ledict de Bellebonne, ou autres à ce contraires. Donné à Paris, le XVIIIe jour de mars mil CCCC et unze, et de nostre règne le XVIIe. — Par le roy en son conseil, auquel le roy de Secile, messeigneurs les ducz de Guyenne et de Bourgogne, le comte de Mortaing, le duc de Bar, vous les évesques d'Amiens et de Tournay, les chanceliers de Guyenne et de Bourgongne, les seigneurs de la Suze et de Croix d'Qmont, et de Blavic, messire Charles de Savoise, et aultres estoient.

XIV.

18 juin 1412. ARRESTUM de mensuragio salis, pro archiepiscopo remensi.

Cart. II de l'Archev., fol. 162.

Karolus Dei gratia Francorum rex.... Notum facimus quod nos, ad requestam dilecti et fidelis consiliarii nostri archiepiscopi et ducis remensis, primi paris Francie, extrahi fecimus ex registris nostre parlamenti curie quoddam arrestum, cujus tenor talis est :

Cum nuper dilectus et fidelis consiliarius noster Symon, archiepi-

scopus et dux remensis, par Francie, et Petrus de Cazart, consortes in hac parte, aut eorum procurator, in nostra parlamenti curia contra Gerardum le Suriac, proposuissent, seu proponi fecissent, inter alia, quod, licet idem archiepiscopus fuisset et esset vicecomes remensis, et ad causam hujusmodi vicecomitatus, aut alias, inter cetera jura sui archiepiscopatus, jus habuisset idem archiepiscopus a quingentis annis citra, et amplius, et haberet ac fuisset et esset in possessione et saisina dandi et conferendi libere, officium mensuragii seu mensuratoris [salis?] quod in villa et in civitate remensi vendi consueverat, necnon in possessione illum cui dictum mensuragii officium contulerat, eodem et juribus ipsius uti, et gaudere faciendi, absque hoc quod aliquis alius ipsum archiepiscopum, et illum cui officium hujusmodi contulerat, hoc impedire posset seu deberet; et quod per quoddam judicatum, et certa curie nostre arresta, tam contra procuratorem nostrum et Johannem Audry, quam Jehansonum Flamingi, ac ultimate adversus Johannem Tribouleti, et ad utilitatem tam dicti Simonis, quam suis [*sic*, sui?] immediate predecessoribus [*sic*, predecessoris?], archiepiscopi remensis, racione vel occasione officii predicti prolata, idem archiepiscopus fuisset inter cetera in possessione et saisina dandi et conferendi officium prefatum, sublatis cunctis impedimentis in contrarium, pro parte dictorum procuratoris nostri et Johannis Haudri, necnon Jehansonum (*sic*) Flamingi, et Johannis Tribouler appositis, ac ipsis Haudri, Flamingi, et Tribouleti, ad sua proposita non admissis, et in causarum expensis, necnon eodem Tribouleti, racione certorum impedimentorum per ipsum in prejudicium alius seu aliorum precedentium arresti seu arrestorum factorum, in certa emenda erga nos condempnatis, manutentus et conservatus; hiis non obstantibus, ac spretis predictis arrestis, ac inhibicionibus alterius ipsorum, die scilicet prima decembris ultimo lapso prolati, virtute, dicto Gerardo le Suriac factis, idem Gerardus, mensuras ad mensurandum sal in horreis dicte ville appositum, et quod vendicioni exponebatur, ac [*sic*, a?] manibus predictis (*sic*) Petri de Cazarti, cui prelibatus Simon archiepiscopus dictum officium statim post dicti arresti prime die[i] decembris datam, videlicet die vicesima quarta ejusdem mensis, contulerat, aut saltem de manibus Jacobi Clerici, ad exercicium dicti officii ex parte dicti Cazarti [commissi, eripuerat?], et

[Jacobum Clerici, seu?] dictum suum commissum, necnon prefatum archiepiscopum in suis predictis possessionibus et saisinis dicti officii, perturbaverat et impediverat, et insuper, ab execucione dicti arresti impedire satagens, ad dictam curiam nostram appellaverat; quare concludebant dicti consortes, quatinus ipsi predictis suis juribus ac possessionibus et saisinis juxta dictorum arrestorum, et cujuslibet eorum, tenorem, uterentur et gauderent, et [dictus Gerardus?] ad uti et gaudere faciendum et permictendum, necnon ad cessandum ab ipsos eisdem impedimentis per ipsum et ad ejus requestam, in contrarium appositis, ac pro ipsis impedimentis et interprisiis circa premissa factis, in emendis, honorabili scilicet juxta dicte curie discretionem, utili vero quingentarum librarum, et eciam in dampnis, interesse, et expensis dictorum consortium, condempnaretur et compelleretur;

Dictus vero Gerardus le Suriac ex adverso proposuisset, quod nos quibus gabella salis, et cetera subsidia racione guerre indicta, necnon donacio seu collatio omnium officiorum ipsa officia [*sic*, subsidia?] tangentium seu concernencium, de racione seu observancia communi regni nostri spectabant, septima die januarii, anno Domini millesimo quadringentesimo octavo, officium predictum mensuragii tunc vacans per simplicem resignacionem de eo, in manibus dilecti et fidelis cancellarii nostri, per Colinum Martini, qui antea ipsum officium longo tempore ex dono et collacione nostris, et vivente adhuc deffuncto Guidone de Roya immediato dicti Simonis archiepiscopo remensi predecessore, qui jura sue ecclesie multum rigorose servabat et deffendebat, habuerat et possiderat, factam, donaveramus et contuleramus, prout per litteras super hoc confectas poterat apparere; virtute quarum, per dilectos et fideles generales consiliarios nostros super facto dictorum subsidiorum pro guerra ordinatorum, debite verificatarum, dictus le Suriac in possessione et saisina dicti officii, et jurium suorum, statum [*sic*, statim?] positus et institutus, ac eodem officio postmodum, durante vita dicti defuncti Guidonis, usus et gavisus fuerat; sed hoc nonobstante, prefatus archiepiscopus modernus, commocionem [*sic*, post promocionem?] suam ad dictam ecclesiam remensem, quamvis granerium salis in terra et juridictione suis remensibus non esset, sed in terra capituli [et S.?] Remigii, officium prefatum antedicto de Cazart danavierat (*sic*), pre-

textu cujus doni, et certarum litterarum nostrarum, idem de Cazart in possessione et saisina ejusdem officii se poni facere voluerat per certum servientem nostrum, ad quod dictus le Suriac se opposuerat, et super hujusmodi opposicione certa dies in dicta nostra parlamenti curia assignata fuerat partibus antedictis, processuris ut jus esset; processuque super hoc in dicta curia, inter dictas partes, introducto et pendente, ac ipso non obstante, dicti archiepiscopus et Cazart, demum certi arresti pretextu, contra supradictum Tribouleti die dicta prima decembris novissime lapsi super facto dicti officii prolati, et executione ipsius, aut alias, dicto le Suriac, quem dictum arrestum nullatenus concernebat seu comprehendebat, ipsi primitus eodem arresto significato, inhiberi fecerant, ne contra ejusdem arresti tenorem dictum archiepiscopum in jure et possessione quod et super quam de dicto officio conferendo habere dicebat, ne[c] dictum Cazarti, cui dictus archiepiscopus ipsum officium contulerat, ut prefertur, impedirent seu perturbarent; et quia dicta executoria prefati arresti opposicionem minime continebat, idem le Suriac ad nos recurrens, ex eo quod procurator dicti archiepiscopi, granarium nostrum salis remense, extra ipsius archiepiscopi juridictionem accedens, mensuras ibidem existantes ceperat, et tradiderat Petro Cazart prefato, qui ipsis mensuraverat, contra dictum processum in dicta curia nostra.... jam pendentem actemptendo, ut dicebat, ipse le Suriac quasdam alias literas a nobis impetraverat, quarum vigore fuerat ipse le Suriac in statu in quo erat antea, in dicto officio repositus et institutus; sed hiis nonobstantibus, plura alia impedimenta in homini [*sic*, hujusmodi?] officio et exercicio ipsius ex parte seu ad instantiam dictorum archiepiscopi et Cazart, ac Jacobi Clerici prefati, facta fuerant postmodum et illata, a quibus dictus le Suriac ad dictam curiam nostram appellaverat; et super homini [*sic*, hujusmodi?] appellatione anticippatus, necnon adversus certas alias inhibitiones, et virtute aliarum nostrarum litterarum, a dicta curia nostra emanencium, ad requestam dictorum archiepiscopi et Cazarti factas, ad oppositionem iterum admissus, certas alias litteras nostras obtinuerat, per quas nos appellacionem seu appellaciones per eumdem le Suriac emissas adnullabamus, aut in oppositionem convertebamus, seu adnullari et mutari mandabamus sine emenda, man-

dantes preterea dicte curie nostre, qualinus partes predictas super principali dicte cause, et opposicione seu opposicionibus pretactis procedere faceret, ac eisdem partibus justiciam exhibere, prout esset racionis: quare petebat dictus le Suriac, litteras predictas per ipsum a nobis ultimo impetratas, sibi integrari, ac ipsos [*sic*, ipsum?] adversus dictas inhibiciones et precepta bene se opposuisse declarari, necnon dictos archiepiscopum, Cazarti et Clerici, racione actemptatorum et excessuum per eos in hac parte commissorum, in certis emendis erga nos et dictum le Suriac, ad arbitrium dicte curie nostre, ac in expensis, dampnis et interesse ejusdem le Suriac, condampnari; ad hoc concludendo, et statum rerum contenciosarum pretactarum, in casu dilacionis hujus litis, sibi fieri et adjudicari, requirendo.

Prefatis archiepiscopo et Cazarti in contrarium replicando, dicentibus quod donum de dicto officio mensuragii per nos dicto le Suriac factum, invalidum erat ac censeri debebat, nam ad nos nullatenus, sed ad dictum archiepiscopum, qui, ut prefertur, vicecomes non solum unius vici, seu portione (*sic*), sed tocius ville remensis existebat, et ad causam homini [*sic*, hujusmodi?] vicecomitatus conferendi, donandi et ponandi in dicta villa remensi, et tam in terra [et] juridicione suis, quam aliorum condominorum ejusdem, omnes mensuras granorum quorumcumque, et presertim salis, jus habebat, predicti officii collacio seu donacio pertinuerat et pertinebat; quodque ante resignacionem de dicto officio per predictum Colinum Martini, ad utilitatem dicti le Suriac, in manibus dicti cancellarii nostri factam, ipsum officium, seu donacio et collatio ipsius, ad dictum archiepiscopum pertinere per arresta predicta declarate fuerant; et si ipse le Suriac unquam libere de dicto officio usus fuerat, hoc ex commissione dicti archiepiscopi moderni, seu dicti sui predecessoris, qui ipsum alias ad exercicium ejusdem officii, loco predicti Tribouleti, postquam ab eodem officio ipse Tribouleti per alterum dictorum arrestorum curie nostre prefate fuerat repulsus, commiserat, aut saltem tanquam per manum nostram, pendente processu dictorum archiepiscopi et Tribouleti, existerat, non autem ex resignacione et collacione predictis, quam [*sic*, quod?] predictus Colinus Martini nunquam jus in dicto officio habuerat, et per consequens ipsum resignare non potuerat, quia nemo potest ex re

aliqua transferre majus jus in alium, quam ipse habeat vel habere possit in re eadem; et sic maxime, cum capitulum et alii condomini remenses, ad predicta per dictos consortes petita, se minime opponerent, nec processum ea propter contra dictum archiepiscopum inirent, idem le Suriat, qui solus ad ea se opposuerat et opponebat, non erat, ut opponens, admittendus, ne[c] lictere predicte super adnullacionem dicte appellacionis seu appellacionum obtente, sibi integrari debebant, quod suis gravaminibus, visis arrestorum predictorum tenoribus, ipse le Suriat appellaverat, ut dicti archiepiscopus et Cazarti dicebant; ex hiis et pluribus aliis racionibus per eos allegatis, ad finem quod litteris predictis per dictum le Suriat obtentis non obtemperaretur, sed ipsum male appellasse diceretur, alioquin ut opponens non admicteretur, et alias prout supra concludendo, ac statum rerum contenciosarum sibi, non autem dicto le Suriat, fieri, et adjudicari petendo;

Duplicante prefato le Suriat, et ad finem quod obtemperat [*sic*, obtemperaretur?] litteris suis predictis, [et?] per dictam curiam nostram admicteretur, ut opponens, ac alias prout supra, actento presertim quod titulum seu donum a nobis, qui dominus subsidiorum seu gabelle predictis (*sic*) eramus, et quibus per consequens officia eadem subsidia tangencia donare incombebat, habebat, [et?] quod quedam arresta preallegata per dictum archiepiscopum, non omnino [super?] Remensem (*sic*), sed certe partis ipsius dumtaxat dominium, [et?] res inter alios acta, ac super possessorio dumtaxat, et tempore quo granerium salis in ferma ejusdem archiepiscopi extiterat, ac aliis condominis ville Remensis predicte [non?] mandatis, lata fuerant, et [*sic*, ut?] dicebat, concludente, nonnullis aliis ad hoc racionibus adductis;

Capitulo remensi predicto, ne proposita et petita superius per partes predictas sibi in aliquo prejudicarent aut prejudicent protestante;

Tandem vero, auditis ad plenum partibus antedictis, in omnibus que circa premissa dicere ac proponere voluerant, prefata curia nostra easdem partes ad tradendum seu ponendum penes ipsam curiam arresta predicta, necnon alias litteras et cetera munimenta quibus ipse partes se juvare volebant, ac in arresto appunctasset; visis igitur per dictam curiam nostram arrestis predictis, necnon litteris et aliis munimentis dictarum parcium, ipsi curie nostre traditis, consideratisque et actentis

diligenter omnibus circa predicta considerandisque et actendendis, et que dictam curiam in hac parte movere poterant et debebant, per arrestum ejusdem curie nostre, appellacione seu appellationibus pro parte dicti le Suriat, ut prefertur, emissis, litteris prefatis per eum a nobis, ut premictitur, impetratis obtemperando, in oppositione mutatis atque conversis sine emenda; dictum fuit quod predictus Girardus le Suriat non erat, nec est in hac parte, ut opponens, admictendus, et eum non admisit neque admitit curia nostra predicta, ipsum le Suriat in expensis dictorum archiepiscopi et Petri de Cazarti condempnando, earumdem expensarum taxacione dicte curie nostre reservata. Pronunciatum die decima octava junii, anno Domini millesimo quadringentesimo duodecimo.

In cujus extractus testimonium, nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum. Datum (*sic*) extractus hujusmodi Parisius, in parlamento nostro, decima octava die mensis marcii, anno Domini millesimo quadringentesimo [quadragesimo?] quarto, et regni nostri vicesimo tercio [1].

XV.

14 juillet 1412. LETTRES patentes du roy Charles six, par lesquelles il donne

[1] Pour n'avoir plus à nous occuper de la gabelle dans Reims, nous mentionnerons ici deux arrêts qui y sont relatifs : le premier, en date du 3 septembre 1572, est émané de la cour des aides, et maintient l'archevêque au droit et possession d'un minot de sel par muid vendu au grenier à sel de Reims, pour droit de stellage. Il se trouve cart. C de l'archev., f° 177. — Le second est emprunté au Livre Blanc de l'échevin., folio 361. Le voici :

Lettres du roy données le XIIIe *jour de février l'an* M. CCCC XXIX, *par lesquelles le roy a voulu et vuelt que tous marchans forains puissent admener lars et toutes chars salées à Reims, et ilecques les vendre, supposé qu'ils ne soient pas salés du sel du grenier du roy à Reims, sans offense.*

« Charles...., au bailli de Vermandois et au grenetier du grenier à sel estably en la ville de Reims...., savoir vous faisons que, à la supplicacion et requeste de noz bien amez les bourgois, manans et habitans de la ville de Reims, et en faveur du bien commun, nous leur avons octroyé et octroions de grâce espéciale, par ces présentes, que tous marchans forains puissent amener en ycelle ville...., sans amende ou offense, lars, ou toutes autres chars salées, et illecques les vendre et en faire leur prouffit, jà soit ce que ycelles chars ne soient salées du sel de noz greniers, selon l'ancienne coustume. Donné à Jargueau...., le XIII février M. CCCC XXIX. De nostre règne le VIIIe. »

et octroye aux gens du conseil de la ville de Reims le droit de courtage des vins de ladicte ville [1].

Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, jurid., liass. 27, n° 4.

Charles, par la grâce de Dieu roy de France.... Receue avons l'umble

[1] Nous réunissons, sous la date du 14 juillet 1412 et sous celle du 30 juin 1692 (voir plus bas), les actes qui concernent le courtage des vins dans la ville de Reims. C'est une matière qu'a traitée d'une manière fort incomplète Bidet lui-même, aux Mémoires duquel nous commencerons cependant par emprunter le passage suivant, extrait du t. IV, p. 117 :

Des courtiers de vins.

« Le principal commerce de Reims consistant, suivant le dire du procureur de l'échevinage, inséré dans le réglement qui a été fait audit échevinage les 3 juin et 4 septembre 1654, en la vente et débit qui se fait des vins, tant par les habitants, qui en recueillent une grande quantité, tant à la Montagne de Reims qu'à la rivière de Marne et aux environs, que par des marchands qui en font un commerce particulier, les échevins de Reims, auxquels il appartient d'établir des courtiers en cette ville, ont toujours eu attention de proposer [*sic* préposer?] à l'exercice du courtage des personnes capables, de probité et solvables, à cause de la confiance que les bourgeois prennent en eux, et qu'ils demeurent responsables de droit, et sans la moindre obligation par écrit de leur part, du prix des vins qu'ils font vendre.

« On ne voit point que ce droit, qui de tout temps a dépendu du buffet de l'échevinage, ait jamais été disputé sérieusement aux échevins. On trouve seulement, dans des mémoires sur l'histoire de Reims, que le nommé Thomas Louret, prévôt de l'archevêché, s'étant ingéré en 1323 d'établir de son autorité des courtiers d'étape, et de défendre à tous autres qu'à ceux qu'il avoit nommés à cet emploi d'en faire l'exercice, il s'est vu forcé par les échevins de passer avec eux une transaction, par laquelle lesdits échevins ont été confirmés, de son consentement et de celui du bailli et procureur fiscal de l'archevêché, en l'exercice de ce même droit, comme ils avoient fait de tout temps et ancienneté. Cette transaction a été homologuée par arrêt du 20 décembre de la même année 1323. »

A la place de cet acte dont parle Bidet, mais dont nous n'avons trouvé aucune trace, nous allons insérer ici d'autres pièces dont il paraît n'avoir pas eu connaissance, et qui toutes jettent quelque jour sur cette branche importante de la police des échevins qui concernait le commerce des vins.

Commission pour maintenir les échevins dans le droit d'instituer des courtiers.

(Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign.)

« Johannes.... baillivo viromandensi, aut ejus locum tenenti, salutem. Querimoniam scabinorum banni dilecti et fidelis consiliarii nostri archiepiscopi remensis recepimus, continentem quod cum ipsi, ad causam eorum scabinatus, sunt et eorum predecessores fuerunt a tanto tempore quod de contrario hominum [memoria] non existit, vel saltem quod sufficit ad bonam possessionem et saisinam acquirendam et retinendam, in possessione et saisina creandi courretarios pro venditione et emptione nonnullarum mercimoniarum, seu denarietarum, que vendi et emi consueverunt tam in foro remensi quam alibi, in banno predicto emptarum et venditarum, officiumque hujusmodi courretarie dandi et concedendi quibuscumque personis idoneis dicti banni, et courretarios predictos in dicto officio instituendi, ac juramentum ab eis, et eorum quolibet.... recipiendi de dicto officio ad emolumenta consueta fideliter exercendo, absque eo quod aliquis alius, preterquam courretarii jurati predicti, de hujusmodi officio couretarie in dicto banno aliqualiter

18 novembre 1357.

suplicacion de noz bien amez les gens du clergié, eschevins, bourgois et habitans de la ville et cité de Reins, contenant comme la forteresse

se possint intromittere, maxime pro venditione vel emptione vinorum in dicto banno emptorum aut venditorum, nec proinde aliquod salarium aut emolumentum petere etiam, vel habere; nichilominus Johannes de Vallenchenis, alias Balbartus, Walterus et Perressonnus de la Glisiere, fratres, Bernardus li Queux, Huetus li Roux, et Huardus dictus li Courrettier, Remis manentes, dictum officium courretarie, licet a dictis scabinis minime creati fuerint, nec jurati, exercere, ac eodem uti et gaudere, in dicto banno, nisi fuerunt et nituntur, maxime vendendo et emendo vina in banno hujusmodi, et ob hoc salarium et emolumentum petendo et capiendo a mercatoribus seu personis dicta vina vendentibus seu ementibus, aut altero eorumdem, in ipsorum conquerentium dampnum non modicum atque prejudicium et gravamen, ipsosque conquerentes in possessione et saisina suis predictis impediendo et perturbando indebite et de novo, sicut dicunt. Quocirca tibi mandamus, et ratione novitatis hujusmodi committimus, quatinus, si vocatis evocandis, etc., etc. Si vero ipsi, aut quivis alius, se opponat, et super hoc oriatur debatum, etc., etc. Datum Parisius, die decima octava novembris, anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo septimo, sub sigillo Castelleti nostri parisiensis, in absentia magni. »

Lettres d'ung sergent royal, par lesquelles, du consentement d'aucuns particuliers de Reims, il tint en saisine les eschevins que à eulx appartient à instituer courtiers pour aidier à vendre vins aux estaples, et non à autres; et à leurs commis d'exercer l'office de courtage, et en prendre prouffit.

(Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign. — Livre Blanc de l'Échev., fol. 35 v°.)

3 avril 1380. « A tous ceulx.... Jehan Godelz, sergent du roy...., commissaire d'icellui en ceste partie. Sachent tuit que pour entériner et acomplir les lettres du roy.... dont teneur suit:

« Charles.... au premier nostre sergent. Les eschevins de Reims, et R. le Riche, T. de Griny, J. de Bausis, G. le Thiès, J. Tieulier et B. le Boutillier, courretiers de vins sermentez...., consors en ceste partie, nous ont fait exposer que, comme lesdiz eschevins.. soient en bonne saisine.... de mettre, instituer et ordener toutes foiz qu'il leur plaist...., ou ban de l'arcevesque, certaines personnes desquelles ils prennent les sermens, pour estre courtiers de vendre et aidier à vendre ès marchiez, et par les estaples dudit ban...., les vins que toutes manières de gens vendent en ycelles estaples...; et les courretiers... en bonne saisine de eulx entremettre d'icellui courtaige, et de penre.... seulz et pour le tout certaine somme de deniers pour le salaire..., sur ceulz pour lesquelz ils sont courretiers...., sans ce que aucuns autres... se puissent entremettre du courretaige.... ; néantmoins pluseurs.... qui ne sont pas serementez, ni institues par les eschevins, vont par lesdiz estaples et marchiez, et s'efforcent d'aler avec les marchans vendans vins, en leur aidant par courretaige, et d'iceulx ont prins.... argent; c'est assavoir J. Le Tonnelier pour une queue de vin.... xiv den. par., et J. Du Celier...., un gros de Flandres.... Pourquoy nous te commectons.... que si, appellez sur lesdiz lieux ceux qui pour ce seront à appeler, il te appert estre ainsi, tiengs et garde les supplians en leur saisine.... Et en cas d'oposicion, restablissement fait avant toute euvre, loyaulment et de fait, des sommes d'argent levées...., la nouvelleté ostée, le débat et la chose contencieuse prise et mise en nostre main comme souveraine, adjourne les opposans à certain jour pardevant nostre bailli de Vermandois...., en certiffiant sur ce souffisamment ledit bailli, auquel nous mandons, et attendu qu'il est nostre plus prochain juge des parties et que la cognoissance des cas de nouvelleté appartient à nos officiers par prévencion, comectons que aux parties, ycelles oyes, face bon et brief accomplissement de justice.... Donné à Paris, le viii[e] jour de février, l'an M. CCC. LXXIX. »

de ladicte ville soit grande et spacieuse, de matière sumptueuse et de grant frait à soustenir, et si n'ont yceulx supplians aucunes rentes,

Le sergent exécute sa mission sans la moindre opposition. Les courtiers comparaissant devant le sergent, « proposèrent les faiz contenuz ès dictes lettres, en faisans conclusions pertinens et acoustumées à faire en tel cas, en l'absence de J. Du Celier, en ramenant lesdictes lettres à fait, et du moins requéroient de l'eure, et après heure, défault, et tel prouffit comme raison doneroit. Et assez tost après ce qu'ils se feurent efforciez d'avoir défault, vint audit lieu et estaple J. Du Celier...., et après ce que il eurent en sa présence rafreschy leurs conclusions, et ramené comme dit est leurs lettres à fait.... J. Du Celier me respondit que ne vouloit point plaidier, et en ma main restitua de la value de un gros de Flandres, lequel gros, en sa présence, je mis en la main des impétrants, comme en main de partie.... Et leur ay baillié ces présentes scélées de mon propre seel...., le IIIe jour d'avril M. CCC. LXXX. »

Commission pour commettre à un tiers la police du courtage, pendant un procès soulevé à propos de la juridiction des échevins sur les courtiers.

(Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, jurid., liass. 27, n° 3.)

17 novembre 1382. « Carolus.... .baillivo viromandensi, aut ejus locum tenenti, salutem. Scabini remenses curie nostre parlamenti significarunt, quod cum ad eos solos et in solidum spectet cognitio, punitio, et correctio omnium virgariorum, seu gaugeriorum vinorum, in villa remensi, tam illorum per capitulum remense* ad dictum officium institutorum, quam aliorum quorumcumque, totiens quotiens in facto dicti officii, ac illud exercendo, delinquunt, et de hiis, necnon de ipsis a dicto officio suspendendis ad tempus, aut omnino privandis, et ad emendas condempnandis, et eas levandis, baillivo, preposito, aut aliis officiariis archiepiscopi minime vocatis, nec auditis, sint in possessione et saisina, quas continuaverunt per tantum temporis spatium quod sufficiebat et sufficit ad bonam possessionem et saisinam acquirendam et retinendam; et quia Jacobus Laurentii, virgarius seu gaugiator vinorum in dicta villa remensi, in dicto suo officio delinquerat, maleficium impunitum nolentes remanere, sed potius ipsum punire ut ceteris cederet in exemplum, ipsum Jacobum coram ipsis scabinis comparendum, ad locum ad hoc consuetum, evocari fecissent, prout sibi facere licebat, dilectusque et fidelis consiliarius noster archiepiscopus remensis, super hiis con-

* Dans le Livre Rouge de l'échevinage se trouvent, p. 182, les pièces suivantes relatives à l'un de ces courtiers institués par le chapitre l'an M. CCC IIIIxx et VII, le mardi lendemain de fête Sainte-Katherine.... « Se comparu et présenta en la loge des eschevins Jaquemin Jaquier, tonneliers, qui le jour précédent avoit esté présentez par Jehan de Villedommenge, sergent de chapitre, pour ce qu'il disoit que audit Jaquier avoit chapitre donné l'office de vergage....; liquelz Jaquier fit serment solennel que bien justement et loyaument il se portera et excercera ledit office, et gardera le droit des marchands, vendeurs et acheteurs, et fera bonne obéissance auxdis eschevins; et se aucunement avoit à faire contre aucun pour cause de son office, il en tenra le jugement et correcion desdis eschevins. Et ad ce furent présens: [1°. *quatre eschevins*; 2°. *huit autres jaugeurs*.]

A la p. 151 de ce livre est inscrite la note suivante, qui indique le nombre des vergeurs à qui le chapitre donnoit leur office :

« *Ce sont cis qui sont vergièreus de par les eschevains;*

« *Premiers :* Miles li Hugiers, Drouet li Vilains, Richars li Palaxin, G. Cuer de Roi, Evrart Goulart.

« *Item*, cis de par chapitre :

« Jehans Balés, Colins li Varlés, P. Coquainne, et Adam li Moate. »

Dans ce même manuscrit, à la page 209, se trouve l'institution de plusieurs autres jaugeurs, dont les uns font courtoisie à l'échevinage de x liv. tournois, les autres de XXIII écus d'or de XXII s. VI d. tournois la pièce, etc., etc. — A la page 212, un autre vergeur institué, outre les promesses accoutumées, « s'engage à faire bonne parçon à ses compagnons, selon l'ancienne coutume, et jure qu'en cas de faute il se laissera amender et corriger par les eschevins. » Il donne de courtoisie x écus d'or de XXII s. VI d. tournois la pièce à l'échevinage, et aux eschevins du vin à volonté.

revenus ne deniers en commun dont ilz puissent supporter les grans charges qui chascun jour leur convient soustenir tant pour les empare-

questus fuerit in casu novitatis, et propter dictorum significantium oppositionem, re contentiosa ad manum nostram posita, eisdem assignata fuerit dies in nostro parlamento, nullo commisso ad ipsam rem contenciosam regendam et gubernandam per manum nostram et superiorem, dicta lite pendente; ex quo plura inconvenientia in facto reipublice sequi possent, supplicantes per dictam curiam super hoc provideri. Quare vobis committendo mandamus, quatenus vocatis partibus, ad regendam et gubernandam per manum nostram tamquam superiorem, rem contentiosam in casu novitatis, dicto pendente debato, committatis et ordinetis certam personam, seu certas personas, idoneum seu idoneas et sufficientes, neutri dictarum partium favorabilem vel suspectam, seu favorabiles aut suspectas, que ipsam rem contentiosam, per dictam manum nostram tanquam superiorem, dicto pendente debato, regere habeat, seu habeant gubernare; cui, seu quibus, per vos ad hoc deputando, seu deputandis, ab omnibus justiciariis et subditis nostris parere volumus et jubemus. Datum Parisius, in parlamento nostro, XVII[e] die novembris, anno Domini millesimo CCC octogesimo secundo, et regni nostri tertio, sub sigillo nostro in absentia magni ordinato. *Et au-dessoubz est escript :* Per Cameram; *et plus bas :* Jouvence; — *et scellé en simple queue de cire jaulne, auquel seel est empraint ung roy tenant ung septre.* »

Nous omettons ici l'accord du 10 janvier 1392 * (voir à cette date, *Archiv. admin.*,

* Peu après cet accord, il s'était élevé un nouveau débat relatif à la vente des vins, sur lequel il reste, dans les Archiv. de l'hôtel-de-ville, renseign., une commission datée du 21 novembre 1396, et dans les Archiv. du roy., sect. jud. Juges, registre XLVI, fol. 91 v°, l'arrêt suivant :

« Cum pro parte scabinorum, ac burgensium et habitancium ville et civitatis remensis, nobis conquerendo expositum extitisset, quod licet ipsi usi fuerint, ac uti consueverint, a tali et tanto tempore quod de contrario hominum memoria minime recordatur, vel saltem a longo tempore citra recordatur, vendere seu vendicioni exponere bona sua mobilia, atque vina ad detaillum, aut tabernam, in loco consueto, dictasque vendiciones publicare, seu publicari facere, per ipsos, sive suos familiares et servitores, vel alios quos ad hoc eligere seu preponere voluerint, quociens ipsi conquerentes, aut ipsorum aliqui, exponunt vel exponi faciunt in dicta villa remensi, sua sponte, vel per modum gagerie et compulsionis, aut alias, in domibus dictorum conquerencium, seu cujusvis ipsorum, dicta bona mobilia, seu vina, absque hoc quod aliqui alii, sine ipsorum licencia, quoquomodo se interponere possint, aut debeant; neque in dicta civitate remensi consuetum sit aut fuerit, ad predictas vendiciones publicandas, quemquam preponere seu deputare, maxime sine predictorum scabinorum licencia seu auctoritate; et ad causam hujus, et alias debite, habeant jus dicti conquerentes, sintque ac fuerint in bona possessione et saisina, quod dilectus ac fidelis consiliarius noster archiepiscopus remensis, aut gentes ipsius, seu officiarii quicumque, officium proclamandi dicta mobilia, et vina vendicioni exponendi, concedere aut conferre non possint neque debeant; necnon in possessione et saisina quod dictus archiepiscopus, seu ipsius officiarii, non possint neque debeant creare, aut instituere officiarium, qui instituendi aut creandi hujusmodi officiarios ad predicta bona vendicioni exponenda, proclamanda, presertim absque dictorum conquerencium auctoritate seu licencia, potestatem habeant; in possessione ac saisina, quod si prefati archiepiscopus, officiarii aut alter eorum, seu quivis alius, contrarium faciat, vel se, de proclamando ad vendicionem bona aliqua seu vina ad dictos conquerentes vel aliquem eorum pertinencia, interponat, absque consensu, voluntate, seu licencia illius seu illorum ad quem, sive ad quos, dicta bona vinave pertineant; contradicendi ac impediendi, ex quo sit alius per quem ipse, seu ipsi, ad quem, vel ad quos, dicta bona aut vina pertineant, dictas proclamaciones fieri velit; de dictisque juribus, possessionibus et saisinis dicti conquerentes per tale ac tantum temporis spacium usi et gavisi fuerunt, de cujus contrario hominum [memoria?] non existit, aut per tale tempus quod sufficit et sufficere debet ad bonam possessionem et saisinam acquirendam et retinendam; nichilominus Jehansonnus Froidet,

ment et retenue de ladicte forteresse, comme pour le fait et occasion de noz guerres et autres charges et affaires qu'ilz ont à faire et sup-

t. III), comme statuant sur des matières dont plusieurs sont étrangères au courtage. L'acte du 12 juillet 1412, qui vient ensuite, et qui donne lieu à cette note, avait été, comme les précédents, inconnu à Bidet, ainsi que l'exploit suivant, qui en est le corollaire.

dictus Pipet, dictas proclamaciones vendicionum dictorum bonorum mobilium ac vinorum, quando vendicioni exposita erant seu fuerant in dicta villa remensi, de facto et sine licencia seu voluntate illorum ad quos dicta bona seu vina pertinebant, fecerat ac facere satagerat, et contra ipsorum voluntatem dictus Jehansonnus certum commodum seu salarium pro hujus[modi] proclamacionibus faciendis, pretexto quod officium hujusmodi proclamaciones faciendi hujus sibi per prefatum consiliarium nostrum, seu ipsius officiarios, donatum seu collatum fore asserebat, recipere nisus fuerat, ac de facto receperat, in grande prejudicium ac dampnum dictorum conquerencium, ipsosque in suis possessionibus et saisinis perturbando ac impediendo indebite et de novo, et novas super populum servitutes, ut dicebant, imponendo, et ob hoc certas a nobis litteras impetraverant, virtute quarum dictus archiepiscopus, cujus procurator ad ipsarum execucionem, necnon dictus Jehansonnus se opposuerant, fuerant ad certam diem in nostra parlamenti curia adjornati, suas dicturi opposicionum causas, ac processuri, et quod racionis esset facturi, prout hec et alia ex tenore dictarum nostrarum litterarum, et ex relacione certi dictarum litterarum executoris dicebantur lacius apparere; constitutis igitur in dicta curia nostra partibus antedictis, cum dicti conquerentes omne factum pertinens ad casum novitatis proponi fecissent, pro parte dictorum conquerencium ulterius propositum extiterat, quod licet res contenciosa, post dictorum archiepiscopi et Jehansonni Froidet opposicionem, in nostra manu posita extitisset, liteque pendente neutri parcium eadem uti liceret, dicto tamen Froidet contra dictam querimoniam et manum nostram, in dictorum conquerencium prejudicium et gravamen, ac contra ipsas temere attemptando, dictas proclamaciones faciebat et facere satagebat; ex quibus et aliis lacius propositis, totum pertinens, et ad emendam racione attemptatorum concluderant et concludebant, recredenciam in casu dilacionis petendo, necnon quod in expensis dictorum conquerencium condempnarentur.

« Dicto archiepiscopo ex adverso properante, garandiam pro dicto Froidet assumendo, ac dicente quod in villa et civitate remensi omnimodam justiciam habebat et habet, et ad hujusmodi causam poterat, et sibi licebat, habere in dicta civitate remensi unum preconem seu proclamatorem, qui expleta justicie proclamare habeat, omne pertinens ad casum novitatis proponendo; preterea dicebat quod predicti scabini admitti non debebant, cum procuratorem rite, pro omnibus habitantibus in aliis bannis, quam in banno dicti archiepiscopi, fundatum non haberent; quodque licet quisque sua bona vendere seu vendicioni exponere posset, attamen nemini ad inquantum vendere, proclamari, seu subhastari facere per modum proclamacionis, in dicta villa remensi licebat, nisi justiciariis, et maxime dictis scabinis non licebat, cum nullam haberent seu habebant juridiccionem; nec expleta per dictum archiepiscopum facta impugnare, nec contra ea ut opponentes, cum dicti archiepiscopi subditi essent ac erant, poterant, nec ad hoc admitti debebant, presertim cum ad ea per viam justicie dictus archiepiscopus processisset; et dato quod admitterentur, idem archiepiscopus conclusiones contrarias fecerat in dicto casu novitatis, petendo in casu dilacionis recredenciam sibi fieri per predicta, et plura alia per eum ad hoc fines allegata; quantum vero ad attemptata, dicebat se diem non habere, et dictos conquerentes in suis expensis condempnari debere, ad hoc concludendo.

« Dictis conquerentibus replicantibus ac dicentibus, quod procurator ipsorum rite fundatus erat, ipsique ac dictus procurator dictam querimoniam deducere poterant; dicebant ulterius quod juridiccionem habebant dicti scabini, ipsique servientes pro re publica remensi instituere poterant ac imponere, nec ipsi, ut scabini, dicto archiepiscopo subjecti erant, ymo juridiccionem supra ipsum, suos procuratores, ac burgenses remenses habebant; quodque dictus archiepiscopus ad predicta attemptata diem habuerat, et habebat; quare ut supra concludebant.

« Dicto archiepiscopo dupplicante, et ut supra concludente; procuratore insuper nostro requirente, quod jus nostrum circa predicta observaretur, quodque curia nostra prefata qualiter res contenciosa per manum nostram gubernaretur ordinaret.

« Dicta vero curia nostra, auditis partibus antedictis, seu earum procuratoribus, in omnibus que

porter en maintes manières; il soit ainsi que en grant partie la marchandise de ladicte ville soit fondée sur les vins qui croissent environ la

Exploit de signification de règlement pour les courtiers, portant deffenses de plus s'en mêler, et [refus de recevoir?] l'opposition d'un d'iceulx.

(Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, liass. 27, n° 5.)

22 juin 1415. « Sachent tuit que je Henri de Villedomenge, sergent à cheval du roy nostre sire en son Chastellet de Paris, par vertu de certainnes lettres de commission données de honorable homme et sage Jehan de Châlon, lieutenant de monseigneur le capitain de Reims, commissaire du roy nostre sire en ceste partie, données en datte le XVIIIe jour du mois de juing l'an mil CCCC et quinze, adfin de mettre à exécution certaines lettres royaulx en double queue et cire jaune dont èsdictes lettres de commission est faicte mencion, ausquelles lettres royaulx ceste moye présente rescripcion est atachiée soubz mon seel, je le XXIIe jour de juing l'an dessus dit, à la requeste de messires du clergié, eschevins, bourgois et habitans de la ville de Reims, impétrans d'icelles, me transportay à Reims, ès places et lieux où l'en a coustume à fere crix en ycelle ville, et ylecques, présent justice, publiay et fis publier à haulte voix le contenu èsdictes lettres royaulx, lesquelles furent leues en la présence de pluseurs personnes ilecques assemblées ausdis crix, avecques certains articles advisés et accordés par lesdictes gens du clergié, eschevins, bourgois et habitans de ladicte ville de Reims, sur le fait du courretage des vins qui se vendent et venderont ès céliers, caves et hostelz d'icelle ville de Reims, lesquels articles ont esté à moy bailliés de par lesdis du clergié, eschevins, bourgois et habitants en une cédule dont la teneur s'en suit :

« Adfin que le courretage de vins qui doresnavant se venderont ès céliers, caves et hostelz de la ville et cité de Reims, par courretiers octroyés par le roy nostre sire aux gens du clergié, eschevins, bourgois et habitants de la ville de Reims, pour et au proffit des réparacions de la forteresse d'icelle ville et des aultres neccessités, soit excercé sans fraulde, et que ceulx qui y commetteront fraulde soient pugnis, advisé et ordonné est par le lieutenant du capitaine, les eschevins et pluseurs notables bourgois, et autres esleus du conseil de ladicte ville, estans en la loge desdis eschevins, s'il plaist auxdis habitants, ce que s'ensuit : *Premiers*, que ledit courretage se baillera à ferme au proffit de ladicte ville à une ou à deux personnes souffisantes, et sera crié bien et deuement, et se delivrera au derrenier enchérisseur, et le porra-en doubler et remonter comme on fait les aides. *Item*, que celui ou ceulx ausquels demourera ledit courretage porra mettre et ordonner six courretiers pour excercer ledit courretage, lesquels jureront ès mains du capitaine de Reims ou de son lieutenant, présens aucuns des eschevins et bourgois de Reims, que ledit courretage ils excerceront bien et loyalement, sans fraude et sans faveur avoir à ung plus que à ung autre, et que de chascune queue qu'ilz feront vendre ilz ne prenderont tant seulement que deux solz parisis. Pour obvier aux frauldes qui se porront commettre en l'excercice dudit courretage, accordé et advisé est par les dessus nommés, que s'aucun desdis courretiers jurés prent plus hault prix ou salaire de fere ven-

circa premissa dicere ac proponere, tam replicando quam duplicando voluerint, ipsas in factis contrariis, et inquesta super eorum factis facienda, appunctasset, et super recredencia hinc inde requisita, in arresto; tandem visis per eandem curiam predictis querimonie litteris, et expleto ipsarum vigore facto, consideratisque et attentis diligenter dictarum parcium racionibus, et omnibus circa hoc attendendis, et que dictam curiam nostram moveri poterant et debebant, dicta curia nostra recredenciam rei contenciose, lite pendente, eidem archiepiscopo adjudicavit et adjudicat per arrestum; appunctamento procedendi alias in dicta causa facto, ut prefertur, in ceteris remanentibus in suo statu. Pronunciatum VIII^a februarii, nonagesimo nono.

ville, qui amenez sont et renduz en ycelle, lesquelx, quant amenés sont ès céliers de la ville, l'en a acoustumé de vendre par courretiers,

dre une queue de vin que deux solz parisis, et que le vendeur lui en baille plus, ledit courretier l'amendera pour chascune queue d'amende de cinq sols parisis, et aussy fera le vendeur desdis vins, lesquelles amendes seront et se convertiront au proffit de ladicte ville et de la forteresse d'icelle. *Item*, accordé et advisé est, s'il plaist auxdis habitans, que s'aucun autre de quelque estat qu'il soit, autre que desdis courretiers qui seront jurés comme dit est, s'avance et efforce d'aler avecques les marchans pour acheter vins esdiz hostelz, ou pour en boire ou essaier, il l'amendera d'amende de x s. parisis qui sera converty au proffit de ladicte ville et de la forteresse d'icelle, comme dessus est dit. *Item*, adfin que on pust mieulx savoir les frauldes qui se commetteront oudit courretage, et les amendes, accordé est que ceulx qui dénonceront lesdictes amendes et fraulde, averont la ve partie desdictes amendes, icelles congnues et amendées. *Item*, ordonné est que lesdictes amendes se receveront par les receveurs des deniers communs de ladicte ville, qui pareillement en renderont compte comme ilz font desdis deniers communs.

« Après la lecture et publicacion desquelles lettres royaux et articles dessus declairés, je deffendis de par le roy nostre sire, sur les peines contenues esdictes lettres et articles, aux courretiers qui, auparavant de l'execucion desdictes lettres royaulx, s'entremettoient de l'office de courretage, et généralement à tous, aux personnes des gens ilecques assemblés auxdis cris, que doresenavant ilz ne s'entremeissent de l'office dudit courretage ou prejudice desdictes lettres royaulx et articles dessusdis. Et ce fait, cedit jour je me transportay pardevers et aux personnes de Jehan Warin Colart, maistre Rémon Hachaty, Raulin Moreau, Jehan le josne, Baudesson Milet, Jehan Lemosnier, Jehan Baillet, Jehan de Leval, dit Mornin, lesquels auparavant de l'exécucion desdictes lettres s'entremettoient dudit office de courretage, et leur deffendis, de par le roy nostre sire, après lesdictes lettres royaulx et articles dessusdis, sur les peines contenues en yceulx articles, et tout selon la forme et teneur desdictes lettres royaulx; et le premier jour du mois de juillet ensuiant, l'an dessusdit, ledit Jehan Lemosnier vint pardevers moy à Reins, et me dit que, à l'encontre de mesdis exploix et des commandemens par moy fais par vertu desdictes lettres, il s'opposoit, en moy requérant que ce je meisse en mon rescript, auquel je respondis que lesdictes lettres ne contenoient point d'opposicion, et que point ne le receveroie à sadicte opposicion. En tesmoing de ce, j'ay scellé ces lettres de mon seel, qui furent faictes l'an et jours dessusdis. »

Deux autres actes également importants sur le sujet qui nous occupe, mais dont le premier seul avait échappé à Bidet, sont une transaction du 12 juin 1557 et une ordonnance du 2 avril 1621.

Transaction entre les échevins et les jaugeurs nommés par le roi en titre d'office, aux termes de l'édit d'octobre 1551; ces derniers renoncent, à l'égard tant du roi que de l'archevêque, au profit des échevins, à l'effet de leurs provisions dans le ban de l'archevêque, à Reims, tous leurs droits ailleurs réservés.

(Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign.)

« A tous ceulx qui ces présentes lectres verront ou orront, Jehan Colbert, docteur ès droictz, conseillier du roy nostre sire, et garde du seel de la baillye de Vermandois, à Reims, establi de par ledit segneur, salut. Sçavoir faisons que pardevant Pierre Copillon et Gobert Gérard, notaires royaulx en ladicte bailliye, demourans à Reims, et ad ce faire establiz de par ledict segneur, comparurent en leurs personnes honnorables hommes maistres Pierre Frizon, conseillier du roy nostre sire, au siége présidial de Reims, Philippes Fremyn, licencié ès loix, et eschevins de Reims, et Pierre Tropmignot, procureur dudict eschevinage, ès 12 juin 1557.

dont six ou huit personnes de la ville, qui le fait et office dudit courretage entreprennent de leur auctorité et sans ordonnance, preinnent

noms et comme procureurs et ayans charge spéciale desdictz eschevins, par conclusion faicte en leur buffet le sixiesme jour de ce présent moix de juing, d'une part; et Pierre Lyévin, dict Aubillon, Jehan le Subtil, Nicolas Hennin et Jehan Carton, bourgeois dudict Reims, d'aultre part; disans lesdictes parties : comme le roy nostre sire, par édict du mois d'octobre mil cinq cens cinquante et ung, ayt créé et estably en chacune des villes estans sur les rivières de Saine, Yonne, Marne, Oise et ès environs d'icelles, jaugeurs des vins et aultres bruvaiges, pour jauger, mesurer et marquer les futailles et tonneaulx quy passeront par lesdictes rivières, villes et environs, et y seroient exposez en vente, que le roy, nostredict sieur, auroist dès lors créez et errigez en chief et tiltres d'offices formées, lesquelz Aubillon et Subtil, et aussy Nicolas Hennyn et Jehan la Mesche auroient obtenu chacun d'eulx du roy, nostredict sieur, l'une desdictes offices de jaugeurs de la ville de Reims, et auroient présenté requeste à monsegneur le bailly de Vermandois, ou son lieutenant à Reims, pour faire deffences aux commis et depputez par lesdictz eschevins à ladicte jaulge de cesser leur excercice et ne les empescher à la jouissance de leursdis offices; avec lesquelz commiz et depputez lesdictz eschevins se seroient joinctz, et maintenu que à eulx compétoict et appartenoict de commectre et instituer officiers pour ladicte jaulge ou ban, justice et jurisdiction de monsegneur l'arcevesque et duc de Reims, premier per de France, qu'ils en avoient tiltres et estoient fondez en possession immémorial; sur quoy les parties oyes auroient esté réglées; et depuis mondit segneur l'archevesque, pour le soustenement des droictz desdictz eschevins, quy sont les juges en première instance des bourgeois dudit arcevesque, se seroict joinct avec lesdictz eschevins et faict renvoyer la cause par devant nos sieurs tenans le grand conseil du roy nostredict segneur; et cependant auroict obtenus lectres de supression desdictes offices de jaugeurs donnez par le roy ausdis Aubillon, Subtil, la Mesche et Hennin, lesquelles lesdictz eschevins auroyent faict vériffier tant par-devant nosdictz segneurs du grant conseil, nos sieurs de la court de parlement, à Paris, ès requestes de l'hostel du roy audict lieu, que ledict bailly de Vermandois ou son lieutenant audict Reims; laquelle cause estant plaidée au grand conseil auroit esté renvoyée par-devant lesdictz gens tenans les requestes du roy, et depuis auroient lesdictz Aubillon, Subtil, la Mesche et Hennyn faict évocquer ladicte cause par-devant messieurs les généraulx de la justice des aides à Paris, où elle est indécise; et depuis auroient lesdictz Aubillon, Subtil, Hennyn et Evrard le Subtil le jeune, obtenu nouvelles lectres desdictes offices de jaugeur de mondit sieur l'archevesque et duc de Reims pour jaulger indiféremment par touttes les terres, segneuryes et chastellenyes dudict sieur, mesmes en ladicte ville de Reims, qu'ilz auroient présenté à monsieur le bailly dudict Reims pour estre instituez èsdictes offices et receus à faire le serment; ce quy auroict esté empesché par lesdictz eschevins pour le regard seullement du ban, justice et jurisdiction dudict sieur archevesque en ladicte ville de Reims et faulxbourgs, maintenans avoir droict et estre en possession immémorial de pourveoir èsdictes offices, instituer et recepvoyr le serment desdictz pourveuz; sur quoy y auroict eu jugement donné par ledict bailly de Reims, par lequel il auroict ordonné qu'il seroict par luy passé oultre à l'institucion desdictz Aubillon, Subtil et consors, dont lesdictz eschevins auroient appellé, sur lequel ilz auroient esté anticippez en la court de parlement, à Paris, où ledict appel est indécis; et, pour la minorité dudict Evrard le Subtil le jeune, ledict Jehan Carton auroict obtenu lectres d'office de mondict sieur l'arcevesque pour ce faire subroger au lieu et droict dudict le Subtil le jeune; en tous lesquelz procez lesdictes parties respectivement prétendoient

et parsoivent grans prouffis, c'est assavoir : de chascune queue de vin qu'ilz font vendre, quatre solz parisis ou autre plus grant somme, et

avoir bonne cause, et par le moien d'iceulx estoient en voye de tomber en grandz inconvéniaus, pertes, despens, dommaiges et interestz; pour lesquelz terminer, et nourir paix entre eulx, ont traicté, transigé, pacifié et accorde desdis différands comme il s'ensuict : c'est assavoir que lesdictz Pierre Lyevin dict Aubillon, Jehan le Subtil, Nicolas Henuyn et Jehan Carton ont recongneu et confessé, recongnoissent et confessent par ces présentes, que ausdictz eschevins de Reims seulz apartient de pourveoir ausdictes offices de jaulgeurs ou ban, justice et jurisdiction dudict segneur archevesque, en ladicte ville de Reims et faulxbourgs, et par mesme moien l'institution des personnes par eulx pourveuz èsdictes offices; et partant se sont désistez et depportez, désistent et depportent des lectres de provision par eulx obtenuz, à ce regard, tant du roy nostredict segneur que de mondit segneur l'archevesque, et y ont quicté et renoncé, quictent et renoncent au prouffit desdictz eschevins, ce acceptans par lesdictz Frizon, Fremin et Tropmignot, èsdictz noms, sauf toutesfoiz que lesdictes lectres d'offices obtenuz par le roy avec leurs institutions demeureront en leurs forces et vertu, pour icelles excercer hors ledict ban, justice et jurisdiction de mondict segneur l'arcevesque, en ladicte ville de Reims; et ce moiennant que lesdictz Frizon, Fremin et Tropmignot, èsdictz noms, ont promis faire baillier lectres de provision ausdictz Aubillon, Subtil, Henuin et Carton, et les faire recepvoir et instituer par lesdictz eschevins pour jouyr et user desdictes offices de jaulgeurs, et icelles excercer soubz le nom et tiltre desdictz eschevins, ou ban, justice et jurisdiction de mondict segneur l'arcevesque, en ladicte ville et faulxbourgs de Reims, sans paier aucune chose pour ceste fois seullement pour la provision et institution desdictes offices, fors que l'expédition desdictes lectres et seel d'icelles; cessans et faisans cesser tous aultres excerçans lesdictes offices et tous aultres troubles et empeschemens, sans que aultres se en puisse immiscer ou entremetre; et, là où le contraire viendra, seront tenuz prendre la cause et garendye formelle pour les dessus nommez, ou cas que le droict d'institution et provision de jaulger en ceste ville de Reims seroict en controverse, et au reffuz de ce faire, seront les partyes remises en procès comme auparavant le présent traicte; et, en ce cas, cesseront lesdictz Carton, Aubillon, Henuyn, Subtil, de excercer lesdictes offices, et y pouront lesdictz eschevins y commectre et pourveoir; à la charge aussy toutesfois que lesdictz Aubillon, Subtil, Henuyn et Carton ne pouront jaulger que ès foires, estapes et lieux publicques de ladicte ville de Reims et faulxbourgs, et non ès caves et celliers des particuliers habitans dudict Reims et faulxbourgs, s'ilz n'en sont requis; et sy ne pouront faire saisir et arester à la porte, ny aultre endroict, les vins quy auront esté venduz èsdictes caves et celliers, et hors lesdictes foires et estappes; et pour raison de ladicte jaulge sortiront jurisdiction par-devant lesdictz eschevins, où ilz se sont soubmiz et se soubzmectent spécialleinent. Et moyennant les choses dessusdictes, ce sont lesdictes parties desistées et departyes de tous lesdis procès, sans rendre aucuns despens, dommaiges et interestz les ungs aux aultres; desquelz despens, dommaiges et interestz ilz se sont quictez les ungs aux aultres, et sy ont lesdictes partyes respectivement consenty ce présent traicte estre esmologue tant en la court de parlement à Paris, aux généraulx des aydes, aux requestes et hostel du roy, par-devant le bailly de Vermandois ou son lieutenant à Reims, et partout ailleurs qu'il appartiendra : et, pour ce faire, ont lesdictes parties respectivement faict et constitué leur procureur le porteur de ces présentes, promectans lesdictes parties respectivement par leur foy pour ce donneit corporellement ès mains d'iceulx notaires et soubz l'obligation, etc., etc.... En tesmoing de ce, nous, au rapport d'iceulx notaires, avons mis a

font vendre les vins à ceulx qui plus grant somme leur donnent, et souventes fois prennent salaire du vendeur et de l'acheteur, pourquoy

ces lectres le seel de ladicte baillye. Ce fut faict le douziesme jour de juing, l'an mil cinq cens cinquante-sept. » *Ainsi signé* : Gérard et Copillon. » *Et scellée de cire verte sur double queue.*

*Ordonnance sur les offices de courtiers de vin, vendeurs de poisson, langueyeurs de porcs, etc.**.

(Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, jurid., liass. 27, n° 7.)

2 avril 1621. « Les commissaires généraulx députez par le roy pour l'exécution de l'édit portant attribution d'hérédité aux offices de police et autres y mentionnez, et pour la revente de ceux dont les pourveus n'auront prins ladite attribution, ensemble pour la vente et establissement desdits offices avec ladite hérédité ès lieux où il n'en a encore [été?] estably depuis les édicts de leur création, donné au mois de février mil six cent vingt, déclaration sur ledit édict du vingt-neuviesme avril, et arrest du conseil du trentiesme jour d'aoust ensuivant, sur la requeste à nous présenté par les eschevins de la ville de Reims, tant pour eux que prenant le fait et cause pour Nicaise Serval, Henry Bachelier, Claude Bernard, Jean et François Boutard, Claude Boulet, et autres particuliers demeurans en laditte ville de Reims, pourveus par lesdits eschevins de quelques offices de police, contenant que de toute ancienneté ils ont corps et communauté à Reims, avec scel authentique et jurisdiction tant contentieuse que de police sur les habitans du banc de l'archeveschè et autres qui exposent en vente quelques danrées ou marchandises sur ledit banc, lequel droit de corps et communauté, ensemble celui de jurisdiction et de police, est et a toujours esté patrimonial aux habitans et eschevins de laditte ville, et de tel temps qu'il n'est mémoire du contraire, et qu'à eux a appartenu et appartient la provision, institutions et destitutions des offices de courtiers de vin, controlleurs et visiteurs de marée, vendeurs de poisson de mer frais et sallé, aulneur de draps et de toilles, brassieurs de foing, mesureurs de charbon, langoyeurs de porq et autres offices de police, suivant plusieurs chartres, tiltres et lettres, tant des roys que des archevesques de Reims, et arrests de courts souveraines; et que bien qu'ils soient en possession desdits

* Voici ce que dit Bidet sur cet acte, dans ses Mémoires, tome IV, p. 120, et dans son Traité de l'Échevinage, p. 197 :

« Le roi, par son édit du mois de février 1620, ayant créé des offices de police sur le fait de la marée, des vins, des toilles, de la chair de porc et d'autres marchandises pour les lieux où il n'en avoit point encore été établis, et ceux qui les exerçoient dans Reims, par commission des échevins, y ayant été troublés par les traitans, les échevins prirent leur fait et cause, formèrent opposition à cet édit; et, sur le vu des chartres, titres et arrêts qui leur attribuoient à eux-mêmes le droit de pourvoir à tous ces offices, ils y furent maintenus et confirmés par deux arrêts du conseil des 2 avril 1621 et 10 mars 1622. Le premier de ces arrêts en relate un autre du [6 du] mois de juin 1352, portant homologation d'un accord fait avec Jean de Vienne, 63ᵉ archevêque, et les échevins, par lequel ce prélat a reconnu que Millet Rousseau, vicomte, s'étoit mépris en faisant dépecer un cuvier à mesurer le charbon, sans le jugement des échevins; et dit qu'il en paieroit les dommages et intérêts, lesquels ont depuis été liquidés à trente-deux sols parisis, ce qui prouve l'ancienneté de ce droit des échevins.

« Ces offices ayant été rétablis en 1628, les échevins, dans la vue d'empêcher la levée des nouveaux droits qui y étoient attribués, traitèrent de ceux que quelques particuliers avoient acquis, et les firent encore tous suprimer par arrêt du conseil du (*sic*) 1634; et, au moyen de cette supression, ils ont continué, comme auparavant, d'instituer tous ces officiers, et jouir tranquilement de ces parties de la juridiction et police du buffet, jusqu'à la réunion, par arrêt du conseil du 1ᵉʳ décembre 1699 au baillage ducal de Reims, des offices de police créés par les édits d'octobre et novembre précédens, M. le Tellier, lors archevêque, ayant conséquemment à ces édits et arrêts, dépouillé les échevins de la plupart de ces droits. »

ladicte marchandise est grandement amenrie, et lesdiz supplians grevez et dommagez, lesquelx, pour soustenir et aidier à supporter lez frais et

droits il y a plus de cinq cens ans, ce néantmoings lesdits Serval, Bachelier et autres officiers ont esté cy-devant assignez par-devant M. Gille Berthemet, esleu en l'élection de Reims, nostre subdélégué, pour représenter les originaulx des lettres, tiltres et contracts en vertu desquels ils jouissoient et jouissent de leurs offices, mesmes, lesdits eschevins, pour justifier du droit qu'ils ont d'y pourveoir; et qu'ayans comparu audittes assignations le unziesme décembre dernier, et remontré ce que dessus, et, pour en faire apparoir, demandé délays de trois moys, nostredit subdélégué les auroit renvoyés par-devant nous au quinziesme janvier dernier; auquel jour ayans comparu auroient représenté un grand nombre de tiltre entre plusieurs autres, justifficatifs comme à eux appartient d'instituer, destituer et pourveoir aux offices de police, avec l'anciennes et immémorialle possession en laquelle ils sont encore de présens, requérans à ces causes qu'il nous pleust les recevoir à prendre le faict et cause pour lesdits particulier et officiers de police, et faisant droit sur leur intervention, les maintenir et conserver en l'excercice de leurs estats, et lesdits eschevins en la faculté et pouvoir d'y pourveoir; veu les lettres de concession de l'institution des eschevins de ladite ville de Reims, donnés par Guillaume, archevesque de Reims, de l'an mil cent quatre-vingt-deux, et lettres pattentes du roy Philippes, confirmatives d'icelles données audit an, par lesquelles appert lesdicts eschevins avoir droit de justice et jurisdiction en tout cas civil et criminel, sur les bourgeois dudit Reims et habitans du banc ou territoire dudit archevesque; bulle du pape Lucius, donnée à Pérouse aux calandes d'octobre non dattés de l'an, portant aussy confirmation desdittes lettres de concession dudit archevesque, trois coppies collationnées aux originaulx de trois arrests de la cour de parlement daetté du vingtième jour d'avril mil trois cens soixanteneuf, dans lesquelx lesdictes lettres de concession dudict archevesque, lettres de confirmation du roy Philippes, et bulle dudict pape Lucius, sont incérées et transcripts et déclarées bonnes, vallables et authenticques pour s'en servir en jugement et dehors; lettres-pattentes du roy Charles en forme de commission, données à Paris le huitiesme feuvrier mil trois cent soixante-dix-neuf, par lesquelles est mandé au premier huissier ou sergent sur ce requis, faire jouir les courtiers de vins nommez et assermentez par les eschevins, et faire restituer les sommes receues par ceux quy s'étoient entremis au fait dudit courtage sans provission desdits échevins; procès-verbal de Jean Godès, sergent, rendu sur lesdittes lettres de commission, en date du troisième avril après Pasques, mil trois cens quatre-vingt, par lequel appert de la restitution faitte audit courtiers de ce quy auroit esté usurpé sur eulx par quelques particuliers pour le faict dudit courtage; sentence du bailly de Reims du huitiesme aoust mil cinq cens soixante-quatorze, donnée à la requeste du procureur des eschevins de Reims, par laquelle leur est adjugé la possession et saisine par eux maintenue, proposées allencontre des tonnelliers de laditte ville, qui prétendoient la faculté d'excercer le courtage de vin en laditte ville; arrest de la cour de parlement du septiesme décembre mil cinq cens soixante-cinq, confirmatif d'une sentence dudit bailly, du dix-neufiesme février mil cinq cens soixante-deux, et d'autre sentence desdits eschevins du vingtiesme mars mil cinq cens soixante-un, par laquelle deffenses sont faittes à Nicolas Turpin, tonnellier, qui s'immissoit sans permission au faict de courtage de vin, de plus s'en entremettre à peine de l'amande, s'il n'a préalablement pris provision; autres arrests de ladite cour de parlement, du vingt-cinquiesme jour de janvier mil cinq cens soixante-sept, donné en exécution dudit arrest de soixante-cinq, entre les maires et eschevins de la ville de Reims, et les maistre toneliers et les preten-

despens qui neccessairement sont aux emparemens et réparacions de la forteresse et leurs autres charges, appliqueroient voulentiers à eulx et

dus courtiers de vins de laditte ville, par lequel deffenses sont faittes ausdits tonnelliers en qualité de corps du mestier de tonnellier, d'exercer l'estat et office de courtier en laditte ville de Reims, si premièrement ils ne sont pourveus et institues audit état de courtiers jurez par lesdits maires et eschevins de laditte ville, sur peine de vingt livres parisis d'amende pour chacune contravention; plusieurs coppies de provision d'office de courtier de vins données par lesdits eschevins de Reims, à plusieurs personnes de temps en temps, depuis l'an mil trois cens quatre-vingt-dix-neuf, jusqu'en l'année mil cinq cens quatre-vingt-dix-huit; plusieurs extraits collationnez des registres de conclusions de l'échevinage de Reims, par lesquels appert lesdits eschevins avoir nommé et pourveu plusieurs personnes aux charges et offices de courtiers aulneurs de draps et toilles en laditte ville, depuis l'an mil quatre cens quatre-vingt-deux jusques en l'année mil six cens vingt; accord et transaction faite entre ledit sieur archevesque, lesdits eschevins, les doyens et chappittres dudit Reims et l'abbé, religieux et couvent de Saint-Remy, et homologué par arrest de ladite cour de parlement de Paris, en datte du septième jour de février mil trois cens soixante-dixneuf, par lequel appert que lesdits eschevins ont droit de nommer gens capables et suffisans privativement à tous autres, pour visiter les vivres et danrées qui se [mettent en?] vante dedans laditte ville, avec pouvoir ausdits eschevins de condamner les délinquants; procès-verbal de Conté (?), sergent royal, du vingt-sixième jour de juillet mil quatre cens huit, rendue sur les lettres-patentes du roy Charles sixième en forme de commission du dix-huitiesme jour de novembre mil quatre cens sept, par lequel appert lesdits échevins avoir esté maintenus en possession de nommer des personnes pour la visitation des vivres; sentences rendues par messieurs des requestes du pallais, en datte du vingt-septiesme jour de janvier mil cinq cens six, au proffit desdits eschevins, contre l'archevesque dudit Reims, par laquelle lesdits eschevins ont été maintenus au droit de pourvoir aux offices de vendeurs de marée en laditte ville de Reims; lettres-patentes du roy Henry troisième, données à Paris au mois d'octobre mil cinq cens soixante-seize, portant confirmation de certains articles faits et dressés par les échevins de Reims, pour le faict de la vente de la marée, avec attribution d'un sol pour livre pour l'avance des deniers, sallaires et vaccation desdits eschevins, qui feront l'inventaire et vente de ladite marée; plusieurs extraits collationnez des registres des conclusions de l'eschevinage de Reims, ensemble plusieurs coppies des lettres de provisions par lesquels appert lesdits eschevins avoir pourveu plusieurs personnes ès charges et offices de la marée, depuis l'an mil quatre cens ving-six, jusques en l'an mil six cens dix-huit, à sçavoir, de deschargeurs, visiteurs et crieur de marée, qui est le vendeur; lettre de commission du bailly de Vermandois ou son lieutenant à Reims, du quinzième jour de janvier mil quatre cens cinquante-huit, par lequel est mandé au premier sergent royal sur ce requis, de maintenir et garder aux pourveus nommez par lesdits échevins aux offices de visiteurs de pourceaux, en la possession et saisine desdits offices, et de les faire jouir et user d'iceux; procès-verbal de Jean Louvet, sergent, du XXII[e] jour de janvier mil quatre cens cinquante-huit rendus sur laditte commission, par lequel appert ledit Louvet avoir assigné plusieurs particuliers bouchers qui s'immissoient au faict de laditte visite, au préjudice des pourveus par lesdits eschevins, et à iceux signiffié le contenu en ladite commission, à ce qu'ils eussent à laisser jouir lesdits pourveus desdites charges sans y contrevenir, à peine de dix marcs d'argent; autre lettre de commission dudit bailly de Vermandois ou son lieutenant du quatriesme jour de décembre mil cinq cens quatorze, aussy addressante au premier sergent royal sur ce requis, pour

au prouffit commun de ladicte ville ledit courretage, pour ycellui faire de par eulx excercer ou bailler à ferme à une ou pluseurs personnes,

maintenir et garder les pourveus par lesdits eschevins des offices de langoyeurs et visiteurs de pourceaux, en leurs droits et possession; reconnoissance faite par Jessoncet Foissin, boucher, demeurant à Reims, par laquelle il déclare avoir fait ce qui est contenu èsdites lettres de commission, et prins sallaire, ce qu'il n'avoit peu faire, et l'amende au proffit des eschevins complaignans, avec promesse de ne plus faire ne troubler lesdits pourveus en leurs possessions; plusieurs extraits collationnés des registres de conclusions de l'échevinage, par lesquels appert lesdits eschevins avoir pourveus plusieurs personnes ausdites charges de langoyeurs et visiteurs de porcqs, depuis l'année mil quatre cens dix jusques en l'an mil cinq cens soixante-dix; une sentence arbitralle du dixième jour de décembre mil trois cens vingt-trois, rendue par le mandement du roy Charles le Bel, entre lesdits eschevins et le chapitre de Notre-Dame de Reims, par laquelle appert qu'ausdits eschevins seuls appartient de pourveoir aux offices de brassieurs de foin, privativement à tous autres, tant sur le ban de l'archevesque que du chappittre en ladite ville de Reims; plusieurs coppies de lettres de provision données par lesdits eschevins à plusieurs personnes desdites charges et offices de brassieurs de foin, depuis l'an mil quatre cens cinquante-deux jusques en l'année mil six cens quinze; lettres-pattentes en forme de commission données par le roy Philippe, le quinzième jour de may mil trois cens trente-huit, par lequelles, sur la complainte faite par lesdits eschevins de ce [que?] Millet Bouillart [*sic*, Rousseau?], vicomte fermier dudit archevesque, avoit rompu un cuvier à mesurer charbon appartenant aux mesureurs institutez par lesdits eschevins, auroit esté mandé audit bailly, faire jouir iceux eschevins de leurdite possession et saisine, et en cas de débat ou opposition adjourner les parties contendantes et opposantes sur ce, au prochain parlement; procès-verbal de Robert de la Cousture, sergent, du mercredy après la Magdelaine, l'an mil trois cens trente-huit, portant assignation audit archevesque pour procéder sur le contenu en ladite complainte; coppie collationnée à l'original de l'accord fait entre ledit sieur archevesque et lesdits eschevins de Reims, émologué par arrest de la cour de parlement du mois de juin mil trois cens quarante-deux, par lequel est dit et accordé que ledit vicomte mesprit en rompant lesdites mesures et qu'il ne pouvoit les dépecer sans le jugement desdits eschevins, et les hoirs dudit vicomte fermier condamnez d'en payer le dommage; procès-verbal de Raoult Paillart, sergent, clos au mois de septembre mil trois cens quarante-deux, par lequel appert ledict accord avoir este mis en exécution allencontre des hoirs dudit Bouillard, vicomte de Reims, et avoir payé trente-deux sols parisis pour le dommage desdites mesures dépecées; plusieurs extraits des registres des conclusions de l'eschevinage dudit Reims, par lesquels appert des provisions par eux données à plusieurs personnes des charges et offices de mesureurs de charbon, depuis l'an mil trois cens soixante-sept jusques en l'an mil cinq cens trente-sept; procès-verbal dudit Me Gilles Berthemet, notre subdélégué en ladite eslection de Reims, commenceant au onzième jour de décembre mil six cens vingt-un, contenant l'injonction faitte auxdits eschevins de représenter par-devant nous les originaulx de leurs prétendus chartres et tittres, au quinzième dudit mois de janvier dernier; ledit édit du mois de février mil six cens vingt, par lequel appert de la réservation faitte par le roy, de pourvoir aux offices de police ausquels les villes et communautez ont droit et facultez de pourvoir, ausquelles communautez Sa Majesté n'entend préjudicier. Tout considéré, nous, commissaires susdits, ayant esgard à ladite requeste, avons renvoye et déchargé lesdits particuliers pourveus des offices de police susmentionnez par lesdits

pourveu que ceulx qui ledit corretage exploicteroient, ne pourroient prendre, de chascune queue de vin qu'ilz feroient vendre ès celliers

eschevins des assignations à eux données, et faisant droit sur l'intervention desdits eschevins, les avons pareillement déchargés de ladite assignation, et renvoyez en la jouissance desdits droits de nomination et provision audits offices de courtier de vins, courtiers, aulneurs de draps et toilles, vendeurs de poisson frais et sallé, et langoyeurs de porqs en ladite ville de Reims, ainsy qu'ils en ont bien et duement jouy suivant leurs chartres et tittres. Donné à Paris, au couvent des Augustins, le deuxiesme jour d'avril mil six cens vingt-un. *Et au bas est écrit :* Par mesdits sieurs les commissaires, *Signé* GARNIER. »

L'ordonnance qui précède trouve son complément dans le Mémoire suivant sur les offices de police de la ville de Reims, Mémoire que nous fournit le portef. M, p. 245.

« Les prévôt et échevins de la ville de Reims ont de temps immémorial pourveus et nommés aux offices de police de la ville de Reims, c'est un fait dont on a depuis plus de 600 ans des titres des plus authentiques.

« Ces charges de police consistent aux offices de :

« 1° Courtiers de vin ;

« 2° Controlleurs, visiteurs de marée, vendeurs de poisson de mer frais et sallez ;

« 3° Aulneurs de draps et de toille ;

« 4° Brasseurs de foin ;

« 5° Mesureurs de charbon ;

« 6° Langoyeurs de porcs ;

« 7° Anneleurs de bois*.

« En 1620, le roy, par édit du mois de février, mit ces offices de police en charges qu'il créa et rendit héréditaires dans toutes les villes du royaume.

« Les adjudicataires de ces offices firent assigner devant les commissaires du roy ceux qui en étoient pourvus.

« Les prévost et échevins de la ville de Reims intervinrent prenant le fait et cause de leurs officiers, justifièrent par titres que ces offices de police étoient patrimoniaulx, et par sentence rendue par les commissaires le 2e avril 1621, les officiers nommés par les prévôt et échevins furent renvoyés de la demande, et eux mainteuus dans le droit et jouissance de nomination et provision des offices de courtiers de vin, aulneurs de draps et toille, vendeurs de marée et langayeurs de porcs.

« Les adjudicataires de ces offices se pourvurent par appel au conseil, et par arrest du 10 mars 1622, la sentence des commissaires du roy a été confirmée, et néantmoins les échevins ont été chargés de rembourser six cents livres aux adjudicataires, laquelle somme ils ont été authorisez à retenir sur les subventions de l'année deue au roy.

« Malgré cet arrêt, on procéda à la vente de deux offices d'anneleurs de bois, sous le prétexte spécieux que la sentence des commissaires du roy n'avoit rien décidé à ce sujet.

« Le corps de l'échevinage pouvoit former opposition à la vente, ou laisser adjuger et suivre la même voye qui avoit réussi pour les autres affaires ; mais comme cette conduitte exposoit à un procès, conséquament à

* L'auteur de ce Mémoire oublie l'office de porcher, dont l'institution faisait partie des droits patrimoniaux de l'échevinage, comme le prouvent, outre l'ordonnance du 2 avril 1621, deux pièces qui se trouvent insérées dans le Liv. Blanc de l'echev., fol. 357 v°, et 358 v°, dont voici le titre :

« Commission du bailli de Vermandois, donné le XXIII mars M CCCC XXIX, par laquelle appert que Person Damphue et autres s'estoient efforcies de accueillir et assembler les vaches et les pourciaux par la ville, et les mener aux champs, et estoit mandé au premier sergent qu'il faist joir les eschevins de leurs possessions....

« Rescript de l'exploit fait sur ladicte commission, par lequel appert que les adjournes accordèrent les eschevins estre maintenus en leurs possessions. »

De ces deux articles il résulte que : « Par anciens usaiges, les eschevins sont en possession qu'il ne loit à aucun, de quelque estat qu'il soit, de soy entremettre de assembler par la ville vaches et pourceaulx, comme porchier et vachier commun, sans l'octroy et licence des eschevins. »

de la ville, que deux solz parisis seulement, se sur ce nostre grâce, concession et octroy leur estoient imparties, requérans humblement

des frais sans espérance de les récupérer, et que ces frais excédroient infiniment le prix de ces charges, on prit la résolution de s'en rendre adjudicataire.

« En conséquence, ces deux offices d'anneleurs furent adjugez à Me Nicolas Bergier, le 11 mars 1622, par MM. les commissaires du roy, moyennant 200 livres, lequel à l'instant en fit sa déclaration au proffit des prévost et échevins de Reims, et en leur nom en paya la finance.

« Comme l'intention des prévost et échevins n'étoit point d'abandonner leurs droits patrimoniaux sur ces offices, ils obtinrent dans le même mois des lettres-patentes qui les confirmèrent dans tous leurs droits, titres et possession sur tous ces offices de police, les reconnurent patrimoniaux et y réunirent ces deux offices d'anneleurs.

« Ces lettres-patentes adressés au baillage royal et présidial de Reims, y furent enregistrés le 11 novembre 1626.

« Reconnus maîtres et propriétaires de ces offices de police, les prévost et échevins en ont disposez suivant que le bien publicq l'a demandé :

« 1° Ils ont établis des anneleurs dans toutes les paroisses, et en ont adjugé le droit au plus offrant et dernier enchérisseur, suivant l'adjudication du 16 may 1622;

« 2° Ils ont nommé des aulneurs de draps et toilles, lesquels étoient obligés de payer à l'échevinage une somme telle qu'elle étoit fixée par les prévost et échevins;

« 3° Le même jour, 16 may 1622, ils ont adjugez les huit offices de mesureurs de charbons *;

« 4° Ils ont continuez de nommer aux of-

* Un édit de mars 1696 crée de nouveau des offices de mesureurs de charbon que la ville fut obligée de racheter, comme le prouve un arrêt du conseil du 30 juillet 1696, qui se trouve carton F de l'hôtel-de-ville, f° 159 v°, et dont voici l'analyse :

« Le roi, par édit de mars 1696, a créé en titre d'offices héréditaires des jurés visiteurs, compteurs, et mesureurs de tous bois à brûler et charbons qui seront amenés par eau et par terre dans les villes et faubourgs du royaume, dans les lieux et en tel nombre que S. M. pourra juger à propos...., et avec attribution aux pourvus de 3 s. pour liv. du prix des charbons et bois dans les lieux où le bois seroit vendu 6 liv. et au-dessous; de 2 s. 6 d. où il seroit vendu de 6 liv. à 10 liv.; et de 2 s. où il sera vendu au-dessus de 10 liv. — Les villes de la généralité, trouvant ces droits trop onéreux, offrent au roi 300,000 liv. et 2 sous pour liv., à répartir sur tous, exempts et non exempts. — Le roi accepte, éteint et supprime les offices et droits créés, et maintient les villes dans leur ancienne police des bois et charbons. Sont exceptés de l'impôt les religieux mendiants et les hôpitaux. — Reims paye 40,000. »

La transaction que nous avons publiée dans nos *Archiv. admin.*, sous la date du 6 juin 1342, prouve que la police du charbon était regardée comme patrimoniale à l'échevinage, dès le XIVe siècle; à cette pièce on peut joindre les suivantes, qui sont empruntées aux Archiv. de l'hôtel-de-ville, jurid., liass. 26, n° 2 et 3 :

1°. Extraits faits en 1579, d'un livre en parchemin, à ailes de bois couvertes de cuir rouge, contenant 116 feuillets. Ce qui suit est pris au 84 f°, v°.

« Le mardy après l'apparition de N. Seigneur, l'an M. CCC LXVII, l'office de mesurage de charbon qui vacquoit par la mort de J. Cuissart, fu donné à C. de Champaigne, qui fut varlet de J. Pascart; et fit ledict jour, au buffet, serment que bien et loyaument fera et excercera ledit office.... »

Même livre, f° 109 r° :

« J. Jolybois, cordonnier, fut receu en l'office de charbonnier au buffet, l'an M. CCCC et V, le X de septembre, parmy ce qu'il a donné de courtoisie aux eschevins douze escus, dont il paya comptens V escus d'or, et les autres VII il les doit payer à la S.-Jehan prochain, et les a recongnu par-devant J. Charlet, notaire....; et avecq ce, a ledit J. Jolybois fait le serment accoustumé en tel cas, et oultre a voulu, consenti et accordé estre corrigiez de tous délis et forfais touchant ses offices, par les eschevins, et outre porter honneur et révérence auxdis eschevins....

« 2°. Charles, par la grâce de Dieu roy de France, au premier huissier de nostre parlement ou nostre sergent qui sur ce sera requis, salut. Receu avons la supplicacion de nos bien amez eschevins de Reims

iceulx : pour ce est-il que nous, ces choses considérées, voulans lesdiz supplians de nostre povoir secourir, et supporter en leurs nécessitez et

fices de la marée, et de procéder à la vente et adjudication de poissons de mer;

« 5° Les pourvus des offices de brasseurs de foin et de langayeurs des porcqs sont restez en possession de leur état, ainsy que les courtiers de vin qui y avoient étés confirmes par

contenant comme à cause de leur eschevinage ils tient pluseurs beaux droiz, prérogatives, libertez et saisines, et entre les autres aient et leur appartiengne le gouvernement et administracion de la chose publique et du bien commun de ladicte ville de Reins, et à ceste cause, et autrement deuement, aient lesdiz supplians droit, et soient en bonne possession et saisine, de mectre et establir en ladicte ville de Reins pluseurs officiers pour le bien de la chose publique de ladicte ville de Reins, c'est assavoir : vergeurs de vins, brassaieurs de foing et fourrages, mesureurs de charbon et autres yceulx offices, et donner et bailler, et les officiers à ce instituer et establir; et mesmement l'office de mesurage de charbon que l'en amène pour vendre, et que l'en vend à Reins, ouquel office de mesurage de charbon sont ordonnez, constituez et establiz de par lesdiz supplians, huit hommes ou plus, bonnes et honnestes personnes, qui toutes et quantes foiz qu'il se requiert, mesurent et sont tenus de mesurer le charbon vendu, au proufit et à la conservacion du droit des vendeurs et acheteurs, à la mesure à ce ordonnée et adjoustée par les officiers de nostre amé et féal conseillier l'arcevesque de Reins, moïennant salaire competent, que lesdiz mesureurs en ont, reportent et doivent avoir des vendeurs qui vendent ledit charbon, pour chascun sextier qu'ilz mesurent; et de ce ont lesdiz supplians joy et usé, tant par eulx comme par leurs prédécesseurs, par tel et si long temps qu'il n'est mémoire du contraire. Et il soit ainsi que ladicte ville de Reins soit grande et spacieuse, assise en poure et sec pais de Champaigne, arrière de tous bois de trois à quatre lieues, et mesmement de bois où l'en face charbon de quatre lieues et plus, habitee et peuplée de poures et menues gens de mestier, dont les pluseurs ne se chauffent que de feu de charbon sans autre bois, qui n'est pas merveille, actendu la chierté du bois que l'en a audit lieu de Reins; en laquelle aussi l'en ait acoustumé de souvent amener du charbon, et presque tous les jours, à voitures, cherrois et sommiers, et lequel on doit et a l'en acoustumé de toute ancienneté, de vendre à détail es marchiez et places et lieux commis et à ce ordonnez, et ycelui livrer et mesurer par les mesureurs à ce establiz, afin que un chascun en puisse avoir à son besoing et selon sa faculté, et que son droit lui soit mieulx gardé; néantmoins les charbonniers, marchans et vendeurs de charbon qui ont acoustumé de amener, et qui souvent amènent charbon à Reins pour le y vendre, malicieusement et d'entencion et voulenté dampnable, et par advisée, ont entreprins et fait conspiracions ensemble ou autrement, et ce font de fait que, quant maintenant et pour le temps présent ils amènent du charbon audit lieu de Reins, pour et afin de décevoir les bonnes gens, et pour obvier et eschever à paier le droit du mesurage pour ce establi, eulx qui scevent combien et quant sextiers de charbon tiennent leurs sacs et voitures, et qui le vendront en gros et à la voiture plus qu'il ne vault, ne vendront et ne veulent vendre que en gros et à la voiture et sans mesurer, et à ceste occasion le tiennent telement et si chier, que de présent les poures gens qui de présent en achètent deux ou trois ensemble, et puis le partent et divisent à chascun sa porcion, ne peuvent point avoir un sextier ne à la mesure qu'il ne conviengne qu'ils soubeachètent [*sic*, sourachètent ?] chascun sextier de charbon ausdiz charbonniers de quatre ou six deniers, ou ils n'en ont point et s'en vont tous sans charbon; et telement et si mauvaisement en usent lesdiz charbonniers et vendeurs de charbon, que chascun sextier de charbon qui ne souloit valoir à commun pris que de deux sols à deux sols six deniers, et ne le vendoit l'en plus ou environ, vault, et le vendent lesdiz charbonniers de présent, chascun sextier trois sols quatre deniers, et trois sols six deniers quant ilz le vendent au sextier et à la mesure, et ainsi le sourvendent, ou ilz le vendent en gros à leur voulenté a gros marchans grossiers et regratiers, ausquelz il convient aux poures gens encores plus le sourachetter, laquelle chose est ou grant préjudice et dommaige desdiz poures gens, dudit office de mesurage desdiz mesureurs, qui pour ce délaissent ledit office, de tout le bien commun de ladicte ville de Reins et desdiz supplians, et seroit plus se par nous ne leur estoit sur ce pourveu de remède convenable, si comme ilz dient requérans humblement ycelui.

« Pourquoy nous, ces choses considérées, voulant nostredicte bonne ville estre gouvernée en bonne pollicie, et le poure en ses nécessitez et mes-

affaires, et augmenter le bien commun de ladicte ville, en laquelle nous et nos prédécesseurs roys de France avons prins et acoustumé de

l'arrêt du conseil de 1622, confirmatif de la sentence des commissaires de 1621.

« Les prévost et échevins ont jouis de tous ces droits, et exercé toute jurisdiction sur chacun de ces objets jusqu'en 1699, que Sa Majesté ayant créé des lieutenants de police dans touttes les villes du royaume, et M. Le Tellier ayant réunis cette charge au baillage ducal, ses officiers ont tentez de s'emparer de tous ces droits, et singulièrement des offices de mesureur de charbon, anneleurs de bois, et de visitte et vente de la marée.

« Le corps de ville, intéressé à la conservation de ces droits patrimoniaux, fit à ce sujet de très-humbles remontrances à M. Le Tellier; ce prélat ayant fait examiner les titres de la ville, reconnut par la transaction du 8 novembre 1702, que ces offices appartenoient à la ville. En conséquence, il fut convenu que l'institution et destitution des anneleurs de bois et mesureurs de charbons demeureroit au corps de ville, à la charge que les instituez par eux seroient tenus se faire recevoir et prêter serment par-devant les officiers du ban, lesquels connoîtroient seuls du débit des bois et charbons, des mesures servantes au débit, et des fraudes, abus et contraventions.

« Quant à la vente du poisson de mer, on a conservé l'usage et l'exercice ancien; on a seulement stipulé que la visitte s'en feroit avant la vente, en présence d'un commissaire de police.

« Le corps de ville est resté dans le droit entier de nommer et recevoir les courtiers; ce sont les prévost et échevins auxquels appartient l'exercice de ce droit que l'on doit maintenir avec attention, et singulièrement de faire comparoir tous les ans les courtiers le 1er octobre aux termes du règlement, pour être confirmé ou destitué.

« On ne voit point que l'on ait nommé des brasseurs de foin, ny des langayeurs de porcs, néantmoins ce droit est essentiel au bien public, le corps de ville devroit y pourvoir à charge de prêter serment devant les officiers de police; c'est un patrimonial qu'il ne faut point abandonner, et qui dans la suite des temps peut être de conséquence.

« Quant aux aulneurs de draps et toille, le corps de ville n'y a point nommé depuis qu'en 1699 la connoissance des manufac-

mement pour sa vie et substentacion, et selon sa faculté estre pourveu comme le riche, te mandons et commectons que en faces exprès commandement de par nous, en et sur certaines et grosses peines à appliquer à nous, a tous ceulx qui ameinent et ameneront doresnavant ledit charbon audit lieu de Reims, et mesmement à voitures et grosses sommes, et autres à qui il appartendra; que doresnavant ils vendent leurdit charbon à détail, et à la mesure à ce ordonnée, sans le vendre en gros ne en bloc à grossiers marchans, revendeurs ne a autres, afin que un chascun en puisse avoir pour sa despense et provision, et le poure comme le riche, chacun endroit soy et selon sa faculté, ainsi comme raison donra, et selon l'usaige et coustume dudit lieu de Reims; et en cas de reffus, délay ou opposicion, actendu que lesdiz vendeurs sont estrangiers et de diverses juridictions, adjourne les opposans, reffusans ou délayans à certain et compectent jour par-devant le bailli de Vermendois, ou autre nostre plus prochain juge des parties, ou son lieutenant, pour dire les causes de leur reffus, délay ou opposition; répondre audit supplians sur les choses dessusdictes, leurs circonstances et deppendences, et procéder en oultre, selon raison, en certiffiant souffisamment audit jour, nostredit juge ou son lieutenant, de tout ce que fait auras sur ce, auquel nous mandons, et pour ce que ce touche le bien publique dont noz officiers doivent congnoistre, et aussi que ce puet toucher nostre amé et féal conseillier l'arcevesque de Reims, qui pourroit estre juge et partie, qui n'est à souffrir, se mestier est commectons que aux parties, ycelles oyes, face bon et brief droit; car ainsi nous plaist-il estre fait de grâce espécial par ces présentes, nonobstant quelxconques lettres subreptices à ce contraires. Donné à Paris, le XIIe jour de janvier, l'an de grâce mil CCCC et dix, et de nostre règne le XXXIe.

« Par le roy, à la relacion du conseil:

« MERCIER. »

prendre nostre sacre et saincte unction, à yceulx supplians avons donné et octroyé, donnons et octroyons de nostre grâce espécial, par ces

tures, arts et métiers a été attribué au lieutenant de police.

« Il y a apparence que le corps des marchands a pensé que ce droit n'appartenoit à la ville que par raport aux manufactures, et que du moment que les échevins ne connoissoient plus des manufactures, ce droit pouvoit leur appartenir; et en conséquence, ils y ont nommés.

« On est bien persuadez qu'ils n'en ont usez ainsy que pour le bien publicq, mais comme les Mes sergiers leur contestent aujourd'huy [vers 1750] ce droit, et que, dans le vray, il n'appartient point au corps des marchands, ny à la communauté des fabriquans, le corps de ville, qui en est le vray et légitime propriétaire, doit rentrer dans son droit, y nommer les pourvus par le corps des marchands, à charge par les nommés de prêter serment devant M. le lieutenant de police, qui réglera les salaires qui peut leur appartenir.

« On doit d'autant plus veiller à soutenir et exercer ces droits, qu'au sujet des anneleurs il y a contestation; des particuliers prétendent avoir le droit d'exercer dans l'étendue du baillage de Saint-Maurice et du ban Saint-Remy. M. le bailly a ordonné, par une sentence du 8 octobre, que M. le sindic de l'échevinage s'expliqueroit à ce sujet; mais il doit seulement justifier par copie de titres et observations, sans prendre part aux procès, que la police, aux termes de la transaction, ne doit admettre au serment que ceux qui représenteroient des institutions des prévost et échevins, parce qu'eux seuls ont le droit, tant patrimonial qu'acquest, de nommer à ces offices dans toute la ville et fauxbourg. Si quelques seigneurs prétendent avoir ce droit, ce n'est point au baillage où la question doit se discuter, mais au présidial de Reims, commissaire nommé par le roy par les lettres-patentes de 1622, tant pour l'enregistrement que pour connoître du trouble qu'on feroit aux échevins, le faire réparer et les faire jouir pleinement de ces charges de police. »

Après avoir, au moyen des pièces précédentes, comblé les lacunes qui existent dans Bidet, nous terminerons cette note par un dernier emprunt fait à ses Mémoires, t. IV, chap. VIII, §. 2, part. Ire, p. 110:

« Cependant quelques tonneliers ayant encore entrepris, en 1561, de faire le courtage sans commission desdits échevins, par sentence de l'échevinage, rendue en l'auditoire de la Pierre-au-Change, le 20 mars de la même année 1561, ils ont encore été tenus en défense de le faire, ni d'exiger des vendeurs aucun salaire ou courtage qu'ils ne se soient fait pourvoir et instituer auxdits offices des courtiers, sur peine d'amende arbitraire; ce qui a été confirmé par sentence du baillage de l'archevêché du 2 février 1562, et depuis par arrêts des 7 décembre 1565 et 25 janvier 1567.

« Les échevins n'ont point cessé depuis de pourvoir eux-mêmes à cet exercice, en fixant le nombre des courtiers, et s'assurant de leur capacité; et après leur avoir fait donner caution et prêter serment en les instituant auxdits offices. C'est ce qui paroît en effet par un ancien registre ou recueil des droits de l'échevinage, arrêté par une conclusion des échevins du 10 janvier 1565; et ils y ont d'ailleurs été confirmés par un arrêt du conseil du 30 juin 1592. Comme on s'est insensiblement relâché de la rigueur de cette règle, et que, pour donner moyen à différentes personnes de gagner leur vie, on a admis aux fonctions de courtier toutes sortes de gens indistinctement, la plupart incapables de ces fonctions, il est arrivé, par cette facilité, qu'il s'est glissé, comme il se fait encore aujourd'hui, bien des abus dans le courtage, et que les courtiers s'en sont autorisés à faire sur les vendeurs des exactions considérables, au-dessus des droits qui leur ont été fixés par les anciens règlements.

« Le grand préjudice que le commerce de vins en a souffert depuis, a fait penser que le plus sûr moyen de parer à ces abus, étoit

présentes, povoir et auctorité de prendre et appliquer à eulx, et au prouffit commun, ledit courretage des vins qui par courretiers venduz

de faire revivre les anciens usages qui avoient précédemment été observés à ce sujet; et à cet effet, de retrancher le nombre excessif des courtiers de vin qui avoient été trop facilement admis à cet emploi, et de n'y commettre à l'avenir que des personnes solvables, de probité, et capables d'en faire les fonctions; et c'est en effet à quoi on s'est attaché particulièrement par le règlement de 1654, par lequel, après la fixation des courtiers à dix-huit, qui ont été nommés sur-le-champ, il leur a été ordonné de se contenter de ce qui leur étoit attribué de tout temps pour leur salaire; c'est-à-dire, de cinq sols pour chacune queue de vin vendue sur l'étape, et de vingt sols qui leur a été permis, par provision, au lieu de dix sols, de recevoir des habitants, et non d'autres, pour chaque queue de vin qu'ils leur feroient vendre, sans qu'il leur soit permis d'en demander ni d'en recevoir davantage, quoiqu'il leur soit volontairement offert, et ce sur peine de concussion et de privation de l'office de courtier. Ce règlement leur fait d'ailleurs défense de s'associer et de se faire assister en l'exercice de courtage, de ceux qui ne sont point admis en possession de cet état; et pareillement de faire aucun commerce de vin, ni de s'associer ou intéresser avec aucun marchand de vin, à peine de 500 liv. d'amende, et d'être exclu du nombre des courtiers. Enfin, il fait pareillement défense à toute autre personne de s'entremettre à l'avenir au fait dudit courtage de vin, directement ou indirectement, sur peine de 30 liv. d'amende et de prison.

« Par arrêt du conseil d'Etat du roi, du 30 juin 1692*, les lieutenant, échevins et gens du conseil de la ville de Reims, ont été confirmés dans le droit d'établir des courtiers et commissionnaires de vin, cidre, etc., tant dans cette ville et faubourgs que dans les lieux dépendants de l'élection de Reims, et d'y commettre telles personnes et en tel nombre qu'ils jugeroient nécessaires, lesquels prêteroient serment par-devant eux, avec défense auxdits courtiers de faire aucun commerce de vin, cidre, etc.

« Ces défenses ont été renouvelées par une autre ordonnance de l'échevinage du 6 juillet 1711, singulièrement pour empêcher toutes sortes de gens de faire le courtage sans commission des échevins, et sans avoir à cet effet prêté serment par-devant eux; mais bien loin que ni l'un ni l'autre de ces règlements aient depuis été exécutés en rien, ni qu'on n'y ait même depuis aucunement tenu la main, n'a-t-on pas vu, au contraire, des personnes de tous états indistinctement, marchands, conseillers de ville et autres, et même des domestiques, se mêler encore depuis ce temps de faire le courtage et conjointement le commerce de vin, sans aucun caractère? ne les a-t-on pas vu même, et ne les voit-on pas encore, au lieu de vingt sols par queue pour le courtage, exiger, comme ils font encore publiquement, un sol pour livre et quelquefois encore davantage, du prix du vin qu'ils font vendre, et le montant duquel ils font valoir à leur profit pendant plusieurs années, sans s'inquiéter si les vendeurs souffrent ou non de ce retard? C'est donc à quoi il seroit très-intéressant de pourvoir sérieusement, pour que les courtiers sans commission et sans serment comme sans caution, et faisant toujours le commerce de vin avec le courtage, ne puissent nullement s'autoriser du dernier règlement de 1748, en ce qu'il n'y est question que des courtiers d'étapes, sans y avoir renouvelé ni parlé même des anciens règlements, et singulièrement de ceux de 1654 et 1711, ni fait en conséquence revivre ni réitérer les différentes défenses y portées contre ces prétendus courtiers marchands, que l'intérêt personnel fait respecter aujourd'hui.

« Cependant plus le commerce de vin est précieux pour les propriétaires de vignes et

* Voir plus bas, à cette date.

seront en la ville et céliers d'icelle, et de prendre sur les vendeurs d'yceulx vins, pour raison du courretage, pour chascune queue de vin

pour toute cette ville en général, pour l'argent qu'il y attire de tous les pays étrangers, plus il paroît intéressant pour son soutien de faire revivre, exécuter et rigoureusement observer ces anciens règlements, d'interdire à chacun indistinctement, tant forains qu'habitants de cette ville, la liberté de faire conjointement le commerce et le courtage de vins, et même le courtage en particulier, sans lettres d'institution à cet effet et sans prestation de serment, et d'obliger même les courtiers titrés à se contenter, sinon de ce qui leur est déféré par ces anciens règlements, du moins des sommes qu'on pourroit raisonnablement leur taxer par queue de vin pour leurs salaires. Mais inutilement penseroit-on à faire exécuter ponctuellement ces règlements et ceux qu'on pourroit encore faire à ce sujet, si ceux qui sont préposés pour y tenir la main ne se dépouillent eux-mêmes de tout intérêt particulier, pour celui du public.

« Il seroit donc aujourd'hui (1759), absolument nécessaire pour faire revivre ce commerce qui languit depuis quelques années, non-seulement de renouveler et faire exécuter à la lettre les anciens règlements faits à ce sujet, sans souffrir que personne s'en écarte en aucune manière, ni sous aucun prétexte, pour l'intérêt des habitants de Reims et celui des vignerons qui recueillent du vin ; sauf néanmoins à pourvoir, comme on l'a déjà observé, les courtiers de vins de salaire raisonnables, eu égard au temps présent.

« Mais une chose qui ne seroit pas moins intéressante pour ce commerce, ce seroit de faire exécuter aussi à la lettre et à la rigueur les arrêts et les ordonnances du conseil qui ont défendu depuis nombre d'années de planter de nouvelles vignes en Champagne, et singulièrement dans les terrains propres au labour et à produire du grain ; cette grande plantation de vignes qui a été faite depuis, et qu'on souffre encore mal à propos qu'on fasse aujourd'hui dans ces terres labourables, étant cause d'un côté de l'enchère des grains, et de l'autre que les vignes deviennent elles-mêmes très-onéreuses à ceux qui en sont chargés.

« Cette trop grande plantation de vignes, jointe aux maladies qui ont depuis désolé les campagnes et fait mourir nombre de vignerons, et d'ailleurs aux corvées publiques, qui occupent une partie de l'année ceux qui en sont échappés, fait que ceux-ci ne pouvant plus suffire pour cultiver toutes ces vignes, les façons en sont considérablement augmentées de prix ; certains propriétaires de vignes étant même obligés dans certains cantons, faute de vignerons en suffisance, de les faire façonner à la journée par des étrangers à des prix excessifs.

« Ces nouvelles plantations ont encore fait doubler et même tripler la valeur des terres et des fumiers nécessaires pour leur engrais et pour les mettre en valeur et en état de porter du fruit. Enfin les échalas qui servent à ficher ces vignes, le merrain et autres marchandises propres à faire les poinçons et autres vaisseaux nécessaires pour en recueillir, façonner et entonner le vin, sont, par rapport à la rareté actuelle des bois, causée par les trop grands abbattis qui en ont été faits généralement partout, portés, ainsi que les façons desdites vignes, au triple de leur ancienne valeur.

« Accumulant donc présentement toutes ces dépenses excessives, et autres qu'on est indispensablement obligé aujourd'hui de faire pour la culture de la vigne, son entretien, les vendanges et la façon des vins, avec les droits immenses qui sont d'ailleurs imposés sur les vignes comme sur les autres héritages, ainsi que sur la vente et le transport desdits vins, il en résultera infailliblement que plus ce commerce étoit autrefois avantageux à la ville et aux vignobles des environs de Reims, plus il languira par la suite, et deviendra à charge à tous les propriétaires de vignes, si on n'y remédie promptement et efficacement. »

deux solz parisis et non plus, et ledit courretage bailler à ferme à une ou à pluseurs personnes, pour les deniers qui de ce ystront tourner et convertir ès réparacions et emparemens de la forteresse et autres besongnes et affaires desd z suplians; lesquels courretiers pour ce faire ordonnez, seront tenus de jurer qu'ilz ne prendront plus grant salaire des vins qui venduz seront par le moyen d'eulx, que deux solz parisis pour queue, en imposant sur ceulx qui feront le contraire, tant sur les vendeurs comme sur les correttiers, paines et amendes à appliquer aux usages devantdiz, pourveu toutes voies que à ce la plus grant et saine partie desdiz habitans se consente. Si donnons en mandement au bailli de Vermendois, au cappitaine de la ville de Reins, ou à leurs lieuxtenans, que lesdiz suppliians de nostre présente grâce et octroi fassent, souffrent, et laissent jouir, etc., etc., car ainsi nous plaist-il estre fait, etc. En tesmoing de ce.... Donné en nostre ost devant Bourges, le XIII[e] jour de juillet, l'an M. CCCC. XII, et le XXXII[e] de nostre règne.

XVI.

ARREST donné en parlement.... au prouffit des eschevins, contre Jehan Damphale et autres particuliers opposans à la taille qui fut faicte pour restituer XII[c] livres tournois, que en avoit presté au roy, par lequel lesdis eschevins furent absolz de la demande desdis opposans, et si furent lesdis opposans condempnez ès despens desdis eschevins [1]. 20 juillet 1412.

Livre Blanc de l'Hôtel-de-Ville, fol. 154.

[1] Les pièces suivantes nous ont paru se rapporter à l'affaire dont il est question dans cet arrêt :

« 27 juillet 1411. — Lettres par lesquelles il paroît que les échevins étoient appelans de la prétention du seigneur archevêque, qui demandoit le XX[e] denier d'une taille levée par les échevins, sous prétexte que de ladite taille on n'avoit encore presque rien touché. » (Invent. de Noël, cart. 1, liass. 6.)

« 27 juillet 1411. — Lettre du roi Charles au bailli de Vermandois, pour autoriser les échevins à continuer la levée de la taille permise par l'archevêque, et à laquelle il s'étoit depuis opposé, toutefois, en prenant par ledit bailli, sur les premiers deniers levés, la somme de 40 liv., pour le XX[me] denier à tourner au profit de l'archevêque. » (Invent. de Noël, cart. 1, liass. 6.)

« 19 septembre 1411. — Accord en parlement entre l'archevêque et les échevins, par lequel les échevins sont conservés dans la possession de faire toutes levées et impositions, sans le consentement de l'archevêque, qui prétendoit avoir le droit d'ordonner les levées.[*] » (Invent. de Noël, cart. 1, liass. 6)

[*] Nous n'avons pu retrouver cet accord, mais nous présumons qu'au lieu de porter les clauses incroyables que Noël y a vues, il échangeait simplement le droit du 20[e] denier contre un droit plus

Karolus.... Notum facimus quod cum, exposita dilectis nostris scabinis et burgensibus et habitantibus ville remensis, quadam necessi-

24 Août 1412. — *Commission à un huissier pour garnir la main du roi, avant de recevoir les oppositions à un emprunt fait pour les guerres.* (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign.)

«Charles.., au premier huissier de nos amés et féaux conseillers et commissaires sur le fait des emprunts et des aides ordonnés pour la guerre.... Nous avons reçu l'humble supplication des échevins de Reims et de plusieurs bourgeois disant qu'à notre requête, malgré les grandes charges qu'ils supportent pour nos aides, etc., etc., ils nous ont prêté 1,200 liv. t. pour entretenir notre armée et subvenir au voyage où nous sommes à présent contre nos sujets rebelles, s'obligeant pour cela à notre ville de Paris de 1,000 liv. t., et s'obligeant pour les 200 liv. restant envers notre receveur. Les conseillers commissaires sur le fait des emprunts, en vertu de leur pouvoir, ont donné aux suppliants leurs lettres adressées aux élus, pour asseoir cette somme de 1,200 liv. sur tous les habitants riches, officiers du roi ou non, mais non sur le clergé, à condition qu'on ne lèveroit rien de quiconque ne pourroit donner 20 s. p. du moindre prêt; pour cela, ils les ont autorisés à faire assembler les échevins et bourgeois afin d'élire les répartiteurs et collecteurs qui seront institués par les élus.... (*Ici se trouvent les lettres des commissaires de l'emprunt aux élus, et celles des élus portant commission du receveur, pouvoir de faire des contraintes, etc., etc.*) Malgré ces lettres, quelques uns des imposés à l'emprunt s'adressant au roi, ont prétendu que l'emprunt avoit été fourni par les plus riches de Reims, pour s'en décharger et le faire jeter sur le menu peuple, sur lequel, pour se rembourser, ils vouloient lever une taille de 1,200 liv.; en conséquence les opposants ont obtenu des lettres pour porter l'affaire devant le bailli de Vermandois, attendu, disoient-ils, que les élus étoient juges et partie; ces lettres ne portant pas qu'il falloit avant tout garnir la main du roi, une foule de réclamations semblables s'élèvent pour retarder au moins le payement, s'il n'est possible de l'éviter. L'huissier est commis par ces présentes à garnir la main du roi.»

21 novembre 1412. — *Lettres royaux de commission en faveur du clergé, contre les échevins, relativement à l'imposition des tailles.* (Cart. D. du chap., f° 28.)

Charles.... au bailli de Vermandois, au prévost forain de Laon, ou leurs lieuxtenans, au premier huissier de notre parlement, sur ce requis. De la partie de....l'archevesque...., des religieux et abbé de Saint-Remy, ... du chapitre...., et autres leurs bourgois et habitans consors en ceste partie, nous a esté exposé que.... entre les autres drois, ont lesdits seigneurs et leurs bourgois, droit que les eschevins du ban de l'archevesque.... ne puellent taillier, traitier, et accorder à taille ou aide, ne autrement oblegier les ha-

élevé, le 10e denier (voir plus loin les lettres du 21 novembre 1412), en octroyant plus de latitude pour la levée de la taille. Cette concession dut n'être que momentanée, car le droit du 20e denier se perçut plus tard, comme le prouve un acte du 20 novembre 1455 (Archiv. de l'hôtel-de-ville, renseign.) intitulé : *Congé de la taille de 1455*, dont voici l'extrait :

« A tous ceux.... Pierre Toignel, seigneur de Taissy, bailly de Reims.... savoir faisons qu'aujourd'ui sont comparus devant nous *J. Soudan*, eschevin, et *J. Maubrouet*, procureur de l'eschevinage, lesquels nous ont affirmé en leur loyauté et sur serment, que pour les affaires de l'eschevinage il estoit nécessaire jeter et lever sur les bourgois et bourgoises de l'eschevinage contribuables a ce, une taille, ou aide et impôt, de vc liv. t., pour une fois, requérant avoir de nous congié et licence de ce faire.... que nous avons octroyé.... moyennant que iceux eschevins seront tenus d'en rendre à.... monseigneur l'archevêque le xxe denier des premiers qui seront cueillis.... et d'en rendre bon compte où il appartiendra...., et d'eslire trois ou quatre bourgeois pour ladicte somme asseoir a chascun selon sa faculté...., etc. »

tate quam, occasione cujusdam armate per nos personaliter, anno ultimo lapso, facte, habebamus super financiis tunc in promptu habendis, iidem scabini, burgenses et habitantes, summam mille ducentarum librarum turonensium nobis liberaliter mutuassent, ac solvi fecissent per aliquos eorumdem, qui ipsam postmodum super assieta inde super ipsis scabinis et ceteris habitantibus dicte ville, officiariis nostris et aliis, mutuandi habentibus facultatem, demptis gentibus ecclesiasticis, auctoritate litterarum licencie dilectorum et fidelium consiliariorum nostrorum generalium commissariorum super facto mutuorum ordinatorum, facienda, recuperare debebant, prout eisdem scabinis et habitantibus dicti commissarii permiserant, litteras suas super hoc sibi concedentes; quarum, et commissionis electorum Remis pro nobis super facto juvaminum pro guerra ordinatorum vigore, prelibati scabini, burgenses et habitantes, aut eorum electi seu deputati, dictam summam super dicioribus ejusdem ville, particulatim, ac bene et juste magistro Poncio de Montefalcone ad ipsam colligendam et recipiendam receptore deputato, assedissent et imposuissent; Johannes vero Danfale, Guillermus de Vassigny, et aliqui alii dicto-

bitans de la ville, et mesmement les habitans qui ne sont pas subgés à leur escherinage, sinon par le gré, congié et licence desdits complaignans seigneurs, et que pour ce faire, lesdis habitans soient assemblés et évocquez d'ostel en ostel, en la manière acoustumée, par le congié et licence desdis leurs seigneurs, pour eulz faire et passer lesdictes tailles...., ou autres obligacions; et que ce fait soit par l'advis, accord et délibéracion de tous lesdis habitans, et du commun assentement, ou de la plus grande et saine partie d'iceulz, sur lesquelles tailles qui se font par lesdis eschevins, nostredit conseillier arcevesque a droit de prendre le xe denier, et ce, par accord passé par nostre court de parlement. Ce nonobstant lesdits eschevins ou autres de leur auctorité, sans le congié et consentement desdis complaignans, et sans ce que de ce fère eussent aucune poissance, sans appeler lesdits habitans et avoir d'eulz leur advis et délibéracion, ont au desceu des complaignans fait une taille ou impôt.... seur tous ceulx de la ville...., et ont commis et establi tel que bon leur a semblé pour icelle taille et impôt recepvoir, lequel a fait contraindre pluseurs habitans pour ycelle, à quoy aucune partie d'iceulx se sont opposés..., et pour ce, ont obtenu lettres de nous, par lesquelles congnoissance de ceste matière a esté commise à nostre bailli de Vermandois; et depuis les eschevins et aucuns autres pour importunité, ont obtenu noz autres lettres soubz umbre de ce que.... ce touchoit le fait de nos aides dont il n'est riens, mais est contens entre lesdictes parties desdis droits, libertés et franchises tant seulement et non autrement; par lesquelles lettres la congnoissance de ceste matière a esté commise aux esleux, laquelle chose est ou grant grief des complaignans...— En conséquence les commissaires feront commandement aux élus de renvoyer la matière au parlement, où plaide l'archevêque, etc. »

rum habitancium, se dicentes burgenses et subditos dilecti et fidelis consiliarii nostri archiepiscopi remensis, ac dilectorum nostrorum prepositi, decani, cantoris et capituli ecclesie remensis, et religiosorum abbatis et conventus monasterii S. Remigii dicti loci remensis, summas ad quas fuerant assidati solvere recusassent seu distulissent, super hoc debite requisiti vel summati, et ob hoc certa lis inter dictos recusantes et receptorem, coram dictis electis remensibus juxta [*sic*, inita?], et postmodum virtute certarum litterarum nostrarum, coram baillivo nostro viromandensi, aut ejus locumtenente apud Laudunum, ac demum coram electis prefatis, necnon postremo, instantibus dictis recusantibus, ac vigore quarumdam aliarum litterarum per ipsos et dictos archiepiscopum, prepositum, decanum, cantorem et capitulum, ac religiosos S. Remigii remensis, a nobis obtentarum, in nostra parlamenti curia remissa fuisset; in qua quidem curia, constitutis dictis archiepiscopo, preposito, decano, cantore et capitulo, ac religiosis, et habitantibus dictas summas super eis assidatas solvere recusantibus, consortibus in hac parte, actoribus, ex parte una, et dictis scabinis, burgensibusque, et habitantibus defensoribus ex altera, aut earumdem parcium procuratoribus, iidem actores proposuissent inter alia, quod licet dicti archiepiscopus, de capitulo, et religiosi, domini fuissent ac essent dicte ville, videlicet quilibet ipsorum in sua terra alti justiciarii, mediique et bassi, et, ad causam hujusmodi, quamplures prerogativas, franchisias, libertates et jura [haberent?], necnon pro ipsis et justiciis suis custodiendis et regendis, baillivum seu baillivos, prepositos, majores, scabinos, et alios officiarios; ac eciam, inter cetera jura sua, dicti domini, et habitantes, jus quod dicti scabini banni dicti archiepiscopi, habitantes dicte ville, maxime non subditos sui scabinatus, tailliare, seu tailliam aut subsidium imponere, tractare vel accordare, aut aliter obligare, non poterant neque debebant, absque tamen bene placito, licencia, et congedio dominorum predictorum, et nisi dicti habitantes hostiatim evocati, et propter hoc de dictis congediis et licencia congregati, ac dicte taillie, super quibus dictus archiepiscopus jus capiendi vicesimum denarium habebat, de communi omnium consensu et deliberacione facte et assidate fuissent, habuissent et haberent, ac his usi fuissent et gavisi, verumtamen dicti

scabini, aut alii eorum auctoritate, sine consensu dictorum actorum, ac ipsis non vocatis, neque eorum habita deliberacione, certam tailliam seu impositum, vel subsidium, supra quamplures dictorum habitancium ville remensis predicte, tam sui scabinatus subditos, quam non subditos, fecerant, indixerant et assidaverant, seu fieri et assidari fecerant, certum receptorem ad suum libitum, pro ipsa taillia colligenda et recipienda, committendo, qui nonnullos dictorum habitancium, ad solvendum summas de dicta taillia eis indictas, compulerat, seu compelli sategerat et fecerat indebite et injuste, ut dicebant actores prefati; concludentes ad finem quod dicta taillia, assieta seu impositio nulla, et ad malam et injustam causam facta et indicta, diceretur, ac ipsa, et quicquid inde secutum fuerat, adnullarentur, inhibereturque ne quicquam ex hec (*sic*) deinceps exigeretur, quinimo exacta, si que essent, restituerentur quibus deceret, ac dictos habitantes singulares, qui se dicte exactioni seu taillie opposuerant, et adhuc opponebant, ad bonam et justam causam se opposuisse decerneretur, impedimentumque suis bonis, ea propter appositum, amoveretur, ac dicti defensores in expensis eorumdem actorum condempnarentur;

Dicti vero defensores ex adverso proposuissent, quod dicti scabini, et eciam capitaneus dicte ville, justiciam ibidem, et servientes pro congregari faciendo populum ejusdem ville, habebant, et quociens nos aliquod subsidium super dicta villa indici volueramus seu mandaveramus, ipsi scabini mandatum nostrum exequentes, se congregare, et dictum subsidium assidare et colligi facere, consueverant et poterant, absque hoc quod dictos archiepiscopum, capitulum et religiosos, aut aliquos alios singulares dicte ville convocare, neque alloqui, pro imponendo hujusmodi subsidium tenerentur, seu deberent, nisi vellent, et sic alias, dum casus evenerant, ab omni tempore usi fuerant et gavisi, ut dicebant, possessionem super hoc allegantes, ac ulterius dicentes quod ipsi defensores ad nostram requestam et necessitatem, et tanquam vere obedientes, nobis summam predictam mille ducentarum librarum turonensium mutuaverant, ac pro scandalo vitando et mutuo nostro accelerando, receptori nostro generali dictorum mutuorum solvi fecerant, eo medio quod dicti commissarii, cum quibus iidem defensores, ad dictam summam, pro dicto mutuo composuerant, litteras licencie

assidandi dictam summam super ipsos alios habitantes dicte ville non ecclesiasticos, et potestatem mutuandi habentes, sibi concesserant; quarum, et commissionis dictorum electorum remensium vigore, ipsi defensores eandem summam super dicioribus dicte ville, officiariis nostris et aliis, particulatim, bene, et juste, ac fideliter, prout per assietam super hoc factam apparebat, assidaverant, seu assidari, et dictum receptorem ad hoc colligendum et recipiendum committi, fecerant aut procuraverant; sed in contrarium dicti Johannes Danfale, et alii recusantes, numero tredecim vel circa, ceteris pluribus ad hoc seductis seu secum inductis, resilierant, et processum contra dictos defensores inierant, ac differendo negocium tandem in dicta curia, medio dictorum archiepiscopi, capituli, et religiosorum, ac virtute litterarum nostrarum super hoc impetratarum, remitti, et dictos defensores solum ad personam eorum procuratoris, quod non sufficiebat, adjornari fecerant; quare petebant iidem defensores, congedium et expensas sibi concedi, alioquin dictos actores ad dictas suas conclusiones et demandas faciendi (*sic*), non admitti, et casu quo admitterentur, ipsos causam seu accionem dictas conclusiones faciendi non habere declarari; et casu quo causam haberent, vel accionem, eosdem defensores impeticionibus et demandis dictorum actorum absolvi, et eosdem actores in ipsorum defensorum expensis condempnari, ad hoc concluendo;

Dictis actoribus replicando, plura ex adverso dicentibus, et ad finem quod dicti defensores congedium non haberent, ipsique actores ad sua proposita conclusionesque et demandas admitterentur, ac alia, prout supra, concludentibus; pluribus aliis racionibus super premissis hinc inde allegatis; dictisque partibus, necnon procuratore nostro generali pro nobis, super eo quod dicebat inter alia, quod ad dictos scabinos, dominis dicte ville remensis non vocatis, subsidium eidem ville ne periculum eveniret imponere non licebat, ad plenum auditis; dicta curia nostra, easdem partes ad tradendum seu ponendum penes ipsam litteras, titulos, explecta et cetera munimenta, quibus eedem partes se juvare volebant, ac in arresto appunctasset;

Visis igitur per dictam curiam litteris, commissionibus, titulis, et aliis explectis ac munimentis dictarum parcium ipsi curie traditis, consideratisque et attentis diligenter omnibus circa premissa conside-

randis et attendendis, et que dictam curiam in hac parte movere poterant et debebant, prefata curia nostra, per suum arrestum, predictos defensores ab impeticionibus et demandis dictorum actorum absolvit, ipsos actores in expensis eorumdem defensorum condempnando, earumdem expensarum taxacione dicte curie nostre reservata [1]. In cujus rei, etc.... Datum Parisius in parlamento nostro, die XXIX° julii, anno Domini millesimo quadringentesimo tercio decimo, et regni nostri XXX° III°. *Ainsi signé*, per arrestum curie : BAYE.

XVII.

ENTÉRINEMENT des lettres royaux portant nomination de G. de Châtillon comme capitaine de Reims. 30 septembre 1418

Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, jurid., liass. 16 *bis*, n° 9.

A tous ceulx.... Jaques de Chaumont, lieutenant ès chastelleries de Chasteau-Thierry, Chastillon et Fymes, de Mgr.... P. de Cervoles.... chanbellan du roy et son bailly de Vitry.... Sachent tuit, que aujourd'huy, pénultime jour de septembre l'an M. CCCC et XVIII, noble.... G. de Chastillon...., grant queux de France, icelui seigneur estant en la ville de Reins, et ès présences de vénérables et discrètes personnes, Me J. Rémond, prévost de N. D., Me J. de la Vigne, chanoine...., Me J. Roberchamp, bailli de Reins, Me P. le Roy, Me E. Potier, H. le Chasurier, P. Crochet, eschevins, Me J. Cabert, procureur de la ville, Th. Buiron, J. de Châlon, Me J. de Floricourt, J. Tribout, J. Lemaire, R Largesse, citoyens de Reins et esleuz au conseil de la cité, pour ce appelés et présens par-devant nous, icelui seigneur nous présenta les lettres du roy...., ensemble unes autres lettres de hault....

[1] Il se trouve dans les archives de l'Hôtel-de-Ville, renseign., le registre d'une taille levée exclusivement sur l'échevinage, un mois après cet arrêt, et dont voici le titre:

« C'est le livre de la taille faicte ou mois de septembre l'an M. CCCC. XIII, sur les bourgeois et bourgeoises du corps de l'eschevinage de Reims, montant à la somme de VIc liv. par., par J. Tallart, P. Varlet et Andrieu de Merfy, tailleurs, par le congié donné par Me J. Roberchamp, bailli de Reims. »

Les paroisses imposées sont :

St-Hilaire, somme toute	VIIxx XVI l.	XII s.
St-Pierre-le-Vieux.....	CXVI l.	IIII s.
St-Jacques............	IIIIxx I l.	IIII s.
La Magdeleine.........	XVI l.	XII s.
St-Symphorien........	IIIIxx XII l.	XVIII s.
St-Etienne............	LXV l.	XVI s.
St-Denys..............	LIX l.	XII s.
St-Maurice............	IX l.	
Somme totale..........	VIc l. par. III s. III.	

Mgr Jehan de Nuefchastel, seigneur de Montaigu, grant boutillier de France et capitainne de Reins, desquelles la teneur s'ensuit [1]....

Icelles lettres leues...., par icelui seigneur nous fut requis l'entérinement des lettres du roy; .... auxquelx dessus nommés nous requismes se aucunes choses vouloient dire à l'encontre dudit seigneur, pourquoy on ne li baillast la possession dudit office, et se ad ce ilz se consentoient ou non; tous lesquelx...., l'un après l'autre, nous dirent et respondirent, que ilz congnoissoient bien ledit Guillaume et ses prédécesseurs, lesquelx ont tousjours esté réputés seigneurs de bonne et notable renommée...., ont esté confortans à ladicte ville, et bons amis....; consentirent et accordèrent que les lettres du roy fussent entérinées, et ledit Cabert, comme procureur pour tous les habitans. Ce fait, en vertu desdictes lettres, icelui Guillaume avons institué...., et par ces présentes instituons en l'office de capitainerie....; et d'icelui avons prins le serment, en la présence des susnommés, de bien exercer léalment ledict office.... Et de rechief, le IVe jour d'octobre, au palais archiépiscopal, où estoient présens R. P.... les abbés de Saint-Remy, Saint-Nicaise et Saint-Denys, trois chanoines, et, jusques au nombre de LX personnes ou environ, tous citoyens de la cité, pour ce assemblés au conseil, en la présence dudit seigneur de Chastillon, furent de rechief exposées lesdictes lettres....; et icelles leues, furent tous d'accors que par nous la possession et saisine dudit office fut baillié audict seigneur...., laquelle d'abundant lui fut baillié par nous.... En tesmoing.... avons seelé ces présentes de nostre seel, et fait signer pour approbacion des choses dessusdictes, dez seings manuelz de J. Trumelet, juré du roy N. S., et J. Maubrouet, clerc juré desdis esleuz au conseil, les jour et an dessusdis.

XVIII.

15 octobre 1418

NOMINATION d'un maître des ouvrages.

Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, liass 17, n° 2.

[1] Suivent : 1°. les lettres du roi en date du 20 août 1418, portant nomination de Châtillon, sur la renonciation de J. de Montaigu, grand bouteillier, et ordre aux baillis de Vermandois et de Vitry de prendre le serment accoutumé du nouveau capitaine, et de l'instituer de par le roi en son office; 2°. les lettres du sire de Montaigu qui résigne, le 28 septembre 1418, la charge de capitaine à Châtillon, son proche parent.

A tous ceuls...., Jehan de Châlon, lieutenant de noble.... Guillaume sieur de Chastillon, capitaine de Reins, salut. Comme pluseurs ouvrages soient à faire en la forteresse de ceste cité...., et pluseurs à retenir, pour lesquelx ouvrages faire faire, prenre ouvriers, les mettre en euvre, faire escripre leurs journées, achacter manuèvres, et les faire paier par les receveurs des deniers communs, est nécessité de ordonner et commectre et establir personnes notables en ce congnoissant; pour ce est-il, que nous confians à plain des sens, loyaulté, etc., etc...., de nostre amé P. le Roy, icelui, du consentement et accord des gens d'église, eschevins et esleuz au conseil, avons ordonné, commis et establi.... maistre et esgard sur le fait des ouvrages d'icelle forteresse, pour visiter les ouvrages de ladicte forteresse, faire euvres où il sera neccessité, faire escripre ou papier du clerc juré de la ville les journées d'iceulx ouvriers, achecter manuèvres, et les faire païer comme dit est...., aveeques et en la compaignie de Herbin le Chazurier, lequel, par noz autres lettres, nous y avons commis tant qu'il plaira à nous, aux gens d'église, eschevins et esleuz au conseil, aux gages et provision de VIII liv. pour an.... Donnons en mandement aux receveurs.... etc., le XV[e] octobre M. CCCC XVIII. — *Ainsi signé :* J. MAUBROUET.

XIX.

LETTRES d'octroi pour la ville de Reims[1]. — 27 novembre 1418.

Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 6, n° 1.

A tous ceulx qui ces présentes lettres verront ou orront, Morinet Falle, escuier, sommelier du corps du roy nostre sire, lieutenant de

[1] Cette pièce est celle que Lemoyne a choisie pour la placer en tête des titres de la ville relatifs au droit qu'avait celle-ci de percevoir l'octroi nommé *petit aide*. La place qu'elle occupe dans l'inventaire de cet archiviste, appartenait d'abord, à notre avis, à la pièce que nous avons publiée dans le deuxième volume des *Archiv. admin.*, à la date du 4 septembre 1341, et après elle, à une foule d'autres que nous avons publiées dans ce même volume, ou que nous publierons dans notre troisième et dernier volume des *Arch. admin.* Toutes ces pièces, en effet, sont relatives à un droit perçu par la ville, avec octroi du roi, sur le vin vendu dans son enceinte, droit dont la quotité a varié avant et depuis 1418, mais dont la perception a constamment frappé, de 1341 à la révolution, sur la même denrée, à laquelle toutefois les concessions royales ont joint momentanément divers autres objets de consommation, comme le sel, le poisson de mer, etc. Loin donc de regarder, ainsi que l'a fait Lemoyne, les pièces relatives au *petit aide* avant 1418, comme les moins importantes, ce sont elles que nous avons publiées de pre-

monsieur le bailli de Vermendois, commissaire du roy nostre sire en ceste partie, salut. Sachent tuit que nous avons veu les lettres du roy

férence, et arrivés à 1418, nous regardons comme inutile de reproduire des actes où l'impôt varie, il est vrai, de quelques deniers, mais dans lesquels persiste son principe. Cependant, en cessant de nous occuper de cet impôt, l'une des bases de la constitution financière de la cité, nous jugeons indispensable de donner ici un aperçu non-seulement des titres que nous omettons et du *petit aide* auquel ils sont relatifs, mais de tous les genres de revenus, directs et indirects, qui faisaient la richesse et la force du gouvernement municipal, dont la direction, dévolue jadis à l'échevinage, appartient désormais au conseil de ville.

Les revenus de la cité étaient en petit ce qu'étaient ceux de la monarchie, et se divisaient en deux branches : 1°. ils provenaient du domaine et se nommaient alors *patrimoniaux* ; 2°. ils étaient alimentés par l'impôt tantôt direct, et ils se nommaient *taille* ou *emprunt*, tantôt indirect, et ils s'appelaient *aides* ou *octroi*. Les deniers sortis de ces sources, et employés par le conseil de ville dont les membres appartenaient à tous les bans et à tous les ordres de la cité, étaient désignés d'une manière générale sous le titre de *deniers communs*.

PATRIMONIAUX.

Les *deniers patrimoniaux* du conseil de ville, non plus que ceux de l'échevinage, n'offrirent jamais de ressources réelles et directes ; mais pour y suppléer la cité obtint souvent la disposition plus libre d'une partie de ses octrois, comme nous le verrons tout à l'heure et comme nous l'avons déjà dit dans nos Prolégomènes* (p. 79 et suivantes);

IMPÔTS DIRECTS.

La *taille* et les *emprunts* pour les besoins intérieurs de la cité avaient été longtemps

* Les comptes relatifs aux deniers patrimoniaux ont donné lieu à une double collection, intitulée d'abord *deniers patrimoniaux*, puis, *deniers patrimoniaux et nouveaux octrois*; mais d'un côté, les précautions que prenait le conseil de ville pour soustraire au contrôle de l'autorité centrale l'emploi de cette partie des octrois qu'il joignait à son patrimoine; de l'autre, les efforts que faisaient les délégués du pouvoir central pour s'attribuer la connaissance même des patrimoniaux, sous prétexte de leur mélange avec les deniers d'octrois, ont jeté une perturbation profonde dans ces collections. (Voir Prolégomènes, p. 76, 80 et suiv.) Toutefois, hâtons-nous de le dire, la perturbation tient surtout aux précautions prises par le conseil de ville. En effet, de 1542 à 1556, et de 1773 à la fin du dernier siècle, époques principales où tous les comptes de la ville furent portés devant la chambre, ces comptes sont logiquement établis et soigneusement distingués en comptes des deniers patrimoniaux et comptes des octrois. Mais en dehors de ces deux époques, une partie seulement des deniers d'octroi, ceux du petit aide (voir ci-dessus), sont constamment vérifiés par la chambre des comptes; une autre partie de ces mêmes deniers, ceux du 4e d'abord, puis ceux des nouveaux octrois (voir ci-dessus), se trouvent la plupart du temps confondus avec les deniers patrimoniaux, à l'exception cependant d'une période de quatre-vingt-dix ans, qui s'étend de 1605 à 1696; période durant laquelle le 4e ayant été rejoindre le petit aide, et les nouveaux octrois n'étant pas encore accordés, tous les anciens sont vérifiés par la chambre. En somme donc, et pour nous résumer, sous l'administration exclusive du conseil de ville, les comptes des patrimoniaux proprement dits et dégagés de deniers étrangers ne subsistent que de 1605 à 1696. Avant cette époque, ils sont mélangés d'anciens octrois; après cette époque, ils sont mêlés aux nouveaux. A ces comptes généraux des deniers provenus du patrimoine de la ville, il faut joindre les comptes des boues et peut-être ceux du collége, doté tantôt sur les octrois (voir ci-dessus, 10 décembre 1664, etc.), tantôt sur le revenu des boues et autres deniers d'origine patrimoniale (voir Prolégomènes, p. 90, et plus bas au XVIe siècle, la bulle d'érection de l'Université), et enfin les comptes de la navigation dans lesquels figurent, il est vrai, des deniers non patrimoniaux, mais dont l'emploi est affecté à une destination patrimoniale. (Voir des extraits de ces comptes placés en note au 23 octobre 1530, sous l'acte du 12 juin 1440.)

nostre sire, avecques certaines lettres de vérificacion de nosseigneurs les commissaires et généraulx gouverneurs de toutes les finances du

le seul impôt connu de l'échevinage, le seul admis par la féodalité qui l'octroyait et se faisait payer son octroi, jusqu'à ce que l'impôt indirect, timidement essayé par la royauté à son profit dès 1294 (voir *Arch. Admin.*, I, p. 1080), et définitivement établi durant les luttes contre l'Angleterre (*ibid.*, II, *passim*), mais partagé avec la bourgeoisie dès 1341 (*ibid.*, p. 857), eut peu à peu familiarisé celle-ci avec un nouveau genre de ressources dont elle ne devait plus compte à la féodalité, et auxquelles recourut presque exclusivement le conseil de ville. Toutefois, la taille persista accidentellement sous le nom de capitation, pour suppléer à l'insuffisance de l'impôt indirect, perpétuellement sous le nom de taxe des pauvres, pour créer à la bourgeoisie des droits politiques : car à dater du milieu du XVI[e] siècle, la taxe des pauvres constitua dans la cité le cens électoral, et devint une aumône au prix de laquelle le peuple vendit sa part du patrimoine commun, la gestion des intérêts de tous**. A ce titre, elle a dû occuper une place distincte dans ce recueil, et ne point demeurer ici confondue avec les autres impôts qui n'eurent jamais d'influence directe sur la constitution de la cité*. Il n'en est pas de même des tailles accidentelles prélevées au profit de la royauté, auxquelles nous allons consacrer quelques lignes.

La royauté, dans ses besoins ordinaires, avait le plus souvent recours à l'impôt indirect : mais dans ses besoins extraordinaires, elle se vit fréquemment obligée de recourir à une taxe directe, à la fois réelle et personnelle, et tantôt demandée comme présent, tantôt exigée comme impôt.

Cette taxe, d'abord éventuelle sous le nom de *subsides*, *fouage*, etc., été, devint perpétuelle à dater du règne de Charles VII, sous le nom de *taille royale*, et fut employée à l'entretien des troupes régulières. Quelques villes privilégiées parvinrent à s'en affranchir et créèrent dans le royaume la catégorie des *villes franches*. Reims fut du nombre, à dater de 1484 (Voir les comptes de cette année dans la note mise sous la date du 12 juin 1440). Mais si dès lors le nom odieux de la taille disparut de la cité, l'impôt même y reparut bientôt sous le nom de *taillon*, de *subvention*, de *don gratuit*, d'*emprunt* et de *capitation*, etc., taxes directes également perçues sur les villes franches ou non, auxquelles la royauté demanda souvent de combler les lacunes que laissaient dans ses finances le revenu de ses domaines, la taille des villes et bourgs non privilégiés, et l'impôt indirect (*aides*, *gabelles*, etc.) qui pesait sur tous.

A ces impôts levés au nom du même principe, le dévouement des masses à la monarchie, s'en joignirent bientôt d'autres de même nature, mais dont le principe était bien différent ; nous voulons parler de ceux qu'enfanta la vénalité des offices, et qu'imposa aux villes l'amour de leurs libertés. La royauté absolue disposant depuis François I[er] de toutes les charges, même de celles des municipalités, les mit à l'enchère ; et pour les conserver, les villes furent obligées de les racheter. Dans la nécessité de subvenir à toutes ces taxes imprévues, le conseil de ville eut souvent recours à cette part de l'impôt indirect qui lui avait été concédée à titre d'octroi, comme nous le verrons bientôt : mais quand les deniers provenus de cette source étaient insuffisants, il fallait, ou demander de nouvelles taxes aux octrois, ou lever une *taille municipale* ; souvent même on avait recours aux deux procédés à

* Nous ne parlons point ici de la taille des sacres qui n'était pas un impôt *commun*, mais une taxe particulière et spéciale du ban de l'échevinage.

** Voir plus bas dans le texte à la date du 20 mai 1549, et dans les Prolégomènes, p. 88 et suiv. — A cette date du 20 mai, nous rendons compte de la collection intitulée *Taxe des pauvres*, dont il subsiste encore dix-huit volumes in-fol. dans nos archives.

roy nostre sire, tant en Languedoil comme en Languedoc, atachiez auxdictes lettres roiaulx, sous l'un de leurs signez, desquelles

la fois. Ces impôts allaient rejoindre dans les coffres du roi ceux qu'y versaient les autres villes, soit au même titre, soit comme frappées de tailles, mais avec une différence essentielle : dans les villes non privilégiées, tout denier de taille, ou équivalant à la taille, était perçu directement par les officiers royaux; dans les villes franches, au contraire, ces deniers étaient perçus par les agents de la municipalité, qui dès lors se trouvait seule en contact avec les délégués du fisc, à qui elle ne laissait de perception immediate dans la cité que celle de l'impôt indirect *.

* De cette intervention de la municipalité dans la gestion des deniers destinés à la royauté, il est résulté non-seulement, comme nous venons de le dire, l'emploi accidentel des deniers d'octroi au profit de celle-ci, emploi qui a laissé plus d'une trace dans les comptes des impôts indirects de la ville (voir l'article que nous consacrons à ceux-ci), mais encore la perception extraordinaire de véritables tailles dont les comptes sont renfermés dans sept collections qui subsistent à l'hôtel de ville. Voici par ordre d'ancienneté le titre de ces collections : 1° *Subventions;* 2°. *Ustensiles;* 3°. *Casernes;* 4°. *Capitations;* 5°. *Dixièmes;* 6°. *Cinquantièmes;* 7°. *Milices, garde-côtes.* Nous avons déjà indiqué ces collections dans nos Prolégomènes, p. 90; nous allons en rendre un compte plus détaillé.

§ I. Subventions.

Les comptes de cette série sont mixtes; ils admettent des deniers provenus parfois d'un impôt direct, parfois d'un impôt indirect; et ils finissent par se fondre avec les comptes des octrois proprement dits. Avant le XVIIe siècle, ils résultent surtout de taxes accidentellement et directement imposées pour subvenir à l'entretien des troupes. A dater des premières années de ce siècle, les deniers dont ces comptes justifient ont toujours la même destination, mais ils sont levés comme abonnement annuel pour échapper à une maltôte d'un sou pour livre dont la royauté avait frappé toutes les marchandises, par arrêt du 30 mars 1600 (Voir plus bas à cette date). De 1600 à 1622, l'abonnement est couvert au moyen d'une taille; à dater de 1622, il est pris sur les deniers communs et fait partie du compte général qui les concerne. D'ailleurs la subvention était considérée par le pouvoir central comme un équivalent de la taille, et était annuellement portée dans le brevet qui fixait cet impôt.

Voici quelques extraits pris dans les deux périodes pendant lesquelles ces comptes sont distincts de ceux des octrois :

1°. *Comptes des subventions avant 1600.*

« En 1577. — Compte de F. Lefrique et J. Roland, marchands, demeurans à Reims, collecteurs de la somme de 10,000 liv. t. faisant partie de la somme de 15,000 demandée par le roi aux habitans de Reims, par ses lettres-patentes du 20 février 1577, pour fournir aux frais de la guerre, et de 400 liv. ordonnées, par conclusion du conseil du 7 mars 1577, estre jettée pour les frais de la collecte et écriture....; lequel compte rendent par-devant vous, messieurs du conseil, ou vos délégués, etc....

« Pour avoir intelligence du présent compte, plaira considérer que le roi par ses lettres-patentes a ordonné estre levée sur ses villes du baillage de Vermandois, 1,200,000 liv. t. pour fournir aux frais de la guerre....; pourquoi la ville de Reims auroit été cotisée à 15,000 liv. t., qui ont été modérées depuis à 10,000 liv., d'après la requête des habitans du 4 avril 1577.

« *Recette.* — 10,400 liv. par eux levées sur les habitans, suivant le rôle et département fait des sommes.

« *Mises.* — Au receveur des tailles de l'élection de Laon, payé par lesdits comptables, 10,000 liv. — 260 liv., à laquelle somme a été délivrée aux comptables la collecte et perte des deniers, comme appert par acte de délivrance faite au rabais. — 10 liv. données à un notaire royal par conclusion pour un rôle par lui mis à net, avec une copie pour donner aux élus. — *Dépense commune.* Pour la minute du présent compte, 70 s. t. — Pour une copie délivrée aux comptables...., — Pour salaires des auditeurs, XII liv. — Pour le conseil des comptables.... — Pour le salaire du procureur des habitans, assistant, IIII liv. — Pour le salaire du greffier.... — Pour les quatre sergens de la forteresse qui ont assemblé les auditeurs.... — Pour bois brûlé.... — Ce compte est examiné par les auditeurs du conseil.

« En 1578. — Subside de 4,000 écus demandés

la teneur s'ensuit. Et premiers s'ensuit la teneur desdictes lettres roiaulx :

IMPÔTS INDIRECTS.

Les *aides* ou *octrois*, tels furent, surtout durant les cinq derniers siècles, c'est-à-dire sous le gouvernement du conseil de ville, les sources où s'alimentèrent les finances municipales de Reims. Ces impôts y étaient distingués en deux classes, celle des anciens

par lettres-patentes du 15 février 1578, pour acquitter ce que S. M. doit aux reitres allemands, conduits par le sieur de Deux-Ponts; et 62 écus soleil ordonnés par le conseil pour frais de collecte.

« En 1582. — 1,333 écus levés par lettres-patentes du 8 février 1579, accordés sur la sollicitation des habitans pour rembourser plusieurs prêteurs qui avoient fourni deniers pour subvenir aux affaires de la ville, et pour racheter quelques rentes constituées. — Ce compte est, à proprement parler, celui d'une *taille municipale*, nécessitée peut-être par quelque emprunt royal, peut-être aussi par quelques procès ou frais extraordinaires, au profit de la cité. Les deniers en sont levés par connestablies et versés au receveur des deniers communs.

« En 1590. — Deux subventions demandées par le roi, une subvention levée par arrêt de nosseigneurs des aides, pour être appliquée à l'achèvement du bâtiment du palais et siége royal de Reims. Le versement se fait entre les mains du collecteur des tailles. »

Le chapitre des deniers comptés et non reçus est le plus considérable dans tous ces comptes. — Lorsqu'il y a du surplus, il est versé entre les mains du receveur des deniers communs.

Depuis 1599, les deniers sont versés entre celles du receveur général des finances de Châlons. — L'emploi en est d'ailleurs toujours vérifié par les auditeurs du conseil.

2°. Comptes des subventions depuis 1600.

« En 1600. — Subside. — *Mises.* — 1°. 4,000 liv. t., reste des 12,000 des subventions de cette année. — 2°. 1,386 liv. pour frais de voyages faits en cour pour obtenir diminution de subvention. — 3°. 1,500 liv. t. pris à intérêt pour rembourser le receveur général des deniers communs de Champagne. — 4°. 219 liv. pour frais de rôle.

« En 1601. — 3,207 écus t., d'après lettres-patentes vérifiées par les trésoriers généraux en la province de Champagne, pour subventions.

« En 1604. — *Mises.* — 1°. 18,252 liv. t. par lettres-patentes auxquelles sont les attaches et commissions des trésoriers généraux de Champagne. 2°. 5,450 liv. demandées par le roi aux habitans, par forme de subvention au lieu du nouveau subside d'un sol par liv. Lettres-patentes et conclusions de tous les habitans assemblés aux Cordeliers. 3°. 5,753 liv dues à M. N. Largentier, par suite de procès. 4°. 6,148 liv. dues à un autre pour le même motif. 5°. 320 liv. pour frais et droits de VI d. par liv. pour l'obtention des lettres-patentes portant permission de lever ces deux dernières sommes. 6°. 580 l. pour frais de collecte et transport des deniers à Châlons. »

En 1616, le clergé contribue. — Le conseil général des habitans figure toujours dans les conclusions relatives à ces comptes, etc.

La collection, qui se compose de 12 vol. in-fol., s'étend de 1577 à 1622.

§. II. USTENSILES.

L'impôt levé sous ce nom était un de ceux que l'on regardait comme accessoires à la taille, et qui faisaient partie de ce qu'on appelait imposition ou brevet militaire. On distinguait le petit du grand ustensile. Le premier était l'indemnité qu'on donnait en temps de paix aux soldats d'une garnison, pour tenir lieu de cette partie du mobilier dont les bourgeois étaient obligés de garnir leurs logements. Le second ne se levait qu'en temps de guerre, et était destiné à tenir lieu de quartier d'hiver aux troupes qui servaient hors du royaume et sur les frontières. — Dans les villes non privilégiées, l'ustensile était réparti sur les contribuables au marc la livre de leurs tailles; à Reims, il était réparti au marc la livre de la capitation.

Il se trouve dans les archives 2 vol. in-fol. de comptes relatifs aux ustensiles, et 22 vol. in-fol. de

Charles, par la grâce de Dieu roy de France, salut. Receu avons l'umble supplicacion de noz bien-amez les gens d'église, eschevins,

et celle des nouveaux octrois. On comprenait sous nom d'anciens octrois : 1.° le *Petit Aide* proprement dit ; 2.° le quatrième des vins vendus en détail. Sous nom de nouveaux octrois : 1.° une taxe sur les farines ; 2.° une taxe sur les bois et les foins, les

rôles relatifs à la perception de cet impôt. En voici des extraits :

1°. *Comptes.*

« Vol. 1er. 1652 à 1657. — Compte que rend à messieurs les lieutenant, gens du conseil et échevins, F. Roland, de la recette qu'il a faite des deniers et taxes levées sur les habitans pour les ustancilles des gens de guerre qui étoient en garnison en icelle pendant le quartier d'hiver de l'an 1652, suivant les rôles qui lui ont été mis ès mains.

« Fait recette entière de toutes les taxes, montant ensemble, suivant les rôles, à 15,200 liv. 15 s. t. »

Les mises se font pour payer des ustensiles sur l'ordonnance de messieurs du conseil.

Le compte est vérifié par des auditeurs du conseil. La perception se fait par connétablies. C'est le greffier du conseil qui dresse les rôles, les remet aux mains du comptable et signe 4,000 billets envoyés aux habitants pour les avertir de leur taxe ; les sergents publient dans les rues les injonctions de versement. — Un des sergents de la garnison est commandé avec un peloton pour contraindre les retardataires. Les sergents de la forteresse sont chargés de toutes les démarches pour le recouvrement.

« Vol 2. 1667 à 1711. — Compte que rend à vous, messieurs du conseil, R. Frison, receveur des deniers communs de la ville...., des deniers qu'il a levés par capitation sur tous les habitans de la ville, suivant les rôles des taxes et capitations qui lui ont été mis ès mains, pour être employés au payement des ustancilles qui ont été fournis au régiment royal qui a été en garnison en cette ville pendant le quartier d'hiver de l'an 1667, à compter du jour qu'il y est entré jusques au 15 avril. »

Un *mémorandum* indique que la taxe des ustensiles et la capitation ont été levées ensemble, mais sur des rôles différents. Le total s'élève à 23,587 liv. ; le comptable en impute 6,000 liv. à l'imposition sur les farines.

2°. *Rôles.*

Les 22 vol. in-fol. des rôles pour la taxe des ustensiles s'étendent de 1703 à 1763, mais dans l'intervalle il se trouve une foule de lacunes. Ces rôles sont dressés d'après la répartition de la milice bourgeoise en neuf compagnies de la ville et une des faubourgs. Chaque compagnie est divisée en quatre connétablies. Dans chaque connétablie la taxe de tout bourgeois, membre de la milice, est indiquée. — Le rôle de 1703 se termine ainsi : « Les neuf compagnies et les faubourgs montent à 25,699 liv. 16 s., ordonnés être levés sur tous les bourgeois et habitans de la ville et faubourgs, pour les ustancilles de la présente année, suivant la répartition faite par monseigneur l'intendant. Fait et arrêté en la chambre du conseil de ville, par nous lieutenant, gens du conseil et eschevins [commissaires nommés par monseigneur l'intendant, à la répartition de ladite somme]. Ces derniers mots sont empruntés au compte de 1763. »

« Nous, intendant de la province de Champagne, vu le rôle susdit, montant à 25,699 liv. 16 s..., les six deniers pour liv. des taxations dues au receveur, compris dans la somme, nous ordonnons qu'il sera exécuté selon sa forme et teneur, et que tous les particuliers y dénommés seront contrains au payement de leurs cottes, dans les termes portés par notre mandement, comme pour deniers royaux.... »

§. III. Casernes.

La royauté exigeait qu'on logeât ses troupes. Les villes préférèrent le casernement au logement individuel. Il en résulta diverses taxes et divers comptes, dont suit l'indication :

« Vol. 1er. 1691 - 1714. — Compte que rend N. Delasalle, receveur des deniers communs, à vous, messieurs les lieutenant, gens du conseil et échevins, des deniers qu'il a reçus des connétables de la ville pour subvenir aux frais et logemens des gens de guerre logés aux cazernes.

« Reçu de tous les connétables, 1428 liv. 8 s. »

Les mises se font entre les mains du concierge des casernes, pour avoir logé un certain nombre de soldats, suivant l'ordonnance du greffier du conseil. Le compte est arrêté par les auditeurs du conseil, en présence du procureur du roi et du greffier de la ville. Les taxes ne se lèvent que sur ceux qui ne

bourgois, manans et habitans de la ville de Reins, consors en ceste partie, contenant comme l'année derrenière passée, par l'otroy et

huiles, etc., dite *Petit Aide des nouveaux octrois* ; 3°. une taxe sur le courtage des vins appelée *gourmetage*.

peuvent loger des soldats, soit à cause de leur grand âge, ou pour tout autre motif valable; alors les soldats qu'ils ne peuvent recevoir chez eux sont logés aux casernes. Le concierge fournit le sel, le bois, la chandelle, etc, etc., et on lui alloue 2 s. vi d. par soldat.

Le vol. 2 renferme les comptes de 1735 à 1744; le vol. 3 (non relié, dans un carton), ceux de 1744 à 1765.

Le roi, vers 1718, ordonne le casernement à l'exclusion du logement individuel, et, vers cette époque, la taxe volontaire et partielle se change en taxe générale et forcée. — Vers la fin, c'est un sergent de la forteresse qui est comptable des casernes.

§. IV. Capitation.

Il faut soigneusement distinguer deux impôts de ce nom pour avoir la clef des comptes et des rôles qui le portent dans nos archives.

L'un est un impôt municipal destiné à combler le déficit des caisses d'octroi, obérées soit par la mauvaise gestion du conseil de la ville, soit par les appels trop fréquents que le roi faisait à sa générosité. — L'autre est un impôt royal, large essai du principe de répartition générale, frappant tout citoyen, même le Dauphin au pied du trône, essai qui fut tenté une première fois en 1695, et converti en mesure définitive à dater de 1701.

A la capitation municipale se rapporte une série de vingt-deux cahiers brochés, dont le plus ancien est de 1692. — A la capitation royale, quatre-vingt-neuf vol. in-fol., dont le premier est de 1701, le dernier de 1789.

1°. *Capitation municipale.*

Voici la note qui termine le compte de 1692 :

« Les 12 compagnies portées par les 4 cahiers qui composent les rôles des capitations de la ville se montent à la somme de 7,543 liv. 5 s., y compris la somme de 281 liv. 16 s. à laquelle se sont trouvés monter les rôles des fauxbourgs, laquelle somme de 7,543 liv. 5 s. sera employée avec les deniers provenant des nouveaux octrois ès charges ordinaires, et au payement et au 4me des arriérages

§. 1. *Petit Aide*

Cet impôt, avons-nous dit, était perçu au

des rentes dont la ville étoit ci-devant chargée, les principaux desquels sont éteints, et partie des arriérages payés, dès le 1er janvier 1689, conformément aux arrêts du 2 juillet 1680 et décembre 1687, le fonds destiné pour ledit payement ayant été employé pour le don gratuit fait à S. M., suivant l'arrêt du conseil du 3 mai 1689, et pour remplacement et non-valeurs des frais et des collectes; et seront les dénommés au présent rôle contraints au paiement de leur taxe comme pour deniers royaux, nonobstant opposition ou appellation quelconques, lesquelles oppositions, si aucunes interviennent, seront poursuivies par-devant nous, suivant l'arrêt du conseil du mois de janvier 1671.

« Fait et arrêté au bureau de l'hôtel-de-ville par nous, conseillers et échevins, commissaires à ce députés, le 19 septembre 1692. »

Nous avons vainement cherché dans ces comptes quelques éclaircissements sur la taxe des métiers dont il sera question plus bas, dans cette note, à la date du 27 octobre 1674; en effet cette taxe nous semble une capitation royale, et, comme l'indique l'acte auquel nous renvoyons, elle fut acquittée sur le fonds des octrois.

2°. *Capitation royale.*

Tous les rôles sont vus et autorisés par l'intendant de Champagne. — A dater de 1753 environ, outre la capitation, ces rôles se trouvent chargés d'autres impôts qui se lèvent d'après le même système. Ainsi, à dater de 1776, paraissent des impôts de corvée pour la réfection des rues et routes; avant 1776, des frais pour le sacre de Louis XVI; des deniers pour réparer les prisons; d'autres pour subvention et taillon, etc., etc. Nous supposons que, dans ces nouveaux chapitres, il s'agit d'une capitation municipale, levée au marc la livre de la capitation royale, et appliquée aux besoins spéciaux de la cité.

§. V et VI. Dixièmes et cinquantièmes.

Ces deux impôts, autre essai de répartition générale, frappèrent principalement sur les biens-fonds. Le premier, établi en 1710 pour subvenir aux frais des dernières guerres de Louis XIV, fut supprimé

congié de nostre très-chière et très-amée compaingne la royne, et par le consentement et accord de la plus grant et sayne partie d'eulx,

profit de la ville sur les vins vendus soit en gros, soit en détail, que frappait également un impôt semblable levé au profit de la royauté. Nous savons déjà que sa quotité a varié, et que, de plus, on l'a parfois étendu à d'autres denrées de première nécessité; on peut consulter à ce sujet les pièces que nous avons publiées sur cette matière, de 1341 à 1418, et celles que nous publions à la fin de cette note même *.

en 1717, rétabli en 1733, supprimé en 1737, rétabli en 1741, supprimé en 1750, etc., etc. Le second, créé en 1725, aboli en 1727, avait été une des désastreuses conséquences du système de Law. Voici l'indication des traces qu'ont laissées ces deux impôts dans nos archives :

1°. *Dixièmes.*

Rôles des années 1734, 1734 *bis*, 1736, 1741; 5 vol in-fol.

Titre du rôle de 1736. « Généralité de Champagne. Élection de Reims. Ville de Reims.

« Rôle des sommes qui seront payées par les propriétaires nobles, roturiers, privilégiés et non privilégiés, apanagistes, engagistes, corps et communautés et autres jouissant des biens-fonds, maisons, seigneuries, fiefs, censes, fermes, terres, prez, vignes et bois, marais, pacages, usages, étangs, rivières, moulins, forges, fourneaux et autres biens de quelque nature qu'ils soient, situés dans la ville de Reims. — Ensemble des droits de cens, rentes, redevances, dixmes, champarts, péages, passages, bacs et tous autres qui se perçoivent sur le territoire de ladite ville, pour le 10e du revenu desdits biens et droits pendant la présente année 1736, en exécution de la déclaration du roy du 17 novembre 1733, et arrêts rendus en conséquence. »

Les taxes se lèvent par connétablies.

A la fin : « Le total général du revenu annuel desdits biens, sujet au 10e, monte à la somme de 465,591 l. 10 s.— Et celui du 10e à payer pour un an, à celle de 46,559 l. 3 s.—Le présent rôle, arrêté par nous, Ch. Le Pelletier de Beaupré, intendant de la province et frontière de Champagne, à la somme de 46,559 l. 3 s., laquelle sera payée par les redevables y dénommés, leurs fermiers, locataires ou autres détenteurs des maisons et biens, à peine d'y être contraints, chacun en ce qui les concerne, comme pour les propres deniers et affaires de S. M.... Les deniers perçus seront remis par le comptable au receveur des tailles en exercice ladite année 1736, lequel sera tenu de les envoyer immédiatement à la recette générale de Châlons.... Le présent rôle sera lu et publié à la porte de l'hôtel commun de la ville.... »

2°. *Cinquantièmes.*

Généralité de Champagne. Années 1725, 1726, 1727; 3 vol. in-fol.

« Rôle des sommes qui seront payées par les propriétaires des maisons situées dans la ville et faubourgs de Reims, pour le 50e du revenu desdites maisons, ordonné être levé par la déclaration du roi du 5 juin 1725.... »

Ces deniers sont perçus par le conseil, et versés dans la caisse du receveur des tailles. — Le rôle est publié à l'issue de la messe paroissiale; les certificats doivent être signés par le curé.

En 1726, les droits de 50e sont perçus non-seulement sur les maisons, mais sur tous les biens-fonds désignés dans l'intitulé du 10e en 1736. Le tout en exécution de la déclaration du roi du 21 juin 1726....

§. VII. Milices gardes-côtes.

Années 1759, 60, 61, 62, 63; 5 vol. in-fol.

Pour ces comptes, semblables en tout aux rôles des ustensiles, la répartition se fait par le conseil, l'ordonnancement par l'intendant de Champagne. Les deniers qui en proviennent servent à compenser ce qui manque à la capitation ou aux ustensiles, et réciproquement. De sorte qu'il y a identité complète pour la destination, le mode de perception et l'origine.

D'ailleurs l'impôt des milices gardes-côtes ne se levait, comme le grand ustensile, qu'en temps de guerre, et devait, dans le principe, n'être appliqué qu'à la défense du littoral.

Aux registres que nous venons d'indiquer, il faudrait peut-être joindre deux rôles dressés alphabétiquement en 1727 et 1730, et vérifiés par le greffier du conseil, pour faciliter la perception de la gabelle, et répondre aux vues charitables de la déclaration du 29 août 1724.

* Les comptes du *petit aide proprement dit* sont consignés dans tous les registres où l'on justifie

ilz aient prins et levé en ladicte ville, pour la fortiffication, emparemens et autres choses nécessaires d'icelles, certains aides plus à plain

§. 2. *Quatrième.*

Le *Petit Aide* ne suffisant pas aux besoins de la ville, celle-ci essaya de le doubler en obtenant des lettres de crues (voir les comptes de 1452 et années suivantes à la date du 12 juin 1440); mais soit que ce nouvel impôt fût trop onéreux, soit qu'il nuisît au recouvrement des deniers royaux, Charles VII le supprima, en octroyant à la cité le quart de ses propres aides, qui consistaient alors (1436) dans l'imposition du sou pour livre sur le pain*, sur les légumes, la viande, les cuirs, etc., etc.; dans la perception du huitième sur le vin en détail, du vingtième des vins, etc., etc. (Voir les comptes de 1436, sous la date du 12 juin 1440). Non contente de cette générosité qui lui enlevait une portion de l'impôt indirect à Reims, la royauté remit en 1484, à ses habitants, l'impôt direct, la taille, affectée depuis Charles VII à l'entretien des troupes régulières; de plus, modifiant à leur profit les dispositions relatives au partage de l'impôt indirect, elle leur conceda bientôt, non plus le quart de tous les aides, mais le revenu le plus net et le plus assuré de ces mêmes aides, c'est-à-dire le huitième sur les vins; seulement, au lieu du huitième, les habitants durent faire lever le quatrième des vins vendus en détail, et verser dans les caisses royales 2,000 livres prelevées sur cet impôt**. Cette concession du quatrième dota la ville de son meilleur revenu*** et forma désormais la principale branche de ses octrois; aussi le conseil eut-il soin d'en poursuivre le renouvellement chaque fois qu'expirait le temps pour lequel cette concession était faite. Toutes les lettres qu'il obtint à ce sujet font encore partie de ses archives; elles reproduisent littéralement celles de 1484**** jusqu'en 1762, époque où le droit de quatrième fut commué contre un droit fixe, en vertu d'un arrêt du conseil du 3 novembre 1762. (Voir plus bas, dans cette note, à la date du 3 novembre 1762, et à celles du 16 février 1768, du 4 septembre 1769, du 13 septembre 1774, du 31 octobre 1786, et du 22 janvier 1788.)

devant la cour des comptes de l'emploi des deniers communs d'octroi dont ils constituent la base (Voir Prolégomènes, p. 76, 77 et 78). Cependant, de 1556 à 1561, et de 1585 à 1605, une partie du petit aide consistant en 2 s. par. sur chaque queue de vin vendue en gros, est réunie tantôt aux deniers communs patrimoniaux, tantôt aux deniers d'octroi, et les comptes en sont classés alternativement dans l'une des deux séries de registres consacrées à ces diverses branches du revenu de la ville.

* Un édit de Louis XI (août 1465 et déclaration de 1467) supprima le sou pour livre ou 20e sur toutes les marchandises, à l'exception du vin, du poisson, du bétail à pied fourché, des draps et de la bûche; mais cet édit, qui n'eut pas une entière exécution, ne paraît pas avoir été appliqué à Reims, car on trouve des lettres du 24 novembre 1503 et du 22 mars 1514 (v. s.), qui portent exemption temporaire pour la ville de l'imposition des grains, pains et farines. (Invent. de 1691, fol. 151.)

** Voir les lettres du 1er juillet 1484 aux comptes de cette année, sous la date du 12 juin 1440.

*** Depuis la concession de Charles VII, le conseil de ville regardant l'impôt du 4e comme sa propriété, en classa les deniers parmi ses revenus patrimoniaux, et s'efforça de les y maintenir pour les soustraire à un contrôle trop clairvoyant; mais de 1556 à 1561, parfois aussi de 1585 à 1605, et toujours depuis 1605, le pouvoir central obligea le pouvoir local à justifier de l'emploi du 4e devant la cour des comptes, et c'est dans les collections vérifiées par cette cour qu'il faut, durant ces époques, chercher les comptes du 4e; en dehors de ces époques, et par conséquent de 1484 à 1556, de 1561 à 1585, et souvent enfin de 1585 à 1605, c'est aux collections occupées par les deniers patrimoniaux qu'il faut avoir recours.

**** C'est pour cela que plus bas nous n'indiquons aucune de ces lettres-patentes banales. D'ailleurs Louis XIII, par arrêt de décembre 1610, rendit perpétuelle la levée du 4e qui, dès lors, ne fut plus confirmé qu'en bloc avec les autres octrois à l'avénement de chaque roi.

déclarés ès lettres de nostredicte compaingne, et pour congnoistre desdiz aides et des deppendances, aient esté commis maistres Ponce de

§. 3.—*Farines* *.

Cet impôt, le plus considérable et le moins judicieux de ceux qui formèrent les nouveaux octrois, ne fut établi qu'à des époques désastreuses, durant la minorité et sous les revers de Louis XIV, et durant la minorité de Louis XV. Créé par arrêt du conseil, le 13 décembre 1656, il fut aboli par un autre

* Les comptes qui concernent les farines se trouvent dispersés dans diverses séries de registres avant 1723, réunis dans une seule après cette époque.

§. 1. COMPTES DES FARINES AVANT 1723.

Ces comptes, auxquels se trouvent unis ceux du nouveau petit aide à dater de 1690 (voir ci-dessus, dans la note, le §. 4), sont répartis dans quatre collections intitulées : *Farines*, *Deniers patrimoniaux*, *Deniers patrimoniaux et nouveaux octrois*, et enfin, *Comptes spéciaux à l'intendant de Champagne*. Dans la première série se trouvent les comptes exclusivement rendus au conseil de ville; dans la première et dans les deux suivantes, les comptes rendus au conseil avant la vérification de l'intendant, à qui ils sont portés à dater de 1675; la dernière enfin est exclusivement composée des doubles qui étaient soumis à ce dernier, sur la demande même du conseil de ville, qui préférait ce contrôle quasi local à celui de la chambre des comptes, comme le prouve ce passage de l'inventaire de 1695, fol. 189 et 190 :

« Requeste au roy [du conseil de ville] pour estre deschargé de l'administration des nouveaux octroys, ustensiles et indemnités des années 1680 jusqu'en 1686.—Arrest sur ladicte requeste du 9 aoust 1681, qui ordonne de représenter à l'intendant les doubles des comptes des anciens octroys, et qu'ils compteront sommairement devant luy des nouveaux octroys, dont il dressera son procès verbal, et donnera son avis sur l'utilité de l'employ et sur le temps qu'il estimera nécessaire d'en continuer la levée. — Arrest du 20 décembre 1681 sur ledit avis, portant la continuation des nouveaux octroys et des 6,000 liv. pour capitation, et l'employ qui en doit estre fait. — Arrest de la chambre des comptes du 23 mars 1691 qui ordonne que l'on comptera à la chambre des nouveaux octroys. — Requeste pour estre deschargé d'en compter à la chambre. — Arrest du conseil d'Estat du 24 juin 1691 qui descharge messieurs de la ville de rendre compte des nouveaux octroys à la chambre, et leur ordonne d'en rendre compte devant monsieur l'intendant depuis 20 ans. »

Voici l'extrait des deux premiers comptes, l'un de la période durant laquelle le conseil de ville connaissait seul des nouveaux octrois, l'autre, de l'époque où l'intendant de Champagne commença d'en connaître :

« 1°. Compte que rend J. Dorigny, receveur des deniers communs et extraordinaires de Reims, pardevant vous, messieurs les lieutenant, gens du conseil et échevins....., ou les délégués d'iceluy, des deniers provenant tant de l'adjudication de l'impôt ordonné sur chaque septier de farine de froment et méteil qui se consomment dans la ville et fauxbourgs de Reims, que de ceux [de la capitation] qui se lèvent sur tous les habitans de Reims, suivant le rôle des taxes fait par les lieutenant, gens du conseil et échevins, en conséquence de l'arrêt du conseil d'Estat du 13 décembre 1656, l'an 1657.....

2°. *Recette de l'impôt sur les farines, etc. etc.*

« Le comptable vous remontre que depuis plusieurs années la ville de Reims s'étant trouvée engagée de faire emprunt, et prendre à constitution de rente notable somme de divers particuliers, pour subvenir aux dépenses extraordinaires, charges et impositions sur eux ordonnées par S. M., leve pour les plus urgentes affaires, et ne pouvant en acquitter la rente dont plusieurs arrérages estoient courus à cause des surcharges continuelles survenant par la guerre, montant par chacun an à 23,900 liv. t., les habitans, pour éviter les poursuites d'aucuns créanciers, avoient conclu, en une assemblée générale, qu'il seroit imposé sur eux pareille somme de 23,900 liv.; et pour ce, qu'il seroit levé sur chacun septier de farine de froment usé en la ville... 10 s. t., et de méteil, 6 s. t., et le surplus, en cas que ladite imposition ne suffise, sur les habitans par capitation, selon la faculté de chacun d'eux, suivant le rôle qui en seroit fait par les lieutenant... à concurrence de la somme de 23,900 liv. En suite de laquelle conclusion, arrêt du conseil d'Estat seroit intervenu le 13 décembre 1656, signé Galland, et portant permission de faire ladite imposition....., et en conséquence, adjudication a été faite de l'impo-

Moutfalcon, et Pierre Chardon; et chacun d'eulx, et il soit ainsi que pour la fortifficacion, emparemens, et autres choses neccessaires

arrêt du 15 janvier 1689, et cessa d'être perçu le 1er octobre 1690; il fut rétabli par arrêt du 18 février 1698, éteint le 3 octobre 1707, rétabli le 28 janvier 1708, sub-

sition sur la farine pour 18,500 liv. par an. — Pour achever cette somme, il a été mis 6,687 liv. 16 s. t. [de capitation?] — Somme totale, 25,187 liv. 16 s.»

Mises. — Le clergé de Reims ayant protesté et formé opposition devant le conseil d'État...., il a été fait une transaction par laquelle il lui est accordé 400 liv. t. à prendre sur ces impôts. — Pour frais de procès à cette occasion, 600 liv. — Le reste est employé en payement de rentes. — Le compte est vérifié par les délégués du conseil. (Farines, tome 1er, compte 1er.)

« 2°. Compte que rendent les lieutenant, gens du conseil, échevins et receveur de Reims, par-devant vous, Mgr. .. intendant de justice, police et finance et des armées du roi en Champagne, du produit des nouveaux octrois et de l'emploi qui en a été fait par eux pendant vingt ans, à commencer le 1er janvier 1671...., pour satisfaire à l'arrêt du conseil du 24 juillet 1691 [ordonnant que la ville rendra compte par-devant l'intendant du produit de ses nouveaux octrois]; lesdits nouveaux octrois, consistant en deux impôts, le premier sur les farines de froment et méteil, le second sur les bois et foins, et en la capitation qui se fait tous les ans sur tous les habitans.

« Pour justifier du pouvoir que le lieutenant et gens du conseil.... ont eu de faire lesdites levées et capitations...., ils produisent trois arrêts du conseil: 1°. Du 15 janvier 1671; 2°. du 20 décembre 1681; 3°. du 15 janvier 1689. (Voir ci-dessous.)

Recettes du présent compte.

« Pour la recette et dépense des dix premières années du présent compte, à dater du 1er janvier 1671 au 31 décembre 1680, lesdits comptables emploient: 1°. L'arrêt du conseil du 9 août 1681, qui leur donne acte de la présentation qu'ils ont faite audit conseil des originaux et pièces justificatives des comptes qui ont été rendus par-devant eux, suivant ledit arrêt du conseil du 15 janvier 1671, desdits octrois pour les dix années, et qui ordonne qu'ils en compteront encore par-devant l'intendant de Champagne, qui en dresseroit le procès-verbal et donneroit son avis au conseil sur l'utilité de l'emploi desdits octrois, ensemble sur le temps qu'il estimoit nécessaire d'en continuer la levée pour l'acquittement des dettes de la ville....; 2°. Le procès-verbal et avis dudit seigneur intendant du 15 novembre 1681; sur les comptes et pièces justificatives présentées par les gens du conseil de ville; 3°. L'arrêt du conseil du 20 décembre 1681, rendu conformément au précédent procès-verbal, déchargeant les comptables de la gestion de ces dix années, et ordonnant de mettre en recette en 1681, 11,738, 17 liv. 6 s., excédant des recettes du précédent compte. »

Viennent ensuite les comptes détaillés des dix années suivantes; voici l'extrait du premier:

« Compte que rend Mr J. Mopinot, receveur des deniers communs et extraordinaires de la ville de Reims, à vous, messieurs les lieutenant, gens du conseil et échevins de Reims, ou à messieurs les députés du conseil, des deniers provenant du prix de l'adjudication, tant des impôts sur chacun septier de farine de *froment* et de méteil qui se consomment dans la ville et fauxbourgs, que de ceux qui se lèvent sur les bois et foins entrans dans ladite ville et fauxbourgs, même des deniers qui se lèvent par capitation sur les habitans, suivant les rôles et taxes par vous faits en conséquence des arrêts des années 1671 et 1680 (juillet), ladite recette commençant le 1er janvier 1681.

Recette. — « 1°. Par suite du compte rendu desdites impositions et capitations de l'année dernière, le comptable est redevable de 11,956 liv.

« 2°. Farine de froment et méteil. — Somme reçue des adjudicataires pour un an, 27,600 liv.

« 3°. Sur les bois et foins, 15,000 liv.

« 4°. Sur la capitation, 7,092.

Mises. — « 1°. Au directeur des aydes en l'élection de Reims, portant des pénétrations des fermiers généraux qui devoient toucher, en vertu des arrêts de 1672 et 1680, au lieu de la subsistance et retranchement des octrois, 16,000 liv.

« 2°. Au receveur du clergé, à qui il a été accordé une indemnité à cause des impôts sur la farine et sur les bois et foins, 4,000 liv.

« 3°. Remboursement de rentes en vertu de l'arrêt de 1680, 26,931 liv. 9 s. 4 d.

« 4°. Au greffier, trompette et sergens de la forteresse, chargés de publier les arrêts, 48 liv. 19 s.

d'icelle, qui sont grans et sumptueux, il soit neccessité auxdis supplians d'encore prendre et lever lesdis aides, c'est assavoir : sur cha-

pendu en 1709, supprimé en 1715; enfin remis en vigueur par arrêt du 20 septembre 1723, il demeura définitivement éteint vers 1740.

« 5°. Non-valeurs sur la capitation, 250 liv.

« 6°. Dépense commune, 173 liv. 10 s. »

Ce compte est en double dans le trente-neuvième volume des *deniers patrimoniaux*. Là il est exclusivement rendu à messieurs du conseil de ville.

Le second volume de la collection des *comptes spéciaux* à laquelle nous venons d'emprunter l'extrait qui précède, contient une seconde série de comptes des nouveaux octrois rendus depuis 1692 jusqu'à 1705, en vertu d'un arrêt du conseil du 24 août 1706. (Voir plus bas à cette date.)

§. II, Comptes des farines après 1723.

Les comptes de cette période, qui s'étend jusqu'en 1740, sont établis isolément et occupent les septième et huitième volumes de la série intitulée *farines*. Le septième comprend les comptes rendus devant le conseil, et le huitième, le double de comptes présentés à l'intendant de Champagne. Voici l'extrait du compte de 1723, etc. :

« Compte que présente à vous.... pour les sommes reçues en effets royaux liquidés et en argent comptant, par les emprunts qui en ont été faits par messieurs les commissaires du conseil de ville, de divers particuliers, pour payer la finance principale et les 2 s. pour liv. des officiers municipaux, provisions, coûts d'arrest, frais de députation et autres dépenses faites au sujet de l'acquisition et réunion des offices créés et rétablis par édit du roi du mois d'août 1722, et réunis au corps de la ville, par arrêt du 20 septembre 1723, et aussi pour payer la finance des offices de gouverneur particulier et lieutenant du roi de cette ville.

« Représente le comptable que le roi, par édit d'août 1722, ayant supprimé, créé et rétabli dans toutes les villes du royaume, les offices municipaux et ceux de l'état-major, vous avez acquis et réuni, messieurs, au corps de la ville, par arrêt du conseil d'État en date du 20 septembre 1723, l'office de maire ancien et mitriennal; celui de maire alternatif et mitriennal; l'office de lieutenant de maire ancien...., et celui de lieutenant de maire alternatif... ; l'office de premier échevin ancien et mitriennal; celui de premier échevin alternatif et mitriennal; celui de deuxième échevin ancien et mitriennal; celui de deuxième échevin alternatif et mitriennal; celui de troisième échevin ancien et mitriennal; celui de troisième échevin alternatif et mitriennal; celui de premier assesseur ancien et mitriennal; celui de premier assesseur alternatif et mitriennal; celui de deuxième assesseur ancien et mitriennal; celui de deuxième assesseur alternatif et mitriennal; celui de troisième assesseur ancien et mitriennal; celui de troisième assesseur alternatif et mitriennal; celui de quatrième assesseur ancien et mitriennal; celui de quatrième assesseur alternatif et mitriennal; l'office de controlleur ancien et mitriennal; l'office de controlleur alternatif et mitriennal; l'office de procureur du roi; l'office de greffier et secrétaire ancien et mitriennal; l'office de greffier et secrétaire alternatif et mitriennal; enfin l'office de major et encore ceux de garde-archives, hérault, concierge, portier, etc., etc. Pour la finance principale desquels offices et 2 s. pour liv., vous vous êtes chargés, messieurs, de payer en effets royaux liquidés la somme de 563,750 liv. qui a été acquittée par les fonds provenans des emprunts que vous avez faits desdits effets de divers particuliers.... aux trois quarts de leur perte, et comme vous avez encore acquis des sieurs L. Duval et F. Lequeux les offices de gouverneur particulier et lieutenant du roi de cette ville, dont ils avoient été pourvus par S. M., à charge par vous de leur en payer la finance en argent comptant, suivant les conventions faites entre vous et eux, vous avez encore emprunté des deniers en argent comptant pour y satisfaire et aussi pour payer les provisions, frais de députations, etc., marcs d'or, etc., etc., dépenses faites pour l'acquisition de tous ces offices...., Pourquoi le comptable fera recette et mise dans le présent compte des sommes qu'il a reçues et payées en effets royaux liquidés et aussi de celles qu'il a reçues et payées en argent comptant.

« Et attendu que, par arrêt du 20 septembre 1723, il vous a été permis de lever un octroi de x s. par chaque septier de farine de froment et de vi s. de farine de méteil entrant dans la ville et fauxbourgs, les deniers de cet octroi ont dû être employés au remboursement des capitaux que vous auriez empruntés, messieurs, en effets royaux liquidés et en argent comptant, et en payement des intérêts de

ouné queue de vin vendu en groz en ladicte ville de Reims, deux solz parisis, et du vin et autres buvrages qui en icelle seront vendus à

§. 4. — Petit aide des nouveaux octrois.

Cet impôt est le moins considérable, mais le plus persistant des nouveaux octrois. Crée huit ans après celui des farines*, il ne commença d'être perçu qu'en 1664, mais il se

tous ces capitaux, lesdits capitaux ayant été empruntés tant pour payer la finance principale desdits offices et 2 s. pour liv., que pour fournir à toutes les dépenses à faire au sujet de l'acquisition desdits offices...., l'adjudication dudit octroi a été faite à C. Hézet, bourgeois de cette ville, le 15 novembre 1723, pour 41,650 liv. »

Le conseil avait nommé, pour faire cette recette extraordinaire, le receveur des deniers communs et patrimoniaux. Mais l'adjudication ayant été faite pour six ans (1723-1729), et la charge de receveur des deniers communs ayant été supprimée et mise en régie, le comptable ne justifie que des quatre premières années de l'adjudication; les régisseurs commettent un receveur jusqu'à ce que cette charge puisse être levée, et le conseil de ville prépose un des siens entre les mains de qui s'opère le versement de l'octroi, afin que ce produit ne soit pas confondu avec les deniers ordinaires de la ville.

Recettes. — « Ier Chap. Sommes empruntées en effets royaux liquidés.

« IIe Chap. Quittances de finances qui ont été remises au comptable par les commissaires, pour faire recevoir le remboursement en effets liquidés au trésor royal, et les employer au payement de la finance des offices.

« IIIe Chap. Sommes empruntées en argent par les commissaires, pour payer frais d'obtention...., coûts d'arrêts, marc d'or, etc.

« IVe Chap. Argent comptant emprunté par les commissaires et pour lequel ils n'ont fourni de titres aux prêteurs que des délégations sur le produit de l'octroi.

« Ve Chap. Somme de 5,500 liv. 7 s. 11 d. pour le produit de la négociation qui a été faite de l'excédant des effets royaux empruntés, montant lesdits effets à 38,500 liv. qui avoient été empruntés de trop, et qui ont été négociés à Paris au prix et cours de la place.

« VIe Chap. Prix du bail des farines, 41,650.

« VIIe Chap. Recette contenant les augmentations survenues sur les espèces (en 1726) qui se sont trouvées dans la caisse de l'octroi de la farine.

« Total, 872,276 liv., dont 594,600 en effets royaux liquidés.

Mises. — « 1°. Sommes payées au trésor royal en effets royaux liquidés, pour la finance principale et 2 s. pour liv. des offices réunis, 563,750.

« 2°. Emploi des effets empruntés de trop.

« 3°. Argent comptant payé pour les offices de gouverneur et lieutenant de roi. Ces offices avoient été créés dans toutes les villes par édit d'août 1722. La ville eût été obligée de payer aux titulaires de gros appointemens; de plus ceux-ci prétendoient au loyer de tout ce qui appartenoit aux remparts et fortifications, etc. Ils sont supprimés et réunis par arrêt du 21 mai 1724, et la ville est gouvernée par ses magistrats municipaux, conformément à la déclaration de Louis XIII, de 1621, à l'arrêt du conseil de Louis XIV, du 23 janvier 1655; on a indemnisé les acheteurs moyennant 45,800 liv.

« 4°. Frais de députation pour les réunions.

« 5°. Coûts d'arrêts, lettres-patentes, enregistremens, frais de notaires, etc.

« 6°. Mêmes frais, ports de lettres, etc.

« 7°. Achats de vins d'honneur.

« 8°. Diminution sur les espèces en 1724.

« 9°. Indemnités au clergé.

« 10°. Aux receveurs des droits réservés pour les pauvres des hôpitaux, en exécution de la déclaration du roi du 18 juillet 1724, qui ordonne d'enfermer les mendians et leur alloue un quart de l'octroi sur la farine. Et comme le conseil représente que ces octrois sont affectés au payement des offices, le roi les prolonge pour deux ans.

« 11°. Sommes payées en remboursement de capitaux empruntés pour l'achat des offices.

« 12°. Rentes des sommes empruntées et non acquittées.

« 13°. Néant.

« 14°. Indemnité qui se paye annuellement sur l'octroi de la farine à messieurs les lieutenans de roi, trésorier de France, et autres.

« 15°. Dépense commune.

« 16°. 2,634 liv. que le préposé à la recette de la ville, au mois d'octobre 1725, a retenu sur la recette ordinaire de la ville, par droit de remise sur l'octroi de la farine.

« 17°. Honoraires du comptable.

« Total, 877,005 liv. 7 d. »

* Cet impôt aurait été momentanément perçu, avant que l'on songeât à frapper d'octroi les farines,

détail, deux solz parisis pour livre, avec deux solz parisis pour chacun mynot de sel qui sera vendu en ladicte ville et ès faubourg d'icelle;

prolongea jusqu'à la fin du dernier siècle. Il était levé à l'entrée de la ville sur les bois et les foins; et sur les laines peignées étrangères; toutefois, il cessa de frapper sur celles-ci dès le 1er octobre 1671 (voir plus bas l'arrêt du 15 janvier de la même année). L'arrêt du 15 janvier 1689 (voir plus bas à cette date), qui supprima l'octroi des *farines*, rendit perpétuel celui des bois et des foins, ou du moins en subordonna l'existence aux besoins et à la volonté du conseil de ville, qui ne put ou ne voulut point l'abolir, et en disposa comme de ses deniers patrimoniaux*.

Cependant, malgré les efforts du conseil pour gérer les nouveaux octrois sans contrôle, la ville fut dès 1671 obligée d'en justifier l'emploi devant l'intendant de Champagne d'abord**; puis, à dater de 1773, devant la chambre des comptes, au contrôle de laquelle le *nouveau petit aide* fut définitivement soumis en même temps que les deniers patrimoniaux***.

§. 5. — *Gourmetage.*

Cet impôt, le moins ancien et le moins persistant des nouveaux octrois, fut levé de 1692 à 1720, pour couvrir les frais de l'ac-

si l'on s'en rapporte à une pièce cataloguée par Lemoyne, sous le n° 1 de la liasse 11 des octrois, pièce qu'il analyse ainsi :

« Arrêt du conseil d'État rendu le 9 novembre 1644, entre Pierre le Gresle et consors d'une part, et le fermier des droits d'entrée des bois et foins, d'autre part, portant que le roi en son conseil a déchargé ledit le Gresle et consors de payer le sol pour liv. du bois de Champagne, de leur cru seulement, pourvu qu'ils le consomment dans leur maison. »

Mais Lemoyne n'a-t-il pas ici confondu une aide royale avec l'aide municipale? (Voir plus bas à la date de 1503, 1560, 1633, 1638, 1639, 1644.) Dans le cas contraire, il s'agirait sans doute ici de l'octroi indiqué plus bas à la date de 1638 et 1641. — Voir d'ailleurs ci-dessus, à la date du 24 septembre 1429, un premier octroi levé sur les farines.

* Aussi est-ce la plupart du temps dans les collections consacrées à ces deniers qu'il faut chercher les comptes du *nouveau petit aide*. Les premiers que l'on en trouve, de 1670 à 1682, sont mêlés à ceux des *farines* (voir l'article précédent), autre branche des nouveaux octrois dont le conseil disposait comme de son patrimoine; depuis 1682 jusqu'à l'année 1689, époque de la première suppression de l'impôt des farines, les deux comptes des nouveaux octrois se trouvent encore confondus, mais dans une collection nouvelle, celle des *deniers patrimoniaux et nouveaux octrois*. Dans ces mêmes registres, le compte des bois et foins subsiste à part jusqu'en 1696, et confondu avec les deniers patrimoniaux depuis 1695; avec les deniers patrimoniaux et les farines dont l'octroi fut rétabli en 1698, jusqu'en 1723, époque où les comptes de ce dernier octroi sont rendus à part; enfin avec les deniers patrimoniaux seulement, depuis 1723 jusqu'en 1783, année où s'arrête la collection.

** Voir dans l'article précédent les extraits des registres ouverts simultanément à la gestion des nouveaux octrois perçus et sur la farine et sur le nouveau petit aide.

*** Nous croyons utile d'emprunter au cent-vingt et unième volume de la collection intitulée *Chambre des comptes*, un extrait du premier des comptes qu'à dater de 1773 le conseil de ville fut obligé de présenter à la Cour suprême.

§. Ier. Anciens octrois.

« *Recette.* — 1°. Le 11e des vins en détail, 120,000.

« 2°. Bail appelé *petit aide*, consistant en 15 d. par poinçon de vin qui se vend en gros dans la ville et banlieue, 7,000.

« 3°. A cause du sol pour liv. du montant des baux, levé du prix d'iceux, 6,350.

« 4°. A cause de ce que l'adjudicataire du 11e des vins est tenu de payer annuellement en sus du prix de son bail, 1,000.

« 5°. Quant aux 20e qui auraient pu être retenus sur aucunes parties des dépenses, est ici néant, parce que la ville a exempté de la retenue les parties de gages et autres charges en 1773, vu leur modicité et réduction au denier 40 ou 50.

§. II. Nouveaux octrois.

« Années 1771, 72, 73.

lesquelx aides ilz n'oseroient bonnement lever ne mectre sus, pour l'année advenir, se de nous n'en avoient congié et licence, si comme

quisition qu'avait faite la ville des offices de courtiers et de jaugeurs, et des droits d'étape, créés par édit de juin 1691 et d'avril 1696. La spécialité de cette destination fit ouvrir, pour cette troisième branche des nouveaux octrois, un compte à part dont on trouvera des extraits à la suite du texte des actes placés sous la date du 30 juin 1692.

Parmi les impôts d'octrois, et à la suite de ceux que nous venons d'indiquer, il faut classer également le *don gratuit* et les deniers des *œuvres pies*, dont il subsiste encore deux collections de comptes dans les archives de l'Hôtel-de-Ville. Le *don gratuit* est un prêt fait au roi, en exécution des édits d'avril et d'août 1758, prêt auquel la ville satisfait en élevant le tarif de ses octrois; les *œuvres pies* proviennent d'un impôt pieux, dont nous avons indiqué l'origine, Prolégomènes, p. 84*.

« 1°. Entrée des bois et foins affermés, 26,000 liv. par an.

« 2°. Sol pour livre du bail du montant de ces droits, 1,200 liv. par an.

§. III. Deniers patrimoniaux.

« 1°. Deniers patrimoniaux, par année, 4,335 liv. 10 s.

« 2°. Droit de chaussée perçu aux portes....

§. IV.

« Fonds non consommés des comptes précédens, 309,278 liv. 8 s. 4 d.

§. Ier. Anciens octrois.

« *Dépense.* — 1°. Deniers payés à la recette générale des finances de Châlons pour la subvention de la ville, ensemble les 2 s. pour liv. en sus, pour un an, 6,600 liv.

« 2°. Au receveur des tailles de l'élection pour le taillon, 20e, et 2 s. pour liv. du 10e, 3,040 liv.

« 3°. Rentes sur la ville, l'hôpital général et les particuliers, 3,432 liv. 5 s. 9 d.

« 4°. Collége des Bons-Enfans, 1,500.

« 5°. Appointement des officiers, capitaine, procureur-syndic de la ville, receveur, greffier, agent d'affaires de la ville, avocat de la ville, maîtres de l'arsenal, maîtres des ouvrages, directeur des fontaines, 1,810 liv.

« 6°. Gages des bas officiers, commis au greffe, inspecteur des ouvrages, quatre sergens de la forteresse, onze gardes de la ville aux portes, cinq claxeniers des portes, le concierge de la machine hydraulique, messager de la ville, horloger, armurier, vitrier, 4,389 liv. 12 s.

« 7°. Frais d'impression, 240 liv.

« 8°. Nomination d'officiers....

« 9°. Entretien du pavé, 24,941 liv. 17 s. 6 d.

« 10°. Frais de visites aux fortifications, 100 liv.

« 11°. Ouvrages et réparations, 18,576 liv. 5 s.

« 12°. Bois, chandelles, bougies, 535 liv.

« 13°. Entretien de l'artillerie, 84.

« 14°. Vins d'honneur et d'entrée...

« 15°. Frais à l'occasion du passage des troupes, 1,275 liv. 10 s.

« 16°. Frais de police, 1,067 liv. 2 s. 3 d.

« 17°. Frais de procédure, néant.

« 18°. Députation et menus frais....

« 19°. Dépenses extraordinaires, 7,745 liv. 7 s.

« 20°. Recouvrement d'État, 100 liv.

§. II. Nouveaux octrois et deniers patrimoniaux.

« 1°. Indemnité au clergé des droits perçus dont il est exempt, 1,600 liv.

« 2°. Impression des almanachs historiques, 60 liv.

« 3°. Abonnement aux concerts, 1,500 liv.

« 4°. Pertes sur les seigles dont on avoit approvisionné la ville durant la disette, 1,553 liv. 14 s.

« 5°. Présent de poires de Rousselet, 80 liv. 2 s.

« 6°. Gratification à l'agent de la ville....

« 7°. Dépense commune, 3,112 liv. 6 s. 2 d.

« Rentes à la ville, 452,308 liv. 2 s. 11 d. »

Les recettes et les mises subsistent dans cet ordre au compte de 1781, le dernier qui reste aux archives de la série intitulée *Chambre des comptes.*

* Voici l'extrait du premier compte spécial des *œuvres pies*, et l'indication des comptes qui entrent dans la collection intitulée *don gratuit* :

§. I. Œuvres pies.

« Compte que rend M. N. Hachette, receveur des deniers communs et extraordinaires de la ville de Reims, des deniers destinés pour les œuvres pies, à vous, messieurs les lieutenant, gens du conseil et échevins, ou messieurs les députés d'iceluí.

ilz dient, en nous requérant humblement iceulx; pour quoy nous, ces choses considérez, et la bonne et vraye obéissance que ont tousjours

Il ne nous reste plus, pour compléter l'aperçu que nous venons de jeter sur l'histoire financière de la cité, que de donner ici l'indication des actes qui y ont rapport, mais dont nous omettons la publication complète, à dater de 1429. En réunissant ces indications, nous avons eu soin de n'y admettre que celles qui sont relatives : 1.° à tous les

« Représente le comptable que, par le compte qu'il a rendu des nouveaux octrois en l'année 1683, clos et arrêté par vous, messieurs, il restoit entre ses mains des deniers destinés aux œuvres pies, 1,250 liv. dont il fait recette.

« Fait encore recette de la somme de 600 liv., reçues de N. Guillart, receveur de la taxe des pauvres.

« Total, 3,578 liv. »

En se reportant aux comptes des nouveaux octrois en 1683, vol. 1er, on trouve au chapitre des recettes l'article suivant :

Œuvres pies.

« Représente le comptable que, par l'adjudication faite à R. Turpin de la ferme des farines, il étoit obligé, outre le prix de son adjudication, de fournir entre les mains du receveur des deniers communs, une fois payé pour tout son bail (qui est de trois ans), la somme de 1,000 liv. pour être employées en œuvres pies, au désir de monsieur le lieutenant et de messieurs du conseil; dont fait recette le comptable.

« Représente aussi que, par l'adjudication faite à Gilet de la ferme des bois et foins, il est obligé, outre le prix de son adjudication, de fournir, une fois payé pour tout son bail, 1,000 liv. pour être employées en œuvres pies....

« Total, 2,000 liv., sur lesquelles a été payé :

« 1°. Au grand Hôtel-Dieu de Reims, 300 liv. sur l'ordre verbal du lieutenant et quittance du receveur de l'Hôtel-Dieu.

« 2°. A l'hôpital général, 200 liv., sur l'ordre, etc., etc.

« 3°. A l'hôpital des incurables, 150 liv.

« 4°. A la communauté de l'Enfant-Jésus, 100 liv. Partant, reste au comptable 1,250 liv. qui ne seront rapportées au *finito* du présent compte, mais dont il sera fait état dans la troisième année du compte du receveur, par un cahier séparé (c'est celui que nous analysons), attendu que les œuvres pies ne se payent qu'une fois pour les trois années de chaque adjudication et que la distribution s'en fait manuellement pendant lesdites trois années. »

En se reportant aux anciens octrois, vol. dixième, on trouve qu'une somme de 2,000 liv. est également réservée sur la ferme du 4e pour être employée absolument de la même manière.

Sur cette somme, 72 liv. sont données à une demoiselle pour la nourriture et pension d'un pauvre garçon infirme. — A un chanoine, 110 liv. pour acheter du bois aux pauvres pendant le froid, etc., etc.

D'ailleurs, depuis 1683, époque où est ouvert le registre spécial des œuvres pies, ces comptes disparaissent de ceux des octrois.

Dans le compte spécial de 1688, les mises sont :

« 250 liv. aux Cordelières, pour réparations de leur chapitre; 30 liv. au receveur des prisonniers; 180 l. aux intendans des pauvres pour être distribuées extraordinairement; 1,400 liv. à un maçon pour la porte qu'il a faite au collége, etc., etc., etc.

Le compte est clos par les auditeurs du conseil devant le procureur-syndic et le greffier.

Tout se continue ainsi jusqu'en 1779, époque où, sans qu'on sache comment ni pourquoi, les comptes de la navigation et des œuvres pies se trouvent réunis. — Ils vont ainsi jusqu'en 1786.

Cette collection se compose de deux volumes in-fol., de 1683 à 1786.

§. II. Don gratuit.

Les comptes du don gratuit sont des années 1758, 60, 61, 62, et se répartissent ainsi :

1°. Don gratuit sur les vins, liqueurs et autres boissons, onze cahiers in-folio, y compris le rôle de restitution du don gratuit en 1761. — Voici l'intitulé :

« Le présent registre, contenant trente et un feuillets de papier timbré, a été coté... par nous, président en l'élection de Reims, pour servir au receveur de la porte, N...., à porter sur icelui, et non ailleurs, à peine de faux, les droits établis par le tarif arrêté par le roi, en son conseil, le 3 janvier 1759, en exécution de l'édit de sa majesté d'avril et d'août 1758, et de la déclaration dudit jour du 3 janvier, pour les dons gratuits de la ville

en lesdis suppliians à nous, à nostredicte compaingne et à nostre très-chier et très-amé cousin le duc de Bourgogne, à iceulx suppliians

impôts directs ou indirects de la municipalité ; 2° à ceux des impôts directs dont la royauté frappait les finances de la ville. — Nous omettons par conséquent à peu près toutes les pièces relatives aux impôts indirects de la royauté qui frappaient non la corporation municipale, mais les individus dont elle se composait.

De 1418 à 1595, les pièces que nous indiquons sont en petit nombre ; cela tient à ce

de Reims, sur les vins qui entreroient par ladite porte, etc.... »

2°. Don gratuit sur les vendanges, quatre cahiers in-folio.

3°. Don gratuit sur bestiaux, bois et foins, onze cahiers in-folio.

4°. Trois cahiers in-folio de récapitulations de tous ces produits. — La collection est loin d'être complète.

Le roi avait taxé la ville de Reims à 160,000 l. de don gratuit pour ces quatre années ; elle y avait satisfait par des emprunts qu'elle couvre au moyen d'une augmentation de l'octroi sur les denrées que nous venons d'indiquer. Les fonds qui en proviennent figurent d'ailleurs dans les comptes des deniers communs, années 1759, 60 et 61, etc., etc., etc.

Le mémoire suivant, extrait des Archives de l'hôtel-de ville, mat. div., liass. 38, n° 15, jettera plus de jour encore sur la nature et la perception du don gratuit :

« Les officiers municipaux de la ville de Reims ont été informés par monsieur l'intendant que le roy, par son édit du mois (*sic*) dernier, ordonnoit que les villes et bourgs du royaume payeroient de nouveau pendant six années le don gratuit, à commencer au 1er janvier 1764, et que la ville de Reims étoit comprise, dans l'état arrêté au conseil, pour une somme annuelle de 40,000 liv., sur quoy ils ont l'honneur de représenter :

« 1°. Que la ville de Reims ayant été imposée précédemment à une pareille somme de 40,000 liv., en vertu de l'édit du mois d'aoust 1758 et de la déclaration du roy du 3 janvier 1759, ils ont alors exposé combien cette imposition étoit onéreuse et nuisible à la consommation des denrées, et ont demandé que les droits portés au tarif général sur le vin et l'eau-de vie fussent commués pour la ville de Reims en ceux de dix sols par poinçon pour le vin de crû, et de douze sols par tonneau ou trentain de vendange aussy de crû, et de six livres par muid d'eau-de-vie, afin de ne pas nuire à la culture, au commerce et à la vente des principales denrées du pays ; leurs représentations ont été écoutées.

« Cependant, comme ils prévoyoient que ces droits, quoique très-considérables, ne produiroient pas la somme annuelle de 40,000 liv., et 240,000 liv. pour les six années, ils ont prié sa majesté de réduire cette somme à celle de 160,000 liv., ce qui leur a été accordé par arrêt du 6 avril 1759 et lettres-patentes du même jour ;

« 2°. Qu'au moyen de cette somme de 160,000 liv., sa majesté leur a cédé pendant six années la perception et le produit des droits fixés à l'occasion du don gratuit. La sixième année ne doit commencer qu'au 1er février 1764, il n'est pas juste que la ville de Reims ayant racheté ce droit pendant six années, recommence à payer de nouveau avant ce terme ;

« 3°. Que la somme de 240,000 liv. à laquelle la ville de Reims avoit été imposée pour six ans, ayant été, sur ses représentations, réduite à 160,000 liv., l'imposition annuelle n'étoit plus que de 26,666 liv. 13 s. 4 d. au lieu de 40,000 liv., somme à laquelle elle est imposée de nouveau sur l'état arrêté au conseil. Le rachat que la ville a fait de ce droit, les arrêts et lettres-patentes qui lui ont été accordés à cet effet, l'équité, la bonne foy, tout réclame en sa faveur, non-seulement pour l'exemption de la sixième année qui est encore à courir, mais aussi pour la quotité de la somme. Pourquoi le roy puniroit-il ses sujets du zèle qu'ils ont montré en toute occasion pour son service et singulièrement à l'occasion du don gratuit ?

« Si néanmoins les besoins de l'État, plus impérieux, empêchent l'effet de sa justice, au moins le don gratuit ne doit-il pas être plus fort pour l'avenir que pour le passé : il avoit été précédemment réduit à 160,000 liv. pour six ans, ou à 26,666 liv. pour chacune année. La ville de Reims n'a pu remplir les engagemens qu'elle avoit contractés à cet égard que par des circonstances extraordinaires, circonstances dont il n'y a jamais eu d'exemple. La plus grande partie du produit vient des droits d'entrées sur les vins ; il y a eu quatre années consécutives de récolte abondante, mais c'est par cette raison même que l'on doit prévoir que les années suivantes ne le seront pas ; on commence à en faire la

avons donné et octroyé, donnons et octroyons, de grâce espécial, par ces présentes, congié et licence de prenre et lever en ladicte ville et ès

que plus bas, à la date du 12 juin 1440, nous publierons une analyse de tous les comptes des deniers communs où l'on trouvera tantôt en entier, tantôt par extrait, les actes qui manquent ici.

Lettres de Charles VI pour le *petit aide*. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 6, n° 2.)

« Charles.... ¹, salut. Noz bien-amez les gens d'églises, eschevins, bourgoiz, manans et habitans de la ville de Reins, consors en ceste partie, nous ont fait exposer que, combien que autresfoiz nous leur ayons donné congié et licence de mectre, cueillir et lever sur eulz certains aides, pour convertir et employer ès fortiffication, emparemens et

triste expérience. Il n'y a eu que peu de vin cette année-cy; ce vin n'aura aucune qualité et par conséquent presque aucune valeur. Il y a plus, la saison ayant été froide et pluvieuse, le bois de la vigne n'a pu acquérir de maturité, et l'on peut assurer que la récolte de l'année prochaine ne sera pas favorable ni en quantité ni en qualité. Cependant le principal produit du don gratuit vient des droits d'entrée sur les vins.

« A ces motifs il convient d'en ajouter un plus puissant encore. La justice distributive exige que toute imposition soit proportionnée au nombre des contribuables, et lorsque ce nombre diminue, l'imposition diminue en même proportion. La ville de Reims a diminué de près d'un cinquième de population depuis plusieurs années, soit à cause de la guerre, soit à cause de la surcharge des impôts, soit parce que les pères de famille craignent d'avoir un trop grand nombre d'enfans qu'ils ne peuvent plus nourrir, soit enfin à cause de la diminution des manufactures dont l'exportation a beaucoup souffert par le renversement de Lisbonne et l'interruption du commerce. Elle contenoit autrefois 38 à 40,000 habitans, et aujourd'hui elle n'en contient pas plus de 28 à 30,000. On peut examiner le dénombrement qui a été fait cette année pour la consommation du sel, et l'on se convaincra de cette effrayante vérité. Cette dépopulation n'existe pas seulement dans l'enceinte des murs, il est aisé de démontrer que dans l'étendue de l'élection il y a une pareille proportion de perte sur la population. Il n'est pas juste d'imposer la ville de Reims à la même somme, sur le préjugé qu'elle contient le même nombre d'habitans.

« Sur cet exposé, les officiers municipaux de la ville de Reims osent espérer de la justice de sa majesté qu'elle voudra bien leur accorder :

« 1°. Que le don gratuit ne sera pas levé dans le cours de l'année 1764, dernière des six années pour lesquelles ils ont racheté cet impôt;

« 2°. Que dans le cas où le roy, après cette sixième année, ordonneroit qu'il fût continué, il soit réduit à la somme de 25,000 liv. annuellement, à cause de la dépopulation et des mauvaises récoltes qu'on doit prévoir;

« 3°. Qu'ils soient autorisés à en faire la perception par eux-mêmes pour économiser sur la régie, et qu'ils soient déchargés de toute redevance à l'occasion du don gratuit, en faisant toucher à sa majesté annuellement une somme nette de 25,000 liv. »

¹ Voici l'attache qui accompagne ces lettres :

« Les trésoriers et gouverneurs généraulx de toutes les finances du roy nostre sire, aux esleus sur le fait des aides, ordonnez pour la guerre à Reins, salut. Veues par nous les lettres royaulx ausquelles ces présentes sont attachées soubz l'un de noz signes, faisant mention des gens d'église, eschevins, bourgois, manans et habitans de la ville de Reins, ausquelz le roy nostredict seigneur a ottroyé que, pour trois ans commençans le jour Sainct-Remy prochain venant, ils puissent imposer, cueillir et lever les aides, et sur les vins et autres choses déclairées esdictes lectres royaulx, nous vous mandons que d'iceulx aides vous faites, souffrez et laissiez lesdictes gens d'église, eschevins, bourgois, manans et habitans de Reins, joïr et user plainement et paisiblement, pour la première desdictes trois années seulement, pourveu toutesvoies que la plus grant et saine partie desdictes gens d'église et autres habitans se consente ad ce que lesdicts aides ordonnez pour la guerre n'en soient aucunement diminuez, que les deniers qui vendront et ystront des aides dessusdicts, déclairez èsdictes lectres, soient convertis et emploiez ès usages dont mencion est faicte en icelles, et que celluy ou ceulx qui les recevront seront tenus d'en rendre compte par-devant les gens et officiers du roy nostredit seigneur, où et quant il appartendra. Donné à Paris le xxv° jour de septembre, l'an mil cccc vint et deux. Signé : N. Le Bailly. »

faubours d'icelle, les aides dessus déclairiez pour la fortifficacion, emparemens et autres choses neccessaires de ladicte ville, pour ung an

autres choses neccessaires d'icelle ville, néantmoins, eue considéracion aux grans fraiz, mises et despenses que faire et soustenir leur convient, pour la garde, seurté, fortiffication et emparemens d'icelle, laquele est environnée de pluseurs pars de noz ennemis et adversaires, qui chacun jour s'efforcent de la grever et opprimer, par quoy est plus grant besoing et neccessité que oncques mais qu'elle soit fortiffiée et emparée, et songneusement gardée et deffendue, de jour et de nuit, est neccessaire et expédient que encores cueillent et lèvent sur eulz aucuns aides, c'est assavoir : sur chacune queue de vin vendue en groz en icelle ville, deux solz parisis, qui se payeront par le vendeur; *Item*, sur chacune queue de vin vendue en groz, et qui sera mené dehors ladicte ville, deux solz parisis, qui se payeront par l'achecteur; *Item*, sur le vin vendu à détail en ladicte ville, et ès forbours d'icelle, douze deniers parisis pour livre; *Item*, sur chacun sextier de froment de farine, de poiz et de fèves, vendus en ladicte ville et traiz et menez hors icelle, seize deniers parisis, qui se payeront par l'achecteur; *Item*, sur chacun sextier de seigle, farine, orge et advoine, huit deniers parisis, qui se payeront par l'achecteur; *Item*, sur chacun minot de sel vendu en ladicte ville, deux solz parisis; *Item*, sur chacune tonne de harenc, allés et cabillaux, vendus en groz en icelle ville, douze deniers parisis; *Item*, sur chacune tonne de harens, allés et cabillaux, vendus et qui seront menez dehors ladicte ville, douze deniers parisis, qui se payeront par l'achecteur; *Item*, sur chacun millier de harens sors, et viveles, vendus en icelle ville, douze deniers parisis; *Item*, sur chacun drap de laine vendu en groz en ladicte ville, deux solz parisis; en nous humblement suppliant que jusques à trois ans prouchainement venant, nous leur vueillons donner congié et licence de mectre, imposer, cueillir et lever en ladicte ville, par la manière que dit est, lesdiz aides; pourquoy nous, les choses dessus dictes considérées, à iceulz suppliantz avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes, auctorité, congié et licence de mectre, imposer, cueillir et lever en ladicte ville, et ès forbours d'icelle, les aides dessus déclairez, jusques à troiz ans prouchainement venant, commençant à la feste de Saint-Remy prouchainement venant, pour employer et convertir ce qui en ystra, ès fortifficacions, emparemens, et autres choses nécessaires et affaires communs d'icelle ville, pourveu toutesvoies que ce soit sans préjudice et diminucion des aides que nous y prenons, et que la plus grant et saine partie d'iceulz supplians se consente à ce, et que cellui ou ceulz qui les recevront soient tenus d'en rendre compte et *reliqua* par-devant noz gens et officiers, quant il appartiendra. Si donnons en mandement à noz amez et féaulx conseillers les trésoriers et généraulz gouverneurs de toutes noz finances, au bailli de Vermendoiz, et au capitaine de ladicte ville de Reins, ou à leurs lieuxtenans, et à chacun d'eulz, si comme à lui appartendra, en commectant, se mestier est, que de nostre présente grâce et octroy ilz facent, seuffrent, et laissent lesdiz supplians joyr et user, plainement et paisiblement, lesdiz trois ans durans, sans leur faire ou donner, ne souffrir estre fait ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire; et pour ce que aucunes personnes seroient reffusans ou délayans à payer lesdiz aides, et aussi à cause d'iceulz se pourroient mouvoir plusieurs débaz et procès, nous avons commis et commectons les esleuz par nous ordonnez audit Reins sur le fait de noz aides, à contraindre et faire contraindre les reffusans, contredisans, ou delayans, de payer lesdiz aides, et de congnoistre, décider et déterminer, sommèrement et de plain, ainsi qu'il appartendra par raison, des causes et débaz qui, à cause d'iceulx aides, se pourroient mouvoir; ausquelz esleus nous mandons et

commenceant à la Sainct-Remy prochainement venant, pourveu toutesvoies que la plus grant et saine partie d'iceulx supplians en soit

commettons que aux parties oyes facent bon et brief acomplissement de justice. En tesmoing de ce, nous avons fait mectre nostre scel à ces présentes. Donné à Paris, le XXIIIe jour de septembre, l'an de grâce mil CCCC vint et deux, et de nostre règne le XLIIIe. Par le roy, à la relacion du grant conseil : *De Rinel*.

« 31 octobre 1424.—Don de 600 liv. t.* fait par Henri VI à la ville, à prendre sur la recette des aides et à appliquer aux fortifications. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign.)

« 3 juillet 1429. — Don de toute la recette des aides et du grenier à sel pendant trois mois, à appliquer aux fortifications. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign.)

« 17 septembre 1430. — Lettres de Charles VII qui permettent de lever pour un an 2 s. 6 d. sur chaque poinçon de vin qui entrera dans la ville, sans aucune exemption pour nobles ou autres; plus, 12 d. par. sur chaque queue de vendanges, bellon, cuveau, etc., etc. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 2, n° 4.)

« 4 septembre 1433.— Lettres du même, qui accorde une crue de 12 d. par. sur le vin à détail, et de 2 s. par. sur la queue de vin en gros, outre les 12 d. et les 2 s. 6 d. déjà octroyés par les lettres précédentes**. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 6, n° 5.)

« 9 août 1464.— Lettres de Louis XI, qui permettent de lever pour un an, ou jusqu'à ce que autrement en soit ordonné, un octroi sur le sel vendu à Reims; et sur chaque queue vendue en gros dans la ville et dans les villages à quatre lieues à la ronde, 2 s. par., dont 12 d. par le vendeur et 12 d. par l'acheteur. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 6, n° 10.)

« 29 novembre 1483.— Lettres de Charles VIII, qui proroge le *petit aide* pour dix ans, et y ajoute pour six ans un droit de barrage sur le vin traversant la rivière d'Aisne. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, liass. 6, n° 13.)

* Dans la même liasse se trouve un don semblable de 1,000 liv., en date du 27 mars 1416 (v. s.)

** Voir dans la note mise sous la date du 12 juin 1440, les comptes de l'année 1432 et autres.—Rogier, Mémoires, fol. 79, a transcrit la pièce suivante, qui se rapporte à la perception de l'octroi dont il est question dans les lettres du 4 septembre 1433 :

« A tous ceulx quy ces presentes lectres verront ou orront, les commissaires ordonnés par le roy sur le faict des aydes octroyés par ledict seigneur aux gens d'église, eschevins, bourgeois et habitans de la ville de Reims, pour les fortifications, emparemens et aultres choses nécessaires d'icelles, salut. Sachent tuit que, nous, confians à plain des sens, loyaulté et bonne diligence de Richard Hulin, demourant à Reims, iceluy avons commys, institué et estably, et par ces présentes commectons, instituons et establissons sergent sur le faict de l'ayde de ladicte ville, de deulx solz parisis pour lyvres des vins vendues en détaille en ladicte ville, ès paroisses de Sainct Pierre et Sainct-Hillaire de Reims, pour ung an, commançant au jour de Sainct-Remy d'octobre prochain venant; et luy avons donné et donnons par ces présentes, pouvoir et auctorité, de par le roy nostre syre, de quérir ledict ayde avec Morinet Fale, bourgeois de Reims, fermier d'yceluy ayde, ou aultre ses commis; de inventorier, jaugier, vergier et signer les vins des vendans vin à détail èsdictes paroisses, tant gens d'églises comme aultres; de faire tous adjournemens, contrainctes et exécutions touchans ledict ayde; et de faire tout ce que à bon et loyal sergent peult competter et appartenir, et comme il est acoustumé de faire en tel cas. Duquel Richart nous avons pris et receu le serment en ce appartenant, et de tous ses exploicts faire bon et loyal rapport, et luy avons deffendu et deffendons congnoissance de cause. Sy donnons en mandement, de par le roy nostre syre, à tous ses justiciers, officiers et subjects, pryons et requérons aultres, que audict Richart, exerçant sondict office, obéissent et entendent diligement, et luy prestent et baillent conseil, confort et ayde et prisons, sy mestier est et requis en sont. En tesmoing de ce, nous avons scellés ses présentes lectres de l'ung de nos seaulx, qui furent faictes le dernier jour de septembre mil quatre cens trente-trois. *Signé sur le reply :* MAUBROUET. »

d'accord, et que cellui ou ceulx qui receveront lesdis aides soient tenus d'en rendre compte, quant et où il appartenra. Si donnons en

« Lettres du 8 juin 1496, pour une somme de 12,500 liv. demandée à plusieurs villes pour soutenir la guerre contre l'Espagne. Reims paye 2,700 liv. pour sa part. (Invent. de 1691, fol. 157.)

« Lettre du 9 septembre 1496, par laquelle la ville est imposée à 1,300 liv. (Invent. de 1691, fol. 157.)

« 13 juin 1498.—Lettres de Charles VIII portant continuation de l'aide sur le vin et sur le sel. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 6, n° 17.)

« 24 novembre 1503.—Lettres de Louis XII, par lesquelles il abolit l'imposition levée pour le roi, des grains, foins et farine à Reims. (Invent. de 1691, fol. 151.)

« Lettres de Louis XII, du 22 juillet 1513, pour lever 3,000 liv. pour un don gratuit, à cause de la guerre des Anglois, qui assiégeoient Térouenne. Commission des élus du 7 aoust 1513, aux députés des paroisses, pour imposer ladicte somme. Exploit du 13 septembre 1513, contre H. Grossaine, pour payer 10 liv. pour sa cotte-part, dont il se prétendoit exempt comme noble. (Invent. de 1691, fol. 157, v°.)

« 24 janvier 1514 (v. s.)—Lettres de François Ier, datées de Reims, par lesquelles il confirme aux habitans l'octroi fait pour dix ans, par son prédécesseur, du *petit aide* de 2 s. par. sur chaque queue vendue en gros dans la ville et à quatre lieues aux environs, et 3 s. par. sur chaque minot de sel. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 6, n° 22.)

« 3 mars 1514.—Don du roi à la ville de 6,000 liv., pour six ans, à prendre sur les impôts royaux. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign.)

« Lettres de François Ier, du 18 avril 1516, par lesquelles il demande à la ville un don de 3,000 liv. pour la guerre. (Invent. de 1691, fol. 157, v°.)

« Les articles des aydes advisés en l'assemblée pour ce faite en l'Ostel-de-Ville de Paris, soubz le bon plaisir et vouloir du roy, le 2 janvier 1521...., à oyer les maistres et gardes des marchandises de draperie, mercerye, pelleterie..... touchant les aydes à mettre pour les 500 hommes accordés au roy les guerres durans. (Cart. D du chapitre, fol., 113.)

« Lettres du 5 avril 1526, du 12 juin 1609, du 20 janvier 1620, du 18 janvier 1621, d'institution pour les eschevins de courtiers et auneurs de draps. — Exploit du 5 novembre 1620, à C. Boulet, auneur de draps, pour représenter les titres en vertu desquels il jouit dudit office.—Ordonnance de MM. les commissaires du 2 avril 1621, qui porte que les pourveus aux offices de police par les eschevins sont renvoyés de l'assignation à eux donnée, et que les eschevins seront maintenus en leurs droits d'y pourvoir. (Voir l'acte du 14 juillet 1412, notes.)—Sommation du 7 février 1622, à la requeste de J. Hurtaut, à MM. les eschevins, de lui donner quittance de 730 liv. qu'il avoit payé pour son office.—Ordonnance des commissaires du 21 juillet 1627 qui confirme les eschevins dans la jouissance du droit qu'ils ont de pourvoir aux offices de courtiers et auneurs de toille. (Invent. de 1691, fol. 54 et 55.)

« Lettres-patentes de François Ier, du 25 avril 1535, portant qu'il n'entendoit comprendre la ville de Reims dans celles dont il avoit ordonné le retranchement des octroys. (Invent. de 1691, fol. 175, v°.)

« 17 décembre 1538.—Commission au bailly de Vermandois, pour faire jouir les habitants d'un octroi de 2 s. sur le vin en gros, et de la permission de prendre par un emprunt la moitié de leurs deniers communs, le tout à appliquer au remboursement de 9,600 liv. t. qu'ils ont données au roi pour la solde des 20,000 hommes de pied. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign.)

« Lettres du 25 juillet 1542, pour faire un emprunt de 30,000 escus soleil sur les villes de Reims, Langres, etc., etc., pour les besoins de la guerre. (Invent. de 1691, fol. 157, v°.)

« Déclaration du roy du 8 may 1543, por-

mandement au bailli de Vermendois ou à son lieutenant, que de nostre présente grâce et octroy facent, sueffrent et laissent lesdis supplians

tant que pour lever la somme de 39,600 liv. à laquelle les commissaires ont cottisé la ville de Reims, pour la solde et payement de 1,600 hommes de guerre, pour sa part de 50,000 hommes, toutes personnes exemptes et non exemptes, mesmes les ecclésiastiques, pour leurs biens immeubles non ecclésiastiques, seront cottisés, excepté les secrétaires et officiers domestiques du roy. (Invent. de 1691, fol. 158.)

«Commission du 3 octobre 1543, pour contraindre ceux qui refusoient de payer leur cotte-part de 5,000 liv. qui se levoient pour les grains qui estoient demandés pour fournir à Stenay. (Invent. de 1691, fol. 158.)

« Lettres du 28 avril 1544, pour demander par emprunt aux villes de Reims et de Chaalons 30,000 liv., pour la guerre contre les Anglois, à prendre sur les plus aisés. (Invent. de 1691, fol. 158.)

« Lettres du 4 décembre 1544, pour faire lever dans l'élection de Reims 3,333 charges de bled, et les faire conduire à Stenay, pour Luxembourg. (Invent. de 1691, fol. 158.)

« Commission du 4 septembre 1547, pour contraindre à payer pour la solde de 50,000 hommes. (Invent. de 1691, fol. 158.)

« 18 décembre 1548. – Lettres de Henri II, qui permet de vendre l'octroi fait à la ville, de 2 s. par. sur la queue de vin vendue en gros dans Reims et sa banlieue, pour le prix être employé au payement de 14,600 liv., à laquelle la ville a été cotisée en 1543, pour le payement de 4 mois de 50,000 hommes de pied. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 6, n° 28).

« Lettre de Henri II, de novembre 1549, portant suppression de l'office de receveur des deniers communs de Reims, créé par François Ier, dont G. Darvilliers estoit pourveu, à charge par la ville de rembourser la finance. — Lettre du 16 avril 1556 portant suppression dudit office. (Invent. de 1691, fol. 201.)

« 25 avril et 7 mai 1553.—Lettres-patentes qui accordent certaines sommes à lever par semaines sur les habitans des élections de Reims, Épernay et Sézannes, pour les fortifications de Reims. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign.)

« Janvier 1554. — Sentence du bailli de Vermandois à Reims, qui condamne divers bourgeois à faire la répartition des tailles sur la demande du procureur du conseil. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign.)

« Lettres des trésoriers du 23 novembre 1554, pour payer 1,400 liv., pour la part [de la ville] des fournitures, munitions et ustencilles. (Invent. de 1691, fol. 158, v°.)

« Lettres de Henri II, du 8 novembre 1554, pour lever 100,000 liv., pour fortifier les villes frontières.—Reims est mis à 1,000 liv. pour sa part. (Invent. de 1691, fol. 158, v°.)

« 8 janvier 1560 (v. s.) et 2 septembre 1566. — Lettres de Charles IX pour subvenir à la somme de 13,600 liv., pour la cote-part de la ville dans la solde des troupes. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 6, n° 31.)

« Conclusion de la ville du 25 avril 1568, touchant une somme de 6,000 liv. levée pour payer des farines pour les gens de guerre. (Invent. de 1691, fol. 158, v°.)

« Du 19 novembre 1568, une lettre pour payer 44,000 liv. pour la guerre. (Invent. de 1691, fol. 158, v°.)

« 22 janvier 1569.—Mandement du roi en son conseil, au bailli de Vermandois à Reims, pour permettre aux habitans de lever sur eux une taille de 9,000 liv. applicable aux fortifications et remboursement d'emprunt, et dont les receveurs rendront compte devant les gens du conseil, appelé le procureur du roi. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign.)

« Quittances des 11 juillet, 9 aoust et 27 décembre 1570, touchant la solde de 50,000 hommes. (Invent. de 1691, fol. 158, v°.)

« 3 mars 1571.—Lettres du roi aux gens des comptes, afin de forcer le receveur des octrois sur le sel établis lors de la création des présidiaux, pour servir les gages des

joïr et user plainement et paisiblement, ledit an durant, sens leur faire ou donner, ne souffrir estre fait ou donné, aucun destourbier ou empeschement au contraire; et avecques ce, pour ce que audit lieu

magistrats (édit de janvier 1551), à verser les reliquats de sa recette au receveur des deniers communs, qui les appliquera aux fortifications. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign.)

« 11 décembre 1572. — Lettres du même, qui continue pour dix ans le *petit aide* de 2 s. 6 d. sur queue, pour employer au payement de 2,000 liv., dus pour le quatrième (voir l'article suivant) de 1,400 liv., dus pour l'augmentation de la gendarmerie et les affaires communes de la ville. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 6, n° 34.)

« 19 février 1575 (v.s.)—Lettres de Henri III déclarant que, pour éviter la fraude, on lèvera les 2 s. 6 d. par. sur chaque pièce qui sera tirée et transportée hors de la ville et faubourg, soit que le vin ait été vendu ou non : le tout pour payer les 1,400 liv. de l'augmentation, etc., etc. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 6, n° 35.)

« Lettres de Henri III, du 22 aoust 1576, pour lever 15,000 liv. sur les aisés, en attendant ce qui se devoit payer sur la solde, et que les premiers deniers de laditte solde seroient employés à payer ledit emprunt. (Invent. de 1691, fol. 159.)

« Procès-verbal du 8 septembre 1575, des remonstrances de toutes les villes du baillage de Vermandois pour estre moins taxées pour la somme de 32,000 liv. demandées pour la solde de 50,000 hommes. On y lit les misères souffertes par les villes en ces temps-là. Reims fut cottisée à 12,500. (Invent. de 1691, fol. 159.)

« Requeste de toutes les villes pour obtenir une descharge de 52,800 liv. à elles demandé pour subvention. Leur est donné surcéance de trois mois le 12 avril 1576. (Invent. de 1691, fol. 159.)

« Lettres du 15 juin 1576 portant descharge de 7,000 liv. pour la part [de Reims] de 50,000 hommes. (Inventaire de 1691, fol. 159.)

« Lettres-patentes de Henry III, du premier décembre 1577, pour lever sur tous ses sujets taillables 5 solz pour liv., qui est le parisis, par-dessus la taille —Un extrait de la taxe fait par les esleus de Reims, en vertu desdictes lettres, le 26 janvier 1578, de la somme de 119 escus deux quarts cinq solz sur les habitans de Reims. — *Alias* une taxe faite par les esleus de 233 escus un tier, et 119 escus un tier et cinq solz, pour le rachapt de la 20e partie du taillon, et le parisis, avec l'avis des trésoriers, pour la descharge des 119 escus un tier et 5 s. — Lettres de Henry III, du 18 juin 1578, portant descharge de la taxe faite par les eslus le 26 janvier 1578. (Invent. de 1691, fol. 120 v°, et 159 v°.)

« Le roy Henry III, par son édit du mois de décembre 1577, à cause des besoins et affaires qu'il avoit en ce temps-là, ordonna qu'il seroit payé le parisis des tailles, ce qui estoit 25 s. au lieu de 20 s., et on donna le nom à ce droit du taillon, et pour le recevoir on créa des receveurs en titre d'office. M. Nicolas Forrest et autres ont esté receveurs à Reims. (Invent. de 1691, fol. 200.)

« 8 février 1579.—Mandement du roi aux trésoriers généraux de Chaalons, pour permettre aux habitans de lever sur eux 1,300 escus, en vertu d'une conclusion de leur conseil général, pour rembourser des emprunts faits pour les fortifications et autres dépenses communes. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign.)

« Requeste des habitans de Reims [en juillet 1580] pour estre deschargés de 4,320 escus, pour la part de la solde de 50,000 hommes.—Lettre du 26 avril 1582 portant descharge d'un quart. (Invent. de 1691, fol. 159 v°.)

« 19 novembre 1583. — Avis des trésoriers de France à Chaalons, sur la requeste des habitans au roi, pour être deschargés de partie du subside de 1,000 écus de cette an-

de Reims n'a aucuns esleuz ou commis sur le fait des aides qui ont eu cours pour le fait de la guerre, et que aucuns particuliers de ladicte

uée *. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign.)

« Une requeste, et le décret au bas, du 17 may 1584, portant 3,500 escus de subvention que la ville devoit payer. — Lettre du 6 aoust 1584, pour contraindre les officiers de l'eslection à en payer leur cotte-part. (Invent. de 1691, fol. 160.)

« Lettres de Henry III, du 20 juillet 1586, par lesquelles il demandoit 17,020 escus au baillage de Vermandois, pour lever des troupes. (Invent. de 1691, fol. 160.)

« Requeste au roy portant que, nonobstant l'édit de réunion du mois de novembre 1594, la ville a esté cottisée à 2,000 escus pour la subvention. S. M. a deschargé de ladicte subvention, le 29 janvier 1596. (Invent. de 1691, fol. 160 v°.)

« Lettres de Henri IV, du 1er février 1595, pour lever par emprunt 10,000 escus à Reims, et assigner sur les imposts. (Invent. de 1691, fol. 160.)

« Lettres du 9 novembre 1595, pour fournir de grain et vin à l'armée du roy, au siége de la Fère. (Invent. de 1691, fol. 160, v°.)

« 29 janvier 1596. — Lettres d'Henri IV, données à Couci, par lesquelles il exempte les habitans de toute imposition, et pour leur donner moyen d'entretenir leurs fortifications, et non autrement, leur continue pour dix ans le quatrième des vins (voir plus bas, à la date du 12 aoust 1605), 2 s. p. sur chaque minot de sel vendu aux greniers de Cormicy et de Châteauporcien, 3 s. par minot de sel vendu à Reims, 2 s. sur chaque queue vendue en gros à Reims et dans les villages de sa banlieue. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 7, n° 1.)

« Acte du 29 may 1596, par lequel il paroist qu'on devoit fournir 8,000 escus à M. de Guise, pour faire sortir les troupes de Reims et des environs. (Invent. de 1691, fol. 160 v°).

« Plusieurs pièces qui ont servi à une instance contre le clergé pour contribuer sa part à une somme de 8,600 escus donnés au duc de Guise pour faire retirer les gens de guerre **. (Invent. de 1691, fol. 178 v°.)

« Signification du 23 décembre 1596 de payer 3,000 escus pour subvention, au lieu

* Un des trésoriers s'est transporté à Reims et a vérifié la pauvreté où les passages de troupes, la défense de sortir les blés et les vins de la Champagne, avaient jeté la ville. Il donne un avis favorable aux suppliants, qui obtiennent la décharge qu'ils sollicitent.

** Un Mémoire relatif aux deniers versés par le clergé pour sa part dans les charges extraordinaires de la ville (Mémoire qui se trouve portefeuille H, n° 3), jette un grand jour sur cette affaire, et sur plusieurs autres qui furent soulevées à diverses époques, et principalement au commencement du XVIIe siècle, par la résistance du clergé :

« [1°.] On trouve au cartulaire de l'hôtel-de-ville une copie non signée d'un ancien arrêt du 23 mars 1346, qui porte que le clergé de la ville contribuera aux frais des fortifications, à raison de 28 pour 100 ;

« [2°.] Un traité du 12 janvier 1434, par lequel les habitans sont convenus que, de la somme de 4,000 liv, demandée par le roi, le clergé payeroit 800 liv. et la ville le reste, sans préjudice aux appellations respectives des parties. — Au cartulaire du clergé est une copie des lettres-patentes de Charles IX, 10 septembre 1568, qui déclare que, par les commissions décernées pour lever aucuns deniers sur les habitans de nos villes, par lesquelles avons mandé comprendre exempts et non exempts, privilégiés et non privilégiés, nous n'avons entendu comprendre les ecclésiastiques, sinon pour le regard de leur patrimoine, et non pour les maisons canoniales, presbitériales ou autres revenus assis en la ville ou ailleurs, dépendans de leurs bénéfices. — Lettre de Henri III du 14 mai 1586, confirmative des précédentes et portant la même chose. — Ordre des trésoriers de Châlons en faveur du clergé de Reims pour l'exécution des lettres de Henri III ;

« [3°.] Par arrêt du conseil, 27 juin 1597, il paroît que, par délibération du conseil de ville de Reims, on emprunta 8,000 écus pour payer et faire sortir la garnison que le duc de Guise tenoit dans Reims lors de la réduction de la ville à l'obéissance

ville porront estre reffusans ou délayans de paier ce qu'ilz puent ou porront devoir à cause des aides dessusdis, et se porront à cause

de la solde de 50,000 hommes.—Arrest de descharge de cette taxe du 1er janvier 1597. (Invent. de 1691, fol. 160 v°.)

« Lettre du 18 mars 1597, par laquelle il paroist que, de la subvention de l'année précédente, il n'avoit esté levé que le tier, et qu'on demandoit ladite année les deux autres tiers. (Invent. de 1691, fol. 157.)

Arrest du conseil privé, du 27 juin 1597, qui ordonne que ceux du clergé feront de-

d'Henri IV, à condition que le clergé y contribueroit de 28 pour 100, ce qui fut confirmé par lettres-patentes du 14 aoât 1595, portant que la somme seroit régalée sur les exempts et non exempts, même sur ceux du clergé à 28 pour 100, versés aux mains du receveur des deniers communs.—Le clergé avoit obtenu lettres-patentes de janvier et du 26 août 1596, qui le déchargeoit de cette contribution, sinon pour les biens patrimoniaux, dont il est débouté par celle du 27 juin 1597. — De nouvelles lettres intervinrent le 17 août 1597, à la requête du syndic du clergé, qui régala les 28 pour 100 des 8,000 écus sur tous les bénéficiers du diocèse. — Au cartulaire de la ville sont des lettres-patentes du 9 juillet 1597, qui imposent le clergé à 28 pour 100 des 500 écus avancés par ordre du D. de Nevers. — Conclusion du conseil de ville du 23 mai 1597 qu'on lèvera 6,000 écus dont le clergé donnera 28 pour 100, et cela : 1°. pour les 500 écus du D. de Nevers, pour attirage de chevaux et d'artillerie; 2°. pour rembourser 400 écus avancés par la dame du Dracq; 3°. pour les fortifications, 4,643 écus; 4°. pour debtes contractées pendant les troubles; 5°. pour frais de procès soutenu par la ville pour cause commune au clergé. — Lettres-patentes confirmatives, 8 août 1597. — Arrêt de la cour des aides qui reçoit le clergé appelant, 16 avril 1598...., sur tous ces chefs; la contestation a duré jusqu'en 1606 et a été jugée par arrêt de la cour des aides, 20 mars 1606, qui déclare le clergé exempt des 500 écus et des frais du procès; ordonne que pour le reste il payera 28 pour 100. et faisant droit sur les conclusions du procureur général, ordonne que [dans ?] les lettres d'assiette que les habitans obtiendront de diverses natures de deniers, ils ayent à déclarer et distinguer les causes et nature de chacune levée séparément, ainsi et en la même forme qu'il sera porté ès lettres d'assemblée desdits habitans. — Cet arrêt n'a point eu d'exécution, car pendant que l'instance étoit pendante à la cour des aides, les habitans présentèrent au conseil du roi un état des dettes de la ville qu'ils y firent vérifier le 11 février 1606, et pour le payement de la somme montant à 31,500 obtinrent arrêt du conseil qui ordonnoit que cette somme seroit imposée sur les habitans, même sur le clergé, qui contribueroit à 28 pour 100, ledit arrêt du 14 février 1606. Le clergé ayant fait assigner les habitans à la cour des aides pour procéder à l'exécution de l'arrêt du 20 mars, les habitans obtinrent arrêt du conseil portant défense à la cour des aides d'en connoître, et assignation du clergé au conseil en date du 1er juin 1606. — Cette contestation fut terminée par transaction du 11 juillet 1608, portant que pour toute la part dont ils pourroient être tenus des dettes de la ville, créées pendant les troubles de la Ligue, comprises dans cette somme de 31,500 liv., plus, pour 4,468 liv. pour restant de sa cote-part des frais du siége d'Épernay en 1592, et autres sommes levées sur la ville, le clergé, en payant 10,000 liv., sera déchargé des articles ci-mentionnés, et généralement de toutes levées de deniers faites pour fortifications...., rentes, arrérages d'icelles dettes passives, payées et à payer jusqu'aujourd'hui.

« *N. B.* Si le clergé avoit contribué à 28 pour 100 de toutes les sommes énoncées dans la transaction, montant à 60,743 liv., il auroit payé 17,703 liv., outre les 4,468 du siége d'Épernay. Les 10,000 sont donc seulement pour les sommes que le clergé devoit porter suivant l'arrêt du 20 mars 1606, et pour le siége d'Épernay. Il n'a point payé sa part des autres rentes ni remboursemens de charges.

« [4°.] Pour ce qui regarde la subvention, il fut convenu, par cette même transaction du 11 juillet 1608, qu'au lieu de la pancarte demandée sur les habitans depuis plusieurs années, auxquelles le clergé prétendoit n'être contribuable, ne seroit fait aucune poursuite de part ni d'autre pendant deux ans, pendant lequel temps le clergé poursuivroit sa décharge avec le clergé des autres villes abonnées et franche de tailles. — En 1611, la contestation se renouvela au sujet de la subvention, qui étoit une taxe commencée en l'an 1602, au lieu du sol pour livre sur les marchandises, autrement dite pancarte, laquelle subvention se levoit sur les villes abonnées ou franches de taille par capitation et par

d'iceulx aides mouvoir plusieurs procès, nous mandons et commectons comme dessus à nostredit bailli de Vermendois ou à son lieute-

partement sur eux de 2,750 escus, pour leur part de 8,000 escus, en conséquence des lettres-patentes du 15 aoust 1595. (Invent. de 1691, fol. 178.)

Pièces et procédures contre le clergé pour faire payer sa part à raison du cent, 28, de 500 escus fournis au duc de Nivernois pour s'opposer aux ennemis, dont il y a lettres-

impositions sur denrées, ainsi que les villes trouveroient plus commode, et montoit à 24,000 liv. pour les villes de Champagne, et pour Reims, à 4,800, et les années suivantes, 5,100 ou 5,825 liv. Les habitans prétendoient que le clergé y devoit contribuer de 28 pour 100, et alléguoient que, par arrêts du conseil du 2 octobre 1602, 18 juin 1606, 24 juillet 1607, les ecclésiastiques de Troyes, Angers et Châlons avoient été condamnés à contribuer à la subvention, et le clergé de Reims, par arrêt du conseil, 1611, 30 juillet. Le clergé prétendoit être exempt de cette subvention, parce qu'elle ne se levoit que sur les villes franches de taille, en considération de cette franchise, or les ecclésiastiques en sont d'ailleurs exempts en considération des décimes; ainsi, si le clergé des villes franches étoit sujet à la subvention, il seroit chargé doublement et de pire condition que les villes et villages taillables où les ecclésiastiques sont exempts de la taille et non sujets à cette subvention. Ainsi le clergé insistoit à ce qu'on imposât cette subvention sur quelque marchandise, parce qu'au lieu du tiers ou 28 pour 100, il ne lui en coûteroit pas la trentième partie, le clergé ne faisant pas la trentième partie du peuple, et que d'ailleurs cette imposition ne préjudicieroit pas à l'exemption des biens ecclésiastiques. — Les habitans demandoient en même temps au clergé sa cote-part des frais faits par la ville au sacre du roi Louis XIII, et au voyage des députés au roi pour lui faire les soumissions au nom de la ville, et encore pour des réparations faites lors du sacre aux portes et pavés de la ville. Après plusieurs procédures, et arrêt du conseil du 9 novembre 1611, portant que le clergé seroit contraint au payement de sa cote-part par saisies sur les plus apparens du clergé, ce qu'on commença d'exécuter, intervint transaction du 12 avril 1612, entre le clergé et les habitans, par laquelle le clergé s'oblige à payer 840 liv. pour sa cote-part à 28 pour 100 de frais faits par la ville pour le sacre, voyage de soumission et réparations, et pour les arrérages de la subvention échus jusqu'en 1611, 3,760 liv., et en cas que S. M. continue la levée de la subvention, le clergé la payera à raison de 10 pour 100 jusqu'à ce qu'elle soit levée sur quelque sorte de marchandise, s'il se trouve utile au public, sans que cette réduction puisse tirer à conséquence ni préjudicier aux parties pour le regard des autres deniers qui se lèveront à l'avenir sur les habitans; et en cas que le clergé général de France soit déchargé de la subvention, le clergé de Reims en sera déchargé. Cette transaction a eu exécution, et la ville fit faire commandement au clergé, le 16 mai 1612, de payer selon la transaction, 582 liv. 10 s., faisant le dixième de 5,825 liv., à quoi la ville étoit taxée pour la subvention; et un autre commandement semblable, le 2 août 1621, pour la présente année, sans autres arrérages. (Le clergé a payé la subvention sur ce pied de 10 pour 100 jusqu'en 1622 inclus, comme il paroît par les comptes.)—En 1613, sur les plaintes du clergé et des nobles de Reims, les trésoriers de France à Châlons rendirent une ordonnance le 23 janvier, portant que la subvention se lèveroit sur chaque queue de vin sortant de Reims, 5 sols; par pièce d'étamine façonnée à Reims ou aux environs, 1 sol; sur chaque bête blanche, 2 s. 6 d.; sur chaque bœuf ou vache, 5 sols; ce qui fut signifié aux maires et échevins, avec protestation de nullité de ce qui se feroit ou délibéreroit au contraire; les 29 janvier et 13 mars 1613. On ne voit pas quelle suite cela a eu.

« [5°.] En 1626, il y a eu contestation pour la nourriture des pauvres, et il paroît par plusieurs conclusions de l'hôtel-de-ville et extraits des comptes de la ville en 1624 et 1626, que le clergé contribua de moitié à la nourriture des pauvres invalides, et de 28 pour 100 aux fortifications, auxquelles on employoit les pauvres valides;

« [6°.] Arrêt du conseil d'État, 31 janvier 1637, portant que les ecclésiastiques résidans ou ayant bénéfices ès villes franches et abonnées, ne seront tenus contribuer aux prêts et emprunts (pour la subsistance des gens de guerre et maisons royales), soit en général ou en particulier, sans néanmoins qu'ils puissent être exempts de payer les droits qui seront imposés dans chacune des villes sur les denrées, marchandises ou autres choses semblables qui entreront èsdits lieux, pour le remboursement des

nant, que, appelé ceulx qui ferront à appeller, il commecte, ordonne et establisse deux ou trois notables personnes de ladicte ville de Reins,

patentes du 9 juillet 1597. (Invent. de 1691, fol. 178 v°.)

« Relief d'appel du 6 aoust 1597, de deux particuliers emprisonnés pour payer la subvention demandée à la ville.

« Lettres de Henri IV, du 18 septembre 1597, qui ordonne une levée de 2,000 liv. pour la guerre contre les Espagnols, et pour reprendre la ville d'Amiens. (Invent. de 1691, fol. 160 v°.)

« Une sommation du 6 février 1598, à MM. du clergé, de payer leur part de 6,000 escus, et lettre du 14 mars pour saisir leur temporel. (Invent. de 1691, fol. 157.)

« Un exploit du 25 octobre 1598, pour fournir les originaux des lettres de remise de partie de 3,000 escus, pour la subvention de 1596. (Invent. de 1691, fol. 157.)

« Arrest du conseil d'Estat du 20 avril 1599, portant descharge d'un tier de la subvention pour l'année 1599, attendu que le droit de sol pour liv. avoit esté levé. (Invent. de 1691, fol. 161.)

« Arrest du conseil d'Estat du 30 mars 1600, qui règle les franchises des villes de Champagne; et à l'égard de la ville de Reims, il est dit qu'elle payera le sol pour livre, et néantmoins au cas qu'elle ayt esté taxée l'année dernière et la présente, elle payera les sommes à quoy elle a esté taxée par forme de subvention, et sans préjudice à ses privilèges*. (Invent. de 1691, fol. 122 v°.)

sommes qui auront été payées à cause dudit prêt et emprunt;

« [7°.] En 1639, il y a eu contestation pour la contribution du clergé aux frais faits à l'occasion de la contagion;

« [8°.] Impositions diverses. En 1638, en conséquence des lettres-patentes du 10 novembre 1637, portant ordre de lever dans le royaume 8,500,000 l. pour la subsistance des troupes pendant le quartier d'hiver, la ville ayant obtenu permission de lever 45,000 liv. par imposition sur plusieurs denrées et marchandises, dont fut dressé état et tarif arrêté par ordre d'un commissaire, du 19 mars 1638, le clergé y forma opposition le 1er avril, et les religieux de Saint-Remi joints firent assigner les échevins au grand conseil, pour être déclarés exempts. Les échevins se pourvurent au conseil privé à ce que le recouvrement de la finance ne se faisant par capitation, mais par imposition et levée de droits sur les marchandises, il fût ordonné que le clergé payeroit les droits comme les autres habitans, et par arrêt du 28 janvier 1638, les échevins [furent?] déchargés de l'assignation donnée au grand conseil, et ordonné que le clergé payeroit les droits en question comme les autres.

« [9°] Taxe pour les eaux et fontaines. Le clergé du diocèse de Reims a payé 4,000 liv. pour être déchargé de la taxe imposée sur les eaux et fontaines, par édit d'octobre 1694, et ce, par arrêt du conseil, 14 mai 1697.

« [10°.] Arrêt du conseil d'État, 9 juin 1663, qui ordonne que les habitans de Reims payeront 16,000 liv. au lieu du retranchement d'octroi, 6,000 liv. pour la subvention, et 1,500 pour le taillon, et dans les taxes qu'ils feront, y comprendre toutes personnes exemptes ou non, à l'exception du clergé et des nobles portant les armes;

[11°.] En 1696, par arrêt du conseil d'État, 31 juillet, le roi reçoit les offres du conseil de ville de 40,000 liv. pour remboursement des charges de mesureurs de bois et charbon, et ordonne que, pour le payement, sera fait un rôle dans lequel sera compris le clergé. — La ville a d'abord voulu le faire contribuer à 28 pour 100, ensuite, selon les ordres de l'intendant, il a fallu imposer seulement tous les bénéficiers en particulier, selon leurs biens de bénéfices et de patrimoine.

* Voici l'analyse qu'a faite Lemoyne de cette pièce :

« 30 mars 1600. Arrêt du conseil d'État du roi, par lequel S. M. a ordonné que les habitans des villes de la province de Champagne, ci-après nommés, jouiront des exemptions et affranchissement de toutes tailles et crues, dont ils ont ci-devant joui par concessions de ses prédécesseurs rois, et de S. M., à savoir : les habitans de la ville de Troies, comme capitale de ladite province; Reims, pour la considération du sacre des rois de France....; à la charge qu'ils paieront l'imposition du sol pour liv. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 28, n° 1.)

ou autres, telles qu'il verra estre expédiens et convenables, pour contraindre ou faire contraindre ceulx qui seront reffusans ou délaians de

« Copie [des lettres] du mois de juin 1600, pour la confirmation des privilèges, avec trois lettres en parchemin, pour la descharge de 2,000 escus de subvention. (Invent. de 1691, fol. 161 r°.)

« Arrest du conseil d'Estat du 24 septembre 1600, portant descharge du tier de 4,000 escus demandés pour la subvention, pour le mariage du roy et le renouvellement de l'alliance des Suisses. (Invent. de 1691, fol. 161 v°.)

« 1600.—Requeste pour demander la suppression de la pencarte qui estoit le sol pour liv. des marchandises, ou que moitié du produit soit donnée à la ville pour ses affaires. — Lettre du 25 aoust 1600, aux trésoriers, pour donner leur avis. — Information faite par l'un des trésoriers, le 22 décembre 1600 et jours suivans. — L'avis desdits trésoriers du 8 février 1601, portant que S. M. peut laisser ledit droit pour 2,000 escus, dont S. M. les gratifiera de moitié pour payer les dettes. (Invent. de 1691, fol. 161 v°.)

« Lettres-patentes du 8 mars 1601, portant que la ville est taxée à 2,716 escus de subvention. (Invent. de 1691, fol. 161 v°.)

« Lettres du 4 décembre 1602, portant révocation de l'impost du sol pour livre, et l'establissement de la subvention dont en estoit demandé 4,800 liv. (Invent. de 1691, fol. 162.)

« 12 aoust 1603. — Lettres du roi, qui, pour faire droit à la conclusion du conseil, datée du 15 février 1599, accorde pour six ans aux habitans 7 s. 6 d. sur chaque queue vendue en gros, outre les 2 s. 6 d. de *petit aide*, pour aider à payer les 1,400 liv. de cotisation destinées à la gendarmerie. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 7, n° 3.)

« Arrest de la cour des aydes du 20 mars 1606, qui ordonne que le clergé contribuera au payement des deniers levés pour la vicomtesse d'Assy, et des dettes crues pendant les troubles, fortifications et réparations de la ville, à raison de 28 pour 100, à cette fin qu'il sera procédé à la liquidation desdites dettes. — Traité du 4 juillet 1608 sur la liquidation desdites dettes qui règle et fixe la part du clergé dans la contribution d'icelles. (Invent. de 1691, fol. 179.)

« 26 janvier 1607. — Lettre de Henry IV, du 26 janvier 1607, portant que par lettres-patentes du 12 aoust 1603, ayant octroyé 7 s. 6 d., outre les 2 s. 6 d. sur queue de vin en gros, les esleus avoient fait une saisie pour obliger à rendre compte devant eux, a esté ordonné que le roy s'en est réservé la connoissance, et à son conseil, de l'interdit [*sic*, l'*intendit?*] de la cour des aydes. (Invent. de 1691, fol. 123.)

« Arrest [souverain] du 4 aoust 1608, des maistres des requestes de l'hostel, par lequel les président, lieutenant, élus et autres de l'eslection de Reims, sont déclarés contribuables à toutes levées et impositions qui se sont faites et feront cy-après en ladite ville de Reims ; et ce faisant, les ont condamnés payer chacun leur cotte-part de toutes les levées de deniers qui ont esté faites en ladite ville, tant pour les subventions qu'autrement, depuis l'an 1584 ; ordonné que lesdis esleus auront la connoissance de toutes assiettes et département de taillon, emprunts, deniers communs et d'octroi pour l'entretien des murs, fortifications et autres lieux. (Invent. de 1691, fol. 195 v°.—Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. divers., liass. 22, n° 1.)

« 14 mars 1609. — Arrêt du conseil d'État du roi, qui ordonne que les officiers de l'élection de cette ville auront la juridiction et connoissance de toutes assiettes du taillon, emprunts, subventions, deniers communs, d'octroi pour les fortifications, etc. — Et que pour les délivrances des octrois des deniers communs, elles se feront devant le conseil de ville.—S. M. a déclaré lesdits officiers de l'élection contribuables aux droits de subvention, qui se lèvent pour les fortifications et dettes communes de la ville de Reims. (Arch. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 22, n° 2.)

« Quatre pièces pour obtenir diminution de la subvention en 1609, qui estoit de 5,825 liv. — Exploit de may 1609 contre plusieurs pour la subvention. (Inv. de 1691, fol. 162.)

paier ce qu'ilz puent et porront devoir à cause desdis aides, et dont par

« 7 aoust 1610, 28 juin 1616, 31 janvier 1622, 27 mars 1628. — Lettres de Louis XIII, qui proroge pour six ans les petits aides sur le sel de Cormicy et de Reims, et sur l'aunage d'étamine (cet octroi fut supprimé par arrest du conseil du 13 juin 1684), et 2 s. par. sur chaque queue vendue en gros à Reims et dans sa banlieue, pour être appliquées aux 1,400 liv., et aux affaires communes de la ville. (Arch. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 7, n[os] 4, 6, 7, 8.)

« Procédure contre les officiers de l'eslection, au sujet d'une publication et adjudication qu'ils firent du IV[e], à Charles Arnoulx, le 29 aoust 1610, quoyque MM de la ville l'avoient faite à Claude Aubert, le 24 du mesme mois. — Arrest du conseil du 9 avril 1612, qui déclare le bail fait audit Aubert bon et valable, défence aux esleus de plus procéder aux baux et adjudications de ladicte ferme et autres concernants des deniers communs et d'octroys. (Invent. de 1691, fol. 197. — L'arrêt du 9 avril 1612 se trouve Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, liass. 22, n° 3.)

« Lettres de Louis XIII de décembre 1610, par lesquelles il continue l'octroi du IV[e] perpétuellement. — Arrest de la chambre des comptes du 30 décembre 1610, pour l'entérinement de ces lettres. — Lettres de jussion de Louis XIII, du 7 mars 1611, par lesquelles il ordonne l'entérinement de ces lettres. — Arrest de la cour des aydes du 12 septembre 1613, portant qu'elle ne peut entrer en la vérification des lettres de jussion. — Lettres de jussion de Louis XIII, du 6 octobre 1613, de faire ladicte vérification. — Arrest de la cour des aydes du 13 novembre 1613, portant qu'elle ne peut entrer en vérification des lettres de jussion. — Lettres de jussion du 30 décembre 1613. — Arrest de la cour des aydes du 14 may 1614, qui ordonne ladicte vérification à la charge de faire seulement la publication à l'Hôtel-de-Ville, devant les lieutenans et gens du conseil, et que les différens qui intervien-dront à cause dudit droit seront traités en première instance devant les esleus de Reims, et par appel à ladicte cour, à peine de nullité et d'estre descheus et privés desdits priviléges. (Invent. de 1691, fol. 123 v°.)

« Arrest du 30 juillet 1611, par lequel le clergé de Reims est condamné à payer sa part de la subvention. (Inv. de 1691, fol. 179.)

« Raisons du clergé pour lever la subvention par impositions sur les denrées et marchandises. — Raisons des habitans contre le clergé et les prétendus nobles, pour lever la subvention par capitation. (Invent. de 1691, fol. 179 v°.)

« Lettres du 28 septembre 1612, pour lever à Reims 5,825 liv. de subvention. (Invent. de 1691, fol. 162.)

« Arrest du conseil d'Estat du 7 septembre 1613, qui ordonne que les habitans jouiront du droit [démembré des aides royales] de 5 s.* pour muid de vin à l'entrée des vendanges, pour quatre années, en payant 1,800 l. par an. (Invent. de 1691, fol. 170 v°.)

« Arrest du 3 octobre 1613, portant que sans avoir égard à une adjudication faite par un trésorier et les élus, il seroit procédé à une publication du IV[e] et adjudication dudit

* Il s'agit ici des nouveaux cinq sous créés par Henri III, les 18 juillet et 18 décembre 1581. Les anciens cinq sous créés par Charles IX, le 22 septembre 1561, avaient déjà été remis à la ville par lettres du 3 mai 1562, renouvelées le 2 septembre 1568 et le 23 août 1580, moyennant une somme de 12,000 liv., payable en trois ans, pour la première fois, et ensuite de 4,000 liv. par an, somme qui devait être couverte par un droit perçu pour les habitants de 3 s. 9 d. sur chaque queue entrant dans Reims. (Invent. de 1691, fol. 169.) Le même inventaire indique, fol. 172, une pièce qui prouve que ce dernier droit appartenait encore à la ville à la fin du XVII[e] siècle. Voici l'extrait de l'inventaire : « Une sentence de l'eslection du 28 janvier 1683, entre Denis Badel, fermier des aydes, et la ville, portant, de consentement, que l'entrée des tonneaux de vendange sera payé sur le pied de 9 s. 4 d., les poinçons de vin, de 10 s. 4 d., pour les droits d'anciens et nouveaux, 5 s., 12 d., et 6 d. par.; 44 s. sur chacun poinçon de vin vendu en détail pour le droit de subvention et parisis, 11 et 6 d. du 4[e]; et 12 s. pour le droit de parisis d'augmentation de chacun poinçon de vin vendu en gros. » En effet, le droit des anciens

lesdis supplians, ou les collecteurs d'iceulx, ilz seront requis, et aussi

droit, par un trésorier et les lieutenant et gens du conseil de la ville en l'Hostel d'icelle ville; et en l'absence d'un trésorier, par lesdits lieutenant et gens du conseil *. Confirmation des arrests du 14 mars 1609 et 9 avril 1612. (Inv. de 1691, fol. 192 v°. — Arch. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 2, n° 4.)

« Exploit du 28 décembre 1613, pour lever 5,825 liv. de subvention. Nomination de personnes pour faire l'assiette. — Signification aux dénommés pour la faire. — Requeste afin d'ajouter 450 liv. pour frais. — Lettres des esleus du 14 octobre 1614, faisant mention de la remise d'un tier de la somme de 5,825 liv. (Invent. de 1691, fol. 162 v°.)

« Lettres du 8 janvier 1615, portant 24,000 liv. de subvention pour la généralité. 6,000 liv. pour Reims. — En 1616, 1617, 1621, remise du tier de la subvention **. (Invent. de 1691, fol. 162 v°.)

et nouveaux cinq sous aurait dû être de 10 s. par tonneau de vendange; celui du parisis, de 2 s. 6 d.; celui des 12 d. parisis, de 6 d.; et enfin celui des 6 d. par., de 3 d., dont la somme eût été de 13 s. 3 d. Au lieu de cette somme, la ville ne paye que 9 s. 4 d. par tonneau de vendange, elle jouit donc d'une remise de 3 s. 6 d. — Le droit de parisis dont il est ici question est un droit d'augmentation d'un quart sur les aides, augmentation établie graduellement de 1633 à 1654, pour servir les gages d'officiers créés à cette époque sous le nom de conservateurs des fermes et de lieutenants des conservateurs. Les 12 d. par. sont un second droit d'augmentation créé en février 1657, pour le rétablissement de ces officiers qui avaient été supprimés, et dont cette fois les offices ne furent pas même levés; enfin les 6 d. par. furent établis par l'édit d'avril 1658, qui créait quatre trésoriers généraux des fermes et quatre contrôleurs anciens, alternatifs, triennaux et quatriennaux, dont les offices ne furent jamais levés, bien que l'impôt sur lequel devaient être assis leurs gages continuât d'être perçu. — Quant au droit de subvention que la sentence du 28 janvier 1683 mentionne également, il ne faut pas le confondre avec l'ancien droit de subvention auquel la ville était abonnée, et qui, depuis 1622, s'acquittait avec les deniers communs; ce nouvel impôt, créé par édit de novembre 1640, pour subvenir aux dépenses de la guerre, sous le titre de subvention générale du 20e, était le rétablissement de l'ancien sou pour livre sur les marchandises et de la pancarte de 1602, pour laquelle la ville s'était abonnée en payant la subvention proprement dite, ou ancienne subvention. Cet impôt fut converti, le 25 février 1643, en une taxe de 1,500,000 liv. sur toutes les villes et lieux du royaume, mais les boissons ne furent point comprises dans cette conversion, et continuèrent à payer la nouvelle subvention, qui fut taxée pour le vin à 20 s. le muid; à 10 s. pour le cidre et la bière; à 5 s. pour le poiré; à 40 s. pour la barrique d'eau-de-vie. Le droit fut perçu à l'entrée des villes, même dans les lieux sujets aux anciens et nouveaux cinq sous. Enfin, par déclaration des 14 juin et 20 juillet 1656, la subvention qui se percevait à l'entrée fut convertie au détail dans les lieux sujets au 8e, et ne fut conservée à l'entrée que dans les lieux où le 4e avait cours.

* « [L'année suivante, par] arrest du parlement du 24 juillet 1614, il fut ordonné qu'aux assemblées publiques et particulières, monsieur le lieutenant de la ville précedderoit les esleus, et qu'aux assemblées publiques, quand les 24 conseillers en corps marcheront, ils auroient rang et précedderoient les esleus. — Arrest confirmatif du 27 janvier 1629. (Invent. de 1691, fol. 197, v°.)

** Le portefeuille X, n° 61, fournit l'état abrégé du nombre des habitants de Reims cotisés à la subvention en 1615 :

1446 cotisés au-dessous de 5 s.	212 l.	15 s.	6 d.
840 — de 5 s. à 10 s. . .	240	»	6
760 — de 10 s. à 20 s. . .	492	6	6
562 — de 20 s. à 40 s. . .	735	14	»
260 — de 40 s. à 60 s. . .	603	»	6
152 — de 60 s. à 80 s. . .	494	8	»
81 — de 4 l. à 5 l. . .	345	19	»
61 — de 5 l. à 6 l. . .	319	8	»
72 — de 6 l. à 10 l. . .	523	11	»
36 — de 10 l. à 15 l. . .	429	17	»
26 — de 15 l. à 20 l. . .	429	10	»
15 — de 20 l. à 30 l. . .	362	10	»
14 — de 30 l. à 60 l. . .	575	10	»
4335 (*sic.*)	5,783 l.	10 s.	6 d. (*sic.*)

« Il faut noter qu'audit nombre il a y omission de onze personnes, et de 10 liv. environ. — Comme aussi audit nombre de 4,336, il y a 575 femmes veuves ou filles.

pour congnoistre, discuter et déterminer de toutes les causes, procès et débas qui, à cause desdis aides, pourront mouvoir, tant en deman-

« Escritures d'un procès contre les trésoriers de France à Chaalons, au sujet de l'adjudication du IVe qu'un trésorier avoit fait en l'eslection, à Pierre Poictevin, et que MM. de la ville avoient fait à Jacques Mouzon.—Arrest du 30 septembre 1616, portant que le roy a validé les adjudications faites par MM. de la ville du IVe, [et de tous les autres octrois]. (Invent. de 1691, fol. 192, re et ve. — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 2, no 5.)

« Publications, affiches, enchères, adjudications du petit aide en 1616, 1648, 1649, 1652, 1669, 1706, 1712, 1719, 1724, 1725, 1728, 1731, 1737, 1743, 1750, 1756, 1762, 1768, 1774 et 1780. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 10, no unique.)

« Lettres de cachet du 29 janvier 1617, pour demander des bleds, farines et autres subsistances. (Invent. de 1691, fol. 162 ve.)

« Etat-major de la ville.... Voir dans le texte à la date de may 1621.

« Requeste tendante à obtenir que la subvention se preune sur les deniers du IVe.—Arrest du 2 juin 1623, par lequel il est permis suivant ladicte requeste. (Invent. de 1691, fol. 163.)

« Sommes dues par la ville pour l'estappe ès années 1627, 28 et 29 *. (Invent. de 1691, fol. 168 ve.)

« Lettres de cachet du 19 décembre 1628, pour fournir des habits pour les soldats de La Rochelle.—Remonstrances au roy sur la demande des habits. (Inv. de 1691, fol. 163.)

« Edit de décembre 1632, par lequel est révocquée l'hérédité de vendre vins qui avoit esté créé par édits de mars 1577 et janvier 1627, et déclaration y spécifiées; au lieu de quoy a esté créé le droit annuel de vendre vins en gros et en détail, pourquoy on doit payer par chacun an, sçavoir, dans les villes 6 liv., dans les bourgs et villages sur les grands chemins, 5 liv., et ceux des autres villages et hameaux, 4 liv.; ceux qui vendent le vin de leur crû ne doivent rien, et peuvent vendre en détail pendant un mois de chacun quartier sans rien payer. (Invent. de 1691, fol. 205.)

« Une commission du 14 avril 1633, sur l'exposé qu'on trompoit à l'entrée des boys et charbon, que l'on disoit estre du crû pour ne pas payer le droit. (Inventaire de 1691, fol. 175, ve.)

« Plusieurs pièces, conclusions et Mémoires au sujet d'une somme de 45,000 liv., dont avoit esté payé 40,000 liv. à M. de Besançon, ayant pouvoir du roy, pour la part que la ville devoit payer pour fournir à la subsistance des trouppes, moyennant laquelle somme il fit sortir toutes ses trouppes qui estoient à Reims et dans l'eslection; et pour payer ceste somme à ceux qui l'avoient avancée, il fut mis un impost sur les marchandises. Cette somme fut fournie en 1638. (Invent. de 1691, fol. 163 ve.)

« Arrest du 26 mars 1639, portant que pour payer 70,000 liv. d'une part, 45,000 liv. d'autre, et les autres debtes de la ville, le roy permet d'imposer et lever pendant cinq ans tels droits qu'ils aviseront raisonnables sur les danrées.—Consentement du fermier de ces droits du 16 mars 1643 à l'abolition d'iceux.—Arrest du 3 février 1644, pour faire cesser lesdits droits. (Invent. de 1691, fol. 164.)

« 7 juillet 1640.—Arrest du conseil qui décharge le corps de ville de Reims de l'assignation à eux donnée en la cour des aides, et, sans s'arrêter à l'arrêt de ladite cour du 7 mai 1640, ordonne que les officiers de l'élection paieront les sommes auxquelles ils ont été imposés pour la subsistance de la

* L'étape était un des impôts accessoires à la taille, compris dans le brevet de celle-ci, et frappant même les villes affranchies. Les étapes qui servaient à augmenter la solde des troupes qui marchaient dans le royaume furent supprimées en 1718 et rétablies en 1727.

dant comme en deffendant; et à ceulx qui seront ainsy commis, ordonnez et establis, nous avons donné et donnons par ces présentes,

présente année. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. divers., liass. 22, n° 5.)

« Arrest du grand conseil du 31 septembre 1639, par lequel les ecclésiastiques de la ville sont condamnés païer au receveur de la ville leur part en la somme de 16,524 liv. 19 s. 3 d. (taxes et autres dépences des pauvres), à raison de 28 pour 100, à la charge qu'ils seront appelés à l'examen et clôture des comptes des dépenses auxquelles ils seront contribuables. (Cart. F. de l'Hôtel-de-Ville, fol. 45.)

1641. — Une liasse de pièces faisant connoistre qu'il y avoit en 1641 un ayde et octroy * à la ville, d'un sol pour livre sur les marchandises et denrées y entrans, pour payer les debtes. (Voir plus haut § 4, à l'article du *Nouveau petit aide*). (Invent. de 1691, fol. 142, v°).

« Un arrest du conseil d'Estat du 9 avril 1642, par lequel les officiers du présidial et de l'eslection sont condamnés payer leur part de la subsistance. (Invent. de 1691, fol. 181, v°.)

« 12 novembre 1643. — Copie collationnée en 1667, avec un imprimé.

« Arrêt du conseil d'État entre le fermier du IV° de vins, demandeur en exécution d'arrêt du conseil du 18 mai 1640, d'une part, et deux particuliers nobles, un chanoine de St.-Symphorien, défendeurs, et le sindic du clergé intervenant, d'autre.

« Le roi, en son conseil, a ordonné que...
« tous les ecclésiastiques et nobles de ladite
« ville de Reims payeront, du jour de la si-
« gnification de la révocation des privilèges,
« le IV° des vins vendus en détail en ladite
« ville, conformément à la déclaration
« du mois de octobre 1641. » (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 13, n° 1.)

« Arrest du conseil du 9 septembre 1644, donné au profit des habitans contre le fermier des aydes, pour la décharge du droit d'entrée des bois de leur crue. (Invent. de 1691, fol. 185.)

« Ordonnance du 20 octobre 1644, de payer 10,000 liv. pour la subsistance. (Invent. de 1691, fol. 164.)

« Traité du 8 mars 1646, pour payer 52,000 liv. pour la taxe des aisés. — Arrest du 14 mars 1644, pour approuver ledit traicté et permettre aux habitans de faire imposition sur les danrées pour payer ceux qui auront prestés, etc.

« Une conclusion du 29 may 1646, pour assembler les douze compagnies de la ville, au sujet de la taxe de 52,000 liv.

« Une conclusion de la ville du 1er juin 1646, pour lever 52,000 liv. sur les aisés. Le roolle fait en conséquence le 7 juin 1646, par les lieutenant et gens du conseil. — Arrest du conseil d'Estat du 16 juin 1646, qui émologue les roolle et conclusion.

« Pièces touchant une assemblée faite de plusieurs bourgeois taxés comme aisés qui vouloient se faire descharger. — Mémoire contenant les noms des personnes convoquées au couvent des Augustins, par Guill. Chopin et Nic. Constant. — Conclusion du 4 aoust 1646, portant l'emprisonnement fait desdits Chopin et Constant, leur interrogatoire du mesme jour. — Jugement du lieutenant général de Reims du mesme jour qui déclare lesdits Chopin et Constant mal emprisonnés, et ordonne que l'escrou sera rayé et biffé du registre. — Autre jugement qui ordonne que les gens du conseil mettront ès mains du procureur du roy mémoire contenant dénonciation de causes concernantes le service du roy pour lesquelles ils disent avoir fait emprisonner lesdits Chopin et Constant. — Arrest du conseil d'Estat du 18 aoust 1646, qui casse les jugemens rendus par le lieutenant général de Reims, qui avoit pris

* Nous craignons que l'inventaire ne prenne ici, et que Lemoyne n'ait pris plus haut, pour un octroi municipal, le sou pour livre conservé à Reims malgré l'édit de Louis XI, en 1465.

plain povoir, auctorité, commission et mandement espécial, de faire ou faire faire lesdictes contraintes et exécucions, et aussi de congnoistre, connoissance de la taxe et du roolle.

« Arrest du conseil du 22 septembre 1646, donnant pouvoir à un conseiller et au greffier de passer les contracts d'emprunts de ladicte somme, sans en rien prendre, au reffus des notaires de passer lesdits contracts pour 30 s.

« Une liasse des contracts de constitution de rentes faites au proffit de ceux qui ont esté taxés comme aisés. — Arrest du conseil du 30 janvier 1647, qui ordonne que ceux qui sont taxés payeront, sinon qu'il sera procédé par saisie, et que faute d'ouvrir les portes, elles seront rompues. — Arrest du conseil du 30 mars 1647, qui ordonne que ceux qui seront taxés payeront nonobstant les arrestz du parlement. — Arrest du 22 may 1647 dudit conseil, que les refusans seront contraints solidairement à payer les sommes ausquelles ils sont taxés, avec les 2 s. pour liv. du second roolle qui est moindre, et que les lieutenant, gens du conseil et eschevins donneront main-forte à l'exécution de cet arrest.

« Arrest du conseil du 21 aoust 1647, qui descharge lesdits lieutenant, gens du conseil et eschevins de l'obligation à eux donnée à la cour de parlement à la requeste des officiers de Reims compris au roolle mentionné audit arrest, qui ordonne, nonobstant les arrests du parlement, que ceux du conseil et ledit roolle seront exécutés. (Invent. de 1691, fol. 165 et 166.)

« 14 mars 1646. — Arrêt « qui ordonne « que les officiers de ladite élection de Reims « payeront les sommes auxquels ils ont été « taxés pour leur part de ladite subsistance « [des troupes], eu égard aux biens qu'ils « possèdent, autres que leurs offices....; et « quant aux ustanciles, seront taxés ainsi « que les autres habitans, nonobstant tout « arrêt à ce contraire. » — Joint deux autres arrêts du conseil, des 6 juin et 17 février 1650, qui ordonnent l'exécution de celui du 14 mars (Invent. de 1691, fol. 196. — Arch. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 22, n° 6.)

« Arrest du conseil d'Etat du 30 juin 1646, par lequel les villes de communautés sont déchargées du retranchement du demi-quartier des octrois, tant anciens que nouveaux, moiennant la taxe faite au conseil, au paiement de laquelle lesdictes villes seront contraintes, ladicte taxe paiable à l'espargne, avec permission ausdictes villes de commettre tels receveurs desdicts deniers qu'elles jugeront à propos, et à condition de compter les deniers en la chambre des comptes, avec la confirmation desdicts octrois pour toujours *. (Cart. F. de l'Hôtel-de-Ville, fol. 3, v°.)

« Arrest du 8 mai 1647, portant que MM. de

* « Veu par le roy en son conseil les arrests donnés en icelny, par lesquels S. M. a ordonné qu'un demy-quartier de tous les gages et droits.... des octroys, tant anciens que nouveaux, deniers communs et patrimoniaux des villes et communautés, de quelque nature qu'ils puissent estre, et à quelqu'usage ils soyent destinés,.... oultre le quartier et demy cy-devant retranché, sera porté à l'espargne pour estre les deniers en provenant employés aux affaires de la guerre;...., et ayant receu des plainctes de plusieurs villes soustenant que S. M. ayant retranché ledict quartier et demy de leurs octroys, etc., elles en auroient esté deschargées, payant les sommes auxquelles elles auroient esté taxées pour jouir de la descharge, et avoir la liberté de disposer de leursdicts deniers communs, ensemble des droits à eulx accordés par l'arrest du 15 juin 1644, à quoy lesdictes villes s'estoient efforcées de satisfaire sur les assurances portées par ledict arrest qu'elles jouiroient de leursdicts octroys, tant anciens que nouveaux, lesquels elles pourroient continuer pour six années sans estre obligées de prendre autres lettres que ledict arrest, laquelle grâce leur a esté inutille pour les troubles estranges quy leur ont esté faites par les trésoriers de France, et les esleus quy les ont consommés en des frais et despenses excessives pour avoir les attaches et enregistrement nécessaires, et faire des baux à ferme desdicts octroys, qui ont consommé en quelques endroits tout ce que lesdictes villes et com-

discuter et déterminer ad fin deue desdictes causes et procès, et de faire aux parties, icelles oyes, bon et brief accomplissement de justice,

l'eslection seront taxés pour l'ustencille par M. l'intendant, et qu'ils seront deschargés du logement des gens de guerre. (Invent. de 1691, fol. 196.)

munautés pouvoient recevoir pendant les six années; requérant qu'il pleust à S. M. les descharger du demi-quartier purement et simplement, ou en tout cas, en payant quelque légère finance et les deschargeant des frais d'attache, enregistrement, baux à ferme, et qu'il leur fust permis de disposer desdits octroys comme bon leur sembleroit, en commettant à la recette d'iceulx, ou faisant procéder aux baux à ferme par-devant les officiers desdictes villes, et leur donner la congnoissance des oppositions et différends des redevables en première instance, et par appel ès cours des aydes, à la charge de compter desdicts octroys et deniers communs en la chambre des comptes. Veu aussi les roulles arrestez audict conseil, contenant les grandes modérations qui ont esté faictes ausdictes villes par les sieurs commissaires députés par S. M., des sommes ausquelles les villes avoient esté taxées pour le restablissement dudict quartier et demi des octroys, etc., en sorte que la plus grande partie du secours qu'elle s'étoit promise n'a eu aucun effect. Veu aussi l'estat des nouveaux octroys concédés ausdictes villes sans en avoir payé aulcunes finance, ny souffert aulcun retranchement...., que S. M. auroit pu lever à son proffit, attendu les grandes despenses qu'elle est obligée de faire pour la deffense de ses subjects.

« S. M. en son conseil.... ordonne que les villes demoureront deschargées, tant pour le passé que pour l'advenir, du retranchement du demi-quartier...., et qu'elles jouiront de toutes descharges, droits et facultés portés par l'arrest du 15 juin 1644, sans y pouvoir estre obligés par les trésoriers de France et esleus, et qu'elles pourront commettre à la recepte des octroys, deniers communs et patrimoniaux, quy bon leur semblera, ou faire procéder aux adjudications, baux à ferme, par-devant leurs officiers, qui cognoistront en première instance des oppositions, procès et différends des redevables, à la charge de l'appel en la cour des aydes, et d'en compter en la chambre des comptes; mesme d'imposer, en vertu du présent arrest, sur les habitans, par capitation et imposition sur les denrées et marchandises quy se consommeront en icelles, les sommes ausquelles se monteront lesdictes taxes, le tout à charge de payer par les villes les sommes ausquelles elles ont esté taxées par roolo ce jourd'hui arresté au conseil, pour la subdivision de la somme de 1,350,000 liv. que S. M. a ordonné estre levée sur lesdictes villes en quatre payemens...., et deux sols pour liv.... »

Dans le même recueil F., d'où nous avons extrait ce qui précède, fol. 6, se trouve l'évaluation des octrois de la ville de Reims, suivant l'arrêt du 30 juin 1646, extraite du rôle de subdivision de la somme de 1,350,000.... Reims est taxé pour ses octrois et deniers communs à 51,500 liv.

Le différend soulevé entre les présidents et trésoriers de France, et la ville de Reims, différend dont il est question plus haut, fut terminé le 1er décembre 1659, par des articles dont nous empruntons l'extrait au même cartulaire F., fol. 71 v°, et aux Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 2, n° 8 :

« Il sera procédé à l'enregistrement et adjudication des anciens octrois de la ville, en l'hôtel-de-ville, lieu accoutumé.

« Il sera compté par état au bureau desdits sieurs, [trésoriers?] de trois ans en trois ans, à commencer du jour du bail, fait au mois de septembre dernier, lequel sera validé en baillant requête.

« Quand il y aura des ouvrages à faire excédant la somme de 3,000 liv., les gens du conseil seront tenus en donner avis au bureau, pour être procédé à l'adjudication d'iceux par-devant lesdits sieurs présidens et trésoriers.

« Il sera procédé à l'enregistrement des lettres-patentes audit bureau pour les nouvelles levées sur les farines et supplément d'icelles, et à l'adjudication, à commencer en septembre 1662; et le bail sera validé en baillant requête au bureau.

« Pour toutes lesquelles adjudications, tant des vieux octrois que des nouvelles levées, les frais des commissaires et greffiers seront fixés, suivant les offres des gens du conseil, à 500 liv.

« Lesquels seront aussi tenus de faire apparoir au bureau, de neuf en neuf ans, du compte de la dépense desdites nouvelles levées, qui se rend à l'hôtel-de-ville, ou feront appároir dudit compte de trois ans en trois ans, par-devant le sieur commissaire qui se transportera audit Reims, lequel se contentera de la représentation qui lui en sera faite.

« Au moyen de ces articles ainsi accordés, le procès pendant au conseil du roi demeurera assoupi.

nonobstant quelzconques ordonnances, mandemens ou deffenses à ce contraires. En tesmoing de ce, nous avons faict mectre nostre seel à

« 5 juin 1647. — Arrêt de la cour des aides, rendu entre MM. du clergé de Reims, appelant de deux appointements rendus en l'élection le 16 novembre 1646, et demandeurs, d'une part; et les fermiers du droit du IVe des vins de Reims, intimés et défendeurs, d'autre. « La cour a mis l'appellation « au néant; ... a déclaré le[s] ecclésiastiques « et clergé de la ville de Reims exempts du « droit d'ayde dont est question, pour le « vin provenant de leur patrimoine et succession directe; et pour le surplus [le crû « de leurs bénéfices, etc., etc.]*, les a condamnés au payement des droits; à cet effet, « a renvoyé les parties par-devant les élus des « lieux pour l'exécution de l'arrêt. » (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 13, n° 2.)

« Lettres de cachet du 15 octobre 1647, pour fournir 400 paires d'habits. (Invent. de 1691, fol. 167.)

« Arrest du 22 avril 1648, pour lever par capitation 8,204 liv. 16 s. employés aux habits, avec les ustenciles. (Invent. de 1691, fol. 167.)

« Du 3 juin 1652. — Mandement des trésoriers pour la subsistance, montant à 12,000 liv. — Autre du 21 février 1653, pour pareille somme. (Invent. de 1691, fol. 163).

« 27 août 1654. — Arrêt du conseil d'Etat. Dans son dispositif, le roi, en son conseil, tant en considération de son sacre que de la fidélité singulière desdits habitans, et des grands et signalés services par eux rendus à l'Etat, les a déchargés et décharge de toutes taxes, impositions et retranchement de moitié ou partie de leurs deniers communs et d'octrois, tant anciens que nouveaux; veut et ordonne que, nonobstant et sans avoir égard aux déclarations des mois de décembre 1647 et décembre 1652, et arrêt du conseil du 28 juin 1653, et autres donnés en conséquence, auxquels S. M. a dérogé et déroge pour cet effet, lesdits habitans jouissent et continuent de jouir, tant en paix que pendant la guerre, de la totalité du revenu des dons, concessions et octrois, tant anciens que nouveaux, et deniers communs à eux accordés, comme ils ont fait du passé, sans aucune diminution, retranchement, ni obligation d'en porter moitié ou partie à l'épargne ainsi qu'il est ordonné par ledit arrêt du conseil dudit jour 28 juin 1653. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 4, n° 1. — Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 11.)

« Exploit du 13 juillet 1656, pour fournir 30,000 liv. pour la subsistance. (Invent. de 1691, fol. 167.)

« Arrêt du conseil du 13 décembre 1656, portant permission aux habitans d'imposer un droit sur les farines de froment et de méteil, et autres denrées entrant dans la ville, et imposer aussi par capitation pour payer le courant des rentes. (Voir plus bas, à la date du 15 janvier 1671. — Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 74 v°.)

« 17 mai 1657. — Arrêt du conseil d'Etat, par lequel S. M. a condamné les officiers de la maréchaussée de la ville de Reims, à payer le droit de IVe du vin par eux vendu du jour de la demande, et sans préjudicier en leurs priviléges et exemptions en autre cause. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 13, n° 3.)

« Transaction du 13 février 1658, faite avec le clergé sur l'octroi de farine**. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 252.)

* Lemoyne doit se tromper dans l'analyse que nous lui empruntons ici d'une pièce que nous n'avons plus sous les yeux; il nous semble que c'étaient les fruits du patrimoine, et non ceux du bénéfice, que devait frapper l'impôt.

** « Par-devant les notaires..., furent présens Gérard Ravineau, chanoine de Notre-Dame, faisant l'office de syndic du clergé, et N. N. N., députés de l'assemblée du clergé, par conclusion du 23 janvier 1658, et les maire et conseillers N. N., députés par le conseil par conclusion du 3 janvier 1658...., lesquelles parties ont reconnu qu'ils sont en procès devant nosseigneurs du conseil, touchant l'impôt sur les farines de froment et méteil,

ces présentes. Donné à Paris, le XXIXe jour de septembre, l'an de grâce mil CCCC et dix-huit, et de nostre règne le XXXIXe. *Ainsi signé*, par le roy à la relacion du conseil : Neanville.

« Traité fait avec le fermier général des aides, le 9 décembre 1660, touchant le droit de subvention ou maubouge, et le droit d'augmentation pendant les foires. — Arrêt du conseil d'Etat par lequel l'abonnement fait pour ce droit de maubouge est continué. (Cartulaire F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 39 et 48.)

« Copies et pièces qui ont servi pour l'abonnement du maubouge. (Invent. de 1691, fol. 187 v°.)

« Une liasse de pièces touchant le droit de 20 s. pour muid de vin appelé maubouge. (Invent. de 1691, fol. 151 v°.)

« Payement fait en 1660, de 25,000 liv. de don gratuit, pour parvenir à la paix d'Espagne. (Invent. de 1691, fol. 167.)

« Arrest du 13 juillet 1661, sur ce que les eslus vouloient connoistre des oppositions des taxes par capitations, et de la levée des octroys qui sont accordés par l'arrest du 13 décembre 1656. Il est dit que ledit arrest sera exécuté. — Arrest semblable du 27 septembre 1662. (Inventaire de 1691, fol. 196.)

« 4 octobre 1662. — Arrêt du conseil qui condamne les nobles de la ville de Reims à payer le droit de IVe pour les vins qu'ils vendront en détail, pour la moitié qui appartient au roi dans les octrois de la ville; et ayant égard à la transaction du 16 septembre 1661, ordonne S. M. qu'elle sera exécutée pour l'autre moitié desdits droits, qui appartient à la ville; ce faisant, a déchargé les nobles du droit de IVe pour les vins venant de leur crû pour ladite moitié. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 13, n° 4.)

« Arrest du conseil d'Estat du 9 juin 1663, portant liquidation de ce que la ville de Reims doit païer au roi pour le retranchement des octrois, pour les subsistances, la subvention et le taillon, moiennant quoi lesdicts octrois demeurent libres aux habitans; avec permission de lever la somme qu'ils sont obligés de payer au roi pour le total ou la partie par capitation et par imposition, avec attribution de la connoissance des taxes en cas d'opposition aux gens du conseil de la ville *. (Cartulaire F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 31. — Archives de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 4, n° 2. — Portefeuille Y, n° 21.)

duquel le clergé se prétend exempt à cause de ses priviléges et contrat nouvellement fait avec S. M., nonobstant l'arrêt du conseil du 13 décembre 1656, qui portoit que ledit impôt seroit levé sur tous, le clergé y compris, pour les deniers en provenant, et ceux de la capitation levée sur les laïcs, être employés au payement des 23,700 liv. par an, montant des rentes constituées par la ville. — Contre cet arrêt, le clergé en a obtenu un du 24 janvier 1657, qui le décharge de cet impôt, que cependant le conseil de ville a continué de percevoir. — En conséquence, le clergé a obtenu un arrêt du 12 mai, confirmatif du précédent et ordonnant restitution des sommes levées. — Le conseil persistant à se soutenir fondé, les parties sont convenues des faits suivans, sans préjudice à leurs droits :

« L'octroi sur les farines continuera à être perçu pour dix ans, à dater du jour de son établissement, — et tous les ans, la ville payera au clergé 400 liv. d'indemnités. — Si l'impôt est augmenté, les 400 liv. le seront proportionnellement.

* « Sur la requête.... des gens du conseil...., contenant qu'encore que la ville de Reims soit exempte de tailles, ayant toujours été considérée par les rois à cause de leur sacre...., néanmoins ils ont été compris, depuis la paix, dans les commissions de S. M., pour la somme de 48.000 liv. pour les subsistances des gens de guerre, des années 1660, 61, 62, 63, à raison de 12,000 liv. par an, outre laquelle somme on leur demande la subvention et le taillon sur un pied plus fort qu'ils n'en devroient porter, et moitié de leurs octrois, ce qui les met dans une impuissance entière de pouvoir soutenir les dépenses dont ils sont chargés, même de payer environ 24,000 liv. de rente par an, par eux dues pour deniers empruntés de particuliers pour le service

Item, s'ensuit la teneur desdictes lettres de vérificacion :

Nous, les commissaires généraulx, gouverneurs de toutes les finances

« 14 juillet 1663.— Arrêt du conseil d'État, portant dans son dispositif : Le roi..., sans s'arrêter audit arrêt de la cour des aydes du 26 février 1661, et assignation donnée auxdits lieutenant et gens du conseil de la ville de Reims, dont S. M. les a déchargés, a ordonné que l'arrêt du conseil du 13 décembre 1656 sera exécuté; et conformément à icelui, que lesdits du conseil continueront à connoître des oppo-

de S. M., laquelle ils supplient les vouloir décharger des 48,000 liv. de subsistance...., ensemble pour l'avenir, en temps de guerre et de paix, et modérer ladite subvention et taillon, et les faire jouir de la décharge du retranchement de leurs octrois, tant anciens que nouveaux, à eux accordés par S. M. au temps de son sacre....

« Le roi, en son conseil...., décharge les supplians de la subsistance, tant en temps de paix que de guerre, à dater du 1[er] octobre prochain. — Ordonne qu'au lieu d'icelle et du retranchement de leurs octrois, tant anciens que nouveaux, les habitans payeront à S. M., par chacun an, de quartier en quartier...., 16,000 liv.; modère l'imposition de 42,000 liv. des trois années précédentes, à 16,000 l. à payer à l'épargne...., et 8,000 liv. pour la présente année; au regard du retranchement des octrois, pour les trois premiers quartiers de 1662, ils payeront 6,000 liv., faisant les trois quarts de 8,000 liv. portés par l'état de recouvrement du conseil...., et 8,000 liv. au fermier général des aides pour l'année présente...., outre lesquelles sommes les supplians payeront encore chaque an 6,000 liv. pour la subvention, et pour le taillon, 1,500 liv.— Au moyen de quoi les supplians ne pourront être augmentés pour quelque cause que ce soit...., et demeureront en jouissance entière, libre, paisible de tous leurs octrois, tant anciens que nouveaux, les subrogeant S. M. en ses droits, lieux et place, pour la part qu'il lui pourroit appartenir à cause dudit retranchement.... Et pour faciliter auxdits habitans le payement desdites sommes, ordonne S. M. qu'ils pourront prendre le total ou partie sur ladite ferme du 4[e], ou les lever sur eux pour [*sic*, par?] imposition nouvelle, augmentation des anciennes, ou par capitation, ainsi qu'ils aviseront pour le mieux; et, dans les taxes et rôles qu'ils feront, y comprendre toutes sortes de personnes, exemptes, non exemptes, privilégiées, non privilégiées, à l'exception seulement des ecclésiastiques et des gentilshommes faisant actuelle profession des armes dans les troupes de S. M....; et seront, lesdits rôles et taxes, faites par lesdits lieutenant, [gens] du conseil et échevins, en leur loyauté et conscience; et ensuite vérifiés par cinq nommés d'entre eux, ou trois en absence des deux autres, qui ne pourront assister à l'assiette, taxe et confection des rôles; lesquels rôles seront exécutés, nonobstant opposition ou appellations, et sans préjudice. »

Nous ferons suivre cet extrait d'une note empruntée à l'Histoire manuscrite de Lacourt, tome I, fol. 145 :

« L'imposition sur la farine avoit été jetée sur les habitans, en avril 1656 et en septembre 1657, pour aider la ville à éteindre les dettes contractées pendant les années précédentes. Les élus de Reims prétendirent que la connoissance des instances mues à l'occasion de ce droit, appartenoit à leur tribunal. La ville, au contraire, s'étoit réservé cette juridiction, et rendoit aux parties justice prompte et sans frais. La querelle fut portée au conseil d'État. Le lieutenant des habitans fut nommé pour suivre ce procès. Les élus députèrent deux d'entre eux ... Un arrêt du conseil intervint (juillet 1663), par lequel la ville fut maintenue dans l'usage qu'elle avoit de connoître des causes concernant cet impôt.... La ville se trouvoit accablée de dettes. On avoit emprunté, durant la guerre, près de 600,000 liv., dont on payoit 24,000 liv. d'intérêts; on fournissoit au roi chaque année 23,500 liv., dont 16,000 liv. pour la conservation des deniers d'octrois, et 7,500 liv. en forme de subvention et de taillon.— Le 4[e] ne produisoit que 36,000 liv., et les farines environ 15,000 l.... Ainsi les revenus de la ville étoient presqu'absorbés, et il ne restoit qu'une somme insuffisante pour les dépenses. On fit sur ce une assemblée des habitans pour aviser de faire de l'argent.... Il fut conclu que, pour fournir aux fonds nécessaires pour l'extinction des dettes de la ville, on imposeroit certains droits d'entrées sur les bois, tant de chauffage que pour bâtir, et généralement sur toutes les choses et denrées qui se consomment pour la vie, sur les farines et les laines étrangères. Il n'y eut d'excepté que ce qui concerne les manufactures de la ville. Le clergé s'opposa, parce que c'étoit le faire contribuer indirectement aux dettes

du roy nostre sire, tant en Languedoil comme en Languedoc, veues les lettres roiaulx cy-attachiées sous l'un de noz signez, impétréez, et

sitions et différens qui naîtront pour raison de la levée [des octrois de 10 s. sur septier de farine de froment, et 6 s. sur celle de méteil], tant par imposition que par capitation, avec défense auxdits officiers de l'élection de les y troubler. (Archives de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 22, n° 7.—Cartulaire F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 33. — Inventaire de 1691, fol. 188 et 196 v°. — Portef. Y, n° 22.)

« 29 décembre 1663. — Arrêt du conseil d'Etat par lequel S. M. a ordonné que les ecclésiastiques, gentilshommes, officiers des compagnies souveraines de S. M., seulement, seront exempts des impositions qui seront faites par capitation en ladite ville de Reims, ainsi qu'ils ont été par le passé; et, quant aux impositions faites ou à faire sur les denrées qui se consomment en ladite ville, S. M. ordonne que la levée en sera faite conformément auxdites déclarations, sans que nulles personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, en puissent être exemps; et, en cas de contestation à la levée desdittes impositions, ordonne S. M. qu'elles seront réglées et jugées par les lieutenant et gens du conseil de laditte ville, et leurs jugemens exécutés par provision, sauf l'appel audit conseil de S. M. (Archiv. de l'Hôtel de-Ville, octroi, liass. 13, n° 5.)

« 30 janvier 1664. — Autre arrêt du conseil dont voici le prononcé:

« Le roi, en son conseil, a ordonné que ledit droit du IV° sera levé en entier sur le vin vendu en détail dans la ville de Reims, par toutes sortes de personnes privilégiées ou non privilégiées, sans exceptions, nonobstant les transactions ci-devant faites (les 16 novembre 1658 et 16 décembre 1661), avec quelques particuliers de laditte ville, auxquelles S. M. ne veut avoir égard *.

de la ville, et le charger au préjudice de ses exemptions. L'affaire fut portée au conseil d'État; le lieutenant fut prié d'aller à Paris la solliciter. Le clergé y envoya ses députés. Des deux côtés on répandit des Mémoires fort vifs. Le ministre écouta les deux parties, et n'en mécontenta aucune. M. Colbert proposa une transaction, de donner 2,000 liv. (*sic*) au clergé par an, en manière d'indemnité. Depuis, on s'est réglé sur cette transaction. Les plus sensés des bourgeois ne vouloient pas de cet octroi. Ils aimoient mieux que l'on empruntât, sauf à faire une taxe par tête durant plusieurs années pour s'acquitter. Ils disoient que la cour consentoit facilement à ces droits nouveaux auxquels les particuliers s'assujétissoient volontairement, et que l'on convertissoit dans la suite en octroi dont il étoit difficile de se décharger. Que le roi, ou s'en emparoit, ou les feroit racheter, comme on avoit vu à Réthel. Que c'est ainsi que le droit du 4° avoit été établi vers 1358, lorsque la ville contribua pour la délivrance du roi Jean, au lieu qu'auparavant le vin vendu en détail n'étoit sujet qu'au 8°. Que les dettes contractées alors par la ville avoient été payées, puisque dans les comptes sous Charles VII, il n'en est fait aucune mention, que cependant l'impôt subsistoit sans remède, puisqu'on l'avoit continué sous le titre d'octroi, que le roi en devenoit le maître, et le réunissoit à son domaine quand il lui plaisoit de l'ordonner, et qu'on n'y rentroit au profit de la ville qu'en fournissant des sommes considérables. — Plusieurs offroient de prêter, mais l'intérêt de quelques-uns l'emporta sur ces bonnes raisons. »

* Cet arrêt casse la transaction du 16 novembre 1658 avec le clergé, et celle du 16 décembre 1661, faite par les fermiers avec certaines personnes qui étoient exemptes du droit pendant deux mois de l'année.... « Attendu qu'à présent tous les privilégiés et non privilégiés doivent payer, et que les habitans sont obligés de fournir à S. M. une somme considérable pour jouir de la ferme du 4° en son entier, somme dont la ville ne pourroit achever le payement en entretenant les fortifications, pavés, ponts et chaussées; auxquels les deniers de ladicte ferme sont destinés.... »

Le cartulaire F, qui nous a fourni cet arrêt, donne, fol. 37, les renseignements qui suivent sur les affaires de la ville contre le clergé pour le droit de l'imposition et du 4° :

« Après que l'affaire des octrois eut été terminée par l'arrêt précédent, les gens du conseil cherchèrent les moyens de lever la somme que le roi demandoit aux habitans. Celui qui leur parut le meilleur

à nous présentéez, de la partie des manans et habitans de la ville de Reins, par lesquelles, et pour les causes et considéracions en icelles

(Archives de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 13, n° 6. Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 36.)

« Arrest du conseil d'Estat du 18 juin 1664, portant descharge de l'assignation donnée en la cour des aydes aux gens du conseil, à la requeste des officiers de l'élection de Reims*. (Cart F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 32. — Invent. de 1691, fol. 197 v°.)

« 23 juillet 1664. — Arrêt du conseil d'Etat par lequel S. M. condamne M. Oudard de Paris, élu en l'élection de Reims, et Remy de Paris, conseiller au parlement de Metz, à payer au fermier du IV° la somme de 100 liv., à laquelle S. M. a liquidé tous les droits par eux dus des années précédentes. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 13, n° 8.)

« Arrest du conseil d'Etat contre les nobles, pour la capitation, 8 aoust 1664. — Si-

fut de la lever partie par capitation, partie par imposition. Tout le monde fut d'accord sur le premier point ; il se trouva des difficultés sur le second, tant pour l'établissement même du droit, que sur les matières à imposer pour le percevoir ; car le clergé, qui s'étoit vu privé depuis peu de l'exemption du 4° des vins vendus en détail, ne vouloit pas consentir encore à l'imposition. Aussi formèrent-ils opposition dès la première assemblée des habitans, et pour saper les vues du conseil de ville, ils obtinrent, sur un faux exposé des faits, un arrêt du conseil d'État du 10 septembre 1664 qui assignoit les gens du conseil de ville devant le conseil d'État pour régler cette affaire, et ordonnoit qu'en attendant solution, les fermiers tant de l'imposition que du 4°, recevroient de messieurs du clergé des billets au lieu d'argent. Le lieutenant des habitans eut avis de cet arrêt avant qu'il fût signifié au syndic de la ville, et résolut, d'accord avec quelques membres du conseil qu'il avoit consultés, de prévenir cette signification par l'obtention d'un autre arrêt. Le syndic alla à Paris s'adresser à M. Colin ou à M. Marin, en son absence. La chose fut conduite avec le plus grand secret et avec tant de bonheur qu'un arrêt intervint du 4 (*sic*) octobre, qui, cassant celui du 10 septembre, ordonnoit l'exécution de ceux des 9 juin, 29 décembre 1663 et 30 janvier 1664, en conséquence desquels les ecclésiastiques demeurent exempts de la capitation, mais payent le 4° et l'imposition sur les denrées, S. M. se réservant seule la connoissance des difficultés qui interviendroient sur ce point. — Le clergé députa à Paris, pour se faire réintégrer dans leur privilége relativement au 4°. — L'affaire étoit en très-bon train pour eux, lorsque le conseil pria le lieutenant de se rendre de son côté à Paris. — Les parties furent renvoyées chacune dans leur emploi, avec ordre aux gens du conseil de donner tous les ans, par forme d'indemnité au clergé, 1,600 liv. des deniers de la levée de l'imposition, et ordre au clergé de s'en contenter. — Le clergé hésita quelques années, puis finit par accepter. [En 1669?], cette somme leur fut diminuée sur la taxe imposée sur eux pour maladies contagieuses dans la ville.

« Pour rendre l'imposition moins onéreuse à la ville, on ne taxa que les denrées dont la plus grande partie se consomme par des étrangers. On ne taxa ni le vin, qui est déjà frappé d'impôts qui menacent de ruiner ce commerce, ni le seigle, ressource des malheureux. — On ne fit pas non plus comme dans quelques villes voisines où les maisons sont taxées, attendu que le clergé qui en possède la meilleure partie se seroit plaint. »

* « Les gens du conseil représentent au roi que S. M. ayant, durant les dernières guerres, demande certaines sommes à la ville ainsi qu'aux autres villes franches, pour la subsistance des troupes, et les officiers de l'élection et autres privilégiés se refusant à contribuer, S. M., par un arrêt en forme de réglement du 19 décembre 1641, les y a contraints.... Que, de plus, un autre règlement postérieur a décidé que, dans les villes franches, la levée de ces deniers appartiendroit aux maires et échevins, tandis que dans les villes taillables la levée seroit aux élus.... Que depuis, d'autres sommes ayant été demandées pour les ustenciles, lesdits officiers s'y sont de nouveau refusés et ont été de même déboutés par arrêt contradictoire du conseil.... Que les supplians, poursuivis et dans l'impuissance de payer les arrérages de leurs rentes et dettes contractées pendant la guerre, avoient obtenu, par arrêt du 13 décembre 1656, de lever sur eux, tant par capitation que par imposi-

contenues, le roy nostredict sire leur octroye et donne congié de lever en ladicte ville, et ès fauxbourg d'icelle, jusques à ung an prochai-

gnification du 30 aoust*. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 29.)

« 2 octobre 1664. — Arrêt du conseil d'État, par lequel S. M., sans s'arrêter audit arrêt du conseil du 10 septembre dernier, a ordonné que lesdits arrêts précédents desdits jours 9 juin, et 29 décembre 1663, et 30 janvier 1664, seront exécutés, et conformément à icelui que lesdits ecclésiastiques payeront les nouvelles impositions sur les denrées, et le droit de IVe du vin par eux vendu en détail, depuis le 30 janvier dernier, et continueront; avec décharge de l'assignation par eux donnée aux gens du conseil. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 30. — Arch. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 13, n° 9.)

« Arrest du conseil d'Etat du 10 décembre 1664, par lequel le roi authorisant le traitté ci-devant fait avec le fermier général des aides, donne pouvoir aux gens du conseil de payer la somme de 6,500 liv. pour le maubouge, ensemble la somme de 1,500 liv. pour l'honoraire des régens du collége, sur les deniers communs et d'octrois de la ville. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 40. Invent. de 1691, fol. 167.)

« Rapport fait par M. le lieutenant de ce qui s'est passé en son voyage à Paris, en la sollicitude pour l'affaire du clergé touchant l'exemption prétendue de la vente du vin en détail et du droit de l'imposition. 11 décembre 1664. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 50.)

« 19 novembre 1665. — Arrêt du conseil d'Etat qui ordonne que par M. l'intendant il sera incessamment procédé à la liquidation des dettes de la ville de Reims, en la forme prescrite par les lieutenant et gens du conseil, [et qu'en payant] par chacun an le courant des arrérages des rentes à leurs créanciers, de quelque qualité qu'ils soient, ils sursoieront à toutes contraintes; faisant S. M. défense de faire aucunes poursuites contre les supplians (MM. du conseil) et leurs cautions, à peine, etc., etc. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. diverses, liass. 23, n° 1.)

« Arrest du conseil d'Etat du 15 mars 1669, par lequel il est ordonné que le fermier des aides jouira en la même forme que les précédens fermiers, sans pouvoir rien lever aux entrées, en augmentant l'abonnement de 2,500 liv., de sorte qu'avec les 6,500 qui se paioient suivant le traitté du 9 décembre 1660 ci-dessus transcrit, il faut à présent paier 9,000 livres. — [Confirmé le 15 février 1675]**. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, folio 41. — Invent. de 1691, folio 167 v°.)

« 15 janvier 1671. — Arrêt du conseil con-

tion, de quoi payer ces arrérages, en n'exceptant de ces contributions que le clergé et les gentilshommes servant dans les armées... Les officiers de l'élection, pour se soustraire à cette mesure, ont réclamé pour que la perception de ces deniers se fît par leurs mains, etc., etc.... Il est ordonné que, sans s'arrester à la commission et à l'assignation, l'arrest du 14 juillet 1663 et autres y rapportés, seront exécutés selon leur forme et teneur, avec deffences ausdits officiers de l'election et à tous autres, d'y contrevenir, ny de plus se pourveoir à ladite cour des aydes. »

* « Les Moet et autres gens de robe et de finance, exposent que, bien qu'ils soient exempts de tailles, les gens du conseil se fondant sur arrêts du 9 juin et 14 juillet, et 29 décembre 1663, qui n'exceptent que le clergé et les gentilshommes servant dans les armées, les forcent à payer le taillon, subvention, subsistances et octrois.... Le conseil d'État prononce en faveur des gens du conseil de la ville. »

** « Raisons et moiens des habitans avec les réponses fournies par les intéressés, sur lesquels est intervenu l'arrest ci-dessus.

« Le fermier prétend lever le droit de subvention sur les vins aux entrées de la ville, et fonde ses prétentions sur son bail portant que ce droit sera levé aux entrées des villes où le 4e a cours. — Les habitans soutiennent qu'il n'y est pas fondé; que le prétendu 4e, qui s'appelle à Reims double 8e, n'appartient pas au roi...; qu'il y a plus de six vingt ans que se levoit le 8e sur le détail; que le roi, à qui il appartenoit, en a fait don aux habitans, à charge

nement venant, à compter du jour de Sainct-Remy derrenier passé, certains aides déclairés èsdictes lettres, c'est assavoir : de chacune queue

cernant les anciens octrois à perpétuité, et les nouveaux pour douze ans *. » (Portef. Y, n° 27 — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass 4, n° 5.)

« Arrest du 27 octobre 1674, pour faire payer 26,000 liv. et les 2 s. pour liv., pour les arts et mestiers. — Quittance de 12,000 liv. à ce sujet. — Arrest du 28 juin 1675, qui

de l'acquitter de 2,000 liv. de rente qu'il devoit à plusieurs particuliers, et d'emploïer le surplus aux réparations, fortifications et nécessités publiques de la ville — Que le 8e n'étant suffisant pour satisfaire aux charges. .., S. M. permit aux habitans de lever un double 8e sur eux, et d'emploier le produit aux fins que dessus. Donc il est constant que le double 8e n'appartenant pas au roi, le droit de subvention se doit lever sur le détail, conformément a la déclaration de 1656, et l'usage jusqu'ici présent.

« Il est vrai qu'en juillet 1660, le fermier qui percevoit en détail depuis le 1er janvier, voulut percevoir aux entrées. Mais les habitans s'y opposèrent, représentant au conseil de S. M. les raisons ci-dessus, et le dommage que le nouveau mode apporteroit au commerce des vins, dont les ventes et reventes diminueroient, de sorte que les trois quarts des familles de Reims, vivant de la récolte et trafic des vins, la ville se trouveroit ruinée, ainsi que la levée des tailles et gabelles dans les villages voisins, dont les vins ne trouveroient plus d'écoulement.

« Le fermier prétend aussi la ferme du pied fourché, et du poisson de mer frais et sallé aux entrées.

« La ferme ne lui est point contestée après la vente; l'usage en est établi de longue date.

« Le boucher qui revend ne doit rien du détail; s'ils vendent en gros, ils doivent après la vente. »

Suivent autres prétentions sur les bois à brûler, à bâtir, etc., etc.; puis les répliques des fermiers sur ces articles. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 92.)

* « Vu au conseil du roi l'arrêt rendu en icelui, par lequel il a été ordonné que, par-devant le sieur Marin, conseiller audit conseil, intendant des finances...., les gens du conseil de la ville de Reims représenteroient les titres en vertu desquels ils lèvent les droits d'octroi concédés à la ville, tant pour le payement des arrérages de leurs dettes qu'autres charges, même pour le payement des sommes qu'ils doivent chaque année à S. M., comme aussi les comptes et pièces justificatives de la recette et dépense desdits octrois depuis 1660, pour le tout vu et rapporté au conseil être ordonné ce que de raison, et cependant que la levée desdits droits seroit continuée en la manière accoutumée, malgré les défenses portées par la cour des aides le 11 août 1670; — Autre arrêt du conseil du 13 décembre 1656, rendu sur la requête des gens du conseil de Reims... , par lequel il leur auroit été permis de lever 10 s. par septier de farine de froment, et 6 s. par celle de méteil entrans en la ville et faubourgs, même de lever par capitation le supplément de ce qui défaudroit de 23,700 liv., pour acquitter les rentes dues par la ville...., sans être tenus d'obtenir lettres de S. M.; ni de les faire enregistrer ès chambres des comptes, cour des aydes, bureau des finances, élection ni ailleurs, ni de rendre compte de ladite levée, sinon par-devant les lieutenant et gens du conseil qui arrêteroient chaque an l'état de l'emploi de la levée desdits deniers, sur les acquis que ceux qui seront préposés à la recette desdites levées seroient tenus de rapporter des créanciers, et que, s'il intervenoit aucuns différens ou oppositions à la levée desdits droits, S. M. en auroit attribué la connoissance aux gens du conseil, les jugemens desquels seroient exécutés, nonobstant opposition ou appellation quelconques.... qui se porteroient au conseil de S. M.; — autre arrêt du 13 [*sic*, 14?] juillet 1663 (voir plus haut); — autre du 9 juin 1668 (voir plus haut)..., fixant la subvention à 6,000 liv. et le taillon à 1,500 liv., à prendre, total ou partie, sur la ferme du 4e, ou les lever sur eux par imposition nouvelle, augmentation des anciennes, ou par capitation, ainsi qu'ils aviseront pour le mieux....; et dans les rôles et taxes comprendre toutes personnes.... excepté les ecclésiastiques et gentilshommes portant les armes, lesquelles taxes seroient faites par les.... gens du conseil de Reims...., en leur loyauté et conscience, et ensuite vérifiées par cinq nommés d'entre eux, ou trois en l'absence des deux autres, qui ne pourroient assister à l'assiette, taxes et confections des rôles, qui seront exécutés malgré appellations qui, si elles intervenoient, seroient jugées et terminées en première instance, sommairement et sans frais, sans ministère d'avocats et procureurs, par lesdits cinq nommés...., et par appel de leur jugement en la cour des aides; — acte d'assemblée générale desdits habitans, clergé et autres, du 23 no-

de vin vendu en gros en icelle ville de Reins, deux solz parisis, et du vin et autres buvrages qui illecques seront vendus à debtail, deux solz

permet de prendre les 12,000 liv. sur les deniers d'octroy. — Arrest du 7 mars 1676, qui modère les 26,000 liv. à 12,000. (Invent. de 1691, fol. 168.)

« Arrest du conseil d'Etat pour la taxe faite sur les arts et métiers. 28 juin 1675. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 104.)

« Arrest du conseil d'Etat du 12 juillet

vembre 1663, par lequel, pour les considérations y contenues, ils auroient résolu de lever ce qui ensuit, savoir.... : 10 s. sur chaque charrette de bois....; 15 s. sur chaque charette de foin....; 4 liv. sur chaque ballot de laine peignée étrangère, pesant 100 livres....; — arrêt du conseil du 29 décembre 1663, portant confirmation de la levée desdits droits contenus audit acte d'assemblée; — autre acte d'assemblée générale du 10 février 1664, portant changement dans le tarif arrêté le 23 novembre 1663; — arrêt du conseil, du 3 avril 1664, confirmatif de l'acte du 18 février 1664; — arrêt de la cour des aides, du 11 août 1670, sur la requête du procureur général en ladite cour, qui ordonne au conseil de ville de porter au greffe les lettres et titres.... de leurs octrois; defenses de les lever qu'en vertu de lettres-patentes dûment vérifiées à ladite cour, à peine de 1,000 liv. d'amende; — le double du compte rendu à la chambre pour les anciens octrois pour 1665, 66, 67....; — les originaux des comptes rendus par les receveurs de la ville pour les nouveaux octrois, capitations et deniers patrimoniaux de 1660 à 1669....; arrêtés par les lieutenant et gens du conseil, et les rôles de capitation arrêtés par les cinq échevins nommés conformément à l'arrêt du 9 juin 1663...., pour les années de 1660 à 1669; — et la requête des habitans demandant la continuation des nouveaux octrois pour vingt-cinq ans, celle des anciens à perpétuité, et qu'il fût dérogé à l'arrêt du 9 juin 1663, qui attribuoit l'appel à la cour des aides, laquelle n'en devoit connoître, puisque S. M. ne lui avoit adressé aucune lettre pour les nouveaux octrois....; — ouï le rapport du sieur Marin; — le roi en son conseil ordonne que la levée des droits d'anciens octrois sera continuée à perpétuité...., et celle des nouveaux pendant douze ans...., savoir : pour les anciens octrois consistant en deux 8es sur le vin qui se vend en détail, tant par les hôteliers que par autres personnes, sans exception, et au droit d'aide qui est de 15 d. sur chaque pièce de vin vendu en gros, et au droit de marque sur chaque pièce d'étamine...., pour les deniers en provenant être employés sans aucun divertissement, savoir : 6,000 liv. pour la subvention, 1,500 liv. pour le taillon, 9,000 liv. pour la conversion du droit ci-devant appelé de maubouge, 2,000 liv. de rentes qui se payent en l'acquit de S. M.; 1,500 liv. pour le collége, et le surplus pour l'entretien du pavé, fortifications, ponts, portes et autres frais à faire pour l'utilité commune de la ville, de tous lesquels anciens octrois il sera compté à la chambre des comptes de trois en trois ans, en la manière accoutumée; — pour les nouveaux octrois, savoir: sur chaque septier de farine de froment, 10 s.; de méteil, 6 s.; sur chaque charrette de bois de bûche, 14 s.; sur chaque chariot *id.*, 20 s.; charrette de bois à bâtir, 20 s.; chariot *id.*, 30 s.; charette de fagots, 11 s.; chariot, 16 s.; cheval ou mulet chargé de bois, 3 s.; bourrique *id.*, 2 s....; charrette chargée de foin, 15 s.; chariot *id.*, 20 s....; sur chaque ballot pesant 100 livres de laines etrangères, 4 liv., laquelle levée sur les laines cessera au 1er octobre prochain. — Outre lesquels droits il sera levé par capitation sur lesdits habitans durant douze ans, 6,000 liv., ainsi qu'il s'est pratiqué les années dernières, pour être, les deniers provenant desdits nouveaux octrois, employés, savoir : au fermier des aides au lieu de la subsistance et retranchement des octrois, 16,000 liv.; et le surplus au payement des arrerages et principaux des rentes et autres dettes de la ville, suivant les états qui en seront dressés par-devant le commissaire député en la province de Champagne, qui passera les baux desdits octrois dans l'hôtel-de-ville de Reims, de trois ans en trois ans.... Après la passation desdits baux, le commissaire se fera représenter, par les gens du conseil, l'état des dettes de la ville, et de ce qui doit se payer chaque an à S. M. sur les anciens et nouveaux octrois distinctement, avec ordre au receveur de la ville d'observer le contenu desdits états, pour l'ordre des payemens à faire aux créanciers.... — De tous lesquels susdits octrois la ville jouira, sans qu'il soit besoin de lettres de S. M., ni de compter des nouveaux octrois dans la chambre des comptes, mais par-devant les gens du conseil de ville.... juges en première instance, sans appel à notre conseil, nonobstant ce qui a été déclaré au contraire par l'arrêt du 9 juin 1663. »

parisis pour livre, avec deux solz parisis pour chacun mynot de sel qui sera vendu en ladicte ville et ès faubours d'icelle, pour tourner et con-

1675, pour les ustensiles *. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 102.—Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 42, n° 3.)

« 4 janvier 1676. — Arrest du conseil portant imposition de 30,000 liv., pour les ustensiles des soldats en garnison**. (Portef. Y, n° 30. —Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 42, n° 4.)

« 12 décembre 1676. — Arrest du conseil autorisant une capitation de 34,000 liv., et une levée de 10,000 liv. sur les fonds destinés au remboursement du capital des rentes dues par la ville, afin de subvenir aux ustensiles des garnisons.—Même requeste et mêmes clauses que dans l'arrest du 4 janvier 1676. (Portef. Y, n° 31. — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 42, n° 5.)

« 4 décembre 1677. — Arrest du conseil qui autorise une capitation de 35,000 liv. et une levée de 16,000 liv. sur le remboursement des capitaux pour les ustensiles ***. (Portef. Y, n° 32. — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 42, n° 6.)

« 10 avril 1679. — Arrest du conseil qui

* « Les gens du conseil représentent que, pendant le dernier quartier d'hiver, ils ont eu en garnison deux bataillons du régiment de Grandcey, composés chacun de dix-sept compagnies, y compris celle de grenadiers, et huit compagnies de Monseigneur le Dauphin, avec ordre de S. M. de payer cent sous d'ustensiles par jour à chaque compagnie...., ce qui est monté à 20,124 liv., avancées par le receveur de la ville.—Pour parvenir au remboursement, les supplians ont résolu de lever la somme par capitation, en comprenant dans les rôles toute personne, excepté le clergé et les gentilshommes portant les armes, les membres des cours souveraines et secrétaires de S. M., conformément à l'arrêt du 29 décembre 1663, ainsi que les gentilshommes qui ont servi à l'arrière-ban, les archers de la maréchaussée, les nécessiteux de la ville, taxés au-dessous de 20 s. à la taxe du supplément des rentes deues par la ville, et tous ceux qui ont logé les officiers et soldats de cette garnison. — Mais les officiers du présidial, ceux de l'élection, du grenier à sel, des eaux et forêts, etc., etc., se sont refusés à l'impôt. — Le roi les y condamne. »

** « Pendant toute l'année, la ville a été écrasée de passages de troupes, et pendant ces passages, il est arrivé un bataillon du régiment de Royal-Alsace, composé de huit compagnies de 100 hommes, pour y tenir garnison, avec ordre de payer les ustensiles à raison de 10 liv. par jour à chaque compagnie....; de plus, la ville doit payer les ustensiles à seize compagnies du régiment de Bourgogne, sur le pied de 100 sous par jour à chaque compagnie, suivant les ordonnances du roi d'octobre et décembre 1675, ce qui monte pour le quartier d'hiver à 25,000 liv., et de plus 5,000 liv. d'indemnités données aux hôteliers qui logent plus fréquemment que les autres bourgeois, à cause de la commodité des écuries....

« Le roi, en son conseil, ordonne que, pour payement de parties des ustenciles des compagnies... étant en garnison à Reims, il sera levé, conformément à la conclusion du conseil de ville du 11 décembre 1675, 20,000 liv. par capitation sur toutes personnes, suivant le rôle dressé par les gens du conseil...., excepté les clercs, gentilshommes servant dans les armées par eux ou leurs enfans non mariés, les officiers des cours supérieures et secretaires de S. M., les lieutenans et archers de la maréchaussée qui ont servi en Bretagne ou qui servent encore en la campagne, les nécessiteux de la ville taxés au-dessous de 14 s. à la taxe du supplément des rentes dues par la ville, et de tous les bourgeois qui logent et logeront les soldats ou officiers de la garnison....; et à l'égard des 10,000 liv. restant, qu'elles seront avancées par le receveur des deniers communs sur ce qu'il pourra recevoir des impositions destinées au remboursement de la partie des principaux des rentes dues par la ville, après que les arrérages des rentes auront été acquittés.... »

*** « La guerre ayant diminué de moitié les manufactures de la ville, et les trois quarts des familles étant réduites à la dernière extrémité, les pères abandonnant leurs enfans et leurs femmes, les gens du conseil n'ont pu se faire rembourser des sommes avancées par eux sur le rôle de capitation...., d'autant que les habitans les plus puissans et les plus aisés ont obtenu des décharges des ustensiles, entre autres les secrétaires de S. M. et officiers des cours supérieures, par arrêts des 20 février et 14 août 1677.... Néanmoins, la ville ayant reçu un ordre du 25 septembre 1677, par lequel S. M., par une bonté vraiment royale, la décharge de la garnison effective,

vertir en la fortifficacion et emparemens de ladicte ville, et non ailleurs, comme plus à plain est contenu èsdictes lettres; nous consen-

décharge MM. du conseil de ville de l'assignation à eux donnée en la cour des aydes, à la requête du sieur Claude Cliquot, marchand, pourvu de la charge de gentilhomme ordinaire de la fauconnerie, pour raison de logement de gens de guerre, ordonne que, conformément aux règlemens et ordonnances militaires, même à celui dudit jour 4 novembre 1651, les logemens des gens de guerre seront faits et départis en ladicte ville de Reims, chez tous les habitans d'icelle, indifféremment, à proportion de leurs facultés, même chez ledit Cliquot, et autres prétendus privilégiés, à la réserve de ceux qui, par l'art. 20 dudit règlement de 1651, en doivent être exempts. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 42, n° 7.)

« 11 novembre 1679. — Arrest du conseil concernant le payement des rentes arriérées de la ville avant 1656*. (Portef. Y, n° 34 — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 23, n° 2.)

« 2 juillet 1680. — Arrest du conseil d'Etat concernant la vérification et liquidation des dettes de la ville**. (Portef. Y, n° 35. — Arch. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 23, n° 3.)

« 9 août 1681. — Arrest du conseil d'Etat

en payant le double ustensile à 10 liv. par jour pour chaque compagnie d'infanterie, au lieu de 5 liv....., ce qui monte, suivant le mandement de l'intendant, pour trente-quatre compagnies, à quoi la ville est taxée, à la somme de 51,000 liv....; la ville demande à lever 35,000 liv. par capitation sur toutes personnes, excepté celles portées aux arrêts de janvier et décembre 1676, et 16,000 liv. sur les nouveaux octrois affectés au remboursement du principal des rentes.... Le roi accorde. »

* « L'arrêt du 13 décembre 1656 avait permis à la ville de faire des levées sur ses denrées et des impositions par capitation, pour être employées au courant des rentes dues.... ; mais quelques particuliers ayant voulu poursuivre les habitans obligés au payement desdites rentes pour les arrérages échus avant 1657, est intervenu un deuxième arrêt du conseil, du 19 novembre 1665, qui ordonne que l'intendant procédera à la liquidation des dettes de la ville, et cependant qu'en payant chaque an le courant des arrérages des rentes, toutes poursuites cesseraient pour raison des anciens arrérages, contre la ville, ses cautions et coobligés. — En exécution de cet arrêt, le conseil de ville a remis entre les mains de l'intendant un état certifié de toutes les dettes de la ville, au bas duquel celui-ci a ordonné au receveur des deniers communs de payer aux créanciers y dénommés le courant des rentes à eux dues. — Après avoir touché ce courant pendant vingt-trois ans depuis 1656, le sieur de Boisfranc veut toucher trois années d'arrérages échus avant 1656, et fait assigner jusqu'à vingt-trois habitans...., contrairement aux arrêts qui ordonnent qu'il sera sursis à ce payement.... Le roi, à condition qu'on payera toujours le courant au sieur de Boisfranc, lui défend de poursuivre la ville pour les trois années d'arrérages. »

** « Sur le vu des procès-verbaux des 10 juillet 1673, 11 et 13 juin 1680, fait par les commissaires royaux pour la liquidation des dettes de la ville, les emprunts faits à des particuliers, montant à 242,382 liv. 10 s., S. M. ordonne que ces emprunts seront remboursés en neuf années sur les revenus des deniers patrimoniaux, capitations, anciens et nouveaux octrois affermés présentement 88,821 liv. 14 s. 2 d., sur laquelle somme seront payées premièrement les charges ordinaires et extraordinaires, gages et autres dépenses de la ville, savoir :

« 1°. Sur les deniers patrimoniaux, à l'archev., pour un surcens à cause de l'abandonnement de la rivière de Vesle, et le droit de portage, 80 liv. — 2°. Aux cordeliers, 40 liv. — 3°. Au prédicateur en l'église de Saint-Pierre-le-Vieil, 5 liv. — 4°. Au chapitre N.-D., pour l'abandonnement d'une terre à tirer de la grève, 20 liv. — 5°. A l'archev., au chap. N.-D., à Saint-Remi, pour un petit surcens, 9 liv. 1 s. — 6°. Pour appointemens et gages du lieuten. de ville, 50 liv. — 7°. Pour gages du receveur de ville, 50 liv. — 8°. Pour frais de compte du reveuu de la ville, 27 liv. — 9°. Sur les anciens octrois, suivant l'arrêt du conseil du 15 janvier 1671, pour droit de subvention payable aux mains du receveur général des finances à Châlons, 6,000 liv. — 10°. Pour le taillon suivant ledit arrêt, 1,500 liv. — 11°. Pour la conversion du droit appelé maubouge, 9,000 liv. — 12°. Pour rentes à la décharge de S. M., 2,000 liv. — 13°. Au collége de l'Univer-

tons et sommes d'accord à l'entérinnement et accomplissement d'icelles lettres, pourveu que cellui ou ceulx qui receveront lesdis aides

qui ordonne que le conseil de ville représentera le double de ses comptes à M. l'intendant, qui donnera son avis sur l'utilité et emploi des nouveaux octrois. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 23, n° 4. — Voir plus haut, §§. 3 et 4 des octrois.)

« 25 octobre 1681. — Arrest du conseil d'État qui casse celui de la cour des aides du 17 octobre 1681, et confirme celui du conseil du 9 juin 1663 *. (Portef. Y, n° 36. — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 4, n° 4.)

« 20 décembre 1681. — Arrest du conseil qui ordonne que la levée des nouveaux octrois montant à 6,000 liv. qui se lèvent par capitation, destinées avec les anciens octrois à l'acquit des dettes de la ville, sera continuée pour douze ans **. (Archiv. de l'Hôtel-

sité, 1,500 liv. — 14°. Sur les nouveaux octrois suivant l'arrêt du 15 janvier 1671, au lieu de la subsistance et du retranchement de moitié des octrois, payables au fermier des aides sur les octrois, 16,000 l. — 15°. Les charges ordinaires et extraordinaires à dix personnes préposées à la garde des cinq portes, cinq autres qui ouvrent et ferment; à celui qui sonne la cloche pour l'ouverture et fermeture des portes, et leurs salaires extraordinaires lorsqu'ils veillent en la saison des moissons et vendanges, 2,000 liv. — 16°. A l'horloger, 60 liv. — 17°. A un messager, 50 liv — 18°. Au vitrier, 15 liv — 19°. A l'armurier, 16 liv. — 20°. A l'imprimeur, 300 liv. — 21°. Pour les gages du receveur et droit de recepte, 250 liv. — 22°. Au greffier pour gages, vacations et expéditions, 300 liv. — 23°. Au maître de l'arsenal et au maître des ouvrages, 40 liv. — 24°. Aux sergens ou valets de ville pour gages et extraordinaires, 1,200 liv. — 25°. Pour dépense lors de la nomination du lieuten. de ville, 400 liv. — 26°. Pour les frais de la visite générale des fortifications, portes, etc., etc., 100 liv. — 27°. Pour les épices, façon de comptes à la chambre et au bureau des finances, 1,000 liv. — 28°. Pour l'entretenement du pavé et chaussées, 6,000 liv. — 29°. Pour les ouvrages de charpenterie, maçonnerie, l'entretien des portes, corps-de-gardes, pont-levis et dormans, tours, guérites, bâtimens de l'hôtel-de-ville, 4,000 liv. — 30°. Au couvreur, 500 liv. — 31°. Au serrurier, 300 liv. — 32°. Au plombier, 100 liv. — 33°. Pour le bois, charbon, flambeaux et chandelles, entretien d'artillerie, vin d'honneur et présens, frais d'entrées, feux de joie, passages de soldats, frais de police, voyages, députations, procès et autres dépenses imprévues et extraordinaires, 7,000 liv. — 34°. Au clergé pour ses prétendues indemnités, à cause des nouveaux octrois sur les bois, foins et farine, 2,000 liv. — Toutes les charges montant à 62,087 liv. 1 s., qui, déduites du revenu des octrois, etc., de 88,821 liv. 14 s. 2 d. — Restent 26,734 liv. 13 s. 2 d., qui seront employés au payement des dettes, par contribution au sol la livre à chacun des créanciers....., en neuf années et neuf payemens, dont le premier écherra le 1er janvier 1682.... Et parce qu'il restera encore 1,770 liv. 6 d. à acquitter de la somme principale, et 61,038 liv. 3 s. 11 d pour les intérêts de la somme principale au denier vingt, échus depuis le 1er janvier 1681 jusqu'au 31 décembre 1689, ces sommes seront payées sur les revenus des deux années suivantes.

« A l'égard des intérêts prétendus par les créanciers avant et depuis l'année 1648 jusques à 1657, S. M. en a déchargé et décharge la ville. — Si un créancier veut remettre demi de sa dette, il sera payé en trois ans; le tiers, en quatre ans, le quart en cinq ans....., par préférence aux autres créanciers. »

* « L'arrêt de 1663 remplaçoit le retranchement de moitié des octrois par 16,000 liv. Le fermier des aides, Radel, en vertu de l'article 3 de l'ordonnance de juillet 1681, avoit obtenu un arrêt de la cour des aides portant que, durant son bail, il jouiroit de tous les dons, octrois, concessions, deniers communs et autres impositions qui se lèvent à Reims. — Mais cet article 3 n'avoit pu s'appliquer à Reims, où le fermier ne jouit point de la moitié des octrois, et où la ville a toujours été en possession d'en faire les baux, sans aucun partage avec les fermiers de S. M. »

** « Vu au conseil: 1°. l'arrêt dudit conseil du 2 juillet 1680, portant liquidation des dettes de la ville, et requête des habitans tendant à ce que, conformément à cet arrêt, la levée des nouveaux octrois et capitation soit continuée pendant les années portées en icelui pour être employée, avec les anciens octrois, au remboursement des capitaux des rentes dues par la ville, à raison de 26,734 liv. 13 s. 2 d., et au payement de 61,038 liv. 3 s. 2 d., à laquelle

seront tenus d'en rendre compte, quand et où il appartenra, tout par la forme et manière que le roy nostredit sire le vuelt et

de-Ville, mat. div., liass. 23, n° 4.—Cart. F, fol. 110.)

« 18 décembre 1683. — Arrest du conseil confirmatif de ceux des 27 aoust 1654, 9 juin 1663, 14 janvier 1671... Fermier subrogé aux baux de la ville *. (Portef. Y, n° 37. — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octroi, liass. 4, n° 5.)

« Lettre du 22 mars 1684 qui exempte des logemens, ustensiles, etc., les officiers et ar-

somme montent les intérêts de la somme principale au denier vingt....; ledit arrêt portant que les gens du conseil représenteront par-devant le sieur de Miromesnil, maître des requêtes, commissaire départi en la généralité de Châlons, les doubles de comptes des anciens octrois rendus en la chambre des comptes à Paris, pour être par lui vus et examinés, et qu'ils compteront sommairement par-devant lui de la recette et dépense des nouveaux octrois, dont il dressera son procès-verbal et donnera son avis au conseil sur l'utilité de l'emploi desdits octrois, ensemble sur le temps qu'il estimera nécessaire de continuer la levée pour l'acquittement des dettes de la ville, pour ledit procès-verbal renvoyé audit conseil et remis ès mains du sieur Colbert, controlleur général, être à son rapport ordonné ce que de raison. — 2°. Le procès-verbal, dressé par le sieur de Miromesnil le 4 septembre 1681 en conséquence de cet arrêt, contenant la représentation faite à lui des doubles des comptes des anciens octrois de 1670 à 1679, et des comptes et originaux des nouveaux octrois, par lequel il dit que tous les anciens octrois depuis 1670, rendus à la chambre des comptes, sont apurés, qu'il a remarqué que les deniers provenant des nouveaux octrois et levée faite par capitation dont les comptes ont été rendus par les mêmes receveurs par-devant les députés du corps de ville, conformément à l'arrêt du conseil du 15 janvier 1671, n'ont pas été administrés avec meilleure [*sic*, moindre?] économie, ni plus [moins?] utilement employés pendant les différentes conjonctures de la guerre, les officiers du corps de ville justifiant avoir acquitté toutes les sommes dues à la recette des aydes, au clergé et autres...., et les arrérages des rentes dues par la ville, et partie du principal, même qu'ils avoient fourni des sommes considérables pour l'ustencile, payé une taxe pour les arts et métiers, et satisfait à plusieurs autres dépenses; que la liquidation des dettes de la ville ayant été faite par l'arrêt du 2 juillet 1680, et ordonné que l'acquittement aura lieu en neuf années, à neuf payemens égaux, dont le dernier écheoit au 1er janvier 1690, et que cependant il n'a point été prononcé sur la continuation de la levée des nouveaux octrois qui, ayant été accordés pour douze années par arrêt du 15 janvier 1671, doit expirer en l'année 1681, ni sur la somme de 6,000 liv. qui se lève par capitation pendant lesdites années, il est d'avis qu'il doit être ordonné que la levée des nouveaux octrois et des 6,000 liv. destinées avec les anciens octrois à l'acquit des charges ordinaires et extraordinaires de la ville, ensemble au remboursement des capitaux des rentes, soit continuée pour être employée à raison de 26,734 liv. 13 s. 2 d. pour chacune des neuf années, à dater de 1681, et encore au payement des 1,777 liv. 5 d. restant à acquitter des capitations, de 61,038 liv. 3 s. 2 d., pour les intérêts adjugés des sommes principales, au denier vingt, qui écheront pendant les neuf années, sur les deux années suivantes, lesquelles finiront au 31 décembre 1691, et sur partie de l'année 1692, à la charge par les receveurs des deniers communs de rendre compte des anciens octrois à la chambre des comptes de trois ans en trois ans, selon qu'il est coutume, et des nouveaux, comme aux années précédentes, par-devant les gens du conseil de ville, auxquels S. M. attribueroit la connoissance et première instance des contestations...., sauf l'appel au conseil, sans tirer à conséquence....; tous lesquels comptes et pièces justificatives les receveurs seront tenus de représenter audit conseil de ville un an après lesdites années expirées, pour justifier que les deniers auront été bien employés.... »

L'arrêt n'est que la reproduction des conclusions de M. de Miromesnil.

* « Un arrêt du conseil du 18 septembre 1683 a ordonné que le fermier Bedel sera subrogé aux baux des octrois de la ville, pour en jouir aux mêmes clauses que les précédens baux.—Le conseil de ville s'est opposé sur ce que Bedel n'est pas dans le cas prévu par l'article 3 de l'ordonnance de juillet 1681, portant que les fermiers de S. M. pourront se faire subroger et seront préférés aux baux des octrois des villes dans lesquelles S. M. jouit de moitié des octrois. — En effet, il est constant qu'en vertu des arrêts

mande par sesdictes lettres. Donné à Paris, le quart jour d'octobre, l'an mil cccc et dix-huit. *Ainsi signé :* Gautier.

chers de robe courte pendant leur exercice, et tant qu'ils n'auront point d'autre emploi. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 42, n° 8.)

« Arrêt du conseil d'Etat du 29 avril 1684, qui ordonne que les 6,000 liv. de subvention se doivent payer au receveur des finances de Chaalons. (Invent. de 1691, fol. 168.)

« 15 janvier 1689. — Autre arrêt du conseil d'Etat par lequel S. M. ordonne la suppression des droits de 10 s. sur le septier de farine de froment, et autant sur celui de méteil entrant à Reims....

« A l'égard des droits imposés sur le bois et sur le foin, et la capitation de 6,000 liv., par chacun an, S. M. permet auxdits supplians d'en continuer la levée à la charge qu'elle cessera ez années esquelles il se trouvera des fonds suffisans pour satisfaire aux charges dont il sera donné avis, etc. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 11, n° 2.)

« Conclusion du 21 mars 1689, pour faire au roy un don gratuit de 50,000 liv. — Arrest du conseil du 3 mai 1689 pour tirer les 50,000 liv. sur les deniers d'octroy, et différer le restant du payement des debtes à cinq ans. (Invent. de 1691, fol. 168.)

« Office de receveur des deniers communs. — Voir dans le texte à la date du 10 décembre 1689 et de juin 1710.

« Arrêt du conseil d'Etat du 26 août 1690 qui ordonne que les adjudications de la ville seront faites par le sieur intendant, et le trésorier du département*. (Cart F. de l'Hôtel-

du conseil des 27 août 1654, 9 juin 1663, 14 janvier 1671, la ville jouit de la totalité de ses octrois. D'ailleurs, l'arrêt du conseil du 25 octobre 1681 a repoussé les prétentions de Badel, attendu que tous les revenus de la ville sont affectés à remplir les engagemens imposés par l'arrêt du 2 juillet 1680. — La requête de Badel tendoit à ce que, sans s'arrêter à l'abonnement fait par les habitans de Reims avec les précédens fermiers des aides pour raison de l'augmentation du gros pendant les foires, et de la subvention aux entrées de la ville...., il soit ordonné conformément aux ordonnances de juin 1680 et juillet 1681, qu'il percevroit l'augmentation sur tous les droits de gros, sur tous les vins et autres breuvages vendus en gros pendant les foires présentes, et les droits de subventions sur tous les vins aux entrées, vendanges et autres breuvages, au moyen de quoi les vins et autres breuvages qui se vendent à pot et à assiette dans la ville, seront déchargés du droit de subvention qui se lève à présent sur le détail; comme aussi qu'il jouiroit par ses mains de la moitié des octrois et deniers communs, sans aucune réduction.... — Le roi confirme l'arrêt du 27 août 1654, qui maintient la ville dans la jouissance de ses octrois, ainsi que ceux du 9 juin 1663 et du 14 janvier 1671; déboute Badel, mais ordonne que l'arrêt du 18 septembre 1663 sera exécuté en ce point, que Badel sera subrogé aux baux des octrois de la ville. »

* « Les édits des 14 juin et juillet 1689, portant création d'office de receveur des octrois unis à la recette des tailles de l'élection, vouloient que l'adjudication des octrois fût faite dans les chefs-lieux de généralité par-devant les maîtres des requêtes, commissaires départis dans les généralités, et pour les autres villes où il y a siége d'élection, par le trésorier de France qui aura son département de chevauchée en ladite ville, dans le bureau de l'élection. — Laquelle réforme ne regarde pas le conseil de ville de Reims, qui a toujours fort bien administré ses deniers d'octroi depuis leur création, de sorte que, dès 1671, le roi avoit bien voulu, sur arrêt de son conseil du 15 janvier, ordonner que les adjudications d'octroi seroient faites, après les publications nécessaires, en l'hôtel commun de la ville, par le maître des requêtes intendant de la province de Champagne, commissaire départi pour l'exécution de nos ordres, en présence du sieur trésorier de France du département, et des supplians, à la charge de compter à la chambre des comptes et au conseil, ce qui a été depuis très-ponctuellement exécuté. — Aussi, S. M. a-t-elle désuni, par édit de décembre 1689, la charge de receveur d'octrois de celle de receveur des tailles en faveur de la ville, afin de ne rien changer à l'administration.... — Et bien que l'arrêt du 15 janvier soit formel, de crainte que ces changemens n'y portent atteinte, le conseil de ville supplie le roi d'ordonner de nouveau que l'adjudication des octrois, trop importante dans cette ville pour être confiée à tout autre

Avecques ce avons veu certaines lettres de commission données de noble et puissant seigneur Jacques Lambain, escuier, seigneur de Se-

de-Ville, fol. 148 v°. — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 4, n° 6.)

« Offices de procureur du roi et de greffier secrétaire de la ville. — Voir dans le texte à la date du 28 janvier 1691.

« 1691, mars. — Edit du roi portant création de maîtres et gardes, et de jurés sindics, des corps des marchands, et des arts et métiers dans toutes les villes et bourgs clos de ce royaume; registré en parlement le 14 desdits mois et an. (Bidet, Mém., v. pièces, 873-892.)

« 24 juillet 1692. — Arrêt du conseil d'Etat, par lequel le roi, sans s'arrêter à l'arrêt de la chambre des comptes du 24 mars 1691, a déchargé MM. du conseil de ville de Reims, et leur receveur, de l'obligation de compter, en ladite chambre des comptes, desdits nouveaux octrois; et, en conséquence, a statué que la somme de 171,125 liv., ordonnée par ledit arrêt être employée en recette et dépense dans le compte des anciens octrois des années 1686, 7, 8 et 9, en sera rejetée; à la charge par lesdits sieurs du conseil et receveur de la ville, de compter du produit desdits nouveaux octrois, et de l'emploi qui a été par eux fait des deniers en provenant, pendant les vingt dernières années, par-devant M. l'intendant. — Au bas est l'ordonnance de M. l'intendant, du 13 décembre 1691, pour l'exécution dudit arrêt. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 23, n° 5.)

« Offices de courtiers. — Voir à la date du 14 juillet 1412 et du 30 juin 1692.

« Offices de maire, lieutenant de maire, assesseurs, échevins, etc., etc. — Voir dans le texte à la date de novembre 1692, du 20 septembre 1723, 31 mai 1735, août 1764, mai 1765, et suivantes.

« Offices de la milice bourgeoise. — Voir l'édit de mars 1694.

« Arrêt du conseil d'Etat du 19 juillet 1695, qui confirme les habitans des villes de la généralité de Champagne dans la possession de leurs eaux, en payant finance qui se monte à 3,400 liv., et les 2 s. p. liv. pour la ville de Reims *. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 151.)

« Arrêt du conseil d'Etat du 25 août 1695,

qu'à l'intendant lui-même, sera faite au lieu et en la manière accoutumée, par le sieur intendant lui-même, en présence du trésorier de France du département et des supplians. — Le roi ordonne....

* « Un édit d'octobre 1694 porte que les communautés et particuliers qui ont détourné ou retenu des eaux de sources, ruisseaux et rivières navigables, seront tenus de payer les sommes auxquelles ils seront taxés au conseil. — Les villes représentent au roi que l'exécution de cet édit ne peut qu'entraîner de longues discussions, attendu que la plupart de ceux qui ont des eaux se prétendent fondés en concessions des rois ou des comtes de Champagne, ou dans des inféodations.... ou baux emphithéotiques, ou possession immémoriale; que les seigneurs hauts justiciers soutiendroient avoir la disposition de toutes les eaux dans l'étendue de leurs justices, de même que les seigneurs engagistes dans les terres et juridiction de leurs domaines. — Elles requièrent en conséquence le roi de décharger la généralité de Champagne de l'exécution de cet édit... moyennant une somme de 120,000 liv. et les 2 sous pour livre qui seront répartis sur tous les habitans de la généralité, exempts ou non, privilégiés ou non.

« Le roi ordonne.... et répartit la somme ainsi qu'il suit : 30,000 liv. et les 2 s. sur les exempts, privilégiés, nobles de toute la généralité; 10,000 l. et les 2 s. sur les cinq villes franches et non taillables de la généralité; Reims pour 3,400 liv.; Troies, 2,800 liv.; Châlons, 1,800 liv.; Langres, 1,200 liv.; Chaumont, 800 liv. — Ces sommes seront imposées, par le commissaire départi, sur tous les contribuables à l'ustancile, au sol la livre, excepté les contribuables dont la cote seroit de 10 liv. et au-dessous. Ces sommes seront levées comme celles de l'ustancile, par les maires et échevins. — 80,000 liv. et les 2 s. sur les autres villes et bourgs taillables; l'imposition sera faite par le même, au sol la livre des tailles, excepté sur ceux dont les tailles sont de 10 liv. et au-dessous. Ces sommes seront levées par le collecteur des tailles sur un registre particulier. »

meuses en Rethelois, conseiller du roy nostre sire, et son bailli de Vermandois, infixées en certaines lettres du *Vidimus* desdictes lettres royaulx, desquelles lettres la teneur s'ensuit :

ordonnant que les conseillers du présidial et le sieur Pérignon, lieutenant criminel en l'élection, payeront les sommes pour lesquelles ils ont été employés dans le rôle de la levée de la somme de 6,000 liv. imposée sur les habitans [*]. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 153.)

« 1696. — État des sommes qui doivent être payées par les consuls, habitans, et propriétaires des maisons des villes, faubourgs et bourgs fermés de la généralité de Champagne, pour être déchargés de l'exécution des édits des mois de mars et septembre 1695. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 157.)

« Arrêt du conseil du 18 février 1698, contenant rétablissement d'octroi sur les farines pour l'entretien des lanternes [**]. (Cart. F

[*] « Par édit de décembre 1689, S. M. a exempté de tailles et de toutes autres impositions les officiers des sièges presidiaux, avec défenses aux maires des villes de les comprendre dans les rôles. — Ils ont été confirmés dans ces droits par déclaration du 27 octobre 1693, en payant toutefois les sommes pour lesquelles ils seroient employés dans les rôles arrêtés au conseil. — Cependant le conseil de ville de Reims les a imposés dans le rôle de la somme de 6,000 liv. ordonnée être levée pour les charges ordinaires de la ville, par arrêt du 15 janvier 1689. — Quant au sieur Pérignon, il s'est pourvu de l'office de controlleur des exploits de la ville de Reims, créé par édit de mars 1691, portant que ceux qui n'auront pas été imposés aux tailles, subsides et ustenciles, jusqu'au jour de leur provision, en seront exempts, et au surplus seront déchargés de logemens de gens de guerre, tutèle, curatèle, guet et garde et autres charges publiques ; or, lorsque le sieur Pérignon s'est pourvu dudit office, il étoit bourgeois de Paris, n'ayant jamais été imposé dans aucun rôle de cette ville...., toutes choses qu'il a prouvées. — Depuis il s'est fait recevoir, après l'avoir acquis, en l'office de nouvelle création de lieutenant criminel commissaire vérificateur des tailles et autres impositions.... Après trois ans de silence, le conseil de ville vient de l'imposer pour le payement de prétendues dettes qui n'existent plus (ce qu'il tient de bourgeois qui n'osent se plaindre, crainte de s'attirer l'animadversion du conseil de ville....). Sur son refus, le conseil de ville a fait exécuter ses meubles pour une somme de 9 liv. 4 s. — En conséquence, les susdits demandent annulation de ces procédures, et maintien de leurs droits. — Les requêtes sont renvoyées au sieur Larcher, commissaire départi en la généralité. — Ouï son rapport, vu l'arrêt du 13 décembre 1656, par lequel il a été permis aux habitans de la ville de lever sur eux, par capitation, la somme de 6,000 liv., pour employer au payement des rentes dues par leur communauté ; autre arrêt du 9 juin 1663, qui ordonne de comprendre dans ladite capitation toute personne, à l'exception des ecclésiastiques et gentilshommes portant les armes ; autre du 15 janvier 1689, qui continue ladite capitation, et ordonne qu'elle sera levée comme par le passé.... Le roi prononce contre les suppliants.

[**] « Le roi, par édit de janvier 1697, a ordonné qu'il seroit établi des lanternes à l'instar de celles de Paris, dans plusieurs des principales villes du royaume.... Le nombre de ces lanternes a été fixé à 250 pour Reims. L'adjudication au rabais de la fourniture des chandelles et de l'entretien des lanternes a été faite par-devant le sieur Larcher, à la somme de 3,712 liv. 10 s. pour l'année. — Mais l'édit forçant le conseil au remboursement du principal de cette somme, à raison du denier vingt, ce qui fait 74,250 liv., et 7,425 liv. de 2 s. pour livre, en tout, 81,675 liv., que la ville, attendu la diminution de ses manufactures et ses mauvaises récoltes de vin, ne peut payer, les gens du conseil demandent le rétablissement du droit de 10 s. sur chaque septier de farine de froment, et de 6 s. sur chaque septier de méteil entrant dans la ville et faubourgs. Cet octroi, qui avoit été établi par arrêt du 13 décembre 1656, pour payer partie des dettes de la ville, a depuis été supprimé par autre arrêt du conseil du 15 janvier 1689, lorsque les dettes se sont trouvées acquittées. — Il doit être payable par toute communauté et tout particulier indistinctement. — En cas de contestation sur la perception, les jugements sommaires se rendront par les maires et les échevins et gens du conseil ; l'adjudication se fera par-devant le commissaire départi.... — Le roi ordonne....

Jaques Lambain, escuier, seigneur de Pertes et de Semeuses en Rethelois, conseillier du roy nostre sire, et son bailli de Vermendois,

de l'Hôtel-de-Ville, fol. 154 v°. — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 40, n° 3.)

« 5 août 1698. — Quittance de finance de la somme de 2,800 liv. et les 2 s. pour livre, payée par les échevins et habitans de Reims, pour la suppression des droits dus pour mutation par échange. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 41, n° 7.)

« Arrest du conseil d'Estat du 9 décembre 1698, portant mandement aux maires et eschevins de Reims d'imposer sur la ville la somme de 4,000 liv. d'une part et 3,000 liv. d'autre, pour les offices de voyers experts, arpenteurs jurés, et de voyers greffiers de l'escritoire. (Invent. de 1691, fol. 210.)

« Quittance du payement pour les armoiries de la ville de Reims; en datte du 24 février 1699. (Invent. de 1691, fol. 222 v°.)

« Le 12 juillet 1699. — Quittance de finance du trésorier des revenus casuels, de la somme de 40,000 liv. payée par la ville de Reims, pour tenir lieu de la finance des offices héréditaires de jurés mouleurs de bois à brûler et charbons amenés dans les villes du royaume, créés par édit du mois de mars 1696. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 11, n° 3.)

« Quittance de finance du 18 juin 1700, de 1,500 liv. et les 2 s. pour livre, pour l'office de conseiller garde seel de l'hôtel-de-ville. (Invent. de 1691, fol. 210 v°.)

« Lettres-patentes du 14 avril 1704, et arrêt du conseil du 25 août 1704, pour autoriser la prolongation de l'octroi sur les farines, afin de subvenir aux frais d'extinction des charges dont il est fait mention dans l'arrêt du 18 mars 1704 *. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 203 et 208.) — Voir dans le texte, les notes de l'acte de novembre 1693.

« Arrêt du conseil portant prorogation des octrois de 10 et 6 s. sur le septier de farine **. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 212.)

« Arrêt du conseil d'État du 25 mai 1706, portant prolongation du droit d'octroi sur les farines, et création d'un droit de 30 s. sur

* « De nouvelles charges, ou d'anciennes dettes non acquittées, obligent le conseil de ville à demander la prolongation de l'octroi sur les farines. Ces dettes sont :

« 1°. 34,000 liv. et 3,400 liv. de 2 s. pour livre, des offices de lieutenant du maire, et des assesseurs;

« 2°. 11,000 liv. et 1,100 liv. de 2 s., pour confirmation de l'hérédité de plusieurs offices de la ville, en vertu de l'édit d'août 1701;

« 3°. 20,000 liv. et 2,000 liv. pour les offices d'échevins et de concierge;

« 4°. 6,625 liv. et 662 liv. pour la part du rachat des offices d'essayeurs et contrôleurs des eaux-de-vie et esprit-de-vin, créés par arrêt du conseil du 23 février 1704;

« 5°. 5,195 liv. et 519 liv. 10 s. pour l'union du mitriennal à l'office de receveur ancien qui appartient à la ville, et pour l'alternatif et mitriennal;

« 6°. 3,000 liv. et 300 liv. pour les quatre offices d'assesseurs survivants, dont il est question précédemment.

« Le conseil allègue à l'appui de sa demande que la ville est trop chargée par la capitation, l'ustensile, etc., etc...., demande que le conseil ne soit tenu d'aucune reddition devant la chambre des comptes. — Le roi octroye.

** « Outre ce qui reste des charges précédentes à acquitter, la ville a été taxée au conseil en exécution de l'édit de novembre 1704, pour prendre des augmentations de gages, sçavoir : pour l'office de maire, à 13,334 liv.; pour chacun des huit assesseurs anciens, à 1,250 liv.; pour l'office de procureur du roi, à 8,000 liv.; pour celui de greffier, à 4,667 liv., et les 2 s. pour livre.

« Les gens du conseil ont représenté que les offices du maire et des huit assesseurs étoient supprimés, et leurs fonctions réunies au corps de ville; que les offices de procureur et de greffier étoient réunis sans gages, et sans pouvoir être désunis. — Ils ont offert cependant une somme de 6,000 liv. et 2 s. pour livre, sans gages pour lesdites taxes de procureur et de greffier, à condition que ces offices demeureroient unis pour toujours, sans être tenus à l'avenir de prendre provision du roi. Le roi a tout sanctionné par arrêt de juillet 1705. Restent donc 6,000 liv. et 600 liv. à acquitter, outre les anciennes dettes; c'est pour les éteindre que les octrois sont prolongés.

à nostre amé Morinot Falle, sommellier du corps du roy nostre sire, nostre lieutenant à Reins, salut et dilection. Veues les lettres de *Vidi-*

chaque pièce de vin étranger, afin d'opérer le payement du don gratuit *. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 215 v°. — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 4, n° 7.)

« Arrêt du conseil d'État du 24 août 1706, qui sanctionne les comptes des nouveaux octrois jusqu'en 1692, ordonne une reddition générale de ces comptes de 1692 à 1706, et taxe cette reddition de trois ans en trois ans, devant l'intendant de Champagne, à l'exclusion de la cour des comptes. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 220. — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 23, n° 5 **.)

« Quittance de finance du 8 février 1707.

* « Vu au conseil l'édit de juillet 1705, par lequel S. M. avoit ordonné que les bourgeois et habitans des villes franches et abonnées du royaume seroient déchus des priviléges et exemptions portés par icelui, s'ils n'obtenoient des lettres de bourgeoisie, sur les quittances du garde du trésor royal, de sommes auxquelles ils auroient été compris dans les rôles arrêtés en conséquence. — Vu les remontrances des maires et gens du conseil de Reims, tendant à ce qu'il plût à S. M. se contenter d'une somme modique, qu'ils offroient par forme de don gratuit, pour être déchargés de l'exécution de l'édit et maintenus dans la jouissance de leurs droits, franchises, immunités....., lequel don gratuit S. M. avoit fixé à 40,000 liv. et les 2 s. pour livre; vu la requête des gens du conseil qui supplioient S. M. de modérer cette somme à 30,000 liv. et les 2 s., avec prolongement d'octroi pour s'en acquitter, ainsi que de la somme de [illegible] liv. 10 s. à laquelle ils sont taxés pour la suppression des offices de commissionnaires, contrôleurs, inspecteurs des voitures, créés par édit de septembre 1704; et afin de soulager l'artisan et le peuple par une moindre durée de ces droits sur les *farines*, le conseil demande de créer en même temps une perception de 30 sols sur chaque pièce de vin étranger qui se consommera dans la ville et dans les faubourgs, à l'exception de ceux du crû des élections de Reims, Châlons, Réthel, Épernay, sans exception aucune.... — Le roi ordonne, etc., etc., et confirme la ville dans la jouissance de ses immunités et priviléges, de quelque nature qu'ils soient, etc. »

** « Sur la requête présentée au roi en son conseil par les maires, échevins et gens du conseil de Reims, contenant que S. M. a ordonné, par arrêt du 15 janvier 1689, que les supplians continueroient à lever les nouveaux octrois imposés sur les entrées des bois et foins, par les arrêts du 29 décembre 1663, 13 avril 1664, 15 janvier 1671, même la capitation de 6,000 liv., lorsqu'ils la trouveront nécessaire, à la charge d'en compter, en la forme prescrite par arrêt du 15 janvier 1671, et par ceux du 2 juillet 1680 et 20 décembre 1681, par lesquels il est, entre autres choses, ordonné que leur receveur comptera desdites levées par-devant les gens du conseil, à charge de représenter lesdits comptes aux conseils de S. M., avec les pièces justificatives des recettes et dépenses, pour le tout, vu et examiné, en être déchargés sans être obligés d'en compter à la chambre des comptes. En exécution desquels arrêts les supplians ayant représenté aux conseils les pièces justificatives de la régie par eux faite desdits octrois jusqu'en 1681, S. M. auroit ordonné, par arrêt d'août même année, que les supplians représenteroient par-devant l'intendant de Champagne les comptes des anciens octrois par eux rendus en la chambre des comptes, pour être par lui examinés, et quils compteroient sommairement par-devant lui de la recette et dépense des nouveaux octrois, dont il dresseroit procès-verbal et donneroit son avis au conseil, ensemble sur le temps qu'il estimeroit nécessaire de continuer lesdits octrois; — auxquels arrêts les supplians ayant satisfait, seroit intervenu autre arrêt du 20 décembre 1681, sur l'avis de l'intendant, par lequel S. M. ordonnoit continuation de la levée des nouveaux octrois et capitation de 6,000 liv., et que le receveur en rendroit compte tous les ans devant le conseil de ville...., et toutes les pièces justificatives d'iceux ont été représentées aux conseils....—Au préjudice desquels arrêts la chambre des comptes ayant voulu prendre connoissance des nouveaux octrois, auroit rendu un arrêt le 24 mars 1691, sur les comptes rendus des anciens octrois aux années 1686, 87, 88, 89, par le receveur des deniers communs, ordonnant qu'il augmenteroit sa recette de 171,125 liv. pour les nouveaux octrois, et que ladite recette seroit tenue indécise pour apporter par les supplians lettres-patentes vérifiées par la chambre pour la levée des nouveaux octrois, à la charge de la dépense de pareille somme qui seroit tenue en souffrance, pour satisfaire à ladite indécision, et pour rapporter les

mus où sont encorporées certaines lettres du roy nostredict seigneur, impétréez par les gens d'église, eschevins, bourgois, manans et habi-

de la somme de 80,000 liv. (*sic*) et celle de 2 s. pour livre, pour lever l'office d'inspecteur aux boucheries. (Invent. de 1691, fol. 210 v°.)

« Quittance du 10 février 1707, de 3,190 l. 3 s. 5 d., pour la suppression des offices d'inspecteurs et courtiers des voitures. (Invent. de 1691, fol. 210 v°.)

« Arrêt du conseil d'État du 10 janvier 1708, portant continuation de l'octroi sur la farine, pour la réunion de maire et lieutenant de maire alternatifs *. (Cart. F

pièces justificatives des 171,125 liv., et qu'à la diligence du procureur général de la chambre, les supplians seroient poursuivis et contraints pour compter de tous les nouveaux octrois depuis la levée d'iceux. — Contre lequel arrêt les supplians s'étant pourvus aux conseils..., arrêt seroit intervenu le 24 juillet 1691..., qui décharge les supplians et le receveur de compter à la chambre des nouveaux octrois, et en conséquence ordonne que les 171,125 liv. ordonnés être employés en recette et en dépense dans les comptes des anciens octrois, en sera rejetée, à la charge par les supplians de compter des deniers des nouveaux octrois, pendant les vingt dernières années, par-devant l'intendant, ce que les supplians auroient fait par un compte bien apuré en 1692, le 27 août, par lequel ils se trouvoient avoir avancé 8,699 liv. 3 s., attendu que les nouveaux octrois, qui sont droits très-casuels, ne produisent pas toujours de quoi satisfaire aux charges. — Mais comme depuis ce temps ils ont continué, aux termes de l'arrêt du 15 janvier 1689, la levée des nouveaux octrois jusqu'à présent, et la capitation de 6,000 liv. jusqu'en 1692, attendu que les taxes et levées de guerre rendoient la capitation impossible à lever, desquels deniers perçus depuis le compte de 1691, les supplians désireroient représenter le compte rendu annuellement par-devant eux..., pour en être fait un compte général par-devant l'intendant de la province, ce qu'ils ne peuvent faire sans l'ordre de S. M. — S. M. ordonne.... et sur le rapport de M. Harrouys, homologue le compte rendu par le conseil de ville devant M. Larcher, le 27 août 1692, de la régie des nouveaux octrois; ordonne que la somme de 8,699 liv. 3 s. dont la dépense excède la recette, sera passée dans le nouveau compte qui sera incessamment rendu devant l'intendant. Ordonne en outre que messieurs du conseil compteront à l'avenir desdits droits de trois ans en trois ans, devant ledit sieur commissaire départi, sans qu'ils soient tenus d'en compter ailleurs. »

* « Un édit de décembre 1706 a créé en titre formel et héréditaire les offices de maire et lieutenant de maire alternatifs et mitriennaux; un édit d'octobre 1707 les a réunis aux villes qui déjà avoient réuni les anciens offices de maire et lieutenant de maire, créés en août 1692, et mai 1702. Pour subvenir à la finance de cette réunion, l'édit d'octobre 1707 a prorogé pour douze ans les droits attribués aux offices de courtiers et jaugeurs, créés en 1691 et 1696, à commencer de l'enregistrement de l'édit dans les lieux où ces droits sont éteints, et de l'expiration des baux dans ceux où ils subsistent; et pour quatre ans le droit des offices d'inspecteur, visiteurs et contrôleurs de vins, créés par édit d'octobre 1705, à commencer de l'expiration des six années du bail courant....; sur le produit de ces prorogations, l'édit ordonne que la finance des offices de maire, etc., sera prise sur le pied des deux tiers de la finance des anciens offices de maires, etc., et du surplus du produit il sera compté au conseil.

« Le traitant chargé de l'exécution de cet édit prétend se mettre en possession des droits de courtage...., contrôle des vins, etc., etc.... La ville s'y oppose, attendu que, bien qu'elle soit dans le cas de la réunion, cependant elle a acheté les droits de courtage moyennant finance, montant en tout à 224,000 liv., dont moitié n'est pas encore acquittée, à cause des intérêts à servir, et du divertissement des sommes approuvé par arrêt du 16 août 1707. — De sorte que, quand on ne regarderoit cette acquisition de la ville que comme un bail, le traitant seroit obligé d'attendre l'entier payement des 224 000 avant de rien percevoir, ce qui ne peut avoir lieu avant douze ans; encore en ce cas ne pourroit-il jouir du courtage particulier abandonné par arrêt du 30 juin 1692, ni du droit de jauge cédé à la ville comme patrimonial, par arrêt du 15 avril 1698, attendu qu'à l'égard de ces droits la concession est perpétuelle. — Ainsi le traitant ne pourroit jouir que des droits d'inspecteurs contrôleurs des vins, et cela dans quatre ans. — De plus, tous ces droits surchargent tellement le commerce des vins depuis quinze ans, qu'il en est à peu près ruiné; la

tans de la ville de Reims, consors en ceste partie, parmy lesquelles lettres de *Vidimus* ces présentes sont infixées, nous vous mandons et

de l'Hôtel-de-Ville, fol. 227.) — Voir dans le texte à la date du 20 juin et de novembre 1692.

« Commission du 18 avril 1709 (en attendant la vente de l'office) d'un conseiller juge, garde conservateur des étalons à Reims. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 230 v° *.)

« Commission (en attendant la vente de l'office) d'un garde des archives pour le baillage présidial, l'élection, les consuls et autres juridictions royales de Reims, etc...., et pour l'hôtel-de-ville, en vertu de l'édit du roi du 21 juillet 1708, portant établissement de garde des archives héréditaire, dans toutes les cours, présidiaux, sénéchaussées, baillages, vicomtés, vigueries, prévôtés, châtellenies, chambre des eaux et forêts, élections, greniers à sel, traites foraines, amirautés et autres siéges, hôtels-de-ville du royaume...., à l'exception de Paris et Lyon. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 229 et 230.)

« Arrêt du conseil du 17 juin et du 29 juillet 1710, qui permet au fermier du IVe de percevoir ce droit sur le pied de la déclaration, ou de prendre le vin à un quart au-dessus de cette déclaration. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 235. — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 2, n° 9 et 10 **.) — Les deux arrêts précédents sont confirmés par un autre du 8 octobre 1710, qui se trouve sous le numéro suivant de la liass. 2 des octrois.

« Arrêt du conseil d'État du 19 septembre 1711, pour la continuation de l'octroi sur les farines. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 236 ***.)

« 15 janvier 1712. — Soumission de mes-

prorogation ne pourroit que l'achever. C'est pourquoi la ville supplie le roi de décharger la ville de la prorogation de ces droits, moyennant 60,000 liv. et les 2 s. pour livre, et pour y subvenir, de rétablir l'impôt sur la farine, éteint le 3 octobre 1707. — Le roi accorde.... Les offices de maire alternatif.... sont éteints, et les droits réunis à l'hôtel-de-ville. »

* « Un édit de décembre 1708 a créé des offices de conseillers du roi, juges, gardes, conservateurs anciens, alternatifs et triennaux des étalons, des mesures de vin et autres boissons, de l'aune, toise, pied, boisseaux, mesures de bois, fléaux, poids et balances dans tous les hôtels-de-ville. Ceux qui en doivent être pourvus seront présents aux étalonages et vérifications; briseront les fausses mesures; iront en visite chez les marchands, artisans, etc....; feront leur rapport à l'audience des juridictions de l'hôtel-de-ville ou de la police, en robe de soie noire et bonnet; parleront couverts et assis après le lieutenant de maire ou de police; feront corps à l'hôtel-de-ville; auront voix délibérative....; auront 6 liv. de droit à chaque réception de maîtres qui se servent dans leur industrie de poids et mesures, et 3 liv. par ouverture de boutique ou nouvel étalonage....; tiendront registre....; jouiront du droit de *committimus*, d'exemptions de gens de guerre, etc., etc.... Le commis chargé provisoirement de ces fonctions est reçu à l'hôtel-de-ville. »

** « L'octroi du IVe sur le vin en détail est le revenu le plus considérable de la ville; on en donne au roi 25,000 liv. et les 2 s. par an. — Mais dans cette année de disette, il se débite peu de vin et encore sur le pied de 20 s. à 40 s. — Et les cabaretiers continuent à le déclarer au fermier sur le pied et d'un, 2, 3, 4, et 5 sols le pot, à l'exception du coque de même qualité, qu'ils déclarent au prix convenable, pour éluder la preuve de fausse déclaration, qui, d'ailleurs, est presqu'impunie par la modicité de l'amende portée par ordonnance de 1680. — Par suite, le fermier s'est fait diminuer par provision par l'intendant de Champagne, et la ville se trouve hors d'état de subir ses charges. — En conséquence, elle prie S. M. d'accorder au fermier du IVe l'option de percevoir le droit sur le pied des déclarations ou (après lesdites déclarations qu'il ne pourra contester) de prendre le vin sur le pied d'un quart plus que le prix déclaré, déduction faite du droit de IVe, et que, pour se déterminer sur ce choix, il soit permis au fermier de goûter le vin. — Le roi ordonne. »

*** « Le roi, par déclaration du 27 avril 1709, avoit suspendu tous les droits de péage et d'entrée sur les grains, farines, légumes, dans les villes,

commectons que s'il vous appert de l'original desdictes lettres roiaulx, et que la plus grant et saine partie desdis impétrans soient d'accord de

sieurs du conseil, députés du corps de ville, de payer la somme de 40,000 liv. et les 2 s. pour livre, pour la finance de receveur alternatif et triennal des octrois, à condition par le traitant d'obtenir arrêt du conseil pour continuer l'impôt des farines, pour le paiement dudit office. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, juridict., liass. 19, n° 9.)

« 17 mai 1712. — Arrêt du conseil d'État, par lequel S. M. a réduit et modéré la finance de 60,000 liv. des offices de trésoriers receveurs alternatif et triennal créés par édit de janvier 1709, à la somme de 40,000 liv. et les 2 s. pour livre, lesdits offices demeurant unis et incorporés au corps de ville, et messieurs du conseil jouissant des 2,000 l. de gages attribués audit office...., laquelle somme sera imposée en deux ans sur les bourgeois, sur leur capitation. [L'arrêt suivant a substitué à la capitation, prolongation de l'impôt sur la farine.] (Voir dans le texte, à la date de juin 1710. — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, jurid., liass. 19, n° 10.)

« Arrêt du conseil du 6 décembre 1712, pour la continuation de l'octroi de la farine*. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 247 v°.)

« Arrêt du conseil du 4 avril 1713, qui condamne le clergé au payement de l'octroi sur les farines. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 253**.)

« Quittance de finance du 10 avril 1713, de 12,000 liv. et 2 s. pour livre, de l'office d'avocat du roy. — Arrest de réunion de ladite charge aux hostels-de-ville, du 12 aoust 1710. (Invent. de 1691, fol. 210 v°.)

« Déclaration du roi du 13 février 1717,

jusqu'au 1er octobre 1710. — L'octroi avoit cessé d'être perçu à Reims. — Le fermier avoit été indemnisé de 4,800 liv. — De plus, la ville, qui contenoit plus de 30,000 âmes, et avoit à pourvoir à la subsistance de plus de 15,000 vignerons dans les environs, avoit été obligée d'emprunter 20,000 liv. pour achat de grains à Mgr. Le Tellier, sur signature des huit plus riches du conseil, la plus grande partie de ces grains ayant été distribuée à des pauvres occupés de corvées, en vertu de l'arrêt du 31 décembre 1709; l'abondance de 1710 ayant fait baisser les prix, la ville se trouve en déficit sur les grains de 22,167 l. 13 s. 9 d. — En conséquence, le conseil demande la prolongation de l'octroi des farines, toujours à charge de n'en pas compter devant la chambre des comptes; sans non plus que les contrôleurs des octrois créés par édit de janvier 1707, ni les receveurs alternatifs nouvellement créés, puissent prendre aucun droit, attendu que la perception causée par la calamité ne sera que pour un temps, et que les droits qui en proviendront ne sont pas de la nature de ceux qui sont réunis à la recette des octrois, et sujets audit contrôle des octrois. — Le roi ordonne. »

* « Cette prorogation est nécessitée par la charge d'avocat du roi à l'hôtel-de-ville, créée en octobre 1708, et achetée 12,000 liv. et les 2 s. pour livre; par celle de receveurs alternatif et mitriennal des deniers communs et d'octroi, créée en janvier 1709, vendue 40,000 liv. et les 2 s. (la ville devant toucher 2,000 liv. de gages, ensemble les droits et taxations, le principal devant être levé sur les habitans au marc la livre de la capitation); de plus, en mars 1709, des échevins alternatifs et mitriennaux ont été créés, et leur charge achetée 12,000 liv. et les 2 s. La ville demande que toutes ces sommes soient levées, non pas au marc la livre, mais sur les nouveaux octrois, avec exemption de compter à la chambre des comptes. — Le roi accorde.... »

** « A l'occasion de la prorogation accordée pour le payement des offices d'avocat du roi, de receveur et des échevins alternatifs, le clergé se refusoit à payer l'octroi. — La ville représente que le clergé a toujours été nominativement indiqué dans tous les arrêts d'octrois, comme devant y être soumis. — Que d'ailleurs, le clergé ayant part à l'élection des officiers de la ville et séance au conseil, il étoit trop juste qu'il supportât sa part des dépenses qui ont pour but d'empêcher le trouble de naître dans l'exercice des fonctions auxquelles lui-même participe.

« Le roi condamne le clergé, après s'être fait représenter les arrêts du conseil des 13 décembre 1656, 18 février 1698, 17 août 1700, 26 août 1704, 11 août 1705, 25 mai 1706, 10 janvier 1708, 19 septembre 1711, et 6 décembre 1712. »

prendre et lever les aides déclairés èsdictes lettres roiaulx, par l'espace d'un an, comme contenu est en icelles lettres roiaulx, vous commet-

portant extinction des 4 s. pour livre sur tous les droits des fermes générales et particulières, établis par les déclarations des 5 mars 1705 et 7 mai 1715. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 313 v°*.)

« 13 mars 1717. — Confirmation de priviléges et octrois en faveur de Reims, à l'occasion du sacre de Louis XV. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 270**.)

« Arrêt du conseil d'État du 9 juin 1719,

* « Les charges des guerres avoient obligé le feu roi, en 1705, d'établir deux sols pour livre d'augmentation sur tout le sel vendu, tant dans les greniers de vente volontaire et d'impôt des gabelles de France, que dans l'étendue des gabelles de Languedoc, Dauphiné, Provence...., de Rétheloix, etc...; sur celui qui est sujet au droit de quart bouillon en la province de Normandie....; dans le comté de Bourgogne, et sur les droits appelés 35 sous de Brouage.... Il établit pareillement la même augmentation de 2 s. pour livre de tous les droits d'entrée et de sortie qui se lèvent sur les marchandises et denrées, tant dans l'étendue des cinq grosses fermes qu'autres, en exécution du tarif de 1664, 1667 et du 13 juin 1671, comme aussi des droits de la douane, tiers surtaux...., etc., etc; de la douane de Valence, des droits d'abord et de consommation du poisson, marque et contrôle du papier, droit de sortie de Flandres et Hainaut...., etc., etc.; ensemble les droits du papier timbré, du contrôle des exploits et des greffes, qui sont unis à la ferme des domaines....; et sur les droits d'aides et d'entrées qui se lèvent sur les vins et liqueurs, qui composent la ferme des aides. — En 1715, Louis XIV, pour acquitter les intérêts et rembourser les capitaux de dettes contractées sous son règne pendant la guerre, a ordonné qu'il seroit levé 2 s. par liv. pour augmentation de tous lesdits droits, tant des fermes générales que des fermes particulières.

« Comme le roi a pourvu au payement des intérêts et remboursement...., qu'il veut avant tout soulager le peuple et faire refleurir le commerce, il abolit.... »

** « Louis,... Les gens d'église, nobles, bourgeois et manans de notre ville et cité de Reims, nous ont fait remontrer que, pour plusieurs considérations, principalement celle du sacre, les rois.... leur ont accordé plusieurs grands priviléges, franchises et exemptions de tous subsides, tailles, crues et autres impositions...., outre lesquelles exemptions...., les rois.... leur ont accordé différens octrois à mesure que les charges, frais et dettes de la ville se sont accrus....; en sorte que les exposans, qui ne jouissoient anciennement que du simple octroi de 4 s. 6 d. par poinçon de vin vendu en gros, obtinrent du roi Charles VIII, par lettres-patentes du 9 juillet 1484, l'octroi du IVe du vin vendu en détail, au lieu du VIIIe seulement qui se levoit alors, à la charge, par les exposans, de faire valoir audit roi le IVe du vin 666 écus deux tiers, payables au fermier des aides, lequel octroi, après avoir été confirmé par ses successeurs et par Louis XV, a été déchargé, par arrêt du conseil du 9 juin 1663, du retranchement général fait de la première moitié des octrois du royaume, en payant chaque an par les exposans sur le produit du IVe, tant aux fermiers des aides qu'autres, la somme portée audit arrêt, pour la subsistance, décharge dudit retranchement, subvention et taillon; depuis lequel temps ledit octroi ayant [illegible] été chargé d'une somme de 9,000 liv., par [illegible] redevance annuelle envers notre ferme des [illegible] pour la conversion du droit appelé Maubouge, ces différentes charges l'auroient tellement excédé, qu'en la même année 1663 il fut nécessaire d'accorder aux exposans un nouvel octroi sur les entrées des bois, foins et laines peignées, pour subvenir aux charges de la ville... De tous lesquels priviléges et octrois les exposans ont toujours joui paisiblement en vertu des lettres de concession et confirmation de juin 1600, décembre 1610, décembre 1644. Lesdits exposans nous avoient encore fait représenter qu'en l'an 1680, lors de l'arrêt du conseil du 2 juillet 1680, qui a liquidé le payement des dettes et charges ordinaires et extraordinaires de la ville, le produit annuel desdits octrois anciens et nouveaux s'étant trouvé monter, y compris les deniers des revenus patrimoniaux, à 88.821 liv. 14 s. 2 d., ledit arrêt auroit chargé annuellement les revenus patrimoniaux de 281 liv. 2 s. pour l'acquit des charges ordinaires y énoncées, et les anciens et nouveaux octrois de 61,781 liv., savoir : 6,000 liv. pour droit de subvention; 1,500 liv. pour le taillon; 9,000 liv. pour la concession du droit de Maubouge, 2,000 pour rentes qui se payent à notre

tez et establissiez avec vous maistre Pierre Chardon, et maistre Pierre de Montfaulcon, demourans à Reins, pour, par vous et eulx contrain-

portant règlement pour les adjudications des revenus patrimoniaux et d'octrois de la généralité de Châlons, et pour les comptes à rendre de ces revenus par les officiers municipaux. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 316 v° *.)

« Un arrest du conseil d'Estat du 6 juillet 1723, qui, en faveur du sacre, garde et

décharge, au lieu des 2,000 liv. auxquelles les exposans étoient tenus de faire valoir au roi le droit de IV° du vin en détail, au lieu du VIII°, suivant lettres-patentes de décembre 1644; 1,500 liv. au collége de l'Université; 16,000 liv. au fermier des aides au lieu de la subsistance et retranchement de moitié des octrois, et 25,781 liv. pour les charges et dépenses ordinaires et extraordinaires de l'hôtel-de-ville. Et comme ces charges n'absorboient pas entièrement lesdits revenus, et qu'il restoit encore 26,759 liv. 13 s. 2 d. par an, il fut ordonné par le même arrêt que cet excédant seroit employé pendant dix ans au remboursement de 242,382 liv., à quoi les dettes particulières de la ville furent liquidées.....; que ces octrois sont tellement diminués, tant à cause du retranchement de celui des farines supprimé en 1689, que par le débet des baux et la calamité des temps, que ce produit, qui ne monte à présent qu'à 48,835 liv., ne suffit pas pour acquitter les charges ordinaires et extraordinaires de la ville et celles survenues depuis, telles que les 4 s. pour livre et autres, de sorte que les exposans se voient à découvert de plus de 120,000 liv..... non compris les rentes principales, ce qu'ils estiment provenir non-seulement des diminutions obtenues par les fermiers des octrois sur les pensions de leurs baux, mais encore de ce que l'octroi du IV°, qui anciennement ne souffroit aucune exemption, tous les habitans y étant sujets sans distinction, est devenu chargé de franchises au profit de différens particuliers qui, sans titres, du moins valables, prétendent en être exempts à la faveur de concessions, tolérances ou consentement dans les temps où ce produit alloit au delà des besoins de la ville.....; que si ces exemptions étoient anéanties, l'octroi augmenteroit de 4 à 5,000 liv.; mais ils n'osent, dans la crainte d'être troublés dans la jouissance des octrois, exemptions, etc., qui, leur ayant été concédées par les rois nos prédécesseurs, n'ont pas été confirmées par nos lettres-patentes à notre avénement.... C'est pourquoi ils nous supplient de leur accorder ces lettres.... A ces causes, etc. — Le roi confirme.... et abolit toute exemption, sans exception. »

* « Le roi s'est fait représenter les édits, arrêts, etc., etc., rendus au sujet des deniers patrimoniaux et d'octrois, notamment l'arrêt du 19 février 1665, qui nomme des commissaires pour liquider les dettes des villes....., celui du 15 juillet 1669, qui enjoint aux corps de ville de représenter aux commissaires départis à cet effet, les états de baux, registres de recettes, comptes des revenus...., la déclaration d'avril 1683...., celle de 2 août 1687, qui concerne les communes des campagnes, l'arrêt du 14 juin 1689, qui ordonne que les adjudications seront faites par-devant les intendans.... Loin de se conformer à ces édits et arrêts, certaines villes de la généralité de Chaalons affectent de répandre tant d'obscurité sur leur administration de deniers et surtout de deniers patrimoniaux, qu'il n'est presque plus possible d'en connoître le montant annuel.... En sorte que les receveurs en titre n'ont pu, depuis la création de leurs charges, rendre que des comptes très-imparfaits des revenus communs et d'octroi, et que plusieurs n'en ont rendu aucuns des deniers patrimoniaux, faute de les connoître, les nouveaux maires des villes en rejetant la faute sur les maires supprimés, et ceux-ci sur leurs prédécesseurs qui ont négligé de leur en remettre les titres ou de les deposer par inventaire dans les archives....., ce qui fait présumer qu'il peut y avoir eu le dessein d'ôter, par l'éloignement des temps, la connoissance des revenus patrimoniaux....

« En conséquence, S. M. ordonne que, selon l'arrêt du 14 juin 1689, les adjudications de deniers communs et d'octrois, même des revenus patrimoniaux....., seront faites par-devant l'intendant de Champagne, en présence des maires, consuls, échevins...., après trois publications de huitaine en huitaine....; veut que les maires et autres officiers de ville supprimés, soient tenus de rendre compte dans un mois du jour de la publication du présent arrêt, par-devant l'intendant.. ., de tous les deniers depuis le dernier compte qui a été rendu. — Or-

dre, ou faire contraindre, ceulx qui seront reffusans ou délayans de paier ce qu'ilz puent et porront devoir à cause desdis aides, et à cong-

maintient les habitans dans l'usage de distiller les eaux-de-vie de marc de raisin, et qui permet aux maire et échevins de lever 5 liv. sur chaque pièce d'eau-de-vie. (Invent. de 1691, fol. 190.)

« Trois rooles de l'imposition du 50e denier du revenu des héritages de la ville dont le premier roole du registre est pour la perception des cinq derniers mois de l'an 1725, le deuxième pour la perception entière de 1726, et le troisième pour la perception de 1727; ensemble deux quittances du 10 avril 1730, de 7,352 liv. 6 s. 6 d., et du 3 février 1731, de 10,159 liv. 15 s. 11 d., payés pour le 50e desdites deux années et cinq mois. (Invent. de 1691, fol. 215 v°.)

« Arrêt du conseil d'État du 8 janvier 1726, portant rétablissement des trois quarts de l'octroi sur la farine, qui avoient été supprimés par arrêt du 9 décembre 1725, et qui réserve l'autre quart aux hôpitaux. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 353 *.)

« Arrêt du conseil du 26 février 1726, qui permet de vendre le principal de la rente de 13,508 liv. provenant des finances d'offices supprimés **. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 553.)

« Arrêt du conseil d'État du 5 novembre 1730, qui autorise la ville à racheter ses quittances de 675,400 liv. pour 101,310 liv. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 381 ***.)

« Le 7 décembre 1730.—Acte passé devant Bouron, notaire à Paris, portant acceptation par tous les intéressés en la ferme des

donne de plus que les anciens comptes qui ont été rendus depuis le 1er janvier 1689, seront revus par l'intendant...., et que les mauvaises dépenses allouées, les omissions de recette, les faux et doubles emplois, seront répétés contre les comptables ou contre les officiers municipaux qui en auront été les ordonnateurs, leurs hoirs ou ayants cause...., et les deniers remis aux receveurs à charge d'en compter.... —Ordonne en outre que dans un mois.... les maires et officiers supprimés ayent à remettre, à l'hôtel-de-ville, les états, baux à ferme, registres de recette, comptes, titres, etc., etc...., concernant les revenus...., faute de quoi ils ne seront payés de l'intérêt de la finance de leur office. »

* « L'arrêt du 9 décembre 1725 ordonnoit qu'au lieu des 10 s. par septier de farine de froment et de 6 s. par celui de méteil, on ne levât plus que 2 s. 6 d. sur l'un, et 1 s. 6 d. sur l'autre; le tout pour tenir lieu, tant de la moitié des gages réservée aux hôpitaux que des arrérages desdits gages, à compter du jour de la suppression des offices municipaux.... Mais la ville restant obérée de grosses sommes empruntées pour l'achat de ces offices, le roi rétablit les octrois sur l'ancien taux, dont un quart sera versé aux hôpitaux. »

** « La ville a payé pour finance des offices créés en 1722, la somme de 675,400 liv. Ces offices ayant été depuis supprimés (par édit du 27 juillet 1724), la finance a été remboursée à la ville en deux titres sur les tailles, constituant à son profit une rente annuelle de 13,508 liv., faisant partie de 8,000,000 liv. de rente au denier cinquante, créés par édit d'août 1724.

« Depuis, un édit de juin 1725 a créé des offices de receveur et contrôleur des octrois, deniers communs et patrimoniaux que la ville veut acheter. De plus, Reims étoit imposé à 23,600 liv. de taxe du droit de confirmation des octrois, à cause du joyeux avénement; mais comme elle est sans fonds, elle demande la permission d'aliéner partie de ses 13,508 liv. de rente, et pour faciliter cette opération, elle demande que les deux titres sur les tailles soient échangés contre vingt-cinq autres de 500 liv. de rente chacune au principal de 25,000 liv., et un de 508 liv. au principal de 25,400 liv. — Le roi accorde. »

*** « La liquidation des offices achetés par la ville avoit été faite à 675,400 liv.; un arrêt du 26 février 1726, lui avoit permis de les vendre pour achat d'office de receveur, et droit de joyeux avénement. Elle n'en a retiré que 13 pour 100, c'est-à-dire 86,111 liv. — Depuis, le roi a décidé que l'octroi sur la farine, accordé pour six ans trois mois, à dater de janvier 1726, ayant été établi pour acquitter les emprunts de la ville, elle n'avoit pas dû recevoir le remboursement des offices municipaux par elle réunis, et a ordonné le rapport des deux quittances de 675,400 liv. — Mais ces quittances étant vendues, la ville supplie le roi de la décharger de rapport, moyennant finance. — Le roi fixe la finance à 101,310 liv., sur le pied de 5 pour 100. »

noistre, discuter et déterminer des causes, procès et débas, et faire ou faire faire les contraintes, exécucions et autres choses déclairées èsdictes

aides et droits y joints de la généralité de Châlons, des trois baux et adjudications faites par M. l'intendant de Champagne, des trois fermes des octrois de la ville de Reims, savoir : celle du IVe sur les vins et boissons vendus en détail en ladite ville, moyennant 62,000 liv. par an; celle de l'ayde de 2 s. 6 d. par queue de vin vendu en gros, moyennant 2,000 liv. par an; et celle des bois et foins entrant dans ladite ville, moyennant 13,000 liv. par an. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 4, n° 8.)

« Arrêt du conseil d'État du 9 janv. 1731, qui proroge les octrois sur les farines pour trois ans neuf mois, à l'occasion de l'arrêt du 5 novembre 1730 *. (Cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 382 v°.)

« 5 octobre 1755. — Extrait du résultat du conseil, S. M. y étant, portant que, du bail des fermes générales pour six ans, a été tiré ce qui suit.... : Article 7.... Et attendu que, par arrêt du conseil du 13 juillet 1751 et 20 mars dernier, S. M. a bien voulu décharger les maire et échevins de la ville de Reims, pour les causes et pour les temps portés auxdits arrêts, d'une somme de 30,000 liv. par année, y compris les 4 s. pour livre qu'ils payent annuellement au fermier des aides de la généralité de Champagne, pour tenir lieu de la première moitié des octrois de ladite ville appartenante à S. M., mais qui doit cesser d'être payée à compter du 1er octobre 1756, S. M. en indemnisera le preneur. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 2, n° 14.)

« 7 septembre 1756. — Arrêt du conseil d'État du roi, par lequel S. M., sans avoir égard aux oppositions de l'archevêque de Reims et des prévôt, doyen, chantre, chanoines et chapitre de l'église métropolitaine de cette ville, dont elle les a debouté, a ordonné que la place royale, projetée par les officiers municipaux de ladite ville, seroit établie au grand Credo, suivant et conformément aux nouveaux plans, approuvés par S. M., de l'exécution desquels le sieur le Gendre, ingénieur, seroit spécialement chargé (Bidet, Mém. V., 1161-1193.)

« 6 avril 1759. — Arrêt du conseil et lettres-patentes concernant l'abonnement fait par la ville de Reims, moyennant la somme de 16,000 liv., pour le rachat du don gratuit ordonné être levé par S. M. pendant six années, sur le pied de 4,000 liv. par an. (Arch. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 38, n° 4 *bis*.)

« Arrêt du conseil et lettres-patentes du 24 décembre 1759, qui dispensent la ville de Reims de donner un homme vivant et mourant pour raison des offices de deux maires, deux lieutenants, six échevins, huit assesseurs, deux secrétaires, deux contrôleurs, un avocat et un procureur du roi, qu'elle a réunis et incorporés, sans être tenue d'obtenir aucune lettre du grand sceau, ni de payer aucun droit de mutation, prêt annuel et autres.—La ville paye 6,666 liv. 13 s. 4 d. pour jouir de cette dispense. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, jurid., liass. 17, n° 21.)

« Vers 1760. — Mémoire présenté à monseigneur l'intendant par messieurs du conseil de ville, qui présente l'énumération des charges distribuées entre les différens conseillers, et exercées gratuitement, ce qui les a toujours exempté du logement des gens de guerre. — Ensuite sont les fonctions du capitaine de ville, des connétables, des archers du guet, des maîtres de l'arsenal et des ouvrages, et des anciens conseillers. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 42, n° 12.)

« 14 octobre 1762. — Arrêt du conseil d'État du roi, qui ordonne que les arrêts et

* « Le prix de l'adjudication du bail des octrois anciens et nouveaux est de 25,000 à 30,000 liv. ordinairement. Cette année il est de 40,000 liv. Il étoit précédemment de 41,600 liv. En temps de cherté il diminue, parce qu'alors le peuple se nourrit de seigle, qui ne paye point de droits. — Les hôpitaux toucheront 6,900 liv. par an. »

lettres, tout selon la teneur d'icelles; et nous-mesme par ces présentes, vous et les dessusdis maistres Pierre Chardon, Pierre de Montfaulcon,

règlemens concernant le payement des charges, dettes et dépenses ordinaires et extraordinaires des villes et communautés de la province de Champagne, seront exécutés selon eur ferme [*sic*, forme] et teneur; en conséquence, que les mandemens qui seront délivrés par les officiers municipaux, excédant la somme de 100 liv., ne pourront être payés par les receveurs des villes qu'après avoir été visés par monsieur l'intendant, à peine de radiation et de nullité desdits payemens. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 23, n° 7.)

« 3 novembre 1762. — Arrêt du conseil du roi, par lequel il est ordonné que le droit de petit aide qui se percevoit sur le pied de 1 s. 4 d. par poinçon de vin vendu à Reims et à quatre lieues aux environs, sera perçu pendant six années sur le pied de 5 s. par poinçon, et le sol pour livre en sus; le tout devant être employé, comme par le passé, tant au payement des intérêts et au remboursement des emprunts faits pour l'embellissement de la ville, qu'à l'acquit de ses dettes et autres charges. (Voir les lettres du 16 février 1768. — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 8, n° 1.)

« 3 novembre 1762. — Arrêt du conseil d'État du roi, concernant la commutation de droit du IVe des vins en un droit fixe. Voici le dépositif [*sic*, dispositif?] de l'arrêt :

« Le roi en son conseil a ordonné qu'à compter du 1er juillet 1763, l'octroy dit du IVe appartenant à la ville de Reims, consistant en 29 s. par sol du prix de pot de vin et autres boissons...., sera et demeurera supprimé; et au lieu et place dudit droit, S. M. promet [*sic*, permet?] de lever et percevoir pendant six ans sur les vins qui seront vendus en détail par les aubergistes, c'est-à-dire par ceux qui logent et donnent à manger, un droit de 20 liv. par poinçon de vin, jauge de Reims, et sur les vins qui seront vendus à détail à pot, c'est-à-dire, à huis coupé et pot renversé, conformément à l'ordonnance des Aydes, à raison de 14 liv. par poinçon, même jauge; ensemble le sol pour livre en sus, appartenant à laditte ville. — Ordonne en outre S. M. que le droit appelé petit ayde, qui fait partie de la ferme du IVe, et qui se perçoit actuellement sur le pied d'un sol 4 d. par poinçon de vin vendu dans ladicte ville et à quatre lieues aux environs, sera perçu pendant ledit temps de six années consécutives sur le pied de 5 s. au lieu de 1 s. 4 d., et le sol pour livre en sus, appartenant à laditte ville; — pour les deniers provenant desdits droits être employés, comme par le passé, tant au payement des intérêts et au remboursement des emprunts par elle faits à cause des différens ouvrages d'embellissement et d'utilité, qu'à l'acquittement de ses dettes et autres charges. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 3, n° 1.)

« 29 décembre 1763. — Arrêt du conseil d'État, qui ordonne que les ecclésiastiques, gentilshommes, officiers des cours souveraines et secrétaires du roi, seulement, seront exempts des impositions qui seront faites par capitation à Reims, comme par le passé. Quant aux impositions sur les denrées, la levée en sera faite sans aucune exemption. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 38, n° 6.)

« 24 juillet 1765. — Arrêt de la cour des aides, qui condamne par défaut les habitans de Verzy à payer au fermier du petit aide le droit de 5 s. pour livre des vins vendus en gros à Verzy. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 19, n° 2.)

« 8 juin 1766. — Titre nouvel passé par messieurs les prévôts des marchands et échevins de la ville de Paris, au profit des maires et échevins de celle de Reims, de 133 liv. 6 s. 8 d. de rente, subsistante de 166 liv. 13 s. 4 d. d'augmentation de gages, créés par édit d'octobre 1770, attribués au profit des colonel-major, capitaine et lieutenant de la milice bourgeoise, créés par édit de mars 1694, acquis par la ville de Reims, suivant la quittance du 26 juillet 1720, ci-de-

avons commis et commectons à ce faire, de par le roy nostre sire, en faisant de ce rendre compte par ceulx qui seront commis à recevoir

vant, au principal de 13,333 liv. 6 s. 8 d., remboursables sous le n° 360,287, suivant liquidation faite le 20 octobre 1765, en exécution de l'édit de décembre 1764. — Joint le certificat du receveur des tailles, pour ladite rente de 13,333 liv. 6 s. 8 d., et une quittance du 7 mai 1765, du payement de la finance pour augmentation de gages. — Autres rentes provinciales sur l'hôtel-de-ville de Paris, constituées le 15 avril 1766, de 155 liv. 13 s., faisant partie de 278 liv. 9 s., subsistant de 566 liv. 18 s., portée en une quittance du 30 juin 1724, de messieurs du conseil, ci-devant au principal de 27,845 l., représentatif de 43,570 liv., lequel capital n'existe plus que pour 11,100 liv. remboursable sous le n° 181,057, au moyen de la liquidation qui en a été faite le 2 octobre 1765, en vertu de l'édit de décembre 1764. — Du 25 avril 1766, de 76 liv. 7 d., à quoi a été liquidée celle de 72 liv. 6 s. 6 d. dus par S. M., de rente provinciale de 152 liv. 13 s. 9 d. portée en une quittance de finance du 24 octobre 1726, ci-devant au principal de 7,635 liv., provenant : 1°. de 2,808 liv. de fonds d'arrérages de gages de différents offices, et de 4,827 liv. faisant partie du fond destiné pour l'entretien des lanternes de la ville de Reims, pour les années 1716, 17, 18 et 19, etc., etc. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, domaines, liass. 22, n°s 1, 2, 3, etc.)

« 1766 à 1779. — Quatre états de comptes des frais à faire pour la levée des quarante-cinq miliciens que doivent fournir les corps et communautés de la ville de Reims, suivant la grâce que S. M. a accordée à l'instar de sa capitale et de quelques principales villes du royaume, pour les années 1766, 67, 68 et 1769.

« Il a été convenu avec le lieutenant de maréchaussée à Châlons, par traité du 5 octobre 1766, qu'il seroit chargé de faire les quarante-cinq hommes, à la décharge de Reims, pour 180 liv. par chaque homme agréé et reçu de monseigneur l'intendant. — Total, 8,100 liv. — Ensuite est le rôle des contribuables. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 45, n° 6.)

« 16 février 1768. — Arrêt du conseil d'État, par lequel le roi en son conseil a permis aux lieutenant et échevins de la ville de Reims de continuer, pendant six années seulement, la levée et perception des mêmes droits qu'ils ont été autorisés de percevoir par l'arrêt du conseil du 3 novembre 1762; veut néanmoins S. M. que le droit appelé petit aide, qui fait aussi partie de la ferme du IVe, et qui se perçoit depuis le 1er janvier 1763 seulement, à raison de 5 s. par poinçon de vin vendu dans laditte ville de Reims et à quatre lieues aux environs, ne soit levé, à compter du 1er janvier 1769, que sur l'ancien pied d'un sol 4 d., et du sol pour livre en sus; pour les deniers provenant desdits droits être employés, comme par le passé, tant au paiement des intérêts et au remboursement des emprunts faits à cause des différens ouvrages d'embellissement et d'utilité, qu'à l'acquittement de ses dettes et autres charges. — Ordonne S. M. qu'à l'expiration des six années pour lesquelles lesdits droits de 20 liv. et de 14 liv. sont renouvellés, les officiers municipaux de Reims sont tenus de représenter un état exact et duement certifié du produit par détail desdits droits pendant chacune des douze années qu'ils se trouveront avoir eu lieu à cette expiration, pour être alors statué par S. M., ainsi que de droit, sur la demande desdits officiers de continuer à perpétuité la perception desdits droits sur le même pied. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 3, n° 4.)

« 4 septembre 1769. — Arrêt du conseil d'État, portant dans son dépositif [*sic*, dispositif] :

« Le roi étant dans son conseil, en interprétant en tant que de besoin les arrêts des 3 novembre 1762 et 16 février 1768, qui ont commué le droit de IVe que la ville de Reims percevoit sur le vin, en un droit fixe, a ordonné que celui du 29 juillet 1710 sera exécuté selon sa forme et teneur; permet en

lesdis aides, tout selon la teneur desdictes lettres; de ce faire vous donnons povoir, mandons à vous estre obéi en ce faisant. Donné à

conséquence aux officiers municipaux de laditte ville de continuer à percevoir, comme ils l'ont fait depuis ledit arrêt du 29 juillet 1710, le droit de IVe sur les bierres qui se vendent en détail, à raison de 29 s. par sol du prix du pot desdites bierres, sur le pied des déclarations qui seront faites de la vente desdittes bierres par les débitans; avec faculté auxdits officiers municipaux, après lesdittes déclarations, de prendre lesdittes bierres sur le pied du quart en sus du prix déclaré. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 3, n° 5.)

« 6 septembre 1770. — Délibération de l'assemblée généralle tenue à l'hôtel-de-ville, au sujet d'un rôle de répartition que monsieur l'intendant seroit prié d'autoriser concernant les frais du logement projeté des troupes appelées pour la sûreté de la ville.

« Il a été arrêté que toutes personnes comprises au rôle de la taxe des pauvres, exempts ou non exempts, privilégiés ou non, seroient imposés au susdit rôle, au marc la livre de leur contribution à la taxe des pauvres; et que les maisons ecclésiastiques, séculières et régulières, délibéreroient sur l'emplacement à fournir pour le logement. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 42, n° 14.)

« 6 juin 1772. — Lettres-patentes de Louis XV, qui établit le droit de petit aide (5 sous) sur le vin, et en ajoute un pareil sur la bierre, et sur chaque quintal d'huile; plus un droit de 40 s. sur chaque pièce de bierre entrant ou fabriquée dans la ville, le tout devant servir à acquitter une somme de 110,000 liv. dont la ville a besoin pour acquérir les offices municipaux créés par l'édit de novembre 1771. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 8, n° 2.)

« 7 août 1773. — Ordonnance de monsieur l'intendant, qui défend à tous propriétaires et locataires des bâtimens sujets au logement des gens de guerre, de détacher les plaques apposées dans l'intérieur desdits bâtimens et maisons, sur les portes des chambres désignées pour le logement des troupes du roi, à peine de 500 liv. d'amende.... Défense encore de louer les chambres marquées par des plaques pour logement, mais de les réserver vacantes et libres, et de les garnir de tous meubles prescrits par l'ordonnance du 1er mars 1668, à peine de payer la dépense (dans les auberges) des gens de guerre, etc., le tout en autorisant le procès-verbal dressé le 29 avril 1773, par les officiers municipaux de Reims, contenant l'apposition des plaques. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 42, n° 18.)

« 1er août 1774. — Lettre de Mr l'intendant sur la taille tariffée *. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 38, n° 13.)

« 13 septembre 1774. — Arrêt du conseil

* Vous trouverez ci-joint, Monsieur, l'ordonnance que je viens de rendre, pour vous procurer par les habitans des communautés qui y sont dénommées, tous les éclaircissemens dont vous pourrez avoir besoin pour faire, suivant les règles du tarif, les rôles de la taille de l'année 1775, dans ces mêmes communautés dont je crois devoir vous confier la commission.

« Je pense qu'il est inutile de vous rappeller tout ce que j'ai déjà marqué sur cet objet, et notamment les principes contenus dans ma lettre du 10 août 1768, que je vous prie de relire avec attention, pour vous y conformer exactement. Vous trouverez aussi ci-joint des observations particulières faites sur votre travail de cette année, par les inspecteurs à qui j'ai fait vérifier quelques-uns de vos rôles, et vous y aurez égard, ainsi qu'aux règles établies dans le résultat des observations générales faites sur le travail de tous les commissaires en 1773, plusieurs d'entr'eux s'en étant encore écartés en 1774.

« Vous vous conformerez exactement aux dispositions et principes de la déclaration du roi du 13 août 1765, et de l'instruction qui y est annexée, portant règlement pour l'imposition et répartition de la taille dans la province de Champagne, attendu que les dispositions de cette déclaration ont été renouvellées par des lettres-patentes enregistrées provisoirement à la cour des aides pendant les vacations de 1768, et que lesdites

Laon, soubz le contre-seel dudit bailliage, le vingt-deuxiesme jour d'octobre mil quatre cens et dix-huit. *Ainsi signé :* J. Bouron.

du roi, qui rend perpétuelle la commutation du droit de IVe sur les vins en un droit fixe par poinçon, lequel n'étoit que pour six ans, en ces termes : — Le roi en son conseil a ordonné et ordonne que l'octroi dit du IVe, appartenant à la ville de Reims, et dans la jouissance duquel elle a été successivement confirmée, et notamment par les lettres-patentes du mois de février [*sic*, mars?] 1717, et consistant en 29 s. par sol du prix du pot de vin et autres boissons qui se vendent dans la ville et ses faubourgs, sera et demeurera commué à perpétuité en un droit fixe de 20 l. par poinçon de vin vendu en détail par les aubergistes et traiteurs, et en un droit pareillement fixe de 14 liv. seulement par poinçon de vin vendu en détail à huis coupé et pot renversé; pour être lesdits droits perçus conformément auxdits arrêts et sur le même pied. Se réserve cependant S. M. de confir-

lettres-patentes n'étant point annullées par aucune loi postérieure, on doit continuer de se conformer à ladite déclaration du 13 août 1765, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

« L'article premier de l'édit du mois de juillet 1766 ordonne que le clergé (pour les biens dépendans de leurs bénéfices), la noblesse, les officiers des cours supérieures et des bureaux des finances, les secrétaires et officiers des grandes et petites chancelleries, pourvus des charges qui donnent la noblesse, jouiront seuls du privilége d'exemption de taille d'exploitation. Ainsi tous les habitans des villes franches, et autres privilégiés quelconques, comme commensaux de la maison du roi, et officiers de justice et de finance, non dénommés ci-dessus, lorsqu'ils font valoir des biens, comme terres, prés, vignes, bois et autres biens-fonds, à tel titre que ce soit, doivent être imposés à la taille d'exploitation dans les paroisses où ces biens sont situés; soit qu'ils les fassent valoir par eux-mêmes ou par les mains de leurs domestiques, par des gens du lieu ou des environs imposés à la taille; parce qu'il suffit qu'ils fassent la récolte à leur profit, pour être sujets à la taille d'exploitation. Cette loi est confirmée par différens arrêts du conseil, et notamment par celui du 16 janvier 1774, dont je joints ici un exemplaire. Vous y verrez aussi que ces privilégiés et habitans des villes franches sont non-seulement sujets à la taille d'exploitation, mais encore aux impositions accessoires, comme tout autre exploitant. L'exemption de capitation sur l'exploitation des biens propres dont ils ont joui jusqu'à présent, et par tolérance dans quelques élections, sous prétexte qu'ils payoient déjà la capitation dans les villes franches en vertu des rôles particuliers, ne peut donc plus, aux termes précis de cet arrêt, avoir lieu. A l'avenir, et à commencer de l'imposition de 1775, vous les taxerez dans les rôles, tant à la taille qu'au quartier d'hyver, et à la capitation, pour raison de leurs exploitations quelconques.

« Les rentes viagères, suivant l'instruction annexée à la déclaration du 23 août 1765, étoient assujetties à la taille de propriété sans aucune diminution; mais depuis, et sur les représentations qui m'ont été faites, il a été arrêté, de concert avec les officiers des différentes élections de la Champagne, que ces rentes ne seroient plus comprises que pour moitié. En conséquence, et conformément à l'art. 18 du résultat en forme d'instruction de l'année 1772, vous ne devez faire aucune difficulté de réduire toutes les rentes viagères, soit actives, soit passives, à la moitié de leur valeur dans les rôles de 1775.

« Vous sçavez que j'ai supprimé depuis plusieurs années toute taxe d'office, sans exception quelconque, et que chacun doit être imposé suivant ses biens, teneurs et facultés. Ainsi, s'il subsistoit encore quelques cotes d'office, ce ne pourroit être que par erreur, et en conséquence, vous n'y aurez aucun égard, à moins que ces cotes d'office ne soient ajoutées à la fin du mandement de la communauté, ou en marge dudit mandement, et de moi signé. Ces cotes d'office même ne pourront subsister qu'autant qu'elles seroient renouvellées chaque année, en marge ou à la fin des mandemens.

« Les incendiés doivent être imposés suivant leurs biens et exploitations, et sans faire attention au soulagement dont ils peuvent avoir besoin; mais aussitôt que les rôles pour les collecteurs seront faits, vous aurez soin de m'envoyer un état séparé pour chaque communauté, contenant les noms de ceux des incendiés seulement dont il aura été fait mention en marge du mandement des tailles, et le montant détaillé de leurs impositions, tant en taille qu'en impositions accessoires, et vous vous conformerez au modèle que je vous ai envoyé en 1771.

A nous présentéez et requises estre exécutéez par maistre Jehan Cabert, procureur des gens de l'église, eschevins, bourgois, manans et

mer à l'expiration des douze premières années, à compter du 1er janvier 1775, l'objet ci-dessus déterminé desdits droits et commutation de celui de IVe; entend S. M. que le sol pour livre en sus desdits droits sera perçu par la ville de Reims, pour lui tenir lieu de celui qu'elle avoit droit de lever pour la réunion des offices de trésorier, receveur et contrôleur des octrois, et revenus patrimoniaux; et seront les deniers provenants desdits droits employés, comme par le passé, tant au payement des intérêts, qu'au remboursement des emprunts par elle faits pour la construction de la place Royale, qu'à l'acquittement de ses dettes et autres charges. Permet S. M. aux débitans, dits potoyeurs, de la ville de Reims, de fournir aux buveurs, pain, fromage et fruits, sans qu'ils puissent néanmoins mettre nappe, ni avoir aucune provision de nourriture

« Vous en userez pour les gardes-étalons ainsi qu'il a été pratiqué depuis quelques années. En conséquence, vous accorderez aux gardes-étalons, mais seulement à ceux dont les noms seront portés en marge des mandemens des tailles, une diminution de trente livres sur le principal de la taille, lorsque la taille se trouvera excéder ladite somme de trente livres, ou vous la réduirez à vingt sols lorsqu'elle sera inférieure. Vous leur ferez aussi une diminution proportionnée sur les impositions accessoires; ce qui leur tiendra lieu des soixante-dix livres qui leur étoient accordées les années dernières, et de toutes cotes d'office, que lesdits gardes-étalons sont dans le cas de réclamer, en vertu de leurs privilèges: enfin, vous aurez soin de vous conformer à leur égard aux deux modèles qui étoient joints à ma lettre circulaire de 1771.

« A l'égard des pères de famille qui ont dix enfans vivans et plus, vous les ferez jouir des diminutions de capitation dont il est fait mention dans mes ordonnances, dont lesdits pères de famille doivent vous donner copie.

« Vous suivrez, pour l'imposition des Suisses et Génevois originaires, les dispositions de l'arrêt du conseil du 24 juillet 1767, dont je joins ici un exemplaire. Vous y verrez qu'il n'y a d'exempts de la capitation dans les villes franches, et à plus forte raison de la taille dans les lieux taillables, que ceux étant actuellement au service et à la solde du roi, ou qui s'en sont retirés de l'agrément de leurs supérieurs, et par un congé en bonne forme, après avoir servi pendant trois années consécutives, ensemble leurs veuves restées en viduité, et leurs enfans non établis.

« Les soldats provinciaux actuellement servant ne doivent être exempts que de la capitation de leurs biens propres, industrie et commerce, et sont sujets à la taille et au quartier d'hiver ainsi que les autres contribuables, et même à la capitation pour raison des exploitations des biens qu'ils pourroient tenir d'autrui. Mais lorsqu'ils ont obtenu leur congé absolu et un certificat signé de nous pour jouir de leurs privilèges, ils sont exempts de la taille et de toutes les impositions accessoires pour leurs biens propres, leur industrie et commerce pendant l'année qui suivra leur congé, et s'ils sont mariés, soit avant, soit dans l'année de leur congé, ils jouiront de l'exemption deux années de plus, et même pour les biens de leurs femmes. S'ils tenoient cependant des biens d'autrui, ils en doivent la taille et toutes les impositions accessoires.

« Vous vous transporterez incessamment dans les paroisses dénommées dans mon ordonnance ci-jointe, et vous aurez soin de m'envoyer, au plus tard avant le 30 du mois prochain, ainsi qu'il en a été usé les années dernières, des états sur les imprimés que vous trouverez ci-joints, pour continuer de me faire connoître les adjudications des bois qui peuvent se trouver dans votre département, soit que les adjudicataires soient domiciliés dans des communautés taillables, dépendantes de la province de Champagne, ou dans les villes privilégiées et exemptes de taille, soit qu'ils demeurent dans d'autres provinces ou généralités. Si les imprimés ci-joints ne vous étoient pas suffisans, vous voudrez bien m'en demander le nombre dont vous aurez besoin.

« Vous aurez soin d'avertir, au moins huit jours à l'avance, par écrit, les sindics et habitans de chaque communauté, du jour auquel vous vous y rendrez, afin que lesdits habitans étant prévenus du jour de votre arrivée, ils soient en état de prendre leurs mesures pour se trouver à l'assemblée qui doit être tenue en votre présence. Pour cet effet, vous devez écrire aux sindics des lieux, en les priant d'en donner connoissance aux habitans, et même de

habitans de la ville de Reins, impétrans desdictes lettres; pour lesquelles mectre à exécucion, nous, tant [par] vertu desdictes lettres

chez eux, à peine d'être réputé aubergistes, et d'être, comme tels, contraints au payement de 20 liv. par poinçon de vin, jauge de Reims. — Veut S. M. que les sols pour livre, auxquels les droits ci-dessus énoncés ont été imposés en conséquence de l'édit de novembre 1771, continuent d'être payés à l'avenir. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 3, n° 6.)

« 24 juillet 1775. — Arrêt du conseil d'État du roi, qui ordonne qu'à l'avenir les villes, corps et communautés, hôpitaux et provinces, ne pourront être autorisés à faire des emprunts à constitution de rentes perpétuelles, qu'en destinant au remboursement des capitaux desdits emprunts un fond annuel, qui sera augmenté chaque année du montant des arrérages éteints par les remboursemens effectués successivement, sans que le fond ainsi destiné puisse être em-

le faire publier à la fin de la messe paroissiale, ou dans une assemblée que le sindic convoquera aussitôt la réception de votre lettre.

« L'intention du conseil est que les commissaires continuent de dresser des procès-verbaux qui constatent le jour qu'ils se sont transportés dans les paroisses, et les différentes opérations qu'ils y ont faites pour parvenir à la confection des rôles de la taille. Vous aurez attention de vous conformer à cet égard au modèle qui a été donné il y a trois ans. Vous observerez que le sindic, les principaux habitans, et surtout les collecteurs, doivent signer ce procès-verbal, que vous garderez ensuite par-devers vous et joindrez à vos minutes, pour me le présenter lorsque je vous le ferai demander. Ce procès-verbal est indispensable pour prouver par la suite la régularité de vos opérations, et vous mettre à l'abri de tous reproches. Dans le cas où il se trouveroit des communautés dont les habitans et collecteurs refuseroient tous de signer ce procès-verbal, vous en ferez mention à la fin, et vous m'en informerez; et jusqu'à ma réponse, vous différerez de travailler au rôle de la paroisse qui auroit ainsi refusé de signer votre procès-verbal. Ce sera à moi de leur faire demander raison des motifs qui les y auront déterminés, et à vous marquer ensuite ce que vous aurez à faire.

« Je vous exhorte à employer tous les moyens possibles et convenables pour découvrir les biens qui ont été jusqu'à présent recelés, et dont vous ferez mention dans vos procès-verbaux. Ce travail, que je vous recommande, vous conduira à établir entre les taillables une répartition proportionnée aux facultés de chacun d'eux. Et afin que les habitans secondent plus volontiers votre zèle à cet égard, vous pouvez les assurer que l'augmentation qui résultera de cette opération dans la masse totale des revenus, ne fera point augmenter leurs impositions, pour lesquelles on se règlera seulement sur les revenus de l'année antérieure à ces nouvelles découvertes. De sorte que, loin que leur bonne foi leur occasionne une augmentation d'impositions, ils en profiteront au contraire, en faisant supporter une partie des impositions à ceux qui, en recelant précédemment leurs biens, n'en payoient pas la part qu'ils auroient dû. Quelques commissaires zélés et intelligens ont mis depuis trois ans ce moyen en pratique, et il en est résulté que la masse totale des revenus se trouve presque doublée dans ces communautés : je n'ay point pour cela augmenté les impositions de ces paroisses; je les ai laissées subsister telles qu'elles étoient il y a trois ans, et je ne leur demanderai aucune augmentation; aussi les habitans de ces communautés ont des obligations réelles à leur commissaire, et reconnoissent bien l'utilité de la taille tariffée.

« Vous pourrez disposer à l'avance vos minutes, de façon que votre travail soit promptement fait aussitôt que vous aurez reçu les mandemens qui contiendront la somme à imposer sur chaque communauté; mais jusqu'à la réception de ces mandemens, qui vous parviendront par la voie des receveurs des tailles, vous ne devez point terminer et arrêter vos rôles, attendu que ces mandemens peuvent contenir des dispositions particulières auxquelles vous devez vous conformer.

« Je crois inutile de vous observer que vous ne devez comprendre dans vos rôles que les sommes portées par les mandemens, et que vous ne devez imposer les rejets ordonnés par arrêts du conseil, de la cour des aides et du conseil supérieur, sentences de l'élection, ainsi que les dépenses locales et autorisées, qu'autant qu'il en seroit fait mention expresse en marge des mandemens des tailles, ou que l'on vous justifieroit d'une ordonnance par moi rendue pour chaque objet, et dont on vous repré-

roiaulx, comme par vertu desdictes lettres de commission, le XVIIe jour du mois de novembre, l'an mil CCCC et dix-huit, à la requeste dudit

ployé à aucun autre usage. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 23, n° 9.)

« Vers 1775. — Requête présentée au roi par les habitans de la ville de Reims, pour obtenir la décharge de la taille et capitation imposée sur leurs vignes et autres biens fonds, par monsieur l'intendant. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 38, n° 12.)

« Février 1776. — Lettres-patentes du roi Louis XVI, données à Versailles, par lesquelles S. M. a continué tous les priviléges, franchises de tailles, exemptions et immunités accordés aux habitants et qui leur ont été confirmés....; à la charge de payer annuellement pour subvention une somme de 6,600 liv, et pour taillon celle de 1,500 liv. — Comme aussi continuons et confirmons tous les octrois, tant anciens que nouveaux, qui leur ont été pareillement accordés, con-

senteroit l'original, ou une copie, ou extrait collationné par un de mes subdélégués.

« Vous sçavez que les mandemens doivent être attachés aux rôles destinés pour les collecteurs, et que messieurs les officiers des élections refuseront de vérifier les rôles dont les mandemens n'y seront pas joints.

« Le rôle pour les collecteurs doit être exactement dans la même forme que celui qui est destiné pour être déposé au greffe de l'élection; et vous devez observer pour l'intitulé et l'arrêté de ces rôles, de vous conformer aux modèles ci-joints.

« Vous aurez soin aussi que le rôle destiné pour les collecteurs ait une marge suffisante, et que les articles soient assez espacés pour que les collecteurs puissent y porter les reçus des différens paiemens qui leur sont faits. Vous devez aussi, à la fin du même rôle, et avant l'arrêté, marquer le nombre des articles ou cotes qu'il contient, tant pour la taille que pour la capitation. Quant aux rôles tarifés, destinés pour être remis aux sindics des paroisses, et que vous devez m'adresser, il faut en outre mettre des numéros à tous les articles; cette formalité étant nécessaire et ayant toujours eu lieu.

« Les réglemens exigent que les rôles soient signés par les collecteurs; en conséquence, lorsque vous les aurez préparés et disposés d'après les principes du tarif et de l'instruction jointe à la déclaration du roi de 1765, vous le ferez sçavoir aux collecteurs, par un billet signé de vous, et dans la forme de celui que je joins ici pour modèle, en leur indiquant le jour et le lieu où vous vous trouverez. Je vous observe que c'est dans le chef-lieu de l'élection que vous devez vous rendre, à moins que vous ne préfériez un autre lieu qui soit plus à portée des collecteurs, que vous ne pouvez, dans aucun cas, obliger à s'éloigner de chez eux plus loin que le chef-lieu de l'élection. Vous leur donnerez lecture de votre travail, et leur expliquerez avec bonté les principes et les réglemens qui y ont rapport. Vous leur ferez ensuite signer les deux rôles, et, après les avoir aussi signés, vous les leur remettrez, en leur indiquant un officier de l'élection, chez lequel ils les déposeront, pour les vérifier dans le délai des règlemens; ou s'ils préfèrent d'avoir recours au receveur des tailles, il se chargera de faire les démarches nécessaires pour la vérification des rôles.

« Je ne présume pas qu'il se trouve des collecteurs qui refusent de signer avec vous les rôles que vous leur présenterez, puisqu'ils ne doivent être que le résultat des éclaircissemens que vous vous serez procurés lors de votre transport dans chaque communauté, et qui auront été rédigés dans votre procès-verbal; mais s'il arrivoit que les collecteurs fussent assez malintentionnés pour leurs propres intérêts et ceux de leur paroisse, et ne voulussent point signer, d'autant que vous auriez soin de ne rien exiger d'eux pour votre travail, même pour remboursement de papier, après avoir fait usage de toutes les représentations que votre prudence et votre zèle vous dicteront, vous m'adresserez sur le champ, et sans aucun retard quelconque, par la poste, les mêmes rôles que les collecteurs auroient refusé de signer et vous y joindrez le mandement de la paroisse. Je me réserve alors d'entendre ces collecteurs, et de faire ce que le bien du service du roi et l'intérêt des communautés exigeront de l'administration qui m'est confiée.

« Les mandemens qui contiendront les sommes à imposer sur chaque communauté vous parviendront, au moyen des mesures que je vais prendre, avant le premier octobre; mais aussi l'intention du conseil est que vous ayez terminé, avant le dix du mois de novembre prochain, les rôles destinés, tant pour le greffe de l'élection que pour les collecteurs. Je ne

procureur, feismes assembler par les sergens ou commis ordonnez en la ville de Reins pour faire assembler le peuple d'icelle ville, quant

tinués et confirmés, sans qu'aucune personne s'en puisse prétendre exempte, nonobstant les concessions ci-devant faites...., auxquelles nous ne voulons avoir aucun égard, conformément à l'arrêt de notre conseil du 30 janvier 1664.... — Le tout à condition par lesdits habitans d'acquitter, sur le produit de l'octroi du IVe du vin vendu par eux en détail, au lieu du VIIIe, à l'expiration des termes portés ez arrêts de notre conseil des 20 mai 1755 et 21 février 1766, la somme [de] 30,000 liv., pour laquelle ils étoient obligés de faire valoir, à nos prédécesseurs rois, ledit droit de IVe du vin, et les autres charges de laditte ville. — Voulons que, conformément aux lettres-patentes du mois de février 1717, lesdits gens d'églises, nobles et bourgeois, et habitans, jouissent desdits priviléges et exemptions, franchises et immunités, ensemble de tous les ostrois, tant

puis trop vous recommander d'être très-exact à vous y conformer, et je vous préviens que je m'en ferai rendre compte par les receveurs des tailles.

« A l'égard des rôles destinés pour être déposés chez les sindics des communautés, vous continuerez de me les adresser directement, et par la voie de la poste, avant le premier février prochain au plus tard, et vous joindrez à chaque rôle un état ou relevé des biens sur lesquels la taille aura été répartie, en faisant usage des imprimés qui vous seront adressés avec cette lettre, ainsi que les feuilles ou préambules qui doivent être mis à la tête de ces rôles. Je vous recommande le plus grand soin, et que toutes les colonnes de ces états soient remplies exactement.

« Vous aurez soin à l'avenir, et à compter des rôles de 1775, de marquer à chaque article l'âge des contribuables et celui de leurs femmes; et le nombre des enfans, en distinguant les garçons d'avec les filles, et ceux qui sont au-dessus de sept ans d'avec ceux qui sont au dessous; ainsi que vous reconnoîtrez que cela est indiqué par les imprimés qui doivent servir aux relevés ou récapitulations que vous devez m'adresser.

« Le roi désirant être instruit de tous les particuliers privilégiés qui demeurent dans des paroisses taillables, ou qui y font valoir des biens en exemption de tailles, je vous ai prié, les années dernières, de vous en informer, lors de votre transport dans les communautés; mais la plupart des états qui m'ont été envoyés à ce sujet étant encore informes, il est nécessaire de s'occuper de nouveau de ce travail : je vous serai donc obligé de donner tous vos soins pour que l'état que vous m'enverrez dans le courant du mois de décembre prochain, soit aussi exact qu'il sera possible, et conforme au modèle que je vous ai adressé il y a trois ans. Quelques commissaires n'ont pas fait mention des biens que les ecclésiastiques et religieux de l'un et de l'autre sexe font valoir. Je vous prie d'y faire la plus sérieuse attention, et de réparer cette omission dans l'état que vous m'adresserez cette année. Enfin, tous les biens quelconques d'une paroisse doivent se trouver, ou dans le rôle de la taille, ou dans votre état des privilégiés en exemption de taille; de sorte qu'en rapprochant cet état et le rôle de taille, et les additionnant, on doit trouver le total du territoire de la communauté, et sçavoir par qui les biens sont possédés. Je ne puis vous dire combien je vous sçaurai gré des soins et de l'exactitude que vous emploierez à ce travail.

« Il sera nécessaire que vous m'adressiez un état qui me fasse connoître les jours de votre transport dans chaque communauté, et le nombre des cotes qui se trouveront dans chaque rôle; et pour que ces états soient uniformes dans toute la généralité, vous vous conformerez au modèle que je vous ai envoyé en 1772.

« Je vous observe que je ferai tenir dans mes bureaux un registre des jours que les commissaires me feront passer les rôles des sindics, afin de servir au paiement des gratifications qui leur sont accordées, et que ne pouvant faire faire ce paiement que dans un délai d'un an à commencer au premier mai, il sera juste de commencer par faire payer ceux des commissaires qui auront envoyé les premiers leurs rôles. Je vous préviens même que les commissaires qui ne m'enverront pas leurs rôles avant le premier mars seront remis, pour leur paiement, à l'année prochaine, et qu'en outre je diminuerai leur travail pour l'avenir, et je tiendrai exactement la main à ce que je vous marque. Il en sera de même des commissaires qui ne m'enverront pas avec leurs rôles tous les états et pièces qui doivent les accompagner, et que je vous rappelle dans cette lettre.

« Vous ne devez rien recevoir des receveurs des tailles, sindics, ou receveurs des villes et paroisses,

ou leur vuelt aucune chose exposer, lesdis gens d'église, eschevins, bourgois, manans et habitans de ladicte ville, lesquelx sergens nous

anciens que nouveaux, à la charge néanmoins par eux de contribuer à toutes les impositions territorialles qui pourront être ordonnées et réparties à l'avenir sur les possesseurs des biens fonds, et autres droits réels indistinctement. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 3, n° 7.)

« 20 décembre 1776. — Lettres de messieurs les officiers municipaux de Troyes à ceux de Reims, sur la taxe nouvelle et énorme imposée sur les villes de la Champagne, par l'arrêt du conseil du 23 juillet 1776, pour les convois militaires. La généralité y est taxée à.... 193,229 liv. par an, au lieu de la somme de 49,766 liv. à laquelle elle étoit taxée par l'arrêt du conseil du 29 août 1775, sans cependant que l'imposition générale du royaume soit augmentée. Le conseil de ville de Reims a arrêté, de concert avec Troyes et les autres villes de la province, une requête commune, dans laquelle seroient rappelées les pièces suivantes : 1°. un arrêt du conseil du 29 août 1775, qui ordonne une imposition annuelle d'un million 200,000 liv. pour être employée au service des convois militaires; — 2°. un autre arrêt du conseil du 13 mars 1775, concernant les voitures à fournir pour les convois militaires. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass 42, n° 19.)

« 16 avril 1778. — Arrêt du conseil d'État du roi, concernant le XXe et les déductions accordées. — Joint une requête non signée présentée au mois de mai 1775 à monsieur le contrôleur général des finances par les propriétaires des vignes, pour obtenir la radiation des surtaxes du droit du XXe sur les vignes. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 38, n° 24.)

« 25 août 1780. — Ordonnance du roi, adressée à monsieur l'intendant de Champagne, pour faire imposer sur les villes franches et abonnées de la généralité de Châlons, la somme de 8,800 liv. pour l'ancienne subvention *. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 38, n° 15.)

15 mars 1781. — État des sommes arrêtées par Mr l'intendant pour la contribution des

collecteurs ou autres, pour raison de votre travail, et sous quelque prétexte que ce soit, même pour remboursement de papier, cote de mineurs, domestiques ou autrement, me réservant de pourvoir au paiement entier de votre travail, sur les ordres qui me seront donnés à cet effet par le conseil.

« Vous ne devez aussi mettre aucune taxe sur les lettres, les avertissemens ou demandes en éclaircissemens que vous aurez besoin de faire tenir aux sindics, aux collecteurs ou autres habitans; ces taxes ne pouvant être faites que par mes subdélégués, auxquels vous vous adresserez pour cet effet.

« Il ne me reste plus qu'à vous recommander de ne point retirer, sous aucun prétexte quelconque, les rôles déposés entre les mains des sindics, qui ne doivent jamais s'en dessaisir, à moins qu'ils n'y soient autorisés par une ordonnance de moi ou de mon subdélégué; il ne doit aussi être porté aucun changement sur les rôles, qui doivent rester dans l'état où je les ai fait passer aux sindics, et je vous préviens que je vous sçaurois très-mauvais gré de ne pas vous conformer à ces dispositions.

« Vous voudrez bien m'accuser la réception de cette lettre, et être persuadé que je suis, Monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur,

« Rouillé. »

* « Louis, par la grâce de Dieu roi de France et de Navarre, à notre amé et féal conseiller en nos conseils, maître des requêtes ordinaire de notre hôtel, commissaire par nous départi pour l'exécution de nos ordres en la province de Champagne, le sieur Rouillé d'Orfeuil, et à nos amés et féaux conseillers les présidents trésoriers généraux de France au bureau de nos finances établi à Chaalons, salut. Étant nécessaire de pourvoir à l'imposition et levée des sommes qui se payent par chacun an pour l'ancienne subvention par les villes franches de notre royaume, pour employer aux dépenses de notre État, à ces causes, de l'avis de notre conseil et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous vous mandons et ordonnons, et très-expressément enjoignons par ces présentes, signées de notre main, que vous ayés à imposer et faire lever, pour l'année prochaine, mil sept cent quatre-vint un, sur les villes franches et abonnées de ladite

rapportèrent et relatèrent qu'ilz avoient dit et fait dire, tant par les connestables commé par les dixseniers de ladicte ville, aux gens

paroisses aux logemens de la brigade de la maréchaussée à Reims, pendant les années 1778, 79 et 1780. — Joint un état de la contribution des villes et paroisses dépendantes du district et arrondissement de la brigade de la maréchaussée à Reims, pour son logement de l'année 1781, arrêté par ordonnance de Mr l'intendant. La ville de Reims paye 156 liv. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 44, n° 8.)

« 13 juillet 1782. — Sentence contradictoire de l'Élection, rendue entre les héritiers d'Henry Wager et de Jeanne Nicolle Tournefils, décédés adjudicataires de la ferme des octrois, petit ayde et autres droits y joints de la ville et faubourgs de Reims, pour les années 1775, 76, 77, 78, 79 et 1780, demandeurs; contre messieurs du conseil de ville, défendeurs; par laquelle est faite la reddition du compte de clerc à maître, par-devant messieurs de l'élection; duquel compte il résulte que la recette totale est de 822,012 liv. 4 s. 6 d., et les dépenses totales de 817,812 liv. 6 s. 3 d.; donc la recette excède la dépense de 4,199 l. 18 s. 3 d., dont les défendeurs sont reliquataires, et condamnés par corps à la payer. En outre, ils sont déchargés d'un déficit de 110,907 l., suivant ledit compte. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 4, n° 15.)

« 1er février 1783. — Ordonnance * de Mr l'intendant, pour imposer la capitation

généralité, la somme de huit mille huit cens livres, savoir : 8,000 liv. qu'elles ont accoutumé de nous payer par chacun an pour la subvention, et 800 liv. pour le dixième ou 2 s. pour livre, en conséquence de nos déclarations et arrêts de notre conseil; savoir : sur la ville de Reims, 6,6 o liv., y compris 600 liv. pour le dixième; sur la ville de Langre, 1,100 liv., y compris 100 liv. pour le dixième; sur la ville de Chaumont, 990 liv., y compris 90 liv. pour le dixième; sur la ville de Vaucouleurs, 55 liv., y compris 5 liv. pour le dixième, sur la ville de Donchery, pareille somme de 55 l., y compris 5 l. pour le 10e. lesquelles sommes vous ferés imposer et asseoir sur tous les habitans des villes, exempts et non exempts, privilégiés et non privilégiés, par forme de subvention, ou par telle sorte d'imposition plus convenable que vous aviserés avec eux, et pour être, les deniers en provenant, versés à la caisse des recettes générales de nos finances. Voulons en outre, qu'au payement desdites sommes, les cottisés soient contraints comme il est accoutumé pour nos deniers et affaires. De ce faire nous vous avons donné et donnons pouvoir, commission et mandement spécial, nonobstant oppositions et appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons être différé, et si aucunes intervenoient, nous en avons réservé la connoissance à nous et à notre conseil, et icelles interdites à toutes nos cours et juges; mandons aussi à tous nos juges et officiers qu'à vous en ce faisant soit obéi, et à tous nos huissiers et sergents de faire, pour l'exécution des présentes, tous exploits et contraintes nécessaires, sans demander autre congé ni permission, car tel est notre plaisir. Donné à Versailles, le vingt-cinquième jour de mois d'août, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt, et de notre règne le septième. *Signé :* Louis.

« Et plus bas : par le roi. *Signé :* Vergennes.

« Vu au conseil. *Signé :* Moreau de Beaumont.

« Enregistré au contrôle-général des finances par nous écuyer, conseiller du roy, garde des registres, autorisé à remplir les fonctions du contrôle général des finances, à Paris, le vingt-neuvième jour d'aoust mil sept cent quatre-vingt, *Signé :* De Launay. »

* Voici cette ordonnance :

DE PAR LE ROI.

Gaspard-Louis Rouillé d'Orfeuil, chevalier, grand-croix, maître des cérémonies honoraire de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, conseiller du roi en ses conseils, maître des requêtes honoraire de son hôtel, intendant de justice, police et finances, en la province et frontière de Champagne.

« Aux maire, échevins, syndic et habitans de la ville de Reims.

« Le roi nous ayant fait adresser le rôle arrêté en son conseil pour la continuation de la levée de la capitation en la présente année 1783, et dans lequel les habitans de votre ville sont compris pour la somme de quarante-cinq mille six cent trente livres;

« Nous vous mandons et ordonnons d'imposer ladite somme de quarante-cinq mille six cent trente

d'église, eschevins, bourgois, manans et habitans d'icelle ville, et à chacun d'eulx, tant en général comme en particulier, de huis en huis

sur les habitans de la ville de Reims, à la somme de 45,630 liv., y compris les 4 s. pour livre, suivant le rôle arrêté; avec les instructions nécessaires à la levée de laditte capitation. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 38, n° 17.)

« 8 août 1783. — Arrêt du conseil d'État du roi, portant que S. M., ayant égard aux demandes des lieutenant, gens du conseil et échevins de la ville de Reims, et voulant donner à laditte ville des marques de sa protection et bienfaisance, a prorogé par grâce...., pour dix-sept années, à compter de la présente, et icelle comprise, les dons de 20,000 liv. et de 15,000 liv. accordés à la ville de Reims par arrêts des 12 avril 1661 et 28 février 1766; et sur les mêmes fonds, qui continueront d'y être destinés...., jusques et compris le 31 décembre 1799. — Ordonne S. M. que les dépenses ordinaires et extraordinaires de laditte ville demeureront fixées irrévocablement à la somme de 70,954 liv. 6 s. 1 d., suivant l'état qui en sera arrêté par le sieur intendant... ; et que le surplus de tous les revenus.... et grâces sera.... uniquement employé au payement des rentes, et l'excédent à l'acquittement des dettes exigibles, et à l'amortissement des capitaux des rentes. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 23, n° 11.)

« 15 mars 1784. — Conclusion du conseil de ville, suivie d'une ordonnance de Mgr l'intendant de Champagne, qui permet l'imposition sur les habitans de Reims, de la somme de 8,100 liv. de subvention et taillon avec la capitation, jusques à la fin du

livres dans laquelle sont compris les quatre sols pour livre, sur tous les habitans de votre ville, à proportion de leurs biens et facultés, même sur les valets, servantes et domestiques taut des contribuables à ladite capitation, que des ecclésiastiques, gentilshommes, seigneurs et privilégiés résidens dans ladite ville, lesquels maîtres et maîtresses pourront être contraints a payer lesdites taxes, sauf a les retenir sur les gages desdits domestiques.

« Sera le rôle de ladite imposition a nous envoyé pour être vérifié, calculé et rendu exécutoire, duquel rôle sera laissé copie en notre secrétariat, signé desdits maire et échevins, pour être le recouvrement de ladite somme fait par le collecteur nommé par les officiers municipaux, et par nous approuvé, et icelle payée entre les mains du receveur des tailles en exercice en deux termes et payemens égaux : le premier, dans le mois de mars prochain; et le second, dans le mois de septembre suivant, à peine par les contribuables à ladite imposition d'y être contraints comme pour les propres deniers et affaires de sa majesté; sur laquelle somme ledit collecteur retiendra par ses mains quatre deniers pour livre pour les taxations a lui attribués par la déclaration du 12 mars 1701, et frais de collecte.

« Plus, vous imposerez la somme de quatorze mille sept cent cinquante-neuf livres dix-neuf sols huit deniers, y compris deux deniers pour livre, pour frais de recouvrement, ordonnée et imposée par arrêt du conseil d'État du roy du 14 janvier 1777, pour être remise, dans les mêmes termes que la capitation, par les collecteurs en exercice a la déduction desdits deux deniers pour livre, au sieur receveur sindic de ladite ville de Reims, et employée au payement et acquittement des dépenses extraordinaires faits dans ladite ville à l'occasion de la réception de sa majesté, et de la cérémonie de son sacre.

« Plus, vous imposerez la somme de six mille cent livres, y compris quatre deniers pour livre, pour frais de recouvrement ordonnée être imposée par arrêt du conseil d'État du roy du 14 janvier 1776, pour être remise dans les mêmes termes que la capitation, par les collecteurs en exercice, à la déduction desdits quatre deniers pour livre, au sieur receveur sindic de ladite ville de Reims, et employée, sur nos ordonnances particulières, au payement des indemnités qu'il sera juste d'accorder aux propriétaires des maisons dont les façades seront dans le cas d'être reculées ou avancées, conformément aux dispositions dudit arrêt du conseil.

« Faisons défenses d'imposer plus grande somme sous quelque prétexte que ce soit, à peine de concussion.

« Et sera ledit rôle transcrit sur papier non timbré, ainsi que tous exploits, procès-verbaux et autres actes qui seront faits pour raison de ladite capitation, lesquels demeureront aussi déchargés du droit de contrôle et de tous autres droits, lorsque

et d'hostel en hostel, qu'ilz feussent et comparussent par-devant nous, en assemblée générale, au lendemain ensuivant, XVIIIe jour dudit mois

XVIIIe siècle *. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 38, n° 19.)

« 31 octobre 1786. — Arrêt du conseil d'État du roi, qui ordonne que la commutation du droit de IVe en un droit de 20 liv. par poinçon de vin vendu en détail par les aubergistes et traiteurs, et de 14 liv. par poinçon de vin vendu en détail à huis coupé et

seulement lesdits actes seront faits par les chefs et hommes de garnison par nous approuvés, tous actes faits par le ministère d'huissiers étant sujets au papier timbré et aux droits de contrôle.

« Tous invalides pensionnés, et tous soldats retirés avec solde, demi-solde, ou récompense militaire, sont exempts de capitation, tel trafic, commerce ou industrie qu'ils pourroient faire par eux ou par leurs femmes, et ils ne peuvent y être sujets que dans le cas où ils feroient valoir des biens ou héritages d'autrui.

« Tous soldats provinciaux sont exempts de capitation pendant tout le temps qu'ils sont au service du roi, et lorsqu'ils ont obtenu leurs congés absolus, ils doivent encore jouir pendant un an de ce privilége, et ceux qui se marient dans laditte année en sont exempts deux années de plus; et dans le cas où ils prendroient pendant ledit temps des fermes ou labourage, ils doivent jouir de cette exemption encore pendant une quatrième année.

« Ordonnons que les propriétaires des maisons seront responsables des cottes de leurs locataires; et que les contestations qui pourroient être formées pour l'exécution desdits rôles, seront portées par-devant nous, et faisons défenses à tous juges d'en connoître, à peine de nullité.

« Fait par nous intendant, le premier jour du mois de février mil sept cent quatre-vingt-trois.

« ROUILLÉ. »

* Extrait du registre des délibérations du conseil de la ville de Reims :

« Du lundy premier mars mil sept cent quatre-vingt-quatre. Au conseil où présidoit monsieur le lieutenant des habitants, et où étoient messieurs les conseillers-échevins de la ville : M. Thierrion, procureur du roy-sindic, présent.

« Monsieur le lieutenant a exposé qu'au mois de décembre de l'année 1780, le corps de ville ayant présenté à monseigneur l'intendant un état détaillé de ses revenus et de ses dépenses, il avoit été par luy rendu, le 24 dudit mois, un règlement sur tous les objets contenus audit état. Que dans le nombre des dépenses de la ville, on avoit compris une somme de 6,600 liv. qu'elle payoit de ses revenus pour subvention sur ses octrois et biens patrimoniaux, comme aussi une autre somme de 1,500 liv. qu'elle payoit pour acquitter le taillon. Que par son règlement dudit jour 24 décembre 1780, monseigneur l'intendant avoit décidé que lesdittes deux sommes, montantes ensemble à 8,100 liv., ne pouvant être payées des revenus de la ville, attendu la nécessité absolue où elle étoit d'avancer les remboursements des capitaux empruntés pour la construction de la place Royale et l'érection de la statue de S. M. le feu roy Louis XV, le corps de ville seroit tenu de s'assembler incessamment et de délibérer s'il n'est pas convenable d'imposer et lever lesdites sommes, ainsy qu'il y est autorisé par le brevet et la commission du roy, ou d'établir quelques nouveaux droits, ou d'employer au payement desdites sommes le produit de l'octroy de 1772, pour ne point surcharger les habitants de la ville de Reims de nouveaux droits, et ce jusqu'au temps que l'imposition ordonnée pour les frais extraordinaires du sacre devra cesser, parce qu'alors la cessation de ladite imposition extraordinaire procurera la facilité d'imposer, avec la capitation, lesdites sommes de 6,600 liv. et de 1,500 liv. pour subvention et taillon; qu'en conséquence de délibération prise en exécution de cette ordonnance ou règlement, monseigneur l'intendant avoit consenti à ce que lesdittes sommes fussent payées ainsy qu'elles l'ont été depuis avec les deniers produits par l'octroy dit de 1772.

« Que dans les états de revenus et de dépenses qui avoient été présentés au conseil de S. M. lorsque la ville a sollicité la continuation des bienfaits qui luy avoient été accordés par le roy Louis XV, ces deux sommes, formant ensemble 8,100 liv., n'avoient point été admises dans les dépenses de la ville, le ministre ayant adopté la décision susénoncée de monseigneur l'intendant, portée au susdit règlement. Que par arrêt du conseil d'État du 8 août dernier, par lequel S. M. avoit prorogé pour dix-sept ans, à compter de la présente (1783), et icelle comprise, les dons de 20,000 l. et de 15,000 l.

de novembre, heure de tierce, en la grant salle du Palais d'icelle ville, où l'en a accoustumé de faire assembléez pour parler des besoin-

pot renversé, continuera d'avoir lieu pendant une année, à compter de l'expiration des douze années portées par l'arrêt du 13 du mois de septembre 1774; ordonne qu'il continuera d'être perçu un sol pour livre en sus desdits droits, pour tenir lieu à laditte ville de celui qu'elle avoit droit de lever pour la réunion des offices de trésorier, receveur et contrôleur des octrois et revenus patrimoniaux. — Autorise S. M. les officiers municipaux à faire faire la régie desdits droits pendant ledit temps d'une année, par le directeur et employé des aydes, à la charge de la remise.... Ordonne que les 10 s. pour livre, établis par l'édit d'août 1781, seront perçus en sus desdits droits, et qu'il sera compté du produit desdis sols pour livre entre les mains des préposés de la régie généralle, conformément au règlement. (Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, octrois, liass. 3, n° 12.)

accordés à la ville de Reims par arrêt des 12 avril 1761 et 28 février 1766. Les dépenses ordinaires et extraordinaires de ladite ville avoient été fixées à une somme de 70,954 liv. 6 s. 1 d., dans lesquelles n'avoit été comprise celle de 6,600 liv. pour la subvention, et de 1,500 liv. pour le taillon.

« Que l'imposition pour les frais extraordinaires du sacre n'ayant plus lieu en la présente année 1784, la ville se trouvoit dans le cas prévu par l'ordonnance du 24 décembre 1780 et adoptée par le conseil de S. M. lorsqu'il avoit rendu l'arrêt du 8 aoust 1783. Pourquoy il étoit nécessaire, pour se conformer aux intentions de S. M., d'imposer avec la capitation lesdites sommes de 6,600 liv. pour subvention, et de 1,500 liv. pour le taillon, mais que le conseil ne pouvoit y procéder sans y être expressément autorisé.

« Sur quoy, la matière mise en délibération, il a été arrêté que monseigneur l'intendant seroit supplié d'autoriser le corps de ville à joindre ladite somme de 8,100 liv., pour subvention et taillon, à celle de la capitation qui sera imposée pour la présente année 1784, pour être ainsy répartie entre les habitants de la ville de Reims, au marc la livre de leur capitation, dans le prochain travail qui va se faire pour ladite répartition.

« Délivré par moi greffier secrétaire de ladite ville, soussigné, Vraux.

« Vu par nous intendant de la province et frontière de Champagne la délibération cy-dessus et des autres parts, ensemble la commission expédiée chaque année au conseil royal des finances pour l'imposition et payement des sommes dues par les villes de Champagne pour subvention et taillon, et à nous adressé, portant laditte commission qu'à défaut de deniers communs, les habitans des villes pourroient établir de nouveaux droits et former un rolle de [dis]tribution sur les habitans, ainsi qu'il seroit réglé par nous conjointement et avec les officiers du bureau des finances. Vu aussi l'arrêt rendu au conseil d'État du roy le 8 août 1783, pour la fixation des dépenses et charges de la ville de Reims, au nombre desquelles n'est point comprise la somme de 8,000 liv. qui doit être payée par laditte ville de Reims, à raison de 6,600 liv. pour subvention et de 1,500 liv. pour taillon chaque année, tout considéré;

« Nous ordonnons qu'à compter de la présente année mil sept cent quatre-vingt-quatre, jusques et compris l'année prochaine mil huit cent, la somme de huit mille cent livres, non compris deux deniers pour livre en sus, pour frais de collecte, sera imposée conjointement et avec la capitation de laditte ville de Reims, sur tous les habitans de laditte ville, fauxbourgs et dépendances, pour le recouvrement de laditte somme être fait par le collecteur de la capitation, et laditte somme de huit mille cent livres payée dans le courant de chaque année au plus tard par ledit collecteur entre les mains et sur la quittance du receveur de laditte ville de Reims, qui sera tenu d'employer laditte somme sans aucuns divertissemens ni distraction, à peine d'en répondre personnellement, au payement de la subvention et de la capitation, entre les mains et sur la quittance du receveur général des finances, en exercice chaque année, et déposera, à la fin de laditte année, laditte quittance aux archives de laditte ville de Reims, dont reconnoissance luy sera délivrée par les officiers municipaux, auxquels nous mandons et enjoignons de tenir la main à l'exécution de notre présente ordonnance, qui sera exécutée suivant sa forme et teneur, nonobstant oppositions et appellations quelconques, et cependant sans y préjudicier.

« Fait par nous intendant de la province et frontière de Champagne, le quinze mars mil sept cent quatre-vingt-quatre. Rouillé. »

gnes de ladicte ville, pour oïr et entendre le contenu èsdictes lettres royaulx, pour ycelles consentir ou débatre, se bon leur sambloit; auquel XVIIIe jour comparurent et se présentèrent par-devant nous, audit Palais, environ ladicte heure, les eschevins, bourgois, manans et habitans d'icelle ville de Reins, en grant nombre, jusques au nombre de quatre à cincq cens personnes notables, faisans et représentans, si comme ilz disoient, la plus saine partie des bourgois, manans et habitans de ladicte ville, tant en faculté de chevance comme en nombre de personnes; et illecques, après ce que nous en eumes attendu longue espace de temps, et que lesdictes lettres roiaulx eurent esté leues et exposées à haulte voix auxdis eschevins, bourgois, manans et habitans illecques assemblez; nous, en la présence de Colinet Jaquinel, et Jehan Toumelet, jurez du roy nostre sire, en la prévosté de Laon, ad ce par nous appellez, demendasmes auxdis eschevins, bourgois, manans et habitans, se ilz estoient d'accord que les aides déclairez èsdictes lettres roiaulx feussent prinses et levez en ladicte ville de Reins, pour les causes et par la manière contenues et déclairéez èsdictes lettres roiaulx; par lesquelx bourgois, manans et habitans fut dit et respondu que de ce ilz estoient d'accord et consentans, disans que s'estoit le proffit et utilité de ladicte ville, et ne vinrent aucuns qui aucunesment le contredeissent, ou débatissent par-devant nous; pourquoy nous, veu leur consentement, lesdictes lettres avons entérinéez, et par ces présentes entérinons, selon leur forme et teneur; et avons commis, ordonné et establi, et par ces présentes commectons, ordonnons et establissons avec nous, et non autrement, honnorables hommes et sages maistres Pierre Chardon et Pierre de Montfaulcon, advocas, pour contraindre ou faire contraindre ceulx qui seront reffusans ou délayans de paier ce qu'ilz puent et porront devoir à cause desdis aides, et dont par lesdis impétrans, ou les collecteurs d'iceulx aides, ilz seront requis; et aussi pour congnoistre, discuter et déterminer de toutes les causes, procès et débas, qui, à cause desdis aides, porront mouvoir, tant en demandant comme en deffendant avec nous, comme dessus est dit; lesquelx commis ont promis par-devant nous de exercer ledict office bien et loyalment; et pour ce faire, ont fait par-devant nous le serment en tel cas acoustumé. En tesmoing de ce, nous avons scellé ces lettres de nostre seel. Ce fut fait l'an et jours dessusdis.

XX.

Charte de [*sic*, pour la?] rénovation du conseil de ville, faite en la loge aux échevins. *Alias :* Instrumentum factum in logia scabinorum, super renovatione consilii villæ. 17 février 1421.

Cart. D du chap., fol. 23.

« A tous ceulz qui ces présentes.... Ernoul de Berlette, chanoine de Laon...., et garde-seel de la baillie de Vermandois à Laon, de par le roy establi, salut. Sachent tuit que le xvii[e] jour de février l'an m. cccc xx, en la présence de noz amez et féaulz Pierre Bailli, R. la Barbe, clerc, demourant à Reins, commis et establis de par nous pour oïr et à nous rapporter ce qui s'ensuit, furent présens en leurs personnes, en l'ostel où les eschevins du ban M[gr] l'arcevesque ont acoustumé de eulz assembler, honorables hommes et sages P. le Verrier, C. Coquelet, Th. de Bazoches, J. Cauchon le josne, B. de Gravelle, G. Lambert, P. Crochet, M[e] P. le Roy et H. le Chasurier, tous eschevins..., M[e] Raoul de Gravelle, chevalier, Guy Lescot, escuïer, et pluseurs autres notables personnes, jusques au nombre de trois cens et plus, auxquelz fut dit et exposé de par lesdis eschevins, que pluseurs personnes de ladicte ville estoient venues par-devers eulz, et leur avoient dit et exposé que, par le moyen de la mortalité qui en ceste présente année avoit courru en ladicte ville, pluseurs de ceulz qui avoient esté autrefoiz ordonnez par les habitans d'icelle ville conseilliez, estoient alez de vie à trespassement, et que par ce, et aussi pour autres causes justes et raisonnables, il estoit expédient de prouveoir au conseil de la ville; et si leur avoient dit cesdites personnes, que J. Legis, procureur de la ville, n'estoit pas bien convenable oudit office, pour raison de ce qu'il estoit viconte de la ville, contre lequel viconte il a par pluseurs foiz convenu, et par adventure convenra, avoir procès, pour lesdis habitans, en requérant ausdis eschevins que, comme à eulz principalement compète et appartiengne avoir l'ueil à la policité et gouvernement d'icelle ville, ilz volissent pourveoir audit conseil, et à l'office de procureur; — et pour ce avoient fait assembler en leur loge les dessus nommez, lesquelz et pluseurs autres personnes no[ta]bles

de la ville, ilz avoient fait mander, si comme ilz disoient, de huys en huys et de hostel en hostel, par les sergens de leur eschevinage; par lesquelz dessus nommez, après ce que par lesdis eschevins leur fut requis, et demandé leur conseil et advis sur ce que dit est, fut dit et respondu par les bouches de Me P. Chardon, Ponce de Monfaulcon, J. Convent, Mre R. de Gravelle, et pluseurs autres, que il leur sambloit qu'il seroit bon que ledit conseil et lesdis conseilliez estans en icellui, fussent renouvellez, et que on y en meist des josues avecques des anciens pour aprendre. Et si disoient que pour faire ledit renouvellement, il seroit bon que les seigneurs temporelz desdis eschevins, ou leur procureur, alassent devers Mgr le cappitainne de Reins, ou son lieutenant, luy requérir qu'il feist assembler les habitans de la ville, pour faire ledit renouvellement, et pour autrement, comme de raison seroit; et se ainsi estoit que ledit Mgr le cappitainne, ou son lieutenant, fussent reffusans ou délayans de faire ladicte assemblée, que lesdis seigneurs et eschevins la feissent faire, et que icelle assemblée faite, l'en porroit adviser et conclure ce qui seroit à faire, et se ledit conseil, et ledit procureur, seroit révoqué ou non. Avecques ce leur sambloit qu'il seroit bon que les lettres que on apporte à Reims fussent apportées devers lesdis eschevins, et que icelles venues [*sic*, veues?] fussent mises en ung coffre, comme l'en soloit faire anciennement en icelle ville, adfin que se il y avoit lettre de deffieuce, ou autres préjudiciables ou prouffitables à la ville, que l'en y peust prouveoir ou temps advenir. Après lesquelles choses ainsi dictes.... par les dessusdis, et par pluseurs autres auxqueulx les eschevins demandèrent pareillement leurs oppinions. fut dit par tous autres illecques assemblés, par les voix de pluseurs desdis assemblés, que tous ensuyroient et vouloient ensuir les oppinions des dessus nommez qui avoient délibéré ce que dit est, en requérant aux eschevins qu'ilz volissent poursuir diligemment les choses dessusdictes, sans eulz désister en aucune manière, et se ilz se assisteroient avecques iceulz eschevins de tout leur pouoir. De toutes lesquelles choses les eschevins, pour eulz, et pour autres à qui tout ce devera compéter, requirent lettres et instrumens audits commis, lesquelles ilz leur octroyèrent en ceste fourme, pour eulz valoir en temps et en lieu.... En tesmoing de ce nous, au rapport de nosdiz com-

mis, avons scellé ces lettres du seel de la baillie....; l'an et jour que dessus.

XXI.

Accord entre le clergé et les échevins sur la juridiction, le gouvernement, etc. 19 février 1421.

Cart. D du chap., fol. 24 v°.

A tous ceulx....[1], Jehan Rémon vicaire et official de Mgr l'arcevesque, les prévost et chappitre de l'église de Reims, les abbés des

[1] Cette pièce a été fort connue de tous les historiens de Reims; mais aucun d'eux n'a fait usage de six autres actes qui l'accompagnent dans le cart. D du chapitre, du fol. 29 au fol. 39, et qui tous me paraissent se rapporter à la crise amenée par les factions des Bourguignons et des Armagnacs, et par l'invasion anglaise, dans la constitution antérieure de la cité. Les deux premières de ces six pièces me semblent appartenir à l'année 1421 ou à l'année suivante; les quatre dernières ont été dressées entre le 9 novembre 1422 et le 16 juillet 1429. Les voici toutes dans l'ordre où les offre le cart. D :

Requeste des seigneurs ecclésiastiques au capitaine, contre son lieutenant, et à l'occasion des empiétements du conseil de ville sur leurs droits.

« Très-chier et honouré seigneur, nous nous recommandons à vous tant que plus poons. Vous savez assez comment, à cause de noz églises, nous sommes seigneurs de ceste ville, et y avons toute jurisdiction espirituelle et temporelle, soubz la souverainete du roy et de ses officiers, mesmement Mgr. de Reims, lequel tient sa seignourie temporelle en pairie, et à ceste cause nous appartient bien principalment le gouvernement de ceste cité, et sçavoir les affaires et besongnes d'icelle, et aussi à noz officiers et commis; et pour ce que depuis aucun temps, à l'occasion des guerres et divisions qui ont esté et sont encores en ce royaume, aucuns avoient entreprins de leur auctorité le gouvernement de ceste cité, à cause de leurs offices, ou pour ce qu'ilz se disoient estre du conseil, et faisoient des choses qui sembloient estre préjudiciables à nous, et aussi aux eschevins, auxquelx appartient bien d'entendre au gouvernement et à la bonne police de ceste ville, dont pluseurs plaintes estoient, nous meismes ensemble par pluseurs fois, pour aviser et remédier aux choses dessusdictes, et pour mectre ordonnance et provision au gouvernement et affaires de ceste cité, en la présence de vostre lieutenant, sans lequel n'avons rien fait ne voulu fère; et après pluseurs discucions et advis, fûmes tous d'accords, c'est assavoir nous d'église, vostre lieutenant, les eschevins, et aucuns bourgois, que pour pourveoir aux choses dessusdictes, et nourir pais, concorde et union ensemble, et pour eschever débas et divisions, d'ores en avant, nous entenderions au bon gouvernement de ceste cité, et de la police d'icelle, sans rien entreprendre les ung sur les autres, et nourririens pais et union ensemble, et justice, en rendant à ung chascun ses droits, et ce qui avoit esté fait au contraire seroit réputé nul et réparé, et la réparation poursuie par toutes voies et manières raisonnables, aux frais et despens communs; et seroient ces choses promises, jurez, faictes, passées et escriptes par instrumens, ung ou pluseurs, et icelles magnifestées au roy et à son conseil, qui ainsi a esté fait; et nonobstant depuis pou de temps, en la présence de vostre lieutenant ou par son assentement et adveu, se sont mis ensemble certaines gens en petit nombre, par manière de paroches, et ont nommé et esleus gens telx et en tel nom-

églises et monastères de Saint-Remy, Saint-Nychaise et Saint-Denys, faisans et représentans la plus grande et saine partie du clergié de

bre que bon leur a semblé, pour estre au conseil et pour besongnier et entendre au gouvernement et aux affaires de ceste cité, sans ce qu'ilz aient nommé ne appellé aucuns officiers du roy, ne autres officiers de justice de ceste cité, en faisant promesses et seremens sur les choses susdictes; nous avons monstré bien au long ces choses, en la présence de vostre lieutenant et autres bourgois, aux [sic, ou?] eschevins, en leur priant et requérant très-doulcement qu'ils volsissent adviser et pourvoir ad ce que dit est, et tenir, garder et accomplir les promesses qu'ilz ont avecques nous, ainsi que tenus y sont, et de nostre costé estiens prestz de les tenir et garder, et d'entendre avecques eulx en bonne paix et union aux affères de ceste ville, par nous ou par nos commis ou députés; sur quoy n'avons encore eu responce vallable, mais procèdent et ont tousjours procédé depuis en leur entreprinse. Et pour ce, nostre très-chiers et honouré seigneur, que nous sçavons certainement que vous amez et aiez toujours amé le bien, prouffit et honneur de nous et de ceste cité, et que bon gouvernement y soit, et que à vous appartient l'estat et le gouvernement d'icelle, vous segnefiens ces choses afin que par vous y soit advisé et pourveu, ainsi que bien le sçaverez faire, et afin que se les besongues et affères de ceste cité ne sont cy deuement conduites comme il appartient, et que se faute ou inconvénient y a, nous n'en oyons (sic) point de charge; et ne veuillez croire que chose que nous fassiens ou aiens faictes, soit ou ait esté fait pour acquérir seignourie ou auctorité plus grande que devons avoir, ou pour préjudicier à vous ou à voz droits et prérogatives, ou de voz commis....; car les voulons tenir et garder, et aider et conforter vous et voz députés, ainçois tendons seulement adfin de garder noz seremens, les drois de noz églises, et bien principalment que bon amour, paix et concorde soient gardés entre les citoyens, et que bon gouvernement y soit mis. Et nous semble que se vostre lieutenant, duquel ne voulons dire que bien et honneur, entendoit à la garde de ceste cité de jour et de nuit, en pourveant aux choses nécessaires et pourfitables pour la sécurité et défense d'icelle, sur les avis qui sur ce ont esté fais autrefois, considérée qu'il y a assez matière pour l'y bien emploier, et laissast autres besongnes et affaires à ceulx qu'il appartient, il feroit bien. Très-chers et honouré seigneur, plaise vous à nous rescripre sur les choses dessusdictes, avec voz bons plaisirs, lesquelx sommes prestz d'accomplir; ce scet Nostre Seigneur, qui vous ait en sa sauve-garde. »

Contra prepositum laudunensem, servientes regios, et alios officiarios explectantes in terris et jurisdicionibus domini remensis, capituli et S. Remigii, contra ordinaciones regias, in subditis ipsorum.

« Charles...., au premier huissier de nostre parlement.... Nostre amé et féal conseillier l'arcevesque de Reims, duc et père de France, les doyens et chappitre de l'église de Reins, et les religieux abbé et couvent de Saint-Remy, consors, nous ont exposé en eulx griefment complaingnant, que comme nostre conseillier soit ancien père de France, et tiengne de nous ses duchié et parrie, nuement et sans moyen, et par ce doye joïr, user de tous drois, privilèges, prérogatives et noblesses, dont les pères de France ont acoustumé de joïr et user de toute ancienneté; et à cause de sondit duchié parrie, et dignité archiépiscopal, aient pluseurs terres, villes, chasteaulx et chastelerfies, èsquelles il a toute jurisdiction, justice et seignourie, haute, moyenne et basse, et sur tous ses subgès, seul et pour le tout, soubz nostre ressort et souveraineté; et pour excercer lesdictes jurisdictions et justice, aie ses prévost et baillis, et officiers, tous ordonnés en sesdicts duchiez et arceveschié, qui congnoissent et doivent cognoistre de cas criminelx et civilz à ly appartenant ordinairement; et aussi ait le ressort et congnois-

Reins, et les eschevins dudit lieu, salut. Comme nous soyons informés souffisamment et acertenés que, depuis les guerres, discencions et

sance en cas d'appel et autrement de ses vassaulx et des subgés, de devant ses prévosts par-devant ses baillifz, et de devant ses baillifz en nostre cour de parlement, et non ailleurs; — Aient aussi les doien et chappitre, et les religieux abbés et couvent de Saint-Remy, toute jurisdiction, justice, signourie en leurs possessions, leurs prévostz, baillis, sergens et officiers, pour excercer leurs justices et jurisdictions; et aient, et à eulx appartiengne, la congnoissance de tous cas criminelx et civilz, dont tous haults justiciers puent et doient congnoistre; — et il soit ainsi que par nos ordonnances royaulx, nostre bailli de Vermandois, noz prévost de Laon*, ou autres nos officiers et juges quelxconques, ne puissent tenir ne avoir leurs hostelz et domicilles ès terres de prélas, ducs, barrons et haults justiciers de nostre royaume, mesmement des pères de France, et en especial de nostredict conseillier; et aussi pour lesdictes ordonnances, aucuns de noz sergens royaulx ne puissent demourer ès terres des prélas, barons, ducs et haults justiciers, s'ilz ne sont illecques mariés ou natif du lieu, esquelz cas ilz ne pueent et ne leur loit fère en iceulx lieux aucuns exploits de justice; avec ce, par nosdictes ordonnances, aucuns noz officiers royaulx ne doient autre chose faire ou exploitier ès terres et justices des prélas, ducs et barrons et haults justiciers de nostredit royaume, si non en cas de ressort et de souveraineté, et encores convient-il que ce soit par commission contenant

* Il reste de l'exercice régulier de la juridiction de ces officiers sur les habitants de Reims, quelques cahiers et rouleaux insérés dans une des liasses de renseignements de l'Hôtel-de-Ville, dont voici des extraits :

Rôles des deffauts sur amendes de la prévosté foraine de Laon.

« Amendes, deffaulx, litiscontestations et plois d'amende, venus et escheus au roi nostre sire, depuis le jour Saint-Jehan-Baptiste, l'an M. CCCC LXXII, jusques audit jour, qui sera M. CCCC LXXV, tauxées et adjugiées par hault et puissant seigneur Mgr. le bailly de Vermandois ou son lieutenant, en la cour du roy à Laon, à l'encontre des personnes, et en la fourme et manière que cy-après s'ensuit; lesdictes amendes extraictes par moy J. Gamelin, greffier doudit baillage, à la requeste de noble homme J. Gigault, prévost forain de Laon, ès eslections de Reins et Chaalons :

« *Et premier*. Du vendredi XVI juin M. CCCC LXXII. — IV° deffault donné au procureur du roy, demandeur, à l'encontre de ung nommé Robin fils, serviteur.... de Poncelet Langart, de Reins, deffendeur. Pour ce....

« Premier deffault est donné à Jehan de Norelle, fermier des haulx passages de Vermendois, et au procureur du roy, à l'encontre de G. Varocquier, demourant à Hermonville, deffendeur. Pour ce....

« Du vendredi III juillet LXXII. — V° deffault est nue au procureur du roy, deffendeur, à l'encontre de J. de Lataillant, empétrant de lettres de pardon, demandeur. Pour ce....

« Du vendredi X juillet. — V° deffaut.... contre Robin fils, serviteur, etc., etc.... Pour ce....

« Du samedi XII décembre LXXII. — Premier deffault est donné au procureur du roy, demandeur, en cas de bannissement, à l'encontre de P. Blondel, demourant à Sillery, et J. Arnoult, demourant à Puisiex, adjournés par J. Frauquet, sergent royal, pour avoir naguires de fait, à guet et appensé, pourmy entre la ville de Rilly et la ville de Puisiex, feu J. Lallement, en son vivant demourant à Sillery, icellui avoir occis et murtry sur les chemins et voies publicques.

« Du vendredi VIII janvier LXXII. — V° deffault est donné à H. Hurtault, bourgois, demourant à Reins, impétrant de certaines lettres royaulx, demandeur, à l'encontre de J. Dorigny, opposant et défendeur. Pour ce....

« Du XIX mars LXXII. — Veue l'information préparatoire faite a l'encontre de G. Lallement, demourant à Reins, pour avoir assisté et été avec Pernet Cabé, sergent royal, et Colesson Goulin, archier du connestable, en l'ostel de messire Simon Audry, diacre, chanoine de Saint-Symphorien de Reins, de propos délibéré, de nuyt et hors heure, où lesdits P. Cabet et C. Goulin battirent très-villainement, à sang et à playe, ledit M° Simon, rompirent son huys, et firent de grans violences, non contens de ce que M° Simon avoit reffusé de la moustarde audit Cabet, qui estoit en la maison de Goulin, etc.;

divisions qui ont esté et encore sont ou royaume de France, telles et si merveilleuses comme chascun seit, et par espécial depuis trois ou

le cas, et appellée la justice des lieux; et de sez choses ait joy et usé nostredit conseillier, et aussi lesdits de chappitre et religieux, et esté en bonne possession et saisine, tant par eulx comme par leurs prédécesseurs, de tel et si long temps qu'il n'est mémoire du contraire; néantmoins, puis certain temps en çà, nostredit bailli de Vermandois a fait ung lieutenant en nostredicte ville de Reims, apelé Jacques Stançon *, et aussi le prévost fermier de Laon a fait ung lieutenant pour luy en ycelle ville, appelé Jehan Cauchon, et pareillement nostre procureur a fait un lieutenant Jehan Bouron, qui tous demourent en ladicte ville de Reims continuellement, font tous exploits ès terres et haultes justices desdits supplians, sans appeller la justice des lieux, et sans commission le cas contenant; et avec ce, pluseurs de nos sergens, tant de nostre Chastellet de Paris comme de ladicte prévosté de Laon et du bailliage de Vitry, se sont venus asseoir en ladicte ville de Reims, en la terre et justice de nostre conseillier, et aussi ès terres et villes desdits de chapitre et religieux, où de jour en jour ilz font et s'efforcent de faire tous adjournemens, exécucions et autres exploits de justice, indifféremment, sans commission qu'ilz aient de ce fère, au moins contenant le cas; et avecques, puis naguères Jehan Gauuel, prévost fermier de Laon, de son auctorité est venu en ladicte ville de Reims, et en la terre et haulte justice de nostre conseillier, et là tient son domicille, et y a fait ung lieutenant, et ung procureur substitué qui continuement y demoure, et baille toutes manières de commissions et commandemens pour adjourner et contraindre les subgés de nostre conseillier, et exécucions, sans exprimer les cas, en leurs commissions, pour lesquelles choses ilz les font adjourner; et s'ilz baillent commission, si les baillent-ilz en termes généraulz, en disant : Adjournez *tel*, pour répondre au procureur d'office de leurs cours, ou autre, à tout ce que on leur savera que demander, sans autrement exprimer le cas; et pareillement font-ilz des subgés du chappitre et des religieux; et quant lesdis subgés viennent à leur journée, on leur impose à l'un sauve-garde..., port d'armez et autres cas, pour cuidier et voloir innuer la congnoissance à nous appartenir, affin de espouvanter lesdis subges, dont les pluseurs sont simples gens, qui pour rédimer leurs vexacions et travaulz, et par les menaces des

nous, ledit Girardin, pour ledit cas, en regard à ce qu'il n'a frappé ledit Me Simon, ne soy efforcé de ce faire, et qu'il est bien renomme en autres choses, avons condempné..., envers le roy en amende de cent s. t., comprins l'amende du prévost, qui est de LX s. t.

« XXX avril LXXIV. — Veue la confession libéralement faicte par J. Prévost, et A. Prévost, frères, labouréurs, demourants à Thilloy, d'avoir, par conclusion et délibération prinse entre eulx, de propos délibéré..., féru aus champs... père Guillemant, religieux de l'ordre Saint-François, soy-disant chappelain, aumosnier et commensal du roy, qui passoit par son chemin..., et luy avoir donné un cop de baston sur la teste, délibéré de lui en bailler trois ou quatre se ilz l'eussent peu rattaindre..., avons condempné lesdits à crier mercy à Dieu, au roy et à justice, nue teste et à genoux, et en amende envers le roy chascun en X liv. t., comprins les amendes du prévost, et à tenir prison jusques à plain payement desdictes sommes. »

Un autre manuscrit sur vélin a pour titre :

« Amendes venues et escheues au roy, à cause des deffaulx, litiscontestation et sentences diffinitives, taxées et adjugiés par hault... le bailli de Vermandois ou son lieutenant, en son siége et auditoire de Laon, depuis le XII mars M. CCCC LXXVII..., extraictes par moy J. Gamelin, greffier juré audit baillage, des registres dudit auditoire, à la requeste de noble homme... J. Gigault, lieutenant et commis de par Mgr. de Roussut, prévost forain de Laon, à l'exercice de la prévosté ès élections de Reims, Chaalons et pays à l'environ.... »

* Sans doute Jacques de Chaumont; voir plus bas l'acte du 29 septembre 1523.

quatre ans en çà, aient esté commis et fais en laditte ville et cité pluseurs grans excès et entreprinses à l'encontre de nous, de la justice et

procureurs et de nosditz officiers, et aussi desdis sergens, se sont souffers à composer; et les ont, lesdis officiers et sergens, composés à grans sommes d'argent, qu'ilx engagent et lièrent d'eulx dampnablement, sans que on leur face droit, jugement ne absolucion, dont pluseurs cas particuliers en seront bailliés par declaracion, se mestier est; et aucunes fois que lesdis officiers et procureurs ont fait adjourner lesdis subgès par-devant eux, et ilz ne leur scèvent que demander, ils les en envoient sans jour et sans terme, dont par telz voies et exactions dampnables, pluseurs des subgés de nostre conseillier, du chappitre et des religieux, sont moult grevés et opprimés, et moult grandement vexés et travailliés de leurs corps et de leurs chevances; et si est vray que encore pour plus grever nostredit conseillier, et énerver sa juridition et justice, il y a de présent en ladite ville tant et si grant nombre de noz sergens que il souffiroit bien pour toutte la justice de la ville et du païs d'environ; mais encores vuellent et s'efforcent les aucuns de faire prinses ou présent meffait, soit que les gens ait fait le cas que ilz leur imposent, pour cuidier à nous attribuer la congnoissance jurisdique de ce qui doit appartenir à nostre conseillier, et de ses gens et officiers; et avec, lesdits lieutenants mis en ladicte ville par lesdis baillis et prevost, et nostre procureur, et aussi les prevost de Laon et leurs valés, font de fait tous exploiz de justice, prinses, arrestz sans commission et sans appeller la justice du lieu; et non contens, font pluseurs autres abus et entreprinses contre nostredit conseillier et ses subgès, et lesdis de chappitre et religieux, à déclairer en temps et en lieux; lesquelles choses sont faictes de très-mauvais exemple, et en abusant justice, et en venant directement contre noz dictes ordonnances roiaulz...., et en grant perturbacion, empeschement, usurpacion et diminucion de leur jurisdiction...., et aussi en enfraignant nostre sauve-garde en laquelle ilz sont, en attemptant aussi contre certain procès[1], pieçà pendant en nostre court de parlement

[1] Nous pensons qu'il est ici question d'une affaire qui se trouve consignée dans la commission suivante, extraite d'une liasse de renseign. (Hôtel-de-Ville) :

Impetracion pour Monseigneur l'arcevesque et les eschevins de Reims, contre les prevos forains de Laon et autres.

« Charles, par la grâce de Dieu roy de France, au bailli de Vermandois ou à son lieutenant, ou au premier huissier de nostre parlement sur ce requis, salut. Nous avons receu la supplicacion de nostre amé et féal conseillier l'arcevesque, et de nos bien amez les eschevins de son ban de Reims, consors en ceste partie, contenant comme lesdis supplians, pour tant que à chascun en appartient, aient en ladicte ville toute la juridicion et justice haulte, moyenne et basse, et soient en saisine et possession d'avoir, entre les autres choses, la prinse, détencion, court, congnoissance, jugement et punicion de tous les demourans ondit ban et eschevinage, leurs subgiez, et de tous malfaiteurs et délinquens ou ban et territoire dudit arcevesque, qui en ycellui son ban et territoire sont trouvez et appréhendez en tous cas criminels et civilz, seulz et pour le tout, pour tant que à chascun desdis supplians en appartient, comme dit est dessus; sauf à nous le ressort et la souveraineté, sans ce que nostre prévost forain de Laon, son lieutenant ou compaignon, noz sergens ou autres officiers puissent ou doient traittier, prendre ni emprisonner les subgiez desdis supplians, mesmement les bourgois et demourans oudit ban, ne exercer en eulx ou sur eulx fait de juridicion, sinon tant seulement en cas de ressort et de souveraineté; et avecques ce, par les ordenances royaulx, noz officiers ne doivent faire aucuns exploix de justice es terre des haulx justiciers, se ce n'est ès dis cas de souveraineté et de ressort, sans appeller les justices des lieux. Ce nonobstant, Nicaise Souâle, soy-disant lieutenant et compaignon du prévost forain de Laon, environ Pasques Flories derrenièrement passées, prist et arresta de fait en ladicte ville de Reims, ou ban et en la justice dudit arcevesque, et ès termes dudit eschevinage, Jehan Quarré, subgiet dudit eschevinage, et le mena ou feist mener à Laon, et

jurisdicion que chascun de nous endroit soy y a, et aussi à l'encontre des bourgois et habitans d'icelle ville et cité, et du bien, policité et

en cas semblable, contre les prévosts de Laon qui lors estoient....; en nous humblement requérant que sur ce leur vueillions pourveoir de remedde gracieux et convenable. Sur ce est-il que nous, qui ne voulons telz excès et abus passer soubz dissimulacion, mais d'iceulx pugnicion estre y faicte, nous vous mandons.... que vous faictes exprès commandement de par nous auxdis lieuxtenans, prévostz et sergens, et autres nos officiers:..., à certaines et grosses peines à appliquer à nous, que d'ores en avant ilz

tantost questioner et justicier. Et environ ledit temps, ledit Nicaise prist en ladicte ville Jehan de Bar, charpentier, subgiet dudit eschevinage, et le mena à Laon en prison, et depuis le eslargi jusques à certain jour ensuiant, à grandes et soubz grosses peines; et finablement, par contrainte, le composa à certaine somme d'argent; et aussi fist-il pluseurs autres subgiez desdis suppliens, lesquelz par contrainte de prison il composa, sens ce qui les vousist rendre auxdiz suppliens ne à leurs offres, deuement seur ce sommé et requis. Et avecques ce, ou mois d'avril après ensuiant, ledit Nicaise et un appellé Jehan d'Aubemont et autres, qui se dient nos sergens, prindrent et arrestèrent de fait en ladicte ville de Reins, ès termes dudit eschevinage, Jehan le Fèvre, qui passoit parmi ladicte ville; et, pour ce que, en alant son chemin, il portoit en sa maison une hachette, l'emprisonnèrent et ne le vouldrent délivrer jusques à ce qu'il ot composé à eulx. Et, qui pis fu, ledit Nicaise et aultres ses complices advisèrent que, en la sepmaine de après Pasques derrenièrement passées, se tenoit à Reins une foire que l'en appelle la foire de la Cousture, et lors se transportèrent à Reins pour quérir occasion sur les marchans et bonnes gens qui venoient à ladicte foire; et là, soubz umbre et par la puissance de leurs offices, prindrent de fait pluseurs bonnes gens, marchans, pèlerins et aultres en ladicte ville, ès mettes dudit eschevinage, pour ce que yceulx portoient, les aucuns coustiaux, espées, hachettes, les autres piques et bâtons ferrez en leurs mains, sans ce toutesvoies qu'il meffeissent riens, ne qu'ilz feissent aucuns escande, noise ne débat aucun, et les pluseurs d'eulx composèrent à argent, et les autres laissièrent aler et en prindrent ce qu'ilz en porent avoir, des uns plus, des autres moins, et tant qu'ilz extorquèrent bien lors, si comme on tient par commune renommée et qu'ilz ont recognu en pluseurs lieux, la somme de cent frans d'or ou plus, de pluseurs personnes, à déclairier plus à plain en temps et en lieu, que trop longue chose seroit à les yci reciter. Mais qui pis fu, et chose de plus mauvaise exemple et de plus grant inhumanité, ledit Nicaise et autres ses complices, dont les aucuns se disoient estre nos sergens, se transportèrent naguaires en un village près de Reins, nommé Ville-Dommenge; et là trouvèrent un povre homme, ancien et débilité de ses membres, quérant ses aumosnes, nommé Ernoulet de Cymay, lequel povre homme demanda l'aumosne audit Nicaise; et ledit Nicaise lui demanda lors dont il estoit; et le povre lui respondi qu'il estoit de la ville de Cymay, mais il demouroit à Reins, et jà y avoit demouré trois ans ou environ, comme subgiet et ès termes dudit eschevinage. Et lors ledit Nicaise descendi de dessus son cheval, et dist audit povre homme: « Tu auras jà tantost de la bourgoisie de Reins. » Et ce dit, tantost le prist et lui arracha à ses poings grand partie de sa barbe par force, à grant douleur et passion dudit povre homme; et encores, non content de ce, lui donna deux grans buffes, le getta jus à terre, et foula du piè, et prist une petite croisette d'argent que ledit povre homme portoit par dévocion en son chaperon par dedens, et environ vint et quatre solz parisis en sa tache ou bourse, que ledit povre homme avoit pourchaciez et qui lui avoient esté aumosnez ou saint temps de Pasques, que il retint par-devers soy, et le mist ou fist mettre en prison close et ès ceps audit lieu, où il fu par trois jours et quatre nuys; et depuis manda à la justice dudit lieu que l'en le eslargist, ce que l'en fist. Mais assez tost après, c'est assavoir le samedi après *Quasimodo* derrenièrement passée, ou environ, ledit Nicaise trouva ledit povre homme à Reins, quérant son pain, et derechief le fist prendre par un sergent nommé Jehan Godel, et mettre en prison; et lui proposa qu'il avoit brisé la prison où il avoit esté mis, comme dit est. Et combien qu'il feust requis à grant instance par lesdiz suppliens, ou de par eulx, comme leur subgiet, ledit Nicaise ne le voult promptement rendre, mais le détint encor prisonnier longuement, et encores détient son argent et sa croisette d'argent, ou en a fait sa voulenté. Toutes lesquelles choses dessusdictes et desclairées, avecques

bon gouvernement de la chose publique d'icelle, par aucuns particuliers d'icelle ville et d'ailleurs, par maistrise, de leur auctorité, et

tiegnent et gardent nosdictes ordonnances qui sont toutes notoires, en leurs termes; et en ycelles gardant, qui se cessent de faire telle entreprinse et excès....; et aussi leurs faictes exprès commandement de par nous que contre la teneur de nos ordonnances, ilz ne demourent ne tiengnent leurs hostieulx et domicilles en la ville de Reims, ne ès terres et haultes justices de nostre conseillier et desdis du chappitre et religieux, mais s'en voisent et départent, et réparent tous leurs excès, abus et entreprinses, en rendant aux subgès de nostre conseillier et desdis de chappitre et religieux, toutes les sommes de deniers qu'ilz ont prins....; et en cas d'oppositions, reffus ou délay, attendu que nostredit conseillier, à cause de sa parrie, n'est tenu de plaider ailleurs que en nostre court de parlement, s'il ne ly plaist, et que ceste matière est conjoincte, vous adjournies les opposans à certain jour ordinaire ou extraordinaire de nostre prochain parlement, nonobstant que les parties ne soient pas des jours dont on plaidera lors, pour procéder et aler avant en ladicte opposicion....; et néantmoins, vous vous informez diligemment et secrètement de et sur les choses dessusdictes... en certifiant souffisamment de tout ce que fait averez noz amés et féaulx gens qui lors tiendrout nostre parlement, en leur renvoiant l'informacion que sur ce faicte averez féablement close et séellée

pluseurs autres griefs, oppressions, excès, maléfices, abbus et déliz à déclairier en temps et en lieu, lesquelz longue chose seroit à réciter, ont esté commis et perpétrez par ledit Nicaise et ses complices, en commettant abbus de justice, extorsion, roberie, et crime de concussion, et autres crimes et délix, soubs umbre et par puissance de leurs offices, ou très-grand grief, préjudice et deshéritement desdix supplians et de leur juridicion, et en entreprenant contre leurs droiz, en très-grand escande de justice, et en venant contre lesdictes ordenances royaulx; et encore s'efforcent de faire de jour en jour par voye de fait et par autres dampnables manières soutives et exquises, telement que lesdiz supplians en sont en péril de perdre leurs drois et juridicion, se par nous ne leur est sur ce pourveu du bon et brief remède de nostre justice, si comme ils dient, en nous humblement suppliant et requérant à grant instance ycelluy. Pourquoy nous, en considéracion à ce que dit est, qui est chose dampnable et de très-mauvaiz exemple, vous mandons et commettons, et à chascun de vous qui requis en sera, que de et sur les excès, abbus et maléfices, et crimes dessusdis, les circonstances et dépendences d'iceulx, vous vous informes bien diligemment et sévèrement contre les dessusnommez, et ceulz que par ladicte informacion, fame publique ou véhémente présumption, vous en trouverés estre coulpables ou véhémentement souspçonnez, attendu que ledit arcevesque, qui est per de France, et aussi lesdiz eschevins, quant on traicte des drois touchans ledit eschevinage, ne sont tenus de plaidier ailleurs que en nostre court de parlement, s'ilz ne leur plaist, adjournez, ou vous, bailli, faictes adjourner à comparoir en personne et de mainmise ou autrement, selon ce que les cas le requerront, à certain et compétent jour extraordinaire de nostre présent parlement, nonobstant qu'il siée, si bonnement puet estre fait, sinon, aux jours du baillage de Vermandois du prouchain parlement à venir, pour respondre à nostre procureur à tele fin.... comme il vouldra eslire, et auxdis supplians et à tous autres, qui sur ce se vouldront faire et constituer partie contre eulx, affin civile tant seulement, et pour aler avant et procéder en oultre, si comme il sera à faire de raison, en renvoyant l'informacion que faite aurez ou faite faire sur ce, féablement enclose soubz voz seaulx, par-devers noz amez et féaulx gens qui tiennent ou tenront nostre-dit parlement, et en eulx certiffiant souffisanment de tout ce que fait sera en ceste partie, ausquelz nous mandons que aux parties, ycelles oyes, facent bon et brief acomplissement de justice : car ainsi nous plaist-il estre fait, et auxdis supplians l'avons ottroyé et ottroyons de grâce espécial par ces présentes, se mestiers est, nonobstant quelconques lettres subreptices, empêtrées ou à empétrer au contraire. Donné à Paris le sisiesme jour de juillet, l'an de grâce mil trois cens quatre-vins et quatre, et de nostre règne le quart.

« Ès requestes de l'ostel, par les lair. *Signé* : HAUDOYER. »

sans aucun adveu de nous, ne d'autre ayant puissance de ce faire, les aucuns d'eulx, soubz umbre qu'ilz se disoient estre du conseil de la ville soubz vos seaulx; auxquels nous mandons que aulx parties, icelles oyez, facent bon et brief accomplissement de justice, car ainsi nous plaist-il estre fait....

« Donné, etc., etc. (*sic.*) »

Lettres royaux de commission contre les empiétements du conseil de ville.

« Henry..., aux baillis de Vermendois et de Vytry, et à chascun d'eulz.... La grief complaincte de noz amez le vicaire de l'arcevesque de Reins, les baillis et procureur commis de par nous au gouvernement et exercice du bailliage et de la procurerie laye dudit arceveschié, les prévost, doyen, chantre et chappitre de l'église N.-D. de Reins, et les religieux, ablez et couvens des églises et monastères de Saint-Remy, Saint-Nicaise et Saint-Denis de Reins, avons receu contenant que ladicte ville est cité notable, métropolitaine, de telle ancienneté qu'il n'est mémoire du commencement, que ledit arcevesque est premier et encien père de France et duc de Reins, qui tient nuement et sans moien ses duché, parie et temporalité de nous, et par ce doit joïr de tous drois, prérogativez, privilégez, noblesse et franchises que les pères de France ont acoustumé de joïr; et à ceste cause, comme duc de Reins et père de France, ont, ledit arcevesque, pluseurs villes, chasteaulz et chastelleries où ses baillis tiennent et ont acoustumé de tenir assises, et esquelles il a toute jurisdition, seignourie et justice, haute, moyenne et basse, seul et pour le tout, soubz nostre ressort et souveraineté; que en ladicte ville, qui tousjours a esté et est recommandée de bonne obéissance et loiauté envers nous et noz prédécesseurs roys de France, par le moyens des sages et prudommes, taut d'église comme autres, qui y ont esté et sont..., sont pluseurs grossez notables églises, grandement fondéez, douéez et prévilégiéez, c'est assavoir : ladicte église de N.-D., lesdiz monastèrez, et pluseurs églises collégiales et autres, esquelles ont esté et sont pluseurs notables, sages et vaillans hommes, clers graduez en diversez sciences, et autres de grant prudence et gouvernement; que à cause dez fondacions, dotacions et augmentacions dudit arceveschié et desdictes églises de N.-D., Saint-Remy, Saint-Nicaise et Saint-Denys, et autrement duement, lesdis complaingnans sont seigneurs de ladicte ville, et y ont toute justice temporelle et espirituelle, chascun en son regart; c'est assavoir : ledit arcevesque, toute jurisdiction espérituelle sur ses subgiés et sur les subgiez du ban Saint-Remi, ressortissent à court de Rome, tant seulement, et lesdis complaingnans leur jurisdiction temporelle soubz le ressort et souveraineté de nous; et pour lesdictes jurisdictions excercer et gouverner, ont, ledit arcevesque, baillif pour tenir assises en ses chastelleries et garder sa seignourie, et prevostz et maïeurs, sergens et autres officiers, pour administrer raison et justice à sez subgiés; et lesdiz de chappitre, Saint-Remi, Saint-Nicaise, Saint-Denis, baillis ou gardes de leurs justices temporelles, maïeurs, sergens et autres officiers, chascun en sa terre et jurisdiction, pour, comme dit est, administrer raison et justice à leurs subgiés; avecque ce, ont, ledit arcevesque, en son ban, XII eschevins, que l'en dit les eschevins de Reins, qui tous les ans, le jour des Cendrez, sont esleuz par les bourgois du corps dudit eschevinaige, demourant ou ban de l'arcevesque, et non exempz de sa jurisdiction, natifz de ladicte ville, ou qui ont acquis, à cause de leurs femmes ou autrement, les prévilèges, libertés et franchises dudit eschevinage et de ladicte bourgoisie; et cedit jour des Cendres, après l'élection desdicts bourgois, sont les XII esleuz instituez et establis eschevins par le bailli dudit arcevesque, en la main duquel ilz font serement solempnel qu'ilz feront bons jugemens des bourgois du corps de l'eschevinage, et que ilz garderont les drois dudit arcevesque, lesquelz eschevins ont les jugemens en tous

et de nous, et les aultres, soubz umbre de justice ou des offices qu'ils ont exercés, tant sur le fait de la capitainerie d'icelle ville et cité

cas criminelz et civilz des bourgois et bourgoises du corps de leur eschevinage, aux siéges des bailli, prévost et maïeurs dudit arcevesque, se icelz bourgois ne se soubzmectent au jugement desdis bailli, prévost, maïeurs, et quant aus [cas?] appartenens [*sic*. appartenans?] ausdits eschevins; et les eschevins du ban Saint-Remi ont pareillement le jugement des bourgois et bourgoises du corps de leur eschevinage; et sont les eschevins du ban dudit arcevesque, subgiés en tous cas audit arcevesque, et les eschevins du ban Saint-Remi, subgiez aulx religieux, abbé et couvent; et combien que aus complaingnans, qui sont haulz justiciers, bas et moyens de ladicte ville, compectent et appartiengnent tous explois de justice, adjournement, arrestz, prinses, saisinez, criez, subhastacions, exécucions, amendes, actrayers, confiscacions et autres explois de justice, et non à autre, mesmement ausdis eschevins du ban l'arcevesque, et lesquelz eschevins n'ont aucune justice, explois ne exécution de leurs jugemens ou sentences, fors tant seulement qu'ilz ont la prononciation et les jugemens de leurs bourgois..., desquelles sentences à l'arcevesque appartient l'exécution, que les eschevins ne puellent, ni autres particuliers de la ville sans son consentement, congié et licence, ne les subgiez des complaignans sans leur congié et licence, contraindre par adjournemens, par paines ou amendes, les subgiez desdis complaignans, à aler aux assemblées qu'ilz (*sic*) volroient faire yceulz eschevins ou autres particuliers, ne faire alliance les uns aux autres, faire et asseoir tailles sur les subgiez des complaignans, ne mettre sus aucunes nouvelles exactions ou subvencions, lever ni exiger aucunes amendes, ne augmenter, acroistre ne amenrir les amendes ordinaires des complaingnans, faire status, édictz, ordonnances en la ville sur eulz, ne sur les subgiez des complaingnans, ne les contraindre à les tenir, ne pour ce paier à eulz aucunes amendes, ne les contraindre ad ce par prise de leurs corps, de leurs biens, par adjournemens ne autrement, ne de instituer, ordonner ou establir aucuns receveurs, collecteurs ou autres, pour lever, cueillir et recevoir lesdictes tailles, exaction à [*sic*, ou?] amendes pareulz mises sus, ne autres deniers communs de ladicte ville, octroyez à icelle par nous pour la reparacion, ou autres charges communes de ladicte ville; et pareillement ne loist au capitaine de la ville, ne à son lieutenant, des choses dessus fere ou accorder, ne d'en tenir court ne congnoissance, sinon par aventure tant seulement qu'il a la congnoissance des reparacions de la forteresse de la ville, et du guet d'icelle, appelez ad ce les complaingnans seigneurs d'icelle ville, qui à cause de leurs seignouriez ont et doivent avoir l'ueil et entendre au gouvernement et police d'icelle ville, pour ce que ilz scèvent et doivent mieulz sçavoir l'estat et gouvernement d'icelle ville, et les meurs et condicion des habitans d'icelle et du pais environ, que ne font les capitaines qui ont esté et porroient estre estrangiez; ne puet aussi ledit capitaine, ou son lieutenant, instituer aucuns sergens qui aient poissance de faire adjournemens par-devant lui, prinses de biens ne autres explois de justice, ne ledit capitaine ou son lieutenant ne puet ce faire, ne commander estre fait, sans appeller la justice des complaingnans; et il soit ainsi que pour pourveoir et remédier à pluseurs entreprinses qui avoient esté faictez contre et au préjudice desdis complaingnans, de leurs seignouriez, justices et jurisdictions par lesdis eschevins, les capitaines, leurs lieutenans et autres particuliers, de leur voulenté, sans autorité ou consentement des complaingnans, ou autrement indeuement, durans les guerres et divisions qui ont esté, comme encores sont en nostre royaume de France, pluseurs accors aient esté fais et passés entre ledit vicaire, lesdis de chappitre et couvens, faisant et représentant la plus grande et sainne partie du clergié de la ville, et les eschevins du ban de l'arcevesque, et

comme autrement; et à ceste cause fait et fait faire plusieurs grans assemblées, status et ordonnances, et autres exploits et nouvelletés en

depuis ratifiés et aprouvés et accordez en la présence de J. Cauchon *, lieutenant du capitaine, et de pluseurs conseilliers et autres vaillans hommes bourgois, manans et habitans d'icelle ville, assemblez pour traictier des besongnez et affaires d'icelle; esquelz accords, entre autres choses, est contenu que les bourgois, manans et habitans d'icelle, seroient gouvernes chascun en justice par les haulz justiciers de ladicte ville, auxquelz la congnoissance en appartient ou appartenra; et tenroient ou feroient tenir lesdictes parties, chascun endroit soy, en ses drois, seignouries, franchises, libertés, possessions et saisines, selon ce que fait avoit esté d'enciennete, sans fère, ne enjamber, ne souffrir par autres estre fait ou enjambé, à l'encontre d'eulz, de ladicte ville et cité, aucunes choses à leurs drois, seignouriès et franchisses, ne aussi au bien de la chose publique d'icelle ville préjudiciables; et promirent les dessus dictes parties par leur foy, et soubz l'obligacion des biens desdictes églises et eschevinage, à tenir et faire entretenir l'un envers l'autre lesdis accors sans contrevenir; en entérinant lesquelz accors, les complaingnans ont esté appellez et presens, comme raison estoit, à pluseurs assemblées qui depuis ont esté faictes, et ont entendus, présent le lieutenant dudit capitaine et pluseurs bourgois et manans, en bonne paix, concorde et union, aux besongnes et affaires d'icelle ville; neantmoins depuis peu de temps en çà, les eschevins du ban de l'arcevesque, ledit Jehan Cauchon, lieutenant, et autres de sa ville, sans le congié et licence des complaingnans, et sans eulz appeler, de leur volenté ou autrement, ont fait evoquer et assembler par adjournemens en la loge de l'eschevinage, sur certaines peines pécunielles, les subgiez des complaingnans, lesquellez peines ilz ont exigés et levés, ou se sont efforciez lever sur ceulz qui ne sont pas comparus à leur maudement et assemblées, et s'assemblent quant bon leur semble en ladicte loge, et ailleurs, où ilz ont fait et font alliance avec les subgiez des complaingnans, et leurs ont fait passer procuration; ont aussi fais status, dictz et ordonnances, comme bon leur a semblé, sur le gouvernement et police d'icelle ville, mis et apposez sur les transgresseurs de leurs édictz, status et ordonnances, amendes plus grandes aucunes fois, et aucunes fois moindres que les amendes ordinaires des complaingnants; ont fait tailles sur les subgiés et bourgois des complaingnans, et pour icelles recevoir, et les amendes par eulz mises sus, et autres deniers communs de la ville par nous octroiez, ont commis à leur tête receveurs, sans y vouloir recevoir aucun receveur ausdis deniers communs de par lesdits complaingnants, qui en paient comme les habitans lais, et ont les deniers employés en procès qu'ilz ont contre les complaingnans, et en dons qu'ilz se sont fais et font les ungs aux autres, sans en rendre compte, et ont fait pluseurs autres abus de justice; et qui plus est, aucuns singuliers subgiés des complaingnans, soubz couleur des entreprinses dessusdictes, par induction ou autrement, se sont, de leur voulenté, au moins sans le congié et licence des complaingnans leurs seigneurs, et sans eulz appeller, assemblées par paroche **, et ont entre eulz esleus et establis les aucuns d'eulz, et autres que ilz dient estre le conseil ou esleus au conseil de ladicte ville, pour vacquer et entendre au gouvernement d'icelle; et ont, iceulx esleus, commis et establis receveurs *** pour recevoir les amendes, exactions et deniers communs dont dessus est

* J. Cauchon avait cessé d'être lieutenant le 4 mai 1424. Voir plus bas à cette date. — Voir aussi l'arrêt du 13 septembre 1426, qui prononce sur les plaintes contenues dans l'acte que nous publions ici.

** Voir plus loin l'acte du 28 décembre [illegible].

*** Nous empruntons aux Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, renseign., un mandat de payement adressé par le conseil de ville à ses receveurs, au [illegible]

icelle ville, lesquelles nous ne voulons estre préjudiciables à aucuns de nous, ne iceulz avoir ne sortir aucun effect, orès ne ou temps

faicte mencion, avecques ledit capitaine ou son lieutenant, s'efforcent et s'est efforcie de tenir court et cognoissance des subgiez desdis complaingnans, en ce qui ne concerne ne regarde la fortification, ne le guet ou garde de la ville, a institue et establi sergens qui, sans appeller la justice des complaingnans, font prinses et execucions de biens sur les subgiez des complaingnans, et font pluseurs autres exploits de justice; et aussi pluseurs singuliers subgiez desdis complaingnans, soubz couleur desdictes entreprinses, ou autrement de leur voulente, ont fait aliances et compaignies, et contraignent les subgiez des complaingnans, quant ilz se remarient seconde ou pluseurs fois, à eulz paier à chascune fois certaine somme de deniers, à leur voulenté, et en font pleinne execucion sur eulz et leurs biens, qui sont choses de mal exemple, contre le bien de mariage et de la chose publique, et qui ont este et sont faictes directement contre les-

environ avant l'époque des dernières entreprises dont se plaint ici le clergé :

« Jehan de Châlon, lieutenant de haut et puissant seigneur Guillaume, seigneur de Chastillon et de la Ferte-en-Ponthieu, grand queux de France, et capitaine de la ville et cité de Reims et du pais d'environ, à Jehan Tribou, receveur des deniers communs de la ville de Reins, salut. Nous, par l'accord et consentement de messeigneurs les abbés de Saint-Remi, Saint-Nicaise et Saint Denis de Reins, Me Pierre Charlet, Me Ponce-Dulmont, chanoines de Reins; Me Pierre le Roy, Pierre Cocher, Gérard Lambert, Estienne Pétard (?), eschevins; Me Jehan Roberchamp, Thomas Boiron, maistre Pierre Chardon, Me Jehan de Florimont, Me Ponce de Montfaulcon, Me Jehan Cabert, Guy l'Escot, Jehan l'Escot (?), Jehan (?) Gourion, Herbin Colet, Jehan Foucuel, Gérard de Saint-Leu, et pluseurs autres esleuz au conseil et autres gens notables d'icelle ville, vous mandons que (?), des (?) deniers de vostre recepte, vous paiez, baillez et délivrez à Phelippot Maucelière, poissonnier et Jehan de Saulcé, son compaignon, la somme de soixante dix-sept livres douze solz parisis, pour xxxx grosses carpes et xxiiii besches, lus et quarriaux, présentez à monseigneur de Bourgoingne à sa joyeuse venue par deçà, à Me Perrart (?) de Marigny et autres ses officiers; à Jehan Salmon, la somme de quarante-huit solz parisis pour une grosse carpe présentee audit seigneur; à Jacques le Vigneron, demourant audit Reins, la somme de soixante-dix-huit livres douze solz parisis pour six queues de vin blanc et clairet presenté audit monseigneur de Bourgoingne; à Jehan de Châlon, fils de feu Pierre de Châlon, la somme de quatre-vins-cinq livres parisis pour cent sestiers d'aveine présentez audit seigneur, à xvii s. le sestier, montant à ladicte somme; à icellui Jehan de Châlon, la somme de vint-sept livres quatre solz parisis pour deux muys d'aveinne présentez à monseigneur de Lucembourg estant en la compaignie d'icellui seigneur; à Herbin du Curtil, la somme de vint livres huit solz parisis pour xxv aulnes et demie de fine toile données à monseigneur l'evesque de Tournay, chancelier de monseigneur de Bourgoingne; à Thomas Bouiron, la somme de douze livres seize solz parisis pour une douzaine de serviettes données audit monseigneur le chancelier; audit Thommas, la somme de quatorze livres huit solz parisis pour une douzaine de serviettes fines données à monseigneur de Brimeux, conseillier d'icellui seigneur; à icellui Thommas, la somme de neuf livres douze solz parisis pour une xiiie de serviettes données à Me Pierre de Marigny, conseillier d'icellui monseigneur de Bourgoingne; *item*, pour frangier de soie lesdictes serviettes, huit solz parisis. Et par rapportant ces présentes et quittance des dessusdis, icelles sommes montant à la somme de trois cens vint livres huit solz parisis vous seront allouées en vostre compte, et déduictes de vostre recepte sans aucun contredit. Donné soubz nostre seel le vint troiziesme jour du mois de mars, l'an mil cccc et dix-nuef. *Signé :* MAUBROUET. — *Au dos est escrit :* L'an mil cccc et xx, le xxviiie jour de mars, Philippot Maucelière, Jehan Salmon, poissonniers, Jacquet le Vigneron, Jehan de Châlon, fil de feu Pierre de Châlon; Herbin du Curtil et Thommas Buiron, recongnurent avoir receu de Jehan Tribou, receveur, etc., la somme de trois cent vint-huit livres huit solz parisis, pour les causes et par la manière déclairées ès ces présentes. Tesmoing, P. Maubrouet.

adveuir, et encores font et s'efforcent de faire de jour en jour ce qu'ilz ne puellent ne ne doyent, et dont pluseurs grans plaintes sont venues

dicts accords, en enjambant contre les drois, seignouries, etc., des complaingnans, et en faisant contre eulz, au moins sans leur congié, assembléez et aliances dampnables, au moins préjudiciables aux complaingnans, et autrement grandement delinquent, dont la totale destruction de leur justice et du bien publique se porroit ensuir, se par nous n'estoit sur ce briefvement pourveu de remède convenable, si comme dient les complaingnans, requerans sur ce nostre provision. — Pour ce est-il que nous, ces choses considérées, voulant garandir aux complaingnans leurs terres, seignouries et justices temporelles, qui sont ressortissans de nous, et eulz les deffendre de poissance de lays, et d'autres inquiétacions indues..., voulans aussi lesdis accords sortir leur plain effect, vous mandons et commectons que se, par information par vous faicte ou à faire, véhémente présumpcion, ou autrement deuement, il vous appert des entreprinses et autres choses, cas crimes ou delis dessusdis, et desdicts accords, faictes commandemens de par nous, sur certainnes et grosses peines à appliquer à nous, ausdis eschevins, audit Jehan Cauchon, et autres, dont requis serez, que ilz réparent et mectent du tout au néant les entreprinses et autres choses dessus faictes au préjudice des complaingnans, et contre la teneur desdis accords, et les suffrent joïr et user paisiblement de leurs drois, libertés, etc...; et vous-meismez mettez au néant lesdictes entreprinses...., en contraingnant les eschevins et Jéhan Cauchon, et autres qui seront à contraindre, à amender à nous et ausdis complaingnans, d'amende raisonnable, les entreprinses dessus dictes...., et en cas d'opposicion, attendu... que les drois de l'arcevesque, à cause de sa parrie, doient estre démené en nostre parlement, et que ceste matière est haulte et de grand poidz, donnez jour aux opposans extraordinaire de nostre présent parlement, par-devant nos amez.... conseillers les gens dudit parlement,.... et néantmoins adjournez les coupables, et véhémentement soupeçonné des cas dessus dis, à comparoir personnellement, ou autrement, selon l'exigence du cas, audit jour en nostre cour de parlement..., pour rendre compte et reliqua des deniers communs de la ville, ou veoir bailler commissaires pour oïr yceulx comptes...., et procéder en oultre selon raison, en pourvéant à la garde et gouvernement d'icelle ville, et de la policie d'icelle, comme il appartiendra, et qu'il sera expedient, affin que aucuns inconvénients ne s'en puissent ensuir; et tellement procédés à l'execucion de ces présentes, que.... les complaingnans n'aient cause d'en retourner vers nous....

Contre les maistres des eaux et forêts de Reims.

Henry.... au premier huissier de nostre parlement, ou autre sergent royal... Exposé nous ont en complaingnant nos amés les vicaires de l'arcevesque de Reins, les bailli et le procureur commis de par nous au gouvernement et exercité du baillage et de la procurerie laye de l'arceveschié [a], les pré-

[a] Il reste, dans le cart. A et dans les liass. 23 et 24 des Archives de l'archevêché, quelques pièces peu importantes d'ailleurs, relatives à l'administration des eaux et forêts du domaine archiépiscopal. Voici la plus ancienne qui se trouve cart. A, fol. 187 v°, et liass. 23, n° 1.

« Regnault de Chartres, par la grâce de Dieu arcevesque et duc de Reims.... Sçavoir faisons que, pour le bon rapport qui faict nous a esté de la personne de Thomas le Boutillier et de ses sens, loyaulte, preud'homie et bonne diligence d'icelluy, avons donné et donnons de grâce espécial par ces présentes, l'office de maistre de noz eaues et forets audict arceveschié, pour icelluy office avoir, tenir et exercer par ledit Thomas, aux gaiges, droicts, prouffiets et esmolumens accoustumez et qui y appartiennent, tant qu'il nous plaira. Sy donnons en mandement à nostre bailly de Reims, ou à son

et viegnent de jour en jour à nous, par quoy plusęurs grans inconvéniens irréparables s'en porront ensuir, et le bien, policité et bon gou-

vost.... et chappitre de N.-Dame, et les religieux, abbés et convens des églises et monastères de Sainct-Remi, Sainct-Nichaise et Sainct-Denis, disons que jà soit ce que à eulz compète et appartiengne, à cause de leur fondacion, et autrement deuement, toute la justice haulte, moyenne et basse de la ville, tant en temporel comme en espirituel, le temporel soubz nostre ressort nuement, et que par ordonnances royaulx, faictes par le roy Jehan, du mois de décembre l'an M. CCC. LV, à l'assemblée par lui faicte des bonnes villes, gens d'esglise et nobles de nostre royaulme, de Languedoil, et du pays coustumier, de tous les trois estas..., soit et ait esté ordonné que toutes juridicions seroient laissiés aux juges ordinaires, sans ce que nos subgiés soient trais ou travailliés par-devant maistres d'ostels, maistres des requestes d'ostel, lieuxtenans, connestables, maréchaux, admiraux, maistres des arbalestriers, maistres des eaux et forestz, ou de leurs lieuxtenans, excepté tant seulement que les maistres des requestes de l'ostel auront la congnoissance des offices, et aussy des officiers de nostre hostel, en action personnelle pure, en deffendent tant seulement, et non pas en demandent, et nostre connestable la congnoissance des sergens d'armes, en deffendent tant seulement, et en action personnelle, esquelles il aura garde enfreinte; et aussy pourront congnoistre nosdis connestables, mareschaux, ou lieuxtenans, quant aux actions personnelles, et entre ceulz qui seront en la guerre, et en deffendent tant seulement; et nos maistres des eaues et forests congnoistront des causes regardent leurs juridicions ordinaires, c'est assavoir touchans le fait des eaues et forestz; et en tous autres cas, nul ne pourra estre trais ou adjournez, fors chacun en sa chastellerie et ressort, soit que les causes nous touchent, ou autres, et se il y est trait ou adjourné, il ne sera tenu d'i obéir, ne de aler à la journée; est aussi deffendu et ordonné, par icelle ordonnance, à nos maistres de nos eaues et forestz, que doresenavent ilz ne traitent ou ne tiengnent congnoissance, ou juridicion aucune, en la terre et justice des prelas, barons, et autres justiciers, des eaues et forestz desdis prelas, barons et justiciers, ne prengnent ne facent prendre en autres eaues, ne en autre juridicion que en la nostre, les engins ne les rez et filez, ne ne tiengnent court et congnoissance de ceulx qui pescheroient contre nos ordonnances, ès eaues de nos subgiés, se ainsy n'estoit que les prélas, barons, ou haulx justiciers, sommez et requis suffisamment, fussent négligent de faire tenir nosdictes ordonnances par leurs subgiès; et se nos maistres des eaues et forestz voloient faire le contraire, il est ordonné par icelles ordonnances, que l'en ne soit tenu de obéir à eulx; et aussi ordonne par icelles ordonnances, que tous accroissemens de garennes anciennes, et toutes nouvelles garennes, et mesmes les nostres, fussent mises au neant, ostéez et abatues du tout, et sy fust donné congié et licence que chascun y peust chassier et prendre sans amende aucune; et il soit ainsi que nostre très-chier et redoubté seigneur et père, dont Dieu ait l'âme, au traictié de la payx finale de nos royaumes de France et d'Angleterre, ait promis de tenir, garder et deffendre ledit royaume de France, les gens d'église, nobles, bourgois et habitans d'icelui, en leurs anciennes coustumes, immunités, franchises,

lieutenant, que prins et receu dudict Thomas le Boutillier, le serment en tel cas accoustumé, il le mecte et institue de par nous en possession et saisine dudict office..., ensemble desdicts gaiges, droicts, prouffictz et emolumens dessusdiz, le face, souffre et laisse joyr et user plainement et paisiblement, et à luy obéir et entendre de tous ceulx et en la manière qu'il appartiendra, ès choses touchans et regardans ledict office. Mandons et commandons... et [illegible], etc. En tesmoing.... Donné à Paris le [illegible] jour d'aoust, l'an de grâce mil CCCC XXX[illegible]. »

vernement d'icelle cité, et de la chose publique d'icelle, perdre et alèr au néant, se pourveu et remédié n'y estoit par nous qui sommes

libertés, noblesses, previlèges, constitucions et usages, neantmoins Jehan Gouvion, soy disant lieutenant du maistre de nos eaues et forestz ès pays et conté de Champagne, Brye et Picardie, Jehan Cauchon, soy disant maistre sergent des boys des montaignes de Reins, en venant directement contre lesdictes ordonnances, traient en cause et font convenir par-devant eulx, à Reins, les subgetz d'iceulz complaingnans, tant de la ville de Reins que d'autres villes appartenant ausdis complaingnans, et s'efforcent de attribuer à eulz la court et congnoissance des eaues et des forestz des complaingnans, et de leurs subgiés, et soubz umbre de ce prennent et font prendre, par leurs sergens et complices, en autres eaues et en autres juridicions que en la nostre, les engins, les rez et filez desdis complaingnans, et premièrement [prennent?] la congnoissance et la punicion de ceulz qui peschent contre nos ordonnances ès eaues desdis complaingnans; avecques ce prennent de fait, et sens la justice des lieux, lièvres, connins, venoison, volailles sauvages, quant elles sont apportées en la ville de Reins, qui est ville de telle honneur que elle peut et doit bien estre servie de venoison, lièvres, connins, et autres choses dessus dictes, et iceulz lièvres, connins et volailles prennent et ostent aux bonnes gens laboureux, et autres subgiés d'iceulz complaingnans, et autres, quant ilz les apportent vendre, comme dit est, et les manguent entre eulz, et condempnent les bonnes gens à ce amender à nous, et à eulz, de grosses amendes, soubz couleur de ce que ilz dient lesdis lièvres, connins, et autres bestes sauvages, avoir esté prins sans chasse de chiens, par engins et filez, ou autrement, ou par chasse en garennes, contre nos ordonnances, jà soit ce que ilz aient esté prins en plains champs aucune foys, ès viugnes desdis laboureurs, et aucunes foys ès garennes nouvelles ou ès garennes, terres et juridicion des complaingnans, et non pas en nos enciennes garennes, par quoy les laboureurs ne osent plus prendre ne chassier audictes bestes sauvages dont leurs labeurs, par la multiplicacion d'icelles bestes, sont souventesfois perdus et gastés, et qui plus est lesdis maistres sergent et lieutenant et autres, soubz couleur de leur office, prennent court et congnoissance de toutes debtes dêues pour cause de biens meubles, de fustailles, comme queues, cuviers, escrins, bans, fournes, tables et autres meubles et fustailles et aussi de tieules, pour ce que elles sont cuites aux bois et à feu de bois, et de cendres, pour ce qu'elles procèdent de bois, et contraingnent les subgiés des complaingnans à sortir juridicion devant eulz pour les causes dessus dictes, et à payer à eulz les amendes et autres devoirs de justice; et qui plus est les contraingnent par vertu de lettres faictes soubz scel d'eglise, ou d'un simple papier, à payer les sommes contenues ès dictes lettres, par prise de leurs corps et de leurs biens, jà soit ce que ilz n'ayent pas obligié leurs corps, et puellent yceulx obligiés estre receuz à opposicion sans faire nostre main pleine des sommes contenues èsdictes lectres ou papiers; et oultre plus lesdis maistre, sergent et lieutenant se sont efforciés de traictier en audience de ceulx qui pour faict des bois, de queue, cuvier, de tieules, etc..., poursuient leurs debteurs par-devant les juges ordinaires, combien que par les ordonnances royaulx faictes par feu nostre... ayeul, le roy Charles derrenier passé..., les maistres, sergens et gruyers ne doient avoir la congnoissance que des bois en grurie, dont ilz ont la garde, et de ce qui est pris soubz la feuille et le couvert du bois; lesquelles choses sont faictes en grant abus de justice, ou préjudice du bien publique..., des complaingnans et de nostre justice, et pourroit plus estre, se par nous n'estoit pourveu de remède convenable... Pour ce est-il que nous... te mandons et commetons que appellé avec toy ung notaire, ou personne publique de court laye, tu te informes bien diligemment et secrètement..., etc.

seigneurs temporelz d'icelle ville et cité, et à qui principalment compète et appartient le gouvernement d'icelle, et qui y devons avoir

Il fera défense à J. Gouvion, à J. Cauchon, et autres, de continuer leurs entreprises, d'exécuter les ordonnances du roi sans avoir sommé préalablement les seigneurs de les faire exécuter eux-mêmes, de saisir le gibier sans faire appeler la justice des susdits, de prendre connoissance des tuiles et bois en œuvre, de faire contrainte par prise de corps et de biens à cette occasion, etc... En cas d'opposition, ajourner au parlement.

Contre les empiètemens du bailli de Laon, du prevôt et de leurs sergens.

Henry.... au premier huissier de nostre parlement ou autre sergent royal ... Complains se sont à nous le vicaire de l'arcevesque de Reins, le bailly et procureur commis de par nous (*les complaignants sont les mêmes que dans la commission précédente*)... disans, jà soit ce que par ordonnances royaulx, confermées, ratefiez, et approuvées l'an M. CCC. IIII^XX du mois de mars, par nostre ayeul Charles.... derrenier trespassé..., a la convocation general que fait avoit en nostre ville de Paris des gens d'église, nobles et bourgois...., pour avoir provision entre autres choses de pluseurs choses que ils disoient avoir esté faictes en leur préjudice, contre leurs immunitez, noblesses et franchises, libertés, privilèges, constitucion, usaiges et coustumes de pays, et contre les ordonnances royaulx, il eust volu, ordonné, que toutes immunitez, noblesses, etc...., et tous les ordonnances royaulx dont jouissoient les gens d'église, nobles, bonnes villes, et le peuple de nostre royaume, en la Languedoil, en temps du roy Philippe-le-Bel, leur fussent restitués et restablis, et par lesdictes ordonnances les restitua, restabli, et conferma, non obstant fais, usaiges ou ordonnances lors faictes ad ce contraires, et promist les tenir fermement sans enfraindre; et affin que lesdictes ordonnances fussent entermées de point en point, il fit extraire des registres de la court de parlement les ordonnances royaulx faictes par le feu roy Jehan, l'an M. CCC. LV, en mois de may, esquelles sont insérées celles du roy Philippe faictes l'an M. CCC. II, entre lesquelles ordonnances dudit Philippe, sont pluseurs poins et articles, entre lesquelx il volt estre ordonné, et par édict, que les subgiés et justiciables des prélas, barons, ou autres nos subgiés, ne fussent trais en cause devant noz officiers, ne leurs causes ne fussent oyes en nos cours, synon en cas de ressort, ou autres cas à nostre droit royal appartenant, et que aucunes lettres ne fussent, fors en cas dessus dis; avecques ce volt et ordonna que aucun sergent royal ne face adjournement ou citacion, sans commandement de seneschal, bailly, prévost, viconte ou juge, et se le prévost, par aucune adventure, faisoit ou commandoit faire faulz ou injurieux adjournemens, il resarsiroit les dommages et griefz à la partie ainsy grevée, et avecques ce, par peinne convenable, congnoistroit que grefment avoit délinqué; fut aussy interdit et defendu à tous sergens royaulx, que ilz ne justicient ou excercent leurs offices en terres de prélas, barons ou autres nos vassaulx et subgiés, esquelles ilz ont justice haulte et basse, synon en cas de ressort, ou autre cas à nous de droit appartenant, et [en ?] tel cas par commandement de seneschal, bailly, prévost ou juge, et contendra le mandement d'iceulx, le cas à nous, comme est dit, appartenant: et que lesdis sergens ne demeurent ou aient domicile ès dictes terres, ou ès lieux voisins, en fraude, sans la volenté desdis seigneurs, se ilz ne sont nez du lieu, ou que ilz aient contraict mariage, et en ces deux cas lesdis sergens pourront exercer leur office esdits lieux; et se cas de ressort, ou autres cas à nous de nostre droit appartenant, adviennent en icelles terres, que d'iceulx lesdis sergens ne s'en puissent aucunement entremettre, mais soient iceulz cas executés par autres sergens, et pourront les prelas, barons, etc...., nosdis sergens justicier, et contre eulx user de leur juridicion espiri-

l'ueil chascun endroit soy, Et pour ce, [à?] la requeste d'une grant partie des notables, marchans, bourgois et autres habitans d'icelle ville et

tuelle et temporelle, comme contre autres personnes privées, et les pugnir de leurs excès ès choses qui ne regarderont pas leurs offices; et il soit ainsy que nostre.... père, dont Dieu ait l'âme, au traitié de la paix final des deux royaumes de France et d'Angleterre, ait promis de tenir ledit royaume de France, les gens d'église, nobles, etc., etc. en leurs enciennes immunités, noblesses, etc., etc....; néantmoins les bailly de Vermandoys et prévost de Laon, ou leurs lieuxtenans, en venant directement contre lesdictes ordonnances, et de jour en jour, donnent commissions adressans à nos subgiés ès dis bailliage et prévosté, et autres nos sergens, non contenant icelle commission aucun cas à nous appartenant, mais seulement pour répondre sur certains cas dont à nous appartient la congnoissance; par vertu desquelles iceulz sergens ont traitié et traitent en cause, par-devant lesdis bailly et prévost à Laon, les subgiés et justiciables desdis complaingnans, plusieurs fois ont fait ou fait faire ès terres des complaingnans plusieurs faulx et injurieux adjournemens; et advecques ce, plusieurs fois nos sergens qui ne sont pas natifz de ladicte ville de Reins, et qui n'y ont pas contraict mariage, sont demourans en icelle.. ou ès lieux voisins, et se ilz mectent à exécucion toutes commissions et mandemens en cas de ressort, ou autres cas à nous appartenant, dont exécucion doit appartenir à autres sergens, et tellement que la juridicion des complaingnans est tellement troublée et empeschée, et leurs subgiés vexés et traveilliés, qu'ilz sont en adventure de perdre la justice, juridicion et congnoissance de leurs subgiés et justiciables, en leur grant préjudice... et pourroit plus estre se par nous n'estoit sur ce pourveu.... Pour ce est-il que nous...; qui volons ung chascun, mesmement lesdis complaingnans, et toutes gens d'église, tenir, garder et deffendre en leurs drois, immunités, etc., etc..., et autres, selon les ordonnances royaulx dessus dis... comme tenus y sommes, et comme nostredit seigneur et père l'a promis et juré tenir, et faire tenir par ses successeurs, vous mandons et estroitement enjoignons.... que vous faites commandement de par nous ausdis bailly et prévostz, ou à leurs lieuxtenans, que lesdictes ordonnances, poins et articles, et autres déclairés en icelle ordonnance, ilz tiengnent et facent tenir et garder sans enfraindre, par nos sergens ès dis bailliage et prévosté ..; et par ces présentes leur deffendons, sous peine de cent marcs d'argent à apliquer la moitié à nous et l'autre aus complaingnans, que ilz ne souffrent estre traiis en court, par devant eulx, les subgiés et justiciables des complaingnans, sinon en cas de ressort, ou autre cas à nostre droit royal appartenant, ne n'en baillent aucune lettres ou commissions, fors en cas dessusdis, et qui contiengnent le cas; et aussy que lesdis sergens ne facent adjournement sans commission ou mandement des bailly ou prévost, ne ledit prévost ne face ou commande estre fait adjournemens faulx et injurieux contre lesdis subgiés, et que lesdis sergens ne justicient ou excercent leurs offices ès terres des complaingnans, ne demeurent ou aient domicile en la ville, ne ès terres voisines, sans la volenté des complaingnans et des seigneurs des lieux, se ilz ne sont nez du lieu ou qu'ilz y aient contraict mariage, ne se entremettent en cas de ressort ou autre cas à nous appartenant, de les mettre à exécucion, mais les laissent mectre par autres sergens. »

En cas d'opposition assigner jour en parlement.

Contre les collecteurs des mortes mains bastards, espaves, aubains.

« Henry.... au bailly de Vermandois, au prévost de Laon, ou à leurs lieuxtenans.... Exposé nous ont en eulx griefment complaingnant (*les complaignants sont les mêmes que dans les commissions précédentes*), que jà soit ce que à eulx compette et appartiengne la justice, haulte, moyenne et basse de

cité, qui pour cest affaire ont esté assemblés en grant nombre en la loge de nous eschevins, nous soyons assemblés ensemble, comme acous-

la ville de Reims, chascun en son regard, soubz nostre ressort, et que à ceste cause ils aient pluseurs drois, libertés, franchises, prérogatives, prééminences.... à cause desquelz les exposans ont droit, comme haulx justiciers, et autrement, de droit, de raison, par anciens usages et par ordonnances royaulz, faictes l'an M. CCC. XV., du mois de may, par le roy Louys..., que à eulx compètent toutes confiscacions actrayères, formariages, et mortes mains, qui adviennent en leurs terres et justices, tant pour cause de biens vacans, défaut de hoir, comme de bastars... espaves et aubains, mesmement des bastars nez en leurs terres qui n'auroient ordonné ou disposé de leurs biens par testament, ou autrement deuement, et dont leurs biens demouroient vacans, en telle manière que nous et nos officiers n'ont sur lesdis bastars, espaves ou aubains aucune congnoissance de leurs personnes, pour les traire en cause par-devant eulx, à resqueste de partie ne autrement, ne les punir de leurs délis, crismes et maléfices, ne n'ont aussy aucune prinse ne arrest de leurs biens, comme bastars, espaves ou aubains après leurs trespas, ne ne doivent exiger de eulx en leur vivant les douzaine ou xiie denier ou fourmariage, qui nous sont deues par les bastars, espaves et aubains demourans soubz nous et en nostre justice, sans moyen; mais puellent yceulz bastars, espaves et aubains, demourer ès terres et seignouries des exposans, et eulz y marier, sans ce qu'ilz soyent tenus de payer forsmariages xiime ou xiie deniers, chascun an, à nous ou à nos officiers; et si puellent tester et ordonner de leurs biens à leur vie, et à leurs derniers jours, sans ce que nos gens et officiers, après leur trespas, puissent ou doyent par rayson prendre, saisir, arrester ou mettre à nostre main, leurs biens, ne empescher l'exécucion de leurs testamens, mesmement quant ilz en ont ordonné par testament, ou autrement, à leur vivant; néantmoins Bertran Gouvion *, soy disant sergent ou commis pour le collecteur des mortes mains et forsmariages audit baillage de Vermandois, qui nous doivent compéter et appartenir de nostre droit ès villes et ès lieux dont la haulte justice nous appartient sans moyen, et autres eulx disant sergens et commis dudit collecteur, de leur volenté et contre raison, ont prins et s'efforcent de jour en jour prendre, saisir et mectre en nostre main les biens de pluseurs subgiés et justiciables des complaingnans qui sont alés et vont de vie à trespas..., et s'efforcent de exiger sur eulx ou aucuns d'eulx, chascun an, les xiime ou xii deniers, qui nous sont deus, si comme ilz dient, par bastars, espaves, aubains demourant soubz nous..., et de les contraindre à nous payer forsmariages quant ilz se marient; tout soubz couleur de ce que lesdis sergens, ou commis, dient, contre vérité, que lesdis trespassés sont bastards, espaves, ou aubains; font aussy pluseurs prinses, saisines, ou arrestz de biens, et abus de justice, sur les subgiés des complaingnans...; et supposé que lesdis trespassés aient disposé par testament, ou autrement, de leur vivant, de leurs biens pour le remedde et salut de leurs âmes, et pour leurs debtes payer, et tors fais, se aucuns en y a, restablir, sy ne vuellent lesdis sergens, ou commis, souffrir que lesdis testamens et ordonnances soient accomplis, comme se fussent catins qui en leur vivant pouvoient en toutes voluptés despendre leurs biens, et en ordonner, et à leur fin et derrains jours la faculté et puissance de disposer de leurs biens, pour le salut de leurs âmes ou autrement, leur estoit close; par quoy pluseurs vallans hommes et bons marchans, bastars et espaves, se distrayent de la ville et délaissent à y venir ..; et qui plus est nos officiers s'efforcent d'avoir la court et congnoissance des complaignans, et de leurs subgiés bastars, espaves et aubains, et de les pugnir de leurs

* Voir plus bas à la date du 14 août 1426.

tumé a esté et est de faire en tel cas, en l'église des Cordeliers de Reins, avecques pluseurs et grant quantité de conseilliers et autres gens notables d'icelle ville; et après l'exposicion faite des choses dessusdictes, et d'autres pluseurs touchant le gouvernement, proufit et honneur d'icelle ville et cité, et de la policité et chose publique d'icelle, avons délibéré et conclud de pourveoir et remédier par justice aux inconvéniens et autres choses qui faictes ont estées par les dessusdis nommez jusques à présent, et d'ores en avant gouverner et faire gouverner chascun en justice, par nous et les aultres haulz justiciers d'icelle ville, auxquelx la cognoissance en appartendra, et de tenir et faire tenir chascun de nous endroit soy, en ses drois, seignouries, status, franchises, libertés, possessions et saisine, selon ce que fait a esté d'ancienneté, sans faire ne enjamber, ne souffrir par autres estre fait ne enjambés, aux causes dessusdictes ne autrement, à l'encontre de nous, d'aucuns de nous, ne d'icelle ville et cité, aucune chose à nous, ne à noz drois, seignourie et franchise, ne aussy au bien de la chose publique d'icelle ville et cité, préjudiciables. Et aussi que les choses qui ont esté exposées et conclues tant en ladite assemblée des Cordeliers comme par avant icelle en ladicte loge de nous eschevins, et dont nous avons requis lettres et instrument à P. Bailli et R. la Barbe, jurez de roy, poursuyrons, joings ensemble, et ferons poursuir et mener à fin de cause, sans nous en séparer ne départir aucunement, et y employrons raisonnablement chascun endroit soy nos personnes, conseilliers, et nostre argent et chevance; et ainsy l'avons jurez et promis, jurons et promettons de tenir et entretenir par nous et chascun de

crimes et maléfices...; et porroyt plus estre, se par nous de remedde convenable n'estoit pourveu... Pour ce est-il que vous mandons..., que vous faictes commandement exprès de par nous au collecteur des mortes mains audit Bertran Gouvion, et autres commis à lever et exigier les XIImes, et autres deniers à nous deues par bastars, etc., etc..., que sur certainnes grosses peines à appliquer moytié à nous et l'autre aux exposans, ilz ne lièvent sur les subgiés bastars, espaves et aubains des complaingnans, aucunes XIImes..., ne forsmariages..., ne ne prennent et mectent en nostre main les biens desdis bastars, etc..., mais les laissent aux complaingnans comme bien vacans ou de mortes mains, en cas que ilz n'en auroient ordonnés par testament, ou autrement, auquel cas nous voulons lesdis testamens et ordonnances sortir leur effect, et ne les traire par-devant eulz à requeste de partie, ne ne les pugnissent de leurs crimes, délis ou maléfices,... synon ou cas appartenant de nostre droit royal et ressort, ou autres cas privilégiés. »

En cas d'opposition, ajourner au parlement.

nous, l'un envers l'autre, sans contretenir, par la foi et serment de nous, et soubz l'obligation des biens de nos églisez et eschevinage; et oultre avons promis et juré que, en cas que pour cause des choses dessusdictes ou des dépendances, procès s'en mouveroient à l'encontre d'aucun ou aucuns, qui voldroit ou volroient faire ou débatre le contraire, et le poursuir, soustenir et deffendre aux frais communs des dessus nommiez, de assister, estre et demourer en ceste poursuite ensemble, l'un avec l'autre, touchans les choses dessus déclairiées, jusques à fin de cause, en renonçant, quant ad ce, par noz foy et serment, à toutes fraudes décevans, et à toutes lettres, grâces, estas, respis, priviléges et despansacions, au bénéfice de division, et généralment à toutes autres choses quexconques à ces lettres contraires, spécialment au droit réprouvant général renunciacion. En tesmoin de ce, nous avons seellés [1] ces présentes lettres de nos seaulz, l'an de grâce M. CCCC XX, le XIX[e] jour du moys de février.

XXII.

ARRESTUM quo dictum fuit per modum provisionis, quod gentes ecclesiastice, solummodo in casu eminentis periculi, guetum seu reguetum facerent [2]. 9 mai 1421

Cart. D du chap., fol. 21. — Archiv. du chap., lay. 24, liass. 105, n° 3.

Karolus.... Notum facimus quod cum ex eo quod, licet gentes

[1] « Ladicte lettre est scellée de six seaulx en las de parchemin, le premier dudit Jehan Raymond, le second celuy du chappitre, au contreseel duquel y a ung aigle, le troisiesme de l'abbé de Saint-Remy, le quatriesme celuy de Saint-Nicaise, le cinquiesme celuy de Saint-Denis, et le sixiesme celuy des eschevins. » Rogier, Mémoires, f° 90.

[2] Voici sur cette importante affaire divers renseignements et quelques actes que nous avons recueillis dans les Archives de Saint-Remi et du chapitre, dans celles de l'Hôtel-de-Ville, dans l'Histoire manuscrite de Cocquault, dans le cartulaire D du chapitre, etc., etc.

I. LETTRES ET FACTUMS EXTRAITS DES ARCHIVES DE SAINT-REMI.

(Temporel, mat. div., renseign.)

1°. *Unes lestres royaulx* [*] *pour contraindre les demourans à Reins, tant de clergie comme autres, à fère guet et garde, et se commencent :*

« Charles...., etc., etc. (*et s'adressent aux baillif de Vermendois et cappitaine de*

[*] Une lettre semblable se trouve dans les Archives de l'Hôtel-de-Ville, renseign., sous la date du 9 décembre 1411. Les échevins et bourgeois se plaignent que les gens d'église refusent d'assister aux assemblées que le capitaine fait pour les fortifications et la garde de la ville, bien que, pour donner conseil, ils ont coutume de s'y rendre; ils refusent de contribuer au guet, etc., etc.

ecclesiastice ville et civitatis remensis, que pauce numero, habito respectu ad laycos, et in servicio divino assidue occupate, ut dicebant, ab omni antiquitate immunes fuissent et excepte ab excubiis noctur-

de Reins....) Receu avons humble supplication des eschevins et bourgois, manens et habitans de Reins, que en ladicte ville nous avons prins nostre sacre....; et soit grande et spacieuse, assise sur les extrémités de nostre royaulme...., et tant par le fait des guerres et mortalité du temps passé comme autrement soit ladicte ville, laquelle anciennement soloit estre riche et bien pueplée de gens lays, descheue et diminuée en richesses, en nombre de gens, du tiers ou environ, en telle manière que grant partie des hostés et maisons sont inhabitables...., et pluseurs sont ramenés en jardin et terres labourables, pour la grande poureté du peuple lay, dont la plus grant partie sont gens de petit estat et poures laboureux; que ancores sont traveillié tant desdis guet et guarde de jour et de nuit aux portes et aux meurs, qu'ilz ne puellent plus souffrir ne plus porter la paine sans l'aide des gens d'église; et combien que iceulx gens d'église soient en icelle ville grands et riches, et faisans en nombre de gens, en richesses et possessions, la tierce partie d'icelle ville et plus, et nulz y aient leurs corps, et aussi y soient leurs biens et leurs amis receuz et reffugiez, et avecque ce ilz soient contribuables aux frais de la fortification et aux gages de vous, capitaine; et oultre que, en pluseurs autres villes de nostre royaulme, les gens d'église facent et aient accoustumé de fère guet et garde aux portes et sur les meurs, de jour et de nuit, par eux ou par leurs gens, mesmement en cas de péril éminent; néantmoins lesdictes gens d'église, soubz umbre de ce que lesdis suppliàns, quant ilz estoient riches et en plus grant nombre, les ont déporté de fère ledit guet aux portes de la ville, ou autrement...., ne vuellent ledit guet et garde ayder, dont se pourroient ensuir grans dangiers...., si par nous n'est sur ce pourveu. Pour ce est-il que nous, ces choses considérées...., à iceulx suppliens octroions.... que, par vous ou vostre lieutenant, en cas de nécessité ou péril éminent, lesdictes gens d'église, toutes et quantes fois que requis en seront et besoing sera, soient contraints par la prise et explétacion de leur temporel...., à fère ledit guet et guarde.... aux portes et sur les murs...., ou ailleurs où il sera advisé ou ordonné en icelle ville; si vous mandons que vous, icelles gens d'église contraignez, par la manière devant dite.... Donné à Paris, le xvi octobre l'an mil IIII^c et XIIII, et de nostre règne le XXXVe. Par le roy, à la relacion du conseil tenu par Mgr de Guienne, messeigneurs d'Orléans, de Bourbon et de Bar; le comte d'Alençon présent, et autres. »

2°. *Rescript de l'exploit par Jehan de Châlon, lieutenant de cappitaine de Reins, en l'encontre de gens du clergié de Reins, par vertu des dessusdictes lettres royaulx impétrées par les eschevins, sur le fait du guet et de la garde de Reins.*

« Sachent tuit que nous, Jehan de Châlon, lieutenant de noble homme Robert le Tirant, cappitaine de Reins, par vertu des lettres royaulx impétrées par les eschevins, bourgois et habitans de Reins, à moy presentées par Remi Largesse, procureur desdits eschevins...., requérant l'exécucion d'icelles, desquelles la teneur s'ensuit : Charles, etc. (*Voir plus haut.*) Nous, accompaingniez dudit procureur et de pluseurs des eschevins et bourgois de ladicte ville, le VIIe jour du mois d'octobre l'an mil IIII^c et XV, nous transportasmes ou chappitre de Reins, ouquel estoit assemblée la plus grant partie des chanoines d'icelle église...., tenant et faisant chappitre, lesquelz nous avons fait assembler pour veoir entériner et mettre à exécution icelles lettres; après lesquelles veues et exposées à iceulx...., feismes les commandemens contenus èsdictes lettres, c'est assavoir, qu'ilz alassent ou envoiassent des guardes aux portes et sur les murs...., de jour, de nuit, selon leur poissance et faculté, attendu le péril éminent qui estoit.... pour les Anglois qui estoient et sont en ce royaume, et poureté du peuple lay; .... lesquelz de chap-

nis, et aliis oneribus in dicta villa indictis, et maxime a quodam gueto, *guettum jacens* appellato, quod in dicta villa nocturne fiebat, fuisset-

pitre, par la voix de Me Denis des Mares, président oudit chappitre pour ladicte journée, fut respondu que de ceste mastière ilz parleroient ensemble, et puis en responderoient; et ce dit, nous, lesdis eschevins, bourgois et procureur, issimes hors dudit chapitre, et assez tost après nous rappellèrent et respondirent iceulx de chappitre..., qu'ilz avoient de tout temps ancien fait l'arrié-guet, quant il estoit délibéré de le fère, et que oncques maiz ilz n'avoient fait autre-guet, et aussi il n'estoit point éminent péril, avec pluseurs autres paroles sentans reffus...; et après ce que nous leur eusmes fais par pluseurs fois lesdiz commandemens, et que ledit procureur bien doucement leur eust remonstré et raconté de la pouroté du peuple lay. .., pour ce que lesdiz de chappitre ne vouloient obéir aux commandemens que nous leur feismes, nous avons pris et saisis, et mis en la main du roy...., le temporel d'iceulx de chappitre, et leur avons deffendu.... que dorénavant ilz ne lièvent aucune chose, jusques à ce que autrement en soit ordonné; contre laquelle saisine ledit Me Denis, pour et ou nom de ceulx de chappitre, s'opposa, à quoy nous ne le voulûmes recevoir, pour ce que par lesdictes lettres royaulx ne nous estoit point mandé, et pour ce ledit Me Denis appella.

« *Item*, cedit jour, à la requeste dudit procureur, nous nous transportasmes ou chappitre des religieux abbé et couvent de Saint-Denis de Reins, et illec à la personne dudit abbé [Jean Morel], et pluseurs des religieux dudit Saint-Denis feismes les commandemens ...; lesquelz abbé et couvent ne vouloient obeir, et pour ce, pour contraindre, prismes et meismes leur temporel en la main du roy...., lequel abbé, pour et ou nom de lui et ses religieux, appella.... »

(*Même commandement au prieur de Saint-Nicaise et aux chapitres des églises de Sainte-Nourrice et de Saint-Thimothée. Même refus*, etc., etc.)

« *Item*, cedit jour nous transportasmes ou chappitre de Saint-Remi, et là feismes assembler à son de cloche l'abbé et pluseurs religieux de ladicte église, et feismes les commendemens...; lequel abbé [Jean Canard] nous respondit qu'il vouloit le bien et le prouffit de la ville, et que bonne paix et bon accord fût fait dudit discort, mais il ne se pourroit séparer de l'autre clergié, et sur ce il supplioit que on voulsist surseoir...; à quoy ledit procureur ne se veult consentir.... »

(*Même conclusion que pour les précédens. — Même sommation, même refus, même conclusion que plus haut pour le chapitre de Saint-Symphorien.*)

« *Item*, le lendemain, qui fut VIIIe jour d'octobre, par vertu desdictes lettres, nous transportasmes par-devers Jobin de Louvain, vicomte ou fermier de la viconté de Reims, sur laquelle viconté lesdis de chappitre de Reins et autres dudit clergié prennent.... et parçoivent à pluseurs jours pluseurs sommes de deniers et rentes de bled, et lui signifiasmes lesdictes saisines, en lui deffendant que doresenavant il ne baillast ausdictes gens du clergié quelconque chose qu'il leur feust deue sur ladicte viconté, jusques à ce que autrement en seroit ordonné.

« *Item*, ce jour nous transportasmes aux molins Rouillars, entre Deux-Pons assiz, et à Hébert le mosnier, fermier desdis moulins, signifiasmes la saisine dessusdicte, en lui deffendant qu'il ne baillast aucune chose ausdis de chappitre, jusques à ce, etc., etc. Donné soubz nostre scel et saing manuel. »

3°. *Secondes lettres impétrées par lesdits eschevins, etc., etc., esquelles sont incorporées les premières, pour contraindre les demourans audit lieu de Reins, tant du clergié comme autres, à fère guet et guarde.*

« Charles...., au baillif de Vermendois et cappitains de Reins.... : nos bien-amez les eschevins, bourgois, manans et habitans...., nous ont exposé.... comme, pour obvier aux périles et inconvéniens qui par deffault de

que per arrestum parlamenti inter habitantes laycos, et dictas gentes ecclesiasticas, xxe viie die junij, anno Domini m^e ccc^e xvie datum sive

fère guet et guarde se peuent ou pourroient ancores ensuir..., iceux exposans, ung an ou environ, véans les guerres; débas et dissensions estans en nostre royaume et que on doubtoit y survenir...., se fussent trait ou fait traire devers nous, et eussent obtenuz nos autres lettres...., desquelles la teneur s'ensuit : Charles, etc, etc...., lesquelles nos lettres lesdis exposans voulans relever, les gens du clergié de la ville...., qui sont grans, riches et puissans..., qui font la moitié, au moins la tierce partie, ou environ, du pueple d'icelle ville...., en iceulx compris ceulx qui se dient leurs bourgois, officiers et serviteurs, aians espérance d'avoir bonne paix, et qu'il ne fust aucune nécessité de fère guet autre ne plus grant que on a accoustumé ou temps commun, ont seursis de mettre à exécution, jusques à naguaires que les Anglois se sont boutez en nostre royaume, et après ce que pluseurs requestes et sommacion ont esté faictes sur ce ausdictes gens du clergié...., par toy, cappitaine ou ton lieutenant, ausquelz lesdictes gens n'aient voulu obéir...., nonobstant le regard dudit éminent péril, lequel est évident et notoire, et que nosdits ennemis de tout leur povoir s'efforcent de gréver et dommagier nous et nos subgés....; mais qui plus est, pour délaier.... et demourer frans et exemps dudit guet et guarde, ont, c'est assavoir, les aucuns d'eulx appellé, les aucuns se sont opposez, et les autres ont fait certaines autres responses, et depuis ont obtenu, si comme l'en dist, nos lettres en cas d'appel, scellées de nostre petit seel, pour estre receus à opposition, et aussi à ce que nostre mainmise à leur temporel.... soit levée....; et se doubtant lesdis supplians, qui sont poures et ont à peine de quoi vivre, que soubz umbre de ce vous faciés difficulté de procéder à l'entérinement et exécution de nosdictes lettres...., requérant sur ce nostre provision ....; pour quoi nous, ces choses considérées, qui voulons nosdictes lettres qui sont justes et raisonnables estre entérinées...., vous mandons.... que, en cas d'éminent péril et par manière de provision, vous mectez.... icelles nos lettres à exécution...., que plus ne conviengne lesdis exposans pour ce plus retourner par-devers nous... Donné à Rouen, le xxviie jour d'octobre, l'an mil iiii^c et xv, et de nostre règne le xxxvie. Par le roy, à la relacion du conseil. »

4°. *Rescript de l'exploit fait par Jehan de Châlon, lieutenant, du cappitaine de Reins, à la requeste des eschevins, bourgois et habitans, contre les gens de clergie de Reins, par vertu de secondes lettres impétrées par lesdis eschevins.*

« Sachent tuit que nous, J. de Châlon...., vu les lettres dont teneur suit : Charles...., etc., etc. — Le viiie jour de novembre mil iiii^c xv, nous transportasmes pardevers Me P. Bouguarson, Denis des Mares, chanoines et séneschaux de l'église de Reins, et leur feismes commandement qu'ils feissent assembler chappitre, lesquelx le feirent; et ledit chappitre assemblé, nous, acompagniés de pluseurs eschevins et bourgois...., avec ledit procureur, nous transportasmes audit chappitre, et là derechief nous requist ledit procureur l'entérinement desdictes lettres et l'exécution...., lesquelles nous feismes lire par Perresson Bailly, juré du roy, et après la lecture...., leur exposames comment autrefois nous aviens mis à exécution les autres lettres...., et, pour ce qu'ilz avoient esté reffusans, nous aviens pris, saisi et mis en la main du roy leur temporel, et aviens commis à recevoir icellui, dont ilz avoient appellé....; et parce que, par vertu d'icelles lettres à moy présentées par ledit procureur, le roy nous mandoit que, nonobstant ladicte appellacion...., nous exécutions lesdictes premières lettres....; derechief leur feismes commandement que le lendemain ilz envoiassent à la porte de Porte-Chacre, là où l'en guardoit, ij hommes souffisamment armez et ordonnés, pour ai-

prolatum, appunctatum quod, pendente processu dictarum partium, super quo partes ipse extiterant in factis contrariis, et in inquesta ap-

dier à guarder ladicte porte, et ainsi doresenavant, tant que l'en guarderoit ladicte porte, à tel nombre que on y gardoit, c'est assavoir, à VIII hommes armés, et aussi qu'ilz envoiassent de nuit, de leur gens selon leur faculté, sur les murs d'icelle ville...., sachans que s'ilz n'obéissoient, nous exploicterions leur temporel, et mecterions gardes aux portes et sur les meurs à leurs despens....; lesquelx de chappitre, après pluseurs parolles sur le fait de ladicte guarde, respondirent qu'ilz n'y porroient envoier que le divin service ne diminuast en l'église, et qu'il n'est point d'éminent péril; et toutesfois que s'il estoit éminent péril, que on quéist des soudoiez, et ilz les paieroient. A quoi nous respondeismes que c'estoit à eulx à quérir.

« Et, ce dit, nous transportasmes en l'église Saint-Denis de Reins, et ou chappitre d'icelle, l'abbé présent et pluseurs des religieux, et feismes comme dit est de nos lettres...., et leur commandasmes qu'ilz envoiassent à la porte à Veesle, ung homme, laquelle on guardoit à VIII hommes, et de nuit de leurs sergens, selon leur faculté, ung ou deux sur les meurs, au guet, et doresenavant, tant que lesdis guet et guarde durroient; lequel abbé respondist que les gouverneurs de ladicte église, comme le prévost, etc., etc., estoient absens au besoingnes de l'église, et qu'il lui baillast délay, ou coppie du mandement pour eulx monstrer, et ilz en responderoient; auquel nous respondeismes que il avoit bien oy les commandemens...., et que se ilz n'obéissoient, nous exploicterions leur temporel, etc...., et nous parteismes dudit chappitre, et en la court dudit monastère J. Triquot, procureur desdis du chappitre de Reins, nous dit que nous avions fait certains commandemens à ses maistres, auxquelx il s'opposoit, et requist à estre receu à opposition, auquel nous respondeismes que nous oiens bien ce qu'il disoit, et que nous lui ferions ce que nous devrions; et ce nonobstant ledit procureur dit qu'il appelloit et appella; et, ce fait, nous parteismes, et rien fut plus fait.

(*J. de Châlon se transporte à Saint-Symphorien; au moment d'y entrer, deux religieux de Saint-Denis viennent protester et en appeler, comme l'a fait Triquot. J. de Châlon entre ensuite à Saint-Symphorien; les chanoines disent qu'ils sont peu, attendu que la plupart des cannoniats appartiennent à des chanoines de N.-D.; ils protestent et en appellent. Le lendemain, J. de Châlon va à Saint-Timothée et à Sainte-Nourrice, somme les chanoines d'envoyer selon leur faculté, à la porte Dieu-Limire, que l'on garde à VIII hommes. Ils répondent qu'ils sont en petit nombre, mais qu'ils se garderont de méprendre et qu'ils en parleront aux absents. A Saint-Nicaise, le prieur s'excuse sur l'absence de l'abbé, sans lequel il n'oserait rien faire, et sur la pauvreté de l'abbaye; on le somme d'envoyer à Dieu-Limire. A Saint-Nicaise, l'abbé et le couvent sommés d'envoyer deux hommes à Frichambault, et d'autres la nuit sur les murs, répondent qu'ils voudraient que bon accord fût fait de ladite matière, et qu'ils feraient ce qu'ils devraient*.) »

[5°. *Factum du clergé*.]

« Soubz la bégnigne correction du conseil, il semble que, considérés les faicts et exploit de J. de Châlon...., à icelui et à ses relations, on ne doist adjouster aucune foy, ou préjudice des gens d'église, ou moins en cest partie.

« *Item*, et que le clergé doit estre moult relevé de Dieu [*sic*, dam?], et proposez ce que vauldroient en leur cause contre lesdis habitans, et par espécial en ce qui touche les lettres royaulx et relation dudit lieutenant, pour les causes qui s'ensuient, avec celles que le conseil y a noté.

« *Primo*, pour ce qu'il est nés, nourris, demourant à Reins, et habitans, ung méchant appoticaire qui arrogamment se a rendu, fait et constitué partie pour les ha-

punctate, gentes ecclesiastice facerent solum in casu eminentis periculi, per modum provisionis, guetum sive reguetum, *arrière-guet* vul-

bitans, contre le clergié, autretant ou plus que autres.

« *Item*, que les lettres royaulx ne se adressoient pas à lui de premier nom, ains se adressoient au bailli de Vermendois, ou au cappitaine de Reins; et toutefois à ce qu'il se puest rendre juge et partie, par contresel subrepticement, ont obtenu de y adjouster leur lieutenans, en decepvans le roy, qui jamais ne cuidastent que ung lieutenant de cappitaine, qui doit estre ung homme d'armes, fait à la guerre, fust ung appoticaire qui oncques ne fust en assaulx ou ost, ou en traist espées.

« *Item*, que ledit lieutenant monstrant clèrement qu'il se vouloit rendre juge et partie, ne guarder la forme des lettres royaulx...., ne aussi n'a partie adverse [*ici deux mots effacés :* autrement agi?], le baillif de Vermendois, auquel les lettres se adressoient, ou son lieutenant, [qui?] demouroit à Laon, et ung autre lieutenant à Reins, qui deussent avoir esté requis de et sur l'exécucion desdictes lettres, ne furent oncques requis combien que de legier desdits lieutenants, les habitans et J. de Châlon povoient avoir coppie, et de leurs personnes; mais par la faveur désordonnée que avoit ledit Châlon à sa cause, et de partie adverse, si a exurpé l'exécucion desdictes lettres, pour les causes aussi touchées en mémoire, tant de l'ayde commune que lui et les habitans s'atribuent, comme des autres choses.

« *Item*, par la grant faveur qu'il a eu en soy et à ladicte cause, n'a encores voulu bailler autretant des lettres royaulx, ne de ses relacions au clergié, pour quelque prière et requeste que on lui ait fait....; et de ce n'ont peu avoir autretant, jusques à ce que les parties ont eu mis devers la court, la cause plaidié.

« *Item*, et soit noté qu'il semble que il et partie adverse ne tendent que à destruire la bonne garde de ceste ville, et empeschier le divin service, car en alant aux portes et sur les meurs le arrier-guait, lequel se fait de nuit, seroit ostés, qui est aussis, ou plus, nécessaires en éminent péril que autre garde....

« *Item*, et vueille-on advertir que icellui arrier-gait fust trouvés à faire par les gens d'église, qui sont seigneurs de la ville, pour savoir comment ilz sont gardés par leurs subgés, et pour y remédier se ilz ne font bien; or ont regardé iceulx partie adverse, qui sont subgés et bourgois, comment ilz soient pareilz et plus grans que leurs seigneurs, à les faire aler avec eux; et après retrouveront nouvelles charges, et ne garderont que ainsi qu'ilz vouldront.

« *Item*, *et clare patet*, que desjà ledit lieutenant les a réglé de aler dix aux portes, xxiiii sur les meurs, sans quelque péril, et en tout ne sont pas, tant religieux comme séculiers, plus de sincquante *potentes ad arma*; si advient qu'il conviengne faire arriegait, il faudra nécessairement toutes les gens d'église estre armés, se ceste belle ordonnance estoit tenue; et les cos (coqs) chanteroient et feroient le service.

« *Item*, soit advisé à ce qu'il a desclairié avoir esté éminent péril, comment du costé d'Alemaigne on ne a pas respondu, pour ce que on n'avoit pas veu les lettres royaulx, et du costé de Liége et de la Lorraine, sont la rivière de Meuse et d'Ayne, sont Maissières, Donchery, Mouson, Belmont, Sethenay, Dun, Montfaucon, Varennes, et autre bons chasteaulx et villes, et Reins, toute environnée de ceste costé des terres de messieurs les ducs et contes de Retheist, Porcien, Bar, Grantpré, et autres seigneurs bien vueillans et subgés du roy N. S.

« *Item*, soit noté, quant au nombre des gens d'église, contre les lays, en mémoire * est respondu, et aucunement aux facultés; mais plus puet-on dire qu'il y a bourgois, marchans et ouvriers à Reins, guaignans

* Il est sans doute ici question du *factum* dont nous publions un fragment p. 534.

gariter nuncupatum, prout antea illud facere consueverant, et duos homines [traderent?] pro assistendo, et quotidie interessendo custodie

ses journées, qui sont v^{m} et plus, *potentes ad arma* (et ceulx d'église, hors abbaïes, ne sont pas XL *potentes ad arma*), qui n'ait aussi bien et mieulx son vivre comme ont les gens d'église, *verbi gratia*, chevaliers de la nacion de Reins, grans riches bourgois qui ont l'un par l'autre mille et sincq cens fr., tant de leurs revenues comme de leur practique et industrie; .... il y a marchans de cuirs, de draps, d'espices, de pelleterie et autres denrées, taverniers et autres gens, que leur industrie vault trop plus en rentes de II^{c} ou III^{c} fr., plus et moins; il y a massons, charpentiers, parcmentiers, pannetiers, houeurs, et autres gens de mestiers; or mette-on l'un contre l'autre, c'est assavoir: les grans bourgois et les chevaliers contre les abbés et autres dignités, les marchans et autres grans ouvriers et taverniers contre ceulx de l'église de Reins, et les petits menouvriers contre les petits bénéficiés, vraiement pesés les fais de chacun, encores en faculté excèdent, à tout compter, au moins égualent, pour deux cent, en revenues, les lays aux gens d'église; *verbi gracia*, ung ouvrier masson, charpentier, couvreur en toutes saisons, et ung houeur en mars, gangne trois ou quatre souls, en autre temps XX deniers ou II s., tant soit petit ouvrier; et s'il le gouverne, en reste de remenant; et vraiement ung prestre tout en tâche, et sans remenant, ne avera pour sa messe que XII ou XVI d., qui est toute sa journée; et s'il va jusques à deux s., c'est des plus grans; mais ung tavernier et marchant excède bien ceste guangne; et se on dit li prestres chantent festes et dimenches, et li ouvrier n'y ouvre pas; response: li ouvrier guangne plus en ung jour que ne fait le prestre en trois ou quatre, veu que le ouvrier a son vivre avec sa guangne, li prestre non....

« *Item*, et se on dit: Il y a des prestres qui guaignent plus que à dire leurs messes; response: Aussi y a-il des taverniers et marchans, et autres gens, qui guaignent trop plus que les petits houeurs et menouvriers....

« *Item*, vraiement il a à Reins d'aussi riches bourgois, taverniers, bouchiers et autres mestiers, comme il y avoit il a L ou LX ans; mais ce n'est pas de gens d'église, car les archidiacres, prévos, doyen, chantre, vidame et escolastre ne résident pas à Reins, et si sont les bénéfices si appetissiés, que la prébende de Reins, qui soloit valoir pour vivre ung chanoine, deux ou trois valés, ne vault plus que pour ung petit clerc, qui porte la lanterne devant son maistre, quant il va à matines, affin qu'il ne se rompe le col; autretant sont diminués les autres bénéfices au resgart.

« *Item*, et sans faille, en quelque nombre qu'il vouldront prendre en faculté, ilz sont adés pour ung homme d'église, cent lays et plus, et s'il estoit éminent péril, ilz seroient pour ung II^{c}; car les gens du païs venroient à Reins en souvetté, qui feroient guet et garde; *verbi gracia:* ilz ne sont à Reins de gens d'église pas *potentes ad arma* plus de L., et ilz sont de lays v^{m}, qui sont sincquante fois cent; ainsi sont pour ung, cent.

« *Item*, et se on parle des autres gens d'église, impotens *ad arma*, que eulx comptés, ilz sont plus; aussi sont les lays plus de dix mil, à tout compter.

« Et pour Dieu, soit très-bien notée la relacion d'icellui lieutenant, du dernier maudement royal, laquelle est diminutive et augmentative ou préjudice des gens d'église, et à son proffit, et de sa cause, par espécial ou point ouquel il touche, que ceulx de chappitre de Reins lui offrirent que s'il estoit éminent péril, icellui lieutenant querist des sodoiers, et ilz les paieroient....

« Il fust vray que le VIIIe jour de novembre, ledit de Châlon requist moult asprement, et commanda de par le roy que on lui feist chappitre; et avoit avecques lui pluseurs bourgois, et dit à messire P. Bouguarson, chanoine, qu'il le feroit porter sur les meurs

omnium portarum ville, ad ordinacionem illius, vel illorum, ad quem, seu ad quos, id pertinebat et pertinet, ac hujusmodi provisioni dicte

pour les guarder; et lors les chanoines de Reins, ou plus grant partie, estoient alés en l'église Saint-Denis, à l'obsèque de l'un des religieux d'icelle église; toutesfois, pour obéir, les chanoines de Reins que pour l'eure on peut avoir se meirent en chappitre.

« *Item*, que iceulx assemblés en petit nombre, ledit de Châlon, Remi Largesse et pluseurs autres des habitans, vinrent oudit chappitre, et de grant manière fist les commandemens comme autresfois.

« *Item*, que lesdis de chappitre, véans la manière dudit lieutenant et de sa compaignie, et doubtans mocion, confiant en la bonne justice de parlement où il avoient appellé, et que leur appellacion les relèveroit, deirent moult de belles paroles, et toutesfois ne les peurent adoussir, et pour ce dirent en effect ce qui s'ensuit : « Le clergié a grant voulenté que la ville soit bien guardée, et nonobstant que les bourgois et habitans doient entendre, ilz sont et souffisent assés à ce faire; mais affin qu'ilz n'aient cause de oblocucion, et pour eulx satisfaire, pour ce qu'ilz dient qu'ilz sont pou, nous gens d'église disons que nous sommes pou, et si pou que de nous on ne puet aucuns soubstraire ne oster, que le service divin se puist faire, mais le fauldroit presques tout diminuer, se on en soubstraioit aucuns; et si n'est pas péril éminent, soubz nos privilèges, drois et prééminences, et sans préjudice de nostre cause d'appellacion, laquelle nous entendons à poursuir, on face impos égual, et par chiefs, à tous ceulx de la ville pour avoir somme d'argent, et paier des soudoiers, et d'icellui argent on en loue et paie pour la guarde, laquelle vous volés que nous faciens, nous contribuerons voulentiers; car quant est des gens d'église, on n'en puest nulz soubstraire. »

« *Item*, que ledit lieutenant respondit qu'ilz ne vouloient nulz soudoiers.

« *Item*, et soit bien noté comment le lieutenant prent ceste office de soudoiers, et parvertit le sens, qui semble moult maise chose et orde, attendu que ung exécuteur doit faire vraie relacion.

« *Item*, comment ceulx de chappitre feirent icelle, pour passer le temps, sachans que se ilz prenoient l'offre ne paieroient toutes gens d'église pas de cent franc ung, et pour pou de temps, car attendues leur appellacion et protestacion, ils seroient relevés.

« *Item*, soit encores noté que ledit de Châlon, de ceste année, ne constraingnit à faire guet ne guarde, moult et plus de gens estans de Reins *potentes ad arma*, qu'il n'y a de gens d'église; c'est assavoir : les baillifs, prévos, leurs lieutenans et leurs sergens, les esleux et sergens du roy, les quarteniers et connestables, lesquelx connestables sont [x]xxiii ou plus; xvi ou xx qui dient qui vont au conseil, qui feissent trop mieulx à constraindre, et devant que les gens d'église.

II. Fragment d'un factum en faveur du clergé. (Cart. D du chap, fol. 3) *.

« *Item*, et aussi est ledit arrier-gueit de très-grant peine auxdictes gens d'esglise, qui ilz sunt abstrains de aler presque tout la nuit, quelque temps qu'il face, sur les murs de la fortresse; et il est avenu par pluseurs fois qu'il faisoit tel et si horrible temps de pluye, de nège ou autrement, que à peine povoit l'en aler par-dessus lesdis murs; et est ung très-grant péril de y aler; et toutesfois, quelque temps qu'il ait avenu, lesdictes gens d'église en cas de péril éminent ne se sont pas excusés.

« *Item*, et se fait aussi ledit arrier-gueit de nuit, afin que le service divin soit moins empeschié; car il se fait trop plus de jour que de nuit.

« *Item*, et pour tout dire, c'est chose trop plus pénable et laborieuse de faire ledit arrier-gueit, que de guarder de jour les portes, ne veiller de nuit sur les murs....

« *Item*, ycelles gens d'esglise ont tousjours

* Les deux premières feuilles de ce cartulaire et de notre factum ont été enlevées. »

gentes ecclesiastice paruissent, et juxta eam dictum *arrière-guet* et duos homines fecissent et tradidissent; nichilominus quidam habitan-

esté francs ou exemps de faire quelzconques autres guètes ou garde de nuit et de jour, aux portes et sur les murs, quelque péril ou doubte qui soit survenue en icelle ville, attendu que à très-grant peine ont-ilz faculté de soustenir la charge dessus dicte.

« *Item*, et en ont joy et usé notoirement.

« *Item*, et ce n'est pas chose estrange comme en faisant ledit arrier-gueit, en cas de péril éminent, ilz soient plus vexés et travailliés que ne sont les autres gens lais; mais de tant sont-ilz relevés que ne le font fors ou temps de péril éminent et de nuit, comme est dit. Et en vérité, se ainsi se faisoit comme partie le requiert, il faudroit que le service divin demourast à faire ès esglises.

« *Item*, et ce puet-on donner grant merveille, car les habitans au regard de Mgr. de Reims, ses bailli, prévost et sergens et viconte, et autres officiers dudit Mgr., sont contens dudit arrier-guet, sans autre charge de veille, de garde de porte, ou autres quelzconques charges. Et néanmoins le résidu dudit clergié, qui, oultre et par-dessus telles et pareilles charges, soustient le divin service, veulent contraindre à telles charges importables.

« *Item*, et non pas simplement au regard des officiers de Mgr., tournent à excusacions yceulx habitans, mais ont une autre manière de faire et se exempter par compères et commères; car les uns sont leur conseil, les autres eschevins, les autres au nombre de XXXIII connestables, et plus; desquelz chascun d'eulx a tant seulement la garde d'une tournelle, lesquelz sont en nombre L et plus; et Dieux scet que ceulx ne sunt pas des mendres, mais sont telz qui mieulx pourroient porter les charges, et plus ont rentes et revenues en icelle ville.

« *Item*, et se lesdiz habitans disoient que lesdiz conseillers, connestables et autres gens dessusdit, eussent charge; la vérité si est telle, que se pour raison du conseil de la ville se vuelent dire chargé, ceulx du clergié ne sont pas moins prests à toutes heures... donner conseil à tout ce qu'ilz peuent; et lesdis connestables soustiennent tant seulement, oudit cas, la charge d'avoir un varlet, ou de y dormir en un beau lit qui a plus esté trouvé pour repos que pour autre chose, tellement que quant il advient l'arrier-gueit appliquer à ycelles tournelles, il y a plus à faire à iceulx esveillers et mettre en ordonnance, que en dix autres cinaux.

« *Item*, semble que de tout leur povoir ilz s'efforcent de reddiger iceulx gens d'esglise en servitute, et leur imposer charges importables; car, premièrement, les ont volu compeller à réparer et widier les fossés, non contens de l'aide commune; et quant ilz ont veu que lesdits du clergié ne s'i vouloient acorder, ont songé autre manière nouvelle et indeue d'envoier aux portes et au guet, sanz aussi qu'il feust nécessité.

« *Item*, qu'il appère de leur affection, il est vray que aus connestablez, lesquelx en cas d'éminent péril seroient tenus à la garde de certainez tournelles, n'a esté aucunement dit ou intimé qu'ilz pourveussent à ladicte garde....; et par toutes voies les habitans s'efforcent de destruire entièrement le clergié...., et n'ont aucun regard à l'empeschement du service divin.

« *Item*, se les gens d'esglise estoient chargiés de faire guet et garde de jour aux portes, et de nuit seur les murs, avecques ledit arrier-guet, il convenroit dire qu'ilz seroient plus liez à faire garde que les gens lays....., comme ilz soient destinez à faire le service divin.

« *Item*, toute la ville appartient à Mgr. l'arcevesque, chapitre et Saint-Remy, et chascun a son ban à toute justice et seignourie; et si sont tous les habitans leurs subgez; si seroit chose estrange qu'ilz feussent abstrains de faire plus que ne feroient leurs subgez.

« *Item*, vray est que environ sont LXI [*sic*, LVI?] ans, le roy Edouart d'Angleterre, qui lors tenoit prisonnier le roy tayon du roy Charles présentement nostre souverain, fut et de-

cium laycorum, quartenarios, constabularios, decennarios ville se dicentes, aut ab eis commissi vel deputati, sua irrationabili voluntate,

moura devant ladicte ville par l'espace de VI sepmaines, et ainsi y estoit péril éminent; et toutesfoy lesdictes gens d'esglise ne faisoient fors arrier-gueit....

« *Item*, et puis, c'est assavoir environ sont XXXV [*sic*, XXXII?] ans, les Anglois furent environ ladicte ville; mais ce nonobstant, les gens d'esglise ne furent pas contraints de garder portes ne murs.

« *Item*, et toutesfoy les gens d'église lors résidens en la ville estoient tropt plus en nombre de personnes, et tropt plus grande puissance et faculté, que ne sont iceulx qui présentement y sont.

« *Item*, et que ainsi soit-il appert, car lors la prébende de Reins, qui présentement ne vault pas plus de cent escus à tout gangnier, valoit plus de V^e francs *.

« *Item*, et si estoient lors en la ville demourans et résidens lez arcediacre, prévost, doyen, chantre, vidame, escolâtres, et pluseurs autres tenans dignitez...., et toutez lesquellez n'ast aucun résident présentement; et en oultre y estoient lors tropt plus des chanoines résidens qui ne sont présentement.

« *Item*, et aussi des autres prébendes de Saint-Simphorain, Saint-Timotheu, et Sainte-Norrice, toutes lesquelx trois ensemble ne valent pas, par an, plus de XXX liv. t.

« *Item*, et quant aux abbayes de Saint-Remy, Saint-Nycaise et Saint-Denis, il est vray que les revenues d'icelles abbaïes sont diminués, puis L ans en çà, plus de deux tiers, et tellement sont amenries que lez religieux à paine ont-ilz de quoy vivre.

« *Item*, que [en?] la ville ne sont autres esglises, fors l'esglise de Reins, les III collégiales susdites et les III abbaïes.

« *Item*, en ladicte esglise de Reins, là où il doit avoir LXXIIII chanoines prébendés, n'en a de présent que XXVIII résidens, desquelx en a trois tous impotents à tousjours mais, six aagiés de LXX ans, trois de LX ans et deux autres débilités de corps; et tous iceulx, qui sont XIIII en nombre, sont si flèbes que bonnement ne pourroient porter armures, ne aller sur les mures, ne aux portes, sans lez conduire et mener à force de gens.

« *Item*, et en reste XIIII autres, desquelx les IX sont chargiés des services continuelz en ladicte esglise, comme de la séneschaucée, des heures, des anniversaires, de la fabrique, du trésor; et ainsi les autres IIII [*sic*, V?], à tout aide qu'ilz pouent trouver, demourent chargiez des messez qui sont ordinaires chascun jour; savoir : chascun jour de la sepmainne, quatre, et bien souvent sur icelle sepmainne, cinq, lesquellez se dient par chanoinez; et les pluseurs se dient à coriaulx, dyacres et soubzdyacres, tous chanoines, et tellement qu'ilz ne pourroient vacquer à autre chose que au divin service; et tous lez dessusdis chanoines, de quelconque estat qu'ilz soient, exceptez le trésorier et deux ou trois autres, n'ont pour touz serviteurs que un petit clerc avecques eulx, et se autrement le vouloient faire, ilz ne pourroient pour la poureté de leurz prébendes, et encores convient-il qu'ilz demourent les pluseurs ensemble, pour ce que par soy ilz ne pourroient vivre.

« *Item*, pour la diminution des rentez de ladicte esglise, lez pluseurs après toute pouretè qu'ilz ont soustenuz, tant en l'estude comme autre part, s'en retournent sans y trouver de quoy eulx vivre.

« *Item*, en ladicte esglise n'a de toutes autres gens d'esglise, tant vicairez comme chappelain, que XXIIII personnes, lesquelx à grant peine se puent vivre de leurs bénéfices et officez; et s'ilz deffailloient de faire leurs servicez, ilz n'aroient de quoy boire ne mengier.

« *Item*, et ès autres esglises collégiales encores il y a moins, car ilz ne sont pas de résidans en toutes icelles esglisez plus de XV personnes; car en Saint-Simphorien n'y

* « Elle ne les vault pas présentement, en l'an 1524. » (Note marginale.)

dictas gentes ecclesie, aut nonnullas ipsarum, per capcionem mobilium suorum, ad faciendum.... guetum et gardiam supra muros dicte

a que III chanoines et VI chappelains; à Saint-Timotheu, VII chanoines, et à Sainte-Norrice, IIII chanoines et un chappelain, [XXI en tout?]; et se plus en y a, ilz sont bénéficiez ou officiers en ladicte esglise de Reins, et comprins ou nombre [de XXI?] dont dessus est fait mencion; et sont chargiez lez chanoines de Saint-Simphorian, tous lez jours des heures canoniaux, et de cinq messes desquelz souvent lez deux sont à coriaulx, dyacre et soubzdiacre, et les chappelains à un messes; et ceulx de Saincte-Norrice et Sainct-Thimotheu, aux heurs, et a tousjours messes haultes, et bien souvent a II.

« *Item*, à Saint Remy ne sont pas plus de XXIV religieux; à Saint-Nicaise, XVI, et autretant à Saint-Denis.

« *Item*, aussi appert que lesdictes gens d'esglisez ne sont pas à Reins, à compter par feux et maignages, voire par personnes ou chief, la XXe partie des demourans en icelle ville.

« *Item*, et néantmoins il a pleu aux habitans lays de impétuer lettres du roy, par lezquellez ilz ont donné à entendre.... que ilz sont poures et en petit nombre, en telle manière que sans l'aide du clergié, ilz ne pourroient porter les charges touchant la garde et réparacion de la fortresse.

« *Item*, ont encores donné à entendre que lesdiz du clergié prennent la moitié ou le tiers des revenues de la ville, et que néantmoins ilz ne veulent faire guet ne garde, de nuit ne de jour, ne contribuer et envoier à widier et réparer les fossez, combien qu'il y eust péril éminent....; pourquoy est mandé au capitaine.... qu'il contraingne à ce les gens d'église.

« *Item*, et que Jehan de Châlon se transporta ou chapitre N.-D., où estoient assemblez pluseurs d'icellui chapitre et des religieux de l'abbaye Saint-Denis, le XIV octobre dernier passé de ceste présente année mil CCCC XV, ilecques présens pluseurs habitans, à la requeste de R. Largesse, procureur des habitans lays, et par vertu desdictes lettres, lezquellez il exhiba...., induement fist commandement ausdits du clergié...., que ilz envoyassent à widier et réparer les fossés, et que pour ce faire ilz envoyassent tel nombre de personnes, qu'il y en eût du cent XXVIII des leurs....

« *Item*, avec ce que ilz baillassent chascun jour à chascune porte, deux personnes qui feroient X personnes en nombre, pour ce qu'il y a cinq portes ouvertes; et de nuit pour veiller sur les murs, XXIIII personnes, XII devant mienuyt, et XII après; disant oultre ledit Châlon que, pour lez contraindre, il leur faisoit et mettoit leur temporel en la main du roy.

« *Item*...., par celluy qui lors présidoit, nommé Me D. des Marès, qui est un très-sage homme et bon clerc docteur, audit Châlon fut dist, que la matière dont il leur parloit estoit bien nouvelle, et que icelle touchoit tout le clergié...., pour quoy estoit nécessité qu'ilz en parlassent ensemble...., priant qu'il leur voulsist bailler délay jusques au lendemain....

« *Item*, ledit Châlon n'en voult rien faire, combien qu'il en fût requis, disans que la chose ne se povoit délayer.

« *Item*, pour ce.... fut dit par ledit M^e des Marès, en tant comme il touchoit le nectoiement des fossés, qu'ilz estoient prestz de contribuer à la réparacion, consentant que des deniers communs ilz fussent vuidiés; et se lesdits deniers ne souffisoient, ilz estoient d'accord que on feist taille dont ilz paieront leur porcion....; mais quant à baillier portiers, ce ne leur estoit possible....

« *Item*, quant à la garde desdis portiers et murs, fust dit que les gens d'esglise avoient toujours esté prestz de faire leur devoir, c'est assavoir de faire leur rang comme ilz avoient acoustumé....; mais la nécessité n'estoit pas lors urgente...., et toutefois ilz offroient de faire selon leur possibilité; mais à dire qu'ilz baillassent touz les heurs XXXIV personnes, X de jour et XXIIII de nuit....,

ville, prout et quemadmodum faciebant alii ville layci incole, de facto compulerant aut compellere sategerant, ac hujusmodi compulsiones

ce ne leur estoit possible, considéré leur petit nombre....

« *Item*, et mesmement que ledit Me D. des Marez dist.... que lez lettres impétréez par les habitans estoient subreptices, en tous leurs points...

« *Item*...., ces choses nonobstans, ledit de Châlon ne veult cesser, et pour ce dit ledit Me des Marès, pour le chapitre et Saint-Denis, que s'opposoient à l'encontre de son exploit. Mais icellui de Châlon, qui a hayne et rigeur, et qui tousjours très-vigoureusement, salve son honneur, a procédé contre les gens d'église, ne le voult à ce recevoir, et persévéra à saisir le temporel...., pour quoy ledit Me appella en parlement, et aussy firent ceulx de Saint-Denys. »

(*Le factum établit ensuite qu'il n'y avait pas lors péril imminent; que sans doute il fallait munir la ville à l'approche des Anglais, mais que ceux-ci étaient bien éloignés encore.*)

« *Item*, les gens d'esglise offroient lors audit de Châlon, pour avoir pais, que, leur estat sceu, tant à faculté de biens comme en nombre de personnes, et la matière discutée par-devant deux de nosseigneurs de parlement, prins pour leur partie, et deux autres prins de la partie des gens lays, d'en faire tout ce qu'ilz en ordonneroient.....; toutesfois ceulx qui veulent gouverner la ville, qui plus aiment le procès que la paix, ont ceste voye refusée.

« *Item*, et qui pis est, ilz publient de jour en jour au pueple de la ville, que les gens d'esglise ne les veulent aidier ne secourir en la garde, ne en la réparacion, s'efforcent de leur faire croire qu'ilz sont grévez excessivement par les gens d'esglisez, afin de eulx animer et bailler corage d'avoir haine contre lez gens d'esglise....

« *Item*, et tellement ont fait et procédé lesdits gouverneurs, ou qui se dient gouverneurs, que ilz n'ont povoir que ce que d'eulx-mêmes s'en donnent et attribuent, que on ne a trouvé sergent qui ait osé intimer lez habitans lays, de huys en huys, pour doubte de l'esmocion du peuple et qui n'y eust rébellion; et est nécessité que par la court y soit pourveu. »

(*Le factum démontre ensuite que la quotité de 28 pour 100 pour les fortifications est basée sur les propriétés, et ne peut impliquer les 28 pour 100 quand il s'agit de service personnel, puisque les gens d'église ne sont pas aux lais dans la même proportion que leurs biens aux biens de ceux-ci. — Il établit ensuite que la contribution de 28 pour 100 n'a jamais été subie par le clergé, ou ne l'a été que par manière de prêt, et sans préjudice à ses droits, comme le portent les lettres du roi Philippe, en* 1346 [v. s.]. *— D'ailleurs, à cause des aides octroyés à la ville, on a fait depuis lors fort peu de tailles; mais si maintenant on allait faire de grosses tailles, le clergé s'y opposerait vigoureusement, et il lui faudrait déserter la ville.*)

« *Item*, et pour monstrer que lez habitans lays souffisent bien pour la garde d'icelle, tant de nuyt comme de jour, il est vray que sur les murs et autour de la ville sont environ XXXIII bretèches ou tournelles, entre lesquellez souffist bien pour faire le gueit sur les murs, VI personnes seulement, III devant minuyt et III après, qui montent à IXxx XVIII personnes, et XL aux gardes des portes, qui montent somme toute à IIxx XVIII personnes jour et nuit, et ainsi puisqu'il y a XXVIc feux ou mesnages de gens, ilz ont IX jours frans à tout le moins, sans faire quelconque garde, qui est chose légière.

« *Item*, se les habitans lays dient qui sont diminués, tant en nombre comme en facultez, ilz dient mal, mesmement quant à facultez; car la vérité si est que, en la ville sont de présent aucuns bourgois plus riches et qui ont plus de revenues, que ne y ot aucuns passes sont plus de XL ans.

« *Item*, et aussi voit l'en cotidiatment que aucuns desdits bourgois deviennent chevaliers, les autres marient leurs filles à grans

faciendo plures domos canoniales ville, fractis ipsarum hostiis, intraverant, et pignora rapuerant, ac plures excessus circa hoc commi-

signeurs chevaliers et escuiers, ce qu'ilz ne souloient pas faire; et quant aux marchans et gens de mestiers, ilz gaignent trop plus qu'ilz ne faisoient XL ans sont, et si s'ensuit clerment qu'ils doivent estre plus riches. »

(*Le factum cite Amiens et Arras, et autres villes des frontières, où pour les gens d'église les charges sont les mêmes que celles auxquelles ceux de l'église de Reims offrent de se soumettre.*)

« *Item*, faut bien advertir, soubz correction, que se péril éminent seurvenoit...., lez gens de villez voisines seroient abstrains de venir en ladicte ville de Reins, là où ilz feroient guet et garde, dont lezdis habitans lays seroient de tant moins chargiés.

« *Item*, depuis ladicte appellacion, ledit de Châlon, par vertu d'unes autres lettres itératives, derechief a fait pareil commendement auxdis de chapitre, etc...., lesquelx ont encores appellé; et fut icelle derrenière appellacion intergectée le VIIIe jour de novembre, lesquelles appellacions ne sont par encores relevéez; et d'abondant, nonobstant lesdictes appellacions, en persévérant aux commendemens par ledit de Châlon, les disseniers de la ville, par l'ordonnance de J. de Châlon ou autrement, s'efforcent de jour en jour de contraindre lesdiz du clergié à garder lesdictez portez et murs, lezquellez chosez semblent faictes en actemptant contre lezdictes appellacions.

« Si soit sur tout adverti par le conseil. »

Un arrêt provisionnel intervint le 27 juin 1416; nous l'empruntons aux Archives du chapitre, lay. 42, liass. 105, n° 3, où il se trouve vidimé à la date du 10 janvier 1420. C'est celui dont il est question dans le texte, plus haut, p. 550.

III. Pro custodia portarum, et compotis reddendis.

« Karolus, Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod, cum, ratione vel occasione hujus quod, licet dilecti nostri prepositus, decanus, cantor et capitulum ecclesie, necnon religiosi abbas et conventus monasterii Beati Dyonisii, et alie gentes ecclesiastice* ville Remensis, ab omnibus one-

* Une commission extraite des liasses de renseign. (Hôtel-de-Ville), et donnée un an environ avant cet arrêt (le 9 septembre 1415), prouve que ce n'était pas avec le clergé seulement qu'était en lutte le conseil de ville :

« Charles, par la grâce de Dieu roy de France, au bailly de Vermendois, ou à son lieutenant, salut. Les manens, bourgois, et habitans de la ville de Reins, nous ont exposé que à présent, par l'entrée que a faicte en nostre royaume nostre ennemy et adversaire d'Angleterre, soit mestier et nécessité de faire guet et garde de jour et de nuit en ladicte ville, et de loyaument emparer et nectoier les fossés d'icelle, afin que aucun inconvénient ne s'en puisse ensuir; et combien que les habitans d'icelle ville, et plusieurs autres villes voisines, et qui ont acoustumé y retraire eulx et leurs biens en temps de guerre et de nécessité, soient tenuz de ce faire; néantmoins plusieurs en ont esté et sont refusans, délaians, et en demeure; et par ce est ycelle ville, et le païs d'environ, en voie qu'il n'en ensuive ung très-grant inconvénient, se par nous n'estoit sur ce pourveu de nostre grâce et remède, si comme ilz dient, en nous humblement requérant yceulx; pourquoy nous, ces choses considérées, et qui voulons les bonnes villes et forteresses de nostre royaume estre bien et songneusement gardées et emparées, vous mandons, et commectons, se mestier est, que vous contraignez ou faictes contraindre les habitans à deux lieues près d'icelle, de venir ou envoier chascune semaine une personne, selon sa puissance et faculté, pour aidier à nectoier les fossez d'icelle ville, jusques à la Saint-Martin prouchain venant, par manière de provision, sans ce qu'il tourne à préjudice à l'une partie ne à l'autre; et aussi contraignez ceulx qui ont accoustumé de faire guet et garde en ycelle ville, de y venir ou envoier pour faire ledit guet et garde ledit temps durant, toutes et quantes fois requis en seront; car ainsi nous plaist-il estre fait, de grâce espécial, par ces présentes, nonobstans quelzconques impétracions subreptices à ce contraires. Donné à Paris, le IXe jour de septembre, l'an de grâce mil CCCC et quinze, et de nostre règne le XXXVe. Par le roy à la relacion du conseil : De la Garde.

serant ..., in dicti arresti delusione, memorate gentes ecclesiastice ad nos recurrentes, certas litteras a nobis XIIIe die januarii anno

ribus et servitutibus per laycos ibidem impositis et imponendis, maxime extraordinariis et servilibus, liberi et immunes, ac hujusmodi immunitate ab omni antiquitate usi et gavisi fuissent ac essent, nichilominus a pauco tempore citra, videlicet in mensibus octobris et novembris ultimo preteritis vel circiter, Johannes de Cabilone, locumtenens, aut se dicens locumtenentem capitanei nostri remensis, ad requestam vel instanciam dilectorum nostrorum scabinorum, burgensium et habitancium laycorum ejusdem ville remensis, et pretextu vel auctoritate quarumdam litterarum per eos a nobis antea impetratarum, aut aliter, predictas gentes ecclesiasticas ad curandum seu eundum curatum aut mundificatum personaliter fossata ville predicte, aut mittendum suis sumptibus viginti octo personas quando dicti habitantes septuaginta duas, in decenniis suis captas, ad id transmittebant seu transmitterent, necnon ad mittendum qualibet die cuilibet portarum ipsius ville duas personas, et viginti quatuor super muros qualibet nocte, compellere, nec easdem gentes, adversus hujusmodi compulsionem et dicti locumtenentis expletum se opponentes, dicendo inter alia ipsas ad munera pretacta, que aut ipsorum aliqua, presertim dictorum fossatorum mundatio, sordida, et portarum custodia, personalia erant, non teneri, et nullum pro tunc periculum imminere, ad ipsam oppositionem suam admittere seu recipere, voluerat; ipsas gentes, ut dicebant, in his et aliis plurimum opprimendo et temporalitatem prefatorum de capitulo, et religiosorum Sancti Dyonisii, et aliorum, ad manum nostram de facto capiendo atque ponendo; memorati prepositus, decanus, cantor et capitulum, ac religiosi, ad nos seu nostram parlamenti curiam appellassent ac deinde relevata in ipsa nostra curia hujusmodi appellatione, ipsi appellantes certas litteras per quas nos dictas partes super suo principali, rejecta dicta appellatione, procedi facere, necnon postmodum dilecti nostri religiosi abbates et conventus monasteriorum sanctorum Remigii et Nicasii, ac decani et capitula ecclesiarum sanctorum Symphoriani et Thimotei, ac Sancte Nutricis remensis ville predicte, quasdam alias, tenore quarum nos eciam ipsos ad faciendum tales requestas et conclusiones, per viam oppositionis, aut alias contra predictos locumtenentem, scabinosque et habitantes, quales vellent, super premissis, et eorum dependenciis, admitti per dictam curiam nostram mandabamus atque volebamus, a nobis obtinuissent, et dicte nostre curie cui dirigebantur presentassent; constitutisque in eadem curia partibus antedictis aut earum procuratoribus, dicte gentes ecclesiastice, ultra predicta dicentes inter cetera, se quoddam guetum seu reguetum, *arrière-guet* vulgariter nuncupatum seu nominatum, tempore necessitatis et eminentis periculi, juxta quandam ordinacionem defuncti abavi nostri regis Philippi, facere consuevisse et non recusasse; necnon dictos habitantes, aut aliquos ipsorum, certa subsidia pro reparacionibus fossatorum et fortificatione ville antedicte levasse et recepisse, et inde compotum ac rationem de reliqua minime, saltem decenter, reddidisse, dictos appellantes bene appellasse, aut ipsos omnes, ut ad dicta munera non tentos, bene se opposuisse, mutata prius dicta appellacione in opposicionem, declarari, et manum nostram temporalitatibus ipsorum appositam, abinde, saltem per recredenciam, levari, necnon dictos habitantes, aut illos ipsorum qui dicta subsidia receperunt, ad reddendum compotum legale compelli, et in expensis, dampnisque et interesse ipsarum gentium ecclesiasticarum condempnari peciissent; ad hoc concludendo. In contrarium vero dicti Johannes de Cabilone, locumtenens capitanei, scabinique et habitantes remenses, dicentes inter cetera predictas gentes et alias ecclesiasticas ville remensis prefate, ad predicta, pro ejusdem ville tuitione, custodiaque et defensione, onera, que communia erant et censeri debebant, non autem ad sordida, teneri,

M° CCCC° X° IX° impetr. ssent, virtute quarum baillivus noster viromandensis cui dirigebantur, precedente informatione, inhibuisset ex parte seu contribuere debere, easdem gentes, ut appellantes aut opponentes, nec aliter, ad sua proposita admittendas, cum nullatenus premissorum occasione, periculo imminenti adversariorum nostrorum Anglicorum, tunc in regno nostro et jam in patria Picardie existencium, attento, gravate fuissent, declarari requisiissent, ad hec, et ad finem provisionis, in casu dilationis hujus litis, concludendo, et ad expensas; pluribus racionibus super hoc allegatis, auditisque ad plenum per dictam curiam partibus antefatis, eadem curia ipsas ad tradendum seu ponendum penes eam litteras concordiasque et alia expleta ac munimenta quibus se juvare volebant ac in arresto appunctasset, et dictis habitantibus ne via facti contra gentes ecclesiasticas predictas aut aliquem ipsarum procederent, quin ymo ipsis injurias inferentes punirent aut puniri facerent, ut deceret, inhibuisset ac precepisset; et insuper demum eisdem partibus temporalitates suas ad suam cancionem recredidisset; tandem, visis litteris et munimentis parcium predictarum penes ipsam curiam nostram ex dicto ejus appunctamento traditis, et consideratis considerandis in hac parte : Per arrestum ejusdem curie nostre appellacione seu appellacionibus dictorum de capitulo remensi et de Sancto Dyonisio, suis super hoc impetratis litteris obtemperando, in oppositionem mutatis primitus atque conversis, dictum fuit quod partes predicte non poterant neque possunt super earum propositis, absque factorum suorum veritatis inquisitione, expediri, ac erant et sunt contrarie; facient idcirco ipse partes dicta facta sua, et super eis inquiretur veritas, et, inquesta facta ac dicte curie reportata, fiet jus eisdem; facientque, pendente hujusmodi processu, et per modum provisionis, dicte gentes eccl[es]iastice, in casu eminentis periculi in villa predicta, guetum seu reguetum, *arrière-guet*, ut premictitur, nuncupatum, prout illud facere consueverunt, et duos homines duntaxat, pro assistendo et cotidie interessendo custodie omnium portarum ejusdem ville, ad ordinacionem illius vel illorum ad quem seu quos id spectat seu pertinet et pertinebit; reddentque compotum de gestis et receptis per ipsos, commissi seu commissarii deputati ad receptam subsidii pro reparationibus fossatorum et fortalicii seu fortificationis ipsius ville indicti, et ad id, vocatis evocandis, compellentur; ac pro eodem compoto audiendo, et dictas partes, si commode fieri possit ad concordiam reducendo, habebunt eedem partes, si velint, unum commissarium de curia nostra memorata. In cujus rei testimonium presentibus litteris nostrum jussimus apponi sigillum. Datum Parisius, in parlamento nostro, XXVII° die junii anno Domini millesimo CCCC. decimo sexto, et regni nostri XXXVI°. »

Cet arrêt ne termina point la querelle, comme le prouve la requête suivante :

IV. REMONSTRANCES FAITES PAR LE CLERGÉ AU CAPITAINE DE LA VILLE.
(Cart. II du chap., f° 30.)

« Il semble que on puet bien remonstrer à M. le capitaine en général, les seignouries, franchises et libertes des gens d'esglise de ceste cité, contre lesquelx les gens lays d'icelle se sont tousjours efforcié, efforcent de jour en jour, et y a grant apparance de encores plus fère ou temps advenir, de trouver nouvelletés, à eulx et à leurs franchises et libertés bien contraire, se pourveu n'y est : en ly suppliant que ad ce vueille pourveoir ainsi comme bien le puet fère, tellement que chascun puist vivre en son droit estat, et demourer en la dicte ville et la garder ensemble en bonne paix, union et concorde, comme on a fait ou temps passé, et se mestier est en lui exposant particulièrement les causes de leurs libertés, et des charges que on leur baille, dont avec beaucoup d'autres s'ensuivent les principales.

« *Premièrement* gens d'esglise ont toute seignourie temporelle et spirituelle en la

nostra, et sub pena mille marcharum auri nobis applicandarum, magistro P. Regis quartenario, Stephano de Ulnis decennario, et Colineto

ville, et sont tenus de faire le service [divin] jour et nuit, qui est grant et long.... Puis pou de temps se sont advanciez les gens lays de eslever procès en parlement contre gens d'esglise... pour les contraindre à garder les portes, lesquels lays après ce que ilz ont donné à entendre que à Reins avoit vu que portes, que poternes ouvertes..., requeirent à la court que... on volsist déclairier les gens d'esglise estre tenus à ladicte garde, de quoy ilz n'ont peu emporter fors seulement que par manière de provision, non pas de sentence; et quant il y auroit péril éminent, il a esté dit que les gens d'esglise bailleront chascun jour, ès portes de Reins, tant seulement II hommes, laquelle chose ilz ont voulentiers fait depuis lors....

« *Item*, assez tost après fut conclus d'ouvrer aux fossez, et par connestablies et x^{nes}, et requis aux gens d'esglise qu'en ce feissent ainsi comme gens lays et que ainsi le devoient; à quoy fut répondu au contraire, que riens n'en feroient ...; pour cause duquel reffus fut dit par les plus notables, que volsissent ou non gens d'esglise, ilz y envoieroient, ou se non si grant meschief en avenroit que jamais ne seroit amendé. Une autre fois disoient que on envoieroit mengeurs en leurs hostels, et tant fut dit de telz menasses, que pour pis eschever, car on ne sçavoit où trouver remède, les gens d'esglise véant les grans charge du poure peuple, doubtant aussi lesdictes menasses... s'acordèrent assez comme contrains de envoier ausdiz fossez jusques à certain terme, pourveu qu'ilz fussent réputé pour non estre advenu..., et que de ce leur fussent faictes lettres qui par lesdis lays leur furent octroyés de paroles, et pour ce envoièrent aus fossez, cuidans avoir les lettres; mais quant avoir les voldrent, oncques n'en porrent finer.... ainçois se sont tousjours escharniés et moqués les gens lays des gens d'esglise en poursuivant lesdictes lettres, tellement que par droite hodaige, honte et desplaisir, est la chose demouré en ce point.

« *Item*, non obstant le reffus desdictes lettres, les gens d'esglise contre leurs drois... et qui pis est contre leurs seremens, cuidans par ce contenter lesdictes gens lays, envoyent ausdiz fossez pareillement comme les autres font; et s'ilz en défaillent, ou que ilz n'y envoient hommes fors, on les huit comme gens de nul estat, et les va-on exécuter de fait comme le plus petit subgié.

« *Item*, gens d'esglise vont aux arrière-gas bien et notablement en belle compagnie, par belle ordonnance et bien armez, là où ilz treuvent des faultez bien et assés sur gens lays, lesquelles faultes ilz ont dit et fait dire; de quoy on n'a tenu et tient-on compte; ainçois se moquent et parlent d'eux honteusement et laidement, les plus notables de ceste ville, et en dient des laides et ordes paroles.

« *Item*, et nonobstant ces charges qui sont contre raison, les gens lays non contens d'icelles, ont naguères trouvé une malheureuse voye de charge nouvelle, disans que aux gens d'esglise qui sont seigneurs de ceste ville, appartient à congnoistre des secrés entrées et issuees d'icelle; et pour ce ont ordonné et mis sus aucuns d'eulx, sans y appeller ne avoir le consentement des gens d'esglise, n'en grant n'en petit nombre, que il n'y avera que deux portes ouvertes ausquelles seront au pardessus du nombre ordinaire à chascune porte deux hommes notables... qui pas n'ont accoustumé de y estre, et ung homme d'esglise en sa personne pour enquérir et sçavoir les secrez entrées et yssuees; et ainsi comme ilz l'ont advisé entre eulx, le vuellent exécuter, non pas par avanture par voie de justice, car ilz ne pueent, mais véritablement par voye de fait, comme aucuns dient, qui est bien à croire, attendu les menasses que les plus grans ont fait et dictes; et par ainsi ce qu'ilz dient, que les gens d'esglise sont seigneurs, et que à eulx appartient à congnoistre les secrés, etc., s'acordent bien mal à seigneurie (?), car ilz le font par manière de édict, ordonnance et de contrainte, qui est bien mieulx vray semble de les vouloir plus tenir subgiés que seigneurs; laquelle

d'Estrebay servienti murorum dicte ville, et aliis habitantibus.... coram eo propterea evocatis et comparentibus, ne deinceps dictas gentes ecclesie, aut aliquam earum, ad eundum vel mittendum ad dictum *guetum jacens* super muros compellerent, aut facerent compelli, precipiendo eisdem, sub dicta pena, quatenus pignora ob defectum dicti gueti, in domibus magistrorum N.... et N...., necnon in

chose aussi bien se preuve en ce que, sans avoir aucune informacion, baillent charge et aise (*sic*) cause de le ainsi fère, gens d'esglise ont esté pris par gens de très petit estat, et sans quelque auctorité, et mis en prison; et toutesfois de notables hommes l'ont souffert et sueffrent, consentans tousjours le ravalement et abaissement desdictes gens d'esglise, qui encores de ce n'osent parler, qui est chose de très mauvais exemple à tous ceulx qui le sçavent, [et?] grant charge à ceulx non pas seulement qu'ilz le font, mais aussi à ceulx qui le sueffrent, et desplaist à Dieu, car ilz sont ordonnés en prestres. Si soit supplié derechief audit capitaine, que aus charges dessusdictes vueille pourveoir, tant et si avant que son office le puist endurer et souffrir, tendent affin de estre relevé desdictes charges, et que lesdis prisonniers soient délivrés.. »

L'accord du clergé, dont parle la requête précédente, se trouve dans l'Histoire manuscrite de Cocquault, v. III, f° 626 r°. Le voici :

[V. Accord entre les différents membres du clergé sur le guet et garde.]

Sabbato, xx° vii° aprilis, fuit congregatio in capitulo, in qua fuere abbas S. Dionisii in propria [persona?], abbas S. Theodorici, procurator abbatis S. Remigii, procurator abbatis S. Nicasii, domini prepositus, cantor, cum bono et sufficienti numero canonicorum; procuratores ecclesiarum S. Simphoriani, S. Thimothei, S. Nutricis, cum pluribus aliis, tam abbatiarum quam parochialium ecclesiarum remensium, et pro majori parte cleri remensis; in quo (*sic*), exposito per dominum prepositum eminenti periculo, trac[ta]toque et inducta per capita, de oblatione facta illis de villa super numero xii^(im) personarum ponendarum ex parte totius cleri remensis, in foro bladi deducendo et offerendo ab illis de capitulo aut clero, secundum ordinem ibidem factum; conclusum fuit et ordinatum, de communi assensu, ibidem mittere, ad majus scandalum evitandum, et ipsos super suis excessibus pacificandos; ac de modo advisatum est, quod illi qui ducunt *l'arrié-guet* ab utraque parte, cleri, demptis baillivo et preposito remensibus, divident gentes suas in tali portione, quod pro qualibet vice qua tenebuntur in foro stare et ire, dabunt duodecim personnas tantum; ita quod illi qui prima vice fuerunt, non ibunt in secundam, si numerus personarum sit sufficiens ad mittendum alios duodecim in secunda vice; et pro prima vice, capitulum remense, hoc est totum corpus ecclesie, faciet duas noctes, ceteri, prout consueverunt, in torno suo de *l'arrié-guet*; verum super premissis reverandus pater abbas S. Dionisii, pro se et conventu sue ecclesie, protestatus est quod illud non vertatur sibi, nec ecclesie sue in aliquod prejudicium, temporibus futuris; imo, et quod capitulum per hoc apponctuamentum, non possit ipsum artare nec constringere ad premissa facienda, si contingat hoc alias velle fieri, quodque privilegiis suis, et ecclesie sue, nullomodo vertatur in prejudicium; et similiter (*sic*) domini prepositus, pro corpore capituli, allegans quod contra fas, vi, metu, et plus timore quam ex debito, et ad rumores evitandas, et furorem populi, istud faciunt; similiter et ceteri procuratores, unanimi voce et consensu, eandem protestationem fecerunt, contra illos de villa, petentes de premissis sibi fieri instrumentum publice, unum vel plura. Acta fuerunt hec in capitulo Remensi, anno m. cccc xx°, die predicta.

Voir plus loin les notes de la page 565.

monasterio S. Petri ad moniales, capta, restituerent indilate, et cetera expleta fecisset, prout per dictas litteras nostras mandabatur; adversus que predicti quartenarius, decennarius, et serviens, et habitantes se opposuissent, et ob hoc fuissent in curia parlamenti comparituri ad certam diem adjornati, causas suarum opposicionum dicturi, ac prefatis gentibus ecclesiasticis super his que ab eis occasione premissorum petere vellent responsuri, et ulterius facturi quod foret rationis; in qua quidem curia constitutis partibus antedictis, aut earum procuratoribus, dicte gentes ecclesiastice, predictis et aliis per eas recitatis, opponentibus, ne contra dicti arresti cui parebant tenorem dictas gentes ecclesiasticas molestarent, inhiberi, et quod a compulsionibus inceptis cessarent, precipi, et ad restituendum pignora capta, necnon ad tenendum gentes ecclesiasticas, faciendo ea ad que per dictum arrestum tenebantur, quietas et immunes a *gueto jacenti* cogi, et in emendis honorabilibus ad curie discretionem, utilibus vero duarum millium librarum, ac in dampnis, interesse, et expensis dictarum gencium ecclesiasticarum, prefatos opponentes condempnari, et procuratorem nostrum eisdem gentibus adjungi peciissent; ad hoc, et ad provisionem, in casu dilacionis, concludendo;

In contrarium vero, inhibito prius dictis partibus ne altera contra aliam aliquid in prejudicium processuum pendencium faceret, dicti opponentes defendendo plura, et presertim quod dicte gentes ecclesiastice que dominium ville habebant, et terciam partem ipsius possidebant et occupabant, ad custodiam defensionemque et reparacionem ville, majori custodia quam tempore dicti arresti, propter eminenciora pericula, indigenti, ut ferebatur, tenebantur, proposuissent, et ad finem quod dicte gentes ecclesiastice, ad sua proposita, conclusionesque, et demendas predictas faciendum non admitterentur, absolverenturque dicti defensores et opponentes a suis impeticionibus et demandis, ac pignora capta que iidem opponentes per declaracionem tradi petebant, venderentur et expletarentur, nec illis a quibus ablata fuerant restituerentur, cessarentque dicte gentes ecclesiastice a processibus ecclesiasticis contra dictos defensores ceptis, et excommunicatos ex ipsis absolverent vel facerent absolvi, et ad id compelle-

rentur, atque ad expensas, dictique procuratoris nostri adjunctionem conclusissent;

Memoratis gentibus ecclesie ex adverso, se ad dictum *guetum jacens*, et munera sordida ville, que majori custodia quam tempore arresti non indigebat, minime teneri, replicando dicentibus, et ad finem quod admitterentur, ac alias prout supra concludentibus;

Auditisque dictis partibus, necnon procuratore nostro generali, qui, visis per eum informacionibus in hac parte factis, debatum inter dictas partes ob premissa nullatenus esse utile dicebat, et de custodia juris nostri in hujusmodi causa curie nostre se referebat; curia nostra partes prefatas ad tradendum penes ipsam arrestum predictum, litterasque alias, et informaciones ac cetera munimenta quibus se juvare volebant, ac in arresto appunctasset, et insuper excommunicatos occasione premissorum, vel dependenciarum suarum, ad cautelam absolvi ordinasset sive jussisset; visis igitur per curiam arresto, litterisque, informacionibus, et aliis munimentis eidem curie traditis; et consideratis considerandis in hac parte: per arrestum dictum fuit, quod provisio.... per dictum arrestum facta tenebit [1], ac dictis genti-

[1] Dans le cart. D du chapitre, fol. 120, il se trouve une liste de répartition des membres du clergé qui devaient veiller à la garde des portes en 1521, lorsque la ville était menacée par Robert de la Marche; cette répartition est conforme à l'accord du 27 avril 1420. (Voir plus haut, p. 563.) En voici l'extrait :

« Pour aller à la garde des portes de la cité de Reims, quant il y a péril éminent, à chascune porte où il y a 9 hommes de la ville, il y a 3 gens d'église.

« 1°. 60 chanoines sont divisés trois par trois, pour aller pendant 10 jours à la Porte-Mars et à la Porte-Chacre. Les chantre, vidame, doyen, trésorier, archidiacre s'y trouvent comme les autres.

« 2°. A la porte de Vesle, 30 chapelains pour 10 jours.

« 3°. A la porte de Fléchambaut, 2 religieux de Saint-Remi...., N. du Temple. — 2 religieux de Saint-Denis, un de MM. de Saint-Symphorien. — Le prieur de Clairmarais, un de Saint-Hilaire, un de Saint-Symphorien. — N...., et deux de Saint-Hilaire. — 2 de Saint-Remi, un de Saint-Pierre. — 2 de Saint-Denis, un du Val-des-Écoliers. — N... N...., un de Saint-Étienne. — 2 de Saint-Remy, un de Saint-Jacques. — 2 de Saint-Pierre, un de Saint-Jacques. — N.... un homme de Saint-Antoine, un de l'Hôtel-Dieu.

« 4°. A Dieu-Limire. — 2 de Saint-Nicaise, un chanoine de Sainte-Nourrice. — 1 du Val-des-Écoliers, 1 de Saint-Symphorien, un de Saint-Hilaire. — Le prieur de Saint-Maurice, 2 de Saint-Hilaire. — 1 de Saint-Pierre, 2 de Saint-Hilaire. — 2 de Saint-Nicaise, 1 de Saint-Pierre. — 1 de la Magdeleine, 2 de Saint-Jacques. — 2 de Saint-Jacques, 1 de Saint-Étienne. — 1 de Saint-Julien, 2 de Saint-Pierre. — 1 de Saint-Jacques, 1 de Saint-Étienne, le curé de Saint-Brice. — 2 de Saint-Thimothée, 1 de Saint-Étienne. »

Dans une autre liste figurent le curé de

bus ecclesie pignora sua per opponentes.... capta, redderentur; injungitque dicta curia prefatis gentibus ecclesie, quatenus debitum suum, juxta dicte provisionis tenorem, facerint; ipsis vero defensoribus, ne aliquid in contrarium agant, inhibuit; et si aliam provisionem necessario fieri oporteat, veniant eedem partes ad eamdem curiam, et ipsa providebit, ut rationabiliter decebit. Dictumque fuit ulterius, per idem arrestum, quod, respectu excessuum et attemptatorum per dictas partes manutentorum, partes ipse non poterant neque possunt absque factis expediri, ac erant et sunt contrarie; facient idcirco dicte partes facta sua simul et cum factis alterius instancie dicti arresti materiam hujusmodi tangentis, et super eis inquiretur veritas, et inquesta facta, ac dicte curie reportata, fiet jus partibus.... In cujus rei.... nona die maii, anno M. CCCC. XX° I°.

XXIII.

29 septembre 1423.

ACTE par lequel le commis du bailli (*sic*) de Vermendois à Laon, pour l'exercice de la justice du roy à Reims, a demandé et obtenu, du bailli du chapitre, de faire exécuter, en la jurisdiction du chapitre, trois criminels, qui, en conséquence, ont esté noyés au moulin du bourg de Vesle.

Archiv. du chap., lay. 47, liass. 16, n° 2.

A tous ceulx qui ces présentes lettres verront ou orront, Ernoul de Berlette, chanoine de Laon, conseiller du roy N. S., et garde du seel de la baillie de Vermendois à Laon, establi de par ycellui seigneur, salut. Saichent tuit que le vint-nuefiesme jour du mois de septembre, l'an mil quatre cens et vint-trois, en la présence de nostre amé et féal Jéhan du Nanz, clerc demourant à Reins, commis et establi de par nous, pour oïr, entendre, et à vous rapporter ce qui s'ensuit : comparurent en leurs personnes, honnorables hommes et sages Jaques

Bouzy et celui d'Ecry, qui sans doute étaient venus se réfugier dans la ville.

Enfin, le cart. F de l'Hôtel-de-Ville, fol. 72, contient un arrêt du conseil privé, en date du 7 mars 1636, qui force les ecclésiastiques à fournir 12 hommes par compagnie à la garde des portes de la ville, en temps de péril imminent; à moins qu'ils n'aiment mieux faire le service par eux-mêmes. — Il y a 400 ecclésiastiques à Reims portant les armes.

de Chaumont, commis de par le roy N. S. à l'excercice de la prévosté de Laon, ès villes, cité et dyocèse de Reins, d'une part, et maistre Jehan Convent, lieutenant de honnorable homme et sage maistre Pierre Toignel, bailli de messeigneurs de chappitre de Reins, d'autre part; lesquelz baillèrent à nostredit commis une cédule en papier, de laquelle la teneur s'ensuit :

Je Jaques de Chaumont, commis de par le roy N. S. au gouvernement et excercice de la prévosté de Laon, en la ville de Reins et dyocèse d'icelle, congnois et confesse avoir demandé, et prins congié, à maistre Jehan Convent, lieutenant de honnorable homme et sage maistre Pierre Toignel, bailli de chappitre de l'église de Reins, de exécuter en la terre, jurisdicion, haulte, moyenne et basse, desdis de chappitre[1], Pierre de Vasselles, escuyer, Mahiet Braulart, et ung

[1] *Du bailliage du chapitre de l'église de Reims.*

« La haute justice du chapitre de Reims s'étend sur quatre différents cantons de cette ville, qui sont : 1°. le Cloître, la cour du chapitre et ses dépendances; 2°. la Mairie de Saint-Martin; 3°. la Tire-Lire et la cour Salin; 4°. et sur celui du bourg de Vesle, autrement dit la Terre commune....

« Quant aux situations et désignations de ces différentes seigneuries, le cloître, la cour du chapitre et leurs dépendances se trouvent consister, savoir : 1°. le Cloître, dans les maisons qui forment le carré d'entre le cloître et la rue de la Perrière, autres que celles qui sont au-dessous de la dernière maison du Cloître et qui y sont adossées vers le Grand-Credo; 2°. dans celles qui sont de l'autre côté et donnent sur la cour du chapitre, celles de la même cour du chapitre et son auditoire, et encore celles de la rue des Tapissiers qui y ont des issues, et en deux autres maisons rue du Trésor, vers l'église cathédralle; 3°. en différentes autres maisons situées ès rues du Corbeau, des Grosseliers, des Anglais, des Fusilliers et des Ruelles. Tous ces quartiers et maisons canoniales forment ensemble le premier des quatre cantons de la seigneurie du chapitre.

« 2°. Celui de la Mairie Saint-Martin, qui est le second, est séparé en quatre autres parties : la première s'étend depuis la Porte de Cérès jusqu'au coin du jardin de Saint-Pierre-les-Dames vers le rempart. Il comprend la maison qui est joignante ladite porte et est de la paroisse de Saint-Martin, et partie de celles qui sont vis-à-vis et au-dessous du rempart, à partir du coin de la première maison vers la rue de Cérès, en remontant en ligne droite à travers les autres; le Jardin des Cordeliers et des maisons qui sont entre la rue de Mont-Oison et le rempart, jusqu'au coin du Jardin de Saint-Pierre. — La seconde comprend la partie des maisons de la rue de Mont-Laurent, à prendre au coin de cette rue vers celle du Barbâtre, jusqu'au coin de celle de Sainte-Balsamie, tirant de là à une borne au coin de la rue Sanbourg, dite Baillia, et de là à travers les jardins par une ligne marquée par trois bornes jusqu'au haut de ladite rue de Mont-Laurent vers le rempart. Cette partie renferme trente-une maisons jusqu'à la rue Baillia, et douze jusqu'à Sainte-Balsamie. — La troisième est de l'autre côté de la rue du Barbâtre, en remontant jusque vers Sainte-Balsamie. Elle commence à la première maison qui fait le coin de la rue du Point-du-Jour, où il y a une borne, tirant à

nommé Radricot, espaignol; et après le congié à moy donné par ledit maistre Jehan Convent, ay yceulx crimineurs exécuté ou fait exécu-

une autre qui est au dedans, et fait coude en remontant à une autre borne qui fait retour par cinq autres à la rue des Crénaux, autrement du Fust, où est la dernière; de cette borne il faut tirer à celle de Saint-Thimothée, et de là en ligne droite, entre cette église et celle de Saint-Martin, à la borne de Sainte-Balsamie. — Et la quatrième située le long de la rue Neuve, depuis la rue de Moronvilliers, ou des Carmes, en descendant de ce côté vers les loges Coiquauts, comprend seulement dix-huit maisons, et le tiers de la dix-neuvième, jusques vers le milieu de la porte d'entrée d'icelle.

3°. Le fief de la Cour-Salin, exempt des frais de sacres, est situé dans le vingt-unième carré des registres des maisons de la paroisse de Saint-Pierre qui y sont sujettes, lesquels se trouvent au cartulaire de l'hôtel-de-ville. Il forme dans ce continent un autre carré particulier, entre ces différentes maisons, de face à l'hôtel-de-ville et aux rues de la Grosse-Écritoire, de la cense des Cordeliers, du K rouge et de la Vignette. Ce carré, long du midi au nord, est désigné par cinq bornes qui sont marquées sur le plan qui en a été dressé le 31 septembre 1615 pour servir au chapitre de limites des parties de ces maisons qui sont de sa seigneurie, d'avec celles qui dependent du comté et archevêché de Reims. Trois de ces bornes ont été plantées dans deux de ces maisons, et au milieu de l'hôpital général. Les deux autres posées extérieurement se trouvent l'une à l'entrée de la Cour-Salin, à droite, l'autre à l'entrée aussi à droite de la rue de la Vignette, vers la place de ville. — Celui de la Tire-Lire comprend le cimetière de Saint-Pierre, les maisons contiguës vers la cense des Cordeliers, ainsi que la maison de la rue de la Tire-Lire des deux côtés jusqu'aux remparts, dont celles qui sont à droite, ainsi que les jardins qui en dépendent, sont séparées par une ligne et des bornes qui les traversent en dedans, en allant à rien vers le rempart, pour servir de séparation entre cette portion de seigneurie et celle de l'archevêché qui l'environne de toutes parts.

4°. Quant à la terre commune, ou Mairie du bourg de Vesle, elle est partagée, comme on le voit par le plan de la ville de Reims, en deux cantons séparés l'un de l'autre par la rue de Vesle. — Le premier, au nord, commence à la maison du bureau des Aides, qui fait le coin vers la porte de Vesle et le rempart, et comprend dix-sept maisons sur la rue de Vesle jusqu'au coin de la rue de la Magdeleine, sur la face de la dernière desquelles il y a une borne, qui, avec quatre autres qui se trouvent dans l'intérieur des maisons de la rue des Poissonniers, en remontant vers l'Arquebuse, y marquent une ligne de séparation entre ce qui est de la seigneurie de l'archevêché, vers ladite rue des Poissonniers, et ce qui dépend du chapitre vers la Magdeleine, jusqu'à l'ancien ruisseau qui, de la rue de la Couture, alloit se terminer au-dessous du rempart audit bureau des Aides de la porte de Vesle. C'est ce qu'on voit en effet par le procès-verbal qui en a été dressé de consentement, entre le cardinal Barberin et le chapitre de l'église de Reims. — L'autre canton commence à une maison qui fait le coin de la rue Saint-Denis et de celle de la rue de Vesle, et contient vingt maisons sur cette dernière rue jusqu'au coin de la rue des Capucins, et vingt à prendre de l'autre coin de ladite rue des Capucins, le long de la même rue de Vesle, en descendant jusqu'à la rue d'Amour, et encore trois autres au delà, jusqu'à une encoignure formée par la quatrième maison, qui est de la justice et seigneurie de l'archevêché, et fait avance sur la rue de Vesle de cinq à six pieds, pour séparer vers le nord cette partie de seigneurie du chapitre de celle de l'archevêché. Il a été tiré à prendre de cette encoignure, en remontant à travers les maisons et les jardins de ce canton, une ligne droite jusqu'à la rue du Chapelet, vers les Carmélites. Elle coupe ensuite ladite rue du Chapelet, et toutes les maisons et jardins du carré du Jard dans la

ter, gecter et noyer en l'eaue de Veesle, ou premier molin d'entre Deux-Pons de la porte à Veesle, en la haulte justice, moyenne et basse desdis de chappitre; laquelle exécution je congnois avoir faicte sans préjudice desdis de chappitre, et en leurdicte justice, sans ce que ores, ne pour le temps advenir, moy, ou austre prévost de Laon, y puissent faire telz ou autres semblables explois, sans congié et licence desdis de chappitre, ou de leurs gens et officiers; et sur ce leur en ay promis à bailler lettres et instrument, lequel je leur baille en ceste fourme. Ce fut fait le quatorziesme jour du mois de septembre, l'an mil quatre cens et vint-trois.

rue des Capucins, d'où, après avoir traversé les rues des Étaux et du Cimetière Saint-Denis, elle retombe du coin de cette dernière rue au coin de celle de Vesle.

Ces cantons étoient, avant l'agrandissement de la ville, des terres arables comme celui de la Couture, dont ils faisoient partie. Ils sont restes en cet état jusqu'au XIIIe siècle que le chapitre les abandonna à surcens pour y bâtir des maisons, qui y ont été élevées. L'archevêque Albéric a reconnu par sa chartre de l'an 1216 qu'il (*sic*) appartient au chapitre en toute propriété et seigneurie.

Le chapitre possède encore la seigneurie du Bourg-de-Vesle entre les deux ponts, comme lui ayant encore été abandonnée avec les moulins Rouilla et Brûlé par l'archevêque Gervais, qui vivoit dans le milieu du XIIe siècle. Elle comprend toutes les maisons qui sont sur la chaussée d'entre les deux moulins, et celle [la maison] de la Barbe-aux-Cannes, qui en est le chef-lieu, et est située au-delà du petit moulin Brûlé, ainsi que les moulins et prairies qui sont au-delà.

Celle [la seigneurie] de la Barbe-aux-Cannes vient de lui être aussi confirmée par arrêt contradictoire rendu contre les officiers de Châtillon le.... [1751].

Ce corps a toujours eu le droit de haute, moyenne et basse justice sur tous les différents cantons qui forment le territoire de sa seigneurie dans Reims. Elle n'a jamais été dans la moindre dépendance ni mouvance des archevêques de Reims, ou autres seigneurs particuliers de cette ville. Ces droits lui ont toujours été reconnus dans tous les temps, et notamment par les transactions passées entre les archevêques Richard Pique et Regnault de Chartres, d'une part, et les échevins de Reims, le chapitre de cette ville, et les religieux de Saint-Remi, d'autre part; la première homologuée par arrêt du 16 juillet 1384, et la seconde par un autre arrêt du 19 février 1420.

Nonobstant ces reconnoissances du droit de justice et de police sur tous les cantons qui appartiennent dans Reims au chapitre de l'église de cette ville, les officiers du cardinal et archevêque Louis de Guise l'engagèrent néanmoins de lui contester ce droit; mais ce cardinal ne fut pas plutôt désabusé des préventions auxquelles il s'étoit laissé aller, qu'il passa le 12 septembre 1587 avec le chapitre une transaction souscrite de sa main, par laquelle ils se sont respectivement reconnu « toute justice haute, moyenne et basse, et tout droit de police, » chacun dans l'étendue de leur terre et seigneurie.

La jurisdiction du chapitre est composée d'un bailli, d'un lieutenant, d'un procureur fiscal et d'un greffier.

Ils tiennent leurs audiences dans l'auditoire de la sénéchaussée, en la cour du chapitre, les samedy de chacune semaine, de relevée. Les procureurs du duché sont reçus à y plaider, en y prêtant serment.

(Bidet, Mémoires, tome IV, page 220.)

Après laquelle cédule receue par nostredit commis, ycelle il leut en la présence desdictes parties; et après la lecture d'icelle, ledit Jaques de Chaumont, commis dessusdis, confessa avoir prins la licence et congié d'exécuter les dessusdis audit maistre Jehan Convent, [lequel?] ou nom que dessus, congnut et confessa avoir baillié ledit congié audit commis; de toutes lesquelles choses ledit maistre Jehan, et aussi ledit commis, ont requis et demandé à nostredit commis lettres et instrument; à chacun desquelz il en a octroyé unes en ceste fourme, pour eulx valoir en temps et en lieu ce que raison donra. En tesmoing de ce, nous, au rapport de nostredit commis, avons mis à ces lettres le seel de ladicte baillie. Ce fut fait l'an et jour premiers diz.

XXIV.

1423. Mémoire en 1423, pour les députés de Reims à Amiens, pour l'assemblée que le roy y a convocqué [1].

Invent. de 1691, fol. 278 v°.

[1] Nous réunissons ici, dans un extrait de l'inventaire de 1691, l'indication des pièces relatives aux différentes assemblées de notables ou d'états-généraux auxquelles la ville de Reims fut convoquée dans les xv[e], xvi[e] et xvii[e] siècles.

« Lettres de Charles VII, du 15 décembre 1432, pour envoyer à une assemblée à Poitiers.

« Lettres du 24 février 1439, par lesquelles le roy ordonne d'envoyer aux estatz de Bloys, et cependant de ne donner aucun ayde au dauphin et autres princes joints avec luy.

« Lettres du roy Charles [sans date], pour envoyer à une assemblée à Tours pour réformer la justice.

« 28 avril 1506. — Procuration des habitans de Reims, à l'effet de comparoitre en l'assemblée généralle des députés des villes, convoquée par le roy à Tours, pour traiter des affaires de l'État.

« 18 avril 1588. — Articles, remontrances et doléances dressés, en vertu d'une conclusion du conseil de la ville de Reims, pour être présentés aux états-généraux convoqués par le roy en la ville de Blois.

« 12 juillet 1588. — Doléances de la ville de Reims, présentées au roy, avec la réponse du conseil à chaque article. — Signé.

« Articles à insérer dans la procuration à donner aux députés le 18 août 1588.

« 18 août 1588. — Procuration des habitans de Reims, à l'effet de comparoitre en l'assemblée généralle des députés des villes, convoquée par le roy à Blois, pour traiter des affaires de l'État.

« Procès-verbal de M. le lieutenant-général du bailliage de Vermandois, du 16 décembre (en vertu de l'ordonnance de M. le duc de Mayenne, gouverneur de l'État et couronne de France), de la nomination faitte en la ville de Reims de trois députés, un du clergé, un de la noblesse et un du tiers-état, pour se présenter aux états-généraux convoqués à Orléans.

« Articles à proposer en l'assemblée des états-généraux convoqués par M. le duc de Mayenne. — Ni signé, ni datté.

« Nomination des trois députés des trois ordres, en l'assemblée tenue à Reims le 29 décembre 1590, pour se rendre aux États d'Orléans. — Non signée.

XXV.

Nomination par le capitaine G. de Châtillon, de Th. de Bazoches, pour son lieutenant [1]. 4 mai 1424.

Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, jurid., liass. 17, n° 3.

A tous ceulz.... Guillaume, seigneur de Chastillon et de la Ferté-lez-Ponthieu, capitaine de Reins et du pays d'environ, salut. Sçavoir

« 19 septembre 1591. — Conclusion de l'Hôtel-de-Ville, qui déclare que la nomination faitte le 18 décembre 1590 de ses députés du tiers-état, est bonne et vallable, pour assister aux états convoqués à Orléans. — Non signée.

« 13 novembre 1591. — Copie, non signée, de la lettre écrite par le duc de Mayenne à MM. les députés nommés pour l'assemblée de Reims, pour assister à un conseil sur l'arrivée de l'armée du duc de Parmes.

« 15 décembre 1592. — Récépissé donné par les députés du tiers-état de la ville de Reims, du cahier des remontrances du 23 août 1588, énoncé cy-dessus[*].

« Commission donnée le 21 juillet 1614, par M. le bailly de Vermandois, aux gens des trois états du ressort du siége royal de Reims, de se trouver audit Reims, à jour nommé, pour communiquer les remontrances et doléances à proposer en l'assemblée généralle des états généraux, convoqués par le roy Louis XIII, à Sens. — Signé.

« 9 septembre 1614. — Articles de remontrances et doléances dressés pour le tiers-état du ressort du siége royal, par les nommés en l'assemblée du 26 juillet 1614. Joint un double signé, et une copie projettée et non signée desdites doléances du 14 juillet 1614. »

[1] Il ne faut pas s'en rapporter au protocole officiel d'après lequel est rédigé cet acte, qui semble donner au capitaine seul l'institution de son lieutenant. La pièce suivante, extraite des Mémoires de Rogier qui se trouvent Bibl. roy. Mss., cart. VIII, part. VII, p. 17, prouve que, dès avant la nomination de Th. de Bazoches, les habitants prétendaient nommer leur lieutenant.

Coppie d'une conclusion faicte par les eschevins de Reims, en une assemblée de grand nombre d'habitans, en leur loge, pour s'opposer à l'institution de M. Jehan Robertchamp à la charge de lieutenant du cappitaine de ladicte ville.

« A tous ceulx quy ces présentes lettres verront et orront, Ernoult de Berlet, chanoine de Laon, conseiller du roy nostre syre, et garde du seel de la baillye de Vermandois à Laon, estably de par iceluy seigneur, salut. Sachent tuit que le neufiesme jour du mois d'aoust, mil quatre cens vingt et ung, nostre amé et féal Guillaume le Blanc, clerc, demourant à Reims, comys et estably de par nous pour oyr, entendre, et à nous rapporter ce quy s'ensuit, à la requeste des eschevins de Reims se transporta en la loge d'iceulx eschevins, où estoient assemblés lesdits eschevins, plusieurs quarteniers, connestables, bourgeois, manans et habitans, gens notables de ladicte ville, jusques au nombre de trois à quatre cens personnes, illecques assemblées par le commandement d'iceulx eschevins, et à leur requeste, sy comme ils disent; et après ce que par lesdits eschevins fut dict et exposé auxdessusdits quarteniers, connestables, bourgeois, manans et habitans de ladicte ville, que maistre Jehan Robertchamp, commis au bailliage de ladicte ville, s'efforçoit de soy porter et dire lieutenant de noble et puissant seigneur mon-

[*] Voir les procès-verbaux des états de 1593, publiés par notre collaborateur, M. Bernard de Montbrison.

faisons que, pour ce que pour et à cause des grans charges dont nous sommes occupez, ne pouvons de présent vacquer ou entendre à l'exercice de nostre office de cappitainnerie....; si bien et si diligemment comme besoing en feust et faire le vouldrions; nous confians à plain des sens, preudommie, diligence et bonne voulonté de Thomas de Bazoches, escuier, demourant à Reins, ycellui avons commis, institué, ordonné et establi.... nostre lieutenant-général en ladicte ville.... et ou pays d'environ, tant comme il nous plaira, en deschargeant dudit office J. Cauchon, naguères nostre lieutenant...., et tous autres; auquel J. Cauchon nous mandons qu'il preingné et reçoive pour et ou lieu de nous, dudit Thomas le serment en tel cas accoustumé, et lui avons donné et donnons, par ces présentes, puissance et auctorité de entendre et faire entendre diligemment, de jour et de nuit, à la garde de ladicte ville, de contraindre tous ceulx qui ont receu le temps passé, et qui doresnavant recèveront les deniers de ladicte ville, à rendre compte et *reliqua*, et wydier leurs mains des deniers par eulx deuz à ycelle ville, et généralement de faire audit office pour et ou lieu de nous comme nous-mesmes ferions et faire pourrions.... En tesmoing.... le IV[e] jour de may, l'an M. CCCC° XXIV. — J. PONCELET.

sieur de Chastillon; cappitaine de Reims, et qu'il avoit faict adjourner lesdits quarteniers à comparoistre par-devant luy, aux fons de l'église Nostre-Dame de Reims, cedit neufiesme jour d'aoust, heure du gros coup de nonne sonnant en laditte église; et pource que lesdits eschevins, bourgeois et habitans de ladicte ville n'avoient pas esté appellez à instituer ledit Robertchamp audit office de lieutenant, ne n'estoit de leur consentement, mais estoit contre les droicts, libertez et franchises de ladicte ville, et contre certain arrest donné à leur prouffit, lesdits eschevins requirent aux dessusdits qu'ils leur baillassent conseil et advis, comment on auroit à procéder pour le bien, prouffit et utilité de ladicte ville, en demandant à chacun par soy son oppinion; par lesquels quarteniers, connestables, bourgeois, manans et habitans, et par chacun d'eulx, fut conclud que Hue le Barbe, procureur desdits bourgeois, manans et habitans, se transporteroit audit lieu des fons, à laditte heure, par-devers ledit Robertchamp, et s'opposeroit à son institution de lieutenant, à l'adjournement qu'il avoit faict desdits quarteniers, et à tous ses exploits; et en cas qu'il ne le volroit recevoir, qu'il en appelast. De toutes lesquelles choses lesdits eschevins requirent lettre et instrument à nostredit commys, lesquelles il leur octroya en ceste forme, pour eulx valoir en temps et lieu ce que de raison donra. En tesmoin de ce, nous, au raport de nostredit commys, avons mis à ces lettres le scel de laditte baillye. Ce fut faict l'an et jour dessusdit. — *Signé* LE BLANC. »

XXVI.

ESLECTION des conseillers et eschevins[1]. 28 novembre 1425.

Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, jurisdiction, liass. 17, n° 4.

A tous ceulx qui ces présentes lettres verront ou orront, Ernoul de Berlette, chanoine de Laon, conseiller du roy nostre sire, et garde du seel de la baillie de Vermendois à Laon, establi de par icellui seigneur, salut. Sachent tuit que le vint-huitiesme jour du mois de décembre, l'an mil quatre cens vint-cinq, en la présence de nostre amé et féal Remi la Barbe, clerc, demourant à Reins, commis et establi de par nous, pour oïr, entendre et nous rapporter ce qui s'ensuit : du commandement de noble homme Thommas de Basoches, escuier, lieutenant de noble et puissant seigneur monseigneur de Chastillon, cap-

[1] Voici ce que dit de cet acte Rogier, Mémoires, fol. 90 et 91.

« Par le procès-verbal ou acte d'ellection des conseillers de ville fait en l'année mil IIII^c. XXV, il appert que l'on estoit d'accord que les nommés en la ligue et association susdicte [du 19 février 1421] fussent du conseil de ladicte ville; du moins est-il faict mention de deulx échevins quy furent nommés par lesdictz eschevins pour estre du conseil. Il n'est faict aucune mention des ecclésiastiques, d'aultant qu'ilz depputent chacun en leur communaulté ceulx quy doibvent aller audict conseil; et se trouve par les actes et assemblées faictes depuis ledict temps qu'il y avoit tousjours les nommés en ladicte association, ce quy ne se faisoit pas auparavant, et a tousjours continué jusques à présent de cest fasson...

« On voit par ce procès-verbal d'ellection de conseillers de ville qu'il n'y avoit encorre règle préfix ny pour le nombre des conseillers, cela estant en la volonté du peuple de l'augmenter ou diminuer, comme aussy pour le temps qu'ilz debvoient estre en ladicte charge; et semble qu'il dépendoit du cappitayne, ou de son lieutenant, de faire assembler les habitants quand il luy plaisoit, pour pourvéoir auxdictes charges, n'y ayant jour ny temps arresté pour ce faire, et ne se pouvoit faire qu'il n'y eust quelque désordre. C'est pourquoy environ vingt ans après [voir dans le texte, à la date du 12 juin 1440], il fut faict ung réglement touchant l'ellection, tant du lieutenant que conseillers et officiers de ladicte ville, par monsieur le connestable de France et par monsieur Regnault de Chartres, archevêque dudict Reims et chancelier de France; lequel réglement ne se trouve pas non plus que les aultres. Mais il appert par ung arrest rendu en l'année mil quatre cents quarente-neuf, confirmatif de l'ellection faict par lesdictz habitants d'un lieutenant en ladicte ville, par lequel il est dict que ledict lieutenant et aultres officiers de ladicte ville, elleus par les habitants, exerceront leurs charges pour ladicte année selon les ordonnances de ladicte ville faictes par l'advis et conseil de monsieur le connestable et de feu monsieur Regnault de Chartres, archevesque de Reims et chancelier de France, sur le différent qui estoit lors entre lesdictz habitants et Antoine de Hellande, cappitayne de Reims, et par l'ellection quy fut faict d'ung lieutenant et procureur en ladicte année M. CCCC XLVIII, sur laquelle a esté rendu le susdict arrest, l'on recongnoit qu'il y avoit jour préfix pour faire ladicte ellection, et aussy temps préfix pour lesdictes charges.

pitaine de Reins, furent assamblez ou palais ou hostel archiépiscopal de Reins, Jehan de Chalon l'aisné, maistre Pierre le Roy, Jehan Caillart, eschevins, et pluseurs autres manans et habitans de ladicte ville de Reins, jusques au nombre de trois cens personnes et plus, gens séculers faisans et représentans la plus grant et sainne partie des habitans séculers d'icelle ville et cité de Reins, tant en facultés de biens comme de scens et puissance, si comme ils disoient, et là leur fist dire et exposer ledit Thommas de Basoches que, pour le bien et utilité d'entre eulx et de tous les habitans d'icelle ville, il estoit expédient et nécessité que illecques présentement ilz esleussent d'entre eulx aucunes gens notables, en tel nombre que bon leur sembleroit, lesquelx prissent en eulx la cure et charge de bien et diligemment vacquer et entendre à conseiller, adviser, conclure et délibérer sur tous les affaires communs d'icelle ville, dont chascun jour y survenoit de grans et de grant pois, et que ce qui par leurs esleuz seroit conseillié, advisé, conclud et délibéré eussent agréable. Après lesquelles exposicion et requestes ainsy faites, furent demandées les oppinions des assistans par ledit lieutenant, et furent leurs oppinions diverses de prime face; mais finalement tous churent en opinions pareille: c'est assavoir que de chascune paroisse seroient esleuz deux personnes notables pour faire ladicte élection; lesquelz ainsi esleuz se retrairent ensemble ou parloir ou galerie dudit palais séant sur la court dicte la Court du palais, et, après que ledit lieutenant eut pris et receuz le serment de ceulx qui devoient faire l'élection dessusdicte que bien et loyalment, sans faveur ou hayne, ilz esliroient ledit conseil, demourèrent oudit parloir ou galerie, par l'espace d'une heure et plus, enfermez, et après ce retournèrent oudit palais par-devers ledit Thommas et autres là assamblez, et là dirent qu'ilz avoient advisez, sur ce que dit est, le mieulx et le plus loyalment qu'ilz avoient peu, et avoient esleuz pour le conseil de ladicte ville les personnes cy-après nommées, qu'ils baillèrent par escript en ceste fourme: *Premiers*, maistres Pierre Chardon, Jehan Cabert; Gérart de Montfaulcon, Hue la Barbe, Jehan Moet, Jehan Cauchon du Marc, Guillaume de Condé, Baudenet de Saint-Remy, Jehan Fournet, Jaques de Chaumont, Colesson Roquet, Pierre Crochet, Gérart Dominique,

Herbin Colet; et aussy lesdis eschevins esleurent pour leur eschevinage Jesson de Chalon et Jehan Caillard. Et, après icelle ellection faicte par la manière que dit est, et que auxdiz assamblez, bourgois, manans et habitans séculers furent dénommés lesdits esleuz dessus nommez, fut demandé ausdiz assamblez de par ledit lieutenant de monseigneur le capitaine se ilz avoient aggréable ladicte élection et que, se ilz ne l'avoient aggréable, qu'ilz le deissent; et lors fut respondu par pluseurs desdiz assemblez à haulte voix qu'ilz avoient bien aggréable icelle élection, disans qu'il leur sambloit qu'elle estoit bien et justement faicte, et ne fut aucunement ilecques débatue par aucuns desdis assemblez. De toutes lesquelles choses ledit Thommas de Basoches, ou nom que dessus, requist lettres et instrument à nostredit commis, lesquelles il lui octroya en ceste fourme, pour lui valoir en temps et lieu ce que raison donra. En tesmoing de ce, nous, au rapport de nostredit commis, qui tout ce nous rapporta, avons seellé ces lettres [du seel] de la baillie dessusdicte. Ce fut fait l'an et jour dessusdis. — *Signé* R. La Barbe.

XXVII.

Arrest au proffict de l'archevesque, et autres ayans seigneurie dans Reims, contre le capitaine et eschevins, quy ne peuvent lever tailles sans leur consentement et celui des habitans. 14 août 1426.

Cart. A de l'Archev., fol. 73. — Cart. B. de l'Archev., fol. 126. — Archiv. de l'Archev., lay. 4, liass. 5, n° 9. — Archiv. du chap., lay. 42, liass. 105, n° 4.

Henricus.... Francorum et Anglie rex.... Notum facimus quod, cum nobis, pro parte dilectorum nostrorum procuratoris commissi ex parte nostra ad exercicium procuracionis temporalitatis archiepiscopatus remensis, archiepiscopo absente, necnon prepositi, decani.... et capituli ecclesie remensis, ac religiosorum abbatis et conventus monasterii S. Remigii, fuisset expositum conquerendo, quod, licet.... ad causam fundacionis et dotacionis.... suarum ecclesiarum, domini ville remensis, saltem de tribus partibus et amplius, in suis bannis existentes, altamque mediam et bassam justiciam, cum pluribus aliis juribus, in eisdem suis bannis, sub ressorto et superioritate nostra,

habentes, jus habuissent et habebant inter cetera.... et essent in saisina, quod capitaneus ville, ejusve locumtenens...., tailliam aliquam, vel subsidium aut impositum, maxime de argento per modum taillie, aut aliter, super burgenses et manentes ville, subditos et justiciabiles dominorum predictorum, aut alterius ipsorum, indicere seu imponere et assidare, sine licencia et auctoritate et consensu eorumdem dominorum, aut justiciarum suarum, et absque consensu dictorum habitancium...., aut majoris et sanioris partis ipsorum, non poterat nec debebat; in saisina.... quod Bertrandus Gouvion[1], et

[1] Voir, plus haut, la dernière pièce annexée à l'acte du 19 février 1421. Voici cinq autres pièces relatives à l'arrêt du 14 août 1426, qui toutes, excepté la quatrième, sont extraites des Arch. de l'Hôt.-de-Ville, renseign. : cette dernière est empruntée aux archives de Saint-Remi, temporel, mat. diverses, renseign.

« A tous ceuls qui ces présentes lettres verront et orront, Thomas de Bazoches, escuier, lieutenant de noble et puissant seigneur monseigneur Guillaume seigneur de Chastillon et de la Ferté en Ponthieu, grant queux de France, et capitaine de la ville et cité de Reins et du pays d'environ, salut. Comme les eschevins, et gens esleuz au conseil de la ville de Reins, nous aient exposé que les habitans de ladicte ville, tant pour les frais, missions et despenses, par eulz fais à recouvrer par force les forteresses de la Folie et de Bazoches, comme autrement, estoient et sont tenus envers plusieurs personnes en grosses sommes de deniers; et aussi nagaires noble et puissant seigneur monseigneur de l'Isle-Adam, par l'ordonnance du roy nostre sire, de monseigneur le régent du royaume de France, et du conseil du roy nostredit seigneur, estoit venu ès marches de par-deçà, acompaignié de pluseurs gens d'armes et de trait, et avoit mis et posé le siége devant la forteresse de Neesle en Tardenoys, occupée par les ennemis, et, ledit siége mis et assis, avoit envoyé aucuns de ses sergens en ceste ville de Reins, qui leur avoient présenté les lettres royaulx desquelles la teneur s'ensuit : — Henry, par la grâce de Dieu, roy de France et d'Angleterre, à tous ceuls qui ces présentes lettres verront, salut. Savoir faisons que nous, confians à plain de la loyaulté et grant expérience de nostre amé et féal chevalier le sire de l'Isle-Adam, icellui, par l'advis et délibéracion de nostre très-char et très-amé oncle Jehan, régent de nostre royaume de France, duc de Bethford, avons ordonné, commis et député, ordonnons, commettons et députons, par ces présentes, à lui traire et transporter, à puissance de gens d'armes et gens de trait, devant la forteresse de Neesle en Tardenois, occuppée par nos ennemis et adversaires, et de mettre siége devant ladicte forteresse, et ycelle mettre et réduire par force d'armes, et autrement, en nostre subjection et obéissance; et pour ce faire, mander, convoquer et assambler tous nos vassaulx et subgés estans ès marches et à l'environ d'icelle place, tenans fiefs et arrière-fiefs, et autres qui ont accoustumé d'eulz armer, et de les contraindre et faire ad ce contraindre par toutes voies et manières qui en tel cas appartiennent; et aussi de contraindre tous massons, charpentiers, ouvriers, manouvriers, pionniers et autres gens convenables, tant de bonnes villes comme de plat pays, des marches à l'environ ladicte forteresse, et faire bastides, et autres ouvraiges nécessaires pour la fermeture et ordonnance dudit siége, qui y sera mis aux despens d'icelles bonnes villes et plat pays; de requérir, et faire demander et requérir de par nous, appellez aucuns de nos officiers, aux habitans des bonnes villes et plat pays, qui sont à vint lieues à l'environ de ladicte place, que de leur courtoisie et bonne volenté ilz baillent pour l'exécution

Balduinetus de Bosco, aut alii servientes quicumque...., execucionem quamcumque, aut aliud justicie expletum, in terra dictorum domi-

dudit siége, telz aydes d'argent et de vivre que pour ce faire seront nécessaires, et que bonnement pourront finer, et aussi de contraindre et faire contraindre tous nos subgés, tant de bonnes villes comme de plat pays, qui sont appatisiés, tant aux capitaineries et garnisons à nous obéissans comme à nosdis ennemis, à paier les sommes de deniers et quantité de vivres à quoy ilz sont composez et appatissiez; et avecques ce de requérir et demander auxdictes bonnes villes, canons, pouldres, artilleries, pavais, et autres abillemens de guerre que bonnement ilz porront finer, et aussi du cherroy pour yceulz abillemens mener et conduire, parmy ce que ledit sire de l'Isle-Adam fera rendre et restituer les canons, et autres abillemens de guerre qui auront ainsi esté presté; de faire commandement de par nous, à tous marchans et autres qui ont acoustumé vendre vivres, que audit siége ilz mainnent, ou facent mener, vivres tant pour personnes comme pour chevaulx, lesquelz nous voulons estre paiez par ceulz qui les prendront et achecteront; et oultre voulons que tout ce qui vendra, tant des aides comme appatissemens dessusdit, soient mis, employé et converti à l'ordonnance dudit sire de l'Isle-Adam, tant en payement de lui, des gens d'armes et de trait de sa compaignie, comme autres qu'il conviendra avoir pour l'exécucion et deppendence dudit siége, par nostre bien-amé maistre Jehan le Petit ad ce commis de par nous, et généralment de faire, ordonner et exécuter toutes autres choses que bon et loyal commis puet et doit faire en tel cas; si donnons en mandement aux baillis de Vermandois, de Senlis, de Meaulx, de Valois, ou à leurs lieuxtenans, et à tous nos autres justiciers, officiers et subgiez, que audit sire de l'Isle-Adam, ses commis et députez, obéissent et entendent diligemment ès choses des susdictes, leurs circonstances et deppendences, et prestent conseil, confort, aide, assistance, et prisons, se mestier est et requis en sont; nonobstant opposicions ou appellacions quelzconques et lettres ad ce contraires, et que aucunes des bonnes villes oudit plat pays, qui seront requises des choses dessusdictes, ou d'aucunes d'icelles, soient ès marches, païs, ou gouvernement par nous baillez à nos chiers et amez cousins le conte de Salisbury, et Jehan de Luxembourg, sire de Beaurenoir, ou autres. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre nostre seel à ces présentes. Donné à Paris, le XIII[e] jour de juing, l'an de grâce mil CCCC vint et quatre, et de nostre règne le second. *Ainsi signé*: par le roy, à la relacion de monseigneur le régent, duc de Bethford, de Rivel.

« Par vertu desquelles, pour et ou nom dudit seigneur, ilz leur avoient requis conseil, confort, et aide de vivres, de canons, pouldre, pierre, trait, et autres abillemens de guerre, arbalestriers, charpentiers, massons, pionniers, et argent pour paier les gens dudit seigneur, comme le mandoit le roy nostredit seigneur par sesdictes lettres; et avecques ce disoient qu'il estoit neccessité, et très expédient, de faire pluseurs et grandes réparacions en la forteresse de ladicte ville, laquelle estoit et est très-ruyneuse, fondue et dépeciée en pluseurs et divers lieux, dont grant inconvénient se pourroient ensuivre, que Dieu ne vueille, se provision n'y estoit faicte hastivement; que pour ce faire n'avoient aucuns deniers en commun, et se avoient pluseurs fois esté ensamble avecques trans (*sic*) grant nombre des gens notables de ladicte ville, pour adviser manière d'avoir argent, pour paier, faire et accomplir les choses dessusdictes; et avoient advisé qu'il estoit expédient et très-neccessaire de getter, imposer et asseoir sur lesdis habitans la somme de deux mil cincq cens quatre-vint livres tournois, chascun selon sa faculté et puissance, pour emploier ès choses devant dictes, et que par autre manière ne povoient avoir ne trouver argent pour emploier audit siége, et ès affaires dessusdis; en nous requérant que pour

norum, et maxime super subditos suos, non vocatis justiciis eorum dominorum, aut aliquibus de officiariis suis ad id commissis, et sine

ceste cause, volsissiens faire assambler lesdis habitans, pour savoir sur ce leurs voulentez et plaisirs; lesquelz nous eussiens fait assambler en la sale du palais archiépiscopal de l'arceveschié de Reins, en l'assemblée générale, et leur fismes dire et exposer les choses dessusdictes, lesquelz, d'un commun acord, dirent et respondirent qu'ils estoient consentans et d'acordz que sur eulz et chascun d'eulz, selon sa faculté et puissance, fust gestée, assise et imposée, une bonne grosse somme de deniers, telle qu'elle seroit advisée par lesdis eschevins et esleuz au conseil, pour emploier ès choses devant dites, par l'advis des connestables de ladicte ville; et ce fait, se myrent lesdits eschevins, esleux au conseil, et connestables, ensamble, qui advisèrent et délibérèrent estre nécessaire d'imposer sur lesdis habitans ladicte somme de deux mil cinq cens quatre-vins livres tournois, et qu'il estoit expédient d'eslire et commettre aucunes bonnes et notables personnes pour ycelle somme gester, imposer et asseoir, par l'advis desdis connestables, chascun en sa connestablie, en nous requérant que ad ce faire voulsissiens commettre, comme dit est. Savoir faisons que nous, les choses dessusdictes considérées, à la requeste desdis eschevins, esleus au conseil et connestables, et de leur consentement, avons ad ce faire commis, ordonné et establi, et par ces présentes commettons, ordonnons et establissons Jehan Noël, Jehan Caillart, Colesson Roquet, Jehan Fournel, Rogier de Suippe, Gérard Chastellain, Gérard Liennart, et Jehan le Blanc, ausquelz, et à chascun d'eulz, par ces mesmes présentes, nous avons donné et donnons povoir et auctorité de gester, imposer et asseoir sur lesdis habitans, chascun selon sa faculté et puissance, la somme de deux mil cinq cens quatre-vins livres tournois, par l'advis des connestables de ladicte ville, chascun en sa connestablie, pour emploier ès besoingnes et affaires dessusdis; lesquelz, et chascun d'eulz, ont promis et jurez par serement solennelment fait, de ce faire bien loyalment et diligemment, sans faveur ou haine quelzconques. En tesmoing de ce, nous avons seelé ces présentes lettres de notre seel, qui furent faictes le dixiesme jour du mois de juillet, l'an mil quatre cens et vint-quatre. »

Instrument d'un notaire qui atteste le consentement des habitans à une taille pour subvenir aux demandes du sieur de l'Isle-Adam.

« A tous ceux..., Ernould..., chanoine de Laon, garde-seel de la baillie de Vermandois, savoir faisons qu'en la présence de notre amé Desqueux, clerc demeurant à Reims, commis par nous pour entendre ce qui suit : furent assemblés en la salle archiépiscopale, les gens eslus au conseil, les quarteniers, les connestables et des notables jusques à VIII^{c}, faisant la plus grande partie des habitans séculiers, tant en nombre de personnes, de sens, comme en faculté de biens....

« Là.... *Th. de Bazoches, lieutenant du capitaine...., les élus au conseil, et le procureur des habitans, exposent que la ville a contracté de grosses dettes...., qu'elle est désemparée...., que le sieur de l'Isle-Adam, faisant le siége de Nesle, a envoyé ses gens à Reims, qui ont requis par lettres royaux aide d'argent, de vivres et d'artillerie, de gens de trait, pionniers, etc., etc.... Les habitans n'ayant aucuns deniers communs pour satisfaire à ces demandes, ont décidé après beaucoup de pourparlers qu'il fallait avoir recours à une taille; on a assemblé les habitans pour obtenir leur assentiment. Tous ont consenti à ce qu'on levât sur les séculiers 2580 liv. t., en cotisant chacun par l'avis des connétables, et sur la décision de répartiteurs choisis par les échevins et les élus du conseil, qui commettront aussi un receveur. Le pro-*

licencia et auctoritate dominorum, facere non poterant, nec de racione et juxta regias ordinaciones debebant; in saisina.... quod si dicti

cureur des habitans requiert de ce lettres au notredit clerc, etc., etc..., 10 juillet 1424. »

Commission donnée de Jehan Gouvion, lieutenant de monseigneur le bailly de Vermandois, pour la taille mise sus par le capitaine de Reims.

« Jehan Gouvion, lieutenant de monseigneur le bailli de Vermandois, commissaire du roy nostre sire en ceste partie, au premier sergent du roy nostre sire audit bailliage qui sur ce sera requis, salut. Nous avons veu les lettres du roy nostre sire, desquelles la teneur s'ensuit :

« Henry, par la grâce de Dieu, roy de France et d'Angleterre, au bailly de Vermandois ou son lieutenant à Reims, salut. Nos bien-amés les eschevins, bourgois, manans, habitans séculiers de la ville de Reims, nous ont fait exposer [humblement?] comme, sur l'advis, conseil et délibération de ceulx qui sont esleus au conseil de ladicte ville, et du consentement [des] habitans d'icelle ville, ou de la plus grant et seine partie d'iceulx pour ce assemblez, pour traictier et pourveoir aux besongnes et affaires touchans ladicte ville, et le bien et utilité d'icelle, le capitaine de laditte ville ayans de ce faire puissance de par nous, à cause de son office, ou autrement [?], eût nagaires ordonné une taille de la somme de deux mil cinq cent quatre-vingt livres tournois estre cueillie et levée sur lesdits exposans, pour convertir et emploier en plusieurs réparations, fortifications et emparemens de laditte ville, qui y sont très-nécessaires à faire, et pour faire satisfaction et payement de plusieurs personnes desquels iceulx exposans sont tenus pour plusieurs grans frais, mises et despens qu'ilz leurs avoient faites durant les guerres et divisions qui ont estez comme sont, en nostredict royaulme de France, tant pour les armées(?) et voyages qui fais ont esté à Brainne, au Mont-Nostre-Dame, au Pont-Arcy, Tours-sur-Marne, la Folye Bazoches, comme pour le siége qui de présent est à Nesle en Tardenois, et pour plusieurs voyages et ambassades qu'ilz leur a convenuz et convient souventes fois faire devers nostre conseil à Paris, et à présent en la ville de Chaalons, et ailleurs; et, pour asseoir et lever ladicte taille, ait ledict cappitaine, ou son lieutenant, naguère baillé ses lettres de commission [à Colleçon Roquet?], par vertu desquelles ledit commis, par lui ordonnet, et esleuz à ce faire par ledit conseil et par lesdis exposans eux assemblés souffisamment, ont imposé et assis ladicte taille sur lesdis habitans au mieux qu'ilz ont peu, ne sceu, chacun selon sa faculté, et ne reste mais que à la cueiller et lever. Et néantmoins lesdis exposans se doubtent que les seigneurs et hautz justiciers de ladicte ville de Reims, dont il y a plusieurs ou les aucuns d'eulx, soit par cas de nouvelleté ou aultrement, vueillent empeschier que ladicte taille soit levée, combien que en ce ilz n'aient point d'intérest, mais leur est prouffit évident que ladicte ville soit bien réparée et fortiffiée, et que les voyages dessusdis soient fais et accomplis; et, se ladicte taille n'estoit levée, ladicte ville seroit en adventure d'encheoir (?) en moult d'inconvéniens; et que les repparations et reffections qui sont nécessaires à faire ès portes, murs et fossez d'icelle, et aussy lesdis voyages de Chaalons et de Nesle, et autres, s'aucuns en convient faire pour le bien, prouffit et utilité d'icelle, soient empeschés, si comme ils dient; et pour ce ils nous ont humblement supplié et requis que sur ce leur veuillons pourvoir de remède convenable. Pour ce est-il que nous, ces choses considérées, et qui voulons et désirons ladicte ville de Reims estre bien gardée et emparée, et lesdis voyages estre fais à ce que aucuns inconvéniens ne s'en puissent ensuivre et advenir à ladicte ville et au pays

domini...., adversus execuciones, aut alia expleta, ratione dictarum tailliarum.... factas contra suos subditos, vel incohatas, se opposue-

d'environ; vous mandons et enjoignons estroittement, en commectant, se mestier est que, s'il vous appert que ce soit le prouffit de ladicte ville que ladicte taille soit levée, et que elle ait esté mise sus du consentement de la plus grant et sainne partie des habitans d'icelle, et par nostre ordonnance, vous, nonobstant les empeschemens que vouldroient donner ou faire lesdis haulx justiciers ou aucun d'eulx que ladicte taille ne soit point levée, faictes ycelles lever et cueillir par le receveur, ou commis à ce, pour tourner et convertir ès choses dessusdictes, et non ailleurs; et, se sur ce naist débat ou opposition, faictes aux parties, icelles oyes et appellées par-devant vous, ou vostre lieutenant à Laon, bon et brief accomplissement de justice. Car ainsy le voulons et à nous plaist estre faict, nonobstant quelconques lectres subreptices empétrées, ou à empétrer, à ce contraires. Donné à Paris le XXIII[e] jour d'aoust l'an de grâce mil quatre cens et vingt quatre, et de nostre règne le second. *Ainsy signé*: Par le roy à la relation du conseil, J. de Rosay.

« Par vertu desquelles lectres royaulx cydessus transcriptes, pour ce qu'il nous est apparu par certaines lectres faictes et passées soubz le seel de la baillie de Vermandois à Laon, establi de par le roy nostre sire, que la taille dont mention est faicte esdictes lectres royaulx a esté mise sus du consentement de la plus grant et seine partie des habitans de la ville de Reims, par l'ordonnance du roy nostre sire, pour le proufit d'icelle ville; nous, à la requeste de Colleçon Roquet, receveur ou commis à icelle recevoir, vous mandons et commectons que ladicte taille vous faictes paier, tantost et sans delay, audit receveur ou commis, en faisant mandement de par le roy nostre sire, à tous ceulx qui bailliés vous seront par rooles signés du seing manuel doudit receveur ou commis, qu'ilz lui paient tantost et sans délay ce qui apparra par lesdis roolles par eulx estre dou à cause de ladicte taille, pour tourner et convertir ès choses déclairées esdictes lectres et non ailleurs; et à ce faire les contraignez, chacun endroit soy, par toutes voyes et manières deues et raisonnables, nonobstant les empeschemens que voldroient donner ou faire donner les haulx justiciers de ladicte ville, ou aucun d'eulx; en assignant jour en cas d'opposition aux opposans certain et compétent en la court du roy nostre sire à Laon, par-devant ledit monseigneur le bailli ou son lieutenant, pour procéder et aler avant en ladicte opposition, et en oultre selon raison; en rescripvant souffisamment de ce que fait en aurés. De ce faire vous donnons pouvoir, mandons à vous, en ce faisant, estre obéi. Donné soubz nostre seel, le XV[e] jour de décembre, l'an mil CCCC et XXIIII. *Ainsy signé*: R. la Barbe.

Procès-verbal par-devant notaires, du refus qu'ont fait les gens d'église d'assister au conseil de ville, les jours où l'on s'occupoit des tailles pour le siége de Nesle, etc., etc.

Furent présens et assemblés en l'hostel où les eschevins et habitans séculiers de la ville ont coustume de s'assembler, par le commandement de.... Th. de Bazoches, lieutenant de monseigneur de Châtillon, capitaine..., J. Cauchon l'aîné, lieutenant de monseigneur le bailli de Vermandois, Cauchon le jeune, J. Moet, J. Cauchiette, G. Persin, M[e] J. Cabert, M[e] P. Chardon, Baudenet de Saint-Remy, J. de Chalons l'aisné, J. de Chalons le jeune, M[e] P. Le Roy, J. Gouvion, J. Caillart, Th. de Berru, G. Lanage, J. Noël, J. Fournier, B. Le Boutiller, J. Lescot et P. Roquet, tous bourgeois des plus notables de la ville, J. Faillolet et J. Cadourel, sergens du capitaine et des murs de la forteresse...., (auxquels Th. de Bazoches dit et fit dire qu'en certaine cause mue en parlement,

rant, dicti servientes opponentes ad opposicionem admittere nullatenus recusare poterant...., et ab ulteriori expletacione cessare debebant; in saisina.... adnullari, separari, et emendari faciendi, quicquid contra dictas possessiones et jura factum foret....; dictisque juribus ac saisinis dicti exponentes usi fuissent, a tali tempore quod sufficiebat ad bonas possessiones et saisinas acquirendas.... Nichilominus ab anno citra datam querimonie exponencium, Thomas de Bazochiis, se dicens locumtenens capitanei, sine auctoritate, congedio et licencia dominorum aut alterius ipsorum, et ipsis non vocatis, ac sine consensu subditorum exponencium...., sed sua auctoritate et spontanea voluntate, certum subsidium aut impositum seu tailliam ad summan duarum millium quingentarum et octoginta librarum turonensium, vel circa, indixerat super eisdem subditis, et levare satagerat; et insuper Guil. Hodierne baillivus remensis, litteras pro compellendo dictos subditos ad solvendum tailliam concesserat, virtute quarum Gouvion et de Bosco ad solvendum dictos subditos.... compellere nisi fuerant; et

entre le procureur lai commis à l'archevèché, les doyen, chantre et chapitre de N.-D., et les abbé et couvent de Saint-Remi, complaignans et demandeurs en matière de nouvelleté d'une part..., et les échevins, bourgeois et habitans, et aucuns particuliers opposant et défendeurs, pour cause d'une taille mise sus de par le capitaine ou son lieutenant pour les affaires de la ville, montant à IIm Ve LXXX liv. t., les demandeurs avoient fait dire et plaider devant la cour, que le capitaine ou son lieutenant ne les avoient pas fait spécialement appeler aux conseils où l'on avoit traité de cette taille. Le lieutenant requiert les présens de dire la vérité sur ce. Tous, d'une commune voix, certifient que dans le temps où M. le Comte Maréchal voulut mettre le siége devant La Folie, et depuis quand monseigneur de l'Isle-Adam voulut mettre le siége devant Nesle, tous ont été présens aux conseils où étoient aussi les abbés de Saint-Remi, Saint-Nicaise, Saint-Denis, et plusieurs chanoines et autres ordonnés par les gens d'église pour aller aux conseils, quand le capitaine ou le lieutenant les convoque; que dans les conseils il a été conclu d'aider aux siéges, d'artillerie, etc.; ainsi que dans d'autres assemblées où les sergens ont relaté avoir convoqué les abbés et gens d'église, qui tantôt y venoient, tantôt n'y venoient pas; et le plus souvent quand l'abbé de Saint-Remi ne s'y trouvoit pas, les gens d'église s'en alloient, et les séculiers étoient obligés de se retirer sans besongner...; que néanmoins les gens d'église et abbés furent présens quand la taille fut résolue, et ne s'y opposèrent pas. De plus, J. Cauchon l'aîné, qui a été lieutenant, atteste que souvent, durant sa magistrature, il les a convoqués sans qu'ils voulussent venir, ce qui a fait éprouver plus d'un dommage à la ville. Il y a quinze jours ils ont encore été convoqués par G. de Châtillon, qui étoit dans la ville, pour s'assembler à l'église avec les échevins et les notables; ils ont refusé..— 21 juillet 1425.]

preterea, quamvis dicti domini adversus executiones serviencium se opposuissent, dicti tamen locumtenens, baillivus et servientes, eos ad opposicionem admittere noluerant...., et ob hoc exponentes XXIX° die januarii, anno M° CCCC° XX° IV°, certas litteras querimonie in casu novitatis a nobis obtinuissent, ad quarum execucionem supradicti de Bazochiis, Hodierne et Gouvion, necnon J. Noel, J. Caillart, G. Leonard, G. Castellain, J. Albi, P. Roquet, J. Fourneau, et R. de Suippe, et quilibet eorum prout eum tangebat, restabilimentum per signum dumtaxat facientes, se opposuissent; quamobrem defectu contra B. de Bosco et N. Gossemard, visuros dictam executionem fieri adjornatos, et non comparentes, concesso, oblatoque per J. Maubrouet procuratorem scabinatus, et J. Haymard se gerentem pro procuratore habitancium laycorum, garandiam et defensionem pro predictis opponentibus suscipere, et ipsis admissis, prefati, necnon de Bosco et Gossemard, fuissent in curia nostra adjornati, etc....; et dicti conquerentes.... omne factum pertinens ad casum novitatis proposuissent, etc.

In contrarium vero defensores et opponentes proposuissent inter alia, quod ab omni antiquitate ad nos qui capitanei remensis creationem, institutionem et destitutionem habebamus et habemus, et ad capitaneum ipsum nostra auctoritate constitutum, taillias, et subsidia pro facto presertim reparacionum..... et emparumentorum, et aliarum necessitatum ipsius ville indicere seu imponere, et indictas colligere.... spectabat....; jusque habebat et erat in saisina capitaneus, ad causam officii sui, quotiens ei, causante necessitate, bonum videbatur, tailliam.... in et super quibuscumque incolis imponendi et colligendi, necnon contradicentes.... ad solvendum compellendi; proposuissent insuper, quod dictis juribus utendo, dilectus.... consanguineus noster Guillermus de Castellione, capitaneus, a pauco tempore citra ex electorum ad consilium ville deliberacione, et de sanioris et majoris partis habitancium consensu, tailliam quamdam de summa duarum millium quingentarum et octoginta lib. tur. assideri et levari ordinaverat, in facto reparacionum, et in solucionem mutuorum causa guerre factorum, convertendam....; sed dicti conquerentes, solucionem taillie,

et executionem quarumdam nostrarum litterarum pro compellendo assidatos ad solvendum, impedire satagentes...., litteras querimonie predictas obtinuerant, ad quod nullatenus admitti debebant, cum dicti habitantes ad tailliam assidati, qui libere persone erant, ad id minime contradixissent, quin imo suum consensum prebuissent.... .

Conquerentibus replicando inter alia...., quod, ipsis non vocatis, et sine eorum, quorum eciam scabini ville sunt subjecti, scitu et voluntate, nullus alius a nobis taillias in dicta villa.... indicere poterat....; dicentibus preterea, quod ad dictam tailliam imponendum, debitus ordo minime servatus fuerat, nam dicti conquerentes non fuerant ad hoc, saltem debite, vocati; et si qui de habitantibus eorum subditis fuerant evocati, et prebuerant consensum, ipsi de pauperioribus et dictis defensoribus contradicere non audentibus, extiterant.

Duplicando dictis defensoribus, et dicentibus quod pro dicte taillie imposicione, plures et diverse populi congregationes facte fuerant, et in ultima habitantes octingenti numero, et amplius, consensum ad hoc prebuerant, pro executioneque taillie facienda, justicie conquerentium monite seu requisite fuerant; et si altera ipsarum justiciarum consensum et operam dare dissenserat, non propter hoc dicte taillie et litterarum nostrarum execucio impediri aut retardari debuerat, attenta hujus rei notoria et urgente pro tunc necessitate, cum redditus seu revenute ville, qui summam septingentorum[1] librarum annuatim non excedebant, ad id non sufficerent, et de quibus compoti et *reliqua* reddicionem nullatenus impedire intendebant....

Tandem.... per arrestum curie dictum fuit, predictos conquerentes ad bonam et justam causam conquestos fuisse....; manutenebunturque et conservabuntur conquerentes.... in possessionibus et saisinis suis supradeclaratis...., manum nostram levando et amovendo ad conquerencium utilitatem ac predictos defensores et opponentes ob expensis hujus cause erga conquerentes relevando, et ex causa.... In cujus rei.... Datum Parisius, in parlamento...., die xª ivª augusti, anno mº ccccº xxº viº, et regni nostri ivº.

[1] Une note marginale du cart. A porte que, en 1627, ces revenus sont de 40,000 liv.

XXVIII.

13 septembre 1426.

Arrest provisional pour la contraincte des défaillans aux guetz pendant la guerre[1].

Cart. A de l'Archev., fol. 75. — Cart. B de l'Archev., fol. 123.

Henricus, Dei gratia Francorum et Anglie rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Cum, pendente in nostra parlamenti

[1] Nous avons trouvé dans les Arch. de Saint-Remi, renseign., temporel, mat. div., la commission suivante qui se rattache à l'affaire dont il s'agit dans l'arrêt du 13 septembre 1426.

Coppie de commission du roy pour les religieux de Saint-Remy, contre les gens de ville de Reims et leur capitaine.

« Henri, par la grâce de Dieu roy de France et d'Angleterre, au premier huissier de nostre parlement ou nostre sergent qui sur ce sera requis, salut. Complains se sont à nous noz bien-amez les religieux, abbé et couvent de l'église de Saint-Remi de Reims, estant de fondation réal, disans que, comme à cause de leurdicte église ils aient plusieurs beaulx droiz, seignouries et prérogatives, et, entre les autres, soient seigneurs du ban appellé le ban de Saint-Remi de Reims, qui est une grant partie de ladicte ville, et en icelluy ban aient toute justice haulte, moyenne et basse, seulz et pour le tout, soubz le ressort de nous et de noz officiers nuement et sans moyen; pour laquelle justice et juridicion garder et excercer ils aient leur bailli, maire, sergents et autres officiers en justice; et, à ces causes et autres raisonnables à déclairer en temps et en lieu, se mestier est, ont lesdis complaignans droit, ont esté et sont en bonne possession et saisine que nul officier de ladicte ville de Reims, sergens, ne autres quelzconques, ne puent ne doient prendre de fait ou par commandement les harnoiz, chevaulx ou biens d'aucunes personnes demourans oudit ban Saint-Remi, gaigier, arrester, adjourner ou faire quelzconques exploiz par manière de justice, en justiçant ne autrement, en icelluy ban ne sur les bourgois ne demourans en icelluy, en commun ne en particulier, sans appeller la justice desdis complaignans, et estre présente à ce faire; et en possession et saisine de contredire et empeschier à telz sergens ou exploiteurs à faire telz et semblables exploiz, et de leur faire réparer, corrigier et amender; desquelles possessions et saisines, et autres pertinents oudit cas et matière, lesdis complaignans, tant par leurs prédécesseurs comme par leurs officiers en justice, et aultres dont ilz ont cause en ceste partie, ont joy et usé par tel et si longtemps qu'il n'est mémoire du contraire, ou au moins qui souffist et doit souffire à bonnes possessions et saisines avoir acquises, garder et retenir continuellement, et derrenièment par les derrenières années et exploiz. Néantmoins depuis ung an en ençà, Jehannon Cadereaux, et ung nommé Jehan Faillolet, qui se dient varlés des murs de ladicte ville de Reims, de fait et de leur voulenté non raisonnable se sont transportez oudit ban et justice de Saint-Remi, et, sans appeller la justice d'iceulx religieux complaignans, ont prins les chevaulx et harnoiz des demourans en icellui ban, [s'efforçant?] les transporter, emmener et baillier à qui bon leur a samblé, sanz d'iceulx chevaulx et harnois faire ne faire faire aucune appressiacion par justice ne autrement, ne sans en bailler ne faire bailler caucion; ont prins aussy et constitué prisonniers aucuns des bourgois et demourans en icellui ban, transportez d'icelle justice et menez en autres justice et en telles prisons comme bon leur a semblé; et avec ce ont fait plusieurs exécucions, prinses et transports de biens, et encores font de jour en jour, et tout sans appeller la justice dudit Saint-Remi, et sans leur en rien dire ou faire savoir, et fait plu-

curia certa causa in casu novitatis et saisine inter Guillermum le Marlier, procuratorem commissum ex parte nostra ad regimen temporalitatis archiepiscopatus remensis, actorem et conquerentem, ex parte una; et Thomam de Bazoches, locumtenentem capitanei, necnon habitantes laycos ville remensis, et Johannem Cadoti dictum Cadoreau, et Johannem Faillolet, se dicentes servientes seu servitores ad gardiam murorum et portarum ejusdem ville deputatos, deffensores et opponentes, ex altera; ratione vel occasione hujus quod dicti Cadoreau et Faillolet, non vocata justicia dicti archiepisco[patus], Petrum Bailli, locumtenentem baillivi remensis, et in banno ejusdem archiepiscopatus commorantem pro deffectu gueti pignoraverunt, adeoque de dicta litigaverunt (?) causa, quod partes predicte audite extiterunt ad tradendum seu ponendum pen[es] dictam curiam licteras et munimenta alia quibus se jauvarre [*sic*, juvare?] volebant, ac in arresto appunctate;

seurs autres excès et déliz par diverses foiz; lesquelles choses ont esté et sont faictes ou grant grief, préjudice et dommaige desdiz complaignans, et en les troublant et empeschant en leursdictes possessions et saisines, à tort, sans cause, indeuement et de nouvel, et en attemptant folement contre certains procès qui sont pieçà pendans en nostre court de parlement, pour telles et semblables causes, entre lesdis complaignans et autres gens d'église de ladicte ville de Reims, d'une part, et le capitaine de Reims ou son lieutenant, lesdiz sergens des murs et autres, d'autre part *, si comme dient lesdiz complaignans requérans sur ce nostre provision. Pourquoi nous, ces choses considérées, te mandons et commectons que, appellez iceulx qui seront à appeller, à comparoir pardevant toy sur l'un des lieux contencieux pour tous les autres, tu maintiègnes et gardes lesdis complaignans en leursdictes possessions et saisines, et d'icelles les seuffre joïr et user paisiblement en ostant les troubles, nouveletes et empeschemens faiz et mis au contraire, en contraignant lesdiz empescheurs et tous autres qui pour ce feront au contraire, à cesser doresenavant desdiz troubles et empeschements, et à rendre et restituer, restablir ce que prins et levé en ont; et, en cas d'opposicion, le débat et chose contencieuse prins et mis en nostre main comme souverainne, la nouvelleté ostée, et restablissement fait premièrement et avant toutes euvre des choses prinses et levées, attendu que des cas de nouvelleté la congnoissance nous appartient par prévencion, et pource que, [à] raison de telz et semblables cas, sont pendans autres procès en nostre court de parlement, en laquelle celle matère pourra plus tost, seurement et par meilleur conseil, estre discutée que ailleurs, et que desdis attemptas la congnoissance appartient à nostredicte court, adjourne les opposans à certain et compétent jour ordinaire ou extraordinaire de nostre parlement prouchain à venir, nonobstant que par adventure les parties ne soient pas des jours dont on plaidera lors, pour dire les causes de leurs opposicions et pour respondre ausdits complaignans sur les choses dessusdictes, et les deppendences d'icelles et aultres.»

* Voir plus haut la troisième pièce annexée à l'acte du 19 février 1421.

Memoratus locumtenens dicti capitanei, necnon scabini, burgensesque et habitantes laici dicte ville remensis, exposuissent curie nostre prefate quod, quamvis per eamdem nostram curiam preceptum fuisset et injunctum magistro Thome Parmini (?), dicti conquerentis procuratori, quatenus scriberet dicto procuratori et aliis magistris suis dicte ville ne facere guetum et gardiam in dicta villa adeo differrent, quod, propter eorum deffectum vel culpam, inconveniens seu incommodum aliquod eidem ville et incolis ipsius eveniret nec afferretur; nichilominus tamen ab eo die quo nuper (proch dolor!) castrum Montisismari [*sic*, Montismarini?] exstitit ab inimicis nostris raptum seu captum, cujus capture et vicinitatis causa dicta remensis villa majori et vigilantiori gueto indigebat, dictus Bailli et plures alii sui sequaces super hoc tamen moniti, guetum et excubias portis et muris dicte ville remensis inimicis circumdate facere contempserant seu recusaverant, aut distulerant et differebant, in exponentium predictorum et totius dicte ville prejudicium et jacturam, ut dicebant dicti exponentes, provisionem super hoc postulantes;

Notum facimus quod, visa requesta dictorum exponentium in scriptis tradita, cum certis licteris de causa seu processu pretacto, et consideratis considerandis in hac parte, prefata curia nostra, per modum provisionis, et sine prejudicio jurium parcium predictarum et cujuslibet earum, ac dicti processus, ordinavit et ordinat quod hinc ad diem instantis Pasche, quando dictus capitaneus remensis, vel locumtenens, aut commissi sui, voluerint pignorare in terra et jurisdictione dicti archiepiscopatus subditos ejusdem archiepiscopatus, pro deffectu seu deffectibus gueti, ipsi capitaneus, locumtenens, aut commissi sui, aliquos de officiariis justicie dicti archiepiscopatus, aut decennarium, vel duos ex vicinis proximioribus illius vel illorum quos pignorare voluerint, vocare seu appellare tenebuntur, et eo modo poterunt dictos subditos ad guetum defficientes pignorare, nisi tamen interim aliud fuerit super hoc per dictam nostram curiam ordinatum. Quocirca primo dicti parlamenti nostri hostiario vel servienti nostro, qui super hoc fuerit requisitus, commictimus et mandamus quatenus presentes litteras juxta sui formam, in hiis que executionem requirunt, executioni debite demandet, cui ab omnibus justiciariis et subditis

nostris in hac parte pareri volumus et juibemus (*sic*). Datum Parisiis, in parlamento nostro, decima tercia die septembris anno Domini M° CCCC° XXVI°, et regni nostri quarto, sub sigillo nostro in absentia magni ordinato.

XXIX.

ACCORD touchant la prise des poix et mesures sur les bourgeois de Reims. 31 mars 1429.

Cart. A de l'Archev., fol. 67 v°. — Cart. B de l'Archev., fol. 199. — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, jurid., liass. 6, n° 3 *bis*.

A tous ceulx quy ces présentes lettres verront ou orront, Arnoul de Berlette, chanoine de Laon, conseillier du roy nostre sire, et garde du seel de la baillye de Vermandoys à Laon, estably de par icelluy seigneur, salut. Sçavoir faisons que par-devant nostre amé et féal Remy la Barbe, clerc, demourant à Reims, commis et estably de par nous pour ouyr, recepvoir et à nous rapporter ce qui s'ensuict, furent présens en leurs propres personnes, honnorables hommes et saiges Jehan Brulart, commis de par le roy nostre sire à l'exercice de la procuration de l'archeveschié de Reims, le temporel dudict archeveschié estant en la main dudict seigneur, fondé par lettres de procuration, seellées du seel de la court espérituelle et du seel du bailliaige de Reims, desquelles la teneur s'ensuict :

A tous ceulx quy ces présentes lectres verront ou orront, Jehan Rémond, licencyé en droict, prévost et chanoine de l'église de Reims, vicaire et official de la court espérituelle de ladicte église, Guillaume Hodierne, commis de par le roy nostre sire au gouvernement et exercice audict bailliaige dudict Reims, Ponce de Montfaulcon, Pierre Chardon et Sevrin Moraine, commis et ordonnés de par le roy nostredict seigneur à poursuivre et démener, soustenir et garder en jugement et dehors, contre toutes personnes, les droictz, causes, besongnes et procès, meuz et à mouvoyr, en demandant et en deffendant par-devant tous juges et commissaires, et toutes les actions, choses et besongnes touchans et regardans l'église et archeveschédudict Reims, fondes par vertu des lectres du roy nostre sire, en double queue et sire jaulne, desquelles la teneur s'ensuict : 30 avril 1425.

6 décembre 1423.

Henry, par la grâce de Dieu roy de France et d'Angletaire, à tous ceulx quy ces présentes lectres verront, salut. Nous avons entendu que, depuis ce que feu nostre très-cher seigneur et ayeul le roy de France dernier trespassé, à quy Dieu pardoinct, prinst et mist en sa main et ancore seroit en la nostre, le temporel et les fruictz et revenus de l'archevesché de Reims, à l'occasion de ce que Regnault de Chartres, archevesque dudict lieu de Reims, tenoit party contraire à luy et encores tient contre nous, plusieurs personnes se sont efforcez et efforcent de jour en jour d'entreprendre très-grandement en pluseurs et diverses manières contre les droictz, possessions et saisines, segneuries, prérogatives et prééminences d'icelluy archevesque et église, ou préjudice de nous et des futurs archevesques dudit Reims; et pour ce soit besoing et nécessité de pourveoir sur ce de bon et convenable remède: sçavoir faisons que nous, ces choses considérées, et qui voulons et désirons les droictz, actions et besongnes touchans ladicte église et archevesché estre soustenuz et gardez, et les causes et procès d'iceulx estre poursuiviz et soustenuz bien et dilligemment aux despens d'icelluy archevesché; pour la bonne relacion quy faict nouz a esté des sens, loiaultez, preud'hommie, discression et bonne dilligence, des personnes de maistres Jehan Rémond, prévost de ladicte église de Reims, de Guillaume Hodierne, commis de par nous à l'exercice du bailliaige dudict lieu de Reims, de maistres Ponce de Montfaulcon, Pierre Chardon et de Sevrin Moraine, licenciez en loix, advocas, demourans audict lieu de Reims, à iceulx, aux trois et aux deux d'iceulx, dont toutesfois ledict maistre Jehan Rémond ou ledict Guillaume Hodierne, soit l'un d'iceulx, avons donné et octroyé, donnons et octroions par ces présentes, congié, licence, puissance et auctorité de poursuivre et demender en jugement et dehors, contre touttes personnes quelconques, les droictz, causes et procès meuz et à mouvoir, en demandant et en deffendant par-devant touz juges et commissaires, et toutes les actions et besougnes touchans ladicte église et archeveschié; de faire, constituer et establir pour et en lieux d'eulx, ung ou plusieurs procureurs, pour lesdictes causes et procès, droictz, actions et besongnes dudict archeveschié et église, poursuivre, demender et deffendre en jugement et dehors, et faire

toutes aultres choses qui à bon procureur peuvent et doibvent compéter et appartenir; et avec ce toutes les maisons, granches, lieux, livres, possessions et aultres droictz et bien quelzconques appartenans audis archevesché et église, avons prinz et miz, et par ces présentes prenons et mectons en nostre protection et sauvegarde espécial, à la conservation du droict d'icelle église et archevesché tant seullement; et aux dessusnommez, ou nom que dessus, avons député et députons par ces présentes en gardiens espéciaulx, Jehan Audry, dict Marcoucy, Jehan de Chaumont, Jehan le Champenois, Robert Carré, Robin Champion, Jehan le Roy, Jehan Brisecoing, Colin Gossemart, Baudenet Gerbault, Guillaume le Marlier, Jehan Lomognier et Jehan Corbison, noz sergens, auxquels et à chacun d'eulx nous mandons et commectons par ces présentes, que les dessusnommez, ou nom que dessus, ilz maintiennent et gardent de par nous ès justes possessions et saisines, droictz, usaiges et franchises esquelles ilz treuveront estre ou avoir esté les archevesques dudict lieu de Reims et ladicte église, et qu'ilz gardent et deffendent les dessusnommez, ou nom que dessus, de de toutes injures, violences, griefz, oppressions, molestations et force d'armes et puissance de laïcs, et de toutes aultres inquiétations et nouvelletez indeues, lesquelles, si trouvées avoient esté faictes ou préjudice de nostre sauvegarde et desdis archevesché et église, qu'ilz ramènent ou facent radmener et remettre par juge compectant, tenstôt et sans délay, au premier estat et deu; et pour ce, faire à nous et aux dessusnommez, ou nom que dessus, amende convenable; et que nostredicte sauvegarde ilz signiffient et publient en tous les lieux et à toutes les personnes dont ils seront requis, en faisant inhibition et deffenses de par nous à icelles personnes, sur certaines et grandes peynes à appliequer à nous, que aux dessusdénommez, ou nom que dessus, leurs gens et familliers, ilz ne meffacent ou facent meffaire en corps ne en biens en aulcune manière, et leur facent donner bon et loyal asseurement de toutes les personnes desquelles ilz le requerreront avoir, par les juges ausquelz la congnoissance en appartiendra, selon la coustume du païs; et en signe d'icelle nostre sauvegarde, afin que aulcuns ne la puissent ignorer, qu'ilz mectent noz panonceaulx sur les maisons, granches, manoires et aultres habitations appartenent audict arche-

vesché, en cas d'éminent péril; et se sur les choses dessusdictes ou aucunes d'icelles naît débat ou opposition, icelluy débat et choses contentieuses en cas de nouvelleté, prinses et mises en nostre main, comme souveraine, la nouvelleté et empeschement ostez, et les lieux restabliz royaulment et de faict, des choses prinses et levées avant toutes euvres, attendu que les archevesques dudict lieu de Reims, à cause de leur parrie, ne sont tenuz de plaidier ailleurs que en nostre court de parlement, se ne leur plaist, qu'ilz adjournent les opposans et ceulx quy enfraindroient nostredicte sauvegarde, ou quy au comptant d'icelle feroient ausdictz gardiens, en exécution de leur office, injures et offenses, et quy leur seroient désobéissans ou rebelles, à certain et compétant jour ordinaire ou extraordinaire de noz parlemens, et nonobstant qu'ilz soient séans, quant les adjournemens seront faictz, pour procéder sur leurs oppositions et autres choses dessusdictes, leurs circonstances et deppendances, respondre et aller avant en oultre, comme de raison sera; et avec ce que touttes les debtes bonnes et loyaulx, congneues ou prouvées suffisamment par lectres, tesmoingnages, instrumens, confessions de partye ou aultres loyaulx enseignemens quy t'appareront estre deues ausdictes archeveschié et église, tant comme les fruictz et revenuz d'icellui seront en nostre main, pour la cause dessusdicte, qu'ilz les facent paier tantost et sans délay au recepveur commis de par nous à recepvoir, cuellir et lever lesdictz fruictz, prouffictz et revenus, ou à son certain commandement, en contraignant à ce les debteurs et chacun d'eulx par prinse, vendue et exploictation de leurs biens, et exploictations de leurs corps, sy mestier est, et à ce sont obligez; et en cas d'opposition, nostre main suffisamment garnye des personnes contenues ès lectres obligatoires, faictes soubz seaulx royaulx, qu'ilz adjournent à certain et compectant jour les opposans, reffusans ou délaians, et tous ceulx contre lesquelz les dessusnommez, ou nom que dessus, vouldront aulcune chose demander en nostredict parlement, ou par-devant noz aimez et féaux conseilliers, les gens tenans les requestes en nostre palais, à Paris, qui sont membres d'icelluy nostre parlement, pour dire les causes de leurs oppositions ou reffus, et pour respondre aux dessusnommez, ou nom que dessus, à tout ce que demander leur vouldront, proposer ou requérir en action

personnelle et ypothèque, sy mestier est, proceilder et aller en avant en oultre, comme de raison sera, en certiffiant sur ce suffisamment audict jour nos amez et féaulx consilliers, les gens qui lors tiendront nostredict parlement et ceulx tenans lesdictes requestes, ausquelz nous mandons, et à nosdictes genz ès requestes commectons, que aux parties, icelles oyes, facent bon et brief accomplissement de justice, et générallement facent lesdictz gardiens à chacun d'eulx toutes aultres et singulières choses quy à office de gardien peuvent et doibvent appartenir; mandons et commectons à tous noz justiciers, officiers et subjectz, que audictz gardiens et à chacun d'eulx, en faisant les choses dessusdictes, obéissent et attendent dilligenment, et leur donnent consel, confort, ayde, sy mestiers est et requis ilz sont; toutesvoies nous ne voulons pas qu'ilz s'entremettent de chose qui requiert congnoissance de cause. Ces présentes après ung an non vallables, quant aux debtes. En tesmoing de ce, nous avons faict mectre nostre scel à ces présentes. Donné à Paris, le sixiesme jour de décembre, l'an de grâce mil quatre cens vingt-troiz, et de nostre reigne le second. *Ainsi signé :* Par le roy, à la relacion du conseil, MONFORT.

Salut; sachent tuit que par vertu du povoir à nous donné par le roy nostredict sire, et par ces lectres dessus transcriptes, nous avons faict, ordonné, constitué et estably, et par ces présentes faisons, ordonnons, constituons et establissons, pour et en lieu de nous et dudict archeveschié, noz procureurs généraulx et certains messaigers espéciaulx, c'est à sçavoir, Jehan Bruslart, Colas Bruslart, Pierre Croulé, Pierre Coppin, Jehan Lomognier, Guillaume le Marlier, Jehan de Chaumont, Jehan Audry dit Marcoucy, Jehan Poncellet, Jehan du Bus, Henry d'Avenay, Gérardin le Gressier, Jehan Guillaume, Jehan le Buirot, Jehan le Breton et Jehan le Gressier, et chacun d'eulx par soy, et pour le tout, portans ces lectres, ausquels nous avons donné et donnons plain povoyr et auctorité, et mandement espécial, de poursuivre, sousteuir, garder et deffendre tous les droitz, causes, querelles, actions et besongnes touchans et regardans ledict archeveschié.... Ce fut faict le dernier jour du mois d'apvril, l'an mil quatre cens vingt-cinq; d'une part : . . . .

Et Jehan Maubronet, ou nom et comme procureur de l'eschevinaige de Reims, fondé par lectres de procuration, scellées du scel dudict eschevinaige, desquelles la teneur s'ensuict :

17 avril 1426

A tous ceulx quy ces présentes lectres verront ou orront, les eschevins de Reims, salut. Sachent tuit que nous, tant pour nous et pour nostre eschevinaige et pour les bourgeois et habitans du ban de très-révérand père en Dieu monseigneur l'archevesque de Reims, conjoinctement et divisémant, en demandant et en deffendant, faisons, constituons et establissons maistres Pierre Chardon, Hue la Barbe, Jehan Cabert, Jehan Convent, Ponce de Monfaulcon, Gérard de Montfaulcon, Jehan Trumellet, Jehan l'Abbé, Pierre Waline, Thierry Joly, Jehan Prioulet dit Curate, Pierre de Cierges, Jehan Maubrouet et Colars Quatresolz, nos procureurs généraulx, et certains messagiers espéciaulx, tous ensemble et chacun d'eux par soy et pour le tout, portant ces lectres, en telle manière que la condition de l'ung ne soict pire que l'aultre, mais tout ce que l'un d'eulx aura commencé, l'aultre puisse poursuivre, démener et mectre à fin, en toutes les causes, querelles et besoingnes réelles et personnelles quelzconcques, que nous pour nous, nostre eschevinaige et pour lesdictz bourgeois et habitans, avons et aurons meues et à mouvoir...; de garder et maintenir, poursuivre et deffendre les droicts, privilléges, franchises, libertés, coustumes, possessions et usaiges, et tous aultres droictz quelzconques touchans saisine, propriété et aultrement, pour quelconque cause que ce soit, à nous et nostre eschevinaige et ausdicts bourgeois et habitans appartenans, et quy y peuvent apartenir, et les biens et causes de nostre eschevinaige et desdictz bourgeois et habitans, ès noms que dessus, soustenir et deffendre partout où mestier sera, et aussy de demender et requerre la délivrance et recréance des corps et des biens de toutes et singulières personnes, bourgeois et bourgeoises dudict très-révérand père en Dieu monseigneur l'arcevesque de Reims, et de nostre eschevinaige, le retour de la court, la congnoissance, jugement et renvoy d'eulx en la court séculière dudict très-révérend père en Dieu, pour là estre à droict et prendre droict en tous cas criminels et civils, et contre tous, au jugement de nous eschevins, de requérir, demander. exiger et recepvoir tous arréraiges de tailles et aultres

deniers deubz audict eschevinaige, par q = lconques personnes et pour quelconque cause que ce soit, et desdictes receptes bailler et passer bonnes lectres de quittance; de supplyer, dénoncer, proposer, repplicquer, duplicquer, tripplicquer, décliner, réprouver, advouer, consentir, accorder, et faire toutes manières de propos, raisons et articles, de respondre aux faictz et articles de partye adverse, de congnoistre, de nier et jurer tant sur le principal comme sur l'accessoire, de traire et produire tesmoings, mectre lectres et instrumens en forme de preuve.... En tesmoing de ce, nous avons scellé ces présentes lectres du scel de nostre eschevinaige de Reims. Ce fut faict le dix-sept jours ou mois d'avril, l'an mil quatre cens vingt-six, après Pasques. *Ainsi signé :* C. Quatre soubz; d'aultre part :

Et recongneurent lesdictes parties que, comme procès soit meu en la court de parlement entre les eschevins de Reims, demandeurs et complaignens en matière de nouvelleté d'une part, et feu Messire Guyllaume de Roye, jadiz arcevesque de Reims, et aultres ses officiers, desquels il s'estoit efforcié prendre l'adveu, garendye et deffenses, opposans et deffendeurs oudict cas, d'aultre part, sur ce que lesdictz eschevins disoient et maintenoient les possessions contenues et déclairées ès lectres royaulx, sur ce impétrée par lesdictz eschevins, desquelles la teneur s'ensuit :

Charles, par la grâce de Dieu roy de France, au premier nostre sergent, qui sur ce sera requis, salut. Complains se sont à nous noz amez les eschevins de Reims, que, comme ilz, à cause dudict eschevinaige, ayent plusieurs droictz et jurisdictions, les jugemens en tous cas criminels et civils sur tous les bourgeois et bourgeoises du corps d'icellui eschevinaige, leur compectent et appartiennent, les prinses, justiffications et jugement de tous poidz, ballances et aultres mesures, et aultres denrées appartenans ausdictz bourgeois et bourgeoises, en leurs hostels ou dehors, quant il y a aulcune suspicion de fraulde ou mauvaitié, desquels bourgeois et bourgeoises, de leurs poidz et balances, ou aultres mesures ou denreez, ilz tiennent leurs plaictz et jugemens en ung certain auditoire assis au Change, à Reims, où on a accoustumé de tenir les plaictz ordinaires d'icelle ville, en la jurisdiction de l'arcevesque, et tant à cause de ce, comme aultrement

17 novembre 1396.

à certain et juste tiltre à déclairer en temps et en lieu, ayent droict et soient en bonne possession et saisine, que nostre amé et féal conseillier l'arcevesque de Reims, ses gens et officiers ou aultres, ne peuvent ne doibvent par raison, prendre ne faire prendre, mesmement oultre heure, en justiçant ou aultrement ès maisons habitées par les bourgeois et bourgeoises du corps dudict eschevinaige ou aulcuns d'eulx, poidz, balences ou aultres mesures appartenans à iceux bourgeois ou bourgeoises, ne iceux poidz, balences ou aultres mesures, drescier ou justefier, mesmement sans à ce appeller lesdictz eschevins; en saisine et possession aussy, que icelluy archevesque, ses officiers pour luy, ou aultres, ne peuvent ou doibvent, sur aulcuns desdictz bourgeois ou bourgeoises, prendre ou faire prendre, mesmement oultre heure, en justiçant ne aultrement, en leurs hostels, cordes ou aultres denrées, pour suspition de fraudes et mauvaitié, sans la présence d'iceulx eschevins, comme dict est, ou au moins sans iceulx ou aucun d'iceulx appeller; en possession et saisine que icelluy archevesque, ou ses gens, ne puent ou doivent adjourner ou faire adjourner aucuns desdictz bourgeois ou bourgeoises, en matière de délict ou aultrement, ne d'eulx tenir court ou cognoissance à la loge du prévost de Reims.... Néantmoings, iceulx complaignans estans en leursdictes possessions et saisines depuis ung an en çà, les prévosts et viconte dudict arcevesque à Reims[1], et aultres desquels icellui arcevesque a eu le faict pour aggréable, sont

[1] Ce n'étaient pas seulement les gens de l'archevêque, mais aussi ceux du roi qui profitaient des troubles pour étendre leur juridiction dans l'intérieur de la cité, comme le prouve un acte notarié qui fait partie des liasses de renseignements, et dont voici l'extrait :

« Le 17 mars 1428, le procureur des échevins accompagné d'un notaire va trouver à leur hôtel à l'Ange, deux lieutenants du Prévôt de Laon, et leur présente, de la part des échevins, une cédule dont voici la teneur : M. le Prévôt, il est venu à la connoissance de MM. les échevins que vous avez pris en la ville, ès termes et sur des bourgeois de l'échevinage plusieurs balances, poids, aunes, mesures et les avez ajustés sans appeler les échevins exigeant amendes, et entreprenant sur ce cour et connoissance. Comme les échevins qui sont créés pour avoir l'œil au bien et gouvernement de la chose publique, et qui doivent être présants à ajuster toutes mesures, et avoir le jugement en tous cas des bourgeois, ne savent de quelle autorité vous avez agi ainsi, il vous somment et requièrent de déclarer si c'est en vertu de votre office, ou par mandement royal, ou commission, requérant du mandement copie s'il existe, et en payant.

« Les lieutenants demandent à se concerter, et repondent sans rien vouloir dire de plus, qu'ils ont agi à bonne et juste cause, et pour le bien de la chose publique, et que d'ailleurs ils s'entendront sur tout ceci avec les officiers du roi à Laon.

alez en la maison où demeure Jehan Loilier, bourgeois du corps dudict eschevinaige, et en autres hostels des bourgeois d'icelluy eschevinaige, à déclairier en temps et en lieu; et là de faict, oultre heure, sans appeller lesdicts eschevins, ont prins en justiçant, poidz, balences et aultres mesures appartenant audit Jehan Loilyer, et à aultres bourgeois dudict eschevinaige, et se sont advancez de les dressier et justifier en l'absence d'iceulx complaignans; et avec ce, Raoulet de Chaallons et Anthoine Moutonnet, eulx disans sergenz dudict prévost, et ung appellé Adenet le Quevenra, cordier, ont prins en justigant et oultre heure, sans appeller lesdictz eschevins, en l'hostel de Jehan Hurent, cordier, bourgeois du corps d'icelluy eschevinaige, et ailleurs, pluseurs cordes appartenans à iceulx (*sic*) Hurent, pour ce qu'ils disoient qu'elles n'estoient pas bonnes, ne de bonne estoffe, et icelles ont transporté où bon leur a semblé, et oultre ont iceulx, eulx disans sergens, adjourné ledict Hurent par-devant ledict prévost en sa loge, au Change, à Reims, et contre icelluy Hurent s'est ledit prévost efforcé de procéder hors de l'auditoire ordinaire, où on a accoustumé de plaider des causes desdictz bourgeois et bourgeoises, lesquelles choses et chacune d'icelles ont esté faictes en troublant et empeschant lesdictz complaignanz en leursdictes saisines et possessions, à tort, sans cause, indeuement et de nouvel, sy comme ilz dient, requérans sur ce estre pourveu de remède : pourquoy nous te mandons et commectons que, appellez à comparoir par-devant toy sur le lieu de la maison dudict Jehan Loilyer, pour tous aultres lieux, ledict archevesque de Reims, sesdictz prévostz, viconte, sergens et aultres quy pour ce seront à appeller, tiens et garde lesdicts complaignans en leursdictes possessions et saisines. Donné à Paris, le dix-septiesme jour de novembre, l'an de grâce mil trois cens quatre-vingtz et seize, et le dix-septiesme de notre règne. *Ainsi signé*, par le roy à la relacion du conseil : J. Hue.

Accordé est entre lesdictes parties, s'il plaist à la court, en la manière qui s'ensuict, c'est à sçavoir : que dores-en-avant les bailly et prévost dudict archeveschė ou leurs lieutenans, pourront procéder, et par leurs ordonnances et commandemens exprès, faire prendre par leurs sergens sur toutes personnes quelzconques, ès termes de leur jurisdiction, les poidz, balances, aulnes, mesures, cordez, entre soleil

levant et soleil couchant, et à toutes heures que bon leur semblera, en cas de présent meffait; *item*, lesdictz poidz, ballances, aulnes, mesures, et cordes ainsi prinses, seront scellées et mis en garde en lieu seur, hors des mains du preneur, pour les adjouster, justeffier et instituer comme il appartiendra par raison. *Item*, que à adjustier, justeffyer et justecier lesdictz poix, balances, aulnes, mesures et cordez, seront appellez et présens lesdictz eschevins, au regard des bourgeois dudict eschevinaige, seulement; *item*, et lesdictz exploictz ainsy faictz, seront tenuz lesdictz sergens de mectre iceulx poys, mesures, balences, aulnes et cordes en ung salchet, et les seeller et mectre en lieu seur, comme dist est; et quant aux jugemens, lesdictz eschevins auront les jugemens au regard des bourgeois et bourgeoises dudict eschevinaige, touchant les causes dessusdictes, pareillement et comme ilz ont ès aultres cas, si comme toutes ces choses lesdictes parties dirent et recognurent par-devant nostredict commis, et promirent lesdictes parties, par la foy de leurs corps, pour ce donné corporellement en la main de nostredict commis... En tesmoing de ce, nous, au rapport de nostredict commis, avons mis à ces lectres le seel de la baillye dessusdicte. Ce fut faict le dernier jour du mois de mars, l'an mil quatre cens et vingt-neuf après Pasques. *Ainsy signé* : La Barbe. *Scellé de double queue de cyre verte.*

XXX.

16 juillet 1429. Abolicion générale faicte de par le roy Charles, nostre souverain seigneur [la veille de son sacre][1], aux habitans de ceste ville de Reims et du pays d'environ.

Liv. Blanc de l'Échev., fol. 359 v°. — Bibl. du roi., Mss., Suppl. franç. 1515-2, tom. II, fol. 89.

Charles...., savoir faisons à tous...., que comme noz bien-amez les gens d'église, nobles, eschevins, bourgois et habitans de la ville et

[1] Les Mémoires de Rogier, f° 147, nous fournissent de précieux renseignements sur les circonstances dont fut accompagnée la révolution qui replaça la ville de Reims entre les mains du monarque légitime.

« En l'an mil quatre cens vingt-neuf, les Anglois ayans esté chassés du siége qu'ilz tenoient devant la ville d'Orléans par le secours de Jehanne la Pucelle, et toulte leur armé deffaicte ès environs de Baugency, Meun et aultres lieux, le daulphin, quy estoit le roy Charles septiesme, (mais il sera ainsy nommé jusques à son arrivé à Troyes affin de rendre conforme ce présent recueil aux lettres et advis quy sont cy-rapportés), print résolution, par l'advis de son conseil, de s'acheminer en

cité de Reims, en laquelle nous nous transportons présentement, pour illecques, au plaisir de Nostre Seigneur, recevoir, comme il est accous-

Champaigne, pour venir en la ville de Reims se faire sacrer et couronner roy de France; et, suyvant ce que le duc de Bourgoingne escrit aux habitans dudict Reims, faisant response aux lettres que lesdictz habitans luy avoyent escriptes, ledict daulphin avoit eu quelque assurance d'aucuns habitans de ladicte ville *, que luy venant en Champaigne les portes de la ville de Reims luy seroient ouvertes. Et dict ledict duc de Bourgoingne par ses lettres qu'il estoit adverty qu'aucuns desdictz habitans avoient, par lettres ou messages, mandé et faictz venir lesdictz adversaires, en les assurans, qu'eulx venuz par dessa, que on leur feroit ouverture des portes d ladicte ville, avec entière obeissance; et que aultrement ilz ne se fussent tant enhardis de venir en ces marches. Le cordelier qui fut pris par ceulx de Troyes, comme sera dict cy-après, confirme fort ce que ledict duc de Bourgoingne en avoit escript; disant à ceulx de Troyes qu'il avoit veu trois ou quatre bourgeois quy se disoient estre de la ville de Reims, lesquelz disoient, entre aultres choses, à iceluy daulphin qu'il allasse seurement à Reims et qu'ilz se faisoient fors de le mettre dedans ladicte ville, encorre que l'istoire de France ne fasse poinct mention de ces particularités, que l'on pouroit dire estre inventés, mais il ne fault nullement doubter que cela n'ayt esté faict ainsy : les lettres du duc de Bourgoingne sont encorre en bonne forme, et celles des habitans de Troyes touchant le rapport du cordelier, et puis les effectz quy ont ensuivis. Se recongnoist unne grande prudence de la part des habitans dudict Reims au cours de cest acheminement du daulphin, lesquelz, affin de ne donner mauvais soubçon d'eulx envers les chef quy gouvernoient pour l'Anglois, leur bailloient advis de tout ce qu'ilz entendoient dudict acheminement, [et?] de l'estat de ladicte ville de Reims, et mandoient que on empêchasse les passages audit daulphin; mais de demander du secours pour deffendre et garder ladicte ville, pas ung mot, et n'en voulurent recepvoir comme sera dict cy-après. Et fault notter que depuis Orléans jusques audict Reims, tout estoit à la devotion de l'Anglois.

« Philbert de Moulart ayant charge d'une compagnye de gens de guerre, estant à Nogent-sur-Seyne, escrivit aux habitans de Reims le premier jour de juillet audist an 1429, que le daulphin et sa puissance estoit à Montargis, et se vantoient qu'ilz alloient à Sens, se promectans que ceulx de Sens leur feroient ouverture, mais qu'il estoit bien assuré du contraire, et qu'ilz attendoient le secours du roy d'Angleterre, de Monsieur le Regent et de Monsieur de Bourgoingne; et que les habitans de ladicte ville avoient pris et portoient la croix de Sainct-André; et que les villes d'Auxerre et aultres du pays ne se soucyoient des Armagnaz, ny de la Pucelle; et que, sy lesdictz habitans de Reims avoient affaire de luy, qu'il les viendroit secourir avec sa compaigny, comme bon crestien doibt faire.

« Les habitans de la ville de Troyes baillèrent pareille advis aux habitans de Reims, et du mesme jour, leur mandans que les ennemys du roy et du duc de Bourgoingne estoient près d'Auxerre, pour aller en la ville de Reims, et que, s'il advenoit que eulx fussent requis par lesdictz ennemys de faire quelque chose contraire au party qu'ilz tenoient, qu'ilz estoient délibérés de faire response toulte négative, et de ce tenir en ce party du roy et du duc de Bourgoingne jusques à la mort inclusive.

« Le daulphin estant arrivé près la ville de Troyes le cinquiesme jour dudict mois de juillet, manda ausdictz habitans comme par advis de son conseil il avoit entrepris d'aller à Reims, pour y recepvoir son sacre et couronnement, et que son intention estoit de passer le lendemain par ladicte ville de

* Voir plus bas les notes de l'acte du 2 juillet 1557.

tumé, nostre sacre et couronnement, ayent envoyé solennelment et en toute révérence, au-devant de nous, aucuns leurs notables députez,

Troyes; et à ceste fin leur mandoit et commandoit de luy rendre l'obéissance que luy debvoient et qu'ilz se disposassent à le recevoir, sans faire difficulté ou doubte des choses passez, desquelz ils pourroient doubter qu'il en voulsist prendre vengeance : ce qu'il n'avoit en volonté; mais que eulx se gouvernans envers leur souverain comme ilz doibvent, qu'il mettra tout en oubly et les tiendra en sa bonne grâce.

« Jehanne la Pucelle escrivit pareillement ausditz habitans en cest fasson : « Jésus † Maria. Très-chers et bons amys, s'il ne tient à vous, seigneurs, bourgeois et habitans de la ville de Troyes, Jehanne la Pucelle vous mande et faict savoir de par le roy du ciel son droitturier et souverain Seigneur, duquel elle est chacun jour en son service royal, que vous fassiès vraye obéissance et recognoissance au gentil roy de France, quy sera bien bref à Reims et à Paris, quy que vienne contre, et en ses bonnes villes du sainct royaume à l'ayde du roy Jésus. Loyaulx François, venès au-devant du roy Charles et qu'il n'y ait poinct de faulte et ne vous doubtès de vos corps ne de vos biens, sy ainsy les faictes; et, sy ainsy ne le faictes, je vous promectz et certifie sur vos vies que nous entrerons, à l'ayde de Dieu, en toultes les villes quy doibvent estre du sainct royaume, et y ferons bonne paix fermes, quy que vyenne contre. A Dieu vous commant; Dieu soit garde de vous, s'il luy plaist. Responce brief. Devant la cité de Troyes; escrit à Saint-Fale, le mardy quatrième juillet. » Au doz desquelles lectres estoit escript : « Aux seigneurs bourgeois de la cité de Troyes. »

« De tout ce que dessus lesdicts habitans de Troyes baillèrent advis aux habitans dudict Reims, en leurs envoyans coppie desdictes lettres, comme on veoit par leurs lettres escriptes le mesme jour cincquiesme dudict mois de juillet, mandant comme ilz attendoient cest jour les ennemys du roy et du duc de Bourgoingne, pour estre siégez par eulx. A l'entreprise desquelz, quelque puissance qu'eussent lesdictz ennemys, veu et considéré la juste querelle qu'ilz tenoient et les secours de leurs princes quy leur avoient esté promis, qu'ilz estoient délibérés de bien en mieulx eulx garder, et ladicte cité, en l'obéissance du roy et du duc de Bourgoingne, jusques à la mort, comme ilz avoient tous juré sur le précieux corps de Jésus-Christ, pryans lesdictz habitans de Reims d'avoir pitié d'eulx comme frères et loyaulx amys, et d'envoyer pardevers monsieur le régent et le duc de Bourgoingne, pour les requérir et supplyer de prendre pitié de leurs pauvres subgectz, et les aller secourir.

« Et par aultres lettres escriptes du mesme jour à cinq heures après midy sur les murs de ladicte ville, lesdictz habitans de Troyes baillent advis à ceulx de Reims comme l'ennemy et adversaire en sa personne, avec sa puissance, estoit arrivé cedict jour, environ neuf heures du matin, devant leur ville, et les avoit assiégé; et qu'il leur avoit envoyé ses lettres clauses signés de sa main, scellés de son scel secret, contenantes ce quy est cy-devant transcript. Lesquelles lettres, après avoir esté leues au conseil, par délibération d'iceluy avoit esté respondu aux héraulx quy icelles avoient apportés, sans qu'ils eussent enstré en ladicte ville, que les seigneurs chevaliers et escuyers, quy estoient en ladicte ville de par le roy et le duc de Bourgoingne, avoient, avec eulx habitans, juré et faict serment de ne souffrir entrer en ladicte ville de Troyes aucun quy fût plus fort qu'eulx, sans l'exprès commandement du duc de Bourgoingne; obstant lequel serment, ceulx qui estoient dedans ladicte ville ne luy oseroit boutter; et oultre plus, pour l'excusation de eulx habitans, avoit esté joinct à icelle response que, quelque vouloir qu'ilz eussent, obstant la grande multitude des gens de guerre quy estoient en ladicte ville plus forts qu'eulx. Laquelle response ainsy faicte, ung chacun d'eulx s'estoient traist sur les murs et en sa garde, en intention et volonté ferme que, si on leur faisoit aucun effort, de résis-

qui pour eulx, et de par eulx, en nous recognoissant comme faire doivent leur seigneur souverain, nous ont en toute humilité fait et

ter jusques à la mort; et leur sembloit que au plaisir de Dieu ilz rendroient bon compte de ladicte cité; requérans derechef lesdictz habitans de Reims à ce qu'ilz eussent à envoyer pardevers lesdictz régent et duc de Bourgoingne remoustrer leur nécessité. Ils mandoient aussy comme ilz avoient receu lettres de Jehanne la Pucelle, qu'ilz appelloient Cocquarde, laquelle ilz certifioient estre unne folle pleyne du diable, et que à sa lettre n'y avoit ne ryme ny raison; et qu'après avoir faict lecture d'icelle, et s'en estre bien mocqués, ilz l'avoient jectés au feu sans luy faire aucunne response, d'aultant que ce n'estoit que mocquerye. Ils mandoient aussy que aucuns des compagnons de ladicte ville avoient pris ung cordelier, lequel avoit congneu, confessé, et juré en parolles de prestre et soubz le vœu de sa religion, qu'il avoit veu trois ou quatre bourgeois quy se disoient estre de la ville de Reims, lesquelz disoient entre aultres choses à iceluy daulphin qu'il allast seurement à Reims, et qu'ilz se portoient fortz de le mettre dedans ladicte ville; et mandoient lesdictz de Troyes à ceulx de Reims que sur ce ilz prinssent advis, pour prendre garde à quy on se fioit.

« Les habitans de la ville de Chaalons, ayans receu pareille advis desditz habitans de Troyes touchans la venue et arryvée dudict daulphin, et d'abondant que les lettres de Jehanne la Pucelle avoient esté portés audict Troyes par ung nommé frère Richard le Prescheur, en baillèrent advis aux habitans de Reims, leur mandans qu'ils avoient esté fort esbahis dudict frère Richard, d'aultant qu'ilz cuidoient que ce fût ung très-bon preud'homme, mais qu'il estoit venu sorcier; mandoient aussy que lesdictz habitans de Troyes faisoient forte guerre aux gens dudict daulphin, avec plusieurs aultres parolles de bravade; et que sur ces nouvelles eulx de Chaalons avoient intention de tenir et résister de toultes leurs puissances all'encontre d'esdictz ennemys.

« Les habitans de la ville de Reims receurent pareillement lettre dudict daulphin, escript le quatriesme jour dudict mois de juillet, par laquelle il leur mande qu'ilz pouvoient bien avoir receu nouvelle de la bonne fortune et victoire qu'il avoit pleu à Dieu luy donner sur les Anglois, ses anciens ennemys, devant la ville d'Orléans, et depuis à Jargeau, Baugency et Meun-sur-Loire, en chascun desquelz lieux ses ennemis avoient receu très-grand dommage; et que tous leurs chefs, et des aultres jusques au nombre de quatre mil, y estoient mors que demourés prisonniers; lesquelles [choses?] estantes advenues plus par grâce dyvine que euvre humain, par l'advis de son sang et lynage, et de son grand conseil, il s'estoit acheminé pour aller en ladicte ville de Reims, pour y prendre son sacre et couronnement; parquoy il leur mandoit que, sur la loyaulté et obéissance qu'ilz luy debvoient, qu'ilz se disposassent à le recevoir par la manière accoustumée de faire à ses prédécesseurs, et, sans que pour les choses passées et pour la doubte que l'on pourroit avoir que icelles il eust encorre en sa mémoire, on en puisse faire aucune difficulté, leur certifiant, qu'en ce gouvernant envers luy ainsy que faire on doibt, qu'il les traictera en toultes leurs affaires comme bon et loyaulz subjectz; et, pour estre plus avant informé en son intention, sy on vouloit aller quelq'un de ladicte ville pardevers luy, qu'il en sera très-contant, avec le hérault qu'il envoye, que l'on y pourroit aller seurement en tel nombre qu'ilz adviseroient, sans qu'il leur fût donné aucun empêchement. Donné à Brinon-l'Archevesque, le jour que dessus.

« Le seigneur de Chastillon, cappitayne de la ville de Reims, durant le temps de ses nouvelles n'estoit pas à Reims, ains estoit à Château-Thiery, quy fut cause que les habitans de ladicte ville envoyèrent vers luy en diligence le bailly de Reims le huictiesme jour dudict mois de juillet, et lui baillèrent advis de tout ce quy est contenu cy-devant; et mesmement que sur ces nouvelles ilz s'es-

rendu plaine obéissance, nous supplians et requérans que les choses avenues et passées au regard d'eulx, à cause de la division qui a esté

toient assemblés pour y conclure, ce qu'ylz n'avoient peu faire pour le peu de gens quy s'estoient trouvés en ladicte assemblée, et que depuis ilz avoient faict assembler le commun par quartier; lesquelz avoient tous respondu et promis de vyvre et mourir avec le conseil et gens notables de ladicte ville, et selon leur bon advis et conseil se gouverneroient en bonne union et paix, sans murmurer, ne faire response, sy ce n'estoit par l'advis et ordonnance du cappitayne de ladicte ville ou de son lieutenant. Et sy eut charge ledict bailly de luy dire de la part desdictz habitans que on le recepvroit en ladicte ville avec quarente ou cincquante chevaulx, pour communicquer des affaires de ladicte ville avec plusieurs aultres choses. Lequel seigneur de Chastillon, pour respondre à ce que dessus, envoya audict Reims Pierre de la Vigne, porteur de ses lettres, auquel il avoit donné certains articles par luy advisés, sur lesquelz, sur la crédence qu'il avoit donné audict la Vigne pour dire de par luy ausdictz habitans, demandoit que on luy fist response, et, que si on luy vouloit garder et entretenir sans enfraindre, qu'il se disposeroit de vyvre et mourir avec eulx.

Articles envoyés aux habitans de Reims par le seigneur de Chastillon, cappitayne de ladicte ville.

« Que ladicte ville soit bien et hastifvement emparée. — Que, pour garder icelle, fault avoir du moins trois ou quatre cens combattans quy y demeurent jusque à ce que l'entreprise du daulphin soit faillie au regard de ladicte ville; qu'il avoit escript à Messieurs le régent et duc de Bourgoingne qu'ilz y envoyassent chevaliers et escuyers notables pour illecq résister à ladicte entreprise, dont il n'avoit aucune response, parquoy il estoit nécessaire d'envoier en la conté de Rethel, et partout où on pourra, ès lieux voisins de ladicte ville là où on en puisse finer. — *Item*, que, sy leur volonté est qu'il se mette dedans ladicte ville, qu'il ne le promectra poinct qu'il n'ayt la garde de ladicte ville et du chasteau de Porte-Mars, auquel il consentira que en iceluy, avec luy, ait cincq ou six notables personnes de ladicte ville; et ce qu'il en faict, c'est pour doubte de la commotion du peuple, et pour ce qu'il luy semble que c'est pour leur bien et seureté; et qu'il soit advisé des provisions nécessaires pour iceluy et ceulx quy l'assisteront et viendront avec luy, et comment on les pourroit gouverner et contanter. — Lesquelles articles sy l'on veult entretenir, qu'il est prest de se mettre avec eulx et qu'il retient le double de ce que dessus pour sa descharge; et que on luy veuil respondre hastifvement, d'aultant que, sy le daulphin venoit devant ladicte ville, qu'il ne s'y pourroit boutter.

« On peult facillement juger par le comportement dudict sieur de Chastillon sur les occurrances de ce temps, qu'il avoit recongneu que le dessein des habitans dudict Reims estoient de admettre et recepvoir ledict daulphin en ladicte ville; c'est pourquoy il ne veult pas y venir qu'il ne soit le plus fort.

« Depuis ledict sieur de Chastillon avec les sieurs de Saveuse et de l'Isle-Adam vindrent en ladicte ville de Reims avec grand nombre de leurs gens; lesquelz seigneurs exposèrent plusieurs choses ausdictz habitants de la part du duc de Bourgoingne, et que l'armée, pour résister au daulphin, ne pouvoient estre prest que de cincq à six sepmaines. Lesquelles choses entenduz par lesdictz habitans, ne voulurent permettre que les gens desdictz seigneurs entrassent dedans ladicte ville de Reims, quy fut cause que lesdictz sieurs de Chastillon, de Saveuse et de l'Isle-Adam se retirèrent.

« De toultes part on escrivoit aux habitans de Reims, affin de les encourager à se maintenir en l'obéissance du roy et du duc de Bourgoingne, comme C. de Mailly, bailly de Vermandois, escrivit le dixiesme dudict mois de juillet que le duc de Bourgoingne et Messire Jehan de Luxembourg debvoient

longuement, et encores est, en cestuit nostre royaume, pour laquelle, et pour la salvation de leurs corps et biens, leur a convenu adhérer

entrer dedans Paris le jour précédent la date de ses lettres; que les Anglois, en nombre de huitt mil combatans, estoient descenduz en la conté de Boullongne, et que de bref il y auroit la plus belle et grande compaignye pour résister aux ennemys quy ait esté, sont passé vingt ans, en ce royaume; et que le duc de Bourgoingne avoit envoyé son armé aux passages par où estoient venus lesdictz ennemys, pour leur empescher le retour; et qu'ilz ne s'en retourneroient pas tous en leurs lieux.

« Les habitans de la ville de Troyes ayans receu le roy Charles septiesme, lequel a tousjours esté appellé et nommé le daulphin jusqu'icy, en leur ville, ilz en baillèrent advis le mesme jour auxdictz habitans de Reims, quy estoit le unziesme dudict mois de juillet; et leur mandèrent comme le roy Charles, estant arrivé devant ladicte ville, oultre la lettre qu'il leur avoit escript, laquelle est cy-devant mencionné, qu'il leur avoit mandé que on pouvoit aller vers luy en toutte seurretté, et que, révérent père en Dieu monsieur l'évesque de ladicte ville y estant allé, le roy leur remonstra et exposa et très-haultement et très-prudamment les causes pour lesquelles il estoit arryvé par devers eulx, disant que, par le trespas du feu roy son père, luy survivant estoit seul et unicque héritier dudict royaume, et pour cest cause il avoit entrepris son voyage à Reims pour luy faire sacrer, et aux aultres partyes de son royaume pour les réduire en son obéissance; et qu'il pardonneroit tout le temps passé, sans rien réserver; et qu'il les tiendroit en paix et franchises, telle que le roy sainct Loys tenoit son royaume, lesquelles choses estantes rapportés pardevers eulx en unne grande assemblée, fut conclud et délibéré de luy rendre plénière obéissance, attendu son bon droict, quy est telle que chacun peult savoir, moyennant qu'il leur feroit abolition généralle de tous cas, et qu'il ne leur lairoit poinct de garnison, et qu'il aboliroit les aydes excepté la gabelle; de quoy luy et son conseil furent d'accord; et pour ces causes lesdictz habitans de Troyes pryoient lesdictz habitans de Reims de vouloir faire audict roy plénière obéissance, telle qu'ilz l'avoient faict, affin d'eulx ensemble tousjours s'entretenir en unne mesme seigneurye, et qu'ilz puissent préserver leurs corps et leurs biens de périlz. Car, sy eulx ne l'eussent faict ainsy, ilz estoient tous perdus en corps et en bien, et ne vouldroient pas que ce fût à refaire; et que leur desplaisoit d'avoir tant tardé; et que l'on sera très-joieulx quand on l'aura faict, d'aultant que c'est le prince de la plus grande discrétion, entendement et vaillance, que yssy de piecà de la noble maison de France.

« Jehan de Chastillon, seigneur de Troissy, frère du cappytaine de Reims, par sa lettre escripte à Chastillon le XIII[e] dudict mois de juillet, mandoit aux habitans de Reims qu'il avoit entendu que l'entré du roy en la ville de Troyes n'avoit esté du consentement des seigneurs de Rochefort et de Plancy, ny des aultres seigneurs, chevaliers et escuyers de ladicte ville; et que ladicte entré avoit esté faicté par la séduction de l'évesque et du doïen dudict Troyes, par le moïen d'ung cordelier nommé frère Richart; que le commun de ladicte ville alla ausdictz seigneurs chevaliers et escuyers en très-grand nombre leur dire que, s'ilz ne vouloient tenir le traicté qu'ilz avoient faict pour le bien publicque, qu'ilz mettroient les gens du roy dedans ladicte ville, voulsissent ou non. Ledict de Chastillon mandoit aussy que les ennemys n'avoient faict aucun effort, et qu'ilz n'avoient que manger, et estoient près de passer oultre; que lesdictz chevaliers et escuyers estoient sorty de ladicte ville par traicté, leurs corps et leurs biens sauf, et moyennant que de tous prisonniers qu'ilz avoient pris, ilz debvoient avoir de chacun ung marq d'argent; et que celuy escuyer qui luy avoit apporté ces nouvelles, certifioit avoir veu Jehanne la Pucelle, et qu'il estoit présent quant les seigneurs de Rochefort,

et converser, tant avecques les Bourguignons, à nous désobéissans, que aussy avec les Anglois, nos anciens ennemis, et leur faire et

Philibert de Molan et aultres l'interrogèrent; et qu'il leur avoit affermé par sa foy que c'estoit la plus simple chose qu'il vit oncques, et qu'en son faict n'avoit ny rime ni raison, non plus qu'en le plus sot qu'il vit oncques; et ne l'accomparoit pas à sy vaillante femme comme madame d'Or, et que les ennemys ne se faisoit que mocquer de ceulx quy en avoient doubte.

« Regnault de Chartres, archevesque de Reims et chancelier de France, avoit tousjours assisté ledict roy Charles septiesme, mesmement durant le temps de sa régence, de sorte qu'il n'avoit eu aucunne part aux affaires quy s'estoient passés en la ville de Reims depuis l'entré du duc de Bourgoingne en icelle; estans à Troyes avec le roy, il manda aux habitans dudict Reims par ses lettres du douziesme dudict mois de juillet qu'ilz eussent à se disposer pour recevoir le roy honnorablement à son sacre, à quoy faire il les prioit et exhortoit.

« Les habitans de la ville de Chaalons ayans pareillement receu ledict roy Charles en ladicte ville, en baillèrent advis aux habitans de Reims par leurs lettres du seiziesme dudict mois de juillet, leur mandans que le roy Charles avoit envoyé un hérault, appelé Montjoye, veoir eulx, leur mandant par iceluy qu'ilz se disposassent à le recevoir et luy rendre plénière obéissance, et que sur ce ilz avoient depputés certains ambassadeurs de leur part pour aller vers luy à Lestré; lesquelz furent bénignement receuz et favorablement oys; et que iceulx estant de retour en ladicte ville de Chaalons, et après avoir esté oys en générale assemblé, qu'ilz avoient tous conclud de recepvoir ledict roy Charles, et luy rendre entière obéissance comme à leur souverain; et aussy comme ilz avoient esté au-devant de luy, luy portez les clefs de ladicte ville, lesquelles il avoit receu bénignement, et entra en ladicte ville; par ladicte lettre louant fort la personne du roy, estant doulx, gracieux, piteux et misericors, belle personne, de bel maintient et hault entendement, et que pour rien ilz ne vouldroient avoir faict aultrement, et conseillent ausdictz habitans de Reims que le plutôt, sans dilayer, et pour leur mieulx, qu'ilz aillent au-devant de luy, pour luy faire obéissance; et qu'ilz en recevront grande joye et honneur.

« Les habitans de la ville de Reims estans advertys de l'acheminement dudict roy Charles, envoyèrent au-devant de luy jusques à Sept-Saulx nombre de notables bourgeois de ladicte ville, quy offrirent au roy pleine et entière obéissance comme à leur souverain, ainsy qu'il se voit par les lettres patentes données le susdict jour seiziesme du mois de juillet audict an mil quatrecens vingt-neuf, audict lieu de Sept-Saulx, en forme de chartre....

« Le roy Charles septiesme depuis son sacre escrivit plusieurs lettres aux habitans dudict Reims, et s'en trouvent soixante et dix en nombre, sans les patentes; par aucunes desquelles il demande ausdictz habitans nouvelles aydes pour l'entretenement de ses armés, comme aussy grand nombre de munitions de guerre, canons, bombardes, pouldres, balles, nombre de charpentiers, massons et manouvriers payés et entretenuz aux despens desdictz habitans, pour l'assister ès sièges de Laigny, Meaulx, Pontoise et aultres lieux. Il leur mande aussy le contantement qu'il avoit d'eulx et de ce qu'ilz avoient faict pour son service; et, combien que on luy eust faict des sinistres rapports contre la fidélité qu'ilz luy debvoient, qu'il n'y avoit voulu adjouster aucune foy, se tenant trop assuré de leur fidélité; qu'un nommé Jehan Labbé luy avoit dict qu'il y avoit plusieurs gens quy avoient promis de rendre ladicte ville de Reims au duc de Bourgoingne*, aultres qui avoient dict que le jour du Saint-Sacrement on avoit en-

* Il est question du même fait dans une lettre adressée par Jehanne la Pucelle aux habitants de

donner toute obéissance, nous pleust mettre en obly et tout pardonner et abolir, en les recevant et accueillant en nostre bonne

trepris d'y faire entrer ledict duc de Bourgoingne ; et tesmoingne par toutes ses lettres qu'il avoit ung grand soing de ladicte ville de Reims et une grande confiance aux habitans d'icelle.

« Regnault de Chartre, archevesque de Reims et chancelier de France, par quatre-vingt-quinze lettres missives, quy se trouvent avoir esté escrittes par icelluy aux habitans dudict Reims depuis le sacre dudict roy Charles, se recongnoist une grande affection et bonne volonté qu'il avoit envers lesdictz habitans, leur baillans advis de toultes les affaires quy se passoient, tant pour la guerre que pour les traictés de paix, assistans les deputés de ladicte ville de Reims, quy estoient journellement en court pour les affaires de ladicte ville, tant de sa faveur que de ses moiens ; comme aussy il presta ausdictz habitans la somme de quatre mil lyvres pour

Reims, lettre dont la copie se trouve avec celle de deux autres, Bibl. du Roi, suppl. franç., 1515—2, tome II, fol. 91, et dont voici le texte :

Coppies de lectres de Jehanne la Pucelle.

« Très-chiers et bien-aimés, et bien désiriés à veoir, Jehanne la Pucelle a reçeu vous letres faisent mancion que vous vous doptiés d'avoir le seige : veillés savoir que vous n'arés point, si je les puis rencontrer ; et, si ainsi fût que je ne les rencontrasse ne eux venissent devant vous, si vous fermés vous pourtes : car je serey bien brief vers vous ; et, sy eux y sont, je les ferey chausser leurs esperons si à aste qu'il ne sauront por ho les prendre, et leur scil y [illegible] et si bref, que ce sera bientost autre chouse que ne vous escry pour le présent, mès que soyes toutjours bons et loyals. Je pry à Dieu que vous y ait en sa guarde. Escrit à Sulli, le xvie jour de mars. Je vous mandesse auquores augunes nouvelles, de quoy vous seriés bien joyeux ; mais je doubte que ces letres ne fussent prises au chemin, et que l'on ne vit lesdittes nouvelles. *Signé* : JEHANNE.

« *Et pour susription est escript* : A mes très-chiers et bons amis gens d'église, bourgois et autres habitans de la ville de Rains.

« Très-chiers et bon amis, plaise vous savoir que je ay reçeu vous letres, lesquelles font mantion comment on a raporté au roy que dedens la bonne cité de Rains il avoit moult de mauvais : si veulez savoir que c'est bien vray que on luy a raporté, voirement, qu'il y en avoit beaucopp qui estoient d'une aliance, lesquelz estoient d'une aliance (*sic*), et qui devoient trair la ville et mettre les Bourguignons dedens ; et depuis, le roy a bien seu le contraire, parce que vous lui en avez envoyé la certaineté, dont il est très-contens de vous, et croiez que vous estes bien en sa grasce ; et, si vous aviez à besoingnier, il vous secouroit, quant aux regard du siége ; et cognoie bien que vous avez moult à soufrir pour la durté que vous font ces traitres Bourguignons adversaires ; si vous en délivrera au pléisir Dieu bien bref, c'est à savoir le plus tost que fère se pourra. Si vous pris et requier, très-chiers amis, que vous guardiez bien laditte bonne cité pour le roy, et que vous faciez très-bon guet. Vous orrez bientost de mes bonnes nouvelles plus à plain. Autre chose, quant à présent, ne vous rescry, fors que toute Bretaigne est fransaise, et doibt le duc envoyer au roy III mille combatans, paiez pour II moys. A Dieu vous comment, qui soit guarde de vous. Escript à Sully, le XXVIIIe de mars.

« *Pour susription* : A mes très-chiers et bons amis les gens d'église, eschevins, bourgois et habitans et maistres de la bonne ville de Reyms.

« *Et sont, lesdictes deux lettres originalles, seellées de cire rouge, en l'une desquelles le seel est rompu, et en l'aultre encore entier ; mais il est difficile de voir quelle figure y est imprimée.*

« Mes chiers et bons amis les bons et loyaux François de la cité de Rains, Jehanne la Pucelle vous faict à savoir de ses nouvelles, et vous prie et vous requiert que vous ne faicte nul doubte en la bonne querelle que elle mayne pour le sang royal ; et je vous promet et certiffy que je ne vous abandoneray poinct tant que je vivray ; et est vray que le roy a faict tréves au duc de Bourgoingne quinze jour durant, par ainsi qu'il ly doibt rendre la cité de Paris paisiblement au chieff de quinze jour. Cependant ne vous donnés nulle merveille, se je ne y entre si briefvement ; combien que des tréves, qui ainsi sont faictes, je ne soy point contente et ne sçay si je les tendroy ; mais si je les tiens, ce sera seule-

grâce, comme nos vrays et loyaulx subgiez; pour ce est-il que nous, ayant regart et considéracion aux choses dessusdictes, voulens et dési-

bailler à monsieur le connestable pour ayder à l'entretenement de son armé en Champaigne, pour réduire les places en l'obéissance du roy, laquelle somme il eust de la peyne à retirer, à cause que le clergé n'en vouloit payer sa part; et sur la nécessité qu'il mande avoir de son argent par unne desdictes lettres, il jure sur sa foy qu'il paye ses despens en la campaigne, comme il faict dedans les villes : quy faict croire que cela n'estoit commun por les seigneurs de sa qualité, de payer en la campaigne.

« Sur les faulses nouvelles q'un nommé Jehan le Gros faisoit courir parmy le peuple, affin de les intimider, que le duc de Bourgoingne estoit sur les champs avec une grande armée, que le roy d'Angleterre estoit arryvé à Calais, ledict archevesque mande ausdictz habitans que le roy a donné bon ordre partout; donne advis des offres que ledict duc avoit faict à Guillyaume de Flavy, gouverneur de Compiègne, affin de luy rendre ladicte ville, lui offrans ung grand mariage de plusieurs miliers de salutz d'or, et que ledict de Flavy lui avoit respondu que ladicte ville appartenoit au roy et non à luy. Il mande aussy qu'il estoit adverty que aucuns habitans avoient entrepris de mettre ladicte ville de Reims entre les mains du duc de Bourgoingne; prye que l'on fasse bonne garde, et se représenter ce quy estoit pensé arriver à Troyes, estans adverty que aucuns de la ville de Paris, plains de toulte iniquité, avoient envoyé ung religieux du Blanc Manteau à la ville de Reims, affin que par son moien et aultres de ladicte ville, tant gens d'esglise que séculiers, ilz peussent mettre ladicte ville et plusieurs bonnes personnes de tous estatz à perdition; et, affin que sy villain cas ne demeure impugny, qu'il avoit mandé à son official et aultres officiers d'en faire justice, et requert de par le roy qu'on y tienne la main.

« On recongnoist aussy par lesdictes lettres que les Anglois avoient faict quelque course ès environ de la ville de Reims, que la place de Treslon fut recouvert par la diligence des habitans dudict Reims; mandé que l'on fit sortir les gens de guerre quy estoient dedans Beyne; qu'il feroit sortir les Escossois qui estoient dedans Cormicy; qu'il a eu advis de la desloyaulté de Jehan Labbé, et qu'il n'avoit voulu adjouster foy à ses faulses parolles; et mandoit que justice en fût faicte.

« Il donne advis des abstinences de guerre prises avec le duc de Bourgoingne, de la commission qu'il avoit avec monsieur le connestable, pour traicter de la paix avec ledict duc, et de plusieurs particularités quy se sont passés pendant le temps du pourparler de paix; de ce quy se passoit avec l'Anglois; de la journée prise à Arras pour faire la conclusion de ladicte paix, en laquelle se debvoient trouver quatre cardinaulx, savoir deulx de la part du pape, quy estoient les cardinaulx de Sainct-Croix et d'Arles, et deulx de la part du concil de Basle, quy estoient les cardinaulx de Chippre et de Sainct-Pierre.

« Il donne pareillement advis de la prise de Jehanne la Pucelle devant Compiègne, et comme elle ne vouloit croire conseil, mais faisoit tout à son plaisir; qu'il estoit venu vers le roy ung jeune pastour gardeur de brebys des montaignes de Gévaudan, en l'évesché de Mande, lequel disoit ne plus ne

ment pour garder l'honneur du roy, combien aussy que ils ne rabusseront point le sang royal : car je tiendray et maintiendray ensemble l'armé du roy pour estre toute preste au chief desdictz quinze jours, s'ils ne font la paix. Pour ce, mes très-chiers et parfaicts amis, je vous prie que vous ne vous en donnez malaise tant comme je vivray; mes vous requiers que vous faictes bon guet et gardez la bonne cité du roy, et me faictes sçavoir se'il y a nuls triteurs qui vous veullent grever, et, au plus brief que je pourray, je les en osteray; et me faictes sçavoir de vos nouvelles. A Dieu vous commande, qui soit garde de vous. Escript ce vendredy, cinquiesme jour d'aoust, emprès un logis sur champ, ou chemin de Paris. *Cachettée et scellée. Et pour superscription :*

« Aux loyaux François, bourgois habitans en la ville de Reims. »

rans tousjours retraire et réunir à nous et en nostre bonne obéissance noz vassaulx et subgiez, et les oster hors de la servitude de nozdiz

moings qu'avoit faict Jehanne la Pucelle, et qu'il avoit commandement de Dieu d'aller avec les gens du roy, et que sans faulte les Anglois et Bourguignons seroient desconfis; et, sur ce que on luy dict que les Anglois avoient faict mourir Jehanne la Pucelle, il respondit que tant plus il leur en mescherroit, et que Dieu avoit souffert prendre Jehanne la Pucelle, pour ce qu'el s'estoit constitué en orgueil et pour les riches habits qu'el avoit pris, et qu'el n'avoit faict ce que Dieu luy avoit commandé, ains avoit faict sa volonté.

« Il mandoit aussy comme monsieur le duc d'Orléans, lequel avoit esté tenu vingt-cincq ans prisonnier en Angleterre, estoit arryvé à Calais, et de là estoit allé à Gravelines; et que madame la duchesse de Bourgoingne alla au-devant de luy, et que luy et aultres ambassadeurs du roy y allèrent le samedy au matin; et que monsieur le duc de Bourgoingne y estoit arryvé le dimanche au soir, et estoit allé droict au logis de mondict sieur d'Orléans, l'y pensant trouver, mais il estoit au logis de madame de Bourgoingne, et que l'on ne pourroit pas penser le grand honneur et la grande chère que firent lesdictz duc de Bourgoingne et ladicte dame audict duc d'Orléans, et que avec ledict duc d'Orléans estoient venus d'Angleterre l'évesque de Rocestre et le seigneur de Cornouaille, messire Robert de Rost et deulx docteurs, pour traicter de la paix; et que monsieur d'Orléans avoit dict qu'il savoit la volonté du roy d'Angleterre, laquelle il debvoit dire au roy, et que les susdictz avoient charge de veoir la fille aisné du roy, laquelle le roy d'Angleterre désiroit avoir à femme; et que lesdictz seigneurs allèrent à Sainct-Omer et furent logés tous ensemble en l'abbaye de Sainct-Berthin, et que le mercredy, après la messe chanté, fut récité la paix faicte à Arras, présens lesdicts seigneurs, ledict archevesque de Reims faisans entendre audict duc d'Orléans comme le roy l'avoit juré et approvè et faict jurer par les seigneurs de son sang quy estoient avec luy, et que luy, estant prisonier, ne l'ayant peu jurer, maintenant qu'il estoit en liberté pouvoit dire sy ladicte paix lui plaisoit, et estoit prest à la jurer, ainsi qu'avoit faict le roy et les aultres seigneurs, ce qu'il fit sur les sainctes évangilles entre les mains dudict archevesque; et, ce faict, ledict archevesque dict ausdictz ducs d'Orléans et de Bourgoingne que le temps passé y avoit eu grandes rancunnes entre leurs prédécesseurs par le moyen desquelles les divisions du royaume avoient estés, et qu'il estoit expédient qu'ilz cessassent du tout et que bonne amitié fût entre eulx; laquelle chose sans contredit fut accordé, se touchans les mains l'ung à l'aultre de très-bon cœur; ce faict, partirent de l'esglise, et estans de retour en la grande salle trouvèrent madame de Bourgoingne tenante en sa main mademoiselle de Clèves, niepce dudict duc de Bourgoingne, et après peu de parolles ledict archevesque print mondict seigneur d'Orléans de l'une des mains, et ladicte mademoiselle de Clèves de l'aultre, et les fiança pour espouser le dymanche suyvant; auquel duc d'Orléans le roy bailla, pour ayder à payer sa rançon, la somme de huict vingt mil escus d'or, qu'il ordonna estre levé sur tout son royaume. La ville et ellection de Reims estoit taxé à troit mil cent soixante et dix escus. Ledict sieur duc prya les habitans de Reims de luy avancer le payement par courtoisye.

« Il y a de quoy s'esmerveiller au récit de ceste histoire, voyans deulx grandz princes, les perres desquelz avoient esté tous deulx assassignés, et l'ung par le perre de l'aultre; et néantmoings sans aultre satisfaction le fils de l'assasigné traicte alliance avec le filz de l'assasin, quy est unne pillulle fort à avaler; l'assassin avoit esté payé de son méritte, mais non pour ceste raison, et celuy quy l'a faict il luy a couvenu en faire uune honteuse satisfaction.

« Ledict sieur archevesque estant en la ville de Laon manda aux habitans de Reims que on avoit emblé la nuict précédente en la garderobe de monsieur le daulphin, quy estoit lors en ladicte ville de Laon, des toilles fynes qu'il avoit faict achetter audict Reims, et

ennemis, ausdites gens d'église, nobles, eschevins, bourgois.. de Reins et d'environ, pour les considéracions que dessus, et pour autres

qu'il avoit sceu que, sy mondict sieur le daulphin eust passé par la ville de Reims, que on avoit préparé de fines toilles pour luy faire présent; partant prioit icelles envoyer, ce que firent lesdictz habitans, lesquelz envoièrent en ladicte ville de Laon le sieur du Godart, quy présenta à mondict sieur le daulphin des serviettes et toilles fynes, qu'il receut fort agréablement, et en fit plus d'estat que sy on luy eust présenté le gros d'iceluy linge en or, et remercya lesdictz habitans, et qu'il feroit pour iceulx tout ce qu'ilz requéreroient.

« La paix estante faicte entre le roy et monsieur le duc de Bourgoingne à Arras le xxiᵉ jour du mois de septembre mil quatre cens trente-cincq, Jehan de Chivry, seigneur de Willermont, et Tristan l'Hermitte, grand-prévost des mareschaulx de France, furent chargés de l'apporter en la ville de Reims, pour le faire publier. Iceulx estans en la ville de Laon mandèrent aux habitans dudict Reims comme ilz avoient délibéré de venir en icelle ville le second jour d'octobre audict an, jour de dimanche, et de porter lesdictes lettres de ladicte paix en la grande église, et icelle présenter à la glorieuse vierge Marye, vraye intercesseresse d'icelle, pour demeurer tout le soir sur le grant autel, et le lendemain la faire publyer et cryer partout; et mandoient qu'il leur sembloit que, quant ladicte paix approcheroit ladicte ville, que l'on debvoit sonner toultes les cloches et aller audevant en grande révérance.

« Sy jamais paix fut désiré et bien receu par le peuple, se fut celle cy-dessus mentioné, pour la grande misère en laquelle estoient réduictz tant le peuple du plat pays que celuy des villes; encorre qu'il y eust abstinence de guerre auparavant ladicte paix entre le roy et ledict duc de Bourgoingne seullement, les partisans et allyés dudict duc de Bourgoingne se disoient Anglois, affin d'avoir licence de faire la guerre, et travailloient fort les habitans dudict Reims; et les gens de guerre qui estoient pour le roy ès forteresses ès environ de ladicte ville, faisoient de leur part des courses et des prises au pays de l'obéissance dudict duc de Bourgoingne, et où ladicte abstinance debvoit estre gardé et entretenue, de sort qu'il y avoit moings de seureté que durant la guerre; et tout ce que l'on pouvoit prendre sur les habitans dudict Reims par droict de représailles, on le prenoit comme sy les courses et prises que faisoient lesdictz gens de guerre eust estez faictes par leurs ordonnances.

« La ville d'Esparnaiz ayant esté surprise depuis le sacre dudict roy Charles par Berenger (?) de la Croix et aultres soubz la faveur de messire Jehan de Luxembourg; grand partisan dudict duc de Bourgoingne, et que par le traicté de paix toultes les places tenuz par iceluy duc de Bourgoingne et ses partisans debvoient estre remys en l'obéissance du roy, néantmoings ladicte ville d'Espernay n'y fut pas remis, d'aultant que les seigneurs de Chastillon, quy estoient gouverneurs d'icelle, se rendirent anglois, et convint traicter avec eulx pour les faire sortir de ladicte ville; et par unne quictance du xxiiᵉ jour d'octobre mil iiiiᶜ xxxv, il appert qu'il fut payé, tant par monsieur l'archevesque dudict Reims, chancelier de France, que par les gens d'église, eschevins, bourgeois et habitans dudict Reims, à Guillyaume seigneur de Chastillon et de la Ferté en Ponthieu, Jehan de Chastillon seigneur de Troissy, chevaliers et frères, et encorre pour et au nom de Jehan de Chastillon et Robert de Béthune, seigneur de Marueil, d'Ancel et de Roye, de Guillyaume de Balayne, seigneur de Viez-Maisons, et de Yonnet Vincent, cappitaynes de gens d'armes estans en ladicte ville d'Espargnay, la somme de deulx mil salus d'or, tant en or monoyé comme en vaisselle d'argent, au pris de six salus d'or le marcq, chacun salus au pris de vingt et ung gros, et les pièces de Bourgoingne pour quinze gros, en deduction de quatre mil salus d'or, à laquelle avoit esté traicté et accordé pour rendre et remettre ladicte ville d'Espargnay ès mains de messire Jehan de Croy, chevalier. » (Rogier, Mémoires, fᵒ 147, et 152 vᵒ.)

qui à ce nous meuvent, avons par grant et meure déliberacion de conseil, de nostre certaine science, auctorité royal et grâce espécial, quicté, pardonné et aboli, quictons, pardonnons et abolissons par ces présentes, et à chacun d'eulx qui fera le serement de nous estre désoremais vray subgiet et obéissant, tous cas, crimes, déliz et offenses, en quoy l'en pourroit dire eulx, ou aucuns d'eulz, avoir offensé ou délinqué envers nous, nostre majesté et couronne, aux causes que dessus, et ès dépendences, tant en matière de guerre que autrement, en quelque manière que ce soit; toutes lesquelles choses nous avons adnullées et abolies...., et voulons estre dictes et réputées comme non avenues, et que lesdiz de Reins joïssent, ce nonobstant, des honneurs, franchises, libertez et prérogatives dont paravant ces choses avoient acoustumé de joïr, et aussi de leurs biens, héritages et possessions, meubles et immeubles, estans en nature de chose, estas, offices et autres choses quelzconques, nonobstans quelzconques dons que en pourrions avoir faiz, et les exploiz qui s'en seroient ensuiz, que révocquons et adnullons par ces présentes, et sur tout imposons silence à nostre procureur et à tous autres noz officiers; et ne voulons pas que, à l'occasion des choses devant dictes, aucune chose leur soit, ou à leurs successeurs ou temps à venir, reprouchée ou imputée, contre leur honneur; mais voulons et ordonnons ceulx qui feroient le contraire, estre contrains à le réparer et amender par voye de justice. Si donnons en mandement par ces présentes, à noz amés et féaulx les gens de nostre parlement, au bailly de Vermendois et à tous autres nos justiciers et officiers.... présens et à venir, et à chascun d'eulx comme à lui appartendra, que de nostre présente grâce, octroy, quictance, pardon et abolicion facent et seuffrent tous lesdiz.... de Reins et du pays d'environ, qui demourront soubz nostre obéissance, et chascun d'eulx, joïr et user plainement et paisiblement...., ores et ou temps à venir, sans souffrir en estre traveilliez ou empeschez en aucune manière; et afin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces présentes, au *Vidimus* desquelles, fait soubz seel royal ou aultre seel autentique, voulons plaine foy estre adjoustée, comme à l'original; et que d'icellui *Vidimus*, ung chascun à qui se pourra toucher, se puisse aidier comme dudit original. Donné

à Sept-Saulx lès Reins, le XVI de juillet, l'an de grâce M. CCCC XXIX, et de nostre règne le VII. Scellées de nostre seel ordonné en l'absence du grant. *Ainsi signé :* Par le roy en son grant conseil, ouquel M le D. d'Alençon, les contes de Clermont et de Vendosme, vous les évesques de Chaalons, de Séez et d'Orléans, les sires d'Alebret, de Laval, de La Trémoille, de Trèves et de Gaucourt, et pluseurs autres estoient. J. le Picart. *Et au-dessoubz estoit escript : Visa.*

XXXI.

12 juin 1440.

MÉMOIRE au sujet de l'élection des gens du conseil de la ville, et réglement du comte de Richemont, connétable de France, et du cardinal archevêque Regnaut de Chartres, chancelier de France, commissaires députés par Charles VII, par lequel le nombre des conseillers de ladite ville a été fixé à vingt-quatre, y compris les six conseillers ecclésiastiques et deux échevins [1].

Bidet, Hist. de l'Échev., pièces justif., n° 90.

[1] Malgré des recherches prolongées dans toutes les archives où nous avions quelque espoir de recouvrer, soit le mémoire dont il est ici question, soit le règlement des commissaires députés par Charles VII, nous n'avons pu en découvrir d'autres traces que celles qui subsistent dans les deux actes du 5 mars et du 30 avril 1449, dont plus bas nous donnerons le texte. Malheureusement ces deux pièces ne jettent qu'un jour fort vague sur la constitution municipale qu'il eût été si important de connaître, car elle eût éclairé les origines du conseil de ville, sur lesquelles tous les historiens de Reims, à commencer par Anquetil et à finir par Bidet, qui le critique amèrement [*], n'ont eu

[*] Voici ce que dit Bidet (Mémoires, III, p. 201) de la prétendue révolution de 1424 qui, selon Anquetil (vol. II, p. 367), se serait opérée dans le sein du conseil de ville :

« On ne sait où cet auteur a puisé tous ces raisonnements, vu qu'on ne trouve rien dans aucun titre ni mémoire sur l'histoire de Reims qui constate la vérité des faits avancés sur la prétendue réforme faite dans les assemblées et délibérations du conseil de ville en 1424, ni même les prétendues patentes confirmatives de ce règlement supposé, par Henri VI, roi d'Angleterre, alors reconnu à Reims roi de France. On a donc tout lieu de penser que cet auteur s'est fait illusion en mettant sur l'année 1424 cette réforme du conseil de ville qui n'eut lieu qu'en 1525. »

Mais Bidet lui-même est-il dans le vrai lorsque, p. 88 de son *Traité de l'Échevinage*, il dit, en parlant de la révolution qui donne lieu à cette note :

« Il paroît, par un mémoire de l'an 1440, que le *cinq mars* de cette année, les notables étant assemblés dans la salle du *Chapitre* pour l'élection du *lieutenant*, du *capitaine* et du *procureur sindic* de la ville, en présence d'Antoine de Hellande, seigneur d'Hercanville, capitaine pour le roy en ladite ville, et des députés du clergé, il y eut difficulté sur le nombre des magistrats à élire cette année et sur la forme de l'élection, différent qui ne fut terminé qu'en 1443 par Regnault de Chartres, chancelier, et le comte de Richemont, connétable de France, commis à cet effet par le roi; lesquels ordonnèrent qu'à l'avenir le corps de ville seroit composé desdits six con-

XXXII.

Acte d'élection des officiers de la ville.

Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, jurid., liass. 17, n° 5.

A tous ceulx qui ces présentes lectres verront ou orront, Gobert Fournet, licencié en lois, chanoine de Laon, conseillier du roy 5 mars 1449.

que des notions fausses; de sorte qu'à dater de 1358, époque où fut créé ce conseil, jusqu'en 1633, époque où la royauté lui donna sa dernière forme, c'est-à-dire pendant près de trois siècles, toute son histoire est à reconstruire. Nous espérons en avoir retrouvé quelques titres pour les temps qui précèdent le règlement dont il est ici question; nous en avons retrouvé quelques uns, en moins grand nombre, pour les temps qui le suivent; mais, malgré tous nos efforts, il est une lacune surtout que nous n'avons pu combler entièrement, celle qui correspond aux développements du conseil de ville, depuis l'instant où il prend dans la cité l'ascendant jadis dévolu à l'échevinage, jusqu'aux temps voisins de la réunion de ces deux corps, où les titres originaux de la constitution municipale se retrouvent. La période qu'obscurcit cette lacune s'étend des commencements du xv[e] siècle, date de la dernière invasion anglaise, jusqu'à la fin du xvi[e], date des derniers troubles religieux. A cette période correspondent, dans les archives que nous avons consultées, deux séries de documents dont l'étude nous a paru surtout propre à compléter les titres que nous avons retrouvés, à suppléer ceux que nous n'avons pu découvrir : ce sont les registres des conclusions prises par le conseil de ville, et ceux des deniers communs gérés par cette assemblée. Nous nous sommes donc mis à choisir dans ces deux collections dont nous avons fait le dépouillement complet, ce qui pouvait remplir notre but *, depuis l'an 1423, époque où elles s'ouvrent, jusqu'en 1596, époque doublement signalée dans les fastes municipaux de Reims, par l'abdication définitive de la démocratie, dont les derniers efforts expirent avec la ligue, et par l'intervention désormais persistante de la royauté dans le gouvernement de la cité. Les extraits que nous avons ainsi faits sont empruntés aux 18 premiers volumes des conclusions du conseil, aux 26 premiers volumes de la collection intitulée *Deniers patrimoniaux*, aux 9 premiers volumes de la série intitulée *Chambre des comptes*, à 1 volume

seillers ecclésiastiques et dix-huit laïcs, sçavoir : de l'archevêque ou de son grand vicaire; des deux sénéchaux du chapitre; des abbés de Saint-Remi, de Saint-Nicaise et de Saint-Denis, comme seigneurs de Reims, ou d'un député de chacun desdits abbés; de deux échevins et de douze notables de toutes les paroisses.... »

En effet, Bidet parle ici d'un acte d'élection du 5 *mars* 1440 (v. s.) et l'an 1440, le jour d'élection tombait le 8 *mars*; cet acte, d'après Bidet, serait dressé dans le *chapitre*, à propos du choix fait par les habitants d'un *lieutenant du capitaine* et d'un *procureur syndic*; or, toutes ces circonstances, aussi bien que la date du 5 mars, se rapportent à l'élection de 1449, dont nous donnons l'instrument; la réforme de 1443 ne serait donc pas la conséquence du litige soulevé à propos de ces élections. Bidet ajoute à ces renseignements, qu'il donne d'une manière si péremptoire, d'autres affirmations non moins formelles sur la qualité et la quotité des membres du conseil de ville; or, les conclusions, dont nous allons offrir des extraits, sont loin de s'accorder avec Bidet; celui-ci est donc à peu près complétement dans l'erreur en ce qui concerne la révolution de 1440, 1443, ou 1449 et il faut se résigner à n'en savoir que ce qu'en disent les actes du 5 mars et du 30 avril 1449, et ce passage des Mémoires de Rogier que nous avons mis en note à la date du 28 novembre 1425.

* Dans la collection des comptes, nous avons également choisi ce qui peut jeter du jour sur l'histoire financière de la cité, et compléter les documents que nous avons réunis plus haut, sous la date du 17 novembre 1418.

nostre sire, et garde du scel de la baillie de Vermandois à Laon, establi de par icellui seigneur, salut. Sachent tuit, que le mercredi

mal intitulé *Anciens octrois*, à 2 volumes intitulés *Fortifications*, à un autre volume intitulé *Aides*, enfin à 9 volumes intitulés *Deniers extraordinaires* *.

« Dans les documents si curieux dont abondent ces belles collections (et tant d'autres dont l'espace nous empêche de donner des extraits), nous nous sommes astreint à ne choisir que ce qui concerne soit l'organisation intérieure du pouvoir local dans la cité, soit aussi, mais avec plus de sobriété, les fonctions de ce pouvoir dans ses rapports avec le pouvoir central; et pour abréger encore, nous avons, la plupart du temps, renfermé dans le moins de mots possible, en conservant toutefois les principales expressions de l'original, les passages même essentiels dont quelques-uns seulement ont été transcrits en entier. Dans ce dernier cas nous employons, pour que l'œil puisse s'y reconnaître, le caractère romain précédé de guillemets à chaque alinéa; lorsque nous abrégeons, nous nous servons du même caractère, mais le passage abrégé est placé sans guillemets entre [ ]. On remarquera que, dans les premiers volumes, nous avons plus fréquemment eu recours à une transcription complète. Nous croyons inutile d'en expliquer les motifs. — Les emprunts faits aux conclusions du conseil sont placés dans cette note même; ceux qui proviennent des registres de comptabilité occupent une seconde note, au-dessous de la première **.

* Pour les suites de ces diverses séries de comptes qui toutes sont consacrées aux deniers communs, et pour les séries d'autres comptes et de conclusions emanées, soit de l'échevinage, soit du conseil (séries qui embrassent plus de 700 vol. in-fol., mais qui ne fournissent aucune notion importante sur le point qui nous occupe ici), voir nos Prolegomènes, p. 37 et suivantes, ainsi que les notes mises à l'acte du 17 novembre 1418.

** [DENIERS COMMUNS.

PREMIER COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.]

(Extrait du vol. intitulé : Deniers patrimoniaux, I, n° 1.)

1424 et 1425. « Copie des lettres de J. Lescot, bourgois de Reins, de son office de receveur des deniers communs de la ville et cité de Reins.

« A tous ceulx..., J. Cauchon, escuier, lieutenant de noble et puissant seigneur Guillaume, seigneur de Chastillon et de La Ferté en Ponthieu, grant-queux de France et capitaine de la ville et cité de Reins et du pays d'environ, salut. Comme il soit expedient et nécessaire de commettre aucune bonne personne à requérir et recevoir les deniers appartenants en commun aux gens d'église, eschevins, bourgois et habitans...., et les dispenser bien et convenablement, selon l'ordenance de mondit sieur de Chastillon ou son lieutenant, et le conseil dudit Reins, et aussi en tant qu'il touche les ouvrages et provisions de maneuvres, selon l'ordonnance de ceulx qui sont et seront commis sur le fait des ouvrages de ladite ville; pour ce est-il que nous, ces choses considérées, confians à plain des sens, loyaulté, prodomie et bonne diligence de J. Lescot, bourgois de Reins, ycelluy à la requeste et par l'acord et consentement de messires de Saint-Remy, de Saint-Nicaise, de Saint-Denis, Me P. Dalmont, Me P. Charlet, chanoines de Reins; P. Crochet, J. Cauchonet, J. Gibour, G. de Berru, J. André, eschevins, Me P.... (ici trente noms sans qualifications), avons commis, ordonné et establi...., donnons pouvoir, autorité et puissance de requérir et recevoir tous deniers dons en commun aux gens d'église, eschevins et habitans, et iceulx dispenser par le mandement ci-dessus déclairé; lequel a fait serment de ce faire bien diligemment et loiaulment, et de en rendre compte et reliqua toutes fois qu'il en sera requis; parmi la somme de XXXII liv. tour. qu'il en doit avoir pour ses gaiges et salaires.... Sy donnons en mandement de par le roi.... à tous ses justiciers, officiers et subjets...., que audit receveur et à ses commis.... obéissent et entendent, et lui baillent conseil et confort. En tesmoing de ce...., nostre scel...., le XXII février M. CCCC XXIII. »

« Compte de J. Lescot, bourgois de Reins, receveur des deniers appartenans en commun aux gens d'église, eschevins, bourgois et habitans, pour six mois et demy, commençans le XVI mars l'an M. CCCC XXIII (v. s.), et fenissans le derrain jour de septembre ensuivant, l'an M. CCCC XXIV; et pour ung

cinquième jour de mars, l'an mil cccc quarante-huit, qui estoit le mercredi le plus prochain après les Brandons, noz amez Coleçon Mor-

REGISTRE I.

« *Du mardi* xviie *jour de novembre l'an mil* iiiic xxii, par J. Cauchon, lieutenant, etc. (*sic*), présents monseigneur de Saint Nicaise, Me P. Charlet, P. Bongarson, P. Le Sauvage, eschevins esleus au conseil, et pluseurs des habitans jusques au nombre de iiii à ve personnes; — a esté ordonné et consenti que les aides, par la manière impétrée par Cauchonnet pour les affaires de la ville, [auront cours?] *Item*. A esté ordonné de rescrire à monseigneur de Luxembourg gracieusement, sans bailler charge à la ville. — *Item*. A esté ordonné de pourveoir à faire rendre les comptes des deniers

an entier commençant au jour Saint-Remy, 1er d'octobre, et fenissant au derrain jour de septembre ensuivant m. cccc xxv, des receptes et mises par lui faictes à cause de ladicte recepte, et pour le temps dessusdict; desquelles receptes, mises et dépenses les parties cy-après s'ensuivent :

Receptes.

[i.] « Et premier, des deniers receus pour lesdis vi mois et demy.... de certains aides accordés par le roy, estre prins et levés sur les vins vendus tant en gros comme à détail, et menés hors de la ville de Reins, et aussi sur le sel, harans et allés, et sur les draps vendus en icelle ville; c'est assavoir : ii s. p. de chacune queue de vin vendue en gros; ii s. p. de chacune queue de vin traicte et mené hors de Reins; xii d. p. pour livre de tous vins vendus à détail; ii s. p. de chacun mynot de sel vendu; xii d. p. de chacune tonne de harans et allés vendue, et ii s. p. de chacun drap entier vendu en ladicte ville. »

[C'est ce que plus tard on nomma l'octroi du petit aide.]

« De Gilet le Nain, Colson Baudon et Petit-Jehan, fermiers, pour le temps des vi mois et demy de l'aide de ii s. p. de chacune queue de vin vendu en gros en la ville, et auxquels ladicte ferme demoura comme au plus offrans et derrains enchérisseurs au pris de viic l. p.—Pour ce, viic l. p.—Des mesmes fermiers, pour iceulx vi mois et demy de l'aide de ii s. p. de chacune queue de vin traicte hors de la ville, auquel ladicte ferme demoura comme dessus. — Pour ce, iiic x l. p. — De J. Maillet et A. le Seaudieu, fermiers pour ledit temps de l'aide de xii d. p. pour livre des vins à détail, ès paroches Saint-Denis, Saint-Jacques et la Madeleine, auxquels ladicte ferme demoura comme dessus, lxxvii l. x s. p. — De J. Gibour, fermier des xii d. pour livre au ban Saint-Remi, l l. p. — De J. Noel, ès paroches Saint-Pierre et Saint-Hilaire, c xcviii l. p. — De J. Gibour, ès paroches Saint-Étienne et Saint-Symphorien, xcvi l. p. — De C. Cadot et L. Desqueux, fermiers pour iceulx vi mois et demy de l'aide de ii s. p. de mynot de sel vendu, lx l. p. — Des mesmes fermiers pour ledict temps de la ferme de xii d. p. de chacune tonne de harans et ballés, xvi l. p. — De P. Crochet, fermier de l'aide de ii s. p. de chacun drap vendu entier, ix l. p.

« Sommes, m. vc lvi l. x s. p.

[ii.] « Aultre recepte faicte par ledict receveur ou temps desdicts vi mois et demy, par ordonnance à lui faite de vive voix par les lieutenant du capitaine et gens du conseil, de debtes dues à cause desdicts deniers communs du temps précédant iceulx vi mois et demy.

« De J. Maillet, la somme de xiii l. p. à compter v doubles pour ii blans, pour laquelle somme le procureur de la ville de Reins l'avoit fait exécuter, et les devoit de rest, de la ferme de xii d. p. pour livre de vin vendu à détail ès paroches Saint-Étienne et Saint-Symphorien, pour l'an fenissant au derrain septembre.... (le reste manque), x l. xvi s. viii d. p. — De G. le Nain, qui fut commis à recevoir les aides de ii s. p. de chacune queue de vin vendu en gros, et de ii s. p. de chacune queue de vin menée hors, depuis le jour Saint-Remi m. iiiic xxiii, jusques au xvi mars ensuivant...., la somme de viii l. p. qu'il avoit de reste, viii l. p.

« Somme, xviii l. xvi s. viii d. p.

[iii.] « Aultre recepte de vendue de manuevre.

« De G. de Saint-Loup, pour pièce de bois du bois de la ville, à lui vendues par J. Dudré et C. Caillart, maistre des euvres, iv l. p.

[iv.] « Aultre recepte faicte de prest par les personnes cy-après escriptes, faict à la ville parmi faire les frais nécessaires à faire pour le siége de Nesle.

« Du chapitre de l'église Saint-Symphorien de Reins, par la main du curé d'icelle église, lxiv s. p. — Des chappellains de l'église N.-D., par la main

cel et Jehan Migaillot, clercs, demourans à Reins, commis et establiz de par nous pour oïr, entendre et à nous rapporter ce qui s'ensuit,

de la ville. — *Item*. A esté conclud de eslire par parroches gens pour estre au conseil.

Du ban Saint-Remy.	Rogier de Suippe. Colart Miloie.
Saint-Denis.	J. Viellart. P. Le Boulangier.
Saint-Jacques.	Me J. Convent. J. Davensson.
Saint-Symphorien.	Me P. Chardon. Me J. de Floricourt. Jesson fils feu P. de Chalon.
Aux Comptes.	J. de Chalon. Go....
Saint-Hilaire.	T. Buiron. J. de Chalon l'aisné. J. Cauchon le josne.
Aux Comptes.	Guy Lescot. . . . .
Saint-Pierre.	Me P. de Montfaucon.
Pour le Conseil.	A. Dorigny. G. Duguet. T. Gaillard. Me J. Cabert.
Aux Comptes	Moët. N..llart (lacéré.) N. . . . . (*id.*)
S.-Estienne.	J. de... (*id.*)[Lyart ?] J. Fay... (*id.*)

« *Du vendredi* xxe *jour de novembre*, par J. Cauchon, lieutenant, etc. (*sic*). — a esté appointé que sur les lettres du prévost des marchands, et de par deux de MM. de l'É-

du dormantier d'icelle; xii l. xvi s. p. — De Me Lorrette, prestre, xvi s. p.

« Somme, xvi l. xvi s. p.

[Vient ensuite même répétition de recettes pour l'année entière.]

[Les différentes recettes dont se compose le petit aide montent pour l'année à m. viii^{c} xii l. xiii s. p. Le droit sur le sel est perçu ainsi qu'il suit] :

« De Thiébaut de Cesé, grenetier du grenier à sel, establi de par le roy à Reins...., et commis de par les capitaine, gens d'église, eschevins, bourgois et habitans, pour recevoir l'aide de ii s. p. pour chacun mynot...., dont icellui grennetier et commis a rendu compte à noble homme Th. de Bazoches, lieutenant du capitaine, Me P. le Sauvage, chanoiné, commis de par les gens d'église, deux eschevins, iii du conseil ordinaire, J. Lescot, receveur des deniers communs, et M. Fale contrerolleur dudict grenier, en la présence de Maubrouet, clerc juré de la ville, de xliii muyds x sextiers ii minos et demy de sel vendus dans l'année, dont chacun muyd fait xii sextiers, et chacun sextier iv mynot, qui font ii^{m} c vi mynos et demy....

[v.] « Aultre recepte d'un don fait par le roy pour ledict an aux gens d'église, eschevins, bourgois et habitans.

« De J. Quartier, receveur pour le roy, des aides ordonnés pour la guerre, à Reins et ou diocèse, la somme de vi^{c} l. t., donnée pour une fois... pour aidier aux emparemens de la forteresse, à prendre de mois en mois par égale portion, reçeu vi^{c} l. t., valant iv^{c} iiii^{xx} l. p.

« Somme de toutes les recettes, iii^{m} ix^{c} xxviii l. xv s. viii d. p. »

[*Mises.*]

« Despence de tout ce présent compte, c'est assavoir, pour les vi mois et demy et pour l'an entier :

[i.] « Et premièrement, deniers baillés par mandemens de Me T. Rabouillart, prebtre, chanoine, J. Dudré et C. Caillart, esgars et commis sur le fait des œuvres de la ville; à cause et pour le fait des ouvrages et réparation faits pour la fortification et emparement de la forteresse, et pour manœuvres achetées pour ce faire.

« A M. l'abbé de Belleval en Argogne, pour xvii planches de chesne de xiv à xvi piés de long, et de iii poulces d'espés, et pour fere pons et portes, à L. Gérart, charpentier, et à plusieurs aultres, tant cherpentiers, massons, menouvriers, comme voituriers et aultres gens dénommés en un mandement des esgars, du v novembre m. iv^{c} xxiv, xxii l. x s. x d. p. — A V. Lenormant, couvreur, et à plusieurs cherpentiers, serruriers...., tant pour ouvrages faits que pour manœuvres achettées...., déclaré ou mandement des esgards, du iii décembre m. iv^{c} xxiv, xix l. viii s. x d. p.

[Suivent d'autres achats et payements analogues ;] — pour des pelles de bois ; — xxiv muids de chaux ; — maçons ; — couvreurs ; — voitures faictes pour

se transportèrent au lieu où l'en tient le chappitre de l'église de Nostre-Dame de Reins, auquel lieu estoient assemblez pluseurs notables per-

glise, Me P. de Mont [faucon ?], Me P. Chardon et Me J. Cabert, feront les minutes qui seront veues en grant assemblée ; et seront au derrain cop de vespres en chapitre.

« *Du mardi* xxiiie *jour de novembre*, par J. Cauchon, lieutenant, etc. (*sic*), présens (*sic*), J. de Chalon, fils de feu P. de Chalon, J. de Lyart et R. de Suippe, et Me J. Convent firent serment de bien et loyalement conseiller la ville, dire franchement au bien de la chose publique leurs oppinions, de tenir secret les délibérations, et venir toutesfois que mandé seront, s'ilz n'ont essoingne suffisant et convenable. — *Item*. A esté ordonné de laisser passer xxiiii sextiers d'avenne, pour mener à Germaines, ou nom C. Barnequin. — *Item*. Soit interrogé le messagier de Tournai sur ce que (*sic*).

« *Du jueudi* xxvie *jour de novembre*, par J. Cauchon, lieutenant, etc., présens

la ville; — quarreaux; — taille de merrein tiré de la vente de la ville, appelée Taille-Gueule.

[Toutes les sommes sont délivrées sur mandement des esgards; une seule est délivrée sur celui du lieutenant du capitaine de Reims et du pays environ.... Elles montent en total à viic xliv l. xix s. vii d. p.]

[ii.] « Aultres deniers baillés par mandemens de noble homme T. de Bazoches, escuier, lieutenant de noble et puissant seigneur Mgr G. de Chastillon et de La Ferté en Ponthieu, grant-queux de France, capitaine de la ville et cité de Reins et du pays environ, pour achas d'artillerie, abillemens de guerre et ouvrages fais à ces causes pour ladicte ville de Reins.

« A Colin Lambert, artilleur, pour la façon de xxix verges à arbalestres, à vii s. la pièce, xiii pour xii; pour la façon de viii arcs à arbalestres jumelles, à viii s. la pièce; et pour ses peines de iii verges à arbalestres qui furent rompues à ployer, à ii s. pièce, par mandement du lieutenant, du xxviii juin m. iiiic xxiv, et quittance de Colin, au dos du mandement, xii l. xviii s. p. — A pluseurs charpentiers, soyeurs de planches, chartiers, serruriers, pour refaire le Couillart qui avoit esté rompu devant La Folie, d'après mandement du lieutenant, du xxx juillet m. iiiic xxiv, xxvii l. xi s. — A G. Cocquelet, pour vie livres de salpêtre reçues par G. Lescot et R. Morieu, gouverneurs de l'artillerie, payés par mandement du lieutenant, du iv décembre m. iiiic xxiv, lxii l. viii s. — A G. Lescot et R. Morieu, pour argent par eulx payé pour ouvrages faits pour l'artillerie, tant en charbon, caques, cire, poix, comme pour fère poudre à canons, refère arbalestres, remettre à poinct tourés à arbalestres...., en un mandement du lieutenant, xi l. iii s. x d. — A Adrian Daniel, demeurant à Bruges, pour xxii livres de fil d'Anwers, par lui vendues, pour fère cordes à arbalestres, à v s. la livre, xv l. x s. »

[Toujours par mandement du lieutenant.]

« A Perrenin de Besançon, pour un cent de fust de lances par lui vendues à la ville, en x escus d'or, xii l. p., et pour le salaire de trois compaignons qui portèrent lesdictes lances du marché aux chevaulx sur la porte Chacre, xii l. ii s. p. — A J. Marchant, demeurant à Liége, pour v waglaires et vii chambres de mette, pesans ixc xviii livres au pois de Reins, à vi escus d'or le cent; et en récompenses de certaines chambres qui ont esté rompues, lxvii l. iv s. p.

« Somme, cc viii l. xvi s. x d.

[iii.] « Aultres deniers baillés par mandemens du lieutenant, tant pour dons faits à aucuns seigneurs et aultres gens, comme pour despens par eulx fais en aucunes hostelleries et ailleurs en la ville, et aultres frais pris à ces occasions.

« Pour xiii queues de vin présenté à M. le conte Mareschal au siége de La Folie, coustant c iv l. t., dont rest xxxiv l. t., valant xxvii l. iv s. p. — A Marie Domenget, pour despens fais en son hostel par J. de Bormigly, maistre d'ostel du conte Mareschal, quant il ramena l'artillerie de Reins quant le siége de La Folie fut acheré, xxv l. vii s. — A Aliz, hostesse du Molinet, pour vins prins en son hostel pour présenter à M. Philibert Andaïet, M. de Toulonjon, M. le prince d'Oranges, et pour despens en son hostel, tant par M. de Chastillon, de Troissy, le capitaine de Mareuil en Brie, que M. Lancelot de l'Isle, mareschal, et lieutenant de M. le conte de Salisbury et du Perche, gouverneur de Champagne et Brie, c xxii l. xvii s. viii d. — A M. Lancelot...., en pur et leal prest à lui faict pour faire départir les gens d'armes estant en garnison ès forteresses cy environ, et icelles forteresse faire des-

sonnes de ladicte ville, et ilecques évoquez de par noble homme Anthoine de Hellande, seigneur de Hercanville, valet trenchant du

Me P. Charlet et P. Le Sauvage, chanoines de Reims, J. Hachette, J. Noël, J. Lescot, H. Le Chasurier, T. Joly, G. Colet, Me P. Le Roy, ont juré par leur serment que bien et loyaument ils conseilleroient la ville au bien d'icelle, diroient leurs opinions franchement et venront au conseil toutesfois que mestier sera, s'ilz n'ont essoingne. — — *Item.* A esté ordonné et délibéré de mettre hors de prison J. L'Arbalestrier de Tournay, qui estoit détenu prisonnier pour ce qu'il avoit apporté lettres du sire de Moy, qui est à Guise, adfin de tousjours nourrir paix et amour avecques ceulx dudict Tournay. — Que on paie les despens, et que on lui donne xxxii s. p. et que on rescrive à ceulx de Tournay doulcement.

« *Du samedi* xxixe *jour de novembre*, par

molir, laquelle somme il a promis fère restituer des premiers deniers des aydes pour le faict de la guerre, c l. t. *Item*, à Colin Quatresols, fermier du tabellionnage de la prévosté de Laon, à Reins, pour deux *vidimus* par lui fais soubs le seel de la baillie de Vermendois, de deux chartes estans en la maison de l'eschevinage, contenant les ordonnances royaulx sur le faict du gouvernement du royaulme de France, en la langue d'oyl, donné par le roy Jehan et le derrain roy Charles, iceulx *vidimus* baillés à M. Lancelot, pour envoyer par-devers le conseil du roy, vi l. t., le tout valant iiii^{xx} iv l. xvi s. p.—A M. de Troissy, iiii^{xx} escus d'or, valant chacun xxviii s. p., en somme, c xl l. t., que ledict Troissy a payé à G. Cassinel de Ville savoir, pour la délivrance d'un nommé Croquefer, son prisonnier, c xii l. p.—A M. de Chastillon...., capitaine de la ville, par conclusion du conseil, tant pour les bons amours et plaisirs qu'il a démonstrés à la ville, comme pour ce qu'il est de nouvel chevalier, c xl l. p. — Pour vi queues de vin présenté à M. de l'Isle-Adam, au siége de Nesle, c xiv l. x s. ix d. ob. p. — Pour rest de iii queues de vin présenté au conte Mareschal à La Folie, ix l. xii s. — Pour iv queues à l'Isle-Adam, devant Nesle, et pour ii queues voides pour mettre le pain, xxxix l. xii s. p. — Pour une toile et une xiie de serviettes données à madame de Chastillon, à sa première venue, lxvii l. iv s. — Pour despens de bouche et de cheval faits à l'Asne Royé par P. le Galois, chevaulcheur du roy, lxiv s. p. — A Th. Buiron, bourgois, pour prest de xx escus d'or, appréciés à xxiv l. p., par lui fait à la ville durant le siége de Nesle, xxiv l. p. — Pour une toile donnée à M. Lancelot de l'Isle, lvi l. — Pour ii douzaines de serviettes à M. de Vieilarnoux, conseiller du roy et de monseigneur de Bourgogne, et à monseigneur l'évesque de Bethléan, son confesseur; plus, trois queues de vin rouge, blanc et vermeil, et iii muys d'avenne à monseigneur de Bourgogne, lxxvii l. iv s. — Plus, pour aultres menues parties, viii l. xiv s. viii d.—A des boulengiers, pour pain et avesnes mis en queue et menés avecques les gens d'armes de la ville de Reims, allant devant Moismer, xviii l. xiv s. — A Jaquet, hostelain et tavernier, pour despens faits en son hostel par MM. de Chastillon, de Troissy, etc., etc., et vin prins en son hostel en diverses journées par gens notables, c xviii l. xvi s. iv d. p.—A M. de Chastillon et M. de Troissy, son frère, par conclusion de plus de iiic assemblés en conseil, pour ce qu'ils estoient venus en ceste cité à la prière des habitans, pour faire départir gens d'armes jusques au nombre de iiim chevaulx, qui avoient esté logiés environ, durant trois semaines, c xl l. xii s. — Pour un cheval presté à la ville, qui a esté prins et emmené par les ennemis avec J. Haymard, procureur de la ville; *Item*, au receveur des aydes, xx l. p. de courtoisie pour ce qu'il a payé légièrement vic l. t. donné par le roy à la ville; en tout, xxxii l. xvi s.—Une fine toile donnée à M. R. Raulin, chancelier de monseigneur de Bourgongne, adfin qu'il lui pleust remédier aux gens d'armes, xl l. p.

« Sommes, m. cc lxiii l. viii s. v d. ob. p.

[iv.] « Aultres deniers bailliés pour gages d'officiers, pension d'ouvriers, et salaires d'aultres gens.

« A noble, etc...., G. de Chastillon...., capitaine de Reims...., sur ce que la ville lui puet devoir pour ses gaiges, par lui desservis à cause de sondit office, par mandement de son lieutenant, iiii^{xx} l. p. — Plus, pour semblable cause, xl l. p. »

[Les gages du capitaine sont de iiii^{xx} l. par an.]

« A Me T. Rabouillart, prebtre; J. Dudré, eschevin; — C. Caillart, de nouvel institués esgards, aux gaiges de viii l. p. chacun d'eulx, par an, à prendre sur le receveur des deniers communs, aux iv termes principaulx de l'an accoustumés à payer louyer de maison, comme est déclairé plus à plain

roy nostre sire, et capitaine de ladicte ville et cité de Reins, pour procéder à l'élection et nominacion des officiers de ladicte ville pour

J. Cauchon, a esté ordonné que les deux Trequedons voisent et envoient dorcsenavant à la garde de la ville gens souffisans et de congnoissance.

« *Du mardi* 1er *jour de décembre*, par J. Cauchon, etc., etc., présens MM. de Saint-Remy, Saint-Nicaise, Saint-Denis, Me Ponce d'Ulmont, messire P. Bongarson, Me J. de Chehery, Me P. d'Erpy, Me J. Witry, Me C. Duguet, Me J. Sénart, H. Lechaturier, C. Coquelet, T. Joly, T. de Brie, P. Crochet, P. Le Verrier, eschevins, G. Lescot, G. Hodierne, Me P. de Montfaucon, T. de Cesy, J. Lescot, Me S. Moraine, G. de Montlaurens, P. Bailly, J. Noël, C. Drouet, Morinet Falle, J. Cauchonet, J. Le Gobin, B. Lescot, Me J. Convent, J. Fournel, G. Persin, J. Auvrillet, J. Breton, T. Bloquel, G. Colet, J. Buirot, R. de Suippe, T. Roguet, Me J. de Floricourt, J. Gouvion, G. de

ès lettres d'institution, *vidimus* d'icelles scellés soubs le scel de l'eschevinage, faictes icelles institutions soubs le scel du lieutenant du capitaine; pour un an et demy, xxxvi l. p. — A R. Moriau, commis au gouvernement de l'artillerie de la forteresse, aux gaiges de viii l. p. [le reste comme à l'article précédent], xiv l. p. — A J. Lescot, receveur, pour ses gaiges qui sont de xxxii l. t. par an, xxxix l. ix s. p. — A Colin Lambert, artilleur, demourant à Reins, commis et retenu artilleur et ouvrier de l'artillerie, aux gaiges et pensions de viii l. p. par an, [etc.].... xiv l. p. — A J. Barbaise, cherpentier, commis et retenu ouvrier de cherpenterie de la ville, aux gaiges et pensions de iv l. par an...., comme appert par lettres de sadicte retenue données par le lieutenant, transcriptes en *vidimus* soubs le scel de l'eschevinaige, vii l. p. — A J. Haymard, clerc, procureur général des habitans séculiers de la ville de Reins, aux gaiges et pensions de xxxii l. p. par an, aux iv termes...., comme il appert par les lettres de la retenue de sondit office, donné par le lieutenant, lxiv l. p.

[Ce personnage est en même temps hôte et tavernier du Moulinet].

« A J. Maubrouet, clerc piéçà commis et retenu clerc de la ville de Reins, pour estre au conseil de la ville tous les jours ordinaires et aultres que le conseil sera tenu, escripre les appoinctemens, faire les mendemens et quittances de la despence, et pluseurs aultres choses déclairées ès lettres de son institution, aux gaiges et pensions de xxiv l. p. pour an, xlii l. p. — A Colin Quatresols, commis et retenu à faire les mémoires, instructions, grosses, lettres closes, et faire toutes manières d'escriptures pour la ville, aux gaiges et pension de xii l. p., xxi l. p. »

[Le compte de m. iiiic xxxiv.... porte : « A. C Quatresols, juré du roy, commis à faire les informations et instruments touchant le fait et garde de la ville et aussi les briefs des obligations des aides de la ville, etc. »]

« A T. de Cesy, grenetier...., commis à recevoir l'ayde de ii s. par mynot, pour ses gaiges par lui desservis pour avoir reçu ledict aide, pour un an...., à xii d. pour livre. *Item*, à Jaquet, tavernier, iv l. viii s. pour despens fais en son hostel, à l'audition du compte du grennetier, xiv l. xviii s. viii d. — A J. Faillolet et J. Cadouret, sergens des murs de la forteresse...., aux gaiges de xii l. t. par an, xxiv l. p. — Aux mêmes, pour différens termes échus en v fois, xxiv l. p. — A Jaquet de Saint-Quentin et J. Regnauldiau, sonneurs de l'église, commis à sonner la cloche accoustumée pour le guet de nuyt de dessus les murs, iv l. p., pour deux par an, vii l. — A Colesson Piton, et Colette sa femme, commis à fère le guet de jour sur le clochié de l'église, et tapper les cloches quant ils voient gens d'armes approchier, pour xlvi journées à iv s. p. par jour, ix l. ii s. viii d. — Aux mesmes et aux sonneurs en différentes fois, c x l. xvi s. — A Denizet Lebesgue, et B. La Barbe, commis à faire les escoutes de nuit du costé de la Champaigne, aux champs, à xx d. par nuit, pour xvii nuits, lvi s. viii d. — Aux mesmes, vi l. ix s. viii d. — A J. Desportes et G. Garin, commis à faire les escoutes de nuit aux champs, du côté de la Montaigne, vers les portes Frichambault et porte à Vesle, v l. vi s. iv d. — [Aux quatre escoutes précédens, différentes sommes en diverses fois, toujours sur le pied de xx d. par nuit, etc.]...

« Somme toute, vic xi l. iv s. p.

[v.] « Aultres deniers bailliés, tant pour voyages fais par gens d'églises, bourgois, notables personnes de la ville, et aler à Paris et ailleurs, devers nos-

ledit an, ainsi qu'il est accoustumé de faire chascun an audit Reins, comme l'en disoit; entre lesquelx assistans estoient ledit monseigneur Condé, J. Le Breton, T. Buiron, J. de Chalons, J. Cauchon le josne, J. L'Abbé, J. Moret, et Gérard Dominique. — Par monseigneur de Saint-Remy fut représenté et exposé que environ deux ans avoit eu certains traictiez entre les gens d'église, eschevins et bourgois touchant le gouvernement; c'est assavoir que eulx ou leurs commis aient le gouvernement de la ville, requérant que lesdicts traictiez ils veuillent tenir en leurs termes, et ils se offrent de besongner ès affaires de la ville bien et loyalment. — *Item.* Sont esleus pour veoir les instructions de la ville de Chaalons, monseigneur de Saint-Remy, Mᵉ P. de Montfaucon, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, le bailli de Reims, Mᵉ P. Le Verrier, T. Joly, N...., Mᵉ P. Charlet; et seront ensamble en l'hostel Mᵉ P. Charlet, à une heure aprés disner.

« *Du jueudi* IIIᵉ *jour de décembre*, par J.

seigneurs les gouverneurs de ce royaulme, pour le besoiguement et affaires d'icelle ville, comme pour salaires de messagiers qui ont porté lettres de la ville de Reins à pluseurs bonnes villes, cités, forteresses et capitaines de gens d'armes du pays par deçà, rapporter responses desdictes lettres, et aussi pour dons fais à autres messagers apportant lettres, etc , etc.

A Mᵉ P. de Monfaulcon et J. de Chaumont, pour despens en voiage ou pays de Rételois, avec M. Lancelot de l'Isle, mareschal...., pour le bien de la cité et du pays...., par mandement du lieutenant, XVI l. p. — Pour R. Sureau, XII s. p., pour un voiage à Chastillon, quérir lettres de monseigneur de Chastillon, par lesquelles il instituoit noble homme T. de Baroche, escuier, son lieutenant à Reins. *Item*, à P. Maistre, XLVIII s. p. pour un voiage à Paris, savoir des nouvelles, et si M. de Bourgougne y estoit, et à autres, par mandement du lieutenant, V L. VIII s. p. — A H. Choletier, messager, pour voiage vers M. de Chastillon, savoir nouvelles du siége de Sézanne. Pour porter lettres closes à Mᵉ J. de Witry et J. Haymart, envoiés à Paris pour les affaires de la ville. Porter lettres closes aux gens du conseil de ville de Chaalons, VI l. IV s. — A Mᵉ J. de Witry, chanoine, et J. Haymard, procureur, la despense d'eulx et d'un varlet pour aler à Paris. A Rabillart, chevaulcheur du roy, pour ce qu'il avoit apporté lettres par lesquelles M. le Régent mandoit d'envoier aucuns notables d'entre eulx à Chaalons, à ung conseil qu'il avoit ordonné pour le bien du pays, XVIII l. IV s. — A J. Barbaise, cherpentier de la ville, pour lui, ses varlés et aultres cherpentiers qui ou esté ou voiage de La Folie, en servant la ville durant le siége [toujours mandement du lieutenant], XX l. — A divers, pour voiages.... — A Liénard, serviteur de M. de Chastillon, qui avoit apporté lettres contenant la victoire de M le Régent, environ Vermiers en Perche....; à la trompette qui publia lesdictes lettres, XIII l. XVIII s.—A divers, pour voiages.... Aux députes par la ville en conseil de Chaalons, pour traictier avec les ennemis de Moymer, etc.... Au roi d'armes de la Marche en pays d'Artois, pour apporter le traictié fait par M. de Luxembourc avec les ennemis de Guise et Yrson. — A Mᵉ P. de Monfaulcon, avocat, pour avoir esté du conseil de la ville à l'encontre des fermiers de l'ayde de la ville, etc., etc... , XV l. XVI s. — Pour lettres portées à Paris, à l'occasion des dégasts des gens d'armes du Bâtard de Saint-Pol, etc , etc...., par la Champaigne, VIII l. p. — A un sergent du roy en la prévosté de Laon, pour certain exploit fait pour la ville contre le greuetier, pour IV queues de sel données a la ville par H. le Courrier. Pour lettres closes au roy sur les dégasts des gens de guerre, etc., VI l. IV s. — Pour aultres voyages et dons à chevaulcheurs, VIII l. II s.—A J. Haymard, procureur des habitans séculiers, et J Maubrouet, procureur de l'eschevinaige, pour un voiage à Paris, pour requérir provision à M. le Régent et au conseil, sur les menasses que faisoient contre ceste ville M. de l'Isle-Adam, et H. de La Tour, et poursuir le procès que ont les habitans séculiers en parlement contre le procureur commis au gouvernement de l'arceveschié. A Mᵉ N. de Savigny, advocat en parlement, pour sa pension d'un an, XII l.; IV l. au procureur en parlement, pour sa pension d'un an; sommes aux huissiers et à festoyer les conseilliers, IIIIˣˣ VI l. XVI s.—A J. Haymard, pour un voiage à Paris, pour solliciter le procés meu en parlement entre les seigneurs justiciers, demandeurs en cas de nouvelleté, et les eschevins, bourgois et habitans, pour cause de la taille de IIᵐ Vᶜ IIIIˣˣ l. t., nagueres

le capitaine, qui prendoit illecq, venerable et discrète personne maistre Jehan Raymond, prévost et chanoine de ladicte église Nostre-

Cauchon, lieutenant, etc., etc., présens monseigneur de Saint-Nicaise, Mᵉ H. de Montfaucon, Mᵉ P. Chartion, Mᵉ J. Calert, Mᵉ A. Dorigny, Mᵉ J. de Floricourt, J. de Chalon, J. Gouvion, Mᵉ P. Le Roy, P. Crochet, J. Cauchonnet, J. Moef, Gérard Dominique, J. Darensson, J. Cachette, C. Miloie, P. Bailli, J. de Lyard, C. Caillard, G. Colet, Jesson de Chalon, J. Caillart et J. Fourdel; — A esté exposé au grenetier que en ceste cité a peu de sel, et que si ce ne fust à l'occasion de la gabelle qui a cours, on en fust grandement pourveu, et lui a esté requis qu'il volsit cesser de lever la gabelle, que ainsy lui conseilloient les dessusdicts, à quoy a répondu qu'il s'en conseillera et respondra demain. — *Item* tantost après, présens les dessusdicts, Mᵉ Ponce D'Uimont, Mᵉ P. Charlet et Mᵉ G. Dugnet, a esté délibéré d'envoyer à Espernay savoir

mises sur les séculiers pour les affaires de la ville, XVI l. p. — Pour voiages touchant les maux faits par gens de guerre, et un voiage à Chaalons et Witry, pour savoir la vérité sur ce qu'on disoit que le seigneur de Conflans et ses gens vouloient faire guerre aux subgés du roy, IX l. XVI s. — Pour VI escussons armoiés des armes de la ville, à Urbain et ses varlés, pour avoir essayé les waglaires de Jehan de Namur, V l. VII s. VI d. — A frère P. Dardon, religieux des frères mineurs de Reims, pour avoir esté à Sens, Montargis et plusieurs aultres places tenues par les ennemis, oultre la rivière de Saine, pour savoir des nouvelles de J. Raymond, procureur, et autres voiages de messagers, X l. II s. — [Messages au Régent, au conseil, à M. de Chastillon, à monseigneur de Bourgogne, etc., etc., XXI l. XVIII s.]

« Somme, IIᶜ LXXII l. XV s. VI d. p.

[VI.] « Aultres deniers baillés par les mandemens dont cy-après sera faicte mention, tant en acquittant la ville de certaines debtes particulières, en salaires d'escriptures, comme en deduction de deniers et aultres frais pour les affaires de la ville.

« A Dujardin, taverne de la court Nostre-Dame, pour despens faits en son hostel par un serviteur de H. de La Tour, capitaine de Sainte-Manehould, que avoit esté piéça fait prisonnier à une course devant la ville par les gens dudit Henry, qui faisoit guerre à la ville, XXVI l. XII s. — A frère J. Leclerc, religieux des Cordeliers, qui avoit vacqué et travaillié à trouver traictié et accord entre H. de La Tour et les habitans, VIII l. p. — A J. Leroy, crieur juré de la ville, pour cris fais par les carfours pour la garde d'icelle, VIII s. — A H. le Courrier, mercier, XXVIII s. p. pour une rame de papier pour fere les mémoires, instructions, lettres closes — Pour mener une caque de poudre à M. Lancelot, etc., IV l. XII s. — A Quatresols, fermier du tabellionnage de la prévosté de Laon, pour XIV lettres obligatoires pour la ville, esquelles estoient obligées plusieurs personnes en grosses sommes, etc., etc., XXVII l. VIII s. — A Quatresols, H. Maubrequet, clerc de l'eschevinage, à Th. le Poix et H. Morian, sergens de l'eschevinage, pour plusieurs procurations et autres escriptures, et pour exploix fais par les sergens soubs le seel de l'eschevinage, pour la ville, X l. p. — A honorable homme, R. Gracien, receveur pour le roy ou balliage de Witry, pour la part que prent le roy à cause de la gruerie en certaines ventes de bois vendus par ledit receveur à la ville, XX l. p. — Pour une grange achetée avec un jardin et une maisoncelle, en la rue Chatirelle, III l. p.; pour mettre provision de bois et autres pour la fortification, C l. p. — A R. Gracien, pour bois acheté des gens du roy à Taille-Gueule, XXIIII l. XIII s. VI d. — A G. de Vimont, premier huissier en parlement, pour ses peines de solliciter et fere avoir audience en la cause que ont les habitans en parlement contre les gens d'église de ceste ville, au greffier civil ...; au procureur ...; au lieutenant, pour avoir festoyé le procureur et P. du Suher, et donné de l'argent à leurs clercs, XXI l. IX s. — Deduction faicte au receveur de l'ayde sur XXI muyds et VI quenes baillés à M. de Chastillon, XVI l. XII s. — Pour minuer, doubler et mettre en fourme le présent compte, IV l. — Pour despens fais par les auditeurs du présent compte, en vaquant en l'audition d'icellui, X l. p.

« Somme de toutes les mises de ce compte, IIIᵐ IIIᶜ LXXII l. V s. VIII d. ob. p.

« Somme de toutes les receptes, IIIᵐ IXᶜ XXVIII l. XV s. VIII d. p.

« Ainsy appert que la recepte excède les mises de Vᶜ LVI l. IX s. XI d. ob. p. »

Danie, révérend père en Dieu monseigneur Jaques, abbé de Saint-Nicaise; vénérables et discrettes personnes maistre Jéhan de Wytri,

nouvelles secrètement. — *Item.* De rescripre à monseigneur de Chastillon qu'il viegne par deçà, et qu'il lui plaise enquérir des nouvelles du daulphin, et qu'il en rescrive par delà à Paris. — Soit ce que chacun au cas [d'effroi ?], soit [à] la garde et deffense sans partir, sinon par congié. — *Item.* S'aucuns ennemis font course devant la ville, que nul ne parle avec eux sans congié. — *Item.* Que nul ne dépièce mantelets, [illegible] eschiles, ou autres choses servans à la forteresse de Reins, à peine capitale, et de les fère restituer, et de ce se prendra-on aux dixainiers. — *Item.* Que aucun des habitans de ceste cité, soient religieux ou autres, ne partent de ceste cité sans congié, sous peine de perdre leurs biens. — Que aucun ne reçoive lettres ou messagiers qu'ils ne les viegnent monstrer à monseigneur le capitaine ou son lieutenant, et au conseil, à

« Sur quoi il baille en reprinses cy-après déclairées, [illegible] l. [illegible] s. p.

« Reste qu'il doit, [illegible] l. [illegible] xi d. ob. p.

[VII.] « Aultre despence faicte en deniers non receus, et qui sont deus par aucuns des fermiers dénommés en la recepte de ce présent compte, pour les vi [illegible], lesquelx sont reffusans de payer, disans que, incontinent après le bail à eulx fait des fermes de la ville, on [illegible] et ordonnés les aides pour la guerre, c'est assavoir : imposition, [illegible], avoir cours et estre levés en ceste ville et ou diocèse, pour occasion desquelles ceulx sur qui se lèvent les aides pour la ville, ont reffusé et contredit icelles payer, et desquels deniers le receveur a fait plaine recepte en ce présent compte, combien qu'il n'ait pas tout receu; et pour ce-dit, non receu, fait ici despense et le baille par déclaration.

« Sur l'aide de xii d. pour livre du vin en détail, es paroiches Saint-Denis, Saint-Jacques, la Magdeleine, [illegible] l. [illegible] s. p. — Sur l'aide de xii d. pour livre, es paroiches Saint-Estienne et Saint-Symphorien, et au ban Saint-Remi, c xix l. — Sur l'aide de xii d. pour livre, es paroiches Saint-Pierre et Saint-Hilaire, [illegible] l. — Sur l'aide de ii s. p. sur chascune queue en gros, et ii s. p. sur chasque queue traicte hors, xxxiii l. xii s. — Dans l'an suivant, sur l'aide de vi d. pour livre sur le vin en détail, ès paroches Saint-Estienne et Saint-Symphorien, xii l. p.

« Somme, [illegible] l. [illegible] s. p.

« Ces présens comptes furent veus, visités et passés en présence de noble homme Th. de Bazoches, lieutenant de M. de Chastillon, capitaine de Reins, par révérend père en Dieu monseigneur l'abbé de Saint-Denis, Me P. le Sauvage, Me C. Daguet, chanoines de Reins; J. de Chaalons, J. Caillart, eschevins; Me G. de Montfaulcon, Me H. La Barbe, C. Roquet et B. le Boutellier, [illegible] commis et députés par MM. des gens d'eglise, eschevins, bourgois et habitans de la ville, le xxiii juing m. iiii^c xxvii. Tesmoings leurs seings manuels cy-dessoubs subscripts.

« Abbas Sancti-Dionisii; Daguet; H. La Barbe; Th. de Basoches; P. Sauvage; J. de Chaalons; le Boutillier; de Montfaulcon; Caillart; C. Roquet; Haymart; [illegible] »

DENIERS COMMUNS.

DES COMPTES DES DENIERS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. I, [illegible].]

« Compte de J. Lesein, bourgois de Reins, receveur des deniers appartenant et communs aux gens d'esglise, eschevins, bourgois et habitans de la ville de Reins, pour ung an, commençant le i^er jour d'octembre m cccc xxv, et finissant le xxx septembre m cccc xxvi, des receptes et mises par lui faictes à cause de ladicte recepte. 1425 et 1426

RECEPTE.

« Et premières, des deniers de certains (petits) aides accordés par le roy estre prins et levés sur les vins vendus tant en gros comme à détail et menés hors de la ville, et aussi sur le sel, sur les harans, allés, et sur les draps vendus en icelle ville; c'est assavoir ii s. par chascune queue de vin vendue en gros, ii s. p. de chascune queue de vin traicte et menée hors de Reins, vi d. p. pour l. de tous vins vendus à détail, ii s. p. de chascun minot de sel vendu, xii d. p. de chascune tonne d'harans, cabillaux et allés, vendus, et ii s. p. de chascun drap vendu en gros dans ladicte ville.

« De Thomas Noel, fermier pour huit ans de l'aide de vi d. pour l. des vins vendus à détail ès paroches Saint-Pierre et Saint-Hilaire, [illegible] l. p. — De Girardin le Grossier, fermier pour ledit an de

maistre Jehan de Gomont, chanoines de ladicte église, damp Pierre Choubrieux, aumosnier de Saint-Denis, maistre Pierre Toignel, bailli

peine d'estre réputés traistres. — Que aucun n'escrive lettres ou envoye message pareillement sans le congie desditz capitaine et conseil, à mesme peine. — *Item.* Que nul ne maine ou laisse aller bestes ès fossés de la ville, sur peine d'icelles estre confisquées. — J. Cadourel a aujourd'hui esté reçu sergent de la ville, et a fait le serment accoustumé.

« *Du vendredi* [illegible] *jour de décembre*, par J. Cauchon, etc. : présens messeigneurs de Saint-Nicaise et Saint-Denis, Mᵉ P. D'Ulmont, P. Charlet, chanoines, monseigneur le prieur de Saint-Remy, T. de Césy, Mᵉ P. de Montfaulcon, Mᵉ P. Cabert, P. Crochet, P. Le Roy, G. Lechaturier, J. Caillart, P. Dudré, T. Deberin, J. Cauchonnet, J. Fribou, Mᵉ A. Dorigny, Mᵉ J. Convent, J. Cauchon le josne, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Floricourt, T. Milnie, J. de

l'aide de [illegible] d.... ès paroiches Saint-Denis, Saint-Jacques, la Magdeleine, xxvii l. xii s. p....; [autres paroisses, [illegible] l. iiii s., xix l. iiii s.] — De Hennequin Wilde, fermier de l'aide de xii s. sur chaque queue de vin vendue en gros, xi* v l. p. — Du même..., pour l'aide de [illegible] sur chaque queue de vin sortie de Reims, vii* xv l. p. — De Colson..., pour l'aide de xii d. sur les [illegible], xi l. — [illegible] des draps x l. — [illegible] par Th. de Cesy, grenetier establi de par le roy... à Reims, et commis par le capitaine, gens d'eglise, eschevins, etc., à recevoir l'aide de [illegible] s. sur chaque muid de sel, et dont icellui grenetier a rendu compte à noble homme Th. de Baroches, lieutenant..., Mᵉ Pierre..., chanoine, Jesson de Chalon, eschevin, deux commis par les esleus au conseil de la ville, et le procureur des habitans, de [illegible] muys, i sextier et ung quart de minot, [illegible] xxxv l. xiii s.... »

Despence.

[i] « Et premiers, deniers baillies par mandement de Mᵉ Thierry, prestre chanoine, J. André, eschevin, et Golson, commis et esgard sur le fait des œuvres de la ville, à cause... des ouvrages et réparations fais pour les fortifications et emparement de la forteresse, et pour manœuvres achettées pour ce faire.... »

[Suit le détail des sommes payées aux charpentiers, massons, couvreurs, voituriers, fossiers, etc.]

[ii] « Aultres deniers baillés par mandemens de noble homme Th. de Baroches, escuyer, lieutenant..., pour achas de artillerie, habillemens de guerre et ouvrages et despens fais à ces causes par la ville.... »

[iii] « Aultres deniers bailliés par aultres mandemens dudit Th. de Baroches..., faits à aucuns seigneurs et aultres gens, pour despence par eux fais en aucunes hostelleries,... »

« [Pour des arbalestriers envoyés au siége de... avec le capitaine G. de Chastillon...; pour pension à un procureur au parlement, à un avocat...; pour vin dépensé dans une hostellerie par des soldats bourguignons, etc., etc.; aux deux sergens des murs de la forteresse; au tourier des prisons...; à un religieux prescheur, frère de l'évesque de Bethléem, confesseur du duc de Bourgogne. Le tout :] Donné dudit lieutenant, par le consentement des esleus au conseil d'icelle ville. »

[iv.] « Aultres deniers donnés pour gaiges d'officiers, pensions d'ouvriers et salaires d'autres gens.... »

[v.] « A Guill°. de Chastillon, capitaine, par ordre du lieutenant, et du consentement des esleus, en deux fois iiii** l. p. — A Mᵉ Thierry, chanoine, André, eschevin, esgard sur le fait des ouvrages de la forteresse, [illegible] l. p. — Robert Morjan, commis au gouvernement de l'artillerie, viii l. — Jeh. Lescot, receveur, xxv l. xii s. — Colin Lambert, artilleur, viii l. — J. Barbaise, charpentier, pour sa pension, iiii l. — J. Haymard, procureur, xxxii l. — J. Maubrouet, clerc commis à faire les mandemens et quittances de la despence des deniers communs, xxiii l. — Colin Quatresols, pour aider à faire les lettres closes, xii l. — Th. de Cesy, grenetier, xi l. xv s. viii d. — Aux deux sergens de la forteresse, xv l. — Aux deux sonneurs de l'eglise, iiii** s. — A Colleson et sa femme, commis à faire le guet de jour sur le clochier de l'eglise et tapper les cloches quand il voit gens d'armes, iiii s. p. par jour. — A P. Calemart et à B. Le Barbe, commis à faire les escoutes de nuit aux champs, du costé de la Champagne, entre Porte-Velle et P.-Neuve, xii d. à chaque par nuit.

« [Deux autres écouteurs de nuit du côté de la montagne, vers Cormontreuil, Courcelles, Clermarais, etc., etc.].

de Reins, Baudenet du Molinet, Henry le Hurteleu, Coleçon Bourgois, Jehan de Gravelle, Gérart le Gressier, Jehan Cousin, Guiot Lvard, J. de Chalon, G. Colet, J. Moet, G. de Montlaurent; a esté ordonné de rescrire à monseigneur de Bourgongne, et M. le chancelier et ceulx du conseil, en remonstrant les maulx qui se font cy environ, sans trop déclairer la ville en complaignant. De ce sont charges Mr P. Chardon, P. de Montfaulcon et J. Cabert, au premier cop de vespres. — *Item*. De rescrire à monseigneur de Chastillon, et lui prier qu'il viengne par deçà, et qu'on lui face paier l'assignation qu'il a sur les aides. — *Item*. De rescrire à ceulx de Paris que les habitans de ceste cité ont tousjours esté, sont et seront bons et loyaulx, et de ce ne facent quelque doubte. — *Item*. Que on demande aux fermiers des aides les noms de ceulx qui doivent les aides, pour les faire contraindre. — *Item*. Ordonné que l'on demandera à messire Joffroy de Villiers la

[VI.] « Aultres deniers bailliés tant pour voyages fais par gens d'esglise, bourgois et notables personnes, à aler à Paris et allieurs, devers nosseigneurs les gouverneurs du royaume, pour les besongnes et affaires d'icelle ville, comme pour salaire de messagiers qui ont porté lettres de par ladicte ville à plusieurs bonnes villes, cités, fortorèsses et capitaines de gens d'armes du pays par deça, rapporté responce desdictes lettres, et aussi pour don fait à autres messagiers apportans lettres en ceste ville, etc., etc.

« [A un chevaucheur de l'écurie de monseigneur de Bourgogne, qui apporte une lettre de lui....; au procureur de la ville, pour aller demander à Paris, aux gens du conseil, la démolition d'un fort voisin ... etc., etc.]

[VII.] « Aultres deniers bailliés.... tant en salaire d'escriptures, comme en déduction de deniers, de drois d'enchères, et autres frais fais pour les affaires de la ville. — Aux clercs et sergens de l'eschevinage, pour plusieurs procurations, *vidimus*, etc, etc. — A un avocat au parlement pour faire les escriptures du procès de la ville contre Mr Hue Le Barbe, pannetier de monseigneur. — A Jehan Lescot, receveur..., la somme de XVI l. p., pour le quint denier d'une enchière montant à IIII^xx l. p. par lui mise sur la ferme de l'aide octroyée.... de II s. par queue de vin vendue en gros...., laquelle ferme fut assise à VIII l. p.; en laquelle enchière J. Lescot, selon ce que ladicte ferme fut exposée en vente, et comme il est accoustumé à faire en tel cas, a acquis droit du quint denier, mesmement que ladicte ferme fut depuis enchiée sans tercoiement et doublement, comme il appert plus à plain par la certification des esleus ès cité et diocèse de Reins, sur le fait des aides ordonnées pour la guerre, commissaires du roy en ceste partie, donné sous leurs sceaux, le 11 d'octobre.... — A Th. Borl, capitaine commis à la garde du chastel de Porte-Mars....

[VIII.] « Cy-après s'ensuit certaine aultre despense faite par J. Lescot, receveur, en ung procès par lui fait et démené à cause de son office, par-devant les esleus à Reins, commis à juger des causes et procès mouvans à cause des aides que le roy a ottroyés à la ville..., à l'encontre d'Hennequin Wlade, Oudard des Mésot, et aultres leurs compaignons fermiers, de l'aide de II s. p. sur chascune queue en gros, lequel procès fut meu à l'occasion d'une exécution faite à la requeste du receveur, sur les fermiers, pour certaine somme d'argent que icelui receveur leur demandoit de reste de leur ferme; à laquelle exécution iceulx fermiers s'opposèrent, disant qu'ils ne devoient pas si grand somme, ... lequel receveur dès lors leur pria et requist qu'ils lui voulsissent monstrer leurs quittances de ce qu'ils avoient paié, affin d'eschever frais et procès, et se par inadvertance il avoit aucune chose oublié à escrire en papier de sa recette...., il estoit prest de leur déluire...., dont ils ne volrent riens fère lors ne depuis, bien qu'il les en priast et sommast en jugement et dehors, mais dirent tousjours qu'ils n'en monstreroient ja quittance, sinon en jugement, et qu'ils démenroient le procès jusques en définitive; pendant lequel procès le receveur demanda à MM. du conseil de la ville, qu'ils vouloient qu'il feist, disant qu'il en vouloit fère par leur ordonnance. Lesquels adcertenés des offres raisonnables que faisoit le receveur, ayant regart aussi que les fermiers payoient à beaucoup de fois et en petites parties, par quoi le receveur, par inadvertance, sans mal engin, averoit pu oublier à escripre, ou mise une somme pour une autre,.... deirent au receveur qu'il démenast son procès...., pour ce qu'il n'y porroit avoir péril pour la ville que des despens seule-

l'Escot, Jehan Chinoir le jeune, Aubry Connin, Érart Convent, eschevins, Jehan le Brêton d'Aongny, Jehan Cholly, prévost de

créance qu'il a apportée de monseigneur de Bourgongne.

Institucion. Colin Quatresols a aujourd'hui esté receu et commis à fère lettres closes et autres escriptures pour la ville, aux gaiges de xii l. p.

« *Du juendi* x^e *jour de décembre*, par J. Cauchon, escuier, lieutenant, etc., etc., presens messeigneurs de Saint-Nicaise, de Saint-Denis, et monseigneur le prévost [de l'église], Me P. D'Ulmont, P. Charlet, chanoines de Reims, monseigneur le prieur de Saint-Remy et pluseurs esleus au conseil, a esté délibéré que monseigneur de Saint-Remy, Me P. Charlet, Me P. de Montfaulcon, P. Chardon et J. Cabert, feront les mémoires et instrucions pour la convencion des cités et bonnes villes en la ville de Laon.

« *Du dimanche* xxviie *jour de décembre*, par J. Cauchon, escuier, lieutenant, etc., presens messeigneurs de Saint-Remy, Saint-Nicaise, Me P. Charlet, chanoine, J. Dudré, Me P. Le Roy, G. Le Chasurier, J. Dudré (*sic*), eschevins; T. Buiron, J. de Chalons, Me J. Cabert, Me A. Dorigny, Me J. Convent, T.

ment....; et finablement fut dict par les commissaires, par leur sentence définitive, qu'il apparoit par les quittances des fermiers, lesquelles ils avoient produites, ... que icellui receveur les avoit fait exécuter de viii l. p. de plus qu'ils ne devoient.... Parquoy ils deirent l'exécution nulle, et si condempnèrent icellui receveur aux despens desdicts fermiers.... Duquel procès il a payé les fraiz et despens qui s'ensuivent : — A Me P. Chardon, advocat, pour avoir fait les escriptures du receveur, demandeur à l'encontre des fermiers, xxiiii s. p. — A Me J. Cabert, advocat, pour estre du conseil du receveur avec Me P. Chardon, viii s. p. — Au clerc de Me Cabert, pour avoir doublé les escriptures, viii s. p. — Pour la commission adressant aux commissaires, baillié à P. Bailly, clerc de ladicte élection, ii s. p. — Pour un sac pour mettre le procès, viii d. p. — A P. Bailly, pour une aultre commission adressant aux commissaires, ii s. p. — Pour pain, vin et feu à fère oïr et examiner tesmoins en une tourbe, iv s. viii d. p. — A Me P. Chardon et M. P. de Monfaulcon, commissaires en ladicte cause, pour leurs peines et salaires de ce qu'ils ont vacqué à ladicte commission, à la diligence du receveur, deux moutons en or valant xxx s. p. — A P. Bailli, clerc desdicts esleus, pour les actes dudict procès, xxiv s. p. — A J. Haymard, procureur de la ville, pour faire porter ledict procès à Laon, pour sur icellui avoir l'opinion des conseilliers d'illecque, par ordonnance du conseil de la ville, xxxii s. p. — A Hennequin Wlade, pour lui et ses consors, pour les despens esquels le receveur fut condamné envers eux, xv l. xv s. viii d. »

[IX.] « Despence commune, frais de papier, de copie, etc.]

DENIERS COMMUNS.

IIIe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.
[Den. patrim., vol. I, n° 3.]

« S'ensuivent les comptes de Me P. Sauvage, chanoine, et J. de Chalons, bourgois de Reims, receveur des deniers communs de ladicte ville, dont l'institution est faicte, c'est assavoir audit Me Pierre par les gens d'esglise de la dicte ville, et audict J. de Chalon, par monseigneur le capitaine ou son lieutenant, du consentement des eschevins, bourgois et habitans. » 1428 et 1429.

[P. Sauvage est institué par les prevost, doyen et chantre du chapitre N.-D., par les abbés de Saint-Remy, Saint-Nicaise et Saint-Denis, par l'abbesse de Saint-Pierre, doien, chantre et chapitre Saint-Symphorien, chapitre de Saint-Thimothée, chapitre Sainte-Nourice, représentans la plus générale et saine partie du clergé de la ville, qui ont consenti les aides avoir cours, selon la manière des lettres d'octroi du roi.... — J. de Chalons est institué par T. de Bazoches, lieutenant, à la requête et par l'accord et consentement de six échevins, et de plusieurs élus au conseil et gens notables de la ville, assemblés en grand nombre; il a pouvoir de recouvrer les deniers, conjointement avec P. Sauvage... Il a 16 l. t. pour gages.... Tous les deux ont droit de contrainte contre les débiteurs.]

« Et par l'accord dessus dit..., lui ordonnons de retenir pardevers lui des deniers de sa recepte, ii^c l. t. pour tourner et convertir ès affaires et né-

Reims, Jaquemin Fillette, vicomte de Reims, Hue Hurtaut, prévost de Laon, Pierre de Besannes, contreróleur du grenier à sel à Reims,

de Berru, J. Tribou, T. Guillart, J. de Chalon le josne, J. Cauchon le josne, T. Miloie, J. de Chalon, P. de Thuisy, G. Dominique, J. Cachette, J. de Lyard; a esté ordonné d'envoyer à la convencion des cités à Laon, et le fère savoir aux bonnes villes et nobles pardeçà. C'est assavoir monseigneur le gouverneur de Réthest, monseigneur Barat de la Bove, monseigneur de Chastillon, Espernay, Maisières, Rethest, messire Guy d'Ynaumont, monseigneur de Vertin, monseigneur de Han l'aisné, messire Joffroy de Villiers. — *Item*. Sont commis à fère les instruccions pour ladite convencion, monseigneur de Saint-Remy, monseigneur le prevost de l'église, monseigneur le soubs-chantre, Mess P. Chardon, P. de Montfaucon, J. Cabert et Me A. Dorigny, et sont ensamble à mardi, en l'hostel de monseigneur le soubs-chantre. — *Item*. De rescripre à ceulx

...cessités des habitans séculiers de la ville, comme ils ont accoustumé prendre le temps passé...., laquelle somme lui sera déduicte en ses comptes pour chacun an.... »

[Les recettes ordinaires sont celles des aides. — Aux recettes extraordinaires : 1° 110 l. p. reçues par J. Tribou, ancien receveur; 2° don et octroi fait aux habitants, par l'évêque de Beauvais, lors commissaire du roi, à prendre sur la recette du grenetier, 80 l. p.

Les dépenses sont les mêmes que dans le compte précédent.]

« A Alis, vefve Raulin Maurion, hostesse de l'Asne royé, pour despens fait en son hostel par le père de Jehanne la Pucelle, qui estoit en la compagnie du roy quant il fut sacré en ceste cité....; ordonnés estre paiés des deniers communs, la somme de xxiv l. p.... par mandement du lieutenant.... »

[Pour une fine nappe large donnée au roi.... après son sacre, la somme de 210 l. p. — Les gages du capitaine de Châtillon sont payés jusqu'au 16 juillet inclus, et ceux d'A. de Hellande, depuis le 17, jour du sacre de Charles VII.]

Somme de toutes les recettes, m xlv l. x s. p.

Somme de toutes les mises, m v^c IIII^{xx} x l. XIII s. IX d.

[Ce compte est vu, visité et examiné par l'abbé de Saint-Denis, un chanoine, deux échevins et quatre autres commis à ce faire par les gens d'église, échevins, bourgeois, etc. — Plusieurs notes y ont été faites par les susdits, qui les ont montrées en assemblée notable, où étoient les abbés de Saint-Remi et Saint-Nicaise, messieurs de l'église en bon nombre, les échevins et autres notables jusques au nombre de 200 ou environ.]

« ....Lesquels notes furent par eux passés et accordés, excepté au regard de II^c l. t. que maintenoient les séculiers devoir prendre et recevoir chacun an sur les deniers communs, dont les receveurs ne font aucune mention en ces présens comptes; et en tel estat sont demourés lesdits comptes jusques au jour d'huy, où en assemblée de plusieurs de MM. de l'église, des eschevins et autres notables, jusques au nombre de II^c ou environ, a esté parlé et traictié desdits comptes, et desdictes II^c l. t., et après plusieurs altercations eues entre eulx, ont esté d'accord, attendu les grosses charges de ceste année, lesdits comptes soient passés sans préjudice aux gens d'église ni séculiers. »

[Un accord définitif que nous n'avons pu retrouver, intervint entre le clergé et les habitants; voici comment il est indiqué dans l'inventaire de 1486, p. 4 :]

« Lettres faictes et passées soubs le scel de la cour spirituelle de Reims, le 1er décembre m cccc xxxi...., portant certains accords en plusieurs articles, touchant les deniers communs de la ville de Reims, entre messires du clergé et les habitans séculiers, par lesquels articles, par l'un est accordé aux habitans séculiers prendre desdits deniers premièrement et avant tout...., cc l. t. pour l'an. »

DENIERS COMMUNS.

Ier COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. I, n° 4.]

(*Lettres d'octroi du petit aide.*)

« S'ensuit la copie des lettres du roy N. S., octroyées par icellui seigneur aux gens d'eglise, eschevins, bourgois et habitans de la ville et cité de Reims, sur le fait des aides de ladicte ville de Reims. 1430 et 1431.

« Charles...., salut. Oye l'umble supplicacion de nos bien amez les gens d'eglise, eschevins, bourgois, manans et habitans de la ville de Reims, consors en ceste partie, contenant comme l'année derrain pas-

Baudé de Saint-Remy, Jacquet Cauchonnet, Robinet Fillette, Jehan Soudant, Jehan d'Auberrive, Colinet Bourguet, et autres plusieurs

de Laon, qu'ils veuillent prolonger le jour de la convencion jusques à la Chandeleur prochain venant, et que pareillement le signifient aux nobles des païs environ. — *Item.* Sont esleus pour aler à ladicte journée.... (*sic*).

« *Du mercredi pénultième jour de décembre*; par monseigneur de Chastillon, capitaine de Reins, et J. Cauchon, son lieutenant, présens messeigneurs de Saint-Remi, Saint-Nicaise, Saint-Denis, monseigneur le prévost de l'eglise, Ms P. D'Ulmont, P. Charlet, messrs P. Bongarson, chanoines de Reins, Me P. Le Roy, T. de Berru, J. Cauchonnet, J. Caillart, eschevins, T. Burron, J. de Chalons, Me J. Cabert, Me P. Chardon, Me P. de Montfaulcon, J. de Gravelle, R. de Suippe, T. Guillart, G. Lescot, J. Gouvion, J. Moet, G. Colet, J. Cachette, C. Miloie, J. de Lyart, B. Le Bouteillier,

sée, par le consentement et accord de la plus grant et seinne partie d'eulx, ils aient prins et levé en ladicte ville, pour la fortificacion, emparemens et autres choses nécessaires d'icelle, certains aides; et pour congnoistre desdictes aides et des deppendances, aient esté commis certaines personnes notables; et il soit ainsi que pour lesdictes fortifications, emparemens et aultres choses nécessaires d'icelle ville, qui sont grandes et somptueuses, soit necéssité ausdits supplians d'encore prendre et lever lesdictes aides, c'est assavoir : sur chacune queue de vin vendue en gros en ladicte ville, II s. p.; sur chacune queue de vin vendue en gros, traicte et menée hors de ladicte ville, II s. p.; et du vin et autres buvraiges qui en icelle ville seront vendus à debtail, XII d. p. pour livre; avec II s. p. pour chacun minot de sel qui sera vendu en ladicte ville et ès faubours d'icelle; sur chacune tonne de harens, allés et cabillaux, vendue en groz en ladicte ville et ès faubours d'icelle, II s. p.; sur chacune tonne de harens, allés et cabillaux, vendue en groz, traicte et menée hors de ladicte ville, II s. p.; sur chacun millier de harens sors et viveles, vendus en icelle ville, II s. p.; et sur chacun drap entier vendu en ladicte ville et ès faubours d'icelle, III s. p.; lesquelz aides ils n'oseroient bonnement lever ne mettre sus pour le temps présent et celui advenir, se de nous n'en avoient congé et licence, si comme ils dient, en nous requérant humblement iceulx. Nous, ces choses considérées, et la bonne obéissance que nous ont présentement faicte et bien libéralement lesdictz supplians et iceulx, en faveur de ce, et pour le bien et seureté de ladicte ville, avons donné et ottroyé.... de grâce especial, par ces presentes, congié et licence de prendre et lever les aides dessus déclairées, pour les fortifications, emparemens et autres choses neccessaires de ladicte ville, jusques à douze ans, commençans le jour de l'exécution de ces présentes : pourveu toutesfois que la plus grant et seinne partie d'iceulx supplians en soient d'accord, et que celui ou ceulx qui recevront lesdictes aides soient tenus d'en rendre compte quant et où il appartiendra; Si donnons en mandement, par ces mesmes présentes, au bailli de Vermandois ou à son lieutenant, que de nostre présente grâce et octroy facent, seuffrent et laissent lesdictz supplians joir et user plainnement et paisiblement, durans lesdictz douze ans.... Et avec ce, pour ce que aucuns particuliers de ladicte ville pourroient estre refusans ou délayans de paier ce qu'ilz pourroient devoir, à cause des aides dessusdiz, et pourroient, à cause d'iceulx aides, mouvoir plusieurs procès, nous mandons et commettons audit bailli ou à son lieutenant, que appellez ceulx qui seront à appeller, il commette, ordonne et establisse deux ou trois notables personnes de ladicte ville de Reims ou aultres, telles qu'il verra estre expédient et convenables, pour contraindre et faire contraindre ceulx qui seront refusans ou délayans de paier ce qu'ilz peuvent ou pourront devoir à cause desdictes aides; et dont de par lesdictz supplians ou les collecteurs d'iceulx, ilz seront requis et aussi pour congnoistre, discuter et déterminer de toutes les causes, procès et débas qui, à cause desdictes aides, pourront mouvoir, tant en demandant comme en défendant. Et à ceulx qui seront ainsy commis, ordonnés et establis, nous avons donné et donnons par ces présentes, plain povoir, auctorité, commission et mandement espécial, de faire ou faire faire lesdictes contrainctes et exécucions, et aussy de congnoistre, discuter et déterminer ad fin deue desdictes causes et procès, et de faire aux parties, icelles oyes, bon et brief accomplissement de justice, nonobstant quelzconques ordonnances, mandemens ou deffences à ce

notables personnes de ladicte ville, jusques au nombre de cent à six vins personnes, ou environ; et après plusieurs parolles et altercacions

et G. Linage; a esté délibéré que messeigneurs qui ont esté esleus à fère les instrucions et provisions pour la convencion des citez, les feront par escript, selon les instrucions autreffois faictes pour la convencion des trois Estats, et de toucher les poins contenus ès dictes instrucions pour y adviser et querir remèdes et provisions, tant par le roy, comme autres telles manières que fère se pourra."

« Du samedi IIe jour (sic) de décembre de l'an mil IIIIcXXII, par monseigneur de Chastillon, capitaine de Reins, a esté appoincté de fère venir ouvrer ès fossés de la ville les habitans des villages de cy environ. — *Item*. Est ordonné de requérir et prendre de Coleçon Roquet les ve francs qu'il a des marcs d'argent, — *Item*. De faire garder la forteresse de Courville aux despens de l'arcevesehié.

coptraires. En tesmoing.... Donné à Sept-Saulx, le XVIe jour de juillet, l'an de grâce mil IIIIc XXIX, et de nostre règne le septiesme. *Ainsi signé :* Par le roy, en son conseil, J. Le Picart.

« Nous, les commissaires ordonnés par le roy sur le fait et gouvernement de toutes ses finances, ès pays deçà la rivière de Seinne, veues par nous les lettres du roy....., par lesquelles a ottroyé aux gens d'église..., etc., etc., qu'ils puissent prendre certain aide sur plusieurs choses, et mesment II s. p. sur chacun minot de sel....., nous consentons à l'enterinement et accomplissement desdictes lettres, en mandant au grenetier.... de Reins....., qu'il paye, baille et délivre ledis II s. p. Donné soubs nos signes, le XII janvier M. IIIIc XXXI (v. s.). *Ainsi signé :* J. Leclerc. »

[Les receveurs sont les mêmes et sont institués de même qu'en 1429. Les recettes roulent sur les aydes. Aux recettes extraordinaires] :

« Des gens d'église de la ville, pour leur part et porcion de la taille mise sus en ceste présente année pour les fortifficacions et emparemens, et de la demie taille mise sus pour ladicte cause, vc XL l. p. — Des eschevins et habitans séculiers, leur taille étant de IIm IIIc XXXV l. t. qui valent à parisis XVIIIc LX l. p. : desdits habitans séculiers, par les mains de J. Caillart, collecteur de ladicte taille, oultre et par-dessus la cotte que devoient paier les habitans pour emploier ès ouvrages, VIII l. p. — Des gens d'eglise, par les mains de Me P. Sauvage, collecteur de la taille mise sur eulx, oultre leur portion, XXXVI s. p.

« Somme toute, IIm IIIIc IX l. XVI s. p.

« Somme de toutes les recettes, IIIIm C VII l. III s. VII d. p.

« [Somme de toutes les mises, IIIm VIIIc IIIIxx II l. XII s. I d. et I double]. »

[Les mises sont dressées dans le même ordre et portent sur les mêmes objets que l'année précédente] :

« A Me Nicaise Velu, armurier, XXVIII l. XII s. pour ses peines d'avoir forgé, du fer de la ville, XII couleuvrines pour la ville, etc. »

[Ce compte est reçu de la même manière que celui de 1428-1429, et l'homologation est transcrite mot pour mot sur la précédente, y compris le nombre de 200 notables présents, et la difficulté relative aux 200 l. t.]

DENIERS COMMUNS.

Ve COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim. vol. I, no 5].

[*Lettre de crue du petit aide*].

« Charles..., salut. Oye avons l'humble supplication de nos amés les gens d'esglise, etc....., contenant que l'année passée finie le 1er octobre dernier passé, par vertu de nos lettres d'octroy, ils aient mis en la ville... pour l'emparement.... XII d. p. pour livre sur les vins et aultres bruvages vendus à détail, oultre et par-dessus l'aide de XII d. p. pour livre par nous jadis ottroyé pour XII ans, — et pareillement II s. p. sur chacune queue de vin en gros traicte hors de la ville, à paier par l'acheteur, oultre l'aide de II s. p. par nous ottroyée pour XII ans à prendre sur l'acheteur..., lesquelles creues n'oseroient bonnement lever pour le temps présent ne avenir, combien qu'ils en aient bien besoing..., se de nous n'en avoient congié.., etc. » 1431 et 1432

[Le roi accorde ces crues, depuis le 1er décembre dernier jusqu'au 1er octobre prochain, pourvu toutefois que la majeure partie des habitants y consente. — Ordre au bailli de Reims de ne souffrir aucun destourbier....; mais cette fois c'est le roi lui-même qui nomme les élus, Me J. de Chebery, chanoine de N.-Dame, et Me J. Cabert, licencié ès lois. — A Reims, le 12 janvier 1431].

eues entre lesdis habitans illecques assamblez, pour ce que les aucuns vouloient et estoient d'oppinion de faire ladicte élection par une

« *Du mardi* v^e *jour de janvier l'an mil* cccc xxii, par monseigneur de Chastillon, capitaine de Reims, présens messeigneurs de Saint-Nicaise, de Saint-Denis, monseigneur le prévost, Me P. Charlet, P. Crochet, G. Le Chasnrier, Me P. Le Roy, P. de Berru, J. Cauchonnet, eschevins; Me J. Cabert, J. de Chalon, Me P. Chardon, J. Tribou, T. Buiron, J. Fournel, J. Cauchon le josne, T. Miloie, esleus au conseil, a esté délibéré par les dessus dicts, que monseigneur de Chastillon ou autre aiant commission prengne l'argent que Colecon Roquet, receveur des marcs d'argent de rest de sa recepte desdicts marcs, et de fait, pour le bien et prouffit de la ville, attendu les lettres de don du roy. »

[*Ici se trouve une lacune de* 13 *mois.* Désormais nous ne transcrivons plus complétement, et nous ne reproduisons pas toujours littéralement les conclusions.]

« xviii *avril* m. iiiie xxiv, par monseigneur

[Suit l'institution de P. Sauvage et J. Legis, comme receveurs. Dans celle de Legis il est dit :]

« Les despenses aux réparations et emparement, et autres choses nécessaires à la ville, seront faicts par mandemens scellés du capitaine ou son lieutenant...; excepté que les mandemens de la despense des ouvrages seront seulement scellés des seaux des commis et esgards sur le fait des ouvrages, et signés des seings manuels de Me J. Raymond, prévost de N. D., de Me P. Leroy, eschevin, et J. Leclerc, dit Moet, bourgois, ou de deux d'iceulx, c'est assavoir l'un d'église et l'autre séculier; excepté aussi pour les menus voiages.... montant à lx s. p., et aussi au regart d'aucuns chevaulcheurs poursuivans ou messagiers auxquels on fera aucuns dons jusques à lx s., de laquelle despensé les mandemens seront scellés du scel du capitaine ou son lieutenant; et au regard des pensionnaires de la ville qui ont lettre de retenue, ils seront payés par lesdits receveurs, en presentant vidimus de leur retenue.... et tout selon la fourme et teneur de certains articles accordés entre les gens d'esglise et les séculiers...; et a le recepveur pour ses peines et salaire, xxl. xvi s. p. »

[A l'article des recettes extraordinaires, est compris le revenu d'une portion d'une petite maison de la rue Chativeile, achetée par la ville et louée à son bénéfice; ce sont là les premiers deniers patrimoniaux communs dont j'aie trouvé trace dans ces comptes.]

[A l'article des deniers donnés en don.]

« A Th. Noel, bourgois de Reims, viii l. xvi s. p. en viii escus d'or pour les bons et agréables services par lui fais on temps passé, et que l'on espère qu'il fera ou temps à venir à la ville, pour cause de la garde du chastel de Porte-Mars, dont en la faveur de la ville il a entrepris la charge de la chastellerie et garde de monseigneur l'arcevesque, et de ses gens et officiers. [Notez que l'archevêque est rentré à Reims avec Charles VII, dont il est chancelier.] — Pour x aulnes de fine toile donnée à monseigneur le doyen de Paris, général gouverneur de toutes les finances du royaume par deçà la rivière de Sainne, pour les bons et agréables plaisirs qu'il a fais et que l'on espère qu'il fera à la ville, xvi l. xvi s. p. — Pour xxx muys de grains octroyés au roy par les gens d'esglise, eschevins, bourgois et habitans, pour l'avitaillement de son armée devant Lagny, frais de charroiz, etc., v^e xx l. xvii s. i d. — Don fait au bailly de Vermandois, de grant quantité de xiie de pains, et xxx jambons quant il s'en ala vers le roy à Lagny, vi^{xx} viii l. xvi s. p. »

[A l'article des gages, il n'y a plus seulement un commis au gouvernement de l'artillerie, et un ouvrier artilleur; mais deux commis au gouvernement de l'artillerie; d'ailleurs les gages du commis et de l'ouvrier étaient les mêmes. Cette fois, l'ouvrier artilleur demeure encore avec les mêmes gages.]

« A Me J. de Chellery et Me J. Cabert, commissaires ordonnés par le roy sur le fait des aides, xvi l. p. à eulx deux pour leurs gaiges, peines et salaires, d'avoir mis sus lesdicts aides, et avoir congnu des procés venans à cause d'iceulx aides pour un an. »

[Ce compte contient un nouvel article :]

« Aultres deniers montans à... ii^c l. t., accordés par les gens d'esglise, estre prinse par les eschevins, bourgois et habitans séculiers sur les deniers communs...., soubz certaines modifications contenues en l'accord sur ce fait entre les gens du clergié d'une part, et les séculiers d'autre, baillés par le recepveur en suivant ledit accord.... au recepveur commis de par les séculiers à la recepte desdis ii^c l. t. — A J. Gaillart..., commis de par les habitans séculiers à recevoir ladicte somme de ii^c l. t.... payé sur vidimus

manière que l'en disoit estre par la voix du Saint-Esperit, et, se l'en n'y povoit parvenir par ceste voye et manière, que chascun deist et

de Chastillon...., présens messeigneurs de Saint-Remi, Saint-Denis, monseigneur le prévost, J. de Chalon, Mᵉ P. Le Roy, T. de Berru, J. Fournier (?), P. Crochet, eschevins, Mornet Bale, G. de Condé, J. Cauchon le josne, J. Cauchiette, J. Fournel, J. Juppin, J. Breton, G. de Montlaurens, J. Vieillart, T. de Bazoches, J. Moet, G. Dominique, Mᵉˢ J. Gabert, P. Chardon, J. Tricot, N. L'Ermite, J. La Bellique, J. de Reims, J. Le Bouteiller, J. Brunel, P de La Place, Mᵉ G. Haymard. »

[G. de Chatillon promet que dans 15 jours après Pâques, il n'y aura dans les forteresses de Sept-Saulx et de Betheniville aucuns hommes d'armes pour y demourer et séjourner, et pour vivre sur le pays, et qu'il commettra à l'une J. Brulé, écuyer, avec 300 hommes, dans l'autre J. de Chuffilly ou autre gentilhomme suffisant, pour la

de son institution, lesquelles sont données de monseigneur J. Cauchon du Godart, lieutenant de... Ant. de Hellande, capitaine de Reims.... »

[Il n'est fait mention que du versement en bloc de cette somme entre les mains de Caillart. — Enfin, aux dépenses extraordinaires :]

« A monseigneur Dreux Bude, secrétaire du roy, cxv s. p. en cinq salus d'or, pour avoir fait et grossé ung mandement royal par lequel le roy vuelt et ordonne que ceste cité seule et pour le tout soit marchande et ait la marchandise du sel, jusqu'à v ans. — *Item* pour le droit de seel desdictes lettres, xxi l. xv s p. qui est lxi s. p. pour chacune desdictes années. — A Mᵉ J. Leclerc, secrétaire du roy, cxv s. p. pour la vérification de MM. les généraulx dudict mandement. — A Mᵉ Dreux, pour avoir fait et grossé ung aultre mandement pour lequel le roy vuelt que l'en puisse mettre pris sur le sel qu'ameneront les marchans fermiers et autres en ceste cité.... — A Mᵉ Dreux, vi s. p. pour escriture d'unes lettres royaulx, pour contraindre toutes gens d'armes et aultres gens, à entretenir les abstinences de guerre prinses entre le roy et monseigneur de Bourgogne, à vi ans, — et viii s. p. au sergent roïal pour les avoir publié par les quarfours. — A B. Le Boutillier, bourgois, avecques lequel MM. les gens d'église, eschevins, bourgois, et habitans ont traictié pour cause de sa prinse faicte par les ennemis du roy, en ung voiage qu'il faisoit pardevers le roy pour les affaires de la ville...., en telle manière qu'il aueroit tant pour sa prinse principale comme pour ses dommages.... vᶜ l. p.

« Somme des recettes, iiiᵐ iiiᶜiiiˣˣ xix l. xiiii s. ii d. p. Somme des mises, iiiᵐ lxxxi l. ix s. iii d. p. »

[Les comptes sont examinés par l'abbé de Saint-Denis, un chanoine, deux échevins &c, commis par les gens d'église et séculiers..., en présence du capitaine de Reims, le 13 septembre ;] et le xiv septembre, lesdits auditeurs ont fait rapport desdits comptes au conseil, et leur a esté ordonné de passer et signier lesdis comptes.

DENIERS COMMUNS.

VIᵉ COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patr. vol. I, nᵒ 7.]

[Lettres de Charles VII, prolongeant pour un an 1432 et 1433.
la crue de 12 d. et 2 s., accordée par les lettres du 12 janvier 1431 (v. s.) à Amboise, 12 octobre 1432. — Elles sont vérifiées par R. de Bouligny, général conseiller du roi, sur le fait de toutes les finances, tant en Langue d'oïl comme en Languedoc.]

[Aux deniers payés pour habillemens de guerre :]

« Un mortier pour battre salpêtre et aultres poudres. — Pour avoir forgé xii couleurines avec le fer de la ville. [On achète 8 couleurines d'airain au connétable, en 1434]. — Pour passe-volans. Pour un mille de tourteaux à falots bien engraissés. — iiiiˣˣ l. de plomb, pour faire cviii mailllets de plomb, pour distribuer par les connestablies. — vᶜ pierres pour la grosse bombarde, vi pour les moyennes bombardes, et xxxiv pour les waglaires. — Des bois d'if, pour arcs. »

[Aux deniers en don :]

« L l. p. au lieutenant du capitaine, sans tirer à conséquence. »

[Aux deniers pour gages :]

[Les gages du clerc de ville Maubrouet, sont descendus de xxiv l. à xvi l., par suite du traité fait entre les séculiers et les gens d'église.]

[Aux deniers extraordinaires :]

[Démolition de la forteresse de Cormicy par ordre du conseil du roi. Jehan Collebert, maçon, y est employé.] « 2,000 de pottelets de terre donnés aux quarteniers, connestables et dizainiers, par portions,

desclairast son oppinion tout hault, l'un après l'autre; et les autres disoient et estoient d'oppinion que ladicte élection se feist par voie

garde des lieux seulement, auxquels il fera promettre de les garder bien et doucement aux dépends des revenus de l'archevêque, et de ne les rendre à personne sans le congé du capitaine et du conseil des habitans; s'ils font aucuns maux, les habitans le lui signifieront, et sur-le-champ il les fera réparer. — Nul ne pourra d'ailleurs être mis dans ces forteresses sans le consentement des habitans. *Signé* G. de Chatillon (autographe.)]

« Et iceux habitans ont promis en ces choses, et ès circunstances, demourer avecques ledit seigneur, et icelui seigneur avecques lesdits habitans, et de ces choses fut requis instrument à .... Quatresolz, juré du roy N. S., par ledit sieur de Chastillon, et Mᵉ J. Haymard, procureur de la ville, lequel leur est [baillé] soubz ceste fourme, etc.; et

pour jeter eau chaude, huile, cendre, aux ennemis qui voudroient assaillir les murs.

DENIERS COMMUNS.

VIIᵉ COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim. vol. I, nᵒ 6.]

1433 et 1434. [Lettres de Charles VII, données à Laon, le 4 septembre 1433, par lesquelles il proroge pour un an la crue des aides accordées par les lettres du 12 janvier 1431 (v. s.), que celles-ci reproduisent mot à mot. (Voir plus haut, p. 574, un extrait de Rogier, placé en note.) C'est toujours d'octobre que sont datées les lettres d'institution des receveurs. D'ailleurs, ce compte est semblable au précédent.]

[Recettes extraordinaires:]

[Il est fait mention de IIIIᶜ l. pour loyer de la maison appartenant à la ville, rue Chastivelle. Ces IIIIᶜ l. constituent des deniers patrimoniaux communs.]

[Aux deniers baillés en don:]

[Les IIᶜ l. tournois sont versées.]

« A deux escoutes de nuit qui avoient esté prins aux champs par les ennemis, et grandement rançonnés et détenus, VIII l. p. à eulx donnés pour Dieu et en aumosne. »

[Désormais il y a toujours deux maîtres de l'artillerie.]

[Il n'y a qu'un seul commissaire aux aides de gagé, bien que les lettres du roi en nomment deux. Ces lettres mêmes ne mentionnent plus que Cabert en 1434. — Aux deniers extraordinaires, ces commissaires sont indiqués comme ayant présidé tous deux à l'adjudication des aides en 1433.]

[Aux deniers extraordinaires:]

« A messire Morel, cousteurier de l'église de Reims, Th. le Poire, Jehan le Roucelet, sergens de l'eschevinage, J. Mignot, clerc du bailli de Vermandois, et E. D'Ourmes, sergent roial, VIII l. III s. p. — Au refrituriér, pour avoir scelé du seel de la seneschaucié de l'esglise les lettres missibles faictes pour les affaires communes de la ville, et livré la cire pour ce faire par l'espace d'un an; à Thomas et Roucelet pour avoir scellé pareillement lesdictes lettres du scel de l'eschevinaige, et livré la cire pour un an; à Mignot, pour son droit des lettres du B. de Vermandois, de la sourséance de la gabelle jusques au jour de Pasques, et à E. D'Ourmes, pour avoir publié lesdictes lettres par les quarfours.... — Aux Cordeliers, VIII l. p. pour une caque de harans, donné tant en recompensacion des frais qu'ils ont pour cause des assemblées que l'on fait en leur hostel pour les affaires de la ville, comme en rémunéracion... de garder les coffres esquels sont les comptes de la despense des deniers communs. — A J. Guiot, fevre, pour grant quantité de feves de fer faictes pour planter ès fossés de la ville, pour empeschier ceulx qui volroient mal faire à la ville; pour bois acheté pour faire estocs pour fichier lesdictes feves, et plusieurs journées de II ouvriers à faire les estocs, XXXII l. XV s. VIII d. p. — Pour le louage d'une chambre en une maison séant au marchié au bled, où sont logiés de nuit ceulx qui font le guet audict marchié. — A J. Moret, prévost de Laon, J. Hermand, juré roial, tant pour une information faicte à la requeste du procureur de la ville contre G. de Cernay, capitaine de Villesavoie, qui estoit détenu prisonnier en ceste cité..., et despens fais par eulx pour tesmoings oïs, et aussi par plusieurs conseillers en visitant ladicte information, comme pour plusieurs copies de rescriptz, mémoires fais par advocat, substitucion, procuracions, etc.... touchant ceste cause, XIV l. XIII s. p. — Au fermier du tabellionage de la prevosté de Laon, tant pour le droit des lettres obligatoires faictes soubz le seel de la baillie de Vermandois, touchant le faict de la vendue des aides pour cinq

d'escrutine, et que finablement fut conclud par la plus grant et seinne partie de procéder à ladicte élection par ladicte voie d'escrutine, dont aussi les dessus nommés requirent pareillement lettres et instrumens. Ce fut fait le xviiie jour d'avril, l'an mil cccc vint-trois avant Pasques. *Signé* Quatresolz (autographe.)

« *Item*. Sont advisés pour mettre au chastel de Porte-Mars, en lieu de Me P. de Montfaulcon et de Jeston le Mosnier, Baudenet de Saint-Remy, J. Gauchiette, T. de Bazoches, Poncelet Eschammette — *Item*. Sont ordonnés pour visiter la place, G. de Condé, J. Moet et T. Bazoches, pour la fère mettre en seureté. — *Item*. Est délibéré de aidier monseigneur Lancelot de trait, bombardes et toutes autres choses que on pourra pour le bien du païs. »

« [Gauchiette, Bazoches, Eschammette, font serment, touchant la forteresse de Porte-Mars.]

« xxiv *avril*, par J. Cauchon, lieutenant de monseigneur de Chastillon, présens mes-

sus...., comme pour bois acheté pour chauffer les esleus du conseil dans la salle de l'archeveschié. — Pour fère certain essay de la monnoye du Luxembourg. — Pour paier l'impos de nercy du roy, à cause de la grange de la ville, xvi l. xix s. x d. p. — A plusieurs hommes d'armes et gens de traict des garnisons de Breine et Sept-Saulx, retenus à gaiges par la ville pour garder le païs environ, affin qu'on puist vendengier les vignes, admener les vins en ceste cité, et faire les labourages, iiiic v l. p. »

[Tous les enchérisseurs sur les aides touchent le droit de quint denier, ou du 5e de leur mise aux enchères. — S'ils surmettent de 20d. ils ont 4 l., etc. Elles leur sont délivrées sur mandement du capitaine, délivré sur certificat des commissaires élus. — Maubrouet, clerc de la ville, est aussi clerc des élus. — Les élus du conseil s'assemblent dans la chapelle du palais archiépiscopal, pour ouïr le rapport des commis à examiner les comptes.]

DENIERS COMMUNS.

VIIIe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. II, no 1.]

1434 et 1435 [Aux recettes extraordinaires, la maison de la rue Chativelle est échangée contre une grange avec cour, dans la rue de la Vieille-Couture. On achette de plus, pour xl. t., une masure et un jardin près de la grange.]

« Reçu de J. de Châlons, bourgois de Reins, commis à recevoir certain aide mis sus à Reins en l'an de ce présent compte, de par le roi, par M. le connestable de France, de iv s. p. pour queue de vin vendu en gros, mené en pays non obéissant au roi, oultre et par-dessus les autres aides ci-devant déclairés, du samedi m. iiiic xxxv au xviii décembre m. iiiic xxxvi, viic xxxvii l. p. »

[L'usage s'établit d'offrir en don au lieutenant ce qu'il ne perçoit plus en gages. — Aux deniers des gages ne figure plus l'ouvrier artilleur, mais toujours les deux maîtres de l'artillerie. Aux deniers des mises extraordinaires]:

« cx l. p. pour la soulte de la grange échangée en rue Large. — Au prévost de Reins, iv l. xii s. pour son droit de vente de ladicte soulte. — Au même, deux deniers p. pour les vestures de ladicte grange, et xii d. pour le vin du sergent qui fit les vestures. — [Désormais cette grange paie le cens à l'archevêque, toutes les années; c'est le prévôt qui le reçoit.] — vi l. x s. p. à J. Chastenier, général gouverneur des finances; et à Me Marlière, secrétaire du roi, pour la vérification du mandement des lars à toujours.

« Somme de toutes les recettes, iiim vc xxvi l. x s. iv d. p.

« Somme de toutes les mises, iim viic lxxv l. iis. viii d. ob. »

DENIERS COMMUNS.

IXe. COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. II, no 2.]

[Dans les lettres de crue d'octroi, reparaissent deux élus : J. Rémond, prévôt et chanoine, et Me J. Gibert. 1436.

Aux recettes extraordinaires]:

« De G. Persin et J. le Breton, demeurans à Reins, commis de par le roi à recevoir l'aide nouvellement mis de xxiv s. p. par queue de vin menée hors de la ville, des faubourgs et villages [dans un rayon de sept lieues,] qui se payent par l'acheteur, et xx s. p. par queue vendue en gros dans la ville, qui se payent par le vendeur; aux quels commis, le receveur des deniers communs, par mandement du capitaine et du conseil, avoit donné par manière de prest, pour aider à payer les pauvres gens

aucuns ne furent pas bien contens, et aussi que ledit Monseigneur le capitaine et huit ou dix autres desdiz assistans se furent départis dudit

seigneurs les abbés de Saint-Remi, Saint-Denis, monseigneur le prévost, J. de Chalon, P. Crochet, J. Noel, échevins; Mes P. Chardon, J. Cabert, J. Lescot, J. Cauchinette, Me P. de Cierges, J. Gouvion, J. Cauchon le josne, C. Roquet, S. Prévostin, H. Colet, H. Le Chaurrier, J. Brelou, J. Moet, J. Faynot dit Hachette. »

[Sur ce que l'on a délibéré de la reponse à faire à M. Lancelot de l'Isle, commissaire du roy, on conclud à s'assembler le lendemain en la chapelle du Palais, jusques au nombre de 50 notables, pour y avoir avis.]

« *Du mardi* xxve *jour d'avril, l'an mil* IIIIc XXIIII, par J. Cauchon, lieutenant, présens monseigneur de Saint-Remi, monseigneur de Saint-Denis, messire G. Bongarson, Me P. d'Erpy, chanoines de Reins, J. de Chalon, P. Crochet, Jesson de Chalon, Me P. Le Roy, J. Noel, J. Dodré, eschev-

de ce qui leur est dû de la despense faicte en la ville par le D. de Bourbon; le comte de Richemont, le comte de Vendosme, etc., etc., venans d'Arras, la somme de M. l. t.... [800 l. t., ou 80 l. p., en déduction de ces 1,000 l., sont payées en écus nouveaux du roi, salus comptés pour 30 s. t., écus de Tournay et piètres de Bourgogne, 22 s. 6 d. t., et grands blancs pour 10 d. t.]

« De la vente de certains chevaulx appertenans à la ville, lesquels avoient esté achetés, les uns pour une ambassade faicte pour la ville, a Paris, vers le connestable qui avoit mandé les cités et bonnes villes aux III estats...., et y allèrent IV ambassadeurs et III compaignons pour les servir...; les autres pour une IIe ambassade vers le roi, pour avoir provision sur le faict des aides, et sur certaines gens d'armes appelés les Écorcheurs, etc., C LXVIII l. XVII s. p. »

[Aux deniers donnés pour présent:

A Tristant l'Hermitte, prévôt des maréchaux, qui était venu apporter et publier les lettres de paix entre le roi et le D. de Bourgogne, au cardinal de Sainte-Croix, au D. de Bourbon, au connétable, 163 l. 19 s. 4 d.]

« A P. Lefraisne, cirier et apothicaire, pour deux torches à lui achetées, pesant VIII livres de cire, pour alumer à faire les présens que l'on faict de nuit au nom de la ville...., XXXII s. p. — Pour le louage de X torches, pour allumer de nuit à l'arrivée du D. de Bourbon, etc., etc....—A Th. Noël, VIII l. p. donnés à cause de la garde du château de Mars, et en restitution des dommages qu'il a eus, parce qu'à la requeste des habitans, il n'a pas souffert depuis III ans que l'on mit prisonniers au chasteau, en quoi il prenoit grand proffit, à cause de la geôlerie du chasteau. »

[J. Legis, receveur, expose à M. le capitaine, à son lieutenant et gens du conseil, qu'il y a cinq ans, qu'à la nomination des habitans séculiers il fut commis à la recette des deniers communs avec le receveur du clergé...., et comme depuis cinq ans il est continuellement occupé à l'exercice de sa recette; qu'il éprouve grandes peines et dangers aux recouvremens; qu'il a été obligé de faire poursuivre plusieurs par prise de corps et de bien, dont aucuns ont appelé, qui requièrent toute rigueur qu'ils peuvent contre Legis, porteur de par MM. du clergé et séculiers, des lettres obligatoires, à quoi les appelans sont tenus envers eux à cause des aides; ce qui est grand'charge pour lui, bien que la poursuite se fasse aux frais communs....; comme aussi les affaires qui surviennent parfois sont si pressantes, qu'il est obligé de donner ses deniers sans mandemens ni décharge...., ou d'avancer de ses deniers quand l'époque des termes des aides n'est pas venue...., toutes choses très périlleuses pour le receveur, qui n'a que 16 l. t. de gages par an.... En conséquence, il demande 20 l. p. d'indemnité par an, 100 l. en tout.... On lui accorde 60 l. p.]

« Somme de toutes les recettes, IIIm Vc VI l. X s.

« Sommé de toutes les mises, IIIm IXc XXXV l. XIX s. p.

DENIERS COMMUNS.

Xe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. II, no 3.]

[Un nouveau document est en tête de ce compte]: 1436 et 1437.

« Estat de la recepte et despense des aides [royaux], ordonnés pour la guerre, depuis le XIV juing M. CCCC XXXVI, jusques au XXX septembre suivant, [et depuis le 1er octobre M. CCCC XXXVI, au 1er octobre M. CCCC XXXVII], fait par moy J. Boileaue, lieutenant à Reims de Mr Elye de Lessage,

lieu, et ne volrent point estre présens à ce faire, nosdiz commis qui pareillement y estoient....furent ordonnés à oïr l'oppinion desdis

vins, Me P. Chardon, J. Cabert, G. de Montfaucon, A. Dorigny, P. de Cierges, J. Lescot, T. de Bazoches, H. Le Chaurier, J. Moet, J. Brunet, G. Liennart, G. Persin, M. Fale, J. Cauchiette, Me J. Convent, H. Colet, J. Fournel, B. de Saint-Remy, M. Coquelet, J. Cauchon le josne, G. de Condé, J. Labbé, J. Leclerc, S. Prévostin, C. Roquet, P. Fougnier, J. Hachette, J. de Villers, J. Duchesne, J. Legrant, H. Gaillart, C. Caillart, R. de Pois; a esté advisé d'obeir au roy, principalement touchant la requeste de monseigneur Lancelot de l'Isle, commissaire du roy N. S., touchant les aides, pourveu que on fera requeste au dit seigneur d'en avoir une porcion pour la ville, et que au gouvernement des dits aides seront commis certaines personnes notables en petit nombre, et à menres gages que on pourra bonnement, avecques autres modi-

receveur desdites aides, le IIe de mars M. CCCC XXXVI (v. s.).

[I.] « Premiers [du 14 juing au 30 septembre 1436].

« Impositions du pain, et [impositions] communes de la ville de Reins, III^c XXII l. II s. — Huitiesmes à détail en la ville de Reins, VI^xx VI l. IV s. — Vingtiesmes du corps de Reins durant ledict temps, VI^xx.

« Somme du corps de Reins, V^c XXVIII l. VI s. —

« Sur quoy la ville, par don fait par le roy, prent le quart, CXLII l. I s. VI d. »

[II. Du 1er octobre 1436, au 1er octobre 1437.]

« Bail des fermes du corps de Reins pour ung an, commençant le 1er octobre M. CCCC XXXVI.

« [§. I. *Impositions*.]

« [1°.] Et premiers, impositions [de l'année.]

« Aulx et oignons, XVI l. p. — Aucquetons, XIX l. IX s. p. — Chars et lars, CLIV l. — Poulaille, XVI l. — Salnicion, IIII^xx l. — Bestes vives, II^c XL l. — Drapperie, CC. — Frepperie, XV l. — Roing et appartenances, VI l. — Corderie, XXXVI l. — Laynnes, IIII^xx IV l. — Chevaulx, LX l. — Plomb et estain, batterie, etc., XIII l. — Pelleterie, XVI l. XVII s. — Plumes, XL s. — Thieulles, XVI l. — Cordonnerie, L l. — Cuirs tannés, IIII^xx l. — Cuirs à poil, XXVI l. VIII s. — Marrien, CIV l. — Busche, LXVII l. IV s. — Fer et acier, XLVIII l. — Poisson de mer, XC l. — Poisson d'eaue doulce, XXXIX l. XII s. — Oeufs et fromages, XXXII l. — Fruit, XXI l. VIII s. — Mercerie, VIII^xx VIII. — La destrempure de Waide, IX l. XVIII s. — Waide et Warence, XX l. VIII s. — Thoiles, XL l. XVI s. — Serges, tapisseries, tissus en filez molez, etc., XL s. — Estamines, XXXVI l. — Chappeaulx, IV s. — Grain, IIII^c X l. — Farine et gruyz, XII l. »

« Somme des impositions de l'année, II^m C IIII^xx I l. XIV s. p.

« [2°.] La foire de Saint-Remy, impositions.

« Boucherie, XL s. — Bestes vives, VIII l. — Corderie, XX s. — Pelleterie, C s. — Aulx, LX s. — Poisson de mer et d'eaue doulce.... — Grains, farine et gruys, VIII s. — Le point de l'alesne, XL s. — Frepperie, IV s. — Marrien, XXX s. — Toiles, XXVIII s. — Poulaille, VIII s. — Laynnes, XXIV s. — Batterie, II s.

« Somme des impositions de ladicte foire, XXVI l. IV s.

« [3°.] La foire de la Cousture, impositions.

« Chars, XVIII l. — Poulaille, XLII s. — Bestes vives, XIII l. — Frepperie, XII s. — Drapperie, X l. — Corderie, X s. — Cuirs tannés, L l. — Cordonnerie, X l. IV s. — Toiles, XIX l. IV s. — Poisson de mer et eaue doulce, XX s. — Estamines, XVIII s. — Ferraille, XXX l. — Aulx, XX s. — Marrien, LXXV s. — Pelleterie, LXXV s. — Mercerie, VIII l. — Chevaulx, IV l. — Plomb, X s. — Plume, IV s. — Graisses, IV l. IV s.

« Somme des impositions de la foire, C. IIII^xx l. XVII s. p.

« Somme toute des impositions, tant de l'année que des foires, II^m III^c IIII^xx VIII l. XV s. p.

« [§. II.] *Les fermes des huitiesmes de Reins.*

« Le VIIIe des parroches Saint-Pierre et Saint-Hilaire, VI^c LXXV l. — Le VIIIe de Saint-Denis, Saint-Jacques et la Magdeleine, II^c XL l. — Le VIIIe de Saint-Estienne et Saint-Symphorien, III^c LXXV l. — Le VIIIe de Saint-Martin et le demourant de la ville, LX l. — La foire Saint-Remy, VIII l. — La foire à la Cousture : les VIIIe des parroches Saint-Pierre et Saint-Hilaire durant ladicte foire, VIII l

assistans, l'un après l'autre, mettre et rédiger par escript ceulx qui seroient nommez, et rapportez ausdiz assistans ceulx qui au-

fications, et de remonstrer doulcement aux habitans ces choses. — *Item*. Sont députés pour extraire les requestes et poins qu'on vuelt faire au dict seigneur, monseigneur le prévost ou Mᵉ J. Witry; Mᵉˢ P. Chardon, J. Cabert, deux eschevins; J. Moot.

« XXXVIᵉ *jour d'avril*, par J. Cauchon, présens J. de Chalon, P. Crochet, Mᵉ P. Le Roy, J. Dudré, B. Le Bouteillier, T. de Berru, eschevins; J. Lescot, G. de Montlaurens, C. Roquet, J. Gonvion, J. Tribou, J. Cauchiette, T. de Bazoches, J. Cauchon le josne, G. de Condé, B. de Saint-Remy, G. Dominique, G. Persin, P. de Dijon, J. Juppin, C. de La Place, T. Joly, J. Faynot, P. Le Vergeur, J. Gobelet, J. Gobin, Mᵉ J. Convent, Mᵉ P. de Montfaulcon, Mᵉ J. de Floricourt, J. de Barbaise, J. Baubray, J. de Lyard, J. Tricot, P. Caillaudeau, P. Godet, R. de Buissy, C. L'Ermitte, J. Du-

VIII s. Le VIIIᵉ de Saint-Denis, Saint-Jacques et la Magdeleine, LXII l. VIII s. Le VIIIᵉ de Saint-Estienne et Saint-Symphorien, IV l. Le VIIIᵉ de Saint-Martin et le demourant, XX s.

« Somme toute des huitiesmes, tant de l'année comme des foires, IIᵐ IVᶜᶜ XXXIII l. XVI s. p.

« [§. III.] *Les fermes des vingtiesmes.*

« Reims, Iᵐ IIᶜ l. — La foire Saint-Remy, XX s. — La foire de la Cousture, LX s.

« Somme toute des vingtiesmes de l'année et des foires, Iᵐ IIᶜ IV l.

« [§. IV.] *Les fermes de l'imposition du pain de la ville de Reims.*

« Reims, IIIIˣˣ XVI l.

« Somme toute de la value des aides pour tout l'an, VIᵐ IIIIˣˣ II l. XI s. p. »

En laquelle somme les habitans de Reims, par don et octroy du roy, prennent le quart, qui monte à Iᵐ IIᶜ IIIIˣˣ l. XII s. IX d. p.

[Vient ensuite la copie des lettres d'octroi du 16 juillet 1429. Puis la pièce suivante :

« Charles.... à nos amés les généraulx conseillers sur le fait et gouvernement de toutes nos finances. Comme, après ce que, pour faire mectre sus et lever en nos villes et pais d'oultre la rivière de Seine, les aides et impositions de XII d. pour l., et du huitième du vin vendu à detail, que par l'advis et consentement des gens des trois estats des pais de nostre obéissance de Languedoil, assemblés par devers nous en nostre ville de Poictiers, ou mois de mars derrenièrement passé, ont esté ordonnés estre mis sus et levés comme les plus legiers et communs aides et plus aisiez pour nostre peuple et subgiez; plusieurs des habitans desdictes villes aient envoyé par devers nous, et nous aient remonstré plusieurs leurs charges et nécessités, et sur le fait desdicts aides requis nostre grace et provision, et entre les aultres ceulx de la ville de Reims : savoir vous faisons, que nous désirans les secourir et aider, et relever de charges à nostre povoir; considérant que sans rompture de l'entretenement de nos gens de guerre en la frontière de nos ennemis, et aussi de tout le fait desdicts aides, et nos aultres villes et pais, dont inconvénient irréparable nous pourroit ensuir en la conduite de nostre guerre, et des aultres nos affaires, ne les povons pas deschargier desdictes aides; nous, pour leur aidier à supporter leurs charges et affaires d'icelle ville, leur avons donné et donnons par ces présentes, la quarte partie de tout le prouffit et revenue desdictes aides en la dicte ville de Reims et faubourg d'icelle, jusques au temps et termes de deux ans entresuivant, à commencier du jour que les dictes aides ont eu ou auront cours en ladicte ville; et pour aucunement relever nos pauvres subgiés, nous avons ordonné que des menues denrées appelées quinquailleries, que les bonnes gens vendront de leur creu et nouriture, aucune imposition ne sera paiée jusques à cinq sols tournois et au dessous; toutesvoies les regratiers et revendeurs n'en seront pas francs, mais la paieront. Si voulons et vous mandons, que par le receveur d'iceulx aides esdictes ville et élection, vous faites paier et bailler aus habitans, ou à leur certain commandement, ladicte quarte partie de tout le prouffit...., et par rapportant ces présentes, ou *vidimus* d'icelles fait soubs seel autentique, et recongnoissance suffisante sur ce, ledict receveur en demourera quitte et deschargié, et lui sera ce alloué en son compte partout où il appartiendra.... Donné à Tours, le XVII juillet M CCCC XXXVI, et de nostre règne le XIVᵉ, ainsi signé : par le Roi en son conseil, J. CHASTENIER.

« Les généraulx.... des finances, aux esleus et rece-

roient le plus de voix pour estre officiers d'icelle ville; ausquelz noz commis furent nommés plusieurs pour estre lieutenant dudit capi-

chesne, R. Leclerc, J. Le Guet, J. Chibus, J. de Pertes, J. de S. Légier, J. Colin, J. Le Grant, J. de Marqueuse, P. de Potier, Jacquet Le Guet, C. Bloquel, P. le Chandrelier, et plusieurs autres. »

[Délibération sur le même sujet, même conclusion.]

« IVe mai, par G. de Chatillon et J. Cauchon; présens monseigneur le prévost, Me P. Charlet et messire P. Bongarson, J. de Chalon, J. Caillart, P. Crochet, eschevins; Me J. Cabert, P. Chardon, A. Dorigny, J. Brelou, G. de Coadé, J. Cauchon le josne, T. de Bazoches, J. Cauchiette, J. Lescot et P. de Montfaulcon. »

[On répondra aux lettres du duc de Bourgogne qui dément le bruit d'un traité entre lui et le dauphin. On donnera 3 moutons d'or à son chevaulcheur.]

[Le capitaine ordonne au vicaire (grand-vicaire) et à G. Hodierne, bailli de Reims, de faire réparer le château de Mars vers les champs; ils y consentent, et ceux qui sont nommés en tête de la conclusion promet-

veur des aides ordonnés pour la guerre en la ville et eslection de Reims, salut. Pour accomplir les lettres du Roi nostre sire..., nous vous mandons, c'est assavoir, à vous esleus, que des menues denrées que les bonnes gens vendront de leur creu et nourriture, les tenez et faites tenir quittes et francs de l'imposition, pourveu que icelles denrées n'excèdent la somme de cinq sols tournois par jour. Et vous receveur, baillés aux dicts habitans la quarte partie desdictes aides durant deux ans.... A Tours, ce XXVII juillet M CCCC XXXVI. »

[Viennent ensuite les recettes, où, avec les deniers d'octroi, figure le quart des aides royaux reçus de Elye de Liutge, mais où ne figurent plus les crues de II s. p. et XII d. accordées par les lettres du 12 janvier 1431 (v. s.)].

[Aux deniers en dons] : « à M. le Bailli de Vermandois, en faveur de ce qu'il est nouvel marié, CLX l. p., etc. »

[Aux deniers pour gages, l'ouvrier artilleur, et de nouveau porté].

[Aux deniers extraordinaires]

« A G. de Flavy, capitaine de Compiègne et seigneur de Nelle, pour le premier payement de certaine traicté et composition faicts avec lui par les habitans, afin qu'il les tient surs, eux et ceux des villages voisins, et leurs biens et aussi les marchands venans en ceste cité, des gens de guerre estant à Nesle, et aultres estant sous lui, sans lever aucun parti ou aultres ordonnances.... IIIIxx l.

Somme des recettes IIIm CCCC LXXIX l. I s. XI d.

Somme de mises IIIm XXXVII l. I s. III d.

L'abbé de St. Denys ne paraît pas à la vérification de ce compte; mais au lieu d'un, il y a deux chanoines; et avant les deux échevins, J. Cauchon Du Godart maître d'hôtel du roi, [lieutenant du capitaine en 1431, et maintenant peut-être lieutenant du bailli de Vermandois à Reims?]

DENIERS COMMUNS.

XIe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. II, no 4.]

[Après la copie des lettres du 16 juillet 1429, viennent les suivantes.]

[*Lettres de crue du petit aide.*]

« Charles.... Salut. Oye par nous l'humble supplication de nos bien amés les gens d'église, eschevins, bourgois et habitans de Reims, consors en ceste partie, contenant.... [ici les habitans rappellent l'octroi du petit aide accordé en 1429, et celui du quart des aides accordé en 1436]....; néantmoins à l'occasion des grans affaires et grosses charges qui sont survenues aux supplians depuis trois ou quatre mois en ça, tant pour raison de certaine composition de la somme de IIIc l. t. pour trois mois, passée avec G. de Flavy, à cause de la place et forteresse de Nesle en Tardenois, où il estoit lors résident...., comme pour l'aide à nous naguères fait par les supplians pour nostre siège devant Monstereau, de certain nombre de gens, maçons, charpentiers, pyonniers, arbalestriers, paviseurs, cannoniers; de certaines caques de pouldre à canons, de bombardes, wagleires, coulevrines, engin volant, artillerie, etc., etc., etc.,.; tout conduit et mené au dict siège de par la ville.... à ses frais...; et aussi pour les despens fais par les supplians pour envoier par divers nous, en la convocation des gens des trois estats de noz pais par deça 1437 et 1438.

taine, et entre les autres Pierre de Bezannes et Nicolas l'Escot, escuiers ; auquel Pierre furent données par lesdis assistans cinquante-quatre voix

tent au nom de la ville de s'unir avec les susdits, en cas que on les poursuivrait aucunement.]

« *Mercredi* x *mai*. [Point de conclusion.]

« xvii *mai*, par T. de Bazoches, lieutenant institué ce jour, de monseigneur de Chastillon, capitaine de Reins, présens Mes P. Charlet, P. Bongarson, chanoines, J. de Chalon, Me P. Le Roy, eschevins, Mes P. Chardon, P. de Montfaulcon, J. Cabert, M. Fâle, G. de Montlaurens, J. Lescot, J. Gouvion, J. Cauchon, G. Persin, J. Brelou, G. Dominique, B. de Saint-Remy.

« [Il est ordonné à T. Joly et autres gardes de porte à Vesle, pour la journée d'hier, de mettre en la main de J. Brelon, une écharpe d'argent qu'ils avaient arrêtée à la porte sur un jeune fils qui se disoit à Simon Le Pelletier de Paris, et demain après prime on les entendra voloñtiers.]

la rivière d'Yonne et de Seine, en la ville de Nogent sur Seine.... etc...., il a convenu aux supplians faire gros et excessis emprunts, oultre les deniers venans des aides...., mil et cinq cens livres environ.... et si est vraisemblable que iceulx auront encore à soustenir plusieurs aultres frais à l'occasion dudict siège, ou aultrement pour le bien et seureté de la ville.... Pourquoy est besoing aux supplians qui n'ont aucuns deniers en commun, sinon par manière d'aide, d'avoir aucunes creues de leurs dicts aides, et aussi aulcuns aultres nouveaux aides ; lesquels ils n'oseroient bonnement mettre sus, se de nous n'en avoient octroy.... Nous, ces choses considérées.... à iceulx donnons et octroions de grâce espéciale.... licence de prendre et recueillir dû 1er octobre derrenièrement passé, jusques à ung an, les aides qui s'ensuivent : [Ici se trouvent d'abord rétablis les II s. p. de crue sur le vin vendu en gros sortant de la ville, et les XII d. p. pour l. des vins en détail]. *Item*., IIII s. p. sur chacune queue de vin de Beaune, de Marne et aultres pais estranges, qui sera vendue en gros à Reins.... à paier par le vendeur..., pour tout le dict aide emploier en l'acquit des empruns et la fortification..., pourvu que la plus grant et saine partie des supplians se consentent à ce.... et que nos aides et aultres drois n'en soient aucunement diminués.... [Injonctions ordinaires au Bailli de Vermandois. — Institution de J. Cabert pour commissaire élu....] Donné en nostre siège devant Monstreau, le III octobre M CCCC XXXVII. »

« [Suit la copie des lettres du quart des aides, du 22 juillet 1436. Puis enfin de nouvelles lettres accordant ce même quart pour deux ans, à dater du 14 juin 1438.] — Donné à Bourges le XIII. juin M CCCC XXXVIII.

[Suivent les vérifications des généraux..., sur le fait des finances ès païs de deça les rivières de Seine, Yonne et Marne ; à dater de ce compte, la recette du quart des aides forme un chapitre à part.]

« Somme de toutes les recettes pour ceste année, IIIm Vc IIIIxx XV l. XIX s. X d. p.

« Somme de toutes les mises, IIIm Ic LXXV l. II s. VI d. ob. p.

[Il ne figure aux comptes que deux esgards. L'esgard des gens d'église n'est pas indiqué. — Aux deniers empruntés, 500 livres au bailli de Vermandois Lahire, pour avoir, avec ses gens d'armes, gardé le pais des grosses routtes et compagnies qui y vouloient entrer.]

« [Aux deniers extraordinaires, 64 s. p. au fermier de l'aide royal sur les chevaux, pour quatre chevaux que la ville avait fournis à ses ambassadeurs, et qu'elle a vendus. — Les auditeurs de ce compte sont deux chanoines, du Godart, deux eschevins, cinq élus du conseil, en présence du lieutenant J. Cauchon.]

[Nous allons donner un peu d'extension aux extraits des trois comptes suivants, qui se rapportent aux années qui ont précédé, suivi et vu l'accomplissement de la réforme du 12 juin 1440 qui donne lieu à cette note.]

DENIERS COMMUNS.

XIIe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. II, n° 5.]

« Compte de maistre Jehan de Wytri, et Jehan Legis, receveurs des deniers communs de la ville de Reims, pour un an commençant au jour Saint-Remi, l'an M. CCCC et XXXVIII, et fenissant au derrenier jour de septembre, l'an M. CCCC et XXXIX ensuivant. » 1438 et 1439.

et audit Nicolas en furent données quarante-deux, en ce comprinses nuef voix d'aucuns qui estoient absens et hors de ladicte assamblée,

[On donnera à monseigneur Lancelot un caque de poudre, et un mille de traits.]

« XVIII *mai*, par T. de Bazoches, lieutenant, et présens Mᵉ P. Charlet, messire P. Bongarson, chanoines, J. de Chalon, Mᵉ P. Le Roy, Jesson de Chalon, eschevins, Mᵉ P. Chardon, G. de Monlaurens, J. Moet, B. de Saint-Remy, G. Dominique; J. Cauchiette, J. Brelon, G. Persin. »

[On enverra la poudre et les traits à Lancelot jusqu'à Bourg, pourvu qu'il promette à la ville de faire reconduire à Reims la voiture et les chevaux sans délai.]

« *Item*. Ce jour, par l'ordonnance de messeigneurs T. Joly, J. L'Abbé, J. Gobelet et autres, qui de la journée de mercredi furent portiers à porte à Vesle, rendirent à P. Milet, demourant à Paris, une escharpe d'argent. »

[Un député de Chalons dit qu'on a donne

[PIÈCES ANNEXÉES AUX COMPTES.]

[*I. État général de la recette des aides du roi.*]

[1°.] « C'est la valeur des aides du corps de Reyms pour un an, commençant au premier jour d'octobre, l'an M. CCCC XXXVIII.

« Aulx, oinguons et appartenances, etc., XXIIII l. — Aucquetons et appartenances, XVIII l. — Chars et lars, V^{c} l. — Poullaille, VI l. — Cieu, sain et appartenances, VI^{xx} XII l. — Bestes vives, IIII^{c} IIII^{xx} l. — Drapperie, VIII^{xx} VIII l. — Frepperie, XII l. XVI s. — Poingts appartenances, XII l. — Corderie, XVI l. — Lainnes, IIII^{xx} l. — Chevaulx, VI^{xx} l. — Plomb, XVI l. — Pelleterie, XL l. — Plumes, LXIIII s. — Thieules, XXIIII l. — Cordonnerie, LX l. p. — Cuirs tannez, XII^{xx} l. — Cuirs à poil, LI l. IIII s. — Marrien, CXV l. — Busche, IIII^{xx} l. — Fer et acier, XXXVI l. — Poisson de mer, VII^{xx} IIII l. — Poisson d'eaue doulce, LXIIII l. — Oeufs et frommages, LXXII l. — Fruit, XII l. VIII s. — Mercerie, C l. — La destrempeure, XXIIII l. XVI s. — Wayde et warance, XXXII l. — Toilles, XXX l. — Sayes, XX s. — Estamines, XXXIII l. VI s. — Chappeaulx, VIII s. — Grain, M. L ½ p. — Farine, XV l.

« Somme : III^{m} VIII^{c} XLIII l. II s. p.

[2°.] « La foire de Saint-Remy.

« Boucherie, XL s. — Bestes vives, VI l. — Corderie, IIII s. — Pelleterie, XL s. — Aulx, XX s. — Poisson de mer et d'eaue doulce, *néant*. — Le point de l'alesne, XX s. — Frepperie, II s. — Marrien, XX s. — Toilles, X s. — Poullaille, II s. — Lainnes, XV s. — Batterie, II s. — Grain, XI l. XVI s.

« Somme : XXXVI l. XI s. p.

[3°.] « La foire à la Cousture.

« Chars, XVI l. — Poullaille, VI l. — Bestes vives, VIII l. XVI s. — Frepperie, IIII s. — Drapperie, VI l. — Corderie, II s. — Cuirs tannez, IIII^{xx} l. p. — Cordonnerie, XXI l. XII s. — Toilles, IX l. — Poisson de mer et d'eaue doulce, IIII s. — Estamines, XXI s. — Ferraille, XII l. — Aulx, VI s. — Marrien, XLV s. — Pelleterie, XII l. VI s. — Mercerie, C s. — Chevaulx, VIII l. — Plomb et estaing, XXIIII s. — Plume, II s. — Graisses, XXIIII s. — Grain, XXXVII l. IIII s.

« Somme : II^{c} XXXIII l. X s. p.

[4°.] « Les fermes des VIIIes.

« Le VIIIe des paroches Saint-Pierre et Saint-Hylaire de Reins, M. IIII^{xx} l. p. — Le VIIIe des paroches Saint-Denis, Saint-Jacques, et la Magdeleine, VIII^{xx} l. — Le VIIIe des paroches Saint-Estienne et Saint-Simphorien de Reins, III^{c} L l. p. — Le VIIIe de Saint-Martin et tout le demourant de Reins, C l.

« Somme : XVII^{c} IIII^{xx} l. p.

[5°.] « La foire de Remy, XII l. XVI s.

« Somme par soy : XII l. XVI s.

[6°.] « La foire à la Cousture de Reins.

« Le VIIIe des paroches Saint-Pierre et Saint-Hylaire durant ladite foire, VIII l. — Le VIIIe des paroches Saint-Denis, Saint-Jacques et la Magdeleine, durant ladite foire, XL l. — Le VIIIe des paroches Saint-Estienne, Saint-Simphorien, durant ladite foire, IIII l. — Le VIIIe de Saint-Martin et tout le demourant de Reins durant ladite foire, XXX s.

« Somme : LIII l. X s. p.

[7°.] « Les fermes des XXes.

« Reins, XVI^{c} XXV l. p. — La foire Saint-Remy, XX s. — La foire de la Cousture, X l.

« Somme : XVI^{c} XXXVI l. p.

qui envoyèrent ilecques et donnèrent leurs voix tout hault à icellui Nicolas. Semblablement furent nommez par les séculiers estans à

à entendre aux Chalonnais que les Remois étaient mécontents d'eux, attendu que ceux de Chalons auraient dit à Paris, qu'il ne tenait qu'à ceux de Reims que les aides n'eussent pas cours à Reims et à Chalons. — Il demande que l'on désigne les coupables Chalonnais, afin qu'on se méfie d'eux désormais. — D'ailleurs M. Lancelot a fait requête des aides à ceux de Chalons], et ceux de Chalons envoyent demander comment on a besoigné avec lui, et comment on y avoit procédé; savoir aussi si c'est bien le plaisir du roi que les aides ayent cours; quelles sont les requestes que l'on a faites ou que l'on veut faire, quelles denrées et marchandises on requiert estre des aides.... Et avec ce demandent continuation de l'amour entre les deux villes.

« xxvi mai, par T. de Bazoches, lieutenant, présent messire P. D'Ulmont, messire Bon-

[80.] « Les fermes de l'imposition du pain de la ville de Reins, iiic l.

« Somme par soy : iiic l. p.

« Somme de toute la value desdits aides, pour le dit an, viim viiic iiiixx xv l. ix s. p.

« De laquelle somme les habitans de ladite ville de Reins prennent le quart, par don à eulx fait par le roy nostre seigneur, lequel quart monte à m. ixc xxxiii l. xiii s. iii d. p. »

[Sur une feuille volante placée entre les folios du registre, se trouve la note suivante]:

[II. *Etat sommaire de la recette des aides de la ville.*]

« S'ensuit la valeur des aides de la ville de Reins pour ung an commençant au jour Saint Remi en octobre, l'an mil cccc et trente huit].

« L'aide de ii s. p. pour queues de vins vendus en groz, en la ville de Reims, qui se paye par le vendeur, demouré à Jehan Dehus, iiic l. p. L'aide de ii s. p. pour queue de vins vendux en gros, trais et menez hors, qui se paye par l'achetteur, demouré à Jehan le Breton, à [illegible] l. p. L'aide de xii d. pour livre, des vins et autres buvrages vendus a detail ès parroches de Saint Pierre et Saint Hilaire, demouré à Jehan Chinoir, à iiii[illegible] l. p. L'aide à debtail des parroches de Saint Estene et Saint Symphorien, demouré à Jehan Chipoir, à cxviii l. p. L'aide à debtail des parroches de Saint Jacques, Saint Denis, et la Magdelainne, demouré à Pierre le Fraisne, à xv l. p. L'aide à debtail du ban Saint Remi, demouré à Jehan Coulemois, à xxxvi l. p. L'aide de iiii s. p. pour drap, demouré à Jehan la Souile, à xxxvii l. iiii s. p. L'aide de ii s. pour chacune tonne de harens, allés et cabillaux, vendus en gros en ladicte ville, demouré à Colart Baudon, xl l. p. L'aide de ii s. p. pour tonne de harens, allés et cabilleux, vendus en gros, trais et menes hors, demouré à Pierre le Folmarié, à vi l. p. L'aide de ii s. p. pour chacun millier de harens sors et vivelez, demouré à Pierre Lefolmarié, à lx s. p. L'aide de la creue de ii s. p. pour queue de vins vendux en groz, trais et menez hors de ladicte ville, demouré à Jehan le Breton, à ciiiixx l. p.

Lesdits aides montans à la somme de mil quatre cens [illegible] livres, quatre solz parisis, ont esté extrais du registre de la vendue des aides de la ville de Reins, par moy Jehan Maubrenet, clerc de l'auditoire des commissaires ordonnés sur le fait d'iceulx aides, le vintième jour d'avril l'an mil ccc[c] trente neuf. Tesmoing mon seing manuel cy mis. *Signé* J. Maubrenet.

[III. *Lettres d'octrois.*]

[1°.] « Cy après s'ensuit la copie des lettres du roi N. S. ottroyées par icellui seigneur aux gens d'église, eschevins, bourgois et habitans de la ville et cité de Reins sur le fait des aides de la dicte ville de Reins... Données à Sept-Saulx le xvie jour de juillet l'an m.cccc et vint neuf... [Ce sont les lettres ordinaires du petit aide.]

[2°.] « S'ensuit la copie d'autres lettres du roi N. S. touchans certains aides ottroyez par ledict seigneur ausdicts gens d'église, eschevins, bourgois et habitans de ladicte ville de Reins, par et pour l'année de ce présent compte, oultre et par dessus les aides contenus ès lettres royaulx cy-dessus transcriptes... Données à Orléans, le xxve jour de septembre m.cccc xxxviii. [Elles prolongent pour un an les lettres du 3 octobre 1437. Voir le compte précédent. Ce dernier aide], obstant la stérilité du temps, et que depuis ung an ença pluseurs gens de guerre en très grant nombre se sont tenus environ ladicte ville de Reins, et où pais de Champagne, par quoy marchandises et labours n'ont peu

ladicte assemblée plusieurs pour estre procureur de ladicte ville, entre lesquels furent nommez Nicolas l'Ermite et maistre Jehan Chardon,

garson, chanoines, P. de Chalon, messire P. Leroy, eschevins, Me P. Chardon, J. Cabert, G. de Condé, J. l'Escot, Me G. de Montlaurent, B. de Saint-Remy, J. Moet, Me P. de Montfaulcon, J. Brelou, J. Cauchette, G. Dominique, et J. de Chalon le josne. . .

[On conclut que le conseil se tiendra désormais une fois par semaine, le jeudi, heure de la clochette que l'on sonne après prime. On décide que le pont-levis du château de Mars sera levé de jour, du côté des champs. On demande aux officiers de l'archevêché de faire vers les champs, la défense comme autrefois il a été délibéré.]

« xxix *mai*, par T. de Bazoches; présens MM. de Saint-Remy et de Saint-Denis, le Prévot, messire P. d'Erpy, chanoine, J. de Chalon l'aisné, T. de Berru, Me P. Le-

avoir cours, leur a esté de tres petit prouffit et revenue.. .

[3°.] « S'ensuit la copie d'autres lettres du roi N. S., touchant le quart des aides ordonnez pour la guerre, que lièvenledit seigneur en ladicte ville de Reins, et ès fauxbourgs d'icelles ottroyé.... pour deux ans entresuivans, commençant au mois de juin, l'an M. CCCCXXXVIII, pour aidier à supporter les charges, et affaires de ladicte ville.... Données à Bourges, le XIIIe jour de juing, l'an M.CCCC.XXXVIII..

[C'est la prolongation des lettres du 12 juillet 1436.]

[IV. *Lettres d'institution des receveurs.*]

« Copie des institucions de maistre Jehan de Wytri, et Jehan Legis, receveurs des deniers communs de la ville de Reins, faictes, c'est assavoir audict Me J. de Wytri par les gens du clergié de la dicte ville, et audit J. Legis par monseigneur le capitaine de Reins, ou son lieutenant, du consentement des eschevins, bourgois et habitans d'icelle ville de Reins.

« Et premiere s'ensuit la copie de l'institution dudit maistre J. de Wytri.

« A tous ceulx.... les prévost, doien, chantre et chapitre de l'église de Reins, Jehan par la permission divine humble abbé de l'église ou monastère de St. Remy; Jacques par icelle permission abbé de l'église de Saint-Nicaise, Jehan par icelle mesme permission abbé de Saint-Denis, Mathée, abbesse de Saint-Pierre-aux-Nonnains, et les convents d'icelles églises, les doyen et chapitre de Saint-Simphorian, chapitre de Saint-Thimothieu, et chapitre de Saincte-Nourrice dudit lieu de Reins, faisans et representans la plus grant et seinne partie du clergié de la ville et cité de Reins, salut. Comme le roi N. S. ait ottroyé à nous, et aux autres gens d'église, eschevins, bourgois et habitans de ladicte ville et cité de Reins, certains aides à cueillir, prendre et percevoir, pour iceulx mettre, employer et convertir, ès fortificacions, emparements et autres affaires et choses neccessaires communs d'icelle ville et cité, par certaines forme et années, et pour autres causes plus à plain contenues et déclairées ès lettres de l'octroy desdictes aides, données en date du XVIe jour de juillet l'an mil CCCC et vint-neuf, lesquelles aides commencèrent avoir leur cours au jour saint Remy en octobre ensuivant la date desdictes lettres; et depuis pour autres grans affaires qui sont seurvenus en ladicte ville, ait le roi nostre dit seigneur, par le consentement des dessusdictz, et a leur requeste, mis et escrite sur aucuns desditz aides pour pluseurs années passées, et de rechief pour l'an présent commençant au jour de saint Remy en octobre derrain passé, et fenissant audit jour l'an révolu tant seulement; et avons consenti iceulx aides avoir leur cours selon la forme et manières desdictes lettres et ottroys quant ad ce; savoir faisons que nous, pour et au nom dudit clergié, confians à plain des sens, loyaulté et preudommie, de vénérable et discrette personne Me J. de Wytri, licencié en drois canon et civil, chanoine de l'église de Reins, icellui Me Jehan avons commis, ordonné et establi, et par ces présentes commettons, ordonnons et establissons nostre receveur quant ad ce; et lui avons donné et donnons auctorité, plein povoir et mandement espécial de requerir, poursuir, demander et recevoir, conjoinctement avecques J. Légis, ou autre personne ydoine et souffisante ad ce commis ou à commettre et establir de par lesdicts habitans séculiers, lesdictes aides, et tous deniers qui sont et seront deubs en commun à nous et aux autres gens d'église, eschevins, bourgois et habitans dessusdits, pour iceulx aides et deniers estre convertiz et employez selon la forme et teneur des lettres et octroys sur ce donnez et a donner, et de contraindre et faire contraindre toutes

auquel Nicolas furent données quarante-trois voix, et audit maistre Jehan Chardon trente-cinq. Et après ce fait, nosdiz commis, à la

roy, Jeston de Chalon, J. Dudré, eschevins, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, J. Lescot, J. Cauchon le josne, G. de Condé, G. Dominique, J. Cauchiette, G. de Saint-Leu, G. Persin, J. Gouviou, P. de Saint-Remy, J. Breton, J. Fournel. »

[A été conclud de tenir désormais le conseil de la ville deux fois la semaine, le mardi et jeudi de 8 à 9 heures. Pour contraindre à rendre leurs comptes, ceux qui ont reçu des deniers (ce mot est substitué à celui d'aides, qui est effacé) de la ville, sont nommés M. de Saint-Denis, Bongarson, G. Lescot, Mᵉ J. Cabert et deux échevins. Sont ordonnés maitres des œuvres pour l'église, messire M. Rabouillart; pour les séculiers, J. Dudré échevin, et Colesson Caillart. — [8 fr. de gages par an. Ils font le serment accoutumé.]

« *Vendredi 11 juin*, par T. de Bazoches, présens monseigneur de Saint-Denis, mes-

personnes qui feront à contraindre, à paier tout ce qu'ils devront et pourront devoir, à cause desdicts aides et autres deniers dessus déclairez, pardevant tous juges, et par toutes voies deues et raisonnables, et icellui avons fait et faisons nostre procureur et receveur en ce qui dit est, et ès circonstances et dépendances des choses dessus dictes, et selon ce que en tel cas est accoustumé de faire, jusques à nostre rappel; lequel maistre Jehan de ce que dit est, a prins la charge, et a juré et promis d'en rendre bon compte et *reliqua* là, où, et quant, il appartiendra. En tesmoing de ce, nous avons scellé ces présentes lettres des seaulx de nos églises dessus dictes, lesquelles lettres furent faictes et donnéez l'an de grâce mil cccc trente et trois, le dernier jour du mois de décembre.

« Ensuit la copie de l'institucion dudit Jehan Légis.

« A tous ceulx.... Jehan Cauchon seigneur de Savigny sur Ardre, et du Godart, maistre d'ostel du Roy N. S., et lieutenant de noble homme Anthoine de Hellande, escuier, seigneur de Hercanville, valet trenchant du Roy N. S. capitaine de la ville et cité de Reins et du pays d'environ, salut. Comme J. de Chalon, fils de feu P. de Chalon, bourgois de Reins, ait par aucun temps esté commis receveur des deniers communs de ladicte ville, de par les eschevins, bourgois et habitans d'icelle ville, et de ce se soit ledit J. de Chalon naguère deschargié, disant que à la dicte recepte il ne povoit bonnement plus vaquer, ne entendre, pour certaines occupacions qu'il a de présent; pourquoi il ait esté et soit nécessité d'y pourvoir et commettre autre personne notable, de par les habitans séculiers dessus dis, pour iceulx deniers dispenser ès réfections, emparemens, et autres choses nécessaires de ladicte ville; savoir faisons que nous, par l'accord, consentement, et à la requesté de Mᵉ Pierre Beroy, Jehan Noël, Coulas Hurtault, Herbin Colet, Baudenet le Boutillier, Philippot la Barbe, Jehan Gibour, Thomasset de Berru, eschevins de Reins; maistre Pierre Chardon, maistre Jehan Cabert, maistre Ponce de Montfaulcon, maistre Hue la Barbe, maistre Gérard de Montfaulcon, maistre Séverin Moraine, Guy Lescot, Jehan Lescot, Jehan Moet, Jehan le Breton, Gérard de Saint-Leup, Jehan Baudelet, Gobin Persin, Thiébaut le Boutillier, Guillaume Holé, Jehan de Châlon le jeune, Morinot Falo, Jehan Fournier, Huet Caillart, Colesson Caillart, Jehan de Villiers, Person Maingnien, Jaquet le Vigneron, Jehan Viellart, Jehan Brabant, Colesson Bourgois, Husson Sajot, Gérard Liennart, Person le Fraisne, Rémion Chevalier, Thiébaut le Camus, Jehan de Paris, Jehan Thielle, Gérard Dominique, Jaquet Cauchonnet, Jehan Barbette, Person Simonnet, et plusieurs autres esleus au conseil et autres gens notables de ladicte ville de Reins, assemblez en grant nombre, confians à plain des sens, loyalté, preudommie et expérience de Jehan Legis, demourant à Reins, icellui avons commis, institué, ordonné et estably.... audit office de recepte, tant qu'il plaira ausdiz eschevins, bourgois et habitans séculiers, et à nous, et lui avons donné et donnons puissance et auctorité de requérir, demander et recevoir tous les deniers qui sont ou seront deubz aux gens d'église, eschevins, bourgois et habitans de la ville de Reins, et iceulx dispenser ès réparacions, emparemens et autres choses nécessaires d'icelle ville, par mandemens scellez dudit capitaine ou son lieutenant, pour toute ladicte despense, excepté que les mandemens de la despense des ouvrages seront scellez seulement des seaulx des commis et esgardés sur le fait des ouvrages d'icelle ville, et signez des seings manuels de vénérable.... Mᵉ Jehan Rémond, prévost de l'église de Reins, de honnourables hommes et

requeste desdis assistans, firent leur rapport de ladicte élection ainsi faicte que dit est. Dont ledit Pierre de Bezannes et aultres présens

sire P. d'Erpy, messire P. Bongarson, chanoines, Me P. Leroy, Jesson de Chalon eschevins, Me P. de Montfaulcon, J. Cabert, B. de Saint-Remy, J. Lescot, G. de Condé, J. Caillehon le josne, G. Persin, G. Dominique.

Ordonné, de crier que nul n'aille par la ville après la prière sans clarté; que les estrangers ne couchent aux bourdeaux, à peine d'amende arbitraire et de prison. — Que les hostelains viennent chaque jour en la loge des eschevins déclarer les hostes qu'ils logent.

« *Du dimanche* IIIIe *jour de juin*, par T. de Bazoches, lieutenant, et présens monseigneur de Saint-Remi et de Saint-Denis, messire J. Rémond, Prévot, messire Jehan Witry, chanoine, P. Crochet, J. de Chalon, eschevins, Mes P. Chardon, P. de Montfaulcon, J. Cabert, J. Lescot, G. de Condé,

saiges Me Pierre Leroy, eschevin, et Jehan le Clerc, dit Moet, bourgois de Reins, ou des deux d'iceulx, c'est assavoir, l'un d'église, et l'autre, séculier; excepté aussi pour les menus voiages qui se feront, montans jusques à soixante solz par.; et aussi au regard d'aucuns héraulx, chevaucheurs, poursuians ou messagiers qui venront en ladicte ville, ausquelz l'en fera aucuns dons jusques à LX s. p., de laquelle despense les mandemens seront seellez du seel dudit capitaine ou son lieutenant. Et au regard des pensionnaires de ladicte ville, qui ont lettres de retenue, ils seront paiez par lesdiz receveurs en prenant *vidimus* de leur retenue pour une foiz seulement, et quittance d'iceulx à chacune foiz, et tout selon la forme et teneur de certains articles accordez entre lesdis gens d'église et lesdiz séculiers, pour le fait de ladicte despense; et pour ce faire, lui ont les dessusdiz eschevins, bourgois et habitans séculiers, ordonné pour ses peinnes et salaire, la somme de douze livres, seize solz, par an; laquelle somme lui sera allouée en ses comptes et déduitte de sa recepte, sans aucun contredit. Et avons, dudit J. Legis, reçu le serement de ce faire bien et loyalment, et d'en rendre bon compte toutesfois que requis en sera, et où il appartendra. En tesmoing de ce, nous avons seellé ces présentes lettres de nostre seel. Ce fut faict le XXIIIIe jour du mois d'octobre, l'an mil CCCC XXX et ung. *Ainsi signé* : J. MAUBROUET. »

[Suivent les comptes qui sont dressés absolument dans la même forme que ceux de 1440 à 1441. (*Voir plus loin.*)]

RECEPTES.

[Les six premiers chapitres sont consacrés aux requirendes. — Le septième au petit aide, y compris le grenier à sel (voir le neuvième chapitre des comptes de 1440-1441); la recette est de 2401 l. — Le huitième est consacré au quart des aides (voir *ibid.*, ch. dix). La recette est de 1700 l. p.]

[9°.] « Autre recepte à cause de ce que devoit au jour de son trespas, feu Thiebaut de Cery, jadis grenetier de Reins, à cause de l'aide de II s. p. pour chacun minot de sel vendu en ladicte ville....

« De Marie, femme de Thiebaut le Boutillier, et de Jehanne, femme de Me Ponce de Montfaulcon, soeurs, filles et héritières, par le congié du roy N. S., en la deffaute de leurs dis maris, dudit feu Thiebaut...., à son vivant grenetier du grenier à sel; establi à Reins de par le roy.... et commis de par lesgens d'église, eschevins, bourgois...., à recevoir l'aide de II s. p. pour chacun minot de sel...., par la fin de compte de ladicte recepte, rendu pour elles par Me Gérard de Montfaulcon, leur procureur, la somme de vint salus d'or...., qui valent à la monnoye courante, le IIIIe jour de juillet, XXII s. p. pièce, et montent à XXII l. p. »

[10.] « Autre recepte à cause de certains aides ottroyez par le roy.... aux gens d'eglise, eschevins...., par et pour l'année de ce présent compte, oultre et par-dessus les aides dont au septiesmé chappitre des receptes de ce présent compte est faicte mencion.

« De Jehan le Breton d'Aougny, bourgois de Reins, fermier, pour le dit an...., de l'aide de II s. p. pour queue de vin vendus en gros, trais et menez hors de la ville, qui se paie par l'achetteur, oultre et par-dessus un pareil aide.... C IIIIXX l. p. »

MISES ET DESPENSES.

[1°.] « Deniers bailliez par mandemens de J. Gibour et J. Dudéré, commis et esgards sur le fait des ouvrages de la ville de Reins, à cause et pour le fait des œuvres et reparacions pour la fortification et emparemens de la forteresse, et pour manœuvres

requirent lectres et instrument à nosdis commis, lesquelles leur furent octroyées soubz ceste forme, pour valoir en temps et lieu ce que raison

G. de Montlaurent, J. Moet, G. Colet, J. Cauchon le josne, J. Cauchiette, G. Dominique, J. Brelou, J. Cauchonnet, G. Persin, J. de Chalon le josne, P. Waline, T. Joly, et pluseurs personnes assemblées jusques au nombre .... »

[Les lettres du régent à la ville ne demandant point de réponse, on n'y répondra pas, mais on les communiquera à M. de Bourgogne.] «

« vi juin, par T. de Bazoches, présens 1 chanoine, 3 échevins, 8 autres personnes. On écrira au régent, et à M. de Bourgogne, pour leur recommander la personne de Colart jeune et demander en sa faveur un sauf conduit.

« Jeudi viii juin, par le lieutenant, présens messire P. d'Erpy, messire J. Witry, chanoines, J. de Chalons l'aisné, Jesson de Chalon eschevins, J. l'Escot, J. Cauchon le josne,

achetées pour ce faire...., [suit le detail] Somme, ...c iiii^{xx} xiii l. ix s. viii d. p.

[2°.] « Autres deniers bailliez par mandemens donnez de monseigneur le capitaine de Reins, ou son lieutenant, pour ouvrages et habillemens de guerre faiz et et achettez pour le nom de la dicte ville...., et pour autres causes contenues et déclairées ès ditz mandemens touchans le fait de l'artillerie.

« .... Douze peaulx de mouton pour faire bourses à mettre poudre à canons, xxxii s. p. — Façon de trente petites boursettes à mettre ladicte poudre xiii s. iiii d. — xxxv s. pour despens fais par les maistres de l'artillerie, Henry Gaschère artilleur, Coleçon Bouchin, et autres, en visitant l'artillerie, les tours et portes de la ville...., somme xiiii l. iiii s. p.

[3°.] « Autres deniers bailliez par mandemens de monseigneur le capitaine de Reins, ou son lieutenant, tant pour dons et présens fais à aucuns seigneurs et autres gens, comme pour autres causes contenues ès dix mandemens.

« A noble homme, A. de Hellande, capitaine de Reims et des païs d'environ, c l. p., à lui ordonnées estre données pour les bons et aggréables services, amours et plaisirs par lui fais ou temps passé, et que on espère qu'il doye faire ou temps advenir, laquelle somme lui a esté paiée par vertu d'un mandement donné de J. Cauchon, lieutenant dudit capitaine...., et par quittance de monseigneur le capitaine....

« Pour quatre poinçons de vin présentez, l'un à monseigneur l'arcevesque de Narbonne; l'autre, à monseigneur le bastart d'Orléans, ung autre à monseigneur le conte de Vendosme, et l'autre à monseigneur de Beaujeu, fils de monseigneur le duc de Bourbon...., xliii l. xii s. p.

« Pour six tasses d'argent, pesans unze marcs six onces et demie, présentez à monseigneur le chancellier de France, à viii l. pour le marc.... iiii^{xx} xiv l. xii s. p. (sic).

« Pour une toile fine de xxxii aulnes présentée à madame Katherine de France; et pour une demie toile fine, présentée à madame de la Roche, estant en compagnie de la dicte dame, vii^{xx} xiiii l. p.

« A J. Cauchon, lieutenant de monseigneur le capitaine...., xl l. données par courtoisie.... par mandement du capitaine. — [Ce mandement est le seul qui émane du capitaine; tous les autres sont délivrés par le lieutenant.]

« Somme iiii^{c} lxxiii l. ... xii s. p.

[4°.] « Autres deniers bailliez pour gaiges d'officiers, pensions d'ouvriers, et salaires d'autres gens....

« A noble homme, A. de Hellande...., iiii^{xx} l. p. pour ses gages....

« A Jehan ...bour et J. Dudéré, commis et esgards sur le fait des ouvrages de la forteresse, iiii l. chacun, pour gages et pensions....

« A Jehan Maubrouet, clerc juré de la ville, commis à faire les mandemens et quittances de la despence des deniers communs, et autres choses contenues ès lettres de son institution.... xvi l. p....

« A Colart Quatresols, juré du roy N. S., commis à faire les informacions et instrumens touchans le fait et garde de la dicte ville, et aussi les briefs des obligacions des aides d'icelle ville, et autres choses contenues ès lettres de son institucion.... viii l. pour gages....

« A Carlos Hurtaut et Estienne Charlet, commis au gouvernement de l'artillerie de la forteresse et ville de Reins, xiii l. chacun de gages....

« A Jehan Barbaise, charpentier, commis et retenu ouvrier de la charpenterie de la dicte ville.... iiii l. de gages.

« A Henry Gaschère, artilleur, commis et retenu

donra. En tesmoing de ce, nous, au rapport de nosdiz commis, avons mis à ces lectres le scel de ladicte baillie. Ce fut fait les an et jour dessusdiz. *Signé* : C. Morcel.

G. de Montlaurent, J. Moet, B. de Saint-Remy, G. Dominique, J. Cauchiette, J. Convion, J. Brelou, Mes P. Chardon et J. Cabert. »

[P. Chardon, bien qu'il ne demeure plus dans le quartier de porte Chacre, restera toujours à la garde de cette porte, attendu qu'il est de conseil, et a charge de mentionner les gens venant à Reims par cette porte.]

« *Mardi xiie juin*, par le lieutenant, présens messire P. d'Erpy, et messire J. Watry, chanoines, Je de Chalon, Me P. Leroy, Jessan de Chalon, P. Crochet, B. le Boutillier, eschevins, J. Cauchiette, Me P. Chardon, J. l'Escot, J. Moet, J. Brelou, G. Dominique.

[On écrira à M. de Salisbury à qui on a dit que G. de Chatillon avait livré deux chars de lances à ceux de Nesle, afin d'excuser le capitaine, à qui on écrira d'ailleurs afin qu'il

artilleur et ouvrier de l'artillerie de la ville, soubz certaines charges et condicions contenues ès lettres de son institucion; viii l. de gaiges.

« Auxdiz maistres J. de Wytri et J. Legis, receveurs, pour leurs gaiges. . xxxii l. t., qui valent à parisis xxv l. xii s.

« A vénérable et discrète personne, et honnorable homme et saige, maistres Jehan Rémont, prévost de l'église, et J. Cabert, licencié en lois, commis à congnoistre des aides de la ville, à chacun viii l. p.

« A Jehan Faillolet et Coleçon Bouquin, sergens des murs de la forteresse, à chacun ix l. xii s. p. pour leurs gaiges.

« A J. de S. Quentin et R. Grossart, sonneurs en l'église de Reins...., pour avoir sonné pour le guet de nuit, à chacun iii l. p.

« A Coleçon Piton, commis a faire le guet de jour sur le clochier de l'église de Reins, et taper les cloches quant il voit gens d'armes approchier, à iii s. pour chacun jour, lxv l. xv s. p.

« A J. Petit, commis à faire le guet de jour sur le clochiez de Saint-Nicaise, xxix l. ix s. ii d. p.

« A Robert la Piche et Perrinet Garin, commis à faire les escouttes aux champs, de nuit, environ ladite ville, du costé de la Champagne, depuis le bois Hubant jusques en Chanteraine, xviii d. par nuit....

« A J. Cousinet et J. Rocourt, commis à faire lesdictes escouttes du costé de la montagne, à xx d. par nuit.... ix l. xvi s. iiii d. p...., *plus* xv l. xvi s. viii d. p...., *plus* xi l. i s. viii d. p...., *plus* viii l. xvii s. iiii d. p...., *plus* viii l. xvii s. iiii d. ..., *plus* viii l. xvii s. iiii d...., *plus* viii l. xvii s. iiii d....; *plus* viii l. xvii s. iiii d. p...., *plus* viii l. xvii s. iiii d...., *plus* viii l. xvii s. iiii d. ..., *plus* viii l. xvii s. iiii d...., *plus* viii l. xvii s. iiii d.

« Somme iiiic vi l. x s. x d. p.

[5°.] « Autres deniers baillies tant pour ambaxades faites par devers le roy...., et autres de nosseigneurs de France, par aucunes gens d'église et séculier de ceste cité, pour les besoingnes et affaires communes de ceste cité et du pais d'environ; comme pour salaires et paiemens de messagiers, et autres gens qui ont porté de par ladicte ville lettres au roy...., à nosseigneurs de son sang et conseil, et a pluseurs bonnes villes, forteresses, capitaines de gens d'armes, et rapporté responses ...; et aussy pour dons fais à pluseurs hérauls, poursuians, trompettes, messagiers, et autres personnes apportans lettres et nouvelles....

« A J. Deluz, marchant, demourant à Reins, xvi l. pour ung voyage par lui fait par devers monseigneur de Bourgogne et monseigneur de Croy, pour ce que ceulx de Chastel en Porcien et d'Espernay vouloient faire guerre à ceste cité, affin d'y avoir provision, et rapporta lettres desdiz seigneurs à iceulx adreçans, par lesquelles on les a fait cesser....

« Pour voyages par devers le roy..., les connestable, chancellier et autres, pour le fait de la ville et du pais d'environ, xxxix l. vii s. iiii d. p.

« Pour voyages de monseigneur le capitaine et autres par devers le roy...., monseigneur le connestable, monseigneur le bailli de Vermandois, et autres seigneurs au siége de Meaulx et ailleurs..., c xxxviii l. xii s. p.

« Somme c. iiiixx xiii l. xix s. iiii d. p.

[6°.] « Autres deniers montans à la somme de deux cens livres tournois, accordée par les gens

XXXIII.

Pour les eschevins et habitans de la ville de [Reims]; certains accordz passés en parlement de la cons[ervation de leurs] statuz et priviléges. 30 avril 1449.

Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, Juridict., liass. 17, n° 6.

Karolus.... Notum facimus quod, de licentia et auctoritate nostre

remonte à la source de ces bruits, et que la ville n'en soit pas chargée. Sont élus pour aller à Paris vers le duc de Bourgogne, messire J. Witry et J. Haymard, procureur de la ville.]

« *Mercredi* XIV *juin*, par le lieutenant, plusieurs du conseil, et gens notables de la ville en grand nombre.

« A esté requis par messire J. Witry, et présens M° J. Haymart, que se en faisant voiage par devers monseigneur de Bourgogne, pour ladicte ville, aucuns dommages leur advenoient, que on les vueille desdommager; à quoy ont respondu J. de Chalon, Jesson de Chalon, M° P. Leroy, T. de Berru, B. le Boutillier, eschevins, M° P. Chardon, J. Cabert, J. Lescot, J. Brelou, G. Persin, G. de Saint-Leu, G. Dominique, et J. Cauchiette, que c'est raison que ce soit aux frais de la ville [On

du clergié...., estre prinse par les eschevins, bourgois et habitans...., sur les deniers communs venans des aides de ladicte ville, pour l'an de ce présent compte, soubs certainnes modificâtions contenues en l'accord sur ce fait....

« A J. Caillart, ferron, commis de par lesdis habitans séculiers, à recevoir ladicte somme... IIc l. t., qui valent à Parisis VIIIxx l. p.

[7°.] « Autres deniers baillies en despens et mises éxtraordinaires; pour le droit de quint denier de certaines enchières mises sur aucunes des fermes de ladicte ville, pour rabat fait à aucuns fermiers d'icelles fermet....

« A M° Guillaume Coquillart, conseiller à Reins, VI l. XII s. p., en lui parpaiant un voyage par lui fait à Nesle par devers G. de Flavy....

« A R. la Barbe [juré royal], et J. Labbé, demourans à Reins, VI l. XII s. p., pour avoir esté commissaires en une cause pendant à Laon, entre les receveurs de ce présent compte...., demandeurs en matière d'execucion, et J. Oudart opposant; à quoy ils out vacqué tant en recevant les articles, cottant et collacionnant, et faisant jurer tesmoings, comme en yceulx oyant et examinant, tant en tourbe qu'autrement, pour l'espace de onze journées. — A G. Mareschal, clerc desdicts commissaires, IV l., tant pour cincq commissions et recepisses par lui fais en ceste cause, comme pour l'escripture, minutte et grosse de l'enqueste des receveurs, et aussi pour la minutte et grosse du procès-verbal d'icelle cause. Et à Partois XXIV s. pour despens faits chez lui, par les commissaires, en faisant collacion du procés, et aussi par ceulx qui ont traicté avec eulx à accorder des choses susdites. » [Il s'agit d'un cheval depuis longtemps vendu à Oudart par la ville, et non payé.]

« C. IIIIxx X l. restitués à divers habitans qui les avoient prestés pour la réduccion d'Esparnay, attendu que l'aide de XXIV s. p. sur queue de vin vendue en gros par les doyennés, n'a aucun cours.

« Aux fréres mineurs cordeliers de Reins, CXII s. p. pour achetter ung caque de harens à eulx donnez en faveur de ce qu'ilz ont la charge de deux estuys estans en une chambre de leur maison, qu'ilz ont en garde, et aussy en rémunéracion des peinnes qu'ilz out eu à cause des assemblées des habitans faictes en leur maison...

« Pour XXVI sextiers de vins à plusseurs pris...., presentez au bailly de Chaalons...., à monseigneur de Vermandois, au bastart de Bourbon, à monseigneur le comte d'Estampes et autres seigneurs ... et aussi pour despens fais par monseigneur le capitainne et autres quant il ala à Meaulx requérir à monseigneur le connestable que les chevaulx de l'ost ne venissent point par deça....; comme pour payer ceulx qui out porté les torches de la ville en faisant aucuns desdits presens.... X l. XV s. VI d. p.

« Pour X sextiers présentez à monseigneur le bailly de Vermandois, et à monseigneur de Nevers.... comme pour despens fais par monseigneur le capitaine, son lieutenant, les quarteniers, et autres, à mettre or-

parlamenti curie, et mediantibus litteris nostris hunc tenorem continentibus:

24 avril 1449. Charles, à noz amez et féaulx conseilliers les gens tenans, et qui

empruntera 200 fr. à 200 personnes, et ensuite on fera un impôt en commun pour rendre ces 200 fr.]

« xxvii *juin*, par T. de Bazoches, [présens 2 chanoines, 4 échevins, 6 autres personnes;] a esté délibéré de ordonner à gens d'onneur qu'ilz soient armez simplement par la ville. *Item*, de mettre du costé de la rivière deux escoultes.

« *Vendredi* xxx *juin*, par le lieutenant, présens messire P. Charlet, messire d'Erpy, chanoines, J. de Chalon, Mes P. Leroy, Jesson de Chalon, B. le Boutillier, eschevins, Mes P. Chardon, J. Cabert, J. Moet, J. Cauchon le josne, B. de Saint-Remy, G. Persin, J. Cauchiette, J. Brelou, G. Dominique, et J. Fournel.

[Les deux chanoines parleront à l'official et à Me P. le Sauvage, qui ne veulent pas laisser faire l'inventaire de leurs vins par les fermiers de l'aide. A été requis le lieute-

donnance sur le guet de la forteresse de la ville de Reins, au partement dudit capitaine, quant il s'en alla derrienement en Languedoc.... ix l. ii s. viii d. par mandement dudit capitaine....

« A J. Fournier, Caulus Hurtaut, eschevins de Reins, et Jehauçon de Chaloo, bourgois de Reins, gouverneurs des chaussiés et pavemens de ladicte ville, c. liv. par. pour tourner et emploier ès réfections des chaussées, et non ailleurs...., lesquelles chaussiés sont en grant ruyne, et si sont les revenus d'icelles de petite valeur, et ne peuvent souffire ...., comme messieurs du conseil de ladicte ville ont esté véritablement informez, laquelle somme sera dispensée en la présence de J. Maubrouet, clerc juré de ladicte ville, qui mettera par escript icelle despence....

« A Jaquet Crochet, demourant à Reins, viii l. par.... de grâce et courtoisie, pour les bons plaisirs par lui fais.... et que l'en espère qu'il doit faire, tant à la garde du Chastel de Portemars, comme autrement.... et iiii liv. à chacun des sergens des murs de la forteresse pour faire une robe à la livrée de la ville... en récompensacion de leurs peinnes.

« A J. d'Amiens, taverner, vi liv. par.... pour festoyer les ambassadeurs de Chaalons, qui estoyent venuz... pour le bien du pais....

« A Me R. la Barbe, fermier du tabellionnage de la prévosté de Laon, Me G. de Montfaulcon, monseigneur l'abbé de S. Basle, Perrinet le Partois.... et plusieurs autres, iiii^c iiii^xx iiii l. xiiii s. p., pour le droit des lettres obligatoires des fermes des aides de ladicte ville, pour ung an....; pour ung poinsson de vin de Beaune, et ung muy d'avenne présentez à monseigneur le connestable de France; pour despens fais en oyant les comptes desdiz receveurs des années passées, et à la closture d'iceulx....; pour ii^c salus d'or à monseigneur le bailli de Vermandois, xxx salus donnés à Bernon, capitaine de gens d'armes pour le roy...., lx salus à Blanchefort, aussi capitaine...., affin que yceulx capitaines feissent tirer leurs gens arrière de ceste cité durant la moisson...

« Somme, m ii^c iiii^xx xviii l. xv s. x d. p.

« Somme, de toutes les mises ii^m ix^c xxix l. xvii s. viii d. p.

[8°.] « S'ensuivent les réquirendes que baillent les receveurs de ce présent compte, pour à eulx valoir mises...., lesquelles réquirendes sont à la ville de Reins....

[Suivent sept chapitres de réquirendes, dont le total s'élève à iiii^c xxxx l. vi s. ii d. p.]

« Les présens comptes ont estez veuz et visitez et examinez par.... messire P. Charlet, chantre, messire J. de Gomont, chanoine de Reins.... monseigneur J. Cauchon, chevalier, seigneur de Savigny-sur-Ardre et du Godart, maistre d'hostel du roy.... J. Caillart, P. de Thuizy, eschevins, Me N. Jaquelain, J. le Breton, H. Caillart, J. de Chalon et C. Fraison, esluz et commis à ce fère par messeigneurs les gens d'église, eschevins, bourgois et habitans de la ville de Reins, en présence de.... J. Cauchon, escuier, lieutenant de monseigneur le capitaine....; lesquels commis et esluz ont fait leur rapport à mesdiz seigneurs les gens d'église, eschevins et bourgois...., et iceluy oy, ont ordonnez iceulx comptes estre passez et signez par lesdits auditeurs, comme bons et valables; tesmoings leurs seings manuels cy mis le iiiie jour d'avril, l'an m. cccc xlvii. »

[Suivent les signatures des auditeurs]

DENIERS COMMUNS.

XIIIe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. II, n° 6.]

[En tête de ce compte se trouvent 1°. les lettres 1439 et 1440.

tendront nostre parlement à Paris.... Receu avons la supplication de maistre Nicole l'Ermite, en nom et comme procureur général des

nant du bailli de Verm. de faire information de ce que H. de la Tour dit avoir ordre de M. Lancelot, de faire guerre à ceux de cette cité. On ecrira au maître des monnaies de Chalon, en le priant de vouloir doucement traiter les changeurs. On donnera à G. de Chatillon qui vient dans la ville, 100 écus d'or que l'on requerra aux fermiers.]

« 1er *juillet*, par T. de Bazoches, presens MM. de Saint-Remi et Saint-Denis. [le prévot et deux chanoines, 3 échevins, 12 autres personnes.]

[3 *juillet*, par monseigneur de Chatillon, présens les deux abbés, le prévot, 3 échevins, 12 autres personnes.]

« *Mardi* IV *juillet*, par monseigneur de Chastillon, présens messeigneurs de Saint-Remy, de Saint-Denis, monseigneur le prevost, J. de Chalon, Mes P. Leroy, Jesson de Chalon, P. Crochet, J. Dudré, eschevins,

du petit aide, du 16 juillet 1429; 2°. la lettre concernant le quart des aides, en date du 6 juillet 1438, et une autre du 1er août 1440, qui renouvelle cette dernière; 3°. les institutions des receveurs dejà inscrites en tête du compte précédent.]

RECEPTES.

[Elles se composent d'abord de sept chapitres de réquirendes. Vient ensuite le chapitre du petit aide, y compris le grenier à sel, à la suite duquel se trouve le passage suivant :]

« Depuis, c'est assavoir le 2e jour de janvier l'an m. cccc et xl. ledit grenetier commis rendit compte ... à certains commis et députez de par les gens d'eglise, eschevins...., pour neuf mois et demi, commençans le xvie jour de décembre m. cccc xxxvii..., et pour deux ans entiers ..., fenissant le dernier jour de septembre l'an m. cccc xl, lequel compte doit estre avec les autres comptes et besoingnés de ladicte ville; par la fin duquel... ledit grenetier doibt à la ville iic vii l. xii s. p...., laquelle somme lesdits receveurs ont reçu....

« Somme toute, m. iic xxxix l. vi s. p.

[Suit le chapitre du quart des aides, montant à 1592 l. 17 s. 6 d. p.]

[10°.] « Autre recepte à cause de la vendue de certains chevaulx appartenans à la ville de Reins, qui avoient esté achettez, tant pour aler en certaine convocation ou assemblée des trois estas de ce royaume, à Orléans, ou mois de novembre m. cccc xxxix, en laquelle alèrent et furent envoiez de par ceste cité monseigneur le capitaine, et Me J. de Gomont, chanoine; comme pour aler en une autre convocacion et assemblée ... en la ville de Bourges, ou temps d'este ensuiant, en laquelle furent ledit monseigneur le capitaine, Me J. de Gomont, Me J. de Wytri, chanoinnes de Reins, Me J. Cabert, licencié en lois, et J. de Chalon, bourgois dudit Reins; lesquelz chevaulx, au retour des dessusdiz, ont esté vendus à cris ... Somme, vixx i l. p. pour ix chevaulx.

« Somme de toutes les receptes, iiiim c xxxiii l. iiii s. viii d. »

MISES.

[Le premier chapitre est consacré aux depenses des deux esgards P. de Thuisy et G. Dominique; ce chapitre contient les sommes mandatées jusqu'au 11 juin 1440 inclusivement; toutefois le dernier mandat est date du 19 juin.]

[2°.] « Autres deniers bailliez par mandemens de Me J. Mairiau et desdiz P. de Thuizy et G. Dominique, commis et esgards eulx trois ensamble sur le fait des ouvrages de la ville.... »

[Le premier mandat de ce chapitre est date du 2 juillet, mais il comprend les dépenses faites depuis le 19 juin 1440.]

« Somme [des deux chapitres], iiiic iiiixx xiiii l. i s. vii d.

[3°.] « Autres deniers bailliez par mandemens donnez de monseigneur le capitaine.... ou son lieutenant, pour ouvrages et habillemens de guerre,... »

[Ce chapitre ne contient qu'un article, mandaté le 9 novembre 1439, pour] « arbalestres à tour, plombées, traisfilles, salpestres.... »

[4°.] « Autres deniers bailliez par mandemens... des mesmes.... pour dons et présens. « Aux frères mineurs cordeliers ... cxii s. pour ung caque de harens.... par mandement du xii février m. cccc xxxix [v. s.].

« ... Pour une demie toile fine... donnée à monseigneur l'arcevesque de Reins, chancellier de France, pour les grans plaisirs qu'il avoit fait et faisoit à la ville...., par mandement de monseigneur le

habitans séculiers de la ville et cité de Reins, contenant que sur certainne cause ou causes d'appel pendans en nostre court dudit parle-

Me P. Chardon, Me P. de Montfaulcon, Me J. Cabert, J. Gouvion, G. Lescot, J. Cauchon l'aisné, G. Persin, P. de Dijon, B. de Saint-Remy, J. Brelou, J. de Chalon le josne, G. Dominique, J. Moet, J. Cauchiette, J. Fournel, T. de Bazoches, J. Lescot, G. de Condé, Robert Moriau. »

[On enverra à l'Isle-Adam 6 queues de vin en toute hâte; T. de Bazoches, J. Cauchiette et Jesson de Chalon sont ordonnés pour avoir diligence de se procurer des chars; il faut apprêter deux caques de poudre, et mettre à point l'engien, c'est assavoir le Couillart.]

« Et pour avoir argent promptement, a esté ordonné de mettre en rooles ceulx qui hier y furent appellez au conseil; et sont commis à quérir et lever sur chacun une porcion d'argent; et sont commis ad ce quérir, J. Moet, et G. Dominique, G.

capitaine, du xii may l'an m. cccc xl.., xxxix l. xii s.

« A J. Cauchon, lieutenant...., xl l....., pour ses bons services...., par mandement du capitaine, du xvi juin m. cccc xl.

« A la Hire, bailli de Vermendois, J. d'Amiens, J. de Revigny, charton, et à plusieurs autres, iiic iiii l, xv s. vi d. p., par mandement du xxe juing l'an m. cccc xl., tant pour don fait audit bailli de iic salus d'or, pour ce qu'il avoit fait partir le bastard de Bourbon, qui estoit sur le païs, comme pour autres causes....

« Pour ung poinsson de vin, présenté en baires à monseigneur l'arcevesque de Nerbonne, l'évesque de Poitiers, Me G. le Tur, et autres ambaxadeurs du roy nostre seigneur, quant ils passérent.... pour aler à Saint-Omer pour le fait de la paix d'entre les royaulmes de France et d'Angleterre...., vi l. viii s. p.

« Somme toute, iiiic xlviii l. xi s. vi d. p.

[5°.] « Autres deniers.... pour gaiges d'officiers, pensions d'ouvriers et salaires.... « A.... A. de Hellande...., pour ung an de ses gaiges et pension; pour ung an entier escheu le xviiie jour d'octobre m. cccc xl...., iiiixx l.

« A Me J. Mairiau, chanoine de Reins, P. de Thuizy, et G. Dominique, commis et esgards sur le fait des ouvrages...., à viii l. par chacun an.... à chacun....; c'est assavoir, audit Me J. Mairiau, iiii l. p. pour demi an, et aux deux autres, chacun vi l. p. pour trois termes escheus au 1er octobre m. cccc xl..... Somme, xvi l. p. »

[Le reste de ce chapitre est absolument semblable au chapitre 4 du compte précédent.]

« Somme, iiiic xii l. viii s. vi d.

[6°.] « Autres deniers.... pour ambaxades...., pour salaires de messagiers, etc....

« .... Pour voyages fais par Coppin Josse, et autres vers le roy...., le connestable...., le chancellier.... pour les besongnes de la ville...., xlvii l. vi s. p.

« .... Pour cinq chevaulx achattes pour.... le capitainne, Me J. de Gomont, et leurs varlez, pour aler a Orléans en l'assamblée des trois estas,... et pour leur despense...., iic xxxii l. ii s. p.

« .... A Ysabel aux Rouges Yeux.... et autres pour voiages.... pour les affaires de la ville à la Bove, Laon, Paris, Troyes, Bourges et ailleurs...., xxviii l. iiii s. p.

« A monseigneur le capitainne, Me J. de Gomont, Me J. de Wytri...., J. Cabert, J. de Chalon, et plusieurs autres...., pour chevaulx achaptez et despense de bouche.... en un voiage...., à Bourges, a l'assamblée des trois estas...., auquel voiage ils vacquérent depuis le xve jour du mois de février l'an m. cccc xxxix [v. s.], jusques au xe jour de juillet ensuiant...., viic xxvii l. vi s. x d. p. » [Le capitaine n'était donc pas à Reims à l'époque où aurait été dressé le règlement du 12 juin, qui donne lieu a cette note.]

« Somme, xic xxxv l. xvi s. x d. p.

[7°.] « Autres deniers montans à iic l. t.... »

[Ce chapitre est absolument semblable au 6e du compte précédent.]

[8°.] « Autres deniers baillies en mises extraordinaires, pour le droit de quint denier...., etc. »

[Dans ce chapitre, les sommes allouées sont de même nature que celles du chapitre 7 du compte précédent; tout le reste des deux comptes se ressemble également.]

« Somme des mises, iiim iiic lv l. xvii s. xi d. p. »

DENIERS COMMUNS.

XIVe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. III, n° 1.]

[Ces comptes sont précédés des lettres du petit 1440 et 1441.

ment entre ledict suppliant, oudit nom, appellant de nostre amé Anthoine de Hellande, escuier, cappitaine de ladicte ville de Reins,

Persin, monseigneur l'official pour l'église.

« vi *juillet*, par T. de Bazoches, présens messeigneurs de Saint-Denis, de Saint-Thierry, le prévost, messire P. d'Ulmont, messire P. Charlet, messire P. Bongarson, Mᵉ J. Gauthier, Mᵉ N. Syrenc, Nicole le Bachelier, J. de Chalon, P. Crochet, eschevins, ceulx du conseil, et pluseurs des habitans jusques à vᶜ personnes. A esté déliberé, faire emprunt d'argent sur iiii ou vᶜ personnes des habitans de ceste cité; et sont ordonnés pour les imposer audit emprunt, pour les séculiers, G. Persin, G. Dominique, C. Roquet, J. Fournel.

« *Lundi* x *juillet*, par T. de Bazoches, et présens aucuns du conseil, et les connestables. A esté ordonné que vi ou viii personnes feront l'impos de la taille; et sont esleus

aide, du quart des aides, et de l'institution des deux receveurs.]

« Compte de maistre Jehan de Wytri, chanoine de Reims, et Jehan Legis, demourant audit Reims, receveurs des deniers appartenans en commun aux gens d'église, eschevins, bourgois et habitans de la ville et cité de Reins, commis et esleus eulx deux ensamble, quant ad ce, de par lesdis gens d'église, eschevins, bourgois et habitans de ladicte ville de Reims, comme plus à plain puet apparoir par leurs lettres de institucions sur ce faictes, desquelles les copies sont cy-dessus transcriptes, pour ung an entier commençant au jour Saint-Remy, premier jour d'octobre l'an mil cccc et quarante, et fenissant le dernier jour du mois de septembre l'an mil cccc quarante et ung ensuiant, des receptes et mises par eulx faictes pour et à cause desdis deniers communs pour ledit an, desquelles receptes, mises et despenses les parties cy-après s'ensuivent :

« Et est assavoir que lesdiz receveurs confessent avoir receu pluseurs sommes de deniers, lesquelles ils n'ont pas receues, et les baillent en réquirendes en la fin de ce présent compte, pour à eulx valoir mises.

RECEPTES.

[1°.] « Et premiers des réquirendes baillées par lesdiz receveurs, par la fin du darrain compte par eulx rendu pour un an commençant au.... 1ᵉʳ octobre mil cccc xxxix....

« De Guiot Lescot et Jehan Chinoir, qui tinrent à ferme pour ledit an l'aide de xii d. p. pour livre, des vins et autres beuvrages vendus à detail ès parroches de Saint-Pierre et Saint-Hilaire de Reins, au pris de cent xxviii l. p., dont il reste a paier xvi l. ii s. x d. p.

« De maistre Elie de Linays, receveur des aides ordonnez pour la guerre, à Reins, et ou diocèse, la somme de cent xxxiii l. v s. vi d. p., restant à paier de la somme de mil vᶜ xxxx et xii l. xvii s. vi d. par., à quoy monta la quarte partie du prouffit et revenue desdiz aides en ladicte ville de Reins, et ès faubours d'icelle, par l'an dessusdit...

« Somme, cxliiii l. viii s. iiii d. par.

[2°.] « Autre recepte des réquirendes deues à la ville de Reims, baillées par les receveurs.... pour l'an fini au dernier septembre m. cccc xxxix.

« De Jehan Chinoir, bourgois de Reins, qui tint à ferme pour ledit an, l'aide de xii d. par.... lxvii l. xix s. par.

« De Pierre le Folmariez, qui tint a ferme pour icellui an, l'aide de ii s. par. pour chacune tonne de harens, allés et cabiliaux vendus en gros, trais et menez hors de la ville.... au pris de vi l. par., laquelle somme resta à paier....

« Dudit Pierre qui tint à ferme pour l'an dessusdit l'aide de ii s. par. pour chascun millier de harens sors et viveles vendus en icelle ville, au pris de lx s. par., laquelle somme resta à paier....

« Somme, lxxvi l. xix s. par.

[3°.] « Autre recepte des réquirendes... pour l'an fini au derrain jour de septembre, l'an m cccc xxxviii.

« De Jehan Boileaue, lieutenant de honnourable homme et saige maistre Elye de Linays.... c et une livres xix s. v d. p., restant à paier de.... mil iiiiᶜ xxxvii l. ung solz ix d. par., à quoi monta le quart du prouffit ... des aides....

« Somme, cent i l. xix s. v d. par.

[4°.] « Autre recepte des réquirendes.... pour l'an fini au derrain jour de septembre l'an mil cccc xxxvii.

« De Jehan Boileaue.... xxi l. iii s. ix d. par., restant.... de xiiᶜ iiiixx liv. iii s. ix d. par....

[5°.] « Autre recepte des réquirendes.... pour l'an fini au derrain jour de septembre mil ccc xxxvi.

« De Baudenet du Molinet, pour ung cheval.... par lui achetté à ladicte ville.... xvii l. xii s. par.

« De Jehan Oudart, drappier, pour ung cheval.... xvi l. xii s. par.

Jehan Noël l'ainsné, Coleçon Bourgois, Jehan de Gravelle, Jehan Chinoir le jeune, Aubri Connin, Érart Convent et Gui l'Escot, eulx

J. Fournel, R. de Suippe, Coleçon Roquet, J. Noël, J. Le Blanc, J. Caillart, G. Liennart, G. Chastellain.

[Ils font serment de bien asseoir l'impôt sur les séculiers, chacun selon sa portion et faculté, par l'avis et conseil des quarteniers, connetables et dizainiers. Le receveur sera Coleçon Roquet. Il pourra recevoir comme solde les quittances de ceux qui ont prêté à la ville pour le siége de la Folie, etc.]

« xi *juillet*, par T. de Bazoches, lieutenant, présens messires P. d'Erpy, J. de Chalon l'aisné, P. Crochet, Jesson de Chalon, eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, Me P. de Montfaulcon, J. Lescot, G. de Condé, C. Delaplace, J. Cauchiette, G. Persin, J. Barlou, J. Cauchon l'aisné, C. Roquet, G. Dominique, J. Fournel, H. Colet, J. Moet, B. de Saint-Remi, J. Cauchon le josne.

« De Person Simonnet, bouchier, pour ung cheval.... x l. viii s. par.

« Somme, xliiii l. xii s. par.

[6°.] « Autre recepte des requirendes.... pour l'an fini au derrain jour de septembre l'an mil cccc xxxv.

« De Martin Hutrel et Colesson Lesderne, qui tinrent a ferme pour ledit an l'aide de ii s. par. pour chacunne tonne de harens, allés et cabillaux, vendue en groz en la ville de Reins; de ii s. par. .. pour chacune tonne traicte... hors de ladicte ville, et de ii s. par. pour chacun millier de harens sors et rivelez vendus en icelle ville, au pris de xxiiii l. par., laquelle somme resta à paier.

« Pour le louier d'une petite maison, séant.... rue Chetivelle, tenant à la grange de la ville, et du jardin de ladicte grange, xl s. p.

« Somme, xxxvi l. p.

[7°.] « Autre recepte des requirendes.... pour l'an fini au derrain jour de septembre, l'an mil cccc xxxiv.

« A Martin Hurtel, etc...., xxx s. p. qui resterent a paier de xxx l. p.

[8°.] « Autre recepte des requirendes.... pour l'an fini au derrain jour de septembre, l'an m. cccc xxxiii.

« De J. Maillet, Hennequin Wlade, Estienne d'Ourmes et J. Guillaume, bouleugier, qui tinrent à ferme pour ledit an l'aide de ii s. p. pour livre, des vins vendus à debtail ès parroches Saint-Pierre et Saint-Hilaire de Reins, au pris de six cens livres par., dont il resta à paier lxxiiii l. xviii s. ix d. p., duquel rest il est procès en parlement, comme il est declairé au compte rendu par Me P. Sauvaige et J. Legié, receveurs desdis deniers communs pour ledit an...

« Des mesmes...., qui tinrent a ferme pour l'an dessusdit, l'aide de ii s. p. pour livre des vins vendus à debtail ès parroches de Saint-Estienne et Saint-Simphorien dudit Reins, au pris de iiic lx l. p., dont il resta à paier cent une livre xviii s. iii d. p., à cause duquel rest il est procès en parlement...

« Somme, cent lxxvi l. xvii s. p.

[9°.] « Autre recepte des deniers venans à cause des aides ottroyez par le roy.... pour xii ans, commençans l'an m. cccc xxix, et ce pour l'an dont en l'intitulacion de ce présent compte est faicte mencion.

« De J. Noël le jeune, et J. Noel l'aisné, bourgois de Reins, fermiers pour ledit an, commençant au jour Saint-Remy, l'an mil cccc xl.... de l'aide de ii s. p. pour queue des vins vendus en groz .., qui se paie par le vendeur, et ausquelz ladicte ferme demoura comme aux plus offrans et derrains encherisseurs, au prix de cccc lxxv l. p., pour ce iiiic lxxv l. p.

« De Caulus Hurtaut, et J. de Chalon, bourgois... fermiers.... de l'aide de ii s. p. pour queue des vins vendus en groz, trais et menez hors la ville.. ccclx l. p.

« De Baudenet de Thuisy et Hennequin Wlade, fermiers..., de l'aide de xii d. pour l. des vins et autres buvraiges vendus a debtail ès parroches Saint-Pierre et Saint-Hilaire.. ., cent iiiixx iv l. p.

« De C. Hurtaut, et Huguet Simon, fermiers.... de l'aide de xii d. pour l. des vins.. . à debtail, ès parroches de Saint-Estienne et Saint-Symphorien, lx l. p.

« De C. Hurtaut et Guiot Lescot, fermiers.... de l'aide de xii d. p. pour vins.... à debtail, ès parroches Saint-Jaques, Saint-Denis, et la Magdeleinne..., iiiixx xvi l. p.

« De R. Fillette, et H. Simon, fermiers... de l'aide de xii d. p. pour vins.... à debtail, ou ban Saint-Remy.... xxx l. p.

« De J. le Roucelet et P. le Verrier, fermiers.... de l'aide de iiii s. p. pour chacun drap entier, et

disans eschevins de ladicte ville de Reins, et aussi de Jehan Boileaue, substitut audit lieu de Reins de nostre procureur en Vermandois,

[On donnera promptement 200 couronnes d'or à M. de l'Isle-Adam. Le conseil, et chacun des conseillers de ville, reconnoissent que J. Lescot, receveur des deniers communs, et C. Roquet, receveur de l'aide mis sus, ont emprunté pour la ville à M. de Saint-Remi 100 écus d'or, à G. Hodierne 30 écus, à Th. Buiron 20 écus, et les ont donnés à l'Isle-Adam pour subvenir au siége fait dans l'intérêt de la ville. Tous se portent fort de faire restituer cette somme en six semaines, avec les premiers deniers de la recette.]

« *Du lundi* xxiiie *jour de juillet*, par T. de Bazoches, présens monseigneur de Saint-Remy, monseigneur le prévost, Jesson de Chalon, T. de Berru, eschevins, G. Lescot, Mes P. Chardon, J. Cabert, P. de Montfaulcon, J. Lescot, G. de Condé, G. Persin, J. de Chalon l'aisné, P. Crochet, Gérard Dominique, C. Gaillard, J. Brelou, T. Joly,

de ii s. p. pour chacun demi drap vendus en groz en la ville et ès faubourgs.... xl l. p.

« De R. Fillette et C. Hurtaut, fermiers.... de l'aide de ii s. p. pour chacune tonne de harens, allés, cabillaus, vendue en groz en la ville et ès faubourgs..., xxxvij l. iiii s. p.

« De Me Hurtel et Aubertin Cochelin, fermiers...., de l'aide de ii s. p. pour tonne de harens ...., traicte hors de la ville...., vi l. p.

« De R. Fillette et C. Hurtaut, fermiers ..., de l'aide de ii s. p. pour chacun millier de harens sors et vivelez.... xxiii s. p.

« De Colart Musart, grenetier du grenier à sel, estably à Reins de par le roy, N. S., et commis de par les gens d'église, eschevins, bourgois et habitans de ladicte ville de Reins, à recevoir l'aide de ii s. p. pour chacun minot de sel vendu en icelle ville..., à eulx donné..., par ledit seigneur, pour les affaires d'icelle ville, sur ce qu'il puet devoir, à cause de ladicte recepte, pour l'année de ce présent compte, le viiie jour d'aoust mil cccc xli ..., xxxii l. p. — Du viii septembre, .. xvi l. p. — Du xxiiii dudit mois.... xxiiii l. p. — Du dernier jour de septembre xx l. xvi s. p.

« Somme, mil cccc l l. iii s. p.

[10°.] « Autre recepte à cause du quart prouffit et revenue des aides du roy, N. S., ordonnez pour la guerre ...., et ce pour l'an de ce présent compte.

« De honnourable homme et saige, Me Elye de Linaye...., par les mains de J. Boileaue, son lieutenant, audit Reins, mil vi^{c} xi l. xvii s. iii d. p.

« Somme de toute la recepte, comprises dedens les réquirendes, iii^{m} vi^{c} xxxvii l. ix s. ix d. p.

MISES ET DESPENSES.

[1°.] « Deniers bailliez par mandemens de Me J. Mairiau, chanoine de Reins, Pierre de Thuisy, et G. Dominique, commis et regards sur le fait des ouvrages de la ville de Reins, à cause et pour le fait des euvres et réparacions faictes pour la fortificacion et emparemens de la forteresse d'icelle ville, et pour maneuvres achettées pour ce faire. »

« A G. Garnot, A. Watar, Poncelet Drouynet, massons, et à plusieurs autres massons, charpentiers, manouvriers, voitturiers, et autres personnes dénommées en ung mandement donné desdis commis et esgards, du vi^{e} jour de novembre...., tant pour ouvrages de massonnerie, charpenterie et autres par eulx fais aux murs, portes, tours et tournelles de ladicte ville...., la somme de xxvii l. viii s. p., laquelle a esté paiée par lesdis receveurs aux dénommez oudit mandement, par vertu d'icellui mandement, et par quittance des dénommez en icellui, escripte en la marge dessoubz de ce dit mandement ...

« A plusieurs autres charpentiers, massons, manouvriers, serruriers, couvreurs, voitturiers, etc ...

« Somme toute, ii^{c} lx l. xix s. iii d. p. »

[2°.] « Autres deniers bailliés par mandemens donnez de monseigneur le capitaine de Reins, ou son lieutenant, pour ouvrages et habillemens de guerre faiz et achettez pour et au nom de ladicte ville de Reins, et pour autres causes, contenues et déclairées es dis mandemens, touchans le fait de l'artillerie d'icelle ville.

« A C. Hurtaut, Jehan Fumée, Perrinet le Paintre, C. Deschamps, et autres dénommez en ung mandement donné de Jehan Cauchon, escuier, lieutenant de noble homme Anthoine de Hellande, escuier, seigneur de Hercanville, valet trenchant du roy, nostre seigneur, capitaine de la ville et cité de Reins, et du païs d'environ, en datte du xxe jour de janvier l'an m. cccc xl., la somme de lxvi l. v s. p., tant pour xxvi pavois armoyés des armes de la ville, ii^{m} de fust de trait, ii^{m} de fers à trait à arbalestres, et i^{c} de salepettre, à eulx achettez pour et ou nom de la-

d'une part; et lesdis Anthoine de Hellande, Jehan Boileaue, substitut de nostredit procureur, Jehan Noël l'ainsné, Coleçon Bourgois,

P. le Nepveux, P. Taillant, J. Chehery, J. Brunet, R. Froment, C. Milore [*sic*], J. Champigni, M. Margalet, J. la Bellique, a esté délibéré :

« Attendu les lettres de monseigneur le régent, on envoirra au conseil qui se doit tenir à Chaalons de par le roi pour le bien du pays, gens notables de ceste cité; et sont esleus, monseigneur de Saint-Remy, ou monseigneur de Saint-Denis, messire P. Charlet, ou messire P. d'Erpy, ou messire J. Witry, Me J. Cabert, Jesson de Chalon, G. de Condé.

« *Du mardi* xxve *jour de juillet*, par T. de Bazoches, présens messire P. de Witry, chanoine, P. Crochet, Jesson de Chalon, T. de Berru, eschevins, ceulx du conseil, et pluseurs des habitans jusques au nombre de lx personnes.

« A esté délibéré d'envoier à Chaalons au

dicte ville ..., laquelle somme leur a esté payée par vertu dudit mandement, et par quittance escripte au dos d'icellui...

« Somme par soy, lvi l. v s. p.

[3e] « Autres deniers baillés par mandemens de monseigneur le capitainne de Reins, ou son lieutenant, tant pour dons et présens fais à aucuns seigneurs et autres gens....

« A Jaquet Crochet, chastellain, commis à la garde du chastel de Portellars, la somme de xx l. p., ordonnée à lui estre donnée de grâce, pour une fois, pour les bons et agréables services et plaisirs qu'il a fait le temps passé, et que on espère..., ou temps advenir...., à cause de ladicte garde.... »

« A noble homme A. de Hellande, capitaine de Reins, la somme de iiiixx l. p., ordennée à lui estre donnée de grâce et courtoisie, pour les bons et agréables services et plaisirs par lui fais en pluseurs voiages pour ladicte ville, et que on espère qu'il doye faire ou temps advenir, comme il appert plus à plain par mandement donné dudit J. Cauchon, lieutenant dudit capitainne, du xvi décembre l'an m. cccc xl, et par quittance d'icellui capitainne escripte au dos d'icellui mandement.

« A monseigneur Georges de Cléré, chevalier, maistre d'ostel de monseigneur d'Orléans, la somme de xxvi l. viii s. p. ..., pour la despense par lui faicte en attendant responce des habitans de ceste cité, ausquelz il avoit fait requeste de faire aide audit seigneur, a son retour d'Angleterre, et avoit demouré par xii jours.....

« A J. Cauchon, lieutenant de monseigneur le capitaine...., vi l. p. pour ung caque de harens à lui achetté, donné de grâce aux fréres mineurs cordeliers de Reins, en faveur de ce qu'ilz gardent les comptes de la ville, comme il appert par mandement dudit capitainne...

« A monseigneur l'abbé de Saint-Thierry...., J. Vigueron, J. Capperon...., et à pluseurs autres...., par mandement de J. Cauchon...., pour pluseurs queues et poinssons de vin de Beaune et françois, et pour pluseurs muys d'aveinne et fines toiles, présentées.... au nom de la ville au roy ..., à monseigneur Ch. d'Anjou, monseigneur l'admiral, monseigneur de Reins, monseigneur le connestable, monseigneur de Clermont, monseigneur de Castres, monseigneur de Maglonne, monseigneur Simon Charles, et autres seigneurs estans en la compaignie du roy.... audit Reins, ou mois de mars m. cccc et xl...., la somme de viic xlix l. ii s. vi d. p.

« A Me J. de Gimmont, chanoine de l'église de Reins, xiii l. iiii s. p...., en faveur et récompensacion, et pour les bons plaisirs et amitiez qu'il a fait à ladicte ville, tant à la venue du roy.... en ceste cité, à proposer devant lui, et requérir provision aux maulx qui se faisoient au pais, comme autrement en pluseurs et diverses manières, et que on espère qu'il doye encore faire ou temps advenir...., par mandement dudit lieutenant....

« A J. Cauchon...., lieutenant...., xl l. p...., données de grâce et courtoisie, pour et en faveur des bons et aggréables services et plaisirs qu'il a fait le temps passé à icelle ville, et que on espère qu'il doie faire ou temps advenir...., tant à cause de sa charge, comme autrement; par mandement de monseigneur le capitainne...

« A monseigneur le capitainne de Reins...., xxiv l. p...., donné de grâce pour aidier à supporter sa despence au siége de Pontoise, et affin qu'il eust les affaires de ceste cité pour recommandez aux esleus à Reins, sur le fait des aides, xxvi l. viii s. p. pour distribuer aux arbalestriers, massons, charpentiers, coulevriniers et manouvriers, que le roy avoit mandé en ceste cité pour aler audit siége; et à J. Boileaue,

Jehan de Gravelle, Jehan Chinoir le jeune, Aubri Connin, Érard Convent et Guy l'Escot, eulx disans eschevins de ladicte ville, Caulus

conseil qui se tiendra de par le roy, au II[e] jour d'aoust....

« *Du vendredi* XXVIII *juillet*, par T. de Bazoches, présens messire J. Witry, chanoine, P. Leroy, eschevin, M[e] P. Chardon, M[e] J. Cabert, G. de Condé, J. Lescot, G. Lescot, G. de Moutlaurent, J. Cauchon, le josne du Marc, C. Caillart, G. Persin, J. Jirelou.

« J. Moet, H. Colet, Jesson de Chalons, J. Cauchiette, J. Gouvion, Gérard Dominique qui estoient adjournés au conseil, sont en deffault, et a esté appoinctié qu'ils soient executés chascun de II sous VI d. par, pour la I[re] fois. [On envera à l'Isle Adam 10 arbalêtriers payés jusqu'au 18 aout, et deux petits waglaires. Les sergens de ville publieront la taille.]

« [31 *juillet*, par T. de Bazoches, présens deux chanoines, trois échevins, neuf autres personnes.]

« A esté délibéré laisser entrer en la ville

lieutenant du receveur desdictes aides, XX l. p. pour les aggréables services par lui fais, et que on espère...., en délivrant l'argent du quart desdictes aides ...; lesquelles sommes, montant à.... LXV l. VIII s. p., ont esté paiées par.... mandement de J. Cauchon....

« A Jaquet Dufay, demourant à Reims, la somme de VIII l. p., ordonné à lui estre donnée de grâce, pour ce que lui estant pour ladicte ville, au siège que tenoit le roy nostre seigneur devant Pontboise, il a esté blessé et mutilé d'une de ses mains...., par mandement de J. Cauchon....

§ Somme; M. XIII l. II s. VI d. p.

[4[e].] « Autres deniers baillies pour gaiges d'officiers, pensions d'ouvriers, et salaires d'autres gens, dont les causes et parties sont plus à plain cy-après déclairées.

« A noble homme A. de Hellande..... IIII[XX] l. p. pour ses gaiges et pensions par lui desservis en sondit office de capitainnerie pour l'espace d'ung an esche au XVII[e] d'octobre l'an M. CCCC XLI, comme appert par mandement de J. Cauchon...., du II[e] jour de novembre oudit an....

« A M[e] J. Matrian, chanoine de Reims, P. de Thuisy, et G. Dominique, commis et esgards sur le fait des ouvrages de la forteresse de Reims, aux gaiges et pension de VIII l. p., chacun d'eulx par an, qui se paient desdis deniers communs...., XXIV l. p...., pour leurs gaiges.... d'ung an entier, escheu au jour Saint-Remy en octobre, l'an M. CCCC XLI...., sur quittances....

« A Jehan Maubrouet, clerc juré de la ville...., commis à faire les mandemens et quittances de la despence desdits deniers communs...., et autres choses contenues ès lettres de son institucion, le *vidimus* desquelles a esté par M[e] P. Sauvage, et ledit J. Legis, leur receveur des deniers communs, rendu et mis avecques les autres lettres et mandemens du compte par eulx rendu pour dix mois, finis au jour Saint-Rémy...., l'an M. CCCC XXXII, la somme de XVI l. p., pour ses gaiges et pensions...., à laquelle somme lesdix gaiges et pension ont esté mis par an, par certains traittiez pieçà fais entre les gens d'église et les gens séculiers de la ville de Reims, jasoit ce que lesdictes lettres de institucion et retenue dudit Maubrouet, font mencion de XXIV l. p. pour an...., par quittances dudit Maubrouet....

« A Jehan d'Amiens tavernier, et J. le Roucelet sergent de l'eschevinaige,.... XXIII l. IX s. VI d. p., c'est assavoir audit d'Amiens XXII l. VIII s. VIII d. p. tant pour V sextiers de vin à XVI d. le pot présentez de par ladicte ville à G. Bellier, bailli de Troyès, comme pour despens fais en son hostel par ledit bailli et ses gens que l'on ordonna estre paiez des deniers communs, pour ce qu'il avoit ramené les ambassadeurs de ceste cité qui avoient esté à Bourges, depuis Orléans jusques en ceste dicte cité, et aussi pour despens fais par monseigneur le capitaine de Reims, aucuns du conseil et le receveur du roy, quand on lui présenta le don du quart des aides du roy fait à ladicte ville; et pareillement pour despens fais par le seigneur Du Godart, et le procureur du roy à faire informacion des courses et maulx que.... faisoient ceulx de Fère et autres; et audit Roucelet, X d. p. pour paier les compaignons qui ont porté le vin dessus dit,.... par mandement du lieutenant.... XXIII l. IX s. VI d. p.

« A J. Plonquet, sergent du bailliage de Reims, la somme de VIII l. XVI s. p. pour les peinnes et salaire d'avoir esté par les villages de cy environ adjourner les maires et eschevins, et autres des dix

Hurtaut et Pierre Musart appellez et intimez d'autre part, pour occasion de certains exploiz, reffus, tors et griefs que ledit appelant disoit

de Reins monseigneur de Beauvais, et autres qui venronten leur compaignies, à telles gens qu'ilz venront de c à vi^{xx} chevaulx. *Item* d'aler à l'encontre des dis seigneurs. *Item* eulx venus, que les voit fère bien veignans.

[1er *aoüt*, par le lieutenant, présens le prévot et un chanoine, deux échevins, et onze autres personnes; on enverra à l'Isle Adam du pain et du vin, etc.]

« Dudit jour, heure du derrain cop de vespres, par T. de Bazoches, lieutenant, présens monseigneur le prévost de l'église, messire P. D'Erpy, messire J. Witry, chanoines, Damp, N. Josselin prévost de la montagne, pour monseigneur de Saint-Remy, G. Linage, P. Crochet, J. Gibour, B. le Boutillier, T. de Berru, eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, J. Lescot, J. Cauchon l'aisné, T. Joly, Me G. de Montfaulcon, G. de Montlaurent, J. Cauchiette, P. Grossaine, S. Prévostin, G. Persin, J. Brelon, G. Dominique, H. Colet, J. Cauchon le josne,

villages, pour venir déposer devant le prévost de Laon, et le procureur du roy, des maulx, dommages et appatis que.... faisoient les gens des garnisons de par deça, adfin d'en faire ostencion en temps et en lieu où il appartendra.... par mandement du lieutenant.... VIII l. XVI s. p.

« A Perrinet le Pertois, hoste de la Crévisse, et J. le Roucelet, sergent de l'eschevinaige.... pour les causes contenues au mandement dudit lieutenant.... VI l. XIII s. VIII d. p.

« A J. Maubrouet, Colars Quatresolz, messire J. Morel, J. le Roucelet, et Estienne de Bar.... par mandement dudit lieutenant.... tant pour plusieurs *vidimus* et procuracions fais par lesdiz ... soubz le scel de l'eschevinaige...., comme pour les peinnes et salaire desdis Morel, Roucelet, et Estienne, d'avoir scellé les lettres closes de ladicte ville, des seaulz de la seneschaucée de l'église de Reins, et dudit eschevinaige, pour l'espace d'ung an.... VI l. X s. p.

« A P. de Vaurouart, prévost de Laon, Me Remy la Barbe, juré du roy.... en la prévosté de Laon, C. Quatresolz, J. Maubrouet, denommez en ung autre mandement dudit lieutenant...? pour certaines informacions faictes par lesdiz prévost et Me Remy, contre les gens de guerre.... dont ils ont oy plusieurs tesmoings, et mis leurs depposicions par escript.... XIX l. XIII s. p.

« A P. le Pertois et E. de Bar.... VI l. VIII s. VIII d. p. tant pour plusieurs sextiers de vin présentez à J. de Mouasy, serviteur de monseigneur le duc d'Orléans, à monseigneur le bailli de Vermandois, à monseigneur le chancellier de France, et autres.... et pour paier les porteurs et les torches de la ville en faisant ces dis présens.... par mandement dudit lieutenant....

« A Th. Moriau, hoste de l'Asne royé, VI l. XII s. VIII d. p., pour despens fais en son hostel, par quatre des serviteurs de monseigneur d'Orléans, qui estoient venus pour avoir et recevoir les mil escus que lui avoient donné les habitans de ceste cité.... par mandement de monseigneur le capitainne.

« A J. d'Amiens tavernier, et E. de Bar...., par mandement de monseigneur le capitainne.... pour XXVI sextiers de vin présentez à monseigneur le bailli de Vermandois, à monseigneur de Panassac, au bailli de Lyon; à Ruffec, à monseigneur Géorges de Cleré et autres.... X l. XII s. IIII d. p.

« A Coleçon Acelin, P. le Pertois, taverniers.... par mandement de J. Cauchon.... XI l. XV s. p... pour despens fais par plusieurs arbalestriers de ladicte ville que on avoit mis de nuit entre deux pouts, pour la garde dudit lieu, pour ce que plusieurs gens d'armes estans sur les champs, menassoient d'y entrer de nuit; et aussi par les maistres de l'artillerie d'icelle ville, en visitant par plusieurs années ladicte artillerie, par les portes et tournelles....

« Perron Quénoche, Coleçon Flamming et Jehan Wautier, eschevins du ban Saint-Remy...., XX l. p. pour emploier ès réfections et emparemens des chaussiés dudit ban.... par mandement dudit lieutenant.... et quittance....

« A Me Nicole Jacquemin, advocat, et J. Simon, dit Caro, poursuiant.... XIX l. II s. IIII d. p. tant pour despens fais par ledit Me Nicole, et Oudart des Moses en ung voiage.... à Laon, à poursuir pardevers le roy N. S. estant ilecques, certaines requestes.... pour le bien du pais, ouquel voiage ilz ont vacqué l'espace de XII jours; comme pour le salaire dudit Me Nicole d'avoir esté par plusieurs journées du conseil de ladicte ville, et y avoir fait plusieurs mémoires et escriptures, en plusieurs et

avoir esté faiz touchant les status et gouvernement de ladicte ville de Reins, et ou préjudice d'iceulx, lesdictes parties, pour bien de paix et

J. Moet, J. Prioulet, P. le Nepveux, J. Brunet, J. Juppin, J. Constant, R. Froment, J. Dureteste, J. la Bellique, P. le Fraisne, J. Braibant, S. Duchesne, J. de Reins, J. le Boutillier, J. Oudart, J. le Verrier, et J. le Mercier, J. Fournel. A esté délibéré de fere bien veignant monseigneur de Montaigu, le mercier des peines.... qu'il a pris à réduire les fortresses de Neelle, Moymer, et autres.. ; et pour ses peines lui donner c escus. *Item* d'envoyer avecques lui le procureur de la ville pour poursuivre devers monseigneur le régent ledit traictié, que les ennemis aient jour jusques à la Saint-Jehan-Baptiste prochain venant.

« v^e *jour d'aoust*, par T. de Bazoches, lieutenant de monseigneur de Chastillon, capitaine de Reins, présens messire P. Charlet, messire P. D'Erpy, J. Caillart, Jesson de Chalon, Me P. Leroy, J. Dudré, eschevins, Mes P. Chardon, J. Gouvion, J. Lescot, G. de Condé, G. Dominique,

divers procès; et aussi pour le salaire dudit Caro, qui a servi les dessusdiz audit voiage...., par mandement dudit lieutenant.... et quittance....

« A Jehan Fournier et C. Hurtaut, eschevins de Reins, et gouverneurs des chaussiés.... cxl l. p. pour employer ès réfections et empavemens desdictes chaussiés ès terres et seigneuries de monseigneur l'arcevesque, et de messeigneurs de chappitre tant seulement, et non en autres affaires ... par mandement dudit lieutenant.... et par quittance....

« A J. d'Amiens.... et E. de Bar.... par mandement dudit lieutenant ... pour xix sextiers de vin à plusieurs pris présentez.... à Me J. de Dijon, secrétaire, J. du Cigne, maistre d'ostel, Me Robert Compains, monseigneur de Chevery, Me R. des Roches, Me Estienne Dubsn, commissaires du roy, N. S., et autres personnes....

« A J. Drouet, demourant à Reins, fermier de l'imposicion des chevaulx pour l'an m. cccc. xxxix, ... vi l. ix d. ob. p., pour l'imposicion de la vendue de huit chevaulx et une haquenée appartenant à ladicte ville.... par mandement dudit lieutenant ... et quittance.

« A Remion Chevalier, bourgois de Reins, pour et ou nom de G. Nicole, bourgois de Troyes,.... xxii l. xiii s. p. en restitucion de pareille somme, que ledit G. Nicole presta à ladicte ville, l'an m. cccc. xxxiiii, pour l'avancement du paiement de certain aide commun ottroyé à monseigneur le connestable de France, à sa venue ès marches de pardeça, et dont icellui G. Nicole avoit cédule desdis receveurs.... par mandement dudit lieutenant.... et quittance.... et cedule rendue....

« A P. le Pertois.... et J. de Roncelet.... par mandement dudit lieutenant.... ix l. xvii s. ii d. p. pour plusieurs sextiers de vin présentez...., à madame de Commarcy, à l'evesque de Pammiers, et à autres seigneurs....

« Audit P. le Pertois et autres. .. pour les causes contenues en ung autre mandement dudit lieutenant.... xi l. i s. iiii d. p.... par quittance....

« A Me R. la Berbe, naguères fermier du tabellionnage de la prévosté de Laon.... vii l. iiii s. p. pour le droit des lectres obligatoires des fermes des aides de ladicte ville pour l'an escheu.... au 1er octobre m. cccc. xli; et à J. Choilly, prévost de Reins, ix s. vi d. p. pour les cens de la grange de la ville pour ledit an....., par mandement du lieutenant.... et par quittance....

« A Colart Quatresols, juré du roy N. S., demourant à Reins, commis à faire les informacions touchant le fait et garde de ladicte ville, ... et aussi les briefs des obligacions des aides d'icelle.... et autres choses contenues ès lettres de son institucion, le *vidimus* desquelles, etc.... aux gaiges et pension de viii l...., la somme de viii l.... sur quittances....

« A C. Hurtaut et Guiot Lescot, commis au gouvernement de l'artillerie de la forteresse.... aux gaiges et pensions de viii l. par. chacun d'eulx; par an.... xvi l. par.... par quittances....

« A Jehan de Barbaise, charpentier, demourant à Reins, commis et retenu charpentier et ouvrier de la charpenterie de ladicte ville de Reins, aux gages et pensions de iiii l. par. par an.... comme il est contenu ès lettres de la retenue et institucion, le *vidimus* desquelles, etc.... iiii l. par.... sur quittances....

« A Henry Gacheux, artilleur, demourant à Reins, commis et retenu artilleur et ouvrier de l'artillerie de ladicte ville, soubz certainnes charges et condicions contenues et déclairées ès lettres de son institucion.... le *vidimus* desquelles, etc...., pour ses gages viii l. par. .. sur quittances....

amour nourrir entre elles et en ycelle ville, accorderoient voulentiers ensamble et se départiroient de court et de procès sans amende,

G. Persin, J. Brelou, G. de Condé, J. Cauchiette. A esté délibéré d'escripre à monseigneur le régent, en lui suppliant d'obtempérer aux traittiez fais par monseigneur de Montagu....

« xe jour d'aoust, par T. de Bazoches, présens J. de Chalon, P. Crochet, Me P. Leroy, J. Caillart, eschevins, J. Gibour, J. Noël, J. Fournier, eschevins, G. Lescot, J. Lescot, G. de Condé, Me P. Chardon, Me J. Cabert, G. de Montlaurent, J. Brelou, J. Moet, J. Cauchiette, G. Dominique, et pluseurs notables personnes jusques au nombre de L. A esté advisé de délayer les requestes de monseigneur de l'Isle Adam, jusques au retour de Mgr de Montagu....

« xviie *jour d'aoust*, par T. de Bazoches, lieutenant, présens messire P. Bongarson, messire P. D'Erpy, chanoines, J. de Chalon l'aisné, Jesson de Chalon, Me P. Leroy, eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, J. Lescot, G. de Montlaurent, J. Moet,

« Ausdis Me J. de Wytri et J. Legis, receveurs dessus nommez, pour leurs gaiges par eulx desservis en leurdict office, pour l'année entière de ce mesme présent compte, ... xxxii liv. tournois, qui valent à Parisis xxv l. xii s. par....

« A vénérable et discrette personne Me Jehan Rémond, prévost de l'église de Reins, et honnourable homme et saige Me Jehan Cabert, licencié en lois, demourans à Reins,.... xvi l. par.; c'est assavoir à chacun d'eulx viii l. par. pour leurs peines et salaire d'avoir esté commis à congnoistre et déterminer des causes et procès venans des aides ottroyez aux habitans, pour la fortificacion, emparemens et autres affaires de ladicte ville, pour ung an.... par mandement de Jehan Cauchon.... et par quittance desdis commissaires....

« A Jehan Faillolet et Colesson Bouquin, sergens des murs de la forteresse.... xix l. iv s. par.... a chacun d'eulx viii l. xii s. par. pour leurs gaiges par eulx desservis oudit office, pour ung an.... par mandement de monseigneur le capitaine, et par quittance....

« A Jaquet de Saint-Quentin, et Raulin Tonnelier, sonneurs en l'église de Reins, la somme de xx s. par. pour leurs peines et salaire d'avoir sonné la cloche ordonnée pour le guet de nuit,.... à chacun ii l. par. pour ung an.

« A Coleçon Piton, commis à faire le guet de jour sur le clochier de Reins, et tapper les cloches quant il voit gens d'armes approchier.... xviii l. ix s. p. Pour avoir fait ce que dit est, luiet sa femme, par les mois d'octobre, novembre, décembre, janvier mil cccc et xl, qui font six vingt-trois jours,.... à iii s. p. pour jour..., par mandement du lieutenant.... et quittance....

« Au mesme.... pour avoir fait ce que dit est, par l'espace des mois de février, mars, avril, may et juing, juillet, aoust, septembre.... xxxv l. xiv s. p.

« A Jehan Petit, commis à faire le guet de jour sur le clochier de Saint-Nicaise.... et tapper les cloches.... xxx l. viii s. iv d. p. pour ung an. ..

« A Jesson Cousinet et Jesson Biguet, commis a faire les escouttes de nuit aux champs environ ladicte ville, du costé de la montaigne.... à chacun iii l. xiii s. iv d.... pour xxviii nuits,.... à xx d. p. pour chacune nuit. A Guillemin Bourrée et Th. Tieullier, commis à faire lesdictes escouttes du costé de la Champagne.... a xviii d. par nuit.... Somme, viii l. xvii s. iiii d. p..., plus, viii l. xvii s. iiii d. p...., plus, viii l. xvii s. iiii d.... plus, viii l. xvii s. iiii d. p.... plus, viii l. xvii s. iiii d. p...., plus, ix l. x s. p.

« Somme, iiic xix l. iiii s. p.

[5°.] « Autres deniers bailliez par mandemens de monseigneur le capitaine.... ou son lieutenant, tant pour pluseurs ambaxades faictes par devers le roy N. S., et autres de nosseigneurs de France, par aucunes gens d'église et séculiers de ceste cité de Reins, pour les besongnes et affaires communs dudit Reins, et du païs d'environ, comme pour salaires et paiemens de messagiers, et autres gens, qui ont porté de par ladicte ville.... lettres au roy...., à nosseigneurs de son sang et conseil, et à pluseurs bonnes villes, cites, forteresses, capitaines et gens d'armes, et autres personnes, et rapporté responses....; et aussi pour dons fais à pluseurs héraulx, poursuivans, trompettes, messagiers, et autres personnes apportans lettres et nouvelles,...., et pour autres causes contenues et déclairées ès mandemens dont en chacun des articles cy après escripts sera faicte mencion.

se sur ce nous plaisoit leur donner, octroier noz congié et licence, si comme dit ledit suppliant; requérant humblement que ces choses

G. de Condé, J. Cauchiette, G. Persin, J. Cauchon le josne, G. Dominique et J. Brelou. A esté délibéré.... de paier les x arbalestriers qui sont au siége de Neelle pour xv jours, ou viii du moins.... *Item* ont esté esleus J. Cauchon le josne, et J. Moet, avecques ung des seigneurs de l'église, devers les aidés, pour avoir argent....

« xxv *jour d'aoust*, par T. de Bazoches, présens messire P. Bongarson, messire P. D'Erpy, chanoines, J. de Chalon l'aisné, Jesson de Chalon, J. Caillart, J. Fournier, B. le Boutillier, eschevins, Mes P. Chardon, Me J. Cabert, J. Lescot, G. de Montlaurent, J. Moet, G. de Condé, Jesson Cauchon le josne, B. de Saint-Remy, J. Brelou, J. Cauchiette, H. Colet, J. Gouvion, J. Fournier, G. Persin, G. Dominique, et pluseurs autres persones ad ce assemblées jusques au nombre de lx. A esté délibéré de

« A J. Bauduin, Coppin Josse, N. de Bloyer, dit Claquin, messagiers, et autres persones dénommées en ung mandement de J. Cauchon.... pour pluseurs voyages par devers le roy...., les connestables, chancellier et autres seigneurs...., lxxiiii l. v s. p.

« A J. Bauduin, Mes P. Toignel, J. Cabert, Ponce de Montfaulcon, J. Couvent, N. Jacquemin, J. Brujart, et à pluseurs autres dénommés en ung mandement de J. Cauchon...., pour les causes y déclairées...., xliii l. ii s. p.

« .... Pour pluseurs voiages.... à Laon, Noyon et autres parts...., par mandement du lieutenant ... et quittance...., xxxii l. xv s. p.

« A N. de Bloyers, J. Falise dit Pigeon, Coleçon Citole, Coppin Josse...., pour pluseurs voiages à Pontoise, à Paris...., lxxii l. ix s. p., par mandemens et quittances....

« Somme, iic xxii l. xi s. p.

[6°.] « Autres deniers montant à la somme de deux cens livres tournois, accordee par les gens de clergié.... estre prinse par les eschevins, bourgois habitans séculiers d'icelle ville, sur les deniers communs venans des aides de ladicte ville, pour l'an de ce présent compte, soubs certaines modificacions contenues en l'accord sur ce fait entre lesdiz gens du clergié.... et les séculiers, bailliez par lesdiz receveurs de ce présent compte en ensuivant ledit accord, duquel le *vidimus*, fait soubs le seel de l'eschevinaige.... a esté rendu et mis ou compte rendu par Me Pierre Sauvage et ledit J. Legis, comme receveurs desdiz deniers communs pour dix mois, commençans au premier jour de décembre, l'an mil cccc xxix et ung...., au receveur commis de par lesdiz habitans séculiers, à la recepte d'icelle somme cc l. t., en la manière qui s'ensuit :

« A Jehan Caillart ferron, demourant à Reims, commis de par lesdiz habitans séculiers...., à recevoir ladicte somme de cc l. t., qui valent à parisis, viiixx l., pour l'année de ce présent compte...., viiixx l. p.

« Somme par soy, viiixx l. p.

[7°.] « Autres deniers bailliez en despense et mises extraordinaires, pour le droit du quint denier de certaines enchières mises sur aucunes des fermes de ladicte ville, pour rabat fait à aucuns fermiers d'icelle ferme, et aussi pour autres causes....

« A M. Fale, demourant à Reins...., lxiiii s. p. pour le droit du quint denier, d'une enchière par lui faitte sur l'aide de xii d. p. pour livre des vins...., à debtail.... ès parroches Saint-Pierre et Saint-Hilaire...., par mandement dudit lieutenant...., et quittance....

« Pour un sac de toile, pour y mettre les mandemens et quittances de la despense desdiz deniers communs...., pour l'an de ces présens comptes...., ii s. viii d. p.

« Pour minuer et doubler trois foys ces présens comptes, iiii l. p.

« Pour iiii mains de papier, tant pour minuer comme pour escrire et doubler trois foys ces présens comptes...., v s. iiii d. p.

« A J. Maubrouet, clerc de ladicte ville...., pour parchemin par lui livré pour faire les mandemens de la despence.... de ces présens comptes...., vi l. viii s. p.

« Somme, iiiic iiiixx ix l. x s. ix ob. p.

« Somme de toutes les mises et despenses, iim iiiic xii l. xiii s. vi d. ob. »

[8°.] « S'ensuient les *réquirendis* que baillent les receveurs de ce présent compte pour à eulx valoir

considérées, que ledit appel est bien receu au regard desdis cappitainne et eschevins, et au regard dudit Jehan Boileaue, substitut de nostredit

respondre à monseigneur le bailli de Vermandois, que messeigneurs les abbés n'ont pas esté au conseil, et pour ce on ne lui puet bailler responce. *Item* d'envoyer le Couillart le plus tost que on porra. *Item*, de paier les arbalestriers pour xv jours.

« Ledit xxve jour d'aoust par P. de Baroches, lieutenant, Hennequin de Goudrenoë qui estoit prisonnier ès prisons du roy, pour ce qu'il avoit voulu tuer D. le Besgue comis à fère escouttes, est eslargi jusques au lendemain de la Saint-Remi, et retournera ès dictes prisons, à peine de 40 liv. parisis, et en sont caucion sa femme de l'auctorité de son marit, et H. de Vienne qui pour ce ont obligiés corps et biens. Les dis Goudrenoë et sa femme ont promis garendir de Vienne.

« x^{e} *jour de septembre*, par T. de Baro-

mises...., lesquelles *réquirendes* sont et appartiennent à ladicte ville de Reins....

« Et premiers *réquirendes* deues...., pour l'an de ce présent compte...., fini au derrain jour de septembre m. cccc xli.

« Me Elye de Liuaye, receveur des aides ordonnez pour la guerre à Reins, et ou diocèse, auquel lesdiz receveurs de ce présent compte ont baillié quittance, et confessent avoir receu de lui, par la main de J. Boileaue, son lieutenant audit Reins, pour la quarte partie du prouffit et revenue des aides...., m. vi^{c} xi l. xvii s. iii d. p., et ilz n'en ont receu que m. iii^{c} lxxvi l. xii s. vi d. p., comme il appert par la contre-lettre donnée dudit lieutenant, du xvie jour de février; ainsi, reste à paier ii^{c} xxxv l. iiii s. ix d. p., que lesdiz receveurs baillent icy en *réquirendes* pour mises....

« Caulus Hurtaut et J...., qui tinrent à ferme pour ledit an l'aide de ii s. p., pour queue de vin en gros, et traicte hors la ville, au pris de iii^{c} lx l. p., dont il reste à paier xxxvi l. xiii s. p....

« Ledit C. Hurtaut, et Huguet Simon, qui tinrent à ferme...., l'aide de xii d. p...., des vins à debtail.... ès parroches Saint-Estienne et Saint-Simphoriain, au pris de lx l. p., dont il reste à paier xx l. x s. iiii d. p....

« Ledit C. Hurtaut et G. Lescot, fermiers.... de l'aide de xii d. p...., des vins à debtail ès parroches de Saint-Jacques, Saint-Denis et la Magdaleinne, au pris de iiii^{xx} xvi l. p., dont il reste lxx l. iii s. iiii d. p....

« Martin Hurtel et A. Cochelin, qui tinrent à ferme.... l'aide de ii s. p. pour tonne de harens, allés et cabillaux.... en gros, traicte hors...., au pris de vi l. p., dont ils n'ont riens paié....

« Somme, iii^{c} lxxiii l. ii s. iii d. »

[Viennent ensuite les *requirendes* de 1439-1440, 1438-1439, 1437-1438, 1436-1437, 1435-1436, 1434-1435.]

« Somme de toutes ces *réquirendes*, ix^{c} iiii^{xx} xvii l. xi s. ix d. p.

« Somme de toutes les mises, despenses et *réquirendes* de ce présent compte, iii^{m} iiii^{c} x l. iv s. iii d. ob. p.

« Et la recepte monte à la somme de iii^{m} vi^{c} xxxvii l. ix s. x d. p.; ainsi appert, par ce présent compte, que les receveurs ont plus receu que mis c iiii^{xx} vii l. v s. vi d. ob. p.

« Et sy doivent, par la fin du compte de l'année précédent, viii^{c} xii l. x s. iiii d. p.; ainsi appert que tout déduit et rabatu, lesdiz receveurs doivent, les deux sommes jointes ensemble, ix^{c} iiii^{xx} xix l. xv s. x d. ob., et sy demeurent toutes les *requirendes* au proffit de la ville et des habitans d'icelle.

« Les présens comptes ont esté veuz, visitez et examinez par vénérables et discrètes personnes, Mes P. Charlet, chantre, J. de Gomont, chanoinnes de Reins; nobles et honourables hommes et saiges monseigneur J. Cauchon, chevalier, seigneur de Savigny-sur-Ardre et du Godart, maistre d'ostel du roy nostre seigneur; J. Caillart et P. de Thuizy, eschevins de Reins; Me Nicole Jacquemin, J. le Breton, Hue Caillart, J. de Chalon, et Colesson Frizon, esleuz et commis ad ce fère par messeigneurs les gens d'église, eschevins, bourgois et habitans de ladicte ville de Reins, en la présence de noble homme J. Cauchon, lieutenant de noble homme A. de Hellande...., lesquelz commis et esleus ont piéça fait sur ce fait leur rapport à mesdis seigneurs les gens d'église, eschevins, etc...., et icellui oy ont ordonné iceulx comptes estre passez et signez, par lesdis auditeurs, comme bons et valables; tesmoings leurs seings manuelz cy mis le ive jour d'avril l'an m. iiii^{c} xlvii: P. Charlet; J. de Gomont; J. Cauchon; P. de

procureur, il est encore dedens le temps de relever, que tout despend d'une mesme matière, que ledit appel ou appeaulx ne nous touchent

ches, présens monseigneur de Saint-Remy, monseigneur le prévost, J. de Chalou l'aisné, J. Fournier, J. Caillart, J. Dudré, T. de Berru, P. Crochet, eschevins, Me P. Chardon, P. de Montfaulcon, J. Cabert, J. Convent, J. Gouvion, J. Cauchon le josne, H. Colet, G. Perrin, J. Brelou, G. Dominique, J. Fournel, J. Moet, J. Cauchon l'aisné, G. de Saint-Leu, C. Caillard, G. Liennart, J. Noquin, J. Constant, J. le Corps, R. Frou-

ment, R. le Clerc, J. Légis, J. Brabant, C. le Sellier, J. Teste, J. Colin, J. Aignelet, J. Dureteste. A esté délibéré, envoyer à Chaalons au xve jour de ce mois.... par devers les gens du conseil du roy estans ilecques. — *Item*, pareillement à Paris à la convocation des trois estas, Me J. Cabert et J. Montbret sont esleus pour aler à Chaalons.

« xie *jour de septembre*, par T. de Baroches...., présens J. de Chalon l'aisné, Jesson

Thuisy; J. Caillart; R. Caillart; G. Frison; J. Cauchon; J. le Breton. »

DENIERS COMMUNS.

XVe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. III, 4e a.]

1441 et 1442. [L'octroi du petit aide, pour douze ans étant expiré, le roi le prolonge pour douze ans encore, par lettres datées de Saint-Denis le 4 août 1441. Les lettres sont les mêmes qu'en 1429, excepté qu'à l'égard des redditions de comptes, elles disent formellement :

« Pourvu que les receveurs en rendent compte quand il appartiendra, par devant nos gens et officiers. »

[D'ailleurs, le bailli de Vermandois est toujours chargé d'instituer deux ou trois notables, pour juges élus sur le fait de ces aides. — L'entérinement est le même, et insiste sur l'octroi de 2 s. sur chaque minot de sel.]

[Suivent des lettres datées de Limoges, le 10 mai 1442, qui prorogent pour trois ans le quart des aides.]

[Me Estienne de Bonney, receveur général des pays de l'Isle-de-France, et entre les rivières de Somme et Yonne, a voulu s'opposer à la levée du quart des aides, sous prétexte d'une défense générale faite par le roi à tous ses receveurs des finances de ne rien payer sans les décharges du trésorier, receveur général de toutes les finances, tant en Languedoil qu'en Languedoc, controllées par Me Denis Bude, contrôlleur de ladite recette générale. En conséquence, le roi adresse des lettres au receveur général, Me Paiçons, pour lui mander de délivrer la décharge.]

[Viennent enfin les lettres suivantes :]

« Charles...., à nos amés...., les généraulx conseillers, par nous ordonnés sur le fait et gouvernement de toutes nos finances, tant en Languedoil comme en Languedoc, et au grenetier et contrerolleur du grenier à sel de par nous estabil en la ville de Reins, salut. Receue avons humble supplication de nos bien-amés les eschevins, bourgois et habitans de Reins, contenant que ou temps passé, plusieurs marchans ont fourny de sel ledict grenier, et icellui vendu à pluseurs et divers pris à eulx par nous ordonnés, lesquels ont esté grans et excessifs, et encores est celluí qui y est à présent, et avec ce ont lesdicts marchans vendu et distribué leurdit sel et y fait pluseurs choses à leur avantaige, et à la très-grant charge du peuple. Pourquoy lesdicts supplians voulans à leur povoir supporter le povre peuple, considérans pour pluseurs raisons qu'ils peuent bien fournir ledict grenier de leurs deniers communs, à meilleur compte que n'ont fait lesdicts marchans, et avec ce y pourroient avoir prouffit, pour eulx aidier à supporter leurs grans charges.. .. pour réparations, etc., etc.... Pour quoy nous, ces choses considérées, désirans le bien, utilité, prouffit de la chose publique des bonnes villes, auxdicts supplians...., ottroyons de grâce espéciale, que après ce que la vente du sel qui de présent se vent en nostre grenier sera faillie, iceulx puissent fournir le sel jusques à quatre ans continuels...., des jours que fauldra ceste vente, à tel pris que par nous ou les gens de nos finances sera ordonné, et selon les instructions faictes sur le fait de nos gabelles, sans que durant lesdis quatre ans aultres marchans y puissent estre receus ni pour rabas de pris, ni autrement, pourveu toutesvoies qu'iceulx supplians bailleront bonne caucion au roy, grenetier, de tousiours souffisamment fournir le grenier, et que par deffault de

en effect que pour l'amende d'iceulx, et si n'y a point de procès par escript, et aussi que plusieurs qui avoient esté intimez en ladicte cause

de Chalon, T. de Berru, J. Fournier, eschevins, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ P. de Montfaulcon, ceulx du conseil, et pluseurs notables personnes. A esté déliberé d'envoyer à Chaalons pour les séculiers, Mᵉˢ J. Cabert et Montbret, procureur de la ville. *Item*, pour aler à Paris sont eslus séculiers, Mᵉˢ J. Cabert, G. de Condé, ou Jesson de Chalon et le procureur....

[Ici se trouve une lacune de deux mois.]

« *Du mardi* xiiᵉ *jour de décembre, l'an mil* cccc xxiv, par T. de Bazoches et présens monseigneur de Saint-Remi, monseigneur de Saint-Nicaise, messire P. d'Ulmont, J. de Chalon, P. Crochet, J. Noel, J. Caillart, Jesson de Chalon, T. de Berru, B. le Boutillier, eschevins, Mᵉˢ P. Chardon, Morinet Fale, J. Canchiette, J. Fournel, H. Colet, J. Moet, Mᵉˢ J. Cabert, G. de Montlaurent, J. Brelou, G. de Saint-Leu, G. Caillart, G. Persin, O. Miloie, Watelet le Sellier, J. de Raillicourt, J. l'Enclumier, J. de Villers, Th. le Camus, J. de Reins, J. le Voirrier, G. Hermand, J. Huart, J. Aignelet, joliers [portiers?] J. de Lyart, J. Baudelet, J. Colin, J. Noquin. A esté déliberé, etc..

« iiiᵉ *jour de janvier mil* cccc xxiv, (v.s.) par Th. de Bazoches.... présens monseigneur de Saint-Denis, J. de Chalon l'aisné, Mᵉˢ

ce n'y ayons aucun dommaige.... A Reins, le xxviii mars m cccc xli. »

[Un nouveau chapitre de recette est ouvert pour la marchandise du sel. La recette est de xxviii l. xii s. p. versés par Hennequin Wlade, marchand commis par les habitans de ladite marchandise. — xx l. sont données à deux commissaires du roi envoyés pour mettre prix sur la vente du sel, et mettre jus toutes charges sur le sel, excepté la crue de iiii l. t. ordonnée être mise sus pour le roi sur chaque muid de sel.]

Somme de la recette, iiiᵐ viᶜ viii l. ii s. p.

Somme des mises, iiiiᵐ iiiᶜ xlviii l. xvii s. ix d. p.

DENIERS COMMUNS.

XVIᵉ COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. III, nº 3.]

1442 et 1443. [Les lettres d'octroi ne sont pas en tête des comptes.]

[Les chapitres des recettes sont au nombre de trois.]

[§. I. Recette du petit aide]

[§. II. Recette du quart des aides.]

[§. III. Recette extraordinaire. Chevaux vendus, etc., etc.... La marchandise du sel ne paraît pas.]

[Aux mises pour dons: xvi l. aux eschevins dont la loge est occupée en partie par l'artillerie de la ville.]

[Aux mises des gages, il n'y a qu'un maître de l'artillerie.]

[Les mises pour les escoutes aux champs, qui avaient insensiblement diminué les années précédentes, disparaissent de ce compte.]

Somme de la recette, iiiᵐ ixᶜ lv l. xv s. ii d. p.

Somme des mises, iiiᵐ viiiᶜ xliii l. vii s. i doub.

[Ces comptes, qui depuis 1436 étaient vérifiés par une commission ainsi composée: deux chanoines, Cauchon du Godard, Mᵉ d'hôtel du roi, deux échevins et cinq conseillers de ville, plus le procureur; sont vérifiés cette année par deux chanoines, du Godart, P. de Bezannes et B. Du Molinet, tous deux écuyers; deux échevins et cinq conseillers, en présence de J. Cauchon [seigneur de Gueux], lieutenant.

[Ce compte est moins bien établi que les précédents. Legis qui était receveur des séculiers, en vertu d'une commission datée de 1431, qui devait avoir effet jusqu'à rappel de ses mandataires, est sur le point de se démettre, devenu vieux et occupé d'autres affaires.]

DENIERS COMMUNS.

XVIIᵉ COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. III, nº 4.]

[Cette fois la marchandise du sel forme un quatrième chapitre, et donne lxxiii l. xii s. de recette.] 1443 et 1444.

[Aux mises pour gages, il n'y a toujours qu'un maître de l'artillerie.... Les escoutes reparaissent.]

[Aux mises extraordinaires: A N. Musart, grenetier, et à P. Bezannes, controlleur du grenier à sel, c x s., pour avoir mis à exécution un mandement royal, par lequel leur étoit ordonné de recevoir les

s'en soient départiz et dit qu'ilz ne vouloient riens soustenir, nous leur vueillons octroyer nosdis congié et licence; pourquoy nous,

P. Leroy, B. le Boutillier, J. Dudré, eschevins, G. Lescot, J. Gouvion, Me P. Chardon, Me J. Cabert, J. Fournel, J. Bretlos, G. Pemin, G. Dominique, J. Cauchon le jeune, G. Caillart, C. de la Place, M. Fale, G. de Montlaurent, J. Oudart, J. Cauchiette, P. le Fraisne, J. Brunel, R. de Poix, G. Lienuart, Joliers, Me P. de Montfaucon. A esté délibéré, etc., etc.

« *Du venredi* ve *jour de janvier*, par le lieutenant, présens messeigneurs de Saint-Nicaise, Saint-Denis, Mre R. d'Ulmont, Mre P. Bongarson, Mre P. Charlet, Mre J. Chehery, Mre P. d'Erpy, chanoines, J. de Chalon, Mre P. Leroy, P. Crochet, B. le Boutillier, J. Fournier, J. Caillart, Jesson de Chalon, G. Linage, J. Gibour, eschevins, Me R. Chardon, Me J. Cabert, J. Lescot, G. Lescot, G. de Montlaurent, G. de Condé, Ho de Saint-

habitants de la ville, ou leur procureur, à opposition contre le roi de Sicile, pour la marchandise du sel, et pour l'avoir envoyé signifier aux officiers du roi de Sicile.]

Sommé de toute la recepte, IIIm vc LXXXIII l. I s. VII d. demi double.

Somme des mises, IIm IXc IIIIxx II l. XIs, IX d. et demi double.

DENIERS COMMUNS.

XVIIIe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Des patrim., vol. III, no 5.]

1444 et 1445. [La recette ne se compose absolument que du petit aide, encore y a-t-il néant à l'article des 2 s. sur chaque minot de sel.]

[Aux mises pour don : A l'archevêque chancelier, six grandes tasses, une aiguière et six gobelets d'argent présentés lors de sa venue en la ville.]

[Cette année les deux élus commissaires nommés par le roi pour les aides sont en activité, bien qu'il n'y ait d'aides que ceux pour douze ans.]

[Il n'est plus question du réfroiturier de N. D. pour le scel des lettres de la ville, mais d'un chapelain de la senéchaussée.]

[Aux mises extraordinaires, une partie du quart des aides de cette année a été versée par le receveur royal, à l'acquit de la ville, entre les mains de commissaires du roi.]

Somme de la recette, IIIm IIc XVIII l. VII s. X d. p.

Somme de la mise, IIIm VIIIc XLV l. VII d. p. II d. t., et demi double.

DENIERS COMMUNS.

XIXe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Des patrim., vol. IV, no 1.]

1445 et 1446. [Legis s'est démis; le capitaine institue Colesson Morcel. Les lettres d'institution sont du 11 mars 1445. — Le receveur des gens d'église est toujours le chanoine Witry, qui l'est depuis 1433. — Les lettres d'institution de Morcel contiennent les mêmes clauses que celles de Lescot en 1428, et de Legis en 1431.]

[A dater d'ici l'année financière concourt avec l'élection des officiers, c'est-à-dire du mercredi d'après les Cendres; cela jette un peu de confusion dans les premiers comptes. — Les chapitres des recettes sont distribués de la manière suivante :]

[§. 1. Octroi du petit aide depuis le 1er octobre 1445 jusqu'au 1er octobre 1446.]

[§. 2. Même octroi perçu depuis le 1er octobre 1446 jusqu'en mars 1446 (v. s.)].

[§. 3. Le quart des aides contenant 1°. des reliquats de huit ans; 2°. ceux de 1444 à 1445; 3°. la recette de 1445 à 1446; 4°. enfin, un à-compte sur l'exercice de 1446 à 1447; car l'année des aydes royaux va toujours d'octobre en octobre.]

[§. 4. 218 l. redues par Legis sur les comptes précédents.]

[§. 5. Deniers extraordinaires.]

[Aux mises. Toujours de temps en temps, des sommes sont allouées aux échevins du ban de l'archevêque et de Saint-Remi, pour appliquer aux réparations des chaussées.]

[Ici reparaissent les maîtres de l'artillerie. Ils n'ont d'ailleurs pas cessé d'être deux; mais l'un reçoit ses gages arriérés depuis quatre ans, l'autre ne les touche que pour un an. — Le vidimus de l'institution de l'un deux est fait sous le sceau de la prévôté de Reims.]

[Il y a depuis quelque temps, trois sergents de la forteresse.]

[Aux mises est ouvert un nouveau chapitre après celui des 200 l. t. données aux écoliers sur les deniers communs] :

attendues ces choses, voulans paix et amour nourrir en noz bonnes villes et citez, et lesdiz habitans d'icelles, auxdictes parties en cas des-

Rems, J. Canchlette, J. Fournel, J. Brelou, J. Moet, J. Cauchon le josne, J. de Marqueuse, N. Lermitte, J. Dureteste, R. Godet, J. le Voirrier, P. Taillant.

[On a délibéré de traiter avec les fermiers de l'aide de la ville pour l'année passée, si faire se peut, à moitié de l'aide, et pareillement aux taverniers. Sont élus pour cela le prevôt de l'église; Me J. Honouré, deux echevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, G. Lescot, H. Saget, J. Gobelet.] *Item*, au regard des II^c liv. tournois, que les habitants séculiers ont acoustumé prendre sur les deniers communs pour leurs affaires, et des comptes de J. Tribou, receveur..., néant.

« X^e *jour de janvier*, par T. de Bazoches, présens Jesson de Chalon, J. Gibour, J. Caillart, Me G. Leroy, T. de Berru, J. Fournier, P. Crochet, eschevins, J. Gou-

y Deniers baillies par mandemens donnés de monsieur le capitaine et son lieutenant, à cause et pour le fait du paiement et advitaillement des gens d'armes estant logiés de par le roy en la ville et cité de Reins.

« A N. Lermitte, procureur général des habitans séculiers, et J. Soudan, commis à recevoir certain aide ou impost mis sus à Reins pour le paiement et advitaillement desdis gens d'armes...; II^c l. p., laquelle somme leur a esté payée le XXX juin, en vertu du mandement de J. Cauchon, lieut^t de monsieur le capitaine..., et aussi par vertu de certain mandement roial impétré par les eschevins, bourgois et habitans lais..., par lequel appert que le roy a donné et ottroyé aux susdis qu'ils puissent prendre des deniers communs jusques à la somme de VIII^c l. t. pour leur aidier à fournir au paiement et entretenement des gens de guerre estans logiés en ceste cité..., ledit mandement donné du XXVII avril M. IIII^c XLVI.

« A Morinot Fale, collecteur de certaine taille faicte pour l'entretenement et advitaillement desdis gens de guerre..., le XV septembre, IIII^c XL l. p.

« Audict M. Fale, auquel avoit esté ordonné estre baillé la somme de VII^c l. t. pour lesdictes gens de guerre, payé en déduction de ladite somme, le XXVII décembre M. IIII^c XLVI,..., V^c LXIV l. VIII s. IX d.... en vertu du mandement du lieutenant et de certaines lettres de instrument passées soubs le scel de la baillie de Vermandois à Laon, establi de par le roy, par lesquelles appert que les habitans séculiers ont consenti que, en cas que le roy ne seroit content d'icelle somme de VII^c l. t. estre prinse sur les deniers communs, qu'elle soit recouvrée sur lesdicts habitans lais. »

Recette totale, IIII^m VII^c XVIII l. XIII s. IX d. p. et demi double.

Mise totale, IIII^m VI^c LVI l. IV d. p. et demi double.

[En examinant ces comptes à l'hôtel du grand Moulinet, les auditeurs dépensent en réfection II. l. 4 s.]

« Ces présens comptes ont esté veus, visités et examinés par vénérables et discrètes personnes, messires J. de Gomont, Odo Jérosme, chanoines de Reins, honourables hommes et saiges, Mes J. Chardon et G. Cabert, eschevins; nobles hommes M. J. Cauchon, chevalier, P. de Bezannes, Jehan Cauchon, B. du Molinet, escuyers, J. Le Breton, H. Hurtault, H. Caillart, Colesson Roquet et J. Braibant, bourgois de Reins, et N. Lermite, procureur des habitans séculiers, esleus et commis à ce faire par messieurs les gens d'église, eschevins, bourgois et habitans, en présence de noble homme A. de Hellande, escuier, seigneur de Hercanville, varlet trenchant du roy, et capitaine de la ville et cité de Reins et du pais d'environ; lesquels commis et esleus après ce qu'ils ont fait leur rapport à messieurs les gens d'église, eschevins, etc..... par l'ordonnance d'iceulx, sont iceulx comptes receus comme bons et valables, au regard desdits receveurs tant seulement, passés et signés soubs et de leurs seings manuels cy mis le VI juillet M. IIII^c XLVII : Anthoine de Hellande, O. Jérôme, J. Chardon, J. Cauchon, De Bézannes, J. Cauchon, P. du Molinet, Le Bréton, C. Roquet, L'Hermitte, Hurtault, J. Brébant.

DENIERS COMMUNS.

COMPTE PARTIEL DES II^c LIVRES T. AFFECTÉES EXCLUSIVEMENT AUX LAÏQUES.

[Den. patrim., vol. IV, n° 2.]

« Compte de Th. Noël, bourgois de Reins, receveur des II^c l. t. que prennent les eschevins, bourgois et habitans séculiers de Reins sur les deniers communs, pour ung an commençant le mercredi après 1447 et 1448.

susdis avons donné et octroié congié et licence de traictier, pacifier et accorder ensamble, si fait ne l'ont, de et sur lesdictes causes d'ap-

vion, Me P. Chardon, Me G. de Montfaucon, J. Lescot, C. Roquet, G. de Troies, G. de Montlaurent, J. Mosnier, J. Cauchiette, G. Persin, G. Dominique, J. Fournet, B. de Saint-Remy, J. de Chalon le josne, G. de Saint-Leu, B. Dubois, Me P. de Montfaucon, J. de Cauchommet, R. Leclerc, P. Eschaumette, J. Quarré, S. Prévostin, J. Braibant, R. de Suippe, G. Bloquel, J. Aignelet, R. le Camus, joliers, J. Watelet, C. Miloie, J. Jupin, H. Caillart.

[On décide que le procureur de la ville sommera les gens d'église de payer l'aide de la ville; s'ils refusent, le procureur se retirera vers les conseillers pour procéder ensuite d'après les conclusions. Quant à la forteresse de Mars, on sommera les officiers (l'official et le bailli) de l'archevêque d'en faire

les Brandons, l'an M. IIII^{c} XLVI, 1er jour de mars, et fenissant le mercredi après les Brandons, l'an M. IIII^{c} XLVII, le XIVe jour de février.

[Th. Noel est le successeur de J. Caillart, qui étoit receveur des cc. l. depuis l'accord de 1431. — Noter cette mutation dans les receveurs, qui coïncide d'ailleurs avec celle du lieutenant de capitaine, car cette même année est lieutenant P. de Bezannes, nommé par les habitants, qui sont en procès avec A. de Hellande au sujet de cette nomination. — On ne peut, d'ailleurs, saisir presqu'aucune trace de l'emploi des deniers. Ils sont indiqués comme ayant été versés dans les mains d'une des cinq personnes qui suivent : Lermite, procureur des habitants; P. de Bezannes, lieutenant; Me J. Cabart, avocat; B. de Molinet, et J. Manbouet, clerc juré; mais Lermite en touche la plus grande partie; ce qui semble indiquer qu'ils ont été surtout employés en procès ... Lermite reçoit ses gages de XXX l. p. sur cette somme.]

« Les présens comptes ont esté vehs, oïs, examinés par honnorables hommes et saiges J. Soudan et G. le Graissier, eschevins, J. Le Breton, B. de Molinet, H. Caillart, C. Roquet et N. Lermite.... à ce commis et députés de par les eschevins, bourgois et habitans séculiers de la ville, en la présence de noble homme A. de Hellande.... et de P. de Bezannes, son lieutenant.... le XIX février M. IIII^{c} XLVIII. Et le lendemain, XX dudit mois, après le rapport desdicts auditeurs fait au conseil ordinaire desdis lais, a esté conclu que ces présens comptes soient passés et signés en la présence de moy, J. Migaillot, clerc du conseil de la ville.... »

DENIERS COMMUNS.

XXe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. IV, n° 3.]

1447 et 1448. [Ce compte s'étend du 1er mars 1447 (v. s.) au 14 février suivant. Morcel n'a été receveur qu'un an. C. Quatresols lui succède, mais ses lettres d'institution ne précèdent point le compte.]

[Les recettes suivent leur cours ordinaire.]

[Aux mises on trouve que les trois maîtres des œuvres sont changés. J. Plissier, chanoine, est nommé esgard par les gens d'église; R. Fillette, esgard, par les habitants séculiers; J. Leclerc, dit Moet, commis de par les séculiers à l'esgard et contrerolle des ouvrages. Tous les trois sont nommés le 1er mars 1446, ainsi que les autres officiers. — Entre le dernier compte, qui courait d'octobre en octobre, et celui-ci, qui date des Brandons, il y a une lacune, durant laquelle aucun officier ne touche ses gages, excepté de Thuisy, un esgard séculier, et l'ouvrier artilleur. Un des deux gouverneurs de l'artillerie est changé, ainsi que le clerc juré; J. Migaillot remplace Manbouet. — Me Rémond, prévôt du chapitre, touche toujours ses gages pour salaire d'avoir été commis de par le clergié de la ville à connaître des aides; l'autre élu est changé; le nouveau est B. du Molinet, commis de par les habitants séculiers à connaître des aides. — On ne voit plus figurer ni le maître charpentier, ni l'ouvrier artilleur, et dans le compte précédent ne figurait déjà plus le juré commis à faire les instructions. Ce juré, Quatresols, est devenu receveur cette année. — Une note dit même que l'ouvrier artilleur a été casté de ses gages au 1er mars 1446.]

[Aux mises faites par les esgards, la rédaction est changée; au lieu de contenir le détail des dépenses, elle ne contient que cette note, qui désormais se reproduit à tous les comptes.]

« Deniers baillés par l'ordonnance de monseigneur J. Plissier, chanoine, R. Fillette, commis et esgards sur le fait des ouvraiges de la forteresse, et de J. Moet, contrerolleur sur le fait desdicts ouvraiges...., dont les deniers montent, durant le temps de ce présent compte, à la somme de VIII^{c} XX l. VI s. III d. ob

pel, et elles départir de court et de procès, sans pour ce nous faire ne paier aucune amende, pourveu toutesvoies que l'accord qu'elles ont

bonne garde. On dressera instrument de leurs réponses, et au besoin on leur fera faire commandement par le lieutenant du bailli de Vermandois. — Sont élus pour cela, Me P. de Montfaulcon, P. Crochet, Me P. Leroy, J. Gouvion [lieutenant du bailli de Vermandois?] J. Cauchonnet, J. de Chalon le josne, et le procureur de la ville.]

« XIe *jour de janvier*, par T. de Bazoches, presens des habitans jusques au nombre de XL personnes. A esté délibéré de parler doulcement à monseigneur l'official et au bailly de Reins sur la provision et garde de Porte-Mars; et sont esleus pour ce fère G. Lescot, J. Cauchon l'aisné, J. Cauchon le josne, O. Drouet, P. Crochet, J. Caillart, et Me P. Chardon.

« XIXe *jour de janvier*, par T. de Bazoches, présens J. de Chalon l'aisné, J. Gibour, P. Crochet, J. Caillart eschevins, G. Lescot, J. Lescot, Me J. Cabert, G. de Montlaurent, J. Cauchiette, J. Juppin, G. Lyennart, S.

picte p., comme il appert par les parties déclinées bien au long en ung caterne et livre de pappier, que lesdits commis-esgards et contrerolleur ont signé de leurs seings manuels, et lequel lesdicts receveurs mectent et baillent avec les présens comptes. »

[Le quaterne dont il est ici question se trouve dans le volume précédent de la collection intitulée *Deniers patrim.* (vol. III, n° 6); il ne contient que les dépenses inscrites semaine par semaine. En voici le titre :]

« C'est le pappier des ouvraiges, réparations et provisions faictes, achettées et employées pour la ville de Reins, par vénérables personnes Me J. Plivier, prebstre-chanoine; R. Fillette, bourgois, maistres et esgards desdictes euvres, et J. Moet, contrerolleur d'icelles...., lesquels ouvraiges ont esté paiés par l'ordonnance desdits maistres et contrerolleur, par Mes J. de Witry, chanoine, et C. Quatresolz, recéveurs des deniers communs, en la présence de J. Migaillot, clerc du conseil de la ville pour ledit an. »

[Ce compte se termine ainsi :]

« Ce présent pappier ou quaterne des euvres et provisions de la ville...., monte à la somme de VIIIc XX l. VI s. XI d. ob. picte p., lequel, après ce qu'il a esté collationné contre le pappier du contrerolle d'icelles, par nous J. Plivier, prebstre chanoine de Reins, Robert Fillette, maistres des euvres, et J. Moet, contrerolleur d'icelles, avons icelui signé de nos seings manuels, et fait signer par J. Migaillot, clerc du conseil de la ville, le XVI juillet M. IVc XL VIII. »

[Immédiatement après le compte des esgards, ne vient plus celui de l'artillerie, mais les mises pour dons. On y lit :]

« A N. Lermite, procureur des séculiers, XVI l. p., pour paier les compaignons qui firent la semonce de l'assemblée des habitans, le jour des Brandons M. IVc XLVIII, pour nommer et eslire les officiers de la ville.... »

[Ordinairement ce sont les sergents qui font ces semonces. — Il est question de commissaires royaux qui viennent traiter de taille pour la convention de la paix.]

[Aux mises pour ambassades, etc., etc. :]

« A B. du Molinet, XI l. IV s. pour aller à Paris devers les généraux, sur le fait de la justice des aides pour une cause entre les habitans et J. Noel, fermier.... — A P. de Pertes, chanoine, J. Cauchon du Godart, et Me J. Chardon, CX l., pour voyage fait vers le roi pour obtenir provision sur l'aide de VIII s. p., pour queue de vin menée aux pays où le roi ne prend pas d'aides. »

[Aux mises pour l'avitaillement des gens de guerre, il n'est plus alloué que XXXI l. XII s. XII d., reste des allocations précédentes.]

« A J. Migaillot, clerc juré, II s. pour parchemin par lui livré pour faire les mandemens de la despense desdits deniers communs, et faire les proclamations des ouvrages qui se font à présent à rabais, ce qui n'estoit pas accoutumé. » [C'est pour cela, sans doute, que la ville n'a plus ni charpentier ni ouvrier artilleur.]

[Aux *requirendes*. — *Réquirendes* de 1433 : les fermiers de l'aide de II s. p. sur le vin en détail redoivent toujours LXVIII l. VI s., pour lesquels ils sont en procès au parlement.]

Somme de toutes les recettes, IIm IIIIc XX l. IV s. II d. p. et demi double.

Somme de toutes les mises, IIm IIIIc l. XI s. X d. p. et demi double.

fait ou feront elles seront tenues de rapporter par devers nostredicte court, et que nostre procureur général se consente à ce. Donné à Paris,

Prévostin, G. Dominique, G. Persin, C. Roquet, H. Colet, J. Fournel, J. Cauchonnet. — A esté délibéré de traictier avecques monseigneur l'official et le bailli, et autres officiers de l'arceveschié, sur le fait de la garde de Porte-Mars, se on puet venir à IIII frans par sepmainne, jusques à un mois ou VI sepmaines après Pasques, avecques la busche, pain et vin; et leur samble qu'il souffiroit de XVI personnes notables, dont les trois d'eulx y fussent chascune nuit, et que les autres obéissent auditz quatre qui feront le guet pour la nuit; et sont esleus pour ce fère, ceulx qui autresfois y ont esté.

« XXVIIIe *jour de janvier*, a esté délibéré de quérir les vielles ordonnances faictes pour le fait de la garde, et les remettre sus hastivement.

« XXe *jour de février*, par T. de Bazoches, présens monseigneur le prévost, Mᵉ P. Bon-

DENIERS COMMUNS.

XXIᵉ COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. IV, nᵒ 4.]

1448 et 1449. [Ce compte s'étend du 14 février 1447 (v. s.), au 5 mars 1448.]

[Les recettes se composent toujours du petit aide et du quart des aides. Aux mises, les séculiers donnent IIᶜ l. t. au duc d'Angoulême pour l'aider à acquitter sa rançon. — A un messager qui a été porter les lettres closes du procureur, au nom des habitants, ès villes de Châlons, Soissons, Laon, pour poursuivre l'abolition de l'aide de IV s. p. par queue de vin, dernièrement imposé.... XLII s. — XXII l. à l'abbé de Saint-Thierry, qui a obtenu du roi diminution des lances logées en cette ville. — XXII s. à un messager qui a été vers Picart, général des finances et trésorier de France, afin d'en obtenir décharge de IIIᶜ l. t. pour le receveur des aides royaux, touchant les tiercements et doublements desdits aides. — LV l. à B. du Molinet, qui a fait un voyage pour trouver provision sur le fait de l'aide de VIII s. p. pour queue, et sur le fait du sel, et LV l. pour toiles et serviettes offertes au chancelier, et à des secrétaires du roi, afin d'obtenir cette provision.]

[Aux mises pour l'advitaillement des gens de guerre logés, 80 l. p.]

« A Erart Convent, marchant demourant à Reins, IIIIˣˣ l. p., pour aidier à fournir et habiller les frans archiers establis à Reins de par le roy, dont ledit Erart a prins la charge par traictié et composicion fais avec les habitans séculliers, parmi le pris de chascun archier de XII l. t., par mandement du XVII septembre M. CCCC XLVIII. »

[Aux mises extraordinaires, à J. Grisart, gohrellier, XXX l. pour L seaux de cuir, pour servir aux inconvénients des feux.]

[A un taverhier, 10 s. p. pour dépens faits par les élus de Reims, et autres commissaires, en faisant l'information pour avoir diminution sur le fait du sel....]

[Du Godart signe ce mandement, en l'absence du capitaine et du lieutenant.]

Somme de la recette, IIIᵐ LXXXVI l. IX s. X d. p. demi double.

Somme de la mise, IIIᵐ XVII l. XV s. VIII d. p. demi double.

[Parmi les auditeurs de ce compte, il y a en plus l'abbé de Saint-Remi, et en moins les écuyers. D'ailleurs, dans ce compte et dans les suivants, subsistent les changements indiqués dans le précédent, pour le contrôleur des œuvres, les élus nommés, l'un par le clergé, l'autre par les bourgeois, etc.]

DENIERS COMMUNS.

XXIIᵉ COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. IV, nᵒ 5.]

[Ce compte s'étend du 5 mars 1448 (v. s.), au 25 février 1449.] 1449 et 1450.

[Morcel redevient receveur pour les séculiers.]

[Ce compte ne fait recette que des II s. sur le sel, et du quart des aides; au chapitre du petit aide il n'est plus question de la marchandise du sel, qui n'a figuré dans les comptes que deux ou trois fois.]

[Il y a un nouveau maître des œuvres séculier.]

[Aux mises pour don]:

« A P. de Bezannes, lieutenant du capitaine, XL l. p. de grâce et en pur don, pour ses bons services jusqu'au XXV février M IIIIᶜ XLVIII, par mandement de Mᵉʳ J. d'Oge, chevalier, seigneur d'Oge, de Willarry et de Capvoie, chambellan du roi, et commis de par lui lieutenant du capitaine de Reims. —

le xxiiiᵉ jour d'avril, l'an de grâce mil cccc quarante-neuf, et de nostre règne le xxviiᵉ, après Pasques.

garson, chanoine, J. de Chalon l'aisné, Mᵉ P. Leroy eschevins, J. Caillart, J. Noel, J. Dudre, T. de Berru eschevins, G. Hodierne, J. Cauchon l'aisné, J. Cauchon le josne, G. de Condé, J. Moët, G. de Montladrent, C. de la Place, J. Brelon, C. Caillart, G. Dominique, H. Colet, M. Fale, Mᵉ P. Chardon, J. Hachette, J. Oudart le josne, J. Cauchonnet, H. le Clausurier, P. de la Place, J. Noquin, J. le Vigneron, J. Viellart, B. de Seris, J. de la Selle, P. le Yergeur, J. Brunet, J. Constant.

[Il est conclu que l'on laissera entrer monseigneur de Bourgogne avec 400 hommes de chevaulx. — On ira au devant de lui aux champs le faire bienvenant; y sont compris le lieutenant et le bailli de Reims. — On lui offrira une queue de vin de Beaume, une blanche et une vermeille, et 4 muids d'avoine. — Ce lendemain les gens du conseil et au-

[A la date du 1ᵉʳ avril 1449, se trouve un don de c xxvii l. à J. Juvénal des Ursins à qui son frère vient de résigner l'archevêché; cette somme est délivrée sur mandement de P. de Bezannes, lieutenant, en date du 17 juillet 1449.]

[Aux mises pour gages] : « A J. Migaillot, clerc du conseil de la ville, commis à faire les mandemens, estre au conseil, et payer les ouvriers, etc. »

[En général, depuis 1447, les attributions du clerc sont plus distinctes et mieux indiquées.

[B. du Molinet est dit cette année : commis par le roi à connaistre les causes des aides. — Il est nommé seul, sans le chanoine qui ordinairement partage ces fonctions avec lui. — Un mandement, en date du 5 mai 1450, est signé : Bezannes.

[Aux deniers extraordinaires] : « ii xvi s. p. à Lermite, procureur des séculiers, pour la dépense par lui faite d'un relèvement en cas d'appel de certaine appellation par lui interjettée, comme procureur des habitants, de G. Walet, lieutenant du B. de Vermandois, lequel s'efforçoit, à la requeste du capitaine de Reims, de commettre un lieutenant d'icelui capitaine en ladite ville....; [par mandement de Bezannes, du 4 juin 1449. » — [lxxvii s. p. à Lermite, qui avait obtenu mandement royal pour contraindre M. N. Jacquemin à faire guet et garde, comme habitant.] — lxxvi s. p. à H. Hurtault, prévost forain à Laon, et à N. Lermite, pour les peines et salaire du prévost et de son clerc, d'avoir fait certaines informations sur le contenu en certaines lettres royaux, impétrées par les habitans, à l'encontre de Mᵉ G. Walet.... [Mandement de P. de Bezannes, le 16 octobre 1449.]

Somme de toute la recette, m iiiᶜ iiiiˣˣ l. x s. viii d.

Somme de toute la mise, m iiijᶜ xvii l. x s. v d.

[Les auditeurs sont deux chanoines, deux échevins et trois élus, devant le capitaine de Hellande, sieur de Montigny.]

DENIERS COMMUNS.

XXIIIᵉ COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. IV, nᵒ 6.]

[Ce compte est très-mal rédigé. Le receveur du clergé est toujours de Witry, nommé en 1433. — Celui des laïques est Jacquemin Fillette.] 1453 et 1454.

[La recette, qui est de cxc l. i s. ix d., ne se compose que des ii s. sur le grenier à sel. La mise est de ccr l. v s. xi d.]

[Aux mises, il est fait mention d'un voyage vers le roi pour obtenir mandement des aides de ii s. pour minot de sel, xii d. pour vin vendu en gros, xii d. pour vin en détail. — P. de Bezannes est lieutenant, J. Chardon, procureur, Lenrier clerc. — Presque toutes les mises se composent du compte des esgards. — P. de Bezannes touche des gages comme lieutenant.

DENIERS COMMUNS.

COMPTE PARTIEL DES CC LIVRES AFFECTÉES EXCLUSIVEMENT AUX LAÏQUES.

[Den. patrim., vol. IV, nᵒ 7.]

[Ce compte est rendu par la veuve de feu Robinet Aubert, receveur des cc l. t., pour les trois ans de la gestion de son mari. De 1456 à 1459.

[Elle ne fait, dit-elle, aucunes *requirendes*, attendu que les receveurs précédens n'ont rendu aucun compte, du moins à ce qu'on assure. — Elle ne porte pas cc l. t. par an, attendu que les deniers communs n'ont pas suffi à fournir cette somme.]

[Son mari n'a reçu durant les trois ans, que ccxxxvi l. xix s. viii d.

[Aux mises, xvii l. à B. du Molinet pour aller

Inter magistrum Granerium Aubri [procuratorem] magistri Nicolaï l'Ermite procuratoris generalis habitantium secularium ville.

tres notables trout le trouver, et lui parler des affaires de la ville. — Il faudra demander délai au marchand de Namur, pour payer les waglaires. — A été institué quartenier, P. de Dijon à la place de feu J. Triboz.]

« v^e jour de mars, par T. de Bazoches, présens Mes P. d'Ulmont, chanoine, présens T. de Cesy, Me P. de Montfaulcon, Me P. Chardon, J. Cauchon le jeune, C. Drouet, G. de Montfaulcon, J. Lescot, J. Cauchon l'aisné, J. Buirot, B. Lescot, J. Gouvion, J. Caillart, J. Fournier, B. le Boutillier, et autres notables personnes jusques au nombre de ix personnes. A este délibéré de ne laisser entrer gens d'armes dans la ville plus fors que les habitans. — *Item*, que les gardes des portes ne laissent entrer plus hault nombre de xii personnes à une fois....

« xxe *jour de mars*, par T. de Bazoches....

à Paris solliciter et conseiller le fait des procès entre les séculiers et l'archevéque. — Tous les deniers se délivrent par mandement du capitaine et du lieutenant, d'après le consentement des échevins et des élus au conseil. — Notez la distinction des élus au conseil qui sont tous séculiers, et des gens du conseil qui sont les laïques et clercs réunis.]

[Les gages du receveur des 200 l. t., sont de 4. l. p.]

[Ce compte est reçu par N. Jacquemin, licencié en lois, G. Walet et B. de Thuisy, écuyers, J. Soudan, H. Hurtaut, Th. Noël et J. de Gravelle, procureur, députés par des habitants séculiers. Le procureur garde par-devers lui les décharges et acquits produits par la veuve Aubert.]

[Ces derniers comptes sont fort mal établis, et ils sont suivis d'une lacune de près de vingt ans dans les registres de l'Hôtel-de-Ville. Cela doit tenir à des motifs que laissent entrevoir quelques actes qui se trouvent dans les liasses de renseignements de l'Hôtel-de-Ville, et dont voici l'analyse :

Mandement au B. de Verm. pour accorder un délai aux habitants, qui sont obligés de rendre par-devant lui tous leurs comptes depuis vingt-six ans.

9 août 1455. [En vertu de lettres patentes adressées au bailli, et impétrées de la partie du procureur du roi au bailliage de Vermandois, il est enjoint au bailli de contraindre les habitants à rendre compte des deniers d'octroi depuis le sacre (17 juillet 1429), et avec ce de visiter la forteresse et de relater les ruines que l'on dit y être arrivées faute d'emparement. Le bailli a exécuté en vrai cette dernière partie de sa commission, mais comme beaucoup des receveurs qui ont tenu les comptes depuis vingt-six ans sont morts, que les pièces justificatives sont longues à recouvrer, etc., les habitants n'ont pu être en mesure....; eu égard à leur bonne volonté d'obéir, le roi leur accorde un sursis jusqu'à Pâques.

Commission au B. de Verm. pour recouvrer les deniers communs prêtés au roi, par les mains des collecteurs des tailles.

[Depuis 1429, le roi n'ayant pas toujours recouvré exactement les tailles, a souvent été obligé de se faire avancer des sommes sur les deniers d'octrois, à charge de remboursement par les collecteurs des tailles quand elles seraient perçues. — Toutefois, ces collecteurs n'ont pas tous remboursé, et, par suite, les receveurs des deniers communs se trouvent en débet. Comme le bailli est commissaire pour la reddition de comptes de ceux-ci, il fera commandement aux collecteurs ou leurs héritiers, de verser les sommes, et en cas d'opposition, comme les deniers communs sont privilégiés, devant être appliqués aux fortifications, il garnira la main du roi, et assignera jour en son bailliage.] 16 octobre 1455.

Mandement au bailli de Vermandois impétré par les habitans, pour allouer dans les comptes des deniers communs, à rendre depuis m. IIII^c XXIX, toutes les mises faites pour les sieges d'Épernay, Courlandon, Treslon et autres forteresses assises au pays de Rethel, et pour les voyages et ambassades, etc. 27 avril 1456.

DENIERS COMMUNS.

COMPTE PARTIEL DES OCTROIS. — CONVOI D'ARTILLERIE.

[Deniers patrim., vol. IV, n° 7.]

« C'est le paupier et registre des frais, mises et despens fais et soustenus par N. Noël, receveur des deniers communs de la ville, aussi receveur des II s. p. pour queue de vin et autres marchandises 1476

rem[ens]is; ex una parte; et magistrum Galerium de Vertus [procuratorem] Erardi Convent, Colsoni Bourgois scabinorum, Anthonii

présens monseigneur de Saint-Nicaise, Me P. d'Ulmont, J. de Chalon, J. Noel, T. de Berru, J. Gibour, Me P. Leroy, J. Dudré, J. Cauchon l'aisné, Me P. Clardon, J. Cabert, J. Cauchon le josne, J. Cauchonnet, G. Lescot, et pluseurs autres jusques au nombre de c personnes. — A esté délibéré de rescripre à messeigneurs le régent, du grand conseil, de parlement, de Bourgogne en excusant la ville de la prinse de J. Le-

queux.... *Item*, a esté institué quartenier P. de Dijon, au lieu de feu J. Tribou, lequel a fait serment en tel cas acoustumé.

« x *avril*, par T. de Bazoches.... présens J. de Chalon l'aisné, Me P. Leroy, J. Dudré eschevins, C. Hodierne, Me J. Cabert, C. Lescot, J. Cauchiette, J. Cauchon le josne, J. Fournel. A esté délibéré....

« x^e *jour de juin*, l'an mil cccc xxv, par T. de Bazoches, présens J. de Chalon l'aisné, J.

traversant la rivière d'Aisne, pour les voyages, voictures, charretiers et aultres despens fais à l'occasion de la conduicte de l'artillerie envoiée devers le roy en son armée fors estans ès païs d'Artois, Picardie et Haynault; ensemble, d'aultres despens fais pour les affaires et besongnes de la ville.... et de l'ordonnance de messieurs de la ville. »

[Ces comptes contiennent quatre lettres de Louis XI]:

« Chiers et bien amés, pour ce que nous avons présentement à besongner de pouldres et salpêtres, pour le faict de nostre artillerie, nous vous prions et néantmoins mandons et commandons, que incontinent ces lettres veues, vous faictes mener en nostre ville d'Amiens toutes les pouldres et tout le salpêtre qui est en vostre ville, sy gardez qu'il n'y ait faulte, car aultrement ne serions contens de vous. Donné à Péronne, le xxi février. »

[En conséquence, par ordre des habitants assemblés en conseil, on charge sur cinq harhois huit milliers tant poudre que salpêtre et soufre, en vingt-trois vaisseaux. C'est un charton nommé Simon Cocquebert qui les conduit. — Raulin Cochinart, qui va jouer un grand rôle dans les affaires de la ville, en renvoie une partie. On met les pannonceaux et armoiries de la ville sur les chars qui conduisent cette poudre.]

[Une autre lettre du roi ordonne de bien recevoir son saint frère le roi de Castille et Portugal, qui va en pèlerinage accompagné du capitaine de Rouen. — Les habitants envoient à Châlons prévenir le royal pèlerin que la peste est à Reims, et lui conseillent de prendre par Epernay. Alors il envoie seulement quelques seigneurs de sa suite visiter les églises de Reims.]

[Suit le compte des dépenses faites à la réception du duc de Lorraine, qui venait de battre le duc de Bourgogne, et ramenait prisonnier le bâtard de Bour-

gogne. — Autres dépenses pour le passage du comte d'Angoulême.]

[Suivent des comptes très-longs de chartois d'artillerie, dans lesquels se trouvent intercalées plusieurs lettres du roi, par lesquelles il demande à la ville toute son artillerie, tous ses chevaux et charrois. — On envoie huit pièces garnies de poudre, pierres, etc. — Une autre lettre du roi demande l'artillerie pour Dammartin, qui va recouvrer une partie des seigneuries de feu le duc de Bourgogne. — Lettres de Dammartin à la ville.]

[Un charpentier et cannonier de la ville ayant été tué à l'assaut de Landrecies, on équipe celui que l'on envoie jouer des bateries à feu à sa place. On lui donne]:

« Une grande housette de cuir, une paire de chausses, le drap pour un hocqueton, et v s. xi d. p. pour aiguillette, rubans, gibecière et lacets de chevrotin. »

[Un dernier chapitre contient quelques deniers pour les francs archers de la ville, qui avaient été dépouillés par les Bourguignons.]

[Ce compte ne renferme d'ailleurs que des mises. — Ce n'est point un compte général de deniers communs; c'est le compte particulier d'une partie des deniers employés au transport de l'artillerie. — Voir la seizième des lettres qui précèdent le compte suivant.]

DENIERS COMMUNS.

XXIVe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. 4, n° 2.]

[Ce compte s'étend du jour de Noël 1477, et des Brandons 1477, au même jour en 1478 (v. s.)] 1477 et 1478.

[En tête de ce compte sont différentes lettres.]

[1°. Lettre de commission donnée par P. de Tailly, échanson et commissaire du roi sur le fait du fournissement du charriage de l'artillerie, esquelles sont

de Helande, scutiferi, domni de Hertaultville (*sic*) et capitanei, Johannis Boileaue senioris substituti in villa Remis procuratoris nostri in bail-

Noel, Jesson de Chalon, Mᵉ P. Leroy, eschevins, G. Lescot, J. Cauchon l'aisné, B. de Saint-Remy, C. Roquet, G. Persin, G. Dominique, M. Falc, J. Cauchiette, G. de Saint-Leu, J. Cauchon le josne, J. Moet, R. Roquet, Mᵉ P. Chardon, J. Lescot, J. de Reins, J. Aignelet, H. Saget, J. le Voirrier, J. Brunet, J. Fournel.

[Il est conclu que maintenant il ny aura en chacune couple de la garde des portes que sept hommes, dont six seront toujours à la garde sous peine d'amende. Les gardes des portes seront relevés du guet de nuit sur les murs. Il a été délibéré de faire ouvrer aux fossés par connétablies ou autrement; les connétables loueront ouvriers forts et puissans selon les ressources des connétablies. *Item*, que les connétables fassent en personne le guet sur les murs lorsque leur tour écheoit. On renverra à la porte ceux à qui autre-

incorporées les lettres royaux de son pouvoir, par laquelle commission il a mandé préparer et fournir à Reims, et en l'élection cent soixante bons chevaux bien enharnachés avec les charriots et charretiers.—Les lettres de Tailly s'adressent à Th. du Godart, écuyer, et aux élus de Reims. — Le roi demande quinze cent quarante chevaux levés dans les prévôtés de Paris, de Meaux, d'Amiens, de Senlis et dans la ville de Beauvais, pour amener son artillerie à Arras. — Ils seront payés. — On contraindra par corps les habitans à ce convoi, gens d'église et autres.]

[2°. Lettre de Tailly au lieutenant du bailli de Vermandois, et élus pour le roi à Reims, datée de Noyon, le 21 février.] (Ce lieutenant du bailli de Vermandois est Th. du Godart. Voir la conclusion du 21 janvier 1473, v. s.).

« Très-honnourés seigneurs, aujourd'huy a huit jours que je suis icy, attendant le fournissement de cent soixante chevaux que N. vous avoit mandé faire, et ay tousiours detenu vostre commission jusques à present, cuidant avoir response des lettres qu'il vous a escriptes par mon ordonnance, des lundi et mardi; mais puisque ainsi est que vostre plaisir n'est d'escripre à lui ne à moy, je vous le renvoie afin de vous advertir que vous, messieurs les officiers du roy, ou l'un de vous incontinent, conduisiez à Hesdin le nombre de vingt chevaulx bons et bien attelés de charriots, sous peine d'être repputés rebelles et désobéissans au roy, car y n'en a passé par icy que cent quarante chevaulx, ainsi rest vingt chevaulx que vous conduirez, s'il vous plaist, ainsi que je vous mande; ou par le corps de Dieu, je me deschargerai sur vous à vostre très-grant desplaisance, dont je mesme pour l'amour de vous serai dolent, mais je aime mieux le roy mal content de vous, que pour vous encourir son indignation; et me pardonnez, car combien qu'en toutes choses je vous voulsisse faire plaisir, en celles qui touches le roy je n'ai point d'amys. Messieurs, s'il vous plaist, vous ne ferez point en ce difficulté, mais bonne diligence. »

[3°. Commission d'Olivier le Dain].

« Olivier le Dain, escuier varlet de chambre et premier barbier du roy nostre sire, cappitaine de Meulant et commissaire d'icelui seigneur en ceste partie, à nostre amé et féal J. Hue, bourgois de Paris, salut. Veu avons les lettres patentes du roy desquelles la teneur s'ensuit :

« Loys..., à nostre cher et bien-amé varlet de chambre maistre Olivier le Dain nostre premier barbier et cappitaine de Meulant, salut. Pour ce qu'il est besoing et necessaire de fournir nos villes du Quesnoy et de Condé de plus grant quantité de vivres et de plusieurs aultres choses qu'elles ne sont à présent, obstant le grant nombre de gens de guerre que avons ordonné y loger oultre ceulx qui y sont, nous voulons et vous mandons que vous vous transportez en telles cités, chasteaulx, abbayes et lieux que mieulx adviserez, et illecques en toute diligence prenez ou faictes prendre réaument et de faict telle quantité de blés, vins, chars salées, sel, et aussi arcs, trousses, fil d'Anvers, traits d'arbalestres, soliers, fers à cheval et tous aultres choses que congnoistrez estre nécessaire pour lesdis gens de guerre, et le tout faictes mener auxdits lieux...; et pour le menage de ce que dit est, prenez aussi chariots, charrettes, chevaulx, cherretiers et autres qui seront nécessaires, en paiant le tout raisonnablement par l'advis de nos officiers, s'aucuns en y a, ou d'iceulx des lieux, ou autres par vous appellés en ce congnoissans; et à ce faire, à souffrir obeyr touchant ce que dict est, contraignez ou faictes contraindre tous ceulx qui pour ce seront à contraindre par prinse de corps et de biens nonobstant opposition ou appellation quelconque....; de ce faire vous donnons,

liviatu viromandensi, Johannis Noel senioris, Albini Connin, Johannis de Gravelle, Johannis Chinoir et Guioti l'Escot scabinorum pre-

fois on en avait interdit la garde, mais un homme par couple, et non plus.]

« XXII *juin*, par T. de Bazoches, etc., présens monseigneur le prévost de l'église, J. Cauchon, lieutenant de monseigneur le bailli de Vermandois, G. Hodierne, bailli de Reins, J. de Chalon l'aisné eschevins, Me P. Chardon, J. Cabert, P. de Montfaulcon, G. de Montfaulcon, G. de Condé, G. Dominique, C. Caillart, J. Lescot, S. Prévostin, P. Taillant, C. Lermitte, G Persin, J. de la Salle, G. Liennart.

[A été délibéré de faire apprêter de cette cité tant de gens d'armes et de trait que on pourra finer, et qu'on les prenne où on pourra les trouver. — On écrira à plusieurs

et à vos commis, commission et mandement espécial; commandons à tous nos officiers, etc.... Arras, le XV mai M. IIII^{c} LXXVIII.

« Par vertu desquelles lettres nous vous mandons que pour et au lieu de nous, vous vous transportez au lieu de Reins, et ès marches des environs, et illecques mettez en exécution, etc.... »

[4°. Lettres du lieutenant du prévôt général des maréchaux de France, au bailli, prevot, procureurs et officiers du roi a Reims, pour hâter l'envoi de vivres, chariots, etc.... Saint-Quentin, 17 juin.]

[5°. Lettres du prévôt forain de Laon a Reims, commissaire du roi sur le fait des vivres, par lesquelles il exige que la ville, sous peine d'être déclarée rebelle, et de trente marcs d'or d'amende, envoie à Arras vingt-trois queues de vin, huit lars, et cinq muids de grain, avant le 20 juillet. Les habitants iront vers les élus qui leur donneront leurs instructions. 3 juillet 1478.]

[6°. Lettre du même pour hâter l'envoi.]

[7°. Lettre d'Albret aux officiers du roi, et au conseil de ville, pour que l'on envoie à Mézières dix queues, et six lars. 3 avril 1478.]

[8°. Lettre du même aux gouverneurs de la ville, (gens du conseil), pour qu'ils lui envoient six serpentines à Maizières, 8 avril 1478.]

[9°. Lettres du même. Les habitans lui ont envoyé du vin vieux. Il leur écrit qu'il se contentera de quatre petites serpentines 9 avril.]

[10°. Lettres du même qui accuse réception des serpentines; 17 avril. Autre lettre du même jour, par laquelle il recommande de lui renvoyer un artilleur dont il a besoin.]

[11°. Lettre du même qui demande des vivres pour continuer le siége d'Yvoix. 29 mai.]

[12° Lettre du prévôt de Paris qui recommande de ne laisser aller aucunes personnes du parti contraire vers le roi, sans les faire conduire sûrement, mais secrètement.]

[13°. Lettres royaux au prévôt de Laon, qui est chargé de faire mener au Quesnoy des vivres de sa prévôté. Arras, le 28 septembre 1478.]

[14°. Lettre de Dammartin, qui ordonne de mener des vivres au Quesnoy. 10 juillet.]

[15°. Lettre du même qui accuse réception, et remercie les habitants d'un présent. 10 avril.]

[16°. Lettre du roi au bailli de Vermand. et au capitaine de Reims. Sur la demande des habitants, il octroie que les deniers communs employés au charroi d'artillerie, etc.... et autres affaires du roi, soient alloués dans les comptes comme s'ils avaient été dépensés pour les fortifications de la ville. — Au Plessis, 10 octobre 1481]. (Voir les comptes de 1476.)

« C'est le compte que fait et rend J. Garnot, receveur des deniers communs appartenant aux gens d'église, eschevins, etc.... depuis le jour de Noel M. IIII^{c} LXXVII qu'il fut commis à ladite recepte par monsieur le maistre d'ostel R. Cochinnart, cappitaine de Reins, et commissaires du roy sur le fait des ouvraiges et fortifications, jusques au jour des Brandons M. IIII^{c} LXXVIII.

RECEPTES.

« §. I. Receptes des deniers venant des fermes de l'aide des II s. pour queue de vin vendu en gros, à paier XII d. par le vendeur, et XII d. par l'achecteur... en la ville et faubourgs, et ès villages à quatre lieues à l'environ....

« §. II. Recepte du prouffit et droit de la marchandise du sel du grenier de la ville, appartenant à icelle ville.

« §. III. Recepte venant d'un aide de II s. p. pour queue de vin, II s. p. pour char, et XII d. p. pour charrettes de toutes denrées passans, traversans ou chargés sur la rivière d'Aisne, ou diocèse de Reins, qui fut octroyé en M. IIII^{c} LXXIV. »

[Cet aide est révoqué dès avant l'époque où ce

dicte ville Rem[ens]is, ac Cauli Hurtault et Petri Musardi, ex parte altera, presente procuratore nostro generali pro nobis et non contra-

villages d'envoyer des gens de trait.—On fera cuire du pain pour mener avec eux ; on leur donnera de l'avoine et des cuisseuls de bœuf que l'on fera mener sur un char. [Voir plus bas, après le 10 août.]

« XVIII *juillet*, par J. de Chalons l'aisné, commis en l'absence de T. de Bazoches, lieutenant, présens monseigneur le prévost, Mes P. d'Ulmont, P. Charlet, chanoines, J. Cauchon, lieutenant de monseigneur le bailli de Vermandois, J. de Chalon le josne, Me P. Leroy, J. Caillart, eschevins, Me P. Toignel, P. Chardon, G. Lescot, J. Gouvion, P. de Dijon, J. Moet, P. Crochet, Me G. de Montfaulcon, H. Colet, G. de Saint-Leu, Me P. de Montfaulcon, J. Lescot, B. Lescot, G. Liennart, J. de Louvain, J. d'Ay, chandelier, J. Le Boutillier, J. Noquin, J. le Voirrier, J. Aignelet, J. Buirot, J. Cauchiette, J. Brunet, G. Dominique, J. Louvet, P. de la Place.

compte est rendu ; aussi le présent chapitre ne contient que les versements des commis retardataires que la ville avait d'abord placés à chaque passage de la rivière].

« §. IV. Recepte de deniers baillés au receveur par l'ordonnance et commandement de M. le cappitaine de Reins, Raoulin Cochinart, venans des aides et deniers communs de la ville, de vielles quitances. »

[De J. Noel, naguères et dernierement receveur.... 88 l. p. — De J. Valet qui, des Brandons 1476, au 1er octobre, avait levé pour la ville, et comme commis par elle, l'aide de II s. p., sur queue en gros, dont il a rendu compte, 40 l. dont il est resté redevable, etc....]

« §. V. Recepte de P. Perot, receveur temporel de l'archeveschê, par les mains de J. Noel, XL l. p. pour le reste et parpaye des deniers qui de la part des habitans lui avoient esté baillies par monseigneur l'archevesque, par le traictié entre eulx faict pour et touchant les pierres, manuèvres et matieres prinses par ledict cappitaine ou chastel de Porte-Mars, et emploiées en ouvrages de la fortiffication, lequel traictié a esté cassé et adnullé, et ledit receveur contraint a en rembourser les habitans. »

[De Me R. Prieuse, pour n'avoir pas été travailler aux fossés, VIII d. p.]

[Par M. le cappitaine R. Cochinart, et de certains deniers par luy pris et levé sur J. Noël, demeurant à Reims, en furent baillés au receveur la somme de 400 l. t.... (Noël est écuyer, et a été commis par les habitants, en 1476, à recevoir le droit de marchandise du sel : c'était lui qui le leur fournissait comme marchand), etc.]

MISES.

[§. I. Mise de 143 l. 14 s. au receveur, auquel elles étaient dues pour fin d'un compte clos en janvier 1477, et signé R. Cochinart et Le Boutillier.]

« §. II. Mises pour les repparacions de la ville, par l'ordonnance de M. le cappitaine, et des Mes des œuvres

« §. III. Mises pour le faict de l'artillerie, par ordonnance de M. le cappitaine, et des Mes de l'artillerie.

« §. IV. Mises de chauciés et pavemens.

[295 l. p. sont payées sur un rôle des travaux, dressé par les greffiers de l'échevinage, et Th. Musart, controlleur des ouvrages des chaussées.]

« §. V. Mises pour voyages, ambaxades, dons, advitaillemens d'armées, etc., [115 l. sont distribuées par le commandement et ordonnance de M. le capitaine, ses lieutenants, le procureur de la ville, les gens du conseil et officiers d'icelle.]

« §. VI. Gages et pensions ordinaires. »

[A R. Cochinart, 100 l. t. ou 80 l. p. — A J. Foulquart, procureur, 40 l. p. — *Nota*. Les gages de N. Mortis, receveur des deniers communs pour le clergé, seront mentionnés dans un autre compte.— Au receveur lai pour gages et gratuite, 24 l. p. — A Me Nyeble, chanoine esgard, commis par le clergé, 8 l. — A N. Gouvion et J. Choilly, esgards, Mes des œuvres commis par les séculiers, 16 l. — A E. Chifflet, gouverneur de l'artillerie, seul par l'ordonnance du capitaine, par l'ordonnance dudit, ont été donnés les gages qui avaient coutume de l'être aux deux maîtres, 16 l. p. — A D. Le Boutillier, clerc du conseil, 8 l. — Aux deux sergens, 16 l. Au compte suivant, il y en a trois, dont un en retraite.]

« §. VII. Autres mises pour gaiges d'autres officiers servans en la ville — A Mre J. Le Bigre, chanoine, juge commis de par le roy pour et de la part de MM. du clergé, sur les fais des aides, VIII l. — A Me J. Bourguet, commissaire, député par le roy à connoître des débats, procès qui peuvent advenir à cause des aides...., VIII l. p. — A T. du Godart, lieutenant du capitaine, nommé et eslu par les habi-

dicente, tractatum, concordatum et pacificatum extitit, prout et quemadmodum in binis accordi licteris sub sigillis autenticis confectis,

[On écrira de nouveau au régent, à M. de Bourgogne, au conseil, touchant les excès des gens d'armes étant aux environs. Il faut pourvoir à la garde de jour et de nuit; il n'y aura que deux portes ouvertes. — Les chaînes seront tendues en rues foraines, et étendues en autres rues.]

« xxve *jour de juillet*, par T. de Bazoches .. présens J. de Chalon l'aisné, J. Gibour, J. Caillart, Jesson de Chalon, eschevins, G. Lescot, T. de Cesy, J. Moet, G. de Condé, P. de Dijon, B. de Saint-Remi, Me P. Chardon, H. Colet, G. Dominique, G. de Saint-Leu, J. Fournel, P. Crochet, J. de Chalon le josne, M. Fale, C. Caillart, B. Gerbaut, Me P. Walineiz, P. de Thuisy, J. Gouvion, et pluseurs autres notables jusques au nombre de c à vi^xx personnes. A esté délibéré, etc....

« xxvie *jour de juillet*, par T. Bazoches, et présens les dessusdiz et autres faisant en nom-

taus, pour ses peines et vacations en l'absence du capitaine, payé par ordre du conseil, xxxii l. p. — A Th. Musart, contrerolleur du greffe de la chaussiée, pour et de la part de MM. du chapitre, pour ses gages d'un an, c s. p. [Cet article est reproduit désormais à tous les comptes.]

« §. VIII. Mise des cc l. t. aux habitans séculiers.

« § IX. Mise pour louage de partie de la maison de l'échevinage.

« §. X. Mises diverses. »

[Pour frais d'artillerie, conduite, voyages faits, etc.]

Somme de la recette, m dcxxiv l. iv s. v d. p. iv d. t.

Somme de la mise, mmclvi l. xlviii s, vii d. p. iv d. t.

« Ce présent compte a esté veu.... clos et passé au buffet de l'eschevinaige, par nous Th. Cauchon, escuyer, sieur du Godart, lieutenant à Reins et pays environ, de M. le capitaine, commissaire du roy en ceste partie; J. Bouchié, presbtre, chanoine et séneschal ... pris et esleu de par le clergé, Ph. de Beraues, escuier, H. Renté, eschevins ad ce commis par leurs autres compaignons eschevins; J. Bourguet, N. Noel, G. Bourgois, J. Baudot, commis et ordonnés avec nous lieutenant dessusdit, de par le cappitaine commissaire, en présence de J. Foulquart, procureur, et de moy D. Le Boutillier, notaire royal et greffier du conseil, le vii septembre m iiii^c iiii^xx ii. »

DENIERS COMMUNS.

XXVe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. V, n° 3, 3 et 4.]

1479 et 1480. [1°. Lettres d'octroi de Louis XI, du 9 février 1472. — Il prolonge pour dix ans les octrois de ii s. p. sur le vin vendu en gros dans la ville et les villages, à quatre lieues de rayon, payables xii d. par le vendeur, et xii d. par l'acheteur. — Plus, le droit de marchandise du sel. (La vente du sel commence au compte de la ville, le 11 décembre 1476.) — Plus, iii s. p. sur chaque minot de sel, outre le droit de gabelle royale, et celui de marchandise. — Le bailli de Reims est chargé de maintenir les habitants en jouissance de ces octrois, sans aucun destourbier. — Suit l'enterinement des généraux des finances.]

[2°. Lettre des habitants, gens d'église, eschevins, etc ..., aux généraux des finances. — Dès l'année dernière, ils ont fait placer au grenier à sel cent quinze muids de sel, pour être vendus à leur tour de papier, selon les ordonnances royaux; le tour de vente viendra dans un an et demi, ou environ; mais comme les habitants n'ont point obtenu des généraux le prix pour le droit de marchands, ils craignent que le grenetier ne fasse difficulte de leur delivrer les deniers de ce droit quand le sel sera en vente. — Ils supplient donc les généraux de régler ce prix, en considérant le prix d'achat, les frais, le déchet, et enfin les charges énormes que la ville subit].

[3°. Lettre des généraux au grenetier qui fixe, pour le droit de marchand, le muid de sel à 43 l. t., en recevant par les mains du grenetier, sur ce prix, les 4 l. t. de crue mises par le roi. — 23 octobre 1474].

[4°. et 5°. Supplique semblable des habitants qui, depuis trois ans, ont fait mettre au grenier cent quarante-trois muids de sel, qui ont coûté 29 l. 10 s. t., descendus au grenier, mais que le grenetier ne veut pas mettre en vente sans avoir le prix. — Les generaux le fixent à 43 l. t., sur lesquelles le grenetier prélèvera 4 l. de crue pour le roi. — 28 decembre 1478];

[6°. Copie du marché fait par le procureur de la ville avec N. Cauchon, marchand de Reims, pour fournir de sel le grenier pour l'espace de dix ans, par lequel appert que Cauchon doit avoir 38 l. 10 s. t. de chaque muid rendu au grenier, à prendre sur les deniers de la vente. — Si le sel manque dans le cours des

dicte nostre curie per predictos procuratores unanimiter et concorditer traditis, partes predictas, nominibus quibus procedunt, alias invicem concordasse continetur, quarum tenores seriatim secuntur :

bre de cc personnes, et pour l'église monseigneur le prévost, Me P. d'Ulmont, chanoine.

[Une 1re conclusion est biffée, la voici] :

« A esté deliberé de parler à monseigneur le bailli de Vermandois, qu'il lui plaise faire défense par cris solennel, monseigneur de Chastillon venu, ou decy à II ou III jours, que on ne baille vivres ne autres choses nécessaires en ceste cité, pourveu que l'opinion de monseigneur de Chastillon soit pareille. »

[Voici maintenant la conclusion substituée à la précédente.]

« A esté deliberé que sur ce que le lieutenant demandoit conseil, s'il laisseroit plus mettre hors de ceste cité pour les gens d'armes estant cy environ, vivres, ou autres choses nécessaires, que on attendera la venue de monseigneur de Chastillon; et s'il est d'op-

dix ans, Cauchon en est responsable. — Il donne un plége ou caution. — L'acte est passé par D. Le Boutillier, notaire royal, commis à ce par le garde scel de la baillie de Vermandois. — 13 mai 1473].

[7°. Lettres d'entérinement des lettres d'octrois du 9 février 1472, données par le lieutenant général du bailli de Vermandois. — Cet entérinement est accordé après avoir vu celui des généraux des finances, et s'être assuré que la plupart des impétrants assemblés en leur conseil, avaient consenti à l'impétration et entérinement de ces lettres. — 12 mars 1472] :

[8°. Lettres de Louis XI, du 7 janvier 1479, adressées au bailli de Vermandois, ou son lieutenant à Reims, et aux commis, et à commettre de par le roi à ouïr les comptes des deniers communs, pour allouer dans ces comptes, depuis quatre ans, les deniers employés en dons, présents, ambassades, charrois d'artillerie, comme s'ils l'avaient été en réparations de la forteresse.]

[9°.] « Charles,..., au B. de Vermandois ou son lieutenant à Reins, ou au cappitaine de par nous de nostre ville de Reins, ou à son lieutenant, salut. Comme par l'octroy et concession de feu nostre très-chier seigneur et père que Dieu absoille, et de nous, nos bien-amés les gens d'église, eschevins, nobles, bourgois et habitans de Reins, ayent cueilli et levés pluseurs aydes et deniers pour les convertir et employer ès réparations....; desquelles aydes... leurs receveurs et commis à ce lever...., au moins les aulcuns d'eulx, n'ont tenu ne rendu leurs comptes, et en peuent estre redevables...., lesquels deniers ils ont entre leurs mains, et appliquent en leurs usages et affaires, sans en avoir rendu ne vouloir rendre aucun compte, pourquoi les réparations encommenciées.... demeurent imparfaictes, dont se pourroit ensuir, à nous et à la ville, un très-grant dommage, se provision n'y est par nous donnée. Pour ce est-il que nous vous mandons, et pour ce que les choses dessusdictes sont assises et situées en vos povoirs et jurisdictions, commettons par ces presentes, que, présent et appelé avec vous nostre procureur ou son substitut, à Reins, avec le procureur et tel nombre que verrez estre à évocquer des plus notables gens de la ville, oyez, voyez et examinez au long, bien et diligemment, tous et chacun les comptes des receveurs et autres qui se sont entremis de la recepte et administration des aydes et deniers, qui n'en ont rendu leurs comptes; et tout ce que trouverez estre par eulx, deu par la fin et closture d'iceulx comptes, baillez et delivrez au receveur des deniers communs pour les convertir ès fortifications et autres nécessités de la ville, en contraignant tous ceulx qui pour ce seront à contraindre, vigoreusement, comme pour nos propres affaires.... De ce vous donnons plein povoir, et mandement special.... Montargis, xxiii décembre m. iiii^{c} iiii^{xx} iv. »

[10°. Lettres royaux, du 23 décembre 1484, adressées aux baillis de Vermandois et de Vitry, ou à leurs lieutenants généraux et particuliers, et à tous autres commissaires et auditeurs des comptes, commis et à commettre par le roi, d'allouer dans les comptes des deniers communs de Reims, tout ce qui a été dépensé pour l'artillerie des siéges et armées, charrois d'artillerie, ustensiles et fournissements des marchands et ménagers, envoyés de par Louis XI en la cité d'Arras, naguères nommée Franchise; conduite de la Sainte-Ampoule vers Louis XI; frais pour le mariage de Charles VIII; traité de paix; impétration d'aides et affranchissements des foires; emparement de chaussées; payement d'ambassadre; conseillers, officiers, etc...., bien que les lettres d'octroi portent que les deniers octroyés seront employés exclusivement aux fortifications. — Ces lettres s'étendent à tous les deniers

16 avril 1449. A tous ceulx qui ces présentes lectres verront, ou orront, Gobert Fournet, licencié en lois, chanoine de Laon, conseillier du roy nostre

pinion qu'on ne leur baille rien, que deffenses en soient faictez par monseigneur de Chastillon, et monseigneur le bailli de Vermandois; et s'il ne venoit, que on attende II ou trois jours, et lesdiz III jours passés, que on ne leur baille artillerie, armures ou autres habillemens de guerre. »

« XXVIe *jour de juillet*, par T. de Bazoches.... présens monseigneur le prévost, J. de Chalon l'aisné, J. Noel, Me P. Leroy, eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, P. de Dijon, G. Lescot, J. Lescot, J. Moet, J. Gouvion, P. Crochet, J. Cauchiette, Me J. de Floricourt, C. Roquet, J. Buirot, J. Fournel.

[On défravera, M. de Chatillon, attendu qu'il est venu à la requête de la ville.]

octroyés sous le règne de Louis XI, et jusqu'en 1484.]

[11°. Lettres royaux, du 26 juin 1489, au bailli de Vermandois, à Reins. — Les habitants feraient volontiers contraindre leurs receveurs à rendre compte des deniers perçus sous le règne de Louis XI, s'ils ne craignaient qu'on ne les inquiétât eux-mêmes sur les présents faits, sur l'entretien des francs archers, etc., etc., attendu qu'ils [n']avaient d'autres deniers pour y subvenir. — Le roi les exempte de toute recherche à cet égard, et ordonne au B. de Vermandois de prendre avec lui le capitaine de la ville, la Ramée, et autres qu'il jugera nécessaire, et de contraindre les receveurs à rendre compte par-devant eux tous.]

« C'est le compte que font et rendent à vous MM. les commissaires et auditeurs, députés de par le roy, et aultres par vous appellez et commis de par les gens d'église, eschevins, nobles, bourgois, manans et habitans, Mre N. Mortis, presbtre, chanoine de Reins, et J. Garnot, recepveurs des deniers communs...., pour ung an, commençant le mercredi d'après Brandons, M. IIIIc LXXVIII. »

[Le premier article rectifie une erreur de compte précédent; la recette du sel y remonte jusqu'au 5 mars 1476.]

[Raoulin Cochinart, commissaire député pour les réparations, et aussi pour l'audition, clôture et réformations des comptes, avait pris, entre les mains du grenetier, IIIIc IIIIxx l. p. provenant de la vente du sel, et avec lesquelles on devait payer J. Noël, l'un des marchands fournisseurs du grenier. (Voir le compte précédent.) Depuis lors, Cochinart a écrit aux habitants et aux auditeurs des comptes du grenetier, que les IIIIc IIIIxx l. avaient été par lui employées aux fortifications, et qu'on eut à les rembourser à J. Noël, en six ans.]

[Ce compte est triple, mais aucun des trois exemplaires n'est vérifié; le troisième seulement porte en note]:

« Présenté par J. Garnot a Ph. de Bezannes, escuier, lieutenant de M. le B. de Vermandois, a Reins, et Charles de la Ramée, escuier, cappitaine dudit Reins, commissaires, le XXX mars M. IIIIc IIIIxx IX. »

[Ce troisième exemplaire porte d'ailleurs ce titre]:

« C'est le compte que font et rendent.... a M. les lieutenans du B. de Vermandois, à Reins, et du capitaine, commissaires, députés par le roy, à l'audition et réformations, examen et closture, ou affinement des comptes rendus ou a rendre...., et autres commissaires et députés, tant par le capitaine comme de par les gens d'église, eschevins, etc.... »

DENIERS COMMUNS.

COMPTE PRÉPARATOIRE DU XXVIe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. V, n° 5.]

[Ce compte n'est qu'un *mémento* pour servir à établir le compte suivant. Il contient des notes de deniers dépensés pour avitaillement des armées en Bourgogne, charrois d'artillerie, présents, voyages, payement de conseillers et praticiens, etc.... 1480 et 1481.

[On y trouve la note suivante qui indique en detail les charges qu'imposaient aux villes ces nombreuses réquisitions de vivres dont elles étaient frappées.]

« Le XXVII février, partit de ceste ville, par l'ordonnance du roi, un train de vivres pour mener a son armée en Bourgogne. Il y avoit XXVII septiers fèves et pois, achetés par les receveurs XII s. p. le septier; X septiers froment, achetés VIII s. p.; XXIII septiers de seigle, achetés IV s. p. — Le froment et le seigle furent moulus en ceste ville, et le moulage coûta XX s. p. — On acheta XIII queues

sire, et garde du scel de la baillie de Vermandois, à Laon, establi de par icellui seigneur, salut : Savoir faisons que pardevant nostre amé

« XXVIII *juillet*, par G. de Chatillon, [le prévot et un chanoine, 3 échevins, 18 personnes dont une seule porte un nom qui n'avait pas encore figuré dans les conclusions, celui de G. Legois.]

[On ne donnera rien aux gens de guerre; on en mettra la défense aux portes par écrit. — On leur repondra qu'on l'a défendu de par le conseil du roi à Paris, et de par M. le capitaine. — On ne laissera entrer aucun homme d'armes dans la ville; on leur dira que le B. de Verm., veut faire justice de leurs excès, et qu'ainsi lui a été ordonné par le conseil du roi. — On donnera à M. de Châtillon 60 écus d'or pour être venu, et faire partir les gens d'armes du pays.]

« VIIIe *aoust*, par T. de Bazoches.... presens monseigneur de Saint-Nicaise, J. de Chalon, Jesson de Chalon, J. Noel, G. Linage, eschèvins, Me P. Chardon, Me J. Ca-

de X poinçons, vuides, pour mettre les legumes et farines. Elles coûtèrent LXII s. p., et XII s. pour les relier et souffrer. — On donna aux serviteurs de la vicomté qui mesurèrent ces vivres et les mirent en tonneaux, IV s. p.; aux chaharneceulx qui lièrent les tonneaux sur les harnas, VI s. p. — Furent aussi conduits de ce mesme train.... VI tonnes de harengs de VIII l. p. chaque. — IV miliers de sorets, de VIII l. p. chaque. — C XII livres de beurre, LII s. p. — VI cabats de figues, IX l. p. — XXX livres d'amandes, de XL s. p. — XXX livres de ris, de XXX s. p. — II gros cabas de raisins, de XXIV s. p. chaque. — Un petit, de XVIII s. p. — Tous les vivres dessus desclairés furent menés au poid en l'hostel de P. Bourgois. On lui donna, pour les avoir pesés, IV s. IV d. p. et I d. t. — On marchanda ensuite à J. Warnet, chartier, qui mena IV tonnes de harengs à Dijon, pour VIII l. VIII s. p., [toujours payées par les receveurs.] Un autre chartier de Troyes, étant alors à Reims, chargea le surplus, pesant XI^m III^c livres, pour LXVIII l. XVI s. p., et IV septiers d'avoine de XII s. p.; et pour montrer que les vivres étoient envoyés par la ville de Reims, les officiers avisèrent de mettre sur chaque tonneau les pannonceaux armoyés de la ville et du roy, qui furent payés au peintre XII s. IV d. p. — Pour présider à la conduite et présentation de ces vivres, pour en avoir descharge et certification pour donner aux commissaires du roi, qui en avoient fait le commandement, et pour tascher d'en tirer le plus grand proffit possible, fut envoyé P. Vauronart, à qui les receveurs donnérent XIV l. p. Avec lui on plaça près des vivres J. Lebain, pour tousjours se tenir à leur garde et empescher qu'on n'en dérobât rien. — On lui donnoit V s. par jour, XXXV s. p. — Ils avoient avec eux un bureteau qui coûtoit III s. p. — II grosses cordes pour asseurer un des tonneaux, XVI d. p. — Toutes ces choses menées à Dijon, y ont été laissées en garde, par l'ordre des commissaires royaux, chez un marchand, mais sans en faire aucune vente, si ce n'est de quelques harengs; ainsi le tout est reste au compte du marchand de Dijon, qui en a donné la cédule. — En tout, II^c XXII l. XIII s. p. I d. t. — Le IX mars, pour vendre ces vivres furent envoyés pour les habitans, par l'ordonnance des esleus et commissaires du roi, deux marchands de Reims, à qui, pour leur despense jusqu'à l'armée, on donna X l. X s. VIII d. p. » — [Le 24 mai, part un nouveau train composé de froment, bœufs, moutons, lards, fromages, vins, valant 225 l. p., et plusieurs autres....]

[Une note prouve que les appels des commissaires élus de la ville se portaient devant le bailli de Vermandois, à Laon.... Les habitants de Villedommange, qui étaient poursuivis par-devant les commissaires, à Reims, par Choilly, fermier de l'aide de II s. p. pour queue, ne voulaient payer ledit aide, et en avaient appelé le plaid et la querelle par-devant le bailli de Vermandois, ou son lieutenant à Laon. — Deux mois auparavant, les habitants avaient envoyé vers le roi pour obtenir provision de lui ou de la chancellerie contre les appelants; cette provision avait été obtenue en chancellerie.... Ce mandement, visite à Reims, on avait obtenu une commission du lieutenant général du bailli de Vermandois, pour ajourner les parties adverses à voir entériner cette provision. Le lieutenant général se transporte à Reims pour cette opération.]

DENIERS COMMUNS.

XXVIe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. V, n°s 6 et 7.]

[1°. Lettres d'octroi du sel, etc..., du 9 février 1472.] 1480 et 1481.

et féal Colesson Morcel, clerc, demourant à Reins, commis et establi de par nous pour oïr, recevoir et à nous rapporter ce qui s'ensuit,

bert, J. Lescot, J. Fournel, C. Roquet, G. de Saint-Leu, J. de Reins, C. Joly, G. Dominique, P. Crochet, G. Lescot, J. Gobelet, J. Labbe, Mᵉ P. de Cierges, J. Brunet, J. Noquin, R. de Suippe, J. le Roucelet, C. de la Place, P. Fougnier, S. Prévestin, Mᵉ J. Convent, J. Buirot, J. Louvain, P. Sobrettel. A este délibére que les gens de la ville, c'est assavoir le lieutenant, et autres gens nottables en bon nombre, et tout ensamble bien ordonnez, voisent au-devant de madame de Bourgogne.... »

« xᵉ *jour d'aoust*, par T. de Bazoches.... présens J. de Chalon l'aisné, B. le Boutillier, Jesson de Chalon, T. de Berru, Mᵉ P. Leroy, J. Caillart, J. Dudré, J. Gibour, eschevins, monseigneur le prévost, Mʳᵉ P. Bongarson, chanoine, G. Lescot, Mᵉ P. Chardon, M. J. Cabert, G. de Condé, J. Moet, H.

[2°. Lettres d'entérinement, adressée au bailli de Vermandois, du 12 mars 1472].

[3°. Lettres indiquées aux comptes de 1478 sous les nᵒˢ 4, 5, 6.]

[4°. Transaction entre le procureur des habitants, et le marchand qui s'est chargé de fournir au grenier le sel pour la ville. Lors du marché fait par adjudication au rabais, on avait oublié de stipuler qui porterait les frais de déchet; de là, matière à procès. Les parties choisissent des arbitres, parmi lesquels J. Bourguet, procureur du roi sur le fait des aides et de la gabelle dans l'élection de Reims; J. Cauchon l'aîné, substitut du procureur du roi au bailliage de Vermandois à Reims, etc., etc.... On convient que, moyennant une crue de xx s. t. sur chaque muid, le marchand portera le déchet, le loyer du grenier, et en général toutes charges relatives à la marchandise du sel.]

[5°. Loys...., au bailli de Vermandois...... salut. — .... Th. Saquet et P. Quatresols, fermiers de l'aide de ii s. p. pour queue vendue en gros dans les villages d'un rayon de quatre lieues autour de Reims, avaient fait ajourner les habitants de Verzy et Villers-Marmery, devant les juges ordonnés par le roi à connaître des questions et procès touchant ledit aide. — Ces habitants n'ayant point comparu, les fermiers avaient obtenu défaut, portant exécution, pour les sommes réclamées. En vertu de ce défaut, et de la commission donnée en conséquence par les commissaires à deux sergents royaux, ceux-ci s'étaient transportés à Verzy, et avaient pris certains meubles dans les maisons de certains habitants. Le lendemain ils avaient voulu continuer; mais ils avaient trouvé devant leur logis tous les habitants assemblés avec leurs femmes, qui leur demandèrent où ils allaient et où étaient les fermiers. Les sergents répondirent que les fermiers étaient au logis, et, que si les habitants voulaient, ils les feraient venir. Effectivement les fermiers vinrent devant la porte, et lurent aux habitants l'acte de défaut, et la commission des sergents. Mais incontinent quelques habitants, se portant forts pour les autres, leur dirent qu'ils s'opposaient et en appelaient, se servant de plusieurs paroles séditieuses et commotrices de séditions. Les fermiers et sergents n'osèrent aller outre, et se dirigèrent vers Villers-Marmery; ils y trouvèrent les habitants assemblés, et même scène se renouvela. Depuis, les habitants des deux villages, et de plusieurs villages voisins, s'unirent entre eux, conspirèrent et machinèrent pour empêcher le cours de l'aide.—Beaucoup de villages de la banlieue suivent cet exemple, et empêchent la perception par voies de fait et appellations.... Les fortifications peuvent en recevoir grand dommage. Il est temps d'y porter remède, et le bailli de Vermandois est chargé de contraindre vigoureusement les villages au paiement par manière de provision. ...; ordre de hâter, par-devant son tribunal, la solution des causes d'appel.., 30 juin 1480. — Suit le mandement du lieutenant général du bailli de Vermandois à un sergent royal, pour ajourner les parties à l'hôtel du Moulinet, pour y voir par lui entériner les lettres ci-dessus.]

[6°. Lettres d'entérinement du lieutenant de Vermandois, du 15 novembre 1480. — Les parties comparaissent par procureur. Plusieurs villages envoient leurs mayeurs et échevins. Ceux de Verzy et Villers-Marmery se désistent de leurs appels; les autres sont condamnés à payer par provision.]

[7°. et 8°. Lettres indiquées aux comptes de 1478 sous les nᵒˢ 9 et 10.]

[9°. Lettres royales du 27 janvier 1479 au chambellan G. de Belleville, à Mᵉ Jacques Coitier, vice-président en la chambre des comptes, et à J. Fraisneau, maître d'hôtel, pour les charger de faire lever des vivres en Champagne sur les gens d'église,

furent personnelment Nicolas l'Ermite, procureur général, et en ce nom des eschevins, bourgois et habitans séculiers de la ville de Reims

Colet, J. Cauchiette, B. de Saint-Remy, G. Persin, P. Crochet, P. de Dijon, G. de Saint-Leu, J. Fournel, Me G. de Condé, Me G. de Montfaulcon, J. Cauchonnet, B. Frouart et pluseurs autres esleus au conseil, et autres assemblés jusques au nombre de viii^{xx} personnes.

[On donnera à Mme de Bourgogne, à son arrivée, une fine toile; une douzaine de fines serviettes; une douzaine d'autres serviettes à drageoirs; une queue de vin de Beaune; une de vin françois; à chacun de ses enfans, une coupe d'argent doré; le lieutenant et les notables sortiront aux champs, M. de Saint-Remi portera la parole.

« *Dimanche* xii *juillet* (sic) *l'an mil* cccc xxv, par T. de Bazoches.... présens les esleuz séculiers au conseil, et pluseurs autres jusques au nombre de iiii à v^{e} personnes. A esté délibéré sur les lettres de monseigneur Lancelot

nobles, privilégiés, bonnes villes, etc., etc...., et de les conduire vers la Bourgogne, que l'on se propose d'attaquer.... — Lettres du roi, qui les accrédite près des habitants de Reims.]

[10°. Lettres des commissaires, qui exigent certaine quantité de vivres de l'élection de Reims, pour les conduire à Dijon. 17 février 1479.]

[11°. Lettres des mêmes, exigeant un deuxième envoi, 13 mars 1479. — Lettre de Belleville à ce sujet.]

[12°. Lettres des mêmes, exigeant un troisième et un quatrième envoi. 28 mai 1480. — Lettres du prévôt Bauval pour presser cet envoi.]

[13°. Lettres du roi pour témoigner sa satisfaction relativement aux vivres envoyés en Bourgogne, et pour annoncer à la ville, que l'armée royale se dirigeant sur le Luxembourg, les habitants aient désormais à approvisionner ses troupes comme le leur indiqueront ses commissaires, 2 juin 1480.]

[14°. Lettres de Belleville pour diriger un envoi sur Verdun.]

[15°. Lettre d'Amboise, évêque de Maillezais, à Belleville, pour lui demander des vivres et lui donner des nouvelles de l'armée du Luxembourg. 29 juin.]

[16°. Lettre du lieutenant du prévôt des maréchaux à Reims, pour hâter un envoi. 4 juin.]

[17°. Lettre du prévôt Bauval pour demander un envoi. 7 juin.]

[18°. Lettres du roi du 18 mai 1480, par lesquelles il commissionne Belleville, Coitier, Fraisneau, pour faire diriger les vivres de Champagne sur le Luxembourg.]

[19°. Lettres des commissaires pour exiger un convoi de bœufs, vins, grains, etc. 10 juin 1480.]

[20°. Lettres de Belleville, qui demande de nouveaux convois. 19 juin.]

[21°. Lettres du même. L'armée est dans le plus grand besoin; il faut y diriger des vins incessamment, et d'heure en heure; Belleville irait lui-même à Reims, mais la bonne volonté des habitants, qui lui est connue, est le seul solliciteur qu'il veuille employer. D'ailleurs, ils savent qu'il a des ordres rigoureux, qu'au besoin il serait forcé d'exécuter. 5 juillet 1480.]

[Suivent cinquante-deux décharges rapportées par les commis de la ville à mener vivres aux armées durant cette année, outre celles données par les commissaires du roi. Presque toutes les cinquante-deux sont délivrées par le prévôt des maréchaux, en ces termes]:

« Le prévost des mareschaulx de France ès duchés, contés de Bourgongne, Champaigne et Luxembourg; certiffie à tous que N. Lefèvre, le varlet, et J. Guillaume ont amené et deschargié en l'ost estant devant Hyvois, trois queues de vin et deux queues de pain, pris et chargié à Reims. Fait soubs mon seing à Mouzon, le xxii juin m. iiii^{c} iiii^{xx}. »

[Suivent les comptes.]

[Les recettes se composent toujours des 2 s. p. sur queue en gros vendue à la ville et dans les villages voisins. — De la marchandise du sel. — L'aide de 2 s. pour la ville, est affermé 600 l. Le sel rapporte 1987 l. 7 s. Les greffiers des chaussiés versent 42 l. 4 s. — Quelques-uns de ceux qui ont été chargés d'aller vendre des vivres au camp, en rapportent des sommes qui varient de 2 l. à 33 l., et qui montent en tout à 74 l. Aux mises il se trouve que pour vivres fournis, charrois, présents aux seigneurs, il a été dépensé 3457 l. 8 s. 4 d. p.]

[Ce compte est double, aucun exemplaire n'est vérifié. — En général, les comptes contiennent maintenant peu de détail, les dépenses y sont portées en bloc.]

d'une part, et Érart Convent, eschevin dudit Reims et en ce nom d'autre part; disans comme procès feust meu ou espéré à mouvoir en

que en rescripve au conseil du roy, et à monseigneur de Bourgogne, et à monseigneur le régent....

« *Mardi* xxviiie *aout*, par T. de Bazoches.... présens Me P. d'Ulmont, chanoine, J. de Chalon l'aisné, J. de Chalon le josne, Me P. Leroy, J. Gibour, eschevins, Me B. le Boutillier, P. Chardon, J. Cabert, J. Convent, C. Roquet, G. Persin, G. de Saint-Leu, P. de Dijon, P. Crochet, M. Fale, H. Colet, J. Cauchiette, J. Fournel. [Aucune conclusion.]

« viie *jour d'octembre*, par T. de Bazoches... présens monseigneur le prévost, Me P. d'Erpy, chanoine; G. Hodierne, bailli, J. de Chalon l'aisné, eschevin, G. Lescot, J. Quartier, receveur des aides, J. Lescot, C. Roquet, G. de Condé, H. Colet, J. Cauchon le josue, J. Moet, J. Fournel, G. de Saint-

DENIERS COMMUNS.

RÉSUMÉ DES COMPTES XXIVe, XXVe, XXVIe DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX, ET DES TROIS COMPTES SUIVANTS QUI MANQUENT DANS LA COLLECTION.

[Den. patrim., vol. IV, no 8.]

1477 à 1484. [Ce résumé semble dressé en vertu des lettres n. 9, qui précèdent le XXVe compte.] (Voir plus haut).

[DE 1477 A 1479.]

[J. Garnot, receveur des deniers communs, a rendu compte par-devant les commis et députés de par le roy, et ceux élus et ordonnés de par les gens d'église, échevins, nobles, bourgeois, manans et habitans, de toutes les recettes et mises par lui faites depuis le jour de Noël 1477, qu'il fut pour la première fois commis en cet office, jusqu'au dimanche des Brandons suivant, et du jour des Brandons 1477, jusqu'à celui de 1478 (v. s.) Par la fin duquel compte, qui fut passé le 7 septembre 1482, appert qu'il est redu au receveur ve xlix l. ii s. ii d. p. Et pour les autres années qu'il a eu la charge de receveur des deniers communs, pour lesquelles il demande audition, il a fait les recettes et mises ci-après déclarées en bref par manière d'état, et séparément par année, sans se rembourser de ce qui lui est dû, jusqu'à la fin dudit état qu'il en fera recueil, et le mettra en une somme, afin d'avoir sur ce aucune provision.]

[DE 1479 A 1480.]

[Les recettes se composent du droit de marchandise du sel, de l'aide de ii s. pour queue pour le corps de Reims; du même aide dans les villages à quatre lieues à la ronde, et de quelques recettes extraordinaires, parmi lesquelles xlvii l. des greffiers des chaussées, pour employer aux chaussées.]

Somme des recettes, viiie xlviii l. viii s. x d. p. et double t.

[Les mises sont : pour les fortifications; frais d'artillerie; ouvrages de chaussées, 209 l.; vins présentés; dons; voyages, charrois d'artillerie; loyer du grenier à sel; achat de mesures à sel; gages d'officiers.]

Somme des mises, m. ixe xlii l. ix s. ii d. p. ob. t.

[DE 1480 A 1481.]

Recettes, iiim iiiixx xv l. vii s. x d.

Mises, iiim iiiixx xvii l. xvii s. viii d. p. i d. t.

[DE 1481 A 1482.]

[Les recettes ni les mises ne contiennent aucune somme allouée par les greffiers, ni pour les chaussées. — 20 l. sont reçues des habitants de Villers-Marmyer, Verzy, Verzenai, Rilly et autres villages, avec qui il a été composé pour l'aide de x s. par queue de vin.]

Recettes, iim viie xlviii l. xv s. vi d. p.

Mises, iiim iie lxvii l. i s. x d.

[DE 1482 A 1483.]

Recettes, iim vie iiiixx xviii l. xv s. iii d. p.

Mises, iim iie x l. ii d. p. iiii d. t.

[DE 1483 A 1484.]

Recettes, iim vie iiiixx x l. xviii s. v d. p.

Mises, iim iiiie xlix l. xiiii s. ii d.

DENIERS COMMUNS.

COMPTE PARTICULIER D'UNE TAILLE LEVÉE POUR L'AFFRANCHISSEMENT DES TAILLES.

[Den. patrim., vol. V, no 8.]

[Lettres de l'affranchissement des tailles.] 1485.

« Charles.... A noz amés.... les généraulx des finances, aux esleus sur le fait des aydes à Reims, et à tous esleus et commissaires pour mettre sus, as-

la court de parlement entre ledit procureur, appelant d'une part, et ledit Érart Convent et autres ses consors, eschevins dudit Reims,

Leu, J. Cauchiette, P. de Dijon, et C. Drouet. [Il faut écrire au régent, à M. de Beauvais et au conseil, les maux que font les gens de guerre....]

« XIXe *jour d'octembre*, par T. de Bazoches, présens monseigneur le prévost, J. de Chalon l'aisné, eschevin, G. Hodierne, G. Lescot, J. Cauchon l'aisné, Me J. de Floricourt, H. Caillart, P. Fougnier, J. Braibant, M. Caillart, J. le Breton, J. Cauchiette, J. Moet, H. Colet, M. Fale, C. Caillart, et J. de Raillicourt; Mes G. de Montfaulcon, P. de Montfaulcon, Me P. Waline, Me J. de Floricourt, J. Moet, B. de Saint-Remi, et pluseurs autres jusques au nombre de L à LX personnes, J. Cauchon l'aisné, P. Crochet, J. la Cointtre, J. Tassart, G. Persin, C. Caillaudiau, N. Lermitte, J. de Saulce, P. de Dijon, J. Jacquemin, S. Prévostin, J. Gibour, C. Roquet, J. de Reins, G. Robin, J. Pouilleron et autres. [Il s'agit

seoir et imposer nos tailles et impôts.... salut. Savoir vous faisons que nous considérans et réduisans à mémoire que en l'église et abbaye de monseigneur Saint-Remy assise en nostre ville de Reins, gist et repose la saincte et très-précieuse ampole...., voulans en faveur de ce, et la grant loyaulté de nos bien-amés les manans et habitans de ladicte ville envers nous et nos prédécesseurs...., et que de tout temps et ancienneté, quelques guerres et divisions qui ayent eu cours en nostre royaulme, ils ont préservé et gardé ladicte ville en leur obéyssance, voulans à ceste cause aucunement les soulager des grans et excessives charges qu'ils ont par ci-devant supportées...., tant au moyen des guerres et divisions durant lesquelles leurs héritaiges et les revenus d'iceulx ont esté pillés, les aulcuns brûlés...., aussi des fortifications qu'il leur a convenu faire par cy-devant à l'entour de la ville, où ils ont frayé plus de cent mil francs, que des pilleries et rançonneries qui ont esté fais par aulcuns eulx disans commissaires de nostre feu seigneur et père sur les manans et habitans, et mesmement sur les plus puissans et aisés d'icelle patrie, lesquels au moïen de ce ont esté si très-fort apouris et desnués de bien qu'ils ont esté, et leurs enfans, en grant péril de tumber en mendicité...., et qu'il est notoire que la ville, au moyen de ces choses, et de la mortalité et famine qui ont eu cours en icelle, puis trois ans en çà, a esté très-fort dépopulée, ainsi que nous et les princes de nostre sang avons veu à nostre sacre...., et affin qu'elle se puisse repopuler, et les habitans relever de la povreté où ils sont de présent, à iceulx avons ottroyé et ottroyons, voulons et nous plaist de grâce espéciale par ces présentes, qu'ils et chacun d'eulx soient et demeurent jusqu'à dix ans, commençant le premier jour de janvier prochain venant, francs, quittes et exempts de toutes tailles, emprunts et imposts quelconques, mis et à mettre sus en nostre royaulme, soit pour le fait et entretenement de nos gens de guerre, ou autrement pour quelque cause ou occasion que ce soit, et de ce les avons et chacun d'eulx affranchis.... durant dix années, pourveu toutesvoies que ou lieu du huitième denier qui se liève de par nous en la ville et faubourgs, sur tous les vins et autres breuvages vendus à détail, les habitans de ladicte ville et faubourgs seront tenus nous payer le quatrième denier, qui se levera tant durant les foyres qu'aultrement, lequel quatrième ils seront tenus faire valoir par chacunes desdictes années la somme de II^{m} l. t.; et ou cas que les fermiers dudit quatrième ne pourroient faire monter ladicte somme de II^{m} l. t. chaque année, ils seront tenus nous payer et fournir ce qui en restera. Si vous mandons, et à chacun de vous, que de nostre présente grâce.... fassiez joïr les habitans...., ne souffrir leur estre donné aulcun destourbier....; et dans nos mandemens et commissions pour asseoir nos tailles sur toutes manières de gens, exemps et non exemps, privilégiés ou non, et sans préjudice de leurs previlléges, ne voulons et n'entendons lesdicts habitans ne aulcuns d'eulx estre comprins. Donné du Bois de Vincennes, le Ier juillet M. IIII^{c} IIII^{xx} IV et de nostre règne le premier. Par le roy en son conseil, ouquel les contes de Clermont et de Sainct-Pol, les gens des finances, et pluseurs aultres estoient. »

[Suit l'entérinement des généraux des finances.]

[Lettres royaux en vertu desquelles les élus ont fait asseoir à Reims une taille, pour l'affranchissement des tailles.]

« Charles.... aux esleus sur le fait des aydes ordonnés pour la guerre en la ville et élection de Reims, ou à leurs lieuxtenans, salut. Receu avons humble supplication de nos bien-amés N. Grossaine,

appelez d'autre part, pour raison de ce que ledit procureur disoit et maintenoit que en certaine assemblée qui fut et avoit esté faicte par

de contribuer pour le siége de Moymer.] Les aucuns sont d'oppinion, qu'il seroit expédient premiers communiquer avecques ceulx de Troies et Chaalons.

« XXIe *jour d'octembre*, par T. de Bazoches, présens les gens du conseil, et autres jusques au nombre de LX à IIII^{xx} personnes. [On conférera avec Troies et Chalons.]

« V^{e} *jour de novembre*, par T. de Bazoches.... présens pluseurs des habitans jusques au nombre de VI^{xx} personnes. — A esté délibéré de fère nouvelle assiette de la somme de V^{c} francs pour le siége de Moymer; et sont esleus pour fère ledit impos, J. Caillart, J. Prioulet, C. Roquet, C. le Potier, H. Saget.

« XVe *jour de novembre*, par T. de Bazoches.... présens monseigneur de Saint-Remi et de Saint-Nicaise [deux chanoines deux échevins, 35 personnes parmi lesquelles, B. Frouart, J. le Piocart, P. le Fraisne, J. Pouil-

G. Bourgois, P. Quatresols et S. Popéhan, contenant que depuis naguères lesdicts supplians ont esté commis de par les manans et habitans de nostre ville de Reins, pour venir par devers nous pour obtenir, ou nom desdicts habitans, affranchissement de nos tailles, empruns et imposts mys et à mettre sus en nostre ville de Reins, en ensuivant laquelle charge pour ce à eulx baillié, et pour le prouffit de la ville, ils ont obtenu de nous ou nom desdicts manans et habitans lettres d'affranchissement des tailles, etc... pour lesquelles obtenir, lesdicts supplians ont frayé et porté pluseurs frais, mises et despens, montant à grant somme de deniers, desquels ils n'ont esté restitués ..., et doubtent que de ce faire les manans et habitans..., ou les aulcuns d'eulx, voulissent estre reffusans ou aucunement délayans, qui leur tourneroit à grant préjudice, se par nous ne leur estoit sur ce pourveu de nostre grâce et remède convenable, comme il dient, requérant sur ce nostre provision. Pourquoy nous, ces choses considérées, vous mandons, et pour ce que les supplians dient que de nos lettres d'affranchissement vous est attribuée la congnoissance, commettons par ces présentes, que appelés ceulx qui seront à appeler, s'il vous appert de la charge par ce baillée aux supplians par les habitans, et qu'ils l'aient accomplie, vous, en ce cas, faites ou faites faire exprès commandement, de par nous, aux habitans, que incontinent et sans délay, ils payent aux supplians les frais, mises, despens et salaires raisonnables...., et leur avons donné congié et licence de imposer et asseoir sur eulx telle somme de deniers que verrez estre à faire, pour icelle tourner au paiement desdicts frais.., en contraignant ou faisant contraindre les habitans, et chacun d'eux à contribuer auxdis frais et salaires..., en administrant sur tout, en ce faisant, aux parties raison et justice; car ainsi nous plaist...., pourveu toutesvoies que à ce se soit consenti la plus grant partie des habitans, et que nos deniers n'en soient retardés. Paris, XXV juillet M. IIII^{c} IIII^{xx} XV, et de nostre règne le premier.

« C'est le compte que fait et rend à vous MM. les esleus, de par le roy ordonnés pour la guerre ès ville et élection de Reins, commissaires dudit seigneur en ceste partie, et gens esleus par le conseil des habitans contribuables de la ville de Reins, Jehanne, veuve de feu G. Bourgois, collecteur de la taille mise pour les frais de l'affranchissement des tailles d'icelle ville et faubourgs, de toutes les receptes et mises faictes par ledit G. Bourgois, son marit et elle, pour et à l'occasion desdictes tailles et affranchissement. »

RECEPTE.

« De J. Pussot, collecteur du premier emprunt fait sur les habitans, pour fournir aux premiers frais qu'il convint faire au pourchas dudit affranchissement, VIII l. XVIII s. — De Th. Jacquemin, commis à recevoir un autre emprunt, C LXXVI l. VIII s. VIII d. — Des habitans contribuables, assis et imposés à ladicte taille, comme il appert par le calculement d'icelle, défalcation faicte d'aulcuns qui sont deux fois assis, IIII^{c} XXII l. IX s. II d. — Et est assavoir que ladicte veuve n'a aulcune chose receu des XLVIII l. p. qui furent ordonnées estre baillées à son mari par J. Garnot, receveur des deniers communs, pour ce que ledit Garnot n'en a voulu aucune chose payer. Et pourra-t-on donner assignation d'autelle somme à ceulx à qui il sera deu, pour la prendre sur les receveurs des deniers communs.

MISES.

« A pluseurs habitans qui avoient presté les parties receues par J. Pussot et Th. Jacquemin, C IIII^{xx} l.

l'ordonnance et auctorité de noble homme Anthoine de Hellande, escuier, seigneur de Hertauville(*sic*), varlet tranchant du roy nostre sire,

leron, P. Caillaudiau, C. Legouge, J. Tridelle, M. Coquelet, et plusieurs autres assemblés jusques au nombre de IIIIm personnes. — Si le régent vient, il faut tenir à ce qu'il vienne avec peu de gens; on élira six personnes notables pour aviser comment on le recevra.]

« XVIIIe *novembre*, par T. de Bazoches, présens J. de Chalons l'aisné, G. Lescot, G. Persin, J. Moet, P. de Dijon, B. de Saint-Remy, J. Cauchiette, J. Lescot, M. Coquelet, C. Roquet, et J. Cauchonnet. — A esté ordonné J. Legis, à recevoir la taille de ve livres tournois.

XII s. IV d. p. — A G. Bourgois, pour prests par lui faicts à Paris en pourchassant les lettres d'affranchissement, comme il appert par l'estat de S. Popehan, et par celui pris de G. Bourgois, par vous, MM. les esleus, et pour la moitié du seel dudit affranchissement qui a cousté XIX escus, IIe XLVIII l. V s. p. III d. t. — A S. Popehan, tant pour prest que pour salaire d'un sien serviteur durant XLVII jours à Paris, et par perte sousteune en changeant des florins à escus, pourquoy vous, MM. les esleus, lui avez taxé XXXIII l. VIII s. p. »

[Le reste des mises est au profit des autres députés à Paris, des marchands qui ont fourni vins et serviettes pour présents, des collecteurs des emprunts, pour leur salaire, des répartiteurs de la taille, etc.]

[Les mises montent à 721 l. 7 s. 1 d. p., dont il faut rabattre 67 s. 8 d. de non-valeurs. — Celles-ci proviennent de morts, absence, mendicité. Parmi les absents, la plupart ont été s'établir à Arras.]

« Ce présent compte a esté veu, clos et passé par Ph. de Bezannes, escuier, commis de G. Bachelier, J. Jacquemin, licencié en lois et commis de J. Amys, esleus pour le roy sur le fait des aides pour la guerre, et N. Horis, escuier, aussi esleu sur le fait des aides, commissaires dudit seigneur, en ceste partie, présens et appelés avecques eulx honnorables hommes et sages Mes J. Bourguet, R. Choilly et N. Frizon, tous eschevins de Reins, et J. Foulquart, procureur des habitans séculiers, le XXIII avril M. IIIIe IIIIxx VIII, après Pasques, en la présence de moy, J. Gouvernel, greffier en ladicte élection. »

DENIERS COMMUNS.

XXVIIe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. V, n° 9.]

[Ce compte s'étend du 1er octobre 1489, aux Brandons 1490.]

De 1489 à 1491.

[C'est le quatrième compte de l'exercice de J. Moet, l'un des receveurs des deniers communs qui le rend en son nom seul, aux commissaires ordonnés par le roi, et aux gens députés par le conseil de ville. — En marge, le greffier des examinateurs du compte a écrit]:

« Présenté a nous Ph. de Bezannes, lieutenant, à Reins, de M. le B. de Vermandois, commissaire en ceste partie, et à J. Cauchon, substitut du procureur du roy oudit baillage, et examiné ès presences des delégués de par les habitans, le XXI juillet M. Ve III. »

[La recette de l'aide de 2 s. pour queue en gros, est de 310 l. p. par an, pour la ville; de 12 l. 6 s. pour les villages exercés par les fermiers, et de 88 l. 12 s. pour les villages qui ont pris la ferme à composition. — Les marchandises du sel, et un aide de 3 s. par minot, octroyé par le roi, produisent 1,205 l. 16 s.

[Les mises se distribuent: pour œuvres de maçonnerie; achats d'artillerie; présens; voyages; procès; gages d'officiers; cens; loyers.]

[Le receveur lui, Moet, fait toutes les recettes et mises, rend le compte, et touche 40 l. p. de gages et salaire. Le receveur du clergé, commis avec Moet, touche 8 l. de gages.]

[Il y a un Me des œuvres commis par le clergé, deux Mes des œuvres commis par la ville. — Il n'y a rien de changé pour les autres officiers.]

« Ce présent compte, autreffois présenté pour rendre, par J. Moet, remis à Ph. de Bezannes...., et par lui commenté et examiné, a esté veu, oy et clos et conclud par nous, R. Doulcet, escuier...., lieutenant général de monseigneur le B. de Vermandois, commissaire du roy, en ceste partie, présens et appelés avec nous honnorable homme et saige Me Adam le Cirier, escuier...., procureur général on baillage Vermandois; et nobles.... et saiges Me J. Bourguet, bailly de Reims, qui est comparu auxdits comptes pour monseigneur le cardinal arcevesque....; J. Pioche, procureur du chappitre....,

cappitaine de Reims et du païs d'environ, le mercredi après le jour des Brandons derrenièrement passé, en laquelle assemblée avoient

« XXI *novembre*, par T. de Bazoches, présens monseigneur le prévost [quatre échevins, A. Dorigny, et 17 autres personnes dont les noms figurent habituellement. — Mesures à prendre pour l'arrivée du régent et de la régente.] .

« XX° *jour de décembre*, par T. de Bazoches, présens [les abbés de Saint-Remi et de Saint-Denis, le prévot et un chanoine, pour icelluy chappitre; P. Boulet, procureur de la ville de Reins, des églises et abbayes de Saint-Remy et Saint-Nicaise; J. Fillette, escuier...., seigneur de Ludes, lieutenant de M. le cappitaine de Reins, B. Moet, Robert de Paris, P. Vaurouart, O. Noel, Th. Jacquemin, eschevins, M° H. Cauchon, M° B. Cauchon, pour les nobles; M° P. Grossaine, G. de Lospital, H. Beguin, habitans et commis par le conseil à estre présens à l'audition des comptes; par lequel compte a esté trouvé monter la recepte à M. II° V l. XVI s. p., et les mises, M. IIII° VIII l. X s. V d. p., et est deu au receveur, II° II l. XIV s. V d., et partant a esté conclud ledit compte avec ledit receveur, sauf erreur. .. En tesmoing de ce, nous avons signé et fait signer ce présent compte par les dessusdits et J. *Passot*, greffier du conseil de la ville, le XXX octobre M. V° VI.

« Doulcet; Fillette; Le Cirier; Boulet; Pioche; Moet. »

[Les comptes rendus, on paye à R. Doulcet 24 l. p. pour son salaire d'avoir vaqué 12 jours à voir examiner et clore ces comptes. Pour les dépends fait par Doulcet, le Cirier, leurs serviteurs, chevaux, et par les habitans de la ville, en examinant ces comptes durant 12 jours, 24 l. 16 s.; au greffier du conseil pour son salaire d'avoir vaqué plus de 2 mois à l'audition de ces comptes, avec les auditeurs d'iceulx, 8 l.; aux sergens pour avoir été appeler et avertir les auditeurs, 2 l. p.]

DENIERS COMMUNS.

XXVIII° COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. V, n° 10.]

1491. [Ce compte qui s'étend des Brandons 1490, (v.s.) jusqu'au 1er octobre 1491, est rendu par J. Moet, l'un des receveurs des deniers communs], « aux commissaires ordonnés par le roi, et gens par eux

quatre échevins], M° Pierre Chardon, G. Lescot, J. Cauchon l'aisné, et plusieurs autres esleus au conseil, et autres au nombre de LX personnes.

« Eslections des gens du conseil, faicte le XXVIII° jour de décembre l'an mil CCCC XXV. Jesson de Chalons, J. Caillart [eschevins], M° P. Chardon, M° J. Cabert, M° G. de Montfaulcon, M° Hue la Barbe, J. Moet, J. Cauchon le pris et appelés, et commis et députés de par le conseil de ville. »

En marge : « Le présent compte a esté présenté à nous, Ph. de Bezannes...., lieutenant à Reims du bailli de Vermandois, commissaire en ceste partie, et J. Cauchon, substitut du procureur du roi au mesme baillage, lequel compte a esté veu et visité en présence des délégués à ce par les habitans, et de P. Boulet, procureur des habitans, fait le XXVI juillet M. D III; et a, J. Moet, receveur, fait le serment en tel cas accoustumé; et depuis, c'est assavoir le XV juillet M. D X, pour ce que lesdicts comptes n'avoient esté clos, ont de rechef esté présentés au bureau par-devant nous, J. Leverrier...., lieutenant général du bailli de Vermandois, et auditeurs ci-après nommés, par N. Grossaine, procureur, et damoiselle J. Martin, veuve de J. Moet. »

[A la fin de ce compte, ne se trouve cependant aucune clôture.]

DENIERS COMMUNS.

XXIX° COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. V, n° 11.]

[Ce compte s'étend du 1er octobre 1491 aux Brandons de l'an 1492.] De 1491 à 1492.

[*J.* Moet rend compte aux commissaires royaux et gens par eux pris et élus, commis et députés de par le conseil de ville.]

En marge : « Ce compte a esté présenté à nous, Ph. de Bezannes...., par J. Moet, et icelui vu et examiné, présent M° J. Cauchon, substitut.... au baillage, et les délégués à ce par les habitans, le II août M. D III. »

[Aux mises extraordinaires : 720 l. à l'archevêque, tant pour les pierres prises à ses châteaux de Mars et de Neuville, que pour la portion du travers d'Aisne, qui devait être employée à la réparation du château de Mars, par traité fait entre lui et les

esté évoquez et appellez plusieurs bourgois, manans et habitans de ladicte ville de Reims jusques au nombre de six à sept vins personnes

josne, G. de Condé, B. de Saint-Remi, J. Fournel, J. de Chaumont, C. Roquet, P. Crochet, G. Colet, G. Dominique, H. Colet.

« *Du mardi 1er jour de janvier de l'an mil* CCCCXXV (v. s.), par T. de Bazoches, lieutenant, et présens messire P. Bongarson, chanoine, Damp Nicole Josselin prévost de la Montaigne, religieux de Saint-Remi, Me P. Chardon, C. Roquet, Me H. Labarbe, J. de Chaumont, J. Moet, Me G. de Montfaulcon, P. Crochet, G. Dominique, esleuz au conseil, G. Lescot, P. de Dijon, et J. Lescot.

[M. de Chatillon demande des pionniers pour l'ost au siége de Moymer, et aussi des gros canons. — On lui enverra la bombarde par eau; pour les pioniers, on assemblera grande quantité de gens notables aujourd'hui à Vèpres.]

« *Mesme jour* heure de Vespres.

habitants, lequel traité a passé en force de chose jugée, et a été autorisé en cour de parlement.]

[La plus grande partie de ce chapitre est allouée en frais pour le procès contre les monnayers, qui, l'année précédente, s'étaient refusés à contribuer à l'emprunt de IIIm l. fait par le roi. — Ce compte n'est pas clos, non plus que le précédent.]

DENIERS COMMUNS.

XXXe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. V, no 12.]

1493 et 1494. [Semblable en tout aux comptes précédents.]

DENIERS COMMUNS.

XXXIe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. V, no 13.]

1494 et 1495. [Lettres des habitants aux généraux des finances, et de ceux-ci aux habitants, qui taxent le sel à 43 l. t. le muid pour le prix de marchand.]

[Lettres du roi du 31 mai 1493, contenant prorogation pour huit ans de l'octroi de 2 s. p. sur queue de vin vendue en gros, dans la ville et les villages, dans un rayon de quatre lieues, — et de 3 s. p. sur chaque minot de sel.]

DENIERS COMMUNS.

XXXIIe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Anciens octrois, no 1.]

1508. *En marge* : « Présenté au bureau à nous, J. Levoirier..., lieutenant général du bailli de Vermandois, commissaire, le XVI juillet M. Vc X, par J. Colin, recevenr; icelui vu, oui, examiné en présence de honorables hommes Adam le Cirier, procureur du roi; J. Bourguet, bailli de Reims; P. de Bezannes, lieutenant du bailli de Vermandois; J. Fillette, lieutenant du capitaine; J. Noel, eslu; B. Moet, grennetier; Robert de Paris, eschevin; P. Boulet, procureur des habitans, de Saint-Remy, et Saint-Nicaise; J. Pioche, procureur du chapitre; et a le receveur fait serment en la manière accoustumée. »

[La recette occupe quatre chapitres.]

« 1o. Deniers du droit perçu sur le sel vendu au grenier du roi;

« 2o. Deniers de l'aide de II s. p. sur chaque queue de vin vendue en gros, dans la ville et les villages à quatre lieues;

« 3o. Deniers du bon et profit de la ferme du quatriesme des vins en détail;

« 4o. Loyers de maisons.

« Total de la recette, M IIc XXXVII l. II d. t. »

[La dépense est répartie en six chapitres.]

« 1o. Mises pour les ouvrages et réparations aux fortifications;

« 2o. Mises pour ouvrages de ferronnerie, charpenterie, couverture, corderie;

« 3o. Mises pour les frais de procès;

« 4o. Mises pour les dons gratuits;

« 5o. Mises pour gages des officiers;

« 6o. Mises pour voyages et taxations. »

[Aux gages des officiers se trouvent toujours ceux des deux juges commissaires sur les aides de la ville; — un maître des ouvrages commis par le clergé, et deux par les habitants; — un receveur des deniers, commis par le clergé, touchant X l. t. de gages; celui des habitants touchant L l. t.]

Total des mises, IIm IIIc V l. XVII s. IV d. t.

DENIERS COMMUNS.

XXXIIIe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Anc. octrois, no 2.]

[Ce compte, qui s'étend du 1er octobre 1512 au 1512 et 1513.
15 février suivant, est fort mal dressé, et ne contient que deux feuilles; il est clos cependant ainsi qu'il suit :]

notables, on chapitre de l'église de Reims, et en icelle avoient esté nommez et esleuz plusieurs officiers de ladicte ville de Reims, ainsi et

[On prendra sur les aides de la ville l'argent pour payer les pionniers. — Les quarteniers chargeront les connétables de prendre deux pionniers dans chaque connétablie.]

« II *janvier*, par le lieutenant et présens pluseurs des habitants jusques au nombre de VIc personnes.

[On prendra C ou CXX pionniers sur les connétablies, la forte portant la faible; à quatre quarteniers s'adjoindront IV notables, pour aviser comment on prendra le salaire des pionniers, et combien ils gagneront par jour ou par semaine.]

« *Dudit jour*, à ladite heure, par le lieutenant... présens messeigneurs de Saint-Remi, Saint-Nicaise, Saint-Denys, Me P. le Sauvage, Me J. Chehery, chanoines, J. de Chalon, J. Caillart eschevins, Me P. Chardon, J. Lescot, H. Colet, C. Roquet, J. de Chau-

« Ce présent compte, et ceulx des deux années précédentes, ont esté vus, ouis, calculés, et diligemment clos par nous, J. Levoirier, lieutenant général du bailli de Vermandois, commissaire du roi en ceste partie, en présence de Me Adam le Cirier, procureur du roi au mesme baillage, présent J. Colin, receveur....; J. Fillette, lieutenant....; G. Moët, son commis audit office; B. Moët, grenetier; J. Noel, eslu; Robert de Paris; J. Vieillart, maistres des ouvrages de la ville; [six députés par les habitans; J. Pioche, leur procureur; J. Pussot, greffier du conseil.] — XII mai M. D XIV. »

DENIERS COMMUNS.

XXXIVe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. VI, no 4.]

1513 et 1514. [Il y a un chapitre de plus aux recettes, celui des emprunts faits par la ville. L'archevêque prête Vc l.; le chapitre Vc, etc., etc....]

[Aux mises pour frais de procès, se trouvent celles du procès de Chevalier, qui voulait se faire instituer receveur, par autorité royale. — En marge, les sommes sont allouées provisoirement par les auditeurs, et si le lieutenant du B. de Vermandois, dans son jugement, en condamne l'emploi, alors elles resteront à la charge du receveur, sauf son recours contre les membres du conseil, qui en ont ordonné le mandement.]

[Ce compte, qui est le premier de Gibrien Pioche, est très-bien dressé. Presque toutes les mises sont employées aux fortifications, et minutieusement detaillées.]

[Elles se montent à IIIIm IXc XLV l. XV s. t.]

[La recette se monte à Vm XLV l. XV s. t.]

[Ce compte est clos comme le précédent, et à la même date.]

DENIERS COMMUNS.

XXXVe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Anc. octrois, no 3.]

« Ce présent compte a esté mis sur le bureau et 1514 et 1515.
présenté à nous, J. Levoirier...., présens Me Adam le Cirier...., Me J. Fillette, lieutenant du capitaine; P. Boulet, procureur de monseigneur de Saint-Remi et de Saint-Nicaise; T. Cauchon, N. Goujon, eschevins; G. Levergeur, eslu commis par le conseil, J. Pioche, procureur de la ville, G. Pioche aussi commis; J. Pussot, greffier du conseil, et autres...., par P. Coquillart, receveur...., le II juin M Vc XVI. »

[Le chapitre des recettes du grenier à sel se compose de 3 s. 9 d. t., à prendre sur chaque minot de sel gabellé qui se vend, et de 2 s 1 d. t. pour le droit de marchand.]

[Un nouveau chapitre est ouvert pour un nouvel octroi de 2 s. t. sur chaque minot de sel gabellé, vendu à Château-Porcien et Cormicy. Cet octroi commence le 15 juillet 1514.]

[Le compte est très-volumineux.]

[La recette totale est de IIIIm IIIc LXXVII l. IX s. IV d. ob. t.]

[La mise totale est de IIIm IXc XIV l. I d. ob. pite t.]

[A la clôture est présent, outre les susmentionnés, R. Grand-Raoul, écolâtre et chanoine.—Ce compte n'est pas achevé de ouir, par suite de l'opposition de N. Dervilliers, soi-disant contrôleur des deniers communs. 16 juin 1516.]

DENIERS COMMUNS.

Ier COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Anc. octr., no 4.]

[A dater de cette année, deux comptes séparés 1515 et 1516.

par la manière que le portent les statuts et ordonnances de ladicte ville de Reims, et entre les autres avoit ledit Nicolas l'Ermite esté esleu et nommé

ment, J. Fournel, J. Moet, Mᵉ H. la Barbe, G. Dominique, G. de Condé, B. de Saint-Remi, P. Crochet, J. Cauchon le Josne, Mᵉ J. de Floricourt, et pluseurs autres gens assemblés.

[A été délibéré derechef de prendre l'argent pour c pionniers sur les deniers communs. Chaque pionnier aura III s. p par jour. On écrira à Mᵍʳ de Salisbury de ne pas croire les rapports contre la ville, sans l'avoir entendue.—Il demande 1,200 fr. à la ville et au diocèse pour le siége de Moymer; sur ce on assemblera grand nombre de notables.]

« VIIᵉ *jour de janvier*, par T. de Bazoches, lieutenant, présens messeigneurs de Saint-Remi, de Saint-Denis, Mᵉ P. Charlet, Mᵉ P. d'Erpy, chanoines, J. Caillart, J. de Chalon l'aisné, T. de Berru, Mᵉ P. Leroy, G. Linage, J. Noël eschevins, Mᵉ P. Char-

sont établis en vertu d'une conclusion du conseil; l'un, qui est intitulé : *Compte des deniers (communs) patrimoniaux*, n'est relatif qu'à la perception et à l'emploi du bout du IVᵉ du vin en détail et du loyer des maisons, fossés, etc., etc. de la ville; attendu, dit la conclusion, que ces deniers ne touchent en rien les octrois du roi. Ce compte est celui que nous analysons ici; l'autre, dont il sera question à l'article suivant, est intitulé : *Compte des deniers communs (d'octrois)*, et contient les recettes : 1°. des II s. pour queue en gros dans la ville et banlieue; 2°. des deniers sur le grenier de Reims; 3°. des deniers sur les greniers de Cormicy et Château-Porcien.—Dans ce dernier compte, les recettes du IVᵉ et des loyers sont mentionnées comme *memento*, et en marge, en face, le lieutenant général de Vermandois a écrit, qu'il ne clora le compte, qu'autant que celui du IVᵉ et des loyers se rendra aussi par-devant lui.]

[Dans le premier compte (celui des deniers communs patrimoniaux.), le receveur avait mis] : « Compte que rend à vous, MM. les habitans de Reims.... » [Ces mots sont effacés par le greffier royal qui a mis] : « A vous MM. les lieutenant général et procureur du roi en Vermandois... » [Et en marge] : « Présenté le XXIII avril M. Vᶜ XVIII, à nous, J. le Voirier..., commissaire en ceste partie, présens Mᵉ A. le Cirier..., N. Goujon, N. Vieillard, eschevins; G. Florignier, marchand; J. Pioche, procureur des habitans, et J. Pussot, greffier du conseil. » [Aux recettes du 4°. — 1,600 l. p. pour le roi; 400 l. pour les habitants.]

[Aux mises : 8 l. t. de surcens pour la Maison de Ville, payées à un prêtre, chapelain de N.-D.]

[57 s. 6 d. t. pour la cote des héritages appartenant a la ville dans les frais du sacre — 11 s. 10 d. t. au prévôt de Reims pour le cens de la grange de ville. — Une demi-tonne de harengs aux Cordeliers; demi-tonne aux Cordelières — 35 s. t. à un messager que l'on a envoyé en poste à Paris pour tâcher de s'exempter du logement de gens de guerre. — Aux barbiers qui ont saigné les pestiférés... 48 l. t. — 5 l. t. au prédicateur du carême. — 4 l. t. pour informations faites contre les excès des gens d'armes aux environs de Reims. — 45 l. t. pour un voyage à Paris afin d'avoir un rabais sur les 3,000 l. t. demandées par le roi. — 70 s. t. de pension au procureur de la ville en parlement. — Vin présenté à divers seigneurs, 21 l. — 280 l. pour des flacons d'argent. — 125 l. qui ont été rejetées du compte qui va suivre, attendu qu'elles ont été dépensées pour obtenir du roi prolongation du quatrième des vins.]

[Total de la recette, IIIIᶜ LXXXI l. VII s. VI d. t.]

[Mise, VIIᶜ LXXIII l. IV s. X d. t.]

DENIERS COMMUNS.

Iᵉʳ COMPTE DES OCTROIS.

[Fortific., vol. I, nᵒ 1.]

« C'est le compte que fait et rend à vous, messei- 1515 et 1516.
gneurs les commissaires ordonnés de par le roy...., et gens commis et délegués de par le conseil de la ville de Reims, P. Coquillart, l'un des receveurs des deniers communs d'icelle...., de toutes les receptes mises et entremises des deniers communs ottroyés aux habitants pour les réparations des fortifications et emparements d'icelle ville, pour ung an commençant le mercredi XXVIII février M. Vᶜ XIV (v. s.), et fenissant à pareil jour le mercredi aprés les Brandons ... sous les protestations en tels cas accoustumées.... »

En marge : « Ce présent compte a esté présenté et mis au bureau par-devant nous, J. le Voirrier, licencié ès loix.... lieutenant-général du B. de Vermandois, présens honorables hommes maistre P. de

pour procureur desdis habitans, comme aiant eu les voix de la plus grant et seinne partie d'iceulx habitans illecques présens; après laquelle

don, Me J. Cabert, Me G. de Montfaulcon, Me A. d'Origny, G. de Condé, B. de Saint-Remy, J. Barbette, C. de la Place, J. Cauchiette, J. Oudard l'aisné, G. de Saint-Leu, C. Roquet, J. Fournel, J. Cauchon le josne, Me H. la Barbe, J. Brunel, J. Leblanc, G. Persin, J. le Voirrier, J. le Boutillier, J. de Chaumont, G. Dominique. [Il s'agit de la demande de Salysbury; on assemblera le lendemain, gens notables en grand nombre.]

« *Mardi* VIIIe *jour de janvier*, par T. de Bazoches, lieutenant, et présens pluseurs des esleus au conseil, et autres gens notables, c'est assavoir connestables et portiers, jusques au nombre de IIc personnes.

Thuisi.... licencié ès loix, lieutenant général de monsieur le bailli de Vitry, à ce commis par haut et puissant seigneur J. d'Albret, comte de Dreux et de Rethel.... lieutenant général du roy en ses pays de Champagne, maistre Adam le Cirier, procureur du roi au bailliage de Vermandois, Th. Cauchon, escuyer, capitaine de Reims, J. Pioche, procureur de ladicte ville, N. Darvilliers, contrerolleur des deniers communs de la ville, Nicolas Goujon, eschevin et autres soubscrits.... le XIX avril M. Vc XVIII. »

[Les mises se distribuent en neuf chapitres :]

[1°. Charpentiers, scieurs de long bois;]

[2°. Maçons;]

[3°. Manœuvres;]

[4°. Bois, terres, etc.]

[5°. Pierre et salpêtre, chaux, craye;]

[6°. Serrures, ferrailles;]

[7°. Remboursements de deniers prêtés par l'archevêque, par G. Moet, etc.]

[8°. Mises extraordinaires. C'est de ce chapitre que sont rejetées les 115 l. plus haut mentionnées. Les gens du roi veulent aussi rejeter sur les deniers du quatrième, les sommes allouées à ceux qui font les logis, mais le procureur soutient qu'il y a ordonnance du roi qui autorise à les allouer sur les deniers d'octroi;]

[9°. Gages d'officiers.]

[Le total des recettes est de IIm VIIc XXXVI l. XV s. VIII d. t.]

[Mises, IIm IIc LXXI l. XV s. III d. t.]

DENIERS COMMUNS.

IIe COMPTE DES OCTROIS.

[Fortific., vol. I, n° 2.]

1516 et 1517 [Un chapitre nouveau est consacré aux VIm l. t. données par le roi aux habitants, à prendre pendant six ans, M l. par an, sur les receveurs des tailles. Au chapitre des emprunts, les coutres et paroissiens de Saint-Pierre prêtent IIIc l. t. Ceux de Saint-Jacques, C l.]

[Aux mises, 65 s. t. au greffier, pour avoir écrit et signé les quittances sur les mandements des maîtres des ouvrages et de l'artillerie, au lieu du papier que l'on avait coutume de faire.]

[46 l. t. données par composition, au lieu de 6 d. par liv., à N. Dervilliers, créé contrôleur des deniers communs par lettres royaux datées de Pavie, le 3 octobre 1515. Il a été institué par J. le Voirier, lieutenant général de Vermandois.]

[Total, des recettes Vm IIIc LXXII l. XII s. V d.]

[Total des mises, Vm XXV l. XIX s. VI d. t.]

[Ce compte est clos en l'absence des officiers de l'archevêché, et de Saint-Remi, suffisamment appelés.]

DENIERS COMMUNS.

IIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Anc. octrois, n° 5.]

« C'est le compte que rend à vous, monseigneur 1517 et 1518.
le lieutenant général et procureur du roi au bailliage de Vermandois, et gens délégués par les habitans.... P. Coquillart, receveur des deniers communs, de toutes les recettes et mises par lui faites des deniers appartenant aux habitants contribuables.... »

[Ce compte ressemble en tout à celui de 1515 et 1516; aux recettes, figurent le quatrième des vins, les loyers, etc. Aux mises: 229 l. 14 s. t. à Th. Grossaine et Gibrien Pioche, pour les parties payées par eux et le receveur, pour les préparations des Mystères de la Passion, que l'on espérait jouer à la Pentecôte, ce qui ne s'est pu faire, à cause de la grande fortune des blés et vignes gelés.... Les auditeurs mettent en marge]:

« *Transeat*, pour ceste fois, après qu'il est apparu de la conclusion de la ville faite par gens de tous estats, et que les angelets, pourtraitures, et autres choses

eslection faicte, lesdis habitans séculiers le avoient fait et constitué procureur desdis habitans, et de ce avoient passé le créant et obligacion

[On renvoie l'affaire des 1,200 fr. au conseil ordinaire. — Sur ce point on s'en rapporte à MM. du conseil, et à ce qu'ils en feront, pour un mois.—On demande expressement que la forteresse soit démolie.] (*En note :*) Il sera ainsy.

« xix *janvier*, par T. de Bazoches, présens J. de Chalon, J. Caillart eschevins.— Me P. Chardon, Me J. Cabert, Me H. la Barbe, Me G. de Montfaulcon, J. Cauchon le josne, G. de Condé, B. de Saint-Remi, G. Dominique, J. de Chaumont, J. Moet, P. Crochet, C. Roquet, J. Fournel, H. Colet.

[Malgré la pauvreté des habitants, de crainte de tomber en l'indignation des commissaires du roi, on contribuera encore de 1,200 fr. pour un mois aux frais de Moymer,

servant audit Mystère, sont en réserve dans l'hôtel-de-ville, à la charge touttefois que si Grossaine et consorts jouent les Mystères, ils rembourseront la ville des premiers deniers de la recepte. »

[Si le Mystère n'est pas joué d'ici à dix ans, Grossaine pourra vendre les Mystères déposés à l'hôtel-de-ville, et remboursera le receveur. — Défense aux receveurs à venir, de donner des deniers communs pour telle ou semblable affaire.]

[Les deniers alloues à ceux qui font les logis sont portés ici. Il en est de même des deniers pour ceux qui font inventaire des grains.]

[Frais de procès contre les fermiers de vicomté]

Recepte, v^{c} xv l. xviii s. vi d. t.

Mise, vii^{c} iiii^{xx} vii l. iii s. x d. ob.

[Ce compte est clos par P. de Besannes, lieutenant à Reims, du bailli de Vermandois, en présence de maîtres A. le Cirier, procureur du roi, J. Pioche, procureur de la ville et du chapitre, P. Boulet, procureur de l'archevêché, le receveur, le greffier de la ville. — 20 mai 1519.]

DENIERS COMMUNS.

IIIe COMPTE DES OCTROIS.

[Fortific., vol. I, n° 3.]

1517 et 1518. [Ce compte est présenté le 17 mai 1519 à J. le Voirier, clos, en présence de A. le Cirier, de H. Grossaine, bailli de Reims, du lieutenant du capitaine, du procureur de la ville, du contrôleur des deniers communs, de G. Florignier marchand, du greffier de la ville. — En octobre ce compte n'avait pu se clore, à cause de l'absence du lieutenant général du bailli de Vitry, délégué du gouverneur. — Il paraît qu'on s'est passé de lui cette fois.]

Recepte, iii^{m} xxviii l. vi s. i d. t.

Mises, m vii^{c} iiii^{xx} xii l. viii d.

[Aux mises pour gages, 100 s. t. à A. Doriguy, commis, ordonné et élu en septembre 1517, l'un des juges sur le fait des aides, parce que les deux autres juges se trouvaient chanoines, et que l'un avait été obligé de se démettre. A. Doriguy est institué par J. le Voirier.]

DENIERS COMMUNS.

CONTRÔLE DU COMPTE PRÉCÉDENT.

[Fortific., vol. I, n° 4.]

« Contrerolle fait par moi N. Dervilliers, contre- 1517 et 1518.
rolleur des deniers communs, de tous les payemens, et de ce qui a esté fait en ladicte ville, touchant les deniers communs employés ès réparations, fortifications, artillerie, gages d'officiers, et choses extraordinaires y advenues, du iv mars m. v^{c} xvi au (*sic*) mars m. v^{c} xvii. »

[C'est mot pour mot la répétition de toutes les mises contenues au compte précédent.]

DENIERS COMMUNS.

COMPTE PARTIEL DES RÉQUISITIONS DE FOURRAGE.

[Den. patrim., vol. VI, n° 2.]

« C'est le compte que rendent P. Michelet et 1517.
N. Garnot, demourans à Reins, [commis par les habitants à la charge de faire munition de foin, paille et avoine pour les gens de guerre de la compagnie de monsieur de Lorraine, estant en garnison à Reims,] de l'argent reçu par eux de P. Cocquillart, receveur des deniers communs, pour employer aux fourrages pris à Reins, à chacun en particulier, pour ce que les villages des environs eslus pour amener lesdits fourrages, n'ont pu fournir à ceste affaire, attendu la stérilité du pays. — Lesquels commis ont vaqué du xxvii février m. v^{c} xvi au xx juin m. v^{c} xvii. C'est assavoir qu'en ce compte les commissaires ne font ni mise ni recette des fourrages par eux reçus

en la main et par devant Baude du Molinet, et Henry le Hurteleu, eschevins dudit Reims, lequel procureur depuis s'estoit traict par

mais ceux qui porteront la réponse signifieront formellement que la ville ne veut pas lever les deniers, et que les commissaires en chargent qui il leur plaira.]

« *Dudit jour*, présens les devantdis, messeigneurs de Saint-Remy, de Saint-Nicaise, de Saint-Denis, Me P. d'Ulmont, Me P. d'Erpy chanoines. [Une nouvelle conclusion est prise semblable à la précédente.]

« XV *janvier*, par T. de Bazoches, et présens monseigneur le prévost, Me J. de Chehery chanoine, J. Caillard, Jesson de Chalon, G. Linage, J. Gibour, J. de Chalon l'aisné, J. Fournier, J. de Chalon l'aisné (*sic*), Me P. Leroy eschevins, Me P. de Montfaulcon, Me G. de Montfaulcon, Me H. la Barbe, G. de Condé, J. Lescot, J. de Chaumont, J. Moet, J. Cauchon le josne, J. Fournel, C. Roquet, T. de Dijon, et autres jusques au nombre de L personnes....

des villages eslus à fournir ladite munition, ni aussi de la distribution par eux faite par le menu auxdits gens de guerre, mais seulement ce qui dessus est dit, avec la perte qu'il y a peu avoir sur chacun muid d'avoine, et sur chaque brassée de foin par eux achetée aux habitans de Reims, à cause que le taux mis auxdits fourrages par le capitaine de la ville, et le commissaire des gens d'armes, n'a point esté mis si haut en argent que lesdits fourrages ont cousté. »

[Reçu des deniers communs, 150 l. t. en trois fois.]

[1°. Perte sur l'avoine : deux muids d'avoine achetés a la veuve de J. Moet, 8 l. t. chaque muid, et 1 s. 6 d. pour amener chacun, 16 l. 3 s. t. — Et n'ont reçu les commis pour le taux fait par messieurs de la ville, et le capitaine des gens d'armes, que 9 l. 12 s. t.—Donc il y a eu perte de 6 l. 11 s. t. Ainsi d'autres pertes, etc.]

[2°. Perte sur le foin. Payé pour quatre brassées de foin, frais de brasséage, portage, liens, 12 l. 12 s. t.]

[Nota. Chaque brassée fournit soixante-seize bottes, de 10 l. pesant chaque botte.]

[Les trois cent quatre bottes n'ont été vendues que 7 l. 12 s. t. — Donc il y a eu perte de 5 l. t., etc., etc.]

[3°. Perte sur la paille de froment et de seigle, etc., etc.]

« Ci-après suivent les noms des gens d'armes de la compagnie, desquels les commis n'ont rien reçu, pour ce qu'aucun s'en sont allés sans payer, que d'autres ont envoyé leurs chevaux avant la montre, à laquelle ils ne sont pas venus, et qu'a d'autres la ville a fait présent de leur despense.... »

[Donné pour gages aux deux commis, 20 l. t.]

[Total des mises, CXXXVII l. VI s. t.]

[Ce compte, qui, d'ailleurs, ne doit fournir qu'un des articles du compte général des deniers d'octroi, est vérifié et clos par cinq conseillers délégués le 28 mars 1518 (v. s.)]

DENIERS COMMUNS

IVe COMPTE DES OCTROIS.

[Fortific., vol. I, no 5.]

[Ce n'est pas le compte primitif, mais seulement 1519 et 1520.
le contrôle de N. Dervilliers.]

DENIERS COMMUNS.

Ve, VIe et VIIe COMPTES DES OCTROIS.

[Den. patrim., vol. VI, nos 3, 4, 5.]

[Ce sont encore trois contrôles de Dervilliers, De 1521 à
s'étendant le 1er, du 1er octobre 1521 au 30 sep- 1525.
tembre 1522.—Le 2e, du 1er octobre 1522 au 30 septembre suivant. — Le 3e, du 1er octobre 1524 au 30 septembre 1525.]

DENIERS COMMUNS.

COMPTES PARTIELS DES FORTIFICATIONS.

[Fortific., vol. I, nos 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14.]

[Ces comptes se composent de neuf quaternes De 1521 à
servant de manuels journaliers des dépenses faites 1524.
pour certaines constructions importantes relatives aux fortifications, par le receveur des deniers communs. Ces manuels sont destinés à établir et à vérifier le chapitre des mises des deniers communs d'octrois intitulé : Mises pour manœuvres, maçons, etc.]

[1°. Du 4 mai 1521, au 30 septembre 1521, pour la tour près la porte à Vesle, par ordre du gouverneur; chaque jour les sommes sont payées sur l'affirmation par serment des ouvriers employés, et la signature des deux maîtres des ouvrages, du contrôleur des deniers et du greffier. Les maîtres des ouvrages sont payés au jour, pour surveiller les ouvriers.]

[2°. Du 1er octobre au 20 novembre 1521. Réparations a la tour Chanteraine.]

[3°. Du 1er octobre au 20 novembre 1521, répa-

devers lesdis eschevins, requérant avoir sa procuracion scellée, comme accoustumé estoit, dont aucuns d'eulx avoient esté refusans, du moins

« XIX *janvier*, par T. de Bazoches, présens messeigneurs de Saint-Remi, de Saint-Nicaise, Mᵉ P. le Sauvage, Mᵉ P. d'Erpy, les gens du conseil et autres notables jusques au nombre de LX personnes. [Affaire de Moymer. -- Les envoyés de la ville reçoivent pour réponse que, le fort pris, on fera tant que la ville sera satisfaite. G de Chatillon jure et promet que si, après l'avoir pris, on ne le démolit pas, il ne servira jamais le roi ni les Anglais.]

« XXIVᵉ *jour de janvier*, par T. de Bazoches, lieutenant, presens messeigneurs de Saint-Remi, de Saint-Nicaise, le prieur de Saint-Denis, le trésorier de Saint-Denis, J. de Chalon l'aisné, Jesson de Chalon, J. Jacquemin, B. le Boutillier, G. Linage, J. Caillart, J. Gibour, Mᵉ P. Leroy, J. Four-

rations à la porte Saint-Nicaise, par ordre de monseigneur d'Alençon, lieutenant général du roi, du maréchal de Châtillon, et du sieur de Suzannes, maître de l'artillerie.]

[4°. Du 25 août au 26 septembre 1521, réparations à la tour prés Saint-Nicaise.]

[5°. Du 5 avril au 9 mars 1521, réparations aux murs derrière le cimetiere de Saint-Pierre-le-Vieil.]

[6°. Du 9 mars au 15 août 1521, réparations aux remparts derrière Saint-Hilaire, etc.]

[7°. Du 6 octobre 1522 au 21 septembre 1523, réparations à la tour de Vesle.]

[8°. Du 5 septembre au 25 septembre 1523, pour caver, épuiser, nettoyer le guet de porte à Vesle.]

[9°. Du 17 avril au 2 octobre 1524, pour une voulsure devant la tour Chanteraine, du côté de la ville.]

[Ces neuf comptes ne contiennent que des mises. Ils sont tous détaillés et affirmés jour par jour, comme nous l'avons indiqué pour le premier, etc.]

DENIERS COMMUNS.

COMPTE D'UNE TAILLE OU TAXE EMPLOYÉE AUX FORTIFICATIONS.

[Fortific., vol. I, n° 15.]

1524. « C'est le compte que rend G. Le Florignier, receveur des deniers communs, commis par le conseil de ville à recevoir, par les mains des connestables, les deniers ordonnés estre levés sur les habitans de tous estats, et sur le clergé de la ville : à savoir sur chacun ménager faisant porte et garde, X d. t. ; sur chacun faisant guet de nuit sur la muraille, V d. t., et sur le clergé, selon la taxe et ancienne coustume, qui est du cent, vingt-huit, que doit ledit clergé, quand besoin est lever deniers sur les habitans pour les fortifications et emparemens d'icelle ville, néanmoins que pour ceste fois n'a esté levé sur icelui clergé, que les deux tiers de la quote en quoi il a esté assis, par raison que par chacune semaine ne se levoit sur iceux habitans que environ XLVIII l. t., et par ce ne sont que les deux tiers de LXXII; iceux dessus deniers, pour employer à l'endossement de la grosse muraille par dedans la ville, décombrer les fossés, terrasser les remparts, et autres choses nécessaires pour la ville ; à vous messeigneurs les delégués par le conseil, de toutes les recettes faites d'iceux connestables et clergé, ensemble des mises à cause que dessus, et ce depuis le mois de janvier M. Vᶜ XXII jusqu'au XIV octobre M. Vᶜ XXIII. »

[Les sommes versées par les connétables sont d'abord indiquées, et le sont en bloc pour quarante semaines. On vérifie chaque article du compte en le comparant au manuel du connétable, signé par lui chaque semaine, et en représentant la quittance du receveur donnée chaque semaine au connétable, qui est présent et qui prête serment.]

[Les versements des trente-six connétables sont indiqués un à un. Il y en a deux dont les versements s'élèvent à 71 l., cinq au-dessus de 60 l., six au-dessus de 50 l., onze au-dessus de 40 l., 10 au-dessus de 30 l. Deux ne versent que 28 l.]

[Trois connétablies, composées des habitants des faubourgs de Fléchambaut, Cerès, Entre-deux-ponts, versent 9 l., 41 l., 19 l., pour vingt-neuf semaines.]

[Reçu de l'archevêque, comme abbé de Saint-Remi, 4 l. t. par semaine ; — de MM. du chapitre, par les mains des sénéchaux, pour chacun de MM. les chanoines résidants, qui sont cinquante et un, donnant 3 s. 9 d. t. par mois ; — de l'abbé de Saint-Nicaise, 46 s. 6 d. t. par semaine ; — du chapitre de Saint Symphorien, 13 s. 6 d., par semaine ; — du couvent de Saint-Remi, 14 s. 3 d. t. par semaine, — de l'abbé et couvent de Saint-Denys... ; — de l'abbesse de Saint Pierre... ; — du chapitre de Saint-

délaians, par espécial ledit Érart Convent, Jehan Noël l'ainsné, Jehan de Gravelle, Colesson Bourgois, Aubri Connin, Guiot l'Escot et Jehan

nier, eschevins, Mes P. Chardon, P. de Montfaulcon, J. Cabert, G. de Montfaulcon, H. la Barbe, P. Crochet, J. Moet, J. de Chaumont, G. de Condé, J. Cauchon le josne, J. Lescot, B. de Saint-Remi, J. de Chalon le josne, J. Cauchiette, P. de Dijon, J. Gouvion, C. Roquet, C. Caillard, G. Dominique. [Affaire de Moymer.]

« xxvii *janvier*, par T. de Bazoches, présens messeigneurs les abbés de Saint-Remi, et Saint-Nicaise, Me P. d'Erpy, Me J. de Witry, et ceulx du conseil.

[On écrira à ceux de Châlons et de Troyes, pour qu'ils requièrent la démolition de Moymer, et qu'ils demeurent en conclusion de ne rien payer, si le fort n'est démoli. — On envorra le procureur poursuivre cette démolition à Paris.]

« *Du jeudi, dernier jour de janvier*, par T. de Bazoches, presens Me P. d'Ulmont chanoine, Jesson de Chalon, Me P. Leroy eschevins, Mes J. Gibour, P. Chardon, J. Cabert, H. la Barbe, J de Chaumont, J. Lescot, C. Roquet, J. Cauchiette, P. de

Thimothée, 5 s. 6 d. t. par semaine; — du chapitre Sainte-Nourrice, 6 s. 7 d. t.; — des Hospitaliers du Temple, 8 s. t. par semaine; — du prieur de Saint-Maurice, 3 s. t... ; — de l'abbé d'Hautvillers, pour sa maison à Reims, appelée la maison d'Hautvillers, 5 s. t. par semaine; — de la maison de Vaucler, 4 s. t... ; — de l'abbé d'Igny, 75 s. par an; — de l'abbé de la Valleroy, 60 s. t. par an; — de l'abbé de Signy, 75 s. t. par an; — de l'abbé d'Ostain 16 d. t. par semaine; — de l'abbé de Trois-Fontaines, pour sa maison de Reims, appelée la Pourcelocte, 4 s. t. par semaine; — de l'abbé de Bonne-Fontaine, pour sa maison de...., 12 d. t. par semaine; — des chapelains de l'ancienne congrégation....]

[Toutes ces sommes sont calculées à 28 du 100. Le clergé n'en verse que deux tiers.]

[Suivent les mises. — Les gages du receveur sont de 46 l.]

[Ce compte est examiné et clos par A. Dupoys, lieutenant du capitaine, assisté de quatre délégués du conseil, de trois conseillers auditeurs bénévoles, du procureur et du greffier, le 27 juin 1526.]

DENIERS COMMUNS.

COMPTE PARTIEL DE RÉQUISITION DE VIN.

[Den. patrim., vol. VI, n° 6.]

1528 et 1529. « C'est le compte que rendent H. Choilly et A. Chiertemps, marchands, à...., de la charge par vous donnée à eux suivant le vouloir du roi, et ordonnance de monseigneur le duc de Guise, gouverneur...., pour mener et délivrer, au camp ordonné par ledit seigneur devant Beaulieu, les munitions de vin ordonnées estre faites et envoyées par icelui seigneur gouverneur »

[La recette se compose des deniers provenus de la vente en détail du vin dans le camp. Ce sont des tonneliers de Reims qui vendent au détail, par l'ordre et sous la surveillance des commissaires. — Les capitaines et porte-enseignes prennent du vin à pot et à pinte, et ne veulent pas payer. On ramène vingt-quatre poinçons du camp à Reims.]

[Le conseil a fait marché avec les commissaires marchands, qui se sont engagés à conduire cent quatre poinçons de vin pour 684 l. t., qui composent le premier chapitre des mises.]

[Les autres mises sont pour frais de charrois, de distribution, de courtage, pour droit de rouage, de deschargeage.]

[La recette monte à vc x l. xv s. 1 d. t.]

[La mise monte à vic lxxv l. xv s. ix d. t.]

[Ce compte est examiné et clos par les délégués du conseil.]

DENIERS COMMUNS.

IIIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. VI, n° 7.]

[Ce compte est rendu aux délégués du conseil de ville seulement, et aux conseillers qui veulent s'y trouver, par R. Cauchon, receveur des deniers communs.] 1531 et 1532.

En marge : « Présenté à nous A. Dupoys, lieutenant du capitaine; P. Barast, séneschal; J. Chartier, trésorier de Saint-Denis; N. Goujon, grennetier; A. Pioche, eslu, et N. Lelarge, eslu, nommés et délégués par le conseil, en la présence du procureur des habitans, le xvii décembre m. vc xxxv. »

Chinoir, eschevins dudit Reims; duquel reffus ou délay ledit procureur avoit appellé en la court de parlement, en adhérant à certainne appel-

Dijon, G. de Saint-Leu, G. Dominique, J. Cauchon le josne, J. Fournel, G. de Condé, J. Moet, J. Gouvion, M. Hurtet. [Affaire de Moymer.]

« *Premier jour de février*, par T. de Bazoches, présens pluseurs et grant nombre des habitans jusques au nombre de cccc. [Même affaire.]

« iiii *février*, par T. de Bazoches, présens messeigneurs de Saint-Remi, le Prevost, Me P. Derpy chanoine, Me H. la Barbe, B. de Saint-Remi, J. Gouvion, J. Cauchon le josne, J. de Chaumont, C. Roquet, J. Cauchiette, H. Colet. [On enverra le procureur à Paris poursuivre la démolition de Moymer.]

« xv *février*, par T. de Bazoches, présens Me J. de Chehery, Me P. d'Erpy, J. de Cha-

[Sur le quatrième, les habitants versent toujours, au receveur des tailles, les 1,600 l. p., mais perçoivent eux-mêmes 600 l. p.]

[Aux mises se trouvent les harengs des Cordeliers, et autres allocations, qu'en 1533 nous trouverons rejetées des deniers communs d'octrois.

Recepte, viii^{c} xix l. xvi s.

Mise, vii^{c} iiii^{xx} xix l. xi s. d. ob. t.

DENIERS COMMUNS.

VIIIe COMPTE DES OCTROIS.

[Den. patrim., vol. VI, n° 8.]

1533 et 1534. « C'est le compte que rend à vous M. le bailli de Vermandois ou vostre lieutenant, présens MM. les commissaires ordonnés de par monseigneur le gouverneur de Champagne, les gens d'église, nobles, bourgois, manans, et les seigneurs hauts-justiciers, et chacun particulièrement d'iceux qui s'y voudront trouver, G. Moet, receveur..., au procureur du roi et auxdits habitans, ou à leur procureur pour l'année.... des deniers communs octroyés par le roi.... »

[Les recettes se composent : 1°. des 2 s. p. pour queue à Reims et dans les faubourgs; 2°. de 3 s. p. sur chaque minot de sel gabellé, et 50 s. t. à prendre sur le marchand, en remplacement de la fourniture; 3°. des deniers de crue sur le sel, à Cormicy et à Château-Porcien.]

[Les deniers continuent toujours maintenant à être employés avec bien plus de scrupule aux fortifications et aux frais d'artillerie.]

[Au chapitre des mises, se trouvent des deniers pour voyages, chevaux de poste, frais de procès, réparations de chaussées.... On biffe les harengs des Cordeliers, après avoir entendu l'avocat et le procureur du roi. On les renvoie aux deniers patrimoniaux. — 623 l. données aux échevins par le conseil, pour les chaussées, sont tenues en souffrance jusqu'en 1561, où elles sont allouées par conclusion du conseil. — Bien des frais sont biffés, attendu qu'ils ne concernent en rien les fortifications; ainsi des vins présentés au gouverneur, etc. Ce chapitre est examiné sévèrement; il y a plus de vingt articles rejetés.]

[Au chapitre des gages, ceux des receveurs et maîtres des ouvrages pour le clergé, sont tenus en souffrance jusqu'en 1661, qu'ils sont alloués par conclusion. Dans ce chapitre figurent aussi les deux juges de l'aide; ces quatre officiers ne paraissent plus à cette même époque dans les registres de conclusions, aux procès-verbaux d'élection. — Un nouvel article contient diverses allocations aux gardes des cinq portes, pour avoir, pendant l'année, reçu les passe-ports délivrés pour que nul ne sortît de la ville sans payer l'aide de 2 s. p.]

Recepte, iv^{m} vii^{c} lxiii l. vii s. i d. ob. t.

Mises allouées, iv^{m} ii^{c} xlii l. vi s. i d. ob. t.

[Mises en souffrance, vi^{c} lxv l., plus les mises rejetées.]

[C'est le premier compte traité avec cette rigueur — Il est examiné et clos par J. Fremin, lieutenant à Reims du bailli de Vermandois, présent le sieur de Courcelles, commissaire du gouverneur de Champagne, en la présence aussi du procureur du roi N. Chinoir, M. Frison, et autres. Le 16 novembre 1535.]

[Suit la conclusion du 25 octobre 1561, qui alloue les vi^{c} lxv l. en surséance.]

DENIERS COMMUNS.

IXe COMPTE DES OCTROIS.

[Den. patrim., vol. VII, n° 1.]

« Comptes des octrois rendus au bailli de Vermandois ou son lieutenant, aux gens d'église, nobles, bourgois, etc., etc...., et au procureur du roi.... » 1534 et 1535.

lacion par lui faicte et entregectée paravant, comme il disoit, à ladicte court de parlement dudit capitaine de Reims, touchant le fait de l'eslec-

lon, J. Caillard eschevins, Me H. la Barbe, H. Colet, J. Moet, J. Cauchon le josne, J. de Chaumont, C. Roquet et G. de Condé.

[On fera à la hâte un inventaire des vivres par connétablies et dixaines pour les séculiers.—Et par un homme d'église, quant aux gens d'église. — La veuve de H. le Courrier enverra doresenavant à la porte, son fils ou autre homme suffisant.—Les élus du conseil seront doresenavant exempts des guets des portes, et de tout autre guet. – Les gardes des portes sont provisoirement dispensés d'aller sur les murs, à la garde de nuit.]

« xi *mars*, par T. de Bazoches, présens Me P. d'Ulmont, J. de Chehery chanoine, G. Caillard eschevin, Me J. Cabert, M^{e} P.

[Aux mises ne figurent plus les gages des receveurs et du maître des ouvrages pour le clergé. Ceux-ci ne figurent pas non plus au nombre des officiers de la ville placés en tête de ce compte. J. Deschamps, capitaine, touche toujours 800 l. p. de gages, bien qu'il ne paraisse pas dans la ville.]

[Comme l'aide de 2 s. p. est en régie, les dépenses du recouvrement sont aux frais de la ville. Au régisseur, 40 l. t.; aux gardes des cinq portes, 8 l. t.; à un sergent royal sur le fait des aides, qui a fait les ajournements concernant l'aide de 2 s. pendant l'année, 60 s. p.; louage d'une loge où est le buffet auquel se paie cet aide, 25 s. t; au greffier, pour avoir fait les registres et actes de cet aide, 60 s. t.]

[Une mise de 731 l. est allouée pour frais de la maison ou échafaud construit aux champs, pour la reine, qui assistait à la montre des légionnaires. Le surplus de la dépense a été couvert par la vente des verrières, plomb, ferrailles, etc.... Une partie des planches a été employée à couvrir la logette des portiers, à la porte « Vesle.]

[Ce compte est parfaitement dressé, scrupuleusement examiné. Bien des mises sont encore rejetées du chapitre des procès. L'ordre s'introduit dans les finances de la ville.—Le compte est examiné et clos par le prévôt de l'échevinage, spécialement délégué par le bailli de Vermandois ou son lieutenant; sont présents à l'audition le commissaire du gouverneur, le procureur du roi, le lieutenant du capitaine, etc....]

Recepte, vi^{m} xiii l. ix d. t.

Mise, iv^{m} vii^{c} xiv l. viii s. vi d. t.

DENIERS COMMUNS.

IVe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. VII, n° 2.]

1534 et 1535 « C'est le compte que rend le receveur des deniers communs à vous, MM. les délégués du conseil, des deniers appartenant aux habitans.... »

[Ce compte est provoqué par le procureur des habitants, qui représente que M. Frizon, ex-receveur des deniers communs, ayant rendu compte des deniers d'octrois, il est juste qu'il rende aussi compte des deniers du bon du quatrième, et autres revenus de la ville. — Sur ce réquisitoire, le conseil de ville nomme cinq délégués.]

[Les recettes se composent du bon et creue de la ferme du quatrième denier des vins et autres breuvages vendus en détail. ... du loyer des fossés et maisons....]

[La recette est de 799 l. 6 s. t.]

[Les mises sont pour l'entretien des bâtiments de la ville, pour vins présentés au duc de Guise, et autres grands seigneurs....; 200 l. sont rendues au receveur des deniers communs, qui les avait prêtées pour l'entrée du roi et de la reine. La montre des légionnaires occasionne aussi de grands frais] — « Mises faites par le receveur, lesquelles il avoit couchées au compte des deniers communs, rendu à monseigneur le bailli de Vermandois, et qui lui ont esté rayées. » — [Ce sont des frais occasionnés par un procès contre le controlleur des deniers communs...., par des voyages et messages, etc.; par le rejet des gages du greffier du conseil, etc., etc.]

[La part des habitants dans le quatrième, est de 825 l. t.]

[Une mise de 4 l. 15 s. t. est allouée pour la part du receveur des deniers communs, et du maître des ouvrages commis par le clergé, dans le dîner donné le jour de la rénovation des officiers. — Comme ces deux officiers n'ont point touché de gages, le receveur des lais n'a pu se couvrir. — Les auditeurs allouent pour cette fois, et sans plus y retourner.]

[Un chapitre de mises est consacré à couvrir les

tion, nominacion et institucion desdis officiers de ladicte ville de Reims, laquelle appellacion ledit procureur avoit relevée en ladicte

Chardon, Me G. de Montfaulcon, J. Cauchon le josne, J. de Chaumont, B. de Saint-Remi, P. Crochet et J. Cauchiette. [On moutrera aux abbés et autres les lettres qu'on envoie au duc de Bourgogne. Une assemblée sera faite pour savoir si on les enverra.]

« xii *mars*, par T. de Bazoches, présens messeigneurs de Saint-Remi et Saint-Nicaise, monseigneur le Prévost, Me P. d'Ulmont chanoine, J. Caillart, Me P. Leroy, T. de Berru eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, J. Moet, H Colet, M. Coquelet, P. Crochet, J. de Chaumont, Me H. la Barbe, Me A. Dorigny, G. Dominique, J. Gouvion, P. de Dijon, G. de Condé, J. Cauchiette, S. Prevostin, J. Fournel, E. Le Fuselier, C Roquet....

« xx *mars*, par T. de Bazoches, présens Me B. de Chehery, chanoine, T. de Berru, eschevins, J. Moet, H. Colet, B. de Saint-

allocations rejetées des comptes des octrois; il monte à xxx l. ix s t.]

Recepte, viii^{c} iiii^{xx} xix l. vi s.

Mises, vi^{c} lxxvii l. vi s. ii d. t.

[Le compte est clos par les délégués du conseil.]

DENIERS COMMUNS.

Xe COMPTE DES OCTROIS.

[Den. patrim., vol. VII, no 2.]

1535 et 1536. [Ce compte est démesurément détaillé, et formerait à lui seul un volume in folio. Les mises occupent trente-six chapitres. Il est d'ailleurs parfaitement dressé et vérifié.]

[Aux mises pour gages, les gages du juge de l'aide pour le clergé sont biffés; ceux du juge de l'aide pour les habitants sont conservés.]

Recepte, v^{m} ii^{c} lxxvii l. iii s. ix d. t.

Mise, xi^{m} iiii^{xx} xii l. xiii s. xi d. t.

[Une somme de vii^{c} xxviii l. est rejetée. L'article était ainsi conçu:]

« A P. Serval, commis par le conseil à faire les munitions de pain, vin et mouton, etc, etc., lesquelles il a esté mandé faire par les commissaires délégués de M. le gouverneur, en contraignant toutes les villes, bourgs et villages de son gouvernement, afin de les mener au camp de...., la somme de vii^{c} xxviii l, qui lui était due par le compte qu'il a tenu des munitions, et dont le conseil a voulu que ledit Serval fust cru par son serment. »

[Cet article n'est pas alloué, 1°. parce qu'il ne concerne en rien la fortification; 2°. parce que la ville n'est pas tenue de subir la perte de ces munitions, sinon dans le cas où Serval ne pourrait recouvrer cette perte des gens du roi.]

[Les auditeurs sont les mêmes que pour le compte des octrois en 1534 et 1535.]

DENIERS COMMUNS.

XIe COMPTE DES OCTROIS.

[Fortific., vol. II, no 1.]

[Les recettes sont toujours les mêmes; de temps en temps paraissent, aux recettes extraordinaires, des amendes applicables aux fortifications] 1539 et 1540.

[Le premier chapitre des mises contient ii^{m} vi^{c} lxiii l. t., ou moitié des deniers communs d'octroi alloués aux habitants par lettres patentes du roi, en date du 17 décembre 1538. Cette somme, allouée pour trois ans, doit être employée à rembourser les emprunts faits pour la solde de quatre cents hommes de pied exigée par le roi.]

[Il n'y a plus cette année qu'un seul juge de l'aide, Me A. Dorigny, commis par M. le bailli de Vermandois ou son lieutenant a Reims. — C'est la dernière fois qu'il soit fait mention de cet officier. — Il y a quatre sergents de la forteresse.]

DENIERS COMMUNS.

Ve COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. VII, no 4.]

[Ce compte est rendu aux délégués du conseil.] 1541 et 1542.

[Le quatrième est affermé 2,080 l. p., dont 1,600 l. p au roi, 4,080 l. p. à la ville.]

[Les mises des loyers commencent à être plus considérables; elles montent à 197 l. cette année. La ville tire parti de tout; elle loue sa maison, l'eau de ses fossés pour la pêche, les loges des portiers, les pièces libres dans les portes de la ville, etc....]

[Il y a deux chapitres de mises:]

[1°. Mises diverses, présents faits, dépenses de bouche;]

court de parlement, et fait adjourner ledit Érart Convent et autres eschevins dessus nommez; et recongnurent lesdictes parties, ès noms

Remi, G. Dominique, J. Fournel, Me H. la Barbe, P. Crochet, C. Roquet, G. de Condé et Me P. Chardon. [On rendra les armures à ceux à qui on les avoit enlevées.]

« xvii *avril*, par T. de Bazoches, présens Me J. de Chebery, chanoine, Jesson de Chalon, eschevin, et pluseurs esleus au conseil... On donne au liseur des Prescheurs frère de monseigneur de Betheléan, viii l. p. pour une chappe.

« xix *avril*, T. de Bazoches, présens messeigneurs le soubz-chantre de Nostre-Dame, J. Caillart, eschevin, Me P. Chardon, G. de Condé, Me G. de Montfaulcon, G. Dominique, P. Crochet, C. Roquet, Me Hue la Barbe, J. Cauchon le josne.

[2°. Mises pour réparation des maisons de la ville, voyages d'officiers, procès.]

DENIERS COMMUNS.

XXXVIe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Anc. octrois, vol. I, n° 6.]

1543 [Ce compte, dans l'intention du receveur, doit être dressé absolument comme l'étaient les comptes des receveurs des deniers communs avant 1515, et contenir les deniers d'octrois et les deniers patrimoniaux. Ce retour aux anciens errements est la suite d'entreprises dont nous allons retrouver les traces dans les recettes mêmes, et dans les pièces qui y sont annexées. En tête de celles-ci se trouvent les lettres patentes qui suivent :]

« François...., à tous ceux...., salut. Comme par noz lettres d'édit, déclaration et ordonnance, et pour les bonnes causes, raisons et occasions à plein déclarées par icelles, nous avons créé, érigé et establi par toutes les villes et lieux de nostre royaume où il y a et aura ci-après aucuns deniers communs, offices de receveurs qui auront la charge et administration, tant des deniers qui se lèvent par permission et octroi de nous, que de ceux qui sont en propre et patrimoine desdites villes et lieux, pour estre employés et en tenir compte par lesdits receveurs, selon et ainsi que le porte icelui nostre édit, depuis lequel n'a encore par nous esté pourvu à l'office de receveur des deniers communs, tant d'octroi que du propre de nostre ville de Reims, ce qui est à présent requis et nécessaire de faire pour le bien et conservation desdits deniers, savoir faisons que, pour le bon rapport qui fait nous a esté de nostre cher et bien-amé J. Pioche, et de ses sens, suffisance, etc., etc...., à icelui avons donné et octroyé.... par ces présentes ledit office par nous nouvellement créé...., pour icelui office exercer aux honneurs, autorités, prérogatives, prééminence, franchises, libertés, droits, proufits, émoluments qui y appartiennent, et aux gages de vi d. t., que nous lui ordonnons prendre par chacune livre tournois de la recette tant des deniers d'octrois que patrimoniaux, tant qu'il nous plaira. Si donnons en mandement à nos amés et féaux les gens des comptes à Paris, que de J. Pioche ayant pris et reçu le serment et caution en tel cas requis, icelui mettent, instituent de par nous, en possession et saisine dudit office, et laissent et facent jouir de cet office...., et lui facent obéir de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra....; lui souffrent prendre et retenir les vi d. t. par livre, de gages...., car tel est nostre plaisir. En foi de quoi...., le xiv février m. v^{c} xlii....

« Prestitit juramentum, et receptus est in camera compotorum, die xxi februarii m. v^{c} xlii. » — [Cette réception a lieu avec la clause que Pioche fournira caution entre les mains du bailli de Vermandois ou son lieutenant à Reims, présents les avocat et procureur du roi, avec les maires, échevins, ou gouverneur de la ville, ou leurs procureurs. Le registre, ou l'acte de la tradition de cette caution, sera envoyé dans deux mois à la chambre.]

[Suit l'acte du cautionnement de Pioche.]

« Fut présent en sa personne A. Garrot, marchand de Reims, et reconnut de sa bonne volonté, suivant certaine sentence ou appointement de ii avril m. v^{c} xliii par le bailli de Vermandois ou son lieutenant à Reims, en procédant par lui à l'exécution de certaines lettres royaux touchant l'office de receveur des deniers communs, tant d'octroi que patrimoniaux.... obtenues par J. Pioche, et l'ordonnance de messeigneurs des comptes, qu'il a aujourd'hui pleigé et cautionné, et par ces présentes pleige et cautionne.... J. Pioche, pour la somme de iii^{m} l. t. par an, tant et si longuement qu'icelui Pioche sera receveur; et si a promis A. Garrot de iceux deniers rendre compte en la chambre des comptes pour J. Pioche, et payer le *reliqua* aux habitans incontinent ledit compte rendu, en faisant laquelle promesse par

que dessus, et pour tant que à une chascune d'elles touche et puet toucher, que pour bien de paix et amour nourrir entre elles, et eschuer

« Les séculiers dessusdits ont fait serment de bien et loyalment conseiller le roi, la ville et le conseil, ès affaires communes de la ville, jusques à ung an de la datte de l'eslection.

[On tiendra le conseil de la ville le mercredi. — Les élus seront tenus d'y venir à peine d'amende. — Mercredi prochain ce sera à 9 heures, sans ajournement et mandement. — Les élus seront tenus de venir toutes les fois que le capitaine ou lieutenant les mandera.]

[A chacune couple de la garde des portes, il n'y aura que 7 hommes, pourvu que chaque portier y soit en personne.]

[Le procureur de la ville poursuivra diligemment les procès des tailles.]

« XXIIII *avril l'an* M. CCCC XXVI, par T. de Bazoches, présens Mᵉ P. d'Ulmont, Mᵉ J. de Chehery, chanoines, J. Caillart, eschevin,

A. Garrot.... sont comparus Mᵉ R. Pioche licencié en loix eslu sur le fait des aides et tailles, et S. Payen, marchand, lesquels ont certifié icelui Garrot estre suffisant et solvable pour ladite somme de IIIᵐ l. t., et le *reliqua*...., le tout suivant lesdites lettres de sentence du bailli de Vermandois...., promettant Garrot, R. Pioche, et Payen, tous sans division, par leur foi corporellement donnée pour ce en mains des notaires, et sous l'obligation de leur corps à emprisonner...., et de tous leurs biens, meubles et immeubles...., à accomplir chacun à son regard toutes et chacunes des choses que dessus.... Fait le IV avril M. Vᶜ XLIII, par-devant nous notaires royaux.... »

[Vient ensuite le compte. Le receveur débute par dire qu'il fait recette] « des deniers communs tant d'octrois que patrimoniaux, des deniers procédans desdits patrimoniaux, et mesmement du bon de la ferme du IVᵉ des vins, et autres breuvages en détail. »

[Mais à la recette il n'y a qu'un article composé d'un terme du 4ᵉ, échu en mars 1542. Ce terme se monte à 140 l. 10 s. t.]

[Aux mises sont allouées plusieurs sommes par conclusion de la ville, à des envoyés qui assistent à la cotisation faite à Laon par ordre royal pour 1,650 hommes demandés aux villes closes du bailliage.]

[Il y a un chapitre intitulé : Gages d'officiers, et dans ce chapitre se trouvent seulement les gages du receveur qui prélève 70 s. 3 d. t. pour les 6 d. par livre des 140 l. 10 s. qu'il a reçus.]

[D'ailleurs, la recette étant de 140 l. 10 s., la mise est de 326 l. 14 s. Enfin le compte est présenté et affirmé par le comptable par-devant G. Alby, sénéchal, P. Petit, licencié en loix, N. Rebaille et G. Gaultier à ce commis, en la présence de H. Feret, lieutenant du capitaine, et du procureur des habitants, en l'absence de G. Chimoir et R. Cauchon, aussi commis et délégués par le conseil, qui à ce ont été appelés par les sergents de la forteresse le 25 novembre 1543, en la présence aussi du greffier du conseil.]

DENIERS COMMUNS.

XXXVIIᵉ COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Comptes, vol. I, nᵒˢ 1 et 2.]

« Comparurent personnellement, J. de Bonseut, 1543 et 1544.
écuyer, sieur de Lierval, lieutenant de la capitainerie, vénérable.... Mᵉ G. Robert, sénéchal...., honorables Mᵉ H. Grossaine, bailli de Reims, A. Dorigny, bailli du chapitre, J. Cadart, échevin, H. Feret, escuyer, R. Cauchon, aussi escuyer.... [quarante autres noms] et pluseurs autres habitans et manans avec Mᵉ G. Vauronart leur procureur.... représentant la communauté de la ville, estant congrégés et assemblés en conseil général au couvent des Cordeliers...., d'une part; et O. Darvillers, receveur pour le roi des deniers communs de la ville, d'autre part; lesquelles parties disoient qu'elles estoient en grande involution de procès sur l'exécution de deux arrêts de la cour des généraux des aides, obtenus par Darvilliers contre les habitans, sur le règlement dudit office de receveur, tant pour le passé que pour l'avenir, ensemble pour les despens et amendes adjugés audit Darvilliers, pour lesquels différens assoupir et vivre en paix icelles parties ont fait les amendes et transactions qui suivent : c'est à savoir que pour tous les gages dudit receveur, tant de deniers patrimoniaux que d'octroi...., depuis son institution audit office, qui fut le XI mai M. Vᶜ XLIII, au XXIV juin [M. Vᶜ XLVI ?] includ, les habitans promettent payer audit Darvilliers CCCLIV l. VIIII s. III d. t., et pour les despens à lui adjugés par quatre arrêts de la cour; ensemble les deux amendes à lui adjugées par lesdits derniers arrêts lui payeront CCCC l. t., outre la

aux frais et despens qui à cause desdis procès s'en eussent peu ou pourroient ensuir, elles avoient esté et sont d'accord entre elles en la

Mᵉ P. Chardon, Mᵉ G. de Montfaulcon, J. de Chaumont, Mᵉ H. la Barbe, J. Cauchon le josne, J. Fournel, G. Dominique, C. Roquet, B. de Saint-Remi. Ont esté esleus pour aller adviser l'estat de J. Lescot, pour faire ses comptes, Mᵉ P. le Sauvage, Mᵉ P. Bongarson, Mᵉ Odo et Mᵉ C. Rabouillart, ou deux d'eulx, deux eschevins, J. Caillart, Mᵉ H. la Barbe, Mᵉ G. de Montfaulcon, C. Roquet, et monseigneur le procureur.

« *Du mecredi ensuiant*, par les esleus au conseil; c'est assavoir, Mᵉ J. Chehery, P. le Sauvage, P. Chardon, J. de Chalon, J. Caillart, H. la Barbe, J. Moet, P. Crochet, C. Roquet, J. de Chaumont, G. Dominique, J. Fournel, a esté ordonné d'ouvrir la poterne du Jard-aux-drappiers....

« 11 *mai*, par T. de Bazoches, présens monseigneur de Saint-Nicaise, Mᵉ J. Chehery, chanoine, J. Caillard, J. Dudré, J. Fournier,

somme de lx écus d'or soleil par eux déjà versée. Et quant à la reddition des comptes que Darvilliers est tenu rendre du passé, depuis son institution, les habitans seront tenus rendre lesdits comptes à leurs despens, de payer le *reliqua* dans six mois à la descharge de Darvilliers...., et, néanmoins, sera tenu Darvilliers rendre aux habitans en deniers comptans, ou acquits valables, les deniers par lui reçus. Au regard du règlement de l'office dudit Darvilliers, pour l'avenir, les habitans consentent ce qui suit : Savoir, que Darvilliers recevra tous les deniers patrimoniaux de la ville, et pour ce faire lui bailleront dans quinze jours tous les baux desdits deniers, et ces baux expirés seront faits nouveaux baux, Darvilliers présent à ce faire; et sera Darvilliers payé de ses gages desdits deniers, à raison de vi d. t. pour livre. Pareillement Darvilliers recevra tous les deniers des octrois du ive, mesmement les ii^{m} l. que les habitans sont tenus payer chaque an au receveur des aides, à la charge qu'il en acquittera les habitans envers ledit receveur, et prendra pour ses gages vi d. par livre du bon seulement, et xxv l. t. par an pour ses gages de la recette et emploi des ii^{m} l. t.; et bailleront les habitans à Darvilliers les baux dudit octroi. Et quant à l'aide de ii s. p. que les habitans disent avoir vendu à A. Garrot pour six années, à dater du 1er juin m. v^{c} xliii, a esté accordé entre les parties, que Garrot pourra commettre tel que bon lui semblera pour recevoir les deniers dudit aide durant les trois ans restant encore à courir, durant lesquels trois ans Darvilliers aura par chacun an xvii l. x s. t. pour ses gages dudit aide, et seront tenus les habitans acquitter et dédommager Darvilliers, s'il est poursuivi de rendre compte des deniers de cet aide pour lesdits trois ans; et ledit temps passé, sera ledit aide baillé à ferme au plus offrant en la manière accoustumée, Darvilliers présent, et icelui recevra les deniers dudit aide, et sera payé de ses gages à raison de vi d. par livre. — Au regard de l'octroi de iii s. p. sur chaque minot de sel que les habitans avoient coustume de prendre avant l'abolition des greniers, est accordé que si les habitans obtiennent ci-après permission du roi pour lever ledit octroi, Darvilliers recevra tous les deniers qui en proviendront, et aura de gages vi d. par livre, et moyennant ce traité et accord les parties demeurent quittes l'une envers l'autre du procès, de l'exécution des arrêts, etc...., tant de ce qui est jugé que de ce qui reste à juger. » [11 décembre 1545.]

[Le fermier du quatrième, et le commis par la ville à la recette du quatrième et des loyers, s'engagent en leurs propres noms à verser à Darvillers les sommes stipulées en sa faveur (iii^{c} lxv l. viii s., etc.) — Le traité est homologué à la cour des aides, le 23 juin 1546.]

« Comptes particuliers que rendent les conseillers et gouverneurs de la ville de Reims, représentant la communauté d'icelle ville, en l'acquit de G. D'Arvilliers..., suivant la transaction du xi décembre m. v^{c} xlv.... des recettes et dépenses faites par lesdits conseillers et gouverneurs, leurs facteurs, commis, fermiers, entremetteurs, du xxi mars m. v^{c} xliii au xxiv juin m. v^{c} xliv, à cause du bon du quatrième denier des vins et autres breuvages vendus à détail dans la ville et faubourgs, et des deniers patrimoniaux d'icelle, rendu à cour par P. Noël, procureur de l'hôtel de ladite ville, et envoyé par les habitants d'icelle pour rendre cedit compte, garni de Arthur Nicquet, son procureur. »

[*En marge :* Présenté par procureur, le 16 décembre 1555.]

[Les recettes ne commencent dans ce compte, pour le quatrième, qu'à l'époque juste où cessent les recettes de Pioche, c'est-à-dire en mars 1543. Les

manière qui s'ensuit, en cas toutesfois qu'il plaira au roy nostre sire et à messeigneurs de sa court de parlement, c'est assavoir que la pro-

J. Juppin, C. de Laplace, eschevins, Me J. Cabert, Me G. de Montfaulcon, Me P. Chardon, J. de Chaumont, P. Crochet, C. Roquet, G. Persin, J. Cauchiette, G. de Troies, et autres au nombre de xx personnes....

« VIII *mai*, par T. de Bazoches, présens J. Caillart, eschevin, Me P. Chardon, Me J. Cabert, Me H. la Barbe, J. de Chaumont, C. Roquet, Me G. de Montfaulcon, G. de Condé, B. de Saint-Remi, G. Dominique, G. Collet. — J. Moet, J. Cauchon le josne, P. Crochet, J. de Chalon, échevin, J. Fournel, en deffaut pour ce qu'ilz ne sont venus audit jour pour le conseil.

[On coupera les épines dans les fossés.]

« XV *mai*, par T. de Bazoches, présens J. de Chalon, Me P. Chardon, Me H. la Barbe, Me G. de Montfaulcon, J. Moet, H. Colet,

deniers perçus et employés par Pioche ne reparaissent donc point en ce compte.]

[Les mises sont presque toutes employées aux fortifications, comme si ce compte était celui des deniers communs d'octroi.]

[Aux gages d'officiers Darvilliers touche 38 l. 4 s. 10 d. t. pour 1,539 l. 15 s. 6 d. t. des deniers du quatrième et des patrimoniaux, qu'il a perçus depuis le 22 avril 1543, jour de sa nomination à la place de Pioche. — La somme de 1,539 l., etc., est précisément celle des recettes du présent compte.]

[A la fin se trouve cette note :]

« Il est ainsi en l'estat final du compte original demeuré en la chambre des comptes. HENNEQUIN. »

[Il y a deux exemplaires de ce compte.]

DENIERS COMMUNS.

COMPTE PARTIEL DES ACQUISITIONS DE VIVRES.

[Fortific., vol. I, no 2.]

1543 [C'est un compte rendu aux délégués du conseil, par trois commissaires délégués du conseil, à faire les recettes et les mises des munitions et étapes faites aux lansquenets italiens, et autres gens de guerre, estant à Voulzy, Autry, etc...., venant de Picardie, et allant au ravitaillement de Luxembourg.]

[Ces munitions consistent en vins envoyés auxdits lieux par les habitants, et autres vins restant des étapes par ci-devant faites, bœufs, moutons, etc., du 19 novembre au 31 décembre 1543.]

[Les commissaires royaux font délivrer gratuitement des vivres, aux couronnaux et officiers.]

DENIERS COMMUNS.

AUTRE COMPTE PARTIEL DES ACQUISITIONS DE VIVRES.

[Comptes, vol. I, no 3.]

1544. [C'est un compte rendu aux délégués du conseil, par trois autres commis aux munitions de pain et de vin distribuées à des hommes de guerre, logés à Cormontreuil, Taissy, Sillery, etc...., du 27 juin au 2 juillet 1544.]

DENIERS COMMUNS.

XXXVIIIe et XXXIXe COMPTES DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Comptes, vol. I, nos 3, 4, 5, 6.]

[Ce sont toujours des comptes rendus par les habitants à la décharge de G. Darvilliers. Ils s'étendent du 24 juin 1544 au 24 juin 1545, et du 24 juin 1545 au 24 juin suivant.] De 1544 à 1546.

[Les recettes se composent du quatrième et des loyers. — Une note indique qu'il n'est pas fait recette des 2 d. p., parce que cet aide est vendu à A. Garrot pour six ans, et qu'il en appert par le compte de cet aide rendu à la chambre en 1548. — On sait que les greniers à sel sont supprimés. — Ces deux comptes sont doubles.]

DENIERS ROYAUX.

PREMIER COMPTE.

[Aides, vol. unique.]

[Ce compte et les neuf autres que nous indiquerons de 1589 à 1597, sont les seuls qui, durant la période que nous parcourons, puissent nous donner quelques lumières sur la perception des deniers royaux dans la cité. Celui dont nous allons rendre compte est le seul où la perception de ces deniers soit régulière. En voici l'intitulé :] 1545.

« Compte du produit et de l'emploi des aides levées pour la guerre dans l'eslection de Reims, l'an M. V^{c} XLV. »

[Ce compte est précédé 1°. d'une copie des lettres patentes données à Courcy-l'Abbaye, le 4 août 1544, par laquelle le roi] « Mande aux eslus et controlleur, sur le fait des aides en l'eslection de Reims, faire crier, publier et délivrer au plus of-

curacion dudit Nicolas l'Ermite soit scellée, comme les années précédens a esté fait, et qu'il exerce ledit office de procureur pour ung an

B. de Saint-Remi, G. Dominique, J. Fournel, P. Crochet, C. Roquet, monseigneur le prévost de l'église, Me P. d'Ulmont, Me P. d'Erpy, chanoines. — J. Cauchon le josne, J. Caillart, J. de Chaumont en deffault. [Aucune conclusion.]

« XXVI *mai*, par T. de Bazoches, présens Me P. d'Ulmont, Me P. d'Erpy, chanoines, J. Caillart, J. Dudré, J. Fournier, G. Linage, T. de Berru, eschevins, Me P. Chardon, M. J. Cabert, Me H. la Barbe, G. de Condé, J. Cauchon le josne, P. Crochet, B. de Saint-Remi, G. Dominique, J. Moet, J. Gibour, G. de Saint-Leu, S. Prévostin, G. Persin, J. Le Breton, J. Cauchon l'aisné, et pluseurs autres jusques au nombre de L personnes. — A esté délibéré d'envoyer devers monseigneur de Bourgogne, pour lui supplier qu'il lui plaise tant fère que les habitans de ceste cité aient abstinence avecques ceulx de Mouson et Beaumont, et qu'il lui plaise pourvoir à ceulx de Menre et Montagu. —

frant...., en la manière accoustumée, la ferme des aides de l'eslection, avec le huitième du vin vendu en détail pour l'an M. Vc XLIV,... en icelle eslection, hors de la ville de Reims, en laquelle les habitans ont faculté de faire lever le quatrième du vin vendu en détail, moyennant certain octroy dudit seigneur. »

[2°. D'autres lettres d'institutions de J. Briffaut à l'office d'élu sur le fait des aides et tailles, en l'élection de Reims.]

« Compte vingtième de Gibrian Pioche, receveur des aides en l'eslection de Reims, des receptes et despenses faites à cause desdits aydes, c'est à sçavoir : de l'imposition de XII d. t. pour livre, de toutes denrées et marchandises vendues, revendues ou eschangées ès bonnes villes fermées de ladicte eslection, du huitième denier du vin vendu en détail...., du vingtième du vin et autres breuvages vendus en gros...., et de l'équivalent, ayant cours au lieu des impositions communes, qui souloient avoir cours au plat pays de ladite eslection...., ledit présent compte rendu à [la] cour [des aydes?]. »

RECETTES.

[1°. Sur le corps de la ville ..., aulx, oignons, verjus, vinaigre, *néant*, attendu que la ferme de ces impositions a été vendue par le roi à N. Aubert, pour lui et ses hoirs à toujours, à rachat perpétuel.... Vieux linges, graisses, bêtes vives, drapperie, etc. Il y a un fermier pour chacune de ces recettes, dont quelques-unes sont vendues à perpétuité par le roi.... A celles-ci il y a *néant*.]

[L'inventaire de 1691, f° 199, nous apprend que la ferme des aulx, oignons, etc., avait été vendue le 19 mai 1537, à Nicolas Aubert.]

« Somme toute, IIm IIIc LXII l. X s. p. »

[2°. Sur les foires; *néant* à l'article de Reims, attendu que le roi Louis XII les a affranchies. — Viennent ensuite celles d'Epernay, Château Porcien, etc.]

[3°. Recette à cause de l'imposition foraine du vingtième de XII d. t. pour liv. à Reims, *néant*, attendu que cette imposition a été exercée sous la main du roi en cette année.]

[4°. Recette du quatrième du vin vendu à Reims en détail, qui se lève présentement, au lieu du huitième que les rois Charles VIII, Louis XII et François Ier, par lettres patentes, ont, pour certain temps, quitté à Reims; et ensemble de toutes tailles, impôts, emprunts mis en ce royaume, ont affranchi les habitants de Reims, à la charge que, au lieu du huitième, les habitants lèveront le quatrième, sur lequel ils donneront au roi IIm liv.]

[5°. Huitième dans le plat pays. Doyenné de Reims, de la montagne, etc.]

[6°. Recette du 20e des vins vendus en gros; elle a rapporté dans Reims, IIIm VIIc IIIIxx X l. p.]

[7°. Vingtième dans le plat pays.]

[8°. Recette à cause de l'équivalent au plat pays, au lieu des impositions qui souloient avoir cours, lesquelles ont été abolies par les feus rois, et au lieu d'icelles a été ordonné mettre sus ledit équivalent, montant à IIm IIc XIII l. II s. VI d. t., dont a été fait une assiette par les élus. Doyenné de Reims, Epernay, etc. [La fin manque.]

MISES.

[Le commencement manque]

[1°. Gages d'officiers.... ; aux élus de Reims, d'Epernay, etc. Chevauchées des élus, etc.]

[2°. Deniers payés en acquit du roy, aux officiers de cette recette, d'un quartier de leurs gages, que le roi avait fait prendre comme emprunt.]

[3°. Dons et affranchissement faits à divers par

tant seulement, qui finira le mercredi après les Brandons prochain venant, que l'en dira mil cccc quarante-nuef, ainsi et par la manière

Item, il est ordonné de ouvrer ès fossés par connestablies, et que les connestables louent ouvriers pour ce fère, fors et puissants selon ce que les connestablies sont.

« XXIII *mai*, par T. de Bazoches, présens [1 chanoine, 3 échevins, 15 personnes dont les noms paraissent habituellement en tête des conclusions (l'avant-dernier nom est suivi du mot de *joliers*). — Il n'y a point de délibération, et tous les noms que nous venons d'indiquer sont biffés].

« XXVIII *mai*, par T. de Bazoches, presens J. Caillart, eschevin, Me P. Chardon, Me J. Cabert, Me G. de Montfaulcon, Me H. la Barbe, J. de Chaumont, B. de Saint-Remi, G. Dominique, — En deffault J. Cauchon le josne, G. de Condé, J. Fournel, Jesson de Chalon, J. Moet. H. Colet, C. Roquet.

« XII *juin*, par T. de Bazoches, et présens messeigneurs de Saint-Remi, Saint-Nicaise, Jesson de Chalon, J. Caillart, T. de Berru, eschevins, Me J. Cabert, Me P. Chardon,

je roi cette année aux manants de Montfaucon.... d'Ay, etc.]

[4°. Voyage, etc.]

[La fin manque.... le compte n'est pas terminé.]

DENIERS COMMUNS.

XLe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Comptes, vol. I, n° 7.]

1546 et 1547. [Darvilliers prend la gestion.]

« Compte de G. Darvilliers, receveur des deniers communs, tant des deniers qui se lèvent par permission et octroi du roi, à cause du IVe denier..., que des deniers patrimoniaux des recettes et de dépenses.... du XXIV juin M. Ve XLVI au XXIV juin M. Ve XLVII.... » [Rendu en cour par sa veuve, en août 1556. Darvilliers est mort le 17 septembre 1555.]

« Et est à savoir que, combien que le présent comptable ait esté pourvu dudit office, et reçu conséquemment en la chambre des comptes dès le XXIV avril M. Ve XLIII, néanmoins n'a esté paisible possesseur dudit office que depuis le XXIV juin M. Ve XLVI, qu'il traita avec les habitans. »

[Les recettes se composent des mêmes éléments que dans les comptes précédents. Seulement en marge du chapitre des deniers patrimoniaux provenant de loyers, se trouve cette note mise par les auditeurs en 1556] :

« Après avoir vu la recette des deniers patrimoniaux, au bureau de laquelle on a accoustumé de compter, la chambre a ordonné que ci-après les comptes patrimoniaux ne se rendront plus en la chambre des comptes, ains par-devant les consuls [*sic*, conseil] et eschevins de Reims, auxquels en appartient la connoissance. »

[Ainsi, la confusion introduite par la nomination de Darvilliers, relative aux deniers patrimoniaux, doit cesser avec lui, et dans les comptes de 1557, nous devons retrouver deux comptes séparés des deniers patrimoniaux et des deniers d'octroi.]

[Une partie des mises est toujours affectée aux fortifications, sans doute à cause du IVe.]

« Clos le V septembre M. Ve LVI, avec les six ensuivans, en présence de MMrs Tambonneau, président; P. Hesselin, P. Dorot, N. Cotton de Hacqueville, J. de Vales, maîtres des comptes; moi, rapportant soussigné : HOTMAN. »

DENIERS COMMUNS.

XLIe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Comptes, vol. I, n° 8.]

[Ce compte est semblable au précédent, et s'étend du 24 juin 1547 au 24 juin suivant. — A la 1547 et 1548.
recette, un chapitre est ouvert pour les amendes applicables aux fortifications.]

DENIERS COMMUNS.

XLIIe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Comptes, vol. I, n° 9.]

[Du 24 juin 1548, au 24 juin 1549; semblable 1548 et 1549.
au précédent.]

DENIERS COMMUNS.

XLIIIe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Comptes, vol. I, n° 10.]

[Du 24 juin 1549, au 24 juin 1550; semblable au 1549 et 1550.
précédent. Cependant le 4e qui était affermé à 3,500 l. t. les trois dernières années, n'est affermé cette fois que 3,050 l. — Le bail fait à A. Garrot des 2 s. p., expire cette année, mais Darvilliers ne fait pas recette de cet aide, attendu qu'il a été vendu, au profit du roi, aux habitants de la ville.]

que le portent les statuts et ordonnances de ladicte ville de Reims, lesquelles sortiront leur plain effect quant ad ce que dit est, si comme

J. Lescot, J. Cauchon le josne, G. de Condé, J. de Chaumont, Me H. la Barbe, C. de la Place, Me G. de Montfaulcon, J. Cauchon l'aisné, J. Gouvion, G. Lescot, C. Roquet, J. Moet, J. Cauchiette, J. Fournel, P. Crochet, B. de Saint-Remi, J. Cauchonnet, J. Brunet, J. Noquin, G. de Saint-Leu, J. d'Ay, joliers, G. Persin, S. Prévostiu, N. L'Ermite, H. Sagot, J. La Bellique, J. Le Roucelet, J. Brabant, J. Aignelet. — A esté délibéré de mettre sus VI ou VIII gardieurs pour gardier les moissonneurs. — *Item*, d'avertir les gens du plat pais de mettre sus leurs maistres gaittes, pour maintenir les gens de ceste ville de Reims. — *Item*, sont esleus pour savoir où l'on prendra argent pour paier les gardieurs, quel salaire on leur donra, quans il en y aura, où ilz iront, et ce qu'ilz feront, Me P. d'Erpy, Me J. Cabert, G. de Condé.

[Aux mises pour gages, figurent pour les premières fois ceux des quarteniers, auxquels il en est alloué, par conclusion du 3 octobre 1549. Il y a deux quarteniers à Dylimire, deux à Porte-Chacre, un a Porte-Mars, un à Fléchambault, deux à Porte-Vesle; chacun touche III l. t.; ceux qui sont seuls ont C s. t.]

DENIERS COMMUNS.

VIe COMPTE DES PATRIMONIAUX

[Anc. octrois, vol. I, no 7.]

1550 et 1551. [Ce compte est précisément celui des deniers de l'aide de II s. p., que les habitants ont acheté au profit du roi. La ville l'a fait exercer durant six mois par un commis (Cl. Moreau, celui-là même qui était déja commis a la recette de tous les deniers lors du procès avec Darvilliers); puis elle l'a affermé. Ces deniers remplacent comme patrimoniaux ceux du quatrième, qui, jusqu'en 1561, sont joints aux octrois.] (Voir les comptes de 1555 a 1556, et de 1561.)

« Compte que rend J. Thiret, procureur des habitans, par-devant vous, MM. les délégués...., des deniers qu'il a reçus des fermiers de l'aide, et des mises et frais qu'il a faits durant deux ans...., du Ier mars M. Vc XLIX au VIII mars M. Vc LI, et encore par l'espace de huit jours que la rénovation des officiers a esté différée, à cause de l'entrée de la reine et de monseigneur le dauphin. »

[Les recettes montent à M IIIIc X l. II s. VII d. t. — Les mises à IXc XXVII l. XIV s. I d. t.]

[Aux mises, nul denier n'est employé aux fortifications. — Mises considérables à l'occasion de la levée de 4,533 l. 6 s. 8 d. t., demandés par le roi. — Mises pour frais d'un procès devant les élus, entre la ville et les fermiers de l'aide de 2 s. p. — Présents faits. — Chevaux gâtés à courir la poste. — Beaucoup de frais de procès, consultations, etc. — Il y a un chapitre tout entier de vacations extraordinaires pour le procureur. — Procès contre les munitionnaires, pour des farines prises au palais.]

DENIERS COMMUNS.

XLIVe, XLVe, XLVIe COMPTES DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Comptes, vol. I, nos 11, 12, 13]

[Ce sont des comptes de Darvilliers, semblables en tout aux précédents, et s'étendant du 25 juin de chaque année au 25 juin suivant. Dans le second, aux mises pour gages, il y a deux quarteniers indiqués au lieu d'un, à la porte Fléchambaut. Dans le troisième recommence la perception des deniers sur les greniers à sel. Les comptes de cette perception sont dressés séparément par Darvilliers, comme il suit :] 1550, 1551, 1552, 1553.

DENIERS COMMUNS.

COMPTE PARTIEL DES GRENIERS A SEL.

[Den. patrim., vol. VIII, no 1.]

[Des deniers sur les greniers à sel ont été restitués à la ville, par lettres patentes données à Reims le 12 mars 1551 (ces lettres sont en tête du compte de 1556 à 1557). — III s. IX d. t. sont prélevés sur chaque minot de sel du grenier de Reims, et II s. t. sur chaque minot vendu à Cormicy et Château-Porcien, avec clause expresse de les employer aux fortifications. — Le compte rendu va du 29 juin 1552 au 30 septembre 1555.] 1552, 1553, 1554, 1565.

[Ce compte est précédé des lettres d'office de G. Darvilliers comme receveur des deniers communs, succédant a Pioche, qui a résigné. — Il est présenté à la chambre des comptes.]

[Les mises sont employées à peu près entièrement aux fortifications. Ce compte, qui est très-volumineux, entre dans les plus petits détails, et indique

toutes ces choses lesdictes parties et chascune d'elles dirent, recongnurent et affermèrent estre vraies, et dont elles se tinrent pour bien

« XVIII *juin*, par T. de Bazoches, présens monseigneur le Prévost, Mes P. Charlet et P. d'Erpy, chanoines, G. Linage, J. de Chalon, T. de Berru, eschevins, P. Bailly, J. Cauchon l'aisné, J. Cauchonnet, G. Dominique, B. de Saint-Remy, H. Colet, J. Gibour, C. de La Place, eschevin, P. Crochet, G. Persin, S. Prévostin, C. Caillart, J. Gibour, M. Fale.

« XIX *juin*, par T. de Bazoches, présens Me J. de Chehery et Me P. Bongarson, chanoinnes, Jesson de Chalon, J. Caillard, eschevins, M^e P Chardon, Me J. Cabert, Me H. La Barbe, G. de Condé, J. Cauchon le josne, C. Roquet, J. de Chaumont, H. Colet, B. de Saint-Remy, Me G. de Montfaulcon, J. Moet, G. Dominique, J. Fournel et aultres; — a esté delibéré que on empêtre un mandement pour commettre la cause de la ville contre la femme ou héri-

hottées par hottées les terres remuées et apportées aux remparts]

[Le receveur verse 1,000 l. t. entre les mains du receveur général des deniers patrimoniaux et d'octroi à Chaalons, pour la part de la ville dans un don de 100,000 l., prélevé par le roi sur les deniers patrimoniaux et d'octroi, pour la fortification des frontières. — La chambre des comptes pense que ce don doit être prélevé sur les deniers patrimoniaux avant tout, et sur les deniers d'octroi à défaut de ceux-ci.]

[300 l. sont allouées à six conseillers pour le roi en la ville de Reims, pour couvrir les frais d'érection du siége présidial. — La chambre rejette cette allocation sur les deniers patrimoniaux, et, s'ils sont insuffisants, la ville se retirera vers le roi.]

[A l'article des gages pour officiers, sont alloués des gages aux grenetiers et contrôleurs de Reims, Cormicy, etc., etc.... En note les auditeurs ont mis :]

« Pour l'allocation de ceste partie, le procureur rapporte trois pièces :

« 1°. La conclusion des consuls, par laquelle le présent comptable est commis pour recevoir des grennetiers les deniers de l'imposition de III s. et II s. t., au nom des habitans;

« 2°. Une autre conclusion faite sur les remonstrances de Darvilliers, que les grennetiers ne vouloient rien délivrer avant d'estre premièrement taxés pour leurs peines d'avoir fait la recette, par laquelle est enjoint à Darvilliers les payer comme ils l'avoient esté dans les comptes précédents;

« 3°. Une conclusion faite à l'original de l'article des comptes rendus par-devant les bailli de Vermandois, capitaine, et consuls de la ville, sous le nom du receveur, pour avoir tenu le compte de ladite imposition durant l'année, finissant le XVIII février M. D XL., pour laquelle semblable partie lui a esté allouée, joint que au compte rendu céans par son successeur de semblable charge, semblable partie lui a esté passée. — [Néanmoins, par les lettres d'octroi, ne leur est donné aucun salaire. — Mais la chambre l'alloue.]

DENIERS COMMUNS.

COMPTE PARTIEL DES OCTROIS.

[Fortific., vol. II, n° 4.]

[Cette année le compte de Darvilliers manque; 1553.
mais il s'en trouve un autre relatif aux deniers communs dans la collection intitulée *Fortifications*.]

« Compte de J. Noblet, sieur de Tincourt, commis et eslu par les habitans à faire la recette et despense des deniers provenant de la vendition des chevaux d'artillerie des eslections de Reims, et de Sezanne en Brie, levés l'année M. D XLII, et de II s. p. ordonnés par le roi estre levés chacun jour durant six mois, à commencer le 1er mai M. D LIII, sur les villes, bourgs et villages des eslections de Reims et Sezanne, pour estre convertis et employes aux fortifications de la ville de Reims. »

[Ce compte, qui s'étend du 1er mai au 1er décembre 1553, est presenté le 1er août 1554 à H. Grossaine, lieutenant à Reims du bailli de Vermandois, en présence des avocats et procureurs du roi, en la chambre de la ville, aussi présents le prévôt, le doyen, les sénéchaux du chapitre, quatre délégués du conseil, du lieutenant du capitaine, du procureur des habitants.]

[Ce compte est précédé de lettres patentes de Henri II, et d'autres pièces. La première, du 19 avril 1553, est adressée au trésorier de France et général des finances établi à Chalons. Elle lui ordonne de faire délivrer aux habitants de Reims l'argent provenu de la vente des chevaux qu'il avait levés l'année précédente dans l'élection de Reims, pour le charroi de son artillerie. Cette somme se monte à 1,870 l. Elle sera employée exclusivement aux fortifications.

contentes par-devant nostredit commis, en la main duquel icelles parties, et chascune d'elles endroit soy, ès noms que dessus, promis-

tiers de feu R. Leurier, devant monseigneur le Bailly de Vermandois.... *Item*, que Pierre Bailli, lieutenant de monseigneur le bailli [de l'archevèché], soit execute ou cas qu'il n'yra à la porte. .. En deffaut P. Crochet.

« xxv *juin*, par T. de Bazoches, presens monseigneur de Saint-Nichaise, Me P. d'Ulmont, P. Le Sauvaige, chanoines, Jesson de Chalon, J. de Chalon le josne, J. Noel, G. Linage, et J. Fournier, eschevins, J. de Chalon l'aisne, G. Lescot, J. Lescot, G. de Condé, P. de Dijon, B. de Saint-Remy, J. de Chaumont, C. Roquet, P. Le Fraisne, H. Le Cueur, Noquin-le-Potier, H. Saget, Collard Milore, J. de Reins, changeur, G. de Saint-Leu, J. d'Ay et Joliers (*sic*); — a esté advisé qu'il est bon que les baulouers de ceste cité soyent visitez, et que ceulx qui se pourront soustenir à petis frais, soient

et ce par les ordonnances et mandements que le roi ou le gouverneur de Champagne commettront à cette fin.]

[Suit l'attache du trésorier de France a Chalons.]

[La deuxième lettre est du 25 avril 1553. Elle est adressée au bailli de Vermandois, et aux élus sur le fait des tailles a Reims. Le roi est surchargé de dépenses et ne peut songer à réparer de ses deniers la fortification de Reims, mais il a avisé d'y faire contribuer tous ceux qui ont interèt à ce qu'elle soit en bon état. En conséquence, toutes les villes, etc.... de l'élection de Reims, même la ville d'Épernay et les villages de son ressort enclavés dans ladite élection, fourniront 11 s. p. chaque jour pendant six mois.... excepté ceux des doyennés de Launoi, Maizières, Rumigny, Grantpré et Dun, qui ont été brûlés durant cette guerre. Ces deniers seront reçus par un bon personnage commis par la ville, dont ceux du conseil seront responsables, lesquels, appele le clergé de la ville, feront élection de deux autres bons personnages, l'un de l'église et l'autre de la ville, pour controller la recette, sans que le receveur ou les controlleurs puissent retenir aucun denier pour leur salaire, sauf au roi a les en récompenser comme il le jugera à propos. Le receveur et les contrôleurs fourniront les deniers pour les fortifications, par l'ordonnance d'un commis nommé par le gouverneur de Champagne. Le receveur enverra, mois par mois, état de la recette et des dépenses au gouverneur, et rendra compte devant le bailli de Vermandois, le procureur et l'avocat du roi, et huit ou dix des principaux de la ville, moitié du clergé, moitié laiques: les gens du roi qui s'occuperont de cette levée de deniers, ne prendront aucun salaire, ni le bailli de Vermandois, ni les élus qui asséront la cotisation de ces deniers sur tous les habitants des villes et villages, le fort portant le faible; — et comme pour refaire les remparts et fossés, qui seront élargis de soixante pieds de bout à fin des murailles, il sera nécessaire de prendre des terres en autres lieux que dans les fosses et autres lieux communs, le roi permet de prendre les terres des héritages des particuliers, qui seront indemnisés par les habitants, d'après l'estimation du bailli de Vermandois et d'experts, appelés le procureur et l'avocat du roi. S'il y a opposition, le roi s'en réserve la connaissance, et l'interdit a toutes les cours de parlement et autres.]

[La troisième lettre est du 24 avril 1553. Elle est adressée au trésorier, à Chalons, et aux élus de Sezannes. Toute l'élection de Sezanne fournira aussi les 11 s. p. par jour.... Cette somme sera versée entre les mains du receveur des tailles de l'élection, qui versera lui-même entre les mains du receveur élu pour Reims. — Il sera versé de plus 2,000 l., venant de la vente des chevaux de l'élection de Sezannes, et toute la somme de la vente, si elle ne monte pas à 2,000 l., — mêmes clauses d'ailleurs que dans les lettres précédentes.]

[Suivent les lettres de M. de la Platière, seigneur de Bordillon, etc...., lieutenant général au gouvernement de Champagne, Brie et Luxembourg, en l'absence du duc de Nivernois, — par lesquelles il commet Hubert Feret, écuyer, seigneur de Montlaurent, vidame de Chaalons, pour ordonner des réparations et fortifications de la ville, appelés avec lui ceux du conseil et autres qui pour ce seront à appeler. — 18 mai 1553.]

[Voici les ouvrages indiqués à faire dans les devis de Hubert Feret et de ses codélégués:]

« 1°. Une plate forme de terrasse, de la porte Dieu-Limire à la tour Chanteraine, et rehausser les remparts qui sont près de la porte et de la tour, de la hauteur du marchepied de la muraille, et de la longueur d'iceux; 2°. une autre plate-forme au-dessous de la tour Chanteraine; 3°. un moyneau de pierre dans le fossé, entre la porte Dieu-Lymire et

drent par leur foy pour ce donnée corporelment, et soubz l'obligacion, c'est assavoir ledit Érart Convent de tous ses biens, et des biens de ses

reparez, et les autres.... soient desmolis, réservé les terrasses, pourveu que de ce sera parlé en plus grant assemblée.

« XXVI *juin*, par T. de Bazoches.... présens Mes P. d'Ulmont, et J. de Chehery, chanonnes, Jesson de Chalon, J. Caillart, eschevins, Mes P. Chardon, G. de Montfaulcon, H. La Barbe, B. de Saint-Remy, J. de Chaumont, J. Cauchon le jeusne, C. Roquet et autres; — a esté déliberé qu'on crie par les quarrefours, que nul ne dépièce baulouars, tonnelles ou autres choses de la fortifficacion sur peinne d'estre reputé trahistre. — *Item*, que tous les hosteliers reporteut chacun soir au lieutenant de monseigneur le capitaine, ou à la loge de messeigneurs les eschevins, les noms de leurs hostes....

« XXVIII *juin*, par T. de Bazoches...., présens monseigneur l'abbé de Saint-Remi, Mes P. d'Ulmont, P. Charlet, channoines,

la tour Chanteraine; 4°. une autre plate-forme du costé de la rivière, entre l'abreuvoir du Ruisselet et rue du Moulin, avec une casemate de pierre près de cette plate-forme, pour battre en flanc jusqu'à une autre plate-forme appelée la plate-forme de N. Beguin.

« 5°. A l'endroit de la tour Serpentine, près la porte de Vesle, il faut faire une haute plate-forme, et continuer et hausser les rêmparts, depuis icelle jusqu'à une autre, près du moulin de P. Serval.

« 6°. Il faut aussi eslargir et hausser jusqu'au marchepied de la muraille, les remparts qui sont depuis la plate-forme, derrière Saint-Nicaise, jusqu'à la porte Dieu-Limire; et faire audit lieu une plate-forme, et pour ce prendre les terres et faissins de craies qui sont dans les fossés en cet endroit, pour les approfondir et les eslargir, attendu qu'ils sont fort remplis.

« 7°. Enfin faire une grande et haute plate-forme à l'endroit de la tour Chanteraine, contre la haute muraille de craie estant près de ladite tour et de ladite muraille. »

[Suivent enfin les nominations du receveur et d'un contrôleur laiques, faites par conclusion du conseil général du 15 mai 1553, et la nomination du contrôleur ecclésiastique, nommé par conclusion du clergé, assemblé en nombre suffisant dans la maison de l'archidiacre, vicaire général. — Ce contrôleur est le recteur de l'église paroissiale de Sacy, au diocèse de Reims.]

[Aux recettes les 2 s. p. des villes et villages de l'élection de Reims, produisent 9,085 l. t. — Absalon Poulet, receveur des tailles de Sézannes, verse 1,587 l., et 622 l. pour le reste de la vente des chevaux.]

[La recette est de XIII^{m} CLXXV l. X s.]

[La mise de XI^{m} IIII^{c} IIII^{xx} XI l. VI s. t.]

[A la suite du compte, se trouvent des lettres patentes qui allouent à H. Féret 92 l. t.; au contrôleur ecclésiastique 25 l. t.; au contrôleur laique 111 l. 12 s. 6 d. t.; au receveur 120 l. t.]

DENIERS COMMUNS.

XLVIIe COMPTE DES OCTROIS ET PATRIMONIAUX.

[Comptes, vol. I, n° 14.]

[Ce compte s'étend du 24 juin 1554, au 1er octobre 1555. C'est le dernier de Darvillers; il est 1554 et 1555.
présenté à la chambre des comptes.]

[A la recette du 4°, qui est affermée 3,000 l. t., le receveur, à dater de décembre 1554, ne touche plus les 2,000 l., ou deux tiers de cette somme, appartenant au roi, attendu que celui-ci a vendu ces deux mille livres de rente à divers habitants de Reims. — En marge:] « Vu le compte de la recette générale de Reims de l'an M. V^{c} LIV, par lequel appert que le IVe a esté vendu à plusieurs habitans XXIV^{m} l. t., ceste partie est passée. »

[Le reste du compte est semblable aux précédents à dater du XLVIe.]

[A la clôture se trouve en note:] « Signifiera la veuve de Darvilliers au receveur actuel des deniers communs, de plus faire mention des deniers patrimoniaux. »

DENIERS COMMUNS.

XIIe COMPTE DES OCTROIS.

[Anc. octrois, vol. I, n° 8.]

[Ce compte est celui du successeur de Darvillers. 1555 et 1556.
G. Bignicourt, commis, et élu par voix scrutines des bourgeois, manans et habitans, à faire la recette et dépense des deniers communs d'octroi, le 6 novembre 1555. — Il fait compte des recettes du 1er juillet 1555 au 31 décembre 1556, et des dépenses jusqu'en mars 1557.]

hoirs et successeurs, meubles et immeubles, préseus et advenir, et ledit procureur de tous les biens appartenaus ausdis habitans séculiers

monseigneur le prévost de la Montaigne, Mᵉ J. Cabert, J. Moet, Mᵉ H. La Barbe, J. de Chaumont, P. Crochet et G. Dominique, Jesson de Chalon et J. Caillart, eschevins, et J. Cauchon le jeusne, et C. Roquet. — [Il s'agit de traiter fort secrètement avec ceux de Mouson.]

« VIII *juillet*, par T. de Bazoches...., présens Mᵉ P. Bongarson, P. le Sauvaige, Mᵉ P. Chardon, J. Cabert, H. La Barbe, J. de Chalon le jeusne, Jesson de Chalon, P. Leroy, J. Duderé, T. de Berru, C. de La Place, J. Fournier, P. de Thuisy, J. Juppin, eschevins, G. Lescot, J. Lescot, Mᵉ A. Doriguy, C. Roquet, J. de Chaumont, G. Dominique, J. Moet, G. de Condé, H. Colet, G. de Saint-Leu, P. de Dijon, J. Gibour, M. Fale, P. Crochet, J. de Liart, J. Le Breton, J. Cauchon l'aisné, et Jacquet Cauchonnet, O. Drouet, J. Colin, J. Oudart le jeusne,

[Ce compte est précédé des lettres patentes du 12 mars 1551, qui accordent pour six ans les III s. et II s. t. par minot de sel, octroi dont rien n'était perçu depuis 1542.]

[La recette se compose 1°. du bon du 4ᵉ des vins, et autres breuvages en détail.]

[2°. Des III s. t. sur le grenier de Reims.]

[3°. II s. t. sur le grenier de Cormicy.]

[4°. II s. t. sur le grenier de Château-Porcien.]

[On voit qu'après Darvillers le mode adopté en 1515 est rétabli. Les deniers patrimoniaux ont disparu des comptes qui se rendent à la chambre. Aux deniers patrimoniaux seront joints désormais les II s. p. sur queue de vin en gros, comme avant Darvillers l'était le 4ᵉ des vins en détail. Sans doute cela vient de ce que les habitants, ainsi que nous l'avons vu naguère, ont acheté cet octroi au profit du roi, et que desormais ils le regardent comme patrimonial.] (Voir les comptes de 1561 et 1562.)

[Les mises sont allouées 1°. Pour ouvrages de charpenterie, maçonnerie, serrurerie, etc.]

[2°. Pour des achats de salpêtre.]

[3°. En deniers payés à gens qui en doivent compte. (1,000 l. sont versées au receveur général à Chaalons, par ordre du roi, pour les frontières).]

[4°. Gages d'officiers. — Le receveur, bien que nommé par la ville, prend ses gages à raison de VI d. par livre.]

[Le premier de ces chapitres occupe à lui seul les trois quarts de la mise.]

Recette, IVᵐ IXᶜ XIX l. XIX s. I d. ob. t.

Mise, Vᵐ VIIᶜ XXIII l. VIII s. X d. ob. t.

[Ce compte est vérifié et clos à la chambre des comptes, comme désormais le seront tous deniers d'octrois. — A dater de ce compte tout se régularise définitivement. Une double série s'ouvre dans les comptes, qui ne se confondront plus. D'un côté les deniers communs d'octrois, dont l'emploi est vérifié à la chambre des comptes; de l'autre, les deniers communs patrimoniaux, dont l'emploi est vérifié devant les délégués du conseil de ville. La première série forme la collection intitulée Chambre des comptes, à partir du quinzième compte du premier volume. La deuxième série compose la collection intitulée Deniers patrimoniaux, à dater du deuxième compte du huitième volume. — Nous indiquerons corrélativement désormais, année par année, les comptes de ces deux séries, qui, réunies, représentent l'emploi de la totalité des deniers communs.]

DENIERS COMMUNS.

XIIIᵉ COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. I, n° 15.]

[Ce compte, qui s'étend du 31 décembre 1556 au 1557 et 1558
7 mars 1557 (v. s.), est rendu à la chambre par G. Foulquart, commis et élu par les bourgeois à faire la recette et dépense des deniers communs, tant patrimoniaux que d'octroi.]

[Les recettes se composent du XVᵉ, des 3 s. et 2 s. sur le sel, et des amendes.]

[Les mises sont allouées pour fortifications, artillerie, gages d'officiers. En tête des officiers percevant des gages, se trouve Mᵉ J. Hennequin, général et superintendant des deniers communs de la ville de Reims, dont les gages commencent le 2 juin 1556, et montent à 228 l. 4 s. 1 d. t. — En marge, cette note de la chambre :]

« Vu les lettres d'office dudit général, vérification desdites lettres en la chambre de céans, du XXVII juin M. Vᶜ LVI, département par lui fait de ses gages de XIIᵐ l., par chacun an, sur les villes de la généralité, reçu et enregistré en la chambre de céans, le XXVII mars M. Vᶜ LVII, par lequel appert la ville de Reims estre taxée pour sa portion desdits gages à la

de Reims, lesquelx quant ad ce icelles parties ont soubsmis à toutes justices quelxconques ... Ce fut faict le seziesme d'avril, l'an mil cccc

J. Brunet, G. Liennard, Noquin-le-Potier, Gérardin-le-Feure, J. Soubretel, Caulus Hurtault, J. Leblanc, R. de Suippe, J. Milore, J. Oudart l'aisné, S. Prévostin, J. de Reins, joliers, P. Le Fresne, G. Lamague, O. de Mèses, J. La Bellique, G. Persin, J. Barbette, connestable, J. de Villers, frepier, H. Saget, C. Caillard, J. Jacquemin et autres esleus au conseil.

[Il est arrêté par tous les assistants que le capitaine, ou son lieutenant, procédera contre les défaillants à la garde, par la manière qu'il a accoutumé de faire, malgré l'empêchement mis par le procureur de l'archevêché. - Que ce procès soit soutenu bien et vigoureusement, qu'on en écrive à Mr de Chatillon, afin que lui-même en écrive à MM. du grand conseil, afin d'en obtenir nouveau mandement et provision. Les lettres du duc de Bourgogne seront montrées au chancelier et

somme de cc xxviij l. iv s. i d t., vidimus d'autres lettres patentes en date du xvii janvier m. vc lvii, par lesquelles est mandé lui payer ses gages tant pour le passé, à commencer du jour de sa provision audit office, qu'à l'avenir.»

[Ce superintendant fournit à la chambre un état des deniers communs de Reims, qui sert à vérifier le compte du receveur. — Il y a toujours un contrôleur des deniers communs.]

DENIERS COMMUNS.

VIIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. VIII, no 2.]

1557. «Compte de G. Foulquart [commis et élu à la recette des deniers communs, le 10 mars 1556 (v. s.), jour de la rénovation des officiers], des recettes et despenses de l'aide de ii s. p. donné et octroyé par le roi aux habitans, sur chaque queue de vin vendue en gros, revendue ou eschangée en la ville et faubourgs... et des deniers patrimoniaux appartenant à la ville»

En marge : [Ce compte a esté présenté par-devant nous P. Gilbaut, l'un des séneschaux de l'église N. D. J. Cocquillart et C. Mothet, bourgois, commis et délégués par le conseil des habitans....]

[L'aide de ii s. est affermé 3,000 l. t. par an.]

[Les patrimoniaux montent à 156 l. t.]

[Les chapitres des mises sont : 1°. Tant pour les affaires, que frais de procès de la ville; frais de commissaires, présents royaux ;]

[2°. Voyages et transactions ;]

[3°. Gages des comptables ;]

[4°. Dépense commune.]

[Au chapitre 1 se trouvent : 100 l. que doivent les habitants, pour leur part de cotisation dans les frais de la rédaction des coutumes du Vermandois. — 20 l. remboursées à l'enseigne de deux connétablies, pour avoir fait faire une enseigne de taffetas; — autant pour même cause au capitaine de deux autres connétablies; — à six ménétriers, qui ont conduit et ramené, au son du fifre et du tambourin, les gens faisant le guet sur les murailles; — 6 l. à un menuisier pour avoir dressé deux portes au jeu de pallemalle, établi à Reims par ordre du roi; — 333 l. de perte sur les vivres fournis aux reitres à Attigny; — 1,400 l. au receveur de l'augmentation de la gendarmerie, en la ville et élection de Reims, somme à laquelle Reims a été cotisé pour sa part dans la somme assise par ordre du roi sur les villes, bourgs et villages de l'élection de Reims, contribuables aux fournitures des munitions, logis et ustensiles des gens d'armes et archers tenant garnison; — 16 l. à un chirurgien pour avoir médicamenté vingt-huit Allemands blessés au service du roi.]

[Au chapitre 2. — 50 l. à B. Grossaine, lieutenant, à Reims, du B. de Verm., pour avoir vaqué en cour a la poursuite de l'expédition des lettres patentes pour la suppression de l'office de receveur que tenait G. Darvillers. — Frais à l'occasion de la taille assise sur l'élection de Laon, pour les travaux de la rivière de Vesle.]

[Au chapitre 3. — Le receveur avait porté 50 l. t. pour ses gages. Ils sont biffés, et en marge il est dit par les auditeurs :]

«Le procureur des habitans a requis ledit article estre rayé, parce que le comptable s'est fait taxer c xxii l. xiv s. t. sur le compte par lui rendu en la chambre des comptes, des deniers provenant du xve et des greniers à sel, ce qui est contre l'intention de tous les habitans, attendu que de tout temps les receveurs des deniers communs à Reims, ont esté aux gages de l l. t. par an, pour toutes les receptes, tant de deniers d'octrois que patrimoniaux, excepté que durant le temps que feu G.

quarante-nuef, après Pasques. *Sic signatum* : C. Morcel. — Fait et passé en parlement par maistre Granier Aubri, procureur de maistre

au grand conseil. — La ville réclame instamment des abstinences (trèves), avec ceux de Mouson, dont elle a grandement à se plaindre. Elle en écrit fréquemment au capitaine, au conseil, etc., etc. Celui qui ira à Paris solliciter la provision pour la garde de la ville, fera ses efforts pour impetrer les aides de la ville. C'est Quatresols qui en est chargé, et qui tâchera de faire renouveler le mandement des aides, celui des lars, etc.]

Darvilliers a possédé cet office qu'il avoit obtenu du roi,..., et pour ce payé finance pour raison de laquelle lui estoit taxés VI d. pour livre, lequel office les habitans ont fait supprimer a leurs despens, et partant est retourné à leur eslection ; néanmoins les receveurs des deniers, depuis la suppression, se sont fait taxer VI d. pour livre en la chambre des comptes, ce qui monte ceste année à C XXII l. XIV s. t., ce qui est LXXII l. XIV s. de plus que de coustume. »

[Le procureur demande en conséquence que le receveur restitue au prochain compte ce qu'il a pris de trop. — Le receveur consent à laisser biffer l'article, pourvu qu'on le laisse possesseur de la somme allouée par le superintendant des deniers communs de Champagne, et par la chambre des comptes. — Il fait une énumération fort longue de toutes ses occupations et vacations.]

Recette totale, III^{m} II^{c} XXI l.

Mise totale, III^{m} VI^{c} XXI l. XVII s. VI d.

DENIERS COMMUNS

XIVe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. I, n° 16.]

1558 [Ces comptes s'établissent maintenant de janvier en janvier.]

[Dès le compte précédent il est fait mention au 4e, des 2,000 l. du roi comme versées au receveur des aides, et non plus à des habitants qui les auraient acquises.]

[Aux mises il y a 800 l. payées au receveur général des finances en la province de Champagne, établi à Reims, pour la part de la ville des 100,000 l. t. que le roi lève cette année sur les deniers patrimoniaux et d'octroi des villes closes du royaume. — Il

« X *juillet*, par T. de Bazoches.... [1 échevin, 12 autres personnes dont les noms sont connus. Il n'y a pas de conclusion.]

« XVII *juillet*, par T. de Bazoches...., presens J. Caillard, P. Leroy, Jesson de Chalon, eschevins, Me P. Chardon, J. Cabert, H. La Barbe, G. Lescot, J. Lescot, J. Cauchon le jeusne, G. de Montfaulcon, J. de Chaumont, P. Crochet, C. Roquet, B. de Saint-Remi, G. de Condé, J. Cauchiette, J. Brunet,

n'y a qu'un quartenier à Flechambaut. — Il n'y en a jamais eu qu'un de porté aux gages pour la Porte Mars. — Le receveur touche 84 l. 7 s. t. de gages, à raison de 6 d. pour livre.]

DENIERS COMMUNS.

VIIIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. VIII, n° 3.]

[Il y a un chapitre de recette extraordinaire, où figurent 461 l. t., reste de la contribution levée pendant six mois sur les villages de l'élection de Reims en 1554, applicable aux fortifications.] 1558

[Aux mises se trouvent des présents faits à l'occasion d'un octroi de 9 l. t. sur chaque muid de sel vendu à Reims, de 4 l. t. sur chaque muid à Cormicy et Chateau-Porcien, auquel octroi sont mises les attaches de A. Pioche, général des finances de Champagne, et du général Hennequin, superintendant des deniers communs. — Au capitaine et enseigne des hacquebutiers, 20 l. pour la montre qu'ils ont faite de tous les campagnons du jardin de l'hacquebute. — A un sergent royal qui a publié que les soldats de la légion de Champagne eussent à se retirer à Pontfaverger, pour y faire leur montre. — 1,400 l. au receveur de l'augmentation de la gendarmerie. — Pour une taille levée dans la ville pour la solde de 50,000 hommes de pied.]

[Il y a un chapitre de mises pour les fortifications montant à 326 l. t.]

[Au chapitre des taxations, — 40 l. t. pour voyages, mémoires, etc., à propos du différend venu entre les habitants et le capitaine de la ville, sur ce que celui-ci disait à lui appartenir de prendre le serment des officiers de la ville, et de présider au conseil, et faire signer et sceller les lettres obtenues par les habitants, tant pour le don que le roi leur a fait de huit pièces d'artillerie, que de la crue de 9 l.

Nicole l'Ermite, ou nom que dessus, d'une part; et par maistre Galois de Vertus procureur de Hérart Convent, eschevin de Reins, d'autre part, le derrenier jour d'avril mil cccc quarante-neuf.

J. Soubreteau, joliers; J. Aiguelet, H. Gaillart, J. Fournel.—Deffaulx J. Moet, H. Colet, G. Dominique.

[On priera très-doucement les gens de l'archevêché, de souffrir que pour deux ans les maisons des portes de Porte à Vesle et Porte-Mars demeurent en la garde de la ville où elles sont dès longtemps, en leur remontrant les inconvenients du contraire—Et si ils refusent, le procureur des habitants seculiers s'opposera. On nomme une commission pour voir comment sont situées ces maisons quels inconvenients naitraient si elles sortaient des mains des habitants, et le rapporter au conseil.]

e xxiiii *juillet*, par T. de Bazoches..., pré-

et 4 l. t. sur les greniers à sel. — A un sergent de la forteresse, commis pendant douze jours a ouvrir la porte Fléchambaut, après le trepas d'un quartenier. — Les gages du comptable sont encore biffés.]

Recette, iiim vic xx l. iii d. t.

Mise, iiim ixc ii l. vi s. v d. t.

DENIERS COMMUNS.

XVe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. I, no 17.]

1560. [Foulquart, receveur. Semblable au precedent.]
Recette, iim ixc iiiixx xiii l. xv s. i d. t.
Mise, m vic lxx l. xv s. ii d. t.
[Il y a toujours aux comptes d'octrois 12 l. 10 s. t. d'epices pour MM. les auditeurs des comptes.]

DENIERS COMMUNS.

IXe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. VIII, no 4.]

1559 [Aux mises, 9,577 l. t, de taille, pour la part de la ville dans la solde des cinquante mille hommes de pied. Elles sont versées entre les mains du receveur des deniers casuels à Reims, qui verse au receveur général de Champagne, — 12 s. pour placer dans la salle du conseil un tableau où est le *vidimus* de l'arrêt du conseil privé, sur le différend entre les habitants et le capitaine. — Des frais considérables pour l'entrée de la reine. — Toujours 1,400 l. t. pour l'augmentation de la gendarmerie. — Toujours aussi les auditeurs pour la ville des deniers patrimoniaux perçoivent le salaire de leurs vacations.]

DENIERS COMMUNS.

XVIe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. II, no 1.]

60. [Foulquart, receveur. Il y a trois chapitres de recette : 1o. Le 4e. — 2o. Deniers sur les greniers à sel. — 3 s. sur chaque minot du grenier de Reims. — 2 s. sur Cormicy et Château-Porcien. — 3o Recettes extraordinaires. Au chapitre des 2 s. sur queue de vin, il y a en note :] « Ces deniers sont employés, par permission du roi, au remboursement d'autres deniers fournis par les habitans, et dont le compte se rend à l'hôtel-de-ville. »

[Il y a huit chapitres de dépenses : 1o. Deniers payés par mandements des maîtres des ouvrages et conclusion du conseil — 2o. Achat de craies et autres matériaux. — 3o. Salaires d'ouvriers. — 4o. Deniers payés par mandement des maîtres de l'artillerie. — 5o. Acquisitions de terrains pour percer une rue. — 6o. Gages d'officiers. — 7o. Voyages et taxations. — 8o. Dépense commune.]

Somme de la recette, iiim cxii l. vii s. t.

Somme de la mise, iim clviii l. v s. ix d.

DENIERS COMMUNS.

Xe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. IX, no 1.]

[Les recettes se composent : 1o. De l'aide de 2 s. sur queue en gros, 2,800. 2o. Du loyer des fossés, maisons, etc..., 143 l. 15 s. 3o. Recettes extraordinaires, 160 l. 4 s. t. — Les mises sont : 1o. Deniers payés pour les affaires de la ville par conclusion. 2o. Voyages et taxations. 3o. Dépense commune.] 1560.

Somme de la recette, iiim clxiv l. xix s. t.

Somme des mises, iim viiic xxiv l. viii s. iii d. t.

[Au chapitre premier des mises : 30 l. aux élus pour leurs gages, salaire et vacations d'avoir durant trois ans eu la connaissance des causes dependantes de la ferme de l'ayde de 2 s. — 1,400 l. t. au receveur des tailles et taillons pour la part de Reims

10 avril 1449. *Item*; à tous ceulx qui ces présentes lectres verront ou orront, Gobert Fournet, licencié en lois, chanoine de Laon, conseillier du

sens Jesson de Chalon, et J. Caillard, eschevins, Me P. Chardon, J. Cabert, H. La Barbe, J. de Chaumont, C. Roquet, G. de Condé, Me G. de Montfaulcon, B. de Saint-Remy, et J. Fournel. — Deffaulx J. Cauchon le jeusne, H. Colet, J. Moet, G. Dominique, P. Crochet. — A esté délibéré que on rescripve bien au lon à monseigneur de Chastillon, qu'il veuille tenir la main aux II procès que ont les habitans contre les gens de l'arcevesché, c'est à savoir pour le fait de P. Bailly, et des chambres de dessoubz les portes de Porte-Mars et de Porte à Vesle.

Dernier jour de juillet, par T. de Bazoches ..., présens [2 échevins, et 12 autres personnes qui figurent d'ordinaire dans les conclusions]. Deffaulx C. Roquet, H. Colet.

« II *aoust*, par T. de Bazoches ..., présens messeigneurs les abbes de Saint-Remy et

dans la contribution des fournitures de munitions, logis et ustensiles. — Au deuxième chapitre : Frais des députés aux États d'Orleans.]

DENIERS COMMUNS.

XVIIe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. II, n° 2.]

1561. [L'aide de II s. reparait aux recettes, bien que le roi, par lettres patentes du 2 janvier 1560, l'ait accordé aux habitants pour quatre ans commençant le 1er juin 1561; afin que les deniers en provenant soient employés tant au payement de l'augmentation de la gendarmerie, frais de procès, voyages, que autres affaires utiles à la ville.]

[Le premier chapitre des mises est affecté au versement des 1,400 l. t. de taillon; le deuxième contient les deniers payés, par conclusion du conseil, pour les affaires de la ville.]

DENIERS COMMUNS.

XIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. IX, n° 2.]

1561. [Il y est fait mention d'une partie seulement de la recette de l'aide de II s., l'autre partie ayant été portée en recette au compte de la chambre des comptes, où le tout figurera désormais en vertu des lettres d'octroi]

[La recette n'est plus que de IIm VIc XXVIII l.]

[La mise de VIIc IV l.]

DENIERS COMMUNS.

XVIIIe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. II, n° 3]

1562. [Aux mises. Département fait par conclusion du 11 avril 1562 de la somme de 1,914 l. 8 s. pour les frais de l'assemblée des États. — 800 l. que le roi a mandé au receveur général établi à Châlons de prendre sur les deniers patrimoniaux et d'octroi de Reims, pour employer aux réparations de Calais et Metz. — Aux mises figurent aussi le taillon et une partie des deniers dépensés pour les affaires de la ville; c'est la conséquence du transport de l'aide de II s. dans ces comptes.]

[Un nouveau chapitre est ouvert aux mises :] « Deniers payés par mandement de Me François Rousselet, procureur des habitans, pour le guet fait aux portes pour la tuition et garde de la ville. — [Une conclusion du 2 juillet 1562 permet au procureur] ordonner de deniers qui seront baillés aux portiers, par les mains du receveur, en vertu des mandemens du procureur. » — [La mise est de 79 l. employées au salaire d'hommes qui ont veillé sur les portes, pour avertir du nombre de personnes qui en approchaient.]

Somme de la recette, IVm VIc XXIII l. IX s. VIII d. t.

Somme de la mise, IXm VIIIc XI l. VI s. VIII d. t.

DENIERS COMMUNS.

XIIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. IX, n° 3]

[Les recettes ne se composent désormais que des deniers réellement patrimoniaux.] 1562.

[Aux mises on trouve quelques dépenses faites par trente soldats, levés par le clergé pour la garde des portes, lesquels soldats ont prêté serment par-devant le lieutenant de faire fidèlement la garde de la ville. — On voit figurer dans ce compte le baron de Corny, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi et gouverneur, pour Sa Majesté, de la ville de Reims. — On renouvelle les lettres sur l'affranchissement des tailles; on fait une composition de 12,000 l. avec le roi, pour un impôt de 6 s. sur queue de vin et vendanges.]

roy nostre sire, et garde du seel de la baillie de Vermandois à Laon, establi de par icellui seigneur, salut : savoir faisons que par-devant nostre

Saint-Denis, monseigneur le Prévost, Me P. d'Ulmont, et P. Charlet, channoines, Jesson de Chalon, J. Caillard, eschevins, Mes P. Chardon, J. Cabert, J. de Montfaulcon, et Hue la Barbe, G. de Condé, J. Cauchon le jeusne, B. de Saint-Remy, H. Colet, J. Moet, P. Crochet, J. de Chaumont, C. Roquet, G. Dominique; — a esté delibéré par les dessusdits, que Me P. Chardon, J. Cabert et II ou III autres du conseil ensemble, parlent itérativement à Pérarde de Bezannes, sur le fait touchant certaines paroles dictes par Mre J. de Cerny, à l'encontre de IX habitans de ceste cité, et sa déposition mise par escript, signée de II jurez du roy.... Et ce rapporté au conseil, au surplus on y procédera. — *Item*, qu'on mette sus les escouttes, et qu'on mande les maires, ou autres gens les plus notables des villages de cy environ, et leur enjoingne, sus grosses peinnes..... [qu'ils

1563. [L'inventaire de 1691 mentionne des lettres du roy du 3 may 1562, par lesquelles il affranchit la ville d'un subside sur chaque muid de vendanges au moyen de 12,000 l., payables en trois ans, soit 4,000 l. par an, en permettant aux habitans de lever, pendant six ans, un droit de 3 s. 9 d. sur chaque queue de vin entrant. Nous ne trouvons aucune trace dans nos comptes de la perception de ce droit.]

[Il s'agit d'ailleurs évidemment ici des anciens 5 s. créés le 22 septembre 1561, et dont la ville continua d'être déchargée moyennant 2,000 l. par an, ainsi que des nouveaux 5 s. créés le 18 juillet 1581.]

DENIERS COMMUNS.

XIXe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. III, n° 1.]

[Aux mises, le procureur ne donne plus seulement les mandements pour le payement des guet et baillehaut des portes; mais une conclusion du 26 février 1562 le charge de faire tous les mandements relatifs au procès d'un voleur qui avait dérobé des poudres dans la grange de la ville, ainsi que pour beaucoup d'autres affaires.]

DENIERS COMMUNS.

XIIIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. IX, n° 4.]

1563. [Rien à noter.]

DENIERS COMMUNS.

XXe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. III, n° 2.]

1564. [On voit aux mises, qu'en temps de peste on enfermait les malades avec les personnes de leur famille qui voulaient les soigner, en cadenassant les portes de leurs maisons, et condamnant les issues avec des barres de fer. — Il n'y a pas de mises allouées sur les mandements du procureur.]

DENIERS COMMUNS.

XIVe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. IX, n° 5.]

[Les gages des élus se payent de trois en trois ans. 1564.
D'ailleurs les mises deviennent de plus en plus faibles, la ville cherchant à en rejeter le plus qu'elle peut sur les comptes d'octrois, dans lesquels figurent les 2 s. par queue en gros, affectés aux affaires de la ville. — Ainsi le chapitre des taxations et voyages est passé tout entier aux comptes d'octrois.]

DENIERS COMMUNS.

XXIe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. III, n° 3.]

[Ce compte est précédé, 1°. de lettres patentes qui 1565.
prorogent la levée des 2 s. par queue de breuvages en gros vendus à Reims et dans un rayon de quatre lieues, à payer moitié par l'acheteur, moitié par le vendeur. Cet impôt, dont le compte sera rendu à la chambre, doit être consenti par la majorité des habitants.]

[2°. Suit une déclaration du roi, qui explique que bien que cet octroi soit applicable aux fortifications, néanmoins les habitants lui ayant représenté que n'ayant que 120 ou 140 l. de deniers patrimoniaux par an, ses prédécesseurs leur avaient toujours accordé quelque octroi pour y suppléer; il a cru devoir leur permettre d'affecter ce présent octroi au payement pour l'augmentation de gendarmerie, frais de procès, voyages, gages d'officiers, et autres affaires communes de la ville.]

[3°. Lettres de prorogation des deniers sur les trois greniers à sel.]

[4°. Déclaration qui permet de faire du surplus des 2,000 l. de tailles payées sur le 4°, le même usage

amé et féal Jehan Migaillot, clerc, demourant à Reims, commis et establi de par nous pour ouïr, recevoir et à nous rapporter ce qui s'ensuit,

fassent savoir à la cité, si des gens d'armes passent devers eux.]

« VII *aoust*, par T. de Bazoches..., présens Me P. d'Ulmont, Me J. Witry, chanoines, Jesson de Chalon, et J. Caillart, eschevins, Me P. Chardon, J. Cabert, G. de Montfaulcon, H. La Barbe, J. Moet, J. de Chaumont, J. Lescot, C. Roquet, J. Fouroel, B. de Saint-Remy, J. Cauchon le josne, G. de Coudé, J. Gouvion; — [on écrira au grand conseil, à Me de Beauvais, pour se plaindre des gens d'armes.] — En deffaulx H. Colet, G. Dominique, P. Crochet.

Item, par les dessusdits séculiers, a esté déliberé que ledit lieutenant procède hastivement contre le hostelain, hostesse, et leur filz de Vaulx d'Estrez.

« XIIII *aoust*, par T. de Bazoches..., et présens (*sic*), Jesson de Chalon, J. Caillard, eschevins, Me P. Chardon, Me J. Ca-

que du surplus des 1,400 l. prélevées sur l'aide de 2 s. pour l'augmentation de la gendarmerie.]

[5°. Lettres patentes pour le remboursement de la charge de S. Hennequin. Le 2 juin 1556 Hennequin a été pourvu de l'office de général superintendant et contrôleur des deniers communs, patrimoniaux et d'octroi, moyennant 12,000 l. t. versées au trésorier et receveur général des finances extraordinaires et parties casuelles. Depuis, sur les remontrances des députés du tiers état, le roi a supprimé ces offices par ordonnance de janvier 1560, et a remis l'administration des deniers communs aux maires, échevins et conseillers des villes. Cette ordonnance ne disait point par qui Hennequin serait remboursé. — Comme cette suppression est à l'avantage des deniers communs qui ne supporteront plus les gages de cet office, le roi veut qu'il soit remboursé sur les deniers communs des villes de la généralité, et que ses gages courent jusqu'au remboursement.]

[6°. Répartition des 12,000 l. faite entre les villes de la généralité par P. Pioche, général des finances, établi à Reims : Chaalons, paye] IIIm CXXX l. I s. VI d. — Troyes, IIm DXXXIII l. I s. VII d. — Reims, MIXc XCVIII l. VI s. VI d. — Langres, DCCCV l. XIII s. IV d. — Laon, CCCVIII l. IV s. V d. — Chaumont, CCCCXII l. VIII s. VIII d. — Rethel, MXXIII l. XI s. III d. — Sainte-Menehould, CCCCXXII l. XI s. VII d. — Chasteau-Porcien, CXLVII l. XVI s. VIII d. — Épernay, CXCIV l. IX s. X d. — Bar-sur-Aube, CXCV l. III s. — Coucy, CCXIII l. XVII s. VI d. — Arcis-sur-Aube, XCIII l. VI s. — Cormicy, LXIV l. VIII s. I d. — Mussy-l'Évesque, CLXVII l. X s. X d. — Saint-Dizier, CLIII l. XV s. VIII d. — Vaisly, CLI l. XVII s. V d. — Fismes, XLV l. IV s. III d. — Maizières, CCCCLXI l. XVI s. XI d. — Somme, XIIm DIX l. V s. t., [pour le principal et les accessoires.]

[Suivent les comptes dans lesquels la chambre a biffé, au chapitre des gages d'officiers, ceux que l'on avait alloués jusqu'alors aux grenetiers de Reims, de Château-Porcien et Cormicy, attendu qu'ils ont gages ordinaires de leur état, que la recette qu'ils font pour la ville s'opère sur le lieu, et n'occasionne aucun port ni voiture, joint que les greniers sont donnés à ferme.]

DENIERS COMMUNS.

XVe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. X, no 1.]

[Aux mises, 5 l. t. à un envoyé qui a été à Nancy, 1565.
par l'ordonnance du conseil, porter au duc d'Aumale, lieutenant général au gouvernement de Champagne, un état de l'élection faite, par les habitants, suivant l'ordonnance du roi, du double d'officiers et gouverneurs de la ville pour le faire tenir par ledit d'Aumale au roi, et être par S. M. choisi, dudit nombre double, un nombre ordinaire et ancien pour officiers et gouverneurs pour l'an 1565.]

[Le salaire des trois greuetiers est alloué aux patrimoniaux.]

DENIERS COMMUNS.

XXIIe COMPTE DES OCTROIS

[Comptes, vol. IV, no 1.]

[Aux mises se trouvent 3,000 l. versées à G. de 1566.
Champaigne, receveur général, pour la cote de la solde d'un capitaine et de cinquante hommes de guerre, arquebusiers, ordonnés par le roi pour la garde de monseigneur le duc d'Aumale, gouverneur de Bourgogne, et lieutenant général en Champagne.]

DENIERS COMMUNS.

XVIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol X, no 2.]

[Rien à noter.] 1566.

furent préseus en leurs personnes, noble homme Anthoine de Hellande, escuier, seigneur de Hertauville, varlet trenchant du roy

bert, Me G. de Montfaulcon, J. de Chaumont, G. de Condé, B. de Saint-Remy, P. Crochet, C. Roquet, G. Dominique, Hue La Barbe. — Deffaulx H. Colet, J. Moet, J. Fournel, J. Cauchon le josne.

« XXI *aoust*, par T. de Bazoches..., présens Me P. d'Elmont, Me J. de Witry, chanoines, Jesson de Chalon, J. Caillart, eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, J. de Chaumont, G. de Condé, J. Moet. — En deffaulx J. Cauchon le josne, G. Dominique, J. Fournel, Me G. de Montfaulcon; — a esté délibéré que de IX couples il n'y aura que VIII couples aux portes, et les autres seront sur les murs. — *Item*, que l'on face armer chacun jour [de haubergeons] les six gaits et qu'ils soient toujours prestz. — Que la poterne du Jard soit close du tout, et la clef mise ès mains des quarteniers. — Que les connestables gisent en leurs tournelles, garnis de fers et habillemens tous prestz, et qu'ilz veillent autant que leurs gens. — *Item*.

DENIERS COMMUNS.

XXIIIe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. IV, no 2.]

1567 [Ce compte est précédé, 1o. du bail de l'aide, de 2 s.; — 2o. du bail du 4e. Ce dernier prouve que les 2,000 l. du roi sont toujours payées aux habitants qui en ont versé le capital en 1554.]

[Aux recettes extraordinaires sont portées 700 l., que A. de Lyons, seigneur d'Espaux, lieutenant general de Champagne, en l'absence du duc de Guise, a saisies dans les mains du fermier du 20e denier des vins vendus à Reims, sur ce que celui-ci peut devoir au seigneur de Saint-Pouange, qui est de la religion réformée, et porte les armes contre le roi.]

DENIERS COMMUNS.

XVIIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. X, no 3.]

1567. [Rien à noter.]

DENIERS COMMUNS.

XXIVe COMPTE DES OCTROIS.

XVIIIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Comptes, vol. V, no 1, Den. patrim., vol. X, no 4.]

1568. [Rien à noter.]

DENIERS COMMUNS.

XXVe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. V, no 2.]

1569. [Ce compte est précédé, 1o. des lettres d'octroi de l'aide de 2 s. pour six ans, — 2o. de la prorogation pour l'affranchissement des tailles, impôts, emprunts pour le fait des guerres, à charge de lever le 4e au lieu du 8e sur le vin en détail, etc.... Ces lettres portent défense d'employer plus de 500 l. t. aux frais communs de procès, taxations, etc. Aussi, depuis ce temps, les comptes d'octroi diminuent de beaucoup, et les patrimoniaux augmentent en sens inverse, le surplus de 2,000 l. est toujours applicable aux voyages, taxations, etc..., ainsi que l'aide de 2 s.]

DENIERS COMMUNS.

XIXe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. X, no 5.]

[Rien à noter.] 1569.

[Il se trouve, dans le volume X des deniers patrimoniaux, no 6, un autre compte de la même année, rendu également par le receveur des deniers communs, et devant les gens du roi au bailliage de Vermandois à Reims. — Il s'agit de deux lingots d'or, pesant 2 marcs, et trois lingots d'argent, pesant 5 marcs 5 onces, saisis sur A. Ogier, orfèvre, qui les faisait conduire avec plusieurs chappes, chasubles et ornements d'église de la ville de Soissons, où il s'était retiré pour fabriquer monnaie, pendant que cette ville était occupée par des huguenots. — Ces lingots sont donnés aux habitants par lettres patentes, pour les employer à leurs affaires. — Les lingots sont vendus 461 l. — Le produit est appliqué au curage des fossés.]

DENIERS COMMUNS.

XXVIe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. VI, no 1.]

[Ce compte est précédé de l'adjudication fort détaillée des fermes du 4e, et de 2 s. par queue. G. Foulquart s'étant refusé à une quatorzième année de recette, on rassemble tous les élus des paroisses, pour lui donner un remplaçant.] 1570.

nostre sire, cappitaine de la ville et cité de Reims, Caulus Hurtaut et Pierre Musart, demourans audit Reims, d'une part; et Nicolas l'Er-

en cas d'effroi G. de Condé ira à Porte à Vesle, et aura le guet du Bourg de Vesle. —*Item*, à Porte Mars B. de Saint-Remi. — Il a son rolle. — Les quarteniers ont leur rolle par devers eux.—*Item*, à Porte Chacre messeigneurs d'Ogé qui aura le guet, P. de Thuizy.—*Item*, J. Viellart à Dieulimire, et son guet.—*Item*, Oudard des Mezes à Fricharnbault, et le guet Me P. Leroy, que a mené Gouvion. — *Item*, Cauchonnet au marché pour recueillir gens.—*Item*, que les femmes en cas d'effroi ne montent sur les murs, ne ne voisent aux portes sous peine de prison.— *Item*, que les gardes des murs [veillent?], c'est assavoir les premiers jusques ad ce que les autres qui devront veiller soient en leurs gardes, et les autres jusques ad ce que les portes soient ouvertes. — *Item*, chacun de nuit mette clarté à sa porte, et de l'eau à peine d'amende.

DENIERS COMMUNS.

XXe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XI, no 1.]

1570. [Dans ce compte figurent vingt-huit arpents de marais et prés donnés à la ville par suite des travaux entrepris sur la Vesle.—Aux mises, il y a plusieurs deniers alloués pour dépenses à l'occasion de l'entrée du duc d'Anjou, de la reine, etc.... — Aux mises reparaissent aussi des allocations pour réparations de fortifications, frais de voyages, taxations et procès. — Ce compte est d'ailleurs incomplet.]

DENIERS COMMUNS.

XXVIIe COMPTE DES OCTROIS.

XXIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Comptes, vol. VI, no 2. Den. patrim., vol. XI, no 2.]

1571. [Rien à noter.]

DENIERS COMMUNS.

XXVIIIe COMPTE DES OCTROIS.

XXIIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Comptes, vol. VI, no 3. Den. patrim., vol. XI, no 3.]

1572. [Rien à noter.]

DENIERS COMMUNS.

XXIXe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. VI, no 4.]

1573. [Un nouvel octroi figure aux recettes. Le roi par lettres patentes adressées au bailli de Vermandois, en date du 2 janvier 1571, permet aux habitants de lever sur chaque pièce d'étamine qui se fait à Reims et aux environs, 4 d. t. pour les frais de sceau de plomb, salaire, visitation, marque et aunage, et le surplus applicable aux fortifications et affaires communes. Suivant ces lettres, le conseil a fait courir ce droit, du 8 février au 10 novembre 1571, et en a fait rendre par-devant lui un compte dont copie est jointe à celui-ci. — A dater du 10 novembre, les deniers ont été délivrés par bail, à raison de 505 l. par an.]

DENIERS COMMUNS.

XXIIIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XI, no 4.]

[Entrée du roi de Pologne, etc.... Cérémonies 1573
pour les funérailles du lieutenant Ph. Frison.]

DENIERS COMMUNS.

XXXe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. VII, no 1.]

[Rien à noter.] 1574.

DENIERS COMMUNS.

XXIVe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XII, no 1.]

[Les recettes des deniers patrimoniaux proprement dits, sont un peu plus élevées depuis que l'on loue quelques arpents de marais. Elles montent à 250 l. environ. — Depuis une dizaine d'années figurent aux recettes extraordinaires, des sommes assez considérables, empruntées à des particuliers auxquels on constitue des rentes. — Les mises pour fortifications, taxations, etc...., continuent toujours.] 1574.

DENIERS COMMUNS.

XXXIe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. VII, no 2.]

[R. Feret est capitaine; Bachelier est lieutenant; De Brosse est gouverneur pour le roi.] 1575.

mite, procureur général des habitans séculiers de ladicte ville de Reims, et en ce nom, d'autre part; disans comme certains débas et

« xxii *aoust*, par T. de Bazoches...., présens Me P. d'Ulmont, Me J. Chehery, chanoines, J. Caillard, J. Fournier, C. de la Place, G. Linage, J. Noel, eschevins, Me P. Chardon, J. Lescot, J. Fournel, M. Coquelet, Me H. La Barbe, J. de Chaumont, G. de Saint-Leu, J. Cauchonnet, G. de Condé, J. Cauchon le josne, J. Cauchon l'aisné, J. Moet, H. Colet, G. Dominique, P. Crochet, Me G. de Montfaulcon, P. de Dijon, J. Le Breton, J. Brunet, G. Liénart, J. Labellique, R. de Suippe, J. Louret, J. Teste, E. Fuselier, C. Lelement, J. de Reins, J. Colin, J. Caulus, B. le Linier, J. Noquin, H. Saget, G. Persin, J. Aignelet, G. Chastellain, T. Le Camus, R. de Seris, J. Le Voirrier, P. de Dijon, H. Caillard, P. Le Fraisne, J. Dudré, Celesson Caillard, J. Chehery, J. Gouvion; — a esté délibéré de fère une assemblée à demain de iii à vc personnes sur le fait des lettres de Quatresolz estant à Paris.

« xxiii *aoust*, par T. de Bazoches...., présens Me P. d'Ulmont, Me J. de Witry, chan-

DENIERS COMMUNS.

XXVe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XII, no 2.]

1575. [60 s. au maître des ouvrages qui a fait murer la porte et les fenêtres de derrière, de la maison de Lancelot de La Salle, soupçonné d'avoir des intelligences avec les huguenots.]

DENIERS COMMUNS.

XXXIIe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. VII, no 3.]

1576. [Rien à noter.]

DENIERS COMMUNS.

XXVIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XIII, no 1.]

1576. [Recette d'une taille de 2,700 l. autorisée par le roi, pour rembourser les dettes de la ville. — La ville a la marchandise du sel, le grenetier lui doit cette année 5,012 l. t. pour le sel vendu.]

DENIERS COMMUNS.

XXXIIIe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. VII, no 4.]

1577. [Il n'y a aucune mise pour les fortifications. Les comptes d'octrois deviennent de plus en plus exigus comme détail, et les patrimoniaux s'accroissent en raison inverse.]

DENIERS COMMUNS.

XXVIIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XIII, no 2.]

1577. [On rachète deux maisons de la ville, aliénées.]

DENIERS COMMUNS.

XXXIVe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. VII, no 5.]

[Les mises pour fortifications reparaissent. — Les gages du lieutenant de la ville sont rayés par arrêté de la chambre, et, malgré les remontrances du conseil; il doit exercer ses fonctions gratuitement.] 1578.

DENIERS COMMUNS.

XXVIIIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XIII, no 3.]

[Le lieutenant de ville est payé désormais sur les patrimoniaux.] 1578.

DENIERS COMMUNS.

XXXVe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. VIII, no 1.]

Recette, iim lvii écus lviii s. — Mise m viiic lxiii écus xxxii s. 1579.

DENIERS COMMUNS.

XXIXe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XIV, no 1.]

[Aux recettes extraordinaires, le roi permet une taille sur tous les habitants, clercs et laics, pour rembourser les emprunts.] 1579.

Recette, m vic lxiv écus.

Mise, m viic xiv écus.

DENIERS COMMUNS.

XXXVIe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. VIII, no 2.]

Recette, m viiic lxxxvi écus.

Mise, m ivc xvii écus. 1580.

procès feussent meuz ou espérez à mouvoir en la court de parlement, entre ledit Nicolas l'Ermite, ou nom que dessus, appellant d'une part,

noines, le prévost de la Montaigne pour Saint-Remy, le trésorier de Saint-Nicaise, pour l'abbé de Saint-Nicaise, J. Noel, C. de La Place, J. Juppin, J. Caillart, J. Fournier, J. de Chalon le josne, eschevins, Me P. Chardon, Me H. La Barbe, G. de Condé, J. Moet, J. Cauchon le josne, P. de Dijon, P. Crochet, J. Cauchon, B. de Saint-Remy, J. de Chaumont, B. Le Boutellier, et plusieurs personnes notables jusques au nombre de ccc.

[On écrira au conseil du roi que si c'est le plaisir du roi de rameuer la portion des habitans sur les 1,200 francs qui sont demandés, à plus basse somme, et aussi donner terme pour les payer, malgré la pauvreté de

DENIERS COMMUNS.

XXXe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XIV, n° 2.]

1580. Recette { Patrimoniaux proprement dits, C XLIX écus. Recette extraordinaire, emprunts, III^{c} XVI écus.

Mise, IX^{c} XLV écus.

DENIERS COMMUNS.

XXXVIIe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. VIII, n° 3.]

1581. [Ce compte est précédé de divers baux, entre autres de celui de la marque des étamines affermée 102 écus.]

DENIERS COMMUNS.

XXXIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XIV, n° 3.]

1581. [Les recettes décroissent. Il n'y en a point d'extraordinaires cette année; aussi la mise n'est que de 612 écus. — La recette, 165 écus.]

DENIERS COMMUNS.

XXXIIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XIV, n° 4.]

1582. [Le compte des octrois manque cette année. Les patrimoniaux sont fort exigus. 168 écus de recette.]

DENIERS COMMUNS.

XXXVIIIe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. VIII, n° 4.]

1583. Recettes, II^{m} II^{c} XLVII écus; mises, II^{m} II^{c} IIII^{xx} XV écus.

DENIERS COMMUNS.

XXXIIIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XV, n° 1.]

1583. [Ils deviennent fort pauvres.]

DENIERS COMMUNS.

XXXIVe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XV, n° 2.]

[Le compte des octrois manque cette année, et la suivante; celui des patrimoniaux est semblable au compte de 1583.] 1584.

DENIERS COMMUNS.

XXXVe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XV, n° 3.]

[Ce compte redevient important; les recettes extraordinaires y reparaissent. Elles se composent entre autres du quatrième des vins et breuvages vendus à détail. Voici comment ces deniers y figurent : — Un prête-nom se fait adjuger cette ferme par MM. les trésoriers généraux de France établis à Chalons, pour la somme de 620 écus parisis. Il cède son bail à la ville, qui remet la ferme aux enchères, et la loue 2,050 écus t. Alors la ville compte au roi les 2,000 l. qui lui sont dues sur cette ferme, applique le surplus aux fortifications, jusqu'à concurrence de 620 écus p.; elle en justifie à la chambre à Paris, et emploie le reste à ses affaires, dont elle ne rend toujours compte qu'aux délégués du conseil.] 1585.

[Aux recettes extraordinaires figurent 484 écus, dont le comptable était redevable, par suite de ses comptes des deniers extraordinaires en 1584. — Or, en cette dernière année, aucune recette extraordinaire ne figure aux deniers patrimoniaux, d'où il faut conclure que sans doute, durant les années précédentes, on établissait à part un troisième compte, celui des deniers extraordinaires, dont je ne retrouve pas d'autres traces.]

[Le roi ordonne par lettres patentes, que des 2,666 écus demandés par lui pour le paiement des cinquante mille hommes de pied, 667 écus soient versés à la recette générale, et 2,000 l. employées en paiement et rachat de rentes constituées

ledit cappitaine de Reims et autres dessus nommez, appellez et intimez, d'autre part; pour raison de ce que ledit procureur disoit et

la ville, les habitans feront leur devoir. — On charge Quatresols de seconder ces demandes, de faire que dans les lettres des aides de la ville il n'en soit fait mention, et que l'aide se recouvre par un receveur commis des habitans.]

« xxviii *aoust*, par T. de Bazoches...., présens J. Caillard, eschevin, Mes P. Chardon, J. Cabert, G. de Montfaulcon, H. La Barbe, J. Cauchon le jeusne, G. de Condé, J. Moet, B. de Saint-Remy, J. Fournel. — Deffaulx Jesson de Chalon, G. Dominique, P. Crochet, H. Colet....

« *Jeudi* xve *jour d'aoust* (sic), par T. de Bazoches...., présens Mes P. Bougarson, Mes P. d'Erpy, chanoines, J. de Chalon, C. de La Place, eschevins, G. Hodierne, bailly, T. de Cosy Grenetier, J. Q...., receveur de Reins, J. Moet, Me J. Cabert, Me P. de Montfaulcon, Me G. de Montfaulcon, J. Gou-

par les habitants pour les soldats, qui ont été durant trois mois en la ville, afin d'aider à la conserver en l'obeissance du roi.]

[On donne 25 écus de gages à Me Paulmier, secrétaire du roi, à cause de la charge et conduite des affaires des habitants, à la suite de la cour.]

Recette, IIm XLVIII écus, XXIX s. IX d. t.

Mise, IIm VIIc IIIIxx XIII écus, XV s. IV d. t.

DENIERS COMMUNS.

1586. XXXIXe COMPTE DES OCTROIS.

XXXVIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Comptes, vol. VIII, no 5. Den. patrim., vol. XVI, no 1. (?)]

DENIERS COMMUNS.

1587. XLe COMPTE DES OCTROIS.

XXXVIIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Comptes, vol. VIII, no 6; den. patrim, vol. XVI, no 2.]

DENIERS COMMUNS.

XLIe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. IX, no 1.]

1588. [L'aide du quatrième des vins ne rapporte cette année que juste ce qu'il faut pour la part du roi. — Aux gages pour officiers, figure un avocat aux causes de la ville.]

Recette, IIm IIIIc XLII écus XXV s. VI d.

Mise, IIm Vc LXXI écus LVII s. VI d.

DENIERS COMMUNS.

XXXVIIIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XVII.]

1588. [Il y a un chapitre de recettes extraordinaires des deniers revenant bons aux habitants, tant à cause des 3 s. 2 d. t. restant à lever de l'ancien subside de l'entree des vins, que des subventions levées sur la ville.]

[N. Boulet et P. Boyault ont pris à bail les 3 s. 2 d. t. restant à lever de l'ancien subside de l'entree des vins, sur chaque queue de vin entrant dans la ville, outre ce qui se levait auparavant. Leur bail, pour quatre ans et huit mois, s'élève à 2,900 écus, dont 2,000 écus versés à N. Lodet et G. Augier, et 900 au receveur des deniers communs.]

[De S. Blondel, collecteur de la subvention faite sur les habitants, reçu 50 écus sur ce qu'il doit à cause de cette subvention. — Et ainsi de divers collecteurs de différentes années.]

[Nous avons vu aux octrois que l'aide des vins ne rapporte que la part du roi; cela n'est vrai que d'après un bail fictif, le seul dont la ville parle à la chambre des comptes, et l'on voit ici que ce bail, donné à la ville au prix de 666 écus, a été remis en adjudication et alloué pour 1,500 écus. On verse au roi 666 écus; le surplus figure à la recette des patrimoniaux.]

[Aux mises, différentes sommes assez fortes sont versées à J. Boulet, commis à la recette des deniers extraordinaires, pour les affaires de l'Union, dans le but d'aider Saint-Paul au paiement des gens de guerre étant à sa suite. — Mais ces sommes sont restituées au compte de l'année suivante.]

[Il y a un chapitre pour les dépenses occasionnées par la poste. — Un pour les ouvrages. — Un pour l'artillerie; c'est le plus considérable. — Un pour voyages et taxation. — 100 écus à N. Souyn, l'un des députés aux états généraux à Blois.]

[Les comptes patrimoniaux redeviennent très-considérables, et occupent un volume par année.]

Recette, IIm IIIc XVI écus.

Mise, IIm C LXXVII écus.

maintenoit, que aux habitans de ladicte ville de Reims compétoit la garde, fortifficacion et gouvernement de ladicte ville de Reims, soubz

vion, J. Lescot, B. de Saint-Remy, J. Cauchiette; — a esté délibéré que on paie à monseigneur de Chastillon, sur sa pension. L francs.

« XXX[e] *jour d'aoust*, par T. de Bazoches...., monseigneur le Prévost, monseigneur le Bailli de Reins, [2 échevins, et 15 autres personnes dont la moins connue est G. Lamaque. — Aucune conclusion.]

« 11 *septembre*, par T. de Bazoches...., présens M[e] P. d'Ulmont, chanoine, Damp, N. Josselin, prévost de la Montaigne, G. Lescot, M. H. La Barbe, M[e] P. Chardon, J. Lescot, G. de Condé, J. Cauchon le josne, P. Crochet, J. de Chaumont, J. Cauchiette, H. Colet, B. de Saint-Remy, J. Gibour, G. de Saint-Leu, J. Fournel, G. Dominique, J. Gouvion, J. Braibant, G. Persius, P. de Dijon, S. Prévostin, P. Le Fraisne, C. Milore, J. Malederrée, — a esté délibéré que

DENIERS COMMUNS.

XLII[e] COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. IX, n° 2.]

1589. [Rien à noter.]

DENIERS COMMUNS.

XXXIX[e] COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XVIII.]

1589 [Compte semblable aux précédents. La majeure partie des mises est toujours employée aux fortifications et artillerie.]

DENIERS ROYAUX.

II[e] COMPTE.

[Den. extraordin., vol. I.]

1589. [Cette année nous trouvons trois sortes de comptes rendus par le receveur des deniers communs; l'un, celui des patrimoniaux, est rendu par-devant MM. du conseil; les deux autres, celui des octrois et celui des deniers royaux, dont les habitants se sont emparés pendant la Ligue, sont rendus à la chambre. Ce dernier, consigné dans un volume intitulé *Taille*, qui est le premier d'une collection intitulée *Deniers extraordinaires*, et composée de neuf volumes, mériterait d'être étudié d'une manière toute particulière. Les ligueurs de Reims se sont emparés du gouvernement, et se sont constitués à peu près en république après la mort des Guise. La collection intitulée *Deniers extraordinaires* est le témoignage curieux de cette tentative. Ici nous ne pouvons l'examiner que sous le rapport financier, et comme indiquant le nombre et la quotité des impôts royaux levés dans la ville à la fin du XVI[e] siècle. — La première année ne contient que le compte des tailles de l'élection. Dans les années suivantes, nous trouverons des traces de la plupart des autres impôts levés par le roi.]

[Ce 1[er] compte est précédé de diverses pièces:

[1° Commission du roi pour la levée des tailles taillon et subsides de l'année 1589.]

« Henri...., à nos amés conseillers, les présidens et trésoriers généraux de France establis à Chaalons, et aux présidents, élus et contrôleurs sur le fait de nos aides et tailles en l'eslection de Reins. L'expérience des choses passées a fait clairement connoistre à chacun que nous n'avons rien tant à cœur que l'extirpation des hérésies et que, pour y parvenir, il n'y a de moyens que nous n'ayons tenté, soit par douceur, soit par la force...., et il n'y a point de doute que sans l'obstination de ceux qui se sont opposés à l'exécution des édits que nous avons faits pour ce regard, nostre peuple ne fust déjà jouissant d'un heureux repos, au lieu des misères et calamités qu'il a eu à souffrir, à l'occasion du passage et séjour ordinaire des armées que nous avons esté contrains de dresser, pour nous opposer aux pernicieux desseins de ceux de la nouvelle opinion, et dissiper comme l'a esté miraculeusement l'armée estrangère qu'ils avoient fait entrer en nostre royaume, ce qui nous a constitués en si incroyable despense, que nous estimons qu'il n'y a celui de nos sujets qui ne juge bien que nous avons plus besoin que jamais, de leur secours pour parachever un si haut œuvre...., estant délibérés de n'y épargner chose qui soit en nostre puissance, mesme retrancher tout ce que nous pourrons de nos despenses ordinaires, soit de nostre chambre aux deniers, écuries, argenterie et autres choses, quelque nécessaires et forcées qu'elles soient, et les postposés à l'entretenement de deux armées que nous avons fait dresser, l'une pour le Poitou, conduite par.... le duc de Nevers, et l'autre en Dauphiné, par.... le duc de Mayenne, espérant que nos sujets s'évertueront de leur costé tant pour nous donner moyen d'y subvenir, que pour satisfaire à l'entre-

la main du roy nostre sire, et avec ce ausdis habitans compétoit et appartenoit, avoient et ont acoustumé de tout temps, et de si grant

on ne laisse entrer en la ville gens de cheval ou de piet, estrangers, pèlerins, ou autres, s'ilz n'ont bonne cognoissance en la ville, et qu'ilz baillent cautions, c'est assavoir de ceulx qui seront dehors du royaume en la main du lieutenant, et seront logiez par les portiers ailleurs que où ilz volrent logier; de ceulx du royaume, ès mains des portiers qui seront tenus d'escripre les noms de ceulx qui y entreront, et rapporter annuit audit lieutenant....

« V *septembre*, par T. de Bazoches...., présens Me P. d'Ulmont, chanoine, Jesson de Chalon, J. de Chalon, Me P. Leroy, J. Juppin, eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, J. Cauchon le josne, Me H. La Barbe, J. de Chaumont, G. Dominique, B. de Saint-Remy, H. Colet, J. Moet, P. Crochet, esleus au conseil, et pluseurs autres jusques au nombre de III^{c} personnes.

[*Sur la couverture d'un des cahiers, dont se compose le registre*] : « exemps de la taille, monseigneur d'Ogé, madame de

tenement de nostre maison, de celle de la reine, payement de nostre gendarmerie et gens de guerre estant en garnison ès places frontières, réparations de nos galères et vaisseaux estant en nos mers de ponant et levant, de nos embassadeurs, payement de rentes et pensions tant des ligues suisses que d'Allemagne, d'Italie, et capitaines, gages de nos cours souveraines et autres officiers. — Pour ces causes avons avisé et résolu, que l'année prochaine M D LXXXIX, il sera levé sur nos sujets contribuables à nos tailles de vostre généralité CC LXXXII^{m} LXXXVIII escus XI s. VIII d. t., savoir, pour l'équivalent ordinaire II^{m} III^{c} XXXVIII escus, pour le principal de la taille et crues qui ne montoient qu'à CLXVII^{m} VIII^{c} LXX escus XV s. IV d., augmentés de VIII^{m} CCCC LXXIII escus pour les paroisses distraites de l'eslection de Soissons, de la généralité de Paris, et mises en celle de l'eslection d'Épernay, nouvellement restablie en vostre généralité de ce qu'elles portoient tant de l'équivalent, tailles et autres crues, que taillon, CLXXVI^{m} CCC XLIII escus deux tiers XV s. IV d. en tout. — Pour le taillon ordinaire, pour la gendarmerie, XXXV^{m} DCCC XIV escus. — Pour les prévosts des mareschaux, leurs lieutenant, greffiers et archers, compris DCCCLX escus pour six archers de crue à chacun des prévosts de Champagne, et le lieutenant en la mareschaussée de Vitry, III^{m} XXXV escus IV s. II d., pour le parachèvement de leur payement, et XII^{c} escus pour les gages des commissaires et controleurs des prévosts. — XVI^{m} CCC LXXV escus un tiers X d., des II s. pour livre du principal de la taille de l'eslection de Chaalons, pour les employer aux fortifications de ladite ville. — II^{m} CC escus pour la construction du Pont-Neuf à Paris. — III^{m} CCCV escus XIII s. VII d. pour les réparations de Chaumont en Bassigny, durant quatre ans. — I^{m} III^{c} III (*sic*) escus un tiers pour les gages d'officiers, frais de recouvrement de deniers, etc.... XXIII^{m} II^{c} XVII (*sic*) escus deux tiers II s. t. pour les gardes de nos cousins le cardinal et le duc de Guise, et cinq hallebardiers ordonnés à Chaalons, le payement desquels monte en une année à VI^{m} LX escus; — pour le remplacement des fautes de fonds...., à cause de non valeurs en M DLXXXVII et M DLXXXVIII; — pour l'entier et parfait payement tant desdits gardes et garnison, renvoi d'aucuns étrangers entrés au royaume, que citadelle de Verdun, suivant les articles de Nemours, X^{m} CCCC escus soleil, et IIII^{m} V escus pour employer à nostre service. — Le tout revenant à II^{c} LXXXII^{m} LXXXVIII escus XI s. VIII d. t., pour partie de laquelle l'eslection de Reims portera ...: XLVII^{m} XVI écus XXV s. IV d. t.... — Si vous mandons et enjoignons que ladite somme vous ayez incontinent a faire asseoir sur tous nos sujets contribuables aux tailles de ladite eslection, et par une seule levée et un seul rôle... tenant la main que toute égalité soit gardée... deschargeant les paroisses qui ont esté le plus vexées tant de la contagion que de l'injure des temps...., sur toutes personnes lais, exempts et non exempts, privilégiés ou non, sans préjudice de leurs privilèges, excepté les nobles nés de noble lignée, servant noblement, ou suivant les armes, ou qui par vieillesse et impotence ne les peuvent suivre, les officiers ordinaires et commensaux de nostre maison, de la reine, de nostre frère, le duc d'Anjou, du roi et reine de Navarre, etc., [tous les princes et princesses....] qui se trouveront employés en leur estat à dix escus de gages au moins, non marchands, vrais escoliers, estudiant et résident aux universités sans fraude...., et pauvres mendians....; et lesdits deniers des tailles faites lever et recevoir pour après estre portés aux mains du receveur de nos tailles...., et ceux du taillon, estre mis ès mains du receveur

ancienneté que n'est mémoire du commencement, mesmement depuis que ledit Anthoine avoit esté cappitaine de ladicte ville de Reims, de

Vaulx, la femme feu Haymard Alexandre, La Renarde, Jehan Brulé.—Pour le conseil de la ville de Reims :

G. Lescot. { J. Cauchon l'aisné. / Me Hue La Barbe. / G. de Condé. / Le grenetier.

P. Leroy. { J. de Chalon l'aisné. / Me G. de Montfaulcon. / Le grant Cauchonnet. / C. Roquet.

Chardon. { J. Moet. / J. Cauchon le josne. / Me Hue ou Me Gérard

Me Hue. { Me J. Cabert. / Me Gérard. / J. Moet. / G. de Condé. (*sic.*)

« VI *septembre*, par T. de Bazoches...., présens monseigneur de Saint-Remy, Me P. d'Ulmont, chanoine, Damp Nicole Josselin, J. Caillard, eschevin, G. de Condé, J. Cau-

particulier d'iceux, pour estre après lui versés au receveur général du taillon en vostre généralité, et par lui deslivré au trésorier ordinaire de nos guerres par les employés au payement de nostre gendarmerie.... voulant que tous les compris aux rôles par vous faits et arrêtés, soient contraints par toutes voies....; et si survient sur ce débat de partie à partie, ou opposition...., les deniers payés et malgré appel, etc..... faites aux parties ouïes raison et justice....; vous défendant, et à tous maires, eschevins, marguilliers de paroisses, asséeurs et collecteurs de nos tailles, d'imposer ou exiger plus grande somme que ci-dessus, sinon pour les frais d'assiette, collecte, escriture de comptes, sous peine de confiscation de corps et de biens. »..... Blois, XVII octobre M D LXXXVIII.

[Suit l'attache des trésoriers généraux, ordonnant aux président, élu, et contrôleurs de Reims, d'imposer et faire lever en l'élection les tailles, taillons et crues, contenus aux lettres patentes susdites.]

[2°. Viennent ensuite deux conclusions.]

[L'une des deux, prise à la date du 12 février 1589, a rapport au renouvellement de l'union. Le lieutenant des habitants expose au conseil général, qu'il a reçu des lettres des échevins et corps de la ville de Paris, qui convient Reims à renouveler l'union....]

« Tout le peuple de ladicte ville de Reyms, de tous les ordres, et estats, estant présens, ayant ouy ladicte proposition, ont esté d'advis que pour la grande multitude qui estoit en la salle et aultres lieux du convent, mesmes en la rue, l'affaire de telle importance et conséquence ne se pouvoit résoudre, et partant ont conclud que pour bailler advis sur ladicte proposition, et en conclure, les habitans de tous ordres seront ouys en leurs opinions, cedict jour après vespres et aultres jours suyvans, par compaignies de cappitaines, et par voix scrutine, si boising est. Et pour scrutateurs, ont nommé commis et délégué le lieutenant, messieurs Brulart, grand arcédiacre, P. Frizon, C. Chevalier, licenciés ès loix, et J. Gaulthier, bourgeois de Reyms. »

[Effectivement les bourgeois sont assemblés et admonestés de donner leur avis par différends jours, et on conclud, sans qu'il s'élève une seule réclamation, au renouvellement de l'union par serment, selon le formulaire, et sur l'Évangile. Ceux qui refuseront le serment, seront chassés de la ville, ou mis en prison, et leurs biens saisis; et en conséquence de l'union tous les habitants ont pour agréable la saisie des deniers arrêtés sur le receveur Thurot (receveur pour le roi de la taille), et l'on conclud que :]

« Tous les autres deniers des tailles, taillons, aydes, grenier à sel, traites foraines, seront saisis et arrestés, et seront commis gens capables pour les recevoir, afin qu'ils soient employés au fait de la guerre, pour la conservation de la ville et du pays, sans toutefois préjudicier aux particuliers, rentiers ou officiers qui sont assignés sur ces deniers, et à la charge qu'il n'y entrera aucune garnison en la ville, de quelque part que ce soit, et que le commandement en demeurera au lieutenant et gens du conseil; que s'il est besoin de soldats, cela sera soumis au conseil général pour en ordonner. Trop bien pourront les lieutenans et gens du conseil ordinaire, faire lever gens de guerre tant de cheval que de pied, à tel nombre qu'ils aviseront, pour battre l'estrade et demeurer aux bourgs fermés des environs de la ville, pour empescher les courses des ennemis, auxquels lieutenant et gens du conseil ordinaire est baillé pouvoir de ce faire, promettent les habitans et communautés avoir pour agréable tout ce qui se

nommer et eslire tous officiers en ladicte ville, touchans et concernans le fait de ladicte garde, gouvernement et administracion, par

chon le josne, Me P. Chardon, J. Moet, Me G. de Montfaulcon, Me Hue La Barbe, J. de Chaumont, B. de Saint-Remy, G. Dominique, J. Fournel; — a esté délibéré requerir l'entérinement des lettres du roy octroices pour le fait des aides de la ville. — Sont commis à voir les comptes de Quatresolz, Me P. Le Sauvaige, le lieutenant, ung eschevin, et G. de Condé. — [On demande la demolition de la place de Tours sur Marne.]

« VII *septembre*, par T. de Bazoches...., présens monseigneur de Saint-Remy, monseigneur le Prevost, Me P. d'Elmont, chanoine, G. de Condé, G. Persin, M. Coquelet, H. Colet, G. Dominique, Me H. La Barbe, J. de Chaumont, J. Moet, S. Prévostin, J. Fournier, J. de Chalon, Me A. Dorigny, J. Lescot.

« XI *septembre*, par T. de Bazoches...., présens Jesson de Chalon, J. Caillard, eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert,

fera....; auquel conseil est baillé pouvoir et puissance de deléguer deux d'entre eux pour aller en la ville de Paris, jurer et signer ladicte saincte union par la communauté de Reims, et entendre des particularités qu'il est besoin observer pour l'entretenement et conservation de l'union. »

[Dans la seconde conclusion prise par le conseil de ville, en conséquence de la conclusion du conseil général prise le 12 février, qui ordonne d'etablir receveurs pour les tailles, taillons, aides, traites domaniales et impositions foraines, greniers à sel et autres deniers, provenant de subsides, on nomme divers receveurs: C. Le Dieu, deja receveur des deniers communs, pour les tailles et taillons; J. Boulet, procureur, pour les aides, traites domaniales, impositions foraines et toutes recettes extraordinaires, hormis le grenier à sel; N. Vaulchier, pour tous les greniers à sel de Reims, Cormicy, Vesly, Château-Porcien, Guise, Aubenton, Epernay, auxquels est donné, par les gens du conseil ordinaire, en vertu de la conclusion du conseil général, tout pouvoir de contraindre, promettant de ne recevoir ni payer aucun denier, sinon par état et ordonnance de messieurs du bureau établi pour les finances, et qu'ils rendent compte devant les gens du conseil ordinaire, ou leurs délegués.]

[3°. Enfin viennent les comptes: mais de cette année il ne reste que ceux de Le Dieu. Ceux-ci se divisent en quatre chapitres de recettes et trente-trois chapitres de dépenses.

RECETTE.

CHAPITRE 1er. 41,954 écus de tailles, réparties par les élus pour la taille principale et crues, équivalent ordinaire, crue des prévosts des maréchaux, des gardes de messieurs de Guise, crue des gages d'officiers, etc.... sont levés sur les doyennés de Reims (non compris la ville), de la Montagne, de Hermonville, de Lavanne, de Betheniville, de Vesle, de Cernay-en-Dormois, de Grandpré, de Dun, de Mouzon, d'Attigny, de Juniville, de Justine, de Rumigny, de Launois.]

[*Chap.* 2. Deniers provenant de la vente des meubles appartenant à monsieur Pomponne Thurot, receveur des tailles ..., à faute de mettre aux mains de Le Dieu ce qu'il avoit déja reçu sur les tailles de cette année 1589.]

[*Chap.* 3. Recepte d'un emprunt fait sur les plus aisés de la ville, en vertu d'une conclusion du conseil du 23 février 1589, et suivant un rôle arrêté en conseil, le 1er mars, montant à 6,141 écus.... pour employer au paiement des compagnies de gens de guerre, tant de cheval que de pied, ordonnés par lesdites conclusions, être levés pour empêcher les incursions des ennemis de la sainte union contre la ville et les bourgs voisins.]

[*Chap.* 4. Recette de 114 écus 40 s., à quoi monte la cotisation des villages de Berru, Nogent, Mombret, Villers-Alleran, Rilly, Chaigny, Ludes, Mailly, Verzenai, Verzy, Prosnes, Baconnes, Courmelois, Prunay, Troispuits, pour quatre semaines, à raison de 28 écus deux tiers par semaine, et ce par forme de diminution pour la valeur de trois poinçons un caque de vin à 12 l. 10 s. le poinçon, et 56 septiers d'avoine à 15 s. le septier, ordonnés être fournis par chacune desdites quatre semaines au mois de juin, pour la nourriture de cinquante arquebusiers à cheval, sous la charge du capitaine Graillet, étant en garnison en la ville, ainsi qu'il appert par le rôle et département qui en a été fait par le conseil de ville, et trois conclusions.... portant que les habitants desdits villages, seront contraints au paiement de leurs cotisations par toutes voies...]

espécial; et mesmement leur compettoit et appartenoit, comme dit est, eslire ung lieutenant du cappitaine, et icellui lieutenant et autres offi-

Mᵉ H. La Barbe, Mᵉ G. de Montfaulcon, J. de Chaumont, G. de Condé, P. Crochet, J. Fournel, B. de Saint-Remy, G. Dominique, Mᵉ P. d'Ulmont, et J. de Witry, chanoines. — On demandera l'entérinement des lettres du roi octroyées pour le fait des aides de la ville. — Désormais les arrière-guets s'assembleront aux places indiquées par le capitaine et le lieutenant, entre 10 et 11 heures du soir, monteront sur les murs, et chacun d'eux fera tout le tour de la ville; ils ne descendront qu'à une heure après minuit; ceux qui viendront après 11 heures seront en défaut. On descendra par le lieu où on aura monté. Après minuit, ils monteront à 4 heures, et ne descendront qu'après les portes ouvertes. Les curés desservants les cures, et un de leurs

Mises.

[Chapitre 1ᵉʳ. Deniers provenant des tailles délivrées à monsieur J. Boulet, commis à la recette des deniers extraordinaires...., et qui doit en compter.... 4,375 écus.]

[*Chap.* 2. Deniers de l'emprunt sur les plus aisés, délivrés au même, 5,827 écus 31 s. 3 d.]

[*Chap.* 3. Autres deniers payés à G. Frison, bourgeois, et dont il doit compte pour aider au paiement de la montre du capitaine de Savigny, 178 écus.]

[*Chap.* 4. Gages de messieurs de l'élection, délivrés sur conclusion de messieurs du conseil.]

[A P. Boulet, naguère ancien élu, auquel le feu roi, par lettres patentes du 29 décembre 1587, avait donné l'état et office de président en l'élection nouvellement créée par édit de septembre 1587, aux gages de 141 écus deux tiers, et 16 écus deux tiers d'augmentation, avec droits de chevauchées, taxations, droits de signature de rôles, et autres frais, profits, etc...., au serment duquel office Boulet a été reçu en la cour des aides....., et obtenu l'attache des trésoriers généraux à Châlons,...; — à Mᵉ Rodolphe Carré, aussi président en l'élection, 116 écus deux tiers, par an; — à Mᵉ Julien Pilois, élu...., de ses gages ordinaires assis sur les tailles, 33 écus un tiers par an; — à Mᵉ Giles le Lorrain, aussi élu..., 60 écus 57 s. par an; — à Mᵉ Raoul Ancelet, aussi élu, de ses gages anciens, à cause de son état, 33 écus un tiers; — à Mᵉ André Audry, aussi élu, *idem*; — à Mᵉ Daniel Du Boulay, *idem*; — à Mᵉ N. Thiery, *idem*; — à Mᵉ N. Moyeu, contrôleur des aides et tailles, 133 écus un tiers par an; — à Mᵉ T. Moet, écuyer, *idem*; — à Mᵉ J. Barroïs, procureur du roi en l'élection, 4 écus 10 s. par an; — à Mᵉ N. Robillart, avocat du roi en l'élection, 10 écus par an; — à P. Masey, greffier en l'élection, 4 écus par an; — à Mᵉ Pomponne Thuret (*sic*), receveur, à cause de ses états de receveur ancien et alternatif, 400 écus.]

[*Chap.* 5. Augmentation de gages pour les six élus, et les deux contrôleurs. Les élus touchent deux augmentations de gages, chacun de 16 écus un tiers.]

[*Chap.* 6. Taxation du principal des tailles, payées encore aux officiers de l'élection : à P. Boulet, président, 15 écus 4 s. t. pour quatre vacations d'avoir procédé à l'assiette du principal; — autant à l'autre président, — 11 écus 18 s. à chaque élu; — 9 écus 7 s. au greffier.

[*Chap.* 7 et 8. Semblables allocations aux deux présidents, aux six élus, au greffier, pour l'assiette des crues, de 100 et 200,000 écus, et d'une crue extraordinaire.]

[*Chap.* 9. Chevauchées. — A P. Boulet président, 8 écus pour ses droits d'anciennes chevauchées et ordinaires, plus 16 écus pour l'augmentation des droits de chevauchée.]

[*Chap.* 10. Deniers payés aux officiers de l'élection, pour gages retranchés en 1587.]

[*Chap.* 11. Deniers payés aux officiers de l'élection, pour rentes à eux constituées, au lieu des gages de leurs offices supprimés. — A Mᵉ J. Boulet, naguère receveur des aides en ladite élection, etc.]

[*Chap.* 12. Gages des lieutenants et élus particuliers des villes de Fismes et Cormicy. — Il y a un lieutenant et un élu dans chacune de ces villes.]

[*Chap.* 13. Gages des lieutenant de Robe Courte, sous-lieutenant, procureur du roi, greffier, archers. — Le Dieu verse en bloc 1197 écus au receveur, payeur des susdits, qui les repartit entre les suivants :] « G. La Guette, lieutenant-criminel de robe courte, ou prévost des mareschaux au siège royal et présidial de Reims, 131 écus pour ses gages, à cause de son estat...., compris les augmentations d'iceux...., en vertu de quatre rôles de montres et revues faites du lieutenant-criminel de robe courte,

ciers présenter audit cappitaine, pour d'eulx, et d'un chascun d'eulx recevoir le serement, et iceulx instituer de par le roy nostre sire, ès

chapelains, ou les fermiers des cures et un de leurs chapelains, demeurant ensemble, seront exempts d'aller au guet, afin de pourvoir aux gens malades, aux enfants à baptiser, etc., etc....

« XI (*sic*) *septembre*, par T. de Bazoches, présents [un chanoine, le prevôt de la Montagne et 33 personnes, dont les moins connues sont] J. Oudart, drappier, P. le Fresne, R. de Seris, P. Taillant, J. Louret, C. Jorre, et G. Leschopardel [Point de conclusion.]

« XII *septembre*, par T. de Bazoches, présents messeigneurs de Saint-Remi, de Saint-Denis, le Prévost, P. d'Ulmont, P. le Sauvage, J Chehery, J. Witry, chanoines; J. de Chalons, J. Caillart, eschevins; Me P. Chardon, Me J. Cabert, Me G. de Montfaulcon, G Lescot, Me H. Labarbe, G. de Condé, J. Cauchon le josne, J. Moet, H. Collet, B. de S. Remi et autres gens notables jusques au nombre de CC personnes. [Aides pour l'affaire de Moymer, demandés par G. de Chastillon.] Ont esté esleus Me P. Chardon, J. Cabert, T. de

ses lieutenant, greffier, archers pour les quatre quartiers, par devant Me G. Frison, lieutenant-général-criminel au siége présidial de Reims, en présence des avocats et procureurs du roi, et du greffier de ce siége....; procès-verbaux de chevauchées par eux faites...; copie d'une certification signée Laguette contenant que durant l'année M. DLXXXIX, n'a par lui, esté adjugée aucune amende. — A P. Moët, procureur du roi, en la juridiction du lieutenant de robe courte, LXXV écus. — A N Largentier, greffier..., XXXVII écus et demi, pour gages et augmentations de six mois. — A P. de Clèves, contrôleur en ceste juridiction, C écus de gage par an. — Au receveur des gages de ceste élection, LXVI escus deux tiers. — A chacun des douze archers, LXXV écus pour gage et augmentation. »

[*Chap.* 14. Deniers payés pour rentes constituées sur la présente recette en 1570, dans la ville et le plat pays.]

[*Chap.* 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26. Rentes constituées en 1573, 1576, 1579 y compris Éperuay et Dammery, 1585, 1586, 1589.]

[*Chap.* 27. Deniers payés en acquit, et ce par mandement et ordonnance de monseigneur le duc de Mayenne. — Remboursements d'emprunts.]

[*Chap.* 28.] « Deniers payés, tant en vertu des ordonnances du Sr de Saint-Paul, lieutenant-général au gouvernement de Champagne, suivant le pouvoir à lui donné par le duc de Mayenne, le VIII avril M. DLXXXIX, de pouvoir disposer des deniers pour les gens de guerre, registré au greffe du bailliage de Vermandois à Rheims...., qu'en vertu des conclusions des lieutenants et gens du conseil, à plusieurs capitaines et chefs de gens de guerre employés pour le service de l'union. — A Ch. Du Panault, Sr de Taisy, B. Descorbies, P. de France, Hercules de Savigny, Hugues d'Oges, N. Duchesne, P. Robert, dit l'Épine, tous capitaines d'une compagnie de gens de pied, à chacun C escus, pour lever leurs compagnies par ordonnance de Saint-Pol, et du conseil. — A Saint-Blanquart, capitaine de cinquante arquebusiers à cheval, III^{c} XXV escus pour sa monstre. — Au capitaine Bourcamus, lieutenant de Saint-Blanquart, commandant à Attigny, XVIII escus pour achat de poudre. — M VIII^{c} XIX escus aux gouverneurs de Monbret, Rocroy, Montcornet. — M escus aux capitaines tenant garnison à Maisiere. — Au Sr de Phorian, II^{c} escus soleil, pour les affaires et service de sa majesté. — VI^{c} escus au Sr de la Neuville, pour lever un régiment de gens de pied, pour le service de l'union. — VI^{c} escus au Sr de Lambrecy, pour levée d'une compagnie de cinquante chevau-légers. — LXXX escus au capitaine des ville et chateau de Fismes. — II^{c} escus à J. Julys, capitaine de cinquante arquebusiers à cheval, pour le service de l'union. — II^{c} XX escus à Saint-Pol, pour les affaires de l'union. — Au capitaine Graillet, C escus sur la première monstre qu'il fera. — III^{c} XXXII escus à Saint Blanquart, capitaine d'une compagnie de chevau-légers, et d'une autre compagnie de gens de pied. ..»

[*Chap.* 29. Deniers payés à messagers et envoyés, pour les affaires concernant le service du roi et de la ville, par les ordonnances de la dite ville.]

[*Chap.* 30. Dons et affranchissements. — Attigny, Beaumont en Argogne, qui ont beaucoup souffert, sont affranchies, etc.]

[Chap. 31. Deniers rendus et non reçus.]

[Chap. 32. Épices de nossires des comptes.]

[Chap. 33. Dépense commune.]

offices esquelx ils auroient esté proposez et esleuz par lesdis habitans ; et que ledit capitaine ne pouvoit ou devoit refeuser le serement et

Bazoches, J. Cauchon l'aisné, J. Cauchon le josne, G. de Condé, J. Cauchiette, pour adviser quelle aide l'on porra fère tant de gens, comme autrement. — Ce dit jour, a heure de noune, comparurent en l'église de Reims pour accomplir la délibération escripte en ce feuillet T. de Bazoches, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ P. Leroy, G. de Condé, J. Cauchiette, Mᵉ J. Haymard, procureur, et J. Maubrouet, clerc de la ville, et fut advisé que jusques ad ce que l'on auroit nouvelles de monseigneur de Chastillon, et de sa volenté, l'on ne porroit besoigner sur ce. — Deffault J. Cauchon l'aisné, J. Cauchon le josne.

« XVIII *septembre*, par T. de Bazoches, présens Mᵉ P. d'Ulmont, Mᵉ J. Chehery, Mᵉ J. de Witry, chanoines; J. Caillart, eschevin, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ H. Labarbe, J. de Chaumont, B. de Saint-Remy, G. Dominique, J. Fournel.

DENIERS COMMUNS.

1590. XLIIIᵉ COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. IX, nᵒ 3.]

[Le Dieu retient dans ses mains le taillon de Reims, montant à 596 écus, et cela par conclusion du conseil — Les voyages et taxations se reduisent à rien.]

DENIERS COMMUNS.

XLᵉ COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XIX.]

1590. [Il y a aux recettes un chapitre du revenant bon des deniers levés sur la ville, pour les pauvres valides et invalides. Il se monte a plus de 500 ecus.]

[Les trois quarts des deniers sont toujours employes aux fortifications.]

DENIERS ROYAUX.

IIIᵉ COMPTE.

[Den. extraord., vol. II.]

1590. [Ce n'est plus le compte de tous les deniers des recettes royales saisies. Une partie seulement de ces recettes est appliquée aux besoins extraordinaires de la ville, sans doute avec permission de Mayenne, qui aura retabli la perception regulière pour les deniers royaux, car on retrouve Pomponne Thurot à la tête de la perception des tailles, etc....]

[Ce compte est précédé d'une conclusion du conseil qui constitue Le Dieu, déja receveur des deniers communs, receveur de tous les deniers extraordinaires de la ville de Reims. — Il les emploiera par conclusion, en rendra compte par-devant le conseil. — Il a tout pouvoir de contraindre.]

RECETTE.

[Elle se compose de seize chapitres.]

[Chap. 1ᵉʳ. Deniers provenants des aides de l'election de Reims, et du 20ᵉ.]

[Chap. 2. Deniers provenants des tailles de l'élection.]

[Chap. 3. Deniers provenants du taillon de l'élection.]

[Chap. 4. Deniers provenants des tailles et taillon des élections de Châlons, Épernay, etc., et autres lieux tenants le parti contraire, dont les habitants ont été pris par le capitaine Saint-Blanquart.]

[Chap. 5. Deniers provenants des anciens droits du domaine forain, impositions foraines, et traites domaniales du bureau de Reims.]

[Chap. 6. Recette de l'ancien subside de l'entree des vins.]

[Chap. 7. Subside nouveau de l'entree des vins.]

[Chap. 8. Deniers pris par emprunt sur le grenier a sel, pour le payement des soldats étant en la ville, attendu que la levée n'en était encore faite.]

[Chap. 9. Recette des collecteurs des subventions levees sur les habitants en 1589, 1590.]

[Chap. 10. Recette de MM. du clergé, pour leur part du payement des gens de guerre.]

[Chap. 11. Recette de 50 écus ordonnés être levés chaque mois sur les habitants, pour fournir aux bois et chandelles, pour la garde de nuit sur les remparts.]

[Chap. 12. Recette provenant de la revènte des pains de munition, restant de ce qu'on avait envoyé au prince de Parme.]

[Chap. 13. Recette à cause du parisis des épices des sentences et jugements, rendus par dictons au siége présidial.]

[Chap. 14. Recette du lunage de l'élection.]

[Chap. 15. Deniers provenant des fermes des terres de Courcy (?), et de Chaumussy saisies sur leurs seigneurs.]

[Chap. 16. Deniers de biens saisis sur les tenants le parti contraire.]

institucion d'iceulx officiers; disant oultre que, pour ce que ès temps passez estoient sours plusieurs débaz et questions entre lesdis habitans

P. Crochet, Me G. de Montfaulcon, J. de Condé.

[M. J. de Chebery, comme procureur des gens d'église, dit qu'ils consentent à ce que les aides soient établis pour la ville, par la manière contenue au mandement royal, pourvu que ce soit selon la forme d'une cédule à lui donnée par eux, et pourvu encore qu'ils avent un receveur à eux. Au surplus ils sont d'accord que les séculiers ayent sur ces aides ce qu'ils ont coutume d'avoir, et de nourrir paix et amour entre eux et les séculiers. — Les gens d'église auront *vidimus* des lettres de l'aide. — Avant d'ouvrir les portes, on enverra aux champs une femme, ou un compagnon, pour voir ce qui se passe.]

« xxv *septembre*, par T. de Bazoches, presents Me d'Ulmont, Me P. le Sauvage, chanoine, Jesson de Chalon, J. Caillart, eschevins; Me P. Chardon, J. Cabert, G. de Mont-

MISES.

[La dépense contient une vingtaine de chapitres.]

[Chap. 1er. Payement de gens de guerre, tant de pied que de cheval, levés pour le parti de l'union; pour les cinquante chevaux-légers.]

[Chap. 2. Deniers pour la compagnie de cinquante arquebusiers à cheval, étant en la ville.]

[Chap. 3. Deniers à plusieurs capitaines de gens de pied, étant en garnison dans la ville. — Au capitaine Phorian, mestre de camp de quatre compagnies de gens de pied, entretenus en la ville. — Il y a trois autres compagnies semblables.]

[Chap. 4. Autres deniers à plusieurs capitaines de gens de guerre, qui ont tenu garnison à Reims aux trois derniers mois. — Quatre cents hommes de guerre à pied, étant en garnison sous l'autorité du duc de Mayenne, du Sr de Saint-Pol, et de MM. du conseil.]

[Chap. 5. Deniers payés aux hôtelliers pour logement de capitaines et autres, passant à Reims pour le service de l'union; — et à des gens d'armes, chevau-légers, arquebusiers à cheval, retenus pour défendre Reims à l'approche de l'ennemi.]

[Chap. 6. Deniers remboursés au clergé, pour le prêt qu'il a fait.]

[Chap. 7. Deniers pour bois et chandelles du corps-de-garde.]

[Chap. 8. Munition de pain, vin, avoine, fournis aux gens de guerre passant aux environs de la ville.]

[Chap. 9. Charroi de munitions, etc...., et d'artillerie.]

[Chap. 10. Deniers pour pics, hoyaux, gabions.]

[Chap. 11. Achat de briques pour un fourneau à fondre l'artillerie. — Achat de métal, façon, fonte, etc....]

[Chap. 12. Achat de poudres, piques, lances.]

[Chap. 13. Deniers pour garde de prisonniers à la prison Bonne-Semaine.]

[Chap. 14. Deniers pour chevaux fournis a des hommes d'armes passant par la ville.]

[Chap. 15. Frais de saisies de deniers.]

[Chap. 16. Voyages pour affaires générales. — Remboursement de deniers avancés.]

[Chap. 17. Gages d'un canonnier entretenu pour être prêt à toute heure. Gages de tambours.]

[Chap. 18. Taxations aux officiers de la ville, etc....]

DENIERS COMMUNS.

XLIVe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. IX, no 4.]

[Un nouveau chapitre de recette est ouvert pour un nouvel octroi, concédé par Mayenne le 15 décembre 1590, de 10 s. t., à prendre sur chaque muid de vin, ou autres vaisseaux à l'équipolent, qui sortiront de la ville.] 1591.

DENIERS COMMUNS.

XLIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XX.]

[Il y a deux chapitres nouveaux de recette. 1°. Vieux bois tirés des magasins de la ville pour être vendus. 2°. Amendes et confiscations. — Dans ce dernier chapitre le lieutenant et gens du conseil condamnent à 9 écus d'amende, dont 3 pour les ordres mendiants, et 6 pour les fortifications, un bourgeois qui a rendu, moyennant finance, le cheval d'un autre bourgeois, mis en réquisition pour mener les munitions à l'armée de Mayenne. — 12 écus d'amende contre des particuliers qui ont mené des vivres hors la ville, sans passeports. 4 écus seront donnés aux capitaines et portiers commandant à la 1591.

pour cause de l'eslection desdis officiers, iceulx habitans par l'advis et conseil de monseigneur le connestable de France, et de feu de bonne

faulcon, H. Labarbe, J. de Chaumont, G. de Condé, J. Moet, J. Crochet, B. de Saint-Remy, H. Colet, esleus au conseil.

[Le prévôt fermier de Laon, était parti de Reims pour se rendre à Laon. A la Neuville, le nommé Caignart lui avait enlevé son cheval. Le cheval, reconnu à Reims, y avait été saisi; mais Caignart menaçant la ville de lui porter dommage, le cheval lui avait été renvoyé, disait-on, par les habitants, à qui le prevôt vient en demander la valeur. Le conseil lui répond, que sur-le-champ ce cheval avait été remis au bailli de Reims, qui en avait écrit au conseil du Roi, à qui il avoit révélé les menaces de Caignart. Il avait été ordonné au bailli de rendre le cheval à celui-ci, pour éviter plus grand inconvénient, et par aventure le procureur de la ville avait prié le bailli de le rendre; mais il semble aux elus du conseil, que cela ne concerne pas la ville

porte de Vesle, qui ont arrêté les contreveuants. — 10 écus d'amende, dont est frappé Aucelet, élu, qui s'est entremis de poursuivre les affaires d'un nommé Pinart.]

[Aux mises, démolition des chapelles Saint-Anne, Saint-Éloi, Saint Bernard, qui nuisaient a la fortification, par ordre de Saint-Paul, ainsi que démolition des bourgs Cérès, Flechambault, de Vesle, des maisons de Clermont, Hôtel-Dieu des champs d'Ausson, etc...]

[Toujours même emploi des mises aux fortifications, artillerie.]

Recette, IIm IIc LXXV écus.

Mise, M IXc III écus.

DENIERS ROYAUX.

IVe COMPTE.

[Den. extraord., vol. III.]

1591. « Compte particulier de C. Le Dieu, recepveur des deniers communs..., et commis a la recepte des deniers extraordinaires...., des receptes et despenses par lui faites...., tant en payement des gens de guerre faisant service aux parts de la sainte union des catholiques, que aux affaires concernant ledit fait de la guerre pour ladite union, défense et conservation de Reins, et du pays d'environ. »

[Rien à noter.] — Recette, M VIIIc XL écus.

Mise, XVIIIm VIc XXX ecus.

DENIERS COMMUNS.

XLVe COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. IX, n° 5.]

RECETTES.

1592 [1°. Le 4e des vins.]

[2°. Deniers sur les greniers à sel.]

[3°. 2 s. par queue de vin en gros.]

[4°. Ferme de 4 d. par étamine.]

[5°. Recette de 10 s. par vaisseaux de breuvage sortant de Reims.]

MISES.

[1°. Solde du taillon pour les habitants de Reims.]

[2°. Aux sergents des portes, et clochers.]

[3°. Constructions de la casematte Saint-Jacques.]

[4°. Maçons, etc., employés aux fortifications.]

[5°. Achats de matériaux.]

[6°. Élargissement de fossés, ordonné par les maîtres des ouvrages. Détail curieux sur l'emploi des manouvriers.]

[7°. Gages d'officiers. — Au capitaine de la ville, 33 écus 40 s. t.; — au procureur fiscal des habitants, 8 écus 20 s. t.; — aux maîtres des ouvrages, à chacun, 3 écus 20 s. t.; — aux maîtres de l'artillerie, à chacun, 3 écus 20 s. t.; — aux quatre sergents de la forteresse, 3 écus 20 s. t. chacun; — au greffier du conseil, 5 écus; — à un avocat au siége présidial, comme avocat des causes de la ville, 1 écu 40 s. t.; — au receveur, 16 écus.]

[8°. Voyages, taxations.]

[9°. Dépense commune.]

Recette, IIm LIV écus.

Mise, M IXc IIIIxx X écus.

DENIERS COMMUNS.

XLIIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XXI.]

[Oûtre la recette ordinaire des deniers patrimoniaux, il se trouve dans ce compte, en recette extraordinaire :] 1592.

[1°. Des revenant-bons des 3 s. 9 d. t. restant à lever de l'ancien subside de l'entrée des vins;]

[2°. Revenant-bons de la ferme du 4e ;]

mémoire monseigneur Régnault de Chartres, derrenier arcevesque de Reims, et autres notables personnes de ceste cité, avoient ordonné

et que l'intencion des habitants n'est pas d'en rendre aucune chose.]

« IV *octembre*, par T. de Bazoches, présens J. Caillart, eschevin, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ H. Labarbe, J. de Chaumont, G. de Condé, J. Cauchon le josne, J. le Piccart, J. Houdart le josne, G. Persin, S. Prévostin, P. Cruchet, J. Gouvion, G. Dominique, B. de Saint-Remy, H. Colet, T. Joly. A esté délibéré de fère exécuter doresenavant ceulx qui deffaudront aux consaulx et assemblées.

« VI *octembre*, par T. de Bazoches, présens J. de Chalons le josne, J. Caillart, Mᵉ J. Leroy, J. Noel, G. Linage, C. de la Place, eschevins; Mᵉ P. Chardon, J. de Chalon l'aisné, Mᵉ H. Labarbe, Mᵉ A. Dorigny, J. le Picart, J. de Chaumont, Mᵉ G. de Montfaulcon, J. Cauchiette, C. Roquet, G. Lescot, M. Fale, G. de Condé, J. Cauchon le josne, P. Cro-

[3°. Recette à cause du remboursement des deniers prêtés pour les affaires extraordinaires de la guerre;]

[4°. Emprunt pour les fortifications;]

[5°. Passe-ports et permissions pour faire venir vins, de la rivière de Marne;]

[6°. Amendes applicables aux fortifications;]

[7°. Confiscations de vins etc., peaux d'agneaux, étain, etc., amenés sans passe-ports;]

[8°. Débet du compte précédent.]

MISE.

[1°. Pour affaires de la ville, sur conclusions;]

[2°. Pour autres affaires;]

[3°. Remboursement d'emprunts;]

[4°. Deniers ordonnés par les maîtres des ouvrages de la forteresse;]

[5°, 6°., 7°., 8°., 9°, Deniers ordonnés pour l'élargissement des fossés;]

[10°. Deniers ordonnés par les mêmes, pour les barrières et bascules des portes;]

[11°., 12°., 13°. Deniers pour réparations de couvertures aux édifices de la ville;]

[14°, 15°., 16°. Deniers payés par ordre des maîtres de l'artillerie;]

[17°, 18°. Achat de salpêtre;]

[19°. Taxations d'huissiers et autres employés par la ville;]

[20°. Gages d'officiers; — au lieutenant des habitants, 16 écus 40 s. t.; — au receveur, pour gages et frais extraordinaires, 60 écus.]

[21°. Deniers non reçus;]

[22°. Dépense commune.]

Recette, IIᵐ VIIIᶜ XXV écus XII s. t.

Mise, IIᵐ VIIᶜ XXV écus XXXII s. I d. t.

[Dans les deux comptes des octrois, et des patrimoniaux, se trouve également, on le voit, un chapitre consacré au 4°; mais le receveur ne porte que 13 écus un tiers au premier, et porte 977 écus 30 s. t au second. En voici l'explication, tirée du vol. XXII, année 1593.] (Voir aussi ce que nous avons dit au compte XXXVIIIᵉ des patrimoniaux.)

« La *ferme* du IVᵉ a esté délivrée par Mᵉ P. Boulet, président en l'eslection de Reims, assisté de MM. les eslus et procureur du roi en icelle, à H. Goujon, bourgeois, pour trois ans.... moyennant la somme de VIᶜ IIIIˣˣ escus soleil...., laquelle ferme icelui Goujon auroit sur le champ remise ès mains de la communauté des habitans qui l'auroient fait publier en la manière accoustumée, et enfin délivrée à R. S.... et S...., marchands, pour lesdits trois ans.... moyennant M IXᶜ XX escus, de laquelle somme les fermiers doivent employer VIᶜ LXVI escus XL s. t. chaque an, au paiement des rentes assignées sur ceste ferme en l'acquit du roi et desdits habitans; bien que lesdits fermiers ne soient chargés par le bail de ce faire, mais de mettre le total de la somme aux mains du présent comptable, toutesfois il se pratique ainsi, et ne reçoit le comptable que le revenant bon, déduction faite desdits VIᶜ LXVI escus XL s...., et comme le bail de Goujon l'engage à VIᶜ IIIIˣˣ escus, dont il faut compter à la chambre des comptes, sur laquelle, déduisant la somme de VIᶜ LXVI escus XL s. pour les rentes, reste, dont il faut compter à la chambre des comptes, XIII escus et XX s. t. — Et du surplus, desduction faite des VIᶜ IIIIˣˣ escus, revient de bon aux habitans chaque année, M IIᶜ XL escus soleil, pour employer à leurs affaires communes. »

DENIERS ROYAUX.

Vᵉ COMPTE.

[Den. extraord., vol. IV.]

[Vis-à-vis du chapitre du taillon de l'élection, où il perçut 100 écus, on lit en marge:] « Pour la vérifi- 1592

et délibéré de tous les ans, et chascun an, muer, changer et renouveller l'eslection desdis officiers, mesmement et par espécial l'office

chet, B. le Boutillier, J. Barbette, P. de Dijon, B. de Saint-Remy, G. Linart, G. Persin, S. Prévostin, G. Lamaque, J. Tricot, D. Charlier, P. le Fraisne, C. Chauvercy, Mᵉ J. Convent, J. Braibant, J. Viellart, C. Braibant, J. Lacointtre, et pluseurs autres jusques au nombre de LX. — A esté délibéré que J. de Chalon (déjà échevin) sera receveur des deniers communs de la ville. — *Item* sont ordonnés pour oïr les comptes de la despense des deniers communs Mᵉ G. de Montfaulcon, Mᵉ H. Labarbe, C. Roquet, B. le Boutillier, avec II eschevins et II hommes d'église, et auront par jour II s. p., ou à disner.

« IX *octembre*, par T. de Bazoches, présens Mᵉˢ P. D'Ulmont, Mᵉˢ J. Witry, chanoines; Jesson de Chalon, J. Caillart, eschevins; Mᵉ P. Chardon, Mᵉ de Montfaulcon, Mᵉ H. Labarbe, G. de Condé, J. Cauchon le josne, P. Cro-

cation de ce chapitre et des suivans, rapporte le comptable, 1°. la commission du conseil de l'union, establi à Reins pour la province de Champagne [c'est la commission qui est au compte de 1589], par laquelle ledit comptable est commis à recevoir les deniers, tant ordinaires qu'extraordinaires, qui se lèveront par l'ordonnance desdits sieurs du conseil...., et à recevoir par leurs mandemens et ordonnances, des receveurs des tailles, aides, taillons; les deniers pour estre alloués par l'ordonnance desdits du conseil...., avec 2°. la composition et traité de la ville de Reins, vérifiée en parlement et par la chambre, par laquelle toutes prises de deniers et impositions qui pourroient avoir esté faites sont validées. —

Recette, XXXIIIᵐ VIIIᶜ XXXVIII écus.

Mise, XXXIIIᵐ IXᶜ LXXVIII écus.

DENIERS COMMUNS.

XLVIᵉ COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. IX, nᵒ 6.]

1593. [Il n'y a rien de versé pour le taillon. — Aux mises pour gages, 54 écus au superintendant des deniers communs de la généralité, alloués par ordonnance de la chambre, pour les années....]

DENIERS COMMUNS.

XLIIIᵉ COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XXII.]

1593. [Rien à noter.]

DENIERS ROYAUX.

VIᵉ COMPTE.

[Den. extraord., vol. V.]

1593. Recette, XVIᵐ IIᶜ XLIII écus.

Mise, XVᵐ IIIᶜ IIIIˣˣ VII écus.

[L'inventaire de 1691, fᵒ 143 vᵒ, parle d'un octroi du 20ᵉ des vins fait à la ville le 8 mai 1592, moyennant 800 écus par an. — Il n'en est point question dans ce compte, ni dans les suivants, et cependant le même inventaire dit que cet octroi est continué par lettres de Henri IV, du 20 novembre 1594.]

DENIERS COMMUNS.

XLVIIᵉ COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. IX, nᵒ 7.]

[Rien à noter.] 1594.

DENIERS COMMUNS.

XLIVᵉ COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XXIII.]

[Ce compte est chargé aux mises de deniers des comptes d'octroi, de deniers extraordinaires, et des tailles de l'élection en 1589, dont le receveur des deniers communs comptait à la chambre, mais que celle-ci avait rejetés lors de la vérification des comptes, en 1594.] 1594.

DENIERS ROYAUX.

VIIᵉ COMPTE.

[Den. extraord., vol. VI.]

[Presque rien n'entre plus, dans ce compte, des deniers royaux. Les recettes se composent des deniers empruntés ou imposés dans la ville, du louage des greffes, d'octroi sur les voitures de vendanges, mis par délibération du conseil, des saisies de biens sur le parti contraire, etc. Les mises ne sont plus employées que pour les affaires propres de la ville. Il n'y a de gens de guerre soldés, que les quatre compagnies de gens de pied tenant garnison....] 1594.

dudit lieutenant du cappitaine, et que depuis ladicte ordonnance estoient advenues autres questions pour les causes dessusdictes, pour

chet, J. de Chaumont et C. Roquet. — A esté requis à Jesson de Chalon qu'il entrepreigne la recepte des deniers de la ville; lequel l'a entreprins, et lui a esté ordonné de mettre à part IIᶜ l. tournois pour les habitans séculiers.—En deffaulx G. Dominique, J. Fournel, J. Moet, H. Colet, B. de Saint-Remy, Mᵉ J. Cabert.

« XVI *octembre*, par T. de Basoches [présens deux échevins, et 9 personnages dont le nom est connu. — Nulle conclusion.]

DENIERS COMMUNS.

XLVIIIᵉ COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. IX, nᵒ 8.]

1595. [Le subside de 10 s. sur chaque poinçon sortant de la ville, est aboli dès l'année précédente, sous l'administration du duc de Guise. — Il ne figure plus au compte de cette année, non plus qu'un octroi de 3 s. sur queue de vin sortant de Reims, pour aller hors du royaume, octroi accordé en 1594 d'après l'inventaire de 1691, fol. 142.]

DENIERS COMMUNS.

XLVᵉ COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XXIV.]

1595. [Ce compte est précédé d'une conclusion du 10 octobre 1600, qui nomme] « le lieutenant si bon lui semble, le séneschal du chapitre, et trois conseillers laïques, ou trois des cinq, pour voir les comptes des deniers d'octrois et extraordinaires rendus à la chambre des comptes, par le receveur des deniers communs, afin de voir ce qui lui est dû par iceux, et pour vérifier l'estat de son compte de l'an, fini le XV février M. D IIIIˣˣ XIIII, des deniers patrimoniaux; oüir, examiner, clore et arrester les comptes que ledit recevenr a à rendre desdits deniers des années M. D IIIIˣˣ XV, M. D IIIIˣˣ XVI, M. D IIIIˣˣ XVII, temps de l'exercice de sa recette. »

[Il n'y a aux recettes extraordinaires que le revenant bon de la ferme du quatrième, et 44 écus provenant de la vente d'aucun sel appartenant à la communauté.]

Recette, M. Vᶜ LI écus.

Mises, IIᵐ CXIII écus.

« XIX *octembre*, par T. de Basoches, présens Mᵉ P. Chardon, M J. Cabert, Mᵉ J. de Montfaulcon, Jacques de Chaumont et Mᵉ P. Leroy. [On laissera sortir de la ville 12 miliers de traits que demande la ville de Chalon.]

« XXIII *octembre*, par T. de Basoches, présens monseigneur de Saint-Remi, Mᵉ J. Remond, prévost, Mᵉˢ P. d'Ulmont, chanoine, G. Hodierne, bailli, Jesson de Chalon, J. Caillart, eschevins, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ G. de Montfaulcon, Mᵉ H. Labarbe,

DENIERS ROYAUX.

VIIIᵉ COMPTE.

[Den. extraordin., vol. VII.]

[Ces comptes diminuent tout à coup de volume, et 1595.
sont réduits presque à rien. Ils rentrent tout à fait dans les catégories des deniers patrimoniaux; seulement ils sont contrôlés par la chambre des comptes. Les emprunts et la perception du vingtième des vins, aide royal dont la ville a la ferme, composent toutes les recettes. Aux mises, il n'y a plus de frais pour les gens d'armes, sinon pour soixante hommes qui protégent les vendanges.]

DENIERS COMMUNS.

XLIXᵉ COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. IX, nᵒ 9.]

[Les comptes rendus à Paris se datent désormais 1596.
du 1ᵉʳ janvier, au lieu du jour des Brandons. Pour cette année, les comptes des dix derniers mois ne se trouvent point.]

DENIERS COMMUNS.

XLVIᵉ COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XXV.]

[Les deniers extraordinaires rentrent peu à peu 1596.
dans ces comptes; ainsi, une partie des recettes de la ferme du vingtième des vins, est dans celui-ci.]

DENIERS ROYAUX.

IXᵉ COMPTE.

[Den. extraordin., vol. VIII.]

[Ces comptes deviennent de moins en moins im- 1596.
portants. — Aux recettes, toujours des emprunts, et la ferme du vingtième des vins.—Aux mises, remboursements de dettes, envois de munitions au siége de La Fère, etc., etc., rentes payées.]

ce que ladicte ordonnance n'avoit pas esté continuée et gardée comme dit est; pourquoy, par l'advis et délibéracion de plusieurs notables J. de Chaumont, J. Cauchon le josne, G. de Condé, P. Crochet, B. de Saint-Remy, C. Roquet, J. Moet. — Est délibéré que Mres P. le Sauvage [chanoine, receveur pour le clergé] et Jesson de Chalon, receveurs des deniers communs auront XXXII l. t., c'est assavoir chacun moitié. — [B. Lescot expose que sa vieillesse demande que l'on commette à sa place une bonne personne à la garde du château de Mars. La requête étant juste, les élus du conseil demandent au prevôt de l'église, vicaire de l'archevêque, et au bailli de Reims, comme ayant le gouvernement de l'archevêché, qu'il leur plût pour le bien du roi et la sûreté de la ville pourvoir le château d'un capitaine, concierge, ou garde..... Après plusieurs paroles et altercations, le prévôt et le bailli répondent, qu'ils sont prêts en leur nom, comme habitants, à donner leur opinion et délibération avec les gens du conseil, pour pourvoir à la garde du château; mais que, comme officiers et ayant le gouvernement de l'archevêché, ils s'y opposent.]

« XXVII *octembre*, par T. de Bazoches, présens pluseurs esleus du conseil et autres....

« XXVIII *octembre*, par T. de Bazoches, présens monseigneur de Saint-Remy, le Prevost, G. Hodierne, Mre P. D'Ulmont, chanoine [deux échevins, le prévôt de la Montagne, et 14 autres personnes qui figurent habituellement au conseil, et G. le Marlier, procureur de l'archevêché.]

« [Même débat. On élit Th. Noël; les officiers y concourent comme habitants. On demande à Lescot quels étaient ses gages? — 20 l. t.; — les officiers disent qu'on trouvera facilement à lui faire cette somme, et même mieux, mais qu'il ne faut pas en parler au conseil du roi, à cause des inconvénients qui pourraient s'ensuivre.]

« *Du* XXVIII *octembre devant dit*, aux fons, par T. de Bazoches, présens Mre P. D'Ulmont, Mre P. Bongarson, chanoines, J. Caillart, C. de La Place, eschevins, Me G. de Montfaulcon, Me J. Cabert, Me H. La Barbe, J. de Chaumont, G. Dominique.—[Demande de munitions refusée.]

« *Du* XXIX *octembre*, par T. de Bazoches...., et présens Mres P. Le Sauvaige, J. de Chehery, chanoines, le prévost de la Montaigne, les esleus au conseil, et pluseurs habitans. — [Il s'agit d'une mission vers le comte de Salysbury, et au conseil du roi.] S'ensuivent les présens avecques les dessusdits : Jesson de Chalon, J. Caillart, Mre P. Le Roy, J. Dudré, G. Linage, C. de La Place, J. Juppin, J. Fournier, J. de Chalon le josne, T. de Berru, P. de Thuisy, eschevins, [et 59 autres dont les noms sont connus, mais dont les qualités ne sont pas indiquées.]

DENIERS COMMUNS.

Le COMPTE DES OCTROIS.

[Comptes, vol. IX, n° 10.]

1597. [Rien à noter.]

DENIERS COMMUNS.

XLVIIe COMPTE DES PATRIMONIAUX.

[Den. patrim., vol. XXVI.]

1597. [Rien à noter.]

DENIERS ROYAUX.

Xe COMPTE.

[Den. extraordin., vol. IX.]

1597. [Aux recettes figurent 1,500 écus levés pour la part de Reims dans la subvention des villes closes. — Les recettes du vingtième ne sont plus portées ici.]

[Aux mises, il y a 640 écus pour le taillon, dont une grande partie figure aussi aux deniers d'octroi. — La plupart des mises passent en remboursements et rentes, quelques-unes en réparations. Les 1,500 écus de subside, amènent un compte particulier rendu dans un quaterne séparé.]

[Ici se terminent les comptes des deniers extraordinaires. — Pour les deniers communs, durant le XVIIe et le XVIIIe siècle, voir ce que nous en avons dit dans nos *Prolégomènes*, et dans la note mise plus haut, p. 655.]

hommes d'icelle ville, tant d'église et eschevins que autres, avoit esté advisé que l'ordonnance faicte par les dessusdis seigneurs auroit lieu

« xxx octembre, par T. de Bazoches [présens un échevin, et huit autres personnes connues].

« III novembre, par T. de Bazoches, présens [deux chanoines, quatre échevins et vingt-six autres personnes].

« V novembre, par T. de Bazoches, présens [deux chanoines, huit échevins et trente autres personnes dont voici les derniers noms.... Rogier de Suippe, Joliers, J. Gouvion, B. de Saint-Remy, C. Caillart, J. Aignelet, J. Fournel.]—[Chacun des deux receveurs donne caucion, comme il a été autrefois avisé,] c'est assavoir subgette.

« VI novembre, par T. de Bazoches [présens 2 chanoines, le prévôt de la Montagne, 2 échevins et 10 autres personnes].

« VII novembre, par T. de Bazoches, présens G. Hodierne, bailli de l'archeveschié, Jesson de Chalon, J. Buirot, prévot [de l'eschevinage], J. Le Breton, P. Grossaine, J. Cauchon l'aisné, G. Lescot, M. Fale, P. Crochet, J. Juppin, J. Fournier, eschevins, [et 42 autres personnages, parmi lesquels le prévost de la Montagne, le prévost de l'église, des chanoines, Séverain Moraine, J. Le Blanc, G. Lamaque, S. Prévostin, Me J. de Floricourt.]

« XIII novembre, par T. de Bazoches, présens [un chanoine, un religieux de Saint-Nicaise, quatre échevins, dix-sept autres personnes parmi lesquelles sont encore des échevins, et des habitants jusques au nombre de IIIc.—On ne quittera rien à H. Vlade, ni J Oudart des Mezes, de leur ferme pour laquelle ils ont été exécutés.]

« XV novembre, par T. de Bazoches, présens monseigneur de Saint-Remi [3 chanoines, 3 échevins, et 21 autres, parmi lesquels des échevins].

« XXVIII novembre, par T. de Bazoches, présens [un chanoine et le prévôt de la Montagne, 4 échevins et 21 autres personnes].

[On représentera à Salisbury la pauvreté du pays, qui paye pour les aides 12,000 l. p., et pour la gabelle 2,500 l. t. par an. On ne peut faire beaucoup pour le siége de Moymer. On priera d'ailleurs Salisbury d'expliquer comment il entend l'élection de Reims, et si les gens d'église et nobles y sont compris.]

« XXIX novembre, par T. de Bazoches, présens [trois chanoines, le prévôt de la Montagne, le trésorier de Saint-Nicaise, le bailli de Reims, quatre échevins, et 28 autres, parmi lesquels J. Quartier, receveur, O. des Mezes, H. Velade et T. de Berru].

[Il est délibéré par provision à la garde du château Porte-Mars, que tant de ceux qui y sont commis que d'autres notables, soient par le lieutenant mis gardes dans le château jusques à 16 personnes, et que l'on prie ceux qui seront désignés à y aller. On tâchera d'ailleurs d'empêcher Salisbury de venir dans la ville, pour laquelle on dit qu'il est mal disposé.]

« XI décembre, par monseigneur de Saint-Remi, monseigneur de Saint-Denis, Mres P. D'Ulmont, J. Caillart, Me J. Cabert, Me G. de Montfaulcon, J. de Chaumont, G. de Condé, P. Crochet, Me H. Labarbe, H. Colet, J. Fournel, G. Dominique, C. Roquet.—A esté délibéré et conclud d'escripre à monseigneur de Chastillon....

« XII décembre, par T. de Bazoches...., présens Mre P. D'Ulmont, chanoine, Damp N. Josselin, Jesson de Chalon, eschevins, Me P. Chaudon, Me J. Cabert, Me G. de Montfaulcon, J. de Chaumont, J. Fournel, P. Crochet, B. de Saint-Remy, H. Colet, J. Cauchon le josne, G. de Condé, G. Dominique, J. Moet, Me H. La Barbe, G de Saint-Leu, C. Roquet.

« XIII. décembre, par T. de Bazoches...., messeigneurs de Saint-Remi, de Saint-Denis, le prévost, [2 chanoines, 6 échevins, et 28 autres dont les noms sont connus].

« XXVII décembre, par T. de Bazoches, etc. (sic), ont esté deputez pour assoir la taille de IIm Vc l. t., pour le recouvrance de Moymer et autres places occupées par les ennemis : le ban de Saint-Remi, J. Fournel, H. Saget, J. Caillart, C. Roquet, Pr de Dijon, J Dudré, C. Caillart.

et se tenroit doresenavant, jointes avec ce pluseurs autres ordonnances touchant le bien de ladicte cité, regardans et concernans le

« IIIᵉ *jour de janvier de l'an mil* IIIIᶜ *et* XXVI (v.s.), par T. de Bazoches, et présens (*sic*), a esté esleus receveur J. Haymard....; a esté ordonné aux dessusdis tailleurs de gecter et asseoir avecques ladicte somme de IIᵐ vᶜ l., la somme de IIIIᶜ l. t.

« XV *janvier*, par T. de Bazoches, présens Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, Jesson de Chalon, eschevins, B. de Saint-Remy, J. Cauchon le josne, G. de Condé; en deffaulx P. Crochet, G. Dominique, J. de Chaumont, Mᵉ H. La Barbe, H. Colet, J. Moet. — A esté ordonné que les exécuteurs de feu P. de Thuisy facent faire la bretesche par lui laissée, en la place par eulz advisée....

« XXIIII *janvier*, par T. de Bazoches.... présens monseigneur de Saint-Remy, Mʳᵉ J. de Chehery, chanoine, (*sic*) J. Gaillart, (*sic*), eschevins, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ G. de Montfaulcon, J. de Chaumont, G. de Condé, P. Crochet, J. Moet, C. Roquet, H. Colet.

« IIII *février*, par T. de Bazochus...., présens [19 personnes, parmi lesquelles T. de Berru, P. Le Roy, etc., etc.]

« V *février*, par T. de Bazochos...., présens [trois chanoines, le prévôt de la Montagne, deux échevins, et 22 personnes parmi lesquelles] Mᵉ H. La Barbe, G. de Condé, etc.

« VII *février*, par T. de Bazoches...., présens [un chanoine, le prévôt de la Montagne, cinq échevins, le bailli de Reims; 14 autres noms....] et pluseurs autres, jusques au nombre de LX personnes notables.

« X *février*, par T. de Bazoches...., présens [deux chanoines, deux échevins, et 11 autres personnes connues].

« XIII *février*, par T. de Bazoches...., présens [les abbés de Saint-Remi, de Saint-Denis, le prévôt de l'église, deux chanoines, le prévôt de la Montagne, quatre échevins, et 25 autres personnes connues].

« XX *février*, par T. de Bazoches...., présens [le prévôt de l'église, un chanoine, trois échevins, et 21 autres personnes connues].

« XXVI *février*, par T. de Bazoches...., présens [deux chanoines, un échevin, et 17 autres personnes connues].

« XXVII *février*, par T. de Bazoches...., présens Mʳᵉ P. d'Ulmont, Mʳᵉ J. de Chehery, monseigneur le prévost de la Montaigne, C. de La Place, eschevin, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ H. La Barbe, Mᵉ G. de Montfaulcon, Mᵉ A. Dorigny, J. de Chaumont, J. Le Picart, G. Persin, P. Crochet, J. Gouvion, J. Juppin, H. Colet, B. de Saint-Remy, C. Roquet, J. Moet, G. Dominique, G. Lienart, J. Aignelet, P. Simonnet, S. Prévostin, G. de Saint-Leu, J. Legis, J. Braibant, Caulus Hurtault, J. de Raillicourt, J. Lourct, J. Chehery.

[Le comte de Salisbury demande qu'on avance la taille; on lui écrira qu'on le ferait bien volontiers, mais qu'eu égard au dernier changement de monnaie, on n'a point de monnaie ayant cours.]

« *Derrain jour de février*, par T. de Bazoches, présens [un chanoine, trois échevins, et 17 autres personnes, parmi lesquelles T. Berru, Caulus Hurtault, J. Braibant, H. Gaulart.]

[Le 24 février, la monnaie ayant été mise à néant, et les plaques ne valant plus que 8 doubles anglais, les receveurs qui les ont reçues pour 9 doubles, feront porter cette perte sur la ville.]

« *Du dimanche* XVI *mars mil* IIIIᶜ XXVI (v.s.), présens Mᵉ J. de Chalon, Jesson de Chalon, Mᵉ P. Le Roy, B. Le Linier, Caulus Hurtault, P. Le Fresne, eschevins, G. de Condé, J. Cauchon le josne, J. Moet, H. Colet, Mᵉ G. de Montfaulcon, J. Cauchiette, J. de Chaumont, P. Crochet, P. de Dijon, J. Le Boutillier, G. Lescot, B. de Saint-Remy, J. Barbette, G. Lamaque, G. Dominique, Mᵉ H. La Barbe, G. Persin, J. Oudart, C. Roquet, J. Juppin.

« *Lundi* XVII *mars*, par T. de Bazoches...., présens monseigneur de Saint-Remi, Mʳᵉ P. D'Ulmont, Mʳᵉ J. de Chehery, le prévost de la Montaigne, J. de Chalon, J. Fournier, T.

fait de la garde, distribucion des deniers, emparement, fortificacion, gouvernement et administracion d'icelle; en ensuivant lesquelles,

de Berru, Caulus Hurtaut, eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, J. Lescot, J. Moet, G. de Saint-Leu, G. de Condé, J. de Chaumont, Me G. de Montfaulcon, G. Lescot, J. Cauchon le josne, G. Dominique, Me H. La Barbe, P. Crochet, J. Gouvion, C. Caillart, M. Fale, H. Colet, B. de Saint-Remy, J. Fournel, P. de Dijon, C. Roquet, H. Saget, S. Prévostin, J. Noquin. — [On enverra des notables remercier Salisbury d'avoir recouvré Moymer.]

« *Vendredi* XXI *mars*, par T. de Bazoches, présens Mes G. D'Ulmont, Mes P. Le Sauvage, chanoines, Damp Nicole Josselin, ung religieux de Saint-Nicaise, Me P. Le Roy, T. de Berru, J. Caillart, Jesson de Chalon, eschevins, G. Lescot, Me P. Chardon, P. Crochet, J. Cauchon le josne, G. de Condé, J. Lescot, C. Caillart, B. Le Bouteillier, J. Cauchiette, J. Louret, Me H. La Barbe, J. de Reins, J. Moet, M. Fale, G. de Saint-Leu, B. de Saint-Remy, C. Roquet, G. Liénart, H. Saget.

[Moymer étant pris, on enverra à la hâte un commissaire, pour assembler l'artillerie prêtée par la ville. On enverra aux frais communs, 12 maçons, 8 charpentiers, 20 manœuvres pour démolir ce fort. Ils seront dirigés par les maîtres des œuvres, et par G. Lescot].

« *Samedi*, XXII *mars*, par T. de Bazoches, présens messeigneurs de Saint-Remi, de Saint-Denis, le prévost de l'église, Mes P. d'Ulmont, Me P. le Roy, J. Fournier, C. De la Placé, eschevins, monseigneur de Godart, monseigneur le bailli, G. Lescot, Me P. Chardon, Me G. de Montfaulcon, J. Lescot, G. de Condé, B. le Boutillier, Me H. la Barbe, G. de Chaumont, P. Crochet, M. Fale, P. de Thuisy, P. de Dijon, J. Jacquemin, G. Dominique, J. Moet, J. Cauchiette, C. Roquet, Me J. de Floricourt, P. Lefresne, J. Oudart, J. Juppin, J. Gobin, G. de Saint-Leu, G. Linage, G. Lamaque, J. Barbette, J. Viellart, H. Saget, Me J. de Floricourt (*sic*). — [Mesures prises pour recevoir Salisbury; on lui fera divers présents et la révérence; il n'y aura que deux portes ouvertes; on veillera par les rues, crainte des feux; on fera diverses provisions.] *Item*, est ordonné pour respondre desdictes provisions, T. de Bazoches, parmi ce que les dessusdis ont promis lui rendre et paier les sommes ausquelles monteront icelles provisions, à sa volenté, avecques les LX frans qu'il a empruntė pour les cherrois. *Factum coram J. Maubrouet notario, anno et die predictis*. Sign. J. Maubrouet.

« C'est le paupier où sont escriptes les délibérations et conclusions prises au conseil de la ville, pour les affaires d'icelle, commencié le IIe jour d'avril l'an mil CCCC et XXVII; tenu ledict conseil par T. de Bazoches, lieutenant; et sont eslus au conseil, avecques messeigneurs les gens d'église et eschevins, ceulx qui s'ensuivent : Me P. Chardon, Me J. Cabert, Me H. Labarbe, Me J. de Montfaulcon, J. de Chaumont, J. Cauchon le josne, Me A. Dorigny, G. Dominique, J. de Chalons le josne, C. Roquet, B. le Bouteiller, J. Jacquemin. (Voir à la date du 3 et du 16 septembre.)

« *Mecredi* II *avril*, par T. de Bazoches..., présens messeigneurs de Saint-Remi, de Saint-Denis, Mes P. d'Ulmont, Mes J. de Chebery, chanoines, Jesson de Chalon, J. Caillart, T. de Berru, eschevins, Me P. Chardon, Me G. de Montfaulcon, Me J. Cabert, Me H. la Barbe, J. de Chaumont, J. Moet, J. Fournel, P. Crochet, J. Cauchiette, P. Dominique, J. Jacquemin, C. Roquet, J. de Chalon le josne, G. de Condé. — A esté délibéré d'envoyer à Moymer les gens du plat païs, et que J. de Chaumont les contraingne ad ce par prinse de leurs personnes, et autres voies raisonnables. — *Item*, que ceulx qui autresfois furent esleus à oïr les comptes de la ville, y procèdent encore diligemment, et au regard des comptes, J. Lescot, qu'ilz ne se y arrestent pas, pour les causes autreffois déclairées, mais procèdent à la conclusion d'iceulx. — *Item*, est déli-

par l'ordonnance et auctorité dudit cappitaine, le mercredi après les Brandons derrenièrement passé, avoient esté deuement évoquez et

béré de donner à T. de Bazoches, pour les aggréables services par lui fais, et que on espère qu'il doye fère le temps advenir, et en rémunéracion, etc. (*sic*) la somme de c. l. t.

« IIII *avril*, par T. de Bazoches,.... présens Mes P. Charlet, Mes J. de Witry, Mes T. Rabouillart chanoines, C. de la Place eschevin, G. Lescot, Me H. la Barbe, C. Roquet, G. Dominique, J. de Chaumont, J. Oudart drappier, et T. le Poix. — [Il faut de l'argent pour payer les ouvriers de Moymer; les receveurs n'en ont point; on prie le lieutenant d'en prêter, il y consent; les présents lui garantissent sur leurs biens, le remboursement.]

« XVI *avril*, par T. de Bazoches.... présens Mes J. de Witry chanoine, J. Caillart, Jesson de Chalon eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, Me H. La Barbe, J. de Chaumont, B. le Boutillier, P. Crochet, G. de Condé, C. Roquet, J. Jacquemin, J. Moet. — [On écrira au bailli de Vermandois la vérité de la prise du cheval de Hue Bourgin, prévôt de Laon. — On donnera à Mes J. de Witry LVI s. pour la taille de son père qui demeure avec lui, et cela en récompense de certains services que le chanoine a rendus à la ville.]

« XXIIII *avril*, par T. de Bazoches,.... présens Me P. Chardon, J. Cabert, J. de Montfaulcon, Caulus Hurtault, P. Le Fraisne, J. Moet, J. Jacquemin, G. de Condé, J. Cauchon le josne, P. Crochet, J. de Chalon le josne; a esté ordonné que G. de Condé, P. de Dijon visiteront en bourg de Veesle, et en la Cousture, quelx estrangiers il y aura durant la foire, et sauront quelles gens ce sont, et le Jard Nostre-Dame. — Noquin le Potier, J. Pouilleron en Barbastre, J. Gouvion en la rue des Filles-Dieu, la rue Saint-Martin de Laon, et les rues derrière. — C. Roquet au parvis, etc....

« XIIII *mai*, par Jesson de Chalon, lieutenant, etc. (*sic*), présens J. Caillart, Me P. Chardon, Me J. Cabert, Me A. Dorigny, Me G. de Montfaulcon, Me H. La Barbe, J. de Chaumont, P. Crochet, C. Roquet, J. Jacquemin....

« XXIII *mai*, par Jesson de Chalon...., présens J. Caillart, eschevin, Me P. Chardon, Me J. Cabert, Me G. de Montfaulcon, M. H. La Barbe, B. le Boutillier, C. Roquet, G. de Condé, P. Crochet, J. Fournel, J. Jacquemin, G. de Saint-Leu, H. Colet, G. Dominique, J. Cauchon, J. Moet....; est ordonné que J. Durans amende le cas de ses vaches qui ont esté trouvées ès fossés, et lui sera donné jour pour veoir taxer l'amende. — J. Durans a amendé congnoissant ce que sa vache a esté trouvée ès fossez de la ville, et pour veoir taxer l'amende jour lui est assigné à mercredi au conseil....

« *Vendredi*, XXXe *jour de mai*, par T. de Bazoches, lieutenant, etc., présens Mes P. d'Ulmont, Mes P. Bongarson, chanoines, Me P. Leroy, J. Gibour, Jesson de Chalon, eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, Me G. de Montfaulcon, M. H. La Barbe, J. de Chalon le josne, J. de Chaumont, G. de Saint-Leu, G. de Condé, J. Cauchon le josne, G. de Condé, G. Dominique, C. Roquet. — A esté délibéré paier les despens du roy d'armes de monseigneur le Régent, et autres héraux. — *Item*, de contraindre les villages composez, et autres où on a fait les commandemens, pour la desmolicion de Moymer, à y contribuer.

« VIII *juin*, par T. de Bazoches...., présens Mes P. d'Ulmont, Mes P. Le Sauvaige, chanoines, Jesson de Chalon, J. Fournier, Caulus Hurtant eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, J. Lescot, G. de Condé, Me G. de Montfaulcon, J. de Chaumont, G. Lescot, J. Cauchon le josne, J. Braibant, J. Moet, P. Crochet, C. Caillart, J. Jacquemin, J. Dudré, joliers. — A esté délibéré paier Alard de Mouzay c francs pour ses gages desservis comme capitaine, en l'an IIIe XVII,...., et toutesfois ils sont d'oppinion de traictier à plus basse somme, se on peut.

« XX *juin*, par T. de Bazoches...., présens Mes Bongarson, Mes P. le Sauvaige, chanoines,

comparurent les habitans de ladicte ville, jusques au nombre de six à sept vins personnes notables, au chappitre et en l'église de Reims, en

Damp N. Josselin, J. Caillart, C. Hurtaut, eschevins, G. Lescot, J. Cauchon le josne, H. Colet, J. Moet, J. Fournel, G. de Condé, J. Lescot, Mᵉ G. de Montfaulcon, C. Roquet, J. de Chaumont, Mᵉ A. Dorigny, Mᵉ H. La Barbe.

« xvi *juillet*, par Jesson de Chalon, lieutenant, présens Mʳᵉ de Chehery, chanoine, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ A. d'Origny, Mᵉ H. La Barbe, J. de Chaumont, P. Crochet, Mᵉ G. de Montfaulcon, et J. Cauchon le josne,....— est ordonné de traictier des ventes avecques J. Buirot, prévost de Reins, de l'achat de la grange de la ville. — *Item*, le procureur de la ville est ordonné de solliciter les seigneurs haulx justiciers, sur le fait des eaues qui sont si haultes.

« xx *juillet*, par Jesson de Chalon, lieutenant, présens Mʳᵉ P. Le Sauvage, Mʳᵉ J. de Chehery, chanoines, G. Lescot, G. Hodierne, C. Hurtaut, J. de Reins, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, J. Lescot, J. de Chaumont, J. Cauchon le josne, Mᵉ A. Dorigny, Mᵉ G. de Montfaulcon, Mᵉ H. La Barbe, J. Moet, O. Drouet, J. Gobin, J. Brunet, C. Roquet, M. Fale, J. Noquin, J. Louret, G. Persin, E. le Fuzelier.

« vii *aoust*, par T. de Bazoches, présens Jesson de Chalon, B. Lignier, P. Le Fraisne, C. de La Place, J. Gibour, J. Fournier, J. Caillard, C. Hurtaut, eschevins, Mᵉ Chardon, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ P. de Montfaulcon, J. Lescot, H. La Barbe, Mᵉ A. Dorigny, Mᵉ G. de Montfaulcon, J. de Chaumont, T. de Cesy, J. Jacquemin, J. Gouvion, G. Lescot, G. de Condé, G. Molé, B. de Saint-Remy, C. Caillart, J. Oudart le josne, J. de Chalon le josne, C. Roquet, G. Dominique, J. Moet, J. Fournel, J. Juppin, G. de Saint-Leu, P. Crochet, J. Cauchiette, J. Cauchon le josne, H. Caillart, J. de Bus, G. Persin, P. Eschamette, S. Prévostin, G. Le Besgue, E. le Quarrier. — Pour ce que les gens d'église ne sont pas venus, l'en n'a peu pourveoir à la garde de Porte-Mars, et pour ce a esté ordonné de rappeler lesdictes gens d'église, à demain, à peinne de xx s. p. chacun ; et s'ilz ne viennent, que on le reserive au conseil du roy.

« viii *aoust*, par T. de Bazoches...., présens monseigneur de Saint-Denis, monseigneur le prévost de l'église, Mʳᵉ P. Bongarson, chanoine, G. Hodierne, G. Lescot, B. Frouart, G. de Condé, J. Fournier, P. Le Fraisne, C. Hurtaut, P. Lignier, C. de La Place, J. Caillart, J. Gibour, Jesson de Chalon, eschevins, [et 34 autres personnes, parmi lesquelles] T. Noel, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ G. de Montfaulcon, P. de Bezannes, J. de Bus, Hennequin Vlade, J. de Paris, H. Fordent, J. Dujardin, G. Chastellain, J. de Gravelle. — A esté délibéré que le lieutenant dessusdit, appellez avec lui quatre personnes notables, esliront gens au nombre de vingt-quatre, qui seront tenus de fère le guet de nuit en Porte-Mars de cy en avant.

« xi *aoust*, par T. de Bazoches.... [présens les abbés de Saint-Remi et de Saint-Denis, 2 chanoines, 3 échevins, et 13 autres personnes]. A esté délibéré que ceulx qui seront commis à la garde de Porte-Mars, seront commis et sermentez présens les officiers de l'arceveschié, et aussi que on leur requière que le capitaine soit paié de ses gages ; et s'ilz ne veulent ce fère, que on envoye quérir un mandement royal. — Est ordonné de adviser aux gages de la guaitte du clochier. — *Item*, sont esleus pour voir les comptes J. Tribou, monseigneur de Saint-Denis, Mᵉ P. Le Sauvaige, Mᵉ C. Duguet, Jesson de Chalon, J. Caillart, eschevins, M. G. de Montfaulcon, Mᵉ H. La Barbe, C. Roquet, B. le Boutillier.

« xiii *aoust*, par T. de Bazoches...., présens Mʳᵉ P. Charlet, Mʳᵉ T. Rabouillart, chanoines, G. Lescot, G. de Condé, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ P. de Montfaulcon, Mᵉ A. Dorigny, T. Joly, Mᵉ G. de Montfaulcon, J. de Chaumont, P. Crochet, J. Jacquemin, G. Dominique, J. Lescot, C. Roquet, J. Fournel. — A esté délibéré, attendu que autreffois, en présence des offi-

laquelle avoit esté nommé et esleu en lieutenant dudit cappitaine Pierre de Bezannes, escuier, demourant en ladicte ville comme aiant

ciers de l'arceveschié, a esté ordonné que le lieutenant, appellez IIII personnes notables, esliroit gardes pour le chastel de Porte-Mars, que icellui lieutenant feroit jurer et feroit le serment à ceulx qui sont ordonnez à ladicte garde. Ce fait, a fait fère le serment à T. le Pois, J. de Bus, J. de Gravelle, H. Caillart, P. Eschammette, J. Bachelet, appariteur, J. de Villers, frippier, le Cordelier, mégissier, P. Caillaudiau et R. Cucheval, de bien soingneusement garder ladicte forteresse, et non la mettre, ne souffrir estre mise en autre main, sans le conseil des habitans. — *Item*, depuis a juré J. le Lombard, dit Geho. — *Item*, E. le Quarrier a requis, attendu l'eslection desdis gardes, il en soit deschargé, et de son serment.

« *Le juedi* XIIIe *jour d'aoust*, furent mis et ordonnez à la garde de Porte-Mars, et establis oudit chastel par T. de Bazoches, lieutenant, etc., par l'ordonnance des esleus du conseil de la ville, ceux qui sensuivent, dont ils requièrent instrument à moy J. Maubrouet, notaire, etc. : G. Leurier, J. des Loges, Me Nicole de Chauyercy, G. l'Eschopardel, J. de Gravelle, J. Papelart, H. Caillart, J. De Bus, P. Eschammette, A. Cochelin, J. Chrestien, J. le Lombart dit Geho, J. de Villers, P. Caillaudiau, J. Bachelier, P. Taillant, Charles de Bendeville, G. Carlier, J. le Cordelier, C. Lermitte, R. Mairiau, R. Lefèvre, P. Maingnien, B. Cunchiart.

« III *septembre*, par T. de Bazoches . . présens [trois chanoines, deux échevins, et douze autres personnes connues....] Ont esté baillé à Mes P. Bongarson, et M. P. le Sauvage, les comptes de messire Gerard et R. Leurier, pour l'an IIIIc XIII qu'ilz ont promis rapporter, et est pour montrer au clergié, pour cause des deu cens frans. — *Item* J. Jacquemin, R. le Boutillier et C. Roquet et Me A. Dorigny ont fait le serment de conseiller la ville.

« X *septembre*, en assemblée jusques au nombre de IIIc personnes. — A esté délibéré que le rest de l'aide ou taille de IIm livres par., mis sus pour la recouvrance de Moymer et autres forteresses, assavoir Passavant, Vancouleurs, Mouson et Beaumont, soit cueilli et levé, et au cas que messeigneurs de Vergy, de Chastillon, et monseigneur le bailli de Vermandois qui ont fait de ce requette.... feront leurs devoirs, et entreront en besoingne, que ledit rest leur soit baillié par porcion, fait à fait qu'ilz besoingneront, et non autrement...

« XII *septembre*, par T. de Bazoches.... présens [les abbés de Saint-Remi et Saint-Denis, un chanoine, le prévôt de la Montagne, trois échevins, et 16 autres personnes connues.] — A esté délibéré à monseigneur de Chastillon c l. de courtoisie...., excepté que Me P. Chardon, P. de Monfaulcon, et H. la Barbe, ont dit que on estoit assemblé en trop petit nombre pour faire ledit don.

« *Mardi* XVI *septembre*, par T. de Bazoches, lieutenant. — En deffaulx, J. de Chalons le josne, B. le Boutillier, C. Roquet, G Dominique, J. Fournel, J. Moet, H. Colet, Me A. Dorigny....

« XVII *septembre*, par T. de Bazoches.... présens monseigneur de Saint-Remi, de Saint-Denis, le prévost de l'église, Mes P. le Sauvaige, Mes J. de Chéhery, chanoines, Damp N. Josselin, J. de Chalon, J. Caillart, eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, J. Lescot, Me G. de Montfaulcon, J. Cauchon, Me A. Dorigny, Me H. la Barbe, J. de Chaumont, J. Fournel, J. Jacquemin, J. de Chalon le josne, B. le Boutillier, P. Crochet, G. Dominique, C. Roquet, H. Colet, J. Moet, B. de Saint-Remy. — A esté délibéré de fère tant par devers monseigneur de Chastillon, qu'il se déporte d'aler visiter l'artillerie estant sur les murs, se fère ce puet, sinon que T. de Bazoches, G. Hodierne, monseigneur Du Godart, G. Lescot, J. Cauchon le josne, G. de Condé, J. Moet et deux eschevins, voisent avecques lui, et lui prient qu'il ne mainne avecques lui aucun estrangiers. — [On lui donnera les 100 livres.]

« XXIIII *septembre*, par T. de Bazoches.... présens [deux chanoines, deux échevins e

eu les voix de la plus grant et sainne partie desdis habitans illecques présens; et que à ces causes le jeudy ensuivant ledit procureur s'estoit

10 autres personnes. — On écrira au conseil du roy pour le supplier de se déporter des impositions sur le blé.]

« IX *octembre*, par T. de Bazoches.... présens [monseigneur de Saint-Remi, un chanoine, le prévost de la Montagne, le bailli de Reins, quatre eschevins, et 15 autres personnes. — Mᵉ le Sauvage, Jesson de Chalons, G. Lescot, J. Cauchiette, et H. la Barbe, entendront les comptes du grenetier de Reins].

« XI *octembre*, par T. de Bazoches.... présens [le bailli de Reims, monseigneur Du Godard, et 15 autres personnes, parmi lesquelles:] Mᵉ J. Brulart et Jesson de Chalon, eschevin. — [Point de conclusion.]

« XV *octembre*, par T. de Bazoches.... présens [deux chanoines, et 14 autres personnes].

« XVII *octembre*, par T. de Bazoches.... présens [le prévôt de l'église, deux échevins et 14 autres personnes connues.] — A esté délibéré sur la requeste de J. Noël, prisonnier, pour les aides de la ville, pour IIIᶜXIIII l. p., lequel requérait rémission,.... que il soit eslargi jusques à XVᵉ à sa caucion, et que le procureur [de la ville] se informe de la perte et charge dudit J. Noël....

« XXII *octembre*, par T. de Bazoches.... présens: Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ A. Dorigny, Mᵉ H. la Barbe, J. de Chaumont et B. le Boutellier. — En deffaulx: Mᵉ G. de Montfaulcon, J. Cauchon le josne, G. Dominique, J. de Chalons le josne, C. Roquet, J. Jacquemin, Jesson de Chalon (excusé), J. Caillart; le procureur....

« XXVIII *octembre*, par T. de Bazoches.... presens: Mᵉ P. le Roy, eschevin, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, J. Lescot, G. de Condé, C. Roquet, Mᵉ G. de Montfaulcon, J. de Chaumont, G. Lescot, B. de Saint-Remi, Mᵉ H. la Barbe, J. Jacquemin, B. le Boutillier, J. Cauchon le Josne, G. Dominique, J. Cauchiette, J. Gouvion, J. Cauchonnet, G. Persin et J. Labellique....

« IIII *novembre*, par T. de Bazoches.... présens [deux chanoines, le prévôt de la Montagne, quatre échevins, et 21 autres personnes, parmi lesquelles] G. Molé, J. Dudré, M. Persin, S. Prévostin, J. Leblanc, J. Dureteste. — Sur la requeste de J. Noël, a esté délibéré que au cas que il paiera dedans dimanche IIᶜ l. p., ou du moins VIˣˣ l. p., soit eslargi à bonne caucion, et que le résidu lui soit atermoié.... pourveu qu'il prometera de non impétrer lettres ou grâces du roy sur ce qu'il doit à la ville, mais y renoncera à grosses peinnes....

« XII *décembre*, par T. de Bazoches.... présens: Mᵉ P. le Sauvaige, Jesson de Chalon, Mᵉ G. de Montfaulcon, Mᵉ H. la Barbe, Mᵉ A. Dorigny, J. de Chaumont; depuis, monseigneur de Saint-Denis, monseigneur le prévost de l'église, Mᵉ P. Bongarson, C. Roquet, J. Jacquemin, G. de Condé, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ P. de Montfaulcon, J. Caillart. — A esté délibéré de donner aux cordeliers en pur don, pour les agréables services qu'ilz font à la ville, une tonne de harengs: — *Item*, pour ce qu'il est venu à la congnoissance de messeigneurs de ceste cité que les aides de la ville sont à très bas pris, pour ce que ceulx qui ont accoustumé tenir aides sont ensemble d'un accord, et y puet avoir grant proufit à les enchérir, a esté délibéré que on les terçoiera pour et ou nom de ladicte ville, et les fera-on lever par un commis; et a esté délibéré que J. Caillart et C. Roquet feront ledit terçoiement, et si recevront et requerront lesdictes aides....

« XVII *décembre*, par T. de Bazoches.... présens [un chanoine, le prévôt de la Montagne, deux échevins; monseigneur du Godart, et 16 autres personnes....]

« XVIII *décembre* [par trois échevins et vingt-neuf autres personnes. Il est répondu au lieutenant qu'on ne peut conclure, à cause de l'absence des gens d'église....]

« *Mecredi* XIIII *janvier mil* CCCCXXVII (v. s.), par T. de Bazoches, lieutenant, etc., présens: Mᵉ Jesson de Chalon, Mᵉ P. Leroy, C. de la Place, J. Caillart, eschevins, Mᵉ J. Cabert, G. Lescot, Mᵉ G. de Montfaulçon, Mᵉ A.

traiet par devers ledit cappitaine, oudit chappitre, illecq estant avec aucuns habitans de ladicte cité, et lui avoit signifié l'élection et nomi-

Dorigny, J. Lescot, J. de Chaumont, G. de Condé, P. de Dijon, G. de Saint-Leu, B. de Saint-Remy, C. Roquet, C. Caillart, et Milet Coquelet, Mes P. Chardon, Me H. la Barbe, H. Caillart, Mes J. de Chehery et Mes T. Rabouillart, chanoines. — J. Cadorel, sergent des murs de la forteresse, a relaté qu'il avoit fait commandement à H. Colet et J. Moet de venir au conseil, à peine de xx s. p. d'amende, et ils ont répondu qu'ils n'y entreroient jà, et qu'on pouvoit le dire au conseil. Le lieutenant en a requis lettres à un notaire juré du roi. — [Le procureur poursuivra les héritiers de G. de Gravelle, à cause de la tournelle qu'il avait en garde, comme connétable, et qui fut brûlée.]

« xvi *janvier*, par T. de Bazoches.... présens : Mes P. le Sauvaige, C. Duguet, chanoines, Jesson de Chalon, J. Caillart, et pluseurs autres jusques au nombre de LX personnes....

« IIII *février*, par T. de Bazoches.... présens : monseigneur de Saint-Denis, J. Caillart, Me P. Chardon, Me P. de Montfaulcon, Me H. la Barbe, Me A. Dorigny, C. Roquet et J. de Chaumont — [Il s'agit de poursuivre les héritiers de J. Tribou, receveur des deniers communs.] Pour faire ladicte poursuitte, n'est pas expédient comme il samble aux dessusdiz, de les faire convenir à Paris ou à Laon, pour doubte que les gens du roy ne demandassent ou empeschassent les réquirendes; mais semble bon que on impètre *committimus* du roy, adreçant à monseigneur le capitaine ou son lieutenant, pour congnoistre de ce, ou à messeigneurs les esleuz.

« v *février*, par T. de Bazoches...., présens messeigneurs de Saint-Remi, de Saint-Denis, le prévost de la Montaigne, Mes P. Chardon, J. Cabert, P. de Montfaulcon, H. La Barbe, G. de Montfaulcon, A. Dorigny, J. Moet, J. de Chaumont, C. Roquet, J. Cauchon le josne, et G. Dominique....

« vi *février*, par T. de Bazoches...., présens monseigneur de Saint-Denis, [un chanoine, deux échevins, dix autres personnes connues], et autres, jusques au nombre de XL personnes....

« IX *février*, par T. de Bazoches...., présens monseigneur le prévost de l'église, [deux chanoines, deux échevins, et 10 autres personnes connues....]

« X *février*, par T. de Bazoches...., présens messeigneurs de Saint-Remi, le prévost de l'église, Me J. de Chehery, Damp N. Josselin, Jesson de Chalon, J. Caillart, eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, Me G. de Montfaulcon, Me A. Dorigny, J. de Chaumont, J. de Chalon le josne, Me H. La Barbe, J. Cauchon le josne, C. de La Place, G. Dominique, C. Roquet, J. Jacquemin et J. Moet.

[On requerra au roy, ou à ses commissaires, que l'argent des aides ordonnés pour la guerre, la gabelle et le domaine du roi, soit employé à la réduction de Mouzon, Beaumont et autres places. On commettra un nouveau receveur, qui donnera caution de ne délivrer l'argent que pour cette besogne. — On remontrera pour quelle cause les aides furent mis, et pour combien de temps. — On ne donnera aucune réponse aux commissaires, avant qu'ils soient demeurés d'accord sur ces choses, dont on s'entendra avec Laon, Châlons, et les autres bonnes villes voisines.]

« XVI *février*, par T. de Bazoches...., présens [cinq échevins, et cinquante-trois autres personnes dont les noms sont presque tous connus], a esté délibéré traictier avecques monseigneur de Beauvais, et autres commissaires, à la meure somme que on porra, pour la recouvrance de Mouson....

« XXIII *février*, par T. de Bazoches.... présens [vingt-deux personnes dont les noms sont connus. — Les commissaires demandent 7,800 l. t. au diocèse. On tâchera d'obtenir diminution en leur remontrant la pauvreté du peuple.]

« III *mars*, par monseigneur de Chalon, capitaine, et présens T. de Bazoches, son

nacion qui avoit esté faicte de la personne dudit de Bezannes par lesdis habitans, lui requérant qu'il voulsist recevoir le serement dudit lieutenant, Mres P. Charlet, Mre J. Honnouré, chanoine, Me J. Cabert, Me G. de Montfaulcon, Me A. Dorigny, J. Gouvion, B. Le Boutillier, G. Dominique, J. de Chaumont. — [On prêtera des waglaires à J. de Luxembourg, s'il met le siége devant Beaumont.]

« *Du juedi absolut, premier jour d'avril mil* cccc xxviii, par T. de Bazoches, lieutenant, présens messeigneurs de Saint-Remy, de Saint-Nicaise, Damp N. Josselin, Mre N. Duchet, Mre N. des Oliviers, chanoines, J. de Chalon, G. Linage, eschevins, G. Lescot, J. Cauchiette, M. Fale, H. Caillart, J. Viellart, J. Braibant, Me G. de Montfaulcon, G. Liennart, G. Persin, J. de Raillicourt.

[On écrira à monseigneur de Luxembourg, qui assiége Mouson, de tenir en paix les laboureurs, attendu que la ville ne se peut avitailler que par charrois et labourages].

« *Du jüedi* viiie *avril*, par T. de Bazoches, et présens Me P. le Roy, P. Le Fraisne, G. Linage, eschevins, Mes P. Chardon, G. de Montfaulcon, H. La Barbe, T. Joly, G. de Condé, G. Lescot, J. Cauchon le josne, C. Roquet, J. Gibour, J. Le Breton, J. Braibant, C de La Place, C. Caillart, G. de Saint-Leu, J. Fournel, H. Saget, G. Persin, J. Noquin, Me J. Couvent, P. Alevigne, Me J. Cabert, et J. Legrant, S. Prévostin, J. Viellart, J. Moet, H. Colet. — A esté délibéré que les cinq portes soient ouvertes, et que à chacune porte il y ait couple et demie de gens bien armez...., ou sinon qu'ilz soient exécutez et que les quarteniers les visitent soingneusement.

« xe *avril*, par T. de Bazoches...., présens messeigneurs de Saint-Remi et Saint-Denis, Me P. Le Sauvaige, chanoine, monseigneur le prévost de la Montaigne, J. Caillart, C. Hurtaut, eschevins, Me P. Chardon, J. Cabert, J. Lescot, J. Gobelet, Me G. de Montfaulcon, J. Gouvion, B. Le Boutillier, C. Roquet, J. Cauchiette, H. Colet, J. Fournel et J. Moet. — A esté délibéré de fère informacion de ce que J. Viellard, juedi derrein passé, accusa la délibération faicte au conseil, et la dit à monseigneur Du Godart, duquel aucuns avoient aucunement touché et parlé touchant la prinse des chevaulx pour le siége de Beaumont, dont on disoit lui avoir proufit, et lui dist ces paroles en la chappelle, en tenant le conseil de la ville, et incontinent la délibération faicte; et ladicte informacion faite, que au seurplus on y procède selon la délibération du conseil; et fera le procureur l'informacion avecques J. Legis, juré du roy N. S

« xviiie *jour d'avril*, par T. de Bazoches, lieutenant, présens Me P. Le Roy, C Hurtaut, eschevins, Me P. Chardon, Me G. de Montfaulcon, Me J. Cabert, J. Lescot, J. Cauchon le josne, M. Fale, J. de Chalon le josne, G. de Saint-Leu, J. Gibour, B de Saint-Remi, J. Moet, H. Colet, J. Cauchonnet, Me A. Dorigny, P. de Dijon, J. Cauchiette, G. Dominique, C. Roquet, T. Joly, P. Gorjart, G. Liennart, J. de Raillicourt et autres, jusqu'au nombre de lx personnes. — Ont esté deputez pour eslire le conseil, J. Moet, G. de Saint-Leu, J. Lescot, P. de Dijon, T. Joly, J. Gobin, S. Prévostin, J. Labellique et G. Liénart, et rapporteront à demain.

« xix *avril*, par T. de Bazoches, présens Me P. Le Roy, et J. Leblanc, eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, J. Lescot, Me H. La Barbe, G. de Condé, J. Cauchon le josne, C. de La Place, J. Moet, G. Dominique, J. Dudré, J. Cauchonnet, P. de Dijon, J. Gibour, J. de Braibant, G. Persin, S. Prévostin et autres, jusques au nombre de lx personnes. — Ceulx qui avoient esté advisez pour eslire gens pour estre au conseil, ont rapporté ceulx qui s'ensuient :

Quatre quarteniers.
Me P. Chardon.
Me J. Cabert.
Me G. de Montfaulcon.
Me H. La Barbe.
J. Cauchon du Marc.

de Bezannes, et icellui instituer oudit office de lieutenant, comme accoustumé estoit; lequel cappitaine avoit esté reffusant de faire ce

J. Gibour.
G. Dominique.
G. de Condé.
C. Roquet.
G. Persin.
B. de Saint-Remi.
J. de Chalons le juesne.

J. Caillart, C. Hurtaut, } eschevins.

Pour l'église.

Mre le Prévost.
Mre J. de Chehery.
Mre P. Bongarson.
Mre P. Sauvage.
Mre Odo.
Mre T. Rabouillart.

« *Du mardi* xx.e (sic) *jour d'avril*, par T. de Bazoches...., présens ad ce appelez des notables gens de la ville, jusques au nombre de VIIIxx à IIe personnes.

La plus grande partie des assemblés out esté d'oppinion que tous les esleus au conseil demeurent, exceptez G. de Condé, J. Cauchon et B. de Saint-Remi, desquels ils ne sont pas d'accord, pour ce qu'ils se veulent excepter des charges communes; et en ce lieu ont eslu Me A. Dorigny, S. Prévostin et G. Liennart. — Ainsi s'ensuivent les eslus pour cet an :

J. Caillart, C. Hurtaut, } eschevins.

Mre P. Chardon.
J. Cabert.
G. de Montfaulcon.
H. Labarbe.
A. Dorigny.
J. Gibour.
G. Dominique.
C. Roquet.
G. Persin.
J. de Chalons le josne.
S. Prévostin.
G. Lienart.

« XXVI *avril*, par T. de Bazoches....; les dessusdiz esleus ont fait serment de bien et loialement conseiller la ville jusques à un an, de entendre diligemment aux affaires d'icelle, et de tenir secret ce qui sera à tenir secret. — *Item.* Ont ordonné de venir et estre ensemble pour le conseil chacun mecredi, et aussi à peine chacun de VIII d. p., et aussi aux autres jours où ilz seront mandez, sur peine d'estre exécutez

« *Vendredi derrein jour d'avril*, par T. de Bazoches...., Damp N. Josselin, J. Caillart, C. Hurtaut, Jesson de Chalon, J. Le Blanc, Me P. Le Roy, eschevins, Me P. Chardon, Me G. de Montfaulcon, Me H. La Barbe, Me A. Dorigny, C. Roquet, S. Prévostin, G. Persin, J. Moet, J. de Chalon le josne, B. de Saint-Remy, J. Gibour, J. Cauchiette, T. Bauden, G. de Saint-Leu, J. Noquin, H. Saget, J. Jupin, J. Colin, J. Braibant, J. Tricot, P. Le Maingnien. Depuis venus, Mre P. Charlet, Mre N. Duchet, chanoines. — [On écrira à G. de Chatillon et au bailli de Vermandois, pour les supplier de laisser venir les marchands par deçà, quérir vins, adfin d'avoir argent pour payer la taille.]

« *Mardi* IIII *may*, par T. de Bazoches ... présens Me J. de Chehery, Damp N. Josselin, Me P. Chardon, Me J. Cabert, J. Lescot, Me H. La Barbe, Me G. de Montfaulcon, C. Roquet, J. Cauchon le josne, J. Moet, J. Cauchiette, de Berry, J. Chehery, J. Louret, J. Cabaret, T. le Camus, J. la Bellique, C. Jorré. [La ville refuse 10 arbalestriers à monseigneur de Luxembourg, attendu] qu'il n'y a arbalestriers qui se congnoisse à assault.

« *Mecredi* Ve *jour de may*, par T. de Bazoches.... présens : Me J. de Chehery, J. Caillart, C. Hurtaut, eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, Me H. la Barbe, Me G. de Montfaulcon. — Deffaulx A. Dorigny, G. Dominique, J. Gibour, G. Persin, G. Liennart. S. Prévostin. [Point de conclusion.]

« *Mecredi* XII *may*, par T. de Bazoches.... présens : C. Hurtaut, Me J. Cabert, Me H.

qui dit est, disans qu'il n'en feroit riens; et après ce avoit esté dit par ledit procureur audit cappitaine, que autreffois il avoit faicte assem-

la Barbe, G. Dominique, J. Gibour. — En deffaulx, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ G. de Montfaulcon, M. A. Dorigny, C. Roquet, G. Liennart, J. de Chalon le josne, S. Prévostin, J. Caillart, G. Persin, J. Haymmard, procureur. — [Point de conclusion.]

« *Venredi* xxi *may*, par T. de Bazoches ... présens : monseigneur de Saint-Remi, Mᵉ J. de Chehery, C. Hurtaut, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ H. la Barbe, Mᵉ G. de Montfaulcon, J. Moet, G. Dominique, J. Gibour, S. Prévostin, G. Persin, C. Roquet. — Au regard des eaues qui sont trop haultes, a esté ordonné d'y commettre gens pour aller visiter et mettre la provision par escript, et y sont commis avecques les haulx justiciers, les Mᵉˢ des euvres, et seront paiez les frais sur les deniers communs; de par chapitre, monseigneur l'official, Mᵉˢ P. Sauvage, Mᵉˢ Odo, Mᵉˢ T. Rabouillart.

« *Lundi, derrein may*, par T. de Bazoches.... présens : J. Caillart, Mᵉ P. Leroy, eschevins, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ G. de Montfaulcon, J. Lescot, J. Cauchon, G. Lescot, G. de Condé, C. de la Place, G. Liennart, G. Persin, J. de Reins, J. Gouvion, H. Colet, G. Dominique, J. de Chalon le josne, J. Noquin, J. Tricot, H. Saget, J. Chehery, Joliers, G. Carlier, C. Roquet, J. Labellique. — C. Hurtaut a esté ordonné gouverneur et maistre de l'artillerie, en lieu de R. Moriau, et sera fait inventaire de l'artillerie, et ad ce fère sont commis le lieutenant, le procureur, le clerc, et telz que le lieutenant volra appeler; et sera aux gages acoustumez.

« *Mecredi* IIᵉ *juing*, par T. de Bazoches..., présens : Mᵉˢ J. de Chehery, Mᵉˢ N. Duchet, chanoines, Mᵉ P. le Roy, C. Hurtaut, eschevins, J. Gibour, Mᵉ P. Chardon, J. Lescot, G. de Condé, C. Roquet, H. Colet, G. Persin, G. Dominique, J. Fournier, Mᵉ H. la Barbe. — [Il s'agit d'un présent à faire à monseigneur de Luxembourg....] A esté délibéré d'assembler à demain messeigneurs les abbés et gens notables au matin, pour savoir leurs oppinions sur ce.

« *Venredi* IIII *juing*, par T. de Bazoches.... présens : messeigneurs de Saint-Remi et Saint-Denis, Mᵉˢ de Chehery, chanoine, J. Cailliart, C. Hurtaut, P. le Fraisne, N. Lermitte, eschevins, Mᵉ P. Chardon, J. Cabert, G. de Montfaulcon, H. la Barbe, J. Lescot, G. de Condé, J. Dudré, J. Juppin, G. Liennart, J. Fournel, S. Prévostin, C. Roquet, B. de Saint-Remy, J. Cauchon, J. Tricot, J. Braibant. — [On fera à monseigneur de Luxembourg un présent équivalent à c l.]

« *Mecredi* XVII *juin*, par T. de Bazoches.... présens : Mᵉ J. de Chehery, chanoine, C. Hurtaut, J. Caillart, eschevins, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ G. de Moufaulcon, G. Persin, J. Gibour, G. Dominique, C. Roquet. — En deffaulx, Mᵉ P. Chardon, M. H. la Barbe, S. Prévostin, J. de Chalon le josne, G. Liennart, Mᵉ A. Dorigny. [Il faut savoir d'où sont ceux qui viennent chercher du blé, et n'en point laisser sortir sans passeportes, signé de G. Persin.

« *Venredi* II *juillet*, par J. de Chalon, commis en lieu de T. de Bazoches, absent, presens [deux chanoines, deux échevins, et onze autres personnes dont le dernier nom est suivi du mot] Joliers.

« *Mecredi* VII *juillet*, par T. de Bazoches.... présens : Mᵉ P. Chardon, J. Cabaret, G. de Montfaulcon, H. la Barbe, G. Dominique. — Deffaulx : J. Caillart, C. Hurtaut, S. Prévostin, C. Roquet, G. Liennart, J. Gibour, J. de Chalon le josne, Mᵉ A. Dorigny, G. Persin....

« *Mecredi* XIIII *juillet*, par T. de Bazoches.... présens : Mᵉ P. le Sauvaige, J. Caillart, C. Hurtaut, eschevins, Mᵉ H. la Barbe, S. Prévostin, G. Dominique, C. Roquet, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ G. de Montfaulcon....

« *Lundi* XXVI *juillet*, par T. de Basoches.... présens : Mᵉ P. Chardon et J. Cabert. — Deffaulx : J. Caillart, C. Hurtaut, G. de

blée desdis habitans, sans le appeler, et encores celle qu'il avoit faicte pour lors avoit esté faicte sans ce qu'il feust appellé, et si avoit ledit

Montfaulcon, Me A. Dorigny (à Paris), S. Prevostin, C. Roquet, G. Liennart, G. Dominique, J. de Chalon le josne. — [Point de conclusion.]

« *Venredi* vi *aoust*, par T. de Bazoches.... presens [le prévôt de l'église et un chanoine], l'aumosnier de Saint-Remi, l'enfermier, le tresorier de Saint-Nicaise, Me J. de Lavenne, pour l'Ostel-Dieu; [deux échevins], G. Hodierne, bailli, Me J. Brulart, procureur de l'arceveschié [et treize autres personnes, parmi lesquelles Evrart Quillet, receveur de l'archevêché. — Point de conclusion.]

« *Mecredi* xxviiie *juillet*, par T. de Bazoches.... présens : J. Caillart, C. Hurtaut, eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, Me H. la Barbe, G. Liennart, G. Persin, S. Prévostin, C. Roquet, G. Dominique et H. Colet. — Deffaulx : J. de Chalon le josne, J. Gibour, Me G. de Montfaulcon....

« *Mercredi* iiii *aoust*, par T. de Bazoches.... présens : J. Caillart, C. Hurtaut, eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, Me G. de Montfaulcon, Me H. la Barbe, C. Roquet, J. Gibour, G. Liennart, J. Moet. — Deffaulx : Me A. Dorigny, J. de Chalon le josne, G. Dominique, S. Prévostin, G. Persin....

« *Mardi* x *aoust*, par T. de Bazoches.... présens : messeigneurs de Saint-Remi, de Saint-Nicaise, de Saint-Denis, monseigneur le prévost de l'église [trois chanoines], Damp N. Josselin [un eschevin et huit autres personnes — Il s'agit de la visitation des eaues; sont élus pour voir l'ouvrage avec les ouvriers] : Mes T. Rabouillart, Mes Duchet, J. Caillart, E. Quillet, C. Caillart, un de Saint-Remi, un de Saint-Nicaise, un de Saint-Denis, et un de Saint-Pierre-aux-Nonnains, et seront demain ensemble au palais.

« *Mecredi* xviiie *aoust*, par T. de Bazoches... présens : Mes P. Chardon, J. Cabert, G. de Montfaulcon, J. de Chalon le jeune, J. Caillart et C. Hurtaut eschevins. — Deffaulx : S. Prévostin, G. Liennart, G. Dominique, Me H. la Barbe, J. Gibour, Me A. Dorigny, C. Roquet, G. Persin. — [Point de conclusion.]

« *Venredi* xx *aoust*, par T. de Bazoches.... présens : ceulx du conseil, les gens des seigneurs justiciers et autres gens notables, jusqu'au nombre de xx personnes. — [Affaire des eaux.]

« *Mecredi* 1er *septembre*, par T. de Bazoches.... présens : Mre J. de Chebery, chanoine, J. Caillart, C. Hurtaut, eschevins, Me H. la Barbe, Me G. de Montfaulcon, Me A. Dorigny, J. Gibour, G. Dominique, C. Roquet, G. Persin, G. Liennart, J. Moet. — A esté délibéré de fère assembler à venredi messeigneurs à qui sont les molins.... *Item* sont ordonnez Me T. Rabouillart, H. Colet, et J. Haymard, pour veoir la place à la Porte-Chacre ou l'on vuelt fère mettre une ymage, et qu'ilz voient l'image, et se elle est souffisante que on le sueffre.

« *Venredi* iii *septembre*, par T. de Bazoches.... présens [le prévôt de l'église et un chanoine,] Damp N. Josselin, l'enfermier de Saint-Remy, et un religieux de S. Nicaise [deux échevins], monseigneur le bailli de Reins, Me J. Brulart, procureur, E. Quillet, receveur de l'arceveschié, Me J. de Lavenne pour l'Ostel-Dieu [et 12 autres personnes. — Affaires des eaux.]

« *Dimanche* v *septembre*, par T. de Bazoches.... présens [quatre échevins parmi lesquels :] G. Molé [et 24 autres personnes parmi lesquelles] J. Jorré dit d'Espoye. — [Même affaire.]

« x *septembre*, par T. de de Bazoches.... présens [deux échevins et 8 autres personnes. — Même affaire.]

« xxe *jour d'octembre*, par T. de Bazoches.... présens : monseigneur le souhz chantre, [deux échevins et onze autres personnes]. — Pour ce qu'il y a aucunes xnes, esquelles il y a foison gens, et autres où il y en a très pou, est délibéré de les faire égales le plus que on porra. .. adfin que la garde soit plus seure.

« *Lundi* xxv *octembre*, par T. de Bazoches...., présens monseigneur de Saint-

cappitainne deffendu à Jehan Boileaue, receveur des aides de Reims, qu'il ne baillast aucuns deniers ausdis habitans du quart des aides à

Remi, monseigneur le prévost [1 chanoine, Damp N. Josselin, 2 échevins, monseigneur le bailli de Reims, et 20 autres personnes, parmi lesquelles G. Hodierne. — Mesures prises pour assurer la libre consommation des blés; on interdit aux brasseurs d'en faire de la cervoise. .], et feront la cédulle monseigneur l'official, monseigneur le bailli, Mre N. Duchet, monseigneur le prevost de la Montagne, les eschevins dessusdis, Me P. Chardon et Me J. Cabert. — Gobin Persin appothicaire, a relaté que puis demi an en ça, a vendu plus de triacle [theriaque?] qu'il n'avoit fait puis quatre ans, à l'occasion de ce que les gens disent qu'ilz estoient enflez par la cervoise.

« *Venredi* xxix *octembre*, par T. de Bazoches...., presens messeigneurs de Saint-Remi et Saint-Nicaise, Mre J. Honouré, Mre J. de Witry, chanoines, J. Caillard, C. Hurtaut, eschevins, monseigneur le bailli, [11 autres personnes, et Damp N. Josselin]....

« *Mecredi* xxii *décembre*, par T. de Bazoches...., presens monseigneur le prévost de l'église [2 chanoines, 2 échevins, G. Hodierne bailli de Reims, et 11 autres personnes]....

« *Mecredi* v^e *jour de janvier, l'an mil* cccc xxviii, (v. s.) par T. de Bazoches...., presens Me P. Chardon, M. J. Cabert, Me H. la Barbe, J. Caillart, C. Hurtaut, eschevins, G. Lienart. — Deffaulx J. de Chalon le josne, Me G. de Montfaulcon, Me A. Dorigny, G. Persin, S. Prévostin, J. Gibour, C. Roquet, G. Dominique....

« *Mecredi* xii *janvier*, par T. de Bazoches...., présens Me G. de Montfaulcon, Me A. Dorigny, Me H. La Barbe, C. Hurtaut, J. Gibour et J. Moet. — Deffaulx Me P. Chardon, Me J. Cabert, J. Caillard, G. Dominique, S. Prévostin, C. Roquet, G. Liennart, G. Persin, J. de Chalon le josne....

« *Mecredi* xixe *jour de janvier*, par T. de Bazoches...., présens J. Caillart, C. Hurtaut, eschevins, Me G. de Montfaulcon, Me J. Cabert, Me H. La Barbe, Me A. Dorigny, S. Prévostin, C. Roquet, et J. Moet. — Deffaulx G. Dominique, J. Gibour, J. de Chalon le josne, G. Liennart, Me P. Chardon....

« *Venredi* xxviii *janvier*, par T. de Bazoches...., présens Me J. Raymont, prévost, Me J. de Witry, chanoine [2 échevins, et 14 autres personnes]; — est délibéré de rescripre au roy, ou à son conseil, les tailles que on a paié, les aides que on liève, les marcs d'argent, les frais faits le temps passé pour la recouvrance des places de par deçà, et les appactis que on a levé, et que monseigneur le bailli de Vermandois a naguères publié un mandement pour mettre au néant lesdis appatis, et néantmoins il a requis sur chacun village sommes d'argent dont une partie leur est accordée, et toutesvoies gens d'armes picars font maulx innumérables.

« *Mecredi* xvi *février*, par T. de Bazoches.... [présens 2 chanoines, 2 échevins, et 6 autres personnes]....

« *Lundi* xxi *février*, par T. de Bazoches...., présens [3 chanoines, le prevost de la Montagne, 1 échevin, et 9 autres personnes]. — Pour pourveoir aux prinses que font les prévostz de Laon, touchant les monnoies, a esté délibéré que de par messeigneurs les justiciers, et de par la ville aucuns conseilliers, seront ensemble pour savoir la provision que on requerra, et fère faire memoire. — *Item*, de requérir les aides de la foire....

« xxiiii *fevrier*, par T. de Bazoches...., et en grande assemblée, ont esté ordonnes pour eslire les esleuz au conseil J. Fournel, J. Gouvion, P. de Dijon, G. Colet, quarteniers, et avecques eulx J. Prioulet, G. Caillard, S. Prévostin, C. Dudéré, T. Joly, J. Pouilleron, qui ont juré de bien et loyalement faire ceste eslection.

« *Mecredi* ii *mars*, par T. de Bazoches...., presens J. Caillart, J. Noël, eschevins, Me P. Chardon, Me H. La Barbe, C. Roquet,

eulx appartenant pour leurs affaires, en venant directement contre les ordonnances de ladicte ville; pour lesquelles causes et autres tors

C. Delaplace, G. Persin, E. Charlet, J. Moet, Me P. Leroy, et T. Joly. — Les devant-nommez ont fait serment de bien et loyalment de leur povoir conseiller les affaires de la ville...., et venir au jour ordinaire à peinne chacun de II s. p.; c'est assavoir le mecredi de chacune semaine, et aussi venir aux assemblées.

« *Venredi* XIII *mars*, par T. de Bazoches...., présens Me J. de Chehery, chanoine, Damp N. Josselin, J. Caillart, eschevin, Me J. Cabert, T. Joly, Me A. Dorigny, Me H. La Barbe, C. Roquet, J. Gibour, G. Dominique, Me P. Leroy, G. Persin, E. Charlet.

[Bazoches demande qu'on lui donne quelque chose pour ses peines d'exercer l'office de capitaine.—On lui donne 40 l. t.]

« *Lundi* XIIII *mars*, par Jesson de Chalon, lieutenant, et présens [le prévot de l'église, 1 chanoine, le prévot de la Montagne, le trésorier de Saint-Nicaise, 1 échevin], Me P. Chardon, Me J. Cabert, T. Joly, Me A. Dorigny, Me H. La Barbe, J. Moet, J. Gibour, G. Dominique, H. Colet, C. Roquet, G. Persin....

« *Venredi* XXII *avril l'an mil* CCCC XXIX, par T. de Bazoches...., présens monseigneur de Saint-Denis [3 chanoines, le prévot de la Montagne, 2 échevins, et 13 personnes.— On somme les héritiers de J. Tribou, de rendre compte des IIm francs que la royne donna.]

« *Mecredi* XXVII *avril*, par T. de Bazoches...., présens [1 chanoine, 2 échevins], Mes P. Chardon, J. Cabert, H. La Barbe, P. Leroy, J. Gibour, G. Dominique, C. Roquet, C. Delaplace. — Deffaulx T. Joly, G. Persin, E. Charlet....

« *Mecredi* XI *may*, par T. de Bazoches...., présens monseigneur de Saint-Denis, [1 chanoine, 2 échevins, et 11 autres personnes]....

« *Lundi* XXIII *may*, par T. de Bazoches...., présens messeigneurs de Saint-Denis, le prévost de l'église [1 chanoine, 1 échevin, et 15 autres personnes]; — a esté délibéré de fère crier que estrangiers ne voisent de nuit, à peinne d'amende arbitraire et prison. — *Item*, que on garde très-bien les habitans de commocion.—*Item*, soit parlé au bailli de Reins, que on ne mette plus prisonniers en Porte-Mars.... — *Item*, que on mette gens de jour sur les murs. — *Item*, sont chargés J. Cauchon, Me A. Dorigny, Me H. La Barbe et le procureur, de parler au bailli qu'il vueille tellement pourveoir aux prévostz de Laon, qu'ilz ne demeurent pas tant en ceste ville comme ilz font, etc., etc....

« *Mecredi* III [*sic* 1er ?] *juing*, par T. de Bazoches...., présens [2 chanoines, 2 échevins, et 13 autres personnes]....

« *Du mecredi* VIII *juing*, par T. de Bazoches...., présens messeigneurs l'abbé de Saint-Remy, de Saint-Denis, Mes T. Rabouillart, chanoine, J. Caillart, J. Noël, eschevins, Me P. Chardon, Me J. Cabert, Me P. le Roy, Me A. Dorigny, T. Joly, Me H. La Barbe, J. Moet, Jesson de Chalon, G. Dominique, H. Colet, G. Persin, C. de La Place, C. Roquet; — a esté délibéré que le procureur de la ville face informacion des paroles que dient aucuns de ceste cité, c'est assavoir que pluseurs des gens du conseil sont Armagnacs, qu'on fera nouvel conseil; de ceulx qui ont dit qu'il convient faire des cardinaulx, et aussi de ceulx qui autreffois ont esté soupeçonnés, qui publient qu'ilz raneront à ce cop leurs armures.

« *Lundi* XIII *juing*, par T. de Bazoches...., présens messeigneurs de Saint-Remi, de Saint-Denis, monseigneur le prévost de l'église, Me J. de Witry, monseigneur du Godard, G. Lescot, Me J. de Floricourt, Me G. de Montfaulcon, J. Cauchon, Me P. Chardon, Me J. Cabert, J. Lescot, T. Joly, J. de Chalon le josne, Me A. Dorigny, Me P. Leroy, Me H. La Barbe, J. Gouvion, J. Noël, eschevins, C. Roquet, B. le Boutillier; J. Moet, J. Cauchonnet, Jesson de Chalon, G. Dominique, H. Colet, J. Caillard, C. de La Place, H. Simon, H. Heurtelen, P. de Dijon, J. de Reins, J. Brunet, J. Oudart,

et griefz qu'il avoit esté fait par ledit cappitainne audis habitans, il avoit appellé, et appella de lui formelment à la court de parlement;

J. Watelet, J. de La Selle, J. Constant, J. Gibour, G. Molé, J. Pouilleron, G. Lienart, J. Durant, R. de Poix, E. Charlet, J. Le Picart, M. Fale, J. Chrestien, C. l'Ermitte, et autres des notables personnes de la ville jusques au nombre de vii à viiixx personnes;—a esté delibéré pour la seurté de la ville, de fère fortifier la ville, et ordonner.... bien convenablement l'artillerie. — *Item*, et se on n'a argent, que on face ouvrer par connestablies, et que on contraingne vigoreusement ceulx qui doient ...

« *Mecredi* xve *jour de juing*, par T. de Bazoches...., présens monseigneur de Saint-Denis [2 chanoines, 1 échevin], Me P. Chardon, Me J. Cabert, Me A. Dorigny, Me H. La Barbe, G. Persin, G. Dominique, C. Roquet, et C. de La Place.

[Il faut emprunter aux notables de l'argent, pour réparer la forteresse de la ville.— Ils seront remboursés sur les aides. — On demandera au roi sur le vin xii d. pour livre, de hausser les autres aides de la ville, et d'en aviser de nouveaux.]

« *Venredi* xvii *juing*, par T. de Bazoches ..., présens monseigneur de Saint-Denis, Me J. de Chehery, Me T. Rabouillart, chanoines [2 échevins, et 25 autres personnes, parmi lesquelles], monseigneur Du Godart, J. d'Avenson, J. de Villers, G. Lenain, P. Le Fraisne. [On prend diverses mesures pour hâter la rentrée des deniers de la ville....] — *Item*, depuis a esté delibéré de assembler à lundi jusques à iic et l des plus puissans et notables de ceste cité, pour les prier et induire à prester argent, et seront appelez à peine de x s. p.

« *Lundi* xx *juin*, par T. de Bazoches...., présens trois chanoines, P. de Thuizy, J. de Chalon, J. Caillard, J. de Chalon le josne, J. Fournier, eschevins, [17 autres personnes], et pluseurs notables personnes jusques au nombre de iic ou environ, assemblez pour ceste cause en la chappelle du palais archiépiscopal. — Au regard d'avoir argent par mannière d'emprunt, ou d'autres, sont esleuz pour mettre sus la manière et traictier la matière, et aussi des aides de la ville, Me G. de Montfaulcon, G. de Condé, J. Cauchon, J. Le Breton, G. Persin, J. Fournel, deux hommes d'eglise et deux eschevins.

« *Mecredi* xxii *juing*, par T. de Bazoches..., présens monseigneur de Saint-Denis [2 chanoines, 3 echevins, 23 personnes nommées], et pluseurs autres. — Gardin le Rouyer, demourant à Reims, a esté receu messagier de la ville aux proufis acoustumez, à sa requeste; — a este conclud que doresenavant les quarteniers feront fère les exécucions des deffaillans au guet de jour et de nuit...., et aura le sergent iii d. sur chacune amende, adfin qu'il en face meilleure diligence, etc., etc. — *Item*, est ordonné d'escripre devers monseigneur de Bourgongne, pour savoir de sa santé et aussi de sa volonté.

« *Venredi* xxiiii *juing*, par T. de Bazoches...., présens monseigneur l'abbé de Saint-Denis, [1 chanoine, et 13 autres personnes].—[Commission nommée pour revoir les ordonnances de guerre et aviser si doresenavant il ne faut pas mettre les conclusions en un livre qui se déposera dans un coffre, où il y aura trois clefs dont MM. de l'eglise auront une, le lieutenant une, et les échevins l'autre.] — *Item*, est expédient de copper et oster les espines et hayes, et randenler les tallus des fossez. .., et ce faire par quartiers; c'est assavoir, ceulx du quartier du ban Saint-Remy feront depuis Chanterayne jusques à la tour nuesve du Saubour, les gens du quartier Gouvion et Jesson de Chalon depuis le Saubourg jusques à Porte-Chacre, J. Moet et H. Colet depuis Porte-Chacre jusques à la tour qui a esté arse derrière la cimentière Saint-Pierre-le-Viel, et depuis ladicte tour jusques à Porte-à-Veesle; et sera dit aux quarteniers que lundi ilz facent commencer à ce fère leurs gens et leurs quartiers, et que les outils so[illegible] prests, et que on preingne fossiers pour ce fère.

et depuis, pour ce qu'il avoit sceu que ledit cappitainne avoit institué Nicolas l'Escot, en son lieutenant, et depuis Caulus Hurtault, et

« *Lundi* XXVII *juin*, par T. de Bazoches...., présens messeigneurs de Saint-Remi, Saint-Denis, Saint-Nicaise, Mᵉ J. de Chehery, et pluseurs autres esleuz au conseil et gens no[ta]bles, jusques au nombre de IIᶜ.

[On suppliera le régent de donner pour les fortifications, emparement et défense de la ville, les aides du roi, pour les mois de juin, juillet, août, septembre, et aussi la gabelle. On remerciera monseigneur de Châtillon, qui a offert à la ville de s'y retraire pour y vivre et mourir avec les habitants.]

« *Mardi* XXVIII *juin*, par monseigneur de Chastillon, présens messeigneurs les abbés, monseigneur le prévost de l'église, Mᵉˢ J. de Chehery, Mᵉˢ T. Rabouillart, G. Lescot, G. Hodierne, et pluseurs autres esleus au conseil et gens notables, au nombre de IIᶜ personnes ou environ; a esté délibéré pour les reffections nécessaires de la ville, attendus les périlz et les nouvelles qui surviennent, que on se aidera des deniers du roy, c'est assavoir des aides et de la gabelle; et est d'accord le receveur de le bailler parmi leur descharge, et estoient adce fère [les gens d'église susdits], monseigneur J. Cauchon, T. de Bazoches, G. Lescot, G. Hodierne, J. Buirot, J. Cauchiette, C. Hurtaut, G. Persin, C. de La Place, J. Caillart, G. Dominique, J. Noel, C. Roquet, Mᵉ G. de Montfaulcon, M. Fale, P. Sobretel, G. Boberie, J. Dufour, J. d'Ay, chandelier, J. Dudré, J. Noquin, J. Brunet, G. Leschoppardel, J. de Mes, Joliers, P. Le Picart, J. Le Bouteillier, G. de Saint-Leu, J. Moet, C. de Chauvercy, P. Gorjart, T. Le Poix, J. Oudart, J. Le Grant, B. Le Faubaston, Mᵉ H. La Barbe, T. Joly, Mᵉ P. Le Roy, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ P. Chardon, T. Le Camus, J. de Saint-Legier, H. Saget, T. Le Fuzelier, J. de Paris, J. Chehery, J. Tassart, Durant, freppier, P. de la Vigne, E. Le Cuisenier, E. de Bar, J. Tri[illegible] H. Caillard, T. d'Avenay, R. Mairiau, J. Braibant, J. Chretien, J. Boutalins, G. Molé, P. de Bezannes, et J. Constant, lesquelx, après ce que monseigneur de Chastillon a moustré une cédule de monseigneur le régent, signée de Mᵉ J. de Rinel, et aussi a dit de bouche que mondit seigneur le régent lui a chargié de dire aux habitans qu'ilz advisassent ce dont ilz avoient besoing, et on leur feroit à leur désir....; a esté délibéré ce que devant est dit, et ont promis, pour et au nom des habitans de la ville, de fère avoir audit receveur descharge de ce qu'il baillera d'argent, ou lui restituer la somme qu'il baillera, ou cas qu'il n'aura ladite descharge. — *Item*. Pareillement a esté fait pour le fait de la gabelle, et a ce accordé Th. de Cesy, grenetier...., et seront baillées les sommes de deniers aux receveurs des deniers communs, qui en feront recepte à part, et de ces choses ont requis lettres lesdis receveurs et grenetier.

« *Mecredi* XXIX *juing* par T. de Bazoches...., présens Mᵉˢ J. de Chehery, Mᵉˢ J. de Witry, Mᵉˢ N. Syrène, chanoines, G. Lescot, G. Dominique, Mᵉ J. Cabert, M. Fale, J. Gibour, H. Colet, B. Le Bouteillier, Mᵉ G. de Montfaulcon, T. Joly, J. de Chalon le jeune, J. Moet.

[On ne laissera entrer personne sans le congé du capitaine, ou du lieutenant, et du conseil. On laissera entrer Mᵍʳ de Beauvais, et le bailli de Vermandois, s'il vient avec quatre ou six chevaux. On dira au capitaine que les habitants ont ouï dire que son intention était de mettre gens en garnison dans la ville, mais que leur intention à eux n'est pas d'en recevoir. Il est ordonné à Caulus d'acheter soixante douzaines de sagettes.]

« *Lundi* III *juillet*, par T. de Bazoches...., présens [un chanoine], G. Hodierne, bailli, J. Lescot, monseigneur du Godard, Mᵉ J. Cabert, G. de Condé, T. Joly, Mᵉ A. Dorigny, Mᵉ P. Le Roy, J. Fournier, C. de La Place, C. Hurtaut, J. Caillart, eschevins, J. Gibour, H. Colet, Mᵉ P. de Cierges, B. Le Boutillier et G. de Saint-Leu.

commis Pierre Musart à l'excercice de la procuration desdis habitans, à la requeste dudit Jehan Boileaue, substitut dessusnommé, ou

[Le sergent de la forteresse a commandé de par le roy, à J. Moret, d'aller demain à la garde de Porte-Mars. — Moret a dit qu'il n'y iroit pas. - S'il ne s'y rend pas, ordre au sergent de le mener en prison. - On mettra pierres et tonnelets sur les murs. — On fera crier par le plat pays, d'apporter les biens et vivres dans la ville. — On fera couper tous les bois à une demi-lieue autour de la ville. — On fera une procession dimanche, et on exhortera le peuple à union, paix, amour et obéissance. — On exhortera tous à se confesser. — Le grenetier, le receveur des aides s'exécutent]; — *item*, monseigneur le bailli de Reins a promis de bailler de son argent x francs; *item*, monseigneur du Godart, 'm fr.... — [On retirera les bateaux de la rivière.]

« *Mardi* vi *juillet*, par T. de Bazoches...., présens messeigneurs de Saint-Remi et Saint-Nicaise, monseigneur le prévost de l'eglise, Mᵉ J. de Chehery, chanoine, monseigneur du Godart, G. Hodierne, bailli, G. Lescot [vingt-neuf autres personnes nommées], et pluseurs autres assemblés au palais; — a esté déliberez de fère crier que les gens du plat pais apportent et mettent leurs biens et leurs vivres en ceste cité...., et on les tendra seurs de tous empeschemens que on leur porroit bailler par justice, excepté de cas criminelz. — *Item*, de rescripre à monseigneur de Chastillon les nouvelles de Troies....

« VIIIᵉ *jour dudit mois*, par T. de Bazoches...., présens monseigneur le prévost de l'église, monseigneur de Saint-Denis, Mᵉ J. de Chehery et pluseurs notables assemblez. — Pour responses à ceulz de Troies bailler, soient assemblez à demain prime, les abbés, gens d'église en bon nombre, quarteniers, connestables et dixainiers.

« *Lundi* XI *juillet*, par T. de Bazoches...., présens [les trois abbés, trois chanoines, trois eschevins] et pluseurs autres notables, jusques au nombre de L personnes, — a esté délibéré de prier, supplier et requerir à monseigneur de Chastillon, qu'il viengne en ceste cité. — *Item*, que J. Cauchiette voit a Gueux par devers lesdis sieurs de Lisle et de Saveuse, leur prier qu'ilz viengnent icy, a petites gens.

« *Mardi* XII *juillet*, par T. de Bazoches...., présens [les trois abbés], le prévost de l'église, Mᵉ P. Charlet, Mᵉ J. de Chehery, J. Caillart, P. Le Fraisne, eschevins, et pluseurs notables, jusques au nombre de L. — Après ce que on a exposé à monseigneur de Chastillon, comment il estoit capitaine, et les seigneurs, et autre multitude de peuple qui (*sic*). [Entre cette conclusion et la suivante, a lieu le sacre de Charles VII.]

« *Mardi* IIᵉ *jour d'aoust l'an mil* IIIIᶜ XXIX, par T. de Bazoches, lieutenant, etc., (*sic*), présens monseigneur de Saint-Denis, Mᵉˢ J. Rémond, prévost, etc., J. Caillart, eschevin, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, T. Joly, Mᵉ H. La Barbe, monseigneur du Godart, G. Lescot, Mᵉ G. de Montfaulcon, G. Persin, C. de Laplace, H. Colet, J. Fournel, G. Dominique, C. Roquet, G. Gouvion, G. de Saint-Leu, J. Aignelet et H. Saget — Pour avoir argent pour les réparacions, semble expédient de fère et mettre sus une taille.

« *Mecredi* IIIᵉ *noust*, par T. de Bazoches...., présens monseigneur le prévost de l'église, Mᵉˢ de Chehery, Mᵉˢ J. de Witry, chanoines, J. Caillart, C. Hurtaut, eschevins, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ P. Le Roy, T. Joly, Mᵉ H. La Barbe; — a esté délibéré d'envoyer devers le roy un homme notable, pour savoir de son estat et volonté..., et y est esleu B. Le Boutillier. — *Item*, de rescripre à monseigneur de Reins, que on a entendu qu'il veult délaissier son chemin.... et aussi sa poursuitte, qui porroit estre la destruction du pais, attendu que ses ennemis, comme on dit, sont fors....

« *Juedi* IIIIᵉ *d'aoust*, par T. de Bazoches.... présens monseigneur de saint Denis, Mᵉˢ J. Rémond, Mᵉˢ J. de Chehery, Mᵉˢ T. Rabouil-

d'aultres, de rechief en adhérant à sa dicte appellation, il avoit appellé dudit cappitainne en parlement une ou plusieurs fois, lesquelles

lart, chanoines, J. de Chalon, J. Fournier, eschevins, G. Lescot, Me P. Chardon, Me P. Toignel, Me P. de Montfaulcon, Me P. Leroy; T. Joly, Me H. Labarbe, H. Colet, J. Lescot, J. Moet, J. Cauchon, J. Prioulet, Me R. le Vergeux, G. de Saint-Leu, G. Dominique, P. la Barbe, Me P. de Cierges, S. Prévostin, P. le Vergeur, C. le Barbier, J. le Vigneron, J. Braibant, C. Hurtaut, J. le Breton, et B. Choubrieux. — A esté délibéré de rescripre à Laon, et à Chaalons, que on a entendu que le roy vuelt prendre son chemin à Orléans et Bourges, en esloingnant et délaïant sa poursuite, et que pour ceste cause on envoye par-devers lui monseigneur de S. Thierry, pour lui remonstrer l'inconvénient qui s'en porroit ensuir.... »

« *Juedi* xi *aoust*, par T. de Bazoches...., présens monseigneur le prévost, Me J. de Chehery, J. Gouvion, G. Lescot, Me P. Toignel, J. de Chalon le jeune, C. Roquet, J. Noël, Me H. la Barbe, Me P. Roy, G. Persin, G. Dominique. — A esté délibéré de poursuir devant le lieutenant les fermiers qui doient à la ville, et serra devant la loge des eschevins, le lundi et venredi. [On suppliera de nouveau le roy de continuer sa poursuite, et on engagera Chalons et Troies à en faire autant.]

« *Du venredi* xiie *jour d'aoust* m. cccc xxix, par Anthoine de Hellande, capitaine, présens monseigneur de Saint-Denis, monseigneur le prévost, Me J. de Chehery, Mes J. Simon, J. Caillart, P. de Bezaunes, P. la Barbe, C. Hurtaut, eschevin, G. Hodierne, G. Lescot, Me P. Toignel, Me J. Cabert, Me P. Chardon, et autres, jusques au nombre de cinquante personnes; - a esté délibéré fère faire serment au roy, par tous les habitans, c'est assavoir par quartiers; et sont commis à recevoir lesdis sermens :

« *Premiers*, Saint-Pierre et Saint-Hilaire; monseigneur le capitaine, accompaingnié de deux quarteniers, G. Lescot, Jehan et Jacquet Cauchon, P. de Bezannes, Me G. de Montfaulcon, monseigneur D'Ogé, au Temple.

« Saint-Etienne, et Saint-Simphorian; J. Gouvion et T. de Bazoches, accompaigniés de Jesson de Chalons, Me P. Chardon, J. Gibour, J. de Chalon le jeune, C. Hurtaut, aux Cordeliers.

« Saint-Jacques, Saint-Denis et la Magdeleine; G. Hodierne, G. de Condé, Me J. Cabert, Me P. de Montfaulcon, P. de Dijon, J. Lescot, J. le Picart, à Saint-Denis.

« Au ban S. Remi, monseigneur Du Godart, accompaingnié de G. de Saint-Leu, J. Fournel, R. de Suippe, J. Aignelet, Me P. Toignel, Me Hue la Barbe, aux Carmes.

« Et seront mandez tous lesdiz habitans aux lieux dessus diz, à peinne de xx s. par., et d'estre punis comme désobéissans, à heure de vi heures, et apporteront les connestables leurs gens par escript.

« *Samedi* xiii *aoust*, par A. de Hellande, capitaine.... présens monseigneur le prévost, Mes J. Chehery; Mes J. Honnouré, J. Noël, eschevin, G. Hodierne, monseigneur du Godart, Me P. Toignel, Me P. Chardon, Me J. Cabert, C. de Bazoches, C. Roquet, G. Dominique, J. Gibour, Me H. la Barbe et T. Joly. — A esté délibéré de J. de Monthierme, prisonnier pour le fait de la guerre, que on lui fera son procès bien et duement, et sur icellui on lui fera raison et justice.

« *Mecredi* xvii *aoust*, par A. de Hellande, escuier, capitaine, présens [les trois abbés, trois échevins et dix sept autres personnes dont les noms figurent presque toujours en tête des conclusions]. A esté délibéré que monseigneur le capitaine offrera aux fermiers des aides de bailler commission pour fère inventoire ès hostelz des taverniers, et aussi de contraincte sur lesdiz taverniers qui doient, et autres, en forme de justice.— *Item*, que monseigneur le capitaine tenra ses plais le lundi et venredi après prime, devant la loge des eschevins.

« *Venredi* xix *aoust*, par A. de Hellande.... présens monseigneur de Saint-Denis, monseigneur le prévost de l'église [deux chanoines, trois échevins,] G. Hodierne, monsei-

appellacions il avoit duement relevées, fait adjourner ledit cappitaine et intimer lesdis substitut, Caulus Hurtault, Musart, Guillaume

gneur du Godart, Mᵉ P. Toignel, P. Chardon [et trente-un autres noms connus, entre le dix-huitième et le dix-neuvième desquels se trouve le mot de joliers.]....

« *Lundi* XXII *aoust*, par T. de Bazoches.... présens monseigneur de Saint-Denis, monseigneur le prévost, Mᵉˢ J. Chehery, chanoine [quatre échevins, parmi lesquels] G. de Troies, G. Hodierne, [et dix-neuf autres personnes, parmi lesquelles] G. Walet, monseigneur du Godart, G. le Nain, J. Maillet, J. le Mosnier, C. Baudon.

« *Mecredi, derrain jour d'aoust*, par T. de Bazoches,.... présens monseigneur de Saint-Denis, [un chanoine, deux échevins, et neuf autres personnes]....

« *Venredi* II *septembre*, par monseigneur le capitaine, présens monseigneur de Saint-Denis, monseigneur le prévost [deux chanoines, deux échevins], G. Hodierne, monseigneur du Godart, Mᵉ P. Toignel, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, J. Lescot, Mᵉ P. Leroy, J. Brulart, Mᵉ P. de Montfaulcon, et pluseurs autres esleuz au conseil, et autres gens notables jusques au nombre de VIˣˣ; — a esté délibéré au regard de G. le Nain, pour l'an qu'il receut un gros pour IIII d. par., depuis le V d'aoust IIIIᶜ XXI, jusques à la Saint-Remi ensuiant, et il le allona pour XVI d. par., que ledit Gillet demourra quitte, en paiant C livres t. à la ville promptement. — *Item*, que pour les emparemens et fortificacions de la ville, on mette sus une taille de IIᵐ fr., sur messeigneurs de l'église, et sur les séculiers....; et ou seurplus, pour fère tailleurs et receveur, à lundi.

« *Lundi*, V *septembre*, par A. de Hellande...., et présens monseigneur de Saint-Denis, Mᵉˢ N. Syrene, Mᵉˢ C. Duguet; J. Caillart, C. Hurtaut, eschevins; G. Hodierne, G. Lescot, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ J. Cabert, Mᵉ P. de Montfaulcon, Mᵉ H. La Barbe, et pluseurs esleuz et autres jusques au nombre de IIIIˣˣ personnes. — A esté délibéré de paier les despens du père de la Pucelle, et de lui bailler un cheval pour s'en aler. — *Item*, d'escripre au roy et à monseigneur de Reims, sur les appatis que font les gens de Poton estant à Chastel-Thierry, et autres garnisons, et qu'il leur plaise y pourveoir, et pareillement à la Pucelle, et que on y pourvoye. — [La taille de 2,000 fr. est accordée], pourveu que messeigneurs de l'église et les nobles y contribuent.

« *Venredi* XXIII *septembre*, par A. de Hellande.... présens [les trois abbés,] Mᵉˢ J. d'Attigny, Mᵉˢ C. Duguet, Mᵉˢ J. de Witry, chanoines, J. Caillart, P. Le Fraisne, B. Lignier, C. Hurtaut, J. Fournier, P. La Barbe, eschevins [et dix-neuf personnes, parmi lesquelles] T. de Bazoches, et pluseurs autres esleuz au conseil, et autres gens notables, assemblez au nombre VIˣˣ personnes....

« *Mecredi* XXVIII *septembre*, par monseigneur le capitaine, présens le prévost de l'église, un chanoine, le prévôt de la Montagne [trois échevins, seize personnes nommées], et autres pluseurs jusques à LX. — A esté délibéré que on escrive à monseigneur le chancelier les maulx qui font ceulx qui se dient à monseigneur de Bourgogne...., et qu'il lui plaise ottroier mandement au capitaine pour mettre sus une taille de IIᵐ frans....

« *Juedi* XXIX *septembre*, par A. de Hellande.... présens monseigneur le prevost, Mᵉˢ J. Chehery, chanoine, [sept échevins, vingt personnes nommées], et pluseurs autres esleuz au conseil et gens notables jusques au nombre de VIˣˣ personnes. — A esté délibéré que les aides de la ville se mettront sus, par la manière conteuue ès lettres du roy N. S., pourveu que on pourvoye aux creutes, et aussi que sur iceulx les habitans séculiers aient IIᶜ l. t. comme ilz ont acoustumé. »

[A dater d'ici, jusqu'à la fin de ce premier registre, nous indiquons toujours chaque séance du conseil, mais nous n'indiquons plus les noms des conseillers, et autres assistants, que dans de rares circonstances.]

« *Lundi* III *octembre*, par A. de Hellande.... Il est délibéré requérir au lieutenant de monseigneur le bailli de Vermandois, et au prévost

Walet, lieutenant à Reims de monseigneur le bailly de Vermandois, à certain jour advenir. En oultre disoit ledit procureur que pareille-

de Laon, de fère justice de ceulx qui courent cy environ.... *Item*, pour congnoistre des aides de la ville, sont commis Mes J. de Chehery ou Mes J. de Witry, et Me J. Cabert. — *Item*, sont commis pour quérir les aides à debtail, jusques ad ce que on y ait pourveu, O. des Mezes, et G. Lescot filz J. Lescot.

« *Dimanche* IX *octembre*, par monseigneur le capitaine, présens les quarteniers et connestables, sont esleuz tailleurs pour imposer la taille pour le roy, G. de Troies, G. Dominique, G. Persin, J. Fournel, J. Noël et P. de Dijon. — *Item*, est esleu receveur J. Haymard. — *Item*, a esté délibéré païer les despens de Bouzon, commissaire sur ladicte taille.

« *Juedi* XIII *octembre*, par A. de Hellande....

« *Lundi* XVII *octembre*, par T. de Bazoches....

« *Dimanche* XXIII *octembre*, par A de Hellande...

« *Lundi* XIIII *novembre*, par monseigneur le capitaine....

« *Mecredi* XVI *novembre*, par monseigneur le capitaine....

« *Du venredi* XVIIIe *jour de novembre*, par monseigneur le capitaine, en l'assemblée des quarteniers, connestables et portiers, jusques au nombre de II^c personnes, ou environ.

« Après ce que le capitaine a fait exposer, comment, depuis la venue du roy, aucun conseil ne lui a esté baillé ou esleu par les habitans, pour conduire les besoingnes de la ville, combien qu'il avoit entendu que autrefois on en avoit esleus aucun, et comme on disoit, avoient bien fait et estoient bien comportés, et qu'il eut fait lire les noms desdiz esleus; les habitans ont este tous d'accord que iceulx esleus demeurent jusques au temps où on a autrefois renouvelé et esleu nouveau conseil, c'est assavoir jusques aux Brandons, pourveu qu'ils feront nouvel serment, et sont lesdiz esleuz ceulx qui s'ensuient, M^e P Chardon, Me J. Cabert, Me A. Dorigny, M^e H la Barbe, J. Gibour, G. Persin, C. Roquet, G. Dominique, E. Charlet, C. de Laplace, Me P. Leroy, T. Joly, les quarteniers, deux hommes d'église, deux échevins.

« *Lundi* XXI *novembre*, par monseigneur le capitaine.... a esté délibéré que monseigneur de Saint-Remi fera serment avecques les esleuz au conseil, et avecques lui le fera le prévost de la Montagne, de venir audit conseil touttesfois que mestier sera, et s'il est travillié de maladie, que ledit prévost venra tout instruit de la délibération dudit seigneur, pour conclure avecques les autres esleuz. .. [Cette délibération est biffée]. — *Item*, venront lesdiz esleuz à mecredi pour fère serment. — *Item*, pareillement feront le serment messeigneurs de Saint-Nicaise, de Saint-Denis et trois de messeigneurs de l'église, et en lieu d'eulx ne seront receus autres à venir audict conseil, s'ils n'y sont mandez. — A esté délibéré que Mr de Saint-Remy sera requis venir au conseil, fère le serment de venir au conseil quant requis sera, et on cas qu'il auera empeschement envoiera le prévost de la Montagne, instruit de sa délibération, pour conclure avec les autres s'il scet la matière; et s'il ne la scet, lui donra puissance de conclure, et fera le serment comme les eslus.

« *Mardi* XXII *novembre*, par A. de Hellande....

« *Mecredi* XXIII *novembre*, par monseigneur le capitaine.... »

« *Lundi* XII *décembre*, par monseigneur le capitaine....

[Relativement aux travaux des fossés, et à la contribution des gens d'église, on a délibéré que s'ils veulent traiter et donner vingt-huit par cent, on l'accepte, ou qu'on leur donne leur portion d'ouvrage. — Ils offrent de contribuer à la taille pour 400 l., sans préjudice à leurs droits. On finit par y consentir, mais en prenant des lettres de non préjudice aux droits des séculiers.]

« *Mecredi* XIIII *décembre*, par monseigneur le capitaine....

ment en l'assemblée qui fut faicte ledit mercredi après les Brandons, il avoit esté esleu et nommé pour procureur desdis habitans, et que

« *Lundi* XIX *décembre*, par T. de Bazoches....

« *Mardi* XX *décembre*, par le même.... — [Mesures prises pour la réception de messeigneurs de Reims et de Clermont.]

« *Venredi penultiesme jour de décembre*, par monseigneur le capitaine,.... — [Distribution de l'ouvrage des fossés, aux gens du plat païz qui viennent y travailler.]

« *Mardi* III *janvier*, mil IIII^{c} XXIX (v. s.), par A. de Hellande....

« *Juedi* V *janvier*, par monseigneur le capitaine....

« *Venredi* VI *janvier*, par monseigneur le capitaine....

« *Lundi* IX *janvier*, par T. de Bazoches. .. [On recevra trois hommes de Meaux, à demeure dans la ville, pourvu qu'ils facent le service du roi.]

« *Mardi* X *janvier*, par A. de Hellande....

« *Mecredi* XI *janvier*, par monseigneur le capitaine.... A esté délibéré que les clefs nouvelles faictes aux portes de la ville seront baillez en garde, moittié au quartenier, et l'autre moittié à un autre homme notable....

« *Samedi* XIIII *janvier*, par monseigneur le capitaine.... J. Noël, qui est commis avec le quartenier de Portechacre.. , a fait le serment acoustumé, etc....

« *Lundi* XVI *janvier*, par monseigneur le capitaine.... H. Saget, commis à Dieu limire, avec G. de Saint-Leu, a fait le serement acoustumé.

« *Mardi* XVII *janvier*, par monseigneur le capitaine....

« *Venredi* XX *janvier*, par T. de Bazoches.... présens [un chanoine], Jesson de Chalon, J. Caillart, J. Noël, P. de Bezannes, C. Hurtaut, J. de Chalon le jeûne, eschevins; Me P. Chardon, Me P. Toignel, J. Lescot, Me A. Dorigny, T. Joly, Me H. la Barbe, Me P. Leroy, P. Bailli, Me J. de Floricourt, G. Lescot, monseigneur Du Godart, C. de Laplace, G. Persin, J. Labellique, G. Molé, J. Moet, G. Dominique, J. Cauchon, B. Le Boutillier, P. la Barbe, J. le Breton, J. de Reims, S. Prévostin, J. Legis, J. Lamaque, P. Quenoche, P. le Folmarié, C. Roquet.— A esté délibéré sur les requettes de monseigneur le capitaine, c'est assavoir que c'est son plaisir de aller devers le roy; que on lui donne XL l. par., et on lui die que l'entencion des habitans est qu'il y voit à ses périlz et fortunes, et non pas de la ville.... *Item*, au regard de l'accroissement de ses gages, ou de la provision de son vivre, est délibéré que on ne lui accroisse aucunement, mais que on les tiengne en estat, et que on lui die que s'il advient qu'il ait plus grant travail, en son office qu'il n'a acoustumé, que on le recongnoistra volentiers. — Ce fait, a esté mandé ledit monseigneur le capitaine, auquel a esté dit [le résultat de la première conclusion]....; à quoy il a respondu qu'il en est très-bien content, et qu'il le fera très-volentiers, dont J. Haymard, procureur des habitans, a requis instrument à P. Bailli, juré du roy N. S. en la prévosté de Laon. Il est ainst, *signé* Bailli.

« *Venredi* XXVI *janvier*, par T. de Bazoches....

« *Venredi* III *février*, [par le même....]

« *Lundi* VI *février*, [par le même....] A esté délibéré que ung religieux des Blancs-Manteaux qui est prisonnier, et que on dist estre venu de Paris, soit très-bien interrogué, et autres à qui il touchera, et sont ordonnez pour ce fère Me P. Toignel, Me P. Chardon, Me H. La Barbe, et autres qui y ont desjà esté, et monseigneur l'official ou sa procureur, ou autres commis de par lui, et seront avecques eulx Me J. de Croissy, J. Gouvion, prévost de Laon.

« *Mardi* VII *février*, par T. de Bazoches....

« *Venredi* X *février*, [par le même.... Les hauts justiciers de la ville, et les échevins, s'assembleront demain matin pour mettre provision aux vivres et marchandises, c'est à savoir au prix de la vente. — Et sont pour les échevins, C. Hurtaut, J. de Chalons, Me J. Cabert, etc., avec le bailli, et autres officiers de monseigneur.]

plusieurs desdis habitans en grant nombre, faisans et représentans la plus grant et sainne partie d'iceulx habitans, après ladicte eslection

« *Lundi* XIII *février*, par T. de Bazoches.

« *Mardi* XIIII *février*, [par le même....]

« *Mardi* XXI *février*, [par le même.... Parmi les présens se trouve J. Gouvion, qui assiste assez souvent au conseil.]

« *Mecredi jour des Cendres* 1er *mars*, par T. de Bazoches....

« *Venredi* III *mars*, [par le même.]

« *Mardi* VII *mars*, par A. de Hellande.... A esté délibéré fère cesser tout procès jusques au mikaresme, excepté se marchands forains viennent, que on leur admenistre justice, et sont deffendus tous arrestz de personnes. — Soit crié. — [On retirera les bateaux de la rivière.]

« IX *mars*, au conseil tenu par monseigneur le capitaine, présens de messeigneurs de l'église et esleuz au conseil.... [On a conclu à payer tous les dimanches, les travaux de l'artillerie.]

« *Venredi* X *mars*, par monseigneur le capitaine.... présens: Me P. Leroy, J. de Chalon, J. Noël, G. Lamaque, G. de Troies eschevins, Me P. Toignel, P. Chardon, J. Cabert, G. de Condé, E. Quillet, R. Joly, H. la Barbe, J. Cauchon, J. Brulé, J. Oudart, H. Simon, C. de la Place, P. de Dijon, J. de Chalon, M. Fale, J. Gibour, C. Roquet, J. Prioulet, H. Colet, J. Moet, J. Cauchonnet, et pluseurs autres esleuz au conseil et gens notables. — A esté délibéré de assembler à dimanche les habitans pour eslire leur conseil. — Les esleuz au conseil pour l'an IIIIc XXIX: M. P. Chardon, Me P. Toignel, Me J. Cabert, Me H. la Barbe, Me P. de Montfaulcon, J. Caillart, G. Dominique, J. Cauchon du Marc, J. de Chalon le jeune, J. le Breton, G. Pertin, C. Roquet, J. de Louvain, J. de Raillicourt.

« *Lundi* XIII *mars mil* IIIIc XXIX, par monseigneur le capitaine, présens les dessus dicts.... Est délibéré que J. Caillart, marchande aux sergens de fère les exécutions de la taille, c'est assavoir que de IIII s. et au dessoubz il n'aura riens, et audessus IV d. de chacune exécucion....

« *Mecredi* XV *mars*, par A. de Hellande.... présens: messeigneurs de Saint-Remi, Saint-Nicaise, Saint-Denis, Mres J. Chehery, et J. de Witry, chanoines, J. de Chalon, J. Noël, B. Lignier, eschevins, Me J. de Croissy, Me J. de Cauquerel, monseigneur Du Godart, Damp N. Josselin, G. Lescot, Me P. Chardon, Me P. de Montfaulcon, J. de Chalon le jeune, Me H. la Barbe, T. de Bazoches, J. Moet, H. Colet, B. de Saint-Remi, C. Roquet, P. de Dijon, J. Cauchonnet, G. de Condé, G. Dominique, C. de la Place, P. le Fraisne, J. Oudart, J. de Louvain, H. Saget, J. Charnage, J. Aignelet. — A esté déliberez de signifier à monseigneur le conte de Vendosme, et à monseigneur le chanceller, les nouvelles qui seurviennent chacun jour de l'arrivée de monseigneur de Bourgogne, et monseigneur de Luxembourg.

« *Venredi* XVII *mars*, par A. de Hellande....

« *Lundi* XXVIIe *mars l'an mil* IIIIc XXX, par monseigneur le lieutenant.... A esté déliberé d'escripte à monseigneur de Vendosme.... en lui priant qu'il lui plaise fère enquérir où est le capitaine, et pourveoir à sa prinse, en lui signifiant qu'il avoit saufconduit de monseigneur de Bourgongne. — *Item*, que J. Gouvion et Me P. Leroy, aient pour aidier à fère leur tour, les connestablies de J. Noquin et J. Deschaut.

« *Mardi* XXIX (*sic*) *mars*, par T. de Bazoches.

« *Venredi derrein mars*, par T. de Bazoches....

« *Mardi* IIIIe *avril*, par T. de Bazoches....

« *Mecredi* V *avril*, [par le même.]

« *Juedi* VI *avril*, par T. de Bazoches....

« *Juedi* (sic) VII *avril*, [par le même....]

« *Mardi* XI *avril*, [par le même....]

« *Mecredi* XII *avril*, [par le même....] A esté délibéré de prester au prévost de Laon II waglaires et deux couleuvrines...., parmi ce qu'il baillera caucion de les restituer.

« *Mecredi* XIX *avril*, par T. de Bazoches....

[On fera changer les clefs de la ville. Les

faicte, l'avoient fait et constitué procureur desdis habitans séculiers; et que iceulx constituans avoient passé le créant et obligacion en la

nouvelles seront forgées par des ouvriers sûrs, en présence des quarteniers. — Les quarteniers feront coucher les connétables dans leurs tours, ou des notables de leur connétablie. — Ils feront l'inventaire des arbalétriers, par connétablie.] — *Item*, est ordonné que J. Prévotjau sera sergent des murs, avecques les deux autres.

« *Venredi* xxı *avril*, par T. de Bazoches....

« *Mardi* xxv *avril*, par T. de Bazoches....

« *Mécredi* xxvı *avril*, [par le même....]

« *Venredi* xxvıı (sic) *avril*, [par le même.]

« *Mardi* ıı *may*, par monseigneur le capitaine....

« *Juedi* ıııı *may*, [par le même....]

« *Venredi* v *may*, [par le même....]

« *Lundi* xv *may*, par T. de Bazoches....

« *Juedi* xvııı *may*, [par le même....]

« *Lundi* xxıı *may*, par monseigneur le capitaine....

[Cormicy est menacé par ceux du Rethelois. MM. les séculiers du conseil, et le bailli de Reims aviseront à sa defense.]

« *Venredi* xxvı *may*, par T. de Bazoches....

« *Lundi* xxıx *mai*, par monseigneur le capitaine....

« *Juedi* ı^er^ *juin*, [par le même....]

[On enverra à Cormicy seize arbalétriers; ils seront payés par quinze jours. Monseigneur de Reims donnant huit l. p. et un muid de blé, on prendra le surplus sur les deniers de la ville.]

« *Juedi* vııı *juing*, par monseigneur le capitaine, présens [les trois abbés,] monseigneur le prévost de l'église, monseigneur l'écolastre, Mre J. Simon, Mre J. de Chehery, Mre J. de Witry, chanoines; J. Cauchon, J. Noel, C. Hurtaut, Me P. Leroy, eschevins; monseigneur du Godart, monseigneur le bailli, Me J. Brulart, J. de Chalon le jeune, Me P. Toignel, Me P. Chardon, Me J. de Floricourt, J. Moet, Me G. de Montfaulcon, Me H. la Barbe, H. Colet, P. de Dijon, G. Persin, Me A. Dorigny, P. la Barbe, B. de Saint-Remy, J. Barbette, G. de Condé, J. Cauchonnet, et pluseurs autres gens esleuz au conseil et notables de la ville. — A esté délibérez que au regard des entrées des gens d'armes, les anciennes ordonnances soient entretenues, c'est assavoir que pour une foys ne entre en la ville que dix hommes d'armes, sans le congié de monseigneur le capitaine ou son lieutenant, et des esleuz au conseil, excepté toutesfoies au regard de monseigneur le chancelier.... *Item*, au regard des cris, quant il plaira à monseigneur le capitaine, ou son lieutenant, de demander les cris du guet, que les quarteniers lui bailleront, et iront à son mandement pour ce fère. — Au regard de ce que on requiert que T. de Bazoches soit desmis d'estre lieutenant, est ordonné que se on doubte qu'il n'y ait division pour ceste cause, ou qu'elle y doye estre, que on y pourvoye, et pareillement que on deppointe les autres officiers s'il en est plaintte, et s'il y avoit contentions andit office; que nus estrangiers ne autres ne le soient.

« *Lundi* xıı *juing*, par T. de Bazoches, lieutenant....

« *Dudit jour, environ midi*, où estoient gens assemblez jusques au nombre de ıı^c^. — [On laissera entre jusques à vı^xx^ hommes de garnison, qui viennent pour secourir Cormicy....]

« *Juedi* xxıı *juing*... par T. de Bazoches...

« *Mecredi* xıı *juillet* [par le même]....

« *Juedi* xııı *juillet* [par le même]....

« *Lundi* xvıı *juillet*, par le capitaine....

« *Mardi* xvııı *juillet* [par le même]....

présens monseigneur l'official [un chanoine, deux échevins, sept autres personnes], et les portiers, connestables et dizainiers. — [Aucune conclusion.]

« *Mecredi* xıx^e^ *juillet*, par le capitaine....

« *Dudit jour heure de nonne*, [par le même....]

« *Venredi* xxvııı^e^ *jour de juillet*, par T. Bazoches....

« *Dudit jour*, [par le même....]

« *Venredi* ıııı *aoust*, [par le même....]

« *Lundi* vıı^e^ *aoust*, [par le même....]

main et par-devant Baude du Molinet et Henry le Hurteleu, eschevins de Reims, lequel procureur s'estoit depuis traict par-devers lesdis

« Le procureur entendra P. Briffault et la chambrière de M. Coquelet, sur ce qu'on dit qu'un compagnon demeurant rue Fléchambault a esté demeurer à Chastillon, et si on trouve qu'il chevauche, on mettra hors sa femme incontinent. »

« *Mecredi* XVI *aoust*, A. de Hellande. ..

« *Venredi* XVIII *aoust*, [par le même....]

« *Venredi* XXV *aoust*, [par le même....]

« *Mardi* XXIX *aoust*, [par le même...]

« *Dimanche* IIIe *septembre*, [par le même...] [Il n'y a aucun homme d'église].—Ce jour fut relaté que vendredi 1er jour dudit mois, les gens d'église ne furent ne envoyèrent au guet de nuit, et fut ordonné que mecredi prochain, B. Frouart, B. Lescot, J. de Chalon l'aisné, monseigneur le bailli, G. Lescot, et les conseilliers seront ensamble en la loge des eschevins, pour savoir que on feroit desdites faultes.

« *Lundi* IIII *septembre*, par monseigneur le capitaine. ..

« *Samedi* IX *septembre*, [par le même....]

« A esté advisé de mettre sus pour les affaires de la ville, les aides cy-après desclairés, pourveu que ces choses soient remonstrées en notable assemblée.

[1°. Sur chaque queue de vin entrant en ville, on commencera à lever dès maintenant, 2 s. — 2°. Sur chaque poinçon, 10 d. — 3°. Sur chaque queue de vendange, belon, cuveaux, 16 d.— 4°. Sur queue en gros vendu en ville, 2 s.; ces 2 s. seront payés par le vendeur.— 5°. Sur chaque queue en gros demeurant en ville, par l'acheteur, 2 s.— 6°. Sur chaque queue en gros, sortant de ville, par l'acheteur, 4 s. — 7°. Sur le vin vendu en détail, par livre, 2 s. — 8°. Sur chaque tonne de hareng, cabillaux en gros, le vendeur, 2 s. — 9°. Sur chaque tonne sortant, par l'acheteur, 2 s.— 10°. Sur chaque mille de harengs saurs, 2 s. — 11°. Sur chaque drap de laine entier, 2 s.]

« *Lundi* XI *septembre*, en présence de monseigneur le chancelier, par monseigneur le capitaine, et présens messeigneurs de Saint-Nicaise, de Saint-Thierry, monseigneur le prévost, Me P. Sauvage, [et deux autres chanoines, six eschevins], G. Hodierne, J. Gouvion, J. Chinoir, T. de Bazoches, [dix-huit personnes nommées,] et autres habitans notables au nombre de VIIIxx, et Me J. de Floricourt a rapporté pour monseigneur de Saint-Remy, qu'il est d'accord de ce qui se fera et conclura audit conseil.... A esté conclud par les dessusdiz, exceptez environ XII, que les aides advisez soient mises sus pour les affères; et instrument à IIII solz [*sic*, Quatresolz...]

« *Mardi* XII *septembre*, par monseigneur le capitaine....

« *Mecredi* XIII *septembre*, [par le même....] J. Le Breton est commis à quérir les aides devantdiz, et y commettra, chacun jour, gens aux portes pour inventorier les vins et vendanges qui y entreront; et a fait le serment ledit Breton, et qu'il rendra chacun dimanche compte de ce qu'il aura fait la sepmaine, au conseil, ou à leurs commis, au matin.

« *Lundi* XVII *septembre*, par monseigneur le capitaine...., présens, messeigneurs de Saint-Remy, Saint-Nicaise, Saint-Denis, Saint-Thierry.... etc.

« *Venredi* XXII *septembre*, par monseigneur le capitaine....

« *Mardi* XXVI *septembre*, [par le même....]

« *Venredi* XXIX *septembre*, [par le même....]

« *Mardi* III *septembre* (sic), par le même.... présens, [les trois abbés, le prévôt et trois chanoines, trois eschevins], J. Gouvion, C. Roquet, J. Le Breton, P. de Dijon, J. Prionlet, Me P. Chardon, Me J. Cabert, Me P. de Montfaulcon, J. de Chalon le jeune, J. Lescot, Me A. Dorigny, T. Joly, Me H. La Barbe, et pluseurs autres jusqu'au nombre de C personnes.— T. de Bazoches s'est desmis et destitué de l'office de lieutenant du capitaine, et a esté advisé si monseigneur Du Godart le vuelt entreprendre, que on lui reçoive.

« *Venredi* XIII *octembre*, par monseigneur Du Godart....

eschevins requérant avoir sa procuracion scellée, comme acoustumé estoit, dont aucuns d'eulx avoient esté reffusans du moins délayans,

« *Dimanche* xv *octembre*, [par le même....]

« *Lundi* xvi *octembre*, [par le même....]

« *Mardi* xvii *octembre*, par monseigneur le capitaine....

[Les aides de 2 s. sur le vin en détail, et de 2 s. payés par l'acheteur sur queue restant en ville, excitent des réclamations. Une 1re assemblée est d'avis de les maintenir, mais en réfère à une plus grande. Une 2e de 120 personnes les maintient. Le 26 octobre il est conclu que on punira juridiquement tous les contredisans.]

« *Samedi* xxi *octembre*, par monseigneur le capitaine....

« *Juedi* xxvi *octembre*, [par le même.... Outre les gens d'église et les eschevins, treize autres personnes], tous les connestables et autres personnes notables....

« *Venredi* iii *novembre*, par monseigneur Du Godart....

« *Samedi* iiii *novembre*, [par le même....]

« *Lundi* xiii *novembre*, [par le même....]

« *Mecredi* xv *novembre*, par monseigneur J. Cauchon lieutenant, etc. (*sic*.)

« *Venredi* xvii *novembre*, par monseigneur le capitaine....

« *Mardi* xxi *novembre*, par monseigneur Du Godart....

« *Venredi* xxiiii *novembre*, par monseigneur Du Godart....

« *Samedi* xxv *novembre*, par monseigneur le capitaine. ..

« *Lundi* xxvii *novembre*, [par le même....]

« *Venredi* 1er *décembre*, [par le même....]

« *Samedi* ix *décembre*, par monseigneur Du Godart....

« *Mecredi* xiii *décembre*, par monseigneur Du Godart....

« *Venredi* xv *décembre*, par monseigneur le capitaine et son lieutenant, présens, messeigneurs de Saint-Remi, de Saint-Nicaise, monseigneur l'official, le prieur de Saint-Thierry, le prieur de Saint-Baasle, etc..., et iic notables.—A esté conclud que se les gens d'armes des garnisons de cy environ, font aucune prinse des corps des personnes de ceste cité, ou leurs biens, et aucuns d'eulx viennent en la dicte ville, que on les preingne et arreste et que justice en soit faicte, supposé que ce ne fussent pas ceulx qui aueroient fait les prinses; et en a esté prié J. Gouvion, prévost de Laon, qui a promis en faire tant et si avant qu'il appartendra par justice; et que nonobstant qu'ilz feissent restitution, que on face justice, laquelle ordonnance a esté jurée. — *Item*, que les hostellains apportent chacun jour, en la loge des eschevins, les noms de ceulx qui seront logiez en leurs hostelz. — *Item*, que ceulx qui tiennent les estuves ne logent estrangiers de nuit, à peine d'amende.

« *Dimenche* xvii *décembre*, par monseigneur le capitaine, et son lieutenant, présens Me P. le Roy, [et cinq autres eschevins, cinq autres personnes], J. Gouvion, prévost de Laon, J. Boyleaue, procureur du roy, [et quarante-quatre autres personnes parmi lesquelles] J. Quarré, tonnelier. — Après ce que J. Gouvion, prévost de Laon, a exposé la prinse de G. de l'Estrat et autres, et les informacions par lui faictes, lui a esté conseillié qu'il monstre ses informacions à gens conseillers clers, et selon leurs oppinions qu'il procède par justice.

« *Mardi* xix *décembre*, par monseigneur le capitaine et son lieutenant, présens monseigneur de Saint-Remi, monseigneur l'official, [un chanoine, trois eschevins, seize autres personnes], J. Gouvion, J. Brulart et pluseurs autres notables jusques au nombre de vixx. — A esté délibéré de rescripre à Potton sur la créance par lui envoyée aux habitans, pour la délivrance de G. de l'Estrat, qu'il est notable escuyer, officier du roy, et par ce l'on croit qu'il veult.... le bien dudit seigneur, et que le grant bien dudit seigneur, et l'entretenement de sa signourie, est que on face justice....; et au regard dudit prisonnier que on face justice. — *Item*, qu'on rescripve ces choses au roy, à monseigneur le chancelier, et à noz ambaxadeurs.

« *Samedi* xxx *décembre*, par monseigneur le capitaine....

par espécial lesdis Jehan Noël l'ainsné, Jehan de Gravelle, Colçon Bourgois, Aubri Connin, Guiot l'Escot, Jehan Chinoir et Érart

« *Mecredi* III *janvier* M. IIII^c *et* XXX (v. s.), par monseigneur Du Godart....

« *Venredi* V^e *janvier*, par monseigneur le capitaine.... [Parmi les personnes présentes], T. de Bazoches. [On donne au capitaine XL l. en pur don, outre ses gages: quant à T. de Bazoches, il donnera ses réclamations par écrit].

« *Venredi* XII *janvier*, par monseigneur le capitaine.... [Parmi les personnes présentes], monseigneur Du Godart....

« *Samedi* XIII *janvier*, par monseigneur le capitaine.... [Parmi les présens], J. Quarré, teinturier.

[Sont députés à l'assemblée des trois états réunis à Chalons par Barbazan, Mre J. de Chehery, monseigneur Du Godart, G. de Montfaulcon et G. Molé. — Barbazan demande des aides. On ne lui donnera pas plus de 4,000 l. t. pour le diocèse].

« *Lundi* XXII *janvier*, par monseigneur le capitaine.

« *Juedi* XVIII (*sic*) *janvier*, par monseigneur le capitaine et son lieutenant....

« *Samedi* XXVII *janvier*, par monseigneur le capitaine....

« *Dimanche* XXVIII *janvier*, par monseigneur le capitaine.... [Parmi les présens], le prieur de Saint-Thierry, le prévost de Saint-Denis. [Il y a 400 personnes assemblées. Il s'agit des aides que réclame Barbazan.]

« *Juedi* Ier *février*, par monseigneur le capitaine....

« *Mecredi* VII *février*, par monseigneur le capitaine....

« *Juedi* VIII *février*, par monseigneur le capitaine....

« *Juedi* XV *février*, par monseigneur Du Godart....

« *Juedi* XV *février* (*sic*), par monseigneur Du Godart....

« *Venredi* XVI *février*, par monseigneur Du Godart.... [parmi les présens], le prieur de Saint-Basle ...

« *Lundi* XIX *février*, par monseigneur Du Godart....

« *Juedi* XXII *février*, par monseigneur le capitaine....

« *Dudit jour, environ la grant messe*, présens monseigneur de Saint-Denis, etc.... Ont messeigneurs de l'église esté d'accord que l'aide [accordée à Barbazan] soit double, et que les deniers soient emploiez ès choses nécessaires par receveurs commis par eulz et séculiers....

« *Venredi* XXIII *février*, par monseigneur Du Godart....

« *Mecredi* VII *mars*, par monseigneur le capitaine et son lieutenant.... III^c personnes. [On fera l'inventaire des bles, etc....]

« *Mecredi* XIIII *mars*, par monseigneur le capitaine....

« *Mecredi* XXI *mars* mil IIII^c XXX, par monseigneur le capitaine....

« *Mardi* XXVII *mars* mil IIII^c XXXI, [par le même, présens un chanoine, monseigneur Du Godart, etc.]

« *Juedi* V *avril*, par monseigneur le capitaine.... a esté délibéré de prier aux officiers du roy, qu'il leur plaise fère informer des menasses faictes par G. de Lestrat et ses gens, et les maulx qu'ilz ont fait depuis ses promesses, et d'en envoyer lettres à monseigneur de Barbazan.... *Item* que on face assembler les quarteniers, portiers, connestables et autres habitans pour eslire le conseil. »

[Il y a ici dans le registre, une lacune de plus de deux années.]

« *Mardi* XXVIII *juillet* mil IIII^c XXXIII, par monseigneur le capitaine. [Les noms qui figurent en tête des conclusions sont les mêmes. — C à VI^xx personnes....]

« *Mardi* IIII *aoust*, par monseigneur Du Godart, lieutenant....

« *Mecredi* XII *aoust*, par monseigneur le capitaine.... [VIII^xx assistans....]

« *Juedi* XIII *aoust*, par monseigneur Du Godart....

« *Venredi* XIIII *aoust*, par monseigneur le capitaine.... [Pour défendre le pays des coureurs, il faut paroître fort; on mettra sus 80 ou 100 hommes à cheval....]

Convent; duquel reffuz ou délay ledit procureur avoit appellé en parlement, en adhérant à l'appellacion par lui faicte dudit cappitaine,

« *Mardi* XVIII *aoust*, par monseigneur le capitaine....

« *Juedi* XXVII *aoust*, par monseigneur Du Godart....

« *Juedi* III[e] *jour de septembre*, par monseigneur Du Godart....

« *Venredi* IIII *septembre*, par monseigneur Du Godart.... [Parmi les présens,] J. Gouvion. — A esté délibéré de sommer les haulx justiciers de fère informacion des abus et excès que font les prévostz de Laon; et les informacions faictes, on rescripve aux officiers du roy; et de l'exploit fait par le Péon, du commandement M. Hurtel.

« *Lundi* VII *septembre*, par monseigneur Du Godart.... A esté délibéré d'envoyer en la ville de Tours, à l'assemblée des trois estats, comme le roy le mande, au XV[e] jour de ce mois.... Sont esleus M[es] J. de Gomont, chanoine, et P. de Bezannes....

« *Mecredi* IX *septembre*, par monseigneur le capitaine....

« *Lundi* XIII *septembre*, par monseigneur Du Godart.... [On s'excusera au roi de ne pas se rendre à Tours; on a été prévenu trop tard, on fera connoître les griefs du pays au chancelier.]

« *Juedi* XVII *septembre*, par monseigneur Du Godart....

« *Mardi* XXII *septembre*, par monseigneur Du Godart, lieutenant, en l'église des Cordeliers, où estoient assemblez messeigneurs les eschevins, les séculiers, et esleuz au conseil, et autres gens notables jusques au nombre de II[c]. »

[On conclud, délibère et consent, à mettre sus les aides de la ville pour un an, sur le même pied que l'an dernier. — On en requiert instrument à un notaire, qui signe au bas de la conclusion.]

« *Mardi* XXIX *septembre*, par monseigneur Du Godart.... [D'après les anciennes ordonnances on arrêtera aux portes les biens qu'on voudra porter aux ennemis; le tiers appartiendra aux parties qui feront la saisie; mais ce tiers leur sera délivré par le receveur des deniers communs.]

« *Dudit jour, heure de nonne*, [en chappitre, par monseigneur du Godart....]

« *Juedi* VIII[e] *octobre*, [par monseigneur le capitaine....]

« *Mardi* XII *octobre*, par monseigneur le capitaine....

« *Juedi* XV *octobre*, par monseigneur du Godart....

« *Venredi* XVI *octobre*, par monseigneur le capitaine....

« *Mecredi* XXI *octobre*, par monseigneur du Godart.... A esté délibéré de fère assembler à demain messeigneurs les abbez, grand quantité de messeigneurs de l'église, et grand nombre de messeigneurs les habitans notables d'icelle ville.

« *Juedi* XXII *octobre*, par monseigneur le capitaine en assemblée générale des portiers et connestables, a esté délibéré de offrir à Potton [de Xaintrailles], s'il vuelt prendre Nantuel et la desmolir, que on lui donne III[c] escus pour ung cheval, et que on lui offre l'artillerie.

« *Juedi* XXIX *octobre*, par monseigneur du Godart....

« *Mardi* III *novembre*, par monseigneur du Godart....

« *Juedi* VI *novembre*, par monseigneur du Godart....

« *Juedi* XII (sic) *novembre*, par monseigneur le capitaine....

« *Mardi* XVII *novembre*, par monseigneur le capitaine....

Mardi XXIV *novembre*, par monseigneur du Godart....

« *Juedi* XXVI *novembre*, [par le même....]

« *Venredi* IIII *décembre*, par monseigneur le capitaine....

« *Lundi* VII *décembre*, [par le même....]

« *Mardi* XXII *décembre*, par monseigneur du Godart..., présens monseigneur de Saint-Nicaise, J. de Gomont, chanoine, le chambrier de Saint-Remi, J. Gibour, eschevin, M[e] P. Chardon, M[e] P. de Montfaulcon, M[e] G. de

dont ci-dessus est faicte mention, laquelle appellacion il avoit relevée en ladicte court de parlement et fait adjourner les dessusnommez

Montfaulcon, J. Cauchon, G. Molé, G. Persin, Me P. Toignel. — Ont esté d'accord que on rabatte à J. de Reins, sur ce qu'il doit de sa ferme, LX l. par.... ou cas qu'il plaira à plus grande assemblée des habitans.

« *Juedi* XVII *décembre*, par monseigneur du Godart.... présens [un chanoine, trois echevins et vingt-huit autres personnes...] On rabattra à J. de Reins les LX l.

« *Lundi* XXI *décembre*, par monseigneur du Godart....

« *Mardi* XXII *décembre*, par monseigneur le capitaine.... [deux chanoines, trois eschevins et vingt-huit autres personnes.] On rabattra à J. de Reins les LX l.

« *Mardi* XXVIII *décembre*, par monseigneur le capitaine... [présens monseigneur de Saint-Nicaise, deux chanoines, un échevin et sept autres personnes.] A esté délibéré de seurseoir l'aide de II s. par. pour chascun minot de sel vendu en la ville, jusques à Pasques, comme l'en a fait la gabelle.

« *Juedi derrain decembre*, par monseigneur le capitaine....

« *Mardi* XII *janvier*, l'an M. IIII XXXIII (v. s.) par monseigneur le capitaine....

« *Juedi* XXVIII *janvier*, par monseigneur du Godart....

« *Dimenche* XXI *fevrier*, par monseigneur du Godart.... [cent quarante personnes.] — A esté délibéré que s'aucun d'une place ou forteresse fait à ceste cité ou aux habitans aucuns excès ou dommages, et il vient en ceste cité autre de la place, que on le retreingne; et le fera le capitaine, par l'advis du conseil, par manière de représaille....; et ou cas que le capitaine ne le volroit fère, ou seroit délaiant, que monseigneur du Godart son lieutenant le face par l'advis du conseil.

[Au regard des pertes que ont faites les bouchiers, il faut poursuivre sans délai par devers le capitaine qu'ils en soient restitués, que punition soit faite de ceux qui ont fait la détrousse, et que pour mieux savoir la vérité le capitaine les mette aux mains du bailli de Reims. — A chaque page les plaintes les plus vives sont adressées au roi sur les excès des gens de guerre, sur la marchandise qui s'en va, etc.]

« *Mecredi* XXIIII *février*, par monseigneur du Godart.... [présens quatre échevins, le chambrier de S. Remi, dix-sept autres personnes nommées], et jusques à C personnes notables. — A esté délibéré de reslire le conseil, et que on face l'eslection par quartiers...

« *Lundi* 1er *mars*, par monseigneur du Godart, [cent vingt personnes....]

« *Mecredi* III *mars*, par monseigneur le capitaine....

« *Juedi* IIII *mars*, par monseigneur le capitaine....

« *Venredi* V *mars*, par monseigneur le capitaine, présens Mrs J. de Chebery, Mrs P. d'Erpy, chanoines, J. Noël, eschevin, ont comparu ceulx qui s'ensuient, esleuz de nouvel au conseil, ausquelx l'en a requis qu'ilz feissent le serment.

« Me P. Chardon, Me P. de Montfaulcon, Me Severin, Moraine, G. Persin, Me P. de Cierges, J. de Chaalon le jeune, G. Dominique, M. Boschet, J. Prioulet, Me R. le Vergeur. — [Ces dix élus diffèrent de prêter serment, parce que Th. de Bazoches a dit qu'il n'entrerait pas au conseil tant que du Godart en serait lieutenant. Messieurs ont parlé à Thomas pour l'apaiser, mais en vain. Alors on a décidé que messieurs de l'église, le capitaine, P. Chardon, et P. de Montfaulcon, lui parleraient de rechef, et que s'il ne voulait entendre raison, on assemblerait les abbés, les gens d'église, les échevins, quarteniers, connétables et portiers, pour sur ce ordonner.]

« *Lundi* VIII *mars*, par monseigneur le capitaine, présens T. de Bazoches, Me R. Levergeur et [six autres.] — On prête deux couleuvrines à ceux d'Ourmes.

« *Mardi* IX *mars*, par monseigneur le capitaine, présens J. Caillart, J. Fournier, eschevins, Me P. Chardon, Me P. de Montfaulcon, T. de Bazoches, Me S. Moraine, G. Lescot, J. de Chalon le jeune, C. Roquet,

eschevins; avoit aussi ledit procureur appellé dudit Jehan Boileaue, substitut du procureur du roy, pour ce qu'il avoit sceu par le donné à

J. Noël, G. Dominique, J. Moet, Me R. le Vergeur, J. le Breton, J. Prioulet, G. Persin, M. Boschet, J. Cauchon, H. Sajet, J. Fournel, J. Aiguelet.— A ce jour, Me P. Chardon, Me Severin Moraine, Me P. de Montfaulcon, J. de Chalon le jeune, C. Roquet, G. Dominique, J. le Breton, Me P. de Cierges, G. Persin, M. Boschet, Me R. le Vergeur, J. Prioulet, — J. Noël, J. Fournier, J. Gibour, J. Caillart, eschevins.— J. Cauchon, G. Lescot, J. Moet, J. Fournel, H. Sajet, J. Aignelet, quarteniers — ont fait le serment de conseiller la ville bien et loialment, au bien du roy et d'icelle, et fere leur devoir, et venir aux jours ordinaires, comme l'en a accoustumé *.

Anno incarnationis M. CCCC XXXIII, *Reginaldi archiepiscopi* XXI, *Eugenii IV pape, Caroli VII regis.*

« Le procureur de la ville de Reims vint au chappitre de Reims demander que le chappitre députasse quelques-uns, pour assister et donner avis et conseil au capitaine de la ville, le XII avril; ce fut le commencement de l'establissement du conseil de la ville de Reims qui est à présent, d'aultant qu'auparavant les eschevins gouvernoient tout, et n'y avoit assemblée de ville que par les eschevins y faisant semondre qui bon leur sembloit des habitans laicques; mais ne se faisoit rien sans les ecclésiastiques, lesquels estoient ceulx qui y présidoient, portoient la parolle de la ville, comme estans seigneurs de Reims.... Mais afin que je monstre sur quoy je fonde mon opinion de l'establissement du conseil de la ville de Reims, voicy la conclusion qui en fut faicte au chapitre de Reims.

« Apperta requesta procuratoris ville remensis, petentis aliquos eligi ex dominis de capitulo, pro consilio capitanei remensis, qui cum ceteris laicis ville, per ipsosmet electis, consulant et conveniant; domini de capitulo desiderantes ex intus villam et ejus conservationem et agenda custodia (*sic*), de suis nominarunt venerabiles dominos J. prepositum, P. scolasticum, dominos senescallos de Gomonte, P. d'Erpy, et N. Duguet, vel duos eorum in absentia aliorum, qui compareant cum capitaneo, et consulent ei diligenter et fideliter, in hiis videlicet que suum concernunt et tangunt officium custodie, conservationis et fortificationis ville, quoties ab eo, [seu?] ejus parte fuerint requisiti. Intentio autem dominorum meorum non est, quod dicti domini deputati, pariter nec alii electi, neque capitaneus ipse, sub colore aut titulo hujus, de hiis que concernunt acta et agenda juridictionem dominorum aliorum justiciariorum, utpote policie[i]e, justicie, regiminis, vel alterius, prout uno eis competit, aliomodo se intromittant, vel cognitionem aut ordinationem habeant. Actum die XII aprilis anno M. CCCC XXXIII. »

* C'est de cette élection seulement que Cocquault, t. III, p. 621 et 653 r°, fait dater l'existence du conseil de ville. Nous rapportons ici ce qu'il en dit, et parce qu'il transcrit un acte curieux relatif à cette élection, et aussi pour donner une idée de la critique de cet historien qui n'a rien consulté en dehors du cartulaire de son église.

Anno incarnationis M. CCCC XVII.

« La ville de Reims estoit sur ses gardes, à cause de la guerre. La faction du Bourguignion estoit la plus forte; la royne abandonna le roy, se rendit entre les mains du Bourguignion, avec sa fille Catherine, et l'Anglois estoit en armes au duché de Normandie; si bien que l'on esleu des capitaines, tant de la parte du clergé, que des habitans de la ville, pour faire garde; et faisoit-on garde sur le rampart, et dans la ville. L'église de Reims faisoit garde dans le cloistre, et hors du cloistre, les baillifs de l'archevesque et du chappitre estant avec eulx; et furent conviés cinq chanoines pour estre au conseil de ville, lequel conseil estoit tenu par le capitaine du roy, assisté des eschevins et quelques habitans de la ville; non que le corps de ville fût estably comme il est aujourd'huy de vingt-quatre conseilliers, car lors il n'estoit encor establi; et estoit monseigneur de Reims et le chappitre qui avoient le principal gouvernement de la ville, et les eschevins représentoient lors le corps de ville. Un peu auparavant ceste année, fut mis un capitaine à Reims, au commencement des guerres de la maison d'Orléans et Bourgongne, et promit le clergé faire le guet ou garde, suivant la forme de l'arrest qui avoit intervenu en la cour de parlement sur ce subject l'année précédente, contre les eschevins de la ville, qui fait voir que le corps de la ville n'estoit encor érigé; aussy en rapporterons-nous l'érection en autre année.....

entendre desdictes lectres adreçans audit lieutenant, que il avoit commis et ordonné ledit Caulus Hurtault en lieutenant dudit cappitaine,

« *Juedi* XI *mars*, par monseigneur le capitaine, présens monseigneur le prévost de l'église, J. Caillart, J. Fournier, eschevins, J. Cauchon, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ P. de Montfaulcon, C. Roquet, G. Dominique, Mᵉ P. de Cierges, G. Persin, Mᵉ R. le Vergeur, J. le Breton, M. Boschet.

« *Mardi* XVI *mars*, par monseigneur le lieutenant du Godart....

« *Juedi* XVIII *mars* M CCCC XXXIII [par le même].

« *Juedi* 1ᵉʳ *avril* M CCCC XXXIIII, par monseigneur le capitaine; présens, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ G. de Montfaulcon, Mᵉ S. Moraine, J. Cauchon, J. de Chalon, quarteniers, C. Roquet, R. le Vergeur, J. Caillart, et J. Fournier, eschevins, Mᵉ P. d'Erpy, Mᵉ C. Duguet, chanoines, M. Boschet, G. Dominique...., etc.

« Papier ou registre des délibérations prinses et faictes au conseil de la ville de Reins, commençant le IXᵉ (*sic*) jour d'avril l'an mil CCCC XXXIV.

« *Dudit jour*, par monseigneur le capitaine A. de Hellande, présens [un chanoine, deux échevins], J. de Chalon le jeune, Mᵉ P. Chardon, Mᵉ S. Moraine, Mᵉ P. de Cierges, C. Roquet, J. Cauchon, M. Boschet. — A esté délibéré de prendre la cause de monseigneur du Godart, et de Mᵉ Gérard, procureur de la ville, contre G. de Clerannoy; et pour ce fère, envoier procuracion en parlement, à Poitiers.

« *Juedi* VIII *avril*, par monseigneur le capitaine, présens Mᵉˢ P. Charlet, Mᵉˢ J. de Chehery, Mᵉˢ de Gomont, chanoines; J. Gibour, J. Fournier, P. Le Fraisne, eschevins; Mᵉ P. Chardon, Mᵉ P. de Montfaulcon, J. de Chalon le jeune, H. Sajet, J. Dudéré, J. Gouvion, C. Roquet, J. le Breton, Mᵉ R. Levergeur, Mᵉ P. de Cierges, G. Persin, G. Liennart, J. Quarré, teinturier, G. Lamaque, J. Prioulot, G. de Saint-Leu, R. de Poix, J. Noquin, C. Bourgois, T. le Camus, J. Braibant, B. le Noble, B. Lignier, J. le Veirrier, C. Dudéré, H. le Cuen, J. le Cuisenier, P. le Guieron, J. Baudelet, P. Simonnet, J. Aignelet. »

[Est délibéré d'écrire au saint concile de Bâle, à l'empereur, et à monseigneur de Bar, qu'il leur plaise vaquer, et tenir la main, à la paix de France, en remontrant les maux, etc... Et feront l'épitre Mᵉˢ Odo, Mᵉˢ de Gomont, monseigneur de Saint-Denis, monseigneur l'official.]

« *Lundi* XV (*sic*) *avril*, par monseigneur le capitaine....

« *Juedi* XV *avril*, par monseigneur Du Godart....

[On renforcera la garde du château de Mars. Douze hommes y veilleront par nuit. On demandera au receveur de monseigneur de Reims d'y faire faire les réparations nécessaires, et pour visiter le château sont ordonnés le prévôt de l'église, le lieutenant, C. Roquet et le receveur de l'archevêché.]

[Au revers du folio, se trouvent les noms de vingt-cinq bourgeois chargés de la garde du château, y compris T. Noël, chatelain et T. le Poix, capitaine. Ils prêtent serment au capitaine de la ville de le garder en personnes; leurs biens en répondent.]

« *Juedi* XXII *avril*, par monseigneur le capitaine....

« *Juedi* XXIX *avril*, par monseigneur Du Godart...

« *Lundi* III *avril*, par monseigneur le capitaine....

« *Mecredi* V *may*, par monseigneur Du Godart....

« *Jeudi* XX *may*, par monseigneur le capitaine.... [On sommera T. de Bazoches de fournir le grenier à sel de 60 muids mesure de Paris, comme le mandement qu'il a impétré le porte; et qu'on le mande, et le grenetier, au conseil....]

« *Mardi* 1ᵉʳ *juing*, par monseigneur le capitaine....

« *Juedi* III *juing*, par monseigneur Du Godart....

« *Juedi* X *juing*, par monseigneur Du Godart....

et ledit Pierre Musart à l'excercice de ladicte procuracion, laquelle appellacion n'estoit encores relevée, mais estoit ledit procureur

« *Mecredi* xvi *juing*, [par le même....] Présens [les trois abbés, le prévôt et quatre chanoines, deux échevins, dix personnes nommées] les quarteniers, connestables et portiers, jusques au nombre d'environ cc.

« *Venredi* xviii *juing*, par monseigneur Du Godart.... [On fait de porte en porte une quête de blé, pour ceux de Laon.]

« *Lundi* xxi *juing*, par monseigneur Du Godart....

« *Jeudi* viii *juillet*, [par le même....]

« *Lundi* xii *juillet*, [par le même....]

« *Mardi* xiii *juillet*, [par le même....]

« *Mecredi* xiv *juillet*, [par le même....]

[On laissera entrer Potton de Xaintrailles dans la ville, mais avec cent ou cent vingt hommes au plus. S'il en amène davantage, on le priera très-doucement de les laisser hors.]

« *Venredi* xxx *juillet*, par monseigneur le capitaine....

« *Dimenche* 1er *aoust*, par monseigneur le capitaine....

« *Mardi* x *aoust*, par monseigneur le capitaine....

« *Mardi* xxiv *aoust*, par monseigneur Du Godart.... [Les ennemis ont brûlé Villers-Franqueux; on ira s'en plaindre au chancelier, archevêque de Reims, qui est à Septsaulx.]

« *Mecredi* 1er *septembre*, par monseigneur Du Godart....

« *Jeudi* ii *septembre*, [par le même....]

« *Mardi* vii *septembre*, par monseigneur le capitaine...

« *Juedi* ix *septembre*, [par le même....]

« *Lundi* xx *septembre*, [par le même....]

« *Mecredi* xxii *septembre*, [par le même....]

« *Venredi* xxiv *septembre*, [par le même....]

« *Samedi* xxv *septembre*, par monseigneur Du Godart....

« *Dimenche* xxvi *septembre*, par monseigneur Du Godart.... Les maistres de l'artillerie J. Crochet, J. Coleçon, mettront à point l'artillerie.... Est ordonné que on mande, à demain, messeigneurs les xxiiii eslens, avecques messeigneurs les abbez, pour besoingner sur le fait de la venue de monseigneur le connestable. — [On s'occupe beaucoup de l'arrivée de ce personnage, qui est accompagné du chancelier, de Dunois, de Rieux, etc., etc.]

« *Lundi* xxvii *septembre*, par monseigneur Du Godart.... Est délibéré de fère emprunt aux rouliers, à chacun xx francs; *item* que on preingne c hommes, et que on emprunte à chacun ii escus d'or; *item* autres c, et que on emprunte à chacun i escut d'or.

« *Mecredi* xxix *septembre*, par monseigneur Du Godart.... Est délibéré d'emprunter aux habitans séculiers, s'il leur plaist le prester, l'argent que a Caillart par devers lui, et que on en face mandement aux receveurs de le restituer des premiers deniers des aides....

« *Dimenche* iii *octobre*, par monseigneur Du Godart....

« *Mardi* v *octobre*, [par le même....] Est ordonné de emprunter à c et l personnes argent hastivement,.... [Il sera versé] à J. Legis receveur.... et de faire un impos, et taille bonne et grosse.

« *Mecredi* vi *octobre*, par monseigneur le capitaine.... [Monseigneur Du Godart, T. de Bazoches, et T. le Boutillier, font partie d'une députation au connétable.] On suppliera celui-ci de loger les gens d'armes dans les villages voisins. — On fera un impôt de 3 000 fr., dont 2 000 pour le connétable.]

« *Samedi* ix *octobre*, par monseigneur le capitaine... [Cinquante personnes environ...] A esté délibéré que le lieutenant se eslise en plus grant assemblée, ou par quartiers.

« *Lundi* xi *octobre*, par T. le Boutillier lieutenant....

« *Dudit jour, heure de vespres*, par ledit lieutenant, présens [le prévôt et un chanoine, un échevin et six autres personnes.] — A esté requis à monseigneur de Gueux

dedens le temps de trois mois pour icelle relever, comme de raison faire le povoit, se bon lui sembloit; et ledit cappitaine de Reims disoit qu'il lui plaise envoyer ses gens à Nanthueil huy de nuit, et icelle fère abattre et desmolir; et on contentera ses gens tant qu'ilz devront estre contens.

« *Mecredi* XIII *octobre*, par T. le Boutillier.... Présens [les trois abbés,] monseigneur de S. Baale, [le prévôt et trois chanoines,] Mrs P. Baudet, le prévost de Saint-Thierry, le prieur du Val des Escoliers, le prieur de Saint-Bernard, Me J. Dominique, J. Caillart, P. Le Fraisne, eschevins...., [et douze autres personnes] ....

« *Juedi* XIIII *octobre*, par T. Le Boutillier.... Présens [trois chanoines, et vingt-six autres personnes parmi lesquelles] T. de Bazoches, [qui est assez assidu au conseil].

[Le lieutenant somme les gens d'église de faire leur devoir, de l'octroi accordé au connétable, et qu'ils en prennent portions égales à celle qu'ils ont prise dans la dernière taille. — Les gens d'église répondent qu'ils ne sont pas venus pour cela, et qu'ils n'ont aucune instruction, mais qu'ils feront leur devoir. — Lorsqu'ils sont sortis, les séculiers seuls décident que l'octroi étant de 4 000 l. t., on prendra 500 l. sur les biens des habitants du plat pays, et qu'on laissera 800 l. aux gens d'église. Restent 2 700 l. pour les séculiers, qu'il faut lever hâtivement].

« *Venredi* XV *octobre*, par T. Le Boutillier....

« *Dudit jour, heure de vespres*, [par le même....]

« *Samedi* XVI *octobre*, [par le même....]

« *Juedi* XXI *octobre*, [par le même....]

« *Samedi* XXIII *octobre*, [par le même....]

« *Juedi* XXVIII *octobre*, [par le même....]

« *Venredi* XXIX *octobre* M. CCCC XXXIIII, [par le même....] En ce jour J. Gouvion s'est deschargié d'estre quartenier, et en son lieu sont commis et ordonnez G. Haymard et R. Fainiers, lesquelx venront, et recevra le lieutenant le serment. ..

« *Venredi....* (*sic*) [Gâté par l'humidité. — Lacune de dix-sept mois].

« *Mardi* XXVIII *février* mil CCCC XXXV, par monseigneur le capitaine, présens Mrs P. d'Erpy, chanoine, B. Du Molinet, P. Le Fraisne, eschevins, Me P. Chardon, J. Cauchon, G. de Condé, J. Le Breton, J. Gibour, G. Persin, G. Liennart, J. de Reins, H. Caillart, J. Braibant, J. Jossetiau.

« *Mecredi derrein jour de février*, par T. Le Boutillier, lieutenant.... [Parmi les présents,] G. Le Graissier, mercier.

« Esleuz au conseil pour l'an commençant le V *de Mars* M. IIIIc XXXV [V. S.]. — Pour les quartiers Saint-Jacques, Saint-Denis et la Magdeleine : Me Ponce de Montfaulcon, J. Braibant. — Le ban Saint-Remy : Me S. Moraine, J. de Louvain.

« *Mardi* XIII *mars*, par monseigneur le capitaine....

Mes P. Chardon, P. de Montfaulcon, H. La Barbe, G. de Condé, Gérard Dominique, G. Persin, G. Walet, J. Gouvion, J. de Louvain,	Ont fait le serment touchant les affaires de la ville, de les conseiller, et tenir secrètes les choses qui feront à tenir secrètes.
Mres P. d'Erpy, C. Duguet,	Chanoines de Reims, ont pareillement juré.
Mes G. de Montfaulcon, J. Braibant,	Ont pareillement juré.
B. Du Molinet, * J. de Chalons, le jeune,	Eschevins, ont juré comme dessus.

« A tous ceulx qui ces présentes lectres verront ou orront, Anthoine Chevalier, licencié en loys, lieutenant général de monseigneur le bailli de Vermendois, commissaire du roy, nostre sire, en ceste partie, salut. Nous avons veu les lettres du roy,

* Ce personnage figure vingt ans plus tard, à un autre titre, dans un acte qui se trouve Archives de l'Hôtel-de-Ville, renseign., et qui offre un document curieux sur la période à laquelle correspond une lacune dans nos registres de conclusions.

et maintenoit au contraire, c'est assavoir que à lui compettoit et appartenoit mettre, nommer et instituer en ladicte ville lieutenant

« *Juedi* XIIII *mars*, par T. Le Boutillier, lieutenant, présens Me J. Rémond, Me P. Charlet, Me J. de Gomont, Mre P. D'Erpy, Mre C. Duguet, chanoines, J. Fournier, C. Hurtaut, eschevins, Me P. Chardon, Me P. de Montfaulcon, Me G. de Montfaulcon, Me H. La Barbe, G. de Condé, Me S. Moraine, J. Cauchon, G. Dominique, J. Caillart, G. Persin, J. Braibant, J. Le Breton, J. Aignelet, H. Sajet.

Mres J. Rémond, P. Charlet, J. de Gomont, } chanoines,
J. Fournier, C. Hurtaut, } eschevins, } Ont pareillement juré.

« *Mardi* XX *mars* M. IIIIc XXXV, par T. Le Boutillier....

« *Venredi* XXIII *mars*, [par le même.... On fera arrêter tous les gens du connétable

nostre sire, impétrées et à nous présentées, de la partie des gens d'église, eschevins, bourgois et habitans de la ville et cité de Reins, desquelles la teneur s'ensuit :

Charles, par la grâce de Dieu roy de France, au bailly de Vermendois, ou à son lieutenant à son siége de Laon, salut. Humble supplicacion de nos bien-amez les gens d'église, eschevins, bourgois et habitans de la ville et cité de Reins avons receue, contenant que, par nos lettres patentes à vous adressans, données et expédiées à Meun-sur-Eure, le XXVIIIe jour de février derrenièrement passé, nous leur avons donné et octroyé congie de mettre sus, prendre et lever en ladicte ville de Reins et faulx-bourgs d'icelle, et ès villages estans à quatre lieues environ ladicte ville, douze deniers parisis sur chascune queue de vin vendue en gros à paier par le vendeur, douze deniers pour livre parisis de chascune queue de vin vendue à dettail, et deux sols parisis pour chascun minot de sel vendu et distribué ou grenier par nous establi audit lieu de Reins, jusques à quatre ans, à commencer du jour et datte de l'exécution d'icelles; et, combien que par nosdictes lectres, qui par vous, informacion deuement faicte, ont esté entérinées suivant leur forme et teneur, vous ait esté mandé et commis faire les contraintes ad ce nécessaires, et aussy congnoistre des débaz qui sur ce se pourront mouvoir, et iceulx décider et déterminer selon raison, néantmoins, pour ce que audit lieu de Reins n'avez aucun juge, auditoire ou juridicion, et à ceulx qui seroient subgiets de ladicte contrainte, et desquels ou entre lesquels pourroient sourdre ou mouvoir lesdictes questions et débaz, convendroit aler, pour la décision et déterminacion d'iceulx, plaidier par-devant vous à vostre siége et auditoire de Laon, en quoy ils seroient moult grévez, travailliez et intéressez, tant pour la grant distance, c'est assavoir de dix à douze lieues, qui est dudit lieu de Reins audit lieu de Laon, comme pour ce que à vostredit siége de Laon on ne plaide que par longs délais et intervales de temps; considéré mesmement que souventesfois la cause ou causes pour lesquelles se pourroient mouvoir lesdictes questions et débaz ne monteroient tant comme pourroit fère la despense de l'un de leurs voyages qui leur fauldroit fère à ceste cause audit lieu de Laon; pour lesquelles causes lesdis supplians nous ont fait supplier et requérir que, attendu ce que dit est, et mesmement que, de tout temps passez qu'ilz ont eu octroy de nous de telz et pareilz aides en ladicte ville, y a tousjours eu deux commissaires par nous ordonnez, l'un esleu par le clergié de ladicte ville, et l'autre par les eschevins et habitans seculiers d'icelle, qui ont congneu du fait desdis aides sommièrement et de plain, selon les instruccions et ordonnances faictes sur le fait de nos aides ordonnez pour la guerre, et lesquels commissaires ont acoustumé estre renouvellez ou continuez par chascun an, ainsy que les cas l'ont requis, nous leur vueillons sur ce donner plus favorable provision, au soulaigement des habitans de ladicte ville et du pays où se cueillent et lièvent lesdis aides, et sur tout leur impartir nostre grâce. Pourquoy nous, ces choses considérées, qui désirons nos subgés estre relevez de paines, travaulx et despenses, et bonne et briefve justice en telz cas estre faicte et administrée, vous mandons et commectons par ces présentes que, appellez ceulx qui feront à appeller, s'il vous est apparu et appert de nos lectres, de l'octroy desdis aides fait ausdis supplians pour ledit temps de quatre ans commençans comme dessus, et qu'elles aient esté entérinées et expédiées comme il appartient et est acoustumé de faire, depputez, commectez et ordonnez de par nous en ladicte ville de Reins deux commissaires ou

de par lui tel que bon lui sembleroit, et que à ceste cause il avoit institué ledit Nicolas l'Escot à son lieutenant, et depuis ledit Caulus à

qui viendront dans la ville, jusqu'à ce que des chevaux enlevés par eux aux habitants, ayent été restitués.]

« *Juedi* xxix *mars* m. iiiᶜ xxxvi, par T. le Boutillier....

« *Mardi* xxiv *avril*, [par le même....]

« *Venre ii* xxvii *avril*, par monseigneur le capitaine.... A esté délibéré envoier gens notables à Paris, au mendement de monseigneur le connestable, pour lui bailler conseil sur les affères du roy....

« *Dudit jour, heure de nonne*, par monseigneur le capitaine....

« *Lundi* xxi *may*, [par le même.... On vendra à l'enchère les chevaux de la ville....]

« *Mardi* xxii *may*, [par le même.... On priera le roi] qu'il lui plaise fère délaisser les aides, en remonstrant comment en venant

juges, personnes notables, ydoines et souffisans, l'un pour la part dudit clergié, et l'autre pour la part desdis eschevins et habitans séculiers, en donnant en iceulx juges ou commissaires ainsi par vous ordonnez, et ausquels et à chascun d'eulx en son regard nous avons donné et donnons par ces présentes auctorité, povoir et mandement espécial de faire toutes manières de contraintes nécessaires pour faire venir ens lesdis aides, aussi pour congnoistre, décider et déterminer de toutes les questions, différances et procès qui sont meuz ou qui dores-en-avant se pourront mouvoir à cause desdis aides et lés deppendences; par lesquels commissaires nous voulons estre procédé en la décision, questions et debaz touchans iceulx aides sommièrement et de plain, et samblablement sur le fait desdictes contraintes, tout ainsy que mandé vous est par nosdictes lectres d'octroy, et selon nosdictes instrucxions et ordonnances faictes sur le fait de noz aides ordonnez pour la guerre, soubz le ressort et souveraineté toutesfois de vous bailli en cas d'appel; et lesquelz juges et commissaires voulons par vous estre renouvellez ou continuez par chascun desdis quatre ans, ainsi qu'il est acoustumé et que verrez estre à faire; car ainsy nous plaist-il estre fait. Donné à Bourges le xvᵉ jour d'octobre, l'an de grâce mil cccc cinquante-cinq; et de nostre règne le xxxiiiᵉ. *Ainsy signé :* Par le roy, à la relacion des gens du graut conseil, J. Le Roy.

« Veu lesquelles, après ce que par lectres desdictes gens d'église, eschevins et habitans, closes et séellées soubz les sceaulx de la séneschancié de l'église, et eschevinage dudit Reins, nous est apparu qu'ilz avoient esleu à juges et commissaires sur le fait des aides octroyez par le roy nostre sire ausdis impétrans, dont ès lectres dessus transcriptes est faicte mencion, pour et de la part desdictes gens d'église, vénérable et discrette personne maistre Pierre de Pertes, chantre et chanoine de ladicte église de Reins, et Baudenet du Molinet, eschevin dudit Reins, de la part desdis eschevins et habitans, et que, ce jourd'hui, iiiᵉ jour de février mil quatre cens cinquante-cinq, sont comparus pardevant nous ledit maistre Pierre de Pertes, maistre Jehan de Gaumont, chanoine de ladicte église, et pluseurs desdis eschevins et habitans de ladicte ville, lesquels nous ont requis que voulsissions commectre et depputer lesdis de Pertes, et Baudenet du Molinet, juges et commissaires sur le fait desdis aides, affermant qu'ilz avoient esté par eulx esleuz, ainsy que lesdictes [lectres] le contenoient, et qu'ilz estoient ad ce ydoines et souffisans; sachans aussy les lectres de l'octroy desdis aides avoir esté entérinées comme il appartenoit; nous, a plain informez des sens, souffisance, discrécion et bonne diligence desdis de Pertes et du Molinet, et de chascun d'eulx, par vertu desdictes lectres, et du povoir à nous donné par icelles, iceulx de Pertes et Baudenet du Molinet, et chascun d'eulx, avons commis, ordonnez et establis, commectons, ordonnons et establissons par ces présentes, juges et commissaires sur le fait desdis aides; ausquels, et à chascun d'eulx en son regard, conjointement et divisément, nous avons donné et donnons plain povoir, auctorité et mandement espécial de faire toutes manières de contraintes nécessaires pour faire venir ens lesdis aides, de congnoistre, décider et déterminer de toutes les questions, différances et procès qui sont meux ou qui dores-en-avant se pourront mouvoir à cause desdis aides et les deppendences, sommièrement et de plain, et ainsy que mandé est par les instruccions et ordonnances royaulx faictes sur le fait des aides ordonnez pour la guerre, soubz le ressort et souveraineté toutesfois dudit monseigneur le bailli en cas d'appel, tout ainsy et en telle forme et manière que le roy nostre sire le vuelt et mande par sesdictes lectres; et pour ce faire avons prins et receu desdis maistre Pierre de Pertes, et Baudenet du Molinet, le

la requeste dudit substitut, et dudit lieutenant de monseigneur le bailli de Vermendois, pendant l'appellacion qui avoit esté faicte de son reffus,

à son sacre, il lui a pleu dire et ottroier que jamais ne les souffroit mettre sus. — On rescripvera à monseigneur le connestable, du gouvernement des escorcheurs....

« *Juedi* xxiii *may*, par monseigneur le capitaine....

« *Samedi* ii *juing*, par T. le Boutillier.... [Puisque les gens d'église ne veulent pas envoyer vers le roi, pour se plaindre des gens d'armes, les séculiers y enverront un notable] pour ledit cas, pour le fait de la justice, de la monnoie, des aides et de la taille....

« *Venredi* viii *juing*, par monseigneur le capitaine....

« *Jeudi* xiiii *juing*, [par le même.... On s'assemblera le lendemain aux Cordeliers, pour savoir si on députera au roi pour les aides...]

« *Samedi* xvi *juing*, par monseigneur le capitaine....

« *Mecredi* xx *juing*, [par le même....]

« *Lundi* xxi *juin*. [Assemblée générale tenue par le capitaine, aux Cordeliers, des gens d'église, échevins, bourgeois et habitants, au nombre de 1,000. On enverra vers le roi pour le fait de la justice, des aides ordonnés pour la guerre, de la taille que l'on voudroit mettre sur les séculiers, montant à 6,500 l. t., sur le fait de la monnoie et des gens de guerre. On promet de dédommager de tous frais et accidens les envoyés, de les bien salarier. Le mercredi 20 juin, les gens d'église, échevins et notables se réunissent en la chapelle de l'archevêché; ils élisent l'abbé de Saint-Thierry, docteur en décret, B. du Molinet, J. Oudart, échevins et bourgeois, P. Simonet, marchand, qui sont mandés à l'assemblée, et acceptent. On leur donne acte des engagemens de la ville à leur égard, en y hypothéquant les biens communs, pardevant Maubrouet clerc-notaire de la cour de Reims, et clerc juré de la ville.]

« *Juedi* v *juillet*, par T. le Boutillier, en assemblée aux Cordeliers, où estoient messeigneurs du conseil, et autres habitans en grant nombre; a esté esleu B. du Molinet, quartenier de Porte à Vesle, au lieu de J. le Breton....

« *Venredi* vi *juillet*, par T. le Boutillier...

« *Juedi* xviii *juillet*, [par le même....]

« *Samedi* xxi *juillet*, [par le même...]

« *Juedi* xxvi *juillet*, par monseigneur le capitaine.... [On récrira au roi pour s'excuser de ce qu'on impute à la ville]; c'est assavoir de désobéissance pour le fait des aides, et d'avoir fait ligue et monopole; et que on requierre réparacion en offrant d'ester à droit par-devant lui, ou en la court de parlement....

« *Lundi* xxx *juillet*, par T. le Boutillier....

« *Samedi* iiii *aoust*, [par le même....]

« *Mardi* vii *aoust*, [par le même....]

« *Juedi* ix *aoust*, par monseigneur le capitaine....

« *Mardi* xiiii *aoust*, par T. le Boutillier ...

« *Lundi* xx *aoust*, [par le même....]

« *Mardi* xxviii *aoust*, [par le même....]

serment en tel cas acoustumé, pour iceulx offices excercer et tenir par lesdis juges et commissaires, jesques au merquedi après les Brandons prochains venans, et dudit jour jusques à ung an continuel et ensuivant, qui finira le merquedi après les Brandons l'an mil cccc cinquante-six, auquel jour ont acoustumé lesdis impétrans renouveller ou continuer les officiers publicques prenans gaiges et pensions de ladicte ville. Sy donnons en mandement par ces-dictes présentes, à tous les justiciers, officiers et subgiez du roy nostredit sire qu'il appartient, prions et requérons tous autres, que ausdis maistre Pierre de Portes et Baudenet du Molinet, juges et commissaires dessus nommez, et à chascun d'eulx, en faisant et excerçant lesdis offices, obéissent et entendent diligemment, et leur prestent et donnent conseil, confort et aide, se mestiers est et requis en sont. En tesmoing de ce, nous avons seellé ces lectres du seel de Pierre de Rivière à lui emprunté en l'absence du nostre. Ce fu fait en ladicte ville de Reims, ledit troisiesme jour de février, l'an mil cccc cinquante-cinq. *Signé* : A. Chevalier. »

et pour cause de l'institution dudit Nicolas, jusques à ce que par le roy nostre sire, ou messeigneurs de sa court de parlement, autrement feust

« *Juedi* VI *septembre*, [par le même.... Une conclusion prise est accompagnée de cette note] : Depuis délaissié, pour ce qu'il y avoit pou de gens....

Mardi XI *septembre*, par T. le Bouteillier....

« *Venredi* XXI *septembre*, [par le même....]

« *Dudit venredi, au derrain cop de vespres*, [par le même....]

« *Dimenche* XXIII *septembre*, [par le même....]

« *Venredi* XIX *octobre*, par A. de Hellande....

« *Juedi* XXV *octobre*, par T. le Bouteillier....

« *Venredi* IIe *jour de novembre*, par monseigneur le capitaine.... Il est ordonné de requérir aux officiers de monseigneur de Reins, qu'ilz facent réparer la forteresse de Portemars, adfin que on la puisse garder et que on pourvoye d'une garde avecques Thomas Noël.... Et se les officiers ne veulent refectionner ledit chastel, que par leur consentement et moiennant leurs lettres, que on le réfectionne aux despens de la ville....

[Ici une lacune de 33 ans. *]

* Durant cette longue lacune eut lieu dans Reims la célèbre rébellion connue sous le nom de *Mutemaque* ou *Micmac*, rébellion qui est peut-être cause de cette lacune même, et sur laquelle les Mémoires de Rogier, f° 157, offrent des renseignements que l'on chercherait vainement ailleurs. Ces renseignements, pour être bien compris, ont besoin d'être précédés de quelques explications empruntées également aux Mémoires de Rogier, f° 69.

« Après le décès dudict roy Charles sixiesme, et durant la domination de l'Anglois en France, les habitans de la ville de Reims déléguèrent maistre Jehan de Vuitry, chanoyne de Reims, et Jehan Hemart, bourgeois de ladicte ville, pour aller pardevers le duc de Bourgongne et messieurs du grand conseil à Paris, pour leur faire plusieurs remonstrances de la part desdicts habitans touchans la ruyne et les désordres qu'il y avoit au pays, lequel estoit réduict en grande pauvreté; comme le tout est plus amplement contenu en ung mémoire quy est en la maison et hostel de ceste ville de Reims, faict pour lesdicts déléguez, et par les advis que bailleut lesdicts habitans. Pour establir ung bon ordre au pays, il convenoit ausdicts sieurs régent et conseil du roy, avoir ung secours et aide du peuple, et pour ce lesdicts habitans, tant gens d'églises que aultres, donnent charge à leurs depputés de dire qu'ilz feront ce quy sera en eulx possible par les moyens moings grévables aux peuples, ayant préalablement remonstrés les grandes charges qu'ilz ont supportés, par le moien desquelles ilz estoient fort apauvris.

« Que, sy le roy ou son conseil requéroit que les aydes quy aultrefois avoient eu cours au royaume fussent remyses dessus, pour avoir argent, moings onéreuses au peuple; qu'il fût remonstré que feu monseigneur le duc de Bourgongne durant les divisions quy estoient de son temps au royaume, et qui continuoient pour lors, par le moien de ce que luy ou ses gens firent cesser les aydes, acquist la faveur et amour du peuple de la plus grande partye du royaume, et que ce seroit chose moult desplaisant au peuple de les remettre dessus.

« Que lesdictes aydes ne sont tant desplaisante au peuple, pour les denyers quy en sont levés au prouffict du roy, comme pour les grans fraicts, travaulx et charges que le peuple souffre par les officiers et fermiers desdictes aydes, lesquels fraicts contoient vingt fois plus que le principal qui venoit au prouffict du roy ; et sont représentés par le memier [*sic*, mémoire?] les procédures desdicts fermiers, qui sont en la mesme forme que font les fermiers desdictes aydes à présent.

« Et pour ceste cause, lesdicts habitans supplyoient le roy de prendre par chacun an certayne somme de deniers sur les demeurans et habitans en ladicte ville, au lieu desdictes aydes, et qu'ilz la payeroient volontiers. Ledict mémoire est du XV juing mil quatre cens vingt-quatre, faict par messieurs les lieutenans et gens du conseil de ladicte ville; *Signé*, Jehan Maubrouet.

« Le roy Charles septiesme, en l'an mil quatre cens trente-six, remit sus lesdictes aydes, dont les habitans de Reims luy en firent plaincte, comme on veoit par une patente cy-après transcripte.... »

[Voir plus haut, p. [illegible], la pièce qui est annexée aux comptes de 1436, sous la date du 17 juillet.]

pourveu, et sans préjudice et non en contempt de ladicte court, et protestant que par ce il n'entendoit point attenter; finablement les-

REGISTRE II.

« C'est le registre des conclusions faictes au conseil de la ville et cité de Reims par devant le capittaine de la ville, ou son lieutenant.... »

[XXIII *février* M. IIII^c LXVIII, assemblée tenue en l'école de théologie, par N. Musart, lieut. — Le procureur expose qu'il s'agit de renouveler ou continuer les officiers. On y procède à voix haute. — On nomme : le procureur, — le greffier, — les maîtres des œuvres, — de l'artillerie, — les sergents de ville ; — tous font serment devant le lieutenant président du conseil, qui, ce fait, les institue en leurs offices aux gages et profits ordinaires.]

[On élit les membres du conseil ordinaire :

« Lesdictes aydes estant ainsy restablyes, les habitans de Reims se voyans fort oppressés par les fermyers d'icelles aydes, en continuant les plainctes et remonstrances qu'ilz avoient faictes auparavant sur ce subject, comme il est cy-devant représenté, en l'an mil quatre cens cincquante et ung ilz déléguèrent Huet Hurtault, lors lieutenant de ladicte ville, pour aller en court faire les remonstrances quy ensuivent :

« Que le peuple estoit tellement appauvry, tant pour les tailles et charges excessives qu'il leur avoit convenu supporter, comme aussy pour les aydes, lesquelles se requéroient tres aprement, et que ceulx quy les payoient estoient tellement chargés, qu'à peyne la plus grande part d'eulx avoyent de quoy vivre; que les revenues des gens d'église et aultres estoient tellement dyminuez, qu'ilz estoient de nulz valeurs; que le peuple estoit diminué de moitié depuis douze ans par la mortalité, et que, pour payer les susdictes charges, il avoit convenu à plusieurs de vendre leurs habits et meubles.

« Que les marchans ne venoient plus en ladicte ville pour achetter les vins, pour les grandes peynes et travaulx que leur faisoient les fermiers des aydes, dont il estoit nouvelle à soixante lieues à l'environ de ladicte ville, et qu'il ne passoit plus personne par icelle, pour l'empêchement que leur faisoient lesdictz fermiers.

« Demandoient au roy, entre aultres choses, de mettre règle et ordonnance sur les fermiers des gros aydes, et qu'ilz fussent baillez à ferme par membres, sans les bailler tous ensemble.

« Au sacre du roy Loys unzieme, quy fut faict en l'année mil quatre cens soixante et ung, les habitans de la ville de Reims firent instance et requeste au roy, affin d'abolir lesdictes aydes. Le roy leur en donna quelque espérance, mais ils ne le peurent obtenir, dont il en advint ung grand trouble en ladicte ville, comme sera dict cy-après.

« Nonobstant touttes les remonstrances et plainctes généralles et particuliers que l'on ayt faict affin d'abolir les aydes, et les comotions quy sont arryvés en plusieurs villes, comme on voit par l'istoire de France, les roys n'ont pas esté conseillez de les abolir, ains d'en faire ung domaine; mais, pour éviter les comotions quy se pourroient faire à l'advenir pour se subject, on a deschargé les gens d'église, les nobles, les officiers de finance, et plusieurs aultres quy ont le plus d'auctorité parmy le peuple; par le moïen de quoy tout le fardeau est demouré sur le comun peuple, aux plainctes duquel on n'a pas beaucoup d'esgard. Joinct aussy que les partisans quy sont employés en l'exercice de telle levée de denyers, y trouvent des moïens de s'y enrichir par milions a la ruyne du peuple; par le moïen desquelles richesses ilz acquièrent des grandes faveurs all'endroit de ceulx quy ont le gouvernement de l'estat; quy est cause que l'on [n']a esgard à remonstrance quelconque, ny aux offres que le peuple a faict aux assemblées des estats généraulx, et particulièrement les habitans dudict Reims, et encore depuis ayans supplyé le roy de vouloir recepvoir d'eulx pareille somme par chacun an, comme il avoit receu et recevoit desdictes aydes par les mains des fermiers, dont ils ont esté débouttez.... »

[Voyons maintenant ce que les sentiments exprimés avec tant d'amertume encore au XVIIe siècle par le vieil historien rémois, avaient amené de troubles et de ruine dans la cité deux siècles auparavant, sous le règne de Louis XI.]

« Le roy Loys unzieme, venant pour se faire sacrer en la ville de Reims, estant logé en l'abbaye de Sainct-Thiéry, se tenant grandement obleigé au duc de Bourgoingne pour l'avoir recueillé chez luy durant sa disgrace avec le roy Charles septiesme, son père, et de l'avoir accompagné jusques audict Reims, il luy voulut tesmoigner le ressentiment qu'il avoit de la courtoisye qu'il avoit receu de luy par

dictes parties, pour bien de paix et amour nourrir entre elles, et eschuer aux grans frais, missions, despens, dommaiges et inconvé-

quatre praticiens licenciés en lois; trois pour les nobles, trois pour les bourgeois, trois pour les marchands. — Ils prêtent serment devant le lieutenant.]

[xxviii *février*, école de théologie. — Le conseil de ville nomme G. Walet (un des trois élus des nobles) pour signer les mandements qui se feront au conseil, conointement avec deux signataires élus, l'un par les gens d'église, l'autre par les échevins. — Mandat de payement à un cirier qui a fourni douze torches, pour aller au-devant du roi d'Angleterre et du prince de Galles.]

[vii *mars*, aux Cordeliers, par N. Musart. — Assemblée générale. Point de gens d'église. — Le capitaine des francs-archers ordonne de mettre en point les 48 archers

ung bon accueil qu'il vouloit que ses subgects luy fissent; et, pour ce faire, il envoya audict Reims monsieur de Montauban, admiral de France, pour commander de sa part aux eschevins et habitans dudict Reims de faire les honneurs et révérances à monseigneur le duc de Bourgoingne, ainsy que s'ensuict :

« Les officiers de ladicte ville yront au-devant dudict sieur duc à cheval, le plus [proche?] qu'ilz pourront dudict Sainct-Thiéry. — Que l'archevesque et ceulx de l'église yront, quant il sera descendu en son logis; — et luy feront le remercyment de ce que, après Dieu et Nostre Dame, il a esté cause de sauver le roy. — Lesdicts officiers luy offriront les clef, et luy diront sur tout l'amour qu'ilz ont au roy, qu'ilz y sont aussy tenuz, qu'ilz ont commandement du roy de faire aultant pour luy que pour sa propre personne, et en effect, tant qu'il sera en ladicte ville, yront tousjours vers luy, et luy feront aultant d'honneur qu'au roy propre. — *Item*, que les seigneurs yront au-devant de luy le remercyer de ce qu'il a faict pour le roy, et diront belles parolles telles qu'ilz se pourront adviser. — *Item*, de dire à messire Tristan l'Ermitte que, s'il y avoit aucuns débats avec les gens dudict seigneur de Bourgoingne, ou qu'ilz fissent aucuns excès, qu'il ne touchast à homme, ains seullement les mettre par escript et en faire le rapport, affin que au pardessus le roy en ordonne à son bon plaisir.

« Le xx[e] jour d'aoust mil iiii[c] lxi, ledict mandement fut registré et collationné....

« Le roy Loys unziesme fut sacré le vingt cincquiesme jour du mois d'aoust mil quatre cens soixante et ung. Les habitans de Reims le supplyèrent de vouloir abolir les aydes, et leur en fut baillé quelque espérance. Néantmoings les officiers d'iceluy seigneur, voulans bailler à ferme lesdictes aydes et impositions au mois de septembre suyvant, la populace de ladicte ville s'émeut contre iceulx officiers, et furent contraincts de se mettre en franchise, sans toultefois qu'il y eust aucun meurtre comis, ny effusion de saug. Ses nouvelles estantes portes en court aussytost, le roy bailla commission a messire Joachin de Rouault, mareschal, et Jehan Bureau, chevalier, trésorier de France, pour aller audict Reims, et faire faire pugnition des cryminelz; mais les magistrats de ladicte ville avoient ja faict emprisonner les coulpables de ladicte commotion, pour en faire faire la justice; et ayans entendu la depputation desdicts sieurs commissaires, ils déléguèrent des notables bourgeois de ladicte ville pour aller vers eulx, pour leur faire entendre l'estat de ladicte ville, ainsy comme il appert par la coppie de la lettre escripte par lesdicts habitans ausdicts sieurs commissaires, ainsy qu'ensuict :

« Nos très honnorés seigneurs, nous nous recommandons tant humblement que nous pouvons à vos bonnes grâces, vous signifians que, moyennant la grâce de Dieu, nous avons trouvé moien de faire prendre au corps la pluspart de ces meschans gens quy, par leur derroy, oultrageuse et dampnable volonté, avoient mis ceste cité et le pays en voye de cheoir en totalle désolation; et sy vous certifions que le roy nostre souverain seigneur, et justice, sont plainement obéy en icelle cité, comme ces choses et aultres vous seront plus amplement dictes et certifiés par nos très chiers et ames cohabitans maistre Pierre de Pertes, maistre Nicolle Jacquemin, Henry de La Neufville, Nicolas Musart et Pierre de Betannes, ausquels vous plaise adjouster foy et crédence en ce qu'ils vous diront de par nous, pour ceste fois. Et au surplus, nos très honnorés seigneurs, vous supplyons qu'il vous plaise avoir nostre faict en recommandation, et nous serons tousjours vos humbles orateurs et serviteurs, pryant Dieu nostre créateur qu'il vous donne ce que vos cœurs désirent. Escript à Reims, ce mercredy septiesme octobre. *Et à la souhscription y a escript :*

niens qui à cause desdis procès et débat s'en eussent peu ensuir, ont esté et sont d'accord entre elles en la manière qui s'ensuit, ou cas tou-

de la ville. On nomme des commissaires, et l'assemblée est ajournée à vingt-quatre heures.]

[VIII *mars*, aux Cordeliers, l'assemblée générale se réunit de nouveau. — Les commissaires pensent qu'il faut 350 livres t. pour remettre les archers en point. On les lèvera sur les contribuables, et on proportionnera cette taille à celle qui est levée pour les gens de guerre. — Suivent les noms de ceux qui ont été élus de nouveau pour être archers de Reims; il y en a sept en six connétablies.]

[XVII *mars*, école de théologie. — Lettre du roi, qui demande de prêter des chevaux à un de ses valets de chambre. — Commissaires nommés.]

[XVIII *mars*, *ibidem*. — Même affaire. — On enverra en hâte vers le connétable, capitaine de Reims, pour tâcher d'éviter cette charge.]

[XXVII *mars*, *ibid.*, au conseil de la ville

Vos humbles orateurs et serviteurs les gens d'église, eschevins, nobles, bourgeois et habitans de Reims. — *Et à la suscription* : A nobles, prudens et nos très honnorés seigneurs Joachim Rouault, mareschal, (*sic*), Cargoessale, grant escuyer, et messire Jehan Burian, chevalier et trésorier de France.

« Lesdicts seigneurs commissaires estans en ladicte ville de Reims firent la justice des coupables de ladicte commotion ainsy que s'ensuict, comme il se trouve par ung mémoire de ce temps.

« Six des principaulx cryminelx et coulpables de ladicte commotion furent décapites, l'ung desquels fut esquartelé, lequel se disoit cappitayne des séditions. — Plus furent pendus deulx hommes, et une femme, des plus coupables. — *Item*, vingt-cinq bannis à toujours du royaume de France; treize hommes que femmes bannys à tousjours de ladicte ville de Reims et de vingt lieues à l'environ, dont grande partye desdicts bannys ont estez essorillés, battus et fustigés parmy la ville, aucuns les poings couppés par signes. — *Item*, vingt ou vingt-deulx appellés à ban, quy estoient fugitif et en voye de bannir. — *Item*, cincquante-sept, tant homes que femes, quy ont faict amendes honnorables en diverses fassons, et dont aucuns ont esté battus et fustigés, et aucuns ont eu les poings couppés par signes, et les aultres ont payé amendes pécuniaires. — *Item*, cincquante-huict quy ont seullement payé amendes civilles et pécuniaires. — *Item*, en fut emprisonné par suspition jusques au nombre de quatrevingt et neuf, lesquels, après avoir esté interrogés, ont esté eslargis jusques au rappel; et continuoient lesdicts commissaires à en prendre tous les jours de nouveaux.

« Les habitans, pour faire cesser lesdictes procédeurs et exécutions, eurent recours au roy, mais au préalable ils supplyèrent monseigneur le duc de Bourgoingne, lequel lors estoit en grand credict et auctorité près du roy et obtindrent lettre d'iceluy adressante au roy, dont ensuict la coppie.

« Mon très redoubté et souverain seigneur, je me recommande à vos bonnes grâces tant et sy tres humblement que faire puis; et vous plaise savoir, mon très redoubté et souverain seigneur, que moy estant icy a Chastel-en-Porcian, les gens d'église et les eschevins, bourgeois et communaulté de vostre ville et cité de Reims, ont envoyé vers moy certains leurs deppputés, et m'ont faict pryer en grande humilité et requérir très instament que je voulsisse estre leur moien envers vous, mon très redoubté et souverain seigneur, affin qu'ilz peussent recouvrer vostre grâce, et que vostre très noble plaisir fut de leur pardonner l'indignation en quoy ilz peuvent estre encourus envers vostre excellence, à cause du fol et dampnable gouvernement que aucuns pauvres mal advisés d'icelle ville et cité ont eu naguères, et dont partye jusques au nombre de deulx cens ont desjà receu pugnition, les uns criminellement, les aultres civillement, ainsy qu'ils dient. Et, pour ce, mon très redoubté et souverain seigneur, et que je sçay et congnois que entre les aultres vertus quy habondent et reluisent en vostre très noble personne, vous avés esté et est garnye de la vertu de clémence, pitié et miséricorde, j'ai esté meu de vous escrire sur ce que dict est en faveur desdicts habitans, et vous supplye, mon très redoubté et souverain seigneur, en la plus grande humilité que faire puis, que vostre très noble plaisir soit de estendre vostre grâce et la vertu de vostre miséricorde sur vos très humbles et pauvres subgects dudict lieu de Reims, et, moyennant la pugnition jà faict sur les aucuns d'eulx, comme dict est, remettre et pardonner à iceulx vos pauvres subgects leur offence et meffaict, et tout ce qu'ils peuvent avoir mespris envers vostre excellence; et au surplus oster de vostre très noble

tesfois qu'il plairoit au roy nostre sire, et à messeigneurs de sa court de parlement : c'est assavoir que tous les officiers qui furent et ont

tenu par l'autorité, et congé de N. Musart, lieutenant du capitaine. — Mandement de solde. — Présent à un prédicateur. — Guet aux portes.]

[XXIV *mars*, réponse du connétable.]

[XVI *avril* M. IIIIc LXIX, aux fonds. — Nouvelle lettre du connétable.]

[XVII *avril*, le procureur expose que Mr A. Erbault, général sur le fait de la justice des aides, est arrivé muni d'un mandement royal contenant pouvoir de réformation, et mission de voir les comptes des deniers communs depuis le sacre du roi. Il a exhibé ce mandement, et ordonné qu'il fût signifié au conseil, afin que les habitants députassent certaines personnes pour besoigner avec lui. — On députe deux de l'église, deux de l'échevinage, deux du conseil, et deux hors du conseil.]

[XIX *avril*, au chapitre. — Les comptes de la ville n'étant pas prêts, on demandera délai

courage l'indignation que vous pouvez avoir conceue all'encontre d'eulx, et doresnavant les recevoir et avoir en vostre grâce, dont par leur dicte offence ilz ont esté jusques à présent et sont encores esloignés, de quoy ilz sont taut desplaisans que plus ne peuvent; et me pardonnés, s'il vous plaict, mon très redoubté et souverain seigneur, ce que je vous en escris : car j'en ay esté sy très instamment recquis de la part desdictz de Reims, que je ne m'en suis peu bonnement excuser; et ad ce vous plaise me donner vos bons plaisirs, et tousjours, à mon pouvoir, les accompliray songneusement et de bon cœur, Dieu le scet, mon très redoubté et souverain seigneur. Qu'il vous doinct bonne vye, et longue, avec l'entier effect de vos très haulx et nobles désirs. Escript audict lieu de Chastel-en-Porcian, le treiziesme jour de novembre mil quatre cens soixante et ung. *Et à la soubscription est escrit :* Vostre très humble et très obéissant subgect et serviteur, Phélippes, duc de Bourgoingne et de Brabant. — *Et à la suscription est escrit :* A mon très redoubté et souverain seigneur, monsieur le roy.

« Le roy sur ce bailla ses lettres d'abolition au mois de décembre suyvant, dont coppie est cy transcript :

« Loys, par la grâce de Dieu roy de France, savoir faisons à tous présens et à venir nous avoir receu l'humble supplication des gens d'église, eschevins, nobles, bourgeois, manans et habitans de nostre cité de Reims, contenant que au mois de septembre dernièrement passé, soubz umbre de certain bruict quy fut au pays, que avons ordonné les impositions estre abbattues, aucuns manans et habitans de ladicte ville et cité de Reims, comme gens mécanicques et aultres gens de petit estat, de leur auctorité et sans le sceu et volonté ou consentemans desdictz supplians, firent entre eulx certaines conspirations, monopolles et assemblées, et se mirent sus en grand nombre contre nos officiers, quy par nostre ordonnance et commandement, et par vertu de nos lettres, vouloient bailler lesdictes impositions ainsy qu'il estoit accoustumé de faire, et leur coururent tellement que nosdictz officiers furent contrainctz d'eulx mettre en franchise; en quoy faisant, et aultrement, lesdictz populaires commirent plusieurs excès et délictz, pour laquelle cause, et icelle venue à nostre congnoissance, et pour en faire réparation et pugnition des cryminels et délinquant, eussions envoyé nos amez et féaulx Joachim Rouault, mareschal, et Jehan Bureau Chevalier, trésorier de France, lesquels ayans en ce vacqué, besongné et faict faire pugnition desdictz cryminculx, tant criminellement que civillement, ainsy que les cas le requéroient, et, combien que lesdictz supplyans en tant que touche le corps de ladicte ville et cité, ne soient aucunnement consentans ou coulpables desdictz crymes, monopoles, conspirations et assemblees, ains en aient esté et soient très courroucés, desplaisans, et y eussent lesdictz supplyans volontiers obvyé, s'ilz eussent eu la puissance, et aussy qu'ilz ayent donné toulte faveur et ayde à leur pouvoir à nosdictz commissaires pour faire la réparation et pugnition desdictz crimineulx, et les ayent avec la justice pris, constitués prisoniers, et mis ès prisons paravant deulx jours que nosdictz commissaires entrassent en nostredicte cité, touttefois ilz doubtent que, nonobstant les choses dessusdictes, et que il a esté pugny jusques au nombre de deulx cens ou environ, que encore on vueille procéder contre eulx à plus grande pugnition et réparation, et aussy que à ceste cause nous en ayons en desplaisance et en nostre indignation ladicte ville et cité, et les manans et habitans en icelle; et pour ce nous ont très humblement faict supplyer et requérir que, attendu ce que dict est, et que de tout temps ils ont esté nos vrays et loyaulx subjectz, et que lesdictz crymes,

esté esleuz ledit mercredi prochain après Brandons derrenier passé, et depuis, seront et demourront chascun en son estat, office et élection,

au commissaire. Ses salaires et vacations lui seront d'ailleurs payés selon la taxe accoutumée et due à nosseigneurs les généraux. — On donne mission aux commissaires de la ville de tout arranger, sans plus en faire rapport au conseil. — Mais le commissaire royal insiste et les comptes sont vus.]

[xxvii *juin*, en loge de l'échevinage. — Il y a vingt-six habitants — Mais comme il n'y a aucun conseiller parmi eux et qu'ils sont en trop petit nombre, ils ajournent l'assemblée à la première réunion; les conseillers avertis qui feront défaut seront à 5 fr. par. d'amende.]

[xxviii *juin*, en l'échevinage. (Jamais lorsque l'assemblée se tient à l'échevinage, il ne s'y trouve de gens d'église.) Réclamation pour des exemptions de tailles.]

[xxi *juillet*, école de théologie; (là sont toujours les gens d'église). Sur la réclamation de la veuve Labarre concernant la taille;

monopolles, conspirations et assemblées ont esté faictes par gens de petit estat, et la réparation quy en a esté faicte, il nous plaise les avoir et tenir tousjours en nostre bonne grâce, et leur impartir nos grâces et miséricorde. Pourquoy nous, les choses susdictes considérés, et la bonne loyaulté et obéissance que ont eu tousjours envers nous et nos prédécesseurs lesdictz gens d'église, eschevins, nobles et bourgeois de nostredicte ville et cité de Reims, quy font le corps d'icelle, avons voulu et ordonné de grâce espécial, par ces présentes, que toultes pugnitions cessent contre ceulx quy pourroient avoir delinqué et estre trouvés chargés de cas, crymes et excès dessusdictz, quy ne seroient jà en procès, ou quy n'auroient esté condampnés à l'occasion d'iceulx par le bannissement, ou aultrement; et que doresnavant ils ne puissent estre poursuivis, ne mis de nouveau en procès, ne estre condampnes en aucunnes amendes, cryminelles ou civilles, en quelque manière que ce soit; et quant à ce, imposons silence perpétuel à nostre procureur, présens et advenir, et à tous aultres. Sy donnons en mandement par cesdictes présentes à nostre bailly de Vermandois, et tous nos aultres justiciers ou leurs lieutenans, présens et advenir, et à chacun d'eulx, sy comme à luy appartiendra, que de nostre présente grâce, volonté et ordonnance fassent, souffrent et laissent lesdictz supplyans et chacun d'eulx joïr et user, plainement et paisiblement, sans leur faire mettre ou donner, ne souffrir estre faict, mis ou donné, ores ou pour le temps advenir, en corps ne en biens, aucun empeschement ou destourbier au contraire, en quelque manière que ce soit. Et pour ce que de ces présentes lesdictz supplyans pourroient avoir affaire en plusieurs lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelle, faicte soubz seel royal, foy soit adjousté comme à ce présent original: car ainsy nous plaist-il estre fait. Et, affin que ce soit chose ferme et stable à tousjours, nous avons faict mectre nostre seel à ces présentes; sauf en aultre chose nostre droict, et l'aultruy en tout. Donné à Tours au mois de decembre, l'an mil quatre cens soixante et ung, et de nostre règne le premier. *Ainsy signé*: Par le roy en son conseil, Daniel.

« Encorre que la mémoire de ceste commotion faict en ladicte ville de Reims par aucuns mal advisés semble estre honteuse, et qu'elle debvroit estre ensevely en perpétuelle oubly, néantmoings, ayans recongneu la vérité de ceste histoire, j'ay estimé que je la debvois rapporter au présent receuil pour deulx raisons: l'une pour justifier la communaulté des habitans de ladicte ville du blasme que on leur pourroit bailler sur ce subgect, en conséquence de ce qu'aucuns autheurs et cronicqueurs en ont escrit, ayans esté trompés par ceulx quy leur en ont baillé les mémoires; la seconde raison pour servir d'advertissement à toultes personnes de ne se poinct opposer tumultueusement à l'exécution des mandemens et ordonnances de son prince, ains y procéder par voye de remonstrances et supplications, quant ils semblent estre onéreulx et insupportables.

« Aucuns ont eu oppinion que, à l'occasion de la susdicte commotion, le roy avoit conceu une grande malveillance contre les habitans de Reims, et que, nonobstant les lettres de grâces qu'il leur avoit donné, il envoya Raulin Cochinart en ladicte ville pour faire travailler aux fortifications d'icelle, et, soubz ceste couleur, contraindre les particuliers habitans à payer des grandes sommes de deniers; mais [*sic et?*] ceulx quy ont eu ceste oppinion se sont peu trompés, comme il apparoistra par le discours de tout ce qu'a faict ledict Cochinart en ladicte ville, quy sera cy-après rapporté en son ordre; mais au contraire aussy de ceste oppinion il se recongnoist que ledict roy Loys a maintenu lesdictz habitans en leurs privillèges, leur a concédés plusieurs octroys

jusques à ung an qui finira le mercredi après les Brandons prouchain venant mil cccc quarante-neuf, ainsi et par la manière que le portent

on appellera à l'échevinage les contribuables qui autrefois ont délibéré sur cette matière, pour la bailler fin et conclusion.]

[1er *octobre*, au palais de l'archevêque, par N. Musart. Présent l'archevêque etc., etc.... — Lettres du roi qui annoncent la paix.]

[XV *octobre*, aux fonds.—L'abbé de Saint-Thierry, nouvellement élu, demande des lettres de recommandation pour le roi.]

[XXI *novembre*. Le lieutenant exhibe une commission du connétable, pour loger cinq hommes d'armes et leurs archers. On les logera par les connétablies, dans des maisons vides. — Guet et garde.]

[XXIX *novembre*, école de théologie. Du congé et autorité de N. Musart....]

« Fut conclu que les comptes de J. de Gravelle, touchant certain emprunt pieça fait à aucuns particuliers de la ville pour certains frais fais et souteneus durant la com-

pour la fortiffication de ladicte ville, mesmement leur a confirmé et restably la franchise des foires. Encorre que le roy Charles septiesme, par ses patentes du seiziesme jour du mois de juing mil quatre cens cincquante-cincq, eust restablye générallement toultes foires de son royaume, lesquelles avoient esté discontinuées à l'occasion des guerres contre les Anglois, et, par ledict restablissement octroyé l'affranchissement du sol pour lyvre de toultes les denrées et marchandises quy s'y vendoient, néantmoings les habitans dudict Reims, ne les marchans forains, ne peurent joir dudict affranchissement durant le règne dudict roy Charles, d'aultant que, par la patente qu'il avoit donné pour ledict restablissement et affranchissement, le roy disoit : « Aux villes quy nous appartiennent; » et, encore qu'il y eust mandement aux elleuz de Reims pour l'exécution de ladicte patente, néantmoings ils refusèrent a la faire publier, et faire joir lesdicts habitans et marchans forains, disans que la ville de Reims n'apartient pas au roy, ains à l'archevesque, et que les foires de ladicte ville n'estoient spéciallement nommées et déclairées par ladicte patente; et ledict roy Loys, par ses patentes du troisiesme septembre mil quatre cens soixante et une (voir dans le texte n° XXXVI), en donne une ample déclaration. »

[Plus tard (voir les conclusions de 1473) nous suivrons Rogier dans l'exposé des relations de la ville de Reims avec Raulin Cochinart; mais, dès maintenant, nous empruntons au continuateur de ses Mémoires, (*Supplément*, p. 112 et 124) une lettre et un résumé qui expliquent, mieux qu'il ne vient de le faire, la position respective de Louis XI et des Rémois, depuis la rébellion de ceux-ci :]

Lettre de Louis XI aux habitants de Reims.

« Chiers et bien amés, nous vous avons nagaires escript touchant ce que nostre cousin le comte de Warwick, par le commandement du roy d'Angleterre, devoit venir devers nous en nostre ville de Rouen, principalement pour l'ouverture faite de la prolongation des trèves nagaires prises entre nous et ledit roy d'Angleterre, quy encores durent, afin que, pendant icelle, se puissent traiter les moyens de parvenir au bien de paix finale, s'il estoit possible, ou quoy que ce soit à telle forme et conduite entre les royaumes de France et d'Angleterre, que d'une part et d'autre le fait de la marchandise par mer et par terre se puisse mieux entretenir, nos subjets demourer en plus grand repos et tranquillité, et chacun en son exercice profiter selon son estat et vacation, sous nous et nostre obéissance. Lequel comte de Warwick, en ensuivant ce qu'il nous avoit fait savoir, est depuis venu pardevers nous audit lieu de Rouen, auquel nous l'avons oy, communiqué et fait communiquer avec lui sur lesdittes matières, pour lesquelles, attendu mesmement que le roy d'Angleterre avoit envoyé devers nous ledit comte de Warwick, qui est après lui le plus grand et puissant seigneur du royaume d'Angleterre, a semblé a plusieurs seigneurs de nostre sang et gens de nostre grand conseil, que devions pareillement de nostre part envoyer par dela grande et notable ambassade devers luy, tant pour besoigner auxdittes matières, que aussy pour obvier aux dangers et inconveniens qui pourroient advenir à cause du mariage que nostre beau frère et cousin le comte de Charolois tend à faire entre luy et la sœur dudit roy d'Angleterre; et pour laquelle matière il a trouve moyen de faire venir devers luy l'evêque de Salisbery, et autres du conseil dudit roy d'Angleterre, et, en ce faisant, veut traiter alliance avec les Anglois, nos anciens ennemis; ce que toutesfois il ne peut ne doibt faire sans grandement mesprendre, veu qu'il est nostre subject et prochain parent, et ainsy tenu envers nous et la couronne que chacun scet, et mesmement

les édictz, statuts et ordonnances de ladicte ville de Reims, dont dessus est faicte mencion; et sortiront li susdictes ordonnances leur plain

motion advenue en ceste ville, tant pour le payement des commissaires et pour dons, et aussi pour la despense depuis faicte par l'ambassade de la ville vers le roi, seront vus, visités par un de l'église, un eschevin, un praticien, deux escuyers, un marchand. »

[On sanctionne le choix des logis dans les maisons vides, fait pour les cinq hommes d'armes. On les fournira d'ustensiles aux frais des connétablies et quartiers, le mieux que l'on pourra.]

[XXII *décembre*, école de théologie. — Le commissaire Erbault demande son payement de quatre jours de vacation. On montrera les lettres à Monseigneur de Reims, et on agira par son conseil et avis. — Monseigneur écrit en faveur de la ville à Erbault; après avoir reçu sa réponse, il conseille de payer les 12 écus, et d'en faire mandement au receveur, ce qui est fait. — Rapport des commissaires pour ouïr les comptes de la commotion. — Il y a deux chevaux vendus

qu'en faisant lesdittes alliances, il romproit le traitté de la paix faict à Arras, laquelle nostredit frère et cousin jura publiquement, quand estions à Saint-Thierry-les Reims, après nostre sacre, à l'heure que nous receusmes à homage nostre bel oncle de Bourgogne, son père; et lequel traitté est astraint, que plus grandes, ne estroites obligations, ne submissions ne se peuvent jamais trouver, selon nostre foy; et en rompant lequel traité de paix seroit mettre nostre royaume en guerre, [dont?] serions déplaisans de tout nostre cueur, tant pour les maux quy en peuvent advenir, que aussy parce que désirons toujours entretenir l'amour de nos parens et subjects, ainsy qu'on a pu connoistre parce que n'avons point voulu commencer de rigueur, quelques entreprises que nostredit frère et cousin de Charolois ait faites sur nos prévostés de Beauvoisin, de Vimeu et sur les terres et places de Neele et de Beaulieu, ne autrement. Et pour icelles causes, et ensuivant l'avis et opinion desdicts seigneurs de nostre sang, et gens de notre grand conseil, nous avons envoyé audit royaume d'Angleterre nos chiers et féaux cousins l'archevêque de Narbonne, le comte de Roussillon, admiral de France, et, en leur compagnie, nos amés et féaux conseillers le sire de Contressart, chevalier, nostre chambellan, maistres Jehan de Popincourt, président, et Olyvier le Roux, maistre de nos comptes, et Alexandre Sextré, nostre argentier, auxquels avons donné charge de besoigner sur la pratique et conduite desdittes matières, et nous rapporter tout ce qu'ils auront trouvé par dela touchant les charges que leur avons baillés, afin de sur ce prendre la conclusion qui semblera estre meilleure et plus profitable au bien de nous, et de nosdits royaumes et subjects. Si vous avons bien voulu des choses dessusdittes escrire, et de nostre vouloir et intention, comme ceux que tenons et réputons pour

nos bons et loyaux subjects. Donné à Chartres le XXIVe jour de juin. *Signé :* Loys; *et plus bas :* de La Noé (?). *Et à la suscription :* A nos chiers et bien amés les bourgeois et habitans de nostre ville de Reims. *Et furent receues le* V^e *juillet* M. IIII^c LXVII...

« En M. IIII^c LXVIII, la paix étant jurée entre le roy de France et le duc de Bourgogne, il fut ordonné que on feroit retirer la gendarmerie, et que les gens d'ordonnance seroient logés aux villes et lieux ordonnés pour tenir garnison, comme ils étoient auparavant. Les habitans de Reims ayant logé en laditte ville trente-cinq lances de la compagnie de M. de Saint-Just par le tems de huit mois, ils deléguèrent Denys Coquillart pour aller vers Jehannet de Tramecourt, lieutenant de M. le connétable en la capitainerie de Reims, pour luy remontrer les excès qu'avoient faits lesdits gens de guerre, et le peu de soulagement que recevoient les gens de la campagne, quoique les soldats fussent logés dans les villes.

« Les habitans députerent depuis, tant de la part de l'archevéque, gens de clergé, que de la part de la ville, maistre Jean Chauffon, bachelier en théologie, et Jean Cauchon, licentié en décrets, procureur des habitans, pour aller vers le roy et M. le connétable faire les remonstrances, conformément à l'instruction que la ville leur donna le V d'octobre M. IIII^c LXVIII, *signé :* H. Payot, clerc dudit conseil, afin d'être déchargés du logement de ces trente-cinq lances que l'on vouloit encore loger dans Reims. Voici la substance de ces remonstrances

« Les députés avoient charge de représenter que durant le temps de huit mois que les gens d'armes avoient logé en la ville de Reims, ils avoient partis et divisés entre eux tous les villages des environs de Reims jusqu'à sept et huit lieues loin, en assignant par eux, et de l'un à l'autre par chacun d'eux, trois

effect quant ad ce que dit est, et autrement, selon le contenu en icelles, sauf et réservé que lesdis habitans pendant ledit an, auront advis entre

dont on ne trouve point de recette. Sur trois comptes, il y en a un où il n'y a point de recette. — On prendra le serment du receveur, et s'il n'a rien reçu, il sera déchargé, et les commissaires clôront ses comptes. — On fera mandement des sommes que la ville doit aux prêteurs. — Le lieutenant prend solennellement le serment du receveur devant les commissaires. — Réception des comptes.]

[XVIII *janvier*, loge de l'échevinage.—Audition des comptes des francs-archers, vieux et nouveaux.]

[XXIX *janvier*, assemblée générale aux Cordeliers, par congé et autorité de N. Musart. — Point de gens d'église. — Le roi a envoyé aux élus le mandement pour jeter la taille des gens de guerre pour l'armée. Le mandement est exhibé par le greffier des élus, et lu par celui du conseil. — Ce fait le procureur remontre les charges de la ville, au fait de la garde tant de nuit

ou quatre villages, dont le moindre archer avoit pour sa part deux villages, et contraignoit les habitans à leur amener et fournir en leur logis audit Reims, vin, bled, avoine, bois, pailles, foin et tous autres vivres, tout à leurs frais et despens; et ils en faisoient venir si grande quantité, qu'ils en revendoient pour grande somme d'argent. Outre cela, ils ne laissoient pas d'aller fourager et loger dans les villages, prendre les vivres des laboureurs sans rien payer.

« Ils devoient aussy remonstrer que, suivant les ordonnances royaux touchant le gouvernement des gens de guerre, qu'en une lance fournie il n'y doit avoir que six hommes et six chevaux; et n'étoient tenus ceux qui les logeoient d'en loger plus grand nombre. Néantmoins plusieurs qui faisoient une lance seulement, contraignoient leurs hostes à loger et soustenir en leur maison jusqu'au nombre de dix et douze personnes, et autant de chevaux; et leur bailler ustencilles et autres choses, et que ès environs de laditte ville ils y estoient logés pour l'espace de six mois jusqu'au nombre de trois cens lances, vivant sur le pauvre peuple, et vendoient aux lieux où ils logeoient, les moutons et autres bestiaux qu'ils avoient pris et robbés ailleurs, s'en faisoient payer et puis les mangeoient; et, pour couvrir les dettes, exactions, larcins et pilleries, contraignoient les habitans des villages à leur passer quittance et descharges de tous vivres par eux administrés.

« Et d'autant que lesdits gendarmes pourroient dire qu'ils avoient laisse plusieurs provisions en laditte ville de Reims, afin d'y avoir logement; sera répondu qu'ils les avoient vendus au plus cher prix qu'ils avoient pu, et menaçoient-ils les villages de leur en fournir de nouveau.

« Que lesdits gens de guerre, durant qu'ils ont été logés en laditte ville et au pays des environs, ont fait plusieurs grands excès, battures, injures, menaces contre les gens de laditte ville et autres; et, quand il est advenu que les gens de justice y ont voulu mettre la main pour les corriger, ils se sont rebellés avec injure contre la justice et a convenu endurer, pour doubte de plus grands inconvéniens; et autres raisons et plaintes qui sont contenues audit mémoire instructif, afin d'avoir descharge dudit logement.

Mémoire des vivres que l'on fournissoit par mois à chascune lance.

« Quatre septiers, un quartel et demi de froment, à dix sols le septier. — Une queue de vin, à dix livres la queue. — La moitié d'un bœuf de soixante sols. — Deux moutons de cinquante sols. — Le tiers d'un lard de vingt sols. — Pour sel, chandelles et autres choses, six sols huit deniers. — Dix-huit septiers d'avoine, a deux sols quatre deniers le septier. — Deux charettes de foin et pailles, les deux tiers foin. — Pour le logis et attache des chevaux, chacun jour ung deniers.

« Par l'ordonnance qui fut faite à Reims le pénultième jour de février M. IIIIc LXVII, sur le fait des vivres pour les gens de guerre logés dans Reims, la brasse d'étrain de froment, valoit trois sols quatre deniers. — L'anneau de bois, trois sols. — Le cent de fagots de montagne, quatre sols. — La brasse de foin, douze sols. — La brasse d'étrain d'avoine, trois sols quatré deniers.

Habillemens de guerre trouvés et inventoriés en la ville de Reims, au mois de juin M. IIIIc LXXVII.

« Harnois et corsets, quatrevingt deux. — Brigandines, six vingt et onse. — Haut-bergeons et crévisses, quatre cent quarante-huit. — Saledes, bicoquets et bassinets, six cent vingt et un; avec

eulx, se riens fait à adjouster ou diminuer èsdictes ordonnances, pour le bien et utilité de ladicte cité et de la chose publique d'icelle; et au

que de jour; et comme le roi dans son mandement parle des affaires du royaume allant bien, le procureur, par l'ordonnance des habitants, requiert au lieutenant être faite décharge ou diminution de la garde. — Cette matière est mise en délibération. — — On conclud que le lieutenant peut bien diminuer cette charge de moitié, tant pour la garde des portes de jour, que pour celle des murailles la nuit. — On nomme des commissaires pour aller vers les élus leur représenter les charges de la ville, et les prier de la ménager dans la répartition de la taille.]

[XVI *février*. Loge de l'échevinage, fin de prime, ès plays tenus par N. Musart. — J. Mortuyes et J. Deville, demeurant à Betheny, qui étaient ajournés à aujourd'hui, à la requête du procureur de la ville, par les deux sergens de ville, n'ont pas comparu. — Défaut. — La collecte de la taille est mise en adjudication, par-devant le greffier du conseil. — Mise à 40 l. t., elle est délivrée à 27 l. 10 s., après avoir été publiée trois dimanches.]

« On fait assavoir à tous les paroissiens de céans, que à la fin de la grant messe on procédera à eslire des tailleurs des paroissiens de ceste dicte église, pour imposer la taille des gens de guerre pour ceste année, en la forme et manière accoustumée, et pour ce, que chacun y compare. »

[XIX *février*. Conseil tenu aux Cordeliers. Trois à quatre cents personnes; point de gens d'église. Le procureur remontre qu'il faut de l'argent pour l'équipement des francs archers; que plusieurs murmurent de ce qu'un grand nombre s'exempte de tailles, les uns sous prétexte d'église, les autres de noblesse, les autres d'être messagers, gens de Soissons et Liégeois venant par deçà à demeure, au moyen de quoi les pauvres contribuables demeurant en cette cité demeurent surchargés. — Le procureur a dressé une liste des nobles hommes et femmes veuves, et de ceux qui se disent exempts à cause de l'église, ou autrement. Il se trouve vingt-sept nobles, — dix veuves nobles, — six de l'église, et les touriers de Notre-Dame. — On fera rendre les comptes des receveurs pour les francs archers, et s'il le faut, on fera une petite taille à part sur ce fait. — Quant aux nobles, on n'inquiétera pas ceux qui vivent noblement; mais quant à ceux qui se mêlent de marchandise, et dérogent à noblesse, on élit quatre praticiens et deux échevins, non nobles ni suspects, qui donneront aux tailleurs des ordres que ceux-ci exécuteront. — Quant aux Liégeois, ceux qui sont dans la ville avant la destruction de Dinant et de Liége, payeront.]

[VIII *mars*, école de théologie. — Le procureur dit que monseigneur de Reims l'a averti que plusieurs bonnes villes du royaume ont impétré lettres royaux pour ne plus laisser partir leurs nobles et francs archers, mais bien les conserver pour leur garde; qu'il seroit bon d'en demander au-

grand nombre de coulevrines, arbalestres, haches d'armes, maillets de plomb, vouges, espieds et aultres bastons de défense, sans les habillemens des cincquante-six francs-archers de la ville.

« En l'an M. IIII^c IIII^xx II, au mois de may, ont fit inventaire des vivres de la ville de Reims, et fut trouvé en grains ce qui ensuit : — Froment, deux mille cinq cent dix septiers. — Sègle, cinq mille quatrevingt-dix septiers, deux quartels. — Dans les douze paroisses de la ville, on nombra dix mille six cent soixante et dix-huit personnes, sans les misérables et pauvres personnes cherchants leur vie, qui étoient plus de deux mille, et qui journellement croissoient, et sans lés habitans des villages de quatre ou six lieues à l'environ de la ville, qui estoient en plus grand nombre que les habitans; lesquels n'avoient alors que très peu de pain et de grain; et la ville n'en donnoit point aux villageois, parce qu'il étoit évident qu'il n'y en avoit pas assez pour atteindre au nouveau, et qu'on étoit obligé d'en chercher ailleurs. — Cet extrait est tiré d'un mémoire signé : Denys le Boutellyer, greffier du conseil de la ville de Reims, datté du 10 may 1482. »

regard des provisions mises et assises de par le roy, au lieutenant commis de par icellui seigneur, toutes les susdictes provisions sont mises

tant pour Reims, et qu'il s'est offert pour s'y employer. On remerciera monseigneur, et on nomme un commissaire pour s'entendre avec lui.]

« *Du mecredi, d'après les Brandons*, XXII *mars* M. IIII^c LXIX. Mᵉ J. Marlot, chanoine et séneschal; Gérard Lecheron, chanoine; l'aumosnier de Saint-Remy; Thierry Moet, prévost de l'eschevinage; Thomas Cauchon, Jacques Cauchon, eschevins; Mᵉ J. Chardon bailli, G. Cauchon, P. Noël, Ph. Dumolinet, T. Le Boutillier, G. d'Aumenancourt, J. Noël, J. C...., J. Cauchon l'aisné, J. Cauchon le jeune, P. de Bezannes, N. Moet, J. Colet, N...., R. Colet, R. Baudon, J. Soudan, J. Choilly, H. Simon, H. Le Hurteleux, Mᵉ J. Raymond, C. Bourguet, J. Wattier, N. Grossaine, G. Briotin, P. L'Aignelet, J. Cocquault, N...., G. Bourgeois, H. Le Membru, N. Noël, J. Le Javant, tous bourgeois, manans et habitans de la ville de Reins, et J. de Gravelle, procureur.

« Après ouverture faicte de la cause de l'assemblée, qui estoit pour procéder à l'élection et renouvellement des officiers de la ville, advisé et conclud a esté que les officiers qui ont esté l'année passée seroient continués en leurs charges, chacun en son endroit, pour ung an advenir, commençant aujourd'huy, et de fait ont tous esté renouvellés et continués; et pour ce, les présens ont chacun de leurs charges fait le serment : c'est assavoir les procureur, receveur, maistres des œuvres, de l'artillerie, le clerc et les sergens.

« XVII *avril* M. IIII^c LXIX. En l'assemblée tenue en l'escole de théologie par noble homme N. Musart, lieutenant du capitaine, en laquelle estoient Mᵉˢ Noctelet, chanoine et séneschal, l'aumosnier de Saint-Remy; P. Quatresols, religieux de Saint-Nicaise, G. Walet, G. Cauchon, N...., N...., J. Choilly, Mᵉ H. Le Membru, T. Noël, J. Cauchon, R. Choilly, Mᵉ J. Cauchon le jeune, Mᵉ Labbé et J. Wattier. — Sur le fait de la garde des portes durant le jour de Pasques, et la foire à la Cousture, et aussi du jour du grant Venredi; — a esté conclud que la garde se fera en la manière accoustumée, c'est assavoir que le jour du grant Venredi ne seront ouvertes que trois portes avant midi, porte Vesle, porte Chacre et Dieulymire, et le jour de Pasques pareillement pour tout le jour.... — Aussi a esté conclud que le lieutenant pourra prendre IV ou VI des francs archers de la ville, pour aler avec lui le compaigner durant lesdits jours, et le temps de la foire. »

« XXV *avril* M. IIII^c LXIX. Aux Cordelliers, par N. Musart, lieutenant, présens J. Cocquault, G. Briotin, H. Hurtault, N. Lefebvre, P. Damiens, N. Simon, G. Chappelin, Mᵉ J. Bourguet, G. Margouille, T. Sacquet, G. Lescot, N...., J. Wattier, N. Noël, Mᵉ J. de Reims, J. Dreusson, C. Lechartier, G. Cailleroy, J. Prélat, N. Grossaine, J. Duhautois, J. Denise, A. Jouglet, P. Perchette, J. Lagoille, R. Brochart, R. Cuilleret, J. Baudier, N...., Wyet Colette, J. Bugnicourt, C. Goûlinet, J. Le Rade, G. Bosquillon, P. Poiret, J. Gonot, P. Brochart, J. Caurette, G. Le Cordin, J. Lagoillemote, G. Barbotte, P. Le Maire, G. Le Verrier, J. Migaillot, J. Quartier, N...., R. Fadelot, C. Levasseur, S. Briotin, J. de Gravelle, procureur; S. Prioul; Colesson Prévost; G. Gouvion, et plusieurs autres en grant nombre là assemblés.

« Mᵉ Cauchon le jeune a remonstré au conseil, que jaçoit ce qu'il soit noble, né et extraict de noble lignée et vivant noblement, que tel eût esté par cy-devant tenu, et si sont ses frères..., touteffois on le avoit en ceste année assis et imposé à taille ou nombre des non nobles, dont il s'estoit porté pour appelant, combien qu'il n'entendît point en soustenir cappitation, mais la fère convertir en opposition, qui estoit commencement de procès; et pour ce, a supplié et requis aux dessusdits habitans, que l'en le entretenist en ses préviléiges, en quoy faisant, il se réputoit serviteur de la ville et des habitans.

au néant, et baillera ledict appellant ses lectres de institution audit Pierre de Bezannes, et de lui recevra le serement pour icellui office de

« Le procureur de la ville a remonstré les adjournemens fais contre les esleus de Reins, les tailleurs et getteurs de taille, et l'intimation faicte aux habitans, touchant les appellations entregettée par Mᵉ J. Cauchon....; et si a remonstré le procureur, que pour en fère les poursuittes du costé de la ville, ensemble pour fournir et habiller les francs archiers, et paier grant somme de deniers qui jà en est deue, convenoit trouver deniers et argent.

« Conclud a esté que touchant la requeste faicte par Mᵉ J. Cauchon, est bien expédient en parler et la mettre au conseil de la ville, et que présentement ne lui puet ni sera faicte réparation, mais sera faicte autre assemblée en laquelle sera advisée la réparation.

« Aussi a esté conclud et expressément ordonné au procureur, de soustenir et prendre la cause des tailleurs, et avec ce prendre la cause pour le collecteur et receveur de la taille, à l'encontre de tous les imposés à la taille de ceste année, qui contrariront ou refuseront la payer, et en soustenir les causes et procès de par la ville.

« Encore a été advisé que pour trouver les deniers pour le fait des francs archiers, sera faicte assemblée des nobles et autres habitans lays de ceste ville, en laquelle sera advisé se ils les pourront trouver et prendre sur les IIᵉ l. que lesdits nobles et habitans prendront sur les deniers communs de la ville. »

« V *mai* M. IIIIᶜ LXX. B. Le Bègue, bouchier, qui avoit jour à huy.... pour le débat par lui faict à Porte-Mars aux portiers, a esté [eslargis?] jusques au samedi d'après la Penthecouste, à peine d'estre attaint dudict cas, et d'amende de X l. p. »

« XVII *mai* M. IIIIᶜ LXX. Au conseil tenu en l'escole de théologie, là où estoient ceulx qui s'ensuivent :

« Mᵉ J. Nettelet, chanoine et séneschal; Damp P. de Quatresols, de Saint-Nicaise; les aumosniers et prévost de Saint-Denis; T. Noël, prévost de l'eschevinaige; N. Moet, P. Noël, J. Cauchon, eschevins; B. Du Molinet, J. Noël, G. Walet; Mᵉ N...., escuyer; Mᵉˢ H. Le Membre, J. Cauchon l'aisné, N. Jacquemin, J. Cauchon le jeune, N. Labbé, licenciés ès drois; J. Colet, N. Gouvion, J. Wattier, J. Soudant, R. Colet, C. Bourguet, Mᵉ Raoul P[rieuse?], C. Frizon, G. Lescot, E. D'Amiens, et J. de Gravelle, procureur de la ville. »

[J. de Gravelle s'étant marié à Châlons, et allant y demeurer, demande à être remplacé comme procureur. — On désigne H. Payot pour ces fonctions, jusqu'à ce que autrement y soit pourvu. Et comme Payot est clerc de la ville, on lui substitue jusqu'à la nomination d'un procureur, J. Moet le jeune, tabellion royal.]

« De la part de MM. les eschevins a esté ou dict conseil remonstré les grandes réparations des chaussées et pavemens, à quoy ne leur estoit possible y remédier ne fournir, sans aides et deniers autres que ceulx qui y appartenoient; et pour ce requérroient à MM. du conseil et habitans, que des deniers des aydes octroyés par le roy, leur plaisir fust en bailler aucune somme pour employer auxdictes chaussées....

« Par Mᵉ J. Cauchon le jeune a esté adverti qu'il avoit receu une lettre close, à lui envoyée par J. Chinoir, de présent estant en chemin d'Orléans, par lesquelles ledict Chinoir faisoit grant doubte que briefvement ne deussent venir en ceste ville, certain nombre de gens de guerre pour y prendre logis.

« Conclud a esté qu'on envoyera par devers M. le connestable, le remercier des biens, descharges et supports, qu'il a par cy-devant fait en ceste cité, et lui recommander icelle, afin de empescher, se possible est, la venue et logis des gens de guerre, et aussi pour trouver provision touchant le faict des monstres des francs archiers, et de la despense qui s'en ensuit; et pour ce faire, ont esté nommés et esleus le lieutenant, Mᵉˢ J. Chauflon et Mᵉ J. Cauchon le jeune pour y aler de par la ville, auxquels seront baillées lettres de crédance, et XII escus pour leurs despens. »

lieutenant excercer bien et deuement ledit an durant, sans préjudice au roy nostre sire, ne audit cappitaine à cause de son office, se trouvé

[Th. Du Godart, l'un des maîtres de l'artillerie, demande au lieutenant de lui substituer Guy Lescot, qui est reçu et prête serment.]

[A dater d'ici c'est Moet qui rédige le plumitif, en qualité de clerc.]

« XXIV *mai* M. IIIIe LXX. Au conseil tenu en l'escole de théologie, par noble homme N. Musart, présens vénérables et honourables hommes et saiges maistres J. Chauflon, J. Doulxamy, chanoine, l'aumosnier de Saint-Remy, Damp Quatresols chambrier de Saint-Nicaise, Mes J. Joffrin, prévost, Mes J. N.... religieux de Saint-Denis, Th. Noël prévost de l'eschevinaige, N. Moet, P. Noël, C. Du Godart, R. Baudon, R. Colet, eschevins, J. Noël, G. Walet, Me P. Blancpignon, N...., J. Colet, G. Cauchou, M. Boileaue, escuiers, J. Cauchon le jeune, J. Bourguet, R. Choilly, J. le Boutiller licenciés ès droit, G. Lescot, N. Gouvion, G. d'Aumenancourt, J. Choilly l'aisné, J. Doriot, J. de Chaalon, J. Viellard, C. Frizon, C. Bourguet, J. Cocquault, M. Bochet, bourgeois et habitans de la ville.

« Par N. Musart, Me J. Chauflon, Me J. Cauchon le jeune, qui avoient esté esleus ambaxadeurs devers monseigneur le connestable, a esté rapporté le fait de leur légation, et présenté les lettres missives de monseigneur le connestable, adressans à MM. de la ville, avec les lettres de par lui adressées à monseigneur de Reins, qui ont esté veues et leues au conseil. — Ce fait ils ont esté merciés par les assistans. »

« Ier *juin* M. IIIIe LXX. Au conseil tenu en l'escole de théologie, par N. Musart, présens vénérables et honorables hommes Mes J. Doulxamy escolâtre, J. Netelet séneschal, Damp B. Flamaing trésorier de Saint-Remy, Damp P. Quatresols... Mes J. Joffrin aumosnier de Saint-Denis, Th. Noël prévost... N. Moët, J. Soudant eschevins, Mes J. Cauchon l'aisné, H. le Membru, J. Bourguet, J. Chinoir, G. Briotin, G. Cauchon, G. Lescot, J. de Chalons, tous bourgeois, manans et habitans, et H. Payot. »

[Ordonnance de gages; à J. Soudant XVI l. par. pour avoir exercé pendant deux ans les fonctions de M^{e} des œuvres. — A Marguet Mile fossoyer, IX l. XIII s. par. pour avoir longuement besogne par l'ordonnance des gouverneurs, officiers et commis de la ville, en la réparation, wydange et emparement des fossés, pendant le temps de la guerre et débat de Montlhéry, et avoir conduit les pionniers et ouvriers — A deux sonneurs de Notre-Dame, pour avoir chaque jour au soir sonné la cloche aux veilleurs. — Aux serviteurs de J. Estevenet, sergent de l'échevinage, qui ont porté en ville les vins de présent. — Aussi a été conclud que pour amener le bois acheté à Chaumusy par les M^{es} des œuvres, on fera prier les laboureurs de cet endroit, et autres ayant chevaux, de donner par manière de corvée une journée de leurs chevaux et harnois. — Et les maîtres des œuvres défrayeront les chartons.]

« A esté conclud pareillement, que pour faire provision de pierres, l'on fera une descombre en la quarrière de.... dont M. de Saint-Thierry a baillié congé, laquelle descombre se fera à corvée, se faire se puet; et pour faire les diligences et poursuites desdictes corvées, ont esté esleus et nommés le lieut., les M^{es} des œuvres, et J. de Chaalons.

« II *juin* M. IIIIe LXX. Au conseil tenu en l'escole de théologie, par N. Musart. Présens MM. les abbés de Saint-Remy et Saint-Denis, Mes J. Doulxamy escolâtre, J. Netelet séneschal.... Damp C. Quatresolz chambrier de Saint-Nicaise, Mes J. Joffrin... de Saint-Denis, Thierry Noël prévost de l'eschevinaige, Th. Du Godart, N. Cauchon, J. Cauchon eschevins, Me J. Chardon bailli de Reins, Me Cauchon l'aisné bailli de Saint-Remy, Me N. Jacquemin bailli du chapitre, Mes H. le Membru, J. de Reins,

estoit que en ce feussent intéressez, et aussi sans préjudice des drois, libertez et possessions desdis habitans; et en taut qu'il touche lesdis

J. Bourguet, R. Choilly, G. Walet, J. Noël, J. Delaval, G. Cauchon, J. Chinoir, J. de Chaalons, J. Cocquault, C. Bourguet, G. Briotin, Me N. le Membru, Me J. Raymond, N. Noël, J. Colet, Me P. Labbé, G. Cocquillard procureur de l'archeveschė, J. Doriot, J. David, J. Gehot, P. Desay, G. le Verrier, P. Rose, H. le Hurteleux, G. Nobelin, Me G. Cauchette, N. Simon, C. Frizon, R. Baudon, G. de Lospital, J. Choilly le jeune, P. Raucourt, J. André, J. d'Avignon, G. Bourgois, J. Lespaignol, C. Moyne, J. Bourguet (cordonier?), H. Hurtaut, J. Viellard, J. Bertin, M. Bochet, tous bourgeois, manans et habitans, et H. Payot procureur.

« Audict conseil est comparu noble et honorable escuier, Gauchier de Thourotte, mareschal héréditaire de Champagne, commissaire depputé par monseigneur le connestable à logier les gens d'armes de la compaignie du séneschal de Thoulouse, lequel a exhibé sa commission, et à ce propos présenté unes lettres missives de par monseigneur le connestable; et ce faict, a tout hault déclairé la cause de sa venue estre pour logier en ceste ville partie de la compaignie dudict séneschal, pour quoi faire il ordonna estre esleu des fouriers, pour fère préparer les logis du nombre de lances qu'il ordonneroit et taxeroit estre logiés; et à tant s'est departi dudict conseil.

« Sur quoy a esté par lesdicts habitans conclud lui estre respondu, que en tout et pour tout ils estoient prestz obeyr au roy et à monseigneur le connestable. Et avec ce ont advisé qu'il estoit expédient trouver façon envers ledit commissaire de avoir desdits gens de guerre, le mendre et plus petit nombre que faire se pourra, et pour à ce parvenir lui donner et faire aucune honnesteté gratuite, à la discrétion de ceulx qui pour ce yront devers luy, laquelle gratuite ou don se prendra promptement sur les deniers communs de la ville, et de cė sera fait mandement aux receveurs. Pour laquelle conclusion exécuter et conduire, ont esté esleus Me l'Escolâtre, Me J. Chardon, Me J. Cauchon l'aisné, J. Noël, avec le lieutenant.

« Et au surplus a esté advisé que bon seroit, et qu'il convient, logier les gens de guerre ès maisons wydes de la ville le plus que faire se pourra, aux frais communs des habitans de la ville, tant gens d'église, nobles et bourgeois que autres, sans nuls excepter, et que le demeurant sera logié autre part le plus courtoisement et à la mendre foule que faire se pourra, à la discrétion des fourriers et commis ad ce cy-après nommés.... Et les deniers que pour ce fauldra avoir, se prendront par taille sur tous les habitans; et que iceux gens d'armes seront ustensiliés par quartiers des connestablies, pour lesquels loger, eslire, signer et faire préparer ont esté esleus fouriers G. Cauchon, J. Chinoir, J. Colet, N. Cauchon, et J. de Chalons....

« *Item*, fut gratuitement donné par les esleus audit commissaire, afin de mieulx avoir en recommandation la ville, dix escus d'or, et à ses serviteurs XXII s. p., lequel commissaire informé de la charge et grant povreté de la ville, taxa et ordonna XXIII lances fournies estre logié en la ville, pour leur cotité et part de ladicte compaignie.

« XI *juin* M. IIIIc LXX. Heure de nonne, au conseil tenu par N. Musart, en la loge de l'eschevinaige. Présens, Th. Noël, prévost de l'eschevinaige, Pierre H. .., eschevin, G. d'Aumenancourt, Me J. Raymond, Me N. Le Membru, J. Cocquault, N. Lefebvre, N. Grossaine, J. Choilly l'aisné, G. Choppelin, G. Preudhon, J. Preudhon, J. Leririer, L. Chiffet, J. Balet, et H. Payot, procureur.

« Après ce que N. Lefebvre a fait rapport et déclaration de ce qu'il avoit besoigné à Paris pour la ville, touchant les procès que ont contre la ville, Me J. Cauchon le jeune, J. Chinoir et F. le Sellier, et qu'il a présenté une lettre close, adressans à MM. les eschevins et habitants, à eux escripte par Me Michel Cave, leur procureur, ensemble deux

eschevins dessusnommez, qui furent délaians de sceller ladicte procuracion, ilz ont esté et sont contens que la procuracion dudit Nicolas

lettres d'appoinctement données à MM. les généraux, à l'encontre desdicts Cauchon...., pour les pouvoir contraindre à les faire garnir la main des sommes à quoy ils ont esté assis à la taille.

« Conclud a esté que par le premier message allant à Paris, sera rescript de par la ville à Me Michel Cave, lettres recommandatoires pour procéder à toute diligence èsdictes causes, et que au premier conseil des habitans sera fait diligence de lui envoïer argent pour lesdictes matières, et que lesdictes lettres, avant les envoïer, seront veues par aucuns conseillers de la ville; et que au surplus, quant à présent, pour le petit nombre des habitans, ne pouvoit estre plus avant délibéré, mais s'en feroit autre et plus grande assemblée; et pour veoir lesdictes lettres, ont esté nommés trois eschevins, avec Me H. Le Membru, J. de Reins, R. Prieuse.

« XV *juin* M. IIIIc LXX. Par N. Musart, escuïer lieutenant, etc...., tant en l'auditoire du prévost, comme en l'escole de théologie.

« Présens vénérables et honorables hommes, Mres J. Netelet, séneschal, Mres J. Chanflon, Mres G. Gérosme, Mres N. Mortis, chanoines de Nostre-Dame, Th. Noël.... Th. Du Godart, eschevins, Me J. Chardon, bailli de Reins, Me N. Jacquemin, bailli du chapitre, Me J. Cauchon le jeune, R. Prieuse, P. l'abbé, G. Cocquillart, J. de L'Aïmerie, G. Cauchon, G. Walet, J. Noël, J. Colet, H. Hurtaut, J. Viellart, A. Bourguet, tous bourgeois, et H. Payot, procureur.

« Sur ce que le procureur a remonstré, que en la journée d'hier arriva le lieutenant du cappitaine des gens de guerre, ordonnés estre logiés en ceste ville pour visiter et recevoir les logis préparés pour lesdictes gens de guerre, avec lequel avoit esté communiqué de la matière desdicts logis, par le lieutenant du capitaine de Reins, et les foriers de la ville, et que par ses responses povoit sembler que qui lui feroit quelques dons ou gratuites de par la ville, qu'il deschargeroit et depporteroit icelle ville du logis de gens d'armes, et les mettroit autre part hors de l'élection. »

[On nomme des négociateurs pour aller traiter cette affaire.] « Fut parlé audict lieutenant nommé P. de La Touche, escuïer, et besongné en tele manière, qu'il a accordé que de XX lances qui sont ordonnées en ceste ville, il en ostera et fera autre part logier en lieu non subject, voisin, ni préjudiciable à la ville, six lances [fournies, et mieulx se faire le puet....]; et oultre a accordé mettre pour les XIV lances, les plus courtois et paisibles gens d'armes, et oster ceulx qui lui sembleront estre noiseux...; et pour ces causes, ensemble pour autres bonnes offres de service qu'il a offert à la ville, ou fait de sa charge et autrement, les dessusnommés depputés lui ont promis donner de par la ville, XXX escus d'or, ung poinsson de vin, et ung muy d'avoine; et avec ce, sera deffrayé de sa despense faicte au Molinet. »

« XXII *juin* M. IIIIc LXX. Au conseil tenu ou cloistre processionnel de l'église de Reims, par N. Musart. Présens..... Mres J. Netelet, J. Chauflon, chanoines, Damp J. Buletean, grant prieur de Saint-Remy, Th. Noël, prévost...., N. Moet, eschevin, J. Noël, Me G. Cauchette, Me J. Cauchon le jeune, R. Baudenet, N. Lefebvre, bourgeois et habitans, et H. Payot.

« Aubert Warlet, chevaulcheur du roy, présenta certaines lettres missives du roy escriptes à Amboise le XXIX may, par lesquelles ledict seigneur escript aux habitans, que pour entretenir les ordonnances royaux faictes touchant le gouvernement des gens de guerre, et pugnir les transgresseurs, il envoye par les pays et lieux où sont logiés les gens de guerre, MM. les mareschaulx de France....; auquel chevaulcheur a esté ordonné bailler deux escus d'or, et les despens.

« XXV *juin* M. IIIIc LXX. Au conseil tenu en l'escole de théologie par N. Musart. Présens Mres J. Doulxami, Mres J. Netelet, chanoines, T. Noël, prevost....., T. Du Godart, N.

l'Ermite soit scellée, comme les années précédans a esté fait, et qu'il excerce ledit office de procuracion pour ledit an seulement, selon le

Moet, J. Soudant, eschevins, H. Le Membru, J. Cauchon l'aisné, N. Jacquemin, J. Bourguet, J. Noël, B. Du Molinet, P. Noël, J. Watier, R. Colet, N. Gouvion, N. Lefebvre, G. Cauchon, G. Walet, P. Blancpignon, G. Cauchette, H. Hurtault, Guy Lescot, N. Grossaine, J. Choilly l'aisné, J. Chinoir, J. de Reins, G. Cocquillart, J. N ..., P. N...., C. Prévosteau, J. N...., E. Bacheler, G. le Joyeulx, J. Bourguet, C. Bourguet, et H. Payot.

« Le procureur a remonstré l'adjournement que ont naguères fait faire les habitans des villages à quatre lieues environ Reins, à l'encontre des habitans et plusieurs particuliers de la ville, pour le fait des aydes octroyés à la ville. . . . . Conclud a esté qu'en tant qu'il touche le fait des aydes, en soit fait selon la délibération du conseil pour ce leue et exhibée, signée des conseillers de ceste cité. . . . . Avec ce a esté conclud que mandement sera fait aux receveurs, de l'argent qu'il conviendra envoyer à Paris pour lesdictes matières.....

« VIII *juillet* M. IIIIe LXX. Par N. Musart..... ou palais. . . . . Présens très-révérend père en Dieu monseigneur l'archevesque . . . ., Mes J. Netelet, Mes B. Lescot, chanoines, Me J. Chardon, bailli de Reins, T. Du Godart, N. Moët, J. Noël, J. Chinoir, Mes J. Cauchon, G. Lescot, J. Soudant, J. Cocquault, N. Noël, J. Sorbon, J. Toignel, N. Grossaine, G. Cauchon, H. Payot, procureur, et autres.

« Par M. Fontenay, chevaulcheur de l'escurie du roy, ont esté présentées les lettres missives du roy, adressant aux habitans de ceste cité, par lesquels il deffend fère aucuns arrêts ou empeschemens sur les marchans et denrées des pays de monseigneur de Bourgogne....; et fut ordonné de payer la despense faicte par le chevaulcheur à l'Escu de France, qui a monté à XV s. p. »

[Le duc de Bourgogne avait arrêté à Anvers diverses marchandises de marchands de Reims, sous prétexte de détrousses qui auraient été faites en mer sur les Hollandais.]

[IX *juillet* M. IIIIe LXX, autre conclusion sur la même affaire.]

« X *juillet* M. IIIIe LXX. En l'assemblée tenue on buffet de l'eschevinaige, par N. Musart. Présens . . . . T. Du Godart, J. Soudant, N Cauchon, J. Cauchon, eschevins, Mes J. Cauchon l'aisné et le josne, J. de Reins, J. Bourguet, N..., J. Noël, G. Walet, R. Colet, G. Leverrier, H. Hurtault, N. Lefebvre, Th. Jacquet, bourgeois, et H. Payot, procureur.

« Après certaines lettres missives escriptes par Me Adam, fiéfvé advocat du roy à Laon, adressans à MM. les eschevins, à la requeste des habitans de Berru et leurs consors, sur la matière de l'ayde des II sols pour queues. — Vues et leues.....

« Me Reynault Doulcet, conseiller des habitans de Berru, Nogent, Villers-Marmery, Verzy et Beaumont, a requis veoir les lettres d'octroi et en avoir lecture, ce qui lui a esté accordé; et au surplus, en la présence de plusieurs habitans desdicts villages, et d'eulx advoué, a requis que nonobstant toutes choses et procédures faictes, l'en voulsist recevoir lesdicts des villages en bonne amour et grâce de la cité, et que pour les traictier gracieusement, et afin d'eschever toute rigueur de procès, ils feussent receus à ce que par messieurs de la ville les fermes dudict ayde, en tant qu'il touche lesdicts villages, leur soient baillés durant le temps de l'octroy, le procès commencé mis au néant, et les despens fais à ceste occasion compensés.

« Advisé a esté que pour ce que la matière touche les gens d'église, que expédient est leur en parler avant que l'en y puest conclure, mais ont esté par les dessusdicts, esleus et nommés pour totalement traictier de la matière, avec celui ou ceulx que les gens d'église esliront, Mes N. Jacquemin, H. Le Membru, J. Cauchon l'aisné, J. Cauchon le jeune, J. de Reins, J. Bourguet, G. Cocquillart, ou les trois d'entre eulx, avec le lieutenant, aus-

contenu en icelles ordonnances, si comme toutes ces choses lesdictes parties, et chascune d'elles en droit soy, dirent, recongnurent et affer-

quels a esté baillié puissance d'en besongnier ausdits des villages, ainsi qu'ils verront estre à faire.

« *Le lendemain*, xi*e* *jour de juillet*, en l'escole de théologie où estoient assemblés messieurs les abbés de Saint-Remy, Saint-Nicaise et Saint-Denis, et autres nommés plus haut, fut conclud que l'on besoingnast avec lesdits des villages, ainsi que les depputés dessus nommés verroient estre à faire, ausquels, selon l'advis dessus escript, a esté baillée toute puissance.. »

[Le lendemain, les fondés de pouvoir de la ville se réunissent à ceux des villages, et on convient de ce qui suit :]

« Sur ladicte matière des aydes octroye à la ville...., pour chacun an, durant le temps de l'octroy, les habitans desdits villages bailleront acheteur de la ferme des aydes pour iceulx....; lesquels aydes leur ont esté accordés, eu regard aux années passées, parmy la somme de xx liv. par. pour an. Pour le [*sic*, payement ?] de quoy ils feront souffisamment asseurer la ville....

« xxiii *juillet* m. iiii*c* lxx. Par N. Musart, en l'ostel de l'eschevinaige ; préseus, honor. hommes, Th. Noël, prévost de l'eschevinaige, P. Noël, J. Soudant, eschevins, M*es* N. Jacquemin, H. Le Membru, J. de Reins, J. Bourguet, R. Choilly, P. Labbé, J. Waltier, J. Choilly l'aisné, N. Lefebvre, N. Cocquillart, J. Lormet, J. Coletier, S. l'Anglez, H. Hurtault, G. Briotin, N. Gouvion, R. Colet, C. Prévosteau, J. Jouglet, L. Chiffet, J. Bourguet, J. Balet le jeune, J. Doriot, F. Merlin, Collesson A...., J. Jacquier, J. d'Avignon, J. Charpentier, N...., J. Mea, T. Mortier, J. Cochon, J. Clerjon, J. Thierry, O. Le Blon, R. Brochart, G. Le Roy, J. Gehot, P. Le Chandrelier, E. Bacheler, J. Baudot dict Lambinet, J. La Goille, J. Colet, mercier, J. Richart, potier d'estain, N...., J. Le Prélat, et autres habitans en grant nombre, et H. Payot, procureur.

« Par le procureur a esté remonstré que le capitaine des frans archiers avoit depuis huit jours passé par ceste ville, lequel avoit bien expressément enjoint aux commis à l'entretenement desdicts archiers, que en toute diligence ils feussent mis en point souffisant, pour s'en aidier quant besoing seroit.

« Aussi a remonstré que auxdits commis, c'est assavoir P. Noël, J. Soudant, J. Wattier et G. le Verrier, estoient encore deus les frais de huit nouveaux archiers que on avoit baillé à la ville, oultre le premier nombre faict et mis en la ville, qui montent à iiii*xx* et xii escus, dont ils requéroient estre payés.

« Avec ce qu'il avoit esté adverti par lesdits commis, que aux habillemens et fournitures des vielz archiers, estoit besoing ouvrer et les remettre à point.... et convenoit adviser là où seroient pris les deniers.

« En oultre a remonstré que la ville avoit pluseurs procès pour le faict des tailles, tant par-devant MM. les esleus à Reins, que à Paris, dont il y en avoit desjà quatre ou cinq appoinctés en escriptures, à quoy convenoit entendre y frayer, et payer les advocats, et escriptures, et si en y avoit d'autres qui estoient encore entiers, comme celuy commencé contre Wailly le poursuivant, celui contre M. Boileaue, etc...., lesquelles parties pour desmouvoir ledict procureur avoient mis pardevers la court les lettres dont elles se veulent aidier, desquelles, et de toutes celles des autres parties, comme N. Cauchon, qui de nouvel avoit présenté une lettre missive du roy pour la matière, adressante aux esleus, il avoit pris et eu la coppie aux despens de la ville....; et pour ce requéroit le procureur estre advisé par les habitans où seroit pris l'argent qu'il convenoit pour satisfaire aux choses susdites, et aussi s'il y avoit nulz de ceulx qui estoient en procès, veus leurs lettres, de qui on se deust depporter.

[On conclud : 1°. de remettre à Wailly la taille qu'il devoit, attendu les services qu'il a rendus à la ville ; 2°. de faire une taille pour subvenir aux dépens des francs archers, et des procès. La quotité en sera calculée

mèrent estre vraies, et dont elles, et chascune d'elles, se tinrent pour bien conteñs par-devant nostredit commis, en la main duquel icelles

par les commis à l'entretien des archers, un echevin, Mᵉ J. Bourguet, N. Lefebvre et J. Coltetier. — Ordre au procureur de contraindre et poursuivre à rendre compte les précédens receveurs de tailles dans la ville, tant de celles du roi, que des francs archers; 3° quant à ceux qui se veulent exempter des tailles, les uns par noblesse, les autres par exemptions et affranchissement qu'ils disent avoir du roi, et dont on a examiné les titres et lettres, le procureur réunira les conseillers de ville qui se trouvent dans la présente assemblée, et autres s'il est besoin, avec lesquels il communiquera des titres et lettres susdits, pour savoir quels procès la ville doit soutenir ou abandonner.]

« xxx *juillet* M. IIIIᶜ LXX. Par N. Musart, en l'ostel de l'eschevinaige; présens P. Noël, J. Wattier, eschevins, N. Noël, J. Cocquault, N. Lefebvre, J. de Chalons, H. Hurtaut, G. de Troyes, G. Pelletier, O. Leblond, J. Choilly l'aisné et le jeune, J. Coquin, J. d'Avignon, Th. Saguet, J. Balet le jeune, J. Coletier, E. Bacheler, P. Malot, barbier, J. Caurette, P. Çachette, N. Simon, C. Cochon, S. Grant, J. Lamagne, J. Prelat, J. Rousset, J. Cormont, G. de Poilly, J. de Raillencourt, A. le Motiscau, J. Herbelot, et autres habitans en grant nombre, et H. Payot. »

[Les commissaires nommés par la conclusion précédente, disent qu'après avoir calculé au plus juste, ils ont trouvé qu'une taille de 470 l. t. est nécessaire, mais qu'ils en demandent une de 500 l. — On conclud à la levée des 500 l., et pour les asseoir on nomme N. Lefebvre, J. Cocquault, J. Watier, J. David et J. Jebot.]

« III *aoust* M. IIIIᶜ LXX. Par N. Musart, en l'escole de théologie; presens Mᵉˢ J. Netelet, Mᵉˢ J. Chauflon, chanoines, Th. Noël, prévost de l'eschevinaige, Mᵉˢ J. Cauchon l'aisné, H. Le Membru, J. de Reins, G. Cauchette, J. Noël, J. Colet, J. Chinoir, B. du Molinet, G. Cocquillart, G. Cauchon, J. de Chaalons, Mᵉ J. Bourguet, Mᵉ R. Choilly, G. d'Aumenancourt, C. Bourgeat, M. de Thuisy, N. Gouvion, C. Frizon, G. Leverrier, J. Choilly l'aisné, et J. Doriot, tous bourgeois et habitans, et H. Payot, procureur. »

[Le procureur remontre que le sénéchal de Toulouse doit arriver bientôt à Reims. On conclud à lui trouver un logis honnête selon son état et seigneurie. On désigne l'Ecu de France. — L'hôte se contentera de ce que lui offrira le sénéchal pour son gite; la ville payera le surplus.]

« Sur la matière de l'outrage fait, et parolles injurieuses dictes, par ung nommé Thibaut, archier de la compaignie du seneschal en la personne de N. Musart...., pour lequel cas ledict Thibaut est de present prisonñier détenu par le lieutenant ou capitaine.

« Conclud a esté que, attendue l'énormité du cas qui est très-mauvais, et qui touche le roy, monseigneur le connestable qui est cappitaine de ceste cité, et tous les habitans d'icelle, l'en en doit requérir et demander réparation, et en ce procéder juridiquement et par conseil; et premièrement sera faicte information du cas, et prist la déposition du prisonnier, pour, ce fait, se y régler selon l'advis et délibération des conseillers, et le tout selon le contenu des ordonnances royaux sur ce faictes. »

« x *aoust* M. IIIIᶜ LXX. En l'escole de theologie, par N. Musard...., présens Mᵉˢ J. Netelet, chanoine, et Th. Noël, prévost...., J. Watier, eschevin, Mᵉ J. Cauchon l'aisne, R. Choilly, B. Du Molinet, P. l'Abbé, J. le Boutillier, N. Noël, G. Cauchette, N. Lefebvre, M. Boileaue, H. Hurtaut, G. Briotin, G. Choppelin, J. Sorbon, S. Popehau; J. Choilly le jeune, J. Jacquier, J. Diwies et autres laboureurs, et H. Payot. »

[Le procureur remontre que P. Michaut, commissaire sur le fait des chevaux, est arrivé à Reims pour faire l'inventaire des chevaux qui s'y trouvent, et voir quel nombre on en pourroit prendre pour conduire l'artillerie du roi.... Il lui a fait exhiber sa commission. — On conclud qu'il sera entière-

parties, et chascune d'elles en droit soy, ès noms que dessus, promisdrent par leur foy pour ce données corporelment, et soubz l'obli-

ment obéi au bon plaisir du roi. — Mais on nomme, pour s'aboucher avec le commissaire, et tâcher d'obtenir les conditions les plus favorables, Netelet, Chauflon, Th. Noël, N. Lefebvre, B. Du Molinet et le procureur.]

« XI *août* M. IIIIᶜ LXX. Par N. Musart, en l'escole de théologie...., présens Mᵉˢ Netelet, chanoine, l'aumosnier de Saint-Remy, celui de Saint-Nicaise, Mᵉˢ J. Joffrin et ung autre religieux de Saint-Denis, Mᵉˢ H. le Membru, J. Cauchon l'aisné, J. de Reins, P. l'Abbé, B. Du Molinet, R. Choilly, J. le Boutillier, R. Migaillot, N. Gouvion, N. Lefebvre, N. Chopin, et H. Payot, procureur. »

[Les commissaires chargés de traiter avec Michaut, rapportent qu'ils sont convenus lui faire exhiber toutes fois que métier seroit, tous les chevaux de harnois de la ville, pour en choisir vingt avec leurs harnois et leurs conducteurs, et les mener partout où il plairoit au roi ou à ses commis, pour la conduite de l'artillerie. — On sanctionne ces conventions. — On donne deux écus d'or à Michaut, du vin, et on paye son gîte.]

« XXXI *août* M. IIIIᶜ LXX. Par N. Musart en l'escole de théologie...., présens Mᵉˢ P. de Pertes, J. Chauflon, chanoines, l'aumosnier de Saint-Remy, le chambrier de Saint-Nicaise, deux religieux de Saint-Denis, T. Noël, N. Cauchon, J. Watier, eschevins, Mᵉˢ J. Cauchon l'aisné et le jeune, J. Noël, G. Walet, J. Chinoir, Mᵉ J. le Boutillier, J. Choilly l'aisné, G. Hurtault, J. Raymond, G. Cauchon, J. Doriot, M. Bochet, N. Gouvion, J. Colet, G. le Verrier, tous bourgeois, et H. Payot, procureur.

[On donne mandement pour diverses dépenses. — Pour le gîte du sénéchal de Toulouse, celui du commissaire des chevaux, la dépense des fourriers, pour l'avocat dans la cause des villages. — Voyage fait à Meaux vers le connétable, à Soissons pendant le temps des trois états, etc., etc.]

« En oultre a esté ordonné que en l'ostel du lieutenant, sera mis l'un des falos de la ville, fourny de tourteaux aux despens de la ville, avec une torche, pour en estre servi aux affaires de la ville. »

« XII *septembre* M. IIIIᶜ LXX. En l'escole de théologie par N. Musart...., présens Mᵉˢ P. de Pertes, J. Chauflon, J. Netelet, chanoines, l'aumosnier de Saint-Remy, ung religieux de Saint-Nicaise, le trésorier de Saint-Denis, Mᵉ J. Chardon, bailli de Reins, J. Soudant, R. Colet, eschevins, Mᵉˢ J. Cauchon l'aisné et le jeune, P. l'Abbé, J. de Chaalons, G. Walet, J. Chinoir, J. Colet, Mᵉ J. Raymond, S. Prioul, J. Doriot, C. Frison, H. Margouille et H. Payot, procureur. »

[Les gens de guerre logés dans la ville donnent par écrit une requête, touchant le fournissement de vivres pour leurs chevaux; on a consulté un ancien taux sur cette manière.]

« Conclud a esté que pour fournir et aydier à entretenir lesdicts gens de guerre, seroit bon que l'en feist, et sera faict, défense par les justices et par cry publique, que nul marchant ne autre ne se avance de doresnavant aler aux portes, ne ailleurs au-devant des marchans venans et amenans aveine, foing ou paille, pour l'acheter, mais laissent lesdicts marchans venir aux marchiés, afin que les gens de guerre en puissent avoir pour leur argent, et que en ce ils soient préférés avant tous autres.

« Aussi a esté ordonné que en entretenant les ordonnances royaulx, se les gens de guerre n'ont argent pour payer les dicts vivres, que l'en leur en fera délivrer, et que l'en attendra les deniers jusques à ce que leur payement pour le quartier soit venu, en baillant par le chief de chambre sa cédule de ce qui leur sera délivré.

« Et en tant qu'il touche le fait de la paille, ordonné a esté que l'en dira aux gens de guerre, qu'ils baillent par déclaration leurs chambrées, et nombre de chevaulx, et quelle quantité de voitures de paille, leur conviendra par mois, et on leur fera amener et délivrer selon la forme du taux naguères

gacion de tous leurs biens, et des biens de leurs hoirs et successeurs, meubles et immeubles, présens et advenir, et mesmement ledit Nicole sur ce fait et signé de J. de Suzanne, gouverneur de Mouzon, commissaire du roy. »

« XXII *septembre* M. IIII^c LXX. Par N. Musart, en l'assemblée faicte au Molinet, où estoient M^res les abbés de Saint-Nicaise et Saint-Denis, M^res J. Netelet, J. Chauflon, chanoines, l'aumosnier et le trésorier de Saint-Remy, Th. Noël, P. Noël, T. Du Godart, J. Cauchon, eschevins, Me M. Beauvarlet, Me J. Chardon, bailli de Reins, Me N. Jacquemin, Mes J. Cauchon l'aisné, P. l'Abbé, J. Bourguet, J. Raymond, N. Lefebvre, J. Colet, G. Cocquillart, J. de Chaalons, J. David et H. Payot. »

[Le sénéchal de Toulouse remontre que ses gens manquent de paille, foin, etc., etc.... On lui lit la conclusion précédente dont il se tient content. — Il ajoute que trois francs archers de la ville ont battu et injurié ses gens. — On lui répond qu'ils ont été pris, enfermés, et que la justice de l'archevêque en fera bonne raison. — On conclud à payer les dépenses faites par le sénéchal au Molinet.]

« La colecterie et recepte de la taille nouvellement mise sus, pour remettre en point les archiers, etc...., fut baillée et délivrée à M. Bochet, comme au plus ravalant, à la somme de nuef l. t. Présens : Th. Noël, prévost de l'eschevinaige, J. Coquin, Th. Saguet, P. Louffault, Huguet Simon, H. Payot et autres. »

« XII *octobre* M. IIII^c LXX. En l'assemblée faicte et tenue en l'église de Reins par noble homme N. Musart, escuier, sieur d'Unchar et de Blanzy, lieutenant du cappitaine, où estoient les personnes qui ensuivent : — M^res P. de Pertes, J. Chauflon, chanoines, Damp G. Grossaine, religieux de Saint-Remy, Damp P. Boileaue, religieux de Saint-Nicaise, Me J. Chardon, bailli de Reins, Me J. Cauchon l'aisné, bailli de Saint-Remy, J. Noël, Me J. Raymond, C. Coquillart, bourgeois et habitans, et H. Payot. »

[Le procureur remontre que les gens de guerre réclament toujours des vivres pour leurs chevaux, et crédit jusqu'au payement de leur quartier; ils menacent d'aller loger dans les villages, et de se plaindre au roi. — On conclud à acheter aux frais de la ville de l'avoine; le lieutenant enverra dans les villages voisins des commissaires pour forcer les villageois à amener leurs fourrages, dont le receveur de la ville leur donnera cédule jusqu'au payement du quartier, en l'exigeant lui-même des gens d'armes. — Même mesure à l'égard des villages de la Montagne, pour fournir du bois.]

« XIII *octobre* M. IIII^c LXX. Au conseil tenu par N. Musart, en l'escole de théologie. Presens : M^res P. de Perthes, J. Netelet, J. Chauflon, chanoines, Th. Noël, P. Noël, J. Soudant, eschevins, Me N. Jacquemin, H. Le Membru, J. Cauchon l'aisné, J. de Reins, B. de Molinet, J. Noël, N. Noël, J. de Chaalons, P. Richart, P. Larchier, N. Lefebvre, J. Doriot, C. Frison, J. Louret, N. Grossaine, J. Cocquault, M. Bochet, C. Prévosteau, J. Bourguet, G. Leverrier, J. Coquin, O. Le Blond, J. Thiery, tous bourgeois, et H. Payot.

« Après lecture faite des lettres missives du roy, nostre sire, par lui aujourd'huy envoyées et présentées par B. Houzeau, chevaulcheur de son escurie, aux bourgeois et habitans de ceste cité, pour eslire et envoyer deux hommes notables de par la ville en l'assemblée de Tours, que le roy y entent à fère au XX de ce mois d'octobre.... Pour ce fère ont esté esleus et nommés honnourables hommes Me N. Jacquemin, licencié ès loix, et P. Noël, marchant, demeurant à Reins, ausquels seront faits et baillés advertissemens et mémoires de par la ville, avec argent pour leur despense, c'est assavoir à chacun XXIV escus. — [II escus d'or au chevaulcheur.]

« XXIX *octobre* M. IIII^c LXX. Au conseil tenu en l'escole de théologie par N. Musart. Présens : M^res les abbés de Saint-Nicaise et Saint-Denis, M^res P. de Pertes, J. Netelet, J. Chauflon, chanoines, le prieur de Corbeny, Th. du Godart, J. Soudant, J. Watier, eschevins, Mes J. Cauchon l'aisné et le jeune, R.

l'Ermite, ou nom que dessus, de tous les biens desdis habitans séculiers de Reims, etc. En tesmoing de ce, nous avons scellé ces présentes lec-

Choilly, B. du Moliuet, J. Noël, G. Cauchette, Mr J. Raymond, G. Walet, J. Toiguel, J. Cocquault, J. de Chaalons, J. Doriot, N. Lefebvre, N. Cauchon, J. Coquin, J. Bourcamus, J. Viellart, S. Langlez, J. Colet, J. Quatresols, G. Briotin, H. Hurtault, M. Bochet, N. Grossaine et H. Payot, procureur.

« Le procureur a remonstré la manière qu'avoient tenue et tenoient les gens de guerre logiés en ceste ville, à prendre et arrester les marchans, denrées et marchandises, passans et traversans par l'environ de la ville. Aussi qu'ils faisoient de leurs maisons, prisons privées. — Et à ceste fin a ledict procureur monstrée la coppie des lettres royaulx donnés sur la matière des prinses et arrêts des marchans et marchandises, et des lettres de commission de monseigneur le B. de Vermandois....

« Sur quoy advisé et délibéré a esté que.... il est expédient signifier ces choses aux officiers du roy estans audict Reims, c'est assavoir au lieutenant de monseigneur le B. de Vermandois, substitut du procureur du roy, et autres, et leur requérir que leur plaisir soit remonstrer aus gens de guerre, qu'ils se conduisent en ladicte matière selon le contenu des lettres du roy, tant en ce qu'ils out déjà pris, comme en ce qu'ils en pourront fère, afin de descharge et excusation pour la ville ; et au cas que ils ne se y voudroient gouverner selon lesdictes lettres, qu'il soit signifié à monseigneur le B. de Vermandois, ou son lieutenant général et officiers du roy à Laon, afin que provision y soit par eulx donnée.

« Semblablement ledict procureur a remonstré que naguerres le cappitaine des francs archiers, lui estant en ceste ville faisant ses monstres, ordonna, enjoignit et commanda aux habitans de la ville, aux personnes du lieutenant, du procureur, de J. Soudant, J. Watier, et G. Leverrier, que dedans ung mois lors ensuivant tous les LVI frans archiers d'icelle ville feussent souffisamment mis en point, et fournis de gardes avec dagues, voulges et de tous autres habillemens de guerre à eulx nécessaires, sus peine de désobéissance. Avoit aussi ordonné que dedans le Noël prochain, on eust mué six jacques desdits frans archiers à VI brigandines, et que dedans le moys, nombre d'iceulx archiers fust fourny et complet, desquels en faloit IV, et arbalestres d'acier fussent muées en bons arcs ; que leur fussent baillés hocquetons pers, et avec ce que à eulx feussent baillés leurs arcs, et à chascun IV pièces de traict pour eulx mieulx usiter ou fait de l'arc, et jaier les festes ; et pour ce a icellui procureur dénuncié ces choses aus habitans, afin qu'ils y feissent pourveoir. »

« V *novembre* M. IIII^c LXX. En l'ostel de monseigneur de Reins, présens monseigneur de Reins, Mes P. de Fertes, J. Chauflon, A. de Courguillerct, J. Hubin, chanoines, le chambrier de Saint-Remy, T. Du Godart, N. Moët, P. Horis, J. Cauchon, eschevin, Me J. Chardon, bailli de Reins, J. Cauchon l'aisné et le jeune, G. Cauchette, J. Raymond, G. Walet, G. Lescot, J. Viellart, J. Watier, J. Coquin, G. Leverrier, G. Bourgois, G. Cocquillart, J. Choilli l'aisné, J. Chinoir, J. Colet, J. Noël, T. Galus et pluseurs autres habitans, avec H. Payot, leur procureur.

« Par M. Fontenet, chevaulcheur de l'escurie du roy,.... ont esté presentées certaines lettres missives du roy.... adressans aux gens d'église, bourgeois et habitans, afin de rendre grâces et louenges à Dieu et à Nostre-Dame de la delivrance de prison et recouvrance du royaulme d'Angleterre, faicte au prouffit du roy Henry, et de la paix par ce estant entre la France et l'Angleterre. — Conclud accomplir la voulenté du roy. — [III escus d'or au chevaulcheur.]

« XIX *novembre* M. IIII^c LXX. En l'assemblée faicte et tenue en l'ostel de l'échevinaige par N. Musart, où estoient Th. Noël, J. Watier, Remyon Lelarge, eschevins, Me R. Prieuse. Me J. Bourguet, J. Choilly l'aisné, R. Choilly,

tres au rapport de nostredit commis, du scel de ladicte baillie. Ce fut fait le dixiesme jour d'avril l'an mil cccc quarante-huit avant Pasques. *Sic*

J. l'Espaignot, Lancelot de Condé, J Charlot, Guil. de Troyes, L. Chiffet, J. Bourcamus, J. Louret, J. Gehot, Th. Saguet, J. Florinier, J. Cocquault, G. Bourgois, O. Leblond, J. Garenart, J. Çoquin, G. de Poilly, J. Bourgois, P. de Pontravers, J. Pauffilet, P. Malot, J. Preudhon, R. Le Breton, N. Lefebvre, H. Gaillart, J. Vauchelet, C. Cochon, S. Bertin, T. Louflault, J. Le Rade, et plusieurs autres habitans de Reins jusques au nombre de vi^xx personnes, et Henry Payot. »

[Le procureur remontre que, conformément aux prescriptions à lui faictes dans une assemblée précédente, de mettre au conseil de ville les pièces des procès, pour savoir s'il les falloit continuer ou delaisser, il rapporte les délibérations des conseillers signées de leur main. — Il rappelle les prescriptions du capitaine des francs archers. — Il avertit qu'il faut élire 6 frans archers, au lieu de 6 qui sont absents. — Que le capitaine des archers a ordonné donner à chacun d'eux lors de la dernière montre, 2 s. 8 d. par. — Que cet argent est dû, ainsi que beaucoup d'autre pour le fait des procès de la ville, pour les gages et pension de N. Jacquemin, conseil de la ville par-devant les élus, et ailleurs où besoin étoit.]

[L'assemblée approuve ce que le conseil a fait touchant les procès, ordonne de bien mettre en point les archers, de sorte que le roi en puisse être servi quand il en sera besoin, et pour cela nomme de nouveau les quatre précédens commissaires, sans toutefois faire quant à présent mutation des jacques à brigandines.]

« Ordonné a esté que par le receveur de la taille soit payé à J. Compaignon le jeune franc archier, vi s. pour avoir fait refaire son crannequin ou temps de la guerre de Montlhéry, lui estant à l'environ Paris, et à Guyot de Grant Fontaine, iv s. pour une griffe par lui achettée pour son crannequin. »

[Ordre au receveur des tailles de payer ce qui concerne les frans archers, ordre au lieutenant, au procureur, au prévost de l'échevinage et à quatre commissaires de régler l'affaire de Jacquemin.]

« Et au surplus, pour ce que ledict procureur a remonstré que à très-grant peine et difficulté se assembloient les habitans, et que souvent surviennent aucunes affaires hastiés et autres à quoy est besoing y besongnier et vaquer, tant pour raison des procès et frans archiers, comme autres affaires et matières touchant la ville qui puent survenir, advisé, conclud et délibéré a esté, que pour besongnier èsdictes affaires et matières, et autres qui survenroient doresnavant, seroient commis et depputés certains personnaiges qui de par eulx auroient toute puissance, sans en fère autre assemblée; et pour ce fère ont esté esleus et nommés MM. les eschevins de Reins, et avec eulx, J. Choilly l'aisné, N. Lefebvre, Th. le Boutillier, C. Frizon, N. Noël, C. Bourguet, Me R. Prieuse, G. D'Aumenancour, Me H. Le Membru, G. Bourgois, J. Cocquault, J. André, H. Hurtault, J. David, H. Margouillier et C. La Chièse, ou la pluspart d'iceulx, ausquels a esté baillié plein pouvoir et puissance de et sur tous les affaires besongnier, ainsi qu'ils verront estre à fère pour le mieulx. »

« xxiii *novembre* m. iiii^c lxx. Au conseil tenu au lieu de l'escole de théologie, par N. Musart. Présens...... M^res P. de Pertes, J. Doulxamy, J. Netelet, J. Chauflon, chanoine, l'aumosnier de Saint-Remy, le chambrier de Saint-Nicaise, le curé de Saint-Denis, T. Du Godart, N. Moët, J. Soudan, J. Watier, G. Leverrier, eschevins, B. Dù Molinet, Me J. Cauchon le jeune, J. de Reins, J. Cauchon l'aisné, G. Cauchette, P. l'Abbé, J. Bourguet, R. Choilli, licencié en drois, J. Thoignel, J. Cauchon, G. Walet, J. de Chaalons, N. Lefebvre, J. Colet, N. Noël, R. Baudon, J. Doriot, C. Frizon, J. Thierry, N. Grossainé, N. Simon, N. Cocquillart, D. Cocquillart, T. Saguet, G. Lescot, J. Lescot, R. Colet, N. Cauchon, J. Louret, J. Balet le jeune, G. Cauchon,

signatum : J. Migaillot. Fait et passé en parlement par maistre Granier Aubri, procureur de maistre Nicole l'Ermite, ou nom que

J. David, J. Choilly l'aisné, H. Hurtault, J. Florinier, M. Bochet, tous bourgeois et habitans, et H. Payot, procureur d'iceulx habitans. Me N. Jacquemin et P. Noël qui avoient esté esleus ambaxadeurs, pour aler de par la ville en l'assemblée naguères tenue de par le roy nostre sire à Tours, ont exposé les causes de leur légacion, et ont rapporté par escript l'advis et l'opinion des marchans, ensemble la response sur ce du roy, qui ont esté veus et leus oudict conseil; et au sorplus ont de bouche rapporté et relaté ce que par eulx a esté besongnié oudict voyage et ambaxade. Ausquels ambaxadeurs a esté ordonné pour leurs pésnes et salaires, à chascun d'eulx un escu par jour; et oultre, eu regard à l'excessive despense par eulx faicte, et au louaige de deux chevaulx, leur a esté ordonné estre baillié gratuitement XII escus d'or...., et se seront restitués audict maistre Nicole, X escus d'or par lui baillié à Me J. Pouffe, secrétaire du roy nostre sire, qui promis ont esté à ung autre secrétaire qui aida le commandement de l'affranchissement des foires de Reins, de quoy poursuivre ledict Pouffe s'est chargié; et aussi lui seront paiés XVIII escus d'or pour trois douzaines de serviettes données de par la ville, l'une audict Pouffe, et les deux autres à deux personnaiges qui ont esté chargiés de solliciter le commandement des foires »

[Autre mandement de 6 écus, pour le voyage vers le connétable. — Plus 4 écus d'or, à chacun de ceux qui ont été à l'assemblée des trois états à Soissons. — Au lieutenant, à J. Cauchon l'aisné, et au procureur qui pendant onze jours vaquèrent par les villages à quatre lieues à la ronde pour le fait des aides, avec deux notaires et tabellions royaux, à chacun 6 écus. — 4 écus au lieutenant Musart, et aux cinq fourriers qui ont disposé les logemens.]

« XXIX *novembre* M. IIIIc LXX. En l'escole de théologie par N. Musart. Présens Mres P. de Pertes, J. Netelet, chanoines, ung religieux de Saint-Remy, deux religieux de Saint-Denis, J. Watier, R. Colet, eschevins, B. Du Molinet, Me J. Cauchon l'aisné, N. Le Membru, P. Blancpignon, N. Jacquemin, R. Choilly, C. Frizon, J. Choilli l'aisné, O. Le Blond, Me J. Cauchon le jeune, J. de Reins, H. Hurtault, J. de Chalons, J. Coquin, et H. Payot.... A le procureur demandé et requis qu'ils advisassent et délibérassent entre eulx, touchant le fait de la garde de la ville, tant de jour aux portes comme de nuit sur la muraille, qu'il en estoit de faire, attendu le péril courant présentement de la guerre.... Ordonné est que la garde des portes, ensemble celle de nuit sur les murailles, se fera en la manière accoustumée, mais on commandera aux portiers qu'ils y soient en personne, tant à l'ouverture et garde de jour, comme à la closture des portes; et aussi que ceulx ordonnés pour le guet de nuit en facent leur devoir, sur peine d'estre contrains et pugnis pour leurs deffaulx. Et avec ce a esté ordonné que les carteniers, et gardes des clefs des portes, soient appelés et assemblés, et que l'on face changier partie des clefs, pour au surplus pourveoir à la garde d'icelles de gens notables et reconus, tant de ceulx qui y ont esté par-ci-devant s'ils ne s'en excusent, que d'autres. »

« VII *décembre* M. IIIIc LXX. En l'escole de théologie, par N. Musart; présens Mres P. de Pertes, J. Chaufflon, chanoines; l'aumosnier de Saint-Remy, le chambrier de Saint-Nicaise, ung religieux de Saint-Denis, N. Moët, P. Noël, J. Watier, N. Cauchon, eschevins; B. du Molinet, Mes J. Cauchon l'aisné et le jeune, H. Le Membru, J. Walet, N. Lefebvre, N. Grossaine, G. Cauchon, J. de Chaalons, G. Le Verrier, H. Le Hurteleux, H. Hurtault, G. Briotin, J. Doriot, G. Bourgois, C. Frizon, C. Joffrin, J. Quatresols, J. Pressot, B. Braconnier, et H. Payot. »

[Un frère augustin demande des lettres de recommandation de la ville, pour le roi. On les lui refuse. — Le procureur remontre les excès, violences et désobéissances faites par quelques gens de guerre logés en la ville,

dessus, d'une part; et par maistre Galois de Vertus, procureur de Coleçon Bourgois, eschevin de Reims, Anthoine de Hellande, Jehan

tant envers Me J. Casant, que contre le lieutenant. — On ordonne que l'information soit lue au conseil, et pris sur ce délibération pour en poursuivre réparation, — et comme quelques-uns des coupables ont dit qu'ils consentoient à recevoir correction dudit cas, selon l'ordonnance de l'archevèque et du lieutenant, — on y consent si l'archevesque veut s'en charger.]

« Mandement et descharge sera faicte aux receveurs de la ville de la somme de xx l. p., pour le lieutenant, sur ce qu'on lui puet devoir à cause de ses peines, labeurs et services deservis oudit office. »

« xxiii *décembre* m. iiiic lxx. Par N. Musart, au lieu du chappitre de l'église de Reims, présens M. l'arcediacre, Mres J. Netelet, J. Doulxamy...., N. Moët, T. Noël, eschevins; J. Noël, G. Lescot, J. Colet, N. Noël, N. Grossaine, J. Chinoir, J. Cauchon le jeune, T. Du Godart, G. Cauchon, C. Bourguet, J. Coquin, J. Toignel, J. Cauchon, P. Noël, N. Lescot, H. Hurtault, Me N. Le Membru, G. Nobelin, R. Colet, B. Baudon, J. de Lasnerie, O. Leblond, N. Gouvion, J. Thiesselain. »

[Le procureur annonce l'arrivée du sénéchal à Reims; on conclud que l'on ira lui faire la révérence, en lui recommandant la ville; et afin qu'il y soit plus enclin, on lui présentera deux poinçons de vin vieux, du meilleur que l'on pourra trouver.]

« xi *janvier* m. iiiic lxx. En l'escole de theologie, par N. Musart, présens Mres P. de Pertes, J. Netelet, chanoines; l'aumosnier de Saint-Remy, un religieux de Saint-Nicaise, le prévost de Saint-Denis, T. Du Godard [lieutenant du bailli de Vermandois], R. Colet, eschevins; Me N. Jacquemin, J. Cauchon l'aisné, H. Le Membru, J. Raymond, P. l'Abbé, G. Walet, J. Noël, H. Hurtault, J. Cocquault, J. Coquin, J. Delaval, J. André, J. Colet, G. Cauchon, G. Caillecoq, C. Frizon, N. Gouvion, N. Lescot, J. Lescot, G. Lescot, J. de Chaalons, J. Colet, M. Bochet, G. Bourgois et J. Jacquier, tous bourgeois, marchands, etc., et H. Payot, procureur. »

[Le procureur remontre qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour la garde et défense de la ville; il dit que le sénéchal de Toulouse, en partant, lui a ordonné dire de ces choses aux habitans, afin qu'ils y avisent.]

« Sur quoy a esté conclud que pour adviser et donner sur ce l'ordre et provision convenable, seroient esleus et depputés trois hommes d'église, c'est à savoir deux du chapitre et ung de Saint-Remy; M. le bailli de Reims, Me N. Jacquemin, T. Noël, Me H. Le Membru, B. Du Molinet, Me Cauchon l'aisné, T. Du Godart, J. de Chaalons, et G. Lescot, ou la pluspart d'eulx, et tels autres que le lieutenant voldra appeller, ausquels a esté ordonné eulx trouver et assembler cejourd'huy en la loge de l'eschevinaige, à heure de none, pour y besongner, et lesquels depputez mettront leur advis par escript, et le rapporteront au premier conseil, pour au surplus en ordonner comme il appartiendra. »

« xxv *janvier* m. iiiic lxx. En l'escole de théologie, par N. Musart, présens Mres de Pertes, J. Netelet, J. Chauflon, B. Lescot, chanoines; le chambrier de Saint-Remy, le chambrier de Saint-Nicaise, deux religieux de Saint-Denis, T. Noël, J. Watier, eschevins; Mes N. Jacquemin, R. Prieuse, G. Cocquillart, G. Walet, H. Hurtault, J. Cocquault, T. Frizon, J. Doriot, N. Cocquillart, J. Choilly l'aisné, J. Balet le jeune, J. Colet, J. Coquin, B. du Molinet, G. Briotin, Me R. Choilly, J. Thierry, J. de Chaalons, N. Lefebvre, et H. Payot. »

[Les commissaires nommés sur le fait de la défense de la ville présentent leur travail; il est approuvé. — On en fera crier et publier les articles. — Jehannot de Tramecourt *, écuyer, a écrit au receveur de la ville afin d'avoir les gages de capitaine; on s'en excu-

* Il était lieutenant du capitaine. Voir plus bas, à la date du 20 mai 1471.

Boileaue l'ainsné, Jehan Noël l'ainsné, Aubri Connil, Jehan de Gravelle, Jehàu Chinoir, Guiot l'Escot, Caulus Hurtault et Pierre Musart,

sera le mieux que l'on pourra, mais on ne payera rien sans l'ordonnance du connétable, etc.]

« A esté ordonné que les femmes vefves de ceste cité facent guet et garde de portes, et de murailles, selon leur faculté.

« *Dudict jour, après disner*, ou cloître de l'église, présens M^res Netelet, Chauflon, Lescot, chanoines; T. Noël, J. Colet, N. Noël, Me N. Jacquemin, B. Du Molinet, N. Gouvion, H. Simon, T. Bourguet, Me J. de Reins, J. de Chaalons, G. Walet, et H. Payot. Les lettres missives de monseigneur le connestable, apportées par D. Le Boutillier ont esté veues et lues, et contiennent ceste forme :

« Loys de Luxembourg, comte de Saint-Pol, etc.... Très-chiers et bien-amés, nous avons receu vos lettres, et au regard du contenu en icelles, en tant que requérez que N. Musart puist demourer avecques vous pour, comme lieutenant du capitaine, entendre et soy employer a la garde de la ville et cité de Reins, nous en sommes bien contens; et quant il ne demoureroit, si nous vous en envoyrions ung autre, et comme contiennent vosdictes lettres, nous en escripvons au bailli de Vermandois, afin que pour ceste cause il le tiengne exempt de ce voyage. Très-chiers et bien-amés N. Seigneur soit garde de vous. — *Au dos*.... A nos très-chiers.... les gens d'église, nobles, gouverneurs et habitans de Reims. »

[Le connétable a donne mission par lettres à J. Lusson, bailli de Beaurenoir, d'acheter à Reims jusques à cent queues de vin pour sa provision. —Lusson demande qu'on l'exempte des aydes: les fermiers de l'aide s'y refusent, à moins qu'on ne leur tienne compte de cette somme. On conclud que les fermiers la rabatteront dans leurs comptes.]

« C'est l'advis et ordonnance faicte pour le fait de la garde et deffense de la ville.

« *Premiers* est advisé que M. le lieutenant fera crier et publier de par le roy, que homme, de quelqu'estat qu'il soit, ne se boute ou entre ès fossés de la ville, ne seuffre entremettre ou bouter bestail, vaches, chevaulx, brebis, pourceaulx, sur peine de perdre ledict bestail, et d'estre pugnis comme appartiendra. »

« *Item*. Que homme de quelqu'estat qu'il soit, privé, forains, ou estrange, ne monte sur les murs de ceste cité, y voit, passe ou rappasse, sinon ceulx qui seront commis au guet ou à la garde, sus peine d'en estre pugnis.

« *Item*. Que tous hostellains, taverniers et autres logeans gens estrangers, rapportent chascune nuit les hostes qui surveuront en leurs maisons par escript, les noms et surnoms dont ils sont, qui et de quel estat, pardevers M^r le lieutenant ou le clerc de la ville, et qu'ils advertissent leurs hostes qu'ils ne portent espées, dagues ou autres armes parmy la ville...., ne oultre l'eure que on sonne la cloche pour les veilleurs.

« *Item*. Que nuls forains ou privés ne voisent hors de leurs maisons ou logis, de nuit, sans clarté oultre l'eure de IX heures, ne portent armes ou bastons.... s'ils ne sont préposés pour la justice, ou pour le guet et affaire de la deffense de la ville pour ladicte nuit, sus peine d'amende.

« *Item*. Que les portiers qui seront par chascun jour en chascune des portes, interroguent bien toutes gens incongnues entrans, soit gens d'église, seculiers ou réguliers, mendians ou autres, et les amènent pardevers M^r le lieutenant pour les interroguer.

« *Item*. Semble estre très expédient que les maistres des euvres et de l'artillerie, recoulent leur inventoire de l'artillerie, et mesme la mettent par nouvel inventoire, avecques leur advis de ce qui leur semblera estre utile et nécessaire pour la mettre, et proposer là où il appartiendra les deffaultes qui y puellent estre, etc. Et au regard des maistres des euvres, ils advertiront des reparations plus nécessaires, pour y pourvoir comme il appartiendra, et par espécial de clore de jour les montées des murs, se faire se puet, tellement qu'on n'y puisse monter sans clefs.

Item. Et au regard de la garde, samble

demourans à Reims, ès noms qu'ils procèdent, d'autre part; le derrenier jour d'avril mil cccc quarante et neuf.

estre expédient que s'il y a aucuns quarteniers qui se vueillent excuser pour cause raisonnable de la garde des clefs, ou qu'il y ait aucuns qui n'y soient pas ydoines, on y doit pourvoir d'autres; et qu'il sera bon pour oster toutes suspecions pour raison de ce que lesdictes clefs ont esté en diverses mains, d'en changier aucunes.

« *Item*. Que les quarteniers et gardes des clefs yront et seront en personne à ouvrir et clore les portes, et illecques demoureront en l'ouverture, jusques à ce que la porte soit fournie des portiers qui y devront estre pour le jour.

« *Item*. Seront tenus les portiers de comparoir et estre en personne à l'ouverture des portes, ou homme pour eulx souffisant à la garde et deffenses d'icelles; et de jour ne se partiront jusques après la closture, sur peine de v s. par. d'amende, sur chacun deffaillant, par chacune fois, s'ils n'ont excusation raisonnable.

« *Item*. Que toutes gens de quelque estat qu'ils soient, facent guet et garde, tant de nuit que de jour, à l'ordonnance et discrétion du lieutenant, et de ceulx qui en auront la charge.

« *Item*. Que tous ceulx qui faisoient arrière-guet tournant, facent doresnavant le surguet de quartier en quartier, que souloient faire les portiers en temps de guerre.

« *Item*. Pour fournir ledit guet, est advisé que chacune nuit, et en chacun quartier, y aura xvi personnes de ceulx qui souloient faire ledit arrière-guet, veillans devant et après minuit. C'est assavoir ou quartier de porte Chacre, porte à Vesle, Fléchambault, Dieulimire et porte Saint-Nicaise, en chacun quartier deux veillans devant minuit, et deux après, qui feront le surguet de porte et quartier à autre, et refformeront le guet assis sur les connestables et dixainiers, et les faultes qu'ils trouveront, rapporteront le lendemain au capitaine ou lieutenant pour les corrigier; et sont tenus lesdicts fesant ledict surguet, de monter avant minuit à heure d'entre ix et x heures, et ne partir jusques à ce que le guet d'après minuit soit renouvellé; et pareillement ceulx d'après minuit, de monter à deux heures, et faire comme devant, jusques à ce que les portes soient ouvertes, sous peine chacun de v s. p. — *Item*, que tous ceulx qui ont garde de chaines, les facent nettoyer et mettre à point, pour icelles tendre s'il est besoing; et se il y chiet aucune réparation, ils se tireront par devers les maistres de l'artillerie, pour les faire mettre en point. — *Item*, semble expédient mettre sus les guets de jour et de nuit, que l'on souloit faire durans les guerres en cas d'effroy, et que ou dict cas chascun tire à sa garde. — *Item*, que les quarteniers facent couchier sur les portes, gens ou serviteurs féables et souffisans. — *Item*, que les connestables aient toujours feu ou lumière en leurs tournelles, et veillent la nuit que leurs gens et dixainiers feront le guet assis. — *Item*, semble expédient d'enquérir et savoir de l'estat des mendians, combien ils sont en leurs maisons, et leur deffendre qu'ils n'envoient nuls d'eulx faire message ne porter lettres aux ennemis, ne autre part, sans congié du capitaine et du conseil; et qu'ils ne reçoivent aucuns venans du dehors en leurs hostels, qu'ils ne le viengnent dire et amener au capitaine et conseil. — *Item*, que pareillement gens de mestier ne reçoivent aucuns varlets estrangiers venant de dehors, sans savoir ce qu'ils sont.... et le signiffier incontinent au lieutenant et conseil *.

* Nous trouvons dans le cartulaire D du chapitre, f° 52, des ordonnances, datées de 1470, bien plus étendues que celles dont nous venons de publier le texte. Nous allons en extraire tout ce qui ne fait pas double emploi avec celles ci :

Advis pour la garde et deffense de la ville de Reims.

« Premièrement convient que les églises soient fermées et honnourées bien et dévotement, espécialement par les gens d'église, chacun en son ordre et

Ad quod quidem accordum, ac omnia et singula in eo contenta, specificata et declarata, attendendum, tenendum, complendum ac

« 1er *février* M IIIIc LXX. En l'auditoire du prévost, par N. Musart, présens : Mes Chardon, bailly de Reims, N. Jacquemin, H. le Membru, N. le Membru, P. Labbé, N. Lefebvre, N. Noël, J. Vieillart, J. Cocquault, R. Colet et H. Payot, procureur. »

[On députe un conseiller vers le sénéchal de Toulouse, pour réclamer le payement des dettes qu'ont contractées ses gens d'armes naguères logés à Reims.]

« XI *février* M IIIIc LXX. Par N. Musart, en l'escole de théologie. Présens : Mes P. de Pertes, J. Netelet, chanoines, l'aumosnier

estat, tant de jour comme de nuyt, et généralement par toutes autres gens, chascun selon son entendement.

« *Item*, convient expressément quérir, trouver et nourrir toute manière d'avoir paix, amour et bonne union ensemble, et pour y advenir, deffendre à tous que l'on ne face ne dye à aultruy injure, et que toute vanenne et division du temps passé, s'aucuns en y a, cessent et soient oubliées.

« *Item*, qui fera, dira, ou mettera sus injure à aultruy, soit contraint à la vérifflér, et en ce cas soit l'accusé pugny; et se vérifier ne le puet l'accusant, si en soit tellement pugni que lui et aultres y prengnent exemple et s'en gardent.

. . . .

« *Item*, et pour conduire et mener les affaires de celle cité, est bon de tenir par chacune sepmaine deux ou trois fois, ou chascun jour, se mestier est, l'assemblée des douze séculiers, et deux d'église, ordonnés par le conseil pour la garde.

« *Item*, soit ordonné que doresnavant tous ceulx qui venront loger en la ville par demourance, seront tenus d'eulx retraire par-devers les connestables de leur connestablie, et eulx faire inscripre ou livre de leur connestablie, et quelle provision de vivres ils auront amené en la ville, et s'ils ont femme, enfans ou aultres gens avec eux, et quel nombre.

. . . .

« *Item*, convient chaque quartenier en son quartier, sçavoir le nombre et l'estat des habillemens de guerre...., s'ils sont assis par les lieux nécessaires à faire la défense.

« *Item*, savoir s'il y a gens propres et habillés à en ayder à jouer et servir; et que chascun habillement soit pourveu de son lieu et de son maistre....

« *Item*, soit deffendu par les quarteniers aux connestables, que nul ne gette carraux de nuyt sans cause, et que l'on ne face point de noise sur les murs. »

Pour les quarteniers.

« *Item*, à la garde du jour et de nuyt convient estre ung chascun très-songneux de faire son devoir en ce qui lui sera ordonné, et en cas de deffault, y soit pourveu raisonnablement sans excès.

« Pour la garde de jour, que tous gardes de portes soient armés bien et souffisamment, et bien embastonnés, et qu'ils ne laissent entrer gens d'armes que par deux portes, par chascune desquelles dix hommes par jour, et non plus, sans le congié du capitaine et du conseil; et que nul ne soit déporté à la garde de la ville sans l'ordonnance du capitaine et du conseil. et soit commis le plus notable des portiers à interroger les venans.

« *Item*, que pour la garde de nuyt, que l'en enjoingne aux connestables qu'ils veillent autant que leurs gens, et de ce leur face commandement le capitaine, et les quarteniers leur diront chascune nuyt.

« *Item*, que lesdis gardes de nuyt y soient en personnes, tant arrière-gait comme portiers et aultres, s'ils n'ont excusation raisonnable, auquel cas chascun sera tenu d'y envoyer personne souffisante; et que le premier gait ne descende, jusques àd ce que l'autre sera monté....

« Il fauldroit enjoindre à chascun, selon sa faculté, d'avoir gens armés, et vivres pour ung certain temps, et de forteffier sa maison de pierres et de bastons.

« *Item*, de mettre deux escouttes aux champs du costé de la Champaigne, et deux devers la rivière, et que ce soient seurs gens, et que on leur face jurer de faire bien et diligemment lesdictes escoutes, et s'ils treuvent de nuyt quelque chose, d'en advertir les gardes des murs de nuyt, et aussi venir, aux portes ouvrir, eulx représenter par-devant les portiers, pour sçavoir s'il y a riens de nouvel; et soient visités diligemment les faubourgs, et aultres places closes prochaines des portes, et rapporter à l'ouvrir par les escoutes; et que pareillement ceulx qui demeurent ès faubourgs, viengnent dire s'ils auront veu quelque chose de nuyt.

« *Item*, soit requis aux ministres des justices, que

firmiter et inviolabiliter observandum, prefata curia nostra, per eam appellacionibus de quibus in dictis nostris et accordi litteris fit men-

de Saint-Remy, le chambrier de Saint-Nicaise, le curé de Saint-Denis, T. Noël, J. Soudant, R. Colet, eschevins, B. du Molinet, Mes J. Cauchon l'aisné et le jeune, J. de Reims, J. Bourguet, R. Choilly, N. Lefebvre, G. Walet, G. Briotin, J. Chinoir, J. de Chaalons, J. Doriot, C. Prévosteau, G. de Troyes, P. Labbé, M. Bochet, J. le Boutillier, J. Choilly l'aisné, G. d'Aumenancourt, et H. Pavot. »

[Le procureur représente que la ville manque d'un boulevart, vers la porte de Vesle; on conclud à l'élever. Les maitres des œuvres en sont chargés : ils se conformeront à l'opinion émise à cet égard autrefois, des gens de guerre.]

« Il sera enjoint à toutes personnes quelsconques, d'eulx pourveoir et garnir d'armures et bastons deffensables, selon leur faculté, pour la tuicion et garde de la ville; et sera permis et habandonné aux gens de justice, et autres gens notables, de porter bastons par la ville, tant de jour que de nuit.

« *Item*, on prendra en ceste ville deux messagiers de piet, que l'en envoiera toutes fois que mestier sera, en lieux où seront le roy, et

s'aucuns des gardes des portes estoient appelés pardevant eulx, aux jours qu'ils deveront estre à la garde, qu'ils soient tenus pour excusés par lesdis ménistres pour ledit jour; et aussi les gens de conseil et advoués soient excusés, et leurs causes continuées. Et de ce soit fait requeste aux justiciers, par le procureur de la ville.

« *Item*, à chascune porte soient mises demi-douzaine de lances, qui chascune nuyt seront mises en garde par les portiers, en la prochaine maison des portes, et deux couleuvrines. — [S'il n'y a lances à souffisance soient prises les picques des francs-archiers, et se monstreront chascun soir au quartenier, à clorre.] *Note marginale.*

« *Item*, soit faicte une bannière rouge et blanche, pour bailler à la guette de dessus le clochier qui souventes fois est seul, et ne peut monter en haut et sonner les cloches ensemble, adfin de monstrer de quel costé gens venront.

« *Item*, que chascune nuyt gisent ès portes et tournelles les quarteniers et connestables, et soit fait et commandé par le capitaine.

« *Item*, que à iceulx qui veilleront sur les murs, soient baillé à chascune connestablie deux arbalestres et trait, et qu'il leur soit deffendu qu'ils ne les perdent; et en auront la garde les connestables, chascun en sa connestablie.

« Soient fais tonnelés par chascune dizaine deux, et mis sur les murs; que chascune dixaine tienne une voiture de pierres, et les mette sur les murs.

. . . .

« Pour obvier aux noises et débas, et pour toutes adventures, soient mis sus les gais de jour.

. . . .

« *Item*, en cas d'effroy, que chascun voit en sa garde, et ne s'en parte sans congié de son capitaine, sur peine de mort.

. . . .

« *Item*, seroit bon avoir grant provision de sarcіaulx croisiés, pour getter sur ceulx qui vouldroient monter par-dessus les murs... ; et soient ces choses exécutées par les maistres des œuvres.

« *Item*, soient mise ès portes et tournelles certaine quantité de candeppes, affin de les getter ès fossés par où l'en vouldroit assaillir...., et aussi alaines de fer entées dedans boys, pour les planter ès voyes et sentiers desdis fossés, et où il sera nécessité.

« Soit commandé tuer chiens, et despaver les rues, et mettre fiens par lesdictes rues, et les pavés mis dedans les maisons, aux fenestres et tourelles haultes....; avoir ès murailles buylles, et eau chaude, avec cendres....

. . . .

« *Item*, soient faictes trente-six cordes où il y ara cloches à vaches attachées, pour mettre à l'entour des murs par dehors, pendus sur divers bastons de la haulteur de deux pieds, à celle fin que de nuyt on ne puist monter sur la muraille, sans ouir le son des cloches; et fourniront les connestablies leurs cordes et cloches.

« Il fault avoir plusieurs gros sacs plains de bourre ou d'estrain, pour estoupper les breschез que porront faire les ennemis. »

[Abattre les bois voisins. — Mettre une guette au clocher Saint-Nicaise. — Mettre hors les oiseux étrangers, les impotens, chaque guet s'informant des inconnus dans les quartiers. — N'attaquer ni provoquer l'ennemi sans ordre, etc., etc.]

cio, absque emendis, adnullatis, partes predictas dictis nominibus, quatenus quamlibet ipsarum tangit, per arrestum condemnavit et con-

monseigneur le connestable, et autres chiefs de guerre estant en l'armée présente, pour savoir toujours nouvelles.

« *Item*, l'on escripra aux chiefs des gentilshommes de Rethelois, et des Liégeois, qu'ils se partent du pays, au moins se gouvernent en tèle façon que l'on n'ait matière de s'en douloir au roy, et à monseigneur le connestable.

« XVI *février* M. IIII^c LXX. En l'ostel de l'échevinaige, par N. Musart, où estoient T. Noël, J. Soudant, J. Watier, eschevins, Mes J. Chardon, J. Cauchon l'aisné et le jeune, J. de Reins, R. Prieuse, P. Labbé, R. Choilly, N. Lescot, N. Gouvion, G. Cauchon, G. Coquillart, N. Noël, G. Briotin, H. Hurtault, C. Frison, J. Doriot, J. Jacquier, R. Baudon, R. Colet, M. Bochet, O. Leblond, C. le Charlier, P. Rose, J. André, J. Chinoir, N. Grossaine, H. Simon, G. Bourgois, J. Bourguet, P. Noël, J. Bourcamus, J. Choilly l'aisné, B. Despoye, J. Noël, B. du Molinet, P. Prévost et H. Payot. » — [Le procureur expose que l'évêque de Troyes, accompagné de deux autres commissaires du roi, est arrivé....] Lesquels ordonnèrent à M. le lieutenant, savoir aux habitans lays de ceste cité, de combien de vivres ils vouldroient fournir l'ost et armée du roi, de XVe en XVe, depuis ceste cité jusques au lieu d'Arras, et entre deux; et requièrent avoir fournissement de blés, vins, farines, potages, fruits et aveines. — [On nomme, outre le lieutenant et le procureur, neuf commissaires, dont quatre au moins, pour s'entendre avec les commissaires royaux.]

[XIX *février* M IIII^c LXX.] « En l'échevinaige par N. Musard. Présens, T. Noël, G. Leverrier, eschevins, Mes Cauchon l'aisné et le jeune, R. Choilly, J. Bourguet, J. Noël, G. Cauchon, J. Colet, N. Lefevre, R. Baudon, N. Gouvion, J. Coquin, J. d'Avignon, J. Soudant, J. Viellart, J. Doriot, J. Colet, O. Le Blond, J. Quatresols, P. Labitre, J. Lespaignot, J. de Chaalons, P. Labbé, J. Gehot, J. Bernard, J. Prudhon, N. Grossaine, G. de Troyes, J. Balet le jeune, J. Baudier, et H. Payot. »

[Le procureur remontre qu'il faut pourvoir à trouver la manière de livrer et fournir en l'ost par chaque quinzaine XVI muids de grains en farine, XVI muids d'avoine, un muid de potage (fèves et pois), et XXX queues de vin, qui ont été ordonnés aux habitans laïques par les commissaires royaux. — Il avertit en même temps qu'un marchand de Reims offre de fournir la quotité voulue, et d'en acquitter la ville, pourvu seulement que celle-ci fît transporter le tout gratuitement jusqu'au bac à Berri, et décharger sur des bateaux, en lui faisant en même temps délivrer le grain au prix où il est, sans renchérir.—On nomme des commissaires pour régler cette affaire, et pour que ceux-ci soient mieux instruits, on députe N. Grossaine et R. Colet vers le prévôt des maréchaux, que l'on dit avoir la charge de la réception des vivres. — Enfin le procureur remontre, que les commissaires royaux sont sur le point de partir, et demande si on veut leur faire quelque présent, et payer leur dépense; l'assemblée s'y refuse, attendu la grande pauvreté de la ville.]

« *Dudict jour après disner*, au lieu des fons de l'église, par N. Musart, où estoient Mes J. Netelet, J. Chauflon, chanoines, T. Noël, R. Colet, eschevins, J. Noël, N. Noël, G. Cauchon, G. Walet, J. Colet, J. Cauchon l'aisné, J. de Chaalons, C. Frison, H. Hurtault et H. Payot. »

[J. Netelet remontre qu'il a été averti par aucuns de l'église, que les commissaires entendaient que leur dépense fût payée par la ville, et que lui-même en est d'avis, attendu que ce sont grands personnages qui peuvent être utiles à la ville près du roi. — On conclud dans ce sens, en recommandant la ville aux commissaires, et les priant de modérer la quotité de vivres imposée par eux.]

« XXV *février* M. IV^c LXX. En l'eschevinage, par Musart. Présens T. Noël, J. Watier, G. Leverrier, eschevins, B. de Molinet, G. Walet, G. Cauchon, R. Choilly, P. Noël, G. Bour-

demnat, et ea ut arrestum dicte nostre curie teneri, compleri ac firmiter observari, et caucioni demandari, voluit et precepit, partes

gois, J. Choilly le jeune, N. Noël, R. Baudon, H. Simon, J. Noël, J. Chinoir, J. Cauchon l'aisné, N. Gouvion, J. Bourgnet, E. Bacheler, P. Richart, J. Colet, J. Balet le jeune, J. Gehot, et H. Payot. »

[Les députés vers le prévôt des maréchaux font leur rapport, et exhibent une lettre qu'il adresse aux habitans; — ensuite les échevins et habitans font marché avec les deux députés, qui conduiront en l'ost du roi quelque part qu'il soit, au dict et arbitrage du prévot des maréchaux, 12 muids de farine, autant d'avoine, un de potage, et 30 queues de vin, à leurs propres dépens et périls, moyennant 80 l. tournois pour le premier voyage seulement. — On donne aux députés pour leur voyage un mandement de 72 s. par. sur le receveur des 200 l. t.]

« IV *mars* M. IV LXX. Par N. Musard, en l'escole de théologie. Présens M^res P. de Pertes, J. Chauflon, chanoines, le chambrier de Saint-Remy, T. Noël, P. Noël, eschevins, B. du Molinet, Me H. Le Membru, J. de Reins, R. Prieuse, H. Choilly, P. Labbé, J. Noël, G. Cauchon, G. Walet, N. Lescot, J. Colet, G. Lecoc, J. Doriot, N. Gouvion, R. Colet, J. Choilly l'aisné, J. Thierry, H. Hurtault, C. Frison, J. David, E. Bacheler, G. d'Aumenancourt, J. Balet le jeune, J. Thoignel, M. Boschet, J. Cocquault, Me P. Blancpignon, G. Leverrier, G. Bourgois et H. Payot. »

[Me J. de Forges, licencié en loix, présente des lettres missives de monseigneur de Chatillon, gouverneur de Champagne, adressées aux gens d'église et habitans, et demandant 500 à 600 l. de salpestre, pour résister aux Bourguignons. — On répond qu'on est prêt à tout faire, mais que le roi a déjà demandé, il y a cinq ans, à la ville, tout son salpêtre, qu'elle-même est obligée d'en chercher partout, et qu'on offre d'ouvrir toutes ses provisions au commissaire, pour le convaincre de cette pénurie.]

« *Le* VI *dudit mois*..., [on avise qu'une lettre sera écrite au nom des échevins et habitans, à M^r le prévôt de Paris, à Montdidier, en le remerciant de bons aides et grans plaisirs par lui faits aux gentilshommes de cette cité, à présent logés audit lieu en sa compagnie.]

« *Jeudi* 14 *mars* 1470. En l'assemblée faicte et tenue en l'escole de théologie, par N. Musart, où estoient MM. les abbés de Saint-Nicaise et Saint-Denis, M^res P. de Pertes, J. Netelet, J. Chauflon, chanoines, l'aumosnier de Saint-Remy, J. Chinoir, P. Noël, J. Soudant, J. Viellart, J. Choilli l'aisné, eschevins, Mre J. Chardon, bailli de Reins, J. Cauchon l'aisné et le jeune, J. de Reins, H. Le Membru, P. l'Abbe, J. Bourguet, N. Le Membru, G. Walet, G. Briotin, J. Noël, Th. Galus, G. Bourgois, J. Watier, J. de Chaalons, C. Frison, N. Gouvion, J. Cocquault, G. Chappelin, R. Baudon, W. Lefebvre, R. Prieuse, G. de Troyes, et H. Payot, procureur.

« Sur ce que le procureur a remonstre en ladicte assemblée qu'il estoit expédient de renouveller les officiers de la ville, ainsi que l'en avoit accoustumé faire chacun an, c'est assavoir les M^es des œuvres, de l'artillerie, procureur, receveur, clerc et sergens.

« Avisé et conclud a esté, que les officiers qui ont esté l'année passée, seront entretenus et continués en leurs charges, chacun en son endroit pour ung an advenir, commençant au mercredi après les Brandons derniers passés, excepté qu'au lieu de N. Moet, absent, l'ung des M^es des œuvres, a esté esleu avec J. Chinoir, T. Noël.

P. Noël, G. Lescot, } maistres de l'artillerie.

H. Payot, procureur;

N. Noël, receveur;

J. Chinoir, T. Noël, } maistres des œuvres;

J. Moët, clerc du conseil;

Sandras-le-Bueur, J. Rihier, } sergens.

ipsas a curia et processu impune abire et recedere permittendo juxta premsstarum [*sic*, premissarum] nostrarum et dicti accordi littera-

« Les dessusnommés ont pris en eulx lesdictes charges, et ont faict le serment en tel cas requis.

« Semblablement ceulx qui ont esté nommés et esleus en l'an passé, pour le conseil de ville, ont esté continués et esleus pour la nouvelle année *. »

[2 *avril*. En l'échevinage, (point de gens d'eglise). — Les commissaires exposent que Regnault offre de conduire les vivres, lui troisième, en l'ost, et de les vendre et distribuer au profit de la ville, moyennent 20 s. par. par jour. — Mais les commissaires, bien qu'ils eussent reçu plein pouvoir, n'ont rien voulu conclure sans en avertir les habitans. — On conduira les vivres au bac à Berry, avec les chevaux des habitans séculiers, et on payera le prix du transport par bateaux du bac, à Compiègne, sur les 200 l. t. appartenant aux habitans séculiers. — Les députés feront prisée des vins et grains, qui seront pris par emprunt sur les particuliers, auxquels on donnera cédule du procureur au nom de la ville, qui les leur payera ensuite.

[1471 26 *avril*. Au cloître. — Le connétable envoye à loger 70 lances fournies, et donne commission, pour ce à T. Du Godart, lieutenant du bailli de Verm., et à N. Musart. — De plus, il faut vêtir les francs archers qui sont revenus tous nus de l'armée, ayant vendu leurs vêtemens pour vivre; leur capitaine a publié les montres pour le 16 *mai*. — N. Musart et Du Godart sont députés au connétable, pour lui remontrer les charges de la ville.]

[20 *mai*. H. de Ramburelles écuyer, maître d'hôtel du connétable, arrive à Reims et fait dire aux habitans de se transporter près de lui, ou de se trouver en certain lieu pour aller vers eux. Deux chanoines, le bailli de Reims, onze autres personnes et le procureur vont vers lui. Il leur déclare que le connétable, capitaine de Reims, lui a transmis les droits et profits de la capitainerie, à la place de J. de Tramecourt, révoqué le 26 avril 1471. Il prend en conséquence et accepte la charge de lieutenant en présence des susdits, et de leur consentement, et à leur requête ordonne, en tant que faire se pourra, à N. Musart là présent, d'exercer en son absence la charge de lieutenant du capitaine comme ci-devant, ce qu'accepte N. Musart. — On paye à Ramburelles tout l'arriéré des gages de capitaine.]

[16 *juin*. En la loge du prévôt (point de gens d'église). Le capitaine des francs archers a fait crier à son de trompe, que dans deux jours les archers de la ville et de l'élection fussent prêts à venir rejoindre son étendard. M. de Chatillon, gouverneur de Champagne, a écrit sur ce fait aux élus. — Mais on n'a pu trouver à Paris ni arcs ni trousses, etc., parce que le roi a tout retenu. — La ville écrira en toute hâte à Troyes, à monseigneur de Chatillon.]

[*Même jour*. Au chapitre. — Trois chanoines, dix conseillers. — Le lieutenant du capitaine des vingt lances logées à Reims, fait publier à son de trompe que ses gens vont partir, et que s'il y a des dettes ou des plaintes, on les lui fasse connaître. — Le D. de Guyenne envoie son maître d'hôtel, pour s'informer des plaintes qui surviendraient. — La ville n'a pas à se plaindre. — Lettres données par le conseil, où étaient les gens d'église, échevins, nobles, bourgeois et habitans, et gens élus au conseil de la ville, en nombre suffisant...., attestant la bonne conduite des gens de guerre.]

[23 *juin*. Au chapitre — Quatre chanoines, le bailli, etc.... — Berry le hérault apporte les lettres de trêves entre le roi et le D. de Bourgogne; 2 écus au hérault. Conclusion de publier ces lettres à son de trompe.]

[1er *juillet*. Ecole de théologie. — Deux chanoines. — Seize bourgeois. — Malgré l'octroi fait par le roi aux habitans, de la mar-

* A dater d'ici, nous ne choisissons plus que les conclusions les plus intéressantes.

rum continenciam et tenorem. Secuntur tenores procuratoriorum supradictorum....

chandise du sel pour le grenier de cette ville pendant huit ans, non encore expirés, le commis de Mᵉ Hadin, en vertu de certaine ordonnance générale faite par le roi, s'efforce d'interrompre la vente du sel de la ville, afin d'en débiter une grande quantité qu'il vient de faire décharger. — Comme la matière « chiet en conseil » le procureur en « fera collacion avec les conseillers de ceste cité *, » et on besognera selon leur délibération. Ils dresseront mémoire, etc., etc., pour obtenir la provision, et l'on enverra à Paris à Mᵉ L. Herbelot qui a le droit de ladite marchandise, par traité fait avec les habitans, afin d'obtenir ladite provision.]

[5 *août*. Au chapitre. — Deux chanoines. — Dix bourgeois. —] Conclud a esté que la forme et manière accoustumée en la recepte des deniers communs de la ville, sera entretenue, et passeront tous les deniers par une main, assavoir celle du receveur ordinaire, qui recevra le tout et baillera quittance de ce qu'il recevra tant du receveur particulier des deniers de l'ayde du sel, que d'autres.

[3 *janvier*. Loge de l'échevinage. — Point de gens d'église. — Plein pouvoir donné à deux échevins et six conseillers pour vérifier les comptes des receveurs, tant de la taille des gens de guerre, que de celle des francs archers, depuis le 18 *janvier* 1469 **. — Ordre au procureur de s'entendre avec les conseils de la ville, sur les procès qui existent par-devant les élus, entre lui et les collecteurs des tailles d'une part, et de J. Wailly, hérault d'armes, se prétendant privilégié du roi, et autres se prétendant nobles, etc.

[7 *janvier*. Ecole de théologie. — Deux serviteurs de R. de Vendières, écuyer, ont attaqué chez lui un bourgeois, couturier de son état, et l'ont battu. Comme le cas est de mauvais exemple, le conseil prend fait et cause pour le bourgeois, et ordonne au procureur de la ville de se joindre au procureur du roi et au lieutenant, pour en informer et poursuivre réparation aux dépens de la ville.]

[16 *janvier*. Ecole de théologie. — Mᵉ Pouffe écrit que les lettres sur les franchises des foires sont obtenues, et prêtes à être scellées, et qu'il convient aller les hâter, et composer sur le scel; on envoie J. Noël vers le chancelier, avec plein pouvoir.]

[5 *février*. Ecole de théologie. — Il s'agit des foires de Reims. — 4 écus aux cordeliers, afin d'acheter des harengs pour leur carême. — La recette de la taille des gens de guerre est publiée à 40 l. t. Ceux qui voudront mettre au rabais, s'adresseront au procureur. Elle sera adjugée le 12 *février* en la loge de l'échevinage, en donnant caution à la ville. — Le portaige et sonnaige d'icelle taille sera délivré à 18 f. par., à charge aussi de aler aux quatre termes de l'an, signifier aux debteurs de aller payer le collecteur.]

[19 *février*. Ecole de théologie. — Le but de l'assemblée est de renouveler les officiers de la ville, savoir : les maitres des œuvres et de l'artillerie, le procureur, le receveur, le clerc et les sergens, et les élus au conseil; tous les officiers sont conservés.]

[16 *avril* 1472. École de théologie. — As-

* Il s'agit ici des hommes de loi, conseils de la ville.

** Voici une note sur feuille volante placée en regard de cette conclusion.

« La taille des gens de guerre pour l'an LXVI, fénissant LXVII, demoura au plus rabaissant, à G. de Troies, à XXXIII l. X s. t.... Pour l'an LXX.... à XXXIV l.... pour l'an LXXI.... à XXXIV l....

« La taille des francs archers fénissante ou mois de juin IIIIᶜ LXXI demoura au plus rabaissant, audit G. de Troies, à X l. t.

« La taille fénissante ou mois de novembre IIIIᶜ LXXIII, tant pour l'armée de Perpignan, comme pour XVI auctons argentez, demoura.... audit G. de Troies à X l. t.

« La taille fénissante ou mois de septembre IIIIᶜ LXXV, tant pour les Anglois, comme les francs archiers, fut demourée.... audit de Troies à XVIII l. t. »

In cujus rei testimonium presentibus litteris nostrum jussimus apponi sigillum. Datum Parisius in parlamento nostro, ultima die

semblée générale — On conclud à demander au roi la prolongation des aydes de 2 s. sur chaque queue de vin en gros, de 3 s. sur chaque minot de sel. — Et le droit sur la marchandise du sel. — Le tout applicable aux réparations de la ville.]

[8 *mai*, école de théologie. Assemblée générale. Il s'agit de pourvoir à la sûreté de la ville, attendu les bruits qui courent de la part des Bourguignons. — Le guet et garde se fera par tous, gens d'église et autres, et pour en régler la manière, le conseil ordinaire, trois clercs, et autres notables personnes, telles que le lieutenant pourra aviser, seront appelés à y pourvoir. Ceux qui n'auront pas de bastons seront contrains d'en acheter.]

[1er *juin*, école de théologie. Le connétable écrit aux élus de Reims, afin qu'on amène des avoines à Saint-Quentin, pour les gens d'armes du roi.—Me Blancpignon, élu, exhibe d'autres lettres royaux adressées aux élus, pour asseoir sur l'élection 200 l. t., et 6 l. pour les frais de recouvrement. — Les lettres lues, les élus demandent comment on pourrait trouver cette somme sans en faire une taille, car la somme est trop petite eu égard aux frais d'assiette qu'elle occasionnerait. — Ils désireraient que l'on trouvât quelqu'un qui prêtât cette somme jusqu'à l'assiette de la taille de l'an prochain. Me Blancpignon se portera pour caution du quart, en son propre nom. — On préfère la taille. — On nomme une commission pour les avoines. — Une requête pour exemption de tailles, est renvoyée aux échevins et habitans contribuables aux tailles. — Conclusion de la commission des avoines.]

[20 *juin*. Lettres des gens d'église, échevins et habitans de Reims, au connétable, capitaine de Reims, envoyées par Wailly le poursuivant d'armes. — Elles sont d'un style on ne peut plus humble....] Comme à vous appartient singulièrement la garde, tuicion et défense de ceste cité, et y bailler la provision nécessaire, par espécial en temps de guerre et d'éminent péril, et que en vous avons très-parfaicte espérance, nous vous supplions, très-hault et puissant prince, nostre très-honouré et redoubté seigneur, tant et si très-humblement que plus pouvons, que il vous plaise de vostre bénigne grâce, nous advertir comment et en quelle manière nous nous devons gouverner, et on ce nous conseiller tellement, que ladicte cité puist estre tousiours gardée et maintenue en la bonne obéissance du roy N. sire....

[22 *juin*. Loge de l'échevinage.—Assemblée générale. Point de clercs. Il s'agit d'asseoir la taille de 38 l. t., portion due par la ville des 200 l. — Et d'y joindre des frais faits à l'occasion des francs archers.—On lèvera le quart d'un quartier de la taille mise sur les habitans, pour le fait des gens de guerre durant cette année, c'est assavoir : 240 l. 3 s. ob. t. — Quatre commis sont désignés pour l'asseoir. — Le lieutenant, deux échevins et cinq conseillers, pour vérifier les comptes des tailles des gens de guerre, et des archers. — Vivres que le connétable ordonne de conduire à Beauvais assiégée par les Bourguignons. — Réparations à faire aux murailles, fossés.... Provision de poudre, de bois ronds, de cloyes, de pierres, de tonnelets, de craies et caques pleins de terre à mettre sur la muraille. — Bois à couper aux approches de la ville. — Chaînes à tendre. — Plein pouvoir sur ces choses est donné au lieutenant avec deux chanoines, les trois baillis, et quinze conseillers.— Une taille sera faite.]

[23 *juin*. Réponse du connétable qui promet sa protection en cas de danger.]

[9 *juillet*. Hôtel de l'échevinage. — Point de clercs.] A esté conclud que l'en prendra v notables hommes, pour chascun quartier ung, lesquels auront charge de gens.... et lesquels feront visitacion de toutes les gens de leur quartier, quels habillemens et quelles armures chacun habitant aura ; et se rien ont, on les contraindra à en avoir. — [Comme H. Hurtant est trop vieux, on

aprilis, anno Domini millesimo quadringentesimo quadragesimo nono, et regni nostri vicesimo septimo.

tinet à la porte Neuve J. André, qui prendra de Hurtaut ce qui y est, et qui fera serment.]

[16 *juillet*. Hôtel de l'échevinage. — Le chantre, le séneschal de Notre-Dame, un échevin, le prévôt de l'échevinage, les trois baillis, deux licenciés en droit, quatre bourgeois. — C'est la commission qui, le 6 juillet, a été déléguée par l'assemblée générale pour besoigner au fait des fortifications et défense de la ville. — Elle nomme différents subdélégués : 1° pour faire amener par les villages les bois nécessaires aux boulevoirs, aux batardeaux, etc., etc.; 2° pour faire inventaire de l'artillerie, visite des fortifications, etc., etc.;] « 3° pour avoir promptement de l'argent pour besongner aux fortifications, a esté conclud que l'en fera un emprunt sur les habitans laïcs, tant nobles que autres, de la somme de IVᶜ escus d'or. C'est assavoir à cent des plus riches, cent escus.... [le reste sur les moins riches;] riens ne sera pris sur les pauvres et petits mesnagiers, payans x s de taille, et au-dessoubs. — Au regard de MM. de l'église, ils ont dit que entre eulx ils feront prest et advence, tellement que l'en sera d'eulx bien contens. »

« XIV *aoust*. Au conseil tenu en l'ostel archiespiscôpal, par l'ordonnance et commandement de monseigneur l'archevesque, comme premier conseiller du roy, président son conseil pour l'absence du lieutenant de monseigneur le capitaine, et pour la haste des nouvelles survenues.—[Présents des chanoines de Notre-Dame, et de Saint-Symphorien, trois échevins, baillis de Reims, de Saint-Remi et du chapitre, le chambrier de Saint-Remy, Horis, receveur des aides, N. Noël, receveur des deniers communs, et plusieurs autres bourgeois. — Les Bourguignons vont mettre le siége devant Donchery sur Meuse. Mᵉ J. Cauchon le jeune et N. Lefebvre choisiront en chaque connétablie un homme qui sera par eux désigné au lieutenant du capitaine; celui-ci contraindra les récalcitrants à aller secourir Donchery. — On les habillera. — On donnera à chacun en partant un écu, pris sur les frais communs. — Le lieutenant désignera quatre personnes pour assigner à chaque village des environs, la quantité d'hommes qu'ils doivent fournir. Si les villages s'y refusent, ils seront contraints.]

« XIX *aout*. Au palais de l'arceveschié par N. Musart, lieutenant de monseigneur le capitaine....;[présens l'archevêque, les deux sénéchaux du chapitre, Mᵉ P. Blancpignon, élu, dix bourgeois et H. Payot, procureur. — Les gens de la ville destinés à secourir Donchery sont prêts; ceux des villages vont l'être. Le D. de Brabant, comte de Nevers, et de Rethel fait prévenir que décidément les Bourguignons vont mettre le siége devant Donchery; on répond que l'archevêque en ayant écrit au connétable, on attend la réponse, que d'ailleurs le conseil présent est trop peu nombreux pour rien décider de grave.]

« XXI *aoút*. Par N. Musart, en la chappelle de monseigneur de Reims. »

[C'est une assemblée générale; l'archevêque s'y trouve avec les abbés de Saint-Denis et de Saint-Nicaise, les sénéchaux, etc.... Le procureur lit la conclusion du 14 août pour voir si on veut la confirmer, la restreindre ou l'amplier; il lit les lettres écrites au sujet de Donchery. — On conclud que la décision du 14 est bonne, et sortira son effet, mais on attendra la réponse du connétable. — On enverra un nouveau messager s'enquérir dans le Rethelois. — Mᵉ Blancpignon est nommé avec G. Ruelle, élu, pour conduire les hommes levés à Reims, et dans les villages. —Afin de subvenir à ces dépenses, et à celles des fortifications, sera mise une taille de mille à 1200 l. t., qui sera assise par cinq personnes des cinq quartiers de la ville, et un pour les nobles.]

« XV *septembre*. La taille de M IIᶜ l. a esté distribuée ainsi qu'il suit par les parties : aux gens d'église, IIIᶜ XXXVI l. t.; — aux no-

XXXIV.

Remissio facta per parlamentum, ad baillivum remensem, de quadam appellationis causa, inter Johannem Loisel, et Bodenetum Loisel, appellantes, ex una parte, et scabinos remenses appellatos, et Raulinum Tricot intimatum, ex altera.

Cart. A de l'archev., fol. 25 v°. — Deux arrêts à peu près semblables, mais datés tous deux du 24 novembre 1450, se trouvent dans le même cartulaire, fol. 49.—Il s'en rencontre un autre du 18 janvier 1451, dans les Archiv. du Roy., sect. jud. Jugés, reg. LXXX, fol. 7.

11 décembre 1449. Karolus.... Notum facimus quod causam appellacionis per J. Loisel et B. Loisel, ejus filium, a scabinis banni.... archiepiscopi et ducis

bles, cl. t.;—aux lais non nobles, VII^{c} LXXV l. t.; — [suivent les commissions données par le lieutenant pour asseoir la taille] :

« N. Musart.... à N. N. (les cinq commissaires pour les cinq quartiers); comme en l'assemblée des gens d'église, eschevins, nobles et bourgeois du XXI aoust, où estoient les hauts justiciers.... une taille ou emprunt de M. II^{c} l. a esté ordonnée, — comme vous avez esté eslus par les non nobles pour asseoir leur taille de VII^{c} LXIV l.... pourquoy nous, par l'advis et consentement des seigneurs haults justiciers de la ville, des officiers du roy N. S. à Reins, considéré la haste et péril éminent.... et aussy la longue absence du roy, auquel on ne puet avoir actes pour le présent, — vous avons ad ce commis par ces présentes, et vous mandons de par le roy et monseigneur le connestable, cappitaine, que vous besonguiez en toute diligence..... »

[24 *septembre*. École de théologie. Les Bourguignons approchant, ordre d'abattre les bois autour de la ville en quinze jours; —de mettre en point les moulins à bras, ou à chevaux; — de faire provision de farine pour deux mois, sous peine d'amende; — aux gens des villages, permission de se retirer dans la ville avec leurs biens; — il y aura guet sur l'église et écoute aux champs.]

« XXVII *septembre*. C. et T. Lardenois, maistres des forges à fer, vendirent aux habitans quinze bâtons à feu, appelés couleuvrines ou serpentines, pesant chacun C ou CXX l., sorties de deux chambres; — deux autres grosses sans chambres, pesant chacune V à VI^{c} l.; — une autre longue liée de fer forgé, garnie de deux chambres liées de fer comme la volée, pesant XIV à XV^{c} l.; — quatre cens boulets ou bouquets de fer servant à la grosse serpentine. »—[Le prix est de 83 l. p.] — Les vendeurs feront éprouver la grosse serpentine et les chambres. — Ce marché est conclu par le lieutenant et le procureur, presens un chanoine, le receveur des deniers communs, le prévôt de l'échevinage, les maitres des œuvres et de l'artillerie, deux élus du conseil, un serrurier, un potier d'étain, ouvrier en salpêtre, et le clerc du conseil. »

[20 *octobre*. Ordonnance pour ne prendre aucun droit de chaussée, portage, vicomté sur les habitans des villages qui viennent mettre leurs denrées à l'abri. — Deux lettres sont envoyées au connétable et au sire de Gaucourt. — On demande du secours au premier, — du salpêtre au second.]

[20 *octobre*. Au chapitre, conclusion d'abattre les ponts de l'Aisne. — Les nouveaux archers destinés à la défense de la ville passeront leur montre. — Les cinq guets qui ont lieu en cas d'effroi sont rétablis.]

[23 *octobre*. Réponse du connétable. Il promet de venir en cas de danger, mais les Bourguignons se tirent vers Bohain.]

remensis, primi paris Francie, ad nostram parlamenti curiam, obmisso medio baillivi dicti archiepiscopi, contra R. Tricot inter-

[24 *octobre*. Cris des ordonnances sur les vivres, les moulins, les bois, etc. Ordonnance de N. Musart, pour rompre les ponts de l'Aisne. — Cette ordonnance est rendue sur la requête de J. Cauchon l'aîné, substitut du procureur du roi au bailliage de Vermandois, à Reims; présents les gens d'église, échevins et bourgeois.]

[9 *novembre*. Commission de N. Musart, pour contraindre les contribuables à la taille. Cette commission est délivrée sur la requête du procureur du roi au bailliage de Verm., et du procureur des habitants. — Les gens d'église seront contraints par saisie de leur temporel, les autres par prise et vente de leurs meubles et immeubles.—S'il y a opposition, le sergent garnira la main, et assignera jour et heure aux opposants par-devant le lieutenant, en la loge de l'échevinage, pour exposer leurs raisons et procéder s'il y a lieu.]

[23 *novembre*, au chapitre. — On prendra les petits canons de métal, appelés *pétaulx*, pour en fondre des couleuvrines.]

[7 *décembre*, école de théologie. — Ordre à tous de travailler aux fortifications sans excuse aucune. — Il est conclu que la ville, les portes, les tours, seront visités par le sénéchal de Carcassonne, qui loge à Reims avec ses lances; il sera accompagné d'un commissaire qui rapportera son avis au conseil, et plusieurs notables seront chargés de faire exécuter ce qui sera résolu.]

« vi *janvier*. Conseil tenu au lieu de la Planchette. N. Musart..... au maïeur prévost de la ville de Coulommes..... Comme par l'advis et consentement des seigneurs temporels de la ville et cité de Reins, et pays d'environ, nous avons en la ditte ville et ès villaiges de la cappitainerie de Reins, fait mettre sus certain nombre d'archiers, voulgiers, cranequiniers, pour la garde d'icelle cité et du pays...., à l'occasion de quoy a convenu faire aux habitans de la ville et des villaiges, plusieurs frais dont les aucuns sont refusans de paier... la quotité, comme nous remonstrent les collecteurs de Coulommes; vous mandons les contraindre comme pour deniers royaux...., et en cas d'opposition, la main garnie, les citer pardevant nous, en la loge de l'eschevinaige, etc. »

[10 *mars*, école de théologie.—Assemblée ordinaire; plusieurs notables. Il s'agit du renouvellement des offices, parmi lesquels est indiqué celui des commissaires sur le fait des aides. — Le procureur de la ville prie les habitants de lui choisir un remplaçant, attendu un long voyage qu'il a à faire. — On continue tous les offices pour un an. Et quant au procureur, le lieutenant, après avoir recueilli les avis des présents, lui défend de quitter la ville, et lui enjoint, par le roi, sous peine de 500 livres d'amende, de continuer à exercer les fonctions de procureur. — Officiers continués :] M[es] P. de Perte, B. du Molinet, escuyer, commissaires et juges sur le fait des aides de la ville. — H. Payot, procureur, — le receveur, — es maistres des œuvres et de l'artillerie, — le clerc du conseil, — les sergens.

POUR LE CONSEIL ORDINAIRE.

Praticiens.

M[e] N. Jacquemin (échevin),
M[e] J. Cauchon l'aisné,
M[e] H. Le Membru,
M[e] J. de Reims,
} licenciés en lois.

Pour nobles.

B. du Molinet,
M[e] G. Cauchette,
G. Walet.

Bourgeois.

N. Grossaine,
J. Viellart (échevin),
N. Gouvion (échevin).

Marchands.

N. Lefebvre,
G. Bourgois,
C. Bourguet. »

[1[er] *août* 1466 (*sic*), mandement de J. de Susannes, seigneur de Sarny, conseiller,

jecte, prefata curia nostra, ad requestam procuratoris dicti consiliarii nostri, coram prefato baillivo dicti archiepiscopi, in villa remensi,

chambellan du roi, capitaine de Reims, pour payer des deniers de la ville moitié du louage de la maison de l'échevinage qui monte en tout à 14 livres t., attendu que le dépôt d'artillerie est placé dans l'hôtel où les échevins tiennent leur collège. — Ce mandement est valable pour tout le temps que l'artillerie occupera cet emplacement.]

« XXX *mars* M. IIII^c LXXII. Par N. Musart, en l'escole de théologie. — Présens Mrs P. de Pertes, chanoine, J Chauflon, *id.*, l'aumosnier de Saint-Remy, le chambrier de Saint-Nicaise, Th. Noël, prévost de l'eschevinaige, J. Vieillart, Me R. Choilly, eschevins, Me J. Cauchon l'aisné, B. du Molinet, G. Cauchon, escuiers, Me J. Cauchon le jeune, Me J. Bourguet, Me R. Prieuse, J. Cocquault, N. Gouvion, C. Bourguet, J. Coquin, N. Lefebvre, N. Cauchon, J. Cocquault, N. Noël, J. Colet, R. Colet, H. le Margouillier, J. Foulquart, G. Lescot, N. Grossaine, et H. Payot, procureur. — Et oultre et avec les présens dessus nommés, estoient semons et appellés au dict conseil par les sergens de la ville, comme ils ont relaté et certifié, ceux qui s'ensuivent : M. l'abbé de Saint-Remy, M. l'abbé de Saint-Denis, Me J. Chardon, bailly de Reins, Me N. Jacquemin, Me H. le Membru, Me J. de Reins, J. Noël, N. Moët, J. Delaval, P. Horris, Me N. Le Membru, J. Choilly, G. de l'Ospital, lesquelz néanmoins ne sont venus ni comparus. » [Le procureur expose que des marchands offrent de prendre à ferme la marchandise du sel du grenier de Reims, octroyée pour dix ans, moyennant 200 livres par. par an, 200 livres qu'ils prêteront à valoir sur les deux premières années, 50 livres pour rembourser la ville de ses frais d'impétration, et engagement de supporter tous les frais des procès relatifs à cet octroi, dans lesquels la ville leur prêtera son nom. — D'autres offrent de fournir de sel le grenier, moyennant moitié des bénéfices. — D'autres offrent de laisser tout le bénéfice à la ville, si on le leur paye 28 francs le muid. — Enfin on pourrait constituer la ville purement et simplement marchande du sel. — On accepte le mode proposé par celui qui offre le muid à 28 francs. Mais on mettra l'adjudication au rabais au buffet de l'échevinage, en prévenant les marchands de Paris et de Rouen. — Ce jour-là en besoignant avec les marchands de sel, on a dépensé 25 francs par. à l'Écrévisse.]

[9 *avril* (il n'y a point de gens d'église). — B. du Molinet, l'un des commissaires des aides, représente que les habitants d'Hermonville requièrent avoir pour la ville, la ferme de 2 fr. pour queue de vin en gros vendue à Hermonville, Cauroy, Marsilly, Toussicourt, etc. Cette ferme est de 30 s. par. Ils en offrent 4 liv., elle leur est accordée.] — « A tous ceulx..... Les commissaires ordonnés de par le roi sur le fait des aydes octroyés aux gens d'esglise, eschevins, nobles et habitans de la ville, pour l'emparement d'icelle, salut..... Comme de la part des habitans d'Hermonville, nous ait esté requis, etc.....; savoir faisons que nous, du consentement des procureurs des habitans, et par l'advis de noble homme N. Musart, lieutenant en la cappitainerie, des officiers du roi, et autres conseillers et habitans de la ville, à iceulx habitans d'Hermonville avons baillé la ferme de II s....., moyennant que les dits habitans seront tenus bailler acheteur et commis pour eulx, qui sera tenu rendre et porter la somme de IV liv. par. au receveur des deniers communs de la ville..... »

XXII *août* XIV^c LXXIII, au lieu de la Planchette, du cloistre de Reins. [Deux échevins, et dix autres, presque tous praticiens. — Lettres prises par les portiers sur un messager du duc de Bavière, venant des marches d'Allemagne. — On les ouvre ; c'est le duc qui écrit à ses fils qui sont à l'étude, à Paris. — On les rend.]

« III *octobre*. En l'escole de théologie, où estoient M. Me J. Angenot, Me P. de Pertes, Messire Ponce Bouron, Messire N. Guillerot, M. le receveur général, Raoulin Cochinart, cappitaine de Saincte-Menehould,

ad secundam diem instantis mensis januarii, una cum partibus super hoc adjornatis, remisit et remittit audiendam, et sine debito termi-

J. de Suzanne, Me C. Toignel, T. Noël, prévost de l'eschevinaige, etc. »

[R. Cochinart, écuyer, maître d'hôtel du roi, présente des lettres de celui-ci, qui l'établissent commissaire pour contraindre par prise de corps, et autrement, les habitans de Reims, et ceux de cinq lieues à la ronde, privilégiés ou non, à faire ou faire faire les réparations aux fortifications *. — Autre lettre aux habitans, que le roi avertit qu'il envoye au pays de Champagne le sieur de Craon, avec plusieurs de ses chefs de guerre, et grand nombre des gens de son ordonnance, et de francs archers, faisant mettre sus les nobles, et autres qui ont accoutumé suivre et fréquenter les armées, pour aider les Rémois que les Bourguignons projettent d'attaquer. — Il leur envoye R. Cochinart pour faire relever et approfondir les fossés de la hauteur de deux hommes, à pied droit..., etc.;

* Ce document, et beaucoup d'autres qui n'ont jamais été insérés dans les conclusions, ou qu'en ont fait disparaître les nombreuses lacunes de cette collection mutilée, se trouvent réunis avec choix et discernement dans les Mémoires de Rogier, auxquels nous les avons empruntés (p. 163, v° 194).

« Le roy Loys unzieame se voyant assailly de guerre par le duc de Bourgoingne, bailla commission à Raulin Cochinart, conseiller et maistre de son hostel, de se transporter en la ville de Reims, pour faire faire les réparations aux forteresses de ladicte ville, comme appert par son mandement cy transcript.

« DE PAR LE ROY.

« Chiers et bien-ames, pour résister aux entreprises dont avons esté advertys que veullent faire aucuns de nos adversaires, rebelles et désobéissans subgectz, dont serés en bref plus playnement advertis, envoyons présentement en nostre pays de Champaigne, nostre chier et féal cousin le syre de Craon, avec plusieurs de nos chiefs de guerre, et grand nombre des gens de nostre ordonnance et des francs archiers, et faisons mettre sus les nobles et aultres quy ont acoustumé suivir et fréquenter les armés pour vous ayder et secourir, et tenir nostre pays en seuretté, sy besoing en estoit; et, avec ce, avons ordonné à nostre amé et féal conseiller et maistre de nostre hostel, Raulin Cochinart, se transporter en la ville de Reims, pour illec faire faire les réparations qu'il congnoistra y estre nécessaires, et, entre aultres, de faire relever et parfondir les fossés de la haulteur de deulx hommes, à pied droict, et par manière qu'il soit en seureté et hors d'assault, et luy avons baillé pouvoir de contraindre toultes manières de gens, exemps et non exemps, prévilléges et non préviliégés, de y besoingner ou faire besoingner en toultes diligence. Sy mandons et très expressément enjoignons, et toultes excuses cessantes touchant ce que dict est, chacun en son endroict y face ou face faire tout ce que à luy possible est, en manière que par faulte, ou de délay quy se pourroit faire en ce que dict est, aucun inconvénient n'en advienne, auquel cas, quand ainsy adviendroit, que Dieu ne vueille, nous avons ordonné à nostredict cousin faire pugnition telle, que ce viendra à exemple le temps advenir. Et touchant ce que dessus, et oultre, leur avons donné charge de parler à vous : sy adjoustés foy à ce qu'ils vous diront de par nous, et leur obéissés comme à nostre propre personne. Donné au Plessis-du Parcq, le XXIe jour de septembre mil quatre cens soixante et treize. *Signé :* LOYS; *et plus bas :* Privé; *et à la suscription :* A nos chiers et bien-amez les gens d'église, bourgeois, manans et habitans de la cité et ville de Reims.

« Ledict Cochinart ayant aporté le mandement que dessus, et leur ayant aussy communicqué la commission qu'il avoit du roy pour faire faire les ouvrages nécessaires à faire aux fortifications de ladicte ville, pour lesquelles faire il délibéra prendre des pierres et manoeuvres quy estoient tant au chasteau de Porte-Mars, que au chasteau de l'archevesque près dudict Reims; et ayans faict commandement a plusieurs habitans de ladicte ville d'aller avec leurs chevaulx et charettes pour aller quérir lesdicts manoeuvres, les habitans de ladicte ville le supplyèrent de ne rien prendre auxdicts lieux appartenans à l'archevesque dudict Reims, et ne s'en voulut deporter; quy fut cause que on luy fit la sommation quy ensuict :

« A tous, et sachent tuit, que le dimanche, XXVIIe jour du mois d'octobre, l'an mil IIIIc LXXIII, en la présence de nos ames et féaulx Guillaume Joste et Denys le Bouteiller, tabellyons royaulx, demourans à Reims, comys, et Henry Payot, procureur de la ville de Reims, accompagné de Jehan Pilloteau, Guyot Dommenget, Collesson Huttin, Person

nandam. Datum Parisius, in parlamento nostro, XI die decembris, anno D. M. CCCC quadragesimo nono, et regni nostri vicesimo octavo.

s'il y a des refusans, ils seront punis de manière à s'en souvenir.... Il faut ajouter foi à ce que les dessus dits diront, comme au roi lui-même. 21 septembre 1473.

[21 *janvier*. Par N. Musart, présens Mᵉ R. Prieuse, G. Walet et G. Ruelle, elus, — où étoient P. de Pertes, chantre, le bailli de Reims, le prévot de l'échevinage, le receveur des aides J. Cauchon, J. Noël l'aisné, B. du Molinet, T. du Godart, (écuyer, échevin, lieutenant du bailli de Vermandois), Wailly, Thiébault Gallus et H. Payot, procureur. — On conclud à poursuivre l'affranchissement des foires.]

[19 *février*. N. Musart, au lieu de la Planchette. Craon écrit que le roi envoye des gens de guerre sur les frontières de Langres et de la Champagne, et demande un emprunt de 600 l. t. — L'assemblée n'étant pas assez considerable, on en fera une autre l'après-

Charlot, Watrin Gervais, et de plusieurs aultres connestables et dizeniers de ladicte ville de Reims, dict et exposa à noble homme Raoul Cochinart, maistre d'hostel du roy nostre syre, et commissaire depputé de par ledict seigneur à fortifier et emparer ladicte ville de Reims, que naguerres de par lesdictz habitans il luy avoit requis et prié qu'il voulsist soy desporter de prendre, ou faire desmolir ou prendre, aucunes pierres ou matières au chastel de Porte-Mars, pour les employer en la fortification d'icelle ville, pour ce qu'il appartient à monsieur l'archevesque dudict Reims, du propre héritage de l'archeveschié, et non pas ausdictz habitans; et oultre luy dict et remonstra, qu'il estoit adverty que ledict maistre d'hostel [avoit commandé] à tous les connestables et dizeniers d'icelle ville de Reims, que cedict jour d'huy ilz assemblassent tous les chevaulx et harnois de leurs connestablyes et dixènes d'icelle ville, avec pionniers et manouvriers, pour aller au lieu du chastel l'archevesque, près dudict Reims, quérir les pierres d'illecq, pour ladicte fortification d'icelle ville; et, pour ce, ledict procureur, par l'ordonnance expresse desdictz habitans, s'estoit illecq traict en la compagnie des dessusdictz, pour luy de rechef signifier et déclairer ce que dessus est dict; ce qu'il fit en la présence de nosdictz commis, et aussy en la présence de Jehan de Sampigny, escuyer, Jehan Fumel, peintre, et des dessusnommés connestables et dizeniers; et oultre déclaira et signifia audict commissaire, que lesdictz habitans estoient très desplaisans de ce qu'il faisoit, desmolissoit et prenoit èsdictes places de Porte-Mars, et chastel l'archevesque, pour ce que icelles places estoient héritages appartenans de toulte ancienneté à l'archeveschié dudict Reims; pourquoy il luy requéroit, et prioit, qu'il volsit cesser et non employer ne occupper lesdictz habitans de Reims, ne aultres, à prendre ne transporter les pierres et matières desdictz chastel et place de Porte-Mars, et chastel l'archevesque, et que son plaisir fut les en déporter, et laisser audict archevesque icelles pierres et matières, affin que au temps advenir le roy, ne mondict seigneur l'archevesque, n'en fussent mal contens desdictz habitans, et leur en peussent aulcune chose demander, protestant que, au cas que ainsy ne le feroit, et par ces contrainctes et pour obéir à ses commandemens, leur y conviendroit besoigner, et que, quant aucune chose leur en seroit demandé, d'eulx en excuser et avoir recours sur luy, et, se mestier estoit, d'en recouvrer sur luy tous les despens, domages et intéresstz qu'ilz en pourroient avoir et soustenir. Sur quoy par ledict Raoul Cochinart, commissaire, fut dict et respondu qu'il ne s'en déporteroit aucunement, et qu'il avoit charge et ordonnance du roy nostre syre de ainsy le faire, et, se mestier estoit, d'en prendre ès édifices de ladicte ville, quy sont en nature [*sic*, entier?] ce que n'estoient pas lesdictz places de Porte-Mars et chastel de l'archevesque; et oultre, dict qu'il avoit faict assembler lesdictz connestables et dizeniers, et aux plusieurs d'iceulx avoit jà ordonné, enjoinct et commandé de par le roy, et encorre d'abondant ordonna, enjoignit et commanda de par ledict seigneur, aux dessusdictz connestables et dizeniers, là présens, et aultres habitans de ladicte ville, à la personne dudict procureur, que de cedict jour d'huy, et à tous les aultres jours quy leur seront déclérés, toultes excusations et aultres ouvrages cessans, et aussy à et sur poyne d'estre réputés rebelles et désobéissans au roy, d'en estre pugnis corporellement et d'amende arbitraire à applicquer à icelluy seigneur, ilz allassent ou envoiassent gens pour eulx, c'est assavoir pour ledict jour d'huy audict chastel l'archevesque, et les aultres jours là où ordonné leur sera, les harnois, pionniers, et manouvriers de leurs connestablys et dixennes, pour illecq prendre, charger et amener

XXXV.

ARRESTUM super facto custodie et defensionis ville remensis, necnon jure proclamationum et ordinationum faciendarum archiepiscopo confirmato. 13 septembre 1467.

Cart. B de l'Archev., fol. 183 v°.—Archiv. du Roy., sect. jud. Jugés, reg. LXXXV, pag. 171.

Constitutis in nostra parlamenti curia scabinis, burgensibus, manentibus et habitantibus ville et civitatis remensis, a magistro Petro

midi à l'école de théologie. On envoye un sergent de ville y convier tous les habitans honnêtes. — Le soir, on décide que l'on prendra l'avis de Cochinart, que l'on écrira à Craon, au roi même, et qu'on tâchera d'éviter l'emprunt.]

[4 *mars*. Hôtel de l'échevinage. Lettres du gouverneur de Champagne.—Il faut les 600 l. On ira vers monsieur de Langres, le prier de les prêter en l'assurant par la ville. Si cela ne réussit pas, on fera cet emprunt à 50 des plus notables de la ville.]

[6 *mars*. En l'auditoire du prévôt de Reims. On écrira sur-le-champ au gouverneur de Champagne, que le roi vers lequel a été envoyé H. Payot, vient de décharger la ville des 600 l. t.]

[9 *mars*. En l'école de théologie, par J. Noël, commis par N. Musart, en son absence, lieutenant.]

en icelle ville de Reims, les pierres et matières d'iceluy chastel, pour les employer à la fortification de ladicte ville, disant comme dessus que de ce faire il avoit ordonnance et expresse charge du roy nostredict seigneur, et que soy-mesme s'y trouveroit en personne et y besoigneroit en ladicte matière. Et par ledict procureur a esté respondu, que lesdictz habitans de Reims estoient et avoient tousjours estez près d'obéir et obéiroient à tous les commandemens du roy nostredict seigneur, mais lesdictz habitans se départiroient volentiers de ladicte matière; et, néantmoings, se aucuns ilz besoingnent, se seroit seullement pour obéir ausdictz commandemens et ordonnances qu'il leur avoit faict et faisoit de par le roy nostredict seigneur, à quoy pour rien ilz ne vouldroient désobéir, ne contredire, attendu mesmement que par lettres patentes et lettres missives du roy nostredict seigneur qu'il avoit naguères exhibés ausdictz habitans, il leur est apparu qu'il estoit commissaire deppeté et ordonné à emparer et fortifier ladicte ville de Reims, et ce ne vouloient ignorer. Touttefois ledict procureur a protesté que ce ne tournast à dommage ou préjudice audictz habitans, en commun ne en particulier, en aucune manière, et, se mestier estoit, d'en recouvrer et avoir recours à l'encontre dudict commissaire, dont et de toultes lesquelles choses ledict procureur requist lectres. *Ainsy signé* : D. LE BOUTILLER.

« Ledict Raoul Cochinart ayant commission du roy pour aller en d'aultres villes pour les faire fortifier, subdélégua plusieurs notables bourgeois de ladicte ville de Reims pour faire continuer les ouvrages qu'il avoit faict commancer, laquelle subdélégation est cy transcript :

« Raoul Cochinart, seigneur de la Brosse, maistre d'hostel du Roy, cappitaine de Reims et du pays environ, commissaire ordonné par ledit seigneur à fortifier et mettre en bonne deffense et seureté ladicte ville de Reims, à Gobert de Bohain, et (*sic*, T ?) du Godart, Guillyaume Cauchon, Jacques Collet, Jehan Souldant et Me Jehan Bourguet, salut. Comme pour certaynes aultres charges et occupations a nous présentement survenues pour les besoingnes et affaires du roy nostre syre, ne pouvons vacquer ne entendre personnellement à continuer les ouvrages commancés, et faire besoigner à la fortification, réparation et emparement de la forteresse de ladite ville et cité de Reims, à ceste cause, et pour et au lieu de nous, vous y avons commys et ordonné, et par ces présentes, commectons et ordonnons à chacun de vous, et vous avons donné et donnons plein pouvoir, puissance et autorité, de par le roy notre syre, de faire continuer les ouvrages commencés, et faire besoinguer en toulte haste et diligence, et toulte aultre chose cessante, à la fortification d'icelle ville, ainsy que verrés estre à faire; et à ce faire et besoinguer,

Toignel baillivo remensi, pro dilecto et fideli consiliario nostro Johanne Juvenali de Ursinis, archiepiscopo et duci remensi, pari

[18 *mai* 1474. École de théologie.—Inventaire des chevaux.—Au surplus ont été continués tous les officiers de la ville pour l'an présent, sauf Payot, le procureur, et Noël, le receveur, qui ont voulu se démettre.—On assemblera plus grand nombre de gens pour passer nouvelle procuration, et pourvoir à tout ce.]

[20 *mai*, à la Planchette. — L'assemblée n'est point en assez grand nombre. — Le procureur désigne P. de Pertes, J. Chardon, bailli de Reims, N. Le Membru, R. Prieuse, etc., qui ayant été semons par le sergent de ville ont été négligé de venir; il requiert amende contre eux. — On indique

emploier et contraindre tous les habitans de ladite ville et cappitaynerie dudit Reims, et ceulx des villages de l'élection d'icelle, de quelque estat qu'ils soient, ensemble leur harnois, chevaulx et biens; et de pugnir et faire contraindre tous ceulx quy de ce faire seront réfusans ou délayans, par prise de leurs biens, emprisonnemens de leurs personnes, et aultres contrainctes et compulsions, et tout ainsy qu'il est accoustumé de faire en tel cas, en cas de guerre et péril éminent, pour les propres affaires du roy nostre syre. Sy donnons en mandement, de par iceluy seigneur, à tous à quy il appartient, que à vous et à chacun de vous, et aussy à vos commis et deppputés, soit obéi en ce faisant et exerçant diligement, et vous soit presté et baillé conseil, confort et ayde, force et prisons, se mestier est. Donné à Reims souls nostre scel et seing manuel, le IIIIe jour de may, mil IIIIc LXXIIII.

« Par unne aultre commission du mesme jour, en laquelle ledict Cochinart prend qualité de cappitayne de Saincte Manehoult, il deppute les nommés en la susdite commission, excepté Me Jehan Bourguet, et avec eulx, il commect Jehan de Laval, maistre Jehan Cauchon le jeune, Nicolas Grossayne, Nicolas Noël, Jehan Choilly, maistre Robert Choilly, et Nicolas Gouvion.

« Ledict Raoul Cochinart, après avoir ordonné des ouvrages de ladite ville de Reims touchant les fortifications, s'achemina vers le roy, auquel il fit entendre le bon debvoir que faisoient les habitans dudict Reims, à fortifier ladite ville, dont le roy eut grand contantement, comme on voit par unne lettre par luy escript aux dicts habitans cy transcript.

« De par le roy.

« Chiers et bien amez, nous avons esté advertys par Rolin Cochinart, nostre maistre d'hostel, et aultres, de la bonne diligence que vous faictes à la fortification de nostre ville et cité de Reims, dont sommes bien joieuls et contans de vous, et vous pryons que veuillez continuer à parfaire la bonne entreprise que avez encommancée, en fasson que nos ennemys n'y puissent nuire, et sy avez aucune chose à faire de nous tant pour ce, que pour aultre cause, en nous advertissans, le ferons volontiers; et croyés nostre dict maistre d'hostel de ce qu'il vous dira, de par nous. Donné à Ermenonville, le pénultième jour de juing. *Signé* : Loys; *et plus bas* : Tilhart; *et au dos* : A nos chiers et bien amez les gens d'église, bourgeois et habitans de nostre ville et cité de Reims.

« Le XIIIe jour de juillet, l'an mil IIIIc LXXIIII, ces présentes furent apportés, et présentés par ledit sieur Cochinart aux lieutenans et procureur des habitans dudit Reims, ausquels il déclara qu'il avoit charge du roy de continuer et faire achever les fortifications de ladicte ville, premièrement que rien faire au chasteau de Porte-Mars, et d'emploier tous les denyers de l'ayde de deulx sols parisis du travers de la rivière d'Aisne, et aultres denyers de la ville.

« Fault notter que l'archevesque de Reims, quy estoit Messire Pierre de Laval de la maison de Bretaigne, avoit obtenu du roy ledit ayde de II s. par. de chacune queu de vin traversant la rivière d'Aisne, pour faire réparer son chasteau de Porte Mars; mais n'estant pas encore venu en ladicte ville de Reims, mesmement le roy ayant conceu quelque deffiance de luy, à l'occasion de ce que le duc de Bretaigne estoit allyé avec ses ennemys, fut la cause que l'on ne travailla pas audit chasteau.

Aultre commission baillé par ledict Cochinart, pour prendre les manœuvres nécessaires pour la fortification de ladite ville, à Henri Robin, et Jacques Chamelain massons.

« Raoul Cochinart, seigneur de la Brosse, maistre d'hostel du roy, gouverneur de Mouzon, et bailly d'Amboise, commissaire ordonné de par le roy nostre syre, à fortifier et méttre en bonne deffense et seuretté la ville et cité de Reims, à Henry Robin et Jacquet Chamelin, massons, demeurant audit Reims, et à chacun d'eulx, salut. Comme les ouvrages de

Francie, necnon a magistro Petro Pilory, quondam baillivi viromandensis locumtenente, et a Petro Musart, preposito de

pour le lendemain une assemblée à l'issue de la messe; 5 s. p. contre ceux qui y manqueront.]

« 2 *septembre*, en l'école de théologie. Lettre du connétable maudant de payer les gages à H. de Ramburelles. -- On donnera à celui-ci 50 l., en s'excusant de ne pouvoir faire plus. — Advisé a esté que bon seroit poursuivre envers le roi l'affranchissement des tailles, s'il estoit possible. »

[15 *septembre*, hôtel de l'échevinage.

la fortification d'icelle ville, quy est assise au plain et plat pays, arrière de tous bois, pierres et quarriers, de trois, quatre, cinq et six lieues, a convenu prendre certaynes manœuvres de pierres en aulcuns lieux et villes plattes, et à l'environ d'icelle ville, et encorre est très grand besoin, pour subvenir et secourir hastivement ausdictes fortifications et réparations, y en prendre et en trouver d'aultres en grande quantité; et pour ce que, pour certaynes aultres charges et occupations a nous baillé par le roy, nostre syre, tant pour fortifier les villes de Bar-le-Duc et Mousons, que aultres charges, ne pouvons bonnement vacquer ne entendre personnellement à pourveoir desdictes matières, pour la continuation des ouvrages et fortifications de ladite ville de Reims; à ceste cause, et pour et au lieu de nous, vous y avons commys et ordonnés, commectons et ordonnons par ces présentes, et vous avons donné et donnons plain pouvoir, de par le roy nostre syre, et par vertu du pouvoir et ordonnance expresse par luy à nous baillé en ceste partye, de prendre et faire prendre, royaument et de faist, les pierres et matières quy sont ès villes et places desmolies et ruynés de longtemps, ou les fondemens et masures non couvertes, estans à l'environ icelle ville de Reims, tant au Chastel, et Aumenaucourt le petit, que ailleurs autour et à l'environ icelle ville, où et à quy qu'elles soient et appartiennent, sans aulcuns en depporter ou excepter; et icelles pierres et matières faire charger, mener et employer diligemment en ladicte fortification, en telle façon et manière que les ennemys n'ayent pouvoir de l'invader ou assaillir. De ce faire et faire faire, vous donnons auctorité et pouvoir; et mandons, à vous et à vos ouvriers et pionniers, estre obéy et entendu diligemment, tout ainsy et pareillement que ès affaires et propres besoingnes du roy nostre syre. Donné à Reims, soulz nostre seel et saing manuel, le viie jour du mois de décembre, l'an mil iiiie lxxiiii. *Ainsi signé :* R. Cochinart.

« Le roy estant adverty que le duc de Bourgoingne avoit levé son siege devant la ville de Nuts, et qu'il s'en venoit, manda audict Cochinart de aler incontinent en la ville de Reims, pour parachever les réparations en grande diligence; à Gaillart-Bois le xvie juillet mil iiiie lxxv.

« Il rescript les mesmes nouvelles aux habitans dudict Reims, que ledict duc avoit levé son siege à heure de minuit et s'en estoit fouy, quelle part on ne savoit, sans paix ou appoinctement entre l'empereur et luy; et que ledict empereur avoit envoyé son ambassadeur vers luy, se offrir rendre en la ville de Bar, pour avec luy prendre conclusion de la manière de faire la guerre audict duc de Bourgoingne, ce que ledict roy Loys mande estre délibéré de faire, et se trouver audict lieu de Bar, et de se joindre avec ledict empereur pour chasser ledict duc de Bourgoingne. Ladicte lettre est du xve juillet audict an.

« Le roy ayant eu advis que le roy d'Angleterre s'acheminoit en France, et que le duc de Bourgoingne le debvoit joindre pour venir en la ville de Reims, à l'intention de le faire sacrer et couronner roy de France, ledict roy Loys escripvit aux habitans dudict Reims ce qui ensuit :

De par le roy.

« Très-chiers et bien amez, naguères avons envoyé par delà nostre ame et féal conseiller le syre de Sainct-Germain, pour veoir et visiter les réparations de vostre ville, et vous dire et exhorter de par nous qu'en toulte dilligence y vousissiez vacquer et travailler; et depuis avons esté acertenez que très-bien et grandement vous y estes emploiés, et que à ce faire continuez nuict et jour sans cesser; dont sommes très-contens, et vous en mercyons. Mais, pour ce que sommes adverty que le duc de Bourgoingne a vouloir et intention de entrer en nostre pays de Champaigne, et de tirer devant Reims, parquoy est extrême besoing que vostre ville soit mise en seureté de vous mesmes et conservation de nostre pays de Champaigne, et par conséquent de tout nostre royaume, et mesmement que vos fossés soient parachevés, nous vous prions de rechef, et néantmoings mandons sur les foy et loyaulté que avés envers nous et la couronne de France, et sur tout ser-

Fismes, appellantibus; ac ipsis, et procuratore nostro, Baudoneto du Molinet, Theoderico Nouel et Guillelmo Anthonnet, intimatis,

Le capitaine des francs archers les réclame en hâte. On lui répondra que les uns sont malades, les autres absens; on enverra ce qu'on pourra, et quant aux frais, il faudra faire une autre assemblée aux Cordeliers, des connétables et dixainiers, et à icelle faire une remontrance de la taille nouvellement mise, et des travaux qu'a à souffrir cette cité.]

XVI *septembre.* Au conseil fait et tenu aux Cordeliers, par N. Musart.—[En tout 100 per-

vice et obéissance et plaisir que faire nous désirés, et surtout aussy quanque aimes la seureté de vous, de vos biens et de ladicte ville demourer en munition et construction, que en toulte diligence vacques, travaillez et laboures à la perfection, quoy que ce soit, de vosdicts fossés, et tellement vous y exploictés nuict et jour qu'ilz soient parachevés et mis hors du dangier d'assault; et en ce faisant, Nostre Seigneur aydant et Nostre-Dame, sa benoiste merre, nous vous garderons et deffendrons, et donnerons telle résistance allencontre de tous nos ennemys, que serés maintenuz et gardés en nostre bonne et vraye obéissance, et sy vous réputerons à jamais nos plus espéciaulx, vrays, entiers et loyaulx subgects, et recongnoistrons le grand et rétribuable service que en ce ferés à nous, et à tout le royaume, à sy grand besoing; et sy vous sera honneur perpétuel. Donné à Beauvais, le XXVIIIe juillet mil IIII^c LXXV. *Signé* Louis; *et plus bas :* Yvoine. *Sur le dos :* A nos très-chiers et bien amez les gens d'église, gouverneurs, eschevins, bourgeois et habitans des ville et cité de Reims. »

« On voit par la lettre que dessus, le grand debvoir que faisoient les habitans de Reims, à fortifier ladicte ville, et le contentement que le roy en avoit, comme aussy la grande appréhension qu'il avoit que ses ennemys ne s'en emparassent, comme par la lettre par luy escrict au sieur Cochinart, donne assuré témoignage, laquelle est cy transcript :

« Raulin, j'ai esté adverty que le roy d'Angleterre et le duc de Bourgoingne doivent tirer en Champaigne et à Reims, et entend ledict roy d'Angletterre se faire couronner, que Dieu ne vueille et Nostre-Dame, et pour ce, sur tout le service que vous me désirés, faictes faire toulte diligence de fortifier Reims; et dictes à ceux de la ville que, s'ils ne sont diligent de mettre la ville en seuretté, que l'on y mettra le feu; et quand vous leurs dirés ses parolles, ils feront dilligence de faire parachever ladicte fortification. Je envoye Claude Barnage pour savoir comment tout se porte, et voir comment vous besoignés; et le croiés de ce qu'il vous dira. Escript a Beauvais le dernier jour de juillet. *Ainsi signé :* Loys; *et plus bas :* J. Chaumont. *Au dos :* A nostre amé et féal conseiller et maistre d'hostel Raulin Cochinart, bailly d'Amboise. »

Aultres lettresdu roy escriptes aux habitans de Reims, sur le mesme subject.

« Chiers et bien amez, nous avons sceu comme vous avés bien commancé à faire les fossés de Reims, dont vous savons très bon gré. Nous vous envoyons les lettres que Josselin Dubois nous a escriptes, par lesquelles vous cognoistrés que les Anglois vont à Reims, et se le fossé n'est achevé, nous ne sommes pas délibéré de y mettre nuls gens d'armes; parquoy fauldroit par nécessité que la ville fût desmolye; dont il nous desplairoit; et pour ce vous prions que faictes diligence de les achever. Car, ainsi qu'on dict, ilz ont en pensée d'y estre devant la fin de ce mois; et mais que les fossés soient achevés, les gens d'armes seront mieulx contens de eulx y mettre; et faictes faire les fossés à pied droict tout autour, au moings plus hault que ung homme ne peult attaindre de la main : car le plus hault à pied droict, est le meilleur. Et vous prions, et néantmoings mandons, que en toulte dilligence vous faictes besongner, et tellement que inconvénient n'en puisse advenir. Et aussy advisés entre vous que les plus puissans de la ville fassent faire chacun une coullevryne à croc, de XXIIII à XXV lyvres, et ainsy que firent ceulx de Nuts : car c'est uune bonne et grande deffense pour places. Et surtout vueillez croire nostre vouloir et intention sur ce. Donné à Creil le IIIIe jour d'aoust. *Signé* Loys; *et plus bas :* Robyneau. *Au doz :* A noz chiers et bien amez les bourgeois, manans et habitans de la ville de Reims. »

Coppie des lettres de Josselain Dubois, escriptes au roi.

« Syre, à ce matin Jehan de Bellon, (?) et le Fesche, et aultres, avons couru devant les Anglois quy sont à Encre, et en avons pris trois et tué deulx, et disent que le duc de Bourgoingne est avec eulx, et quy ne s'en oseroit bougier, et que le roy d'Angleterre est très-couroussé de quoy l'armé de Monsieur

et in casu excessuum defensoribus, necnon Guillelmo Vallet, Petro de Bezannes, magistro Stephano Cordier, Auberto de Montizeau,

sonnes. — On ne peut laisser partir les francs archers sans argent. La veille on a tenu un conseil sur ce sujet. Il s'agit de savoir si l'on veut en approuver la conclusion. On l'approuve en entier. 40 personnes prêteront de suite chacune un écu pour donner aux 40 archers qui vont partir. On s'acquittera avec les premiers deniers de la taille.]

[A dater du 19 mars il se trouve dans le registre une lacune de trois ans; au v° de la

de Bourgoingne n'est avec loy, et de Logette (?) s'en vont tout droict en Champaigne, et n'arresteront en lieu quy n'ait recouvré ladicte armée; et de là s'en vont à Reims. Syre, sy vous voulés, vous les en garderés bien; car ils ne sont sy puissans que vous des trois pars, et ont grand'peur que les rencontrez, et s'en vont détirez. Et ont eu parolles le roy et les seigneurs avec le duc de Bourguingne, pour ce qu'il leur avoit dict que toulte son armée estoit à Arras. Par le dire des prisoniers, ils sont dix milles, et mais par la mort-Dieu, ilz n'en sont pas huict. Ils nous ont chassés, à beaux estandars desplyé, quelque demye lieue: car ilz n'osent bougier. De Monsieur le connestable, ilz n'en parlent guères. S'il est des leurs, donné moy unne de ses compaignyes, et tous ceulx quy s'en vendrent de loy, et je vous en serviray, et bien. Y fault diligenter, et les faire chevaucher, et fault mettre tout le monde aux champs; et y seront tous affolez, au plaisir de nostre seigneur, syre, quy vous doint bonne vye. Escrit à Amiens le IIIIe jour d'aoust. *Et au dessoubz est escript :* Vostre très-humble, obéissant subgect et serviteur, et sergent : Josselin Dubois; *et au dos :* Au roy mon souverain seigneur. »

Les habitans de Reims ayans receu les lettres de la part du roy que dessus, ilz envoyèrent vers luy Henry Payot, procureur de ladicte ville, pour luy faire entendre l'estat auquel estoit ladicte ville de Reims, et pour assurer le roy de leur fidélité et de la bonne volonté qu'ilz avoient d'exécuter ses commandemens; dont le roy eut ung grand contantement, et escrivit ausdictz habitans ce quy s'ensuict:

DE PAR LE ROY :

Très-chiers et bien-amez, nous avons receu les lettres que nous avés escriptes et oy bien au long la créance que le procureur de vostre ville nous a dict de par vous, sur quoy luy avons faict responce telle qu'il vous dira. Au surplus la principal chose que vous aviés à faire pour la fortification et la seureté de la ville, s'est de faire le fossé sy profond qu'il soit hors d'assault, et à pied droict; et mais qu'il soit bien aprofondy, vous n'avés garde; et pour ce faictes diligence de y besoingner et jour et nuict, ainsi que vous dira nostre amé et féal conseiller et maistre d'hostel Raoulin Cochinart, auquel nous en escryvons présentement. Donné à Compiègne le XXIe jour d'aoust. *Je vous prye que tout ce que vous faictes soit à pied droict, tant dehors comme dedans. Ainsi signé :* LOYS; *et plus bas :* J. MESME; *et au dos :* A nos très-chiers et bien-amez les gens d'église, eschevins, bourgois et habitans de nostre ville et cité de Reims.

Ledict Henry Payot estant de retour à Reims, présenta les lettres du roy aux habitans dudict Reims; lesquelz estans assemblés en leur conseil le XVIe jour d'aoust mil IIII^c LXXV, et après la lecture d'icelles, dict que le roy nostre syre l'avoit benignement oy et despesché, de et sur les remonstrances qu'il luy avoit faict de par eulx, et luy avoit ordonné dire ausdicts habitans qu'ilz feussent seurs que, sy les Anglois ou Bourguignons se présentoient en siége, ou aultrement, devant ladicte ville, qu'il les viendroit soy-mesme secourir en personne; et néantmoings avoit escrit et envoyé lettres à Monsieur de Craon et à Monsieur le gouverneur de Champaigne, leur faisans savoir que, se le roy d'Angleterre approchoit de Reims, qu'ilz et leurs compaignons entrassent en icelle ville pour la garde et deffence d'icelle; et oultre avoit ledict seigneur incontinant faict charger et amener audict Reims huict miliers de salpestre et pouldre pour la provision d'icelle ville; et au surplus luy avoit le roy nostre dict seigneur ordonné dire ausdictz habitans qu'ilz continuassent les ouvrages commancés et devisés par Monsieur le maistre d'hostel Cochinart, et Monsieur de Sainct Germain en la fortification de la ville de Reims, et que chacun s'y emploiast, toultes aultres choses cessans, ainsy que leur ordonneroit et commanderoit ledict maistre Raoulin, auquel il en avoit baillé charge, et vouloit, en ce et en la garde de ladicte ville, à luy entièrement estre obéy. *Signé :* LE BOUTEILLER.

Le roy ayant faict paix avec le roy d'Angleterre, et quelque accord avec le Bourguignon touchant la personne du connestable, le pais de Champaigne et Picardy eurent quelque relasche, c'est pourquoy

et dicto du Molinet, in casu actemptatorum, eciam defensoribus ex una parte; et dicto archiepiscopo remensi intimato, et a Guillelmo

feuille où commence cette lacune, est transcrite la note suivante :]

« Artillerie appartenant au roi. — Inventaire de l'artillerie amenée à Reins par monseigneur de Craon, et donnée en garde aux habitans par ordre du roi ..., en présence du contrôleur de l'artillerie du roi, des maistres des œuvres et de l'artillerie de la ville, le XIV mars XIV^{c} LXXIII : Sept grosses coulevrines ou faucons de métal, de cinq à six

il envoya son maistre d'hostel Cochinart à Lyon, où estant il se recougnoist par les lettres qu'il escrit aux habitans dudict Reims, que le roy y estoit, et que l'on y avoit envoyé Henry Payot, procureur cy-dessus nommé, lequelle apporta lettres dudict Cochinart ainsy qu'ensuict :

« Mes très-chiers frères et amez les commissaires aux ouvrages, je me recommande à vous, et d'aultant qu'il ne m'est possible de présent aler pardelà, je vous prye que, en continuant ce quy est commancé, vous vacqués et faictes besongner et continuer les ouvrages de la fortification de Reims, le mieulx et en la meilleur dilligence que vous pourrès, et dictes à Gilles, mon serviteur, et aultres de mes gens, se en avès affaire, qu'ils y vacquent et entendent, et que eulx, et Henry quy a unne commission de moy, preigne et fasse amener les pierres de la vielle tour de Sillery, quy est emmy les maretz de longtemps fondue, et aussy celles de Blaugny et aultres, où pour le mieulx sera advisé. J'ai de prime face esté mal contant, quant j'ay veus que le pont Dieu-Lymire n'estoit faict. Je vous prye que audict pont, et au boulevard de Dieu-Lymire, et aussy au moynet de Porte-Mars, à la descombre de Porte-Chacre, et aultres les plus nécessaires, soit besongné ; et vous prye de rechef que y vacqués et faictes vacquer en toultes diligence, ainsy et par le meilleur ordre et manière que adviserés ; et je vueil que ce que ferès faire oultre les corvés, et qu'il fauldra payer, comme le payement des massons et aultres choses, que en ferès faire payement aultant que les denyers se pourront estandre. Quand au regard des bonnes gens de villages, et de leurs chevaulx et harnois, mesment des aisés, aydès vous en par la plus doulce voye et meilleur manière que pourrès, et ainsy que entre vous pourrés mieulx adviser et praticquer ; et aultre chose ne vous sauroye que rescrire. Nostre Seigneur vous ayt en sa saincte garde. Escrit à Lyon-sur-le-Rosne, le deuxiesme jour d'apvril, *et dessoubz est escript :* Le bien vostre, cappitayne de Reims, commissaire, *signé :* COCHINART ; *et sur le doz :* A mes très-chiers frères et amez le grénetier de Reims, Gobert de Bohan et Du Godart, Thiery Noel, les deulx Cauchon, les grénetiers de Porcien et de Cormissy, le Soudan, Grossayne, Moet, Bourguet, Cocquillyart, Collet, Jehan de Laval, les Choillys et aultres commissaires aux ouvrages de Reims. *Et plus bas est escript :* Le IXe jour du mois d'apvril mil IIII^{c} LXXVI, ces présentes furent apportés aux commissaires nommés sur le dos de ces présentes, par Henry Payot, procureur de Reims, venant de devers Monsieur le maistre d'hostel, cappitayne dudict Reims, estant à la court ; et sy a dict, oultre le conteuu ou blanc de ces présentes, ausdictz commissaires, que mondict sieur le cappitayne luy avoit donné charge leur dire qu'ilz fissent en toulte diligence besoigner aux ouvraiges de ladicte ville, et d'y emploier tant les denyers du travers de la ryvière d'Aisne, que aultres aydes octroiés par le roy. »

Ledict Cochinart avoit pareillement escrit du mesme jour à Messieurs les gens d'églises, eschevins, nobles, bourgeois et habitans de ladicte ville et cité de Reims, pour le subject que dessus, et oultre ce leur mande de soullager les pauvres plus que l'en poura, et de s'emploier tous sy bien que le roy ayt cause tousjours d'estre content d'eulx, comme il estoit lors ; et d'aultant qu'estant occuppé pour les affaires du roy, tant à Amboise que ès quartiers de Lyonois et Daulphiné, il ne pourroit vacquer à exercer en personne son office de cappitayne, et qu'il sçait que à eulx appartient l'élection et présentation de lieutenant de l'office de ladicte cappitaynerie, que on en eslise ung en la maniere accoustumé et qu'il sera par luy receux ; et pour ce faire qu'il envoye unne commission à Monsieur le bailly de Vermandois, pour prendre le serment d'iceluy lieutenant.

Depuis ce que dessus, il ne se trouve aucunnes lettres du roy, ne semblablement dudict Cochinart, jusques à l'année suivante mil IIII^{c} LXXVII, que le duc de Bourgoine fut tué devant Nancy. Le roy revenant en Picardye pour prendre possession des villes et places quy luy estoient acquise par ceste mort, il manda de Péronne, le XIIe jour de febvrier audictan, aux habitans dudict Reims, de luy envoyer toultes les pouldres et salpestre quy estoient audict Reims,

Vallet locumtenente baillivi viromandensis, in sua sede Remis, et ab Anthonio de Hellande, cappitaneo pro nobis in dicta villa

pieds de long, affutées sur petits chariots à doubles roues ferrées, dont cinq garnies de coffres à mettre les plombées, dans lesquels cent trente plombées. — *Item*, quatre caques de poudre, avec deux petits sacs de cuir blanc pleins de poudre. — Deux somons de plomb tout entiers. — Deux chargeoirs de ferblanc à goulets, avec manches de bois. »

[Cet inventaire est dressé devant D. Le Boutillier, notaire royal et greffier du conseil, le 19 août 1474; le tout est délivré par N. Musart et H. Payot à R. Cochinart, capitaine de Sainte-Menehould et gouverneur de Mouzon. G. Bournel, maitre de l'artillerie etant à Lyon, en décharge la ville de Reins sur ses rôles, et en charge celle de Sainte-Menehould, en présence de H. Payot, le 2 avril 1475.]

et les faires mener et couduire en la ville d'Amiens.

Et par unne aultre du XXVIIe dudict mois de febvrier audict an, ledict Loys mande ausdicts habitans que on délyvre toulte l'artillerye et les chevaulx à Jehan Myneray (?) conseillier et maistre de ses comptes.

Les habitans de Reims, suyvant le mandement du roy, envoyèrent en la ville de Péronne la quantité de six miliers huict cens quarante-cinq lyvres de pouldres à canon et salpestre, et furent receus par Jehan Guillyart, dist Chandellier, esleu de Monstiviliers, le XXIIe dudict mois de febvrier, et l'artillerye fut aussi mené à Péronne, et de là remené à Vervin, [par] Jacques Cauchon, maistre de l'artillerie de Reims.

« Le roy Loys, par ses lettres du VIIIe apvril mil IIII^c LXXVII, donne advis aux habitans de Reims de la prise du chasteau de Hedin. Par aultre lettre escripte a Arras, le IIe juillet audict an, il donne aussy advis de la deffaicte et mort du duc de Gueldres devant Tournay; qu'il y est demouré mors sur la place huict mil Flamens, huict cens prisoniers, huict cens chariotz de bagages, l'artillerye et plus de quarante enseignes. Par unne aultre, donné à Thérouenne le XXVIIe aoust, il mande comme les Flamens estant assemblés aux Blans-Fossés, et au Mont-de-Cassel, ont esté deffaicts, et de la prise de plusieurs places, et comme les Flamens ont faict le mariage de la fille du feu duc de Bourgoingne avec Maximilien, duc d'Autriche, et comme il est délibéré de les aller trouver avec son armé; et plusieurs particularités que je lairés pour revenir aux ouvrages de ladicte ville de Reims.

« Monsieur le maistre d'hostel Cochinart estant avec le roy à Péronne, au mois de febvrier mil IIII^c LXXVII, mande ausdicts habitans qu'il a receu leurs lettres; et leur recommande le parachèvement des ouvrages commancés, et spécialement celles quy sont spécifiés en ses lettres escriltes de la ville de Lyon; et que pour le regard de ce que Monsieur de Reims veult qu'il soit faict à son chasteau, que c'est bien de raison, mais que le plus nécessaire soit faict; et, quelque mandement que l'on eust du roy ou de l'archevesque, que on eust à faire ce qu'il avoit ordonné; et que le roy le vouloit ainsy.

« Par unne lettre escript par l'archevesque de Reims aux habitans de ladicte ville, le XIIe jour de febvrier, sans datte d'anné, mais il appert que ce fut en l'an mil IIII^c LXXVII, il faict mention que lesdits habitans avoient envoyé vers iceluy, pour eulx excuser de ce que l'on n'avoit faict aucunnes réparations à son chasteau de Porte-Mars, comme il avoit esté dict et ordonné par le roy en l'impétration de l'ayde octroyé par le roy à la poursuitte dudict archevesque, et mende ausdicts habitans que doresnavant on ne s'en pourra plus excuser, qu'il n'y soit pourveu; et que son intention estoit que le revenu desdictes aydes, escheu depuis le jour de Pasques, fut employé à ladicte réparation, et qu'a ceste fin l'argent fût baillé à ses gens. Cest article doibt précéder l'autre; et est crédible que celuy ou ceulx quy avoient esté envoyé vers ledict sieur archevesque revenans par Péronne, qu'ilz auroit faict entendre audict Cochinart l'intention dudict archevesque, et qu'il auroit mandé ausdicts habitans le contenu au précédent article. »

Coppie d'une lettre de Raoul Cochinart.

« Payot, je me recommande à vous. Je parlay hier au roy des réparations de Reims, et luy dis que des compositions que j'avoye faicte de pieça, nul n'en vouloit rien payer, et que il faisoit adjorner mes comys en parlement. Il me dit que j'estoy bien fol, que je n'y mestoye remède. J'envoye une commission par Poncelet, et jeudiz je recouvrai ung mandement du roy que je vous envoiray, ou porteray. Recommandez-moy partout, et adieu. Escript a Lyon, le XIIIIe jour de may. »

Le vostre, R. COCHINART.

remensi, ac a dicto Auberto Montizeau, appellante, et in dictis casibus excessuum, actemptatorum, actore, ex parte altera; predicti

« XI *février* M IVᵉ LXXVII. En l'escolle de théologie, par monsieur le cappitaine.

[Présens l'abbé de Saint-Denis, trois chanoines, l'aumônier de Saint-Nicaise, six échevins, etc.

[OFFICIERS.]

Mʳ le lieutenant T. Cauchon Du Godart.

H. Payot, procureur.

N. Noël, receveur; au lieu de lui, J. Garnot.

J. Warlet,
G. Lescot, } maistres de l'artillerie.

T. Noël,
N. Gouvion, } maistres des œuvres.

D. Le Boutillier, clerc du conseil.

Declaration des lieux là où on a pris pierres et matières, par l'ordonnance de Monsieur le maistre d'hostel Raulin Cochinart, pour la réparation et fortification de la ville de Reims, ès années mil IIIIᵉ LXXIIII, LXXV et aultres, quy ont esté prises à Porte-Mars, et au chasteau de Nuefville, dict l'Archevesque.

Le chasteau de Luches près Thuisy. — Le molin des Ventaulx, près de Jonchery, appartenant à ceulx de Clervaux. — La chappelle de Sainct-Bernard à Dieu-Lymire. — La chappelle de Sainct-Marc-à-Cachot, à Porte-Chacre. — L'église de la Nuefville, aux Béguines, et les fondemens des maisons quy jadis y avoient esté, et aussy à Maigeusse, terre de chappitre. — Les fondemens de l'église Clermarets, près de Reims. — Le chastel du petit [Au]meuancourt, quy appartient à chappitre. — La maison du Bois-du-Pré, le molin de Marielin, du molin de Magnot, et au petit Thil, appartenant aux religieux de Sainct-Thiery. — La croix de Villiers-Saincte-Anne, les marches et fondemens d'icelle. — Partye de la chapelle de Ponturay. — A l'Hostel-Dieu, Jungery, Pargny et Bectheny, terre de chappitre, en ont esté prises largement. — Au chastel de Blaugny. — Le chastel d'Ardenay. — Le semitière de Sainct-Hillaire. — Les fondemens des cloz de l'Hostel-Dieu des champs, du chappitre, de Monsieur de Juvincourt, ceulx des héritages et jardins estans ès bours de Porte-Mars, Porte-Chacre, Grandchamp au Buisson.

A Chamery. — Nogent. — Villiers-aux-Nœuds. — Hermonville-Cauroy. — Courtaumont-Gehery. — Roquincourt. — Les Vautes. — A Muison. — Marzilly. } Ont esté largement prises pierres et matières, le tout employé à la réparation de la ville de Reims.

Les lieux où on a pris le bois pour emploïer à la fortification de ladicte ville de Reims, par l'ordonnance dudict Cochinart.

Au bois de l'Hostel-Dieu. — Au bois de la Chappelle. — Au boys de chappitre. — Aux ballys de Ludes et Ville-en-Selve. — Aux bois du Trembloys. — Aux bois d'Iguy. — Aux bois de Sullain. Le passage des pierres y estoit.

Ledict Raulin Cochinart ayant faict faire plusieurs ouvrages aux fortifications de la ville de Reims, et, pour icelles faire, avoit faict prendre plusieurs maneuvres ès lieux et places cydevant déclairés, et faict des grandes levées de denyers suyvant le pouvoir et la commission qu'il avoit du roy, afin de ne laisser les habitans dudict Reims, tant en général que en particulier, chargés, soit envers le roy, ou aultres, leur bailla la descharge ainsy que s'ensuict:

« A tous ceulx quy ces présentes lettres verront ou orront, Raoul Cochinart, seigneur de la Brosse, cappitayne d'Amboise et de Reims, maistre d'hostel du roy nostre syre, et commissaire d'icelny en ceste partye; comme depuis quatre ans en çà, ou environ ce temps, le roy nostre syre par ces lettres patentes, et aultrement par le commandement à nous faict par ledict sieur de vyve voix, pour obvier et résister aux entreprises des ennemys et adversaires du roy, nostre syre, icelny seigneur nous eust commys et ordonné à faire emparer et fortifier sa ville et cité de Reims, et, pour ce faire, eussions visité plusieurs lieux ruyneux et inutilles, pour avoir matières et provisions pour faire lesdictes réparations et fortifications; outre [*sic, entre?*] lesquelz lieux nous avons sceu et trouvé unne place, nommée le chastel de Porte-Mars à Reims, esquelz nous avons pris et faict prendre, de l'aucthorité du roy nostre syre, plusieurs pierres, matières et maneuvres de longtemps désemparés, pour la moindre foulle et charges de ladicte ville et du pays, et de ceulx à quy il touche et peult toucher, à la conservation du bien du roy et de son royaume, et pour la tuition et deffense de ladicte ville, icelles matières et maneuvres faict employer à faire construire plusieurs boullevardz, moyneтz, servans ausdictes fortifications, venans tant desdictz chasteaulx et places, comme d'aultres lieux innu-

scabini, manentes et habitantes remenses, proponi fecerunt, quod predicta villa remensis, in qua nos et nostri predecessores reges

Scudras le Bueur, J. Richier,	sergens.
Me de Pert es, B. du Molinet,	Commissaires et juges sur le fait des aides de la ville de Reins.

POUR LE CONSEIL ORDINAIRE.

Praticiens.

Mes N. Jacquemin.
— J. Cauchon l'aisné.

tilles, appartenans à plusieurs gens de tous estatz; dont les habitans de Reims se sont plusieurs fois complaincts et dolus, en nous remonstrans qu'il doubtoient que à ceste occasion, on ne leur en peust ou deust aucunne chose imputer ou demander, ou leur faire rendre et restituer au temps advenir lesdictes matières ainsy par nous prises, en nous requérant que ces choses voulsissions cesser, du moings les en descharger, et faire tenir quicte envers tous qu'il appartiendra; savoir faisons que nous, ayant regard aux choses dessus dictes, et que ce que par nous a esté faict en ceste partye nous l'avons faict par l'exprès commandement et ordonnance du roy nostre syre, et pour résister aux entreprises et périls éminens quy estoient lors, et dont il est apparu notoirement, tant par mandemens que par lettres missives du roy, comme aultrement, nous disons et déclairons que ce quy a esté faict par nous en ceste matière, a esté faict par l'exprès ordonnance et commandement du roy nostre syre, comme dict est, et non au pourchas, requeste et instance desdictz habitans ou d'aucuns d'eulx, en aucunne manière, et de ce leur promectons en bonne foy, soubz l'obligation de tous nos biens quelconques, les deschargier et faire tenir quictes et indemnes par le roy nostre syre, de tout ce quy leur en pourroit arryver, en manière que tous ceulx quy pourroient prétendre interrestz ne les en puissent inquiéter, ou travailler aucunnement, au temps advenir; et en oultre que tous les denyers quy en ont esté pris, levées par nostre auctorité, commandement et ordonnance, de par le roy nostre syre, ainsy que par luy nous a esté ordonné, sans ce que lesdictz habitans s'y soient aucunnement imissés ou entremis, sinon par nostre ordonnance et à nostre requeste, et desquelles receptes et administrations faictes par aucun particulier de ladicte ville à nostre requeste nous avons quicté et deschargé iceulx recepveurs particuliers d'icelles administrations, leur promectons comme dict est, les en descharger et acquitter, et faire tenir quictes par le roy nostre syre, et tous aultres qu'il appartiendra. En tesmoing de ce, nous avons scellé ces présentes lettres de nostre seel, et signé du seing de nostre main; quy furent faictes et donné le second jour de juing, l'an mil quatre cens soixante et dix-sept. *Signé*, R. Cochinart. »

« On ne voit poinct de particulière déclaration de toultes les ouvrages quy ont esté faictes par l'ordonnance dudict Cochinart, mais on tient pour chose véritable, que les portes du costé des champs, des portes de Porte-Mars, Porte-Cerre et Dieu-Lymire ont esté faict par son ordonnance; et se peult juger par la déclaration cy-devant touchant les maneuvres, que il fut faicte des grands ouvrages, et qu'il convint lever des grandes sommes de denyers; dont chacun ne fut pas comptant, spéciallement ceulx quy veullent tout posséder, et ne rien soullager. Jusques icy on ne voit poinct encorre de plaincte, sy ce n'est de la part de l'archevesque pour n'avoir pas faict travailler aux réparations de son chasteau de Porte-Mars, ains, au contraire, y avoir pris les maneuvres qu'il y avoit, comme aussy en son chasteau de Neufville, comme on voira cy-après....

« Messire Pierre de Laval, archevesque et duc de Reims, ayant esté estably par le roy son lieutenant-général en la ville de Reims et le pays d'environ, s'achemina en ladicte ville de Reims, où estant, en vertu de ses lettres d'establissement cy après transcriptes, procéda comme il sera dict cy après.

« Loys, par la grâce de Dieu roy de France, à tous ceulx quy ces présentes lettres verront, salut. Savoir faisons que nous, suffisament accertenés des grans sens, prudence, loyaulté, conduicte, diligence et grande expérience de nostre très cher et ame nepveu l'archevesque et duc de Reims, premier per de France, et pour la grande seureté et confiance que nous avons de sa personne, iceluy, pour ces causes, et aultres grandes et raisonables considérations quy à ce nous ont meu et meuvent, avons commys, institué, establye et ordonné, et par la teneur de ces présentes commectons, instituons et establissons nostre lieutenant-général en nostre ville et cité de Reims, et ès pais et partyes d'environ, et luy avons donné et donnons pouvoir exprès et espécial, de tenir nostredicte ville et cité et le pais d'environ en bonne justice, ordre et pollice, et de donner provision à toultes les choses qu'il voira estre licittes, utilles, honnestes et proufictables pour le

Francorum, unccionem sacram ceperamus, notabilis ex antiquioribus villis regni nostri, ac quamplurimum privilegiata,

Mes H. Le Membru.
— J. de Reins.

Pour nobles.

B. du Molinet.
Mr G. (de Beaumont, dit) Cauchette.
G. Walet.

Bourgeois.

N. Grossaine (aussi échevin).

J. Vieillart.
N. Gouvion, prévost de l'échevinage.

Marchands.

J. Bourgnet.
J. Cocquenart l'aisné.
G. Bourgois.

« Conclud a esté que les officiers de l'an passé demoureront, excepté N. Noël, qui

bien de nous et de nostre royaulme, et de la chose publicque desdictes villes et pays, et générallement de faire besoingner en tout ce qu'il verra estre au bien de nous et de nostre royaume, tout ainsy que nos aultres lieutenans peuvent, doibvent et ont accoustumé de faire; promectans de bonne foy, en parolles de roy, avoir et tenir ferme, stable et agréable, tout ce que par nostredict nepveu et lieutenant sera faict et besoingné au bien de nous et de nos ville et cité de Reims et pays d'environ; et en baillerons nos lettres patentes de confirmation, ratification et approbation en forme vallable, toutTefois que requis en serons. En tesmoing de ce avons faict mettre nostre seellé à ces présentes. Donné à Nouyon-en-Tiérasche, le IIIIe jour de juing mil IIIIc LXXVII, et de nostre règne le XVIe. *Ainsy signé :* Par le roy, le conte de Marle, mareschal de France, et aultres présens : Cérisay.

« Le quatorsiesme jour dudict mois de juing ledict sieur archevesque fist remonstrer aux habitans de Reims estans assemblées en conseil, en l'escolle de théologie, par maistre Henry le Membru, que plusieurs pierres et matières avoient esté prises en ses chasteaulx et maisons de Porte-Mars, Nuefville, quy avoient et ont esté emploiés ès fortifications et murailles de ladicte ville, dont ilz estoient tenuz faire restitution à mondict seigneur l'archevesque; et aussy que dès l'an mil IIIIc LXXIII le roy avoit octroyé audictz habitans, en la faveur et requeste de mondict sieur l'archevesqué, certain aide de deulx solz par, pour queu de vin, et aussy sur toultes deurées vendues et passans audict Reims et à quatre lieues environ, pour convertir les denyers quy en ysteroient en la réparation de la forteresse de ladicte ville et du chastel de Porte-Mars, en tant qu'il faisoit closture; lesquelz denyers ilz avoient tous emploiés sans aucune chose en convertir en la réparation dudict chastel; et que la volonté et intention de nostredict seigneur estoit d'estre satisfaict et restitué desdictes matières et pierres, et aussy que la moityé des denyers dudict ayde soient convertys en la closture par dehors dudict chastel, et que ainsy le voulsissent faire lesdictz habitans; ou aultrement l'intention de mondict seigneur estoit d'y pourveoir et quérir remède du roy nostre syre, ainsy qu'il appartiendra; et que force estoit qu'il en eust response dedans demain; et que aultrement ne seroit contant, et ne se déporteroit de faire plusieurs nouvelletés et contrainctes.

« Sur ce fut advisé que, attendu les lettres de lieutenance du roy que avoit ledict seigneur archevesque, et pour éviter les nouvelletés, peynes et travaulx qu'il pourroit faire audictz habitans, que meilleur estoit de trouver fasson de demourer en sa bonne grâce, et de le contenter au mieulx que l'on pourra; et pour ce furent délégués : monsieur maistre Pierre de Pertes et monsieur l'escolastre pour le clergé, Thièry Noel, prévost de l'eschevinage, Baude de Molinet, maistre Jehan Cauchon l'aisnel, Guillyaume Cauchon, avec le lieutenant et procureur de la ville, pour aller par-devers ledict seigneur archevesque, ou ses officiers et depputés, et luy remonstrer les charges et pauvretés de la ville avec les excusations et justifications des habitans, et d'accorder avec luy des denyers de l'ayde et des pierres et matières susdictes; ce quy fut faict moyennant la somme de neuf cens lyvres, que on promist payer audict archevesque à trois ans, dont Jehan Noel en fit son obligation envers ledict seigneur.

[La conclusion dont il est question plus haut, en date du 14 juin, et les pièces relatives à cette affaire jusqu'au 23 juillet 1477, se trouvent dans le Rogier de la Bibl. du Roi, supp. franç., 1515-2, tome II, p. 135. Elles n'apprennent rien de plus que ce qu'on trouve dans les Mémoires de Rogier.]

« Ledict seigneur archevesque non contant de ce que ledict Cochinart avoit faict faire par ses officiers en ladicte ville, il les fit tous emprisonner,

et finibus regni nostri situata existebat, disposicioque, custodia, ac regimen disponendi et ordinandi de facto fortalicie, amparamenti,

s'est démis, au lieu de qui J. Garnot a esté commis par le capitaine, dont sont bien contens messieurs les habitans. — [Si H. Payot persiste à refuser son office, le capitaine nommera qui bon lui semblera.]

[29 *février*. Par T. Du Godart. En l'ostel des Cordeliers. — Assemblée générale. — Jehan Foulquart est procureur. — Taille de 32,923 l. 2 s. 6 d. t., mise par le roi sur l'élection, pour l'année commençant

et mesmement usa de grandes menasses envers ledict Cochinart, dont le roy fut incontinant adverty; et croyant que ce eust esté faict de la part des habitans de ladicte ville, il leur escrivist en collère, et fort rigoreusement, ainsy que s'ensuict.

De par le Roy,

« Très-chiers et bien-amez, nous avons sceu que vous avés souffert emprisonner ceulx quy par nostre commandement ont fortifié la ville, à la descente do roy d'Anglettere, pour vostre salvation et la nostre aussy, et de tout le royaume; et dès l'heure que ladicte ville fut fortifié, vismes bien ung prestre quy estoit officier de nostre nepveu l'archevesque de Reims, quy y contredisoit taut qu'il pouvoit, et avons esté adverty qu'il estoit Breton. Vous savés bien les trahisons, rebellyons et mauvaistiés que le duc et ceulx du pais nous ont faicte, et dès l'heure le monstroient bien sesdicts officiers. Car, s'ilz eussent peu laisser la ville non fortifié, sachant que le roy d'Angletterre y venoit, ilz l'eussent volontiers faict : car ilz ne désiroient aultre chose que la mettre entre ses mains, pour accomplir la mauvaise et damnable mauvaitié de leur duc et de leur pays. Sy vous mandons et commandons, sur peyne d'encourir cryme de lèze-majesté, que, incontinant ces lettres veues, restitués tous ceulx quy ont esté pris des serviteurs de nostre maistre d'hostel Raollin, et leur faictes rendre tous leurs biens, et non souffrés ung seul de tous les officiers dudict archevesque quy soit natif de la duché de Bretaigne, ne le prestre, sans l'expresse mandement de nous; et vous debvoit suffire de la mutemacque que vous fistes quant nous vinsmes à la couronne, sans en faire maintenant unne aultre: et vous tenés seurs que l'aultre ne vous fut poinct sy cher vendu que vous sera cest-cy, sy vous faillés à faire ce que nous vous escrivons. Donné à Arras, le sixiesme jour de juillet mil IIIIe LXXVII. *Signé :* Loys; *et plus bas :* J. Mesme.

« Et le mesme jour il envoya commission au bailly de Vermandois ou son lieutenant, pour informer contre ceulx quy se trouveroient chargées et coulpables d'avoir mis la main ès personnes susdictes et les faire prendre au corps, ensemble leurs adhérans, comme séducteurs de peuple, et les chastier et pugnir, et faire mettre hors des prisons les gens dudict Cochinart, ensemble les marchans de Dijon, et leur faire rendre et restituer leurs biens avec tous despens, domages et intérestz.

« Par ce que dessus on peult congnoistre que, sy les habitans de Reims eussent estez chargés desdits emprisonnemens, comment ils eussent estez chastiés et pugnys, et que tout ce qu'ils avoient bien fait par cy devant, dont le roy avoit tesmoingné par toultes ses lettres avoir ung grand contantement, estoit oublyé; et unne viel faulte ramentue affin d'agraver la peyne; ce quy doibt servir d'advertissement à toultes personnes, et spéciallement à ceulx quy sont constitués en charge et auctorités, d'empescher qu'il ne s'exerce aucune violence contre ceulx quy sont comys de par le roy, pour l'exécution de ses ordonnances, nonobstant les mescontentemens que aucuns, de quelques qualités qu'ils puissent estre, en pourroient recepvoir, et la disgrâce que on en pourroit encourir en leurs endroits; se représentans devant les yeulx l'exemple d'ung brave cappitayne ou valeureus soldat, lequel, en ung faict de guerre pour le service de son roy, auroit receu quelque blessure quy l'auroit rendu stroppié; se resouvenant qu'il auroit receu ceste accident pour le service de son roy, cela luy allège tout le mal et desplaisir qu'il pourroit recevoir à cest occasion en toulte sa vye.

« Le roy ayant esté adverty que ce quy avoit esté faict, avoit esté faict par l'archevesque, il envoya audict Reims les sieurs de Sainct Pierre, grand sénéchal, et Monsieur le trésorier de Normandie, pour faire entendre sa volonté ausdictz habitans, et apportèrent lestres de créance, dont la coppie ensuict :

De par le Roy.

« Chiers et bien amez, nous vous avions escrit bien au long touchant l'oultrage quy a esté faict par l'évesque de Reims à Rolin Cochinart, et à ces gens, et plusieurs aultres follyes qu'il a faictes et de rechef ay chargée à nostre ami et féal conseiller et chambellan le grand sénéchal de Normandye, et tré-

seu fortifficacionis custodie et defensionis ipsius ville, portarum et murorum ejusdem, nobis et officiariis nostris, ac sub manu nostra

au 1er janvier 1477. — Les élus de Reims ont taxé la quotité de la ville à 5,000 l. t., à payer en quatre termes, dont le dernier au 1er août, par les habitans contribuables. — De plus, une autre taille de 539 l. 17 s. 6 d. t., à prendre sur tous les habitans, gens d'église et autres, pour le charroi de l'artillerie.]

[27 *février*. T. Cauchon Du Godart. — Ecole de théologie. — Parmi les clercs, le prieur du Val des Ecoliers, le curé de Saint-

corier, vous dire de ma volonté plus à plain; sy les croiés de tout ce qu'ils vous diront, et y faictes en fasson que je congnoisse que vous ne voulés poinct laisser oultrager mes serviteurs, et gardés sur vos vies qu'il n'y ait faulte. Donné en la cité d'Arras, le VIIe juillet : *Signé*, LOYS, *et plus bas*; J. MESME. *Au dos* : A nos chiers et bien amez, les manans et habitans de nostre ville de Reims.

« Lesdictes lettres furent leues en grande assemblé desdicts habitans, le Xe jour dudict mois de juillet mil IIIIc LXXVII, en laquelle assemblé lesdicts sieurs de Sainct Pierre, grand sénéchal, et Monsieur le trésorier de Normandie, exposèrent leur crédence, et dirent ce quy s'ensuict :

« Premièrement que le roy leur avoit donné charge dire ausdicts habitans, qu'il estoit très desplaisant de l'oultrage et empêchement faict par Monsieur l'archevesque de Reims, ses gens, officiers et comys, à Rolin Cochinart, maistre d'hostel du roy, et à ses gens et comys, et que tout ce que ledict Cochinart avoit faict et faict faire pour la fortification de Reims, [avoit été fait par mandement royal?] — *Item*, que le plaisir du roy estoit, que tous ceulx quy avoient contre luy besoingné, et quy s'estoient doluz et plains dudit Cochinart, et aussy tous ceulx quy avoient emprisonnes les sergens et aultres quy avoient exploictes et besoingné par son ordonnance pour ladicte fortification, fussent pris et emprisonnés, et que Monsieur le bailly de Vermandois avoit charge du roy, en venir briefvement faire la pugnition; et que le roy ordonnoit ausdicts habitans, sur leur vye, de ne poinct laisser oultrager, ne fouller ses officiers et serviteurs. — *Item*, que le roy vouloit et ordonnoit ausdicts habitans, qu'ils ne souffrissent aucuns officiers au spirituel ou temporel de l'archeveschè, quy fussent du pays et duché de Bretaigne. — Et sy vouloit que les marchans, chevaulx et vins de Dijon, arrestes par ledit archevesque, fussent mis à plaine délyvrance, et que par les habitans y fut tellement besoigné, que la main forte en demourast au roy. — Faict en présence de moy Denys le Bouttiller, notaire royal, et greffier du conseil de ville de Reims, le Xe jour de juillet, an que dessus. *Signé* : D. le BOUTTELLIER.

« Et ce faict, lesdits habitans se tirèrent à part au chappitre de l'église de Reims, et illec, en leur conseil, où présidoit Thomas Cauchon, advisèrent et conclurent que, pour leur excuse et descharge envers le roy, qu'il estoit besoing de bailler ausdicts seigneurs quelques bref articles pour par eulx envoyer au roy, ce quy fut faict. Et oultre fut conclud que Maistre Jehan de Reims seroit envoyé vers le roy, avec lettres de créance, instructions et advertissemens, telle que s'ensuit :

Instructions et advertissemens baillé à Maistre Jehan de Reims, de ce quy est à remonstrer et dire au roy nostre syre, pour les gens d'église, eschevins, nobles, bourgeois et habitans de la ville de Reims.

Et premier, de présenter au roy nostre syre, les lettres de la ville, et très humblement recommander les habitans à sa bonne grâce. — *Item*, de luy dire qu'ils ont veu les lettres missives dudict seigneur, et oy la crédence de Monsieur le grand sénéchal et trésorier de Normandie, ausquels pour advertissemens ils ont baillé par escrit les quatre articles cy après transcripts, pour valoir mémoire en ceste partye audict Maistre Jehan de Reims, et desquels articles la teneur est telle : — Advertissent lesdits habitans de Reims, que Monsieur l'archevesque de Reims a déclaré qu'il entendoit et voult faire aune porte à son chastel à Reims, pour faire entrée et yssue aux champs, quy seroit au grand préjudice de la ville, et que, passé sont soixante et dix ans, ladite entré et porte fut murée de par le roy, pour la seureté de la ville; et sy a faict faire inventaire de toultes les armures de ladite ville. — Advertissent aussy, que mondict seigneur l'archevesque, comme lieutenant du roy, leur a deffendu qu'ils n'obtempèrent à commissaires apportans lettres missives du roy, s'ils n'ont mandemens patens. — Advertissent aussy que, pour l'appaiser et contanter des pierres [prinses?] par leur cappitayne Monsieur le maistre d'hostel Rolin Cochinart, ès chastel [de Porte-à-Vesle, et?] de Portemars à Reims, et de

dictis scabinis, burgensibus et habitantibus dicte ville remensis; necnon quascumque ordinaciones, edicta et proclamaciones, tuicionem

Michel. — L'assemblée paraît à peu près toute composée de nobles et gens d'église. Ils enverront vers les élus pour savoir leur interprétation dans le mandement qu'ils ont fait de jeter la taille du charroi, même sur les nobles et gens d'église, et au besoin on s'adressera aux généraux à Paris, et spécialement au général Beauvalet; et si la réponse n'arrive pas assez vite, ils payeront, mais comme emprunt, et non comme taille.]

Noufville lez Reims, appartenans audict archevesque, et emploiés en la fortification de Reims; et aussy d'aucuns denyers de l'ayde de deux sols pour queu de vin traversant Aisne, que le roy avoit octroyé pour la réparation de ladite ville et chastel, dont les denyers ont esté emploiez en la réparation de Reims par l'ordonnance dudit Rolin, leur a convenu eulx en obleiger envers luy en neuf cens lyvres. — Advertissent avec ce, que tout ce quy a esté faict touchant les charges bailles audit maistre d'hostel Rolin, et aultres quy l'ont servy en ladite fortification, par information et aultrement, n'a esté faict aucunnement du sceu conseil, advis ou consentement des officiers du roy audit Reims, des habitans de la ville, ny des commys au gouvernement d'icelle, mais à leur très grande desplaisance; et n'ont osé y empescher ou contredire, pour ce que mondict seigneur l'archevesque est lieutenant général du roy audict Reims et pays environ, comme il leur a monstré par lettres patentes du roy nostre syre. — *Item*, aussy luy dire que lesdits habitans ont toujours entièrement obéy et fourny à leur pouvoir à tout ce que leur a ordonné mondict sieur le maistre Rolin, de par le roy nostre syre, tant pour le faict des réparations de la ville que aultrement, sans jamais luy avoir rien refusé ou contredict; et de tout s'en rapporter audict Monsieur le maistre, et à tous les commissaires et officiers que le roy a envoyé audict Reims. — Et dire au roy nostre syre, que lesdicts habitans, feront et accompliront de très bon cœur, tout ce que déclairé et ordonné leur a esté par lesdicts Monsieur le grand sénéchal, et trésorier. — Faict à Reims, le xe juillet mil IIII^c LXXVII. *Ainsy signé :* D. le Boutillier.

« Le roy estant amplement informé de tout ce que l'archevesque dudict Reims avoit faict, tant contre ledict Cochinart que ses officiers, révocqua la lieutenance général qu'il avoit donné audict archevesque, le XXIIIe jour du mois de juing précédent, et décréta en ung mesme jour quatre commissions contre ledict archevesque qu'il envoya au bailly de Vermandois, et quy furent apportés par lesdict maistre Jehan de Reims, et mis en exécution comme s'ensuict:

Coppie des lettres de révocation de la lieutenance générelle baillé par le roy à l'archevesque de Reims.

« Loys, par la grâce de Dieu roy de France, au bailly de Vermandois ou son lieutenant-général ou particulier à Reims, salut. Comme, puis aucun temps en çà, nous eussions faict et commis nostre amé et féal cousin et conseiller l'archevesque et duc de Reims, nostre lieutenant-général en ladicte ville de Reims et au pays d'illecq environ, affin que la chose publicque, ville et pays, fût mieulx et plus convenablement régy et gouverné, et donné plus ample et prompte provision, tant pour l'avitaillement de nostre ost et armée, que aultrement; soubz ombre de laquelle auctorité nostre dict cousin et conseiller s'est efforcé et efforce faire plusieurs grans excès et entreprises indues contre nos droicts, gens et officiers, et aultres, dont sommes assés advertys, en abusant de son dict office de lieutenant, et aultrement grandement mesprenant envers nous et nostre majesté; pourquoy nous voulans pourveoir et éviter à telz abus et entreprises, et pour certaynes aultres grandes causes et considérations à ce nous mouvans, avons de nostre certayne science, playne puissance et auctorité royal, ladicte lieutenance par nous baillé à nostre dict cousin et conseiller, et tous les exploits qu'il a faicts par vertu d'icelle, cassée, révocqué et adnullé, cassons, révocquons et adnullons, et d'icelle l'avons deschargé et deschargeons par ces présentes, sans plus doresnavant s'entremettre d'aucune [chose ?], soubz umbre et auctorité d'icelle lieutenance. Sy vous mandons et commectons par ces présentes, que ceste nostre présente révocation, déclaration, vouloir et intention vous notifiés et signifiés, ou faictes nottifier et savoir à nostre amé et féal cousin et conseiller, et partout ailleurs où il appartiendra; en luy faisant inhibition et deffense, de par nous, que doresnavant il ne se nomme ne face nommer nostre lieutenant en ladicte ville de Reims et pays d'environ, ny soubz umbre de ce, ne face ne entrepreigne aucune congnoissance en icelle ville et pays, ne ailleurs, mais tout ce qu'il auroit ou pourroit avoir faict au

defensionem et factum amparamenti custodie et fortifficacionis dicte ville remensis concernentes, facere, ac ipsas interteneri facere, et

(20 *avril*. Aux fonds, par T. Du Godart. — Les deux sénéchaux du chapitre, J. Noël l'aîné, G. Cauchon, N. Le Membru, J. de Reims, J. Bourguet, J. Bourgois, J. Collet, G. Cocquillart, R. Prieuse et J. Foulquart, procureur. — On conclud que le lendemain le lieutenant, accompagné de quelques notables, ira à Cormicy vers le prévôt de Paris, lui offrira un poinçon de vin vieux, et lui présentera la remontrance faite

contraire, le répare et remect, ou face réparer et remectre incontinant et sans délay à playne délyvrance, et au premier estat et deu; et à ce faire et souffrir le contraignés ou faictes contraindre, et tous aultres quy pour ce feront à contraindre, royaulment et de faict, et nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons estre différé en aucunne manière : car tel est nostre plaisir, et voulons estre faict. Donné à Arras le XIIIe jour de juillet, l'an de grâce mil quatre cens soixante et dix-sept, et de nostre règne le seiziesme. *Ainsy signé :* Par le roy, Monsieur le conte de Beaujeu, vous le conte de Marle, mareschal de France, le gouverneur du Daulphiné, Maistre Guillyaume le Picart général, Guillyaume de Serisay, et aultres présens. *Signé :* CHAMBON.

« Le dimanche XXe jour dudict mois de juillet, Regnault Doulcet, escuyer, conseiller du roy nostre syre, lieutenant-général de Monsieur le bailly de Vermandois, commissaire en ceste partye, mist en exécution le mandement que dessus, s'estant transporté au lieu du chappitre de l'église de Reims, où estoient assemblez en conseil les gens d'église, eschevins, nobles, bourgeois, manans et habitans de ladicte ville en grand nombre; et illecq, ayant faict lecture des lettres du roy cy-devant mentionné, leur signifia la volonté du roy, affin qu'ilz n'en peussent prétendre cause d'ignorance.

Et le lendemain XXIe dudict mois, il se transporta au lieu du monastère et abbaye de Sainct-Denys, où estoient assemblés la pluspart des officiers dudict Monsieur l'archevesque, tant de sa court et jurisdiction spirituelle que temporelle, ausquelz semblablement ledict Regnault Doulcet fist assavoir la révocation de la lieutenance et de tout le contenu aux susdictes lettres royaulx, faisant inhibition et deffense de par le roy audict Monsieur l'archevesque de Reims, parlant à la personne de honnorable homme et sage Guillyaume Cocquillard, son procureur fiscal, et sur peyne de dix mil lyvres d'amende à applicquer au roy nostre syre, que doresnavant mondict sieur l'archevesque ne se nomme, ne face nommer lieutenant du roy en ladicte ville de Reims et païs environ, et le reste contenu èsdictes lettres : par lequel procureur fut demandé coppie desdictes lettres royaulx et dudict exploict, disant que très-volontiers feroit le tout savoir audict Monsieur l'archevesque, lequel estoit lors absent de ladicte ville de Reims.

Le roy, par unne aultre patente donné du mesme jour XIIIe juillet, mande au bailly de Vermandois ou son lieutenant, qu'il est adverty que ledict sieur archevesque estant arryvé en la ville de Reims que, en haine et contempt de ce qu'il avoit comys son amé et féal conseiller et maistre d'hostel Rolin Cochinart à faire les réparations et fortifications de la ville de Reims, et de ce qu'il avoit pris et faict prendre plusieurs pierres en son chastel de Reims, lesquels avoient esté emploïez ausdictes fortifications, icelluy archevesque avoit faict prendre et constituer prisonniers aucuns comys, et faict plusieurs vexations et travaulx aux aultres, qui par le commandement dudict Cochinart avoyent travaillés ausdictes fortifications; et aussy qu'il avoit déclairé qu'il feroit faire ouverture de certayne porte estante en son chastel du costé des champs, laquelle, passé soixante-dix ans, pour la seureté de ladicte ville, avoit esté murée et close, laquelle estante ainsy ouverte, ledict archevesque et ses gens pourroient entrer et ysser aux champs, quant bon leur sembleroit, et mettre gens telz qu'ilz vouldroient, sans que lesdictz habitans en peussent rien savoir; parquoy grand inconvéniant en pourroit survenir au roy et au royaume, et à la chose publique. Oultre ce, ledict archevesque auroit faict faire visitation et recherche des armes que chacun mesnage peult avoir; et que lesdictz habitans, pour craincte et doubte qu'ilz avoient dudict archevesque, à cause de l'office de lieutenant qu'il se disoit avoir du roy, pour l'intérest qu'il prétendoit avoir pour cause de la prise des pierres en son chasteau, avoient composé avec luy à la somme de neuf cens lyvres. Le roy ne voulant ses subgects estre ainsy travaillés, mandoit audict bailly de Vermandois ou son lieutenant, de faire inhibition et deffense de par luy audict

mandari sub pena emende, nobis et dictis habitantibus sub nobis, competebant et pertinebant; ac de dictis juribus, et aliis quampluri-

par écrit au roi, afin d'avoir son opinion si elle est bien faite, si le temps est opportun, bien qu'il soit à Arras et prêt à faire la guerre, etc.... — La remontrance a été présentée au chapitre de Reims, par le procureur de la ville. Les chanoines capitulans ont déclaré que rien n'ayant été exigé du corps du chapitre, le chapitre n'a aucune raison de se douloir, et que les habitans y enverront si bon leur semble.]

archevesque, ses gens et officiers, de ne molester ny en corps, ne en biens ceulx quy, par le commandement et ordonnance de son dict maistre d'hostel, se sont entremis de faire lesdictes fortifications; et se aucuns avoient esté saisies ou arrestez en corps ou en biens, d'en faire playne délyvrance; comme aussy de ne faire ouverture, ou déclore la porte dont est dessus mentionné; et que, sy aucune chose estoit faicte, de le remestre en estat; comme aussy de ne prendre ou exiger aucune chose desdicts habitans de la somme de neuf cens lyvres, et faire rendre l'obligation cassée et nul, et à ce faire contraindre ledict archevesque par prise et saisye de son temporel. Donné audict lieu d'Arras, le mesme jour, et en la présence de ceulx nommé en la précédente.

« Le susdict Regnault Doulcet mit la susdicte en exécution le mesme jour, et au mesme lieu et assemblé, comme la précédente, parlant aux mesmes personnes, faisans les deffenses contenues ausdictes lettres; et fut rendu ladicte obligation de neuf cens lyvres, cassée et nul.

« Par ung aultre mandement donné du mesme jour, XIII juillet, adressant audict bailly de Vermandois, le roy mande qu'il est adverty que son cousin l'archevesque et duc de Reims a mis aucuns officiers en ladicte ville de Reims...., tant ses familiers et serviteurs domestiques que aultres estans du pays de Bretaigne, lesquels luy pourroient estre suspectz, et faire chose quy pourroit estre nuisible au royaume; par quoy il mande audict bailly ou à son lieutenant, de faire exprès commandement audict archevesque d'oster tous les officiers par luy commis en ladicte ville, tant ecclésiasticques que temporelz, estans du pais de Bretaigne, et aussy ceulx quy seront ou auront esté ses gens familiers et domesticques; et qu'il y en commect et institue d'aultres ydoines et suffisans, telz que par luy bailly verra bon estre, et que par luy sera advisé; et d'interdire, de par le roy, aux officiers estans de la condition que dessus, tout exercice de leurs offices, et de prendre le serment de tous ceulx quy y seront mis de bien et loyallement servir le roy, et que s'ilz savent que ledict archevesque fasse quelque chose quy soit au préjudice du roy, de luy réveler.

« Lesquelles lettres furent exécutées comme les précédentes par ledict Doulcet, ledict jour de XXI juillet, ayant faict convocquer et assembler par-devant luy tous les officiers dudict archevesque, leur faisans commandement de par le roy qu'ilz eussent à déclairer s'il y avoit aucuns d'entre eulx natif du pays de Bretaigne, ou familiers et serviteurs domestiques dudict archevesque; et fut le serment pris d'eulx tous à ceste fin, et ne fut trouvé qu'un nommé Jehan du Plessis, appariteur de la court spirituelle de Reims, quy se disoit natif du Chasteau Gontier, lequel fut deschargé dudict office, en luy interdisant l'exercice d'icelle; et, au surplus, fut pris le serment de tous les aultres illecq présens, tant officiaulx, promoteurs, scribes, appariteurs, bailly, procureur, recepveur et sergens comme aultres, de bien et fidellement servir le roy, et ce quy ensuict :

« Et par une aultre commission, donné du mesme jour, XIII juillet, le roy mande audict bailly de Vermandois, ou à son lieutenant, de faire adjourner tous ceulx que l'on trouvera avoir donné empeschement audict Rolin Cochinart à l'exécution de sa commission, jusques au nombre de trois personnes à comparoir en personne par-devant le roy et les gens de son grand conseil, sur peyne de bannissement du royaume et de confiscation de corps et de biens, et d'estre attains et convaincus des cas à eulx imposés, et les aultres simplement pour respondre au procureur du roy en sondict conseil.

Ledict Regnault Doulcet, exécutant ladicte commission, après avoir informé sur le contenu d'icelle, tant des officiers du roy, du procureur de ville, que de plusieurs bourgeois dudict Reims, raporte, par son procès-verbal, n'avoir trouvé personne quy ait mis empéchement à l'exécution dudict Cochinart, en faisant par luy les fortifications et réparations de ladicte ville de Reims; ains seullement avoir trouvé ung nommé maistre Blaise Bouchet, prestre, cha-

mis materiam hujusmodi concernentibus, et ex ea dependentibus, nos, dictique officiarii nostri in dicta villa remensi, et dicti habitantes

[23 *avril*, en l'hôtel de l'échevinage. — On envoie vers le roi N. Le Membru, N. Noël, le prieur des Prècheurs, faire remontrance des emprunts et grands deniers levés pour lui, selon le contenu des mémoriaux dressés par une commission qui, pour besogner plus au vrai, se fera dire par les connétables et dizainiers ce que chacun a prêté; — pour

noyne de Reims, quy au temps de lors, soy disant vicaire ou aultrement officier dudict archevesque, s'estoit par diverses fois transporté par-devers ledict Cochinart, et luy avoit dict et remonstré qu'il faisoit prendre et transporter, pour emploier aux fortifications de ladicte ville, les pierres et matières des chasteaux de Porte-Mars et Noefville appartenans audict archevesque, protestant pour icelluy archevesque d'en poursuivre au temps advenir ledict Cochinart, s'efforceant de s'opposer à ce qu'il faisoit. Lequel maistre Blaise, par vertu d'aultre lettre, avoit esté mis hors ladicte ville de Reims, et s'en estoit party avec et en la compaignye dudict sieur archevesque, lequel disoit avoir intention d'aller en la court du roy; et, néantmoings, fust adjourné en son hostel, parlant à ses voisins, le xxiiie dudict mois de juillet m. iiii^c lxxii.

« On peult apprendre par ce que dessus, qu'il faict dangereux irriter son prince : ceste procédure contre l'archevesque en faict foy. Mais il ne tardera guère à avoir sa revanche contre le susdict Cochinart, comme apparoistra par son interrogatoire, en l'instance que fit contre luy ledict sieur archevesque, pour les excès par luy comys en ladicte ville de Reims, depuis l'emprisonnement de ses gens et officiers par ledict archevesque, comme aussy pour les levées de denyers qu'il avoit faict sur aucunes personnes pour les fortifications.

« Le roy Loys unziesme estant décédé au mois d'aoust de l'an mil iiii^c iiii^xx iii, le roy Charles huictiesme succédant estant encorre en bas âge, l'archevesque de Reims print son temps pour avoir raison de la disgrâce qu'il avoit receu du roy Loys à l'occasion de son maistre d'hostel Raulin Cochinart, comme il a esté cy-devant représenté. Ledict Cochinart ayant perdu son maistre, et luy devenu viel aveugle, ledict archevesque obtint commission pour faire informer contre ledict Cochinart, contre lequel il n'y avoit pas faulte de plaincte, comme on pourra veoir par son interrogatoire cy-après transcript :

Copie de l'interrogatoire de Raulin Cochinart.

« Aujourd'huy, premier jour d'apvril mil quatre cens quatre-vingt et trois, maistre Symon d'Aux, Pierre de Coumbardy et Émery Louet, conseillers du roy nostre syre, commissaires en ceste partye, avons, à la requeste et instance de très-révérend père en Dieu monseigneur Pierre de Laval, archevesque de Reims, premier pair de France, pour son intérest civil demandeur en cas d'excès, le procureur du roy joinct avec luy, par l'advis et délibération de messieurs du grand conseil, interrogé Raulin Cochinart, soy-disant naguerre cappitayne de Reims, estant en son logis entre les deulx ponts d'Amboise, au lict, malade et aveugle, sur le contenu ès informations faictes allencontre de luy et de ses adhérans, touchant les pilleries, prinse de biens, rançonnemens et maléfices commys et faicts en ladicte ville de Reims, plus à plain contenu èsdictes informations faictes par vertu de certaynes lettres royaulx; lequel Cochinart a dict, confessé et respondu sur ce que par nous il a esté interrogé, après le serment par luy faict de dire vérité, en la forme et manière que s'ensuict :

« Et *premièrement* luy a esté demandé s'il sçait que ledict messire Pierre de Laval soit archevesque de Reims, et s'il l'estoit en l'an mil iiii^c lxxvii. — Dict qu'il sçait que ledict archevesque l'estoit l'an susdict.

II. Interrogé puisqu'il sçait qu'il est archevesque et pair de France, extraict de grande et noble maisons, que tous ses parens, amys et prédécesseurs, sont et ont esté bons et loyaulx, que luy quy est de petit extraction, a voulu le blasmer envers le feu roy, et pourchassa à le mettre en son indignation en luy imposant qu'il vouloit mettre les Angloís dedans ladicte ville de Reims, ou aultres reports sinistres et mauvais faict de luy, pour toujours esmouvoir le feu roy à luy vouloir mal. — Dict par le serment qu'il a faict, qu'il congnoist ledict archevesque estre de grande et noble maison, et n'a veu ni oy chose de luy quy ne soit bonne et honneste; et que oncques en sa vie il ne dict et escrit, ne fist dire ou escrire au feu roy, chose dudict archevesque, quelle qu'elle soit, à son dommage, ne autrement; et ne se trouvera qu'il l'aiet faict, sur peyne de mourir, et d'estre jecté en l'eau.

sub nobis, a centum annis citra, et a tali tempore quod de contrario hominum memoria non extabat, usi et gavisi fueramus. Dicebant

fournir aux dépens, on prendra sur les deniers communs.]

[2 *mai*, en l'hôtel de l'échevinage, par T. Cauchon Du Godart, où étaient six échevins, — Mᵉ J. Chardon, bailli de Reims; Mᵉ J. Bourguet, G. Cocquillart, procureur de monseigneur de Reims, et B. du Molinet, présent par l'ordonnance et commandement de M. le lieutenant, comme lieutenant de M. le bailli de Vermandois, G. Cauchon, J. Col-

III. Et luy a esté remonstré qu'il se trouve par déposition de plusieurs gens de bien, quy ont sur ce depposé, que, en hayne de ce que ledict archevesque fut lieutenant du roy audict lieu, et pour ce que en usant de son office et auctorité il vit les plainctes et doléances des manans et habitans, tant de ladicte ville que des pays circonvoisins, des pilleries, larcins et aultres crimes et maléfices commis par luy et ses adhérans, et que d'iceulx il voulut faire faire information pour y pourveoir par justice, il quy deppose pour se empêcher, et affin qu'il poult tousjours faire son plaisir en ladicte ville sans correction, a procuré envers le feu roy, mettre ledict archevesque en son indignation.—Dict comme dessus, que jamais il n'escrivit au roy dudict archevesque, ne n'a faict rapport de sa personne, en quelque manière que ce soit; et sy le feu roy a esté mal content de luy pour le faict de Reims, ce fut pour le rapport de monsieur de Sainct-Pierre, grand sénéchal de Normandye, et Jehan Raquier, ainsy que par eulx mesme il a sceu en la ville de Dijon; et pour entendre la matière, dict que, audict ans soixante et seize, le feu roy luy donna charge, pour quelque considération qu'il eust, de raser ladicte ville de Reims, et commanda sur sa vye faire abattre les murailles, tours et portaulx, pour ce que on disoit que le roy d'Angletterre quy estoit descendu a Calais se y debvoit venir couronner, et que le duc de Bourgoine avoit entrepris de luy conduire et amener; aussy disoit que le feu roy, depuis la commotion que ceulx de Reims avoit faict au temps de son sacre, ne les eut jamais en bonne recommandation; à ceste cause le chargea par plusieurs fois, en présence de messieurs le président des comptes, lors chancelier de France du Boschaige, et aultres, que en toulte diligence il part de la cité d'Arras, et s'en allast audict lieu de Reims, et que incontinant il rasast la ville, sur sa vye, et qu'il n'y eust fault. A quoy il fit responce qu'il aymeroit plus cher mourir que de le faire, car se seroit dommage irréparable que pour rien il ne vouldroict faire, mais sy son plaisir estoit qu'il la fortiffroit en manière qu'elle seroit tenable pour tout le monde, pour demy-an, dont de prime face le feu roy ne se voulut contanter, mais continua sa volonté ung jour entier, ou environ; et à la fin, après qu'il vit que il quy dépose ne volut accomplir son vouloir, il luy bailla charge d'aller en la ville de Reims pour faire faire les fortifications, et luy commanda qu'il contraignît à ce faire toulte manière de gens, exempts et non exempts, à y contribuer; et que, en obéissant audict commandement, il se transporta en ladicte ville de Reims en toulte diligence, et sy lorsqu'il y fut arryvé, il fit mettre gens pour besoingner aux fossés et po[r]taulx de la dicte ville, tant gens d'église religieux que aultres, nuict et jour, festes et féries, et fist composer tous ceulx [tant?] de la ville que de six lieues à la ronde, quy ne pouvoient besoingner, à certaynes sommes de denyers, mais quelle, il n'est à présent recors; et pour icelle cueiller et amasser, ordonna certains commissaires, quy faisoient les exécutions sur eulx des sommes à quoy ils avoient estes imposés, et croit que l'argent receu par eulx fut emploiés esdictes fortifications; et pour ce qu'il congnoist que le chasteau de Porte-Mars appartenant à l'archevesque de Reims, avoit son entrée et yssue aux champs et dedans ladicte ville, et que dommage en eust peu venir à la ville, s'il y avoit des gens de mauvaise volonte, pour empescher l'inconvénient quy en eust peu advenir, il fist faire ung fort boulevart entre ledict chasteau et la ville, pour donner résistance ausdicts du chasteau; et fit prendre la pierre pour ce faire en unne place ou deulx appartenans audict archevesque; que estant hors de ladicte ville, ledict archevesque voulut mettre en procès les habitans d'icelle, lesquels pour obvier à toulte question appoinctèrent avec luy, tant pour ladicte pierre que pour aucuns denyers, comme il disoit, qu'ils avoient pris où il avoit sa part, à la somme de neuf cens lyvres, et tout après les réparations ainsy faictes, il se partit de ladicte ville par le commandement du roy, et s'en alla en Bourgoingne; et après son partement, ledict archevesque de Reims arryva en ladicte ville, quy se disoit lieutenant du roy, pardevers lequel plusieurs mal contans de il quy deppose se retirérent, et luy dirent plusieurs plainctes de luy, pourquoy, in-

ulterius dicti habitantes, quod in anno Domini millesimo ccc° LXIII°, certus processus inter archiepiscopum remensem, qui pro tunc existe-

let, etc.... — R. Choilly, échevin et substitut du procureur de la ville, expose que depuis le départ des commissaires envoyés vers le roi pour porter les remontrances, on avait fait entendre au roi que plusieurs des marchands de la ville s'étaient abouchés avec les ennemis du roi, et qu'on en avait obtenu des lettres pour confisquer leur marchandise...; que de plus on avait ajouté au roi que les habitans avaient été adhérans, conseillans, consen-

continent qu'il fut retourné de son voiage en ladicte ville de Reims, ledict archevesque l'envoya quérir par deulx fois; par devers lequel, pour obéyr à son commandement, il se transporta, et sytost qu'il le vit, il se prit à luy dire des très rigoureuses et injurieuses parolles, en l'injuriant et menassant; et n'est pas recors quy luy dict. Dict entre aultres choses, que le feroit prendre et mettre en ung couillart, et le feroit jetter hors de la ville; de toultes lesquelles parolles le roy fut adverty non pas par luy, ains fut par le seigneur de Sainct-Pierre et Requier, quy en advertirent ledict seigneur, ainsy que eulx mesmes luy ont dict en la ville de Dijon; et entre aultre chose, ledict sieur de Saint-Pierre luy dict, qu'il l'avoit bien vengé de l'archevesque, et qu'il avoit dict au roy tous les termes qu'il luy avoit tenu, et les injures qu'il luy avoit dict, et que pour ceste cause, le roy lui avoit osté sa puissance de lieutenant, et avoit deffendu que on ne luy délivrast logis à Arras, où il debvoit arriver. Dict aussy queaucuns jours après, le roy manda il quy dépose venir pardevers luy, et sy tost qu'il y fut, ledict seigneur luy chargea de s'en retourner en ladicte ville de Reims, et luy commanda sur sa vie, qu'il chastiasse bien ceulx de la ville quy s'estoient plaincts de luy audict archevesque, et s'il ne le faisoit, qu'il ne seroit jamais comptant de luy. A ceste cause, après qu'il fut retourné à Reims, il fit prendre plusieurs personnes, tant hommes que femmes, quy s'estoient plaincts de luy audict archevesque; et d'iceulx fit prendre grande somme de denyers, des uns sommes notables comme deulx, trois et quatre cens lyvres, des aultres fit prendre tous leurs biens nettement; et s'ilz en eussent plus largement, plus en eust pris, et luy desplaict qu'il ne leur peult faire plus de dommages; de toultes lesquelles sommes en fut baillé unze mil escus au roy, dont Pont-Briant eut cinq mil par les mains de Gaudion, marchant d'Amboise, et le seigneur de Lude en eut six mil, et il quy deppose en eut huict cens non compris la despense de ses gens et commis à faire lesdictes exécutions, quy se monte à grande somme de denyers.

« IV. Interrogé s'il eut commission du roy pour faire les réparations, et depuis les exécutions? — [Dit] qu'il lui semble avoir eu mandement et commission du roy pour faire les dictes réparations; mais à présent ne sçait où est ladicte commission, fors qu'il cuyde qu'elle soit en ladicte ville de Reims; mais, en tant que touche ladicte exécution, qu'il fit all'encontre des habitans, par quoy il eust leurs biens en la manière dessus dicte, il n'eust commission du roy pour ce faire, que de bouche.

« V. Interrogé si les commis de par luy à faire lesdictes exécutions, ont eu commissions du roy ou de luy, pour contraindre les gens d'église et toultes manières de gens, tant de la ville que du pays, a faire lesdictes fortifications? — Dict qu'il ne saict point qu'ils ayent eu commission du roy, et ne l'avoient de luy que de bouche, toute fois ils s'y sont montrez assez actifs et diligens de y besoingner, pour le prouffict qu'ils y prétendoient; car il a entendu qu'ils y ont faict grandement leur prouffict, et s'y sont fort enrichys.

« VI. Interrogé par quelle auctorité il a desmoly et abbatue ou faict abbatre, deux chapelles anciennes, l'une de Saint-Marc, assise au costée des faulxbourgs de Porte-Cerre; et l'aultre de Saint-Bernard? — Dict que le roy lui chargea de abbatre et desmolir toultes les maisons et édifices estans hors la ville et près d'icelle, et pour ce le fist-il. — Et luy a esté remonstré qu'il se trouve qu'il le fist faire, pour ce que les patrons desdictes chapelles ne luy ont voulu bailler argent pour les laisser entières; et sy a faict desmolir les tournelles et édifices quy estoient d'ancienneté sur la muraille d'icelle ville, et les matières vendues, données ou distribuées où bon luy a semblé. — Dict qu'il fist abbatre lesdictes chapelles, car le roy luy avoit commandé abbatre les maisons et édifices estans hors ladicte ville, comme dessus a dit, et ne l'a poinct faict pour avoir argent des parties, ne aultrement.

« VII. Interrogé qu'il a faict des pierres, des aultels et tumbes, estans esdictes chapelles, s'il les a vendues, et qu'il en a fait? — Dict qu'il les a données à ses adhérans et complices, des noms desquels

bat ex una parte, et dictos habitantes remenses ex parte altera, ad causam portarum, gardie clavium ipsarum, introitusque et exitus

tans à toutes les choses faites par M. de Reims. —On écrira au roi, et au grand conseil, pour prouver la fausseté de ces inculpations.]

[8 *mai*. Lettre d'Olivier le Daim, écuyer, premier barbier du roi, avec une commission pour trouver vivres partout où on pourra par la ville.]

[22 *mai*, hôtel de l'échevinage, assemblée générale; les gens d'église sont nommés les derniers. — N. Le Membru et N. Noël

n'est recors, fors qu'il sçait que ce sont ceulx quy depuis par nous luy ont estez nommez, quy se trouvent chargés avec luy par ladicte information, et les ont employées aux pavemens de leurs cuisines et autres œuvres prophanes.

« VIII. Interrogé s'il a faict desmolir et abbatre à jour de feste et de dimanche la closture et muraille du cymetière de Sainct-Hillaire les Reims, et contrainctz les frères cordeliers, carmes, augustins et prescheurs, à faire à leurs propres mains icelle desmolition, et si le jour du Sainct Sacrement il leur fit porter la hotte et leur fit desmolir la porte de Sainct-Pierre, qui est unne des anciennes portes de la ville et cité?—Dict qu'ouy, et qu'il leur fit porter la hotte, et ny eschappa homme de quelque estat qu'il fût, qui ne fit besoigne tant à jour ouvrier, qu'a jour de feste.

« IX. Interrogé s'il a contrainct les religieulx par menasse et prinse de leurs biens, et aultrement, a leur payer et bailler chacun ordre vingt escus ou aultre somme, et s'il a osté et prins à ung des particuliers des Augustins tous ses biens meubles estans en sa chambre, vallans plus de trois cens escus, et s'il l'a condampné a tenir prisons ung mois au pain et à l'eau, nonobstant qu'il eust appellé de luy? — Dict qu'il n'est recors de ce quy en fut faict, mais sçait qu'il fict faire plusieurs exploits sur ceulx de ladicte ville, et de ce qu[i s'en trouvera], il s'en rapporte à ses commys. — Et luy a esté remonstré qu'il a rançonné les relligieulx du Val des Escoliers de Reyms à soixante escus d'or, et les a contrainctz à ce par prinse de certayne vaisselle d'argent et de leurs aultres biens meubles, parquoy, puisque c'est de son faict, il ne le peut ygnorer, et ne s'en doict rapporter qu'a luy-mesme : — Dict qu'il n'est recors de l'avoir faict, et sy ses commys ont exigié et prins argent ou aultre chose, ung nommé Henry Robin, Poulquart, et aultres le sçavent bien, et s'en rapporte à eulx.

« X. Interrogé quelle somme de denyers il a exigié des exécuteurs du testament de feu maistre Pierre de Lavore, chanoine de Reims? — Dict qu'il ne luy en souvient. — Et lui a esté remonstré qu'il se treuve qu'il en a pris et extorqué la somme de six cens lyvres tournois, pour ce qu'il avoit esté recepveur des denyers communs de la ville et n'en avoit rendu compte, jaçoit que lesdicts exécuteurs lui offrissent monstrer ses quittances comment il avoit rendu compte? — Dict que, sil l'a faict ou faict faire, ne luy en souvient pour le présent, et s'en rapporte a ses commis.

« XI. Interrogé s'il a fait prendre de faict et de force par ses serviteurs et commys les biens meubles de messire Jehan Hubin, chanoine de Reims et curé de Rethel, et par ce moyen l'a contrainct à luy payer XL escus d'or, pour ce qu'il disoit que ledict Hubin avoit failly un jour ou deux à envoyer ung ouvrier pour porter la terre hors des fossez, et s'il retinct partye desdicts biens? — Dict qu'il chastia ledict Hubin, et fit faire ravage chez luy, ne sçait jusqu'a quelle somme: et fut pour ce qu'il avoit faict mauvais rapport de luy à monsieur de Reims.

« XII. Interrogé s'il a rançonné maistre Guillyaume Bruslart, prestre, à la somme de cent cinquante escus d'or par pryse et emprisonnement de sa personne et de ses biens? — Dict qu'il peult bien estre vray qu'il a faict faire exécution sur ses biens, et s'en rapporte à ses commys.

« XIII. Interrogé s'il a rançonné Gérard Noblin, marchant de Reims, à LXIV escus d'or par prinse de ses biens? — Dict qu'il ne s'en souvient, et de ce s'en rapporte à ses commys, quy, soubs couleur de sa commission, ont pu faire leurs besoingnes.

« XIV. Interrogé s'il a rançonné Jehan Ligot à la somme de LX escus, et s'il l'a tenu prisonnier jusques à ce qu'ils eust payé ladicte somme? — Dict qu'il ne luy en souvient, mais peult bien estre qu'il fut ainsy.

« XV. Interrogé s'il a pris par force de Gérard Bourgeois, marchant de Reims, quatre cens lyvres d'airain ou métail, pour ce qu'il n'avoit accomply certaine chose qu'il luy avoit ordonné de faire? — Dict que l'on employa ledict métail à faire de l'artillerye.

« XVI. Interrogé quelle somme il a exigee des

dicte ville.... [et aliarum?] prerogativarum quas dictus archiepiscopus in dicta villa habere pretendebat, in dicta nostra curia

font rapport de leur voyage près du roi. Il a mis l'affaire au grand conseil, mais la ville y est mal servie. — On renverra Le Membru et Noël vers le roi, avec 100 écus d'or à distribuer aux seigneurs; on prendra cet argent sur les gens d'église, les deniers communs, et le sel; et si cela ne suffit pas, on fera un emprunt sur les plus riches.]

[23 *mai*, au chapitre. — On confirme la mission de Le Membru et Noël, qui iront

prestres de la ville de Reims et des villaiges voisins d'icelle, car il se treuve qu'il a rançonné les ungs à six escus, les ungs plus, les aultres moings, et, pour ce faire, les a faict emprisonner juscques à ce qu'ils eussent payé? — Dict qu'il est vray qu'on prenoit argent de toulte part, pour fournir auxdictes affaires et réparations.

« XVII. Interrogé s'il a composé des villaiges d'environ Reims, jusques à cinq ou six lieues à la ronde, sous couleur de ce qu'il disoit que c'estoit pour la fortification de la dicte ville? — Dict que oy, et qu'il a faict faire lesdictes compositions, dont il s'est levée grant argent quy a esté pour convertir èsdictes réparations, et ne sçait poinct qu'il ait esté employé autrement; et, sy faulte il y a eu, elle est en ses commys.

« XVIII. Interrogé s'il a faict composer ceulx de la ville, car il se trouve qu'il a exigé de l'ung six escus, de l'autre quatre, de l'aultre trois, ou deulx des moindres? — Dict, comme dessus, qu'il a faict prendre les sommes d'eulx, pour employer èsdictes réparations.

« XIX. Interrogé si, quand il s'est treuvé que aucuns de la ville ont esté reffusans de payer la somme à quoy ils estoient imposez, le lendemain il les condampnoit et faisoit exécuter pour le double, et, sy ils contredisoient à payer le double, il ait faict enlever leurs biens à sa volonté, disant que le roy luy en avoit donné la confiscation? — Dict qu'il l'a faict a ung nommé Noel, demourant en ladicte ville, et a pris tous ses biens et appliqués à son prouffit; mais n'a point doublé les aultres fois qu'il les a contrainctz à payer leurs taux.

« XX. Interrogé s'il n'a point fait emprisonner ung nommé Adam Boileau, pour ce qu'il avoit faict arrester ung chartier quy luy avoit faict dommaige en ses bles, pour en avoir réparration. — Dict qu'il n'en est recors; — et luy a esté remonstré qu'il se treuve que il quy dépose, à ceste cause, fit prendre ledict Boileau, et l'a tenu huit jours en une orde prison et le rançonna à six escus avant qu'en partir. — Dict qu'il ne luy en souvient.

« XXI. Interrogé a quy il a distribuez les denyers par luy cueillez et levez desdictes exactions? — Dict qu'ils ont esté employés à faire les réparations. — Et luy a esté remonstré qu'il se trouve qu'il a distribué partye desdictes fortifications [*sic*, confiscations?] à fillettes et ribauldes, et leur départoient à grande poguée, et le despensant prodigallement et a son plaisir. — Dict qu'il n'est pas vray, et s'en rapporte à son hoste.

« XXII. Interrogé sy, en visitant les ouvraiges des fossez, s'il a donné argent auxdictes fillettes plus qu'elles ne devoient avoir; car il se treuve que sans mesure il leur a donné argent à grandes poguées pour les attraire à soy, dont [patissoient?] les pauvres gens quy les avoient payés, et quy estoient à col estandre auxdicts fossés, à la craincte de il qui deppose. — Dict qu'il est vray, [et] confesse l'avoir faict en la manière dessusdicte. Et luy a esté remonstré qu'il se trouve que l'argent qu'il faisoit lever pour employer en icelles fortifications, il l'a donné à plusieurs paillars, gens diffamez et de meschante vie, lesquels il a enrichis et eslevez en chevance, et appauvrie grand nombre de gens de bonne vye et honneste conversation. — Dict qu'il croit qu'il soit vray, et que ses commys l'ont faict, et ont faict leurs besoingnes mieulx que les siennes.

« XXIII. Interrogé quels gens il a ordonné à faire lesdictes exécutions; car il se treuve qu'il en a mis et esleus trois personnaiges tenus et réputés hommes de mauvaise vye, c'est assavoir Jehan Breschê, Robinet Breschê et Périnest Caby, lesquels, soubz l'autorité de il quy parle, ont faict plusieurs pilleryes tant sur gens d'eglise, [que?] pauvres populaires de la ville de Reims et des villaiges à l'environ, et sans monstrer aucune commission, mandement ou povoir qu'ils eussent. — Dict que les dessusdicts par luy commis ont faict plusieurs pilleries et exécutions sous son auctorite, dont puis après il les a pugnis, pour ce qu'il les trouva en faulte, et qu'il croit qu'ils estoient aussy mauvais garsons qu'il en estoit poinct au monde.

« XXIV. Interrogé quels sommes de deniers il a extorquées des chanoines et chappitre de Reims, pour ce qu'il se treuve qu'il les a contrainctz à luy

motus et introductus fuerat, in quo quidem processu, nos et predicti scabini et habitantes remenses, in possessione et saisina

excuser la ville près du roi, à qui on a dit que les habitants, de concert avec l'archevêque, vouloient la livrer aux Bretons et aux Anglois; et pour fournir aux frais et dons, le receveur des deniers communs donnera tout l'argent nécessaire sur la quittance des commissaires, et certification du procureur de la ville.)

[8 *juin*. École de theologie. — N. Le Membru est de retour; Me J. Le Bigre a ac-

payer jusques à la somme de six vingt escus d'or. — Dict que ils ont payé par composition quelque somme, mais ne sçait quelle, pour lesdictes réparations; et en veult croire le doyen et chanoines, et de la manière de l'exécution.

« XXV. Interrogé quelle somme de deniers il a levé des chappellains de l'ancienne congrégation de l'église de Nostre-Dame de Reims; car il se treuve qu'il en a exigé la somme de seize escus d'or, des chanoines de Saint-Symphorien vingt escus, et des chanoines de Sainct-Thimothé dudict Reims vingt escus. — Dict qu'il croit qu'il en ont baillé lesdictes sommes pour le faict desdictes réparations.

« XXVI. Interrogé quy a pris les neuf cens livres a quoy ceulx de ladicte ville de Reims estoient obligés envers monsieur de Reims, parce qu'il se trouve que, après que le roy, au pourchast de il quy parle, eust faict annuller et casser l'obligation, en quoy ceulx de ladicte ville estoient obligés envers ledict archevesque, que il print ladicte somme, et en a faict son plaisir. — Dict qu'il est vray que ladicte somme fut prise et mise en réparations, et ne l'a point reçue, mais ce fut un nommé Grenot.

« XXVII. Interrogé sur ce qu'il se trouve que les gens dudict archevesque, jusques au nombre de seize de ses principaulx officiers, après qu'ils eurent esté longuement emprisonnés par il quy parle, il les envoya, aux despens dudict archevesque, devers le roy, où ils furent par l'espace d'un mois à poursuivre la court à Arras, Thérouenne et Béthune, allans de ville en aultre au danger de leurs personnes, et finalement quand ils eurent suivie la court l'espace d'ung mois, le roy leur dict plusieurs choses contre l'honneur dudict archevesque, et les renvoya sans aultre chose leur demander; quy est pour monstrer, quelque chose qu'il dit, que tout le mal que ledict archevesque et ses officiers ont eu, est au pourchast de il quy dépose, et ne s'en sauroit excuser. — Dict, comme dessus, que dudict archevesque ne fit jamais ne bon ne mauvais rapport, et se les dessus allèrent devers le roy, ce ne fut pas par son commandement ou exortation; et s'en rapporte à maistre Jehan de Reims, et à ung nommé [le] Bigre.

« XXVIII. Interrogé si, au mois de décembre mil quatre cent soixante et dix-sept, après qu'il fut retourné en ladicte ville, en laquelle depuis il feignoit estre malade, quy le mouvoit sy tost qu'il y fut arryvé, de user de grandes et terribles menasses contre les officiers dudict archevesque comme il fit. — Dict qu'il ne feignoit point d'estre malade, car il l'estoit; et, s'il leur tint rudes termes, ils en estoit tenu pour les plainctes qu'ilz avoient faictes de luy.

« XXIX. Interrogé, après que les gens de bien de ladicte ville se furent tirez par-devers luy, offrir de leurs biens et faire service, s'il se ralia d'aucuns sergens. — Dict que ouy, et qu'il s'ayda de gens de bas estat, entre lesquels estoit un masson nommé Henry Robin, dict Jessonnot, homme infâme, quy pour ses démérites avoit esté pilorisé, et qu'il se rallia dudict Robin, pour ce qu'il estoit maistre des euvres de Reims, et fut ung de ses grands commissaires, et y fit bien son prouffict.

« XXX. Interrogé s'il sçait que lesdictz commissaires eussent aucune chose pris d'ung nomme Vély, hérault d'armes, demourant lors en ladicte ville. — Dict qu'il sçait bien qu'ils prindrent de ses biens, mais n'est pas recors quels, ne de la valeur. — Et luy a esté remonstré qu'il se trouve qu'il le manda par eulx venir par-devers luy, et, après qu'il y fut venu, incontinant qu'il fut hors de sa maison, ses satellites entrèrent en icelle et la pillèrent, et misdrent sa femme dehors, ostèrent les clefs de ses coffres, prindrent et emportèrent tous ses meubles, firent grands feus ès chambres de l'hostel, habillèrent vyandes, percèrent les tonneaux de vin, comme se tout fût abandonné. — Dict qu'il peult bien estre qu'il fust ainsy, et s'en rapporte a sesdictz commissaires, et à ce qu'ilz en dient.

« XXXI. Interrogé qu'il fit dudict Vély après qu'il fut venu vers luy. — Dict qu'il ne luy en souvient. — Et luy a esté remonstré qu'il se trouve qu'il le fit prendre par aucuns de ses satellites, enférer des deux piedz, et enfermer en une chambre en son logis, en faisant prison privée. — Dict qu'il ne croit pas qu'il soit ainsy, toultesfois il s'en rapporte à ce que sesdictz commissaires en voudront dire.

jurium per nos et dictos habitantes nunc pretensorum, esse et fuisse, similiter manutenueramus et pretenderamus, aut nostri et dictorum

cusé les habitants près du roi de s'être joints à l'archevêque, et d'être cause des choses par lui faites à la déplaisance du roi. — N. Le Membru a eu recours à plusieurs seigneurs, et entre autres à N. Navarot, seigneur du Colombiers. Il est tout dévoué à la ville; mais le roi est trop occupé à la guerre, il faudra y retourner plus tard. — On remerciera Navarot, et on lui fera une gratuite jusques à 100 écus d'or, et 8 écus à son secré-

« XXXII. Interrogé sy monsieur de Langres luy parla point pour ledict Vély, pour le mestre hors de prison, et luy faire délivrer ses biens. — Dict qu'il n'en est recors pour le présent. — Et luy a esté remonstré qu'il se trouve qu'il en fist plusieurs requestes, mais nonobstant chose qu'il peult dire ou alleguer, il le rançonna à la somme de quatre cens escus, et depuis cens escus et ses biens meubles quy pouvoient monter plus de cinq cens livres. — Dict qu'il est vray qu'il paya de l'argent, et ne sçait au vray combien, fors que ledict Vély se pleignoit à luy, et luy dict que ses commys avoient pris ses biens meubles monstans à la somme de quinze cens lyvres tournois, et sesdictz commys disoient que non.

« XXXIII. Interrogé quelle somme de denyers il fist prendre d'une nommé Margueritte, vesve de feu Jacquemin Vatier, demeurant à Reims. — Dict qu'il n'en est pas bien souvenant. — Et luy a esté remonstré qu'il se trouve que le jour des estraines mil quatre cens soixante et dix-sept, il quy parle envoya en son hostel ses satellites, lesquels commencèrent a prendre, ravir et emporter tous ses biens, tant denrées, merceries, joyaulx, bonnes bagues portatives, blés, vins et aultres biens, et disoient à ses amies quy là venoient pour la consoller et veoir, que c'estoit que ses biens estoient confisqués et acquis à il quy dépose, se elle ne les racheptoit; et, à ceste cause, fut contraincte à aller vers il quy dépose pour en traictier, doubtant perdre tout le sien, et en fut par elle traicté à la somme de douze cens lyvres, laquelle elle luy paya à grande peine, à l'ayde ses amis. — Dict que ung nommé Arnoulet Lembin luy rapporta que ladicte Margueritte avoit dict plusieurs maulx de luy, et fit à ceste cause prendre ses biens, lesquels demourèrent en ses mains; et ne la receut a composition, et ne les eust, ne les rendit point.

« XXXIV. Interrogé sy sesdicts commis, par son commandement, furent ès maisons de deux pauvres merciers, l'ung nommé Guillaume Joyeulx, et l'aultre Baudeson Boissenot, par son commendement et ordonnance, et s'ils ravirent et emportèrent leurs biens, ensemble ceulx quy appartenoient aux enfans myneurs de Gérard Cayot. — Dict qu'il n'en est recors. — Et luy a esté remonstré qu'il se trouve qu'ils y furent en janvier mil quatre cens soixante et dix-sept, par son commandement, et rompirent et brisèrent les huys et fenestres dudict hostel, les coffres estant en yceluy, et vendirent tous les biens à qui bon leur sembla, sans ordre de justice; a l'occasion de quoy les pauvres merciers ont esté tous destruitz. — Dict qu'il n'en a point de memoire, et s'en rapporte à sesdictz commys, s'ils ont ce faict par son commandement.

« XXXV. Interrogé s'il congnoist Pierre Ferret, escuyer, recepveur du temporelle de l'archevesque de Reims. — Dict qu'il le congnoist bien.

« XXXVI. Interrogé s'il a faict prendre par ses commys les biens dudit Feret, ou partie d'iceulx. — Dict qu'il ne luy en souvient. — Et luy a esté remonstré qu'il se treuve qu'il envoya en son hostel ses satellites quy prindrent, ravyrent et emportèrent tous ses biens, et sy l'envoyèrent vers luy qui dépose pour traicter avec luy; et, pendant qu'il y alla, firent lesditz satellites de grands et vilains excès audit hostel, car ils prindrent et emportèrent son propre lict, où luy et sa femme couchoient, et ne [le] vouldrent laisser à sa femme, quy moult humblement les en requist, et, en conclusion, ledict Féret fut rançonné et contrainct payer à il quy dépose la somme de six vingt escus d'or, et perdit son lict, sa bonne robe, et de ses biens meubles jusqu'à la valleur de six cens lyvres et plus. — Dict qu'il n'en sçait rien, et sur tout en veult croire ceulx qui firent l'execution, et non pas ledit Ferret.

« XXXVII. Interrogé s'il congnoist messire Guillyaume Bruslart, prestre, l'ung de ceulx qui avoient faict complaincte audit archevesque all'encontre de luy. — Dict qu'il peult bien estre qu'il le congnoit. — Et luy a esté remonstré qu'il se trouve qu'il fit au temps dessusdict prendre par force tous ses biens en sa maison, fist yceulx vendre, quy valoient plus de mil cinq cens lyvres tournois, et appliquer à son prouffict, et le fist mettre en prison. — Dict qu'il ne

habitancium predecessores manutenuerant et pretenderant, et tandem in dictis possessione et saisina, nos et dicti habitantes sub manu

taire. — On lèvera cette somme par emprunt.]

[19 *juin*, hôtel de l'échevinage, assemblée générale; soixante personnes; point de gens d'église. — Le roi a jeté une taille en la ville et en l'église de Reims de 130 l. t. (*sic*), plus une autre de 76 l. pour l'artillerie. — Le procureur demande si les nobles doivent contribuer à la première, les habitants répondent affirmativement. On nomme quatre

sçait, mais qu'il en veult croire ses commys, et tous ceulx quy le firent.

« XXXVIII. Interrogé s'il congnoist maistre Raoul Prieur, advocat. — Dict que ouy.

« XXXIX. Interrogé quels biens et sommes de denyers il a eu de luy. — Dict qu'il ne luy en souvient. — Et luy a esté remonstré qu'il se trouve que il quy depose envoya ses satellites en sa maison pour ravir et emporter tous ses biens, ce qu'ilz firent, et luy ostèrent ce qu'il avoit en sa bourse estante en son seing, et emportèrent tout tant qu'il avoit de biens devers il quy dépose, montans à la valeur de mil lyvres, et le rançonnèrent oultre ce à la somme de deulx cens escus d'or. — Dict qu'il est vray qu'il chastia ledict Raoul Prieur, pour ce qu'il estoit son ennemy et disoit mal de luy, et en eut unne somme d'argent, ne sçait quelle, et aussy eut de luy quatre volumes de lyvres, lesquels il donna; et receurent sesdictz commys lesdictes sommes d'argent.

« XL. Interrogé s'il congnoist Messire Jehan Hubin, prestre, et s'il a eu et pris de luy quelque somme d'argent par exécution faicte par ses commys? — Dict que ouy, mais n'est recors de la somme. — Et luy a esté remonstré qu'il se trouve que il quy deppose envoya ses satellites en sa maison pour prendre ses biens, quy montoient à plus de mil lyvres, et, s'ils l'eussent trouvé, l'eussent constitué prisonnier; et luy convint, pour demeurer en sûreté, de laisser sa maison canoniale à ung nommé Huges Olyvier, principal conseiller de il quy dépose, et qu'il résigna sa cure de Rethel au prouffict de son fils; et au prouffict dudict Maistre Huges, sa prébende de Saint-Thimothé de Reims. — Dict qu'il est vray qu'il fit prendre ses biens, et estoit Monsieur de Langres en la ville, mais il en avoit jà transporté la plus part, et se repent qu'il n'en print plus largement, et fit vendre par ses gens les bagues, chalicts et ustansilles de ladicte maison; et dict audict maistre Huges qu'il le print, et le fist pour le chastier; mais la résignation du bénéfice ne fut poinct faicte.

« XLI. Interrogé s'il congnoist Gérard Noblin: car il se treuve qu'en ce mesme temps, il quy dépose le rançonna à la somme de trois cens escus, combien qu'il en eust eu LXIIII de luy, sans cause; et pendant que ledict Noblin luy porta l'argent en son logis, il quy dépose envoya piller sa maison par ses satallites, et y perdit ledit Noblin plus de douze cens lyvres. — Dict qu'il s'en rapporte à ses commys, et aultre chose n'en sauroit dire.

« XLII. Interrogé s'il donna commission à ses satallites d'aller en la maison de Guillyaume Boulevart et le piller, car il se trouve qu'ilz y allèrent par son commendement prendre ses biens, et luy firent dommaiges de six cens lyvres? — Dict qu'il ne luy en souvient et n'alloit poinct ès dictes maisons, mais y alloient ses commys.

« XLIII Interrogé s'il congnoist l'évesque Dyonise, vicaire dudict archevesque de Reims; car il se trouve qu'il le manda en ce mesme temps et le fist venir par devers luy, et sitost qu'il y fust venu le fist enfermer en une chambre, et luy monstra les fers pour l'enférer, et le rançonna à la somme de trois cens six escus, pour lesquelz il le contraignit à luy bailler unne cédulle obligatoire de quatre cens escus, que feu Jehan Cocquault l'aysnel devoit audict évesque; et, tantost après que il quy deppose eust ladicte cédulle, envoya quérir ledict Cocquault prisonnier, fit prendre tous ses biens sans le délyvrer, jusques à ce qu'il fust payé desdictz trois cens escus; et oultre il quy deppose rançonna ledict Cocquault la somme de deulx cens escus, et de six draps de layne vallant LX lyvres parisis? — Dict que pour ce que ledit évesque parloit toujours du duc de Bourgoingne et estoit Bourguignon, il eust lesdictz trois cens escus dudict Cocquault, mais ne le fit jamais emprisonner, dont il ayt souvenance.

« XLIIII. Interrogé s'il congnoist Huet Caillart, tanneur de cuirs, demourant à Reims; car il se trouve qu'il envoya ses satallites en sa maison pour prendre ses biens, et prindrent en ung coffre plusieurs joyaulx d'or et d'argent, et le lart d'un pourceau gras estant en la maison, et le firent aller devers il quy deppose, et le rançonna à la somme de soixante escus d'or, et perdit cent escus d'or, et mieulx. — Dict quy ne luy en souvient.

nostra, per arrestum dicte curie nostre manutenti et conservati fueramus, ac eisdem possessionibus et juribus, dicti habitantes sub

commissaires pour aller s'entendre avec les nobles, et savoir quelle est leur intention.]

[Ici une lacune de cinq ans.

[1484.] Ce sont les noms des officiers de la ville de Reins :

Me J. Cauchon le jeune, escuyer, seigneur du Nuefvelize, lieutenant du capitaine ;

J. Foulquart, procureur ;

Mes N. La Mort, J. Garnot, receveur des deniers communs;

« XLV. Interrogé s'il congnoist Blanc de Bejuin, tanneur de cuir; car il se trouve qu'il envoya ses satallites en sa maison pour prendre ses biens jusques a la valleur de cincq cens lyvres, et en oultre il quy deppose le rançonna, après qu'il fust venu devers luy, à la somme de soixante escus — Dict qu'il n'est pas vray, du moins il n'en a point la souvenance.

« XLVI. Interrogué s'il congnoist Parson Genfrin, tanneur de cuire deumourant audict lieu; car il se treuve qu'il a faict prendre ses biens par ses satallites, jusqu'à la valeur de quarante lyvres, et sy l'a rançonné à soixante escus d'or, et une queue de vin viel vallant douze escus. — Dict qu'il est vray qu'il eust le vin, mais non point l'argent.

« XLVII. Interrogué s'i congnoist Jehan Noël l'aisnel, pannetier de Reims, vassal dudict archevesque, car il se trouve qu'il envoya ses satallites en sa maison pour prendre, ravir et emporter tous ses biens, et le mit en chasse, pour ce qu'il le vouloit constituer prisonnier, et pendant son absence fist emporter tous ses biens estant en sa maison, comme or, argent et fin linge; et se monte le dommaige que il quy dépose luy fist, en la somme de cincq mil lyvres et plus. — Dict qu'il est vray qu'il fist prendre les biens dudict Noël, pour ce que Navarrot luy dict que ledict Noël luy avoit offert cincq cens escus pour aller soy plaindre vers le roy de luy; et sy luy dict ledict Navarrot, à son visage, qu'il luy avoit faict lesdictes offres, et de la vente desdicts biens, eust ledict Navarrot, par le commandement de il quy parle, la somme de neuf cens lyvres, lesquels lui bailla ung nommé le Bigre, et le surplus, luy, le Bigre et aultre l'eurent.

« XLVIII. Interrogé s'il a rançonné Nicolas Noël, frère dudict Jehan Noel, et à quelle somme; car il se treuve qu'il l'a rançonné à la somme de deulx cens trente-deulx escus, et une douzaine de serviettes. — Dict que ledict Nicolas Noel paya une somme d'argent, mais ne luy souvient quelle.

« XLIX. Interrogé s'il congnoist Pierre Rose, drappier dudict lieu, pour ce qu'il se trouve qu'il extorqua de luy, en ce mesme temps, vingt escus d'or et ung fin drap de layne de couleur vermeil, quy valoit vingt lyvres parisis? — Dict qu'il peult bien estre, mais il n'en a mémoire, et s'en rapporte à ses commys.

« Aussy se treuve qu'il a pris d'ung nommé Hurtault, drapier, deulx escus et ung drap de layne blanc vallant XXXIIII lyvres. — Dict qu'il peut bien estre vray.

« Aussy se treuve qu'il a extorqué de Guillaume Coquillart, procureur dudit archevesque, cinquante escus d'or, et une douzaine de serviettes. — Dict qu'il a eus lesdictes serviettes et de l'argent, mais ne luy souvient quelle somme.

« L. Interrogé s'il congnoit Maistre Jehan Chardon, bailly de Reims pour ledict archevesque, car il se trouve qu'il a extorqué de luy unne douzaine de fynes serviettes, et vingt escus d'or. — Dict qu'il a eu lesdictes serviettes, et qu'il peut bien estre vray qu'il ait reçu l'argent.

« Aussy se treuve qu'il a eu de Maistre Jehan Labbé, official de Reims et vicaire dudict archevesque, vingt escus d'or. — Dict qu'il ne luy en souvient, mais qu'il l'en veult croire.

« Aussy se trouve qu'il a eu de maistre Jehan Bourguet, promoteur de la court spirituelle de Reims, une douzaine de serviettes, et la somme de vingt escus d'or. — Dict qu'il eust dudict Bourguet lesdictes serviettes, mais ne luy souvient desdicts vingt escus; mais l'en croit à son serment.

« Aussy se treuve qu'il eust de Me Jehan le Membre, promoteur d'icelle court, une douzaine de serviettes et quarante escus d'or, par force. — Dict qu'il confesse avoir eu lesdictes serviettes, mais qu'il n'est recors des quarante escus.

« Semblablement il eut de feu Colleson Bignicourt charlier, vingt escus d'or de rançon avec la perdition de ses meilleurs biens, vallans quarante escus d'or. — Dict qu'il n'en sçait rien, et s'en rapporte à ses commys.

« Aussy a eu de Maistre Jehan Cauchon l'aisnel, une douzaine de serviettes par force et contraincte, quatorze viel pièce d'or, et ung poinsson de bon vin valant six escus. — Dict qu'il confesse avoir

manu nostra, ex post semper gavisi fuerant. Insuper dicebant predicti scabini, burgenses et habitantes remenses, quod occasione certarum

J. Lescot, eschevin, Th. Jacquemin,	Mes de l'artillerie;	J. Richier, A. de....	sergens de ville;
J. Choilly, J. Moët,	Mes des œuvres;	Me J. de Thuizy, J. Bourguet,	commissaires et juges sur le fait des aides de la ville.
J. Pussot, greffier du conseil;			

en le vin et les serviettes; de l'argent, l'en veult croire.

« Aussy a eu de damoiselle Margueritte, vefve de feu Guillyaume Vallet, deux cens escus d'or. — Dict qu'il est vray qu'il a eu ladicte somme; et fut pour ce qu'elle ne se vouloit composer touchant le faict des réparations de la ville, disant quelle estoit noble.

« Aussy se trouve qu'il a eu de Jehan de la Fontayne, alors officier en la court spirituelle dudict lieu, dix escus d'or d'ung costé, et vingt lyvres d'aultre, et une douzaine de serviettes. — Dict qu'il n'en est recors.

« A aussy extorqué de Guillyaume Cauchon six escus d'or. — Dict qu'il l'en veult croire, et son filz aussy.

« Aussy a eu de Jacques Allet cincq escus, de Jehan Cognin, drappier, quarante escus d'or, et deux fins draps blanchet vallant XXIIII escus. — Dict que à ce il ne sçauroit que dire, et en veult croire ses commys.

« Aussy a faict ravir et prendre de Messire Ode Herbin ses biens montant à quarante escus, et l'a rançonné à quinze escus. — Dict qu'il ne luy en souvient, et, s'il a ce faict, fauldroit qu'il y eust cause.

« Aussy a exigé de Pierre de Bezennes, deulx poinssons de vin, et dix escus d'or. — Dict qu'il n'est pas vray, et aymeroit mieulx estre mort: car c'est ung homme de bien.

« Pareillement a exigé de Jehan Thierry, mercier, cincquante escus d'or d'ung costé, deulx queues de vin vallant dix escus la queue, et aultres dix escus d'or, pour les sergens et ceulx de la cuisine. — Dict qu'il n'en sçait rien, et s'en rapporte à ses commis qui faisoient les exécutions.

« Aussy se trouve qu'il a pris et extorqué de damoiselle Marie, vesve de feu maistre Pierre Toignel, la somme de vingt escus. — Dict qu'il n'en a aucune mémoire.

« Aussy a extorqué de Jehan Bourguet, marchant, demourant à Reims, vingt escus, et trois poinssons de vin. — Dict que ledict Bourguet est homme de bien, et s'en rapporte à ce qu'il en vouldra dire.

« Aussy se trouve qu'il a eu de Jehan Saulcet, dict l'Espaignol, tant en argent que serviettes, la valleur de cent escus. — Dict qu'il eust des serviettes de luy, du surplus ne luy en souvient.

« Aussy a extorqué de Oudin le Blond cent escus d'or, et sy luy fist payer à ses sergens et à sa cuisine la somme de XX escus d'or. — Dict qu'il n'en a mémoire, et ne sçait que c'est.

« Aussy a eu de Jehan Liezot, conrroyeur de cuyre, tant en argent qu'en vins, la somme de cent lyvres t., et de Me Robert Chehy, advocat, dix escus et une nappe vallant dix lyvres. — Dict qu'il ne luy en souvient, et s'en rapporte à ses commys.

« Aussy se trouve que de plusieurs personnes, tant hommes que femmes vefves, il a extorqué par force et faict prendre par ses satellites tant et si grand nombre d'escus florins, vins, lynges, vaisselle d'argent, bagues et joyaulx, qu'il seroit impossible de les réciter. — Dict que ses commys ont pris plusieurs biens et faict des compositions, de quoy ils ne luy ont pas tenu bon compte; mais que, nonobstant toultes leurs pertes, ceux de Reims sont bien tenus à luy; car ne fust-il, la ville eust été abbatu et rasée, et s'en rapporte à Monsieur Messire Pierre d'Oriolle, lors chancelier de France, et à Monsieur de Boschaige, et à Maistre Jehan le Roy, trésorier de Reims.

« Aussy se trouve qu'il a fait composer et taxer tous les doyens ruraux, curés et chapellains mercenaires de villages du diocèse à certaines sommes dont il a assemblé somme innumérable de deniers, que reçut maistre Huges Olyvier, son conseiller et conducteur? — Dict qu'il est vray que les compositions furent faictes, mais ce fust pour les réparations de la dicte ville, et ne sçait à combien elles se montent.

« Aussy se trouve qu'il fit ung roole auquel ung chacun de ladicte ville estoient taxés, fors ceulx qu'il vouloit exempter; et ceulx qui reffusoient à payer leur taxe, faisoit prendre prisonniers et leurs biens, et les contraignoit à payer le double de la somme sur eulx imposée; dont il extorquoit innumérable finance et somme de denyers? — Dict qu'il

indulgenciarum, visitantibus ecclesiam remensem per summum pontificem concessarum, quamplurima populi copia a diversis et extra-

POUR LE CONSEIL ORDINAIRE.

Praticiens.

Mes J. Chardon,
J. Cauchon l'aisné,
N. Frison, eschevin,
G. Cocquillart.

Pour nobles.

G. Cauchon,
P. de Bezannes, prévost de l'eschevinage,
C. de Chartoigne, eschevin.

Bourgeois.

N. Grossaine,

est vray que plusieurs par luy furent faict exécuter, pour ce que le roy luy avoit dict que s'il ne les chastioit, qu'il ne retournast jamais devant luy; mais n'a mémoire des sommes de deniers qui en furent receuz.

« Semblablement se treuve qu'il mist les habitans de ladicte ville en t lle subjection, que plusieurs, tant prestres, clercqs, que séculiers, de ceulx a quy il ne demandoit rien, doubtoient estre pillés, luy portant les ungs dix escus, les aultres six, le plus qu'ils pouvoient; et il quy dépose disoit qu'ils faisoient que saiges d'estre venus avant qu'il les eust mandes, car il leur eust cousté le double? — Dict qu'il ne le sçait pour ne l'avoir ainsy faict comme il est contenu en l'article, et en veult croire les gens de bien de ladicte ville.

« Aussy se treuve que, oultre et pardessus les exactions et les compositions, il falloit pour sa cuysine et pour le sergent ung escus d'or, ou ung florin, selon la qualité de la personne rançonnée; et furent contrainct à le faire la pluspart de ceulx qui passoient par ses mains? — Dict que, sy ainsy se faisoit, ce n'estoit pas par son commandement ou ordonnance, ne sçait si ses dicts commys le faisoient faire. — Et luy a esté remonstré qu'il fault bien dire que lesdictes exactions se faisoient par luy et par son ordonnance : car sans son auctorité lesdicts commys ne l'eussent poinct faict; et se sont enrichys des pilleryes, et ont encores en leurs mains les linges, draps, vaisselle et aultres ustensilles de ceulx qui par son adveu ont esté pillés et robés? — Dict que plusieurs de ses commys s'en sont enrichys comme Henry Robin, Jehan Foulquart, Parson Tiret et aultres, lesquels par son commandement de bouche faisoient les exécutions.

« Oultre plus se treuve qu'il a rançonné plusieurs desdicts habitans en draps de laine, vins...., vaisselle et bagues d'argent, et aultres joyaulx, et les vendoit comme chose de butin à petit pris? — Dict qu'il a faict vendre par ses commys du linge et aultres biens et bagues, et trouvoient ses dicts commys les acheteurs quy en bailloient l'argent.

« Et pour les manières et fassons que il qui deppose a tenues à ceux de ladicte ville, des cruaultés qu'il a faicts, il se treuve par commune renommée, qu'il en a levé plus de cent mille escus, et s'y a bien assemblée quatre-vingts douzaines de serviettes et plus? — Dict que toultes les sommes par luy extorquées se monte une fois unze mil escus que le roy receut; desquels monsieur du Lude eust six mil escus, et Pont-Bryant cinq mil, et le roy luy en donna huict cens, et ses despens et fraictz, et deulx chariotz chargés de meubles.

« Aussy se treuve que, par menasses qu'il a faict à ceulx du chappitre de Reims, ils ont esté contrainctz présenter son fils à la cure de Sainct-Jacques de Reims, lors vacquant et les menassant par ses lettres que, sy ainsy ne le faisoient, il les destruiroit, et, pour doubte de ce, ils le présenterent à ycelle cure, de la quelle il jouist à présent? — Dict qu'il n'est pas recors, et les en veult croire.

« Aussy se treuve qu'il a faict prendre un nommé Jehan Charlier, accusé de cryme de sacrilége, estant ès prisons dudict archevesque, et contre lequel on avoit commancé à faire son procès par justice; mais que il quy deppose, quy n'a juridiction ne congnoissance de quelque [cause] criminelle ou civille, y envoya ses satalliers qui l'interrogèrent, geynèrent et tourmentèrent tant par questions et tourmentz non accoustumés, nonobstant qu'il appellast d'eulx en la court du Parlement, que finallement ils luy firent confesser qu'il avoit emblé ung calice, et le lendemain le fit, il quy dépose, par ses satalliers sans délibération de conseil mener, pendre et estrangler à ung arbre hors la ville, et retint ledict calice sans faire restitution à l'église où il avoit esté prins? — Dict, qu'il fit pendre ledict prisonnier pour ce qu'il estoit sacrilége, et avoit emblé ung calice et plusieurs reliques; mais ledict prisonnier ne fut jamais ès mains de la justice ordinaire, et ne sçait point qu'il fut appellant, et dict qu'il

neis partibus ad dictam villam affluebat; quamobrem predicti capitaneus, scabini et habitantes dicte ville remensis, dictam villam securam

N. Gouvion,
J. Choilly.

Marchands.

Mes J. Bourguet, eschevin,
G. Bourgois,
J. Bourguet.

[23 *février* 1484, en l'école de théologie, par J. Cauchon, — quatre chanoines, — les trois abbayes, — un religieux du Val-des-Écoliers, — dix échevins, — les baillis de Reims et de Saint-Remi, et trente-deux autres personnes; — Foulquart, procureur. — Il s'agit de l'élection des officiers et conseillrs de ville, et de la correction de certain mandement impétré par la ville pour le fait des deniers,

avoit asses de pourvoir de faire son procès, veu qu'il avoit commission du roy de faire raser la ville de Reims. Et est tout ce qu'il en a dict pour le présent.

« J'ai trouvé depuis le temps que j'ay transcript ce quy est cy-devant, que en l'année mil IIII^{c} IIII^{xx}, Raoul Cochinart, cappitaine de Reims, avoit escrit a Messieurs du chappitre de l'ecglise de Nostre-Dame de Reims de vouloir pourveoir Jehan Cochinart, son filz, chanoyne d'icelle ecglise et prévost de Montfaucon, de la cure de Saint-Jacques dudict Reims, lorsqu'elle viendroit à vacquer, comme aussy il en avoit escrit à Thomas Cauchon, seigneur du Godart, son lieutenant, pour en prier lesdicts sieurs de chappitre. Me Pierre de Perthes, curé dudict Sainct-Jacques et chantres de l'ecglise de Reims, estant trespassé, ledict du Godard, accompagné de Jehan Garnot et Jehan Foulquart, allérent le XIIe jour du mois de septembre audict an, au chappitre dudict Reims, demander la cure dudict Sainct-Jacques, pour ledict Cochinart; ausquels furent faict favorable responce, et le mesme jour arryva en ladicte ville, Guillyaume Cochinart, eschanson du roy, filz du dict cappitayne.

« Le vendredy XXIIIe dudict mois de septembre, lesdicts du Godart et Foulquart furent de rechef audict chappitre, demander ladicte cure, quy leur fut octroyé, et le mardy second jour d'octobre suyvant ledict Jehan Cochinart priut possession de ladicte cure de Sainct-Jacques; et le mit en ladicte possession, Me Pierre Flaminion, doyen de la Crestienté. Ledit Foulequart estoit procureur pour les habitans de Reims, lequel a esté continué en ladicte charge par vingt années consécutif, et a laissé ung manuel auquel il escrivoit les affaires qui se passoient de son temps, duquel j'ay extraict ce que dessus.

« L'archevesque de Reims obtint lettre du roy Charles huictiesme, le XXIXe juillet mil IIII^{c} IIII^{xx} IIII, affin de contraindre Jehan Noël de luy payer la somme de neuf cens lyvres en laquelle ledict Noël s'estoit obleigé envers icelay archevesque, pour la communaulté desdictz habitans, comme il est dict cy-devant; laquelle obligation avoit esté rendu casse, nul, par le commandement du roy Loys XIe; et oultre il prétendoit encorre des domaiges et intéresta contre lesdicts habitans; et affin d'avoir paix avec luy, [dès les premiers mois de 1484?], fut advisé d'envoyer vers luy noble homme Philippe de Bezannes, escuyer, seigneur de Sapigneul, lieutenant à Reims de monsieur le bailly de Vermandois, et maistre Nicolas Le Membru, pour luy faire les supplications et remonstrances quy ensuyvent.

« *Premièrement*, pour recommander ladicte ville de Reims, les citoyens d'icelle, tant gens d'ecglise que séculiers, à ses bonnes grâces. — Luy remonstrer qu'ils ont esté très dolans et desplaisans des afflictions qu'il a souffert le temps passé, comme eulx mesmes en ont souffert asses, comme il peult savoir. — Comme ils ont esté contrainctz d'obéir à Raulin Cochinart pour éviter la totalle destruction de ladicte ville de Reims, et, suyvant le mandement qu'ils en avoient receu du feu roy, les ayant souvent menassé de les totallement destruire. — Qu'ils ont esté contrainctz de faire leurs excuses envers le feu roy, par maistre Jehan de Reims, suyvant ce quy est dict cy-devant, pour se descharger envers le roy de ce qu'il leur imputoit par ses lettres, et qu'ils n'ont jamais faict remonstrer chose quy fut au déshonneur dudict archevesque. — Que les mandemens rigoureulx envoyés par le roy contre ledict archevesque, ne fut pas à leur requeste. — Que ayans envoyés leurs ambassadeurs vers le roy pour luy remonstrer les griésves persécutions qu'ils avoyent souffert, que ledict feu roy ne les voulut oyr, ains les menassa de leur faire abbattre les testes, disant qu'ils avoient avec leur évesque voulu bailler la ville de Reims aux Anglois et aux Bretons. — Comme aussy de supplier ledict archevesque de vouloir ayder et favoriser lesdicts habitans à joir paisiblement de l'octroy que le roy leur avoit

tenere volentes, consilio et deliberacione super hoc habitis, pro tunc ordinaverant quod per dictum capitaneum, vel ejus locum tenentem

et comptes d'iceux; pour au lieu de : *lieutenant général de monseigneur le bailli de Vermandois*, y mettre *lieutenant particulier à Reims*, pour l'audition de ces comptes.]

[Les officiers sont continués. — J. Garnot, qui se démet de la recette de la ville, rendra ses comptes.]

« Les cy-devant nommés au conseil ordinaire, y seront et vaqueront, et ce qui par eulx

baillé du travers de la ryvière d'Aixne, et que en joissant, ilz consentiront que ledict sieur archevesque reçoyve des premiers denyers dudict octroy, la somme de neuf cens lyvres quy luy auroit esté promis.

« Tout fut procédé à l'endroict dudict archevesque que pour toultes les prétentions qu'il avoit contre lesdictz habitans, tant pour les pières et matières pris en ses chasteaulx, que de la somme de neuf cens lyvres en laquelle Jehan Noel s'estoit obleigé, que pour les domaiges et intérestz qu'il avoit souffert, dont son intention estoit d'en faire poursuitte, et pour avoir abbattu la tour et les chambres en son chasteau de Nuefville, fut accordé luy payer la somme de quinze cens lyvres par lesdictz habitans.

« Mondict sieur l'archevesque estant venu à Reims au mois de may mil IIII^{c} IIII^{xx} IIII, pour faire les préparatifs en l'église pour le sacre du roy Charles VIIIe, quy fut sacré le pénultiesme dudict mois, voyant que on ne luy payoit pas la susdicte somme de quinze cens lyvres comptant, et que on le remettoit à luy payer des denyers quy proviendroient de l'octroy du travers de la ryvière d'Aixne, le jour du partement du roy après son sacre, quy fut le mardy premier jour de juing, il fist prendre prisonniers Raulin Foulquart, frère de Jehan Foulquart, procureur de la ville de Reims, et Pierre Thiret, et Robinet Breschè, pour avoir servy Raoul Cochinart, cappitayne de la ville de Reims, et les fit mener aux prisons de Bonne Sepmaine. Il avoit volonté d'y faire mener ledict Jehan Foulquart, mais il en fut retenu par les prières de monsieur de Vendosme, et aultres. Et oultre ce, il fit adjourner Me Jehan Cauchon le jeune, lieutenant, Nicolas Gouvion et aultres, jusques au nombre de seize, par devant nosseigneurs de la court de parlement. Ce que voyans les habitans de Reims, en une assemblée qu'ils firent fut conclud que on yroit en bonne compagnye vers ledict sieur archevesque, pour luy remonstrer comme on ne pouvoit pas trouver ladicte somme de xv^{c} l., pour luy payer comptant. Sur ce il fit entendre à ladicte compagnye, qu'on luy avoit raporté que aucuns disoient qu'il vouloit exiger de la ville ladicte somme de xv^{c} l. et qu'il en failloit faire une taille sur les pauvres habitans, ce qu'il n'entendoit pas, en allégant son droict de l'obligation aultrefois passée à son proffict pour le travers d'Aixne, et pour les pierres prises en ses chasteaux; et ne vouloit pas que taille s'en fit. Dict aussy que on luy avoit rapporté pour ce qu'il faisoit faire des exécutions sur les serviteurs de Cochinart, qu'il en vouloit prendre argent, ce quy n'estoit pas vray; et dict qu'il ne se vouloit pas contanter de parolles pour lesdictz xv^{c} l., ains les vouloit avoir par effect, ou quérir sa provision au mieulx qu'il pourroit. A quoy fut respondu par le lieutenant, que d'en faire taille ce ne fut jamais leur intention, mais de les prendre comme il avoit esté conclud sur les denyers communs, et qu'on ne pouvoit où les trouver comptant; et enfin mondict seigneur dict qu'on regardast de les trouver, sans qu'il les faillit demander.

« Lesdictz habitans s'estant de rechef assemblés le IIIIe jour dudict mois de juing, pour adviser ce que l'on pouroit faire sur la résolution que mondict seigneur de Reims avoit pris, il fut conclud que on luy diroit que, s'il n'estoit comptant de prendre ladicte somme de xv^{c} l. sur le travers d'Aixne, traicté nul.

« Quant au faict particulier dudict Jehan Foulquart, il emploioit tous ses amys envers mondict seigneur de Reims, affin de faire sa paix avec luy, et, entre aultres, Me Jehan Michel, médecin du roy, oultre la faveur qu'il avoit de monsieur de Vendosme, lequel recommanda audict Me Jehan Michel d'aller de sa part vers ledict seigneur archevesque, pour le prier pour ledict Foulquart; dont ledict sieur archevesque fut fort esbahy, d'où estoit provenu cest cognoissance audict sieur de Vendosme dudict Foulquart; et dict audict Me Jehan Michel, qu'il avoit ordonnée de faire prendre prisonnier ledict Foulquart, mais pour l'honneur dudict seigneur, qu'il différeroit tant qu'il auroit parlé à luy.

« Mondict sieur l'archevesque estant adverty que ledict Foulquart estoit depputé avec aultres, pour aller en court pour poursuivre l'affranchissement des tailles accordé par le roy en son sacre aux habitans de Reims, dict que, sy ledict

ex parte nostra, cridarentur (*sic*) quod quilibet dictorum habitancium ad hostium domus sue, dictis indulgenciis durantibus, aquam in

sera fait ès consaulx, sera tenu pour bien fait, pourveu qu'ils n'excéderont la poissance limitée par les articles.

« Tous lesquels officiers continués ont fait serment de bien et duement excercer leurs offices, chacun en son regard, c'est assavoir le lieutenant du cappitaine ès mains et pardevant P. de Bezannes, lieutenant de monseigneur le bailli de Vermandois à Reims, et encore Me G. Toignel, lieutenant particulier

Foulquart y aloit, qu'il n'en feroit rien pour la ville.

« Le samedy cincquiesme dudict mois, le maistre d'hostel de monsieur de Reims dict audict Foulquart, que mondict seigneur estoit fort endurcy contre luy, toultesfois après plusieurs remonstrances il avoit dict qu'en payant par ledict Foulquart la somme de xxv escus, il seroit contant de luy pour tout, et qu'il les trouvasse dans lundy suivant, et qu'il fit envers Nicolas Garnot qu'il luy fournit les deulx cens lyvres qu'il avoit offert. Ledict maistre d'hostel dict aussy audict Foulquart que mondict sieur de Reims n'estoit pas bien contant du lieutenant des habitans; et que, n'eust esté les sœurs de sa femme et leurs maris, il ne l'eust pas laissé en cest estat; et que Gobin le Voirier seroit adjourné à comparoistre en personne, et ledict Garnot aussy; de quoy faire ledict Foulquart desmeut ledict maistre d'hostel, et parla pour son frère Raulin Foulquart, prisonier. Ledict maistre d'hostel l'advertit de n'en poinct parler à monsieur, jusques à ce qu'il eust faict pour luy parfournir ladicte somme de vingt-cinq escus par ledict Foulquart à mondict sieur. Le vi^e dudict mois, jour de Penthecouste, sa femme luy bailla dix lyvres; et le lundy suivant son cousin messire Gaucher la Teste luy presta libérallement sans gage quatre escus; maistre Thomas Moreau luy presta dix escus, sur gaiges d'un goblet d'argent, six cuillers d'argent, une clasinière d'argent, et aultres bagues; et Lorin Vuamart luy presta trois escus, et ung aultre deulx, sur gaiges d'un vocabulaire et ung aultre lyvre.

« On peult juger par ce que dessus, que ledict Foulquart ne s'estoit pas enrichy à servir ledict Cochinart en l'exécution de sa commission, comme on l'a voulu faire croire par l'interrogatoire dudict Cochinart.

« Le mercredy, ixe dudict mois de juing, François Duval, maistre d'hostel de monsieur de Reims, dict que mondict sieur mandoit les deulx Cauchons et Phélippes de Bezannes, avec trois ou quatre aultres. Me Jehan Cauchon le jeune, et ledict de Bezannes, le furent trouver en sa chambre, et eurent des grandes parolles; et leur bailla par escript le traicté qu'il entendoit faire avec les habitans, et qu'il en vouloit avoir responce dedans vespres, voulans partir le lendemain. Sur ce, fut tenu assemblée en laquelle fut leu la minutte dudict traicté faict par ledict sieur, comme aussy celle que les habitans avoient faicte de leur part, et fut conclud que pour rien on ne feroit selon la minutte dudict sieur, quy fut trouvé non estre juste, raisonnable, ny honneste; mais que, sy ledict sieur vouloit, on prendroit deulx hommes du clergé et quatre de la ville, quy, avec deulx qu'il y commettroit, s'il vouloit, feroient un nouveau gect de traicté et compromis, en y gardant partout l'honneur de luy et de la ville; lequel ainsy faict, seroit veu en assemblée généralle, pour savoir sy on le passeroit ainsy ou non; et, s'il estoit bien, et qu'on le voulût passer de part et d'aultre, on bailleroit audict sieur archevesque les xve l. à prendre sur le travers d'Aixne selon la dernière conclusion, et non aultrement; que, sy ledict sieur de Reims n'est comptant, accord nul, et que la ville s'en deffendroit, s'il y demande rien. Ledict lieutenant reporta audict sieur archevesque ladicte response.

« Pierre Frizon, venant le soir du palais, dict audict Jehan Foulquart que c'estoit une pitié que d'y estre ainsy, que chacun s'y rechinoit, et sembloit que tout y fût deschainé; à cause de quoy ledict Foulquart différa d'y aller, encore que monsieur de Vendosme eust pris la peyne d'avoir esté cedict jour vers ledict seigneur archevesque, pour le prier pour ledict Foulquart, et qu'il luy eust promis qu'il feroit tant qu'il s'en appercevroit.

« Le vendredy, xie dudict mois de juin, mondict sieur l'archevesque envoia quérir ledict Foulquart, et luy dit qu'il seusse bon gré à monsieur de Vendosme et son maistre d'hostel, et qu'il l'alasse remercyer : car, pour l'honneur et amour de luy, il estoit contant de luy, et luy pardonnoit tout; et pour ce que ledict Foulquart estoit clercq, dict à son maistre d'hostel que on luy fit telles lettres de *Pegui[vi]mus* qu'il vouldroit, et les ordonna et commanda, en luy ordonnant de le bien servir et loyallement, et qu'il n'y perderoit rien; disant qu'il ne vouloit poinct faire de nouvelleté, ny rien entre-

uno vase poneret, lumenque et laternas in fenestris de nocte teneret, ut inconvenientibus, si que supervenirent, dicti habitantes facilius

dudit capitaine, en l'absence dudit Cauchon, lieutenant....; et les autres, ès mains dudit Cauchon le jeune.

« Cejourd'hui XXX mai M IIII^{c} LXXXV, par noble homme Me J. Cauchon, lieutenant de monseigneur le capitaine, en présence et par l'avis et conseil de.... P. de Bezannes, prévost de l'échevinage; Me J. Cauchon l'aisné, bailli de Saint-Remy; Me H. Le Membru, Me J. Bourguet, Me N. Frison, Me R. Choilly,

prendre contre la ville, ne contre chappitre, mais aussy ne vouloit-il pas que on entreprit rien contre luy. Ledict Foulquart bailla les XXV escus audict François Duval.

« Mondict syeur l'archevesque ayant adjousté quelque chose au bout de la minutte du traicté faict par les habitans, et estant monstré au lieutenant des habitans, ceulx ausquelz ledict lieutenant la monstra, ne furent pas contens, et dirent qu'ilz ne la passeroient pas en aultre forme que celle qu'ilz avoient baillé. Cela estant reporté audict sieur archevesque, il n'en fut pas contant, et partit de la ville ledict jour.

« Ledict Foulquart alla remercyer monsieur de Vendosme, et l'ala conduire et guider jusques à Villiers-Francqueulx, où il alla au gist; lequel seigneur s'offrit audict Foulquart de l'assister, en tout et partout où il auroit besoing. Il remercya aussy son maistre d'hostel, comme aussy maistre Michel, médecin du roy, quy luy dit qu'en quelque lieu qu'il seroit, il auroit à jamais ung vray amy en luy; et en revenant il trouva près de Sainct-Thiéry maistre Jacques, médecin de monsieur de Beaujeu, lequel promit audict Foulquart de servir son frère secrètement, en s'adressant à luy en la court, et luy baillant un placet, pour bailler à madame de Beaujeu.

« Le samedy, XIIe dudict mois, ledict Foulquart sollicita envers François Duval la relasche et despêche de son frère Raulin, et fit tant qu'il s'y consentit, et dict à son partement qu'il en parleroit à monsieur de Reims.

« Le dimanche XIIII, ledict Raulin Foulquart fut mené prisonier enferré sur une charrette avec Thiret et Robinet Brochel, dont ledict Jehan Foulquart eust grand dueil, et Person de Vigny, son frère, lequel alla avec ledict Raulin pour le solliciter et reconforter.

« Maistre Jehan Cauchon le jeune, lieutenant des habitans, Nicolas Gouvion et aultres, adjournés pour le subgect de Cochinart, à la requeste de monsieur de Reims, dirent audict Foulquart que, sy on venoit à plaider la cause de eulx adjournés, qu'ilz feroient bien laver le visage à monsieur de Reims, et porteroient sa vye et son gouvernement par escrit en ung gros lyvre qu'on monstreroit en jugement; et commenceroit-on dès son entrée, et diroit-on les pilleryes qu'il a faict faire par maistre Blaise, soubz umbre de réformer les couronnes; l'argent qu'il print de la vefve Pierre de Ponteraven, soubz umbre qu'il disoit ledict Pierre espave; comment il avoit faict ouvrir son chasteau de Porte-Mars du costé des champs, et monstreroit-en la cédulle du marché qu'il avoit faict pour y faire faire une porte et saillye aux champs; comment par menasses il fit passer l'obligation de neuf cens lyvres à son profit, comment il menassa Raulin Cauchinart; comment il avoit voulu contraindre les habitans de la ville à aller ouvrer en son chasteau par corvées, et avoit voulu prendre par chacune sepmaine sur chacun chief d'hostel, deulx denyers parisis; comment il avoit pris les biens de feu monsieur l'évesque de Dionise, Me Toussainct de Roisves, qu'il disoit estre espave; et comment dernièrement il avoit faulsement et mauvaisement abusé et deceu ledict lieutenant, et, pour ce que on ne luy avoit accordé et baillé quinze cens lyvres, il les avoit faict adjourner à la requeste du procureur du roy; et encores d'aultres choses qu'il ne disoient pas; et sy porteroient des informations faictes all'encontre de luy, pires cent fois que ne sont celles qu'il a faict contre eulx; et seroient contans qu'elles fussent veues par le grand conseil, ou par la court de parlement; et quy on trouveroit avoir plus grand tort, et avoir plus failly, qu'on le condampnast. Dirent encore les menasses qu'il avoit faictes aux bourgeois et chanoines, de leur faire porter une enseigne sur la robe comme les juifz; et n'oublirolent pas l'offrande du sacre.

« On voit par le manuel dudict Foulquart comme les adjournés ont esté à Paris, jusques au nombre de seize, et que le bailly de Vittry a informé, qu'on a escrit, et produict audict procès, mais il n'est faict mention d'aucun jugement.

« Gérard Bourgeois, à son retour de Paris, quy fut le XIIe juillet audict an IIII^{xx} IIII, apporta novelles audict Jehan Foulquart de la délyvrance de son frère Raulin, par le bénéfice de l'entrée du roy à Paris, et revint le XIIe dudict mois. »

obviare valerent; verum dum dictus archiepiscopus deliberacionem et ordinacionem hujusmodi sciverat, ipse, tempus anticipando, per

J. Garnot, J. Choilly, J. Lescot, J. Foulquart, procureur, et de moi J. Pussot, notaire royal, greffier du conseil de la ville, les commandements ont esté faits aux procureurs, M[es] des œuvres, receveur de la ville et meusniers qui suivent, du moulin de Neuville, du moulin L'Abesse, de Tinqueux, entre Deux Ponts, Rouillart, de la Poterne.... qui estoient ajournés, parce que les eaux qu'ils tiennent trop hautes, dégradent les murs. »

Le supplément de Rogier, p. 123, ajoute :

« Le mercredi 21 août 1493, vinrent nouvelles certaines en chapitre de la mort de M[re] Pierre de Laval, archevêque, lequel mourut à Angiers. Ses entrailles furent enterrées à Saint-Nicolas, hors de laditte ville.

« Il n'est parlé dans les Mémoires manuscrits de Foulquart que l'archevêque soit revenu à Reims, depuis 1484, qu'il en partit, après le sacre de Charles VIII, ny qu'on luy ait payé aucune somme pour les prétentions qu'il avoit contre les habitans de Reims en général, ou en particulier. La mort de ce prélat mit fin aux contestations et au procès qu'il avoit commencé contre les bourgeois qui avoient exécuté les ordres de Cochinart, lorsqu'on fortifia la ville pour la mettre en état de défense contre les Anglois. (Voir plus bas, conclusion du 4 avril 1491 v. s.)

Enfin l'exemplaire de Rogier, qui se trouve Bibl. du Roy, Mss. Reims, cart. VIII, p. 28, nous fournit encore quelques renseignemens sur les faits qui précèdent :

« On peut reconnoître par ledit interrogatoire [de Cochinart], que les habitans de Reims et des villages circonvoisins ont été fort travaillés pour le fait des fortifications de laditte ville; et ledit Cochinart, ayant contraint les officiers de l'archevesque et le clergé à contribuer pour lesdittes fortifications, mesmement les religieux mandians à aller travailler aux corvées, il encourut la disgrâce de plusieurs personnes, qui se plaignirent audit archevesque, lequel étoit aussi de sa part mal content de ce qu'on avoit pris les pierres et manœuvres en son héritage. Cela l'émeut à faire faire les emprisonnemens des officiers dudit Cochinart; ce qui grandement émeut le roy à colère, dont ledit archevesque en ressentit le premier les effets, mais encore plusieurs habitans qui en furent totalement ruinés. Ledit Cochinart avoit bien servy le roy jusques à la venue dudit archevesque en laditte ville de Reims, et ne s'y trouve aucunes plaintes contre luy, si ce n'est de la part de ceux qui ne vouloient y rien faire, contre lesquels il a procédé selon la nécessité des temps, le péril estant tout éminent, lorsque le roy d'Angleterre estoit descendu en France avec une grande armée, favorisé et assisté du duc de Bourgogne, et du comte de Saint Paul, connestable de France, et aiant dessein de venir à Reims, si ledit connestable luy eût mis en main la ville de Saint-Quentin, comme il luy avoit promis. Ceux qui prétendoient lors estre exempts de toutes charges, n'eussent pas échappé le naufrages non plus que les autres. Mais ce qu'il a fait depuis, en exécutant un commandement du roy baillé en grande colère, sa procédure a esté tellement odieuse, qu'elle a donné matière et sujet à le rechercher et à blâmer sa mémoire, en telle sorte que la plus grande injure qui se pouvoit faire à un homme depuis ce temps là, estoit de l'appeler Cochinardeau, comme entre autres il se trouve que noble homme maître Jean Cauchon, lieutenant du capitaine de Reims, avoit fait une grande plainte le 7 d'aoust 1486 contre maître Jean Maubrouet, pour plusieurs injures que ledit Maubrouet luy avoit proféré, l'appellant mauvais fol, cornart, cocquart et Cochinardeau, ledit Cauchon se tenant plus offensé de ce mot Cochinardeau que du reste, d'autant que c'estoit la plus grande et atroce injure qu'on pouvoit donner à un homme, pour les maux commis par le susdit Cochinart.

« Après les informations faites, il y eut décret de prise de corps, tant contre ledit Cochinart que contre ses complices; l'affaire fut portée au parlement, et Cochinart, tout aveugle qu'il estoit, mené à la Conciergerie; mais après toutes ces choses, Cochinart obtient lettres de pardon, ainsi qu'il s'ensuit :

« Charles, par la grâce de Dieu, roy de France, sçavoir faisons à tous présens et advenir, que nous avons receu l'humble supplication de Raulin Cochinart, on vivant de feu nostre très cher sire et père, que Dieu absoille, son conseiller et maistre d'hostel, et capitaine de par luy des villes de Reims et Amboise, contenant, etc. (Ici se trouve l'exposé de tout ce dont on l'accusoit) : lesquelles choses cy-dessus déclarées et confessées par ledit suppliant, en la forme et manière qu'il en a pu avoir congnoissance et souvenance, luy ont esté mis en avant plusieurs autres grandes charges, crimes et accusations, desquelles il est trouvé chargé par information contre

quatuor dies ante diem dictarum indulgenciarum supradictas cridas et publicaciones, a dictis capitaneo et habitantibus, ut premittitur,

[Requête du procureur de la ville, et du procureur du roi ; - ordre au procureur et au receveur de la ville de faire arracher les estocs et terrasses étant au devant des relais, de sorte que ceux-ci se puissent vider et nettoyer sans empêchement ; — ordre aux meuniers de nettoyer la rivière ; — le procureur s'enquerra de la hauteur qu'avoient autrefois les eaux, et de cell‹s qu'elles ont maintenant, etc....]

luy faite; lequ‹l suppliant, sur ce oy et interrogé par justice, a répoudu n'en estre d'iceux cas aucunement recors ne souvenant, comme à la vérité il n'est, toutefois il ne les a pas voulu nier, mais s'en est raportez aux plainctes,..; en quoy faisant il a entendu et entend avoir confessé ce qui est à la vérité desdits cas; car à cause de son ancien aage, qui est de cent ans ou environ, et décrépité de sa personne, à cause de plusieurs grandes maladies et afflictions dont il est fort oppressé en sa personne, il n'a pu avoir autre congnoissance ou mémoire d'iceux cas, à l'occasion desquels, comme dessus est dit, il a esté constitué prisonnier et amené en la Conciergerie de nostre dit palais, où il est encores détenu en grande pauvreté et tristesse de sa personne, et en voye de péril d'y finir misérablement ses jours, se nostre grâce, pitié et miséricorde ne luy estoient sur ce impétrez. Pourquoy nous, les choses dessus dictes considérées, voulans préférer miséricorde à rigueur de justice, ayant considération à plusieurs grands et continuels services faits à nos prédécesseurs par ledit suppliant tout le tems de sa vie, tant à feu nostre ayeul le roy Charles, et nostre dit sieur et père, que Dieu absoille, que à nous à l'entour de nostre personne, ou temps de nostre jeune age que étions en nostre ditte ville d'Amboise, dont il avoit la capitainerie et garde; considéré aussy son dit ancien aage, décrépité et débilitation de sa personne; pour ces causes et autres ad ce nous mouvant, et (*sic*, eu?) sur ce l'advis et délibération des princes et seigneurs de nostre sang et autres gens de nostre conseil, audit suppliant avons remis, quitté, pardonné et aboly, et par la teneur de ces présentes, de grâce espéciale, pleine puissance et auctorité royale, remettons, quittons, pardonnons et abolissons les cas, crimes et délits, exactions, pilleries, rançonneries et autres choses dessus-dictes, ensemble les autres cas dont il s'est remis et reporté, quant il a esté sur iceux oy et interrogé par justice, aux plainctes, et autres gens et personnes qui desdits cas sçavoient et en pouvoient avoir cognoissance, jaçoit ce qu'ils ne soient cy autrement déclarez et spécifiez; et quels cas [ne?] requièrent plus ample déclaration; ayant par nous regard et considération en ce faisant audit ancien aage, décrépité et débilitation de la personne d'ycelui suppliant, lequel nous avons restitué et restituons à sa bonne fame et renommé au pays, et à ses biens non confisques; et avons mis et mettons au néant tous adjournemens, appeaux, défaut, procès et procédures faictes à l'encontre de luy, tant en nostre court de parlement, que par autres juges ou commissaires, et sur ce imposons scilence perpétuelle à nostre procureur général présent et advenir, et à tous autres, satisfactions faictes civilement tant seulement aux parties intéressées par ledit suppliant, et par aultres que ils trouveront raisonnables Sy donnons en mandement par ces dictes présentes à nos amés et féaux conseillers les gens tenans nostre dicte court de parlement, et à tous nos autres justiciers, ou à leurs lieutenans présens et advenir, et à chacun d'eux endroit soy, que de nos présentes grâces, quittance, rémission, abolition et pardon, de tout le contenu en ses dictes présentes, facent, souffrent et laissent ledit supliant joyr et user pleinement et paisiblement, sans luy faire mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis, ou donné, ores ne pour le tems advenir, aucun destourbier ou empeschement; mais son corps ainsi détenu en laditte conciergerie, et aussy ses biens, s'aucuns estoient empeschez, luy mettent ou facent mettre incontinent et sans délay à plaine delivrance; et afin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons fait mettre à ces présentes nostre seel, sauf nostre droit et l'autruy. Donné à Rouen au mois de may, l'an de grâce, mil cccc IIIIxx et cinq, et de nostre règne le deuxiesme. *Ainsi signé :* Par le roy, monseigneur le duc de Lorraine, le comte de Vendosme, les seigneurs de Graville et de Bouchage, le bailly de Meaux, etc. »

Requête de Cochinart.

« A nos seigneurs de parlement. Supplie humblement Raulin Cochinart, escuyer, prisonnier en la Conciergerie du palais, comme le roy nostre syre luy ait octroié ses lettres de rémission cy attachés à

fieri ordinatas, per suas gentes et officiarios fieri fecerat, contra nos et jura nostra; dictique habitantes quosdam suos deputatos ad dictum

« Sur la requeste faite par Me H. Le Membru, procureur, pour J. Chevalier, sonneur de trompette, présens les compagnons boulangers, à ce que certaine condamnation d'amende, naguères faite par le lieutenant sur ledit Chevalier, pour le son de la trompette fait par lui à la fête de la Pentecôte pour les boulangers, fût nulle et abolie, et pour laquelle arbitrer il avoit jour à huy, disant que par raison la devions casser pour plusieurs causes, par ledit Le Membru alléguées; ouï ladite requeste, la journée qui escheoit à huy contre J. Chevalier a esté continuée jusqu'à la venue de monseigneur le capitaine, qui lui sera signifiée. »

[18 *juin*. A l'échevinage par Ch. de la Ramée...., présens J. Cauchon, lieutenant, le prévôt de l'échevinage, J. Soudant, etc., etc.... Le roi ayant designé pour ouïr les comptes de la ville, le bailli de Vermandois ou son lieutenant et le capitaine de la ville, les habitans élisent pour y assister...., avec les commissaires nommés dans les lettres royaux, le lieutenant J. Cauchon, J. Cauchon l'aîné, M. le bailli de Reims, Me G. Toignel, deux des echevins, deux de l'église, deux des marchands.]

[19 *août*. En la loge au Change. — Le lieutenant fait rapport de la visite de la Vesle. — Demande comment on fera vider les gens de guerre, qui sont en grand nombre dans ces quartiers. — Appelle l'attention sur le fait des carrières creusées vers la porte Mars et Cérès, et qui nuisent aux fortifications. — Sur le fait des regratiers qui vont acheter du bois aux portes de la ville.]

« Conclud est que ceulx esleus pour le conseil ordinaire, appelés avec eulx tels autres qu'ils verront estre à faire, besongnent en ces matières, en appelant aussi ceulx ayans intérest.... »

[15 *septembre*. En l'échevinage. Quatre échevins, cinq habitans. — Le lieutenant expose que l'objet de l'assemblée est de voir les conclusions de mai et juin 1484, pour savoir si on en donnera copie à monseigneur de Reims qui les requiert en vertu de compulsoire émané du parlement, pour lui servir en cette cour contre J. Noël.]

« Conclud a esté par les conseillers sus-nommés, qu'attendu que les conclusions qui se font pour le fait des affaires communes de la ville, ne sont pas actes publics, instrumens ou lettres servans à d'autres, sinon au fait du roi et de la ville, et que ce pourroit porter préjudice au roi et à la cité, et que en icelles on ne traite des fais, des droits, ou justice de monseigneur, par quoi ne lui doivent estre monstrées, sinon par ordonnance expresse du roi. — Que le procureur des habitans se doit opposer au commandement fait aux lieutenant, greffiers de l'eschevinage et du conseil, et au procureur mesme, et si l'exécuteur des lettres de compulsoire refuse de le recevoir à opposition, et qu'il s'efforce de fait ou par de nouveaux commandemens de prendre les registres, ou autres papiers contenant les conclusions des affaires communes de la ville, que le procureur en doit appeler en parlement. »

[Et comme monseigneur requiert de J. Noël payement de 800 [*sic*, 900?] l. t., les conseillers disent que le procureur doit se joindre à Noël, attendu que celui-ci contraint aurait recours à la ville. — Et attendu que l'obligation des 800 l. a été cassée et annulée par lettres patentes qui appliquaient cette somme à la réparation des fortifications, on priera le procureur général du roi de s'adjoindre à la ville.]

« XXX *novembre*, par le lieutenant. — Pour ce que naguères, N.... serviteur de J. Prioul, demeurant à Reims, avoit commis rebellion, et batture aux portiers de Porte-Vesle, et que instruction en ait esté faicte et

vous adressans, il vous plaise, de vostre grâce, icelles luy entériner; et en ce faisant, le délivrer a pur et à plain; et vous ferez bien. »

« Cocquault dit que Cochinart mourut à la Conciergerie, avant que ses affaires fussent pleinement terminées. »

archiepiscopum remensem miserant, qui eidem archiepiscopo quod ipse predicta expleta revocaret, aut revocari faceret, requisierant; que icelle [vue?] par conseil, en ait esté ledit N...., corrigé.—Et que maintenant le prévost de Reins le tient en procès par-devant lui, et tend à fin d'amende de ladite bature, par ledit lieutenant a esté dit que : attendu que ce est advenu aux portiers, que, dans la porte, la punition et correction appartient seulement au capitaine de Reins, ou son lieutenant pour le roi, et n'y peut aucune chose demander le prévost pour monseigneur de Reins. — Sont défenses par icelui lieutenant faites à Me J. Chardon, bailli de Reins, et Th. Jacquemin, prévost de Reins, de ne plus tenir en procès par devers eux, ledit N.... De quoi G. Cocquillart, procureur de l'archevesché présent à ce, a appelé en la court de parlement. »

[23 *décembre*, au chapitre. Gérard Bourgois, collecteur de la taille d'affranchissement des tailles, ne peut porter les charges requises, sans aide des deniers communs, jusques à 48 l. t. — On les lui donnera. — On fera à madame de Beaujeu des présens qui sont laissés à la discrétion du conseil ordinaire.]

« XIII *janvier*, au chapitre, par Me J. Cauchon le jeune, où étoient les deux séneschaux de Nostre-Dame, le prévost de l'eschevinage, quatre eschevins, le bailli de Reins, Me J. Cauchon l'aisné, Me G. Toignel, Me P. Blancpignon, J. Toignel, escuyers, J. Choilly, J. Labassée, G. Cocquillart, Me H. Le Membru, G. Nobelin, Simon Grant, et D. le Boutillier...., habitans de la ville, et J. Foulquart, procureur. » — [Le procureur expose que cette assemblée est faite pour savoir quels présens on enverra à madame de Beaujeu. — On achettera une belle fine nappe pour madame de Beaujeu, douze serviettes fines pour madame la générale Gaillart. — 40 l. t. au capitaine de Reims ; six écus au secrétaire du général, bien que la ville ne paye nulle taille.]

[14 *janvier*. Par Charles de la Ramée, capitaine, présens son lieutenant, un sergent de ville, et le greffier. — Le capitaine accorde aux ménétriers de porter sur leur poitrine les armes de la ville, sur un émail rond et non en forme d'écu.]

[30 *janvier*. Par J. Cauchon en l'échevinage. — On élit deux délégués des contribuables, pour aller à Laon avec les officiers du roi, à l'assemblée qui s'y tiendra le 5 février sur le fait des hommes à pied. — Il y aura une autre assemblée pour décider où on prendra l'argent de leur voyage, et les avertir de ce qu'ils diront.]

[3 *février*. Par le lieutenant. — Un sergent, dès le mois d'août passé, a commandé à V. de Mailly, d'aller faire le guet sur les murs, en la connétablie de J. le Régnart. De Mailly a refusé. A cette cause, il est condamné à 5 fr. d'amende, applicables aux fortifications]

[3 *février*. En l'échevinage. — G. Cocquillart fera les mémoires pour les deux députés à Laon. — Me R. Doulcet, lieutenant général du bailli de Vermandois, a désigné le lieutenant comme un des nobles qui doivent s'y rendre. — Harengs donnés aux Cordeliers, qui prêtent la salle où se tiennent les consaux.]

[15 *février*. Mercredi d'après les Cendres, au chapitre.—Dix chanoines ;—religieux de Saint-Remi et Saint-Nicaise. — Dix échevins, vingt-neuf habitans, le procureur. — Le lieutenant expose que l'assemblée a pour but la continuation ou rénovation des officiers qui tous, ainsi que c'est la coutume chaque année, ont remis leur office aux mains des habitans.]

« Conclud a esté que pour à ce procéder, chacun des présens en l'assemblée, en sa conscience, toute faveur hors, donnera tout haut sa voix pour chaque office en particulier. » —[Les anciens officiers s'absentent. — On vote, et on les fait rentrer. — Eux rentrés,] de par les habitans, par la voix de Me P. de Bezannes, lieutenant à Reins, et pays voisins, du bailli de Vermandois, est dit tout haut que les habitans ont continué tous les officiers. [Ils prêtent serment, J. Cauchon le

super quo certis prolocucionibus habitis, dicte partes, quod hujusmodi materia in supersedentia et statu usque ad tunc instans festum

jeune, lieutenant, et G. Toignel, lieutenant particulier devant P. de Bezannes, les autres devant J. Cauchon. — J Garnot, receveur, ne veut pas accepter son office. P. de Bezannes dit qu'il l'y contraindra de par le roi, attendu qu'il a été élu. — Tous ces officiers seront payés de leur gage, comme de coutume, par le receveur de la ville.]

[27 *avril*, en l'échevinage. Présents, les deux sénéchaux et autres gens d'église*. — On relaxe un hérault du duc d'Autriche Maximilien, qui vient signifier à Desquerdes, Crevecœur, G. Pot... et Montaigu, qu'ils sont privés de l'ordre de la Toison d'or.]

« XXVI *mai*, en l'eschevinage. Conclud a esté par les habitans, et non par les gens d'église, qu'il plaise à ceulx de l'église aider à faire le logis de quarante lances, sans quoi on ne pourroit le faire, et que ainsi sera déclaré au capitaine commissaire; par lesquels de l'église présens a esté respondu, que le roi leur avoit donné exemptions...., et qu'en cela ils vouloient faire son bon plaisir. A quoi a esté répliqué, que semblable privilége avoit eu la communauté de la ville, et par lettres subséquentes à celles du clergé, malgré lequel il avoit plu au roi envoyer des logis, sans mettre aucune différence dans ses mandemens entre les habitans et gens d'église. Au contraire, les gens d'église ont dupliqué, que au mandement n'estre fait mention de loger sur les gens de l'église N. D. de Reims. — A quoi il a esté respondu qu'il n'est pas mandé les logers sur les séculiers. — Et en la dite conclusion sont demeurés les habitans. »

[13 *juin* soir, à l'échevinage. Point de gens d'église. — Lettres du roi qui annoncent du danger. — On fera bonne garde, et on donnera à dîner au messager.]

[14 *juin*, au chapitre. Assemblée générale de plus de cent soixante habitants.—On nomme une commission de gens d'église, d'échevins, de bourgeois, pour faire des ordonnances touchant la défense de la ville. — Il y a douze bourgeois, deux de l'église, et deux échevins; huit de ces bourgeois, et les quatre autres, pourront faire toute ordonnance de guerre, instituer quarteniers, etc.] —Voir plus bas, dans le registre III, la conclusion du VII mars 1486 (v. s.).

« XXV *juin*, au chapitre. [Point de gens d'église, trois échevins, seize habitans, le procureur.] — Sur ce que Mre J. d'Arson, chevalier, Me d'ostel du roy, commissaire d'icelui seigneur en ceste partie, a dict et remonstré qu'il avoit charge expresse, de par ledict seigneur, de signifier aux habitans de ceste eslection de Reims, les remonstrances qui ont esté faictes de par les habitans de Troyes au roy et à son conseil, touchant les gens de guerre de pied par lui ordonnés estre mis sus, par lesquelles ils ont touchié plusieurs preuves démonstrans que se les dicts gens de pied estoient pris et levés par toutes les eslections de quatre-vingts feux, ung, selon la première conclusion du dict seigneur, se trouveroit à grant charge et foule de son pueple, pour plusieurs causes et raisons. L'une, comme il a dict, pour ce que ce seroit la diminucion du pueple en chacune eslection. L'autre, qu'on pourroit prendre homme qui paieroit beaucoup de taille, et en vouldroit estre exempt à cause de ce qu'il seroit au service du roy. Une autre, qu'on pourroit prendre homme de petit gouvernement, qui tantost venderoit ou engageroit les habillemens. *Item* se pourroit prendre homme qui auroit hayne et inimitié à d'aulcuns, et soulbs umbre de la guerre, assembleroit de ses compaignons, et yroit fouler et oultraiger ceulx auxquels il auroit hayne. *Item* et en eslisant et présentant les dicts gens de pied, fauldroit par nécessité aler de lieu en autre, et faire des voyages par les

* A dater d'ici les séances se tiennent fort souvent à l'échevinage; les deux sénéchaux y assistent presque toujours. Les gens d'église y sont nombreux. Souvent aussi les affaires sont exposées par le lieutenant, même en la présence du procureur, qui jusqu'alors avait exposé.

Nativitatis B. Johannis Baptiste teneretur, et quod hoc pendente nihil in contrarium innovaretur, consenserant; et licet dicto termino

commis des lieux à les présenter, qui pourroit couster autant ou plus que les gages et entretenement d'eulx; pourquoy et par plusieurs aultres raisons, avoit semblé aux dits de Troyes, et aussi l'avoient dict et remonstré au roi et à son conseil, que se son plaisir estoit les prendre et 'ever sur les lieux prochains de là ou fauldroit fère la guerre, et en deschargier ses aultres subjects, ce leur seroit ung grant solagement, et qu'il prist en chascunes eslections l'argent qu'ils cousteroient habiller, et ce qu'il fauldroit pour leur entretenement, suppliant que de ce volsist estre content, mesmement pour leur eslection.—A quoy le roy inclinant benignement, par l'advis des seigneurs de son sang et gens de son conseil, avoit condescendu, et leur avoit octroyé, et depuis avoit envoyé plusieurs commissaires en divers quartiers du royaulme, et entre les aultres, icelui Mre J. d'Arson ès eslections de Reins, Chaalons, Rethelois et Chateau-Thierry, pour dire et remonstrer ces choses au peuple, à sçavoir s'ils vouldroient ainsi le faire que dict est, et en ce cas les y recevoir; et s'ils aimoyent mieulx prendre et lever les dicts gens de pied entre eulx, avoit charge comme il disoit, de les faire mettre en point, et les recevoir, requerant sur ce avis, response et conclusion pour ceste eslection de Reins. — Conclud a esté que en suivant le bon vouloir et plaisir du roy, on estoit très joyeulx et content que le dict seigneur prist les dicts gens de pied où son plaisir sera, et que les deniers soient pris et levés par la dicte eslection pour l'entretenement et paiement d'eulx, et tout ainsi comme il a mandé par ses lettres patentes, et que bon lui semblera en ordonner; et le remercient très humblement du solagement qu'il leur fait, et au pueple de l'eslection, et a esté ordonné que de ceste response sera baillé instrument à Mre d'Arson, signé des greffiers, de MM. les esleus, et du conseil qui ont esté ad ce présens. »

[8 *juillet*, en la loge au Change, par G. Toignel — Cheval fourni à un *poste* (courier) du roi.]

[12 *juillet*, par G. Toignel, en l'echevinage.] « Jesson Bourgois, demourant à Reins, a esté institué connestable par Me J. Cauchon, lieutenant, au lieu de J. Vignon, qui en a été deschargié. »

[5 *aout*, en l'echevinage. Tous les gens d'eglise.—Commission du roi à A. de Girnel d'aller à Reims preparer, avec les officiers et cinq ou six notables de la ville, les logis de l'amiral venant de Mezières...., en faisant commandement par nous aux officiers et habitans de donner à nos gens de guerre, et leur delivrer, tous ustensiles d'hôtel dont chacun homme d'armes sera tenu payer 10 s. et chaque archer 5 s. tourn. par mois, de plus, les vivres tant pour eux que pour leurs chevaux, au prix du marche —Suivent des mesures disciplinaires contre les pilleries des gens d'armes; les déliquans seront livrés aux prévots des marechaux, ou aux justices des villes, etc.]

[12 *septembre*, au chapitre. Assemblée générale. — Le procureur expose. — Il y a deux quarteniers à élire. — Il faut faire des tournelles sur les murs, pour loger le guet de nuit; sera-ce avec les deniers communs, ou avec des tailles par connétablies? — Le tout est renvoyé à la commission des douze élus sur le fait des guerres.]

[20 *février*, en l'echevinage.]—Pour commettre, ordonner et deputer gens de par les contribuables à voir les comptes de la taille de l'affranchissement des tailles, avec les eslus commissaires, à ce faire deputés par le roi, et de taxer T. Jacquemin et N.., leur salaire de la cueillette de ceste taille, parcequ'ils disent n'estre pas assez taxés. — [Ils seront taxes par les élus.]

REGISTRE III.

« En ce papier sont contenus et declares les payemens faits par J. Moet, receveur des deniers communs, par l'ordonnance des ha-

pendente, nichil deberet innovari, nichilominus dictus archiepiscopus remensis, in nundinis generalibus que die Jovis post Pascha in dicta

bitans, et suivant les conclusions prises en leur conseil, en présence de moi J. Pussot, greffier, qui iceux payemens ai écrits et signés, pour servir et valoir au receveur en la reddition de ses comptes, pour et au lieu de mandemens. » — [Une fillette de harengs aux Cordeliers. — A G. Toignel, lieutenant particulier, pour le temps qu'il a été lieutenant jusques à huy, 16 liv. par. — A des chevaulcheurs de l'écurie du roi, qui apportent des lettres. — Aux sonneurs, pour l'ouverture des portes. — Pour sept quaternes des ordonnances pour le fait de la guerre, faites par les douze élus du conseil, et données aux quarteniers. — A un messager qui a apporté la nouvelle que quinze hommes de Reims avaient été tués devant Béthune. — Pour déplacement de l'artillerie. — Différens voyages faits à l'occasion des monnaies, conjointement avec toutes les villes de par delà, etc., etc.]

Conclusions.

[7 *mars* 1486. Au chapitre par J. Cauchon, lieutenant. — On continue les officiers de l'année précédente. — Les douze nommés pour la garde, assisteront et feront le conseil ordinaire cette année, sans y appeler d'autres si bon ne semble. — J. Cauchon l'aîné signera pour les nobles, les mandements. — Le roi a accordé à ceux de Saint-Aignan, à Orléans, 200 l. t., à prendre sur l'octroi qu'il a fait au chapitre de Reims, pour les réparations de l'église, de 5 den. t. sur chaque minot de sel.]

[14 *mars*, par les douze élus par le conseil, en l'échevinage. — Affaire des logis. — On visitera les chaînes. — Les connétables feront préparer les armes]

[10 *avril*, à l'échevinage. Le procureur expose. — On a arrêté aux portes un carme porteur de lettres de Maximilien d'Autriche, et de Marguerite d'Angleterre, douairière de Bourgogne. On les enverra à Monseigneur Dorval, gouverneur de Champagne. Le carme dit que Maximilien est à Bruges; qu'il lui vient des ambassadeurs d'Angleterre. — Le duc de Clarence est descendu en Zélande, la douairière a vendu tout son bien pour l'aider. — Maximilien a envoyé quérir 30,000 Allemands pour l'aider à descendre en Angleterre, et à détrôner le roi Henri — D'ailleurs au Pays-Bas, on obéit plus à la douairière, qu'à Maximilien. — Il est venu à Bruges des ambassadeurs de Portugal, apporter de l'argent au petit duc Philippe. — Il en est venu d'Espagne. On pense que c'est pour le mariage de Philippe — Il en est venu du duc de Bretagne, dont Maximilien a demandé la fille aînée; on la lui donnera, s'il veut faire épouser l'autre au petit Philippe. — Il en est venu de la part du duc d'Orléans. — Il en est venu de Rome, lui enjoindre de faire la guerre aux Turcs. — De plus Maximilien est sans argent, et ceux du pays ne veulent rien lui donner.]

[19 *septembre*, en l'échevinage. Assemblée et ordonnances des douze élus sur le fait de la guerre. — A la porte iront dorénavant cinq séculiers et deux de l'église, comme cela avoit lieu avant la mutation du guet; toutes les nuits, et en divers quartiers sur les murs, seront trois arrière-guets. — Les quarteniers coucheront toutes les nuits sur leurs portes, les connétables dans leurs tours; on y mettra falots, tourteaux, traits, artillerie, etc., etc., qu'ils prendront par inventaire.]

« xv *octobre*, par J. Cauchon, à l'eschevinage, où estoient les douze eslus au conseil ci après nommés : — M^res H. Caynet, J. de Gomont, séneschaux, Mre R. Blondel, tous chanoines, Me J. Chardon, bailli de Reims, Me J. Cauchon l'aisné, Me N. Le Membru, J. Cauchon, G. Cocquillart, J. Colet, escuyer, Me G. Toignel, Me J. Bourguet, Th. Jacquemin, et Me H. le Membru, » [eslus le procureur. — Au lieu de deux, il n'y aura qu'un homme d'église sur sept, faisant le guet. Le surguet de nuit se fera en quatre quartiers, montant vingt-quatre hommes.]

[14 *novembre*, par Charles de la Ramée, en l'hôtel de N. Lescot. — Le procureur

villa teneri solent, cridari et publicari fecerat, quod quilibet aquam ante suum hostium, et laternas in fenestris haberet, necnon quod

expose, qu'après son sacre le roi a donné lettres par lesquelles la ville ne logeroit plus gens de guerre, qu'ils ne présentassent d'autres lettres patentes formelles; on a joui de cet octroi bien longtemps, mais le sieur Dorval étant venu à Reims, et ne s'étant pas cru bien reçu, a pris la ville en haine et a envoyé force logis, etc. — On conclud que Dorval arrivant le jour même, bon nombre de notables iront le trouver avec le capitaine, et lui remontrer l'ordre formel du roi de faire vider les soixante-quinze lances qu'il a envoyées. — On lui offrira un poinçon de vin, et un muid d'avoine.]

[19 *novembre*, à l'échevinage. — Gens d'église. — Dorval n'a tenu compte des remontrances du lieutenant. — Les douze autrefois élus du conseil ordinaire, aviseront avec le capitaine, de ce qui sera à faire pour envoyer vers le roi, dresseront des articles, et les rapporteront au conseil. — Ils aviseront au présent à faire au capitaine, pour toutes ses peines. — On lui donne 50 livres.]

[1er *décembre*, par J. Cauchon en l'échevinage. Présens le prévôt de Saint-Denis, J. Cauchon l'aîné, J. Colet, écuyer, P. de Bezannes, prévôt de l'échevinage, G. Cocquillart, autres habitans et le procureur.—Dorval avait dit au capitaine de venir lui parler à Châlons. Le capitaine s'y est rendu. On ouvre les lettres. Dorval a été inflexible. On conclud que l'on renverra les lettres aux douze élus, et à certain nombre d'autres gens de bien, pour en délibérer.]

[2 *décembre*. Se réunissent au Change sous J. Cauchon : R. Blondel, chanoine, P. de Bezannes, prévôt de l'échevinage, J. Bourguet, N. Frizon, R. Choilly, J. Choilly, J. Lescot, échevins, Me J. Chardon, Me G. Toignel, Me R. Prieuse, Me J. Cauchon l'aîné, G. Cocquillart, T. Jacquemin, C. Lemoyne, S. Popelan, J. Cauchon, P. Feret, Th. Mortier, H. Beguin, J. Nobelin, Me N. Le Membru, habitans, et J. Foulquart. — On ira à Saint-Remi demander l'avis de M. de Tours, puis on se réunira le lendemain. — M. de Tours, répond qu'avant d'envoyer au roi, il faut encore aller vers Dorval, qu'en même temps on verra le capitaine pour recevoir ses instructions. On nomme pour cela N. Le Membru. — Dorval répond qu'il ira bientôt en cour, prendre les ordres du roi.]

[11 *décembre*, assemblée générale aux Cordeliers. — On priera le capitaine d'aller en cour exposer les plaintes de la ville; il sera accompagné par N. Le Membru. — Le 18 janvier celui-ci revient muni de lettres patentes, favorables à la ville.]

[27 *février*, en l'école de théologie, par Ch. de La Ramée.— Renovation des officiers. — Ils sont tous continués. — Sur la requête faite à l'assemblée par J. Cauchon, lieutenant du capitaine, on ordonne que,] sans préjudice à la ville et à ses droits, par lesquels elle n'est tenue rien donner, ni bailler aucun gage ou deniers à celui qui est nommé lieutenant du capitaine; [— on donnera à J. Cauchon pour ses bons services, une somme égale à celle qui est allouée au procureur, c'est-à-dire 40 liv. par an, sur les deniers communs, par manière de don et de gratuite. — Lettre du roi qui proroge Dorval dans son gouvernement.]

[12 *mai* 1488, par J. Cauchon en l'échevinage. — Présents : Mes J. Chardon, J. Cauchon l'aîné, R. Choilly, J. Bourguet, G. Cocquillart, P. de Bezannes, T. Jacquemin, J. Cauchon, Me G. Toignel, habitants, et J. Foulquart procureur. — Sur ce que le lieutenant et le procureur ont remontré, que malgré la conclusion prise sur le fait de la garde, par laquelle avait été ordonné qu'il y aurait chaque jour, à chaque porte, deux hommes d'église avec cinq séculiers; les gens d'église, à ce qu'on disait, s'étaient assemblés et avaient conclu entre eux, qu'il n'irait qu'un homme d'église à chaque porte, ce qui avait été exécuté. — Conclud que le procureur se rendra au chapitre, leur remontrera la dite conclusion, les défauts par eux faits, les dangers où ils se sont mis,

dictis nundinis durantibus [pugiones neque alios baculos?] vel alia arma, deferret, necnon et quod nullus mercator dicte ville aliquas

d'avoir tenu la dite assemblée pour le fait de la garde, sans l'autorité du roi et sans les autres habitans, la question qui en cas pareil a été à Langres, et la décision qui a été sur ce. Et leur requerra que, en suivant la dite première conclusion, ils obéissent au lieutenant...., ou on y pourvoira...., et le lieutenant fera exécuter les défaillans, et on écrira au capitaine et au roi. — Deux jours après, cette conclusion est signifiée aux chanoines capitulans, par le procureur et le greffier de ville.]

[30 *mai*. Faits accordés pour la garde, pour les douze du conseil : — 1° Ordonner à ceux des faubourgs et villages à une lieue à la ronde, de par le roi et le capitaine, de faire guet chaque nuit aux champs comme l'an passé, et de rapporter ce qu'ils verront au guet de ville; 2° faire chaque nuit l'arrière guet des portiers distribués en six, et à trois fois; 3° avertir les villages de l'Aine et de la Suippe de faire le guet, pour la garde de leurs ponts et passages; 4° faire planter les fèves par les connétables aux lieux les plus convenables, car il y en a où elles ne serviraient pas. Tenir un registre secret des lieux où on les mettait dans les fossés, afin qu'elles ne soient pas perdues; 5° que les maîtres de l'artillerie portent des verges à couleuvrines, des paternostres, des crampons, des boulets et de la poudre, aux lieux où l'inventaire indique qu'il y en faut, et qu'ils donnent aux quarteniers, connétables, et autres que le capitaine et conseil ordonneront, les clefs d'aucunes portes et percées; 6° députer à chaque porte, boulevard, tourelle, myneau et percée, où il y a traits à feu, gens propres et convenables, qui sachent besongner, en tel nombre et de telle façon qu'il ne faille pas aller et courir de lieu à l'autre, et que chacun sache où il doit se tenir; 7° ordonner aux quarteniers de montrer, chacun en son quartier, aux connétables, les lieux sur la muraille où chacun se devra retrouver en cas d'effroi, et afin que nul n'aille ailleurs qu'à sa garde; 8° ordonner la garde du château; 9° pourvoir aux cinq guets en cas d'effroi, et y donner chefs et conducteurs; 10° ordonner aux maîtres des œuvres de faire faire des tonnelets, pour mettre sur les murs; 11° que nul qui sera de guet ne laisse monter personne, même de ses serviteurs, sur les murs, sous peine de prison; 12° tous les maîtres de l'artillerie fassent mener de la chaux, pour emplir les potelets autour de la ville; 13° tous ceux qui ont des arbalètres, et des couleuvrines, les fassent préparer, et que les maîtres de l'artillerie leur donnent du trait de la ville, afin qu'ils l'adaptent à leur arbalètre; 14° que l'on tienne toujours dans les portes de ville les récheaulx abaissés, afin de voir ceux qui arrivent avant de les introduire; 15° ordre à tous ceux de la capitainerie, de quatre à six lieues à la ronde, de se retraire à la ville avec leurs biens, dont ils ne payeront ni chaussée, ni portage, ni viconté, et sur lesquels il n'y aura pas d'arrêts coutumiers si plus tard ils les remènent; 16° on mandera aux seigneurs des frontières, qui ont des forêts, d'abattre des arbres sur les grands chemins, pour entraver la marche de l'ennemi.]

[14 *juillet*. On complète les douze, dont deux sont morts. — Dorénavant chacun jour les douze du conseil se trouveront ensemble, pour aviser ce qui sera à faire, pour les choses qui pourront survenir. — On tuera les chiens de cette ville, qui en aboyant empêchent d'ouïr aux champs.]

[18 *juillet*, en l'échevinage, par J. Cauchon, où étaient les douze ci après nommés : Mre N. de la Mort, Mre G. Cocquillart, J. Doubstemps, chanoines, Phil. de Bezannes, Me J. Chinoir, Me R. Choilly, échevins, Me G. Toignel, Me J. Cauchon l'aîné, G. Cocquillart, J. Cauchon, J. Coquin, et P. Jacquemin, habitants. Pour l'arrière-guet, ceux qui monteront à la fermeture des portes, descendront à une heure après minuit. Leurs successeurs descendront à l'ouverture des portes.]

denariatas, usque ad diem Martis sequentem emeret, neque levaret, sub pena emende, contra predictum dicte suspensionis, seu superse-

[17 *octobre*. Au Change. — Le procureur expose, que l'assemblée est pour pourvoir aux ustenciles du logis de Dorval qui arrive. — Conclud que les deux connétablies de Coletier et Vattier fourniront d'ustenciles le logis de Dorval, que les connetables les donneront par inventaire au Mᵉ d'hôtel, avec qui ils les vérifieront après le depart. Et s'il manque quelque chose, on payera sur les deniers communs.—A la décharge des portiers, on laisse deux hommes par jour à chaque porte. Chacun de ces hommes est payé VI d. t. par les portiers.]

[25 *octobre*. En l'echevinage. — L'archevêque fait demander aux habitants le bas étage d'une des tours de Porte à Vesle. — Il produit un instrument par copie non signée, dont suit l'extrait.

A tous.... G. Fournet, licencié en loix, chanoine de Laon, garde scel de la baillie de Vermandois.... Savoir faisons que le 13 juin 1445, en présence de J. Migaillot, clerc, demeurant à Reims, établi par nous pour ouïr et nous rapporter ce qui suit : ont été assemblés près des fonds de l'église, le prévôt de l'église, le bailli de Reims, et douze habitans, pour traiter des besognes de la ville. — Le procureur de l'archevêché leur expose qu'anciennement le bas étage de la tour a appartenu à l'archevêché.— On s'en assure par compulsion des comptes des receveurs de l'archevêché en régale. — Les douze, au nom des habitans, se transportent vers l'archevêque, et, en présence de Migaillot, lui rendent le bas étage. — L'archevêque le prête à la ville, pour le lui retirer lorsqu'il le jugera à propos. — G. Fournet délivre instrument du tout.

Le conseil fait répondre à l'archevêque, que ladite tour et toute la clôture de la forteresse, appartient au roi, et est son propre héritage. — Que les douze susnommés n'avaient puissance de consentir l'instrument plus haut, et de préjudicier au roi.]

[16 *février*, aux cordeliers, par la Ramée. — Cent soixante habitans. — Alarme; on dit Saint-Omer pris. — Mesures de sûreté. — Pour savoir si on recommencera le guet, on assemblera le lendemain les douze députés du conseil ordinaire. — On fera plesser et croiser les épines et ronces étant aux fossés autour de la ville, par un homme récemment arrivé, et qu'on dit très-habile à cela. Le lendemain, les deux sénéchaux, quatre échevins, J. Chardon, J. Toignel et sept autres, rétablissent la garde des portes, l'arrière-guet, etc., etc....]

« III *mars*, en l'escole de théologie. Gens d'église, etc., etc....

Mᵉ J. Cauchon, escuyer, licencié en décret, sieur de Nuefvelize, a esté eslu lieutenant de M. le capitaine de Reims. G. Toignel, lieutenant particulier.

J. Foulquart, procureur.

Mʳˢ N. La Mort, chanoine, J. Moët, — receveurs des deniers communs.

J. Lescot, Th. Jacquemin, — Mʳˢ et gouverneurs de l'artillerie.

Mʳˢ R. Blondel, J. Jacquemin, J. Chinoir, — Mʳˢ des œuvres

J. Pussot, greffier.

J. Richier, A. de Reboudi, — sergens de la ville, et forteresse d'icelle.

J. de Thuizy, J. Bourguet *, — juges et commissaires sur le fait des aides de la ville.

[Le lieutenant a fait serment aux mains

* Nous avons trouvé sur une feuille volante, dans les registres de conclusions, les actes suivants émanés de J. Bourguet, réélu commissaire plusieurs années de suite :

« Du mercredi vᵉ jour de may, l'an mil IIIIᶜ IIIIˣˣ et dix, par nous J. Bourguet, commissaire.

« En la cause d'entre N. Le Febvre, fermier pour ceste année présente, des 11 s. par. pour queue de

dencie, appunctamentum, directe veniendo; unde super premissis deliberacione habita, predicti habitantes dictos Petrum de Bezennes,

de P. de Bezannes; les autres à lui. — Le lieutenant aura 40 l. de don. — J. Cauchon est élu signataire des mandemens pour les nobles.—Il n'est fait nulle mention de l'élection des douze.]

[18 *mai* 1489, au chapitre. Dix-sept chanoines, trois échevins, une trentaine d'habitans nommés, et plusieurs autres jusques à cent, outre les dessus dits, tant quarteniers, connétables, dixainiers que autres.—Les Anglois sont descendus vers Boulogne, les Bourguignons vers Arras. — Quatre chanoines et les deux maîtres des œuvres se réuniront aux douze du conseil ordinaire, pour aviser aux mesures. — Lorsque la commission se réunit, il s'y trouve sept chanoines, et les trois représentans des abbayes.]

[20 *octobre*, au chapitre. Me R. Blondel, chanoine de Reims, a apporté et exhibé au conseil les lettres de don de l'office de maître des œuvres de cette ville, qu'il a de MM. du clergé, pour le trépas de feu Me J. Nyèble, chanoine, dernier possesseur pacifique dudit office, et a fait serment solennel, ès mains du lieutenant du capitaine, de bien et loyalement exercer cet office, au profit et à l'honneur du roi et de la ville, auquel office il a été reçu et institué par le lieutenant et conseil, en la manière accoutumée.]

« Prepositus, Decanus, et capitulum insignis ecclesie remensis, decanus et capitulum collegiate ecclesie B. B. apostolorum et Sancti Symphoriani remensis, abbas monasterii Sancti Nicasii, abbas Sancti Dionysii ordinis Sancti Augustini, prior monasterii Sancti Remigii, abbatissa Sancti Petri ad moniales, prior ecclesie Sancti Pauli ordinis Vallis Scolarum, pro nobis et ecclesiis nostris, majorem et saniorem partem totius cleri remensis facientes, dilecto.... B. Blondel canonico remensi, salutem in Domino. — De vestris industria, fidelitate...., ad plenum confidentes, officium respectus circa reparationes fortalicii ville et civitatis remensis, per decessum J. Nyeble.... vacans, cujusque officii nominatio et collatio ad clerum remensem pertinere noscuntur, vobis presenti et acceptanti...., quantum nos tangit, ad stipendia consueta, cum aliis ad hoc per habitantes hujus civitatis deputatis, conferimus.... Datum et actum in capitulo remensi, et ecclesiis monasteriorum, sub sigillo officii senescalcie remensis ecclesie, jussu nostro presentibus appenso.... »

[3 *octobre*, au chapitre, par la Ramée. Trois cents personnes, tant de la ville que des villages voisins. — Lecture des lettres du roi qui annoncent la paix avec Maximilien. — *Te Deum*. Procession aux Cordeliers, où on lit les lettres. Feux de joie.]

[26 *octobre*. Supplique des fermiers de l'aide de 2 s. sur chaque queue de vin, pour obtenir 100 l. de diminution. L'octroi du

vin vendue en gros en la ville et faubourgs de Reims, demandeur, et G. de l'Ospital, opposant et deffendeur, ledit deffendeur en sa personne, [a été donné] congié portant proffit raisonnable à lui ce requérant, contre ledit demandeur non comparant, lui appelé, etc.; avec radjournemens se bon lui semble, pour voir adjuger le proffit dudit congié.

« Dudit jour, par nous, commissaire.

« Les parties comparant en leurs personnes, après reffusion faite par ledit demandeur du proffit dudit congié, et que ledit deffendeur s'en est tenu content, Gobin Georgin, sergent royal, par vertu des lettres royaulx transcriptes en certaines lettres de *vidimus*...., nous a fait deffense de par le roy nostre sire, que plus ne cognoissions de ladicte cause, et nous a commandé que icelle renvoissions par-devant nos seigneurs les généraulx des monnaies à Paris, en y assignant jour aux parties, certain et compétent, lequel sergent, en nostre délay de faire, a renvoyé ladicte cause par-devant nosdicts seigneurs à d'uy en six sepmaines....; et ce fait, après caution baillé par ledit deffendeur de Le Noble, pour les 11 s. par lui consignez, iceulx 11 s. lui ont esté rendus. *Signé* : Pussot. »

locumtenentem dicti capitanei, et Johannem Chardon, procuratorem dicte ville, ad predictum baillivum remensem, pro dicto archiepis-

travers d'Aisne a été cause que les marchands de Liége, de Maizières, du Rethelois, au lieu de se fournir de vin à Reims, en ont acheté d'Orléans, que l'on faisait venir par la Marne. D'ailleurs cet octroi, qui n'a cessé d'exciter des réclamations et des débats, est sur le point d'expirer.]

[30 *octobre*. Lettres du roi. Bien qu'on ait la paix, cependant le roi, par certaine cause à lui connue, veut savoir quel nombre d'artilliers et feseurs d'arcs, flèches, trousses, traits, il y a à Reims, et quelle quantité ils en pourraient livrer chaque année, et combien maintenant ils en ont. Il faut leur commander de faire toujours du trait en attendant.]

[13 *novembre*. Lettres des habitants à M. le Maître, Charles de la Ramée, pour le prier de faire proroger le travers d'Aisne. Dans le diocèse de Reims, c'est lui qui, en 1483, l'a obtenu pour six ans, à dater du 29 novembre. Cet octroi va expirer. Il a peu rapporté. D'abord ceux de Laon en ont obtenu un semblable dans leur diocèse, et comme cet impôt était trop lourd, les deux villes ont été obligées de se réunir, de ne lever l'impôt qu'une fois, et de le partager entre elles. — Ensuite ceux de Rethel ne voulant pas le laisser lever, il a fallu leur accorder un tiers de ce qui se lèverait dans leur comté. — De plus il a fallu soutenir une foule de procès contre des marchands d'Orléans, de Maisières, etc., etc., qui prétendaient que le roi avait aboli, dans l'assemblée des trois états de Tours, tout aide nouvellement établi par lui et son père. — Enfin l'aide octroyé à Laon a encore quatre ans à courir, et par conséquent cette ville en jouirait seule, au détriment de Reims. — D'ailleurs celle-ci ne le ferait pas lever chez elle, ni sur les vins de son crû. — Instructions pour l'envoyé qui doit aller vers le capitaine. — On obtient plus tard, le travers de l'Aisne; cela est consigné dans la conclusion du 11 juin 1490.]

[28 *novembre*. Minute de la réponse au roi. Il n'y a que trois ouvriers artilliers dans la ville. L'un est vieux et cassé; son fils n'a point d'arc, mais huit à neuf trousses de flèches. En un an, s'il ne faisait autre chose, il établirait un cent d'arcs, et un cent de trousses, et avec un serviteur, cent cinquante. — Le troisième, qui est un excellent ouvrier, n'a point d'arc, et seulement un cent de flèches de trousse. Mais il ferait bien en un an cent arcs et mille flèches. Le double avec un serviteur.]

[4 *décembre*. Henri Colbert, maçon, est taxé à 10 s. pour avoir visité les moulins.]

[23 *août* 1490. Lettres d'affranchissement des tailles, données le 9 août. — Charles.... à nos féaux les généraux conseillers ordonnés sur le fait des finances, aux élus sur le fait des aides de la ville de Reims, et à tout commissaire pour asseoir nos tailles et impôts. — Dès le 1er juillet 1484, le roi a octroyé à Reims par lettres patentes, qu'à dater du 1er janvier 1485, les habitants seraient pour dix ans francs de toutes tailles, emprunts, impôts quelconques, soit pour l'entretien des gens de guerre ou autre cause, pourvu qu'au lieu de huitième denier qui se levait de par lui dans la ville et faubourgs sur tous vins et breuvages vendus, on payerait désormais le quatrième denier qui se lèverait même durant les foires, lequel quatrième denier la ville serait tenue faire valoir chaque année 2 000 l. t. — Au moyen de cet octroi, la ville s'est un peu repeuplée et amendée; mais comme la fin de cet octroi approche, plusieurs pourraient hésiter à venir habiter la ville. Comme le roi désire qu'elle se restaure et augmente de plus en plus, qu'elle se relève des grandes pertes et dommages qu'elle a endurés, il proroge l'affranchissement pour dix ans. — Ordre aux élus de faire contraindre au quatrième denier les récalcitrans, s'il y en avait.]

[8 et 15 *novembre*, aux cordeliers. Deux assemblées de plus de deux cents hommes chacune. Dans la première on expose qu'il a fallu faire de grandes dépenses pour obtenir l'affranchissement des tailles. — Outre

copo, miserant; cui baillivo, et aliis officiariis dicti archiepiscopi, dicti Petrus de Bezennes et Johannes Chardon, quod dicta expleta, sicut

537 l. données aux envoyés par la ville, il a fallu emprunter 200 ecus valant 350 l. t. — Pour les rembourser, il a fallu faire des emprunts sur les plus riches, mais plusieurs des imposés s'y sont refusés. Dans la première assemblée on décide que les commissaires de l'emprunt exhiberont leurs livres, pour connaître le nom des récalcitrants. Dans la seconde on délègue cinq commissaires avec plein pouvoir pour forcer les récalcitrants. Sur leur avis le lieutenant pourra procéder par prise de corps et de biens, etc., etc.]

[13 *décembre*. Aux Cordeliers, par La Ramée, deux cents personnes. — Le procureur expose que le capitaine a déjà parlé à de grands personnages pour parvenir à obtenir du roi l'affranchissement des menues impositions, et qu'il est venu tout exprès savoir si les habitants voulaient qu'il y besoignât, auquel cas il faudrait lever par emprunt 1,500 l. t. ou 900 ecus d'or, pour subvenir aux frais que cela nécessiterait. — Il faut y besoigner en toute diligence. On lèvera les 900 écus sur ceux qu'aviseront N. Noël l'aîné, J. Moet, C. Derviller, pelletier, J. Bourguet, et les deniers seront reçus : des merciers, par J. Goujon; des drapiers, par R. de Paris; des teinturiers, par B. Cocquault; des foulons...., des fripiers...., des graissiers...., des goherliers et selliers...., des pelletiers ...., des potiers d'etain...., des estaminiers...., des cordonniers...., des mégissiers...., des poissonniers...., boulangers et patissiers...., des bouchers ...., des tonneliers...., des charliers....., des charpentiers et menuisiers...., des potiers de terre..., des futaillers...., des maréchaux...., des serruriers taillandiers...., des jardiniers...., des laboureurs...., des marchands.... — Depuis que La Ramée est capitaine, la procuration des habitants n'a point été renouvelée; il désire qu'elle le soit en sa présence. — Elle est passée par tous comme l'ancienne, ès mains de Mᵉ J. Bourguet et J. Fillette, echevins. — Mandement de La Ramée qui ordonne que des premiers deniers de cet emprunt, on achète pour 120 écus de beau linge pour le général Gaillard, et qu'on donne à son secrétaire Spifame 10 écus. — Le procureur fait substitution de la procuration qu'il vient de recevoir à un procureur à Paris, pour besoigner près la cour des aides contre les monnoyers.]

[31 *janvier*. Aux Cordeliers, quatre cents personnes. — Il s'agit de nommer un receveur-général de l'emprunt sur les métiers, N. Noël l'aîné ayant refusé; de redemander la marchandise du sel que le roi avait révoquée en général, mais qu'il venait de rendre en particulier à quelques villes. — On l'obtient le 22 avril 1491.]

[23 *février*. Election. On proroge les officiers — Mᵉˢ R. Cavnet et J. de Gomont, chanoines et sénéchaux de Notre-Dame pour le clergé et chapitre; Mᵉˢ J. Bourguet, J. Fillette, J. Chinoir, N. Frison, échevins; Mᵉˢ J. Cauchon l'aîné, J. Cauchon, P. de Bezannes, pour les nobles; J. Frison, J. Bourguet, N. Noël l'aîné, J. Goujon, pour les marchands; Mᵉ H. Le Membru, Mᵉ Robert Choilly, conseillers et avocats, feront et tiendront l'an présent le conseil ordinaire de la ville.]

[18 *avril* 1491. Aux Cordeliers, trois cents personnes. — On a été par ordre du lieutenant appeler de porte en porte les notables, et autres séculiers demeurant à Reims. — Procuration passee par les trois cents au nom de la ville devant les échevins, pour que Foulquart, qui est à Tours près du roi pour suivre l'affranchissement des menues impositions, puisse emprunter à la charge de la ville 1,200 écus d'or.]

[14 *mai*. Doréoavant ceux qui abattront l'oiseau du grand jeu des arbalétriers, et du grand jeu des archers, aux jours où il se joue, seront exempts pour l'année de guet et garde, à moins de imminent péril, ou quand le capitaine et le lieutenant iront en personne au guet, et les manderont.]

[24 *mai*, à l'échevinage. Un président des généraux sur le fait de la justice des aides, et autres commissaires du roi, demandent de sa-

premittitur, contra nostra et dictorum habitantium jura actemptando facta, revocarent et adnullarent, instanter pecierant et requisierant;

part aux habitants de Reims en général, 4,000 écus d'or par forme de prêt, non compris aucuns particuliers habitants de Reims, auquels le roi a écrit pour leur demander de lui prêter certaines sommes. On fera une assemblée aux Cordeliers de tous les portiers allant chaque jour aux portes, pour entendre les lettres du roi et aviser. — Lettre du roi. — Il a tout fait pour obtenir la paix. Mais ses ennemis font des tentatives sur tous les points du royaume, en Bretagne, vers la Flandre, etc.... Pour tenir le peuple en paix, il lui faut force deniers, ses finances sont arriérées. Il emprunte, mais promet, parole de roi, de rembourser sur les impôts de l'an prochain. — Dans l'assemblée des Cordeliers on conclut qu'on ira au Moulinet offrir aux commissaires 2,000 l. t. en pur don, mais que la ville est trop pauvre pour faire plus. — Ces 2,000 l. seront prises sur les deniers communs. — Après bien des pourparlers auxquels ne veulent entendre les commissaires, ceux-ci taxent la ville à 3,000 l. t. de prêt, y compris les particuliers auxquels le roi avait écrit. Cette somme sera dans huit jours à Paris, ou bien elle sera doublée, et les habitants déclarés rebelles au roi. — Les commissaires donnent contraincte aux collecteurs, afin de la lever comme pour les propres affaires du roi. — On trouve un prêteur qui offre d'avancer cette somme jusqu'à Pâque, moyennant 200 écus d'or de profit, pourvu que les douze habitants qu'il nommera lui donneront leur caution.]

[22 *juin*. G. Toignel, lieutenant particulier. Acte des généraux qui reconnaissent avoir reçu les 3,000 l., et ordonnent au receveur de l'élection de Reims, pour le subside des gens de guerre, de rembourser sur les produits de l'année suivante.]

[30 *juin*. Lettre du capitaine aux gens d'église, nobles, bourgeois et habitants, qu'il qualifie de *messeigneurs*. Il leur recommande J. Chevalot, pour remplacer un sergent de ville devenu trop vieux.]

[26 *juillet*. Lettre du roi. Il veut faire une recherche générale ès charges et généralités des pays de Langued'oil outre-Seine, Normandie, et Languedoc. Pour cela seront élus trente-six personnages, y compris quatre greffiers, c'est à savoir en chaque généralité huit personnes et un greffier, et pour choisir ces neuf dans la généralité d'outre-Seine, chaque election enverra un homme de bien en l'hôtel de ville à Paris. — Ordre en conséquence aux principales villes de l'élection de s'assembler pour l'election de cet envoyé. — Reims nomme seule H. Le Membru. (N. Le Membru, médecin, est devenu le favori de d'Orval, qu'il accompagne.) Cette réunion est provoquée par les plaintes de la Normandie, qui prétend être plus chargée de tailles que les trois autres. — Le général Gaillard, qui, dans sa conscience, sait, dit-il, que les plus chargés sont ceux de la généralité d'outre-Seine, écrit à ceux de Reims pour leur faire sentir l'importance de ce rendez-vous. — La procuration passée à H. Le Membru, l'est par les échevins. On dresse dans le conseil un Mémoire pour servir de thème à Le Membru, en voici le sommaire: — Ceux de Normandie prétendent que les tailles se doivent répartir entre les généralités, à l'équipolent de ce que celles-ci portaient au temps de Charles VII; — Mais 1°. Depuis cette époque, l'élection de Reims est diminuée de plus d'un tiers, les doyennés de Grandpré, de Mouson, de Remigny, de Launoy, et partie du doyenné de Justines, qui portaient plus d'un tiers des charges, étant voisin du Luxembourg et Hainant, ont été désolés de toutes manières, leurs biens pris, leurs bêtes emmenées, leurs maisons ont été brûlées, leurs personnes prises et mises à rançon, et maintenant ils ne portent pas la trentième partie des charges. — Il faut donc que ceux de Reims et du reste de l'élection portent tout le fardeau. — Aussi, dans ces dernières contrées, beaucoup sont obligés de vendre leurs meubles pour subvenir aux impôts, et couchent sur la paille ou sur terre; — 2°. Dès 1465, après la journée de Mont-

qui quidem baillivus et alii officiarii, quod dicta expleta minime revocarent, ab ipsisque non supersederent, quin ymo ulterius procede-

lehery, les alliés du duc de Bourgogne, ceux de Luxembourg, de Lorraine, etc., passèrent en très-grand nombre dans cette élection, ne payant rien; et comme beaucoup étaient tout nus, voyant qu'ils approchaient de leur pays, ils dérobèrent tout ce qu'ils purent enlever aux bonnes gens; — 3°. Vint ensuite la prise de Dinant, dont plusieurs s'en vinrent fugitifs en cette élection, où on les accueillit et défraya par charité; puis, quand ils ont commencé à gagner, ils ont obtenu du roi Louis affranchissement de toutes tailles, et ils en jouissent encore, ainsi que ceux de Liége; — 4°. Puis vint la guerre de Liége, pour laquelle une foule de gens d'armes traversèrent l'élection sans rien payer; — 5° Ensuite vint une peste si grande, que plusieurs villages en demeurent encore abandonnés; — 6°. Depuis il ne s'est point passé une seule année où il n'y ait eu de fréquents passages de gens de guerre allant aux frontières, ou changeant de garnison; — 7°. Bien que la plus grande partie de l'élection soit d'un terrain sec et crayeux, et qui demande beaucoup de peine aux laboureurs, cependant, depuis les guerres de l'héritage de Bourgogne, on n'a cessé d'enlever les chevaux au labeur, pour leur faire charrier l'artillerie. On a forcé de conduire la plupart des grains à soixante et quatre-vingts lieues pour avitailler les gens de guerre. Les labeurs ont été abandonnés, la famine est venue, et une grande quantité en sont morts; — 8°. Lors du siége d'Ywois en Luxembourg, c'est l'élection seule qui entretint l'armée durant tout le siége; — 9°. Malgré toutes ces charges, l'élection qui, à la mort de Charles VII ne portait que 10,000 l. t. de tailles par an, en a porté plus de 30,000 l. tout le temps du règne de Louis XI. Aussi l'élection est diminuée en bien plus de moitié, et cependant aujourd'hui elle porte encore plus de 20,000 l. t.; — 9°. Depuis un an d'effroyables inondations ont abîmé les vallées de la Vesle et de la Suippe. Il y a eu beaucoup de personnes noyées, de biens perdus, estimés à 100,000 écus d'or. — Les pays ainsi ravagés, et dont on ne peut plus rien tirer, portaient pour 1,000 l. t. — Et si on voulait dire que les villes affranchies par le roi sont la foule et la charge des autres, voici ce qu'il faudra répondre pour la ville de Reims : 1°. C'est la ville des sacres et de l'apôtre de la France; — 2°. Les habitants soutiennent seuls la dépense du sacre, sans en avoir jamais été indemnisés, sinon par cet affranchissement, que le roi actuel a accordé; — 3°. L'an 1473, quand le feu roi Edouard d'Angleterre descendit en ce royaume, et que le bruit était qu'il entendait tirer à Reims, ceux de Reims firent faire à leurs dépens cinq beaux boulevards et plusieurs myneaux en y employant eux, leurs femmes et leurs enfants, nuit et jour, fêtes et dimanches, sans cesser et sans y rien épargner; et ils en firent plus qu'on n'en saurait faire avec 100,000 ecus; — 4°. En 1477, sous ombre d'emprunts que l'on disait faits par le roi, de sa volonté indue ou autrement, R. Cochinart, lors capitaine de Reims, prit des biens des habitants pour plus de 100,000 l. t., et en fit ce que bon lui sembla, se couvrant toujours du nom du roi; jamais rien n'en fut restitué aux habitants, ni aux pays d'environ, d'où la ville est demeurée tout appauvrie; — 5°. Reims a depuis été fort travaillée par la dépopulation d'Arras; — 6°. Quand le roi, en considération de ce que dessus, a bien voulu affranchir la ville, ça été en changeant le huitième en quatrième denier, et en le faisant valoir, 2,000 l. t. au roi; au moyen de quoi les généraux ont déchargé l'élection de 1,000 l. t. Aussi la ville d'Epernay paie moins de tailles maintenant qu'elle n'en payait avant cet affranchissement. — Il faut faire tous ses efforts pour que l'envoyé de Reims demeure l'un des huit élus, et à ce devraient tendre aussi ceux de Laon et de Troyes, qui sont affranchis pareillement. — On pourra ajouter que dernièrement, à Reims, on a prêté au roi plus qu'on n'aurait pu faire sans cet affranchissement.]

rent, dixerant et responderant; a quibus dictus Johannes Chardon et Johannes Maubrouet, nomine dictorum habitancium, appellaverant,

[20 *janvier*. Aux Cordeliers. Pour faire la taille de l'affranchissement des tailles, sont élus M. Bourgois pour la paroisse Saint-Pierre-le-Vieil. — Pour Saint-[Hilaire?].... — Pour Saint-Jacques.... — Pour Saint-Symphorien.... — Pour le ban Saint-Remi.... — Pour Saint-Etienne.... — Pour Saint-Denis.... — Pour la Magdeleine.... — Tous lesquels huit seront présentés par le procureur de la ville à messieurs les élus, pour prendre leur serment. On mettra à prix la recette de cette taille une fois assise.]

[14 *mars*, en l'école de théologie. — Election. Les officiers sont continués, ainsi que les douze, qui sont les mêmes que l'an dernier. — On institue un sergent de ville pour le ban de Saint-Remi, à la demande de monseigneur de Tours, abbé commendataire de Saint-Remi, et de l'abbé de Saint-Nicaise.]

[4 *avril*, aux Cordeliers. La veille il y avait déjà eu une assemblée générale indiquée; mais on ne s'était pas trouvé en nombre suffisant. On avait menacé les délinquants de 5 s. d'amende pour le lendemain. — Les habitants réunis et représentant les trois états de la ville de Reims, passent une procuration pour consentir en parlement une transaction faite entre eux et l'archevêque, au sujet de J. Noël, que l'archevêque actionnait à cause des pierres autrefois prises à ses châteaux de Porte-Mars, et de Neuville, pour être employées aux fortifications, et qu'il estimait 900 l. t.]

[31 *juillet* 1492, par le lieutenant, au Change, où étaient M[e] J. Chardon, bailli de Reims, M[e] J. Cauchon l'aîné, M[e] R. Prieuse, M[e] H. Le Membru, P. de Bezannes, prévôt de l'échevinage, M[e] J. Bourguet, M[e] J. Garnot, M[e] P. Grossaine, M[e] J. Jacquemin, Th Jacquemin, M[e] N. Frison, habitants, et J. Foulquart, procureur. — Le lieutenant dit qu'hier,] après que J. François, dixainier, eust fait semondre par sa femme, et lui ensuite eust semons les gens de sa dixaine au guet sur les murs pour la nuitée, dont est P. de Noncourt, lequel il y semons, en quoy faisant icelui respondit, injuria le dixainier, et lui bailla trois soufflets, pourquoi le lieutenant l'envoya quérir, et lui confessa ledit cas, et pour ce l'envoya prisonnier. — Conclud est que, pour ce cas, le délinquant doit estre condamné en amende honorable, profitable et corporelle, c'est assavoir à tenir prison pour trois jours, à crier merci au roi et au dixainier, et en amende de IV l. t., dont le dixainier aura XXXII s. p., et le roi le surplus. »

[11 *octobre*. Le roi ayant écrit que les Anglais et Maximilien pouvaient, d'un instant à l'autre, mettre la ville en péril, on s'assemble aux Cordeliers, et on désigne vingt et un habitants, ecclésiastiques et laïques, pour veiller à la tuition de la ville, faire ordonnances, statuts, etc., qui seront exécutés comme s'ils étaient faits par les habitants en assemblée générale. En conséquence, sont dressées diverses conclusions par les vingt et un *.]

[16 *novembre*, à l'échevinage, tous les

* Voici un extrait de ces conclusions placées sur feuille volante dans le registre :

« *Du vendredi* XII[e] *d'octembre mil* IIII[c] IIII[xx] XII. Au conseil tenu ce jour en l'eschevinage, où estoient messire R. Blondel, chanoine de Reims, P. de Besannes, prévost de l'eschevinage, M[e] J. Bourguet, M[e] J. Chinoir, eschevins, M[e] J. Cauchon l'aisné, Jacques Cauchon, M[e] H. Le Membru, M[e] N. Le Membru, T. Jacquemin, habitans, et J. Foulquart, procureur.

« *Pour les chiefs des trois guets*. Pour le guet du ban Saint-Remi : J. Toignel, seigneur de Toissy, J. Noël, P. Vauronart. — Et auront les portiers de Dieu-Lymire, et Frichambault.

« Pour le marchié au blé : P. de Besannes, J. Cauchon l'aisné. — Et auront les portiers de Porte-Mars, et Porte-Chacre.

« Pour le guet de la croix Saint-Victor : Charles de Vassé, M[e] J. Bourguet. — Et auront les portiers de Porte-à-Vesle.

« *Du lundi* XIX[e] *de novembre*.... Par les esleus par le conseil, veue la visitation des lieux où est besoin avoir estocs et cheynes, conclud est que devant l'uys C. Dudin soient mis II estocs.. ; à l'uys M. Gérard, près de Dieu Lymire, II estocs...., etc., etc.

« Que la cheyne estant au-dessus de la maison

et hujusmodi appellacionem dicti habitantes coram predicto baillivo viromandensi, in suis assisiis laudunensibus relevaverant. Preterea

gens d'église. — Tous les députés par le conseil tenu [le 11 d'octobre] feront chaque jour assemblée en l'hôtel de l'échevinage, pour aviser et conclure à toutes les affaires de la ville, et leurs conclusions, ou celles de douze d'entre eux, seront tenues comme si elles avaient été faites par tout le conseil.]

[26 *novembre*, en l'échevinage, pas de gens d'église, huit échevins, vingt habitants. — On promet, par serment solennel, de ne pas révéler ce qui va être traité dans ce conseil; — on lit une supplique au roi contre les prétentions des nouveaux monnoyers, qui se prétendent exempts de la taille, de l'aide, etc.…]

[28 *novembre*, par Charles de La Ramée, en l'hôtel de G. Lescot, vidame. Sur les requêtes des ecclésiastiques touchant le surguet, on conclut qu'ils seront libres de ne pas y aller en personne, si bon leur semble, et de se faire remplacer par leurs serviteurs, à moins qu'il ne survienne plus grand péril. — Touchant les quarteniers, ordonné est que ceux de Porte-Chacre demeureront; à Porte-Mars, seront mis G. Moët et J. Garnot; à Porte-Vesle, J. André et J. Dorigny; à Fréchambault, P. Cocquault et R. Charlier; à Dieu-Lymire, J. Lagoille, drappier, et A. Le Teinturier; — et les gardes et clefs seront changées, et les quarteniers feront serment de clore et ouvrir les portes en personne. — Le jeudi suivant, la moitié des clefs de Porte-Mars est donnée à G. Moët, et l'autre laissée à J. Garnot, qui les avait auparavant. — J. Baudot et P. Dudin ont rendu les clefs de Fléchambault, liées ensemble, et Baudot* a affirmé que jamais il n'avait donné ses clefs à ses chambrières pour aller ouvrir en temps de paix, et s'est soumis à toute punition arbitraire si on pouvait prouver le contraire. — Les clefs sont données à Cocquault et Charlier. — J. De la Rue, l'un des ex-quarteniers de Dieu-Lymire, est en prison, etc.… — Le 4 décembre, J. Le Huez est mis quartenier de la porte des Moulins.]

[7 *janvier*, en l'échevinage. — On nomme des auditeurs pour les comptes; un de l'église pour le clergé; Me J. Cauchon l'aîné, Me N.

Noël, en la grande maison Sainct-Thymothieu, soit ostée, et mise ailleurs.

« Que on mette pavais et picques ès lieux.… où il y a cheynes, autant qu'il se pourront extendre.

« Que monseigneur le lieutenant procure et commette gens à la garde du chastel, ainsi que on a acoustumé, sans avoir regard au roole baillé par le receveur (?) de monseigneur de Reims, des personnes y nommées par les gens dudit seigneur, pour la garde dudit chasteau.

« Que l'on renouvelle les clefs et gardes des serrures de chacune porte de la ville, qui se ouvrent…

« Soit visitée rue de Molins et Fréchambault, et les poternes du Jard et de Porte-à-Vesle.…

« Commandé a esté à ceulx de chapitre, qu'ils aient molins à bras.…

« La porte Frichambault n'est point seure, et fault mettre le pont-levis à la porte du boulevard, et pour la garde fault pavais et picques.

« *Du mercredi* XXIe *de novembre*. Par les députés au conseil, les trois guets ci-devant ordonnez ont esté conformez. — Il est conclud que les molins de la rue de Molins et Frichembault, toutes les poternes tant de Vesle que d'ailleurs entour Reims, soient fermées, et mises en tel point que inconvénient n'en adviengne par les laisser ouvertes.

« Que samedy prochain se fera cry par lequel on signiffiera aux habitans des villages, qu'ils retraient leurs biens en la cité, et que tous ceulx qui y viendront à retraist avec leurs biens, seront francs.… ainsi que les bourgeois…; et seront francs de chaussée, de portage, de viconté et arrests coustumiers.

« *Du jeudi ensuivant*. Au molin de rue des Molins. Advisé est que l'en mettera bastons aux deux tournelles ou demi-ronds proche de la porte dudit molin, sur laquelle, et aussi audits demi-ronds, on metera guet de nuyt, qui auront chacun une clochette pour eulx advertir l'ung l'autre, se les ennemis aprochent dudit molin.… »

* Il y avait vingt-huit ans que Baudot était quartenier. — Il demande qu'au moins on l'exempte du guet.

dicebant dicti habitantes, quod ex post predictus archiepiscopus, sub umbra quod ipse nobis intelligere dederat, dictos habitantes monopo-

Le Membru, J. Moët, J. Goujon, Me J. Bourguet, J. Bourguet, N. Noël l'aîné, et P. Roze, entendront les comptes du grenetier, tant du droit de la ville de 3 s. p. sur chaque minot, que de la marchandise du sel vendu par elle; ils entendront aussi les comptes des deux collecteurs des 3,000 l. t prêtées au roi, et tous autres comptes qui seront à voir, tant pour le fait des impétrations, des compositions, comme des francs archers; c'est à sçavoir ceux de la communauté, par les dessus nommés commis à les voir, et ceux qui touchent les contribuables, par les contribuables dessus nommés.]

[27 *février*. Élection. — Tous les officiers sont continués. — Il n'est pas question du conseil ordinaire.]

[27 *mai* 1493. Au chapitre, plus de 1,000 personnes. — Publication de la paix.]

[7 *juin*. Lettres du capitaine. — Il a obtenu prorogation de l'aide de 2 s. sur chaque queue transportée hors la ville; ce n'est pas sans peine, car les temps sont difficiles. Il y a dépensé 60 écus d'or. — Il ne faut pas plaindre le salaire de Pioche, député de la ville pour ce fait, car il a été reçu en mode de cour. — La ville ne fera que son devoir en envoyant un char de vin au général Gaillard, car il lui est tout dévoué, et il faut bien entretenir telles gens.]

[28 *août*. Lettres du roi. — L'archevêque Delaval est mort. Le roi désire l'élection de Briçonnet pour archevêque. Il députe un conseiller de parlement, C. Gaillart, vers le chapitre, pour les prier de l'élire, vers les habitants, pour les prier de seconder cette élection. — Le roi a déjà écrit de sa main au pape pour lui demander de pourvoir Briçonnet, et il ne pense pas que cette provision souffre la moindre difficulté à obtenir. — Il fait un grand éloge de Briçonnet, président des enquêtes au parlement, dont le frère est général des finances. — Le roi espère que le chapitre ne fera rien qui contrarie ses vues et la provision du pape, de manière qu'aucune division ou inconvénient ne tombe par leur faute en leur église; — d'ailleurs, les habitants tiendront sans doute la main à cette matière, et ils acquerront un grand protecteur dans Briçonnet. — Le lieutenant, accompagné de huit ou dix notables, va au chapitre montrer les lettres du roi, et supplier d'obtempérer. — Le 28 septembre, le roi écrit à la ville pour la remercier de sa bonne intervention.]

[19 *février*. Tous les officiers de ville sont continués. Il n'est pas question du conseil ordinaire.]

[18 *mai* 1494. Ph. de Bezannes, lieutenant du bailli de Vermandois, a dit que, par ordonnance du roi, et en vertu de la commission du bailli de Vermandois, il avait fait faire et mettre par écrit les coutumes de Reims, et qu'il ne reste qu'à les envoyer et à payer ceux qui les ont rédigées, ce qui doit se payer sur les deniers communs. — On donnera 12 l.]

REGISTRE IV.

[11 *mars*. Election en l'école de théologie. Sept chanoines. Les représentants de Saint-Remi, et de Saint-Nicaise. Dix échevins. Vingt-cinq habitants dont la majorité est composée de praticiens. — Les officiers sont continués, prêtent serment, etc. Au conseil ordinaire sont nommés les deux sénéchaux pour l'église; pour les nobles, Me J. Cauchon, médecin, Mes G. Toignel, J. Toignel; pour les marchands, B. Moët, J. Goujon, J. Bourguet, R. de Paris; N. Grossaine, N. Noël le jeune, pour l'échevinage; — Et aussi ont été commis à voir et ouïr les comptes des receveurs. — Pour signataires ès mandements ont été nommés: Pour l'église, Me P. Ladure, écolâtre; pour l'échevinage, G. Cauchon; pour les nobles, J. Toignel.]

[11 *mai* 1495. P. Foulet et J. Colard, joueurs du grand jeu de l'arc du Dauphin, ont affirmé que le 3 de ce mois P. Matis, aussi compagnon dudit jeu, gagna l'oiseau auquel ils ont tiré ce jour là, sur Porte-Mars. Matis est exempt du guet pour l'année.]

[6 *juillet*. Il y a alarme du côté des fron-

lum et damnatas conspiraciones fecisse, et nisos seu molitos fuisse populum dicte civitatis adversus eumdem archiepiscopum insurgere,

tières. — Le conseil ordinaire se tiendra trois ou quatre fois la semaine, afin de toujours pourvoir aux affaires de la ville, et de revoir les ordonnances autrefois faites sur le fait de la garde de la ville *.]

[7 *août*. Cette assemblée est afin de pour-

* Nous pensons que le résultat de cette conclusion est consigné dans un recueil d'ordonnances non datées, insérées dans le cart. D du chapitre, fol 59, et dont voici l'analyse :

« Envoyer par tous les passages de l'Aisne, de Vailly à Attigny, pour faire guet de jour et de nuit sur chaque passage. — Il faut retirer de la rivière, ou couler à fond, les gros bateaux. — Retirer de nuit le bac à Berry, et toutes les nacelles. — Que les seigneurs fassent croiser et plesser tous les boys des extrémités de Hainaut, endroit les grands chemins. — Il faut jeter des herses dans chaque guet de la rivière d'Aisne, en les assujétissant avec de grosses pierres. — Si les ennemis approchent de dix ou douze lieues de la rivière d'Aisne, il faudra que les habitans de deça se retirent dans la ville de Reims avec tous leurs biens, et à leur égard seront suspendus tous arrêts coutumiers. On ne lèvera rien sur leurs biens. — Si les ennemis passent la rivière, il faudra abattre tous les faubourgs, tous les arbres à une demi-lieue, et rentrer tous ces matériaux dans la ville pour servir à sa défense. — Il faudra faire retirer à Reims, les religieux de Saint-Thierry et de Saint-Basle. — Faire ôter les cours des fontaines des environs de Reims, ôter les meules des moulins. — Asseoir febves et chaulde trappe à un quart de lieue de la ville, du côté où on suppose que l'ennemi doive venir, non pas seulement sur les chemins, mais dans les champs. — Oter les chemins qui sont dans les fossés, ou les semer largement de febves, et en faire le fond à pied droit de la hauteur de sept à huit pieds. — Faire une douzaine de moulins à bras et à chevaux, dans l'intérieur de la ville. — Distribuer par inventaire les habillements de guerre, et couleuvrines à main, ou contraindre les gens aisés à en prendre à prix raisonnable. — Pour garder la ville, faut avec les habitants, quatre cents hommes d'armes et six mille hommes ; et faut pour vivre un an aux habitants, qui sont douze mille ou environ, quarante-huit mille sextiers de blé, et seize mille sextiers aux gens de guerre pour vivre un an ; et douze mille muids d'avoine, chaque homme d'armes ayant deux chevaux, et chaque archer, un. — Faut mettre huit faulcons chez Robert de Paris, et ne pas les laisser en lieu public, crainte que les lumières ne soient enclouées. — Mettre ses serpentines de fer sur les remparts, et leurs chambres dans une maison voisine, crainte qu'on ne les encloue. — Avant de donner les charges des ponts, tours, etc., il faut faire une assemblée de toutes gens, et savoir s'ils veulent vivre et mourir à Reims, ou s'ils veulent la quitter ; et si ceux qui ont promis d'y rester, partent à l'approche de l'ennemi, leurs biens seront confisqués pour la forteresse, et eux bannis. Ceux qui sortiront laisseront leurs lits et autres meubles, pour loger les gens d'armes.

« Il faudra prendre aux douze paroisses les plus grosses cloches, et les fondre avec d'autre métal pris chez les particuliers par poids et inventaire. — Faire dans les tours provision de bois, pour faire bouillir l'huile. — Mettre aux portes cinq hommes, et à chaque tour trois hommes, outre ceux qui en auront la garde, pour faire jeter l'artillerie. — Le capitaine ou son lieutenant iront droit à l'effroi. — Aucune porte ne se pourra ouvrir, sans l'avis de la plupart des vingt-quatre (*sic*) du conseil ordinaire, et la présence du capitaine. L'ouverture de la porte se fera jusques au boulevard, auquel entreront les quarteniers et portiers, sauf deux qui demeureront en la ville pour fermer la porte contre le boulevard, puis on ouvrira la porte des champs, et le baillebaut ira aux champs pour savoir s'il y a danger, et jusqu'à son retour ne se fera pleine ouverture ; et à chaque porte, il y aura six séculiers et deux d'église. et deux d'entre eux pourront aller tour à tour à leurs affaires. — Si les ennemis approchaient, il ne faudrait tenir ouvertes que les portes de Chacre et de Vesle, et à chacune quinze hommes. — En cas que l'ennemi approche de dix ou douze lieues, il faut que ceux du guet assis se trouvent tous les soirs partie sur le marché, partie aux loges Laboulle, partie au pilory Saint-Remi, et là se trouvent le capitaine, ou plusieurs gens de biens, qui désignent les lieux où le guet montera et se tiendra sur la muraille, sans que celui-ci en ait été instruit d'avance. — En cas d'effroi, il sera mieux de faire sonner à Saint-Symphorien, crainte que l'ennemi ne jette de l'artillerie contre Notre-Dame, ou Saint-Nicaise. — Il faut préparer aux portes et tours, potelets pleins de chaux vive et de cendre. — Que les femmes tirent

et commoveri facere, certas licteras a nobis obtinuerat, per quas mandabatur informaciones super premissis fieri, et culpabiles in dicta

voir au fait de la garde, c'est pourquoi les quarteniers y sont convoqués.]

[24 *février*. Election. Tous les officiers sont continués. — Pour le conseil sont élus les mêmes que l'an précédent, seulement après le nom de Noël le jeune, ne suivent pas ces mots : *Pour l'échevinage*.]

[28 *mars*. L'archevêque fait dire aux habitants d'aviser aux moyens de repeupler la ville. Il leur offre d'obtenir du roi et du pape une université; ou bien d'aviser à établir une belle manufacture de draperie. — Les habitants ne repondent pas même, dans leur conclusion, à la proposition d'une université. — Ils ne voient rien de mieux, pour repeupler la ville, que de ressusciter le projet d'affranchissement des menues impositions, les aubains, les épaves, etc —Quant à la draperie, ils nomment une commission de drapiers, tisserands et foulons.]

[19 *mai* 1496. Le lieutenant-général du bailli de Vermandois écrit la lettre suivante :] « Messieurs, je me recommande bien à vous. J'ay cejourd'huy receu par ung des chevaulcheurs de l'escurie du roy nostre sire, venant de Lion, certaines lettres patentes adressans à monsieur le bailly de Vermandois, ausquelles sont attachés certains articles sous le contrescel de sa chancellerie, contenant le traictié de paix et amitié perpétuelle faicte et passée avec le roy d'Angleterre, ses pays et subjecst, et pour ce que sur cesdictes lettres est mandé faire convocquer et assembler les gens des trois estats de ce bailliage, pour confermer et rattiffier ledict traictié, comme promist et a esté dict expressément en faisant icellui, mesme des principales cités et villes dont estes l'une, il est be oing que à toutes diligences vous assemblés les trois estats de vostre ville, et élisez trois personnaiges notables, de chacun desdicts états, ung, et qu'ils se comparent et soient à Laon le XIX de ce mois, garnis de procurations spéciales de vous comme en communaulté pour lesdicts états, pour gréer, confermer et rattiffier lesdicts articles et traictié, qui leur seront lus et exhibés.... »

[On envoie J. Cauchon, médecin, pour les nobles, J. Frison, pour les marchands, et pour l'église, G. Corquillart, chanoine.]

[18 *novembre*. Echevinage. — Les gens d'église. — Conclu a été que, au lieu du lieutenant, qui est fort debile, on prenne pour faire assemblées et tenir le conseil, Jacques Cauchon, seigneur de Verzenay, ou M[e] J. Cauchon, médecin.]

[23 *janvier*. — Le procureur dit qu'en ceste ville y avait plusieurs malades de la maladie de grosse variole, à quoi convenait pourveoir pour éviter plus grant inconvénient pour les personnes saines. — Défense aux hôpitaux, et à toute autre personne de recevoir ces malades, et que ceux qui ne sont pas nés dans la ville, en sortent.]

[15 *février*. Election. Tous les officiers sont continués. — L'élection se fait en l'école de théologie, sous la présidence de La Ramée. Il y a neuf chanoines, dont six dignitaires; les représentants de Saint-Remi et de Saint-Nicaise (celui de Saint-Denis ne paraît pas depuis longtemps, même aux élections); neuf échevins, six écuyers, parmi lesquels Ch. de Vassé, deux élus; trente-huit habitants, dont beaucoup sont praticiens; le procureur Foulquart. — Le lieutenant, pour sa grande vieillesse, se démet de sa charge, et demande d'être exempté des guet et garde. — Le capitaine requiert, qu'au lieu de J. Cauchon, sans déroger ne préjudicier aux droits et priviléges de la ville, qui ont puissance et leur

l'eau pour la faire bouillir, et jeter sur l'ennemi. — Que le guet et cri de la nuit, chacune nuit, se fasse par quatre gens de bien; Ph. de Bezannes, R. de Paris, Baudenet Moët, et J. Noël. — Il faut avoir vieilles cordes, pour tenir le feu aux tours. — Il faut ôter les escharsons des vignes à deux lieues autour, crainte que l'ennemi n'en cuise ses vivres, ou n'en remplisse les fossés. — Que nul étranger ne soit mis a la garde du château de Porte-Mars; et il y aura huit hommes seulement, pour les prisonniers.

curia nostra adjornari; quarum licterarum virtute, supradictus magister Petrus Pilory, dicti baillivi viromandensis locum tenens, ad

loist elire un lieutenant du capitaine qui soit natif de la ville, on voulut bien élire Charles de Vassé, qui n'en était pas. — Mᵉ N. Perrette et J. Cauchon, médecins, ont requis que, comme ils n'ont nuls gages de la ville, comme ont autres médecins en d'autres bonnes villes, on les exempte du guet et garde, attendu que souvent ils sont empêches en la ville pour la chose publique. — Accordé. — On nomme unanimement Ch. de Vassé, en réservant les privilèges de la ville, excepté N. Horris, l'un des deux élus, qui nomme Mᵉ G. Toignel, et ne veut consentir à aucun autre. — et aussi G. Lequart, le deuxième élu, qui, n'étant pas de la ville, a voulu s'abstenir. Ch. de Vassé fait serment devant Th. de Bezannes. — Les autres officiers continués, le font devant La Ramée. — Le conseil ordinaire est le même que l'année précédente.]

[18 *mars*. Le conseil conclut à se plaindre au général de Bussy, et à écrire à monseigneur de Reims, sur les paroles injurieuses qu'ont prononcées contre la ville dans leur auditoire les deux élus susdits, paroles qui pourraient amener commotion entre la ville et ceux des villages voisins. (Il s'agissait de l'aide de 2 s. Il y avait trois élus à Reims.)]

[29 *mars* 1497. Horris a dit au général que la ville n'aimait pas le roi, ce qui est une grosse injure. — Lequart a dit qu'il y avait dans la ville dix ou douze gros larrons, qui gouvernaient et mangeaient la ville. — Il faut joindre cette information à la première, et se porter partie du tout contre les deux élus.]

[30 *mars*, en l'échevinage. — J. Toignel ne veut plus être du conseil ordinaire, ni signataire pour les nobles. — On met à sa place J. Cauchon, médecin, déjà échevin.]

[12 *mai*. Arrivent des lettres royaux, pour poursuivre les élus.]

[18 *septembre*. Lettres du roi, de G. Briçonnet. — Les habitants demandaient l'affranchissement perpétuel des tailles. On ne peut le leur donner que par prorogation, et cela est plus prudent. — Quant aux menues impositions, l'affaire est encore en suspens près de Gaillard, général pour le gouvernement d'outre-Seine et Yonne. — Les habitants renouvellent leur supplique. Depuis six ans ils ont donné au roi 10,460 liv. Ils se ressentent toujours de Cochinart, et des inondations. — Ils ont été obligés de vendre des rentes sur la communauté. — Ils ont de grandes réparations à faire; et, en effet, sans doute par suite de mauvaise construction, peut-être de vétusté en certains lieux, à chaque instant, il n'est question que de murs, de portes, de ponts fondus et éboulés, comme si Cochinart n'avait pas fait réparer et reconstruire les murs en grande partie. — Ils demandent l'exemption des menues impositions comme en jouit Paris; car elles écartent beaucoup de marchands des foires et des marchés. — Ils voudraient donc que par édit royal il fût statué] « que doresnavant toutes manières de gens puissent vendre dans Reins, et les faubourgs, toutes denrées et marchandises, tant vivres qu'autre chose, sans estre tenus de payer au roi ni à ses officiers ou fermiers aucun droit d'imposition ou vingt deniers, excepte de tout ce qui se vendra en gros, consistant en vin, bestes vives, cuirs tannés, draperie, plomb, étain et basterie [de cuisine?], pelleterie, cordonnerie, merrin à ouvrer, suif, sain et huile, bois à brusler, fer, acier, estamines, toiles, poissons de mer, laines. »

[7 *mars*. Election. Tous les officiers sont continués. M. de Tours, abbé commendataire de Saint-Remy, demande qu'on achève de paver le Barbâtre. — On accorde toujours maintenant 40 liv. de don au lieutenant. — On nomme pour ouïr les comptes, trois pour les nobles, quatre pour l'échevinage, deux pour les marchands. — Le chapitre conservera deux auditeurs. — Sans préjudice à la ville et à ses droits, y assisteront l'archevêque M. de Tours, et l'abbé de Saint-Nicaise, ou ceux qu'ils voudront commettre. — L'archevêque commet pour lui le vidame du chapitre. — J. Chinoir étant mort, il s'agit de nommer un maître

dictam villam remensem se transportaverat, ubi, absque scitu dictorum habitancium latenter et secrete certos testes, ad postam dicti

desœuvres.—Deux concurrentsont plusieurs voix qui ne sont point recueillies, pour quoy il n'y est pas pourvu autrement.—Peu après le conseil, le lieutenant, en présence et du consentement des deux concurrents, charge le greffier de s'informer de ceux qui ont été au conseil, et de demander à chacun en particulier à qui il a donné sa voix.]

[12 *mars*. L'assemblée se tient à l'échevinage pour ordonner gens qui doresenavant assisteront au conseil ordinaire de la ville pour les affaires de ladite ville, et aussi pour signer les mandements, ordonnances et conclusions du conseil de ville. On proroge le conseil de l'an dernier. — Quant au maître des œuvres, le greffier dit que le dernier conseil était composé de cinquante-huit personnes de tous états. Que deux avaient été de l'opinion de ceux de l'église, qui avaient donné leur voix à N. Grossaine. Deux autres de l'opinion de messieurs, deux de l'opinion de la plus saine partie, huit n'avaient pas voté, un avait donné sa voix et à Grossaine et à J. Lescot ensemble; N. Moët avait eu six voix, G. Moët une voix, N. Grossaine vingt-une voix, J. Lescot, quinze voix.—Le lieutenant consulte le conseil actuel. Les uns disent que Grossaine doit demeurer, attendu qu'il a plus de voix; mais la plupart veulent qu'on procède par scrutin à une nouvelle élection. — Le lieutenant prononce que Grossaine ayant le plus de voix demeure élu, et il reçoit le serment.]

« 4 *novembre* 1498. Le capitaine exhibe des lettres du roi, qui le continuent en son office. — Le bail de la maison de l'échevinage finissant à Noël prochain, on en transportera tout le mobilier dans celle que la ville a acquise au marché aux chevaux. — Suivent les lettres du roi, qui instituent La Ramée capitaine. Il prêtera serment devant le chancelier, et le bailli de Vermandois. — Les gens des finances et des comptes ne feront aucune difficulté pour les gages de sa place, qui lui sont délivrés par le roi. — Les maîtres des œuvres ont 8 l. p. de gages; ils demandent une gratification pour leur surcroît de besogne. On leur accorde 6 l.]

[4 *janvier*. Le conseil se tient à l'hôtel-de-ville, au marché aux chevaux.]

[30 *janvier*. Lettres du roi Louis XII, qui annoncent la rupture du mariage qu'il avait forcément contracté avec Jeanne.]

[20 *février*. Élection. — Charles de Vassé résigne son office, parce qu'il va demeurer hors de la ville. — On élit à sa place G. Toignel pour lieutenant; les autres officiers sont continués.]

[25 *juin* 1499. Assemblée générale aux Cordeliers; elle est remise au lendemain, à l'hôtel-de-ville, où se trouvent cent personnes.— Reddition des comptes. Les vicaires de monseigneur nommeront un auditeur pour monseigneur; il en est de même pour le chapitre, Saint-Remi, et Saint-Nicaise. Le bailli de Reims est nommé pour l'archevêque.—Les autres hauts justiciers de Reims, le capitaine ou son lieutenant, assisteront à cette reddition de comptes, ainsi que deux délégués des nobles, deux échevins, onze délégués des marchands, et le substitut du procureur du roi en Vermandois. — Les comptes seront rendus en l'hôtel-de-ville par-devant Th. de Bezannes, lieutenant du bailli de Vermandois, et commissaire départi par les lettres qu'a empétrées le receveur pour rendre ses comptes. — Ceux du conseil ordinaire y assisteront aussi, si bon leur semble. — On établira le grenier à sel dans le nouvel hôtel-de-ville.]

[12 *septembre*. Lettre du roi qui annonce aux Rémois l'expédition contre le Milanais.]

[13 *septembre*. Lettres du roi à d'Orval, lui annonçant la prise d'Alexandrie, et lui détaillant les opérations du siége.]

[18 *septembre*. Lettres du roi, à la ville de Reims, pour annoncer la réduction du Milanais. — Il va attaquer Gênes.]

REGISTRE V.

[11 *mars*, en l'école de théologie, par Me G. Toignel, lieutenant; le chantre, le vidame, l'écolâtre et le chanoine La Mort, l'un des

archiepiscopi captos, et quamplurimum suspectos examinaverat; et nichilominus ex parte dictorum habitancium eidem locum tenenti

receveurs des deniers communs, les abbés de Saint-Nicaise et de Saint-Remi, six échevins, le bailli de Reims et une grande quantité d'habitants. — Continuation de tous les officiers. — Désormais les M^es des œuvres et de l'artillerie ne concluront aucun marché pour la ville, sans l'ordonnance du conseil. — Pour le conseil ordinaire, sont nommés et députés les deux sénéchaux pour le chapitre; Th. de Bezannes, J. Toignel, Me J. Cauchon, médecin, pour les nobles; B. Moët, J. Goujon, Me J. Bourguet, Me N. Frizon, R. de Paris, N. Noël le jeune, C. Dervillers pour les marchands. — Pour signataires des mandements, P. La Dure, écolâtre pour l'église, J. Toignel pour les nobles; pour l'échevinage, les échevins nommeront leur délégué en leur buffet.]

[15 *avril* 1500, en la maison de ville. Point de gens d'église. L'archevêque cardinal, en traversant la ville, est journellement assailli d'une foule d'oisifs. Il propose à la ville de s'employer pour élever une bonne draperie ou obtenir une université. Le conseil opte pour la draperie, et nomme une commission pour entendre le projet de R. de Paris, drapier. Voici la pièce qui lui est soumise :]

« *Premiers*, semble que MM. les haulx justiciers, d'ung commun accord, puent ordonner que toutes les cloyères esquelles on avoit coutume d'est[apler?] les draps soient condempnées, abbattues et deschirées, et qu'il soit deffendu, sur grans peines de jamais plus en faire ;

« *Item*, pourront ordonner que doresnavant ne se vendent à Reims aucuns draps, de quelque lieu qu'ils soient amenés, qui ne soient mouiliés et retraicts ;

« *Item*, que, en quelque drap que soit, ne se mesle bonne taincture avec la mauvaise, soit en gris, rouges, brolets, noirs, pers, vers, scendrés ou aultres ;

« *Item*, que nuls draps n'y soient fais qui ne soient de trayme et d'estain, et ne compte de dix-huit cens au moins en laine, sur grant peine ;

« *Item*, que s'aucuns veulent faire enversains, de quelque couleur que ce soit, qui soient de II IIIIe en compte, et qu'on ne les puisse vendre plus haut que VIII s. p. l'aulne de Reims ;

« *Item*, que tous tixerans soient contrainets de faire leurs laines en compte souffisant et raisonnables, et leurs mestiers à l'équipolent, en leur deffendant de plus ouvrer qui soit au moins aux comptes dessus déclairés ;

« *Item*, que tous georgets, noirs de chaudières et petis tamis cendrés, tamis en escorce de noix de galles, soient marqués pour les congnoistre, et qu'ils ne puissent estre glavés sur peine d'amende ;

« *Item*, que nuls signelins, boures, ne laynes d'Autriche, ou d'Auvergne, ne soient employés en drapperie ;

« *Item*, que tous draps qui seront amenés de dehors pour vendre en la ville par qui que ce soit, habitans ou estrangers, soient veuz et visités avant qu'on les puisse vendre, par les maistres qui à ce faire seront ordonnés, lesquels, s'ils les treuvent faulx et desloyaux, pourront deffendre de les vendre, et condemner ceulx en qui puissance ils seront trouvés en amende ;

« *Item*, que qui vouldra faire draps en corde descroisés, au-dessus de VIII s. p. l'aulne, soit contraint de les faire au moins de II VIe en compte, et qu'ils soient marqués et visités comme dessus ;

« *Item*, que tous draps qui seront fais à Reims, dès qui seront mis jus de dessus le mestier du tixerant, soient portés en l'eschevinage, et illecq mis et estandus sur perches à contre jour, et visités par ceulx qui y seront commis comme dessus est dit, lesquels, s'ils y treuvent faulte, les pourront copper, et oster une lisière tout du long, et condempner les tixerans en l'amende ; et s'ils sont trouvés bons, les feront marquer ;

« *Item*, que lesdicts draps, ainsi visités, et baillés aux foulons, après qu'ils seront foulés, soient derechief rapportés en l'eschevinaige et visités par lesdits commis, et s'ils sont

exposito, quod ipsi de premissis se justificare presto extabant, quod ipsos propter hoc audiret, a premissisque cessaret, aut saltem quod

trouvés bons, scellés du seel qui sera à ce ordonné;

« *Item*, que nuls taincturiers de la ville ne puissent drapper, ne faire drapper, aucuns draps où il y ait taincture, mais pourront faire des blanchets, lesquels seront visités et marqués comme dessus; lesquels blanchets, après ce qu'ils auront tainct, et pareillement tous les aultres draps qu'ils taindront, seront visités par ung ou deux qui, à ce faire, seront commis;

« *Item*, que toutes personnes quelsconques qui se vouldront entremettre du fait de drapperie, et drapper, seront tenus faire serment solempnel par-devant le juge dont il sera subject, de faire la drapperie aux comptes, et les faire marquer comme dessus;

« *Item*, qu'il soit estably ung homme de bien congnoissant en drap, par les haulx justiciers, pour congnoistre et décider des amendes venans des faultes qui seront trouvés à la drapperie, lesquelles amendes appartiendront aux seigneurs de qui seront subjects les délinquans, sur chacune desquelles amendes le juge prendra v s. t. pour tous gaiges;

« *Item*, aura aussi ung autre homme de bien, congnoissant en taincture, pour décider des amendes venant de la taincture, tant de la grande comme de la petite;

« *Item*, que on mette en l'ostel de l'eschevinaige des seaulx, tels qu'ils seront advisés pour seeler lesdis draps, quant ils se rapporteront des foulons; c'est assavoir, pour seeler les draps qui seront de trayme et d'estain, un seel de plom portant de l'un des costés les armes du roy, et de l'autre celles de la ville; ung aultre petit pour seeler les enversains, portant de chacun costé ung touret en signifiance que lesdiz draps sont enversains, afin que toutes personnes les puissent congnoistre, et ung aultre seel pour seeler les draps fais à corde des croisées, portant de l'ung costé les armes de la ville, et de l'aultre le touret;

« *Item*, que pour marquer et visiter lesdis draps, on prendra XII d. p. de chacun drap, et pareillement pour le demi-drap, à l'équipolent; c'est assavoir II d. p. au proffit des habitans, et X d. p. au proffit de ceulx qui visiteront et seelleront;

« *Item*, qu'il y ait deux jours préfix chacune semaine pour visiter et seeler lesdis draps;

« *Item*, que on ordonne en ceste ville un lieu convenable, onquel tous marchans forains pourront estapler et vendre leurs draps, après ce qu'ils auront estés visités, et non ailleurs, sous peine d'amende, pour ce que en ladicte ville n'y a point de halles comme en plusieurs aultres bonnes villes;

« *Item*, que les haulx justiciers facent par les villages de l'environ de Reins à eulx subgects, abbastre lesdictes cloyères, et faire la drapperie telle que dessus;

« *Item*, seroit bon d'adviser quel détail sera tenu bailler le marchant vendeur sur chacun drap, afin que la loy fût égale, et que le courtier soit tenu délivrer ledit détail autant à l'un comme à l'aultre, et de ce faire fera le serment.

« *Item*. Pourront les maistres de la drapperie, du consentement des haulx justiciers visiter, si bon leur semble, les draps de tous les habitans en leurs maisons, et dehors; et se faulte ils y treuvent, en feront leur rapport audit juge, qui les condempnera en l'amende qui appartiendra au seigneur de qui sera subject celui en puissance de qui aura esté trouvé le drap;

« *Item*. En faisant les choses susdictes seront contrains tous ceulx qui voudront vendre draps en détail en la ville, faire drapper en diligence en leurs maisons, et ailleurs, parce qu'ils ne trouveront nuls draps fais comme dessus est dict; et viendront plus volentiers les drappiers forains des environs acheter lesdis draps, qu'ils sauront estre bons et loyaulx, et marqués comme dict est;

« *Item*. Et pour plus facilement mettre sus et entretenir ladicte drapperie, fault, se possible est, obtenir du roy affranchissement de l'imposition des draps qui se feront en la ville, et marqués à la marque d'icelle. »

[1er *janvier*, au chapitre, par Phil. de

ipse pro parte dictorum habitancium similiter se informaret, requirendo, idem locum tenens quod ipse ulterius procederet, absque dictos

Bezannes lieutenant de M. le bailli de Vermandois, et depuis est arrivé G. Toignel, lieutenant du capitaine.— Lettres du roi pour recommander de bien traiter les ambassadeurs de l'Empire qui repassent par Reims, de leur donner bon vin de poinçon, de la chair, et autres cordiales viandes, et de l'hypocras.]

[3 *mars*, école de théologie. Tous les officiers sont continués. — 400 liv. par. aux greffiers des chaussées, à charge de les employer par l'avis du conseil de ville. — Auditeurs pour ouïr les comptes dans la maison de ville. — Permis au procureur qui est surchargé de besogne, de prendre un substitut qu'il présentera au conseil, et qu'il payera sur ses gages.]

[9 *mars soir* (1501), au chapitre. Trois chanoines, Saint-Remi, Saint-Nicaise, Saint-Pierre-aux-Nonnains, six échevins; cent personnes.— Lettres du roi qui nomme capitaine de Reims Ph. de Courcelles, sieur de Saint-Thiébaut et de Nantouillet, lieutenant de Dorval, gouverneur de Champagne, en remplacement de La Ramée qui vient de mourir. — Ordre du gouverneur de Champagne de prendre de Courcelles le serment accoutumé, et de l'instituer en cet office, d'en ôter tout détenteur illicite qui n'aurait pas lettres royaux. Le receveur ordinaire du roi à Reims payera les gages du capitaine, et les gens des comptes les lui alloueront. (23 juillet 1500) — Suit une procuration de Courcelles, qui charge P. de Vertu, écuyer, sieur de Longeville, d'aller prendre possession pour lui de l'office de capitaine, et lui donne pouvoir de constituer à Reims une personne idoine, pour icelui office de capitaine régir et gouverner bien et duement, et généralement faire tout autel et autant que ledit constituant ferait si en personne y était. (14 octobre 1500.) — Enfin lettres du capitaine qui s'excuse de ne pouvoir aller lui-même à Reims, à cause de ses fonctions de lieutenant du gouverneur. — Les habitants demandent acte du serment prêté par leur nouveau capitaine, entre les mains du gouverneur.]

[30 *juillet* 1501. Lettres royaux impétrées par J. Cocquillart, receveur pour la reddition de ses comptes.] — Loys.... au bailly de Vermandois ou son lieutenant à Reins, salut. Humble supplication de nostre..... J. Cocquillart, avons receue, contenant qu'il a esté esleu et commis de par nos chiers et bien-amés les gens d'église, eschevins....., receveur des deniers communs, qu'il a bien et duement excercé l'espace d'ung an entier, et s'i est bien et honnestement gouverné, et en rendroit voulontiers son compte à ceulx à qui il appartient, mais il doubte que les habitans ou aucuns d'eulx feissent difficulté de assister à la reddition et audicion d'icelluy, s'il n'avoit sur ce nos lettres de provision de justice, humblement requérant icelles; pourquoy nous, ce considéré, vous mandons, et pour ce que par nos lettres des octrois par nous fais ausdits habitans desdits deniers communs...... est expressément dit que les comptes desdits deniers se rendront pardevant nos officiers, et que vous estes juge ordinaire, commettons, que appelé nostre procureur audit baillage, ou son substitut à Reins, nostre capitaine illecques ou son lieutenant, et desdits habitans en nombre compétent, et autres qui pour ce seront à appeler, vous procédés à l'audicion, examen et closture du compte d'icellui suppliant, ainsi que verrez estre à faire pour raison, et sur ce faictes bailler audit suppliant par celluy ou ceulx qu'il appartiendra, tels quictances et acquicts que verrez au cas appartenir, et à ce faire et souffrir contraignez ou faictes contraindre tous ceulx qui pour ce seront à contraindre...., en faisant en cas de débas, aux parties oyes, bon et brief droit, car ainsi nous plaist.... Lyon, VI juillet M Vc I. — Par le roy à la relacion du conseil.

[3 *janvier*. Un chanoine étant nommé par le clergé à la charge de juge et commissaire des aides, prête serment devant le lieutenant.]

[Il y a ici lacune de deux ans, 1502 et 1503.]

habitantes audire, neque pro parte eorumdem se informare volendo, dixerat et responderat, a quo idcirco dicto habitantes appellaverant,

[28 *février* 1503 (v. s.). Les officiers sont continués. Il y a toujours trois maîtres des œuvres. — Pour le conseil ordinaire sont nommés les deux sénéchaux Me J. Bourguet, bailli de Reims, J. Cauchon l'aîné, bailli de Saint-Remi, Me R. Cauchon, Me J. Cauchon, médecin, B. Moët, J. Noël, P. Vaurouart, R. de Paris, N. Grossaine, J. Cordier, C. Dervillers, J. Moët, O. Noël, Me N. Frison ou les huit d'entre eux.]

[24 *mai* 1504. Les arbalétriers du jeu Sainte-Barbe demandent à faire deux bandes outre celles qui existent déjà, à cause de l'affluence des joueurs. On le leur refuse. Si bon leur semble, ils peuvent aller jouer au grand jardin des arbalétriers, à la Couture.— A la Saint-Jean prochaine, pour tout délai, on doit porter à la chambre des comptes à Paris, six des comptes rendus des deniers communs de la ville, pour que MM. de la chambre puissent les examiner, ou si on y manque, le grenetier ne donnera plus l'argent que la ville tire du profit sur le sel. — Mais MM. de l'église se refusent à voir les comptes, jusqu'à ce que leur salaire soit fixé. — On en traitera quand ils seront là, mais il faut se hâter de voir les comptes.]

[31 *juillet*. Un représentant de Saint-Denis se trouve présent.]

[13 *août*. On reçoit les lettres suivantes qui sont datées du 9 août.] — « Messieurs les gens d'église, eschevins....., je me recommande bien à vous. M. le procureur, porteur de ceste, est venu devers moy de par vous, pour me advertir du trespas de feu M. de Courmas (G. Toignel), mon lieutenant à qui Dieu pardoint, dont bien fort me desplaist, et vouldrois qu'il fust autrement. Je y ay fait perte grande, et la ville aussi. Le procureur m'a parlé pour pourveoir à ladicte office, et qu'avez accoustumé d'y pourveoir et mettre lieutenant. Je ne suis point bien adverti de cela, ce que vueil bien estre, avant que y donner provision, et si mesdis sieurs de la ville ont ceste prééminance et ce droit, je ne vueil point estre cause de leur oster. Je vous prie en attendant que je soye informé dudit droit, à ladicte office de lieutenant veuillez pourveoir d'homme suffisant qui puisse bien excercer ledict office pendant le temps; et si je le trouve tel, et eusse la puissance de le désappointer, je ne le feray point, car quant par moy il y deveroit estre mis, sy ne le vouldrois-je faire sinon par le conseil d'entre vous, messieurs. En brief jour aurez de mes nouvelles, touchant cedit affaire, et autres. J'espère estre, M. le gouverneur, en bref temps par delà, et moy avec lui pour l'accompaigner..... Je entens que celluy que aurez nommé lieutenant jusques à ma venue, aura toute puissance de faire toutes assemblées, et autel que se moi-mesme estois excerceant ledit office en personne, et prie à M. le lieutenant de Vermandois, Ph. de Bezannes, qu'il veuille prendre de luy le serment en tel cas accoustumé..... » — [Sur cette lettre on conclut que le 16 on fera assemblée générale, pour pourvoir à l'élection d'un nouveau lieutenant, en laquelle assemblée seront MM. de l'église.]

[15 *aout*, au chapitre, par P. de Bezannes. Le sénéchal et un chanoine. Le bailli de Reims. Soixante habitants.] — « Sur ce que par le procureur a esté dit, que par l'advis d'aucuns habitans de ceste ville, il s'estoit transporté par devers Mgr le cardinal, adfin de luy signifier et faire assavoir que demain se devoit faire une assemblée générale en l'hostel de la ville, pour eslire ung lieutenant en l'absence de feu Me G. Toignel, et aussi pour autres affaires d'icelle ville, ce qu'il avoit fait aujourd'huy; en quoy faisant ledit sieur s'estoit courroussé, et fait deffense au procureur à peine de cent marcs d'or à appliquer à la réparation de la ville, que nul des habitans ne se assemblassent; à quoy ledit procureur luy avoit respondu, que les assemblées de la ville ne se faisoient pas de par lui, mais de par le cappitaine ou son lieutenant, ou M. le bailli de Vermandois, ou son lieutenant en leur absence, et que ainsi en avoit esté fait de toute ancienneté, et en avoient joy

et hujusmodi appellacionem in dicta curia nostra debite relevaverant; qua appellacione non obstante, et contra eam actemptando, predic-

les habitans, lui suppliant humblement qu'il voulsist délaisser lesdis habitans joyr et user des droits dessus dits, qui désiroient capter sa béguivolence, sans avoir rigeur à l'encontre de luy; lequel sieur persista tousiours ausdictes deffenses, et à injures contre le procureur, en le rembronant et appelant *coquart;* lequel procureur véant qu'il persistoit ès dictes deffenses, dit qu'il s'opposoit à icelles, par quoy ledit sieur avoit assigné jour au procureur au lendemain, heure de huit heures, au moyen de quoy icelluy procureur avoit fait fère ceste présente assemblée, notifioit ces choses, afin que par Messieurs feust conclud et délibéré ce qui estoit à faire, et comment il avoit à se gouverner le lendemain sur ladicte opposition. — Conclud a esté que demain heure de cinq heures du matin, nous, P. de Bezannes, lieutenant, MM. les baillis de Reins, Mes J. Fillette, R. Cauchon, J. Frizon, J. Cocquillart, R. de Paris, les procureurs de chapitre, de l'eschevinaige, et le procureur de la ville, yront par devers M. le cardinal, lui remonstrer que de toute ancienneté les habitans de la ville se assembloient pour leurs affaires communes, par l'ordonnance ou congié du capitaine ou son lieutenant, et en leur absence de M. le bailli de Vermandois ou son lieutenant à Reins, qu'ils en avoient ainsi joy, et usé de tout temps et ancienneté; que ausdits conseils, de l'auctorité que dessus, y assistoient se bon leur sembloit, MM. les archevesques de Reins, et s'i estoient trouvés plusieurs ses prédécesseurs, luy suppliant très humblement qu'il se vueille depporter desdictes deffenses, et laisser joyr les habitans de leur droit, et qu'ils demeurent tousiours en sa bonne grâce; et où ledict seigneur ne se vouldra depporter, que le procureur de la ville se doit porter pour opposant, et néanfmoins procéder à tenir le conseil général, et à eslire ung lieutenant, ou commis du cappitaine, jusques au jour de la rénovation des officiers. »

[16 *août*, auditoire de la Pierre au Change. P. de Bezannes. Trente habitants, et le procureur. — L'archevêque a refusé de lever la défense. Le procureur s'est opposé. On conclut que le procureur ira vers l'archevêque, pour savoir quelle demande il doit faire contre lui. — Le procureur prendra délai, pour rapporter sa réponse au conseil.]

[16 *août*, en l'hôtel-de-ville, par P. de Bezannes, lieutenant de M. le bailli de Vermandois, président au conseil pour la mort du lieutenant, un sénéchal, le grand prieur et l'aumônier de Saint-Remi, le trésorier et le sous-prieur de Saint-Nicaise, le curé et un religieux de Saint-Denis, six échevins, un grand nombre d'habitants. — Le procureur lit les lettres du capitaine en date du 9 août. — Il lit ensuite celles du roi :] «Chiers et bien-amés, nous avons esté advertis que l'office de lieutenant du cappitaine....., lequel on dit estre vacant, se fait par eslection de vous, et pour ce que à icelluy est requis pourveoir d'un personnage seur et féable, comme savez et que on dit nostre chier et bien-amé J. Fillette, qui est natif et citoyen de ladicte ville, estre homme de bien, seur et féable..... A ceste cause, aussy en faveur d'aucuns nos serviteurs qui pour luy nous ont supplié et requis, nous vous prions bien affectueusement, que se le dit Me J. Fillette est de la condition dessus dicte, que en faisant vostre eslection vous le veuillez avoir pour amour de nous, singulièrement recommandé, et en ce le préférer devant tout autre: Et en ce faisant, vous nous ferez très grant et très agréable plaisir, dont aurons les affaires de la ville en très singulière recommandacion. — IX août. » — [La plupart de ceux qui assistent à ce conseil, concluent à la nomination de J. Fillette, écuyer, et il est commis par les assistants à exercer l'office de lieutenant, jusqu'à la rénovation des officiers. Fillette fait serment entre les mains de P. de Bezannes.]

« Le mardi XX aoust, Me J. Fillette, escuyer, lieutenant...., dixt à moy J. Pussot, greffier du conseil, qu'il le convenoit aler hors de Reins pour aulcuns ses affaires, et que pour et durant le temps qu'il seroit

tus Petrus Musart, prepositus de Fismes, pretextu certarum litterarum a nobis per dictum archiepiscopum obtentarum, predictas infor-

hors, il avoit commis et commettoit en son lieu, pour excercer ledit office de lieutenant de capitaine, Th. Jacquemin, bourgois de Reins, lequel en prinst la charge et promest le faire. »

[30 *août*. Au chapitre, par J. Fillette. Tous les gens d'église, les échevins, une quarantaine d'habitants. — Le procureur expose que la ville est douée de beaux droits, même de celui de garder ses clefs et ses portes; qu'elle a obtenu arrêt sur ce contre un archevêque; que cependant le cardinal envoie chaque jour aux portes de la ville voir quelle garde on y fait, afin, dit-on, de vouloir s'attribuer la charge de commettre à la garde de la ville. — Le procureur a aussi été averti que l'archevêque a reçu des lettres du roi, pour instituer comme lieutenant J. de Myremont, seigneur de Gueux. — Avant de rien entreprendre sur ces matières, on ira vers le cardinal, on lui remontrera les droits de la ville, l'extrait de l'arrêt qui attribue aux habitants la garde des portes, murs, ponts-levis, fortifications, barrières, prosnes...., on prendra instrument d'un notaire royal de ces remontrances, et de la réponse que fera l'archevêque, et tout sera rapporté au conseil. — C'est le trésorier de Notre-Dame qui est chargé de faire les remontrances.]

[9 *septembre*. Par Fillette, à l'hôtel-de-ville. Tous les gens d'église, deux échevins, dix-huit habitants. — Le cardinal a depuis peu montré des lettres du roi qui, à sa demande, a commis pour lieutenant J. de Myremont, et qui ordonne de lui donner les clefs de la ville. — Le trésorier de Notre-Dame, le grand prieur de Saint-Remi, le lieutenant, le procureur, et deux échevins, iront montrer à l'archevêque l'arrêt dont il a été question, et rapporteront sa réponse au conseil. — Ensuite ils demanderont à l'archevêque son avis, pour savoir comment on pourrait obtenir du roi permission de donner cours dans la ville à toute monnaie étrangère.]

[Il n'y a rien d'intéressant dans les conclusions, de février 1504 (v. s.), à mars (1505 v. s.)] Élection. Tous les officiers sont continués.

[4 *mars* 1505. (v. s.) — Le procureur dit que, pour la prorogation obtenue de MM. des comptes, par laquelle ils ont dit qu'on ne leur donnera que le seul compte du sel, et qu'ils n'en veulent nul autre, il a été obligé de promettre plusieurs frommages, qu'il faut envoyer à Paris. — Le procureur et le receveur sont chargés de les acheter. — On donnera 400 l. p. aux échevins pour les chaussées. Ils en rendront compte à la ville. Une partie de cette somme sera employée à refaire le pavé du cloître du chapitre, sans préjudice à l'échevinage, qui n'est tenu de réparer le cloître, comme a dit J. Pussot, son procureur.]

[2 *avril*. Par mandement de J. Fillette en personne, et du consentement du procureur. — A Me J. Dudéré, procureur en la chambre des comptes, a été envoyé 4 l. 7 s. 4 d. p., pour le rembourser de ce que lui, et autres, ont frayé pour les habitants, et aussi de son salaire d'avoir procuré envers MM. des comptes, et obtenu commission, par laquelle est dit que dorénavant l'on n'enverra à la chambre que la recette et mise des deniers octroyés par le roi, et que l'on distraira des comptes rendus par le receveur, les autres deniers communs des habitants, et obtenu terme pour ce faire.]

[27 *avril* 1506. École de théologie. Tous les gens d'église. — D'Orval écrit aux habitants que Paris et d'autres bonnes villes, envoient des deputés à Tours pour requérir, consentir, et accorder au roi certaines choses. Il conseille à Reims d'envoyer un ou deux délégués, pour se joindre à ceux des bonnes villes. — On envoie le lieutenant, et R. Cauchon, et on fait une assemblée générale pour leur donner une procuration.]

[8 *juin*. Aux Cordeliers. — Les deux députés sont de retour. Ils étaient convoqués pour exprimer au roi le désir qu'éprouvaient les bonnes villes, de voir l'union de Claude de

maciones contra dictos habitantes [voluit secundum?] jura nostra perficere, et quod [*sic*, pro?] parte dictorum habitancium nullam infor-

France, avec le duc de Valois. Les fiançailles sont faites, et tous les barons, princes, et députés des bonnes villes, ont juré tenir la main à l'accomplisement du mariage. Ils en ont donné serment, promesse et scellé; le tout doit être ratifié par les habitants, dont les lettres doivent parvenir au roi avant deux mois. — L'assemblée ratifie. — Voici le texte du serment :]

« Nous, J. Fillette et R. Cauchon, commis et députes de la bonne ville et cite de Reins, jurons et promettons, sur les périls et dampnacions de nos âmes, et les sainctes Evangiles de Dieu, pour ce par nous corporellement touchées, que nous et ceulx de ladicte bonne ville et cité, ausquelz nous prometons faire ratiffier le contenu en ces présentes, et en bailler sur ce leurs lettres au roy nostre souverain seigneur dedans la feste de la Magdelaine prochainement venant, ferons et procurerons par effect, de tous nos pouoirs, que le mariage de très-haulte et très-excellente princesse Me Claude de France, et de très-hault et très puissant prince M. le D. de Valois, lequel il a pleu au roy, à la supplication et requeste de ladicte ville, et des aultres et principales du royaulme, par l'advis des princes et seigneurs du royaulme, presentement conclure, et accorder, et faire, soit entièrement entretenu, accomply et consummé, incontinent qu'ils seront parvenus à l'eage pour icelluy consummer, et que se le roy, que Dieu ne vueille, va de vie à trespassement sans deslaisser enfant masle, nous tiendrons et repputerons M. de Valois pour nostre roy et souverain seigneur, et comme tel luy obeyrons. Tesmoings nos seings manuels cy mys. XIX mai M. V^c VI. »

[17 *août*, au Change. Point de gens d'église. — La tour construite par J. Colbert et ses consorts, maçons, derrière les Augustins, tombe déjà en ruine. Ils sont assignés devant le lieutenant, mais ils déclinent sa juridiction. Le bailli de l'archevêché revendique ce procès. — On ne prend pas de conclusions, parce que les opinions sont divisées. — Dans un second conseil tenu au Change, où sont tous les ecclésiastiques, il est conclu unanimement, excepté par J. Bourguet, bailli de Reims, que le procureur de la ville continue ses poursuites par-devant le lieutenant, et que s'il en advient procès, on le soutiendra. — Tous les maçons renoncent à leur appel, excepté J. Colbert. Le procureur de l'archevêché se porte avec Colbert appelant de la sentence du lieutenant, et l'affaire est portée à Laon (*8 janvier*).]

[8 *octobre* 1507. On paye certains particuliers qui ont prêté leurs chevaux pour les postes.] — Le contrerolleur des postes a charge que l'en ait un homme en ceste ville, prest pour courir la poste de Reins au Chastelier et à Ygny, jusques à ce que aultre nouvelle soit venue. — [Le procureur demande qu'on ouvre les portes pour laisser passer les postes de jour et de nuit; on ne conclud pas.]

[24 *février* 1507 (v. s.), en l'école de théologie. Election. Tous les officiers sont continués. Pour le conseil ordinaire, on nomme seize elus, outre les deux sénechaux. Douze d'entre eux pourront besongner seuls. — Pour ouïr, les comptes de la ville, et assister à leur reddition, on commet les vicaires de l'archevêque ou l'un d'eux, les deux sénechaux pour le chapitre, le lieutenant du capitaine; Me Bourguet, bailli de Reims, pour Saint-Nicaise; P. Boulet, procureur de Saint-Remi [et de la ville]; les autres justiciers; deux auditeurs pour les nobles, quatre pour les échevins, huit dont quatre suffiront pour les marchands et autres assistants du conseil. — Lettres du roi du 24 mai 1506, en faveur des arbaletriers. Les lieux et buttes où ils s'exercent, même au grand jardin de la Couronne, sont en si mauvais état, que le jeu en est presque abandonné. Mais comme la ville est frontière, il est nécessaire qu'elle soit pourvue d'archers habiles. Le roy prie la ville d'allouer au roi des arbalétriers, ou à leur procureur, 20 l. t. par an, pour réparation de leurs buttes.]

[27 *août*. Le lieutenant qui va à Rethel tenir les jours, comme lieutenant du bailli

macionem facere, a qua [*sic*, quo?] dicti habitantes dicte appellacioni adherendo iterum appellaverant; sed dictis appellacionibus expretis et

de Vermandois, présentera six poinçons de vin à Dorval, qui a donné ordre au prévôt des marechaux de tomber sur une bande de pillards. — Réclamation de la dame Moët qui a perdu des serviettes, en ustencillant le logement de Lancelot du Lac, gouverneur d'Orléans.]

[12 *novembre* 1508, au Change, par Fillette, lieutenant.] — « Ledict jour icellui lieutenant deffendit sur peine de la mort à F. Morel, demourant à Reins, de ne meffaire à J. le Cirier, connestable, en quelque manière que ce soit »

REGISTRE VI.

[Ici se trouve une lacune de quatre ans.]

[Voici les noms des officiers pendant l'an 1512.]

Mᵉ Jacques Fillette, escuyer, sieur de Ludes, lieutenant de M. le capitaine.

Mᵉ G. Chevalier, procureur de la ville.

Mᵉ N. de Villers, J. Colin, } Receveurs des deniers communs.

Mᵉˢ Baujois de Namps, O. Noël, N. Vieillart, } Mᵉˢ des ouvrages.

G. Moët, L. Cauchon, } Mᵉˢ de l'artillerie.

J. Pussot, greffier du conseil.

A. de Rebondi, J. le Laynier, } sergens de la forteresse.

Mᵉ R. de Baudricourt, J. Bourguet, } juges et commissaires sur le faict des aides octroyes par le roi à la ville.

[16 *février* 1512 (v. s.), au chapitre par J. Fillette. Le chantre, le trésorier, l'écolâtre, un sénéchal, Baujois de Namps, de Villers et quatre autres chanoines, les trois trésoriers des trois abbayes, un religieux de Saint-Nicaise; le prévôt de l'échevinage, quatre échevins, le bailli de Reims, Mᵉ N. Horis, et trois cents habitans.] — Conclud a esté que les officiers seront continués en leurs offices, ou eslus de nouveau par voie scrutine; et pour scrutateurs ont esté nommés Mᵉ J. Godart, chantre et chanoine, pour l'église, Mᵉ G. Cauchon, escuyer pour les nobles, et J. Cocquillart pour les marchands; lesquels et J. Pussot, greffier du conseil avec eux, se sont transportés en une galerie basse des appartenances du chapitre, en laquelle sont aussi venus les habitans estant audit conseil, lesquels, chacun par lui, ont baillé leurs voix pour les offices de ladite ville, à ceux qu'ils nommoient pour iceux; et ont esté marquées leurs voix sur les noms des personnages continués et renouvelés, et après lesdictes voix ainsi receues, par la déclaration faicte desdites voix... Mᵉ J. Fillette.... a esté continué en l'office de lieutenant. — Mᵉ J. Hennequin, licencié en loix, a esté eslu procureur au lieu de G. Chevalier. — Mᵉ N. de Villers, chanoine, l'ung des receveurs des deniers communs, pour le clergé, a esté continué. — G. Pioche a esté nommé l'autre receveur, au lieu de J. Colin. — Mᵉ Baujois de Namps, l'ung des Mᵉˢ des œuvres pour le clergé, a esté continué. — N. Vieillard, de mesme. — R. de Paris a esté institué l'autre maistre, au lieu de O. Noël.

J. Doynet, F. Laudouzis. } ont esté nommés Mᵉˢ d'artillerie.

[Le greffier et les sergents ont été continués, ainsi que les juges des aides.] Et ainsi a esté déclaré publiquement ladite eslection au chapitre, présens ceux qui estoient audit conseil, dont Mᵉ G. Chevalier a appelé, et a dit qu'il offroit exercer la procuration pour 20 l. t., au lieu de 25 l. qu'en doit avoir Mᵉ Hennequin. — [Fillette fait le serment devant P. de Bozannes, lieutenant du bailli de Vermandois; ce fait, le lieutenant Fillette a pris le serment de Hennequin, non par irrévérence de l'appel interjeté par Chevalier, mais parce que la ville ne se peut passer de procureur.... Les autres jurent de même.]

[18 *février*. Au chapitre. Deux sénéchaux, le prévôt de l'echevinage, et six echevins, vingt habitans. — Il s'agit d'élire le conseil ordinaire, et les auditeurs des comptes; on nomme pour le conseil ordinaire deux sénéchaux, R. Cauchon official, le bailli de Reims, et vingt-deux autres. — Vingt-six en tout.] « Douze de tous les dessus nommés

contemptis, dictus Petrus Musart supradictos Petrum de Bezennes, Baudonetum du Molinet, Johannem Migalot et Guillelmum Boubeuf,

compareront doresenavant au conseil ordinaire, et à aviser entre eux, touchant la garde, defense et fortification de la ville; et leur a esté baillée ceste puissance, et de faire tout ce que besoin sera pour la garde et fortification de la ville. »

[Pour auditeurs : Les vicaires de Monseigneur; les sénéchaux pour le chapitre, le lieutenant, Mr J. Bourguet, bailli de Reims, pour Saint-Nicaise, P. Boulet pour Saint-Remi; les hauts justiciers, trois pour les nobles, sept pour les marchands et autres.]

[2 *mai* 1513. — La chambre des comptes fait assigner le procureur de la ville pour apporter les comptes des deniers communs. — On extraira de ces comptes les articles concernant l'aide de 2 s. p. sur queue en gros à Reims et à quatre lieues, et le droit que la ville prend sur le sel, et on envoira le tout à la chambre. — Le jour approchant, Chevalier, l'ex-procureur qui a les comptes, ne veut pas les donner, et on ne peut rien conclure, attendu le bruit qu'il fait au conseil.]

[15 *mai.* Colin, ex-receveur, refuse de verser des deniers qui restent de sa recette, pour les affaires de la ville. On a recours au bailli de Vermandois; son lieutenant général à Laon, commet Th. de Bezannes, son lieutenant particulier à Reims, pour ouïr les comptes de Colin, et le forcer à payer; ce qui s'exécute.]

[10 *juin.* Lettre du roi du 7 juin, en faveur du procureur Chevalier, qui pendant trois ans avait exercé honorablement sa charge, et qui n'en a été démis qu'à cause d'aucuns ses haineux. Le roi, à la recommandation de quelques-uns de ses serviteurs, prie les habitans de continuer Chevalier dans ses fonctions et gages.]

[20 *juin.* Dès le 12 mai on a nommé une commission de quinze personnes, dont huit suffisent, pour aviser en quels lieux il faudrait se réunir en cas d'effroi. Dans ces quinze, douze seulement sont pris dans le conseil ordinaire, et trois en dehors; il n'y a pas de gens d'église. — Ils ont fait, conclud, avisé, lu et accordé le 20 juin les ordonnances suivantes. — En cas d'effroi, tous ceux qui ont accoutumé faire le guet assis dans dix des connétablies (ici désignées), se rendront sur-le-champ en armes sur la muraille, de la porte Regnier Buiron à celle des Augustins, avec deux des plus prochains portiers de chacune des connétablies. — Neuf autres connétablies se trouveront de même, avec deux portiers de chacune, de la porte des Augustins à celle de Dieu-Lymire. — Six autres connétablies avec les portiers, se rendront entre Dieu-Lymire et la rue des Moulins. — Onze autres avec les portiers, de la rue des Moulins à la porte R. Buyron. — Les portiers de dix des connétablies précédentes, sauf ceux qui accompagnent le guet assis, se rendront au marché au blé, sous la charge de P. de Bezannes, et de H. Cauchon, écuyers. — Les portiers de neuf des connétablies précédentes se rendront au loges la Boule, sous la charge du sieur de Maupas, et du receveur des tailles et aides. — Les portiers de sept autres, se trouveront sur la place appelée le Grand-Jardin, rue Neuve, plus haut que les Carmes, sous la charge de A. Feret, contrôleur du grenier à sel, et de P. Boulet, procureur. — Enfin les portiers de dix autres se trouveront à la Croix de la Couture, sous J. Cocquillart et J. Pioche.]

[5 *juillet.* Au chapitre. Les gens d'église. L'assemblée est nombreuse. Lettres du roi du 30 juin. Des princes du sang s'intéressent à G. Chevalier. Le roi s'émerveille que l'on n'ait pas fait droit à ses premières lettres. Il veut et mande expressément cette fois pour toutes, que l'on continue Chevalier dans son office. Il reconnaîtra ce plaisir que lui fera la ville, mais il lui enjoint de n'y faire faute, car tel est son plaisir. — Lettres de François D. de Valois, comte d'Angoulême à Me Fillette. 30 juin. — Chevalier, lieutenant du maître sergent des bois et forêts d'Epernay, et des montagnes de Reims, appartenant au D. de Valois, a rendu à celui-ci des services, et son père a bien mérité du père du duc

in dicta nostra curia cum sono tupe adjornaverat, super actemptatis de quibus idem Musart se informatum esse dicebat, predictis archiepi-

comme bailli d'Epernay. — Le duc est instruit que quatre ou cinq marchands ont par envie mutiné le peuple contre Chevalier; il prie Fillette d'en parler aux gens de la ville, et de le faire remettre en place, autrement il sera obligé d'en reparler au roi, qui veut expressément qu'il en soit ainsi. — On enverra vers le roi et monseigneur d'Angoulême, J. de L'Hopital, receveur des tailles et aides, et J. Proche, procureur du chapitre, porteurs de lettres, où il sera dit que de temps immémorial les officiers de la ville remettent leurs offices tous les ans au plaisir et vouloir des habitants en conseil, qui se compose de gens de tous états en grand nombre. Ceux-ci elisent de nouveau les officiers selon qu'il leur semble plus profitable à la ville. Chevalier n'est pas le seul qui ait été changé aux dernières élections, suivant les droits et priviléges de la ville, que le roi sera supplié de conserver. — On tâchera d'obtenir du roi lettres patentes adressantes au lieutenant du capitaine, ou à celui du bailli de Vermandois, et aux élus sur le fait des aides à Reims, pour doresnavant prendre et ouïr, clore et affiner les comptes des deniers communs et aides de la ville.]

[22 *juillet.* Aux cordeliers. Assemblée nombreuse. — Les députés vers le roi, rapportent du roi et du comte d'Angoulême, des letttres qui paraissent favorables, car Chevalier qui était aussi à la cour, a fait ce qu'il a pu pour empêcher qu'elles ne fussent délivrées. Chevalier a d'ailleurs dit en cour, à MM. des requêtes et autres seigneurs, que les habitants étaient mutins et qu'ils robaient les deniers communs. — Le procureur de la ville, poursuivra Me Chevalier pour avoir réparation de ces injures, et fera amples mémoires. — L'anticipation d'appel prise et obtenue par le procureur pour les habitans contre Chevalier, pour le fait de la procuration de la ville, sera mise à exécution; le procureur de la ville fera mémoires bien amples, et les communiquera au conseil. Il faut y procéder en diligence. — Le gouverneur de Champagne a recommandé deux canonniers à la ville, pour faire de la poudre. Ils demandent du charbon de bois de tilleul, non de la racine; et du bois de saule sauvage sans écorce, sans racine, et non mouillé.]

[2 *août.* — Lettres du roi du 22 juillet. Il a toujours respecté les priviléges des villes franches, mais les pauvres sujets des villages et autres villes sont épuisés, et les urgences de la guerre avec l'Angleterre le forcent à faire un emprunt. Il demande à Reims 3000 l. t. en don, sans préjudicier aux priviléges de la ville. — Elles lui sont accordées et trois hommes elus dans chacune des sept paroisses et le ban Saint-Remi, viendront faire serment dans les mains du lieutenant, de bien asseoir cet impôt. Il faut qu'ils asseoient cette somme assez promptement, pour qu'elle soit prête au 15 septembre, où ils seront responsables des dommages que la ville pourrait en éprouver. Les gens d'église, nobles vivant noblement, et les officiers qui ont déjà prêté au roi l'an passé, leurs gages, ne seront pas compris dans l'assiette.]

[Il se trouve ici une lacune de dix-huit mois.]

[27 *février* 1514 (v. s.). Au chapitre, par G. Moët, commis par J. Fillette. — G. Moët dit que l'assemblée est faite pour renouveler ou continuer les officiers; que pour y procéder, chacun des officiers doit commencer par remettre et delaisser aux mains et puissance des habitants son office....]

« Et pour besongner en l'eslection en la manière tenue l'an passé, l'on avoit le jour d'hyer esleu par les paroisses de Reins certain nombre des habitans desdictes paroisses, lesquels avec les doyens et trésorier et les deux séneschaulx de l'église de Reins, deux religieux de Saint-Remy, deux de Saint-Nicaise, et les eschevins, ont esté nommés pour bailler leurs voix par voix de scrutine, et eslire et nommer les officiers qui seroient de la ville pour ung an; et pour recevoir

scopo et procuratori nostro responsuros. Dicebant autem dicti habitantes, quatenus intimati extabant, quod predicta appellacio, per

leurs dictes voix, ont esté nommé pour scrutateurs par lesdicts de l'église, parochiens, et aultres dessus nommés, Me J. Godart, chantre de l'église, J. Noël, eslu, J. de l'Ospital, receveur des tailles et aides, tant pour l'église que pour les nobles et habitans; et si ont esté nommés pour greffier audicte scrutine, J. Pussot l'aisné, greffier du conseil, et J. Novisse, notaire royal, lesquels scrutateurs, greffier et notaire, pour ce fère bien et duement, l'ont promis et juré, comme en tel cas appartient. — Ce fait, les dis scrutateurs, greffier et notaire, estans en la galerie du chapitre, et vers eulx sont allés Me J. Doubleau, chanoine et tresorier, Me R. Cauchon, doyen, Me G. Cocquillart, chanoine et l'ung des seneschaulx, Damp P. Charlet, trésorier et Damp Boulet, soubs enfermier de Saint-Remy, Damp J. Joffrin, tresorier de Saint-Nicaise, Me J. Hennequin, Me J. Noël, Me N. de Courtil, O. Noël et P. Michelet, eschevins, Me P. Grossaine, aussi eschevin; et après les dessus dits sont allés ou dit scrutine, les habitans et demeurans ès paroisses, cy après déclairés, et tous l'ung après l'autre, pour bailler leurs voix, c'est assavoir :

De la paroche Saint-Pierre.
- Me J. Bourguet, bailli de Reims,
- J. de L'Ospital,
- N. Noël,
- T. Grossaine,
- R. Aupin,
- B. Hurtault,
- N. Galnün,
- M. Crochart,
- J. Frizon,
- J. Cordier,
- G. Solet,
- A. Bauchamp,
- N. Garnot,
- C. de Thilloy,
- J. Lorot,
- Me N. Frizon,
- P. Dudéré,
- N. Robillart,

[*Idem.*]
- N. Frison,
- Me de Maupas,
- Me M. Chiffet,
- J. Varlet. »

[Vingt-deux en tout.]

[De la paroche Saint-Hilaire, dix-sept en tout. — De la paroche Saint-Jacques, six en tout, [mais il doit y avoir une lacune]. — De la paroche Saint-Symphorien, sept en tout. — De la paroche Saint-Estienne, quatre en tout. — De la paroche de la Magdeleine, trois en tout. — De la paroche Saint-Thimothieu, trois en tout. — De la paroche Saint-Julian, trois en tout.]

« Et après les voix baillées par tous les dessus dis ausdis scrutateurs, iceulx scrutateurs ont rapporté, que tous les officiers de la ville sont continués en leurs offices, excepté qu'au lieu de L. Cauchon dit Du Godart, l'ung des Mes de l'artillerie, a esté esleu J. Frizon l'aisné, apothicaire. » [Les sermens se prêtent à l'ordinaire.]

[25 *janvier* 1515 (v. s.), au refectoire des cordeliers, parce que leur salle est empêchée. Le procureur dit que l'assemblée est faite, parce que depuis huit jours N. Dervillers, marchand à Reims, avait obtenu du roi l'office de contrôleur des deniers communs, et qu'il en avait les lettres de don, ainsi que les lettres de la création de cet office, et l'institution sur les lettres de don du lieutenant général du bailli de Vermandois, lesquelles lettres il a presentées en ce conseil; et après lecture faite, Dervillers en personne, garni de conseils, a requis être reçu audit office, et qu'on l'en laissât jouir ainsi que le roi le veut. — Ceux du chapitre se retirent, en disant qu'ils ont besoin de consulter les leurs. — Les religieux les suivent. — Les séculiers écrivent au gouverneur de Champagne, pour avoir avis. — On s'informera aussi aux villes voisines, pour savoir si elles refusent, ou si elles acceptent.]

[Ici une lacune de quatre ans.]

« XXVII *février* M. Vc XIX (v. s.), en la salle du convent des fréres mineurs, par noble

dictum archiepiscopum a dicto locumtenente baillivi viromandensis in dicto loco Remis interjecta, admissibilis non extabat, et quod absque

seigneur Thierry Cauchon sieur de Maupas et Saint-Thimothée, capitaine de Reins, de par le roi, pour procéder à la continuation ou nouvelle eslection des officiers de la ville, où estoient : — Me J. Doubleau, trésorier et chanoine, vicaire général de monseigneur, R. Cauchon, doyen, chanoine et official, J. Godart, chantre et chanoine, R. de Baudricourt, vidame et chanoine, Baujois de Namps, N. de Villers, aussi chanoines, G. Flamignon et P. Grant Raoul, chanoines et seneschaux, Damp J. Moët, et...., religieux de Saint-Remi, Damp J. Joffrin et M. Brillet, religieux de Saint-Nicaise, N. Préladet, et....., religieux de Saint-Denis. — J. Grossaine, bailli de Reins, J. Cauchon sieur de Verzenai, N. de Bezannes sieur de Condé, lieutenant du bailli de Vermandois, J. Noël, eslu de Rethelois, N. Fillette, grenetier de Reins, H. Cauchon sieur de Sillery, J. de Boussut, eslu de Reins, N. Frison, A. Dorigny, baillis de Saint-Remi, M. Chuffet, bailli du chapitre, J. Hennequin, J. de la Fontaine sieur de Courmas, G. Moët sieur de Taissy, pour un tiers, L. Cauchon sieur Du Godart, J. Chinoir sieur de Beyne, T. Gressaine sieur d'Irval, J. Frison, P. Frison, N. Beguin, Ph. Moët le jeune, H. de Roucy, licencié en loix, P. Micquelet, A. Charlier, P. Lescot, P. Guibert, N. Noël, A. Le Goix, H. Chalon, C. Thilloy, R. Augier, M. Capy, N. le Roux, J. Petit, Watrin Gérard, J. Doynet, prévost de Reins, J. de Serval, J. Popehan, S. Bignicourt, G. Rousset, E. Charlot, H. Liquart, P. Médard, P. Novisse, J. Bignicourt, P. Boulet, procureur fiscal de l'archevesché, N. Vieillard, eschevin, A. Chardon, N. Lelarge, P. Faciot, G. Sandras, G. Charpentier, J. Le Tourneur, J Lescot, P. Rogier, O. Noël, P. Jouglet, Me ès arts, C. Dorigny, N. Dervilliers, contrôleur des deniers communs, I. Lefebvre, N. Garot, C. Doynet, L. Varlet, J. Bastien, J. Marchandreau, J. Roucelet, J Lalondre, J. Colart, H Dubois, collecteur de Vermandois, G. Pioche, Guyon Pioche, J. Cabriart, J. Foulquart, C. Dommelier, J. Vaurouart, Me ès arts, O. Thierry, receveur du temporel de l'archevesché, N. Vauchelet, H. Cadi, E. Baussonnet, J. Levigneron, J. Lorot et N. Garnot, sergens de l'eschevinage, P. Bouchart, P. Moët l'aisné, eschevin, J. Saale, H. Lacorde, R. Charlier, J. Ouriet, C. Carolet, A. Couillé, G. Breton, J. Gilbaut, J. de la Mothe, J. Lagoille, N. Bourcamus, G. Royer, G. Preudhon, J. Ancelet, J. Faciot, P. Bauchamp, J. Lefort, J. Le Dru et J. Pioche, procureur des habitans. » — [Tous les officiers, à commencer par J. de La Fontaine sieur de Courmas, lieutenant du capitaine, viennent remettre leur office entre les mains des habitants, pour en disposer selon les priviléges de la ville. — L'office de greffier est vacant par la mort de J. Pussot, qui l'occupait. N. Thilloy, praticien est commis à remplir cet office, pour le jour de l'élection. Sont nommés scrutateurs pour recevoir les voix, Me J. Godart, chantre, pour le clergé, J. Grossaine, bailli, pour les nobles, et sire J de Serval, pour les marchands. Avec eux pour notaires, E. Charlot et G. Sandras, notaires royaux, présents lesquels les conclusions souscrites ont été faites, et desquels scrutateurs et notaires, monseigneur le capitaine a pris le serment. — Tous les officiers sont continués, et font le serment, séance tenante. Et quant à l'office de greffier, il a été conclu qu'il se donnerait par voie scrutine. Les scrutateurs et notaires se retirent à part, reçoivent les voix des habitants élus par les paroisses, chacune à part; G. Charpentier, notaire royal, et greffier de l'échevinage, est élu. — Il n'y a plus qu'un seul receveur. Il est laïque. — On donne 600 l. p. aux greffiers des chaussées.]

[20 *février* 1520 (v. s.), en l'assemblée générale tenue au chapitre, par T. Cauchon, pour l'élection. — Tous les gens d'église comme l'an dernier; le bailli de Reims, le lieutenant du bailli de Vermandois; N. Goujon, prevôt de l'échevinage, onze échevins, J. de Lafon-

ullo gravamine idem archiepiscopus appellaverat, et eciam actinta possessione nostra, et dictorum habitancium, de dictis proclamacionibus

taine, lieutenant, H. Cauchon, N. Levergeur, N. Chinoir, écuyers, et soixante-neuf autres (en tout quatre-vingt-sept laïques), et J. Pioche, procureur. — Tous les officiers se démettent avec les mêmes formalités que l'an dernier, et sont réélus. — Il n'est pas question du conseil. — On défend aux quarteniers, et sergents de la forteresse, de s'emparer de l'herbe des fossés.]

« XIII *mars*, en la maison de ville, au Marché aux Chevaulx. — Les sergens ont semons les séneschaux, et tous les autres gens d'eglise, que l'on a coustume de semondre pour les assemblées générales, pour le clergé, les portiers, connestables, et autres gens de bien. » — [Presents : deux religieux de Saint-Remi, J. de La Fontaine, lieutenant, Mᵉ N. Horis, élu, cinq échevins, P. Faure, receveur des aides et tailles, N. Levergeur, ecuyer, sieur de Joy, L. Cauchon Du Godart, Mᵉ M. Chuffet, bailli du chapitre, Mᵉ P. Petit, licencié en lois, et cent vingt-six autres habitants, parmi lesquels on remarque Richier, le fermier, N. Forré, échevin, etc., etc., etc.....] — « Par le procureur a esté dit, que pour le présent survenoit plusieurs affaires à la ville, et que souvent estoit besoing faire assemblée qui estoit gros travail pour les habitans, et que néantmoins la plus grande partie des habitans qui y estoient appellés, ne se y trouvoient; aussy que de tout temps l'en avoit accoustumé chacun an nommer aucuns notables personnaiges de la ville de Reins, pour le conseil, et traiter des affaires d'icelle. — Conclud a esté, et ont esté nommés pour le conseil ordinaire : deux de l'eglise de Reins, deux de Saint-Remy, deux de Saint-Nicaise, deux de Saint-Denis; Mᵉ J. Grossaine, bailli de Reims; N. Horis, J. de Boussut, G. le Vergeur, tous eslus, P. Faure, receveur des aides, N. Levergeur sieur de Joy, Mᵉ M. Chuffet, bailly du chapitre, [il est aussi lieutenant à Fismes du bailli de Vitry.] Mᵉ P. Petit, bailli du Vidasme, G. Moet l'aisné, P. Moët l'aisné, escuyers, A. Pioche, J. de Serval l'aisné, G. Pioche, N. de l'Ospital, J. Varlet, P. Serval, S. Folet, J. Cabryart, A. Bauchamp, prévost forain de Laon, J. Chiertemps, P. Cocquillart, N. Bacheler, J. Cocquillart, quatre de MM. les eschevins par eulx nommés et esleus en leur buffet, avec les officiers de la ville, (vingt-sept laïques, sans les officiers), auxquels, ou a douze d'iceulx, le tout néantmoins appellés, iceulx habitans ont donné et donnent puissance de traitter de tous et chacuns les affaires communs de la ville, autel et autant que si tous les habitans d'icelle ville estoient assemblés, et jusques au jour de la rénovation des officiers. »

[20 *mars*, aux Changes, par le lieutenant. Point de gens d'église. Le bailli, deux échevins, P. Boulet, J. Doynet, et dix-sept autres, dont deux seulement font partie de ceux qui ont été élus le 13 mars. — Il en est de même dans les conclusions suivantes. — Il s'agit de la garde des portes. Inconduite des gens de pied autour de la ville. — Chacun doit porter hallebarde, vouge, arbalètre, etc. — Lettres au roi, et au gouverneur, sur les excès que commettent les pietons. — Ils brisent les coffres des particuliers, rançonnent les villages, etc, etc.]

[22 *mars*, au Change. Sur chaque porte, un portier fera le guet. Il y aura dans chaque porte toujours quatre arbalètres bandées. — Le connétable et le dixainier seuls auront le mot du guet, et quand le surguet passera, c'est au dixainier qu'on le communiquera. — Ceux d'entre deux ponts ne feront pas le guet. Ils doivent avoir des pierres dans leurs greniers. — On mettra deux voitures de pierres sur chaque porte, et de l'artillerie dans les percées. — Les portiers feront le surguet. — 8 s. d'amende aux défaillans, et saisie, de corps jusqu'au payement pour les laïques, et du temporel pour les clercs. — On fera savoir aux quatre ordres mendiants, que s'ils entendent sonner au feu, ils y courent, et que s'il y a alarme, les cordeliers se rendent au marché au blé, les augustins

faciendis, [procedere?] atque litigare disappunctatis [sic, disappunctati?] non debemus; quin ymo, pendentibus quibuscumque

aux loges la Boule, les prêcheurs à la Couture, les carmes et ceux du Val des écoliers au grant jardin. — Toute l'artillerie, sauf les bombardes et gros canons pierriers, se mettront dans les tours et sur les grosses terrasses, et les munitions dans les tours les plus prochaines; les quatre-vingts petaulx seront tous chargés et prets à tirer, dans la grange de la ville. Les clés des tours seront distribuées à gens de bien, qui chercheront chacun deux hommes se connoissant à charger l'artillerie; s'il vient effroi, ils iront chercher avant et après minuit le mot du guet aux capitaines que l'on nommera, aux lieutenants ou quarteniers. Les cappitaines enverront alors deux ou trois hommes entendus et d'autorité, sur les murailles, pour régir et donner ordre à ceux qui auront la garde des murailles.]

[9 *octobre* 1521. De Villers, autrefois receveur des deniers pour le clergé, est mort. Mᵉ J. Godart, chantre, est nommé par l'archevêque, les trois abbés, le chapitre, le prieur du Val des écoliers, et autres couvents. Il fait serment devant le capitaine. J. Noël, bourgeois de Reims, élu de Rethelois, s'oppose à ce serment, disant qu'il fera connaître plus tard les motifs de son opposition.]

[15 *février* 1521 (v. s.), maison de ville. Trois chanoines, deux de Saint-Denis, le prévôt de l'échevinage, trois échevins. N. Dervilliers, contrôleur des deniers, J. Chiertemps et le procureur. — Il est conclu, en tant que le peuvent faire les présents, et en l'absence des autres du conseil ordinaire pour ce appelés aujourd'hui et hier, que sans délai on obéisse à la commission donnée par le roi aux élus; et pour ce le lieutenant, le receveur, le prévôt de l'échevinage, le procureur de la ville, éliront huit hommes puissants, jeunes et forts, et très-expérimentés au fait de la guerre, pour francs-archers, qui seront équipés aux dépends de la ville.]

[4 *mars*. Assemblée générale aux cordeliers. Quatre cents personnes. — Le roi demande à Reims, comme aux autres villes franches de tailles, un certain nombre de gens de pied, pour la défense du royaume. On délègue une commission de vingt ou de trente personnes, pour s'occuper de cette affaire.]

[5 *mars*. Assemblée générale à l'hôtel de ville. Huit cents personnes. On ne fera aucune offre aux commissaires chargés des gens de pied, et on enverra vers le roi lui remontrer la pauvreté de la ville.]

[6 *mars*. Assemblée générale au chapitre. Neuf cents personnes. — Les commissaires ont dit que le roi ne serait pas content de la ville. — On offrira le payement de cinquante hommes de pied pour six mois, non compris les francs-archers que fournit la ville. Chaque homme aura 100 s. t. par mois, soit 250 l. t. par mois. — Pour subvenir à cette dépense, on priera le roi de mettre 5 s. t. en faveur de la ville, sur chaque minot de sel, et non plus. — La suite de cette affaire est renvoyée au conseil ordinaire.]

[7 *avril*. Il faut besoingner aux fortifications, et suivant le consentement de M. le gouverneur, on cueillera sur tous les habitants faisant porte (les portiers), 10 d. t. par semaine; et sur ceux qui font le guet de nuit, 5 d. t., et sur le clergé à l'équipolent.]

[1ᵉʳ *novembre* 1523. Au chapitre. — La régente a envoyé des lettres datées du 25 septembre 1523, pour l'érection d'un siége royal à Reims. On donnera faveur et aide au commissaire chargé de l'ériger; on ira remontrer à l'archevêque, que c'est pour le bien commun, et le prier d'y consentir. — On offrira à Mᵉ J. Thumery, conseiller au parlement, commissaire pour l'érection, la maison de ville sise au marché aux chevaux, pour y asseoir le siége et tenir la plaidoierie, en obtempérant au vouloir du roi et de la régente, et en remontrant que les habitants n'ont autre lieu en ville que cette maison, appartenant à la communauté.

[11 *novembre*. Tous les gens d'église, etc. — L'érection du siége trouve de l'opposition. — Le procureur, pour l'intérêt public de la

processibus, appellacionibus, ac ipsis non obstantibus, nostris juribus semper gaudere debebamus, prout ante tales processus vel appel-

ville, se joindra aux gens et officiers du roi, et les frais se soutiendront sur les deniers non comptables, jusqu'à la somme de 200 l. t. versés par le receveur des deniers communs, au procureur qui en rendra compte. Et si M. le gouverneur se mécontente de cette conclusion, les habitants lèveront sur eux les 200 l. t.—On donnera au gouverneur 30 poinçons de vin.]

[Lacune d'un an, et quelques mois.]

« *Du mardi* XVIII *avril* M V^{c} XXV, en l'assemblée générale tenue aux Cordeliers, par A. Dupuys, lieutenant. — Présens : vénérables nobles et honorables Damp J. Joffrin, abbé de Saint-Nicaise, Damp N...., abbé de Saint-Denis, Damp J. Artault, religieux de Saint-Nicaise, le trésorier de Saint-Denis, les deux séneschaux du chapitre, Me N. Fillette, prévost, Me G. Cauchon, N. Levergeur, G. Briotin, Me J. Briotin, G. Florinier, J. Briotin, L. Du Godart, Me L. Cauchon, A. Bauchamp, G. Cayet, J. Lecyrot, P. Guyot [et cent cinq autres noms tout à fait inconnus, dans lesquels on trouve cependant des Marguet, des Maillefer, des Carolet.]—Sur les remonstrances faictes par le procureur affin de ne plus faire assemblée générale pour adviser des affaires de la ville, et que plus propice estoit, veu l'estat des choses, nommer certaines personnes qui ayent la totale régie et gouvernement de la ville en tout ce qui touche les habitans, qu'ils puissent ordonner et traicter, et généralement faire et conduire tous et chacuns les affaires de la ville, sans attendre autre congrégation de conseil, ou pouvoir. — A esté conclud premièrement, que le conseil ordinaire de par cy-devant ordonné est et demeure adnulé et cassé, et l'adnulle et le révocque le conseil, et ordonne que doresnavant et jusqu'à la rénovation des officiers sera et se tiendra ung conseil de dix-huit personnaiges ci-dessoubs nommés, qui représenteront la totalitté de la ville et communaulté de Reins, ordonneront et disposeront tant en mises que receptes, charges et descharges et autres affaires quelsconques qui surviendront en la ville, et tout ainsi que si ladicte ville et communaulté estoit assemblée, et s'il eust esté conclud en conseil général; pour quoy fère, administrer et gouverner les biens et affaires de ladicte ville, garder l'onneur d'icelle, faire le prouffit et léaultement maintenir, ils feront serment solempnel comme les autres officiers de la ville, et entre autres choses jureront et prometteront eulx assembler deux fois par chacune sepmaine, les mardi et vendredi en l'hostel* de la ville, heure de prime, pour adviser, conclure et ordonner des choses dessusdictes; et oultre, que metteront en eulx si bonne ordre, que deux fois par chacun des aultres jours de la sepmaine, en ladicte heure, en les y semonnant, ils comparestront; et se tiendront secret ce qui y aura esté dict et conclud; et lesquels, ou dix d'iceulx avec le cappitaine ou lieutenant, auront, et leur donne le conseil, toute puissance dessusdicte; et duquel serment les dessusdicts ne se pourront excuser, sans excuse de maladie, ou aultre excuse très-légitime; et si aucuns des dessusdicts sont reffusans de prendre la charge dessusdicte, les dix acceptans esliront les autres en leur lieu : — Monseigneur de Reins, ou son vicaire qui a esté délégué, Me J. Doubleau.—Monseigneur de Saint-Remy; pour lui a esté délégué Damp G. Bernard, comme il l'a dit. — Monseigneur de Saint-Nicaise, ou Damp J. Artault. — Monseigneur de Saint-Denis, ou Damp J. Charlier. — * Me R. Cauchon, doyen du chapitre. — * Me P. Grant Raoul, séneschal du chapitre.—* G. Moët l'aisné**.

* Dans le texte il y avait, *en l'hostel et chambre de l'eschevinaige*. Ces quatre derniers mots sont effacés.

** Dans le texte le greffier avait écrit primitivement *monseigneur de Taissy*, *monseigneur de Sillery*, *monseigneur de Joy*, titres que prenaient Moët, Cauchon et Le Vergeur; mais ces titres sont effacés, et les trois noms roturiers y sont substitués. — Tous

laciones faciebamus; et quicquid fiebat ad nos ressaisiendum illud, ad delictum vel excessum trahi non debebat; sicque clarum erat

— *M[e] H. Cauchon. — N. Le Vergeur. — *M[e] A. Dorigny, prévost de l'eschevinaige. — *M[e] J. Grossaine, bailly de Reims. — *J. Pioche. — *G. Florinier, eschevin. — *J. Chiertemps, eschevin. — *N. Forré. — *J. de Serval l'aisné. — *N. Beguin. — *T. Cocquebert.

« II *mai (mardi)*, conclud a esté, attendu les charges que ont par chacun jour les délégués du conseil ordinaire, qui est que par chacune semaine sont tenus de s'assembler deux fois en la maison de la ville, et par chacun jour quand la nécessité y est, pour quoi ne sauroient faire la porte et estre au conseil; que doresnavant, attendu les affaires de la ville qui sont de présent grandes, ils ne seront tenus aller à la garde de ladicte porte, du temps qu'ils auront lesdictes charges.

« XVI *mai*. Tous ceux du conseil, et les officiers du roi, seront semons à venir à l'hostel de ville, entendre les comptes des deniers donnés pour fournir à l'érection du siége royal. — [Le vicaire de monseigneur dit qu'il ne s'y trouvera pas, et que monseigneur s'oppose à cette création.]

[23 *juin*. Le procureur soutiendra le procès des vendeurs de pain d'épices, contre Th. Noël. — Le conseil se tiendra désormais à une heure après midi.]

[28 *août*. Le conseil ne s'assemblera plus que le lundi, au premier coup de nonne.]

[4 *septembre*. Le procureur général demande que l'on porte les comptes de la ville à la chambre des comptes. — Suivant la coutume de porter les comptes de la ville à la chambre, ou copie de ces comptes, on y fera porter ceux qui sont rendus.]

[2 *octobre*. On a reçu lettre de la régente, l'une annonçant la paix avec l'Angleterre, et l'autre demandant ratification du traité de paix conclu par la régente. — On convoquera pour le lendemain une assemblée générale.

[3 *octobre*. Assemblée générale aux Cordeliers. — On n'est pas en nombre; les connétables iront de nouveau convoquer les habitants dans les maisons. — Les défaillants seront à l'amende de 40 s. p.]

[*Même jour après midi*. 900 habitants. — On lit la ratification faite par la ville de Paris. — Les délégués du conseil ordinaire en passeront une semblable, sous les sceaux de l'échevinage.]

[3 *novembre*. Le conseil est plus nombreux qu'à l'ordinaire, moins que l'assemblée générale. Il contient plusieurs noms étrangers à ceux des délégués. — Lettres de la régente pour engager les habitants de Reims à ratifier le traité, et promettre à la ville de la garantir de tout dommage.]

[11 *novembre*. L'assemblée est composée comme la précédente. — Avant de ratifier, on consultera le gouverneur, Claude de Guise.]

[20 *novembre*. Assemblée aux Cordeliers, douze cents personnes. La semonce a été faite par un sergent de forteresse, accompagné d'un notaire royal. L'amende était de 10 l. t. — Le conseil ordinaire ratifiera le traité de paix, comme le veut la régente, et le conseille le gouverneur. — L'affaire de l'érection du siége royal se poursuit toujours au grand conseil, contre les habitants de Laon et autres opposants.]

[20 *janvier* 1525 (v. s.). Les élus royaux refusent de connaître des causes intentées par-devant eux pour le quatrième des vins, (sans doute parce que la ville l'afferme directement); le procureur les sommera judiciairement d'en connaître, comme ils l'ont toujours fait; s'ils refusent, on prendra acte du greffier, ou de deux notaires, et on ira consulter à Paris. — Au verso du folio se trouve une liste de trente-

ceux dont les noms sont marqués d'une étoile prêtent serment au lieutenant le jour même de l'élection, excepté les deux du chapitre qui ne le prêtent que le vendredi 22 avril. D'ailleurs, dans les conseils suivants, cette importante conclusion est complétement mise à exécution.

predictos Petrum de Bezennes, et alios in dicto casu excessuum defensores, qui de precepto expresso predicti locum tenentis baillivi viro-

deux bourgeois élus, tant par ceux de l'église que par les nobles, praticiens, etc., qui, joints à tous les officiers de la ville, jugeront, en attendant, des causes jusqu'à 24 liv. p.—Treize suffiront pour cela, mais tous seront convoqués. Le 28 mars on rapporte une lettre des généraux, pour contraindre les élus royaux à administrer justice au fermier du quatrième, et permission, à leur refus, de contraindre les contribuables devant le bailli de Vermandois.]

[21 *février*. Election des officiers. Elle se fait de la manière accoutumée. Rien n'indique dans le texte de la conclusion que les électeurs soient les délégués des paroisses, mais il se trouve entre les feuilles du registre un billet volant ainsi conçu :]

« Messieurs les paroissiens de Saint-Denys, eslizez six paroissiens de vostre paroisse pour assister, et bailler leurs voix à la continuation, ou nouvelle eslection des officiers de la ville, pour l'année prochaine commençant M Vc XXV, en la manière accoustumée. »

[2 *mars*, assemblée générale aux Cordeliers. Cinq cents personnes] « Après que par les sergens de la forteresse a esté relaté avoir semons les habitans en général, en la manière accoustumée, sont comparus, etc. [—Le procureur dit que l'année passée], avoit esté nommés gens pour tenir le conseil ordinaire, et que ceulx qui y estoient l'année passée n'y avoient plus de puissance, pour quoy estoit besoing d'en nommer pour l'année advenir. »

[Le nombre des élus est le même que l'an dernier. Après les gens d'église, qui sont les mêmes, viennent le bailli de Reims, le prévôt de l'échevinage, deux échevins, trois écuyers, cinq pour les marchands. Dix pourront conclure, mais tous seront appelés.]

[21 *avril* 1526. Désormais à chaque conseil seront relues les conclusions du conseil précédent.]

[13 *mars* 1526 (v. s.). Election. Outre les gens d'église, il y a trente-neuf laïques. Les officiers déposent leurs offices. On conclut qu'on nommera par voie scrutine. On élit pour scrutateurs P. Grand Raoul, N. Le Vergeur, J. Chiertemps. Le Vergeur refuse si tous les élus des paroisses n'assistent pas à faire cette élection. Derechef, et pour l'absence de Le Vergeur, il est avisé de recoler les voix, afin de pourvoir ès dits offices; et après avoir ouï tous les assistants, tous, excepté P. Moët le jeune, ont nommé P. Moët l'aîné à la place de Le Vergeur. Les scrutateurs donnent leur serment à J. Fremin, lieutenant du bailli de Vermandois. Ils recueillent les voix. Les officiers sont continués.]

[17 *mars*. Cinq cents personnes. On élit dix personnes qui, jointes aux élus de l'an passé, composent le conseil ordinaire.]

[18 *novembre* 1527. Assemblée générale.—Lettre du roi qui somme la ville d'envoyer d'ici à huit jours un fondé de pouvoir, afin de débattre devant lui, avec ceux de Laon, l'opportunité de l'érection du siége royal à Reims; ceux de Laon prétendent que cette érection les ruine. On nomme un procureur, muni des plus amples instructions.]

[4 *mars* 1527 (v. s.). Election des officiers. On y procède par voie scrutine.]

[17 *mars*. Assemblée générale. — Il s'agit d'élire] « notables personnages pour le conseil ordinaire, afin de pouvoir traiter des affaires qui surviendront, qui sont souvent hâtives, sans pour ce appeler, *à chaque fois*, (ces mots sont ajoutés) la communauté.

« Après avoir ouï les assistans, ont esté nommés pour le conseil ordinaire,

Monseigneur de Reins, ou son vicaire.

Mgrs de Saint-Remy, de Saint-Nicaise, de Saint-Denis, } ou l'ung de leurs religieux, au lieu de chacun d'eux.

Deux de messieurs du chapitre,

Me J. Grossaine, bailli de Reins,

Me A. Dorigny, prévost de l'eschevinage,

G. Florinier, J. Chiertemps, eschevins,

G. Moët l'aîné, Me H. Cauchon, N. Goujon, escuyers.

Me P. Petit, Me H. de Rouen [praticiens?]

Gybrien Pioche, receveur des tailles et ai-

mandensis, in dicta villa Remis, et procuratoris nostri in Viromandia, in predictis proclamacionibus et editis, cum dictis officiariis nostris,

des, N. Forré, procureur fiscal, J. de Serval l'aisné, A. Pioche et N. Galmin [pour les marchands?] »

[17 *juin* 1528. Assemblée générale au chapitre. Tous les habitants sont convoqués par connétablies. L'archevêque de Reims, commissaire du roi, vient lire dans l'assemblée des lettres royaux qui demandent aux habitants 10,000 l. t. pour la rançon du roi, et de ses enfants. — On enverra en hâte à Paris, savoir à combien cette ville et les autres sont taxées; on tâchera d'avoir diminution.]

[23 *juin*. Assemblée générale à l'hôtel-de-ville. — Le procureur est de retour de Paris. On demande un sursis à l'archevêque. On envoie le procureur vers le gouverneur, avec un Mémoire qui contient en substance que le peuple est très-pauvre. Que les munitions de grains et vins que le gouverneur ordonne de mettre en réserve, ce qui a été fait depuis dix ans, en manquant de belles occasions de vendre ces denrées, ainsi que la défense de sortir des grains du gouvernement de Champagne, sont des charges très-lourdes. — L'entretien des fortifications est très-dispendieux. — Depuis un an la ville a donné au roi 3,000 l. t., et moitié des deniers communs montant à 1,500 l. t. — La ville, d'une grande étendue, est fort peu peuplée, et la plupart du terrain appartient aux gens d'église, qui ne veulent rien financer, disant que pour leur part ils ont payé quatre décimes. — Les gentilshommes qui sont les plus riches de la ville, après les gens d'église, ne veulent rien donner non plus. Le procureur s'informera à Troyes, s'il est vrai que l'évêque ait fait exempter ceux de cette ville. — Il verra aussi ce qu'on dit et fait en cour, et ne se hâtera en rien. S'il voit que le meilleur parti soit d'offrir une partie de la somme pour être déchargé du reste, il le fera. Prenant l'avis du gouverneur, et offrant 3, 4 ou 5,000 l. t., il ne passera pas 6,000 l., qui est le double de l'octroi le plus élevé que les habitants aient donné au roi depuis trente ans. Il demande deux ans de terme. — On tâchera de prendre la somme accordée sur les deniers de l'aide de 2 s. p., en s'arrangeant avec des fermiers pour avancer ces deniers, car cet aide ne monte qu'à 1,000 l. par an. Il faudra obtenir là-dessus lettres au bailli de Vermandois et aux auditeurs des comptes, pour allouer ce versement dans les comptes à recevoir. Si on objectait que les réparations aux murs en seront retardées, le procureur répondra que les habitants y pourvoiront par corvées, ou autrement, comme cela s'est déjà fait.]

[24 *juin*. Texte du traité portant trêve avec Charles V.]

[9 *janvier* 1528 (v. s.). Assemblée générale où sont semons, à peine de 100 l. d'amende, tous portiers et gens d'états par les connétablies. Cinq cents personnes. — Il s'agit des 10,000 l. t. Depuis l'ordre de les lever, il s'est tenu plus de quinze assemblées générales, qui toutes ont conclu à l'impossibilité, à des doléances, à des ambassades, et qui ont nommé des commissions. Cette fois encore on nomme une commission, pour faire inventaire et prisée de la valeur des louages des maisons. — Arrivent toujours des réquisitions de pain et de vin.]

REGISTRE VII.

[17 *février* 1528 (v. s.). Par A. Dupuis, lieutenant. Election des officiers. Cent dix habitants laïques. — Tous les officiers déposent leurs offices. — On procède par la voie scrutine. Les scrutateurs sont nommés pour recevoir les voix de ceux qui ont été élus par les paroisses, et des échevins, et des quatre officiers perpétuels de l'échevinage.]

[20 *février*. Assemblée générale. On continue tous les membres du conseil ordinaire nommés l'année précédente, et on leur en adjoint deux nouveaux; vingt en tout, dont douze peuvent conclure.]

[28 *février*. Le roi insiste pour avoir ses 10,000 l. t. — On lui répondra que la ville n'en a octroyé que 6,000. D'ailleurs,

assisterant, in via absolucionis existere, et absolvendos esse; quare concludebant, petebant et requirebant predicti scabini, burgenses,

pour les lever, une commission s'est adjointe les connétables et dixainiers, a parcouru les maisons et héritages, et par l'avis des connétables, dixainiers et voisins de chaque héritage, elle les a évalués; la répartition s'en fait d'après cette opération. — On offrira cent écus à un serviteur du chancelier, pour qu'il fasse modérer les 10,000 l. à 6,000 l.]

[12 *mars*. Il y a beaucoup de mendiants valides. On les forcera à travailler aux remparts. On donnera 12. d. t. par jour aux hommes, et 10 d. aux femmes.]

[14 *mars*. On ira vers le grand maître pour obtenir diminution des 10,000 l.; on lui offrira trois poinçons d'excellent vin.]

[19 *mars*. Jugement portant amende arbitraire, sur la réquisition du procureur, et la déposition de témoins, contre un bourgeois qui a jeté des pourceaux morts dans les fossés.]

[10 *avril* 1529. Le serviteur du chancelier fait dire, que le chancelier ne peut modérer à moins de 8,000 l. On enverra vers le chancelier, et le grand maître, pour les prier de modérer à 6,000 l. — Le gouverneur demande des vivres pour 5,000 lansquenets.]

[7 *mai*. Depuis l'élection des officiers, on n'a pu encore passer procuration au procureur nommé. Les habitants la lui passent en assemblée générale.]

[21 *mai*. On a envoyé en cour, afin d'avoir un commissaire pour venir mettre à exécution les lettres royaux obtenues par les habitants il y a trente-neuf ans, pour l'exécution de certaines sentences concernant les moulins et dégradation des moulins par la Vesle, contre l'archevêque et autres hauts justiciers. Le commissaire de Gorra ne vient pas, il faut presser cette affaire.]

[23 *mai*. Assemblée générale en l'hôtel-de-ville, toujours le lieutenant président. — Les sergents ont convoqué tous les manants et habitants, en parlant aux connétables.]

« Par honnorable homme Me Garlache Souyn, procureur des manans et habitants, a esté dit que vendredi Me J. Fremin, lieutenant de Vermandois, luy avoit fait faire commandement de par le roy, par J. Lacorde, sergent royal, qu'il eust à assembler le conseil de la ville, pour faire aucunes remonstrances auxdits habitans, que ledit lieutenant entendoit faire. »

[Fremin demande de l'argent pour l'installation définitive du siége royal, et veut rendre ses comptes des deniers par lui employés à poursuivre l'élection. — Une autre assemblée générale se tient sur le même sujet. Elle est très-peu nombreuse, ainsi que la première. On renvoie au conseil ordinaire pour étudier la matière, consulter les conclusions, etc., puis le tout sera rapporté au conseil général. — Les mesures relatives aux mendiants se multiplient.]

[10 *juin*. Les sergents ont convoqué le conseil ordinaire, excepté les gens d'église, avec plusieurs autres manants et habitants.— Il y a quatorze personnes au conseil. — Le chapitre fait dire par son procureur, qu'il veut s'accommoder avec la ville, relativement à l'affaire des moulins de Vesle, qui dure depuis trente-neuf ans.]

[27 *juin*. Le grand conseil a donné son arrêt le 3 juillet 1528, sur l'érection du siége. De Gorra, commissaire nommé pour l'exécuter, écrit pour que l'on assigne les habitants de Laon, tous les officiers du bailliage de Laon et autres opposants, dans l'hôtel-de-ville de Reims, pour y voir procéder à l'exécution du susdit arrêt. — Les habitants ne veulent pas accepter la rédaction de cette commission, attendu qu'il y est dit qu'ils sont parties principales. On la renvoie à Paris.]

[7 *juillet*. Il s'agit d'ouïr les comptes du receveur. Six conseillers sont délégués à y assister, pour les habitants; le procureur des habitants avertira le procureur du roi, et les hauts justiciers de la ville, de comparoir à cette audition, si bon leur semble. Ces comptes se rendent à l'hôtel-de-ville, à portes ouvertes.]

[23 *août*. Le duc de Guise annonce qu'enfin il a obtenu modération des 10,000 l. à 6,000 l. t.]

manentes et habitantes remenses, appellantes et intimati, ac alii predicti in dicto casu excessuum et actemptatorum defensores, quod per

[31 *août*. En la Pierre au Change par G. Moët écuyer, en l'absence du lieutenant. Le procureur est ajourné par Mᵉ Grossaine, bailli, qui vient d'obtenir des lettres de noblesse, pour les voir entériner par le bailli de Vermandois; après avoir ouï la plus grande et saine partie des voix du conseil, on conclut à ce que le procureur consente à cet entérinement; il n'assiste que quatre ecclésiastiques et dix laïques au conseil où sont admises ces lettres de noblesse, qui donnent le droit de se soustraire aux impôts.]

[9 *mars* 1529 (v. s.), au chapitre, par A. Dupuys, lieutenant. — Élection. Cinq officiers; quatre chanoines, deux de Saint-Nicaise, un de Saint-Denis; dix échevins, le procureur de l'échevinage, le bailli de Reims, G. Moët l'aîné, A. Dupuys, lieutenant, et dix-huit autres élus par la paroisse de Saint-Pierre-le-Vieil, vingt et un nommés par la paroisse Saint-Hilaire, sept par Saint-Symphorien, douze par Saint-Jacques, quatre par Saint-Denis, trois par Saint-Étienne, deux par Saint-Thimothée, un par Saint-Julien, quatre par la Magdeleine. — On conclut à ce que l'élection se fasse par voie scrutine. On nomme toujours trois scrutateurs, qui appellent avec eux des notaires royaux. — Les notaires Rogier et Lescot signent la nomination au registre. — Le lieutenant fait son serment dans les mains de Mᵉ M. Letur, lieutenant général du bailli de Vermandois. Il reçoit celui des autres officiers.]

[15 *mars*, au chapitre des Cordeliers; l'assemblée est nombreuse. — Élection des conseillers. On change deux des conseillers de l'année précédente. Outre les ecclésiastiques, on nomme quatorze laïques; — et avec ceux-ci sont nommés pour fournir les vingt-quatre, cinq (*sic*) autres, dont douze pourront conclure, tous ayant été appelés. Si quelques-uns refusent, douze des acceptants se compléteront comme bon leur semblera. — On passe procuration au procureur nommé. — Le procureur de l'archevêque déclare que monseigneur a choisi cette année, pour le représenter, Mᵉ R. Cauchon, doyen du chapitre, qu'en conséquence on ait à le convoquer. — Les abbés de Saint-Nicaise, Saint-Denis, les chanoines de Notre-Dame font faire mêmes déclarations. — Tous font le serment accoutumé.]

« XII *avril*. Par nous, A. Dupuis, tesmoin P. Beguin, procureur, J. Bourdon, tonnelier, a esté eslu connestable, et a fait le serment en tel cas requis, après avoir pris le serment de ceux de ladicte connestablie. »

[2 *mai* 1530. Les chevaliers du jeu du Dauphin, font connaître celui qui a abattu l'oiseau sur Porte-Mars. — Les chevaliers du jeu de l'arbalète de Saint-Remy, font de même connaître celui qui, gagnant l'oiseau, a été reçu empereur. Le lieutenant donne permission aux chevaliers du jeu de l'arbalète de Sainte-Barbe, de sonner du tambourin en allant tirer leur oiseau.]

« IV *août*. Par P. Berger, sergent de la forteresse, nous a esté relaté avoir adjourné par-devant nous, lieutenant, à la requeste du procureur, les dixeniers de la connestablie prochaine de la porte de Dieu-Lymire, assavoir S. Couillet, R. Ancelet, M. Rosé, J. Gilbault et N. Desrodez, pour eslire l'ung d'entre eulx pour la garde des clefs de ladicte porte, au lieu dudit Desrodez, qui s'en estoit allé faire sa demourance en la paroisse Saint-Jacques; pourquoi avons fait faire le serment aus dessusdits pour procéder à ladicte eslection, et lesquels nous auroient rapporté avoir esleu, pour avoir la garde des clefs, M. Rozé, lequel, en présence du procureur des habitans, en a pris en soy la charge, et luy avons fait faire le serment en tel cas accoustumé. »

« XXI *septembre*. Supplient humblement J. Chiertemps, P. Serval, J. Lempereur, H. Choilly, N. Rabaille, P. Novisse, J. Chardon, J. Lacorde, G. Rainssant, J. Lescot, G. Sandras, A. Garot, J. Tropmignot, S. Payen et P. Briotin, tous bourgeois, praticiens et marchans d'icelle ville, comme en-

arrestum dicte curie nostre, diceretur et declararetur supradictos magistrum Petrum Pilory, locum tenentem baillivi viromandensis, Petrum Musart prepositum de Fismes, et baillivum remensem, male processisse, expletasse, et executasse, dictosque scabinos, burgenses

viron sont treize ans, par bon advis et meure délibération des bons et notables personnaiges manans et habitans d'icelle ville, eust esté advisé et conclud de faire jouer par personnaiges le très-hault mistère de la saincte Passion de Nostre-Seigneur, afin d'en avoir bonne et vraye commémoration à l'honneur de Dieu, et au salut des âmes d'un chacun, et si toutesfois avoit esté délaissé et différé pour à cause de la grande stérilité de biens qui survint lors, et mortalité, et guerre, et soit ainsy en la mercy, bonté et clémence divine, que présentement nous soyons en bonne paix, la ville et pays purgé d'infection de peste, et soit le poure peuple en repos, et que tous bons chrestiens désirent affectueusement et appellent veoir et oïr icelui sacré mystère, quy ne fut, sont quarente ans passés, joué en ceste ville, tellement que la mémoire en est quasi passée, qu'il vous plaise leur permettre faire jouer icelui mystère au lieu accoustumé ou autre qu'il vous plaira, et offrent le tout fournir et frayer à leurs despens, moyennant quelque petite somme de deniers qu'ils pourront prendre des assistans, selon vostre advis; ou, s'il vous plaist à frais et deniers communs d'icelle ville, ils offrent leurs corps et biens et tout leur petit povoir employer à vostre service, pour le bon amour et grant affection qu'ils ont audit divin mystère, et vous ferez ung œuvre louable à l'honneur de Dieu, et très-charitable au bon pueple.

« Conclud a esté que la requeste cy-dessus veue par le conseil, les supplians pourront jouer ou faire jouer le saint mystère de la Passion à leurs frais et despens, périls et fortunes, et si leur a esté octroyé par le conseil, en tant que touche la ville, qu'ils puissent lever quelques deniers raisonnables sur ceulx qui là vouldront veoir, pourveu toutesfois que les supplians feront jouer ledit mystère bien et honnestement, tant à l'honneur de Dieu, de la ville, que à l'exemple du pueple, en manière que scandalle n'en puisse venir, ne déshonneur à la ville. »

[7 *octobre*. Les suppliants ont demandé au conseil de leur préposer quelques gens de bien, pour se régler par leur avis, et de leur donner quelques figures et pourtraitures faites il y a treize ans, pour servir au mystère projeté. — On leur accorde ce qu'ils demandent. Les commissaires élus sont le lieutenant, le bailli de Reims, N. Goujon, grenetier, le procureur fiscal, le receveur et le procureur de la ville.]

« 11 *octobre*. Par-devant nous A. Dupuys, de la connestablie J. Rouillot, sont comparus J. de la Barre, D. Parmentier, C. Parmentier, H. Hardi, P. Favereau, N. Macquart, lesquels, après serment par eulx fait, ont nommé et esleu, pour quartenier de la porte de rue des Moulins, J. Denizet, illecques présent, qui a de ce en soi prins la charge, et a fait le serment en tel cas accoustumé, et lui ont esté données les clefs.

« Sont comparus P. Ogier, et quatorze autres qui, après serment fait, ont nommé entre eulx, pour connestable, au lieu de feu G. Prémart, N. Baillet (ce nom est celui d'un des quatorze), qui a fait le serment accoutumé. »

[23 *octobre*, assemblée générale aux Cordeliers. — Outre les gens d'église, sont indiqués trente-quatre connétables, qui affirment par serment avoir convoqué tous les habitants de leur connétablie, en parlant à eux, à leurs femmes, ou à leurs serviteurs. — Le procureur expose que l'on a obtenu lettres royaux, pour réduire partie des marais de la ville en nature de prés. Il dit que des vingt-quatre nommés, plusieurs ne paraissent jamais au conseil, de sorte que souvent on ne peut besogner aux affaires de la ville.. »]

« Après que nous, A. Dupuys, avons demandé à deux ou trois de MM. les gens d'église

et habitantes remenses bene appellasse; et quatenus dictus archiepiscopus appellans extabat, quod diceretur et declararetur predictos

leur opinion sur le cas et propos mis en avant par le procureur, s'est mu entre le populaire un gros bruit et tumulte, pour raison des marais*, à raison de quoi nous, lieutenant, par plusieurs fois avons requis à haulte voix avoir audience, pour avoir les opinions de chacun particulièrement; mais continuellement par le populaire a esté mené si gros bruit, que l'on n'a pu procéder à demander les opinions, ni conclure en manière quelconque. »

*[Cette affaire a laissé dans les archives d'autres traces que celles que contiennent les conclusions. Il s'y trouve une collection intitulée *Comptes de la navigation*, formée de 7 vol. in-fol., auxquels nous empruntons les extraits suivants]:

[Vol. I, années 1529, 1557, 1561.]

Compte de N. De Huy des frais de monseigneur de Gorra, executeur des lettres royaux obtenues par les habitans de Reims, pour la reformation de la rivière de Vesle.

[Extrait des conclusions. — 13 *mai* 1529.] — « Par M. le lieutenant a esté dit, qu'il avoit receu ce jourd'hui lettres de J. Guillat estant en court pour les affaires de la ville, desquelles lecture a esté faicte; et, après icelles leues, conclud a esté que l'on yroit vers Me J. Fremyn, lieutenant de Vermandois, le prier vouloir prendre la charge avec Me Dorigny, Me Petit, Me Frison, qui ad ce ont esté nommés, de recevoir monseigneur de Gorra, conseiller du roi au grant conseil, qui doit arriver en ceste ville le VIII [*sic*, XVIII?] de ce mois pour mettre à exécution les lettres royaux obtenues par les habitans à l'encontre des seigneurs justiciers de Reims et des environs, ayant molins sur la rivière de Vesle; et que les dessusdits commettront gens convenables à l'entretennement du sieur de Gorra pendant le temps qu'il sera en ceste ville, et feront les mémoires et instructions nécessaires en la matière pour le procureur des habitans, et que à toute la dépense y nécessaire G. Le Flourimier, receveur, fournira de deniers, ainsy qu'il lui sera ordonné par les dessusdits.... »

[*Du* 13 *octobre* 1529.] — « Conclud a esté que par Me Dorigny, G. Pioche, D. Pioche, J. de Serval et N. Foré, ou les trois d'iceulx, seront vus et arrestés les comptes de l'entremise que a eu N. de Huy, de la despence faicte par monseigneur de Gorra, comme par monseigneur de Pavoy, lieutenant de monseigneur le gouverneur de Champagne, et qu'ils verront le contenu de plusieurs requestes présentées par plusieurs requérans, taxations mises au greffe, pour, icelles veues, adviser du sallaire, et le tout rapporter à MM. du conseil, pour en ordonner ce que de raison.

« C'est le compte que rend N. de Huy, greffier, des conclusions du conseil à MM. les délégués du conseil...., de la recette et entremise qu'il a eues...., tant pour les despens du commissaire, sallaires et vacations de luy, des ouvriers et visiteurs, que autres frais faits à cause des réparations des rivières et marests, et exécution de lettres, etc....

[C'est Le Florimier, receveur général des deniers communs et patrimoniaux, qui verse toutes les sommes.]

[Compte de 1557. Ce compte est précédé de lettres royaux dont voici l'analyse]:

[Henri...., à Me J. Belot, maître ordinaire en la chambre des comptes, et H. Grossaine, lieutenant du bailli de Vermandois. Le procureur du roi à Reims a fait remontrer que déjà le roi, pour accommoder la ville, avait ordonné jadis que certains marais inutiles le long de la rivière de Vesle seraient réduits en prés; et en avait adressé, en février 1553, des lettres à Me Belot, qui était chargé en même temps de s'assurer s'il était possible de rendre la rivière navigable. Celui-ci avait ordonné que les seigneurs propriétaires des moulins assis sur la rivière, de Reims à Fismes, feraient ravaler et abaisser les seuils de leurs moulins, pour faire cesser les inondations; que les seigneurs qui prétendaient à la propriété des marais, l'archevêque, le couvent de Saint-Denis, de Saint-Thiéry et plusieurs seigneurs laïques, les feraient arpenter, chacun donnant sa déclaration de la quantité qu'il en prétendait, que chacun serait tenu en son ban et justice faire faucher les herbes de la rivière, et ôterait tous les empêchements au cours de l'eau. Pour exécuter cette sentence, le lieutenant du bailli avait été commis, et d'après d'autres lettres patentes, il avait fait procéder à quelques-uns des ravallemens de moulins. Mais il n'avait pu tout accomplir, tant à cause des inondations, que parce que certains seigneurs n'avaient voulu ou pu obéir; les uns alléguant leur pauvreté, les autres que leurs moulins leur rapportaient moins que coûteraient ces opérations. — Le procureur du

Guillelmum Vallet, Anthonium de Hellande, et Aubertum Montizeau, et eorum quemlibet, bene executasse et expletasse, et dictum archi-

[*4 janvier* 1530 (v. s.). Passage des ducs de Lorraine et de Guise. Présents.]

[1er *mars*, élections des officiers au chapitre, par G. Moët. — Les gens d'église, quarante-trois paroissiens de Saint-Hilaire, quatorze de Saint-Pierre-le-Vieil, parmi lesquels est le bailli de Reims, quatre de Saint-Symphorien, cinq de Saint-Étienne, dix-sept de Saint-Thimothée, quatre de Saint-Julien, onze dont on n'indique pas les pa-

roi insistant pour que tout soit exécuté, l'avis du conseil pris, le roi ordonne qu'il soit procédé à l'entière exécution de ces lettres et sentence et que les opposants y soient contraints par saisie de leurs seigneuries, remises aux mains des commissaires royaux, qui verseront tous les fonds nécessaires. — Et pour ce que depuis les procès-verbaux des experts, certaines sommes, estimées à 6,200 l. t., sont nécessaires pour creuser et nettoyer la rivière, et qu'il faudra aussi indemniser les seigneurs dont les moulins seront abattus, il sera besoin de recouvrer des deniers; afin que la chose ne traîne point en longueur, le roi ordonne que tout seigneur justicier avancera dans son ban les frais nécessaires en deniers qui seront versés aux mains du receveur des deniers communs.... Ces frais seront adjugés au rabais; et pour aider à supporter les dépenses, les commissaires royaux appelleront le procureur et avocat du roi, et les gens du conseil de ville, pour donner avis de la somme de deniers que l'on pourrait imposer à raison de chaque arpent desdits marais, avis qui sera envoyé au conseil. — Et, comme la saison presse pour exécuter ces travaux, il est ordonné aux gens du conseil de ville, de prendre à intérêt et prix raisonnables 1,200 l. t., en y engageant les corps et communauté, et les patrimoniaux de la ville, et de mettre incontinent cette somme aux mains du receveur des deniers communs, pour l'employer de suite selon l'ordonnance des commissaires; cette somme sera remboursée sur les deniers levés, aussitôt que l'avis demandé aura amené une décision du conseil. Les commissaires sont juges de tous différends mus et à mouvoir sur tous ces points, jusqu'à sentence définitive exclusivement, qui sera prononcée par juges qu'il plaira au roi nommer. 20 juin 1556.]

[Autres lettres du 26 août 1556. — Henri...., à tous ceux.... salut. — Comme depuis longtemps le roi est averti que la ville de Reims, capitale de son comté de Champagne, éprouve grande nécessité de foins et fourrages, tant pour ses propres besoins, que pour ceux des garnisons, et qu'il serait facile de s'en procurer si les eaux mortes ne croupissaient pas dans tous les marais aux environs; qu'on pourrait de plus y planter quantité de bois, comme ormes, peupliers, saules, dont on ferait chauffage et échalas.... — Toutes ces choses considérées, le roi a pris les mesures indiquées dans les lettres de juin 1556. — En conséquence de ces lettres les commissaires ont assemblé les officiers du roi et gens du conseil, et, avec des experts, ont visité les lieux, et ont fait arpenter les marais qui sont de 17 ou 1800 arpents. Ils ont appelé les propriétaires et les usagers (ces derniers sont les habitants de Reims, de Tinqueux et autres villages voisins); interpellés à la requête du procureur du roi, les propriétaires ont répondu qu'ils consentaient à ce que la tierce partie de leurs marais fût laissée aux usagers, pour en jouir par forme d'usage; pour les deux autres tiers, quelques-uns ont consenti à contribuer aux frais de navigation, et à retenir ces deux tiers aux charges voulues; d'autres, surtout le couvent de Saint-Thierry, ont dit, qu'ayant une trop grande quantité de marais, il valait mieux en faire bail aux particuliers qui en supporteraient toutes les charges, et en payeraient un cens aux anciens seigneurs, avec les deniers d'entrées, ventes et aliénations qui se feraient à l'avenir, lesquels deniers seraient employés aux réparations de la rivière. — Quant aux usagers, les uns se sont contentés du tiers, les autres ont remontré qu'étant chargés de plus grands devoirs envers leurs seigneurs, ils devraient en avoir moitié. — Le roi, tout vu, et sur l'avis de son conseil privé, ordonne que le tiers sera laissé aux usagers en commun, sans charge aucune pour l'entretien de la rivière; ce tiers leur sera délivré aux lieux les moins dommageables à la navigation; et, en faisant la séparation de ces partages, il sera fait grands et larges fossés et tranchées...., de sorte que les terres des seigneurs ne soient point endommagées par les bêtes des usagers. — Quant aux deux autres tiers restant aux seigneurs, ils seront tenus aux charges proportionnellement, soit qu'ils les retiennent en leurs mains, ou en fassent bail; de sorte que ceux qui feront bail laisseront tous les deniers d'entrées

episcopum remensem male appellasse, ipsumque archiepiscopum ad suas conclusiones et demandas, in dicto casu excessuum et actempta-

roisses, et plusieurs autres indiqués en masse. — L'élection se passe comme l'année précédente, seulement le lieutenant est absent, ainsi que J. Frémin, lieutenant de Vermandois; le procureur des habitants requiert

A. Dorigny, avocat du roi, de prendre le serment de tous les officiers nommés. Dorigny refuse. On le prendra au retour des deux absents.]

[24 *mars*, assemblée générale pour l'élec-

pour réparer la rivière, et ceux qui les retiendront, payeront une somme égale à celle qui proviendrait de ces deniers; si la recette excède les dépenses, le roi en ordonnera restitution. En attendant que ces deniers soient bien assis, le roi établit une taxe à raison de 7 l. t. par arpent. Les sommes seront données au fur et à mesure de la besogne, par semaine, ou comme l'ordonneront les commissaires, et versées au receveur des deniers communs, ou à celui qui sera commis par les commissaires qui sont responsables ...] « Tous lesquels frais se distribueront pour l'advenir par le depputé de la ville, et par l'ordonnance de l'un des commissaires et du capitaine de la ville, ou son lieutenant en son absence, et de celuy des habitans qui sera par eulx esleu pour cest effect, ou, en leur absence, de ceulx qu'ils commettront soubz eulx, desquels deniers ledit receveur ou depputé sera tenu rendre compte, par-devant les commissaires qu'il nous plaira ordonner. »

[Par une conclusion qui suit, le conseil offre de faire fournir par les habitants, par forme de prêt, 2,000 l., et, pour rembourser cette somme, le receveur emploiera les deniers de sa recette, tant d'octroi que patrimoniaux. — Enfin vient une lettre du roi à H. Grossaine, au bailli de Reims et au capitaine. Comme par nos lettres patentes du 2[0] juin 1556 adressées à nos commissaires...., eussions, entr'autres choses, commis pour recevoir les deniers des seigneurs, le receveur de la ville, et que depuis, au lieu dudit receveur, eussent été commis personnages élus par les gens du conseil de la ville....; nous voulons que le receveur précédent rende compte; Grossaine, etc., etc. sont commis pour examiner les comptes, à la requête du procureur du roi, en présence de celui de la ville et de deux notables délégués par les habitants. — 4 mars 1556.]

[Ce compte est dressé à la suite de ces lettres.]

[Le compte de 1561 est également rendu devant les commissaires députés pour le fait de la navigation. — Il est intitulé : Etat abrégé.... des recettes et mises des deniers provenant de la vente des

marais, à vous MM. les commissaires députés pour cet effet.]

[Vol. II, années 1565, 66, 67, 68, 69, 70, en un seul compte]

[Ce compte est vérifié à Paris par la chambre. Voici l'intitulé :]

« Compte particulier de Me G. Chiertemps, commis et delégué par les conseillers et eschevins..., des receptes et despences faictes à cause des deniers par lui receus, et provenans de la vente que le roy a ordonné et voulu estre faicte des marais..... pour les deniers procédans de la vente d'iceulx estre convertis aux frais des curemens de la rivière de Vesle, et réduction des marais en nature de prairie. »

[Bien qu'il soit fait mention dans ce compte des trois commissaires du roi, et qu'il soit rendu par un comptable délégué du conseil, c'est par la chambre seule qu'il paraît vérifié.]

[Il ne se trouve aucune trace des compte de la navigation, 1575 à 1610. Lorsqu'ils reparaissent en 1610, ils ne sont plus vérifiés par la chambre, mais par le conseil de ville. Voici l'intitulé du compte de 1620 :]

« Compte que rend par-devant vous MM. les lieutenans, conseillers et eschevins...., Adam Mimyn, suivant vostre sentence de.... M. VI^{c} XLII. Est à entendre que le XII août M. VI^{c} XX, après le décès de J. Cocquebert, ledict Mimyn auroit esté commis par vous à la recepte de la navigation de Vesle, et iceluy presté serment avec MM. les commissaires et aultres officiers de la navigation, par-devant monseigneur le lieutenant général, en la présence et du consentement de monseigneur le procureur du roy au siége royal et présidial de Reims... ; et iceluy exercé icelle commission... après avoir presté de nouveau serment en M. VI^{c} XXIII.... jusqu'en juillet M. VI^{c} LX qu'il a esté dépossédé, et commis en son lieu Me Lespagnol.... »

[Les comptes de 1610 à 1642 sont rendus par conclusion du 14 juillet 1642. — A dater de 1659 le receveur est le même que celui des deniers communs, il compte de trois ans en trois ans. Il n'est plus question de commissaires, et, à dater

torum, faciendum, admittendum non esse, et si admitteretur, predictos defensores in via absolucionis existere, et absolvendos esse, predictum archiepiscopum remensem in dictorum habitancium et defensorum expensis, damnis, et interesse condemnando.

tion du conseil. — Toutes les connétablies ont été convoquées. Il ne comparait que trente-deux laïques, et aucun ecclésiastique. L'assemblée se sépare sans conclure. — Le 27, l'assemblée n'est pas très-nombreuse. Les élus de l'année précédente sont réélus, à l'exception d'un seul.]

[4 *mai* 1531, émeute au marché, à cause de la cherté des grains; des vendeurs sont blessés. —Enquête par le procureur de la ville, joint au procureur du roi.—Les deniers de la ville sont saisis à cause des 4,000 l. restant des 10,000 l. t., exigées pour la rançon, malgré les promesses du gouverneur. — Le receveur tâchera de trouver 1,000 l. t. à emprunter, pour faire travailler les mendiants aux fortifications.]

[25 *mai*. Les maîtres administrateurs du mystère, demandent qu'on taxe les assistants. Ceux qui iront sur les échafauds payeront 3 d. t.; et ceux qui auront chambres, chaque fenêtre leur coûtera 40 s. t. — Les maîtres payeront douze hommes pour faire le guet dans la ville pendant la représentation, durant laquelle il ne restera que deux portes ouvertes.]

[30 *juillet*. Le duc de Guise écrit qu'il faut payer intégralement les 10,000 l. t. de rançon. Enfin on s'y résigne. La saisie des deniers communs avait été faite par Godet, trésorier de l'extraordinaire.]

[29 *août*, aux Cordeliers. On a convoqué tous les habitants. Les défaillants payeront 10 s. t. s'ils sont portiers, et 5 s. t. s'ils sont du guet de nuit. — On accepte les 4 000 l. t., que N. Goujon, grenetier, offre d'avancer. On lui donne toutes les sûretés demandées par lui, pour sa créance.]

[6 *octobre*. Les sergents ont convoqué le conseil, à la requête et par l'ordonnance des habitants.]

[8 *novembre*. Le conseil général est convoqué, par l'ordonnance du lieutenant et du procureur. — Le procureur du roi s'est porté pour appelant de la dernière élection des officiers, faite par les élus des paroisses, à laquelle néanmoins on a procédé par scrutin, et en la manière accoutumée. Il a obtenu de la chancellerie relief en cas d'appel, et en vertu de ce il a fait ajourner tous les habitants en parlement, et fait intimer les officiers. — Les frais se soutiendront par toute la communauté, attendu que ce sont tous les paroissiens qui ont fait cette élection. Tous les habitants passent une procuration spéciale en ce sens, afin de garder en tout ce qui sera possible le privilége qu'ont les habitants d'élire les officiers de la ville.]

[14 *novembre*. Un sergent de la forteresse ajourne devant le lieutenant, les habitants de la rue de la Poterne pour élire un quartenier qui gardera les clefs de la poterne. Il en comparaît huit, qui élisent Colson Colebert.]

[25 *décembre*. Le procureur du roi a obtenu arrêt contre les habitants, dans l'affaire de l'élection des officiers.]

de 1776, les comptes de la navigation se confondent avec ceux des œuvres pies. Voir plus haut, p. 469.

[Voici d'ailleurs une note empruntée à Bidet, *Mem.*, III, p. 180, qui explique comment, vers le milieu du XVII[e] siècle, se ralentirent les travaux entrepris pour rendre la Vesle navigable.]

« Sous ce magistrat (Jean le Bel, lieutenant des habitants de 1628 à 1630), la navigation de la rivière de Vesle fut entreprise et adjugée à François Noblet, moyennant trois cent et tant de mille livres; mais, au lieu par ce lieutenant d'avoir suivi le roi en son voyage de Picardie, pour solliciter quelques deniers pour commencer l'ouvrage, il préfera de revenir de Paris à Reims, pour y faire la patrouille les jours de Pâques et de la Quasimodo, ce qui étoit en ce temps-là une cérémonie glorieuse pour la ville, et honorable pour le lieutenant. Il est donc arrivé par cette préférence irréfléchie, que le curement de la rivière de Reims est toujours resté à faire, tandis que d'un autre côté la fastueuse cérémonie de la patrouille est enfin tombée dans un oubli absolu. »

Ex adverso memoratus archiepiscopus remensis proponi fecit, quod idem archiepiscopus qui dux et primus par Francie extabat, ad causam

[20 *janvier* 1531 (v. s.). Depuis quelques mois le conseil ordinaire se tient au chapitre. Conclu a été que l'on suivra l'arrêt de parlement touchant l'élection des officiers de la ville, et qu'avant de procéder à la rénovation d'iceux, l'on avertira M. le bailli de Vermandois ou son lieutenant, afin d'y assister pour prendre le serment, suivant ledit arrêt — Aussi que l'on notifiera cet arrêt le jour de la rénovation des officiers, à ceux qui seront élus par les paroisses.—On n'enverra pas les cinq derniers comptes au parlement, avant que le procureur général du roi n'ait fait mettre cet arrêt à exécution, mais on en enverra copie à la chambre des comptes. — Le tourier des prisons du chapitre demande salaire du pain et de l'eau fournis à un prisonnier, enfermé à la requête des procureurs du roi et de la ville, et de plus le prix du tourage. — Le prisonnier a été détenu 210 jours. — Accordé.]

[21 *février*. Ce jour était consacré à l'élection des officiers; cette élection s'est faite par-devant le lieutenant du bailli de Vermandois, au chapitre, en vertu de l'arrêt de parlement dont il a été question plus haut; la plupart des officiers ont été changés, ce qui d'ailleurs, depuis 1515, arrive bien plus fréquemment qu'autrefois; à l'exception du lieutenant, presque tous ne demeurent en fonction qu'un ou deux ans. Cette année il y a eu de grandes difficultés soulevées, par l'élection de Levergeur comme lieutenant.]

[Dès le 24 *février* précédent, par plusieurs des habitants en grand nombre, a été avisé que A. Dupuys et Me J. Frison iraient vers le gouverneur pour lui remontrer l'opposition de l'arrêt qui se commençait faire par le bailli de Vermandois, touchant la rénovation des officiers, et le refus que faisait le bailli de prendre le serment de J. Levergeur, nommé lieutenant. Le gouverneur avait envoyé à Reims C. Milet, son lieutenant, et le bailli de Witry, pour s'enquérir des faits; celui-ci a entendu des témoins, s'est fait donner en écrit, par les deux notaires, le nom des scrutateurs et le scrutin.]

[11 *mars*, l'assemblée est tenue en la maison de la ville, par P. Boulet procureur fiscal de l'archevêché, plus ancien président, et élu, pour cette fois, par les nommés ci-après....]

[17 *mars*, toujours sous la présidence de P. Boulet, élu par les assistants. Le conseil est général, et très-nombreux.—On élit pour le conseil ordinaire les six ecclésiastiques, J. Grossaine, bailli, A. Dorigny, bailli de Saint-Remi, P. Petit, J. Frison, G. Cauchon, licenciés en lois, G. Pioche, receveur des deniers communs, P. Boulet, procureur fiscal, N. Foret, J. de Serval l'aîné, G. Charpentier, N. Goujon, écuyer et grenetier, G. Le Fleurignier, N. Béguin, J. Le Tourneur, N. Levergeur, écuyer, N. Chinoir, écuyer, G. Moët l'aîné, écuyer (vingt-trois en tout).—On passe procuration au nouveau procureur, avec cette clause expresse, qu'il ne fera rien que par l'avis de MM. du conseil ordinaire.]

[1er *avril* 1532. Par G. Moët l'aîné, élu pour le plus ancien, et pour cette fois, sans préjudice. — Parmi les conseillers se trouve A. Dupuys, l'ancien lieutenant, qui sans doute est le vingt-quatrième conseiller omis dans la nomenclature des élus.] — Par J. Levergeur, escuyer, sieur de Courtagnon, ont esté monstrées en l'assemblée, lettres missives de monseigneur le gouverneur, par lesquelles appert qu'il le mande, pour prendre son serment de l'estat du lieutenant de ville pour le capitaine, suivant l'eslection qui a este faicte dudit Levergeur; les conseillers ont bien esté d'avis que ledit Levergeur face le vouloir de monseigneur.—[Voici ces lettres:]

« Chier et bien-amé, j'ay entendu que avez esté esleu lieutenant du capitaine à Reims pour ceste année, et que Longueval vous veult empescher d'en joyr contre la raison; et pour ce que je treuve l'eslection bonne et juste, vous en ay bien volu escripre, à ce que incontinent vous en veniez devers moy pour faire vostre serment; car je n'entends point que autre que moy le preigne, et pour ce n'en faites faulte... A Joinville, le xxv mars.

sue archiepiscopalis dignitatis quamplura pulcra dominia habebat, et inter cetera ipse archiepiscopus dominus majoris et sanioris partis ville,

Signé : le duc de Guyse ; le vostre : Claude. »

[7 *avril*, par G. Moët, élu pour le plus ancien, et pour cette fois. Levergeur rapporte des lettres du duc de Guise qui, dit-il, afin de garder les priviléges de la ville, a pris le serment du lieutenant élu, et commande aux habitants de lui obéir en l'exercice de son office, et de lui donner aide, confort et conseil. — Suivent les lettres d'institution du duc de Guise, par lesquelles il déclare que, vu le procès-verbal d'élection dressé par le bailli de Vermandois, et certaines causes d'opposition mises en avant par l'abbé commandataire de Saint-Remi, pour empêcher la réception de Levergeur, ne jugeant pas les motifs de cette opposition bien fondés, il institue ledit Levergeur, etc., etc...—A l'appui d'un Mémoire dressé par G. Le Florignier, ex-receveur, on conclut à rechercher au cartulaire la certification des doubles des comptes envoyés à la chambre, à Paris, depuis 1511. La plupart de ces comptes sont encore entre les mains du greffier de Vermandois.]

[22 *mai*, en l'auditoire du bailli de Reims, par Levergeur. — Les sergents ont convoqué non-seulement le conseil ordinaire, mais encore plusieurs autres notables. Le procureur est absent.—Il s'agit de mettre en exécution à Reims, l'ordonnance du parlement sur les mendiants valides et vagabonds. On nomme une commission pour en conférer avec monseigneur, MM. du chapitre et de Saint-Remi, attendu que les habitants ne sauraient faire ordonnance ou édit sans l'autorité des hauts justiciers, auxquels on demandera de donner injonction à leurs officiers de se trouver avec MM. du conseil. — Les trois baillis y viennent; on les charge de préparer la matière pour la rapporter au conseil.]

[5 *juillet*. Lettre du roi du 25 mai, portant nomination de J. Dehu à l'office de contrôleur des deniers communs, à la place de feu N. Dervilliers. Le receveur des deniers communs lui alloue de gages, 6 d. pour livre de la recette. Le bailli de Vermandois prendra son serment. Les lettres seront enregistrées au registre des conclusions. — On donnera 10 l. t. à A. Bauchamp, lieutenant du prévôt des maréchaux, pour avoir fait divers frais en chassant de la ville les maraulx valides et vagabonds, à qui il avait été ordonné de le faire suivant les ordonnances de parlement.]

[1er *septembre*, conseil général. Il ne s'y trouve presque personne. Ajournement au lendemain ; on ne convoquera que les portiers. — Il s'agit de savoir si on mettra garde aux portes, pour empêcher les pestiférés des villages voisins d'entrer en la ville.]

[24 *novembre*, par A. Dupuis, et le 25, par J. Levergeur, assemblée générale. Outre le conseil ordinaire, on a semons les délégués des paroisses chargés de dresser la liste des pauvres valides et invalides de chaque paroisse. — Toutes les deux fois on ne se trouve pas en nombre. — On délègue plusieurs notables, avec les trois baillis, pour s'occuper des pauvres valides. Les gens de biens de la ville qui voudront, pourront assister à ces séances.]

[5 *mars* 1532 (v. s.), assemblée générale au chapitre; par G. Moët, en l'absence de J. Levergeur. Les habitants sont en gros nombre; il s'agit de l'élection des officiers.—Tous les officiers, excepté Levergeur absent, remettent leur office. — On nomme trois scrutateurs, l'un pour le clergé, l'autre pour les nobles, le troisième pour les marchands. Ils s'adjoignent trois notaires royaux. Me A. Dorigny, bailli de Saint-Remi, et avocat du roi en Vermandois, prend leur serment.—On conclut qu'on élira de nouveau tous les officiers; les scrutateurs se retirent dans un lieu à part, et reçoivent chacune à part, comme c'est la coutume, les voix des délégués des paroisses. — Pas un seul des officiers de l'année précédente n'est réelu, pas même les sergents de la forteresse. A. Dupuis, lieutenant, Le Florignier, receveur, et plusieurs officiers évincés en 1531 reparaissent en 1532. — Le chapitre dit qu'il représente une grande partie de la ville, et que néanmoins on n'appelle que deux de ses membres pour assister au conseil et aux élections; il prétend qu'on devrait en appeler un plus grand

civitatis, et suburbiorum remensium, existebat, ac in ipso dominio, quod in fide et homagio a nobis in parria sub inmediato ressorto nostre

nombre. Les habitants répondent que MM. du chapitre font leurs officiers entre eux, en la ville, sans y appeler les habitants, et que si en faisant leurs officiers de ville, ils veulent appeler les habitants, ceux-ci de leur côté feront ce qu'ils devront.]

[7 *mars*. A. Dupuys, qui sans doute a prête serment devant les gens du roi en Vermandois, reçoit le serment des officiers de ville.]

[8 *mars*, assemblée générale au chapitre, par A. Dupuys. — Le procureur a fait convoquer l'assemblée générale pour procéder à la nomination des 20 ou 24 du conseil ordinaire, et à celle d'un procureur des habitants en parlement. — On choisit pour le conseil, monseigneur ou son vicaire, un religieux de chacune des trois abbayes qui indiqueront leur choix au premier conseil, les deux sénéchaux du chapitre, et dix-huit laïques, vingt-quatre en tout, dont treize pourront conclure, tous ayant été appelés. Les membres nommés sont pris en majorité parmi ceux de l'an 1531.]

[12 *mars*. Le procureur a assemblé le conseil, pour lire une lettre du duc de Guise qui annonce le passage à Reims du roi, de la reine, et du Dauphin. — On réunira le conseil général, à peine de 10 s. d'amende sur les portiers defaillants, et 5 s. sur les gens du guet. — Le conseil général assemblé aux Cordeliers, au nombre de huit cents personnes, délègue tout pouvoir aux vingt-quatre du conseil ordinaire. Les vingt-quatre pourront s'adjoindre qui ils voudront, pour régler la manière de satisfaire aux dépenses causées par l'arrivée du roi. — Les vingt-quatre concluent, que le lieutenant obtiendra du gouverneur commission pour faire venir foins, fourrages et provisions des villages voisins dans Reims. — On traitera avec un habitant pour fournir trois chevaux, pour courir la poste. Il aura 10 l. t. par mois, pour ses trois chevaux. — Le religieux de Saint-Denis qui assistait à l'assemblée du 8 mars, dit que, selon l'ordonnance à lui faite ce jour au conseil, de rapporter le nom de celui que les religieux de Saint-Remi entendaient envoyer au conseil, il se présente pour dire qu'ils ont élu Damp J. Flamignon sous-prieur.]

[16 *mars*, au chapitre, assemblée générale. — Conclu a été, que les métiers de cette ville, chacun en son endroit, s'assembleront demain matin, et feront un rôle des gens de leur métier, et aviseront quel nombre de gens ils pourront fournir pour être habillés de livrée à l'entrée de la reine, et ils le rapporteront au conseil, pour après ordonner des couleurs de leur accoutrement, comme il appartiendra. Et suivant cela, ont été délégués plusieurs maîtres des métiers, auxquels il a été enjoint, de par le roi et le gouverneur, de faire ce que dessus.]

[17 *mars*, conseil ordinaire au chapitre. — Il faut 4,000 l. t. pour l'entrée de la reine. Cette somme sera assise sur tous gens d'église, nobles, bourgeois, le fort portant le faible; et comme on ne pourrait maintenant cotiser cette somme, le procureur se tirera vers une trentaine des plus riches (les noms suivent), et autres qu'il avisera, et leur empruntera cette somme, de l'un plus, de l'autre moins, comme il pourra, et s'obligera de rendre les sommes empruntées au 1er mai prochain. Les gens d'église prêtent 500 l. t. — Le nombre des sergents de la forteresse est augmenté de deux; leurs robes seront de couleurs rouge et violette. — Il y a des délégués pour faire accoutrer le palais, dresser lits et chalits, tables et cuisines; — pour faire construire des échafauds; — pour faire faire le palyon que l'on portera au-dessus de la reine, — pour faire préparer des feux de joie aux carrefours, savoir : au Marché aux chevaux, au Marché au blé, au Marché aux draps, au Parvis, aux loges de la Boule, à la Croix-Saint-Victor.]

[18 *mars*. Les peintres mettent entre les mains du procureur vingt-deux portraits, pour les distribuer à qui il appartiendra. Le lendemain, les peintres et les menuisiers veulent avoir, les premiers, 12 s. t.; les autres,

parlamenti curie, tenebat, omnimodam juridiccionem, altam, mediam et bassam, et ad illam excercendam suos officiarios, videlicet baillivum,

10 s. t. par jour. — Les peintres besongneront, sous peine de prison, à 10 s., et les menuisiers, à 6 s. — Un menuisier résiste; il est mis en prison. — Ils travaillent ensemble aux secrets de la ville (sceau, armoiries). Les portraits délivrés la veille, sont les modèles des habillemens des métiers. — L'artillerie jouera. Mᵉ de Lenoncourt, vidame, fera le compliment à la reine. — Le procureur dit qu'il est besoin aviser comment on fera les enseignes des gens de pied, qui doivent aller au-devant de la reine, combien on en fera, et quels seront les porteurs. — On les fera des livrées de la reine; au milieu, on mettra un Phénix, et dessous, les armoiries de la ville: il y en aura trois, et quant aux porteurs, les capitaines en aviseront. — Pour aller avec les gens de pied, il faut des tambourins et fiffres, qui seront habillés, aux dépens de la ville, de ostandine et de bourcassin, et auront chausses et pourpoints avec plumes. Il faut se procurer neuf tambourins et trois fiffres. Il y a un délégué pour les pourpoints, un pour les chausses, un pour les fiffres, etc., etc.... — On enverra en cour savoir au juste le jour de l'entrée. — Un orfèvre ira à Paris, choisir le présent de la reine.]

[19 *mars*, au chapitre. — Le lieutenant aura pouvoir de contraindre les habitants, tant pour le payement de leur taxe dans la part des frais, que pour les accoutrements exigés des métiers. S'il y a appel, le procureur soutiendra la cause aux dépens des deniers communs.]

[21 *mars*, au chapitre, où sont vénérables et sages Mʳˢ de Lenoncourt, vidame, et plusieurs gens d'église, etc. — Conclu a ete que les trois dames, savoir: Amour qui sera vêtue de rouge, Paix vêtue de blanc, et Vérité d'azur, seront assises sur l'échafaud bien triomphalement, et ne parleront pas, mais seulement feront une grande révérence à la reine, quand elle approchera, et chacune aura son nom écrit auprès d'elle. — Et quant à la jeune fille qui doit représenter la ville de Reims, elle sera ainsi accoutrée: Une cotte de satin de soie jaune paille, le surcot de satin blanc de soie, les manches de toile d'argent bien découpée et du taffetas dedans, jaune, noir et blanc, et on les fera fort bouffer; et en grande révérence elle fera sa petite harangue qui est ja rédigée par écrit, faite par le sénéchal et A. Dorigny. — On donne à l'orfèvre 600 écus d'or soleil, pour deux bassins et trois coupes, pour la reine et les enfants de France. — On donnera du vin au roi et aux grands. En tout quatre-vingt quatre poinçons, dont vingt au roi.]

[22 *mars*, au chapitre. — Ceux qui porteront le poêle sont J. Levergeur, écuyer, J. Grossaine, bailli de Reims, A. Dorigny, prévôt de l'échevinage, G. Le Floriguier, marchand. — Le prévôt de Reims et ses sergents sont élus et nommes pour mettre ordre et garder que les gens méchaniques ni autres, excepté ceux qui ont charge, ne se trouvent par les rues où la cour passera. Les hauts justiciers le feront crier à son de trompe. — On avait d'abord retenu trois chantres, mais on les congédie ensuite. — On enverra un homme soumettre au gouverneur les mystères que l'on veut jouer à l'entrée de la reine. — On ne trouve pas de toile d'argent pour faire le poêle. On le fera de damas, aux couleurs de la reine; et s'il n'y a pas de damas, de satin de soie. — Lettre du gouverneur qui trouve très-bien les mystères et tous les préparatifs, certain que les habitants auraient encore mieux fait s'ils avaient été avertis plus longtemps à l'avance.]

[27 *mars*. Le capitaine J. Deschamps, dont les conclusions n'ont pas mentionné le nom depuis dix ans, préside cinq fois de suite le conseil. — Prudence, et la reine, accoutrées de taffetas blanc et de satin jaune, se tiendront sur les échafauds près la porte aux Ferrons. — On retiendra les six hautbois de Château-Thierry. — Les fourriers du roi, les douze suisses de la garde du corps de la reine, les quatre lansquenets de la reine et

prepositum, vicecomitem, duodecim scabinos, duodecim servientes dicti baillivatus, et duodecim alios servientes dicte prepositure, habe-

plusieurs autres, sont venus demander des présents, disant qu'on leur en fait dans toutes les villes où entre le roi. Un écu d'or est donné à chacun des susdits, aux fourriers de la reine, à ses portiers et huissiers, aux huissiers de la chambre du roi, à celui du Dauphin.]

[1er *avril*. Le conseil se tient à Saint-Denis.]

[2 *avril*. On vend à l'hôtel-de-ville, les meubles qui ont servi aux mystères, et accoutrements.]

[18 *mai* 1533. Il s'agit de lever des deniers pour rembourser ceux qui ont prêté les 4,000 l. On n'est pas d'accord: les gens d'église en communiqueront avec le clergé, et feront leur rapport au conseil. — Le clergé ne veut en rien être taxé ni cotisé, mais il offre 600 l. t. en pur don et présent. — Une assemblée générale accepte l'offre du clergé, et décide que le reste sera taxé sur les autres habitants. Le lendemain les coutres des paroisses feront assembler à une heure les paroissiens, au son de la cloche, et ceux-ci éliront deux hommes de chaque paroisse pour faire l'assiette, dans les paroisses de Saint-Pierre, Saint-Hilaire, Saint-Jacques, Saint-Symphorien, Saint-Etienne et Saint-Denis; un homme seulement sera élu dans les autres. Les noms des élus seront ensuite rapportés par les coutres au greffier.]

[13 *juin*. Après avoir revendu tout ce qui a servi à l'entrée de la reine, il reste net de frais faits, 3,283 l. 15 s. 10 d. t. — La cour des comptes envoie un sergent sommer les habitants d'envoyer leurs comptes, sous de grosses peines.]

[6 *juillet*. On convoque pour la troisième fois les élus des paroisses, sous peine de 20 s. t. d'amende. Une première fois le conseil n'était pas en nombre. Une deuxième fois les élus n'étaient pas venus. On leur fait prêter le serment de bien asseoir les taxes. Une huitaine d'élus refusent, les uns parce qu'ils ne connaissent pas les paroissiens, habitant la paroisse depuis trop peu de temps, les autres parce qu'ils ne se trouvent pas suffisamment élus, un autre parce qu'il est receveur de l'archevêque, un autre parce qu'il est nommé par le roi receveur de Saint-Pierre aux Nonnains. — Le procureur proteste contre les refusants, de les rendre responsables du dommage qui pourrait arriver à la ville. — On convoquera l'assemblée générale. — Deux bouchers, qui ont proféré des paroles injurieuses durant l'élection des paroisses, sont cités devant le conseil. Ils reconnaissent qu'ils ont été mal avisés, demandent pardon, et en sont quittes pour cette fois. A la première convocation tous les connétables ne paraissent point, pour affirmer par serment qu'ils ont convoqué les habitants de leur connétablies. S'ils ne paraissent demain, 20 s. t. d'amende.]

[8 *juillet*. Assemblée nombreuse, aux Cordeliers. — On ne conclut rien à cause de la diversité des opinions; cependant un assez bon nombre sont d'avis que le conseil ordinaire ayant tout disposé pour l'entrée de la reine, peut aussi asseoir la taille. Que, les vingt-quatre appelés, six pourraient besogner, et s'adjoindre qui ils jugeraient à propos des paroisses.]

[15 *juillet*. Le procureur obtiendra lettres royaux adressants au bailli de Vermandois, pour asseoir les frais de l'entrée de la reine, sur les habitants, et contraindre les reffusants de payer, contraindre aussi les élus des paroisses à faire les répartitions, ou, à leur refus, les faire lui-même, en appelant quelques notables.]

[12 *août*. Conseil général. Dans un premier conseil rien n'a été conclu, à cause de l'absence de partie des connétables. — Le procureur expose que les lettres royaux ayant été demandées, pour contraindre les élus à cotiser, et les contribuables à payer, le procureur de la ville à Paris les avait facilement expédiées; mais que, quand il avait été question de les sceller, on avait dit qu'il fallait au roi 19 d. par livre. — Que tout cela ne faisait qu'accumuler frais sur frais, et qu'il vaudrait bien

bat; quodque eidem archiepiscopo, absque dictis scabinis et ipsorum assensu, quecumque statuta et banna facere et indicere licebat, ipsaque

mieux s'entendre à l'amiable que d'avoir recours à l'autorité supérieure. — On conclut que le procureur sommera les élus, et qu'à leur refus le conseil ordinaire fera la répartition, en appelant les connetables, dixainiers et autres que bon lui semblera, pour s'informer de la faculté et chevance de chacun.

[13 *août*. Les élus sont convoqués à la maison de ville. Huit y viennent, dix sont défaillants et condamnés à 20 s. p. d'amende, s'ils ne paraissent le lendemain. (Les élus étant dix-huit, il est évident d'après la conclusion du 18 mai, que l'élection s'est faite par douze paroisses.) Le procureur somme les huit présents. Un seul accepte, à condition qu'il n'y aura point de procès ni de fâcherie. Quatre préfèrent voir l'assiette faite par le conseil, et se mettent à sa disposition pour donner des renseignements. Trois refusent. Le lendemain, des dix absents de la veille, deux sont hors de la ville, un est malade et les sept qui comparaissent opinent comme les quatre précédents. — Le conseil ordinaire se charge de la répartition.]

[13 *septembre*. Ceux qui ont fait la répartition, rapportent leur travail au conseil ordinaire. Quelques-uns veulent l'approuver en bloc. La majorité veut l'examiner, surtout en ce qui concerne ceux qui sont assis à 60 s. p. et au-dessus. Leurs observations ne portent que sur neuf taxes montant à 12 l. chacune, et dont les unes doivent être augmentées, et les autres diminuées.—D'ailleurs le conseil souvent convoqué, se sépare sans rien faire, n'étant pas en nombre. Le procureur fera sommation à tous pour le dimanche suivant, en présence de deux notaires royaux, dont il prendra acte, en rendant responsables les défaillants.]

[26 *octobre*. Plusieurs murmurent contre l'assiette faite par les vingt-quatre. L'adjudicataire de la recette prendra avec lui deux notaires royaux, et les sergents de la forteresse. Ils se transporteront de maison en maison, pour demander à chacun le montant de sa taxe, et prendront acte des refusants, ou de ceux qui diront des paroles injurieuses.]

[18 *décembre*. La chambre des comptes demande instamment les comptes de la ville. On retirera les deux derniers comptes qui sont entre les mains du greffier de Vermandois, on en fera des copies que l'on enverra à la chambre. — On priera le lieutenant de Vermandois de hâter l'audition des comptes, afin qu'on en ait décharge, et qu'on puisse les envoyer à la chambre des comptes. — On enverra des lettres au bailli de Vitry, que l'on dit être commis par le gouverneur pour assister à l'audition des comptes.]

[13 *février* 1533 (v. s.). Le receveur a déposé ses comptes, mais on a remis l'audition à huitaine, parce que ni le procureur ni l'avocat du roi, ni la plupart des hauts justiciers, n'ont comparu, non plus que le bailli de Vitry commis par le gouverneur, et qui refuse. — Le procureur demandera un nouveau délai pour envoyer vers le gouverneur lui remontrer le tout, et le prier de déléguer qui il lui plaira, pour assister à la reddition des comptes. — On ne recouvre presque aucun denier de la cotisation pour l'entrée de la reine. On obtiendra lettres royaux de la chancellerie, pour contraindre à cette taille les refusants. — Pendant ce temps le procureur est poursuivi par plusieurs créanciers, qui devaient être payés au 1er mai.]

[21 *février*. C'est le jour de l'élection des officiers; les délégués des paroisses sont assemblés au chapitre; ils votent comme à l'ordinaire, sur les deniers à donner pour les chaussées, et sur les harengs réclamés des cordeliers; puis quand vient l'élection, le greffier se contente de dire que tous les officiers ont remis leurs offices aux mains des habitants. — Sans doute que le procès-verbal d'élection a été transcrit sur les registres du bailliage de Vermandois.]

[4 *mars*. Assemblée générale aux Cordeliers, par N. Chinoir, seigneur de Chambrecy, élu lieutenant du capitaine, le 21 février. Il ne comparaît que quinze connétables

statuta et banna, sic per dictum archiepiscopum vel ejus officiarios facta, iidem scabini et burgenses remenses humiliter intertenere debe-

et aucun autre habitant. L'assemblée est remise au 6, puis au 9.]

[9 *mars*. Il ne paraît que dix-huit connétables, parmi lesquels est P. Bergier. — On passe procuration au procureur élu le 21, mais on n'est pas en nombre suffisant pour nommer le conseil ordinaire.

[24 *mars*. Assemblée générale. Il n'y a que treize connétables.]

« xxviii *mars*. [Assemblée générale.] Pour le soulagement des habitans que l'on fait assembler aussi bien pour petite chose que pour bien grande, et pour les relever de peines et travaux, est besoin d'élire vingt-quatre notables personnages ou tel nombre qu'il plaira à MM. d'aviser. »

[On élit les vingt-quatre, dont douze pourront conclure. A Dupuys est l'un d'eux.]

[26 *avril* 1534. Les gens du roi sont prêts à voir les comptes; on avertira le bailli de Vitry, délégué du gouverneur, les commis par le conseil, et les hauts justiciers.]

« xxix *août*. Sentence.—Entre le procureur des habitans, demandeur, present, contre D. Parmentier, mosnier de la rue de Molins, deffendeur, présent; en droit. — Veu le procès par nous fait à l'encontre de D. Parmentier...., pour raison d'avoir par luy destouppé le trou par lequel l'eaue de la rivière alloit au ruysselet, et aussi pour les injures par luy faictes et dictes, à Th. Le Double, sergent de la forteresse, déclarées et contenues ès informations; veues aussi lesdictes informations faictes par nous, la depposition et confession volontaire dudict Parmentier, les conclusions du procureur de la ville, et le consentement de oyr droit par les parties, et tout ce qui faisoit à veoir et considérer en ceste partie, à bonne et meure délibération de notable conseil, nous avons condemné et condemnons D. Parmentier...., en l'amende de LX s. p., à appliquer aux fortifications et réparations de la ville, sur laquelle sera prinse [la somme de] xxiv s. p. pour les frais de justice, et à tenir prison jusqu'à **plein payement, par nostre sentence défi**nitive jugement et adroit. »

[*Le* 28 *septembre*. Le quatrième des vins et autres breuvages vendus en détail à Reims, est délivré pour trois ans, à partir du 1er octobre 1534, à J. Richier, notaire, moyennant 2,260 l. p. dont il s'oblige par-devant deux notaires, donnant trois cautions. — Suit la cédule proclamatoire faite du quatrième, le 6 août 1534. — Le quatrième des vins pour trois ans est mis à prix à 2,000 l. p. par an, et 6 l. p. de vins qui seront bus, à charge pour le preneur : 1°. de le lever à ses risques et périls; 2°. de s'obliger tant pour les 1,600 l., que les habitants en rendent au roi, que pour le surplus, ainsi que pour deniers royaux; 3°. de courir les chances de guerre, peste, gelées, sans subir diminution; 4°. de payer les commis qui percevront les impôts; 5°. de donner caution valable; 6°. au défaut de remplir les clauses ci-dessus, les habitants pourront faire exercer aux dépens du preneur, par qui bon leur semblera. — Ceux qui voudront remonter, se tireront vers le greffier. On sera reçu à y faire un ou plusieurs remonds, chacun de 20 l. sur l'assiette qui est de 200 l. p., c'est-à-dire de 2 s. p. pour livre. — Cette ferme se délivrera à l'hôtel-de-ville, au Marché aux chevaux, le 28 septembre, heure du gros coup de nonne à Notre-Dame, à la chandelle pour ce allumée, arse et éteinte, sauf toutefois les tiercements et doublements qui se feront suivant les fermes du roi notre sire, et les jours qu'il sera ordonné. — Viennent neuf marchands qui mettent 20 l. p. de remond, et 20 s. ou 40 s. aux vins.—Le 28, la ferme est délivrée par A. Dupuys, A. Pioche, élu, G. Charpentier, délégués du conseil, à J. Richier, notaire royal, pour 2,260 l. p., en présence de treize notaires royaux, de deux sergents royaux, et de plusieurs autres.

Dans l'acte d'obligation, Richier accepte la délivrance à lui faite par A. Pioche, élu, A. Dupuys et G. Charpentier, greffier de l'échevinage, commis et délégués par les

bant. Dicebat ulterius dictus archiepiscopus, quod dudum certus processus inter dictos scabinos remenses, et procuratorem nostrum, in

gens du conseil. Il payera 1,600 l. au receveur des aides du roi, et 660 l. p. au receveur des deniers communs, aux termes où on a coutume de payer les fermes du roi.]

[24 *novembre*. Diverses assemblées générales sont tenues à l'occasion des comptes de feu G. Le Florignier, pour raison du bon du quatrième et des héritages de la ville, depuis 1520 jusqu'en 1531. — Ses héritiers réclament 6 l. t. pour quatre hommées de terre, achetées pour faire le signe patibulaire du siége royal. Plus 40 l. t. pour le loyer du grenier à sel, durant six ans, pendant lesquels il a été occupé par T. Cauchon, capitaine de Reims et sa famille, sans en payer de loyer, malgré les réclamations des habitants. — Copies de tous ces comptes seront envoyées à la chambre, à Paris.]

[7 *février* 1534 (v. s.). Assemblée générale, qui cependant ne se compose que des gens d'église, des échevins, etc., et des élus des paroisses.—L'élection se passe comme les précédentes; presque tous les officiers sont changés. A. Dupuys succède comme lieutenant à N. Chinoir, qui devient maître des ouvrages; Vaurouart, greffier en 1532, le redevient en 1535, etc. — Les scrutateurs ont prêté serment à J. Fremyn, lieutenant du bailli de Vermandois à Reims. — Dupuys se dit lieutenant de la capitainerie, et ceux qu'on lui substitue, lieutenants du capitaine de Reims.]

[6 *mars*. Le lieutenant reçoit le serment des autres officiers.]

[7 *mars*. Assemblée générale pour l'élection des vingt-quatre. Les connétables n'y sont même pas tous, pour affirmer par serment qu'ils ont convoqué leur connétablie. Ils seront à l'amende de 5 s. p., s'ils ne comparaissent dans huit jours.]

[13 *mars*, *dimanche*. Assemblée générale fort peu nombreuse. On ne nomme pour le conseil ordinaire que quatorze laïques, et six ecclésiastiques. Le procureur requiert qu'ils fassent le serment, devant A. Dupuys, de se trouver au conseil à toutes les assignations qui leur seront données, à moins d'excuse légitime, qu'ils feront connaître d'avance. Tous jurent.—Dix pourront conclure.]

[21 *avril* 1535. Le contrôleur des deniers communs est en procès, pour ses gages, avec le receveur de la ville. On consultera à Paris pour savoir si le procureur doit se joindre au receveur. — D'ailleurs le procureur fera sommation, par-devant notaires royaux, au contrôleur, qu'il ait à exercer en personne son office, selon le contenu de ses lettres d'institution; et s'il refuse, ou ne comparait pas au payement des ouvriers employés par la ville, ou ne comparait que par son commis, on ne lui payera pas ses gages, mais on appellera un notaire pour y assister avec le greffier du conseil, les maîtres des ouvrages, et autres officiers de la ville. — D'ailleurs le contrôleur entend demander 160 l. t. de gages par an; son prédécesseur Dervilliers se contentait de 46 l. — Le conseil de Paris est d'avis que le procureur se joigne, pour poursuivre la cause, au bailliage de Vermandois à Reims.]

[10 *juin*. Le lieutenant à Reims du bailli de Vermandois, exécuteur de certaines lettres royaux en date du 12 mai, fait commandement aux officiers de ville de lui montrer les baux à terme qu'ils ont faits cette présente année, commençant en janvier. De même, commandement aux grenetiers de Reims, Cormicy, Château-Porcien, de lui déclarer au vrai les deniers octroyés par le roi à la ville. — Les habitants répondent qu'ils n'ont aucuns baux des deniers ainsi octroyés par le roi, que Rousset lève pour la ville les 2 s. p. pour queue de vin en gros. — Alors le lieutenant de Vermandois commande à Rousset de lui montrer ses états de recette, depuis le 1er janvier. — Il fait de plus défense au receveur, de délivrer aucun denier commun sur l'ordre des officiers de ville; mais bien, sous peine d'amende, de les porter au coffre du Louvre, à Paris. — Conclu que Rousset montrera ses états; le receveur ayant employé tous les deniers perçus aux

casu novitatis et saisine actores et conquerentes, ex una parte, et archiepiscopum qui tunc in dicta ecclesia remensi preerat, defensorem

fortifications, montrera également ses états. — Mais pour ne pas laisser dépérir les fortifications d'une ville frontière, A. Dupuys ira en cour vers le duc de Guise, et tâchera de recouvrer au Louvre les deniers de la ville. — On lui donne 40 écus d'or soleil pour son voyage.]

[31 *juin*. Dupuys est de retour. Le roi n'a voulu rien accorder.—On convoquera, outre le conseil ordinaire, plusieurs notables dont on dresse une liste.]

[1er *juillet*. Le conseil et les notables réunis renvoient le lieutenant à Paris. Celui-ci a appris que le roi, la reine, les enfants de France devaient venir de nouveau à Reims; qu'on y passerait de grandes montres d'hommes d'armes. On remontrera au roi qu'il faut de l'argent pour tout cela. — On s'occupe des préparatifs pour l'arrivée du roi; on réunit des fourrages, etc.— N. Chinoir est chargé de faire faire les echafauds pour les montres des gens à pied, légionnaires de la Champagne (c'est là le but du voyage du roi).]

[25 *août*. Assemblée générale, par Chinoir, en l'absence de A. Dupuys. Lettre du roi datee de Loupy-le-Château, le 18 août, par laquelle il ordonne de recevoir en dépôt les armures de la légion de ses pays de Champagne; elles consistent en seize cent quatre-vingt-cinq devants de hallecrets, mille six cent soixante et onze derrières de hallecrets, mille neuf cent un avant-bras, mille cinq cents salades, neuf cent quarante-deux gorgerins. — Après d'assez grandes difficultés faites, on conclut à les recevoir.]

[24 *octobre*. Assemblée générale au chapitre. — Lorsque le roi était à Reims, plusieurs notables marchands, et autres, lui ont demandé deux nouvelles foires franches, entre celles de Saint-Remi et de la Couture, ce qui ferait par an quatre foires, franches d'impositions et de vingtièmes. Depuis on a été deux fois à Paris, et on a fini par obtenir les deux nouvelles foires, en faisant toutefois une information *super commodo et incommodo*. Depuis on a obtenu lettres de commission pour faire cette information, et comme la chose est grave, on a eu recours au conseil général.— Le conseil général approuve l'établissement des foires, et renvoie le tout au conseil ordinaire, qui appellera quelques marchands.]

REGISTRE VIII.

[8 *mars* 1535 (v. s.). Assemblée générale au chapitre, par A. Dupuis. — Les sergents affirment avoir porté les billets à ceux des paroisses à qui on leur a ordonné d'en porter; ils ont semons ceux qui ont été élus en icelles, pour apporter et bailler les voix en l'élection nouvelle des officiers. — Présents les gens d'église: J. Grossaine, bailli, et Dorigny, avocat du roi; quinze tant échevins qu'officiers de la ville, treize paroissiens de Saint-Pierre-le-Vieil, vingt-trois paroissiens de Saint-Hilaire, six paroissiens de Saint-Étienne, huit de Saint-Symphorien, onze de Saint-Jacques, six de Saint-Denis, quatre de Saint-Julien, quatre de Saint-Timothée, cinq de la Magdeleine, et plusieurs autres jusqu'au nombre de trois cents personnes. — Le procureur dit aux assistants que le but de l'assemblée est l'élection des officiers, et demande que l'on avise à la manière dont on y procéderait, par continuation d'iceux, ou par scrutin. — Les officiers déposent leurs offices. — Tous les habitants assistants concluent unanimement, et d'une même voix, que le lieutenant Dupuys, F. Blondel, procureur, N. Chinoir et P. Moët, maîtres des ouvrages, et N. Pussot, l'un des maîtres de l'artillerie, seront continués pour cette année. Quant à Frison, Du Godart, maître de l'artillerie, et H. Vauronart, greffier, il sera procédé par la scrutine.— Dupuys ne veut pas accepter sa charge. — Les habitants assistants élisent trois scrutateurs pour le clergé, les nobles, les marchands, qui appellent trois notaires royaux. — Les scrutateurs font le serment

et opponentem, ex parte altera, in dicta nostra curia motus fuerat, in quo dicti scabini, et procurator noster, manutenuerant et pretende-

devant J. Fremyn, lieutenant de Vermandois

Au scrutin:
- A. Dupuys est élu lieutenant de la capitainerie.
- N. Aubert, receveur.
- L. Lallement, Me de l'artillerie.
- N. Dehus, greffier.

— Dupuys refuse encore la lieutenance, et J. Fremyn ordonne que les élus des paroisses soient rappelés un autre jour, pour procéder à nouvelle élection.]

[10 *mars*. Assemblée générale au chapitre, par A. Dupuys. — Les élus des paroisses sont moins nombreux dans chaque paroisse, et il ne paraît pas d'autres habitants dans l'élection. — Dupuys déclare qu'il acceptera. Il est nommé tout d'une voix. Il fait serment devant J. Fremyn.]

[11 *mars*. Sentence du lieutenant contre un portier qui ne s'était pas rendu à son poste. Il était absent, et au moment où il avait été semons, sa femme était en couches. Il payera 5 s. t. d'amende.]

[12 *mars*. Assemblée générale aux Cordeliers. — Tous les connétables ont été convoqués —Présents tous les gens d'églises, vingt-deux, tous bourgeois de la ville, les connétables, et grand nombre des connétablies.— Le procureur remontre que l'assemblée est faite pour savoir si on veut élire gens notables pour le conseil ordinaire, et aussi pour lui donner procuration. On la lui donne, et on conclut à élire vingt notables pour le conseil, dont dix pourront conclure, les vingt appelés. — Les élus seront exempts de guet et de porte, à charge de faire serment de tenir secrètes les délibérations, et de venir à chaque fois qu'ils seront semons. — Sont élus les six de l'église, le bailli de monseigneur, le grenetier Goujon, l'élu Chuffet, M. de Sillery (Hubert Cauchon), M. A. Dorigny, le procureur Beguin, l'élu A. Pioche, l'élu Le Large, M. de Sueil, N. Beguin, N. Foré, P. Serval, J. L'Empereur, J. Cornette. — Ils font serment.]

[19 *mars*. Le procureur remontre qu'il serait bien de passer un marché avec quelque habitant de la ville, qui tiendrait toujours prêts deux chevaux de poste quand les affaires surviendraient, pour éviter les questions et débats qui ordinairement adviennent quand il convient prendre les chevaux réaument et de fait, sur les marchands et autres, ce qui retarde les messagers, et a excité plus d'une clameur contre les officiers de la ville. — Accordé.]

[18 *mai* 1536. On fait de grands préparatifs de guerre du côté de la Flandre; il faut travailler aux remparts, surtout du côté du château de Mars. Par suite de la clôture des comptes, les habitants sont tenus employer aux réparations grosses sommes de deniers, dont rien n'a encore été levé sur eux.— On assemblera le conseil général pour savoir si on besognera par corvées, ou si on lèvera sur les habitants les carolus et petits blancs par semaine, comme cela a été fait autrefois. — On adressera requête au lieutenant de Vermandois à Reims, afin d'avoir contrainte pour lever sur les habitants 1,000 l. t., par lui ordonnée être appliquée aux fortifications. Les gens de l'archevêque s'opposent à cette conclusion, disant qu'elle est contraire aux droits et prééminence de monseigneur.]

[19 *mars*. Assemblée générale. Les gens d'église, dix-sept officiers du roi, de la ville, de l'archevêché, etc., tous bourgeois de Reims, les connétables, une foule de manants et habitants. — On lèvera les carolus et petits blancs, et on fera travailler, de préférence aux étrangers, tous les pauvres ménagers, et autres gens de la ville. On ira vers le gouverneur, pour avoir commission afin de contraindre ceux qui refuseraient les carolus et petits blancs.]

[28 *mai* 1537. En l'assemblée générale des faisant guet et portes, tenue aux Cordeliers. — Les fortifications ne vont pas assez vite; quelques-uns proposent d'avancer les carolus pour un an; mais les portiers sur qui frapperait cette mesure s'y opposent pour la plupart, alléguant leur pauvreté. On se sépare

rant ipsos esse in possessione et saisina, quod nobis solis et insolidum pugnicio et correccio dictorum scabinorum et scabinatus pertinebat

sans rien conclure, mais on prend le nom de ceux qui ont fait la proposition. Ils sont au nombre de vingt-sept appartenant tous à l'aristocratie rémoise, de Sillery, de Montlaurens, Clerjon, Grossaine, Fremyn, etc.]

[29 *mai*. Conseil ordinaire. Il faut de l'argent. On fera un emprunt sur cent vingt des principaux habitants, à commencer par les conseillers.]

[5 *juin*. Plusieurs notables trouvent que dans l'arrêt rendu en parlement sur la rénovation des officiers, il y a un article fort rigoureux, savoir que l'on ne pouvait continuer l'un des officiers s'il n'était proclamé à l'unanimité par tous les assistants, de sorte que s'il y avait un seul opposant, l'officier ne pouvait être continué. La chose publique paraît aux réclamants grandement intéressée à cela, car lorsque un officier vient à acquérir de l'expérience dans l'exercice de son office, un seul et le plus pauvre, le moindre des habitants, par haine ou autrement, peut empêcher la continuation. Il leur paraissait donc nécessaire de faire modifier cet arrêt par la cour. — On nomme une commission dont fait partie A. Dorigny qui a provoqué l'arrêt.]

[18 *juin*. Les rôles des trente-six connétables seront visités par quatre gens du conseil pour les renouveler, et y mettre des portiers plus suffisants, et ôter ceux qui ne seront trouvés suffisants, pour les mettre au guet de la muraille. — Le capitaine a commis trente-six capitaines aux trente-six connétablies, et leur a assigné leur poste sur les remparts en cas d'effroi. — On donne à chaque capitaine quatre hacquebutes à croc, quatre buires de poudre, et cinquante boulets pour placer dans les tours de leurs connétablies. — Le procureur et le greffier se retireront vers MM. du chapitre, et leur remontreront qu'il est besoin d'élire par eux deux suffisants personnages, sous lesquels se pourront retirer en cas d'effroi les gens d'église. — On remettra en état les moulins à bras et à chevaux qui se trouveront dans la ville.]

[22 *juin*. Rapport de l'élu Pioche, et du procureur de l'archevêché, qui ont visité les portes, et constaté par quels portiers elles étaient gardées. — A Porte-Mars, après avoir attendu jusqu'au deuxième coup de matines, il ne s'est trouvé que trois portiers. — A Porte-Chacre, G. Chermontois pour sa mère, un homme de village pour A. Gurot, et quatre portiers. — A Dieu-Lymire, quatre portiers, dont un homme d'église, et deux défaillants dont un homme d'église. Le quartenier a reçu défense d'ouvrir, jusqu'à ce que tous les portiers fussent présents, attendu qu'ils n'arrivent souvent que bien longtemps après l'ouverture. — A Fléchambault, un religieux du Val-des-Écoliers, un homme pour le prieur de Saint-Maurice, un portier, le serviteur d'un autre, un petit serviteur qui n'était pas recevable, et un défaillant. — A Porte-Vesle trois portiers : un défaillant; le serviteur de la veuve Noël est allé à la provision pour dîner; un chapelain est allé dire la messe. — Les défaillants seront cités et condamnés à l'amende.]

[8 *juillet*. Tous les noms des connétables ont été effacés sur les murs de la ville, où ils indiquaient à chaque connétablie le lieu du rendez-vous. — On fera une monition contre les malveillants, qu'on n'a pu découvrir.]

[11 *juillet*. Le capitaine de Reims, le sieur de Vaulx, écrit qu'il est chargé d'ouïr les comptes, et que le gouverneur l'envoie pour forcer au prêt ceux des cent vingt qui s'y sont refusés.]

[14 *juillet*. On ajoutera à la liste des cent vingt prêteurs, monseigneur le cardinal archevêque, et toutes les abbayes.]

[21 *juillet*. Assemblée générale aux Cordeliers, tenue par le grand vicaire de monseigneur, en l'absence de A. Dupuys. — Il n'y a plus d'argent. L'emprunt même qui était de 2,000 l. t., a été dépensé. — On fera un nouvel emprunt de 4,000 l. t., auquel on obligera tous les biens de la ville, et que l'on

et spectabat, ac quod dicti scabini subdicti et justiciabiles nostri extabant; et in contrarium dictus archiepiscopus manutenuerat dictos sca-

remboursera sur les deniers communs. — Le conseil ordinaire dressera un rôle de ceux à qui on fera l'emprunt. Avec permission du gouverneur, le lieutenant fera contraindre réaument et de fait, les refusants.]

[2 *août*. L'ennemi approche. On priera qui de droit, de renvoyer dans les villes tous les gentilshommes. — Chaque portier sera tenu d'avoir dans sa maison tel nombre de gens de sa connaissance qu'avisera le conseil, gens de défense, outre ses gens et serviteurs. — On prendra à gages trente hommes se connaissant à l'artillerie. On ordonnera à chaque abbaye de se procurer un moulin à bras, ou à cheval. Le conseil ordinaire s'assemblera tous les jours. — On met en prison un dixainier, qui a fait descendre trop tôt sa dixaine des remparts.]

[5 *août*. On propose de faire travailler aux fortifications, par corvées, les habitants de la ville, comme y travaillent déjà ceux des villages; mais on fait ainsi trop peu de besogne. On donnera 12 d. par jour aux gens des villages qui travaillent à corvées, et on louera 20 d. ceux qui voudront travailler pour ceux de la ville. — Lettre du roi, qui engage les habitants à faire tous leurs efforts pour se mettre en état de résister.]

[6 *août*. Le procureur revient sur les corvées de la ville. On lui répond que c'est moquerie, et que les pauvres gens n'y voudront entendre, attendu qu'ils payent déjà les petits blancs. — Le bruit devient très-grand lorsque le procureur veut expliquer qu'on pourrait faire un rôle des quatre cents ou cinq cents plus riches ménagers pour faire corvées, et qui ne voulant pas les faire, payeraient alors les petits qui ne demanderaient pas mieux que de gagner de l'argent. — On conclut cependant que qui voudra aller volontairement aux corvées, sans cesser de payer carolus et petits blancs, sera bien reçu. — J. Fremyn, à son retour de Paris, a dit avoir parlé à MM. les gens du roi, de l'arrêt sur l'élection des officiers; ils demandent certification ou extrait des registres, attestant que du vivant de T. Cauchon, capitaine, qui faisait résidence continuelle, il y avait eu un lieutenant de la capitainerie de par la ville.]

[21 *février* 1537 (v. s.). L'élection ne se trouve pas aux conclusions*. — A. Dupuys a été élu lieutenant. Il ne veut point accepter. On s'est adressé au duc de Guise qui intervient, et écrit tant au conseil qu'à Dupuys.]

[4 *mars*, au chapitre, par N. Chinoir, commis de par le roi à l'office de lieutenant de la capitainerie. — Dupuys persistant à refuser, et la ville ne pouvant rester sans chef dans les dangers actuels, on conclut à rappeler les échevins et les élus des paroisses, pour procéder à nouvelle élection. — L'assemblée fixée au 7, n'est pas consignée aux conclusions.]

[8 *mars*, par N. Chinoir, lieutenant de la capitainerie. Assemblée générale. — On élit pour le conseil, six ecclésiastiques, dix-huit laïques, dont deux échevins. A. Dupuys en fait partie. Douze, les vingt-quatre avertis, pourront aviser et conclure cette année. — Les registres sont remplis de réquisitions. Il faut à chaque instant conduire aux étapes désignées pour le passage des lansquenets, des provisions de pain, vin, chair, sel et chandelle. Les mandements abondent pour forcer les villages voisins à y contribuer.]

[21 *avril*. Lettres du roi en date du 27 mars, qui nomme A. Dupuys, capitaine de Reims, en la place de J. Deschamps, décédé. Le chancelier recevra son serment, et l'instituera au nom du roi; les trésoriers de France lui alloueront les gages payés par le receveur de Reims, ou autres. *Signé* : Par le roi, M. le duc de Guise, présent.]

* A la fin du registre se trouve cependant une note sur l'élection, où le greffier dit que J. Fremyn a pris le serment des officiers, en l'absence de A. Dupuys, sans préjudice au droit qu'a le lieutenant de prendre ce serment en l'absence du capitaine.

binos absque ullo medio suos subdictos esse, quodque ipse archiepiscopus erat in possessione et saisina eorum judicia et errores corrigendi,

[25 *avril*. Gobin Multeau a gagné l'oiseau du jardin de Saint-Sébastien, mais comme il est encore domestique de la maison de son père, c'est celui-ci qui jouira de l'exemption attachée au prix.]

[28 *avril* 1538. Dupuys ordonne de publier à son de trompe à la Pierre au Change, présent un sergent de forteresse, M. le bailli de Vermandois ayant refusé de le faire, l'ordonnance suivante. — Le duc de Guise, pair de France.... Nous, en vertu du pouvoir à nous commis par le roi, ordonnons et faisons savoir à tous gentilshommes, et autres nobles personnes tenans fiefs, et arriere-fiefs, sujets au ban et arrière-ban de notre gouvernement, qu'ils ayent à eux mettre sus et tenir prêts, montés et armés chacun selon qu'il est tenu faire pour le devoir de son fief, dedans le 15e jour de mai prochain venant, pour marcher et eux rendre sous notre charge et conduite...., sous peine de saisissement de leurs fiefs et arrière-fiefs.... Mandant à tous baillis de notre gouvernement, faire la présente injonction publier ès lieux accoutumés de son ressort.... Fait au camp devant Hesdin, le 13 *avril* 1537.]

[14 *mai*. Dupuys préside maintenant presque toujours. Le procureur du roi a obtenu lettres royaux tendant à faire vivre les mendiants en bon ordre, et mettre police parmi les valides. Les gouverneurs des hôpitaux ont déjà consenti l'entérinement, mais la matière est trop importante pour que le conseil ordinaire ait voulu la décider seul. Il a donc appelé les habitants, les chartriers, les communautés. — Il se fait tant de tumulte, que rien n'est conclu. La majorité paraît opposante, et dit qu'il en adviendra ce qu'il pourra.]

[6 *juillet*, par A. Dupuys. Les échevins sont convoqués, et présents au conseil. Le roi demande de l'argent. On lui prêtera 6,000 l., mais on convoquera les portiers, sous peine de prison, pour délibérer sur la manière de se procurer cette somme. Les portiers décident qu'on lèvera l'emprunt par taille ou cotisation, le fort portant le faible. — Cette somme de 6,000 l. est insuffisante, le roi en demande 12,000.]

[6 *mars* 1538 (v. s.). Le roi a adressé aux échevins des lettres patentes pour leur ordonner de mettre en réserve 12,000 l. de salpêtre; mais les échevins ne sont pas gouverneurs de la ville; ils renvoient les lettres au conseil, qui les accepte après hésitation.]

[27 *mars*. Une note du greffier indique les noms des officiers élus par les délégués des paroisses; Hubert Feret, écuyer, sieur de Montlaurens, est lieutenant; tous prêtent serment entre les mains de A. Dupuys.]

[1er *avril*. Assemblée générale. On élit vingt-quatre notables pour le conseil. Le capitaine fait lever la main, et prend le serment.]

[11 *avril*. Lettres royaux adressées au général des finances d'outre-Seine et Yonne, et Picardie. — Comme l'empereur n'a pu mettre à exécution ses damnées entreprises, mais qu'il a été repoussé à sa grande confusion...., et que pour en venir à ses fins il refuse la paix tant de fois offerte...., il faut de grandes forces pour lui résister. Les aides et tailles ne peuvent y suffire, le domaine est engagé, les subventions des prélats épuisées. Le roi est forcé de s'adresser aux villes franches. — Les princes du sang et conseil privé, ayant été assemblés, on a résolu lever vingt mille hommes de pied sur les bonnes villes, cinq mille quatre cent soixante-cinq sur la généralité d'outre-Seine, ce qui fait par mois 32,790 l. Cette somme sera versée chez le receveur des tailles. Les villes franches seront contraintes, comme pour les tailles, par prises et saisies. Si elles n'ont deniers pour fournir à ces sommes, le roi leur permet de les imposer sur les habitants, le fort portant le faible, comme c'est coutume pour les tailles et subventions. — L'affaire est urgente, et le roi de sa pleine autorité s'en réserve seul la connaissance, interdisant fo-

et eciam in possessione et saisina quod iidem scabini banna et statuta dicti archiepiscopi tenere, custodire, et humiliter observare debebant;

nellement à tous les officiers des aides, du parlement, et autres, d'en connaître. — Le roi délègue tous ses pouvoirs au général d'outre-Seine. — Moulins, 14 *mars* 1537. — L'affaire est grave, on assemblera le conseil général. — Vives représentations de celui-ci. Il délègue d'ailleurs tous ses pouvoirs au conseil ordinaire, excepté pour l'assiette d'une taille. — Bien des conclusions roulent sur cette affaire, qui se termine enfin par un emprunt sur les cent cinquante plus riches, voté en assemblée générale.

[15 *avril*. On remet entre les mains d'un envoyé de la ville, qui va en cour solliciter diminution des hommes de pied, et prolongement de l'octroi, toutes les lettres qui concernent l'affranchissement des tailles, et les 2 s. t. sur chaque minot de sel vendu à Cormicy et Château-Porcien. — La plus ancienne lettre d'affranchissement est celle du 1er *juillet* 1484. — Celle des 2 s. t. est du 21 *juin* 1514. — Il y a huit lettres d'affranchissement, datées des 1er *juillet* 1484, 3 *août* 1490, 13 *juin* 1498, 18 *juin* 1502, 24 *février* 1508, 23 *octobre* 1512, 24 *janvier* 1514, 15 *juin* 1527

[5 *octobre* 1538. Les connétables du jeu de la hacquebutte de Mr Saint-Antoine, obtiennent 10 l. t. pour employer à l'édifice et logette commencés à faire audit jeu des hacquebuttiers.]

[26 *février*. Les sergents ont été la veille distribuer les billets aux coutres des paroisses, portant ordonnance d'élire le nombre des paroissiens contenus auxdits billets, pour donner leurs voix à l'élection des officiers. Ils ont pareillement semons les douze échevins et officiers perpétuels portant voix à cette élection. — La conclusion indique ensuite les assistants pour le clergé. — Pour l'échevinage : les échevins, le procureur, le greffier et les sergents. — Pour les paroissiens.... L'élection se consomme à l'ordinaire, sauf cependant que N. Chinoir, élu lieutenant, prête serment au bailli de Vermandois, et les autres officiers au capitaine A. Dupuys.]

[12 *mars*. Assemblée générale. Election du conseil.]

[2 *avril*. Assemblée générale. Il ne comparait que vingt-trois connétables, pour faire leur rapport. L'assemblée n'est pas très-nombreuse. — On a obtenu du roi lettres patentes permettant de prendre pendant trois ans la moitié des deniers communs, et de lever une crue de 2 s. p. par queue en gros, outre le 2 s. d'octroi, afin de rembourser les deniers donnés pour les gens de pied. Il s'agit de savoir si les 2 s. p. seront levés. — Les gens du conseil ordinaire trouvent l'assemblée trop peu nombreuse pour une affaire de cette importance; ils ajoutent qu'il s'y trouve peu de gens d'eglise et de gros marchands, qui y ont le plus d'intérêt, et qui ensuite viendront impugner les conclusions prises, d'où naitraient des procès; que d'ailleurs tous les connétables n'avaient pas comparu. — Tous les autres allèguent que bien des affaires de cette importance s'étaient conclues à pareil nombre, et sans que tous les connétables comparussent. — Sur ce, plusieurs gens de loi se retirent. — Le lieutenant, voyant la diversité des opinions proroge l'assemblée; et comme plusieurs des présents prétendent être venus sans avoir été avertis, on priera les curés d'annoncer au prône la prochaine assemblée, pour que personne ne prétexte ignorance.]

[3 *décembre* 1539. Assemblée générale. Le procureur remet en point la question des lettres d'octroi de la moitié des deniers communs, et de la crue de 2 s. p. sur queue, pour le remboursement de la solde des gens de pied. — On prendra la moitié des deniers communs, et on remboursera les prêteurs au prorata de ce que fournira cette somme. Pour ce faire, on prendra l'attache du bailli de Vermandois aux lettres d'octroi. Quant aux 2 s. p., à cause des inconvénients qui en viendraient, on ne prendra pas l'attache.]

[12 *décembre*. Le procureur remontre que, attendu le décri des monnaies, le pauvre peuple ne pouvait recouvrer de bonne

in dictoque processu tantum processum fuerat, quod per arrestum dicte curie nostre, dictum extiterat predictos scabinos et procuratorem

monnaie, vu qu'il n'y avait présentement aucun changeur dans la ville; qu'il fallait aviser un homme de bien, et présenter requête au bailli de Vermandois à Reims, pour le commettre en attendant l'octroi qu'il en pourrait avoir du roi et de MM. des aides.— On désigne Gérard Collebert, marchand. Il accepte, mais ira auparavant à Paris où il portera la plus grande quantité qu'il pourra de pièces d'or et d'argent, s'informant de leur valeur. — On prêtera à Colbert, des deniers communs, 850 l.]

[18 *février* 1539 (v. s.). Election. Le bailli de Vermandois prend le serment de Hubert Feret, réélu lieutenant.—Le capitaine prend celui de tous les autres officiers.]

REGISTRE III.

[Il y a lacune de l'an 1539 à 1540 (v. s.). — De plus l'an 1541 est incomplet, et en fort mauvais état.]

[5 *mars* 1541 (v. s). Conseil général aux Cordeliers, par J. Briotin, nouveau lieutenant.—La rénovation des officiers touchant le fait de la communauté et forteresse de la ville, a eu lieu sans que rien en soit consigné aux conclusions. L'assemblée actuelle a pour but l'élection du conseil.—On nomme vingt-quatre notables, dont six pour l'église, deux pour l'échevinage, quatorze pour représenter la communauté bourgeoise.]

[12 *mars*. Désormais les comptes des deniers du domaine de la ville (ou deniers patrimoniaux), se rendront par année courant du 1er janvier au 31 décembre.]

[18 *octobre* 1542. Par le procureur est remontré que le lieutenant du bailli de Vermandois lui avait défendu de passer par la chambre en laquelle il expédie les affaires du roi, sans passer par laquelle il est impossible aller à la chambre où se tient le conseil ordinaire; et aussi qu'il savait que le lieutenant, pour tenir le siége, ensemble les gens du roi, n'avaient ledit lieu que par emprunt, ce qu'on pourrait vérifier par le procès-verbal du commissaire qui exécuta l'arrêt par lequel ledit siége fut érigé. — Le procureur lèvera l'acte d'installation, qui constate que les habitants n'ont fait que prêter la maison de ville aux gens du roi.]

[4 *janvier* 1542 (v. s.). Le duc de Guise écrit que l'empereur se dispose à envahir la Champagne, et recommande aux habitants de bien fortifier leur ville, qui est comme la clef du pays. On assemble le conseil général. Les deniers d'octrois sont épuisés. On lèvera chaque semaine 3 s. 4 d. t. sur les plus riches; 20 d. ou 10 d., ou 5 d., selon la fortune des autres. C'est le conseil ordinaire qui taxera la cote de chacun, en appelant les connétables et dixainiers.—Les connétables seront francs de cet impôt, en lèveront les deniers, et les verseront à un receveur commis par le conseil ordinaire. —La principale cause de cette mesure, c'est que l'on ne lève plus rien sur le sel.]

[18 *janvier*. Nomination par le conseil ordinaire d'un receveur des deniers du domaine pour un an.—Ce receveur est distinct du receveur des deniers d'octroi.] — Voir plus haut les comptes de 1543, etc., p. 690.

[8 *février*. Minutes des lettres qu'on se propose de demander au roi, pour la levée des deniers par semaine. — Une clause contraire à la conclusion du conseil général est rejetée, attendu que le conseil ordinaire n'a pas droit de changer une disposition prise par le conseil général. — Les deniers levés seront rendus sur les deniers communs à venir. — En attendant, la perception actuelle ressortira de la juridiction des élus, s'il s'élève quelque différend.]

[18 *février*. Les registres de conclusions ne contiennent plus trace de l'élection des officiers. Hub. Féret est lieutenant du capitaine; J. Briotin, ex-lieutenant, est maître de l'artillerie; N. Chiertemps, receveur, sera bientôt dépossédé par J. Pioche, qui achètera cet office du roi. —Il n'est plus fait mention des juges de l'aide de la ville.— Assemblée générale pour l'élection des vingt-quatre conseillers. Douze suffiront pour conclure,

nostrum ad malam et injustam causam se conquestos fuisse, predictum archiepiscopum in predictis suis possessionibus manutenendo et con-

et si ce nombre n'est pas complet, les lieutenant, procureur et conseillers présents, pourront appeler trois ou quatre bons personnages avec eux, ayant voix délibérative.]

[7 *mars*. Conseil général.] — « A esté remonstré que l'on voit à l'œil les motions et assemblées qui se font pour le fait de la guerre en ce pays de Champaigne, dont il appert assez par lettres de monseigneur le gouverneur, par quoi de jour en jour, et d'heure en heure, peuvent survenir grandes affaires de grosse importance, pour lesquelles terminer est besoin assembler aucunes fois tous les habitans qui sont en grand nombre, même le commun pueple, qui en ce faisant perdent leur temps, les gardant de gagner leur vie, celle de leurs femmes et enfans, et si ne se pourroient les matières promptement traicter, et à cause de ce arriver gros dommages; pour quoi obvier, et afin de sommairement mettre ordre et police èsdites affaires, semble qu'il soit bon et très-expedient de ne assembler tous iceux habitans en général, mais au lieu d'iceux, pour la chose publique seroit bien convenable suivant la coutume de plusieurs villes voisines, mesme de la ville de Paris, de regarder de eslire en chacune paroisse, ou par chacune connestablie, quelque nombre de gens de bien suffisans et idoines pour assister aux conseils généraux, lesquels auroient puissance de traicter et conclure de toutes les affaires de la ville, comme si tous les habitans y estoient appelés et assistans. — Conclud a esté que dimanche prochain, fin de messes paroissiales, seront nommés de chacune des paroisses, personnages gens de bien, jusques au nombre que l'on a coustume faire pour la rénovation des officiers, lesquels personnages qui ainsi seront nommés et délégués, assisteront aux conseils généraux, et vaudra ce que par lesdits nommés et délégués, ou par les y assistans, effect et vertu par ceste présente année, comme si tous les habitans y estoient assemblés et congrégés; et demeureront doresenavant ceux qui seront nommés pour les nouveaux officiers de la ville, pour nommés à tenir le conseil général, dont la semonce sera faite par les connestables des personnes de leur connestablie, et desquels sera pris le serment en tel cas accoustumé, et ne sera plus assemblé le peuple en communauté pour les raisons dessusdites. »

[9 *mars*. J. Roland, procureur du chapitre, a exposé, tant pour le chapitre que pour le clergé, que tout le clergé consentait à contribuer pour sa part aux dernières levées sur les habitants pour la fortification, pourvu que l'on laissât jouir messieurs du chapitre de leurs privilèges, qui etaient que l'un d'entre eux avait office de receveur des deniers communs, un autre juge de l'aide, un autre M^e des ouvrages aux gages accoutumés. — Rien n'est conclu.]

[20 *mars*. Comparait Me M. Gailloteau, prêtre chapelain de Notre-Dame qui, en vertu de certaine procuration et institution, requiert être reçu pour le clergé à l'office de receveur des deniers communs.]

« Decanus, cantor et capitulum insignis ecclesie remensis dilecto.... M. Galoteau.... De vestra.... industria ad plenum informati, officium receptoris denariorum communium ville et civitatis remensis.... per puram et liberam resignationem seu dimissionem Mr J. Godart, cantoris.... vacans, cum quidem officii collatio institutio et omnimoda alia dispositio ad nos pertinere noscuntur,... tibi contulimus, ad stipendia consueta.... Datum et actum in capitulo, die xviie Martii. » — [Les habitants donnent acte de présentation, et ne s'opposent pas.]

[26 *mars* 1543. Conseil général en l'hôtel-de-ville. Il se tient toujours là maintenant, il est souvent assemblé.] — Il s'agit d'obtenir modération de munitions demandées. — On délègue le lieutenant pour aller à Laon, assister à la répartition de 39,600 l. t. taxées par le roi, sur les villes fermées des bailliages, pour l'entretien de cinquante mille hommes de pied. — Reims est taxé à 14,600 l. auxquelles ne veulent pas contribuer les gens d'église, avec qui on a procès au grand conseil. Les nobles ne contri-

servando. Preterea dicebat dictus archiepiscopus, quod ipse in nundinis que ex parte sui, Remis, in ejus banno, post Pascha annis sin-

bueront que pour leurs biens ruraux, situés dans la ville. Afin de rembourser les habitants des 14,600 l., on vend pour six ans la ferme de 2 s. p., à A. Garrot, avec permission du roi et lettres patentes; pour que les fortifications ne soient pas abandonnées, on continuera le prélèvement des semaines. — Le procès avec le clergé se termine par un traité d'après lequel ses membres ne payent que 25 au lieu de 28 pour 100.

[20 *août*. Conseil général; il y a 73 présents. — Il y a 22 absents non légitimement excusés, parmi lesquels l'archevêque, les abbés de Saint-Remi et Saint-Denis, qui sont condamnés tous à 5 s. t. d'amende.]

[6 *septembre*. Conseil général. Il y a 50 présents, et 33 absents sans excuse, dont l'archevêque. Ces derniers payent 5 s. t. d'amende.]

[22 *septembre*. Conseil général à l'hôtel-de-ville par H. Féret, sieur de Montlaurens.] « Sur les remonstrances faictes par escrit, par le lieutenant et le procureur, dont la teneur suit : H. Féret, lieutenant de la capitainerie, et J. Richier, procureur des manans et habitans, vous remonstrent qu'ils ont esté eslus pour un an, pour excercer leurs offices, et aussi ayiez esté nommés et eslus par les habitans pour comparoir en conseil, pour traicter les affaires concernant lesdits habitans, desquels offices jusques à présent les lieutenant et procureur ont fait leur devoir, tant aux conseils, qu'à exécuter plusieurs affaires qui sont survenues, et pour ce que l'on voit à l'œil, autres grandes affaires advenir, comme l'affaire présente qui est de mener force vivres à Attigny, pour 12,000 Suisses y estant, qui ne se peuvent faire ni exécuter sans nostre assistance, et néantmoins bien souvent ne comparoissez à la semonce desdits conseils, à ceste cause vous somment et interpellent les lieutenant et procureur, que ayiez à vous trouver en iceux conseils, ou déléguer quelque nombre de gens qui assistent avec eux par chacune semaine, deux ou trois fois, à heure certaine, sur grosses peines, pour traicter et terminer les affaires qui surviendront, lesquels ayent pouvoir de ce faire; et afin que les affaires ne demeurent à exécuter, que aviez à regarder moyens et de fait trouver argent jusques à mille livres, ou autre grosse somme, protestant si de ce faire seriez refusans, et qu'il vienne aucune perte, dommage.... à la ville, que l'on ne s'en puisse prendre à eux, mais à vous comme estant délégués par iceux habitans, pour traicter, aviser et conclure leurs affaires, et de recouvrer sur vous, en vos propres et privés noms, tous despens, dommages et intérests qui pourroient advenir. — Conclud a esté, que ayant esgard aux grands et urgens affaires qui adviennent chacun jour, pour le fait des guerres qui règnent presentement entre le roi et l'empereur, et que c'est chose pénible de assembler à chacune fois les habitans de Reims en leur communauté, que doresenavant les XXIV personnages eslus pour le conseil ordinaire par les habitans, pour ceste présente année, qui avoient leur pouvoir et puissance limitée, pourront expédier, dépescher, conclure et ordonner de tous négoces et affaires de la ville, tant pour les munitions pour le fait des guerres, fortifications, tauxations, que pour toutes autres choses qui surviendront durant le temps de leur charge, tout ainsi et comme feroient les habitans de ceste ville, et pourroient faire eux duement assemblés et congrégés en communauté, pourvu toutesfois que à ce faire et conclure, ils soient en nombre pour le moins treize; et seront tenus iceux XXIV délégués et nommés pour ledit conseil, eux assembler chacune semaine en la maison et chambre de la ville, les dimanche, mardi et jeudi après le premier coup de nonne, en l'église de Reims, sans plus les appeler, sur peine de V s. t. sur chacun défaillant à chacune fois, sauf excuse légitime, laquelle ils seront tenus de faire, ou d'envoyer faire par l'un de leurs gens, au greffier du conseil, avant ledit coup de nonne; et où les XXIV ne se trouveront en nombre suffisant de XIII, à chacun des jours dessusdits, et autres jours qu'ils y seront appelés, les présens

gulis tenebantur, ac eciam in alio tempore, quando ibidem magna populi copia affluebat, ab omni evo consueverat statuere et ordinare, ac

pourront prendre et appeler autres des habitans, tels que bon leur semblera, pour assister et conclure avec eux.... »

[24 *septembre*. Cela n'empêche pas d'assembler le conseil général, deux jours après la précédente conclusion. — C'est pour lever une somme considérable par emprunt.]

[10 *octobre*. Conseil général où sont appelés les portiers. — Le procureur est absent, l'assistance prie Laignelet, avocat, d'exposer en son absence. — Chaque habitant se munira d'une quantité de farine désignée par un billet, dressé par le conseil ordinaire.]

[24 *octobre*. Conseil général.] — Par scientifique personne Mᵉ Raoul Grant Raoul, chanoine et escolastre de Nostre-Dame, a esté présenté requeste dont teneur suit : A MM. les lieutenant, procureur, manans et habitans, ou à MM. les députés pour le conseil, supplie humblement R. Grant Raoul...., exécuteur du testament de feu son oncle Gilles Grant Raoul. Comme le suppliant pour le grand bien et utilité de la république de la ville, et de tout le pays, et de tous les habitans tant pauvres que riches, ait avisé avec plusieurs notables personnages, de faire bastir de neuf et de bonne matière et durable, sur partie de la place estant devant l'hospital Saint-Antoine, à lui octroyée par monseigneur de Reims, et MM. de l'eschevinage, et mesurer le collége des Bons-Enfans, et y faire salles et chapelle afin qu'il soit plus grand et spacieux, pour y avoir trois ou quatre bons régens, et de bon savoir, pour mieux instruire les enfans, et pour y loger et apprendre et y nourrir huit ou dix pauvres écoliers, et à ceste fin y ait ledit suppliant donné une cense valant dix muids de grains par an, et ait intention faire édifier le collége comme dit est, et y faire faire plusieurs chambres, le tout des biens dudit deffunt son oncle, et ait entendu qu'il est besoin avoir sur ce vostre consentement; ce considéré, il vous plaise en coopérant à un si bon œuvre, y donner vostre consentement et permission, et vous ferez bien. — [Le conseil général permet, en tant que cela le touche, l'édification de le maison mentionnée en la requête, et l'érection du collége.]

[5 *mars* 1543 (v. s.). Ce jour a lieu l'élection des officiers, sous la présidence du bailli de Vermandois, ou son lieutenant. La conclusion n'est toujours pas au registre. Les officiers élus sont le lieutenant (J. de Boussut, sieur de Lyerval) le procureur, deux maîtres des ouvrages, deux maîtres de l'artillerie, le greffier. — Ni receveur ni sergents. — Il n'y a pas trace non plus de l'élection des vingt quatre du conseil ordinaire.]

[21 *mars*. Conseil général présidé par A. de Lyons, capitaine, assisté de J. de Boussut, lieutenant. — On renouvelle la conclusion du 22 septembre dernier, qui délègue au conseil ordinaire les pouvoirs du conseil général, afin de ne pas faire perdre si souvent leur journée aux pauvres gens de métier.]

[3 *avril*. Conseil ordinaire. — Le procureur meurt; l'affaire est renvoyée au conseil général; mais par manière de provision, attendu les affaires urgentes de la ville, on commet à cet office J. Augier, jusqu'au conseil général qui élit J. Augier.]

[11 *septembre* 1544. Conseil général. On nomme huit nouveaux conseillers qui seront adjoints aux vingt-quatre, attendu l'importance des affaires. Huit des trente-deux pourront conclure. Ils s'assembleront deux fois par jour. — On a jeté 3,000 l. de taille; on en jette une de 2,000 l. pour les fortifications. — La peste est dans la ville. Les barbiers, Palamède Ogier à leur tête, se refusent à élire entre eux ceux qui iront soigner les malades; on assemble les baillis des hauts justiciers, avec le conseil, pour y aviser. — Jamais mesures plus nombreuses n'ont été prises pour la peste. Elle doit sévir violemment.]

REGISTRE X.

[25 *février* 1544 (v. s.). Jour de l'élection des officiers. Nulle trace de l'élection dans les conclusions. — Les officiers mentionnés en tête du registre, sont le lieutenant, le procureur, les maîtres des ouvrages, de l'artillerie, le gref-

cridari et publicari facere, ne gentes extranee et ignote, predicta in villa Remis, de die vel de nocte, pugiones, neque alios baculos vel

fier. — Le capitaine n'est pas même nommé, bien qu'il touche des gages de la ville, comme on peut le voir aux comptes des deniers communs.]

[8 *mars*. Élection des conseillers. On en nomme vingt-quatre, et on leur attribue tous les pouvoirs conférés par la conclusion du 22 septembre 1543, dont on transcrit les clauses.]

[17 *septembre* 1545. Compagnie mise en garnison à Reims. — C'est l'ordre que le roi veut et entend doresnavant être observé pour la fourniture des gens d'armes, à chacune garnison de son royaume. — 1°. A chacun homme d'armes sera servi, pour lui quatrième de personnes, autant de chevaux, un quintal de foin par jour, en payant par lui un douzain; 2°. plus seize mesures d'avoine d'hôtellerie aussi par jour, en payant par lui un douzain; 3°. plus demi-quintal de paille par jour; une charrette de bois, trois livres de chandelles par semaine; sel, vinaigre et verjus par raison, avec les ustensiles et logis, sans en payer aucune chose. — Quant au surplus de ce qui leur sera nécessaire, ils l'achetteront au marché; et pour le soulagement du gend'arme, le roi ordonne que du vin qui leur sera vendu, les vendeurs n'en payeront 4°, ni 8°, pour raison de ce que l'homme d'armes et archier en achetteront, tant seulement. Bien entendu que là où les gend'armes n'auront le nombre des chevaux qu'ils doivent avoir, la fourniture sera rabbatue au prorata; et ne leur sera donné vivres au prix dessusdit, pour plus de quatre personnes, et autant de chevaux. — Et quant aux archers, cette ordonnance sera semblablement observée, en rabattant la moitié de la fourniture, qui est à raison de deux chevaux et deux personnes par archer. — 15 juin 1545. — La ville fait présent à l'archevêque de six petits paons, et de six poulettes d'Inde.]

[Lacune de deux ans, 1546 et 1547.]

[Officiers exerçant de *février* 1547 (v. s.), à *février* 1548. — Hubert Féret, réélu lieutenant. — Le procureur, deux maîtres des ouvrages, deux de l'artillerie. Le greffier.]

[26 *février*. Assemblée générale de trois cents habitants et plus. Les officiers nommés le 22, font serment devant le lieutenant. Election des vingt-quatre conseillers; six appartiennent à l'église, deux à l'échevinage. Parmi les seize autres, deux écuyers. — On leur délègue tous les pouvoirs des conseils généraux.]

[18 *août* 1548. Conseil ordinaire. Les quarteniers ne veulent plus servir, parce que par ci-devant ils prenaient et avaient la commodité des tours, saulsoys, et autres commodités des portes dont de présent ne prennent aucune chose. — Conclu que l'on commettra gens suffisants pour être quarteniers; à chaque porte deux hommes.]

[4 *janvier*. Le procureur remontre que pour rendre le compte des deniers communs, à l'acquit de G. Dervilliers, comme la ville s'y est engagée par transaction du 24 juin 1540, il est nécessaire que les habitants satisfassent aux apostilles du compte de J. Pioche, premier receveur institué par le roi, et prédécesseur de Dervilliers; par lesquelles apostilles, entre autres choses, Pioche est chargé de faire apparoir comme feu G. Rousset a été commis à recevoir l'aide, par le bail à ferme dudit Rousset.... — De plus, sur les mises est ordonné que Pioche apportera certifications des *maires* et *échevins* de Reims, que les fortifications mentionnées audit compte ont été bien et dûment faites, et que tous les dénommés au texte, se payent par ordonnance de Messieurs. (Ces notes n'existent pas sur le seul compte de Pioche qui se trouve dans la collection. D'ailleurs ce compte est rendu devant les délégués du conseil; — voir plus haut, page 690 — et l'ignorance des usages locaux prouve que les notes sont mises par la chambre des comptes. Enfin dans le compte qui existe à la ville, il n'est question que du quatrième. Ici il est question de l'aide de 2 s. p. — D'où l'on peut conclure que Pio-

arma defferrent, necnon et quod quolibet (*sic*) caput hospicii dicte ville Remis, aquam in suo hostio, et lumen in laternis de nocte, in fenestris,

che avait rendu deux comptes; l'un pour le quatrième à la ville; l'autre pour les octrois à la chambre.) — Conclu est : 1°. que celui qui rendra les comptes pour la ville, remontrera à Messieurs des comptes ou à ceux qu'ils commettront pour les ouïr, qu'il y a plus de 30 ans que Rousset, notaire royal, a été commis pour la première fois à recevoir l'aide de 2 s. p., depuis lequel temps cet aide a été quelquefois donné à ferme; et que, durant ce temps, sans discontinuation, Rousset a toujours exercé ladite commission, et fait la recette des 2 s. p., tant pour la ville que pour les fermiers, et ce parce que Rousset se trouvait fidèle et bon comptable. Il a même continué cette recette l'année de l'institution de Pioche, tant pour les habitants que pour A. Garrot, à qui cet aide a été vendu pour six ans le 1er juin 1543. — D'ailleurs durant ce temps on n'a fait aucun bail à ferme avec Rousset, ou autres, même sous la recette de Pioche et Dervilliers. Rousset a rendu son compte pour ladite année, dès le 28 février 1543 devant les délégués du conseil. C'est alors qu'est arrivée la création d'office de receveur; et pendant le procès suscité par les habitants, ceux-ci n'ont commis d'autre receveur que Rousset, qui a continué à percevoir l'aide de 2 s. pendant le procès. — 2°. On remontrera ensuite que pour le gouvernement de la ville, il n'y a maire ayant gouvernement, que les échevins ont leur administration à part, et n'ordonnent rien sur les fortifications en exécution des mandements du roi; mais que pour y pourvoir, s'élisent chaque an par tous les habitants vingt-quatre notables pour être le conseil et avoir le gouvernement des affaires de la communauté, et ordonner de la dépense de tous deniers communs, lesquels vingt-quatre, ou la plupart, peuvent conclure et déterminer des affaires communes, même des fortifications.... Pour lesquelles fortifications faire, et prendre garde sur les ouvriers, sont aussi élus deux autres notables personnes, nommées Mes des ouvrages qui assistent à faire les réparations et fortifications, et interpellent les ouvriers, notent les noms et le nombre d'iceux, et les manœuvres y employées, avec le contrôleur des deniers communs, à la certification et présence desquels, ou de l'un d'eux et du contrôleur, s'ils sont présents, et par leur mandement ou ordonnance par écrit s'ils sont absents, se fait payement aux ouvriers de leur journée et salaires, desquels les maîtres des ouvrages ont pouvoir d'accorder, présent le contrôleur, les ouvriers; et se fait le payement des ouvriers en la présence du greffier du conseil, quand le payement se fait à nombre de gens besognant à journées, la présence duquel greffier sert de quittance; et sont les Mes des ouvrages payés de leurs vacations certifiées par le contrôleur, à 5 s. p. par jour.... — Et semblablement ils élisent encore deux autres notables personnages appelés Mes de l'artillerie, lesquels ont la charge et garde de l'artillerie et des armures, et toutes munitions de guerre étant à la ville et lui appartenant, et sont commis à faire réparer lesdites artillerie, armure et munition, et de recevoir en présence du contrôleur des deniers communs les poudres, salpêtres et autres munitions de guerre, achetés pour les provisions de la ville, par ordonnance du conseil; et se fait le payement du prix desdits ouvrages et achats de munitions, par le receveur des deniers communs, sur les deniers d'octrois, par le mandement des maîtres de l'artillerie et contrôleur, qui certifient les prix des ouvrages et achats....]

[25 *janvier*. On loue partie de la maison de ville à une personne sûre, à cause du voisinage du cartulaire et d'autres dépôts précieux à la ville, qui conserve pour son usage l'autre partie.]

[16 *février*. Lettre du commissaire nommé par le gouverneur de Champagne, pour voir les comptes avec les officiers du roi à Reims. —Au mois de novembre dernier, il s'est présenté aux échevins pour entendre les comptes, avec les officiers du roi. Le receveur a

haberet; quibus juribus et possessionibus utendo, dictus archiepiscopus in dictis nundinis que tente fuerant in Coustura, in banno dicti ar-

décliné sa compétence, disant que lui, receveur, ne devait compter qu'à la chambre des comptes. Alors il y avait quelque apparence, pour le prétexte de l'édit du roi défunt; toutefois le roi, averti de cet édit, ne l'a voulu goûter, comme couleur de mauvaise administration des deniers, ayant voulu et ordonné par ses lettres patentes que les comptes de deniers patrimoniaux et d'octrois se rendraient par-devant monseigneur le gouverneur, son lieutenant ou commis, et que les deniers d'octrois seraient contrôlés par le contrôleur général des fortifications. Il en avertit les officiers du roi, afin que ceux-ci commandent aux échevins d'apprêter leurs comptes. — On préparera les comptes, mais comme la lettre affirme qu'il y a édit dérogeant à celui du feu roi de rendre les comptes en la chambre, le procureur requerra que le nouvel édit lui soit communiqué.]

[13 *mars*. Jour de l'élection des officiers; l'élection n'est point consignée au registre.]

[17 *mars*. Election du conseil. Aux Cordeliers, trois cents présents. Le conseil est composé comme l'année précédente.]

[17 *avril*. Le cardinal demande autorisation de joindre le bâtiment de Saint-Patrice, à ceux de l'université qu'il a fonder.]

[13 *juin* 1549. Conseil général. Pour mettre police aux pauvres mendiants valides et invalides, ont été obtenues lettres du roi par lesquelles est permis aux habitants de pouvoir, toutes et quantes fois bon leur semblera, colliger et assembler les deniers des corvées autrefois prêtées et contribuées quand il a été besoin faire en ladite ville aucunes fortifications subites, afin de faire besongner les pauvres valides en la fortification. On lèvera par semaine sur les plus pauvres 4 d. p., sur les plus aisés, 8 d., 16 d., 2 s. p. et 2 s. 8 d. p. La cotisation sera faite par des délégués du conseil.]

[25 *juin*. Le clergé fait remettre au conseil une conclusion, par laquelle il charge quelques-uns de ses membres de le représenter à l'occasion de la taxe des pauvres] : « quia retroactis temporibus quando agebatur de levandis aliquibus denariis super clericis et habitantes urbis pro fortificationibus, et aliis negotiis communitatem concernantibus, dicti de clero habebant unum receptorem ad levandum, recipiendum, et exbursandum, suos denarios, necnon unum magistrum operum ad assistandum cum illo vel illis qui ex parte communitatis fortificationibus, seu operibus, conventionibus cum operariis, et solutionibus eorumdem, compotisque reddendis deputati fuissent; nec sine optima causa, cum dicti de clero bonam partem denariorum per communitatem applicandorum, videlicet quartam partem, solvere soliti fuerint.... » — [En conséquence, le clergé demande à élire un receveur, et un maître des ouvrages, ou il refusera de contribuer à la taxe des pauvres. Le conseil ordinaire acquiesce à cette demande.]

[14 *octobre*. On ira remercier le cardinal de l'érection de l'université, et de ses bonnes offres de service, dont on profitera pour demander l'abolition des offices de receveur et de contrôleur des deniers communs. — On vote 500 l. t. pour aider aux frais de l'université de nouvel érigée.]

[2 *mars* 1549 (v. s.). Conseil général, trois cents et plus. Élection de vingt-quatre conseillers; ils sont toujours investis des pouvoirs du conseil général. — Les maîtres des ouvrages et de l'artillerie pourront faire faire les réparations évaluées à 5 l. t., par leur ordonnance. — Le procureur pourra ordonner du payement des affaires qui surviendront chaque jour, jusqu'à la somme de 5 l. t., pour une fois. — Reims est cotisé à 4,535 l. 6 s., pour sa part de 12,533 l. 6 s. 8 d. t., pour la solde des gens de pied, assises sur les villes closes de Vermandois, Châlons excepté. — 200 l. t. en sus pour les frais de cueillette. — Thierry Grossaine, écuyer, lieutenant à Châtillon-sur-Marne du bailli de Vitry, fait signifier au conseil qu'il n'est plus habitant de Reims,

chiepiscopi, die Jovis post Pascha anno Domini millesimo cccc° LII^do^, predictas ordinaciones et statuta per suam justiciam cridari et publicari

et que depuis trois mois il est habitant de Châtillon.]

[10 *août* 1550. L'abbesse de Saint-Pierre veut élargir sa maison, en faisant clore de murs une place située entre son couvent et l'église des Augustins, et nommée place de la Croix-Sainte Beuve. Elle en demande l'autorisation au conseil ordinaire Celui-ci ne se croit pas des pouvoirs suffisants. Il convoquera en conseil général, les portiers et autres gens de bien.]

[19 *août*. Conseil général. L'abbesse continue la clôture entreprise. La plupart des habitants croient et disent que c'est avec la permission du conseil ordinaire. Il n'en est rien. Elle a produit ses titres au conseil ordinaire, qui n'a rien voulu décider sans le conseil général. — On avertira le gouverneur, de cette entreprise.]

[22 *février*. Habitants en grand nombre. Élection des vingt-quatre. — Elle se fait toujours de même. J. Briotin est lieutenant cette année. — Un Colbert est au nombre des conseillers. Les conclusions sont peu nombreuses. Il y en a à peine deux ou trois par mois.]

[6 *juin* 1551. Le délégué du gouverneur pour ouïr les comptes, se présente à Reims. On paye son écot, mais je ne trouve pas qu'on lui soumette les comptes. Je ne vois pas non plus de trace d'auditeurs des deniers communs, nommés par le conseil.]

[9 *août*. Réception de la reine d'Écosse à Reims. On lui donne quatre poinçons de bon vin, douze paons et douze poules des Indes.]

[17 *mars* 1551 (v. s.). Élection des vingt-quatre.]—Conclud a esté que doresenavant, quand il sera requis appeler le conseil général, l'on appellera seulement les délégués pour le conseil ordinaire, avec les trente-six connestables, et les quatre qui, par ci-devant, ont esté nommés par les habitans de chaque connestablie, pour par eux conclure et terminer les affaires qui surviendront. — [D'ailleurs, pouvoir aux vingt-quatre de conclure sur toutes les affaires de la ville, sans assembler le conseil général. — Lettres du roi en date de : Reims, mars 1551.] — Henri.... nos chers.... les hacquebuttiers nous ont fait entendre, que pour mieux continuer l'exercice de la hacquebute, et se dresser pour la tuition de nostre ville et frontière, ils ont, par ci-devant, establi un jardin, et eslu l'un d'entre eux pour capitaine, qui jouit de ladite prééminence sa vie durant, et lequel, tant aux sacres qu'entrées des rois, et autres actes notables, est tenu soustenir grandes despenses, comme est semblablement celui qui abat l'oiseau qu'ils ont accoustumé mettre chacun an, au mois de mai, sur l'une des portes de la ville pour y tirer de la hacquebutte, sans que cela leur tourne à profit. Nous suppliant à ceste cause, et pour plus inciter les jeunes gens audit exercice, que nostre plaisir fut exempter tant le capitaine, que celui qui abattera l'oiseau, de toutes tailles, subsides et autres impositions quelconques, et de ce leur octroyer nos lettres en forme de chartre.... [— En conséquence, le roi, par édit perpétuel et irrévocable, exempte le capitaine pour sa vie, et celui qui abat l'oiseau, pour l'année, mesme lorsque les lettres d'imposition comprennent les privilégiés et non privilégiés. Ordre aux généraux des aides, élus de Reims, bailli de Vermandois, d'enrégistrer et de faire jouir.]

[14 *mai* 1552. Conseil général. Votants en grand nombre.] — Par le procureur a esté remonstré que pour la conservation de la ville, il estoit nécessaire de nommer un nombre de notables hommes, pour commander partout, et ordonner les choses nécessaires avec le lieutenant de la capitainerie. — Ont esté nommés M^e^ l'archidiacre, le chantre de Nostre-Dame, Me de Saint-Remy, M^e^ d'Assy, Me A. Dorigny, Me P. Laignelet, Me A. Pioche, Me P. Beguin, P. Serval, J. Lempereur, N. de l'Hospital, Me J. Fremyn, lesquels tiendront le bureau nuit et jour, en la maison de la ville, et ordonneront la totale

fecerat; quibus cridis et publicationibus factis, quidam ex habitantibus dicte ville Remis, usque ad numerum LXX aut quater viginti, ex pre-

régence de la ville, et concluront au nombre de sept, et ce qui sera commandé par eux sera obéi et exécuté par les archers du guet, à peine de mort. — [Il n'y a qu'un seul des douze qui soit du conseil ordinaire.] — Conclud que aucuns des douze ci-dessus, feront un département pour recouvrer gens du pays, pour mettre aux maisons de ceux qui auront moyen de les nourrir, auxquels sera baillé armes de la maison de ville. », — [Ils ne chargeront aucun habitant de plus de quatre hommes outre les serviteurs, sauf les communautés, dont les douze aviseront.]

[15 *mai*. MM. de Saint-Remi, d'Assy, N. Lhopital (c'est le seul conseiller nommé), J. Lempereur, refusent de faire partie des douze. — Le conseil ordinaire nomme L. Grossaine, lieutenant du bailli de Vermandois à Reims, J. de Boussut de Lyerval, R. Cauchon sieur de Condé, J. Briotin sieur de Sueil; (celui-ci est du conseil ordinaire. Tous les quatre sont nobles). — J. de Boussut et J. Briotin, dresseront les capitaines, lieutenants et enseignes, et les lieux de leur assiette sur la muraille. — R. Cauchon et A. Pioche, feront le département des gens de pied qui se prendront pour aider, et des deniers qui se lèveront par prêt. — Deux mortes-payes de la ville sont commis pour aller côtoyer le camp des ennemis, et savoir où ils tirent. S'ils sont pris, on payera leur rançon. — Ordre à tout homme de dix-huit à soixante ans de se tenir dans la ville, et d'y rentrer s'il est au dehors. — Ordre à tout manant de porter son épée et long bois, lorsqu'il va par la ville.]

[16 *mai*. Il y a affluence de gens de campagne se réfugiant à Reims. Ordre de comparaître devant les douze, pour faire serment de bien défendre la ville pour le roi; ils seront employés, s'ils sont capables de porter les armes. Mesures prises pour s'assurer des étrangers. — Ordre aux villages voisins de briser leurs échelles et leurs cuves. — Les porte-enseignes feront faire leurs enseignes de quelle couleur ils voudront. — Le capitaine Belval, et ses soldats logés dans un faubourg, seront retenus pour quinze jours (ce sont des aventuriers); un tiers, avec deux tiers d'habitants, feront guet de portes et de murailles. Avant de faire montre de ces aventuriers, on demandera à Mr de Longueval s'il veut prendre leur serment. — Pour cette montre sont nommés : J. de Boussut [de Lyerval], commissaire, R. Cauchon, contrôleur, et G. Gaultier, payeur.]

[16 *mai*, après midi, au conseil tenu au chapitre. Président, N. de Boussut, chevalier, sieur de Longueval. — Le lieutenant ne paraît pas. Outre plusieurs des douze, il y a trois membres des vingt-quatre. — On enverra dix soudarts à la tour Saint-Étienne, pour la défendre.]

[17 *mai*. Le lieutenant, les douze. — Conclu que les capitaines, et leurs lieutenants, auront la charge et conduite des tours qui sont comprises en leur garde, dont ils seront superintendants, et y commettront de leurs gens les plus idoines..., excepté la tour Saint-Georges, la porte Saint-Antoine et la tour Saint-Maurice, la fausse porte derrière Saint-Nicaise, la porte Dieu-Lymire, etc...; auxquels lieux il y aura gens délégués pour les garder. — Pour le guet de nuit, chaque capitaine partira sa compagnie en quatre parties; en chacune part, un caporal et un sergent de bande. — Chaque caporal, l'un après l'autre, fera le guet sur les remparts, depuis la cloche du soir jusqu'à celle du matin à l'ouverture des portes, à laquelle assisteront les capitaines qui ont charge des portes..... — Chacun capitaine enverra deux hommes avant midi, et deux après midi, pour faire le guet de jour sur les remparts. — Défense à tous capitaines, lieutenants, porte-enseignes, caporaux, fifres, tambourins et soldats, de blasphémer, à peine d'être cassé pour la première fois, un mois de prison au pain et à l'eau pour la deuxième, et punition corporelle pour la troisième. — Le conseil permet aux capitaines, lieutenants, ensei-

cepto predicti Petri de Bezennes locum tenentis capitanei dicte ville Remis, ad suggestionemque predictorum scabinorum, Remis, per

gnes, de faire mettre en prison les désobéissants, pour être punis, par le conseil, de mort ou autrement, selon la gravité du cas.]

[19 *mai*. Au conseil sont les douze. J. de Boussut et J. Briotin, commis et délégués pour dresser les capitaines, lieutenants et enseignes, et les lieux de leur assiette sur la muraille, ont rapporté le rôle contenant les noms et surnoms des capitaines, lieutenants et porte-enseignes par eux ordonnés, pour la garde et défense de la ville, et les lieux par eux ordonnes pour leur assiette... .] — Ce sont les noms des capitaines, lieutenans et enseignes commis et ordonnés pour la garde et défense de la ville de Reims, sur les trente-six connestablies de la ville. — [Suit la liste des capitaines, etc., etc., et des lieux qui leur sont assignés sur les murailles. Il y a un capitaine, un lieutenant, un enseigne, pour deux connétablies.] — Les capitaines, lieutenans et enseignes devant nommés, comparant en la chambre du conseil, ont juré et fait serment de servir le roi en ceste ville, au fait de la présente guerre...., et promis n'abandonner la ville jusques à ce que le danger soit cessé, et qu'ils obéiront aux commandemens du conseil, et au lieutenant de la capitainerie. »

[22 *mai*. Les deux mortes-payes affirment par serment, que les ennemis se sont retirés derrière la Meuse. — On remercie le capitaine Belval. On mandera les capitaines, etc..., nouvellement nommés pour les remercier de la peine qu'ils ont eue, et les prier de continuer, le cas advenant d'éminent péril. On avisera avec eux, à ce qu'il sera fait des enseignes et tambourins.]

[24 *mai*. Les douze délégués en cas d'éminent péril, remettent leur pouvoir et charge, à quoi ils sont reçus et déchargés par MM. du conseil ordinaire.]

[10 *juin*. Lettres du roi, du 13 mai 1552. Il envoie un *vidimus* de l'édit sur le règlement, ampliation, et établissement des sièges présidiaux étant du ressort du parlement de Paris. — Il commande expressément que l'on procède promptement à Reims, à l'exécution de cet édit; — et que les gouverneurs et échevins fassent fournir sur les deniers communs les frais nécessaires pour l'établissement, salaire, et vacations, des commissaires qui y besogneront.]

[14 *octobre*. Le péril est de nouveau éminent. Assemblée générale où sont convoques les connétables et portiers, les gens du roi, élus, etc.... Le roi demande, et on lui enverra, l'état des gens de défense dans la ville.—On réélit les douze, pour gouverner avec le lieutenant, etc.]

[5 *novembre*. Copie des deux lettres patentes des 20 mai 1549, et 14 octobre 1552, établissant la taxe des pauvres.] (Voir à ces dates dans le texte.)

« Henri.... au capitaine de Reims, ou son lieutenant, salut. Comme nous avons esté duement averti de la grande négligence que les habitans de nostre ville commettent de jour en jour en la garde des portes durant le jour, et au guet que l'on a coustume faire de nuit sur les murailles, durant le temps de la guerre, laquelle négligence on dit provenir en partie à cause que la bonne partie d'iceux habitans sont gens d'église, qui, à cause de leurs priviléges, se veulent dire exempts de guet et garde de portes, sinon en cas de péril éminent, qu'ils disent estre seulement quand l'ennemi entre au pays en armes, qui est interprétation à nous incongrue; et en partie, que plusieurs autres du second et tiers estat, sous couleur de leurs offices et autorité, ne veulent obéir aux commandemens à eux faits, sachant que vous n'avez de nous lettres pour à ce les contraindre; pour ce est-il, que nous, voulans pourveoir à ce que telle négligence ne demeure, et nonchalance, par faute d'exciter et de contraindre ceux qui ne y veulent libéralement entendre, vous mandons, et pour ce que de la garde et fortification de nostre ville avez toujours eu charge et conduite, commettons par ces présentes que, advenant le temps et ouverture de la guerre, et toutes et quantes fois il sera avisé par les conseillers et gouver-

modum commocionis, ac monopolum, infra quamdam domum in mercato bladi dicte ville, absque auctoritate et congedio dicti archiepiscopi,

neurs des affaires communes de nostre ville, estre besoin faire guet et garde des portes, vous contraigniez diligemment tous et chacuns les manans et habitans de nostre ville, gens d'église, nobles et roturiers, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, à faire le guet de nuit et garde des portes durant le jour, selon et ainsi que les personnes seront assignées, eu égard à leur qualité, audit guet de nuit, ou garde des portes, à savoir : les clercs et gens d'église, par saisie de leur temporel, et les autres du tiers estat par condamnation de mulctes et amendes, et détention de leurs personnes, si mestier est, nonobstant appellations ou oppositions quelconques, et sans préjudice d'icelles, pour lesquelles ne voulons estre différé, sans avoir égard à l'interprétation susdite d'éminent péril, lequel nous entendons estre en tout temps de guerre ouverte, et que l'ennemi est esmu à nous endommager et surprendre. Si vous mandons et expressément commandons, que à l'exécution entière de ces présentes ne commettiez aucune négligence, sur peine d'en estre par nous repris.... Car ainsi nous plaist. Donné à Reims, le XIV octobre MV^cXLII. »

REGISTRE XI.

[21 *février* 1552 (v. s.). Élection des vingt-quatre. — Les six de l'église. Deux écuyers, quatorze bourgeois sont élus. Les deux échevins ne sont pas mentionnés. — On délègue toujours aux vingt-quatre les droits du conseil général. — Quatre sous parisis d'amende, pour chaque absence non légitimée. — Pouvoir aux vingt-quatre de se compléter, si quelques-uns refusent. — Conclu que dorénavant, quand il sera requis d'appeler le conseil général, l'on appellera seulement les vingt-quatre avec les trente-six connétables, et deux hommes de chaque connétablie, qui seront pour cet effet élus par les habitants desdites connétablies, pour par eux terminer et conclure des affaires qui surviendront. — Le procureur demande que l'on ait à déclarer, si l'on veut continuer les sergents en leur office. Conclu a été que les vingt-quatre pourvoiront à les continuer, ou les renouveler, s'ils voient que bon soit. — H. Féret est toujours lieutenant.]

[15 *mars*. Il y a grande confusion aux comptes rendus chaque semaine par les connétables, pour employer aux fortifications, ce qui vient de ce que l'on renouvelle chaque mois le receveur. — Conclu que l'on commettra un homme idoine, qui chaque semaine recevra, par les mains des connétables, le contenu ès rôles de chaque connétablie, et les deniers que messieurs de l'église lèvent sur eux pour les fortifications, dont il sera tenu rendre bon compte à la fin de l'année. — Vauouart s'en charge, et aura 40 l. t. — Les fermiers de l'aide de 2 s. ont pris la ferme, à condition d'excepter seulement de la perception le maréchal de la Marche, et le duc de Nevers, gouverneur, et pour leur regard seulement. Mais, depuis la délivrance de la ferme, le roi a érigé l'Université, à laquelle il y a d'établi un grand nombre de suppôts qui sont des plus gros marchands de la ville, lesquels, sous couleur d'avoir privilège comme les suppôts de l'Université de Paris, ne veulent payer le droit d'aide. Les fermiers les ont fait assigner devant M. le bailli de Vermandois ou son lieutenant à Reims, juge commis par le roi pour ladite ferme. — Le juge a pensé que les fermiers pouvaient appeler les habitants en garantie. - Ceux-ci sont appelés, et prennent la cause de leurs fermiers. — Auditeurs nommés pour les comptes de l'entrée de la reine. — Il se trouve souvent des auditeurs pour des comptes spéciaux et particuliers, comme celui-ci ; comptes pour étape, fournitures de vin, etc., carolus, etc., solde des gens de pied, etc. ; mais il ne s'en trouve toujours aucun pour les deniers communs.]

[19 *juin* 1553. Auditeurs nommés pour assister avec les officiers du roi aux comptes de N. Chiertemps, prédécesseur de Pioche et Dervillers.]

[7 *août*. Conseil général. Pour la conservation de la ville, il est nécessaire de nommer un nombre de notables hommes, pour

vel suorum officiorum, se congregaverant, ubi ex assercione predicti Baudeneti du Moliuet, dicti scabinatus presidentem se gerentis, con-

commander partout, et ordonner avec le lieutenant de la capitainerie. — Sont nommés : l'archidiacre, le chantre de Notre-Dame, M. de Saint-Remi, le lieutenant de Vermandois, M. de Lyerval, M. de Sueil, M. de Maupas, M. d'Assy, M. de Condé, M. de Muyre, M. le bailli de Reims, Me A. Dorigny, Me A. Pioche, Me P. Beguins; (trois de l'église, huit nobles, trois praticiens, quatorze en tout). Même pouvoir qu'aux douze, l'année précédente.—Suivent diverses conclusions du conseil ordinaire. Il n'est plus fait mention des quatorze.]

[2 *octobre*. Conseil ordinaire. Le lieutenant à Reims du bailli de Vermandois, et le procureur du roi, exposent qu'ils viennent pour contracter avec le conseil, suivant les lettres-patentes du privé conseil du roi, datées du 17 septembre 1553, la vente de 1,500 l. t. de rente, à prendre sur les aides, ou gabelles, à leur choix. Pour ce faire, ils présentent la minute du contrat dressé, suivant celui qui a été fait avec les échevins de Paris. — Le général de la Chesnaie, commissaire, attend en ville que ledit contrat soit passé. — Le conseil répond que, d'après les clauses de son élection, il n'a puissance de contracter que pour les affaires communes de la ville; que celle-ci est une affaire extraordinaire, pour laquelle il faut convoquer le conseil général.—Les officiers du roi soutiennent que cela est inutile, parce que l'édit royal charge expressément les gouverneur et conseillers ordinaires de passer le contrat — Le conseil ordinaire s'assemble, fort peu nombreux, et autorise le contrat.]

[13 *octobre*. Sur la remontrance faite par le procureur, que le lieutenant de Vermandois à Reims et le procureur du roi, comme procureurs spéciaux dudit seigneur par lui députés pour faire la vendition, cession, transport, aliénations et obligations pour le fait des rachats des cens, rentes, surcens et autres droits perpétuels dont les maisons, jardins, marais et places vides de cette ville sont chargés, ont, en vertu des lettres patentes et procuration du roi, constitué aux gens du conseil 1,500 l. t. de rente annuelle, à prendre sur les revenus, profits, émoluments du grenier à sel, à commencer du jour du contrat, pour par lesdits gens du conseil constituer et vendre autres rentes sur ladite somme aux particuliers, habitants, communautés, corps, colléges, gens d'église et autres personnes, au lieu des cens et rentes qui seront rachetés, en augmentant un quart davantage à quoi se monteront les cens, rentes et surcens, jusques à la somme de 1,500 l. t., si tant en sont rachetés à raison de 15 d. pour 12 d. et autres charges; que pour faire et exercer le contenu en icelui contrat, et obéir au vouloir du roi, était besoin déléguer gens du conseil....]

[18 *février* 1553 (v. s.). Election des vingt-quatre. Il y a trois nobles. Délégations des pouvoirs du conseil général.]

[25 *février*. Conseil général, où il y a plus de quatre cents personnes. Les connétables ont convoqué tous les habitants. — Lettres du roi pour convertir les marais en nature de prés.] Henri.... à Me J. Belot, conseiller en.... parlement.... Feu nostre père ayant entendu que nostre ville de Reims, capitale du comté de Champagne assise en frontière, ne pouvoit estre fournie de munitions pour son entretien et despense et soustenement de garnisons, qu'avec grand'peine, et mesme de foins et bois dont il y a grand défaut.... Averti qu'il seroit fort facile d'avoir foins et bois le long de la rivière de Vesle, où sont quantité de terres paludeuses et marais inutiles au moyen des eaux qui s'y assembloient pour l'empeschement donné au cours de la rivière par certains particuliers.... Qu'en ostant ces empeschements, on pourroit réduire les marais en prés, et planter saulx et peupliers pour faire fagots et échalas nécessaires au vignoble....; qu'en ramenant les eaux à la rivière par des saignées et fossés pratiqués dans les marais, on pourroit la rendre navigable jusqu'à l'Aisne...., ce qui establiroit communication avec la mer,... Avons en conséquence envoyé un commissaire, lequel fut

clusum fuerat quod dictus archiepiscopus in premissis impediretur, et taliter, quod post dicte congregacionis exitum, supradicti de Bezennes,

empesché par certain cas particulier, et resta la négoce imparfaite, et les inondations continuèrent.... Lesquels marais dépendant pour la pluspart des églises du pays, de l'archevesché, de Saint-Remi, dont nous sommes fondateurs...., désirant pourveoir à leur bien et à celui du public, vous commettons et enjoignons, que reprises les procédures ordonnées par nostre père ..., et appelé nostre procureur...., vous vous informiez de l'essence des marais, les fassiez arpenter. — Aussi vous informiez des causes de l'empeschement du cours de la rivière, des inondations, ensemble de la commodité et incommodité que nous et la chose publique pouvons avoir à la resduction des marais en nature de prés, et s'il seroit commode et utile pour l'interest public de contraindre les seigneurs et propriétaires des marais, à les mettre en nature, ou à en faire bail à cens, surcens ou rentes, et deniers d'entrées aux plus offrans et derniers enchérisseurs, appelés toutefois à voir faire nos officiers, ceux de l'archevesque, de Saint-Remi, les habitans de la ville, et autres qu'il appartiendra. Et si par la dite visitation et enqueste, ou par l'avis des officiers et des experts, vous trouvez utile faire la réduction...., faites oster les empeschemens et retenues d'eau...., faites exécuter les appointemens des commissaires de nostre père, et contraignez tous ceux qu'il appartiendra, nonobstant opposition, etc., etc.... Ayant toutesfois esgard à pourveoir de rescompense raisonnable, si elle y eschet, aux intéressés.... [La sentence définitive sur les débats s'il s'en élève, est renvoyée au privé conseil. — 12 février 1553. — Les quatre cents présents pour la communauté, sont interpellés de déclarer s'ils entendent consentir à la réduction des marais en prairie.... Après que le lieutenant a pris particulièrement l'avis de plusieurs, tant du clergé, noblesse que du tiers état, tous tant en particulier qu'en communauté, sans contradiction, consentent à la réduction des marais, en délaissant toutefois portion des marais pour demeurer à la communauté en usages et pâquis, disant que ce sera grand profit pour la ville, tant en communauté qu'en particulier. — Le conseil général délègue tous ses pouvoirs aux vingt-quatre, pour terminer cette affaire. Les vingt-quatre pourront eux-mêmes déléguer six commissaires pris dans le conseil, ou au dehors, pour s'entendre avec J. Belot.]

[5 *décembre* [*sic*, avril?]. Conseil général en grand nombre. — De la Chenaie remontre qu'il a mandement du roi pour aliéner son domaine à rachat perpétuel, à plusieurs tant communautés que particuliers; mêmement que le roi avait permis aux détenteurs d'aucuns héritages, etc., etc., redevables de cens, etc.; etc., perpétuels, de les racheter. Aussi que la ville était saisie de 1,500 l. pour le payement dû aux propriétaires des cens, etc.; mais depuis ladite permission, bien peu ont racheté.... C'est pourquoi La Chenaie recommande aux habitants de diligenter, leur déclarant que le procureur du roi à Reims a les contraintes pour ce faire; il ajoute que cette ville était taillable envers le roi, qui pour éviter la taille.... avait donné aux habitants le huitième, en lui payant 2,000 l. t.; a requis que les habitants eussent à faire le rachat de ladite somme de 2,000 l. au denier douze, à faculté de rachat perpétuel. — Chaque habitant déclarera sa vaisselle d'argent. — Le conseil général renvoie aux vingt-quatre.]

[21 *avril* 1554. Les habitants vendent pour 24,000 l. de vaisselle d'argent pour acheter les 2,000 l. du quatrième, que le roi pourra racheter quand il voudra.]

[19 *août*. Extrait d'une lettre du roi à son conseil privé; au camp de Crève-Cœur, 2 août 1554....] Messieurs, vous avez par cidevant entendu comme les manans des villes closes.... se sont plusieurs fois grandement plaint et dolu, comme ils font encore chacun jour, de la contribution au payement de cinquante mille hommes de pied, laquelle il y a jà longtemps s'est continuellement

du Molinet, magister Johannes Chardon, Johannes Maubrouet, Johannes Migaillot, Guillelmus Bonbuef, et quamplures alii, usque ad nu-

levée sur eux par chacune année, comme une taille ordinaire, dont ils se sentent extrêmement grevés. Toutefois comme vous savez, il est impossible, de toute impossibilite, pour la grandeur.... des affaires que j'ai sur les bras, que je me puisse passer de recouvrer l'année prochaine de quelqu'endroit que ce soit semblable somme de deniers.... Mais puisqu'elle se trouve si odieuse et insupportable à ceux des villes...., je suis bien d'opinion que l'on regarde comment, et en quelle autre forme et qualité, se pourront asseoir lesdits deniers, sans plus les prendre ainsi par forme de contribution sur les villes. Vous ordonnant très-expressément, que sur ce vous agirez par ensemble, bien diligemment, à aviser et consulter, pour y trouver les moyens que vous verrez à propos....; et faites que tout cela avant mon retour soit conclu, avec l'avis et délibération des gens de nostre cour des aides, qui doivent estre connaissans et expérimentés en telles matières. – [La reine adresse cet extrait à Reims à La Chenaie, général des aides, pour qu'il s'enquière près des habitants des moyens de satisfaire aux volontés du roi.... Le conseil général consulté, renvoie au conseil ordinaire. Celui-ci ne voit aucun moyen d'échanger cette taille, contre un impôt indirect; le commerce, qui est peu de chose à Reims, n'est pas déjà très-florissant : le seul allégement serait de jeter la taille sur toute la généralité à la fois, ou ville par ville, au lieu de la jeter par bailliage, ce qui est une source de mauvaise répartition.]

[26 *février* 1554 (v. s.). Le receveur des deniers communs reparait au nombre des officiers élus par les habitants. — N. Noël, sieur de Muire, est lieutenant de la capitainerie.]

[1er *mars*. Election des vingt-quatre. — Il n'y a que deux nobles. Désormais il y a toujours délégation du pouvoir des conseils généraux.]

[2 *mars*. Conseil général en grand nombre. On soumet à l'assemblée un mémoire sur les mendiants. — Ce mémoire signale d'abord plusieurs abus. Les uns, hardis et rusés, se font délivrer double ou triple pitance; les pauvres honteux endurent la faim; beaucoup de valides, habitués à l'oisiveté de longue date, ne veulent plus se mettre au travail. — Les coutres et marguilliers, accompagnés d'un notable de chaque paroisse, dresseront deux rôles de tous les mendiants de leur paroisse, l'un pour les valides, l'autre pour les invalides. Pour occuper les valides, on établira une manufacture de divers métiers, comme drapiers drapans, étaminiers, ouvriers de tissus, rubans, toiles, etc.... Pour suffire aux achats de laines, chanvres, etc., etc., et au payement des maîtres des métiers et mendiants qui besogneront, on fera un rôle des bons et notables bourgeois qui prêteront des deniers versés à un notable commis par eux, qui répartira les bénéfices aux prêteurs, au marc la livre. — Sera élu de chaque métier un maître ouvrier, qui aura la charge et superintendance des ouvrages de son métier.— Seront élus douze notables de tous états, qui auront la superintendance sur tous les ouvrages, signamment sur les maîtres des métiers, ordonneront des achats des matériaux, ventes, et toutes choses concernant la négociation, dont huit pourront conclure, et dont il faudra six pour signer les mandements du receveur. — Quant aux valides qui ne savent point de métiers, ou qui sont de si lourd esprit qu'ils n'en peuvent apprendre, on les fera besogner aux remparts. — Pour eux, on lèvera les deniers de corvées par semaine, dont le maximum sera 5 s., pour les plus riches. — Quant aux invalides, le rôle en sera donné aux puissances des hôpitaux, pour savoir si ceux-ci peuvent les nourrir. — Si on ne peut les nourrir ainsi, on quêtera dans les paroisses, et les marchands et hôtelains seront admonestés d'avoir boîtes pour mettre les deniers à Dieu des marchandises qu'ils feront, lesquels deniers seront appliqués aux invalides.—On renverra tout mendiant étranger. A ceux qui viendront, on ne

merum LX, aut octuaginta, ad personam predicti Petri Toignel baillivi remensis, ante logiam in qua sua placita tenere consueverat,

permettra qu'un jour de séjour en ville. — On adopte ce projet; mais on fera une assemblée générale de tous les habitants (car les portiers seuls ont été convoqués à celle-ci), afin de savoir s'ils veulent continuer les deniers de corvée. — Les douze notables nommés pour la superintendance, sont l'abbé de Saint-Remi, le doyen de Notre-Dame, R. Cauchon, sieur de Condé, Cl. Pioche, H. Féret, sieur de Montlaurens, P. Laignelet, bailli de Reims, G. Colbert, J. Maillefer, O. Bachelet, N. Chiertemps, E. Josseteau, D. Bachelet. — N. Moët, receveur des aides, est nommé et commis à la recette.]

[27 *janvier* 1555 (v. s.). N. Noël est nommé lieutenant des habitants. C'est la première fois que ce titre paraît dans les conclusions.]

[5 *juillet* 1556. Conseil ordinaire au chapitre, présidé par H. Féret. Le suivant l'est par Noël. Le cardinal a obtenu lettres pour homologuer les coutumes de Vermandois; la rédaction s'en fera à Reims. Pour fournir aux frais, on avancera 5 ou 600 écus, dont on sera remboursé par la suite. — C'est la rédaction à laquelle préside de Thou. — Dans la conclusion du 24 septembre suivant, l'on convient de convoquer un conseil général, où seront appelés tous les chanoines de Notre-Dame, de Saint-Symphorien, Saint-Timothée, Saint-Maurice, et les autres colléges, abbayes et cures de la ville, lequel aura pour but de déléguer gens pour la rédaction des coutumes de Vermandois. — Dans la conclusion du 27 septembre, les connétables ont semons tous les habitants de leur connétablie, gens d'église et autres. Les villes où il y a lieutenant du bailli de Vermandois, qui doivent provoquer l'enquête préalable, sont : Laon, Reims, Châlons, Noyon, Saint-Quentin, Ribemont, gouverneurs de Péronne, Roye, Montdidier, Chauluy, Couci. — Suit le nom des délégués de Reims.]

[12 *juillet*. H. Féret, président. — Un sergent royal ajourne les gouverneurs de Reims à rendre en la chambre des comptes, les comptes des deniers communs.]

[23 *juillet*. Conseil général. H. Féret. — L'affaire de la réduction des marais se débat toujours. Le conseil est convoqué pour donner son avis sur le mode de réduction. — Il conclut : 1°. que le tiers des marais soit réservé aux usages de la ville; 2°. que si les seigneurs propriétaires ne veulent faire les frais de curement de rivière, de dessèchement, etc...., et préfèrent vendre les marais à la réserve des cens et ventes, il suffira de 2 d. p. de cens par arpent (estimé rapporter 6 l. t.) et 10 d. p. par livre du droit de vente, à la deuxième vendition; 3°. que si les seigneurs veulent retenir leurs marais, ils aient à payer les deniers que coûtera le curement et dessèchement, etc....— Tout ceci est conclu par le conseil ordinaire, et les portiers. Le 4 août on assemble tous les habitants des connétablies; on leur soumet ces conclusions, et ils les approuvent. — L'affaire de la navigation de la Vesle, est aussi longuement traitée. On propose de faire peser une partie des frais sur les élections de Reims, Châlons, Soissons, Compiègne, Laon, Réthel qui en profiteront.]

[24 *août*. La chambre des comptes se fait apporter tous les comptes d'octrois, depuis trente ans.]

[29 *septembre*. Le conseil ordinaire est présidé par le grand vicaire de l'archevêque, en l'absence du capitaine et du lieutenant.]

[18 *octobre*. Le roi permet à Reims de prendre 10,000 l. t. pendant deux ans, sur les élections de Châlons et Laon, pour la navigation de la Vesle.]

[10 *novembre*. N. Noël. Conseil ordinaire. —J. Hennequin présente : 1°. Un édit du roi de juin 1555, qui crée et érige en chaque généralité du royaume, un conseiller et général superintendant sur le fait et administration des deniers communs des villes des généralités; 2°. les lettres de provision qu'il a obtenues de cet office; 3°. une lettre close par laquelle le roi ordonne de mettre aux mains d'Hennequin tous les documents con-

apprehensam, accesserant, cui per organum dicti magistri Johannis Chardon, quod isdem baillivus, predictas ordinaciones et statuta,

cernant les deniers communs, pour en dresser un état.]

[10 *mars* 1556 (v. s.). Mᵉ Claude Pioche est lieutenant des habitants. C'est la deuxième fois que paraît ce titre. Pioche est le premier lieutenant roturier.]

[15 *mars*. H. Féret, président. Cinq cents présents. Election des vingt-quatre.]

[15 *mars*. Comparurent en l'hôtel commun de la ville, en la chambre où on a coutume tenir le conseil ordinaire...., H. Féret, capitaine...., et Cl. Pioche, lieutenant des habitants, un du chapitre, trois des abbayes, deux écuyers, deux de l'échevinage, six autres conseillers et G. Frizon, substitut du procureur des habitants. Celui-ci a dit avoir fait faire la présente assemblée pour ce qu'hier le conseil général avait nommé les vingt-quatre...., et qu'aujourd'hui matin, Cl. Pioche, comparant en jugement par-devant le bailli de Vermandois au siége de Reims, a pris en soi la charge de lieutenant, et a prêté serment en la présence du procureur du roi, et de Frizon. Le procureur du roi a requis que le bailli de Vermandois eût à prendre le serment des autres personnes nommées pour officiers de la ville, ce qui a été empêché par Frizon, au nom des habitants, disant que de toute ancienneté le lieutenant des habitants, a coutume de prendre le serment de ceux qui sont élus officiers. Pareillement H. Féret, capitaine, lors présent en jugement, a maintenu qu'attendu qu'il est résident en cette ville, les officiers doivent prêter le serment devant lui seul.... Pourquoi a été dit par le lieutenant du bailli de Vermandois, que le procureur du roi mettrait par devers lui, les édits et arrêts dont il se voulait aider, pour prononcer ensuite....; et que par provision les officiers prêteraient serment par-devant lui, dont le procureur des habitants s'est porté pour appelant. Le bailli a dit que malgré cet appel, le serment serait prêté devant lui. C'est pour cela que le procureur a fait faire cette assemblée, requérant que les vingt-quatre eussent à prêter serment devant Pioche, et à conclure ensuite si on veut soutenir l'appel. — H. Féret a dit, qu'attendu qu'il était présent, il devait présider au conseil, et que les vingt-quatre devaient prêter serment devant lui, et non pas devant Pioche. Frison a soutenu que le capitaine ne doit présider au conseil, ni recevoir le serment des vingt-quatre ni autres officiers de la ville; que son office de capitaine, dont il est pourvu par le roi, n'est politique des affaires de la ville, mais est seulement pour la garde et tuition d'icelle. — Féret a dit qu'il lui appartenait comme capitaine, de faire assembler le conseil, de prendre les avis et conclure, et non au lieutenant quand le capitaine y est; et que les affaires qui se traitent au conseil ne touchent le politique, pour lequel la justice de monseigneur de Reims en connaît, et les affaires que l'on traite au conseil sont pour choses qui concernent l'état et office du capitaine, les fortifications, gages d'officiers, etc.... — Sur ce le procureur et H. Féret se sont soumis et accordés, qu'ils feront chacun un factum contenant le droit par eux prétendu, lesquels factum seront mis aux mains de deux avocats de la cour du parlement qui seront nommés l'un par les habitants, l'autre par Féret. Ils pourront en appeler un troisième, et son arbitrage sera comme sentence de parlement. — En attendant, afin que les affaires de la ville ne soient retardées, N. Chinoir, écuyer, sieur de Beyne présidera au conseil, et prendra le serment des vingt-quatre. — Ceux des vingt-quatre qui sont présents, prêtent serment, puis concluent que l'on soutiendra l'appel susdit de Frison. — Le conseil suivant est présidé par Pioche; le subséquent par N. Chinoir, en l'absence du lieutenant. Les autres, même les conseils généraux, sont présidés par Pioche.]

[10 *avril*. Conseil général. — Le cardinal affligé du nombre de mendiants dont abonde la ville, et pour éviter que les enfants apprennent à mendier dès le plus jeune âge, veut établir à ses dépens certains logis pour

tamquam contra privilegia predictorum scabinorum et habitancium factas, revocaret et adnullaret, requisierant; qui quidem baillivus,

instruire aux arts libéraux et mécaniques cent jeunes garçons, et autant de filles pris surtout parmi les orphelins. Il veut de plus entretenir cinquante vieillards, et cinquante vieilles femmes, qui n'ont plus aucun moyen de subsistance; mais il faut pour cela de grandes ressources. Autrefois plusieurs personnes charitables ont donné aux douze paroisses, tant en particulier qu'en communauté, plusieurs héritages, possessions, rentes, pour les distribuer aux pauvres honteux et invalides. Ces deniers ont été administrés par des paroissiens de chaque paroisse appelés chartriers, qui ont diverti peu à peu les deniers de leur usage primitif. Le cardinal demande que les biens des chartriers soient joints à ses fondations, pour remplir les intentions des premiers donateurs. — Conclu que les commis et députés du bureau des pauvres, aviseront à faire en cela le vouloir de monseigneur.]

[8 *août* 1557. Conseil général. C. Pioche... faut faire guet et porte. On déléguera douze notables pour ordonner les affaires concernant le fait de la guerre, tels qu'ils seront avisés par les gens du conseil ordinaire. Ceux-ci appelleront ceux qui par ci-devant ont eu charge des enseignes, les capitaines, lieutenants, caporaux, pour savoir d'eux s'ils veulent reprendre leurs charges. A leur refus le conseil ordinaire y pourvoira.—Les vingt-quatre s'assembleront tous les jours après midi.]

[11 *août*. Les douze sont nommés. Ils entrent en fonctions. Mesures ordinaires prises en cas d'éminent peril.]

[16 *novembre*. Un peintre vitrier demande 11 l. 12 s. t., pour avoir fait une figure en parchemin des prés et marais, et du cours de la rivière de Reims à Fismes, comme pour avoir fait un portrait du parquet et banc faits au palais de Reims, pour la rédaction des coutumes de Vermandois, et pour avoir raccoutré et mis plusieurs bordures et losanges aux verrières du palais, lors de cette rédaction.]

[29 *novembre*. Emprunt pour établir cinquante métiers à filer, du métier de mulquinerie.]

REGISTRE XII.

[7 *mai* 1558. Le procureur convoque la présente assemblée, afin de faire réponse au général Hennequin, sur les lettres patentes par lui obtenues le 17 janvier dernier. — On se transportera vers lui, on lui remontrera que ces lettres qu'il prétend exécuter, sont de grande importance; on lui offrira de lui payer ses gages, mais s'il veut passer outre, on s'opposera à l'exécution des lettres, et on demandera jour au conseil privé, pour dire les causes d'opposition.]

[10 *mai*. On s'est transporté près du général superintendant des deniers communs de la généralité de Champagne; on lui a remontré: 1°. que l'ordonnance des fortifications de la ville appartient au gouverneur lieutenant général en Champagne, ou lui qui par lui sera commis, en signe de supériorité, sous l'autorité du roi; et même que par l'arrêt du 2 juillet 1557, entre le capitaine et le lieutenant des habitants, l'ordonnance de la dépense des deniers d'octroi pour le fait des réparations de la ville, est spécialement réservée au gouverneur; 2°. Quant à l'institution et réception du serment du receveur, cela est hors des termes de l'édit de création du dit général, l'élection du receveur appartenant aux habitants, l'institution et réception du serment à leur chef et lieutenant, par privilége et de temps immémorial, lequel privilége a été reçu et approuvé au conseil par l'arrêt du 2 juillet, joint que le receveur des dits deniers, érigé en titre d'office par le roi, a été supprimé: et ce seraient grands frais aux habitants d'envoyer tous les ans le receveur à leurs frais vers le général, pour donner son serment qui doit se prêter en personne; 3°. quant au jour d'élection, les habitants ont coutume de s'assembler au commencement du Carême, époque bien plus convenable que le 1er octobre où se font les vendanges, et où chacun

quod dicti scabini et habitantes puncta et articulos in quibus gravatos esse se senciebant, sibi scripto tenus traderent, pro ipsos dicto ar-

est dispersé dans la campagne; 4°. on a offert au général de lui laisser dresser les états du receveur, pour compter des deniers de sa recette qui s'employeront par ordonnance des gouverneurs de la ville aux lieux les plus nécessaires et convenables, comme il est accoutumé, suivant les lettres d'octroi; et que le général soit payé de ses gages au prorata des deniers que l'on a de l'octroi; et que les habitants seront chargés de déclarer au receveur, le jour de son élection, qu'il a un général superintendant avec qui il faut dresser les états de recette. — Le général a répondu: 1° que par l'édit de juin 1555 il est ordonné que les maires, gouverneurs, échevins, conseillers, receveurs, répondront respectivement désormais de l'administration de leurs deniers, même d'octroi, par devant le général; que par cet édit le roi a pourvu à tous arrêts, règlements, priviléges, coutumes que l'on pourrait prétendre contraires à cet édit. Qu'en tout cas, il s'en rapporte au conseil privé; 2°. qu'il n'empêche que le receveur soit élu comme de coutume, mais que par ledit édit le général est tenu faire états particuliers d'an en an, à chacun des receveurs; partant qu'il est besoin qu'il connaisse ledit receveur afin, l'instituant, lui ordonner ce qu'il devra faire. Que d'ailleurs il serait bon que le receveur fût institué pour trois ans; et pour éviter frais, qu'il lui envoyât par les messagers ordinaires acte de son élection, ou attendît que le général vînt chaque an dans la ville pour ordonner des fortifications, et faire état audit receveur, et qu'alors il l'instituerait; 3°. que les habitants n'ont aucun intérêt au jour auquel le receveur commencera son année de recette, puisqu'il peut être élu auparavant; mais il est nécessaire pour observer l'édit, que toutes les recettes commencent le même jour.... Qu'ainsi les comptes commenceront au 1er octobre. — Commission pour achever de s'entendre avec le général.]

[*7 octobre*. La ville paye au général Henequin 228 l. 1 d. t. de gages cette année.]

[Lacune de huit ans, de 1559 exclus, à 1567 inclus. — Conclusions peu importantes durant la première moitié de 1568.]

REGISTRE XIII.

[Lacune de dix-huit mois.]

[11 *avril* 1570. H. Goujon, président. — Foulquart refuse l'office de receveur. Il faudra assembler de nouveau les délégués des paroisses, et procéder à nouvelle élection.]

[14 *avril*. N. Briotin, soupçonné d'être huguenot, sera examiné par deux ou trois docteurs en théologie sur sa religion, et fera sa confession pardevant le grand vicaire de Monseigneur, laquelle vue, il sera ordonné de l'élargissement. — Cl. Pothier, naguère revenu à la religion catholique, a continué pendant la foire à voir plusieurs huguenots. Il sera mandé au conseil, et interrogé.]

16 *juin*. On fera perquisition des huguenots dans les maisons.]

[4 *et* 8 *juillet*. Ordre au sieur de Bellegarde, qui est de la religion, de sortir sous deux heures de la ville, à peine de prison.]

[1571. — L'année commence au 1er janvier. — A dater de ce registre, il n'est plus question dans les conclusions, de l'élection des vingt quatre.]

[8 *juin*. Le procureur annonce que le procès entre le capitaine H. Féret et les habitants, est jugé contre ceux-ci, et que Féret est déclaré exempt de toutes tailles et levées de deniers royaux. — On nomme une commission pour dresser un mémoire que l'on enverra à cinq des plus célèbres avocats de Paris, pour voir si on peut avoir réformation de cet arrêt; et, s'ils le trouvent bon, on poursuivra la suppression de l'office de capitaine.]

[27 *janvier* 1572. Election d'un connétable, institué par le lieutenant, à la requête du procureur.]

[Lacune de quinze ans.]

REGISTRE XIV.

« Registre des conclusions, pour l'année commencée le IX mars M. Vc IIIIxx VIII. »

[*Le* 9 *mars*, ont été élus par voie scrutine,

chiepiscopo tunc in dicta villa existenti ostendendum, ut secundum suam ordinacionem procederet, dixerat et responderat; qua respon-

en la manière accoutumée, les officiers qui suivent :

N. Souyn, licencié ès lois, lieutenant;

P. Augier, notaire royal, procureur;

O. Ledieu, receveur;

Nicaise Lefrique, Ger. Dorigny, } marchands, élus maîtres de l'artillerie;

Cl. Aubert, N. Lethillois, } maîtres des ouvrages;

M[e] Ph. Rainsant, greffier;

N. Lambert, J. Daigneau, J. Moët, J. Jobart, sergents de la forteresse. — Il n'y a pas quinze conclusions de cette année. Jamais registres n'ont été plus mal tenus, que ceux dont se compose ce volume. L'écriture est détestable.]

[1[er] *janvier* 1589. H. Goujon, seigneur de Vraulx, préside en l'absence du lieutenant Souyn. — M. de S...., trésorier général de France en Champagne, écrit au sieur de Vraulx de l'avertir de l'intention des habitants, et affection qu'ils portent au roi. On lui répondra que les Rémois n'ont jamais été que les très-humbles et fidèles sujets du roi; que, selon le serment (— prêté suivant l'édit d'union, — *ces mots sont effacés*) qu'ils doivent à Sa Majesté, ils ont mis tous leurs soins à maintenir la ville dans la sainte religion apostolique, et sous l'obéissance du roi.... ; qu'à cet effet on a fait sortir de la ville tous les étrangers...., tellement qu'il n'y a autre qui commande en la ville que les gens du conseil, comme ils ont fait de tout temps, étant en délibération, et n'y laissant aucun dont ils pourraient avoir soupçon.]

[15 *janvier*. Lettre du sieur de Tintheville, qui accuse réception de la lettre du 1[er] janvier, et dit qu'il vient rendre aux habitants la gracieuse réponse du roi. — On le priera de surseoir à sa visite, attendu que la mort du cardinal est trop récente, et que le peuple en a encore la larme à l'œil, et qu'il y auroit danger.]

[18 *janvier*. De Tintheville députe le trésorier qui vient exposer au conseil, que l'intention du roi est qu'on vive en paix et union, que l'on continue à garder la ville par les habitants sans recevoir garnison, et qu'il veut savoir si c'est là leur intention. — On répondra qu'on veut vivre en la religion catholique, etc., etc...., sous l'obéissance du roi, et sans recevoir garnison de quelque part que ce soit.]

[25 *janvier*. On envarra quelqu'un à Châlons vers le sieur de Tintheville, pour le prier d'envoyer au conseil une missive que l'on dit écrite par certains habitants au sieur de Saint-Pol, auquel on dit qu'il fait bon dans la ville *.]

[27 *janvier*. Lettres du roi. Il a reçu celles

* Toute cette affaire, et ses suites, se trouvent parfaitement exposées dans un mémoire manuscrit, qui se trouve dans la biblioth. de Reims, portefeuille O, n° 7, portef. V, n° 61, et W, n° 33.

Sommaire de ce que j'ay veu du progrès et advènement de la ligue en la ville de Reims, à commancer en l'année 1585.

« Henry de Lorraine, duc de Guise, chef de la ligue, estoit gouverneur et lieutenant général pour le roi en la province de Champagne.

« Louis de Lorraine, cardinal de Guise et archevesque de Reims, frère dudict Henry, estoit au commencement de ladite année en ladite ville.

« M[e] N. Souyn, enquesteur pour le roi, fust nommé lieutenant des habitans en ladite année. Au temps de sa nomination, la ligue commença à se mettre en armes du costé de Picardie; les deux princes n'avoient encore fait aucune pratique ouverte en la ville de Reims pour ce sujet, d'autant qu'ils croyoient que les habitans d'icelle estoient, pour la plus grande partie, à leur dévotion.

« Ledit Souyn estant continué lieutenant pour la deuxième année, le dimanche après son eslection, procédant à l'eslection des conseillers de la ville, en la salle du réfectoire des Cordeliers, commença son exhortation au peuple par un verset du psaume 125 : *Qui seminant in lacrimis, in exultatione metent*, proposant qu'estant encore tout chargé de deuil de la mort de sa mère, on l'avoit continué en ladite charge, au commencement de laquelle il voyoit s'esmouvoir un trouble en France qui lui augmentoit son deuil.

sione non contenti, dicti habitantes aliam responsionem sibi per dictum baillivum in promptu fieri, instanter et arroganter pecierant; et

que le sieur R. Féret, vidame de Châlons, lui a apportées de la part des habitants, qui lui promettent toute obéissance, comme le commandent Dieu et les Écritures. Pour satisfaire à la demande de Féret, le roi envoie son cousin de Luxembourg pour commander dans la ville, et avoir l'œil à sa defense. 18 janvier 1589. — Après lecture de cette lettre, les gens du conseil ont tous jure n'avoir envoyé ledit Féret vers le roi, et ne

et lui donnoit de l'appréhension. Je crois que alors il estoit bon serviteur du roi.

« Le duc de Guise s'estant retiré de la cour pour exécuter son dessein, le roi, par un gentilhomme qu'il envoya exprès en ceste ville avec sa lettre de créance, lequel eut pour compagnie Mᵉ Thomas Parent, conseiller au siége présidial, auquel le roi avoit dit et desclaré sa volonté pour la faire entendre aux habitans; les lieutenans et gens du conseil ayant entendu la volonté du roi, qui estoit qu'on ne laissast pas entrer le duc de Guise en la ville de Reims, le conseil de ville, jugeant que la résolution de ceste affaire estoit de grande importance, la voulurent communiquer à un plus grand nombre des notables bourgeois et habitans pour en avoir leur avis, lesquels ils convoquèrent au palais royal. Il se trouva bien deux cens desdits habitans, auxquels on fit entendre le mandement du roi, comme aussi le sieur Parent leur exposa ce que le roi lui avoit dit en son cabinet, pour le rapporter aux habitans, lesquels se trouvèrent de divers avis en leur délibération, les uns disant que le mandement du roi n'estant contenu qu'en une simple lettre de cachet, que l'on ne devoit y avoir aucun esgard; les autres, en plus grand nombre, furent d'avis de suivre le mandement du roi. Sur ce il fust conclu qu'on ne donneroit point entrée en la ville au duc de Guise, et fust ordonné aux capitaines qui commandoient aux portes de ne le laisser entrer.

« Le lendemain, de grand matin, le conseil ordinaire s'assembla, je ne sais pas qui en fut la cause, si ce n'estoit pour la persuasion qu'en pust faire le cardinal de Guise, lequel estoit lors en ladite ville, auquel conseil on appela de rechef quelques douzaines d'habitans, pour avoir derechef leur avis sur la conclusion que dessus, d'autant qu'on avoit eu avis que le duc de Guise estoit à Épernay, lequel devoit s'acheminer le matin à Reims; en laquelle assemblée ceux qui favorisoient le duc, obtinrent la révocation de la conclusion du jour précédent, asseurant que le duc n'avoit aucune mauvaise intention contre le roi ni son estat, que c'estoient ses ennemis qui lui avoient procuré ceste disgrâce. Sur ce deux conseillers furent envoyés à la porte de Vesle pour dire, de la part du conseil, qu'il avoit esté conclu de laisser entrer le duc. N. Cocquebert, capitaine d'une des compagnies, lequel commandoit en personne à la garde de ladite porte, fit response qu'il avoit un mandement tout contraire, conforme à la conclusion prise la veille, où il estoit présent, et qu'au péril de sa vie il l'exécuteroit si on ne lui faisoit apparoistre de la révocation de ladite conclusion en mesme assemblée qu'elle avoit esté prise. Les envoyés remonstrèrent qu'ils devoient estre crus estant des premiers et anciens conseillers de la ville, à laquelle ledit Cocquebert feroit un grand tort en refusant l'entrée. Mais ledit Cocquebert fit response qu'il n'en feroit autre chose, s'il ne voyoit un mandement.

« Or, il est à croire qu'il ne se faisoit rien au conseil qu'il ne fust reporté au cardinal, lequel estoit logé au logis de l'abbaye Saint-Remi, et que ses affidés ne recherchassent tous les moyens de satisfaire à ses désirs; partant ils avisèrent d'envoyer au-devant du seigneur duc, lequel s'acheminoit vers la porte de Vesle, et, à cest effet, les deux conseillers qui estoient de ladite faction, furent envoyés au-devant du duc pour le conduire par Cormontreuil, et le faire entrer par porte Dieu-Limire. Le cardinal, qui avoit avis de moment en moment de tout ce qui se passoit entre les habitans, et aussi du chemin que tiendroit le duc, et de l'heure à laquelle il seroit à Dieu-Limire, sortit de son logis avec ses gardes, et prit le chemin par-derrière les Minimes, pour aller à ladite porte par le costé des remparts; passant par ladite porte, ne fit aucun semblant, mais au sortir de la dernière porte il s'arresta à la barrière, voyant venir le duc, lequel estant approché lui dit ces mots : Que faites-vous là monsieur le cardinal? Le cardinal respondit : *Je suis de garde, vous n'y entrerez pas.* La garde qui estoit postée à ladite porte de la part des habitans, se voyant ainsi surprise ne fit aucun effort, de sorte que le duc s'en alla loger avec son frère à Saint Remi, place très-dangereuse en temps de troubles, d'autant qu'elle est en vue des extrémités de la ville, avoisinante les

quia dictus baillivus eisdem dixerat, quod ipse pro tunc aliam responsionem facere non poterat, dicti magister Johannes Chardon, tam-

pas lui avoir donné mission de demander le duc de Luxembourg, ou autre, pour commander à Reims. On fait mander Féret, on lui fait prêter serment, et on l'interroge, en lui disant que tous nient lui avoir donné aucune

mission. Il dit qu'étant à soupper avec le sieur Cauchon, devisant qu'il avoit envie d'aller à Blois de gaité de cœur, pour savoir comme les choses s'étaient passées, et qu'il aviserait s'il pourrait trouver quelqu'un pour

remparts, et commandant à deux portes, avec un logement capable de contenir 10,000 hommes en cas que l'abbé le voulust; et seroit fort à propos, que le grand jardin, lequel respond aux remparts du costé de Fléchambault, fut employé en bastiment, et percé d'une rue pour peupler ce quartier qui est fort vide, et il resteroit encore des jardinages à suffisance pour les esbats de l'abbé et tout le convent.

« Le duc estant en la ville, assura le conseil et tous les habitans de sa bonne volonté envers eux; de sa fidélité au roi, et que la cause de sa retraite n'estoit à autre fin que pour se garder de ses ennemis près du roi, protestant de vouloir vivre et mourir à son service.

« Quelques temps après, le duc, ayant reconnu l'estat de la ville, et que malgré son autorité et celle du cardinal, et le nombre de leurs créatures, que la plus grande partie des habitans inclinoit à y maintenir l'autorité du roi, et que s'en assurer par la force estoit une chose fort difficile, et qui eust empesché les autres villes de son gouvernement, et de la ligue, de lui donner entrée qu'avec des grandes assurances, il s'avisa de mander le lieutenant de la ville, et lui fit entendre qu'estant gouverneur pour le roi en Champagne, il avoit ce droit qu'estant aux villes de son gouvernement, on lui mettoit les clefs des portes de la ville aux mains, que cela s'estoit toujours pratiqué en son endroit.... Le lieutenant lui fit response que lui seul ne pouvoit rien dénier ni accorder, qu'il y avoit un conseil de tout temps establi pour gouverner les affaires de la ville avec le lieutenant, et que s'il avoit agréable, il le feroit assembler....; et la résolution prise, il ne feroit faute de le venir trouver, pour lui faire entendre. Le duc dit : Allez, et ne me refusez pas ce que je vous demande, car si vous ne me l'accordez d'amitié, je sais comment je m'y dois gouverner.

« Le lieutenant fit assembler le conseil de ville, qui, trouvant fort estrange la conduite du duc, conclut de ne lui bailler les clés, et de l'aller tous voir pour le prier de les en excuser, et de les vouloir conserver en leurs privilèges; mais avant d'y aller, ils mandèrent tous les capitaines de la ville, leur ordonnèrent d'aller par toutes les compagnies faire commandement à chacun des habitans de se tenir tous en armes, leur faisant entendre la cause que dessus, et sans toutefois se mettre en campagne sans autre commandement; ce qu'estant fait, le lieutenant et gens du conseil allèrent trouver le duc à Saint-Remy, le prièrent les vouloir excuser...., attendu que sa demande seroit préjudiciable à leurs franchises et libertés. Sur ce refus, le duc parla fort haut, et sur ces entrefaites un gentilhomme de sa maison entra en la chambre, lequel revenoit de la ville où il avoit entendu la rumeur du peuple, et reconnu qu'il estoit en alarmes, il tira à part le duc, auquel il fit connoistre ce qu'il avoit reconnu. Aussitost le duc se retournant vers le lieutenant, et gens du conseil, se deffula et mit son chapeau sur la table, et dit : Comment, messieurs, j'entends que le peuple est en alarmes, quelle opinion ont-ils de moi? je suis ici venu pour vous conserver et maintenir, auriez-vous ceste opinion de moi que je vous voulusse opprimer en quelque chose? et autres paroles semblables. Il lui fut fait quelques responses de compliment, et après les renvoya leur disant qu'il ne feroit rien contre leurs libertés.

« Quelque temps après fust fait quelque traité, on fut conclue la guerre contre les huguenots, comme on voit par l'histoire; ce fut lors où on commença à faire des pratiques dans la ville. Le cardinal bailla à N. Souyn, qui fust continué par cinq ans en sa charge, une prébende de l'église Nostre-Dame, laquelle ledit Souyn bailla au fils de Mᵉ Rousselet, avocat; comme le cardinal, fait à fait qu'il venoit à vaquer quelques-unes desdites prébendes, les conféroit aux enfans des bonnes familles de Reims; d'autres estoient gratifiés par dons et présens; mais où il obligea une grande partie de ceux qui estoient propres à remuer mesnage, ce fust par la relocation qu'il fit du revenu temporel tant de l'archevesché, que de Saint-Remi, en faisant lesquelles relocations il tira des adjudicataires des grandes sommes par avance, ce qui bailla occasion, après la mort du cardinal à Blois, aux preneurs qui craignoient de perdre leurs deniers avancés, de procurer à tenir le

quam procurator dictorum habitancium laicorum remensium, et Johannes Mainbrouet, ut dictorum scabinorum procurator, appella-

commander au cas que nous ne puissions être d'accord, et que le sieur Cauchon lui avait fait réponse par ces mots : Ce sera bien fait; mais qu'il ne lui a baillé autre message, soit par lettres, soit par paroles. — Il est vrai que, parlant à Sa Majesté d'un gouverneur pour cette ville, Feret répondant, lui aurait nommé le duc de Luxembourg.... — On mandera Cauchon, pour être ordonné ce que de raison. On écrira au duc de Luxem-

parti de la ligue, espérant que ceux de Guise deviendroient chefs du royaume, et qu'ils seroient maintenus en leurs baux avec rescompense.

« On voit par l'histoire, comme après la mort de ces deux princes, la ville de Paris, et plusieurs autres, se révoltèrent contre le roi; et quelques semonces que fissent les Parisiens aux habitans de Reims d'entrer dans leur parti, qu'ils qualifioient de sainte union, lesdits habitans se maintenoient toujours au service du roi. Mais, au retour de Me N. Souyn, lieutenant, lequel estant député pour le tiers estat du baillage de Vermandois, pour les estats de Blois, lui revenant desdits estats, passant par la ville de Paris, les Parisiens l'obligèrent de procurer et faire joindre les habitans de Reims avec ceux de Paris; et ce fut alors que les factions parurent publiquement, se voyant autorisés par ledit Souyn; et encore les prédicateurs qui exhortèrent fort le peuple à secouer le joug de l'obéissance au roi. Cela ayant esté prévû par un personnage de qualité, [celui-ci] avoit envoyé un de ses amis en diligence vers le roi, pour lui donner avis de l'estat de ladite ville, et, comme la plus grande partie des habitans ne respiroit que son service, mais qu'ils avoient besoin d'assistance; et que s'il lui plaisoit d'envoyer quelque prince ou seigneur de mérite, pour commander en la ville, qu'il l'asseuroit qu'on lui rendroit toute obéissance. Mais d'autant qu'on qualifioit [la ligue?] de révolte pour s'assurer de la religion catholique, et que l'on tenoit la plus grande partie des seigneurs et princes qui ne s'estoient pas ligués avec le duc, pour estre fauteurs d'hérésie, et qu'en en envoyant un de ceste qualité, cela eust plutost donné sujet d'ombrage et de refus, il fut avisé d'y envoyer le duc de Luxembourg, lequel estoit allié à la maison de Guise, et lequel n'avoit eu aucune part, ni pour, ni contre, aux affaires de la ligue.

« Le roi, croyant qu'il satisferoit au désir des Rémois, en leur envoyant pour les gouverner ledit duc, lequel avoit réputation d'estre très-bon catholique, escrivit au lieutenant et gens du conseil, comme selon leur désir il avoit mandé à son cousin le duc de Luxembourg, de venir à Reims pour y commander, en attendant qu'il auroit pourvu au gouvernement de la province.

« Il se commit plusieurs fautes, en l'exécution de ce mandement; la première fust tant de la part du roi, que du duc de Luxembourg; de la part du roi, en ce qu'il devoit faire le duc porteur de ce mandement, lui mandant qu'il eust à venir à Reims pour donner ordre en la ville, l'assurer en son service, et faire avertir par le personnage qui avoit esté envoyé vers lui, les principaux habitans affectionnés à son service de la venue du duc, afin de l'assister quand il y seroit arrivé. — Et de la part du duc, la faute est que au lieu de venir en personne, ayant reçu le mandement du roi, il escrivit aux gens du conseil, par un simple laquais, pour savoir d'eux si ils auroient pour agréable qu'il vint en la ville.... et en quel équipage ils trouveroient bon qu'il s'y acheminast.

« Une autre plus grande faute, est que le personnage que l'on avoit envoyé vers le roi, ayant apporté lettre de lui pour bailler aux gens du conseil, lui sachant bien quel estoit le mandement du roi, et l'ayant fait entendre à celui qui l'avoit envoyé, qui estoit homme d'autorité, et qui voyoit tous les jours les assemblées que les factieux et mutins faisoient devant l'hostel de ville, importunant journellement le conseil de ville pour se joindre au parti de la ligue, il trouva bon de faire avertir les principaux habitans affectionnés au service du roi, qu'il estoit nécessaire de paroistre en plus grand nombre que l'on pourroit au-devant de la maison de ville, au temps que l'on feroit lecture des lettres du roi; à quoi faire lesdits avertis ne manquèrent pas, s'i estant assemblés au nombre de quatre cens et plus, avec leurs espées, et un autre grand nombre, lequel se tenoit prest avec leurs armes, au cas que on en ait besoin; mais ce nombre d'habitans se trouva sans chef, et si ne savoient de quoi il se traitoit dedans le conseil, [et] le personnage qui avoit esté cause dudit voyage et avoit fait inviter ladite assemblée se tint clos et fermé dans sa maison, et ne parust en quelque façon que ce fust; que s'il eust lors paru, et fait entendre au peuple assemblé le mandement du roi sur lequel on délibéroit au conseil, il ne fait doute que dès lors

verant; et ex post, quia supradictus Guillelmus Bonbuef lapidem Scambiorum ubi crida et proclamaciones fieri consueverant, ascenderat,

bourg, que le conseil n'a pas envoyé Féret vers le roi, et a encore moins songé à demander un gouverneur, et qu'on est délibéré à se gouverner soi-même en l'honneur de la religion...., et sous l'autorité du roi. — Le messager député à de Tintheville rapporte une lettre sans suscription, ni souscription, dans laquelle on dit à Saint-Pol qu'il sera le bienvenu à Reims. — Lettres des bourgeois de Paris pour le maintien de l'union jurée, et

le peuple n'eust fait changer de résolution audit conseil, joint aussi que dans le conseil la ligue ne l'emporta que par le suffrage des gens d'église.

« Le lieutenant, ayant entendu la rumeur qu'il y avoit en la place devant l'hostel, sortit de la chambre du conseil pour venir exhorter le peuple à se retirer, et les laisser libres pour aviser ce qui estoit nécessaire pour le bien de la ville, auquel ne fust fait aucune response sur le sujet de ladite assemblée, faute que le chef ne paroissoit pas, et que personne ne savoit la cause de l'assemblée du conseil, auquel les lettres du roi ayant esté lues, et icelles mandant que le roi donnoit la charge au duc de Luxembourg suivant ce qu'on lui avoit mandé de Reims, la question fust de savoir qui avoit fait ce mandement au roi. Tous ceux du conseil le désavouèrent, le porteur du mandement et des lettres fut mandé, lequel se trouva bien en peine, d'autant que le personnage qui l'avoit employé ne parust pas, et ceste assemblée d'habitans se rompit sans aucun effet, faute de chef, dont ceux de la ligue firent grand profit, ayant reconnu la plus grande partie de ceux qui leur estoient contraires, et lesquels aussi se débauchèrent, voyant qu'ils n'estoient assistés et conduits par un chef.

« Ceste assemblée estant ainsi rompue, le porteur des lettres du roi désavoué, les factieux de la ligue parurent plus hardiment, pratiquant par buvettes et dans le menu et commun peuple, leur imprimant une crainte en leur âme de perdre la religion, s'ils ne s'opposoient pour la défense d'icelle; après intervenoient les importunités des Parisiens, lesquels à tous momens invitoient ceux de Reims à s'unir avec eux pour la conservation de la religion, proposant plusieurs beaux moyens pour exterminer ceux qui estoient du parti contraire, et se venger du fait de Blois; de sorte que sur ce il fust conclu au conseil ordinaire, dedans lequel il y avoit bon nombre de serviteurs du roi, que avant de prendre parti on envoyeroit à Paris, pour conférer avec les Parisiens des moyens qu'ils avoient pour se maintenir au parti de la ligue; et, à cest effet, fust fait une assemblée extraordinaire au palais royal, en laquelle on appela tous les prédicateurs et ceux de la ville, et, au lieu de délibérer sur l'exécution de la conclusion d'envoyer à Paris, on proposa de faire le procès à celui qui avoit esté envoyé vers le roi; et, outre ce, on conclud qu'au lieu d'envoyer à Paris, que l'on se joindroit au parti de la ligue, et qu'à ceste fin on assembleroit les compagnies les unes après les autres, pour jurer et prester le serment de rébellion.

« Le jour de la susdite assemblée au palais royal, j'estois de garde à la porte de Dieu-Limire, à l'ouverture de laquelle les paysans des villages de Trois-Puits, Mombret et autres lieux voisins, dirent que le baron de Cardaillac estoit logé à Trois-Puits, et ses gens aux villages voisins, bien au nombre de sept à huit cens, tant gens de chevaux que gens de pied. A la garde de ladite porte nous estions vingt-quatre, entre lesquels il ne s'en reconnoissoit que quatre ligueurs; cela me fit penser au moyen qui se présentoit pour assurer Reims en l'obéissance du roi. J'en communiquai à un de mes confidens amis, lequel s'offrit pour aller vers le baron, si le capitaine qui commandoit à ladite porte le trouvoit bon, lequel nous connoissions bon serviteur du roi, et qui n'a jamais esté autre....; et lui dismes que le baron, seulement avec cent chevaux, sous le nom de M. de Tinteville, lieutenant général pour le roi en la province de Champagne, lequel estoit lors à Chaalons, et auquel on eust mandé de venir en diligence le mesme jour, pouvoit rompre tous les desseins de la ligue à Reims. Le capitaine y trouva de la difficulté, ce jour-là le conseil extraordinaire estant assemblé, et ceux de la ligue se seroient armés pour maintenir ledit conseil. Sur ce je lui demandai s'il me vouloit permettre de descendre en bas, pour voir et reconnoistre ladite assemblée, laquelle se faisoit le matin; où estant arrivé en la place du marché aux chevaux, je m'informai de nos amis quelles gens estoient entrés audit conseil; on me dit qu'il y avoit des prédicateurs, curés et autres gens d'église, avec la plus grande partie des factieux, et sembloit dès lors que ceux qui avoient toujours désiré se maintenir au service du roi, eussent le courage abattu. Je reconnus quelles gens ils avoient armés, pour paroistre en

ac certum cridum [fecerat?], absque commissione, saltim dicto baillivo ostensa; dictus baillivus, formidans ne propter dictum cridum populus

touchant d'autres chefs. — On est tout disposé à maintenir l'union avec ceux de Paris, et avec tous les catholiques du royaume. On répondra plus tard sur les autres chefs.]

[6 *février*. Le lieutenant a reçu un paquet de MM. de la ville de Paris, par lequel appert que MM. les princes, unis avec les trois états de France pour la défense de la religion catholique, mandent aux élus et officiers des aides et tailles de l'élection de Reims, de

la place; il y avoit fort peu de gens, environ au nombre de vingt, tels et quels, y ayant employé jusqu'au pastre des vaches et porcs de la ville, lequel estoit manchot; ayant recognu tout l'estat de ladite assemblée, je le rapportai au capitaine, lequel enfin après plusieurs raisons, ne voulut entendre à ladite entreprise.

« Il faut croire que Dieu avoit aveuglé les hommes, lesquels ayant prévu les tempestes et s'estant présenté plusieurs moyens de s'en garantir, ils les ont negligés; et se peut dire asseurement que si Reims se fut maintenue au service du roi, que la ligue n'eust pas pris tant d'avènement; car ladite ville maintenoit tout le Rethelois, la Thiesrache et peut-estre le Laonois.

« Il fut tenté un autre moyen, comme j'ai appris de celui qui en a fait la poursuite, qui est que l'on sollicita Me Souyn, le lieutenant, à vouloir maintenir la ville au roi, comme il le pouvoit infailliblement; on lui promit le faire jouir de son office d'enquesteur, dont il estoit troublé, avec promesse de lui faire bailler 800 escus des deniers du roi; il fust aux termes de s'y accorder, mais ceux de la ligue prévinrent, et firent une cueillette entre eux, et lui fournirent 5 a 600 escus comptant pour aider a faire les frais qu'il disoit lui convenir de faire, pour entretenir les hommes de main pour son service, aux occasions s'il se rencontroit quelque respugnance aux desseins des factieux de la ligue; de sorte qu'il asseura en telle façon les affaires de la ligue, que le dimanche devant caresme prenant il fit assembler le conseil général en la salle des Cordeliers, là où il fit conclure que l'on tiendroit le parti de la ligue, et qu'on la feroit jurer et signer par tous les habitans par compagnies, et que ceux qui seroient refusans seroient constitués prisonniers et leurs biens confisqués pour estre employés aux frais de la guerre, ce qui fust fait ès jours suivans; mais il y en eut bien des trompés, d'autant que plusieurs refusans de jurer et signer demandoient qu'il leur fust permis se retirer hors de la ville, pour ne point encourir crime de rébellion, et ne leur voulant point accorder, croyant qu'ils endureroient plustost la prison, mais eux voyant qu'ils n'en seroient pas quittes pour la prison.... ils firent comme les autres; de sorte que l'on fust trompé en l'esperance qu'on avoit d'avoir force confiscation, et un predicateur ne se put contenir quand il entendit dire que tous les habitans avoient juré la ligue, de dire en sa predication que tout estoit perdu, que les catholiques politiques et herétiques estant meslés ensemble, l'on n'y connoissoit plus rien. Il fit assez entendre que leur dessein estoit de faire la guerre aux despens des plus riches, qu'ils qualifioient du titre de politiques. De rapporter toutes les tragédies qui ont esté jouées contre des particuliers, cela seroit trop long, mais je dirai que celui dont j'ai parlé, qui avoit envoyé vers le roi, courust un grand hazard de sa vie par un quiproquo, par le moyen qu'un certain officier du roi au bureau des finances de Chaalons, portant mesme surnom que le susdit personnage, ayant baillé quelqu'avis au roi par une sienne lettre où il estoit fait mention des affaires de Reims, il fust donné avis à M. de Mayenne par quelque traistre, qu'il y avoit près du roi, que le susdit personnage de Reims avoit des intelligences avec le roi de Navarre, qu'il lui avoit escrit, et sur ce il manda au lieutenant de la ville qui estoit lors, de s'emparer de sa personne et le constituer prisonnier; et fust exécuté, et fust pris à Saint-Denis, soupant avec l'abbé dudit convent, et mené prisonnier au chasteau Porte-Mars; après y avoir esté quelque temps, il fust mis en garde dans le convent des Jacobins, et après fust mandé par M. de Mayenne, et fust conduit à Soissons par M. de Reims, lequel estant averti qu'il y avoit du peuple qui avoit conspiré pour le tuer sur le pavé, le conduisit par-derriere les rues du Jard; et estant à Soissons, il se justifia.

« Les factieux, voyant en 1593, que l'on traitoit d'une tresve, commencèrent à s'adoucir, mais comme gens désesperés ne vouloient point ouir parler de paix; et craignant que les douceurs de la tresve ne disposassent le peuple a la paix, Me Julien Pillois, qui estoit lieutenant des habitans ceste année, lequel estoit fort passionné au parti de la ligue, fit assembler le conseil général aux Cordeliers, au commenç

ibidem in magna copia congregatus ad commocionem induceretur, dictum Bonbuef prisionarium constituerat; a quibus prisionibus Stephanus

décharger les tailles, à ceux y contribuables, d'un quart... Le taillon se payera entier... Les fonds versés seront portés à la recette générale des finances, établie à Troyes.... 19 janvier 1589. *Signé:* Charles de Lorraine, le duc d'Aumale, le corps de la ville de Paris. — A cette pièce sont joints les articles pour l'entretien de l'union; une missive pour demander à la ville de Reims de se joindre à celle de Paris, etc., etc.... — On délivrera

cement de la tresve, afin de faire accorder par le peuple de recevoir trois cens hommes en garnison en la ville, afin de tenir les habitans amateurs de la paix en crainte; mais sa proposition, ni celle du doyen Frison, qui s'estoit trouvé en ladite assemblée, ne fust pas escoutée, ains fut rejetée du peuple. Depuis ledit Pillois et ses confidens, reconnoissant que le peuple se desgoûtoit de la guerre et craignant une mutation, il fit encore assembler un nombre extraordinaire des notables bourgeois au palais royal, le jour de la Saint Nicolas en décembre, et remonstra comme la tresve alloit faillir à la fin dudit mois, et qu'il estoit nécessaire de pourveoir à la sûreté de la ville, et au soulagement du commun peuple pour le fait des gardes, et pour ce faire qu'il estoit nécessaire de prendre quelque garnison; de laquelle proposition il fust encore debouté. Ce que voyant lesdits factieux eurent appréhension d'un changement, comme aussi le sieur de Saint-Pol, gouverneur de ladite ville, qui fut cause que le jour de Saint-Nicaise suivant, on tint un conseil secret au logis du doyen Frison, ledit Pillois y estant avec dix ou douze des principaux factieux, lesquels avoient promis au sieur de Saint-Pol de faire recevoir sa garnison en la ville, et de lui bailler le chasteau de Porte-Mars pour y loger une partie de sa garnison, et en disposer à son plaisir, à la charge qu'estant saisi du chasteau, et ayant disposé de la ville, il feroit arrester cent ou six vingt des principaux habitans, et prendre leurs biens pour continuer la guerre, ce qui fust réciproquement accordé; et en ladite assemblee fust arresté et conclu les moyens que l'on tiendroit pour faire entrer ladite garnison; le moyen fust avisé que Saint-Pol feroit venir tous les gens de guerre, tant de pied que de cheval, qui estoient en garnison au pays Laonois, Soissonnois que ès environs, et qu'ils viendroient la nuit de Saint Thomas loger dans le mont d'Aresne, et que le matin, environ les six heures que les capitaines qui estoient de garde sur les remparts lèveroient la garde avant l'heure, et que l'on ouvriroit la Porte-Mars devant le jour pour les affaires de Saint-Pol, ce qui fust exécuté ainsi qu'ensuit. Le sieur de Saint-Pol sortit de la ville, et alla au lieu où estoient assemblés les gens de guerre, fit venir à lui tous les capitaines, leur fit à tous prester le serment et promettre de le rendre maistre de laditte ville, à la charge toutefois que s'ils ne trouvoient aucune résistance de la part des habitans, ils ne feroient ni permettroient à leurs gens faire aucun tort; mais s'il advenoit qu'ils trouvassent de la résistance, qu'il leur abandonnoit au pillage; en quoi il tesmoigna une grande prudence, et un peu de conscience, et l'affaire se passa en telle sorte qu'il fit entrer plus de deux mille hommes, les gens d'armes pied à terre, cuirassés, le pistolet en main, le cocq abattu, en l'autre des mains le coutelas nud; les gens de chevaux, arquebusiers et mousquetaires, la mesche allumee au serpentin, bref, tout en estat comme pour aller en un assaut. Dieu deslivra miraculeusement la ville d'un grand massacre et d'un pillage, car il ne falloit qu'un coup d'arquebuse tiré pour mettre tout à l'abandon. La veille de ceste entrée, Pillois, lieutenant, estant à vespres à Saint-Denis, ayant de grands eslancemens en son âme de ceste insigne trahison qu'il faisoit à sa patrie, jetoit plusieurs soupirs. Un personnage, lequel estoit du conseil, mais non de sa faction, lui demanda, voyant ses gestes et soupirs, ce qu'il avoit, et s'il avoit reçu quelques mauvaises nouvelles, lui fit réponce : Je voudrois que maintenant la terre s'ouvrist pour m'engloutir; sans lui dire autre chose, qui estoit un tesmoignage d'un homme du tout désespéré.

« Or, pour donner couleur à ceste trahison, on se servit de Philippe Simonet, homme confict en débauches, lequel avoit dissipé tous ses biens, lequel ayant esté instruit du roole qu'il auroit à jouer après l'exécution que dessus, Saint-Pol s'estant emparé du chasteau Porte-Mars et assuré de la ville, il fit assembler le conseil, lequel estant assemblé, il introduit le sieur Simonet, et lui commanda de dire, exposer à la compagnie ce qu'il avoit reconnu d'une entreprise qu'aucuns habitans avoient faite, pour introduire le roi de Navarre en ladite ville. Simonet, suivant l'ordre qu'on lui en avoit baillé, dit qu'estant fort familier avec les habitans de la ville qui désiroient l'establissement du roi de Navarre, lui-mesme tesmoi-

D'Ourmez serviens noster, virtute certe commissionis rele[vationis?] in casu appelli, a dicto Guillelmo Vallet locum tenente dicti baillivi

aux élus les lettres qui les concernent. On nomme des députés pour aller s'entendre à Paris sur le fait de l'union. — On se contente ensuite d'envoyer cette conclusion à Paris, et d'y faire dire qu'on n'attend qu'un moment opportun pour faire partir la députation.]

[9 *fevrier*. Conseil tenu en la salle du palais royal, où étaient convoqués grand nombre des plus notables habitants des trois

gnaut avoir ce désir, que trois ou quatre habitans qu'il nomma, gens méchaniques, entre lesquels estoient N. Bourguet, Jean Mitouart, chapelier,..., Buchette, cordonnier (voir plus loin, p. 928), proposèrent des moyens pour ladite introduction, s'asseurant qu'ils seroient favorisés en ceste exécution par plusieurs notables bourgeois, et que ce faisant, on devoit faire un grand eschec sur les principaux ligueurs de la ville avec un pillage de leurs biens; ceste appréhension lui causa un remords de conscience, et l'incita d'en bailler avis à Saint-Pol, afin de remédier à cest inconvénient, après laquelle desclaration on se saisit des personnes susdites, et constituans prisonniers, et furent nommés des juges pour faire leur procès; contre lesquels n'y ayant autre preuve que l'accusation dudit Simonet, fust ordonné qu'ils seroient présentés à la question, et furent reçus appelans et conduits à Paris prisonniers. Mais tout ce qui se faisoit n'estoit que pour la forme, et revinrent les prisonniers absous. Ledit Simonet avoit pareillement accusé J. Le Bel, fils du sieur de Sonzy, lequel estoit absent. A son retour fust constitué prisonnier, et fust desteuu pour un long temps.

« Ceste tragédie estant ainsi jouée, Saint-Pol estant parvenu à son dessein, tenant la ville de Reims à lui, le doyen Frison, auteur de ceste trahison, requist Saint-Pol.... de s'emparer d'un nombre de notables convenu, et dont il avoit le rosle. Saint-Pol fit responce au doyen qu'il y penseroit et s'informeroit plus particulièrement de la qualité et intention des habitans, ne voulant pas condamner l'innocent avec le coupable, et s'excusa envers ledit Frison, avec promesse de lui bailler contentement. Quelque temps après, ledit Frison retourna vers Saint-Pol, lui représenta le danger qu'il y avoit pour la ville si on surséoit l'exécution de ce qu'ils avoient prémédité, le sommant de s'acquitter de sa promesse, comme lui et ses compagnons s'estoient acquittés de leur part. Saint-Pol fit responce qu'il avoit une âme qu'il ne vouloit pas damner, et qu'il s'estoit informé de ceux contenus au mémoire; qu'il avoit recognu qu'ils estoient tous bons catholiques, et qu'il donneroit bon ordre partout; de laquelle responce le doyen n'estant pas content, suscita Mr Maurin, docteur [en la?] cathédralle de l'église Nostre-Dame, à desclamer contre Saint-Pol dans ses prédications, et en sa personne, afin de remettre la ville en sa liberté; et dès lors ils conçurent quelque soupçon contre Saint-Pol, qu'il ne fit quelque traité avec le roi, lui remettant la ville en son obéissance, estant en sa puissance d'en disposer, comme faisoient lors plusieurs gouverneurs; joint aussi que l'on recognoissoit apparemment, qu'il se faisoit des conférences pour ce sujet.

« Saint-Pol ayant recognu que les ligueurs commençoient à avoir des défiances de lui, et qu'il lui convenoit d'aller trouver le duc de Mayenne pour secourir la Ferté Milon, qui estoit siégée par le roi, et que durant son absence ceux qui lui avoient mis la ville en sa puissance la voudroient retirer à eux, il pratiqua un stratagème d'un grand homme d'estat, qui fut tel, qu'il manda environ vingt habitans de ceux qui lui estoient baillés par rosle pour s'emparer de leur personne, et leur dit à chacun d'eux particulièrement, comme on lui avoit donné avis qu'ils conspiroient contre le parti de la ligue, et pratiquoient pour establir le roi de Navarre dans la ville, et autres parolles; lesdits appelés se purgeant chacun en son particulier desdites calomnies, faisant entendre à Saint-Pol les hayneurs qu'ils avoient en la ville, lesquels ne procuroient autre chose que leur ruiné, et qu'ils n'avoient autre dessein que de conserver la ville sous son autorité, et des magistrats d'icelle; sur ce Saint-Pol leur dit : Me promettez-vous de ne rien entreprendre contre mon autorité, et que si vous entendez qu'il se pratique quelque chose contre icelle, que vous m'en avertirez. Chacun lui accordant ce qu'il désiroit, lors il leur promit les prendre en sa protection contre tous leurs hayneurs, et qu'ils n'eussent crainte quelconque, pourvu qu'ils lui fussent fidèles; par le moyen desquelles promesses lesdits habitans proscrits par leurs concitoyens ayant trouvé plus de justice et de religion à l'endroit de Saint-Pol que des leurs, s'acquittèrent tous de leur promesse; car, estant parti de la ville, M. Maurin continua ses invectives contre lui en ses prédications, pour esmouvoir le peuple à l'encontre des garnisons,

viromandensis obtente, dictum Bonbuef elargaverat. Ulterius dicebat dictus archiepiscopus, quod die sabbati tunc sequente, dictis nundinis

ordres, avec le conseil ordinaire, les capitaines, lieutenants, enseignes de la ville. — On écrira le plus poliment possible au duc de Luxembourg, en lui signifiant que la ville entend conserver ses privilèges, qui sont de ne recevoir ni gouverneur, ni garnison. — On fera assembler les habitants par connétablies pour renouveler le serment de l'union. — On chassera de la ville ceux qui refuseront.]

comme il advint le jour qu'ils firent monstre, où aucuns habitans maladvisés, et sans conduite, s'esmurent pour les empescher d'entrer au chasteau Porte-Mars, et y en eust quelques-uns de tués.

« Les garnisons estant rentrées au chasteau de Porte-Mars, les habitans commencèrent à prendre les armes, et s'assemblèrent autour du chasteau, Pillois et aucuns des conseillers estant alors à la maison de ville, entendant la rumeur du peuple, ne voulant pas paroistre, cherchant tous à se mettre en lieu de sûreté, craignant la fureur du peuple qui estoit mal content de l'introduction des garnisons; de sorte que le peuple demeura le reste de la journée et la nuit suivante sans conduite, sinon que des capitaines, lesquels se retirèrent chacun en leurs quartiers avec leurs compagnies, et furent faites force barricades par toute la ville, et principalement autour du chasteau. Si un homme d'autorité eust lors paru pour induire le peuple à reconnoistre le roi, il n'y avoit difficulté quelconque que les trois quarts et demi du peuple l'eust suivi, et si on eust repris le chasteau avant que Saint-Pol y put rentrer; mais les promesses qui lui avoient esté faites par les suspects à ceux de la ligue, furent cause que l'on n'entreprist rien davantage. Le roi estoit alors à Fere en Tardenois; s'il eust eu avis, et se fust acheminé vers Reims, le peuple lui en eust ouvert l'entrée.

« Les capitaines qui commandoient aux trois compagnies de soldats qui estoient tous retirés au chasteau, dévalèrent un soldat par les fossés du costé des champs, lequel alla à Soissons avertir Saint-Pol, lequel partit aussitost, lui troisième, et arriva la deuxième nuit au fossé dudit chasteau, et fust monté dedans une corbeille avec une corde, avec grand péril; où estant il se fit ouïr, et demanda à parler au lieutenant et au conseil, lesquels après avoir parlé ensemble, on fit retirer tous ceux qui estoient en garde ès environs du chasteau, et rompre toutes les barricades, et puis s'empara de toutes les portes de la ville, mit garde au-dessus d'icelles, et s'empara des clés; de sorte que les habitans se virent réduits du tout sous sa puissance, sans qu'il y eust aucune contradiction de la part de ceux qui estoient en autorité, aimant mieux voir establir la tyrannie, que de reconnoistre le roi.

« Saint-Pol, se voyant ainsi assuré de la ville, commença à negocier son traité avec le roi, comme plusieurs gouverneurs avoient desjà fait, ce qui donna occasion au duc de Mayenne, et autres princes de la ligue, de penser à leurs affaires; et pour ce sujet il se fit une assemblée en la ville de Bar-le-Duc, en laquelle le duc de Mayenne, avec le duc de Guise, mandèrent Saint-Pol contre sa volonté, car il reconnust à temps que l'on brassoit quelque chose contre lui, et, estant tous acheminés à Vitry-le-François, il voulust revenir à Reims Toutefois, il fust tant importuné, qu'il alla avec la compagnie à Bar-le-Duc, où estoit le duc de Lorraine; où estant Saint-Pol, voyant qu'en certaine assemblée qui se faisoit qu'on ne lui appeloit pas, il prit la résolution de partir pour revenir à Reims; et ayant donné l'ordre à tous ses gens pour monter à cheval, il alla pour prendre congé des princes, leur faisant entendre qu'il avoit reçu avis qu'il y avoit rumeur à Reims, et qu'il y estoit mandé en diligence. Le duc de Mayenne et les autres princes le prièrent d'avoir encore patience pour la journée; il s'en excusa; ce que voyant, MM. de Mayenne et de Guise lui dirent qu'ils seroient de la partie, et partirent ensemble. Et l'ordre qu'ils tinrent à leur retour estoit tel; le duc de Guise, avec sa compagnie de gens de chevaux, fesoient l'avant-garde, avançant une grande demi-lieue; Saint-Pol suivoit avec ses compagnies de gens de chevaux, et M. de Mayenne après, avec ses gens de guerre. Le duc de Guise estant arrivé à porte Dieu-Limire, environ le minuit, ayant appelé la garde de la ville afin de se faire ouvrir la porte, les capitaines qui commandoient dans le chasteau de Porte-Mars avoient les clefs des portes, avec ordre de Saint-Pol de ne point faire ouverture à heures indues à quelque personne que ce fust, s'ils ne l'entendoient parler; de sorte que, malgré les commandemens du duc de Guise, il lui convint d'attendre jusques à ce que Saint-Pol fust arrivé, et que lui-mesme commandast qu'on ouvrist la porte, ce qui fust fait aussitost; et la commune opinion estoit que si

durantibus, hora qua predicti baillivus, et alii ipsius archiepiscopi officiarii, plantata [*sic*, placita?] in dicto loco de Coustura tenebant,

[10 *février*. On conclut que le sieur Féret de Montlaurens, capitaine de Reims, n'assistera pas au conseil où il sera statué sur le procès à faire à son frère le vidame, pour l'affaire du gouverneur. — On remerciera la ville d'Orléans des nouvelles qu'elle transmet, sur les progrès du duc de Mayenne.]

[26 *février*. Conseil général. Election de seize notables pour conseillers : — P. Frizon, licencié ès loix. — H. Goujon, écuyer,

Saint-Pol fust revenu le premier, il n'eust pas souffert que les ducs de Mayenne et de Guise eussent rentré dans la ville, d'autant que l'on tenoit son accord estre fait avec le roi, et n'attendoit que l'arrivée d'une grande somme de doublons d'Espagne, que le roi d'Espagne lui envoyoit, soit pour sa pension, ou pour le payement des gens de guerre, qui estoit la dernière main que Saint-Pol voulust faire avec lui; et, pour mieux tromper le roi d'Espagne, il avoit mandé quatre cens lansquenets, qui estoient envoyés des Pays-Bas, pour mettre en garnison à Reims.

« Les ducs de Mayenne et de Guise, qui estoient avertis de tous les desseins de Saint-Pol, se trouvoient bien en peine comme ils se pourroient assurer de la ville, et se despêtrer de Saint-Pol, d'autant que lui seul estoit plus fort qu'eux en la ville, et en campagne estoit fort bien suivi. Après avoir sejourné trois ou quatre jours à Reims, le duc de Mayenne prit la résolution de s'en retourner à Soissons, et de partir le jour de Saint Marc, à quatre heures du matin. Saint-Pol avoit prié les ducs de Mayenne et de Guise d'aller desjeuner chez lui, et, pour cest effet, il les alla quérir à Saint-Pierre-aux-Nonnes, où toute la compagnie de gens d'armes du duc de Mayenne estoit à cheval, qui occupoit toute la rue Saint-Estienne. Le duc de Guise marcha à pied avec Saint-Pol, qui avoit ses gardes avec lui. Le duc de Guise lui dit : Comment! vos gardes ne sont pas encore à cheval? Commandés qu'ils aillent monter, d'autant qu'il ne vouloit que prendre un verre de vin, et puis monter à cheval, ce que Saint-Pol fit, et ne lui resta que deux Suisses avec lui. Le duc de Mayenne suivoit d'assez près Saint-Pol, et le duc de Guise, à pied. Sur quelques propos qui entrevinrent entre le duc de Guise et Saint-Pol, touchant les lansquenets que Saint-Pol vouloit introduire en la ville contre la volonté du duc de Guise, ledit duc tira son espée, et en bailla au travers du corps de Saint-Pol, et le tua roide mort à la place. Son corps fust porté à son logis, et ses gardes se retirèrent tous au chasteau, et ne se fit aucune esmotion sur ce subjet en la ville.

« Ceste exécution estant faite, les ducs traitèrent avec les capitaines qui commandoient au chasteau, et furent entretenus en leurs charges. Le duc de Guise demeura en la ville, et le duc de Mayenne s'en alla à Soissons, et la veuve de Saint-Pol se retira à Maizières, où le corps fust conduit. Quelque temps après, l'argent du roi d'Espagne estoit arrivé à Rocroi, que l'on disoit estre la somme de xxiv^{m} escus, laquelle fut depuis apportée à Reims.

« Quelque temps après survint le siége de Laon par le roi, pendant lequel temps le duc de Guise traitoit avec le roi, par madame la douairière de Guise, sa mère, qui estoit en l'armée du roi; et, sur les demandes qu'elle faisoit au roi, et spécialement du gouvernement de Champagne, comme on disoit, le roi ayant fait response que, encore que son fils tint la ville de Reims, qu'il y avoit si peu de part, que, toutes fois qu'elle voudroit, il lui bailleroit la collation en ladite ville; de quoi le duc de Guise estant averti, il pratiqua Me François Rousselet, lors lieutenant des habitans, qui lui fit faire l'ouverture de la Porte-Mars le jour de la Trinité, à quatre heures du matin, et fit entrer trois régimens de gens de pied en garnison en la ville, et depuis quelques compagnies de gens de chevaux, qui y demeurèrent jusques au temps de la resduction de la ville; et, outre cela, il avoit fait venir quelques compagnies de Néapolitains, qui logèrent entre deux ponts.

« Le duc de Guise ayant fait son traité avec le roi, et remis la ville de Reims en son obéissance, au grand regret des factieux, il fust pourvu au gouvernement d'icelle de quelques notables bourgeois de la ville, lesquels furent adjoints avec ceux qui estoient lors du conseil, qui se portèrent volontairement à l'obéissance, en attendant le renouvellement des charges, qui se fit deux mois après; et par ceux qui furent eslus, tant aux charges de lieutenant que de couseillers, fut traité avec le duc de Guise, pour mettre les garnisons qui estoient au chasteau dehors, moyennant la somme de viii^{m} escus, que les habitans lui payèrent, et ledit duc fit abattre et ruiner le chasteau, qui fust un fort bon ouvrage.

[Quelques lignes empruntées aux Mémoires de Bidet, tome III, p. 77, compléteront les renseigne-

predicti scabini, aut aliqui ipsorum, magister Stephaunus Cordier, procurator noster in dicto baillivatu viromandensi, Guillelmus Vallet,

sieur de Vraulx. — P. Chevalier, licencié ès loix. — S. Chiertemps, sieur de Vaux. — Julien Pillois, elu de Reims. — G. Frizon, capitaine des harquebusiers. — H. Levergeur, écuyer vicomte de Cramaille. — G. Dubois, marchand. — J. Boisset, bourgeois. — O. Cocquebert, sieur de.... — T. Parent, licencié ès lois. — A. Audri, élu. — J. Gaultier, marchand. — J. Godinot, marchand. — F. Rousselet, licencié ès loix. —

mens que nous fournit le document qui précède] :

« Les Rémois ne furent pas plutôt informés de son traité [avec le roi], dont le duc de Guise leur fit part, qu'ils se portèrent à l'obéissance qu'ils devoient à Henri IV, comme à leur légitime souverain : conformément à l'édit de réunion de leur ville à la couronne, du mois de novembre 1594, Jean l'Espagnol, sieur de Fontenoy, élu lieutenant des habitans, au mois de février de l'année suivante, fut aussitôt député avec quelques conseillers de ville, pour aller présenter à ce monarque les respects et la parfaite soumission des habitans, et traiter en même temps avec le duc de Guise, de la sortie de la garnison qu'il avoit mise dans le château de la Porte-Mars ; ce qui fut accordé moyennant huit mille écus, qu'ils lui payèrent, sous la condition qu'il leur feroit obtenir du roi la permission de démolir ce château.

« L'évacuation en ayant donc été faite, les députés firent présenter au roi un placet, par lequel ils le supplièrent instamment d'en ordonner la démolition. Le duc l'appuya auprès de ce monarque, qui fit d'autant moins de difficulté d'y consentir, qu'il voyoit que le désir qu'il avoit depuis longtemps d'être le maître de cette ville, étoit enfin satisfait. Il envoya donc des ordres au duc de Guise et au prince de Joinville, gouverneur et lieutenant général à Reims, qui étoit alors en cette ville, pour faire démolir le château, et combler à rez-de-chaussée les fossez du côté de la ville.

« Ces princes n'eurent pas plutôt reçu ces ordres, qu'ils firent expedier à Marc le Clerc, canonier à Reims, une commission datée du 7 juin 1595, pour faire travailler promptement et sans discontinuation, les charpentiers, maçons et manouvriers à cette démolition, avec défense à toute personne de les en empêcher, sous peine d'être déclarée rebelle et punie comme telle.

« Comme ils furent obligés de partir de Reims pour le service de Sa Majesté, ils mandèrent, le 9 juin, aux lieutenant et gens du conseil de la ville, de tenir la main à ce que la démolition du château fût incessamment parachevée, tant par sapes, mines, qu'autres moyens convenables, et les fossés de la ville comblés.

« En conséquence de ces commissions et mandement, il fut signifié et fait commandement à tous les ouvriers, ledit jour 9 juin 1595, de travailler promptement à cette démolition ; ce à quoi ils ont tous obéi sur le champ.

« On voit, dans un journal particulier du sieur le Court, chanoine de Reims, sur l'histoire de la ligue, qu'il ne s'est pas scrupuleusement attaché, quant à la démolition du château de Porte-Mars, à la faire cadrer avec ces mandemens, qui ne la fixent que vers le milieu du mois de juin 1595, au lieu qu'il la date lui-même du seul jour de Pâques, 2 avril, audit an.

« A l'entendre, les députés du conseil de ville, qui avoient été nommés pour aller assurer Henri IV du respect et de la soumission des habitans de Reims, ayant été informé que la garnison du château de Porte-Mars avoit été évacuée, présentèrent à S. M. un placet pour le prier de leur permettre de le démolir ; et que ce monarque, se voyant le maître absolu de cette ville, leur avoit volontiers accordé cette permission ; qu'ayant donc receu les lettres patentes qui avoient été expédiées à cet effet, ils les envoyèrent sur le champ à Reims, par un exprès, avec ordre d'en précipiter l'exécution pour prévenir la révocation qu'ils craignoient que Philippe Dubec, qui venoit d'être nommé archevêque de Reims, n'obtint par son crédit desdites lettres patentes ; que les Rémois ne les eurent pas plutôt entre les mains qu'ils se mirent tous, sans exception ni distinction d'état, de condition, d'âge et de sexe, en devoir de démolir ce château sur le champ, jusques-là qu'on a vu des dames y porter la hotte ; que c'étoit le jour de Pâques 1595 ; qu'ayant donc fait avancer le service divin, jusqu'aux vêpres et complies, tous s'étoient livrés à l'ouvrage avec une telle ardeur, que le lendemain au matin on n'y voyoit plus pierre sur pierre. »

« Le P. Anquetil, t. III de son Histoire de Reims, pag. 229 et 230, en adoptant ce sentiment d'après une

cum magno numero dictorum habitancium, ad locum mercati bladi accesserant, ubi predictis archiepiscopo et ejus officiariis minime vocatis

N. Bachelier, marchand. — Les seize sont nommés pour, avec les six du clergé et les deux de l'echevinage, conclure des affaires qui adviendront dans la ville durant l'année, en ce qui touche le fait de la forteresse, garde et sûreté de la ville, et ce qui en dépend, de quoi faire leur est donné pouvoir, tout ainsi que on a accoutumé de tout temps et ancienneté. — Sur ce que les assistants du conseil particulier ont dit et remontré que, pour les grandes occasions de suspicion qu'ils ont contre R. Féret, sieur de Montlaurens, capitaine, ils n'entendent et ne veulent plus que ledit Féret ait entre ses mains aucunes clés des portes de la ville, et que on ait à les retirer; ni qu'il baille le mot du guet, ni qu'il ait entrée, séance ou délibération aux conseils généraux ou particuliers, ni qu'il s'entremette d'aucune ronde ni d'acte quelconque en ladite ville, en quelque qualité que ce soit; requièrent en faire une conclusion, avec protestation de nullité de ce qui se fera au contraire. — Une partie de la maison de ville est louée; les locataires ou étrangers peuvent entendre ce qui se passe au conseil, par certaines fenêtres. — On les fera boucher. — Au conseil suivant, on force Féret à se retirer.]

[27 *février* (voir le 18 février dans le registre suivant); a été conclu que les trois bureaux par ci-devant institués seront entretenus et continués des gens du conseil, appelés avec eux jusques au nombre de deux à chacun bureau, lesquels auront voix délibérative, et pour ce faire prêteront le serment....; et pour le bureau de la guerre, sont nommés MM. de Vaulxarois, et de Bouzy, lesquels toutefois pourront être destitués quand bon semblera au conseil. — Sera faite la poursuite contre les nobles de cette ville, qui nous font la guerre. — Le bureau ordinaire ordonnera sur le fait des capitaines, lieutenants et enseignes du guet, incapables de la charge, et si on en pourvoiera en leur lieu, et quelles personnes. — Pour tenir les bureaux tant de l'ordinaire, des finances et de la guerre, sont nommés, savoir : — Les finances : MM. Robillart, Boulet, Cocquebert, et autres par ci-devant nommés, et avec eux MM. Godinot et Audri. — La guerre : ceux qui y étaient, et avec eux MM. Chevalier et Boisset, lesquels pourront appeler avec eux MM. de Vaulxarois et de Bouzy, lesquels à cette fin prêteront le serment. — Pour le bureau ordinaire : MM. du conseil, tous lesquels pourront conclure au nombre de cinq, en chacun bureau.]

[14 *mars*. On signifiera à O. Colbert de sortir de la ville d'ici à demain, sous peine de 100 écus d'amende, et de n'y pas rentrer, sous peine de 1,000 écus.]

[28 *mars*. Épernay, assiégé par ceux de Châlons, implore le secours de Reims. — Pacte d'union entre les habitans de Rethel et ceux de Reims; — puis avec ceux de Château Porcien; — plus tard, avec ceux de Maizières]

tradition qu'il dit s'être confirmée parmi les habitants, et fixant la destruction de ce château au 16 du mois de juin, dit aussi qu'en un seul jour cette forteresse si formidable fut rasée, et qu'on fit bien de n'avoir pas différé, en ce que le lendemain il vint un contre-ordre.

Mais ces circonstances particulières, d'après les commission et mandement desdits jours 7 et 9 juin 1595, et ce qu'on a ci-devant observé sur ce sujet, paroissent constamment dénuées de vraisemblance. En tous cas, il paroît très-indifférent qu'il y ait eu ou non aucuns autres actes expédiés pour cette démolition, que les commission et mandement ci-devant cités. Il suffit que le château de Porte-Mars, qui avoit si souvent servi à tyranniser les habitants de Reims, leur ait, par sa suppression et sa démolition, rendu leur ancienne liberté.

Le duc de Guise revenu à Reims au mois d'août de la même année 1595, y reçut, le 25 de ce mois, dans la salle de l'archevêché, en présence du sieur Damours, intendant de justice, police et finance en Champagne, le serment de fidélité que les habitans de cette ville prêtèrent entre ses mains au roi Henri IV.

et insciis, quamplures ordinaciones et statuta, et maxime predictas per dictum archiepiscopum jam, ut premittitur, factas, per dictum

[4 *mai*. Les capitaines, lieutenants et enseignes, ont fait célébrer une messe qu'ils veulent continuer tous les premiers jeudis de chaque mois, et à la fin de cette messe se trouver tous ensemble, pour conférer et consulter de ce qu'ils auront à faire pour le service de la cause générale de l'union et sûreté de la ville, s'il plait au conseil de le permettre. — Celui-ci le permet jusqu'à nouvel ordre; le lieutenant, les conseillers, le procureur pourront y assister, si bon leur semble.]

[30 *mai*. Conclu que par provision et sans tirer à conséquence, sans préjudice à la justice des seigneurs, et tant que la guerre durera, la juridiction et coertion des forfaits et delits qui se commettront aux villages circonvoisins de cette ville de Reims, en faisant la garde, appartiendra à MM. les lieutenants et gens du conseil.]

[31 *mai*. Les receveurs Boulet et Le Dieu contraindront respectivement, par prise de corps et de biens, ceux qui sont dénommés en l'état signé de Mr de Saint-Pol, à payer les sommes auxquelles ils sont taxés. — Le vidame de Châlons versera 200 écus de ce qu'il a, appartenant à ses frères.]

[7 *juin*. Conclu que le capitaine Saint-Blanquart sera entretenu durant la guerre, (il y a déjà plus de six mois qu'il est à Reims), avec quarante hacquebutiers à cheval, lesquels il sera tenu employer pour le service de la Sainte-Union en tous les lieux où il sera commandé par le conseil, à la charge qu'il sera tenu garder et tenir en ses mains, sous l'autorité de ladite Union, le château et place de Louvois, ensemble le palais et bourg de Septsaulx, dedans lequel demeureront en garnison vingt soldats commandés par un sergent et un caporal; et moyennant ce sera payé par chacun mois à Saint-Blanquart, par les habitants, la somme de 200 écus pour les quarante haquebutiers, etc., etc.....]

[30 *juin*. Liste des places voisines de Reims occupées par les royalistes : Châlons, Sainte-Menehould, Épernay, Ay, Mareuil, Grandpré, Termes, Chaumont, etc., etc....]

[21 *juillet*. MM. du conseil ont entendu dire que l'office du contrôleur des montres des lieutenants de courte robe du bailliage de Vermandois, et autres offices de nouvelle création, sont supprimés : on se retirera par devers MM. du conseil de la Sainte-Union, à Paris, pour en ordonner.]

REGISTRE XV.

[Ce registre contient d'abord les conclusions prises au bureau de la guerre, pendant les mois de février et mars 1589; puis la suite des conclusions générales de la même année, à dater d'août.]

Registre des conclusions du bureau establi à Reims, pour le fait de la guerre.*

[*Dimanche* 12 *février*. Conseil général où l'on décide de se joindre à la Sainte-Union.]

« XVIII *février*. Sur ce qui a esté remontré que les affaires qui se présentent aujourd'hui, sont de telles conséquences et de si grande affluence, qu'il est impossible que le tout se puisse faire et expédier par mesmes personnes, et un seul bureau.

« Conclud a esté que les charges seront distinctes, et seront establis trois bureaux, à savoir un pour les finances, un autre pour le fait de la guerre, et un autre pour la police.... A MM du bureau de la guerre, est baillé pouvoir d'ordonner et de disposer de tout ce qui se présentera touchant le fait du militaire; et aura lieu ce qui sera sur ce par eux ordonné, et dont ils seront desdommagés par la communauté des habitans, aux dépens de la ville. »

« XXII *février*. Conclud avec Mr de Boisyeu, lui donner II^c escus pour la levée d'une compagnie de cinquante chevaux légers....

* Au bureau paraissent : l'archidiacre, Robillart sénéchal, de Vrauls, Vaudebas, Bouzy, de Vaux, d'Assy, Bachelier, Boisset.

Aubertum Moutizeau, servientem dicte ville se dicentem, cridari et publicari fecerant, a quibus procurator dicti archiepiscopi appellaverat;

qu'il est tenu mettre preste en huit jours, pour faire monstre et entrer en garnison, où il sera commandé par MM. du conseil; et a esté remis à MM. du bureau des finances, pour ordonner au payement de ladite somme. »

[Ici reprennent les conclusions du conseil ordinaire, au point précis où elles se sont arrêtées dans le volume précédent.]

[12 *septembre*.] « Conseil présidé par le lieutenant, présens, le grand archidiacre Bruslart, un religieux de Saint-Denis, MM. les lieutenans particulier et criminel, Frison avocat du roi, Parent, Lescot, de Vraulx, de Vaux, Chevalier, Novisse, Godinot, Mimyn, Dubois, Cocquebert, Dambrayne, N. Le Poivre, N. Frison, N. Bachelier, J. Rainssant, H. Oudinet, l'élu Le Lorrain, A. Foret, P. Gaultier, Mᵉ J. Boisset, le capitaine Frison, N. Godinot, P. Frison, Th. Cachette, P. Dorigny, G. Colbert, Mᵉ L. Liénart, J. Roland, H. Pollonceau, J. Roland, J. de la Mothe, Mᵉ R. de Laval, C. de Castres, J. Willot, J. Cocquebert, Mᵉ R. Bourgeois, J. Estienne, J. Boulet, N. Mimyn, O. Bachelier, et quatre autres. — Conclud que pour la nécessité qui se présente, et à cause de l'advenue de l'ennemi qui est proche, les gens de chevaux de M. de Saint-Pol, seroient introduis en ceste ville pour quelque temps, et jusqu'à ce que autrement en soit ordonné. Ils seront nourris par munitions, suivant le département qui en sera fait, et logés où il sera advisé. — Le nombre de six cens hommes qu'il a esté par ci-devant conclud prendre et tenir par les habitans, en leurs maisons, pour la conservation de la ville, a esté retranché et restreint au nombre de quatre cens, qui seront mandés dès demain. »

[16 *octobre*. « Conseil assemblé au palais royal, présidé par le lieutenant, où sont convoqués tous ceux qui logent des gens de pied, pour résoudre si on les tiendra en maisons, ou bien si on payera leur taille au marc la livre]. — Sur ce qui a esté proposé par le lieutenant, que ci-devant il a esté conclud que, pour aider à la garde et conservation de la ville, et soulager les pauvres habitans, il seroit levé, nourri et souldoyé par aucuns particuliers, tant de l'église que lais, quatre cens hommes de pied qui seroient logés ès maisons desdits particuliers, ce qui se trouve de difficile exécution, attendu que plusieurs se plaignent que le département qui en est fait est trop inégal, joint aussi que ladite levée se fait pour la conservation et soulagement de la communauté, et néanmoins une bonne partie de ceux qui ont des moyens ne sont compris audit département. — Conclud qu'il ne sera levé que trois cens hommes qui seront logés où il sera avisé, et pour leur solde et nourriture sera levé sur les habitans lais de tous estats et qualités, pour leur regard seulement, la somme de VIIIᶜ escus soleil, pour chaque mois, et en sera fait département pour trois mois. — [Les répartiteurs seront nommés par le conseil général; ils se règleront sur le dernier département de la subvention de 10,000 l. t.] — En outre a esté conclud, que si quelques habitans veulent tenir en leurs maisons les hommes qui leur sont ordonnés, et les nourrir et soudoyer, en les présentant aux capitaines sous lesquels ils doivent marcher bien armés et équipés, ils resteront deschargés de ladite quotte, à raison de VIII l. t. par mois, pour chaque homme. »

[30 *octobre*. Enquête sur des ballots d'étamines que O. Colbert, marchand, avait expédiés à Château-Porcien.]

[8 *janvier*.] Godinot, bourgeois de Reims, achette un prisonnier de quelques soldats, et le tient en prison jusqu'à ce qu'il lui ait payé sa rançon.]

[25 *février*.] Le lieutenant dit que la veille il s'estoit fait, vers la nuit, quelqu'assemblée de malintentionés, lesquels il avoit dissipés à l'aide de quelques capitaines de la ville, mesme qu'en reconduisant lesdits suspects en leurs maisons, par crainte qu'on ne les assommast, l'un d'eux avoit esté assez téméraire pour frapper le greffier Frison, pour

qua appellacione non obstante, predicti Cordier et Walet, et alii ex scabinis et habitantibus dicte ville, ad dictam Cousturam accesserant,

raison de quoi seroit arrivé un grand tumulte qui n'est encore assoupi, et s'en peut suivre une esmotion populaire pour laquelle remédier, est conclud que Dehu, Laignelet, grenetier, Tirot, Le Dieu, Lorrain, seront expulsés de la ville incontinent, avec défense d'y rentrer, sous peine de vie, sinon les troubles finis. — Défense aussi de se retirer dans d'autres villes que celles de l'union. — [Le capitaine Maillefer est un des suspects. Il a fait difficulté pour signer l'union, etc...]

[4e *mars*. Saint-Pol prie la ville de tenir sur les fonts sa fille, avec madame de Saint-Pierre. — Suit la lettre de Saint-Pol à la communauté, et tous les présents et cérémonies, suites de ce baptême.]

« Le XIV *mars*, ont esté eslus en la manière accoustumée. — Oudart Cocquebert, sieur d'Adon, lieutenant. — P. Cocquillart, procureur. — C. Le Dieu, receveur. — P. Rainssant, greffier. — N. Lefrique et H. Dorigny, M^{es} et gardes de l'artillerie. — C. Aubert, N. de Thillois, M^{es} des ouvrages. »

[18 *mars*.] « Au conseil général où présidoit M. d'Adon, où estoient Monseigneur le comte de Saint-Pol, lieutenant-général pour le roi au gouvernement de Champagne, Retheloís et Brie; Me L. Cauchon, lieutenant-général au bailliage de Vermandois, siége de Reims; Me G. Chuffet, lieutenant particulier; Me P. Pussot, conseiller; Me Lespaignol, conseiller; Me Rodolphe Carré, président de l'eslection, etc., etc. — Ont esté eslus conseillers: S. Chiertemps, sieur de Vaux; N. Souïn, licencié ès loix; Gérard Frison, capitaine des arquebusiers; N. Serval, marchand, lieutenant des arquebusiers; J. Boulet, receveur des aides et eschevins; Julien Pillois, eslu; A. Andri, eslu; T. Parent, licencié ès loix; Cl. Chevalier, *idem*; F. Rousselet, *idem*; J. Gaultier, bourgeois; G. Dubois, marchand; J. Godinot, *idem*; C. Cachette, bourgeois; N. Boulet, *idem*; J. Boisset, *idem*; H. Bazin, marchand; P. Husson, eschevin. »

[19 *mars*. Le lieutenant préside en la présence de M. de Saint-Pol. — Tous les vingt-quatre font serment de bien et fidellement gouverner les affaires de la ville, de tenir la main à soutenir l'honneur de Dieu, et conserver la religion sainte, catholique, apostolique et romaine, de tenir secret ce qui se traitera au conseil, et d'avertir M. de Saint-Pol, gouverneur, et le lieutenant. — Il y a vingt-sept capitaines indiqués ici. Mais le 28 mai il est formellement dit: les douze capitaines de la ville. — Composition des trois bureaux formés chacun de sept membres, dont deux de l'église. — Le bureau de la guerre ne pourra ordonner pour taxe ou frais de munitions au-dessus de 20 l. et ne pourra ni instituer, ni déposer, capitaines, lieutenants, enseignes, sans le conseil. — On entretient quatre compagnies de cent hommes de pied, trois aux dépens des lais, une aux dépens des gens d'église. — Quant aux capitaines et autres officiers de ces compagnies, ils seront payés par Saint-Pol, suivant l'offre qu'il lui en a plu faire. Ils seront sous l'autorité du lieutenant, et gens du conseil. — Sera obtenu permission pour battre monnaie à Reims, et nommeront les gens du conseil les officiers qu'il sera besoin. — On nomme pour donner ordre à la fabrication de la monnaie deux M^{es} orfebvres, deux contrôleurs, et un graveur.]

[15 *avril*. Ordre du duc de Mayenne d'emprisonner le lieutenant-général Cauchon, qui a fait passer des avis au roi de Navarre.]

[23 *avril*. Le roi de Navarre a été à Chalons, il menace la Champagne. Mayenne envoye à Reims quatre cents arquebusiers qu'il ordonne d'y recevoir. — On le remerciera, on logera lesdits quatre cents hommes de pied à Berru, et autres villages. On priera Mayenne d'envoyer un chef à la ville, s'il pense que cela soit urgent, en attendant le retour de Saint-Pol. On lui dira d'ailleurs qu'on est déterminé à mourir dans l'union, et qu'on est disposé à se donner au roi d'Es-

ubi supra passus, seu gradus, certe crucis ascendens, dictus de Moutizeau, alta voce cridare [cepit ?], cui dictus procurator dicti archiepiscopi

pagne ou autre catholique, plutôt que de tomber en la sujetion d'un hérétique.]

[25 *avril*. Pour superintendants qui iront à cheval par la ville pour donner ordre en cas d'alarme ou assaut, afin de secourir les quartiers les plus faibles, soit par renfort d'hommes qui se prendront ès corps de garde dans la ville, ou pour tout ce qui se trouvera nécessaire, sont nommés MM. Soüin, de Vaux, Chevalier, et le capitaine Frison. — Il y aura trois corps de garde pour MM. du clergé.]

[27 *avril*. Lettre de Mayenne qui s'est éclairé sur le fait de Cauchon; il ordonne son élargissement, et lui permet de se retirer à sa maison des champs. — Les villages des environs seront cotisés par le conseil, pour fournir hommes ou argent pour les fortifications. — Les habitants de la ville y travaillent par compagnies. Ceux du clergé travaillent de même par corvées.]

[17 *mai*. On continuera à percevoir les octrois, bien que les lettres soient expirées, attendu l'urgence des affaires qui concernent la sainte religion catholique...., et à cause de la difficulté des chemins, qui s'oppose au renouvellement.]

[23 *mai*. Lettres de Mayenne instituant Michel Le Tellier, intendant des finances en la généralité de Champagne.] — « Charles de Lorraine, duc de Mayenne, pair et lieutenant-général de l'estat royal et couronne de France, et le conseil général de l'union des catholiques estabi à Paris, attendant l'assemblée des estats du royaume; à nostre amé et féal conseiller et maistre ordinaire en la chambre des comptes, Mᵉ Michel Le Tellier, salut. Considérant combien les troubles qui sont au pays de Champagne, et le mauvais debvoir dont usent quelques mauvais officiers de finances en ladite province...., et ayant esté trouvé bon d'y envoyer quelque bon et expérimenté personnage, nous aurions fait prier les gens desdits comptes de choisir quelqu'un d'entre eux, sur la fidélité et suffisance duquel on se peut reposer, pour y establir l'ordre requis et convenable, en quoi faisant ils vous auroient nommé, et fait entendre que pour l'affection que portez au bien de l'union, vous ne ferez difficulté d'accepter ceste charge; pour ce est-il que...., nous vous députons et commettons, pour vous transporter incontinent dans la ville de Troyes, et là establir le bureau de la recette générale des finances de ladite province, et du taillon, si il n'a esté fait par les trésoriers généraux des finances d'icelle province, suivant ce qui leur a esté ci-devant ordonné, vous donnant à ceste fin, plein pouvoir et autorité et mandement spécial de faire assembler lesdits trésoriers généraux que trouverez en ladite ville, soit en leurs bureaux ou autre [lieu] plus commode, pour vous rendre raison du debvoir qu'ils ont fait en l'exercice de leurs charges, depuis le commencement de la présente année, et qu'à ceste fin ils ayent à vous représenter les estats qu'ils ont expédiés tant aux receveurs généraux, que particuliers, de leurs charges, lesquels vous vérifierez exactement, pour voir en quoi consiste la recette, et quelles parties de despense ils employent.... Pareillement aussi procéderez à la suspension des officiers de finance de ladite province, tant comptables qu'autres, qui vous seront tesmoignés par les corps et communautés des villes estre absens, suspects ou mal intentionnés à l'union, et en leur lieu commettrez autres personnes.... certifiés par actes valables et authentiques estre de la religion catholique, etc., etc....; et vous pourvoiez surement au port en voiture des deniers des receveurs particuliers en la généralité...., et généralement aurez l'œil ouvert à tout ce qui regarde le fait et intendance des finances, tant ordinaires qu'extraordinaires...., et vous tiendrez la main à ce qu'aucun denier ne soit touché par qui que ce soit, sans nostre mandement exprès, etc., etc. 13 mai 1589. »

[25 *mai*.] « Sur ce qui a esté proposé par le procureur, que M. Le Tellier veut prendre tous les deniers des tailles, taillons, et autres extra-

dixerat, [quod?] tale expletum in terra et jurisdiccione ipsius archiepiscopi, absque suam justiciam vocando, faciebat; ad quod nullo responso

ordinaires, desquels M. de Saint-Pol s'aide, et nous aucunement; — Conclud que bon nombre de Messieurs se transporteront vers M. Le Tellier, lui remonstrer que nous ne pouvons permettre qu'il se transporte aucuns deniers hors d'ici, d'autant qu'ils sont employés pour le service de la cause générale de l'union et conservation du pays; et si seront faites défenses à tous receveurs, et autres qui ont maniement de deniers, d'en vider leurs mains, sous peine de payer deux fois. »

[On appellera au conseil les capitaines et bon nombre de notables, pour avec eux conclure s'il faut doubler, ou non, les gardes de la ville.]

[Ici est intercalée la requête suivante :] « Plaise MM. du conseil de la ville de Reims, dresser estat et mandement à M. N. Vaucourt, receveur du bureau de la Foraine, establi à Maizières, pour payer les officiers dudit bureau, à dater du 1er janvier MDLXXXIX, que R. Brouart, le sieur de Gondy, et autres fermiers des cinq grosses fermes de France, ont quitté leurs baux, et se sont retirés avec les ennemis de la sainte union.... Afin que les droits domaniaux du roi puissent estre cueillis. — [Suit la liste des officiers.] — Les officiers dudit bureau de Maizières se retireront vers M. de Saint-Pol, à qui seul il appartient d'en ordonner. — Fait au conseil. »

[23 *juillet*. Les habitants s'opposeront à la réception de N. Souin comme greffier royal, et supplieront les gens du roi de se joindre à eux.—En vain Mayenne écrit-il en faveur de Souïn, le conseil persiste. En général, il montre très-peu de déférence pour Mayenne, beaucoup pour Saint-Pol.]

[Suit un registre intitulé :] Livre de plusieurs procédures qui ont esté faites en la chambre du conseil, durant l'année que P. Cocquillart a esté procureur, qui a commencé le XIV mars MDLXXXIX.

[Il s'agit surtout d'infractions à la discipline, de la part des gens du guet, et portiers. — C'est à cela qu'est restreinte l'action des dizainiers et connétables, éclipsés maintenant par les capitaines, lieutenants, enseignes. — Il y a aussi des procès politiques pour cris séditieux, conversations coupables, etc.]

REGISTRE XVI.

« Registre des conclusions et expéditions de la ville de Reims, commençant le VII mars M. Vc XCI. — Suit le nom des officiers de la ville, — des douze capitaines, des douze lieutenants, des douze enseignes; — des trente-six connétables, répartis trois dans chaque compagnie; — des quarante-huit archers du guet, dont deux restent à la maison de ville, et quatre font les rondes de nuit. »

[8 *mars*. Défense à toutes personnes, de quelque qualité que ce soit, excepté les capitaines, lieutenants et enseignes, et aux gentilshommes, de porter armes dimanche prochain en l'assemblée qui se fera aux Cordeliers, sous peine d'amende arbitraire; et sera la présente défense publiée à son de trompe.]

[10 *mars*, aux Cordeliers, où l'assemblée était si nombreuse que le couvent était entièrement rempli.—Election des seize, qui, avec les deux échevins, et les six de l'église, composent le conseil.]

[11 *mars*. Prestation de serment et constitution des bureaux ordinaires. Ils sont au nombre de trois, de huit membres chacun, dont cinq suffisent pour conclure, et peuvent taxer jusqu'à 20 l. et au-dessous, sans pouvoir instituer ni destituer capitaines, lieutenants, enseignes, sinon avec le conseil. — Il est établi un bureau des finances, pour lequel tenir sont nommés le vidame, Robillart, et deux autres conseillers. Les mandements ne pourront être alloués, qu'ils ne soient contrôlés de l'un d'eux..... Ils s'assembleront une fois par semaine. — D'ailleurs les conclusions, depuis 1589, se rendent tantôt par de simples bureaux, tantôt par le conseil.]

[3 *avril*. Il sera mandé à la veuve J. de Foigny, d'imprimer un cent du discours de M. l'archidiacre Brulart, sur l'incapacité du roi de Navarre de pouvoir tenir le royaume de France.]

per dictum Moutizeau dato, dictus Cordier, et alii de dicta villa, dicto Moutizeau quod ipse perficeret, quam (*sic*) bonum magistrum habebat,

[25 *juillet.* Il est désormais assez souvent question, dans les conclusions, d'un conseil d'état qui exerce une grande influence à Reims, et qui entre bientôt en lutte avec le conseil ordinaire.]

[7 *août.* Le lieutenant dit au conseil qu'il a été mandé, avec quelques autres conseillers, par-devant MM. du conseil d'état, qui lui ont fait entendre qu'il était besoin prendre quatre cents hommes de pied en garnison. — On écrira à Saint-Pol d'envoyer trois cents Suisses, que l'on placera dans les faubourgs.]

[9 *août.* Conseil au palais royal. On a convoqué plusieurs notables. Les gens du siége royal y sont nommés après les conseillers, et avant les capitaines.—On y conclud : 1° que la taxe des pauvres sera doublée pour trois mois; 2° que l'on recevra en garnison aux faubourgs quatre cents hommes français, pour s'en aider au besoin. On accepte les offres de MM. du conseil d'état, de les payer sur les deniers dus par les fermiers et les receveurs des tailles de cette ville; 3° on lèvera trois cents hommes de guerre, aussi français, pour aider à la conservation et garde de la ville, pour le soulagement des habitants pendant l'hiver prochain; et seront choisis et élus des habitants de la ville pour capitaines et autres chefs, pour leur commander, sous l'autorité de MM. du conseil. On fera pour leur solde une levée de deniers de 3,500 écus, pour l'hiver.]

[12 *août.* Défense, sous peine de punition corporelle, de tenir aucun propos contre les seigneurs, gouverneur et capitaines.]

[27 *août*, au Palais-Royal. Le lieutenant préside. Présent Saint-Pol.—Celui-ci remontre que les forces du roi de Navarre, tant reîtres qu'Anglais, seront assemblées dans peu de temps; que les forces de l'Union, tant l'armée de Sa Sainteté, que celle du roi d'Espagne, conduite par le prince de Parme, ne pourront être jointes avant le 10 octobre; — qu'en conséquence, le Navarrois pourrait bien attaquer cette ville, qui n'est point munie de gens de guerre pour résister, et dont les faubourgs peuvent faciliter l'approche de l'ennemi.] — Conclud a esté, sous le bon plaisir de M. de Saint-Pol, et estre mise à lui la conservation de ceste ville, tant pour y pouvoir mettre des gens de guerre, que toute autre chose concernant la conservation d'icelle, en tout ce qui sera requis et nécessaire, comme aussi lui est remis, sous sa bonne disposition, de faire abattre les faubourgs de la ville, comme il trouvera bon; et sont nommés MM. Cocquebert, lieutenant, Serval, petit archidiacre, Frison, de Vaux, Souin, Pillois, pour assister M. de Saint-Pol, pour visiter les fauxbourgs.—[Saint-Pol dresse sur-le-champ un mémoire des objets qu'il juge nécessaires à la défense de la ville : — douze moulins à cheval, — quatre mille hottes, — cinq mille sacs, — deux cents piques, — des poudres, — du plomb; — le tout dans huit jours.—Il offre de faire venir douze milliers de poudres. Il faut que les habitants se fournissent d'arquebuses, mousquets, hallebardes, etc....]

[28 *août.* Chaque compagnie de gens de pied payée par la ville, se compose d'un capitaine, un lieutenant, un enseigne, — deux sergents, — trois caporaux, — trois empessades, — quinze mousquetaires, soixante-dix-sept soldats.]

[2 *octobre.* Le lieutenant expose qu'il a été mandé par Mme de Saint-Pierre, qui lui a remontré que MM. du conseil d'état se plaignent des défenses qui ont été faites le 19 août dernier, aux fermiers du nouveau et de l'ancien subside de l'entrée des vins, à celui du 20e, au receveur des traites domaniales, et au commis à la recette des aides de la ville, de vider leurs mains des deniers. — Sans cela la ville ne pourrait subvenir aux grands frais qu'il lui convient faire journellement. On maintient la conclusion.]

[21 *octobre.* De Laval, avocat au siége présidial, est emprisonné, de l'autorité de MM. du conseil d'état. — MM. du conseil de ville se transporteront vers MM. du conseil d'état à leur première assemblée, et leur remontreront l'importance dudit emprison-

qui eum bene garentizarent (*sic*), dixerant; unde dictus dicti archiepiscopi procurator, a dicto Moutizeau, ejus commissione, et ipsius conces-

nement fait de leur autorité, et que ce n'est de telle façon qu'il faut traiter les habitants de cette ville, et qu'ils avisent de ne plus entreprendre contre lesdits habitants, sinon qu'on avisera à l'empêcher.]

[*Même jour*. De l'ordonnance de MM., le registre du geôlier de Bonne Semaine a été déchargé de l'emprisonnement fait de M. de Laval, et défense faite au geôlier, sous peine de punition corporelle, de plus recevoir aucun habitant prisonnier, de l'autorité de MM. du conseil d'état. — On écrira au duc de Mayenne les traitements que font à la ville MM. du conseil d'état.]

[22 *novembre*. On présentera requête au juge royal, afin de faire assembler le peuple à son siége, pour nommer un député pour la noblesse, en remplacement du sieur de Guizancourt décédé.]

REGISTRE XVII.

[25 *février*. Élection du conseil.]

[24 *février*. Constitution des trois bureaux toujours aux mêmes clauses. On compose aussi neuf bureaux, chacun de deux membres, pour la recherche des défaillants des portes, rondes et remparts, et pour la condamnation des défaillants. — Chaque bureau se tient douze jours entiers. — Aucun des conseillers de l'église n'en fait partie.]

[4 *mars*. Les habitants du bourg de Chacre, dont les maisons ont été détruites, obtiennent la permission de les reconstruire sur le marché à la laine.]

[26 *mars*. Argent prêté aux députés des trois états, qui se trouvent en cette ville. Les députés nommés sont du Berri, du Ponthieu, de Rouen, d'Alençon, etc., etc.]

[4 *avril*. Le lieutenant dit que la veille, d'après le mandement de Mgr le cardinal de Plaisance, il le fut trouver, lequel lui donna charge de remercier la présente assemblée du bon traitement qu'il a reçu en cette ville, et lui fit entendre qu'il s'acheminait en l'armée du duc de Mayenne, principalement pour solliciter des princes catholiques de procéder à l'élection d'un roi très-chrétien et très-catholique; et si lui a ledit cardinal fait entendre, que M. de Saint-Pol était d'avis que la ville envoyât députés de son côté. — Le conseil conclut à l'ajournement.]

[8 *juin*. Saint-Pol demande au prince de Parme, qui vient de délivrer Rouen, de faire le siége d'Épernay. Celui-ci y consent, pourvu que Reims fournisse les munitions. Elle les fournit. — Épernay est pris, puis repris par Henri IV.]

[10 *juillet*. Conseil général aux Cordeliers. — On fera une taille de 20,000 écus, pour payer les frais du siége d'Épernay. Un tiers se lèvera sur les habitants du plat pays, en obtenant des lettres de Mayenne. Des deux autres tiers, le clergé payera 28 du 100.]

[23 *novembre*. Le procureur de la communauté requerra le procureur du roi, de présenter requête au siége royal de cette ville, pour faire assembler le peuple afin d'avouer la nomination faite ci-devant des députés pour assister aux états-généraux, attendu la surannation de leur nomination.]

REGISTRE XVIII.

[24 *mai*.] Sur la lecture faite au conseil, des lettres escrites par M. Moët, procureur de la communauté, et desputé de la ville de Maizières aux estats-généraux assemblés à Paris, par laquelle il nous mande que l'on dit que le roi de Navarre est non-seulement en volonté de se faire catholique, mais aussi en résolution, qu'estant informé que c'estoit la plus certaine et ancienne religion, et que bientost on en verroit les effects, et ce pendant il accordoit une tresve de trois mois. — Conclud qu'il sera escrit au duc de Mayenne, qu'il court un bruit tout commun en ces quartiers, que l'on veut entendre à quelque tresve et cessation d'armes avec le roi de Navarre, pour trois mois, sous les promesses frivoles qu'il fait; qu'il plaise à monseigneur n'ajouter foi aucune auxdites propositions, comme nous croyons qu'il ne fera, pour tant et infinies raisons et exemples; premièrement pour estre

sione, appellaverat; quibus appellacionibus conten[p]tis, et contra eas temere actemptando, dictus Moutizeau, predictum cridum perfecerat,

ledit roi de Navarre hérétique dès la mamelle, relaps et excommunié; considéré aussi le serment de la sainte union, réitéré et juré sur le précieux corps de N.-S. Jésus-Christ, de ne jamais reconnoître le roi de Navarre, ou autre hérétique, fauteur ou suspect d'hérésie, pour roi de France; l'importance de ne séparer les estats sans eslire un roi catholique, et qu'il lui plaise faire qu'ils ne se séparent sans y pourveoir. — On escrira aussi à nosseigneurs des estats, ensemble à M. Frison, lieutenant criminel, nostre député, à M. Moët, procureur des habitans, et aux villes de Rethel, Maizières, Laon, Troyes, Soissons, etc., etc. »

[9 *aout*. Le lieutenant rapporte que M. de Saint-Pol lui a fait entendre que plusieurs habitants l'ont été trouver en son logis, et lui faire plainte de ce qu'on avait chassé P. Simonet, prévôt forain, et les autres......... — Conclu que pour cette fois, et sans préjudicier à l'autorité du conseil, que l'on se retirera vers M. de Saint-Pol, et sera prié de confirmer la conclusion de céans, qui ordonne la mise hors de cette ville des séditieux. M. de Saint-Pol sera prié de se trouver en la maison de ville, ou bien en son logis, et qu'il y soit mandé dix ou douze des plus notables qui ont été là faire plaintes.]

[10 *aout*. Conseil présidé par Pillois, Saint-Pol présent. — Sur la plainte faite par le sieur de Vraulx et autres, de ce que l'on avait chassé P. Simonet et autres..., sans avoir gardé la forme de justice, requérant qu'ils soient rappelés et mis en justice ordinaire. — Le lieutenant a dit qu'en tel temps de guerre comme nous sommes, on n'a accoutumé garder les formes ordinaires....; que semblable fait était arrivé en 1567, de Vraulx lui-même étant lieutenant, et ayant fait chasser de la ville Lancelot de la Salle..... — M. le maréchal de Saint-Pol a remontré que les divisions qu'il voit présentement entre les habitans seront cause, continuant, de perdre et l'un et l'autre, admonestant icelle assemblée de s'unir ensemble, et penser à la conservation de notre religion...., et de cette ville, ne recevant aucun hérétique pour roi, nommément celui de Navarre...., et ne tenir aucuns propos à son avantage. — A été ordonné qu'il sera avisé sur le rappel requis. — A été promis par toute l'assemblée de vivre et mourir en la religion catholique...., et ne recevoir le roi de Navarre.]

[11 *aout*. Le lieutenant rapporte que Saint-Pol lui a fait entendre, qu'il est infiniment importuné par madame de Saint-Pierre, de faire rentrer E. de la Salle; et, suivant la remise et disposition qui lui en a été faite par le conseil, il désire qu'il rentre, et prie la présente assemblée de trouver bon s'il le fait rentrer. — Conclu que MM. du conseil se transporteront vers madame de Saint-Pierre, et la supplieront de croire qu'on désire de lui porter tout honneur; et puisqu'elle désire que E. la Salle rentre, nous lui permettrons. — Sera pareillement remontré à Saint-Pol l'importance de faire rentrer les séditieux; toutefois, pour le respect de madame de Saint-Pierre, qu'ils rentrent, pourvu qu'ils présentent leur requête au conseil, et à charge qu'ils ne se trouveront ci-après aux assemblées publiques.

[*Même jour*. Au bureau du conseil. Sur la requête présentée par E. La Salle, P. Simonet, etc., etc., à Mr Saint-Pol, sera fait réponse que les lieutenant et gens du conseil, avec mûre délibération, ont ordonné qu'ils sortiront de la ville, sauf à aviser, sur leur requête, dedans quel temps il leur sera permis de rentrer; ce qui n'a été fait sans grande occasion, comme apparoîtra par information...., le tout ayant été communiqué à Mr de Saint-Pol, avant que rien exécuter. Toutefois, si pour quelque considération Mr Saint-Pol trouve bon, quant à présent, rappeler les susdits, déclarent les lieutenant et gens du conseil, qu'ils ne le veulent empêcher, le suppliant leur faire défense de plus commettre semblable cas, à peine de la vie, et de eux trouver aux assemblées publiques.]

et una cum hoc predicti Cordier, Walet, et alii ex dictis habitantibus et scabinis dicte ville, predictum cridum per quadrivium ipsius ville

[20 *décembre*, au conseil, où présidait Pillois, lieutenant, y étant Mr de Saint-Pol, qui s'est retiré après la proposition; outre les conseillers, il y a plusieurs gens de robe, et quelques capitaines.]—P. Simonet, prévost de la prévosté foraine, présent en la chambre du conseil, a dit qu'ayant esté chassé de l'autorité de céans, et remis par Mr de Saint-Pol, il protesta dès lors que s'il savoit quelque chose contre la respublique, et important à Mr de Saint-Pol, il l'en avertiroit. Et depuis ayant descouvert et esté averti par un nommé A. Bouchette, bourgeois, lequel un jour lui fit entendre, par un discours en forme de songe, lui disant que, un jour de samedi, ils devoient faire entrer en ceste ville un nombre de gens desguisés, et faire un corps de garde devant Nostre-Dame, et avec trois cens habitans qui pouvoient estre du parti du roi de Navarre, se saisir de MM. Pillois, lieutenant, Souïn, Parent et autres, et iceux faire mourir ou les garder; et estoient de ladite exécution Bouchette et Mitouart *, chapellier, et devoient tenir d'autres moyens pour exécuter ladite entreprise; que J. Le Bel le jeune avoit fait un voyage vers le roi de Navarre, duquel il avoit rapporté un chiffre. —Et sur ce que monseigneur le mareschal a dit qu'il a vu et fait voir la garde qui se faisoit, tant aux portes que de nuit sur les remparts, laquelle garde se fait par les plus pauvres gens de la ville, mal armés et équipés, en sorte que s'il advenoit que les ennemis voulussent entreprendre par escalade, la ville seroit en danger d'estre perdue, d'autant que ceux qui en font la garde, ayant travaillé tout le jour, las et recrus, assoupis, travaillés et tépides, au lieu de résister, abandonneroient leur garde; qu'il nous a par plusieurs fois représenté le danger, à quoi n'aurions pourvu; que doresnavant si nous ne voulions y apporter autre ordre, il estoit en volonté nous laisser et remettre sa charge de gouverneur entre les mains de monseigneur de Mayenne, plustost que de demeurer avec nous en l'estat qu'il voyoit les

* Le procès fait contre ce personnage se trouve portef. K, n° 80. Voici quelques-unes des questions posées à Mitouart : « Enquis à cause de son emprisonnement, s'il sait pas bien que c'est pour une entreprise qui estoit faite contre ceste ville de Reims? —Si lui et autres de son parti devoient pas faire entrer en ceste ville un jour de samedi des gens de village ou gens de guerre, et faire le lendemain, jour de dimanche, des corps de garde en plusieurs lieux, et estant les plus forts daguer les habitans?—S'il n'a pas dit : qu'il falloit empescher les garnisons que on vouloit avoir pour la conservation de la ville, et conseillé plusieurs de ce faire? — Si le jour qu'on assembla le conseil général, pour savoir si on en prendroit, il n'y estoit pas, et commist plusieurs insolences? — S'il n'estoit pas au palais royal le jour qu'on assemble plusieurs habitans de ceste ville, pour conclure si on prendroit garnison?— Quel propos il tint ledit jour à Me Raoul Polonceau, avocat, qui y estoit aussi?—Quels hommes estoient avec lui lorsqu'il fust constitué prisonnier? — S'il n'a pas ouï dire à Jean Le Bel, fils du trésorier Le Bel, qu'il avoit esté par devers le roi de Navarre, lui faire entendre l'estat de ceste ville, et lui avoit baillé un chiffre afin de lui escrire souvent?—Si ledit Le Bel lui a pas dit peu auparavant que de partir pour aller aux champs, qu'il s'en iroit à Paris, et delà iroit vers le grand Monsieur, parlant du roi de Navarre?—Si, sont six semaines, ou environ, il eut pas dispute avec J. Pinchart, cordonnier, au logis où pend pour enseigne l'ange, estant de la garde de la porte?—Si, devisant du temps calamiteux, le [illegible] janvier, il dit pas : Je voudrois que tous ceux qui sont causes de la guerre, fussent pendus? — Si ledit Pinchart ne lui fit pas response que c'estoit le roi de Navarre, et que s'il estoit bon catholique nous serions en paix? — S'il ne dit pas que le roi de Navarre estoit plus catholique que ceux qui en parloient, et que si ledit Pinchart estoit où il a esté depuis peu de temps, et il tint pareils propos, on lui romproit la teste et que lui-même si il y estoit, il lui romproit. — De quelle religion il est? — S'il ne tient pas le parti contraire à la sainte union? — S'il ne sait pas qu'il y a un rosle de ceux qui tiennent le parti contraire à la sainte union, et est ès-mains de N. Bourguet, demeurant à Reims, et auquel il a signé? — Quels au-

remensis, et in banno dicti archiepiscopi rursum fecerant; unde, et quatenus predictum cridum per ordinacionem et commissionem pre-

affaires de nostre ville....; que d'ailleurs la tresve alloit expirer, et qu'il falloit se préparer à la guerre; que le cas advenant, il ne nous pouvoit assurer de nous secourir estant investis sans y penser; que advenant que l'on continuast la tresve, attendant la résolution du pape, de nos princes catholiques et du général, ledit sieur gouverneur s'y veut joindre, et acquiescer et s'y conformer; ne veut se diviser de la cause générale des princes françois, ne faire colonne à part, et que attendant la résolution de Rome, ne se faut nonchaloir, et craindre les surprises qui se peuvent brasser par la fréquentation des ennemis avec ceux de nostre ville; nous a proposé de prendre cinq à six cens hommes de pied pour la garde de la ville, et pour supporter la fatigue de la garde pendant l'hiver, durant quatre mois, attendant meilleur succès; que si d'aventure nous n'avons argent prest, qu'il payera lesdites compagnies, en lui promettant remboursement; que si au bout de quatre mois il se trouve qu'il ne soit besoin les laisser, il les renverra, et s'il est nécessaire les conserver, il se fera payer d'autres deniers que les nostres.—Conclud que l'on entretiendra trois cens hommes de pied, payés par les habitans, et commandés par MM. du conseil. Le mareschal sera prié se contenter de ce nombre. »

[30 *décembre*. Conclu que le procureur des habitants se joindra au procureur du roi, au siége présidial, contre Th. Bouchette, N. Bouchette, cordonnier, J. Mitonart, chapelier, N. Bourguet, J. Le Bel le jeune, N. Roger, notaire royal; et seront MM. de Paris et Feret, récusés.]

[10 *janvier* 1594. Saint-Pol entre au conseil et dit que, depuis qu'il a fait entrer les gens de guerre en cette ville, plusieurs habitants ont été vers lui pensant mettre division entre lesdits habitants; qu'il s'est fait courir plusieurs faux bruits, qu'il vouloit faire dresser une citadelle, qui est une invention de division à quoi il n'a jamais pensé; qu'il entend se conformer en tout à la volonté de notre

tres habitans ont signé avec lui? — Quelles personnes il connoist en ceste ville tenant le parti contraire à la sainte union? — S'il n'a point parlé à plusieurs habitans, et conclu entre eux de faire entrer le roi de Navarre en ceste ville? —[Des complices de Mitonart, entrautres N. Bourguet, en avoient appelé au parlement et y avoient obtenu l'arrêt suivant:] « Vu par la Cour le procès criminel fait par le grand prévost de Champagne, à la requeste du substitut du procureur général au baillage et siége présidial de Reims et des habitans joins.... contre N. Bourguet, etc.... appelant de la sentence contre lui donnée par Me Remi Bourgeois, N. Noiron, conseiller au siége présidial, et autres avocats audit siége.... dit a esté qu'il a esté mal jugé et bien appelé.... ordonne que N. Bourguet sera eslargi.... condamne les habitans à 1 escus soleil, ès dommages et intéreste de N. Bourguet.... enjoint la cour aux maire et eschevins et à tous habitans.... de reconnoistre le roi Henri IV, roi de France, pour leur roi et seigneur.... à peine de confiscation de corps et de bien, [1er avril 1594.] » — Cet arrêt demeura quelques mois sans exécution, Henri IV n'étant pas encore reconnu dans Reims. Le duc de Guise, qui avait tué le maréchal de Saint-Paul le 25 avril 1594, y entretenait l'esprit de rébellion pour rendre plus favorable son traité avec Henri IV. L'édit de novembre suivant remit les Rémois dans l'obéissance du roi. N. Bourguet se pourvut aussitôt au parlement pour les dommages en intérêts qui lui avaient été adjugés, en obtint une commission, le 26 novembre et, fit faire commandement aux habitants, en parlant à G. Cocquillart, procureur syndic, d'assembler le conseil pour payer les 50 écus. Le conseil s'assembla le 20 janvier 1595, et, sur la réponse peu favorable du lieutenant Rousselet, N. Bourguet fit une saisie entre les mains de Claude Le Dieu, receveur de la ville, de Gérard Rolland, fermier de l'aide de Reims, et de M. Saulnois, fermier du 4e et consors.... La ville prétendait que les prétentions de Bourguet étaient annulées par les art. 18 et 19 de l'édit de réunion. = P. D'Amour, conseiller d'État et surintendant de la justice et police dans la province de Champagne, prit connaissance de cette contestation pendant le séjour qu'il fit à Reims en août, et la termina en faveur de Bourguet, par une ordonnance en date du 13 octobre 1595.

dicti Petri de Bezennes locum tenentis dicti cappitanei remensis et [*sic*, se?] dicentis, factum fuerat et fiebat, dictus procurator dicti archiepi-

saint père, et du général, dont il ne se veut séparer, et nous assistera toujours. — Outre ce, il a fait entendre que l'occasion pour laquelle il a mis des gens de guerre au château de Porte-Mars, a été que lorsqu'il lui sera nécessité d'aller trouver monseigneur de Mayenne, ou aller en quelque affaire pour le général, il lui seroit besoin mener des gens de guerre et en tirer de cette ville; alors les mal intentionnés pourroient faire quelque sédition ou surprise; il a mis, et entend détenir lesdits gens de guerre au château]

[26 *janvier*. Sur ce que le lieutenant a représenté, que ayant eu aujourd'hui avis que les soldats qui sont au château de Porte-Mars avaient terrassé les deux portes de derrière, il se transporta audit château pour y entrer, et néanmoins lui fut refusée l'entrée dudit château. — Conclu a été que on se transportera vers M. de Saint-Pol, et lui sera remontré que de tout temps les habitants de cette ville ont entré et sorti librement audit château, et mis quelquefois des gardes, sentinelles, artillerie et munition de guerre, et ont les sentinelles passé en derrière dudit château; à ce qu'il lui plaise maintenir les habitants de la ville en leurs priviléges.]

[29 *janvier*. Le maréchal a fait mander les capitaines, lieutenants, enseignes des compagnies des habitants, et les a requis faire la promesse qui sera bientôt transcrite. — Conclu que tout le conseil assemblé avec les capitaines, se transportera vers le maréchal, et offrira de jurer avec les capitaines et le sieur maréchal ledit serment, y apposant l'autorité de la ville, et avec les modifications qui se trouveront nécessaires.]

« Nous, lieutenant et gens du conseil de la ville de Reims, capitaines des compagnies des habitans, lieutenans et enseignes d'icelles, en continuant le serment solemnel par nous fait pour la conservation de la sainte union, promettons et jurons devant Dieu, que si nous sayons chose quelconque qui importe en ce parti ou sur ceste ville, ou qui importe particulièrement à la personne de M. de Saint-Pol, nostre gouverneur, ou de iceux qui lui touchent, tant gens de guerre que autres, lui promettons et jurons tous devant Dieu que nous l'en avertirons et nous joindrons avec lui pour empescher que tel mal n'arrive; et aussi nous promet M. le mareschal nous maintenir, et tous les bourgeois, manans et habitans de la ville, en nos droits, franchises, libertés, priviléges, honneurs et charges, et qu'il ne consentira que on attempte ou entreprenne aucune chose contre nous et nos droits, nous promettant de mourir avec nous pour la conservation de nostre sainte religion, et de la ville. »

[On fait deux doubles du serment, dont l'un reste à Saint-Pol, l'autre à la ville.]

[5 *février*. Pillois préside. Présents Robillart, grand vicaire; Leroi et Dorigny, sénéchaux; de Vaux, Souin, Parent, Mimyn, Bazin, N. Godinot, Boisset.] Sur ce que le lieutenant a proposé, attendu qu'on fortifie le chasteau de Mars, revenant M. de Saint-Pol, si on le laissera entrer avec grand nombre de gens de guerre; et joint ce qui a esté rapporté par P. Cocquillart, sergent royal, que M. de Boissieux lui avoit donné charge de faire entendre au lieutenant que le mareschal se déliberoit faire une citadelle en ceste ville, la response faite par le lieutenant, qu'attendu la querelle du sieur de Boissieux avec Saint-Pol, jointes les promesses qu'il nous a faites, il n'auroit pu croire ledit avis véritable; et sur ce qui a esté aussi proposé, que les soldats qui sont audit chasteau se fortifient, et ont osté les terres estant au-devant d'une arche, pour faire une sortie aux champs; — conclud qu'il sera envoyé un homme de créance vers monseigneur de Mayenne, pour lui faire entendre tout ce qui s'est passé pour le chasteau de Porte-Mars, et comme M. le mareschal le fait fortifier contre ses promesses. »

[7 *février*. Après la moutre des compagnies de gens de pied, le peuple s'est ému; il y a eu prise d'armes contre les soldats (quel-

scopi a dicto de Bezennes, et ejus commissione, appellaverat. Insuper dicebat dictus archiepiscopus, quod pro, super premissis, provisionem

ques-uns ont été tués), sur ce que les habitants ne veulent permettre qu'il y ait aucuns soldats au château. — On enverra vers le duc de Guise et le maréchal, leur remontrer le tout. On priera madame de Saint-Pierre d'écrire. — On ne recevra Saint-Pol dans la ville, qu'avec sa suite ordinaire.]

[27 *février*. On enverra les mandements aux paroisses, pour nommer les paroissiens qui éliront les officiers de la ville, sans que ceux qui ont été désarmés, emprisonnés, et autres suspects d'hérésie, et ceux qui n'ont juré le serment de l'union, soient reçus à nommer ou être nommés. — R. Féret, capitaine, touche ses gages comme les autres officiers.]

[6 *mars*. Election. Elle est fort tumultueuse. Les uns veulent empêcher le nouveau lieutenant, François Rousselet, avocat au siége présidial, de présider; les autres veulent nommer conseiller Pillois, l'ancien lieutenant : on est obligé d'ajourner l'élection. Pillois est élu. — Composition des bureaux, et le reste, comme à l'ordinaire.]

[10 *mars*. Saint Pol dit qu'il entend avoir les clefs de la ville, qui ont été reprises au capitaine Féret, et que, lors de son absence, chaque conseiller les garde tour à tour. On les lui refuse. — Nomination d'auditeurs pour les deniers communs, et autres.]

[16 *mars*. Saint-Pol, la veille, a envoyé trois capitaines des garnisons de cette ville à la fermeture des portes, pour s'emparer des clefs du capitaine. — Le lieutenant se transporte vers Saint-Pol, pour le supplier, suivant la conclusion dernière, de ne rien innover, ce qu'il refuse d'accorder. Néanmoins le lieutenant a dit qu'il entendait les ravoir. — Conclu qu'attendu que Saint-Pol entend, de son autorité, avoir les clefs du capitaine de la ville, elles lui seront accordées, en donnant par lui ordonnance et décharge, et d'en dedommager la ville envers qui il appartiendra, et les mettre aux mains des conseillers quand il quittera la ville; et seront les clazeniers déchargés.]

[22 *mars*. Assemblée générale. On lève 6,000 écus pour les gens de pied.]

[9 *avril*. Saint-Pol annonce au conseil qu'il va à Bar-le-Duc, vers Mayenne, et que, pour conserver la ville en son absence, la présence des gens de guerre est nécessaire. Il offre et on accepte un prêt de deniers pour leur solde.]

[20 *avril*. Les paroissiens de Saint-Michel ont fait donner assignation aux habitants, par-devant le bailli de Vermandois, pour voir être dit que dorénavant ils auront voix aux paroisses de cette ville, pour la nomination des officiers. — Conclu qu'il leur sera accordé, au nom de la communauté, qu'ils puissent nommer chaque an quatre paroissiens, pour bailler voix à l'élection.]

[22 *avril*. Liste de ceux qui se prétendent exempts de la levée de deniers qui se fait pour les gens de pied, et qui y seront compris : — L. Cauchon, président au siége présidial; Goujon, lieutenant audit siége; N. Auceret, receveur; J. Le Bel, contrôleur; Lelarge, notaire royal; Bignicourt, sergent royal : tous y seront compris, d'autant qu'ils ont offices, encore qu'ils ne soient mariés. — Liste de ceux qui ne sont pas compris à la levée. — Le sieur R. de Montlorens, attendu qu'il est de la maison de M. de Saint-Pol; le sieur de Condé, le sieur de Cramaut; M. le grand prévôt de Champagne, ses lieutenant et archers, etc.]

[25 *avril*. Attendu la mort arrivée de M. le maréchal de Saint-Pol *, on se transportera

* Le portefeuille Q, n° 12, nous a fourni sur Saint-Pol la notice suivante, écrite par Simon Cocquebert, conseiller au présidial de Reims.

« Henri le Balafré, gouverneur de Champagne et de Brie, chef de la ligue, tâcha de se rendre maître absolu des villes de son gouvernement. Il vint en personne à Reims vers le milieu d'octobre 1586, et y laissa comme son lieutenant le S[r] de Saint-Pol, l'une de ses principales créatures, sur lequel il se reposoit beaucoup, le connoissant homme de conduite et de grand courage.

« Après les Barricades (12 mai 1588), Saint-Pol,

habendum de eisdem, quod, narracione facta, dictus archiepiscopus certas licteras a uobis obtinuerat, per quas mandabamus informaciones

vers monseigneur de Mayenne et monseigneur de Guise, et seront suppliés de nous maintenir en la cause générale de la sainte-union; seront aussi suppliés de nous donner deux ou trois cents hommes de guerre pour la conservation de la ville, entretenus sur les deniers royaux, et de retirer les garnisons qui sont au château de Porte-Mars, et le mettre à la disposition des habitants; et, au cas qu'ils fassent ouverture d'un gouverneur en cette ville, ils seraient suppliés ne mettre gouverneur particulier en la ville,

qui étoit à Paris, et qui avoit même sauvé la vie au duc la veille des Barricades, vint promptement à Reims, où il se rendit maître de la ville au nom de son maître; après le meurtre de Blois (23 décembre 1588), Reims embrassa ouvertement et fortement le parti de la ligue, et le comte de Saint-Pol y commanda pour ce parti.—Après le meurtre d'Henri III, Reims s'unit encore plus étroitement à la ligue sous l'autorité du duc de Mayenne et sous celle de Saint-Pol, qui, en vertu d'une commission du duc de Mayenne, prenoit le titre de lieutenant général en Champagne pour ceux de l'union.

« Le maréchal d'Aumont qui commandoit une armée royale en Champagne, s'approcha des murailles de Reims pour en faire le siége. Saint-Pol qui étoit alors dans Reims, où il avoit fait entrer du secours, et que le duc de Mayenne venoit de faire maréchal de France, fit une vigoureuse sortie, obligea d'Aumont à se retirer promptement, et gagna ensuite une bataille à Saint-Amand, près de Vitry-le-François, contre l'armée royale.

« Vers le milieu d'août 1591, Charles, duc de Guise, fils de Henri, étant sorti de Tours où il étoit détenu prisonnier, vint à Reims où il fit son entrée solemnelle comme gouverneur de Champagne. — Sa présence arrêta l'ardeur de ceux qui tendoient à s'approprier quelques-unes des principales villes de cette province, et particulièrement détourna les secrets desseins de Saint-Pol, qui, cependant, continuoit à s'emparer de quelques villes de cette province, et qui alors même fut fait gouverneur de la nouvelle citadelle de Maizières, que la ligue venoit tout récemment de fortifier aux dépends de Philippe II.

« En juin 1592, Saint-Pol assiégea et prit Épernay, avec les troupes de Mayenne et de Guise. Cette ville étoit occupée par les troupes que Henri IV y avoit laissées. — Henri IV la reprit bientôt, et y mit garnison, pour empêcher les courses de Saint-Pol qui se trouvèrent resserrées entre Épernay et Chaalons, toutes deux occupées par des troupes royales.

« Après l'abjuration du roi...., les ligueurs de Reims firent mettre une forte garnison dans la ville, et emprisonner plusieurs des plus notables habitans. Saint-Pol en profita pour s'emparer du château Porte-Mars, et se rendre maître absolu de la ville au commencement de 1594. Cependant la veuve de Henri le Balafré traitoit avec Henri IV de la réconcillation de ses enfans.... Dans l'un des pourparlers tenus à cette occasion, le roi lui dit que Reims n'étoit pas à eux, qu'il l'auroit quand il voudroit, etc., etc.... Dès lors Saint-Pol devint suspect aux Guise. Mayenne étoit alors venu à Reims avec le duc de Guise, et tous deux devoient, le 25 avril, jour de Saint-Marc, se rendre à Soissons, pour donner quelques ordres touchant leurs affaires.... Saint-Pol les avoit priés à déjeuner dans une maison du cloître Notre-Dame où il étoit logé...., et sur les huit heures et demie du matin, il alla prendre les princes à l'abbaye Saint-Pierre où ils étoient descendus, et dont l'abbesse étoit Renée de Lorraine, tante de Mayenne; après avoir entendu ensemble une messe en l'église de l'abbaye, le duc de Guise dit qu'ils iroient bien à pied jusques chez Saint-Pol. Mayenne resta encore quelque temps après leur départ dans le parloir de l'abesse, lui parlant en particulier. — Chemin faisant le duc de Guise s'appuyoit familièrement sur Saint-Pol et le joignoit de fort près. Quelques-uns disent même qu'alors il tâta pour s'assurer si Saint-Pol n'avoit pas une chemise de mailles qu'il portoit de coutume; ce jour-là Saint-Pol avoit négligé de s'en munir, et le duc chercha dès lors un prétexte pour lui faire querelle. Étant arrivés au bout de la rue Saint-Étienne du côté de l'abbaye Saint-Pierre, Guise demanda brusquement à Saint-Pol pourquoi il avoit augmenté la garnison, sans avoir pris son avis? à qui Saint-Pol répondit arrogamment qu'il avoit dû pourvoir à la sûreté de la ville en son absence. Le duc répliqua d'un ton vif, et qui marquoit son mécontentement, qu'il auroit fallu l'avertir auparavant, et là-dessus prendre ses ordres; Saint-Pol, portant la main à son épée, ajouta qu'en cela il avoit fait ce qu'il avoit dû faire, et que les gouverneurs des provinces n'avoient point de droits sur les maréchaux de France. Le duc of-

super premissis fieri, et culpabiles de eisdem in dicta nostra curia secundum nostri [*sic*, casus?] exigenciam comparituros adjornari; quarum licterarum virtute, predictus magister Petrus Pilory, dum vivebat dicti baillivi viromandensis locum tenens, ad dictam villam remensem se transportaverat, et postquam idem locum tenens certos testes super contentis in dictis licteris examinaverat, supradictus magister Johannes Chardon, dictorum habitancium laicorum remensium, et Johannes de Calvomonte, dictorum scabinorum procuratores se dicentes, ad dictum locum tenentem accessera[n]t et ipsi quod predictas licteras ac articulos super quibus dictas informaciones faciebat, et informacionem jam factam eisdem procuratoribus ostenderet, et quod certos articulos quos iidem procuratores sibi traderent, reciperet, et super ipsis se informaret, ad [*sic*, ac?] adjunctum non suspectum caperet, eidem locum tenenti

mais nous donner le prince de Joinville pour lieutenant au gouvernement de Champagne, et sera communiqué à madame de Saint-Pierre.]

[8 *août*. Sur ce que le lieutenant a dit, qu'il a entendu que M. de Guise traite avec le roi de Navarre; — Conclu a été, attendu qu'il est question d'un fait de conscience, et joints les serments solennels faits par les habitants de cette ville, que MM. de la faculté de théologie seront priés de s'assembler, et nous bailler avis comme nous nous devons gouverner en cette affaire.]

. . . .

fensé mit promptement la main à son épée, perça Saint-Pol, et le tua d'un coup qu'il lui porta avant que le maréchal eût tiré son épée du fourreau. Celui-ci tomba sur le pavé de la rue, proche d'une muraille, et au-dessous des fenêtres d'une maison canoniale, près du dehors de la porte du cloître. Quelques soldats de la garde de Saint-Pol voulurent sur-le-champ se jeter sur le duc et sur ceux qui l'accompagnoient, mais le peuple qui s'étoit approché au bruit, secourut le duc et ses gens, et contraignit ces soldats de se retirer promptement au château. Le cadavre resta pendant quelques heures étendu sur le pavé, et tout ensanglanté, exposé aux gens du peuple qu'il avoit tant vexé. Ainsi mourut ce maréchal qui, de très-basse naissance et de simple soldat, s'étoit élevé à de grands honneurs, et qui, s'assurant sur le secours des troupes d'Espagne, tâchoit de se rendre maître de la Champagne, ayant fait construire aux dépends de Philippe II une forte citadelle à Maizières, ville du comté de Réthel, où il pût se retirer en sûreté si les choses tournoient mal. Il ne fut regretté de personne. Sa veuve, logée avec lui dans le cloître, fut quelques heures sans faire enlever le corps. Vers trois heures elle le fit apporter en son logis, et le même jour, sur le soir, elle se retira à Maizières avec ses deux filles.... Quelques jours après elle y fit venir le corps de son mari qui y fut enterré en l'église collégiale; son cœur fut enterré en l'église des Dominicains de Reims, en la chapelle Notre-Dame-du-Rosaire, où il y a un cœur de marbre au pavé vis-à-vis l'autel. On y lit ces paroles : Ci-dessous gist le cœur de très-vertueux seigneur messire Anthoine de Saint-Pol, maréchal de France, et lieutenant général au gouvernement de Champagne, qui décéda le 25 avril 1594.

« Ce meurtre rendit Guise suspect aux ligueurs, mais facilita son accord avec le roi, car il le rendit maître absolu de la ville, où il mit une forte garnison, et voyant que les affaires de la ligue alloient mal, il fit son accord, promettant de remettre au roi Reims, Fismes, Rocroi, Montcornet, Guise, Joinville et autres, ce qui fut peu de temps après entièrement exécuté. La garnison que le duc tenoit dans le château, sortit entièrement hors de la ville, le château fut démoli par permission du roi, qui s'assura plus pour la garde et conservation de la ville, sur la fidélité des habitans, que sur leurs remparts. »

requisierant; idem vero locum tenens, quod per dictas licteras dictas informaciones secrete fieri mandabatur, et quod ob hoc nichil dictis procuratoribus communicare, neque dictos articulos recipere, cum id fieri non mandaretur, non debebat, ac quod pro suo adjuncto unum notarium acciperet jam eisdem procuratoribus responderat, unde dictus magister Johannes Chardon dictorum habitancium procurator, appellaverat; ut autem predicte informaciones perficerentur, et adjornamenta fierent, dicta appellacione ac aliis non obstantibus quibuscumque, dictus archiepiscopus alias licteras a nobis impetraverat, in vim quarum licterarum predictus Petrus Musart, prepositus de Fismes, predictas informaciones fecerat, et quia ipse predictos de Bezennes, Baudonetum du Molinet, Johannem Migaillot, et Guillelmum Bonbuef, de predictis excessibus culpabiles repererat, idem prepositus suam commissionem primo servienti nostro duxerat [*sic*, direxerat?], cujus virtute predicti culpabiles in dicta nostra curia adjornati fuerant; a quo preposito predicti Chardon et de Calvomonte, dictorum habitancium et scabinorum procuratores, appellaverant. Dicebat ulterius dictus archiepiscopus, quod predictam appellacionem, per dictum ejus procuratorem a dictis Vallet et aliis officiariis nostris interjectam, relevando, idem archiepiscopus certas licteras a nobis obtinuerat, quarum vigore Guillelmus Le Mimerat, serviens noster, informacione per eum super predictis attentatis prius facta, predictos Guillelmum Walet, Stephanum Cordier, Petrum de Bezannes, Baudonetum du Molinet, et Aubertum Le Moutizeau, tanquam de dictis actemptatis culpabiles repertos, in dicta nostra curia comparituros, predictis archiepiscopo, et procuratori nostro, si se partem facere vellet, super dictis actemptatis responsuros, adjornaverat; ex quibus, et quamplurimis aliis racionibus et causis, per dictum archiepiscopum propositis et allegatis, concludebat, petebat et requirebat, idem archiepiscopus, per arrestum dicte curie nostre dici et declarari, predictos baillivum remensem, locum tenentemque baillivi viromandensis, et prepositum de Fismes, bene processisse et expletasse, et dictos scabinos et habitantes laycos remenses male appellasse; et quatenus dictus archiepiscopus appellans extabat, dici eciam et declarari ipsum archiepiscopum, tanquam appellantem, bene admittendum esse, ac bene appellasse, et predictos Wallet, et

Cordier, male processisse et expletasse, predictosque defensores, ad dictos excessus et actemptata reparandum, ac quolibet (*sic*) ipsorum in emenda mile librarum, et ad prisionem usque ad plenam satisfaccionem tenendam, necnon predictos scabinos et habitantes ad compotum et *reliqua* de denariis per eos occasione fortalicii et reparacionum dicte ville levatis, vocato dicto archiepiscopo, ac ad *reliqua* in dictis reparacionibus implicanda, restituenda; dictosque scabinos et habitantes et defensores, et eorum quemlibet prout ipsum tangit, in expensis, dampnis, et interesse ejusdem archiepiscopi, condemnari.

Tandem predictis partibus in omnibus que circa premissa dicere [1], proponere, allegare et concludere voluerunt, ad plenum hinc inde au-

[1] Il se trouve dans les archives du royaume, section judiciaire, Plaidoiries, registre XXIII, fol. 216, une analyse des dires des parties, dans laquelle sont consignées quelques particularités qui n'ont point été insérées dans l'arrêt :

« Du deuxiesme jour de janvier M. CCCC LIIII (v. s.), entre les eschevins et habitans de la ville de Reims appelans du bailli de Reims, ou de son lieutenant, d'une part ; et l'archevesque de Reims, intimé, d'aultre; Poignant pour les appelans dit, que la cité de Reims est noble et bien ancienne, en laquelle les roix de France ont acoustumé prendre leur sacre et coronne, confine de Haynau, Liége, Lucembourg, etc., et bien y a besoing de bonne garde; et y a en icelle ville bien quatre-vingtz haultz justiciers; en aucuns lieux l'intimé a haulte justice, l'abbé de Reims [*sic*, Saint-Remi?], de Saint-Nicaise, le vidame, le chapitre de Reims, bien soixante-deux chanoines, et aussy lesdits eschevins, ont toute justice; et de tout temps au roy seul, et aux appellans soubz le roy, appartient le gouvernement de la cognoissance et disposicion totale de tous les affaires communes, en ce qui tousche la garde et fortification d'icelle, et tout ce qui en despend; le roy et les appellans en sont en possession et saisine, et d'eulx assembler pour ce, et faire criz et publications; et pour ce, chacun an, *in principio quadragesime*, sont esleus douze personnes pour l'année ensuivant; c'est assavoir d'un chacun quartier d'icelle ville trois, lesquelz ont toute ladicte administration; et combien que y ait plusieurs haultz justiciers en la ville, néantmoins aucun d'eulx n'y met empeschement; et ce qu'ilz concluent, le capitaine y est président pour le roy, pour monstrer que la chose est pour le roy; de ce ont plusieurs arrestz. Le prédécesseur arcevesque y veult mectre empeschement, mais bien informé s'en departy. Dit que l'an cinquante-ung, le pape donna indulgences générales à tous ceulx qui visiteroient l'église de Reims le jour Sainct-Luc, et à ceste occasion y afflue grant peuple; pour quoy le capitaine et eschevins et autres de la ville s'assemblèrent pour la def[fense?] et ordonnance qui de par le roy seroit publié, que chascun eust de l'eaue à son huys, et de nuyt feu à leur fenestre; les officiers de l'arcevesque en furent advertiz et délibérèrent faire les premiers lesdiz cris et publicacions, et prévindrent de quatre jours, durant la foire qui estoit à Reims; après en misrent en procès, pour avoir les amendes qui disoient estre de vingt-deulx solz; lors les appelans se trahirent devers l'arcevesque, et lui remonstrèrent les droiz et possession du roy, et que lesdictz criz estoient contre le roy et eulx. L'archevesque *tacite* confessa que à luy n'appartenoit, et leur respondi que lesdictz criz il avoit fait faire, pour ce qu'ilz ne les faisoient faire; et la chose mise en délay jusques à la Chandeleur; mais cependant les officiers de l'arcevesque voul-

ditis, et ad scribendum per modum memoriarum, et ad illas et quicquid tradere et producere vellent penes dictam curiam nostram, pro-

drent procéder contre ceulx qui disoient n'avoir tenu eaue à leur huis, lui remonstrant ce que dit est; et fut la chose mise en surséance que jusques à la Sainct-Jehan ensuivant; cependant.... après Pasques y ot foire de huit jours, qui est appelée la foire de la Cousturre; que lors l'intimé fit faire semblables criz, les appelans se trahirent devers ledit bailly, lui remoustrant ce que dit est, et le requistrent que révocast lesdits criz, lequel leur dict que c'estoit le droit de l'intimé, et que à lui appartient, et que pourtant il ne révoqueroit riens; dont appellèrent et relevèrent devant le bailli de Vermandois à Laon. Après ce par une anticipation, l'intimé veult faire faire informacion, soubz umbre que donne à entendre que les appellans ont fait monopole et conspiracion, sans donner entendre les droiz et possession du roy et des habitans, lesquels furent baillées à feu M. Pilory lors lieutenant du bailly de Vermandois, lequel secrètement se transportast à l'ostel Me Jehan de Vitry, official de Reims ouquel a entrée de son hostel, et léans se tint quatre jours, et faisoit teles informations que bon lui sembloit; les capitaine et eschevins se trahirent par devers lui, et requisrent, veu ce que dit est, qu'il voulsist surseoir; ou que semblablement il fist informacion de son costé, lequel le leur refusa, dont appellèrent; dict que l'appel fait du bailly l'arcevesque, de plein droit va à Laon, et là ont relevé, et pour ce céans n'y sont tenus de procéder; au regart de l'appel fait de Pilory, conclud pertinemment et à despens; à huictaine en reviendront.

« Jeudi neuviesme jour d'icellui mois;.... dit Poignant pour les appelans, que *pridie* tendoit, et encore tend, avoir congié en l'appel venant du bailly de l'arcevesque, par eulx relievé devant le bailly de Vermandois à Laon, quoy non obstant l'intimé fait venir céans; et se ny avoit congié, il y conclud pertinemment, et à despens: touchant l'autre appel fait de Pilory, dit que non obstant fait l'appel dudit Pilory, Pierre Musart, prévost ou lieutenant du prévost de Fismes, veult continuer les informacions et exploiz commenciez par Pilory; si lui remonstrent que ne y povoit ne devoit procéder oultre, le requistrent qu'il surseist, et que ce qu'il faisoit estoit attemptat; lui firent apparoir comment l'appel estoit relievé, et s'il ne surseoit, le requistrent que feissent informacion semblablement de leur costé, ce qu'il dénya; et dist qu'il procéderoit et parferoit ce que avoit commencié, dont appellèrent; conclud pertinemment, et à despens. »

« Luillier, pour l'arcevesque, appellant de Guillaume Walet et autres, et autrement, dit que à cause de son arceveschè est seigneur de la ville de Reims, au moins de la plus grant partie, le roy y prend son sacre par la main de l'arcevesque, lequel y a toute justice, *merumque et mixtum imperium*, et, quelque justice que autres y aient, il est le principal; chacun an les eschevins font le serement à l'arcevesque, et n'ont justice que de lui, et à l'arcevesque appartenoit le gouvernement des murs d'icelle ville; dit que l'an M CC XI, les eschevins vouldrent avoir les clefz et garde de ladicte ville, et que l'arcevesque ne povoit faire faire criz, touchans la chose publique, mais leur appartenoit, et en fut la question devant le roy Philippe, qui, *partibus auditis*, ordonna les clefz estre baillées à l'arcevesque, disant le roy qu'estoit tenu maintenir ce que l'arcevesque tenoit de luy; l'an XII vouldrent faire statuz dont l'arcevesque se plaigny audit roi Philippe, lequel, par sa lettre et chartre, manda aux eschevins et habitans obéyr à l'arcevesque; et que, se l'arcevesque ne leur pourveoit, il y pourverroit, et déclara que à l'arcevesque appartenoit faire les statuz et ordonnances. Le roy se transporta au lieu, et leur manda et commanda obéyr par les eschevins et habitans à l'arcevesque. Dit que l'an [M. IIIIc] LI, le pape octroya certain pardon général à Reims, qui est scitué *in confinibus regni;* si advisa l'arcevesque que expédient estoit faire criz et proclamacions, comme de

ducendis, ac in jure seu in arresto appunctatis; visisque per dictam curiam nostram licteris, expletis, et aliis documentis, una cum predictis

ne porter armes, mectre eaue ès huis, et lumières ès fenestres de nuyt, et que l'en gardast bien la ville, et que l'en fist bon guet; après lesdits criz, parties vindrent à luy, disant que n'estoit à luy à faire lesdictz criz; et car aucuns contempnèrent lesdictz criz, fearent adjornez à veoir déclarer la peine, qui pour eschever à la peine indicte, firent ladicte complaincte à l'arcevesque, et se vantèrent d'un arrest faisant mencion que bestail ne feust plus mis ès fossés*, et que par icelui avoit esté dit que, pour en faire le cry il appartenoit au roy. Au juedi après Pasques [la foire de Consture?] se tient chacun an à Reims, et pour ce l'arcevesque fit faire semblables criz de ne porter armes, etc., car il y afflue grant pueple. Et dit que, aux eschevins l'arcevesque avoit aux premiers criz, offert en croire les advocats et procureur du roy, pour monstrer que ledit arrest n'empeschoit point l'arcevesque à faire lesdictz criz; dit que lesdits criz faits à ladite foire de Pasques, parties vindrent au bailly l'arcevesque, le requistrent en grant nombre de révocquer; leur dist que n'avoit riens fait faire ou préjudice d'eulx, mais l'arcevesque estoit en la ville, et qu'ilz alassent par devers lui, et là seroit fait ce qui se devroit faire; que contempnèrent et appellèrent; et estoient parties en bien grant nombre comme conspiracion; et nommé d'eux l'un comme procureur des habitans laiz, et l'autre comme des eschevins, interjectèrent ledict appel, et sembloient bien qu'estoient mal meuz, et tousjours s'assembloient en plus grand nombre; si fut dit à l'arcevesque que bon seroit que se absentast pour la seureté de sa personne, lequel dist que ne cuidoit point avoir fait desplaisir aux habitans. Durant ceste esmeutte, un nommé Bonbeuf monta sur une pierre, criant : Noël! Noël! et commancea à faire criz de par les eschevins; lors le bailly le prist prisonnier, pour eschever au tumulte, car le pueple se assembloist fort; parties firent assemblées en divers lieux, et *hostiatim,* aloient disans aux habitans, afin de passer procuration : « Ne serez pas avecques le roy contre l'arcevesque? » et firent venir maistre Estienne Cordier, procureur, et Walet, lieutenant du bailly de Vermandois, pour par lui tout faire révocquer; par devers lequel l'arcevesque se transporta, et parla à lui, lequel lui dist qu'il avoit faict lesdicts criz contre ledict arrest. L'arcevesque lui dist qu'il lui monstreroit bien le contraire, et comme tousjours avoit joy de faire lesdicts criz; l'arrest fut fait pour temps de guerre, qui ne touchoit riens lesdits criz; Cordier s'informa outre, et avecques parties adverses; et aussi bien se devoit-il informer

* Le droit de disposer des fossés, réclamé par les échevins avant l'existence du conseil (voir la commission du 20 juin 1348, *Arch. adm*, vol. II), puis attribué aux échevins et au conseil par l'arrêt du 8 avril 1363 (voir *Arch. adm.*, vol. III), commençait vers le milieu du XVe siècle à être revendiqué par le conseil seul, ou du moins celui-ci ne paraissait pas très-ardent à maintenir les droits de l'échevinage, comme l'atteste un procès-verbal qui se trouve Arch. de l'hôtel-de-ville, renseign., et dont voici l'analyse :

[3 juillet 1452.] — Le chapitre, pendant la reconstruction d'un de ses moulins, avait eu besoin d'une prise d'eau, et l'avait faite sans congé dans les fossés de la ville. Les gens du conseil s'étaient transportés près des chanoines, et avaient obtenu qu'ils reconnaîtraient leurs droits à donner sur ce permission. Un acte avait été passé devant notaire; mais les chanoines n'avaient pas voulu qu'il y fût question des échevins, et les gens du conseil y avaient consenti. Les échevins députent aux chanoines capitulant leur procureur Maubrouet, qui expose : qu'aux échevins et aux habitants, tant par arrêt que par coutume, compétait et appartenait sous le roi le gouvernement et l'administration de la garde, fortification et emparement de la forteresse, en telle manière qu'il ne loist à aucun de faire aucun édifice au préjudice desdites garde et fortifications, sans le congé des échevins et habitants.... De plus, en toutes choses, et en tous procès, les échevins sont chefs des habitants, et les premiers nommés... Le chapitre convient de tout cela, et en donne acte

memoriis per dictas partes dicte nostre curie utro citroque productis, ac consideratis considerandis, et que curiam nostram in hac parte mo-

du costé de l'arcevesque dont ne fit riens, ainsois incontinent envoya Aubert Motizeau faire certains criz; lors le procureur de l'arcevesque appella de Motizeau, dudit Cordier, et autres, et de leur commission; quoy nonobstant firent les semblables criz que avoit fait faire l'arcevesque, et ne leur souffisist pas se seulement ne faisoient lesdits criz en la terre et justice dudit arcevesque, et ailleurs ne les firent; car combien que l'abbé de S. Remy en sa justice fist semblables criz, ilz ne lui demandèrent riens; l'arcevesque fit faire ses criz le juedi, et parties le samedi ensuivant, dont l'arcevesque appella : l'arcevesque obtint lettres du roy pour faire informacion de son costé; Pilory, lieutenant, se transporta à Reims pour ce faire, auquel vindrent parties, et le requistrent que leur monstrat sa commission, et que de leur costé il s'informast, lequel respondist que l'informacion qu'il faisoit estoit secrète; au regart de faire informacion de leur costé, se avoient à ce commission, voulentiers la feroient; mais se ne bailleroient le double de la commission, faire ne le devoit; dont appellèrent; l'arcevesque obtint autres lettres adrécées au prévost de Fisme, pour parfaire ce que avoit commancie Pilory, auquel parties furent semblablement requises, et pour ce que ne leur fist ce que demandoit, appellèrent de luy; ledit prévost adjourna les coulpables nommez ez exploiz; si conclud du costé de l'arcevesque tout pertinemment ès causes d'appel. Lesdits tumultes furent faictz durant les broilliz de Gand et de Tournay, et estoient bien douze cents assemblez, à quoy conclud à amende honorable ès lieux, et céans, ainsy que la court advisera, et à quatre mille livres, et chacun pour le tout, défenses de ne plus faire teles assemblées; et Wallet, Cordier, et autres nommez ez exploiz, chacun en cinq cents livres pour les actemptatz, et chacun des autres pour leurs excez, pour raison desdits tumultes et assemblées, ès dites quatre mille livres tournois chacun pour le tout, ou que teles, etc... Dit que ne font à recevoir, car s'ilz sont appellans pour tous les habitans de la ville, ne font à recevoir, car leurs criz ne comprenoient que leurs subgectz, et ceulx qui sont du ban l'arcevesque; et fault dire que y a trois appellans, car il ont fait troiz procurations particulières, l'une de ceulx du ban de Sainct-Remy, de la ville, et des eschevins; et par assemblée que aient faite, n'ont pu passer les habitans procuration sans congié du seigneur, ce qu'ilz n'ont fait, ainsy est l'appel désert. Dist que les eschevins font le serement à l'arcevesque, lequel les crée; or, veulent dire que ont créé et fait Bezannes lieutenant du capitaine, et que de l'autorité d'icellui lieutenant ilz se sont assemblés pour passer la procuration, et toutesvoies le capitaine ne le lieutenant n'ont en la ville quelque juridiction ne justice; bien a le regard sur les fossés de la ville; sont à Reims bien trois mille feux, et en la procuration ne sont pas plus de trois cens; de leur auctorité ont mis sus une taille pour poursuir ces procès, ce qu'ils n'ont peu faire; dit que *ex quo* l'arcevesque a haute justice, et gouvernement de la police, si Dieux plaist, il peut bien faire criz, et est bien cler que l'appel n'est recevable ne valable, car les criz sont raisonnables, et eulx-mesmes ont fait les semblables; ainsi ne font à recevoir à les impuner; si conclud ès dits appellans à fin de désertion, fin de non recevoir, *alias* mal appellé, et denié, par ordre et despens. Est d'accord que la ville de Reims est bien noble; et se la seigneurie de l'arcevesque est bien privilégiée..., veu que l'arcevesque consacre le roy, et en ses mains fait faire le serement de garder l'église; l'arcevesque ne veult empescher que le roy n'ait la garde de ladicte ville, jusques à ce que autrement en soit ordonné.... Dit que combien que la ville soit *in finibus regni*, néantmoins maintenant n'y a quelque gouvernement; mais y a murs cheuz, ny a.... [défenses à?] leurs portes, ne provisions aucunes pour la tuicion d'icelle ville, et requiert que la court y pourvoie,

vere poterant et debebant; per arrestum[1] dicte curie nostre, quatenus dicti scabini et habitantes a dictis Toignel, Pilory et Musart appellantes

autrement la chose est en danger; et à l'occasion que l'arcevesque en a parlé, ont conceu ces procès contre lui, et toutesvoies en lièvent et ont levé de grans deniers, dont requéroit que la cour leur fasse rendre compte, et se y deust et doit adjoindre le procureur général du roy. Le chapitre de Reims et l'abbé de Sainct-Remi de Reims en certains lieux ont justice, mais l'arcevesque en a la haulte justice. A ce que dient avoir le gouvernement et garde de la ville soubz le roy, dit que mal gardent leur serment que ont à l'arcevesque, les habitans n'ont point de communauté, ainsi ne peuvent avoir justice; les eschevins sont créés par l'arcevesque, et n'ont de justice que de lui et soubz lui, et au conjurement du prévost l'arcevesque, jugent : l'arcevesque est fondé de droit commun, et ce qu'il tient est en parrie; et maintenant veulent eulx joindre au roy, et dient avoir justice avecques le roy, pour cuider débouter l'arcevesque; le lieutenant aussi du capitaine n'a point appellé, car aussi n'a-il quelque justice, et par l'arrest ne lui en est point donné; et fut donné du temps des Navarrois, et du temps que le roy Jehan estoit prisonnier en Angleterre, et tenoit l'en lors l'arcevesque adhérent aux Navarrois. Et disoit l'arcevesque que à lui seul appartenoit la garde et gouvernement de la ville, les eschevins et habitans d'eulx-mesmes ne peuvent faire assemblée, mais bien ou temps de guerre le cappitaine les puet assembler, mais aussy l'arcevesque qui est seigneur y doit estre présent, car il y a le principal intérest. Dit que le prédécesseur arcevesque mua le lieu du marché aux poirées, qui est plus grant chose que de faire criz. Dit que avant le cry fait pour raison du pardon, vindrent à l'arcevesque, et avisèrent avecques l'arcevesque faire bon guet et bonne garde, et lui [dit?] qu'il feroit faire ledit cry, dont furent contens; et néanmoins après appellèrent comme dit est, et prindrent temps et délay de venir céans pour estre appointez, et pour ceste cause vint l'arcevesque en ceste ville; et cependant partie alèrent à Laon, et publièrent à Reims que par conseil trouvoient que avoient bonne cause, et non contens envoièrent au roy eulx plaindre de l'arcevesque leur seigneur, qui pis est encore que lesdites assemblées et tumultes; n'a l'arcevesque riens fait ou préjudice de la continuation que avoient prise, *sub spe pacis;* le bailli doulcement leur respondi : « alez devers l'arcevesque, » dont devoient estre bien contens, et de tant révérer leur arcevesque; et n'estoit besoing que voulsist la VIme partie appeller, car se amendes y avoit pour la transgression des criz, les eschevins en estoient juges au conjurement du prévost l'archevesque. L'appel interjecté de Pilory, est tel que a dit; *et nichil ad propositum* se honestement Pilory se logia en l'ostel de Vitry, car chacun jour Pilory aloit par la ville; dit que la cause estoit céans, et ce que faisoit Pilory estoit *preparatorium judicii;* et pourtant n'en devoient aller au bailli de Vermandois, et en tout et par tout conclud *ut supra.*

« Appoinctié est que les parties cotteront l'une à l'autre les arrestz et exploiz dont se vantent, et au procureur du roy monstreront *hinc inde* leurs droiz et tiltres, et tous escriront sur tout par mémoire, les quelz lesdictes parties bailleront avecques leurs lettres et tiltres par devers la cour, au mois. »

[1] Les bases de ce jugement sont posées dans un arrêt du conseil, que nous empruntons aux Archiv. du Roy., sect. jud., Conseil, registre XVIII :

« Du vingt-septiesme jour du mois d'aoust mil quatre cent cinquante-sept au conseil, en la grand chambre, entre les eschevins et habitans de la ville de Reims, appellans de maistre Pierre Toignel, bailli de Reims, de feu maistre Pierre Pilory, en son vivant lieutenant du bailli de Vermandois, et aussi de Pierre Musart, prévost de Fismes, d'une part; et messire Jehan Jouvenel des

existunt, dictum fuit dictos Toignel, Pilory et Musart, bene expletasse et processisse, et dictos appellantes male appellasse; et emendabunt dicti appellantes, unica emenda duntaxat, et ex causa, ipsos in expensis dictarum causarum appelli, ipsarum taxacione dicte nostre curie reservata, condemnando; et in quantum dictus archiepiscopus ex dictis Walet et Cordier appellans, ac eciam in casu excessuum et actemptatorum, actor extitit, per idem arrestum dictum fuit quod dicte partes sunt contrarie; facient igitur facta sua [1]; et inquesta facta, per-

Ursins, arcevesque et duc de Reims, intimé d'autre; et aussi entre ledit arcevesque appelant de Guillaume Walet, soy disant lieutenant du bailly de Vermandois, et de maistre Estienne Cordier, procureur du roy oudit bailliage d'une part, et lesdits eschevins et habitans de la ville de Reims intimes, et le procureur général du roy adjoint avec eulx d'autre; et avec ce entre ledit arcevesque demandeur en cas d'excez et d'actemptats d'une part, et Pierre de Besannes, soy disant lieutenant du capitaine de Reims, Baudenet du Molinet, Jehan Migaillot, Guillaume Bonbeuf, lesdits Walet et Cordier, et Aubert Moutiziau, et chacun d'eulx défendeurs d'autres; et aussi entre ledit arcevesque demandeur, touchant la reddition des comptes de ladicte ville d'une part, et lesdicts eschevins et habitans défendeurs d'autres; veues les mémoires, lectres, contre-dictz, salvacions, et tout ce que lesdictes parties ont produit par devers la court, et tout considéré;

« Il sera dit que en tant que lesdits eschevins et habitans sont appellans desdits Toignel, Pilory, et Musart, qu'il a esté bien exploicté et procédé par eulx, et mal appellé par les dits appellans; et l'amenderont d'une amende seulement, et pour cause; et les condamne la court ès despens desdictes causes d'appel, la tauxation réservée par devers elles; et en tant que ledit arcevesque est appellant desdits Walet et Cordier, et aussi demandeur en cas desdits excez et d'actemptatz, il sera dit que lesdictes parties seront plus amplement oyes aux jours de Vermandois du parlement prochainement venant, et icelles oyes ladicte court leur fera droit. »

[1] Bidet avait recueilli sur cette affaire diverses pièces dont nous n'avons pu retrouver de traces que dans ses Mémoires; nous en transcrivons les passages suivants :

[1°.] « Mémoire très-intéressant pour le procureur du roi en Vermandois, et les échevins, bourgeois et habitants de la ville et cité de Reims, sur les entreprises que les officiers de l'archevêché, du chapitre et de l'abbaye de Saint-Remy, faisaient vers l'an 1452 sur la juridiction royale, et sur les faits de police et de gouvernement qui appartenaient à Reims aux échevins, sous l'autorité du roi, contenant six articles particuliers; ensemble les sujets de plainte des échevins contre ces seigneurs de Reims, au nombre de seize autres articles, pour le dernier desquels lesdits procureur du roi et échevins concluent à avoir avis et délibération sur lesdits faits de police et de gouvernement. » Bidet, Mémoires, V, pièce 351-355.

[2°.] « Avis de MM. les substituts de M. le procureur général au parlement, sur les questions proposées dans le précédent Mémoire. » — Bidet, Mémoires, V, pièce 352-356.

[3°.] « Lettres patentes * de Charles VII sur les délibérations du parquet, portant

* Nous croyons avoir retrouvé le projet de ces lettres patentes dans les Arch. de l'hôtel-de-ville, liasse des renseign. En voici l'analyse :

Charles...., au bailli de Vermandois.... De la part de notre procureur général, nous a été exposé que à nous seul et pour le tout appartiennent en propre

fecta, penes dictam curiam nostram reportata, et ad judicandum recepta, dicta curia nostra dictis partibus faciet jus. Quatenus vero tangit reddicionem compotorum dicte ville, dictum fuit per dictum arrestum, quod dicte partes in diebus viromandensibus nostri proximo futuri parlamenti, plenius audientur, ac, ipsis auditis, dicta curia nostra dictis partibus faciet jus. Pronunciatum die decima tercia septembris, anno Domini M° CCCC° LVII^mo^. TOURRETTES.

commission au bailli de Vermandois pour informer diligemment et secrètement des entreprises faites sur les droits, police et gouvernement dont est question, et même des voies de fait du prévôt de l'archevêché, pour empêcher l'exécution des ordonnances du lieutenant des habitants sur le fait dudit gouvernement, de les faire réparer sans délai, et de faire assigner les opposants au parlement. » — Bidet, Mémoires, V, pièce 353-357.

[4°.] « 2 *janvier* 1699. Procès-verbal du compulsoire, fait à la ville, à la requête du procureur du roi au bailliage de Reims, des lettres patentes de Charles VII adressées au bailli de Vermandois ou son lieutenant général, pour vérifier les faits d'un Mémoire y joint, concernant les droits de police et gouvernement de la ville, tours et fortifications, et portes d'icelles, appartenant anciennement aux échevins de Reims, et à présent aux lieutenants et gens du conseil de cette ville. » — Bidet, Mémoires, V, pièce 896-916.

domaine et seigneurie les portes, tours, tourelles, fossés et toute la forteresse et clausure de la ville; et à nous aussi et à notre capitaine de la ville, ou son lieutenant, pour nous, appartient la cour, juridiction, connaissance, coercition et punition de tous délinquants auxdits lieux, et non à autres seigneurs; et avec ce à nous seul et pour le tout appartient entièrement, et aux échevins, bourgeois et habitants par et sous notre main, tout le gouvernement, disposition et ordonnance du fait de la forteresse et fortification, garde, défense, gouvernement d'icelle, et non à autres seigneurs; et semblablement avons, et aux échevins, bourgeois et habitants sous nous et notre main, appartient de faire statuts et ordonnances pour le bien de la chose publique, gouvernement, fortification, garde et défense de la ville, toutes fois qu'il est expédient...., toutes les choses susdites de temps immémorial; et aussi a été donné autrefois arrêt sur aucun desdits droits. — Néanmoins l'archevêque, certaines gens d'église, ou leurs officiers, depuis six ou sept ans, et surtout depuis un an, ont fait plusieurs entreprises contre nos droits et ceux des échevins et habitants, dont nos gens et officiers n'ont été avertis, et sont passés sous dissimulation d'aucuns ayant lors gouvernement et administration de la ville, sans qu'on les ait signifiées aux habitants.... Entre autres entreprises de l'archevêque, il s'efforce d'appliquer à son archevêché une portion d'une des principales portes appelée Porte-à-Vesle, comme si c'était de son domaine, et c'est de nôtre propre.... Lui et ses officiers ont fait crier plusieurs fois que les habitants, au moins ceux de leur ban, missent de l'eau et de la lumière en lanternes de nuit à leur porte, surtout en temps de foire,..., et ont levé amendes des contrevenants.... A la foire de la Couture dernière, le bailli de l'archevêché fit faire cris semblables, refusa de les rappeler en étant sommé de par nous et les habitants, et fit mettre en prison un sergent de la forteresse que le capitaine avait chargé de faire semblables cris de par nous.... Le procureur en Vermandois informé de nos droits, requit à votre lieutenant à Reims de faire faire, de par nous, ces cris et statuts; le lieutenant voulut en faire ainsi, mais le procureur de l'archevêché en appela; et en persévérant auxdites entreprises, le prévôt de l'archevêché alla à la porte Régnier-Buiron, où il y a deux grosses tours, en fit arracher les serrures, les bailla en garde à un tourier ou geôlier, au profit de l'archevêque.... A cet exemple, plusieurs autres gens d'église s'efforcent de faire de même, et de prendre par leurs officiers cour, juridiction et connaissance des délits faits aux fossés, et d'en lever amendes. — En conséquence, le bailli informera, fera avant tout remettre les choses en premier état, et ajournera les opposants au parlement.

XXXVI.

16 juin 1455.

Lettres de Charles VII sur lesquelles se sont fondés les habitants de Reims pour obtenir la franchise de leurs foires [1].

Ordonn. des Rois de Fr., XIV, p. 359. — Archiv. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 25, n° 1. — Rogier, Mémoires, fol. 39.

Charles, par la grâce de Dieu, roy de France, à nos amez et féaulx les généraulx conseillers par nous ordonnés sur le faict et gou-

[1] Nous donnons le texte entier de cet acte, parceque celui qui se trouve dans les Ordonnances est incomplet. — Il existait à Reims deux foires d'origine féodale, et deux foires d'origine purement royale. Les premières sont celle de Saint-Remi, dont nous croyons retrouver dès le x[e] siècle des traces qui avaient échappé à l'œil clairvoyant de Rogier [*], et celle de la Couture sur l'institution et les destinées de laquelle nous

[*] « Pour le regard de la foire quy se tient au ban Saint-Remy, laquelle dure trois jours, je n'ai rien trouvé de l'establissement d'icelle. » (Rogier, *Mémoires*, fol. 45 v°.) Il nous semble que cette foire n'est autre chose que le marché dont il est question dans nos *Archiv. admin.*, I, p. 96, *note*, p. 177 et p. 208, ou plutôt Marlot, II, p. 107. Voir aussi *Archiv. admin.*, I, p. 404. D'ailleurs, les traditions sur les origines de cette foire paraissent avoir été oubliées par ceux-là même qui avaient le plus d'intérêt à les conserver, comme le prouvent les lettres suivantes, extraites des Archives de Saint-Remy, liass. 20.

Lettres patentes portant confirmation de la foire de Saint-Remy.

« Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous présens et à venir, salut. Notre très-cher et très-amé cousin, Guillaume Egon, langrave de Fustemberg, prince du saint Empire, abbé de l'abbaye de Saint-Remy de Reims, et les relligieux, prieur et couvent de la même abbaye, nous a fait remontrer qu'ayant été fondés et dottés par les rois nos prédécesseurs, ils ont bien voulu, pour la révérence et sainteté du lieu où repose le corps du saint, et auquel est gardée la sainte ampoule, favoriser successivement cette maison de plusieurs privilèges, droits, franchises et immunités; et, entre autres, de la création et érection au lieu dit le ban Saint-Remy, dans la haute justice de laditte abbaye, d'une foire durant trois jours entiers et consécutifs, sçavoir la veille de sa feste de Saint-Remy, 30 septembre, le jour de la feste 1[er] octobre et le lendemain; duquel droit et concession lesdits exposans ont toujours paisiblement jouy depuis plus de deux siècles, sans aucuns troubles; et, si aucuns sont intervenus, lesdits exposans ont toujours été maintenus en cette possession et jouissance immémoriale, par arrêts de notre cour de parlement, et plusieurs sentences de notre lieutenant général à Reims; de l'une desquelles, du 22 janvier 1676, aucuns particuliers, marchands trafiquans ès foires, pretendant pouvoir étaller leurs marchandises ès dits jours ailleurs que dans ledit ban de Saint-Remy, s'étant portés pour appelans en notreditte cour, notre procureur général auroit requis par ses conclusions, que lesdits abbés et religieux se retireroient par devers nous pour obtenir nos lettres de confirmation de laditte foire de Saint-Remy, chef d'octobre, pour être tenue dans le ban de laditte abbaye de Saint-Remy, et que, par provision, et sans prejudice aux droits des parties, les marchands trafiquans en laditte foire seroient tenus de faire mener leurs marchandises, et icelles étaler et exposer en vente, dans l'étendue dudit ban de Saint Remy, et non ailleurs, et de payer les droits conformement à l'arrest de notreditte cour du 18 février 1651; au sujet de quoi lesdits exposans, pour éviter toutte contestation à l'avenir, et finir celles commencées, nous ont très-humblement fait suplier leur vouloir accorder nos lettres de confirmation de laditte foire, et, en tant que besoin, de nouvelle érection sur ce nécessaires. A ces causes, désirant favorablement traitter lesdits exposans, à l'exemple des roys nos prédécesseurs, et participer aux prières qui se font de jour et de nuit en leur église, de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, nous avons approuvé, agréé et confirmé, et, en tant que besoin seroit, de nouveau créé, érigé et étably, créons, érigeons et établissons, par ces présentes, signé de

vernement de nos finances, aux esleuz sur le faict des aydes ordonnés pour la guerre ès villes et eslections de Paris, Rouen, Troyes, Chaa-

avons donné diverses pièces, *Arch. adm.*, I, p. 358, 380, 403, 456, etc., etc. Les deux foires royales sont celles de l'Épiphanie et de la Magdeleine, instituées par François Ier et par Henri II, et par conséquent postérieures aux lettres que nous publions. Les foires féodales de Reims n'eurent jamais rien de commun avec les célèbres foires de Champagne, antérieurement à l'époque où nous sommes arrivé; et si depuis elles furent comprises sous cette dénomination, ce fut toujours avec cette différence, qu'affranchies de tout impôt direct, soit seigneurial, soit royal, elles demeurèrent grevées de quelques redevances accessoires envers les seigneurs qui les avaient fondées *; il n'en fut pas de même des deux foires établies dans le XVIe siècle; d'origine purement royale, et dès cette origine même affranchies de l'impôt royal, elles furent franches comme l'étaient les foires de Troyes, de Provins et de Châlons, les seules villes dont

notre main, laditte foire de Saint-Remy, chef d'octobre, en notreditte ville de Reims, pour y être tenue durant trois jours consécutifs, le premier la veille de la feste du saint, 30 septembre, le premier jour d'octobre suivant, et le lendemain, deux dudit mois, dans le ban de laditte abbaye de Saint-Remy, par les marchands fréquentant laditte foire, qui seront tenus de faire mener leurs marchandises, les établir et exposer en vente dans l'étendue dudit ban de Saint-Remy, et non ailleurs, dans les places qui leur seront indiquées par les officiers desdits exposans et leurs successeurs, [pour ?] en jouir par eux tout ainsy qu'ils en ont cy-devant jouy et usé, jouissent et usent encore à présent; a laquelle foire nous voulons que tous marchands et autres puissent aller et venir, vendre et debiter, troquer et echanger touttes sortes de marchandises licites et permises, sous les privilèges, franchises et libertés des autres anciennes foires de laditte province, permettant auxdits exposans de faire bâtir et construire, dans l'étendue dudit ban de Saint-Remy, bancs et étaux nécessaires pour le couvert des marchands et de leurs marchandises, et de percevoir les droits qui seront pour ce dus, suivant les us et coutumes dudit lieu, pourvu que la foire ne se rencontre un jour de dimanche, auquel cas elle sera remise le lendemain, et sans que l'on puisse prétendre aucune exemption de nos droits. Si, donnons, etc. — Donné à Saint-Germain-en-Laye, au mois d'octobre, l'an de grâce 1679, et de notre regne le 37e. *Signé*, Louis. »

* Ces redevances furent débattues et sont consignées dans trois actes des premières annees du XVe siècle, que nous empruntons, les deux premiers aux liasses des renseignements, les deux derniers au cart. A de l'Archev., fol. 67, et aux Archiv. de l'hôtel-de-ville, mat. div., liass. 25, nº 5.

1°. *Commission sur certains droits exigés pendant les foires de la Cousture, de ceux qui estalaient sous les loges.*

« Charles... au premier nostre sergent, salut. Exposé nous ont en complaignant les eschevins bourgois, manans et habitans de Reins, comme audit lieu de Reins, ou lieu dit la Cousture, ait plusieurs maisons et habitacions appartenans ausdiz complaignans, ou a aucuns d'eulx, au-devant desquelles, ou aucunes d'icelles, ait auvans, loges, ou sallies sur piliers ou estaches; soubz lesquelles loges, auvans, ou saillies, lesdiz complaignans, ou les conducteurs desdictes maisons et habitacions, aient acoustumé de avoir et mectre estaulx portatifs, et sur iceulx exposer et mectre en vente leurs denrées et marchandises quelles qu'elles soient, par chacun an, durant le temps de la foire que on dit la foire de la Cousture, ou autrement; ou iceulx estaulx et places louer à marchans forains, pour là vendre et exposer en vente leurs denrées et marchandises durant ladicte foire, ou autrement, et d'iceulx prendre le louage ou prouffit; et tant à cause de ce, comme par chartres, privilèges, et autrement deuement, aient lesdiz complaignans droit et soient en bonne possession et saisine, sans que le prévost ne autres officiers de nostre amé et feal conseiller l'arcevesque de Reins, ne autres quelxconques, ne puent et ne doivent raisonnablement empescher que lesdiz complaignans ne mectent, ou puissent mectre, ou faire mectre et tenir durant le court de ladicte foire, ou en autre temps soubz lesdiz auvans, loges ou saillies, devant leursdictes maisons et habitacions, lesdiz estaulx portatifz, et sur iceulx vendre ou exposer en vente denrées et marchandises, par eulx, ou autres de par eulx, à leur prouffit, sans que ilz, ne

lons, Reims, Provins, Chasteau-Thiery, Gyen, Orléans, Tours, Blois, etc, à tous les esleuz sur le faict desdictes aydes en toultes les

les foires fussent anciennement réputées *foires de Champagne*, ainsi que l'a très-bien établi M. Louis Paris dans ses *Recherches historiques sur la foire de Pâques à Reims.* Celle-ci et celle de Saint-Remi, outre les redevances accessoires dont elles furent toujours grevées par les gens de l'archevêque et de l'abbaye, avaient été dans le principe directement frappées d'un impôt royal, dont nous avons retrouvé les premiè-

marchans forains, soient pour ce tenus de paier audit prévost, ne à autres eulx disans officiers de nostredit conseiller, aucune somme d'argent, ne autre chose; et mesmement puisque par iceulx estauls la voye et chemin publique ne sont empeschiez, et que iceulx estaulx ne sont fichez en terre; en possession et saisine, que lesdis prévost, ne autres officiers de nostredit conseiller, ne autres quelxconques, ne pueent et ne doivent prendre, ne avoir, lever, ne exigier desdiz complaiguans, ou marchans forains vendens leursdictes deurées et marchandises, sur lesdiz estaulx, ne esdiz auvans, loges, ou saillies, aucune somme d'argent, pour raison ou droit d'estalage, ne autrement, ne pour ce prendre, gagier, arrester ne empeschier les denrées et marchandises d'iceulx complaignans et marchans forains, ou partie d'icelles, ne d'aucun d'eulz, par quelque manière que ce soit....; néantmoins, depuis un an en çà, c'est assavoir durant le cours de ladicte foire de la Cousture derrenièrement passée, Jehan Gouvion soy disant prévost, et autres eulx disans officiers de nostredit conseiller, du commandement d'icellui prévost, ou autrement, se sont transportes audit lieu de la Cousture, soubz les auvans, loges ou saillies, et au-devant des maisons de Jobin de Louvain, Jehan de Malines, Agnès de Basoches, Jehan Robillart, maistre Estienne Loste, et de pluseurs autres bourgois et habitans dudit lieu de Reins, et là se sont efforciez et encores s'efforcent, de avoir, prendre, lever et percevoir de Wilémes Goliart, Josse Corrier, Pierre de Bruccelles, Pierre le Mercier, Jehan Souterel, Wilequin de Chaalons, et de pluseurs autres marchans forains, jusques au nombre de xxiiii personnes, ou environ, à nommer et déclairier plus à plain quant temps et lieu sera, c'est assavoir des uns deux solz, et des autres douze deniers, ou autres sommes, et pour ce pris leurs denrées, par manière de gaigement, pour certain droit qu'ilz appellent estalage, ou autre; jasoit ce que les estaulx sur lesquelx lesdiz marchans vendoient ou exposoient en vente leursdictes denrées et marchandises fenssent portatifs, et non fischiez en terre, et qu'ilz eussent esté loues et baillez à louage aux marchans, et qu'ilz n'empeschassent ledit chemin publique, ou autrement empeschées lesdictes denrées et marchandises d'iceulx marchans ou partie d'icelles, et les traire pour ce à fin d'amende ou autrement....; pourquoy nous ces choses considérées, te mandons et commectons que, appellé à comparoir par devant toi audit lieu des loges de la Cousture, pour tous les lieux et choses contencieuses, lesdis eulx disans prévost, et autres officiers de nostredit conseillier qu'il appartendra, et autres qui pour ce seront à appeler, tien et garde lesdizcomplaignans en leursdictes possessions et saisines.... Et en cas d'opposicion, ladicte nouvelleté ostée, le débat et la chose contencieuse prins et mis en nostre main comme souveraine, et restablissement fait royalement et de fait des choses prinses et levées, premièrement et avant toute euvre.... Actendu que des cas de nouvelleté à nous, ou à nos officiers par prévencion, appartient la congnoissance, et que ce touche ou puet toucher nostre dit conseillier, lequel, par ce qu'il est per de France n'est tenus de plaidier ailleurs que en nostre court de parlement, s'il ne lui plaist; adjourne les opposans, etc. — Donné à Paris, le xxiie jour de décembre, l'an de grâce mil cccc et unze, et de nostre règne le xxiie. *Par le roi, à la relation du conseil.* CHALIGAUT. »

2°. *Commission sur certaines entreprises des gens de l'archevesque, durant les foires de la Cousture.*

« Charles.... au premier huissier de nostre parlement ou nostre sergent, salut. Exposé nous ont en eulx griefment complaignant nos bien-ames les eschevins de Reins, comme pour le bien et utilité publique de ladicte ville de Reins ait acoustumé de toute ancienneté d'avoir par chascun an une foire appelée la foire de la Cousture, pour ce qu'elle est faicte et ordounée en un certain lieu appelé la Cousture, commençant le juedi après Pasques comméniaus, laquelle dure et a acoustumé de durer par l'espace de huit jours, et à laquelle foire ont accoustumé de venir et affluer pluseurs marchans de pluseurs et divers païs, lesquelx et aussi ceulx de ladicte ville aient acoustumé, et leur loist, de

aultres villes et eslections de nostre royaulme, ou à leurs lieutenans, salut et dilection. Comme, tant à l'occasion des guerres quy bien

res traces dans les comptes des deniers communs de la ville (voir les notes mises sous la date du 12 juin 1440); les lettres du 16 juin 1455 exemptèrent de cet impôt diverses villes désignées dans le corps de l'acte même, parmi lesquelles ne se trouve pas celle de Reims; mais comme ces lettres étaient adressées aux « esleus sur le faict des aides ordonnées pour la guerre ès villes et eslections de Paris, Rouen, Troyes, Chaalons, Reins,

prendre et choisir franchement en ladite Cousture, lieux et places convenables, et y tenir et avoir estaulx portatifs non fichiez en terre, pour y vendre et exposer en vente leurs denrées et marchandises, sans pour ce devoir ne estre tenuz de paier aucune somme d'argent, ne autre droit ou prouffit quelzconque à nostre amé et féal conseiller l'arcevesque de Reins, à ses prévost, maieur de Venisse, ne autres, si non que lesdiz marchans eusent fait fosses et fichié en terre lesdiz estaulx, ouquel cas par adventure ledit prévost pourroit demander pour chascune fosse ou estal douze deniers parisis, et non plus; aient aussi acoustumé lesdiz marchans que si ilz amènent à ladicte foire, chevaux, bestail, boys, ou autres denrées, et ne puissent bonnement avoir lieu convenable audit lieu de la Cousture pour leurdictes denrées exposer en vente, et mesmement chevaulx auxquelz ilz convient grant place à les monstrer, et faire troter, de prendre et eslire autre place et lieux hors et au plus près de ladicte Cousture, sans pour ce estre tenus ne paier audit prévost ou maieur aucune somme d'argent pour droit de fors foire, ou autrement; et tant à cause de ce, comme à certain et juste tiltre à déclairer plus à plain quant temps et lieu sera, et autrement deuement, lesdiz complaignans auxquelz, à cause de leurdit eschevinage, appartient le gouvernement et administracion du bien commun de ladicte ville, et des habitans en ycelle, aient droit et soient en bonne possession et saisine que nostredit conseiller, son prévost, maieur de Venise, ne autre de par lui, ne peuent et ne doivent raisonnablement prendre eslire ne choisir lesdiz lieux ou places de ladicte Cousture, ne yceulx bailler à louaige à marchans forains, ne autres, ne aussi les estaulx portatifz qui y seroient mis par lesdiz marchans, ne soubz umbre d'icellui louage, ou autrement à cause desdiz lieux places ou estaulx, prendre, avoir, exigier, demander ne recevoir aucune somme d'argent, ne autre prouffit quelzconques; en possession et saisine que nostredit conseiller, sesdiz prévost, maieur ne autres ne peuent ne doivent raisonnablement empescher, ou faire empeschement tel ausdiz marchans forains, ne autres, qu'ilz ne puissent et leur loise vendre et exposer en vente leurs denrées et marchandises ès lieux par eulx prins et choisis, ès mectes de ladicte Cousture, mesmement puis que yceulx lieux sont propres et convenables pour leurs denrées et marchandises vendre ou exposer en vente; en possession et saisine que pour fichier en terre lesdiz estaulx par lesdiz marchans, ledit arcevesque, son prévost, maieur, ne autres n'en peuent et ne doivent avoir, exigier, prendre ne demander raisonnablement pour chascune fosse faite par lesdiz marchans que douze deniers parisis; en possession et saisine que ledit arcevesque, son prévost, maieur ne autres ses officiers ne peuent et ne doivent bouter ne mettre hors lesdiz marchans forains, ne autres, ne leurs denrées desdiz lieux et places par eulx prins, esliz ou choisis comme dessus est touchié, ne préférer l'un desdiz marchans à l'autre pour argent, ou autre prouffit; en possession et saisine que se lesdiz marchans forains, ou autres, amènent a ladicte foire chevaulx, bestail, boys, ou autres denrées et marchandises, qui bonnement ne se peuent vendre avecques ne entre les autres denrées communes, et ne puissent lesdiz marchans avoir lieu convenable audit lieu de la Cousture, et ès mettes d'icellui lieu, pour vendre et exposer en vente leursdiz chevaulx, bestail, boys, ou autres denrées, ou autrement, nostredit conseiller sesdiz prévost, maieur, ne autres officiers, ne peuent et ne doivent contredire ou empescher que yceulx marchans ne prengnent ou choisissent autres lieux convenables près de ladicte Cousture, et que là ilz ne vendent ou exposent en vente leursdiz chevaulx, et autres denrées, sans pour ce estre tenuz ne devoir rendre ou paier ausdiz prévost, maieur, ne autres aucune somme d'argent, ne autre chose pour raison ou soubz umbre des fors foire, ne autrement; en possession et saisine de le contredire reffuser et empescher, et de faire réparer, amender et mectre au néant, ou au premier estat et deu, par justice ou autrement, tout ce que seroit ou auroit esté fait au contraire.... Néantmoins, depuis un an ençà, Jehan Gouvion, soy-disant prévost de Reins, Jehan Languel, soy-disant maieur de Venisse audit

longtemps ont duré en nostre royaume et des mortalités survenues en plusieurs contrées d'iceluy que des aydes et aultres charges que ont eu

Provins, Chasteau-Thierry, Gien, Orléans, Tours, Blois, et à tous les esleuz sur le faict desdites aides en toutes autres villes et eslections du royaulme, » le conseil de ville en réclama le bénéfice; toutefois avant de songer à faire valoir les droits que lui donnaient les lettres de 1455, il paraît que le conseil demanda et obtint d'abord l'adjonction aux deniers communs des deniers provenant de l'impôt levé sur la foire de la Couture.

lieu de Reins, ou autres officiers de nostredit conseiller, de leurs voulentes et auctoritez indeues et desraisonnables, ont prins levé et exigié de plusieurs desdiz marchans qui avoient amené leurs dictes denrées a ladicte foire, et lesquelx avoient esleu lieux et places convenables en ladicte Cousture pour vendre ycelles denrées sur estaulx portatifs, et sans estaulx, de chascun, c'est assavoir de Jehan de Saint-Soyne, [*sic*, Sassoyne?] quinquailler, de Ramesson de Bourle, varlet Rogier la Mouche de Paris, de Hennequin de Troyes, de Jehan Champenoy, de Jehan d'Ogny, de Noyon, esmouleur, de Hennequin de Waudringaine, de Petit Jehan Bray, couroier, de Jehan de Rogemont de Chaalons, aumussier, de Bertran Lespangnol, de Guillaume Boleame, de Jehan de Troyes, et de plusieurs autres, pour chascun lieu et place de VII piés de long par eulx occupé à mectre leurs estaulx portatifs pour vendre leurdictes denrées deux sols parisis, et d'aucun d'eulx quatre sols; d'autres marchans tapissiers et autres qui ont fichié et fait fosse en terre pour faire leurs estaulx, à vendre leurs denrées, de l'un huit sols, de l'autre douze, de l'autre seze, de l'un plus, de l'autre moins; et qui plus est ont yceulx prévost et Languel, prins et choisi plusieurs lieux et places en ladicte Cousture, et les ont louez à marchans et autres; c'est assavoir a Philippot Morau, une place devant le coing des Loges par où l'on va de Saint-Pierre-le-Viels à Saint-Jacques, pour faire un four à cuire flans et pastez, douze sols parisis, à Perisson de Prosne et Colesson Naudet, une autre place en ce mesme lieu pour faire un four, huit sols parisis; ont aussi lesdis prévost et Languel, débouté les habitans marchans de Reins, et autres, des lieux et places par eulx esleus, prins et choisiz, en ladicte Cousture, pour ce qu'ils ne vouloient aucune chose paier ausdis prévost et Languel, et yceulx lieux et places ont baillez à autres moyennant certain pris d'argent qu'ilz en ont receu; et oultre combien que en ladicte Cousture n'eust lieu habile à moustrer et vendre les chevaulx pour l'occupacion tant des mauvais chemins, comme des autres denrées estans audit lieu de la Cousture, ont prins et exigié de plusieurs marchans de chevaulx, de chascun cheval par eulx vendu au lieu où les chevaulx se vendoient et ont acoustumé se vendre à ladicte foire, quant le temps le requiert, soubz umbre de ce qu'ils estoient vendus hors des mectes de ladicte Cousture, jassoit que ce feust au plus près d'icelle Cousture, douze deniers, et ont faiz pluseurs autres grans empeschemens à déclairer plus à plain quant temps et lieu sera, contre raison, ou grant grief préjudice et dommage du bien commun de ladicte ville, et cité de Reins, et desdiz complaignans, et en les troublant et empeschant en leursdictes possessions et saisines, à tort, sans cause, indeuement et de nouvel, et aussi en attemptant folement contre pluseurs procès pendens en cas semblable en nostredicte court de parlement, entre nostredit conseiller et ses officiers d'une part, et lesdiz complaignans d'autre part; requérans sur ce nostre gracieuse provision; pour ce est-il que ces choses considérées, te mandons et commettons que présens ou appellez par-devant toy, au lieu de la Croix dudit lieu de la Cousture de Reins lesdiz eulx disans prévost, maieur, tien et garde de par nous lesdis complaignans en leursdictes possessions, etc. Et en cas d'opposicion, ladicte nouveleté ostée, etc. Et néantmoins, appellé avecques toy un notaire ou tabellion de court laye, informe-toy bien diligemment et secrètement des entreprises, abus et actemptas dessusdiz; et tous ceulx qui par ladicte informacion, ou autrement deuement, tu trouveras de ce coulpables, ou véhémentement soupeçonnez, adjorne-les à comparoir en personne ou autrement, selon l'exigence du cas, audit jour. — Donné à Paris, le XXIXe jour d'avril l'an de grâce mil quatre cens et douze, et de nostre règne le XXXIIe. Par le roy à la relacion du conseil.

Chaligaut.

3° *Transaction entre l'archevêque et les échevins, portant règlement et ordonnance pour les droits de la foire de la Couture.*

« A tous ceulx qui ces présentes lettres verront, ou orront, Ernoul de Berlette, chanoine de Laon, conseiller du roy nostre sire, et garde du seel de la baillie de Vermandois à Laon, establi de par icellui

à cause d'icelles les subgectz de nostredict royaume, iceluy nostre royaulme soit fort dépopulé, et les aucunes des notables et anciennes

comme le prouve la pièce suivante due aux recherches de M. L. Pâris :

« Charles, par la grâce de Dieu roy de France, à nos amez et féaulx les généraulx conseillers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de toutes nos finances, salut et dilection. Sçavoir vous faisons que considérans la situation de nostre ville et cité de Reims, et que la muraille, tours et fossez d'icelle, qui sont de grant enssainte et rete-

seigneur, salut. Sachent tuit que le cinqiesme jour du mois d'avril, l'an mil quatre cens et vint-huit, par-devant nos amez et féaulx Jehan Legis, et Remi la Barbe, demourans à Reins, commis et establi de par nous pour oir, entendre, et à nous rapporter ce que s'ensuit, comparurent en leurs personnes honnourables et saiges Jehan Bruslart, soy-disant commis de par le roy nostre sire à l'exercice de la procuracion de l'arceveschié de Reins, d'une part, et Jehan Maubrouet, soy-disant procureur de l'eschevinage de ladicte ville de Reins, d'autre part; en la présence desquelx, et aussi en la présence de honnourable homme et saige maistre Pierre Chardon, licencié ez lois, demourant à Reins, fut leue et exposee de mot a mot par honnourable homme et saige maistre Gerard de Montfaulcon, advocat, demourant audit Reins, une cédule en papier contenant la forme qui s'ensuit:

« Par maistres Pierre Chardon, et Gérard de Montfaulcon, prins et esleuz par les officiers de l'arceveschié de Reins, d'une part; et les eschevins dudit Reins d'autre part, pour enquerir et savoir la vérité de certains discords et procés meus et pendans en parlement en cas de nouvelleté, entre chascune desdictes parties, tant en demandant comme en deffendant, dès longtemps a, pour raison de certains prouffis que prétend monseigneur l'arcevesque de Reins, et ses officiers, prendre et avoir sur les estaulx portatis et autres, fichiez en terre, mis et dréciez par chascun an en la foire en la Cousture à Reins, et dehors, et autres drois de forfoire, plus à plain contenus en la complainte dudit monseigneur l'arcevesque, et aussi en celle desdis eschevins, disans et maintenans le contraire, comme par leur complainte puet plus plainnement apparoir ; a esté advisé, de bonne foy, et pour appaisanter lesdictes parties, ce qui s'ensuit, par protestacion que se aucune des choses et poins cy-dessoubs déclairez sont trop obscurs, ou moins souffisamment déclairez, de les plus amplement déclairer, spécifier et interpréter.

« *Premiers* que tous marchans tant dudit Reins, comme d'ailleurs, affluens et venans à ladicte foire à la Cousture, pour vendre denrées sur estaulx, porront audit lieu de la foire, durant icelle, prendre et choisir places convenables et ordonnées d'ancienneté à vendre les denrées qu'ilz voldront exposer en vente en icelles places, se telles places n'estoient occupées ou prinses paravant d'autres marchans [par?] qui soient prévenus ; et ne porra ledit monseigneur de Reins, ne ses officiers, lesdiz marchans ainsi prins places convenables, comme dit est, bouter ou mettre hors de leurs places pour les baillier à autre marchant, ne préférer ung merchant a l'autre pour argent, ne autrement, excepté toutesfois de certaine place pour mettre trois estaulx à merciers, estans entre les estaulx des merciers dudit Reins, gettans au los, et les estaulx des quinquailliers en alant vers Saint-Jaques, laquelle place pour trois estaulx seulement, le prévost de Reins a acoustumé de baillier à louier, et baillera à qui qu'il voldra durant ladicte foire, parmi douze deniers parisis pour chascun d'iceulx trois estaulx, sans fichier estoc en terre, et se l'en y fiche, l'en en paiera comme cy-après sera dit ; excepté aussi des estaulx des merciers et cordouenniers dudit Reins, qui ont acoustumés de getter au los places à eux ordonnées d'ancienneté pour vendre leursdites denrées, lesquels autres marchans ne porront choisir ne prendre leursdictes places. Et pour déclaracion de la place où doivent estre lesdits trois estaulx à merciers, que le prévost de Reins puet baillier à louier, à qui qu'il vuelt ladicte foire durant, est assavoir que après la grant rengé des merciers de Reins, qui ont acoustumé de getter au los leurs places du costé devers rue de Tilloy, a, ou doit avoir une ruelle qui va droit à une estache double qui porte les loges de la maison à l'enseingne de l'Asne royé, estant à ladicte Cousture, dudit costé de rue de Tilloy, et après ladicte ruelle a, ou doit avoir, en icelle mesme rengé trois estaulx à merciers, de longueur de huit à neuf piedz chascun estail, que l'en a acoustumé de getter au los comme ceulx de la grant rengé; et puis après iceulx trois estaulx sont, ou doient estre, en ladicte rengé, en alant toujours eval vers la porte Regnier Bouiron, lesdis trois estaulx que puet louer ou baillier à louier ledit prévost; et doient estre iceulx estaulx de huit à nuef piedz de long.

foires de nostredict royaulme ayent esté par longtemps discontinués, et les aultres fort diminués, et ayons esté advertys que plusieurs nos pré-

nue, sont tournez en grand ruyne et désolation, et convient par nécessité y faire plusieurs grandes réparations pour la tenir fort et deffensable : lesquels nos chiers et bien-amez les gens d'esglise, bourgois et habitans de nostredite ville et cité de Reims ne sauroient faire faire du leur, et sans avoir sur ce aucun aide de nous : si come ils nous ont fait dire et remonstrer d'iceulx qui sur ce nous ont fait requérir : Pour ces causes

« *Item*, que les marchans dudit Reins ne paieront ou renderont doresenavant audit Mgr de Reins, ou ses commis, aucune somme d'argent pour raison de leurs estaulx portatis, non fichiez en terre, mis et assis dedens ladicte foire, et ès termes d'icelle, pour vendre et exposer en vente leurs denrées, durant le temps de ladicte foire, sinon des trois estaulx à merciers dont dessus est parlé, s'ils les prenoient à louier dudit prévost, sauf toutesfois et réservé audit Mgr l'arcevesque que, se ou temps advenir il puet faire apparoir de tiltre souffisant par lettres, ou chartres, qu'il ait droit au contraire, et qu'il doye prendre aucun prouffit sur lesdits estaulx, de pouvoir requérir et demander son debu quant bon lui samblera.

« *Item*, l'en ne paiera riens de ce que l'en vendra sur terre, ou sur sacx ou sarpillières joingnans de terre.

« *Item*, les marchans forains et estrangiers, c'est assavoir cordoenniers, retingoteurs, ou quinquailliers, et non autres, paieront audit Mgr l'arcevesque ou à ses commis, pour chascun estail portatis non fichiez en terre, de sept piedz de long, et au-dessoubs, par eulx mis dedens ladicte foire, hors des loges de ladicte Cousture, six deniers parisis durant ladicte foire ; et se iceulx estaulx sont plus long, paieront au fuer de douze deniers parisis, pour l'estail de sept piedz de long.

« *Item*, l'en ne paiera aucune somme d'argent, ne autre chose, audit Mgr l'arcevesque ou à ses commis, pour les estaulx mis et assis dessoubs les loges de ladicte Cousture ; et pour déclaracion d'icellui article, et autres parlans du dessoubs des loges de ladicte Cousture, est assavoir que par le dessoubs desdictes loges, est, on doit estre entendu la distance ou espace qui est depuis le parement des estaches, au dehors sur le chemin, jusques aux maisons ou murailles d'icelles, et non de la goutte des tois d'icelles loges.

« *Item*, et au regart des estaulx portatis à bouchiers estans hors ladicte foire, dessus la Croix, en montant amont vers Saint-Pierre-le-Vieil, ledit Mgr l'arcevesque, ou ses gens et commis, prendra et levra de chascun estail non fichiez en terre, de sept piedz de long, et au-dessoubs, la somme de douze deniers parisis pour forfoire ; et se iceulx estaulx sont plus long de sept piedz, l'en en paiera audit Mgr de Reins, ou à ses commis, au fuer de douze deniers parisis, pour l'estal de sept piedz de long.

« *Item*, que les marchans dudit Reins, ne d'ailleurs, ne porront faire fosse ou fossés, ne fichier estos en terre audit lieu de la foire, hors des loges, ou avant loges, de ladicte Cousture, durant ladicte foire, pour drécier estaulx sur estos fichiez en terre, ne pareillement hors icelle foire pour mettre estaulx à bouchiers, ou autres près de ladicte foire, sans le congié dudit Mgr de Reins, ou ses commis, sur penne et à penne de amende de vint-deulx solz six deniers parisis, à appliquer au prouffit dudit Mgr de Reins, ou ses officiers ; et avecques ce, pour lesdictes fosses faictes pour le congié des susdits, prendra et lèvera ledit Mgr de Reins ou ses commis, douze deniers parisis pour chascun estos fichiez en terre, se les marchans n'en traittent ou composent autrement avecques ledit Mgr l'arcevesque, ou ses commis ; et n'en porra ledit prévost pour chascune fosse ou estos prendre plus grant some, que de douze deniers parisis. Et en les volant ou offrant de paier pour chascun estot, ledit prévost ne leur porra reffuzer la place en lieu convenable, comme dit est. Et au regart d'icellui article, de ce qui est ordonné que les marchans dudit Reins, ne d'ailleurs, ne porront faire fosse ou fossés, ne fichier estos en terre audit lieu de la foire, hors les loges, ne pareillement hors ladicte foire, pour mettre estaulx à bouchiers, ou autres près de ladicte foire, sans congié, n'est pas l'intencion desdits maistres Pierre Chardon et Gérard de Montfaulcon, de déroguer en riens aux drois des gouverneurs de la chaussié dudit Reins, commis de par les eschevins de Reins ; mais entendent seulement l'article au regard des marchans qui voldroient fichier ou faire fosses en terre, audit lieu de la Cousture, pour vendre ou exposer en vente leurs denrées.

« *Item*, que des chevaulx que l'en amenra vendre à ladicte foire, qui seront logiez et hostelez hors ladicte foire, ès lieux et places prochainnes de ladicte foire, et autres où l'en a acoustumé de logier iceulx en la terre et justice de Mgr de Reins, ledit Mgr de Reins ou ses officiers, prendra et aura à son prouffit

décesseurs roys de France ès temps passés, pour attraire les subgectz des pays étrangers et faire venir les marchands estrangiers, marchands et aultres à ce nous mouvans, avons donné et donnons de grâce especiale par ces présentes, tout ce que a peu et pourra monter et valoir l'imposition de la foire à la Cousture qui se tient par chacun an en ladite ville de Reims, la sepmaine de Pasques, jusques à quatre ans, à comancer la première année à la feste de Pasques dernière passée, et ce jusques à la valeur de quatre cens livres parisis par chacun an, ou au desoubz, se tant

pour chascun cheval vendu hors ladicte foire, douze deniers parisis qui se paieront par le vendeur, soit dudit Reins ou d'ailleurs ; et pareillement pour chevaulx eschangiez l'un contre l'autre, paiera-l'en douze deniers pour chascun, c'est assavoir chascun des eschangeurs, pour ung cheval eschangié, douze deniers parisis ; et se on l'eschanguit à blef, cuirs, vin ou autres denrées, on ne paiera que du cheval, c'est assavoir douze deniers ; et au regart des vaches, buefz, pourceaulx, et autres denrées vendues hors ladicte foire, durant icelle, en lieu ordonné à vendre icelles près ladicte foire, l'en en paiera quelque chose audit arcevesque pour droit de forfoire ; et se lesdits eschevins monstrent ou puellent monstrer et trouver chartres ou lettres anciennes souffisantes, par lesquelles les bourgois dudit Reins, et autres, vendans chevaulx comme dit est, hors ladicte foire, soient déclairés en estre francs, que faire le porront, et leur réservons comme à Mgr l'arcevesque de ce que dit est des estaulz portatis.

« *Item*, que durant le temps de ladicte foire à la Cousture, se aucun vend ou expose en vente sans congié dudit Mgr de Reins, ou de ses officiers, denrées en la terre et juridicion dudit arcevesque, hors ladicte foire, en sa maison, à fenestre ouverte, où les denrées soient mises avant, comme l'en a acoustume de faire auparavant de ladicte foire, ou après, il encherra en amende de vint-deux solz six deniers parisis, à appliquer au prouffit dudit Mgr l'arcevesque, ou de ses commis. Et pour aucune interprétacion, ou plus ample spécificacion du contenu oudit article, au regard de la manière de vendre ou exposer en vente durant le temps de ladicte foire à fenestres ouvertes, est assavoir que l'intencion desdis maistres Pierre Chardon, et Gérard de Montfaulcon, a esté, et est, que se aucuns vendent ou exposent en vente sans le congié dudit Mgr de Reins, ou ses officiers, à fenestres ouvertes closes par dehors l'édifice, où denrées soient mises avant sur icelles fenestres ou au dehors d'icelles, ils seront tenuz d'amende. Et pareillement se aucuns vendent ou exposent en vente à fenestres ouvertes, closes dedens et par dedens l'édifice, où denrées soient mises avant sur icelles, ou pendans aux jambes et couvertures d'icelles fenestres, ou au dehors d'icelles, ils seront tenus d'amende telle que déclairé est en icellui article ; et ainsi sera gardé s'aucuns exposent en vente à leur huys, où denrées soient mises avant, par la manière devant dicte.

« *Item*, et pareillement ladicte foire durant, se aucun vend sans le congié dessusdit, hors ladicte foire, sans que les prévots ou officiers y facent ou commettent ou facent faire ou commettre fraude, sur la chaussié, en la terre et juridicion dudit Mgr de Reins, denrées qui n'ont point de places déterminée pour estre vendues hors foire, près de ladicte foire, il encherra en amende de vint-deux sols six deniers parisis, à appliquer comme dessus, sinon au regard du blef, ou autre grain, que l'en a acoustume de vendre hors de ladicte foire durant icelle.

« *Item*, et samblablement sera gardé et observé au regart de ceulx, qui soubz umbre de porter audit lieu de la foire aucunes denrées, ou autrement, exposeront icelles en vente par le chemin, en la terre dudit Mgr l'arcevesque, en faisant stacion et arrest, et exposant icelles denrées en vente par manière de stacion, comme se l'en estoit en ung marchié, posé ores que icelles denrées ne fussent pas vendues, seront tenus d'amende comme dessus ; mais se iceulx marchans les faisoient ung pris à aucun barguignant icelles, sans vendre, en alant audit lieu de la foire, sans faire stacion ne arrest, tel que dessus, il ne encherra pour ce en quelque amende envers ledit Mgr l'arcevesque, ou ses commis. Et pour déclaracion de la manière de vendre en faisant stacion ou arrest sur la chausié de Mgr de Reins, comme il est contenu en icellui article, est assavoir que par stacion ou arrest, est, ou doit estre entendu, quant aucun vend ou expose en vente ses denrées en soy arrestant, ou estant en aucune place par manière de stacion et demeure, où il expose ses denrées publiquement en vente, en attendant les achetteurs, comme font communément les marchans vendans ès marchies publiques.

« *Item*, et ou cas que les parties tenront nostre dit et ordonnance, apoinctons que ce qui a esté prins et.

en nostredict royaume, exemptoient des charges et donnoient affranchissemens à marchans et aultres gens quy y vouloient venir; et,

ne monte l'imposition d'icelle foire : d'icelle somme prendre et avoir par lesdits gens d'église, bourgois, et habitans de nostredite ville et cité de Reims ou leur procureur ou receveur pour eulx, par la main de nostre receveur des aides en ladite ville, et par descharge du receveur général de nos finances oultre les rivières de Seine et Yonne, en ensuivant l'ordonnance faicte sur le faict de nosdites finances, pour estre par eulx convertie et emploïée en la repparation, fortification et emparement desdites murailles, tours et fossés de ladite ville, et non ailleurs. Si vous mandons et expressément enjoignons que en faisant joïr lesdits gens d'église, bourgois et habitans de ladite ville et cité de Reims de nostre présente grâce et don, vous, par nostredit receveur des aides en icelle ville, leur faictes bailler et délivrer ou à leurdit procureur ou receveur pour eulx, toute la valeur de ladite imposition d'icelle foire de la Cousture, pour ledit temps des quatre ans commançans à ladite feste de Pasques desnière passée, jusques à ladite valeur de quatre cens livres parisis par chacun an, ou au-dessoubz, se tant ne monte, et par descharge de nostredit recepveur général, ainsi que dessus est dit, sans en ce faire aucune difficulté. Car ainsi nous plaist-il, et voulons estre fait. — Donné à Tours le XXIᵉ jour d'avril, l'an de grâce mil CCCC cinquante-huit, après Pasques, et de nostre règne le XXXVIᵉ. Par le roi en son conseil : CHALIGAUT. »

Avant l'expiration du terme pour lequel cet acte octroyait à la ville les deniers provenus de la foire, eut lieu l'avénement de Louis XI, et la violente émeute dont il punit si cruellement la ville de Reims. Le moment eût été mal choisi pour réclamer une faveur, et le conseil de ville fit sagement lorsque, dix ans après cette émeute, il obtint non plus une concession de deniers qui eût toujours été un sujet, soit de mécontentement de la part du commerce, soit de convoitise de la part de la royauté; mais un affranchissement qui devait être utile à celui-là sans être onéreux pour celle-ci, ainsi que le reconnaissent les lettres patentes d'août 1547; (voir plus loin.) Voici ces lettres d'affranchis-

levé par commis, depuis lesdits procès commanciés, qui est en nature, et qui contre ceste présente ordonnance a esté prins et levé, sera rendu et restitué à ung chascun ou à ses héritiers, selon ceste présente ordonnance dessus déclairée; et aussi paieront ceulx qui n'ont pas paiez, et qui y sont tenus, selon ceste ordonnance, et se aucune chose y a par-devers les commis, qui ait esté levé des marchans forains, ou d'autres qui par ceste présente ordonnance n'en doivent riens, sera restitué et mis en la main de maistre Jehan Cabert, ou d'autre preudomme, pour estre donné pour Dieu.

« Après la lecture de laquelle cédule cy-dessus transcripte, lesdits procureurs ès noms que dessus, promirent par leur foy pour ce donnée corporelment ès mains de nosdits commis, sur l'amende le roy nostre sire, et soubz l'obligacion des biens desdictes arceveschié et eschevinage, chascun en droit soy, à tenir et avoir pour aggréable ferme et estable à toujours toutes les choses contenues et déclairées en icelle cédule, ou cas qu'il plaira à la court de parlement, sans aler ne faire aler contre, ores, ne ou temps advenir, en aucune manière. Et encores promirent à rendre et paier l'une partie à l'autre tous coûts, frais, dommages, despens et intéressts qui par deffault de ce, fais, ou encourus seroient, dont le porteur de ces lettres, auquel elles promirent à respondre sur tout le contenu en icelles, sans autre povoir avoir, fors ces présentes seulement, seroit creus partout par son simple serrement, sans autre preuve contraire. Et renuncèrent en ce fait lesdites parties, et chascune d'elles, par leurdicte foy à toutes fraudes et décevances, à toutes lettres, grâces, estas, respis, prévilèges et dispenses, et généralement à toutes autres choses quelzconques à ces lettres contraires, espécialement au droit réprouvant générale renunciacion. Et est assavoir que ces présentes lettres sont deux fois faictes pareilles, et soubz une mesme fourme, du consentement et à la requeste desdictes parties, dont chascune d'icelles en a unes, à la conservacion de son droit tant seulement. En tesmoing de ce, nous, au rapport de nosdis commis, avons scellé ces lettres du seel de ladicte baillie. Ce fu fait l'an et jour dessusdis. »

souhz umbre desdicts affranchissemens, soient ès temps passez venuz en nostredict royaume plusieurs marchans de diverses et estranges

sement, extraites des Archiv. de l'hôt.-de-ville, mat. div., liass. 25, et des Mémoires de Rogier :

« Loys, par la grâce de Dieu, roy de France, à noz amez et féaulx les généraulx conseillers par nous ordonnés sur le faict et gouvernement de toutes nos finances, aux esleuz sur le faict des aydes ordonnés pour la guerre ès villes et ellections de Paris, Rouen, Reims, et à tous les aultres esleuz sur le faict desdictes aydes par tout nostre royaume, et aultres nos justiciers et officiers, ou à leurs lieutenans ou commis, salut et dilection. Nos chiers et bien-amez les gens d'église, bourgeois et habitans de la ville et cité de Reims, nous ont humblement faict remonstrer, que feu nostre très-chier seigneur et perre, que Dieu absolve, leur octroya jà pièçà ses lettres patentes, desquelles l'on dict la teneur estre telle : »

[Ici se trouvent les lettres du 16 juin 1455.]

« Duquel octroy ainsy faict par nostre feu seigneur et perre par lesdictes lettres, lesquelles furent vérifiés bien et deuement comme il appartient, iceulx supplyans ne ont joy, ne de l'effect et prévillège dudict octroy, en deulx foires que de toutte ancienneté se sont tenuz et ont accoustumé tenir en nostredicte ville et cité de Reims, dont l'une commence chacun an le jeudy après Pasques et dure huict jours, et l'aultre commence la vigille Sainct-Remy, premier jour d'octobre, et dure trois jours tant seullement ; obstant et soubz umbre de ce que ès dictes lestres d'octroy de nostre feu seigneur et perre est expressément dict et déclairé par la généralité des aultres foires de nostredict royaume quy ne sont dénommés audict octroy, ces motz *ès villes et cites de nostre royaume à nous appartenantes*, et que aulcuns vouloient et veullent dire que ladicte ville de Reims appartient à nostre amé et féal conseiller l'archevesque et duc dudict Reims, et aultres gens d'église, jaçoit ce que il la tiegne en foy et hommage de nous et en parrie, resortissant en nostre court de parlement, et aussy que lesdictes foires ne sont dénommées expressément ès dictes lettres de nostredict feu seigneur et perre; et soubz umbre de ce, les esleuz dudict Reims et aultres noz officiers audict lieu, ne ont pas souffert ausdictz habitans joïr du privilége desusdict ès dictes foires de Reims, quy est au très-grand préjudice et dommaige desdictz supplyans, et de toute ladicte ville et environ d'icelle, ainsy que lesdictz supplyans nous ont faict remonstrer, requérans humblement nostre grâce et provision sur ce. Pourquoy nous, ces choses considérés et mesmement que sommes seigneur souverain de ladicte ville, et que touttes tailles, aydes et aultres impositions nécessaires pour le bien et proufict de nous et de la chose publicque de nostre royaume, se y lièvent et mettent sus par nostre ordonnance comme ès aultres villes et citez de nostre royaume, et aussy que les lettres dudict octroy ainsy faict par nostredict feu seigneur et perre sont adressans aux esleuz dudict Reims, et que, au moïen d'icelles, iceulx habitans entendoient et entendent estre compris ès dictes libertés et priviléges pour et au regard de leursdictes foires; nous, ayans agréable ledict octroy ainsy faict par nostredict feu seigneur et perre, avons, pour ces causes et considérations, et aussy en faveur et rémunération des grans fraictz et despens que lesdictz supplyans ont eu le temps passé pour le sainct sacre et couronnement de nos prédécesseurs roys de France et de nous, et ont encore à soustenir quant le cas y escherra, dont ilz ne furent et ne sont priviliégés à ceste cause, et que ladicte ville et cité de Reims est assise près des extrémités et lymites de nostre royaume, par quoy elle est plus à prévileger et favoriser que aultres, par l'advis et délibération des gens de nos finances et de nostre grand conseil, voulu et déclairé, voulons et déclairons, en tant que mestier est, de grâce spécial, par ces présentes, lesdictes deulx foires de ladicte ville de Reims dessus déclairé estre

contrées, par quoy le faict de marchandise ait esté bien et grandement entretenu, au grand proufist de la chose publique de nostredict royaume; comprises soubz ledict prévilége et octroy, ainsy faict par nostredict feu seigneur et perre, par vertu de sesdictes lettres dessus transcriptes, et que tous les marchans quy améneront et venderont doresnavant leurs marchandises [seront affranchis?] de ladicte imposition de douze denyers pour lyvre, comme les aultres comprises et contenues ès dictes lettres d'octroy de nostredict feu seigneur et perre, supposé que par lesdictes lettres d'octroy de nostredict feu seigneur et perre n'y fussent expressément nommés ou aucunnement comprises. Sy vous mandons et enjoignons, et à chacun de vous sur ce requis comme à luy appartiendra, que lesdicts supplyans vous faictes et souffrez joïr et user de nostre présente grâce, déclaration et octroy, en faisant le contenu en sesdictes présentes publiés, chacun de vous en sa juridiction, ad ce que aucun n'en puisse prétendre cause d'ignorance, et à ce faire et souffrir contraignez ou faictes contraindre réaument et de faict tous ceulx qu'il appartiendra, et à cesser desdictz empeschemens par toultes voyes et manières deues et en tel cas requis, nonobstant opposition, ou appellations quelconques, et que lesdictes deulx foires de ladicte ville de Reims ne soient expressément dénommés ès dictes lettres d'octroy de nostredict feur (*sic*) seigneur et perre, et que ladicte ville appartyenne soubz nous à nostredict conseiller l'archevesque duc de Reims et aultres gens d'église, comme dict est, et lesdictes difficultés et retardemens dont est dessus faict mention, ordonnances, mandemens ou deffenses à ce contraires.—Donné à Amboise le troisiesme jour de septembre l'an de grâce mil quatre cent soixante et onze, et de nostre règne le unziesme. *Ainsy signé:* Par le roy en son conseil, Flameng. »

Les lettres du 3 septembre 1471 furent la charte du commerce rémois, réclamée de tout nouveau roi, et confirmée à chaque avénement; (toutes ces lettres de confirmation se trouvent dans la liass. 25, mat. div., Archiv. de l'hôtel-de-ville, registre H, n° 10, etc.). Bientôt même l'avantage que retiraient et le commerce et la royauté du nouvel état de choses, porta le conseil de ville à demander, et le monarque à accorder, deux foires nouvelles, dont le premier octroi est dû à François Ier, dont voici les lettres, datées d'avril 1521, extraites des Archiv. de l'hôtel-de-ville, mat. div., liass. 25 :

« François, par la grâce de Dieu, roi de France, savoir faisons à tous présens et advenir, nous avoir receu l'umble supplicacion de noz chiers et bien-amez les bourgois, manans et habitans de nostre bonne ville et cité de Raims, à nous présentée par nostre chier et bien-amé Pierre Faure, receveur des aydes et tailles de ladicte ville et eslection, contenant que icelle ville est l'une des bonnes villes de nostre royaume, grande et espacieuse, très-neccessaire d'estre entretenue en bonne forteresse et réparacion, en laquelle ville affluent et viennent plusieurs marchans, marchandises et denrées, lesquels supplians ont supporté de grans charges, et emploié de grans deniers à nostre advénement et sacre; aussi du temps de la prinse de Thérouenne dernièrement faicte par les Angloys, qui menassèrent de prandre et assiéger nostredicte ville de Raims, pour y obvier lesdicts supplians et habitans exposèrent la somme de cinquante-deux mil livres, en munition, achapts de bledz, vins, advoynes, lards, et autres choses à ce neccessaires, pour nourrir dix mil hommes de guerre l'espace de quatre moys, et si ont faict et supporté plusieurs autres grans fraiz et mises, pour l'augmentacion de laquelle nostredicte ville y seroient bien convenables aulcunes foires, oultre celles qui y sont de présent, s'il nous playsoit leur y créer, ordonner et establir, et sur ce leur impartir noz grâce et libéralité; pourquoy nous, ces choses considérées, voulans lesdicts supplians, manans et habitans favorablement traictez, pour considéracion mesmement de la grande loyaulté et vraye obéissance qu'ilz ont tousjours eue envers nous, et nos prédé-

nous, ayant ad ce considération, et désirans le bien de nostredict royaume et de la marchandise d'iceluy, avons affranchy et exempté, affranchis-

cesseurs, et à ce que touzjours ils soient plus tenux et enclins y continuer, et que ladicte ville se voisse peuplée de plus en plus, au bien, prouffit et utillité de nous, et de la chose publicque; pour ces causes et autres à ce nous mouvans, avons créé, ordonné et estably, et par la teneur de ces présentes, de nostre grâce espécial, plaine puissance et auctorité royal, créons, ordonnons et establissons, en ladicte ville de Raims, deux foires chacun an, oultre celles qui y sont de présent, pour y estre doresennavant à touzjours mays perpétuellement entretenues et continuées; c'est assavoir la première d'icelles, le prouchain lundi après la purifficacion Nostre-Dame, et les jours de mardy et mercredy ensuyvans, et la seconde le lundi pronchain précédent le jour et feste de la Marie-Magdalenne, et les jours de mardy et mercredy ensuivans; et que ausdictes foires tous marchans puissent aller et venir, séjourner et retourner, vendre, trocquer, achapter et distribuer toutes manières de marchandises licites, et en icelle, tant en allant, séjournant que retournant, joyr et user de tous teilz privilleiges, franchises et libertez, qu'ilz font ès aultres semblables foyres du pays, pourveu qu'il n'y ait ausdicts jours aultres foires à quatre lieues à la ronde; si donnons en mandement par ces mesmes présentes au bailly de Vermandoys, ou à son lieutenant, et à tous noz autres justiciers et officiers, ou à leurs lieuxtenans, et un chacun d'eulx, si comme à luy appartiendra, que de noz présentes grâce, création et érection desdictes foyres, ilz facent, seuffrent et laissent lesdicts supplians, manans et habitans, et les marchans, allans, venans, séjournans et retournans desdictes foyres joyr et user plainement et paisiblement, en faisant icelles foyres crier et publier ès lieux circonvoysins et ailleurs où il appartiendra, et pour tenir lesdictes foyres permectent ausdicts supplians, et ausquelz nous avons permis et permectons de grâce espécial par ces présentes, faire construire et édiffier halles, bans, estaulx, et autres choses licites et convenables, sans leur mectre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ne aussi aux marchans allans, séjournans et retournans desdictes foyres et marchez, aucun destourbier ne empeschement; lequel si fait, mis ou donné, leur avoit esté, ou estoit, leur mect ou facent mectre incontinant et sans délay à plaine délivrance; car ainsi nous plaist il estre faict; et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mectre nostre scel à cesdictes présentes, sauf en autres choses nostre droit, et l'autruy en toutes. — Donné à Dijon, ou moys de avril, l'an de grâce mil cinq cens vingt et ung, et de nostre règne le septiesme. — *Par le roi*, Robertet. *Visa, contentor;* des Landes. »

« Les fermiers des aydes (dit Rogier, Bibl. du roi, Reims, cart. viii, part. iii, p. 9) troublèrent les habitans et marchands en la jouissance dudit octroy et privilége, et, sur ledit trouble, ledit roi, par sa patente donnée à Bar-le-Duc, le 22 aoust 1535*, manda au bailli de Vermandois et aux esleus de Reims de faire et laisser jouir lesdits habitans et

* Nous empruntons le texte de ces lettres aux Arch. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liasse 25, n° 9.

« Françoys, par la grâce de Dieu roy de France, aux bailly de Vermandoys ou à son lieutenant, esleuz sur le fait de noz aides et tailles en l'eslection de Reims, ou à leurs commis, et à chacun d'eulx en droit soy, et si comme à luy appartiendra, salut. L'humble supplicacion de noz chers et bien-amez les bourgeois, manans et habitans de nostre bonne ville et cité de Reims avons receue, contenant que par noz lettres patentes en forme de chartre, cy-devant par nous à eulx octroyées, atachées à ces présentes soubz le contre-seel de nostre chancellerie, et pour les causes plus à plain contenues et déclairées ès icelles, nous avons fait, créé, ordonné et estably en ladicte ville deux foyres par chacun an, l'une le prochain lundy après la Purificacion Nostre Dame, et les jours de mardy et mercredy ensuivant, et l'autre le lundy prochain précédent le jour et feste de la Marie-Magdaleyne, et les jours de mardy et mercredy ensuivans, pour y estre èsdictz jours tenues et continuées perpétuellement, et que tous

sons et exemptons par ses présentes, de l'imposition de douze denyers pour lyvre, toutes les denrées et marchandises quy seront amenées et

marchands des priviléges par lui concédés, durant lesdites foires, nonobstant lequel mandement il ne se trouve pas que lesdits habitans et marchands ayent joui desdits priviléges durant le règne dudit roy François Ier; mais le roy Henri II, à l'instance et poursuite de monseigneur le cardinal de Lorraine, a octroyé le privilége desdites foires.... Comme aussi ledit roy Henri a établi, à l'instance dudit seigneur cardinal, le siége présidial, et aussi une université [et a rendu la Vesle navigable], ce qui a grandement annobli, augmenté et enrichi ladite ville. »

Voici les lettres de Henri II qui se trouvent arch. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 25, n° 11* :

« Henry, par la grace de Dieu, roy de France, à tous, présens et advenir, salut.—

marchans y peussent aller et venir, vendre, troquer, achapter, eschanger, et distribuer toutes manières de marchandises licites, joyr et user de tous privilleiges, libertez et franchises, ainsi qu'ilz font aux aultres semblables foires du pays; et combien que lesdicts marchans n'ayent acoustumé de payer ausdictes autres foires aucun droit d'imposicion de leursdictes marchandises, ains en sont tenuz francs, quictes et exemptz, néantmoins noz fermiers, ou aultres, se sont efforcez et efforcent lever et faire payer ausdicts marchans icelluy droit d'imposicion, qui est douze deniers pour livre, au moyen de quoy lesdictes foyres demeurent du tout inutilles ausdicts supplians, en leur très-grant grief, préjudice et dommaige, et de la chose publicque du pays, nous humblement requérans, actendu mesmement les causes pour lesquelles nous avons créé et estably lesdictes foyres en ladicte ville, plus à plain contenues et déclairées en nosdictes lettres de créacion et érection, aussi que n'avons aucun intérest en ladicte franchise, parce que des marchandises qui sont achaptées et débitées èsdictes foyres ledict droit d'imposicion se paye hors foyre durant l'année, il nous plaise leur octroyer et impartir nostre grâce et libéralité, et dire et déclairer nostre vouloir et intention sur ce. Pourquoy nous, ces choses considérées, désirans ausdicts supplians subvenir en ceste partie, en faveur et pour considéracion de la bonne et grande loyaulté et vraye obéissance que par effect ils ont tousjours démonstrée avoir envers nous, nos prédécesseurs roys, que Dieu absoille, et la couronne de France; pour ces causes, et aultres considéracions à ce nous mouvans, avons, ou cas dessusdict, dit et déclairé, disons et déclairons, de nostre grâce espécial et auctorité royal, par ces présentes, que nous avons voulu et entendu, comme encores voulons et entendons que lesdictes eux foyres ainsi par nous créés et establyes en ladicte ville, ès jours dessus déclairez, soient franches; et voulons, et nous plaist, que tous marchans et aultres qui les fréquenteront y puissent vendre, achapter, trocquer et eschanger toutes marchandises licites, sans pour cé nous payer ledict droit d'imposicion de douze deniers pour livre, ne aultre devoir ou subside quelconque, et, au surplus, joyr et user de tous autres privillèges, libertez et franchises dont ilz joyssent et ont acoustumé joyr ès aultres foyres tenues tant en ladicte ville que ou pays d'environ. Si voullons, vous mandons et expressément enjoignons par ces presentes, que de noz présens grâce, déclaracion et vouloir, ensemble de tout le contenu en ces présentes, vous faictes, souffrez et laissez lesdicts supplians joyr et user plainement et paisiblement, tout ainsi et par la forme et manière que dessus est dit et déclairé, sans leur faire, mectre, ou donner, ne souffrir estre fait, mys ou donné, aulcun trouble ou empeschement au contraire, lequel sy fait, mys ou donne leur estoit, le mectez ou faictes mectre incontinant et sans delay au premier estat et deu, car tel est nostre plaisir, nonobstant quelzconques ordonnances, restrinctions ou deffences à ce contraires. Donné à Bar-le-Duc, le xxe jour d'aoust, l'an de grâce mil cinq cens trente-cinq, et de nostre règne le vingt-et-ungiesme. Par le roy, monseigneur le cardinal de Lorraine présent, Breton. »

* A cette pièce sont jointes :

1°. Les lettres d'enterinement des généraux conseillers du roi sur le fait et gouvernement de ses finances, en date du 26 décembre 1547.

2°. Les lettres d'enrégistrement en la chambre du conseil de la cour du roi à Reims, par-devant le lieutenant du bailli de Vermandois à Reims, en date du 30 décembre 1547.

3°. Les lettres de jussion aux gens des comptes et généraux conseillers par le roi ordonnés sur le fait de la justice des aides à Paris, qui « soubz couleur « de ce qu'il n'a esté enquis sur la commodité ou in-

vendues ès foires du Lendict, et Sainct Laurent à Paris, ès anciennes foires de Champaigne et Brye, ès foires de Sainct Romain de Rouen,

Nostre très-cher et très-amé cousin l'arcevesque et duc de Reims, premier per de France, nous a remonstré que ladicte ville est l'une des plus anciennes et renommées villes et citez de nostre royaume, frontière dudict pays, grande, spacieuse et forte, ayant non-seullement siège d'église métropolitaine, mais première dignité et pairrie de France, soubz le ressort immédiat de nostre court de parlement à Paris; mais pour l'incommodité du lieu, loing de mer et grosses rivières, grans chemins et passaiges, peu habitée et peuplée de gens riches et aysez; et considérant, nostre dict cousin, qu'il n'y a plus prompt ne meilleur moyen de secourir et enrichir nostre dicte ville, que par le commerce, train et trafficque de marchandises, lequel, d'autant que plus il sera en ladicte ville franc et libre, moins chargé de daces, imposicions et tributz, sera occasion de y inviter, actraire, faire venir et habiter les marchans, tant de nostre royaume et pays voysins que aussi toutes sortes d'estrangiers, par le moyen desquelz noz subgectz auront non-seullement communication des biens et marchandises estrangères, mais aussi grant moyen de eulx deffaire et descharger de leurs marchandises et manifactures, qui leur sont comme inutilles pour le peu de moyen qu'ilz ont de les tirer hors le pays, lesquelles seront enlevées par lesdicts marchans forains et estrangiers, desquelz ilz receveront bonnes et grosses sommes de deniers, dont aussi le fait d'icelles marchandises et manifactures multiplira et augmentera, tant au bien et proffict de ladicte ville, qui pour la franchise et liberté de commerce en sera beaucoup plus hantée, fréquentée et habitée, que aussi de noz droictz et devoir d'imposition foraine, hault passaige, et autres, qui d'autant plus augmenteront que ledit commerce sera plus grant, ainsi que nostredit cousin a par effect bien congneu, pour la seulle franchise de deux foyres que par cy-devant nos prédecesseurs ont érigées en ladicte ville; en laquelle au temps desdictes foyres, plusieurs marchans tant de nostre royaume que du pays d'Almaigne, et autres pays, royaumes et contrées étrangères, se trouvent en bien grand nombre, qui est toutesfois bien peu de chose, pour la grandeur et incommodité du lieu et scituation de ladicte ville. A ceste cause, nostredit cousin nous auroit requis, que en consideracion du sainct sacre, couronnement, et premiers honneurs que les rois de France ont receu et reçoyvent en ladicte ville, comme en semblable nagueres nous avons faict, nostre plaisir feust en sa faveur prière et requeste, pour l'augmentation et décoration de ladicte ville, bien, proffict, et utillité de noz subgectz, créer, et ériger encores deux foyres par chacun an, à telles et semblables franchises et exemptions, que les deux autres foires qui par cy-devant y ont esté ordonnées et establies; en quoy faisant la perte et diminucion que nous pourrions avoir de l'imposicion de douze deniers pour livre de toutes sortes de marchandises qui seront vendues, trocquées et eschangées, durant lesdictes foires, pourra recevoir quelque récompense pour les droictz d'imposition foraine, hault passaige, et autres que nous prendrions ainsi qu'avons accoustumé sur les marchandises qui seront admenées des pays forains, et qui de ladicte ville seront tirées hors nostre royaume, en plus grande quantité qu'il n'a esté faict jusques à present. Savoir faisons,

« commodité de la création et establissement des« dictes foyres, diffèrent procéder à la vérification « desdictes lettres. » En date du 14 janvier 1547.

4°. Arrêt d'enrégistrement à l'élection de Reims, en date du 12 mai 1548, par lequel les élus consentent « en tant qu'il leur appartient, que les ma« nans et habitans de Reims, et les marchans, tant « subgectz du roy que estrangers, hantant icelles « deux nouvelles foyres joiseent de tels prévilleiges « que ont acoustumé joir ceulx qui hantent les deux « anciennes foyres, mesmement de ladicte exemption « de douze deniers tournois pour livre, que le roy « prent sur les vins et aultres sortes de marchandises « vendues hors foyres.... »

et de Guibray près Falaise en nostre duché de Normandie, et aultres foires d'ancienneté constituées et establies ès villes et citez de nostre

que nous, inclinans libérallement à la prière et requeste de nostredict cousin, voullans donner à noz subgectz tous moyens d'eulx enrichir, et spéciallement aux habitans de nostredicte ville de Reims, pour la singulière affection que nous leur portons, et à ce que perpétuellement ilz se ressentent de nostre grâce et libérallité, avons par l'advis et délibération de plusieurs princes de nostre sang, et gens de nostre privé conseil, ouy sur ce pour nostre intérest nostre procureur général en nostredict conseil, pour les causes dessusdictes, et autres bonnes grandes et justes considérations et respectz, créé, et érigé et estably, et par ces présentes de nostre certaine science, plaine puissance, grâce spécialle et auctorité royal, créons, érigons et establissons, oultre les deux foyres qui d'ancienneté ont esté instituées et establies en ladicte ville, deux autres nouvelles foires pour y estre chacune d'icelle par l'espace de trois jours entiers et consécutifz, tenues, continuées et excercées par chacun an cy-après, au lieu de la Cousture, ou autre lieu et place que nostredict cousin, ou ses officiers, verront estre plus propre et commode, c'est assavoir l'une le lundy, mardy et mercredi prochains ensuyvans la feste de l'Épiphanie Nostre-Seigneur, et l'autre le lundy, mardy et mercredi prochains précédens le jour et feste de la Magdelaine, à commancer la première d'icelles le lundy prochain ensuyvant ladicte feste de l'Épiphanie prochainement venant, et ainsi cy-après continuer par chacun an à perpétuité; voulons et nous plaist, que en icelles, tous marchans et sortes de gens, soient noz subgectz, forains ou estrangers, puissent avecques toutes sortes de biens, denrées et marchandises licites, permises et convenables, venir, séjourner, aller et retourner, et leursdictes denrées et marchandises vendre, trocquer, changer, distribuer, en tirer et transporter; et en ce faisant que eulx, leurs facteurs, négociateurs, serviteurs et entremecteurs, biens, denrées et marchandises licites, permises et convenables, joyssent et usent de toutes telles et semblables franchises, privileiges, exemptions, libertez, dont lesdictes deux anciennes foyres, et ceulx qui en icelles hantent, trafficquent et fréquentent, sont exemptz, et mesmement de la franchise et exemption de douze deniers pour livre, que nous prenons sur les vins et autres sortes de marchandises vendues hors foyres en ladicte ville; de laquelle imposition nous avons les habitans de ladicte ville, et lesdicts marchands hantans et fréquentans cy-après lesdictes deux nouvelles foyres, ensemble leurs vins, denrées et marchandises vendues, trocquées et eschangées, durant lesdictes foyres, quicté, affranchy, et exempté, quictons, affranchissons et exemptons à quelque somme, valleur et estimation qu'ilz se puissent monter, de noz science, puissance, grâce et auctorité dessus dictes, par ces dictes presentes signées de nostre main; en rapportant lesquelles ou *vidimus* d'icelles, faict soubz scel royal pour une foiz, nous voullons noz receveurs et fermiers à qui ce pourra toucher, estre d'antant tenuz quictes et deschargez partout où il appartiendra et besoing sera, sans difficulté; pour la teneure et excercice desquelles foyres, nous avons à nostredit cousin permys et octroyé, permectons et octroyons que audict lieu de la Cousture, ou en tel autre lieu de ladicte ville qu'il vouldra, il puisse, ou lesdicts habitans par son congé, licence et permission, faire dresser, lever, ou hériger, bancs, halles, estaulx et clostures qu'il advisera bon estre, pour la commodité desdictes foyres, marchans et marchandises estans en icelles, et en prendre et percevoir tous les fruictz, prouffictz, droitz et devoirs pour ce deubz, indifféremment de tous ceulx qui feront estellaige, train et trafficq de marchandise ès dictes foyres, affin que aucunes faultes ou abbuz ne soit commis au faict desdictes foyres, au préjudice de nostredict droict d'imposition de douze deniers pour livre, et autres dont les vins,

royaume, à nous appartenantes; laquelle imposition de douze deniers pour livre a cours de présent par tout nostre royaume, ou en la plus

denrées et marchandises vendues, débitées, trocquées et eschangées en icelles, sont exemptz; nous ne voullons ni entendons que lesdictz vins, denrées, et marchandises qui seront enlevées et transportées hors ladicte ville, durant lesdictes foyres, soient exemptz, franches ne quictes de ladicte imposicion et autre droict, sinon que par acte ou contract autenticque, passé durant lesdictes foyres, deuement il apparust avoir esté achaptées, trocquées, vendues et changées durant icelles foires, et laissées en garde pour après les enlever et transporter par les achapteurs, serviteurs, négociateurs, ou entremecteurs, ce que nous voullons estre faict dedans quinze jours après lesdictes foyres expirées et passées, pour toutes préfixions et délaiz, sans préjudice du droict d'arrest coustumier, au dedans des fins et limittes de la jurisdicion appartenant à nostredict cousin, à cause de ladicte pairrye et archevesché, auquel nous n'avons entendu et n'entendons desroger en quelque sorte et manière que ce soit. Si donnons en mandement à nos amez et féaulx conseillers les gens tenant nostre cour de parlement, et chambre des comptes, généraulx conseillers par nous ordonnez tant sur le faict de noz finances, que de la justice de noz aydes, au bailly de Vermandois, ou son lieutenant, et esleuz sur le faict de noz aydes et tailles audict Reims, ou leurs commis, et à tous noz autres justiciers et officiers présens et advenir, et à chacun d'eulx en droit soy, et si comme à luy appartiendra que de noz présens création, érection et establissement de foyres, franchises, libertez et exemptions d'icelles, et de tout le contenu en cesdictes présentes, ilz facent, seuffrent, et laissent nostredict cousin, et les manans et habitans dudict Reims, et tous autres hantans et fréquentans et trafficquans ès dictes foyres, joyr et user plainement paisiblement et perpétuellement, sans en ce leur faire mectre, ou donner, ne souffrir estre faict, mis, ou donné, ores, ne pour le temps advenir, ne semblablement ès dictes denrées et marchandises d'iceulx marchans, aucun arrest, trouble, destourbier, ne empeschement au contraire, lesquelz si faictz, mis ou donnez leur estoient, les mectent, ou facent mectre, tantost et sans délay, à plaine et entière délivrance, en faisant lire, publier et enrégistrer cesdictes présentes partout où besoing sera, à ce que nul n'en prétende cause d'ignorance; car tel est nostre plaisir, nonobstant que la valleur et estimation de ladite imposicion ne soit cy autrement spécifiée ne déclairée, et quelzconques ordonnances, restrinctions, mandemens ou deffences à ce contraires, et affin que ce soit chose ferme et estable à tousjours, nous avons faict mectre nostre seel à cesdictes présentes, sauf en autres choses nostre droict, et l'autruy en toutes. — Donné à Reims, ou moys d'aoust, l'an de grâce mil cinq cens quarante-sept, et de nostre règne le premier. *Signe*, Henry. — *Par le roy* : le sire de Montmorency, conestable et grant maistre de France, et autres présens, Duthier. *Visa, contentor;* de Moulins.

« Lecta, publicata, et registrata, audito procuratore generali regis. Actum Parisius in parlamento, duodecima die decembris, anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo septimo. — Lescuyer.

« Lecta similiter et registrata in camera computorum domini nostri regis, de expresso mandato ejusdem domini, decima nona januarii, anno suprascripto. — Lemaistre.

« Lecta similiter, publicata et registrata in curia juraminum, audito et conscenciente procuratore generali regis in eadem curia, de expresso tamen mandato ejusdem domini nostri regis, et sub modificacionibus in registro contentis, die vigesima aprilis, anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo octavo post Pasca. — Lesueur. »

La franchise absolue de ces foires ne s'établit point sans conteste, et l'avidité des fermiers donna lieu à une série de procès, qui furent terminés par divers arrêts, dont nous rapportons ici les principaux :

part d'icelny ; voulant que tous iceulx marchans, quy lesdictes denrés et marchandises vendront ès dictes foires, et chacun d'eulx, soient

1° *Déclaration du roy Louis XIII, portant confirmation des foires franches de la ville de Reims.*

« Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous présens et à venir, salut. Les lieutenant, gens du conseil et habitans de notre ville de Reims, nous ont fait remontrer que ladite ville est une des anciennes et renommées du royaume, siége d'église métropolitaine, et de la première pairie de France, en laquelle nous et nos prédécesseurs rois avons reçu le saint sacre et couronnement, grande, vaste et spatieuse, mal peuplée et peu habitée, tant pour être hors des grands chemins que loin des mers et rivières navigables, et par ainsi de peu de commerce et traficq. Ce que nosdits prédécesseurs rois ayans reconnu, et d'ailleurs considéré que ladite ville est assise près des limittes et frontières de notredit royaume, auroient recherché tous moyens possibles pour la rendre fréquentée et peuplée de nombre d'hommes suffisant pour la seureté et conservation d'icelle. Et d'autant que le meilleur et plus prompt expédient de rendre une ville abondante en peuples et en richesses, gist au traficq de marchandise, qui ne se peut mieux accroître que par la liberté du commerce, ils auroient de longtemps donné et octroyé auxdits habitans quatre foires franches, l'une de huit jours, appellée la foire de la Coûture, et les trois autres chacune de trois jours, avec affranchissement du sol pour livre des vins et marchandises vendues pendant le temps d'icelles, tant par les habitans que marchands forains et étrangers; laquelle exemption est aucunement récompensée par les droits d'imposition foraine, et de haut passage qu'avons accoutumé de prendre sur les marchandises amenées des pays forains, et tirées de ladite ville hors du royaume en plus grande quantité à causes desdites foires : deux desquelles, savoir, de Saint-Remy et de la Coûture, font partie des anciennes foires de Champagne, et sont de telle antiquité, qu'il n'est mémoire de celuy de nosdits prédécesseurs rois qui les a premièrement établies et instituées en ladite province; mais apparoit, par lettres de chartres desdits habitans, que le feu roy Charles VII les a rétablies et remises sus en plusieurs villes et citez de son royaume, du nombre desquelles est ladite ville de Reims, ainsi qu'il appert par lettres de déclaration de Louis XI, du mois de septembre mil quatre cens soixante-onze, par lesquelles, en interprétant celles dudit roy Charles son père, du mois de juin mil quatre cens cinquante-cinq, pour certaines causes et considerations portées par lesdites lettres, particulièrement en faveur et rémunération des grands frais et dépens que les habitans dudit Reims ont eu le temps passé, pour le sacre et couronnement des rois ses prédécesseurs et de luy, et ont encore à soutenir quand le cas y échet, pour lesquels ils n'auroient aucuns privilèges; ledit sieur roy auroit déclaré que ladite ville de Reims étoit comprise au privilège octroyé par ledit feu roy Charles VII son père, aux anciennes foires de Champagne, ayant lesdites deux anciennes foires été depuis continuées et confirmées ausdits habitans, par lettres des rois successeurs dudit Louis XI, spécialement par celles de François Ier, du mois d'avril mil cinq cens quatorze; lequel par autres ses lettres en forme de chartres du mois d'avril mil cinq cens vingt-un, pour donner moyen aux habitans de ladite ville de s'accroître et multiplier en nombre, en considération dudit sacre, et pour les récompenser de la somme de cinquante-deux mil livres déboursée par les habitans dudit Reims, et employée en achapt de bled, avoines, vins et autres munitions pour la nourriture de dix mil hommes de guerre, l'espace de quatre mois, au temps que la ville de Terrouenne fut prise par les Anglois, établit et institua deux autres nouvelles foires, chacune de trois jours, aux mêmes franchises et libertez, et de même

tenus quictes de ladicte imposition de douze denyers pour lyvre, pour toultes icelles denrés et marchandises qu'ils améneront ou feront ame-

nature que les deux anciennes. Lesquelles deux foires nouvelles, vulgairement appellées les foires de l'Epiphanie et de la Magdeleine, ensemble lesdites deux anciennes, auroient été de nouveau confirmées et continuées ausdits habitans, par lettres de Henry II, au mois d'aoust mil cinq cens quarante-sept, particulièrement avec la liberté de pouvoir tirer et transporter hors ladite ville durant le temps des foires, et quinze jours après icelles expirées, les vins et marchandises que les marchands feroient apparoir avoir été vendues durant icelles foires, et laissées en garde pour après les enlever et transporter par les achepteurs, ou gens pour eux, et avec toutes les autres franchises et libertez des anciennes foires de Champagne, lesquelles ont été du commencement tenues ès marchez communs de notredite province, comme appert par lettres de Philippes de Valois du mois d'aoust mil trois cent quarante-neuf, et étoient foires générales et universelles, non localles et particulières; mais depuis à causes des guerres, ayant ete mises et transférées dans aucunes villes d'icelle province, elles y ont été tenues jusqu'à présent dans toute l'etendue d'icelles indifféremment, comme il se fait encore ès foires de Lion et de Rouen, et en celle de Saint-Denis en France, sans avoir été restraintes et limitées dans un champ de foire particulier. Duquel privilége lesdites villes de Champagne, spécialement celle de Reims, capitalle de la province, a jouy de temps immémorial, et plus que centenaire, plainement et paisiblement, au veu et sceu de tous les fermiers et receveurs de nos aides, sans que jamais les habitans de ladite ville ou forains trafiquans en icelle durant lesdites foires, ayent été troublez et empèchez en la possession et jouissance dudit privilége; auquel avons conservé et maintenu lesdits habitans par nos lettres de confirmation desdites quatre foires, du mois de juillet, et par icelles déclaré que notre intention a été et est, qu'ils jouissent des priviléges, franchises et exemptions desdictes foires par toutes les villes et étendue de Reims. Nonobstant laquelle possession et declaration portee par nosdites lettres, et au prejudice d'icelles, sous prétexte de certains arrests obtenus par aucuns fermiers genéraux ou particuliers de nos aydes, à l'encontre de quelques villes et communautez de notre royaume, qui ne sont villes frontières, ny de telle grandeur, antiquité, dignite, mérite et importance que notredite ville, et dont les foires ne sont du nombre et de la nature des anciennes foires de Champagne, comme aussi sous ombre que l'arrest de vérification de notredite cour des aydes du vingt-sixième septembre dernier, sur nosdites lettres du mois de juillet précédent, porte cette restriction et modification : « pour jouir par les impetrans de l'effet et contenu d'icelle suivant les édits et ordonnances, arrest et règlemens de la cour »; les fermiers generaux de nos aydes, et autres sous-fermiers en l'élection de Reims, ont intentez plusieurs procez tant contre la communauté que particuliers habitans de ladite ville de Reims, en notredite cour des aydes, par lesquelles ils prétendent asservir de nouveau lesdits habitans de mener, conduire et vendre leurs vins et autres marchandises sur un champ de foire, et retrancher le privilége d'enlever dans les quinze jours suivans et consécutifs les vins et marchandises vendues durant lesdites foires, qui a été donne en consideration des forains et étrangers, qui n'ont toujours des chartiers prests pour ce faire dans le temps desdites foires, pour la briefveté d'icelles, sur la fin desquelles ils font le plus souvent leur achapts; s'efforçans lesdits fermiers introduire de nouveau telles servitudes, encore que nos aydes ne leur ayent par nous été adjugez, que pour en jouir aux mèmes conditions que les fermiers précédens; que s'il intervenoit ou étoit intervenu aucuns arrests de notredite cour des aydes sur ce au profit desdits fermiers, et qu'ils fussent exécutez à l'encontre desdits habitans et des forains et étrangers, ce seroit entièrement

ner, et seront vendues. Sy vous mandons, et expressément enjoignons, et à chacun de vous, sy comme à luy appartiendra, que de nos pré-

ruiner et réduire à néant les priviléges d'icelles foires, plusieurs marchandises ne se pouvant commodément mener sur un champ de foire, principalement les vins, esquels consiste le principal traficq des habitans avec les forains et étrangers, pour les incommoditez et inconveniens qui arriveroient, si au temps des foires, qui dure peu, lesdits habitans, pour vendre quelque partie de leurs vins, étoient contraints, pour jouir des priviléges, iceux troubler et ruiner, les tirer de leurs caves et les y remettre, iceux charier et exposer en lieu chaud durant trois jours desdites foires, qui arrivent en temps que les vins sont encavez, à cause des chaleurs de l'esté, et ce faisant les diminuer de bonté et de prix, pour être de nature foibles et délicats, et qui ne se conservent que par la bonté desdites caves, à quoy faire ils ne trouveroient assez de tonneliers pour les tirer, ny de chartiers pour les charier, feroient plus de frais, et souffriroient plus de dommage, qu'ils n'auroient de profit en la jouissance desdits priviléges, qui leur auroient en vain été donnez, sinon avec les moyens de s'en servir avec quelques profits et utilité : joint qu'il n'y eut oncques, et n'y a encore de présent aucun champ ou place en ladite ville, qui puisse recevoir la cinquantième partie du vin qui est ordinairement mis et conservé ès caves et celliers d'icelle ville. Desquels incommodités, inconvéniens, pertes et dommages, procéderoit la perte desdits priviléges, et du traficq, contre l'intention des rois nos prédécesseurs et de nous : au moyen de quoy lesdits habitans qui doutent que lesdits fermiers n'ayent obtenu ou obtiennent cy-après en notredite cour des aydes, quelques arrests et jugemens contraires à leurs anciennes possessions et priviléges, desiroient qu'il nous pleust leur accorder nos lettres de déclaration à ce nécessaires, humblement requérant icelles. Nous, désirant à l'imitation de nosdits prédécesseurs rois, bien et favorablement traiter les habitans de notredite ville de Reims, et iceux maintenir en leurs anciens priviléges, franchises, libertez et exemptions, en considération du saint sacre et couronnement qu'avons receu en ladite ville; et afin que, suivant l'intention desdits rois et la nôtre, elle puisse s'accroître en nombre d'habitans, pour plus grande seureté d'icelle; pour ces causes, et autres bonnes et justes considérations à ce nous mouvans, de l'avis de notre conseil, et en interprétant nos lettres de confirmation desdites foires, avons de notre grâce spécialle, pleine puissance et authorité royalle, dit, déclaré et ordonné, disons, déclarons et ordonnons, voulons, entendons et nous plaît, que les franchises et exemptions du sol pour livre par nous et nos prédécesseurs rois données, concédées et octroyées aux habitans de ladite ville, s'étendent durant le temps d'icelles foires cy-dessus déclaré, par toute l'étendue de ladite ville et fauxbourg *; dans laquelle étendue,

* Ces concessions furent restreintes par les deux arrêts suivants de la cour des aides :

1°. *Arrest de la cour des aydes, portant enrégistrement avec restriction des lettres précédentes.*

« Entre les lieutenant, gens du conseil, manans et habitans de la ville de Reims, demandeurs à l'entérinement et vérification des lettres patentes du roy, par eux obtenues au mois d'aoust mil six cens dix-sept, d'une part; et M. Claude Aubert, fermier général de l'élection, fauxbourgs dudit Reims, défendeur, d'autre. Et encore entre M. Antoine Feydeau, adjudicataire général des aydes de France, demandeur en requête du vingtième février mil six cens dix-neuf, tendante afin d'être receu partie intervenante en ladite instance, et opposant à la vérification desdites lettres, d'une part; et lesdits manans et habitans dudit Reims, défendeurs d'autre. Et encore entre M. Nicolas Buchet, cy-devant fermier général dudit Reims, opposant à l'entérinement desdites lettres, suivant la requête par luy présentée à ladite cour le vingt-troisième octobre mil six cens dix-neuf, d'une part; et lesdits manans et habitans de Reims, défendeurs d'autre. Et encore entre Jean Faultrier, soy-disant fermier des aydes de Champagne, demandeur en requête d'intervention au

sens affranchissemens et exemptions vous faictes, souffrez et laissez joïr et user plainement et paisiblement tous lesdicts marchans, en les faisans

maisons, boutiques, caves et celliers, tous habitans, forains et étrangers puissent et leur soit loisible vendre, trocquer, changer et donner en paye toutes sortes de vins et marchandises permises et licites, sans qu'ils soient tenus faire transporter lesdites marchandises de leurs boutiques et magasins, ny tirer leurs vins de leurs caves ou celliers, pour iceux exposer sur un champ de foire : et iceux vins et marchandises ainsi vendues.

procez d'entre lesdits habitans contre lesdits Feydeau et Buchet, d'une part; et lesdits lieutenant, gens du conseil, manans et habitans dudit Reims, défendeurs en ladite intervention, d'autre. Et encore entre Charles Arnoul, Jacques Mouzon et Pierre Poictevin, demandeurs en requête du vingt-cinq may mil six cens vingt, à fin d'intervention, d'une part; et lesdits habitans de Reims, défendeurs et empêchans l'entérinement de ladite requête, d'autre. Veu par la cour lesdites lettres patentes, données à Paris au mois d'aoust mil six cens dix sept, obtenues par lesdits habitans et gens du conseil de ladite ville de Reims, par lesquelles le roy déclare, veut, ordonne et luy plaît que les franchises et exemptions du sol pour livre par luy et ses prédécesseurs rois données, concédées et octroyées ausdits habitans, s'étendent durant le temps des quatre foires y mentionnées, l'une de huit jours appelée de la Coûture, et les trois autres de trois jours, par toute l'etendue de ladite ville et fauxbourgs; dans laquelle étendue, maisons, boutiques, caves et celliers, tous habitans, forains et étrangers, pourront vendre, trocquer, changer et donner en paye toutes sortes de marchandises, sans qu'ils soient tenus faire transporter lesdites marchandises de leurs boutiques et magazins, ny tirer leurs vins de leurs caves et celliers pour les exposer sur un champ de foire; et iceux vins et marchandises ainsi vendues, tirer et transporter hors ladite ville durant lesdites foires, et quinze jours consécutifs apres icelles foires expirées, ainsi qu'ils en ont bien et deuement jouy et usé, et jouissent, nonobstant la restriction et modification de l'arrest, du vingt six septembre mil six cens seize, de verification d'autres lettres aussi obtenues par lesdits habitans au mois de juillet audit an mil six cens seize, contenant les exemptions et franchises desdites quatre foires, sans préjudice des droits d'entrées, traites domenialles, impositions foraines, reve, haut passage et autres droits de traite qui se payent autrement que le sol pour livre; lesdites précédentes lettres du mois de juillet mil six cens seize, ledit arrest du vingt-six septembre, par lequel est ordonné que lesdites lettres seront registrées au greffe d'icelle, pour jouir par les impétrans de l'effet y contenu, ainsi que cy-devant ils en ont bien et deuement jouy et usé, jouissent et usent de présent, suivant les édits et ordonnances, arrests et réglemens de la cour, et sans préjudice des procez, si aucuns y a pour raison de ce; lesdites lettres et arrests attachez sous le contre-scel; veu aussi la requeste présentée à ladite cour par lesdits impétrans, à fin de vérification desdites lettres; arrest du troisième avril mil six cens dix-huit, par lequel avant procéder à la vérification desdites lettres du mois d'aoust mil six cens dix-sept, elle a ordonné qu'elles seront communiquées au fermier de ladite ville de Reims, pour consentir ou empêcher ladite vérification, ou faire telle autre déclaration qu'il verra bon être, pour ce fait, rapporté, communiqué au procureur général du roy, et veu par la cour, ordonner ce que de raison; proces-verbal d'entre lesdits habitans et ledit Aubert des vingt-troisième aoust et autres jours suivans audit an mil six cens dix-huit, contenant les demandes, dires, déclarations, oppositions et contestations des parties, dont leur a été donné acte et ordonné que ledit proces-verbal, lettres, déclarations et arrest seront communiquez au procureur général du roy, pour, ses conclusions veues et le tout rapporté, leur être par la cour fait droit, ainsi que ladite cour verroit être à faire par raison; productions desdits habitans et Aubert; ladite requeste dudit Feydeau du deuxième may, pour être receu opposant à la vérification desdites lettres du mois d'aoust mil six cens dix-sept, pour l'exemption et interprétation de l'arrest de ladite cour du champ de foire en ladite ville; arrest du deuxième mars mil six cens dix-neuf, par lequel ledit Feydeau est receu partie intervenante audit procez dont est question, et ordonne qu'il baillera ses moyens d'intervention dans trois jours, ausquels lesdits habitans répondroient trois jours après, et que les parties produiroient, bailleroient contredits et salvations dans le temps de l'ordonnance, pour le tout veu, rapporté, ordonner ce que de raison; lesdits moyens d'intervention, et réponses, productions desdites parties; requeste dudit Buchet du

tenir quictes et paisibles de ladicte imposition de douze denyers pour lyvre, ainsy et pour la manière que dessus est dict. Mandons aussy à

tirer et transporter hors de ladite ville durant le temps desdites foires, et dans quinze jours ensuivans et consécutifs après lesdites foires expirées, ainsi qu'ils en ont bien et deuement jouy et usé, jouissent et usent : le

tout nonobstant la restriction et modification portée par l'arrest de vérification de notredite cour des aydes dudit vingt-sixième septembre dernier, que nous avons levé et osté, levons et ostons par ces présentes, et

vingt-troisième octobre mil six cens dix-huit, à ce qu'il soit receu opposant à l'entérinnement desdites lettres, et ce faisant qu'elles luy soient communiquées pour fournir ses causes d'opposition; causes d'opposition dudit Buchet, et réponses desdits habitans : appointement du sixième mars mil six cens dix-neuf, par lequel après que lesdits habitans ont persisté à l'entérinnement de leurs lettres, nonobstant l'opposition dudit Buchet, et que ledit Buchet a persisté aux causes d'opposition par luy fournies, et les demandeurs en leurs répliques ont soutenu et persisté au contraire, les parties sont appointées à produire dedans trois jours pardevers ladite cour tout ce que bon leur semblera, et joint; production desdits habitans et Buchet; arrest de ladite cour du troisième février dernier entre lesdits habitans, Aubert, Feydeau et Buchet, par lequel il est ordonné qu'ils prendront communication de leurs productions, pour contre icelles bailler contredits et salvations dans le temps de l'ordonnance, dépens réservées; requestes desdits habitans des onzième février, six et seizième may aussi dernier, employées pour contredits contre les productions desdits Feydeau, Aubert et Buchet, et forclusions et contredits par ledit Buchet; contredits desdits Aubert et Feydeau; salvation desdits habitans contre les contredits dudit Feydeau; arrest du seizième février mil six cens vingt, par lequel, sur la requeste dudit Faultrier à fin d'intervention, les parties sont mises hors de cour et de procez; autre arrest du deuxième juin ensuivant, par lequel la cour a joint la requeste du vingt-cinquième may desdits Arnoul, Mouzon et Poictevin au procez, pour en jugeant y avoir tel égard que de raison; production nouvelle dudit Aubert; requeste desdits habitans employée pour contredits contre ladite production nouvelle; autre requeste dudit Aubert employée pour salvations; requeste dudit Aubert du dix-septième juin, à ce que descente soit faite en ladite ville de Reims, pour connoître la compétence et suffisance de la place de Coûture pour tenir les foires, et à cette fin qu'elle soit veue et visitée, mesurée et arpentée par experts et gens à ce connoissans, autres que lesdits habitans de Reims et Chaalons, et à faute d'en convenir, qu'il en soit nommé et pris d'office, après les offres de consigner; autre requeste dudit Aubert du dernier dudit mois, afin de raporter par lesdits habitans les lettres de concession de deux premières foires, ensemble l'arrest de vérification d'icelles; et pareillement celuy du vingtième avril mil cinq cens quarante-huit, portant la vérification des lettres du roy Henri II du mois d'aoust mil cinq cens quarante-sept, pour connoître les charges et modifications contenues en iceluy, et à faute de ce faire dans ledit temps, qu'ils seroient déboutez de leursdites lettres, et ordonner que les arrests obtenus par ledit Aubert contre lesdits habitans en général et en particulier, seront exécutez selon leur forme et teneur, la première requeste signifiée, et les deux mises au sac suivant l'ordonnance d'icelle; conclusions du procureur général du roy; requeste desdits lieutenant, gens du conseil et habitans de Reims, du sixième juillet dernier, à ce qu'il soit procédé au jugement du procez, sans avoir égard au prétendu intérest dudit Aubert, pour ce qui reste à expirer de son bail, pour n'être ledit intérest considérable; autre requeste dudit Aubert dudit jour, à ce que sans avoir égard à ladite requeste desdits habitans, l'arrest y mentionné soit mis au greffe, si mieux lesdits habitans n'aiment accepter purement et simplement la déclaration et offres par luy faits au procez; et en ce faisant l'indemniser envers le roy par chacun an de la somme de trente-cinq mil livres t. sur les cent seize mil livres qu'il rend au roy des fermes généralles des aydes des élections de Reims et de Chaalons, eu égard que les aydes de ladite ville de Reims lui tiennent lieu de pareille somme, suivant le contrat fait par Raymon Plotton à Claude Thierry, et le dédommageant de tous ses frais, dommages et intérests; quoy faisant il leur rétrocédera tous les baux par luy faits pour ladite ville; à la charge néanmoins, et non autrement, que les habitans du plat pays de ladite élection de Reims, redevables dudit droit de vingtième et sol pour livre envers luy, à cause de son bail général, pour les vins qu'ils recueilleront et vendront en

vous, esleuz, que faictes cryer et publier ces présentes, chascun de vous ès mettes de sa jurisdiction, affin que aucun n'en puisse prétendre

sans préjudice de nos droits d'entrée, traite domanialle, impositions foraines, reuve et haut passage, et autres droits de traite, qui se payent autres que ledit sol pour livre. Si donnons en mandement à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre cour des aydes à Paris, présidens et trésoriers généraux de France, au bureau de nos finances estably à Chaalons, présidens, éleus et controlleurs en l'élection dudit Reims, et à

au-dedans de l'étendue de ladite élection, ne pourront se prévaloir a l'encontre de luy de ladite rétrocession, et à faute d'accepter lesdites offres, luy donner acte de la révocation qu'il fait d'icelles; lesdites requestes mises au sac, de l'ordonnance de ladite cour. Ouis M. Jean de Laval, procureur syndic desdits habitans de Reims, et ledit Aubert, pour ce mandez en la chambre, et tout considéré : La cour faisant droit conjoinctement sur lesdites instances, sans s'arrêter aux requestes du vingt-cinquième may, dix-sept et trente juin dernier, a ordonné et ordonne que lesdites lettres du mois d'aoust mil six cens dix-sept, seront registrées au greffe d'icelle, pour jouir par les impétrans de la franchise et exemption desdites quatre foires, et pendant le temps d'icelles par toute l'étendue de ladite ville et fauxbourgs pour les vins seulement qui y seront vendus en gros par les bourgeois, manans et habitans dudit Reims, à la charge toutesfois que ceux qui auront vendu leursdits vins pendant lesdites foires seront tenus raporter au bureau dans le prochain jour après chacune d'icelles expirée, acte ou contrat autentique passé durant lesdites foires, comme lesdits vins y ont été acheptez, trocquez, vendus, échangez et laissez en garde pour les faire enlever et transporter par les achepteurs, serviteurs, négotiateurs ou entremetteurs, quinze jours pour toutes préfixions et délais après chacune desdites foires expirées, le tout à peine d'être declarez décheus de la grâce à eux accordée par lesdites lettres; et sans que les marchands forains puissent prétendre franchise ou exemption du sol pour livre pour les vins qui seront par eux amenez, vendus, trocquez ou échangez esdits jours de foire, sinon que lesdits vins, comme indifféremment toutes les autres marchandises et denrées, tant desdits habitans que forains, ayent été exposées et vendues dedans le champ de la foire ou autre place à ce destinée, de laquelle lesdits habitans conviendront, selon et conformément à l'arrest du premier septembre mil six cens dix sept, et sans que le présent arrest pour le regard de la franchise du vin vendu en gros par les bourgeois de ladite ville et fauxbourgs, pendant lesdites quatre foires, par toute l'étendue dudit Reims, puisse avoir lieu qu'après le bail dudit Aubert des aydes de ladite élection finy et expiré, sinon en indemnisant ledit Aubert, pour la franchise dudit vin seulement qui sera vendu par lesdits bourgeois de Reims pendant lesdites foires, et hors le champ d'icelles, dans l'étendue de ladite ville, durant le temps de son bail : pour laquelle indemnité lesdits habitans et Aubert contesteront par-devant le rapporteur, si mieux n'aime ledit Aubert se contenter de la somme de huit mil livres pour son indemnité; laquelle option il sera tenu faire dans trois jours après la signification du présent arrest, autrement et à faute de ce faire dans ledit temps, l'option référée ausdits habitans de Reims; le tout sans dépens, dommages et intérests, et sans tirer à conséquence. Prononcé le huitième jour de juillet mil six cens vingt. *Signé*, PAULMIER. »

2°. Autre arrest pour la franchise desdites foires, portant designation du champ d'icelles.

« Entre les lieutenant, gens du conseil et habitans de la ville de Reims, demandeurs en exécution des arrests de la cour des huit juillet, vingt-unième jour d'aoust, et treizième jour d'octobre mil six cens vingt, selon et aux fins des conclusions par eux prises, et offres portées par le procès-verbal des quatorzième jour de juillet et vingt-cinquième jour de septembre audit an, d'une part; et M. Claude Aubert, fermier des aydes de l'élection de Reims, défendeur, d'autre. Et encore ledit Aubert, demandeur aux fins d'une requeste par luy présentée à ladite cour le dix-septième jour de décembre mil six cens vingt, tendante à ce que sur l'appel par luy interjetté d'une sentence rendue par les éleus dudit Reims le vingt-huitième jour de septembre audit an, au profit des habitans de ladite ville, par laquelle lesdits éleus leur ont donné acte de la désignation des lieux mentionnez en un procès-verbal par eux fait des places et lieux pour tenir doresnavant les foires de l'Epiphanie en janvier, Pâques, Sainte-Marie-Magdelène et Saint-Remy d'octobre,

cause d'ignorance; et, pour ce que de cesdictes présentes on pourra avoir affaire à divers lieux, nous voulons que au *vidimus* d'icelles faict

chacun d'eux en droit soy, ainsi qu'il appartiendra, que ces présentes nos lettres de déclaration, vouloir et intention, ils vérifient et fassent registrer, et du contenu en icelles jouir et user lesdits habitans de Reims, ensemble les marchands forains et étrangers, plainement, paisiblement et perpétuellement, cessans et faisans cesser tous troubles et empèchemens au contraire, nonobstant oppositions ou appellations quelcon-

et jouir par les marchands des franchises et exemptions accordées audits habitans par les lettres et arrest de ladite cour, le tout par manière de provisions; ensemble d'autre sentence de nonobstant l'appel interjetté par ledit Aubert, d'une part, et les manans et habitans dudit Reims, défenseurs d'autre. Et encore entre M. Philippes Guérin saisissant et soy-disant avoir droit par transport de M. Nicolas Buchet, demandeur en requeste d'intervention du vingt-unième jour de may mil six cens vingt-un, au procez pendant en icelle entre ledit Aubert contre lesdits lieutenant, gens du conseil, manans et habitans dudit Reims, d'une part; et lesdits lieutenant, gens du conseil, manans et habitans défendeurs, et empèchans ladite intervention, d'autre; et encore entre ledit Guérin, caution et ayant droit par transport dudit Buchet, fermier général des élections dudit Reims et de Chaalons, demandeur en requeste par luy présentée à ladite cour le dix-neufvième jour d'octobre, tendante à ce qu'inhibitions et défenses fussent faites audit Aubert, caution et commis, de s'immiscer en façon quelconque en la recepte et poursuitte desdites fermes, même de contracter ou passer aucunes procurations, sentences, jugemens et arrests, ny bailler quittances antidattées, ny passer aucunes compositions pour raison desdites fermes, à peine de cassation de tout, s'il s'en trouve depuis lesdites fermes saisies, de punition corporelle, et de tous dépens, dommages et intérests, et que les poursuittes et recepte seront faites sous son nom, suivant l'arrest de ladite cour du vingt-cinquième jour de septembre mil six cent vingt un, même qu'il pleust à ladite cour recevoir ledit Guérin opposant à l'exécution de l'arrest passé par appointé avec lesdits habitans et gens du conseil dudit Reims à son préjudice, et de l'instance en laquelle il s'est rendu partie dès le vingt-deuxième jour de may audit an, pour leur prétendu champ de foire par toute la ville de Reims, et ce faisant le recevoir appellant desdites sentences du vingt-huitième septembre mil six cens vingt, de nonobstant l'appel, et de tout ce qui s'en est ensuivy mentionnées audit arrest par appointé, et lesdits habitans condamnez en tous ses dépens, dommages et intérests; et pour les fraudes et divertissemens faits par ledit Aubert des deniers desdites fermes par luy cachez et baillez en garde, et de celuy employé en meubles communs, en chaisnes d'or, vaisselle d'argent et autres; qu'il sera permis audit Guérin de le vérifier, et d'obtenir et faire publier monition à fin de révélation, et que l'arrest qui interviendra sera publié et affiché d'une part; et lesdits habitans et gens du conseil, et ledit Aubert, sous-fermier desdites élections de Reims et Chaalons, défendeurs d'autre; et encore entre ledit Guérin, demandeur en requestes des douzième jour de février et dix-huitième jour d'aoust dernier, tendante à ce que l'instance prétendue pendante par-devant lesdits éleus, pour raison de la désignation faite du champ de foire par les habitans de ladite ville soit évoquée d'une part, et lesdits habitans de Reims, défendeurs, d'autre; et encore entre ledit Guérin, demandeur en requeste du dix-huitième jour dudit mois de février, tendante à ce qu'autre instance pendante par-devant lesdits éleus entre lesdits habitans de Reims, demandeurs en requeste du vingt-sixième jour de novembre mil six cens vingt-un, et ledit Guerin et ses commis soit évoquée, et ce faisant, ordonné que, sans avoir égard à ladite requeste, il luy soit permis de lever par provision pendant le temps dudit procez pendant en icelledite cour entre lesdites parties, le sol pour livre de tous les vins et marchandises qui seront vendues sans l'exposition tant en foire qu'hors foire, en la ville de Reims, d'une part; et lesdits manans et habitans, défendeurs, d'autre. Veu par la cour ledit arrest du huitième jour de juillet, declaration dudit Aubert qu'il ne veut accepter les offres à luy faites par lesdits habitans de la somme de huit mille livres, ains contester sur ladite indemnité; arrest du vingt-unième jour d'aoust, par lequel est ordonné que dans trois jours lesdits habitans déclareront précisément s'ils entendent que le privilége de l'exemption pendant le temps de la ferme dudit Aubert, soit général tant pour eux que pour les habitans du plat pays, pour les affranchir du payement du droit de vingtième du vin vendu en gros au lieu du creu, et

soubz seel royal, foy soit adjoustée comme à ce présent original.—Donné au Bois-sur-Aisne, le seizième jour de juing, l'an de grâce mil quatre

ques, pour lesquelles, et sans préjudice d'icelles ne voulons être différé, car tel est notre plaisir; nonobstant comme dessus, tous édits, ordonnances, réglemens, arrests, mandemens, défenses et lettres à ce contraires, ausquelles et à la dérogatoire des derogatoires y contenues, nous avons dérogé et dérogeons par ces présentes, ausquelles, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre

que lesdites parties contesteront particulièrement sur le fait de ladite indemnité; autre arrest du treiziéme jour d'octobre, par lequel est ordonné que ledit Aubert contestera particulièrement et précisement sur le fait de ladite indemnité, et défendra aux fins et conclusions desdits habitans contenues audit procez verbal, sauf audit Aubert, si bon luy semble, de sommer ou faire appeler M. Antoine Feydeau fermier général pour se joindre avec luy et contester ensemblement sur ladite indemnité; ledit procez verbal du quatorziéme jour de juillet et autres jours ensuivans mil six cens vingt; défenses et fins de non-recevoir dudit Aubert du vingt-deuxiéme jour d'octobre audit an; appointement en droit du neufviéme jour de décembre ensuivant, sur la demande desdits habitans en exécution desdits arrests des huit juillet, vingt-un aoust et treiziéme jour d'octobre, à écrire par avertissement et produire, bailler contredits et salvations dans le temps de l'ordonnance, et à fin de dépens, dommages et intérests, avertissemens et productions desdites parties; arrest du dix-huitiéme jour de décembre audit an, par lequel la cour sur la requeste dudit Aubert, du dix-septiéme jour dudit mois, les parties sont appointées au conseil; signification dudit arrest du douziéme jour de mars mil six cens vingt-un; arrest du vingt-deuxiéme jour de may ensuivant, par lequel ladite cour ayant égard à la requeste du vingt-uniéme jour dudit mois, a receu ledit Guérin partie intervenante audit procez, et ordonné qu'il baillera ses moyens d'intervention dedans trois jours, ausquels les défendeurs répondront trois jours après, et que les parties écriront et produiront dans la huitaine, bailleront contredits et salvations dans le temps de l'ordonnance; moyens d'intervention et réponses, productions desdites parties, forclusions de remplir par ledit Guérin son inventaire; requeste desdits habitans du troiziéme jour d'octobre mil six cens vingt-un, employée pour contredits contre la production dudit Guérin; arrest du vingtiéme jour desdits mois et an, par lequel la cour ayant égard à la requeste dudit Guerin du dix-neufviéme jour dudit mois, en tant que touche les eschevins dudit Reims, a receu ledit Guérin opposant à la réception de l'appointement d'acquiescement dont est question, et l'a aussi receu appellant de la sentence mentionnée audit appointement, et tenu pour bien relevé, et sur iceluy, ensemble sur l'opposition, appointe les parties au conseil, et en ce qui concerne ledit Aubert a permis audit Guérin d'informer des divertissemens faits par ledit Aubert, même d'obtenir et faire publier monition à fin de révélation, et fait défenses audit Aubert de plus passer aucuns appointemens ou accords pour raison de ladite ferme dont il a eté dépossedé par arrest d'icelle du vingt-cinquiéme jour de septembre mil six cens vingt-un; lesdites sentences des vingt-huit et trentiéme jours de septembre mil six cens vingt; causes d'appel dudit Guérin, requeste desdits habitans du dix-neufviéme jour de janvier mil six cens vingt-deux, employée pour réponses; productions desdites parties; contredits des habitans contre deux productions dudit Guérin; arrest du vingt-deuxiéme jour de février mil six cens vingt-deux, par lequel la requeste dudit Guérin du douziéme desdits mois et an est jointe audit procez, pour en jugeant y avoir tel égard que de raison; autre arrest desdits jour, mois et an, par lequel ladite cour, ayant égard à la requeste dudit Guérin du dix-huitiéme jour dudit mois, a évoqué le différend pendant par-devant lesdits eleus, et ordonné que les parties viendront procéder en icelle suivant les derniers erremens, et sur iceluy appointé lesdites parties en droit à écrire et produire dedans trois jours sans contredits, et joint; productions desdites parties; contredits dudit Guérin contre cinq productions desdits habitans; autre arrest du vingt-troisiéme jour d'aoust ensuivant, par lequel ladite cour ayant aucunement égard à la requeste du dix-huitiéme jour dudit mois d'aoust, et en tant que besoin seroit, a évoqué à elle le principal différend des parties, et sur iceluy les a appointé en droit à écrire et produire dedans trois jours, et ordonné qu'à faute de ce faire dans ledit temps, il seroit procédé et passé outre sur ce qui se trouveroit pardevers elle; et acte audit Guérin de ce que, pour toutes écritures et production, il employoit ce qu'il avoit écrit et pro-

cens cinquante-cinq, et de nostre règne le XXXIIIe. Ainsy *signé :* pour le roy en son conseil, CHALIGAUT. »

scel, sauf en autre chose notre droit, et l'autruy en toutes. — Donné à Paris au mois d'aoust mil six cens dix-sept; et de notre règne le huitième. *Signé :* LOUIS. *Et plus bas*, par le roy en son conseil, POTIER. *A costé, visa, contentor*, Petit. *Et scellé de cire verte en lacs de soye rouge et verte.* »

2° *Lettres de jussion sur la confirmation des foires franches de la ville de Reims.*

LOUIS, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, à nos amez et feaux conseillers les gens tenans notre cour des aydes à Paris, salut. Par nos lettres patentes en forme de chartres du mois d'aoust mil six cens dix-sept, nous avons, pour les causes y contenues, déclaré, voulu et ordonné, que les franchises et exemptions du sol pour livre par nous et nos prédécesseurs rois, données aux habitans de notre ville de Reims, s'étendent durant le temps des quatre foires qui s'y tiennent chacun an, ès jours de Saint-Remy d'octobre, Epiphanie, Pâques et Magdelène, par toute l'étendue de ladite ville et fauxbourgs d'icelle, dans laquelle étendue, maisons, boutiques, caves et celliers, tous habitans, forains et étrangers, pourront vendre, trocquer, changer et donner en paye

duit au procez; signification dudit arrest au procureur desdits habitans le pénultième jour dudit mois; requeste desdits habitans du cinquième jour de septembre, employée pour écritures et production, ladite requeste signifiée et mise au sac de l'ordonnance d'icelle; requeste dudit Guérin du quatrième dudit mois d'aoust, contenante l'acte à luy décerné des offres qu'il fait, a sçavoir que dès à présent il se restraint pour ladite indemnité à la somme de quinze mil livres par an, qui est la moindre valeur de ladite ferme, pour chacune des cinq années restantes du bail pour laquelle dite somme il offre laisser la jouissance d'icelle auxdits habitans, avec les compositions y mentionnées prétendues faites par ledit Aubert, qui sont trois mil livres par an, ou environ, si mieux n'aiment lesdits habitans le laisser jouir suivant ledit arrest du huitième jour de juillet, en exposant en temps de foire les vins qu'ils y vendront pendant icelles, ou luy payer la somme de seize sols t. pour chacune demie queue de vin qu'ils vendront durant lesdites foires en leurs maisons sans exposer; autre requeste desdits habitans de Reims, du sixième jour desdits mois et an, à ce qu'attendu leurs offres de huit mil livres contenues au procez-verbal du quatorzième jour de juillet, qui sont plus que suffisantes, et sans avoir égard à la susdite requeste du quatrième jour dudit mois, il soit procédé au jugement dudit procez; après que pour icelle ils ont employé ladite requeste, et ce qu'ils ont écrit et produit, lesdites deux requestes signifiées et mises au sac de l'ordonnance d'icelle; conclusions du procureur général du roy, et après que lesdits maîtres Philippes Guérin, d'une part, Nicolas Bergier et Pierre de La Salle pour lesdits habitans, ont été ouïs en la chambre sur les faits résultans desdites instances, et tout considéré : La cour, faisant droit conjointement sur la demande desdits habitans de Reims, en exécution des arrests des huitième jour de juillet, vingt-quatre et treizieme jours d'octobre mil six cens vingt, et demande dudit Guérin en requeste du vingt-unième jour de may mil six cens vingt-un, a ordonné et ordonne que l'exemption et franchise du droit de vingtième du vin vendu en gros par les bourgeois de ladite ville et fauxbourgs d'icelle, pendant les quatre foires mentionnées audit arrest, par toute l'étendue dudit Reims, n'auront lieu qu'après le temps du bail fait audit Aubert des aydes de ladite élection, qui sera le dernier jour de septembre mil six cens vingt-sept, si mieux lesdits habitans n'aiment exposer leurs vins sur le champ de foire pendant icelles, ou payer audit Guérin douze sols t. pour chacune demie queue de vin qu'ils ont vendu depuis ledit bail, et qu'ils vendront cy-après durant iceluy, en leurs maisons, pendant lesdites quatre foires, sans exposer sur le champ d'icelles, et sans en ce comprendre les abonnemens mentionnez en la requeste dudit Guérin dudit quatrième jour d'aoust, qui luy demeureront purement et simplement; et en tant que touche l'opposition et appellations interjettées par ledit Guérin desdites sentences des vingt-huit et dernier jour de septembre mil six cens vingt, et de tout ce qui s'en est ensuivy, a mis et met lesdites appellations et ce dont a été appellé au néant, en émendant, sans s'arrêter à l'appointement d'acquiescement passé par ledit Aubert au profit desdits habitans, que ladite cour a

XXXVII.

ORDONNANCES des barbiers-chirurgiens de la ville de Reims.

Archiv. de l'archev., lay. 3, liass. 4 *bis*, n° 1.

A tous ceulx qui ces présentes lettres verront ou oiront, Jehan Chardon, licencié en loiz, bailly de Reims, salut. De la partie des maistres jurez du mestier et artifice de barberie demeurans audict 9 avril 1473.

toutes sortes de vins et marchandises permises et licites, franchement et quittement, sans être tenus de faire transporter leurs marchandises de leurs boutiques et magazins, ny tirer leurs vins de leurs caves ou celliers, pour iceux exposer sur un champ de foire, et iceux vins et marchandises ainsi vendues, tirer et transporter hors ladite ville durant le temps desdites foires, et dans quinze jours ensuivans et consécutifs après icelles foires expirées, ainsi que lesdits habitans en avoient bien et deuement jouy, usoient et jouissoient encore. Lesquelles lettres vous ayant esté présentées par les impétrans à fin de vérification et enrégistrement d'icelles, vous avez, par arrest du huitième juillet mil six cens vingt, ordonné entre autres choses, que lesdites lettres seroient registrées pour jouir par lesdits impétrans de la franchise et exemption desdites quatre foires, pendant le temps d'icelles, par toute l'étendue de ladite ville et fauxbourgs, pour les vins seulement qui y seront vendus en gros par les habitans de Reims, à la charge que ceux qui auroient vendu leurs vins pendant lesdites foires seroient tenus de rapporter dans le prochain jour après chacune d'icelles expirées, acte ou contrat autentique passé durant les foires, comme lesdits vins y auront esté acheptez, trocquez, vendus, eschangez et laissez en garde pour les faire enlever et transporter par les achepteurs, serviteurs, négociateurs ou entremetteurs, quinze jours après chacune desdites foires, pour toutes préfixions et délais, sans que les marchands forains puissent prétendre franchise et exemption du sol pour livre pour les vins qui seront par eux amenez, vendus, trocquez ou échangez esdits jours de foires, sinon que lesdits vins, comme indifféremment toutes autres marchandises et denrées, tant desdits habitans que forains, ayant esté exposées et vendues dans le champ de la foire ou autre place à ce destinée, de laquelle les habitans conviendroient; et par autre votre arrest du sixième septembre dernier, vous avez, en exécution du précédent, ordonné aussi entre autres choses, que le champ pour tenir la foire de Saint-Remy d'octobre seroit restraint et limité dans le ban et places dudit Saint-Remy, et pour les trois autres foires, qu'elles se tiendront en la place de la Coûture, ausquels lieux toutes personnes exposans et vendans leurs marchandises pendant les foires, jouiroient de la franchise et exemption du droit du sol pour livre, conformément au premier arrest, et sans que les habitans des paroisses dépendantes de

déclaré nul; et faisant droit, tant sur ladite opposition que principal évoqué par ledit arrest du vingt-troisième jour d'aoust, a ordonné et ordonne que le champ pour tenir la foire de Saint-Remy d'octobre sera restraint et limité dans le ban et places dudit Saint-Remy; et au regard des foires de l'Epiphanie, de Pâques et de la Magdeléne, qu'elles seront tenues en la place de la Coûture; ausquels lieux toutes personnes exposans et vendans leurs marchandises ainsi que dessus, pendant lesdites foires, jouiront de la franchise et exemption dudit droit du sol pour livre, conformément audit arrest du huitième jour de juillet, et sans que les habitans des paroisses dépendantes de ladite élection de Reims soient tenus de payer aux fermiers d'icelles ledit droit du sol pour livre pour les vins qu'ils seront exposé et vendu en gros sur lesdits lieux cy-dessus désignes pendant lesdites foires franches; et sur l'instance de requeste du dix-huitième jour de février, a mis et met les parties hors de cour et de proces, le tout sans depens. Prononcé le sixième jour de septembre mil six cens vingt-deux. *Signé*, PAULMIER. »

Reims nous a esté exposé que, combien que de très-longtemps ilz aient accoustumé d'avoir sur le fait dudict mestier certaines ordon-

l'élection de Reims, soient tenus de payer aux fermiers d'icelle ledit droit de sol pour livre pour les vins qu'ils auront exposé et vendu en gros sur lesdits lieux pendant lesdites foires; en quoy faisant vous avez restraint le privilége desdites foires dans l'enclos du lieu de leur tenue, tant pour les vins y amenez, vendus, trocquez et échangez par les forains, que pour autres marchandises et denrées qui seroient vendues dans lesdits enclos par lesdits forains et par lesdits habitans, contre notre intention portée par nosdites lettres, par lesquelles nous avons expressement voulu que l'exemption et franchise desdites foires s'étendit en toute la ville et fauxbourgs, pour toutes sortes de vins, marchandises et denrées qui y seront vendues, trocquees ou échangées, soit par les habitans ou par les forains, sans être tenus de les transporter en un champ de foire; et d'autant que lesdits habitans sont fondez en titres et concessions de nous et des rois nos prédécesseurs, suivant lesquels ils ont jouy immémorialement de la franchise desdites foires en la forme contenue esdites lettres, et que d'ailleurs ladite ville est digne de grâce spécialle et faveur particulière, non-seulement parce qu'elle est une des anciennes et renommées du royaume, siége d'église métropolitaine, et de la première pairie de France, mais encore parce que c'est le lieu où nous et les rois nos prédécesseurs avons receu le sacre et couronnement, et qu'étant frontière, grande, vaste et spacieuse*, mal peuplée et peu habitée, éloignée des grands chemins, mers et rivières

* Il se trouve dans le portef. I, n° 36, un long plaidoyer en faveur de la ville, et contre les prétentions des fermiers. L'auteur rappelle d'abord l'ancienne puissance des *Remi*, et les divers priviléges que les rois ont accumulé pour rendre leur ville l'un des boulevards du royaume, puis il s'écrie :

« *Tante molis erat remensem condere gentem !*....

Enfin il continue : « Après tant de gloire ancienne et sous les Romains qui l'avoient constituée reine des Gaules belgiques, et sous nos premiers rois qui y ont reçu le christianisme, et sous ceux de la deuxième race qui l'ont habitée, et sous ceux de la troisième, qui l'ont du tout affranchie...., les fermiers généraux des aides la veulent tout à coup ruiner avec quelques arrests obtenus en secret par nosseigneurs des aides, sur simple requête, et sans ouïr partie.

« Or, il ne sera pas difficile de prouver que la ruine de Reims suivroit l'exécution desdits arrêts.

« Il est notoire que le principal commerce de Reims est celui des vins.... Or, ce trafic se fait en gros et en détail. — Du détail, les habitans ont le droit d'en lever par forme d'octroi le quatrième denier au lieu du huitième, dans la ville et faubourg, duquel droit ils sont en jouissance depuis le règne de Charles VIII, lequel droit leur a été donné et confirmé à perpétuité par lettres en forme de chartre de Henri IV, à charge d'acquitter chaque année pour le roi 2,000 liv. de rente envers plusieurs particuliers de la ville, à cause de laquelle charge le conseil de ville a seul le droit de faire les baux et adjudications du quatrième en l'hôtel-de-ville; et ont leur adjudicataire qui en reçoit le droit et l'a reçu de tout temps, non à la rigueur, mais par honnête composition, d'où vient que les fermiers généraux des aides n'ont pour ce regard aucune puissance sur le vin qui se vend en détail. — De là vient que ce qui est porté dans les derniers articles desdits arrests, touchant les taverniers et cabaretiers, ne peut rien opérer en faveur des fermiers généraux.

« Reste donc le vin vendu en gros et autres marchandises vendues, tant en gros qu'en détail, qui sont sujettes au sol pour livre. — De tout temps, à Reims, pour la perception de ce droit.... la ferme se publie et délivre en particulier au plus offrant, par-devant les élus ou l'un des trésoriers de la province, en l'auditoire de l'élection, pour plusieurs années. — Même quand le roi a fait bail général de toutes ses fermes à quelques particuliers, cela ne laisse d'être ainsi pratiqué.

« Après délivrance faite, les adjudicataires des fermes ont de tout temps observé cette manière en l'exercice de leurs fermes, de recevoir des marchands leurs droits par amiable composition, ce qui a causé l'accroissement du commerce... de sorte que les fermes sont augmentées de plus de deux tiers depuis vingt ans.

« Maintenant, voici ce que les fermiers veulent

nances, constitucions, édicts et status touchans le bien publique et l'entretenement, honneur et utilité dudict mestier, desquelles l'en a

navigables, elle demeureroit sans commerce et traficq, désertée et dépeuplée, s'il n'y étoit remédié par la concession des priviléges, franchises et exemptions; les exposans nous ont très-humblement requis les vouloir faire jouir du contenu èsdites lettres, en tout cas leur accorder ladite franchise pour les marchandises qui seront vendues par eux en toute la ville et fauxbourgs de Reims pendant lesdites foires, et sur ce leur pourvoir de nos lettres necessaires. A ces causes désirans favorablement traiter lesdits exposans, nous vous mandons, commandons, et très-expressément enjoignons, que sans attendre de nous autres lettres que ces présentes, qui vous serviront de première et finale jussion, vous ayez à procéder purement et simplement à la vérification de nosdites lettres du mois d'aoust mil six cens dix-sept, et sans vous arrester à vosdits arrests des huitième juillet six cens vingt, et sixième septembre six cens vingt-deux, faire jouir lesdits habitans de Reims du contenu en icelles selon leur forme et teneur, du moins pour la franchise et exemption du sol pour livre des marchandises qui seront par eux vendues en toute ladite ville et fauxbourgs de Reims, pendant le temps desdites foires, ainsi que vous l'avez déjà ordonné par vosdits arrests, pour les vins vendus par lesdits habitans, ausquels en tant que besoin seroit, nous avons de nouveau accordé ladite exemption et franchise du sol pour livre pour les marchandises qui seront par eux vendues en toute ladite ville et fauxbourgs pendant lesdites foires; car tel est notre plaisir, nonobstant lesdits arrests et tous autres, et les édits, ordonnances et règlemens à ce contraires, que ne voulons nuire ne préjudicier ausdits habitans, et ausquels pour les raisons susdites, et sans tirer à conséquence pour les autres villes, nous avons dérogé et dérogeons par cesdites présentes.—Données à Paris le dernier jour de juin, l'an de grâce mil six cens vingt-trois; et de notre règne le quatorzième. *Signées*, Louis. *Et plus bas*

substituer à ces usages si favorables à la ville et aux finances :

« Le sieur Fédeau, fermier général, a obtenu un arrêt du 4 juin 1613, contre plusieurs villes, au nombre desquelles n'étoit pas celle de Reims. Aussi celle-ci s'est-elle opposée à la publication de cet arrêt. — Alors le commis N. Buchet a fait requête à la cour des aides, et, sans ouïr les habitans, obtenu arrêt en 1613, par lequel il auroit fait comprendre les habitans de Reims dans celui du 4 juin. — Puis Buchet a fait appeler les habitans devant les élus, et conclut à ce que cet arrêt soit publié, et malgré l'opposition de ceux-ci, il l'a été en vertu de sentence des élus du 2 décembre. — Les habitans craignant que la cour des aides ne voulût pas revenir sur sa sentence, se pourvûrent devant le conseil d'État qui, par arrêt du 8 mars dernier (1614), les renvoya devant les aides, avec ordre cependant de surseoir à l'exécution des arrêts de 1613, jusqu'à conclusion. — Malgré cela, Buchet fit saisir quelques vins aux champs, faute d'avoir pris acte de dépry; mais il fut condamné par sentence des élus. Buchet en appela. Il avoit, dès juillet 1614, présenté requête aux aides, tendant à faire lever subtilement et par surprise les défenses du conseil d'Etat, sollicitant la permission d'établir un bureau en la ville de Reims, pour contraindre toutes sortes de marchands d'y aller prendre acte de dépry, qui est le seul but à quoi Fédeau et Buchet ont toujours tendu. Les habitans ayant été ouïs sur cette requête, ont obtenu délai de quinze jours pour venir plaider au principal et sur le tout.

« Donc, pour plaider et faire apparoir le bon droit des habitans, il est besoin se rappeler ce que portent les arrêts en question, qui se réduisent en dix chefs principaux.

« Art. 1er. — 1°. La cour défend à tout marchand ayant vendu ou acheté vins en gros, de les entrer de nuit.... et sans en avoir acquitté les droits au bureau de la ferme, à peine de confiscation; — 2°. Pareille défense aux toneliers, de tirer hors de cave les vins, et les charger ou charrier d'un lieu à l'autre, ès heures indues, et sans qu'il ne leur soit apparu de l'acquit ou acte de dépry, auquel les marchands en gros sont tenus faire insérer les noms et demeures des acheteurs, à peine de 24 livres d'amende contre les courtiers; — 3°. Les courtiers sont tenus de délivrer au fermier, extrait de

accoustumé de grant ancienneté de user entre tous les maistres, ouvriers, varletz et apprentis d'icelluy mestier, néantmoins pour doubte de setaine

par le roi en son conseil, DE LOMÉNIE, *et scellées sur simple queue de cire jaune.*

5°. *Arrest deffinitif pour la franchise des foires.*

« Veu par la cour les lettres patentes du roy données à Paris au mois de juillet mil six cents seize, obtenues par les gens d'église, nobles, bourgeois, manans et habitans de la ville et citée de Reims, par lesquelles sur ce qu'ils auroient fait remontrer à Sa Majesté, que pour la commodité et accroissement de ladite ville, et y augmenter le commerce, et la rendre plus peuplée d'habitans, les rois ses prédécesseurs leurs auroient concédé et accordé quatre foires franches par chacun an; l'une commençante le jeudy d'après Pâques, qui duroit huit jours, la seconde la veille Saint-Remy et qui duroit trois jours, la troisième les lundy, mardy, et mercredy prochains ensuivans la fête de l'Epiphanie de Notre-Seigneur, et la quatrième les lundy, mardy et mercredy prochains précédens la fête de la Magdelène : durant lesquelles est permis par priviléges à tous marchands et autres sortes de gens, soient étrangers, forains, et habitans de ladite ville, de vendre, trocquer, changer, échanger, débiter, distribuer, tirer et transporter toutes sortes de marchandises permises et licites en ladite ville, et par toute l'etendue d'icelle, et jouir de tous priviléges, exemptions du sol pour livre, et autres impositions contenues plus à plein ès lettres de création et établissement desdites foires, dont ils avoient toujours jouy paisiblement, Sadite Majesté leur auroit par lesdites lettres continué et confirmé lesdites quatre foires franches dans ladite ville et étendue de Reims, pour en jouir par eux, et les marchands forains, et toutes autres personnes quelconques, des priviléges, affranchissemens, et exemptions des impositions du sol pour livre, et autres portées par lesdites lettres de création et établissement d'icelles foires, ainsi qu'ils en avoient

leurs papiers de vente, leur payant salaire raisonnable.

« Art. 2 et 3. Ces articles concernent les autres marchandises sujettes au subside du sol pour-livre; la cour défend à tout marchand de décharger ses marchandises, ou de les vendre ni transporter hors de leur maison, sans en avoir préalablement fait la déclaration au bureau des fermes, et acquitté les droits d'icelles au bureau lors de la vente, de laquelle vente on veut que les marchands fassent fidèle registre pour y avoir recours au besoin. — Est enjoint aussi aux marchands de faire déclaration de ce qu'ils auront vendu aux foires franches, et défendu aux acheteurs d'enlever ces marchandises sans en avertir les fermiers, à peine de confiscation, et 100 l. p. d'amende. — Voir ordonn. de Charles VII, 1433 ou 35, art. 273.

« Les articles qui suivent n'ont rapport qu'à la vente du vin en détail. Ils portent : Art. 4. Que les taverniers seront tenus de déclarer s'ils ont autres caves où il y ait vin, desquelles ils seront tenus faire ouverture aux fermiers, pour être le vin étant en icelles prins.

« Art. 5, 6, 7, 8. Ordonné de ne vendre vin en détail, sans avoir muid ou poinçon en cave, et n'entrer vin par bouteilles ou baril et mettre mais et feuilles aux portes. Ces articles fixent la quantité de rappé que les taverniers peuvent avoir....

« Art. 9. Concerne la réduction des boissons des taverniers, lors seulement qu'on fait le compte de leur vin.

« Art. 10. Les taverniers sont tenus de déclarer au vrai la vente de leurs vins, et y ordonner prix certain....

« Tous ces derniers articles ne font rien aux fermiers, puisqu'ils n'ont rien à voir au vin en détail.

« Le plaidoyer combat assez bien les premiers articles. — Dans sa péroraison, l'auteur compare Reims à Carthage, à qui Scipion demande ses armes, etc., etc.... puis promet de conserver la cité, *civitas*, c'est-à-dire la forme de gouvernement, et non les murs de la ville ; ce petit mot *civitas*, mal entendu fut cause de la ruine de Carthage ; celui de *bureau*, mal compris, pourroit bien être la ruine de Reims. »

[*sic* certaine] deffense faicte et promulguée à cry public et son de trompe en ceste ville de Reims de l'auctorité de nosseigneurs les com-

bien et deuement jouy et usé, et jouissoient lors; arrest de ladite cour du vingt-sixième septembre audit an mil six cens seize, portant vérification desdites lettres; autres lettres patentes du roy données à Paris au mois d'aoust mil six cens dix-sept, obtenues par les lieutenans, gens du conseil de ladite ville de Reims, par lesquelles pour les causes et considérations y contenues, Sa Majesté de l'avis de son conseil, et en interprétant ses lettres de confirmation desdites foires, auroit dit, voulu et entendu, ordonné, et luy auroit pleu, que les franchises et exemptions du sol pour livre octroyées ausdits habitans, s'étendissent durant le temps desdites foires par toute l'étendue de ladite ville et fauxbourgs, dans laquelle étendue, maisons, boutiques, caves et celliers, tous habitans, forains et étrangers, pourroient et leur seroit loisible de vendre, trocquer, changer et donner en paye toutes sortes de marchandises permises et licites quittement et franchement, sans être tenus faire transporter lesdites marchandises de leurs boutiques et magazins, ny tirer leurs vins de leurs caves et celliers, pour iceux exposer sur un champ de foire, et iceux vins et marchandises ainsi vendues, tirer et transporter hors de ladite ville durant le temps desdites foires, et dans quinze jours ensuivans et consécutifs après lesdites foires expirées, ainsi qu'ils en avoient bien et deuement jouy et usé, jouissent et usent, nonobstant la restriction et modification portées par l'arrest de vérification de ladite cour du vingt-sixième septembre mil six cens seize, que Sadite Majesté auroit levées et ostées, et sans préjudicier aux droits d'entrée, traitte domanialle, et impositions foraines, resve et haut passage, et autres droits de traitte, qui se payent autre que ledit sol pour livre; arrest de ladite cour du huitiéme juillet mil six cens vingt, donné entre lesdits lieutenant, gens du conseil, manans et habitans de ladite ville de Reims, demandeurs à l'entérinnement et vérifications desdites lettres patentes du mois d'aoust mil six cens dix-sept d'une part, et Claude Aubert, fermier général des aydes de l'élection de la ville et fauxbourgs dudit Reims défendeur, M. Antoine Feydeau, adjudicataire général des aydes de France intervenant, Nicolas Buchet, Jean Faultrier et autres intervenans d'autre, par lequel entre autres choses auroit été ordonné que lesdites lettres seroient registrées au greffe de ladite cour pour jouir par les impétrans de la franchise et exemption desdites quatre foires, et pendant le temps d'icelles, par toute l'étendue de ladite ville et fauxbourgs, pour les vins seulement qui y seront vendus en gros par les bourgeois, manans et habitans dudit Reims, à la charge toutefois que ceux qui auroient vendu leursdits vins pendant lesdites foires, seroient tenus de raporter au bureau dans le prochain jour après chacune d'icelles expirées, acte ou contrat autentique passé durant lesdites foires, comme lesdits vins y ont été acheptez, trocquez, vendus, échangez et laissez en garde, pour les faire enlever et transporter par les achepteurs, serviteurs, et négociateurs ou entremetteurs, quinze jours pour tous délais après chacune desdites foires expirées, à peine de déchéance de la grâce à eux accordée par lesdites lettres, et sans que les marchands forains peussent prétendre franchise et exemption du sol pour livre pour les vins qui seroient par eux amenez, vendus, trocquez ou échangez durant lesdits jours de foires, sinon que lesdits vins, comme indifféremment toutes autres marchandises et denrées, tant desdits habitans que forains, ayent été exposées et vendues dans le champ de foire ou autre place à ce destinée, de laquelle lesdits habitans conviendroient suivant l'arrest du premier septembre mil six cens dix-sept, et sans que ledit arrest du huitième juillet mil six cens vingt, pour le regard de la franchise du vin vendu en gros par les bourgeois de ladite ville et fauxbourgs pendant lesdites quatre foires, par toute l'étendue dudit Reims,

missairez ordonnez de par le roy nostre sire sur la refformacion de la détestable commocion naguères advenue audict Reims et ailleurs ou

peust avoir lieu qu'aprés le bail dudit Aubert, des aydes de ladite élection, finy et expiré, sinon en indemnisant ledit Aubert pour la franchise dudit vin seulement qui seroit vendu par lesdits bourgeois de Reims pendant lesdites foires, et hors le champ d'icelles dans l'étendue de ladite ville, durant le temps de sondit bail, pour laquelle indemnité, lesdits habitans et Aubert contesteroient, si mieux ledit Aubert n'aimoit se contenter de la somme de huit mil livres pour son indemnité; autre arrest de ladite cour du sixième septembre mil six cens vingtdeux, contradictoirement donné entre lesdits lieutenant, gens du conseil et habitans de Reims, demandeurs en exécution desdits arrests du huitième juillet, vingt-un aoust et treizième octobre mil six cens vingt, d'une part, et ledit Claude Aubert, défendeur, et M. Philippes Guerin, caution et cessionnaire dudit Nicolas Buchet, intervenant d'autre, par lequel entre autres choses est ordonné que le champ pour tenir la foire de Saint Remy d'octobre seroit restraint et limité dans le ban et places dudit Saint-Remy, et au regard des foires de l'Épiphanie, de Pâques et de la Magdelène, qu'elles seroient tenues en la place de la Coûture, ausquels lieux toutes personnes exposans et vendans leurs marchandises pendant lesdites foires, jouiroient de la franchise dudit droit du sol pour livre, conformément audit arrest du huitième juillet, et sans que lesdits habitans des paroisses dépendantes de ladite élection de Reims, fussent tenus de payer aux fermiers d'icelle, ledit droit de sol pour livre pour les vins qu'ils auroient exposez et vendus en gros sur lesdits lieux pendant lesdites foires franches; autres lettres patentes du roy données à Paris, le dernier jour de juin mil six cens vingt-trois, signées Louis, et plus bas, par le roy en son conseil, de Loménie, et scellées sur simple queue de cire jaune, par lesquelles Sadite Majesté mande, ordonne et très-expressement enjoint à ladite cour que sans attendre d'elle autres lettres que lesdites lettres qui luy serviroient de première et finalle jussion, elle eust à procéder purement et simplement à la vérification desdites lettres du mois d'aoust mil six cens dix-sept, sans s'arrêter ausdits arrest des huitième juillet mil six cens vingt, et sixième septembre mil six cens vingt-deux, faire jouir lesdits habitans de Reims, du contenu en icelles selon leur forme et teneur, du moins pour la franchise et exemption du sol pour livre des marchandises qui seroient par eux vendues pendant le temps desdites foires, en toute la ville et fauxbourgs de Reims, ainsi qu'il avoit été ordonné par lesdits arrests pour les vins vendus par lesdits habitans, ausquels en tant que besoin seroit, Sadite Majesté auroit de nouveau accordé ladite exemption et franchise du sol pour livre pour les marchandises qui seront par eux vendues en toute ladite ville et fauxbourgs pendant lesdites foires; la requeste présentée à ladite cour par lesdits lieutenant, gens du conseil, et habitans de ladite ville de Reims, à fin de vérification desdites lettres; l'acte d'opposition formée à ladite vérification, par M. Antoine Feydeau, sieur du Bois-le-Vicomte, adjudicataire général des aydes de France, le trentième jour de janvier mil six cens vingt-quatre; signification d'iceluy faite ledit jour au procureur général du roy en ladite cour; autre acte d'opposition formée à la vérification desdites lettres, par M. Nicolas Roland, fermier des aydes de l'élection de Reims, le dixième février; significations faites d'iceluy audit procureur général, et au procureur desdits habitans, les douze et vingt-deuxième dudit mois de février; arrest de ladite cour du dix-septième dudit mois de février, donné entre lesdits lieutenant, gens du conseil et habitans de ladite ville de Reims, demandeurs, et requérans la vérification desdites lettres patentes de confirmation de leurs priviléges et franchises, du mois de juin mil six cens vingt-trois, nonobstant l'opposition dudit Feydeau, d'une part, et ledit

pays de Champagne, par laquelle a esté interdict et deffendu à toutes gens mécaniques, de quelque estat qu'ilz soient, audict Reims, de eulx assembler en plus hault nombre que de neuf personnes, ne faire entre

M. Antoine Feydeau, défendeur d'autre, par lequel pour le profit du défaut donné contre luy à faute de plaider sur son opposition, ladite cour auroit ordonné qu'elle verroit lesdites lettres et ledit acte d'opposition, pour en jugeant y avoir tel égard que de raison; signification dudit arrest fait au procureur dudit Feydeau le vingt-deuxième dudit mois de fevrier; les causes d'opposition fournies par ledit Roland le deuxième mars audit an; arrest de ladite cour dudit jour deuxième mars donné entre lesdits lieutenant, gens du conseil, et habitans de ladite ville, demandeurs, d'une part, et ledit Nicolas Roland, défendeur et opposant à ladite vérification d'autre, par lequel les parties auroient été appointées en droit à écrire et produire dans huitaine, et joint; avertissement et production desdits lieutenant, gens du conseil, et habitans de ladite ville de Reims; autres productions desdits Feydeau et Roland; conclusions du procureur général du roy, et tout considéré : La cour, faisant droit sur lesdites instances d'opposition, a ordonné et ordonne que lesdites lettres du mois d'aoust mil six cens dix-sept, et dernier jour de juin six cens vingt-trois, seront régistrées au greffe d'icelle, pour jouir par les impétrans des franchises et exemptions durant les foires franches y mentionnées, sans que les habitans de la ville et fauxbourgs de Reims soient tenus exposer les marchandises aux champs desdites foires; après toutefois que les baux desdits Feydeau et Roland seront expirez, si mieux lesdits habitans n'aiment dès à présent les indemniser; laquelle option ils seront tenus faire dans un mois; et pour contester sur icelle indemnité, ladite cour a renvoyé et renvoye les parties par-devant le conseiller raporteur du présent arrest, sans dépens desdites instances. Prononcé le deuxième jour de juillet l'an mil six cens vingt-quatre. *Signé* PAULMIER. »

4°. *Lettres portant exemption du droit de 10 s. par muid de vin vendu en gros durant les foires.*

« Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre : à tous présens et à venir, salut. Les lieutenant, gens du conseil et eschevins de notre ville et cité de Reims, nous ont fait remontrer que notredite ville ayant toujours été recommandable pour son antiquité, et pour l'honneur qu'elle a de garder le saint et sacré dépost qui doit servir à notre onction, sacre et couronnement, et pour autres prérogatives qui la rendent l'une des plus considérables de notre royaume, les feus rois nos prédécesseurs y auroient pour son accroissement, institué et établis quatre foires franches par chacun an, l'une commençante le jeudy d'après Pâques, qui dure huit jours, la seconde la veille Saint-Remy et dure trois jours, la troisième le lundy, mardy et mercredy prochains ensuivant la fête de l'Épiphanie de Notre-Seigneur, et la quatrième et dernière le lundy, mardy et mercredy prochains précédant la fête de la Magdelène, dans le temps et ouvertures desquelles il est permis à toutes personnes, tant habitans que marchands forains et étrangers, de vendre, trocquer, échanger, débiter, tirer et transporter toutes sortes de marchandises permises et licites en ladite ville, et par toute l'étendue d'icelle, avec toutes franchises, priviléges et exemptions du sol pour livre et toutes autres impositions, ainsi qu'il est plus à plein contenu ès lettres de création et établissement desdites foires, desquelles franchises et exemptions du sol pour livre et quatre sols pour livre qui se levoient sur tous les droits compris au bail général des aydes, lesdits exposans ont jouy paisiblement et sans trouble ny inquiétation aucune, et néanmoins sous prétexte que nous avons, par nos déclarations de mil six cens quarante-cinq et mil six cens

eulx édictz, statuz, conventz ne ordonnances, ne lever ne exiger sur eulx aucuns deniers, ne constituer ou faire trésor ne boittes com-

quarante-sept, révoqué lesdits quatre sols, et au lieu d'iceux subrogé dix sols pour chacun muid de vin vendu en gros, qui n'est point une augmentation, ains une simple commutation de droits, ainsi qu'il est marqué par notre déclaration du dernier décembre mil six cens quarante-sept, le fermier de ladite ville de Reims auroit voulu contre et au préjudice desdites franchises et exemptions, et du troisième article de son bail, lever et percevoir ledit droit de dix sols pour muid de vin vendu en gros dans l'ouverture desdites foires, dont le particulier qui en avoit fait la vente, s'étant plaint en l'élection et ayant fait assigner ledit fermier, nos éleus auroient, le vingt-huit février mil six cens quarante-huit, rendu sentence contradictoire, et par icelle déchargé ledit particulier du droit qui luy étoit demandé, et fait défenses audit fermier de plus prendre ny recevoir aucune chose pendant la foire, à peine de concussion, de laquelle sentence ledit fermier ayant appellé, ledit appel à faute d'avoir été relevé dans le temps prescrit par nos ordonnances, auroit été déclaré désert, et depuis porté en notre conseil, et renvoyé en notre cour des aydes; et d'autant que depuis notre advénement à la couronne ils n'ont obtenu nos lettres de confirmation, ils doutent à cause de ce être troublez en la jouissance des franchises et priviléges desdites foires, sans avoir sur ce nos lettres, lesquelles ils nous ont très-humblement supplié et requis leur octroyer. A ces causes désirans, à l'imitation de nos prédécesseurs rois, favorablement traiter lesdits lieutenant, gens du conseil et habitans de notredite ville de Reims, et les maintenir et conserver en leurs priviléges, franchises et exemptions, à iceux, pour ces causes et autres bonnes considérations, avons de notre grâce spécialle, pleine puissance et autorité royalle, continué et confirmé, continuons et confirmons par ces présentes lesdites quatre foires franches dans notredite ville et étendue de Reims et fauxbourgs, pour jouir par eux et les marchands forains étrangers, et toutes autres personnes quelconque, des priviléges, affranchissemens, exemptions des impositions du sol pour livre, et dix sols pour muid de vin subrogés au lieu des quatre sols pour livre sur les anciens droits de nos fermes *; notre intention n'ayant été en com-

* Malgré ces confirmations si nombreuses et si expresses, les fermiers soulevèrent encore des difficultés, que terminèrent les deux arrêts suivants, rendus l'un par la cour des aides, l'autre par le conseil d'État.

« Veu par la cour le procez par écrit, conclud et receu pour juger le cinquième may mil six cens septante-sept, d'entre maistre Martin du Fresnoy, adjudicataire général des aydes de France, appellant d'une sentence rendue par les éleus de Reims le vingt-septième mars mil six cens septante-six, d'une part; et Raoult Hachette, Jacques Hibert, André Dambraine, François le Frique, Nicolas Hachette et Raoult Copillon, tous marchands demeurans à Reims, intimez d'autre, si bien ou mal a été appelé, les dépens respectivement requis et l'amende pour le roy, et sont les parties appointées à bailler griefs et réponses dans le temps de l'ordonnance: autre arrest de conclusion d'entre lesdits Dambraine, Raoult Hachette, Hibert, le Frique et Copillon, appellans de ladite sentence dudit jour vingt-septième mars mil six cens septante-six, d'une part, et ledit du Fresnoy, intimé d'autre, si bien ou mal a été apellé, les dépens respectivement requis par les parties, et l'amende pour le roy, et sont lesdites parties appointées à bailler griefs et réponses dans trois jours, et joint au procez cy-dessus de ladite sentence du vingt-deuxième juin dernier; ladite sentence, dont est respectivement appel, par laquelle lesdits le Frique, Copillon, Raoult Hachette, sont condamnez payer audit demandeur par forme de dommages-intérest moitié des droits de gros, augmentation, jauge et courtage des vins signifiez pendant la foire des Vingt jours, demeurez et non enlevez dans la quinzaine suivante, et ce au prix porté par les significations faites à leur requeste, sçavoir ledit le Frique, pour treize poinçons deux cacqs, ledit Copillon, pour cinq, et ledit Hachette, pour trois, restant et déchargé du surplus attendu payement par luy fait au demandeur, et la déchargé à

munes, ne par quelconque manière traictier, convenir ou pourparler de leurs affaires communes, soubz umbre ou couleur de quelzconques

muans les quatre sols pour livre des anciens droits du bail général des aydes en dix sols pour muid de vin vendu en gros, y assujettir les exposans pendant le temps des foires, ny préjudicier à leursdites franchises et exemptions, ausquelles nous voulons au contraire, lesdits exposans être maintenus et conservés, suivant et ainsi qu'il est porté et contenu par lesdites lettres de création et établissement d'icelles foires, et qu'ils en ont

luy donnée en conséquence, en adjugeant le profit du deffaut contre lesdits Dambraine, Hibert et Nicolas Hachette, sont aussi condamnez payer la moitié desdits droits des vins signifiez et non enlevez dans ledit temps, conformément a une signification, et sur le pied d'icelle, et sont lesdits défendeurs condamnez aux dépens; quatre requestes respectivement employées par les parties, pour griefs et réponses sur leurs appellations respectives de ladite sentence du vingt-sept mars mil six cens septante-six; autre requeste desdits Dambraine et consors, du quatrième aoust dernier, employée pour réponse et contredit à la requeste dudit du Fresnoy du huitième juillet, pour réponse à leurs griefs; autre requeste dudit du Fresnoy, employée pour reponse à leurs griefs; autre requeste dudit du Fresnoy, employée pour réponse à celle cy-dessus desdits Dambraine et consors, du quatrième du présent mois, et ce faisant qu'il pleût à notredite cour ordonner que les habitans de Reims seroient tenus de raporter leurs lettres patentes avec les arrests qui les vérifient, le tout pour servir au jugement du procez entre les parties, sur laquelle la cour a donné acte de l'employ, et, au surplus en jugeant signifié le vingt-sixième dudit mois d'aoust; requeste dudit Dambraine et consors, signifiée le vingt-septième dudit mois, par eux employée pour réponse a celle dudit du Fresnoy du vingt-sixième dudit mois; autre requeste dudit du Fresnoy dudit jour vingt-septième, employée pour réponse a ladite requeste cy-dessus, et, en conséquence, luy adjuger les fins et conclusions qu'il a pris au procez, si mieux n'aiment lesdits Dambraine et consors faire leurs soumissions de ne vendre les vins qu'ils auront déclarez, et qui ne seront enlevez dans les quinze jours, que hors le temps des foires, ou en détail, en payant les droits, sur laquelle la cour auroit donné acte, et sur le surplus en jugeant; autre requeste desdits Dambraine et consors, employée pour réponse à ladite requeste, et pour contredit signification d'icelle; conclusion du procureur général du roy, ouy le raport de maistre Gabriel-Joseph Joly, conseiller, et tout considéré: La cour, sans s'arrêter aux requestes dudit du Fresnoy des vingt-six et vingt-sept aoust dernier, faisant droit sur les appellations respectivement interjettées tant par ledit du Fresnoy, que par lesdits Dambraine, le Frique, et consors de la sentence des éleus de Reims, du vingt-sept mars mil six cens septante-six, a mis et met les appellations et sentences dont est appel au néant, et émandant et corrigeant a déchargé et décharge lesdits Dambraine, le Frique et consors, des condamnations portées par lesdites sentences, et, en conséquence, les renvoye quittes et absous des demandes, fins et conclusions dudit du Fresnoy, à la charge néanmoins par les particuliers qui vendront leurs vins dans le temps des foires et marchez francs, de faire leurs déclarations audit du Fresnoy ou ses commis sur les lieux, dans le temps de leurs privilèges, des personnes ausquelles ils auront vendu leurs vins, comme aussi du prix d'iceux, et des lieux où ils seront destinez sans fraude, à peine de trois cens livres d'amende contre les contrevenans, condamné ledit du Fresnoy aux dépens. Fait en la cour des aydes, le vingt-huitieme aoust mil six cens septante-sept. *Signé :* Du Puis. »

« Sur la requeste présentée au roy en son conseil, par les lieutenant, gens du conseil et eschevins de la ville de Reims, contenant qu'encore que de tous temps les rois prédécesseurs de Sa Majesté, faisant une singulière considération de la ville de son sacre, située dans un plat païs et sur les frontières, pour la rendre peuplée et recommandable, luy ayant accordée quatre foires franches par chacune année pour y attirer les peuples, la rendre fréquentée, et donner moyen aux habitans de vendre leurs vins, qui est le principal revenu qui la fait subsister, et qui donne dans les besoins présens le moyen de contribuer aux frais de l'État, avec cette faculté et liberté expresse d'enlever leurs vins vendus pendant lesdites foires quinze jours après l'expiration d'icelles, en le faisant signifier aux fermiers des aydes de l'élection pendant lesdites quatre foires, ou le lendemain, sans quoy lesdites foires seroient inutiles, tant parce qu'on ne peut pas trouver des ch[illegible] pour l'enlèvement desdits vins aussitôt qu[illegible] sont vendus, qu'à cause du mauvais temps qui

fraternitez, compaignies, amittiez, aliances ou confédéracions qu'ilz se dient avoir entre eulx, sans congié, auctorité, licence ou commis-

bien et deuement jouy et usé par le passé, jouissent et usent encore de présent. Si donnons en mandement à nos amez et féaux conseillers les gens tenans notre cour des aydes à Paris, présidens et trésoriers généraux de France et de nos finances à Chaalons, présidens et éleus, controlleurs en l'élection dudit Reims, bailly de Vermandois ou son lieutenant audit lieu, et à chacun d'eux ainsi qu'il appartiendra, que ces présentes lettres

servient ordinairement dans les saisons desdites foires; lesquels priviléges ont été confirmez par Louis XIII d'heureuse mémoire, père de Sa Majesté, par ses lettres patentes du mois d'aoust mil six cens dix-sept, suivies d'un arrest contradictoire du deuxième juillet mil six cens vingt contre les fermiers des aydes qui ne s'y vouloient pas soumettre; Sa Majesté a eu la bonté d'imposer silence à ceux qui s'y vouloient opposer par ses lettres patentes du mois de septembre mil six cens cinquante-un, confirmatives desdites foires et de leurs priviléges, et toutes autant de fois que les fermiers y ont voulu donner atteinte, ils ont succombez, et ressemment par un arrest du vingt-huitième aoust mil six cens septante-sept; et quoy que maître Denis Badel, fermier des aydes de l'élection de Reims, n'ose pas directement s'opposer aux volontez de Sa Majesté, néanmoins indirectement et par une intelligence criminelle qu'il a avec le fermier des aydes de Guyse, dont aucunes de ses cautions sont interressez, les commis de ladite élection de Guyse ont exigé, pendant la quinzaine de la foire de l'Épiphanie dernière, cent onze livres dix-sept sols pour le droit de gros des vins qui ont été vendus en ladite foire, pendant la quinzaine, sous les congez du fermier de Reims, comme il paroît par cinq quittances en datte des quatorze, quinze et dix-huitième janvier mil six cens quatre-vingt-quatre, signées de Haie, commis au bureau des aydes de Guyse, qui raporte par lesdites quittances que ce sont vins vendus en la foire de Reims, et qu'il a perçu le gros par forme de consignation, à cause, prétend-il, que par l'ordonnance du mois de juin mil six cens quatre-vingt, titre quatrième de la vente en gros et du transport du vin, article quatorzième, il est dit que le vin transporté des lieux qui ne sont point sujets au droit de gros et d'augmentation, en ceux où ils ont cours, payera les droits à l'entrée de sa destination, et prétend que le droit de gros pendant les foires de Reims n'étant point payé et n'ayant point de cours, il a droit de percevoir le gros au lieu de sa destination; il est aisé de juger que le fondement de ce raisonnement est absurde, puisque les aydes et les droits de gros ont cours dans la ville de Reims, à l'exception des quatre foires de l'année établies par Sa Majesté, avec la franchise et l'exemption du gros du vin pendant lesdites foires, et enlevé pendant la quinzaine suivante, qui étoit réputé et censé avoir été payé par la grâce et remise que Sa Majesté en a fait en faveur desdites foires; à ces causes requéroient lesdits supplians qu'il plaise à Sa Majesté faire défenses ausdits fermiers des aydes de l'élection de Guyse et autres lieux, de prendre ny recevoir aucuns droits de gros pour les vins vendus ès quatre foires de Reims, et enlevez dans la quinzaine d'icelle, sous les congez du fermier des aydes, sous telle peine qu'il plaira à Sa Majesté; ordonner que le fermier des aydes et ses commis seront contraints à la restitution desdits cent onze livres dix-sept sols, et tout autre qui se trouvera avoir été exigé sous ce prétexte, et à ce faire contraint par corps, nonobstant opposition ou appellation quelconque. La réponse fournie par Charles Bougy, sous-fermier des aydes de ladite élection de Guyse, à ladite requeste, que ce n'est pas du gros dont est question, et il ne leur demande pas lors que les habitans ne font pas sortir leurs vins sous leurs noms hors du royaume, c'est le gros et l'augmentation dont est fait mention dans l'onzième article du titre quatre de la vente en gros et transport du vin, de l'ordonnance de mil six cens quatre-vingt, duquel il s'agit par cet article : *Le vin qui est transporté hors le royaume, ou hors les païs où les aydes ont cours, est réputé vendu, et par conséquent il doit le droit de gros et augmentation;* si bien que les vins desquels il s'agit, étant sortis hors le royaume sous les noms et pour les comptes des marchands étrangers qui les ont acheptez, ou fait achepter dans lesdites foires, le gros en est deu; mais c'est à cause de la sortie du royaume, et non à cause de la vente qui en a été faite en la ville de Reims, de manière que lesdits habitans de Reims n'ont aucun intérest en la recepte que le suppliant a fait à la sortie de ladite élection de Guyse dudit droit de gros, puisque ce n'est pas sur eux, ny pour la vente qu'ils en ont fait, que ledit droit en est payé; mais, comme il vient d'être dit, par la seule raison

sion du roy nostre sire ou de ses officiers, ou de la justice ordinaire desdictes gens mécaniques, et que icelle justice soit à ce présente, se bon

de confirmation, vouloir et intention, ils fassent lire et régistrer, et de leur contenu jouir et user lesdits exposans, plainement, paisiblement et perpétuellement, cessans et faisans cesser tous troubles et empêchemens au contraire, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles, et sans préjudice d'icelles, ne voulons être différé; car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel, à ces présentes, sauf en autre chose notre droit, et l'autruy en toutes. Donné à Paris au mois de septembre l'an de grâce mil six cens cinquante-un; et de notre règne le neufviéme. *Signé*, Louis. *Et plus bas*, par le roy, de Guénégaud. *Et scellé du grand sceau de cire verte en lacs de soye rouge et verte.*

« Registrées en la cour des aydes, ouy le procureur général du roy, pour être exécutées et jouir par les impétrans de l'effet y contenu, selon leur forme et teneur, suivant l'arrest du jourd'huy donné à Paris en ladite cour des aydes; le cinquième jour de juillet mil six cens cinquante-trois. *Signé*, Boucher.

« Régistrées ès registre du bureau des finances en Champagne, ouy le procureur du roy, et ce requérans lesdits lieutenant, gens du conseil de ladite ville de Reims, pour jouir par eux pleinement et paisiblement de l'effet y contenu, suivant l'ordonnance dudit jourd'huy. Fait audit bureau des finances, le onzième jour de janvier mil six cens cinquante-cinq. *Signé*, Cuissotte.

« Régistrées au greffe de l'élection de Reims, ce requérant lesdits sieurs lieutenant, gens du conseil et eschevins de la ville de Reims, et ouy sur ce les gens du roy, pour jouir par les impétrans du contenu èsdites lettres, y avoir recours suivant le jugement du vingtième novembre mil six cens cinquante-trois. *Signé*, Baablan.

« Leu et publié durant l'audiance tenue par Jean Béguin, escuyer, seigneur de Coëgny et de Châlons-sur-Vesle, conseiller du roy, lieutenant général au baillage de Vermandois, siége royal et présidial de Reims, et les gens tenans ledit siege, ce requérant les sieurs lieutenant, gens du conseil, et eschevins de la ville de Reims, par maître Jean Berger, leur procureur, ce jourd'huy vingtième octobre mil six cens cinquante-trois; et le même jour ont été registrées sur le registre des institutions du greffe civil du baillage de Vermandois, siége royal et présidial de Reims, pour y avoir recours quand besoin sera. *Signé*, Bazin. »

Nous ne saurions mieux terminer cette longue série de pièces, qu'en donnant le résumé de leur contenu, tel que le renferme un Mémoire des juges consulaires de la ville de Reims, en réponse aux demandes qu'avait adressées le garde des sceaux Miromesnil à l'intendant de Champagne, vers la fin du siècle dernier. Ce Mémoire, déjà imprimé par M. Louis Pâris (p. 23), est extrait des Arch. de l'Hôtel-de-Ville, mat. div., liass. 25, n°26.

que le gros est deu de tous les vins vendus dans le royaume, et même de celuy que les régnicoles ou les étrangers en font sortir, et comme l'ordonnance y est précise, la cour des aydes a toujours jugé en conformité; les répliques fournies par lesdits lieutenant, gens du conseil et eschevins de la ville de Reims, et ouy le raport du sieur Le Pelletier, conseiller ordinaire au conseil royal, controlleur général des finances, le roy, en son conseil, ayant égard à ladite requeste, a fait très-expresses défenses aux sous-fermiers des aydes de l'élection de Guyse et autres lieux, de prendre ny percevoir aucuns droits de gros et d'augmentation pour les vins vendus ès quatre foires de Reims, et enlevez dans la quinzaine d'icelles, sous les congez du fermier des aydes de l'élection de Reims; ordonne Sa Majesté que ce qui a été receu par ledit sous-fermier des aydes de l'élection de Guise et leurs commis, pour ledit droit de gros et augmentation, sera rendu et restitué, à ce faire contraint comme pour les deniers et affaires de Sa Majesté. Fait au conseil d'État du roy, tenu à Versailles le huitième jour d'avril mil six cens quatre-vingt-quatre. *Signé*, Coquille; *et collationné, avec paraphe.* »

ly semble, sur peyne de pugnicions selon l'exigence du cas, iceulx maistres jurez, ouvriers et gens dudict mestier de barberie n'ont osé

« Nous, anciens juges et consuls et marchands demeurans à Reims soussignés, qui avons pris lecture et communication de la lettre écrite par monseigneur le garde des sceaux, à monseigneur Rouillé D'Orfeuil, intendant de Champagne, le 27 octobre 1779, adressée à messieurs du conseil de ville pour avoir un détail des grandes foires établies en Champagne, des loix et usages qui s'y observent, soit pour contracter des engagemens de commerce, soit pour raison du payement, des engagemens payables en foire, et aussi des motifs qui ont pu donner lieu à ces usages; considérant la demande de monseigneur le garde des sceaux comme un effet de la haute protection qu'il accorde au commerce de France, singulièrement à la ville de Reims:

« Nous dirons que la ville de Reims jouit de quatre foires franches par chacun an; l'une commençante le jeudy d'après Pâques, laquelle dure huit jours; la seconde la veille de la Saint-Remy qui dure trois jours; la troisième (appellée foire des Rois) le lendemain du jour de l'Épiphanie et les deux jours suivans; la quatrième, les lundy, mardy et mercredy prochains précédents la fête de la Magdeleine.

« L'origine des deux premières foires, celles de Pasques et de Saint-Remy, remonte jusqu'aux premiers siècles de la monarchie; les deux autres ont été établies et instituées par lettres de François Ier du mois d'avril 1514 et 1521, chacune de trois jours, aux mêmes franchises et libertés et de même nature que les deux anciennes, lesquelles ont été du commencement tenues ès marchés communs de notredite province, comme appert par lettres de Philippes de Vallois du mois d'aoust 1349. Et étoient foires générales et universelles, non locales et particulières *, et depuis ont été successivement confirmées avec leurs libertés et franchises par les rois de France lors de leur avénement à la couronne.

« Durant le cours desdittes foires, il est permis à toutes personnes de vendre, trocquer, changer, distribuer, tirer et transporter toutes sortes de vins et marchandises permises et licites, avec les franchises et exemptions du sol pour livre accordées aux habitans de Reims par lettres patentes de Louis XIII, du mois d'aoust 1617; lesquelles s'étendent durant le temps des quatre foires ci-dessus énoncées par toute l'étendue de ladite ville et fauxbourgs, dans laquelle étendue, maisons, boutiques, caves, celliers, tous habitans forains et étrangers peuvent vendre, trocquer, changer et donner en paye toutes sortes de vins et marchandises permises et licites, sans qu'ils soient tenus de faire transporter lesdittes marchandises de leurs boutiques et magazins, ni tirer leurs vins de leurs caves et celliers pour les exposer sur le champ de foire, et iceux vins et marchandises ainsy vendues, tirer et transporter hors laditte ville durant le temps desdites foires, et dans quinze jours ensuivants et consécutifs après lesdites foires expirées, ainsy qu'ils en ont bien et duement joui et usé, jouissent et usent.

« Lesdittes foires sont dans le cas de fixer l'attention et de mériter la protection du gouvernement, par la nature des affaires qui s'y traitent. D'après l'examen des inventaires de visitte des marchandises exposées en vente auxdites foires, la foire de Pâques seule peut être considérée comme l'objet de 2,500,000 l. à 3,000,000 l. de ventes faites, et affaires de commerce, en ne prenant que moitié du total des marchandises, vins et bestiaux exposés en vente, lesquels sont estimés bien au-dessous de leur valeur.

« Les trois autres foires ensemble estimées pouvoir produire une même somme d'affaires; la ville de Reims se trouve donc être le local d'une consommation réelle et effective de six millions d'affaires chaque année en mar-

* Nous avons démontré toute la fausseté de cette opinion. Les lettres de Philippe de Valois ne font aucune mention des foires de Reims. *(Note de M. L. Pâris.)*

ne osent eulx assembler, traictier, convenir ne pourparler de leurs affaires communes, ne user desdictes ordonnances, édictz ou statuz dont par cy-devant ilz usoient, par quoy se sont faiz, ensuyz, commiz, perpétrez et de jour en jour se font, ensuyent, commectent et perpètrent plusieurs faultes, abbuz, malices et décepcions ou fait et excercice

chandises, manufacture de France, et vins crus dans ses environs.

« Il est à observer que, quoique par les anciennes chartres les vins et marchandises exposées en vente aux foires de Reims soient également francs et exempts du droit de sol pour livre, les vins seuls jouissent de cette exemption, les marchandises n'ayant pas d'autres franchises que la liberté de les vendre. Les foires accordées à la ville de Troyes, jouissent de l'exemption de nouveaux droits à la sortie du royaume pour les marchandises qui y sont exposées en vente, ce qui leur donne un avantage considérable sur les foires de Reims. Il seroit très-intéressant de réclamer la même faveur pour les foires de Reims, lesquelles devroient jouir des mêmes franchises et libertés des anciennes foires de Champagne, de même que celles de Troyes, les unes comme les autres étant considérées dans les anciennes chartres, comme marchés communs de la province de Champagne.

« Les effets de commerce contractés en foires de Reims, ou dont les payemens sont stipulés payables en foire, sont réglés par la déclaration du roy du 15 janvier 1737, par laquelle il est ordonné que les lettres de change et billets à ordre, stipulés payables en foires de Reims, soient payés et acquittés par les marchands domiciliés en ladite ville et par les marchands forains qui s'y rendent pendant le cours de la franchise de ces foires, sans que les porteurs desdites lettres de change et billets à ordre, puissent être obligés d'accorder dix jours d'échéance après le dernier jour de la franchise; de sorte que l'usage est établi à Reims que le dernier jour de la franchise des foires, est celuy auquel il faut indispensablement faire protester (à défaut de payement) les effets payables en foire, même ceux stipulés pour valeur en marchandises, à peine de perdre le recours contre les endosseurs; moyennant ce, les payemens stipulés en foire se règlent de suite sommairement, ainsy que l'exigent les affaires de cette nature, à la satisfaction des commerçans.

« La foire de Pasques dont l'ouverture est fixée au jeudy d'après la fête de Pasques, pour ne pas interrompre la solemnité des fêtes, se trouve faite avant le jour fixé pour en être le commencement; les ventes et affaires en gros, par l'empressement des étrangers à vouloir faire le choix des marchandises qu'ils désirent, ayant lieu dès le vendredy et le samedy devant Pasques, et ainsy de suite le lendemain et jour suivant, de sorte que le jeudy arrivant, les affaires proprement dittes de foire sont faites, et ceux qui ne connoissent pas l'usage local et suivent l'indication des livres de commerce et almanachs pour cette foire, sont trompés dans leur attente, soit pour la vente ou les achats qu'ils veulent faire. Il seroit à désirer, tant à raison de la solemnité de la fête de Pasques, que pour le bien général du commerce, que la foire ne puisse s'ouvrir et les affaires de foire avoir lieu que le jeudy d'après Pasques, jour auquel elle est indiquée, ainsy qu'il est observé aux autres foires du royaume, telles que celles de Caen, Guibray, Beaucaire et autres; il suffiroit de faire observer les anciens règlemens à ce sujet, et d'en prévenir le public un an ou deux d'avance. A Reims, ce 20 décembre 1779. — *Signé*: Mopinot, juge consul; Clicquot-Tronsson, deuxième consul; G. Ph. Sutaine; Sutaine-Berthelin, Tronsson, ancien juge consul; Hérent, ancien juge; Cadot, l'aîné; Champenois-Clicquot; Chappron, fils; L. Savoye, fils; Henrion-Lhabitant; Chappron, ancien juge consul; Henry Champagne; Thierry de Saint-Vannes; De Recicourt, ancien juge consul; Bidault Allart; Delamotte; Etienne Tronsson; Favart-Desjardins; Jean-Baptiste Lucas; S. Chevalier, ancien consul; H. R. Champenois, l'aîné; Lucas l'aîné, ancien juge et Bonnestraynes. »

dudict mestier, et plus pourroient croistre et pululer, se sur ce n'y estoit donnée provision, si comme dient lesdicts exposans, requérans instamment icelle provision. Savoir faisons que, oye la requeste desdicts exposans, et veues par nous et les procureur et conseil de très-révérend père en Dieu monseigneur l'arcevesque duc de Reims, premier per de France, les ordonnances, édicts et statuz dont lesdictz barbiers ont acoustumé de user et tout ce qui fait à veoir et considérer en ceste partie, nous, par l'advis et délibéracion desdicts procureur et conseil de mondict seigneur l'arcevesque, aussy du consentement de tous les maistres barbiers et ouvriers dudict mestier de barberie demourans audict Reims en la terre et seigneurie de mondict seigneur l'arcevesque seur ce assemblez par-devant nous en nostre auditoire de la Pierre aux Changes dudict Reims, desquels maistres jurez, ouvriers et barbiers les noms et surnoms s'ensuient; c'est assavoir: Henry le Mercier, Gobin Testelette, Jehan Franquet, Jehan Estevenet l'aisné, Jehan Boucart, Jehan Grillot, Pierre Gravelle, Thirrion Hourdez, Jehan de la Court, Jehan le Brun, Jehan Estevenet le jeune, Thomasset Triquedon, Jehan Biguet, Fourcault Mercier, Jehan de Froymon, Phlippot Malot, Person Testelette et Jehan Bellemère, avons à iceulx maistres jurez et ouvriers barbiers et gens dudict mestier de barberie subgetz de mondict seigneur, ottroié, statué, concédé et permis, et par ces présentes octroyons, statuons, concédons et permettons que dores-en-avant ils usent, se règlent et gouvernent ou fait de leurdict mestier, avec et en la compaingnie des aultres ouvriers dudict mestier demourans audict Reims, des ordonnances, édicts, statuz et constitucions ci-après déclairées.

Et premièrement[1], que Pierre Gravelle et Jehan Biguet, qui aujourd'huy ont esté par lesdicts maistres ouvriers et barbiers nommez et éleuz, et par nous, à leur nomination, créez et instituez maistres jurez dudict mestier, et dores-en-avant ceulx qui chascun an, le lendemain de Saint-Cosme et Saint-Damian seront par lesdits maistres ouvriers et barbiers renouvellez et esleuz, et par justice à leur nomination créez et instituez maistres jurez d'icellui mestier, auront pour et durant leurs

[1] Nous n'avons rien trouvé qui indiquât que ces statuts du xv[e] siècle eussent été modifiés depuis. — Quant à la commotion dont il est question dans le préambule, voir plus haut, dans les notes de l'acte daté du 12 juin 1440.

temps et années, l'administracion, regard et gouvernement des faiz et affaires communes dudit mestier avec toutes actions, poursuittes, recepte, distribucion et maintenue des deniers, prouffiz et esmolumens, droiz, franchises, libertez, causes, querelles et deffenses, touchans et regardans lesdictes ordonnances, éditz, statuz et constitucions, et généralement tout le fait dudict mestier; au rapport et relacion desquelz maistres jurez plaine foy sera adjouttée en ce qui touchera et regardera le fait et excercice de leur office, et les deppendences d'icellui; et seront tenus tous les autres maistres, ouvriers et gens dudit mestier de leur faire porter et donner honneur, obéissance, ayde et confort en ce qui touchera ou regardera leurdict office, et les deppendences, sur peinne d'amaude arbitraire à la taxacion de leur juge ordinaire, et selon l'exigence du cas.

[II.] *Item*, que lesdiz maistres jurez seront tenus, toutes les fois que mestier sera, de faire les visitacions et regardz nécessaires à faire pour l'entretenement et conservacions desdictes ordonnances et statuz, et de faire bons et loyaux rapports et relacions à nous ou à nos successeurs bailliz de Reims au regard des subgetz de mondit seigneur l'arcevesque, et au regard des autres subgetz des autres seigneuries dudit Reims à leurs juges ordinaires, de ce que trouvé auront, sans fraude, dissimulacion ne accepcion de personnes, sur peine d'amende arbitraire; et de ce faire bien et loialement, feront lesdis maistres jurez serment solennel à leur création ès mains de nous, ou d'autre juge de qui ils sont subgetz.

[III.] *Item*, que tous barbiers qui vouldront lever leur mestier et tenir ouvroir de barberie, seront tenuz premiers et avant toute euvre, eulx exposer et soubzmettre à l'examen et expériment desdiz maistres jurez; et ne pourront iceulx barbiers lever leurdict mestier ne tenir ouvroir de barberie, jusque ad ce que premièrement ilz aient fourny ledit examen, fait et accompli ce qu'il appartient et que dit sera cy-après, et que par lesdis maistres il ait esté certiffié et rapporté au juge d'iceulx barbiers, qu'ilz auront fait et accomply ce que dit est, et qu'ils soient par leurdit juge déclairiez et repputez maistres ouvriers souffisans et dignes de excercer lesdis mestiers; et lors seront par le prédit juge créez et déclairiez maistres ouvriers, et leur en

seront baillées lectres, pour lesquelles ilz paieront cinq solz parisis tant seulement.

[IV.] *Item*, que ceulx qui se exposeront audit examen, seront tenus de servir à leurs despens par l'espace de huit jours en l'ostel et ouvroir de chascun desdis maistres jurez, et illecq faire leur chief-d'œuvre; c'est assavoir bien mouiller et rère souffisamment à dict d'ouvrier, bien pègnier, rongnier et fouillier une barbe, laquelle chose est aucune fois nécessaire à gens haittiez et malades, faire fers de lancettes convenables à seignier, et avoir la congnoissance de toutes les vaines qui sont ou corps humain, et les causes pourquoy on les doit seignier; et avecq ce avoir la congnoissance de congnoistre se on a seignié une artère en lieu de vainne, laquelle seignée d'artère est très-périlleuse à corps humain; de congnoistre aussy le temps convenable ausdictes seignés, et quelles vainnes se doivent seigner par conseil de médecin, et lesquelles non, et quelles gens sont convenables à seigner, et lesquelles non.

[V.] *Item*, que, se aucun barbier s'efforce de tenir ouvroir, ou faire effect de barberie, sans avoir fourny et acomply ledit examen et passé sa maistrise par la manière dessus déclairée, il sera pugny d'amende pour chascune foiz de cent solz tournois, et de confiscacion de ses bassins, razoirs, cizeaulx, chayères et autres utilz du mestier; lesquelles amendes et confiscacions seront applicquées et converties la moistié à justice et l'autre moistié à la communaulté dudit mestier; et pourront estre prins leursditz utilz par lesdiz maistres jurez, ou par ung sergent de la justice du délinquent, à la dénonciacion desdis maittres, incontinent qu'ilz sauront que ledit barbier aura fait contre ceste présente ordonnance; et ledit barbier contraint par toutes autres voies deues et raisonnables à cesser de tenir ouvroir ou faire ledit office de barberie, jusques à ce qu'il ait fait, fourny, acomply et amendé ce que dit est; et, se sur ce naist débat ou opposicion, lesdis utilz premièrement mis en main de justice et l'excercice dudit mestier interdit audit barbier premiers et avant tout euvre, la question se terminera par-devant nous ou nostre lieutenant, au regard des bourgeois et subgetz de mondit seigneur l'arcevesque, sommèrement et de plain, sans figure de long procès.

[VI.] *Item*, s'il est trouvé que aucun maistre barbier tenant ouvroir, ou aucun varlet ou apprentiz dudit mestier, soit convaincu de tenir hostel de bordellerie ou macquerellie, ou de le souffrir estre fait en son hostel, ou qu'il soit autrement notté et convaincu d'aucun crime ou blasme, il sera suspendu du mestier jusques ad ce qu'il l'ait amendé à justice et ausdis maistres d'amende arbitraire, et qu'il cesse du tout de perpétrer ou commettre tel crime ou vilain blasme; et, s'il y entchiet, la seconde foiz il sera privé du mestier pour l'espace d'un an, et pugny d'amende arbitraire à appliquer moittié à justice et l'autre moittié à la communaulté dudit mestier; et, s'il y renchiet, la tierce foiz il sera privé à tousjours dudit mestier, et seront tous ses utiz confisquez et acquis moittié à justice, et l'autre moittié à icelle communaulté.

[VII.] *Item*, que aucun maistre barbier, varlet, ou apprentiz dudit mestier, ne face office de barbier à mezel ou mezelle, sur peine d'icelle privacion et confiscacions, à appliquer comme dessus.

[VIII.] *Item*, que lesdis maistres barbiers pourront avoir comme ilz ont accoustumé, une confrarie en l'onneur de Dieu et des glorieux sainctz Cosme et Damian, pourveu que aux assemblées qui se feront pour le fait de ladicte confrarie ilz appelleront tel officier de justice que nous leur depputerons, avec les deux maistres jurez dudit mestier.

[IX.] *Item*, que ceulx qui passeront leur maistrise, seront tenus de païer pour l'entretenement et augmentacion de ladicte confrarie, la somme de cent solz tournois pour une foiz, à emploier à l'entretenement d'icelle confrarie, affin que à l'ayde de Dieu et d'iceulx glorieux saincts, ilz puissent plus seurement ouvrer ès corps humain; et si seront tenus de jurer et promettre entretenir et acomplir de leur part ces présentes ordonnances, selon leur forme et teneur.

[X.] *Item*, que aucun maistre barbier ne puisse oster ne substraire à ung autre maistre barbier son apprentiz, son varlet, ne sa maison, à peine de cent solz tournois d'amende, à appliquer comme dessus.

[XI.] *Item*, que aucun barbier ne puisse faire office ne ouvrage de barberie, fors seignier et pègnier, sans le congié desdiz maistres jurez ou de l'un d'eulx, aux jours et festes qui s'ensuivent: c'est assavoir, aux dimenches, et aux cinq festes de Nostre Dame, à la feste de Tous-

saincts, aux jours de Noël, Pasques, Penthecouste, la Circoncision, la Thyphaine, l'Ascension, le jour du Saint-Sacrement, Saint-Jehan l'Apostre, la feste Saint-Cosme et Saint-Damian, et les festes des Apostres, et quelque jour que lesdictes festes escheent; ne mettre enseignes de bassins hors de leur huyz, ausdictes festes, sur peine de cinq solz tournois d'amende, à appliquer comme dessus.

[XII.] *Item*, que aucuns maistres barbiers ne puissent tenir sang de seiguée en leur ouvroir, oultre midi, ni hors le sueil de leur huys, à peinne de v solz d'amende pour chascune foiz qu'ilz seront trouvez faisant ou aiant fait le contraire, à distribuer comme dessus; et oultre, s'aucuns par nécessité se faisoient seignier après midi, du piet en l'eaue, ou aultrement, lesdis barbiers seront tenus de getter hors le sang dedens deux heures après ce qu'ils auront esté seigniez, sur ladicte peinne.

[XIII.] *Item*, que aucun voulant venir à l'examen pour avoir et acquérir la maistrise dudit mestier, n'y puisse venir ny estre receu jusques à ce qu'il soit hors de son apprentissage, et quitte envers le maistre chez lequel il aura demouré, et que ledit examen se face en temps convenable et acoustumé.

[XIV.] *Item*, que aucun barbier tenant ouvroir ne puisse prendre ne avoir à la foiz que ung ouvrier, et ung apprentiz, sur peinne de cent solz tournois d'amende, à appliquer comme dessus.

[XV.] *Item*, que chascun apprentiz dudict mestier soit et demeure en son apprentissage par le temps acoustumé, qui est de trois ans au moins.

[XVI.] *Item*, que lesdis maistres jurez dudit mestier voient et visittent les ouvroirs d'icellui mestier, enquièrent et sachent de la souffisance et expérience des barbiers estans esdis ouvroirs, à ce que le peuple puisse estre mieulx et plus seurement servy, et que les ordonnances dudit mestier soient mieulx obligées et gardées.

[XVII.] *Item*, quant ung maistre ouvrier dudit mestier, ou sa femme, yra de vie à trespas, tous et chascun des maistres et ouvriers tenans ouvroirs audit Reims, seront tenuz de acompaignier le corps à le porter en sépulture par les quatre derreniers passez maistres, qui seront tenus de se faire ou faire faire à peine de VII deniers parisis d'amende, à appliquer et convertir ès affaires d'icelle communaulté.

[XVIII.] *Item*, que, s'aucuns plaiz ou procès se meuvent ou temps

advenir, ou que en aultre manière il conviengne faire mise ou despense pour la conservation et deffense de ces présentes ordonnances, lesdiz maistres jurez, de nostre congié et licence, puissent asseoir et imposer sur chascun maistre ouvrier tenant ouvroir en icelle ville de Reims, en ladicte jurisdiction de mondit seigneur, avec les autres demourans ès autres jurisdictions dudit Reims, sur chascun selon sa faculté et chevance, telle somme que par nous leur sera limittée pour emploier en la conduicte et fournissement de ce qui dit est, ou cas toutesvoies que la plus grande et sainne partie desdis maistres ouvriers le requerra ou consentira.

[XIX.] *Item*, que tous ceulx qui ainsi seront assiz et imposez, soient contrainctz par justice et par prinse et explectation de leurs utilz, s'aucuns en ont, sinon par suspension dudit mestier et par toutes autres voies deues et raisonnables, à paier leur quotité et porcion dudit impost; et, en cas d'opposicion, sont tenus de garnir et fournir la main de justice avant tout euvre de biens non périssables, jusques à la valeur de leurdit impost, chascun en droit soy.

[XX.] *Item*, et, se pour la conservacion et entretenement de ces présentes ordonnances meuvent ou sourdent aucuns procès par-devant nous, le procureur fiscal de très-révérend père en Dieu monseigneur l'arcevesque duc de Reims, premier per de France, se adjoindra en la cause avec lesdis maistres jurez, à ce que icelles ordonnances soient mieulx entretenues et gardées.

[XXI.] *Item*, que tous les maistres ouvriers et varletz dudit mestier seront tenus de comparoir aux jours, heures et lieux, où les maistres jurez dudit mestier leur feront savoir, quand ils vouldront besoingnier ou fait de leur office, et avoir la présence desdis ouvriers ou varletz, à peinne de II solz parisis d'amende pour chascun deffault, à appliquer moittié à justice et l'autre moittié à la communaulté dudit mestier, ou cas qu'ilz n'auront excusacion légitime, laquelle ils seront tenus, avant le jour ou heure à eulx assignez, de faire savoir ausdis maistres jurez, ou à l'un d'eulx.

[XXII.] *Item*, nul maistre ouvrier dudit mestier ne pourra lever ne baillier son ouvroir à aucun ouvrier ou varlet dudit mestier, quel qu'il soit, se ledit maistre ouvrier ne tient et occuppe personelment ledit

ouvroir et que l'en soit le chief, ou se ce n'est par nécessité et debte de maladie ou viellesse seurvenue oudit ouvrier, qui soit congneue et prouvée aux maistres jurez dudit mestier; et que ad ce ilz, et le procureur fiscal de mondit seigneur l'arcevesque au regard de ses subgetz, se consentent et accordent; ouquel cas cellui qui prendra et recevra ledit ouvroir à louages, ou autrement, sera tenu de jurer et promettre garder et observer ces présentes ordonnances selon leur forme et teneur; et si ne pourra ledit ouvrier recevant ledit ouvroir faire quelconque office dudit mestier, sinon rère, tondre et soucillier, sur peine d'amende arbitraire et de confiscacion de ses utilz à appliquer moittié à justice et l'autre moittié à la communaulté dudit mestier.

[XXIII.] *Item*, s'il advenoit que aucun maistre ouvrier dudit mestier cheist en telle povreté et indigence, qu'il ne peust bonnement avoir sa vie par l'excercice dudit mestier, les maistres jurez d'icellui mestier pourront, s'il leur semble que bon soit, en dire et ordonner, que chascun maistre tenant ouvroir baille et délivre au nécessiteux aucune petite somme modérée et raisonnable par chascun mois, ou par chascune sepmaine; ouquel cas lesdis maistres ouvriers seront tenus de fournir et acomplir l'ordonnance desdis maistres jurez, sur peinne d'amende de XII deniers parisis pour chascun deffault, à applicquer au prouffit de ladicte communaulté.

[XXIV.] *Item*, les femmes vefves des maistres ouvriers dudit mestier, tant qu'elles se tendront en viduité, joyront et useront en tous cas de ces présentes ordonnances, pourveu qu'elles auront en leurs ouvroirs varletz expers et souffisans, sur lesquels les maistres jurez dudis mestier auront le regard, tel que dessus est déclairié.

[XXV.] *Item*, lesdis maistres jurez seront tenuz à la fin de leur année de baillier par escript et déclaracion au procureur fiscal de l'arcevesque, toutes les amendes venant au prouffict de mondit seigneur, à cause des deffaulx et offenses commises de leur temps, et les jours que lesdictes amendes seront advenues, pour les faire entrer ens au prouffit d'icellui seigneur; lesquelles amendes, à la relacion desdis maistres jurez, et par vertu du roole signé du clerc juré de nostre bailliage, cherront en exécution sur ceulx qui en seront tenus, comme les propres debtes deues à mondit seigneur à cause de son dû.

Toutes lesquelles ordonnances, status, éditz et constitucions dessus déclairées et escriptes, nous avons faire [*sic*, fait] lire et exposer mot à mot en jugement par-devant nous, aux devant nommez ouvriers dudit mestier de barberie, lesquelz se sont à icelles consentiz et accordez, ont juré et promis de les tenir, garder, observer, et faire tenir, garder et observer à leur pouvoir, sans infraction, sur les peinnes cy-dessus déclairées; et pour ce avons à iceulx maistres ouvriers barbiers à leur requeste, prière et instance....., yceulx sur ce bien conseillez et advisez, si comme ilz disoient, octroié, consenti, accordé, loé, et confirmé, cesdictes présentes ordonnances et statuz, selon leur forme et teneur; et sur ce leur avons octroié nos lectres en ceste forme, lesquelles, en tesmoing de ce, nous avons fait sceller du scel de nostre bailliage, et du nostre mis pour contre-scel. Ce fut fait, donné et prononcé en jugement, en nostredit auditoire de la Pierre-aux-Changes, le IXe jour d'avril mil CCCC LXII avant Pasques, selon l'usage de Reims.

XXXVIII.

STATUTS de la corporation des bouchers de la ville de Reims. 19 et 23 mars, et 9 avril 1467.

Archiv. de l'archev. Lay. 3, liass. 4 *bis*, n° 2.

Loys, par la grâce de Dieu, roy de France, savoir faisons à tous présens et à venir, nous avoir reçu l'umble supplication des bouchiers de la ville et cité de Reims, contenant que pieça par eulx et leurs prédécesseurs ont été observés, gardés et entretenus certains statuts, ordonnances et usaiges, sur le faict pollice et gouvernement dudit mestier et estat de bouchier, en telle manière que les maistres et ouvriers dudit mestier se sont tellement conduits et gouvernés selon et en suivant lesdites ordonnances, que laditte boucherie a esté conduite et entretenue à l'onneur de la cité, proffit et utilité du peuple, et jusques à ce que à l'occasion d'aucuns accidens avenus, ils n'ont plus osé user desdites ordonnances et statuts, et sont demourés sans police, gouvernement et visitation sur ledit mestier et fait de boucherie, et est avenu que plusieurs valez, et autres gens non experts, en iceluy mestier se sont entretenus et entretiennent chacun jour, et y ont fait et comis, font et comettent, grandes faultes et abus, et tellement que grans et énormes inconvéniens s'en sont ensuivi, ou grand préjudice et domaige de la

chose publique, et à cette cause par lesdits supplians ont esté à nostre [amé?] et féal conseiller l'arcevesque et duc de Reims, premier per de France, considérans que les principalles boucheries de laditte ville de Reims sont situées, et la pluspart desdits bouchiers demourans en sa terre, seigneurie et justice, haute, moyenne et basse, par quoy ordinairement luy appartient y donner ordre et provision; [lui présentant?] pour ce certains advis faits sur les statuts et ordonnances que l'en pourroit faire et statuer sur le fait dudit mestier, conformes aux usaiges anciens, eu regard à la poureté du peuple et à l'estat et disposition du temps présent, en luy requérant que, selon lesdits advis, luy plust statuer et ordonner police sur le fait de laditte boucherie pour le bien et utilité de la chose publique et de laditte ville, et la santé des corps humains d'icelle, et du pays d'environ; lesquels articles, ordonnances et statuts ainsy faits et avisés que dit est, notredit conseiller a loés, grées, et approuvés sous les conditions contenues en ces lettres, èsquelles sont les articles desdittes ordonnances et statuts incorporés; desquelles lettres et articles la teneur s'ensuit :

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou orront, Jehan Chardon, licencié en loix, conseiller du roy nostre sire, bailly de Reims, salut. Comme naguerres de la partie des bouchiers de cette ville et cité de Reims nous aient été présentées en la présence du procureur fiscal de très-révérend père en Dieu monseigneur l'archevesque et duc de Reims, premier per de France, les lettres patentes d'iceluy sire, scellées de scel rond en double queue et cire vermeille, desquelles la teneur s'ensuit :

Jean, par la grâce de Dieu arcevesque duc de Reims, premier per de France, à tous ceulx qui ces présentes lettres verront ou orront, salut : sçavoir faisons que, de la partie des bouchiers de notre ville et cité de Reims, nous a été exposé que, sur le fait, police et gouvernement du mestier de boucherie, ils souloient avoir, garder et entretenir entre eulx certains statuts, ordonnances et usaiges, selon lesquels ils, et leurs prédécesseurs maistres et ouvriers dudit mestier, se sont par longtemps conduits et gouvernés, en telle manière que la boucherie dudit Reims a esté renommée entre les autres boucheries de ce royaume d'estre grandement et honorablement conduite et entretenue, à l'onneur de

la cité, au profit et utilité du peuple; mais puis aucun temps, à l'occasion d'aucuns accidens avenus, ils n'ont osé plus user desdits statuts, ordonnances et usaiges, et sont demourez sans reigle, police et gouvernement, tellement que par telle discontinuation, et par la deffaulte et négligence de prendre regart et visitation sur iceluy fait de boucherie, plusieurs varlez et autres non experts audit mestier se sont entremis et entremettent chacun jour, et font et commettent tant deffaultes et abus, que grans et énormes inconvéniens s'en sont ensuis, et plus pourroient avenir, on grand domaige et préjudice de la chose publique, se provision, règle, ordre et police ny est aposées; et, pour ce que les principalles boucheries dudit Reims sont situées, et la pluspart desdits bouchiers demourans en nostre terre, seigneurie et justice, haute, moïenne et basse, par quoy, ordinairement et sans moyen, nous apartient y donner ordre, règle et provision; lesdits bouchiers nous ont présenté par articles, certains advis par eux faits de ce, sur les statuts et ordonnances que l'on pourroit faire et dire et statuer sur le fait dudit mestier, en soy conformant aux usaiges anciens, eu regart toutes voyes à la poureté du peuple, et à l'estat et disposition du temps présent, en nous requérant que, selon lesdits advis, nous plaise leur statuer et ordonner police et gouvernement on fait d'icelle boucherie, disant qu'ainsy le faire seroit honneur, louange et accroissement, de la bonne renommée de notreditte ville et cité, la conservation de la santé des corps humains, et le bien et utilité de toute la chose publique d'icelle ville, cité, et pays d'environ; pour ce est-il que nous, ces choses considérées, désirans sur ce pourvoir au bien et santé du peuple et utilité de la chose publique, veus par nous lesdits articles à nous baillés par lesdits bouchiers, en la forme et manière qui s'ensuit :

Ce sont les avis faits et baillés à très-révérend père en Dieu monseigneur l'arcevesque duc de Reims, premier per de France, par les bouchiers de la ville et cité de Reims, selon lesquels seroit honorable et utile pour la chose publique d'icelle ville et cité de Reims, et du pays d'environ, de faire ordonner et statuer ordre, police et gouvernement, sur le fait et exercice dudit mestier de boucherie.

[1] *Premièrement*, que nul ne s'entremette de tenir estal publique de boucherie, ne l'exercer comme maistre, s'il n'a été autreffois ou qu'il

[1] Ces statuts furent en vigueur jusqu'au XVIII[e] siècle; à cette époque, ils furent modifiés comme il suit :

« A M. le Bailly, lieutenant général de police de la ville et fauxbourgs de Reims; suplient humblement les jurez et communauté des maîtres bouchers de cette ville de Reims, disans que le règlement de leur communauté est de l'année 1467, il est intervenu depuis ce temps plusieurs sentences de la cour, qui ont statuées sur des cas qui concernent leur métier, et qui n'avoient pas été prévues directement par ce règlement; d'ailleurs ce règlement, fait depuis près de trois siècles, contenant plusieurs dispositions qui n'étoient pas expliquées d'une manière assez précise, ces motifs ont engagé les suplians à en faire dresser plusieurs articles nouveaux au nombre de vingt-sept, partie pour servir d'explication à leur règlement, partie en conformité des dispositions des sentences prononcées par la cour; la communauté les a agréées par conclusion du 1[er] mars 1737; pour leur donner l'autorité qu'elles (*sic*) doivent avoir, les suplians sont obligez de se pourvoir.

« Ce considéré, monsieur, il vous plaise homologuer lesdits nouveaux articles pour être exécutés selon leur forme et teneur; en conséquence, permettre aux suplians de faire imprimer ledit ancien règlement et les nouveaux articles, pour que chacun maître de ladite communauté puisse en avoir une entière connoissance et s'y conformer, et ferés justice; constituants pour leur procureur M[e] Jean-Baptiste Gellé. *Signés* Rivart, Simon Joly, Jean-Baptiste Rivart, Timothé Rivart, et Gellé, en la minute des présentes.

« I. Les fils de maîtres qui voudront se faire recevoir maîtres de la communauté, seront tenus de faire le chef-d'œuvre ordinaire aux fils de maître, et de payer au receveur de la communauté la somme de quarante-cinq livres, et aux jurez celle de quinze livres; lesquelz jurez, au moïen de ce, seront tenus de donner à leurs dépens aux fils de maîtres aspirans, leurs lettres de réception, sans que ledit aspirant (*sic*) soit tenu de païer aucuns autres frais.

« II. Les particuliers non fils de maîtres, qui auront fait leur aprentissage en cette ville pendant trois années, et qui en auront un brevet passé devant notaire, enrégistré sur le registre de la communauté dans les trois mois qu'il aura été passé, qui voudront se faire recevoir maîtres, seront tenus de faire le chef-d'œuvre prescrit par le règlement, et de payer entre les mains du receveur de la communauté la somme de deux cens cinquante livres, et aux jurez celle de quarante-cinq livres; lesquels jurez seront tenus de leur délivrer à leurs frais lettres de réception; et ceux qui n'auront point fait d'aprentissage, et qui n'en auront point de brevet enrégistré, payeront trois cens livres à la communauté, au lieu de deux cens cinquante livres, et satisferont au surplus à ce que dessus.

« III. Les particuliers forains qui viennent demeurer chez les maîtres, soit qu'ils conduisent leur troupeau aux champs, soit qu'ils travaillent chez lesdits maitres, payeront quarante jours après leur entrée chez lesdits maitres, cinq livres au receveur de la communauté, et cinquante sols aux jurez.

« IV. Et lorsque les mêmes particuliers ou d'autres forains travailleront à la boucherie, ils payeront audit receveur de la communauté la somme de dix livres, quarante jours après qu'ils auront commencé de travailler à la boucherie.

« V. Les douze derniers maîtres reçus, quoi qu'aïant passés par les charges de la communauté, seront tenus de porter les corps des défunts maîtres et maîtresses, et les flambeaux aux convois, faire les semonces qui leur seront ordonnées par les maîtres jurez, à peine de quarante-huit sols d'amende contre chacun défaillant et refusant; et pour la plus grande décense des convois, que les corps des défunts seront portez avec des bâtons, ainsi qu'il se pratique dans

soit cy-après examiné, expérimenté et trouvé ydoine, et comme tel reçu et passé maistre dudit mestier, par les maistres gouverneurs de

les paroisses, lesquels bâtons seront faits aux dépens de la communauté, et remis avec les draps, trétaux et targes, en la maison du maître ancien, par les maîtres jurez, qui seront tenus de les venir prendre.

« VI. Enjoint à tous les maîtres de porter honneur et respect aux maîtres anciens et jurez, surtout dans leurs fonctions.

« VII. Les maîtres bouchers tenans étal, payeront aux maîtres jurez chacun dix sols par mois, pour être remis ès mains du receveur par lesdits maîtres jurez; et les veuves et maîtres non tenans étal, chacun cinq sols, sauf et sans préjudice à plus grande somme, au cas qu'il soit dit et ordonné par justice.

« VIII. Les maîtres et maîtresses qui livreront durant l'année les chairs aux communautez de cette ville, payeront aux maîtres jurez de la communauté la somme de cinq livres pour chacun mille livres d'argent qu'ils auront livrés de chairs ausdites communautez, et représenteront les registres des chairs qu'ils auront livrées ausdites communautez pour lesdites sommes, remises par les jurez ès mains du receveur de ladite communauté.

« IX. Le maître ancien sera choisi et nommé le lundy gras de chacune année dans une assemblée qui sera tenue ledit jour, entre le doyen, les maîtres anciens et jurez, lesquels nommeront l'ancien sortant, et le lieutenant des jurez, pour recueillir les voix de tous les maîtres qui se trouveront à ladite assemblée; et quant aux maîtres jurez ils entreront à tour de rôle, et seront avertis et reçus par le maître ancien, et ensuite présentez à monsieur le lieutenant général de police pour prêter le serment.

« X. Lorsqu'un maître boucher tuera un bœuf ou une vache, et qu'il lui paroîtra qu'il est atteint de ladrerie, il sera tenu d'en avertir les maîtres jurez qui seront obligés de le venir visiter sur-le-champ, et si ils reconnoissent que la chair est gâtée et hors d'état d'entrer dans le corps humain, ils seront tenus d'appeler un commissaire de police, lequel conjointement avec les jurez, verbaliseront de l'état dudit bœuf ou vache, de la couleur de la peau, prendra la déclaration du maître boucher, de sa femme et de ses domestiques, si aucun il a, qui déclareront de qui ledit boucher aura acheté lesdits bœuf ou vaches, du temps auquel il l'a acheté, et du prix, et ordonner [a] que les chairs en seront enfouies sans aucun délai; sur lequel procès-verbal ledit maître boucher pourra se pourvoir contre son vendeur pour en répéter le prix, sans qu'il soit obligé à aucune autre justification, à moins que la personne assignée ne dénie avoir vendu ledit bœuf ou vache chez lui, dans le mois qui aura précédé la vente que le boucher prétendra lui en avoir été faite, ou qu'il ne soutienne que le bœuf ou la vache procède d'un autre que de lui.

« XI. Les particuliers qui amèneront et vendront en cette ville bœuf ou vache, en demeureront garants, en cas qu'ils viennent à mourir dans les neuf jours de la vente, suivant l'usage de Paris; auquel cas de mort l'acheteur sera tenu de le faire reconnoître par un commissaire de police, qui en dressera son procès-verbal.

« XII. Défenses à tous les maîtres bouchers d'étaler ni vendre aucunes chairs suspectes, gâtées ou corrompues, à peine d'amende.

« XIII. Défenses à tous maîtres bouchers d'étaler ni vendre mouton et brebis gâtés de claveau, ainsi qu'il a été jugé par sentence du cinq octobre mil six cens soixante-dixhuit.

« XIV. Défenses à tous maîtres bouchers d'exposer en vente plus de deux grosses pièces de chairs, soit bœuf ou vaches, par chacune semaine qui commence par chacun jour de samedi, et en cas de contravention par aucun desdits maîtres, qu'il sera permis aux jurez de saisir l'excédent, et en feront leur raport auquel foi sera ajoutée, sans autre formalité; et seront les contreve-

la boucherie de Reims, et qu'il ait fait son devoir et païé sa hance et maitrise; et, s'aucun fait ou s'avance de faire le contraire, qu'il soit

nans condamnés chacun en l'amende, suivant et conformément à différentes sentences et ordonnances intervenues à ce sujet.

« XV. Les maîtres qui livreront les chairs nécessaires à l'Hôtel-Dieu et à l'hôpital géneral, pourront tuer par chacune semaine, deux autres grosses pièces de bœuf ou vache, pour chacun desdits hôpitaux.

« XVI. Enjoint ausdits maîtres bouchers, quand ils auront tués un taureau, bouc ou chèvre, de mettre une marque rouge au bout d'une brochette sur la chair, en lieu le plus éminent, à peine de confiscation des chairs, et d'amende arbitraire.

« XVII. Defenses à tous maîtres bouchers de vendre publiquement aucunes chairs les jours de dimanche ou fête, sinon les dernières fêtes de Pâques, Pentecôte et Noel, ainsi qu'il a été ordonné par sentence du dix-huit juillet mil six cens quatre-vingt-trois, à moins qu'ils n'en ayent obtenus la permission de monsieur le lieutenant general de police.

« XVIII. Enjoint à tous les maîtres bouchers et maîtresses d'observer la fête de Saint-Leu leur patron, et défenses à eux d'étaler à la boucherie; sauf au cas que la fête arrive un jour de samedi, elle sera remise au mardi ou mercredi, ou à la remettre au vendredi suivant.

« XIX. Défenses à tous cuisiniers, traiteurs, aubergistes et cabaretiers, d'acheter sur le marché et autres lieux, aucuns agneaux, veaux et chevreaux; permis à eux d'en vendre après qu'ils les auront achetés des maîtres bouchers, ainsi qu'il a eté jugé par sentence du cinq septembre mil six cens soixante-dix-huit.

« XX. Défenses aux cuisiniers et cabaretiers de débiter aucune chair de bouc et cabry qu'il ne les aient achetés à la boucherie, et permis aux bouchers d'en tuer après jour de Saint-Remy jusqu'au carême; et seront tenus lesdits bouchers d'en avertir es maîtres jurez, ausquels sera paye sept sols six deniers pour leur visite.

« XXI. Defenses à tous coquetiers d'acheter dans l'aban lieu (*sic*) aucunes marchandises dépendantes de la profession des maîtres bouchers, à peine de dommages-intérêts, suivant la sentence du vingt-deux janvier mil sept cens dix.

« XXII. Défenses aussi ausdits maîtres bouchers d'arrer ni acheter des coquetiers aucunes marchandises dépendantes de leur profession, lorsquelles seront destinees pour être accoduites en cette ville, qu'elles n'aient été exposées sur le marché, et defense de faire aucuns marchez particuliers dans les cabarets, pour y attirer les coquetiers.

« XXIII. Enjoint aux maîtres bouchers qui feront acconduire sur des charettes des bêtes dépendantes de la profession, d'avertir les maîtres jurez pour en faire la visite et reconnoitre l'etat avant de les tuer, suivant la sentence du trente-un decembre mil six cens quatre-vingt-seize, à peine d'amande.

« XXIV. Défenses à tous maîtres bouchers non tenans étal, d'arrer ni acheter dans cette ville et fauxbourgs aucunes marchandises de la profession, à moins qu'ils n'aient ordre d'un maître ou maîtresse, ou qu'ils représentent leur maille; et en cas de contravention, permis ausdits maîtres jurez de saisir lesdites marchandises.

« XXV. Défense à tous particuliers d'aporter en cette ville aucunes chairs tuées, pour y être vendues ainsi qu'il a été jugé par sentence du treize février mil sept cens dix-sept.

« XXVI. Defenses aux dragons, cavaliers et fantassins qui viendront en garnison en cette ville, de vendre aux bourgeois de la ville et fauxbourgs aucunes chairs de bœuf, vache, mouton et veau, suivant l'ordonnance de monseigneur l'intendant, du vingt-deux février mil sept cens dix-huit.

« XXVII. Tous particuliers qui acconduiront en cette ville des marchandises dependantes de la profession de boucher, soit

contraint à s'en désister et cesser, par prinse et confiscation de la chair qu'il exposera en vente, par punition d'amende arbitraire à apliquer la

durant les foires et autres jours, payeront pour une fois vingt sols parisis pour leur bienveaue, suivant le règlement, et les noms et demeures desdits particuliers transcrits sur le registre de la communauté.

« A tous ceux qui ces présentes lettres verront, Jean-Baptiste Carbon, conseiller du roy, bailly de Reims, lieutenant général de police de ladite ville et fauxbourgs; [savoir faisons] que vu la requête à nous présentée par les jurez et communauté des maîtres bouchers de ladite ville et fauxbourgs, portant que le règlement de leur communauté est de l'année mil quatre cens soixante-six, que depuis ce tems il est intervenu plusieurs sentences qui ont statué sur des cas qui concernent leur métier, et qui n'avoient pas été prévus lors dudit règlement fait depuis près de trois siècles, et qui contient plusieurs dispositions qui ne sont pas expliquées d'une manière precise, pourquoi ils ont fait dresser plusieurs articles nouveaux au nombre de vingt-sept, pour servir en partie d'explications audit règlement, et plusieurs autres articles en conformité des sentences intervenues sur plusieurs cas non prévus ni énoncez dans ledit règlement; que la communauté qui a pris comunication desdits nouveaux articles les a agréés par conclusion du 18 du présent mois de mars, pourquoi ils requièrent qu'il nous plaise homologuer lesdits articles, et ordonner qu'ils seront exécutés; et qu'il leur soit permis de faire imprimer, tant ledit ancien règlement, que lesdits nouveaux articles, afin que chacun maître puisse en avoir une entière connoissance et s'y conformer; règlement desdits bouchers en datte du vingt-trois mars mil quatre cens soixante-six; lettres patentes accordées sur ledit règlement par le roy Louis XI, du neuf avril mil six cens soixante-sept, signées: par le roy, à la relation de son grand conseil, *signé*, ROLAND, et scellés du grand sceau de cire verte; nouveaux articles au nombre de vingt-sept : conclusions du procureur fiscal. Tout vu et considéré, nous avons homologué et homologuons par provision lesdits vingt-sept articles, et ordonnons sous le bon plaisir du roy qu'ils seront exécutez selon leur forme et teneur, aux additions néanmoins, exceptions, modifications, ainsi qu'il sera dit ci-après. En conséquence nous disons que le premier article passera ainsi qu'il est rédigé. — Le deuxième article de même, en ajoutant après ces mots, *les particuliers non fils de maître qui auront fait aprentissage en cette ville de Reims*, ceux-ci : *ou autres villes policées du royaume*, et qu'au lieu de *quarante-cinq livres* portées devoir être payées par les aprentis non fils de maître, il ne sera payé que *trente-cinq livres*; et que ces mots *et ceux qui n'auront pas fait aprentissage*, et les suivans jusqu'à la fin dudit article seront rayez, au lieu desquels seront ajoutez ceux-ci : *que les aprentifs qui épouseront des filles de maître, ne payeront que moitié des droits ci-dessus.* — Que l'article trois passera, ainsi qu'il est rédigé, à l'exception de ces mots : *et cinquante sols aux jurez*, lesquels mots seront rayez. — Les articles quatre, cinq, six et sept passeront ainsi qu'il sont rédigez. — L'article huit de même, en ajoutant après ces mots : *ce qu'ils auront livrés de chair auxdites communautes*, ceux-ci : *à l'exception des livraisons faites aux hôpitaux, pour raison de quoi il ne sera rien payé.* — Que les articles neuf, dix, onze, douze, treize et quatorze passeront ainsi qu'ils sont rédigez. — L'article quinze de même, en ajoutant ces mots, fin dudit article : *et au cas que pour le service desdits hôpitaux il faille une plus grande quantité de grosse chair, le maître avant de tuer sera tenu d'en avertir les jurez.* — Les articles seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt-un, vingt-deux, vingt-trois et vingt-quatre passeront ainsi qu'ils sont rédigez. — L'article vingt-cinq de même, en ajoutant ces mots, fin dudit article, *sauf à le permettre, par monsieur le bailli de Reims, lieutenant général de police, lors-*

moitié à justice, et l'autre moitié aux affaires communes du mestier, jusques à ce toutes voyes qu'il soit examiné, expérimenté, reçu, et passé maistre, et qu'il ait fait son devoir, comme cy-après sera dit.

[II.] *Item*, que tous ceulx qui voudront exercer ledit mestier, tenir estal publique, et estre passé maistres d'iceluy mestier de boucherie soient par les cinq maistres gouverneurs dudit mestier, ou la pluspart d'iceulx, examinés et expérimentés; et, si sont trouvés ydoines et souffisans, soient par lesdits maistres présentés à justice pour estre créés, reçus et passés maistres dudit mestier, en jurant entretenir les statuts et ordonnances d'icelluy mestier, en payant pour leur hance et maitrise la somme de cent sols parisis pour une fois, à employer et convertir à l'entretenement du luminaire, du drap des morts et des services, obsèques et prières des trépassez, avec le pastz des autres maistres dudit mestier en la manière ancienne; en ayant regard par les maistres gouverneurs dudit mestier, à la faculté de ceux qui seront passés maistres; sauf tant que les enfants des maistres payent seulement, pour leur hance et maitrise, la somme de vingt sols parisis.

[III.] *Item*, que tous aprentyfs qui voudront apprendre ledit mestier audit Reims, soyent tenus de payer pour une fois deux livres de cire, ou la valeur, à emploier èsdits luminaires et affaires dudit mestier.

[IV.] *Item*, que lesdits maistres gouverneurs dudit mestier puissent prendre et recevoir de chacun bouchier forain, marchand publique,

qu'il le jugera nécessaire pour l'utilité du public. — Que l'article vingt-six passera, ainsi qu'il a été rédigé, ainsi que l'article vingt-sept et dernier. — Ordonnous que l'ancien règlement, ensemble les présens articles ainsi réformez, seront imprimez aux dépens de la communauté, et un exemplaire délivré à chacun des maîtres et maîtresses qui composent actuellement ladite communauté, et à tous les maitres qui seront reçus par la suite, afin que chacun d'eux en ait connoissance, et soit obligé de s'y conformer. Et seront tenus lesdits jurez et communauté de se retirer incessament vers Sa Majesté, pour obtenir des lettres patentes confirmatives desdits articles, et de les faire enrégistrer en la cour de parlement. Et sera notre présente ordonnance lue à tous les maîtres à cet effet convoquez et assemblez, à la diligence des jurez, et ensuite enrégistrée sur le registre des conclusions de la communauté, lue, publiée et affichée en la manière accoutumée. Fait et à droit jugé en la chambre de police, ce jourd'hui vingt-sept mars mil sept cens trente-sept; et est le *dictum*, *signé* Carbon, bailly.

« Si mandons au premier huissier de police sur ce requis, il fasse pour l'exécution des présentes tous exploits et autres actes de justice requis et nécessaires, de ce faire lui donnons pouvoir. Donné audit Reims par nous juge susdit, les jour, mois et an que dessus.

Signé, Meusnier. »

vendant chair en gros à Reims, sa bienvenue jusques à la somme de vingt sols parisis pour une fois, à apliquer à la discrétion d'iceulx maistres gouverneurs, lesquels, moiennant ce, seront tenus de les avertir et instruire des usaiges, ordonnances et coutumes dudit mestier.

[v.] *Item*, qu'aucun n'expose en vente quelconque chair, s'elle n'est bonne, saine, necte, bien ordonnée, et appareillée, à l'égard desdits maistres gouverneurs dudit mestier, sur peine d'amande de vingt-deux sols six deniers parisis, pour chacune fois, à apliquer moitié à la justice, et l'autre moitié aux affaires communes dudit mestier; et outre plus, si la chair est trouvée corrompue, ou pour autres causes indigne d'user à corps humains, qu'elle soit par justice condamnée au feu.

[vi.] *Item*, que aucun, quel qu'il soit, ne puisse vendre chair à détail audit Reims, sinon ès boucheries et lieux publiques à ce ordonnés et accoutumés, et que premièrement la chair soit appareillée par aucun maistres dudit mestier, sur peine d'amande de vingt-deux sols six deniers parisis à apliquer comme dessus.

[vii.] *Item*, si aucun marchands forains, ou autres, vendent sciement aucunes bestes vives, qui soient freuses, eschauffées, bactues, foullées, ou corrompues, tellement que le vice ne puisse apparoir jusques après ce que la beste soit écorchée, que tels vendeurs soient tenus en avertir les acheteurs, sinon seront punis pour chacune fois qu'ils feront le contraire d'amendes de vingt-deux sols six deniers parisis, à appliquer comme en l'article précédent, et de restitution du domaige et intérêt de la partie.

[viii.] *Item*, que tous ceulx qui voudront vendre issues de lart, soient tenus de les vendre en la place aux porcs, sur vanes ou panniers par terre; et ceux qui vendront pourceaulx sorsemés, soient tenus de les vendre en ladite place sur table, à my le ruissel, et non ailleurs, sur peine d'amende de vingt deux sols six deniers parisis, à appliquer comme dessus.

[ix.] *Item*, que toutes femmes veuves des maistres bouchiers puissent tenir estal publique, et exercer ou faire exercer ledit mestier à leurs périls et fortunes, come faisoient au vivant de leurs marys, tant et si longuement qu'elles se tenront en viduité, et non plus.

[x.] *Item*, que lesdits maistres bouchiers, et autres de leur société et confrérie, se puissent assembler chacun an, avant la feste du Saint-Sacrement, le jour et lendemain d'icelle feste, pour traicter du fait de leur luminaire, qu'ils ont acoutumé de faire et porter chacun an à la procession d'icelle feste.

[xi.] *Item*, et pareillement se puissent assembler les jours des Cendres, pour traicter de leurs affaires communes, et pour eslire, renouveller ou continuer leurs maistres gouverneurs au nombre de cinq; lesquels soient présentés à la justice pour recevoir d'eulx le serment de bien et loyaument exercer leurs offices ung an durant, entretenir et garder ces présentes ordonnances, et faire au sourplus ce que à leurs offices appartient, à l'onneur et utilité du mestier et de la chose publique ; lesquels maistres gouverneurs soient tenus en la fin de leur année de rendre compte d'icelle administration, à leurs successeurs maistres gouverneurs, à ce présents jusqu'au nombre de six maistres bouchiers eslus et députés pour ce faire par les autres maistres, en leur assemblée du jour des Cendres.

[xii.] *Item*, que lesdits cinq maistres gouverneurs dudit mestier, soyent tenus de diligemment et léalement prendre garde et visitation sur toutes les chaires vives et mortes, et denrées de boucherie qui seront exposées en vente en cettedite ville et cité de Reims, ès boucherie, lieux et hales à ce ordonnés et accoutumés; et qu'ils puissent faire à ceste cause toutes poursuites, arrests, saisines et exploitz nécessaires, et de tout faire raport et relation à la justice à qui la connoissance apartiendra; au raport et relation desquels maistres et gouverneurs, et de chacun d'iceulx, foy entière soit ajoutée, sauf tant que pour visiter les denrées suspectées, soient trois desdits maistres au moins, ou leurs lieuxtenans ou commis en leur absence; et que, selon leurs advis et raport, en soit jugié par justice ainsy qu'il apartiendra.

Tous lesdits articles, et tout le contenu en iceulx, avons loué, agréé, ratifié, et approuvé, et par ces présentes louons, gréons, ratifions et approuvons, voulons, ordonnons et consentons iceulx valoir, estre entretenus, gardéz et sortir leur plain effect dorénavant à toujours, comme édit, statut et ordonnance, sur le dit fait et mestier de boucherie, pourveu toutesvoyes que à ce se consentiront les-

dits maistres bouchiers, qui pour ceste foys seront convoqués et assembléz par-devant notre bailly de Reims, ou la pluspart d'iceulx. Sy donnons en mandement par cesdittes présentes à notredit bailly de Reims, ou à son lieutenant, que présens ou apellés par-devant luy lesdits maistres bouchiers de Reims, ou la pluspart d'iceux, s'il luy appert qu'au contenu èsdits articles ils consentent et accordent, il face lesdits articles et tout le contenu en iceulx doresnavant entretenir, garder et observer inviolablement, comme statut et ordonnence fais sur la police et gouvernement d'icelle boucherie, en contraignant et faisant contraindre désormais à toujours tous ceulx qui pour ce seront à contraindre, par les voyes et manières deues et raisonnables, à les entretenir, garder, et observer entièrement sans enfraindre; car ainsy l'avons statué, ordonné et décrété pour le bien et utilité de la chose publique de laditte ville et cité de Reims, et du pays d'environ. En témoin de ce, nous avons fait sceller ces présentes de notre scel rond. Donné à notre palais de Tahu [Tau] le dix-neuvième jour de mars, l'an mil quatre cent soixante-six, ainsy signé : Du commandement de Mgr. J. Guérin.

Et nous requérant par lesdits bouchiers l'entérinement desdittes lettres dessus transcriptes, après la réception et vision desquelles avons premièrement fait assembler les avocats, conseillers et praticiens fréquantans nostre auditoire, c'est assavoir honorable homme et saige Me Nicolle Jacquemin, licentié en loix; Me Raoul Prieuse, licentié en loix et bachelier en décret; Me Jean Cauchon le jeune, licentié en décret; Me Jehan de Reims, licentié en loix et en décret; Me Robert Choilly, licentié en loix; Me J. Bourguet, licentié en loix, bachelier en décret; Me Cristophe Labbé, licentié en décret; Me Jacques le Boutillé, licentié en décret; Me Robert Migaillot, licentié en loix; et Jean de la Sure, procureur en court laye; auxquels avons monstré et exhibé lesdittes lettres, et avec eulx ouvert aucunes difficultés qui pouroient estre en la mattière, en leur requérant sur tout leurs advis et opinions; tous lesquels, veus à grande et meure délibération lesdittes lettres et leur contenu, ayent esté d'opinion et de [ce?] nous ayent baillé leur délibération par écrit signée d'eulx tous, comme nous avons cause d'entériner lesdittes lettres, et que en icelles n'y avoit chose

qui ne leur semblast juste, utile et prouffitable pour la chose publique, sauf que nous povions et devions réserver à mondit sire, ou à nous et nos successeurs en office, la faculté de donner au temps advenir, en et sur les ordonnances transcriptes èsdittes lettres, modification, interprétation et corrections, si et quand le cas et le temps le requéreroient; oyes lesquelles opinions, et pour procéder à l'entérinement d'icelles lettres, ayant fait convoquer et assembler par-devant nous en jugement aujourd'huy tous les maistres bouchiers dudit Reims, et autres que nous avons pu sçavoir et trouver eux entremettre du fait et mestier de boucherie, c'est assavoir Jesson le Pelletier, Robinet Simon, Arnoult Brouet, Adam Lescommelart, Gobin Pasté, Drouart Bouteville, Sansse Moricet l'esné, Poncelet Caynet, Henry Toucul, Girardin Brouet, Perrot Moricet, Gillet le Houllier, Raoulin Toucul, Richelin Jumigny, Jacquet Toucul, Robert le Houllier, dit de Bacquehan, Girardin Moricet, Regnault Cocquebert, Jehan Bouchy, dit de Pertes, Jehan Bernard, Estienne Crestien, Jehannon Noti, Jehan de la Court, Gillet Lescommelart, Estienne le Bègue, dit de Vienne, Jehan de Boul, Jehan de Berru, Jehannon Bernard, dit Coquebin, Raoulin Prin, Vuiet Colet, Jaqnes Sarrazin, Jehannon Boyleau, Jehan le Paulmier, Jehan de Mayaifer, Estienne Huet, Thibault Duval, Jehan Maleteau, Herbin Jehart, Michel Simonnet, Ridez, Errard le Subtil, Robinet Maisechair, Raoulin Joffrin, Blaise Moricet le jeune, et Simonnet Liébert, Bouilleguet, Colleçon Moreau, Millet le Vilain, Prot Fournier, et Girardin Motizeau, tous demeurans audit Reims, tant ou ban juridiction de mondit seigneur l'arcevesque comme ailleurs; auxquels aïons fait faire lecture au long desdittes lettres dessus transcriptes, en les interrogeant se au contenu en icelles, et mesmement aux ordonnances, statuts et articles transcripts en icelles ils se vouloient consentir et accorder; tous lesquels unanimement, et sans aucune discrépation, ayant dit et déclaré qu'ils consentoient et accordoient lesdittes ordonnances, statuts et articles, et tout le contenu èsdittes lettres de mondit seigneur l'arcevesque, requérant à grande instance lesdittes lettres leur estre par nous entérinées de point en point, selon leur fourme et teneure; sçavoir faisons que, veues lesdittes lettres dessus

transcriptes, les opinions, avis et délibérations des conseillers devant nommés, le consentement, accord et déclaration desdits bouchiers, ainsy assemblez en grant nombre, représentant la plus grande et saine partie de ceux qui s'entremettent à Reims dudit mestier de boucherie, et tout ce qui fait à veoir et considérer en cette partie; nous auxdits bouchiers avons entériné, et par ces présentes entérinons, lesdittes lettres de mondit seigneur l'arcevesque, de point en point, selon leur forme et teneur, en déclarant, et par ces présentes déclarons, tout le contenu en icelles devoir estre doresnavant entretenus, gardés et observés inviolablement comme loy, statut et ordonnance, faictes sur la police et gouvernement de laditte boucherie, et devoir contraindre et faire contraindre désoresmais à toujours tous ceulx qui pour ce seroient à contraindre, par toutes voyes et manières dues et raisonnables, à les entretenir, garder et observer entièrement sans enfraindre, sauf et réservé de faire et donner ou temps à venir modification, interprétation et correction, sy et quant le cas et le temps le requerront; et outre plus, du consentement et accord desdits bouchiers, et dudit procureur fiscal de mondit seigneur l'arcevesque, avons tous iceulx bouchiers dessus nommés fait jurer [et?] solemnellement promettre de bien et loyaument entretenir, garder et observer, et faire et ayder de tout leur pouvoir, entretenir, garder et observer lesdites ordonnances, statuts et articles, et tout le contenu èsdittes lettres, de point en point, sans les enfraindre, ne soufrir ou faire enfraindre en aucune manière. En témoin de ce, nous avons scellé ces présentes lettres du scel du baillage, et du nostre mis pour contrescel, qui furent faictes et ordonnées en jugement le lundy après Pasques fleury, vingt-troisième jour de mars, l'an mil quatre cent soixante-six.

Et de la part desdits supplians nous a esté humblement supplié et requis, que nostre plaisir soit cesdites ordonnances, statuts ou constitutions, par eulx présentées à nostredit conseil, et par luy gréées, ratifiées et approuvées, avoir agréables et les confermer; pour ce est-il que nous, oye la requeste desdits suppliants, et veues en nostre conseil lesdites ordonnances, statuts, ou constitutions, considérans qu'elles sont au bien, police et bon gouvernement d'icelle boucherie, sans grant charge sur le peuple; icelles ordonnances, statuts ou con-

stitutions, avons, selon la forme et teneur des articles dessus incorporés, et par notredit conseil[ler] gréés et ratifiés, louées et confermées, louons, ratifions et confermons de grâce spécial, et autorité royale, par ces présentes, et voulons icelles estre doresnavant et toujours entretenues, observées et gardées de point en point, selon leur forme et teneur; si donnons en mandement par ces présentes au bailly de Vermandois, et à tous nos autres justiciers, officiers et subjects, ou à leurs lieutenans, et à chacun d'eulx, si comme à luy appartiendra, que de nos présentes grâce, octroy, ratification et confirmation, facent, souffrent et laissent lesdits supplians joyr et user paisiblement à toujours, sans leur faire ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun empeschement à ce contraire; et lequel, se fait, mis ou donné estoit, voulons estre mis à pleine délivrance au premier estat et deu, et estre contrains à ce souffrir tous ceulx qu'il appartiendra, par touttes voyes deues, et en tel cas requis; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre nostre scel à ces présentes, sauf en autres choses notre droit, et l'autruy en touttes. Donné à Tours, le neuviesme jour d'apvril l'an de grâce mil quatre cent soixante-sept, et de nostre règne le septiesme. *Et au dos desdittes lettres est escrit :* Par le roy, à la relation des gens de son grand conseil : *Signé,* Roland, *avec paraphe; et plus loin qu mesme dos est escrit : Contentor, signé,* Roland, *aussy avec paraphe. Lesdittes lettres scellées en queue du grand sceau de cire verte.*

FIN DU PREMIER VOLUME DES STATUTS.





